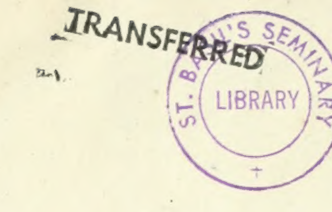

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 01904324 9


UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY


TRANSFERRED
LIBRARY

ELENCHUS

AUCTORUM ET OPERUM

QUI IN HOCCE VOLUMINE CONTINENTUR.

EXCUDEBAT E.-J. BAILLY, IN FORE SORBONICO, 2.

THEOLOGIÆ CURSUS COMPLETUS,

EX TRACTATIBUS OMNIUM PERFECTISSIMIS UBIQUE HABITIS,

ET A MAGNA PARTE EPISCOPORUM NECNON THEOLOGORUM EUROPÆ CATHOLICÆ,

UNIVERSIM AD HOC INTERROGATORUM, DESIGNATIS,

UNICÈ CONFLATUS,

Plurimis annotantibus presbyteris ad docendos levitas pascendosve populos altè positis.

ANNOTARUNT VERO SIMUL ET EDIDERUNT

FR. J.-P. ET V.-S. M**.**

TOMUS DECIMUS-SECUNDUS.

De Legibus.

PARISIIS

APUD EDITORES,

IN VIA GALLICÈ DICTA

RUE DES MAÇONS-SORBONNE, N° 7.

1838.

DOMATI VITA.

Domatus (Joannes) Claramontii Arvernorum natus, trigesimâ novembris die, anno 1625, in hujus urbis curiâ præsidiali regiarum causarum actor, juris gallici restaurator et quasi pater haberi potest. Modestiâ clarus, laboris amans, ambitionis qualiscumque expers, quidquid temporis ab implendo munere vacabat, illud prædilectæ disciplinæ studio assiduus impendebat. Nequicquam igitur hìc expectes singulares illas historiunculas quibus virorum illustrium gesta vulgò sparsa sunt. Domatus totus libris dùm viveret, in libris quos elucubravit nunc totus est.

Quo tempore magistratum inivit, jus gallicum lugendâ perturbatum erat confusione, vel potiùs jure mixtum multiplici, in quo leges quælibet germanis legibus nexu nullo cohærentes, privatoque judicis uniuscujusque arbitrio ventilatæ, sibi invicem sæpiùs contradicebant. Domatus informe cahos extricandum aggressus est, pio primùm impulsus desiderio auxiliatrice lumen offerendi iis liberorum suorum qui fori curriculum fortè erant ingressuri. Quod verò in limine nihil nisi amoris paterni fœtus erat, sensim immortale factum est monumentum quo patria superbit et quo gaudet adhucdùm orbis universus. Immensam decretorum particularium segetem perpaucis admodùm principiis generatoribus assignans, generationem hanc luculentâ methodo circumscripsit, sicque juris fontem eruit fœcundum, unde pleno alveo omnis decurrit jurisprudentia.

Quo res tanta peracta est, opus perdiu patienterque, ut momentosæ solent lucubrationes, elaboratum, Parisiis tandem prodiit 1689, cum titulo : Les *lois civiles dans leur ordre naturel,* 6 vol. in-4°. Tribus primis voluminibus agitur de legibus ut ordine naturali efformantur; quartus et quintus de jure publico; sextus delectarum legum silvam continet. Etiamsi à criticorum dente haud immune fuerit illud opus, cùm quidam, eo cursim lecto vel penitùs illecto, audacter assererent imparem esse tot rebus ritè pertractandis molem adeò exiguam, attamen summâ ferè omnium et inprimis clarissimorum virorum laude exceptum est. Cæteros inter admiratores eminet d'Aguesseau, quem, audito *Legum civilium* titulo de usurâ, narrant dixisse : *Scripturâ legibusque vetari usuram mihi compertum quidem erat; juri autem naturali hanc adversari nesciebam.* Quotiescumque illustris cancellarius de Domato loquitur, laudes ingeminat, eum vocitans ducem in juris studio securissimum et magistratuum jurisconsultorem. Eumdem audiamus in Instructione filio suo adscriptâ : « Modernum, inquit, extat « opus quod tibi solum propè sufficiet, quod« que omni nisu facere tuum debes, sive le« ctione accuratâ, sive etiam, ut plurimùm « proderit, compendiariâ redactione : videli« cet *Tractatus legum,* auctore Domato, magno « operi de legibus civilibus secundùm ordi« nem naturalem efformatis præfixus.

« Nemo verum principium legum altiùs per« vasit, aut philosopho, jurisconsulto christia« noque digniùs interpretatus est. Quippe qui « cùm ad primum usque principium recurre« rit, ad extremas delapsus consequentias, eas « ordine fermè geometrico evolvit. Hic unum« quodque legum genus charactere distinctum « proprio expanditur. Perfectissima est et omni « parte absolutissima quæ unquàm visa fuerit « societatis civilis generalis delineatio ; illudque « opus mihi pretiosum usquè habitum est, « quod crescens et quasi in manu meâ enascens « mihi videre contigit, favente quâ me auctor « complectebatur amicitiâ. Tibimeti si, nate, « felicitati vertendum, quòd priùs tale opus « editum fuerit, quàm jurisprudentiæ studium « ordireris. Id si meritâ perlegeris attentione, ti« bi instillabitur non modò jurisconsulti, sed et « legislatoris animus ; atque ope principiorum « quæ inde exhauries, potis eris, quamcumque « legeris legem, quidnam naturalis immutabi« lisque juris sit, quidnam positivâ arbitrariâ« que voluntate oriatur discernere. »

Satis erit profectò tanti pretii retulisse testimonium, ut æqua percipiatur opinio de brevi tractatu quem Suaresio præmittimus.

Licet Domatus honestas studii illecebras dignitatibus, quibus affici poterat, semper prætulerit, eminentissimi viri ejus amicitiâ gloriabantur. Videtur autem eum, præter jam laudatum d'Aguesseau Paschalio inprimis devinctum fuisse, quo quotidiè, dùm habitaret Lutetiæ, familiariter utebatur, cujusque supremam auram atque scripta secretissima excepit. Ipse Parisiis obiit decimâ quartâ Martii die, anno 1696; et ut voto vitâ simplici admodùm digno satisfieret, in cæmeterio St. Benedicti, ipsius parochiæ, cum pauperibus sepultus est.

TRAITÉ DES LOIS.

CHAPITRE PREMIER.

DES PREMIERS PRINCIPES DE TOUTES LES LOIS.

Il semble que rien ne devrait être plus connu des hommes que les premiers principes des lois qui règlent et la conduite de chacun en particulier, et l'ordre de la société qu'ils forment ensemble; et que ceux même qui n'ont pas les lumières de la religion, où nous apprenons quels sont ces principes, devraient au moins les reconnaître en eux-mêmes, puisqu'ils sont gravés dans le fond de notre nature. Cependant on voit que les plus habiles de ceux qui ont ignoré ce que nous enseigne la religion, les ont si peu connus, qu'ils ont établi des règles qui les violent et qui les détruisent. Ainsi les Romains, qui, entre toutes les nations, ont le plus cultivé les lois civiles, et qui en ont fait un si grand nombre de très-justes, s'étaient donné, comme les autres peuples, la licence d'ôter la vie, et à leurs esclaves, et à leurs propres enfants; comme si la puissance que donnent la qualité de père et celle de maître, pouvait dispenser des lois de l'humanité. Cette opposition si extrême entre l'équité qui luit dans les lois si justes qu'ont faites les Romains, et l'inhumanité de cette licence, fait bien voir qu'ils ignoraient les sources de la justice même qu'ils connaissaient, puisqu'ils blessaient si grossièrement, par ces lois barbares, l'esprit de ces principes qui sont les fondements de tout ce qu'il y a de justice et d'équité dans leurs autres lois. Cet égarement n'est pas le seul d'où l'on peut juger combien ils étaient éloignés de la connaissance de ces principes; on en voit une autre preuve bien remarquable dans l'idée que leurs philosophes leur avaient donnée de l'origine de la société des hommes, dont ces principes sont les fondements. Car, bien loin de les reconnaître, et d'y voir comment ils doivent former l'union des hommes, ils s'étaient imaginé que les hommes avaient premièrement vécu comme des bêtes sauvages dans les champs, sans communication et sans liaison, jusqu'à ce qu'un d'eux s'avisa qu'on pouvait les mettre en société, et commença de les apprivoiser pour en former une. On ne s'arrêtera pas à considérer les causes de cette contrariété si étrange de lumières et de ténèbres dans les hommes les plus éclairés de tous ceux qui ont vécu dans le paganisme, et comment ils pouvaient connaître tant de règles de la justice et de l'équité, sans y sentir les principes d'où elles dépendent. Les premiers éléments de la religion chrétienne expliquent cette énigme; et ce qu'elle nous apprend de l'état de l'homme nous fait connaître les causes de cet aveuglement, et nous découvre en même temps quels sont ces premiers principes que Dieu a établis pour les fondements de l'ordre de la société des hommes, et qui sont les sources de toutes les règles de la justice et de l'équité. Mais, quoique ces principes ne nous soient connus que par la lumière de la religion, elle nous les fait voir dans notre nature même avec tant de clarté, qu'on voit que l'homme ne les ignore que parce qu'il s'ignore lui-même, et qu'ainsi rien n'est plus étonnant que l'aveuglement qui lui en ôte la vue.

Comme il n'y a donc rien de plus nécessaire dans les sciences, que d'en posséder les premiers principes, et qu'en chacune on commence par établir les siens, et par y donner le jour qui met en vue leur vérité et leur certitude, pour servir de fondement à tout le détail qui doit en dépendre, il est important de considérer quels sont ceux des lois, pour connaître quelles sont la nature et la fermeté des règles qui en dépendent. Et on jugera du caractère de la certitude de ces principes par la double impression que doivent faire sur notre esprit des vérités que Dieu nous enseigne par la religion, et qu'il nous fait sentir par notre raison : de sorte qu'on peut dire que les premiers principes des lois ont un caractère de vérité qui touche et persuade plus que celle des principes des autres sciences humaines; et qu'au lieu que les principes des autres sciences, et le détail des vérités qui en dépendent, ne sont que l'objet de l'esprit et non pas du cœur, et qu'elles n'entrent pas même dans tous les esprits, les premiers principes des lois, et le détail des règles essentielles à ces principes, ont un caractère de vérité dont

personne n'est incapable, et qui touche également l'esprit et le cœur. Ainsi, l'homme entier en est plus pénétré et plus fortement persuadé que des vérités de toutes les autres sciences humaines. Il n'y a personne, par exemple, qui ne sente, et par l'esprit et par le cœur, qu'il n'est pas permis de se tuer ou de se voler, ni de tuer ou voler les autres, et qui ne soit plus pleinement persuadé de ces vérités qu'on ne saurait l'être d'un théorème de géométrie. Cependant ces vérités mêmes, que l'homicide et le vol sont illicites, tout évidentes qu'elles sont, n'ont pas le caractère d'une certitude égale à celle des premiers principes d'où elles dépendent ; puisqu'au lieu que ces principes sont des règles dont il n'y a point de dispense ni d'exception, celles-ci sont sujettes à des exceptions et à des dispenses : car, par exemple, Abraham pouvait tuer justement son fils, lorsque le maître de la vie et de la mort le lui commanda (1); et les Hébreux prirent sans crime les richesses des Égyptiens par l'ordre du maître de l'univers, qui les leur donna (2).

On ne peut prendre une voie plus simple et plus sûre pour découvrir les premiers principes des lois, qu'en supposant deux premières vérités, qui ne sont que de simples définitions : l'une, que les lois de l'homme ne sont autre chose que les règles de sa conduite ; et l'autre, que cette conduite n'est autre chose que les démarches de l'homme vers sa fin. Pour découvrir donc les premiers fondements des lois de l'homme, il faut connaître quelle est sa fin, parce que sa destination à cette fin sera la première règle de la voie et des démarches qui l'y conduisent, et par conséquent sa première loi et le fondement de toutes les autres. Connaître la fin d'une chose, c'est simplement savoir pourquoi elle est faite ; et on connaît pourquoi une chose est faite, si, voyant comme elle est faite, on découvre à quoi sa structure peut se rapporter, parce qu'il est certain que Dieu a proportionné la nature de chaque chose à la fin pour laquelle il l'a destinée. Nous savons et sentons tous que l'homme a une âme qui anime son corps, et que dans cette âme il a deux puissances, un entendement propre pour connaître, et une volonté propre pour aimer. Ainsi, nous voyons que c'est pour connaître et pour aimer que Dieu a fait l'homme, que c'est par conséquent pour s'unir à quelque objet, dont la connaissance et l'amour doivent faire son repos et son bonheur, et que c'est vers cet objet que toutes ses démarches doivent le conduire. D'où il s'ensuit que la première loi de l'homme est sa destination à la recherche et à l'amour de cet objet qui doit être sa fin et où il doit trouver sa félicité, et que c'est cette loi qui, étant la règle de toutes ses démarches, doit être le principe de toutes ses lois. Pour connaître donc quelle est cette première loi, quel en est l'esprit, et comment elle est le fondement de toutes les autres, il faut voir à quel objet elle nous destine. De tous les objets qui s'offrent à l'homme dans tout l'univers, en y comprenant l'homme lui-même, il ne trouvera rien qui soit digne d'être sa fin. Car en lui-même, loin d'y trouver sa félicité, il n'y verra que les semences des misères et de la mort ; et autour de lui, si nous parcourons tout cet univers, nous trouvons que rien ne peut y tenir lieu de fin, ni à notre esprit, ni à notre cœur ; et que, bien loin que les choses que nous y voyons puissent être regardées comme notre fin, nous sommes la leur, et ce n'est que pour nous que Dieu les a faites (1) : car, tout ce que renferment la terre et les cieux n'est qu'un appareil pour tous nos besoins, qui périra quand ils cesseront. Aussi voyons-nous que tout y est si peu digne et de notre esprit et de notre cœur, que, pour l'esprit, Dieu lui a caché toute autre connaissance des créatures, que de ce qui regarde les manières d'en bien user ; et que les sciences qui s'appliquent à la connaissance de leur nature, n'y découvrent que ce qui peut être de notre usage, et s'obscurcissent à mesure qu'elles veulent pénétrer ce qui n'en est pas (2). Et pour le cœur, personne n'ignore que le monde entier n'est pas capable de le remplir, et que jamais il n'a pu faire le bonheur d'aucun de ceux qui l'ont le plus animé et qui en ont le plus possédé. Cette vérité se fait si bien sentir à chacun, que personne n'a besoin qu'on l'en persuade ; et il faut enfin apprendre de celui qui a formé l'homme, que c'est lui seul qui, étant son principe, est aussi sa fin (3), et qu'il n'y a que

(1) *Gen.* 22, 2.
(2) *Exod.* 11, 2 ; 12, 36.

(1) Ne forte, elevatis oculis ad cœlum, videas solem et lunam, et omnia astra cœli, et, errore deceptus, adores ea, et colas quæ creavit Deus tuus in ministerium cunctis gentibus quæ sub cœlo sunt. *Deut.* 4, 19.

(2) Quæ præcepit tibi Deus, illa cogita semper : et in pluribus operibus ejus ne fueris curiosus. Non est enim tibi necessarium, quæ abscondita sunt, videre oculis tuis. *Eccl.* 3, 22.

(3) Ego sum alpha et omega, primus et

Dieu seul qui puisse remplir le vide infini de cet esprit et de ce cœur qu'il a faits pour lui (1). C'est donc pour Dieu même, que Dieu a fait l'homme (2); c'est pour le connaître, qu'il lui a donné un entendement; c'est pour l'aimer, qu'il lui a donné une volonté; et c'est par les liens de cette connaissance et de cet amour, qu'il veut que les hommes s'unissent à lui, pour trouver en lui et leur véritable vie, et leur unique félicité (3). C'est cette construction de l'homme, formé pour connaître et pour aimer Dieu, qui fait sa ressemblance à Dieu (4). Car, comme Dieu est le seul souverain bien, c'est sa nature qu'il se connaisse et s'aime soi-même; et c'est dans cette connaissance et dans cet amour que consiste sa félicité. Ainsi, c'est lui ressembler que d'être d'une nature capable de le connaître et de l'aimer, et c'est participer à sa béatitude, que d'arriver à la perfection de cette connaissance et de cet amour (5).

Ainsi, nous découvrons, dans cette ressemblance de l'homme à Dieu, en quoi consiste sa religion, en quoi consiste sa première loi: car sa nature n'est autre chose que cet être créé à l'image de Dieu, et capable de posséder ce souverain bien qui doit être sa vie et sa béatitude; sa religion, qui est l'assemblage de toutes ses lois, n'est autre chose que la lumière et la voie qui le conduisent à cette vie (6); et sa première loi, qui est l'esprit de sa religion, est celle qui lui commande la recherche et l'amour de ce souverain bien, où il doit s'élever de toutes les forces de son esprit et de son cœur qui sont faits pour le posséder (7).

C'est cette première loi qui est le fondement et le premier principe de toutes les autres: car cette loi qui commande à l'homme la recherche et l'amour du souverain bien étant commune à tous les hommes, elle en renferme une seconde qui les oblige à s'unir et s'aimer entre eux; parce qu'étant destinés pour être unis dans la possession d'un bien unique, qui doit faire leur commune félicité, et pour y être unis si étroitement qu'il est dit qu'ils ne feront qu'un (1), il ne peuvent être dignes de cette unité dans la possession de leur fin commune, s'ils ne commencent leur union, en se liant d'un amour naturel dans la voie qui les y conduit. Et il n'y a pas d'autre loi qui commande à chacun de s'aimer soi-même, parce qu'on ne peut s'aimer mieux qu'en gardant la première loi, et se conduisant au bien où elle nous appelle.

C'est par l'esprit de ces deux premières lois que Dieu, destinant les hommes à l'union dans la possession de leur fin commune, a commencé de lier entre eux une première union dans l'usage des moyens qui les y conduisent; et il fait dépendre cette dernière union, qui doit faire leur béatitude, du bon usage de cette première, qui doit former leur société. C'est pour les lier dans cette société, qu'il l'a rendue essentielle à leur nature. Et comme on voit dans la nature de l'homme sa destination au souverain bien, on y verra aussi sa destination à la société et les divers liens qui l'y engagent de toutes parts; et que ces liens, qui sont des suites de la destination de l'homme à l'exercice des deux premières lois, sont en même temps les fondements du détail des règles de tous ses devoirs, et les sources de toutes les lois. Mais, avant que de passer outre, et de faire voir l'enchaînement qui lie toutes les lois à ces deux premières, il faut prévenir la réflexion qu'il est naturel de faire sur l'état de cette société, qui, devant être fondée sur les deux premières lois, ne laisse pas de subsister sans que l'esprit de ces lois y règne beaucoup, de sorte qu'il semble qu'elle se maintienne par d'autres principes. Cependant, quoique les hommes aient violé ces lois capitales, et que la société soit dans un état étrangement différent de celui qui devait être élevé sur ces fondements et cimenté par cette union, il est toujours vrai que ces lois divines et essentielles à la nature de l'homme subsistent

novissimus, principium et finis. *Apoc.* 22, 13. *Is.* 41, 4.

(1) Satiabor, quùm apparuerit gloria tua. *Ps.* 16, 17.

(2) Universa propter semetipsum operatus est Dominus. *Prov.* 16, 4. Et faciet te excelsiorem cunctis gentibus, quas creavit in laudem, et nomen, et gloriam suam. *Deut.* 26, 19. Et omnem qui invocat nomen meum, in gloriam meam creavi eum, formavi eum, et feci eum. *Is.* 43, 7.

(3) Ipse est enim vita tua. *Deut.* 30, 20. Hæc est vita æterna, ut cognoscant te. *Joan.* 17, 3.

(4) Faciamus hominem ad imaginem et similitudinem nostram. *Gen.* 1, 26. *Sap.* 2, 23. *Eccles.* 17. 1 *Coloss.* 3, 10.

(5) Scimus quoniam, quùm apparuerit, similes ei erimus: quoniam videbimus eum sicuti est. *Joan.* 1 *Ep.* 3, 2.

(6) Lex, lux et via vitæ. *Prov.* 6, 23.

(7) Hoc est maximum et primum mandatum. *Matth.* 22, 38. Dilectio, custodia legum illius est. *Sap.* 6, 18.

(1) Ut omnes unum sint, sicut tu, Pater, in me, et ego in te, ut et ipsi in nobis unum sint. *Joan.* 17, 21.

immuables, et qu'elles n'ont pas cessé d'obliger les hommes à les observer; il est certain aussi, comme la suite le fera voir, que tout ce qu'il y a de lois qui règlent la société dans l'état même où nous la voyons, ne sont que des suites de ces premières. Ainsi, il a été nécessaire d'établir ces principes; et d'ailleurs il n'est pas possible de bien comprendre la manière dont on voit maintenant subsister la société, sans connaître l'état naturel où elle devrait être, et y considérer l'union que les divisions des hommes ont rompue, et l'ordre qu'elles ont troublé. Pour juger donc de l'esprit et de l'usage des lois qui maintiennent la société dans l'état présent, il est nécessaire de tracer un plan de cette société sur le fondement des deux premières lois, afin d'y découvrir l'ordre de toutes les autres, et leurs liaisons à ces deux premières. Et puis on verra de quelle manière Dieu a pourvu à faire subsister la société dans l'état où nous la voyons, et parmi ceux qui, ne s'y conduisant pas par l'esprit des lois capitales, ruinent les fondements qu'il y avait mis.

CHAPITRE II.

PLAN DE LA SOCIÉTÉ SUR LE FONDEMENT DES DEUX PREMIÈRES LOIS PAR DEUX ESPÈCES D'ENGAGEMENTS.

Quoique l'homme soit fait pour connaître et pour aimer le souverain bien, Dieu ne l'a pas mis d'abord dans la possession de cette fin, mais il l'a mis auparavant dans cette vie, comme dans une voie pour y parvenir. Et comme l'homme ne peut se porter à aucun objet par d'autres démarches que par des vues de son entendement, et par les mouvements de sa volonté, Dieu a fait dépendre la connaissance claire et l'amour immuable du souverain bien qui doit faire la félicité de l'esprit et du cœur de l'homme, de l'obéissance à la loi qui lui commande de méditer et d'aimer ce bien unique, autant qu'il peut en être capable pendant cette vie; et il ne la lui donne que pour en tourner tout l'usage à la recherche de cet objet, seul digne d'attirer et toutes ses vues et tous ses désirs (1). On n'entre pas ici dans l'explication des vérités que la religion nous apprend sur la manière dont Dieu conduit et élève l'homme à cette recherche. Il suffit, pour donner l'idée du plan de la société, de les supposer, et de remarquer que c'est tellement pour occuper l'homme à l'exercice de cette première loi et de la seconde que Dieu lui donne l'usage de la vie dans cet univers, que tout ce qu'il peut y avoir en soi-même et dans tout le reste des créatures, sont autant d'objets qui lui sont donnés pour l'y engager. Car, pour la première loi, il doit sentir, dans la vue et dans l'usage de tous ces objets, qu'ils sont autant de traits et d'images de ce que Dieu veut qu'on connaisse et qu'on aime en lui; et pour la seconde loi, Dieu a tellement assorti les hommes entre eux, et l'univers à tous les hommes, que les mêmes objets qui doivent les exciter à l'amour du souverain bien, les engagent aussi à la société et à l'amour mutuel entre eux; car on ne voit et on ne connaît rien, ni hors de l'homme, ni dans l'homme, qui ne marque sa destination à la société. Ainsi, hors de l'homme, les cieux, les astres, la lumière, l'air, sont des objets qui s'étalent aux hommes comme un bien commun à tous, et dont chacun a tout son usage. Et toutes les choses que la terre et les eaux portent ou produisent, sont d'un usage commun aussi, mais de telle sorte qu'aucun ne passe à notre usage que par le travail de plusieurs autres personnes; ce qui rend les hommes nécessaires les uns aux autres, et forme entre eux les différentes liaisons pour les usages de l'agriculture, du commerce, des arts, des sciences, et pour toutes les autres communications que les divers besoins de la vie peuvent demander.

Ainsi, dans l'homme, on voit que Dieu l'a formé, par un lien inconcevable, de l'esprit et de la matière, qu'il l'a composé, par l'union d'une âme et d'un corps, pour faire de ce corps uni à l'esprit, et de cette structure divine des sens et des membres, l'instrument de deux usages essentiels à la société. Le premier de ces deux usages est celui de lier les cœurs des hommes entre eux, ce qui se fait par une suite naturelle de l'union de l'âme et du corps; c'est par l'usage des sens unis à l'esprit, et par les impressions de l'esprit sur les sens, et des sens sur l'esprit, que les hommes se communiquent les uns aux autres leurs pensées et

(1) Audi, Israel : Dominus Deus noster, dominus unus est. Diliges Dominum Deum tuum ex toto corde tuo, et ex totâ animâ tuâ, et ex totâ fortitudine tuâ. Eruntque verba hæc, quæ ego præcipio tibi hodiè, in corde tuo; et narrabis ea filiis tuis, et meditaberis in eis, sedens in domo tuâ, et ambulans in itinere, dormiens atque consurgens : et ligabis ea quasi signum in manu tuâ : eruntque, et movebuntur inter oculos tuos. Scribesque ea in limine et ostiis domûs tuæ. *Deut. cap.* 6, *v.* 4, 5, 6, 7, 8, 9; *id. cap.* 11, *v.* 18.

leurs sentiments. Ainsi, le corps est en même temps et l'instrument et l'image de cet esprit et de ce cœur qui sont l'image de Dieu. Le second usage du corps est celui d'appliquer les hommes à tous les différents travaux que Dieu a rendus nécessaires pour tous leurs besoins; car c'est pour le travail que Dieu nous a donné des sens et des membres; et quoiqu'il soit vrai que les travaux qui exercent maintenant l'homme, lui sont une peine dont Dieu le punit, et que Dieu n'ait pas donné à l'homme un corps propre au travail, pour le punir par le travail même, il est certain que l'homme est si naturellement destiné au travail qu'il lui était commandé de travailler dans l'état d'innocence (1). Mais l'une des différences des travaux de ce premier état et de ceux du nôtre, consiste en ce que le travail de l'homme innocent était une occupation agréable, sans peine, sans dégoût, sans lassitude, et que le nôtre nous a été imposé comme une peine (2). Ainsi, la loi du travail est également essentielle à la nature de l'homme et à l'état où l'a mis sa chute, et cette loi est aussi une suite naturelle des deux premières, qui, appliquant l'homme à la société, l'engagent au travail qui en est le lien, et ordonnent à chacun le sien pour distinguer, par les différents travaux, les divers emplois et les différentes conditions qui doivent composer la société.

C'est ainsi que Dieu, destinant les hommes à la société, a formé les liens qui les y engagent. Et comme les liaisons générales qu'il fait entre tous les hommes par leur nature et par leur destination à une même fin, sous les mêmes lois, sont communes à tout le genre humain, et qu'elles ne forment en chacun aucune relation singulière qui l'engage aux uns plus qu'aux autres, il ajoute à ces liaisons générales et communes à tous, d'autres liaisons et d'autres engagements particuliers de diverses sortes, par où il lie de plus près les hommes entre eux, et détermine chacun à exercer effectivement envers quelques-uns les devoirs de cet amour qu'aucun ne peut exercer envers tous les autres : de sorte que ces engagements sont à chacun comme des lois particulières qui lui marquent ce que la seconde loi demande de lui, et qui par conséquent règlent ses devoirs; car les devoirs des hommes entre eux ne sont autre chose que les effets de l'amour sincère que tout homme doit à tout autre, selon les engagements où il se rencontre. Ces engagements particuliers sont de deux espèces : la première est de ceux qui se forment par les liaisons naturelles du mariage entre le mari et la femme, et de la naissance entre les parents et les enfants; et cette espèce comprend aussi les engagements des parentés et des alliances, qui sont la suite de la naissance et du mariage. La seconde espèce renferme toutes les autres sortes d'engagements qui rapprochent toutes sortes de personnes les unes des autres, et qui se forment différemment, soit dans les diverses communications qui se font entre les hommes de leur travail, de leur industrie et de toutes sortes d'offices, de services et d'autres secours, ou dans celles qui regardent l'usage des choses; ce qui renferme tous les différents usages des arts, des emplois et des professions de toute nature, et tout ce qui peut lier les personnes, selon les différents besoins de la vie, soit par des communications gratuites, ou par des commerces. C'est par tous les engagements de ces deux espèces que Dieu forme l'ordre de la société des hommes, pour les lier dans l'exercice de la seconde loi. Et comme il marque en chaque engagement ce qu'il prescrit à ceux qu'il y met, on reconnaît, dans les caractères des différentes sortes d'engagements, les fondements de diverses règles de ce que la justice et l'équité demandent de chaque personne, selon les conjonctures où la mettent les siens.

(1) Posuit eum in paradiso voluptatis ut operaretur, et custodiret illum. *Genes.* 2, 15.
(2) In sudore vultûs tui vesceris pane. *Genes.* 3, 19.

CHAPITRE III.

DE LA PREMIÈRE ESPÈCE D'ENGAGEMENTS.

L'engagement que fait le mariage entre le mari et la femme, et celui que fait la naissance entre eux et leurs enfants, forment une société particulière dans chaque famille, où Dieu lie ces personnes plus étroitement, pour les engager à un usage continuel des divers devoirs de l'amour mutuel. C'est dans ce dessein qu'il n'a pas créé tous les hommes comme le premier, mais qu'il a voulu les faire naître de l'union qu'il a formée entre les deux sexes dans le mariage, et les mettre au monde dans un état de mille besoins, où le secours de ces deux sexes leur est nécessaire pendant un long temps. Et c'est dans les manières dont Dieu a formé ces deux liaisons du mariage et de la naissance, qu'il faut découvrir les fondements des lois qui les regardent.

Pour former l'union entre l'homme et la femme, et instituer le mariage qui devait être la source de la multiplication, et en même temps de la liaison du genre humain, et pour donner à cette union des fondements proportionnés aux caractères de l'amour qui devait en être le lien, Dieu ne forma premièrement que l'homme seul (1) ; puis il tira de lui un second sexe, et forma la femme d'une des côtes de l'homme (2), pour marquer, par l'unité de leur origine, qu'ils font un seul tout, où la femme est tirée de l'homme, et lui est donnée de la main de Dieu (3) comme une compagne et un secours semblable à lui (4) et formé de lui (5) ; c'est ainsi qu'il les lia par cette union si étroite et si sainte, dont il est dit que c'est Dieu lui-même qui les a conjoints (6) et qui les a mis deux en une chair (7). Il rendit l'homme le chef de ce tout (8), et il affermit leur union, défendant aux hommes de séparer ce qu'il avait lui-même conjoint (9). Ce sont ces manières mystérieuses dont Dieu a formé l'engagement du mariage qui sont les fondemants, non seulement des lois qui règlent tous les devoirs du mari et de la femme, mais aussi des lois de l'Église et des lois civiles qui regardent le mariage et les matières qui en dépendent ou qui s'y rapportent. Ainsi, le mariage étant un lien formé de la main de Dieu, il doit être célébré d'une manière digne de la sainteté de l'institution divine qui l'a établi. Et c'est une suite naturelle de cet ordre divin, que le mariage soit précédé et accompagné de l'honnêteté du choix réciproque des personnes qui s'y engagent ; du consentement des parents qui tiennent, en plusieurs manières, la place de Dieu ; et qu'il soit célébré par le ministère de l'Église, où cette union doit recevoir les effets du sacrement qui en est le lien. Ainsi, le mari et la femme étant donnés l'un à l'autre de la main de Dieu qui les unit en un seul tout que rien ne peut séparer, on ne peut jamais dissoudre un mariage qui a été une fois contracté légitimement. Ainsi, cette union des personnes, dans le mariage, est le fondement de la société civile qui les unit dans l'usage de leurs biens et de toutes choses. Ainsi, le mari étant, par l'ordre divin, le chef de la femme, il a sur elle une puissance proportionnée à ce qu'il est dans leur union ; et cette puissance est le fondement de l'autorité que les lois civiles donnent au mari, et des effets de cette autorité dans les matières où elle a son usage. Ainsi, le mariage étant institué pour la multiplication du genre humain par l'union de l'homme et de la femme, liés de la manière dont Dieu les unit, toute conjonction hors du mariage est illicite, et ne peut donner qu'une naissance illégitime. Et cette vérité est le fondement des lois de la religion et de la police contre les conjonctions illicites, et de celles qui règlent l'état des enfants qui en naissent. Le lien du mariage, qui unit les deux sexes, est suivi de celui de la naissance, qui lie au mari et à la femme les enfants qui naissent de leur mariage.

C'est pour former ce lien que Dieu veut que l'homme reçoive la vie de ses parents dans le sein d'une mère ; que sa naissance soit le fruit des peines et des travaux de cette mère ; qu'il naisse incapable de conserver cette vie où il est entré ; qu'il y soit long-temps dans un état de faiblesse et de besoin du secours de ses parents, pour y subsister et y être élevé. Et comme c'est par cette naissance que Dieu forme l'amour mutuel, qui unit si étroitement celui qui, en engendrant son semblable, lui donne la vie, et celui qui la reçoit, il donne à l'amour des parents un caractère proportionné à l'état des enfants dans leur naissance, et à tous les besoins qui sont les suites de cette vie qu'ils leur ont donnée, pour les lier, par cet amour, aux devoirs de l'éducation, de l'instruction, et à tous les autres. Et il donne à l'amour des enfants un caractère proportionné aux devoirs de dépendance, d'obéissance, de reconnaissance, et à tous les autres où les engage le bienfait de la vie, qu'ils tiennent tellement des parents dont Dieu les a fait naître, qu'il

(1) Formavit igitur Dominus Deus hominem de limo terræ. *Gen.* 2, 7.

(2) Tulit unam de costis ejus, et replevit carnem pro eâ. Et ædificavit Dominus Deus costam, quam tulerat de Adam, in mulierem. *Gen.* 2, 21, 22.

(3) Adduxit eam ad Adam. *Gen.* 2, 22.

(4) Non est bonum esse hominem solum. Faciamus ei adjutorium simile sibi. *Gen.* 2, 18. *Eccles.* 17, 5.

(5) Hoc nunc os ex ossibus meis, et caro de carne meâ ; hæc vocabitur virago, quoniam de viro sumpta est. *Gen.* 2, 23.

(6) Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet. *Matth.* 19, 6.

(7) Et erunt duo in carne unâ. *Gen.* 2, 24. Itaque non sunt duo sed una caro. *Matth.* 19, 6. *Ephes.* 5, 31. *Marc.* 10, 8.

(8) Caput autem mulieris, vir. 1 *Cor.* 11, 3. Mulieres viris suis subditæ sint, sicut Domino : quoniam vir caput est mulieris, sicut Christus caput est Ecclesiæ. *Ephes.* 5, 22, 23. Sub viri potestate eris. *Gen.* 3, 16. 1 *Cor.* 14, 34.

(9) Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet. *Matth.* 19, 6.

nous apprend que sans eux ils ne l'auraient point (1); ce qui les oblige à rendre aux parents tous les secours et tous les services dans leurs besoins, et surtout en ceux du déclin de l'âge, et des autres faiblesses, infirmités et nécessités où les enfants peuvent rendre à leurs parents des devoirs qui répondent aux premiers bienfaits qu'ils en ont reçus. C'est cet ordre de la naissance qui, formant les engagements entre les parents et les enfants, est le fondement de tous leurs devoirs, dont il est facile de voir l'étendue par les caractères de ces différents engagements. Et c'est de ces mêmes principes que dépend tout ce que les lois civiles ont réglé des effets de la puissance paternelle, et des devoirs réciproques des parents envers les enfants, et des enfants envers les parents, selon que ce sont des matières de la police; comme le sont les droits que les lois et les coutumes donnent aux pères pour la conduite de leurs enfants, pour la célébration de leurs mariages, pour l'administration et la jouissance de leur biens, les rébellions des enfants contre l'obéissance aux parens, l'injustice des parents ou des enfants qui se refusent les aliments, et les autres semblables. C'est encore sur ce même ordre dont Dieu s'est servi pour donner la vie aux enfants par leurs parents que sont fondées les lois qui font passer aux enfants les biens des parents après leur mort; parce que les biens étant donnés aux hommes pour tous les différents besoins de la vie, et n'étant qu'une suite de ce bienfait, il est de l'ordre naturel qu'après la mort des parents les enfants recueillent leur bien, comme un accessoire de la vie qu'ils ont reçue d'eux. Le lien de la naissance qui unit les pères et les mères à leurs enfants, les lie encore à ceux qui naissent et descendent de leurs enfants. Et cette liaison fait considérer tous les descendants comme les enfants, et tous les ascendants comme étant dans le rang des pères ou des mères. On peut remarquer, sur la différence des caractères de l'amour qui unit le mari et la femme, et de celui qui lie les parents et les enfants, que c'est l'opposition de ces différents caractères, qui est le fondement des lois qui rendent illicite le mariage entre les ascendants et les descendants en tous degrés, et entre les collatéraux en quelques degrés; et il est facile d'en voir les raisons par de simples réflexions sur ce qu'on vient de remarquer dans ces caractères, sur quoi il n'est pas nécessaire de s'étendre ici.

Le mariage et la naissance qui unissent si étroitement le mari et la femme, et les parents avec les enfants, forment aussi deux autres sortes de liaisons naturelles qui en sont les suites. La première est celle des collatéraux, qu'on appelle parenté; et la seconde est celle des alliés, qu'on appelle alliance ou affinité. La parenté lie les collatéraux, qui sont ceux dont la naissance a son origine d'un même ascendant commun. On les appelle ainsi, parce qu'au lieu que les ascendants et descendants sont dans une même ligne de père en fils, les collatéraux ont chacun la leur, qui va se joindre à l'ascendant commun. Ainsi ils sont l'un à côté de l'autre; et le fondement de leur liaison et de leur parenté est leur union commune aux mêmes parents dont ils ont leur naissance. Il n'est pas de ce lieu d'expliquer les degres des parentés; c'est une matière qui fait partie de celle des successions. Et il suffit de remarquer ici que cette liaison des parentés est le fondement de diverses lois, comme de celles qui défendent le mariage entre les proches, de celles qui les appellent aux sucessions et aux tutelles, de celles des récusations des juges et des reproches des témoins parents des parties, et des autres semblables. Les alliances sont les liaisons et les relations qui se font entre le mari et tous les parents de la femme, et entre la femme et tous les parents du mari. Le fondement de cette liaison est l'union si étroite entre le mari et la femme, qui fait que ceux qui sont liés par la parenté à l'un des deux, sont par conséquent liés à l'autre: et cette alliance fait que le mari considère le père et la mère de sa femme comme lui tenant lieu de père et de mère: et ses frères et sœurs, et ses autres proches, comme lui tenant lieu de frères, de sœurs et de proches; et que la femme regarde de même le père et la mère, et tous les proches de son mari. Cette relation des alliances est le fondement des lois qui défendent le mariage entre les alliés en ligne directe, de descendants et d'ascendants en tous degrés, et entre les collatéraux, jusqu'à l'étendue de certains degrés; et aussi des lois qui appellent les alliés aux tutelles, de celles qui rejettent les juges et les témoins alliés des parties, et des autres semblables.

(1) In toto corde tuo honora patrem tuum, et gemitûs matris tuæ ne obliviscaris: memento quoniam, nisi per illos, natus non fuisses: et retribue illis, quomodò et illi tibi. *Eccles.* 7. 28, 29, 30.

CHAPITRE IV.

DE LA SECONDE ESPÈCE D'ENGAGEMENTS.

Comme les engagements du mariage et de la naissance, dans les parentés et dans les alliances, sont bornés entre certaines personnes, et que Dieu a mis les hommes en société pour les lier par l'amour mutuel, de telle manière que tout homme soit disposé à produire envers tout autre les effets de cet amour, selon que l'occasion peut l'y obliger; il a rendu nécessaire dans la société une seconde espèce d'engagements qui approchent et lient différemment toutes sortes de personnes, et souvent même ceux qui sont l'un à l'autre les plus étrangers (1). C'est pour former cette seconde sorte d'engagements, que Dieu multiplie les besoins des hommes, et qu'il les rend nécessaires les uns aux autres pour tous ces besoins. Et il se sert de deux voies pour mettre chacun dans l'ordre des engagements où il le destine. La première de ces deux voies est l'arrangement qu'il fait des personnes dans la société, où il donne à chacun sa place, pour lui marquer par sa situation les relations qui le lient aux autres, et quels sont les devoirs propres au rang qu'il occupe; et il place chacun dans le sien, par la naissance, par l'éducation, par les inclinations et par les autres effets de sa conduite, qui rangent les hommes. C'est cette première voie qui fait à tous les hommes les engagements généraux des conditions, des professions, des emplois, et qui met chaque personne dans un certain état de vie, dont ses engagements particuliers doivent être les suites. La seconde voie est la disposition des événements et des conjonctures, qui déterminent chacun aux engagements particuliers, selon les occasions et les circonstances où il se rencontre.

Toutes ces sortes d'engagements de cette seconde espèce sont ou volontaires ou involontaires. Car, comme l'homme est libre, il y a des engagements où il entre par sa volonté; et comme il est dépendant de l'ordre divin, il y en a où Dieu le met sans son propre choix : mais soit que les engagements dépendent de la volonté, ou qu'ils en soient indépendants dans leur origine, c'est par sa liberté que l'homme agit dans les uns et dans les autres; et toute sa conduite renferme toujours ces deux caractères, l'un de la dépendance de Dieu, dont il doit suivre l'ordre, et l'autre, de sa liberté, qui doit l'y porter. Ainsi toutes ces sortes d'engagements sont proportionnées, et à la nature de l'homme, et à son état pendant cette vie.

(1) *Luc.* 10, 33.

Les engagements volontaires sont de deux sortes : quelques-uns se forment mutuellement entre deux ou plusieurs personnes, qui se lient et s'engagent réciproquement l'une à l'autre par leur volonté ; et d'autres se forment par la volonté d'un seul, qui s'engage envers d'autres personnes, sans que ces personnes traitent avec lui. On distinguera facilement ces deux sortes d'engagements par quelques exemples : ainsi, pour les engagements volontaires et mutuels, on voit que pour les divers besoins qu'ont les hommes de se communiquer les uns aux autres leur industrie et leur travail, et pour les différents commerces de toutes choses, ils s'associent, louent, vendent, achètent et changent, et font entre eux toutes les autres sortes de conventions. Ainsi, pour les engagements qui se forment par la volonté d'un seul, on voit que celui qui se rend héritier, s'oblige envers les créanciers de la succession ; que celui qui entreprend la conduite de l'affaire d'un absent, à son insu, s'oblige aux suites de l'affaire qu'il a commencée ; et qu'en général tous ceux qui entrent volontairement dans quelques emplois, s'obligent aux engagements qui en sont les suites.

Les engagements involontaires sont ceux où Dieu met les hommes sans leur propre choix. Ainsi, ceux qui sont nommés à ces charges, qu'on appelle municipales, comme d'échevins, consuls et autres, et ceux que la justice engage dans quelques commissions, sont obligés de les exercer, et ne peuvent s'en dispenser, s'ils n'ont des excuses. Ainsi, celui qui est appelé à une tutelle est obligé, indépendamment de sa volonté, à tenir lieu de père à l'orphelin qu'on met sous sa charge. Ainsi, celui dont l'affaire a été conduite en son absence et à son insu par un ami, qui en a pris le soin, est obligé, envers cet ami, de lui rendre ce qu'il a raisonnablement dépensé, et de ratifier ce qu'il a bien géré. Ainsi, celui dont la marchandise a été sauvée d'un naufrage par la décharge du vaisseau, d'où l'on a jeté d'autres marchandises, est obligé de porter sa part de la perte des autres, à proportion de ce qui a été garanti pour lui. Ainsi, l'état de ceux qui se trouvent dans la société, et sans biens, et dans l'impuissance de travailler pour y subsister, fait un engagement à tous les autres

d'exercer envers eux l'amour mutuel, en leur faisant part d'un bien où ils ont droit. Car tout homme étant de la société, a droit d'y vivre; et ce qui est nécessaire à ceux qui n'ont rien, et qui ne peuvent gagner leur vie, est par conséquent entre les mains des autres; d'où il s'ensuit qu'ils ne peuvent sans injustice le leur retenir. Et c'est à cause de cet engagement que, dans les nécessités publiques, on oblige les particuliers, même par des contraintes, à secourir les pauvres selon les besoins. Ainsi, l'état de ceux qui souffrent quelque injustice, et qui sont dans l'oppression, est un engagement à ceux qui ont le ministère et l'autorité de la justice, de la mettre en usage pour les protéger.

On voit dans toutes ces sortes d'engagements, et dans tous les autres qu'on saurait penser, que Dieu ne les forme et n'y met les hommes que pour les lier à l'exercice de l'amour mutuel, et que tous les différents devoirs que prescrivent les engagements, ne sont autre chose que les divers effets que doit produire cet amour, selon les conjonctures et les circonstances. Ainsi, en général, les règles qui commandent de rendre à chacun ce qui lui appartient, de ne faire tort à personne, de garder toujours la fidélité et la sincérité, et les autres semblables, ne commandent que des effets de l'amour mutuel. Car aimer, c'est vouloir faire du bien; et on n'aime point ceux à qui on fait quelque tort, ni ceux à qui on n'est pas fidèle et sincère. Ainsi, en particulier, les règles qui ordonnent au tuteur de prendre le soin de la personne et des biens du mineur qui est sous sa charge, ne lui commandent que les effets de l'amour qu'il doit avoir pour cet orphelin. Ainsi, les règles des devoirs de ceux qui sont dans les charges et dans toute autre sorte d'engagements généraux ou particuliers, ne leur prescrivent que ce que demande la seconde loi, comme il est facile de le reconnaître dans le détail des engagements. Et il est si vrai que c'est le commandement d'aimer qui est le principe de toutes les règles des engagements, et que l'esprit de ces règles n'est autre chose que l'ordre de l'amour qu'on se doit réciproquement, que s'il arrive qu'on ne puisse, par exemple, rendre à un autre ce qu'on a de lui, sans blesser cet ordre, ce devoir est suspendu jusqu'à ce qu'on puisse l'accomplir selon cet esprit. Ainsi, celui qui a l'épée d'une personne insensée, ou d'une autre qui la demande dans l'emportement d'une passion, ne doit pas la lui rendre, jusqu'à ce que cette personne soit en état de n'en pas faire un mauvais usage; car ce ne serait pas l'aimer que la lui donner dans ces circonstances. C'est ainsi que la seconde loi commande aux hommes de s'entr'aimer. Car l'esprit de cette loi n'est pas d'obliger chacun d'avoir pour tous les autres cette inclination qu'attirent les qualités qui rendent aimable; mais l'amour qu'elle ordonne consiste à désirer aux autres leur vrai bien, et à le leur procurer autant qu'on le peut. Et c'est par cette raison que, comme ce commandement est indépendant du mérite de ceux que l'on doit aimer, et qu'il n'excepte qui que ce soit, il oblige d'aimer ceux qui sont le moins aimables, et ceux même qui nous haïssent. Car la loi qu'ils violent subsiste pour nous, et nous devons souhaiter leur vrai bien, et le procurer (1), autant par l'espérance de les ramener à leur devoir, que pour ne pas violer le nôtre. On a fait ici ces réflexions, pour faire voir que, comme c'est la seconde loi qui est le principe et l'esprit de toutes celles qui regardent les engagements, ce n'est pas assez de savoir, comme savent les plus barbares, qu'il faut rendre à chacun ce qui lui appartient, qu'il ne faut faire tort à personne, qu'il faut être sincère et fidèle, et les autres règles semblables; mais qu'il faut, de plus, considérer l'esprit de ces règles et la source de leur vérité dans la seconde loi, pour leur donner toute l'étendue qu'elle doivent avoir. Car on voit souvent que, faute de ce principe, plusieurs juges, qui ne regardent ces règles que comme des lois politiques, sans en pénétrer l'esprit qui l'oblige à une justice plus abondante, ne leur donnent pas leur juste étendue, et tolèrent des infidélités et des injustices qu'ils réprimeraient, si l'esprit de la seconde loi était leur principe.

Il faut ajouter à ces remarques sur ce qui regarde les engagements, qu'ils demandent l'usage d'un gouvernement qui contienne chacun dans l'ordre des siens. C'est pour ce gouvernement que Dieu a établi l'autorité des

(1) Non oderis fratrem tuum in corde tuo. *Levit.* 19, 17. Non quæres ultionem, nec memor eris injuriæ civium tuorum. *Ibid.* 18. Si occurreris bovi inimici tui, aut asino erranti, reduc ad eum. Si videris asinum odientis te jacere sub onere, non pertransibis, sed sublevabis cum eo. *Exod.* 23, 45. Si reddidi retribuentibus mihi mala, etc. *Ps.* 7, 5. Si esurierit inimicus tuus, ciba illum: si sitierit, da ei aquam bibere. *Prov.* 25, 21. *Rom.* 12, 20. *Matth.* 5, 42.

puissances nécessaires pour maintenir la société, comme on le verra dans le chapitre dixième. Et il faut seulement remarquer ici, sur le sujet du gouvernement et à l'occasion des engagements, qu'il y en a plusieurs qui se forment par cet ordre du gouvernement, comme entre les princes et les sujets, entre ceux qui sont dans les dignités et charges publiques et les particuliers, et d'autres encore qui sont de cet ordre.

Il a été nécessaire de donner cette idée générale de toutes ces diverses sortes d'engagements dont il a été parlé jusqu'à cette heure. Car, comme c'est par ces liens que Dieu applique les hommes à tous leurs différents devoirs, et qu'il a mis dans chaque engagement les fondements des devoirs qui en dépendent ; c'est dans ces sources qu'on doit reconnaître les principes et l'esprit des lois selon les engagements où elles se rapportent. On a vu, dans les engagements du mariage et de la naissance, les principes des lois qui les regardent ; et il faut découvrir, dans les autres engagements qu'on vient d'expliquer, les principes des lois qui leur sont propres. On se réduira à ceux qui se rapportent aux lois civiles ; et comme la plus grande partie des matières du droit civil sont des suites des engagements dont on a parlé dans ce chapitre, on expliquera, dans le chapitre suivant, quelques règles générales qui suivent de la nature de ces engagements, et qui sont en même temps les principes des règles particulières des matières qui naissent de ces mêmes engagements.

CHAPITRE V.

DE QUELQUES RÈGLES GÉNÉRALES QUI SUIVENT DES ENGAGEMENTS DONT ON A PARLÉ DANS LE CHAPITRE PRÉCÉDENT, ET QUI SONT AUTANT DE PRINCIPES DES LOIS CIVILES.

Ces règles générales dont on vient de parler, et qui se tirent de tout ce qui a été dit dans le chapitre précédent, et aussi dans les autres, sont celles qui suivent ; et on les expliquera en autant d'articles, comme des conséquences des principes qu'on a établis. Il s'ensuit donc de ces principes :

Que tout homme étant un membre du corps de la société, chacun doit y remplir ses devoirs et ses fonctions, selon qu'il y est déterminé par le rang qu'il occupe et par ses autres engagements. D'où il s'ensuit que les engagements de chacun lui sont comme ses lois propres.

Que chaque particulier étant lié à ce corps de la société dont il est un membre, il ne doit rien entreprendre qui en blesse l'ordre ; ce qui renferme l'engagement de la soumission et de l'obéissance aux puissances que Dieu a établies pour maintenir cet ordre (1). Que l'engagement de chaque particulier, à ce qui regarde l'ordre de la société dont il fait partie, ne l'oblige pas seulement à ne rien faire, à l'égard des autres, qui blesse cet ordre, mais l'oblige aussi de se contenir dans son rang, de telle manière qu'il ne fasse aucun mauvais usage ni de soi-même, ni de ce qui est à lui : car il est dans la société ce qu'est un membre dans le corps. Ainsi ceux qui, sans faire tort à d'autres, tombent dans quelque déréglement qui offense le public, soit en leurs personnes ou sur leurs biens, comme font ceux qui se désespèrent, ceux qui blasphèment ou qui jurent, ceux qui prodiguent leurs biens, et tous ceux enfin qui violent les bonnes mœurs, la pudeur ou l'honnêteté d'une manière qui blesse l'ordre extérieur, sont justement punis par les lois civiles, selon la qualité du déréglement (2).

Que dans tous les engagements de personne à personne, soit volontaires ou involontaires, qui peuvent être des matières des lois civiles, on se doit réciproquement ce que demandent les deux préceptes que renferme la seconde loi : l'un de faire aux autres ce que nous voudrions qu'ils fissent pour nous (3), et l'autre de ne faire à personne ce que nous ne voudrions pas que d'autres nous fissent (4) ; ce qui comprend la règle de ne faire tort à personne, et celle de rendre à chacun ce qui lui appartient (5).

Que dans les engagements volontaires et mutuels, ceux qui traitent ensemble se doivent la sincérité, pour se faire entendre réciproquement à quoi ils s'engagent, la fidélité pour

(1) Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit : non est enim potestas nisi à Deo. *Rom.* 13, 1. *Tit.* 3. 1. 1 *Petr.* 2, 13. *Sap.* 6, 4.

(2) Mane in loco tuo. *Eccles.* 11, 22. Omnia autem honestè et secundùm ordinem fiant in vobis. 1 *Cor.* 14, 40. Juris præcepta sunt, honestè vivere, etc. *L.* 10, § 1, *ff. de Just. et jur.* § 3, *inst. eod.* Expedit enim reipublicæ ne suâ re quis malè utatur. § 2, *inst. de his qui sui vel al. jur. sunt.*

(3) Omnia ergo quæcumque vultis ut faciant vobis homines, et vos facite illis. *Matth.* 7, 12. Et prout vultis ut faciant vobis homines, et vos facite illis similiter. *Luc.* 6, 31.

(4) Quod ab alio oderis fieri tibi, vide ne tu aliquando alteri facias. *Tob.* 4, 16.

(5) Alterum non lædere, suum cuique tribuere. *L.* 10, § 1. *ff. de Just. et jure* ; § 5, *inst. eod.*

l'exécuter (1), et tout ce que peuvent demander les suites des engagements où ils sont entrés (2). Ainsi le vendeur doit déclarer sincèrement les qualités de la chose qu'il vend ; il doit la conserver jusqu'à ce qu'il la délivre, et il doit la garantir après qu'il l'a délivrée.

Que dans les engagements involontaires, l'obligation est proportionnée à la nature et aux suites de l'engagement, soit qu'il consiste à faire ou donner, ou en autre sorte d'obligation (3). Ainsi, le tuteur est obligé à la conduite de la personne, et à l'administration des biens de l'orphelin qui est sous sa charge, et à tout ce que cette conduite et cette administration rendent nécessaire. Ainsi, celui qui est appelé à une charge publique, quoique contre son gré, doit s'en acquitter. Ainsi, ceux qui, sans conventions, se trouvent avoir quelque chose de commun ensemble, comme des cohéritiers et autres, se doivent réciproquement ce que leurs engagements peuvent demander.

Qu'en toute sorte d'engagements, soit volontaires ou involontaires, il est défendu d'user d'infidélité, de duplicité, de dol, de mauvaise foi et de toute autre manière de nuire et de faire tort (4).

Que tous les particuliers composant ensemble la société, tout ce qui en regarde l'ordre, fait à chacun un engagement de ce que cet ordre demande de lui : et il peut y être obligé par l'autorité de la justice, s'il n'y satisfait volontairement. Ainsi, on contraint aux charges publiques dans les villes et les autres lieux, ceux qui sont appelés aux fonctions d'échevins, consuls et autres semblables charges ou commissions (5). Ainsi, on oblige ceux qui sont appelés à une tutelle à l'accepter et s'en acquitter (1). Ainsi, on contraint les particuliers à vendre ce qu'ils se trouvent avoir de nécessaire pour quelque usage où le public est intéressé (2). Ainsi, on exige justement des particuliers les tributs et les impositions pour les charges publiques (3).

Que les engagements volontaires entre les particuliers devant être proportionnés aux différents besoins qui leur en rendent l'usage nécessaire, il est libre à toutes personnes capables des engagements, de se lier par toute sorte de conventions, comme bon leur semble, et de les diversifier selon les différences des affaires de toute nature, et selon la diversité infinie des combinaisons que font dans les affaires les conjonctures et les circonstances (4), pourvu seulement que la convention n'ait rien de contraire à la règle qui suit.

Que tout engagement n'est licite qu'à proportion qu'il est conforme à l'ordre de la société, et que ceux qui le blessent sont illicites et punissables, selon qu'ils y sont opposés. Ainsi, les emplois contraires à cet ordre sont des engagements criminels. Ainsi, les promesses et les conventions qui violent les lois ou les bonnes mœurs, n'obligent à rien, qu'aux peines que peuvent mériter ceux qui les ont faites (5). On verra, dans le détail des matières des lois civiles, quel est l'usage de tous ces principes ; et c'est assez de les marquer ici comme des règles générales d'où dépendent une infinité de règles particulières dans tout ce détail.

On n'a pas voulu mêler, parmi les engagements dont on a parlé jusqu'à cette heure, une autre espèce de liaison qui unit les hommes

(1) Ut sitis sinceri. *Philip.* 1, 10. Abominatio est Domino labia mendacia ; qui autem fideliter agunt, placent ei. *Prov.* 12, 22. Confirma verbum, et fideliter age cum illo (*proximo tuo*). *Eccles.* 29, 3.

(2) Alter alteri obligatur de eo quod alterum alteri ex bono et æquo præstare oportet. *L.* 2, § *ult. ff. de obl. et act.*

(3) Obligationum substantia non in eo consistit, ut aliquod corpus nostrum, aut servitutem nostram faciat, sed *ut alium nobis obstringat ad dandum aliquid, vel faciendum, vel præstandum.* L. 3, *ff.* de obl. et act.

(4) Ne quis supergrediatur, neque circumveniat in negotio fratrem suum. 1 *Thessal.* 4, 6. Quæ dolo malo facta esse dicentur, si de his rebus alia actio non erit, et justa causa esse videbitur, judicium dabo. *L.* 1, § 1, *ff. de dolo.*

(5) Paulus respondit, eum qui injunctum munus à magistratibus suscipere supersedit, posse conveniri eo nomine, propter damnum reipublicæ. *L.* 21, *ff. ad municip.*

(1) Gerere atque administrare tutelam extra ordinem tutor cogi solet. *L.* 1, *ff. de admin. et peric. tut.*

(2) *V. l.* 11, *ff. de evict. in verb.* Possessiones ex præcepto principali distractas. *V. l.* 12, *ff. de Relig.* Possessiones quas pro ecclesiis, aut domibus ecclesiarum parochialium, etc. *Voyez l'ordonnance de Philippe-le-Bel, de* 1303.

(3) Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari. *Matth.* 22, 21. Cui tributum, tributum. *Rom.* 13, 7.

(4) Quid tam congruum fidei humanæ, quàm ea quæ inter eos placuerunt servare? *L.* 1, *ff. de pact.* Ait Prætor : pacta conventa, quæ neque dolo malo, neque adversùs leges, plebiscita, senatusconsulta, edicta principum, neque quo fraus cui eorum fiat, facta erunt, servabo. *L.* 7, § 7, *ff. de pact.*

(5) Pacta quæ contra leges, constitutionesque, vel contra bonos mores fiunt, nullam vim habere indubitati juris est. *L.* 6, *C. de pact.* *Tel était l'engagement de ce prince qui, pour tenir sa parole, fit mourir S. Jean.* Matth. 14.

plus étroitement qu'aucun de tous les engagements, à la réserve de ceux du mariage et de la naissance. C'est la liaison des amitiés qui produisent dans la société une infinité de bons effets, et par les offices et les services que les amis se rendent l'un à l'autre, et par le secours que chacun tire des personnes qui se trouvent liées à ses amis. Mais, quoique les amitiés fassent un enchaînement de liaisons et de relations d'une grande étendue et d'un grand usage dans la société, on n'a pas dû mêler les amitiés avec les engagements, parce qu'elles sont d'une nature qui en est distinguée par deux caractères : l'un, qu'il n'y a point d'amitié où l'amour ne soit réciproque ; au lieu que dans les engagements, l'amour qui devrait y être mutuel, ne l'est pas toujours : et l'autre, que les amitiés ne sont pas une espèce particulière d'engagement, mais sont des suites qui naissent des engagements. Ainsi, les liaisons de parenté, d'alliance, de charges, de commerce, d'affaires et autres, sont les occasions et les causes des amitiés, et elles supposent toujours quelque autre engagement, qui approche ceux qui deviennent amis. C'est cet usage des amitiés si naturel et si nécessaire dans la société, qui ne permet pas de n'en point parler : et c'est cette différence de leur nature et de celle des engagements, qui a obligé de les distinguer. Ainsi on en a fait la matière du chapitre suivant.

CHAPITRE VI.

DE LA NATURE DES AMITIÉS, ET DE LEUR USAGE DANS LA SOCIÉTÉ.

L'amitié est une union qui se forme entre deux personnes par l'amour réciproque de l'une envers l'autre ; et comme il y a deux principes qui font aimer, les amitiés sont de deux espèces : l'une, de celles qui ont pour principe l'esprit des premières lois ; et l'autre, de toutes celles qui, n'étant pas fondées sur ce principe, ne sauraient en avoir d'autre que l'amour-propre. Car, si l'amitié manque de l'attrait qui tourne l'union des amis à la recherche du souverain bien, elle aura d'autres vues qui ramperont sur des biens qu'on ne saurait aimer que par l'amour-propre. Ainsi ceux qui, sans amour du souverain bien, paraissent n'aimer leurs amis que par l'estime de leur mérite ou par le désir de leur faire du bien, et ceux même qui donnent pour leurs amis leur bien et leur vie, trouvent, dans ces effets de leur amitié, ou quelque gloire, ou quelque plaisir, ou quelque autre attrait qui est leur bien propre, et qui se trouve toujours mêlé à celui que leurs amis peuvent tirer d'eux. Au lieu que ceux qui s'entr'aiment par l'union au souverain bien, ne regardent pas leur bien propre, mais un bien commun à l'un et à l'autre, et un bien dont la nature est en cela différente de celle de tout autre bien, qu'aucun ne peut l'avoir pour soi, s'il ne le désire aussi pour les autres, et s'il ne fait sincèrement tout ce qui dépend de lui pour les aider à y parvenir : ainsi, ceux qui sont unis à leurs amis par ce lien, cherchent réellement le bien et l'avantage de ceux qu'ils aiment ; et comme ils méprisent tout autre bien que ce seul qu'ils aiment uniquement et de tout leur cœur, ils sont bien plus disposés à donner et leurs biens et leur vie pour leurs amis, s'il en est besoin, que ne sauraient l'être ceux qui n'aiment que par l'amour-propre. Cette distinction des amitiés qui se lient par l'esprit des premières lois, de celles que fait l'amour-propre, n'est pas si exacte qu'on ne puisse dire que toute amitié soit ou entièrement de l'une ou entièrement de l'autre de ces deux espèces ; car, dans le petit nombre de celles où se trouve l'esprit des premières lois, il y en a peu de si accomplies que l'amour-propre n'y ait quelque part ; et on voit même des amitiés où l'un des amis ne met que de l'amour-propre, quoique l'autre y soit conduit par un autre esprit ; et toutes ces sortes d'amitiés s'assortissent à l'état présent de la société, selon les différentes dispositions de ceux qu'elles lient.

Il est facile de juger, par cette nature de l'amitié, que, comme c'est une liaison réciproque entre deux personnes, il y a bien de la différence entre l'amitié et l'amour que commande la seconde loi ; car le devoir de cet amour est indépendant de l'amour réciproque de celui qu'on est obligé d'aimer : et quoique, de sa part, il n'aime point, ou que même il haïsse, la loi veut qu'on l'aime : mais l'amitié ne pouvant se former que par un amour réciproque, elle n'est commandée à personne en particulier ; car ce qui dépend de deux personnes, ne peut être matière de commandement à un des deux seul ; et d'ailleurs, comme l'amitié ne peut se former que par l'attrait que chacun des amis trouve en son ami, personne n'est obligé de lier une amitié où cet attrait ne se trouve point. Et aussi ne voit-on aucune amitié qui n'ait pour fondement que les qualités que les amis cherchent l'un dans l'autre, et

qui ne s'entretienne par les offices, les services, les bienfaits et les autres avantages qui font, en chaque ami, le mérite qui attire et entretient l'estime et l'amour de l'autre. C'est à cause de cette correspondance nécessaire entre les amis, que les amitiés ne se forment qu'entre les personnes qui, se rencontrant dans quelques engagements où ils s'approchent les uns des autres, se trouvent d'ailleurs dans des dispositions propres à les unir : comme l'égalité de condition, la conformité d'âge, de mœurs, d'inclination et de sentiments, la pente réciproque à aimer et à servir, et les autres semblables. Et on voit, au contraire, que les amitiés ne se lient et ne s'entretiennent que difficilement et assez rarement entre les personnes que leur condition, leur âge et les autres qualités distinguent; de sorte que l'état naturel de l'amitié ne s'y trouve pas, par le défaut des correspondances et de la liberté que doivent avoir les amis d'user l'un de l'autre.

Mais, quoiqu'il soit vrai que les amitiés ne sont commandées à personne en particulier, elles ne laissent pas d'être une suite naturelle de la seconde loi; car, cette loi commandant à chacun d'aimer son prochain, elle renferme le commandement de l'amour mutuel (1); et, lorsque les engagements particuliers lient des personnes qui sont animées de l'esprit de cette loi, il se forme d'abord entre eux une union proportionnée aux devoirs réciproques des engagements où ils se rencontrent; et si chacun trouve dans l'autre des qualités propres à les unir plus étroitement, leur liaison forme l'amitié.

On trouve, par ces remarques sur la nature des amitiés, qu'elles ont deux caractères essentiels : l'un, qu'elles doivent être réciproques, et l'autre, qu'elles doivent être libres : elles sont réciproques, puisqu'elles ne peuvent se former que par l'amour mutuel de deux personnes; et elles sont libres, puisqu'on n'est pas obliger de se lier à ceux qui n'ont pas les qualités qui peuvent former l'amitié. Il s'ensuit de ces deux caractères des amitiés que, devant être réciproques et libres, on est toujours dans la liberté de ne pas s'engager dans des amitiés, et qu'on doit même éviter celles qui pourraient avoir de mauvaises suites; et il s'ensuit aussi que les amitiés les plus solides et les plus étroites peuvent s'affaiblir et s'anéantir, si la conduite de l'un des amis y donne sujet; et non seulement les refroidissements et les ruptures ne sont pas illicites, mais quelquefois même ils sont nécessaires, et par conséquent justes à l'égard de celui des amis qui ne manque, de sa part, à aucun devoir; ainsi, lorsqu'un des amis viole l'amitié, ou par quelque infidélité, ou manquant à ses devoirs essentiels, ou exigeant des choses injustes, il est libre à l'autre de ne plus considérer comme ami celui qui, en effet, a cessé de l'être; et, selon les causes des refroidissements et des ruptures, on peut ou rompre l'amitié, ou la dissoudre sans rupture, pourvu seulement que celui qui en a un juste sujet de la part de l'autre, n'en donne point de la sienne, et que, dans ce changement, il conserve, au lieu de l'amitié, cette autre espèce d'amour dont rien ne dispense.

Tous ces caractères de l'amitié, qu'il est libre de former et libre de rompre, et qui ne subsistent que par la correspondance mutuelle des deux amis, font voir qu'on ne peut donner le nom d'amitié à l'amour qui unit le mari et la femme, ni à celui qui lie les parents à leurs enfants, et les enfants à leurs parents; car ces liaisons forment un amour d'une autre nature, bien différent de celui qui fait l'amitié et qui est bien plus fort; et, quoiqu'il soit vrai que le mari et la femme se choisissent l'un l'autre, et s'engagent librement dans le mariage, leur union étant formée, elle devient nécessaire et indissoluble.

On voit bien aussi quelles sont les différences qui distinguent l'amitié de l'amour des parents envers les enfants et des enfants envers les parents; car, outre que cet amour n'est pas réciproque pendant que les enfants ne sont pas encore capables d'aimer, il a d'autres caractères qui font assez voir qu'il est d'une nature toute différente de celle des amitiés; et, quoique le choix des personnes ne s'y trouve pas, il a d'autres fondements bien plus solides que les amitiés les plus fermes et les plus étroites. Ce qu'on vient de remarquer des distinctions entre les amitiés, et l'amour que forment les liaisons du mariage et de la naissance, ne s'étend pas à l'amour des frères et des autres proches; car, encore que la nature forme entre eux une liaison sans leur propre choix, qui les oblige naturellement à l'amour mutuel, cet engagement n'est suivi de l'amitié que lorsqu'ils trouvent l'un dans l'autre de quoi la fonder. Mais, lorsque la proximité se

(1) Hoc est præceptum meum ut diligatis invicem. *Joan.* 15, 12.

trouve jointe aux autres qualités qui font les amis, les amitiés des frères et des autres proches sont beaucoup plus fermes que celles des autres.

On voit, par ce peu de remarques générales sur les amitiés, quelle est leur nature et les principes qui en dépendent; mais, comme ce n'est pas une matière des lois civiles, on ne doit pas entrer dans le détail des règles particulières des devoirs des amis; il suffit d'avoir remarqué sur les amitiés, ce qui s'en rapporte à l'ordre de la société : et on voit que, comme les amitiés naissent des diverses liaisons qui assemblent les hommes, elles sont en même temps les sources d'une infinité d'offices et de services qui entretiennent ces liaisons mêmes, et qui contribuent en mille manières à l'ordre et aux usages de la société, et par l'union des amis entre eux et par les avantages que chaque personne peut trouver dans les liaisons qu'ont ses amis à d'autres personnes.

Pour achever le plan de la société, il reste de donner l'idée des successions qui la perpétuent, et celle des troubles qui en blessent l'ordre; et on verra ensuite comment Dieu la fait subsister dans l'état présent.

CHAPITRE VII.

DES SUCCESSIONS.

On ne parle pas ici des successions pour entrer dans le détail de cette matière, mais pour en donner seulement la vue dans le plan de la société où elle doit être distinguée; parce que les successions font une grande partie de ce qui se passe dans la société, et qu'elles font une des plus amples matières des lois civiles.

L'ordre des successions est fondé sur la nécessité de continuer et de transmettre l'état de la société, de la génération qui passe à celle qui suit; ce qui se fait insensiblement, faisant succéder de certaines personnes à la place de ceux qui meurent pour entrer dans leurs droits, dans leurs charges et dans leurs relations et engagements qui peuvent passer à des successeurs.

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer les différentes manières de succéder; soit par l'ordre naturel et celui des lois qui appellent aux successions les descendants, les ascendants et les autres proches, ou par la volonté de ceux qui meurent et qui nomment des héritiers. On verra, dans le plan des matières du droit, la distinction de ces manières de succéder, et l'ordre du détail de la matière des successions; et il faut seulement remarquer ici que les successions doivent être distinguées des engagements qui ont fait la matière des chapitres précédents; car, encore que les successions fassent un engagement où entrent ceux qui succèdent à d'autres, qui les oblige à leurs charges, à leurs dettes et aux autres suites, ce n'est pas sous l'idée des engagements qu'il faut considérer les successions, mais elles doivent être regardées par la vue du changement qui fait passer les biens, les droits, les charges, les engagements de ceux qui meurent à leurs successeurs; ce qui renferme une diversité de matières d'un si grand détail, qu'elles feront une des deux parties du livre des lois civiles.

CHAPITRE VIII.

DE TROIS SORTES DE TROUBLES QUI BLESSENT L'ORDRE DE LA SOCIÉTÉ.

On voit, dans la société, trois sortes de troubles qui en blessent l'ordre : les procès, les crimes, les guerres.

Les procès sont de deux sortes, selon les deux manières dont les hommes se divisent et entreprennent les uns sur les autres : ceux qui ne regardent que le simple intérêt, qu'on appelle *procès civils;* et ceux qui sont les suites des querelles, des délits, des crimes, qu'on appelle *procès criminels;* c'est assez de remarquer ici en général que toutes sortes de procès font une des matières des lois civiles, qui règlent les manières dont les procès s'intentent, s'instruisent et se terminent, ce qui s'appelle l'*ordre judiciaire.*

Les crimes et les délits sont infinis, selon qu'ils regardent différemment l'honneur, la personne, les biens : et la punition des crimes est encore une matière des lois civiles, qui ont pourvu par trois différentes vues à les réprimer : l'une, de corriger les coupables; l'autre, de réparer autant qu'il se peut les maux qu'ils ont faits; et la troisième, de retenir les méchants par l'exemple des punitions; et c'est par ces trois vues que les lois ont proportionné les peines aux crimes et aux divers délits.

Les guerres sont une suite ordinaire des différends qui arrivent entre les souverains de deux nations qui, étant indépendants les uns des autres, et n'ayant pas de juges communs, se font eux-mêmes justice par la force des armes, quand ils ne peuvent ou ne veulent pas avoir de médiateurs qui fassent leur paix; car alors ils prennent pour lois et pour décisions

de leurs différends les événements que Dieu donne aux guerres. Il y a aussi une autre sorte de guerres qui ne sont qu'un pur effet de la violence et des entreprises d'un prince ou d'un état sur ses voisins : et il y en a enfin qui ne sont que des rébellions des sujets révoltés contre leurs princes. Les guerres ont leurs lois dans le droit de gens, et il y a des suites de guerre qui sont des matières des lois civiles.

Il ne reste, pour finir le plan de la société, que de considérer comment elle subsiste dans l'état présent, avec si peu d'usage de l'esprit des premières lois qui devaient en être l'unique lien.

CHAPITRE IX.

DE L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ APRÈS LA CHUTE DE L'HOMME, ET COMMENT DIEU LA FAIT SUBSISTER.

Tout ce qu'on voit dans la société de contraire à l'ordre, est une suite naturelle de la désobéissance de l'homme à la première loi qui lui commande l'amour de Dieu; car, comme cette loi est le fondement de la seconde, qui commande aux hommes de s'aimer entre eux, l'homme n'a pu violer la première de ces deux lois sans tomber en même temps dans un état qui l'a porté à violer aussi la seconde, et à troubler par conséquent la société. La première loi devait unir les hommes dans la possession du souverain bien; et ils trouvaient dans ce bien deux perfections qui devaient faire leur commune félicité : l'une, qu'il peut être possédé de tous; et l'autre, qu'il peut faire le bonheur entier de chacun. Mais, l'homme ayant violé la première loi, et s'étant égaré de la véritable félicité qu'il ne pouvait trouver qu'en Dieu seul, il l'a recherchée dans les biens sensibles où il a trouvé deux défauts opposés à ces deux caractères du souverain bien : l'un, que ces biens ne peuvent être possédés de tous; et l'autre, qu'ils ne peuvent faire le bonheur d'aucun; et c'est un effet naturel de l'amour et de la recherche des biens où se trouvent ces deux défauts, qu'ils portent à la division ceux qui s'y attachent; car, comme l'étendue de l'esprit et du cœur de l'homme, formé pour la possession d'un bien infini, ne saurait être remplie de ces biens bornés qui ne peuvent être à plusieurs, ni suffire à un seul pour le rendre heureux, c'est une suite de cet état où l'homme s'est mis, que ceux qui mettent leur bonheur à posséder des biens de cette nature, venant à se rencontrer dans la recherche des mêmes objets, se divisent entre eux, et violent toutes sortes de liaisons et d'engagements, selon les engagements contraires où les met l'amour du bien qu'ils recherchent.

C'est ainsi que l'homme, ayant mis d'autres biens à la place de Dieu qui devait être son unique bien et qui devait faire sa félicité, a fait de ces biens apparents, son bien souverain, où il a placé son amour et où il a établi sa béatitude; ce qui est en faire sa divinité (1); et c'est ainsi que par l'éloignement de ce seul vrai bien, qui devait unir les hommes, leur égarement à la recherche d'autres biens les a divisés (2). C'est donc le déréglement de l'amour qui a déréglé la société : et, au lieu de cet amour mutuel, dont le caractère était d'unir les hommes dans la recherche de leur bien commun, on voit régner un autre amour tout opposé, dont le caractère lui a justement donné le nom d'amour-propre; parce que celui en qui cet amour domine ne recherche que des biens qu'il se rend propres, et qu'il n'aime dans les autres que ce qu'il en peut rapporter à soi. C'est le venin de cet amour qui engourdit le cœur de l'homme et l'appesantit; et qui, ôtant à ceux qu'il possède la vue et l'amour de leur vrai bien, et bornant toutes leurs vues et tous leurs désirs au bien particulier où il les attache, est comme une peste universelle et la source de tous les maux qui inondent la société; de sorte qu'il semble que, comme l'amour-propre en ruine les fondements, il devait la détruire; ce qui oblige à considérer de quelle manière Dieu soutient la société dans le déluge des maux qu'y fait l'amour-propre.

On sait que Dieu n'a laissé arriver le mal, que parce qu'il était de sa toute-puissance et de sa sagesse d'en tirer le bien, et un plus grand bien que n'aurait été un état de bien sans aucun mélange de maux. La religion nous apprend les biens infinis que Dieu a tirés d'un aussi grand mal que l'état où le péché avait réduit l'homme, et que le remède incompréhensible dont Dieu s'est servi pour l'en retirer, l'a élevé dans un état plus heureux que celui qui avait précédé sa chute. Mais, au lieu que Dieu a fait ce changement par une bonne cause et qui n'est que de lui, on voit dans sa conduite sur la société, que d'une aussi méchante cause

(1) Quorum si specie delectati, Deos putaverunt. *Sap.* 13, 3.

(2) Unde bella et lites in vobis? Nonne hinc? ex concupiscentiis vestris. *Jacob, epist.* 4, 1. Concupiscitis, et non habetis : occiditis, et zelatis, et non potestis adipisci ; litigatis, et belligeratis. *Id.* 2.



que notre amour-propre, et d'un poison si contraire à l'amour mutuel qui devait être le fondement de la société, Dieu en a fait un des remèdes qui la font subsister; car, c'est de ce principe de division qu'il a fait un lien qui unit les hommes en mille manières, et qui entretient la plus grande partie des engagements. On pourra juger de cet usage de l'amour-propre dans la société, et du rapport d'une telle cause à un tel effet par les réflexions qu'il sera facile de faire sur la remarque qui suit. La chute de l'homme ne l'ayant pas dégagé de ses besoins, et les ayant au contraire multipliés, elle a aussi augmenté la nécessité des travaux et des commerces, et en même temps la nécessité des engagements et des liaisons; car, aucun ne pouvant se suffire seul, la diversité des besoins engage les hommes à une infinité de liaisons sans lesquelles ils ne pourraient vivre. Cet état des hommes porte ceux qui ne se conduisent que par l'amour-propre, à s'assujétir aux travaux, aux commerces et aux liaisons que leurs besoins rendent nécessaires; et pour se les rendre utiles, et y ménager, et leur honneur et leur intérêt, ils y gardent la bonne foi, la fidélité, la sincérité; de sorte que l'amour-propre s'accommode à tout pour s'accommoder de tout; et il sait si bien assortir ses différentes démarches à toutes ses vues, qu'il se plie à tous les devoirs, jusqu'à contrefaire toutes les vertus; et chacun voit dans les autres, et s'il étudiait, verrait en soi-même ces manières si fines que l'amour-propre sait mettre en usage pour se cacher et s'envelopper sous les apparences des vertus mêmes qui lui sont le plus opposées. On voit donc, dans l'amour-propre, que ce principe de tous les maux est dans l'état présent de la société une cause d'où elle tire une infinité de bons effets qui, de leur nature, étant de vrais biens, devraient avoir un meilleur principe; et qu'ainsi on peut regarder ce venin de la société comme un remède dont Dieu s'est servi pour la soutenir; puisqu'encore qu'il ne produise en ceux qu'il anime que des fruits corrompus, il donne à la société tous ces avantages.

Toutes les autres causes dont Dieu se sert pour faire subsister la société, sont différentes de l'amour-propre, en ce qu'au lieu que l'amour-propre est un vrai mal dont Dieu tire de bons effets, les autres sont des fondements mutuels de l'ordre; et on peut en remarquer quatre de différents genres, qui comprennent tout ce qui maintient la société : Le premier, est la religion, qui fait tout ce qu'on peut voir dans le monde qui soit réglé par l'esprit des premières lois; le second, est la conduite secrète de Dieu sur la société dans tout l'univers; le troisième, est l'autorité que Dieu donne aux puissances; le quatrième, est cette lumière restée à l'homme après sa chute, qui lui fait connaître les règles naturelles de l'équité; et c'est par ce dernier qu'il faut commencer pour remonter aux autres.

C'est cette lumière de la raison qui, faisant sentir à tous les hommes les règles communes de la justice et de l'équité, leur tient lieu d'une loi (1), qui est restée dans tous les esprits, au milieu des ténèbres que l'amour-propre y a répandues; ainsi, tous les hommes ont dans l'esprit les impressions de la vérité et de l'autorité de ces lois naturelles, *qu'il ne faut faire tort à personne; qu'il faut rendre à chacun ce qui lui appartient; qu'il faut être sincère dans les engagements, fidèle à exécuter ses promesses,* et d'autres règles semblables de la justice et de l'équité; car la connaissance de ces règles est inséparable de la raison, ou plutôt la raison n'est elle-même que la vue et l'usage de toutes ces règles. Et quoique cette lumière de la raison, qui donne la vue de ces vérités à ceux même qui en ignorent les premiers principes, ne règne pas en chacun de telle sorte qu'il en fasse la règle de sa conduite, elle règne en tous de telle manière, que les plus injustes aiment assez la justice pour condamner l'injustice des autres et pour la haïr, et chacun ayant intérêt que les autres gardent ces règles, la multitude prend leur parti pour y assujetir ceux qui y résistent et qui font tort aux autres : ce qui fait sentir que Dieu a gravé dans tous les esprits cette espèce de connaissance et d'amour de la justice, sans quoi la société ne pouvait durer; et c'est par cette connaissance des lois naturelles, que les nations même qui ont ignoré la religion, ont fait subsister leur société.

Cette lumière de la raison que Dieu donne à tous les hommes, et ces bons effets qu'il tire de leur amour-propre, sont des causes qui contribuent à soutenir la société des hommes par les hommes mêmes. Mais on doit y reconnaître un fondement plus essentiel et bien plus solide, qui est la conduite de Dieu sur les hommes, et

(1) Cùm enim gentes, quæ legem non habent, naturaliter ea quæ legis sunt faciunt, ejusmodi legem non habentes ipsi sibi sunt lex. *Rom.* 2, 14.

Ratio naturalis, quasi lex quædam tacita. *L.* 7, *ff. de bon. damn.*

cet ordre où il conserve la société dans tous les temps et dans tous les lieux, par sa toute-puissance et par sa sagesse. C'est par la force infinie de cette toute-puissance que, contenant l'univers comme une goutte d'eau et un grain de sable (1), il est présent à tout; et c'est par la douceur de cette sagesse qu'il dispose et ordonne tout (2). C'est par sa providence universelle sur le genre humain qu'il partage la terre aux hommes, et qu'il distingue les nations par cette diversité d'empires, de royaumes, de républiques, et d'autres états; qu'il en règle et l'étendue et la durée par les événements qui leur donnent leur naissance, leurs progrès, leur fin; et que, parmi tous ces changements, il forme et soutient la société civile dans chaque état, par les distinctions qu'il fait des personnes pour remplir tous les emplois et toutes les places, et par les autres manières dont il règle tout (3).

C'est cette même providence qui, pour maintenir la société, y établit deux sortes de puissances propres à contenir les hommes dans l'ordre de leurs engagements. La première, est celle des puissances naturelles, qui regardent les engagements mutuels, comme est la puissance que donne le mariage au mari sur la femme (4), et celle que donne la naissance aux parents sur leurs enfants (5). Mais ces puissances étant bornées dans les familles, et restreintes à l'ordre de ces engagements naturels, il a été nécessaire qu'il y eût une autre sorte de puissance d'une autorité plus générale et plus étendue; et comme la nature qui distingue le mari de la femme, et les parents des enfants, ne distingue pas de même les autres hommes, mais les rend égaux (6), Dieu en distingue quelques-uns pour leur donner une autre sorte de puissance, dont le ministère s'étend à l'ordre universel de toutes les espèces d'engagements, et à tout ce qui regarde la société; et il donne différemment cette puissance dans les royaumes, dans les républiques et dans les autres états, aux rois, aux princes, et aux autres personnes qu'il y élève (1), par la naissance, par des élections, et par les autres manières dont il ordonne ou permet que ceux qu'il destine à ce rang y soient appelés. Car c'est toujours la conduite toute-puissante de Dieu, qui dispose de cette suite et de cet enchaînement d'événements qui précèdent l'élévation de ceux qu'il appelle au gouvernement. Ainsi, c'est toujours lui qui les y place : c'est de lui seul qu'ils tiennent tout ce qu'ils ont de puissance et d'autorité; et c'est le ministère de sa justice qui leur est commis (2). Et comme c'est Dieu même qu'ils représentent dans le rang qui les élève au-dessus des autres, il veut qu'ils soient considérés comme tenant sa place dans leurs fonctions; et c'est par cette raison qu'il appelle lui-même des dieux ceux à qui il communique ce droit de gouverner les hommes et de les juger, parce que c'est un droit qui n'est naturel qu'à lui (3). C'est pour l'exercice de cette puissance que Dieu met dans les mains de ceux qui tiennent la première place du gouvernement, l'autorité souveraine, et les divers droits nécessaires pour maintenir l'ordre de la société suivant les lois qu'il y a établies (4); c'est pour cet ordre qu'il leur donne le droit de faire les lois (5) et les réglements nécessaires pour le bien public, selon les temps et selon les lieux; et la puissance d'imposer des peines aux crimes (6); c'est pour ce même ordre qu'il leur donne le droit de communiquer et partager à diverses personnes l'exercice de cette autorité, qu'ils ne peuvent seuls exercer dans tout le détail, et qu'ils ont le pouvoir d'établir les différentes sortes de magistrats, de juges et d'officiers nécessaires pour l'administration de

(1) Ecce gentes quasi stilla situlæ, et quasi momentum stateræ reputatæ sunt : ecce insulæ quasi pulvis exiguus. *Is.* 40, 15.

(2) Attingit à fine usque ad finem fortiter, et disponit omnia suaviter. *Sap.* 8, 1.

(3) Dans statum populo. *Is.* 42, 5.

(4) Vir caput est mulieris. *Ephes.* 5, 23. 1 *Cor.* 11, 3. Sub viri potestate eris. *Gen.* 3, 16.

(5) Filii, obedite parentibus vestris in Domino. *Ephes.* 6, 1. Qui timet Dominum honorat parentes, et quasi dominis serviet his, qui se genuerunt. *Eccles.* 3, 8.

(6) Quod ad jus naturale attinet, omnes homines æquales sunt. *L.* 32, *ff. de reg. jur.*

(1) In unamquamque gentem præposuit rectorem. *Eccles.* 17, 14.

(2) Data est à Domino potestas vobis. *Sap.* 6, 4. Non est potestas nisi à Deo. *Rom.* 13 : 1 *Joan.* 19, 11.

Dei enim minister est. *Rom.* 13, 4. Venit ad ad me populus quærens sententiam Dei. *Exod.* 18, 15. Videte quid faciatis; non enim hominis exercetis judicium, sed Domini. 2 *Paral.* 29, 6.

(3) Diis non detrahes. *Exod.* 22, 28. Ego dixi : Dii estis. *Psalm.* 82, 6. *Joann.* 10, 35. *Exod.* 22, 8.

(4) Ministri regni illius. *Sap.* 6, 5. Discat timere Dominum Deum suum, et custodire verba et cæremonias ejus, quæ in lege præcepta sunt. *Deuter.* 17, 19.

(5) Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt. *Prov.* 8, 15.

(6) Non enim sine causâ gladium portat : Dei enim minister est, vindex in iram, ei qui malum agit. *Rom.* 13, 4.

la justice, et pour toutes les autres fonctions publiques (1); c'est pour ce même ordre qu'afin de soutenir au dedans les dépenses de l'état, et de le défendre au dehors contre les entreprises des étrangers, les souverains ont le droit de lever les tributs nécessaires selon les besoins (2); c'est pour affermir tous ces usages de l'autorité des puissances temporelles, que Dieu commande à tous les hommes d'y être soumis (3).

On doit enfin regarder la religion comme le fondement le plus naturel de l'ordre de la société. Car c'est l'esprit de la religion qui est le principe du véritable ordre où elle devait être. Mais il y a cette différence entre la religion et tous les autres fondements de la société, qu'au lieu que les autres sont connus partout, la vraie religion n'est connue et reçue qu'en quelques états; et dans ceux même où elle est connue, son esprit n'y règne pas de sorte que tous en suivent les règles. Mais il est vrai que, dans les lieux où l'on professe la véritable religion, la société est dans l'état le plus naturel et le plus propre pour être maintenue dans le bon ordre, par le concours de la religion et de la police, et par l'union du ministère des puissances spirituelle et temporelle. Comme c'est donc l'esprit de la religion qui est le principe de l'ordre où devrait être la société, et qu'elle doit subsister par l'union de la religion et de la police, il est important de considérer comment la religion et la police s'accordent entre elles, et comment elles se distinguent pour former cet ordre, et quel est le ministère des puissances spirituelle et temporelle. Et parce que cette matière fait une partie essentielle du plan de la société, et qui a beaucoup de rapport aux lois civiles, elle fera le sujet du chapitre suivant.

CHAPITRE X.

DE LA RELIGION ET DE LA POLICE, ET DU MINISTÈRE DES PUISSANCES SPIRITUELLE ET TEMPORELLE.

On ne peut douter que la religion et la police n'aient leur fondement commun dans l'ordre de Dieu; car un prophète nous apprend que c'est lui qui est notre juge, notre législateur et notre roi, et que c'est aussi lui qui sauvera les hommes (1). Ainsi, c'est lui qui, dans l'ordre spirituel de la religion, établit le ministère des puissances ecclésiastiques (2). Ainsi, c'est lui qui, dans l'ordre temporel de la police, fait régner les rois (3), et donne aux souverains tout ce qu'ils ont de puissance et d'autorité. D'où il s'ensuit que la religion et la police n'ayant que ce même principe commun de l'ordre divin, elles doivent s'accorder, et même se soutenir mutuellement, et de telle sorte que les particuliers puissent obéir exactement et fidèlement à l'un et à l'autre; et que ceux qui sont dans le ministère de l'un ou de l'autre, puissent l'exercer dans l'esprit et les règles qui les concilient. Et aussi est-il vrai que la vraie religion et la bonne police sont toujours unies.

On sait que l'esprit de la religion est de ramener les hommes à Dieu par la lumière des vérités qu'elle enseigne, et de les tirer des égarements de l'amour-propre, pour les unir dans l'exercice des deux premières lois; et qu'ainsi l'essentiel de la religion regarde principalement l'intérieur de l'esprit et du cœur de l'homme, dont les bonnes dispositions devraient être le principe de l'ordre extérieur de la société. Mais, comme tous les hommes n'ont pas cet esprit de la religion, et que plusieurs se portent même à troubler cet ordre extérieur, l'esprit de la police est de maintenir la tranquillité publique entre tous les hommes (4), et de les contenir dans cet ordre indépendamment de leurs dispositions dans l'intérieur, en employant même la force et les peines selon le besoin; et c'est pour ces deux différents usages de la religion et de la police, que Dieu a établi dans l'un et dans l'autre des puissances dont il a proportionné le ministère à leur esprit et à leurs fins.

Ainsi, comme la religion ne tend qu'à former les bonnes dispositions dans l'intérieur,

(1) Provide de omni plebe viros potentes et timentes Deum in quibus sit veritas, et qui oderint avaritiam; et constitue ex eis tribunos, centuriones, et quinquagenarios, et decanos, qui judicent populum omni tempore.... et electis viris strenuis de cuncto Israel, constituit eos principes populi. *Exod.* 18, 21, 22, 25.

(2) Reddite quæ sunt Cæsaris Cæsari. *Matth.* 22, 21.

Cui tributum, tributum : cui vectigal, vectigal. *Rom.* 13, 6, 7.

(3) Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit. *Rom.* 13, 1. 1 *Petr.* 2, 13.

Admone illos principibus et potestatibus subditos esse. *Tit.* 3, 1.

(1) Dominus Judex noster, Dominus Legifer noster, Dominus Rex noster, ipse salvabit nos. *Is.* 33, 22.

(2) Sicut misit me Pater, et ego mitto vos, etc. *Joan.* 20, 23. *Matth.* 10, 16. Sic nos existimet homo ut ministros Christi, et dispensatores mysteriorum Dei. 1, *Cor.* 4, 1.

(3) Per me reges regnant. *Prov.* 8, 15.

(4) Ut quietam et tranquillam vitam agamus, *Timoth.* 2, 2.

Dieu donne aux puissances qui en exercent le ministère une autorité spirituelle, qui ne tend qu'à régler l'esprit et le cœur, et à insinuer l'amour de la justice, sans l'usage d'aucune force temporelle sur l'extérieur (1). Mais le ministère des puissances temporelles de la police, qui ne tend qu'à régler l'ordre extérieur, s'exerce avec la force nécessaire pour réprimer ceux qui, n'aimant pas la justice, se portent à des excès qui troublent cet ordre (2). Ainsi, les puissances spirituelles instruisent, exhortent, lient et délient dans l'intérieur, et exercent les autres fonctions propres à ce ministère; et les puissances temporelles commandent et défendent dans l'extérieur, maintiennent chacun dans ses droits, dépossèdent les usurpateurs, châtient les coupables, et punissent les crimes par l'usage des peines et des supplices proportionnés à ce que demande le repos public. Ainsi, les puissances spirituelles de la religion, dont l'esprit demande que les plus méchants vivent pour devenir bons, n'ont pas d'autres voies pour unir les hommes, que d'imposer des peines propres à les ramener dans les devoirs qu'ils ont violés; et les puissances temporelles qui doivent pourvoir au repos public, ordonnent les peines nécessaires pour le maintenir, et punissent même du dernier supplice ceux qui troublent l'ordre d'une manière qui mérite ce châtiment.

Mais ces différences entre l'esprit de la religion et l'esprit de la police, et entre le ministère des puissances spirituelles et celui des puissances temporelles, n'ont rien de contraire à leur union; et les mêmes puissances spirituelles et temporelles, qui sont distinguées dans leur ministère, sont unies dans leur fin commune de maintenir l'ordre, et elles s'y entr'aident réciproquement. Car c'est une loi de la religion et un devoir de ceux qui en exercent le ministère, d'inspirer et de commander à chacun l'obéissance aux puissances temporelles, non seulement par un sentiment de crainte de leur autorité, et des peines qu'elles imposent, mais par un devoir essentiel et par un sentiment de conscience (3) et d'amour de l'ordre; et c'est une loi de police temporelle et un devoir de ceux qui en exercent le ministère, de maintenir l'exercice de la religion, et d'employer même l'autorité temporelle et la force contre ceux qui en troublent l'ordre. Ainsi, ces deux ministères s'accordent et se soutiennent mutuellement; et lors même que l'esprit du ministère spirituel paraît demander quelque chose de contraire à celui de la police temporelle, comme lorsque les ministres de la puissance spirituelle demandent la vie des plus criminels, qu'eux ne condamnent qu'à des pénitences, que la police condamne à la mort; ce même esprit du ministère spirituel de la religion, qui veut que les princes et les juges fassent leur devoir, ne les oblige pas à l'usage de cette clémence; et les juges temporels condamnent justement au dernier supplice ceux que les juges ecclésiastiques ne condamnent qu'à la prison, à des jeûnes et à d'autres œuvres de pénitence.

C'est à cause de ces différences entre l'esprit de la religion et celui de la police, que Dieu en a séparé les ministères, afin que l'esprit de la religion qui règle l'intérieur, et qui doit s'insinuer dans les cœurs des hommes par l'amour de la justice et par le mépris des biens temporels, fût inspiré par d'autres ministres que les puissances temporelles, qui sont armées de la terreur des peines et des supplices pour maintenir l'ordre extérieur, et dont le ministère regarde principalement l'usage des biens temporels. Et il a été si essentiel à l'ordre de ces deux ministères qu'ils fussent distingués, et que la puissance spirituelle fût séparée de la temporelle, qu'encore qu'elles soient naturellement unies à Dieu, quand il s'est rendu visible pour établir son règne spirituel, il s'est abstenu de l'exercice de sa puissance sur le temporel; et tout ce qu'il a mis en usage de sa grandeur et de sa puissance, a été tout opposé à la grandeur et à la puissance qui convenaient au règne temporel. Car, en même temps qu'il a fait éclater la grandeur divine de ce règne spirituel par la lumière des vérités de sa doctrine (1), par la gloire de ses miracles (2),

(1) Argue, obsecra, increpa, in omni patientiâ et doctrinâ. 1 *Timoth*. 4, 2.
Non quia dominamur fidei vestræ. *Cor*. 1, 23.

(2) Non sine causâ gladium portat: Dei enim minister est, vindex in iram, ei qui malum agit. *Rom*. 13, 4.

(3) Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit: non est enim potestas nisi à Deo: quæ autem sunt, à Deo ordinatæ sunt. Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit. *Rom*. 13, 1, 2. Ideò necessitate subditi estote, non solùm propter iram, sed etiam propter conscientiam. *Rom*. 13, 5. 1 *Pet*. 2, 13. *Sap*. 6, 4.

(1) Ego sum lux mundi. *Joan*. 6, 12. Ecce dedi te in lucem gentium. *Isa*. 49, 6.

(2) Omnis populus gaudebat in universis quæ glosiosè fiebant ab eo. *Luc*. 13, 17.

et par tout cet appareil des circonstances de sa venue, qu'il avait fait prédire par ses prophètes, et qui devaient accompagner le règne d'un prince de paix (1), qui venait donner aux hommes d'autres biens que ceux qui les divisent (2), il n'a pris aucune des marques de la puissance temporelle ; il n'en a fait aucune fonction, et il a même refusé de se rendre juge entre deux frères dont l'un l'en priait (3); et pour marquer que l'usage de la puissance temporelle devait être séparé de son règne spirituel, il laissa cette puissance aux princes, et il voulut même leur obéir. Ainsi, dans sa naissance, il fit dépendre la circonstance du lieu où il devait naître, de son obéissance à une loi d'un prince infidèle (4). Ainsi, pendant sa vie il apprit à rendre aux princes ce qui leur est dû ; et il paya même le tribut, quoiqu'il ne le dût point, par la raison qu'il en dit dans le même temps qu'il fit un miracle pour avoir de quoi le payer (5). Et dans le temps de sa mort il apprit à celui qui exerçait la puissance temporelle, et qui en abusait si injustement, qu'il n'aurait pas eu cette puissance, si elle ne lui eût été donnée de Dieu (6); et il lui marqua aussi la distinction entre son règne spirituel et l'empire temporel des princes (7). Il est vrai que dans une occasion il a donné une marque visible de son empire sur le temporel (8), et d'un empire plus absolu que celui qu'il confie aux princes, en faisant un miracle qui causa quelque perte aux habitants du lieu où il le fit. Mais ce miracle même, qui faisait voir sa toute-puissance sur le temporel, servait de preuves qu'il ne s'abstenait de tout autre usage de cette puissance, que pour marquer la distinction entre le règne spirituel qu'il venait établir, et l'empire temporel qu'il laissait aux princes. On sait enfin que lorsqu'il a établi les ministres de son règne spirituel, et qu'il leur a donné les règles de leur conduite, et marqué l'étendue de la puissance qu'il leur confiait, il ne leur en a donné aucune sur le temporel. Et aussi voit-on qu'aucun d'eux n'a point la moindre part au ministère de la puissance temporelle ; qu'au contraire ils y sont soumis ; et qu'en même temps qu'ils exerçaient

(1) Princeps pacis. *Is.* 9, 6.
(2) Pontifex futurorum bonorum. *Hebr.* 9, 11.
(3) *Luc.* 12, 13.
(4) *Luc.* 2, 1.
(5) *Matth.* 17, 23.
(6) *Joan.* 19, 11.
(7) *Joan.* 18, 36.
(8) *Matth.* 8, 28. *Marc.* 5. *Luc.* 8, 32.

leur ministère spirituel sans aucun égard à l'autorité des puissances temporelles qui s'y opposaient, ils enseignaient et observaient eux-mêmes l'obéissance à ces puissances en ce qui était de leur ministère.

Il s'ensuit de toutes ces vérités que les puissances spirituelles ont leur exercice dans ce qui regarde le spirituel (1), et qu'elles ne s'ingèrent pas dans le temporel ; et qu'aussi les puissances temporelles ont leur exercice dans le temporel (2), et n'entreprennent rien dans le spirituel ; que les deux ministères sont établis immédiatement de la main de Dieu; et que ceux qui exercent la puissance dans l'un des deux, sont soumis à ceux qui exercent la puissance de l'autre en ce qui en dépend. Et aussi voit-on que ceux qui ont été animés de l'esprit de Dieu ont formé leur conduite sur ces mêmes règles, et ont marqué la soumission due à chacune des puissances de ces deux ordres. Ainsi, lorsque Dieu choisit Nathan pour le ministère spirituel de la correction de David, la puissance temporelle de ce roi n'empêcha pas que ce prophète ne lui parlât avec une force digne de l'autorité du ministère qu'il exerçait ; et ce prince aussi reçut avec humilité la correction (3). Mais, au contraire, lorsque ce même prophète voulut savoir l'intention de ce même prince sur le choix de son successeur, et s'il voulait que ce fût ou Salomon ou Adonias, il s'en approcha, se prosternant avec un profond respect, pour le supplier de faire connaître lequel des deux il lui plairait de choisir pour régner après lui (4). Il serait facile de remarquer de pareils exemples, pour faire voir comment il faut distinguer l'autorité des puissances spirituelles et celle des puissances temporelles, et de quelle manière les ont exercées ceux qui se sont conduits par les justes règles, en se bornant à leur ministère, sans toucher à l'autre. Mais il suffit, pour le dessein qu'on s'est proposé, d'avoir donné cette idée générale des deux ministères de la religion et de la police, pour y discerner l'esprit et l'usage de l'une et de l'au-

(1) Applica quoque ad te Aaron fratrem tuum, cum filiis suis, de medio filiorum Israel. ut sacerdotio fungantur mihi. *Exod.* 28, 1. Amarias autem Sacerdos et Pontifex vester, in his, quæ ad Deum pertinent, præsidebit. 2 *Paralip.* 19. 11. Omnis namque Pontifex, ex hominibus assumptus, pro hominibus constituitur in his quæ sunt ad Deum, etc. *Hebr.* 5, 1.
(2) Quæ ad regis officium pertinent. 2 *Paralip.* 19, 11.
(3) 2 *Reg.* 12.
(4) 3 *Reg.* 1, 23.

tre, pour y voir les principes qui les concilient et qui les distinguent, et pour juger par toutes ces vues des manières dont elles concourent à l'ordre de la société.

On pourra penser que les puissances spirituelles ont fait des règles sur des matières temporelles, comme sont dans le droit canonique celles qui regardent les contrats, les testaments, les prescriptions, les crimes, l'ordre judiciaire, les règles du droit, et d'autres matières semblables, et qu'aussi l'on voit des lois établies par des puissances temporelles dans des matières qui regardent le spirituel, comme sont quelques constitutions des premiers empereurs chrétiens, et des ordonnances de nos rois sur des matières de la foi et de la discipline ecclésiastique. Mais ce qu'il y a dans le droit canonique qui regarde ces matières temporelles, ne saurait prouver que les puissances ecclésiastiques règlent le temporel. Il paraît au contraire qu'au commencement du droit canonique, où l'on a reporté la distinction des lois divines et des lois humaines, il est dit que les lois humaines sont les lois des princes ; que c'est par ces lois que se règlent les droits sur tout ce que les hommes peuvent posséder ; et que les biens même de l'Église ne lui sont conservés que par l'autorité de ces lois, parce que c'est aux princes que Dieu a donné le ministère du gouvernement pour le temporel (1). Puisqu'il ne peut donc y avoir rien dans le droit canonique qui renferme cette règle, il faut que celles qu'on y voit sur le temporel puissent s'accorder avec ce principe ; et c'est ce qui n'est pas difficile, si on fait réflexion sur l'usage qu'ont les règles qui regardent le temporel dans le droit canonique. Car on y verra que, par exemple, celles de l'ordre judiciaire se rapportent à la juridiction ecclésiastique ; que celles des crimes y établissent les peines canoniques, c'est-à-dire, les peines que l'Eglise ordonne pour la pénitence des criminels ; que les règles qui regardent les contrats, les testaments, les prescriptions, et les autres matières semblables, ne les regardent que par rapport au spirituel, comme à cause des défenses de certains commerces aux ecclésiastiques, de la religion du serment, de l'usage des conventions pour les églises et les particuliers ecclésiastiques, et par d'autres semblables vues ; que quelques-unes de ces règles ne sont que des réponses des papes à des consultations ; et qu'enfin ce qu'il peut y avoir de règles qui regardent purement le temporel entre laïques, ne doit être considéré comme règles que dans les terres du Saint-Siége, où les papes sont princes temporels ; et hors de cette étendue, elles n'ont pas d'autre autorité que celle que leur donnent les princes qui en reçoivent l'usage entre leurs sujets ; sur quoi on peut remarquer que ces sortes de constitutions canoniques sur le temporel font assez connaître qu'elles sont naturellement de l'autorité temporelle, puisque la plupart ont été tirées du droit romain, quoiqu'il soit vrai que quelques-unes s'y trouvent contraires. Mais c'est de quoi il n'est pas nécessaire de parler ici.

Pour ce qui est des réglements que les princes peuvent avoir faits sur des matières spirituelles, ils n'ont pas étendu leur autorité au ministère spirituel réservé aux puissances ecclésiastiques ; mais ils ont seulement employé leur autorité temporelle, pour faire exécuter dans l'ordre extérieur de la police les lois de l'Église. Et ces ordonnances que nos rois appellent eux-mêmes des lois politiques (1), ne tendent qu'à maintenir cet ordre, et à réprimer ceux qui le troublent en violant les lois de l'Église. Et aussi paraît-il dans ces ordonnances, que les rois n'y ordonnent qu'en ce qui est de leur puissance, et s'y qualifiant protecteurs, gardes, conservateurs et exécuteurs de ce que l'Église enseigne et ordonne (2).

On pourra encore faire une autre difficulté sur quelques matières où il semble que la juridiction spirituelle et la temporelle entreprennent l'une sur l'autre comme, par exemple, lorsque la juridiction temporelle connaît du possessoire des bénéfices, et lorsque la juridiction ecclésiastique connaît du temporel entre ecclésiastiques; mais, pour ce qui regarde le possessoire d'un bénéfice, c'est une matière de la juridiction temporelle, qui seule a le droit de joindre la force à l'autorité pour empêcher les voies de fait, et pour réprimer les usurpateurs. Et pour ce qui est du droit qu'ont les juges ecclésiastiques de connaître des matières temporelles dans les causes des ecclésiastiques, c'est un privilége que les princes

(1) Quo jure defendis villas Ecclesiæ ? divino, an humano ? divinum jus Scripturis divinis habemus : humanum in legibus regum. Undè quisque possidet quod possidet ? nonne jure humano ? *Distinct.* 8, *can.* 1. Jura autem humana, jura imperatorum sunt. Quare ? quia ipsa jura humana, per imperatores et rectores seculi, Deus distribuit humano generi. *Ibid.*

(1) *Charles IX*, 17 *janvier* 1561.
(2) *François Ier, en juillet* 1543.

ont accordé à la juridiction spirituelle en faveur de l'Eglise.

On a tâché, par tout ce qui a été dit dans les chapitres précédents et dans celui-ci, de donner une idée générale du plan de la société des hommes sur les fondements naturels de l'ordre que Dieu y a établi, et de faire voir que les premiers principes de cet ordre sont les deux premières lois; que les engagements qui lient les hommes en société sont des suites de ces deux lois, et qu'ils sont en même temps les sources de tous les devoirs et les fondements des différentes espèces de lois; et on a commencé de descendre de ces principes généraux à ceux qui sont propres aux lois civiles. Il reste maintenant, avant de passer au détail de ces lois et de leurs matières, à considérer de plus près la nature et l'esprit des lois en général, et les caractères qui distinguent leurs différentes espèces, afin d'y découvrir les fondements de plusieurs règles essentielles pour la connaissance et le bon usage des lois civiles, et ce sera la matière des deux chapitres suivants.

CHAPITRE XI.

DE LA NATURE ET DE L'ESPRIT DES LOIS, ET DE LEURS DIFFÉRENTES ESPÈCES.

Toutes les différentes idées qu'on peut concevoir des diverses sortes de lois qui s'expriment par les noms de lois divines et humaines, naturelles et positives, de la religion et de la police, du droit des gens, du droit civil, et par tous les autres noms qu'on peut leur donner, se réduisent à deux espèces, qui comprennent toutes les lois de toute nature; l'une, des lois qui sont immuables, et l'autre, des lois qui sont arbitraires. Car il n'y en a aucune qui n'ait l'un ou l'autre de ces deux caractères, qu'il est important de considérer, non seulement pour concevoir cette première distinction générale des lois en ces deux espèces, qui doit précéder les autres manières de les distinguer, mais parce que ce sont ces deux caractères qui font dans toutes les lois ce qu'elles ont de plus essentiel dans leur nature; et qu'ainsi la connaissance en est nécessaire, et d'un grand usage dans les lois civiles. Les lois immuables s'appellent ainsi, parce qu'elles sont naturelles et tellement justes toujours et partout, qu'aucune autorité ne peut, ni les changer, ni les abolir; et les lois arbitraires sont celles qu'une autorité légitime peut établir, changer et abolir selon le besoin. Ces lois immuables ou naturelles sont toutes celles qui sont des suites nécessaires des deux premières, et qui sont tellement essentielles aux engagements qui forment l'ordre de la société, qu'on ne saurait les changer sans ruiner les fondements de cet ordre; et les lois arbitraires sont celles qui peuvent être différemment établies, changées, et même abolies, sans violer l'esprit des premières lois, et sans blesser les principes de l'ordre de la société.

Ainsi, comme c'est une suite de la première loi qu'il faut obéir aux puissances, parce que c'est Dieu qui les a établies, et que c'est une suite de la seconde loi qu'il ne faut faire tort à personne, et qu'il faut rendre à chacun ce qui lui appartient, et que toutes ces règles sont essentielles à l'ordre de la société, elles sont, par cette raison, des lois immuables. Et il en est de même de toutes les règles particulières, qui sont essentielles à ce même ordre et aux engagements qui suivent des premières lois. Ainsi, c'est une règle essentielle à l'engagement d'un tuteur, que tenant lieu de père à l'orphelin qui est sous sa charge, il doit veiller à la conduite de la personne et des biens de cet orphelin; et c'est aussi une loi immuable que le tuteur doit prendre ce soin. Ainsi, c'est une règle essentielle à l'engagement de celui qui emprunte quelque chose d'un autre, qu'il doit la conserver; et c'est aussi une loi immuable, qu'il doit répondre des fautes qu'il aura faites contre ce devoir.

Mais les lois qui sont indifférentes aux deux premières, et aux engagements qui en sont les suites, sont des lois arbitraires. Ainsi, comme il est indifférent à ces deux lois et à l'ordre des engagements qu'il y ait, ou cinq, ou six, ou sept témoins dans un testament; que la prescription s'acquière par vingt, par trente ou par quarante ans; que la monnaie vaille plus ou moins : ce sont seulement des lois arbitraires qui règlent ces sortes de choses : et on les règle différemment selon le temps et selon les lieux.

On voit par cette première idée de la nature des lois immuables, qu'elles ont leur origine dans les deux premières lois, dont elles ne sont qu'une extension; et que, par exemple, ces règles naturelles de l'équité, qui ont été remarquées, et les autres semblables, ne sont autre chose que ce que l'esprit de la seconde loi demande en chaque engagement, et ce qu'il y marque d'essentiel et de nécessaire.

Pour les lois arbitraires, on peut remarquer

deux différentes causes qui en ont rendu l'usage nécessaire dans la société, et qui ont été les sources de cette multitude infinie de lois arbitraires qu'on voit dans le monde.

La première de ces deux causes est la nécessité de régler de certaines difficultés qui naissent dans l'application des lois immuables, lorsque ces difficultés sont telles, qu'il ne peut y être pourvu que par des lois, et que les lois immuables ne les règlent point. On jugera de ces sortes de difficultés par quelques exemples.

Ainsi, pour un premier exemple de la nécessité des lois arbitraires, c'est une loi naturelle et immuable, que les pères doivent laisser leurs biens à leurs enfants après leur mort; et c'est aussi une autre loi, qu'on met communément au nombre des lois naturelles, qu'on puisse disposer de ses biens par un testament. Si on donne à la première de ces deux lois une étendue sans aucune borne, un père ne pourra disposer de rien; et si on étend la seconde à une liberté indéfinie de disposer de tout, comme faisait l'ancien droit romain, un père pourra priver ses enfants de toute part en sa succession, et donner tous ses biens à des étrangers. On voit par ces conséquences si opposées, qui suivraient de ces deux lois étendues indéfiniment, qu'il est nécessaire de donner à l'une et à l'autre quelques bornes qui les concilient. Et si tous les hommes se conduisaient par la prudence et par l'esprit des premières lois, chacun serait un juste interprète de ce que demanderait de lui la loi, qui veut que les enfants succèdent aux pères, et de ce que demanderait aussi celle qui permet de disposer par un testament. Car il saurait proportionner ses dispositions à l'état de ses biens et de sa famille, et à ses devoirs envers ses enfants et envers les autres personnes, selon qu'il pourrait être obligé, ou à quelque reconnaissance, ou à quelque libéralité. Mais, parce que tous ne se conduisent pas par cet esprit des premières lois ni par la prudence, et que quelques-uns abusant de la liberté de disposer de leurs biens, ou même ignorant l'état de leurs biens et de leurs affaires, blessent leur devoir envers leurs enfants, comme il n'est pas juste de laisser une liberté indéfinie à ceux qui peuvent en abuser, et qu'il n'est pas possible de faire pour chacun une règle particulière, il a été nécessaire, pour concilier ces deux lois, et les réduire en règles communes pour tous, qu'on fît une loi arbitraire qui bornât la liberté de disposer au préjudice des enfants, et qui leur conservât une certaine portion des biens de leurs parents, dont ils ne puissent être privés; et c'est cette portion, fixée par une loi arbitraire, qu'on appelle la légitime.

Ainsi, pour un autre exemple, c'est une loi naturelle et immuable, que celui qui est le maître d'une chose en demeure toujours le maître, jusqu'à ce qu'il s'en dépouille volontairement, ou qu'il en soit dépouillé par quelque voie juste et légitime; et c'est une autre loi naturelle et immuable aussi, que les possesseurs ne soient pas toujours en péril d'être troublés jusqu'à l'infini; et que celui qui a possédé long-temps une chose en soit cru le maître, parce que les hommes ont naturellement soin de ne pas abandonner à d'autres ce qui leur appartient, et qu'on ne doit pas présumer sans preuves qu'un possesseur soit usurpateur. Si on étend trop loin la première de ces deux lois, qui veut que le maître d'une chose ne puisse en être dépouillé que par de justes titres, il s'ensuivra que quiconque pourra montrer que lui ou ceux dont il a les droits, ont été les maîtres d'un héritage, quand il y aurait plus d'un siècle qu'ils eussent cessé de le posséder, rentrera dans cet héritage, et en dépouillera le possesseur, si avec cette longue possession il ne peut montrer un titre qui ait ôté le droit de ce premier maître. Et si au contraire on étend trop loin la règle qui fait présumer que les possesseurs sont les maîtres de ce qu'ils possèdent, on fera perdre injustement la propriété à tous ceux qui ne se trouveront pas en possession. Il est évident que la contrariété où conduiraient ces deux lois, dont l'une rétablirait ce premier maître contre un ancien possesseur, et dont l'autre maintiendrait le nouveau possesseur contre le vrai maître, demandait qu'on réglât par une loi arbitraire, que ceux qui, n'étant pas possesseurs, se prétendraient propriétaires, seraient tenus de justifier de leur droit dans un certain temps; et qu'après ce temps, les possesseurs qui n'auraient point été troublés, seraient maintenus. Et c'est ce qu'on a fait par les lois arbitraires, qui règlent les temps des prescriptions.

Ainsi, pour un troisième exemple, il est du droit naturel, et c'est une loi immuable, que les personnes qui n'ont pas encore un usage assez ferme de la raison, par le défaut d'âge, d'instruction et d'expérience, ne puissent avoir la conduite de leurs biens et de leurs affaires, et qu'ils puissent l'avoir après qu'ils auront assez de raison et d'expérience. Mais, comme

la nature ne forme pas en tous, dans le même âge, cette plénitude de raison, qui est nécessaire pour la conduite des affaires, et qu'en quelques-uns c'est plus tôt, et en d'autres plus tard, l'usage de cette loi a rendu nécessaire celui d'une loi arbitraire, qui fît une règle commune pour tous. Ainsi, il y a eu des polices qui ont laissé aux pères la liberté de régler jusqu'à quel âge leurs enfants devraient demeurer sous la conduite d'un tuteur (1); et d'autres ont fixé un moment de l'âge, au-dessous duquel les personnes fussent dans cet état qu'on appelle minorité, et après lequel on devient majeur.

Ainsi, pour un dernier exemple, il est du droit naturel que celui qui achète n'abuse pas de la nécessité où se trouve celui qui vend, et n'achète pas à un trop vil prix (2). Mais, parce qu'il serait d'une conséquence trop incommode dans le commerce de rompre toutes les ventes où la chose vendue ne serait pas à son juste prix, on a réglé, par une loi arbitraire, que les ventes ne pourraient être résolues, à cause de la vilité du prix, que dans le cas où un héritage se trouverait vendu au-dessous de la moitié de sa juste valeur; et on dissimule pour le bien public l'injustice des acheteurs au-dessous de cette lésion, s'il ne s'y trouve pas d'autres circonstances particulières, qui obligent à rompre la vente.

Il faut remarquer dans tous ces exemples et dans les autres semblables des lois arbitraires, qui sont des suites des lois immuables, que chacune de ces lois arbitraires a deux caractères qu'il est important d'y reconnaître et de distinguer, et qui font comme deux lois en une. Car il y a dans ces lois une partie de ce qu'elles ordonnent, qui est un droit naturel, et il y en a une autre qui est arbitraire. Ainsi, la loi qui règle la légitime des enfants, renferme deux dispositions; l'une, qui ordonne que les enfants aient part dans la succession de leurs pères, et c'est une loi immuable; et l'autre, qui règle cette portion à un tiers ou une moitié, ou plus ou moins, et celle-ci est une règle arbitraire. Car ce pouvait être ou les deux tiers, ou les trois quarts, si le législateur l'eût ainsi réglé.

La seconde cause des lois arbitraires a été l'invention de certains usages qu'on a cru utiles dans la société. Ainsi, par exemple, on a inventé les fiefs, les cens, les rentes constituées à prix d'argent, les retraits, les substitutions, et d'autres semblables usages, dont l'établissement a été arbitraire; et ces matières, qui sont de l'invention des hommes, et qu'on pourrait appeler par cette raison des matières arbitraires, sont réglées par un vaste détail des lois de même nature. Ainsi, l'on voit dans la société l'usage de deux sortes de matières. Car il y en a plusieurs qui sont si naturelles et si essentielles aux besoins les plus fréquents, qu'elles ont été toujours en usage dans tous les lieux; comme sont l'échange, le louage, le dépôt, le prêt à usage, et plusieurs autres conventions; les tutelles, les successions, et plusieurs autres matières; et on a aussi l'usage de ces matières inventées: mais il faut remarquer que ces matières mêmes, dont les hommes ont inventé l'usage, ont toujours leur fondement dans quelque principe de l'ordre de la société. Ainsi, par exemple, les fiefs ont leur fondement, non seulement sur la liberté générale de faire toutes sortes de conventions, mais aussi sur l'utilité publique d'engager au service du prince dans le temps de guerre, ceux à qui les fiefs et les arrière-fiefs ont été donnés, et leurs successeurs. Ainsi, les substitutions ont pour fondement la liberté générale de disposer de ces biens, la vue de conserver les biens dans les familles, l'utilité d'ôter à de certains héritiers ou légataires la liberté de disposer, dont ils pourraient faire un mauvais usage, et d'autres motifs semblables.

Il faut remarquer aussi sur le sujet de ces matières inventées, qu'encore qu'il semble qu'elles ne doivent être réglées que par des lois arbitraires, elles ont néanmoins plusieurs lois immuables, de même qu'on voit que les autres matières qu'on peut appeler naturelles, ne sont pas seulement réglées par des lois naturelles et immuables, mais qu'elles ont aussi des lois arbitraires. Ainsi, c'est une loi immuable dans la matière des fiefs, qu'on doit y garder les conditions réglées par le titre de la concession du fief.

Ainsi, dans la matière naturelle des tutelles, c'est par une loi arbitraire qu'on a réglé le nombre des enfants qui exempte de cette charge: de sorte qu'on voit par ces exemples, et par les autres qui ont été déjà remarqués, que dans toutes les matières, et naturelles et autres, on a l'usage mêlé de lois immuables et de lois arbitraires; mais avec cette différence que dans les matières naturelles il y a peu de

(1) Sub tutoribus et actoribus est usque ad præfinitum tempus à patre. *Gal.* 4, 2.

(2) Quandò vendes quippiam civi tuo, vel emes ab eo, ne contristes fratrem tuum. *Levit.* 25, 14.

lois arbitraires, et que la plupart y sont des lois immuables, et qu'au contraire il y a une infinité de lois arbitraires dans ces autres matières qui ont été inventées. Ainsi, on voit dans le droit romain que, comme la plupart des matières qui s'y trouvent de notre usage, sont des matières naturelles, les règles en sont aussi presque toutes des lois naturelles; et qu'au contraire, comme la plupart des matières de nos coutumes sont de ces matières arbitraires, la plus grande partie de leurs règles sont arbitraires aussi, et différentes en divers lieux; et on voit de même dans les matières arbitraires, qui sont réglées par les ordonnances, que presque toutes leurs règles sont aussi arbitraires.

Les lois arbitraires sont donc de deux sortes, selon les deux causes qui les ont établies. La première est de ces lois arbitraires, qui ont été des suites des lois naturelles, comme celles qui règlent la légitime des enfants, l'âge de majorité, et les autres semblables; et la seconde, est de celles qui ont été inventées pour régler les matières arbitraires, comme sont les lois qui règlent les degrés de substitutions, les droits de relief dans les fiefs, et les autres semblables.

Toutes les lois arbitraires de ces deux espèces sont contenues dans quatre sortes de livres, dont nous avons l'usage en France, qui sont les livres du droit romain, le droit canonique, les ordonnances et les coutumes : ce qui fait que nous pouvons distinguer par une autre vue quatre espèces de lois arbitraires qui sont en usage dans ce royaume. La première comprend quelques lois arbitraires du droit romain, que nous avons reçues, et qui ont leur autorité par cet usage que nous leur donnons, comme est, par exemple, cette loi qui a été remarquée, de la rescision des ventes par la lésion de plus de moitié du juste prix; les lois qui règlent les formes des testaments, le temps des prescriptions, et les autres qui sont reçues, ou dans le royaume, ou seulement en quelques provinces. La seconde sorte est celle des règles arbitraires du droit canonique, qui ont été reçues dans notre usage, comme sont plusieurs règles dans les matières bénéficiales, et dans d'autres matières ecclésiastiques, et quelques-unes même dans des matières du droit civil. La troisième est celle des lois arbitraires, qui sont établies par les ordonnances de nos rois, comme celles qui règlent les droits du domaine, les peines des crimes, l'ordre judiciaire, et plusieurs autres matières de diverses natures. La quatrième sorte de lois arbitraires est de celles qu'on appelle coutumes, telles qu'on en voit en la plupart des provinces, et qui règlent diverses matières, comme les fiefs, la communauté des biens entre le mari et la femme, les douaires, les légitimes des enfants, le retrait lignager, le retrait féodal, et plusieurs autres; et toutes ces coutumes sont autant de lois arbitraires qui, sur les mêmes matières, sont différentes en divers lieux. Et parce que ces coutumes étaient une espèce de lois, qui, n'étant pas écrites, ne se conservaient que par l'usage, et que souvent cet usage était incertain, les rois ont fait recueillir et rédiger par écrit, en chaque province et en chaque lieu, les coutumes qui y étaient établies, et leur ont confirmé l'autorité de lois et de règles.

Nous avons donc en France, comme partout ailleurs, l'usage des lois naturelles et des lois arbitraires; mais avec cette différence entre ces deux sortes de lois, que tout ce que nous avons de lois arbitraires étant compris dans les ordonnances et dans les coutumes, et dans les lois arbitraires du droit romain et du droit canonique que nous observons comme des coutumes, toutes ces lois ont une autorité fixe et réglée. Mais pour les lois naturelles, comme nous n'en avons le détail que dans les livres du droit romain, et qu'elles y sont avec peu d'ordre, et mêlées avec beaucoup d'autres qui ne sont ni naturelles, ni de notre usage, leur autorité s'y trouve affaiblie par ce mélange, qui fait que plusieurs ou ne veulent ou ne savent pas discerner ce qui est sûrement juste et naturel, de ce que la raison et notre usage ne reçoivent point; sur quoi on peut remarquer ce qui en a été dit dans la préface de ce livre.

On peut reconnaître, par cette distinction des lois naturelles et des lois arbitraires, et par les remarques qui ont été faites sur ces deux espèces de lois, quels sont les différents caractères de leur justice et de leur autorité. Et comme c'est la justice et l'autorité des lois qui leur donnent la force qu'elles doivent avoir sur notre raison, il est important de considérer et de distinguer quelles sont la justice et l'autorité des lois naturelles, et quelles sont la justice et l'autorité des lois arbitraires. La justice universelle de toutes les lois consiste dans leur rapport à l'ordre de la société, dont elles sont les règles; mais il y a cette différence entre la justice des lois naturelles et la justice

des lois arbitraires, que les lois naturelles étant essentielles aux deux premières lois et aux engagements qui en sont les suites, elles sont essentiellement justes; et que leur justice est toujours la même dans tous les temps et dans tous les lieux. Mais les lois arbitraires étant indifférentes à ces fondements de l'ordre de la société, de sorte qu'il n'y en a aucune qui ne puisse être changée ou abolie sans les renverser, la justice de ces lois consiste dans l'utilité particulière qui se trouve à les établir, selon que les temps et les lieux peuvent y obliger. L'autorité universelle de toutes les lois consiste dans l'ordre divin, qui soumet les hommes à les observer; mais comme il y a de la différence entre la justice des lois naturelles et la justice des lois arbitraires, leur autorité se distingue aussi d'une manière proportionnée à la différence de leur justice. Les lois naturelles étant la justice même, elles ont une autorité naturelle sur notre raison; car elle ne nous est donnée que pour sentir la justice et la vérité, et nous y soumettre. Mais, parce que tous les hommes n'ont pas toujours la raison assez pure pour reconnaître cette justice, ou le cœur assez droit pour y obéir, la police donne à ces lois un autre empire indépendant de l'approbation des hommes, par l'autorité des puissances temporelles qui les font garder. D'un autre côté, l'autorité des lois arbitraires consiste seulement dans la force que leur donne la puissance de ceux qui ont droit de faire des lois, et dans l'ordre de Dieu, qui commande de leur obéir. Cette différence entre la justice et l'autorité des lois naturelles, et celle des lois arbitraires a cet effet, qu'au lieu que les lois arbitraires ne pouvant être naturellement connues aux hommes, elles sont comme des faits qu'on peut ignorer; les lois naturelles étant essentiellement justes, et l'objet naturel de la raison, on ne peut dire qu'on les ignore, non plus qu'on ne peut dire qu'on manque de la lumière de la raison qui nous les enseigne. Et c'est pourquoi les lois arbitraires ne commencent d'avoir leur effet qu'après qu'elles ont été publiées. Mais les lois naturelles ont toujours le leur sans qu'on les publie; et comme on ne peut ni les changer ni les abolir, et qu'elles ont d'elles-mêmes leur autorité, elles obligent toujours les hommes, sans qu'ils puissent prétendre les ignorer. Mais, quoique les lois naturelles ou immuables soient essentiellement justes, et qu'elles ne puissent être changées, il faut prendre garde de ne pas concevoir par cette idée des lois naturelles, que parce qu'elles sont immuables, et qu'elles ne souffrent point de changement, elles soient telles, qu'il ne puisse y avoir d'exception d'aucune des lois qui ont ce caractère En effet, il y a plusieurs lois immuables dont il y a des exceptions et des dispenses, sans que néanmoins elles perdent le caractère de lois immuables; comme au contraire il y en a plusieurs qui ne souffrent ni de dispense ni d'exception. Cette différence, qui distingue ces deux sortes de lois, a son fondement sur ce que les lois n'ont de justice et d'autorité que par leur rapport à l'ordre de la société et à l'esprit des premières lois; de sorte que, s'il arrive qu'il soit de cet ordre et de cet esprit d'en restreindre quelques-unes, ou par des exceptions ou par des dispenses, elles reçoivent ces tempéraments; et si rien ne peut être changé sans blesser cet esprit et cet ordre, elles ne souffrent ni de dispense ni d'exception. Mais celles même qui en souffrent, ne laissent pas d'être immuables; car il est toujours vrai qu'elles ne peuvent être abolies, et qu'elles sont toujours des règles sûres et irrévocables, quoiqu'elles soient moins générales à cause de ces exceptions et de ces dispenses; on reconnaîtra toutes ces vérités par quelques exemples. Ainsi, les lois qui ordonnent la bonne foi, la fidélité, la sincérité, et qui défendent le dol, la fraude, et toute surprise, sont des lois dont il ne peut y avoir ni de dispense ni d'exception. Ainsi, au contraire, la loi qui défend de jurer, souffre la dispense du serment en justice, lorsqu'il faut rendre témoignage d'une vérité; et on se sert aussi du serment pour affermir l'engagement de ceux qui entrent dans les charges. Ainsi, la loi qui ordonne d'exécuter les conventions, souffre l'exception et la dispense du mineur qui s'est légèrement engagé contre son intérêt. Ainsi, la loi qui ordonne que le vendeur garantisse ce qu'il a vendu de tout droit que tout autre pourrait y prétendre, souffre qu'on déroge à cette garantie par une convention expresse, qui décharge le vendeur de toute autre garantie que de son fait; ou parce qu'il vend, par cette raison, à un moindre prix, ou par d'autres motifs qui rendent juste la décharge de la garantie.

Il est facile de reconnaître, par ce peu d'exemples, que ces exceptions et ces dispenses ont leur fondement sur l'esprit des lois, et qu'elles sont elles-mêmes d'autres lois qui

n'altèrent point le caractère des lois immuables, dont elles sont des exceptions; et qu'ainsi toutes les lois se concilient les unes les autres, et s'accordent entre elles par l'esprit commun qui fait la justice de toutes ensemble. Car la justice de chaque loi est renfermée dans ses bornes, et aucune ne s'étend à ce qui est autrement réglé par une autre loi; et il paraîtra dans toutes sortes d'exceptions et de dispenses qui sont raisonnables, qu'elles sont fondées sur quelques lois. De sorte qu'il faut considérer les lois qui souffrent des exceptions, comme des lois générales qui règlent tout ce qui arrive communément; et les lois qui font des exceptions et des dispenses, comme des règles particulières qui sont propres à de certains cas; mais les unes et les autres sont des lois et des règles également justes, selon leur usage et leur étendue.

Toutes ces réflexions sur la distinction des lois immuables et des lois arbitraires, sur leur nature, leur justice, leur autorité, font assez voir combien il est important de considérer par toutes ces vues quel est l'esprit de toutes les lois, de discerner leurs caractères de lois immuables ou de lois arbitraires, de distinguer les règles générales et les exceptions, et de faire les autres distinctions qu'on a remarquées; et on peut en dire de même de celles dont il sera parlé dans la suite. Cependant on voit assez par l'expérience, qu'encore qu'il n'y ait rien de plus naturel et de plus réel que les fondements de toutes ces remarques, plusieurs paraissent ou les ignorer ou les mépriser, et ne sentent pas même la simple différence entre les lois immuables et les lois arbitraires; de sorte qu'ils les regardent toutes indistinctement, comme n'ayant que la même nature, la même justice, la même autorité et le même effet. Car, comme elles composent toutes un mélange infini de règles de toutes les matières et naturelles et inventées, et qu'elles n'ont qu'un seul nom de lois, ils méconnaissent dans ce mélange les caractères qui les distinguent, et prennent souvent des règles naturelles pour de simples lois arbitraires, surtout lorsque ces règles n'ont pas l'évidence des premiers principes dont elles dépendent, et qu'elles n'en sont que des conséquences un peu éloignées, parce qu'alors n'apercevant point la liaison de ces règles à leurs principes, ils ne voient pas aussi le fondement et la certitude de leur vérité. Comme au contraire les lois arbitraires sont toujours en évidence, parce qu'elles sont écrites, et qu'elles ne contiennent que des dispositions sensibles, qui la plupart se comprennent sans raisonnement, ils reçoivent bien plus d'impression de l'autorité des lois arbitraires, que de ces règles naturelles qui n'entrent pas toujours dans l'esprit si sensiblement; et lorsqu'il arrive que le défaut de cette vue et des autres réflexions nécessaires pour le bon usage des lois, et pour donner à chacune son juste effet, se trouve dans des esprits peu justes, et remplis de la mémoire d'un grand détail de lois de toute nature, il est dangereux qu'ils ne les regardent par de fausses vues, et qu'ils n'en fassent de mauvaises applications, surtout lorsqu'ils tâchent, comme le font plusieurs, de trouver des lois, non pour la raison, mais pour le parti qu'ils ont embrassé, et qu'ils ne pensent qu'à donner aux règles une étendue proportionnée au sens dont ils ont besoin. Il est facile de voir, par l'expérience, les manières dont s'égarent ceux qui confondent ainsi les lois; et on verra, par de simples réflexions sur les divers sentiments dans les questions de toute nature, que ceux qui tombent dans quelque erreur, ne s'y engagent que par le défaut de quelqu'une de ces vues; et que ceux qui raisonnent juste ne découvrent la vérité que parce qu'ils discernent les manières de distinguer, de choisir et d'appliquer les règles, lors même qu'ils ne font pas de réflexions sur les principes naturels qui leur donnent ce discernement.

Mais quoiqu'il soit aisé de concevoir, sans le secours d'aucun exemple particulier, combien il est important dans l'application des règles de connaître leur nature, leur esprit et leur usage; comme on pourrait croire que, de tout ce qu'il est nécessaire de considérer dans les lois, rien n'est plus facile à voir que la distinction de celles qui sont naturelles et immuables, et de celles qui sont arbitraires; et qu'il semble qu'on ne saurait se tromper par le défaut de cette vue, il est important de faire voir, par un exemple assez remarquable, qu'il y a souvent du danger qu'on ne s'égare, faute de discernement, quoique si facile. Tous ceux qui ont quelque connaissance du droit romain peuvent savoir cette loi tirée d'une décision de Papinien, qui veut que la substitution pupillaire exclue la mère de sa légitime; c'est-à-dire que, si un père substitue ou un parent ou un étranger à son fils, pour lui succéder en cas qu'il meure avant l'âge de puberté, ce substitué lui succédera, quand même la mère de cet en-

fant lui aurait survécu; et par cette substitution elle sera privée de sa légitime (1). Cette décision est fondée sur cette pensée de Papinien, que ce n'est pas le fils qui prive sa mère de ses biens; mais que c'est le père qui, par la liberté qu'il avait d'en disposer, les a fait passer au substitué. Si on examine cette décision, il paraîtra que ce qui faisait la question était l'opposition apparente entre une loi naturelle et une loi arbitraire, et qu'on a préféré à la loi naturelle qui appelait la mère à la succession de son fils, la loi arbitraire qui permettait au père de substituer, étendant cette liberté jusqu'à priver la mère de sa légitime pour faire passer les biens au substitué. On ne rapporte pas ici cet exemple pour diminuer l'estime de ce jurisconsulte si célèbre; mais on sait qu'il jugeait ainsi, selon les principes de cette ancienne jurisprudence des Romains, qui favorisait la liberté de disposer par un testament, et qui avait été au commencement jusqu'à cet excès, que les pères pouvaient déshériter leurs enfants sans cause. C'est par l'esprit de ce principe qu'il inventa cette subtilité, que ce n'était pas le fils qui faisait ce tort à sa mère, mais que c'était le père, *quia pater ei hoc fecit*. Ainsi cette décision n'étant fondée que sur le principe de cette liberté sans bornes de disposer de ses biens par un testament, au préjudice même de la légitime des enfants, qui est un principe qui n'est ni naturel ni de notre usage, nous ne devons pas prendre pour règle une subtilité qui, pour favoriser ce principe, privait ce fils de sa légitime sur les biens de son père, et la mère de la sienne sur ceux de son fils; car cette décision faisait passer tous les biens du testateur au substitué, sans que le fils en pût rien transmettre à ses héritiers. On peut donc mettre cette subtilité au nombre de plusieurs autres du droit romain que nous rejetons, parce qu'il n'est reçu en France que comme la raison écrite, et que ces subtilités, blessant le droit naturel, blessent la raison. Et quoiqu'on n'ait pas besoin d'autorité pour prouver qu'on doit préférer à ces subtilités le droit naturel, on pourrait fonder cette vérité sur l'autorité de ce même jurisconsulte qui, dans une autre question assez semblable, a décidé en faveur du droit naturel. C'était dans une autre substitution faite par un père à son petit-fils, en cas qu'il mourût avant l'âge de trente ans, et qui voulait qu'en ce cas les biens fussent rendus à un fils de ce testateur, oncle de ce petit-fils. Le cas arriva : il mourut avant l'âge de trente ans, mais laissant des enfants; et par cette circonstance, Papinien décida en faveur de ces enfants, que la substitution était anéantie, par cette raison qu'il était de l'équité de conjecturer que le testateur ne s'était pas assez exprimé, et qu'encore qu'il n'eût pas parlé du cas où son petit-fils aurait des enfants, il n'avait pas entendu priver ces enfants de la succession de leur père (1). Une pareille conjecture, dans le premier cas de la substitution pupillaire, aurait pu faire présumer que le père n'avait pas prévu que le fils dût mourir avant sa mère; et il était plus facile au père, dans le second cas, de prévoir que son petit-fils pourrait avant trente ans avoir des enfants, qu'à l'autre, dans le premier cas de la substitution pupillaire, de prévoir que le petit-fils ne dût pas survivre à sa mère. Ainsi, on pourrait présumer que son intention n'était d'appeler le substitué qu'en cas que la mère ne fût pas vivante quand le fils mourrait.

Que s'il est important de ne pas blesser l'équité naturelle par des subtilités et des fausses conséquences tirées des lois arbitraires, comme on le voit dans cet exemple, et qu'il serait aisé de le voir en d'autres, il faut prendre garde aussi que, sous prétexte de préférer les lois naturelles aux lois arbitraires, on n'étende une loi naturelle au-delà des justes bornes que lui donne une loi arbitraire qui la concilie avec une autre loi naturelle, et qui donne à l'une et à l'autre leur juste effet, et qu'ainsi on ne blesse cette autre loi naturelle, pensant ne toucher qu'à la loi arbitraire. Ainsi, par exemple, c'est une loi naturelle, que celui qui a donné sujet à quelque dommage soit obligé à le réparer ; mais si on donnait à cette loi une telle étendue qu'on obligeât le débiteur qui n'aurait pas payé au terme à réparer tout le dommage que souffrirait le créancier faute de son paiement, comme si son bien avait été saisi et vendu, ou si sa maison était tombée en ruine, pour n'avoir pas eu cet argent qu'il aurait employé à la réparer, une semblable application de cette loi, toute juste et toute na-

(1) Sed nec impuberis filii mater inofficiosum testamentum dicit : quia pater ei hoc fecit : et ita Papinianus respondit. *L.* 8, § 5, *ff. de inoff. test.*

(1) Quùm avus filium ac nepotem ex altero filio hæredes instituisset, à nepote petiit ut, *si intra annum trigesimum moreretur, hæreditatem patruo suo restitueret :* nepos, liberis relictis, intra ætatem superscriptam vitâ decessit : fideicommissi conditionem, conjecturâ pietatis, respondit defecisse, quòd minùs scriptum quàm dictum fuerat, inveniretur. *L.* 102, *ff. de condit. et demonst. Lib.* 35, *tit.* 1.

turelle, qui oblige à réparer le dommage qu'on a causé, serait injuste, parce qu'elle blesserait une loi arbitraire qui règle tous les dommages où le débiteur peut être obligé, faute de paiement, à ce dédommagement qu'on appelle intérêt, et qui est fixé à une certaine portion de la somme due, qui est présentement la vingtième; et qu'en blessant cette loi arbitraire, on blesserait deux lois naturelles qui en sont le fondement: l'une qui ne permet pas que les hommes répondent des événements imprévus, qui sont plutôt des effets de l'ordre divin et des cas fortuits, que des suites qu'on puisse leur imputer raisonnablement; et l'autre, qui veut que la diversité infinie des différents dommages que souffrent les créanciers qui ne sont pas payés, soit réglée à un dédommagement uniforme et commun à tous les cas qui ont cette même cause commune du défaut de paiement au terme, sans qu'on distingue les événements qui causent les différentes espèces de pertes; car, outre que la différence des pertes est un effet de la différence des cas fortuits, dont personne ne doit répondre, la diversité des dédommagements serait une source d'autant de procès qu'il y aurait de créanciers qui prétendraient se distinguer par la qualité de la perte que le défaut de paiement leur aurait causée.

On voit de nouveau dans cet exemple, comme on a déjà vu dans les autres qui ont été rapportés pour faire voir la nécessité des lois arbitraires, qu'il y a des difficultés où il est nécessaire de fixer un réglement général par une loi arbitraire. Mais il y a une infinité d'autres sortes de difficultés, qui naissent tous les jours dans l'application des lois sur les différends entre particuliers, où il n'est ni nécessaire ni possible d'établir des règles précises; et les décisions de ces sortes de difficultés dépendent de ceux qui ont à les juger; ce qui demande d'une part la justesse du sens, et de l'autre une connaissance parfaite des principes et du détail des règles, pour juger de l'opposition apparente entre les règles qui fondent les sentiments contraires et qui font naître la difficulté; et pour discerner, par l'esprit de ces règles, les bornes et l'étendue qu'il faut leur donner et les conséquences qui suivront de borner trop l'une ou l'autre, ou de la trop étendre. C'est par ces vues et les autres des principes de l'interprétation des lois, dont on a déjà parlé, et de ceux qui seront expliqués en leurs lieux, qu'on peut se déterminer à de justes applications des règles.

Ce qu'on remarque ici de la nécessité de connaître le détail des lois regarde principalement les lois naturelles; car, encore qu'il semble que la raison enseigne les lois naturelles, et qu'il soit plus facile de les bien entendre que les lois arbitraires, qui sont naturellement inconnues, il est bien plus difficile et aussi bien plus important de bien savoir les lois naturelles que les lois arbitraires; parce qu'au lieu que celles-ci sont plus bornées, et qu'il ne faut pour les apprendre que de la mémoire, les lois naturelles, qui règlent les matières plus communes et plus importantes, sont en bien plus grand nombre, et elles sont proprement l'objet de l'entendement: ainsi il y a deux causes qui rendent nécessaire une étude solide de ces lois. La première de ces causes est que ces règles naturelles étant en très-grand nombre, leur diversité et leur multitude fait qu'elles ne se présentent pas toutes à la vue de tout le monde; et la raison seule ne suffit à personne pour les trouver et les appliquer à tous les besoins, comme on le verra par la simple lecture de toutes ces règles dans le détail des matières. La seconde cause de la nécessité de bien savoir les lois naturelles, est que ces lois sont les fondements de toute la science du droit, et que c'est toujours par des raisonnements tirés des lois naturelles qu'on examine et qu'on résout les questions de toute nature, soit qu'elles naissent de l'opposition apparente des deux lois naturelles, ou de celle d'une loi naturelle à une loi arbitraire, ou seulement de l'opposition entre deux lois arbitraires; car il en naît une infinité de toutes ces sortes. Et il est facile de voir que, comme pour décider les questions il faut raisonner sur la nature et l'esprit des règles, sur leur usage, sur leurs bornes, sur leur étendue, et sur d'autres semblables vues, on ne peut fonder les raisonnements, ni former les décisions, que sur les principes naturels de la justice et de l'équité.

Il faut encore remarquer sur cette nécessité de l'étude des lois naturelles, qu'elles sont de deux sortes. L'une est de celles dont l'esprit est convaincu sans raisonnement par l'évidence de leur vérité; telles que sont ces règles, que les conventions tiennent lieu de lois à ceux qui les font, que le vendeur doit garantir, que le dépositaire doit rendre le dépôt; et l'autre est de ces règles qui n'ont pas cette évidence, et dont on ne découvre la certitude que par quelque raisonnement qui fasse voir leurs liaisons aux principes d'où elles dépen-

dent. On reconnaîtra par des exemples cette seconde sorte de règles, et la nécessité de l'étude pour les savoir. Si une personne qui n'a point d'enfants fait une donation de ses biens, et qu'après elle ait des enfants, c'est une règle que la donation ne subsiste plus; et cette règle est d'une équité toute naturelle et tout évidente : car la nature destine aux enfants les biens de leurs pères (1); et il était sous-entendu que celui qui donnait n'ayant point d'enfants, n'aurait pas donné s'il en avait eu, ou espéré d'en avoir; ce qui faisait une condition tacite dans sa donation, qu'elle ne subsisterait qu'en cas qu'il n'eût point d'enfants. Mais s'il arrive que ces enfants survenus après la donation, meurent avant que le donateur ait fait aucune démarche pour la révoquer, il naît un doute de savoir si la donation est confirmée par cette mort des enfants, ou si elle demeure nulle; et il n'est pas si clair que la donation soit nulle en ce cas, comme il est clair qu'elle est nulle quand les enfants vivent. Car, comme la donation n'était révoquée qu'en faveur des enfants, on peut douter si ce motif cessant quand ils ne sont plus, la loi qui annulait la donation doit cesser aussi, et si la donation ne doit pas reprendre ses forces; ou si, au contraire, la donation, une fois anéantie par la naissance des enfants, ne l'est pas pour toujours; de sorte que cette naissance fasse revenir les biens dans la famille pour y demeurer, selon l'expression de la loi du droit romain, qui a fait la règle de la révocation des donations par la naissance des enfants. Car il est dit dans cette loi que les biens retournent au donateur pour en demeurer le maître, et en disposer à sa volonté; ce qui semble décider tacitement que la donation demeure annulée, et cette règle est du nombre de celles dont l'évidence n'est pas si parfaite. On n'ajoutera qu'un second exemple entre mille semblables qu'on voit dans les lois. Si deux personnes qui plaident ensemble transigent et règlent leur différend, personne ne doute qu'il ne faille exécuter la transaction, et c'est une règle qui s'entend sans qu'on en raisonne. Mais s'il arrive que le procès étant en état d'être jugé, il soit rendu un arrêt avant que les parties aient transigé, et qu'elles transigent ensuite dans l'ignorance de cet arrêt, on ne voit pas avec la même évidence si la transaction annulle l'arrêt, ou si l'arrêt annulle la transaction. Car en général la règle veut qu'on exécute les transactions; mais dans le cas d'une transaction sur un procès qui était déjà terminé par un arrêt, cette règle cesse, parce qu'on ne transige que sur les différends qui sont indécis, et qu'on ne se relâche de son droit que par la crainte et dans le péril d'un événement désavantageux. Ainsi, dans le cas où le différend n'est plus indécis, et où il n'y a plus d'incertitude ni de péril, l'ignorance où était celui en faveur de qui l'arrêt a jugé, ne doit pas empêcher l'effet que donne l'autorité de la chose jugée à la vérité et à la justice. Et c'est ainsi que la loi le règle, quand ce sont des jugements dont il n'y a point d'appel; et cette règle est encore de celles qui n'ont pas d'elles-mêmes une telle évidence, que personne ne puisse en douter. On voit dans ces deux exemples la différence entre les règles dont l'équité se reconnaît d'abord sans raisonnement, et celle où cette équité ne se découvre que par quelques réflexions. Mais, quoiqu'il soit vrai dans ces exemples, et en une infinité d'autres semblables, que dans le cas où l'équité naturelle ne forme pas si évidemment la décision, il semble qu'on pourrait indifféremment prendre pour règles et l'un et l'autre des avis contraires, et qu'ainsi la règle qui est choisie ne devrait pas être regardée comme une loi naturelle, mais seulement comme une loi arbitraire, il est pourtant vrai que toutes les règles de cette nature, dont il y a un si grand nombre dans le droit romain, et qui déterminent à l'une des opinions opposées par quelque principe de l'équité naturelle, sont considérées, non comme des lois simplement arbitraires, mais comme des lois naturelles, et où la raison de l'équité a prévalu et formé la décision. Et aussi regardons-nous toutes ces sortes de lois comme la raison écrite, c'est-à-dire, ce que la raison choisit entre les sentiments opposés; et nous ne considérons comme lois simplement arbitraires, que celles dont les dispositions sont telles, qu'on ne saurait dire qu'une loi différente fût contraire aux principes de l'équité. Ainsi, par exemple, il est tout-à-fait indifférent à l'équité naturelle que pour les mutations des fiefs il soit dû un droit de relief, ou autre semblable, ou qu'il n'en soit dû aucun autre que le simple hommage; que les lods soient dus seulement pour les ventes, ou qu'ils soient dus pour toutes sortes d'acquisitions; qu'il y ait un douaire coutumier sans convention, ou qu'il n'y en ait point, si on n'en convient. Et aussi ces

(1) Si filii, et hæredes. *Rom.* 8, 17. *Esdr.* 1, 9, 12.

sortes de choses, et les autres semblables, sont différemment réglées en divers lieux, sans qu'en aucun on puisse prétendre que ces règles soient des lois naturelles; et on ne les reçoit que par la simple autorité de l'usage, et comme des lois purement arbitraires. Mais les règles qui se tirent des décisions rapportées dans le droit romain, telles que sont celles qu'on vient de remarquer, ont le caractère de lois naturelles, par les principes de l'équité naturelle d'où elles sont tirées.

C'est encore une remarque nécessaire sur le sujet de la distinction des lois naturelles et des lois positives ou arbitraires, qu'il y a quelques règles du droit naturel, qui semblent quelquefois être abolies par des lois contraires, comme si c'était seulement des lois arbitraires. Ainsi, la loi qui appelle à la succession d'un père les filles avec les mâles, est une loi toute naturelle; et cependant elle était sans usage dans la loi que Dieu même avait donnée aux Juifs, car les filles ne succédaient point à leurs pères quand il y avait des mâles. Et ce fut même une question digne d'avoir Dieu pour juge, de savoir si des filles se trouvant sans frères, pouvaient succéder aux biens de leurs pères; et Dieu commanda qu'en ce cas elles succédassent (1). Mais, quoiqu'il semble, par cette loi qui excluait ainsi les filles, qu'on puisse dire, ou qu'il n'est donc pas du droit naturel que les filles succèdent, ou que le droit naturel peut être aboli, il est pourtant vrai qu'il a toujours été et sera toujours du droit naturel que les filles, qui sont du nombre des enfants, succèdent à leurs pères, et toujours vrai aussi que le droit naturel ne s'abolit point. Mais un autre principe d'équité naturelle excluait les filles de succéder avec leurs frères, et sans qu'il fût fait d'injustice aux filles. Car, au lieu du droit de succéder, la loi leur donnait une dot pour les marier (2), et cette condition des filles n'avait rien qui ne fût juste, et qui ne fût même naturel, parce qu'avec leur dot elles trouvaient dans la famille où elles entraient, les avantages qu'elle pouvaient laisser à leurs frères. Et nous voyons des coutumes dans ce royaume où les filles mariées par leurs pères, même sans dot, sont privées de toutes successions, quoiqu'elles n'y renoncent pas, si ce n'est que le droit de succéder leur soit réservé, parce que les pères ayant placé leurs filles dans d'autres familles par le mariage, cet établissement leur tient lieu de tout patrimoine et de toute part aux successions. Ainsi, ces lois qui excluent les filles quand il y a des mâles, ne dérogent pas au droit naturel qui appelle les filles aux successions; mais elles leur donnent, au lieu de ce droit, un autre avantage qui leur en tient lieu.

(1) *Num.* 27.
(2) *Exod.* 21, 9, 22, 17.

Il faut enfin remarquer sur ce même sujet des lois naturelles, qu'il y en a quelques-unes qui, quoiqu'elles soient reconnues pour telles dans toutes les polices, n'ont pas néanmoins partout la même étendue et le même usage. Ainsi, il n'y a point de police où l'on ne reconnaisse qu'il est du droit naturel, que les frères et les autres collatéraux succèdent à ceux qui ne laissent ni descendants ni ascendants; mais ce droit est considéré bien différemment en divers lieux. Car, dans les provinces de ce royaume, qui se règlent par les coutumes, le droit des héritiers du sang est tellement regardé comme une loi naturelle, que ces coutumes ne reconnaissent pas même d'autres héritiers, et qu'elles leur affectent une partie des biens plus grande en quelques lieux, et moindre en d'autres, mais qui, dans toutes ces coutumes, est appelée l'hérédité qu'on ne peut leur ôter; de sorte qu'on ne peut disposer, à leur préjudice, que du reste des biens. Mais dans les autres provinces, qui ont pour leur coutume le droit écrit, chacun a la liberté de priver ses collatéraux, et même ses frères, de tous ses biens, et de les donner à des étrangers; de sorte que la loi naturelle, qui appelle les héritiers du sang, perd son usage dans ces provinces, lorsqu'ils sont exclus par un testament, et n'a son effet que pour les successions *ab intestat*. On voit, par cette étendue que donnent ces coutumes au droit naturel qui appelle les collatéraux, et par les bornes que donne le droit écrit à ce même droit, qu'on n'a pas partout la même idée du droit naturel, qui appelle les collatéraux aux successions, au lieu que partout on a la même idée de presque toutes les autres règles du droit naturel, et qu'on leur donne le même effet. Car, par exemple, toutes les polices reçoivent également les règles naturelles de l'équité, qui obligent les héritiers à acquitter les charges de la succession, et les contractants à exécuter leurs conventions, et autres semblables. Cette différence entre l'usage uniforme partout de presque toutes les règles naturelles de l'équité, et les diverses manières d'étendre ou borner celle qui appelle les collatéraux aux succes-

sions, vient de ce qu'il n'y a aucune règle qui conduise à rien de contraire à ces sortes de règles, qui s'observent de même partout, au lieu qu'il y a une règle qui conduit à borner celle qui appelle les collatéraux aux successions. Car les lois permettent qu'on fasse des dispositions de ses biens par un testament, et l'usage de cette liberté diminue nécessairement le droit des héritiers du sang. Et comme la nature ne fixe pas cette liberté à un certain point, le droit écrit l'a étendue jusqu'à disposer de tous les biens au préjudice des collatéraux ; et les coutumes l'ont bornée à une certaine partie des biens, quoique ces mêmes coutumes permettent de priver les collatéraux de toute part aux successions par des donations entre-vifs; parce qu'il y a cette différence entre les donations entre-vifs et les dispositions à cause de mort, qu'en celles-ci on ne dépouille que son héritier, et que dans les autres on se dépouille soi-même de ce que l'on donne.

Il ne reste, pour finir cette première distinction des lois immuables et des lois arbitraires, que de remarquer que cette distinction renferme celle des lois divines et humaines, et encore celle des lois naturelles et positives, ou plutôt que ces trois distinctions n'en font qu'une seule ; car il n'y a de lois naturelles et immuables que celles qui viennent de Dieu, et les lois humaines sont des lois positives et arbitraires, parce que les hommes peuvent les établir, les changer et les abolir.

On pourra penser que les lois divines ne sont pas toutes immuables, puisque Dieu a lui-même aboli plusieurs de celles qu'il avait données aux Juifs, parce qu'elles ne convenaient pas à l'état de la loi nouvelle. Mais il est toujours vrai que ces lois mêmes étaient immuables à l'égard des hommes, et que les lois divines qui règlent notre état présent, ne sont plus susceptibles d'aucun changement. Sur quoi il faut remarquer qu'on réserve la dignité de ce nom de lois divines à celles qui regardent les devoirs de la religion, comme sont les deux premières lois, le décalogue et tout ce qu'il y a de préceptes dans les livres saints sur la foi et les mœurs; et que pour le détail des règles immuables de l'équité, qui regardent les matières des contrats, des testaments, des prescriptions, et des autres matières des lois civiles, quoique ces règles aient leur justice dans la loi divine qui en est la source, on ne leur donne que le nom de lois naturelles ou de droit naturel, parce que Dieu les a gravées dans notre nature et qu'il les a rendues tellement inséparables de la raison, qu'elle suffit pour les connaître et que ceux même qui ignorent les premiers préceptes et l'esprit de la loi divine, connaissent ces règles et s'en font des lois.

Après cette première distinction des lois immuables et des lois arbitraires, il en faut remarquer une seconde, qui comprend aussi toutes les lois sous deux autres idées, l'une des lois de la religion, et l'autre des lois de la police; et ce sont ces deux distinctions qu'il ne faut pas confondre, comme si toutes les lois de la religion étaient des lois immuables, et que toutes les lois de la police fussent seulement des lois arbitraires; car il y a dans la religion plusieurs lois arbitraires, et la police a beaucoup de lois immuables : ainsi il y a dans la religion des lois qui règlent de certaines cérémonies de l'extérieur du culte divin, ou quelque point de la discipline ecclésiastique, qui sont des lois arbitraires établies par l'autorité des puissances spirituelles; et il y a dans la police des lois immuables, telles que sont celles qui commandent l'obéissance aux puissances, celles qui ordonnent de rendre à chacun ce qui lui appartient, et de ne faire tort à personne; celles qui commandent la bonne foi, la sincérité, la fidélité, et qui condamnent le dol et les tromperies, et une infinité de règles particulières qui dépendent de ces premières. De sorte qu'il est commun à la religion et à la police d'avoir tout ensemble l'usage des lois immuables et celui des lois arbitraires, et qu'il faut par conséquent distinguer par d'autres vues les lois de la religion et celles de la police. Les lois de la religion sont celles qui règlent la conduite de l'homme par l'esprit des deux premières lois, et par les dispositions intérieures, qui le portent à tous ses devoirs, et envers Dieu, et envers soi-même, et envers les autres, soit dans le particulier, ou en ce qui regarde l'ordre public; ce qui comprend toutes les règles de la foi et des mœurs, et aussi toutes celles de l'extérieur du culte divin et la discipline ecclésiastique. Les lois de la police sont celles qui règlent l'ordre extérieur de la société entre tous les hommes, soit qu'ils connaissent ou qu'ils ignorent la religion, soit qu'ils en observent les lois ou qu'ils les méprisent.

On peut juger par ces premières remarques des lois de la religion et de celles de la police, qu'elles ont des règles qui leur sont communes, et que l'une et l'autre en ont qui leur

sont propres. Ainsi, les lois qui commandent la soumission à la puissance naturelle des parents et à l'autorité des puissances spirituelles et temporelles, selon l'étendue de leur ministère, celles qui ordonnent la sincérité et la fidélité dans le commerce, celles qui défendent l'homicide, le larcin, l'usure, le dol, et les autres semblables, sont des lois qui sont de la religion, parce qu'elles sont essentielles aux deux premières lois; et elles sont aussi de la police, parce qu'elles sont essentielles à l'ordre de la société; ainsi elles sont communes, et à la religion, et à la police. Mais les lois qui regardent la foi et l'intérieur des mœurs, et celles qui règlent les cérémonies du culte divin et la discipline ecclésiastique, sont des lois propres à la religion; et les lois qui règlent les formalités des testaments, le temps des prescriptions, la valeur de la monnaie publique, et les autres semblables, sont des lois propres à la police.

Mais il faut remarquer sur le sujet des lois qui sont communes et à la religion et à la police, qu'elles ont en chacune un usage différent de celui qu'elles ont dans l'autre. Car, dans la religion, ces lois obligent à une intention droite dans le cœur, qui n'en accomplisse pas seulement la lettre dans l'extérieur, mais qui en observe l'esprit dans l'intérieur : et dans la police, on y satisfait en les observant dans l'extérieur, et n'entreprenant rien contre leurs défenses. De sorte qu'encore que la religion et la police aient leur principe commun dans l'ordre divin, et leur fin commune de régler les hommes, elles sont distinguées dans leur conduite, en ce que la religion règle l'intérieur et les mœurs de l'homme pour les porter à tous ses devoirs, et que la police n'exerce son ministère que sur l'extérieur, indépendamment de l'intérieur.

Il faut aussi remarquer cette différence entre les lois arbitraires de la religion et les lois arbitraires de la police, que celles-ci s'appellent communément des lois humaines, parce que ce sont des lois que les hommes ont établies, et que c'est la raison humaine qui en est le principe; mais qu'encore que les lois arbitraires de la religion soient établies aussi par des hommes, on ne les appelle pas des lois humaines, mais des constitutions canoniques ou des lois d'Église, parce qu'elles ont leur principe dans la conduite de l'esprit divin qui règle l'Église. Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage ici sur cette distinction des lois de la religion et des lois de la police; il ne reste que de considérer l'ordre général des lois de la police temporelle, pour y reconnaître le rang des lois civiles.

Les lois de la police temporelle sont de plusieurs sortes, selon les différentes parties de l'ordre de la société dont elles sont les règles.

Comme tout le genre humain compose une société universelle, divisée en diverses nations qui ont leurs gouvernements séparés, et que les nations ont entre elles de différentes communications, il a été nécessaire qu'il y eût des lois qui réglassent l'ordre de ces communications, et pour les princes entre eux, et pour leurs sujets; ce qui renferme l'usage des ambassades, des négociations, des traités de paix et toutes les manières dont les princes et leurs sujets entretiennent les commerces et les autres liaisons avec leurs voisins. Et dans les guerres mêmes il y a des lois qui règlent les manières de déclarer la guerre, qui modèrent les actions d'hostilité, qui maintiennent l'usage des médiations, des trèves, des suspensions d'armes, des compositions, de la sûreté des otages, et d'autres semblables. Toutes ces choses n'ont pu être réglées que par quelques lois; et comme les nations n'ont aucune autorité pour s'en imposer les unes aux autres, il y a deux sortes de lois qui leur servent de règles : l'une des lois naturelles de l'humanité, de l'hospitalité, de la fidélité, et toutes celles qui dépendent de ces premières, et qui règlent les manières dont les peuples de différentes nations doivent user entre eux en paix et en guerre; et l'autre est celle des règlements dont les nations conviennent par des traités ou par des usages qu'elles établissent et qu'elles observent réciproquement. Et les infractions de ces lois, de ces traités et des usages, sont réprimées par des guerres ouvertes, et par des représailles, et par d'autres voies proportionnées aux ruptures et aux entreprises. Ce sont ces lois communes entre les nations qu'on peut appeler et que nous appelons communément *le droit des gens,* quoique ce mot soit pris en un autre sens dans le droit romain, où l'on comprend sous le droit des gens les contrats mêmes, comme les ventes, les louages, la société, le dépôt, et autres, par cette raison qu'ils sont en usage dans toutes les nations (1).

La police universelle de la société qui règle les liaisons entre les nations par le droit des

(1) *L.* 5, *ff. de just. et jur.* §. 2, *in fin. inst. de jur. nat. gent. et civ.*

gens, règle chaque nation par deux sortes de lois. La première est de celles qui regardent l'ordre public du gouvernement, comme sont ces lois qu'on appelle les lois de l'état, qui règlent les manières dont les princes souverains sont appelés au gouvernement, ou par succession, ou par élection, celles qui règlent les distinctions et les fonctions des charges publiques, pour l'administration de la justice, pour la milice, pour les finances, et de ces charges qu'on appelle municipales, celles qui regardent les droits du prince, son domaine, ses revenus, la police des villes et tous les autres règlements publics.

La seconde est de ces lois qu'on appelle le droit privé, qui comprend les lois qui règlent, entre les particuliers, les conventions, les contrats de toute nature, les tutelles, les prescriptions, les hypothèques, les successions, les testaments, et les autres matières semblables.

Ce sont ces lois qui règlent ces matières entre particuliers, et les différends qui en peuvent naître, qu'il semble que la plupart entendent communément par le droit civil. Mais cette idée comprendrait aussi dans le droit civil plusieurs matières du droit public, du droit des gens, et même du droit ecclésiastique, puisqu'il arrive souvent des affaires et des différends entre les particuliers dans les matières de droit public, comme, par exemple, dans les fonctions des charges, dans la levée des deniers publics, et en d'autres semblables; et qu'il en arrive aussi dans des matières du droit des gens, par des suites des guerres, des représailles, des traités de paix, et même dans des matières ecclésiastiques, comme pour les bénéfices et autres. Et enfin la distribution de la justice aux particuliers renferme l'usage de plusieurs lois qui sont des règlements généraux de l'ordre public, comme celles qui établissent les peines des crimes qui règlent l'ordre judiciaire, les devoirs des juges, et leurs différentes juridictions. De sorte qu'il est difficile de se former une juste idée, qui distingue nettement et précisément les lois civiles du droit public et des autres espèces de lois.

C'est ce mélange de toutes ces diverses sortes de lois qui diversifie les manières de les distinguer, et qui fait qu'il est difficile d'accorder le sens qu'on donnait dans le droit romain à ce mot de *droit civil*, avec celui que nous y donnons; comme il est difficile aussi de concilier les idées que nous avons communément du droit naturel et du droit des gens, avec celles qu'en donnent les distinctions qu'on trouve dans le droit romain (1).

On distinguait les lois dans le droit romain en droit public, qui regardait l'état de la république, et en droit privé, qui regardait les particuliers : on divisait celui-ci en trois parties; la première, du droit naturel; la seconde, du droit des gens; et la troisième, du droit civil (2). On réduisait le droit naturel à ce qui est commun aux hommes et aux bêtes (3); on étendait le droit des gens à toutes les lois qui sont communes à tous les peuples, et on y comprenait les contrats dont toutes les nations connaissent l'usage (4); et on restreignait le droit civil aux lois qui sont propres à un peuple (5), ce qui devait exclure du droit civil les contrats et les autres matières qui sont communes à tous les peuples, et qui étaient comprises dans le droit des gens.

On voit que cette distinction, de la manière qu'elle est expliquée dans le droit romain, semble différente de notre usage, qui ne met pas au nombre des lois qu'on appelle le droit des gens, celles qui règlent les matières des conventions, et qui ne borne pas le droit naturel à cette idée qu'on en donne dans le droit romain. Mais, comme il n'y a rien de plus arbitraire que les manières de diviser et de distinguer les choses qui peuvent être regardées par diverses vues, et que les différentes distinctions peuvent avoir leurs divers usages, pourvu qu'on ne conçoive pas de fausses idées de ce qui est essentiel dans la nature des choses, il importe peu de s'arrêter aux réflexions qu'on pourrait faire sur ces différentes manières de distinguer les lois; et il suffit d'avoir fait les remarques qui sont les plus essentielles sur leur nature et leurs caractères, d'en avoir donné ces idées générales, sur lesquelles chacun peut s'en former les distinctions qui lui paraîtront les plus justes et les plus naturelles. Et pour ce qui est de l'idée qu'on doit concevoir du droit civil, il suffit de remarquer que nous ne bornons jamais le sens de ce mot aux lois propres d'une ville ou d'un peuple et

(1) *L.* 1, §. 2, *ff. de just. et jur.* §. 4, *inst. eod.*

(2) *L.* 1, §. 2, *in fin. ff. de just. et jur.* §. *ult. inst. eod.*

(3) *L.* 1, §. 3, *de just. et jur. inst. de jure nat. gent. et civ.*

(4) *L.* 5, *ff. de just. et jur.* §. 2, *inst. de jure nat. gent. et civ.*

(5) §. 1 *et* 2, *inst. de jure nat. gent. et civ. L.* 6, *ff. de just. et jure.*

que nous ne l'étendons pas aussi à toutes les lois qui règlent les matières où il peut naître des différends entre particuliers. Car, par exemple, nous distinguons le droit civil du droit canonique, et même de coutumes et des ordonnances : et la signification de ce mot paraît fixée aux lois qui sont recueillies dans le droit romain, pour les distinguer de nos autres lois. Et aussi donne-t-on simplement le nom du droit civil aux livres du droit romain ; et c'est de ce nom qu'on les intitule, quoique ce mot soit restreint dans ces mêmes livres à un autre sens, comme on vient de le remarquer. Ainsi le droit civil en ce sens comprendra plusieurs matières du droit public, et même des matières ecclésiastiques, qui se trouvent recueillies dans les livres du droit romain ; et il comprendra aussi tout ce qu'il y a dans ces livres qui n'est pas de notre usage, et qui ne laisse pas d'être une matière d'étude à ceux qui apprennent le droit romain, à cause du rapport qu'on peut en faire aux matières qui sont de notre usage.

Il ne reste que de remarquer une dernière distinction des lois, qui est celle qu'on fait communément du droit écrit et des coutumes. On appelle droit écrit les lois qui sont écrites, et on donne particulièrement ce nom à celles qui sont écrites dans le droit romain. Les coutumes sont des lois qui, dans leur origine, n'ont pas été écrites, mais qui se sont établies, ou par le consentement d'un peuple, et par une espèce de convention de les observer, ou par un usage insensible qui les a autorisées. On verra, dans le chapitre treizième, quelles sont les matières de toutes les espèces de lois, de quelque manière qu'on les distingue, et quelles sont parmi toutes ces matières, celles qu'on a choisies pour les expliquer dans ce livre ; et on en fera le plan dans le chapitre quatorzième.

Avant que de finir cette matière de la nature et de l'esprit des lois, il est nécessaire de remarquer une différence qui distingue l'usage de quelques-uns des principes qu'on a expliqués de celui des autres, et qui consiste en ce qu'il y a plusieurs de ces principes qui sont tels, qu'il est facile et nécessaire de les réduire en règles fixes, et dont il est aisé de faire l'application ; au lieu que les autres ne peuvent se réduire en de telles règles. Ces principes, par exemple, que les lois arbitraires sont comme des faits qu'on ignore naturellement, et qu'il n'est pas permis d'ignorer les lois naturelles, sont deux vérités qui peuvent se réduire en deux règles fixes, d'un usage aisé : l'une, que les lois arbitraires n'obligent et n'ont leur effet qu'après qu'elles ont été publiées ; et l'autre, que les lois naturelles ont leur effet indépendamment de toute publication. Mais il y a d'autres principes qu'on ne saurait réduire de même en règles fixes dont il soit facile de faire l'application. Ainsi, par exemple, ces principes qu'il faut reconnaître dans les questions, quelles sont les causes qui font naître les difficultés, qu'il faut discerner les règles qui doivent former les décisions, balancer en chacune son usage et les bornes, ou l'étendue qu'elle doit avoir, ne peuvent pas se réduire en règles précises, qui déterminent aux décisions. Et il y a plusieurs autres principes de diverses sortes, dont il n'est pas facile de faire des règles et d'en fixer l'usage, comme on le reconnaîtra par la simple lecture de ces principes dans les lieux où ils ont été rapportés : mais ils ne laissent pas d'avoir leur usage par les différentes vues qu'ils peuvent donner dans l'application particulière de toutes les règles.

Cette différence entre les principes d'où l'on peut tirer des règles précises, et ceux qui ne peuvent se fixer de cette manière, a obligé d'ajouter ici quelques réflexions sur une partie des principes qu'on a établis, afin d'y reconnaître des vérités dont on peut former plusieurs règles nécessaires pour bien entendre les lois civiles, et pour en faire de justes applications. Et parce que ces règles font une partie importante du droit civil, et qu'elles seront placées dans le premier titre du livre préliminaire, où elles doivent être dégagées de ces réflexions qui font voir les liaisons aux principes d'où elles dépendent, ces réflexions feront la matière du chapitre suivant. Et pour ce qui regarde cette autre espèce de principes qui ne peuvent pas se réduire en règles, il suffit de remarquer en général que le bon usage de ces sortes de vérités doit dépendre du bon sens et du jugement, et des diverses vues que peuvent donner l'étude, l'expérience et les différentes réflexions sur les faits et les circonstances d'où naissent les difficultés que l'on doit régler. Et c'est dans cet usage du jugement et dans la justesse du sens éclairé de toutes ces vues que consiste la partie la plus essentielle de la science des lois, qui n'est autre chose que l'art du discernement de la justice et de l'équité (1).

(1) Jus est ars boni et æqui. *L. 1, ff. de just. et jur.*

CHAPITRE XII.

RÉFLEXIONS SUR QUELQUES REMARQUES DU CHAPITRE PRÉCÉDENT, POUR LE FONDEMENT DE DIVERSES RÈGLES DE L'USAGE ET DE L'INTERPRÉTATION DES LOIS.

On a vu que les lois naturelles sont des vérités que la nature et la raison enseignent aux hommes, qu'elles ont d'elles-mêmes la justice et l'autorité qui obligent à les observer, et que personne ne peut s'excuser sur l'ignorance de ces lois; qu'au contraire les lois arbitraires sont comme des faits naturellement inconnus aux hommes, et qui n'obligent qu'après qu'elles sont publiées: d'où il s'ensuit que les lois naturelles règlent et tout l'avenir et tout le passé. Mais les lois arbitraires ne touchent point au passé qui se règle par les lois précédentes, et n'ont leur effet que pour l'avenir; et c'est pour leur donner cet effet qu'on les écrit, qu'on les publie, qu'on les enregistre, afin que personne ne puisse prétendre les ignorer. Et parce qu'il n'est pas possible qu'on les fasse connaître à chacun en particulier, il suffit, pour leur donner la force des lois, que le public en soit averti; car alors elles deviennent des règles publiques que tout le monde doit observer; et les inconvénients qui peuvent arriver à quelques particuliers, faute de les savoir, ne balancent pas leur utilité.

Mais, quoique les lois arbitraires n'aient leur effet que pour l'avenir, si ce qu'elles ordonnent se trouve conforme au droit naturel ou à quelque loi arbitraire, qui soit en usage, elles ont, à l'égard du passé, l'effet que peuvent leur donner leur conformité et leur rapport au droit naturel et aux anciennes règles; et elles servent aussi à les interpréter, de même que les anciennes règles servent à l'interprétation de celles qui sont nouvellement établies. Et c'est ainsi que les lois se soutiennent et s'expliquent mutuellement.

On a vu que les lois arbitraires, soit qu'elles soient établies par ceux qui ont le droit de faire des lois, ou par quelque usage et quelque coutume, ont leur fondement sur quelque utilité, soit pour prévenir ou faire cesser des inconvénients, ou pour quelque autre vue du bien public; d'où il s'ensuit qu'encore qu'il arrive de ces lois d'autres inconvénients que ceux qu'elles font cesser, et que quelquefois même on ignore quels ont été les motifs de ces sortes de lois, et quelle est leur utilité, on doit présumer que la loi qui est en usage est utile et juste, jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par une autre loi, ou abolie par le non-usage.

On a vu que les coutumes et les usages servent de lois; d'où il s'ensuit que, si les coutumes et les usages ont la force de lois, ils servent aussi, à plus forte raison, de règles pour l'interprétation des autres lois. Et il n'y a pas de meilleure règle pour expliquer les lois obscures ou ambiguës, que la manière dont la coutume et l'usage les ont interprétées.

On a vu que l'autorité des coutumes et des usages est fondée sur cette raison qu'on doit présumer que ce qui a été long-temps observé est utile et juste; d'où il s'ensuit que si quelque loi ou quelque coutume a cessé long-temps d'être en usage, elle est abolie : et comme elle avait eu son autorité sur le long usage, cette même cause peut la lui ôter; car elle fait voir que ce qu'on a cessé d'observer n'était plus utile.

Il s'ensuit aussi de cette même présomption qui fait juger que ce qui a été long-temps observé est utile et juste, que si, dans quelques provinces ou quelques lieux, on manque de règles en de certaines difficultés, dans des matières qui y sont en usage, mais dont le détail n'y est pas réglé jusqu'à ces sortes de difficultés, et qu'elles se trouvent réglées en d'autres lieux où ces mêmes matières sont aussi en usage, il est naturel d'en suivre l'exemple, principalement celui des principales villes. Ainsi on voit, dans le droit romain, que les provinces se conformaient à ce qui était en usage à Rome.

On a vu que c'est par l'esprit et l'intention des lois qu'il faut les entendre et en faire l'application; que pour bien juger du sens d'une loi, on doit considérer quel est son motif, quels sont les inconvénients où elle pourvoit, l'utilité qui en peut naître, son rapport aux anciennes lois, les changements qu'elle y apporte, et faire les autres réflexions, par où l'on peut entendre son sens : d'où il s'ensuit en premier lieu que, pour reconnaître par toutes ces vues l'intention et l'esprit des lois, il faut y examiner ce qu'elles exposent, ce qu'elles ordonnent, et juger toujours du sens de la loi et de son esprit, par toute la suite, et par la teneur entière de toutes ses parties, sans en rien tronquer.

Il s'ensuit aussi de cette remarque de l'esprit de la loi et de son motif, que s'il arrive que quelques termes ou quelques expressions d'une loi paraissent avoir un sens différent de celui qui est d'ailleurs évidemment marqué par la teneur de la loi entière, il faut s'arrêter à ce vrai sens et rejeter l'autre qui paraît dans les termes, et qui se trouve contraire à l'intention.

Il s'ensuit encore de cette même remarque, que lorsque les expressions des lois sont défectueuses, il faut y suppléer pour en remplir le sens selon leur esprit.

C'est aussi une suite de cette même remarque de l'esprit des lois, qu'il y en a qui doivent s'interpréter de telle manière, qu'on leur donne toute l'étendue qu'elles peuvent avoir, sans blesser la justice et l'équité; et qu'au contraire il y en a d'autres qu'on doit restreindre à un sens plus borné. Ainsi, les lois qui regardent en général ce qui est de la liberté naturelle, celles qui permettent toutes sortes de conventions, et toutes celles qui favorisent l'équité, s'interprètent avec taute l'étendue qu'on peut leur donner, sans blesser les autres lois et les bonnes mœurs(1). C'est pourquoi on appelle favorables, les causes que les lois favorisent de cette manière. Mais les lois qui dérogent à cette liberté, celles qui défendent ce qui de soi-même n'est pas illicite, celles qui dérogent au droit commun, celles qui font des exceptions, qui accordent des dispenses, et les autres semblables, doivent se resteindre au cas qu'elles règlent, et à ce qui se trouve expressément compris dans leurs dispositions.

On peut rapporter à ces différentes interprétations qui donnent quelque étendue aux lois, ou qui les restreignent, les règles qui regardent les tempéraments de l'équité, dont on peut user en quelques occasions, et la rigueur du droit qu'il faut suivre en d'autres. Mais on ne s'arrête pas ici à donner des exemples de ces diverses interprétations, ni à expliquer la différence entre l'équité et la rigueur du droit, et ce qui regarde l'usage de l'une et de l'autre : ce détail sera expliqué en son lieu. Il faut seulement remarquer sur ces sortes de causes qu'on appelle ordinairement favorables, comme sont celles des veuves, des orphelins, des églises, des hôpitaux, des dots, des testaments et autres semblables, que cette faveur doit être toujours entendue de sorte qu'on ne blesse en rien l'intérêt des tierces personnes, et qu'on n'étende point la faveur de ces sortes de causes au-delà des bornes de la justice et de l'équité.

C'est de ce même principe de l'interprétation favorable de quelques lois et des bornes plus étroites qu'on donne à d'autres, que dépend la règle de deux différentes interprétations de la volonté des princes dans les dons et privi-

(1) Voy. *l'art.* 14 *de la sect.* 2. Prætor favet naturali æquitati. *L.* 1, *ff. de const. pecun.*

léges qu'ils accordent à quelques personnes. Car, lorsque ces dons sont tels, qu'on peut leur donner une étendue pleine et entière, sans faire aucun préjudice à d'autres personnes, l'interprétation s'en fait toujours en faveur de celui que le prince a voulu honorer de ce bienfait, et on y donne une étendue proportionnée à ce que demande la libéralité naturelle aux princes. Mais, si c'est un don ou un privilége qu'on ne peut interpréter de cette manière, sans faire préjudice à d'autres personnes, il faut le resteindre à ce qui peut être accordé, sans leur faire tort.

On a vu quels sont les fondements de la justice et de l'autorité des lois, et qu'étant les règles de l'ordre de la société, elles doivent diversifier les effets de cette autorité, selon les divers usages nécessaires pour former cet ordre et le maintenir. C'est ce qui fait que plusieurs lois ordonnent, que quelques-unes défendent, que d'autres permettent, et que toutes punissent et répriment ceux qui blessent leurs différentes dispositions, soit qu'ils n'accomplissent pas ce qu'elles prescrivent, ou qu'ils entreprennent ce qu'elles défendent, ou qu'ils passent les bornes de ce qu'elles permettent. Et selon les manières dont on contrevient à leurs dispositions et à leur esprit, elles privent de leurs effets ceux qui manquent à ce qu'elles ordonnent, elles punissent ceux qui font ce qu'elles défendent, ou qui ne font pas ce qu'elles commandent; elles annullent ce qui est fait contre l'ordre qu'elles ont prescrit, elles réparent les suites des contraventions, elles vengent tout ce qui blesse leurs dispositions, et elles maintiennent enfin leur autorité par toutes les voies nécessaires pour conserver l'ordre.

Il s'ensuit aussi de cette même remarque de la justice et de l'autorité des lois, qu'elles répriment non seulement ce qui est directement contraire à leurs dispositions expresses, mais aussi ce qui contrevient indirectement à leur intention. Et soit qu'il paraisse qu'on ait blessé et l'esprit et la lettre de la loi, ou que même on en blesse seulement l'esprit, paraissant en garder la lettre, c'est en avoir encouru la peine.

C'est encore une suite de ce que les lois sont les règles de l'ordre universel de la société, qu'aucune loi n'est faite pour servir seulement ou à une seule personne, ou à un seul cas et à un seul fait particulier et singulier; mais elles pourvoient en général à ce qui peut

arriver : et leurs dispositions regardent toutes les personnes, et tous les cas où elles s'étendent. C'est pourquoi les volontés des princes, qui sont bornées à des personnes particulières, et à des faits singuliers, comme une abolition, un don, une exemption et les autres semblables, sont des grâces, des concessions, des priviléges, mais non pas des lois. Et quoique souvent ce soient des cas singuliers, qui sont les motifs des nouvelles lois, elles ne règlent pas même ces cas qui en ont été les occasions, et qui se trouvaient autrement réglés par les lois précédentes; mais elles pourvoient seulement à régler pour l'avenir les cas semblables à ceux qui y ont donné lieu. Ainsi, l'édit des mères, et celui des secondes noces, ont pourvu aux inconvénients à venir, et les cas précédents ont été réglés suivant les dispositions des lois qui auparavant étaient en usage.

C'est enfin une autre suite de la remarque précédente, que comme les lois sont des règles générales, elles ne sauraient régler l'avenir de telle manière qu'elles pourvoient expressément à tous les événements qui sont infinis, et que leurs dispositions marquent tous les cas possibles; mais il est seulement de la prudence et du devoir du législateur, de prévoir les événements plus naturels et plus ordinaires, et de former ses dispositions de telle manière que, sans entrer dans le détail des cas singuliers, il établisse des règles communes à tous, en discernant ce qui mérite, ou des exceptions, ou des dispositions particulières. Et il est ensuite du devoir des juges d'appliquer les lois non seulement à ce qui paraît réglé par leurs dispositions expresses, mais à tous les cas où l'on peut en faire une juste application, et qui se trouvent, ou dans le sens exprès de la loi, ou dans les conséquences qu'on peut en tirer.

On a vu que toutes les lois ont leur source dans les deux premières, que plusieurs dépendent d'autres dont elles sont les suites, et que toutes règlent ou en général, ou en particulier, les différentes parties de l'ordre de la société, et les matières de toute nature; d'où il s'ensuit que les lois sont plus générales à mesure qu'elles approchent plus des premières, et qu'à proportion qu'elles descendent dans le détail, elles le sont moins. Ainsi, quelques-unes sont communes à toutes sortes de matières, comme celles qui ordonnent la bonne foi, et qui défendent le dol et la fraude, et autres semblables; d'autres sont communes à plusieurs matières, mais non pas à toutes; ainsi cette règle, que les conventions tiennent lieu de lois à ceux qui les font, convient aux ventes, échanges, louages, transactions, et à toutes les autres espèces de conventions, mais n'a pas de rapport à la matière des tutelles, ni à celle des prescriptions. Ainsi, la règle de la rescision, par la lésion de plus de moitié du juste prix, qui a lieu dans l'aliénation d'un héritage faite par une vente, n'a pas lieu dans une aliénation faite par une transaction.

Il s'ensuit de cette remarque, qu'il est important dans l'étude et l'application des lois, de reconnaître et de distinguer les règles qui sont communes à toutes les matières indistinctement, celles qui s'étendent à plusieurs matières, mais non pas à toutes, et celles qui sont propres seulement à une, afin de ne pas étendre, comme font plusieurs, une règle propre à une matière, à une autre où elle est sans usage, et où même elle serait fausse. Ainsi, par exemple, on trouve cette règle dans le droit romain, que dans les expressions ambiguës il faut principalement considérer l'intention de celui qui parle (1) : cette règle indéfinie se trouvant dans un titre de diverses règles de toutes matières, et ne marquant pas à laquelle elle est propre, elle paraît générale et commune à toutes; et si on l'applique à toutes indistinctement, on en conclura autant dans les conventions que dans les testaments, qu'il faut interpréter l'expression ambiguë par l'intention de celui de qui elle doit expliquer la volonté. Cependant cette application, qui sera toujours juste dans les testaments (2), se trouvera souvent fausse dans les conventions; car dans les testaments, c'est un seul qui parle, et sa volonté doit servir de loi; mais dans les conventions, c'est l'intention de l'un et de l'autre qui est la loi commune. Ainsi l'intention de l'un doit répondre à celle de l'autre, et il faut qu'ils s'entendent et qu'ils conviennent ensemble. Et, suivant ce principe, il arrive souvent que ce n'est pas par l'intention de celui qui s'exprime que l'on interprète la clause ambiguë, mais que c'est plutôt par l'intention raisonnable de l'autre. Ainsi, dans une vente, si le vendeur s'est servi d'une expression ambiguë sur des qualités de la chose vendue, comme si, vendant une maison, il a dit qu'il

(1) In ambiguis orationibus, maximè sententia spectanda (est) ejus, qui eas protulisset. *L. 96, ff. de reg. jur.*

(2) *Il est remarquable que cette loi* 96, ff. de reg. jur. *est tirée d'un traité de Mécien sur les fidéicommis*

la vendait avec ses servitudes, sans distinguer si ce sont des servitudes que la maison doive, ou qui y soient dues, et que la maison se trouve sujette à une servitude cachée, comme à un droit de passage, à une servitude de ne pouvoir être haussée, ou autre semblable, dont la trop grande incommodité aurait fait que l'acheteur ou n'aurait pas acheté ou n'aurait acheté qu'à un moindre prix, s'il l'avait connue; cette ambiguité de l'expression du vendeur ne s'interprétera pas par son intention, mais par l'intention de l'acheteur, qui n'a pas dû entendre que la maison fût sujette à une telle servitude; et ce vendeur sera tenu des effets de la garantie, suivant les règles de cette matière.

On a vu que quelques lois sont tellement générales, et si sûres partout, qu'elles ne souffrent aucune exception, et qu'au contraire il y a plusieurs lois dont il y a des exceptions. Il s'ensuit de cette règle, qu'il ne faut pas indistinctement appliquer les règles générales à tous les cas que leurs dispositions paraissent comprendre, de crainte qu'on ne les étende à des cas qui en sont exceptés; ce qui rend necessaire la connaissance des exceptions.

Il est important de remarquer, sur le sujet des exceptions, qu'il y en a de deux sortes : celles que font des lois arbitraires, et celles que font des lois naturelles. Ainsi, c'est une loi arbitraire dans le droit romain, qui excepte les testaments militaires des règles générales pour les formalités des testaments; et c'est une autre règle arbitraire aussi dans notre usage que la rescision par la lésion de plus de moitié du juste prix n'a pas lieu dans les ventes faites par décret. Ainsi, c'est une loi naturelle qu'on ne peut faire de conventions contraires aux lois et aux bonnes mœurs, et cette loi fait une exception à la règle générale, qu'on peut faire toutes sortes de conventions. Et c'est par une autre loi naturelle qu'on excepte de la règle de la restitution des mineurs, les engagements où une conduite raisonnable les a fait entrer. Il est facile de voir que les exceptions que font des lois arbitraires, se remarquent et s'apprennent par la simple lecture et par la mémoire, et qu'ainsi c'est par l'étude qu'il faut les apprendre. Mais le discernement des exceptions qui sont du droit naturel, ne dépend pas toujours de la simple lecture, et il demande le raisonnement : car, il y a des exceptions naturelles qui ne se trouvent pas écrites en lois; et celles même qui sont écrites ne sont pas toujours jointes aux règles qu'elles restreignent; de sorte que la connaissance si nécessaire des exceptions demande également et l'étude en général, et en particulier l'attention à l'esprit des lois dont il faut faire l'application, afin qu'on ne blesse pas les exceptions, en donnant trop d'étendue aux règles générales.

On peut ajouter pour une dernière remarque, et qui est une suite de toutes les autres, que toutes les différentes vues, dont l'usage est si nécessaire pour l'application des lois, demandent la connaissance de leurs principes et de leur détail, ce qui renferme la lumière du bon sens avec l'étude et l'expérience. Car, sans ce fonds, on est en danger de faire de fausses applications des lois, soit en les détournant à d'autres matières que celles où elles se rapportent, ou ne discernant pas les bornes que leur donnent les exceptions, ou donnant trop d'étendue à l'équité contre la rigueur du droit, ou à cette rigueur contre l'équité, ou par le défaut des autres vues qui doivent régler l'usage des lois.

CHAPITRE XIII.

IDÉE GÉNÉRALE DES MATIÈRES DE TOUTES LES LOIS; RAISONS DU CHOIX DE CELLES DONT ON TRAITERA DANS CE LIVRE.

Comme on a déjà vu que toutes les différentes sortes de lois se réduisent à deux espèces qui les comprennent toutes, l'une des lois de la religion, et l'autre des lois de la police temporelle, et que de ces lois quelques-unes sont communes à l'une et à l'autre, on doit aussi distinguer toutes les matières des lois en deux espèces, l'une des matières des lois de la religion, et l'autre des matières des lois de la police, en concevant que parmi toutes ces matières, il y en a qui sont communes à toutes les deux.

Ainsi, les matières qui regardent les mystères de la foi, les sacrements, l'intérieur des mœurs, la discipline ecclésiastique, sont des matières spirituelles, qui sont propres à la religion; et celles qui regardent les formalités des testaments, les distinctions des biens paternels et maternels, des propres et acquêts, les prescriptions, les retraits, les fiefs, la communauté des biens entre le mari et la femme, et les autres semblables, sont des matières temporelles propres à la police. Mais les matières qui regardent l'obéissance aux princes, la fidélité dans toute sorte d'engagements, la bonne foi dans les conventions et dans les

commerces, sont des matières communes à la religion et à la police, et où l'une et l'autre établissent des lois, selon leurs fins, ainsi qu'il a déjà été remarqué. On ne doit pas entrer ici dans une explication plus étendue des matières qui sont propres aux lois de la religion, et il faut passer à celles des lois de la police temporelle, pour y reconnaître celles dont on doit traiter dans ce livre.

Les matières de la police temporelle sont de trois sortes, selon les trois espèces de lois de cette police, dont il a été déjà parlé, qui sont le droit des gens, le droit public et le droit privé.

Les matières du droit des gens, au sens qu'a ce mot, selon notre usage, comme il a déjà été remarqué, sont les matières dont on exerce les différentes communications d'une nation à l'autre; comme les traités de paix, les trèves, les suspensions d'armes, la foi des négociations, la sûreté des ambassadeurs, les engagements des otages, les manières de déclarer et faire la guerre, la liberté des commerces et les autres semblables.

Les matières du droit public, sont celles qui regardent l'ordre du gouvernement de chaque état, les manières d'appeler à la puissance souveraine les rois, les princes et les autres potentats, par succession, par élection; les droits du souverain, l'administration de la justice, la milice, les finances, les différentes fonctions des magistrats et des autres officiers, la police des villes et les autres semblables.

Les matières du droit privé, sont les engagements entre particuliers, leurs commerces, et tout ce qu'il peut être nécessaire de régler entre eux, ou pour prévenir des différends ou pour les finir; comme sont les contrats et conventions de toute nature, les hypothèques, les prescriptions, les tutelles, les successions, les testaments et autres matières.

Pour expliquer quelles sont toutes les matières qui seront traitées dans ce livre, et les raisons du choix qu'on en a fait, il est nécessaire de faire auparavant une remarque sur les diverses lois qui sont en usage dans ce royaume.

Nous avons en France quatre différentes espèces de lois, les ordonnances et les coutumes, qui sont nos lois propres, et ce que nous observons du droit romain et du droit canonique. Ces quatre sortes de lois règlent toutes les matières de toute nature; mais leur autorité est bien différente. Les ordonnances ont une autorité universelle dans tout le royaume, et elles s'observent toutes partout, à la réserve de quelques-unes, dont les dispositions ne regardent que quelques provinces. Les coutumes ont leur autorité particulière, et chacune est bornée dans l'étendue de la province ou du lieu où elle s'observe. Le droit romain a dans ce royaume deux différents usages, et il a pour chacun son autorité. L'un de ces usages est, qu'il est observé comme coutume en plusieurs provinces, et qu'il y tient lieu de lois en plusieurs matières. Ce sont ces provinces dont on dit qu'elles se régissent par le droit écrit; et pour cet usage le droit romain y a la même autorité qu'ont dans les autres leurs coutumes propres. L'autre usage du droit romain en France s'étend à toutes les provinces, et comprend toutes les matières; et il consiste en ce qu'on observe partout ces règles de la justice et de l'équité qu'on appelle le droit écrit, parce qu'elles sont écrites dans le droit romain. Ainsi, pour ce second usage, il a la même autorité qu'ont la justice et l'équité sur notre raison. Le droit canonique contient un très-grand nombre de règles que nous observons, mais il s'y en trouve aussi quelques-unes que nous rejetons. Ainsi, nous en observons tous les canons qui regardent la foi et les mœurs, et qui sont tirés de l'Écriture, des Conciles et des Pères, et nous en recevons aussi un très-grand nombre de constitutions qui regardent la discipline ecclésiastique. Et notre usage en a même reçu quelques-unes qui ne regardent que la police temporelle. Mais nous en rejetons d'autres dispositions, ou parce qu'elles ne sont pas de notre usage, ou que même quelques-unes sont contraires au droit et aux libertés de l'Église de France.

Il est maintenant facile de faire connaître, après ces remarques, quelle a été la vue qu'on s'est proposée pour le choix des matières qu'on a cru devoir comprendre dans ce livre, et pour les distinguer de celles qu'on a jugé devoir en exclure. Parmi toutes les matières qui sont réglées par ces quatre sortes de lois que nous avons en France, ordonnances, coutumes, droit canonique et droit romain, il y en a un très-grand nombre qui sont distinguées de toutes les autres d'une manière qui a été la raison du choix qu'on en a fait. Ces matières ainsi distinguées des autres, sont celles des contrats, ventes, échanges, louages, prêts, sociétés, dépôts, et toutes autres conventions; des tutelles, prescriptions, hypothèques; des successions, testaments, legs, substitutions,

des preuves et présomptions ; de l'état des personnes, des distinctions des choses, des manières d'interpréter les lois, et plusieurs autres qui ont cela de commun, que l'usage en est plus fréquent et plus nécessaire que celui des autres matières. On a considéré que ces matières sont distinguées de toutes les autres, non seulement en ce que l'usage en est plus fréquent, mais particulièrement en ce que leurs principes et leurs règles sont presque toutes des règles naturelles de l'équité, qui sont les fondements des règles des matières des ordonnances et des coutumes, et de celles même qui sont inconnues dans le droit romain; car toutes les matières des ordonnances et des coutumes n'y ont pas d'autres lois que quelques règles arbitraires, et c'est de ces règles naturelles de l'équité, que dépend la principale jurisprudence de ces matières. Ainsi, par exemple, dans les matières des fiefs, les coutumes en règlent seulement les conditions différentes en divers lieux; mais c'est par les règles naturelles des conventions, et par d'autres règles de l'équité, que se décident les questions de ces matières. Ainsi, dans la matière des testaments, les coutumes en règlent les formalités et les dispositions que peuvent ou ne peuvent pas faire les testateurs; mais c'est par les règles de l'équité que se décident les questions qui regardent les engagements des héritiers, l'interprétation des volontés des testateurs, et toutes les autres où il se peut trouver des difficultés. Car, comme il a été remarqué en un autre lieu, c'est toujours par ces règles qu'on discute et qu'on juge les questions de toute nature.

FRANCISCI SUAREZ VITA (1).

Franciscus Suarez, natione Hispanus, patriâ Granatensis, nobilibus parentibus natus est die 5 januarii, anno 1548. Primâ ætate vixdùm exactâ, annum agens 17 ætatis, Salmanticæ, ubi tertium jam in jure discendo curriculum agebat, Deo se in Societate Jesu vovit, Joannis Ramirii Concionatoris eâ tempestate clarissimi operâ incitatus. Nondùm exacto tyrocinii biennio, philosophiæ cursum iniit; in quo neque condiscipulis eminere visus, neque mediocris ingenii limites transilire. Ipse suî pertæsus, pigensque profectûs exigui, enixè à superioribus flagitare, ut se tandem ab iis studiis, quibus impar sentiebat ingenium, ne operam perderet, abdicarent. Verùm Martinus Gutlerius, raræ admodùm sanctimoniæ vir, qui Collegium Salmanticense regebat, eum bono jussit esse animo, et studia persequi. Cui cùm acquievisset, subita lux oborta sopitæ menti erupit in flammam, quæ rem postea christianam clarissimis doctrinæ radiis perfudit. Philosophicas scientias publicè docuit Segobiæ, theologicas Vinciæ, Romæ, Compluti, Salmanticæ per annos complures doctissimè professus est; donec Philippi II Hispaniarum regis accitu, primam cathedram Conimbricæ jussus est occupare, academiâ eum gratiæ loco à rege postulante. Quem locum, quando detrectare non licuit, ut non doctrinâ solùm, sed consuetis etiam honorum titulis impleret, Eboræ de viâ theologiæ doctoris insignia capessivit. Simul verò atque se explicare cœpit admirabilis viri eruditio et doctrina, et in tanto publici splendore plausus, par morum gravitas atque facilitas, verborum modestia, animi submissio; incredibile dictu est, quantùm attraxerit omnium animos, quantùmque suî admiratione defixerit. Omnes fateri, id loci, id honoris, longè infra Suarium esse, famâ suî multò majorem, felicemque academiam, cui talis ac tantus doctor obtigisset. Alii persuadere sibi infusam ei divinitùs sapientiam esse; quem proinde *communem omnium Magistrum* quà publicè, quà privatim nuncupabant. Conimbricæ annis XX circiter, post impensos totidem aliis in locis theologiam docendo exornavit, tam prosperâ famâ, ut scriptores hujus ætatis et sequentium florentissimi, quoties Suarii incidit mentio, nunquàm sine titulo laudis appellent. Paulus V Pont. Max. datis ad eum quaternis litteris Apostolicis, *Doctorem eximium* vocat, aliosque addit honores verborum, ut satis appareat, quantùm illius nomini tribuat, et doctrinæ. Benedictus XIV in opere *de synodo diœcesanâ* dicit de Suario : *Doctor eximius*, et cum Vasquesio eum consocians : Duo theologiæ lumina. Grotius dictitare solebat illum tum in philosophicis rebus, tum in theologicis adeò esse consummatum, ut vix æqualem admitte-

(1) Brevis hujus notitiæ auctor est magnâ ex parte P. Alegambe, Bibl. script. soc. J.

ret. Denique illustrissimus Bossuet, contra Cameracensem archiepiscopum disputans, ait uno Suario totam theologorum recentiorum scholam comprehendi. Eadem regum, eadem principum in Hispaniâ fuit Suarii existimatio; multique Conimbricam iter flectebant, ut *magnum illum* (sic aiebant) *Suarium, hujus ætatis prodigium et oraculum* coram viderent. Nec verò minora Suarium, quàm litterarum, decorant ornamenta virtutum. In tanto litterarum, famæque fastigio adeò sibi nihil arrogabat, ut se infra omnes demitteret. Vitabat hominum congressus, ne in suas laudes, quod aliter fugere nequibat, impingeret. Sui contemptor honoris, servantissimus erat alieni. Nulla verborum illi inter disputandum acrimonia, nullus aculeus. Tanta in omni actione modestia, in omni motu gestuque castigatio, ut, tanquàm philtro quodam, animos sibi adjungeret audientium hoc illicio humilitatis.

Mira fuit ejus in cibo, potuque abstinentia, virtutum comes ac sapientiæ. Tres per hebdomadam dies severè tolerabat; quanquàm si quis eum quotidiè jejunâsse affirmet, veritatis fines haud præteribit; nam sumpto ad meridiem cibo aut perexiguo, aut nullo, prandium differebat ad noctem.

Lecto utebatur ad summum solito duriore, quin et noctes sæpè ducebat insomnes; aut absque linteamine defessa membra quieti componebat. Studium orationis frequentissimum in eo exstitit, et flagrantissimum, quod nullus litterarum, aut aliorum negotiorum tumultus interturbaret.

Denique præter Deum suum (ita loquebatur) suosque libros, suum præterea agnoscebat nihil.

Pietas in Deiparam ardentissimo quodam scintillabat affectu, illam in ore, illam in oculis, animoque ferentis. Diebus illi dicatis, duas ipsas ante Sacrum horas, illius colloquio frui solebat, cui uni felices, quos in litteris successus habuit, referebat acceptos.

Cùm jam gravis ætate secessum spectaret, Olysipone mors illum intercepit, cùm inter regios Senatores et Pontificis Legatum gliscentem de jure dicendo controversiam summâ felicitate tranquillâsset: quâ de operâ in rem Ecclesiæ navatâ impigrè, Paulus V Pont. Max. propriis illi litteris gratias egit.

Morbo ejus universa visa est civitas ægrotare; solus ipse hilaris, atque animi alacer, ingeminabat identidem illa verba: *Expectans expectavi Dominum. Quàm dilecta tabernacula tua, Domine!* Quas inter voces animo collabente defecit, mortuo similis. Paulò post sibi redditus, ac cœlesti gaudio delibutus: *Non putabam*, inquit, *tam suave esse, tam dulce mori.* Tandem susceptis Sacramentis, vir dignus immortalitate extinguitur in Domo Professâ, die 25 septembris, anno Christi 1617, ætatis ferè 70, Societatis initæ 54. Conditus in capsâ honorariâ cum plumbeâ laminâ, quæ nomen, ætatem obitûsque diem notabat. Exequiæ frequentissimâ nobilitate populoque celebratæ. Conimbricensis academia doctoris sui memoriam prosecuta est publicâ luctûs significatione, ipseque rector mœroris causâ dies aliquot publicâ luce carere voluit. Collegium Conimbricense alumno suo pariter ac parenti cultu quàm potuit maximo supremum honorem persolvit eumque multâ carminum compositione honestavit. In uno ex epitaphiis appellatur: *Europæ atque adeò orbis universi magister; Aristoteles in naturalibus scientiis; Thomas Angelicus in divinis; Hieronymus in scriptione; Ambrosius in cathedrâ; Augustinus in polemicis; Athanasius in fidei explicatione; Bernardus in mellifluâ pietate; Gregorius in tractatione Bibliorum; oculus populi christiani, sed suî solius judicio nihil.*

Francisci Suarii opera, tribus et viginti voluminibus in-folio collecta, Lugduni primò, et postea Moguntiæ, Venetiisque anno 1748, atque alibi non semel vulgata sunt. Præcipua duntaxat sequens syllabus enuntiabit: 1° *Metaphysicæ disputationes* in duodecim Aristotelis libros. 2° De Deo Uno et Trino. 3° *De Angelis*, libr. 8. 4° *De Opere sex dierum*, lib. 5. 5° *De Animâ* lib. 6. 6° *De Legibus ac Deo legislatore* libr. 10: omnium quæ adornavit Suarius opus absque dubio præstantissimum, cæteris longè sæpiùs recusum, quodque tamen nonnisi multo pretio hodiè reperiri potest. 7° Varia de *Gratiâ divinâ* et ei annexis. 8° *De Fide, Spe et Charitate.* 9° Varia de *Religione* et de Religiosis. 10° De *Incarnatione Verbi.* 11° *De Sacramentis,* ubi sacramenta in genere et speciatim tractantur. 12° *Defensio fidei Catholicæ et Apostolicæ adversùs Anglicanæ sectæ errores, cum responsione ad apologiam pro juramento fidelitatis et præfationem monitoriam Serenissimi Jacobi Magnæ Britanniæ regis.* Hoc opus cùm intellexisset Suarius fuisse ab hostibus fidei in Angliâ flammis exustum, adeò non ægrè tulit, ut sanctâ correptus invidiâ professus sit nihil sibi jucundius, nihil optatius accidere potuisse, quàm si pro defensione veritatis eamdem cum libro suo fortunam subiret.

TRACTATUS
DE LEGIBUS,
ET LEGISLATORE DEO.
Prooemium subjectum, et rationem totius operis continens.

Nulli mirum videri debet, si homini theologiam profitenti leges incidant disputandæ. Theologiæ namque eminentia ab ejus subjecto eminentissimo derivata omnem excludit rationem admirandi. Imò, si res ipsa rectè despiciatur, palàm erit, ita legum tractationem theologiæ ambitu concludi, ut theologus subjectum ejus exhaurire non valeat, nisi legibus considerandis immoretur. Deus enim, ut multis aliis titulis à theologo, ita illo expendi debet, quòd ultimus sit finis, ad quem tendunt creaturæ rationis participes, et in quo unica illarum felicitas consistit. Hinc ergo fit ut doctrina sacra, et finem hunc ultimum respectet, et viam ad eum comparandum doceat. Neque verò Deus solummodò est finis, et veluti scopus, ad quem creaturæ intellectuales tendunt, sed etiam est causa suî comparandi. Nam creaturas suas regit, et ostensâ viâ ad se ducit; et ne à recto itinere deflectant, et admonendo compescit, deflectentesque suâ ineffabili providentiâ revocat, ac reducit, doctrinâ illuminando, consiliis monendo, legibus cogendo, et præcipuè suæ gratiæ auxiliis adjuvando, ut jure merito inclamet Isaias : *Dominus legifer noster, Dominus rex noster, ipse salvabit nos.* Quoniam igitur hujus salutis via in actionibus liberis, morumque rectitudine posita est, quæ morum rectitudo à lege tanquàm ab humanarum actionum regulâ plurimùm pendet; idcircò legum consideratio in magnam theologiæ partem cedit; et dùm sacra doctrina de legibus tractat, nihil profectò aliud quàm Deum ipsum ut legislatorem intuetur.

Rectè sanè, inferat aliquis, si theologus divinarum legum terminis contentus humanas non invadat, quas jure merito vel morales philosophi, vel juris utriusque professores sibi possunt vindicare. Si enim theologus de legibus agit, quatenùs à Deo legislatore derivantur, profectò alienum faciet, si ad alios divertat legislatores. Adde, quòd cùm theologia sit doctrina supernaturalis, ei debet prohiberi descensus ad ea quæ hauriuntur à naturâ, et nihil supra illam evehuntur; alioqui naturalis philosophus ultra naturales leges, divinas etiam consideret, juris Cæsarei, vel etiam pontificii professores sibi usurpent divinarum legum documenta, quod in promptu est, quàm sit à scientiarum concordi divisione alienum.

Hæc tamen non magni momenti sunt, et unico ferè verbo diluntur, considerando, sicut omnem paternitatem, ita etiam omnem legislatorem à Deo derivari, omniumque legum auctoritatem in eum esse ultimò refundendam. Si namque lex sit divina, ab ipso proximè dimanat; sin humana, ab homine certè, ut Dei ministro et vicario, sancitur, ut testatur Apostolus ad Romanos. Nonimmeritò igitur sub hâc saltem ratione omnium legum discussio est theologicæ facultatis; nam cùm ejus sit Deum ut legislatorem intueri, Deusque sit universalis legislator, vel suppositi immediatione, vel virtutis, ut philosophi sermoncinantur, eamdem doctrinam sacram universas leges attingere necesse est. Deinde theologicum est negotium conscientiis prospicere viatorum ; conscientiarum verò rectitudo stat legibus servandis, sicut et pravitas violandis, cùm lex quælibet sit regula, si, ut oportet, servetur, æternæ salutis assequendæ, si violetur, amittendæ ; ergo et legis inspectio, quatenùs est conscientiæ vinculum, ad theologum pertinebit. Tandem catholica fides non solùm docet quatenùs parendum sit Deo supernaturaliter præcipienti, sed etiam quid natura vetet, jubeat, vel permittat;

et quatenùs obediendum sit potestatibus sublimioribus, ut Paulus dixit, atque adeò quatenùs parendum sit tum ecclesiasticis legibus, tum laicis, ante oculos nobis ponit. Ergo ex his fidei fundamentis theologi est colligere quid in hoc aut in illo legum genere sit habendum.

Atque hinc licet intelligere quomodò theologia munus hoc sine ullâ imperfectione, vel confusione perficiat, quia nimirùm, sub altiori lumine de legibus tractat. Nam inprimis philosophi morales multa de legibus disputant; Plato enim duodecim libros de legibus scripsit, quos ferè Cicero ad tres reduxit. Aristoteles verò licet proprium opus de legibus non reliquerit, in suis moralibus multa sparsim de legibus tradidit, sicut et Seneca, Plutarchus et alii. Verumtamen hi philosophi tantùm jurisprudentiæ principia videntur tradidisse; nam ferè de solis humanis legibus tractârunt, quæ ad rempublicam et civitatem in justitiâ et pace continendam convenientes sunt, et ad summum de naturali jure, quatenùs humanâ ratione ostendi potest, et moralem honestatem virtutum acquisitarum dirigit, non nihil attigerunt. Atque eamdem ferè rationem in legibus ferendis tenuerunt imperatores, ut alii civilium legum conditores; nam philosophiâ tanquàm fundamento usi, ex illâ leges civiles rationi consentaneas deduxerunt; unde Cicero in libro primo de Legibus hoc maximè efficere conatur, ut ex intimis philosophiæ jurisprudentiam hauriendam esse confirmet; cui consonat illud Ulpiani in lib. 1, ff. de Just. et Jur.: *Veram philosophiam, non simulatam affectamus.* Unde fit, ut juris civilis prudentia nihil aliud sit quàm quædam philosophiæ moralis ad regendos ac gubernandos politicos reipublicæ mores applicatio, seu extensio. Ideòque ut aliquam veræ scientiæ rationem participet, philosophiæ conjungi, seu subalternari necesse est. Tota verò hæc legum consideratio non transcendit naturalem finem, imò neque omni ex parte illum attingit, sed quatenùs ad externam justitiam, et pacem reipublicæ tuendam necessarium est.

At leges canonicæ ad supernaturalem ordinem spectant, tum quia à potestate Petro datâ ad pascendum Christi gregem derivantur, tum etiam quia ex principiis divini juris originem ducunt; illudque quoad fieri potest et expedit, imitantur. Propter quod dixit Innocentius III in cap. *Qualiter et quandò*, 2 de Accusat., canonicas sanctiones ex auctoritatibus veteris et novi Testamenti processisse. Possumus tamen nihilominùs in ipsis Canonibus duos fines distinguere; unus est, in toto ecclesiastico statu debitum ordinem politicum constituere, pacem et justitiam custodire, et omnia quæ ad forum externum ecclesiasticum spectant, rectâ ratione moderari; alius est, omnia, quæ ad divinum cultum et salutem animarum, ac puritatem fidei et morum spectant, rectè et prudenter ordinare. Juris ergo canonici interpretes per se, ac ex proprio instituto, superiori fine et ratione sacros canones considerant, ac interpretantur. Theologia verò sub altiori ratione hæc omnia complectitur; nam jus ipsum naturale considerat, ut supernaturali ordini supponitur, et ab illo firmitatem majorem accipit; leges verò civiles solùm, vel ut de earum honestate ac rectitudine per altiores regulas dijudicet, vel ut obligationes conscientiæ, quæ ex illis oriuntur, juxta principia fidei declaret; sacros autem canones, et pontificum decreta, ut conscientiam ligant, et ad æternam salutem dirigunt, tanquàm sibi proprias recognoscit et vindicat, ac subinde in omnibus his legibus primariam originem, et ultimum finem sub divino lumine inquirit: quomodò scilicet à Deo ipso originem habeant, quatenùs potestas ad illas ferendas in Deo primariè existit, et ab ipso ad homines, aut naturali, aut supernaturali viâ dimanet, et cum illis semper influat et cooperetur. Ac denique declarat, quomodò leges omnes mensuræ sint humanarum actionum in ordine ad conscientiam, et consequenter quantùm ad meritum vel demeritum æternæ vitæ conferant

Neque verò hanc de legibus tractationem primi inter theologos adorimur. Duces enim habemus omnis ætatis gravissimos scriptores. Et in primis D. Thom. in suâ 1-2, à 90 usque ad 109, hanc methodum servat in doctrinâ de Legibus tradendâ, quem ibi expositores sunt imitati, et præsertim Sot. duobus primis libris de Justitiâ et jure, et D. Antoninus p. 1 theologali, à tit. 11 usque ad 18. Idem observavit Alens. p. 3, à q. 26 usque ad 60; Vincent. Belvacen. in Speculo moral. lib. 1, p. 2, per novem primas disputationes; et aliqua de singulis legibus attigit Gerson p. 3 tract. de Vitâ spirit. lect. 2 et seq. et p. 1 tract. de Potest. eccles. præsertim considerat. 13. Magister autem Sententiarum pauca de divinis legibus attigit in 3, à dist. 37 usque ad finem, quem alii imitati sunt, quia solum expositorum munus assumpserunt. Alii etiam theologi peculiares tractatus de quibusdam legibus ediderunt, ut Guillelmus Parisiens. p. 1 Sum lib. 2, quem de Legibus

inscripsit, licet de solis præceptis legis veteris ferè disputet. Et Castro scribit de lege pœnali, et Dried. in opere de Libert. christian. eruditè de omni genere legum disseruit, ut alios omittam. Itaque communis theologorum consensus est, legem tam secundùm communem rationem suam, quàm prout ad omnes species suas descendit, ad sacræ doctrinæ considerationem spectare.

Ex dictis igitur constat, quæ sit hujus tractatûs subjecta materia, et sub quâ ratione circa illam versetur. Quamobrem ad hunc scopum intendentes non erit difficile summam omnium, quæ tractanda sunt, et rationem dicendi, ac methodum servandam præ oculis ponere. Dicemus enim primò de lege in communi, et deinde ad singulas species descendemus, et in singulis ea tantùm quæ nostro fini accommodata fuerint, considerabimus ; ita ut, quatùm in nobis fuerit, nihil quod theologici sit instituti prætermittamus, ne sacræ doctrinæ terminos transilire videamur.

Liber primus

DE LEGE IN COMMUNI,

EJUSQUE NATURA, CAUSIS ET EFFECTIBUS.

In hoc primo libro, servando doctrinæ ordinem, solùm de generali ratione legis disputabimus ; præmittemus tamen divisionem legis in membra sua, ut aliqua eorum notitia saltem confusa habeatur. Quia licet in hoc libro ea tractanda sint, quæ omnibus legibus fuerint communia, abstrahendo quoad fieri possit ab his, quæ singulis speciebus sunt propria ; nihilominùs sæpè oportebit specierum mentionem facere, ut ea, quæ communia sunt meliùs intelligantur, et ideò necesse est, ut de speciebus ipsis aliqua notitia tradatur. Ut autem clariùs procedamus, priùs de nomine, ac ratione legis aliquid præmittendum est.

CAPUT PRIMUM.

Quid nomine legis significetur.

1. Divus Thomas 1-2, q. 90, art. 1, ita describit quid nomine legis : *Lex est quædam regula, et mensura, secundùm quam inducitur aliquis ad agendum, vel ab agendo retrahitur.* Quæ descriptio nimis lata et generalis videtur : sic enim lex non solùm in hominibus, seu rationalibus creaturis, sed etiam in reliquis locum habebit ; nam unaquæque res suam regulam habet, et mensuram, secundùm quam operatur et inducitur ad agendum, vel retrahitur ab agendo. Lex item non solùm in moralibus, sed etiam in artificialibus, nec solùm in bonis et honestis, sed etiam in turpibus versabitur, quia etiam artes, sive licitæ, sive illicitæ, habent suas regulas et mensuras, juxta quas vel ad operandum, vel ad abstinendum ab opere inducuntur. Denique (quod difficilius videtur) sequitur, concilium esse sub lege comprehensum ; nam etiam est quædam regula et mensura operationis bonæ ad meliorem inducens, et à minùs bonâ retrahens : constat autem secundùm fidem consilia à præceptis distingui, et consequenter sub lege propriâ non comprehendi.

2. Circa hoc notari inprimis potest divisio, quæ ex Platone sumitur in Dialogo Minos, seu de lege, ubi duplicem distinguit legem, artis et morum, cui tertium membrum addere possumus, ordinis, seu propensionis naturæ ex eodem Platone in Timæo et Gorgiâ. Ubi quadruplicem legem distinguens, quamdam vocat naturalem, de quâ divisione infra in cap. 3 aliqua dicemus. Nunc per naturalem non intelligimus illam, quæ est in hominibus, de quâ etiam postea dicturi sumus, sed eam, quæ rebus omnibus ex inclinatione ab Auctore naturæ inditâ convenit : ita enim illam videtur explicare Plato, quamvis etiam in hominibus nobiliori modo esse fateatur. Unde hæc tertia acceptio metaphorica est ; nam res carentes ratione non sunt propriè capaces legis, sicut nec obedientiæ. Efficacia ergo divinæ virtutis, et necessitas naturalis, quæ in his rebus inde resultat, per metaphoram lex appellatur. Consonatque phrasis Scripturæ Proverb. 8 : *Quando certâ*

lege et gyro vallabat abyssos. Et infra : *Et legem ponebat aquis, ne transirent fines suos.* Atque hæc lex mensuræ nomine significatur Job 38 : *Quis posuit mensuram ejus, si nòsti ?* Et infra : *Quis conclusit ostiis mare? et dixit : Hucusque venies,* etc. Et juxta hanc etiam significationem solet inclinatio naturalis, legis nomine significari, vel quia est mensura operationis, ad quam inducit, vel quia est ex lege conditoris. Solet enim vocari lex et ipsa regula, et opus, seu effectus ejus, quatenùs est illi conformis ; sicut ars interdùm appellatur ipsum artificium. Quomodò intelligi potest illud ad Roman. 2 : *Non auditores tantùm, sed factores legis* (id est, operis lege præcepti) *justificabuntur.* Et Joan. 7 : *Moyses dedit vobis legem, et nemo ex vobis facit legem.* Quamvis ibi possit etiam verbum *faciendi* in aliâ significatione pro verbo observandi sumi.

3. Juxta hanc etiam priorem acceptionem intelligi potest Paulus, cùm inclinationem sentientis appetitûs legem membrorum et legem peccati appellat ad Rom. 7, quam D. Thomas d. q. 90, art. 1 ad 1, et q. 90, art. 6, legem fomitis appellavit. Declarat autem ibi, fomitis inordinatam inclinationem vocari legem ; non formaliter, ut lex est mensura, sed participativè, ut solet dici de mensurato per legem. Unde sentit D. Thomas, inclinationem appetitûs secundùm se non vocari legem, sed quatenùs ex lege Dei puniente privata est rectitudine originalis justitiæ propter peccatum originale. Nam hoc modo inordinatio fomitis non est merè naturalis, sed est pœna peccati, et ita dicitur lex tanquàm effectus divinæ legis. Quod etiam videtur sensisse August. lib. 1 ad Simplician. q. 1, dicens : *Quam sarcinam prementem et urgentem ideò legem appellat, quia jure supplicii divino indiciæ tributa et imposita est.* Utique removendo justitiam, quæ contrariam rectitudinem tribuebat.

4. Sed licet hæc vera sint, nihilominùs videtur ipsa inclinatio appetitûs, ut merè naturalis est, posse vocari lex, eo modo, quo inclinatio naturalis æquè lex appellatur. Sic enim in homine in puris naturalibus esset illa lex fomitis, licet non esset pœna peccati. Item etiam nunc videtur fomitis propensio vocari lex, non solùm quia est effectus legis, sed etiam quia est quasi mensura et regula sensualium motuum, et ideò à Paulo lex membrorum vocata est, quia membris corporis specialiter dominatur. Unde est illud Augustini lib. 5 Genes. ad litt. cap. 10 : *Motum illius legis, quæ repugnat legi mentis, in membris suis habere meruerunt.* Et inde etiam lex peccati vocata est, non solùm quia est ex peccato, sed etiam quia ad peccatum inclinat. Hoc autem modo non fuit in Adamo hæc lex ante peccatum, quia licet appetitus sensitivus ejus non careret suâ naturali inclinatione, per se non operabatur, nec dominabatur ullo modo, nec erat regula aut mensura aliquorum motuum, sed legi mentis omninò subjecta erat. Sed de metaphoricis locutionibus hæc sufficiunt.

5. Secunda acceptio legis magis propria est : nam ars est opus rationis, et ideò mensura ejus proprius potest legis nomine significari ; et ita solemus distinguere leges militiæ, marcaturæ, ut D. Thom. d. art. 6, notavit. Et regulæ congruè loquendi solent leges grammaticæ appellari, et sic de aliis artibus. Tamen sicut rectitudo artis respectu creaturæ rationalis est rectitudo secundùm quid, ut 1-2, q. 56, D. Thomas declarat, ita lex artis solùm potest dici lex secundùm quid. Propria ergo et absoluta appellatio legis est, quæ ad mores pertinet ; atque ita restringenda est D. Thomæ descriptio, ut scilicet, lex sit mensura quædam actuum moralium, ita ut per conformitatem ad illam, rectitudinem moralem habeant, et si ab illâ discordent, obliqui sint.

6. Quocirca, quamvis interdùm iniqua præcepta, seu regulæ soleant legis nomine significari, juxta illud Isai. 20 : *Væ qui conditis leges iniquas !* et illud Aristot. 4 Ethic. c. 1 : *Mala lex est, quæ tumultuariè posita est,* qualis est illa, quæ vulgò dici solet lex mundi, lex duelli, et similes ; licet (inquam) hoc ita sit, nihilominùs propriè et simpliciter loquendo, sola illa, quæ est mensura rectitudinis simpliciter, et consequenter sola illa, quæ est regula recta et honesta, potest lex appellari. Ac propterea dixit D. Thomas d. q. 90, art. 1, et q. 96, art. 4, turpe præceptum non esse legem, sed iniquitatem, et August. lib. 1 de Lib. arb. c. 5 : *Mihi lex esse non videtur, quæ justa non fuerit.* Idemque de jure asserit lib. 19 de Civit. cap. 21. Imò etiam Cicero 2 de Legibus dixit, legem condi debere ad vitam justam, quietam et beatam, et ideò qui leges injustas condidêre, quidvis potiùs tulisse, quàm leges. Quod etiam latè confirmat Plato in Dialogo citato. Et ratio etiam ex dictis manifesta est, quia lex est mensura rectitudinis : lex autem iniqua non est mensura rectitudinis operationis humanæ ; nam potiùs actio illi conformis iniqua est ; non est ergo lex, sed participat nomen legis p

quamdam analogiam, quatenùs in ordine ad aliquem finem præscribit certum operandi modum. De quâ re plura inferiùs dicturi sumus.

7. Atque ex his satisfactum est rationibus dubitandi quoad duo priora capita. Nam lex in præsenti dicitur mensura, non quorumcumque actuum, sed moralium, quoad bonitatem et rectitudinem eorum simpliciter, ratione cujus ad eos inducit. Quomodò dixit Clemens. Alex. lib. 1 Stromatum, *legem esse regulam justorum et injustorum*. Ultima verò objectio postulat differentiam inter consilium et legem, quæ longam habet cum hæreticis disputationem, non tamen ad hunc locum pertinentem. Dicunt ergo aliqui, legem dupliciter accipi, uno modo pro præcepto obligante, et sic distingui à consiliis; alio modo pro quocumque dictamine rationis de honestate actûs, et sic dicunt legem comprehendere consilia. Nam. D. Thom. 1-2, q. 19, art. 5, dicit omnem actum bonum pendere in suâ bonitate à lege æternâ; actus autem consiliorum boni sunt et optimi; ergo comprehenduntur sub lege æternâ. Propriè tamen loquendo de lege, ut hìc loquimur, illa non est, nisi quæ aliquam obligationem inducit, ut infra latiùs dicam.

8. Est autem considerandum, aliquando dari legem de exercitio actûs, et tunc obligare ad illum, ut est (verbi gratiâ) lex faciendi eleemosynam: aliquando verò dari legem solùm de specificatione, seu modo actûs, quæ licet non obliget ad actum exercendum, obligat tamen, ut si actus fiat, talis modus servetur, qualis, est, v. g., lex attentè orandi, quæ licet non obliget ad orandum, obligat, ut si oratio fiat, cum attentione fiat. Hoc igitur posteriori modo in universum verum est, quod D. Thomas proximè citatus dixit, omnem actum, ut bonus sit, debere esse conformem legi æternæ, scilicet, præscribenti debitum modum operandi, quod etiam in operibus consilii locum habet; tamen ut sic non dicuntur esse sub consilio, sed quatenùs eorum usus, seu exercitium non præcipitur, sed consulitur. Et hoc modo absolutè negandum est, consilium sub lege comprehendi. Excluditur autem consilium à descriptione datâ, vel quia non est propria regula et mensura bonitatis actûs; nam hæc potiùs consistit in lege præscribente modum; vel certè quia moraliter loquendo, non efficaciter inducit ad opus, imponendo, scilicet, moralem necessitatem operandi; cùm autem lex dicitur inducere ad actum, hoc modo intelligendum est.

9. Atque hinc intulit D. Thomas in illo art. 1, q. 90, etymologiam legis; putat enim à ligando sumptam esse, quia proprius effectus legis est ligare, seu obligare, quod secutus est Gabriel in 3, d. 37, art. 1, et Clichtone. in Damas. lib. 4 Fidei, c. 23, eamdem etymologiam legis ex Cassiodoro refert et probat. Consonatque Scriptura, quæ leges appellat vincula, Jerem. 2: *Fregisti jugum, rupisti vincula*. Isidor. autem lib. 2 Etymol. c. 10, et lib. 5, c. 3, à legendo putat legem esse dictam, quod inde colligit, quia lex debet esse scripta, et ideò legenda est. Sed quia nunc latiùs de lege loquimur, ut illa etymologia possit in omnem legem convenire, oportet *legendi* verbum ad interiorem lectionem, seu recogitationem ampliare, ut notavit Alens. p. 3, q. 26. memb. 1. Nam sicut lex naturalis dicitur à Paulo scripta in cordibus, ad Rom. 2, ita in eis mente legi potest, et debet, id est, meditari, et recogitari, ut secundùm illam mores dirigantur, juxta illud Psalm. 118: *Lucerna pedibus meis verbum tuum.* Et huic etymologiæ consonat nomen hebraicum, quo lex *Thora* dicitur, id est, instructio. Alii denique legem dictam esse putant ab eligendo, vel quia cum magnâ et prudenti electione ferenda sit, vel quòd unicuique ostendat, quid eligendum sit; sic Augustin. in quæstionibus ex novo Testamento q. 15 (si ejus est opus): *Lex*, ait, *à lectione, id est, ut de multis quid eligas scias*. Cicer. verò lib. 1 de Legib. à legendo dictam esse declarat. *Quia nos*, inquit, *delectûs vim in lege ponimus; sicut Græci*, ait, *legem vocant* νόμον, *à tribuendo* unicuique quod suum est, quia lex debet esse justa. Unde alii derivant legem ab eo, quòd legitimè actiones humanas moderatur, ut refert Turrecr. in cap. *lex*, d. 1, in fine. Itaque hæ omnes etymologiæ aliquid explicant, quod verè convenit legi; unde autem vox derivata sit, incertum est, et parùm refert.

CAPUT II.

Quid jus significet, et quomodò ad legem comparetur.

1. Hujus vocis frequens est in hâc materiâ usus, et interdùm pro lege accipitur, ut patet ex § *singulorum*, Instit. de Rer. divis. et L. *Jus naturale* ff. de Legib., quamvis interdùm aliis etiam modis accipiatur, ideòque et illam explicare, et cum lege conferre necessarium est. Priùs verò advertere oportet, tres solere juris etymologias assignari. Prima est, ut jus dicatur, quòd justa sit, de quâ videri potest Conan.

lib. 1 Commentar. juris civil. Eam enim omitto, quia mihi non probatur, quia si materiales voces consideramus, non est in eâ proportio, cùm *juxta* non per S, sicut jus, sed per X scribatur. Si verò significationem attendamus, juxta esse, non significat æquale esse, sed tantùm esse prope. Et licet interdùm significet similitudinem, vel æqualitatem in aliquo munere, vel actione, illud tamen est in sensu longè diverso ab æquitate, quam jus indicat; unde dura mihi videtur et singularis hæc deductio. Secunda, et Latinis magis recepta est, ut jus dicatur à jubendo; nam *jussum* participium est verbi, *jubeo,* et si à participio *jussum* secundam syllabam demamus, jus relinquitur; vel certè, si illas duas syllabas dividas, orationem constitues, quâ ipsum jussum, seu imperium dicat se esse jus, seu, jus sum.

2. Tertia derivatio est, ut jus à justitiâ dicatur; sic enim dixit Ulpian. l. 1, ff. de Just. et jur. *Est autem jus à justitiâ appellatum.* Quam etymologiam aliqui impugnant, quia justitia potiùs à jure derivatur, quàm è converso; justum enim dicitur, quod est secundùm jus. Sed hæc ratio non cogit; nam aliud est loqui de ordine, seu derivatione quoad causalitatem, aliud quoad denominationem, seu nominis impositionem. Nam priori modo verum est, justitiam derivari à jure (id est, ab eo, quod in re justum et æquum est) in ratione objecti, ac subinde in genere causæ finalis, vel formalis extrinsecæ. Et hoc modo justitia per jus definitur, quia *jus suum unicuique tribuit,* L. *Justitia*, ff. de Justit. et jur. Nihilominùs tamen quoad denominationem et appellationem juris, de quâ loquitur Jureconsultus, potuit jus à justitiâ appellari; sicut visus talis est, quia tendit in objectum visibile, et nihilominùs objectum denominatur visibile ab ipso visu. Sic ergo justitia, et est talis, quia tendit ad constituendam æqualitatem, quam dicimus esse ipsum medium justum, et hoc medium rectè potuit à justitiâ denominari justum; nam illa æqualitas apta est per justitiam fieri; et inde vocatur justa. Inde verò potuit facilè derivari jus, demptâ ultimâ parte vocis *justum*, sicut de nomine *jussum* dicebamus. Et ita etiam dixit Isidor. 5 Etymolog. cap. 3, *jus esse dictum, quia justum est.* August. etiam in Psal. 145, circa finem: *Jus* (inquit) *et injuria contraria sunt; jus enim est, quod justum est.* Sicut ergo justum à justitiâ clarè denominatur, ita jus potuit à justo et justitiâ denominari quoad etymologiam vocis.

3. Unde idem August. lib. 19 de Civit. c. 21, tanquàm principium philosophorum sumit, *quòd illud jus esse dicant, quod de justitiæ fonte manavit.* Quamvis enim jus per modum objecti sit causa justitiæ; in genere tamen causæ efficientis, est effectus justitiæ; nam justitia facit et constituit objectum suum, sicut aliæ virtutes morales. Illud ergo objectum, si in potentiâ consideretur, posset denominari à justitiâ justificabile (ut sic dicam) sicut de visu et visibili dicebamus; tamen illa denominatio non est in usu, et barbara est, et loco illius videtur introductum nomen juris ut est objectum justitiæ. Si autem consideretur illud objectum in actu, sic dicitur justum, et dici potest jus. Sic enim propriè locum habet, quod dixit Augustinus, jus et injuriam esse contraria; nam injuria nihil aliud est quàm actus injustus. Et ita etiam dixit in secundo loco allegato: *Quod jure fit, profectò justè fit.* Unde Bartol. in d. l. 1, dixit, jus in actu esse executionem, et de hoc interpretatur illam legem; verumtamen etiam potest optimè intelligi de jure in potentiâ, seu in habitu, quia (ut dixi) non est sermo de emanatione causali, sed de solâ denominatione, sicut scibile denominatur à scientiâ etiam in habitu. Nihil ergo est incommodi in hâc etymologiâ, et quamvis incertum sit, quæ istarum duarum deductionum sit verior, utraque præsenti instituto deservire potest.

4. Juxta has ergo duas vocis derivationes, nomen *jus* duas præcipuas habet significationes, quas adnotavit Driedo l. 1 de Libert. Christ. c. 10. Nam juxta ultimam etymologiam jus idem significat quod justum, et æquum, quod est objectum justitiæ. Considerandum est autem, justitiæ nomen dupliciter accipi. Primò pro omni virtute, quia omnis virtus respicit et facit aliquo modo æquitatem; secundò pro speciali virtute tribuente alteri quod suum est. Utrique ergo significationi jus cum proportione respondet. Nam primò jus significare potest quidquid est æquum et consentaneum rationi, quod est veluti generale objectum virtutis in genere. Secundò potest jus significare æquitatem, quæ unicuique ex justitiâ debetur, et hæc posterior significatio magis est in usu; nam jus sic acceptum ad propriam justitiam referri maximè solet. Unde D. Tho. 2-2, q. 57, art. 1, hanc dixit esse primam rationem et significationem juris. Et inde optimè concludit in solutione ad 2, jus non esse legem, sed potiùs esse id, *quod lege præscribitur,* seu mensuratur. Quod ego censeo cum proportione esse intelligendum; nam leges

pertinentes ad specialem justitiam respiciunt jus speciale, in dictâ proprietate sumptum; lex autem in genere, prout in omnibus virtutibus locum habere potest, respiciet jus generaliter et largè sumptum, sicut dixit Cicero l. 2 de Legib. in ipso nomine legis inesse vim justi et juris colendi, quia vera lex æquum et justum præcipere debet, ut dixi.

5. Et juxta posteriorem et strictam juris significationem solet propriè jus vocari facultas quædam moralis, quam unusquisque habet, vel circa rem suam, vel ad rem sibi debitam; sic enim dominus rei dicitur habere jus in re, et operarius dicitur habere jus ad stipendium, ratione cujus dicitur dignus mercede suâ. Et hæc significatio vocis hujus frequens est non solùm in jure, sed etiam in Scripturâ. Nam in jure hoc modo distinguuntur jus in re, vel ad rem; item jura servitutum, seu jura prædiorum rusticorum, vel urbanorum, jura utendi, vel fruendi, et similia, quæ latè videri possunt apud Brissonium lib. 9 de Verb. signif. verb. *Jus*. In Scripturâ verò legimus, dixisse Abraham ad filios Heth, Gen. 23: *Date mihi jus sepulcri*, id est, facultatem sepeliendi, et cap. 31 de Jacob, quando discessit à socero, dicitur tulisse secum omnia, *quæ juris sui erant*, et similia loca sunt frequentia. Atque hoc modo sumi videtur jus in l. *Justitia*. ff. de Justit. et jur., cùm dicitur justitia esse virtus, quæ jus suum unicuique tribuit, id est, id tribuens unicuique quod ad illum spectat; illa ergo actio, seu moralis facultas, quam unusquisque habet ad rem suam, vel ad rem ad se aliquo modo pertinentem, vocatur jus, et illud propriè videtur esse objectum justitiæ. Hinc etiam solet jus pro necessitudine accipi, ut dicitur in l. ult. ff. de Justit. et jur.; videtur enim tunc vox illa significare specialem quamdam obligationem, aut relationem, quæ ex ipsâ necessitudine nascitur. Atque hoc modo dicitur unus succedere jure sanguinis, alius jure adoptionis, alius verò jure institutionis, seu testamenti. Sic etiam dicitur in l. *Jus*, 34, ff. de Pactis, *jus cognationis non posse repudiari*, et jus cognationis restitui filio, dicitur in l. ult. ff. de Senten. pas. Unde colligitur, non significare ipsam cognationem, sed moralem actionem, seu facultatem, quæ ex illâ nascitur, et sic de aliis.

6. Juxta aliam verò etymologiam, quâ jus à jubendo dicitur, propriè videtur jus legem significare; nam lex in jussione seu imperio posita est. Et hoc modo sumunt frequenter hanc vocem jureconsulti, ut quando dicunt: Hoc, vel illo jure utimur, vel: Hoc est certi et explorati juris, et similia. Item videtur hoc modo sumi, quoties à facto distinguitur, ut cùm dividitur ignorantia juris ab ignorantiâ facti, ut est frequens in jure et doctoribus; estque titulus de juris et facti ignorantiâ. Et hinc etiam est, quòd quod est consentaneum rationi, jure fieri dicitur, tanquàm legi conforme. Sic etiam videtur definisse jus Sallust. in Catilinario, cùm dixit: *Jus est civilis æquitas, vel scriptis legibus sancita, vel institutis aut moribus recepta*. Quæ descriptio inprimis de solis legibus civilibus data videtur; si tamen particula illa *civilis* dematur, etiam legibus canonicis et divinis positivis facilè poterit adaptari. Legi autem naturali non videtur convenire, nisi eam dicamus esse scriptam in mentibus hominum; nam jus etiam de lege naturali dicitur, ut constat ex titulo de jure naturali gentium et civili, de quâ divisione infra dicemus. Deinde illa descriptio magis videtur data per effectum legis, quàm per propriam ejus rationem. Vel certè videtur magis esse descriptio objecti constituti per legem, quàm ipsius legis, quia lex constituit æquitatem, vel est mensura et regula ejus; non est propriè ipsa æquitas.

7. Addit verò Isidor. d. lib. 5 Origin. c. 3, jus et legem comparari ut genus et speciem; nam jus vult esse genus, legem verò speciem. Et rationem reddere videtur, quia jus legibus et moribus constat. Lex autem est constitutio scripta, et habetur in cap. 2, 3 et 4, d. 1. Et videtur sequi D. Thomas 2-2, q. 57, art. 1 ad 2, dicens, rationem æqui et justi, si in scriptum redigatur, esse legem. Et videtur sumpsisse ex August. lib. 83 Quæstionum, q. 31, dicente: *Lege jus est, quod in eo scripto, quod populo expositum est, ut observet, continetur.* At verò è contrario Cicero lib. 1 et 2 de Legib. solam illam putat esse propriam legem quæ in ratione est, scriptam verò exteriùs dicit esse populariter legem. Unde divinam mentem vocat summam legem, deinde rationem existentem in mente sapientis, legem verò scriptam magis nomine quàm re legem appellari. Jam verò usus obtinuit, ut lex de scriptâ et non scriptâ propriè dicatur, et ita jus prout legem significat, cum illâ convertitur, et tanquàm synonyma reputantur.

8. Hinc verò derivatum est nomen juris ad alia quædam significata, ad quæ significanda legis vox translata non est. Nam hinc actus judicis solet nomine juris appellari, vel quia secundùm leges fieri debet, vel quia interdùm videtur

quasi legem constituere, et sic dicitur judex, cùm munus suum exercet, jus dicere; unde est titulus, ff. *Si quis jus dicenti non obtemperat;* et cap. 2 de Constit. in 6, dicitur : *Extra territorium jus dicenti impunè non obediri*, quod tam de sententiâ quàm de lege seu statuto intelligi potest. Imò in l. penult. ff. de Just. et jur. dicitur judex jus reddere, etiam cùm iniquè decernit, non habito respectu ad id, quod facit, sed ad id, quod facere debet. Præterea hoc modo dicitur judex subditum in jus vocare, utique juris experiundi causâ, ut dicitur in l. 1, ff. de in jus vocando. Quamvis posset illud intelligi de vocatione ad locum judicii. Nam vox hæc etiam ad significandum locum, in quo judicium exercetur, translata est, ut notatur in eâdem l. penult. ff. de Just. et jur. Unde apud Latinos, *ire in jus*, idem est, quod ad Prætorium, seu sedem Prætoris ire; ut ex Donat. Victor. et multis juribus notat Brisson. suprà. Imò et D. Thomas supra ad 1, ita interpretatur, cùm dicitur aliquis comparere in jure. Ubi addit etiam aliam significationem hujus vocis; nam ipsa etiam ars, quâ discernitur, quid sit justum, dicit aliquando vocari jus. Et sic tacitè videtur exponere dictam l. 1, ff. de Just. et jur. Ubi Ulpian. refert, et probat definitionem Celsi dicentis : *Jus est ars boni et æqui;* nam hæc definitio non tam ipsi legi, quàm jurisprudentiæ convenire videtur, nisi ars latè sumatur pro quâcumque ratione, seu mensurâ operationis.

9. Duo tandem supersunt declaranda. Unum est, quomodò jus interdùm ab æquo et bono distinguatur, si nihil aliud est jus, quàm ipsum justum, quod est ipsum æquum et bonum, vel etiam si sumatur pro lege, est ratio ipsius boni et justi, ut diximus. Illa autem distinctio juris ab æquo et bono, constat ex multis, quæ refert Ludovic. Viv. in Schol. ad August. lib. 2 de Civit. cap. 17. Sic enim dixit Quintil. lib. 4 : *Judicis natura noscenda est, juri magis, an æquo sit opposita.* Et lib. 6 : *jure pugnandum, an æquo?* Et Cicer. in Bruto : *Crassus multa tum contra scriptum pro æquo et bono dixit.* Hanc ergo dubitationem proponit Aristot. 5 Ethic. cap. 10, et in summâ respondet, æquitatem esse justi emendationem. Ad quod intelligendum, voces justi, et æqui, et justitiæ, ac æquitatis distinguendæ sunt. Duplex est enim justum; unum naturale, quod est rectum secundùm naturalem rationem; quod nunquàm deficit, si ratio non erret. Aliud est justum legale, id est, quod lege humanâ constituitur, et hoc, licet in universali justum sit, solet in particulari deficere: Nec propterea lex injusta est, quia necesse est universaliter ferri; defectus autem (ait Aristotel.) non ex lege, aut ex legislatore, sed ex materiâ ipsâ provenit. Et juxta hoc duplex justum, duplex cum proportione potest distingui justitia; eodemque modo dupliciter solet accipi æquitas, uno modo pro æquitate naturali, quæ eadem est cum justitiâ naturali, et illi respondet æquum, prout idem est, quod justum naturale, et in hoc sensu loquuntur sæpè civilia jura de æquitate naturali, ut in l. 1, § *Si filius*, ff. de suis et legitimis hæredibus : *Naturali æquitate nepotes in filiorum locum succedunt;* et l. 1, ff. de requiren. reis, *æquitatis ratio non patitur inauditâ causâ quem condemnari.* Et huic æquitati respondet æquum generaliter dictum. Sicque dicitur in l. *Nam hoc*, ff. de Condict. indebiti : *Hoc naturâ æquum est, neminem cum alterius nocumento locupletari.* Atque æquitas hoc modo sumpta non est emendatio juris, sed potiùs origo, seu regula ipsius, juxta l. 91, ff. de Regul. jur. : *In omnibus, maximè tamen in jure, æquitas spectanda est.*

10. Alio verò modo sumitur æquitas pro prudenti moderatione legis scriptæ præter rigorem verborum ejus, et sic dicitur opponi stricto juri in l. 2, § *Item*, ff. de Aquâ pluviâ arcen., sicque dixit Terentian. : *Inter jus et æquitatem hoc interest; jus est quod omnia recta et inflexibilia exigit; æquitas est, quæ de jure multùm remittit.* Et ab æquitate sic sumptâ dicitur etiam quasi per antonomasiam æquum, et bonum, quod in se quidem tale est, licet à verbis legis discordare videatur. Et sic sumpsit Arist. æquitatem, cùm illam dixit esse emendationem justi, utique legalis, virtutemque à quâ procedit hic actus vocavit epiikiam, de quâ disputat etiam D. Thomas 2-2, q. 120. Ad illam enim spectat contra verba legis humanæ agere in particulari, quando illam servare esset contra naturalem æquitatem, tuncque judex dicitur non agere jure; utique materialiter, et ut sonat, sed agere æquo et bono, quod est jus ipsum juxta intentionem ejus servare, et contrarium agere esset jus violare, juxta illud Justin. C. de Legib. : *Non dubium est, in legem committere eum, qui verba legis complexus, contra legis nititur voluntatem*, et ideò fortassè jurisprudentia dicta est ars boni et æqui, quod in legibus interpretandis bonum et æquum semper intueri debet, etiamsi interdùm oporteat verborum rigorem temperare, ne ab æquo et bono naturali discedatur.

Plura de hâc re vide in Covarr. in Reg. *Possessor*, part. 2, § 6, n. 3.

11. Alterum declarandum est, quid sit fas, et quomodò ad jus et legem comparetur. Ait enim Isidor. 5 Etymolog. cap. 2 : *Fas lex divina est, jus lex humana*, et habetur etiam dist. 1, c. 1, ubi hoc exemplo explicatur : *Transire per agrum alienum fas est, jus non est.* Hæc autem videntur intelligenda juxta dicta in proximo puncto, ut ibi jus strictè sumatur pro lege scriptâ; fas autem pro æquitate, et quasi justâ exceptione. Ut in dicto exemplo transire per alienum agrum dicitur non esse jus, quia nimirùm lex humana per se potiùs prohibet illum transitum; tamen si ex rationabili causâ absque detrimento fiat, fas est, seu licitum est. Atque ita explicuit Glossa ibi, et Henrr. Quodlib. 9, q. 2. At verò D. Thom. 2-2, q. 57, art. 1, ad ult. aliter illa verba exponit. Vult enim, nomen juris secundùm quamdam specialem proprietatem magis convenire legibus, quæ ordinantur ad homines inter se, quàm legibus, quæ ordinant hominem ad Deum, quia Deo non possumus reddere æquale, et ideò, inquit, respectu Dei potiùs fas, quàm jus appellatur lex. Sed quidquid sit de hâc proprietate, quæ non est ab usu Latinorum aliena, Isidor. non appellat fas legem divinam, eò quòd circa debitum Deo reddendum disponat; sed quia in naturali æquitate, atque adeò in ratione naturali, quæ lex divina est, nititur. Omissis autem metaphoricis significationibus et distinctionibus, quæ in præsenti instituto non deserviunt, nunc de jure in secundâ et propriâ significatione generaliter loquimur, sicque cum lege convertitur, prout nunc etiam de illâ universaliter tractamus.

CAPUT III.

Quanta sit necessitas et varietas legum.

1. Explicatis nominibus juris et legis, antequàm inquiramus, quid lex sit, oportet priùs ostendere illam esse. Quod optimè fiet, ejus necessitatem declarando, quia in his rebus ad institutionem morum pertinentibus, nec aliquid superfluum admittendum est, neque id, quod necessarium est, deesse potest. Solet autem distingui duplex necessitas, una absoluta, secundùm quam dicitur res aliqua per se, et propter se simpliciter necessaria; quomodò Deus habet necessitatem essendi secundùm existentiam actualem, de quâ loquimur. Alia est necessitas respectiva in ordine ad aliquem finem, vel effectum, quæ duplex subdistinguitur; nam quædam est necessitas simpliciter, alia ad melius esse, quæ propriùs est utilitas.

2. Duo ergo in generali videntur certa. Primum est, necessitatem absolutam legi non convenire, quatenùs lex est. Probatur, quia talis necessitas est propria Dei, qui solus est ens per se, et absolutè necessarium; lex autem omnis vel est aliquid creatum, vel certè supponit aliquam creaturam, propter quam feratur, Deus enim non est capax legis; ergo sicut creatura non est simpliciter necessaria, ita neque lex. Addo præterea loquendo de propriâ lege, de quâ nunc agimus, tantùm esse posse propter creaturam rationalem; nam lex non imponitur, nisi naturæ liberæ, nec habet pro materiâ nisi actus liberos, ut infra videbimus; ergo non potest esse magis necessaria lex, quàm sit rationalis, vel intellectualis creatura; at creatura rationalis non habet absolutam necessitatem essendi; ergo nec lex habet hujusmodi necessitatem. Solùm poterat hìc oriri dubium de lege æternâ, quam nunc esse suppono; illa enim est Deus ipse, et ideò est tam immutabilis et æterna sicut ipse, ac subinde tam necessaria. Sed dico breviter rem illam, quæ est lex æterna, esse absolutè necessariam, ut probat argumentum, tamen sub ratione legis non habere absolutam necessitatem, quia includit respectum liberum, ut infra ostendam.

3. Dico secundò : Suppositâ creatione rationalium creaturarum, lex fuit necessaria necessitate finis, tam simpliciter, quàm ad melius esse. Hæc veritas est tanquàm principium per se notum in hâc materiâ, et quoad priorem partem de necessitate simpliciter, declarari potest, quia intellectualis creatura eo ipso quòd creatura est, superiorem habet, cujus providentiæ et ordini subjaceat, et quia intellectualis est, capax est gubernationis moralis, quæ fit per imperium; ergo connaturale est et necessarium tali creaturæ, ut subdatur alicui superiori, à quo per imperium, seu legem regatur. Item talis creatura eo ipso quòd ex nihilo facta est, flecti potest ad bonum et malum, ut ex communi Patrum sententiâ nunc suppono; ergo non solùm est capax legis, quâ dirigatur ad bonum, et arceatur à malo, sed etiam aliqua talis lex est illi simpliciter necessaria, ut convenienter suæ naturæ vivere possit. Vel etiam à contrario possumus argumentari; nam qui caret lege, peccare non potest; rationalis autem creatura potestatem ha-

bet peccandi; ergo, et legi necessariò subdita est. Nec refert, quòd per gratiam, vel gloriam possit hæc creatura fieri impeccabilis; tum quia hic de naturali necessitate loquimur, et hoc modo dicimus necessariam esse legem, suppositâ conditione naturæ rationalis; tum etiam quia per donum, quo talis natura fit impeccabilis, non tollitur, quin sit subdita legi, quoad illos actus quos liberè exercere potest, sed fit, ut indefectibiliter pareat legi. Altera verò pars de utilitate, ex priori clara est, quia necessitas in ordine ad finem, utilitatem necessariò includit. Item quia de legibus scriptum est illud: *Lex Domini immaculata, convertens animas*, etc., Psal. 18, et illud Proverb. 6: *Mandatum lucerna est, et lex lux*, et similia, quæ postea insinuabimus, et magnas ostendunt legis utilitates.

4. Verumtamen, quia utilitas hæc, vel necessitas, non est eadem in omnibus legibus, ad illam exactè declarandam operæ pretium erit, varia genera legum distinguere, et in singulis propriam necessitatem, vel utilitatem explicare; ita enim constabit, non solùm esse legem in genere, sed etiam in particulari quotuplex sit, quod etiam necessarium est, ut de toto objecto hujus tractatûs quæstionem, an sit, plenè definiamus; ostendimus enim supra, objectum hoc omnes legum species complecti. Erit etiam hoc opportunum, ut intelligantur voces, quibus in discursu totius tractatûs nobis utendum est.

5. Primò ergo supponere possumus divisionem legis in quatuor membra, quam posuit Plato in Timæo et Phædo, scilicet, in divinam, cœlestem, naturalem et humanam, ex quibus vocibus secunda non admittitur à theologis, quia vel superflua est, vel erroneam doctrinam continet. Per cœlestem enim legem fatum, et necessitatem quamdam operandi, quæ ex ordinato motu, et inflexu cœlorum provenit, Plato intellexit. Unde, si intelligat, legem illam talem esse, ut vel divinæ providentiæ non sit subjecta, vel rebus omnibus, etiam hominibus, quoad proprias animæ operationes necessitatem imponat, falsam et hæreticam sententiam continet, divinæ gubernationi et libertati arbitrii contrariam; si verò per cœlestem legem solùm intelligat, quod Arist. dixit, mundum hunc inferiorem conjunctum esse sphæris cœlestibus, ut inde gubernetur, per naturales, scilicet, influentias, et vicissitudines, quæ à Deo semper pendeant, et corpora immutent, et non animas, sic non oportuit membrum illud distinguere, quia eo modo, quo potest appellari lex, sub naturali comprehenditur, ut monstrabimus. Omissâ ergo illâ secundâ voce, alia tria sunt etiam in usu theologorum, sed in sensu aliquantulùm diverso.

6. Lex ergo divina apud Platonem est ratio gubernatrix universi in Dei mente existens, quam legem etiam theologi agnoscunt, sed legem æternam appellant. Duobus enim modis dici potest lex divina, uno modo quia in ipso Deo est; alio modo, quia ab ipso Deo immediatè fertur, licet extra Deum ipsum sit. Priori modo legem divinam appellavit Plato, theologi verò cum Augustino, ut distinguant illam legem ab aliâ, quam Deus extra se fert, vocant illam æternam; et ita etiam nos appellabimus. De ipsâ igitur re, quæ lex æterna vocatur, tam certum est esse in Deo, quàm est certum habere Deum universi providentiam, quia per hanc vocem nihil aliud significatur, quàm ratio hujus providentiæ in Deo existens, vel aliquid ejus. Quo modo autem recipiat nomen et proprietatem æternæ legis in principio libri sequentis explicabimus. Et hinc facilè intelligitur quæ sit necessitas et utilitas hujus legis; est enim eadem, quæ divinæ providentiæ; nam, sicut absque divinâ providentiâ mundus non posset consistere, ita neque sine hâc divinâ et æternâ lege, et omnis utilitas, et commoditas, quæ huic mundo provenit ex divinâ providentiâ, in hanc etiam divinam legem referenda est. Advertit autem D. Thomas 1-2, q. 91, art. 1, ad 3, utilitatem hujus legis non esse, quia ipsa ordinatur ad finem, sed quia ipsa ordinat omnia alia ad suos fines per convenientia media; ipsa enim non potest ad finem ordinari, cùm sit ipse Deus, qui est ultimus finis omnium. Tandem ex hâc primâ lege divinâ, seu æternâ, colligi potest prima divisio legis in æternam et temporalem; supponimus enim nihil esse æternum extra Deum; constat autem plures esse leges extra Deum existentes; ergo præter legem æternam necesse est dari alias temporales, quæ consequenter differunt tanquàm creatum et increatum, quia quidquid est æternum increatum est, et quod est temporale est creatum. Hinc ergo constat dari legem divinam, id est, in Deo ipso existentem; quomodò autem detur lex divina à Deo proximè lata, patebit ex dicendis. Denique datur lex in Deo ipso existens; hæc enim omnia in idem recidunt.

7. Ex aliis igitur duobus membris legis à

Platone positis secunda divisio legis colligitur, quæ est subdivisio legis creatæ in naturalem et positivam. Quam divisionem omnes etiam theologi agnoscunt, et est frequens apud Sanctos, sive sub nomine legis, sive sub nomine juris positivi et naturalis. Ut patet ex Isidoro lib. 2 et 3 Etymol. et habetur in Decret. d. 1 et sequentibus, et sumitur ex Augustino tractatu 6 in Joannem, et indicata est à Paulo Roman. 2, dicente : *Gentes, quæ legem non habent, naturaliter ea quæ legis sunt faciunt.* Ut ibi Glossa ordinar. notavit. Eadem divisio reperitur in jure civili Instit. de Jure natur. gentium, et civili, et l. 1, ff. de Justitiâ et jure. Et Cicero, libro 1 de Legibus, ex professo probat, dari jus naturale prius omni humano. De quo multa etiam habet lib. 2 de Legibus, et Aristot. 5 Ethicor. cap. 7, ubi in eodem sensu distinguit jus in naturale et legale.

Sed circa legem naturalem advertendum est, variis modis à philosophis, jurisperitis, vel theologis accipi. Plato enim, supra, legem naturalem videtur accipere pro omni inclinatione naturali inditâ rebus à suo creatore, quâ singula ad proprios actus et fines tendunt. Sicut enim legem divinam esse dixit, rationem æternam in Deo existentem, quâ reguntur omnia, ita participationem illius rationis creaturis impressam, ut in destinatos fines suos tendant, naturalem legem appellavit. Imò etiam D. Thomas 1-2, q. 91, art. 2, dixit, omnia, quæ divinâ providentiâ reguntur, participare aliqualiter legem æternam, in quantùm ex efficaciâ ejus habent inclinationes in proprios actus et fines. At verò jurisperiti legem naturalem communem esse dicunt non solùm hominibus, sed etiam aliis animalibus; inanimata verò à participatione hujus legis excludere videntur, ut patet ex § 1 Instit. de Jure naturali, etc.; et lib. 1 ff. de Just. et jure.

8. Verumtamen, ut in primo capite notavi, lex non attribuitur rebus insensibilibus secundùm proprietatem, sed secundùm metaphoram, et ideò de illâ priori ac generalissimâ acceptione legis naturalis, nihil amplius hìc dicere necesse est, præter ea quæ in cap. 1 diximus, et quæ infra dicemus de lege æternâ. Animalia etiam bruta non sunt capacia propriè legis, cùm nec ratione, nec libertate utantur, et ideò non potest nisi per similem metaphoram illis attribui naturalis lex. Quamvis enim in hoc differant ab insensibilibus, quòd non solo pondere naturæ, sed etiam cognitione et instinctu naturali ducuntur, qui instinctus est illis quasi lex, et hàc ratione possit aliqualiter sustineri illa secunda acceptio jurisconsultorum, nihilominùs simpliciter est metaphorica et valdè analoga, et ideò etiam nunc illam omittimus; infra enim lib 2, cap. 8, explicando jus gentium, sensum proprium illarum legum investigare conabimur.

9. Lex ergo naturalis propria, quæ ad moralem doctrinam et theologiam pertinet, est illa quæ humanæ menti insidet ad discernendum honestum à turpi, juxta illud Psal. 4 : *Quis ostendit nobis bona? signatum est super nos lumen vultûs tui, Domine*, ut explicuit D. Thomas d. q. 91, art. 2, ubi concludit legem naturalem esse *participationem legis æternæ in rationali creaturâ.* Et in 4, d. 33, art. 1 : *Quia homo* (inquit) *inter cætera animantia rationem finis cognoscit, et proportionem operis ad finem, ideò naturalis conceptio ei indita, quæ dirigitur ad operandum convenienter, lex naturalis, seu jus naturale dicitur; in cæteris autem naturalis æstimatio vocatur.* Et hoc etiam apertè sensit Cicero lib. 2 de Legib. Nam post verba supra citata de lege æternâ subdit : *Ex quâ illa lex, quam Dii humano generi dederunt, rectè est laudata : est enim ratio, mensque sapientis ad jubendum, et ad deterrendum idonea.* Ita ergo hæc lex naturalis dicitur, non solùm prout naturale à supernaturali distinguitur, sed etiam prout distinguitur à libero. Non quia ejus executio naturalis sit, seu ex necessitate fiat, sicut executio naturalis inclinationis est in brutis vel rebus inanimis; sed quia lex illa est veluti proprietas quædam naturæ, et quia Deus ipse illam naturæ inseruit. Et ex hâc parte etiam est divina hæc lex, tanquàm à Deo immediatè lata, ut sensit D. Thom. dictâ quæst. 91, et quæst. 94, art. 6, ubi adducit D. August. 2 Confessionum c. 4, dicentem ad Deum : *Lex tua scripta est in cordibus hominum;* quod dictum est propter legem naturalem; unde dixit in lib. 2 de Sermone Domini in mont. cap. 9, nullam esse animam, *in cujus conscientiâ non loquatur Deus. Quis enim scribit in cordibus hominum naturalem legem, nisi Deus?* Expressiùsque hanc legem divinam appellat Isidor. lib. 5 Etymol. cap. 2. Atque ex his tandem constat quam sit necessaria et utilis hæc lex, cùm in eâ posita sit discretio inter honestum et turpe in rationali naturâ. Verumtamen hæc omnia longam requirunt declarationem, sed ne ordinem invertamus et confundamus omnia, in librum sequentem illam reservamus.

10. Superest dicendum de quâdam subdivi-

sione legis naturalis; priùs autem oportet aliquid dicere de quartâ lege à Platone positâ, quam humana appellavit, et pertinet ad jus illud quod Arist. vocavit, *jus legale*, quod ipse ita descripsit: *Est jus, quod à principio nihil refert; postquàm autem positum est, multùm refert.* Quod ex parte materiæ talis juris intelligendum est, quia versatur circa actiones, quæ secluso tali jure non essent sub obligatione, per illud autem efficiuntur necessariæ. Denique, ad hoc membrum spectant illæ leges, quas Cicero lib. 2 de Legib. à lege æternâ et naturali distinguit, et populares vocat. Nos autem more theologorum legem creatam seu temporalem in naturalem et positivam divisimus, quia positiva latiùs patet quàm humana. Est enim advertendum philosophos non agnovisse supernaturalem hominum finem, sed solùm de hujus vitæ aliquali felicitate, vel potiùs convenienti statu, ad illam in pace et justitiâ transigendam, tractâsse, et in ordine ad hunc finem de legibus consideràsse, et ita naturalem legem solùm ab humanâ, quam nos civilem appellare possumus, dist nxisse, de quâ statim aliquid dicemus. At verò cùm fides doceat homines ad finem supernaturalem vitæ futuræ per convenientia media in hâc vitâ exequendi ordinari, rectè sacra theologia infert longè aliter esse necessariam hanc legem naturalem, et pluribus legibus positivis homines indigere, quàm iidem philosophi fuerint assecuti.

11. Circa legem ergo naturalem docet theologia hominem secundùm duplicem naturam, et duplex rationis lumen considerari posse. Primò secundùm puram naturam, seu substantiam animæ rationalis, et consequenter secundùm rationis lumen illi connaturale: secundò juxta naturam gratiæ desuper homini infusæ, et secundùm divinum ac supernaturale lumen fidei; per quod pro statu vitæ regitur et gubernatur. Et juxta hæc duo principia distinguit duplicem legem naturalem, aliam simpliciter naturalem respectu hominis; aliam, quæ licet supernaturalis sit respectu hominis (quia totus ordo gratiæ illi supernaturalis est), nihilominùs naturalis dici potest respectu gratiæ, quia etiam gratia habet suam propriam essentiam et naturam, cui connaturale est lumen infusum. Cui etiam connaturale est non solùm dirigere homines ad rectam et honestam, ac debitam operationem supernaturalem, sed etiam depellere tenebras et errores circa ipsammet legem purè naturalem, et sub altiori ratione præcipere ipsiusmet legis naturalis observationem. Sic ergo lex naturalis duplex distingui potest, una purè naturalis, alia simpliciter supernaturalis; naturalis autem respectivè, per comparationem ad gratiam. Unde cùm lex naturalis etiam pura divina sit, quia à Deo manat, multò magis lex naturalis divini ordinis divina est. Nam prior est à Deo mediante naturâ, à quâ manat, tanquàm proprietas ejus; posterior autem est à Deo per se infundente gratiam, et ipsum supernaturale lumen, ac actualiter etiam dirigente homines ad dictamina illius legis perficienda per auxilia gratiæ excitantis et adjuvantis.

12. Denique, utraque lex dici potest connaturalis generi humano, eo modo quo naturale quodam modo dicitur quod cum naturâ concreatum est, semperque in illâ perseveravit. Ita enim lex etiam connaturalis gratiæ semper in humano genere fuit, quia nunquàm in hominibus universis, seu in totâ Ecclesiâ lumen fidei defuit; neque homines caruerunt unquàm lege divinâ supernaturali, sine quâ non potuissent in supernaturalem beatitudinem tendere. Unde quando distingui solent status hominum per leges, scilicet in statum legis naturalis scriptæ, vel gratiæ: in primo statu per legem naturalem intelligenda est tam lex solius naturæ quàm lex connaturalis gratiæ, seu lex fidei; non potuit enim mundus unquàm carere omninò hâc lege secundùm ordinariam providentiam, cùm factores legis semper potuerint cum divino auxilio justificari, ut sumitur ex Paulo ad Romanos c. 2 et 3. Atque ita etiam patet quæ fuerit necessitas et utilitas legis naturalis in hoc posteriori sensu declaratæ, nimirùm quia gratia, et fides semper fuit necessaria, et hæc lex est illis connaturalis. Item ut haberet homo legem, per cujus observantiam posset consequi remissionem peccatorum ac vitam æternam cum divino auxilio.

13. Circa alterum membrum de lege positivâ, sciendum est illam legem vocari positivam quæ non est innata cum naturâ, vel gratiâ, sed ultra illas ab aliquo principio extrinseco habente potestatem posita est; inde enim positiva dicta est, quasi addita naturali legi, non ex illâ necessariò manans. Unde ab aliquibus *jus positum* vocatur, ut videri potest in Conan. lib. 1 Commentar. jur. civil. c. 8. Et legem positivam sic sumptam convenit, quod Arist. 1 Ethic. c. 9, dixit, *legem esse sermonem ab aliquâ prudentiâ et mente profectum, quæ vim habeat ad cogendum.* Nam licet ille de lege huma-

nâ tantùm loquatur, tamen verba ejus de se generaliora sunt, et ita etiam lex positiva latiùs patet quàm humana.

14. Atque hinc traditur à theologis tertia divisio legis positivæ in divinam et humanam. Lex positiva divina dicitur, quæ ab ipso Deo immediatè lata est, et toti legi naturali addita; de humanâ statim dicemus. Præter has verò non potest esse alia positiva lex respectu hominum, quia non sunt plures legislatores; Angeli enim non habent hanc potestatem in homines, quia nec naturalis illis est, nec à Deo est illis concessa; nulli enim id revelatum scimus, unde nec divinare illud possumus. Lex itaque divina in præsenti non dicitur lex in Deo existens, sed à Deo manans speciali quodam modo; non enim significat legem conceptam sed exhibitam, et in hoc inter alia differt à lege divinâ prout illam posuit Plato. Deinde differt hæc lex à naturali sumptâ cum omni perfectione supra declaratâ, quia lex naturalis non additur à Deo specialiter ipsi naturæ, vel gratiæ; hæc autem lex specialiter ponitur et additur ultra illam. Unde lex naturalis non confertur per se primò, ut speciale donum legis, sed censetur idem donum, vel cum ipsâ naturâ, vel cum ipsâ fide et gratiâ: nam qui dat formam, dat consequentia ad formam. Hæc autem lex per se primò datur tanquàm donum additum et naturæ et gratiæ. Et hinc factum est ut hæc soleat appellari simpliciter lex, ut patet ex totâ Epistolâ ad Roman. et ex aliis Scripturæ locis quæ statim insinuabimus. Atque ideò lex divina simpliciter dicta solet de hâc positivâ intelligi, et ita etiam nos frequentiùs loquemur.

15. Ex quo etiam facilè constat quæ fuerit hujus divinæ legis necessitas. In quo animadvertendum est (ne propter ambiguitatem vocis decipi contingat), D. Thomam in quæst. 1, art. 4, quatuor afferre rationes ob quas fuit necessaria lex divina, quas si aliquis attentè consideret, inveniet solùm probare de lege divinâ vel naturali, prout connaturalis est gratiæ, non verò de lege supernaturali positivâ, prout nunc loquimur. Prima ratio est, ut dirigat hominem ad supernaturalem finem; secunda, ut juvet hominem etiam in naturalibus, ne erret; tertia, ut etiam de interioribus actibus possit præcipere et ordinare; quarta, ut omne malum prohiberet, quod lex humana non potest. Et ad has quatuor proprietates accommodat illud Psal. 18: *Lex Domini immaculata convertens animas; testimonium Domini fidele, sapientiam præstans parvulis.* Nam in hoc ultimo verbo continetur prima ratio, quia per sapientiam ordinatur homo ad supernaturalem finem. In tertiâ autem seu penultimâ proprietate continetur ultima ratio: nam quia hæc lex nititur in veritate Dei, non potest subesse erroribus; imò errores naturæ potest emendare et cohibere. Præterea in secundâ proprietate insinuatur ratio tertia; nam quia lex divina interiores actus dirigit, meritò convertere animas dicitur. Ac denique immaculata dicitur, quia nullum malum permittit. At verò hæ omnes rationes maximè probant de lege divinâ connaturali gratiæ, præsertim ratio prima et secunda, ut supra etiam tetigi. Nam ratio tertia et quarta etiam in purâ lege naturali locum habent, quia illa præcipit etiam internos actus bonos et malos prohibet; nullumque actum pravum reverà permittit. Imò lex divina positiva, prout nunc de illâ loquimur, ordinariè versatur circa actus exteriores, ut videre licet in lege veteri et in novâ, quatenùs est de sacramentis, et de hierarchiâ ecclesiasticâ. Item per legem positivam non prohibet Deus omnia mala, sed hoc spectat ad divinam legem naturalem utriusque ordinis, ut supra explicata est.

16. Unde colligimus necessitatem legis divinæ positivæ non fuisse necessitatem absolutam in ordine ad finem supernaturalem, sed fuisse necessitatem ex suppositione institutionis Synagogæ, vel Ecclesiæ, respectu cujus censeri potest necessitas simpliciter, licet respectu ipsius finis sit potiùs ad melius esse, et ad majorem hominum instructionem, vel propter eorum nimiam cæcitatem, et depravatos mores, ad cohibendos illos, vel propter majorem perfectionem et lumen, ad perfectionem virtutis et sanctitatis assequendam. Ratio est, quia licet aliqua lex supernaturalis, sicut et supernaturalis cognitio, fuerit necessaria, sufficere poterat illa quæ est connaturalis ipsi gratiæ; necessitas ergo addendi alteram legem positivam orta est ex peculiari institutione corporis mystici spiritualis (ut sic dicam). Quâ institutione suppositâ, possunt optimè applicari cum proportione rationes D. Thomæ ad hanc legem divinam positivam. Quæ ulteriùs subdividi solet in veterem et novam, quam partitionem in lib. 9 et 10 latè sumus explicaturi.

17. Superest dicendum de lege positivâ humanâ, quæ ita denominatur à proximo principio, unde manat. Non enim dicitur lex huma-

na, quia hominibus imposita sit, nec quia in illis sit, ut in his qui per illam gubernandi sunt; quia licet hoc reverà conveniat huic legi, non est proprium ejus, sed commune est omni legi, de quâ tractamus, sive divina, sive naturalis sit. Unde secundùm illam denominationem distingueretur potiùs lex humana ab angelicâ, id est, à lege Angelis impositâ, de quâ non tractamus. Item non dicitur lex humana ex materiâ, quia videlicet de rebus humanis et non divinis feratur: nam licet fortassè hæc denominatio cadere possit in legem quam philosophi humanam nominârunt, reverà non est ab eis intenta, nec est adæquata, quia lex humana latiùs patet, ut videbimus. Dicitur ergo humana lex, quia proximè ab hominibus inventa et posita est. Dico autem *proximè*, quia primordialiter omnis lex humana derivatur aliquo modo à lege æternâ, juxta illud: *Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt*, Proverb. 8; et quoad vim obligandi manat à potestate Deo datâ, quia *non est potestas, nisi à Deo*, Rom. 13. Nihilominùs tamen lex ipsa, quæ humana dicitur, actus est hominis, et ita ab illo proximè fertur, et inde humana vocatur. Sic dixit Plutarch. in Comment. in principe requiri doctrinam: *Justitia legis est finis; lex autem principis opus; princeps verò Dei simulacrum administrantis universa.* Et August. lib. de verâ Relig. cap. 31: *Conditor* (inquit) *legum temporalium, si vir bonus est, et sapiens, legem æternam consulit, ut secundùm ejus immutabiles regulas, quid sit pro tempore jubendum, vetandumque discernat.* Et tract. 6 in Joan. dicit Deum per imperatores distribuisse humano generi jura humana. Est ergo lex humana opus hominis, ab ejus potestate et prudentiâ proximè manans, et tanquàm regula et mensura operationum subditis posita.

18. Unde etiam facile constat quæ sit necessitas vel utilitas hujus legis. Ut enim notavit D. Thomas quæst. 91, art. 3, necessitas manat ex eo quòd lex naturalis vel divina generalis est, et solùm complectitur quædam principia morum per se nota, et ad summum extenditur ad ea quæ necessariâ et evidenti elatione ex illis principiis consequuntur; præter illa verò multa alia sunt necessaria in republicâ humanâ ad ejus rectam gubernationem et conservationem, et ideò necessarium fuit ut per humanam rationem aliqua magis in particulari determinarentur circa ea quæ per solam rationem naturalem definiri non possunt, et hoc fit per legem humanam, et ideò fuit valdè necessaria. Unde Plato lib. 9 de Legib. non longè à fine: *Necesse est* (inquit) *leges hominibus ponere, ut secundùm leges vivant: nam si absque his vixerint, nihil à feris atrocissimis discrepârint.* Et simili modo dixit Arist. lib. 1 Polit. cap. 2: *Ut perfectione susceptâ, optimum omnium animalium est homo, ita si alienus fiat à lege et à judiciis, pessimum est omnium animalium.*

19. Et ex utroque licet ampliùs rationem explicare. Nam in hoc fundatur quòd homo est animal sociabile, naturâ suâ postulans vitam civilem et communicationem cum aliis hominibus, et ideò necesse est ut rectè vivat, non solùm ut privata persona est, sed etiam ut est pars communitatis; quod ex legibus uniuscujusque communitatis maximè pendet. Deinde oportet ut unusquisque non tantùm sibi, sed etiam aliis consulat, pacem et justitiam servando, quod sine convenientibus legibus fieri non potest. Item necesse est ut ea quæ ad commune bonum hominum, seu reipublicæ spectant, præcipuè custodiantur et observentur: singuli autem homines, et difficilè cognoscunt id quod expedit ad commune bonum, et rarò illud per se intendunt; et ideò necessariæ fuerunt leges humanæ, quæ communi bono consulerent, ostendendo quid agendum sit propter tale bonum, et cogendo ut fiat. Unde Arist. lib. 10, cap. 9: *Publicas* (inquit) *diligentias atque curas per leges fieri constat, bonas autem per studiosos.* Propter quod ait Cyril. lib. 3 contra Jul. non longè ab initio: *Neque dubium est quin leges dirigant ad bonum, et à deterioribus recedere cogant, unde nemo, qui mente præditus est, redarguerit vel leges, vel legislatores.* Fuerunt ergo leges positivæ et utiles, et necessariæ. Unde olim quando leges inanimatæ conditæ non fuerant, principes erant quasi animatæ leges, quorum arbitrio populi regebantur, ut ex Justino refert D. August. lib. 4 de Civit. cap. 6.

20. Tandem verò hæc positiva lex in civilem et ecclesiasticam distinguitur, quam divisionem philosophi non agnoverunt, quia supernaturalem finem et specialem potestatem ignorârunt. Et ideò apud illos idem est lex humana quæ civilis, quam temporalem solet August. appellare. Est enim illa quæ ad civitatis politicam gubernationem, et ad temporalia jura tuenda, et in pace ac justitiâ rempublicam conservandam ordinatur. Unde leges civiles circa hæc temporalia bona seu corporalia versantur. Præter has autem christiana religio recognoscit leges ecclesiasticas seu canonicas,

quæ in sacris canonibus et decretis pontificum continentur, quas aliqui non humanas, sed divinas vocant, eò quòd ab speciali potestate à Deo specialiter latâ deriventur, et ad supernaturalem finem, et divinum cultum, ac salutem animarum potissimè referantur. Re tamen verà humanæ sunt, ut benè docuit Joan. Andr. quem refert et sequitur Panorm. in cap. 1 de Jura. calumn. n. 7, et sumitur apertè ex cap. *non debet*, de Consanguin. et affin. et ratio est, quia per voluntatem humanam proximè constituuntur, licet à civilibus differant in potestate, à quâ proximè manant, et in fine et materià, ut postea videbimus. Ratio autem, seu necessitas talium legum eâdem cum proportione fuit. Quia Deus (ut supponimus) specialem congregationem fidelium, quæ esset unum corpus, quod Ecclesiam nunc vocamus, instituit : et per legem à se latam non disposuit in particulari de omnibus quæ ad spirituale regimen Ecclesiæ convenientia esse poterant, sed solùm quædam substantialia fundamenta hujus spiritualis reipublicæ instituit : reliqua verò per suos ministros et Ecclesiæ pastores disponenda reliquit; tum ut suaviter, et modo hominibus accommodato omnia ordinarentur, tum quia non poterant omnia in particulari ita determinari, ut essent immutabilia. Hæc ergo determinatio fit per leges canonicas, et ideò tam fuerunt necessariæ in spirituali republicâ Ecclesiæ, sicut civiles in temporali.

21. Ex his igitur satis constat varietas legum et necessitas, multiplexque divisio. Quibus addi solent aliæ quæ vel incertæ sunt, vel quasi materiales, et ideò circa illas immorari nunc non est necesse : nam suis locis meliùs attingentur. Hujusmodi est divisio legis in ostendentem et præcipientem, de quâ dicemus in libro sequenti, et fortassè necessaria non est. Item est alia generalis divisio legis in affirmativam et negativam, quia illa præcipit quod agendum est; hæc vetat et prohibet quod cavendum est, quæ duo præstant omnes leges numeratæ, quia solùm differunt in materiâ præceptâ, quæ est agere, vel non agere : et inde habent aliquam differentiam in modo obligandi, quam capit. 15 commodiùs trademus. Addi denique possunt divisiones legis humanæ in pœnalem et non pœnalem, prohibentem tantùm, vel etiam irritantem, quæ voces satis notæ sunt; de rebus autem ipsis in sequentibus erunt speciales disputationes instituendæ. Denique, in dictis divisionibus omissum videri potest jus gentium, sed quomodò illud ad prædicta revocetur, in lib. seq., cap. 8, explicabimus.

CAPUT IV.

Qui actus sint necessarii in mente legislatoris ad legem ferendam.

1. Quæ hactenùs tractavimus solùm pertinent ad definiendam quæstionem, an sit lex; ostendimus autem non solùm esse, sed etiam necessariam esse, non unam tantùm, sed varia genera, seu species illarum, quorum nomina et rationes eorum exposuimus, ut in discursu materiæ clarè et expeditè loqui possimus. Jam sequitur videndum quid sit lex, quod abstractè et in communi explicabimus, et difficultates insurgentes ex particularibus legibus in propria loca remittemus; semperque loquemur more humano, et juxta nostrum concipiendi modum : erunt tamen locutiones applicandæ ad divinam legem seu mentem, remotis imperfectionibus. In hoc ergo et sequenti capite dicemus de genere, sub quo lex constituitur, postea differentiam inquiremus.

2. Primùm ergo supponimus legem esse aliquid pertinens ad naturam intellectualem, quatenùs talis est, atque adeò ad mentem ejus: sub mente intellectum et voluntatem comprehendendo (ita enim nunc loquor). Hoc per se satis notum est, quia lex dicit moralem ordinem ad aliquid agendum; nulla autem natura est capax hujus ordinationis, nisi intellectualis. Item propriè loquendo non reguntur legibus, nec sunt capaces talis gubernationis, nisi quæ intellectu et ratione utuntur : ergo multò magis requiritur mens in eo qui per leges debet gubernare. Est ergo lex aliquid ad mentem pertinens. Imò si in ordine ad naturalia vel irrationalia dicitur Deus per extensionem quamdam legem concipere, id solùm est quatenùs ea quæ intellectu carent, indigent superiori mente gubernante, ut opus naturæ sit opus intelligentiæ, omnibus ergo modis lex ad mentem referenda est. Et hic fuit conceptus legis in omnibus sapientibus, etiam philosophis, ut ex Platone, Arist. et Cicer. in locis allegatis constat.

3. Suppono secundò, legem propriè loquendo, præsertim quatenùs est in legislatore, in aliquo actu secundo, non in habitu vel potestate positam esse : patet, quia lex dicitur, quæ habet vim proximam movendi et obligandi subditos; hæc autem non est in potentiâ vel habitu, nisi radicaliter et remotè; est ergo in aliquo actu. Item imperare, ordinare, et similia

dicunt actum; illa autem fiunt per legem, vel formaliter, vel quasi activè moraliter : consistit ergo lex in actu. Ut autem explicemus quisnam hic actus sit, oportet priùs numerare omnes actus qui ad legem concurrere possunt, et eorum seriem seu ordinem describere : possunt enim hi actus esse, vel interiores et eliciti ab intellectu vel voluntate; aut exteriores et imperati : et omnes necessarii sunt, ut lex tandem suum effectum consequatur.

4. Ad hoc autem explicandum adverto tertiò, legem in triplici statu vel subjecto posse considerari : primò in ipso legislatore, quomodò supra dicebamus, legem esse conceptam in mente Dei ex æternitate. Secundò in subditis, quibus lex imponitur, quomodò dici solet lex naturæ indita in mentibus hominum. Tertiò in aliquo alio signo, seu aliâ materiâ exteriori, ut in scripto, vel etiam in voce manifestante voluntatem superioris. De lege in duobus ultimis statibus consideratâ nulla potest esse difficultas : nam lex tertio modo spectata formaliter consistit in aliquo exteriori actu quo legislator mentem suam manifestat, qualis est inter homines locutio vel scriptura, quomodò dixit Aristot. 10 Ethic. capit. 9, legem esse sermonem ab aliquâ mente seu prudentiâ profectum. Sic etiam Gabr. in 3, d. 37, definit legem esse signum, principis voluntatem vel mentem sufficienter manifestans. Dixi autem hoc signum esse actionem vel actum, sub illo comprehendendo terminum ejus, quando et permanens est, et perfectam rationem signi continet : sic enim lex scripta, lex dicitur, non solùm quando scribitur, sed quatenùs est terminus scriptionis permanens, semperque mentem principis indicans. Et eâdem proportione, si lex solo verbo tradatur, quamvis sensibile verbum transeat, quatenùs verò manet in memoriis hominum, lex sufficienter durare dicitur : sic enim interdùm lex non scripta per traditionem conservatur. Et eodem modo consuetudo potest aliquando obtinere vim legis, ut infra videbimus. Neque in hoc membro alia occurrit difficultas, præter illam quæ ad promulgationem legis spectat, de quâ infra dicemus.

5. Præterea de lege, prout esse potest in homine legi subjecto, certum est consistere in actu mentis, et per se solùm requirere judicium intellectûs, et non actum voluntatis : hic enim necessarius est ad observationem seu executionem legis, non ad existentiam ejus. Nam lex prævenit voluntatem subditi, et illam obligat; actus verò intellectûs necessarius est ut proponat et proximè applicet voluntati legem ipsam, et ideò necessariò requirit judicium rationis. Atque hoc modo lex naturalis communiter dicitur esse naturale judicium rationis humanæ, scilicet quatenùs illa lex est in homine, tanquàm in eo qui illi legi subjicitur. Atque hoc etiam modo dixit Damasc. lib. 4 de Fide cap. 3 : *Adveniens lex Dei, mentem nostram incendens eam ad se pertrahit, conscientiamque nostram vellicat, quæ et ipsa lex mentis nostræ dicitur.* Idemque proportionaliter est in legibus positivis : nam postquàm latæ sunt, per judicium rationis unicuique applicantur, quatenùs ex vi legis judicatur necessarium, quod per se non erat, et ita illud judicium jam est quasi lex existens in ipso subdito. Hîc verò occurrebat quæstio, an his legibus positivis aliquando requiratur ex parte subditorum actus voluntatis acceptantis legem, sed de hâc re dicendum est circa leges humanas, quibus hoc proprium est. Nunc certum sit hoc non requiri ad rationem legis, ut sic, neque fortassè ad ullam legem, nisi ex defectu potestatis in legislatore. De hoc ergo statu legis nihil ampliùs in communi dicere necesse est. Peculiaris enim difficultas, quæ in hoc potest occurrere circa legem naturalem, in lib. seq. meliùs tractabitur.

6. Superest ergo quæstio de lege, quatenùs est in ipso legislatore. In quo certum inprimis est ad ferendam legem, intellectum et voluntatem intervenire. Explicandum verò est quos actus circa illam habeat. Et inprimis quia lex, quatenùs exteriùs imponitur subditis, medium quoddam est ad bonum eorum, et ad pacem, seu felicitatem comparandam; ideò primum omnium intelligi potest in voluntate legislatoris intentio boni communis, seu benè gubernandi subditos, ex quâ statim sequitur in intellectu consultatio de hâc vel illâ lege, quæ sit justa vel conveniens reipublicæ; quæ duo in homine intelliguntur cum successione et discursu, in Deo verò sine imperfectione per simplicem actum cum ordine rationis. Hi verò actus remotè concurrunt ad ferendam legem, et ideò clarum videtur non esse in eis positam substantiam legis. Post illos ergo ex parte intellectûs videtur proximè concurrere judicium illud quo legislator statuit et decernit rem talem esse convenientem reipublicæ, et expedire, ut ab omnibus servetur. Hoc manifestum est, quia sine tali judicio non potest lex pru-

denter et rationabiliter ferri; est autem de ratione legis ut sit justa, et consequenter ut sit prudens : nam prudentia præceptiva est, ut tradit D. Thom. 2-2, quæst. 47, art. 8, ex Aristot. 6 Ethic. cap. 10 et sequentibus. Unde sicut in unaquâque privatâ personâ requiritur prudentia ad rectè præcipiendum singulas actiones, vel sibi, vel alteri; ita in principe requiritur prudentia politica, seu architectonica ad leges ferendas, juxta illud quod Proverb. 8 ait Sapientia : *Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt.* Et tradit optimè D. Thom. 2-2, quæst. 50, art. 1, cum Arist. lib. 3 Polit. cap. 3.

7. Secundò est certum ultra hoc judicium requiri ex parte voluntatis actum quo princeps acceptet, eligat, ac velit observari à subditis id quod intellectus judicavit expedire. In quo etiam omnes doctores conveniunt, saltem quoad leges positivas, et id ostendemus in capite sequenti. Ratio autem breviter est, quia lex non tantùm est illuminativa, sed motiva et impulsiva : prima autem facultas movens ad opus in intellectualibus rebus, est voluntas. Quæret verò aliquis quisnam hic actus voluntatis sit? Et est ratio dubii, quia voluntas aliqua simplex aut inefficax non est sufficiens : nam hanc habet Deus etiam in his quæ consulit et non præcipit, et inter homines, quamvis superior hoc modo aliquid desideret fieri à subdito, et hoc desiderium illi intimet, non satis est ut præcipiat. Voluntas autem efficax non videtur necessaria, neque enim Deus habet illam in his omnibus quæ præcipit; aliàs omnia fierent, quia voluntas efficax infallibiliter adimpletur.

8. Respondetur necessarium esse aliquem actum efficacis voluntatis, quæ in Deo est beneplaciti, ut rectè probat prior ratio facta; hæc autem voluntas non oportet ut sit de ipsâ observatione seu executione legis : nam hæc quid posterius est, et hoc etiam probat posterior ratio facta. Per se ergo requiritur ut sit de obligatione subditorum, id est, ut sit voluntas obligandi subditos, quia sine tali voluntate non obligabit illos, et illa sufficit ex parte voluntatis. Primùm patet, quia obligatio est effectus moralis, et voluntarius principi. Item quia actus agentium non transcendunt intentionem eorum. Item quia hâc ratione votum non potest esse sine voluntate se obligandi, in quo æquiparatur legi, ut in 2 tom. de Relig. tractat. 6, lib. 1, cap. 2, diximus. Secundum autem patet, quia supponimus in legislatore potestatem ad obligandum; ergo si habeat etiam voluntatem obligandi, nihil aliud ex parte voluntatis requiri potest. Dices : Necessaria est voluntas præcipiendi, et illa sufficit sine voluntate obligandi.— Respondeo has non esse duas voluntates, sed eamdem diversis verbis declaratam, ut infra explicabo.

9. Potest etiam aliter hæc voluntas declarari, ut sit voluntas constituendi talem actionem, ut necessariam ad servandam æquitatem seu mediocritatem in tali materiâ virtutis : habet enim voluntas superioris hanc moralem efficacitatem, ut possit obligare subditos, et ut possit facere materiam necessariam virtutis eam quæ de se non erat necessaria, v. g. abstinentiam talis diei esse necessariam ad mediocritatem temperantiæ. Quamvis enim hoc non sit semper necessarium ad legem, nihilominùs quando oportuerit, non excedit potestatem legislatoris. Ita ergo rectè explicatur objectum, circa quod legislatoris voluntas efficax versatur : nam licet sit quid morale potiùs quàm physicum, circa illud potest versari voluntas efficax, non solùm humana, sed etiam divina, ut alibi ex professo dixi, et infra in tract. de Gratiâ dicam. Hìc verò occurrebat difficultas specialis circa legem naturalem, sed commodiùs tractabitur in libro sequenti.

10. Solùm ergo superest inquirendum, an post dictos actus intellectûs et voluntatis, aliquis alius sit in ipso legislatore necessarius ad legem ferendam. Multi enim existimant requiri ulteriùs quemdam actum intellectûs, quem vocant intimationem, explicationem, vel insinuationem voluntatis superioris respectu inferioris : nam hunc actum dicunt habere propriam rationem imperii, et explicari illâ voce: *Fac hoc,* et ita (ut infra dicam) in illo constituunt propriam rationem legis. Et fundantur, quia in omni operatione morali putant hunc actum esse necessarium post electionem ad executionem, et de illo locutum esse Aristot. 6. Ethic., quando dixit perfectissimum actum prudentiæ esse imperare, et D. Thomam 1-2, quæst. 17, quando docet imperium esse actum intellectûs.

11. Ego verò, in universum loquendo de imperio, respectu propriarum actionum seu potentiarum ejusdemmet operantis, sentio, post electionem seu actum voluntatis, quo determinatè et efficaciter quis vult aliquid operari ad extra, cum omnibus particularibus conditionibus requisitis ad agendum ex parte circumstantiarum et potentiæ executivæ, non requiri

actum aliquem intellectùs, qui immediatè dirigatur ad potentiam exequentem; imò nec talem actum esse possibilem. Quia neque potentia exequens percipit vim imperii, neque ad intellectum spectat applicare potentiam ad operandum, sed solùm proponere objectum voluntati, ad quam spectat postea applicare reliquas potentias ad usum, ut est communior sententia, quam suppono ex 1 2, quæst. 17, et ex auctoribus quos referam capite sequenti. Eamdemque rem sæpiùs satisque fusè attigi tract. de Prædest. lib. 1, cap. 16 et 17; et tract. 4 de Relig. lib. 1, cap. 5; et tract. 6, lib. 1, cap. 12.

12. Hâc verò doctrinâ suppositâ circa imperium uniuscujusque ad se ipsum, de imperio unius ad alium necessariò dicendum est, post actum voluntatis legislatoris, quem supra declaravi, solùm requiri ac necessarium esse, ut legislator illud suum decretum et judicium insinuet, manifestet, seu intimet subditis, ad quos lex ipsa refertur. Hoc enim necessarium est, quia aliàs non posset voluntas principis obligare subditum, quia non innotesceret illi, ut dicemus latiùs agentes de promulgatione. Quòd autem hoc sufficiat, patet, quia voluntas principis est ex se efficax : nam est ex sufficienti potestate, et cum absoluto decreto obligandi, ut supponitur; ergo si illa sufficienter proponatur subdito, operatur quod vult; inducit ergo obligationem : ergo consummata est lex; ergo nihil aliud necessarium est. Quod evidentiùs constabit ex dicendis capite sequenti.

13. De illâ verò intentione constat, consistere in locutione quâdam, seu locutione quamcumque significationem seu manifestationem interni actûs alteri factam comprehendendo. Hæc autem locutio si rectè consideretur, præsertim in ordine ad creaturam, perficitur per actum transeuntem, qui aliquo modo tandem recipitur in eo cui fit locutio. Ut inter homines evidens est, et idem suo modo existimo esse inter Angelos; nam, si is qui loquitur, non imprimat aliquid ei ad quem loquitur, non manifestabit illi conceptum suum. Et idem est de Deo respectu creaturarum : non enim intimavit Deus Adamo suam voluntatem de abstinendo ab esu arboris vitæ, nisi per revelationem aliquam ipsi Adamo factam, etsi Deus manifestet beato in Verbo, quid velit ab ipso fieri, ipsamet visio Verbi, quæ est in beato, habet vim locutionis et intimationis Dei circa tale præceptum. De locutione autem creaturæ ad Deum, alia est ratio, de quâ dixi in citato loco de Orat.; hic autem non habet locum, quia non potest creatura imperare Deo.

14. Ex his ergo concludo, post prædictum actum voluntatis solùm requiri in legislatore actum intellectûs, qui ad loquendum subdito de tali re, vel decreto, necessarius fuerit. Et consequenter esse poterit necessarius novus actus voluntatis efficiendi signum manifestans priorem voluntatem. Ut in nobis requiritur apprehensio verborum, quibus locuturi sumus, et voluntas movendi linguam, et ita proportione servatâ, in principe requiritur ut per intellectum concipiat modum intimandi legem, et ut per voluntatem velit exequi intimationem, quod cum proportione potest ad Deum applicari; ita enim hanc intimationem operatur sicut alios effectus suos. Denique post prædictum actum voluntatis intelligi etiam potest in legislatore novus actus intellectûs, quo videt illam voluntatem suam, ut in Deo intelligimus scientiam visionis posteriorem illâ voluntate. Quo etiam fit, ut legislator post cognitionem suæ legis, aliter etiam judicet de materiâ legis quàm antea, quia priùs solùm indicabat illam ut aptam imperari, postea verò indicat eam ut necessariam ad honestatem morum ex decreto suo. Quæ omnia adeò sunt manifesta ut non indigeant novâ probatione. Quomodò autem hæc ad legem concurrant, atque adeò in quo actu illa posita sit, dicemus capite sequenti.

CAPUT V.

Utrùm lex sit actus intellectûs vel voluntatis, et quisnam ille sit?

1. Suppositis, quæ in superiori capite dixi, quæstio ferè tota erit de modo loquendi; tamen propter varietatem opinionum expedienda breviter est. Prima igitur sententia affirmat legem esse actum intellectûs, ita sentit divus Thomas d. q. 99, art. 1, et sæpè ita loquitur in discursu materiæ Vincent. in Specul. mor. lib. 5, part. 2, dist. 1. Sequuntur Thomistæ Cajetan., Contrad. et alii ibi, et 1-2, q. 17, q. 58, art. 4, et q. 60, art. 1; Soto 1 de Just. quæst. 1, art. 1; Turrecrem. in cap. *Officium*, d. 3; Alens. p. 3, q. 26, in primo; Richard. 3, d. 33, art. 2, q. 6, ad 3; Antonin. p. 2, tit. 4, cap. 10; Guillelm. Paris. 1 act. de Legib. et Cordub. lib. 2 Quæst. q. 10. Probari autem solet hæc sententia primò, quia tam Scriptura quàm Patres, philosophi et jurisconsulti legem tribuunt rationi aut sapientiæ,

Proverb. 8, ait Sapientia : *Per me legum conditores justa decernunt.* Sic etiam Clemens Alex. lib. 1 Stromat. non longè à fine ait legem esse opinionem bonam, bonam autem esse, quæ est vera. Et subdit : *Cui consequenter quidam dixerunt, legem esse rationem rectam, quæ jubet facienda, et prohibet quæ facienda non sunt;* et Basil. in cap. 8 Isaiæ, *lex,* inquit, *est doctrix et magistra.* Damasc. etiam lib. 4, cap. 23, legi tribuit docere.

2. Præterea Plato in Dialog. Minos, seu de Lege, in principio, legem vocat *opinionem civitatis probam,* id est, veram ; et infra dicit esse *veritatis operationem.* Eodemque modo Aristot. lib. 1 Elench. cap. 12, in fine legem esse dicit *opinionem multitudinis.* Et in Epist. ad Alexand. ante Rhetoricam ad illum, definit legem esse *orationem, quæ communi civitatis consensu jubet,* etc. Et statim cap. 1 Rhetoricæ ait, *legem esse communem civitatis consensum, qui scripto præceperit, quomodò unumquodque agendum sit.* Ubi legem etiam ponit in jussione et præcepto; cùm tamen sæpè aliàs rationi et prudentiæ tribuat imperare, 6 Ethic. cap. 9 et sequentibus, 1 Politic. cap. 3. Unde lib. 10 Ethicor. capit. 9, dixit, legem esse *sermonem ab aliquâ prudentiâ et mente profectum.* Ex Cicerone etiam multa supra adduximus quibus significat legem in ratione esse, primùm quidem in mente Dei; per participationem autem ejus, in humanâ ratione esse legem naturalem et prudentiam, à quâ leges civitatum proficisci debent, ut latè prosequitur in lib. 1 et 2 de Leg., paulò post principium, ubi inter alia sic concludit : *Lex est recta ratio in jubendo et vetando.* Sic denique Papin. in lib. 1 ff. de Legib. legem vocat *commune præceptum,* et declarat esse *virorum prudentium consultum;* et Marc. in lib. 2, ex Chrysippo refert, *legem esse divinarum humanarumque rerum reginam, principem ac ducem.* Hæc autem sunt munera rationis, ad quam spectat regere et dirigere operationes.

3. Rationes ad confirmandam hanc sententiam afferuntur variæ. Prima est, quia ad legem pertinet ordinare, unde et definiri solet, quòd sit *ordinatio rationis;* sed ordinare non ad voluntatem, sed ad intellectum spectat, quia includit ratiocinationem quamdam : unde quæ ratione carent, ordinare non possunt; ergo lex actus intellectûs est. Secunda : legis est illuminare et instruere, juxta illud : *Lucerna pedibus meis verbum tuum;* et illud : *Lex Domini immaculata convertens animas, sapientiam præstans parvulis;* illuminare autem intellectûs est. Tertia, lex est regula, ut in principio dictum est ex Basil. in cap. 1 Isaiæ, ubi eam vocat *regulam justorum et injustorum,* quod etiam habetur in lib. 2 ff. de Leg. , et ideò leges ecclesiasticæ vocantur canones, id est, regulæ, ut ait Isidor. 2 Etymologiarum; sed voluntas non est regula, quin potiùs ipsâ ratione regulanda est; est ergo lex in ratione.

4. Quarta, quia nullus potest assignari actus voluntatis, qui sit lex; aut enim est voluntas principis seu superioris, quòd talis actio fiat à subdito, et hoc non; quia talis voluntas necessaria non est, nec sufficit : nam Deus verum præceptum posuit Abrahæ de sacrificando filio, quod tamen Deus fieri nolebat, et è converso quantùmvis superior velit, et desideret aliquid fieri à subdito, si non præcipit, non obligat. Et ideò dicunt theologi nos non teneri conformari divinæ voluntati, etiam efficaci, nisi addatur præceptum de exequendâ tali voluntate; non ergo consistit lex in tali voluntate, vel consistit in voluntate obligandi subditum; et hæc etiam non sufficit, nisi intimetur. Imò addunt aliqui non esse necessariam talem voluntatem in principe, ut ferat legem, quia licet princeps nihil cogitet de obligatione, si vult imperare, imperando fert legem. Imò addit : Medin. 1-2, q. 90, art. 1, quòd licet nolit obligare, si vult imperare, obligat, et fert legem. Sicut (inquit) qui vovet sine voluntate se obligandi, nihilominùs verè vovet, et obligatus manet, et qui promittit sub juramento dolosè, et sine intentione se obligandi, tenetur implere promissum ex religione juramenti; sic ergo qui vult imperare, ex efficacitate imperii obligat, etiamsi nolit. Quare ad legem non erit necessarius alius actus voluntatis, nisi voluntas imperandi; illa autem voluntas non est lex, nisi sequatur imperium, quod pertinet ad intellectum; in illo ergo lex est.

5. Est autem controversia inter auctores hujus sententiæ, quisnam actus intellectûs habeat rationem legis, an scilicet judicium rationis, quod antecedit voluntatem vel imperium quod subsequi dicitur? Nam quidam eorum dicunt esse judicium rationis, quod tenuit Guillelm. Parisiens. et secutus est Conrad. d. articul. 1. Et quidem D. Thom. quæst. 91, artic. 2, clarè dicit legem esse dictamen in principe. Et si considerentur testimonia adducta, præsertim philosophorum, de hoc judicio loqui videntur. Item proprietates illæ,

quæ sunt illuminare, esse regulam et mensuram, in judicium rationis conveniunt, et non in illud imperium, quod solùm dicitur esse impulsivum, et non manifestativum alicujus veritatis. Huic tamen sententiæ obstat, quia judicium illud non habet efficaciam obligandi, nec moraliter movendi, hæc autem in lege necessaria est : item, quoad judicium nihil differre videtur præceptum à consilio, quia etiam consulens habet simile judicium de actione, quam faciendam consulit; unde si Deus nihil aliud nobis manifestaret quàm hoc judicium, non legem, sed consilium præberet, in his videlicet quorum opposita intrinsecè mala non sunt.

6. Alii ergo auctores ponunt legem in actu intellectûs subsequente voluntatem, et vocant illum actum imperium; sed si hic actus non sit per modum locutionis, est planè confictus, ut supra diximus; si autem est, locutio aliqua habebit rationem signi; igitur non tam erit lex quàm signum legis, vel ad summum dicetur lex, sicut lex scripta, aut voce prolata lex vocatur. At vero hæc lex externa seu scripta non habet vim legis, nisi quia significat aliquid aliud in quo est virtus legis, et ideò necessariò supponit aliud quod principaliter sit lex; et hoc est quod inquirimus. Nec etiam dici potest locutionem illam internam, prout consideratur in mente principis esse legem, quia etiam illa solùm habet vim et efficaciam, quatenùs est signum; ergo necessariò supponit id quod principaliter est lex.

7. Præterea occurrit specialis ratio in Deo, propter quam non videatur talis actus ei attribuendus, tanquàm necessarius ad legem ferendam. Quia vel est per modum impulsûs, qui sit activus ad extra, sicut aliqui illum ponunt, etiam in Deo distinctum à proprio judicio et cognitione; vel est per modum mentalis locutionis; neutrum autem horum dici potest, ergo minor quoad priorem partem probari posset, ostendendo nullum esse talem actum, quia frustra ponitur, et intelligi non potest : sed hoc egimus in primâ part. tractat. 2, lib. 1, cap. 10. Nunc verò breviter declaratur, quia ex parte Dei non potest esse necessarius talis impulsus ad legem ferendam, quia Deus ferendo legem non impellit physicè ad actum lege præceptum, sed solùm ponit obligationem, quæ est quid morale, et non potest illo modo physico fieri ut videtur per se clarum. Altera verò pars minoris de locutione patet facilè, quia locutio Dei ad extra non est nisi infusio luminis vel specierum, vel exhibitio alicujus signi manifestantis ipsum, vel ejus voluntatem; totum autem hoc facit Deus per voluntatem suam, nec ad hunc effectum est magis necessarius alius impulsus, vel actus intellectûs posterior actu voluntatis, quàm ad alios. Nullo ergo modo potest in Deo lex constitui in actu consequente voluntatem. Unde idem est de quolibet alio legislatore, quia omnes participant rationem legis, quæ in Deo est per essentiam, et ideò cum proportione illam imitantur.

8. Est ergo secunda opinio principalis, affirmans legem esse actum voluntatis legislatoris. Pro hâc sententiâ referri possunt omnes qui ponunt imperium in voluntate, ut Henr. quodlib. 9, q. 6; Gabr. in 2, d. 37, q. 1, artic. 1, not. 3; Major in 3, d. 33, q 7; Ocham in 3, q. 22, art. 4; Almain. tract. 3 Moralium, cap. 2; Angest. in Moral. tract. 1, p. 3, coroll. 3; sentit etiam Bonavent. in 2, d. 17, artic. 1, quæst. 1, ad penult. ubi ait : *Voluntatem esse in illud penès quod residet regnum et imperium eorum quæ sunt in ipso volente.* Idem Medin. Cod. de Orat. q. 2. Tribuitur etiam Dur. et Greg. in 1, d. 47, quatenùs afferunt voluntatem divinam esse regulam cui omnes tenemur conformari. Citatur etiam pro hâc sententiâ Scot. in 2, d. 6, q. 1, et d. 38, q. 1, ad ult. et quodlib. 17, quatenùs his locis ait ad voluntatem pertinere ordinare alium ad aliquid agendum. Et in 3, d. 36, q. 1, artic. 2, voluntati tribuit imperare; eamdem opinionem latè defendit Cast. lib. 2 de Lege pœnali, cap. 1.

9. Suaderi autem potest primò, quia Scriptura et civilia jura voluntatem Dei aut principis legem appellant, Psal. 32 : *Notas fecit vias suas Moysi, filiis Israel voluntates suas,* id est, præcepta sua; et Psal. 142 : *Doce facere voluntatem tuam;* 2 Mach. 1 : *Det vobis omnibus, ut colatis eum, et faciatis ejus voluntatem,* id est, servetis ejus legem. Sic dixit Christus Dominus in oratione Dominicâ : *Fiat voluntas tua,* id est, servetur lex tua; et in oratione in horto dixit : *Non mea voluntas, sed tua fiat,* id est, tuum præceptum : sic enim de ipso scriptum erat Psal. 29 : *In capite libri scriptum est de me, ut faciam voluntatem tuam.* Responderi solet ex Magistro in 1, d. 47, et D. Thom. 1 p. q. 19, art. 9, in his locis esse sermonem de voluntate signi, quæ non propriè, sed metaphoricè voluntas est.

10. Verumtamen licet signum voluntatis me-

taphoricè voluntas dicatur, necesse est, ut aliquam propriam voluntatem indicet. Cur enim voluntas metaphoricè diceretur, nisi quia habitudinem habet ad voluntatem propriam? non habet autem aliam habitudinem, nisi signi, et ideò voluntas signi dicitur : ergo illa voluntas significata est, quæ propriè impletur, et quæ illis locis significatur nomine legis. Unde etiam in jure civili dicitur lex habere voluntatem suam lib. *In ambigua,* ff. de Legib.; quia nimirùm lex scripta, seu exterior indicat voluntatem principis, quæ dicitur voluntas ipsius legis ; ergo talis voluntas est lex in ipso principe. Unde lib. 1, ff. de Constit. princip. § *Sed et quod,* Instit. de jure natural. gent. et civ. *Quod principi placuit,* dicitur : *Legis habet vigorem.* Quæ verba sine dubio actum voluntatis indicant. Similiter adduci possunt philosophi dicentes legem esse *decretum et institutum civitatis,* ut est apud Plat. d. Dialog. Minos, vel esse consensum civitatis, ut est apud Arist. Rhetoricor. ad Alex. cap. 1 et 2. Nam decretum propositum voluntatis indicat, et clariùs, consensus actus est voluntatis. Ansel. etiam in lib. de Voluntate Dei, voluntati divinæ tribuit præcepta, et lib. de Conception. Virgin. cap. 4, imperare tribuit voluntati.

11. Secundò principaliter id ostendi potest ex proprietatibus legis; nam omnes quæ tribuebantur actui intellectûs, magis conveniunt voluntati, et aliquæ conveniunt voluntati quæ intellectui tribui non possunt; ergo, etc. Major patet, quia inprimis legi tribuitur, quòd sit regula et mensura; at hoc maximè convenit divinæ voluntati, ut sumi potest ex D. Thom. 1-2, q. 4, art. 4; et q. 19, art. 9, et 2-2, q. 26, art. ult.; expressiùs q. 105, art. 1, ait, divinam voluntatem esse primam regulam quâ mensurari debent humanæ actiones : voluntates autem superiorum hominum esse secundam regulam participatam à primâ. Et ratio est, quia id agere aut velle debemus quod Deus vult nos velle aut agere, ut ait Ansel. libr. de Volunt. Dei.

12. Altera proprietas legis est, quòd illuminat et dirigit subditum : in hâc autem considerandum est posse attribui legi, quatenùs est in ipso subdito, quomodò non est dubium, quin sit actus rationis, et formaliter illuminans, ut in superiori capite dixi. Et ideò in legendis auctoribus cavenda est æquivocatio; cùm enim legem per rationem definiunt, sæpè loquuntur de lege, prout est in subdito, quomodò naturalis lex dicitur esse recta, et à naturâ indita ratio : sic autem lex illuminat, quia ostendit voluntatem legislatoris. Unde in ipso legislatore voluntas esse videtur, quæ objectivè, ut sic dicam, vel etiam effectivè illuminat subditum, quomodò dixit Anselm. dicto libro de Voluntate Dei : *Voluntas Dei est magistra humanæ voluntatis.*

13. Erat tertia proprietas, quòd lex ordinat; at hoc propriissimè convenit voluntati, ut rectè Scot. supra docet; et in tractat. de Prædestinat. ostendi loco supra citato. Et optimè confirmari potest ex Divo Thom. 1 part. quæst. 107, artic. 1, dicente unum Angelum per voluntatem suam ordinare suum conceptum ad alium, et ita loqui ei; pertinet ergo ad voluntatem ordinare. Unde in præsenti declaratur : nam hæc ordinatio legis, vel est per modum locutionis indicantis voluntatem principis : utroque autem modo optimè attribuitur voluntati; nam voluntas est quæ ordinat media ad finem, quia ipsa est, quæ intendit finem et eligit media propter ipsum, et ita statuit ut fiant : voluntas etiam est quæ imperat locutionem, et in Deo, vel immateriali supposito ordinatio locutionis etiam fit per voluntatem; ergo ordinatio legis, prout est in superiore ordinante vel loquente, semper est aliquid spectans ad voluntatem.

14. Unde aliter etiam solvitur objectio, quæ fieri solet, quia licet superior velit aliquid fieri à subdito, si non intimet voluntatem, non præcipit. Respondetur enim hanc intimationem posse esse exteriorem, et de hâc non esse sermonem, quia illa non est in legislatore, sed actio transiens, quæ vel in subdito, vel in aliâ externâ materiâ recipitur, juxta dicta superiori capite : intimatio autem, prout est in legislatore, maximè esse videtur voluntas exteriùs intimandi, quæ in ipsâ voluntate obligandi intimè includitur, vel ex illâ sequitur; ergo eâ etiam ratione lex maximè pertinet ad voluntatem.

15. Superest probanda altera pars primi antecedentis, nimirùm aliquas conditiones ad legem necessarias inveniri in actu voluntatis, et non propriè in actu intellectûs. Prima est movere et applicare subditum ad exercendam actionem, sub actione semper omissionem intelligendo. Principium enim movens et applicans ad exercitium actionis, est voluntas; nam intellectus potiùs movet quoad specificationem, et ideò potiùs dicitur dirigere quàm movere. Secunda est, habere vim obligandi, quæ propriè est in voluntate et non in intellectu : nam

intellectus solùm potest ostendere necessitatem quæ est in ipso objecto; quòd si in illo non sit, non potest ipse eam attribuere: voluntas autem confert necessitatem quæ in objecto non erat, et facit, verbi gratiâ, in materiâ justitiæ, ut res tanti vel tanti valeat, et in materiâ aliarum virtutum, ut hìc et nunc sit necessarium operari, quod aliàs per se non esset. Tertia, ferre legem est actus jurisdictionis et potestatis superioris, ut infra dicam, unde est veluti usus cujusdam dominii; usus autem est actus voluntatis, et præsertim usus dominii, qui liber est. Quarta lex est actus justitiæ legalis, nam princeps dùm fert legem, maximè debet ad commune bonum respicere, quod spectat ad justitiam legalem; justitia autem legalis est virtus voluntatis, quamvis indigeat directione prudentiæ, quod commune est omnibus virtutibus voluntatis. Unde solùm fit ad legem ferendam maximè necessariam esse prudentiam, quod rectè probant fundamenta prioris sententiæ; non tamen fit, esse formalem actum prudentiæ. Sicut justa distributio, et recta electio à prudentiâ pendet, et tamen formaliter est actus voluntatis, per justitiam distributivam, vel per aliam virtutem moralem operantis.

16. Ultima ratio esse potest, quia ex his quæ dixi proponendo priorem sententiam, intelligi potest quàm sit difficile designare actum intellectûs, qui sit lex; in voluntate autem facilè assignatur. Nam illa voluntas quam superior habet obligandi subditum ad talem actum, vel (quod perinde est), constituendi talem materiam intra necessarios terminos virtutis, optimè recipit denominationem legis, tam propter omnia quæ adduximus de proprietatibus legis quàm ex eo quod etiam tetigimus, quia nihil antecedens hanc voluntatem habere potest vim legis, cùm non possit necessitatem inducere; quidquid autem subsequitur potiùs est signum legis jam conceptæ et stabilitæ in mente principis: nam ipsa etiam locutio mentalis signum tantùm mentale est. Cui fundamento non aliter potuit respondere Medina, nisi negando voluntatem obligandi esse necessariam in principe ad ferendam legem et obligandum per illam.

17. Verumtamen responsio hæc id negare videtur quod reliqui auctores utriusque opinionis tanquàm certum supponunt, nisi fortasse in verbis sit aliqua æquivocatio. Certum est enim in his effectibus moralibus, qui à voluntate pendent, agentia non operari sine intentione, vel ultra intentionem; obligare autem per legem est effectus moralis, et pendens ex libertate legislatoris; ergo ut fiat, necessaria est in legislatore intentio et voluntas illius, aliàs fieret sine intentione, quod repugnat. Minor evidens per se est, et ideò idem auctor fatetur legem requirere concursum voluntatis. Major autem communis est theologorum, imò et juristarum, qui hoc sensu dicunt actus agentium non operari ultra intentionem eorum, arg. cap. ult. de Præben. et constat inductione; nam hâc ratione excommunicatio lata sine intentione ligandi, non ligat, et absolutio data sine intentione absolvendi, non solvit; et idem est de cæteris sacramentis: et similiter votum, matrimonium, et similia facta sine intentione non valent. Ratio autem est, quia tota virtus talium actuum manat à voluntate, aut mediante illâ: item illa est quæ dat esse quasi forma; nam actus exterior sine intentione, non est verus actus moralis, sub illâ ratione tali, sed fictus.

18. Unde in exemplo voti certum existimo non obligare, si factum sit sine intentione obligandi, ut in tract. 6 de Religione dixi; sicut autem ibi solet fingi casus in quo aliquis voveat cum intentione vovendi, et simul habeat intentionem non se obligandi, ita Medina similem fingit in legislatore qui habeat voluntatem præcipiendi et non obligandi, et tunc ait nihilominùs obligare. Verumtamen, si ignorantia non intercedat, illæ intentiones sunt repugnantes et involventes contradictionem, si prior intentio sit verè, et non fictè vovendi aut præcipiendi, quia velle præcipere nihil aliud est quàm velle obligare, aut saltem velle insinuare voluntatem obligandi, et idem est cum proportione in voto. Si autem illa intentio talis non sit, sed solùm exteriùs præcipiendi aut vovendi, sine dubio nihil fit, nec fertur vera lex, aut fit verum votum. Certum est enim posse fieri fictam promissionem quæ non obliget; illa autem nullo alio modo fieri potest, et idem est cum proportione de præcepto, et ideò si subdito constaret superiorem, licet proferat verba præceptiva, non habere animum obligandi, sine dubio non obligaretur, ut in dicto casu de excommunicatione omnes dicunt. Vel sicut è contrario ait D. Thom. 2-2, quæst. 104, art. 2, voluntatem superioris, quâcumque ratione innotescat subdito, esse quoddam præceptum, quod non potest intelligi, nisi de hâc voluntate obligandi.

19. In casu autem de juramento non est omninò eadem ratio: nam potest quis habere intentionem jurandi, id est, adducendi Deum in te-

stem, et nihilominùs habere intentionem non se obligandi, et ideò si tunc oritur obligatio (quod sub opinione est) non est ex propriâ voluntate, sed præcepto naturali, quo unusquisque tenetur facere verum id in cujus testimonium Deum adduxit, ut latè dixi tract 5 de Relig. lib. 2, capit. 7. At verò obligatio legis non nisi ex voluntate legislatoris oriri potest, et ideò actus ille voluntatis necessarius est. Et ita rectè dixit Gabr. 3, d. 37. quantumcumque notificetur voluntas superioris, nisi per illam velit ligari inferiorem, non consurgere obligationem. Dixi autem, nisi sit æquivocatio in verbis, quia fortassè necessarium non est ut legislator directè et expressè concipiat obligationem subditi, et voluntate feratur in illam; satis enim esse potest ut velit v. g. præscribere ut res tantùm valeat, vel, ut talis actus sit in materiâ necessariâ temperantiæ, vel, ut confusè velit præcipere quantùm potest; sed hæc parùm differunt, quia in his omnibus includitur intentio obligandi, et cum illis omninò repugnat habere intentionem non obligandi, nisi operans prorsùs ignoret quid velit, et tunc ipsamet ignorantia impediret prorsùs veram voluntatem obligandi, atque adeò veram legem, ut in simili de voto dixi; igitur quoad necessitatem hujus voluntatis vera sine dubio est hæc secunda sententia.

20. Unde quæ pro his opinionibus adduximus, suadere videntur utrumque actum intellectûs et voluntatis esse ad legem necessarium, et ideò potest esse tertia opinio dicens legem componi et coalescere ex actu utriusque potentiæ. Quia in his rebus moralibus non oportet quærere unitatem perfectam et simplicem, sed potest res, quæ moraliter una est, ex multis physicè distinctis, et se mutuò juvantibus constare. Sic ergo lex duo requirit, motionem et directionem, bonitatem (ut sic dicam) et veritatem, id est, judicium rectum de agendis, et voluntatem efficacem movendi ad illa, et ideò ex actu voluntatis et intellectûs constare potest. Et hæc sententia tribui solet Greg. in 1 d. 48, quæst. unic., sed ibi hoc non disputat, nec aliud dicit, nisi eum qui discordat à voluntate beneplaciti Dei, agere contra legem æternam, et allegat August. 22 contra Faustum c. 27, dicentem legem æternam esse rationem, vel voluntatem Dei, ubi August. nihil determinat. Magis indicat hanc sententiam Gabr. 3, d. 37, quæst. unic. in princ. ubi, cùm de lege externâ, seu quæ est in subdito, dixisset esse *signum verum creaturæ rationali notificativum rectæ rationis dictantis, ligari eam*, etc., declarat *dictum esse dictantis, seu ligantis*, etc. *ad innuendum, quòd recta ratio præcipienti, unà cum voluntate est ratio obligationis inferioris, id est, quo inferior obligatur.* Lex autem est propria ratio obligationis; sentit ergo in ipso principe legem esse rationem ejus cum voluntate, et declarat illam esse voluntatem ligandi subditum, ut supra. Unde sicut liberum arbitrium definiri solet, esse facultatem voluntatis et rationis, ita lex, quæ arbitrium principis appellari solet, non immeritò potest existimari actus utriusque facultatis.

21. Addi etiam potest, licet nomen legis adæquatè et completè utrumque actum complectatur, nihilominùs secundùm aliam considerationem tam actum voluntatis quàm intellectûs posse dici legem sub diversis rationibus, cui modo loquendi non dissonat August. in dicto loco contra Faust. et declaratur in hunc modum. Nam si in lege attendatur vis movendi, et ideò lex dicatur id quod est in principe, quod movet et obligat ad agendum, sic lex est actus voluntatis; si autem spectetur ac consideretur in lege vis dirigendi ad id quod bonum et necessarium est, sic pertinet ad intellectum: et videtur consistere in judicio practico, et prout est in principe non antecedere voluntatem, sed subsequi, non quidem per modum actùs impellentis, qui judicium non sit (hoc enim satis improbatum est) sed per modum judicii practici, quo stante decreto suo, princeps judicat hoc esse omninò agendum à subditis, quibus propterea intimandum est tale decretum. Hoc enim judicium subsequi voluntatem in mente principis in superiori capite declaravi, et ideò sub hâc ratione dici potest lex scripta in mente ejus, à quâ procedit omnis lex exterior. Et simile judicium, quod est in subjecto, erit tanquàm lex participata ab illâ quæ est in principe.

22. Hæ sententiæ probabiles sunt, et ultima satis facilis et plausibilis; nihilominùs tamen, ut aliquod judicium de re totâ feramus, secernimus legem naturalem, et consequenter etiam æternam, quia in illis est specialis difficultas in re ipsâ. An et quomodò habeant veram et propriam rationem legis, quam libro seq. tractabimus. Præsens ergo controversia solùm est de lege positâ per voluntatem alicujus superioris. De quâ certum est, vel constare ex actu rationis et voluntatis, vel certè non esse sine utroque, ita ut si est alter illorum tantùm, ab altero nihilominùs intrinsecè pendeat. Hoc

enim convincunt omnia adducta pro duabus primis sententiis.

23. Atque hinc inferimus secundò, neutrum modum loquendi illarum opinionum posse efficaciter probari. Nam testimonia adducta in primâ opinione solùm probant legem non ferri sine directione prudentiæ. Unde philosophi ibi allegati, cùm legem tribuunt rationi, non loquuntur de actu intellectûs qui in principe sequitur ex voluntate, quâ vult obligare subditos, sed de judicio antecedente, dirigente, et quasi regulante illam voluntatem; solùm enim dicunt ad legem non sufficere voluntatem principis, nisi justa sit et recta, et ideò debere oriri ex recto et prudenti judicio, de quo judicio constat non esse legem, si per se, et ut prior voluntate spectetur: vocant ergo legem rectam rationem, quoad radicem, sicut Cicero in eodem lib. de Legib. dixit virtutem esse rectam vitæ rationem. Rationes autem factæ pro illâ sententiâ confirmando secundam solutæ sunt. Testimonia verò adducta in secundâ sententiâ in rigore solùm probant legis obligationem manare ex voluntate legislatoris; nam hoc satis est ut observans legem Dei dicatur facere voluntatem ejus, vel secundùm voluntatem ejus, et è converso. Rationes autem factæ pro illâ sententiâ urgentiores mihi videntur, si supponamus legem esse actum illum principis qui per se et vi suâ inducit obligationem, et ligat subditum. Dici verò potest vocem legis non significare actum ligantem, sed signum illius actûs, vel actum intellectûs, à quo proximè tale signum procedit.

24. Unde addo tertiò, spectando ad rem ipsam meliùs intelligi et faciliùs defendi, legem mentalem (ut sic dicam) in ipso legislatore esse actum voluntatis justæ et rectæ quo superior vult inferiorem obligare ad hoc vel illud faciendum. Hoc probant mihi rationes factæ pro secundâ opinione. Nam licet hæc voluntas non possit habere effectum in subdito, nisi ei sufficienter proponatur, hæc autem propositio se habet ut applicatio causæ obligantis, non ut propria causa et ratio obligationis.

25. Ultimo verò assero respiciendo ad nominis legis impositionem, videri priùs positum ad significandum externum imperium, et signum ostensivum voluntatis præcipientis. Ideò enim Arist. 10 Ethic. dixit legem esse sermonem à sapientiâ profectum, et in Rhetor. ad Alex. dixit esse consensum populi in scriptis positum, et Isidor. hoc supponit, cùm dicit legem à legendo esse dictam, et debere esse scriptam. Juxta hanc ergo vocis significationem optimè defendi potest legem in principe esse actum illum intellectûs, quo proximè dictat legem externam, vel de se aptum ad dictandam et exhibendam illam. Nam sicut exterior est quasi proxima regula voluntatis subditorum, ita cum proportione lex illa, quasi scripta in intellectu principis est regula ejusdem voluntatis subditi, à quâ proximè procedit regula exterioris legis, quando subdito proponitur. Procedit autem ab illâ (ut aiunt) per modum alterius intimationis, vel impulsûs; hæc autem intimatio nihil est præter locutionem exteriorem quam dirigit et quasi dictat intellectus principis per illud judicium jam approbatum per suam voluntatem, vel prout est de tali actu, ut jam definito et decreto per actum voluntatis ejusdem principis, ut satis ex dictis constat.

CAPUT VI.

Utrùm de ratione legis sit, ut pro aliquâ communitate feratur.

1. Explicato genere, sub quo lex ponitur, inquirenda est differentia per quam in ratione legis constituitur, quam inveniemus explicando nonnullas conditiones quæ ad propriam rationem legis necessariæ sunt; simulque causas legis explicabimus, quia propriæ et intrinsecæ conditiones legis non possunt aliunde meliùs quam ex causis ejus oriri, nec differentia ejus sine materiâ, objecto et fine ejus intelligi aut explicari potest. Constat ergo inprimis de ratione legis esse ut ad aliquem, vel aliquos feratur, quoniam, ut Paul. ait ad Roman. 3: *Scimus quoniam quæcumque lex loquitur, iis, qui in lege sunt, loquitur.* Dicit ergo lex essentialiter quamdam habitudinem ad eos quibus imponitur, et ideò ad explicandam ejus rationem declarandus est terminus hujus habitudinis. Supponimus deinde, legem ad homines ferri debere, quia inferiores creaturæ non sunt capaces propriæ legis, de quâ tractamus, ut sæpè dictum est, quia non sunt capaces actuum moralium. Angeli verò, licet sint capaces divinæ legis, tamen nunc de illis non agimus, ut in procemio dixi; poterunt tamen quæ de lege naturali et divinâ dixerimus, ad eos facilè cum proportione applicari. Lex ergo, de quâ tractamus, hominibus imponenda est, et ideò omnis lex potest dici humana ex hoc capite, ut supra dicebam, quamvis propter vitandam æquivocationem non ita vocetur.

2. His positis, oritur dubium, an lex ferri

possit ad unam tantùm personam, vel sit de ratione ejus, ut pro aliquâ multitudine hominum, seu communitate feratur. Supponimus enim ut clarum, communitatem humanam esse capacem legum, imò illis maximè indigere, id enim convincunt adducta in præcedenti capite. Unde etiam est clarum regulariter et ordinariè legem ferri pro aliquâ communitate, vel multitudine hominum, ut usu ipso satis constat, et ex dicendis magis patebit. Difficultas ergo est, an hoc sit de ratione legis. Prima sententia affirmat, solùm illud præceptum esse legem, quod generaliter fertur pro omnibus sub aliquâ communitate comprehensis; uni verò personæ impositum, non esse legem. Fundarique solet hæc opinio in capite *Erit autem lex*, distinct. 4, quod est Isidori, libro 1 Etymolog. c. 21, ubi ponit varias conditiones legis et ultima est, *ut nullo privato commodo, sed pro communi civium utilitate conscripta sit.* Sed hic textus non cogit, quia aliud est legem imponi communitati, aliud imponi pro bono, seu utilitate communitatis; nam præceptum potest imponi particulari personæ, et nihilominùs imponi intuitu communis boni. Isidor. ergo non ponit ibi conditionem requisitam ex parte personæ, cui imponenda est lex, sed requisitam ex parte finis propter quem est imponenda, scilicet, propter bonum commune, quam conditionem sequenti capite explicabimus.

3. Dices : Hoc modo explicata illa conditio jam erat contenta sub aliâ conditione ab eodem Isidoro in eodem capite positâ, scilicet, *quòd lex sit justa et honesta,* quia non erit talis, nisi ad commune bonum ordinetur. Sed hoc non obstat, tum quia multæ ex conditionibus ibi positis ab Isidoro ita comparantur, ut una in aliâ contineatur, vel ex illâ inferatur, et nihilominùs adduntur ad majorem explicationem; nam in hoc solo, quòd lex debet esse justa, continetur, debere esse possibilem et utilem; quomodò enim erit justa, si vel impossibilis vel inutilis sit ? et nihilominùs distinctè hæc recensentur. Igitur majori ratione potuit illa conditio ultima addi, ad explicandum distinctè justitiam et honestatem, quam lex requirit. Potest enim esse actus justus et honestus, licet non sit propter bonum commune, satisque erit, quòd illi non repugnet; de lege autem additur, ad justitiam ejus esse necessarium, quòd ordinetur ad bonum commune.

4. Nec videtur posse dubitari, quin hæc fuerit mens Isidori, ut patet ex illâ adversativâ : *Nullo privato commodo, sed pro communi omnium utilitate conscripta.* Nam legem communitati imponi, et pro privato commodo, non repugnat, unum quodque enim simul habent leges tyrannicæ; at Isidor. illa duo ponit tanquàm sibi repugnantia ; ergo non loquitur de communitate, cui imponenda sit lex, sed solùm docet pro utilitate communi imponendam esse, cuicumque imponatur. Atque ita intellexit divus Thomas sententiam Isidori d. q. 90, art. 2. Nam in corpore tota ratio ejus eò tendit, ut declaret intentionem legislatoris in ferendâ lege debere ferri ad bonum commune ; quia communis felicitas debet esse mensura, et quasi primum principium, per quod mensuretur justitia, utilitas, et convenientia legis. Unde concludit : *Quodcumque aliud præceptum de particulari opere non habet rationem legis, nisi secundùm ordinem ad bonum commune, et ideò omnis lex ad bonum commune ordinatur.* In quibus verbis potiùs indicat posse legem continere particulare præceptum, dummodò ad ultimum finem referatur. Et ita etiam intellexerunt textum illum ibi, Archid. Dominic. et Turrecr. et plures, quos referam in capite sequenti.

5. Secundò solet probari hæc sententia ex lib. 1, ff. de Legib., ubi dicitur, legem debere esse *præceptum commune.* Verumtamen etiam verbum *commune* ambiguum est ; nam, ut ibi notat Jason in principio, cum Fulgosio, triplici ratione potest dici lex præceptum commune. Primò, quia communi consensu, seu auctoritate lata est. Secundò, quia debet esse communis omnibus. Tertiò, quia pro bono communi ; in illâ autem lege non declaratur secundum communitatis modum esse simpliciter necessarium ad rationem legis, seu communis præcepti. Unde Glossa ibi sub disjunctione dicit *esse commune, id est, pro communi utilitate statutum ; vel communiter toti universati factum.* Ergo ad rationem legis sufficiet prima conditio, licet secundam non habeat. Tertiò probatur ex cap. 1 Extra. de Constitut., ubi dicitur : *Canonum statuta custodiantur ab omnibus ;* supponit ergo debere omnibus imponi. Verumtamen hunc textum valdè enervat Glossa ibi ; nam ad verb. *Canonum* addit, *generalium ; nam quidam canones sunt personales, quidam locales.* Unde non videtur dubium, quin verba illa intelligenda sint cum distributione accommodâ, scilicet, canones servandos esse ab omnibus, cum quibus loquuntur, vel quibus imponuntur. An verò isti sint semper plures respectu singulorum canonum, vel possit dari canon ad unum tantùm obligandum factum, ibi non traditur.

6. Potest ergo esse secunda sententia dicens, non esse de ratione legis, ut communitati, vel multitudini hominum imponatur, licet plerumque ita fieri contingat, quia regulæ operandi ordinariè sunt communes multis; aliquando verò possunt pro uno vel alio constitui. Potest pro hâc sententiâ referri D. Thomas in d. art. 2, quatenùs dicit, particulare præceptum relatum ad commune bonum induere rationem legis; et in solutione ad primum idem repetit, et ad 3, generalem regulam ponit, præceptum, quod ordinatur ad commune bonum, rationem legis habere. Expressiùs hoc docet Glossa in l. 1, ff. de Legib., dicens, in illâ lege non contineri definitionem legis, quia aliqua est lex, quæ non est communis. Idem sentit Glossa in d. cap. 1 de Constit., ubi distinguit canones generales à personalibus. Estque hæc distinctio valdè frequens, apud Canonistas, ut patet ex Archid. Dominico, et Turrecr. ubi supra. Eamdem distinctionem indicat Glossa in l. *Jura*. ff. de Legib., ubi distinguit jus in generale et speciale, et prius dicit imponi multitudini; posterius autem posse esse privatum. Idem habet Glossa in l. *Neque Dorotheum*, et in l. *Doctitii*. C. de Decurion. lib. 10. Potestque suaderi primò in illis duabus legibus, quia illæ sunt veræ leges; et tamen dantur de quibusdam personis in particulari. Secundò videtur hoc expressè haberi in l. 1, ff. de Constit. princip., ibi: *Ex his*, scilicet ex legibus, *quædam sunt personales*. Et idem habetur in § *Sed et quod*, verb. *Planè*, Instit. de Jur. nat. gent. et civil. Tertiò facit, quòd etiam canones distinguunt legem privatam à publicâ, et priorem volunt imponi privatæ personæ; posteriorem communitati. Sumitur ex cap. *Licet*, de Regular., latiùs in c. *Duæ sunt*, 19, q. 2.

7. Tandem potest hæc sententia rationibus suaderi. Primò, quia præceptum justum potest imponi uni tantùm subdito, et propter commune bonum, et ex potestate regendi rempublicam, et singula membra ejus; ergo tale præceptum erit ejusdem rationis essentialis cum simili præcepto imposito multis, vel omnibus de tali communitate; ergo erit vera lex. Prima consequentia probatur, quia ad rationem præcepti videtur accidentale, quòd uni tantùm, vel multis imponatur, sicut accidentale est calori, quòd sit in uno, vel multis subjectis, vel orationi, quod ad unum, vel ad plures fundatur. Secunda verò consequentia probatur, quia illud præceptum multis impositum esset lex; ergo et uni, quandoquidem ostensum est, esse ejusdem rationis. Et quòd imponatur uni, et non multis, potest accidere ex eo solùm, quòd necessitas talis præcepti in uno solo invenitur. Secundò, quia lex est regula moralium operationum hominis, ut sæpè dictum est; sed non tantùm communitas hominum, verùm etiam singuli homines indigent hâc regulâ; ergo lex per se non dicit respectum ad solam communitatem humanam, sed etiam ad singulas personas humanas. Tertiò, quia lex fertur ad personam; ergo non minùs, imò per prius fertur ad personam veram, quàm ad fictam; quia semper fictio supponit veritatem, quam imitatur. At communitas est persona ficta, unusquisque autem particularis homo est persona vera; ergo non est minùs capax legis particularis persona, quàm communitas. Quartò, quando lex fertur pro communitate, vel solùm obligat communitatem, ut sic, vel etiam obligat singulos de communitate. Primum neque est necessarium, nec regulariter ita fit, ut per se constat; imò, si fiat, tunc communitas se geret, ut particularis persona, et inde etiam concluditur, legem posse ferri ad unam tantùm personam; si verò dicatur secundum, inde etiam infertur, posse legem pro uno tantùm ferri, si illi expediat, et pro illo tantùm necessaria sit.

8. Hæc controversia potest multùm pendere ex usu vocis. Nihilominùs simpliciter dicendum est, de ratione legis, ut hoc nomine significatur, esse, ut sit præceptum commune, id est, communitati, seu multitudini hominum impositum. Hoc supponunt Isidor. et D. Thom. supra, et aliis locis infra referendis. Docentque Panormit. in Rubr. de Constit. Felin. in cap. *Cùm omnes*, de Constit. n. 5; Jason cum Fulgos. in d. l. 1, ff. de Legib.; licet enim dicant, legem posse dici præceptum commune, et ex habitudine ad eum, à quo, et ad finem propter quem fertur, et ad illos, quibus imponitur; satis verò indicat hæc tria, non divisim, sed conjunctim in lege propriâ requiri. Idem sensit Anton. Gomez in l. 1 Tauri. n. 5, ubi ad rationem legis requirit, ut sit communis, et non particularis respectu alicujus personæ, et alii, quos infra, et capite sequenti referemus.

9. Potestque hoc probari primò inductione quâdam; nam lex æterna et naturalis satis communis est, ut constat; lex etiam divina, tam vetus, quàm nova pro communitatibus latæ sunt, illa pro Judaico populo, hæc pro Ecclesiâ catholicâ et universo mundo. Nec so-

lùm tota lex, sed etiam singula præcepta ejus generaliter lata sunt. Non quòd singula illorum pro omnibus, et singulis membris ferantur (hoc enim necessarium non est, nec ad legis rationem pertinet), sed quòd licet inter communia præcepta leges impositæ sint, obligantes hæc, vel illa membra, juxta eorum munera et capacitatem, semper ferantur sub generali et communi ratione. Imò etiam præceptum divinum impositum Adæ in statu innocentiæ, non soli illi pro suâ personâ, sed ut capiti totius naturæ impositum fuit, et duraturum semper fuisset in illo statu, et obligaturum omnes, et in tantum habuit propriam rationem legis. Cujus signum est, quia licet Deus imposuerit præceptum soli Adæ, priusquàm Evam formaret, Genes. 2, nihilominùs etiam Eva per illud obligata fuit, ut constat ex cap. 3. At verò præceptum, quod Deus posuit Abrahæ de immolando filio, non potest dici propriè lex, sed præceptum, juxta communem loquendi modum.

10 De jure autem civili videtur hoc satis expressum in l. *Jura*, 2, ff. de Legibus. Dicitur enim ibi: *Jura non in singulas personas, sed generaliter constituuntur*. De legibus etiam canonicis id probari potest ex d. cap. *Duæ sunt*, quatenùs in eo dicitur, canones et decreta à Patribus edita esse leges publicas. Lex autem privata, quam ibi adjungit, non est lex canonica, sed est longè diversæ rationis, ut dicemus. Hinc etiam Gregor. IX, in Procemio Decret. inquit: *Ideò lex proditur, ut appetitus noxius sub juris regulâ limitetur, per quam genus humanum, ut honestè vivat, informetur*. Arist. etiam lib. 6 Ethic. dixit, facultatem, seu prudentiam ferendarum legum esse architectonicam, seu regalem, quia principalis actus illius prudentiæ est leges ferre, ut exposuit D. Thomas 2-2, q. 50, art. 1, ad 3. Prudentia autem illa respicit communitatem, et circa illam versatur; ergo etiam lex ex sententiâ Arist. communitatem respicit. Unde in 1 lib. Rhetoric. c. 4, dixit: *Salutem civitatis in legibus positam esse*. Et in Procemio Rhetoric. ad Alexand. dixit legem esse *rationem communi consensu civitatis definitam*, etc., supponens pro eâdem communitate dirigendâ ferri. Idem sæpè repetit Plato de Legibus, et omnes philosophi ita loquuntur. Unde Biesius lib. 4 de Repub.: *Leges*, ait, *sunt publica vitæ præcepta, quibus nos omnes obtemperare semper oportet*, etc. Itaque, juxta communem usum jurium et sapientum, non est dubium, quin nomine legis significetur præceptum publicum communitati alicui, et non tantùm uni, vel alteri personæ singulariter, impositum.

11. Declarari præterea hoc potest ex aliis proprietatibus legis; una est, quòd debet esse perpetua, ut infra ostendemus; hoc autem habere non potest præceptum unius personæ, quia perpetua non est; communitas autem est perpetua, saltem per successionem, et ideò respectu illius habet locum propria lex. Nec refert, quòd etiam præceptum communitati impositum possit esse temporale; nam inde ad summum sequitur, non omne præceptum communitati impositum esse legem, quod postea videbimus; id verò non obstat, quominùs omnis lex debeat esse communitati imposita, ut perpetua esse possit. Idem ostendi potest, sumendo hanc perpetuitatem ex parte ferentis legem, quia de ratione legis est, ut non pendeat ex vitâ legislatoris, ut infra probabimus; at hoc solùm habet locum in legibus communibus; præceptum enim singulare, et uni tantùm personæ impositum cessat mortuo præcipiente, vel remoto à suo munere, ut communis sensus, et consuetudo testatur, cujus rei rationem infra trademus. Neque etiam hîc refert, quòd præceptum pro communitate latum extinguatur per mortem præcipientis, si per modum legis non sit latum, ut infra etiam dicam; nam hinc etiam solùm sequitur, non omne præceptum communitati impositum esse legem, cum quo stat, ut lex debeat habere illam perpetuitatem, seu inde pendentiam à personâ ferentis illam, quam non habet, nisi sit præceptum communitati impositum. Dices: Hæc conjectura solùm habet locum in legibus humanis; nam in divinis, sive naturalibus, sive positivis, legislator non potest deficere vel mutari, et ab illo semper pendent in fieri et conservari. Respondeo hoc non obstare; nam quia de legibus divinis clarum est latas esse pro communitate, ideò addimus illam observationem in legibus humanis, ut declaretur, præceptum semper considerari in ordine ad aliquam communitatem, ut possit habere stabilitatem, quam lex per se requirit. Et hinc præceptum patrisfamilias servis impositum, vel etiam filiis, imò et toti familiæ, non est lex, ut docet D. Thomas, d. q. 90, art. 3, ad 3, quia non est latum sufficienti communitati, ut ibidem dicitur, vel quia non est latum per propriam jurisdictionem coactivam, quod ad legem necessarium est, ut dicit Arist. lib. 10 Ethicorum, cap. ult.

12. Tandem potest hoc declarari ex aliâ proprietate legis, quæ est, esse regulam et mensuram operationis, quasi ex parte materiæ, et medii virtutis, nam hoc modo dicitur regula justorum et injustorum, ut ex Basilio et aliis supra retuli. Et eodem modo id, quod per legem definitur, vocatur ab Arist. 5 Ethic. c. 1, justum legitimum, seu legale, ut notavit D. Thomas d. art. 2. Est ergo lex quasi regula constituens, vel ostendens in suâ materiâ seu operatione, circa quam versatur, medium servandum ad rectè convenienterque operandum. Hæc autem regula de se universalis est, ad omnes cum proportione pertinens; ergo lex de se est generalis; ut ergo aliqua sit propria et perfecta lex, hanc conditionem habere debet. Si verò sunt aliqua præcepta, quibus hæc conditio non inest, vel simpliciter non sunt leges, vel si inter leges numerantur, illud est, in quantum illam conditionem aliquo modo participant. Addi etiam potest, pertinere ad hanc generalitatem seu communitatem legis, ut universè feratur, sine personarum acceptione, aut iniqua excepti ne juxta cap. *Communes*, de Constit. et hoc videntur intendere multa ex dictis juribus, quæ supponunt priores conditiones, seu universalitatem legis, et addunt hanc tanquàm necessariam ad justitiam legis, de quâ paulò post dicemus.

13. Magis autem declarabitur hæc resolutio respondendo ad argumenta proposita. Ex quibus priori loco posita facilè expediri possunt. Nam ad primum fatemur, Isidorum et D. Thomam in illis locis non intendisse directè agere de hâc conditione, illam tamen supposuisse. Unde idem D. Thomas 5 Ethic. c. 1, lect. 2, exponens locum Arist. quem in d. art. 2, adducit, clariùs dicit, justa legalia dici ea, quæ sunt factiva felicitatis *per comparationem ad communitatem politicam, ad quam respicit legis positio.* Ubi loquitur de lege humanâ, sed est eadem ratio de reliquis cum proportione. Ad alia verò jura, et quæ contra illa objiciuntur respondemus: Licet nuda illa verba per se non ita convincant, quin possint per aliquam interpretationem vel evasionem enervari; tamen adjunctis aliis juribus et interpretationibus sapientum, non parvam vim habere ad veritatem positam confirmandam.

14. Ad posteriora ergo argumenta respondendum est. Et primò ad D. Thomam dicimus, in locis ibi citatis nunquàm excludere hanc conditionem, nec loqui de præcepto particulari ex parte personæ, cui imponitur, sed ex parte operis, de quo in particulari datur, et de hoc dicit debere esse tale, ut conferat ad commune bonum, et si hoc habeat præceptum de illo positum habiturum rationem legis, utique si alias conditiones ad legem requisitas habeat. Ad Glossam verò et alios doctores ibi allegatos respondetur, explicandos vel admittendos esse juxta jura, quæ allegant, et si aliud voluerunt, non esse probandam eorum sententiam. Igitur de illis duabus legibus de Decurioni. *Neque Dorotheum*, et *Doctitii*, verum est versari aliquo modo circa commoda particularium personarum, quæ ibi nominantur; nihilominùs tamen quatenùs aliquid præcipiunt, non feruntur ad illas singulares personas, sed ad communitatem, et ad omnes subditos legislatoris, obligantes illos ad servandam talem vel talem immunitatem illis personis. Quomodò etiam lib. 8 declarabimus privilegium, licet particulare videatur, posse habere rationem legis. Addo etiam in illis legibus non tantùm concedi favorem singularibus personis ibi nominatis, sed etiam successoribus eorum in perpetuum, et ita illæ leges participant perpetuitatem et communitatem, quia illæ familiæ magna quædam pars communitatis, et fortassè ex præcipuis esse poterant; et ita illæ leges, licet quâdam ratione videantur speciales, suo modo generales sunt, licet nunquàm ferantur, nisi per modum privilegiorum, ut ex usu constat.

15. Ad secundum ex l. 1 et § 1, etc., respondeo, leges personales ibi vocari leges privilegiorum, quæ personales vocantur ratione proximæ utilitatis, quam intendunt, semper tamen respiciunt aliquo modo communitatem ex parte eorum quibus præcipiunt, ut proximè explicatum est, et tractando de privilegiis latiùs dicetur. Ad tertium respondetur legem privatam in illis canonibus sumi in sensu longè diverso. Dicitur enim lex privata, aut votum factum ex speciali inspiratione Spiritûs sancti, aut ipsamet inspiratio divina, per quam homo specialiter vocatur ad aliquod altius bonum, quæ appellatio metaphorica est; illa enim non est propria lex, de quâ modò tractamus, sed ita vocatur, quia scribitur in corde, et participat aliquos effectus legis, sicut de voto aliàs diximus.

16. Ad rationes facilè responderi potest ex dictis. Nam circa primam constat ex dictis præceptum et legem non converti; nam licet omnis lex sit præceptum, non tamen omne præceptum est lex, sed oportet ut speciales conditiones habeat, inter quas una est, ut sit

præceptum commune in sensu explicato. Neque oportet in re morali anxiè inquirere, an præceptum et lex essentialiter distinguantur; esto enim non distinguantur physicè quoad species naturales actuum, satis est quòd distinguantur moraliter, vel (ut ita dicam) in esse artificiali. Est enim lex veluti quoddam arte factum resultans ex tali actu cum talibus circumstantiis, conditionibus, vel habitudinibus, sine quibus non erit vera lex, etiamsi quoad actum præcipiendi ejusdem sit naturæ. Addi etiam potest, legislationem quoad actum prudentiæ, à quo procedit, et quoad honestatem, quam habet, ut procedit à legislatore, habere specialem rationem virtutis distinctam à præcepto particulari, et privato, et hoc modo dici posse legem, et sic essentialiter distingui à privato mandato.

17. Ad primam confirmationem respondetur, verum esse, legem dicere respectum ad singulares personas, ut sunt partes communitatis, cui lex imponitur tanquàm regula operandi. Ad secundam confirmationem respondetur, legem non dici communem, quia necessariò imponi debeat communitati, ut communitas est et corpus mysticum; sed quia generaliter proponi debet, ut ad omnes et singulos pertinere possit, juxta materiæ exigentiam, et hoc modo verum est, ferri, ut regulam personarum verarum et non tantùm fictarum. Addendum verò est propter confirmationem tertiam, legem ordinariè ferri ad communitatem, non collectivè, sed distributivè, id est, ut ab omnibus et singulis de communitate servetur cum distributione accommodâ juxta conditionem legis; nam hoc semper subintelligendum est. Potest autem etiam ferri aliquando lex in ipsam communitatem, ut communitas est, id est, prohibendo vel præcipiendo actum, qui ab illâ solâ, ut communitas est, exerceri potest, ut constat de statutis quarumcumque congregationum, universitatum, capitulorum, collegiorum, etc., disponentibus aliqua circa actiones publicas, et communes talis corporis mystici. Nam illæ sunt veræ leges, si alias conditiones habeant, etiamsi tantùm præcipiant uni individuæ communitati, si tamen communitas perfecta sit, ut statim dicam. Tum quia licet illa dicatur una persona ficta, simpliciter est communitas, et habet perpetuitatem requisitam ad legem, et immediatè respicit bonum commune; tum etiam quia per talem legem, semper obligantur singuli de illâ communitate ad non operandum vel cooperandum contra talem legem.

18. Sed quæret non immeritò aliquis, qualis debeat esse communitas, ut sit capax propriæ legis. — Respondeo breviter, pro diversitate legum, diversam communitatem sufficere vel postulari. Distingui ergo potest inprimis communitas, quia quædam est naturalis per solam convenientiam in rationali naturâ, cujusmodi est communitas humani generis, quæ inter omnes homines intervenit; alia verò dici potest communitas politica vel mystica per specialem conjunctionem in congregatione morali modò una. Priorem communitatem respicit lex naturalis, quæ per lumen rationis unicuique homini proponitur. Quia non fertur ad unumquemque, quà talis est, Petrus, v. g., sed quà homo. Quod observare licet tam in lege purè naturali, quàm in supernaturali, quatenùs ipsi gratiæ connaturalis est. Posterior communitas subdistingui potest; nam quædam intelligi potest addita naturæ, non tamen jure humano, sed divino, eò quòd ab ipso Deo instituta sit sub aliquo capite ab ipso designato; et cum aliquâ unione in ordine ad supernaturalem finem. Hujusmodi fuit olim Synagoga; nunc autem multò perfectior est Ecclesia catholica, quæ non pro uno vel alio populo, sed pro universo mundo ab ipsomet Christo instituta est, sub eâdem fide, sub certis signis ab eodem Christo institutis protestandâ, et sub obedientiâ unius capitis, cui ipse vices suas in terris commisit. Ad hujusmodi ergo communitatem feruntur per se primò leges divinæ positivæ, sicut fuit lex vetus data populo Judæorum, et lex gratiæ data pro universâ Ecclesiâ. Item ad eamdem feruntur leges canonicæ, quamvis non omnes pro universâ Ecclesiâ constituantur, sed juxta intentionem vel potestatem ferentes illas, ut postea videbimus.

19. Præter has est communitas humanitùs congregata seu inventa, quæ dicitur esse cœtus hominum, qui aliquo jure sociantur, ut sumitur ex l. *Civitas*, ff. si certum petatur, et ex cap. *Dilecta*, juncta Glossa de Excessibus prælatorum, ubi declaratur ad communitatem non sufficere hominum multitudinem, nisi inter se aliquo fœdere, in ordine ad aliquem finem, et sub aliquo capite copulentur. Sic etiam dixit Arist. 3 Politic. cap. 10, civitatem esse civium multitudinem habentium, scilicet, inter se morale vinculum. Hæc autem communitas distingui solet à philosophis moralibus, et jurisperitis in perfectam et imperfectam. Perfecta in genere dicitur, quæ est capax politicæ gubernationis, quæ, quatenùs talis est, dicitur sibi

sufficiens in hoc ordine, quomodò dixit Arist. 1 Politic. cap. 1, et D. Thomas 1-2, q. 90, art. 2, civitatem esse communitatem perfectam, et à fortiori regnum, et quælibet alia superior congregatio, seu communitas, cujus pars civitas sit, erit communitas perfecta. Potest enim in his communitatibus esse latitudo, et licet singulæ per se spectatæ perfectæ sint, tamen illa quæ est pars alterius, sub hâc ratione imperfecta est, non absolutè, sed comparatè, seu respectivè. Et præterea, inter has communitates, quædam dicuntur reales, seu locales, quia certis terminis realibus, seu localibus clauduntur, ut est civitas, vel regnum : aliæ verò dicuntur personales, quia magis in personis quàm in locis considerantur, ut est religio aliqua, v. g. vel confraternitas, etc., quæ possunt esse etiam perfectæ communitates, si perfectum regimen et moralem unionem habeant. De quibus videri possunt jurisperiti in l. 1 et sequentibus, ff. *Quid cujusque universalitatis*, etc., et ff. de Collegiis illicitis.

20. Communitas autem imperfecta non respectivè tantùm, sed absolutè dicitur privata domus, cui paterfamilias præest, ut notavit D. Thomas q. cit. art. 3, ad 3, et Sot. ibi, et lib. 5 de Just. q. 1, art. 2, et sumitur ex Arist. supra. Ratio verò est, quia illa communitas non est sibi sufficiens, ut statim explicabitur; item quia in eâ non congregantur singulæ personæ ut principalia membra ad unum corpus politicum componendum, sed solùm ibi existunt inferiores in utilitatem Domini, et quatenùs ejus dominio aliquo modo subsunt. Et ideò talis communitas, per se loquendo, et intra proprios terminos non regitur propriâ potestate jurisdictionis, sed dominativâ, atque ita pro diversitate dominii participat diversum modum imperandi respectu diversorum. Aliud enim est jus, vel quasi dominium patrisfamilias in uxorem, aliud in filios, aliud in famulos, vel servos; unde neque habet perfectam unitatem, seu uniformem potestatem; neque etiam participat propriè politicum regimen, et ideò communitas illa simpliciter imperfecta dicitur.

21. Hâc ergo distinctione suppositâ dicendum est leges humanas habere propriè locum in quâcumque communitate perfectâ, non tamen in imperfectâ. Prior pars probatur, quia omnis communitas perfecta est proprium corpus politicum, et gubernatur per propriam jurisdictionem habentem vim coactivam, quæ est legum lativa. Item præcepta et regulæ vivendi tali communitati propositæ, si habeant alias conditiones requisitas ad legem, constituere possunt justum legale, et medium servandum in unaquâque materiâ virtutis accommodatâ tali communitati; ergo tales regulæ seu præcepta habebunt veram rationem legis. Denique sicut illa communitas perfecta est, ita præceptum illi impositum potest simpliciter dici præceptum commune; ergo et lex.

22. Altera pars satis insinuatur ab Arist. 10 Ethic. cap. ult., et D. Thomâ d. art. 3, ad 3, quatenùs docent communitatem unius domûs non sufficere ad propriam legem. Ratio reddi potest ex Aristot., quia in tali communitate non est propria jurisdictio nec vis coactiva, quæ in proprio legislatore requiritur. Hujus autem ratio est imperfectio quasi naturalis talis communitatis, quia non sibi sufficit ad felicitatem humanam comparandam eo modo quo humano modo comparari potest, vel (ut clariùs dicatur) partes talis communitatis non sibi invicem præstant sufficiens subsidium, vel mutuum juvamen, quo indiget humana societas ad suum finem, vel ad suam conservationem, et ideò talis communitas quasi naturaliter ordinatur ad perfectam communitatem, ut pars ad totum; ideòque potestas legislativa non est in tali communitate, sed tantùm in perfectâ. Quæ ratio procedit propriè in legibus civilibus; cum proportione tamen applicatur ad ecclesiasticas, quia licet potestas legislativa ecclesiastica non manet à communitate, sed à Christo, tamen communicatur et distribuitur cum convenientiâ et proportione ad communitatem humanam.

23. Sed objiciet aliquis; nam sequitur ex dictis non posse ferri propriam legem in communitate perfectâ, si tantùm pro aliquâ illius parte feratur; consequens videtur falsum; ergo. Sequela patet, quia statutum unius domûs vel communitatis imperfectæ non est lex, quia illa communitas imperfecta est pars perfectæ; ergo idem erit de quâcumque parte civitatis, illa enim etiam est communitas imperfecta et pars perfectæ. Minor verò probatur, quia non est de ratione legis ut obliget omnes de civitate; ergo potest obligare partem, et nihilominùs esse vera lex. Circa hoc aliqui juristæ dicunt legem latam à principe ad obligandam unam partem civitatis, v. g., quartam partem et non aliam, non esse veram legem, nec obligare. Ita docuit Angel. quem refert et sequitur Jason in l. 1, ff. de Legib. n. 2, qui solùm fundatur in hoc, quòd lex esse debet præceptum commune.

24. Respondeo nihilominùs aliud esse loqui de tali lege ex ratione justitiæ, vel injustitiæ, seu acceptionis personarum; aliud ex defectu sufficientis communitatis cui imponatur. Hic non tractamus de priori consideratione: tamen etiam sub illâ dicere non possumus talem legem esse intrinsecè malam seu injustam, quia potest interdùm subesse sufficiens causa et ratio imponendi onus uni parti et non alteri, vel ratione sitûs et loci, quia in tali parte indiget civitas tali servitio, vel ratione conditionis personarum, ut ex legibus tributorum constat. Posterior autem consideratio hùc spectat, in quâ dicimus non esse de ratione legis ut pro totâ communitate feratur totaliter, ut sic dicam, quia in parte ejus potest esse sufficiens communitas et fundamentum sufficiens ad perpetuitatem legis, et ut procedat ex jurisdictione politicâ, et immediatè pertinente ad communem gubernationem. Potest autem hoc accidere variis modis: primò, si lex feratur sub ratione talis muneris vel officii, ita ut comprehendat tales artifices et non alias personas. Secundò, si feratur in personas talis generis vel conditionis, ut in plebeios, vel nobiles, vel in descendentes ex Hebræis, aut conversos ex Saracenis, vel quid simile. Tertiò ferri potest pro habitantibus in tali parte vel vico civitatis, et non pro aliis; ita ut non tantùm pro his qui nunc habitant, sed durabiliter per successionem indifferenter feratur. Quicumque enim ex his modis generalitatis sufficiens erit ad rationem legis, si alioqui justitia servetur. Nam primus est simpliciter generalis secundùm distributionem accommodam, secundus participat eamdem, suppositâ justâ distributione; tertius etiam est de se indifferens ad omnes, quia nullus est qui non possit ibi habitare, et ad hunc modum indicari potest de quâcumque aliâ simili lege.

CAPUT VII.

Utrùm de ratione legis sit ut propter commune bonum feratur.

1. Ex hâc conditione legis videntur maximâ ex parte aliæ pendere, et ideò secundo loco illam constituimus, licet Isidorus ultimam eam posuerit; simulque intrinsecum finem legis declarabimus. In quæstione ergo propositâ nulla est inter auctores controversia, sed omnium commune axioma est, de ratione et substantiâ legis esse ut pro communi bono feratur; ita ut propter illud præcipuè tradatur. Ita docet D. Thom. d. q. 90, ubi Cajetanus, Conrr. et alii moderni, Soto lib. 1 de Just. q. 1, art. 2; Castro, lib. 1 de Lege pœnal. c. 1; Antonin. 1 p. tit. 11, c. 2, § 1, et tit. 17, § 3; et Summistæ omnes verb. *lex*. Et benè Navarr. in comment. de Finibus. n. 28; Greg. Lop. in lib. 9, tit. 1, part. 1, ubi Alphonsus Hispaniæ rex eamdem conditionem in suis legibus requirit. Et ita etiam intelligunt juris civilis interpretes lib 1, ff. de Legib. dicentes legem debere esse *commune præceptum*, id est, *pro communi utilitate statutum*, ut ibi Glossa exponit, quam Bart. Jason et alii sequuntur. Clariùs id docuit Isidor. in d. cap. *Erit autem lex*, d. 4, ut cap. præcedenti explicui, et sequuntur ibi canonistæ.

2. Sumitur præterea hæc veritas ex Aristot. qui lib. 3 Ethic. cap. 6, ait finem civitatis esse benè ac feliciter vivere, et ideò subdit: *De virtute et vitio publicè cogitant quicumque curam habent benè instituendi civitatem*, utique per leges. Unde in libro 4, capite 1, addit: *Leges ad rempublicam esse accommodandas, non rempublicam ad leges*. Sic Marsil. Ficin. in argumento Dialogi Minos Platonis ex ejus mente, tum ibi, tum in libris de Legibus et Repub. colligit talem legis descriptionem: *Est vera gubernandi ratio, quæ ad finem optimum per commoda media gubernata dirigit*. Quin potiùs Plato in eodem Dialogo, regiam legem appellat eam quæ in civitatis ordine, et gubernandi ratione, quod rectum est, constituit. Et in Dialogo Hippias, seu de Pulchro, parùm à principio: *Conditur* (ait) *meâ quidem sententiâ, utilitatis gratiâ lex, et ut maximum civitati bonum legem concedunt, legeque sublatâ, legitimè in civitate vivere non possumus*. Et libro 1 de Legibus latè ostendit *leges esse virtutis gratiâ conditas*, et ob communem pacem et felicitatem. Idem latissimè Cicer. lib. 3 de Legib. Plutarc. in Proble. in 40, ait omnium pulcherrimum in civitate judicari bonitatem legum, quòd nimirùm commune illius bonum maximè procurent.

3. Et quidem veritas hæc per se patens est in legibus divinis, ideòque probare illam necesse non est. Nam licet ad divinum honorem necessariò ordinentur (non enim potest Deus quidquam extra se velle vel operari, nisi propter se ipsum), tamen in eis non quærit suam utilitatem, sed hominum bonum et felicitatem. Unde quia divina opera perfectissima sunt, et maximè proportionata, sicut leges divinæ alicui communitati tribuuntur, ita etiam dantur propter ejus commune bonum et felicitatem, ut facilè etiam inductione constare potest, tam in lege naturali, quàm in divinis positivis.

Neque obstat quòd per has leges sæpè intendit Deus privatum commodum hujus vel illius personæ, ut per legem pœnitentiæ salutem ipsius peccatoris, et sic de aliis : non (inquam) hoc obstat. Tum quia bonum singulorum, ut statim latiùs dicam, sub communi comprehenditur, quando bonum unius tale non est ut excludat commune, sed potiùs est tale ut in singulis requiratur ex vi talis legis, ut applicatæ ad singulos, ut ita ex bonis singulorum consurgat commune bonum. Tum etiam quia leges divinæ præsertim referuntur ad felicitatem æternam, quæ secundùm se commune bonum est, et in unoquoque individuo est per se, et propter se intenta, etiam sine ordine ad aliam communitatem. Propter quod dixit D. Thom. 1 p. q. 23, art. 7, et q. 98, art. 1, humanarum animarum multiplicationem, etiamsi tantùm numero differant, non esse tantùm per accidens, sed per se intentam propter suam immortalitatem et felicitatis capacitatem.

4. De legibus autem humanis cujuscumque ordinis sint, ratio sumenda est ex præcedenti conditione. Nam sicut leges communitati imponuntur, ita propter bonum communitatis præcipuè ferri debent; alioquin inordinatæ essent. Nam contra omnem rectitudinem est bonum commune ad privatum ordinare, sed totum ad partem propter ipsam referre; igitur cùm lex pro communitate feratur, illius bonum per se primò procurare debet. Item ex ordine finium sumitur optima ratio. Nam finis debet esse proportionatus actui, ejusque principio et facultati : sed lex est regula communis operationum moralium; ergo et primum principium moralium operationum debet esse primum principium legis; sed finis ultimus seu felicitas est primum principium moralium operationum : nam in moralibus finis est principium operandi, et ita ultimus finis est primum principium talium operum : bonum autem commune seu felicitas civitatis est ultimus finis in suo ordine ; ergo illud debet esse primum principium legis; debet ergo esse lex propter commune bonum. Qui ferè est discursus divi Thomæ in d. artic. 2, qui potest egregiè illustrari ex doctrinâ Augustin. lib. 19 de Civit. cap. 16, ubi ex debito ordine partis ad totum, et unius domûs ad civitatem (cujus est, ut inquit, initium, seu particula) colligit ad pacem civium pacem domesticam referri. Et subjungit : *Ita fit ut ex lege civitatis præcepta sumere patremfamilias oporteat, quibus domum suam sic regat ut sit paci accommodata civitatis;* ergo multò magis (secundùm Augustinum) leges civitatis debent ad communem pacem et bonum civitatis ordinari.

5. Alia manifesta ratio sumi potest ex origine humanæ legis, quia potestas gubernativa, quæ est in hominibus, vel est immediatè à Deo, ut contingit in potestate spirituali, vel est immediatè ab ipsis hominibus, ut in potestate purè temporali; utroque autem modo talis potestas est præcipuè data propter commune bonum communitatis; ergo hoc bonum debet intendi in legibus ferendis. Minor quoad priorem partem de spirituali potestate est evidens in Scripturâ : nam propterea prælati vocantur pastores, qui animam suam debent ponere pro ovibus suis; et dispensatores, non domini; et ministri Dei, non causæ primariæ; ergo tenentur divinæ intentioni conformari in usu talis potestatis; Deus autem commune bonum ipsorum hominum principaliter intendit : ergo etiam ministri ad hoc tenentur. Et ideò gravissimè in Scripturâ reprehenduntur, qui hâc potestate in suum privatum commodum abutuntur. Quando verò potestas data est immediatè ab ipsis hominibus, evidentissimum est non esse propter principis utilitatem, sed propter commune bonum eorum qui illam contulerunt, et ideò reges ministri reipublicæ appellantur. Adde etiam esse ministros Dei, ad Roman. 13, et Sapient. 6 : *Cùm essent ministri regni ejus,* etc. Debent ergo eâ potestate uti in bonum reipublicæ, à quâ et propter quam illam acceperunt. Propter quod rectè dixit Basilius Hom. 12 in initium Proverb. in hoc differre tyrannum à rege, quòd ille propriam, hic communem utilitatem in suo regimine quærit. Quod etiam tradit Arist. 8 Ethic. cap 10, et 3 Politicorum cap. 5, et consentit D. Thomas 2-2, q. 42, art. 2, ad. 3, et lib. 3, de Regim. princip. cap. 11. Jam verò probatur prima consequentia, quia unus ex præcipuis actibus hujus potestatis est lex : nam est veluti instrumentum per quod princeps moraliter influit in rempublicam, ut illam gubernet : debet ergo esse lex propter commune bonum ipsius reipublicæ.

6. Contra hanc verò conditionem objici potest, quia multæ sunt leges quæ in bonum privatarum personarum ordinantur, ut, v. g., quæ fiunt in favorem pupillorum, militum, et similes. Unde in lib. 1, ff. de Justit. et jur. et in § *Hujus studii,* Instit. eodem titul. duplices distinguuntur leges, quædam quæ ad commune bonum seu statum reipublicæ ordinantur; aliæ

verò quæ sunt circa privatum bonum singulorum. Et in lib. 1, ff. de Constitut. principum dicitur quasdam esse leges personales, quæ per sonam non egrediuntur, quia nimirùm in illius tantùm commodum fiunt. Quod maximè videre licet in privilegio, quòd lex privata dicitur in cap. *Privilegium*, d. 3, quia nimirùm in privatum commodum privilegiati conceditur : non ergo leges omnes ordinantur in commune bonum. Aliunde verò non videtur satis esse quòd in commune bonum ordinentur, quia sæpè in multorum damnum et detrimentum redundant : non sunt autem facienda mala ut veniant bona, nec quidam locupletandi sunt cum aliorum detrimento, juxta regulam *Locupletari*, de Regul. jur. in 6. Major patet, primò, quando contingit eidem regi multa regna subjecta esse : nam lex, quæ uni regno est utilis, alteri solet esse nociva; et in eodem regno potest idem contingere inter diversas civitates. Item lex præscriptionis, ut uni præbeat dominium rei, verum dominum privat re suâ; sæpè etiam quod communitati videtur utile, multis particularibus personis onerosum est et incommodum; imò aliquando leges directè inferunt malum aliquibus, ut leges punitivæ.

7. Ad priorem partem variè respondent auctores, ut videre licet in Navarro n. 28 et 29, loco supra citato. Mihi verò res videtur clara, et adhibitâ duplici distinctione facilè expediri. Prior est de duplici bono communi reipublicæ; unum est, quod per se primò commune est, quia non est sub alicujus privati dominio, sed totius communitatis ad cujus usum vel usumfructum immediatè ordinatur : hujusmodi sunt templa, vel res sacræ, magistratus, pascua communia, seu prata, et similia, de quibus sermo est in prædictis juribus et in aliis sub titulo de rerum Divisione. Aliud verò est bonum commune solùm secundariò, et quasi per redundantiam; immediatè autem bonum privatum est, quia sub dominio privatæ personæ et ad ejus commodum proximè ordinatur; dicitur autem etiam commune, vel quia respublica habet jus quoddam altius in bona propria singularum personarum, ut eis uti possit, quando illi fuerint necessaria, vel etiam quia eo ipso quòd unaquæque persona est pars communitatis, bonum uniuscujusque, quod in damnum aliorum non redundat, est commodum totius communitatis. Sic dicunt jura expedire reipublicæ, ut cives sint locupletes, et ut nemo malè suâ re utatur, § *Sed et Major*, Instit. de his qui sunt sui, vel alieni juris, Authent. *ut judices*, etc., § *Considerandum*, collat. 2, cum similibus.

8. Alia distinctio est quæ de actibus humanis generatim dari solet, in quibus distinguitur materia proxima, circa quam versantur, et motivum seu ratio propter quam. Cùm enim lex actus moralis sit, illa etiam duo in eâ sunt distinguenda. Materia ergo circa quam versatur lex interdùm est bonum commune per se primò : aliquando verò per se primò est bonum privatum; commune autem per redundantiam. Igitur hoc etiam modo data fuit distinctio legum in illis juribus, ut etiam latiùs explicui tract. 5 de Relig. seu de Jura. lib. 2. Nam quædam leges proximè versantur circa materiam communem, aliæ circa bona singulorum : semper tamen ratio propter quam lex versatur circa utramque materiam, est commune bonum, quod propterea semper debet esse primariò intentum.

9. Quæri autem potest circa hanc partem an oporteat hoc bonum esse intentum intentione operantis, vel intentione ipsius operis, juxta modum loquendi D. Thomæ, 2-2. q. 141, art. 6, ad 1. Nam intentio operantis videtur esse extrinseca, et per accidens variari posse, et non pendere ab illâ rationem legis : opus autem ipsum ex se non semper fertur ad bonum commune, nisi ab alio referatur, et ideò neque intentio operis videtur necessaria nec sufficiens. — Respondeo breviter ad valorem et substantiam legis solùm esse necessarium ut res illa, de quâ fertur lex, hoc tempore, hoc loco, in hâc gente et communitate sit utilis et conveniens ad bonum commune illius : hæc enim utilitas et commoditas non datur à legislatore, sed supponitur, et ideò quantùm ad suum esse, ut sic dicam, non pendet ex intentione legislatoris. Ex quo etiam fit ut talis res ex se debeat esse referibilis in commune bonum : nam omne bonum utile, quatenùs tale est, aptum est ordinari in eum finem ad quem est utile, et in hoc sensu necessaria est in præsenti intentio operis, non operantis. Ratio clara est, quia etiamsi legislator ex odio, v. g. aut ex alio pravo fine legem ferat, si lex ipsa nihilominùs in bonum commune cedit, id sufficit ad valorem legis. Quia illa prava intentio est merè personalis et non redundat in actum, quatenùs ad utilitatem communem spectat. Sic prava intentio judicis non refert ad valorem sententiæ, si non est contra æquitatem ejus; sic etiam prava intentio ministri nihil officit sacramento, si non sit contra substantiam ejus : ita ergo in

præsenti bonum commune in lege ipsâ spectandum est, non extrinsecâ intentione legislatoris. Quam sententiam optimè tradit Augustinus lib. 1 de liber. Arbitr. cap. 5, dicens: *Lex, quæ tuendi populi causâ lata est, nullius libidinis argui potest, siquidem ille, qui tulit, si Dei jussu tulit, id est, quod præcepit æterna justitia, expers omnis libidinis, id agere potuit. Si autem ille cum aliquâ libidine hoc statuit, non ex eo fit ut ei legi cum libidine obtemperare necesse sit, et quia bona lex et à non bono ferri potest.* Et infra optimam rationem indicat, quia licet ille cum libidine legem tulerit, *potest illi sine libidine obtemperari.*

10. Per hæc ergo facilis est responsio ad priorem partem objectionum; solùm enim concludit legem non semper habere pro materiâ proximâ illud bonum commune quod per se primò est in communitate secundùm se, et ita intelligitur distinctio data in prioribus juribus ibi citatis. Data est enim ex parte materiæ, et illæ leges dicuntur versari circa particularia commoda, quæ habent pro materiâ bona propria ipsorum civium, quæ aliâ ratione diximus continere bonum commune. In quibus etiam est considerandum nunquàm cadere sub lege, quatenùs ad unam vel alteram personam tantùm pertinent, sed quatenùs spectant ad personas certæ conditionis, ut ad pupillos, ad milites, etc., vel certæ originis, ut nobiles, vel ad successores talis familiæ: et ex hâc etiam parte respicere bonum commune communitate, ut sic dicam, universalitatis, quia scilicet bonum illud in multis reperitur, ut capite præcedenti in fine declaratum est. At verò in d. l 1, ff. de Constit. princip. cùm dicitur constitutionem principis aliquando non egredi personam, non videtur sumi constitutio pro lege propriâ, sed pro quolibet edicto vel decreto principis in favorem vel odium alicujus certæ personæ constitutum; quod nisi habeat majorem amplitudinem et majorem durationem, non est propriè lex, ut capite superiori dictum est.

11. Et hinc patet quid dicendum sit de privilegio, de quo etiam loqui videtur dicta lex 1 ff. de Constitut. princ. Respondet igitur Glossa in d. cap. *Erit autem lex,* per hanc conditionem distingui legem à privilegio. Quam responsionem acriter impugnat Castro supra, quia ex illâ (inquit) sequitur legem latam à principe de perpetuo tributo sibi solvendo in suum commodum, dicendam esse privilegium. Sed hoc non multùm urget contra Glossam; quia vel tale tributum esset justum vel injustum: si justum, etiam lex esset justa, et licet esset in commodum principis, nihilominùs esset propter commune bonum, tum quia bonum principis, quatenùs talis est, censetur commune, cùm ipse sit persona publica et communis; tum etiam quia justum subsidium datum principi à republicâ commune bonum est totius reipublicæ. Si autem tributum esset injustum et tyrannicum, tunc non esset lex, sed haberet se ad modum privilegii iniqui, et injusti. Nec videtur illa responsio Glossæ aliena à sententiâ Cicer. lib. 3 de Legib. dicentis: *Majores nostri in privatas personas leges ferri noluerunt; id est enim privilegium.*

12. Nihilominùs tamen existimo istam conditionem non esse positam ab Isodoro ad excludendum privilegium à ratione legis; tum quia eadem Glossa in cap. *Privilegia,* d. 3, dicit privilegium esse legem, et in illo requirit alias conditiones positas ab Isidoro in alio cap. *Erit autem lex;* tum etiam quia illa particula directè ponitur ad excludendas leges tyrannicas, vel quæ non cedunt in commune bonum, etiamsi fortassè nec ad privatum respiciant; et ita necesse est per illam conditionem excludi pravas leges, etiamsi privilegia non sint; tum denique quia fortè necesse non fuit privilegium excludere, de quo dicam infra suo loco. Nunc solùm assero, ex parte boni communis non repugnare quin sit lex, quia licet proxima ejus materia sit speciale bonum alicujus familiæ, vel domûs, vel aliquarum personarum (propter quod fortassè privata lex appellatum est ab Isidoro in d. cap. *Privilegium*), nihilominùs formaliter etiam debet respicere bonum commune, argumento cap. *Requiritur,* et § *Nisi rigor,* et cap. *Dispensationes,* 1 q. 7, et quæ tradit divus Thomas 1-2, q. 97, art. 4, ad 1. Nam illud bonum per privilegium concessum, ita debet esse aliquorum proprium ut in bonum commune redundet, modo superiùs declarato. Ac præterea ipsa concessio privilegii tam rationabilis esse debet ut ad bonum commune spectet, ex similibus causis similia privilegia concedi. Ex hoc ergo capite non excluduntur privilegia à propriâ ratione legis; an verò excludantur ex eo quòd respiciunt privatam personam, vel possint esse propriè leges, maximè si perpetua sint, dicemus in lib. 10.

13. Minor difficultas est in legibus tributorum: nam illæ communitati imponuntur, ut per se constat, et immediatè respiciunt bonum commune, quia ut dixi, licet videantur cedere

in commodum principis, tamen ut veræ leges sint, commune bonum respicere debent, quia non dantur regi, nisi quatenùs persona communis et publica est, et ut in commune bonum illis utatur. Unde in concilio Tolet. 8, cap. 10, de Regibus dicitur : *Non prospectantes proprii jura commodi, sed consulentes patriæ atque genti.*

14. Ad alteram partem objectionum generatim dicitur hanc esse conditionem rerum humanarum, ut non servent uniformitatem in omnibus, et ideò plerùmque accidit ut quod communitati expedit, uni vel alteri nocumentum afferat. Quia verò commune bonum præfertur privato, quando simul esse non possunt, ideò leges simpliciter feruntur pro bono communi, et ad particularia non attendunt, ut habetur in multis legibus, ff. de Legib. et de Justit. et jur., et sumitur ex cap. *Licet,* de Regular. et ex cap. *Scias,* 7, q. 1. Contingit autem aliquando sub eodem rege esse plura regna, vel plures communitates quasi per accidens, quia reverà inter se non componunt unum corpus politicum, sed ex accidenti diversis titulis in illius potestatem devenerunt, et tunc injustum esset eisdem legibus diversa regna obligare, si uni essent utiles et non alteri. Quia non comparantur tunc ut bonum commune et particulare, sed ut duo bona communia, quibus per se ac sigillatim propriis legibus prospiciendum est ac si sub diversis regibus permanerent, sicut facit etiam pontifex cùm præcipit diversis religionibus, quatenùs distinctæ communitates sunt, et unaquæque propriis legibus indiget. Quando verò communitates sunt partes ejusdem regni, seu politici corporis, tunc uniuscujusque partis bonum censetur privatum respectu totius communitatis, ad quam leges per se primò feruntur. Observanda verò duo sunt : unum, ne tot sint particularia nocumenta, ut præponderent aliorum commodis; aliud, ut si opus fuerit, adjungatur dispensatio, vel exceptio : nam in hujusmodi eventibus maximè licet, et aliquando etiam deberi potest.

15. Ex quo facilè constat quid dicendum sit de nocumento privatæ personæ ; illud enim minùs consideratur, et ideò aliquando permittitur ut in præscriptione, quæ respicit bonum commune, scilicet pacem, evitando lites, etc. Aliquando etiam intenditur, ut in legibus punitivis, quæ etiam sunt ad commune bonum necessariæ. Et ita explicatæ manent aliæ duæ conditiones legis positæ ab Isidoro in eodem capite, scilicet ut sit necessaria et utilis ; quas ita exponit D. Thomas q. 9, 5, art. 3, ut necessitas referatur ad remotionem mali, ut quando lex fertur propter vitandum aliquod malum reipublicæ, utilitas ad promotionem boni : quod rectè dictum est, ne altera ex illis particulis redundare videatur. In utrâque autem majus bonum commune attendi debet : ita enim removendum est unum malum, ne inde aliud majus reipublicæ sequatur : aliàs talis lex non esset necessaria, sed perniciosa. Et ita est etiam procuranda aliqua utilitas, ne inde major impediatur, aut majora mala communia consequantur. Omnia ergo illa verba eamdem proprietatem in lege explicant, licet sub diversis respectibus ad majorem declarationem, quod satis est, ut non sint superfluæ.

16. Quæri verò hic solet an lex lata sub formâ generali, eâ intentione, aut dolo, ut cedat in præjudicium singularis personæ, injusta sit, vel invalida. Nam juristæ dicere solent adeò esse iniquam talem legem, ut ab illâ liceat appellare, vel exceptionem doli contra illam ponere, ut videre licet Bartol. in lib. *Omnes populi*, ff. de Just. et jur. quæst. 5, num. 53. Panormitan. in Rubric. de Constit. num. 2, Felino in cap. *Cum omnes,* de Constit. n. 5, Jason et Gregor. Lop. ubi supra. Non sentiunt tamen hi auctores talem legem semper esse invalidam, aut injustam : nam sine dubio potest interdùm fieri ex rationabili causâ, permittendo potiùs damnum privatum propter commune bonum, quàm illud intendendo, vel etiam illud intendendo in pœnam justam, vel si contingat intendi iniquè à ferente legem ex odio privato, non nocebit ipsi legi, nec justitiæ ejus, ut supra dictum est, si aliàs ipsa sit necessaria ad commune bonum. Et ita docuit latè Felin. supra concl. 1, et in 3 addit idem esse, si lex fiat in favorem privatæ personæ vel familiæ, quando illa redundat in commune bonum, quod est satis clarum ex dictis. Loquuntur ergo dicti auctores, quando damnum tertii sine justâ causâ sub specie communis legis procuratur ; tunc enim clara est injustitia : et consequenter est etiam licita, et debita conveniens defensio, de quâ ipsi tractant, quia ad ipsos propriè pertinet.

CAPUT VIII.

Utrùm sit de ratione legis, ut publicâ potestate feratur.

1. Explicuimus finalem causam legis; sequitur ut de efficiente dicamus : nam ex illâ sumitur

alia conditio legis, sine cujus cognitione legis natura integrè tradi aut definiri non potest. Propter quod etiam D. Thomas d. q. 90, art. 3, proponit similem quæstionem, interrogando an ratio cujuslibet sit factiva legis? Videtur enim uniuscujusque ratio habere vim legis saltem quoad dictamina legis naturalis : ergo saltem in lege naturali non est necessaria hæc conditio, ut scilicet à publicà potestate feratur. Antecedens patet, tum ex illo Pauli ad Roman. 2 : *Cùm gentes, quæ legem non habent, naturaliter ea quæ legis sunt faciunt, ejusmodi legem non habentes, ipsi sibi sunt lex.* Tum etiam quia seclusâ omni superiori potestate, lex honorandi parentes, vel non mentiendi et similes, semper obligant; non est ergo illa conditio de ratione legis, ut talis est : nam quod non est de ratione unius speciei non est de ratione generis. Et confirmatur, quia omnes etiam aliæ leges humanæ nihil aliud sunt quàm *prudentum virorum consulta*, ut dicitur in lib. 1, ff. de Legib.; consulta autem prudentum non requirunt specialem potestatem publicam, sed prudentiam et rectam rationem. Unde Cicero lib. 1 de Legibus : *Lex* (inquit) *est naturæ vis, mens et ratio prudentis;* et Isidor. 25 Etymol. cap. 10 : *Si ratione* (inquit) *lex consistat, lex erit omne jam quod ratione constiterit.* Lex ergo ex ratione pendet, non ex aliâ potestate.

2. Dicendum nihilominùs est legem esse præceptum ab eo impositum, qui vim habeat cogendi, ac subinde de ratione legis esse, ut habente publicam potestatem feratur. Hoc intendit divus Thomas in d. art. 3, et quasi principium primum in materiâ morali. Non potest autem uniformiter in omnibus legibus declarari, ideòque per partitionem divinarum humanarumque legum distinctiùs ostendetur. De legibus enim divinis per se notum est, sicut de ratione earum est, ut à Deo, tanquàm à proximo legislatore procedant, ita necessariò procedere ab habente non solùm publicam potestatem, sed etiam supremam, et ut ita dicam per essentiam, quia Deo naturaliter competit supremum dominium rerum omnium, et cum omni jure tam nominandi quàm gubernandi et regendi, et homo etiam naturaliter est Deo subjectus. In hâc ergo subjectione ex parte hominis, et potestate supremâ ex parte Dei, fundamentum habent leges divinæ, juxta illud Isai. 33 : *Dominus judex noster, Dominus legifer noster, Dominus rex noster*, utique summus, et independens ab omni alio, qui auctoritate propriâ, et non ab alio acceptâ leges ferre potest, et cogere ad earum observationem, et punire transgressores. Quomodò dixit Jacob. cap. 4 : *Unus est legislator et judex, qui potest perdere et liberare;* leges ergo divinæ necessariò dicunt respectum ad publicam et supremam potestatem. Quocirca lex naturalis, aut propria lex non est, aut si vera lex est, à publicâ etiam procedit gubernandi potestate, quia si lex divina est, ergo est ab ejus potestate, quæ naturam gubernat eique dominatur. Quomodò autem lex naturæ Deum habeat auctorem libro sequenti declarabitur.

3. Ut autem in legibus humanis hanc veritatem declaremus et ostendamus, supponimus primò, præceptum, ut tale est, necessariò postulare aliquam superiorem potestatem in præcipiente respectu ejus cui præcipit. Nota enim : est differentia inter hos tres actus, petere, seu orare; promittere, seu vovere; imperare, seu præceptum imponere; quod primum est indigentis, et ideò, ut sic, est inferioris ad superiorem : ultimus est superioris ad inferiorem; secundus verò potest esse ad omnes, ut indicavit D. Thomas, 2-2, q. 88, art. 1, et tract. 4 et 6 de Relig. in princ. explicuimus. Ratio verò est, quia per actum orationis nec se obligat homo, nec obligat alium, sed solùm vult aliquid ab alio obtinere, in quo inferiorem se illi exhibet. Per promissionem autem obligat homo seipsum, quam potestatem unusquisque in se habet, et potest illam exercere respectu æqualis, vel inferioris, aut superioris, quia nunquàm exercet jus in alium, sed in se, nec cogit alium ad acceptandum, si nolit. Per præceptum autem obligat præcipiens alium cui præcipit, et ideò necesse est ut in illum habeat jus et superiorem potestatem. Non enim potest esse actio sine principio proportionato, à quo manet; hoc autem principium in præsenti est potestas illa per quam unus alteri superior constituitur. Item non omnis homo potest alteri præcipere, nec æqualis (ut sic dicam) potest æqualem obligare, ut est per se notum, quia non est ulla ratio cur unus magis teneatur parere alteri quàm è converso, essetque bellum justum ex utrâque parte; est ergo necessariò specialis potestas superior ad præcipiendum validè et efficaciter. Unde cùm lex sit essentialiter præceptum, etiam hoc erit de legis essentiâ ac necessitate, etiam in humanis legibus.

4. Secundò verò addendum est, quòd sicut præceptum et lex non convertuntur, quia non

omne præceptum est lex, licet omnis lex sit præceptum, ita potestas præceptiva et legislativa non convertuntur. Potestas ergo præceptiva quasi generica est, quæ in duas species distinguenda est, quas potestatem œconomicam et politicam, vel potestatem dominativam et jurisdictionis appellare possumus, sicut eas nominavimus et distinximus in ordine ad votorum irritationem et dispensationem libro 6 de Voto, cap. 1. Et solent etiam distingui ab auctoribus distinguentibus dominium in dominium jurisdictionis et proprietatis, ut latè declarat Molin. tract. 2 de Justitiâ, disp. 3, cum Covarr. in regulâ, *Peccatum*, 2 p. § 9, n. 8, et attigit Seneca lib. 7 de Benefic. cap. 4, dicens : *Ad reges potestas omnium pertinet, ad singulos proprietas.* Possunt autem distingui hæ potestates circa personas, et aliquo modo circa res alias, circa quas propriùs invenitur potestas dominii quàm jurisdictionis; tamen suo modo etiam hæc circa illas versatur, vel secundariò et per consecutionem, vel per modum administrationis; hoc verò nunc ad præsens non spectat : nam ad leges vel præcepta per se requiritur potestas in personam, ut ex ratione præcepti declaratum est.

5. Inter illas autem potestates, ut in personis versantur, cùm multæ aliæ differentiæ assignari possint, tres sunt quæ ad præsentem causam faciunt. Una est, quòd potestas dominativa regulariter est circa privatas personas, seu inter partes imperfectæ communitatis, et interdùm est ex jure naturæ per naturalem originem tantùm, et ex vi illius, ut est patris potestas in filium : interdùm est etiam à naturâ, supposito tamen pacto humano, ut est potestas viri in uxorem in ordine ad gubernationem domûs et personæ ; aliquando est ex jure gentium, vel civili, ut potestas domini in servum bello captum ; interdùm ex humano contractu, ut dominium in servum qui se vendidit, et hùc spectat potestas quæ per votum obedientiæ confertur ei cui obedientia promittitur. At verò potestas jurisdictionis per se primò respicit communitatem perfectam : nam per se est ad politicam gubernationem, quæ in tali communitate est necessaria : nam ad imperfectam sufficit prior potestas. Atque hinc sequitur secunda differentia, quia in potestate jurisdictionis multa major vis ad coercendum et cogendum invenitur quàm in potestate dominativâ, tum quia major est potestas communis quàm privata, tum etiam quia ad communitatem perfectam tuendam, et omnes partes ejus in officio continendas, major coerctio necessaria est, quàm in privatâ domo, vel inter privatas personas. Et ita non licet domino sævire in servum, ut dicunt jura civilia, expeditque reipublicæ ut severior correctio non nisi auctoritate publicâ fiat. Unde est etiam notanda tertia differentia, quia dominativa potestas ordinariè magis est in commodum habentis illam, quàm ejus in quem habetur, licet aliquando possit contrarium inveniri, maximè quando confertur ex pacto voluntario in eum finem ordinato, ut in obedientiâ ex voto debitâ frequentiùs servatur. Posterior autem potestas per se, et ex primævâ institutione suâ est propter bonum communitatis, in quam datur, ut capite præcedenti declaratum est.

6. Ex his ergo concluditur veluti quarta differentia, quæ ad præsens refert. Dicendum est enim ad ferendas leges necessariam esse potestatem jurisdictionis, nec solam dominativam per se sufficere. Ita docent canonistæ communiter in cap. *Cùm accessisset ;* et cap. *Cùm in Ecclesiâ Sanctæ Mariæ* (per textum ipsum) de Constit. et in cap. *Ecclesiarum ;* et cap. *Solitæ,* de Major. et obedi. cap. *Duo sunt ;* et cap. *Benè quidem*, 96 d. Bart. in l. *Omnes populi;* ff. de Justitiâ et jure in 1 q. princ. idem in l. *Imperium*, ff. de Jur. omni judic., ubi n. 8, ait legum lationem pertinere ad jurisdictionem meri imperii, vel existentis in gradu proximo. Quod ibi sequuntur communiter doctores, Anton. in cap. ult. de his quæ fiunt à prælatis, et Bald. in lib. 1 ff. de Justit. et jur.; consentiunt etiam theologi cum D. Thom. d. q. 90, art. 3, q. 69, art. 5, 2-2. q. 67, art. 15 ; Soto lib. 1 de Just. q. 1, art. 3 ; Sylvest. Angel. et alii summistæ, verb. *lex*. Sumitur etiam hæc assertio ex Arist. lib. 10 Ethic. cap. ult. dicente : *Patris præceptio vires non habet, neque necessitatem, neque ullius omninò unius viri, nisi sit rex, vel aliquis talis; lex autem vim habet cogentem.* Plat. in Dialog. Civilis, seu de Regno versùs finem, *legum lationem* (dicit) *ad dignitatem regiam pertinere*, quod et latè prosequitur. Plutarch. in Comment. in Principe requiri doctrinam, ait *legem esse principis opus.* Unde Philo libr. 2 de Vitâ Moysis in princip. : *Regis* (inquit) *officium est jubere quæ oportet fieri, et vetare à quibus abstinere decet ; cæterum jussio faciendorum, et interdictio cavendorum propriè ad legem pertinet.* Eodem modo loquuntur Patres, Basil. homil. cap. 2, in init. Proverb. : *Si regnum* (inquit) *est legitima potestas, manifestum est, quòd ex rege, alioqui hoc nomine digno,*

exeuntes vitæ præceptiones multum apud omnes momenti habeant ad considerandam et consequendam in communi bono utilitatem. Et Clemens Alexand. lib. 1 Stromat. cap. 14, versùs finem, legum ferendarum sapientiam, imperatoriam vocat, et maximè regiam, et infra: *Quemadmodùm pastoralem artem omnium curam gerere dicimus, ita etiam legum ferendarum artem dicemus, virtutem hominum comparare, humanum bonum pro viribus excitantem, ut quæ gregis hominum curam gerat, et providentiam.*

7. Rationibus etiam potest facilè hæc veritas declarari. Primò, quia legislatio est potissimus actus quo respublica gubernatur, ideòque propter ejus commune commodum ferri debet, ut vidimus: ergo per se spectat ad potestatem gubernativam reipublicæ, ad quam pertinet ejus commune bonum procurare; hæc autem est potestas jurisdictionis, ut declaratum est. Item potestas dominativa per se est privata, quæ potest esse in unâ personâ respectu alterius: potestas autem jurisdictionis per se est potestas publica, et ad communitatem ordinata; ergo hæc sola est principium proportionatum ad ferendas leges, quæ per se etiam ad communitatem referuntur, ut dictum est. Tandem potestas dominativa ad summum potest præcipere ex virtute obedientiæ, vel justitiæ, aut pietatis, quasi exigendo usum rei suæ, aut sibi promissæ; lex autem præcipit constituendo actum in propriâ specie virtutis juxta exigentiam materiæ, in quâ lex versatur, et in illâ necessitatem imponendo: hæc autem efficacitas est propria potestatis jurisdictionis, quia est actus publicæ potestatis: ergo hæc potestas est per se requisita ad leges ferendas.

8. Rectè autem (ut supra tetigi) advertit Bart. in loco allegato, non omnem potestatem jurisdictionis esse sufficientem ad leges ferendas: habent enim ordinarii judices jurisdictionem, et tamen leges ferre non possunt: requiritur ergo principalis quædam et primaria potestas in illo ordine. Quia sicut condere legem unus est ex præcipuis actibus gubernationis reipublicæ, ita præcipuam et superiorem requirit potestatem. Hæc autem potestas primariò et per essentiam in Deo est; communicatur autem regibus per quamdam participationem, juxta illud Sap. 6: *Audite reges*, etc., *quoniam data est à Domino potestas vobis. Non enim est potestas nisi à Deo*, ut dicitur ad Roman. 13. Et ideò unusquisque pro mensurâ potestatis sibi commissæ potest leges facere, et non ampliùs. Nam, ut rectè dixit Chrysostomus in Psalmum 44, circa finem: *Regum leges ratæ sunt, et validæ intra eorum fines. Romanorum imperator Persis non posset ferre leges, nec Persarum rex posset ferre leges Romanis.* Et sic de cæteris. Quomodò autem hæc potestas sit, et an semper sit necessaria ad condenda humana statuta, infra dicendum est, tractando de lege humanâ; ubi etiam explicabimus in quo gradu oporteat, hanc jurisdictionem habere ut ad legem ferendam sufficiat.

9. Nunc solùm adverto in omni communitate esse aliquam potestatem supremam in suo ordine, ut est in Ecclesiâ pontifex; in regno temporali, rex; in republicâ, quæ aristocraticè gubernatur (id est, per se ipsam) tota respublica. Non enim potest esse corpus, nisi sit monstrosum, et mutilum sine capite. Et de hoc capite ait D. Thomas d. art. 3, esse vel ipsam multitudinem, id est, rempublicam, vel gerentem vicem ejus; potest autem vicem ejus gerere, vel qui ab ipsâ est constitutus, vel qui immediatè à Deo, ut infra dicetur. Ideòque ut ab utroque abstraheret, rectè conclusit, *legem debere esse à personâ publicâ, quæ totius multitudinis curam habet.* Constat igitur potestatem ferendi leges humanas saltem esse in supremo capite, quodcumque illud sit, quia nec potest procedi in infinitum, nec in alio esse potest major potestas in illo ordine. In inferioribus autem et subordinatis principibus tanta erit quanta illis fuerit communicata à capite: quod ex ratione muneris uniuscujusque ex consuetudine, aut ex legibus, vel privilegiis intelligendum erit, ut infra latiùs dicetur.

10. Ad rationem ergo dubitandi in principio positam rectè respondet D. Thomas supra ad primum, legem naturalem posse considerari, vel prout est in subditis, vel prout est in aliquo superiore, à quo lata est. Priori modo est à naturâ insita ipsis hominibus, qui per eam gubernantur, eique obedire debent, et hâc ratione quatenùs illam in suis mentibus scriptam habent, dicitur unusquisque sibi ipsi esse lex, sicut codex legum interdùm solet vocari lex, ut de libris veteris Testamenti ex Hieronymo supra diximus; liber autem mortuus non potest dici esse sibi lex, quia non potest se per legem in ipso scriptam gubernare; cor autem hominis liber vivus, in quo est lex naturæ scripta, et ideò quatenùs illâ regitur, dicitur sibi ipsi esse lex. Quomodò autem illa lex naturæ sit ab aliquo superiore potestatem habente, dicemus in libro sequenti.

Ad confirmationem respondetur solam honestatem, vel justitiam actionis, quæ per legem humanam præscribitur, non esse satis ad propriam obligationem legis, et ideò licet in condendis illis legibus sit necessaria prudentia, et ideò intervenire debeant, et soleant consilia sapientûm; tamen illa non sufficiunt sine voluntate habentis potestatem, à quâ potestate et voluntate lex accipit vim et esse legis, ut supra dictum est. Quando ergo dicuntur leges esse consulta sapientûm, vel esse id quod ratione constiterit, aut quid simile, denominatio sumitur à proprietate quâdam maximè necessariâ, et fortassè posita est ad illius necessitatem indicandam; non verò quia illa sufficiat.

CAPUT IX.

Utrùm sit de ratione legis, ut sit justa, et justè lata, ubi de aliis conditionibus legis ab Isidoro positis.

1. Expositis conditionibus in lege requisitis ex parte personarum seu causarum quæ possunt extrinsecè judicari, explicandæ veniunt conditiones veluti intrinsecæ et actui in quem legis præceptum cadere potest, et ipsi actioni ferendi legem, quas ad justitiam revocamus, et sub illâ comprehendimus omnes conditiones positas ab Isidoro lib. 5 Etymol. c. 2, ubi sic inquit: *Lex erit omne quod ratione constiterit, duntaxat quod religioni congruat, quod disciplinæ conveniat, quod saluti proficiat.* Videtur autem loqui magis de lege in genere, quamvis verba possint ad omnia accommodari. In eodem verò libro cap. 21, et lib. 2, cap. 10, alias conditiones, vel easdem distinctiùs enumerat, dicens: *Erit autem lex honesta, justa, possibilis secundùm naturam, secundùm consuetudinem patriæ, tempori, locoque conveniens.* Quas etiam conditiones de lege humanâ interpretatur. D. Thom. 1-2, q. 95, artic. 3. Quia verò vel omnes vel præcipuæ illarum in omni lege locum habent, et ad concludendam legis definitionem, necessarium est notitiam habere; ideò earum explicatio convenienter in hunc locum cadit. Omnes autem revocamus ad duas conditiones in titulo insinuatas, scilicet ut lex sit justa, et justè feratur, quas ex professo explicabimus, et cum illis alias corollariè declarabimus.

2. Dico ergo primò, de ratione et essentiâ legis est ut præcipiat justa. Assertio est non solùm certa secundùm fidem, sed etiam clara secundùm naturalem rationem. Et ita eam tradunt non solùm theologi, et Patres inferiùs allegandi, sed etiam passim philosophi in præcedenti capite citati. Declaratur autem in hunc modum, quia duobus modis intelligi potest legem debere esse justam, uno modo respectu ipsius actûs exercendi à subdito ex vi talis legis, nimirùm quòd talis sit, ut possit ab eo justè fieri: alio modo respectu ipsiusmet legis, quòd nimirùm sine injuriâ homini imponatur. Potest enim interdùm actus esse talis ut à subdito justè fieri possit, ut, v. g., jejunare in pane et aquâ; et quòd superior injuriam illi faciat talem actum præcipiendo. Quam distinctionem tradidit D. Thomas. 1-2, q. 96, artic. 4. Hæc ergo assertio intelligitur de priori parte, seu modo legis justæ: nam ad distinguendam illam ab alterâ parte, diximus legem debere justa præcipere. Præterea justitia interdùm significat particularem virtutem, interdùm verò omnes virtutes; hîc verò generatim accipiendum est, cùm dicimus legem debere esse justam, quia id quod præcipit tale esse debet, ut justè et honestè, seu studiosè fieri possit. Verùmtamen hæc ipsa conditio dupliciter explicari potest, scilicet vel negativè, ut scilicet quod præcipitur, nec injustum, nec turpe sit; vel positivè, ut sit justum et honestum.

3. Conditio ergo hæc præcipuè intelligitur priori modo, et sic est evidens; aliâ verò ratione invenitur in legibus divinis, et aliter in humanis. In divinis enim ratio est rectitudo per essentiam divinæ voluntatis. Est enim Deus summè bonus, et ideò non potest aliquid pravum præcipere. Item quia non potest Deus sibi esse contrarius; ergo nec contraria simul præcipere, manente contrarietate; vel ergo opus præceptum tale est ut nullo modo possit ab illo separari iniquitas, ut est mentiri, vel odio habere Deum, vel ei sufficienter loquenti non credere, et similia; vel est tale ut ab eo possit malitia separari, mutatâ materiâ, vel operandi modo, ut est hominis occisio, vel quid simile. Quando opus est priori modo intrinsecè malum, eo ipso prohibetur lege naturali, et consequenter à Deo, ut est auctor ejus; ergo impossibile est ut lex divina positiva aliquid contra hanc naturalem justitiam contineat, licet supra illam multa possit præcipere, quæ in suo ordine sunt honestissima. Si autem opus sit posterioris rationis, eo ipso quòd à Deo præcipiatur, erit honestum, ut in facto Abrahæ videre licet, et idem est in similibus, de quibus dicemus infra, tractando de dispensatione legis naturalis. Hic enim posterior modus præcipiendi (quod notandum est) non contingit in generalibus legibus divinis, sed ad

summum in aliquibus, et raris personalibus præceptis, et ideò de legibus divinis evidentissimum est continere semper hoc justitiæ genus.

4. De legibus autem humanis, hoc fundatur in alio principio. Nam legislator humanus non habet voluntatem perfectam, sicut Deus, et ideò quantùm est ex se, et quoad factum potest interdùm iniqua præcipere, ut constat; non tamen habet potestatem ad obligandum per iniquas leges, et ideò licet iniqua præcipiat, tale præceptum non est lex, quia vim, aut valorem ad obligandum non habet: loquor autem de opere iniquo, quod sit contra legem naturalem aut divinam. Nam si sit malum solùm quia prohibitum lege humanâ, et illa possit auferri per subsequentem legem, jam illa posterior lex non erit de opere malo, quia revocatâ priori lege, tollitur malitia operis. Et ita est clara ratio assertionis, tum quia illa potestas est à Deo; quæ autem à Deo sunt, ordinata sunt; ergo est data in bonum et in ædificationem, non in malum seu in destructionem. Tum etiam quia nullus inferior potest obligare contra legem et voluntatem superioris; sed lex præcipiens pravum actum est contra legem Dei prohibentis illum; ergo non potest obligare, quia impossibile est homines simul obligari ad agendum et non agendum aliquid: si autem opus pravum est prohibitum lege divinâ, non potest lex inferioris tollere illam superioris obligationem; ergo nec potest inducere suam; ergo ejus lex de tali opere non potest esse valida. Et de hâc justitiâ legis loquebatur August. lib. 1 de libero Arbit. cap. 5, cum dixit: *Mihi lex esse non videtur, quæ justa non fuerit.* Et de eâdem intelligi potest, quod dicit lib. de verâ Relig. cap. 31: *Conditor legum temporalium, si vir bonus est et sapiens, legem consulit æternam, ut secundùm ejus incommutabiles regulas, quid sit pro tempore vitandum jubendumque discernat.* Unde sicut lex æterna solùm justa præcipit, quia est ipsa justitia per essentiam, ita vera lex humana esse debet participatio ejus, et ideò non potest validè præcipere nisi justa et honesta, juxta illud Prov. 8: *Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt.*

5. Atque hinc ulteriùs concluditur hanc conditionem etiam positivè intellectam esse de ratione legis; quamvis non uno et eodem modo singulis applicanda sit. Declaratur prior pars ex præcedenti; nam si actus præceptus non est malus de se, et per superiorem præcipitur, eo ipso potest honestè exerceri, quia ex vi præcepti recipit aliquam honestatem, etiamsi de se illam non semper habeat. Sicut enim actus de se non malus fit malus per injustam prohibitionem superioris, ita actus de se non bonus, neque malus, per legem præcipientem justè fiet bonus: et ita semper lex est de bono actu, quia vel bonum supponit, vel facit. Et ita constat posterior pars. Nam actus præcepti per legem interdùm supponuntur boni et honesti de se, et per legem accipiunt tantùm necessitatem et obligationem, quia antea erant voluntarii, et eorum omissio non erat mala; post latam autem legem omissio fit mala, et actus fit necessarius ad honestatem, ut patet de actu audiendi Missam, jejunandi, vel similibus. Aliquando verò lex datur de opere de se indifferente, ut de ferendis vel non ferendis armis tali tempore, aut loco, et similibus, et tunc actus fit bonus, et ex efficaciâ, et ex fine legis, quæ honestas ordinariè pertinet ad aliquam specialem virtutem juxta capacitatem materiæ in quâ lex versatur; quia in illâ constituit tale medium, ut in lege jejunii, seu prohibente pro tali tempore usum talium ciborum de se indifferentium, et similibus: nonnunquàm verò potest pertinere ad solam obedientiam, vel justitiam legalem, ut in lege prohibente ferre arma, vel alia similia. His ergo modis debet lex esse justa ex parte materiæ.

6. Posset verò hìc fieri objectio de lege humanâ permittente aliquod malum, quæ non videtur esse de re justâ. De quâ difficultate copiosè disputat Aug. d. lib. 1 de liber. Arbitr. cap. 5 et 6, et infra de illâ redibit sermo. Nunc breviter dico materiam illius legis non esse opus malum, sed permissionem ejus; permissionem autem operis mali bonam esse posse, cùm Deus illam velit, et ita legem illam esse de materiâ justâ. Quòd si quis urgeat, quia permissio non est materia legis, sed effectus; respondeo in primis permissionem non fieri à lege, nisi quatenùs præcipit talem actum permitti, et non puniri, nec cohiberi; aliàs non posset subsistere vera ratio legis, ut ex genere ejus constat, et infra latiùs dicam. Deinde si quis ita loqui velit ut actus ille sit materia legis, respondeo actum ipsum sub duplici ratione considerari posse, scilicet ut operabilem, et, ut sic, esse malum; vel ut permissibilem (ut sic dicam), et sub eâ ratione non esse materiam pravam, vel rationi contrariam. Quod est dicere actum illum non esse aptam materiam capacem obligationis legis, esse tamen

capacem permissionis, quia in ordine ad finem talis potestatis non postulat necessariò prohibitionem, vel punitionem, et ideò, ut sic, esse materiam justam in ordine ad talem legem.

7. Ex hâc assertione sic declaratâ duo inferre possumus. Unum est ad illam maximè pertinere primam conditionem positam ab Isidoro in d. cap. *Erit autem lex*, scilicet ut lex sit honesta, quod ex ipsâ vocis proprietate satis patet. Addo etiam ad hanc justitiam legis optimè reduci omnes conditiones positas ab Isidoro priori loco, seu in capit. *Consuetudo* d. 1, ubi primùm ait : *Lex erit omne quod ratione constiterit*, id est, lex debet esse consentanea rationi, quod nihil aliud est quàm debere esse justam in sensu explicato. Imò in hâc conditione virtute includitur omnis et tota justitia legis, quia non potest lex esse rationi conformis absolutè, nisi undique justa sit. Et ideò D. Thomas d. quæst. 95, art. 3, non accepit hanc ut specialem conditionem legis, sed ut generalem, virtute includentem omnes, et ideò illas prætermisit.

2. Secundò ergo requirit Isidor. in lege, *ut religioni congruat*, quod D. Thomas ibidem exponens de lege humanâ, dicit esse debere congruentem religioni in quantùm esse debet proportionata legi divinæ. Hæc autem proportio non in alio consistit, nisi in hoc quòd non præcipiat, quæ lex divina prohibet, nec prohibeat quæ illa præcipit, et sic etiam idem est esse congruentem religioni, quod esse honestam. Possumus autem et conditionem extendere ad omnem legem, et religionem cum majori proprietate accipere pro vero ritu colendi verum Deum. Sic enim constat legem æternam, ut præceptiva est ad extra pro suis temporibus, esse maximè congruentem divino cultui; quia Deus per illam legem omnia ad suum honorem et gloriam ordinat. Et ideò maximè prohibet omne peccatum, quia suæ legi et bonitati contrarium est. Item lex naturalis, quæ est prima illius participatio, præcipuè præcipit cultum Dei; propter hoc enim dixit Paul. ad Roman. 1, gentes fuisse inexcusabiles, quia cùm novissent illum, non sicut Deum glorificaverunt. Et ideò lex naturæ non solùm non præcipit, verùm nec permittit aliquid quod cum veri Dei religione non congruat. Quamvis enim non singula præcepta illius legis præcipiant cultum Dei, nullum tamen præcipit aliquid quod non possit in gloriam Dei fieri, et hoc est religioni congruere.

8. In legibus etiam divinis positivis est hæc conditio per se nota, quia semper datæ sunt, ut maximè congruebat ad divinum cultum et religionem pro talibus temporibus et populis, ut infra tractando de illis legibus videbimus, et optimè colligi potest ex illâ sententiâ Apostoli ad Hebr. 7 : *Translato sacerdotio, necesse est ut legis translatio fiat.* Nam licet specialiter id dictum fuerit propter legem veterem, fundari rectè potest in hâc conditione legis, quòd debet congruere religioni, et ideò, mutato ritu religionis, illam mutari necesse est. Unde hinc etiam solet August. utriusque legis consonantiam et rationem explicare, ut attigit lib. 3 Confess., cap. 37, et latè persequitur in libris contra Faust. et sæpè aliàs. Denique leges humanæ, si sint canonicæ, per se primò intendunt divinum cultum et religionem, et ita ferè singulæ in illâ materiâ versantur : aliquæ verò possunt in aliis materiis versari; semper tamen in eis observatur maximè religionis decentia et congruentia. Denique leges civiles, licet hunc per se finem non habeant, illi tamen subalternantur, et ita debent ei non repugnare; aliàs justè non possunt esse, et hoc modo debent congruere religioni. Potest enim hæc conditio et positivè, et negativè explicari : et licet in quibusdam legibus prior modus inveniatur, in aliis sufficit posterior, scilicet ut religioni veræ non repugnent, quod totum ad honestatem earum pertinet

9. Tertiò requirit Isidor. in lege *Quòd disciplinæ conveniat*, quod D. Thomas exponit, *quia debet esse proportionata legi naturæ*, quæ proportio non in alio potest consistere, nisi in hoc quòd non deviet à præceptis et præscriptis legis naturæ ; debet enim legislator humanus se gerere in ferendis suis legibus tanquàm discipulus (ut sic dicam) legis naturalis, et ea præcipere quæ disciplinæ illius legis congruant. Quod rectè quidem dictum est. Tamen si hanc conditionem intelligamus de disciplinâ respectu subditorum, optimè dicemus omnem legem tradere subditis convenientem doctrinam, et sic disciplinæ convenire. Est enim omnis lex instructio quædam subditorum, juxta illud : *Lex Domini immaculata*, etc., *sapientiam præstans parvulis :* quia omnis justa lex aliquo modo lex Domini est sapientiamque præstat parvulis ; ergo respectu illorum doctrina quædam est ; ergo rectè de omni lege dicitur quòd debet esse conveniens disciplinæ. Illa autem instructio morum (de hâc enim est sermo) conveniens dicitur disciplinæ, quæ virtutem promovet, vel

ita est utilis ad alios fines ut moribus honestis non noceat, sed potiùs prosit, quantùm in se est. Nam etiam hæc conditio potest positivè et negativè intelligi, et uterque modus sufficit cum proportione accommodâ. Licet vix possit esse lex non repugnans moribus honestis, quæ non habeat aliquam congruentiam ad honestam disciplinam, si alioqui est utilis reipublicæ, quod in ultimâ illarum conditionum significatur. Addit enim Isidor. : *Quòd saluti proficiat.* Quod exponit D. Thom. : *In quantùm est proportionata utilitati humanæ,* subindicans ad hanc conditionem pertinere, quod supra dictum est, legem esse utilem communi bono, in quo sensu etiam potest ad omnem legem hæc conditio accommodari, ut supra declaratum est. Posset tamen hæc particula subintelligi magis theologicè de salute animæ quam fortassè præ oculis habuit Isidor. Nam illam solent sancti Patres nomine salutis significare. Erit autem lex talis, si sit justa, quia observantia legis justæ, quantùm est de se, perficit ad salutem. Et ita per hæc omnia verba explicatur honestas legis, ut observandæ à subdito. Neque propterea sunt verba superflua, quia per diversos respectus magis explicatur honestas legis, et connexio quam habet cum superioribus bonis, tam ad Deum quàm ad animam pertinentibus.

2. Secundò infertur ex dictis legem non habentem hanc justitiam seu honestatem, non esse legem, neque obligare, verùm etiam nec servari posse. Hoc constat, quia justitia repugnans huic honestati legis est ipsi Deo contraria, quia includit culpam et offensionem Dei; ergo non potest licitè servari, quia non potest Deus licitè offendi. Item talis injustitia non potest inveniri nisi in legibus ab hominibus latis; oportet autem obedire Deo magis quàm hominibus; ergo non possunt tales leges servari contra obedientiam Dei; sicut non obeditur prætori contra præceptum regis, sicut à fortiori argumentatur Aug. lib. 1 de Verb. Domini, serm. 6, cap. 8. Advertunt autem omnes doctores necessarium esse ut de injustitiâ legis certò moraliter constet : nam si res sit dubia, præsumendum est pro legislatore, tum quia habet altius jus, et illud possidet, tum etiam quia regitur altiori consilio, et potest habere rationes universales subditis occultas; tum etiam quia aliàs subditi sumerent nimiam licentiam non parendi legibus, quia vix possunt esse tam justæ quin possint ab aliquibus per apparentes rationes in dubium revocari. Atque ita docuit August. 22 contra Faustin. cap. 75, et refertur in capite *Quid culpatur* 23, q. 1. Quanta verò certitudo de hâc injustitiâ legis necessaria sit ut homo teneatur illi non parere, in 1-2 tractando de conscientiâ tradi solet, et infra tractando de obligatione legis præsertim humanæ, aliqua dicemus : nam circa illas leges solent maximè occurrere hujusmodi dubia, et possunt multipliciter variari, et ideò ibi commodiùs ac pleniùs hæc materia expedietur. Quomodò autem in casu dubio pro principe præsumatur, tractant latè Panormitanus in capite *Cùm in Ecclesiarum,* numer. 14; et Felin. numero 60 et sequentibus de Constitution. Turrecremuta in capit. *Sententia,* 11, quæstione tertiâ, conclusionib. 6 et 7, n. 8 et 9, et in cap. *si Dominus*, eâdem causâ, et q. in fine.

10. Dico secundò, de ratione legis est ut justè feratur, et aliter lata non erit vera lex. Prior pars communis est. Et quoniam de divinis legibus satis per se evidens est justè ferri, in humanis explicabitur assertio quam posuit D. Thom. dict. quæstion. 96, art. 4, ubi expositores omnes et alii statim referendi. Probatur autem primò in generali, quia de ratione legis est ut sit rationi consentanea, ut probant omnia adducta in superiori puncto, et omnes etiam philosophi supra citati agnoverunt; ut autem sit rationi consentanea, non satis est ut habeat materiam honestam, sed etiam ut formam justam et rationabilem servet, et hoc est justè ferri; ergo hoc est de ratione legis. Deinde declaratur in particulari, supponendo, cùm dicimus esse de ratione legis ut justè lata sit, non esse sermonem de modo justè operandi ex parte operantis, sed ex parte operis. Nam modus ex parte operantis requirit ut non solùm ex parte legis nihil deficiat, sed etiam ut operans bono affectu, et non ex odio, vel cupiditate moveatur, et quòd in modo et circumstantiis operandi ex parte suâ prudenter se gerat, hic autem modus studiosus, seu virtutis ex parte legislatoris ferentis legem, non est necessarius ad valorem legis. Nam potest princeps in lege ferendâ malè et iniquè se gerere, et nihilominùs justam et bonam, ac validam legem ferre. Modus autem requisitus ex parte legis est ut non solùm materia legis sit honesta, sed etiam forma; tunc ergo dicitur lex justè ferri, quando in eâ servatur forma justitiæ, ut D. Thomas supra dict. art. 4, et quæst. 95, art. 3, eleganter declarat.

11. Potestque in hunc modum ampliùs explicari; nam ut lex justè feratur, tres virtutes justitiæ in illius formâ cerni debent. Prima est

justitia legalis, cujus est commune bonum intendere, et consequenter jura communitati debita servare; at lex hunc finem præcipuè intendere debet, ut ostensum est; debet ergo ferri justè secundùm legalem justitiam, et hoc modo ait D. Thomas supra debere legem esse justam ex fine boni communis. Secunda est justitia commutativa; ad quam spectat ut legislator non plus præcipiat quàm possit; quæ justitia est maximè necessaria ad valorem legis. Unde si princeps legem ferat pro non sibi subditis, contra justitiam commutativam peccat respectu illorum, etiamsi actum de se honestum et utilem præcipiat. Et sic dixit D. Thomas requiri in lege justitiam ex parte ferentis. Tertia justitia est distributiva, quæ etiam in lege requiritur, quia præcipiendo multitudini, quasi distribuit onus inter partes reipublicæ in ordine ad bonum ejus, et ideò necesse est ut in eâ distributione servet æqualitatem proportionis quæ ad justitiam distributivam pertinet; et ideò injusta erit lex, si inæqualiter onera dispenset, etiamsi res præcepta iniqua non sit. Et hoc modo dixit D. Tho. supra, in formâ legis justæ requiri æqualitatem proportionis. Unde etiam rectè concludit præter iniquitatem ex parte materiæ posse legem tripliciter esse injustam, scilicet vel ex fine privati commodi et non communis boni, vel ex parte agentis ac defectu potestatis, vel defectu formæ seu justæ distributionis. Constat ergo de ratione legis esse ut justè feratur omnibus prædictis modis.

12. Altera item pars assertionis, scilicet quòd hæc justitia sit adeò necessaria ad legem ut sive illa lex sit invalida, et non obliget, expressè ponitur ab eodem D. Thomà, Soto, Medinâ et aliis ibidem, Castro libr. primo de Legib. pœnal., capite quinto; Vict. in Relect. de Potestate Papæ, et Concil. numero decimo octavo, Panormitano supra numero nono; et ibidem, Felino numer. 40 et 41, et aliis, et favet lex prima, ff. de Justitiâ et jure, ubi videri possunt interpretes. Et de hâc etiam justitiæ parte intelligit divus Thomas dictum supra citatum August. libro primo de Libertat. arbitrii, capite quinto: *Lex esse non videtur, quæ justa non fuerit;* et clariùs hùc spectat quod ait libro decimo nono de Civitat., capite vigesimo primo: *Quod jure fit, justè fit. Quod autem fit injustè, nec jure fieri potest. Non enim jura putanda sunt vel dicenda iniqua hominum constituta, cùm illud etiam ipsi jus esse dicant, quod de justitiæ fonte manaverit.*

13. Denique in hoc sensu rectè intelligitur secunda conditio legis posita ab Isidoro in posteriori loco supra citato; ait enim *legem debere esse honestam et justam:* et prior pars respicit materiam legis, ut in priori assertione declaravi; posterior ergo pertinet ad formam legis (ut sic dicam), hoc est, ut justè feratur. Ratione præterea potest ostendi hæc pars discurrendo per illa tria quæ D. Thomas posuit de justitiâ, ex fine, ex agente, ex formâ. Nam de primâ procedunt omnia dicta in capite septimo, ubi ostendimus non esse legem quæ propter commune bonum non fertur. Et ita sub hâc parte justitiæ, quam legalem appellavimus, comprehenduntur illæ conditiones legis ab Isidoro in eodem loco positæ, scilicet ut sit necessaria, utilis et pro communi utilitate, quas propterea hìc prætermittimus, quia supra explicatas reliquimus. Ad justitiam autem ex parte agentis, seu commutativam pertinent omnia quæ cap. octavo diximus, et inde etiam satis constat legem sine jurisdictione latam esse nullam.

14. Superest ergo probanda assertio solùm quoad aliam tertiam partem justitiæ, quæ spectat ad formam, seu distributivam æquitatem. De quâ manifestum est esse necessariam ad justitiam legis, quia si lex quibusdam imponatur et non aliis ad quos æquè pertinet materia legis, injusta est, nisi ex rationabili causâ exceptio fiat, ut supra ostensum est. Item æqualia onera omnibus imponere, nullâ habitâ ratione virium et facultatum, etiam est contra rationem et justitiam, ut per se constat. Quòd verò hæc justitia sufficiat ad nullitatem legis, affirmat expressè D. Thomas, dicens *tales potiùs esse violentias quàm leges, et ideò non obligare in conscientiâ.* Quod ego intelligendum puto, quando tanta est improportio et inæqualitas legis, ut redundet in detrimentum commune, et in grave ac injustum onus plurium membrorum ejus. At verò si contingat legem de se utilem esse, exceptionem tamen aliquam esse iniquam, non propterea lex esset omninò nulla, aut cessaret obligare alios, quia illis propriè non fit injustitia positiva (ut sic dicam) imponendo illis tale onus, quia hoc per se malum non erat, sed fit solùm improportio quædam respectu aliorum et totius communitatis; quæ non videtur satis ad nullitatem legis. Quòd si ex quorumdam exceptione graventur alii ultra æquitatem, quoad illum excessum non obligabit lex, poterit tamen obligare quoad aliud, in quo non esset injusta, ut in legibus tributorum videre licet, de quibus aliqua postea dicemus. Hæc verò pars declarabitur magis explicando tertiam principalem conditionem legis ab Isidoro positam, scilicet

ut lex sit *possibilis;* et alia, quæ ibi subjungit, scilicet *secundùm naturam, secundùm consuetudinem patriæ, loco, temporique conveniens.* Nam hæc omnia videntur esse determinationes illius possibilitatis, ut declarabimus.

15. Dico ergo tertiò, de ratione legis esse ut sit possibilis. Hæc assertio generatim sumpta in omni lege locum habet. Ut autem probetur et explicetur, advertendum est vocem illam *possibile* dupliciter accipi posse. Primò, ut opponitur impossibili simpliciter; alio modo, ut opponitur difficili, gravi et oneroso. Priori modo intellecta hæc proprietas per se non est evidens, quidquid hæretici tergiversentur, quia quidquid non cadit sub libertatem, non cadit sub legem; quod autem simpliciter impossibile est, non cadit sub libertatem, cùm libertas intrinsecè requirat potestatem ad utrumque : ergo nec potest esse materia legis. Item ubi transgressio seu omissio non potest imputari ad culpam vel pœnam, non potest ibi lex intervenire, quia de intrinsecâ ratione ejus est ut aliquam intrinsecam obligationem induat; sed omittere quod impossibile est, non potest imputari ad culpam : sicut nec imputatur ad præmium, facere quod simpliciter necessarium est; ergo non possunt leges in hujusmodi rebus versari.

16. Atque in hoc saltem sensu definit assertionem etiam in divinis legibus Tridentin. sessione sextâ capite decimo primo, et Canon. decimo octavo, et contra hæreticos hujus temporis ex Scripturis, Patribus et ratione eam latè probant Bellarm. lib. 4, à cap. 11, lib. 11, in Tridentin. à c. 9. Unde à fortiori constat multò magis leges humanas debere esse possibiles : nam sunt ex minori potestate et quasi participationes legis divinæ, et quia rationes factæ in illis à fortiori procedunt. Adde Augustin. libro de Natur. et Gratiâ, capite 96, non solùm dicere Deum non jubere impossibilia, sed etiam dicere : *Firmissimè creditur Deum justum et bonum impossibilia non potuisse præcipere.* Quomodò ergo poterit homo impossibilia præcipere? Unde in hoc est magna differentia inter Deum et hominem, quòd Deus aliqua potest præcipere impossibilia naturæ, quia potest illa facere possibilia per gratiam, quam non negat, quantùm in se est, quatenùs ad præceptorum observationem necessaria est; et ideò semper est præceptum Dei de re possibili, quia quod per amicos possumus, simpliciter possumus, si amici adjutorium certum et paratum est. Homines autem non possunt dare vires ad præcepta implenda, et ideò illas supponere necessariò debent, vel ex naturâ, vel ex gratiâ, juxta præcepti conditionem. Hîc verò occurrebant difficultates de possibilitate diligendi Deum, vincendi concupiscentiam servandique mandata; sed de his dicemus in tractatu de Gratiâ.

17. Juxta hanc ergo ultimam partem intelligendus est Isidorus cùm requirit in lege, quòd possibilis sit. Nam principaliter loquebatur de lege humanâ, et ideò ad declarandum modum possibilitatis addit : *Secundùm naturam,* id est, consideratâ fragilitate et conditione naturæ. Quod etiam Deus ipse suo modo observat; nam ideò non præcipit omnibus virginitatem servare, quia non erat hoc possibile secundùm naturam; sic etiam lex canonica non præcipit omnibus festis communicare, quia non posset dignè fieri secundùm conditionem naturæ, et sic de aliis. Atque hùc etiam spectat (ut D. Thom. voluit) ut lex accommodari debeat subditis secundùm capacitatem eorum, et ideò non imponuntur eadem jejunia pueris, quæ grandioribus. Addit etiam Isidor. : *Secundùm consuetudinem patriæ,* quia consuetudo est altera natura, et ideò quod repugnat consuetudini valdè censetur repugnans naturæ, ac subinde ferè moraliter impossibile. Hoc autem intelligendum est de consuetudine honestâ, et utili reipublicæ : nam consuetudo prava per legem corrigenda est, et licet aliquando fuerit utilis, si tanta sit facta rerum mutatio ut jam sit inutilis, et contraria expediat ad commune bonum, etiam poterit lex consuetudinem vincere, ut infra suo loco dicemus. Denique addit Isidorus : *Tempori locoque conveniens,* quia hæ circumstantiæ in omni actu prudenti observandæ sunt. Hîc autem non considerantur ex parte actûs præcipiendi, sed ex parte materiæ, seu actûs qui præcipitur, quia non in omni loco, nec in omni tempore eædem actiones conveniunt, et ideò in ferendis legibus maximè sunt hæ circumstantiæ considerandæ, ut rectè tradidit etiam Augustinus libro 3 de Confession. capit. 37. Si quis autem rectè consideret, hæ circumstantiæ etiam sunt determinationes possibilitatis, quia in uno tempore censebitur aliquid moraliter impossibile, quod in alio est facile, idemque est cum proportione de loco; possunt etiam interdùm pertinere ad honestatem propter rationem similem.

Tandem declaratione harum conditionum intelligitur, in tantùm posse illas pertinere ad substantiam, et valorem legis, in quantùm vel

ad justitiam, vel ad debitam possibilitatem legis humanæ necessariæ fuerint, quia potestas legum ferendarum cum hâc justâ moderatione est hominibus data. Definire autem quando in his conditionibus defectus sit substantialis, ex prudenti pendet judicio, quod oportet esse valdè certum, ut ex hoc capite lex possit censeri nulla. Hic enim multò magis locum habet, quod supra dixi, oportere injustitiam esse claram et non dubiam, tum propter rationes supra factas, quæ in præsenti etiam locum habent; tum etiam quia hic minùs est periculi, cùm dubium solum versetur circa incommodum temporale. Est enim notanda differentia inter injustitiam in materiâ vel in modo legis : quòd in priori, si de injustitiâ constet, nullâ ex causâ, etiam propter vitandum quodcumque detrimentum vel scandalum obedire licet, quia malum facere nunquàm licet propter ullum finem : at verò in alio casu, licet lex de se non obliget, potest subditus illi parere, si vult, dummodò injustitiæ non cooperetur, quia potest cedere juri suo. Et ideò multò faciliùs tunc obligari poterit in casu dubio; imò etiam in casu in quo sit certa injustitia, aliquando poterit obligari propter vitandum scandalum : nam hoc vitandum est, etiam cum detrimento temporali cap. 2 de Præscript., et sumitur ex Augustino serm. 6 de Verb. Domini, et in Psalm. 124; et notavit D. Thom. d. q. 96, art. 4 ; et videri possunt Adrian. quodlib. 6 ad primam objectionem, Gabr. in 4, d. 16, q. 3; Juristæ in d. cap. 2 de Præscript. Panor. in c. de Const. num. 9 ; Card. in cap. *De his*, 50 d.; Bellarm. lib. 4 de Rom. Pontifice c. 15.

CAPUT X.

Utrùm perpetuitas sit de ratione legis.

1. Duplicem perpetuitatem solent philosophi distinguere, unam ex parte initii, quam vocant à parte ante; aliam ex parte finis, quam à parte post vocant. Hic non tractamus de priori : nam dividendo legem, diximus dari unam legem æternam, quæ intra Deum est : alias verò esse temporales ex parte initii. Nam licet lex naturalis dici possit aliquo modo æterna, ut voluit Glossa in princ. d. 5, verb. *Cœpit*, utique objectivè, seu quoad esse essentiæ, ut infra explicabitur : nihilominùs prout existit in creaturis, ex tempore incœpit cum creaturâ, ut benè Gratian. ibidem dixit, et ita à parte ante non potest dici perpetua. Tractamus igitur de perpetuitate in futurum, ex quo lex semel lata est. Quæ perpetuitas solet ulteriùs distingui in perpetuitatem simpliciter, quæ æternitas dicitur; vel secundùm quid, quæ dici potest duratio longi temporis, quæ in Scripturâ sæpè ævum vel æternum seculum appellatur. Ut autem omittamus varias significationes quæ magis ad speculationem pertinent, perpetuitas, de quâ tractamus, solùm est quædam legis stabilitas, ad quam spectat, ut habeat suum esse cum valore, ac efficaciâ obligandi ita fixum et permanens, quantùm est ex vi suæ originis et constitutionis, ut de se duret semper, aut per indefinitum, vel diuturnum tempus. Qui modus perpetuitatis potest esse duplex, unus dici potest negativus, alter positivus. Negativus est, quando lex indefinitè fertur, et ideò indefinitam habet durationem, licet revocari possit, et tolli per extrinsecas causas, quomodò dicitur suspensio perpetua negativè, quæ sine termino fertur. Positivè autem perpetua dicitur lex, quæ naturâ suâ, vel per expressa verba fertur ut semper duret et nunquàm revocetur, ut depositio dicitur suspensio perpetua. De utroque ergo modo perpetuitatis potest hæc quæstio tractari. Et quoniam ejus difficultas tota versatur circa humanas leges, ideò operæ pretium erit, priùs illam in divinis legibus expedire.

2. Dico ergo primò : omnis divina lex perpetuitatem dictam participat. Declaratur breviter discurrendo per singulas; nam lex æterna propriè ac simpliciter perpetua est, quia in se immutabilis est. Quamvis enim prout dicit respectum ad creaturas, non semper respiciat eas secundùm eumdem modum existentiæ, neque imponat eis leges, quæ pro toto tempore durent, sed juxta modum definitum ab ipso Deo; nihilominùs juxta illum modum, et ex parte Dei, lex semel ab ipso concepta perpetuò manet. Deinde lex naturalis etiam dici potest absolutè perpetua, quia ex parte mentis, in quâ scripta est, perpetuitatem habet. Et aliunde ex parte objecti includit intrinsecam necessitatem : prohibet enim quæ intrinsecè mala sunt, et præcipit quæ per se necessaria sunt; quod autem est necessarium, perpetuum est; et ideò immutabilis dicitur à Gratiano d. 5, in princip. et d. 6, § ult. et idem habetur Instit. de Jur. natur. gent. et civil., § *Sed et naturale*, et infra suo loco latiùs dicetur. Nec refert quòd præceptum naturale in unâ opportunitate obligat, et non in aliâ, quod maximè in affirmativis verum habet; non, inquam, hoc obstat, quia præceptum semper idem est, et quantùm est ex se semper obligat, quamvis

non pro semper, et id satis est ut lex sit perpetua. Quod optimè explicavit Aug. lib. 3 Confess. 37, dicens hanc legem naturalem, *ut omnia ordinatissimè fiant*, immutabilem esse, licet in applicatione ejus ad varias materias vel occasiones possit esse variatio.

3. Præterea utraque lex positiva divina vetus, et nova suo modo perpetua dici potest, sed prior negativè tantùm; posterior etiam positivè. Prior pars constat, quia lex vetus stabilem multùmque permanentem durationem habuit, non tamen irrevocabilem; habuit ergo perpetuitatem negativam, quia sine temporis certi limitatione posita fuit, ut per multa tempora duraret, tandem verò revocata fuit. At lex nova habet positivam perpetuitatem, quia mutari non debet usque ad finem mundi; ita enim hîc sumimus perpetuum, comparatione factâ ad subjectum seu genus humanum, non ad totam æternitatem. Solùm posset quis dubitare de lege veteri, quia non videtur indefinitè lata, sed usque ad certum tempus, scilicet *donec veniret semen*, ut dicitur ad Galat. 3. Respondetur tamen, esto hoc ita sit, habuisse sufficientem perpetuitatem negativam, quia posita est ut duraret donec per aliam meliorem legem excluderetur, sive postea revocatione positivâ indiguerit, sive per se cessaverit, factâ mutatione rerum, quod postea suo loco videbimus.

4. Secundo loco dicendum est de lege humanâ, de quâ, ut certum supponimus, non esse ita perpetuam, ut sit irrevocabilis; nam et proximus auctor ejus mutabilis est, et ita potest illam mutare, et potest etiam ipse deficere, et successor ejus, qui æqualis est potestatis, poterit illam mutare, et ipsa etiam lex ex se et ratione suæ materiæ, et humanæ consuetudinis deficere potest, ut infra suo loco latiùs dicemus. Non est ergo hæc lex positivè perpetua. Dubium ergo solùm esse potest de perpetuitate negativâ, quæ certum ac definitum tempus excludat. In quo dubio duæ possunt referri opiniones. Prima negat perpetuitatem aliquam esse de ratione legis humanæ. Ita sentit Glossa 1 in cap. 1 de Constitut., quatenùs dicit aliquos canones esse temporales. Expressiùs id docet Gomez. in Procem. ad regulas Cancell. q. 2, ad 2, cum Gemini. consil. 93, quem refert. Potestque probari primò, quia nec Isidor. nec D. Thomas hanc conditionem posuerunt inter requisita ad legem humanam. Secundò, quia sola duratio est valdè accidentaria, pendetque ex principis voluntate, unde si lex generaliter feratur, licet pro certo tempore feratur, erit vera lex : nam æquè obligabit et habebit omnes alios effectus legis. Tertiò afferuntur exempla ex cap. 1, 29 d. et ex Extravag. *Ad regimen*, de Præbend. inter communes, et ex regulis Cancellariæ, quæ leges sunt, licet non sint perpetuæ.

5. Secunda sententia affirmat perpetuitatem esse de ratione legis, statuti, seu constitutionis. Ita tenet Glossa penult. in fine in cap. *A nobis*, 1 de Sentent. excommunicat. et ibi Panormit. n. 12, et Cardin. in Repetit. cap. *Perpendimus*, de Sentent. excommunic. et Archid. in capite *Donatum*, 1 q. 7, ubi conjungit illa duo, quòd lex debet esse perpetua et communis, et citat cap. *Erit autem lex*, d. 4, ubi de perpetuitate nihil dicitur, sed de communitate. Unde videtur unam conditionem ex alterâ colligere. In eâdem sententiâ est Bartol. in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et Jur. Navarr. in Manual. c. 27, n. 74. Potestque sumi ex D. Thomâ 1-2, q. 104, art. 3, ad 3, quatenùs dicit, præcepta judicialia ab hominibus instituta habere perpetuam obligationem, manente illo statu regiminis. Fundarique solet hæc sententia in l. *Edenda*. C. de *Edendo*, ibi: *Prout edicti perpetui monet auctoritas;* sed meliùs in l. *Arrianus*, C. de Hæret. § 1 Instit. de Perpet. et temp. actio. Optimè verò ex cap. ult. de Officio legati, ubi dicitur, statuta edita à legato in suâ provinciâ durare tanquàm perpetua. Ubi est considerandum, decretum illud declarativum esse, non concessivum specialis favoris : supponit enim Papa legatum suum condere statuta, et inde ex ratione statuti colligit, talia statuta durare recedente legato, quia, nimirùm, de ratione statuti est, ut sit perpetuum.

6. Unde etiam sumitur ratio : nam præceptum generale datum pro totâ communitate, et ad bonum commune ejus non est lex, et in nullo alio differt à lege, nisi in perpetuitate; ergo signum est perpetuitatem esse de ratione legis. Major probatur, quia habent effectus morales valdè diversos. Nam differentiæ seu diversi effectus, quos solent auctores tribuere censuræ latæ per statutum, vel per sententiam generalem fundantur solùm in differentiâ præcepti et statuti, quia excommunicatio per sententiam ab homine est, et per solum præceptum fertur, per statutum autem est à jure, ut latè notat Francus in cap. *Romana*, § *Caveant*, de Sentent. excommunic. in 6, et Covarr. in cap. *Alma*, p. 1, § 10, n. 2. Minor autem pa-

tet, quia licet à posteriori assignetur differentia inter statutum et præceptum in effectibus, v. g. quia statutum ligat non subditos in territorio existentes aut delinquentes; non autem præceptum juxta dictum c *A nobis*, 1 de Sent. excommunic. et similibus; tamen hæc diversitas in effectibus supponit distinctionem causarum in se, et in suo esse; nulla autem alia excogitari potest, nisi in perpetuitate.

7. Hæc sententia posterior absolutè loquendo est juri conformior; quia tamen potest esse dissensio de modo loquendi, ideò res magìs explicanda est, et inde facilè constabit, an prior sententia possit aliquem verum sensum habere. Dico ergo, legem humanam propriè dictam triplicem habere moralem perpetuitatem seu stabilitatem. Prima est ex parte ferentis, quia non amovetur illo amoto; nec moritur, illo mortuo. Secunda est ex parte subditorum, ad quos fertur, quia non tantùm obligat præsentes, qui vel nati sunt, vel territorium incolunt, cùm lex fertur, sed etiam eorum successores postea natos, vel denuò ibi habitantes. Tertia ex parte ipsius legis, quia semel lata semper durat, donec vel revocetur, vel materia ejus, aut causa ita mutetur, ut justa esse desinat.

8. Prima perpetuitas manifestè probatur ex dicto cap. ultim de Offic. legati. Confirmatur deinde, quia non videtur dubium quin legislator possit hoc modo obligare per suas leges. Primò, quia hoc ad minimum probant jura citata. Secundò, quia hæc est consuetudo omnium legum humanarum, ut constat. Tertiò, quia hæc saltem immutabilitas est necessaria ad finem talium legum; aliàs quotidiè fieret magna mutatio legum in republicâ cum magno detrimento ejus. Quartò, quia in legibus civilibus potestas ferendi leges est in republicâ per se primò, unde sicut respublica non moritur, ita potest ferre leges, quæ nullius morte extinguantur; ergo cùm transtulit in principem suam potestatem, etiam dedit illi facultatem ad ferendas leges, quæ suâ morte non extinguerentur. Unde à fortiori probatur idem de legibus canonicis, quia potestas, à quâ procedunt, est à Christo, qui non moritur, et voluit ita obediri legibus sui vicarii, sicut suis, et censetur dedisse potestatem accommodatam humanæ congregationi, ejusque convenienti regimini. De potestate ergo dubitari non potest. Ergo quoties princeps simpliciter præcipit statuendo, censetur ita præcipere, quia statuendo legem, et nullam limitationem adhibendo, præcipit stabiliter, quantùm potest, et quantùm finis legis postulare videtur.

9. Declaratur hoc ampliùs ex communi sententiâ doctorum, qui hanc differentiam constituunt inter præceptum ab homine latum, solùm per modum personalis præcepti, et latum per modum constitutionis, quod purum præceptum expirat per mortem præcipientis; non verò lex seu statutum. Ita notant Anton. et Abb. in cap. *Irrefragabili*, § *Cæterùm*, de Offic. ordin. ubi optimè notant delegationem ab homine expirare, re integrâ, per mortem delegantis; non autem delegationem à jure, seu per legem, quia lex non moritur. Idem latè probat Restaurus Castaldus tract. de Imperato. q. 93, ostendens, mutato rege vel imperatore, non mutari leges ejus per se, seu ipso facto, quia perpetuæ sunt. Idem Sylvest. in verb. *Mandatum*, quæst. 3, ubi ait: *Talia præcepta expirant morte præcipientis, nisi fiant per modum constitutionis, ut consuetudo interpretatur.* Itaque solùm in consuetudine differentiam fundat. Idem in verb. *Delegatus*, q. 6, ubi colligit omnia præcepta lata à prælatis inferioribus, qui non possunt constitutiones facere, expirare per mortem illorum, dispositiones autem omnes, quæ per legem vel statutum fiunt, perseverare post mortem statuentis. Idem habet Menoch. lib. 1 de Arbitr. q. 69; Cordub. in Regul. sancti Francisc. cap. 10, q. 3, punct. 1, partit. 3, quos refert et sequitur Sanci. lib. 8 de Matrim. disp. 28, q. 2, n. 47.

10. Eamdem differentiam tradit Vasq. 1-2, disp. 151, cap. 3, n. 16; videtur tamen illam interpretari tantùm de præceptis singularibus, quæ particularibus personis imponuntur. Unde rationem prædictæ differentiæ ex naturâ ipsius præcepti et legis colligit. Nam lex, cùm feratur communitati, et pro bono communi, nomine ipsius reipublicæ ferri videtur à principe, et ideò cùm semper maneat respublica, semper durat, etiamsi princeps moriatur. At verò præceptum singulare, inquit, alicui imponitur à principe vel superiore, ut curam illius gerit, nam respicit bonum singulare hujus, vel illius civis, et ideò fertur ab ipso principe, non tam nomine reipublicæ quàm suo, quatenùs ad ipsum pertinet cura singulorum civium, quæ cura expirat per mortem, vel mutationem prælati, et ideò etiam cessat præceptum.

11. Dicendum verò est differentiam datam procedere, non solùm de præcepto dato singulari personæ (quod jam ex illo capite non est lex, quia non est præceptum commune): sed

etiam de præcepto communi dato communitati in bonum commune ipsius, ut rectè exposuerunt Menoch., Cordub. et Sanci. supra, contra quemdam Petrum Peuzebis, quolibet 1, q. 21, qui de generalibus præceptis dixit non expirare per mortem præcipientis, quod falsum est, quia consuetudo quam allegat Sylvest. de quocumque præcepto eadem est. Unde colligo, rationem adæquatam hujus differentiæ non posse sumi ex eo quòd præceptum procedit à curâ singularis personæ, et non fit nomine communitatis. Nam præceptum generale, etiamsi non feratur per modum statuti, ad curam totius communitatis, et bonum ejus pertinet. Adde, quòd leges canonicæ non fiunt nomine totius reipublicæ, seu communitatis, quia potestas per quam illæ leges feruntur, non manavit à communitate, et tamen illa differentia, etiam in legibus ecclesiasticis et præceptis locum habet. Item è converso, quamvis rex præcipiat uni particulari personæ, potest, si velit, ita imponere præceptum ut duret post mortem suam, donec à suo successore revocetur : quia si potest præcipere communitati, cur non singulari personæ? et tamen nunc etiam dicetur, ferre illud præceptum tanquàm gerens curam specialem talis personæ; ergo non est hæc adæquata ratio, cur expiret præceptum. Item respublica, quando transtulit potestatem in principem, non communitatis tantùm, sed etiam singulorum curam illi commisit : in ipsâ autem republicâ erat potestas imponendi præceptum particulare, quod obliget personam singularem, donec revocetur; ergo etiam in principem transtulit hanc potestatem; ergo potest princeps hoc modo singulare præceptum imponere; ergo differentia illa non provenit ex eo quòd præceptum sit singulare vel commune, sed ex eo quòd licet sit commune, fertur, aut per modum legis, aut per modum personalis præcepti.

12. Declaraturque hoc ampliùs, quia vel loquimur de principe habente potestatem condendi legem, vel de inferiori prælato, vel gubernatore, qui potest præcepta ferre, non verò legem statuere. De priori constat, quòd licet possit legem condere, potest etiam præcipere communitati, non condendo leges; qui duo modi præcipiendi non possunt meliùs distingui quàm in prædictâ perpetuitate. Nam cùm ostensum sit, per legem posse imponi obligationem, quæ duret post mortem præcipientis, et hunc modum præcipiendi esse maximè convenientem regimini reipublicæ, et potestati legislativæ, rectè fit, quotiescumque princeps declarat simpliciter se statuere, vel condere legem, ponere præceptum ita durabile, ac subinde tale præceptum significari nomine legis. At verò quando tantùm præcipit, non statuendo signum, est non pro futuris temporibus, sed pro tempore præsenti, seu pro tempore gubernationis suæ præcipere, nec uti propriâ potestate legislativâ, sed tantùm præceptivâ, et ideò rectè censetur hoc præceptum expirare morte præcipientis. Unde à fortiori idem generaliter est de præcepto ejus qui non habet statuendi potestatem, quia in illo non solùm ex voluntate, sed etiam ex defectu potestatis provenire videtur, ut præceptum ejus extinguatur cum morte ejus, vel cum ablatione à munere : nam hoc perinde reputatur, ut in materiâ de Censuris dixi. Posset tamen dubium moveri, an si talis superior velit aliquid præcipere, cum declaratione expressâ, ut duret præceptum, etiam post mortem, donec à successore revocetur, valeat dispositio. Sed hoc non refert ad præsens, et ideò in alium locum illud remittimus : satis enim nobis est, quòd jure ordinario et communi præceptum simpliciter latum, à quocumque feratur, non habet stabilitatem, et quòd in hâc lex superat personale præceptum.

13. Hùc etiam spectat vulgare axioma, quòd mandatum spirat morte mandantis. L. *Mandatum*. C. *Mandati*. C. *Gratum*. C. *Relatum*. de Offic. delegat. cap. ult. ver. *Secùs autem*, de Offic. legat. et doctores communiter his locis, Covarr. Rubr. de Testam. p. 3, n. 3, et Summistæ communiter verb. *Mandatum*. Hæc autem vox in illo axiomate sumitur pro personali mandato, non pro lege. Imò advertit Sylvest. d. q. 3 non accipi ibi mandatum pro præcepto simpliciter obligante ad aliquid faciendum, sed pro delegatione jurisdictionis : nam in præcepto purè et propriè dicto simpliciter, et sine limitatione verum est cessare per mortem præcipientis : in mandato autem additur in jure limitatio, *si res fuerit integra;* nam si fuerit inchoata, firmatur jurisdictionis, ut duret etiam post mortem mandatis. Quod rectè animadversum est; non est tamen coarctandum mandatum ad commissionem seu delegationem solius jurisdictionis propriæ dictæ : nam etiam habet dicta regula locum in mandato procurandi, donandi, seu agendi aliquid nomine alterius, ut constat ex dictâ l. *Mandatum*, et ex l. 2, § *Sed si quis*, et ex l. *Absenti*. ff. de Donat. et in nostro regno in l. 23 tit. 5, part. 3, et notant referentes alios plures Covarr. in Rubr. de

Matrim. p. 3, n. 15; et Ant. Gomez. lib. 2 Variar. c. 4, n. 3. Sed de hoc aliàs.

14. Secunda perpetuitas legis est ex parte eorum ad quos fertur, quia non solùm præsentes obligat, sed etiam futuros, statim ac incipiunt esse partes illius communitatis, cui lex imposita est. Quæ pars etiam sumitur ex Gloss. Innoc. Panormitan. et aliis in d. cap. *A nobis*, 1 de sentent. excommun., et notat Covarr. in cap. *Alma*, p. 1, § 10, n. 2, ubi etiam constituit differentiam in hoc inter excommunicationem latam per generalem sententiam, quæ vim habet cujusdam præcepti, et latam per statutum seu legem, quòd prior tantùm comprehendit eos qui jam sunt subditi, quando præceptum fertur : posterior verò omnes qui in futurum incipiunt esse subditi, quia lex obligat omnes, et ita in hâc parte habet perpetuitatem. Quæ differentia sano modo intelligenda est quoad absolutam durationem, etiam post mortem ferentis sententiam ; nam pro tempore, pro quo durat generalis sententia in suâ vi, etiam obligat novos subditos, ut dixi in quinto tomo de Censur. disp. 5, sect. 5, n. 9; solùm ergo potest esse differentia quoad majorem impendentiam legis, quæ nascitur ex priori perpetuitate; satis ergo est, quòd hæc proprietas perfectiùs et stabiliùs legi convenit. Quod præterea ostendi potest manifestâ inductione, quia omnes leges positivæ Ecclesiæ, et regnorum, et civilis juris ita obligant, semperque obligârunt. Ratio autem est, primò, quia lex fertur prospiciendo ad futura, et ideò non tantùm obligat præsentes, sed etiam futuros. Secundò, lex directè fertur in communitatem, et consequenter obligat membra ejus; communitas autem perpetua est, et semper est eadem, licet successivè membra ejus varientur vel augeantur, et ideò lex etiam quamdiù durat, et non revocatur, totam communitatem obligat et omnes partes ejus. Tertiò, quia qui denuò nascitur in aliquâ communitate, eo ipso nascitur subditus legibus ejus, et similiter qui denuò illi voluntariè aggregatur, subjicitur legibus, quia de ratione partis est, ut conformetur toti, et hæc conditio quasi naturali jure est inclusa in tali convictu humano; ergo etiam est de ratione legis ut cum eâdem conditione feratur.

15. Tertia perpetuitas scilicet, ut lex duret quamdiù non revocatur, vel materia ejus mutatur, habet idem fundamentum, quia ad rectam gubernationem reipublicæ necessaria sunt præcepta hoc modo stabilia, quæ sint certæ et permanentes regulæ ac mensuræ operationum: hæc autem præcepta significantur nomine legum, juxta usum jurium et doctorum; ergo. Minor satis probata est referendo secundam sententiam. Major etiam experentiâ et ratione constat, quia gubernatio humana, ut sit utilis, postulat stabilitatem et uniformitatem. Item quia lex humana fertur pro communitate, quæ per se perpetua est, et propter commune bonum, quod etiam debet esse stabile, et deducitur ex lege naturali, quæ perpetua est; ergo ut convenienter feratur, debet accommodari, quoad fieri possit, his omnibus, et eorum proprietatem imitari. Præterea hæc perpetuitas sequitur ex primâ : nam si lex durat post mortem primi legislatoris, nisi ab eo revocetur, eâdem ratione durabit eodem modo, et sub eâdem conditione, vivente successore, et post mortem etiam ejus, et idem erit de secundo successore, et sic sine termino, quia non est major ratio de uno quàm de alio, quamdiù materia non ita mutatur, ut lex fiat injusta. Est etiam hæc tertia perpetuitas necessaria ad secundam, quia, ut lex de se obliget semper ex parte subditorum et successorum, necesse est ut ipsa in suo esse et vigore perseveret, ut constat. Denique declaratur exemplo : nam olim Bulla cœnæ Domini pro tempore unius anni ferebatur, et tunc illius censuræ reputabantur ab homine : postea verò à tempore Gregor. XIII lata est, donec revocetur, et ex tunc ejus censuræ reputatæ sunt à jure, ut notavit Navarr. in expositione illius Bullæ; ergo signum est ad constituendum jus, (quod idem est cum lege) necessarium esse illum perpetuitatis modum.

16. Unde fit, quoties præceptum superioris ad limitatum tempus fertur, per se loquendo, et jure ordinario, non habere rationem legis. Dixi, *per se, et jure ordinario,* quia si legislator vellet, ferendo præceptum ad tempus statuere ac declarare, ut pro illo tempore haberet vim et privilegia legis, ut sic dicam, posset id facere, quia non includit repugnantiam; illud tamen esset quasi ex dispensatione quâdam. Et ideò censeo solum gubernatorem supremum posse id facere, ut est rex in temporalibus, Papa in ecclesiasticis, quia in communi et ordinario jure, præsertim in re tam gravi, non possunt inferiores dispensare. Tunc verò retineret illa lex illud perpetuitatis genus, quod est, non dependere à vitâ ferentis; nam si intra illud tempus deficeret, nihilominùs usque ad definitum tempus lex duraret. Et eâdem ratione potest supremus princeps decretum seu præ-

ceptum ferre, declarans velle ut duret pro tempore vitæ suæ, et non ampliùs, et quòd in cæteris habeat virtutem et efficaciam legis, quia in hoc etiam non est repugnantia, et princeps potest uti suâ potestate, prout voluerit; et cùm hæc ratio, seu proprietas legis ex institutione pendeat; potest princeps illam mutare, ubi judicaverit expedire. Tunc autem reverà illa non esset simpliciter lex, qualis nunc significatur hoc nomine absolutè sumpto, sed esset lex secundùm quid, vel (ut sic dicam) per dispensationem quamdam.

17. Et hoc fortassè tantùm voluerunt auctores primæ sententiæ; fatentur enim legem regulariter esse perpetuam, non esse tamen hoc ita essentiale, quin aliter ferri possit, quod in idem ferè recidit. Nos autem addimus, legis nomen reverà significare præceptum ita durabile; præceptum autem non ita stabile, licet in ratione præcepti sit ejusdem essentiæ, jam non esse propriam legem. Potest exemplo declarari; nam de ratione beatitudinis est perpetuitas, et ideò licet possit Deus dare homini visionem suî, quæ citò transeat, illa erit ejusdem naturæ cum visione, quæ est beatitudo; non tamen erit simpliciter beatitudo : ita ergo suo modo de lege loqui possumus. Ad primam igitur rationem illius sententiæ respondeo inprimis, non fuisse necessarium Isidorum et D. Thomam explicitè ponere omnes conditiones legis; satis enim est, quòd in illis quas ponunt, reliquæ contineantur; ita enim hæc perpetuitas legis in ipsâ ratione boni communis continetur. Deinde addo, non omninò prætermisisse illas; jam enim allegavi locum D. Thomæ, in quo satis expressè hujus perpetuitatis meminit. Item si attentè legatur in q. 95, art. 1 in corp. et ad 2, semper loquitur de lege humanâ, tanquàm de regulâ permanente et stabili. Rationes etiam, quas ibi adducit ex Aristot. 1 Rhetor. c. 1, ut probet necessitatem legum, omnes probant debere esse fixas et stabiles, et non debere variari, durante eodem statu reipublicæ, et rerum. Et ita eâdem q. 95, art. 4, legem ponit, ut permanentem regulam directivam humanorum actuum, et eodem modo loquitur semper de lege Isidorus.

18. Ad secundum, jam dictum est quòd si lex feratur ad certum tempus ex voluntate legislatoris, erit potiùs quoddam præceptum quàm lex, vel erit lex secundùm quid, et quasi analogicè. Ad tertium ab exemplis dico inprimis, sine causâ allegari cap. 1, 29 d., quia non dicit leges esse temporales, id est, non perpetuas de se, sed dicit, judicandas esse, id est, intelligendas et interpretandas, attentâ ratione temporum et locorum in quibus latæ sunt. Et ita fatemur leges non easdem ferri pro omnibus temporibus, quasdam expedire quibusdam temporibus, alias aliis, et pro diversitate temporum variari, quod non obstat quonimùs suam habeant perpetuitatem, quamdiù nec status rerum mutatur, nec tolluntur, ut explicatum est. Ad Extravag. *Ad regimen,* dico non videri propriam legem, sed reservationem quamdam circa promissionem præbendarum, et beneficiorum valdè amplam et generalem, quam fecit Benedic. XII, pro tempore tantùm vitæ suæ, ut in eâ expressè dicitur; vocat autem illam constitutionem, quia pro illo tempore voluit habere vim et stabilitatem legis, et quia non solùm ex parte materiæ, quæ temporalis fuit, certam durationem habuit. De regulis Cancellariæ negant multi esse veras leges ut ibi refert Gomez. et Felin. in cap. *Ex parte,* de Rescript. n. ult.; vel certè si per modum legum et constitutionum feruntur, modus durationis earum ex se perpetuus est, licet ex speciali declaratione Papæ aliquam fortè limitationem habeant, quod hîc non potest ampliùs declarari.

CAPUT XI.

An de ratione legis sit promulgatio, et quæ sit sufficiens.

1. Hæc conditio ferè ab omnibus doctoribus ad complementum legis postulatur, ut videre licet in divo Thomâ d. q. 90, art. 4, et aliis scriptoribus ibi, et super jura statim alleganda, et in Summistis verb. *lex,* crediturque comprehensa ab Isidor. in d. cap. *Erit autem lex,* sub aliâ conditione, in quâ postulat ut lex sit clara, et *manifesta, ne aliquid per obscuritatem captionem contineat.* 3 Etymol. c. 10, et lib. 5, cap. 21. Hæc enim conditio potest intelligi primò de ipsis verbis, ut sint clara et perspicua, ne occasionem præbeant erroris aut tergiversationis, vel opinionum et interpretationum, ex quibus, et fraudes et lites nasci solent, et in hoc sensu videtur præcipuè ab Isidoro posita. Sic autem requiritur maximè ad perfectionem legis, non est tamen de essentiâ, et vix potest diligentia humana adhiberi, quâ vitentur dubia, quæ circa legum intelligentiam oriuntur. Secundo tamen modo potest intelligi, quòd lex debet esse manifesta, id est, publicè proposita, ut ab omnibus legi possit vel audiri, et hoc modo erit conditio magis essentialis, quam vel etiam intendit Isi-

dor., vel certè illam supponit, quia specialiter agit de lege humanâ, de quâ dixerat à legendo esse dictam, quia debet esse scripta, ut ab omnibus legi possit. Unde ibidem concludit *debere esse pro communi utilitate conscriptam*, quod sine promulgatione habere non potest. Et in eodem libr. cap. 10. ait, legem esse *constitutionem populi, quâ majores natu simul cum plebibus aliquid sanxerunt*. In quo includit promulgationem. Eamdem conditionem indicat Gratian. in § *Leges*, ubi exponit verba August. lib. de verâ Relig. c. 31, quæ ibi retulerat cap. *In istis*, videlicet, *leges postquàm institutæ et firmatæ sunt, non posse à subditis judicari*. Addit autem Gratian. *tunc leges institui, quando promulgantur; firmari autem, quando moribus recipiuntur*.

2. Habet autem hæc proprietas specialem difficultatem in lege æternâ, quia ut æterna est, non videtur capax promulgationis, quam difficultatem in libr. seq. tractabimus, quia hîc non potest una ratio communis illi legi cum aliis reddi, et ideò præ oculis habenda est distinctio supra insinuata de duplici lege, seu duplici statu legis : unus est merè interior, prout lex consideratur in mente legislatoris; alius est exterior, prout lex existit extra legislatorem, vel in ipsis subditis, vel in aliquo signo manifestante voluntatem legislatoris. Promulgatio ergo, ut ex vi ipsius vocis constat, dicitur respectu legis externæ : nam promulgatio dicit publicationem legis, per quam possit à subditis cognosci, quæ non potest cadere in legem, nisi ut exteriùs prodeuntem. Lex autem æterna tantùm dicit legem in mente Dei conceptam, et ideò non potest eadem ratio promulgationis ad eam applicari; quomodò autem in illâ locum habeat, in loco allegato videbimus.

3. Illâ ergo omissâ, de aliis legibus, seu de lege externâ optima est ratio D. Thom. Quia, ut lex plenè constituta sit, oportet ut habeat efficaciam obligandi; sed hanc non habet, donec promulgetur; ergo donec promulgetur, non est vera lex, ac subinde promulgatio est de ratione legis. Major constat, quia lex est mensura et regula communis operationum habens vim cogendi, ut Aristot. dixit, et infra probabitur; quia in hoc differt à consilio, et quâlibet aliâ admonitione. Minor etiam probatur, quia, ut regula de se obliget, oportet, ut quantùm est ex parte suâ, sit sufficienter proposita. Est autem lex regula, non pro unâ, vel alterâ personâ, sed pro totâ communitate lata; ergo debet esse proposita publico modo, et communitati accommodato; talis ergo publicatio seu propositio, promulgatio appellatur. Quam rationem insinuavit Justinia. C. de Legib. in leg *Leges sacratissimæ intelligi ab omnibus debent, ut universi, præscripto earum manifestiùs intellecto, prohibita declinent, et faciant præcepta*. Unde etiam sumitur confirmatio, quia lex postulat obedientiam à subditis, quæ præstari non potest, nisi lex sit sufficienter proposita, et quia non obligat singulos, nisi quatenùs sunt partes communitatis; ideò ut obliget, debet communitati proponi, quod est promulgari. Denique lex est præceptum principis, ut princeps est; ergo oportet ut per eam loquatur princeps ut persona publica, quod tunc facit, quando legem promulgat; aliàs si privatim loquatur, nondùm loquitur ut persona publica, et ideò non sufficit ad obligandum, nec ad constituendam legem.

4. Est præterea observandum, hanc promulgationem aliter in naturali lege, aliter verò in positivâ requiri : nam in priori invenitur certus modus promulgationis à naturâ definitus, quia sicut illa lex naturalis est, ita ex se determinat conditiones legis. Promulgatur ergo eo ipso quòd ex naturâ ipsâ manat. Oritur enim ex specificâ ratione talis naturæ, et ideò licet promulgatio fiat in singulis, non censetur esse propositio particularis, sed communis vox totius naturæ, vel potiùs auctoris ejus, quia licet loquatur ad singulos, loquitur ut persona publica, quia loquitur, ut auctor ipsius naturæ, juxta illud : *Signatum est super nos lumen vultûs tui*. Psal. 4. Quomodò etiam intelligunt aliqui illud Joan. 1 : *Illuminat omnem hominem venientem in hunc mundum*. Verùmtamen hoc de lumine gratiæ magis intelligitur : potest autem in præsenti attribui legi naturali, quatenùs diximus comprehendere supernaturalia præcepta connaturalia gratiæ : illa enim lex non promulgatur à Deo ut auctore puræ naturæ, sed ut auctore gratiæ : promulgatur autem eo ipso quòd gratiam infundit. Et quia de se paratus est ad infundendum et promulgandum omnibus lumen fidei, per quod lex illa manifestatur, ideò dicitur, quantùm est ex se omnes illuminare, ut in tractat. de Gratiâ latè dicemus. Et ita sicut nunquàm defuit in universo sufficiens fidei propositio quantùm fuit ex parte Dei, ita nunquàm defuit sufficiens illius legis promulgatio. Modus autem quasi connaturalis illius legis fuit, ut inciperet à divinâ revelatione; postea verò per traditionem descenderet à parentibus ad filios, præveniente simul et coo-

perante Deo cum singulis ad illuminationem illius legis percipiendam; sed de hoc plura in dicto tractatu de Gratiâ.

5. Alia verò ratio est de lege positivâ, sive divinâ, sive humanâ: hæc enim semper fertur per se primò pro aliquâ communitate, et ideò semper requirit vocem publicam legislatoris per se, vel per alium communitati loquentis; non tamen ex se determinat certum modum illius publicæ manifestationis, sed ab ipsomet legislatore præscribendus est, quia non potest aliunde determinari. Et ita observatum videmus tam in legibus divinis quàm in humanis. Quod quidem de lege divinâ veteri constat Exod. 19 et 20, ubi magnis signis et prodigiis promulgata est publicè. De lege autem novâ ex actibus Apostolorum, ubi post admirabilem et publicum adventum Spiritûs sancti, cœpit ab Apostolis publicè prædicari, donec *in omnem terram exivit sonus eorum.* De quâ promulgatione, quando consummata fuerit, dicemus in ultimo libro. De legibus autem humanis idem constat ex usu, et quoad leges canonicas sumitur ex cap. 1 de Postul. præfat. et ex capit. 2 de Constit. Quoad civiles verò declaratum hoc est in Authent. Ut factæ novæ constitutiones, collat, 5. Unde Gratian. in § sub. cap. *in istis*, d. 4, *leges* (inquit) *tunc instituuntur cùm promulgantur.* In particulari autem de promulgatione requisitâ in singulis generibus legum, præsertim humanarum, dicemus inferiùs suo loco.

6. Nunc ergo in genere sufficiat, necessariam esse aliquam propositionem externam et sensibilem factam ita publicè, et cum tantâ temporis latitudine, ut moraliter possit ad notitiam totius communitatis devenire, quia hoc saltem necessarium est, ut obligare possit, quod per se ad legem spectat. An verò ad aliquem effectum legis minor promulgatio sufficiat, habet specialem quæstionem, tam circa legem humanam, quàm circa divinam, quæ ex diversis principiis oritur, et ideò tractando de illis meliùs explicabitur. Potest autem hîc quæri, an hæc promulgatio requiratur solùm ut conditio necessaria ex parte hominis, quia non potest obligari, nisi cognoscat legem; vel etiam requiratur ex parte ipsius legis, quia non potest obligare nisi sit promulgata. Multi enim nihil inter hæc duo distinguere videntur. Unde Castro lib. 1 de Lege pœnal., cap. 1, tantam dicit esse hujus promulgationis necessitatem, ut nec Deus ipse possit lege positivâ ab eo datâ aliquem obligare sine legis publicatione. Hoc autem est verum de publicatione, ut dicit notitiam legis proportionatam obligationi: hæc enim est necessaria ex parte ipsius hominis, quia nisi ei proponatur objectum, non potest moveri, nec peccare, et ita non potest cum effectu obligari. Promulgatio autem publica, et externa ac sensibilis, de quâ nunc tractamus, non est ita necessaria in legibus Dei de potentiâ absolutâ, quin possit ipse tanquàm supremus Dominus obligare omnes per privatam notitiam etiam merè interiorem. Ille autem modus non esset hominibus accommodatus, et præsertim pro multitudine seu communitate humanâ. At verò simpliciter, et ex naturâ rei loquendo, talis promulgatio est necessaria ex parte ipsius legis, quia hoc postulat conditio legis, quatenùs est regula publica totius communitatis, ut dictum est, et ideò licet lex sit à principe decreta, et publicari mandata, quamdiù promulgata non est, non obligat, etiamsi privatim sciatur. Postquàm autem promulgata est, de se jam obligat omnes, ad quos per se potest notitia ejus pervenire: nec oportet ut alia intimatio quasi juridica singulis fiat, ut dicitur in d. cap. 1 de Postul. Prælat. et tractando de lege humanâ latiùs explicabitur.

7. Dubitari verò hic ulteriùs poterat, an de ratione legis sit etiam acceptatio subditorum, quæ post promulgationem sequitur, ut videtur insinuare Gratian. supra dicens: *Leges institui, cùm promulgantur; firmari, cùm moribus suscipiuntur.* Sed hoc dubium non habet locum in legibus divinis, sed solùm in humanis, et ideò illud infra tractandum remitto. Et dico breviter illam conditionem non esse de ratione legis, nec formaliter convenire alicui legi; imò quodammodò cum illius ratione pugnare: nam de ratione legis est ut vim habeat obligandi; si autem pendeat ex acceptatione subditorum, jam non tam ipsa obligaret, quàm ipsi subditi voluntariè se submitterent legi. Si ergo aliquando requiritur populi acceptatio, vel est propter imperfectam potestatem principis, qui tantùm sub hâc conditione et dependentiâ potestatem recipit, vel est ex benignitate legislatoris, qui non vult uti suâ absolutâ potestate. Unde quando dicitur lex humana firmari moribus utentium, non tam jure, quàm facto intelligendum est, ut sensit Archid. in d. § *lex*, d. 4; et ibi Turrecr. art. 2; sed de hoc plura tractando de legibus humanis.

8. Denique dubitari potest an esse scriptam sit de ratione legis. Ratio dubii est, quia Isidor. sæpè hoc ponit in definitione legis: nam lib. 5

Etymol. cap. 5 : *Lex*, inquit, *est constitutio scripta:* habetur in cap. 3, d. 1, et in hoc distinguit legem à jure, et à consuetudine ibidem. Unde divus Thomas 2-2, q. 57, art. 1 ad 2, dicit, jus si in scriptum redigatur, vocari legem; et Arist. in Rhetor. ad Alexand. in principio definit legem, dicens : *Lex est communis civitatis consensus, qui scriptis præceperit, quomodò unumquodque agendum sit.* Et similia repetit cap. 2; et Cicer. 1 et 2 de legib. legem populariter dictam esse illam, quæ scripto sancit quod vult. Atque ita Turrecr. in cap. *lex*, d. 1, art. 2, simpliciter pronuntiat de essentiâ legis esse scripturam, ubi alios pro hâc sententiâ refert.

9. Sed hoc dubium non potest eodem modo tractari aut definiri in omnibus legibus ; ut enim omittamus legem æternam, quæ intra Deum est, et non nisi metaphoricè dici potest scripta : lex etiam naturalis non est scripta, nisi metaphoricè in mente, seu in corde hominum. Inter leges autem divinas positivas, lex vetus scripturam necessariò requirebat, quia Deus ita voluit illam tradere, et nihil illi addi tanquàm pertinens ad divinum jus; et ideò lex illa scripta per antonomasiam dicitur. At verò lex gratiæ non requirit per se, quòd sit scripta in membranis, sed in cordibus. Unde non limitatur ad scripturam, sed antiquior est illâ, et sine illâ sufficienter promulgata fuit, ut postea videbimus. Hinc ergo evidenter convincitur per scripturam materialem et externam, de quâ est quæstio, non esse de ratione legis. De lege autem humanâ dicendum est, regulariter et ordinariè non fieri sine scripturâ, quia reverà ita expedit, ut leges sint conspicuæ, et non facilè mutabiles. Et hinc fit ut ab his, quæ frequentiùs accidunt, sæpè tales leges dicantur per scripturam publicam ferri. Nihilominùs tamen in rigore, ac per se loquendo non est scriptura de essentiâ legis, ut est communis sententia juris interpretum in Rubr. de Constit. ubi præcipuè Panormit. et Felin. et pluribus confirmat Selva tractat. de Benef. c. 22, n. 14. Et ita Castro lib. 1 de Lege pœnal. c. 1, in definitione legis sub disjunctione poni quòd sit *voce, aut scripto* promulgata, quam disjunctionem ipse non probat, sed ut manifestam supponit. Idemque admittit Turrecr. d. art. 2; in fine, et dicit posse sumi ex Isidoro. Favet etiam Aristot. lib. 10 Ethicor. cap. ult. dicens: *Lex est sermo ab aliquâ prudentiâ profectus*, etc. Ratio verò est, quia etiam verbo potest præceptum superioris sufficienter intimari, non solùm privatæ personæ, sed etiam communitati, si voce præconis sufficienter publicetur, et postea maneat in memoriis hominum, et per traditionem conservetur, et tunc etiam distingueretur talis lex à consuetudine, ut constat. Itaque ex naturâ rei nihil aliud probari potest; an verò ex jure civili vel canonico scriptura interdùm requiratur ad legis obligationem, postea videbimus.

CAPUT XII.

Quæ definitio legis ex dictis de conditionibus ejus colligatur.

1. Hanc methodum servavit divus Thomas d. q. 90, art. 4, ubi ex proprietatibus legis, quas tradiderat definitionem ejus concludit, de quâ statim dicam. Aliæ enim traduntur definitiones legis, quas Sot. ibi lib. 1 q. 1, et Castro lib. 1 de Lege pœnali cap. 2, et alii moderni reserunt et rejiciunt. Sed non oportet in hoc immorari, quia reverà non sunt definitiones, sed encomia legis, vel non dantur de lege in communi, sed de aliquâ in particulari. Sic dixit Cicer. 1 de Legib. : *Legem esse quiddam æternum in mente Dei existens;* et lib. 2, esse *rectam rationem summi Jovis*, etc., quæ conveniunt legi æternæ. Iterùm verò dixit, legem esse *rectam rationem à naturâ insitam;* Quomodò etiam Clem. Alexan. dixit, esse *rectam rationem.* Quæ conveniunt legi naturali. Arist. autem in Rhetor. ad Alex. dixit : *Legem esse communem civitatis consensum*, etc. et lib. 10 Ethic. c. ult, esse *sermonem ab aliquâ prudentiâ profectum.* Quæ conveniunt legi humanæ, seu civili. Similia habet Isidorus sæpè allegatus lib. 2 Origin. cap. 10, et lib. 5, per multa capita, quæ referuntur à Gratian. d. 1 et 4, et similia sumi possunt ex variis legibus. ff. eod.

2. Generalior definitio sumi potest ex divo Thomâ, quæst. 91, artic. 2, ubi ait : *Lex est dictamen rationis praticæ in principe, qui gubernat aliquam communitatem perfectam.* Aliter verò Castr. lib. 1 de Leg. pœnal. cap. 1 ait : Legem esse *voluntatem rectam ejus, qui vicem populi gerit, voce, aut scripto promulgatam, cum intentione obligandi subditos ad parendum illi.* Quæ definitiones proprias opiniones definientium includunt, quod vitandum est, quoad fieri possit, quia definitio debet esse quasi primum principium, et fundamentum omnibus commune. Deinde hæc posterior definitio aliqua involvit, quæ vel non sunt in rigore

necessariâ, vel majori expositione indigerent, ut quòd sit voluntas recta: nam in rigore potest esse non recta simpliciter. Item quòd vicem populi gerat; potest enim esse, vel populus ipse, vel alius, qui non vicem, sed curam ejus gerat. Prior verò definitio solùm convenit legi prout est in animo principis, cùm tamen in hâc materiâ etiam tractetur de lege externâ. Ac propterea Gabr. in 3 distinct. 37, art. 1, legem definivit esse *signum definitivum rectæ rationis, dictantis ligari aliquem ad aliquid agendum, vel non agendum,* cui videtur favere Aristoteles suprar elatus in lib. 10 Ethicor., dicens: *Legem esse sermonem à quâdam providentiâ profectum.* Sed non oportet definitionem limitare ad solum externum signum. Et præterea tota illa definitio potest multis præceptis seu signis adaptari, quæ propriè leges non sunt. Denique idem est de aliis similibus definitionibus, quæ videri possunt in Gersone 3 part. tractat. de Vitâ spiritu, lect. 10; et p. 1 tractat. de Orig. juris et legum.

3. Quapropter definitio, quam divus Thomas colligit d. art. 4 frequentiùs recepta est, scilicet: *Lex est ordinatio rationis ad bonum commune ab eo qui curam communitatis habet, promulgata.* Et ferè eamdem habet Alexand. Alens. 3 part. q. 26, memb. 4. In quâ inprimis loco generis ponitur *ordinatio rationis,* quæ vox activè, non passivè, sumenda est; subditi enim ordinantur per legem: ordinatio autem activa est à legislatore, et ille actus, quo ordinat, appellatur ordinatio activa, quæ à ratione proficisci debet, et ideò dicitur ordinatio rationis. Hæc autem vox (quidquid sit de particulari mentione auctorum) ex se non limitatur ad actum intellectûs vel voluntatis: nam in utroque potest esse ordinatio, et illa, quæ est voluntatis dici potest rationis, vel quia ipsa voluntas potentiâ rationalis est, vel certè, quia rectâ ratione dirigi debet, præsertim in lege ferendâ. Potest etiam vox illa, et intentio actui, et externo etiam accommodari: nam etiam externum præceptum est ordinatio rationis, id est, à ratione dictata. Reliquæ verò particulæ adduntur per modum differentiæ, et in illis virtute includuntur omnes conditiones legis, ut hactenùs ex dictis satis constat.

4. Dubitari verò potest, quia nihil ibi est per quod excludatur consilium à ratione legis. Unde aliqui concedunt consilium sub lege contineri, quod in rigore verum non est, ut supra tetigi, et in sequenti capite iterùm dicam. Respondeo ergo, dupliciter excludi consilium per illam definitionem. Quia consilium ut sic, per se non est à superiore, quatenùs habet potestatem et curam in subditos; lex autem debet esse talis ordinatio rationis, quæ hoc modo procedat ab habente curam communitatis, ut in ipsâ definitione declaratur; per se enim, ac formaliter intelligenda est. Et eodem modo excludenda est oratio, seu petitio ab hâc ordinatione rationis: hæc enim tria, præceptum, consilium et petitio in hoc conveniunt, quòd per illa omnia ordinatur, seu dirigitur unus ad operandum per rationem alterius; et ita omnia illa possunt dici ordinatio rationis; sed differunt. Nam petitio per se est inferioris ad superiorem, licet possit exerceri inter æquales, et aliquando à superiore circa inferiorem, sed non quatenùs talis est; imò in eo quodammodò se submittit alteri, ut supra dixi. Consilium autem per se est inter æquales, et si aliquem excessum indicat in consulente, est solùm in sapientiâ, non in potestate. Lex autem per se est à superiore circa inferiorem, quod in definitione significatur; ita ergo sufficienter excluditur consilium à ratione legis. Et præterea genus ordinationis intelligi debet de efficaci ordinatione, quæ vim habeat cogentem, ut Arist. dixit, et hoc videtur etiam determinari per particulam *promulgata,* quia consilio non convenit propriè promulgari: nam hæc vox indicat ordinem ad obligationem inducendam, in quo maximè differt consilium à lege.

5. Tandem videtur obstare illi definitioni, quia potest prælatus ordinare subditos secundùm rectam rationem ad aliquid agendum, sufficienter proponendo communitati voluntatem suam, et nihilominùs non ferre legem, quia non includit præceptum perpetuum et stabile, quod diximus requiri ad rationem legis: unde tota illa definitio convenit præcepto communitati promulgato, etiamsi ad diem tantùm propositum sit. Ad quod dico breviter, vel D. Thomam latiùs sumpsisse legem, et sub illâ comprehendisse omne hujusmodi præceptum; vel certè particulam primam ita intelligendum esse, ut *ordinatio rationis* pro illâ tantùm, quæ stabilis ac duratura est, sumatur. Unde posset fortassè breviùs ita definiri: Lex *post commune præceptum, justum, ac stabile sufficienter promulgatum.* Illud enim genus posuit etiam D. Thom. q. 96, art. 1 ad 2, et jureconsultus. l. 1 de Legib., et per illud excluduntur præcepta particularia: per alias verò particulas indicantur omnia quæ in lege desiderari possunt, ut facilè patet consideranti ex his quæ diximus.

CAPUT XIII.

Utrùm effectus à lege intentus sit facere subditos bonos.

1. Explicando naturam legis ferè omnes ejus causas declaravimus. Primò efficientem, quia esse debet ab eo qui potestatem et jurisdictionem habeat. Deinde materialem quasi subjectivam, quia esse debet in intellectu, aut voluntate, vel in quâcumque re, quæ signum illius voluntatis possit in se recipere : et materialem quasi objectivam, quia esse debet de re honestâ, et circa subditos. Formalem etiam causam exposuimus, declarando modum, quo lex ferri debet, et promulgari. Denique finalem etiam attigimus, cum diximus, legem debere ferri pro communi bono : quia verò finis cum effectu coincidit, non potuit sine illo plenè explicari. hîc ergo incipimus de effectibus tractare, et simul innotescet ampliùs finis legis, qui est probitas et honestas subditorum, et ideò ab hoc generali effectu incipimus.

2. Ratio ergo dubitandi esse potest, quia lex divina non habet hunc effectum; ergo multò minùs aliæ. Antecedens patet, quia lex divina, ut lex est, non præbet vires, nec juvat ad operandum bonum, ob quam rationem Paulus ad Romanos 3 legem veterem vocat legem mortis; et cap. 4 ait, legem iram operari; et cap. 5 : *Lex subintravit, ut abundaret delictum.* Secundò saltem lex civilis non habet facere hominem bonum, propter quod Aristot. 3 Politic. cap. 3, aliam dicit esse virtutem boni viri, et aliam boni civis; ergo et lex alia; lex ergo civilis facit bonum civem, sed non simpliciter bonum virum. Ratio autem est, quia finis civitatis solùm est hujus vitæ temporalis conservatio in exteriori pace et justitiâ, ut sumitur ex eodem philosopho 1 Politic. cap. 2, ad quem finem etiam ordinantur civiles leges; non ergo intendunt veram probitatem morum; quæ facit hominem bonum, sed solùm exteriorem quamdam observantiam, quæ facit bonum civem. Tertiò ad legem implendam non est necessarius actus bonus; imò sæpè per peccatum impletur etiam canonica lex; sed homo non fit bonus, nisi bonis actibus; ergo observantia legis non facit bonum; ergo multò minùs lex ipsa.

3. Nihilominùs dicendum est, finem intentum à lege esse, facere subditos bonos; atque ita hunc esse quasi ultimum effectum legis. Ita docet D. Thomas, q. 92, art. 1, quem omnes sequuntur. Consonat Arist. 2 Ethic. cap. 1, dicens : *Legum latores ipsos cives assuefacientes bonos efficere.* Ratio D. Thomæ est, quia bonum subditi in hoc consistit, ut motioni superioris subjiciatur, ut sentit etiam Arist. 1 Polit. cap. ult.; movetur autem subditus à superiore, mediante lege; ergo per illa efficietur bonus, si ei subjiciatur. Et confirmatur, quia lex, ut sit lex, debet esse justa ; ut autem sit justa oportet ut tendat in bonum finem ad bonum commune pertinentem, et per medium honestum; ergo qui servaverit legem, operabitur circa honestum, et propter commune bonum, quantum est ex vi legis; ergo ex vi illius bonus fiet. Sed hoc declarabitur meliùs inductione factâ in singulis legibus, et respondendo ad rationes dubitandi.

4. Circa primum ergo argumentum manifestum est, divinas leges eò tendere, ut faciant homines bonos : nam *lex quidem sancta, et mandatum sanctum, et justum, et bonum,* ut ait Paulus ad Roman. 7. Quod non solùm verum est de lege scriptâ, ut contra hæreticos infra ostendemus, sed à fortiori etiam de lege gratiæ : et de lege naturali per se est evidens; nam prohibet quidquid est malum, præcipit autem omnem virtutem; unde de illâ maximè dictum creditur : *Quis ostendet nobis bona? signatum est super nos lumen vultùs tui, Domine.* Denique pro ratione sufficit, Deum esse auctorem alicujus legis, ut certò constet ad efficiendos homines bonos datam esse. Unde ad omnem Dei legem applicari possunt omnes laudes, quas de lege divinâ prosequitur David toto Psalm. 118, inter alia : *Lucerna pedibus meis verbum tuum, et lumen semitis meis.* Nam hoc modo præcipuè lex facit bonos, scilicet, dirigendo ad id quod bonum est, et obligationem illud operandi imponendo, cui consonat illud Psal. 18 : *Lex Domini immaculata, convertens animas.* Et infra : *Præceptum Domini lucidum, illuminans oculos.*

5. Est autem advertendum, Paulum distinguere legem à gratiâ, quia lex, ut lex, licet ostendat quid operandum sit, per se non dat vires ad id exequendum : hoc enim ad gratiam spectat. Unde est illud Pauli ad Roman. 7 : *Video aliam legem in membris meis repugnantem legi mentis meæ,* etc. Et infra : *Quis me liberabit de corpore mortis hujus?* et respondet : *Gratia Dei per Jesum Christum;* lex ergo, si multa præcipiat, et vires operandi non præbeat, quamvis per se tendat ad bonum, potest esse occasio ut homo propter fragilitatem suam pejor fiat. Atque hic est sensus Pauli in prioribus locis : nam hæc erat infirmitas legis veteris, quòd multa jubebat, et non juvabat, et ideò dicitur, iram et mortem operatam fuisse, non per se, vel ex intentione suâ, sed per occasionem ab homini-

bus acceptam. Unde cùm dicitur posita, *ut abundaret delictum,* particula, *ut,* non significat finem, sed consecutionem, quod in illâ particulâ, *ut*, frequens est, et notandum in Scripturâ. Ponitur autem ad denotandum, effectum illum prævisum esse à Deo, et ex speciali providentiâ permissum, ut homines suam fragilitatem et necessitatem divinæ gratiæ ac redemptionis Christi cognoscerent.

6. Circa secundum de lege civili aliqui Thomistæ existimant, propterea divum Thomam addidisse, *legem facere bonum, vel simpliciter, vel secundùm quid*, quia lex civilis, licet non faciat bonum virum, quod est esse bonum simpliciter, facit bonum civem, quod est esse bonum secundùm quid. Sed advertendum est, illud *secundùm quid* dupliciter accipi posse; uno modo, ut distinguitur bonum in aliquo genere, v. g. scientiæ, vel artis, à bono morali, seu honesto, quod vocamus bonum simpliciter; alio modo sumi potest, prout intra ipsum genus honesti bonum unius tantùm virtutis est secundùm quid, respectu collectionis omnium virtutum, quomodò temperatus, si non sit bonus vel justus, dicetur bonus secundùm quid. D. Thomas ergo sine dubio locutus est in priori sensu, adeò ut dixerit, leges latronum si serventur, facere bonos latrones, et idem est de lege militiæ, et cujuslibet artis; sed illæ leges non sunt leges simpliciter, sed secundùm quid, ut ex principio materiæ constat. Unde leges civiles, quæ simpliciter leges sunt, reverà non tantùm faciunt bonum secundùm quid in illo sensu, sed simpliciter, quia bonum morale et honestum intendunt. Ita profitetur Jureconsultus in l. 1, ff. de Just. et jur. dicens : *Justitiam colimus licitum ab illicito discernentes, bonos non solùm metu pœnarum, sed etiam exhortatione præmiorum efficere cupientes.* Idem sentit Arist. 3 Polit. c. 4, dicens finem civitatis esse *benè vivere et honestatem aliquam participare;* et cap. 6, ait : *De virtute, et vitio publicè cogitant quicumque curam habent benè instituendi civitatem;* et 1 Politicor. cap. ultim., dicit : *omnes cives debere esse participes virtutis moralis, quantùm opus est.* Tamen in principe requirit virtutem simpliciter, utique in secundo sensu posito, id est, collectionem omnium virtutum, quia in omnibus debet præcipere.

7. Ratio autem à priori est, quia finis humanæ reipublicæ est vera felicitas politica, quæ sine moribus honestis esse non potest; per leges autem civiles dirigitur in eam felicitatem, et ideò necesse est ut illæ leges ad bonum morale per se tendant, quod, ut dixi, est bonum simpliciter. Quando verò Arist. bonum civem distinguit à bono viro, id facit, quia plus requiritur ad virtutem boni viri, quàm boni civis; quamvis enim virtus boni civis moralis sit, et honesta ex se, tamen præcisè sumpta est secundùm quid, secundo sensu supra declarato, et sola non sufficit ad constituendum simpliciter bonum virum. Unde si quis sit solitarius, poterit esse vir bonus, etiamsi non sit bonus civis. Qui autem pars est civitatis, non erit bonus simpliciter, nisi et vir bonus, et bonus civis sit, quia bonum ex integrâ causâ; poterit autem esse bonus civis, licet non sit bonus vir, quia esse bonum civem, est esse bonum secundùm quid.

8. Atque hinc constat à fortiori, leges canonicas facere bonum simpliciter in eodem sensu; nam si illæ tantùm serventur, non faciunt bonum omninò consummatum, id est, in omni genere boni : quod de quâcumque lege in particulari dici potest, quia non præcipit omne bonum sed partem ejus, præter legem charitatis, quæ virtute omnia complectitur. Atque ita unaquæque lex facit bonum ex parte (ut ita dicam), et in hoc sensu facit bonum secundùm quid : tota autem collectio legum facit absolutè bonum. Et hoc ipsum in re censuerunt Cajetan. et Soto circa dictum artic. 1, quamvis in verbis differre videantur.

9. Circa tertium occurrebat disputatio cum Adrian. et aliis, an peccando mortaliter possit verè lex aliqua servari. Sed de hoc videri potest D. Thomas 2-2, quæst. 100, art. 9; et 3-2, q. 44, artic. 4, et infra tractando de lege positivâ disputabitur; nunc admitto, posse legem servari per actum malum, non verò quatenùs malus est, sed quatenùs aliquid boni ex suo genere habet, ex quo solùm sequitur legem non præcipere semper omne bonum, loquendo de unâ lege in particulari, neque ita efficaciter reddere hominem bonum, ut non possit ipse malitiam aliquam admiscere bonitati intentæ à lege. Unde quia bonum ex integrâ causâ, malum autem ex quocumque defectu, fit ut actus quidem sit simpliciter malus propter circumstantiam ab homine adjunctam, et nihilominùs propter bonam substantiam, quam habet, sufficiat ad implendam legem. Deinde dicitur hîc maximè habere locum vulgatum principium : finem legis non cadere sub legem. Nam quamvis lex præcipiendo actum bonum ex genere, intendit etiam ut benè fiat, ut hoc modo possit hominem bonum facere, non tamen hoc totum

præcipit semper, sed solùm actûs substantiam, ideòque per illam poterit impleri.

CAPUT XIV.

Utrùm obligare subditos sit proximus et adæquatus effectus legis.

1. Præcipua efficacia legis ad faciendos homines bonos, est ejus obligatio quæ videtur esse maximè intrinsecus effectus ejus, et ideò de illâ consequenter tractamus. Ut autem intelligatur quæstio proposita, duo termini in titulo positi sunt declarandi. Prior est, *proximus,* qui ponitur, quia solùm loquimur de effectu, quem lex per se ipsam facere potest, et hunc vocamus proximum, ut non excludamus effectum, quem lex per se non facit; statuit autem ut per hominem fiat, ut est, v. g., punitio, et hìc dici potest effectus remotus legis. Alius verò effectus esse potest magis remotus, quia licet sit intentus à legislatore, lex tamen nec illum per se facit, nec ad illum obligat simpliciter, sed ad aliquid ejus, ut est moralis bonitas subditi, de quo agemus in casibus sequentibus; nunc de primo tantùm agimus. Alius terminus est, *adæquatus.* Potest enim dici talis effectus adæquatus, vel quia nulla est lex, quæ non habet talem effectum, vel quia ille effectus non potest esse, nisi à lege; vel denique quia lex nullum alium habet effectum. De tertio membro dicemus capite sequenti; nunc duo priora sub illâ voce comprehendimus, et supponimus esse sermonem de propriâ lege, et de propriâ obligatione morali, ut excludamus legem metaphoricam, quæ circa irrationalia et insensibilia versatur, quæ non obligationem, sed necessitatem inducit per inclinationem vel instinctum naturalem, quæ ad præsens nihil refert. De lege autem propriâ, et respectu rationalis creaturæ, cùm constet non inducere illam necessitatem simpliciter; dubium est, an inducat moralem, quæ obligatio dicitur.

2. Videtur ergo inprimis, non posse hoc tribui omni legi ex l. *Legis virtus* ff. de Legib. et cap. *Omnis* dist. 3, cum his quæ tradit D. Thomas q. 92, art. 2. Nam inter leges numerantur permittentes et punientes; at verò permissio opponitur obligationi, juxta illud Paul. 1 ad Corinth. 7 : *Hoc dico secundùm indulgentiam non secundùm imperium;* imò propriè loquendo, ea dicuntur permitti, quæ facienda non sunt; permittuntur enim mala; ergo lex permittens non obligat; non est ergo obligatio effectus legis in universum. Idem dubium nascitur ex lege pœnali, quia ad pœnam nemo obligatur propriâ obligatione; imò sunt, qui censeant, quoties lex specialem imponit pœnam, non inducere obligationem. Hìc etiam addi potest lex favorabilis, qualis est privilegium, quod lex appellatur ab Isidoro in cap. *Privilegium,* d. 1, et tamen non obligat : nam unusquisque favori suo renuntiare potest cap. *Cùm ad monasterium,* de Regular. Denique consilium etiam inter leges numeratur : nam lex privata vocatur in cap. *Nisi cùm pridem,* de Renuntiat. et cap. *Commissum,* de Sponsal. et tamen non obligat.

3. Deinde neque in secundo sensu videtur obligatio adæquatus effectus legis. Primò, quia etiam præcepta privata obligant, quamvis leges non sint. Imò non tantùm præcepta, quæ ex jurisdictione procedunt, sed etiam sine jurisdictione obligare solent, ut præceptum parentis ad filium, domini ad servos, et prælati religionis ad subditos, etiamsi jurisdictionem non habeat, ut olim erat in usu etiam in monasteriis virorum, et nunc in monialibus reperitur. Item obligatio sæpè oritur ex propriâ voluntate, ut in voto, promissione, et quocumque contractu; non est ergo obligatio adæquatus effectus legis in illo sensu.

4. Nihilominùs dicendum est primò, nullam esse propriam legem, quæ obligationem non inducat; id est, necessitatem quamdam operandi, vel non operandi. Est communis assertio theologorum cum D. Thomâ q. 92, art. 2, ad 1; et q. 93, art. 2; Soto q. 1, art. 1; Castro lib. 1, capit. 1, ad finem, et Juristarum in d. lege *Legis virtus,* et in d. cap. *Omnis.* Et eodem sensu dixit Gratian. dist. 4, ad finem : *Decretum necessitatem facit, exhortatio liberam voluntatem excitat.* Similem sententiam habet sub nomine consilii et præcepti Hieronym. lib. 2 contra Jovin. circa medium : *Ubi consilium datur, offerentis arbitrium est; ubi præceptum, necessitas est servitutis.* Et Ambros. lib. de Viduis circa finem : *Præceptum* (inquit) *in subditos fertur, consilium amicis datur; ubi præceptum est, ibi lex est; ubi consilium, ibi gratia est.* Et infra : *Præceptum ibi est, ubi est pœna peccati,* utique propter necessitatem, quam præceptum inducit. Sic etiam dixit August. in lib. de sanctâ Virginitate, cap. 14 : *Domino præcipienti non obedire damnabile est;* et infra : *Præcepto quisquis non obtemperat, reus est et debitor pœnæ.* Ponderari etiam potest, quod ait Gregor. lib. 12, Epistol. 17, et refertur in cap. 1 de Donat. : *Nobilitas quodam modo sibi legem imponit, ut debere se quod spontè tribuit, existimet :* supponit enim legem imponere debitum. Denique Aristot. 1 Ethic. cap. 9, hâc ratione dixit, in lege

esse vim coactivam, quia licet non omnis lex pecialiter pœnam imponat, infert tamen necessitatem, ratione cujus homo fit dignus pœnâ, si legem transgrediatur. Ratio autem sumitur ex dictis de substantiâ legis; est enim imperium procedens à voluntate efficaci obligandi ejus qui potestatem habet; sed voluntas efficax suppositâ potestate, inducit effectum; ergo. Sensus autem, et major declaratio assertionis patebit, respondendo ad ea quæ in primo membro objecta sunt, et ideò illis satisfaciendum est.

5. Circa primum ergo de lege permissivâ uno verbo respondeo cum Castro lib. 1 de Lege pœnal. cap. 1, in fine, leges permittentes in tantum esse leges, in quantum latenter habent admixta præcepta, sine quibus non posset intelligi permissio, ut specialiter decreta per legem. Quod significavit Glossa in d. leg. *Legis virtus,* dùm utitur exemplo legis primæ, cod. de Jur. et Fact. ignorant. Ubi militi permittitur uti exceptionibus post sententiam contra se latam, propter suam ignorantiam : nam illa permissio legis obligat judicem ad tales exceptiones admittendas, et idem est in similibus, ut capit. sequenti latiùs explicabo.

6. Circa secundum de lege pœnali adverto, duplicem posse intelligi respectum in tali lege, unus est ad judicem, qui inflicturus est pœnam ; alius est ad reum, qui illam passurus est. Priori modo dici potest lex illa inducere obligationem, et imponere illam judici, puniendi tale delictum secundùm mensuram per legem præscriptam. Juxta illud August. lib. de ver. Relig. cap. 31 : *In his temporalibus legibus, quanquàm de his homines judicent, cùm eas instituunt, cùm tamen fuerint institutæ et firmatæ, non licebit judicibus de eis judicare, sed secundùm ipsas.* Hæc autem obligatio major est in ordinariis judicibus, quàm in supremo principe, ut declarat D. Thom. 2-2, q. 7, art. 4; in omnibus tamen est aliqua, præterquàm in Deo, qui est supremus Dominus, et potest pœnam, prout voluerit relaxare; sed hoc nihil ad præsens refert.

7. Circa posteriorem autem respectum advertendum est, duas posse intelligi obligationes in lege : una est ad culpam, quæ solet dici in conscientiâ ; alia est ad pœnam. Nam licet hæc posterior videatur illam priorem supponere, quia nemo fit dignus pœnâ, nisi per culpam ; nihilominùs controverti solet, an lex aliqua inducat posteriorem obligationem sine priori, quod solùm in quibusdam legibus humanis habet aliquam dubitationem : nam in divinis certum est illud principium ; de illâ autem quæstione postea dicemus, tractando de lege pœnali. Nunc vel potest intelligi assertio posita de obligatione in genere, abstrahendo ab illis duobus modis, vel meliùs dici potest, etiamsi aliqua lex non obliget in conscientiâ ad actum, propter cujus transgressionem pœna imponitur, obligare saltem vel ad illum, vel ad solvendam, seu sustinendam pœnam, et ita neque illam legem esse sine aliquâ obligatione omninò propriâ. Dixi autem : *Ad solvendam, vel sustinendam pœnam,* quia etiam de ipsâ pœnâ quæstio est, an lex per se et immediatè obliget ad illam, quæ non est hîc tractanda ; satis enim est ad assertionem positam, quòd obliget, sive ante, sive post sententiam latam, sive ad agendum, sive ad non resistendum, atque ita ad sustinendam pœnam.

8. Circa tertium de privilegiis, multi propter illam rationem negant, privilegium esse veram legem, sed aut secundùm quid tantùm, ut sentit Glossa in d. cap. *Privilegium,* aut nullo modo, ut sentit Castro lib. 1 de lege pœnali cap. 1. Ego verò existimo, si privilegium cum proportione sumatur, non minùs posse inter leges computari, quàm permissionem. Quæ est aperta sententia D. Isidori 5 Etym. cap. 19, ut videbimus capite sequenti. Dico autem : *Cum proportione,* quia si sermo sit de privilegio temporali vel concesso uni personæ, ut cùm ejus vita finiatur, illud deficit à ratione legis, non præcisè ex eo quòd privilegium est, sed quia non est quid stabile aut firmum, quod diximus esse de ratione legis : at privilegium perpetuum concessum aut communitati alicui, aut familiæ, ut in eâ semper duret, propriam rationem legis habet.

9. Oportet tamen duplicia distinguere privilegia ; quædam sunt concessa intuitu alicujus boni communis, quibus privatæ personæ renuntiare non possunt, juxta cap. *Si diligenti* de foro competenti, et l. *Jus publicum,* ff. de Pactis, ut est privilegium fori, v. g., respectu clerici, cui ipse renuntiare non potest, quia non intuitu personæ suæ, sed dignitatis clericalis concessum est. Et hoc privilegium propriissimè est lex, non solùm respectu aliorum, quibus præcipitur, ut tale privilegium clerico observent, sed etiam respectu ipsius clerici, cui præcipitur, ut illo utatur. In illâ enim dispositione superioris invenitur perfecta vis obligandi ; nihil ergo illi deest ad rationem legis. Alia sunt privilegia concessa intuitu privati

commodi ipsarum personarum, de quibus est sermo in dict. cap. *Cùm accessissent* de Probat., et in Regulâ, *Quod ob gratiam,* de Regulis jur. in 6. Ubi Glossa, et alii, Sylvest. verb. *Privilegium.* Hoc ergo privilegium, si comparetur ad ipsum, cui conceditur, sine dubio non habet rationem legis, ut probat ratio facta, quia non est præceptum illi impositum, neque obligat illum, cùm possit ei renuntiare. At verò respectu aliorum qui tale privilegium observaturi sunt, veram habet rationem legis ; continet enim præceptum perpetuum obligans ad talem immunitatem servandam ; alioqui valdè inefficax esset tale privilegium ; ergo sicut de promissione diximus, vel etiam de lege punitivâ, quatenùs obligat judicem, ut tale justum nocumentum inferat, ita in præsenti dicendum est.

10. Circa quartum de Consilio, Glossa in d. leg. *Legis virtus,* propter illud censuit, etiam consilium pertinere ad virtutem legis. Illam tamen communiter reprobant Bart. et cæteri, Soto lib. 1 de Just. q. 2 , art. 2, eam irridet , quoniam consilium potiùs condistinguitur à præcepto, et consequenter à lege, quod sentit etiam D. Thomas d. q. 92, artic. 2, ad 2; et q. 17 de Verit. art. 3, ad 2, et hæc sententia in rigore et proprietate vera est, ut supra etiam dixi. Et ratio D. Thom. est optima, quia consilium non requirit potestatem superioris, sed à privato etiam dari potest ; ergo per se non requirit auctoritatem legis.

11. Objici verò potest, quia idem D. Th. 1-2, q. 108, art. 4, consilia evangelica ponit inter partes legis gratiæ. Respondetur primò, nomine legis interdùm comprehendi totam dispositionem, seu providentiam legislatoris circa gubernationem subditorum, et sic ad illum pertinet, non tantùm præcepta dare , sed etiam consilia de iis quæ meliora sunt, quod observavit Christus Dominus in lege evangelicâ, et in jure etiam humano, præsertim canonico sæpè observatur, ut patet in capit. *Commissum,* de Sponsalibus, ibi : *Tutius est.* Et multa sunt similia jura, ad quæ intelligenda est hoc sæpè necessarium. In hoc ergo sensu non malè dixit illa Glossa, legem non tantùm præcipere , sed etiam consulere, quamvis reverà id non faciat formaliter, ut lex, sed concomitanter. Addo præterea, quando lex consulit unum effectum , sequi alium, nimirùm, ut illud opus, quod consulitur, jure prohiberi non possit, nec tanquàm malum refutari , et quoad hoc dici potest illa lex retinere vim legis, et obligare. Et hoc modo cum majori proprietate dicuntur consilia evangelica pertinere ad legam gratiæ, tanquàm approbata et stabilita per illam. Et hâc ratione pro consiliis evangelicis damnamus hæreticos , qui paupertatem aut continentiam reprehendunt tanquàm naturæ contrariam. Ita ergo nulla lex est, vel dispositio superioris, quæ participet rationem legis, nisi in quantum obligationem inducit.

12. Dico secundò : Si obligatio propriè, et cum proportione sumatur, semper oritur ex aliquo jure et lege, atque ita in hoc sensu dici potest hic effectus adæquatus legis. Declaratur breviter : nam inprimis necesse est loqui de obligatione communitati impositâ, quia si imponatur privatæ personæ, non erit ex lege, et idem est, si imponatur ad breve tempus, quia tunc etiam deficit conditio requisita ad legem. Quamvis illæ etiam obligationes , quatenùs habent aliquam convenientiam cum obligatione legis in hoc , quòd ab alio habente potestatem imponuntur ; consequenter etiam conveniunt cum lege in hoc, quòd ex imperio seu præcepto aliquo proveniunt, maximè quando necessitatem in conscientiâ imponunt. Imò etiam tunc ab aliquâ lege totam vim obligandi accipiunt. Atque ita sensus assertionis est, omnem hujusmodi obligationem ex lege oriri aliquo modo. Probatur autem primò à contrario ex Aug. 22 contra Faust. cap. 27, definiente, peccatum esse dictum vel factum contra legem : nam apertè supponit, omnem obligationem ad aliquid vitandum, vel faciendum oriri ex lege. Nam quoties aliquis agendo contra obligationem propriam in conscientiâ peccat, agit contra legem ; ergo talis obligatio erat ex lege.

13. Deinde probatur eisdem exemplis, quæ in contrarium afferebantur, scilicet, voto , promissione, aut quocumque pacto : nam ex his omnibus non oritur obligatio, nisi ex virtute legis. In illis enim omnibus distinguere oportet fundamentum, seu proximam materiam obligationis à propriâ ratione, et causâ ejus : nam fundamentum consistit in aliquâ actione humanâ : illâ verò suppositâ, jus est, quod obligat ; sic in voto (et idem est cum proportione de reliquis) proximum fundamentum obligationis est voluntaria promissio : quod autem propriè obligat ad illam implendam, est jus illud naturale ac divinum : *Si quid vovisti Domino, nec moreris reddere.* Et ita etiam juristæ dicunt, omnem obligationem, quæ ex contractibus oritur, esse naturalem vel civilem, quia ex jure naturali seu gentium, aut civili oritur, ut sumitur ex textu cum Glossâ in l. *Cùm am-*

plius ff. de Regul. jur. et l. *Ex hoc,* ff. de Justit. et jur. et ita satisfactum est secundæ parti rationis dubitandi in principio positæ.

CAPUT XV.

An rectè numerentur quatuor effectus legis, præcipere, prohibere, permittere, et punire, et quomodò ab illà fiant.

1. Ratio dubitandi esse potest, quia obligatio, de quâ dictum est capite præcedenti, videtur esse adæquatus, id est, unicus, et totalis effectus legis; ergo supervacanea est hæc enumeratio. Antecedens probatur primò, quia essentialis ratio consistit in imperio; ex imperio autem ut sic non sequitur, nisi obligatio: reliqua enim sunt per accidens; ergo. Secundò declaratur discurrendo per illa membra: nam præcipere, et prohibere formaliter idem sunt; solùmque materialiter distinguuntur, et ideò superfluum est illa ut distincta ponere. Assumptum patet, quia prohibitio etiam est quoddam imperium et præceptum: nam prohibere nihil aliud est quàm præcipere ut aliquid non fiat, sicut è contrario præceptum est quædam prohibitio: nam qui præcipit audire Missam, vetat ne omittat. Et ideò Isidorus lib. 2 Etym. art. 10, et lib. 5, cap. 19, solam prohibitionem ponit, et omittit præceptum, fortassè, quia præceptum per se non dat bonitatem actui, sed necessitatem, quæ necessitas benè explicatur per negationem omittendi, quam significat prohibitio respectu talis materiæ. Permissio autem, ut sic, non est effectus imperii, sed potiùs per carentiam imperii fit: nec denique punitio est effectus legis, sed esse poterit judicis vel legislatoris.

2. In contrarium autem est, inprimis auctoritas Isidori, qui saltem tres effectus distinxit, et quartum, qui est præcipere, ut clarum supposuisse videtur ex ipso nomine, et ratione legis. Apud Gratianum autem in cap. *Omnis,* d. 3, ad textum Isidori adduntur hæc verba: *Divina autem præcipit, ut diligas Dominum Deum tuum.* Quæ verba non sunt in Isidoro, et illa particula *divina* ineptè addita est, quia non sola divina lex præcipit, sed etiam alia. Et ideò in Decreto Gregoriano notatur in multis codicibus non haberi; et sine dubio expungenda est, et legendum, *aut præcipit,* ut sit quædam additio ad numerationem Isidori. Expressè verò illam particulam habet Modestinus in l. 7 de Legibus dicens: *Legis virtus hæc est, imperare, vetare, permittere, punire.* Atque ita hanc participationem defendit etiam D. Thomas q. 92, art. 2. Eamque ratione declarat, quia actus humani, aut boni sunt, aut mali, aut indifferentes; illis ergo tres effectus legis respondent qui sunt præcipere bonos; prohibere malos; permittere indifferentes, quibus additur quartus puniendi, tanquàm necessarius ad efficaciam legis. De quo decursu plura statim dicemus. Hæc ergo numeratio tanquàm doctrinalis, et satis apta ad explicandos effectus per se convenientes legi acceptanda est et explicanda. Ad illius verò meliorem intelligentiam declarabimus singula membra, et eorum distinctionem, et modum, quo per legem fiunt, quod facilè fiet per difficultates propositas discurrendo.

3. Prima et præcipua erat, quia obligatio est adæquatus, et unicus effectus præcepti, in quâ possumus priorem partem admittere, et negare posteriorem; quidquid enim lex operatur, mediâ obligatione, operari videtur, ut probat ratio facta de efficaciâ præcepti, et hoc modo dici potest ille effectus adæquatus: non tamen unicus, quia mediante obligatione operatur alios, ut ex sequentibus patebit discurrendo per omnes effectus legis.

4. Secunda erat de distinctione præcepti et prohibitionis, quæ parvi momenti est. Fatemur enim inprimis utrumque ex illis effectibus comprehendi sub obligatione legis, diverso tamen modo inducere obligationem, et hoc satis esse, ut illa duo priora membra distinguantur. Imò ad hoc distinguuntur, ut declaretur legem non solùm posse obligare ad agendum, sed etiam ad non agendum. Per quod etiam traditur vulgaris divisio legis in affirmativam et negativam, quæ licet fortassè non sit essentialis, sed quasi materialis, nihilominùs non est superflua, sed necessaria ad duas illas partes justitiæ explicandas, quas David etiam distinxit Psal. 36, dicens: *Declina à malo, et fac bonum.* Deseruitque ad declarandum tum diversos modos obligandi legis, tum etiam diversos modos peccandi contra legem. Nam lex affirmativa dicitur obligare semper, non tamen pro semper, quia ex quo lata est, incipit obligare, et semper obligat, quamdiù durat, quia obligatio est quasi naturalis effectus ejus; non tamen pro semper, quia non obligat pro singulis momentis, aut temporibus, sed solùm pro certo tempore, pro quo imponit operandi onus. Lex autem negativa obligat semper et pro semper, quia et ejus obligatio cum illâ semper durat, et propter negationem, quam includit pro omni tempore, et quâlibet parte prohibitionis suæ obligat, quia negatio omnia destruit, et quia

abstinere à malo semper et pro semper necessarium est. Ex hàc etiam divisione oritur divisio peccatorum in peccatum commissionis et omissionis : nam peccatum commissionis contrarium est legi negativæ ; omissio verò affirmativæ, ut ex materià de peccatis suppono. Atque ita tandem constat, nomen præcepti, seu imperii æquivocum esse : interdùm enim significat quasi genus commune ad negativum, et affirmativum præceptum, quomodò diximus in definitione legis : *esse præceptum commune*, etc., aliquando verò specialiter sumitur pro affirmativo præcepto, et sic distinguitur à prohibitione, et ita ponuntur illa duo tanquàm distincti legis effectus.

5. Tertia difficultas erat de permissione, quam D. Thomas ita declarat, ut videatur illam ponere in solà negatione præcepti et prohibitionis; illa enim permitti dicuntur, quæ nec præcipiuntur, nec prohibentur. Additque materiam permissionis esse actus, vel indifferentes, vel parùm bonos, et parùm malos. Utrumque autem dictam difficultatem habet. Primùm quidem, quia (ut objiciebam) illa negatio non est effectus legis, sed potiùs est effectus negationis utriusque legis tam præcipientis quàm prohibentis, quia sicut affirmatio est causa affirmationis, ita negatio est causa negationis ; permissio autem illo modo declarata negatio tantùm est; ergo non est effectus legis, sed negationis legis. Et confirmatur argumento facto in præcedenti capite, quia permissio illo modo non inducit obligationem, nec est effectus ejus ; ergo non potest esse effectus legis.

6. Secundum etiam de materià difficile est, primò ex parte actuum malorum, quia licet sint parùm mali, non permittuntur lege æternâ et naturali, ut docuit August. lib. 1 de libero Arbitrio cap. 5 et 6. Si verò sit sermo de lege positivâ, etiam graviter mali interdùm permittunt, ut sunt fornicatio, homicidium, adulteræ, aliqua pacta injusta, et similia. Secundò ex parte bonorum actuum, quia si permissio in solà negatione consistit, aliqui boni actus nec præcipiuntur, nec prohibentur, quia sunt optimi, et ex melioribus bonis, ut virginitas, et similes actus, qui sub consilium cadunt ; et sic Glossa in d. cap. *Legis virtus,* dixit consilium esse posse effectum legis, et sub permissione comprehendi. Quòd si quis refugiat concedere tales actus esse permissos, sequitur, et non rectè poni permissionem in illà solà negatione, et divisionem actuum datam à D. Thomà esse insufficientem.

7. Ad explicandum ergo hunc effectum adverto primò, permissionem interdùm esse solius facti, interdùm juris : prior nullo modo ponitur effectus legis, posterior autem esse potest, quia lex ad jus pertinet seu jus constituit. Utrumque in Deo explicatur optimè : nam si factum attendamus, Deus multa peccata permittit, quia cùm posset impedire ne fiant, de facto non impedit, nec vult impedire, sed potiùs directè vult illa permittere, id est, sinere ut fiant. Attendendo autem ad jus, Deus nullum peccatum permittit, quia nullum non prohibet, neque ullum impunitum relinquit, quomodò dixit Aug. supra, legem æternam nullum peccatum permittere. Igitur permissio facti non includit negationem prohibitionis, sed meram negationem impedimenti, seu operis, quo possit efficaciter impediri effectus permissus : permissio autem juris, de quà in præsenti est sermo, includit negationem prohibitionis et præcepti, ut D. Thomas dixit. Secundò, hæc permissio juris considerari potest, vel ut consistit in merà negatione præcepti, et prohibitionis, vel quatenùs in aliquo positivo præcepto fundatur, quia nimirùm per legem aliquam positivam talis permissio decreta est et stabilita. Sicut enim in Deo quoad permissionem facti, aliud est permittere, aliud est velle permittere, ita in ordine ad jus, aliud est permittere purè negativè, aliud per legem positivam de permissione statuere.

8. Dico ergo, permissionem merè negativam, quæ resultat ex solà negatione utriusque præcepti affirmativi, et negativi, non esse proprium effectum legis; ut verò per aliquam positivam legem decernitur, sic esse specialem effectum legis. Prior pars videtur probari sufficienter ratione factà, quia ad illum modum permissionis non est necessarium ferre legem aliquam; satis enim est non ferre legem prohibentem. Item permissio illa non est ex potestate legislativâ, nam interdùm actus talis est ut nec prohiberi possit, nec præcipi; ergo negationes illæ tunc non sunt effectus talis potestatis quia non sunt (ut sic dicam) ex voluntate etiam indirectà legislatoris, sed ex se tales sunt. Ergo nec permissio illa est effectus potestatis legislativæ; ergo neque legis. Denique illa negatio nullam propriè habet causam, sed ex se talis actus permissus est, dùm non prohibetur. Sicut non propriè dicetur Deus esse causa negationis essendi, quæ intelligitur in re possibili nunquàm futurà ; sed ex se habet, quòd sit nihil, quia illa nihil est, nisi creetur;

quòd autem sit nihil non habet à Deo, sed ex se; sic ergo actus ex hoc præcisè, quòd non prohibetur, nec præcipitur per legem, non habet à lege, quòd sit permissus, sed id habet ex se; ut ergo sit propriè permissus per legem, oportet, ut ipsa permissio stabiliatur, et firmetur aliquo decreto, et voluntate legislatoris; et tunc rectè dicitur actus permissus positivè, et similiter permissio illa habet specialem modum, ratione cujus dicatur effectus legis. Et ita etiam manet secunda pars assertionis declarata et confirmata, quam ita profectò intellexit Isidor. 3, ut statim ostendam.

9. Ut autem magis constet, de quâ permissione sit sermo, oportet ultimò notare permissionem simpliciter dictam attribui solere malis actibus, et de illis maximè, ac regulariter intelligi, præsertim quando Deo tribuitur: dicitur enim Deus permittere peccata; reliquos verò actus non tantùm permittere, sed etiam velle, aut ordinare. Nihilominùs tamen aliquando accipitur etiam in bonam partem. Sic enim dixit Paul. 1 Corinth. 7: *Hoc autem dico secundùm indulgentiam, non secundùm imperium*, id est, permittendo, non præcipiendo; loquebatur autem de actu matrimonii qui malus non est. Unde à fortiori dici poterit permissio de actibus indifferentibus. Utroque ergo modo, scilicet, in bonam et malam actionem potest permissio esse effectus legis. Imò Isidor. apertè locutus est de permissione rei bonæ: nam adhibet exemplum hujus permissionis, dicens: *Omnis lex aut permittit aliquid, ut quòd vir fortis petat præmium*; nam illud verbum *petat* ibi non dicit imperium, sed permissionem: constat autem illam permissionem esse rei bonæ. Sic etiam Glossa in cap. *Qui partem,* 55 d., ubi in textu de his qui partem digiti, vel aliam similem particulam corporis, non voluntate, sed casu amiserunt, dicitur: *Hos canones præcipiunt clericos fieri;* Glossa rectè exponit: *id est, permittunt*, quia illud non est imperium, licet de re bonâ sit.

10. Sic etiam in cap. *Hâc ratione,* 31, q. 1, dicitur, Apostolos præcepisse secundas nuptias, id est, permisisse; verum est illa verba esse auctoris Imperf. in Matt. Hom. 22, qui non benè sensit de secundis nuptiis, et ideò permissionem ibi accipit in malam partem; unde de hujusmodi permissione subjungit: *Aliud est præcipere, aliud permittere; quod enim præcipimus, semper placet; quod autem permittimus, nolentes permittimus, quia malam voluntatem hominum in totum prohibere non possumus.* Quæ doctrina vera est de permissione mali, et statim nobis deseruit; tamen malè applicatur ad illud exemplum de secundis nuptiis post mortem prioris conjugis: nam illæ bonæ sunt, et non præcipiuntur propriè, quia nemo ad illas obligatur, et ita rectè ibi præceptum pro permissione boni interpretamur. Sæpiùs verò dicuntur leges permittere aliqua mala, sicut leges civiles permittunt meretrices, et maritum occidere uxorem inventam in actuali adulterio, et contrahentes se decipere infra dimidiam, etc. Sic etiam multi intelligunt verbum Christi Matth. 19: *Ad duritiam cordis vestri permisit vobis Moyses dimittere uxores vestras;* ut supra Imperf. exponit; et Ambr. lib. 8 in Luc. c. 16; et Hier. Matth. 5 et 19, et quàmplures scholastici. Alii verò intelligunt de dispensativâ permissione, per quam actus redditur non malus, licet non præceptus, quod est probabile; non pertinet tamen ad hunc locum id discutere: satis enim est, quòd in illo etiam sensu permissio dici potest effectus legis.

11. Omnibus autem his modis hic effectus non est purè negativus, sed aliquid positivum circa negationem operatur; diverso tamen modo. Nam quando permissio dicitur de actu aliàs bono, non solùm non prohibet illum, sed etiam cùm sit bonus, dat positivam facultatem, seu licentiam, vel jus aliquod ad illum. Idem contingit in exemplo posito ab Isidoro; cùm enim lex dicit: *Vis fortis petat præmium*, non solùm negativè permittit, sed dat illi speciale jus ad postulandum tale præmium, et ad laborandum in spe illius, in virtute virtualis promissionis ejusdem legis. Atque hoc modo lex concedens favorem, quando non præcipit illum acceptare, sed liberum relinquit illi renuntiare, permissiva dicitur juxta modum loquendi Isidori; quamvis non tantùm negativè disponat, sed aliquid positivè concedat. Quando verò lex permittit malum, in quo vel dispensare non potest, vel non dispensat, licet non tribuat jus (ut sic dicam) tribuit saltem impunitatem apud homines, quæ continet morale jus non parvi momenti. Interdùm etiam (si sit lex civilis) concedit, vel negat actionem, in judiciali foro, qui etiam est moralis effectus satis distinctus à solâ negatione prohibitionis. Denique si permissio sit simul dispensativa, esto non sit præceptiva, concedit non solùm impunitatem apud homines, sed etiam apud Deum, quia concedit immunitatem à culpâ, quod longè majus est.

12. Atque hinc tandem intelligitur quod superiori capite dicebamus, legem permitten-

tem semper includere præceptum obligans aliquem, et aliquo modo. Nam licet non obliget alios, ad quos potissimè dirigitur per modum imperii. Ut in illo exemplo, cap. *Qui partum*, verbum illud : *Præcipimus clericum fieri*, non obligat mutilatum, ut clericus fiat, sed respectu illius est permissio concessiva juris (ut sic dicam) obligat tamen prælatum, ne ob eam causam illum repellat. Item in exemplo Isidori obligat illa lex ad dandum præmium viro forti petenti, quando secundùm legem petit, et nihil est quod rationabiliter impediat. Quando verò permissio est alicujus mali, obligat judicem, ne propter illud puniat, quia hoc prohibet talis lex, et sic de aliis. Atque ita sufficienter est declaratus hic effectus secundùm se; quid autem secundùm D. Thom. dicendum sit, in puncto secundo dicam.

13. Quarta objectio erat de punitione, quia non videtur esse effectus legis. Ad quod breviter dico, aliud esse loqui de dignitate seu reatu pœnæ; aliud de actuali inflictione pœnæ, et utroque modo potest dici pœna effectus legis, licet diversis considerationibus et rationibus. Nam lex imponendo necessitatem virtutis seu honestatis, consequenter facit, ut transgressor legis sit dignus pœnâ saltem apud Deum, quia suam obligationem lege impositam non observat. Quod locum habet tam in lege naturali, quàm in positivâ divinâ, vel humanâ, quia suppositâ lege actus est inordinatus, et illa dignitas pœnæ intrinsecè sequitur ex malitiâ actùs, etiamsi malitia fortassè fuerit ex occasione legis positivæ. Est tamen differentia in hoc inter legem naturalem et positivam. Quòd lex naturalis, licet faciat, vel ostendat actum esse malum, tamen ut est merè naturalis, non taxat modum vel quantitatem pœnæ : nullâ enim ratione intelligi potest hoc fieri sine decreto alicujus liberæ voluntatis. Quia licet peccatum ex naturâ suâ mereatur fortassè pœnam tantæ gravitatis vel durationis, tamen quòd sit in hâc specie mali vel supplicii, vel quòd sit in tali gradu intentionis in tali loco et tempore, ex liberâ aliquâ administratione et providentiâ pendet. Unde taxatio pœnæ isto modo, aut fit per legem æternam Dei, maximè quoad pœnam vitæ futuræ, aut fit per legem positivam, quoad pœnas, quæ in hâc vitâ, et in humano foro imponuntur. Et olim quidem per legem divinam positivam scriptam fuerunt multæ pœnæ hujus vitæ pro variis delictis præscriptæ : in lege autem gratiæ nullæ sunt pœnæ inflictæ pro hâc vitâ jure divino, ut in materiâ de censuris et irregularitate ostendimus. Hujusmodi ergo pœnæ vitæ præsentis per humanas leges civiles, vel canonicas designantur, et eo ipso quòd pœna est per legem designata, transgressor legis fit reus, et debitor talis pœnæ, et hoc modo dicitur talis pœna effectus legis.

14. At verò ipsa actualis inflictio pœnæ aliquando fit etiam immediatè per ipsam legem, ut quando lex ipsa secum affert executionem per se ipsam, ut contingit in legibus imponentibus censuras, irregularitates, aut alias inhabilitates ipso facto, quod etiam non facit lex, nisi imponendo obligationem ab aliquo actu abstinendi, vel aliquid agendi, ut de censuris alibi diximus, et de lege pœnali infra dicetur. Aliquando verò et ordinariè solùm infligitur pœna per legem mediatè et remotè, quatenùs in virtute legis aliquis movetur vel obligatur ad infligendam pœnam. Unde licet hoc modo judex, verbi gratiâ, sit propinqua causa pœnæ, vel potiùs minister, qui ex imperio ejus movetur; nihilominùs quia lex est quasi primum movens judicem, ideò talis pœna dicitur effectus legis. Dices : ergo omnis actus præceptus per legem, vel omissio actûs prohibiti dici poterit effectus legis, quod non videtur verum; nam effectus legis est præcipere, non facere.—Respondeo concedendo sequelam cum proportione : nam, ut capite sequenti dicam, effectus legis est facere homines bonos. Unde duplex distingui potest effectus legis, unus, qui immediatè fit ab ipsâ, et hoc est præcipere vel prohibere; alius mediatus, qui est benè operari, vel mala vitare. Et in hoc ferè idem est de effectu punitionis, licet interdùm ipsa executio pœnæ fiat per ipsam legem, ut dictum est.

15. Dices : ergo etiam peccatum poterit dici effectus legis permittentis, quia licet illa lex immediatè solùm concedat permissionem, vel præcipiat impunitatem, tamen ex illâ tandem sequitur executio peccati permissi.—Respondeo, negando sequelam : est enim longè diversa ratio, quia lex permittens justa est (ut supponimus), non est ergo causa peccati, quia neque ad illud inducit positivè, ut constat, neque istud intendit, sed impedire majora mala : neque etiam indirectè est causa illius, quia non tenetur illud prohibere, aut punire; quare nec præbet activam occasionem illius, sed solùm permittit scandalum passivum. Longè verò aliud est de lege prohibente malum, et præcipiente bonum; nam utraque per se id inten-

dit, et ad id inducit, quantùm potest. Imò etiam est diversa ratio de lege puniente, quia licet absolutè non intendat malum pœnæ, nihilominùs ex suppositione culpæ intendit, et præcipit pœnam, et interdùm facit illam, ut dixi.

16. Atque ex his satis declarati manent dicti quatuor effectus et modus, quo afficiuntur à lege, vel immediatè quoad obligationem, prohibitionem, aut concessionem, vel mediatè quoad executionem seu punitionem. Constat etiam distinctio, et quasi ordo illorum effectuum inter se. Nam primi duo effectus, qui sunt præcipere et prohibere, sunt primariò, ac per se intenti, et quodammodò pertinent ad substantiam legis, et in hoc distinguuntur ab aliis duobus, qui sunt veluti accessorii, et adjuncti ad juvandam legem, ut faciliùs vel efficaciùs priores effectus consequatur. Inter se autem distinguuntur duo primi effectus tanquàm affirmatio et negatio, ut declaratum est, et ferè similem oppositionem habent inter se permissio et punitio : nam prior concedit impunitatem, vel etiam favorem : posterior verò è contrariò se habet, ut constat.

CAPUT XVI.

Utrùm omnes leges prædictos effectus efficiant, præsertim peccati permissionem.

1. Ad hoc explicandum notari potest, legis nomen interdùm sumi ut collectivum, ad significandum totum aliquem ordinem, seu statum legum : sic enim lex naturalis dicitur tota collectio præceptorum naturalium; lex scripta, vel lex gratiæ significat totum jus divinum positivum antiquum, vel novum; et sic etiam potest accipi lex civilis et canonica cum proportione ; quamvis in communi usu loquendi illa collectio magis significari soleat nomine juris civilis, vel canonici, quàm nomine singulari legis. Alio ergo modo lex est determinatum nomen significans indefinitè singulas particulares leges.

2. Loquendo itaque de lege hoc posteriori modo, et magis proprio, certum est non omnes illos effectus convenire singulis legibus, cùm aliqui illorum inter se habeant oppositionem. Itaque inprimis, lex prohibens non est præcipiens, nec è converso : nam ut dixi, illi duo effectus distinguunt quasi duas species præceptorum, habentium inter se oppositionem quasi contradictoriam ex parte materiæ. Nec refert, quòd interdùm dicitur lex præcipiens actum prohibere omissionem ; nam illa prohibitio in affirmationem reducitur, quia est negatio, quæ in negationem cadit, scilicet, in omissionem ; et ita duæ negationes affirmant. Neque etiam obstat, quòd lex præcipiens actum tali tempore faciendum, virtute prohibet habere propositum, aut voluntatem non faciendi eumdem actum pro illo tempore : sive tale propositum in eodem tempore, sive priùs habeatur ; semper enim erit legis violatio, sicut etiam lex prohibens aliquem actum, præcipit interdùm actum positivum voluntatis, vel externum, si necessarius fuerit ad vitandum actum prohibitum, ut lex non fornicandi aliquando obligat ad habendum positivum propositum non fornicandi, si necessarium sit ad vincendam rationem illi legi contrariam, vel obligat ad fugiendas occasiones, etc. Hæc, inquam, non obstant, quia sunt solùm per quamdam consecutionem, in quantum lex aliquid imperans, consequenter obligat ad ea quæ necessaria sunt ad id quod primariò est imperatum. Illa autem duo membra distinguuntur ex rebus quas per se primò imperant, quæ sunt agere, vel non agere, et ita nunquàm possunt coincidere in eamdem legem.

3. Sic ergo primi duo effectus non conveniunt singulis legibus. Tertius autem qui est punitio, semper conjungitur aliquo modo cum singulis legibus, et cum primis duobus effectibus, saltem quatenùs omnis legis transgressio de se, et per naturalem consecutionem facit dignum pœnâ, ut dictum est; non tamen omnis lex imponit specialem pœnam, ut per se constat, sed hoc est proprium aliquarum legum. Et quia pœnæ taxatæ pro vitâ futurâ pertinent ad forum Dei, de illis non agimus, quia nobis in particulari ignotæ sunt. Propriè ergo tribuitur hic effectus aliquibus legibus humanis, quæ speciales pœnas imponunt, et ideò pœnales dicuntur, de quibus infra specialem sermonem instituemus. Quartus denique permissionis effectus multò minùs convenit singulis legibus; imò rarus est, et paucæ sunt leges, quæ ad permissionem tantùm concedendam ferantur, ut per se constat.

4. Loquendo autem de lege in priori significato collectivo, sic omnes hi effectus possunt omnibus et singulis legibus attribui, præsertim si permissionem accipiamus in illâ amplitudine, in quâ ab Isidoro, et à D. Thom. sumpta est. Quod ideò dico, quia in permissione est aliqua difficultas : nam de cæteris tribus effectibus satis ex dictis constat in omni ordine legum habere locum. Nam in omni ordine legum est

necessarium aliquid præcipere, et vetare, et cum omni lege est conjuncta vis cogens, quâ faciat transgressores reos pœnæ. Illis ergo effectibus omissis, quod ad permissionem attinet (ut à clarioribus incipiamus), de legibus civilibus constat multa permittere, sive concedendo bona seu privilegia, sive permittendo peccata : hoc enim non est contra justitiam talis legis humanæ, quia non spectat ad illam, nec ad finem ejus, cohibere vel punire omnia vitia, ut tradidit August. 1 de lib. Arbit. cap. 5 et 6, et infra videbimus, et exempla sunt in superioribus sufficienter posita.

5. De legibus autem canonicis clarum est, inveniri in jure canonico leges permissivas aliquarum rerum, quæ non includunt culpam, sed concessionem per modum dispensationis, non obstante aliquo defectu naturali vel morali jam præterito, ut dictum est de casu, cap. *Qui partem*, d. §. Idem dici potest de canonibus permittentibus aliquem neophytum ordinari, vel conversum ab hæresi aliquando in honoris gradum restitui, et similibus. De permissione autem positivâ peccati non videtur solere fieri per jus canonicum. Dico autem positiva, quia negativè infinita sunt peccata, quæ permittuntur jure canonico, id est, quæ non prohibentur aut puniuntur speciali jure canonico, sed relinquuntur suæ naturæ; sed jam diximus hunc modum permissionis non esse proprium effectum legis. Non videntur autem jura canonica positivè disponere de aliquo vitio in particulari, ut non puniatur per Ecclesiæ prælatos, aut quod impunè permittatur, quia hoc non videtur consentaneum fini illius juris, qui est integra salus animarum, et ideò videntur relinquere prudentiæ prælatorum vel correctionem, vel tolerantiam eorum peccatorum, de quibus jura canonica nihil disponunt, et ita propria permissio positiva peccati non videtur esse effectus legis canonicæ.

6. Unde à fortiori constat non inveniri talem permissionem in lege divinâ gratiæ, in quâ pauca sunt positiva præcepta, pertinentia ad ritus essentiales sacrificii, et Sacramentorum novæ legis, et ad unitatem fidei magis explicitæ, et Ecclesiæ universalis sub uno capite. De aliis autem rebus particularibus non continet specialem dispositionem quoad actus virtutum, nedùm quoad permissiones peccatorum. Neque dici potest, illa permittere, solùm quia non prohibet, quia non propter talem finem illa specialiter non prohibet, sed quia supponit prohibita ipso divino jure naturali. Loquendo autem de permissione concessivâ privilegii aliqui effectus similes possunt huic legi attribui, inter quos numerari possunt singularia privilegia Christianorum respectu infidelium, ut quòd possit conjux fidelis ab infideli discedere, etc. Item privilegia clericorum, et præsertim summi Pontificis. De quibus tamen adverto, hæc non dici propriè permissiones, sed jussa, quia non sunt privilegia personæ, sed fidei, vel dignitatis, et communitatis, et ideò non per modum permissionis, sed per modum præcepti conceduntur, ut, Deo dante, in materià de Ordine et Hierarchiâ ecclesiasticâ latiùs tractaturi sumus. De lege autem veteri controversia est, an illa positivè permitteret aliquod peccatum, et præsertim tractatur de libello repudii. Sed non possunt hæc in particulari discuti in præsenti. Solùm dico id non repugnare justitiæ, et honestati illius legis, nec esse multùm alienum ab imperfectione ejus, licet satis probabile sit, etiam in illâ lege non fuisse hunc effectum, quia necessarius non erat, et minùs decuisse videtur.

7. Tandem de naturali lege (idemque est cum proportione de æternâ) certum est, multa bona concedere permissivè potiùs quàm præceptivè (ut sic dicam) respectu singulorum, quibus talis concessio fit. Ut concessit hominibus divisionem, et dominia rerum : nam posse divisionem rerum facere, et dominia particularia acquirere, de jure naturæ est, non præcipiendo, quia poterant homines divisionem non facere, et particularia dominia non admittere; ergo permissivè. Et ita possunt multa numerari, de quibus dicemus libr. sequenti, explicando jus gentium. At verò loquendo de permissione mali culpæ, certum est, nullo modo permitti per naturalem legem : nam lex naturalis prohibet omne malum, et quantum est, ex se nullum relinquit impunitum : nam omnis transgressor legis ex vi naturalis juris dignus est pœnâ. Unde quando D. Thomas d. quæst. 92, art. 2, dicit parva mala permitti per legem, potest primò intelligi secundùm aliquos, de peccatis venialibus, quæ lato modo permitti dicuntur, quia non sunt contra præcepta naturalia, sed præter illa. Sed hoc non placet, quia omne malum etiam minimum prohibetur lege naturali, et dici potest contra illam, licet imperfectè. Debet ergo illud intelligi non de lege naturali, sed de lege in generali ut abstrahit à positivâ, et naturali : ita enim loquitur D. Thomas de lege in illo articulo, ideòque non omnia, quæ ibi dicit, sunt accommodanda om-

nibus legibus, sed singula singulis cum partitione accommodatâ juxta materiæ capacitatem. Sic ergo aliqua lex, scilicet, humana, et civilis permittit illa parva mala, licet non omnis lex, quia lex naturalis illa non permittit. Et in hoc sensu parva mala dici poterunt, non tantùm venialia peccata, sed etiam quædam mortalia, quæ in ordine ad finem legis civilis parva reputantur, licet in ordine ad Deum sint magna.

8. De indifferentibus autem operibus dubitari potest an dici possint permitti lege aliquâ quia nulla esse videtur, quæ positivè illa permittit, sed tantùm negativè, quia non prohibet, nec præcipit illa, quod non videtur esse satis, ut dixi. Nihilominùs dici possunt propriè permitti per legem naturalem, quia lex naturalis non merè negativè circa illa se habet, sed etiam positivè judicat, et disponit talia esse indifferentia, ac proinde ex se non esse dissentanea naturæ rationali, nec per se honesta. Unde etiam talia sunt, ut per quamcumque aliam legem permitti possint. De actibus verò bonis obscurum est, quod ibi divus Thomas priùs ait legem præcipere omnes actus virtutum : nam hoc nec de unâ aliquâ lege, nec de omnibus simul videtur verum, et patet de operibus consiliorum. Item patet de parvis bonis, de quibus statim idem D. Thomas dicit, solùm permitti, et tamen illi sunt actus boni; non ergo omnes actus boni præcipiuntur aliquâ lege. Denique obscurum etiam est, cur bona minora dicantur permitti lege naturæ, et non meliora, de quibus etiam dictat lex naturalis non esse de necessitate virtutis. Verumtamen prior propositio à D. Thomâ adducitur ex Arist. 5 Ethicor, cap. 1 et 2, qui de lege humanâ loquitur, et ab eodem D. Thom. exponitur infra quæst. 96, art. 3, non de singulis operibus virtutum, sed de actibus omnium virtutum generatim seu indefinitè, et sic verum est leges præcipere omnium virtutum actus, licet non præcipiant omnes et singulos actus omnium virtutum; et ita nihil repugnat, esse aliquos actus bonos tantùm permissos. Hoc autem magis attribuit D. Thom. minoribus bonis quàm melioribus, quia minora non consuluntur : majora verò consuluntur, et quæ talia sunt, non videntur à divo Thomâ sub his effectibus legis comprehendi, fortè propter rationem in capite superiori insinuatam.

CAPUT XVII.

Utrùm sint alii effectus legis præter illos quatuor.

1. Inquirimus sufficientiam prædictæ numerationis. Et ratio dubitandi est, quia plures alii effectus solent fieri per leges. Primò enim per leges taxantur pretia rerum. Secundò, per illas constituitur medium in materiâ virtutis. Tertiò, dantur formæ contractibus, testamentis, etc., et constituuntur ut essentiales, ita ut actus aliter facti non valeant. Ad quem effectum pertinent etiam irritationes contractuum, inhabilitationes personarum ad tales contractus, vel munera. Quartus est mutare dominia rerum. Quintus leges revocare. Sextus favores concedere, et præmia tribuere : non enim minùs hoc ad legem pertinet quàm punitio. *Nam præmio, aut pœnâ vita moderatur humana*, ut Isidor. supra dicit.

2. Hanc difficultatem facilè aliqui expediunt, concedendo esse alios effectus legis; illos verò quatuor fuisse numeratos ut præcipuos, magisque usitatos ac necessarios, et quia ex eis facilè erat alios intelligere. Quod non habet magnum inconveniens, quia nec Isidor. nec Jurecons., nec D. Thomas assumpserunt provinciam tradendi omnes effectus, sed moraliter ac doctrinaliter locuti sunt. Et ab hoc modo dicendi non longè absunt Gloss. et Bartol. in d. l. *Legis virtus*, dùm dicunt aliquas esse leges, quæ non habent aliquem ex his effectibus; nullam tamen esse, quæ non faciat aliquem effectum æquipollentem, et hoc satis esse. Et eâdem ratione concedunt, posse aliquam legem non habere aliquem ex effectibus, sed aliquem alium æquipollentem alicui ex supra numeratis.

3. Satis tamen probabiliter dici potest, nullam esse legem, quæ non habeat aliquem ex dictis effectibus cum omni proprietate. Et è contrario nullum esse effectum legis, qui sub prædictis non contineatur. Primum probatur ex principis posito in capite præcedenti, ubi ostendimus, omnem legem habere vim obligandi; ergo necesse est, ut omnis lex obliget; ergo vel ad agendum, vel ad non agendum; nam hæc contradictoriè opponuntur, et consequenter non admittunt medium, et ideò nulla est lex, quæ saltem quatenùs aliquem obligat, non habeat rationem præcepti aut prohibitionis, licet sub aliis rationibus possit alios effectus habere.

4. Ut autem probetur altera pars, supponenda est vulgaris distinctio de duplici virtute legis, directivâ et coactivâ, quam tradit divus Thomas q. 69, art. 5, et ibi alii. Solent autem hæc verba variè accipi : interdùm enim vis coactiva legis dicitur vis obligandi in conscientiâ, quomodò loquitur D. Thom. 1-2, q. 17, art. 5, ad 2, dùm in hoc distin-

guit consilium à præcepto, quòd consilium est inductio, non habens vim activam, id est, obligativam, et sic vis directiva est communis consilio; consistitque solùm in illuminatione et directione mentis. Ita etiam Cajet. tom. 1 Opusc. q. 2, sub coactione legis vim omnem ad obligandum includit, et ferè eodem modo loquitur Soto lib. 1 de Just. q. 6, art. 7, circa finem. Propriùs verò loquendo, in ipsâmet lege duo effectus, et consequenter quasi duæ virtutes distinguuntur; alia obligandi in conscientiâ quæ directiva dicitur, alia subjiciendi et obligandi ad pœnam, quæ coactiva dicitur. Nam in legislatore utraque potestas necessaria est, directiva, ut imperare valeat quid agendum vel non agendum sit cum necessitate quâdam pertinente ad honestatem morum, quæ dicitur obligatio in conscientiâ, seu in ratione honestatis, coactiva, ut cogere possit, ut sibi obediatur. Et hic est communior usus harum vocum, ut constat ex D. Thom. d. q. 96, art. 5, et aliis interpretibus ibi, et ita illis utemur, quia coactio propriè dicitur de re involuntariâ, ut est pœna: directio autem legis plus includit quàm consilium, vel monitionem, ac subinde includit obligationem.

5. Potestas ergo directiva sufficienter videtur explicari per actum præcipiendi et prohibendi propter rationem dictam, quòd hæc contradictoriè opponuntur. Item quia illæ duæ partes justitiæ, quæ sunt vitare malum, et facere bonum, sufficienter comprehendunt totam justitiam, ut rectè tradit D. Thomas 2-2, quæst. 79, artic. 1; ergo et leges ut obligantes sufficienter dividuntur per præcipientem et prohibentem. Ad potestatem autem coactivam pertinet moraliter cogere ad obediendum utrique legi, quod fit per comminationem pœnæ. Unde Augustin. lib. de Correp. et Grat. cap. 1 : *Dominus* (inquit) *non solùm ostendit à quo malo declinemus, et quod bonum faciamus, quod solum potest legis littera.* Postea verò ait hæc non posse impleri sine spiritu gratiæ : *Quæ si desit* (inquit) *ad hoc lex valet ut reos faciat, et occidat.* In quo explicat propriam vim coactivam legis. Unde per hæc tria videbatur sufficienter explicata tota efficacia legis; tamen quia interdùm etiam necessarium est aliquid permittere, quod fit sine obligatione, vel coactione respectu ejus, cui fit permissio, ideò necessarium fuit hunc etiam effectum explicare, quia, prout fieri potest per legem, partim à potestate directivâ, partim à coactivâ dependet. Nam ipsamet vis directiva ostendit, et statuit aliquid esse permittendum, et non puniendum ab homine, et ita præcipit ipsam permissionem, et cogit ad illius observationem, et ita constant dicti quatuor effectus, nec apparet necessitas multiplicandi alios.

6. Hoc autem ultimum magis confirmabitur discurrendo per alios effectus, qui in principio, in secundâ parte rationis dubitandi proponebantur. Primus erat taxare pretia rerum, de quo assero, pertinere ad effectum præcipiendi, vel prohibendi, aut permittendi, vel certè aliquid de singulis includere : ordinariè enim videntur tales leges ferri per prohibitionem, ne talis res pluris vendatur, quàm tanti, vel ne minori pretio ematur, quàm tali. Et interdùm potest utrumque præcipi, scilicet, ut res vendatur, et ut tanti vendatur; frequentiùs verò permittitur venditio; taxatur autem pretium per aliquam prohibitionem, ut dixi. Vel, si velimus per modum affirmativi præcepti illud explicare, erit quasi sub conditione, seu quoad modum actûs, non quoad exercitium, scilicet, si quis voluerit vendere, aut emere, tanti id faciat. Nec refert quòd lex non feratur per propria verba præcepti, sed per verba, quæ circa materiam versantur, taxando illam, vel aliquid simile, quia ut dicitur in l. *Cùm pater.* § *Donationis,* ff. de Legat. 2 : *Non quæri oportet, cum quo de supremis quis loquatur, sed in quem voluntatis intentio dirigatur.*

7. Secundus effectus erat constituere medium in materiâ virtutis. De quo idem dicendum est; nam illud non fit, nisi prohibendo vel præcipiendo. Ut præceptum jejunii præscribit hodiè medium temperantiæ, prohibendo cibos talis qualitatis, et plures comestiones ex aliis permissis, vel si medium affirmativè statuatur, pertinet ad præceptum. Hoc enim modo lex præcipiens audire missam in die festo, constituit in usu illius medium virtutis religionis pro tali tempore, quia pro illo facit talem actum esse necessarium ad honestatem illius virtutis, quod non fit, nisi imponendo obligationem talis actûs pro tali tempore.

8. Tertius effectus erat formam in humanis actionibus ponere, scilicet, ut fiant tali, vel tali modo, sub quo comprehendimus irritationem contractuum, et inhabilitationem personarum, vel ad illos simpliciter, vel ad illos tali, aut tali modo faciendos, vel ad talia munera, etc. De quo effectu generatim dici potest sub præcepto comprehendi, quatenùs lex dat formam actibus, et sub prohibitione, quatenùs illos irritat. Sed hoc posterius habet difficul-

tatem, quia ad irritandum non sufficit prohibitio, etiam directa, ut suo loco dicetur; ergo irritatio dicit specialem effectum à prohibitione distinctum. Nam prohibitio, ut sic, non tollit absolutam potestatem faciendi actum, sed facit, ne liceat : at irritatio privat potestate faciendi validè actum; est ergo effectus distinctus. Et ideò addi potest, irritationem esse quidem distinctum effectum à prohibitione; semper tamen adjungi prohibitioni, et habere rationem pœnæ, vel ejusdem prohibitionis violatæ, vel alterius culpæ. Verùmtamen licet hæ irritationes vel inhabilitationes sæpè inferantur per leges in pœnam, per se tamen ne ita est : nam inhabilitatio sacerdotis ad matrimonium non est pœna, nec irritatio matrimonii sine parocho, et testibus, et similia. Dici aliter potest, hunc effectum esse specialem, et distinctum ab illis quatuor; tamen esse specialem legis humanæ, et ideò non assignari. Sed hoc non satisfacit, tum quia, qui distinguunt, et numerant illos quatuor effectus, præcipuè loquuntur de lege humanâ; tum etiam quia fortè assumptum non est verum, et non est parùm controversum, an lex naturalis vel divina interdùm irritet actus, vel inhabilitet personas ad illos, quod postea videndum est.

9. Dicendum ergo est, hunc effectum irritandi vel inhabilitandi sub prohibitione, vel præcepto contineri. Duobus enim modis fieri potest irritatio, scilicet, præscribendo formam essentialem, sine quâ actus non valeat, vel prohibendo omninò actum. Primus spectat ad potestatem, quam lex habet ad taxanda pretia rerum : nam ejusdem rationis sunt præscribere modum in translatione, acquisitione, vel amissione rerum : hæc autem omnia fiunt præcipiendo saltem modum operandi, vel prohibendo alios modos, ut declaravi. Secundus autem modus ad prohibitionem spectat. Quia legislator habet potestatem prohibendi non solùm actum sed etiam valorem actûs : unde irritatio dici potest specialis, et quasi duplicata prohibitio, quia non tantùm actum, sed etiam valorem ejus prohibet, et ad idem reducitur inhabilitatio personæ : nam eodem modo fit.

10. Objici verò potest, quia sunt quædam leges quæ irritant actum, et non prohibent illum directè, ut dixi in libro 2 de Juram. cap. 24. Item quia prohibitio directè fit de actu possibili, ac subinde relinquitur in absolutâ potestate illius, cui fit prohibitio : irritatio autem aufert potestatem validè faciendi; ergo non est prohibitio, sed effectus alterius rationis. Sed respondetur, irritationem sub prohibitione comprehendi, sive actus omninò caveatur, sive solùm statuatur, ne validè fieri possit, quia saltem necesse est prohiberi actum ut formaliter talem, scilicet, ut matrimonium vel testamentum, quia prohibere valorem actûs, est prohibere ne subditi possint talibus actibus uti ut validis. An verò hæc prohibitio, quando est per leges civiles, semper obliget in conscientiâ, postea videbimus. Aliter etiam potest hic effectus explicari, ut dicam in puncto sequenti.

11. Quartus effectus erat, mutare dominia rerum, ut fit in lege præscriptionis, etc. Ad quam dici potest etiam hunc effectum reduci ad præceptum; nam lex præcipit hunc esse dominium, et non illum; præcipit autem faciendo, quia aliàs non posset efficaciter præcipere. Addi verò potest, probabile esse hunc effectum, et similes (licet legibus firmentur, et ideò ferendo leges fieri soleant) formaliter non fieri per legem ut lex est, quia auferre vel dare dominium, non est præcipere sed est quasi donare vel operari. Item quia videtur esse à potestate diversæ rationis : nam in principe, vel republicâ, non solùm est potestas propria jurisdictionis ad imperandum et puniendum, sed etiam est potestas supremi dispensatoris et administratoris bonorum reipublicæ. Lex ergo cum suis propriis effectibus procedit à potestate jurisdictionis : transferre autem dominia, vel impedire illa et similia pertinent ad bonorum administrationem, et ad potestatem dominii alti, quod dicitur esse in republicâ. Et hâc potestate formaliter utitur princeps, quando statuit ut per præscriptionem acquiratur dominium ab uno, et amittatur ab alio : ipse enim suâ superiori potestate et voluntate de facto confert dominium, quod certè formaliter non est præcipere, sed agere, et quasi donare. Tamen non fit sine præcepto, quia oportet ut modus acquirendi lege præscribatur, et ut factâ acquisitione postea firma et illæsa conservetur, et ideò hic effectus tribuitur legi, licet, ut dixi, formaliter diversus sit, et ideò fortassè inter effectus legis, ut talis est, non numeratur. Quæ doctrina ad effectum etiam irritandi applicari potest.

12. Quintus effectus erat de revocatione legis, sed hic non habet difficultatem, quia revocatio legis non est legislatio, sed potiùs ablatio, sicut dispensatio legis, vel interpretatio, aut moderatio, non sunt effectus legis, sed alii actus, qui circa legem ipsam fiunt. Quòd si interdùm abrogatio unius legis fit per

aliam, tunc lex nova habebit suos proprios effectus, quos per se intendat, aut faciat; ablatio autem alterius est quid consequens, sicut generatio unius est corruptio alterius, vel certè si nova lex directè imperat, ne prior servetur, nec pro lege habeatur, tunc illa abrogatio pertinebit ad prohibitionem quamdam, et sub illo effectu legibus continebitur.

13. Sextus effectus erat favores concedere, et præmia conferre. Sed de favoribus jam vidimus, ex mente Isidori sub permissione comprehendi. Dico etiam idem esse de favoribus, quod de privilegiis: nam si considerentur respectu ejus, cui fiunt, non sunt effectus legis, sed alterius potestatis donandi vel dispensandi jura reipublicæ; si verò considerentur ex parte aliorum, quibus favor ille præstandus est, vel privilegium servandum, sic continetur sub præcepto aut prohibitione juxta dicta in cap. 13. De præmio verò dixit Castro supra, sub pœnâ comprehendi et subintelligi. Juxta mentem autem Isidori videtur sub permissione comprehendi, quia petitionem præmii ponit expressè sub permissione. D. Thomas autem non putat hunc esse effectum legis, quia non requirit potestatem superiorem, sed potest à quolibet fieri; unde æquiparat illud consilio, quod etiam non requirit legis auctoritatem, et ideò etiam non est effectus legis. Et hæc sententia mihi placet. Addi verò potest, pœnæ adjectionem esse multò frequentiorem in legibus, quàm promissionem præmii, quia est moraliter loquendo magis necessaria; homines enim majori ex parte proni sunt ad malum, et suis ducuntur cupiditatibus, et ideò frequentiùs timore pœnæ coerceri debent. Unde etiam judices et custodes legum ordinariè magis obligantur ad puniendos legum transgressores, quàm ad conferendum præmium observantibus illas, et propterea meritò inter legis effectus, potiùs pœna, quàm præmium constituitur.

CAPUT XVIII.

An viatores omnes legi subjecti sint, et illâ obligentur.

1. Diximus, potissimum effectum legis in obligatione positum esse, omnesque alios in hoc uno radicari: obligatio autem essentialiter respicit aliquem, cui imponatur, et ideò ad perfectam hujus effectûs declarationem necesse est exponere, in quos cadat hæc obligatio legis, vel qui sint capaces illius. Quamvis enim supra ostensum sit, legem ad homines, et in communi, seu pro aliquâ communitate ferri; non tamen declaratum est, an omnes homines sint capaces hujus obligationis, vel aliqui sint quasi exempti. Quam quæstionem de lege humanâ in particulari tractavit divus Thomas 1-2, q. 96, artic. 5, quia fortassè de lege in communi non putavit esse necessariam, eò quòd evidentissimum sit, omnes omninò viatores adultos (de his enim loquimur) esse subjectos alicui legi. Nihilominùs hæretici hujus temporis cogunt nos, ut quæstionem hanc hoc loco in generali tractemus, in quâ non inquirimus, qui homines obligentur legibus positivis, divinis, aut humanis; imò nec qui obligentur lege naturali: hæc enim postea in particulari videbimus; unde multò minùs inquirimus, an omnes homines omnibus legibus obligentur: nam clarum est, non obligari singulos omnibus, et singulis legibus: id enim quoad leges positivas nec necessarium est, nec possibile, ut per se est notum; solùm ergo inquirimus an obligatio legis, ut sic, seu alicujus legis, abstractè, seu disjunctim sumptæ, ad omnes homines pertineat, ita ut nullus sit, qui jugo alicujus legis non subjiciatur.

2. Hæretici enim hujus temporis docent justos à jugo legis exemptos esse, et non loquuntur de lege tantùm humanâ, ut aliqui putant; sed simpliciter de lege, ut ex eorum fundamentis manifestè colligitur. Quæ diligenter et accuratè expendunt Petr. Canis. lib. 1 de Corruptelis verbi Dei, cap. 11; Salmeron in Epist. ad Galat. disp. 14; et cardinal. Bellar. lib. 4 de Justificat. cap. 1, ubi inter alias Lutheri blasphemias sequentem refert ex quodam ejus sermone: *Caveamus à peccatis, sed et multò magis à legibus, et bonis operibus, et tantùm attendamus ad Dei promissionem et fidem.* Refert etiam, ipsos in hoc constituere libertatem christianam, quòd homo justus liber sit à debito legis implendæ coram Deo, ita ut illi omnia opera sint indifferentia, id est, nec præcepta, nec prohibita. Fundantur isti partim in erroribus suis, partim in quibusdam testimoniis Scripturæ pravè intellectis. Præcipuum fundamentum est, quia negant veram justitiam et necessitatem operum ad illam. Nam dicunt, homines justificari per solam acceptationem, vel non imputationem Dei extrinsecam, quam omnis ille assequitur, qui firmiter credit, sibi esse remissa peccata, vel potiùs non imputari propter Christum; et hanc fidem dicunt sufficere ad salutem, quidquid homo operetur. Ex quo principio necessariò sequitur, justum, qualis ab eis fingitur, si in eâ fide constans sit, non obligari ullâ lege, quia quidquid operetur,

credens sibi non imputari, non fit reus pœnæ, nec sibi ad peccatum imputatur. Unde non videntur ita negare homines ligari lege, ut opera legi contraria non sint peccata : nam potiùs aliàs docent omnia opera justorum esse peccata, et impossibile esse etiam justos legem Dei implere, et similia, quæ supponunt, legem obligare, et esse regulam talium operum. Aiunt ergo illam obligationem moraliter quasi tolli, vel impediri per illam suam fidem, quia non facit hominem reum pœnæ, nec ratione illius opus in conspectu Dei tanquàm malum reputatur, licet in se tale sit. Aliud eorum fundamentum sumitur ex falsâ quâdam differentiâ inter legem et Evangelium, quam infra tractando de lege gratiæ expendemus. Testimonia verò Scripturarum, quibus niti se simulant, in cap. seq. expendentur.

3. Veritas autem catholica est, omnes homines viatores esse subjectos legi, ita ut teneantur illi parere, ejusque rei fiant apud Deum, si illam voluntariè non servent. Conclusio est certa de fide, definita in concil. Trident. cap. 11, et canon. 18, 19 et 20, ubi specialiter loquitur de justis et perfectis, quia contra hæreticos specialiter doctrinam tradebat ; non tamen omittit generalem doctrinam, cùm inquit : *Nemo autem quantumvis justificatus liberum se ab observatione mandatorum putare debet.* Si ergo nemo excipitur ab hâc obligatione, omnes prorsùs homines in hoc mundo legibus subjecti sunt. Potestque hoc ostendi inductione quâdam. Nam homines à principio suæ creationis subjecti fuerunt legi naturali, et præterea Adam et Eva legem habuerunt non comedendi de ligno scientiæ, etiamsi essent justi, et in statu innocentiæ. Præterea post peccatum, et ante Christi adventum manifestum est, Judæos fuisse sub lege scriptâ, et reliquos homines sub lege naturali, (ut nunc omittamus leges humanas), et hoc ex professo docet Paul. in Epistol. ad Rom. cap. 1 et 2, ostendens tam Judæos, quàm gentiles prævaricatores fuisse legis, illos scriptæ, hos naturalis, quam scriptam in cordibus ostendebant, quando aliquâ ex parte illam servabant. Illæ autem leges non minùs obligabant justos quàm injustos, quia indifferenter pro omnibus positæ sunt. Et lex naturalis per se, et ab intrinseco ante, et post justitiam vel injustitiam obligat : lex verò scripta à justis incœpit ; nam toti illi populo fideli, in quo erat Moyses, Aaron, et multi alii justi, data est, et prius lex circumcisionis data fuit Abrahæ, qui erat justus.

4. Post Christi verò adventum extra Ecclesiam non sunt justi, et ideò de hominibus, qui omninò sunt extra illam solùm dicere possumus, gentiles infideles teneri eâdem lege naturali, quia non est dispensatum cum illis, nec aliqua gratia illis facta est. Et præterea certum est eos teneri ad recipiendam fidem, et Christi legem. Ipsomet Christo attestante Matth. ultim. : *Euntes docete omnes gentes, baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritûs sancti, docentes eos servare omnia quæcumque mandavi vobis.* Quod verò spectat ad Judæos, etiam est manifestum eos obligari lege naturali, et teneri eodem præcepto, quo gentiles ad recipiendum baptismum, et fidem, ac legem Christi, quod clariùs expressit Marc. cap. ult. dicens : *Prædicate Evangelium omni creaturæ*, etc. ; *qui non crediderit*, utique fide vivâ, et per charitatem operante, *condemnabitur.* Et præterea isti Judæi, quamvis jam re verâ non obligentur lege scriptâ, quia sublata est, tamen ex conscientiâ erroneâ illam non servando peccant : nam Paul. : *Testificatur omni circumcidenti se, quia debitor est universæ legis faciendæ*, ad Galat. 5.

5. Venio ad Christi Ecclesiam, de quâ peculiariter loquuntur hæretici, et in eâ distinguo malos à bonis, seu justis. De malis evidens est, eos obligari lege, quandoquidem ideò mali sunt, quia legem non servant. Dicent fortè hæretici, non ideò hos esse peccatores, quia simpliciter præcepta non servant, sed quia infideliter ea non servant, id est, quia dùm contra illam operantur, non habent firmam fidem, quòd talia mala opera sibi non imputentur, nec propter illa amittant Dei benevolentiam et favorem, in quo isti justitiam ponunt. Sed refellitur facilè hic error ex verbis Christi Matth. 25, ubi in sententiâ condemnationis malorum Christianorum, non damnat illos, quia non crediderunt ; nec quia transgredientes præcepta, fiduciam non imputationis non habuerunt, sed simpliciter, quia opera misericordiæ non fecerunt, ac subinde quia legem misericordiæ et charitatis non servârunt, ut ponderavit August. lib. de Fid. et operib. cap. 15, et libr. de Octo quæstionib. ad Dulcit. cap. 1, ubi plura alia testimonia Scripturæ ad hoc confirmandum congerit. Sed de hâc etiam parte non oportet plura hìc dicere, quia quoad hos baptizatos pravos non negant etiam hæretici subjectionem ad legem, sed errant in modo explicandi, de quo statim aliquid dicemus, et latiùs in materiâ de Gratiâ et de Fide.

6. Superest ergo dicendum de fidelibus ju-

stis. Ex quibus quidam esse possunt baptizati tantùm in voto, qui eo modo dicuntur esse de Ecclesiâ seu merito, licet non numero : alii verò sunt baptizati in re, et de numero vivorum membrorum Ecclesiæ. De prioribus manifestum est obligari saltem lege baptismi, ultra obligationem legis naturalis, et fidei, spei, charitatis, et pœnitentiæ. De baptizatis autem etiam justis, quòd obligentur legibus humanis tam civilibus, quàm ecclesiasticis, et lege etiam divinâ positivâ à Christo latâ, ostendemus infra in suis locis. Nunc ergo probatur de lege divinâ morali seu naturali. Primò, quia hæc est tam intrinseca, et per se necessaria, ut auferri non possit, ut in libro sequenti ostendemus.

7. Secundò, quia Christus illam non abstulit, imò illam stabilivit statim in initio prædicationis suæ Matt. 5, ubi illam magis declaravit, et à corruptionibus pharisæorum, vel imperfectionibus legis Mosaicæ expurgavit, et additis consiliis, et mediis ad observandam illam, eam perfecit, et quodam modo auxit. Certum est autem totam illam doctrinam datam fuisse à Domino pro suâ Ecclesiâ futurâ, et tam pro justis, quàm pro injustis : nam ad omnes dicit : *Nisi abundaverit justitia vestra plus quàm scribarum et pharisæorum, non intrabitis in regnum cœlorum*, et quæ sequuntur. Et maximè ponderandum est illud : *Intrate per angustam portam;* vocat enim apertissimè angustam portam observationem mandatorum, quæ mandata dicit in illo principio comprehendi : *Quæcumque vultis, ut vobis faciant homines, et vos facite illis*, quod docet etiam ad Evangelium pertinere, et ad omnes, qui illud profitentur.

8. Tertiò, omnia quæ Christus in nocte Cœnæ docuit de observatione præceptorum, et præsertim charitatis ad justos baptizatos maximè pertinent. Justi enim et baptizati erant Apostoli, ad quos dicebat Joan. 14 : *Si diligitis me mandata mea servate;* et infra : *Qui habet mandata mea, et servat ea, iste est qui diligit me;* et infra : *Si quis diligit me, sermonem meum servabit;* et : *Qui non diligit me, sermonem meum non servat;* et cap. 15 : *Manete in dilectione meâ; si præcepta mea servaveritis, manebitis in dilectione meâ;* et infra : *Vos amici mei estis, si feceritis, quæ ego præcipio vobis.* Quæ conditionalis habet vim comminationis, et necessitatem indicat observandi mandata ad conservandam charitatem; ergo justi tenentur servare mandata, et sine hâc observantiâ justitiam non servabunt. Possunt infinita similia ex Scripturis adduci, sed non oportet immorari in re clarâ, et evidente lumine naturali saltem quoad præcepta moralia.

9. Fundamentum hæreticorum plures involvit errores, quos hoc loco tractare non possumus, sed in variis locis hujus operis tractandi sunt. Nam primò, quod dicunt impossibilia esse divina mandata, supra jam rejectum est, et ex tractatu de Gratiâ fit evidentius. Secundò ibidem repelletur, quod aiunt, omnia opera justorum esse peccata, præsertim mortalia. Tertiò, veram differentiam legis veteris et novæ trademus in fine hujus tractatûs, et falsam ab hæreticis confictam impugnabimus. Quartò, radicem omnium hæresum, quæ est imputata justitia, in materiâ de Gratiâ evellemus, ibique ostendemus homines verè, et re ipsâ, ac intrinsecè justificari per inhærentem justitiam per Christum datam, et per eamdem verè et radicitùs remitti peccata, et non tantùm tegi, seu ad pœnam non imputari. Unde certum esse constabit, opera justorum ita æstimari, et reputari, ac imputari à Deo, sicut re verâ sunt. Unde si sint bona opera, imputantur ad præmium; si mala levia, ad pœnam temporalem, nisi per pœnitentiam et satisfactionem deleantur; si peccata gravia ita imputari, ut ipsam justitiam destruant, donec per pœnitentiam reparetur.

10. Fundamentum ergo hæreticorum etiam naturali lumini contrarium est, et divinæ bonitati valdè repugnans. Non potest enim non displicere Deo peccatum, ut peccatum est; nam *odio est Deo impius, et impietas ejus.* Item repugnat divinæ justitiæ, eò faciliùs remittere, vel non imputare peccata, quò majori fiduciâ in ipsomet Deo fiunt, quasi ipse dederit licentiam peccandi promittendo non imputationem eis qui illam crediderint. Eò vel maximè quia vana et ficta est talis promissio : nullibi enim in Testamento novo habetur magis quàm in veteri ; imò, ait Paul. Roman. 2, secundùm Evangelium Deum esse judicaturum occulta hominum per Jesum Christum, utique secundùm legem et veritatem, non secundùm falsas hominum existimationes. Denique interrogo ab his hæreticis, an homines ante Christi adventum justificarentur in fide Christi, necne? Nam si negent, magnam injuriam universali redemptioni Christi inferunt, et repugnant expressis locis sacræ Scripturæ : *Nec enim aliud nomen est sub cœlo datum hominibus, sub quo oporteat eos salvos fieri*, Actor. 4. Illum enim solùm posuit Deus propitiatorem per fidem in sanguine ipsius, teste Paulo ad Roman. 3. Si autem affirment, semper justifi-

cationem factam fuisse per fidem; ut consequenter loquantur, oportet, ut dicant, semper factam fuisse sine lege et operibus, et per non imputationem cum solâ fiduciâ ex parte hominum; ergo dicere cogentur, etiam justos in statu legis naturæ, aut veteris non fuisse legi obnoxios, nec peccâsse contra illam, etiamsi illam transgrederentur, dummodò id facerent cum fide non imputationis, Quid ergo est, quod specialiter Evangelio attribuunt? est ergo impium et vanum tale fundamentum.

CAPUT XIX.

Explicantur aliqua Scripturæ testimonia, quibus hæretici abutuntur.

1. Superest ut testimonia Scripturarum expendamus, quæ in favorem sui erroris hæretici adducunt. Primum sumitur ex verbis Pauli. 1 Timot. 1 : *Justo non est lex posita.* Quæ verba aliqui volunt exponere de lege veteri, ita ut sensus sit, illam non esse positam justis, id est, Christianis per gratiam justè viventibus. Quæ expositio sumi potest ex Anselm. ibi, et ex contextu : nam Paulus monebat Timotheum ut corriperet quosdam falsos doctores, qui falsam doctrinam de lege tradebant, et ideò ipse subdit, bonam esse legem, utique scriptam, illam tamen non esse imponendam justis, quia non est justo posita. Sed expositio non satisfacit; tum quia licet sit verum Paulum loqui de lege scriptâ divinâ, tamen sententia ejus de se universalis est, et eamdem rationem habet in omni lege, ut constabit. Tum etiam, quia per *justum* non possumus intelligere solos legis evangelicæ, sed absolutè justos, etiam qui fuerunt, quando lex illa lata est. Nam Paulus absolutè loquitur de justo, distinguendo illum ab injustis, et transgressoribus. Ex illâ verò sententiâ sic intellectâ nihil possunt hæretici colligere, quia negare non possunt, quin lex vetus obligaverit justos illius populi, pro quo lata est; ergo verba illa : *Justo non est lex posita,* non possunt habere hunc sensum, id est, non obligant justum. Imò ad hominem argumentari possumus contra eosdem novos hæreticos. Quod necesse sit, ut fateantur legem esse impositam tali justo, qualem ipsi confingunt, quia ille potest esse fornicarius, et perjurus, etc., et tamen Paul. ait, hujusmodi hominibus legem esse positam.

2. Quid ergo est, justo non esse legem positam? Communis expositio scholasticorum est, intelligi de lege, non quoad vim directivam, sed quoad coactivam : nam lex posita est ad obligandos etiam justos, non tamen ad cogendos illos, quia illi non indigent coactione. Ita D. Thomas d. q. 96, art. 5, ad 1, et ibi Cajet., Soto et omnes. Soto etiam lib. 3 de Naturâ et Grat. cap. 1 ; Veg. lib. 11 in Trid. cap. 8 ; Salmeron disp. 2, Epist. 1 ad Tim. 1 ; Bellarmin. lib. 3 de Peccato primi hominis, cap. 1. Dicet aliquis : ergo si justus ageret contra legem, non incurreret pœnam legis, quandoquidem vis coactiva legis non cadit in illum ; sicut princeps agens contra legem non incurrit pœnam ejus, quia non comprehenditur sub lege quoad vim coactivam, sed quoad directivam tantùm. Respondetur negando consequentiam; non enim in eo sensu dicitur justos non cogi lege, quia non obligentur vi coactivâ ejus, sed quia de facto non coguntur, sed spiritu Dei ducti valdè voluntariè legi obsequuntur. Instabis : quia hoc modo etiam dici potest, legem non esse positam justo quoad vim directivam, quia ita operatur justus bonum ex amore justitiæ et honestatis, ut non sit minùs illud operaturus, etiamsi lex illi non imponatur. Respondetur non esse similem rationem; tum quia lex quoad vim directivam est lumen ostendens viam salutis, et ex hâc parte est per se necessaria justis, tum etiam quia sæpè honestas actionis per se pendet à lege, vel simpliciter, quia sine lege actio esset indifferens, vel saltem quoad necessitatem, quia sine lege omissio actûs non esset mala, et ideò seclusâ coactione legis, obligatio ejus directiva est per se necessaria, ut voluntas justi ab intrinseco moveatur secundùm legem, quia fortassè sine lege non faceret illum actum, sed alium, quia omittere talem actum, tunc non esset malum.

3. Aliqui verò moderni impugnant hanc communem doctrinam, solùm quia multi sunt justi, qui moventur ex timore pœnæ ad vitanda peccata, ut de incipientibus constat ex Trident. sess. 6, cap. 6, et de proficientibus etiam ostendi potest, quia de solâ perfectâ charitate dixit Joan. 1 Epist. cap. 3, foras mittere timorem; ergo imperfecti in charitate sæpissimè moventur ex timore pœnæ; ergo pro majori parte ponitur lex quoad vim coactivam etiam justis, et in eis suam virtutem exercet. Nec satisfacit quod aliqui respondent, cùm dicitur, justo non esse legem positam, intelligendum esse tantùm de perfectis. Hoc enim non consonat contextui Pauli : nam statim subjungit, *sed injustus;* at imperfecti non possunt dici injusti; ergo etiam illis non est lex posita ex mente Pauli.

4. Nihilominùs dico, argumentum non esse magni momenti, quia sermo Pauli rectè intelligi potest formaliter (ut sic dicam) et quantum est ex parte justitiæ, sicut Joan. dixit, *qui natus est ex Deo, non peccat*, utique si prout natus est operetur; ita etiam justus, quantum est ex parte justitiæ, non indiget coactione legis, nec illâ movetur. Quod videtur sensisse Cajet. ibi dicens : *Formalis est sermo Pauli : nam cùm medium legis sit pœna, et justus, quatenùs justus, nulli sit obnoxius pœnæ, formaliter verificatur, quòd justo non est lex posita.* Favetque Augustinus de Spiritu et Litterâ cap. 10, dicens : *Injustus legitimâ lege utatur, ut justus fiat, quod cùm factus fuerit, eâ jam non utatur tanquàm vehiculo, cùm pervenerit, vel potiùs tanquàm pædagogo, cùm eruditus fuerit.* De omni ergo homine jam justificato, ut talis est, intelligit, illi non esse legem positam, utique ut vehiculum, aut pædagogum, quo perducatur ad gratiam : dicitur autem lex vehiculum, et pædagogus, quatenùs terret et cogit. Unde de justo subjungit, illi esse necessariam legem : *Non quà injustus ad justificantem gratiam perducatur, sed quâ legitimè jam justus utatur.*

5. Est ergo valdè probabilis dicta expositio, quam aliis verbis tradidit Augustinus conc. 11 in Psalm. 118, ubi tractans verba illa : *Legem pone mihi, Domine,* etc., dubium proponit, an David, cùm hoc petebat, esset injustus, vel justus : nam primum dici non potest, cùm proximè ante illa verba dicat idem Propheta : *Viam mandatorum tuorum cucurri, cùm dilatâsti cor meum;* si verò dicatur secundum, quomodò David petebat sibi legem poni, quam Paulus negat poni justo? Et respondet : *Eo modo non ponitur justo, quo posita est populo contumaci in tabulis lapideis, non in tabulis cordis carnalibus, sed secundùm vetus testamentum,* et infra in summâ dicit, justum David petiisse sibi poni legem, *sicut sanctis filiis liberæ;* vel sicut postea Deus promisit : *Dabo legem meam in mentibus eorum, et in cordibus eorum scribam eam.* Jerem. trigesimo primo, et Hebr. cap. octavo, et infra ait, petiisse legem, *quam faceret diligendo, non in timoris angustiis. Nam qui timore pœnæ* (ait) *opus legis facit, invitus facit*, etc. Intelligit ergo legem, ut terret, cogit, et invitum inducit, non esse positam justo : hoc autem est quod scholastici dixerunt, non imponi quoad vim coactivam; et hanc totam sententiam Augustini habet Anselm. in expositione illius loci. In eâdem sententiâ est Ambrosius libro tertio Officiorum capite quinto, cùm dixisset, justum non minùs vitare peccatum, si possit latere, quàm si non possit : *Non enim latebra sapienti spes immunitatis, sed innocentia est;* subjungit : *Denique lex non justo est posita, sed injusto, quia justus legem habet mentis suæ, æquitatis, ac justitiæ suæ normam, ideòque non timore culpæ revocatur à culpâ, sed honestatis regulâ.* Quomodò dixit Aristot. libro primo Rhetoricorum capite decimo quarto, eum esse vituperandum, qui justitiam secundùm leges scriptas solummodò servat : nam scripta (inquit) coacti servant; melior autem, qui non coactus justus est.

6. Alia expositio est, justo non esse legem positam, quia non facit illum reum pœnæ, nec est illi nociva, sed utilis, et videtur quadrare contextui. Dixerat enim Paulus : *Bonam esse legem, si quis eâ legitimè utatur,* quasi subintelligens, ei esse onerosam, et suo modo nocivam, qui malè illâ utitur. Ut significat Anselm., nam ita exponit : *Scientes quia justo non est lex posita, id est, imposita, ut supra illum sit; in illâ enim est potiùs quàm sub illâ: quia non suâ vitâ vivit cui coercendi lex imponitur : injustus verò sub illâ est, quia suâ vitâ vivit, cui coercendi lex imponitur.* Clariùs expressit hunc sensum Salvian. libr. 5 de Provident. in principio, ubi reprehendens eos qui dicebant mandata Dei nocere Christianis, qui non servant illa, quia graviùs punientur quàm si illa ignorarent, respondet, non legem nocere, sed mores, et ad hoc adducit dicta verba Pauli, et subjungit, *Justus esse incipe, et eris liber à lege,* id est, à pœnâ legis, *quia non potest venire lex contra mores, quæ jam habetur in moribus.* Et infra expendens, quod Paulus ait legem esse positam *injustis, et si quid aliud sanæ doctrinæ adversatur,* concludit : *Ac per hoc non tam lex tibi, ô homo, quàm tu legi adversaris, nec lex contra te benè præcipiendo, sed tu contra legem malè vivendo agis.* Hanc etiam interpretationem amplexus est divus Augustinus ad Galat. 2, et divus Bernardus Epistolâ ad Carthusianum, et Guidonem, quos postea secutus est divus Thomas ad Timoth. 1 lect. 3. Potest verò hæc expositio ad priorem reduci, nisi quòd hoc modo, legem non esse positam justo, idem est quod non adversari justo, et non punire illum : juxta priorem autem expositionem, legem non imponi justo, idem est quod non propter illum pœnam minari; utrumque autem est non exercere in illum uno, vel alio modo suam vim coactivam.

7. Sed licet hæc probabilia sint, et in se vera, fortè pro loco Pauli non sunt necessaria. Quia censeo, ad litteram loqui de lege scriptâ,

et ibi non considerare in illâ, quòd fuerit lex timoris, vel quòd puniat peccatores, et non justos, quod commune est omni legi, et tam clarum et superfluum videatur, et nihil conferens ad intentionem Pauli : sed considerâsse, legem illam non esse per se datam propter justos, sed propter peccatores. Lata est enim lex illa ad retrahendos Judæos à peccatis idololatriæ, et aliis vitiis, ad quæ erant maximè propensi. Cui expositioni subscribit Epiphan. lib. 2 contra Hæres., hæres. 66, ad finem, explicans hunc locum Pauli : *Quandoquidem*, inquit, *justo non est lex posita, iniquus ergo est justus? absit. Sed quoniam anticipavit justus perficere ea, quæ sunt legis, non est lex contra justum, qui fecit legem; verùm posita est contra eos qui deliquerunt, judicans iniquos; sic igitur et testamentum, jubet enim homicidas occidi*, etc. Præterea confirmatur hæc expositio ex illo ad Galat. 3 : *Quid igitur lex propter transgressionem posita est*, id est, occasione transgressionum, et ad coercenda hominum vitia fuit posita, ut Chrysostom. tam ibi ad Galat. 3, quàm hìc primo ad Timoth. et alii Græci, et Hieronymus exponunt. Vel potest exponi cum Augustino, *propter transgressionem*, id est, ut manifestaretur peccatum, et hominum fragilitas ad vincendum illud. Quia ergo Paulus in loco, quem tractamus, reprehenderat vanos legis doctores, qui non intelligebant, neque quæ loquerentur, neque ea quæ affirmabant, subjungit hunc defectum esse ex parte eorum, non ex parte legis, quia *lex bona est, si quis eâ legitimè utatur*. Et consequenter adjungit, quid necessarium sit ad eâ legitimè utendum, nimirùm : *Scientes quia lex justo non est posita*, id est, non occasione justorum, qui illâ non indigebant, sed *propter injustos, idololatras*, etc. Subintelligens, si quis hoc sciat, legitimè usurum lege, ut D. Thomas ibi ait, non plus ei tribuendo quàm quod ei convenit : non enim est data propter suam perfectionem, sed ut per illam ostenderetur hominum propensio ad peccandum, et ut esset pædagogus homines ad Christum ducens, et custodiens *conclusos in eam fidem, quæ revelanda erat*, ut dicitur ad Galat. 3. Et ita quadrat optimè expositio Augustini in dicto lib. de Spiritu et Litterâ cap. 9 et 10, et illam etiam attingit Chrysost. Homil. 2 in dictam Epistol. quem Theophyl. et alii sequuntur, quamvis primam etiam expositionem admittant. Addi etiam potest, sententiam illam : *Justo non est lex posita*, videri sumptam non solùm ex peculiari facto legis veteris, quamvis ad illud rectè fuerit accommodata; sed etiam ex generali conditione legum, quæ frequentiùs ponuntur ad coercenda vitia, quàm ad studia virtutum promovenda. Nam, ut ibi divus Thomas ait : *Si omnes essent justi, nulla necessitas esset dandi legem, quia omnes essent sibi lex*. Sic etiam dixit Cicer. lib. 2 de Legib. : *Leges improbos supplicio afficiunt, et defendunt, ac tuentur bonos.*

8. Sed contra objici potest : nam homini in statu innocentiæ posita fuit lex non comedendi de ligno vitæ, et statim posita est cum minatione pœnæ mortis : *In quâcumque die*, etc. Genes. 2, et tamen tunc homines erant justi, et innocentes, quia nunquàm peccaverant; ergo lex etiam quoad vim coactivam non solùm ponitur justo, sed etiam ponitur sine occasione peccati, nec propter coercenda peccata. Et ferè similis objectio fieri potest ex lege circumcisionis positâ Abrahæ jam justo Genes. 17. Ad hæc verò facilè respondere possumus, concedendo, non esse necessarium ut leges omnes imponantur occasione peccati : aliquando enim imponuntur propter exercendam virtutem : neque id negavit Paul. Sed loquendo de lege scriptâ dixit, illam esse datam illâ occasione, quod verissimum est, et similiter est verum, leges humanas frequentiùs ferri propter coercenda vitia; non est tamen hoc semper necessarium, nec de ratione legis.

Unde in priori exemplo posita fuit illa lex propter exercendam hominis obedientiam, subjectionem, et humilitatem, et alias virtutes, ut rectè notavit Aug. in Gen. de præcepto primis parentibus imposito : *Oportebat*, inquit, *ut homo ab aliquo prohiberetur, ut esset ei virtus merendi obedientiâ*. Quòd verò addita fuerit comminatio, non fuit, quia homo ex vi perfectionis illius statûs illâ indigeret, sed de aliis de causis, ut ad exaggerandam gravitatem præcepti, à cujus observantiâ bonum totius naturæ pendebat, et propter mobilitatem liberi arbitrii frænandam, quæ poterat totam illam perfectionem gratiæ deserere, et se ab illâ subtrahere, sicut fecit. Et ita non est negandum comminationes fieri justis et esse utiles illis, sed solùm dicunt auctores supra citati, non pro illis principaliter poni, neque illis præcipuè moveri, si ut justi sunt operentur. Idemque accommodari potest ad legem Circumcisionis, de quâ minor est difficultas, quia illa data fuit occasione peccati, et in remedium ejus.

9. Addi denique potest, cùm dicitur lex non imponi justo, propriè intelligi de lege externâ, et scriptâ, quæ ponitur præcipuè ad renovan-

dam legem, quæ deberet esse scripta in cordibus, et est quasi obliterata, seu oblivioni data propter peccata. Talis enim lex non datur, nec scribitur in tabulis, vel membranis, nisi propter peccatores, qui sine illâ tanquàm sine lege viverent, ut rectè docuit Bellarmin. lib. 3 de Statu peccati cap. 1, allegans in eam sententiam Ambrosium in id Psalm. 36 : *Lex Dei ejus in corde ipsius,* ubi sic ait : *In corde justi lex Dei est. Quæ lex? non scripta, sed naturalis; justo enim non est lex posita, sed injusto.* Quibus verbis virtute interpretatur illa verba de lege scriptâ, quatenùs est renovatio legis, quæ debet esse scripta in corde. Et idem significavit Augustinus circa illa verba Psalm. 1 : *In lege Domini voluntas ejus,* adducens etiam dicta verba Pauli, et subjungens : *Aliud est lex, quæ scribitur, et imponitur servienti; aliud est lex, quæ mente conspicitur ab eo, qui non indiget litteris.* Quando ergo lex non ponitur exteriùs ad renovandam legem naturalem, seu internam, sed omninò de novo ponitur, nihil vetat quin ponatur sine ullâ occasione peccati, et æquè pro justis ac pro injustis, non solùm quoad obligationem (quod omnibus legibus cum proportione commune est), sed etiam quoad occasionem, vel peculiarem intentionem legislatoris in ponendâ tali lege. Talis autem fuit lex lata primo homini ante peccatum : illa enim non pertinuit ad legem naturæ, nec fuit renovatio ejus, quæ erat in corde, sed fuit determinatio specialis, quæ pro justis sine ullâ occasione peccati constitui potuit.

10. Secundò principaliter objiciunt hæretici verba Pauli ad Galat. 5 : *Si spiritu ducimini, non estis sub lege.* Justi autem spiritu ducuntur : nam desideria carnis non perficiunt, quæ sine ductu spiritûs vitare non possent, ut ibidem significatur; ergo non sunt sub lege; ergo non obligantur lege. Circa hoc testimonium duo à nobis explicanda sunt. Primum, de quâ lege Paulus ibi loquatur; secundum, quid sit esse sub lege; inde enim facilè constabit, quid sit etiam non esse sub illâ. Circa primum Ambros. ibi videtur per legem intelligere legem peccati, seu fomitis, quia præmiserat Paul. : *Spiritu ambulate, et desideria,* seu *concupiscentiam carnis* (ut legit Ambrosius) *non perficietis;* concupiscentia autem lex fomitis est, et ita intelligit Ambrosius, ibi Paulum opposuisse legem spiritûs legi fomitis, et ideò postea dixisse, qui spiritu ducuntur non esse sub lege fomitis. Verumtamen quia ibi non disserit Paulus de concupiscentiâ sub nomine legis, et quia inferiùs post enumeratos fructus spiritûs, subdit : *Adversùs hujusmodi non est lex,* quod de lege fomitis intelligi non potest, et quia tota intentio Pauli ibi dirigitur ad legem scriptam, ideò cum communi sententiâ supponimus, Paulum ibi loqui de lege vetere, seu scriptâ.

11. Quia verò lex illa, et moralia, et cæremonialia præcepta continebat, dubitari potest, sub quâ ratione de illâ loquatur. Et quidem Hieronym. Epistol. 89 ad August. videtur intelligere illum locum de lege quoad præcepta cæremonialia : nam conjungit cum eo præcedentia verba : *Evacuati estis à Christo, qui in lege justificamini,* ubi constat, sermonem esse de lege cæremoniali, quam statim vocat idem Hieronym. *præcepta legalia, et non bona, et justificationes, in quibus non viverent,* ut dicitur Ezech. 20. Et hanc expositionem ut probabilem sub disjunctione ponit Cajet. in eodem loco.

12. Alii verò sentiunt, illa verba intelligenda esse de lege, etiam quoad præcepta moralia, quia Paul. proximè ante dixerat : *Omnis enim lex in uno sermone impletur : Diliges proximum tuum, sicut te ipsum.* Quod præceptum morale est, et omnia moralia virtute continet. Et quia hoc præceptum non violatur, nisi ex inordinatâ concupiscentiâ temporalium bonorum, subdit : *Spiritu ambulate, et desideria carnis non perficietis,* quasi diceret, et hoc modo implebitis præceptum illud : *Non concupisces,* quod etiam morale est, et deinde adjungit : *Si spiritu ducimini, non estis sub lege;* utique sub lege diligendi proximum, et non concupiscendi inordinatè. Atque ita August. lib. de Naturâ et Grat. cap. 67, locum hunc intelligit de lege : *Non concupisces.* Et clariùs Epist. 19 ad Hier. rescribens ad ejus Epistolam, ubi referens paulò antea, et tacitè corripiens expositionem, quam ipse indicaverat, inquit : *Neque enim hoc propter circumcisionem arbitror dicere, nec propter sacrificia,* etc. *Sed hoc ipsum etiam, quod lex jubet, non concupisces, quod fatemur certè Christianos debere observare.* Et hæc expositio vera est, si ita intelligatur, ut non de solis præceptis moralibus intelligatur, sicut nec de solis cæremonialibus, sed simpliciter de totâ lege, etiam includente moralia præcepta. Arbitror autem hoc non negâsse Hieronymum citato loco, ut statim dicam.

13. Circa secundam dubitationem, Ambr. supra, *esse sub lege,* idem esse significat quod esse sub dominio legis, seu minari à lege. Quia verò per legem intellexerat legem fomitis, do-

minari ab illâ lege, secundùm illum erit, vinci à lege fomitis, et à concupiscentià trahi ad opera carnis perficienda. Et ita exponit : *Qui spiritu Dei ducuntur, non sunt sub lege*, id est : *Qui ducem habet Spiritum sanctum, non errat, lex enim errantibus dominatur, sicut alio loco dicit : Justo non est lex posita.* Quæ expositio non displiceret, si lex posset in illo sensu accipi ; tamen quia hoc non stat cum antecedentibus verbis, nec cum sequentibus ; nec cum proprietate verborum, quæ magis quadrat illi contextui, ideò hanc expositionem omittimus.

14. Supponendo ergo ibi esse sermonem de lege Dei, objicit ibi Hieronym. : Quoniam si illi, qui spiritu ducuntur, non sunt sub lege ; ergo vel Moyses, Aaron, Josue, David, et similes non fuerunt spiritu ducti, vel non fuerunt sub lege. Item Paulus spiritu ducebatur, et multò magis Christus, et tamen uterque dicitur factus sub lege Galat. 4 ; 1 Corinth. 9. Quæ objectio præcipuè videtur mihi convincere contra hæreticos, *non esse sub lege*, non necessariò significare idem, *quod non obligari lege* : nam Joannes Baptista, Simeon, et similes justi ducebantur spiritu, et nihilominùs obligabantur lege veteri. Deinde cogit illa objectio, ut fateamur illam particulam, *sub lege*, non eamdem significationem habere semper in Paulo, etiam respectu ejusdem legis. Prima ergo expositio, et valdè recepta quoad locum ad Galat. 5, est, eum, qui spiritu ducitur, non esse sub lege terrente, atque minante, quia jam amore ducitur, et non timore. Ita August. d. cap. de Natur. et Gratiâ. Unde idem Augustin. enarrat in Psal. 1, circa id : *Sed in lege Domini voluntas ejus*, notat esse aliud *esse in lege*, aliud, *sub lege* : *Qui est in lege secundùm legem agit ; qui est sub lege secundùm legem agitur ; ille ergo liber est, iste servus.* Et eamdem expositionem indicant Chrysostom. et Theophil., licet fortassè aliud intendentes, ut statim dicam. Eamdem sequuntur D. Thomas, Anselm., Beda, Cajet., Adam. et multi alii, estque valdè probabilis et sufficiens.

15. Altera expositio esse potest, ut esse *sub lege*, idem sit in dicto loco, quod non damnari lege, et non esse reum ex vi illius, quia lex non damnat eos qui illam observant ; qui autem ducuntur spiritu servant legem, etiam quoad illud præceptum : *Non concupisces*, et ideò non damnatur à lege. Hanc indicat August. dictâ Epistol. 19 ad Hieronymum dicens : *Hos ergo damnabiliter dicit esse sub lege, quos reos facit lex, non implentes legem*, etc. Quæ verba refert etiam Beda ad Galat. 5, quamvis priorem expositionem magis probare videatur. Anselm. etiam utramque referens, hanc ponit ultimo loco, sicut et Adamus. Potestque suaderi ex verbis, quæ paulò inferiùs post numeratos fructus Spiritûs sancti Paulus subjungit : *Adversùs hujusmodi non est lex.* Quasi diceret, qui hæc operatur non est sub lege, quia non habet illam sibi contrariam, nec ab illâ damnatur. Probabilis quidem est expositio, illi tamen non libenter assentior, quia sententia illa in illo sensu nihil referre videtur ad intentionem Pauli, nec ad causam, quam in illo loco tractabat : quamvis enim lex vetus non damnaret eum, qui ab Spirito sancto ducitur : posset illum obligare, sicut de Moyse, et de Prophetis argumentabatur Hieronymus. Item quia simpliciùs et propriùs possunt illa verba explicari sine ullo incommodo, ut dicam. Item illo modo qui ducitur ab Spiritu Sancto non est sub lege naturali, nec sub lege evangelicâ, quod Paulus, credo, non dixisset.

16. Tertiò igitur possunt illa verba simpliciter accipi, ut *non esse sub lege*, sit *non subdi legi scriptæ*, ut scripta est, ex necessitate, seu non indigere illâ, qui sensus videtur facilis, et accommodatus textui, et intentioni Pauli. Ipse enim persuadere volebat, nunc non esse fidelibus necessariam legem Moysis : neque ab eis esse servandam, ut constat ex fine totius Epistolæ, et ex discursu præcedentium capitum, et præsertim ex verbis illis c. 4 : *Dicite mihi, qui sub lege vultis esse, legem non legistis*, etc. Ubi esse sub lege non significat, sub pœnâ vel damnatione contineri, sed solùm esse sub obligatione ejus, et sub observantiâ illius tanquàm necessariæ ad salutem, ut videtur per se notum. Hunc ergo scopum prosequens Paul. incipit cap. 5 : *State, et nolite iterùm jugo servitutis contineri ;* et post multa : *Vos* (inquit) *in libertatem vocati estis, fratres ; tantùm ne libertatem in occasionem detis carnis.* Quibus verbis docet, ita esse Christianos liberos ab obligatione legis Moysis, ut tamen non sint liberi à lege divinâ naturali honestè vivendi, et secundùm rationem, non secundùm carnis concupiscentiam. Et hâc occasione declarat, summam hujus legis naturalis in lege charitatis positam esse, et concupiscentiam carnis adjutorio divini spiritûs esse vincendam, et deinde subjungit : *Quòd si spiritu ducimini, non estis sub lege.* Ac si diceret, quamvis necessarium sit, spiritu vincere concupiscentiam, non ideò estis sub lege, utique scriptâ in tabulis, quia lex

scripta in corde vobis sufficit, et illâ regimini; imò et obligamini non speciali legis obligatione, aut monitione, et ideò subjungit: *Manifesta autem sunt opera carnis,* etc. Ac si diceret, jam non indigetis lege monstrante turpitudinem talium operum, et non adjuvante ad vincenda illa. Spiritus autem legis gratiæ clarè monstrat illa, et juvat ad illa vitanda: nam (ut adjungit): *Fructus spiritûs est charitas,* etc., et alii quos numerat, et ut ostenderet perfectionem illorum fructuum, concludit: *Adversùs hujusmodi non est lex,* ac si diceret, hæc talia sunt, ut lege non prohibeantur, nec prohiberi possint, quia non potest esse discordia inter spiritum et legem, ut ibi exponit D. Thomas; vel si pronomen illud *hujusmodi* referatur ad personam, optimus sensus erit: adversùs eos, qui hos fructus faciunt, nihil habet scripta lex, nec potest illos damnare, non solùm quia faciunt quæ illa præcipit; verùm etiamsi alia, quæ præcipit, non faciant, vel etiamsi hæc ipsa non faciant ex inductione talis legis, sed ex spiritu fidei, quâ Christo adhærent, et propter quem carnem suam crucifixerunt cum vitiis et concupiscentiis.

17 Atque hunc sensum apertè indicat Chrysost. ibi: nam post illa verba: *Quòd si spiritu ducimini, non estis sub lege,* interrogat: *Quænam est hæc consequentia?* respondet: *Maxima quidem, et evidens. Etenim qui spiritum ut oportet habet, per hunc extinguit omnem concupiscentiam; porrò qui liberatus est ab iis, non eget legis auxilio,* etc. Et infra: *Quanquàm lex erat loco spiritûs juxta suas vires, priusquàm spiritus adveniret, non tamen ob id oportet manere in pædagogo: tunc quidem meritò sub lege eramus, ut metu castigaremus concupiscentias, nondùm prodito spiritu: nunc verò posteaquàm venit gratia, quæ non solùm jubet ab illis abstinere, sed etiam ad altiora provehit, et ad altiorem vitæ rationem, quid opus est lege?* Et in sequentibus semper hunc sensum prosequitur; et verba illa: *Adversùs hujusmodi non est lex,* ita exponit: *Quid enim præcipiat illi, qui omnia in se habeat, etiam perfectam philosophiæ magistram charitatem?* Et idem ferè habet Theodoret. et clariùs Theophylact.; Hieronymus etiam in brevioribus commentariis ita exponit: *Si vos spiritualibus per omnia actibus occupetis, non est vobis lex necessaria, quæ carnalibus data est.* Et infra circa illa verba: *Adversùs hujusmodi non est lex,* addit: *Non enim ista prohibuit, sed et qui novum implet, non est sub veteri Testamento.* Similiter locum explicat noster Salmeron in Epistolâ ad Galat. disput. 31. Nec contra hanc expositionem objectionem video alicujus momenti.

18. Nam ex his facilè expeditur objectio ab Hieronymo facta. Nam sancti veteris Testamenti, qui ducebantur spiritu gratiæ, non habebant illam perfectionem ex vi statûs illius temporis, seu legis, sed in fide Christi venturi, et ideò manebant sub lege quoad obligationem; Paulus autem loquitur de his qui ratione statûs, et præsentis gratiæ spiritu ducuntur: nam hi non sunt sub lege scriptâ, etiam quoad obligationem. Juxta aliam verò expositionem dicentur illi sancti antiquæ legis non fuisse sub lege, tanquàm coacti ab illâ, nec tanquàm rei facti per illam; satis autem dubito, an illos voluerit comprehendere Paulus sub illâ sententiâ. Christus autem Dominus longè alio modo dicitur factus fuisse sub lege: non enim quoad obligationem factus sub illâ est, sed quoad observationem, ut ex materiâ subjectâ est manifestum. Paulum verò ponderat Hieronymus, non simpliciter de se dixisse: *Factus sum sub lege,* sed addidisse: *Iis, qui sub lege sunt, quasi sub lege essem, cùm ipse non essem sub lege,* etc. Ubi potiùs simpliciter negat fuisse se sub lege, utique quoad obligationem: dicit tamen se fuisse quasi sub illâ, quia interdùm ita observavit illam ac si illâ teneretur, ut Judæos lucrifaceret. Videtur autem ibi Hieronym. in hoc æquiparare Paulo antiquos Prophetas, quòd illi etiam non essent simpliciter sub lege, sed quasi sub lege; sed loquendo consequenter, prior responsio solidior est.

19. Denique ex dictis sacris constat, quocumque modo à Patribus tradito intelligantur illa verba, per illa non excludi, quominùs justi novi Testamenti, quantumvis spiritu divino moveantur, sub lege aliquâ sint quoad obligationem ejus, et hoc supponere sanctos omnes, qui dicta verba interpretantur. Imò ex eodem loco Pauli evidenter colligitur: nam numeratis operibus carnis concludit: *Quæ prædico vobis, sicut prædixi, quoniam qui talia agunt, regnum Dei non consequentur.* Certè si lege aliquâ non tenerentur ad cavenda talia opera, propter illa non amitterent regnum cœlorum. Et alia ejusdem loci verba statim ponderabimus.

20. Tertium testimonium hæreticorum est illud ad Rom. 6: *Non estis sub lege, sed sub gratiâ.* Quæ verba secundùm se spectata easdem possent habere interpretationes, sed juxta planum contextum alius est sensus illorum facillimus. Nam sine dubio loquitur Paulus de lege scriptâ, et *esse sub lege,* non solùm ibi

significat esse sub obligatione legis, quamvis hoc etiam includat, seu supponat, sed specialiter exprimit, esse sub imperfectione legis præcipientis, et non juvantis. Docuerat enim Paulus, baptizatos omnes mortuos esse à peccatis in Christo; unde illos admonuit: *Non ergo regnet peccatum in vestro mortali corpore, ut obediatis concupiscentiis ejus;* et infra: *Peccatum enim vobis non dominabitur.* Et ne hoc illis difficile videretur, pro ratione adjungit: *Non enim estis sub lege, sed sub gratiâ.* Ac si diceret: non enim estis in statu in quo lex præcipiebat non concupiscere, et non juvabat, sed estis sub gratiâ, quæ interiùs ad id servandum movet, et exteriùs juvat.

21. Sic Chrysost. ibi Homil. 11, et Theodor. ac Theophyl. aiunt: *Corpus nostrum ante Christi adventum facilè à peccato expugnari potuit; neque enim spiritus aderat, qui succurrere; neque baptisma, quod mortificare posset,* etc. *Lex erat jubens tantùm, nihil tamen auxilii afferebat; gratia verò et priora peccata remittit, et ad futura nos munit.* Est enim expressa sententia Augustini lib. de Continen. c. 3, dicentis: *Non sumus sub lege bonum quidem jubente, non tamen dante; sed sumus sub gratiâ, quæ id quod lex jubet* (utique quoad moralia) *faciens nos amare, potest liberis imperare.* Et lib. de Grat. et liber. Arbitr. cap. 12: *Non enim estis sub lege, sed sub gratiâ, non quia lex mala sit, sed quia sub illâ sunt, quos reos facit jubendo, non adjuvando; gratia quippe adjuvat, ut legis quisque sit factor, sine quâ gratiâ, sub lege positus, tantùm erat legis auditor.* Eamdem expositionem sequuntur Anselm., Beda, Adam, Cajet. et benè Tolet. Pereira. Item noster Salmeron in Epistolâ ad Rom. cap. 6, disp. 4. Nec occurrit difficultas ulla. Mirumque est, quòd hæretici abuti audeant hoc loco, cùm Paulus statim quasi respondens eorum impudentiæ, subjungat: *Quid ergo peccabimus, quoniam non sumus sub lege, sed sub gratiâ? Absit.* Et similem sententiam habet in principio capitis, et in fine concludit: *Stipendium peccati mors; gratia autem Dei vita æterna;* constituendo ergo fideles sub gratiâ, et non sub lege scriptâ, ejusque imperfectione, non dicit esse immunes ab omni lege, aut peccata eis non imputari, si ea committant, sed eos excitat ad peccata vitanda, quia gratia Dei potentior est illis.

22. Quartò objiciunt hæretici illa testimonia, in quibus libertas legis gratiæ commendatur; ut Galat. 2, 4 et 5, 2 Corint. 3, Jacob 1 et 2, quæ testimonia volunt intelligi de libertate ab omni legis obligatione. Hæc verò falsa explicatio specialiter destruit veritatem legis gratiæ, quam infra libro 10, specialiter defendemus, et hunc errorem expugnabimus. Et ideò nunc breviter respondemus, in primis ex illis locis colligi non posse, in eis esse sermonem de libertate ab omni lege, quia hoc in eis non dicitur, sed generatim est sermo de libertate, et aliunde sensus est tam absurdus, et tam contrarius omni rationi et pietati, et aliis Scripturarum testimoniis, quæ docent obligari fideles ad vitanda peccata, et ad honestè operandum, ut statim per se sit incredibile tale commentum. Deinde addimus, quòd libertas multiplex esse potest, et à servitute peccati, et à servitute timoris, et à reatu pœnæ, et cujuscumque mali, et à legis obligatione, et vel in particulari unius legis, vel generaliter omnium: ex quibus omnibus hæretici hunc postremum sensum eligunt. Dico autem ex eisdem locis apertè constare, non in hoc sensu sumi libertatem christianam, sed in aliquo ex aliis.

23. Nam ad Galat. 2, verba sunt: *Subintroierunt explorare libertatem nostram quam habemus in Christo Jesu, ut nos in servitutem redigerent;* constat autem evidenter ex his, quæ in eodem capite sequuntur, servitutem illam, ad quam fratres illi subintroducti volebant Christianos redigere, fuisse observationem legis Moysi, quia cogebant Christianos judaizare; ergo libertas illa, *quam habemus in Christo Jesu,* prout de illâ est sermo in illo loco, solùm est libertas à jugo et obligatione legis Moysi, ut benè explicat Salmeron ibidem. In cap. autem 4 ejusdem Epistolæ, verba sunt: *Itaque, fratres, non sumus filii ancillæ, sed liberæ, quâ libertate Christus nos liberavit.* Quæ verba sunt conclusio totius discursûs, præcipuè ab illis verbis: *Dicite mihi, qui sub lege vultis esse,* etc., quam ostendit fuisse legem servitutis, et ideò populum cui data est significatum esse per filium ancillæ; ergo apertè loquitur de libertate populi christiani, quam habet à jugo et servitute illius legis. In cap. autem 5, verba sunt: *Vos in libertatem vocati estis, fratres.* Statim verò declarat qualis sit hæc libertas, adjiciens: *Tantùm ne libertatem in occasionem detis carnis.* Non est ergo profana libertas, quæ omne jugum legis auferat, et licentiam præbeat quidlibet operandi; sed est libertas spiritualis, quâ fit ut spiritu ducamur, et non simus sub lege, ut statim dicitur, et jam explicuimus.

24. At verò 2 Corinth. 3, verba sunt: *Ubi*

spiritus Domini, ibi libertas; quæ secundùm se sumpta possunt optimè exponi de libertate à servitute peccati, et de libertate ab spiritu timoris servilis, et de libertate à lege veteri: nam Spiritûs sancti gratia, et motio ab omnibus his oneribus, seu dominis nos liberat. Prout verò in illo loco dicta sunt à Paulo intelligenda videntur de libertate à velamine obcæcationis, et duritie cordis, et possunt extendi, simulque intelligi de libertate à servitute legis veteris. Dixerat enim: *Usque in hodiernum diem, cùm legitur Moyses, velamen positum esse super cor Judæorum,* ut scilicet, non videant testamentum illud jam esse evacuatum, et addit, velamen illud esse auferendum ab illo populo: *Cùm conversus fuerit ad Dominum,* et subdit: *Dominus autem spiritus est, et ubi spiritus Domini, ibi libertas,* utique ab illo velamine. Nam spiritus Domini est, qui liberat à jugo legis, sicut alibi dixit: *Si spiritu ducimini, non estis sub lege;* et ideò idem spiritus Domini, qui talem dat libertatem, dat etiam lumen ad cognoscendam illam, ac subinde aufert velamen, quod veritatem illam occultabat, et ideò concludit: *Nos autem revelatâ facie gloriam Dei speculantes,* etc. Quod totum unico verbo eleganter complexus est Chrysost. Hom. 7, dicens: *Libertatem autem dixit, habitâ ratione pristinæ servitutis.* Et ita intelligunt omnes catholici scriptores. Neque est cur libertas spiritûs intelligatur esse ab omni legis obligatione, quia nec Paulus hoc dicit, nec pertinet ad perfectionem vel dominatum spiritûs; nam in angelis et Adamo, et in omnibus justis fuit spiritus, et in illis non fuit talis libertas, unde potiùs repugnat perfectioni, et sanctitati, ac dominationi divini spiritûs.

25. Loca autem Jacob. 1 et 2, contra ipsos hæreticos convincunt; nam in cap. 1, illam, quam vocat legem perfectæ libertatis, supponit, esse veram legem obligantem ad opus, et ideò concludit, illum fore beatum, qui in eâ permanserit, et fuerit *factor operis,* id est, qui illam servaverit. In cap. autem 2, significat, per legem illam libertatis esse homines judicandos: *Sic loquimini,* dicens, *et sic facite, sicut per legem libertatis incipientes judicari:* videtur autem loqui de lege charitatis, quam paulò antea *regalem* vocaverat; supponit ergo apertè, Christianos esse subjectos legi. Cur autem illam vocet legem *perfectam, regalem,* et *libertatis,* in libro ultimo, de lege gratiæ disputando, dicetur.

CAPUT XX.

An in lege fieri possit mutatio, et quotuplex illa sit.

1. Explicatâ naturâ legis, et omnibus causis, et effectibus ejus, solùm superest dicendum de mutatione legis. Verumtamen, quia hæc proprietas non est communis omni legi, ideò meliùs tractabitur de singulis in particulari, in eis declarando, an modum aliquem mutationis admittant. Hic ergo solùm præmittemus quasdam generales regulas et explicationes terminorum, ut facilior sit postea doctrina in singulis legibus. Primò igitur supponimus ex dictis legem indefinitè latam de se non mutari, neque ejus obligationem cessare propter solam temporis diuturnitatem, si alia causa mutationis non interveniat. Probatur, quia lex de se perpetua est; ergo propter solam temporis durationem non mutabitur, nisi aliunde tollatur. Dices: Aliquando lex involvit, seu præscribit certum terminum suæ obligationis. Respondetur primò, ideò locutos nos fuisse in assertione de lege indefinitè latâ. Secundò addimus, illud solùm habere locum in aliquâ lege positivâ, et rarum esse, et quasi præter naturam perfectæ legis, ut supra dictum est, et ideò simpliciter affirmari posse, moraliter loquendo, non cessare propter solam temporis diuturnitatem. Eò vel maximè, quòd cùm lex esse debeat rationabilis, et justa, nunquàm præscribet certum terminum suæ durationis, nisi quia in illo termino, seu fine temporis, cessabit vel justitia legis, vel potissima ratio, quæ movit legislatorem ad ponendam illam, et ita nunquàm oritur propriè mutatio ex solo temporis decursu, sed ex aliquâ aliâ mutatione, quæ cum illo conjungitur.

2. Secundò, dicendum est, mutationem legis dupliciter accidere posse. Uno modo quasi ab intrinseco ex defectu materiæ, seu causæ conservantis. Secundò ab intrinseco per actionem contrarii agentis. Quæ assertio non est universaliter accipienda, ita ut sensus sit omnem legem esse mutabilem his modis, quia non ita est; aliqua enim esse potest immutabilis, et aliqua potest mutari uno modo, et non alio; solùm ergo indefinitè dicimus, in lege habere locum illos duos modos mutationis. Et ita declarari potest primò, quia lex se habet ad modum cujusdam accidentis, quatenùs est in subditis, vel illos obligat, seu debitores constituit: accidens autem illis duobus modis in generali mutari potest, aut destrui, ut constat ex phi-

losophiâ; idem ergo erit cum proportione in lege. Secundò probatur declarando in particulari utrumque membrum. Ratio prioris membri est, quia lex requirit causam quasi materialem, circa quam versetur, et ideò si illa desit, cessabit obligatio legis; ut si omninò subditi desint, cessabit obligatio legis, licet ipsa possit manere in mente legislatoris; sed hæc mutatio nihil ad moralem considerationem refert. Habet etiam lex causam efficientem, et ex hâc parte solet effectus desinere, seu mutari per suspensionem influxûs, seu non conservationem causæ efficientis. Quia verò efficiens causa legis, prout est in subditis, seu extra legislatorem, non est nisi voluntas legislatoris, quæ eadem perseverare censetur, quamdiù contraria non intervenit, ideò mutationem legis ex parte causæ efficientis comprehendimus sub illâ, quæ fit per actionem contrariam. Denique habet lex causam finalem, et ex hâc parte maximè censetur lex cessare, seu mutari ab intrinseco ex defectu causæ finalis, in quâ maximè habet locum illud : *Cessante causâ, cesset effectus*, cap. *Cessante*, de Appellat. Verumtamen hic modus mutationis legis maximè habet locum in legibus positivis humanis, quia in naturali non videtur habere locum, et de divinâ positivâ est res sub controversiâ, et ideò in singulis meliùs explicabitur. Ratio verò alterius partis est, quia lex accipit suum esse, et vim obligandi per voluntatem legislatoris; ergo per contrariam voluntatem auferri poterit, quia supponimus non deesse potestatem, cùm illa sit eadem in legislatore ad utrumque actum, suppositâ capacitate materiæ, ut magis ex sequentibus declarabitur.

3. Tertiò dicimus, hanc legis mutationem interdùm esse posse purè ablativam, seu corruptivam per se, aliquando verò esse posse per modum generationis unius, quæ sit corruptio alterius. Declaratur, quia inprimis, quoties mutatio legis fit per solam mutationem, vel defectum causæ necessariæ ad conservationem ejus, tunc est mera cessatio legis, per carentiam obligationis ejus, absque introductione alterius obligationis, sicut corrumpitur lumen per absentiam solis. Deinde, etiamsi tollatur lex per voluntatem contrariam legislatoris, qui vult legem cessare, tunc etiam habet locum pura substractio legis, quia non est necesse aliam introduci ad prioris ablationem. Unde, licet in eo dicatur lex tolli per actionem contrariam quasi immanentem; quia voluntas contraria versari potest circa solam privationem seu ablationem legis, non tamen tollitur per mutationem contrariam quasi transeuntem, sed per mutationem privativam et ablativam legis; ita ergo satis constat prius membrum. Posterius autem locum habet, quando una lex tollitur per introductionem alterius prioris repugnantis, ut si præceptum jejunii tollatur imponendo præceptum comedendi carnem, aut bis in die. Hic enim mutationis modus locum habet in materiâ mutabili, et quæ nunc potest esse utilis, et postea nociva; et tunc si præcepta sint contraria, necesse est, ut unum excludat aliud, etiamsi id directè non exprimat, quia non possunt simul obligare leges contrariæ, ut per se notum est.

4. Quartò, potest hæc mutatio legis esse universalis vel particularis tantùm, seu potest esse mutatio simpliciter, vel secundùm quid. Mutatio universalis, et simpliciter erit, quando lex in totum, et simpliciter tollitur, id est, et respectu omnium, seu totius communitatis, quam obligabat, et respectu sui esse, seu durationis, quia simpliciter tollitur, ita ut ampliùs non redeat. Posset autem fieri mutatio universalis, non tamen simpliciter, sed ad tempus; si pro aliquo tempore suspendatur obligatio legis statim reditura illo transacto, et hanc vocamus mutationem secundùm quid, quia re verâ lex non simpliciter tollitur, quandoquidem, transacto illo tempore, perseverat, sicut antea, sine novâ editione vel promulgatione. Particularis autem mutatio fit, quando manente lege quoad universalem obligationem respectu communitatis, aufertur in particulari respectu alicujus personæ seu partis communitatis, ut fieri solet per dispensationes, aut privilegia. Nam sicut supra diximus, posse interdùm fieri legem pro aliquâ communitate, excipiendo partem, vel aliqua membra, ex justâ causâ; ita post latam generaliter legem, potest fieri similis exemptio, et tunc dicitur fieri mutatio aliqua particularis in lege.

5. Et juxta hanc distinctionem sunt impositæ variæ voces ad hanc legis mutationem significandam, quas oportet breviter præ oculis ponere, ut clariùs et expeditiùs in sequentibus loqui possimus. Quædam igitur verba sunt, quæ significant generalem et absolutam mutationem legis; alia, quæ tantùm significant mutationem secundùm quid, vel particularem. Prior significatur præcipuè per verbum *abrogandi* legem; tunc enim abrogari lex dicitur, quando totaliter ac simpliciter aufertur. Potest autem hoc fieri variis modis. Unus est per sim-

plicem ablationem legis, quæ potest dici revocatio legis, et interdùm vocatur mors legis, ut videbimus infra, tractando de lege veteri. Alius est, quando non solùm tollitur lex, sed etiam vetatur ejus observatio, et dici potest prohibitio legis, per quam prior lex incipit esse non solùm mortua, sed etiam mortifera, ut de lege veteri loquuntur theologi. Differtque hic modus à præcedenti, quia ille consistit solùm in ablatione legis, et obligationis ejus; hic verò præter illam privationem addit novam legem prohibentem id, quod per aliam præcipiebatur.

6. Tertius modus esse potest, quando non solùm prohibetur, quod priùs præcipiebatur, sed etiam contrarium vel incompossibile priori præcipitur, ut si priùs præcipiebatur studium tali horâ, et postea præcipiebatur oratio pro eâdem horâ : nam hoc plus est quàm non præcipere studium, et quàm prohibere illud; additur ergo in hoc tertio modo novum præceptum, non solùm de contradictorio objecto (ut sic dicam), sed etiam de contrario. Potest autem his duobus ultimis modis abrogatio prioris legis fieri per aliam novam legem contradictoriam, vel contrariam; aliquando verò præcedit pura revocatio, et postea additur nova prohibitio, vel novum contrarium præceptum. Et quando fit priori modo, non potest posterior lex fieri, nisi vel ab eodem, qui priorem tollit, vel à superiori potestate, quia inferior non potest resistere majori : quando verò fit prohibitio posteriori modo, potest fieri ab inferiori, quia jam supponit ablatam priorem legem, ut in abrogatione legis veteris videre licet, et infra suo loco explicabimus. Denique Soto addidit irritationem legis tanquàm distinctam ab abrogatione legis; quia, sicut votum irritari potest, ita videtur etiam lex posse irritari. Verumtamen in lege irritatio non videtur distincta ab abrogatione, quia eumdem effectum habet, et solùm per potestatem jurisdictionis fieri potest. Soto autem vocat simplicem abrogationem, quando fit ab eodem, qui legem tulit, vel à successore, qui tanquàm idem reputatur. Quando verò ablatio legis fit à superiori, tunc vocat irritationem. Sed hoc solùm potest pertinere ad usum vocis; an verò in re sit aliqua differentia infra circa legem humanam dicemus.

7. Aliæ sunt voces significantes particularem mutationem legis, inter quas prima et magis usitata est dispensatio legis. Circa quam vocem notari inprimis debet origo et proprietas ejus. Dispensare enim in suâ propriâ impositione idem est, quod distribuere vel administrare munus aliquod, habens conjunctam rerum necessariarum distributionem. Et ita distributio ipsa beneficiorum Dei, quæ pro ratione divinæ providentiæ diversis temporibus fit, dispensatio solet appellari, ut patet ex illo ad Ephes. 1 : *Secundùm beneplacitum ejus, quod proposuit in eo, in dispensatione plenitudinis temporis instaurare omnia in Christo.* Specialiter autem solet in sacrâ Scripturâ vocari dispensator, qui in domo aliquâ ab ejus domino constituitur, ut necessaria familiæ dispenset, juxta illud Luc. 12 : *Quis putas est fidelis dispensator,* etc. Et ita in veteri Testamento solet nomen dispensatoris temporalis accipi pro illo, qui familiam alicujus temporaliter administrat, ut Genes. 43 et 44, et 3 Reg. 8. Et hæc acceptio est valdè usitata in jure civili, § *Rectè,* Instit. de Mandato, l. *urbana,* ff. de verb. significat. et multa de illâ eruditè congerit Brissonius.

8. At in novo Testamento ad alteriorem, spiritualem, scilicet, significationem, vox hæc translata est; significat enim œconomum, seu ministrum spiritualis domûs Dei, quæ est Ecclesia, juxta illud 2 Corinth. 4 : *Sic nos existimet homo, ut ministros Christi, et dispensatores mysteriorum Dei;* et 2 Pet. 4 : *Sicut boni dispensatores multiformis gratiæ Dei.* Unde etiam ipsa distributio seu generalis administratio mysteriorum Dei, quæ in Ecclesiâ fit, solet in sacrâ Scripturâ dispensatio appellari, 1 Cor. 9 : *Dispensatio mihi credita est.* Ad Ephes. 3 : *Si tamen audistis dispensationem Dei, quæ data est mihi in vobis;* ad Col. 1 : *Cujus factus sum ego minister secundùm dispensationem Dei, quæ data est mihi.* Sic etiam dixit Bernard. ad Eugenium lib. 3 de Considerat. cap. 3 : *Dispensatio tibi super orbem credita est, non data possessio.* Hinc ergo ulteriùs translata est hæc vox, ad significandum particularem actum hujus potestatis administrativæ; sic enim concessio indulgentiarum, dispensatio thesauri ecclesiastici dicitur; sic etiam dantur dispensationes voti et juramenti, de quibus aliis locis dictum est. Ita ergo in præsenti accommodata est vox dispensationis ad significandam particularem mutationem legis, per relaxationem obligationis ejus circa unam vel aliam personam; est enim obligatio legis quasi onus quoddam distribuendum inter multos, et ideò liberatio unius ab illâ obligatione, et non aliorum, quædam dispensatio illius appellata est. Nam, quia lex in communi ponitur, et in particulari personâ

potest occurrere specialis ratio, vel necessitas, ut à tali onere eximatur, ideò genus hoc mutationis interdùm necessarium aut conveniens est. Unde dispensatio tunc propriissimè fit, quando obligatio legis, quæ antea et communitatem, et talem personam obligabat, ab hâc personâ tollitur, cùm maneat lex communitatem obligans circa eamdem materiam.

9. Aliter etiam solet hæc mutatio fieri per modum communitatis seu compensationis, quæ reverà est quædam dispensatio, quia per illam etiam aufertur in particulari obligatio legis; tamen quando non tollitur per puram privationem (ut sic dicam), sed loco illius aliquod aliud onus imponitur, vocatur commutatio vel compensatio, ut quando alicui relaxatur jejunium cum onere recitandi rosarium, vel quid simile, et quando illud onus, quod loco obligationis legis substituitur, pecuniarium est, poterit illa dici redemptio, sicut in votis solet appellari; nam quoad hoc est eadem ratio, servatâ proportione; et ideò de his videri possunt, quæ in simili diximus, tractando de voto. Hîc demùm adverti potest, solere hanc mutationem vocari nomine *permissionis* et *licentiæ*, quæ tamen voces generaliores sunt, et ideò sunt explicandæ. Permissio enim non solùm dicitur, quando obligatio aufertur, sed etiam quando connivetur, dissimulatur, aut cùm effectus non impeditur, nec punitur violator legis, et hæc non est dispensatio, ut per se notum est. Deus enim multa præcepta sua violari permittit, in quibus non dispensat; non ergo omnis permissio est dispensatio, sed dispensatio dici potest quædam permissio, quia per illam sinitur quis agere contra præscriptum legis, non solùm impunè, sed etiam immaculatè. Sicut autem diximus de abrogatione, quòd potest fieri, vel auferendo tantùm, vel etiam prohibendo, aut præcipiendo contrarium, ita de dispensatione dici potest. Nam interdùm est pura, et tunc habet modum permissionis, et per se hoc solum requirit; interdùm verò potest per prohibitionem fieri, ut si prælatus non solùm auferat à subdito obligationem audiendi missam, v. g., sed etiam prohibeat illam audire, etc. Nomen etiam licentiæ latiùs patet quàm nomen dispensationis; omnis enim dispensatio rectè dicitur licentia quædam, non tamen omnis licentia est dispensatio. Nam sæpè per licentiam non relaxatur obligatio legis, sed solùm est circumstantia quædam requisita in ipsâ lege ad actum benè exercendum, ut maximè in religiosis statutis videre licet. Nam religiosus non debet loqui, aut exire domo sine licentiâ; cùm tamen illa datur, non propriè in lege dispensatur, sed potiùs completur modus operandi lege præscriptus, et ideò talis licentia non requirit causam ejusdem rationis, nec propriam potestatem jurisdictionis, sed alicujus administrationis, quæ ad legum mutationem non pertinet.

10. His addenda est *interpretatio* legis, quam aliqui cum dispensatione confundunt, sed sunt longè diversæ, ut dixi latè lib. 6 de Voto cap. 9: nam ibi dicta de dispensatione et interpretatione voti eamdem rationem habent in dispensatione et interpretatione legis, et ideò non sunt hîc repetenda. Differt ergo interpretatio à dispensatione, quòd non tollit obligationem legis, sed declarat, legem interdùm non obligare. Unde dispensatio à voluntate proximè pendet, et gratiæ ac liberalitatis rationem habet; interpretatio intellectûs potiùs est, et rationem justitiæ involvit. Unde, si fiat privatim, ad judicium prudentis pertinet; si verò fiat ex potestate, est quasi juridica sententia. Hinc etiam interpretatio non solùm in particulari casu, sed etiam de totâ lege fieri potest, ut si fiat interpretatio, quòd lex sit injusta, et ideò omninò non obliget; vel si cessante omninò ratione legis, in universali consequenter declaretur, legis obligationem cessâsse, vera fit interpretatio, et tamen illa non dicetur abrogatio legis, sed cognitio, vel judicium nullitatis ejus. Ita ergo, quando interpretatio legis fit in particulari personâ vel casu, quòd in eo lex non obliget, non potest illa dici dispensatio. Quocirca nec mutatio legis dici poterit, quia tunc non mutatur lex, nam ipsa de se eadem et eodem modo perseverans, invenitur non obligans pro illo casu, quia vel suis verbis illum non comprehendit, vel à principio non fuit mens legislatoris in illo, seu pro illo obligare. Unde interpretatio in quâdam significatione magis strictè dicitur illa, quæ fit per specialem virtutem æquitatis, de quâ disputat divus Thomas 2-2, q. 120. Illamque vocavit emendationem legis, seu epiikiam, Aristot. 5 Ethicorum cap. 10, non quia in lege fuerit proprius error, qui postea per interpretationem emendetur, et ita lex ex parte mutetur, sed dicitur emendatio legis quoad externam speciem, et quoad generalem vigorem verborum. Nam lex generaliter loquitur, et verbis suis non potest singulares casus excipere, et ita in externâ specie videtur comprehendere aliquos, quos re verâ non

comprehendit, et quia hoc declarat epiikia, ideò emendatio legis dicitur.

11. Atque hinc etiam obiter colligitur, variationem, quæ interdùm contingit in obligatione legis ex mutatione vel variatione materiæ, non esse dispensationem in lege. Probatur, quia propria dispensatio legis est mutatio ejus; hæc autem non est mutatio legis, sed materiæ; quæ est alterum extremum, à quo pendet obligatio. Est enim obligatio quasi relatio quædam, quæ pendet ex fundamento et termino, et ex utriusque mutatione potest auferri; quando ergo tollitur per solam materiæ mutationem, tunc lex non obligat, non quia ipsa mutetur, sed quia ipsa pro eo casu non loquitur. Ut, v. g., si quis teneatur promissum solvere, et creditor remittat debitum, jam non obligat lex, quæ prior obligabat, non quia in illâ dispensatum sit, sed quia subtracta est materia, et sic de aliis. Quod pro intelligentiâ legis naturalis est notandum, ut infra declarabitur. Ad dispensationem ergo necessarium est, ut perseverante materiâ, et subjecto capaci obligationis legis, tollatur obligatio ex parte ipsius legis per relaxationem ejus. Nam si solùm subtrahitur legi materia, vel subjectum, circa quod possit operari, seu obligationem inducere, ipsa de se eadem semper manet, et ex se habet, non ut semper, et in omni casu obliget, sed cum certis circumstantiis. Et hâc ratione lex jejunandi obligat hominem sanum; si autem ægrotet, desinit illum obligare, non quia ipsa mutetur, sed quia moraliter jam non est idem subjectum, ad quod loquitur lex.

12. Objicies, quia supra dictum est, aliquando fieri mutationem in lege per ablationem causæ; talis autem videtur esse hæc mutatio. Respondeo, illud genus mutationis solùm contingere, quando omninò lex desinit esse per substractionem totalis causæ conservantis, quia tunc transit de esse ad non esse, et ita mutatur. At verò quando mutatio materiæ solùm est in particulari casu, tunc lex non desinit esse, sed tantùm non obligat, et ideò non mutatur ipsa nec variatur, quia semper fuit ita constituta. Urgebis, idem dici posse de dispensatione legis, quia tunc etiam non desinit esse, sed tantùm obligare. Respondetur negando similitudinem; nam per dispensationem mutatur lex, seu coarctatur, plus quàm antea esset; per mutationem autem materiæ minimè, quia à principio constituta est circa talem materiam et cum talibus conditionibus, et non alio modo. Sicut præcepta affirmativa pro quibusdam temporibus obligant, et non pro aliis, non quia ipsa mutentur, sed quia sunt à principio ita constituta, et quia hæc est eorum natura; ita ergo in præsenti cogitandum est.

13. Tandem solet alia mutatio in lege fieri per suspensionem ejus, quam vocavimus mutationem secundùm quid, quia non simpliciter tollit legem, sed suspendit effectum ejus ad tempus. Et non immeritò potest hæc mutatio sub dispensatione comprehendi. Nam si suspensio illa fiat circa aliquam personam in particulari, est clara dispensatio temporalis, et ex hâc parte minùs perfecta. Potest autem interdùm fieri pro totâ communitate, et tunc ex hâc parte videtur habere similitudinem cum abrogatione; tamen quia non simpliciter tollit legem, sed ad tempus suspendit obligationem ejus, dicitur tantùm suspensio. Potest autem hæc suspensio accidere aliquando per solam interpretationem et tunc ad epiikiam pertinet; interdùm verò à superiore concedi potest talis relaxatio toti communitati pro brevi tempore, vel etiam pro uno tantùm actu, ad faciendum aliquod opus servile in tali die festo, propter specialem causam, et tunc talis suspensio dispensatio dici potest. Atque hæc sufficiant de significatione vocum, in quibus supponimus, mutationes illis vocibus significatas in legibus esse possibiles; quomodò autem ad singulas leges applicandæ sint, et per quas causas fieri possint, in sequentibus libris explicandum est, et ideò de lege in communi hactenùs dictum sit.

Liber secundus.

DE LEGE ÆTERNA,

ET NATURALI, AC JURE GENTIUM.

Post tractationem de lege in communi sequitur, ut ad singulas species legum descendamus, inter quas primum locum obtinet lex æterna propter suam dignitatem et excellentiam, et

quia est legum omnium fons et origo. De illâ verò breviùs disseremus, quàm de aliis, quia respectu hominum non ita applicatur per se ipsam ad usum, seu munus legis, sicut aliæ, et quia magnâ ex parte solet confundi cum providentiâ divinâ, de quâ in p. 1 ex instituto disputatur. Cum lege autem æternâ naturalem conjungimus, tum ad hujus libri complementum, tum etiam quia naturalis lex est prima earum, per quas lex æterna nobis applicatur seu innotescit, et quia differunt tanquàm lex per essentiam et per participationem, vel (ut sic dicam) tanquàm signum et significatum, ut declarabimus. Sumimus autem hìc legem naturalem strictè, ut continetur in solo lumine naturali ; nam illa quæ est connaturalis gratiæ, seu fidei, simpliciter supernaturalis est, et infra, tractando de lege gratiæ, consequenter explicabitur, licet cum proportione possint ad illam applicari, quæ de lege naturali dicemus. Circa quam adverto, dupliciter esse hominibus propositam, priùs per naturale lumen rationis, secundò per legem Decalogi in tabulis Mosaicis scriptam, et ideò D. Thomam de lege naturali sub priori ratione spectatâ disputâsse 1-2, q. 94, sub posteriori autem in quæstione 100.

Sed quia lex illa scripta in tabulis, re ipsâ non est alia quoad substantialem obligationem à lege naturali, cujus solam majorem notitiam contulit illa scripta; ideò in præsenti comprehendimus omnia quæ ad illam legem pertinent; quid verò illi adjunctum sit ex lege veteri, vel quoad pœnam, vel quoad aliquas circumstantias, vel quoad argumentum alicujus obligationis, dicemus postea de lege veteri disputando, et ibi consequenter videbimus an secundùm aliquam rationem lex illa Decalog. cessaverit, vel adhuc duret. Denique quia jus gentium propinquissimum est legi naturali, illud etiam in hujus libri fine declarabimus.

CAPUT PRIMUM.

Utrùm sit aliqua lex æterna, et quæ sit ejus necessitas.

1. Ratio dubitandi est, quia lex necessariò requirit aliquem, cui possit imponi, sed ab æterno non fuit aliquis capax legis; ergo nec lex aliqua æterna esse potuit. Major patet, quia lex est actus imperii; repugnat autem esse imperium, nisi sit aliquis cui imperetur. Minor etiam probatur, quia ab æterno solùm fuit Deus, cui lex imponi non potest, sicut nec imperium. Secundò, quia hâc ratione ab æterno non fuit dominium, nec jurisdictio, nec gubernatio, quia non erant quibus dominaretur Deus, vel quos gubernaret ; sed lex est actus gubernationis et dominii, seu jurisdictionis, ergo eâdem ratione non potuit esse æterna. Tertiò, de ratione legis est promulgatio, ut diximus; sed ab æterno non potuit esse promulgatio, quia non erat cui promulgaretur, neque intra Deum solum potuit promulgari; ergo. Quartò, si esset aliqua lex æterna, et simpliciter et absolutè necessaria, et immutabilis, quia nihil est æternum, nisi quod simpliciter necessarium est; sed nulla lex est per se et absolutè necessaria, ut supra dictum est; ergo nulla est lex æterna.

2. Nihilominùs communis sententia theologorum est, dari in Deo legem quamdam æternam. Ita docet D. Thom. 1-2, q. 91, art. 1, et 93, per totum, et ibi Cajetan. Soto, et alii, Vincent. Beluac in Specul. moral. part. 2, dist. 1, Alens. p. 3, q. 26, M. 1, Antonin. part. 1, tit. 11, cap. 2, § 4, et tit. 12, à princip., Turrecr. in cap. *Omnes leges*, d. 1, et sumitur ex Augustin. lib. de verâ Religion. cap. 30, lib. 1, de liber. Arbitr. cap. 5 et 6, lib. 22 contra Faust. cap. 27. Quin etiam Cicer. lib. 1 et 2 de Legib., hanc legem maximè prædicat, et à sapientissimis philosophis cognitam fuisse his verbis confirmat : « Hanc video sapientissimorum fuisse sententiam, legem neque hominum ingeniis excogitatam, neque scitum aliquod esse populorum, sed æternum quiddam, quod universum mundum regeret, imperandi, prohibendique sapientiâ. Ita principem legem illam, et ultimam mentem esse dicebant omnia ratione, aut cogentis, aut vetantis Dei. » Plato etiam in Timæo quatuor leges distinguens, primam vocat divinam, per quam planè hanc æternam intelligit, per quam mundum Deus gubernat, ut idem tradit Dialog. 10 de Legib.

3. Probat autem D. Thom. hanc veritatem, quia necesse est, in Deo ipso aliquam legem esse, et hæc non potest esse nisi æterna; ergo necesse est esse in mundo aliquam legem æternam. Minor supponitur, quia Deus est immutabilis, et nihil potest illi advenire de novo. Major autem patet quia cùm Deus habeat providentiam, in eo necessariò supponitur æterna quædam ratio practica totius dispositionis et gubernationis universi, juxta illud Boet. 3 de Consol. :

O qui perpetuâ mundum ratione gubernas !

Ergo illa ratio Dei æterna habet veram rationem legis, quia, ut dixit Isid. 2 Etymol. cap. de lege : *Si ratione lex constat, lex erit omne quod ratione constiterit.* Confirmari potest ex Aug., quia omnis lex humana mutabilis est, et defectum ac errorem pati potest; ergo supponit necessariò aliquam legem immutabilem, per quam stabiliatur, et quasi mensuretur, ut per conformitatem ad illam rectè fiat, quæ non est, nisi lex æterna. Denique omnis lex participata supponit legem per essentiam; sed lex per essentiam æterna est; ergo.

4. Dicet verò aliquis, his discursibus solùm probari, esse in Deo rationem æternam agendorum, quam providentiam vocamus; non tamen probari illam fuisse ab æterno propriè legem. Quia providentia dicit respectum æternum; lex autem temporalem, ut argumenta in principio facta ostendere videntur. Unde illa æterna ratio ad summum dici poterit lex quasi materialiter, et quoad actum illum voluntatis vel intellectûs divini, est lex; non verò formaliter quoad propriam denominationem legis, et conditiones omnes ad legem requisitas. Sicut creatio activa potest dici æterna materialiter quoad actum Dei, non verò formaliter et simpliciter, ut creatio est; idemque est de potestate dominandi, et similibus. At verò D. Thom. d. q. 91, art. 1, ad 1, sustinet, illam legem etiam formaliter, et sub ratione legis esse æternam, quia *ipse conceptus æternus divinæ legis habet rationem legis æternæ, secundùm quod à Deo ordinatur ad gubernationem rerum ab ipso præcognitarum.* Sed licet D. Thom. rectè dicat, rationem rerum faciendarum in Deo esse æternam, et habere rationem ideæ, non tamen declarat, quomodò etiam ab æterno habeat rationem legis, nec in quo differat sub ratione ideæ, nec difficultatibus positis videtur planè satisfacere.

5. Ut ergo non sit tantùm de nomine quæstio, videndum superest, quid in re clarum sit, et quid possit esse in usu vocum, et quæ ratio hujus locutionis simpliciter reddi possit. Distinguamus ergo in lege duplicem statum; unus est, quem habet in internâ dispositione legislatoris, quatenùs in mente ejus jam illa lex descripta est, et ejus absoluto decreto, ac firmâ voluntate stabilita. Alius status est, quem habet lex exteriùs constituta, et subditis proposita. Priori modo manifestum est, dari in Deo legem æternam, et hoc probant rationes pro verâ sententiâ adductæ. Posteriori autem modo æquè certum est, non habuisse legem Dei hunc secundum statum ab æterno; et hoc probant rationes dubitandi in principio positæ, ut ex earum responsione ampliùs patebit. Item lex priori modo sumpta est actus immanens, unde potest esse æternus in Deo, etiamsi dicat respectum ad effectum temporalem; sicut prædestinatio vel providentia; lex autem posteriori modo includit actum transeuntem respectu Dei; nam, licet possit illa lex æterna Dei, quatenùs propria lex est, proponi subditis per actus immanentes eorum; tamen illimet actus sunt externi respectu Dei, et necessariò sunt temporales, et ideò lex non potest esse æterna quoad illum secundum statum. Quòd si aliquis contenda, de verbis dicens, legem, in illo priori statu non esse legem, quia non est lata, sed ferenda, respondeo inprimis, non esse de vocibus contendendum; nam, ut ita simpliciter appelletur, sufficit usus sanctorum et sapientum in tali materiâ. Deinde potest optima ratio illius appellationis reddi, quâ etiam ostendatur, illam legem in eo statu non esse tantùm ferendam, sed ex æternitate esse suo modo latam, ut respondendo ad argumenta constabit.

6. Ad primum ergo respondetur, quòd sicut divina voluntas æterna est, ita et imperium; nam imperium quoad substantiam suam in ipsâ voluntate consistit, ut dixi. Et si imperium vocetur ipsa ratio, vel indicium de agendis, etiam hoc fuit æternum in mente Dei. Petitur autem in illo argumento, an lex illa æterna sit aliquo modo respectu ipsiusmet Dei, id est aliquo modo mensura et regula actuum voluntatis divinæ, de quo dicemus in capite sequenti. Ad secundum respondetur, actum dominandi et gubernandi, esse actum transeuntem, et proprium dominium dicere relationem ad rem actu existentem, et ideò denominationes, quæ ab his actibus sumuntur esse temporales. At verò lex, ut sic, non necessariò dicit actum transeuntem, præsertim respectu Dei, quia in illo primo statu, qui est veluti substantialis, sufficienter salvatur in actu immanente ut declaratum est.

7. Tertium argumentum variè solvitur; quidam dicunt legem illam æternam non dici legem respectu creaturarum, vel hominum, quia non est imperium illis impositum, sed esse respectu actuum Dei ad extra, quia est regula et mensura omnium, quæ à Deo fiunt. Juxta quam expositionem lex illa non est lex morum (ut sic dicam), sed artificiorum; nam omnia,

quæ à Deo fiunt, comparantur ad illum, tanquàm arte facta ad artificem. Unde sicut idea artificis dici potest lex, quam ipse sibi præscribit, ut juxta illam arte facta producat, ita hæc lex æterna est, quâ Deus, ut supremus artifex, omnia condere statuit ex æternitate. Quapropter cessat ratio de promulgatione; nam hæc est necessaria in lege morum, non in lege artificiorum; imò etiam cessant aliæ rationes; nam hæc non est lex, quæ imponitur subditis, nec pertinet ad gubernationem. Hæc verò expositio non placet, tum quia est contra mentem Augustini et theologorum, imò et Ciceronis et philosophorum; omnes enim apertè loquuntur de lege, quæ est mensura actionum humanarum et exemplar omnium legum, quæ sunt in mentibus hominum, vel ab illis emanare possunt, sive plura includat illa lex æterna, sive non, quod infra videbimus; tum etiam quia illa appellatio valdè metaphorica est, et impertinens esset pro materiâ de legibus, ratione solius metaphoricæ significationis, cùm res ipsa, quæ sub illâ metaphorâ intenditur, nihil aliud sit nec alium respectum dicat, quàm idearum, de quibus in p. 1 disputatur, tum quia sicut providentia dicit respectum ad res provisas, et nihilominùs potest esse æterna, licet res provisæ temporales sint, ita etiam lex potest dicere habitudinem ad subditos, et esse æterna.

8. Unde Alens. supra aliter respondet ex Isidor. lib. 2 Etymol. legem uno modo dici à legendo, et alio à ligando, et priori modo legem Dei esse æternam, quia in mente ejus legebatur; secundo autem modo non esse æternam, et sub eâ tantùm ratione indigere promulgatione. Quòd si instes, quia lex, quæ non ligat, non meretur nomen legis, respondet in summâ, ad rationem legis satis esse, quòd de se vim habeat ligandi, licet nondùm actu liget, quia nondùm est applicata. Quæ doctrina fortassè est vera, non tamen per eam sufficienter solvi videtur argumentum de promulgatione, quia vel negandum est promulgationem esse necessariam ad esse legis, sed tantùm ad effectum legis, qui est ligare, quod videtur esse contra communem legis definitionem, vel certè non explicatur, quomodò illa lex sit vera lex sine promulgatione. Quod verò ibi supponit Alens. de duplici etymologiâ legis, ego non reperio utramque in Isidoro, sed tantùm illam, quæ est à legendo, et non in illâ significatione metaphoricâ, sed magis propriâ; sed parùm refert, unde vox sit sumpta, quia non sufficit, quòd etymologia legis possit alicui rei applicari, ut illa simpliciter dicatur lex.

9. Tertiò igitur D. Thom. supra, ad 2, conatur explicare, quomodò in illâ lege non defuerit æterna promulgatio. Nam promulgatio, inquit, fit et verbo, et scripto, et utroque modo lex illa habuit promulgationem ex parte Dei promulgantis, quia et verbum Dei est æternum, et scriptura libri vitæ est æterna. Sed contra primum objiciunt aliqui, quia productio verbi non est per se necessaria ad legem Dei, quia est personalis, non essentialis, et quia aliàs solus Pater promulgâsset legem, et esset legislator. Contra secundum etiam objicitur, quia parùm refert Scriptura in scientiâ Dei ad promulgationem, si illa non innotescit, nec potest innotescere subditis; nam promulgatio fieri debet his, quibus lex imponitur; at illa Scriptura à nemine legi potuit ab æterno, nec fuit ab æterno aliquis, cui illa lex promulgaretur. Nec satisfacit, quod D. Thom., ad 1, ait, fuisse tunc creaturas in præcognitione divinâ, quia promulgatio non fit creaturis objectivè præcognitis, sed in se existentibus; alioqui etiam lex Moysi, et lex gratiæ ab æterno fuisset promulgata, et ita esset lex æterna.

10. Sed prima objectio parùm obstat, tum quia quod D. Thomas dicit de promulgatione, in Verbo intelligi potest per appropriationem; non per proprietatem, sicut dicuntur ideæ esse in verbo, et ita ipsemet D. Thomas explicavit, qui consequenter sentit secundùm proprietatem debere intelligi de verbo quoad conceptum essentialem, tum etiam quia non est de ratione legis, ut simul promulgetur verbo prolato et scripto, sed scriptum publicè expositum sufficit; D. Thom. autem ad doctrinæ abundantiam et elegantiam voluit utrumque modum in Deo explicare. Unde non est inconveniens quòd unus modus sit personalis, et alter essentialis. Nec inde sequitur, solum Patrem esse legislatorem, vel promulgare, quia ad utrumque sufficit modus essentialis. Ad aliam objectionem tacitè respondet D. Thomas, addens limitationem, quòd illa lex habet promulgationem *ex parte Dei*, et subjungens: *Sed ex parte creaturæ audientis, seu inspicientis non potest esse promulgatio æterna.* Unde quod dicit in solutione ad 1, de creaturis præcognitis ex æternitate, non est, quia putet illam existentiam objectivam creaturarum in æternitate sufficere, ut ex parte illarum fiat æterna promulgatio, sed ut declarat ex parte Dei potuisse tunc sta-

tui legem, per quam futuræ creaturæ essent gubernandæ.

11. Ex hâc verò doctrinâ D. Thom. apertè concluditur, juxta mentem ejus de ratione hujus legis æternæ non esse promulgationem actu factam subditis, sed sufficere ut ex parte legislatoris jam sit facta pro suo tempore. Et reverà idem fuit sensus Alensis, et mihi videtur verum. Addoque esse singulare in illâ lege; nam censetur consummata et perfecta eo ipso quòd in mente legislatoris stabilita est; aliæ verò leges non consummantur donec actu promulgantur. Ratio autem reddi potest, quia decretum Dei æternum immutabile est, et sine ullâ sui mutatione pro suo tempore obligat; decretum autem hominis mutabile est; unde quamdiù non promulgatur per modum legis, semper se habet potiùs per modum propositi ferendi legem, quàm per modum legis firmiter stabilitæ et latæ. Unde in hâc lege æternâ per se loquendo, nulla alia publica promulgatio requiritur, ut actu obliget, sed solùm quòd veniat in notitiam subditi; unde si per internam revelationem nobis innotesceret divinæ voluntatis decretum, sufficeret ad obligandum, quod non ita est in lege hominis; nam, licet subditus sciat, jam esse scriptam apud regem, non obligatur illâ, donec promulgetur. Ordinariè autem Deus non obligat homines per legem æternam, nisi mediante aliquâ exteriori lege, quæ sit illius participatio et significatio, et ita quando aliæ leges promulgantur hominibus, promulgatur ad extra lex ipsa æterna; ideòque in illâ, ut æterna est, non habet locum propria promulgatio. In quarto argumento petitur, an hæc lex æterna ponenda sit in actibus liberis Dei, vel in necessariis. Sed hoc tractabitur commodiùs in capite tertio.

CAPUT II.

Quæ sit materia proxima legis æternæ, seu qui actus ab illâ imperentur, seu regantur.

1. Diximus, legem æternam esse explicandam; sequitur quid sit: quia verò omnis lex est mensura aliquorum actuum, quos respicit ut materiam, et objectum, hoc etiam in lege æternâ observari necesse est, et ideò ad explicandum quid illa sit, commodum est priùs declarare materiam, in quam cadit; nam comparatur ad illam per modum objecti; omnis autem actus per suum objectum convenienter explicatur. Tres ustem sunt ordines, seu genera actuum, de quibus dubitari potest, an per illam legem mensurentur. Primum, et supremum est aliquorum actuum ipsiusmet Dei, et manentium intra ipsum, scilicet actus liberi divinæ voluntatis; secundum et infimum est actionum inferiorum agentium naturalium, et ratione carentium; tertium est actuum liberorum creaturarum intellectualium, et de singulis breviter dicemus.

2. Primò ergo dubitari potest, an lex æterna sit regula actuum divinorum ad intra. Et ut certa ab incertis separemus, supponimus, actus divini intellectûs et voluntatis, prout circa Deum ipsum versantur, et non dicunt habitudinem ad creaturas, ut futuras non cadere sub legem æternam, nec per illam regulari. Ita sentit D. Thomas dict. q. 93, art. 4, et Alens. supra, et omnes doctores, qui hanc legem requirunt propter divinam providentiam, ita ut ferè cum illâ coincidere censeant; divina autem providentia circa opera Dei versatur, non circa Deum ipsum secundùm se. Unde generatio æterna Filii Dei, vel productio Spiritûs sancti, non cadunt sub legem, quia sunt omninò naturales, et non ex directione aut motione, quæ præcedat per dictamen rationis, vel applicationem voluntatis, quæ motio pertinet ad rationem legis, et eâdem ratione nec amor, quo Deus se amat, est ex lege æternâ, sed ex naturâ. Ratio verò est, quia lex non est de rebus per se, et ab intrinseco necessariis, quæ non indigent regulâ, sed ab intrinseco habent certum essendi modum, et per se rectæ sunt. Difficultas ergo solùm est de actibus liberis, qui in Deo sunt, et quatenùs liberi sunt, morales dici possunt; quatenùs verò sunt operativi ad extra, dici possunt artificiosi.

3. Dici ergo vel cogitari potest, legem æternam sub utrâque ratione esse mensuram ac regulam actuum liberorum Dei. Primò quatenùs morales sunt, et honesti; sic enim regulantur per rationem divinam, tanquàm per naturalem legem ipsius Dei. Probatur; quia Deus semper secundùm rectam rationem operatur, non alienam, sed propriam; ergo mensura rectitudinis liberorum actuum voluntatis Dei est judicium sui intellectûs, quod ordine rationis antecedit, quo judicat, ita esse faciendum. Illud ergo judicium habet rationem legis æternæ respectu divinæ voluntatis. Confirmatur ac declaratur exemplis; nam, si Deus loquitur, verum dicit, quia judicat mentiri esse malum, et si promittit, implet, quia judicat

fidelitatem esse honestam et consentaneam naturæ suæ, et eâdem ratione sibi complacet in rebus honestis, et displicent illi peccata, quia ratio recta dictat ita esse faciendum ; ergo in actibus suis moralibus ducitur suâ ratione æternâ tanquàm lege ; ergo ex hâc parte lex æterna Deo ipsi imposita est quoad actus morales voluntatis ejus, et eorum honestatem.

4. Secundò videri potest lex illa æterna posse concipi ut lex, quam Deus ut artifex sibi ipsi imposuit, ut secundùm illam sua opera faceret. Nam cùm Deus posset variis modis mundum fabricare, et regere, statuit illum secundùm quamdam certam legem constituere, et gubernare, ut, v. g., statuit elementa, et orbes cœlestes tali ordine constituere, et aquas tali loco continere. Item statuit tales pœnas pro peccatis, et talia præmia pro meritis reddere, et secundùm tales vel tales leges mundum gubernare ; ergo secundùm hanc rationem meritò dici potest, legem æternam cadere in ipsa opera Dei, ut ab ipso tanquàm à supremo artifice vel gubernatore sunt, et consequenter cadere proximè in actus liberos voluntatis Dei, à quibus talia opera proximè procedunt. Et confirmatur ; quia hâc ratione dicitur Deus, quædam non posse facere secundùm legem ordinariam, videlicet, quam ipse sibi imposuit , vel non posse secundùm potentiam ordinatam, id est, ad talem ordinem reductam per eamdem legem, ut significavit Scot. in 1, d. 44, q. unicâ. Unde si aliquem in mortali peccato defunctum Deus ab inferno liberaret, diceretur dispensatione uti, non autem secundùm statutam legem operari ; ergo opera libera Dei per legem ab ipso statutam regulantur. Nec videtur inconveniens, quòd eadem voluntas sibi ipsi sit lex secundùm actus ratione distinctos ; nam eadem voluntas potest sibi imperare, et legislator potest suâ lege obligari.

5. Suppono ex dictis in præcedenti libro legem propriè sumptam esse regulam operum moralium, secundùm honestatem eorum ; aliquando verò etiam dici de regulis artis, vel alicujus gubernationis. Utroque ergo modo potest lex æterna vocari lex, et ita in utroque sensu possumus ad hanc interrogationem respondere. Dico ergo primò , lex æterna, ut est regula actionis honestatis liberæ non debet intelligi ut imposita ipsi Deo, nec voluntas divina debet concipi ut honesta et recta propter conformitatem ad legem æternam, cui subjiciatur. Ita D. Thom. 1-2, q. 93, art. 4, ad. 1, et Alens. p. 3, q. 26, memb. 8, art. 1. Consentit Anselm. lib. 1, *Cur Deus homo*, cap. 12, dicens, Deum esse omninò liberum à lege, et ideò quod vult, justum, et conveniens esse ; id autem, quod est injustum, et indecens, non cadere in ejus voluntatem, non propter legem, sed quia non pertinet ad ejus libertatem.

6. Ratione declaratur, quia lex illa intelligeretur ut positiva, vel ut naturalis ; neutro autem modo intelligi potest ; ergo. Probatur minor quoad priorem partem ; quia lex positiva est illa, quæ ponitur per liberam voluntatem alicujus potentis præcipere, et suo præcepto, seu voluntate obligare eum, cui lex imponitur ; sed Deus non habet superiorem , neque seipsum per modum præcepti et legis obligare potest ; quia non est sibi superior ; ergo nullo modo est capax positivæ legis. Confirmatur, quia respectu Dei nihil est malum , quia prohibitum, sive in faciendo, sive in omittendo, quia quantumvis aliquid ponatur esse prohibitum, si Deus contrarium faciat, bonum erit, quia est à primâ regulâ bonitatis ; ergo lex positiva in ordine ad honestatem morum non habet locum in divinâ voluntate. Unde non obstante quâcumque lege à se positâ circa rerum gubernationem, potest illam non servare, suâ potentiâ absolutâ utendo, ut circa præmia, vel pœnam retribuendam, et similia , quia non obligatur ad servandam legem , quia est supremus Dominus, et extra omnem ordinem, et ita non est comparandus cum legislatore humano, qui est pars suæ communitatis, quidquid sit de modo, quo legislator humanus obligatur suâ lege. Quòd si ultra legem generalem accedat promissio, jam Deus obligabitur ad servandam illam non ex lege positivâ , sed ex rectitudine naturali, quæ resultat in tali objecto ex vi promissionis. An verò ibi interveniat lex naturalis, dicetur in sequenti puncto.

7. Dices : Si Deus postquàm decrevit absolutè aliquid non facere, id ageret, inordinatè faceret, et ideò id facere non potest ; ergo liberum decretum Dei habet vim positivæ legis respectu voluntatis ejus, ut non possit honestè facere, quod per se, ac remoto illo decreto, liberè facere potuisset. — Respondeo, Deum non posse facere contra suum decretum, non propter prohibitionem, quam decretum inducat, sed propter repugnantiam ipsius rei, quia si ageret contra decretum absolutum, haberet simul et ex æternitate decreta contraria circa idem, et pro eodem tempore, seu absolutè vellet duo contradictoria, quod repugnat. Ageret

etiam contra efficaciam suæ voluntatis, et illam redderet inefficacem et inconstantem, quod etiam repugnat. Unde ulteriùs dicitur, esto, non implicaret contradictionem physicam (ut sic dicam) mutare Deum decretum suum, sed tantùm moralem, ac subinde posito uno decreto, esse inordinatum agere contra illud; nihilominùs id non oriri ex prohibitione, sed ex intrinsecâ naturâ et essentiâ Dei, sicut mox de veritate, et fidelitate, et similibus dicemus. Quia sicut non decet divinitatem fallere, ita nec inconstantem esse. Atque ita impotentia volendi contra decretum non est ex prohibitione, sed ex naturâ rei, proposito objecto in tali statu.

8. Altera pars minoris, quæ erat de lege naturali probatur, quia, licet negari non possit, quin in intellectu divino ordine rationis præcedant dictamina practica, quibus judicat, quid deceat suam bonitatem, justitiam, aut sapientiam, ut sunt hæc: *Mentiendum non est; implenda sunt promissa;* tamen illa non possunt habere rationem legis respectu divinæ voluntatis, primò, quia non proponunt præceptum aliquod, nec voluntatem alicujus intimant; sed tantùm ostendunt, indicando quid rei natura habeat; lex autem aut est voluntas, aut intimatio voluntatis; ergo. Secundò, quia in Deo non distinguuntur in re voluntas, et ratio, propter quod dixit D. Thomas q. 93, art. 4, ad 1, voluntatem Dei secundùm se non rectè dici rationabilem; nam potiùs est ipsa ratio; sicut ergo ratio Dei æterna non mensuratur lege, ita nec voluntas, etiam prout liberè vult, sed per se recta est, tanquàm ipsamet recta ratio per essentiam. Et ita est intelligendus idem D. Thomas p. 1, q. 21, art. 1, ad 2, cùm dicit: *Impossibile est, Deum velle, nisi quod ratio suæ sapientiæ habet, quæ quidem est sicut lex justitiæ, secundùm quam ejus voluntas recta et justa est.* Illa enim particula *sicut* non dicit proprietatem legis, sed analogiam quamdam, et proportionem, et ad hoc explicandum subdit: *Unde quod secundùm suam voluntatem facit, justè facit, sicut et nos, quod secundùm legem facimus, justè facimus; sed nos quidem secundùm legem alicujus superioris; Deus autem sibi ipsi est lex,* id est, se ipso est rectus sine lege, ac si sibi ipsi esset lex. Declaratur tandem, quia judicium rationis in Deo solùm est necessarium ex eo, quòd nihil potest esse volitum, quin præcognitum; non tamen habet munus quasi obligandi vel determinandi voluntatem, sed ipsa voluntas per se est recta et honesta, et ideò dictamen rationis, quod intelligitur ratione præcedere in intellectu, non potest habere rationem propriæ legis respectu divinæ voluntatis. Dices: Esto non possit dici lex cogens, dici poterit lex dirigens, et ostendens objecti convenientiam vel honestatem. — Respondeo, hoc non satis esse ad legem moralem, ut ex supradictis patet, et in sequentibus circa legem naturalem magis explicabitur; metaphorica autem locutio non est admittenda nisi sit usitata, ut constat.

9. Dico secundò: Lex æterna ut est lex gubernandi, seu quasi operandi artificiosè, dici potest habere rationem legis respectu rerum gubernatarum; non verò ipsius Dei, seu voluntatis ejus. Ita loquitur D. Thomas d. art. 4, ad 1, Vincent. in Specul. moral. part. 2, dist. 1, et declaratur priùs exemplis; nam Deus constituendo legem, v. g., ut tali operi bono tale præmium, et tali peccato talis pœna in suo judicio respondeat, consequenter facit ut benè operans sit dignus tali præmio, et peccans reus talis pœnæ, et ita res ipsæ gubernandæ statim subjiciuntur illi legi; Deus autem non manet illi subjectus; sed semper manet solutus legibus, ut possit operari prout voluerit; et in ordine rerum naturalium idem invenitur. Ratione declarari potest, quia quando Deus constituit legem æternam circa gubernationem creaturarum, pro ipsis creaturis illam statuit, ut secundùm illam moveantur; non verò illam sibi imponit, ut secundùm illam gubernar cogatur. Denique lex, si propriè sumatur, est ordinatio superioris circa inferiorem per proprium imperium; quòd si extendatur latiùs, et quasi per metaphoram, semper debet servare proportionem, ut sit motio superioris circa rem sibi subjectam; ergo ratio divinæ providentiæ sub eâdem proportione recipit proprietatem vel appellationem legis, ut ex sequenti puncto magis constabit.

10. Secundò dubitari potest, an sub hâc lege æternâ comprehendantur creata omnia, etiam ratione, aut vitâ carentia, quæ non liberè, sed ex necessitate naturæ suos motus efficiunt. Ratio dubitandi esse potest, quia D. Thomas art. 4 et 5 illius quæstionis 93, etiam necessarias actiones creaturarum vult comprehendi sub hâc lege, et sumitur ex Augustino 1 de liber. Arbitr., cap. 5 et 6; dicit enim, legem æternam esse rationem in mente Dei existentem, quâ res omnes per consentanea media in suos fines diriguntur, et lib. 83 Quæstionum, q. 27, in fine: *Lex,* inquit, *incommutabilis omnia mutabilia pulcherrimâ moderatur guberna-*

tione. Ratio autem esse potest, quia sicut nostra voluntas imperat membris corporis, et suo imperio illis imponit necessitatem operandi, ita divina voluntas imperat rebus omnibus creatis, illisque necessitatem imponit pro captu uniuscujusque juxta illud : *Præceptum posuit, et non præteribit;* Psal. 148, et id. Prov. 8 : *Et legem ponebat aquis, ne transirent fines suos.* Quod explicatur Job. 38 : *Dixi: Usque hùc venies, et non procedes ampliùs, et hic confringes tumentes fluctus tuos.* Hæ namque leges, licet in tempore datæ sint, à lege æternâ processerunt.

11. In contrarium autem est, quia nulla natura irrationalis capax est legis propriè sumptæ, ut expressè docuit August. q. 74 in Levit., et habetur in cap. *Mulier,* 5, q. 1. Imò sumitur ex Paulo 1 ad Corinth. 9, ubi referens illam legem : *Non ligabis os bovi trituranti,* subdit : *Numquid de bobus cura est Deo? Cura,* scilicet, legislativa; nam providentia divina generatim sumpta etiam circa irrationalia versatur, ut est certissimum; tamen illa cura, quæ specialiter adhibetur per leges, propriè dirigitur ad intellectualia, et ideò subdit Paulus, propter homines scriptam esse illam legem, quia non est privandus mercenarius mercede suâ. Ratio etiam adjungi potest, quia legis proprium est inducere vinculum et obligationem moralem; hujus autem non sunt capaces, nisi res intellectuales, et illæ non in omnibus actibus suis, sed in his, quos liberè operantur, quia omne esse morale pendet ex libertate.

12. Respondeo breviter, quæstionem esse de modo loquendi; tamen si inspiciamus phrasim Augustini, qui præcipuus auctor est, qui de lege æternâ sermonem habuit, reverà sub hâc voce comprehendit omnia tam naturalia, quàm moralia. Voluit enim per illam vocem explicare efficaciam divinæ providentiæ, non solùm circa actiones liberas, sed etiam circa actiones naturales, et circa totum ordinem universi, nimirùm explicando, quomodò omnia sint subjecta divinæ gubernationi, et illi obediant juxta efficacitatem ejus. Hoc manifestum est ex citato loco de liber. Arbitr. et ex lib. 5 de Civit. cap. 11, ubi ait, nihil esse in universo, quod sit alienum à legibus providentiæ divinæ, et lib. 9, cap. 22, ait, sanctos angelos in æternis et immutabilibus Dei legibus, quæ in Dei sapientiâ vivunt, mutationes temporum prævidere, et lib. 19, c. 12, ait : *Nihil à legibus summi creatoris, ordinatorisque subtrahitur, à quo pax universitatis administratur.*

13. Nihilominùs tamen censeo sub hâc generali acceptione legis æternæ duas quasi analogias comprehendi. Una est ex parte legis, quia lex, quâ Deus dicitur gubernare res naturales, seu ratione carentes, metaphoricè lex, seu præceptum appellatur. Altera ex parte creaturarum, quæ priori respondet; nam subordinatio et subjectio irrationalium rerum ad Deum, latè et metaphoricè dicitur obedientia, quia potiùs est necessitas quædam naturalis; lex autem æterna, quatenùs per illam moraliter et politicè rationalia gubernantur, habet proprium rationem legis, et illi respondet propria obedientia. Ut autem supra dixi, sub hâc potissimùm ratione in hâc materiâ consideranda est; et ideò sub propriâ appellatione ad irrationalia non extenditur.

14. Ulteriùs verò inquiri potest, an omnes actiones morales seu humanæ sint materia hujus legis æternæ. Et de malis quidem nulla est dubitandi ratio, quia omnes illæ prohibentur hâc lege, ut supra declaratum est. De indifferentibus verò est nonnullum dubium, quia illæ nec vetantur, nec præcipiuntur, et ita nullius legis videntur esse materia in mente Dei. Idem, vel majus dubium est de bonis operibus, quæ ad finem non sunt necessaria, sed sunt excellentiora. Propter hoc dicunt aliqui, si lex illa propriè sumatur, ut consistit in imperio, non extendi ad hujusmodi materiam; generaliùs autem sumptam comprehendere illam, quatenùs amplectitur quamcumque dispositionem gubernatoris, sub quâ etiam permissio et consilium comprehenduntur : nam permissio cadit in actus indifferentes; consilium verò in excellentiores.

15. Verumtamen absolutè affirmari potest, omnes actiones morales cadere aliquo modo sub lege æternâ, etiam ut propriè præceptiva est. Quod potest declarari, applicando quamdam distinctionem datam in superioribus de lege præcipiente, vel exercitium actûs, vel solam specificationem et modum ejus. Dicimus ergo, prædictos actus esse materiam legis æternæ, vel imperantis exercitium, vel præscribentis modum aliquem operandi, aut prohibentis alium. Declaratur; nam inprimis quoad actus bonos, seu optimos, juxta doctrinam Augustini ferè nullum est opus consilii, quod in præparatione animi non possit ad præceptum pertinere, si ad divinam gloriam tale opus necessarium sit. Quod maximè verum est in ordine ad legem æternam, per quam Deus obligat hominem, ut sit paratus ad hæc omnia opera præstanda, si ipse voluerit, vel si ex aliâ occasione necessa-

ria fuerint. Sicut matrimonium, quamvis non sit opus consilii, sed ex bonis inferioribus, nec regulariter cadat sub præceptum; ex lege naturæ cadit sub obligationem, si ad conservationem speciei sit necessarium, et ita etiam cadit sub legem æternam. Sic ergo nullum est opus bonum, quod sub illam legem, ut imperantem, non cadat. Deinde, quando exercitium talium actuum necessarium non est, licet tantùm consuli, vel probari videantur; nihilominùs etiam tunc per legem æternam præscribitur modus, quo fieri debent, ut rectè fiant, et sic dicimus cadere sub legem præscribentem modum seu specificationem actûs. Et idem est clarum in actibus indifferentibus; nam si fiant, præcipiuntur fieri propter honestum finem, et prohibentur fieri propter se, et ita si præcisè spectentur, quatenùs talia sunt, dici possunt cadere sub illam legem, ut prohibentem, juxta probabilem sententiam D. Thomæ, quæ asserit, non posse dari opus humanum indifferens in individuo. Sicque duo præcepta intelligi possunt in lege æternâ circa hæc opera; unum est faciendi illa propter bonum et honestum finem si fiant; aliud est prohibens illa facere propter se ipsa, sicut prohibetur verbum otiosum.

16. Atque hinc tandem intelligere licet, quo sensu verum sit, quod Augustin. locis supra citatis, et sæpe aliàs repetit, nihil esse, quod possit omninò subterfugere imperium legis æternæ, neque in cœlo, neque in terrâ, neque in inferno, sive peccando, sive rectè operando. Nam licet peccando agat quis contra unam legem æternam Dei, in aliam præcipientem incidit, quæ jubet, ut quantùm in actione homo deficit, tantùm per passionem compensetur; ut dixit D. Thom. q. 93, art. 6, cum August. lib. de Catechizand. rudib. cap. 18, dicente: *Novit Deus ordinare deserentes se animas, et ex earum justâ miseriâ inferiores partes creaturæ suæ, convenientissimis et congruentissimis legibus admirandæ dispensationis ordinare.* Et hùc etiam spectat, quod ait August. lib. 1 Confess. cap. 12: *Jussisti, Domine, et sic est ut omnis inordinatus animus sibiipsi sit pœna.* Si quis autem rectè consideret, lex illa præcipiens, quæ in malis impletur, per pœnam, et in justis per præmium, non spectat ad legem præceptivam moralium actuum respectu creaturæ intellectualis, sed est lex taxativa (ut sic dicam) talis pœnæ vel præmii, quæ lex per efficaciam divinæ providentiæ ad effectum perducitur.

CAPUT III.

An lex æterna sit actus divinæ mentis, ratione ab aliis differens, et an una sit, vel plures.

1. Ex dictis hactenùs constat legem æternam in divinâ mente esse, quia extra illam nihil est æternum. Item constat esse per modum actûs secundi et ultimi; nam lex, prout est in legislatore, in hujusmodi actu consistit, non in habitu, vel actu primo, et præsertim in Deo, qui est purissimus actus. Inquiri ergo potest an sit in intellectu vel in voluntate; nam quæstionem hanc indecisam et ambiguam reliquisse videtur Augustin. 22 contra Faust. cap. 27, dicens: *Lex æterna est ratio divina, vel voluntas Dei, ordinem naturalem conservari jubens, et perturbari vetans.*

2. Priùs autem quàm ad hoc respondeamus, ulteriùs inquirimus an lex æterna dicat actum liberum in Deo, vel necessarium. Aliqui enim dicunt legem æternam non esse, nisi ideas divinas, per quas res ad extra producuntur, quia non putant hanc legem esse ad præcipiendum, sed solùm ut sit regula, ad cujus instar omnia à Deo fiunt. Ex quâ sententiâ videtur inferri, quòd sicut ideæ naturaliter et non liberè sunt in intellectu divino, ita et lex æterna.

3. Dicendum verò est legem æternam non dicere actum necessarium in Deo, sed liberum. Ita sentiunt D. Thomas, Alens. et alii, locis allegatis. Et sumitur ex verbis Augustini proximè citatis; nam lex æterna habet pro materiâ opera Dei ad extra; nam jubet servari ordinem naturalem, et prohibet illum invertere; ordo autem naturalis non est nisi in rebus creatis: ergo sicut hæc opera libera sunt, ita et lex æterna involvit respectum liberum. Confirmatur, quia non potest lex esse sine respectu ad ea quæ per illam gubernanda sunt; sed lex æterna non imponitur Deo, vel personis divinis, ut dictum est; ergo est propter creaturas; ergo dicit respectum liberum ad illas. Unde D. Thomas q. 91, art. 1, ad 1: *Æternus,* inquit, *divinæ mentis conceptus habet rationem legis æternæ, secundùm quod ordinatur ad gubernationem rerum ab ipso præcognitarum.* Quocirca ad illud de ideâ primò negari potest, legem æternam, ut lex est, dicere rationem ideæ, quia idea magis constituitur ut principium operandi, ex parte ipsius artificis, quàm per modum præcepti, vel impulsûs respectu rei per ideam producendæ; et ita verisimilius est, legem, et ideam ratione differre, ut ex dicendis ampliùs constabit. Deinde verò addo, etiam

juxta illam sententiam convenientiùs dici, non ideam secundùm se, sed ut exemplar, habere rationem legis æternæ. Differt enim idea ab exemplari, quòd idea est merè naturalis in Deo; unde est etiam de rebus possibilibus; exemplar autem involvit respectum liberum, quia exemplar involvit causalitatem aliquo modo actualem; ita ut aliquid ad illius imitationem fiat, vel futurum sit. Ita ergo lex dicere posset ideam, ut est sub illo respectu, et non ut simpliciter necessaria est.

4. Atque hinc quoad prius dubium concluditur, legem æternam necessariò includere, seu postulare actum divinæ voluntatis, quia libertas etiam Dei est formaliter in voluntate divinâ; sed lex æterna est aliquid liberum in Deo; ergo includit voluntatem. Et hâc ratione etiam in lege æternâ verum est, quod supra diximus, nullam legem, ut sic, esse simpliciter necessariam, quia etiam æterna lex, quatenùs libera est, non est simpliciter necessaria. Neque hoc repugnat ejus æternitati, quia etiam aliquid liberum intra Deum, potest esse æternum. Neque etiam repugnat ejus immutabilitati, quia decreta libera etiam sunt immutabilia.

5. Unde infertur ulteriùs, legem æternam non esse in actibus divini intellectûs, prout antecedunt ratione decreta libera Dei. Probatur, quia in illis, ut sic, non est libertas; ergo nec lex. Item ob hanc rationem nec providentia, nec prædestinatio intelliguntur in intellectu divino ante omne decretum liberum voluntatis, quia tam providentia quàm prædestinatio dicunt actum liberum; ergo nec lex æterna potest intelligi in divino intellectu ut sic spectato. Dices: In intellectu divino, ut sic concepto, sunt dictamina legis naturalis, ut: *Non est mentiendum. Servandum est promissum. Puniendа sunt mala,* et similia; ergo saltem quoad hæc invenitur lex æterna in divino intellectu ante omnem liberum voluntatis actum. Unde ita videntur de lege æternâ sensisse Cicero lib. 2 de Legib. et alii philosophi de illâ tractantes. Nihilominùs respondeo, si illa dictamina considerentur in ordine ad ipsam voluntatem divinam, id est, quatenùs dictant de volendis ab ipso Deo, ut sic, non habere rationem legis, ut jam declaratum est; si verò considerentur in ordine ad voluntatem creatam, quatenùs dictant, quid ab illâ faciendum sit, aut vitandum, etiam non habent rationem legis, donec ad illa accedat voluntas divina, quia non sunt imperia, nec practicè movent, sed sunt quasi speculativa cognitio talium objectorum, ut in sequentibus tractando de lege naturali explicabimus.

6. Secundò ex dictis infertur, satis convenienter dici posse, legem æternam esse decretum liberum voluntatis Dei, statuentis ordinem servandum, aut generaliter ab omnibus partibus universi in ordine ad commune bonum, vel immediatè illi conveniens ratione totius universi, vel saltem ratione singularum specierum ejus; aut specialiter servandum à creaturis intellectualibus quoad liberas operationes earum. Probatur primò ex dictis in libro præcedenti cap. 5. Deinde addi potest sententia Damasc. lib. 2 de Fide, cap. 12. Ubi cùm retulisset sententiam Gregorii Nazianzen. Orat. 2 de Paschate, dicentis, oportuisse post creaturam spiritualem et corpoream condere creaturam ex utrâque compositam, subdit ipse: *Hoc autem vocabulo:* Oportebat, *nihil aliud à me indicatur, quàm opificis voluntas. Hâc enim nec lex, nec sanctio ulla congruenter fingi excogitarive potest*, etc. Facit etiam quod August. lib. 2 de Civit. cap. 19, dicit: *In cœlesti et angelicâ curiâ voluntas Dei lex est.* Eadem ergo est lex æterna totius universi, licet specialiter attribuatur cœlesti curiæ, quia ibi Dei voluntas in se ipsâ cognoscitur, et quia illa est proxima et principalis regula operandi omnibus Beatis.

7. Præterea eo modo, quo Deus dicitur præcipere rebus intellectu carentibus, non per intellectum, sed per voluntatem proximè et immediatè præcipit, quia non præcipit eis loquendo, sed faciendo; at immediatiùs per voluntatem, quàm per intellectum operatur, ut ex primâ parte suppono; ergo lex æterna, quatenùs circa hæc inferiora versatur, rectè intelligitur esse in voluntate Dei ordinantis unicuique dare talem naturam, inclinationem, situm, etc. Ut, verbi gratiâ, lex illa, de quâ dicitur Proverb. 8: *Et legem ponebat aquis, ne transirent fines suos*, considerata ut temporalis, et extra Deum constituta, nihil aliud est, quàm naturalis inclinatio indita aquæ ad ita quiescendum in suo loco, ut non sursùm ascendat, sed terminis naturæ suæ contineatur, ut Job. 38 et Psalm. 103 significatur; ergo lex illa, ut in æternitate existit in mente Dei, nihil aliud est, quàm voluntas Dei, quâ decrevit, aquas constituere in tali loco, et talem inclinationem eis tradere, ut non transirent fines sibi præscriptos, et sic de aliis. Sic ergo lex æterna, metaphoricè (ut sic dicam) concepta in ordi-

ne ad res merè naturales, et irrationales, rectè in voluntate Dei constituitur.

8. Idemque est de illà lege, quatenùs disposuit aliquid circa creaturas intellectuales operari, sine illarum liberà cooperatione, ut sunt ea quæ vel illæ, ut naturæ quædam sunt, naturali necessitate operantur, vel Deus ipse in eis, sine illarum liberà cooperatione operatur, ut creando illas, illuminando, vocando, vel alio simili modo præveniendo, aut etiam præmiando vel puniendo. Si verò consideretur illa lex æterna ut proprietatem legis habet in ordine ad moralem obligationem creaturarum intellectualium; sic erit voluntas Dei æterna, secundùm quam operari debent voluntates rationales, ut bonæ sint. Nam, ut dixit Aug. lib. 83 Quæstionum, q. 27, *in solà bonà voluntate secundùm legem agimus; in cæteris autem secundùm legem agimur; cùm lex ipsa incommutabilis maneat*, etc. Et juxta hæc possunt hìc applicari, quæ de hàc sententià generaliter dicta sunt superiori libro cap. 5.

9. Si quis autem, juxta ea, quæ ibi diximus, voluerit hanc legem æternam in divino intellectu considerare, non erit difficile id explicare. Oportet tamen, ut eam consideret in intellectu divino, ut subsequente secundùm rationem dictum decretum voluntatis Dei. Negari enim non potest, quin illud decretum sit veluti anima et virtus hujus legis à quà tota vis vel obligandi vel inclinandi efficaciter descendit; tamen, supposito illo decreto, intelligi potest in mente Dei cognitio illius decreti, quæ ad illud subsequitur, et quod ratione illius jam intellectus divinus judicat determinatè, quæ ratio tenenda sit in gubernatione rerum, atque ita in se præconcipere legem, quæ unicuique rei suo tempore præscribenda est. Et ita intelligo quod D. Thom. d. q. 92, art. 1, ad 1, ait, *conceptum Dei æternum, secundùm quod à Deo ordinatur ad gubernationem rerum ab ipso progenitarum, esse legem Dei æternam*; quia illa ordinatio non est aliud quàm decretum voluntatis, quod explicuimus, quod, ut cognitum ab intellectu, determinat illum ad talem rerum gubernationem secundùm talem rationem, seu legem. Et fortassè quia utrumque concurrit ad legem, et utrumque suo modo et in bono sensu verum est, ideò D. August. contra Faustum sub disjunctione est locutus.

10. Tertiò ex dictis satis constat, quomodò distinguatur ratione lex æterna ab ideis. Nam, si lex illa constituatur in decreto voluntatis, clara est distinctio; nam ideam, certum est, esse in intellectu. Si verò loquamur de illà lege, prout est in intellectu, aliqui non constituunt distinctionem, præsertim si de ideis, ut sunt exemplaria, loquamur. Nihilominùs D. Thomas q. 93, art. 1, hæc duo expressè distinguit, et in ejus doctrinâ potest variis modis distinctio explicari. Primò, quia ideæ propriè sunt circa rerum creationem, seu productionem; lex verò magis versatur circa rerum gubernationem, ut D. Thomas supra tradidit. Unde, sicut distinguuntur ideæ à providentià, ita et à lege æternâ distinguendæ sunt. Secundò, propria differentia esse videtur supra insinuata, quòd idea solùm habet rationem exemplaris respectu ipsiusmet Dei, ut secundùm illam operetur, et sic concurrit solùm (ut sic dicam) ad specificationem operum Dei; lex autem divina, ut lex, habet potiùs rationem moventis et imprimentis inclinationem, vel obligationem ad opus; quæ diversa habitudo sufficientissima est ad distinctionem rationis. Denique hinc etiam est, quòd lex, ut lex imponitur subditis, seu inferioribus; ordinat enim lex, quid res subjectæ operaturæ sint, unaquæque juxta modum suum; idea autem non imponitur propriè rei in illâ repræsentatæ, sed ponitur formaliter in mente artificis, ut secundùm illam operetur; est ergo clara distinctio.

11. Quartò etiam intelligi potest ex dictis, quomodò lex æterna distinguatur à providentiâ, de quâ etiam solet dubitari, an in intellectu vel voluntate constituatur; nam utriusque actum includit. Ut ergo providentia, et lex comparentur, debent cum proportione conferri, videlicet, quatenùs utraque est in voluntate, vel utraque in intellectu; et sic videntur non distingui etiam ratione. Quia providentia est ratio gubernationis rerum omnium ex æternitate existens in mente divinâ, sed hoc ipsum est lex æterna in suâ generalitate sumpta, ut sumitur ex D. Thom. dictâ q. 92, art. 2, ad 1; non videntur ergo distingui, ut duo attributa, sed esse idem, quod sub diversis considerationibus diversa nomina recipit. Quòd si lex æterna non cum illâ amplitudine sumatur, sed restrictè et propriè, quatenùs circa creaturas intellectuales versatur, et illas propriè obligat; sic erit quædam pars divinæ providentiæ. Nam ad providentiam Dei spectat, leges ponere rationalibus creaturis; imò hæc est magis specialis, et propria gubernatio moralis consentanea naturis intellectualibus, quarum Deus habet specialem curam, ut significavit Paulus, 1 Corinth. 9;

ergo semper lex æterna cum providentiâ coincidet, si cum proportione comparentur. Atque ita videntur sentire de lege æternâ et providentiâ, D. Thomas supra, et q. 96, art. 1 et 4, et Alens. dictâ q. 26, memb. 1, et favet Augustin. supra, et lib. de verâ Relig. cap. 50, in fine, et 51, in princip. et dict. lib. 83 Quæstionum, q. 27.

12. Sed nihilominùs D. Thomas q. 5 de Veritate artic. 1, ad 6, distinguit legem æternam à providentiâ, dicens: *Providentia non nominat legem æternam, sed aliquid ad legem æternam consequens*, et id declarans addit, legem æternam comparari ad providentiam, sicut principium generale ad particulares conclusiones, seu actiones, sicut in nobis principia prima practica comparantur ad prudentiam. Et ita exponit, actus providentiæ, seu effectus attribui legi æternæ tanquàm principio, unde manant, non tanquàm proximo dictamini de tali opere in particulari eliciendo. Quod potest ampliùs ita explicari. Nam ratio divina, ut habet rationem legis, constituit veluti generales regulas, secundùm quas res omnes moveri debent, et operari; providentia verò de singulis rebus et actibus in particulari disponit, et ita est veluti ratio exequendi et applicandi legem. Videturque hoc consentaneum proprietati ipsarum vocum. Nam lex dicit jus in communi constitutum, ut supra visum est; providentia verò dicit curam, quæ de singulis actibus haberi debet.

13. Unde obiter potest quintò intelligi per comparationem ad providentiam, quos effectus habeat lex æterna. Solet enim quæri, an lex æterna habeat omnes effectus, quos habet providentia. In quâ comparatione sumenda est lex æterna in totâ suâ latitudine. Nam, si sumatur specialiter, ut lex propriè præcipiens moraliter creaturis intellectualibus, sic clarum est, non omnes effectus providentiæ esse effectus legis æternæ, sed solos actus bonos morales, quia naturales effectus non procedunt à lege æternâ, sub hâc ratione spectatâ. Boni autem actus morales sunt effectus æternæ legis, quia ad illos de se movet et obligat. Mali autem effectus morales non sunt effectus legis æternæ, ut mali sunt, licet sint materia legis æternæ prohibentis illos, sicut etiam non sunt effectus providentiæ, quia non sunt effectus Dei sub eâ ratione, licet sint materia providentiæ; tum quatenùs illam et prohibitio pars est, vel quasi principium providentiæ, juxta modum loquendi D. Thomæ; tum etiam quatenùs permittuntur per divinam providentiam, et puniuntur, et ad aliquod bonum ordinantur. Atque hoc modo peccatum ut peccatum, licet simpliciter non sit ex lege æternâ, nec secundùm illam; imò contra illam, quoad materiale est ex lege æternâ, quâ Deus statuit cum creaturis concurrere, et punitio ejus est etiam ex lege æternâ. Et ita qui peccant, ut ait Aug. in Enchir. c. 100, « quantùm ad ipsos attinet, quod Deus noluit fecerunt, quantùm verò ad omnipotentiam Dei, nullo modo id facere voluerunt; hoc quippe ipso, quod contra voluntatem Dei fecerunt, de ipsis facta est voluntas ejus. » Et simili ratione de peccatore dicit lib. 4 Confession. cap. 9: « Quò it, aut quò fugit, qui te dimittit, nisi à te placido ad te iratum? Nam ubi non invenit legem tuam in pœnâ suâ? »

14. At verò loquendo de lege æternâ secundùm totam suam amplitudinem, omnes effectus providentiæ possunt dici aliquo modo effectus legis æternæ, quia tota gubernatio providentiæ divinæ continetur tanquàm in principio in lege æternâ, et ita omnis effectus providentiæ in lege æternâ radicatur (ut sic dicam). Ita sentit D. Thom. d. q. 5, de Verit. art. 1, ad 6, et sumitur ex locutionibus August. in locis citatis. Dices: Lex fertur in generali; Deus autem per providentiam suam interdùm operatur præter legem; ergo ille effectus non poterit dici esse à lege æternâ, licet sit à providentiâ. Ut solem aliquando quiescere, effectus est divinæ providentiæ, non tamen legis æternæ, quia potiùs lex æterna est, ut continuè moveatur. Respondetur, legem æternam esse universalissimam, et quod videtur discrepare ab unâ ejus parte, vel esse quasi dispensationem ejus, aliâ viâ esse consentaneum eidem legi æternæ secundùm aliam partem. Ut in exemplo dicto, licet quiescere solem non sit ex lege æternâ præscriptâ de ordine servando in motibus cœlorum, imò sit dispensatio ejus; nihilominùs est conformis alteri, quâ Deus vult orationes amicorum exaudiri, si debito modo, et ex justâ causâ fiant. Unde Aug. 26 contra Faust. cap. 3: « Appellamus naturam cognitum nobis cursum, solitumque naturæ, contra quem cùm Deus aliquid facit, magnalia, vel mirabilia nominantur; contra illam verò summam naturæ legem à notitiâ remotam, tam Deus nullo modo facit, quàm contra se ipsum non facit. »

15. Sextò et ultimò ex dictis definiri potest quæstio, an lex æterna dicenda sit una vel

plures. In quâ D. Thom. d. q. 93, art. 1, ad 1, sentit esse unam, ita ut neque ratione multiplicetur; nam constituit in hoc differentiam inter ideas et legem, quòd ideæ multiplicantur, cùm lex æterna una tantùm sit. Idem sentire videtur Vincentius supra citatus. Hæc tamen differentia non est facilis ad intelligendum, quia ideæ non multiplicantur secundùm rem, sed solùm secundùm diversos respectus rationis ad objecta; sic autem etiam multiplicantur præcepta et leges in mente Dei. Sicut dicebamus paulò antea, alium esse legis modum circa res carentes ratione, et alium circa habentes rationem; et respectu harum potest in mente Dei distingui lex merè naturalis vel positiva. Quòd si dicas, ex his omnibus consurgere unam simplicissimam et adæquatam legem respectu totius universi; eodem modo dici poterit dari in mente Dei unam adæquatam ideam universi, cujus aliæ, quæ ratione distinguuntur, sunt veluti partes. Unde August. qui 1 de libero Arbitr. cap. 5 et 6, et lib. de verâ Relig. c. 30 et 31, et sæpè aliàs singulariter legem æternam vocat; in 9 de Civit. cap. 22, pluraliter dicit æternas, et immutabiles esse leges, quæ in divinâ sapientiâ vivunt, et lib. de Catechizand. rudib. cap. 18, dicit, Deum convenientissimis legibus inferiores partes creaturæ ordinare nosse.

16. Tota verò hæc quæstio est de modo loquendi, satisque probabile est, quod docet Alens. d. q. 26, memb. 6, sub diversis rationibus posse legem æternam vocari unam, et plures secundùm rationem. Nam simpliciter, et secundùm se una est, et simplicissima, ut constat; in se tamen complectitur plures leges ratione distinctas, ut ratio facta probat. Neque hoc est novum; nam lex naturalis una dicitur, et plura continet præcepta, licet modo longè diverso; nam in lege naturali est unitas collectionis; in lege autem æterna est per summam simplicitatem. Addere verò possumus propter D. Thomam, esse majorem aliquam rationem unitatis in lege, quàm in ideâ; nam idea solùm dicit habitudinem ad exemplar, seu exemplatum, et ideò distinctionem rationis recipit pro diversitate exemplarium; lex autem sicut et providentia respicit bonum commune, ut finem, et ideò omnia præcepta, quæ ordinantur ad finem ejusdem rationis, censentur unum jus et unam legem constituere. Unde, quia Deus respicit universalissimum finem, lex quæ est in ejus mente dicitur una, sicut et providentia.

CAPUT IV.

Utrùm lex æterna sit causa legum omnium, et per illas innotescat et obliget.

1. Explicuimus rationem, universalitatem et necessitatem legis æternæ; de causis autem ejus non est quod dicamus, quia cùm sit Deus ipse, nullam habet causam, sed ad summum potest habere rationem, eo modo, quo vel divina voluntas est ratio præcipua divinæ legis ut posita est in Deo ex æternitate, vel quo divina sapientia dici potest ratio justissimæ voluntatis ejus, in quâ efficacitas hujus legis posita est, ut explicuimus, et ideò de causis hujus legis nihil superest dicendum. De effectibus autem ejus, quantùm ad actus, qui per ipsam imperantur, vel ex impressione ipsius fiunt, obiter etiam diximus, quæ pro materiæ capacitate necessaria visa sunt. Solùm ergo superest dicendum de proximo et quasi intrinseco effectu legis, qui est, obligare subditos, quomodò in legem æternam conveniat. Et ut hoc punctum, quod morale est, sine verborum ambiguitate tractetur, suppono sermonem esse de lege æternâ, ut est propriè præceptiva respectu hominum (et idem est cum proportione de angelis); nam prout extenditur ad inferiores creaturas, clarum est, non inducere obligationem propriam, sed instinctum, vel inclinationem, aut impetum naturaliter determinantem ad unum; qui effectus neque ad propriam legem pertinet, neque aliam doctrinam requirit, præter philosophicam.

2. De lege igitur æternâ sic spectatâ dicimus habere vim obligandi de se, si sufficienter promulgetur, et applicetur. Probatur; quia aliàs non esset vera et propria lex, cùm de ratione legis sit obligare, ut supra ostensum est. Item quia Deus habet supremam potestatem imperandi; ergo et obligandi (nam superioris præceptum obligationem inducit), sed per suam legem æternam imperat (non enim incipit in tempore suum imperium concipere); ergo per eamdem obligat. Dices : Ergo obligat ab æterno, cùm ipsa sit æterna; consequens est clarè falsum; ergo. Respondetur negando consequentiam; nam providentia æterna est, et non ab æterno gubernat, quia gubernare dicit actionem transeuntem circa creaturas actu existentes; ita ergo lex æterna ab æterno ponitur; non tamen ab æterno obligat, sed in tempore, quia obligare dicit respectum ad creaturas actu existentes. Hoc ergo posito declarandum superest, quomodò hæc lex obliget,

an scilicet immediatè per seipsam, vel mediis aliis legibus, quæ ab ipsâ manant.

3. Ad hoc autem explicandum, tractandum est præcipuum dubium propositum de origine legum omnium à lege æternâ, quod aliis verbis quæri solet, an omnes leges sint effectus legis æternæ, ac ejus participationes, ita ut ab illâ vim obligandi habeant. Ratio autem dubitandi esse potest, quia vel est sermo de lege divinâ, vel de humanâ; sed neutra potest propriè dici effectus legis æternæ; ergo. Minor quoad priorem partem probatur, quia lex divina est imperium ipsiusmet Dei; ergo est in ipso Deo; ergo ex æternitate est in ipso: ergo est ipsa lex æterna; ergo non est effectus ejus. Quoad posteriorem autem partem, probatur, quia si lex humana esset effectus legis æternæ, ab illâ participaret vim obligandi; ergo obligaret ex jure divino, et non humano, quod est clarè falsum. Probatur autem ultima illatio; nam lex naturalis obligat ex divino jure, solùm quia est participatio legis æternæ; ergo si lex humana est similis participatio, eodem jure obligabit.

4. Nihilominùs dicendum est primò, omnem legem aliquo modo esse à lege æternâ, et ab illâ habere vim obligandi. Hæc est D. Thomæ sententia, d. q. 93, art. 3, Alens. d. q. 26, membr. 7, et aliorum theologorum. Et sumitur ex August. lib. de verâ Relig. c. 31, ubi hanc vocat « legem omnium artium; et paulò « inferiùs: Conditor, ait, legum temporalium, « si vir bonus est, et sapiens, illam ipsam « consulit æternam, de quâ nulli animæ judi- « care datum est, ut secundùm ejus incom- « mutabiles regulas quid sit pro tempore « jubendum, vetandumve discernat. » Hâc etiam ratione dixit idem August. tract. 6, in Joan.: « Ipsa jura humana per imperatores et « reges Deus distribuit generi humano. » Item. lib. 1 de liber. Arbit. c. 6, ait: « Nihil « est in temporali lege justum, quod ex lege « æternâ non derivetur. » Idem q. 67 in Exod.: « Lex, inquit, æterna Dei est, quam « consulunt omnes piæ mentes, ut quod in eâ « invenerint, vel faciant, vel jubeant, vel ve- « tent. » Ubi obiter advertendum est, non omnes homines rectè operantes consulere legem æternam in seipsâ, seu prout in Deo est; nam fortassè aliqui carentes fide eam in se non cognoscunt; multi etiam illam actu non considerant, quando rectè operantur, vel honestè præcipiunt; dicuntur ergo illam consulere, vel in se, vel in aliquâ suî participatione, qualis est naturalis ratio, aut lumen fidei, ut D. Thomas supra exposuit art. 2, et Alens. memb. 2. Multi verò ex philosophis, legem æternam in Deo ipso existentem per effectus asseculi sunt, et consequenter agnoverunt, omnem rectam, seu veram legem in hominibus existentem ab æternâ lege manare, vel immediatè, ut legem naturalem, vel mediante istâ, ut leges humanas. Unde Cicer. lib. 2 de Legib., postquàm *principem illam legem*, id est, æternam, commendavit, subdit: *Ex quâ illa lex, quam dii humano generi dederunt, rectè est laudata*, et cætera, quæ prosequitur. Et in Philippic. 2, dixit: *Lex nihil aliud est, nisi recta, et à numine Deorum tracta ratio, imperans honesta, prohibensque contraria.* Unde etiam Demosth., ut refert Martia. I. C. in lib. 2, ff. de Leg. dixit.: *Lex est, cui omnes homines debent obedire, quia omnis lex inventio quædam, et donum Dei est.*

5. Ratio autem generalis reddi potest, quia lex æterna est lex per essentiam, et omnis alia est per participationem; ergo necesse est, ut omnis alia lex sit effectus legis æternæ. Declaratur præterea, quia lex duo requirit, unum, ut sit justa, et rationi consentanea; aliud, ut sit efficax ad obligandum; sed omnis recta ratio creata est ex participatione divini luminis quod signatum est in nobis, et omnis potestas hominum desuper datur, et à Domino Deo est; ergo omnis lex in hominibus existens est ex lege æternâ. Et utrumque significavit divina sapientia, cùm dixit Proverb. 8: *Per me reges regnant*, utique quantùm ad potestatem, *et legum conditores justa decernunt;* videlicet, quoad rectam rationem.

6. Magis autem explicabimus rationem hanc declarando duo membra in ratione dubitandi posita. Cujus priorem partem de lege divinâ attigit Cajet. dicto art. 3, et respondet, rationem supernaturalem esse legem divinam, et illam esse participationem, et effectum legis æternæ, juxta mentem D. Thomæ q. 91, art. 4, ad 3. Unde etiam addit, legem divinam non esse rationem existentem in Deo, sed existentem in homine ad se, vel ad alios supernaturaliter gubernandos. Quod de lege divinâ naturali cum proportione intelligi potest. Ut autem meliùs intelligatur, advertendum est, quod in principio præcedentis libri notavi, legem considerari posse, vel in legislatore, vel in subditis, et in illo esse propriè, ac formaliter; in his verò tanquàm in applicante legem per aliqua signa illius. Lex ergo divina,

quatenùs est in legislatore, in ipso Deo est, quia ipse solus est proprius legislator talis legis; in hominibus autem est tanquàm in subditis, etiamsi consideretur prout est in hominibus gubernantibus; nam etiam illi subditi sunt legi divinæ, et respectu aliorum solùm se habent ut proponentes et declarantes legem, quæ in Deo est. Et sic dicitur lex vetus data per Moysen Joan. 1, et ipsi Moysi data dicitur per Angelos Actor. 7. Tamen jus obligandi non erat à voluntate Moysis, vel angelorum, sed immediatè à voluntate Dei, et ideò in ipso solo erat, ut in legislatore; et idem est servatâ proportione de lege gratiæ, et de lege naturali.

7. Unde fit, ut lex divina, quatenùs in legislatore est, non sit effectus legis æternæ, sed sit potiùs ipsa lex æterna secundùm quemdam conceptum inadæquatum ejus. Possemus autem duas denominationes in eâ distinguere, unam, quatenùs æterna est, quæ ut sic præscindit ab externâ promulgatione, et non dicit respectum ad creaturas actu existentes; aliam prout est jam actu promulgata et obligans, et consequenter dicens respectum temporalem ad creaturas actu jam existentes, et ut sic potest denominari divina; ita ut sub hâc voce connotet hunc statum sufficientis communicationis, et promulgationis ad extra. Propriùs verò dicitur lex divina, lex ipsa ad extra existens in subditis, vel ministris Dei, seu in cognitione vel signo quolibet, per quod eis sufficienter proponitur. Et hoc modo dicimus legem divinam esse participationem legis æternæ excellentiorem quâcumque aliâ; tum quia perfectiùs in eâ participatur lex æterna; tum etiam quia immediatiùs ab ipsâ manat; tum denique quia obligatio ejus immediatè est ab eâdem divinâ auctoritate. Et sic satisfactum est priori parti difficultatis.

8. Ad alteram verò partem neganda est illatio ibi facta, nimirùm, quòd obligatio legis humanæ divina sit. Est enim longè diversa ratio in lege humanâ et divinâ; nam lex humana non solùm prout in subditis, sed etiam prout est in proprio legislatore, est quid creatum et temporale, quia hæc lex in mente et voluntate hominis formatur ac perficitur, quia immediatè est lex hominis, non ipsius Dei. Unde hæc lex sub utrâque consideratione est effectus legis æternæ, ut probat ratio facta, quia hæc etiam lex, prout est in ipso legislatore, est lex per participationem. Item manat à potestate datâ ab ipso Deo, ad Rom. 13. Habet etiam vim obligandi quatenùs nititur in principiis legis æternæ, quale est, obediendum esse superioribus. Denique quia ut sit recta, debet esse conformis legi æternæ; est ergo his modis omnibus effectus ejus. Et ita de hâc lege potissimè loquitur Augustin. locis citatis. Unde fit, ut hæc lex, quatenùs est in subditis, non immediatè sit effectus legis æternæ, sicut lex ipsa divina. Nam lex humana pervenit ad subditos mediante homine, non tantùm ut causa per accidens (ut sic dicam), id est, proponente, et applicante; sed etiam ut causa per se, id est, constituente ipsam legem; nam à voluntate hominis legislatoris habet proximè hæc lex suam virtutem et efficaciam. Hinc etiam sequitur differentia, quæ in propositâ difficultate postulatur; quia in divinâ lege obligatio est immediatè ab ipso Deo : nam prout est in homine non obligat, nisi quatenùs indicat divinam rationem, seu voluntatem; in lege autem humanâ obligatio non est immediatè à Deo, quia prout est in subditis, immediatè respicit voluntatem principis, qui habet vim constituendi novam legem distinctam à lege divinâ, et ab illâ est proxima obligatio, quamvis radicaliter tota sit à lege æternâ.

9. Præterea ex dictis concluditur, legem æternam non esse per seipsam notam hominibus in hâc vitâ, sed vel in aliis legibus, vel per illas. Viatores enim homines non possunt divinam voluntatem in seipsâ cognoscere, sed solùm quantùm per aliqua signa vel effectus eis proponitur, et ideò proprium est beatorum, ut divinam voluntatem intuentes, per illam ut per propriam legem gubernentur, ut supra ex August. retuli. Cognoscunt ergo viatores legem æternam per participationem ejus, ac subinde per leges justas, temporales ac creatas; quia sicut causæ secundæ ostendunt primam, et creaturæ creatorem, ita leges temporales, quæ participationes sunt legis æternæ, ostendunt fontem, à quo manant. Tamen, ut dixi, non omnes homines consequuntur hanc cognitionem, quia non omnes valent ex effectu causam cognoscere. Et ita omnes quidem homines necessariò vident aliquam participationem legis æternæ in seipsis, quia nemo utens ratione est, qui non judicet aliquo modo, honestum esse sequendum, et turpe vitandum; et in hoc sensu dicuntur homines habere aliquam notitiam legis æternæ, ut loquuntur D. Thomas Alens. et alii theologi cum August. 1 de liber. Arbitr. cap. 6, et de verâ Relig. cap. 18. Nihilominùs tamen non omnes cognoscunt

illam formaliter sub ratione participationis legis æternæ, et ita non est omnibus nota lex æterna per directam cognitionem, quæ ad ipsam formaliter terminetur. Aliqui tamen eam cognitionem assequuntur, vel naturali discursu, vel perfectiùs per revelationem fidei, et ideò dixi legem æternam quibusdam notam esse tantùm in inferioribus legibus; aliis verò non solùm in illis, sed etiam per illas.

10. Ultimò constat ex dictis, quomodò lex æterna obliget; nam præcisè spectata ut æterna est, non potest dici obligare, sed dici potest obligativa (ut sic res explicetur), seu de se sufficiens ad obligandum. Ratio est, quia lex non potest actu obligare, nisi sit exteriùs promulgata; lex autem æterna ut sic non est exteriùs promulgata; ergo. Item lex æterna ut sic non connotat effectum temporalem jam factum, quia sic repugnaret esse æternam, sed actu obligare est temporalis effectus; ergo. Unde etiam fit, ut lex æterna nunquàm per seipsam obliget separata ab omni aliâ lege, sed necessariò debet alicui alteri conjungi, ut actu obliget. Quia non actu obligat, nisi quando actu exteriùs promulgatur; non promulgatur autem, nisi quando lex aliqua divina vel humana promulgatur. Atque hoc modo potest dici, legem æternam nunquàm obligare immediatè, sed mediante aliquâ aliâ lege. Diverso tamen modo, quia quando per divinam legem applicatur; ratio obligationis principalis, ac proxima est ipsa lex æterna, et lex æterna quæ ibi intervenit, solum est signum indicans legem principaliter obligantem. Quod in legibus divinis positivis est manifestum; in lege autem naturali habet aliquam difficultatem, quam in sequentibus capitibus explicabimus. Quando autem applicatio legis æternæ fit per legem humanam; tunc licet lex æterna concurrat ad obligationem ad modum causæ universalis, tamen proxima causa obligationis est ipsa lex humana, quia non obligat tantùm ut signum voluntatis divinæ, sed proximè ut signum voluntatis humanæ, et ita in legibus humanis minùs propinquè (ut sic dicam) obligat lex æterna. De quâ hæc sufficere videntur.

CAPUT V.

An lex naturalis sit ipsa naturalis ratio recta.

1. Aliquam esse naturalem legem in lib. 1, c. 3, supposuimus, et ostendimus, fietque certius, inquirendo quid sit. Dixerunt ergo aliqui, hanc legem nihil aliud esse, quàm ipsam naturam rationalem, ut talis est. Hoc tamen in diversis sensibus affirmari potest, et ideò advertere oportet, rationalem naturam dupliciter spectari posse, uno modo secundùm se, id est, quatenùs ratione talis essentiæ, quam habet, quædam sunt illi convenientia, et alia disconvenientia : alio modo quatenùs vim habet judicandi de his quæ sibi conveniunt, vel disconveniunt, mediante lumine naturalis rationis. Quam duplicem considerationem insinuavit D. Thom. dictâ q. 94, art. 2. Ubi priùs distinguit varias inclinationes naturales humanæ naturæ, secundùm quas ratio dictat de his, quæ sunt bona, vel mala tali naturæ, ut inde colligat præcepta legis naturalis. Duplex ergo sensus esse potest sententiæ asserentis, legem naturalem esse ipsam naturam rationalem. Primus est, ut hoc intelligatur de ipsâ naturâ secundùm se, quatenùs ratione suæ essentiæ talis est, ut ei ex naturâ suâ tales actiones sint convenientes, et contrariæ disconvenientes. Alter est, ut intelligatur de ipsâ naturâ ratione judicii rationis, quod in ipsâ est connaturaliter, et respectu illius habet rationem legis.

2. Est ergo prima sententia affirmans, naturam rationalem secundùm se, et ut non implicat contradictionem, estque fundamentum omnis honestatis actuum humanorum, vel convenientium tali naturæ, vel contrariæ turpitudinis eorum per disconvenientiam ad eamdem; esse ipsam legem naturalem. Ita docuit Vasquez 1-2, disp. 150, cap. 3, et i l sæpè repetit in toto discursu hujus materiæ, neminem autem pro hâc sententiâ refert. Fundamentum est, quia sunt aliquæ actiones ita intrinsecè malæ ex naturâ suâ, ut nullo modo pendeant in malitiâ ex prohibitione extrinsecâ, nec ex judicio, vel voluntate divinâ; et eâdem ratione sunt aliæ actiones ita intrinsecè bonæ, et honestæ, ut in hoc etiam non pendeant ex causâ extrinsecâ. Quod suppono ex communi sententiâ theologorum in 2, d. 37, et ex D. Thomâ 1-2, q. 100, art. 8, et Vict. Relect. de Homicid. in p. 1, et in sequentibus id confirmavimus. Nunc breviter ratio est, quia actus morales habent suas intrinsecas naturas et essentias immutabiles, quæ non pendent à causâ, vel voluntate extrinsecâ magis quàm aliæ rerum essentiæ, quæ per se non implicant contradictionem ut nunc ex metaphysicâ suppono.

3. Hinc ergo formatur prima ratio; nam in his actionibus invenitur honestas vel turpitudo per conformitatem ad aliquam legem, et non per conformitatem ad judicium rationis; ergo per conformitatem ad ipsam rationalem natu-

ram; ergo ipsa natura secundùm se est lex naturalis respectu omnium, quæ præcipiuntur, vel prohibentur, vel probantur, aut permittuntur lege naturali. Major supponitur, vel ex illo Roman. 4 : *Ubi non est lex, nec prævaricatio,* vel ex definitione peccati traditâ ab August. 22 contra Faustum, cap. 57 : *Est dictum, factum, vel concupitum contra legem Dei,* vel ex illo Ambrosii libro de Paradiso, cap. 8 : *Non consisteret peccatum, si interdictio non fuisset,* vel denique quia omnis honestas virtutis habet aliquam mensuram, quæ habet rationem legis. Minor verò probatur, quia mentiri, verbi gratiâ, non ideò malum est, quia per rationem judicatur malum, sed potiùs è converso, ideò verè judicatur malum, quia per se malum est; ergo non est judicium mensura malitiæ actûs; ergo nec est lex prohibens illud. Unde è converso probantur aliæ consequentiæ, quia ille actus ideò malus est, quia secundùm se est disconveniens naturæ rationali; ergo ipsa natura est mensura talis actûs, et consequenter est lex naturalis.

4. Secunda ratio esse potest, quia præcepta hujus legis sunt, vel principia per se nota ex terminis, vel conclusiones evidenti necessitate ex illis elicitæ, quæ sunt priores omni judicio rationis, non solùm intellectûs creati, sed etiam ipsius intellectûs divini; sicut enim essentiæ rerum, quatenùs non implicant contradictionem, sunt tales, vel tales in esse essentiæ ex se, et ante omnem causalitatem Dei, et quasi independenter ab ipso, ita honestas veritatis, et turpitudo mendacii talis est ex se, et secundùm æternam veritatem; ergo respectu talium actuum, vel præceptorum non potest judicium habere rationem legis, quandoquidem ante omne judicium sunt boni, vel mali, atque adeò præcepti, vel prohibiti; ergo nihil potest habere rationem legis naturalis respectu illorum, nisi natura ipsa rationalis. Tertiò in aliis naturis rerum inferiorum, mensura boni et mali, convenientis et disconvenientis, est uniuscujusque rei natura; ut, verbi gratiâ, calor est disconveniens aquæ, et frigus conveniens, quia aqua ex vi suæ formæ et naturæ postulat frigus, et non calorem, sed potiùs illi repugnat. Unde, si velimus mensuram aliquam, et quasi legem assignare motionum convenientium et disconvenientium tali rei, nullam inveniemus præter naturam ejus; ergo idem cum proportione est in naturâ rationali; in quâ convenientia vel disconvenientia actûs liberi ad ipsam naturam rationalem, ut talis est, constituit honestatem vel turpitudinem, et ita magis propriè pertinet ad rationem legis.

5. In hâc sententiâ veram esse existimo doctrinam, quam in fundamento supponit de intrinsecâ honestate vel malitiâ actuum, quâ sub legem naturalem prohibentem vel præcipientem cadunt, ut in discursu capitis declarabo. Nihilominùs sententia ipsa, quatenùs ad legem naturalem declarandam pertinet, et modus loquendi de illâ mihi non probatur. Primò, quia modus loquendi alienus est ab omnibus theologis et philosophis, ut statim videbimus. Secundò, quia natura ipsa rationalis præcisè spectata, ut talis essentia est, nec præcipit, nec ostendit honestatem, aut malitiam, nec dirigit, aut illuminat, nec alium proprium effectum legis habet; ergo non potest dici lex nisi velimus valdè æquivocè, et metaphoricè nomine legis uti, quod evertit totam disputationem. Nam supponimus cum communi sententiâ non solùm doctorum, sed etiam canonum, et legum, jus naturale esse verum jus, et legem naturalem esse veram legem.

6. Tertiò declaratur in hunc modum, quia non omne id, quod est fundamentum honestatis, seu rectitudinis actûs lege præcepti, vel quod est fundamentum turpitudinis actûs lege prohibiti, potest dici lex; ergo licet natura rationalis sit fundamentum honestatis objectivæ actuum moralium humanorum, non ideò dici potest lex; et eâdem ratione, quamvis dicatur mensura, non ideò rectè concluditur, quòd sit lex, quia mensura latiùs patet quàm lex. Unde totus discursus procedit à generali ad speciale affirmativè colligendo, quod vitiosum est. Assumptum declaratur multis modis. Primò in eleemosynâ; indigentia pauperis et facultas dantis est fundamentum honestatis vel obligationis actûs eleemosynæ; et tamen nemo dicit, necessitatem pauperis esse legem eleemosynæ. Simile est, quod de temperantiâ tradit. D. Thomas 2-2, q. 141, art. 6, necessitatem corporis esse regulam temperantiæ; nemo tamen dicet esse legem, sed esse fundamentum legis. Imò ibidem, ad 1, ait D. Thomas, beatitudinem esse regulam actuum humanorum, quatenùs honesti sunt; et tamen non est lex; constat ergo rationem regulæ et mensuræ latiùs patere. Item finis est regula et mensura mediorum, et non est lex; et objectum est regula et mensura actuum, et similiter non est lex; vel laboramus in æquivoco abutendo terminis.

7. Præterea possumus ab inconvenientibus argumentari; unum est, quia sequitur non mi-

nùs proprie habere Deum suam legem naturalem, quæ ipsum liget, et obliget, quàm homines, quod videtur absurdum. Sequela patet, quia etiam Deo repugnat verbi gratià mendacium, quod est disconveniens excellenti naturæ suæ; est ergo ipsa natura Dei regula honestatis, quæ est in dicendo verum, et turpitudinis, quæ est in mendacio; ergo natura Dei non minùs est lex respectu Dei, quàm sit natura hominis respectu hominis. Nam quòd voluntas Dei tantam habeat rectitudinem, ut non possit non conformari illi naturæ, quando aliquid postulat ut necessarium ad honestatem, nihil refert ad rationem legis, quæ solùm ponitur in illâ ratione mensuræ; quæ in naturâ divinâ invenitur. Unde D. Thomas p. 1, q. 21, art. 1, ad 3, ait justitiam Dei respicere decentiam ipsius, secundùm quod reddit sibi quod sibi debetur; ipsa ergo natura Dei est mensura suarum actionum, quatenùs convenienter, et decenter ad illam operatur; erit ergo lex. Item eâdem ratione divina bonitas manifestata beato erit lex amoris beatifici, quia est mensura honestatis ejus, et modi quem observare debet in diligendo. Parùmque refert, quòd amor ille sit necessarius, necne, quandoquidem lex hæc est merè naturalis, et solùm requirit rationem mensuræ in ipsâ naturâ existentem.

8. Deinde sequitur, legem naturalem non esse legem divinam, neque esse ex Deo. Probatur sequela, quia juxta illam sententiam præcepta hujus legis non sunt ex Deo quatenùs necessariam honestatem habent, et illa conditio, quæ est in naturâ rationali, ratione cujus est mensura illius honestatis, non pendet à Deo in ratione, licet pendeat in existentiâ. Nam quòd mendacium, verbi gratiâ, sit disconveniens tali naturæ, non est ex Deo, nec pendet ex ejus voluntate; imò ordine rationis est prius, quàm judicium Dei; ergo lex naturalis præcedit judicium, et voluntatem Dei; ergo non habet auctorem Deum; sed per se inest tali naturæ eo modo, quo de se habet, ut sit talis essentiæ, et non alterius. Quòd autem consequens illud non sit admittendum, ostendemus in sequentibus. Tandem in ipsis legibus humanis, cùm justæ et rectæ esse debeant, supponi necessariò debet aliquod fundamentum justitiæ et rectitudinis earum; nam omne justum, et rectum per ordinem ad aliquam regulam justum est, quatenùs illi adæquatur; ergo bonum commune, verbi gratiâ, vel communitas ipsa, quatenùs ei debetur, vel conveniens est talis materia, vel actio, quæ lege humanâ præcipitur, erit quædam lex prior ipsâ lege humanâ, et tanquam lex ejus, quia est mensura ejus; quod nemo dicet. Concludimus igitur, illam rationem mensuræ, vel fundamenti honestatis non satis esse ad rationem legis, ideòque solam naturam rationalem, ut sic non posse convenienter vocari legem naturalem.

9. Est ergo secunda sententia, quæ in naturâ rationali duo distinguit; unum est natura ipsa, quatenùs est veluti fundamentum convenientiæ, vel disconvenientiæ actionum humanarum ad ipsam; aliud est vis quædam illius naturæ, quam habet ad discernendum inter operationes convenientes et disconvenientes illi naturæ, quam rationem naturalem appellamus. Priori modo dicitur hæc natura esse fundamentum honestatis naturalis: posteriori autem modo dicitur lex ipsa naturalis, quæ humanæ voluntati præcipit, vel prohibet, quod agendum est ex naturali jure. Hæc videtur esse mens theologorum, ut sumitur ex D. Thom. 1-2, q. 94, art. 1 et 2, et in 4, d. 33, q. 1, art. 1; Alens. dictâ q. 27. Ita sentiunt, et Abul. Matth. 19, q. 30; Soto lib. 1 de Just., q. 4, art. 1; Viguer. in Inst. cap. 15, § 1, vers. 1, et alii theologi frequenter, et Jurisperiti in titul. de Just. et Jur. et specialiter videri potest Albert. Bolog. tract. de Lege jur. et æquit. n. 25 et 26, ubi alios refert. Philosophi etiam hoc modo frequenter loquuntur, ut retuli præcedenti libro, cap. 3.

10. Potestque fundari in Paulo Roman. 2, ubi cùm dixisset: *Gentes, quæ legem non habent, naturaliter ea quæ legis sunt faciunt, ejusmodi legem non habentes, ipsi sibi sunt lex;* quasi declarans, quomodò sibi sint lex, et quæ sit illa lex, subjungit: *Ostendunt opus legis scriptum in cordibus suis, testimonium reddente illis conscientiâ ipsorum.* Est autem conscientia opus rationis, ut constat, et illa præbet testimonium, et ostendit opus legis scriptum in cordibus hominum, quia testificatur, malè aut benè agere hominem, quando resistit, vel sequitur dictamen naturale rectæ rationis, et consequenter ostendit, dictamen illud habere vim legis in homine, etiamsi scriptam exteriùs legem non habeat. Hoc ergo dictamen est lex naturalis, et ratione illius dicitur homo, qui illo ducitur, esse sibi lex, quia in se habet scriptam legem, medio dictamine naturalis rationis. Et hoc confirmat D. Thomas q. 91, art. 2, ex illo Psalm. 4: *Quis ostendit nobis bona? signatum est super nos lumen vultûs tui, Domine;* ibi enim significatur, per lumen rationis participare hominem legem æternam dictantem quid sit faciendum,

quidve vitandum; illud ergo est lex naturalis, quia hæc non est nisi quædam participatio naturalis æternæ legis.

11. Potest etiam hæc sententia ex Patribus confirmari; nam Basilius, ut refert D. Thomas, d. q. 94, artic. 1, argum. 2, dixit, synderesim, seu conscientiam esse legem intellectûs nostri, quod non potest intelligi, nisi de lege naturali, ut ibidem D. Thom. dixit, sumptumque videtur ex Basilio hom. 12 in init. Proverb. De hâc etiam lege videtur loqui Damasc. lib. 4, cap. 23, de Fide, cùm ait : « Lex Dei mentem nostram incendens, eam ad se pertrahit, conscientiamque « nostram vellicat, quæ et ipsa mentis nostræ lex « dicitur. » Ubi Clictoveus sic exponit : « Lex « mentis nostræ est ipsa naturalis ratio Dei legem « habens sibi inditam, impressamque et insitam, « quâ bonum à malo interno lumine dijudica- « mus, » etc. Idem sentit Hieronym. Epistol. 151 ad Algas. q. 8, ubi hanc legem appellat legem intelligentiæ, quam ignorat pueritia, nescit infantia; tunc autem venit, et præcipit, quando incipit intelligentia, quæ non possunt ipsi naturæ rationali convenire. Addit etiam, Pharaonem stimulatum lege naturæ sua crimina cognovisse, Exod. 9 : non stimulat autem nisi recta ratio. Et Maxim. tom. 5 Biblio. centur. 3, cap. 13 : *Lex naturæ*, ait, *est ratio naturalis, quæ captivum tenet sensum ad delendam vim irrationalem*; et August. lib. 2 de Serm. Domini in monte : *Nullam animam esse*, dicit, *quæ ratiocinari possit, in cujus conscientiâ non loquatur Deus. Quis enim legem naturalem in cordibus hominum scribit, nisi Deus?* Et ita exponit locum Pauli ad Roman. 2. Quod eodem modo tractat copiosè Ambr. lib. 5, Epist. 41, ubi inter alia ait : *Ea lex*, scilicet naturalis, *non scribitur, sed innascitur, nec aliquâ percipitur lectione, sed profluo quodam naturæ fonte in singulis exprimitur.* Idem sumitur ex Isidor. 5 lib. Etymol. cap. 2. Denique Lactan. libr. 6 de vero Cultu, cap. 8, verbis Ciceronis in libro de Repub. legem naturalem describit dicens : *Est quidem vera ratio naturæ congruens, diffusa in omnes, constans, sempiterna, quæ vocet ad officium jubendo, vetando*, etc.

12. Ratione breviter declarari potest ex dictis primò à sufficienti divisione; nam lex naturalis in homine est, quia non est in Deo, cùm temporalis est, et creata. nec est extra homines, quia non est scripta in tabulis, sed in corde, et non est in ipsâ naturâ hominis immediatè, ut ostendimus, nec est in voluntate, quia non pendet ex voluntate hominis, sed illam ligat, et quodam modo cogit; ergo necesse est, ut sit in ratione. Secundò, quia effectus legis, qui in lege naturali considerari possunt, immediatè proveniunt à dictamine rationis; nam illud dirigit, obligat, et est regula conscientiæ, quæ accusat, vel approbat facta; ergo in illo consistit hujusmodi lex. Tertiò, proprium est legis dominari et regere; sed hoc tribuendum est rectæ rationi in homine, ut secundùm naturam rectè gubernetur; ergo in ratione est lex naturalis constituenda tanquàm in proximâ regulâ intrinsecâ humanarum actionum.

13. Solet autem hìc interrogari, an hæc lex consistat in actu, vel in habitu, seu in lumine ipso naturali, id est, in aliquo actu primo. Nam in hoc etiam dissentiunt theologi; multi enim volunt esse actum secundum, quia lex est imperium, quod in actu consistit, et quia actus est propriè regula dirigens. Hæc est sententia communis Thomistarum 1-2, q. 94, art. 1, ita interpretantium sententiam D. Thomæ ibi, ut patet ex Cajet., Conrr. et aliis, Anton. p. 1, tit. 13, cap. 1, Soto libro 1 de Just. q. 4, art. 1. At verò Alens. p. 3, q. 27, memb. 2, per tres articulos judicat esse habitum. Potestque suaderi, quia lex naturalis dicitur congenita cum naturâ, et semper permanens, quæ non conveniunt actui, sed habitui; nomine enim habitûs non intelligitur qualitas superaddita potentiæ, sed ipsum intellectuale lumen, prout in actu primo spectatur. Aliter Bonav. in 2, d. 39, art. 2, q. 1, ad ult., dicit, legem naturalem, uno modo significare habitum; alio modo significare præcepta ipsa naturalia, ut sunt objectivè in mente, seu synderesi. D. Thomas autem dicit, legem naturalem propriè significare actum, seu judicium rationis; alio verò modo esse habitum, quatenùs ipsa principia naturalia habitualiter manent in mente.

14. Mihi sanè videtur quæstio de modo loquendi, et non dubito, quin in actuali judicio mentis propriissimè existat lex naturalis. Addo verò etiam lumen naturale intellectûs expeditum de se ad dictandum de agendis posse vocari naturalem legem; quia quamvis homines nihil actu cogitent, aut judicent, naturalem legem retinent in cordibus suis. Considerandum est ergo, legem naturalem, prout de illâ nunc loquimur, non considerari in ipso legislatore, sed in ipsis hominibus, in quorum cordibus ipse illam descripsit, ut ait Paulus et per lumen mentis, ut significatur in Psalm. 4. Ergo, sicut lex humana, prout est extra legislatorem, non solùm significat actualem cognitionem, vel judicium exi-

stens in subdito, sed etiam permanens signum in aliquâ scripturâ, quod potest semper excitare illam cognitionem; ita in lege naturali, quæ in legislatore non est aliud, quàm lex æterna, in subditis non solùm est actuale judicium, vel imperium, sed etiam lumen ipsum, quod veluti permanenter continet scriptam illam legem, et potest semper actu illam repræsentare.

15. Unde etiam facilè intelligitur, quomodò lex naturalis comparetur ad conscientiam; aliquando enim censentur esse idem, ut ex Basil. et Damasc. supra retulimus, quia conscientia nihil aliud est, quàm dictamen de agendis. Nihilominùs tamen in rigore hæc duo diversa sunt; nam lex dicit regulam generaliter constitutam circa agenda, conscientia verò dicit dictamen practicum in particulari; unde potiùs est veluti applicatio legis ad particulare opus. Ex quo etiam fit, ut conscientia latiùs pateat, quàm lex naturalis, quia non tantùm applicat legem naturalem, sed etiam quamcumque aliam, sive divinam, sive humanam. Imò conscientia non solùm applicare solet veram legem, sed etiam existimatam: quomodò interdùm datur conscientia erronea; lex autem erronea dari non potest; nam eo ipso non erit lex, quod maximè verum est in lege naturali, quæ Deum habet auctorem. Denique lex propriè fertur de agendis; conscientia autem versatur circa ea, quæ jam facta sunt, et ideò illi tribuitur non solùm ligare, sed accusare, testificari, et defendere, ut videre licet in D. Thomâ parte 1, quæst. 79, et 1-2, quæst 19, artic. 6, quibus locis de conscientiâ disseritur, et specialiter de hoc videri potest Alens. dictâ q. 27, memb. 2, art. 3, et Bonav. in 2, d. 39, artic. 2, quæst. 1.

CAPUT VI.

An lex naturalis sit verè lex divina præceptiva.

1. Ratio dubitandi in præsenti quæstione oritur ex fundamento prioris sententiæ relatæ capite præcedenti, quod ibi propositum est, et nondùm est solutum. Lex enim propria et præceptiva non est sine voluntate alicujus præcipientis, ut in libro primo ostensum est; sed lex naturalis non nititur in voluntate alicujus præcipientis; ergo non est propria lex. Minor probatur ex adductis in cap. præcedenti, videlicet, quia dictamina rationis naturalis, in quibus hæc lex consistit, sunt intrinsecè necessaria, et independentia ab omni voluntate, etiam divinâ, et priora, secundùm rationem, quàm illa liberè aliquid velit, ut: *Deus est colendus; parentes sunt honorandi; mendacium est pravum, et cavendum,* et similia; quod satis videtur supra probatum; ergo lex naturalis non potest dici vera lex. Et confirmatur, quia non est verum præceptum; ergo nec vera lex. Antecedens patet, quia vel est præceptum hominis ad se ipsum, et hoc non, quia tale præceptum, vel non est nisi judicium ostendens veritatem rei, vel si sit intimatio voluntatis, seu electionis jam factæ, per se non est necessarium ad operationem, nec inducit obligationem, sed executionem, et ita nec sufficit, nec confert ad veritatem, vel proprietatem legis. Aut est præceptum alicujus superioris, et hoc etiam dici non potest propter rationem factam, quod seclusâ omni voluntate superiori, lex naturalis dictat, quid sit bonum, vel malum.

2. Atque hinc etiam videtur concludi, naturalem legem non posse dici propriè divinam, id est, à Deo tanquàm à legislatore datam. Dico autem, *tanquàm à legislatore,* quia clarum est, rationem naturalem, et ejus dictamina esse divinum donum descendens à Patre luminum. Aliud verò est, hanc legem naturalem esse à Deo effectivè tanquàm à primâ causâ, aliud esse à Deo, ut à legislatore præcipiente et obligante. Nam primum est certissimum, et de fide; tum quia Deus est prima causa omnium bonorum naturalium, inter quæ magnum bonum est rectæ rationis usus, et lumen; tum etiam quia hoc modo omnis veritatis manifestatio à Deo est, juxta illud ad Roman. 1: *Revelatur ira Dei de cœlo super omnem impietatem, et injustitiam hominum, qui veritatem Dei in injustitiâ detinent.* Et declarans Paulus cur vocet veritatem Dei, subdit: *Quia quod notum est Dei, manifestum est in illis, Deus enim illis manifestavit,* utique per naturale lumen rationis, et per visibiles creaturas, per quas possunt invisibilia Dei cognosci. Hoc ergo modo, id est, in genere efficientiæ, et magisterii (ut ita dicam) interpretantur locum illum Pauli Chrysost. ibi hom. 3, et copiosiùs homil. 12 et 13, ad Popul. Theophyl. etiam in eumdem locum Pauli, et ibidem Ambr. et Cyril. lib. 3 contra Julian. versùs finem, § *Nam quòd summa,* et sequentibus, et optimè August. Serm. 55 de Verb. Domini, et lib. 2 de Serm. Domini in monte, cap. 9: *Quis, ait, legem naturalem in cordibus hominum scribit, nisi Deus?* Est ergo sine dubio Deus effector et quasi doctor legis naturæ; non tamen inde sequitur, ut sit legislator, quia lex naturæ non indicat Deum ut præcipientem, sed indicat, quid in se bonum vel malum sit, sicut visio talis objecti indicat, illud esse album, vel nigrum, et ut effectus Dei indicat Deum, ut auctorem suum

non tamen ut legislatorem; ita ergo censendum erit de lege naturali.

3. In hâc re prima sententia est, legem naturalem non esse legem præcipientem propriè, quia non est signum voluntatis alicujus superioris, sed esse legem indicantem, quid agendum, vel cavendum sit, quid naturâ suâ intrinsecè bonum ac necessarium, vel intrinsecè malum sit. Atque ita multi distinguunt duplicem legem, unam indicantem, aliam præcipientem, et legem naturalem dicunt esse legem priori modo, non posteriori. Ita Greg. in 2, d. 34, q. 1, art. 2, paulò post principium, § *Secundum corollarium*, qui refert Hugonem de Sancto Victor. l. 1 de Sacram. p. 6, c. 6 et 7. Sequitur Gabr. 2, d. 35, q. 1, artic. 1; Almai. l. 3 Moral. cap. 16; Cordub. l. 3 de Conscient. q. 10, ad 2. Atque hi auctores consequenter videntur esse concessuri, legem naturalem non esse à Deo, ut à legislatore, quia non pendet ex voluntate Dei, et ita ex vi illius non se gerit Deus ut superior præcipiens, aut prohibens; imò ait Gregor. quem cæteri secuti sunt, licet Deus non esset, vel non uteretur ratione, vel non rectè de rebus judicaret, si in homine esset idem dictamen rectæ rationis dictantis, verbi gratiâ, malum esse mentiri, illud habiturum eamdem rationem legis, quam nunc habet, quia esset lex ostensiva malitiæ, quæ in objecto ab intrinseco existit.

4. Secunda sententia huic extremè contraria, est, legem naturalem omninò positam esse in divino imperio, vel prohibitione procedente à voluntate Dei, ut auctore, et gubernatore naturæ, et consequenter hanc legem, ut est in Deo, nihil aliud esse, quàm legem æternam ut præcipientem, vel prohibentem in tali materiâ; in nobis verò hanc legem naturalem esse judicium rationis, quatenùs nobis significat voluntatem Dei de agendis et vitandis circa ea quæ rationi naturali consentanea sunt. Ita sumitur ex Ocham, in 2, q. 19, ad 3 et 4, quatenùs dicit, nullum esse actum malum, nisi quatenùs à Deo prohibitus est, et qui non possit fieri bonus, si à Deo præcipiatur, et è converso. Unde supponit totam legem naturalem consistere in præceptis divinis à Deo positis, quæ ipse posset auferre, et mutare. Quòd si instet aliquis, talem legem non naturalem esse, sed positivam, responderet, dici naturalem, quia est proportionata naturis rerum, non quia non sit extrinsecùs à Deo posita. Et in hanc sententiam inclinat Gerson. p. 3, tract. de Vit. spirit. lect. 1, corol. 10, 11, alphab. 61, lit. E et F. et ideò in lect. 2 et 3 ait legem naturalem, quæ in nobis est, non esse tantùm signum dictaminis recti divini intellectûs, sed etiam divinæ voluntatis. Et hanc sententiam defendunt latè Petr. Aliacus in 1, q. 14, art. 3, ubi ait, voluntatem divinam esse primam legem, et ideò posse creare homines ratione utentes sine omni lege. Idem latissimè Andr. de Novo Cast. in 1, d. 48, q. 1, art. 1. Qui etiam addunt totam rationem boni et mali in rebus ad legem naturæ pertinentibus positam esse in voluntate Dei, et non in judicio rationis etiam ipsius Dei, neque in rebus ipsis, quæ per talem legem vetantur, aut præcipiuntur. Fundamentum hujus sententiæ videtur esse, vel quia actiones non sunt bonæ, aut malæ, nisi, quia à Deo præceptæ, aut prohibitæ; quia ipsemet Deus non ideò vult hoc præcipere aut prohibere creaturæ, quia malum est, aut bonum, sed potiùs ideò hoc est justum vel injustum, quia Deus voluit illud fieri, aut non fieri, juxta illud Anselmi in Proslog. c. 11 : Illud est justum, quod vis, et non justum, quod non vis. Quod etiam sentit Hugo Vict. l. 1 de Sacram. q. 4, c. 1; et Cyprian. l. de Singularit. Clericorum, illi attributo.

5. Mihi verò neutra sententia satisfacit et ideò, mediam viam tenendam censeo, quam existimo esse sententiam D. Thomæ, et communem theologorum. Dico ergo primò : Lex naturalis non tantùm est indicativa mali et boni, sed etiam continet propriam prohibitionem mali, et præceptionem boni. Ita sumo ex D. Thomâ 1-2, quæst. 71, articul. 6, ad 4, dicente, per comparationem ad legem humanam non omnia peccata esse mala, quia prohibita; per comparationem autem ad legem naturalem, quæ continetur principaliter in lege æternâ, et secundariò in indicatorio rationis naturalis, omne peccatum esse pravum, quia prohibitum, et quæstionib. 100, articul. 8, ad 2, ait, Deum non posse negare se ipsum, et ideò non posse ordinem suæ justitiæ auferre, sentiens, non posse non prohibere ea quæ mala sunt, et contra rationem naturalem. Idem sentit Bonavent. in 2, d. 35, dub. 4, circa litteram, apertè Gerson. in d. tract. de Vitâ spirit. l. 2, per totam, præsertim corol. 5, ubi sic definit rationem naturalem : *Lex naturalis præceptiva est signum inditum cuilibet homini non impedito in usu debito rationis, et notificativum voluntatis divinæ volentis, creaturam rationalem humanam teneri ad aliquid agendum vel non agendum per consecutionem sui finis naturalis.* Quæ

definitio fortassè plura comprehendit quàm sit necesse, nunc verò solùm eâ utimur, quatenùs proposito inservit. Et hanc etiam assertionem supponunt auctores secundæ sententiæ, et eamdem latè defendit Victor. in Relect. de Perveni. ad usum rationis, num. 8 et sequentibus.

6. Probatur autem primò ex proprietate legis; nam lex naturalis est propria lex; ita enim de illâ loquuntur et sentiunt omnes Patres, theologi et philosophi; sola autem notitia, vel propositio objecti in mente existens non potest dici lex, ut per se constat, et ex definitione legis supra datâ; ergo. Secundò declaratur in his actibus, qui sunt mali, quia prohibiti lege humanâ : nam in illis etiam ut homo peccet, necesse est ut præcedat judicium mentis, quod indicet, objectum illud esse malum; et tamen judicium illud non habet rationem legis seu prohibitionis, quia solùm manifestat id, quod est in objecto, undecumque illud sit; ergo similiter, licet in his, quæ pertinent ad jus naturale ad operandum benè vel malè necessariò præcedere debeat judicium judicans bonitatem, vel malitiam objecti, seu actûs, illud habet rationem legis, nec prohibitionis; sed est mera notitia ejus, quod jam esse supponitur tale, vel tale. Unde ille actus, qui per tale judicium turpis esse cognoscitur, non ideò talis est, quia cognoscitur. sed quia est talis, ideò verè judicatur talis; ergo judicium illud non est regula malitiæ, vel bonitatis; ergo neque est lex, nec prohibitio. Tertia aliàs etiam Deus haberet legem sibi naturalem respectu suæ voluntatis, quia etiam in Deo ad voluntatem antecedit secundùm rationem judicium mentis, indicans mentiri esse malum, servare promissum esse omninò rectum, et necessarium; si ergo hoc satis est ad rationem legis, etiam in Deo erit vera lex naturalis. Quia tunc non obstabit, quòd Deus non habeat superiorem, quia lex naturalis non imponitur ab aliquo superiore. Neque obstabit identitas, quia sufficit rationis distinctio, ut voluntas Dei verè dicatur ferri in id quod intellectu manifestatur, et quia sic proponitur; ergo sufficiet ut sit lex; nam illud dicitur esse satis ad rationem legis. Denique judicium indicans naturam actionis non est actus superioris, sed potest esse in æquali, vel inferiore, qui nullam vim habeat obligandi; ergo non potest habere rationem legis, vel prohibitionis : aliàs doctor ostendens, quid sit malum, quidve bonum, legem imponeret, quod dici non potest. Lex ergo est illud imperium, quod potest obligationem inducere; judicium autem illud non inducit obligationem, sed ostendit illam, quæ supponi debet; ergo judicium illud, ut habeat rationem legis, debet indicare aliquod imperium, à quo talis obligatio manat.

7. Sed fortassè quis dicet, hæc argumenta solùm facere vim in verbo legis, et ideò posse facilè enervari, dicendo, legem naturalem non dici legem in eo rigore, quo lex dicitur esse præceptum commune superioris, sed magis generali ratione, quia est quædam regula boni et mali moralis, sicut esse solet lex. Sed contra hoc, argumentor ulteriùs, quia id, quod est contra naturalem legem, necessariò est contra veram legem et prohibitionem alicujus superioris; ergo lex naturalis, prout in homine est, non solùm indicat rem ipsam in se, sed etiam ut prohibitam, vel præceptam ab aliquo superiori. Consequentia est clara, quia si lex naturalis intrinsecè consistat in solo objecto secundùm se, vel in ostensione ipsius, violatio ejus per se, et intrinsecè non erit contra legem superioris; nam remotâ omni lege superioris, violaret homo naturalem legem, agendo contra illud dictamen. Probatur ergo antecedens tum ex Aug. 22 contra Faust. c, 27, definiente peccatum, *esse dictum, factum, vel concupitum contra legem æternam*, et addente, *legem æternam esse rationem, vel voluntatem Dei;* sentit ergo de ratione peccati esse, ut sit contra legem propriam alicujus superioris. Unde l. 2 de Pec. merit. et remis. c. 16, sic ait: *Neque peccatum erit, si quid erit, si non divinitùs jubeatur, ut non sit.* Et infra : *Quomodò dimittitur per Dei misericordiam, si peccatum non est, aut quomodò non vetatur per Dei justitiam, si peccatum est ?* significans non minùs repugnare, esse peccatum, et non prohibitum à Deo, quàm indigere remissione, et non fuisse peccatum. Idem confirmat definitio Ambr. lib. de Parad. c. 8 : *Peccatum est legis divinæ prævaricatio, et cœlestium inobedientia mandatorum.* Sed peccatum contra legem naturalem est verè peccatum; ergo est violatio divini et cœlestis mandati; ergo lex naturalis, prout in homine est, habet vim divini mandati tanquàm indicans illud, et non solam rei naturam. Tandem consonant huic veritati verba Pauli Rom. 4 : *Ubi non est lex, nec prævaricatio.* Loquitur autem apertè de totâ lege, non solùm quoad cæremonalia et judicialia præcepta, sed etiam quoad moralia, quæ sunt de lege naturæ. Nam de omni lege, ut lex est etiam naturalis, procedit doctrina

Pauli, quòd de se et sine spiritu gratiæ iram operatur, et ita communiter exponitur, quia aliàs doctrina Apostoli non esset completa, ut in materià de Gratià latiùs dicetur; sentit ergo omne peccatum esse contra aliquam legem. Quod etiam de proprià lege præceptivà intelligendum est, tum quia de illa semper loquitur in illo capite; tum etiam quia non oportet traducere verba ad improprium sensum sine auctoritate aut cogente necessitate.

8. Ratione præterea declaratur assertio à priori quia omnia, quæ lex naturalis dictat esse mala, prohibentur à Deo speciali præcepto, et voluntate, quâ vult nos teneri, et obligari vi auctoritatis ejus ad illa servanda; ergo lex naturalis est propriè lex præceptiva, seu insinuativa proprii præcepti. Consequentia clara est. Antecedens probatur primò, quia Deus habet perfectam providentiam hominum; ergo ad illum, ut ad supremum gubernatorem naturæ spectat vetare mala, et præcipere bona; ergo, quamvis ratio naturalis indicet, quid sit bonum vel malum rationali naturæ, nihilominùs Deus ut actor, et gubernator talis naturæ præcipit id facere, vel vetare, quod ratio dictat esse faciendum, vel vetandum. Secundò quidquid contra rationem rectam fit, displicet Deo, et contrarium illi placet, quia cùm voluntas Dei sit summè justa, non potest illi non displicere quod turpe est, nec non placere honestum, quia voluntas Dei non potest esse irrationabilis, ut dixit Ansel. l. 1 *Cur Deus homo* c. 8. Ergo ratio naturalis, quæ indicat, quid sit per se malum, vel bonum homini, consequenter indicat, esse secundùm divinam voluntatem, ut unum fiat, et aliud vitetur.

9. Dices: Ex voluntate complacentiæ, aut displicentiæ in Deo non sequitur, quòd sit voluntas obligans per modum præcepti, tum quia hâc ratione non tenemur conformari omni divinæ voluntati, quæ est simplicem affectum; imò nec omni voluntati beneplaciti, seu efficaci; sed illi tantùm, quâ vult nos obligare, ut suppono ex 1-2, q. 19. Unde hâc ratione licet opera consiliorum placeant Deo, non inde infertur voluntas præcipiens; tum etiam quia homini justo vel beato displicet quidquid à me contra rationem fit, et tamen nihilominùs illa voluntas non est præceptiva. Respondeo primùm, non esse sermonem de quâcumque voluntate complacentiæ, sed de illâ, quâ ita placet aliquid ut contrarium, vel privativè oppositum per omissionem displiceat tanquàm malum; opera autem consiliorum non placent hoc modo, sed ita placent, ut in oppositis omissionibus non displiceat aliqua malitia, et ideò illa complacentia vocatur simplex voluntas; prior autem, quâ ita unum placet, ut aliud simpliciter displiceat, censetur magis absoluta. Deinde dico talem voluntatem spectandam esse in Deo, ut in supremo gubernatore, et non ut inveniri potest in personâ privatâ justâ, sive beatâ, sive viatrice: Deus enim habens illam absolutam displicentiam, aut conplacentiam, vult absolutè illud opus fieri, quantùm ad munus justi gubernatoris spectat; ergo est talis voluntas, ut per illam velit subditos obligare, ut id faciant, vel non faciant. Non enim potest esse voluntas efficax, ut opus absolutè fiat, vel non fiat; aliàs nunquàm opus aliter fieret, quàm Deus vellet, quod tamen non ita est, ut constat. Neque id pertinet ad munus gubernatoris, ad quem spectat ita velle bona, ut permittat mala, et sinat causas secundas liberas suâ libertate uti expeditè, et sine impedimento; ergo oportet, ut sit voluntas obligans; nam hoc modo providet subditis in hoc genere, quantùm ad rectam et prudentem providentiam spectat.

10. Unde confirmatur assertio, quia peccata contra legem naturalem dicuntur in Scripturâ esse contra divinam voluntatem. Unde dixit Ansel. in l. de voluntate Dei: *Quicumque legi naturali obviat, Dei voluntatem non servat.* Et signum manifestum est, quia transgressor legis naturalis in divino judicio dignus est pœnâ; ergo est transgressor voluntatis divinæ; nam ille servus vapulabit multis, qui Domini voluntatem non facit, ut dicitur Lucæ 12; ergo lex naturalis includit Dei voluntatem. Et è converso facienti voluntatem Dei promittitur regnum cœlorum, Matt. 6, 1, Joan. 2; quod necesse est præcipuè intelligi de voluntate præcipiente; nam scriptum est: *Si vis ad vitam ingredi, serva mandata;* ergo qui servat naturalem legem, facit voluntatem Dei; ergo lex naturalis includit voluntatem Dei præcipientem. Confirmatur præterea; nam voluntas signi, quam theologi in Deo ponunt, etiam extenditur ad ea quæ sunt juris naturalis ut sumitur ex D. Thom. p. 1, q. 19, art. ult. cum Magist. et aliis in 1, d. 45, et est per se notum; nam qui violat legem naturalem à Dei voluntate recedit, et quando petimus in oratione dominicâ: *Fiat voluntas tua,* etiam petimus ut fiat in observatione legis naturalis; ergo lex naturalis in nobis existens est signum alicujus voluntatis Dei; ergo maximè illius, quâ vult nos obligare ad legem illam servan-

dam; ergo lex naturalis includit hanc Dei voluntatem. Confirmatur tertiò, quia peccatum contra legem naturalem est offensivum Dei, et inde habet quamdam infinitatem; ergo signum est esse contra Deum, ut contra legislatorem: continet enim virtualem contemptum ejus; ergo lex naturalis Dei voluntatem includit, quia sine voluntate non est legislatio. Denique obligatio legis naturalis vera obligatio est; hæc autem obligatio aliquod bonum est suo modo, in rerum naturâ existens; ergo necesse est, ut illamet obligatio sit ex divinâ voluntate volente homines teneri ad id servandum quod recta ratio dictat.

11. Dico secundò: Hæc Dei voluntas, prohibitio aut præceptio non est tota ratio bonitatis et malitiæ, quæ est in observatione vel transgressione legis naturalis, sed supponit in ipsis actibus necessariam quamdam honestatem vel turpitudinem, et illis adjungit specialem legis divinæ obligationem. Hæc assertio sumitur ex D. Thom. locis supra citatis, et quoad priorem partem colligitur ex illo communi axiomate theologorum, quædam mala esse prohibita, quia mala; si enim prohibentur, quia mala, non possunt primam rationem malitiæ accipere à prohibitione, quia effectus non est ratio suæ causæ. Hoc autem axioma habet fundamentum in August. l. 2 de Serm. Domini in monte, c. 18, ubi ait, quædam esse, quæ non possunt bono animo fieri, ut stupra, adulteria, etc.; clariùs ex lib. 1 de liber. Arb. c. 3, ubi Evodius ait, adulterium non esse malum, quia lege prohibitum; sed è converso, quod Aug. tacitè approbat. Et idem sentiunt scholastici Durand. in 2, d. 47, q. 4, n. 7 et 8; Scot. et Gabriel, et alii in 3, d. 37, et Cajet. 1-2, q. 100, art. 1; Soto l. 2 de Just. q. 3, art. 2, et alii theologi supra citati. Estque aperta sententia Arist. 2 Ethic. c. 6, dicentis: *Sunt affectus nonnulli, qui continuo nomine suo sunt cum pravitate connexi, ut malevolentia, imprudentia, et invidentia, et actus identidem, ut adulterium, furtum, homicidium. Hæc enim universa, et talia dicuntur, quia ipsa sunt prava,* etc. Fundarique potest in illo metaphysico principio, quòd naturæ rerum quoad esse essentiæ sunt immutabiles, et consequenter etiam quoad convenientiam, vel disconvenientiam proprietatum naturalium; nam licet aliqua possit privari naturali proprietate, vel contrariam accipere, non tamen fieri potest, ut ille status sit illi connaturalis, ut latè Vict. Rel. de Homicid. d. 4 et sequentibus, et attigit Soto loco proximè citato, et de essentiis creatis diximus disp. 31 Metaph. in princ., et l. 9 de Trin. c. 6. Confirmatur à posteriori quia, si odium Dei, v. g., non haberet aliquam rationem intrinsecæ malitiæ priorem prohibitione, posset non prohiberi: Nam cur non poterit, si non est malum de se? Ergo posset licere, vel esse honestum, quod planè repugnat. Denique hanc partem sufficienter probat ratio dubitandi in principio posita cum fundamentis primæ sententiæ positis in capit. præced. Et plura dicemus tractando de indispensabilitate hujus legis.

12. Quoad ultimam verò partem colligitur assertio ex dictis in priori conclusione; nam lex naturalis prohibet ea quæ secundùm se sunt; sed hæc lex est vera lex divina veraque prohibitio; ergo necesse est ut addat aliquam obligationem vitandi illud malum, quod de se et naturâ suâ tale est. Item nihil repugnat, ut rei de se honestæ addatur obligatio faciendi illam, neque ut rei de se turpi addatur obligatio vitandi illam; imò existente unâ obligatione potest addi alia, maximè alterius rationis, ut patet de voto, de lege humanâ et similibus; ergo etiam potest lex naturalis, ut est vera lex divina, addere obligationem propriam moralem ortâ ex præcepto, ultra naturalem (ut sic dicam) malitiam, vel honestatem, quam ex se habet materia, in quam cadit tale præceptum. Atque hoc magis declarabitur statim respondendo ad rationem contrariam.

13. Ex dictis ergo concludo, et dico tertiò, legem naturalem esse veram ac propriam legem divinam cujus legislator est Deus. Hæc assertio sequitur clarè ex dictis, et sumitur ex Patribus allegatis, et ex Epiph. ac Tertull. locis infra referendis, et Plutarc. in Comment. *In principe requiri doctrinam,* circa principium. Et declaratur, quia lex naturalis potest, vel in Deo, vel in nobis considerari; et in Deo quidem secundùm rationis ordinem supponit judicium ipsiusmet Dei de convenientiâ vel disconvenientiâ talium actuum; addit autem voluntatem obligandi homines ad id servandum, quod recta ratio dictat. Quod totum satis declararum est. Et fortassè hoc voluit insinuare August. in d. loco contra Faust. l. 22, c. 27, quando dixit, *legem æternam esse divinam rationem, vel voluntatem ordinem naturalem conservari jubentem, perturbari vetantem.* Usitatum enim est, ut particula *vel* pro copulatione accipiatur, maximè quando illa inter quæ ponitur, ita sunt inter se connexa, ut non separentur; sic autem se habent ratio divina et voluntas-

circa legem æternam; et ideò utramque Aug. complexus est. Unde probandum non est, quod doctores posteriori loco allegati dicunt, voluntatem divinam, quia lex naturalis sancitur, non supponere dictamen divinæ rationis dictantis, hoc esse honestum, vel turpe, neque voluntatem illam Dei supponere in objecto intrinsecam convenientiam, vel disconvenientiam ad naturam rationalem, ratione cujus vult unum fieri, et aliud vetari; constat enim ex dictis in secundâ conclusione, hoc falsum esse, et contra rationem legis naturalis. Quamvis ergo obligatio illa quam addit lex naturalis, ut propriè præceptiva est, sit ex voluntate divinâ, tamen illa voluntas supponit judicium de malitiâ, verbi gratiâ, mendacii, et similia; tamen quia ex vi solius judicii non inducitur propria prohibitio, vel obligatio præcepti, quia hoc sine voluntate intelligi non potest; ideò adjungitur voluntas prohibendi illud, quia malum est. Unde tandem fit legem naturalem, prout in nobis est, non tantùm esse indicantem malum, sed etiam obligantem ad cavendum illud, ac subinde non solùm repræsentare naturalem disconvenientiam talis actûs, vel objecti cum rationali naturâ; sed etiam esse signum divinæ voluntatis vetantis illud.

14. Superest, ut ad fundamentum utriusque sententiæ respondeamus; totum enim versatur circa hanc hypothesim: *Etsi Deus non prohibeat, vel præcipiat ea, quæ sunt de lege naturæ, nihilominùs mentiri est malum, et colere parentes bonum et debitum.* Circa quam conditionalem duo videnda sunt, unum est, quid sequatur, positâ illâ hypothesi; aliud est, an hypothesis ipsa possibilis sit. In quo Medin. 1-2, q. 18, artic. 1, ac ultim. respondet, hypothesim esse impossibilem, quia illâ positâ, sequitur contradictio, scilicet, quòd mendacium, verbi gratiâ, non sit peccatum, quia non est prohibitum per ullam legem, et quòd sit peccatum, quia est contra rationem, et per se disconveniens naturæ rationali. Sed contra hoc est, quia secundùm ordinem rationis priùs est talis actus malus, quàm prohibitus per propriam legem; ergo licet hypothesis illa supponatur, nempe opus non prohiberi à Deo, non sequeretur illud non esse malum, quia ex se id habet sine prohibitione; ergo non sequitur contradictio.

15. Responderi potest, quòd licet illa negativa propositio non sequatur per locum intrinsecum (ut aiunt) seu à priori, sequitur à posteriori, et per principia extrinseca. Quia si opus non prohiberetur à Deo, non displiceret illi, et consequenter non esset malum, et tamen aliàs supponitur esse malum, et ita sequitur contradictio. Declaratur à simili, si Deus vellet, me illum odio habere, tunc certè odium Dei non esset malum, et tamen si est odium, necessariò est malum, et ita sequitur contradictio. Vel si Deus vellet ignem naturâ suâ esse frigidum, id fieret; tamen quia sequeretur contradictio, non potest Deus id velle. Juxta hanc ergo responsionem supponitur repugnantiam involvere, quòd actus sit de se malus, et non prohibeatur à Deo. Non video autem, quomodò hoc rectè probetur, inferendo illam contradictionem, quòd opus esset simul malum, et non malum, quia sic petitur principium, et committitur circulus in probatione; igitur aliunde probandum est. Quapropter ex vi illius hypothesis, sive possibilis, sive impossibilis sit, solùm colligitur, malitiam aliquam actûs humani, vel omissionis ejus, formaliter non consistere in discordiâ præcepto proprio, seu lege vetante, aut præcipiente. Unde positâ illâ hypothesi, rectè sequitur, actum esse malum, et non prohibitum; non tamen inde inferri potest, illa duo esse in re separabilia, quod solum ad præsentem causam facit.

16. Sed instabis: nam inde sequitur, datâ illâ hypothesi, actum esse malum sine lege prohibente, seu illâ præcisâ et abstractâ; ergo sequitur etiam moraliter esse malum, quia supponitur esse actus liber; malitia autem actûs liberi per disconvenientiam ad naturam rationalem ut sic, malitia moralis est; ergo actus ille est moraliter malus, et non ex lege prohibente; ergo etiam est peccatum, præcisâ repugnantiâ ad legem prohibentem, et ita ruunt omnia fundamenta nostræ sententiæ. Ad hoc verò respondent aliqui, ut supra Medin. refert, distinguentes inter actum malum et peccatum, quia actus malus latiùs patet, et inveniri potest sine contrarietate ad legem; non verò peccatum; unde in eo casu concedunt, actum fore malum; negant tamen fore peccatum. Sed difficilis est distinctio, et videtur parùm consentanea doctrinæ D. Thom.; nam peccatum nihil aliud est, quàm actus malus ex obliquitate à debito fine, nimirùm, quia cùm fiat, vel fieri debeat, propter aliquem finem, in ordine ad illum non est rectus, seu ab illo declinat. Unde, si actus sit moralis et humanus, eo ipso quòd est malus propter deviationem à rectâ ratione, est etiam peccatum, ut docet D. Thom. 1-2, q. 21, art. 1, quia talis actus deviat à fine recto, propter quem fieri deberet, et ideò est malus, et consequenter peccatum. Un-

de alii respondent, esse quidem peccatum, sed non esse culpam, si non sit contra legem. Sed hoc etiam videtur repugnare D. Thomæ in eâdem q. 21, art. 2. Ubi ait, in actibus liberis peccatum et culpam converti, solùmque differre respectu et denominatione, quia actus dicitur peccatum per obliquitatem à fine; culpa verò dicitur per respectum ad agens cui imputatur; actus autem liber eo ipso, quòd liber est, imputatur agenti; ergo, si est actus liber et malus, consequenter est peccatum et culpa; ergo, etiam in eo casu, seclusâ lege Dei, esset actus culpabilis, et ita enervantur omnes rationes factæ.

17. Respondeo igitur, in actu humano esse aliquam bonitatem vel malitiam ex vi objecti præcisè spectati, ut est consonum vel dissonum rationi rectæ, et secundùm eam posse denominari, et malum, et peccatum, et culpabilem secundùm illos respectus seclusâ habitudine ad propriam legem. Præter hanc verò habet actus humanus specialem rationem boni et mali in ordine ad Deum, additâ divinâ lege prohibente vel præcipiente, et secundùm eam denominatur actus humanus speciali modo peccatum, vel culpa apud Deum, ratione transgressionis legis propriæ ipsius Dei, quam specialem malitiam videtur Paulus significâsse nomine *prævaricationis*, cùm dixit: *Ubi non est lex, nec prævaricatio.* Hanc ergo deformitatem non haberet actus humanus rationali naturæ contrarius, positâ illâ hypothesi, quòd Deus illum non prohiberet, quia tunc non haberet illum virtualem contemptum Dei, quem continet transgressio legis respectu legislatoris, teste Basil. in id Psal. 28: *Afferte Domino gloriam et honorem.* Et consonat illud Pauli ad Rom. 2: *Per prævaricationem legis Deum inhonoras.* Unde dixit August. de verâ Relig. c. 26, *legem prohibentem omnia commissa congeminare.* Quod declarans addit: *Non enim simplex peccatum est, non solùm malum, sed etiam vetitum admittere.*

18. Atque hoc modo videtur D. Thom. 2, quæst. 71, art. 6, ad 5, distinguere peccatum ut est contra rationem, ut est offensivum Dei; et priori modo considerari à philosopho morali, posteriori autem modo à theologo. In illo ergo casu esset actus malus moraliter peccatum, et culpa, non tamen theologicè, seu in ordine ad Deum, et eodem modo videtur intelligendum, quod ibidem dicit in solutione ad 4, talia peccata in ordine ad legem æternam esse mala, quia prohibita, utique illa malitia theologica (ut sic dicam) quam non haberet actus, nisi esset prohibitus. Et ita videtur intelligenda ratio quam subdit, quæ aliàs videri potest obscura. Nam cùm dixisset, omne peccatum esse malum, quia prohibitum in ordine ad legem æternam, subdit: *Ex hoc enim ipso, quòd est inordinatum, juri naturali repugnat.* Quæ ratio potiùs videtur probare esse prohibitum, quia malum, quàm è converso. Quod verum est loquendo de malitiâ moralis inordinationis, tamen ratione illius addita est lex æterna, et divina prohibitio ad quam habet tale peccatum specialem repugnantiam, et consequenter inde habet specialem deordinationem, quam non haberet, si prohibitio divina non intervenisset, per quam deordinationem completur ratio peccati theologicè sumpti, et ratio culpæ simpliciter apud Deum. Et in hoc sensu videntur loqui Victor. et nonnulli alii theologi, et ita non procedunt replicæ factæ, nisi fiat vis in solis verbis.

19. Ex illâ ergo hypothesi hoc modo explicatâ et concessâ, nihil potest inferri contra nostram sententiam, nec contra rationes, quibus illam probavimus. Nam admissâ illâ conditionali in dicto sensu, nihilominùs nunc lex naturalis verè et propriè prohibet quidquid secundùm se malum seu inordinatum est in actibus humanis, et sine tali prohibitione actus non haberet (ut sic dicam) consummatam vel perfectam rationem culpæ et offensæ divinæ, quæ negari non potest in actibus, qui præcisè sunt contra legem naturæ.

20. Ut autem omninò constet, quomodò possit hæc prohibitio divina intrinsecè ac per se pertinere ad legem naturæ, oportet secundum punctum exponere, videlicet, an hypothesis illa possibilis sit, id est, quòd Deus per proprium actum suæ voluntatis non adjunxerit legem propriam vetantem, vel præcipientem ea quæ sunt de dictamine rationis naturalis. In quo duo possunt cogitari modi dicendi. Primus est, Deum quidem posse de potentiâ absolutâ non facere talem prohibitionem, quia non apparet implicatio contradictionis, ut videntur probare omnia quæ Okam, Gerson et alii pro suâ sententiâ congerunt; nihilominùs tamen id fieri non posse secundùm legem ordinariam divinæ providentiæ rerum naturis consentaneam; nam hoc ad minus probant rationes in contrarium factæ pro nostrâ sententiâ, et multùm favent testimonia Scripturæ et Patrum. Et hoc videri potest sufficiens, ut lex naturalis dicatur includere proprium præce-

ptum Dei, quia lex naturalis est illa quæ est conformis naturis rerum.

21. Alter modus dicendi esse potest, illam hypothesim esse omninò impossibilem, quia non potest Deus non prohibere id quod est intrinsecè malum et inordinatum in naturâ rationali; vel non præcipere contrarium. Hæc sententia est apertè D. Thomæ dictâ q. 72, art. 6, et clariùs q. 100, art. 8, ad 2, quatenùs ait, decretum divinæ justitiæ circa hanc legem esse immutabile. Quod non potest intelligi de solà immutabilitate ex suppositione decreti; nam hoc modo quodlibet decretum Dei in quâcumque lege positivâ est immutabile; loquitur ergo D. Thom. de immutabilitate simpliciter. Unde ita censet, non posse Deum in hoc auferre suæ justitiæ ordinem, sicut non potest negare seipsum, vel sicut non potest non esse fidelis in promissis. Eamdem opinionem supponit clarè Medin. supra, et latiùs Victor. in dictâ Relect. de pervenientib. ad usum rationis, n. 9 et 10, ubi nec probabile nec intelligibile esse censet, aliquem posse peccare, et non habere superiorem, et præceptum, seu legem ejus. Unde quàm impossibile est hominem utentem ratione non posse peccare, vel non habere superiorem, tam impossibile credit esse, posse Deum non vetare illa, quæ secundùm se mala sunt, aut non præcipere ea quæ sunt necessaria ad naturalem honestatem. Ratio denique, quâ probavimus, de facto Deum ferre hanc legem, probat, illam esse simpliciter necessariam, quia non potest non displicere Deo talis actus, modo consentaneo suæ bonitati, et justitiæ, ac providentiæ.

22. Ut verò hæc ratio declaretur, objicitur, quia præceptum divinum est actus voluntatis, vel voluntatem supponit, et ab eâ ducit originem; sed divina voluntas est libera in omnibus actionibus ad extra; ergo etiam est libera in illâ voluntate; ergo potest illam non habere; ergo potest non imponere tale præceptum. Respondent aliqui, ad legem naturalem sufficere naturale dictamen intellectûs divini, quo judicat hæc mala esse vitanda, et hæc bona facienda. Nam circa ea quæ per se et intrinsecè talia sunt, illud dictamen non est liberum, sed necessarium; et ex illo dictamine legis divinæ et æternæ in tali materiâ necessariò dimanat quædam ejus participatio ad creaturam rationalem, suppositâ ejus creatione; et ex hâc participatione et derivatione sine alio actu voluntatis divinæ redundat specialis obligatio in rationalem creaturam, quasi per naturalem sequelam, ratione cujus tenetur sequi rectam rationem, ut indicantem regulam æternam, quæ est in Deo; atque ita, quidquid sit de libero actu divinæ voluntatis, obligatio hæc et prohibitio omninò necessariò sequitur ex ratione divinâ. Sed hæc responsio intelligi non potest, quia solum dictamen intellectûs sine voluntate non potest habere rationem præcepti respectu alterius, nec inducere in illum specialem obligationem; quia obligatio est motio quædam moralis ad agendum; movere autem alium ad operandum, opus voluntatis est. Item quia tota illa obligatio non transcendit vim objecti per se boni vel mali, à quo habet actio ut per se bona vel mala sit, et judicium rationis solum habet rationem applicantis, vel ostendentis tale objectum. Ac denique ratio naturalis ostendens bonum et malum, non plus, vel magis obligat, eò quòd sit participatio rationis divinæ, quàm obligaret secundùm se spectata, ac si à se esset.

23. Dico igitur ex Cajet. dicto art. 8. divinam voluntatem, licet simpliciter libera sit ad extra, tamen ex suppositione unius actûs liberi posse necessitari ad alium, ut si vult promittere, absolutè necessitatur ad implendum promissum, et si vult loqui, aut revelare, necessariò debet revelare verum. Et cum eâdem proportione, si vult creare mundum, et illum conservare in ordine ad talem finem, non potest non habere providentiam illius, et suppositâ providendi voluntate, non potest non habere providentiam perfectam et consentaneam suæ bonitati et sapientiæ. Ideòque suppositâ voluntate creandi naturam rationalem cum sufficienti cognitione ad operandum bonum et malum, et cum sufficienti concursu ex parte Dei ad utrumque, non potuisse Deum non velle prohibere tali creaturæ actus intrinsecè malos, vel nolle præcipere honestos necessarios. Quia, sicut non potest Deus mentiri, ita non potest insipienter vel injustè gubernare; esset autem providentia valdè aliena à divinâ sapientiâ et bonitate, non prohibere, vel præcipere suis subditis, quæ talia sunt.

Sic ergo ad argumentum distinguitur minor; nam absolutè posset Deus nihil præcipere, vel prohibere; tamen ex suppositione, quòd voluit habere subditos ratione utentes, non potuit non esse legislator eorum, saltem in his, quæ ad honestatem naturalem morum necessaria sunt. Item ratio supra insinuata est satis probabilis, quia non potest Deus non odisse malum rectæ rationi contrarium; habet autem

hoc odium non tantùm ut privata persona, sed etiam ut supremus gubernator; ergo ratione hujus odii vult obligare subditos, ne illud committant.

24. Objicitur verò secundò, quia ad legem non sufficit voluntas legislatoris, nisi accedat insinuatio seu intimatio talis voluntatis; sed nihil est quod necessitet Deum ad intimandam talem voluntatem suam; ergo potest illam non intimare, cùm hoc sit ei liberum; ergo potest non ferre talem legem, nec per illam obligare, quia sine intimatione non fit obligatio. Respondeo inprimis, si illa voluntas Dei necessaria est ad convenientem et prudentem providentiam, et gubernationem hominum, consequenter est necessariam, ut ex vi ejusdem providentiæ innotescere possit hominibus illa voluntas Dei, et hoc sufficit ad rationem præcepti et legis; neque alia intimatio necessaria. Unde dicitur ulteriùs, ipsummet judicium rectæ rationis inditum naturaliter homini, esse de se sufficiens signum talis voluntatis divinæ, nec esse necessariam aliam insinuationem. Probatur, quia judicium rationis indicat de se divinam providentiam decentem Deum, et moraliter necessariam ad plenum dominium ejus, et debitam subjectionem hominis ad ipsum, in quâ providentiâ hæc legislatio continetur. Item hâc de causâ per lumen naturale cognoscitur, Deum offendi peccatis, quæ contra legem naturalem fiunt, et ad ipsum pertinere illorum punitionem, et judicium; ergo ipsum naturale lumen est de se sufficiens promulgatio legis naturalis, non solùm quia manifestat intrinsecam disconvenientiam, vel convenientiam actuum, quam lumen Dei increatum ostendit; sed etiam quia intimat homini, contrarias actiones displicere auctori naturæ, tanquàm supremo Domino, et curatori, ac gubernatori ejusdem naturæ; hoc ergo satis est ad intimationem talis legis, ut sensit D. Thom. 1-2, q. 90, art. 4, ad 1. Et hâc ratione lex naturalis vocatur lex mentis, ut notat Epiphan. hæres. 64 in verbis quæ ex Methodio refert in fine illius §, et insinuat Tertullian. lib. contra Judæos, capite 2.

25. Adhuc verò superesse hìc poterant difficultates et interrogationes subobscuræ; una est, an transgressio legis naturalis eo modo, quo à nobis explicata est, habeat specialem malitiam distinctam ab illâ quam haberet actus ex solâ disconvenientiâ ad rationalem naturam præcisè spectatam, ut in hypothesi supra tractatâ consideratur. Item, si malitia illa est specialis, qualis sit, et quanta ex vi legis naturalis. Item an possit hæc specialis ratio legis naturalis invincibiliter ignorari, vel positâ tali ignorantiâ, an actus factus contra rationem esset offensivus Dei, vel an haberet malitiam infinitam, seu an esset peccatum mortale. Sed hæc pertinent magis ad materiam de Peccatis, et ideò nunc illa omitto, ne ab instituto nimiùm digrediamur; interim videri possunt Victor. dictâ Relect. de Perveni. ad usum rationis, et Gerson, dictâ. lect. 2 de Vitâ spirit. paulò ante corollarium primum, et alii auctores allegati.

CAPUT VII.

In quâ materiâ versetur lex naturalis, seu quæ sint ejus præcepta.

1. Supponimus ex dictis, bonum per se honestum, seu ad honestatem necessarium, et malum illi contrarium, esse materiam hujus legis; illud ut præcipiendum, hoc ut vitandum. Probatur, quia cùm hæc sit vera lex, et Deum habeat auctorem, non potest non esse honesta; ergo non potest præcipere, nisi honestum, nec vetare, nisi contrarium. Item hæc lex id præcipit, quod est naturæ rationali consentaneum, ut talis est, et vetat contrarium; illud autem non est nisi honestum, ut constat. Imò in hoc differt lex naturalis ab aliis legibus, quòd aliæ faciunt esse malum quod prohibent, et necessarium vel honestum quod præcipiunt; hæc verò supponit in actu seu objecto honestatem quam præcipiat, vel turpitudinem quam prohibeat, et ideò dici solet per hanc legem prohiberi aliquid, quia malum, vel præcipi, quia bonum, ut capite præcedenti tactum est.

2. Difficultas ergo est, an omne honestum bonum, vel malum contrarium, cadat sub legem naturalem. Nam quidam dixerunt, sola generalia principia per se nota, quæ versantur circa bonitatem vel malitiam moralem, qualia sunt, *bonum est faciendum, malum vitandum; quod tibi fieri non vis, alteri ne feceris*, esse materiam hujus legis, non verò conclusiones, quæ ex his principiis eliciuntur, ut, *depositum esse reddendum, usuram vitandam.* Solet citari pro hâc sententiâ D. Thom. q. 94, art. 2. et Durand. tract. de Legib., quem habere non potui, sed illum refert Turrecrem, in cap. *Jus naturale*, d. 1, n. 5, et aliqui juristæ ita defendunt hanc opinionem, ut existiment, præcepta Decalogi non continere jus naturale, sed jus gentium, quod putant esse diversum. In quam sententiam videtur inclinare Soto lib. 1 de Justit.

q. 5, art. 4, ut capite sequenti latiùs dicam. Videnturque fundari in modo loquendi jureconsultorum, qui eos actus, quos dictat ratio, solùm per discursum non tribuunt juri naturali, ut videre licet in l. 1, 2 et 3, et l. *Omnes*, cum aliis, ff. de Justit. et jur. et in l. *Bonâ fide*, ff. Depositi.

3. Ratio esse potest primò, quia jus naturale est id ad quod ipsa natura immediatè inclinat; hujusmodi autem solùm sunt prima principia: nam quæ per discursum comparantur, potiùs ab ipso homine habent originem. Unde etiam in ipsis habitibus distinctio est inter habitum principiorum, et conclusionum. Secundò, quia jus illud, quod versatur circa prima principia, est prorsùs immutabile, tam ex parte suâ, quàm ex parte hominum, quia ignorari non potest; illud autem, quod versatur circa conclusiones, mutari potest, et ignorari. Tertiò, quia aliàs etiam actus virtutum, quos præcipiunt homines, pertinerent ad legem naturæ, quia per discursum ex illâ eliciuntur. Quartò, quia aliàs non distingueretur jus gentium à jure naturali, sed illius pars esset, vel sub illo contineretur.

4. Nihilominùs dicendum est, jus naturale complecti omnia præcepta, seu principia moralia, quæ evidentem habent honestatem necessariam ad rectitudinem morum, ita ut opposita moralem inordinationem, seu malitiam evidenter contineant. Hæc est mens D. Thomæ q. 91, art. 2, q. 94, art. 2, et 4, q. 95, art. 2, et q. 100, art. 1, 2 et 3. Ubi Cajetan. Conrad. et alii expositores idem sentiunt, Soto lib. 1 de Justit. q. 4, art. 2, et q. 5, art. 1 et 2, et lib. 3, q. 1, art. 2 et 3, et idem sumitur ex theologis in præcedenti cap. allegatis, et ex Turrecr. in cap. *Jus autem*, d. 1, per plures articulos, præsertim in primo et ultim. Covarr. in Regulâ Peccat. p. 2, § 11, n. 4. Item sumitur ex Arist. 5 Ethic. cap. 7. Ubi omne jus in naturale et legitimum distinguit, sub naturali comprehendens omne illud quod necessariam et immutabilem habet veritatem. Eademque est sententia Ciceronis lib. 2 de Invent., ubi definit, jus naturæ esse *quod nobis non opinio, sed quædam innata vis affert, ut religionem, pietatem*, etc. Idem sensit Isidor. 5 Etymol. cap. 3, ubi aliis exemplis jus naturale declarat. Item August. lib. 1 de libero Arbitr. cap. 3, quatenùs adulterium ponit esse contra jus naturæ; nam eadem ratio est de omnibus similibus. Denique sumi hoc potest ex illo Psal. 4: *Quis ostendit nobis bonum? signatum est super nos lumen vultùs tui, Domine*. Nam inde rectè colligimus, omnia, quæ lumen naturale evidenter manifestat, pertinere ad legem naturæ. Et confirmari potest ex illo Pauli ad Roman. 2: *Gentes, quæ legem non habent, naturaliter ea, quæ legis sunt, faciunt*. Unde infert, eos sibi ipsis esse legem; illa autem quæ evidenter cognoscuntur lumine naturæ, sive cum discursu, sive absque illo cognoscantur, rectè dicuntur naturaliter fieri; ergo.

5. Ratione etiam declaratur assertio; nam ea quæ naturali ratione cognoscuntur, in triplici genere distingui possunt; quædam sunt prima principia generalia morum, ut sunt illa: *Honestum est faciendum, pravum vitandum; quod tibi fieri non vis, alteri ne feceris*, et similia, et de his nullum est dubium pertinere ad legem naturalem; alia sunt principia magis determinata, et particularia, tamen etiam per se nota ex terminis, ut: *Justitia est servanda; Deus est colendus; temperatè vivendum est*, et similia, de quibus etiam nulla est dubitatio, et à fortiori patebit ex dicendis. In tertio ordine ponimus conclusiones, quæ per evidentem illationem ex principiis naturalibus inferuntur, et nonnisi per discursum cognosci possunt; inter quas quædam faciliùs et à pluribus cognoscuntur, ut adulterium, furtum et similia, prava esse; aliæ majori indigent discursu, et non facilè omnibus noto, ut fornicationem esse intrinsecè malam, usuram esse injustam, mendacium nunquàm posse honestari, et similia. De his ergo omnibus intelligitur assertio posita; nam omnia hæc ad legem naturalem pertinent. Quòd si id probatum fuerit, etiam de conclusionibus cujuscumque gradûs, dummodò evidentiæ gradum certum attingant, à fortiori erit probatum de reliquis.

6. Probatur ergo primò inductione; nam præcepta Decalogi sunt de jure naturæ, ut est indubitatum apud omnes, et tamen non omnia continent principia per se nota, sed aliqua indigent discursu, ut etiam est clarum. Multòque id clarius est de multis præceptis naturalibus, quæ in illis continentur, ut est præceptum prohibens simplicem fornicationem, vel usuram, vel vindictam de inimico propriâ auctoritate, de quibus secundùm doctrinam catholicam certum est, esse de jure naturali. Et similiter in præceptis affirmativis, servare votum, vel promissionem, dare eleemosynam ex superfluo, honorare parentes, naturalia præcepta sunt non solùm secundùm fidem, sed etiam secundùm philo-

sophos, et omnes rectè sentientes, et tamen non sine discursu, et interdùm multa ratiocinatione concluduntur. Secundò argumentor ratione, quia omnia illa, quæ in illis membris comprehenduntur, præcipiuntur, quia honesta sunt, vel prohibentur, quia mala sunt, et non è converso; ergo illa non pertinent ad legem positivam; ergo ad naturalem; non enim est aliud membrum legis, ut supra notavi. Prima consequentia patet, quia illa est propriè lex positiva, quæ addit necessitatem, præter id, quod postulat intrinseca natura materiæ; nam (ut dixit Arist.) lex positiva est de his rebus, quæ non referunt, priusquàm lex ponatur. Antecedens autem patet, quia veritas principii non potest stare sine veritate conclusionis, quando illa necessariò elicitur, et ideò si conclusio, pertinens ad honestatem, necessariò sequitur ex principiis naturæ, per se, et ab intrinseco, habet honestatem, etiam seclusâ lege extrinsecâ; ergo, si adhibetur lex, ideò est, quia illud objectum necessariam habet honestatem; et idem est è contrario de malitiâ et prohibitione.

7. Tertiò, de primis generalibus principiis nemo dubitat; ergo nec de particularibus dubitari potest, quia etiam illa per se et ex vi terminorum habent convenientiam cum naturâ rationali, ut talis est; ergo nec de conclusionibus ex his principiis evidenter elicitis dubitandum est, quia veritas principii in conclusione continetur, et qui unum præcipit, vel prohibet, necessariò prohibet id quod in illo continetur, vel sine quo subsistere non potest. Imò, si propriè loquamur, magis exercetur lex naturalis in his principiis, vel conclusionibus proximis, quàm in illis principiis universalibus, quia lex est proxima regula operationis; illa autem communia principia non sunt regula, nisi quatenùs per particularia determinantur ad singulas species actuum, seu virtutum. Denique hæc omnia præcepta necessitate quâdam prodeunt à naturâ et à Deo, quatenùs auctor est naturæ, et tendunt ad eumdem finem, nimirùm ad debitam conservationem et naturalem perfectionem, seu felicitatem humanæ naturæ; ergo omnia pertinent ad naturale ejus.

8. Addit verò Gratian. d. 1, in principio, jus naturale esse, quod in lege et Evangelio continetur. Quod si verum est, non solùm ea quæ diximus, sed etiam quæ vel per Moysem Deus præcepit, vel Christus jussit in lege novâ, ad jus naturale pertinebunt; nam hæc sunt quæ in Evangelio et lege continentur. Ad quod tacitè respondens Glossa ibi dicit, jus naturale ibi vocari à Gratiano jus divinum, indicans comprehendere non solùm jus divinum naturale, sed etiam positivum, et hoc sequuntur aliqui juristæ. Imò divus Thomas in 4, d. 33, quæst. 1, artic. 1, ad 4, inquit : *Aliquando dici naturale, non solùm id, quod est à principio intrinseco, sed etiam quod est ex infusione et impressione superioris agentis, scilicet, Dei, et sic accipi ab Isidoro, cùm dicit jus naturale esse quod in lege et Evangelio continetur*; nam, licet illa verba non sint Isidori, sed Gratiani, videntur fundata in Isidoro ibidem relato in cap. 1, ex libro 5 Etymolog. cap. 2, dicente : *Omnes leges divinæ sunt, aut humanæ; divinæ naturâ, humanæ moribus constant.* Sed nihilominùs hic sensus non videtur ab his Patribus intentus, tum quia satis explicant de quo jure naturali loquantur, scilicet, de eo quod est commune omnibus nationibus eò quòd instinctu naturæ, non constitutione aliquâ habeatur, et ita illud distinguunt à jure civili. Unde apertè loquuntur de jure, seu legibus, quibus homines ex vi suæ institutionis merè naturalis, vel ex naturalibus constitutæ, gubernati sunt à principio; non ergo comprehendunt jus divinum supernaturale, seu positivum; nec est verisimile, quòd cæremonias omnes legis veteris, et sacramentorum præcepta sub appellatione legis naturalis comprehenderint.

9. Dico ergo, Gratianum non dicere, jus naturale complecti omnia quæ in lege et Evangelio continentur, neque illo modo describere, seu definire jus naturale, sed affirmare solùm hoc jus naturale contineri in lege, utique quoad præcepta moralia ejus, et præcepta duarum tabularum, et illud etiam contineri in Evangelio, vel quatenùs expressè in eo confirmantur et explicantur præcepta Decalogi, Matth. 5, vel quatenùs virtute totum jus naturale continetur in illo principio, quod habetur Matth. 7 : *Quæcumque vultis, ut faciant vobis homines, et vos facite illis*, et hoc ultimum fuisse videtur à Gratiano maximè intentum. Unde sic est ejus littera conjungenda : *Jus naturale est, quo quisque jubetur alii facere, quod sibi vult fieri; quod in lege, et in Evangelio continetur.* Unde Christus in Evangelio dixit, etc. Et ita ferè exposuit D. Thomas 1-2, q. 94, art. 4, ad 1, et Turrecr. ibi art. 3, ad 4, licet non constanter loquatur, nunc unam, nunc alteram responsionem admittendo, et priùs

improbando Glossam, et postea probando responsionem D. Thomæ in 4, quam postea sine dubio retractavit. Supererat verò hìc explicandum, an omnes conclusiones, quæ ex principiis juris naturalis evidenter eliciuntur, sint simpliciter de jure naturali, et quæ connexio, quàmve necessaria, seu evidens ad hoc necessaria sit; hoc verò partim respondendo ad argumenta, partim in sequentibus capitibus declarando immutabilitatem legis naturalis, commodiùs expedietur.

10. Ad fundamenta contrariæ sententiæ inprimis nego, D. Thomam in contrariâ fuisse sententiâ, quod satis ex dictis manifestum, nec etiam Soto aliter sensit, ut ipse copiosiùs declaravit lib. 3 de Justit. q. 1, art. 3. De opinione verò juristarum dicam in capite sequenti. Ad primam verò rationem respondeo, quidquid est ex necessario dictamine rationis naturalis, consequi ex necessitate ad naturam, et esse ex naturali inclinatione, sive immediatè, sive mediatè et per discursum tale dictamen formetur. Quia non solùm immediata passio, sed etiam mediata fluit à naturâ, nec solùm principium internum motûs, sed etiam motus ipse et terminus ejus naturalis est, et ad rem moralem, seu obligationem parùm refert, quòd interveniat vel non interveniat discursus, si obligatio ipsa, et cum objecto, et cum naturâ habet intrinsecam connexionem. Ad secundam rationem ostendam infra, legem naturalem non esse propriè mutabilem, quamvis quædam præcepta ejus possint habere materiam magis vel minùs mutabilem, quod non variat rationem formalem legis.

11. In tertio argumento postulatur specialis difficultas, an omnes actus virtutum pertineant ad naturalem legem, quam tractat D. Thomas dictâ q. 92, art. 3, et quæst. 100, art. 2. Et in hoc loco respondet affirmando; explicat autem sub jure naturali se comprehendere non tantùm præcepta, sed etiam consilia. Nos autem propriè de præceptis quærimus. Posset igitur hoc facilè expediri eodem modo, quo diximus in lege æternâ; nimirùm, omnes actus virtutum quoad specificationem, seu modum, quo fieri debent, cadere sub naturalem legem, licet non omnes simpliciter, seu quoad exercitium præcipiantur. Aliter verò idem D. Thomas in priori loco sub distinctione respondet, actus virtutum dupliciter considerari posse, scilicet, vel secundùm rationem virtutis, id est, ut studiosi sunt, vel absolutè ut sunt tales actus; et priori modo affirmat omnes actus virtutum cadere sub legem naturæ; posteriori autem modo negat. Quæ distinctio dupliciter exponi potest : primò ut sensus sit, omnis virtutis actum secundùm specificam rationem spectatum posse cadere sub præceptum naturale præcipiens non tantùm modum, sed etiam exercitium actûs (ita enim in rigore loquimur de præceptis); si autem considerentur in individuo omnes actus cujuscumque virtutis, sic non omnes actus virtutum esse in præcepto naturali. Quæ posterior pars clara est, tum de actibus consiliorum, tum de multis actibus bonis, qui licet non sint optimi, et ideò non sint in consilio, nec etiam sint necessarii, et ideò non sint in præcepto; nihilominùs sunt honesti, et licitè fieri possunt, ut actus matrimonii, etc.

12. Ex priori verò parte oritur difficultas, an in omni virtute sit naturale præceptum obligans aliquando ad exercitium illius virtutis; nam regulariter esse, satis per se manifestum est. In aliquibus autem virtutibus non ita videtur, ut in liberalitate, quæ ex se videtur excludere debitum, et in eutrapeliâ, quæ videtur etiam maximè voluntaria. Verumtamen exacta tractatio hujus difficultatis postulat cognitionem omnium virtutum; ideòque breviter assero, si præceptum rigorosè sumatur, prout obligat ad mortale, non habere locum in omni materiâ virtutis, sed in gravioribus virtutibus, quod probat ratio facta. Et de veritate multi sentiunt nunquàm obligare ex genere suo ad mortale, quia nisi illi adjungatur obligatio justitiæ vel alterius similis virtutis intra suos limites, non obligat ad mortale. At verò si latiùs loquamur de obligatione etiam ad veniale; sic probabile est nullam esse virtutem, quæ aliquando non possit obligare ad suum usum. Quia, cùm ex omnibus virtutibus simul sumptis resultet integra rectitudo hominis, et debitus operandi modus, tam respectu suî, quàm in ordine ad alios, verisimile est, omnes virtutes habere suas opportunitates, in quibus exercendæ sunt ex propriâ obligatione, quam nec liberalitas, nec quælibet alia virtus excludit.

13. Alius sensus distinctionis esse potest, actum virtutis posse considerari vel materialiter, ut est, verbi gratiâ, comedere vel abstinere; vel formaliter, ut in tali actu consideratur medium. D. Thomas ergo hoc posteriori modo loquitur de his actibus cùm dicit cadere sub legem naturæ, nam hæc respicit honestatem.

In quo etiam est considerandum, duobus modis contingere in aliquo actu esse medium virtutis; uno modo ex re ipsâ, quia comparando talem materiam ad talem personam cum talibus circumstantiis, in eâ invenitur medium virtutis ex solâ ratione et discursu naturali; et tunc clarum est, naturalem legem ibi obligare. Alio verò modo contingit, medium virtutis constitui in aliquâ materiâ ex solâ lege positivâ, ut in jejunio, vel in justo rei pretio, et tunc difficultas est, an ibi habeat locum lex naturæ; nam D. Thomas indifferenter, et generaliter loqui videtur, et ita etiam videtur à Cajet. et aliis intelligi. In contrarium verò est, quia hoc modo, vel tollitur obligatio legis positivæ, vel multiplicantur circa idem obligationes. Sed hoc dicam commodiùs, explicando effectus legis naturalis. Nunc solùm assero, intervenire quidem ibi legem naturalem, non tam ut per se obligantem, quàm ut dantem efficaciam legi positivæ.

14. Quartum argumentum postulabat gravem difficultatem de distinctione inter jus naturale et jus gentium, quæ declarari non potest, non declarato utroque extremo, et ideò reservamus illam in ultimam partem hujus libri, ubi post consummatam tractationem de jure naturali secundùm se, aliquid dicemus de jure gentium, et tunc commodiùs dicetur, quomodò inter se distinguantur.

CAPUT VIII.

An lex naturalis una sit.

1. Tria possunt in præsenti inquiri. Primum, an in uno homine una sit; secundum, an in omnibus hominibus, ubique una sit; tertium an in omnibus temporibus et in omni statu humanæ naturæ una etiam sit. Priùs verò quam respondeam ad singula, adverto, quod supra notavi, legem hanc naturalem posse sumi vel in ordine ad puram naturam, vel in ordine ad gratiam, quatenùs suam etiam naturam habet. In hoc ergo sensu manifestum est, legem naturalem esse duplicem; aliam humanitatis (ut sic dicam) aliam gratiæ; sunt enim diversorum ordinum, et ad fines valdè distinctos ordinantur. Unde una istarum legum humanæ naturæ purè connaturalis est; altera simpliciter supernaturalis. Et hanc distinctionem apertè docuit Cajetanus 1-2, q. 100, art. 1, et sumitur ex D. Thomâ ibi, et clariùs art. 3. Igitur de utroque illorum membrorum possunt illa tria investigari; imò omnia, quæ de lege naturali dicuntur, possunt cum proportione ad utramque applicari. Nos autem quasi gratiâ exempli ferè semper loquimur de lege omninò naturali, tum quia est notior, tum quia frequentiùs ita loquuntur auctores.

2. Ad primum ergo quæsitum dicendum est, in unoquoque homine plura esse naturalia præcepta; ex omnibus verò componi unum jus naturale. Ita rem hanc explicat D. Thomas citatis locis, Soto, et alii; et sumitur ex l. 1, ff. de Justit. et jure, ibi: *Hoc jus collectum est ex naturalibus præceptis.* Ratio autem unitatis, præter communem modum loquendi, fundatur à D. Thomâ in reductione omnium præceptorum naturalium ad unum primum principium, in quo illa præcepta quasi uniuntur; ubi enim est unio, est aliqua unitas. Atque hùc spectat sententia Basilii in Regulâ *Fusiùs disp.* regul. 1, dicentis, esse ordinem in divinis mandatis, unum esse primum quod est dilectionis Dei, aliquid secundum, dilectionis proximi, ut dicitur Matth. 22, ad quæ duo tanquàm ad prima principia cætera reducuntur, ut etiam Paul. significavit Rom. 13. Addi denique potest, omnia naturalia præcepta uniri in uno fine, et in uno etiam auctore, seu legislatore, et in uno modo vel vitandi malum, quia malum est vel, præcipiendi bonum, quia honestum, ac necessarium est; hæc ergo sufficiunt ad moralem unitatem.

3. Ut autem multitudo præceptorum ad aliquem ordinem redigatur, distingui possunt in varia capita, vel ex parte personarum ad quas ordinantur quasi objectivè; et sic quædam præcepta versantur circa Deum, quædam circa proximum, quædam circa ipsummet hominem. Possunt etiam distingui per virtutes; nam quædam sunt præcepta justitiæ; alia charitatis, seu amoris naturalis, etc. Item distingui possunt per ordinem ad intellectum, et sic distinguuntur à D. Thom. Cajetan. et aliis, naturalia præcepta, sicut distinguuntur à philosophis propositiones necessariæ: nam quædam sunt per se notæ, et in se, et respectu omnium hominum, ut sunt universalissima præcepta; aliæ sunt in se per se notæ, ac immediatè, non tamen quoad nos, quamvis respectu sapientum possint esse tales, ut sunt aliqua præcepta singularum virtutum, et præcepta Decalogi; aliæ verò sunt, quæ indigent discursu, inter quas est etiam latitudo; nam quædam facilè, aliæ difficilè cognoscuntur. Quæ distinctio confert ad cognoscendam ignorantiam legis naturalis, de quâ statim dicemus.

4. Ultimò reducit D. Thomas in d. art. 2, q. 94, quem Cajetanus et alii imitantur, varietatem hanc præceptorum naturalium ad varias

hominis inclinationes naturales; est enim homo individuum quoddam ens, et ut sic inclinatur ad conservandum suum esse, et ad suam commoditatem; est etiam ens corruptibile, seu mortale, et ut sic inclinatur ad conservationem speciei, et ad actiones propter illam necessarias: tandem rationalis est, et ut sic capax immortalitatis, et spiritualium perfectionum, et communicationis cum Deo, ac societatis cum rationalibus creaturis. Lex ergo naturalis perficit hominem secundùm omnem inclinationem suam, et ut sic continet varia præcepta, temperantiæ, vel fortitudinis, secundùm primam inclinationem; castitatis, et prudentiæ quoad secundam; religionis, justitiæ, etc., quoad tertiam. Nam hæ omnes propensiones in homine spectandæ sunt, quatenùs aliquo modo determinatæ et elevatæ per gradum rationalem. Nam, si considerentur ut merè sunt naturales, vel animales, potiùs frenandæ sunt ad virtutem assequendam, ut dixit Aristot. 2 Ethic. c. 9, et optimè Chrysost. hom. 13 ad Populum, versùs finem; tamen ut regulabiles per rectam rationem, singulis respondent propria et accommodata præcepta.

5. Secundò dicendum est, hanc legem naturalem esse unam in omnibus hominibus, et ubique. Ita Arist. 5 Ethic. cap. 7. Cicero, cujus egregia verba in superioribus allata sunt, et refert Lactantius, libro 2 Institutionum capit. 7, et lib. 5, cap. D. Thomas q. 94, art. 4, et ibi omnes. Ratio est, quia hæc lex est veluti proprietas consequens, non rationem propriam alicujus individui, sed specificam naturam, quæ eadem est in omnibus. Item synderesis eadem est in omnibus hominibus, et per se loquendo esse posset eadem cognitio conclusionum; ergo et eadem lex naturæ. Hic vero occurrebat objectio, quia diversæ nationes usæ sunt legibus contrariis naturalibus præceptis; ergo non est eadem lex naturæ in omnibus. Antecedens constat ex Hieron. l. 2 contra Jovin, et Theod. l. 9 Curat. D. Thomas q. 94, art. 4, ubi ex Julio Cæsare lib. 6 de Bello Gallic. refert, apud Germanos olim furtum non fuisse reputatum iniquum. Et de Lacedæmonibus idem refert Castro ex Plutarc. lib. 2 de Lege pœnal. cap. 14. Adulteria etiam à Lycurgo probata fuisse refert Plutarc. in vitâ illius. Respondeo breviter ex D. Thomâ supra, hanc legem quoad substantiam in omnibus hominibus esse unam; quoad notitiam verò non esse integram, ut sic dicam, in omnibus.

6. Declaro breviter: nam supra dixi, hanc legem posse considerari in actu primo, et ut sic, esse ipsum intellectuale lumen; hoc ergo modo constat esse in omnibus eamdem. Potest ulteriùs esse in actu secundo, id est, in actuali cognitione et judicio, vel etiam in proximo habitu jam comparato per actum, atque hoc modo est ex parte in omnibus, qui ratione uti possunt; nam saltem quoad prima, et universalissima principia ignorari non potest, quia sunt ex terminis notissima, et adeò conformia, et quasi adæquata naturali inclinationi rationis, et voluntatis, ut tergiversari non possit. Et hoc modo dixit D. Thomas supra art. 6, legem naturalem non posse aboleri à cordibus hominum, saltem quoad hæc principia. Quo modo aliqui intelligunt Arist. 3 Ethic. cap. 1, dicentem, meritò quemlibet reprehendi propter ignorantiam universalem. Quoad alia verò particularia præcepta ignorari potest; quâ ignorantiâ suppositâ, potuerunt aliquæ gentes introducere leges contrarias juri naturæ; nunquàm tamen ab illis habitæ sunt ut naturales leges, sed ut humanæ positivæ.

7. Hic verò occurrebat quæstio, an hæc ignorantia naturalium præceptorum possit esse invincibilis. Castro supra significat, non posse, et fuit aliquorum theologorum opinio, ut videre licet in Alense p. 2, q. 153, art. 3, et Durand. in 3, d. 25, q. 1, et inclinant etiam aliqui juristæ, ut patet ex Gratiano post cap. *Turbatur*, 1, quæst, 4, et Glossa in cap. ult. de Consuetud. Sed quia hæc res latiùs tractari solet in materiâ de Peccatis, 1-2, q. 76, mea sententia breviter est, prima principia ignorari non posse ullo modo, nedùm invincibiliter; præcepta verò particularia, quæ vel per se nota sunt, vel facillimè ex per se notis colliguntur, ignorari quidem posse, non tamen sine culpâ, saltem per longum tempus, quia et facillimâ diligentiâ cognosci possunt, et natura ipsa, et conscientia ita pulsat in actibus eorum, ut non permittat inculpabiliter ignorari, et hujusmodi sunt præcepta Decalogi, ac similia. Et hoc satis significavit Paulus ad Rom. 2; nam de transgressionibus horum præceptorum loquebatur, quando de gentibus dicebat, datas esse in reprobum sensum propter peccata sua. Et idem sumitur ex cap. *Flagitia*, 32, q. 7. Alia verò præcepta, quæ majori indigent discursu, ignorari possunt invincibiliter, præsertim à plebe, juxta cap. *Objiciuntur*, 1, q. 4. Et ratio per se facilis est: videatur Corduba lib. 4. Quæst. et Soto 1 de Justit. quæst. 4, art. 4.

8. Ultimò dicendum est, hanc legem natura-

lem etiam esse unam in omni tempore, et statu humanæ naturæ. Ita etiam docuit Arist. supra dicens, *ubique et semper*, et Cicer. 3 de Repub. et apud Lactant. lib. de vero Cultu c. 8, dicentem, *omni tempore omnes gentes* etc. Ratio verò est eadem, quia hæc lex non sequitur ex aliquo statu hujus naturæ, sed ex ipsâ naturâ secundùm se. Sunt autem, qui dicant, licet hoc sit verum quoad universalia principia hujus legis, tamen quoad conclusiones non ita esse, sed distinguendum esse duplicem statum hujus naturæ, scilicet, vel integræ, vel corruptæ, et illis tribuendum esse diversum naturale jus. Nam in naturâ integrâ jus naturale petebat, verbi gratiâ, libertatem omnium hominum, et dominia communia, et similia; in naturâ verò corruptâ petit servitutes, rerum divisionem, etc., ut sumitur ex l. *Manumissiones*, ff. de Justit. et jure, et § *Jus autem*, Instit. de Jure naturali.

9. Distinctio verò necessaria non est, primò, quia illa exempla, quæ afferuntur, et si qua sunt similia, non pertinent ad naturale jus proprium, et positivum, sed ad jus gentium, ut infra latiùs explicabo. Unde propria præcepta naturalia, regulariter saltem loquendo, communia sunt utrique statui. Secundò, quia aliud est loqui de existentiâ præceptorum (ut sic dicam), aliud de actuali obligatione, seu exercitio eorum. Quamvis ergo status postulare possit usum unius præcepti, et non alterius, nihilominùs jus naturæ semper idem est, et eadem complectitur præcepta, quia vel sunt principia, vel conclusiones necessariò elicitæ; ergo habent necessitatem, quæ in nullo statu deficit. Declaratur tandem, quia vel in lege naturæ considerantur præcepta negativa, vel affirmativa. Negativa necesse est eadem semper esse et fuisse in omni statu, quia prohibent actiones intrinsecè malas, quæ proinde in omni statu mala sunt; obligant etiam pro semper, et ideò in omni etiam statu obligant, si materia illorum occurrat. Præcepta autem affirmativa, cùm etiam præcipiant res per se honestas, semper etiam eamdem honestatem habent; tamen quia non obligant pro semper, fieri potest, ut in uno statu occurrant occasiones exequendi quædam præcepta, in alio verò alia; quod non satis est, ut lex dicatur esse diversa; nam etiam in statu naturæ corruptæ aliud est tempus pacis, aliud belli, in quibus diversa præcepta servanda sunt, et ars medicinæ est eadem, quamvis alia præcipiat tempore sanitatis facienda, alia tempore ægritudinis; sic ergo semper idem est naturale jus.

CAPUT IX.

Utrùm lex naturalis obliget in conscientiâ.

1. Explicuimus hactenùs naturam, et causas, seu materiam legis naturalis; sequitur dicendum de effectibus ejus, inter quos potissimus est obligatio, vel ferè unicus; nam si quos alios habet, ad hunc reducuntur; igitur de hâc obligatione et modo ejus dicendum est.

2. Et primò statuendum est, legem naturalem obligare in conscientiâ. Hoc est certum de fide, ut sentiunt theologi. Et sumitur ex illo Pauli Rom. 2 : *Quicumque sine lege* (utique scriptâ) *peccaverunt, sine lege peribunt,* scilicet, quia naturalem legem violârunt. De quâ subjungit : *Gentes, quæ legem non habent naturaliter quæ legis sunt faciunt,* etc. *Testimonium reddente illis conscientiâ ipsorum.* Ratio verò imprimis est, quia lex naturalis est lex Dei, ut ostensum est. Secundò, quia est proxima regula honestatis moralis; unde malitia moralis per oppositionem ad hanc legem insurgere solet, et ita definitur, peccatum esse actum contra legem Dei, quod licet August. et D. Thom. explicent de lege æternâ, tamen in materiâ legis naturalis in tantum aliquid est contra legem æternam, in quantum est contra rationem, ut idem D. Thom. sensit 1-2, q. 71, art. 6, ad 4 et 5. Quia, ut supra dixi, lex æterna quoad nos non est proxima regula, nisi quatenùs explicatur per legem naturalem. Atque hinc fit, ut hæc lex in suâ latitudine obligare possit tam sub culpâ mortali, quàm sub culpâ veniali, ut apertè sumitur ex cit. loco Pauli, et facilè potest inductione ostendi. Ratio verò est, quia materia hujus legis sæpè est valdè gravis et necessaria ad charitatem Dei, vel proximi servandam, atque adeò ad felicitatem humanam consequendam. Quando autem præcepta hujus juris uno vel alio modo obligent, non spectat ad hunc locum, sed in materiâ de Peccatis declaratur, quomodò veniale, vel mortale peccatum ex naturâ rei distinguantur, et infra tractantes de lege humanâ aliquid attingemus.

3. Contra hanc autem veritatem potest objici primò, quia lex naturalis est dictamen rationis naturalis; sed ratio naturalis non cognoscit æternam pœnam; ergo nec lex naturalis potest obligare sub reatu pœnæ æternæ; ergo nec sub culpâ mortali. Posterior consequentia pa-

tet, quia culpa mortalis est, quæ reatum pœnæ æternæ inducit. Prior verò probatur, quia non potest lex obligare ad pœnam, quam non potest manifestare nec inferre. Propter hoc Gerson in p. 3, tract. de Vit. spirit. lect. 4, alphab. 62, lit. G, videtur negare, legem naturalem, ut talis est, posse obligare ad culpam præcipuè mortalem. Sed de hujus auctoris sententiâ et sensu dicemus latiùs lib. seq. c. 18. Nunc solùm dicimus, negari non posse secundùm fidem, quin transgressio legis naturalis sufficiat ad æternam damnationem, etiamsi omnis supernaturalis lex ignoretur. Hoc enim convincunt testimonium Pauli, et rationes adductæ. Nec obstat objectio, quia lex naturalis licet in nobis sit ipsa ratio, tamen in Deo est ratio, aut voluntas divina, et ideò satis est, quòd Deus ipse cognoscat pœnam debitam transgressoribus talis legis. Nam ad incurrendum reatum alicujus pœnæ, non est necessarium ut ipse subditus et transgressor legis cognoscat pœnam debitam suæ transgressioni, sed satis est ut faciat actum dignum tali pœnâ, ut ip emet Gerson fatetu ibidem lect. 2.

4. Secundò objici potest, quia lex naturalis non facit obligationem, sed supponit; ergo obligatio non est effectus ejus. Antecedens patet; nam hæc lex prohibet aliquid, quia malum est; ergo ante illam est obligatio vitandi tale malum. Et idem est cum proportione de imperio et præcepto faciendi bonum, quia bonum est. Ad hoc verò ex parte responsum est supra, et iterùm occurretur inferiùs, et ideò nunc breviter dico, objectionem illam probare assertionem. Nam, si lex hæc prohibet aliquid quia malum, propriam, et specialem necessitatem inducit vitandi illud, quia hoc intrinsecum est prohibitioni. Simul autem probat, aliquid hanc legem supponere, quod pertinet ad intrinsecum debitum naturæ, quia unaquæque res quodam modo sibi debet, ut nihil faciat suæ naturæ dissentaneum. Ultra hoc verò debitum addit lex specialem obligationem moralem, et hanc dicimus esse effectum hujus legis, quæ à jurisperitis solet vocari obligatio naturalis, non quia moralis non sit, sed ut distinguant illam à civili. Unde etiam fatentur esse obligationem in conscientiâ, et ita illam appellant, ut videre licet in Glossâ, l. *Ex hoc jure*, verb. *Obligationem*, ff. de Justit. et jure; Panormit. et aliis canonistis in capite *Plerique*, de Immunit. ecclesiast.

5. Tertiò, circa hanc obligationem, ut magis explicetur, dubitari potest, an in universum sit verum, obligationem inductam naturali jure, esse obligationem in conscientiâ. Ratio dubitandi esse potest, quia omnis obligatio orta ex virtute morali est de jure naturæ, quia, ut supra diximus, hoc jus ad actus omnium virtutum obligat; sed non omnis obligatio ex virtute morali, est obligatio in conscientiâ; ergo. Patet minor, quia obligatio ex gratitudine, verbi gratiâ, non obligat in conscientiâ; item obligatio ex amicitiâ quâdam, etc. Confirmatur, quia obligatio ad pœnam, quæ resultat ex culpâ, de jure naturæ est; et tamen non obligat in conscientiâ; ergo.

6. Circa hoc aliqui distinguunt duplex debitum, utrumque ortum ex jure naturæ, scilicet legale et morale; et primùm aiunt non obligare in conscientiâ, sed tantùm secundum. Ita sentit Covar. in c. *Cùm in officiis*, n. 10, et cap. *Cùm esses*, n. 9, de Testamentis, et in cap. *Quamvis pactum*, p. 2, § 4, n. 5, ubi ponit exemplum de gratitudine, citans D. Thomam 2-2, q. 106, art. 1, ad 2, et art. 5. Sed ibi D. Thomas in sensu longè diverso affert distinctionem illam de debito legali, et de debito (quod ipse vocat) honestatis, à quo sine dubio non excludit obligationem in conscientiâ; nam ideò *honestatis* appellat, quia ad honestatem morum necessarium est, quamvis non sit tam rigorosum, ut ad illud servandum leges humanæ obligent, quod appellat debitum legale. Quocirca, si in rigore loquamur de obligatione naturali, separari certè non potest ab obligatione in conscientiâ, quia, si sit ad aliquid vitandum, nascitur ex intrinsecâ turpitudine actûs, qui propterea in conscientiâ vitandus est. Si verò sit ad aliquid agendum, nascitur ex intrinsecâ connexione talis actûs cum honestate virtutis, quam in nostris actibus servare etiam in conscientiâ tenemur : unde tunc omissio actûs debiti per se mala est. Et confirmatur, quia repugnat frangere legem naturæ, et non peccare, ut patet ex definitione peccati supra positâ ; ergo repugnat obligationem esse ex lege naturæ, et non esse in conscientiâ.

7. Ne autem fortassè sit æquivocatio in verbis, adverto, juxta communem modum loquendi, aliquando vocari obligationem moralem debitum quoddam, non necessitatis simpliciter, sed ad melius esse, quod pertinet veluti ad consilium in latitudine alicujus virtutis; et in hoc sensu verum est, non omnem obligationem moralem esse obligationem in conscientiâ, seu ad culpam. Tamen illa non est propriè obligatio legis naturalis; fortassè tamen in hoc

sensu locutus est Covarr. et ita patet responsio ad rationem dubitandi. Propter confirmationem autem, Bartolus in Extrav. *Ad reprimendum*, verb. *Denuntiationem*, § *sed dico*, n. 10, excipit à propositâ regulâ obligationem ad pœnam. Sed non est exceptio necessaria, quia obligatio ad pœnam non est obligatio ad aliquid agendum, sed potiùs debitum sustinendi pœnam, quæ ab alio infligenda est. Eò vel maximè, quòd intra terminos legis naturalis non incurritur reatus pœnæ, nisi infligendæ à Deo, ad quam non pertinet obligatio propria de quâ agimus.

8. Ultimò interrogari potest, an è converso omnis obligatio in conscientiâ sit effectus legis naturalis, et ideò possit omnis illa dici obligatio naturalis. Et ratio dubitandi est, quia, ut videbimus, etiam leges humanæ obligant in conscientiâ; ergo illa obligatio non est effectus legis naturalis, sed positivæ. Item quia obligatio in conscientiâ est immediatè à lege positivâ supernaturali, ut, verbi gratiâ, obligatio confitendi, aut servandi sigillum confessionis; unde talis obligatio dici potest supernaturalis; nullo ergo modo est effectus legis naturalis. Denique aliàs idem esset adæquatus effectus naturalis legis, et legis in communi, unde superfluæ essent aliæ leges.

9. In contrarium autem est, quia obligatio in conscientiâ, quæ nascitur ex lege humanâ, videtur effectus legis naturalis; nam, si quid obstaret, maximè quia intervenit voluntas principis; at hoc non obstat, quia etiam in obligatione voti intervenit propria voluntas promittentis, et nihilominùs obligatio voti effectus est legis naturalis. Sicut autem lex naturæ præcipit reddere, quod propriâ voluntate promissum est, ita etiam facere, quod superioris voluntate injunctum est. Item in præscriptione lex humana intervenit, quæ transfert dominium rei ab uno in alium; et tamen obligatio, quæ inde nascitur ad non usurpandam ab alio rem ab ipso præscriptam, naturalis est, quam violare furtum esset. Et idem videtur de obligatione, quæ oritur, positâ lege taxante pretium rei; nam statim oritur obligatio justitiæ, cujus violatio furtum erit, atque adeò contra legem naturæ.

10. Secundò, non solùm obligatio humanæ legis, sed etiam divinæ et supernaturalis, videtur effectus legis naturæ; sic enim censent theologi, non assentiri rebus fidei sufficienter propositis, esse contra ipsum lumen naturæ, quod tunc evidenter ostendit, res illas esse credibiles, atque adeò credendas secundùm rectam rationem. Ex quo etiam dicunt theologi frequentiùs, neminem averti peccando à fine supernaturali, quin avertatur etiam à naturali. Quod non aliâ ratione verum esse potest, nisi quia violat semper legem naturalem; ergo è contrario obligatio servandi supernaturalia præcepta, semper est effectus naturalis legis. Ratio etiam adjungi potest, quia natura est fundamentum tam gratiæ quàm cujuscumque legis humanæ. Principia etiam naturalia per quæ homo in moralibus gubernari debet, tam sunt generalia, ut virtute comprehendant omnem obligationem, ita ut nulla possit homini applicari, nisi mediantibus illis principiis; ergo, sicut omnis cognitio humana est effectus primorum principiorum, ita omnis obligatio in conscientiâ erit effectus legis naturalis, saltem quatenùs illa prima principia includit.

11. Dubitatio hæc breviter expedienda est juxta distinctionem quamdam superiùs insinuatam; auctores enim nihil de eâ tractant. Possumus ergo loqui de effectu immediato, ac per se, vel de effectu remoto, qui interdùm potest esse per se, interdùm per accidens. Dico ergo primò non omnem obligationem in conscientiâ esse immediatum et per se effectum legis naturalis. Hoc probant rationes priori loco factæ; nullus enim dicet, obligationem jejunandi die ab Ecclesiâ præcepto esse ex lege naturæ, nec etiam obligationem fidei propriè loquendo. Unde in tertio præcepto Decalogi, prout in lege scriptâ traditum est, theologi duo distinguunt, scilicet cultum Dei, et circumstantiam diei sabbati; et primum dicunt, esse effectum legis naturalis; non verò secundum, quia non caderet sub obligationem, nisi lex positiva Dei interveniret. Ratio denique à priori est, quia lex naturalis non est proxima regula omnium humanarum actionum.

12. Secundò verò dicendum est, nullam esse obligationem in conscientiâ, quæ non sit aliquo modo effectus legis naturalis, saltem mediatè et remotè. Hoc probant argumenta posteriori loco facta. Est autem notanda differentia inter obligationem, quæ oritur ex lege civili, seu merè humanâ (quod dico, ut excludam canonicam, quam nunc magis sub lege supernaturali comprehendo) et legem divinam supernaturaliter à Deo positam. Quod respectu legis humanæ et obligationis ab eâ provenientis lex naturalis dici potest causa per se, quia reverà omnis illa obligatio per se fundatur in principiis legis naturalis et cognitis per naturale lumen. Nam licet lex civilis non inferatur quasi

speculativè per absolutam illationem ex principiis legis naturalis, sed feratur per modum determinationis per voluntatem principis; nihilominùs, supposità hàc determinatione, ex principiis naturalibus infertur saltem practicè servandam esse talem legem humanam; atque hoc modo obligatio illius legis civilis dicitur esse effectus legis naturalis tanquàm causæ per se, non proximæ, sed quasi universalis et modificatæ per particularem, quæ est lex humana. In quo etiam (propter quædam argumenta facta) considerandum est, legem humanam aliquando habere effectum obligandi tantùm ad aliquid agendum vel non agendum. Et tunc obligatio illa est propriè et immediatè à lege humanâ; remotè verò à naturali. Aliquando verò habet lex humana alios effectus circa res ipsas, in quibus actus virtutum versantur, et tunc sæpè fieri potest, ut licet aliqua mutatio in rebus facta sit per legem humanam, aut per jus gentium, aut etiam per voluntatem privatam, obligatio postea sic vel aliter operandi immediatè nascatur ex lege naturali. Et ita contingit in dictis exemplis de præscriptione, et de rerum divisione, et de voto. Ratio autem est, quia tunc mutatio fit in materiâ; nihil autem refert, quòd ab unâ vel aliâ causâ fiat; nam factâ mutatione, statim eodem modo obligat lex naturæ, ut exempla adducta declarant, et in sequentibus ampliùs explicatur.

13. At verò, respectu obligationis supernaturalis provenientis ex lege divinâ, distinguendum ulteriùs est quoad naturalem legem; nam si loquamur de illâ lege naturali, quæ connaturalis est gratiæ, eodem modo comparabitur ad quamcumque legem positivam ordinis supernaturalis, quo lex merè naturalis ad legem civilem; nam est eadem proportio. Imò idem dicendum est de lege humanâ canonicâ; nam quatenùs procedit ex potestate supernaturali, per se fundantur in principiis supernaturalibus connaturalibus ipsi gratiæ; et ideò mediatè quidem, tamen per se et connaturali modo ex illâ oritur, ut ex causâ universali. Loquendo autem de naturali lege magis strictè, ut est à solo lumine naturæ, sic quidem etiam obligatio supernaturalis est aliquo modo effectus illius legis, non tamen per se, sed tantùm per accidens. Priorem partem probant superiùs adducta. Ratio autem posterioris partis est, quia naturalis cognitio non potest esse causa per se supernaturalis cognitionis, cùm sit inferioris ordinis. Potest autem esse conditio necessaria, ut applicetur objectum sufficienter cognitioni supernaturali, ut ex materiâ de fide constat. Hoc ergo modo potest dictamen naturale supponi et esse necessarium, ut præceptum supernaturale possit obligare.

CAPUT X.

Utrùm lex naturalis obliget non solùm ad actum, sed etiam ad modum virtutis, ita ut nisi per actum omni ex parte honestum impleri non possit.

1. Hæc quæstio necessaria est ad perfectè intelligendam vim et efficaciam legis naturalis, ejusque exactam obligationem; illamque disputavit de præceptis Decalogi D. Thomas, q. 100, quam nos hìc simul cum 95 ferè totam explicabimus, quia præcepta Decalogi naturalia sunt, licet in lege veteri fuerint speciali modo proposita. Ibi ergo, in articul. 9, quærit D. Thomas, an modus virtutis cadat sub præceptum, et in art. 10, idem quærit de modo charitatis, et distinguit plures conditiones necessarias ad actum virtutis, et aliquas dicit cadere sub legem naturalem, de aliis verò negat. Priùs verò quàm ejus doctrinam proponamus, distinctionem constituamus inter præcepta negativa et affirmativa, quæ in hoc quodam modo conveniunt, quòd sicut affirmativa non præcipiunt nisi quod honestum est, ita negativa non prohibent nisi quod malum est quia (ut sæpè diximus) quæ prohibentur lege naturæ, non sunt mala, quia prohibita, sed prohibita, quia mala. Differunt verò quia præcepta negativa impleri possunt sine ullo actu, quantùm est ex formâ præcepti, quia per solam negationem actûs prohibiti homo est conformis præcepto; et ita in his præceptis vix habet locum proposita quæstio, nisi fortassè quatenùs hæc præcepta impleri possunt per voluntatem non faciendi quod prohibitum est, de quo modo aliquid attingemus. Propriè verò habet locum quæstio in præceptis affirmativis, quæ per positivum actum implenda sunt, ut constat.

2. Deinde observandum est, aliud esse non transgredi præceptum, aliud verò implere illud, si propriè loquamur. Omnis enim qui non peccat contra præceptum, non transgreditur illud; et tamen non semper qui non peccat contra præceptum, implet illud. Qui enim invincibiliter ignorat præceptum, vel qui ebrius est, aut dormit, vel est impotens, vel aliam similem excusationem habet, non peccat contra præceptum, et tamen non implet illud, præsertim si affirmativum sit, quia

non facit id quod lex præcipit, et hoc est propriè implere illam; imò si moraliter illo verbo utamur, non satis est facere quod lex jubet, sed oportet liberè et humano modo facere, ut mox dicemus. Quapropter quæstio non movetur de non transgressione præcepti, quia hæc potest contingere non solùm sine actu virtutis, sed etiam sine ullo actu, ut constat ex dictis, quia dormiendo fieri potest, ut non peccetur contra præceptum. Quæstio ergo est, quando nulla est excusatio, sed lex positivè (ut sic dicam) implenda est, ut vitetur contra illam peccatum; et tunc clarum est, esse necessarium actum ex suo genere honestum, quia (ut cap. 7 dicebam) lex naturalis non præcipit alios actus, et impleri non potest nisi per actum, quem præcipit; quia verò non satis est ad virtutem, honestum facere, nisi fiat honestè, juxta illud Deuter. 16 : *Justè quod justum est persequeris*, ideò inquirimus an totum hoc sit necessarium ad legem naturalem implendam.

3. Denique distinguendæ sunt tres conditiones requisitæ in actu morali, ut sit bonus, quas Arist. sub duabus comprehendit; nos autem claritatis gratiâ ita illas distinguimus ut magis in sequentibus explicabimus. Prima est, ut actus fiat ex sufficienti cognitione; secunda, ut liberè et spontaneè fiat; tertia, ut non solùm sit de re honestâ, sed etiam cum circumstantiis omnibus ad honestatem actûs requisitis. Aliam addit Aristoteles, quam tertio loco ponit, et nobis esse posset quarta, scilicet, ut actus fiat firmiter, promptè ac delectabiliter, id est, ut ex habitu fiat. Hanc verò conditionem ultimam omittere possumus, quia certum est et indubitatum apud omnes, neque naturalem legem, neque aliquam aliam obligare ad illum modum operandi. De aliis legibus est id manifestum, quia nec directè ac formaliter id præcipiunt, ut facilè constare potest ex discursu legum omnium, tam divinarum positivarum, quàm humanarum, nec etiam sequitur ex eo, quod præcipiunt, quia quidquid præcipiunt, fieri potest sine illo modo. Eademque ratio probat de lege naturali. Præsertim, quia illa non præcipit, nisi quod ad honestatem per se necessarium est, ille autem modus non est necessarius ad honestatem operationis, licet sit commodus et conveniens. Item lex naturalis obligat à principio, priusquàm homo possit habere habitus (loquendo ex naturâ rei), quia debet illos acquirere suis actibus. Item habere vel non habere habitus, non est per se materia præcepti, quia præcepta dantur de actibus humanis; quòd verò ad illos sequantur, vel non sequantur habitus, vel est ex naturâ actuum ut in acquisitis, vel ex gratiâ Dei, ut infusis, et ideò illud non cadit sub præceptum. Unde, licet ex observatione continuâ præceptorum fieri possit ut acquiratur habitus et illa facilitas operandi; tamen illud est accidentarium ad præceptum; priùs enim observatur præceptum, quàm habitus acquiratur, et rectè fieri potest, ut diù servetur præceptum, verbi gratiâ, jejunandi, et non acquiratur habitus nec facilitas jejunandi, si homo extra tempus jejunii lautè comedat, etiamsi terminos naturalis temperantiæ non excedat. Omissâ ergo illâ conditione, in quâ nulla est difficultas, de reliquis dicemus, quia nonnullam declarationem requirunt.

4. Dico ergo primò : Modus voluntariè operandi sub præceptum legis naturalis cadit, et ideò necessarius est, ut lex naturalis servetur. Ita docet D. Thom. dict. artic. 9, et ibi omnes. Et probatur quia lex naturalis in ratione posita est, et immediatè dirigit ac gubernat voluntatem; ergo illi imponitur, quasi per se et principaliter obligatio illius legis; ergo non observatur illa lex, nisi mediante voluntate; ergo modus voluntariè operandi est per se præceptus ac necessarius ad observationem talis legis. Secundò, quia lex naturalis directè cadit in actum humanum; sed actus non est humanus, nisi sit perfectè voluntarius, ac subinde liber, saltem pro statu hujus vitæ; ergo talis modus agendi directè cadit sub hanc legem naturalem, unde qui involuntariè opus legis facit, licet illam servare videatur, prævaricator est legis, ut sumitur ex Augustino lib. 2 contra duas Epistolas Pelag. c. 9, et sæpè alibi dicente, ubi fit bonum non amore justitiæ, sed timore pœnæ, non benè fieri, utique quando timor est ita servilis, ut habeat conjunctum affectum non faciendi opus præceptum, si pœna non esset adjuncta. Et eodem sensu dixit D. Thomas dicto art. 9, ad 3, quòd operari sine tristitiâ cadit sub præceptum legis divinæ, quia quicumque operatur cum tristitiâ, operatur non volens. Hoc enim est verum de illâ tristitiâ, quæ nascitur ex affectu omninò contrario, quo aliquis habet propositum non obediendi præcepto, si non cogeretur; ergo tale involuntarium est contra legem maximè naturalem, quæ directè cadit in actus etiam internos; ergo è contrario modus voluntariè operandi est de necessitate talis præcepti.

5. Dices : Hâc ratione rectè probari necessarium esse, ut saltem cum opere legis non conjungatur propositum non faciendi, si pœna, vel alia similis coactio non adjungeretur; non tamen probari esse necessarium positivum modum voluntariè servandi legem; nam potest dari medium, videlicet, ut opus fiat nec voluntariè, nec involuntariè, quod satis erit, quia lex præcipit solùm ut fiat opus. Respondeo, ultimam rationem supponere actum, quo servatur præceptum, debere esse humanum, quod priores rationes sufficienter probant; non potest autem esse humanus, nisi sit voluntarius, et à voluntate procedat; aliàs potiùs passio quàm actio hominis dicenda esset. Quia verò non omne, quod est à voluntate, est simpliciter, vel debito modo voluntarium, ideò ultima ratio ostendit, tale debere esse hoc voluntarium, ut non admittat secum contrariam voluntatem de se repugnantem præcepto, ac subinde absolutam voluntatem, esse necessariam ad observationem legis naturalis. Ad majorem verò declarationem possumus hìc duo distinguere. Unum est, quòd actus præceptus secundùm se spectatus voluntariè fiat; aliud est, ut ille actus etiam ut præceptus voluntarius sit, ita ut voluntas feratur in ipsam præcepti observationem. Possunt enim hæc duo separari; nam qui ignorat præceptum dandi eleemosynam, non poterit velle servare illud præceptum; poterit tamen nihilominùs voluntariè exercere actum eleemosynæ. Conclusio ergo potest de utrâque voluntate intelligi; nam prior necessaria est tanquàm fundamentum actûs præcepti, ut ille actus humanus sit, et materia præcepti. Posterior autem etiam videtur necessaria, ut observatio præcepti moralis sit, et ut possit esse effectus legis, seu præcepti, et ut possit ipsi homini attribui; alioqui enim casu tantùm accidet, ut actus sit conformis præcepto.

6. Circa utramque autem partem occurrit difficultas. Circa primam, quia videtur interdùm impleri præceptum per actum factum sine usu rationis, ac proinde non voluntarium humano modo. Sed de hâc difficultate dicemus circa assertionem sequentem. Circa alteram partem dubitari potest, quia sequitur ex illâ, ad observationem præcepti necessarium esse formalem actum obedientiæ, scilicet, volendi parere præcepto, quod absurdum est, et contra omnes. Deinde sequitur operari cum displicentiâ præcepti semper esse peccatum, ita ut non impleatur præceptum, quod etiam admittendum non est; nam qui dat eleemosynam, etiamsi cum displicentiâ id faciat, servat præceptum. Ad priorem partem respondeo, negando sequelam, quia aliud est velle facere quod præceptum est, aliud velle facere, quia præceptum est, ita ut illud sit motivum operandi. Primum dicimus esse necessarium, et sufficienter fieri, eo ipso quòd non ignoratur præceptum, et voluntas vult illud, quod jussum est. Hoc autem non est sufficiens ad formalem actum obedientiæ, sed necessarium est secundum, id est, formaliter operari ex tali motivo, quod sine dubio necessarium non est ad præceptum implendum, quia neque in lege ipsâ hoc præcipitur, nec est ulla ratio quæ ad hoc obliget, et ita rari sunt, qui hoc modo faciant opera præceptorum naturalium, sed respiciendo ad proprias honestates singulorum præceptorum.

7. Ad alteram verò partem respondetur, absolutè negando sequelam; nam inprimis esse potest displicentia quædam merè naturalis orta ex aliquâ repugnantiâ subjecti, vel aliquo humano incommodo, quod inde nascitur, quæ displicentia neque est in se mala, nec reddit actum malum, per se loquendo. Deinde displicentia etiam voluntaria, et per consensum deliberatum, subdistinguendum est. Nam duplex displicentia in præsenti intelligi potest; una est de ipsâmet observatione præcepti, in sensu composito (ut sic dicam) quia non obstante naturali lege obligante, vellet quis non servare illam, si non timeret pœnam, vel aliud nocumentum, ut dictum est de timore serviliter obtemperante, et hic modus includit intrinsecam repugnantiam cum præcepto, et ideò est intrinsecè malus, et contra naturalem legem. Quia illa displicentia, licet non excludat absolutam voluntatem faciendi tale opus, quod efficaciùs imperat timor servilis, excludit nihilominùs voluntatem servandi legem, et contrarium affectum supponit, qui de se et ex parte voluntatis absolutus est, licet ex metu fiat conditionatus. Alia verò displicentia esse potest de occasione (ut sic dicam, talis præcepti, et quòd nunc occurrat ejus necessitas, et hæc non est intrinsecè mala, et cum illâ stare potest absolutus affectus servandi præceptum, et ideò cum tali displicentiâ potest servari, quia non excludit sufficiens voluntarium, ut constat.

8. Dico secundò operari ex scientiâ, seu cognitione esse aliquo modo necessarium ad servandum naturale præceptum. Ratio est, quia præceptum non servatur nisi per actum humanum; non est autem actus humanus, nisi

ex cognitione procedat; ergo. Major satis probata est in precedenti assertione, ex quâ non minùs hæc necessariò sequitur. Et confirmatur, quia non minùs videtur cognitio necessaria ad præceptum implendum, quàm ad transgrediendum; sed ad transgrediendum est necessaria cognitio aliqua; ergo. Dices: Imò aliquando fit transgressio præcepti sine cognitione, per ignorantiam. Respondetur, saltem esse necessariam scientiam debitam, et possibilem, et per negligentiam omissam; hæc autem sufficit ad transgressionem, quia malum ex quocumque defectu; implere autem præceptum est quoddam bonum, et ideò integram causam requirit, ad quam pertinet cognitio.

9. Est autem advertendum, hanc cognitionem duplicem esse posse, scilicet, vel actûs præcepti secundùm se, et de hâc maximè procedunt rationes factæ; nam constat, cognitionem actûs esse necessariam, ut voluntariè fiat, quia cognitio est principium ipsius voluntarii. Sed objici potest; nam qui ignorans, vel invitus fecit actum, non tenetur postea iterùm facere; ergo signum est, implevisse præceptum. Antecedens patet; nam si restitutio facta est debitore invito, debitor liber manet ab onere restituendi; item si eodem modo decimæ solutæ, vel potiùs extractæ sunt è nolente, non tenetur iterùm solvere; ita, si eleemosyna data est ab ebrio, cessat postea obligatio. Denique, in præceptis positivis, idem est, ut si quis audiat Missam coactus, vel jejunet contra suam voluntatem, quia privatur cibis, et similia. Respondeo, in his omnibus casibus, non servari præcepta naturalia, quia graviter peccatur contra illa. Unde ad argumentum negatur consequentia, quia in illis casibus præceptum postea non obligat, non quia fuit impletum, sed quia subtracta fuit materia ejus. Ut cessat obligatio restituendi, quia extinctum fuit debitum per rem ipsam, etiamsi ab invito fuerit extracta, quia ut debitum tollatur, non est semper necessaria voluntas debitoris, ut constat. Idem cum proportione est in solutione decimarum, et de eleemosynâ idem statim dicemus. De præceptis autem positivis dicemus libro sequenti; nunc dico, illo modo coram Deo non impleri præceptum, in exteriori autem foro impleri ad evadendum pœnam, dummodò actus præceptus quoad substantiam fiat. Nam si quis per vim ita adsit Missæ, ut non attendat, etiam exteriùs non implebit, et eâdem ratione si quis ebrius legat totum breviarum, nihil implet, quia non recitat, et ideò tenetur postea recitare.

10. Aliter verò esse potest sermo de cognitione ipsius præcepti, id est, quòd talis actus præceptus sit. Et sic potest esse dubium an talis cognitio sit necessaria ad implendum præceptum, quia sine tali cognitione potest fieri actus humanus et moralis, qui præceptus est. Sed hoc fortè habet aliquam difficultatem in lege positivâ, de quâ infra dicemus. In præsenti autem breviter dico sine tali cognitione posse observari præceptum quasi materialiter, quod sufficiet ad non peccandum directè contra præceptum, ut probat ratio facta; nihilominùs tamen non impleri tunc præceptum formaliter, et humano modo, atque ita cognitionem illam esse necessariam, ut talis actus sit humanus in ordine ad præcepti observationem juxta dicta in præcedenti assertione. Unde, si contingat aliquem scienter dare eleemosynam eo tempore quo præceptum naturale illud obligabat, ignorans illam obligationem, quamvis non transgrediatur præceptum, non potest dici propriè illud implere, quia in ordine ad præceptum, casu, et quasi per accidens id facit. Imò posset accidere, si ignorantia esset vincibilis, ut peccaret tunc contra ipsum præceptum, quia ex vi dispositionis, seu conditionis præsentis potuit se exponere periculo transgrediendi præceptum, eò quòd nesciret obligationem ejus. Dices: Qui ignorando, verbi gratiâ, præceptum eleemosynæ, actum ejus fecit, postea non tenetur iterùm dare eleemosynam, etiamsi agnoscat præceptum; ergo signum est implevisse illud. Respondetur ex dictis negando consequentiam, quia præcepta affirmativa non obligant pro semper, sed necessitatis tempore; per illam autem eleemosynam factum fuit, ut proximi necessitas cessaverit: et ideò cessavit obligatio præcepti, non quia impleta fuerit, sed quia materia et occasio defuit, unde si eadem occasio, seu necessitas durat, etiam præcepti obligatio durabit. Ex quo tandem obiter intelligatur, ex unoquoque præcepto oriri obligationem sciendi illud, quia non potest aliter moraliter observari. Ut rectè sensit D. Thomas dicto artic. 9, dicens eum qui ignorans facit actum, qui lege jubetur, casu, et per accidens facere opus præceptum; at præceptum obligat, ut per se et ex intentione servetur, ut ostensum est: ergo obligat ad habendam cognitionem, imò et considerationem illius.

11. Dico tertiò: Naturalem legem etiam obligare ad modum virtutis; ut intelligatur asser-

tio, explicandum est, quid intelligamus per modum virtutis. Sub illo enim comprehendimus quidquid necessarium est, ut actus sit honestus et simpliciter bonus moraliter, ad quod necesse est, ut sit non solùm de bono objecto quasi materiali, sed etiam formali, id est, propter honestum motivum. Quod significavit Aristot. 2 Ethic. cap. 4, cùm dixit, ut opus virtutis studiosè fiat, non satis esse, ut justa vel temperata sint, quæ fiunt, sed præterea requiri, *ut agens sic se habens agat, primò quidem si sciens; secundò, si eligens propter ipsa; tertiò si firmo animo ac immutabili agat*. Ex quibus conditionibus secunda est, quæ præsenti instituto deservit. Nam in illâ videtur Aristot. comprehendisse primam assertionem, et hanc tertiam, et ideò aliqui illam conditionem in duas subdistinguunt, ut una sit operari voluntariè; hoc enim est operari ex electione, alia sit operari propter honestatem. Et licet Soto lib. 2 de Just. q. 3, artic. 9, hoc improbet, quia Arist. conditionem illam ut unam tradidit, nihilominùs doctrina ipsa vera est, et in præsenti confert illas distinguere, ad explicandam obligationem naturalis legis. Igitur operari, *eligens*, pertinet ad primam assertionem, operari verò, *propter ipsam*, id est, honestatem, pertinet, ad hanc tertiam, et sub illâ intelligo comprehendi totum id quod necessarium est, ut actus habeat omnes conditiones necessarias ad honestatem simpliciter, quia nemo operatur intendens ad honestatem, nisi debitis circumstantiis operetur: igitur modus virtutis totum hoc comprehendit, et ita dicimus cadere sub legem naturalem.

12. Ita ergo explicata conclusio sumitur ex D. Thom. loco citato, qui in hoc constituit differentiam inter naturalem legem et positivam; quæ differentia alio modo intelligi non potest; sentit ergo jus naturale non solùm obligare, ut quis operetur volens, sed etiam volens propter hoc, id est, propter honestatem, in quo includitur modus virtutis. Et idem clarè docet ibi Soto ad. 3, ita exponens D. Thomam. Nihilominùs non desunt auctores, quibus hæc differentia non placeat, sed absolutè sentiant modum virtutis non cadere sub obligationem legis naturalis. Quod sentire videtur Medin. Codic. de Orat. q. 16 de Horis canonic. iterandis, et Navar. tract. de Orat. et Horis canonicis, cap. 20, n. 29, et in cap. *inter verba*, 11, q. 3, et in Summâ capit. 21, n. 7. Nam qui restituit debitum, naturale præceptum restituendi servat, etiamsi id faciat modo indebito, et qui dat eleemosynam, naturale præceptum misericordiæ servat, etiamsi propter unam gloriam faciat.

13. Sed hæc ita possunt breviter conciliari, ut licet per actum bonum ex genere malè factum re verâ servari possit aliquid jure naturæ præceptum, non tamen totum jus naturæ, in quo differt hoc jus ab humano; nam jus humanum ita potest servari per actum malum, ut nullâ ex parte violetur, quia illa malitia, quæ adjungitur tali actui, sæpè non est contra aliquod præceptum humanum, sed contra naturale, ut patet de communione indignè sumptâ tempore Paschæ; quæ nullo modo est contra jus ecclesiasticum (1), nam præceptum ibi violatum (scilicet, dignè communicandi, quando id fit) non est humanum, sed naturale, et solùm hoc violatur. At verò jus ipsum naturale, quod præcipit facere actum honestum, præcipit etiam, ut studiosè fiat, quia hoc ipsum est ex dictamine rationis naturalis; ergo est de jure naturali; et ideò quoties per actum malum unum naturale præceptum impletur, jus ipsum naturæ violatur.

14. Quæri autem posset, an illa duplex, vel quasi duplex obligatio oriatur ex eodem, vel diversis præceptis naturalibus, in quo probabili distinctione uti possumus. Interdùm enim circumstantia malitiæ, quæ adjungitur, est contra diversam virtutem, ut in exemplo posito de intentione inanis gloriæ adjunctâ operi misericordiæ, id est, eleemosynæ; tunc enim malitia illius circumstantiæ contra humilitatem est, non contra misericordiam. Et tunc est duplex obligatio orta ex diversis, ideòque in casu dicendum est, unum præceptum naturale servari integrè per actum bonum ex genere malè factum; nihilominùs tamen non servari absolutè integrè jus naturale, quia committitur contra aliud præceptum naturale. Aliquando verò contingere potest, malitiam, quæ adjungitur, actu esse contra eamdem virtutem, cujus præceptum per substantiam actûs servari videtur, ut si quis oret attentè, tamen in loco indecenti, vel cum aliâ circumstantiâ contrariâ divinæ reverentiæ in oratione debitæ. Et tunc rectè dici potest idem præceptum servari quoad substantiam, et violari quoad circumstantiam, quia licet actus virtutis requirat objectum, et circumstantias intrinsecas, non ideò putandum est, dari plura distincta præcepta de objecto et singulis circumstantiis, sed

(1) Meritò damnata est ab Innocentio XI hæc propositio.

unum et idem præceptum naturale est, quod præcipit actum talis honestatis, quæ tales circumstantias requirit, et ideò observari potest illud idem præceptum quoad substantiam actûs exterioris, licet quoad alias circumstantias violetur.

CAPUT XI.

Utrùm lex naturalis obliget ad modum operandi ex dilectione Dei, vel charitate.

1. Hanc quæstionem tractat D. Thom. in hâc materiâ quæst. 100, art. 10; involvit tamen multa pertinentia ad alias materias, præsertim de fide, charitate et gratiâ, et pendet ex suprà dictis quæst. 18, de requisitis ad bonitatem moralem humani actûs. Et ideò posset hoc loco omitti, tamen propter complementum materiæ, et quia aliquid continet necessarium ad explicandam vim legis naturalis, ideò eam breviter expediemus, remittendo quoad fieri possit ad propria loca, quæ ab hoc fuerint aliena. Supponere autem oportet posse nos loqui, vel de dilectione Dei naturali, vel de charitate infusâ quod in titulo insinuavimus, nomine charitatis intelligendo infusam; nomine dilectionis naturalem amorem Dei ut finis naturæ. Unde consequenter loqui etiam possumus de lege naturali cum proportione, id est, vel de purè naturali, quæ consequitur puram naturam, ut utentem solo lumine rationis naturalis; vel de lege connaturali gratiæ, et lumini fidei, quàm possumus per antonomasiam divinam appellare.

2. Loquendo ergo de dilectione Dei auctoris naturæ, supponimus primò dari posse in humanâ naturâ talem dilectionem etiam super omnia distinctam substantialiter à dilectione infusâ, etiamsi absque viribus gratiæ perfectè haberi non possit. Quod in tractatu de Gratiâ attingemus, declarando quibus viribus elici possit, et latiùs in materiâ de charitate illâ distinctio explicanda est. Secundò supponimus legem naturalem continere speciale præceptum diligendi Deum ut auctorem naturæ, quod in materiâ etiam de charitate ostendendum est. Tertiò, ex hoc sequitur legem naturalem collectivè sumptam obligare hominem in purâ naturâ spectatum ad referendum se et omnia in Deum ut ultimum finem, quia hæc relatio in dilectione super omnia includitur. Tamen quia hoc præceptum affirmativum est, non obligat pro temporibus opportunis, et ideò talis dilectio non est necessaria ad implenda alia præcepta integrè et sine ullâ transgressione alicujus præcepti naturalis. Potest enim interdùm occurrere occasio honorandi parentem, quæ non postulet dilectionem Dei, et tunc possum implere præceptum pietatis erga parentes, licet non impleretur ullo modo ex dilectione Dei quantùm est ex parte operantis. Addendum verò est quartò omne opus quo impletur aliquod præceptum naturale, naturâ suâ tendere in Deum ut in ultimum finem, et quantùm est ex se cadere in gloriam ejus. Quia à Deo procedit tanquàm à primo et principali auctore, et quia per illud re ipsâ impletur voluntas Dei, etiamsi operans hoc formaliter non intendat, et quia tale opus est honestum et proportionatum ultimo fini naturali hominis, qui principaliter est Deus.

3. Ex his ergo satis constat quæstionis resolutio, quatenùs procedere potest de purâ lege naturæ, rationi naturali consentaneâ. Nam in hoc ordine modus operandi ex dilectione Dei, non est nisi vel operari dilectionem ipsam, vel operari aliquid aliud ex imperio talis dilectionis. Primum solum erit necessarium, quando illud præceptum obligaverit, et ita ratione ejusdem præcepti erit necessarius ille modus dilectionis, ut lex tota naturæ collectivè impleatur, non autem ut singula præcepta moralia impleantur, quia non omnia obligant ad dilectionem Dei. Secundum si intelligatur de imperio formali, manifestum est non esse necessarium, quia nec de hoc datur singulare aliquod præceptum, nec alia præcepta singula hanc obligationem imponunt, ut per se notum; aliàs ad benè operandum esset semper necessarium conjungere actualem amorem Dei, quod dicere ridiculum est. Si verò intelligatur de imperio virtuali, id est, de relatione fundatâ in aliquo actu præcedente ipsius operantis, etiam hoc necessarium non est ad servanda alia præcepta; tum quia fieri potest ut actus ille dilectionis non processerit, et occurrat occasio operandi aliud bonum consentaneum alteri præcepto naturali, tum etiam quia licet præcesserit talis dilectio, potest hîc et nunc non influere, quia nulla est ejus memoria, nec virtus ab illâ relicta. Addo etiam, nec habitualem affectum talis dilectionis requiri; nam qui est in peccato mortali, non censetur habere illum habitualem affectum, et nihilominùs potest aliquod præceptum naturale implere. Sufficit ergo illa naturalis relatio, seu tendentia, quæ in ipso opere honesto naturâ suâ includitur, ut explicatum est.

4. Hic verò occurrebat disputatio cum Greg.

qui 2, d. 39, q. 1, art. 1, conc. 2, dixit, nihil creatum esse honestè diligibile propter se, sed solum Deum. Unde in art. 2, corol. 1 et 2, infert, non posse homines honestè operari, nisi operando propter Deum dilectum, in quem suum actum referant, vel actu, vel virtute, id est, ex vi alicujus dilectionis præcedentis. Quod probat ex variis locis August. præsertim lib. 1 de Doct. christ., cap. 27 et 37 lib. 9 de Trin. cap. 8, et lib. q. 83, q. 30, ubi dicit, perversum esse, frui aliquâ re creatâ, propter Deum. Unde lib. 1 de Morib. Eccles. cap. 14, dicit, omnia bona esse referenda in summum bonum, ex quo infert c. 15, nihil esse virtutem, nisi summum amorem Dei, et per hunc omnes virtutes definit, et ideò lib. 19 de Civit. c. 25, dicit esse superbum diligere propter se ipsas, etiam ipsas virtutes. Ratio verò est, quia solus Deus est summè bonus, et ideò solus est propter se volendus. Item quia aliàs quodlibet bonum creatum posset propter se diligi.

5. Verumtamen non est præsentis loci hæc disputatio; nam pertinet ad 1-2, quæstion. 18, ubi de requisitis ad honestatem moralem actûs humani tractatur, et in materiâ de fide disputari etiam solet propter infideles non agnoscentes Deum, et ideò breviter dico, opinionem illam Gregorii probabilem non esse, nulloque probabili niti fundamento. Nam bonum honestum propter se amabile est, et sufficit ad honestatem actûs, etiamsi de Deo non cogitetur, nec antea ita cogitatum fuerit, ut præterita Dei dilectio nunc influat aliquo modo in actum. Item aliud est diligere aliquid ut summum bonum, aliud verò diligere aliquid, ut bonum per se amabile : primum est proprium Dei; secundum autem communicatum est ab ipso Deo omni bono honesto, et ideò sic amando bonum honestum, non fit aliquid contra Deum. Neque inde fit omnia bona creata esse propter se amabilia, quia nulla sunt inferiora bona utilia, vel delectabilia, quæ nisi propter honestatem appetenda non sunt. Denique licet bonum honestum creatum propter se ametur, non amatur ut ultimus finis, sed talis amor naturâ suâ tendit in Deum, et hoc est satis, ut non dicatur homo frui tali bono, sed uti; tunc autem diceretur illo frui, quando in illo suum finem ultimum constitueret, et hoc est, quod dixit Aug. esse superbum. Et ita nec auctoritas Augustini obstat, nec ratio Gregorii momentum habet, ideòque ejus sententia communiter rejicitur à theologis in materiâ de fide, ut suo loco, Deo dante, videbimus, et hîc tractant Soto lib. 2 de Just. quæst. 3, et Medin. ibi, et q. 18, artic. 9.

6. Secundò dicendum superest de modo operandi ex charitate infusâ, de quo constat, non esse per se necessarium ad implendam legem purè naturalem, cùm sit longè superioris ordinis. Dubitari autem posset, an, suppositâ revelatione hominis ad finem supernaturalem, sit hæc circumstantia necessaria ad implendam ipsam legem naturalem absque peccato. Ita enim videntur sensisse, qui dixerunt, hominem nunc non implere præcepta divina, quæcumque illa sint, nisi aliquo modo ex charitate operetur. Quod tenuit Dion. Cister. in 1, d. 17, q. 1, art. 3, et idem ante paucos annos docuit Michael Baius, qui dixit, omnem actum, qui non fit ex charitate, esse ex vitiosâ cupiditate, et ideò esse malum.

7. Verumtamen sententia hæc prorsùs falsa et erronea est, vel magnam præbet occasionem erroris; ut autem hoc ostendamus, membratim ostendendum est. Potest enim illa sententia primò intelligi de habitu charitatis, seu quod idem est, de statu gratiæ, et sic erronea est, et in Lutheranis virtute damnata, in Trid. sess. 6, canon. 7. Nam juxta illam sententiam omnia opera facta extra statum gratiæ essent contra præceptum divinum, et peccata, unde sequeretur omnia opera, quibus peccator remotè se disponit ad gratiam, esse peccata, quod ibi damnatum est, et meritò, quia in Scripturâ sacrâ consuluntur sæpissimè hujusmodi opera, ut divinus timor, eleemosyna, oratio, et similia. Sed fortè responderet Baius, habitualem charitatem esse necessariam ad non peccandum, non tamen esse sufficientem ut homo consequatur remissionem peccati; potest enim consequi habitualem justitiam absque remissione peccati. Sed hæc responsio involvit alium errorem, nimirùm posse veram justitiam et charitatem esse de facto in homine existente in peccato, quod est contra idem conc. dict. sess. 6, can. 7, et non evitat superiorem definitionem, quia in illâ concilium loquitur de operibus ante justificationem, quod non dicit tantùm remissionem peccati, sed maximè infusionem justitiæ, ut ex doctrinâ ejusdem concilii constat. Item quia dispositiones remotæ non solùm sunt ad remissionem peccati, sed etiam ad infusionem justitiæ; ergo impossibile est opera talia esse mala, aut contra legem Dei.

8. Denique est evidens ratio, quia necessitas habitualis gratiæ vel charitatis ad

singula præcepta sine novâ transgressione, nec est ex lege puræ naturali, ut ostensum est, nec ex lege connaturali ipsimet gratiæ habituali, vel charitati, quia nulla est necessaria connexio inter illos habitus et talem obligationem, neque ex ullo probabili principio ostendi potest. Neque etiam est ex speciali lege positivâ Dei, quia nullibi latum invenitur tale præceptum, ut statim ostendemus respondendo ad objectiones. Unde theologi omnes ad quosdam actus specialiter sanctos requirunt sanctitatem habitualem in operante, ut digne et sine peccato fiant, ut administranda sacramenta vivorum. Potest etiam ille status requiri propter opus, in quo imminet periculum mortis, vel propter aliam similem occasionem; sed illa obligatio est specialis ex lege charitatis, vel religionis ; tamen generalis ad omnia opera nec fundari potest in aliquâ lege, neque aliquâ probabili ratione cogitari.

9. Secundò potest intelligi illa sententia de actuali dilectione charitatis, ita ut ad servandum quodlibet præceptum legis naturæ sit necessaria propria relatio in Deum per dilectionem supernaturalem, quæ sit proprius actus operantis, vel simul existens cum opere, quo servatur præceptum, vel qui præcesserit, et influat virtute in opus. Sed hoc etiam facilè refutatur ex principiis positis, quia vel hoc intelligitur de dilectione Dei super omnia, vel de aliâ dilectione imperfectâ, et tantùm affectivâ, quæ sit supernaturalis, et possit per illam referri in Deum opus cujuscumque præcepti. Si primum dicatur, inciditur in præcedens incommodum, et additur novum, quia actus dilectionis Dei super omnia non separatur ab habitu (sive ab illo procedat, sive ad illum proximè disponat, quod ad præsens nihil refert) ; ergo, si illa dilectio est necessaria, sive actu existens, sive præcedens, et non retractata (hoc enim necessarium est, ut possit virtualiter influere), etiam status in statu gratiæ et charitatis erit necessarius, quod reprobatum est. Et præterea postulatur actus perfectæ charitatis influens in opus præceptum, quod novum absurdum est, quia sicut ad obtinendam habitualem justitiam præparamur per bona opera antecedentia ad ipsam justitiam, quatenùs esse possunt ab Spiritu sancto movente, et nondùm inhabitante, ut dicit Trident. sess. 14, cap. 4, ita etiam disponimur ad impetrandum auxilium, et motionem, quâ proximè disponamur ad justitiam, et Deum super omnia diligamus ; ergo non minus absurdum est, ad singula opera præceptorum moralium prærequirere actum infusum amoris Dei super omnia, quàm habitum. Et præterea contra hoc procedunt cum proportione, quæ contra Gregorium diximus, ut circa aliud membrum jam declaro.

10. Si ergo non postuletur dilectio super omnia, sed alia minor, quæ sufficiat ad referendum actum in Deum finem supernaturalem, inprimis difficile est distinguere talem affectum, qui sit supernaturalis complacentiæ, seu benevolentiæ in Deum, et aptus elici à charitate infusâ ab amore super omnia et justificante. Sed hoc nunc omitto in alium locum proprium, et ex propriis ostendo, etiam in illo sensu sententiam illam esse falsam et voluntariam. Quia neque ex naturâ rei sequitur talis obligatio ex principiis, et lumine fidei, neque etiam ostendi potest præceptum speciale positum à Deo hominibus ordinatis ad finem supernaturalem operandi semper, vel servandi præcepta naturalia ex simili dilectione, aut relatione. Ad quod possunt cum proportione applicari omnia quæ contra Gregorium diximus. Quin potiùs nec ad servanda alia supernaturalia præcepta est in universum, ac per se necessaria hæc relatio, vel dilectio ; nam fidei præceptum per actum credendi impletur ante omnem actum propriæ dilectionis Dei, et similiter etiam præceptum spei, ut ex Tridentino sumitur, sessione 6, capite 7, et eâdem ratione potest impleri præceptum religionis de divino cultu aut oratione. Imò, licet in aliquibus actibus externis propter specialem sanctitatem eorum requiratur status gratiæ, ut dicebam, nihilominùs etiam ad illas non est necessaria hæc specialis dilectio actualis, aut virtualis, si persona in statu gratiæ supponitur, sed sufficit religiosa intentio, quæ ad religionem spectat. Sicut etiam si occurrat occasio vel confitendi fidem, vel respondendi pro Dei honore, fieri potest ex affectu divini cultûs et honoris pertinentis ad religionem, etiamsi non fiat ex actu proprio charitatis ; nullâ ergo ratione modus operandi ex charitate est de necessitate aliorum præceptorum, extra proprium præceptum charitatis, quod non pro semper obligat, sed certis temporibus et occasionibus, ut in propriâ materiâ dicetur.

11. Sed objicitur primò illud 1 Corinth. 10 : *Omnia in gloriam Dei facite*; et illud ad Colos. 3 : *Omne quodcumque facitis in verbo, aut in opere, omnia in nomine Domini nostri Jesu Christi, gratias agentes Deo, et Patri per ipsum.* Et

illud 1 Corinth. 16 : *Omnia vestra in charitate fiant.* Secundò objiciuntur varia loca Augustini, in quibus significat, quidquid non fit ex charitate fieri ex pravâ cupiditate, ac proinde malum esse. Unde 1 Retract. capit. 15, *voluntas sine charitate* (inquit) *tota est vitiosa cupiditas;* lib. de Gratiâ et libero Arbit. capit. 18, inquit : *Quod fit sine dilectione, non benè fit;* et similia habet lib. 1 de Grat. Christi, cap. 26, et sæpè aliàs. Tertiò argumentabatur Dionys. quia Deus suis præceptis intendit nos facere suî dilectores; ergo nisi ex dilectione Dei serventur, non fit voluntas Dei; ergo neque præcepta implentur.

12. Ad testimonia sacræ Scripturæ respondeo primò, continere optimum consilium, secundò continere posse præceptum, altero è duobus modis. Unus est, ut omnia opera nostra talia sint, ut quantùm est ex se, in gloriam Dei cedant, etiamsi actu ad hoc non referantur, juxta verbum Christi Matth. 5 : *Sic luceat lux vestra coram hominibus, ut videant opera vestra bona, et glorificent Patrem vestrum, qui in cœlis est;* non enim est sensus, oportere opera facere eo fine, ut videantur ab aliis, qui glorificent Deum; etsi enim hic finis de se bonus sit, non est tamen necessarius, nec ordinariè consulendus propter periculum; sensus ergo est, talia debere esse opera, ut si videantur, ex illis possit resultare gloria Deo. Alio modo potest hîc intelligi præceptum affirmativum, quod obligat semper, sed non pro semper, nisi in præparatione animi, scilicet, ut parati simus omnia propter gloriam Dei facere, vel ex charitate, vel pro confessione nominis Christi quando necesse fuerit, vel oportuerit.

13. Ad testimonia Augustini in propriis locis de fide et charitate ex professo respondebimus, quia de utrâque virtute habet Augustinus loca difficilia. Nunc dico, posse Augustinum exponi eodem modo, quo Scripturam, ut operari ex charitate non sit elici, aut imperari à charitate, sed operari consentaneè ad charitatem, ita ut operatio talis sit, quæ charitate dirigi et fieri possit, ita ut charitas semper sit de se quasi regula boni operis, licet non necesse sit, ut sit etiam principium vel finis ab operante intentus. Unde cùm ait, *non benè fieri, quod sine dilectione fit,* perinde est, ac si diceret, quod non fit dilectioni consentaneum, aut quod fit à dilectione alienum. Cùm verò ait, voluntatem sine charitate totam esse vitiosam cupiditatem, potest etiam exponi de voluntate ipsâ, non de singulis actibus ejus, ut tota dicatur esse vitiosa cupiditas morali modo, non rigore physico, quia voluntas destituta charitate, vincitur vitiosâ cupiditate regulariter, esto possit interdùm benè operari ex amore honesti sine relatione charitatis, ut latiùs in tractatu de Gratiâ dicemus. Aliqui verò exponunt August. ut in illis locis nomine charitatis non intelligat virtutem infusam theologicam, sed generalem affectum boni honesti, seu rectè operandi propter justitiam ipsam. Verumtamen in dicto cap. 18 de liber. Arb. et 26 de Gratiâ Christi, apertè loquitur de illâ charitate, cujus est illud præceptum Christi : *Mandatum novum do vobis, ut diligatis invicem;* et Joann. 13, et illud : *Diliges Dominum Deum tuum ex toto corde tuo, et proximum tuum sicut te ipsum.* Deuter. 6, Marc. 12. Item loquitur de illâ charitate, de quâ Petrus dixit quòd *operit multitudinem peccatorum,* 1 Petri 4, et de quâ Joannes loquitur, cùm dicit : *Diligamus invicem, quia charitas ex Deo est.* Hæc enim ibi adducit Augustin. ut explicet de quâ charitate loquatur. Alium locum Retractationum hactenùs non inveni; sed hæc nunc de Augustino sufficiant.

14. Ad orationem respondetur cum D. Thomâ, quem Soto et alii imitantur, finem præcepti non cadere sub præceptum. Et ideò, licet Deus intendat maximè, ut ex charitate operemur, non tamen id nobis præcepit in omnibus operibus, nec per singula præcepta, sed solùm per speciale præceptum charitatis, quod suis temporibus servandum est, ideòque extra illam necessitatem specialem poterit non solùm lex naturalis, sed etiam supernaturalis, sine illo modo servari. Sic enim peccator christianus credendo præceptum fidei implet, licet ex charitate non credat, et finem proximè à Deo intentum per illud præceptum assequitur; nam hîc includitur in ipso præcepto, licet extrinsecum, seu remotum non assequatur, et idem est de aliis præceptis.

CAPUT XII.

Utrùm lex naturalis non solùm prohibeat aliquos actus, sed etiam irritet contrarios.

1. Tractando de obligatione legis naturalis, consequenter explicuimus ferè omnes effectus, qui solent legi in communi attribui; nam constat ex dictis, hoc jus quædam bona præcipere, mala prohibere; permissionem autem, aut punitionem propriè non habere locum in illo. Quia, licet ex transgressione naturalis juris sequatur reatus pœnæ in ordine ad divinam

providentiam, et justitiam, ad quam spectat pœnam illam taxare, nihilominùs ratio naturalis non potest illam pœnam definire, et ideò talis ac tanta propriè non sequitur ex imperio alicujus legis merè naturalis, sed sequitur ille reatus ex naturali et intrinsecâ conditione culpæ, ita ut licet pœna non esset per legem determinata, arbitrio competentis judicis puniri posset. Unde fit, ut neque propria permissio locum habeat in hoc jure, quia nihil, quod de se malum sit, permittit licitè fieri, ut per se constat, quia hoc repugnat actioni intrinsecè ac per se malæ; nec etiam permittet, fieri impunè, eo modo quo pœna potest ex hoc jure sequi, scilicet, quoad reatum, quia nunquàm impedit, aut de se impedire potest reatum pœnæ. Quòd si dicatur hoc jus permittere vel indifferentia, quæ non prohibet, vel bona, quæ approbat, licet non præcipiat, neutra est propria permissio legalis (ut sic dicam), quia prior est pura negatio; dicitur enim opus indifferens quod nec præcipitur, nec prohibetur, nec etiam approbatur; posterior verò est plusquàm permissio, quia est quædam positiva concessio, ut supra tactum est, et infra tractando de jure gentium, latiùs dicetur. Quòd si in his materiis consideretur jus naturale, quatenùs disponit, quomodò præstandæ sunt, ut honestè et sine maculâ fiant; jam illud pertinet ad legem præcipientem unum modum, et vetantem alium, ut in superioribus etiam tactum est, et ideò de his effectibus nihil addendum occurrit.

2. Solùm ergo superest inquirendum, quando et quomodò possit jus naturale habere vim non solùm obligandi, seu prohibendi, sed etiam irritandi actum, qui contra talem obligationem fit. Quod dubium præcipuè habet locum in præceptis negativis; extendi verò potest ad affirmativa, quatenùs ex consequenti prohibent contraria eorum, quæ præcipiunt. Ratio autem dubitandi est, quia irritare non est præcipere, sed facere; jus autem naturale, ut sic, solùm videtur habere vim præcipiendi, non verò tollendi dominium, verbi gratiâ, vel faciendi aliquid simile. Confirmari potest inductione: nam jus naturæ prohibet contrahere matrimonium post factum votum castitatis, vel post promissionem sponsalium factam alteri, et tamen matrimonium validum est; prohibet etiam lex naturæ vendere rem ultra justum pretium, et nihilominùs talis venditio non est irrita ipso jure naturæ; ergo idem erit in omnibus similibus. Nam efficacitas juris naturæ eadem est in omnibus, neque pecularia verba habet, per quæ prohibeat, ut propter illorum diversitatem dicamus, aliquando irritare, et non semper, ut dici potest in jure positivo.

3. Nihilominùs certum est, actus factos contra jus naturale, aliquando non solùm malos, sed etiam irritos esse. Hoc tanquàm certum supponunt auctores in pluribus quæstionibus, quas in particulari tractant, ut an talis actus, verbi gratiâ, contractus factus ex metu, violentiâ, dolo, vel cum aliâ conditione simili, sit nullus jure naturæ, vel tantùm positivo; supponunt ergo, ex utroque capite posse habere nullitatem. Probatur deinde exemplis: nam secundum matrimonium factum, vivente priori conjuge, ex jure naturæ nullum est. Idem est verum de matrimonio, verbi gratiâ, inter fratres, et adhuc certius inter patrem et filiam; contractus etiam usurarius juræ naturæ irritus, seu nullus est, quoad usuræ obligationem; idem est de contractu facto per dolum gravem, et similia sunt multa. Ut autem rationem reddamus, et priores objectiones solvamus, oportet regulam aliquam assignare ad cognoscendum quando actus prohibitus jure naturæ validus, vel irritus sit; nam utrumque posse accidere ostendunt adducta exempla; differentia autem non potest sumi ex verbis legis, ut rectè objectum est; unde ergo illam sumemus?

4. Duæ regulæ præcipuè occurrunt. Prima est, quando actus prohibetur jure naturæ ob defectum potestatis, vel ob materiæ incapacitatem, tunc actus est nullus, et irritus ex naturâ suâ. Hoc ostendit exemplum illud de secundo matrimonio, et in universum de donatione ejusdem rei factâ post priorem validam, et permanentem; est enim nulla, quia ille, qui secundò donat, vel tradit, jam non habet potestatem in talem rem. Unde intelligetur differentia inter traditionem factam post priorem traditionem, vel tantùm post priorem promissionem; cùm enim utraque sit contra jus naturæ, una est valida, et non alia, quia prior traditio abstulit dominium, et ita etiam abstulit potestatem; promissio verò non tollit dominium, et ideò non tollit potestatem, quamvis obliget ad utendum illâ tali modo. Eâdem ratione contractus, seu consensus per dolum substantialem (ut sic dicam) exortus, nullus est jure naturæ, quia dolus impedit verum consensum, et causat involuntarium; sine voluntate autem non potest contractus humanus perfici, et sic de aliis. Ex quibus facilis est ratio regulæ, quia in his et similibus casibus

tollitur principium substantiale (ut sic dicam) valoris actûs, quod est potestas moralis, id est, quæ habeat adjunctam sufficientem voluntatem; sine potestate autem, et voluntate non est actus validus.

5. Secunda regula est, quando actus prohibetur propter indecentiam, vel turpitudinem in materiâ ejus inventam; tunc etiam est irritus, quando eadem turpitudo durat in ipso effectu, vel, ut Juristæ loquuntur, quando habet causam perpetuam. Hanc regulam sumo à simili ex Glossâ in Clement. 1, de Jure patronat. verb. *Inhibentes*, in fine, et ex Glossâ in cap. *Vides*, dist. 10; Decio in cap. 2, de Testibus, et aliis, quos refert Covarr. in 4 Decret. 2 p. cap. 6, in princ., num. 6, et colligitur ex lege, *si stipuletur*, de verb. Obligat. : *Quod leges* (inquit) *prohibent, si perpetuam causam servaturum est, cessat obligatio, ut si sororem sibi nupturam aliquis stipuletur.* Ubi Glossa advertit, talem promissionem esse irritam ipso jure naturæ. Et ita confirmatur regula exemplo posito de matrimonio contracto inter consanguineos in primo gradu ; nam ibi non deest potestas, id est, dominium sui ad se tradendum in matrimonium, nec deest voluntas, quantùm est ex parte contrahentium ; tamen illa naturalis indecentia, quæ facit tale matrimonium esse prohibitum, perpetuò durat, si matrimonium tale duret ; ideò etiam duratio ipsa prohibita est, et hoc est esse irritam. Idem cernitur in exemplo de usurâ, quæ prohibita est, quia injusta, quæ injustitia tam invenitur in retentione lucri accepti, quàm in acceptione, et ideò prohibitio illa irritans est. Unde etiam constat ratio clara, quia si valor actûs sit contra jus naturæ, à nemine fieri potest, cùm jus superioris resistat ; in illo autem casu valor ipse est contra jus naturæ, quia habet eamdem causam turpitudinis ; ergo non potest talis valor subsistere ; ergo est irritus talis actus. Unde potest considerari differentia inter hanc regulam, et præcedentem, quòd in priori actus prohibetur, quia pravus, et nullus est ex defectu potestatis; in hâc verò posteriori actus fit nullus ratione intrinsecæ malitiæ perpetuæ, ac subinde per ipsam prohibitionem, quia aliàs potestas absoluta circa talem materiam non deerat.

6. Extra hos autem casus, quamvis jus naturæ prohibeat actum, non irritabit effectum ejus, quia si supponatur potestas sufficiens ad talem effectum, et alioqui possit effectus durare absque turpitudine, et cum honesto usu, non est, cur invalidus sit. Id optimè declaratur in matrimonio facto contra votum simplex castitatis : nam illud votum non abstulit, sed ligavit potestatem quam homo habet in corpus suum ; et alioqui matrimonium contra illud contractum, quatenùs est actualis traditio, habet majorem quamdam efficaciam, quàm promissio, et potest etiam habere honestum usum, saltem reddendo, et non petendo debitum ; ergo rectè potest esse validum. Venditio item injusta relinquit quidem perpetuam obligationem restituendi excessum pretii ; quod si fiat, cessat omnis turpitudo in valore, et perpetuitate talis contractûs, et ideò non est, cur simpliciter irritus sit. Et ita patet responsio ad objectiones factas. In quibus etiam exemplis considerari potest, prohibitionem non esse quasi directam, vel absolutam de substantiâ talis actùs, sed vel provenire ex aliquâ generali lege, ut est servare votum, vel solum esse de tali modo, seu excessu, et ideò mirum non esse, quòd actum non irritet.

CAPUT XIII.

Utrùm præcepta legis naturæ de se, et ab intrinseco immutabilia sint.

1. Hactenùs substantiam, et obligationem legis naturalis explicuimus ; reliquum est, ut de illius firmitate, vel immutabilitate dicamus. Duplex autem mutatio potest intelligi in aliquâ lege, scilicet, vel per additionem, vel per ablationem, seu diminutionem. Hîc autem non est sermo de additione, quia illa non est mutatio, quando prior lex integra manet, sed est perfectio extensiva conferens ad utilitatem humanam, ut dixit D. Thomas q. 94, art. 5, et sic Ulpian. l. *Jus civile*, ff. de Just. et jure ait, jus civile constitui, addendo aliqua juri naturali. Imò et jus divinum multa addidit juri naturæ, et jus canonicum utrique. Nam, ut infra videbimus, humana jura multa determinant, quæ per jus naturæ, aut divinum determinata non sunt, nec convenienter determinari potuerunt. Tractamus ergo de propriâ mutatione, quæ fit per ablationem legis, vel obligationis ejus. Hæc autem mutatio dupliciter solet in rebus accidere, nimirùm, vel per mutationem rei ab intrinseco deficientis, vel per extrinsecùs factam virtute alicujus agentis habentis potestatem. Et uterque modus potest ad legem applicari : nam interdùm res per se ipsam deficit, quia ex utili fit noxia, vel ex rationabili fit irrationabilis ; aliquando verò tollitur per superiorem, ut in legibus positivis

postea videbimus. Et utraque istarum mutationum contingit, vel absolutè, et universaliter in totâ lege, et dicitur abrogatio legis; vel in particulari, et dicitur dispensatio, vel particularis relaxatio. De his ergo omnibus modis mutationum potest inquiri circa legem naturalem; in hoc autem capite solùm de mutatione ab intrinseco dicemus; in sequentibus autem inquiremus de mutationibus ab extrinsecis agentibus.

2. Dico igitur, propriè loquendo, legem naturalem per se ipsam desinere non posse vel mutari, neque in universali, neque in particulari, manente naturâ rationali cum usu rationis, et libertatis. Semper enim hæc hypothesis præintelligitur, et supponitur: nam cùm lex naturalis sit veluti proprietas hujus naturæ, si illa de medio tolleretur, tolleretur etiam lex naturalis quoad existentiam suam, et maneret tantùm secundùm esse essentiæ seu possibile objectivè in mente Dei, sicut et ipsa rationalis natura. Imò tunc etiam lex æterna non haberet rationem propriæ legis, quia non esset cui Deus præciperet; oportet ergo naturam rationalem supponi, et sic dicemus, non posse legem naturalem, vel in totum, vel in parte per sese deficere, aut mutari. Ita sumitur ex D. Thomâ 1-2, q. 94, art. 4 et 5, et q. 100, art. 8, et 2-2, quæst. 66, art. 2, ad 1, et quæst. 104, art. 4, ad 2; Vincent. in Specul. moral. l. 1, part. 2, d. 3, et aliis, quos cap. sequenti et 15 referam. Item ex Aug. lib. 83 Quæstion. q. 53, et lib. de verâ Relig. cap. 31, et lib. 1 de liber. Arbitr. cap. 6. Item ex Lact. lib. 6 de vero Cultu cap. 8, et ex Arist. 5 Ethic. cap. 7, Cicer. lib. 1 et 2 de Leg. et 3 de Repub. et ex § *Sedet*, Instit. de Jur. natur. Probatur autem, primò, quia hoc jus naturale vel consideratur in Deo, vel in homine; prout est in homine mutari non potest, quia est intrinseca proprietas necessariò fluens ex tali naturâ, quâ talis est, vel (ut alii volunt) est ipsa rationalis natura: ergo repugnat, manente tali naturâ aptâ ad utendum ratione, auferri legem naturalem. Si verò consideretur hæc lex, ut est in Deo, supra ostensum est, non posse auferri non solùm à judicio divini intellectûs, verùm etiam neque à voluntate, quâ vult, vel talia bona præcipere, vel talia mala vitare.

3. Secundò argumentor in hunc modum, quia nulla lex deficit per se ipsam sine revocatione legislatoris, nisi vel quia non erat perpetua, sed pro tempore certo, quo finito, ipsa etiam finitur, et desinit esse, vel quia in materiâ fit aliqua mutatio, ratione cujus lex sit irrationabilis et injusta, cùm antea esset justa et prudens. Quia si lex indefinitè ac sine termino posita erat, et ex parte materiæ non est facta mutatio, non potest intelligi quomodò per se ipsam cesset lex, manente objecto, et subjecto ejus, cùm ex parte legislatoris non auferatur, ut supponimus. At neuter illorum modorum habet locum in jure naturali. De priori patet, quia leges ejus sunt necessariæ, et perpetuæ veritatis; complectitur enim hoc jus (ut supra dixi) principia morum per se nota, et omnes, ac solas conclusiones, quæ ex illis necessariâ illatione inferuntur, sive proximè, sive per plures illationes; omnia autem hæc perpetuæ veritatis sunt: quæ veritas principiorum non subsistit sine veritate talium conclusionum, et principia ipsa ex terminis necessaria sunt; ergo in omnibus his præceptis est perpetuitas; non ergo possunt desinere per solum lapsum temporis. Altera verò pars ex eodem principio facilè ostenditur, quia judicium, quod necessariò colligitur ex principiis per se notis, nunquàm potest esse falsum; ergo nec potest esse irrationabile, vel imprudens; sed omne judicium legis naturalis tale est, ut vel sit de principiis per se notis, vel ex illis necessariò inferatur; ergo quantumvis res varientur, judicium legis naturalis variari non poterit.

4. Tertiò fit alia inductio distinguendo in hoc jure præcepta affirmativa, et negativa, et ostendendo, neutrum genus talium præceptorum posse per se cessare, aut desinere obligare. Nam inprimis præcepta negativa prohibent res per se et intrinsecè malas, et ideò obligant semper, et pro semper, tum ratione suæ formæ, quia negatio omnia destruit, tum etiam quia quod per se malum est, semper et ubique vitandum est; eâdem ergo ratione non possunt talia præcepta per se desinere, quia non potest res per se mala desinere esse mala. Affirmativa verò præcepta, licet semper obligent, non tamen pro semper, et ideò potest hujusmodi præceptum, licet naturale sit, uno tempore obligare, et non in alio, seu in unâ occasione, et non in aliâ; non tamen propterea recipit mutationem, quia hæc est illius natura, et (ut sic dicam) à principio fertur pro talibus occasionibus, vel sub talibus conditionibus, et non pro aliis. Nihilominùs tamen semper retinet suam vim, semper obligat, licet non pro semper; sicut præceptum confessionis, verbi gratiâ, licet pro hoc mense non obliget, et pro tempore qua-

dragesimæ obliget, non ideò mutatur, sed de se idem semper permanet. Et declaratur amplius; nam præcepta affirmativa legis naturalis solùm obligant pro illis occasionibus, in quibus omissio talis actûs esset per se, et intrinsecè mala; ergo sicut illa omissio non potest non esse mala, ita neque obligatio affirmativi præcepti ad actum illi omissioni contrarium potest per se desinere, aut mutari : ergo tale præceptum necessariò semper obligat pro suo tempore, et consequenter semper etiam obligat ad non habendum contrarium propositum, seu ad obediendum saltem in animi præparatione.

5. Quartò declaratur, et confirmatur hæc veritas expediendo objectionem, quæ fieri potest. Dicit enim Aristot. 5 Ethic. cap. 7, justum naturale, seu naturâ constans non omne mutabile esse, aliquando verò posse esse mutationi obnoxium. Quod etiam tradit D. Thomas 1-2, quæst. 94, art. 5, dicens, legem naturæ quoad prima principia omninò esse immutabilem, quoad conclusiones autem ut plurimùm non mutari, in aliquo tamen casu, et in paucioribus mutari, propter particulares causas occurrentes. Confirmat hoc D. Thomas exemplo legis naturalis præcipientis depositum reddi suo domino petenti, quæ non obligat in casu, in quo depositum petitur ad damnificandam rempublicam. Et simile esse potest de præcepto naturali servandi secretum, quod negativum est, et tamen violari potest, si ad defensionem reipublicæ, vel innocentis sit necesssarium. Præceptum item : *Non occides,* naturale est, et tamen in propriam defensionem licitum est occidere. Difficilius exemplum esse potest de præcepto non contrahendi matrimonium cum sorore, vel matre, quod naturale est, et tamen in casu necessitatis generationis humanæ non obligat, ut de facto contigit in principio creationis, ut ex materiâ de Matrimonio constat. Ratione denique hoc confirmat divus Thomas, quia certior est scientia speculativa, et naturalis, quàm moralis et practica, et nihilominùs in scientiâ physicâ, et naturali, licet universalia principia non deficiant, conclusiones etiam necessariæ interdùm deficiunt; ergo idem poterit accidere in moralibus, atque ita poterit jus naturale mutationem pati. Probatur consequentia à paritate rationis, quia sicut materia physica est mutabilis, ita etiam res humanæ, quæ sunt materia juris naturalis, multò magis mutabiles sunt; ergo etiam ipsum jus mutabile est; nam sicut ex materiâ sumit speciem, ita jus conditionem imitatur et participat.

6. Hæc verò omnia rectè explicata potiùs confirmant assertionem. Est ergo considerandum ea quæ consistunt in quâdam adæquatione, et quasi relatione, dupliciter posse mutari, vel quasi mutari, seu desinere esse, scilicet, vel intrinsecè per mutationem suî, ut pater desinit esse pater, si moriatur; vel extrinsecè tantùm per mutationem alterius, quo modò pater desinit esse pater per mortem filii, quæ desitio in patre non est mutatio, sed modum mutationis à nobis concipitur, vel significatur. In lege ergo positivâ contingit mutatio priori modo, quia tolli potest; in lege autem naturali minimè, sed solùm secundo modo per mutationem materiæ contingit, ut actio subtrahatur ab obligatione legis naturalis, non quia lex tollatur, vel minuatur; semper enim eo modo obligat et obligavit, sed quia ipsa materia legis mutatur, ut statim patebit in exemplis adductis. Unde ulteriùs considerandum est, legem naturalem, cùm per se non sit scripta in tabulis, vel membranis, sed in mentibus, non semper dictari in mente illis verbis generalibus, vel indefinitis, quibus à nobis ore profertur, vel scribitur, ut, verbi gratiâ, lex de reddendo deposito, quatenùs naturalis, non ita simpliciter, et absolutè in mente judicatur, sed cum limitatione et circumspectione; dictat enim ratio reddendum esse depositum jure, et rationabiliter petenti, vel nisi ratio defensionis justæ, vel reipublicæ, vel propriæ, vel innocentis obstet. Communiter autem solet illa lex illis tantùm verbis proferri : *Reddendum est depositum,* quia cætera subintelliguntur, nec in formâ legis humano modo positæ omnia declarari possunt.

7. Quando ergo D. Thomas cum Aristotele ait, aliqua præcepta legis naturalis mutari, vel deficere, aut exceptionem pati in paucioribus, seu in casu, loquitur de mutatione impropriâ per solam denominationem extrinsecam ratione mutationis, quæ in materiâ sit, ut ex eodem sumitur dictâ q. 100, art. 8, et quoad hoc differentiam constituit inter quædam præcepta naturalia respectu aliorum, vel respectu principiorum universaliorum. Nam quædam versantur in materiâ, quæ non recipit mutationem, vel limitationem, ut est, vel generale principium : *Non sunt facienda mala,* vel interdùm particulare præceptum, ut : *Non est mentiendum;* alia verò sunt, quæ ex parte materiæ mutationes recipere possunt, et ideò limitationem, vel quasi exceptionem admittant. Unde sæpè loquimur de his præceptis,

ac si essent proposita per absoluta verba, sub quibus patiuntur exceptionem, quia non satis declarant ipsum præceptum naturale prout in se est. Sic enim præceptum in se spectatum nullam exceptionem patitur, quia ratio ipsa naturalis dictat, hoc debere fieri tali, vel tali modo, et non aliter, vel concurrentibus talibus circumstantiis et non absque illis. Imò interdùm mutatis circumstantiis, non solùm non obligat naturale præceptum ad faciendum aliquid, verbi gratiâ, ad reddendum depositum, sed etiam obligat ad non faciendum.

8. Et ita facilè declaratur exemplum de deposito : nam licet in hoc casu reddendum non sit, non propterea naturale præceptum mutatur; nam à principio non fuit positum pro illo casu, sed pro aliis, quos recta ratio dictat, sicut qui non implet promissionem, quia res notabiliter mutatæ sunt, non mutatur ipse, nec lex fidelitatis servandæ mutatur, sed mutata est materia, tamen à principio illa mutatio fuit virtute excepta per conditionem in ipsâ promissione subintellectam, et ita non est vera, vel intrinseca mutatio, sed apparens, et per extrinsecam denominationem. Idem ergo est de deposito, etiamsi deposito adjungatur promissio reddendi illud, ut est apud Augustin. Psal. 5, et habetur in cap. *Ne quis*, 22, q. 2. Idemque cum proportione est de præcepto naturali servandi secretum; nam secretum est quasi depositum, quod custodiendum datur, et accipitur sub promissione servandi sine damno, et injuriâ tertii : nam hæc conditio necessariò subintelligitur, ut promissio licita sit. Loquimur autem de naturali secreto ; nam sigillum confessionis altiorem habet obligationem. Denique idem est de quinto præcepto Decalogi : *Non occides*, quod ut naturale est, includit plures conditiones, scilicet, non occides propriâ auctoritate, et aggrediendo, de quibus in suâ materiâ dicendum est, et c. 15 aliqua attingemus. De ultimo verò exemplo, quod obscurius est, dicam capite sequenti.

9. Ad rationem respondeo, admittendo similitudinem ex conclusionibus physicis sumptam cum proportione. Nam propositiones physicæ, licet dicantur interdùm deficere, tamen ut conclusiones scientificæ sunt, non deficiunt, quia ut sic non absolutè inferuntur, sed cum limitatione, utique à talibus causis per se hoc provenire, nisi impediantur; et sic etiam in præsenti naturale præceptum (ut dixi) non absolutè præcipit in tali materiâ, verbi gratiâ, reddendum est depositum, sed subintellectis debitis circumstantiis, ut satis explicatum est; solùm enim hoc modo inferuntur tales conclusiones necessariò ex principiis naturalibus, et non aliter sunt naturalia præcepta, nisi ut ex illis principiis necessariò colliguntur. Et ideò etiam non obstat, quòd materia sit mutabilis; nam lex naturalis discernit mutabilitatem in ipsa materiâ, et juxta illam accommodat præcepta; nam aliquid præcipit in illâ materiâ pro uno statu, et aliud pro alio, et ita ipsa in se manet semper immutata, licet quoad nostrum modum loquendi, et per denominationem extrinsecam, quasi mutari videatur.

10. Alia difficultas hîc occurrebat, quia videtur lex naturæ posse de mentibus hominum deleri, ac subinde esse mutabilis quasi per separationem à subjecto, sicut scientia, quæ ex parte objecti immutabilis veritatis est, in subjecto corrumpi potest per errorem. Sed hæc difficultas quantùm ad rem attinet, sufficienter acta est supra cap. 8, ubi diximus de ignorantiâ, quæ in hanc legem cadere potest. Dicimus ergo breviter, legem hanc non posse omninò deleri de mentibus hominum; quoad aliqua verò præcepta posse ignorari, et fortassè non ab omnibus hominibus. Nam licet quædam gentes errent circa unum præceptum, aliæ circa aliud, nullum tamen esse videtur, quod non aliquibus saltem hominibus per lumen naturale manifestetur, et hoc satis est, ut simpliciter dici possit, nullum præceptum naturale totaliter deleri, etiam per ignorantiam. Addo verò, per errorem, vel ignorantiam non mutari legem in se, sed occultari, seu nesciri, quod longè diversum est. Nam licet omnia præcepta legis naturalis sint immutabilia, non tamen omnia sunt æquè nota, et ideò inconveniens non est, ut aliqua ignorari possint. Alia difficultas hîc occurrit de epiikiâ, quæ gravior est, et propriam disputationem requirit, quam infra, capite 16, trademus.

CAPUT XIV.

Utrùm jus naturale mutari, vel dispensari possit per humanam potestatem?

Quamvis hæc quæstio videatur ex præcedenti definita, nihilominùs non desunt graves doctores, qui absolutè dicant, posse dispensari interdùm per hominem in jure naturali, vel mutari per jus humanum, vel gentium, vel civile. Non quidem quoad omnia jura naturalia; fatentur enim hanc mutationem non habere locum in principiis juris naturæ, nec in conclusionibus illis propinquis, de quibus sentiunt

procedere omnia dicta in superiori capite; solùm ergo in quibusdam rebus, seu præceptis magis remotis dicunt, posse fieri hanc mutationem non universalem per modum abrogationis, sed particularem per modum dispensationis, vel diminutionis. Ita expressè declarat Glossa in cap. *A nobis*, de Deci. verb. *Exemptos*. Idem sentit Glossa in l. *Manumissiones*, verb. *Nascerentur*, et Glossâ, 1, in l. *Jus civile*, ff. de Justitiâ et jure. Sequitur Abbas in dicto cap. *A nobis*, n. 4, et in cap. *Cum tanto* de Consuet. n. 5, et cap. *Quæ in Ecclesiarum*, de Constit. n. 11, ubi etiam Felin. num. 26, et ibi Innocent. et alii communiter. Copiosiùs verò et distinctiùs tradidit hanc sententiam Angel. verb. *Papa*, n. 1, ubi specialiter de pontificiâ dispensatione loquitur. Navarr. etiam cons. 2, *Qui filii sint legi*, n. 8, dicit, posse Papam limitare legem naturalem, et divinam, et dispensare circa illas. Idem de Pontifice docet Sancius lib. 8 de Matrim. disp. 6, et refert plures Juristas, et ex theologis Canum in Relect. de Pœnit. p. 5. Sed illius sententiam in hâc parte sufficienter refellimus in libro 6 de Voto, capite 9. Potest etiam pro hâc sententiâ referri Henriq. lib. 8 de Euchar. cap. 15. Sed in his auctoribus, et aliis, qui de hoc puncto tractant, advertere oportet, interdùm loqui generatim de jure divino, et de potestate Papæ ad dispensandum in illo, confundentes sub divino jure tam naturale, quàm positivum divinum. Nos verò distinctè et specificè loquimur, et nunc solùm agimus de jure naturali in ordine ad quamcumque potestatem humanam et actionem ejus, sive sit dispensatio, sive præceptum, aut juris institutio, sive per legem, sive per consuetudinem, vel particularem, vel totius orbis, quæ solet dici jus gentium, ut infra dicam. De jure autem divino positivo infra in ultimo libro hujus tractatûs dicemus.

2. Hæc igitur sententia primò suadetur variis exemplis. Primum et vulgare est de divisione dominiorum, quia jure naturæ omnia erant communia, et nihilominùs rerum divisio ab hominibus introducta est in cap. *Jus naturale*, dist. 1, cap. *Quo jure*, dist. 8. Imò in cap. *Dilectissimis*, 12, q. 1, dicitur rerum divisio per iniquitatem introducta, non quòd ipsa introductio iniqua fuerit, sed quòd occasione peccati facta fuerit, ut omnes infra citandi interpretantur. Secundum exemplum simile est de libertate, quæ jure naturæ hominibus convenit, et tamen per leges humanas aufertur, l. *Manumissiones*, ff. de Justit. et jure. l. *Libertas*, ff. de Statu liberor. § *Jus autem*, Instit. de Jure naturali gentium et civili. Tertium exemplum est de jure naturali non auferendi alienum, quod videtur immutari hominum introductione per usucapionem et præscriptionem. Quo exemplo utitur Glossa in dictâ l. *Manumissiones*, Quartum est de jure naturali, quòd per consensum mutuum maris et fœminæ fiat matrimonium, quòd ab hominibus immutatur, ne fiat, nisi præterea testes adsint. Simile est de jure condendi testamentum, vel donandi res suas; nam hæc jure naturæ fieri possent pro arbitrio domini; et tamen hoc jus mutatur, vel limitatur ab hominibus, ut, scilicet, id non fiat, nisi per testamentum solemne, etc.

3. Secundò principaliter afferuntur varia exempla dispensationum humanarum in jure naturali. Primum est de dispensatione in votis et juramentis, quorum obligatio de jure naturali est. Secundum est de dispensatione in matrimonio rato, quod supponimus esse dissolubile dispensatione Pontificis, cùm tamen jure naturæ indissolubile sit. Tertium est de dispensatione in residentiâ episcoporum, quæ est de jure divino naturali, ut sentit concil. Trident. sess. 23, cap. 1, de reformat. et tamen in illâ quotidiè dispensatur, ut constat. Neque in hoc exemplo habet locum vulgaris evasio, quòd illa non sit dispensatio, sed interpretatio juris naturalis; tum quia evidenti experimento constat, in multis casibus dari hanc facultatem, in quibus non cessaverat obligatio residendi, neque ullâ probabili ratione posset id per solam interpretationem colligi, sed per auctoritatem Pontificis tollitur obligatio, relaxando illam, et hæc est dispensatio; tum etiam, quia ita sæpè vocatur in ipsis indultis; imò etiam in concil. Tridentino sess. 6, capit. 2, de Reformatione. Quartum exemplum est de dispensatione in impedimentis irritantibus matrimonium jure naturali; nam in matrimonio inter fratres refert Angel. supra fuisse dispensatum jure naturali, et tamen illud est impedimentum irritans jure naturæ. Denique adduntur à juristis exempla de dispensatione in debito solvendi decimas, quod dicunt esse de jure divino naturali. Item in exemptione clerici à jurisdictione seculari, quam exemptionem etiam censent esse de jure divino naturali, et tamen in eâ dispensat Pontifex, permittendo clericum à temporali judice puniri, etiam in causâ criminali, et alia similia videri possunt in Felino capit. ult. de Major. et obedientiâ, num. 7 et sequentibus.

4. Tertiò argumentantur ratione, quia hæc

dispensatio in aliquibus juribus naturalibus est sæpè necessaria ob bonum animarum, ut exempla adducta ostendunt; ergo non est verisimile, reliquisse Deum homines sine hoc remedio, quia ad providentiam Dei spectat concedere hominibus potestatem moraliter necessariam ad convenientem gubernationem reipublicæ. Unde ex hoc principio colligimus esse in hominibus potestatem puniendi malefactores etiam pœnâ mortis, et privandi homines rebus suis, quando causa reipublicæ id postulat, et similia. Hinc dixit Angel. supra, non fuisse Deum futurum bonum patremfamilias, nisi reliquisset pastorem super gregem suum, qui posset consulere omnibus occurrentibus, et necessariò expedientibus. Qui hoc citat ex Richard. in 4, dist. 38, ubi art. 9, q. 1, solùm dicit, rectam rationem dictare, aliquem esse loco Dei in Ecclesiâ, qui periculis personarum, pensatis infirmitatibus et utilitatibus, possit rationabiliter obviare. Et declaratur à simili; quia nisi Papa ita conderet leges suas, ut concederet episcopis facultatem in eis dispensandi in casibus necessariis, in quibus non possit adiri, vel consuli Pontifex, non rectè provideret Ecclesiæ; et ideò ex hoc principio colligunt auctores communiter, posse in his casibus dispensare inferiores in lege superioris; ergo similiter in præsenti, servatâ proportione. Tandem hâc ratione omnes fatentur, posse cadere interpretationem in lege naturali; sed eadem est ratio de interpretatione et dispensatione; nam eamdem potestatem requirit, quia interpretatio authentica legis solùm ab auctore legis fieri potest; ergo eâdem ratione admittenda est dispensatio, quia sæpè per solam interpretationem non potest occurrentibus casibus subveniri.

5. Nihilominùs contraria sententia docet, jus naturale in nullo vero præcepto suo tolli, diminui, dispensari, aut alio simili modo posse mutari per aliquam legem, vel potestatem humanam. Hæc est sine dubio sententia communis theologorum, quos latiùs referemus capite sequenti. Præcipuè verò D. Thomæ dictâ quæst. 100, art. 8, et aliis locis allegatis capite præcedenti, et specialiter de Papâ, quodlib. 4, art. 13. Sumitur ex Alense p. 3, q. 27, memb. 4, per totum, licet memb. 2, § 2, obscurè loquatur de mutabilitate legis naturalis, ut videbimus capite sequenti. Idem sentiunt theologi, qui absolutè negant, Papam posse dispensare in jure divino: nam si in positivo divino non potest, multò minùs in naturali, quia et divinum etiam est, et immutabilius; illos autem referemus infra, tractando de lege gratiæ. Expressè verò de lege naturali id tradit Almai. de Potest. Ecclesiæ cap. 13, concl. 1, et idem sentit in 4, d. 15, quæst. 2, art. 1. Idem Sylvest. verb. *Papa,* q. 16, Abulens. Exod. 20, q. 25, ad medium, et supponit sæpè Victoria Relect. 2 de Potestate Papæ et concil.; supponit item Driedo lib. 2 de Libert. christian. cap. 4, in fine, Soto lib. 1 de Justit. q. 7, art. 3, lib. 4, q. 3, art. 1, ad. 1, et lib. 10, q. 3, art. 4; id extendit etiam ad speciale exemplum de Residentiâ episcoporum, et moderni theologi communiter. Et ex jurisperitis hoc insinuant Glossæ in capit. *Sunt quidem,* 25, q. 2, per illum textum et sequentem, et Glossa in cap. *Proposuit,* de concess. Præben. licet obscurè loquantur. Clariùs id docent Turrecremat. in Summâ lib. 3, cap. 54 et 57, Navarr. consil. 4 de desponsat. Impuber. n. 16, et sumitur ex eodem in cap. *Ita quorumdam,* de Judæis Gloss. penult. per totam, Covarr. in Regulâ *Peccatum,* p. 2, § 11, n. 3 et sequentibus, et in cap. *Quamvis pactum,* q. 2, § 4, n. 6, et in Epitom. 4, p. 2, capite 6, § 9, n. 3; Barbos. in Rubr. ff. soluto Matrim. p. 2, n. 104, et Albert. Bolognet. tract. de Legib. et Juri. cap. 26, n. 3 et sequentibus. Et hanc sententiam judico esse omninò veram, licet quoad aliquos articulos ejus possit esse de nominibus dissensio.

6. Ut ergo veritatem breviter explicemus, advertendum est, multis modis posse aliquid dici de jure naturali. Primus et maximè proprius est, quando lex aliqua naturalis id præcipit, et hic est modus proprius juris naturalis, de quo nos tractamus. Ad quod necesse est, ut ratio naturalis per se spectata dictet, aliquid esse necessarium ad morum honestatem, sive id dictet absque discursu, sive ex illo uno vel pluribus; dummodò enim illatio semper sit necessaria, parùm hoc refert, ut sæpè dixi. Alio verò modo dicitur aliquid esse de jure naturali solùm permissivè, aut negativè, aut concessivè (ut sic res explicetur). Talia sunt multa, quæ attento solo naturali jure, licita sunt, vel data hominibus, ut rerum communitas, hominum libertas, et similia; de quibus lex naturæ non præcipit, ut in eo statu permaneant; sed hoc relinquit hominum dispositioni juxta rationis exigentiam. Sic potest dici nuditas naturalis homini, quæ in statu innocentiæ operienda non esset; in statu verò naturæ lapsæ aliud dictat naturalis ratio. Sic etiam libertas est homini naturalis, quia ex vi juris naturalis illam habet, licet lex naturæ non vetet illam amittere. Alio

item modo dicitur aliquid esse de jure naturæ, quia fundamentum habet in conditione naturali, licet non simpliciter præcipiatur jure naturali, ut filium succedere patri ab intestato, ex l. *Scripto,* in fine. ff. Unde liberi, quia licet id non præscribat omninò lex naturæ, ad id inclinat, et quasi naturaliter sequitur, nisi aliunde impedimentum ponatur. Sic etiam duobus testibus adhiberi fidem, vel illos ad probationem humanam sufficere, dici potest de lege naturæ, non præcipiente, sed approbante, et admittente, nisi aliud ex specialibus causis addatur, vel requiratur. Hic ergo (ut dixi) de jure naturæ primo modo loquimur; occasione verò argumentorum dicemus aliquid de posteriori.

7. Ulteriùs verò circa primum modum advertere oportet, inter præcepta juris naturalis, quædam esse, quæ versantur circa pacta, conventiones, aut obligationes, quæ per humanas voluntates introducuntur, ut sunt leges de servandis votis et promissionibus humanis, sive simplicibus, sive juramento confirmatis, et idem est de aliis contractibus, juxta singulorum conditiones, et de juribus, vel actionibus, quæ ex illis nascuntur. Aliæ verò sunt leges naturales, quæ immediatè obligant in suis materiis independentur ab omni prævio consensu voluntatis hominis, ut sunt leges affirmativæ religionis erga Deum, pietatis erga parentes, misericordiæ, vel eleemosynæ circa proximum, et negativæ, non occidendi, non infamandi, et similes. Et in utroque genere istorum præceptorum est eadem necessitas quoad formalem rationem juris, et consequenter eadem invariabilitas et immutabilitas; ex parte verò materiæ hæc posteriora præcepta habent quamdam majorem immutabilitatem, quia non habent quasi pro materiâ ipsum humanum arbitrium, quod mutabile valdè est, et sæpè indiget correctione et mutatione.

8. Dico primò : Nulla potestas humana, etiamsi pontificia sit, potest proprium aliquod præceptum legis naturalis abrogare, nec illud propriè et in se minuere, neque in illo dispensare. Probatur primò ex dictis in capite præcedenti; nam ostensum est, jus naturæ quoad sua præcepta esse immutabile naturâ suâ; sed non possunt homines mutare id quod immutabile est; ergo. Confirmatur ac declaratur, quia naturale jus quoad omnia præcepta sua pertinet ad naturales hominis proprietates; sed non potest homo naturas rerum mutare; ergo. Secundò, in omni præcepto juris naturalis legislator est Deus; sed non potest homo mutare legem quam Deus tulit, quia inferior non potest prævalere contra superiorem cap. *Inferior,* dist. 21, Clement. *Ne Romani.* de elect.; ergo. Tertiò, jus naturale est fundamentum humani juris; ergo non potest jus humanum juri naturali derogare, aliàs suum fundamentum destrueret, et consequenter se ipsum. Quartò, si jus humanum posset naturali derogare, posset aliquid contra illud statuere, quia non potest intelligi alius modus mutandi illud; at hoc non potest; ergo. Probatur minor, quia quod est contra jus naturæ intrinsecè malum est; ergo illud jus humanum esset de re intrinsecè malâ, et consequenter non esset jus, neque lex. Confirmatur quia hâc ratione consuetudo contra naturale jus non potest inducere legem cap. *Cum tanto,* de Consuetudine, ubi Glossa notat, jus naturale esse immutabile quoad præcepta et prohibitiones. Idem Glossa in § 1, distinct. 5, ubi Gratianus ait, jus naturale esse immutabile, quod repetit in § ult. dist. 6.

9. Dices, hæc omnia rectè procedere de abrogatione, vel mutatione absolutâ alicujus præcepti naturalis, non verò de dispensatione, quando legitima causa occurrit; nam ad abrogationem, vel diminutionem sine causâ faciendam, non est verisimile Deum concessisse facultatem hominibus; neque ipsi ex se talem auctoritatem habent, ut rationes factæ probant. Secùs verò est de justâ dispensatione. Nam licet homo suâ auctoritate illam non possit concedere, ut etiam probant rationes factæ, nihilominùs auctoritate Dei poterit, quia hoc modo inferior dispensare potest in lege superioris; et verisimile est, hominem gerentem in terris vicem Dei, posse etiam in his legibus ex justâ causâ dispensare ex divinâ concessione, quia hoc pertinet ab bonam gubernationem universi, ut supra argumentabamur.

10. Sed contra hoc instatur primò, quia Deus ipse non potest (saltem jure ordinario) dispensare in aliquo ex præceptis legis naturalis. Quòd si interdùm aliquam in præceptis mutationem facit, utitur absolutâ potentiâ, imò et supremo dominio, ut explicabimus capite sequenti ; ergo non est verisimile, dedisse hominibus ordinariam potestatem dispensandi in aliquo præcepto naturali. Eò vel maximè, quòd ex solutionibus argumentorum, et ex cap. 16 constabit non esse hominibus necessariam talem potestatem ad convenientem gubernationem. Secundò, si in hominibus esset talis potestas, non solùm in pontifice esset,

sed etiam in imperatore vel rege temporali in his præceptis naturalibus, quæ circa temporalia versantur, ut sunt ferè omnia quæ ad proximum pertinent; utrumque autem falsum est; ergo. Sequela declaratur, quia licet papa habeat in Ecclesiâ supremam potestatem, tamen etiam imperator potestatem habet à Deo, et vicem ejus gerit in suâ republicâ, juxta Paul. Rom. 13. Et loquendo ex vi legis naturalis, ante institutam pontificiam dignitatem non potest fingi alius, qui vices Dei quoad talem actum in republicâ gerat, et nunc si non sit à pontifice impeditus, eamdem habebit. Minor autem quoad imperatorem habetur in Clement. *Pastoralis*, de Re jud. in fine, ibi: *Nec prædicta suppletio circa subditum ad ea potuisse de ratione referri, per quæ de crimine præsertim sic gravi delato defensionis (quæ à jure provenit naturali) facultas adimi valuisset; cùm illa imperatori tollere non licuerit, quæ juris naturalis existunt*, Et generaliter idem sumitur ex cap. *Super eo*, de Usur., ibi: *Cùm usurarum crimen utriusque testamenti pagina detestetur, super hoc dispensationem aliquam posse fieri non videmus.* Ex eo enim quòd utrumque testamentum tale crimen detestetur, tacitè colligit pontifex, esse contra jus naturale, et hinc esse indispensabile simpliciter, ac subinde per quamcumque hominis potestatem. Tertiò, in his præceptis eadem est ratio partis et totius; nam in propositione necessariâ, quam dialectici dicunt esse in materiâ naturali, non minùs repugnat falsitas unius singularis, quàm totius universalis propositionis; sed omne præceptum naturale est in materiâ naturali, et continet absolutam veritatem ex naturâ rei necessariam; ergo, sicut abrogari non potest, ita neque in aliquo singulari casu mutationem recipere, et consequenter nec dispensari. Sed vis hujus argumenti pendet ex dicendis c. seq. et in solutionibus argumentorum.

11. Dico secundo: Præcepta juris naturalis, quæ pendent in suâ obligatione præceptivâ, à priori consensu voluntatis humanæ, et ab efficaciâ illius ad aliquid agendum, possunt interdùm per homines dispensari, non directè ac præcisè auferendo obligationem legis naturalis, sed mediatè aliquâ remissione, quæ fit ex parte materiæ. Prior pars negativa constat facilè ex præcedenti assertione, quia etiam illa præcepta secundùm se spectata continent intrinsecam honestatem, quæ nunquàm potest auferri aut violari, si ad suam materiam applicentur, ut patet ex his præceptis: *Servanda est fides, vel Deo, vel homini*, et similibus. Altera verò pars affirmativa probatur optimè exemplis de voto, juramento, et similibus, et explicata est latè in tract. de Voto, lib. 6, cap. 9, et infra, respondendo ad argumenta, clarior fiet. Ratio autem non est alia, nisi quia materiam illam mutari, vel variari, non est contra legem naturalem, quia pendet ex voluntatis mutatione. Et hâc etiam ratione hoc non excedit potestatem superioris humani, vel quatenùs ab illo pendet voluntas subditi, vel quatenùs est vicarius Dei. Factâ autem tali mutatione, non solùm non repugnat auferri obligationem legis naturalis, sed etiam ipsa per se cessat, ac desinit obligare. Imò hoc modo privatus homo potest interdùm auferre obligationem naturalem ortam ex promissione, verbi gratiâ, remittendo illam, vel ortam ex mutuo perficiendo donationem. Ad hunc ergo modum intelligenda est hæc relaxatio juris naturalis, quæ in hoc genere dispensationis admiscetur, quæ re verâ in rigore non est dispensatio juris naturalis, sed vocatur dispensatio voti, aut juramenti, quia fit per remissionem quamdam ex potestate superiori et jurisdictionis; tamen in rigore potiùs est dispensatio facti quàm juris, ut rectè dixit Albert. Bolognet. supra.

12. Dico tertiò: Per jus humanum, sive gentium, sive civile, fieri potest talis mutatio in materiâ legis naturalis, ut ratione illius varietur etiam juris naturalis obligatio. Juxta hanc conclusionem intelligenda videntur nonnulla jura civilia, vel juristæ, cùm dicunt, per jus gentium, vel civile, detrahi aliquid de jure naturali, ut patet ex l. *Manumissiones*, et l. *Jus civile*, ff. de Justit. et Jure, et in § : *Jus autem*, Instit. de jure natur. gent. et civili. Hanc etiam assertionem confirmant multa ex exemplis in primo fundamento contrariæ sententiæ adductis, ut in eorum explicatione videbimus. Ratio denique est, quia hic modus mutationis non repugnat necessitati et immutabilitati juris naturalis, et aliunde est conveniens, et sæpè necessarius hominibus juxta varias mutationes, quæ in statu eorum contingunt. Et hoc modo rectè accommodatur usitatum exemplum ex August. sumptum, quòd sicut medicina alia præcepta tradit pro infirmis, alia pro sanis, et quædam pro fortibus, alia pro debilioribus, et tamen non propterea regulæ medicinæ in se variantur, sed multiplicantur, et quædam nunc deserviunt, nunc aliæ; ita jus naturale idem existens aliud præcipit in tali occasione, aliud in aliâ, et nunc obligat, et non antea vel postea sine sui

mutatione, propter materiæ variationem.

13. Ad argumenta igitur prioris sententiæ, quatenùs huic resolutioni obstare possunt, respondendum est. Circa primum itaque exemplum in primo argumento positum de rerum communitate, et divisione Scot. in 4, d. 15, quæstione 2, art. 1, et ibidem Gabr. q. 2, in princ. dicunt, ante peccatum habuisse homines præceptum, ut omnia essent communia; post peccatum verò sublatum fuisse illud præceptum, et ideò rerum divisionem non fuisse contra jus naturæ. Sed hæc sententia, quoad illud primum præceptum, non placet, quia non video necessitatem illius præcepti. Nam si ponatur positivum, gratis asseritur, cùm ostendi non possit; si naturale, probanda est necessaria connexio communitatis rerum cum statu innocentiæ; nulla autem esse videtur, quia salvâ morum honestate, possent homines in illo statu res aliquas, præsertim mobiles, et ad ordinarium usum necessarias sibi usurpare, et inter se dividere. Quod notavit Almai. ibi quæst. 2!, art. 1; conjecturæ autem, quibus utitur Scot ad ostendendum illud præceptum, scilicet quia communitas in illo statu esset magis accommodata ad hominum sustentationem, et pacem, et similes, solùm probant tunc non fuisse necessariam rerum divisionem, vel ad summum communitatem rerum futuram fuisse utiliorem in illo statu, non verò fuisse necessariam. Sicut è converso congruentiæ, quæ ostendunt divisionem rerum esse commodiorem in naturâ lapsâ, non probant hanc divisionem esse sub præcepto naturali, sed solùm esse huic statui et conditioni hominum accommodatam. Adverto tamen etiam juxta illam sententiam Scoti non esse admittendam intrinsecam et propriam mutationem in jure naturali, sed solam cessationem obligationis ejus propter mutationem factam ex parte hominum, atque adeò in ipsâ materiâ.

14. Communis ergo responsio tam ad illud exemplum quàm ad multa alia est dupliciter aliquid esse de jure naturali scilicet, negativè et positivè. Negativè esse dicitur, quod jus naturale non prohibet, sed admittit, quamvis neque illud positivè præcipiat; quando verò aliquid præcipit, dicitur id esse positivè de jure naturali, et quando prohibet, dicetur esse positivè contra jus naturale. Divisio ergo rerum non est contra jus naturale positivum, quia nullum erat naturale præceptum quod illam prohiberet. Quando ergo aliqua jura dicunt esse contra jus naturale, intelligenda sunt de jure naturali negativè; sic enim communitas rerum erat de jure naturali, quia ex vi illius res omnes essent communes, nisi homines aliud introduxissent. Sumitur ex D. Thom. 2-2, q. 66, artic. 2, ad 1, et in d. q. 94, art. 5, ad 3; Conr. de Contract. q, 10; Covarr. in Regulâ *Peccatum,* p. 2, § 11, n. 3; et Navarr. in c. *Ita quorumdam,* de Judæis natab. 11; Glossa penult.

15. Hanc verò responsionem impugnavit ex juristis Fortunius Garcia in dict. l. *Manumissiones,* n. 8. Quia juxta illam distinctionem non magis libertas quàm servitus, nec magis communitas quàm divisio rerum esset de jure naturæ, quod est contra dicta jura et contra communem sententiam. Sequela patet, quia etiam rerum divisio est de jure naturæ negativè, quia non prohibetur. Secundò, quia aliàs sequeretur, stando in jure naturæ potuisse unum hominem licitè privare alium libertate, et redigere in servitutem, quia nihil ageret contra præceptum legis naturalis, quod patet, quia libertas solùm negativè dicitur esse de lege naturæ, scilicet quia non prohibetur; non verò quia aliquo præcepto positivo mandetur; ergo actio contraria libertati non est prohibita jure naturæ. Tertiò, inde etiam sequeretur potuisse homines licitè suo arbitrio et per potentiam usurpare, et res omnes, et jurisdictionem, et dominium in alios homines, quia in hoc non agerent contra aliquod præceptum legis naturalis, sed solùm contra id quod permittebatur ex vi legis naturalis, quod non est per se malum. Unde hinc videtur sumpsisse occasionem opinio quorumdam juristarum dicentium reges temporales de absolutâ potentiâ suâ posse suo arbitrio dominia rerum transmutare, vel sibi usurpare. Sic ferè loquitur Glossa in capite *Per principalem,* verb. *Ad nos*, 9, q. 3, licet non satis declaret posse principem sine causâ justâ id facere. Idem Angel. in l. *Item si verberibus,* § 1, ff. de rei Vindicat. Hæc autem absurdissima sunt, ut est per se notum, quia sunt contra hominum pacem et justitiam, et contra jus unicuique datum à naturâ.

16. Sed hæ objectiones procedunt ex malâ intelligentiâ illius distinctionis, ad quam meliùs percipiendam supponenda est alia distinctio juris, quæ in superioribus à nobis data est: diximus enim jus aliquando significare legem, aliquando verò significare dominium, vel quasi dominium alicujus rei, seu actionem ad utendum illâ; nunc ergo idem dicimus de jure naturali. Atque distinctio D. Thomæ et communis intelligitur de jure naturali præceptivo,

et in ordine ad materiam, de quâ sermo est. Quo sensu manifestum est divisionem rerum non esse contra jus naturale, quòd illam prohibeat absolutè et simpliciter. Et idem est de servitute, et aliis similibus. At verò, si loquamur de jure naturali dominativo, sic verum est libertatem esse de jure naturali positivè, et non tantùm negativè, quia ipsa natura verum dominium contulit homini suæ libertatis. Communitas etiam rerum aliquo modo pertineret ad dominium hominum ex vi juris naturæ, si nulla esset facta rerum divisio, quia homines haberent positivum jus et actionem ad usum rerum communium; ut est per se evidens, et rectè probat prima objectio facta. Nam hâc ratione libertas est de jure naturæ, potiùs quàm servitus, quia natura fecit homines positivè (ut sic dicam) liberos cum intrinseco jure libertatis; non tamen ita fecit positivè servos, propriè loquendo. Similiter contulit communiter dominium rerum omnium, et consequenter unicuique dedit potestatem utendi; proprietatem autem dominiorum non ita contulit, ut egregiè declarat Augustin. tract. 6, in Joan. in fine, et c. 1, d. 8, et de hoc communi dominio videri potest Soto libro 4 de Justit. quæstione 4, artic. 1, Molin. tractat. 2 de Justit. disp. 3.

17. Per quod etiam patet responsio ad alias illationes; nihil enim illorum sequitur, quia illa repugnant huic juri positivo et dominativo, quod natura vel omnibus, vel singulis contulit. Unde quamvis natura non præceperit ut res semper essent communes (quo sensu dicitur communitas rerum de jure naturæ negativè) tamen durante illo statu, positivum præceptum juris naturæ erat, ut nemo prohiberetur, nec impediretur ab usu necessario communium rerum. Quod præceptum suo modo nunc durat in his rebus, quæ communes sunt, quamdiù non sunt diversæ aliquo modo; nemo enim potest prohiberi à communi usu illarum per se loquendo, id est, seclusâ speciali necessitate, vel causâ justâ. Sicut etiam è contrario, quamvis divisio rerum non sit præcepta jure naturæ, tamen postquàm facta est, et applicata sunt dominia, jus naturæ prohibet furtum, seu indebitam acceptationem rei alienæ. Et ob hanc causam non licent ea omnia quæ in eâ objectione inferuntur, ut constat, et de illis videri possunt Covarr. lib. 3 Variar. cap, 6, et Pinel. in Rubri. cap. de Resc. vendi. p. 1, c. 1, n. 14 et sequentibus.

18. Sed adhuc obstat secundum exemplum, quia divisio dominiorum quoad libertatem à naturâ facta est; quomodò ergo potest licitè auferri? Et in universum oritur alia difficultas, cur possit jus naturæ denominativum, etiamsi positivè ab ipsâ naturâ datum sit, immutari, et per homines aliquando licitè et validè auferri; non autem ita possit mutari jus naturæ præceptivum. Respondeo priùs ad secundum exemplum, quamvis natura dederit libertatem, et dominium ejus, non tamen absolutè prohibuisse, ne auferre possit. Nam in primis eo ipso, quòd homo est dominus suæ libertatis, potest eam vendere, seu alienare. Respublica etiam per potestatem altiorem, quam habet ad regendos homines, potest ex justâ causâ (ut in pœnam) hominem privare suâ libertate; nam etiam natura dedit homini vitam quoad usum ejus, ac possessionem, et interdùm nihilominùs potest justè illâ privari per potestatem humanam. Ratio autem generalis differentiæ inter jus præceptivum et dominativum est, quia illud priùs continet regulas ac principia benè operandi, quæ continent necessariam veritatem, et ideò immutabilia sunt; fundatur enim in intrinsecâ objectorum rectitudine vel pravitate. Jus autem dominativum solum est materia alterius juris præceptivi, et consistit (ut sic dicam) in facto quodam, seu in tali conditione, vel habitudine rerum. Constat autem res omnes creatas præsertim incorruptibiles, habere à naturâ multas conditiones, quæ mutabiles sunt, et per alias causas auferri possunt. Sic ergo dicimus de libertate et de quocumque jure simili; etiamsi positivè sit à naturâ datum, posse per homines mutari, quia in singulis personis est dependenter, vel à suâ voluntate, vel à republicâ, quatenùs habet legitimam potestatem in omnes privatas personas, et bona earum, quantùm ad debitam gubernationem necessarium est.

19. Atque ex his reliqua exempla facilè expedita sunt. Nam tertium de præscriptione solùm probat, leges civiles posse ex justâ causâ mutare vel transferre jura dominandi, quâ mutatione factâ, extrinsecâ ratione dici potest mutari jus naturale, quia mutatâ materiâ, cessat prius jus, et aliud obligat, quod non repugnat dictis, illa confirmat. Quartum verò exemplum de testamentis, vel contractibus solùm probat, jus humanum posse aliquid addere juri naturali, quod etiam verum est. Neque inde sequitur aliquid contra positivum præceptum juris naturæ, quia jus naturale non præcipit, verbi gratiâ, ut matrimonium sine

tot testibus factum valeat; sed in hoc negativè se habet non exigendo testes. Unde fit, ut quamdiù jus positivum illos non postulaverit, matrimonium sine illis valeat ex vi juris naturalis; postquàm autem jus positivum talem conditionem postulabat ad valorem contractùs, jus naturale illi non repugnat, sed potiùs suo modo ad illius juris observationem obligat, et sic de aliis formis humano jure inventis dicendum est.

20. Ad secundum argumentum continens exempla humanarum dispensationum in lege naturali respondetur, procedere juxta secundam assertionem, et illam probare. Nam primum exemplum de voto et juramento, apertè versatur in materiâ, quæ pendet ex humano arbitrio, et consensu, et ita in illorum dispensatione non relaxatur in se præceptum legis naturalis, sed remittitur debitum ortum ex consensu humano, et ita cessat consequenter obligatio naturalis præcepti, ut in tract. de Juramento et Voto ex professo traditum est. Ejusdem generis est secundum exemplum de matrimonio rato; nam etiam ibi obligationi naturali substernitur contractus humanus, ratione cujus potest in illo dispensari. Quòd si instes, quia lex naturalis præcipit, ut vinculum illud sit indissolubile, respondeo, non ita hoc præcipere naturalem legem, ut absolutè sit intrinsecè malum, contractum illum dissolvi; nam hoc non ostenditur sufficienter ex principiis naturalibus, sed solùm ut dissolvi non possit privatâ auctoritate et voluntate contrahentium, quia talis dissolutio non fit sine aliquo præjudicio communitatis, seu ipsius naturæ conservandæ, cui per tale vinculum fuit aliquo modo jus acquisitum, et ideò dissolvi non potest privatâ auctoritate; contra quam naturalem legem non fit, quando dispensatur auctoritate publicâ, et ita nulla dispensatio in proprio jure naturali præceptivo ibi intervenit. Quòd autem id fieri possit auctoritate publicâ, non est contrarium, imò consentaneum ipsi naturæ, quia natura ipsa (ut sic dicam) potest cedere juri suo propter aliud bonum majus, quod in suum etiam commodum redundat. Et quia administratio eorum jurium, quæ ad commune bonum naturæ pertinent, commissa est potestati gerenti curam reipublicæ; ideò non est contra naturale jus, quòd talis actus auctoritate publicâ dissolvatur. An verò hæc potestas sit supernaturalis, vel possit esse in purâ naturâ, vel matrimonium esset purus contractus, et non sacramentum, et quomodò locum habeat in matrimonio tantùm rato, et non in consummato, in materiâ de Matrimonio tractandum est.

21. In tertio exemplo de dispensatione in residentiâ episcoporum, disputari posset, an obligatio residendi sit de jure naturali, vel divino positivo, sed quia non est hujus loci, suppono esse de jure naturali. Quo supposito, Soto (ut supra retuli) negat illam esse veram dispensationem, per quam relaxetur ejus obligatio, sed esse interpretationem tantùm, quòd in tali casu jus naturale non obliget. Quia cùm illud præceptum sit affirmativum, non obliget pro semper, et ideò facilè occurrere possunt occasiones, in quibus, seu pro quibus tale præceptum non obliget, et in illis habebit locum interpretatio. Sed hæc responsio efficaciter improbatur rationibus factis inter argumentandum. Quia ubi est pura interpretatio, non tollitur obligatio, sed ablata supponitur, et declaratur; in hoc autem genere est evidens, et experientiâ notissimum, sæpè concedi licentias et dispensationes in casibus, in quibus per se obligatio non cessaverat; nec privatâ auctoritate posset tutâ conscientiâ omitti, per quamcumque interpretationem doctrinalem (ut sic dicam) subsistente tali causâ; et tamen factâ facultate per pontificem cum eâdem causâ solâ, dubitandum non est, quin tutâ conscientiâ non resideatur; ergo signum est, esse ibi veram relaxationem per potestatem jurisdictionis. Neque etiam dici potest, illam esse interpretationem in casu dubio, et ideò requirere jurisdictionem, quia nullum supponitur dubium, imò supponitur ut certum, causam non esse talem, quæ per se valeat auferre obligationem. Quod etiam patet, quia causa sæpè est intrinseca respectu talis obligationis, ut publica utilitas in regimine totius regni, vel in assistendo catholico principi ad commune bonum Ecclesiæ, vel regni, et similes, quæ per se non excusant, et multùm pendent ex arbitrio humano, et ideò possunt sufficere ad honestandam dispensationem, non verò ad tollendam per se obligationem.

22. Concedo ergo illam esse dispensationem. Dico tamen non esse in jure naturali præceptivo per se spectato, sed in materiâ ejus mutando illam, quatenùs etiam pendet ex consensu, aut voluntate humanâ; quâ mutatione factâ ipsum naturale præceptum per se cessat obligare. Declaratur, quia illa obligatio residendi non insurgit, nisi mediante pacto, et vinculo inter episcopum et Ecclesiam; hoc autem pactum, et vinculum humanâ voluntate contrahitur, et

ideò ex hâc parte mutabile est, saltem per potestatem publicam c. *Inter corporalia*, de Translat. episc. et ideò per eamdem relaxari potest, et consequenter etiam potest naturalis obligatio, quæ ex illo nascitur, vel mutari, vel auferri. Et declaratur ampliùs, quia illud pactum inter proprium episcopum, et suam Ecclesiam et naturâ rei subordinatur supremo pastori, ita ut in illo pacto includatur conditio offerendi se ministerio talis Ecclesiæ cum subordinatione ad supremum pastorem, qui habet in illâ Ecclesiâ excellentiorem potestatem, et immediatam etiam curam. Quando autem pontifex dispensat in residentiâ, ipse statuit, quomodò pro tali tempore providendum sit tali Ecclesiæ, et quasi onus illius in se suscipit, et indè consequenter fit, ut proprius episcopus liberetur personali obligatione, non per dispensationem in præcepto naturali, sed quia illo modo reverà implet pactum cum suâ Ecclesiâ, ex quo illa obligatio præcepti oriebatur. Vel potiùs impletur illa obligatio alio modo incluso etiam in ipso pacto, providendo Ecclesiæ modo præscripto à supremo pastore ex rationabili causâ; hoc enim supponi debet, quia hæc est justa conditio, quam vinculum ipsum includit.

23. Ad quartum exemplum de impedimentis irritantibus jure naturali, nunc supponimus esse probabilius, in talibus impedimentis non posse dispensari per potestatem humanam, ut quòd aliquis, qui matrimonium cum un contraxit et consummavit, aliam ducat, priori vivente, vel manente utroque vinculo valido, vel dissoluto priori; neutrum enim fieri potest per humanam potestatem, idemque est in similibus. Unde hæc exempla potiùs confirmant primam assertionem; nam hæc impedimenta, si naturalia sunt, ex purâ ratione pendent, non ex voluntate humanâ. Unde non credimus, esse aliquando in Ecclesiâ dispensatum in matrimonio inter fratres; si tamen id factum est, credendum est, factum esse adhærendo opinioni dicenti, illud non esse impedimentum irritans jure naturæ, de quo plura in propriâ materiâ, et aliquid addemus in capite sequenti.

24. Alia verò exempla nihil faciunt ad causam; nam in privilegiis decimarum non derogatur juri naturæ, sed humanæ determinationi. Quia licet sustentatio ministrorum Ecclesiæ sit de jure naturæ, tamen modus et distributio illius oneris inter fideles, humani juris, et arbitrii est, et in hoc tantùm fit aliqua immutatio, ut latè declaravi tractat. 2 de Relig. lib. 1, c. 14. Immunitas etiam ecclesiastica quoad personas (dato quòd sit de jure divino naturali, quod nunc non agimus) non violatur, nec minuitur in se, et prout esse potest in præcepto naturali, ex eo, quòd auctoritate pontificis interdùm aliquis clericus privetur illâ, et potestati laicæ subjiciatur, vel quia tunc potestas ecclesiastica subit rationem ministri pontificis, vel certè quia ratio naturalis non alio modo dictat hanc immunitatem, nisi cum dependentià et subordinatione ad supremum ecclesiasticum pastorem; et ita ibi nulla intervenit dispensatio in jure naturali præceptivo. Quia jus naturale non præcipit ita clericos esse immunes, ut etiam ex justâ causâ non possit ecclesiasticus prælatus, præsertim supremus, eos brachio seculari remittere, ut est per se notum. Quapropter quando hoc fit, non solùm non est relaxatio juris naturalis, verùm potiùs est justa executio justitiæ, quam divinum et naturale jus dictat. Alia verò exempla, quæ Felinus ibi citatus adducit, prudens omitto, quia multa ex dictis excluduntur, alia probabilia non sunt, alia verò non ad præsentem causam pertinent, sed quæstionem de dispensatione in jure divino positivo infra suo loco tractandam attingunt.

25. Ad rationem respondeo confirmare secundam assertionem, et non procedere contra primam. In his enim obligationibus, quæ pendent ex consensu, vel pacto humano, frequens esse potest illa necessitas dispensandi, et ideò consentaneum est divinæ providentiæ, ut illam potestatem reliquerit in Ecclesiâ. Quâ ratione in tractatibus de Juramento et Voto usi sumus. Item materia talis obligationis de se est mutabilis, et variabilis, et humana voluntas sæpè imprudenter consentit in obligationem aliquam, et ideò materia illa apta erat ad potestatem dispensandi. At verò, quandò lex naturalis obligat ex vi solius rationis in materiâ independente à priori consensu humano, non solùm esse non potest necessitas dispensationis, sed etiam illi repugnat; nam si res sit prohibita ratione naturali, est intrinsecè mala; quæ ergo potest esse necessitas dispensationis in tali lege? Si verò sit præcepta, vel occurrente necessitate, talis lex non obligabit, et non erit necessaria dispensatio, vel si non obstante necessitate lex obligat ex vi rationis, omissio illius est intrinsecè mala in tali articulo, et ideò nulla potest esse necessitas permittendi illam. Et ita cessant reliqua, quæ ibi adducuntur, quæ habere possent aliquem colorem pro jure divino positivo, et in suo loco tractabuntur: nam ad jus naturale non rectè accommodantur. Quod

verò in fine additur de interpretatione, in c. 16 tractabitur.

CAPUT XV.

Utrùm Deus dispensare possit in lege naturali etiam de absolutâ potestate.

1. Ratio dubitandi est, quia omnis legislator potest in suâ lege dispensare, quod in humano legislatore tam generaliter, et sine exceptione hoc verum habet, ut etiamsi absque causâ dispenset, factum teneat; ergo multò magis in Deo; ergo cùm ipse sit auctor naturalis legis, poterit in eâ dispensare. Confirmatur, quia ita fecisse videtur dispensando cum Abrahamo in quinto præcepto Decalogi Genes. 22, et cum Oseâ in 6, quando illi præcepit accipere mulierem fornicariam Oseæ 2, et cum filiis Israel in septimo, quando ex Dei facultate spoliaverunt Ægyptios, Exod. 12.

2. Distinguamus tres ordines præceptorum naturalium; quædam sunt universalissima principia, ut: *Malum faciendum non est*, et: *Bonum est prosequendum*; quædam verò sunt conclusiones immediatæ, et omninò intrinsecè conjunctæ dictis principiis, ut præcepta Decalogi. In tertio ordine sunt alia præcepta, quæ multò magis sunt remota à primis principiis; imò et ab ipsis Decalogi præceptis, de quibus postea exempla ponemus. De primis non est controversia inter auctores; nam certum est, in eâ non cadere dispensationem respectu hominis liberè et moraliter operantis. Nam si Deus faciat, ut homo careat omni operatione morali, liberum usum rationis et voluntatis impediendo, excusaretur homo ab omni lege naturali, quia nec benè, nec malè moraliter operari posset; tamen illa non esset dispensatio in lege naturæ, sed esset impedire subjectum, ne esset capax obligationis illius, sicut nunc infans non obligatur propriè lege naturali. At verò, si homo relinquitur capax liberæ operationis, absolvi non potest ab omnibus illis principiis legis naturæ; quia positâ quâcumque dispensatione, necesse est, ut illa principia sint regula honestè operandi; vel enim dispensatio facit operationem, vel carentiam ejus licitam, vel non facit; si non facit, nulla est dispensatio: si verò facit, necesse est, ut ratio judicet, hìc et nunc operationem esse licitam; ergo dispensatio non potest cadere in illud principium: *Bonum est prosequendum*, quod ampliùs ex dicendis constabit. Controversia ergo est de aliis duobus ordinibus præceptorum, et præsertim tractatur à doctoribus de secundo; nam de tertio pauca dicunt, et ideò in fine breviter illam expediemus.

3. Est ergo prima sententia, generaliter affirmans, posse Deum dispensare in omnibus præceptis Decalogi. Quæ consequenter ait, non solùm posse Deum dispensare, sed etiam abrogare totam illam legem, auferendo omninò ejus obligationem, vel prohibitionem. Quo facto, inquit hæc opinio, futura fuisse licita omnia, quæ lex naturæ prohibet, quantumvis mala nunc esse videantur. Ex quo tandem concludit, non solùm posse Deum hæc non prohibere, sed etiam præcipere, ut fiant; quia, si mala non sunt, sed licita, cur non poterit illa præcipere? Hæc fuit sententia Ocham in 2, q. 19, ad 3 dubium, quem sequitur Petrus de Aliaco in 1, distin. 14, et Andr. de Cast. Novo in i. 1, d. 48, quæst. 1, art. 1, et inclinat Gerson, alphabet. 61, lit. E et F; Almain. etiam 3 Moral. cap. 15, ut probabilem tractat hanc opinionem, postea verò illam rejicit. Fundantur præcipuè, quia omnia, quæ cadunt sub legem naturæ, non sunt mala nisi quia prohibentur à Deo, et ipse liberè illa prohibet, cùm sit supremus Dominus et gubernator. Item quia oppositum non implicat contradictionem; ablatâ enim prohibitione, reliqua omnia facilè consequuntur.

4. Hæc verò sententia tanquàm falsa et absurda à reliquis theologis rejicitur. Et à priori improbanda est ex dictis supra cap. 6, ubi ostendimus, legem naturalem, licet, ut est propria lex divina, præcepta et prohibitionem Dei includat, nihilominùs supponere in suâ materiâ intrinsecam honestatem, vel malitiam ab eâ prorsùs inseparabilem. Et præterea ibi ostendimus, suppositâ divinâ providentiâ, non posse Deum non prohibere mala illa, quæ ratio naturalis ostendit esse mala. Sed licet fingamus, prohibitionem additam per voluntatem Dei posse auferri, nihilominùs prorsùs repugnat, ad id, quod per se et intrinsecè malum est, desinere esse malum, quia rei natura non potest mutari; unde nec potest talis actus liberè fieri, quin malum sit et dissonum naturæ rationali, ut ex Arist. et aliis ibi ostendimus. Et videtur per se notum; qui enim fieri potest, ut odium Dei, vel mendacium liberè facta non sint prava? Fundamentum ergo hujus sententiæ, scilicet, quòd omnis malitia humanorum actuum proveniat ex prohibitione extrinsecâ, omninò falsum est. Ideòque ne in æquivoco laboremus, separanda est quæstio de prohibitione extrinsecâ Dei, an

possit ab ipso non fieri, vel respectu omnium, vel respectu alicujus. Nam de hâc prohibitione esse potest res magis dubia, ut in dicto cap. 6 dixi, probabilius tamen esse ostendi, esse à divinâ providentiâ inseparabilem; illâ verò quæstione omissâ, hìc absolutè inquirimus, an fieri possit à Deo, ut actiones illæ, quæ per legem Decalogi prohibentur, malæ non sint ullo modo, ita ut nec per legem ostensivam naturalis rationis vetentur, ut malæ, et in hoc sensu dicemus, esse falsam sententiam Ochami, et aliorum.

5. Unde à fortiori constat, multò majus absurdum esse dicere, posse Deum homini præcipere, ut ipsummet Deum odio habeat, quod planè sequitur ex illâ sententiâ. Nam si potest illum actum non prohibere, et ablatâ prohibitione non est malus, ergo potest illum præcipere. Consequens autem esse absurdum patet, quia non potest Deus facere, ut ipsemet sit odio dignus; nam repugnat ejus bonitati; neque etiam potest facere, ut sit rectum, et ordinatum, habere odio rem amore dignam. Item esset ibi quædam contradictio; nam obedire Deo, est quidam virtualis amor ejus, et obligatio ad obediendum præsertim nascitur ex amore; ergo repugnat obligari ex præcepto ad ipsummet Deum odio habendum. Idem argumentum fieri potest de mendacio; nam si Deus illud posset præcipere, etiam posset ipse mendacium dicere, quod erroneum est: sic enim tota certitudo fidei periret. Atque hæc etiam ratio probat de dispensatione: nam si potest Deus dispensare in omnibus; ergo in mendacio non tantùm officioso, sed etiam pernicioso, et in quâcumque materiâ; multò ergo magis poterit (ut ita dicam) secum ipse dispensare, vel potiùs sine dispensatione mentiri, quia respectu illius nulla est prohibitio, et aliàs dicitur, actum secundùm se malum non esse.

6. Secunda sententia est Scoti in 3, distinct. 37, q. unicâ, quem ibi sequitur Gabriel q. 1, art. 2, et refertur etiam ibidem Almai., distinguitque inter præcepta primæ et secundæ tabulæ. Primæ tabulæ dicuntur tria præcepta Decalogi, quæ versantur circa Deum, de quibus sentit, duo prima, quæ negativa sunt, esse indispensabilia; tertium autem, quatenùs involvit circumstantiam sabbati, et dispensabile et abrogabile fuisse (quod est manifestum apud omnes, quia quoad id non fuit naturale, sed positivum), quatenùs verò absolutè continet affirmativum præceptum cultûs divini, dubitat, an dispensabile sit. Et de totâ hâc parte hujus opinionis infra dicam. Præcepta secundæ tabulæ dicuntur reliqua septem, et in universum omnia, quæ circa proximos, vel creaturas versantur, de quibus omnibus sentit Scot, dispensabilia esse.

7. Duo fundamenta præcipua adducit Scot. Unum est, quia si essent indispensabilia, intellectus divinus, ut prævenit voluntatem suam, necessariò judicaret, hos actus esse amandos, et illos odio habendos, et consequenter necessitatem imponeret divinæ voluntati ad amandos actus, quos præcipit, et odio habendos, quos prohibet, quod reputat absurdum, et dicit alibi probâsse. Secundum ejus fundamentum est, quia beatitudo hominis pendet ex aliquo actu circa creaturam; nam solo amore suî potest Deus hominem beatificare; ergo nullus actus voluntatis humanæ circa creaturam est medium necessarium secundùm potentiam Dei absolutam ad beatitudinem hominis; nec etiam est impedimentum necessariò illam excludens; ergo nullus talis actus circa creaturam necessariò præcipitur, aut prohibetur à Deo; ergo potest in omni tali actu dispensare. Unde concludit Scot. septem illa præcepta Decalogi non esse conclusiones, quæ absolutâ necessitate inferantur ex principiis per se notis, sed solùm habere quamdam convenientiam maximam cum naturâ hominis, ut illi præcipiantur, vel prohibeantur, ac proinde esse capacia dispensationis. Ponitque exemplum in occisione hominis, cujus prohibitio non necessariò infertur ex principiis naturæ, ut in Abrahamo (inquit) ostensum est. Atque hanc ferè sententiam tenuisse videtur Bonav. in 1, d. 47, solùmque differre, quia de præceptis primæ tabulæ indistinctè negat recipere posse dispensationem; de præceptis autem secundæ tabulæ absolutè contrarium affirmat, et putat esse sententiam Bernardi lib. de Præcep. et dispens. capit. 5, sed de sensu Bernardi dicam inferiùs, et fortassè Bonav. in eodem locutus est.

8. In hâc opinione Scoti inprimis considerandum est, illum non tam admittere dispensationem in jure naturali, formaliter loquendo, ut sic dicam, seu loquendo propriè et rigorosè de præcepto legis naturæ, sed potiùs extrahere ab hoc jure præcepta secundæ tabulæ, et ideò concedere esse dispensabilia. Unde consequenter videtur non admittere aliquod proprium præceptum legis naturæ, nisi quod ad Deum pertineat. Utrumque patet, quia lex naturalis est illa, quæ ex vi rationis solius ducit obli-

gationem, sed illa præcepta non sunt talia secundùm Scotum, quia dicit, non necessariò inferri ex principiis naturæ, et ita non esse intrinsecè mala, nisi prohibeantur; ergo.

9. In utroque igitur mihi valdè displicet hæc sententia. Primò enim si præcepta secundæ tabulæ non essent legis naturæ, ante legem per Moysem datam non obligâssent homines ex vi solius rationalis, quia per illam non poterat constare de speciali prohibitione divinâ, si ratio non ostendebat in actibus intrinsecam malitiam. Unde etiam post datam legem illa præcepta moralia non obligâssent gentes, pro quibus lex Moysi data non erat, imò nec nunc quoad nos suam vim retinerent, quia omnia præcepta, quatenùs fuerunt positiva illius legis cessârunt. Nisi dicatur, fuisse renovata à Christo in Evangelio; quod verum quidem est; tamen inde retorquetur argumentum, quia Christus non tradidit præcepta moralia positiva, sed naturalia, et illa magis explicavit; ergo si nunc perseverant, ideò est, quia naturalia sunt. Deinde totum illud consequens videtur esse contra Paulum ad Roman. 2 dicentem: *Gentes, quæ legem non habent, naturaliter ea quæ legis sunt faciunt, et qui sine lege peccaverunt, sine lege peribunt*, scilicet, sine lege positivâ propter solam naturalem; loquitur autem ibi Paulus de peccatis contra præcepta secundæ tabulæ, cùm ait: *Tradidit eos in reprobum sensum, ut faciant ea quæ non conveniunt*, etc.

10. Responderi potest, etiamsi hæc præcepta non sint omnimò necessaria de lege naturæ, esse tamen adeò convenientia naturæ, ut ab omnibus gentibus fuerint introducta, et acceptata, et hoc satis esse, ut seclusâ positivâ Dei prohibitione homines peccarent, ea transgrediendo. Sed contra; nam inde sequitur, hæc præcepta ad summum esse juris gentium, quod planè sentire videtur Scot. quando illa comparat cum dominiorum divisione. At verò jus gentium non solùm à Deo, sed etiam ab hominibus mutabile est, ut infra dicam, et patet, quia si aliqua provincia non uteretur divisione, sed communitate rerum, non possemus id tanquàm malum damnare; sequitur ergo idem esse dicendum de præceptis secundæ tabulæ, quod absurdissimum est. Aliàs, si aliqua gens barbara non uteretur divisione, sed communitate uxorum, non esset talis consuetudo tanquàm intrinsecè mala improbanda, quod nemo dicet. Unde, ut supra notavimus, quædam nationes approbârunt adulteria, aliæ non damnârunt furta, qui errores in eis maximè improbantur, cùm tamen si tantùm essent contra jus gentium, non omninò essent damnabiles, quia non tenentur omnia regna, vel provinciæ quoad suum usum omnia jura gentium, quæ in rigore humana sunt, acceptare. Denique, etiam Paulus, loco citato, illam responsionem videtur excludere dicens: *Ostendunt opus legis scriptum in cordibus suis*, utique ab auctore naturæ, ut omnes exponunt, qui propterea dicunt, auctorem hujus legis esse ipsummet Deum per lumen naturæ. Confirmo hoc ex Paulo ad Rom. 13, dicente: *Non occides, non mœchaberis*, etc., *in hoc verbo instauratur: Diliges proximum tuum, sicut te ipsum*, in quibus verbis docet, illa præcepta esse intrinsecè et ex naturâ rei connexa cum amore proximi, et non aliter pertinere ad decalogum, quàm ut necessaria ad amorem proximi: per se autem notum videtur, dilectionem proximi maximè pertinere ad legem naturæ, cùm sine illâ conservari non possit natura ipsa non solùm in debito ordine, et educatione, verùm etiam neque in suo esse; ergo idem dicendum est de illis præceptis.

11. Hinc autem necessariò sequitur, non solùm præcepta erga Deum esse simpliciter necessaria ex vi legis naturalis, sed etiam multa, erga proximum. Quod etiam philosophi agnovisse videntur, ut ex Aristotel. 2 Ethicor. cap. 6, et lib. 5, cap. 7, Cicerone, et Platone in libr. de Repub., et D. Thomâ, et reliquis theologis. Et ratio, quæ ex dictis colligitur, id convincit. Et præterea patet inductione; nam saltem octavum præceptum: *Non falsum testimonium dices*, omninò necessarium est, ut à fortiori patet ex dictis supra de pravitate mendacii. Item furtum formaliter, sistendo in ratione furti, nunquàm potest licere; nam si acceptio est licita, alter à quo accipio, non est rationabiliter invitus; quòd si non est ita invitus, non est furtum; ergo è contrario, quando alius est rationabiliter invitus, acceptio non est licita; ergo repugnantia est, esse furtum, et licere; ergo hoc etiam præceptum simpliciter necessarium est. Et idem argumentum fieri potest de homicidio, ut in tertiâ opinione dicam.

12. Argumenta verò Scoti non cogunt; nam primum, ut Bassolis, Cajet. et alii notârunt, æquè procedit contra priorem partem sententiæ ipsiusmet Scoti, quia, si aliquod præceptum primæ tabulæ est indispensabile, etiam divinus intellectus, ut antecedit voluntatem,

necessariò judicat, illud esse servandum, et consequenter voluntas etiam divina necessariò conformabitur huic judicio, cùm tamen versetur circa aliquid creatum, scilicet, circa mores, vel actus humanos. Illud ergo consequens, quantùm ad intellectum Dei spectat, nullum infert inconveniens; nam de omni veritate necessariâ necessarium habet judicium, sive sit de re increatâ, sive de creatâ, sive speculativâ, sive practicâ, seu operabili ab homine. Quod verò pertinet ad voluntatem Dei, si sit sermo de simplici affectu complacentiæ, vel displicentiæ, etiam hunc potest Deus necessariò habere circa illud, quod judicat esse per se bonum, aut per se malum, maximè suppositâ voluntate liberâ, quam habet creandi hominem. Si autem sit sermo de voluntate aliquâ beneplaciti ferendi præceptum, seu obligandi homines positivâ et supperadditâ obligatione; sic probabiliter potest disputari illud consequens in utramque partem; nos autem supra ostendimus ut probabilius, etiam illo modo non esse inconveniens necessitari divinam voluntatem ad illam prohibitionem ex suppositione, quòd decrevit naturam humanam condere, et illam gubernare, seu convenientem providentiam circa illam habere. Secundum autem fundamentum Scoti ab extrinseco sumitur: nam malitia vel bonitas intrinseca actus ex objecto pensanda est, non ex habitudine, vel necessitate ad ultimum finem. Unde mendacium jocosum, vel officiosum in rigore, non privat ultimo fine, cùm sit peccatum veniale, et nihilominùs indispensabile est. Quòd si dicatur impedire, quia illo durante, non potest obtineri beatitudo, donec reatus illius pœnæ tollatur, sic constat falsum esse assumptum; nam multi actus circa creaturas, vel omissiones eorum, possunt esse necessarii ad beatitudinem, vel possunt illam impedire. Nam propterea dixit Paulus, sine lege perituros, qui talia faciunt. Quamvis ergo substantia beatitudinis consistat in solo Deo, et actibus circa illum, tamen actus circa creaturas possunt illam impedire, vel esse media necessaria ad illam consequendam, quatenùs redundant in offensionem Dei, vel ejus obedientiam continent.

13. Tertia opinio est Durandi in 1, dist. 47, quæst. 4, et Majoris in 2, dist. 37, quæst. 10, qui distinguunt inter præcepta negativa et affirmativa, quamvis non omninò inter se conveniant. Nam Major dicit, negativa esse indispensabilia, excepto quinto præcepto: *Non occides*. Durand. verò eamdem regulam constituens de exceptione, dixit, si verbum: *Non occides*, generaliter sumatur pro quâcumque hominis occisione, sic dispensabile esse; si verò sumatur pro occisione hominis, prout eam prohibet ratio naturalis, sic etiam illud indispensabile esse. Sed profectò distinctio non erat necessaria, quia priori modo occisio non cadit sub prohibitione legis naturæ, quia dicit quid commune abstrahens ab occisione justâ et injustâ, de quâ constat, ut sic, non prohiberi lege naturæ. Igitur loquendo propriè de quinto præcepto, sine causâ fit exceptio, ut patebit. Et eodem modo possent isti auctores excipere septimum præceptum, vel in illo distinguere, quia etiam acceptio rei alienæ potest interdùm justè fieri.

14. De affirmativis autem præceptis, Major absolutè dicit, omnia esse dispensabilia. Et probat primò, quia potest Deus non concurrere cum homine ad quemcumque actum præceptum. Sed hoc impertinens est, quia hoc non est dispensare, sed tollere potestatem operandi. Quis enim dicat, unum hominem dispensare cum alio, ne audiat missam, violenter illum detinendo, aut ita graviter vulnerando, ut illam audire non possit? Probat deinde, quia pro quocumque tempore signato potest Deus præbere facultatem non exercendi actum præceptum, vel etiam præcipere facere aliud; ergo hoc modo poterit pro toto tempore vitæ dispensare. Sed neque hoc urget: si consideremus, præceptum affirmativum non obligare pro semper; et stando in purâ lege naturæ non habere aliud tempus, pro quo determinatè obliget, nisi illud quod necessaria occasio, vel opportunitas definierit. Unde quamvis contingat, totum vitæ tempus transigi sine tali occasione, vel opportunitate, et ideò nunquàm occurrere obligationem præcepti, non propterea interveniat dispensatio; nam hoc etiam naturaliter et sine miraculo contingere potest. Ratio ergo illa ad summum probat, posse Deum facere, ut in singulis temporibus præcepti necessitas non occurrat, vel quia urget aliud præceptum majus, vel quia rerum circumstantiæ mutantur. Quòd si Major velit, stantibus eisdem circumstantiis, cum quibus obligat naturale præceptum, posse Deum dare licentiam, ne impleatur, illud non probat, sed assumit tantùm.

15. Durandus autem distinguit inter præceptum primæ et secundæ tabulæ, et prius dicit, esse indispensabile, posterius autem

dispensari posse. Probat hâc ratione quia, omnis materia, à quâ potest auferri ratio debiti, dispensabilis est; illa verò, quæ habet debitum separabile, est indispensabilis; sed materia illorum præceptorum ita se habet; ergo. Minorem probat hâc analogiâ, quia dependentia à Deo est inseparabilis ab homine; dependentia verò unius hominis ab alio est separabilis à quocumque; sic ergo à cultu Dei est inseparabile debitum; ab honore autem parentum separari potest. Unde non potest Deus facere, quin illi credendum sit, et reverentia exhibenda; potest autem facere, ne parentes honorentur. Sed quoad neutram partem videtur mihi ratio efficax, nec distinctio constans. Primum probo, quia longè aliud est de dependentiâ à Deo in esse; hæc enim essentialis est, quia sine illâ non potest homo subsistere; sine actione autem morali erga Deum potest existere, imò et benè operari circa alia objecta. Item, quamvis potuerit Deus facere, ut Petrus, verbi gratiâ, non habuerit esse à suis parentibus, tamen hoc non esset dispensare in præcepto de honorandis parentibus; supposito autem quòd ab illis habuit esse, jam intervenit dependentia, à quâ inseparabile est debitum honorandi parentes, sicut à dependentiâ à Deo inseparabile est debitum colendi ipsum. Et hinc patet secunda pars; nam si sit sermo de debito, æquè inseparabile est sumptum cum proportione, seu suppositâ emanatione à tali causâ; si verò sit sermo de actibus, quibus solvitur hoc debitum, sicut potest Deus facere ut homo sine peccato nunquàm in totâ vitâ exerceat actum honoris circa parentes, ita potest etiam facere, ut nunquàm exerceat actum cultûs divini; ergo vel neutra est dispensatio, vel in utroque præcepto dispensari potest.

16. Est igitur quarta opinio, quæ absolutè et simpliciter docet, hæc præcepta Decalogi esse indispensabilia, etiam per potentiam Dei absolutam. Tenet D. Thomas quæst. 100, artic. 8, et ibi Cajetan. et alii; Sotus libro 2 de Just. quæst. 3, articul. 8; Victor. Relect. de Homicid.; Viguer. in Justit. theologi capit. 15, § 1, vers. 7; Vincent. in Speculo morali. lib. 1, part. 2, dist. 6; Altisiodor. in Summâ, libro 3, tract. 7, capit. 1, quæst. 5; Richard. in 3, dist. 37, art. 1, quæst. 5, et ibi Paludan. Bassolis, et alii; Abulen. in 20 caput Exodi quæst. 35, et Molin. tom. 6, tract. 5, disputation. 57, n. 6. Fundamentum D. Thomæ est, quia ea, quæ continent intrinsecam rationem justitiæ et debiti, indispensabilia sunt; sed hujusmodi sunt præcepta Decalogi; ergo. Major patet, quia implicat contradictionem esse debitum, et non esse debitum; quod autem dispensatur, eo ipso fit indebitum; si autem habet debitum inseparabile, necessariò illud retinet; ergo repugnat dispensari, quod hujusmodi est. Et ideò ait D. Thomas, nec Deum dispensare posse, quia non potest agere contra suam justitiam, quod tamen ageret, si licentiam daret faciendi id quod per se et intrinsecè injustum est.

17. Hanc verò rationem impugnant auctores aliarum opinionum, quia vel petit principium, vel æquè procedit in omni præcepto, et dispensatione ejus. Probatur, quia si sit sensus, stante et manente debito, non posse dispensationem habere locum, hoc in omni lege locum habet, quia repugnat dispensare, ut manente debito legis liceat agere contra legem; nam ratio dispensationis consistit in hoc, ut auferat debitum legis, et ideò in illis terminis contradictio involvitur; vel est sensus, hoc debitum non posse auferri in præceptis naturalibus, et hoc probandum est; cùm hoc ergo assumitur, principium petitur.

18. Respondetur, duplex esse debitum, aliud procedens ab ipsâ lege tanquàm effectus ejus, et de hoc procedit apertè objectio; tamen D. Thomas in dictâ ratione non loquitur de hoc debito. Aliud est debitum proveniens ex intrinsecâ proportione inter objectum et actum comparatum ad rectam rationem, seu naturam rationalem; et de hoc debito procedit ratio D. Thomæ. Nam (ut sæpè dictum est) lex naturalis prohibet ea quæ secundùm se mala sunt, quatenùs talia sunt, et ideò supponit in ipsis objectis, seu actibus intrinsecum debitum, ut non amentur, seu non fiant; et è contrario præcipit bona, quatenùs intrinsecam connexionem et necessitatem habent cum naturâ rationali; hoc autem debitum inseparabile est, non quia non sit dispensabile (sic enim peteretur principium), sed quia intrinsecè supponitur in ipsis rebus ante omnem legem extrinsecam, et ideò stantibus eisdem ex rebus auferri non potest, quia non pendet ex extrinsecâ voluntate, neque est res aliqua distincta, sed quasi modus omninò intrinsecus, seu quasi relatio, quæ impediri non potest, posito fundamento et termino. Et hanc rationem confirmant, quæ circa alias opiniones dicta sunt, et quæ in sexto capite diximus.

19. Hæc igitur sententia formaliter et propriè loquendo, vera est. Quia verò negare

non possumus, Deum aliquando efficere, ut actus illi materiales liceant, qui aliàs, non interveniente Deo ipso, et ejus potestate, licitè fieri non possint, ideò ut intelligatur quomodò hoc fiat, et cur illa non sit, nec appelletur dispensatio, oportet distinguere in Deo varias rationes. Est enim supremus legislator; unde habet, ut possit nova et varia præcepta imponere; est etiam supremus Dominus, qui potest dominia mutare, vel concedere; est item supremus judex qui potest punire, vel unicuique reddere quod ei debetur. Dispensatio ergo propriè pertinet ad Deum sub primâ consideratione, quia ejusdem potestatis est tollere, et concedere legem; itaque ut intelligatur Deus dispensare, oportet, ut utendo solâ illâ jurisdictione, et non adjungendo potestatem dominativam per quam res ipsas immutet, licere faciat, quod antea non licebat. Nam si per dominium suum mutet humanum, hoc non erit dispensare, sed tollere materiam legis, ut ex superioribus constat. Quoties ergo Deus facit licitum actum qui jure naturæ videbatur prohibitus, nunquàm id facit ut purus legislator, sed utendo aliâ potestate, et ideò non dispensat.

20. Hoc videre licet in exemplis positis. Quando enim Deus præcepit Abrahæ interficere filium, id fecit tanquàm Dominus vitæ et mortis; si enim Deus ipse per seipsum voluisset interficere Isaac, non indiguisset dispensatione, sed ex suo dominio id facere posset; eodem ergo modo potuit uti Abrahamo ut instrumento, et quintum præceptum non prohibet esse instrumentum Dei in occisione, si ipse præceperit. Idem sentit D. Thomas de facto Oseæ in assumendâ muliere fornicariâ; ut patet dicto articul. 8, ad 3, et 2-2, quæst. 154. Potest enim Deus transferre in virum dominium mulieris sine consensu ejus, et ita efficere vinculum inter illos, ratione cujus illa copula jam fornicaria non sit. Sed licet hoc sit verum de potentiâ absolutâ, locus Oseæ non cogit ad hanc interpretationem; jussit enim Deus assumere eam, quæ priùs fornicaria fuerat, non solùm ad usum, sed etiam ad matrimonium et in conjugem, ut Hieronynus, Theodoretus, et alii interpretantur, et Irenæus libro 4 contra hæreses capit. 37, et Augustinus 22 contra Faust. capit. 8 et 85, et libro contra Secundinum Manich. capite 21. Simili modo non dispensavit cum Hebræis, quando Ægyptiorum spolia illis concessit, sed vel tanquàm supremus Dominus donavit, vel saltem tanquàm supremus judex reddidit eis mercedem laborum suorum, ut dicitur Sapien. 10. Ita ergo in similibus omnibus intelligendum est, neque potest aliter fieri, propter rationem adductam. Idemque applicari potest ad præcepta affirmativa, in quibus est res facilis, quia non obligant pro semper, sed stante opportunitate, quæ circa tale objectum inducat necessitatem. Potest autem Deus aut objectum mutare, cedendo juri suo, vel hominum jura immutando, aut etiam necessitatem potest auferre addendo novas circumstantias, quæ illam impediant et nihilominùs præceptum integrum manet, ut ex se semper obliget pro debitâ opportunitate, quod est signum, non fuisse factam dispensationem.

21. Unde colligit D. Thomas in dictâ solut. ad. 3, hunc modum immutationis non solùm Deo, sed etiam homini interdùm esse possibilem. In negativis quidem præceptis, quando materia illorum cadit sub dominio humano, et per homines immutari potest, quomodò nos supra explicuimus legem præscriptionis. In affirmativis autem, quando per homines possunt immutari circumstantiæ, quæ inducebant necessitatem operandi, vel quando possunt homines gravius præceptum imponere. Ut si rex præcipiat filio non succurrere parenti extremè indigenti, ut subveniat reipublicæ periclitanti. Deus autem ob singularem excellentiam potest, quando vult, uti absolutâ potestate et dominio. Unde etiam intelligitur ratio, ob quam non in omnibus præceptis negativis potest talis mutatio fieri per homines ex parte materiæ, in quibus potest fieri à Deo, ut, verbi gratiâ, in præcepto non fornicandi, quia nimirùm non habet homo illam potestatem in personam fœminæ, quam habet Deus, ut possit alteri tradere in suam prout voluerit, et ideò etiam potuerunt leges humanæ per usucapionem mutare dominia rerum, non tamen ita potuerunt mutare dominia uxorum. Et ita stante lege humanâ potest desinere esse furtum, quod antea fuisset, non tamen potest desinere esse adulterium, quod per se tale existit.

22. Præterea ex his obiter intelligitur, quotiescumque materia præcepti talis fuerit, ut honestas, vel turpitudo ejus non pendeat ex dominio divino, tunc non solùm indispensabile esse tale præceptum, sed etiam ita immutabile, ut non possit ullâ ratione licitum fieri id, quod prohibet, solùm enim in negativis præceptis hoc propriè invenitur. Hujusmodi est primum præceptum Decalogi, quatenùs negativum est,

et prohibet habere, vel colere plures Deos; hoc enim nullo modo potest immutari, quia est contra rationem ultimi finis, et excellentiam Dei, ac unitatem ejus, quam ipse mutare non potest. Nec enim potest vel alium Deum constituere, vel aliquid facere, quod sit æquali honore dignum; mutatio ergo talis præcepti, seu materiæ ejus, non cadit sub divinum dominium. Idem est de secundo præcepto decalogi, tum quia involvit prohibitionem mendacii, quod nullâ ratione honestari potest, si mendacium manet; tum maximè, quia prohibet facere Deum auctorem mendacii, quod etiam includit irreverentiam Dei, adeò repugnantem divinæ auctoritati, ut non possit in hoc cedere juri suo (ut sic dicam). Atque in hoc sensu verum est quod intendebat Scotus, hæc aliis esse immutabiliora.

23. De tertio autem, cùm sit affirmativum, certum est, posse à Deo fieri, ut sæpè non obliget, quando aliàs secundùm communem cursum rerum obligaret. An verò possit homini licentiam dare, ut per totum vitæ tempus, et quod difficilius est, per totam æternitatem nullum bonum motum circa ipsum exerceat, neque cultum aliquem proximum, et directum exhibeat, non immeritò dubitavit Scot. Nonnulli verò ex Thomistis censent, hoc non posse fieri, nec per propriam dispensationem, neque etiam per mutationem materiæ. Si tamen consideremus absolutam ac nudam potentiam, non apparet in hoc implicatio contradictionis, quia inde non sequitur, non posse talem hominem bonos actus morales circa objecta creata exercere, quia eorum bonitas non pendet ex prævio actu formali circa ultimum finem, et naturâ suâ tendunt in ipsum, et ita mediatè et remotè vel quasi materialiter possunt dici continere cultum Dei. At verò considerando divinam potentiam, ut conjunctam infinitæ sapientiæ et bonitati Dei, atque adeò loquendo, moraliter (ut sic dicam), credibilius est, non posse Deum in hoc cedere juri suo, quia esset veluti prodigalitas quædam irrationabilis, maximè respectu creaturæ rationalis et pro totâ æternitate. In aliis autem præceptis non invenio hujusmodi immutabilitatem ex parte materiæ, solo excepto mendacio, ut jam dixi, in quo fortassè est specialis ratio, vel quia etiam respectu ipsius Dei malum est, vel quia de se non limitatur ad materiam creatam, nec pendet ex dominio Dei in illam, vel in personam, sed in quâcumque materiâ, et de quâcumque personâ dici potest; vel denique quia ejus deformitas non pendet ex alio dominio, vel divino jure, sed statim oritur ex dissonantiâ verborum ad mentem.

24. Tandem ex dictis intelligitur, quo sensu dixerit Bernard. in lib. citato de Præcept. et dispensat. cap. 5, ea, quæ pertinent ad præcepta secundæ tabulæ, mutari posse auctoritate Dei præcipientis; loquitur enim non de præceptis ipsis formaliter sumptis, ut sic dicam, sed de actionibus, circa quas illa præcepta versantur. De quibus ait, cùm per se nunquàm liceant, auctoritate Dei præcipientis posse licere. Quod verum est in sensu explicato; illa tamen non est dispensatio in præcepto secundæ tabulæ, sed est mutatio materiæ ejus, ut diximus. Tamen, quia hæc mutatio, quando fit ex peculiari dominio, et potestate Dei, est (ut ita dicam) extra cursum naturæ, et præter leges ordinariæ providentiæ; ideò interdùm dispensatio appellatur, non quidem proprii præcepti naturalis (neque hoc dixit Bernard. si attentè legatur), sed ordinarii cursûs et legis providentiæ, quæ à divinâ voluntate pendet. Et in eodem sensu videtur locutus Bonavent. Nam sententiam Bernardi imitatur. Dices: Ergo nulla erit tunc differentia inter præcepta primæ et secundæ tabulæ, quam Bonavent. constituit, et favet Bernard.; nam statim capit. 6, dicit, quædam ita esse immutabilia, ut nec à Deo ipso mutari valeant. Respondetur facilè ex dictis, in hoc esse differentiam, quòd præcepta primæ tabulæ talia sunt, ut non solùm ipsa formaliter dispensari non possint, verùm etiam neque in actionibus quas prohibent, possit talis mutatio fieri, ut liceant, vel honestæ sint, ac subinde ut neque etiam materialiter sumptæ honestari possint auctoritate Dei præcipientis. Odium enim Dei nullo modo potest honestari, nec adoratio idoli, nec cultus alterius Dei præter Deum verum, quia ab his actionibus secundùm se sumptis inseparabilis est deformitas, si liberè fiant, quod non ita semper est in actionibus pertinentibus ad præcepta secundæ tabulæ. Quod non universaliter, sed indefinitè accipiendum est; aliqua enim præcepta secundæ tabulæ possunt esse immutabilia etiam hoc modo, ut apertè fatetur Bernard. dicto cap. 6, et in superioribus satis explicatum est.

25. Superest dicendum, an saltem extra Decalogum sint aliqua naturalia præcepta, quæ propriè et formaliter relaxari possint per divinam dispensationem. Affirmat enim Soto loco citato, et sequitur Medin. dicto art. 8, et tribuit D. Thomæ, vel quia q. 94, art. 5, dicit le-

gem naturalem quoad aliquas conclusiones posse in aliquo particulari casu mutari, ut in lege de reddendo deposito (quo exemplo utuntur dicti auctores ad probandum, dispensationem posse cadere in talem legem), vel fortè quia D. Thomas dictâ q. 100, art. 8, dicit, in præcepta, quæ dantur ad determinandos modos speciales exequendi præcepta Decalogi, posse cadere dispensationem, ut si ad custodiam civitatis distribuat lex vigilias per cives, potest cum aliquo dispensari. (Hoc enim est exemplum D. Thomæ, quod ad hanc etiam partem Soto applicat.) Hujus etiam sententiæ videtur fuisse Altisiod. supra; distinguit enim in præceptis quatuor gradus necessitatis, ex quibus quartus non facit ad causam, quia est de necessitate proveniente ex lege humanâ; in tertio ponit præcepta, quæ pendent ex actu humano, quem supponunt, ut sunt de servandis votis, juramentis, contractibus, etc., et in his parva est difficultas, ut patet ex capite præcedenti. In primo ergo gradu necessitatis dicit præcepta non esse dispensabilia, in secundo autem esse; ponit exemplum in præcepto non ducendi plures uxores. Et rationem indicat, quia illa sunt secundæ necessitatis, quæ sunt aliquo modo necessaria ad conservationem charitatis, non tamen simpliciter ad ipsam charitatem; nam hæc constituunt primum gradum necessitatis. Favet multùm D. Thomas in 4, dist. 33, quæstion. 1. Nam in primo articul. docet, esse præceptum naturale prohibens pluralitatem uxorum pertinens non ad primaria, sed ad secundaria præcepta, et ideò subdit art. 2, potuisse Deum in illo præcepto dispensare. Eademque ratio erit de præcepto naturali prohibente matrimonium inter fratres; unde de Abraham legitur habuisse Saram sororem suam in uxorem. Item de præcepto non dissolvendi vinculum matrimonii consummati. Nec hæc et similia naturalia sunt; et tamen in illis dispensare potest Deus. Fundamentum Soti esse videtur, quia hæc præcepta nec proximè, nec remotè continentur propriè in præceptis Decalogi, tanquàm conclusiones in principiis. Unde sentit, non inferri per necessariam consequentiam, et ideò non habere tantam necessitatem, quin in eis possit dispensari.

26. Nihilominùs dicendum est, propriè loquendo, non dispensare Deum in aliquo præcepto naturali, sed mutare materiam ejus, vel circumstantias, sine quibus præceptum ipsum naturale non obligat ex se, et absque dispensatione. Hanc credo esse mentem D. Thomæ in dict. art. 8, et Cajet., Richardi et aliorum. Quam probo primò excludendo exempla, quæ in contrarium afferuntur. Primum erat de non reddendo deposito in casu necessatio; illa verò non est dispensatio, ut est evidens; aliàs unusquisque secum dispensaret in illâ lege naturali, quia suâ auctoritate potest non reddere depositum in tali casu, imò tenetur. Est ergo illa mutatio in materiâ, per quam fit, ut illa non sit materia talis præcepti, ut cap. 3 declaravi. Unde immeritò adducitur D. Thomas in art. 5, quæst. 94, quia ibi non de dispensatione, sed de mutatione ex parte materiæ loquebatur. Secundum exemplum erat de custodiâ civitatis per vigilias lege distributas, quod multò magis est extra rem; nam illa distributio non fit nisi per humanam legem, et ideò mirum non est, quòd cadat in illam dispensatio, non solùm Dei, sed etiam hominis. Ideòque malè etiam citatur divus Thomas in dicto articul. 8, quia ibi loquitur de determinatione legis naturalis factâ per legem humanam, ut exemplum ostendit.

27. Tertium exemplum indicatum ab Altisiodorense est de præcepto servandi votum, in quo potest dispensari. Ad quod etiam constat ex dictis in capit. præcedenti, cùm aufertur votum, non fieri dispensationem in lege naturali, sed auferri materiam ejus, eodemque modo et non alio potest Deus auferre obligationem voti; nec enim facere potest, ut votum integrum maneat, et quòd lex naturalis non obliget habentem, ad implendum illud; potest ergo Deus auferre votum, et ita subtrahere obligationem legis naturalis absque dispensatione. Imò hic addo (quamvis fortè ad modum loquendi pertineat) quòd licet pontifex, auferendo votum, dicatur propriè dispensare in illo, si tamen Deus per se illud remittat, non tam posse dici dispensare in illo, quàm irritare illud. Et ratio est quia Deus remittit debitum suum tanquàm proprius dominus illius, et ideò donat, vel irritat, non dispensat, sicut quando unus homo remittit alteri promissionem sibi factam, non dispensat, sed irritat illam. Secùs verò est de pontifice, qui operatur potestate commissâ sibi, et tanquàm Domini dispensator. Cujus signum etiam est, quia Deus potest tollere votum sine ullâ causâ pro solâ suâ voluntate, quod est proprium irritationis. Pontifex verò non potest sine causâ dispensare.

28. Quartum exemplum erat de præcepto

non ducendi plures uxores, et ad eumdem gradum et ordinem pertinent cætera ad eamdem matrimonii materiam spectantia, in quibus considero, omnia illa præcepta esse ex his, quæ fundant obligationem suam in humano consensu et contractu, ut ex materiâ de matrimonio suppono, et inductione constat in allegatis; omnia enim fundantur in naturâ talis contractûs, ut conveniente naturæ rationali. Hinc ergò est, ut omnia illa mutabilitatem patiantur ex parte materiæ, quia cùm contractus ille consistat in mutuâ corporum traditione, Deus, qui est supremus Dominus illorum corporum, potest mutare aut moderari translationem dominii in corpus alterius per talem contractum factum, et hâc mutatione factâ cessabit lex, quæ in illo fundatur, non per dispensationem legis, sed per irritationem contractûs, vel in totum, vel ex parte. Confirmatur, et declaratur à simili, quia hæc præcepta æquiparari possunt cum naturali præcepto non fornicandi, in quo fieri non potest dispensatio, quia accessus ad non suam non potest honestari; tamen quia illa quæ non erat sua, verbi gratiâ, Oseæ, nec esse poterat sine illius consensu, fieri potuit sua per Dei potentiam vel simpliciter, vel quoad talem usum; ideò accessus ad illam potuit fieri honestus, non per dispensationem in præcepto non fornicandi, sed faciendo ut non sit fornicatio; quæ antea fuisset. Ita ergo è converso recessus à propriâ uxore quoad vinculum, contra naturale præceptum est, quia in homine non est potestas privandi alterum dominio acquisito, etiam illo volente; Deus autem habet hanc potestatem, et ideò potest mutare materiam illius legis, et consequenter facere ut cesset obligatio ejus sine dispensatione. Declaratur tandem, quia, ut in capite præcedenti dicebam, in præceptis ad matrimonium pertinentibus, quædam respiciunt finem ejus, et conservationem naturæ; quia ergo hæc conservatio ad auctorem naturæ spectat, ideò talia præcepta includunt in objecto suo veluti habitudinem intrinsecam ad auctorem naturæ, seu dependentiam ab illo, ita ut non sint omninò absoluta, sed quasi conditionata. Ut, verbi gratiâ, quod dissolutio matrimonii non liceat propriâ auctoritate, quia non possunt privati facere suâ auctoritate aliquid quod cedit in præjudicium naturæ. Unde in tali præcepto intelligitur excepta auctoritas Dei, ut auctoris naturæ; ideòque quando ille aliud præcipit, non est dispensatio, sed observatio præcepti juxta conditionem quam includit, sicut infra de præceptis humanis dicemus, quando in ipso præcepto, vel regulâ præcipitur, ne hoc fiat sine licentiâ, tunc dare licentiam non esse dispensare, sed exequi legem ordine, et modo ab ipsa præscripto. Nullo ergo exemplo probari potest, habere locum propriam dispensationem Dei in præceptis naturalibus

29. Ratione tandem hoc declaratur, quia si præceptum est naturale, ut tale est, sequitur per consequentiam necessariam ex principiis naturalibus; ergo non potest magis dispensari in illo, quàm in ipsis principiis. Consequentia patet, quia omnis falsitas, vel defectus in conclusione redundat in falsitatem, vel defectum, aut mutationem principii. Antecedens verò patet, quia si non sequitur necessariò, ergo non obligat ex vi solius rationis et discursûs, ergo non est merè naturalis obligatio. Declaratur tam in affirmativo quàm in negativo præcepto. Quia si præceptum affirmativum non sequitur necessariò ex principiis naturalibus, ergo actus quem præcipit non est simpliciter necessarius ad honestatem morum ex vi solius rationis; ergo nec est præceptus, nec sub obligatione naturali, nisi accedat aliqua voluntas, quæ inducat necessitatem. Unde è contrario nec omissio talis actûs erit per se, et intrinsecè mala in aliquâ opportunitate, vel cum aliquibus circumstantiis. Nam si pro aliquo tempore, vel occasione habet illam intrinsecam malitiam, non verò pro aliis; certè pro illâ erit præceptum naturale obligans ad talem actum, et non pro aliis, et ita stante illâ occasione cum omnibus circumstantiis, non poterit præceptum non obligare: quòd si mutentur occasio et circumstantiæ, tunc desinere poterit obligatio, non tamen per dispensationem, sed quia hæc est natura præcepti affirmativi, ut obliget semper, et non pro semper. Si verò præceptum est negativum, ut sit naturale oportet, ut prohibeat rem, quia mala est, atque adeò ut per se, et intrinsecè est mala; alioqui non erit præceptum naturale quod non facit, sed ostendit malitiam actûs prohibiti. Nam si actio ex se talis non est, necessaria erit aliqua voluntas, per quam fiat mala.

30. Dices fieri posse, ut actio eadem interdùm ex se mala sit, interdùm verò non sit, sed contra, quia tunc non poterit utrumque habere cum eisdem circumstantiis, vel conditionibus ex parte materiæ. Nam cùm bonitas, vel malitia consurgant ex consonantiâ, vel dissonantiâ actûs ad naturam rationalem, fieri non potest, ut idem actus cum eisdem conditionibus sit per se

et consonus, quia non resultant oppositæ relationes ex eodem fundamento : ergo ut illæ diversæ habitudines consurgant etiam pro diversis temporibus, necesse est, ut pro illis fiat mutatio in conditionibus materiæ. Ut verbi gratiâ, accipere rem alienam, interdùm est malum, interdùm bonum, sed non cum eisdem circumstantiis ; sed erit malum sine extremâ necessitate, bonum verò in illâ, quia pro illis opportunitatibus variatur jus utendi tali re. Tunc autem præceptum negativum naturale prohibens talem actum, non prohibet illum abstractè, sed ut malum est, ac subinde ut versatur circa materiam talibus circumstantiis affectum ; ergo non potest tale præceptum deficere circa suam materiam, et consequenter nec circa illam dispensari. Hæc autem ratio universalis est pro omnibus præceptis naturalibus, et illa ostendit intrinsecam differentiam quoad hoc inter naturale præceptum, et positivum : ergo nulla exceptio, vel limitatio habet locum in lege naturali, si propriè de illâ, et de verâ dispensatione loquamur. Quod si interdùm D. Thomas, vel gravis auctor aliter locutus est, latè accipit dispensationem pro mutatione obligationis ortâ ex mutatione materiæ, quando illa mutatio materiæ extraordinariè fit à Deo per supremam quamdam potestatem, ut supra respondendo ad Bernardum satis explicuimus.

CAPUT XVI.

Utrùm circa legem naturalem habeat locum epiikia, vel interpretatio sive à Deo, sive ab homine facta.

1. Duo in hoc titulo petuntur, unum est, an circa naturalem legem habeat locum epiikia ; aliud est, si locum habet, an à solo Deo, vel ab hominibus etiam fieri possit. In primo puncto ferè omnes auctores convenire videntur, legem naturalem posse recipere interpretationem per epiikiam, ut ex statim allegandis constabit. Dissentiunt tamen ; nam quidam dicunt, hanc epiikiam lege naturali à solo Deo fieri posse. Tribuitur D. Thomæ in 4, d. 33, quæst. 1, art. 2, ubi loquitur in particulari de lege naturali prohibente pluralitatem uxorum ; tamen ibi nomine dispensationis utitur. Et eodem modo ibi Richard. artic 1, q. 1, Palud. Supplementum Gabrielis, et alii ibidem ; in eodem casu utuntur nomine dispensationis. Sicut etiam multi theologi (ut in lib. 6 de Voto notavimus) legis interpretationem in casibus obscuris dispensationem vocant ; et juxta dicta videtur necessaria hæc expositio, quia rigorosa dispensatio non cadit in legem naturalem ; ut ostensum est ; ergo si aliqua videtur fieri, esse debet per modum interpretationis. Hæc autem videtur moraliter necessaria, quia lex naturalis quoad aliqua præcepta magis remota à primis principiis, versatur circa materiam mutabilem, et quæ in multis casibus potest deficere, ut Aristot. dixit 5 Ethic. cap. 7 et 12 ; ergo in illâ est etiam necessaria epiikia, quia aliàs sæpè esset injusta. Quòd autem hæc pertineat ad solum Deum, probatur, quia ejus est interpretari legem, cujus est condere.

2. Aliorum verò opinio est, epiikiam et cadere posse in legem naturæ, et ab homine interdùm fieri, ut à Papâ, vel alio simili potestatem habente. Utrumque sentit Cajetan. 2-2, quæst. 120, art. 1, licet primum expressiùs. Et idem tenet Soto libro 1 de Justit., quæst. 7, artic. 3, ad 3, et libro 10, quæst. 3, articul. 4. Idem latè Navarr. consil. 4 de Despons. impub. num. 16 et 17, varia adducens exempla, ubi etiam refert Covarr. in 4, 2 part. capit. 6 § 9. Idem Felin. referens alios in capit. *Quæ in Ecclesiarum,* de Constitut. num. 26. Et omnes, quos in capit. 14 allegavimus, qui dicunt posse homines dispensare in lege naturali, à fortiori possunt pro hâc sententiâ allegari. Ratio verò est, quia hæc interpretatio, seu epiikia sæpè est moraliter necessaria, ut proximè ostensum est ; ergo non est verisimile eam sibi Deum reservâsse, sed hominibus, quos suos ministros constituit, commisisse. Probatur consequentia, quia aliàs multùm defuisset Deus hominibus in necessariis, quod non est providentiæ ipsius consentaneum. Sequela patet, quia recursus ad Deum ipsum immediatè non est homini possibilis, neque est consentaneus ordini naturali ; ergo si in occasionibus occurrentibus non esset in hominibus potestas ad interpretandum jus naturale, etiam præter verba ejus, si causa id postulet, homines essent perplexi, et miraculo esset opus, vel speciali revelatione divinâ ad dirigendas suas operationes, quod repugnat omni prudenti providentiæ. Sicut inter homines repugnaret, principem ita reservare sibi interpretationem suarum legum, ut in nullo casu, etiam quando esset impossibilis recursus ad ipsum principem, possent ministri ejus legem interpretari.

3. Nihilominùs esse potest tertia opinio, quæ in priori puncto negat legem naturalem esse capacem epiikiæ, et consequenter tollit fundamentum posterioris dubii : nam ex hoc principio sequitur, neque Deum ipsum posse

per veram, et propriam epiikiam casum aliquem excipere à lege naturali. Quia si lex ipsa naturalis non est capax talis interpretationis, nihil mirum est, quòd nec à Deo fieri possit. Igitur primum illud fundamentum probari videtur ex dictis de dispensatione : nam quâ ratione non potest in legem cadere dispensatio, eâdem neque hujusmodi interpretatio. Probatur, quia ideò in talia præcepta non cadit dispensatio , quia continent intrinsecam rationem justitiæ , seu debiti honestatis : vel (quod perinde est) quia præcepta hujus legis sunt quædam propositiones necessariæ, quæ per necessariam consequentiam ex principiis naturalibus inferuntur; sed hujusmodi propositiones in nullo individuo possunt deficere , aut esse falsæ ; ergo non potest per aliquam interpretationem fieri, ut liceat facere quod per illa prohibetur, quia est intrinsecè malum ; neque ut liceat omittere quod per illa præcipitur, quia est per se necessarium ad honestatem. Et quia aliàs pro illo casu , in quo fieret talis interpretatio, inveniretur falsum esse id quod lex naturalis dictat, quod impossibile est, ut diximus.

4. Atque hæc ultima sententia quantùm attinet ad propriam epiikiam, in rigore mihi vera videtur ; ut autem aliorum auctorum dicta intelligantur, et res tota magis explicetur, oportet distinguere inter legis interpretationem , et propriam epiikiam seu æquitatem : multò enim latiùs patet interpretatio legis, quàm epiikia ; comparantur enim tanquàm superius et inferius : omnis enim epiikia est legis interpretatio ; non vero è converso omnis interpretatio legis epiikia. Notavit distinctionem hanc Cajet. dictâ q. 120, art. 1, ubi ait, sæpè, vel potiùs semper leges indigere interpetatione propter verborum obscuritatem, vel ambiguitatem, aut aliam similem causam, non tamen omnem hujusmodi interpretationem esse epiikiam, sed illam solùm , per quam interpretamur, legem deficere in aliquo particulari propter universale, id est, quia lex universaliter lata est, et in aliquo particulari ita deficit, ut justè in illo servari non possit. Hoc ipsum sumitur ex Arist. 5 Ethic. cap. 10; in hoc enim sensu dicit epiikiam esse emendationem justi legalis, quia interpretatur, legem non esse servandam in casu in quo esset error practicus illam servare, et contra justitiam, vel æquitatem naturalem ; et ideò dicitur esse emendatio legis. At verò possunt esse aliæ interpretationes legum, quæ non pertinent ad emendationem earum, sed solùm ad explicandum sensum earum in his quæ habent ambiguitatem, ut verbi gratiâ, quando interpretamur, an lex prohibeat contractum, vel irritet illum, nullam legis emendationem facimus, sed verum sensum ejus inquirimus. Ita ergo differunt interpretatio in genere, vel ut fit per epiikiam.

5. Deinde advertendum est, legem naturalem dupliciter spectari posse ; uno modo secundùm se, alio prout fieri contingit par aliquam legem positivam. Lex enim positiva, seu scripta, ut Cajet. etiam dicto loco notat, quædam est constitutiva novi juris, et hæc est strictè positiva sive divina, sive humana : alia verò est solùm declarativa, vel (ut sic dicam) recordativa juris naturalis, ut fuerunt præcepta moralia Decalogi in lege veteri, et sunt leges humanæ, quæ naturalem justitiam continent, ut quòd depositum reddatur, promissum solvatur, uxor à viro non separetur, et similia. Aliqua verò sunt præcepta naturalia , quæ non præscribuntur aliquâ lege positivâ, ut vitandam esse simplicem fornicationem, quia lex humana non omnia declarat, aut præcipit. Sic ergo lex naturalis spectari potest vel secundùm se, prout rectâ ratione concipitur, vel dictatur ; vel prout exprimitur aliquibus certis verbis per aliquam legem scriptam.

6. Dico ergo primò : Multa præcepta naturalia indigent multâ declaratione, et interpretatione ad verum sensum uniuscu jusque statuendum. Hæc assertio intelligi potest de lege naturali tam secundùm se, quàm prout scripta in aliquâ lege positivâ, et utroque modo manifesta est. Probaturque primò inductione : nam in præcepto, verbi gratiâ, vitandi homicidium, interpretatio maximè necessaria est, ad intelligendum quid nomine homicidii ibi significetur, quia non quælibet occisio hominis est homicidium prohibitum lege naturali, sed illa quæ fit privatâ auctoritate, et per se, seu ex instituto, aut per modum aggressionis; non verò quæ fit legitimâ auctoritate, vel per modum cautæ defensionis. Ita in præcepto solvendi votum Deo factum, interpretamur intelligendum esse de voto juxta intentionem voventis, ideòque non obligari in casibus sub ejus mente , ac intentione non comprehensis. Et sic de aliis, quæ statim proponemus. Ratio verò est, quia non omnia præcepta naturalia sunt æquè nota, nec æquè facilia ad intelligendum , et indigent interpretatione propter verum sensum eorum intelligendum absque aliquâ diminutione vel additione. Item potest declarari, quia actus humani in honestate et malitiâ mul-

tùm pendent ex circumstantiis, et opportunitatibus operandi, et in hoc est magna varietas inter illos : quidam enim sunt aliis simpliciores (ut sic dicam) et pauciores conditiones requirunt, ut eorum bonitas, vel malitia insurgat : lex autem naturalis secundùm se spectata non præcipit actum, nisi ut illum bonum esse supponit, nec prohibet, nisi prout supponit intrinsecè malum, et ideò ad intelligendum verum sensum naturalis præcepti, necesse est inquirere conditiones, et circumstantias, cum quibus actus ille secundùm se malus est, vel bonus, et hæc vocatur interpretatio præcepti naturalis quoad verum sensum ejus. Unde constat hanc interpretationem hominibus, seu pro hominibus esse necessariam ; Deus enim, vel angeli per se non indigent interpretatione, sed directè intuentur quale sit unumquodque præceptum, et quomodò, et cum quibus conditionibus circa suam materiam versetur. Constat etiam hanc interpretationem fieri posse, et debere non tantùm à Deo, sed etiam ab homine, quia ipse homo est, qui debet inquirere, et intelligere verum sensum legis naturalis, et si per se non potest id assequi , debet ab aliis discere : quod sæpè fieri potest per solam doctrinam sine potestate jurisdictionis. Quomodò autem hæc interpretatio interdùm pertineat ad auctoritatem superioris, statim dicam.

7. Nihilominùs dico secundò : Propria epiikia non habet locum in aliquo præcepto naturali, ut naturale est, seu secundùm se spectato. Unde nec ab homine, neque à Deo ipso fieri potest. Hæc posterior pars sequitur ex primâ. Prima verò probatur inductione in eisdem exemplis, quæ alii auctores in contrarium adducunt. Unum est de lege reddendi depositum, quo utitur Cajet., quia in illo interpretamur non obligare in casu, in quo esset contra justitiam, vel charitatem depositum reddere. Hæc autem interpretatio non est epiikia in ipso præcepto naturali secundùm se spectato : nam illud præceptum ut sic est in rectâ ratione, et recta ratio non absolutè dictat, depositum esse reddendum, sed sub intellectis conditionibus, quas ratio justitiæ et charitatis requirit, et ita illa interpretatio, quæ tunc fit, non est propter universale (ut Cajetan. loquitur), sed est declaratio veræ universalitatis ipsius legis prout in se lata est, id est, prout in rectâ ratione continetur. Non est ergo epiikia. Aliud exemplum adducit Navarr. ex Clementi. 1 de Homicid. de præcepto : *Non occides;* quòd non comprehendat occisionem in defensionem necessariam. Hæc autem non est epiikia, sed simplex interpretatio veri sensûs illius præcepti. Quis enim dicat declarationem, quòd liceat auctoritate publicâ occidere malefactores, non obstante quinto præcepto Decalogi, esse epiikiam, seu emendationem præcepti? Nemo certè ita loquitur, quia solùm est declaratio veri sensûs præcepti; idem ergo est de propriâ defensione : nam sunt ejusdem rationis. Aliud exemplum ejusdem Navarri est in cap. 1 de Jurejur. in 6. Ubi explicatur naturalem legem de servando juramento non obligare ad servandum statutum illicitum. De quo constat, nullam ibi esse epiikiam, sed solùm declarationem naturæ juramenti, quæ est non obligare ad aliquid illicitum. Et ita in his duobus exemplis ipse Navarr. fatetur non esse interpretationem epiikiæ. Addit verò tertium, sentiens in eo esse propriam epiikiam : nam lex naturæ præcipit, inferiorem parere superiori, à quâ sit exceptio per exemptionem : per illam enim fit, ut inferior non teneatur parere superiori. Sed multò minùs hæc est epiikia. Tum quia exceptio à lege per privilegium non est epiikia, ut rectè Cajetan. supra notavit : illa vera exemptio nihil aliud est nisi privilegium quoddam ; tum etiam, quia ibi lex desinit obligare per mutationem materiæ, quia, scilicet, ille, qui erat inferior, per exemptionem desinit esse inferior, ut ipse Navarr. fatetur ; at hæc non est epiikia : aliàs in præscriptione fieret epiikia à lege naturali non retinendi rem alienam, et sic de aliis, quæ dici non possunt. Et ratio est, quia per mutationem materiæ non emendatur lex; imò nec fit in illâ propria interpretatio, nec mutatio, sed mera cessatio per denominationem extrinsecam, ut in cap. 13 declaratum est.

8. Tandem adducit Navarr. exemplum de votis in quibus sæpè fit interpretatio. Sed ut dicebam de juramento, ita dicendum est de voto : nam interdùm fit interpretatio solùm ad explicandam naturam ejus, ut quòd non obliget in materiâ illicitâ, vel impossibili, etc. Et tunc nulla est et umbra epiikiæ. Aliquando verò fieri potest interpretatio intentionis voventis, limitando illam, etiam si verba voti videantur universalia, et tunc re verâ habet modum epiikiæ, quia est emendatio voti propter universale; tamen illa epiikia non cadit in legem naturalem implendi votum, sed in votum ipsum, quasi lex positiva privata, et ita per illam epiikiam voti solùm declaratur mo-

dus promissionis, quæ est materia, in quam tunc cadit lex naturalis, et ita respectu legis naturalis non est epiikia, sed simplex declaratio objecti ejus. Sicut dicebamus, dispensationem in illâ lege naturali, sed in materiâ ejus, quâ remissâ, per se cessat obligatio naturalis legis; ita enim est in præsenti, servatâ proportione. Et ita etiam cessat exemplum, quo utitur Soto de naturali præcepto, quo tenentur episcopi residere, quod dicit interdùm tolli per interpretationem epiikiæ. Ut enim omittam, illam non esse interpretationem sine aliquâ mutatione ex parte obligationis, quæ verè inerat, et aufertur; etiam si esset interpretatio, non esset epiikia in lege naturali, sed in pacto, seu promissione, aut vinculo, quo episcopus conjungitur suæ Ecclesiæ, et in quo fundatur præceptum illud naturalis justitiæ. Si enim aliquando potest talis obligatio per interpretationem cessare, tota interpretatio versatur circa pactum, et circa intentionem se obligandi, excipiendo ab illâ casum subintellectum, licet non fuerit expressum : ut si interpretemur, posse habesse propter gravem infirmitatem, vel aliam necessitatem similem urgentem, etc.

9. Ratione demùm declaratur primò, quia epiikia est emendatio legis, seu justi legalis; at lex naturalis emendari non potest, cùm posita sit in rectâ ratione, quæ à vero deficere non potest : nam si deficit, jam non est recta ratio; ergo eâdem ratione deficere non potest justum huic legi respondens, quia ita legale est, ut sit etiam naturale : justum autem naturale, cùm oriatur ex extrinsecâ (ut sic dicam) conformitate, et consonantiâ extremorum, deficere non potest, nisi aliquod ex extremis mutetur, et tunc jam mutatur materia legis, et non est idem medium virtutis, et consequenter neque idem justum, et ita licet cessat obligatio legis, non est propter epiikiam, sed propter mutationem materiæ. Secundò declaratur ampliùs, quia in lege naturali nunquàm fit per interpretationem exemptio ab eâdem lege universali, eò quòd sit universaliter proposita, quæ sola est epiikia, ut dictum est. Assumptum patet, quia dictamen rectæ rationis secundùm se spectatum, et ut practicè verum non fertur in universale prout potest deficere, sed prout his circumstantiis affectum, cum quibus nunquàm deficit; aliàs non esset dictamen verum, et consequenter nec necessarium, nec rectum, nec præceptum naturale continens. Sicut scientia philosophiæ non judicat simpliciter omnem hominem habere tantùm quinque digitos, sed cum limitatione, si causæ naturales sint aptæ, et non impediantur, et ita nunquàm deficit; aliàs non esset conclusio scientifica.

10. Tertiò declaratur inductione quâdam : nam præcepta legis naturæ, aut affirmativa sunt, aut negativa. Priora talis sunt conditionis, ut semper obligent, non tamen pro semper; in eis autem ut semper obligant, non cadit interpretatio, quia non cadit variatio : necesse est enim ut pro suis opportunitatibus semper, et infallibiliter obligent. In eisdem verò ut non obligant pro semper, dupliciter potest fieri determinatio temporis pro quo obligant; uno modo per legem positivam, et tunc in illâ determinatione cadere poterit non solùm interpretatio, et epiikia, sed etiam dispensatio, quæ non pertinent ad præsens, quia non sunt in lege naturali, sed in positivâ. Alio ergo modo fit determinatio per eamdem naturalem rationem, et tunc licet ratio determinet, pro nunc obligare præceptum, pro tunc verò non obligare, nulla est epiikia, quia nulla est exceptio à lege nec emendatio præceptis, sed simplex intelligentia illius; ergo in his præceptis non habet locum epiikia, quia non potest in eis intelligi alius modus determinationis, aut carentiæ obligationis pro aliquo casu. Nam si ratio determinat, pro aliquo tempore non obligare, hoc ipso intelligitur, tale præceptum naturâ suâ non esse latum pro occasione, et circumstantiis illo tempore occurrentibus, ut, verbi gratiâ, in præcepto correctionis fraternæ, quatenùs naturale est, ipsa ratio determinat non obligare, quando non est spes fructûs, non per epiikiam, sed quia præceptum illud naturâ suâ non obligat pro quâ non obligat. Sic etiam intelligo præceptum de reddendo deposito, si per modum affirmativi præcepti concipiatur, quia non obligat pro semper, sed pro tempore in quo possit commodè, id est, sine alterius præjudicio, vel injuriâ reddi. Ita ergo in his præceptis nulla est epiikia.

11. Venio ad negativa, quorum natura est, ut semper et pro semper obligent, vitando mala, quia mala sunt : hoc enim est de ratione præcepti naturalis negativi, et ob hanc ultimam partem non patitur epiikiam. Quia impossibile est id quod est per se, et intrinsecè malum, fieri bonum, aut non malum, manente eodem objecto, et circumstantiis,

et ideò dicimus non posse hoc fieri per dispensationem; ergo multò minùs fieri potest per epiikiam. Probatur consequentia, quia quod non potest esse non malum, nunquàm non est malum; ergo nunquàm non est prohibitum; ergo non potest verè declarari non prohibitum lege naturali pro aliquo tempore, vel occasione, quod ad epiikiam pertinet. Quòd si mutatio fiat in objecto vel circumstantiis intrinsecis, et ratione ejus mutationis actus desinat esse malus, jam illa non est epiikia, quia non versatur circa materiam sub tali lege naturali comprehensam, sed est cognitio, seu interpretatio materiæ legis, et finium ejus. Ut quando interpretamur per legem non furandi, non prohiberi accipere ab alio necessaria, ad vitam in extremâ necessitate, illa non est epiikia, sed propria declaratio illius legis, quæ non prohibet nisi furtum, id est, acceptionem rei alienæ, domino rationabiliter invito, seu acceptionem rei alienæ quoad proprietatem et usum; acceptio autem rei alienæ in extremâ necessitate nec est de re omninò alienâ, quia pro illo articulo omnia sunt communia, nec est invito domino rationabiliter. Sic etiam in illo exemplo de deposito, si intelligatur præceptum illud tanquàm negativum, sicut præceptum restituendi, id est, non retinendi depositum alienum, non est ita indefinitum præceptum, sed non retinendi irrationabiliter, seu sine causâ cogente. Ita ergo in præceptis negativis naturalibus intelligi non potest propria epiikia.

12. Dices: Ergo eâdem ratione etiam in præceptis positivis nunquàm intelligetur epiikia. Patet, quia vel manet actus semper cum eisdem circumstantiis, et tunc impossibile est, ut præceptum negativum prohibens actum, nunc obliget, et postea non obliget: vel circumstantiæ actûs mutantur, et tunc etiam non erit epiikia. Et idem cum proportione dici poterit in affirmativis. Respondetur, negando consequentiam: sunt enim duæ differentiæ notandæ inter jus positivum et naturale, quæ maximè declarant hanc materiam. Prior est, quòd in lege positivâ, manente totâ materiâ actûs, cum omnibus circumstantiis intrinsecis ejus, potest per interpretationem æquam cessare obligatio, quamvis necesse sit, ut aliqua circumstantia extrinseca occurrat, quæ cogat ad talem interpretationem faciendam, et illa est propriissima epiikia. Patet in exemplo communi de prohibitione ferendi arma noctu; nam si sit evidens necessitas, et ita urgens ut non possit à superiori licentia postulari, justè interpretamur tunc præceptum non obligare, non quia non sit illa materia talis præcepti, sed quia licet sit eadem, ab eâ est separabilis malitia ablatâ prohibitione, et tunc non est verisimile intentionem legislatoris ad illum casum extendi. At verò in lege naturali fieri non potest ut, stante integrâ materiâ cum eisdem circumstantiis intrinsecis propter solas extrinsecas occasiones interpretemur legem prohibentem non obligare, quia impossibile est à tali materiâ suis intrinsecis conditionibus affectâ separari malitiam, et consequenter nec naturalem prohibitionem, etiamsi extrinsecus finis, vel circumstantiæ varientur. Hoc declarat egregiè exemplum de mendacio, de quo suppono ita esse intrinsecè malum, ut propter nullam occasionem, vel necessitatem extrinsecam licere possit, si manet mendacium, juxta doctrinam Augustini in libro de Mendacio et contra Mendac. et in epist. 8 ad Hieronym. et sequentibus, quæ fuit etiam Basilii, regulâ 76 ex brevior., et Hieronym. Apolog. contra Ruffi., et epistol. 65, et est recepta ab omnibus theologis cum Magistro in 3, d. 38, et divo Thom. 2-2, quæst. 110, art. 3, et habet magnum fundamentum in verbis Christi Joan. 8, ubi de dæmone ait: *Mendax est, et pater mendacii*, quia mendacium non potest esse ex Deo, sed dæmone, et ideò vocatur pater, id est, inventor ejus, et ideò de Deo potiùs scriptum est: *Perdes omnes qui loquuntur mendacium*, Psalm. 5. Unde in cap. *Super eo*, de Usur. dicitur Scripturam sacram prohibere pro alterius vitâ mentiri, et ideò contrarium in Cassiano collatio. 17, tanquàm error damnatur, de quo latiùs alibi, et videri potest Castro contra hæres. verb. *Mendacium*. Nulla enim alia ratio hujus verissimi dogmatis reddi potest, nisi quia extrinsecus finis, vel necessitas extrinseca non mutat objectum, nec intrinsecas conditiones ad mendacium requisitas, à quo objecto præcisè spectato habet mendacium suam intrinsecam deformitatem, et ideò nec dispensatio, nec epiikia in eo locum habet, ut possit licere propter extrinsecas occasiones, necessitates, aut fines. Quoties ergo præceptum aliquod naturale videtur non obligare in aliquâ opportunitate, necesse est mutari materiam talis actûs, quæ illi dabat malitiam, propter quam prohibetur lege naturali. Et ita differt multùm talis mutatio ab illâ quæ fit in lege positivâ, quando intervenit

epiikia, quia hic sola prohibitio cessat circa eamdem materiam; ibi autem minimè, sed materia subtrahitur, et per illius mutationem tollitur malitia.

13. Alia differentia est, quòd in lege positivâ, quando interpretatio fit per epiikiam, non fit circa actum prohibitum per legem, nec circa obscuritatem verborum ejus, sed potiùs supponitur illum esse actum prohibitum secundùm speciem suam, et comprehendi sub verbis legis spectatis in suâ proprietate : tota verò interpretatio, et conjectura fit circa intentionem legislatoris, quòd non fuerit mens ejus comprehendere talem casum, seu actum illum pro tali opportunitate. Et hæc est propria epiikia, quæ dicitur emendatio legis; utique secundùm speciem verborum, justificando illa (ut sic dicam) per intentionem, et æquitatem præsumptam legislatoris. Hoc verò non habet locum in lege naturali, quia non fundatur primò in voluntate prohibente, sed in naturâ ipsius actûs per se mali; et ideò interpretatio ibi solùm habet bonum circa materiam, quando actus abstractè sumptus non habet intrinsecam malitiam, sed solùm ut versatur circa talem materiam, tali vel tali modo; ut in occisione hominis, acceptione rei alienæ, retentione depositi, et aliis similibus explicuimus. Et ideò in hujusmodi lege non fit interpretatio per emendationem legis; nam hæc semper coaptatur materiæ, sed fit per solam explicationem rei, et malitiæ, quam secundùm se habet : nam secundùm illam tantùm fit prohibitio, vel fertur lex, sive intelligatur ut indicativa malitiæ, sive ut prohibitiva. Et tunc nunquàm potest per epiikiam interpretatio fieri, quòd ille actus, ut versatur tali modo circa talem materiam, possit licere propter solam intentionem legislatoris conjecturatam per extrinsecam occasionem, necessitatem, aut finem; et ita non rectè fit comparatio inter naturalem legem, et positivam.

14. Sed instari adhuc potest, quia nonnulla sunt naturalia præcepta, quæ propriissimam interpretationem epiikiæ recipiunt : nam circa eosdem actus, et cum omnibus circumstantiis intrinsecis, quæ ordinariè sufficiunt ad naturalem prohibitionem, propter extrinsecam necessitatem, seu finem extrinsecum interpretamur, non obligare in aliquo casu. Hujusmodi est præceptum prohibens matrimonium cum sorore, quod in casu extremæ necessitatis non obligat propter conservationem speciei. Idem est de præcepto non contrahendi cum secundâ, vivente primâ; maximè si primum matrimonium fuit consummatum; nam in eâdem necessitate generis humani, si prima esset sterilis, liceret accipere secundam; et in præceptis pertinentibus ad inpedimenta, quæ jure naturæ irritant matrimonium, invenientur multa similia.

15. Respondetur nihilominùs, generalem regulam datam veram esse, nimirùm, stante eâdem materiâ præcepti negativi naturalis, fieri non posse, ut per epiikiam judicetur licitus actus prohibitus propter solam extrinsecam causam, seu finem, aut necessitatem : hoc enim convincunt rationes et exempla adducta. Quòd si in aliquo præcepto id accidere videtur pro aliquo casu, vel tale præceptum simpliciter naturale non est, sed naturali proximum, et consuetudine hominum receptum et approbatum, ac proinde absolutè solius juris gentium, et ideò mutabile, vel alterabile pro aliquo casu; vel si præceptum est naturale simpliciter, materia ejus non erit actus simpliciter, et abstractè sumptus, sed cum aliquâ circumstantiâ intrinsecâ, quâ sublatâ possit obligatio cessare; non tamen per epiikiam, sed per defectum propriæ materiæ. Applicare autem hanc regulam ad singula præcepta non est præsentis instituti, sed ad varias materias spectat. De illis ergo præceptis matrimonii qualia sint, disputant doctores, et non eodem modo sentiunt. Nunc autem supponendo illa esse verè præcepta naturalia, respondetur per illa non prohiberi simpliciter matrimonium, verbigratiâ, inter fratres, vel cum secundâ, sed prohiberi tale matrimonium quatenùs noxium humanæ naturæ, et ita contrarium naturali honestati secundùm rectam rationem : in casu verò illius necessitatis cessat hæc ratio, et incipit esse matrimonium maximè commodum naturæ, et subinde honestum, quia propter solam conservationem necessariam suscipitur, qui finis non est extrinsecus tali actui; atque hoc modo in illâ occasione mutatur materia præcepti negativi. Declaratur à simili : nam mutilatio proprii corporis sine necessitate ad conservationem vitæ intrinsecè mala est; tamen in casu necessitatis propter conservandum corpus licet, quia illa mutilatio non prohibetur, nec est per se mala, nisi ut noxia vitæ; tunc autem non est noxia, sed necessaria. Sic etiam verbum prolatum sine fine honesto, vel convenienti naturæ, malum est, et jure naturæ prohibitum : idem autem verbum propter convenientem finem non prohibetur, quia non erat per se malum ut tale verbum, sed ut otiosum, et inutile, quæ deformitas tollitur ex relatione ad talem finem. Sic ergo atten-

tè est consideranda qualitas, et conditio materiæ : nam juxta capacitatem ejus mutatur moraliter ejus conditio ex fine, vel necessitate occurrente; quia actio talis est, ut naturâ suâ petat ordinem ad talem finem, tali vel tali modo, et tunc necessitas occurrens redundat in materiam præcepti, et mutat illam, et inde fit, ut cesset obligatio præcepti naturalis, non quia præceptum in suâ materiâ non obliget semper, et pro semper, sine exceptione, sed quia mutatâ materiâ, jam non habet in illâ locum tale præceptum, ut naturale est.

16. Dico igitur tertiò. Si præcepta naturalia spectentur, ut per legem positivam constituta sunt, tunc recipiunt exceptionem epiikiæ, præsertim in ordine ad intentionem legislatoris humani, licet secundùm se et ut naturalia sunt, illam propriè non admittant. Juxta hanc assertionem possunt exponi frequentes locutiones aliorum auctorum. Et præsertim Cajet. expressè loquitur de his præceptis, ut constitutis per leges humanas, et alii etiam loquuntur de illis, ut latis per generalia verba, sine moderatione, quam postea adhibet epiikia, quod non habet locum in his præceptis ut naturalia sunt, quia ut sic non feruntur per aliquod generale verbum, nisi in eo sensu, in quo includat omnia necessaria ad intrinsecam malitiam, et ita nullam possit admittere exceptionem, sicut dicebamus de prohibitione furti, ut furtum est, vel homicidii, ut per se mali. Et inde patet ratio assertionis. Nam leges humanæ sæpè hoc non attendunt, sed simpliciter præcipiunt actum. Verbi gratiâ, reddere depositum, vel solvere promissum, in quibus legibus, ut sic propositis potest habere locum epiikia. Dico autem hoc intelligi in ordine ad intentionem legislatoris humani, quia sæpè contingere potest, ut legislator humanus nihil de tali exceptione cogitaverit, nec illam expressè intenderit, sed potiùs absolutè, et sine limitatione legem tulerit sub verbis de se comprehendentibus casum illum : et nihilominùs interpretamur non comprehendisse illum. Quæ interpretatio respectu voluntatis legislatoris humani est epiikia, quia est quasi emendatio ejus; in se verò, et respectu legis naturalis est tantùm explicatio mutationis factæ in materiâ, ratione cujus actus cum talibus circumstantiis non habet per se malitiam, nec comprehenditur sub lege naturali, et ita facilis est tota assertio posita. Crediderim etiam, plures ex dictis auctoribus latè et impropriè interdùm loqui de interpretatione legis naturalis, vocantes epiikiam, vel exceptionem à lege, solam declarationem materiæ, et veri sensûs legis; sed non est de nomine contendendum, quando de re constat; quamvis ad explicandam vim legis, et ad constanter loquendum de interpretatione ejus, doctrina data necessaria videatur.

CAPUT XVII.

Utrùm jus naturale distinguatur à jure gentium, quia hoc solis hominibus convenit, illud etiam brutis commune est.

1. Explicato naturali jure, priusquàm ad positivum transeamus, operæ pretium erit in fine hujus libri jus gentium quatenùs ad rationem legis spectat, declarare, tum quia magnam habet cum jure naturali affinitatem, ita ut à multis cum illo confundatur, vel pars quædam ejus esse censeatur, tum etiam quia eo modo quo ab illo distinguitur, est illi propinquissimum, et quasi medium inter naturale jus, et humanum, et priori extremo vicinius, et ideò per illud convenienter transitum faciemus ad proprium jus positivum exponendum. Quòd ergo aliquod sit jus gentium, vel ex ipsius vocis usu frequentissimo, omnes tanquàm certum supponunt : nam hujus juris frequens mentio est in jure civili, ff. de Justitiâ et jure et Instit. de Jure naturali gentium et civili, et in Decret. distinct. 1 et sequentib. ex Isidoro 5 etymolog. capite 2, et in utriusque juris doctoribus illis locis, et passim, et in divo Thomâ, ac theologis 2-2, q. 57, art. 3.

2. Quia verò hæc vox æquivoca est, oportet illam distinguere, ut significationem tantùm ad nos pertinentem usurpemus. Jus enim interdùm significat moralem facultatem ad rem aliquam, vel in re, sive sit verum dominium, sive aliqua participatio ejus, quod est proprium objectum justitiæ, ut constat ex divo Thomâ d. quæstione 57, artic. 1. Aliquando verò jus significat legem, quæ est regula honestè operandi, et in rebus quamdam æquitatem constituit, et est ratio ipsius juris priori modo sumpti, ut dixit ibidem divus Thomas dicto artic. 1 ad 2, quæ ratio est ipsa lex, ut ibi dicit; et ita jus coincidit cum lege, ut præcedenti libro capite 2 notavimus. Unde ut habeamus brevia nomina, quibus uti possimus, primum vocare possumus jus utile ; secundum honestum; vel primum jus reale, secundum legale. Utrumque ergo jus potest dividi in naturale, gentium, et civile. Nam jus utile naturale dicitur, quando ab ipsâ naturâ datur, seu cum illâ provenit, quomodò libertas dici potest

ex jure naturali. Civile dicitur, quod jus civile introduxit, ut jus præscriptionis; gentium, quod ex communi usu gentium habetur, ut est jus transeundi per vias publicas, vel jus servitutis bello introductum. Atque in hoc sensu pertinet hæc divisio ad objectum justitiæ, et fortè ita traditur à D. Thomâ dicto artic. 3. In præsenti verò non ita loquimur de jure gentium, sed ut est quædam species legis. Nam etiam jus legale per tria illa membra dividi solet : nam in libro 1, § *Hujus studii*, ff. de Justit. et jure, expressè dicitur, jus collectum esse ex præceptis naturalibus, aut gentium, aut civili. Et eodem modo sumitur divisio illa in titulo de Jure naturali gentium, et civili. Quam divisionem ex communi usu, et sententiâ bonam esse supponimus, et quia duo extrema membra satis nota sunt ex dictis in lib. 1, capite ultim., oportet nunc explicare secundum membrum, quod in hunc locum remisimus, quia pendet ex comparatione ejus cum jure naturali, unde etiam constabit ratio, et verus sensus totius divisionis.

3. In hoc itaque jure gentium explicando, variæ sunt sententiæ, quarum primam in hoc capite pertractabimus, deinde cæteras persequemur. Jurisperiti ergo communiter distinguunt jus naturale à jure gentium in hoc, quòd jus naturale est commune brutis etiam animantibus; jus autem gentium est proprium hominum. Unde in lib. 1, § *Hujus studii*, et in § 1 et 2 Instit. de Jure natur. gentium, et civili, sic dicitur : *Jus naturale est, quod natura omnia animalia docuit : nam jus istud non solùm humani generis proprium est, sed omnium animalium, quæ in terrâ marique nascuntur, avium quoque commune est.* Et adhibentur exempla, ut maris et fœminæ conjunctio, filiorum procreatio, et educatio. De jure autem gentium additur : *Gentium est, quo gentes humanæ utuntur,* et dicitur à naturali recedere, quia solis hominibus inter se commune est. Additur verò inferiùs in lege 9, jus gentium vocari, *quod naturalis ratio inter omnes homines constituit, et apud omnes peræquè custoditur.* Unde constat jus gentium censeri etiam naturale, sed speciali modo, et proprio hominum; et hoc etiam declarant exempla, quæ adhibentur in lege 2, 3 et 4, scilicet, *religio in Deum, obedientia ad parentes et patriam, vim atque injuriam propulsare.* Unde ibidem significatur, *hominem homini insidiari* contra jus gentium esse. Adduntur prætcrea *Manumissiones, et servitutes;* item *bella, regnorum, dominiorum, rerumque divisio commercia aliique contractus venditionum*, et similiter in § 4 Institution. de Jure natural. eadem exempla adhibentur, præter religionem, et pietatem ad parentes, et patriam.

4. Quocirca juxta hanc sententiam divisio illa juris, seu legis in naturalem, gentium, et civilem, ita debet ad duas bimembres reduci, ut priùs lex dividatur in naturalem et civilem; deinde verò lex naturalis generatim subdistinguatur in naturalem communem omnibus animantibus, quæ absolutam appellationem juris naturalis retinuit, secundùm quamdam acceptionem, et legem naturalem propriam hominum, quæ juris gentium appellata est. Et ratio talis subdivisionis esse potest, quia illæ duæ rationes verè sunt distinctæ in re, et possunt habere diversas considerationes, et effectus morales, et ideò congruum fuit, illas distinguere, et illis nomina propria imponere, et accommodare. Nec videtur posse meliùs illa nomina explicari. Et solvitur facilè difficultas tacta, quia jam constat, quomodò divisio illa adæquata sit; sumpto tamen nomine juris naturalis in generaliori significato. Nec videtur ab hâc sententiâ recedere divus Thomas 1-2, quæst. 95, artic. 4, ad primum, et latiùs 2-2, quæst. 7, artic. 3, ubi hos duos modos juris naturalis agnoscit, eisque illas voces accommodat. Atque ita illum interpretatur Conrad. dictâ quæst. 95, articulo secundo et quarto, ubi ita exponit juristarum opinionem ; et dicit divum Thomam locutum fuisse more illorum, licet philosophi aliter loquantur.

5. Hanc verò interpretationem jurisconsultorum reprehendit Laurentius Valla, lib. 4 Elegantiar. cap. 48; Conan. etiam in commentar. jur. civil. libro 1, capite 6, illam subdivisionem juris naturalis rejicit, et consequenter putat non distingui jus gentium à jure naturali, ideòque nec Aristotelem, nec alios antiquos philosophos illud distinxisse, aut cognovisse. Soto etiam libro 3 de Justitiâ, quæst. 1, artic. 3, expositionem jurisconsultorum rejicit. Et primò fundantur, quia nullum est jus naturale commune hominibus, et aliis animalibus, quia bruta animalia non sunt capacia propriæ obedientiæ, aut justitiæ, vel injuriæ. Ad hoc verò respondent Albertus libro 5 Ethicorum cap. 7; Turrecremata, et Covarrus, locis infra citandis, jus naturale dici commune brutis non formaliter quoad rationem juris et legis, sed materialiter quoad opera, quæ sub tale jus cadunt : nam illa communia sunt ho-

minibus cum brutis, ut patet in exemplis positis in jure de conjunctione maris et fœminæ, procreatione filiorum, etc. Sed contra hoc est, quia illa communitas cum brutis in materiali opere nihil refert ad distinctionem juris, vel legis; ergo est impertinens, et sine arte illa divisio in illo sensu, et propter illam solam causam. Sed respondere possunt, illam materialem convenientiam deservire ad explicandam in homine diversam rationem naturalitatis juris (ut sic dicam). Nam lex naturalis generatim sumpta in dictamine rationis naturalis consistit: hoc autem dictamen interdùm est ex inclinatione generis, seu naturæ sensitivæ ut sic: interdùm verò ex propriâ inclinatione naturæ rationalis, ut talis est, et secundùm has duas rationes distinguitur jus naturale tanquàm commune brutis, ex parte scilicet inclinationis, in quâ fundatur.

6. Verumtamen etiam hoc modo non satisfit difficultati. Primò, quia juxta hanc declarationem, vim vi repellere non sub jure gentium, sed sub jure naturali constituendum esset, quod in illis legibus non fit. Probatur sequela, quia illa actio communis est brutis animalibus, et ex generali inclinatione ad propriam conservationem provenit. Nam sicut generatio provenit ex inclinatione naturali ad conservandam speciem, ita propria defensio est ex innatâ inclinatione ad conservandam propriam vitam et proprium esse: utraque autem inclinatio communis est homini cum aliis animalibus; ergo immeritò ponatur hæc actio sub jure gentium. Secundò falsum esse videtur jus naturale, ut habet propriam rationem legis, fundari in ratione naturæ sensitivæ, ut communis est brutis animalibus: nam semper considerari debet, ut elevata ad superiorem gradum per differentiam rationalem. Quia lex naturalis non regulatur per convenientiam ad naturam sensitivam, sed ad rationalem; sensitivam autem respicit solùm ut contractam, et speciali modo perfectam per differentiam rationalem; ergo illa convenientia generica impertinens est ad distinguendam legem naturæ. Consequentia videtur clara, et antecedens probatur, tum quia quando lex naturæ aliquid præcipit in ordine ad conservandam naturam sensitivam, semper involvit modum rationalem, et ita dictat de conjunctione maris et fœminæ, multò aliter quàm instinctus naturalis brutorum, ut constat de matrimonio, et idem cum proportione est de educatione filiorum, et de conservatione propriæ vitæ, et similibus. Tum etiam, quia in eodem opere materialiter communi brutis multa prohibet lex naturalis in homine, à quibus bruta non arcentur per naturalem instinctum, ut prohibet lex naturalis vagum concubitum, seu fornicationem simplicem, et conjunctionem cum matre, vel sorore, quæ privationes non sunt communes brutis. Unde etiam novum, seu tertium argumentum insurgit: nam sequitur ex illâ sententiâ, hæc præcepta negativa esse juris gentium, et non naturalia, quod valdè absurdum est. Et patet sequela, quia sunt ita propria hominum, ut non possint dici brutis communia: nam licet illud opus sit suo modo commune brutis, tamen omissio operis non est communis, et hæc est propria materia talis legis. Hoc verò argumentum evidentiùs ostenditur in præceptis colendi Deum, honorandi parentes et proximum. Nam absurdum est negare hæc esse simpliciter de jure naturali, sed tantùm de jure gentium; idemque est de præcepto restituendi alienum, vel reddendi depositum, vel servandi fidelitatem, dicendi veritatem, et similibus, quæ sunt propria hominum, et non communia cum brutis etiam materialiter, et tamen ad naturale jus maximè pertinent.

7. Ad hæc verò responderi potest juxta civilia jura, jus gentium re verâ esse jus naturale, et ita sæpè in jure civili vocari, ut patet in lege *Bona fides*, ff. *Depositi*, et § *Et quidem*, § *Singulorum*, Instit. de rerum divisione, et § penult. Instit. de Jur. natur. Quapropter non erit absurdum in hoc sensu vocare præcepta commemorata, imò et omnia Decalogi de jure gentium, quia per hoc non negatur esse de proprio, et stricto jure naturali, sed indicatur peculiaris modus, et quasi proprietas talis juris respectu humanæ naturæ, et ita contentio tota versabitur circa solum usum vocis, vel necessitatem aut utilitatem illius distinctionis in illo sensu. Sed licet hoc aliquâ ex parte ita sit, nihilominùs secunda ratio facta retinet suam vim, et ostendit impropriè valdè dici dari jus naturale commune brutis. Et præterea (ne contentio sit de vocabulo) simpliciter dicendum erit juxta illam sententiam, jus gentium esse intrinsecè, et essentialiter jus naturale, seu partem ejus. Hoc autem ad omnia, quæ de jure gentium adducuntur, accommodari non potest, quia quædam continent materiam non solùm necessariam, sed etiam communem brutis, ut monstrant argumenta facta; alia non solùm versantur in materiâ propriâ hominum, sed etiam non continent intrin-

secam necessitatem ut ex sequentibus constabit.

8. Quapropter etiam non placet modus loquendi aliquorum theologorum, qui sentiunt jus gentium habere intrinsecam necessitatem in suis præceptis, solùmque differre à naturali, quia jus naturale sine discursu, vel facillimo discursu innotescit, jus autem gentium per plures illationes et difficiliores colligitur. Quod potest sumi ex Soto lib. 1, quæst. 5, artic. 4, et indicant aliqui moderni Thomistæ, ita intelligentes D. Thomam, quem infra interpretabimur. Nobis igitur hæc etiam sententia non placet, primò, quia multa dicuntur esse de jure gentium, quæ non habent illam intrinsecam necessitatem, ut divisio rerum, servitus, et alia, quæ infra videbimus. Secundò ac præcipuè, quia jus gentium nec circa prima principia moralia, nec circa conclusiones, quæ ex illis necessariò inferuntur, versari potest, quia omnia illa sub proprio jure naturali comprehenduntur, ut cap. 7 probatum est. Et confirmatur: nam omnia præcepta quæ à Deo sunt in cordibus hominum scripta, pertinent ad jus naturale, ut sumitur ex Paulo ad Roman. 2, sed omnia illa, quæ evidenti ratione deducuntur ex principiis naturæ, sunt scripta in cordibus; ergo omnia pertinent ad jus naturæ. Et è converso præcepta juris gentium ab hominibus introducta sunt per arbitrium, et consensum illorum, sive in totâ hominum communitate, sive in majori parte; ergo non possunt dici scripta in cordibus hominum ab auctore naturæ; ergo sunt juris humani, et non naturalis. Quòd si de aliquibus præceptis juris gentium hoc necessariò fatendum est, ut ostendemus, non oportet jus gentium cum naturali confundere, nec propter solas illationes etiam plures ita vocare jus illud, quod simpliciter naturale est: nam discursus non excludit veram et naturalem necessitatem præcepti sic cogniti, et quòd discursus sit per plures vel pauciores illationes, magis vel minùs notas, valdè accidentarium est.

9. Dicunt verò aliqui, jus naturale comprehendere conclusiones ita necessarias ut nullâ factâ suppositione societatis humanæ, vel dependentis à voluntate humanâ, sequantur ex principiis naturæ evidenter, et has non spectare ad jus gentium: esse verò alias conclusiones, quæ sequuntur etiam ex principiis naturæ necessariò, tamen non absolutè, sed suppositâ humanâ societate, et consideratis aliquibus circumstantiis necessariis ad ipsius conservationem, et præcepta, quæ circa hujusmodi conclusiones versantur, constituere jus gentium. Quod videtur posse sumi ex divo Thomâ in 2-2, loco allegato. Sed per hoc etiam non explicatur vera, et propria ratio, et distinctio juris gentium à naturali. Nam multa sunt de jure naturali quæ non obligant, nec locum habent, nisi aliquâ suppositione factâ, ut præceptum non furandi non habet locum, nisi factâ divisione bonorum, et dominiorum. Præceptum item parendi dominis non habet locum, nisi suppositâ servitute; justitia etiam contractuum non habet locum, nisi ex suppositione commercii humani. Et ita sunt plura alia, quæ manifestè pertinent ad jus naturale: nam ita sunt per se honesta, ut contraria prohibeantur, quia mala, et non è contrario. Ratio etiam reddi potest, quia quòd conclusio sequatur ex principiis naturæ ex suppositione talis, vel talis materiæ, aut statûs hominum, non variat modum legis, quæ subsistit ex intrinsecâ rei naturâ, et non ex voluntate humanâ, sed denotat solùm distinctam materiam legis, verbi gratiâ, lex reddendi promissum, et servandi fidelitatem Deo, vel homini, naturalis est; et tamen non habet locum, nisi ex suppositione promissionis; sic etiam in materiâ de simoniâ, dicitur vendere rem consecratam ab hominibus, contra jus naturale esse, licet supponat consecrationem humano jure introductam. Ergo licet conclusio sequatur ex suppositione, se tenente tantùm ex parte materiæ præcepti, si illatio est evidens ex principiis per se notis, talis conclusio ad jus naturæ pertinet, non ad jus gentium. Ergo ut jus gentium à naturali distinguatur, necesse est ut etiam suppositâ tali materiâ non sequatur per evidentem consequentiam, sed per aliquam minùs certam, ita ut arbitrium humanum, et moralis commoditas, potiùs quàm necessitas intercedat. Concludendum igitur censeo, jus gentium non præcipere aliquid tanquàm ex se necessarium ad honestatem, nec prohibere aliquid quod per se, et intrinsecè malum est, vel absolutè, vel supposito tali statu, et conditione rerum, sed hæc omnia pertinere ad jus naturale, ac subinde in hoc sensu jus gentium non comprehendi sub jure naturali; nec etiam ab illo differre, quia sit proprium hominum, nam hoc etiam juri naturali convenit, vel majori ex parte, vel etiam omninò, si de jure, et lege propriè loquendum est.

CAPUT XVIII.

An jus gentium aliquid præcipiat, vel prohibeat, aut potiùs solùm concedat, vel permittat.

1. Propter ea quæ superiori capite tractata sunt, Conan. lib. 1 Comment. Jur. civil. cap. 6, n. 5, quem refert et sequitur Vasquez disp. 157, c. 3, existimavit, jus gentium prout à naturali distinguitur, non continere sub se præcepta, aut promissiones, sed solùm concessiones quasdam seu facultates, aut permissiones aliquid agendi, vel non agendi, non tantùm impunè, sed etiam justè et honestè; ita tamen ut contrarium non sit turpe, vel injustum. Adduntque ulteriùs auctores hujus sententiæ, ad jus gentium necessarium esse ut conveniat humanæ naturæ non absolutè spectatæ, sed ut constitutæ in civili communitate, quia multa sunt utilia hominibus, ut in communitate viventibus, quæ absolutè non pertinent ad commodum naturæ secundùm se. Illa ergo, quæ conceduntur hominibus in communitate viventibus propter communem utilitatem, tanquàm honesta, et non tanquàm necessaria ad honestatem, nec tanquàm præcepta dicunt esse de jure gentium. Nam si præcipiantur, erunt vel de jure naturali, si ex vi rationis præcipiantur; vel de jure civili, si præcipiantur ex humanâ voluntate potestatem habente, ut probant discursus facti capite superiori; ergo ut jus gentium possit esse distinctum, oportet ut sit concessivum, non præceptivum. Confirmatur hæc sententia auctoritate saltem negativâ D. Isidori et divi Thomæ. Nam Isidorus 5 Etymolog. cap. 4 et 6, dicit jus naturale esse illud quod est commune omnibus nationibus; jus autem gentium non definit, sed explicat tantùm per quædam exempla, quæ concessionem tantùm continent, non præcepta, ut postea videbimus. Divus etiam Thomas solùm dixit, jus gentium positum esse ab hominibus in societate viventibus ad majorem utilitatem, quæ ex rationis discursu colligitur; non verò dixit esse positum per modum præcepti.

2. Hanc vero sententiam, ut verum fatear, non satis intelligo. Nam inquiro, an loquatur de jure, ut solùm consistit in morali facultate utendi, et non utendi, vel de jure ut significat legem, seu regulam rationis; sive propriè præcipientem, sive approbantem aliquid ut honestum. Prior sensus non est ad rem, ut ex dictis constat, nisi fortassè velint auctores illius sententiæ negare, dari aliquod jus gentium, quod sit vera lex, quod non declarant. Nec possunt rationem reddere cur admittant hoc membrum juris gentium in jure, quod sit facultas utendi, et non in lege, et ex dicendis constabit esse eamdem utriusque rationem. Si verò loquantur de jure, quod est vera lex, aut regula honestatis, facilè etiam potest illa doctrina refutari.

Nam ostendo inprimis, nullam esse majorem rationem distinguendi jus gentium concessivum à jure naturali, quàm jus præceptivum. Quia in jure naturali multa sunt, quæ non præcipiuntur, nec contraria prohibentur, et ita etiam dari potest jus naturale concessivum, quale est jus ducendi uxorem, jus retinendi, et conservandi propriam libertatem: hoc enim honestum est, et illud jus naturæ concedit, non præcipit. Et in hoc sensu solent distingui duplex jus naturæ, aliud positivum, id est præcipiens, aliud negativum, id est, non prohibens, ut videre licet in Covarr. Regula *Peccatum,* 2 parte, § 11, numero 3, et supra tractando de immutabilitate legis naturalis illam distinctionem explicavimus. Et ratio est, quia ratio naturalis non solùm dictat, quid necessarium sit, sed etiam quid liceat. Quando ergo dicitur jus gentium dare facultatem honestè operandi aliquid, interrogo, an illa facultas, ut est justa et honesta, habeatur ex ipsâ ratione naturali præcisè spectatâ, vel ex aliquâ hominum consensione. Si primum dicatur, jam illud jus erit naturale, licet sit tantùm concessivum. Si verò dicatur secundum, vel procedunt rationes factæ, quòd illud non sit jus gentium distinctum à civili, vel si eo non obstante, potest esse tale jus concessivum distinctum à civili, et quasi medium inter naturale et civile, eâdem ratione poterit dari simile jus præceptivum.

3. Responderi potest, illud jus haberi ex vi solius rationis naturalis; tamen non convenire hominibus absolutè spectatis, sed ut congregatis in aliquâ societate humanâ, et ideò distingui à primario jure naturali tanquàm secundarium, vocarique jus gentium. Exemplis usitatis in hâc materiâ declaratur: nam bellum, verbi gratiâ, dicitur esse de jure gentium, non quia præcipiatur etiam supposito justo titulo, sed quia conceditur tanquàm honestum: hoc autem genus juris supponit communitatem humanam, ut constat. Item divisio agrorum, seu terrarum, ac sedium, et terminorum in communi dicitur esse de jure gentium, quæ manifestè supponit institutionem humanarum

societatum, et illâ suppositâ, ex vi solius rationis naturalis omnia illa licent, licet simpliciter necessaria non sint. Sed contra hoc est primò, quia ipsamet gentium discretio, et regnorum divisio est de jure gentium, ut dicitur in l. *Ex hoc jure*, ff. de Justitiâ et jure, et tamen ante illam divisionem non supponitur aliquid præter statum naturalem hominum; ergo non semper jus gentium oritur ex illâ suppositione, sed solùm ex purâ conditione naturali, quâ homo est animal sociale, adjuncto naturali etiam principio, quòd divisio civitatum est magis accommodata ad hominum conservationem. Secundò argumentor, quia quòd in hujusmodi rebus, aut juribus supponantur societates hominum, non tollit, quin illud jus concessivum naturale sit, quia illa suppositio solùm prærequiritur, ut resultet materia talis juris; regula autem ipsa rationis antea erat, et semper naturalis est. Probatur, quia jus præceptivum sæpè etiam non habet materiam, in quâ actu obliget, nisi suppositâ vitâ hominum in communitate, et societate, et nihilominùs talia præcepta semper sunt juris naturalis, ut supra probatum est, et dicti auctores etiam concedunt; ergo idem erit cum proportione in jure concessivo : nulla enim verisimilis ratio differentiæ assignari posse videtur.

4. Deinde ostendo, non separari jus concessivum ab omni jure præcipiente, vel prohibente, et in præsenti materiâ si unum sit juris gentium, etiam alterum, vel si unum est juris naturalis, etiam aliud, et ita non subsistere distinctionem datam. Primum declaratur inprimis exemplo privilegii; nam eo ipso, quòd uni conceditur, præcipitur aliis, ne usum illius impediant. Et hâc ratione explicabamus supra rationem legis in privilegio : hoc autem eamdem rationem habet in omni jure concessivo. Secundò declaratur discurrendo per exempla juris gentium, quæ Isidorus posuit. Primum est, *sedium occupatio*, hæc enim ita est licita unicuique juri gentium, vel potiùs naturali, ut nemo justè impedire possit alium, quamvis inoccupet sedem ab alio non præoccupatam, et ita illa concessio habet annexum hoc præceptum. Secundum exemplum est, *ædificatio*; tertium, *munitio*, de quibus est eadem ratio. Nam repugnat aliquem habere liberam facultatem ædificandi, vel muniendi terram, aut possessionem à se occupatam, et posse ab aliis justè impediri, aut perturbari in usu illius facultatis; ergo est necessaria connexio inter jus concessivum et præceptivum. Quartum exemplum est, *bella*, in quo id evidentiùs constat. Nam in primis supponit præceptum prohibens aggressori tale bellum; ideò enim uni licet defensio, quia alter injustè bellum aggreditur. Deinde respectu ejus, qui se defendit, sæpè tale jus non solùm concedit facultatem, sed etiam præcipit usum, præsertim principi, qui tenetur defendere rempublicam. Et idem est de aliis, qui tenentur defendere commune bonum, vel etiam interdùm propriam vitam. Si autem bellum sit aggressivum, eo ipso, quòd uni licet contra alterum, huic est prohibita defensio, quia tenetur parere, et jus suum alteri reddere, vel justam pœnam acceptare.

5. Quintum, et sextum exemplum sunt, *captivitates* et *servitutes*, in quibus etiam constat, si uni licet alterum in captivitatem, vel servitutem redigere, etiam cogendo illum; eo ipso teneri hunc ad parendum, et non resistendum, quia non potest esse bellum justum ex utrâque parte. Septimum exemplum est, *postliminia*, de quo eâdem cum proportione est ratio : nam est jus, vel recuperandi libertatem amissam, vel redeundi ad priorem statum post exitum à liminibus captivitatis; in hoc autem jure necessariò includitur præceptum, vel restituendi talem hominem in antiquum jus, vel non privandi illum recuperato jure. Octavum exemplum est, *fœdera pacis*. Nonum, *induciæ*. In quibus primò potest considerari facultas feriendi pacem, vel concedendi inducias, quæ sine dubio est res honesta de se, et sæpè utilis, vel necessaria; tamen cum hâc facultate conjuncta est obligatio non violandi pacis fœdera, neque nocendi hosti induciarum tempore. Decimum exemplum est, *legatorum non violandorum religio*, quod apertè per modum præcepti fertur; in eo tamen distingui possunt illa duo : unum est facultas mittendi legatos ad alios principes, vel provincias; aliud est præceptum, et obligatio servandi immunitatem illorum. Ultimum denique exemplum est, *Connubia inter alienigenas prohibita*, in quo non sola permissio, sed præceptum apertè proponitur, et quia negativum est, vix in eo intelligitur aliquid per modum concessionis; quomodò autem in hoc exemplo locum habeat jus gentium paulò inferiùs exponam.

6. Dici potest, esto verum sit, cum jure concessivo semper conjungi aliquod præceptivum, tamen sæpè esse posse diversorum ordi-

num : nam sæpè posito jure civili concessivo resultat jus naturale, ut posito jure concedente dominium mediâ præscriptione, et acquisitâ præscriptione, resultat jus naturale prohibens accipere ab aliquo ipso invito rem, quam præscripsit, et concesso privilegio ab homine, vel humano jure eximente aliquem à solutione tributi, naturalis lex dictat, non esse petendum. Sic ergo in dictis exemplis dici potest, permissionem, seu concessionem esse de jure gentium; præcepta verò inde resultantia esse de jure naturali præceptivo.

7. Propter hanc objectionem proposui secundam partem assertionis, scilicet, in præsenti materiâ hoc non habere locum. Nam in simili inductione ostendi potest, quòd tam concessio, quàm prohibitio ad alios resultans est de jure naturali, vel si aliqua earum est absolutè de jure humano, potiùs hoc conveniat concessioni, quâ factâ obligatio inde resultans naturalis est. Primum apertè, ut credo, ostenditur in quatuor primis exemplis Isidori, de sedium occupatione, ædificatione, munitione, ac defensione per justum bellum ; nam jus ad hæc omnia naturale est, id est, hæc omnia licita sunt jure naturæ : et eodem modo obligatio unius ad non violandum tale jus alterius, naturalis legis est. Solùm usus illarum facultatum posset dici de jure gentium ratione consuetudinis omnium gentium : at hoc ad factum pertinet, non ad legem. Idemque cum proportione dicendum est in 8, 9 et 10 exemplis de pace, induciis, et legatis : nam illa omnia fundantur in pacto aliquo humano, in quo tam facultas contrahendi, quàm obligationes fidelitatis, et justitiæ, quæ ex fœdere, seu conventione nascuntur, ad jus naturæ spectant. Solus usus potest dici de jure gentium propter convenientiam omnium gentium in usu talium rerum in genere : verumtamen hic etiam usus est effectus juris, non ipsum jus, quia hoc jus non ex usu, sed usus ex jure est.

8. At verò in quinto et sexto exemplo de captivitate, et servitute videtur aliquid introductum usu hominum, quod non est immediatè de dictamine rationis naturalis, nimirùm, quòd titulus acceptionis in bello justo sit sufficiens ad detinendum alium etiam invitum, et coactum, vel etiam ad acquirendum dominium unius hominis in alium, et consequenter ad introducendum servitutem in uno respectu alterius. Nam lex sola naturalis hoc non præscribit, licet illud non vetet, suppositâ justitiâ belli. Determinatio ergo illius juris est quasi lex quædam pœnalis usu hominum introducta contra gerentes injustum bellum : ponitur enim illis in pœnam, ut captivi, vel servi fiant, si vincantur. Hæc autem lex sic intellecta non est concessiva, sed magis directè est punitiva, et obligat reum ad pœnam eâdem proportione, quâ aliæ leges pœnales civiles, de quibus infra libro 5 dicturi sumus. Qualiscumque autem sit, quatenùs de facto dat facultatem reducendi homines in captivitatem, vel servitutem, positiva est, et non ex solâ vi, ac discursu rationis naturalis, etiam suppositâ institutione humanarum communitatum; ergo non pertinebit ad jus gentium, quale ab illâ sententiâ describitur.

9. Præterea idem evidentius est in octavo exemplo de postliminibus, in quo videtur esse plus de jure civili quàm de jure naturali, vel gentium : nam videtur esse illa quædam moderatio pœnæ captivitatis, aut servitutis, vel in universum amissionis bonorum, vel deprædationum hostium, quæ maximè in bello contingunt, quæ non est tam universalis omnium gentium, sed jura civilia maximè de illâ loquuntur. Et præterea eo modo quo talis moderatio intelligitur lege constituta, non est sola permissio, sed lex verè obligans ad suî observationem : non enim est minùs obligatoria lex quæ moderatur aliquam pœnam, quàm lex, quæ pœnam taxavit. Denique in ultimo exemplo clara est prohibitio, et non tantùm permissio, ne fiant connubia cum alienigenis. Præter quàm quòd neutro modo constat fuisse hoc jus, vel hunc usum communem omnibus gentibus, sed videtur maximè propria consuetudo fidelis populi tam in lege veteri, quàm nunc in novâ : et ita illud potiùs est jus divinum, vel canonicum, et si aliquæ gentes id servârunt, magis videtur pertinuisse ad jus civile illarum, quàm gentium. Concludimus ergo non rectè distingui jus gentium à naturali, quia unum concessivum tantùm sit, et aliud præceptivum ; nam vel utrumque membrum in utroque jure reperitur, vel si præceptum naturale est, etiam concessio illi cum proportione respondens, ex ipso jure naturali nascitur.

CAPUT XIX.

Utrùm jus gentium distinguatur à naturali tanquàm simpliciter positivum humanum.

1. Ex hactenùs dictis videtur concludi jus gentium propriè dictum non comprehendi sub naturali, sed essentialiter ab illo differre, quia

licet cùm illo conveniat in multis, tamen in propriâ morali differentiâ distinguuntur. Conveniunt quidem primò, quia utrumque est aliquo modo commune omnibus hominibus, ex quo capite utrumque potest gentium appellari, si in solâ voce sistatur, quæ proprietas in jure naturali clara est, et ratione illius in L. *Omnes populi*, ff. de Instit. et jur. videbitur jus ipsum naturæ appellari jus gentium (quod in multis legibus observandum est), propriùs verò appellatio illa tribuitur juri, quod usu gentium introductum est in § 4 Instit. de jure natur. et cæt. Secundò conveniunt, quia sicut materia juris gentium solùm inter homines locum habet, ita etiam materia juris naturalis est propria hominum vel omninò, vel magnâ ex parte, ut ex dictis in cap. 17 sufficienter constare potest. Et ideò multa exempla, quæ à juristis ponuntur sub jure gentium, solùm ratione hujus conditionis, solo nomine sunt juris gentium propriè dicti : nam re verâ sunt juris naturalis, ut religio ad Deum, honor ad parentes, pietas in patriam, quæ habentur in lege 2 et 3 de Justit. et jur., meritò autem illa omisit Imperat. Instit. de Jure natur. Similia sunt alia, quæ ponit Isidor. si in rigore sumantur, ut servare pacis fœdera, et inducias, et immunitatem legatorum et similia. Quo autem sensu illa intellecta fuerint ab Isidoro, infra dicemus. Tertiò conveniunt jus gentium et naturale, quòd in utroque sunt præcepta, prohibitiones, atque etiam concessiones, seu permissiones, ut capite 18 satis declaratum est.

2. Differt autem primò, ac præcipuè jus gentium à jure naturali. Quia quatenùs continet præcepta affirmativa, non infert necessitatem rei præceptæ ex solâ rei naturâ per evidentem illationem ex principiis naturalibus, quia quidquid hujusmodi est, naturale est, ut ostendimus. Unde necesse est, ut aliunde oriatur talis necessitas. Et simili modo præcepta negativa juris gentium non prohibent aliquid, quia per se malum sit : nam hoc etiam est merè naturale : unde ex parte humanæ rationis non est jus gentium tantùm ostensivum malitiæ, sed constitutivum; itaque non prohibet mala, quia mala sunt, sed prohibendo facit esse mala. Hæ autem sunt propriæ, et quasi essentiales differentiæ legis; ergo ita differunt jus gentium et naturale. Secundò consequenter differunt, quia jus gentium non potest esse tam immutabile, sicut naturale, quia immutabilitas ex necessitate oritur; ergo quod non est æquè necessarium, non potest esse æquè immutabile, ut in capite sequenti latiùs declarabitur. Tertiò hinc fit, ut etiam in his, in quibus hæc jura convenire videntur, non habeant omnimodam similitudinem. Nam in universalitate et communitate ad omnes gentes naturale jus omnibus est commune, solùmque per errorem potest alicubi non servari : jus autem gentium non semper omnibus, sed regulariter, et ferè omnibus commune est, ut Isidor. loquitur. Unde sine ullo errore potest alicubi non servari quod apud alios de jure gentium esse censetur. Item licet jus gentium regulariter versetur in materiâ propriâ hominum, aliquando potest aliquid disponere in materiâ communi brutis animalibus, ut in permittendo vago concubitu, seu fornicatione, vel in repellendâ vi, quatenùs aliquo modo per jus gentium foveri, aut determinari potest. Est ergo jus gentium simpliciter diversum à naturali, præsertim ratione primi discriminis.

3. Unde tandem concludi videtur, jus gentium simpliciter esse humanum, ac positivum. Hæc assertio potest sumi ex D. Thomâ q. 95, articl. 4, ubi absolutè jus positivum dividit in gentium et civile, et utrumque dicit esse humanum jus derivatum à naturali. Potest tamen in his terminis esse aliqua æquivocatio, et ideò tollenda est, et verus D. Thomæ sensus explicandus. Potest enim lex humana interdùm vocari, non ex auctore, sed ex materiâ, quia versatur circa res humanas, in quâ significatione jus ipsum naturale humanum est, quia illo humanum genus gubernatur, et humanæ actiones diriguntur. Et hoc modo videtur sumpsisse jus humanum Arist. 5 Ethic. capit. 7, quod ipse nominat jus politicum, vel civile, ut interpres vertit. Atque ita dividit jus civile in naturale, ac legitimum, per legitimum intelligens illud, quod nos positivum civile nominamus. Item in hâc significatione videtur sumpsisse jus humanum D. Thomas d. q. 95, art. 2; nam illud dividit in id quod vim habet ex discursu naturali, aliud quod ex arbitrio hominum, quæ duo videntur esse jus naturale et positivum tantùm. Præterea lex positiva vocatur à D. Thomâ humana, et talis ab ipso censetur omnis illa quæ ab hominibus ponitur. Eamque subdistinguit in articulo 4 : nam quædam est per modum conclusionis, quæ vim habet à jure naturali quam nos dicimus esse potiùs declarativam juris, quàm constitutivam; alia verò est per modum determinationis, quæ novum jus introducit, quam simpliciter positivam vocamus

Videtur ergo D. Thomas in dicto artic. 4 loqui de jure gentium tanquàm de lege humanâ, et positivâ, priori modo acceptâ, nam apertè dicit esse per modum conclusionis, et habere suam vim à jure naturali. Et idem videtur sentire 2-2, quæst. 57, art. 3, ad argumenta. Nihilominùs tamen potest intelligi propriè de jure positivo, et humano, id est, ab hominibus constituto: dicitur autem constitui per modum conclusionis, et non determinationis, quia ex vi juris gentium non recipit integram determinationem in particulari, sed in communi introducitur per modum illationis, non simpliciter necessaria, sed ita conveniens naturæ, ut quasi instigante naturâ inferatur. Et ita illum intelligit, et sequitur Soto libro 1 de Justit. quæst. 5, art. 4, et latiùs lib. 3, quæst. 1, art. 3. Et Cardinalis Bellarmin. lib. 1 de Cleric. cap. 29, in ultimâ editione. Idem tenet Covart. in Regulâ peccatum 2, p. § 11, nu. 4.

4. Neque ab hâc sententiâ dissentiunt juristæ, qui jus gentium distinguunt in primarium et secundarium, et prius dicunt includi in jure naturali; posterius verò esse positivum humanum, ut videre licet in Albert. Bolognet. tractat. de Legib. et juram. c. 27; et Pinell. in Rub. C. de Rescind. vendit. Hæc enim divisio tantùm differt in usu vocis; nam in re coincidit cum doctrinâ datâ. Quia illud jus gentium primævum intrinsecè naturale est, solùmque denominatur gentium, quia illo gentes utuntur communiter. Hìc verò propriè loquimur, quatenùs ab origine, et auctoritate ita denominatur, et hoc est illud secundarium, quod illi fatentur esse positivum humanum. Ratione etiam convincitur hæc assertio ex dictis, quia lex sufficienter dividitur per naturalem et positivam propriè dictam, vel per divinam et humanam ab auctore utramque denominando, quia utraque membra immediatam contradictionem involvunt, ut constat: sed ostensum est, legem juris gentium non esse naturalem propriè, et in rigore, et consequenter non esse divinam; ergo necesse est ut sit positiva et humana. Confirmatur, quia lex naturalis est, quam non opinio genuit, sed naturalis evidentia, ut Cicero dixit; ergo omnis lex, quæ non hoc modo generatur, positiva est, et humana; tale autem est jus gentium, quia non per evidentiam, sed probabilitatem, et communem æstimationem hominum introducitur; ergo.

5. Nunc autem superest explicandum, in quo differat jus gentium à civili: nam omne positivum ab hominibus positum in ordine ad gubernationem purè politicam, vocat Arist. legitimum 5 Ethicor. cap. 7, et illudmet videtur vocari civile, ut sumitur ex Isidor. supra, seu cap. 1, d. 1, et sentit D. Thomas locis citatis. Dices, differre, quia jus civile est jus unicus civitatis, aut regni; jus autem gentium est commune omnibus gentibus. Sed contra hoc est, primò, quia hæc differentia solùm videtur secundùm magis, et minus, et valdè accidentalis. Secundò et difficiliùs, quia impossibile videtur jus gentium esse commune omnibus gentibus, introductum voluntate, et opinione humanâ. Quia in his, quæ ab opinione, et arbitrio hominum pendent, non solent omnes rationes convenire. Nam hoc est hominum ingenium, ut quot sunt capita, tot ferè sint placita, et opiniones; ergo vel jus gentium non est humanum, vel non potest in eo à civili differre.

6. Ad hoc igitur explicandum ita statuo: præcepta juris gentium in hoc differunt à præceptis juris civilis, quia non scripto, sed moribus non unius, vel alterius civitatis, aut provinciæ, sed omnium vel ferè omnium nationum, constant: jus enim humanum duplex est, scilicet, scriptum, et non scriptum, ut tradunt jura supra citata, et infra videbimus; constat autem jus gentium scriptum non esse, et ita in hoc differre ab omni jure civili scripto, etiam imperiali, et communi. Jus autem non scriptum moribus constat, quòd sit unius gentis moribus introductum, et illas tantùm obligat, dicitur etiam civile. Si verò introductum sit moribus omnium gentium, et omnes obliget, hoc credimus esse jus gentium proprium, quod et differt à naturali, quia non naturæ, sed moribus innititur, et à civili etiam distinguitur in origine, fundamento, et universalitate, modo explicato. Quod videtur mihi sensisse Justinian. in § *Jus autem*, Instit. de jure natur. gentium, et civili, cum ait: *Jus autem gentium omni humano generi commune est, nam usu exigente, et humanis necessitatibus, gentes humanæ jura quædam sibi constituerunt.* Ubi pondero verbum, *usu exigente*, et verbum *constituerunt*: nam in hoc posteriori significatur constitutum fuisse, non à naturâ sed ab hominibus, et in priori declaratur, non scripto, sed usu fuisse introductum. Idem videtur sensisse Isidor. libro 5 Etymolog., nam priùs capit. 4, distinguit dicta tria jura, et definit: *Jus naturale esse illud, quod est commune omnium nationum, eò quòd utrobique instinctu naturæ, non constitutione aliquâ habeatur.* In quo assertionem nostram comprobat, et virtute docet jus gentium non fun-

dari in solo instinctu naturæ. Unde inferiùs c. 5, post exempla juris gentium concludit : *Inde jus gentium vocari quòd eo jure omnes ferè gentes utuntur*. In quo insinuat definitionem juris gentium, scilicet esse jus commune omnium gentium, non instinctu solius naturæ, sed usu earum constitutum. Nec prætereunda leviter est illa particula *ferè* : nam per eam indicatur, non esse in hoc jure necessitatem omninò intrinsecam, et naturalem, et non esse necessarium, ut sit commune omnibus omninò gentibus, etiam seclusâ ignorantiâ, et errore, sed satis esse, ut ferè omnes gentes benè institutæ illo utantur. Eumdem existimo fuisse sensum divi Thomæ, ut mox explicabo, et auctores alii supra citati hoc sine dubio voluerunt.

7. Probatur autem primò à sufficienti partium enumeratione, quia in hoc modo juris gentium nulla includitur repugnantia, sed est planè possibile, ut statim ampliùs declarabo, et non potest commodiùs distingui ab aliis duobus extremis, quod satis probant omnia quæ diximus; ergo. Secundò declaratur aliquibus exemplis adductis. Nam consuetudo recipiendi legatos sub lege immunitatis et securitatis, absolutè spectata non est de necessitate juris naturalis, quia potuisset unaquæque communitas hominum non habere apud se legatos alterius, nec velle illos admittere; nunc tamen admittere est de jure gentium, et illos repudiare esset signum inimicitiæ, et esset violatio juris gentium, esto non esset injustitia contra rationem naturalem. Quocirca, licet suppositâ admissione legatorum sub pacto subintellecto, contra jus naturale sit non servare illis immunitatem, quia est contra justitiam, et debitam fidelitatem, tamen illa suppositio, et pactum illud sub tali conditione jure gentium est introductum. Idem considerari poterit in quocumque contractu, et commercio, in quo tria possunt distingui, unum est particularis modus contrahendi, et hic ordinariè pertinet ad jus civile, et sæpè fieri potest arbitrio contrahentium, non repugnante aliquo jure ; secundum est observatio contractûs postquàm consummatus est, et hoc pertinet ad jus naturale, ut constat ; tertium est libertas contrahendi commercia cum hominibus non inimicis, vel hostibus, et hæc est de jure gentium, quia jus naturæ per se ad hoc non obligat; potuisset enim una respublica per se vivere, et nolle commercium cum aliâ, etiamsi non esset inimicitia : jure autem gentium, introductum est, ut commercia sint libera, violareturque jus gentium, si absque causâ rationabili prohiberentur. Et ita puto intelligendum quod dicitur in d. § *Jus autem. Ex hoc jure gentium penè omnes contractus introductos esse, emptiones, venditiones*, etc. Et ad hunc modum discurri potest de aliis.

8. Addo verò ad majorem declarationem, duobus modis (quantùm ex Isidoro, et aliis juribus, et auctoribus colligo) dici aliquid de jure gentium, uno modo quia est jus, quod omnes populi, et gentes variæ inter se servare debent, alio modo quia est jus, quod singulæ civitates vel regna intra se observant, per similitudinem autem, et convenientiam jus gentium appellatur. Prior modus videtur mihi propriissimè continere jus gentium re ipsâ distinctum à jure civili, prout illud explicuimus. Et ad illud pertinent exempla de legatorum, et commerciorum usu, quæ explicuimus. Idem censeo de jure belli quatenùs fundatur in potestate, quam una respublica, vel monarchia suprema habet ad puniendam, vel vindicandam, aut reparandam injuriam sibi ab alterâ illatam, videtur propriè esse de jure gentium. Nam ex vi solius rationis naturalis non erat necessarium, ut hæc potestas esset in republicâ offensâ; potuissent enim homines instituere alium modum vindictæ, vel, committere illam potestatem alicui tertio principi, et quasi arbitro cum potestate coactivâ ; tamen quia hic modus, qui nunc servatur, facilior est, magisque naturæ consentaneus, usu introductus est, et ita justus, ut non possit illi jure resisti. In hoc etiam ordine constituo servitutes : nam illo jure utuntur populi, et gentes inter se, et non erat necessarium ex purâ naturali ratione; posset enim alius modus pœnæ introduci, ut dixi ; nunc autem tale est hoc jus, ut et rei teneantur hanc pœnam sustinere eo modo quo introducta est, et victores non possint justè graviùs punire hostes jam victos, et finito bello, nisi alius specialis titulus interveniat. Item fœdera pacis, et induciarum possunt sub hoc capite collocari, non quatenùs servanda sunt, postquàm sunt facta : hoc enim potiùs pertinet ad jus naturale, sed quatenùs admittenda sunt, et non neganda, quando debito modo, et rationabiliter petuntur : hoc enim licet sit valdè consentaneum rationi naturali, tamen usu ipso, et jure gentium videtur magis firmatum, et sub majori esse obligatione. Et ad hunc modum possunt inveniri alia exempla, vel explicari.

9. Ratio autem hujus partis et juris est, quia humanum genus quantumvis in varios po-

pulos, et regna divisum, semper habet aliquam unitatem non solùm specificam, sed etiam quasi politicam, et moralem, quam indicat naturale præceptum mutui amoris, et misericordiæ, quod ad omnes extenditur, etiam extraneos, et cujuscumque rationis. Quapropter licet unaquæque civitas perfecta, respublica, aut regnum, sit in se communitas perfecta, et suis membris constans, nihilominùs quælibet illarum est etiam membrum aliquo modo hujus universi, prout ad genus humanum spectat; nunquàm enim illæ communitates adeò sunt sibi sufficientes sigillatim, quin indigeant aliquo mutuo juvamine, et societate, ac communicatione, interdùm ad melius esse, majoremque utilitatem; interdùm verò etiam ob moralem necessitatem, et indigentiam, ut ex ipso usu constat. Hâc ergo ratione indigent aliquo jure, quo dirigantur, et rectè ordinentur in hoc genere communicationis, et societatis. Et quamvis magnâ ex parte hoc fiat per rationem naturalem, non tamen sufficienter, et immediatè quoad omnia; ideòque aliqua specialia jura potuerunt usu earumdem gentium introduci. Nam sicut in unâ civitate, vel provinciâ consuetudo introducit jus, ita in universo humano genere, potuerunt jura gentium moribus introduci. Eò vel maximè, quòd ea, quæ ad hoc jus pertinent, et pauca sunt, et juri naturali valdè propinqua, et quæ facillimam habent ab illo deductionem adeòque utilem, et consentaneam ipsi naturæ, ut licet non sit evidens deductio tanquàm de se omninò necessaria ad honestatem morum, sit tamen valdè conveniens naturæ, et de se acceptabilis ab omnibus.

10. Posterior modus juris gentium continet quædam præcepta, vel ritus, aut modos vivendi, qui per se, et directè non referuntur ad universos homines, neque habent veluti pro fine proximo convenientem societatem, communicationem omnium nationum inter se; sed in unaquâque republicâ foro suo convenienti regimine constituuntur; et nihilominùs tales sunt, ut in usu similium rituum, aut legum ferè omnes rationes inter se conveniant, vel similitudinem habeant interdùm genericam, interdùm veluti specificam. Hoc etiam exemplis illustrari potest; et potest inprimis ad hunc modum accommodari exemplum de religione, quo usus est jureconsultus: nam cultus Dei absolutè est de jure naturæ; determinatio verò ejus omninò specifica, et particularis est de jure positivo divino, et in ordine naturæ esset de jure civili, seu privato: at vero medio quodammodò videtur fuisse de jure gentium, ut ritus colendi Deum per sacrificia non est simpliciter de jure naturali, et tamen in eo videntur ferè omnes gentes convenisse, ut in propriâ materiâ diximus; meritò ergo poterit dici de jure gentium. Similiter quòd sit in republicâ status hominum specialiter deputatus ad cultum Dei, non videtur esse de absoluto jure naturali, tamen est adeò consentaneum illi, ut ferè omnes nationes, et respublicæ in hâc institutione consenserint saltem in communi, quamvis in particulari modo fuerit magna varietas; quoad hoc ergo potest etiam religio dici de jure gentium. Sic etiam multa ex exemplis Isidori videntur dici de jure gentium, ut sedium occupatio, ædificia, munitio, usus pecuniæ; contractus etiam multi particulares possunt hoc modo dici de jure gentium, ut emptio, et venditio, et similia, quibus nationes singulæ intra se utuntur, et ad eumdem modum refero postliminia, si vera in illis est convenientia inter nationes, nam (ut dixi) proximè videntur spectare potiùs ad jus civile. Idemque majori ratione assero de prohibitione conjugiorum cum alienigenis in religione: nam re verâ ubi est talis prohibitio, non respicit generalem communicationem, et societatem generis humani, sed propriam utilitatem illius communitatis, in quâ fit talis prohibitio: etsi in hâc prohibitione est magna similitudo inter nationes (quod mihi satis incertum est) ex ratione poterit illa referri ad jus gentium. Ex his ergo satis declarata, et probata manet nostra sententia.

CAPUT XX.

Corollaria ex superiori doctrinâ, et quomodò jus gentium et justum sit et mutabile.

1. Ex dictis facile est definire cætera, quæ de jure gentium desiderari possunt. Et primò intelligitur facilè, quomodò possit jus hoc esse commune omnibus gentibus, licet naturale non sit, et solvitur difficultas quædam in superiori capite relicta. Nam si sermo sit de proprio jure gentium priori modo declaratum, facilè constat, potuisse ipso usu, et traditione in universo introduci paulatim, et per successionem, propagationem, et imitationem mutuam populorum sine speciali conventu, vel consensu omnium populorum, uno tempore facto: est enim hos jus tam propinquum naturæ, et tam conveniens omnibus nationibus, et societati earum, ut ferè naturaliter propa-

gatum fuerit cum humano genere, et ideò scriptum non est, quia à nullo legislatore est dictatum, sed usu convaluit. De alio verò modo juris gentium facilè explicari potest, unde orta in illo sit magna similitudo inter gentes, licet per alias per se civile sit. Ratio enim est, tum quia hæc similitudo non semper est perfecta, sed tantùm in aliquâ ratione generali, et communi, ut explicavi; tum etiam quia licet hujusmodi ratio communis non sit simpliciter de jure naturæ, est tamen adeò propinqua, et adeò consentanea, vel commoda naturæ, ut facilè potuerit singulas nationes ad talia jura inclinare; tum denique quia potuit in hoc etiam intervenire traditio, et mutua imitatio inchoata à principio generis humani, et cum illo aucta, et dilatata.

2. Secundò intelligitur quo sensu accipiendum sit, quod D. Thomas dictâ q. 95, art. 4, dicit, præcepta juris gentium esse conclusiones deductas ex principiis juris naturalis, et differre à jure civili, quia ejus leges non sunt conclusiones, sed determinationes juris naturalis. Quæ doctrina præcipuè traditur de proprio jure gentium communi et generali priori modo declarato, et licet à Conrado intelligatur esse data juxta modum loquendi juristarum; meliùs cum Soto et aliis intelligimus, præcepta juris gentium vocari conclusiones juris naturalis non absolutè, et per necessariam illationem, sed comparatione factâ ad determinationem juris civilis, et privati. Nam in jure civili, seu privato fit determinatio vel merè arbitraria, de quâ dictum est: *Quod principi placuit, habet legis vigorem*, non quia sola voluntas pro ratione sufficiat, sed quia determinatio illa diversis modis facta esset rationabilis, et sæpè nulla est ratio, ob quam potiùs hoc modo quàm illo fiat, et ita dicitur fieri voluntate potiùs quam ratione. Vel certè ubi aliqua specialis ratio intercedit, consideratur in ordine ad particulares, et quasi materiales circumstantias: atque ita est determinatio magis in circumstantiis, quàm in substantiâ. At verò in jure gentium præcepta sunt magis generalia, quia in eis consideratur utilitas totius naturæ, et conformitas ad prima, et universalia principia naturæ, ideòque vocantur conclusiones ex illis elicitæ, quia ex vi naturalis discursûs statim apparet convenientia, et moralis utilitas talium præceptorum, quæ homines induxit ad tales mores introducendos, magis necessitate exigente, quàm voluntate, ut Justinian. imperator dixit.

3. Tertio ex dictis infero, in præceptis juris gentium servandam esse æquitatem, et justitiam; hoc enim est de ratione omnis legis, quæ sit vera lex, ut supra ostensum est; leges autem ad jus gentium pertinentes veræ leges sunt, ut explicatum manet, et propinquiores sunt legi naturali, quàm leges civiles, ideòque impossibile est, esse contrarias æquitati naturali, ut benè notavit Covarruvias libro 2 Variar. cap. 3, num. 2. Addo verò esse differentiam inter jus gentium, et naturale rigorosum, quòd jus naturale non solùm præcipit bona, sed etiam ita prohibet omnia mala, ut nullum permittat. Jus autem gentium aliqua mala permittere potest, ut notavit Mattienz. libro 5 Recopil. titul. 11, legib. 1, Glossâ 1, numero 3. Quod maximè videtur habere locum in illo jure gentium, quod re verâ civile est, per similitudinem autem, et convenientiam nationum vocatur gentium. Sic enim sicut in jure civili permittuntur aliqua mala, ita etiam possunt permitti jure gentium, quia ipsa permissio potest esse tam necessaria juxta fragilitatem, et conditionem hominum, vel negotiorum, ut in eâ servandâ omnes ferè nationes concordent; talis esse videtur permissio meretricum, et permissio deceptionis in contractu, quæ non sit enormis, et similia.

4. Objici verò potest L. *In causâ*, § *Idem Pomponius*, ff. de Minor. adjunctâ Glossâ: nam dicitur in textu: *Naturaliter licere contrahentibus se circumvenire in pretio emptionis, et venditionis*, ubi Glossa exponit, *Naturaliter*, id est, de jure gentium. Quod etiam habetur in L. *Item si pretio*, § *Quemadmodùm*, ff. locati. Ad hoc respondet Mattienzo supra (sustinendo interpretationem Glossæ quoad adverbium, *Naturaliter*) verbum *licere*, non debere intelligi cum proprietate, ut dicitur de re licitâ, et honestâ: sic enim repugnat esse licitum se circumvenire tam in pretio emptionis, aut venditionis, quàm in quolibet alio negotio; nam Paul. 2 Thessal. 4, inter præcepta à se tradita ponit: *Ut nemo circumveniat fratrem suum*, et subdit: *Quoniam vindex est Deus de his omnibus*. Debet ergo verbum, *licere*, latè sumi, et in ordine ad humanum judicium, prout licere dicitur quod impunè fit, et quod usu toleratur, quod perinde est ac permitti. Vel dici etiam potest, et ferè in idem redit, *naturaliter*, id est, *jure gentium*, id *licere*, id est, *non prohiberi*, non quia jus naturale rigorosum id non prohibeat, sed quia jus gentium, prout humanum est, non addit specialem prohibitionem:

imò statuit, ut id non puniatur, neque tanquàm delictum in humanâ republicâ, seu foro habeatur. Et juxta hunc sensum illa jura confirmant potiùs doctrinam traditam.

5. At verò Covarr. non probat illam Glossæ interpretationem in verbo, *naturaliter,* neque illam improprietatem in verbo, *licere,* præsertim cùm lex, *Item si pretio,* dicat: *Naturaliter concessum est,* etc. Et ideò exponit verbum, *circumvenire,* ut non sumatur rigorosè, prout significat deceptionem per dolum, et fraudem, sed ut significat humanam solertiam, et artem, quia emens procurat minuere rei æstimationem quantùm potest, et vendens augere non cum fraude, et dolo, sed intra limites justi pretii, et rectæ rationis. Quam circumventionem videtur descripsisse Sapiens Proverb. 20, dicens: *Malum est, dicit omnis emptor; et cùm recesserit, gloriatur.* Unde quod dicitur in dicto §: *Quemadmodùm, naturaliter concessum esse, quod pluris est, minoris emere, et quod minoris est pluris vendere*, intelligendum erit (juxta hanc sententiam) intra latitudinem justi pretii; quia emens procurat emere minimo pretio justo; vendens summo vendere. Et juxta hunc etiam sensum nihil obstant illa jura, licet ad rem præsentem non faciat, et ideò in illo examinando non immoror.

6. Quartò ex dictis colligitur jus gentium esse mutabile, quatenùs ex hominum consensu pendet, in quo etiam differt jus gentium à naturali, ut ex supra dictis constat. Imò dicunt aliqui, posse mutari privatâ auctoritate, quatenùs aliquis potest cedere juri suo, etiamsi à jure gentium manet; sic enim religiosus cedit dominio temporalium bonorum, imò et capacitati ejus. Sed hoc non est proprium juris gentium, neque in eo differt à naturali, si præcisè quatenùs concessivum est, spectetur, quod alii negativum vocant. Sic enim etiam renuntiat religiosus juri ducendi uxorem, quod à naturâ habet, et potest quis se tradere in servum se privando naturali libertate. Sicut etiam in privilegiis jure civili, vel canonico privatim concessis, potest quis renuntiare juri suo. Igitur corollarium intelligendum est de jure gentium, ut prohibitionem seu præcepta continet. Nam hæc de se mutabilia sunt. Ratio autem est, quia res prohibitæ jure gentium simpliciter non sunt malæ de se, et intrinsecè; tum quia illa præcepta non inferuntur per necessariam, et evidentem illationem ex principiis naturalibus; tum quia obligatio juris gentium non oritur ex solâ ratione sine aliquo modo obligationis humanæ saltem per generalem consuetudinem introductæ; ergo ex parte materiæ talis juris non repugnat simpliciter mutationem in illo fieri, dummodò sufficienti auctoritate fiat.

7. In quo etiam adverto, talem mutationem aliter posse contingere in jure gentium, quod solum est commune propter convenientiam plurium rationnm in tali, vel tali lege; aliter verò in illo, quod est commune ex usu, et more gentium, quatenùs inter se habent societatem aliquam, seu communicationem. Nam prius jus potest immutari à particulari regno, vel republicâ quantùm ad ipsam, quia ut est in illâ, re verâ est tantùm civile intrinsecè (ut sic dicam) solùmque appellatur jus gentium; vel per relationem, et concomitantiam aliorum, vel quia est tam propinquum juri naturali, ut inde oriatur illa universalitas talis juris in omnibus, vel ferè in omnibus gentibus. Per se autem ut est in unaquâque republicâ, pendet ex peculiari determinatione, et potestate, vel consuetudine illius reipublicæ in se ipsâ, et sine respectu ad alias; ergo potest ab unâ in se mutari, licet aliæ non consentiant, quia non tenentur singulæ aliis conformari, ut, verbi gratiâ, posset aliqua respublica statuere, ut intra illam non permittantur meretrices, vel ut rescindantur omnes venditiones injustæ in quocumque excessu, vel ut non utantur pecuniâ, sed de aliis generibus commutationum. Quamvis enim de facto hæc non fiant, quia non subest causa, nec commoditas, tamen ex vi honestatis, et potestatis id non repugnat.

8. In alio autem jure gentium longè difficilior est mutatio, quia respicit jus commune omnium nationum, et omnium auctoritate videtur introductum, et ideò non sine omnium consensione tolli potest. Nihilominùs tamen non repugnat mutatio ex vi materiæ, si nationes omnes consentirent, vel si paulatim introduceretur consuetudo contraria, et prævaleret; sed hoc licet cogitari possit ut non repugnans, moraliter non videtur possibile. Alio verò modo potest aliqua communitas præcipere, ut inter partes, et membra sua tale jus gentium non servetur, et hic modus est possibilis, et moralis. Sic enim jus gentium de servitute captivorum in bello justo in Ecclesiâ mutatum est, et inter Christianos id non servatur, ex antiquâ Ecclesiæ consuetudine, quæ est veluti speciale jus gentis fidelis, et omninò servandum, ut notavit Barthol. in L. *Hostis,* ff. de Captivis, n. 16, et Covar. plures alios refe-

rens in Regulâ, *Peccatum*, part. 2, § 11, num. 6.

9. Atque hinc intelligitur alia differentia, quæ in hoc constitui solet inter jus gentium, et civile : nam civile dicitur esse mutabile in totum, jus autem gentium non in toto, sed in parte. Est enim intelligenda differentia non de absolutâ potestate (ut sic dicam) seu mutabilitate ex parte istorum jurium : nam hoc modo utrumque de se mutabile est, ut probant rationes supra factæ. Sed intelligenda est secundùm moralem potestatem, et usum hominum. Item intelligenda est non de totâ collectione præceptorum utriusque juris : sic enim neutrum est moraliter mutabile in totum, quia neutrum potest à toto humano genere absolutè tolli, ut ex dictis satis per se est clarum. Igitur, quoad singula præcepta dicuntur civilia jura facilè in totum abrogari, et mutari. Ea verò, quæ sunt juris gentium, tantùm in unâ, vel alterâ parte diminui.

10. Denique satis ex dictis declaratum videtur quid, et quale sit jus gentium in re ipsâ, et secundùm propriam rationem spectatum, et solutæ sunt difficultates omnes tactæ in superioribus capitibus, quæ maximè niti videbantur vel in modis loquendi jurium, et gravium auctorum, vel in exemplis variis, quæ adducunt. Sed in hoc non est facienda vis, tum quia potuerunt uti voce illâ in diverso sensu, tum etiam quia jus gentium est veluti medium inter jus naturale, et civile : nam cum primo convenit aliquo modo in communitate, et in universalitate; et facili illatione ex principiis naturalibus, licet non per absolutam necessitatem, vel evidentiam, in quo convenit cum humano jure : et ideò interdùm aliqua præcepta naturalia, quæ per solum discursum habentur, et illo indigent, juris gentium appellata sunt; et similiter interdùm ponuntur exempla juris gentium permixta cum naturalibus. Tamen in rigore loquendo, et propriè distinguendo rationes jurium, exempla etiam, et præcepta distinguenda sunt.

Liber tertius.

DE LEGE POSITIVA

HUMANA SECUNDUM SE,

Et prout in purâ hominis naturâ spectari potest, quæ lex etiam civilis dicitur.

1. Distinximus in primo libro temporalem legem in naturalem, et positivam, et ideò postquàm de æternâ lege, et temporali naturali dictum est, dicendum sequitur de positivâ. Hanc vero ibidem subdistinximus in divinam, et humanam, inter quas divina quidem nobilior est, et dignior ; tamen humana est nobis notior, et propinquior naturæ, quia ejusdem ordinis est, et ita sicut natura gratiæ supponitur, ita ex suo genere lex humana veluti generationis ordine prior est, quàm divina, quia hæc supernaturalis est, et ad ordinem gratiæ spectat. Ideòque priùs de lege humanâ quàm de divinâ tractamus. De ratione autem communi positivæ legis, ut à divinâ, et humanâ abstrahit, nihil dicere necesse est, quia præter modum originis, qui per hanc negationem explicatur, quòd præcepta utriusque juris divini, et humani positivi non habent per se intrinsecam necessitatem, sed ex voluntate extrinsecâ : præter hoc (inquam) et præter ea, quæ de lege in communi in primo libro sunt dicta, ferè nihil superest dicendum in communi, quod ad moralem doctrinam utile sit ; imò nec ad speculationem alicujus momenti. Et explicato utroque membro, omnia, quæ de illorum convenientiâ, aut differentiâ desiderari possunt, explicata relinquentur.

2. Lex autem humana juxta mentem Justiniani in § *Jus autem* Instit. de Jure natur. divid ipotest in legem, quæ est juris communis, et quæ est juris proprii; prior ad jus gentium

spectat, et hoc nomine significatur, et de illâ jam satis dictum est. Hic ergo tractamus de jure humano proprio, cui nomen legis humanæ positivæ accommodatum est; dicitur autem proprium alicujus civitatis, reipublicæ, aut similis perfectæ congregationis. Unde hujusmodi etiam lex humana in civilem, et canonicam distinguitur : nam licet canonica de se possit esse communis universo orbi, sicut Ecclesia catholica universalis est : tamen de facto est propria hujus communitatis, quæ est Ecclesia Christi, et non est communis omnibus gentibus, quia non omnes sunt de Ecclesiâ. Prætérquàm quòd in modo, quo fertur, est propriè lex positiva humana, et longè diversæ rationis à jure gentium, et in multis similitudinem servat ad jus civile. Conveniunt enim hæ duæ leges in communi ratione legis positivæ humanæ. Inter eas verò notari potest differentia, quòd lex civilis est merè naturalis ordinis quoad suam originem, et potestatem : nam licet non feratur immediatè à naturâ, fertur tamen per potestatem homini connaturalem. At verò lex canonica propriè est illa quæ ab hominibus fertur per potestatem supernaturalem. Et hâc ratione ordine doctrinæ à facilioribus incipiendo, priùs de civili lege quàm de canonicâ dicendum videtur. De communi autem ratione legis humanæ positivæ simul cum lege civili disseremus : sic enim facilior erit doctrina facilèque poterit ad legem canonicam accommodari, ea tantùm addendo, quæ ratione supernaturalis potestatis illi conveniunt, quod in libro sequenti præstabimus. Et hinc etiam est, ut in ipsâ lege civili duo status distingui possint, unus secundùm se, ac purè, prout fuit in gentibus, et nunc est in infidelibus; alius prout est conjunctus cum fide, et inter fideles in Ecclesiâ Christi in usu esse potest : qui status accidentaliter tantùm differunt, et ideò simpliciter de lege civili dicemus; ubi autem aliquid proprium explicandum occurrerit, id non prætermittemus, sed doctrinam universam ad præsentem Ecclesiæ statum accommodabimus.

CAPUT PRIMUM.

Utrùm sit in hominibus potestas ad leges ferendas.

1. Loquimur (ut dixi) de naturâ hominis, ejusque potestate legislativâ secundùm se spectatâ, non considerando nunc an per legem divinam aliquid illi additum, vel substractum sit : hoc enim postea videbimus. Itaque quæstio est, an homines, ex solâ rei naturâ loquendo, possint imperare hominibus, per proprias leges eos obligando. Ratio autem dubitandi esse potest, quia homo naturâ suâ liber est, et nulli subjectus, nisi creatori tantùm ; ergo principatus humanus contra naturæ ordinem est, et tyrannidem includit. Confirmatur experimento : nam ita de facto introductus est : nam de Nemrod dicitur Genes. 10 : *Ipse cœpit esse potens in terram : fuit autem principium regni ejus Babylon*, utique per vim et potentiam. Et similiter de Alexandro dixit Lucan. fuisse, *felicem terrarum prædonem*, quod etiam significavit Augustin. libro 4 de Civit. cap 4. Unde est illud Oseæ 8 : *Ipsi regnaverunt, et non ex me : principes extiterunt, et non cognovi eos.* Confirmatur secundò ex August. qui lib. 19 de Civit. cap. 15, expendit, dixisse Deum Gen. 1 : *Faciamus hominem*, etc. *Ut præsit piscibus maris, volatilibus cœli, bestiis terræ*, non dixisse autem, ut præsit hominibus, significans, hunc dominatum non esse naturalem homini : *Et ideò* (inquit) *priores justi non reges, sed pastores ovium fuerunt, et appellati sunt.* Ita etiam Greg. 21 Moralium cap. 10, aliàs 11 ; et in Pastorali p. 2, cap. 6, indicat hujusmodi potestatem per peccatum esse introductam, et usurpatam. Tertiò confirmari hoc potest nonnullis Scripturæ testimoniis, in quibus significatur solum Deum esse hominum regem, legislatorem, et dominum, Isai. 33 : *Dominus judex noster, Deus Rex noster, Dominus legifer noster*; et Jacob. 4 : *Unus est enim legislator, et judex*, etc. Tandem confirmatur, quia non est vera lex, nisi quæ obligat in conscientiâ ; sed unus homo non potest alium in conscientiâ obligare, quia hoc videtur maximè proprium Dei, qui potest salvare ac perdere ; ergo.

2. In hoc puncto referri possent varii hæreticorum errores, sed illos attingemus meliùs in sequentibus, et ideò illis omissis, dicendum est primò, magistratum civilem cum potestate temporali ad regendos homines justum esse, et humanæ naturæ valdè consentaneum. Conclusio est certa de fide, quæ satis probari potest exemplo ipsius Dei constituentis in populo Judaico hujusmodi regimen, priùs per judices, postea per reges, qui sine dubio habeant principatum, et potestatem temporalium, et in tantâ veneratione habeantur, ut dii etiam vocarentur, juxta illud Psalmi 81 : *Deus stetit in synagogâ Deorum; in medio autem Deos dijudicat.* Nec refert, si quis dicat illos habuisse potestatem ab ipso Deo, quia nihilominùs illa potestas in se non excedebat naturæ limites,

etiam si modus habendi illam fuerit extraordinarius, et per specialem providentiam; ergo hoc non impedit, quominùs illa potestas aliter posset justè haberi. Imò indè sumitur argumentum, talem modum potestatis esse consentaneum ipsi naturæ, quatenùs ad conveniens regimen humanæ communitatis necessaria est. Et hoc ampliùs confirmat hominum consuetudo: nam multò ante illa tempora fuerunt reges etiam sancti, et laudati in Scripturâ, ut Melchisedech Genes. 14, et ad Hebræos 7; et Abraham etiam creditur fuisse rex, vel supremus princeps; item Job, et cæt. Ac denique generaliter dicitur Prover. 8: *Per me reges regnant.* Apud sanctos Patres res est manifesta, quos in discursu attingam.

3. Ratio sumenda est ex Philosopho lib. 1 Politic. eamque explicuit D. Thomas Opusc. 20 de Regimine principum lib. 1, capite 1; et elegantissimè D. Chrys. Hom. 34 in 1 ad Corinth., nititurque duobus principiis. Primum est, hominem esse animal sociale, et naturaliter, rectèque appetere, in communitate vivere. Circa quod principium recolendum est, quod supra diximus, duplicem esse communitatem hominum, imperfectam seu familiarem, et perfectam seu politicam. Inter quas prior est maximè naturalis, et quasi fundamentalis, quia inchoatur ex societate maris et fœminæ, sine quâ non posset genus humanum propagari, aut conservari; quâ ratione scriptum est: *Non est bonum hominem esse solum*, et ex conjunctione hâc proximè sequitur societas filiorum cum parentibus, quia prior conjunctio ad filiorum educationem ordinatur; filii autem saltem in principio, et per multum tempus ætatis indigent conjunctione, et societate parentum, quia aliàs nec vivere, nec convenienter educari, nec rectè instrui possent. His autem statim accedit conjunctio aliqua servitutis, seu famulatûs, et dominii, quia moraliter loquendo, indigent homines adjutorio, et ministerio aliorum hominum. Ex his autem tribus conjectionibus consurgit prima communitas hominum, quæ imperfecta dicitur respectu politiæ; est autem in se familia perfecta in ordine ad domesticam, seu œconomicam gubernationem. Hæc autem communitas, ut supra etiam tetigi, non est sibi sufficiens, et ideò ex naturâ rei necessariâ ulteriùs est in genere humano communitas politica, quæ civitatem saltem constituat, et ex pluribus familiis coalescat; quia nulla familia potest in se habere omnia ministeria, et omnes artes necessarias ad vitam humanam, et multò minùs potest sufficere ad assequendam omnium rerum necessariarum cognitionem. Item quia si singulæ familiæ essent inter se divisæ, vix posset pax inter homines conservari, neque injuriæ possent ordinatè propulsari, aut vindicari, et ideò dixit Cicero in libro de Amicitiâ: *Nihil principi Deo in rebus humanis esse gratius quàm homines habere inter se societatem ordinatam, et perfectam, quæ civitas*, inquit, *dicitur.* Hæc autem communitas ulteriùs augeri potest in regnum, vel principatum per societatem plurium civitatum, quæ etiam est valdè conveniens humano generi, saltem ad melius esse, propter easdem rationes cum proportione applicatas, quamvis necessitas non sit omninò æqualis.

4. Secundum principium est, in communitate perfectâ necessariam esse potestatem, ad quam spectet gubernatio communitatis, quod etiam ex terminis videtur per se notum. Nam, ut ait Sapiens Proverb. 11: *Ubi non est gubernator, corruet populus:* natura autem non deficit in necessariis; ergo, sicut communitas perfecta est rationi et naturali juri consentanea, ita et potestas gubernandi illam, sine quâ esset summa confusio in tali communitate. Confirmatur ex proportione ad omnem aliam societatem humanam: nam quia conjunctio viri et fœminæ naturalis est, ideò in eâ caput invenitur, quod est vir, juxta illud Gen. 3: *Sub viri potestate eris.* Propter quod ait Paul. ad Titum 2: *Mulieres subditæ sint viris suis.* Ubi addit Hier., *communi lege naturæ.* Similiter in aliâ conjunctione parentum et filiorum, pater habet à naturâ potestatem in filium: et in tertiâ, quæ est servorum ad Dominum, constat etiam potestatem gubernandi esse apud Dominum, ut in eodem loco Paulus tradit, et Ephes. 6, et ad Colos. 3, dicens servos debere dominis obedire, ut Deo. Quia licet conjunctio servitutis non sit omninò à naturâ, sed per voluntatem humanam; tamen illâ suppositâ, subordinatio, et subjectio lege naturæ debita est titulo justitiæ. Subjectio autem filiorum etiam ipsum vinculum, et fundamentum naturale habet, scilicet, originem naturalem, unde et perfectior est ex titulo pietatis, et maximè in quarto præcepto Decalogi declaratur. Unde fit tandem ut in domesticâ, seu familiari communitate etiam sit ex naturâ rei potestas proportionata ad regendam illam, quæ principaliter in patrefamilias residet. Idemque invenire necesse est in quâcumque communitate

unius tantùm domùs, licet non fundetur in vinculo matrimonii, sed in alio genere societatis humanæ; ergo simili modo in communitate perfectâ necessaria est potestas gubernativa illi proportionata.

5. Ratio denique à priori est, quam D. Thom. tetigit in dicto Opusc., quia nullum corpus potest conservari nisi sit aliquod principium, ad quod pertineat procurare, et intendere commune bonum ejus, ut in corpore naturali constat, et in politico idem docet experientia. Et ratio clara est, quia singula privata membra privatis commodis consulunt, quæ sæpè contraria sunt bono communi, et interdùm multa sunt necessaria communi bono quæ ad singulos non ita pertinent, et quamvis interdùm pertineant, non procurantur eò quòd communia, sed quòd propria sunt; ergo in communitate perfectâ necessaria est publica potestas ad quam ex officio pertineat commune bonum intendere, ac procurare. Ex his ergo evidenter concluditur honestas, et necessitas magistratûs civilis, quia hoc nomine nihil aliud significatur, nisi homo, vel hominum multitudo, apud quam est prædicta potestas regendi communitatem perfectam; constat enim talem potestatem in hominibus esse debere, quia homines naturaliter non gubernantur politicè per angelos, neque immediatè per Deum ipsum, qui lege ordinariâ operatur per causas secundas proportionatas; ergo necessarium, ac naturale pariter est, ut homines gubernentur.

6. Dico secundò: Magistratus humanus, si in suo ordine supremus sit, habet potestatem ferendi leges sibi proportionatas, scilicet civiles, seu humanas, quas ex vi juris naturalis et validè, et justè condere potest, servatis aliis conditionibus ad legem necessariis. Conclusio est certa, quam etiam philosophi tradiderunt, Aristot. 1 Politic. per totum, et 10 Ethic. cap. ult.; Plato in Dialogis de Legib. et de Repub.; Cicer. libro 1 de Invent. et in libris de Legib. Conveniunt etiam theologi, et alii doctores, quos supra lib. 1, capite 8, retuli, et multa videri possunt in Covarr. capite 1 Practic. quæstione et in regulâ *Peccatum*, p. 2, § 9, n. 6. Ratio autem est, quia magistratus civilis, necessarius est in republicâ, ad regendam, et moderandam illam, ut in superioribus ostensum est; sed unus ex actibus magis necessariis est legis conditio, ut constat ex lib. 1; ergo in politico magistratu existit hæc potestas. Nam qui aliquod munus recipit, omnem potestatem necessariam ad illud convenienter exercendum recipit; ut est principium juris per se manifestum.

7. Atque hinc sequitur, etiam converti hanc potestatem condendi leges humanas cum humano magistratu qui jurisdictionem superiorem in republicâ habeat. Hoc constat ex dictis supra libro 1, cap. 8, ubi ostendimus hanc potestatem pertinere ad perfectam jurisdictionem, quæ omnia hîc sunt accommodanda. Et universaliter procedunt, quia solùm apud principem, seu magistratum est potestas publica quæ ad actum publicum ordinetur, et circa totam communitatem versetur, et habeat efficaciam obligandi, et cogendi; sed hæc duo sunt necessaria ad legem, juxta Aristotelem 10 Ethic. capite ult. et sumitur ex l. *Legis virtus*. ff. de Legib., et in superioribus etiam ostensum est; ergo solus magistratus habens potestatem superiorem in republicâ, habet etiam potestatem condendi legem humanam, seu civilem. Denique hæc potestas superior est species cujusdam dominii: non est autem tale dominium hoc, ut ei respondeat propria servitus despotica, sed subjectio civilis; ergo est dominium jurisdictionis, quale est in principe, seu rege.

8. Quidam autem jurisperiti hoc limitant, ut verum habeat in legibus juris communis, seu regni, non verò in legibus municipalibus, seu statutis particularium populorum, ut videre licet per Felinum, et quos ipse refert in capite *Cùm omnes*, de Constit. numero 9 et 10, in fine. Fundantur, quia multæ communitates habent potestatem condendi statuta, quæ non habent jurisdictionem. Confirmari potest, quia jura civilia sæpè distinguunt jurisdictionem ab imperio, id est, à potestate imperandi, ut videri potest in l. *Ea, quæ*, ff. Ad municipalem, et in l. *Imperium*, ff. de Jurisdict. omni judic.; lex autem propriè pertinet ad potestatem imperandi, ut facilè intelligi potest ex dictis supra de essentiâ legis; ergo potestas per se necessaria ad legem non est jurisdictio.

9. Respondetur nihilominùs, non esse necessariam limitationem, nisi fortassè in terminis sit æquivocatio: rationes enim factæ universaliter, et sine restrictione probant. Et declaratur ex divo Thomâ in 2-2, quæst. 67, art. 1, ubi probat, ad ferendam sententiam esse necessariam jurisdictionem ex eo quòd ad legem est necessaria, quia sententia et est lex particularis, et vim habet coercitivam; ergo à fortiori quælibet lex, quantumvis particularis videatur, jurisdictionem requirit. Quia nunquàm est tam particularis, quantùm est senten

tia, et semper habet, vel habere debet adjunctam coercitionem, ut constat ex Aristotele supra, et ex dictis juribus, quia vis directiva sine coercitivâ invalida est. Quòd autem ad sententiam ferendam requiratur jurisdictio, nullus unquàm dubitavit. Unde confirmatur : nam si ad dicendum jus necessaria est jurisdictio, multò magis ad constituendum.

10. Ad fundamentum autem illorum auctorum negari potest assumptum ; quia vel statuta non sunt veræ leges, vel sine jurisdictione non fiunt, de quibus plura in sequentibus. Circa confirmationem (propter leges in eâ citatas) adverto, jurisdictionem adæquatè, et propriè sumptam significare potestatem dominativam, politicam seu gubernativam, quomodò de illâ nunc loquimur. Et in hâc significatione jurisdictio intrinsecè includitur in imperio politico, ne tyrannicum sit, argumento cap. *Quid culpatur,* 23, q. 1, ubi suprema potestas gubernandi rempublicam *legitimum imperium* appellatur, et juxta gradum, et modum imperii erit etiam gradus et modus jurisdictionis. Aliquando verò jurisdictio sumitur strictè juxta nominis etymologiam pro merâ potestate judicandi; nam per sententiam propriè dicitur, seu explicatur jus, et hoc modo non repugnat esse in aliquo potestatem judicandi sine potestate ferendi legem : quamvis nunquàm sit sine aliquâ potestate coercitivâ, quæ nomine imperii strictè etiam sumpti videtur aliquando significari. Unde è contrario potestas magistratûs, quæ ad vindicanda crimina datur usque ad pœnam sanguinis, solet in jure civili vocari tantùm imperium, et ita videtur accipi in dictis legibus. Et in l. *Potestatis,* ff. de verborum significatione, et tunc solet vocari merum imperium, l. 2, cum Glossâ ibi, ff. de in jus vocan. cum similibus, licet re verâ tale imperium sine potestate jurisdictionis esse non possit, sicut è contrario nec jurisdictio esse potest sine aliquo imperio, juxta l. ult. ff. de eo, cui mandat., est jurisd., ubi mandatâ jurisdictione, mandari dicitur aliquod imperium, *quia jurisdictio sine modicâ coercitione nulla est.* Hæc ergo duo in re non separantur, servatâ proportione, sed solùm in aliquo usu vocum, atque ita potestas ferendi leges, sicut est potestas imperandi, ita etiam est jurisdictionis potestas.

11. Ad rationem ergo dubitandi negatur consequentia, quia licet homo non sit creatus, vel natus subjectus potestati principis humani, natus est subjicibilis ei (ut sic dicam). Unde actu illi subjici, licet non sit immediatè à naturâ, non est etiam contra jus naturale præcipiens : imò est consentaneum rationi naturali, ut humana respublica habeat aliquem, cui subjiciatur, quamvis ipsum naturale jus per se non effecerit subjectionem politicam sine interventu humanæ voluntatis, ut videbimus. Ad confirmationem primam fatemur, imperia, et regna sæpè fuisse per tyrannidem, et vim introducta, et usurpata ; negamus tamen hoc pertinere ad intrinsecam rationem, seu naturam talis principatûs, sed ad hominum abusum ; unde etiam negamus à principio fuisse hoc modo regna introducta, ut jam exemplis ostensum est. Verba autem illa Oseæ, specialiter de regibus Israel præter Dei voluntatem introductis dicta sunt, ut latè ibi exponit Ribera. Possunt verò applicari, vel ad omnes tyrannos, vel ad omnes, qui iniquè regnant, licet sint veri reges; vel ad eos, qui licet sint indigni, et inepti ad gubernationem, illam ambiunt. Et hi sæpè dicuntur non regnare ex Deo, non quia veri reges non sint, sed quia non secundùm Dei voluntatem regnant; vel quia permittente Deo, potiùs quàm ordinante, ad tale munus assumuntur, ut videre licet in Orig. Homil. 4 in Judic.

12. Ad aliam confirmationem ex Augustino respondeo, inde solùm haberi principatum humanum non esse congenitum cum naturâ, non verò esse contra naturam. Sentit verò ibi Augustinus dominium unius hominis in alium non esse ex institutione primâ naturæ, sed occasione peccati ; sed loquitur de dominio, cui servitus, et conditio servilis respondet. Divus autem Gregorius clariùs loquitur de potestate gubernandi ; intelligendus autem est quoad potestatem coercitivam, et exercitium ejus. Nam quoad directivam probabilius videtur, futuram fuisse in hominibus, etiam in statu innocentiæ. Nam etiam inter angelos est ordo, et principatus, ut constat ex modo loquendi Scripturæ, et ex Dionysio capite 9 de eccles. Hierarch., et Gregor. Hom. 34 in Evang. Discursus etiam factus potest ad statum innocentiæ applicari, quia non fundatur in peccato, vel aliquâ deordinatione, sed in naturali hominis conditione, quæ est esse animal sociale, et naturaliter postulare modum vivendi in communitate, quæ necessariò debet regi per potestatem publicam. Coactio verò supponit deordinationem aliquam, et ideò quoad illam dicitur hæc potestas introducta occasione peccati. Sicut etiam subjectio uxoris ad virum naturalis

est, et in statu innocentiæ esset : et nihilominùs post peccatum dicitur Evæ Genes. 3: *Sub viri potestate eris*, scilicet, quoad vim coercitivam proportionatam, ut significavit Augustinus libro 11 Genes. ad litteram cap. 37.

13. Ad tertiam confirmationem ex locis Scripturæ respondet ibi tribui Deo, quod est proprium Dei, non negari hominibus, quod ab ipsis participari potest. Isaias ergo excitat populum suum ad fiduciam in Deum, et in protectionem ejus; quia ipsum habebat, ut verè Dominum, regem, et legislatorem, nimirùm excellenti, et singulari modo : non tamen excludit, quin populus ille haberet proprium regem humanum, qui etiam erat in suo gradu dominus, et cæt. Sic etiam potest intelligi locus Jacobi de supremo legislatore, et judice, ut indicant illa verba : *Qui potest perdere et liberare:* hoc enim videtur esse proprium Dei. Satis verò commodè potest exponi, ut illud verbum *Unus* non tam singularitatem, quàm identitatem significet, ita ut sensus sit : ille, qui est legislator, est etiam judex; nec debet usurpare judicium, qui legislator non est, nec ejus virtutem habet; unde subjungit: *Tu autem quis es, qui judicas fratrem tuum?* Non ergo negat homines esse posse legislatores, et ferre judicium, sed reprehendit eos, qui temerè judicant, et ita usurpant munus judicum, et legislatorum. Ad quartam confirmationem respondebimus in sequentibus, explicando legis humanæ obligationem.

CAPUT II.

In quibus hominibus immediatè existat ex naturâ rei potestas hæc condendi leges humanas.

1. Ratio dubitandi est, quia vel est in singulis, vel in omnibus, seu in totâ collectione eorum. Primum dici non potest, quia neque omnes sunt aliorum superiores, neque ex naturâ rei aliqui habent hanc potestatem magis quàm alii, quia non est major ratio de his quàm de illis. Secundum etiam non videtur posse dici, tum quia aliàs omnes leges manantes ab hâc potestate, essent communes omnibus hominibus; tum etiam quia non apparet à quo possit tota hominum multitudo habere hanc potestatem, quia non ab ipsis hominibus, quia dare non possunt, quod non habent; neque etiam à Deo, quia aliàs non posset illa potestas mutari; sed necessariò manere deberet in totâ hominum communitate, quatenùs perpetuâ successione durat. Sicut quia Deus contulit potestatem spiritualem Petro, necessariò in illo, vel successoribus ejus durat, nec potest per homines immutari.

2. Circa hanc quæstionem solet referri opinio aliquorum Canonistarum dicentium, hanc potestatem ex naturâ rei esse in aliquo supremo principe, cui à Deo collata est, et per successionem durare debet semper in aliquo. Citatur Glossa in cap. *Denique*, 7, q. 1. Sed ibi solùm dicit, filium regis jure esse regem, quod longè diversum est, nec dicit illum successionis modum perpetuò in hominibus fuisse. Citatur etiam Glossa in capite *Quoniam*, d. 10, quatenùs ait, imperatorem à solo Deo habere potestatem. Sed ibi per illam exclusivam solùm intendit dicere, non habere à papâ, non verò quòd non habeat ab hominibus : nam ibidem ait, imperatorem fieri ab exercitu juxta antiquum morem, cujus fit mentio in cap. *Legimus*, d. 93. Itaque hæc opinio neque auctoritatem habet, neque fundamentum, ut magis ex sequentibus patebit.

3. Dicendum ergo est, hanc potestatem ex solâ rei naturâ in nullo singulari homine existere, sed in hominum collectione. Conclusio est communis, et certa : sumitur ex D. Thom. q. 90, art. 3, ad 2, et q. 97, art. 3, ad 3, quatenùs sentit principem habere potestatem ferendi leges, quam in illum transtulit communitas, ut habent etiam, et fatentur leges civiles l. 1, ff. de Constit. principum l. 2, vers. *Novissimè*, ff. de Origin. juris, tradunt latè Castro lib 1 de Lege pœnali cap. 1, § *Postquàm;* Soto lib. 1 de Justit. q. 1, art. 3, et videri etiam potest lib. 4 de Justit. q. 2, art. 1 et 2; Ledesm. 2 p. quarti, q. 18, art. 3, dub. 10; Covarr. in Practicis cap. 1, concl. 1; Navar. in cap. *Novit.* de Judiciis notab. 3, n. 119. Ratio prioris partis evidens est, quæ in principio est tacta, quia ex naturâ rei omnes homines nascuntur liberi, et ideò nullus habet jurisdictionem politicam in alium, sicut nec dominium; neque est ulla ratio, cur hoc tribuatur ex naturâ rei his respectu illorum, potiùs quàm è converso. Solùm posset quispiam dicere, Adamum in principio creationis ex naturâ rei habuisse primatum, et consequenter imperium in omnes homines, et ita potuisse ab illo derivari, vel per naturalem originem primogenitorum, vel pro voluntate ipsius Adæ. Sic enim dixit Chrysost. homil. 34 in primam ad Corinth., ex uno Adamo omnes homines formatos, et procreatos esse, ut significaretur subordinatio ad unum principem. Verumtamen ex

vi solius creationis, et originis naturalis, solùm colligi potest, habuisse Adamum potestatem œconomicam, non politicam; habuit enim potestatem in uxorem, et postea patriam potestatem in filios, quamdiù emancipati non fuerunt; potuit etiam discursu temporis habere famulos, et completam familiam, et in eâ plenam potestatem, quæ œconomica appellatur. Postquàm autem cœperunt familiæ multiplicari, et separari singuli homines, qui erant capita singularum familiarum, habebant eamdem potestatem circa suam familiam. Potestas autem politica non cœpit, donec plures familiæ in unam communitatem perfectam congregari cœperunt. Unde sicut illa communitas non cœpit per creationem Adæ, nec per solam voluntatem ejus, sed omnium, qui in illâ convenerunt; ita non possumus cum fundamento dicere, Adamum ex naturâ rei habuisse primatum politicum in illâ communitate; ex nullis enim principiis naturalibus id colligi potest, quia ex vi solius juris naturæ non est debitum progenitori, ut etiam sit rex suæ posteritatis. Quòd si ex principiis naturæ hoc non colligitur, non possumus cum fundamento dicere, Deum speciali dono, aut providentiâ dedisse illi hanc potestatem, quia nullam de hoc habemus revelationem, nec Scripturæ sacræ testimonium. Ad quod etiam facit, quod capite præcedenti ex Augustino notavimus, Deum non dixisse, faciamus hominem, ut præsit hominibus, sed cæteris animantibus: potestas ergo dominandi, seu regendi politicè hominis, nulli homini in particulari data est immediatè à Deo.

4. Hinc facilè concluditur altera pars assertionis, nimirùm, potestatem hanc ex vi solius juris naturæ esse in hominum communitate. Probatur, quia est in hominibus, ut probatum est, et non in singulis, vel in aliquo determinate, ut etiam est ostensum; ergo in collectione; est enim sufficiens partitio. Ut autem hoc meliùs intelligatur, advertendum est, multitudinem hominum duobus modis considerari, primo solùm, ut est aggregatum quoddam sine ullo ordine, vel unione physicâ, vel morali, quomodò non efficiunt unum quid nec physicè, nec moraliter; et ideò non sunt propriè unum corpus politicum, ac proinde non indigent uno capite, aut principe. Quapropter in eis consideratis hoc modo nondùm intelligitur hæc potestas propriè, ac formaliter, sed ad summum quasi radicaliter. Alio ergo modo consideranda est hominum multitudo, quatenùs speciali voluntate, seu communi consensu in unum corpus politicum congregantur uno societatis vinculo, et ut mutuò se juvent in ordine ad unum finem politicum, quomodò efficiunt unum corpus mysticum, quod moraliter dici potest per se unum; illudque consequenter indiget uno capite. In tali ergo communitate, ut sic, est hæc potestas ex naturâ rei, ita ut non sit in hominum potestate ita congregari et impedire hanc potestatem. Unde si fingamus homines utrumque velle, scilicet, ita congregari veluti sub conditione, ut non manerent subjecti huic potestati, esset repugnantia, et ideò nihil efficerent. Quia sine gubernatione politicâ, vel ordine ad illam non potest intelligi unum corpus politicum; tum quia hæc unitas magnâ ex parte insurgit ex subjectione ad idem regimen, et ad aliquam communem, et superiorem potestatem; tum etiam, quia aliàs corpus illud non posset dirigi ad unum finem, et commune bonum, et ideò naturali rationi repugnat dari congregationem humanam, quæ per modum unius corporis politici uniatur, et non habere aliquam potestatem communem, cui singuli de communitate parere teneantur, ideòque si illa potestas non sit in aliquâ personâ determinatè, necesse est, ut in totâ communitate existat.

5. His verò addendum est, hanc potestatem non ita esse ex naturâ rei in multitudine hominum, ut necessariò sit una numero in totâ specie, seu in totâ collectione hominum existentium in universo orbe. Quia necessarium non est ad conservationem, aut bonum naturæ, ut omnes homines ita congregentur in unâ politicâ communitate, imò vix erat id possibile, et multò minùs erat expediens. Dixit enim Aristoteles 7 Polit. cap. 4, civitatem nimis copiosam difficilè gubernari rectè; difficiliùs ergo regnum, si nimis amplum sit; multò ergo difficiliùs totum universum, loquendo de civili gubernatione. Unde mihi verisimilius est, vel nunquàm, vel brevissimo tempore fuisse hanc potestatem hoc modo in totâ hominum collectione, sed paulò post mundi creationem cœpisse homines dividi in varias respublicas, et in singulis fuisse hanc potestatem distinctam. Unde Augustin. 15 de Civit. cap. 8, colligit ex Genes. 4, ante diluvium Caïn fuisse primum, qui proprium regnum, et rempublicam construxit, et libro 16, cap. 4, addit, post diluvium fuisse Nembrod ex Genes. 10. Nam Caïn fuit primus, qui divisit communitatem perfectam, separando se à familiâ paternâ; idemque postea fecit Nemrod respectu Noe.

6. Atque hinc tandem concluditur, potestatem hanc ferendi leges humanas proprias, et

particulares (quas civiles vocamus, tanquàm ordinatas ad regimen unius communitatis perfectæ) hanc (inquam) potestatem nunquàm fuisse unam et eamdem in totam hominum universitatem; sed ita fuisse per communitatem divisam, sicut ipsæ communitates instituebantur, et dividebantur. Unde etiam concluditur, non fuisse hanc potestatem civilem (saltem ante Christi adventum) in uno particulari homine respectu totius universitatis, quia neque omnes homines aliquando convenerunt ad illam conferendam alicui principi supra totum universum; neque scimus, Deum illam contulisse alicui. Nam maximè id poterat de Adamo cogitari, de quo tamen jam id exclusimus. Nec denique aliquis unquàm per bellum, vel alio simili modo talem potestatem sibi comparavit, ut ex historiis constat, quid verò dicendum sit post Christi adventum in sequenti libro dicam. Per hæc autem non excluditur, quod supra de jure gentium dicebamus; imò potiùs inde confirmatur. Nam licet universitas hominum non fuerit congregata in unum corpus politicum, sed in varias communitates divisa fuerit, nihilominùs ut illæ communitates sese mutuò juvare, et inter se in justitiâ et pace conservari possent (quod ad bonum universi necessarium erat) oportuit, ut aliqua communia jura quasi communi fœdere, et consensione inter se observarent; et hæc sunt, quæ appellantur jura gentium, quæ magis traditione, et consuetudine, quàm constitutione aliquâ introducta sunt, ut diximus. Et hoc est duplex illud jus proprium, et commune, quod distinguit Cajus in l. *Omnes populi,* ff. de justitiâ et jure.

CAPUT III.

An potestas ferendi leges humanas sit data hominibus immediatè à Deo, ut auctore naturæ.

1. Ratio dubitandi esse potest, quia ex dictis sequi videtur, à singulis hominibus per proprium eorum consensum derivari hanc potestatem in totam communitatem ex eis coactam. Nam idem est principium talis potestatis, et ipsius communitatis, in quâ residet; sed ipsa communitas coalescit, medio consensu, et voluntate singulorum; ergo ab eisdem etiam voluntatibus manat potestas. Major patet, quia positâ communitate, sequitur hæc potestas, sed qui dat formam, dat consequentia ad formam; ergo qui est proximus auctor talis communitatis, videtur etiam esse auctor, et collator potestatis ejus. In contrarium verò est, quia priusquàm homines in unum corpus politicum congregentur, hæc potestas non est in singulis, nec totaliter, nec partialiter : imò nec in ipsâ rudi (ut sic dicam) collectione, vel aggregato hominum existit, ut capite præcedenti declaratum est : ergo nunquàm potest hæc potestas provenire immediatè ab ipsis hominibus.

2. In hâc re communis sententia videtur esse, hanc potestatem dari immediatè à Deo ut auctore naturæ, ita ut homines quasi disponant materiam, et efficiant subjectum capax hujus potestatis, Deus autem quasi tribuat formam dando hanc potestatem. Ita indicat Cajet. tom. 1 Opusc. tract. 2 de Potestate papæ p. 2, cap. 10, ad 2 confirmationem; et Covar. cap. 1 practic. quæstion., latiùs Victor. in Relect. propriâ de hâc potestate; Soto lib. 4 de Justit. quæst. 2, art. 1. Et potest suaderi, quia, ut antea dicebam, suppositâ voluntate hominum conveniendi in unâ politicâ communitate, non est in potestate eorum impedire hanc jurisdictionem; ergo signum est proximè non provenire ex eorum voluntatibus, quasi ex propriâ causâ efficienti. Sicut in matrimonio rectè colligimus, virum esse caput mulieris ex dono ipsius auctoris naturæ, et non ex voluntate uxoris, quia licet ipsi voluntate suâ matrimonium contrahant, tamen si matrimonium contrahant, hanc superioritatem impedire non possunt. Confirmatur ex Paulo ad Roman. 13, dicente : *Non est potestas nisi à Deo, et qui potestati resistit, Dei ordinationi resistit;* ergo etiam hæc potestas est à Deo; ergo est immediatè ab ipso Deo, quia à nullo alio priùs, seu immediatiùs est.

3. Declaratur secundò, quia hæc potestas habet plures actus, qui videntur excedere humanam facultatem, prout est in singulis hominibus : ergo signum est, non esse ab illis, sed à Deo. Primus actus est punitio malefactorum; etiam usque ad mortem : nam cùm solus Deus sit Dominus vitæ, solus ipse videtur potuisse dare hanc potestatem. Et ideò dixit Augustin. libro de Naturâ boni capite 32 : *Nocentium potestas non est, nisi à Deo.* Secundus actus est, constituere in materiâ aliquâ medium virtutis necessarium ad honestatem ejus. Tertiò cum hoc statu conjunctus est effectus obligandi in conscientiâ, ut infra videbimus, quod maximè videtur pertinere ad divinam potestatem. Quartus est vindicare injurias singulorum, cùm alioqui scriptum sit : *Mihi vindicta, et ego retribuam,* dicit Dominus Roman. 12. Ergo signum est hanc potestatem esse divinam; alioqu

potuissent homines alium modum vindicandi injurias usurpare, quod est contra naturalem justitiam.

4. In hâc sententiâ unum est certum et clarum, aliud verò aliquâ explicatione indiget. Primum est, hanc potestatem esse à Deo ut à primo, et principali auctore. Hæc enim videtur clara sententia Pauli, et sufficienter probari rationibus factis. Et præterea quia potestas hæc est aliquid in rerum naturâ, et sive sit res physica, sive moralis, est simpliciter res bona, et magnæ æstimationis, ac necessitatis ad bonam consuetudinem humanæ naturæ; ergo necessariò manare debet ab ejus auctore. Denique quia illi, qui hâc potestate utuntur in humanâ communitate, Dei ministri sunt; ergo potestatem à Deo acceptam administrant; est ergo Deus auctor non solùm præcipuus, sed etiam proprius hujus potestatis. Alterum verò explicatione indigens est, quomodò Deus dicatur immediatè conferre hanc potestatem.

5. Circa quod breviter dico primo, hanc potestatem dari à Deo per modum proprietatis consequentis naturam, eo modo quo dando formam, dat consequentia ad formam. Probatur primò, quia Deus non dat hanc potestatem per specialem actionem, vel concessionem à creatione distinctam; aliàs de tali concessione deberet per revelationem constare, quod falsum esse constat : alioqui non esset talis potestas naturalis; ergo datur ut proprietas consequens naturam, nimirùm, medio dictamine rationis naturalis, ostendentis, Deum sufficienter providisse humano generi, et consequenter illi dedisse potestatem ad suam conservationem, et convenientem gubernationem necessariam.

6. Secundò assero, hanc potestatem non resultare in humanâ naturâ, donec homines in unam communitatem perfectam congregentur, et politicè uniantur. Probatur, quia hæc potestas non est in singulis hominibus divisim sumptis, nec in collectione, vel multitudine eorum quasi confusè, et sine ordine, et unione membrorum in unum corpus; ergo prius est tale corpus politicum constitui, quàm sit in hominibus talis potestas, quia priùs esse debet subjectum potestatis, quàm potestas ipsa, saltem ordine naturæ. Semel autem constituto illo corpore, statim ex vi rationis naturalis est in illo hæc potestas; ergo rectè intelligitur esse per modum proprietatis resultantis ex tali corpore mystico jam constituto in tali esse, et non aliter. Quocirca sicut homo, eo ipso, quòd creditur, et habet usum rationis, habet potestatem in se ipsum, et in suas facultates, et membra ad eorum usum, et eâ ratione est naturaliter liber, id est, non servus, sed dominus suarum actionum; ita corpus politicum hominum, eo ipso quòd suo modo producitur, habet potestatem, et regimen suî ipsius, et consequenter habet etiam potestatem super membra sua, et peculiare dominium in illâ. Atque eâdem proportione, sicut libertas data est unicuique homini ab auctore naturæ, non tamen sine interventu causæ proximæ, seu parentis, à quo producitur; ita hæc potestas datur communitati hominum ab auctore naturæ, non tamen sine interventu voluntatum, et consensuum hominum, ex quibus talis communitas perfecta congregata est. Tamen sicut in priori exemplo voluntas parentis solùm est necessaria ad generandum, non tamen requiritur specialis voluntas dandi filio libertatem, aut alias facultates naturales, quæ per se non pendent ab speciali voluntate generantis, sed naturaliter consequuntur; ita in præsenti voluntas hominum solùm est necessaria, ut unam communitatem perfectam componant; ut autem illa communitas habeat prædictam potestatem, non est necessaria specialis voluntas hominum, sed ex naturâ rei consequitur, et ex providentiâ auctoris naturæ, et in hoc sensu rectè dicitur ab ipso immediatè collata.

7. Tertiò addo, licet hæc potestas sit veluti proprietas naturalis perfectæ communitatis hominum, ut talis est, nihilominùs non esse in eâ immutabiliter, sed per consensum ipsiusmet communitatis, vel per aliam justam viam posse illâ privari, et in alium transferri. Hoc satis constat ex usu, et ex sequentibus illationibus ampliùs explicabitur. Nunc ostenditur ex adducto exemplo, seu proportione ad illud : nam libertas à servitute proprietas est naturalis hominis, ideò dici solet esse de jure naturæ, et nihilominùs per propriam voluntatem potest se homo illâ privare, vel etiam ex justâ causâ illâ privari, et in servitutem redigi; ergo simili modo communitas humana perfecta, licet ex naturâ rei libera sit, et potestatem in se habeat, potest aliquo modo ex prædictis illâ privari. Unde considerare licet, quòd licet proprietates physicæ manantes à naturâ soleant esse immutabiles naturaliter; nihilominùs hæ proprietates quasi morales, quæ sunt veluti dominia, seu jura, mutari possunt per contrariam voluntatem, quamvis à naturâ sint ac-

cepta; sicut interdùm etiam proprietates physicæ, quæ contrarium habent, vel pendent à dispositionibus habentibus contrarium, mutationi obnoxiæ sunt, ut constat.

8. Secundò declaratur idem ex convenientiâ aliquâ, et aliâ differentiâ inter hanc potestatem, et illam, quæ est ex speciali institutione divinâ, ut est, verbi gratiâ, potestas Pontificis. Nam hæc potestas licet à Christo sit data tali personæ ritè electæ, ipsemet Pontifex potest, si voluerit, illam renuntiare, se illâ spoliando, saltem acceptante Ecclesiâ, ut nunc suppono; in hoc ergo est aliqua convenientia, quia etiam communitas hominum, licet à Deo habuerit potestatem, potest se illâ spoliare, si velit. Est tamen differentia in modo, tum quia Pontifex semel electus non potest ab universis hominibus ob quamcumque causam privari suâ potestate, vel dignitate invitus, sed tantùm à Christo, qui illam dedit: respublica autem potest interdùm ex justâ causâ privari suâ libertate per coactionem, ut per justum bellum; tum etiam, quia Pontificis potestas non potest ita mutari, ut ab unâ personâ in aliquam communitatem transferatur; quia non est in potestate hominum monarchicum regimen in Ecclesiâ mutare; communitas autem humana potest suam jurisdictionem transferre in unam personam, vel in aliam communitatem, ut patebit. Est ergo hæc potestas non solùm mutabilis, sed etiam mutabilior, magisque à voluntatibus hominum pendens. Tertiò potest reddi ratio hujus differentiæ, quia ea, quæ sunt ex institutione speciali, pendent à voluntate instituentis, quæ ab inferioribus mutari non potest; hæc autem potestas non est ab institutione, sed à naturâ, et ideò eo modo datur, quo est conveniens naturæ rationali secundùm rectam rationem, et prudentiam. Ratio autem naturalis dictat non esse necessarium, imò nec conveniens tali naturæ habere hanc potestatem immutabilem in totâ communitate: vix enim posset illa sic sumpta, et nullâ determinatione adjunctâ, vel mutatione factâ, illâ uti; ergo ita datur à naturâ, et ejus auctore, ut possit in eâ mutatio fieri, prout communi bono magis fuerit expediens.

CAPUT IV.

Corollaria ex superiori doctrinâ.

1. Ex dictis in superiori capite possumus aliqua inferre, quæ ad omnia dicenda magnam lucem afferent. Primum est, quòd licet hæc potestas absolutè sit de jure naturæ, determinatio ejus ad certum modum potestatis, et regiminis est ex arbitrio humano. Declaratur; nam (juxta doctrinam Platonis in Dialogo civili, seu de Regno, et in libris de Repub. et Aristotelis 3 Polit. cap. 5, et 8 Ethic. cap. 10), triplex est politica gubernatio simplex: monarchia, id est, per unum caput; aristocratia, id est, per paucos et optimos; democratia, id est, per plures et plebeios. Ex quibus confici possunt varii modi gubernationis mixtæ, seu compositæ ex illis simplicibus per participationem vel omnium, vel duorum ex illis. De quibus videri potest fusè, et optimè Bellarmin. lib. 1 de Summo Pontifice à principio per nonnulla capita. Stando ergo in jure naturali non coguntur homines eligere determinatè unum ex his modis gubernationis. Quia licet inter eos monarchia sit melior, ut Aristoteles latè ostendit, et colligi potest ex gubernatione, et providentiâ totius universi, quam oportet esse optimam, et inde conclusit Aristot. 12 Metaph. in fine, esse monarchiam dicens: *Unus ergo princeps.* Idemque ostendit exemplum Christi Domini in institutione et gubernatione suæ Ecclesiæ: ac denique id etiam suadet frequentior usus omnium nationum. Licet hoc (inquam) ita sit, nihilominùs alii modi gubernandi non sunt mali, sed possunt esse boni, et utiles, ideòque ex purâ lege naturæ non coguntur homines habere hanc potestatem in uno, vel in pluribus, vel in collectione omnium; ergo hæc determinatio necessariò fieri debet arbitrio humano. Et ita etiam constat experientiâ, magnam esse in hoc varietatem: nam alicubi est monarchia et rarò est simplex, quia, suppositâ fragilitate, ignorantiâ, et malitiâ hominum, regulariter expedit aliquid admiscere ex communi gubernatione, quæ per plures fit, quæ etiam est major, vel minor juxta varias consuetudines, et judicia hominum: pendet ergo tota hæc res ex humano consilio et arbitrio. Intelligendum igitur est, singulos homines ex naturâ rei habere partialiter (ut sic dicam) virtutem ad componendam, seu efficiendam communitatem perfectam: eo autem ipso, quòd illam componunt, resultat in totâ illâ hæc potestas. Nihilominùs tamen jus naturæ non obligat, ut vel per ipsam totam communitatem immediatè exerceatur, vel in ipsâ semper maneat. Imò quia moraliter difficillimum esset, ita fieri: esset enim infinita confusio, et morositas, si suffragiis omnium leges essent conditæ; ideò statim determinatur hæc potestas ab homini-

bus ad aliquem ex prædictis modis gubernationis, quia non possunt alii excogitari, ut facilè consideranti patebit.

2. Secundò sequitur ex dictis, potestatem civilem, quoties in uno homine, vel principe reperitur, legitimo ac ordinario jure, à populo, et communitate manâsse, vel proximè, vel remotè, nec posse aliter haberi, ut justa sit. Hæc est sententia communis jurisperitorum in l. 1, ff. de Constit. Princip., et in l. 2, ff. de Orig. jur. Ex quibus juribus id etiam habetur. Idem Panorm. et alii canonistæ in cap. *Per venerabilem,* Qui filii sint legitimi. Idem D. Thomas q. 90, art. 3; et q. 97. Cajetan. citato opusc. de Potestate papæ part. 2, capite 2 et 10. Victor. in propriâ Relectione de hâc re, et alii allegati. Ratio ex dictis est, quia hæc potestas ex naturâ rei est immediatè in communitate; ergo ut iste incipiat esse in aliquâ personâ tanquàm in supremo principe, necesse est ut ex consensu communitatis illi tribuatur. Deinde explicatur à sufficienti partium enumeratione : nam hæc potestas potest intelligi data regibus immediatè ab ipso Deo, sed hoc, licet aliquando sit factum ut in Saül et Davide, tamen illud fuit extraordinarium, et supernaturale quoad modum; juxta communem autem, et ordinariam providentiam non ita fit, quia homines juxta naturæ ordinem non revelationibus, sed naturali ratione reguntur in his, quæ civilia sunt. Neque obstat, quòd Scriptura interdùm dicit, Deum dare regna, et mutare suo nutu, Daniel. 4; et Isai. 45, dicitur Cyrus à Deo constitutus rex. Unde Joan. 19, dixit Christus : *Non haberes in me potestatem ullam, nisi tibi datum esset desuper ;* in his enim solùm significatur, hæc omnia non fieri sine speciali providentiâ Dei, vel ordinantis, vel permittentis, ut dixit August. tract. 6 in Joan., et 22 contra Faustum c. 74. Hoc tamen non excludit quin per homines fiant, sicut alii effectus omnes, qui fiunt per causas secundas, principaliter tribuuntur providentiæ Dei.

3. Secundò potest hæc potestas esse in rege per successionem hæreditariam, et ita existimant nonnulli juristæ à principio fuisse : sed rectè alii advertunt successionem necessariò supponere dominium vel potestatem in eo cui succeditur, et ideò necessariò deveniendum esse ad aliquem, qui alteri non successerit, quia non proceditur in infinitum. De illo ergo primo inquirimus, unde habuerit regnum, et potestatem, quia non habet à se jure naturæ; ergo successio non potest esse prima radix hujus potestatis in rege. Quapropter necesse est, ut primus habuerit potestatem supremam immediatè à republicâ; successores autem illius ab illâ habeant mediatè, et radicaliter. Et quia res transit ad successorem cum suo onere, conditiones illæ, cum quibus primus rex à republicâ regnum accepit, ad successores transeunt, ita ut cum eisdem oneribus regnum habeant.

4. Tertius titulus regiæ potestatis esse solet bellum, quod oportet esse justum, ut verum titulum et dominium conferat. Et hinc multi existimant, in principio introducta esse regna per tyrannidem potiùs quàm per veram potestatem, ut videre licet in Alvaro Pelagio libro 1 de Planctu Ecclesiæ cap. 41; Driedo. lib. 1 de Libert. christ. cap. 15; Petro Bert. in tract. de Orig. juris, q. 1. Quando ergo regnum per solam vim injustam possidetur, non est vera potestas legislativa in rege : fieri autem potest, ut successu temporis populus consentiat, et admittat talem principatum, et tunc reducetur potestas ad populi traditionem, et donationem. Interdùm autem contingere potest, ut respublica antea non subjecta regi per justum bellum subjiciatur : illud autem semper est quasi per accidens in pœnam alicujus delicti, et tunc ipsa tenetur parere, et consentire subjectioni, atque ita etiam ille modus quodammodò includit consensum reipublicæ, vel exhibitum, vel debitum. Quanquàm hìc præcipuè loquimur de hâc potestate, quatenùs per se introduci potest, et dari uni homini. Ac denique si quis rectè consideret, quando hæc subjectio sit per justum bellum ad unum regem, jam supponitur in eo potestas regia, per quam possit tale bellum indicere, et illa solùm est veluti justa extensio regni : ergo semper reducenda est hæc potestas regia ad aliquem, qui non per bellum, sed per justam electionem, vel populi consensionem illam comparaverit; ergo à sufficienti divisione rectè concluditur, potestatem hanc à republicâ ad principem manâsse.

5. Objici verò potest, quia hinc sequitur, potestatem regiam esse ex solo jure humano, quod videtur contra modum loquendi Scripturæ : *Per me reges regnant,* Proverb. 8; et ad Rom. 13 : *Minister enim Dei est,* etc. Item sequitur regnum esse supra regem, quia illi dedit potestatem. Unde ulteriùs fit, posse, si velit, illum deponere, vel mutare, quod omninò falsum est. Propter hæc Victor. supra sentit, absolutè dicendam esse potestatem regiam de jure divino, et à Deo datam, suppositâ electione ho-

minum. Contrarium verò docent Bertrand. et Driedo supra, et Castro lib. de Lege pœnal. cap. 1. Et sine dubio hoc verum est, si loquamur formaliter de potestate regiâ, quatenùs talis est, et in uno homine existit. Nam potestas hæc gubernativa politicè secundùm se considerata, sine dubio est ex Deo, ut dixi, tamen esse in hoc homine est ex donatione ipsius reipublicæ, ut ostensum est; ergo sub eâ ratione est de jure humano. Item quòd regimen talis reipublicæ, vel provinciæ sit monarchicum, est ex hominum institutione, ut supra ostensum est; ergo et principatus ipse est ab hominibus. Cujus etiam signum est, quia juxta pactum, vel conventionem factam inter regnum et regem, ejus potestas major vel minor existit; ergo est ab hominibus, simpliciter loquendo.

6. Divina autem Scriptura duo significat in illis locutionibus. Unum est, hanc potestatem secundùm se spectatam esse à Deo, et esse justam, et conformem divinæ voluntati; aliud est suppositâ translatione hujus potestatis in regem, jam gerere vicem Dei, et naturale jus obligare ad parendum illi. Sicut quando unus homo privatus se vendit, et tradit alteri in servum, dominium illud ab homine simpliciter est; illo verò contractu supposito, jure divino, et naturali obligatur servus parere Domino. Et ita patet responsio ad confirmationem, negando simpliciter sequelam, quia translatâ potestate in regem, per illam efficitur superior etiam regno, quod illam dedit, quia dando illam se subjecit, et priori libertate privavit, ut in exemplo de servo, servatâ proportione, constat. Et eâdem ratione non potest rex illâ potestate privari, quia verum illius dominium acquisivit, nisi fortassè in tyrannidem declinet, ob quam possit regnum justum bellum contra illum agere, de quo aliàs.

7. Tertiò colligitur ex dictis, loquendo ex naturâ rei, seu juxta naturalem et ordinarium cursum humanarum rerum, nullas esse leges civiles universaliter latas pro toto orbe, et quæ omnes homines obligent. Quod quidem vel ex ipso nomine constat: loquimur enim de legibus humanis, strictè distinguendo illas à jure gentium, quæ ideò civiles appellantur, quia sunt particulares unius civitatis, vel gentis, ut dicitur in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et jur. Loquimur item de legibus quæ per potestatem naturalem ferri possunt, omissâ pro nunc supernaturali potestate. Tales ergo leges quasi ex intrinsecâ conditione postulant, ut universales non sint. Ratio à priori est, quia nulla est potestas legislativa, quæ habeat jurisdictionem in totum orbem, seu in omnes homines; ergo nulla lex civilis potest esse ita universalis. Consequentia est clara, quia lex non egreditur terminos jurisdictionis ferentis eam: *Scimus enim*, ut ait Paulus, *quòd omnis lex ad eos, qui sub lege sunt, loquitur*. Nam *extra territorium jus dicenti impunè non paretur*, ut dicunt jura; multò ergo minùs parendum est extra territorium jus seu legem ferenti. Antecedens autem patet ex dictis, quia potestas hæc non est in totâ hominum communitate, quia non omnes componunt unam rempublicam, aut regnum, nec est in uno aliquo homine; deberet enim illam habere ab hominibus, quod fingi non potest, quia homines nunquàm convenerunt ad illam conferendam, vel ad constituendum sibi caput unum. Imò, neque titulo belli, sive justo, sive injusto, fuit unquàm aliquis princeps qui universo orbi fuerit temporaliter dominatus, ut ex historiis constat; ergo secundùm humanæ naturæ cursum nulla est, nec fuit, nec moraliter esse potuit potestas legislativa humana universalis pro toto orbe. Occurrebat autem in præsenti difficultas de imperatore, de quo in libro seq. cap. 5 dicam. Quapropter, licet totum universum gubernetur, et obligetur legibus civilibus, ut moraliter constat de omnibus nationibus, quæ aliquam politiam habent, et non sunt omninò barbaræ; non tamen regitur totum eisdem legibus, sed cum partitione accommodâ, unaquæque respublica, vel regnum suis legibus gubernatur. Quomodò verò hæc potestas in Ecclesiâ Christi locum habeat, et an peculiarem aliquam institutionem receperit, in sequentibus dicemus.

8. Quartò potest ex dictis breviter colligi, quibus modis participari possit hæc potestas ferendi leges humanas. Dicendum est enim inprimis haberi posse immediatè à Deo, quia non potest hæc potestas habere aliam originem, ut capite superiori ostensum est, et quia Deus est auctor omnium bonorum, et consequenter omnium potestatum, et præsertim hujus, quæ ex divinâ providentiâ maximè pendet, cùm ad bonos hominum mores, et convenientem conservationem, ac gubernationem necessaria sit. Unde necesse est ut hæc potestas sit à Deo immediatè in aliquo, quia si in aliquo est mediatè, in aliquo alio erit immediatè, cùm non possit procedi in infinitum. Duobus autem modis potest esse à Deo, scilicet, naturaliter, ut ab auctore naturæ, vel supernaturaliter, ut ab auctore gratiæ. De hoc posteriori dicemus in li-

bro 5. Prior verò satis ex dictis declaratus est. Atque inde etiam constat posse hanc potestatem esse immediatè ab hominibus, et mediatè à Deo, imò ordinariè ita esse, loquendo de potestate naturali. Quia cùm immediatè sit in communitate, per illam derivata est ad reges, vel principes, seu senatores: rarò enim, aut nunquàm in totâ communitate retinetur, ita ut per illam immediatè administretur. Postquàm verò translata est hæc potestas ad aliquam singularem personam, quamvis per successiones, vel electiones varias ad plures transeat, semper intelligitur haberi immediatè à communitate, quia ex vi primæ institutionis ad cæteros transit. Sicut potestas pontificia, licet per plures electiones ad plures personas successivè varietur, semper est in omnibus immediatè à Deo.

9. Oportet autem hîc distinguere duos modos quibus haberi solet potestas aliqua, scilicet, vel ut ordinaria, vel ut delegata. Nam quæ dicta sunt de ordinariâ potestate procedunt; ita enim est hæc potestas immediatè à Deo in communitate, et eodem modo ab illâ transfertur in principem, ut tanquàm proprius dominus illâ utatur, et ut habens illam ex vi proprii muneris. De alio verò modo quæri potest an hæc potestas delegabilis sit. Quod dubium movet Bartol. in l. *Omnes populi,* ff. de Justitiâ et Jure, q. 2 princip. quæstiunc. 5, numer. 20; et Panormit. in cap. *Gravem,* de sententiâ excommun. Potestque tractari de omni potestate legislativâ humanâ, tam supernaturali, quàm naturali, et in quocumquo statu, et ita videtur tractari à dictis auctoribus, qui simpliciter docent potestatem hanc delegabilem esse. Quod Panormitan. colligit ex dicto capite *Gravem,* ibi: *Quidam cives Pisani deputati à potestate et populo ad statuta civitatis edenda,* etc. Colligi etiam solet ex primâ lege Codicis, § *Quibus.*

10. Sed advertendum est duobus modis fieri posse hanc commissionem, seu delegationem. Uno modo ut delegatio sit ad condendum legem, decernendo an sit justa et utilis, vel necessaria, et quibus ferenda sit, non tamen extendatur potestas delegati ad dandam legi vim obligandi, et consequenter nec ad promulgandam illam tanquàm legem. Et hoc modo manifestum est potestatem hanc esse delegabilem; tamen illa re verâ non est delegatio jurisdictionis, sed solùm cujusdam ministerii requirentis scientiam et peritiam. Unde potiùs videtur esse per modum cujusdam consultationis. Et hoc modo est quotidiana hæc delegatio; imò vix possunt leges aliter ferri à principibus, qui per se non possunt omnia necessaria ad legem condendam efficere. Et si quis rectè consideret allegata jura, solùm hoc probant. Aliter ergo erit propria delegatio, quando ita alicui committitur legis editio, ut possit etiam per suam voluntatem illi dare auctoritatem et robur sine aliâ confirmatione, vel approbatione delegantis, et hic modus non est tam frequens, vel facilis. Unde Bartholus supra distinguit inter communitatem et principem, et dicit communitatem posse delegare hanc potestatem, quando communitas habet hanc potestatem ut ordinariam, et suo arbitrio potest illâ uti ut voluerit. At principes, aut judices, quibus demandata est hæc jurisdictio, dicit non posse illam delegare, tum quia illorum industria postulatur, quando illis committitur, et ideò non possunt in alium eam curam transferre, argumento l. 1 de Officio ejus, cui mandata est jurisdictio, tum etiam quia videtur in eis esse hæc potestas tantùm delegata, et ideò non possunt eam subdelegare.

11. Omisso verò priori membro, quod est clarum, posterius indiget declaratione. Nam si intelligatur de imperatore, regibus et aliis principibus, ad quos hæc potestas reipublicæ simpliciter translata est, falsam continet doctrinam. Quia in his principibus non est hæc potestas delegata, sed ordinaria: est enim perpetua, et ex vi muneris sui eis convenit; item hi principes possunt aliquibus civitatibus, vel dynastis inferioribus concedere illam ut ordinariam; cur ergo non poterunt committere etiam illius delegationem? quandoquidem ex parte ipsius potestatis nihil obstat quin delegabilis sit, ut ipse Bartholus supponit, et est clarum, quia omnis potestas solius jurisdictionis delegabilis est; talis autem est hæc potestas. Quocirca translatio hujus potestatis à republicâ in principem non est delegatio, sed quasi alienatio, seu perfecta largitio totius potestatis, quæ erat in communitate; quapropter sicut communitas poterat illam delegare, ita et princeps. Neque ita illi committitur, ut personalis ejus industria requiratur, magis quàm in communitate requiretur; sed simpliciter illi conceditur, ut per se, vel per alios illâ utatur, eo modo, quo illi magis videbitur expedire. Et hâc ratione etiam summus pontifex, et non solus ille, sed etiam episcopi possunt suam legislativam potestatem delegare, quando sunt ordinarii legislatores, et procedit in eis eadem ratio.

12. Illa ergo sententia Bartholi solum habet locum in his magistratibus et judicibus, quibus hæc potestas à summis potestatibus delegata est: nam in illis tantùm procedunt rationes Bartholi. Quia verò ille de communitatibus specialiter loquitur, posset dictum ejus verificari in his rebuspublicis, quæ de facto liberæ sunt, supremamque potestatem in se retinent, et nihilominùs legum lationem committunt, vel senatui, vel duci, aut soli, aut cum senatu. Nam hi fortassè tantùm sunt delegati, et ideò non poterunt suam potestatem delegare, nisi hoc ipsum in ipsâ delegatione declaratum sit, vel ex consuetudine constet in hoc sensu eis esse commissam talem potestatem, quod potiùs pertinet ad factum, quàm ad jus, et ideò nihil certius de illo affirmare possumus. Et eàdem ratione nihil dicere possumus de actuali delegatione hujus potestatis, id est, in quibus sit hæc potestas delegata, quia hoc pendet ex liberâ voluntate, et nihil de hâc re communi jure statutum est.

CAPUT V.

An potestas ferendi leges civiles perseveret in Christi Ecclesiâ (1) *et per eas obligare possit Christianos seu fideles baptizatos.*

1. Quæ hactenùs diximus de naturali potestate humanâ ad leges civiles ferendas, generalia sunt ad omnes ethnicos et infideles; ut ergo nobis usui esse possint (quia de his legibus prout sunt in usu Ecclesiæ, et ad mores fidelium pertinere possunt, in præsenti tractamus) necessarium est doctrinamdatam ad Ecclesiam Christi applicare, et quomodò in eâ locum habeat, et servanda sit, exponere. Circa propositam ergo quæstionem fuit error circa tempora Christi et Apostolorum exortus quorumdam dicentium, non esse licitum fidelibus alium dominum recognoscere præter Deum, ideòque secularibus principibus, aut eorum legibus obediendum non esse. Ita refert Hieron. ad Tit. 3, in principio, censetque auctorem hujus erroris fuisse Judam illum Galilæum, de quo refertur Actor. 5: *Extitisse in diebus professionis*, id est, ortûs et nativitatis Christi, quando *exiit edictum à Cesare Augusto, ut describeretur universus orbis, et ibant omnes, ut profiterentur*, ut dicitur Lucæ 2. Et additur de illo Judâ, *quòd avertit populum post se;* quid autem ille prædicaret, Lucas non explicat. Hieronymus autem refert, dicens: *Inter cætera hoc quasi probabile proferebat ex lege, nullum debere Dominum, nisi solum Deum vocari, et eos, qui ad templum decimas deferrent, Cesari tributa non reddere.* Et hanc hæresim (ait) multùm percrebuisse usque ad tempora prædicationis Christi, et illius occasione Pharisæos misisse discipulos suos ad Christum interrogandum, an liceret, censum dare Cæsari, et cæt. Matth. 22. Addit Anastasius Nizen. quæst. 67 in Scripturam, sectatores hujus Judæ Galilæi, vocatos fuisse Galilæos; et prohibuisse offerre sacrificia pro imperatore, et populo Romano, et ideò interfectos fuisse à Pilato. Hos enim credit esse illos Galilæos, quorum sanguinem miscuit Pilatus cum sacrificiis eorum, ut attigit Lucas cap. 13. Nec verò ideò hæresis ipsa extincta est, sed usque ad tempora Apostolorum durâsse creditur, quia Apostoli Galilæi erant, et novam doctrinam prædicabant; venisse dicuntur in suspicionem, quòd credentes etiam averterent ab obedientiâ principum secularium, ac legum civilium. Ita sentit Hieronymus supra, dicens, ideò Paulum tum ibi, tum ad Rom. 13, monere Christianos, ut obediant principibus, quia *Judæ Galilæi dogma adhuc per illud tempus vigebat.* Chrysost. etiam Hom. 23 ad Rom.: *Plurima* (inquit) *tunc temporis circumferebatur fama traducens Apostolos veluti seditiosos, rerumque novatores, qui omnia ad evertendum leges communes et facerent, et dicerent.*

2. Non invenio autem vel ab aliis Patribus, vel ab aliquo ex antiquis scriptoribus declaratum, an reverâ illis temporibus fuerit aliquis hæreticus, et apostata à fide Christi, qui specialiter conatus fuerit errorem hunc in Ecclesiam introducere, et Christianis suadere, legibus imperatorum non esse subjectos. Nam Judas ille Galilæus et ante Christi prædicationem fuit, et de solis Judæis videtur fuisse locutus.

An verò post illum fuerit aliquis idem asserens de Christianis, vel solùm per falsos rumores ea suspicio sparsa fuerit contra Christianos tempore Apostolorum, mihi non constat: Chrysost. autem, et alii magis hoc posteriùs indicant, nec inter hæreses antiquas, quæ post Christum fuerunt, invenio hanc referri ab Epiphanio, Aug., Damas. aut aliis. Nostris verò temporibus Lutherus hanc hæresim magnâ exaggeratione docuit: dixit enim, Christianis nullam, sive ab hominibus, sive ab Angelis ullo jure imponi posse, nisi quantùm ipsi

(1) Intendit hìc Suaresius per Ecclesiam Christi, societatem christianam, ut facilè patebit ex legendis in capite.

velint ; neque principes habere jus super christianum hominem, et quidquid aliter fit, tyrannico spiritu fieri. Ita refert Prateol. in Luthero, anno 1520. Posteaque eumdem errorem secuti sunt Anabaptistæ, et Trinitarii, de quibus refert Bellarmin. lib. 3 de Laicis capite 2, quòd dixerint, non licere Christianis gerere magistratus, nec inter Christianos debere esse tribunalia, judicia, etc.

3. Fundamentum istorum sumitur ex redemptione Christi, et libertate, quam per ea obtinuit credentibus in ipsum. Sic intelligentes illud Matth. 17 : *Ergo liberi sunt filii ;* ubi per filios omnes Christianos intelligunt, quos dicunt esse liberos à tributis regibus solvendis (de his enim ibi Christus loquebatur), unde fit etiam, ut sint liberi ab eorum regimine, et potestate : nam hæc mutuò se consequuntur. Idque confirmant ex illo Lucæ 22 : *Reges gentium dominantur eorum ; vos autem non sic.* Et illud Matthæi ult. : *Baptizantes eos*, et cæt. *docentes servare omnia quæcumque mandavi vobis ;* non ergo mandata hominum. Item illud 1 Cor. 7 : *Pretio empti estis, nolite fieri servi hominum.*

4. Hìc etiam adduci possunt illa testimonia, quibus hæretici utuntur, ad probandum omnes fideles esse liberos à lege : nam cùm id dicant etiam de lege naturali, multò magis dicent idem de lege civili. Unde etiam consequens est, ut de omnibus fidelibus idem dicecere debeant, tum quia ipsi dicunt, omnes fideles esse justos, si tamen eâ fide, quam ipsi fingunt, id est, certâ fiduciâ de suâ justitiâ, quia tunc nihil eis imputatur, etiam si contra quamcumque legem sit; tum etiam quia ipsi dicunt, Christum liberâsse omnes à jugo cujuscumque legis ; ergo nemo potest eos subjicere, sive justi sint, sive non sint.

5. Nihilominùs dicendum est primò : Magistratus civilis etiam in lege gratiæ et inter Christianos permansit, suamque vim et potestatem retinet cum moderatione tali statui accommodatâ. Hanc ultimam partem remittimus in librum sequentem, ubi de spirituali potestate legislativâ dicendum est : nam hæc moderatio tota consistit in subordinatione magistratûs civilis ad ecclesiasticum, et ideò sine hujus cognitione explicari non potest ; omissâ ergo hâc parte, conclusio posita est de fide. Probatur primò ex his quæ insinuavimus, referendo antiquum errorem Judæ Galilæi ; nam ille virtute damnatus fuit à Christo Domino, quando illâ occasione (ut supra dicebamus) interrogatus an liceret dare Cæsari censum, respondet Lucæ 26, et Matth. 22 : *Reddite ergo quæ sunt Cæsaris, Cæsari, et quæ sunt Dei, Deo.* Ex quo loco colligit præceptum solvendi tributa principibus Justin. Apol. 2 pro Christianis, aliquantulùm à principio. Quod etiam confirmavit Christus Matth. 17, cùm jussit tributorum exactoribus pro se et Petro reddi tributum : expenduntque Iren. l. 5, c. 24 ; et Ambr. l. 4 in Luc. cap. penultim., dicentes, ibi esse datum spirituale documentum, quo Christiani viri sublimioribus potestatibus docentur debere esse subjecti, et habetur in cap. Magnum 11, quæstione 1. Imò multi censent cùm Christus dixit Joann. 10 : *Quot ante me venerunt, fures sunt, et latrones*, non solùm propter antiquos pseudoprophetas, sed propter eos, qui proximè præcesserant, inter quos ille Judas fuerat, id dixisse. Ut videri potest in Chrysost. Theophyl. et Euthimio : quos sequuntur Tolet. et Maldon. Joannis 10, et Lorin. Actorum 5, qui alios referunt. Posset verò quos dicere, illos eo tempore errâsse, quia nondùm verus Christus venerat, nec suam Ecclesiam instituerat, et ita Christi verba solùm ad illud tempus referri.

6. Igitur ad hoc præveniendum, et cavendum, Apostoli ex professo errorem illum refutârunt tanquàm valdè perniciosum Ecclesiæ, fideique propagationi. Expressa satis est sententia Pauli ad Rom. 13 : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit.* Quæ verba de potestate, et magistratu civili Chrysost. et communiter expositores intelligunt, et Nazianzenus Orat. 17 ad Populum timore percul, et Iræneus supra, et optimè Aug. Epist. 54 ad Maced. et Basil. in Constitut. Moral. capite 23. Qui non excludunt ecclesiasticam potestatem, sed potiùs Basil. inde sumit à fortiori argumentum in favorem illius, de quo postea videbimus. Qualis autem sit illa subjectio declarat Apostolus dicens : *Ideò necessitate subditi estote*, quasi diceret non esse urbanitatis subjectionem, vel arbitrariam, sed necessariam, et ex obligatione. Et originem, ac primariam radicem assignat, cùm totam hanc potestatem ad Deum refert, ut in eo capite sequenti latiùs exponemus. Similem sententiam habet Paul. ad Titum 3, dicens : *Admone illos principibus, et potestatibus subditos esse.* Et 1 Pet. 2 : *Subjecti estote omni humanæ creaturæ propter Deum,* id est, omni homini, qui vicem Dei gerit in terris, et ad quem refertur subjectio illi exhibita, et subdit : *Sive regi tanquàm præcellenti,* etc.

7. Et potest à posteriori confirmari : nam supra ostensum est, magistratum politicum ex naturâ rei convenire humano generi, et communitati, ex quo verò principio sequitur, reges gentium, priusquàm ad Ecclesiam veniant, esse veros reges, si justo titulo regna possident : dici autem non potest, quòd propter conversionem ad fidem, vel ipsorum vel suorum subditorum sua regna, et dominia amittant ; ergo etiam in Ecclesiâ retinent suam potestatem, quam veluti naturali jure, seu ordine possidebant. Minor patet, tum quia illud fuisset magnum fidei impedimentum ; quis enim rex fidem suscipere, vel à suis subditis recipi permitteret, si crederet, eo ipso manere privatum suo dominio, vel subditos fieri à suâ obedientiâ liberos ? Tum etiam quia hoc statim apparet injustum, et re verâ est, nisi ex Dei revelatione ostendatur, ejus voluntate esse factum ; at hoc ostendi non potest ; imò contrarium constat, et sine dubio ita expediebat ad fidei puritatem, et ad omnem calumniam vitandam. Unde antiqui Patres advertunt, in initio prædicationis evangelicæ, dæmones, et hostes fidei hanc notam, et infamiam religioni christianæ inurere voluisse quòd principatus humanos everteret, et libertatem, ac confusionem quamdam introduceret, et ideò Apostolos Petrum et Paulum ex professo tanto malo occurrisse. Ita Chrysost. et Hieron. quos in principio citavi.

8. Et idem sentit Justin. Martyr dictâ Apologiâ 2 pro Christianis, ubi ex professo persuadere conatur imperatori potestatem quam habeat tunc in Christianos ad justitiam exercendam ab eis recognosci. Imò addit : *A vobis autem hoc etiam contendimus, ut eos, qui non congruenter ejus* (id est, Christi) *decretis et præceptis vivunt ; tantùmque Christiani dicuntur, suppliciis coerceatis.* Et Aug. conc. in id Psal. 118 : *Principes persecuti sunt me gratis*, eleganter expendens particulam illam, *Gratis*, ait, si Evangelium eos suis regnis privaret, videri possent non gratis, nec sine occasione persecutiones contrà illud excitâsse ; nunc autem verè gratis, quia non eripit mortalia, qui regna dat cœlestia. Unde cùm Prophetæ prædixerunt, reges terræ ad Christum convertendos fuisse, ut Isaiæ 49 et 60, non significârunt amissuros fuisse regna eò quòd Christo subjicerentur, sed illuminandos, ut meliùs possent judicare terram, juxta illud Psalm. 2 : *Et nunc, reges, intelligite ; erudimini qui judicatis terram, servite Domino in timore*, etc. Et constat à principio Ecclesiæ id observatum esse in imperatoribus Philippo et Constantino, et postea in aliis, et usque hodiè servari in his provinciis, et regnis, quæ de novo ad fidem convertuntur. Imò rectè expendit Basil. dicto cap. 23 Constitutionum, non solùm debere Christianos parere suis regibus conversis ad fidem, sed etiam, *quod majus est* (inquit) *etiam illis, quorum vita erat :* nam tales erant principes seculi, quando Apostoli illis obedire præcipiebant utique in his quæ mala non sunt, nec Deo contraria, quia naturalis justitia hoc postulat, cui Evangelium non contradicit. Ideòque tales reges per bellum privari non possunt suâ potestate, nisi in christianæ religionis injuriam, vel fidelium subditorum perniciem illâ abutantur, ut est constans sententia apud theologos.

9. Denique rationem à priori hujus veritatis sumo ex Augustin. libr. 19 de Civit. cap. 17, ubi veritatem catholicam his verbis proponit : *Civitas cœlestis, vel potiùs pars ejus, dùm apud terrenam civitatem velut captivam vitam suæ peregrinationis agit, legibus terrenæ civitatis, quibus hæc administrantur, quæ sustentandæ vitæ mortali accommodata sunt, obtemperare non dubitat.* Hoc autem in virtute sic probat : *Terrena civitas, etiam quæ non vivit ex fide, humanam pacem appetit, in eoque defigit imperandi, obediendique concordiam civium, ut sit eis de rebus ad moralem vitam pertinentibus quædam compositio voluntatum.* At cœlestis etiam civitas dùm hìc peregrinatur, *istâ pace necesse est utatur, donec ipsa, cui talis pax necessaria est, mortalitas transeat ;* ergo necesse est illam servare leges civitatis terrenæ, quæ ad illam pacem juvant, *ut quando communis est mortalitas, communis etiam sit pax, et concordia.* Unde concludit inferiùs : *Hæc ergo cœlestis civitas, dùm peregrinatur in terrâ, ex omnibus gentibus cives evocat, atque in omnibus linguis peregrinam colligit societatem, non curans quidquid in moribus, legibus, institutisque diversum est, quibus pax terrena vel conquiritur, vel tenetur ; nihil eorum rescindens vel destruens ; imò etiam servans, ac sequens, quod licet diversum sit in diversis rationibus, ad unum tamen eumdemque finem terrenæ pacis intenditur, si religionem, quâ unus summus et verus Deus colendus docetur, non impedit.* Est ergo summa rationis, quòd finis civilium legum per se bonus est, et Christianis etiam necessarius ; ergo etiam leges, quæ ad illum ordinantur, et magistratus à quibus condi possunt, sunt in Ecclesiâ necessarii. Item hic

ordo naturalis est, et gratia non destruit naturam, sed perficit, et Christus non prohibuit hunc modum regiminis; ubi enim est prohibitio? Tandem sine potestate temporali, et civili non posset spiritualis ordo, et regimen protegi, vel conservari, ut ipsa experientia docet; unde egregiè dixit Nazianzenus dictâ Orat. 17: *Submittamus nos tum Deo, tum aliis, tum iis qui imperium in terrâ gerunt: Deo quidem omnibus de causis, alii autem aliis propter charitatis fœdus, principibus denique propter ordinem, publicæque disciplinæ rationem.*

10. Ad fundamenta hæreticorum facilis est responsio: nam Christus dicens Matth. 17: *Ergo liberi sunt filii,* de se ipso potissimùm loquebatur; vanum ergo est, et sine fundamento dictum, ibi nomine filiorum intelligi omnes Christianos, et ideò omnes illos esse exemptos jure divino à tributorum solutione. Neque ullus sanctorum ita illud exposuit, sed contrarium ipsi docuerunt cum Paulo Roman. 13, consentaneè ad Christi doctrinam in aliis locis, ut ostensum est. An verò ibi comprehensi fuerint clerici omnes vel immediatè, vel saltem in Petro, in tractatu de Immunitate Ecclesiasticâ disputatum est. Ad secundum dicitur, Christum ibi non prohibere temporale regnum, sed monere discipulos suos, tum ut principatum non ambiant; tum ut si præsidere cogantur, non sint tanquàm dominantes, sed potiùs ut ministrantes. Duo enim de regibus gentium proposuit, unum, quòd non regere, sed dominari, et in servitutem redigere subditos volunt; aliud, quòd titulos honoris et excellentiæ affectant. *Vos autem* (inquit) *non sic, sed qui major est in vobis fiat sicut minor, et qui præcessor est, sicut ministrator.* Similia habet Matt. 20, et Marci 10, et ubique reprehendit nimiam cupiditatem dominandi, pravum usum, non legitimum imperium, et ita exponunt in illis locis Ambros., Hieron. et Chrysost.

11. Ad tertium ex Matth. ultim. respondetur primò, Christum dicendo: *Docentes eos servare omnia quæcumque mandavi vobis,* non exclusisse alia, sed ea commemorâsse, quæ maximè necessaria erant, quæque jam tunc erant stabilita. Deinde dico, ibi in virtute comprehendisse reliqua, quia ipse præcipit servare integrè legem naturalem, et dare unicuique quod suum est, et facere aliis quod unusquisque vult sibi ab aliis fieri: in his autem principiis fundatur, quòd sit obediendum superioribus potestatibus in quocumque ordine. Unde in illis verbis continetur, quòd fideles debeant obedire parentibus, et servi dominis, et subditi prælatis; aliàs juxta hæreticorum sensum, omnis obedientia hominibus præstanda, esset sublata per illa verba Christi, quod est contra omnem rationem, et contra verba ejusdem Christi Lucæ 10: *Qui vos audit, me audit, et qui vos spernit, me spernit.* Quæ licet de prælatis Ecclesiæ præcipuè dicta sint, in omnibus superioribus legitimis cum proportione locum habent, juxta illud ad Colos. 3: *Sicut Domino, et non hominibus,* etc. Et infra: *Domino Christo servite.* Et clariùs ad Ephes. 6: *Servi, obedite dominis carnalibus cum timore et tremore in simplicitate cordis vestri sicut Christo.* Et 1 Petr.: *Servi, subditi estote dominis,* etc.

12. Ad quartum testimonium ex 1 Cor. 7: *Nolite servi fieri hominum,* facilè respondetur ibi non de servitute corporali, sed de spirituali esse sermonem, ut patet ex præcedentibus verbis, *pretio empti estis,* et ita facti Christi servi, ut ibi sæpiùs dixerat; huic autem servituti opponit servitutem hominum; loquitur ergo de spirituali servitute. Nam de corporali jam dixerat, nihil obstare Christi servituti; imò consilium dederat: *Servus vocatus es, non sit tibi curæ.* Tunc autem dicitur quis fieri servus hominum servitute peccati, quando ut placeat hominibus displicet Deo, et quando temporalibus dominis contra Dei honorem obsequitur, et ita dixerat ibi paulò superiùs: *Quòd si infidelis discedit, discedat. Non enim servituti subjectus est frater, aut soror in hujusmodi. In pace autem vocavit nos Deus.* Obedientia ergo ad homines, si sit justa, et honesta, non est contra Christi redemptionem, sed est paci, et justitiæ consentanea. Atque ita exposuit illa verba Chrysost. Homil. 19 in 1 ad Corinth. Qui etiam addit posse servum manentem servum secundùm humanam conditionem exuere conditionem servilem, non serviendo Domino ut homini, sed ut Christo, ut aliis locis citatis Apostolus consulit. Et ita posset etiam exponi: *Nolite fieri servi hominum,* cùm sitis à Christo redempti, ipsi servite in hominibus, et ita non efficiemini servi hominum, tametsi conditione sitis servi. Quæ posterior expositio veram continet doctrinam, sed prior est litteralis: nam illa verba (ut idem Chrysost. notat) non ad servos tantùm, sed ad omnes homines etiam liberos dicta sunt, ut nolint fieri spiritualiter servi, cùm tanto pretio sint redempti. Et ita etiam exposuit Ambr. in id Psal. 43: *Vendidisti populum tuum sine pretio.* Ad reliqua

hæreticorum fundamenta in primo libro responsum est, et contra falsam libertatem christianam, quam ipsi fingunt, in libro sequenti, et latiùs in ultimo hujus tractatùs disseremus. Contra fictionem autem illam de justificatione per imputationem, mediante solâ fiduciâ in Christum, in tractat. de Gratiâ dicendum est.

CAPUT VI.

An hæc potestas ad ferendas leges civiles obligantes universam Ecclesiam sit in summo Pontifice?

1. Diximus esse in Ecclesiâ Christi potestatem temporalem ad obligandos Christianos legibus civilibus; nunc videndum sequitur, apud quos sit hæc potestas, et priùs dicemus, an sit aliqua talis potestas universalis pro totâ Ecclesiâ, et postea quomodò re verâ distributa sit. Respectu autem universalis Ecclesiæ de duabus maximè personis dubitari potest, scilicet, Pontifice summo, et imperatore, de quibus sigillatim dicemus. Multi ergo doctores tradiderunt, Pontificem summum habere directam potestatem ad ferendas leges civiles pro universâ Ecclesiâ. Imò quidam dixerunt, habere illam pro universo orbe. Moverique potuerunt, quia Christus Dominus illam habuit, et vices suas vicario suo plenè concessit. Unde D. Petro ait Ecclesia: *Tibi tradidit Deus omnia regna mundi.* Verumtamen si hæc sententia intelligatur de universo orbe, prout includit non tantùm fideles, sed etiam infideles priusquàm ad fidem convertantur, et de directâ potestate, et jurisdictione in illos, est clarè falsa. Quia Christus Dominus nunquàm concessit Ecclesiæ hanc potestatem, sed solùm respectu fidelium dedit potestatem, et jus prædicandi, illis dicens Matth. ultimo: *Euntes docete omnes gentes*: ubicumque autem dedit potestatem gubernativam, loquitur respectu fidelium. Joan. 21: *Pasce oves meas;* et Matth. 16, priùs dixit Petro: *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam.* Et postea addidit: *Quodcumque ligaveris, etc.* Et cap. 18, priùs dixit: *Dic Ecclesiæ;* et postea: *Quæcumque alligaveritis, etc.* Atque hanc causam dixit Paul. 1 Corinth. 5: *Quid enim mihi de his, quæ foris sunt judicare?* id est, de infidelibus, qui sunt extra Ecclesiam, et non subjacent jurisdictioni ejus. Unde Innoc. 3, cap. *Gaudemus,* de Divort. dixit, constitutiones canonicas non obligare extra Ecclesiam paganos: multò ergo minùs possent obligare leges civiles latæ à Pontifice per directam potestatem. Hinc etiam omnes theologi in materiâ de fide pro comperto habent non posse Pontificem vi cogere infideles ad sibi obediendum: at verò si haberet directè supremam potestatem temporalem, in illud posset illos justè cogere. Imò reges ipsi infideles non essent veri, et supremi reges in temporalibus, sed tenerentur recognoscere Papam, ut superiorem principem in illo ordine, quod est manifestè falsum, et contra usum et sensum Ecclesiæ.

2. Aliter ergo potest illa sententia intelligi de orbe christiano, ita ut in universâ Ecclesiâ habeat summus Pontifex hanc directam potestatem à Christo datam, et consequenter de se extendatur ad totum simpliciter, si totus fidem, ut tenetur, suscipiat. De facto verò solùm in his partibus orbis, in quibus est Ecclesia, illam exercere valeat, sive illam per se exerceat, sive per imperatorem cui illam demandavit. Et hoc sensu tenuerunt illam opinionem Alvarus Pelagius L. 1 de Planctu Ecclesiæ cap. 44; D. Anton. 3. p. tit. 22, cap. 5, § 8 et 13; Sylvestr. verb. *Papa*, q. 2, 7 et 10; et in verbo *Legitimus*, q. 4; August. de Anchorâ, de Potestate Eccl. q. 1, art. 7 et 8, q. 22, art. 2 et 3, q. 23, art. 1 et sequentib. et sæpè in illo opere, et multi alii, quos referunt Navar. in c. *Novit.* de Judiciis notab. 3, num. 19; et Covarr. in regulâ *Peccatum*, 2 p., § 9, n. 7. Fundamentum est, quia Ecclesia Christi, quæ de se universalis est et totum mundum complectitur, est etiam perfectè una, et optimè instituta; ergo tam in temporalibus, quàm in spiritualibus est vera monarchia: nam hoc spectat ad perfectionem ejus, ut utraque sit in uno, et eodem capite, quia aliàs non possent commodè subordinari, et uniri; ergo cui Christus dedit supremam spiritualem potestatem, dedit etiam temporalem. Unde Nicolaus Papa in capite 1, d. 22, de Christo Domino dicit: *Qui beato Petro æternæ vitæ clavigero terreni simul et cœlestis imperii jura commisit.* Et Bonifacius VIII in Extravag. *nam sanctam*, de Majoritate et obedientiâ, dicit, in summo Pontifice esse utrumque gladium temporalem, et spiritualem. Hujus etiam argumentum est, quia Pontifex tribuit imperatori dignitatem imperialem c. *In nomine Domini*, dist. 23, et c. *Venerabilem*, de Electione, et ideò imperator priusquàm à Papâ confirmetur, vel coronetur, jurat illi fidelitatem, ex c. *Tibi Domino* dist. 63 et clariùs in Cle-

ment. 2, de Jur. jur. Hinc etiam Papa aliquando deponit imperatorem ex justâ causâ cap. *Ad apostolicæ*, de Sentent. et Re judic. in 6. Unde etiam transtulit imperium à Græcis ad Germanos, ut dicitur in dict. c. *Venerabilem*, et in dictâ Clement. 1, et tractat latè Bellarm. integro opere de illâ translatione. Denique vacante imperio Pontifex judicat subditos imperii, Clement. *Pastoralis*, § ult. de Re judic. et c. *Licet ex suscepto* de Foro compet.

3. Nihilominùs sententia est, summum Pontificem, etiam in hoc sensu non habere directam potestatem temporalem in universum orbem, sed solùm in illa regna, vel provincias, quarum est Dominus temporalis. Ut autem hæc sententia verè, et catholicè intelligatur, advertendum est, aliud esse omnem potestatem, etiam supremam in illo ordine esse subjectam potestati summi Pontificis ; aliud verò quòd summus Pontifex habeat directam potestatem temporalem distinctam à spirituali, per quam per se directè possit civiliter gubernare totam Ecclesiam. Nam illud primum verum et certum est, non tamen propter temporalem potestatem Petri : sed propter spiritualem, et cui temporalis in ordine ad finem illius subjicitur, ut infra comparando utramque potestatem latiùs dicetur. Quòd si prior sententia in hoc tantùm sensu loquatur, ut interdùm significant auctores pro illâ citati, verum dicunt, licet obscurè loquantur. Hæc verò posterior sententia in secundo sensu loquitur, estque communiter recepta. Tenet Major in 4, dist. 24, q. 3 ; Waldens. lib. 2 Doctr. fidei antiquæ cap. 77 et 78 ; Cajetan. tom. 1 Opusc. tract. 2, cap. 3, et 2-2, q. 43, art. 8 ; Victoria in utrâque Relect. de Potestate Papæ ; Sot. lib. 4 de Justit. q. 4, artic. 2, et in 4, distinct. 25, q. 2, art. 1 ; Turrecremata in Summâ de Ecclesiâ lib. 2, capit. 113, et in cap. *In apibus*, 7, q. 1 ; Bellarm. lib. 5 de Rom. Pontifice, à principio, per nonnulla capita ; Pet. Bertr. tract. de Origine jurisdict. q. 3 ; Covar. et Navar. locis citatis, qui plures alios referunt.

4. Probatur, quia nec ex Scripturâ habemus, Christum dedisse hanc potestatem Petro, neque ex traditione ; ergo cùm sit res supernaturalis, non potest cum fundamento affirmari, maximè cùm ex traditione potiùs oppositum habeamus, fueritque congruentius. Probo singula : nam inprimis Christus in Evangelio solùm promisit Petro claves regni cœlorum per quas potestatem spiritualem supremam significavit, ut Patres exponunt, et videbimus libro sequenti. Postea verò implendo promissionem illam solùm dixit : *Pasce oves meas*, quæ verba etiam de jurisdictione spirituali ab omnibus intelliguntur. Deinde ipsimet Pontifices nunquàm usi sunt in Ecclesiâ hâc directâ potestate in temporalibus, sed quotiescumque circa temporalia usi sunt jurisdictione, solùm id fecerunt indirectè, et in ordine ad spiritualia. Aliunde verò agnoscunt esse in Ecclesiâ reges supremos in temporalibus ; ergo illam in se, et directè non cognoscunt, quia si Pontifex haberet potestatem temporalem supremam, nullus infra ipsum illam haberet, sicut quia potestatem spiritualem supremam habet, nullus ecclesiasticus princeps potest in eo ordine habere supremam potestatem. Antecedens autem probatur ex cap. *Solitæ;* de Majorit. et obedientiâ, et cap. *Per venerabilem.* Qui filii legitimi, et cap. *Novit*, de Judiciis, ubi Pontifex dicit se nolle derogare supremæ jurisdictioni regis Galliæ, nec temporalia judicia usurpare. Similia habet Gelasius Papa in Epist. ad Anastasium, et Nicolaus Papa in Epist. ad Michaelem imperatorem, et habentur in cap. *Duo sunt*, et capite *Cùm ad verum*, cum aliis 69 dist. Unde idem Nicolaus Papa in cap. Inter hæc 33, q. 2, dicit : *Sancta Dei Ecclesia gladium non habet, nisi spiritualem.* Ubi nomine *Gladii*, potestas suprema significatur, ut supra animadverti. Intelligit autem, hunc gladium non esse directè, et formaliter in summo Pontifice, quamvis indirectè, et eminenter (ut sic dicam) illo non careat, et per alios illo uti possit, ut alii Pontifices loquuntur, et infra fusiùs explicabimus. Hoc etiam colligitur ex c. *Si duobus*, § *Denique*, de Appellat., ubi dicitur, in causis civilibus non appellari ad summum Pontificem, nisi in terris illi temporaliter subjectis. Et ad idem faciunt cap. *Lætor*, et capit. *Causam* 2, Qui filii sint legitimi, et cap. *Quoniam*, cum aliis distinct. 10. Ex jure etiam civili hæc assertio constat, quatenùs in eo imperatores etiam Christiani supremâ potestate temporali utuntur L. 1, C. de veteri Jure enucleando, et L. *Benè à Zenone*, C. de Quadrien. præscript.

5. Ratio à priori est, quia Christus Dominus non contulit hanc potestatem, ut satis ostensum est. Imò nec dominium aliquod temporale dedisse directè et immediatè romanæ Ecclesiæ, sed illud, quod habet in terris temporaliter subjectis, ex donatione impera-

torum ac principum habuisse, agnoscunt romani Pontifices in capite *Constantinus*, dist. 96, et capit. *Ego Ludovicus*, dist. 63, et in capit. *Fundamenta*, de Elect. in 6. Congruentia verò est, quia neque ad fidei propagationem, neque ad convenientem gubernationem ecclesiasticam necessarium fuit, talem potestatem Pontificibus dari divinitùs. Prior pars declaratur, quia (ut capite præcedenti dicebam) magnum esset fidei impedimentum, si reges terræ suam amitterent supremam potestatem eo ipso quòd ad fidem converterentur, quod planè sequeretur, si hæc suprema potestas intra Ecclesiam in solo summo Pontifice existeret. Unde quod Ecclesia de Christo Domino canit: *Non eripit mortalia, qui regna dat cœlestia*, verum etiam est de fide ipsius Christi, quæ non tollit potestatem regiam. Altera pars declaratur, quia ad unitatem et regimen pacificum Ecclesiæ sufficit debita subordinatio, quæ esse debet inter potestatem temporalem et spiritualem, quam exemplo corporis et spiritùs optimè declaravit Gregor. Nazian. citatus in cap. *Suscipitis*, dist. 10. Et habetur in Orat. 17, cujus verba paulò aliter sic transfert Jacobus Billius: *An me liberè loquentem æquo animo feretis? Nam vos quoque* (loquitur ad præfectum) *imperio meo, ac throno lex Christi subjecit. Imperium enim nos quoque gerimus; addo etiam perfectius, ac præstantius, nisi verò æquum est spiritum carni fasces submittere et cœlestia terrenis cedere?* Hoc igitur modo habet supremus pastor Ecclesiæ sufficiens ministerium et adjutorium à temporali potestate, et non habet nimiam curam, et sollicitudinem temporalem, quæ spirituale regimen posset impedire, ut sumitur ex dicto cap. *Quoniam*, dist. 10, et optimè ex Amb. in Orat. de tradendis Basilicis, Athanasio in Epist. ad solitariam vitam agentes, Bern. l. 2 de Consideratione.

6. Ex quibus responsum est ad fundamentum contrariæ sententiæ. Jam enim constat, quomodò unitas Ecclesiæ perfectè possit sine illâ potestate temporali subsistere. Et ad omnia illa, quæ ibi referuntur, sufficit eminentia (ut sic dicam) potestatis spiritualis; ratione cujus indirectè habet efficaciam supra temporalia, ut infra iterùm occurrit. Hæc autem potestas indirecta, licet sufficiat ad corrigendas interdùm, vel abrogandas leges civiles, quando vergere possunt in perniciem animarum, non tamen proprie ad ferendas, et statuendas leges civiles, præsertim merè positivas, et formaliter loquendo. Dico autem *merè positivas*, quia declarando jus naturale servandum in aliquo contractu, ut in monte pietatis, vel aliquo simili, potest Papa legem condere, quia talis lex non est propriè constitutiva juris, sed declarativa, et definitiva, quæ definitio ad Papam spectat. Item dixi. *formaliter loquendo*, quia in ordine ad vitandum periculum animæ potest prohibere aliquem contractum, vel contrahendi modum propter periculum, quod in eo esse judicat, et tunc illa non est lex civilis, sed canonica. Item in ordine ad pias causas potest legem condere circa testamentum, vel similia; quia totum hoc sub spirituali fine continetur, et ad legem canonicam spectat.

7. Potest hoc declarari exemplo de præscriptione cum possessione malæ fidei, quæ licet probetur per leges civiles, reprobatur per canonicas cap. ult. de Præscription. Regula *Possessor*, ubi Glossa, et doctores de Regul. jur. in 6. Et ita illa lex, quòd ad præscribendum sit necessaria bona fides, canonica quidem est, et in civilibus locum habet. Dico autem non esse formaliter civilem, quia non respicit temporale commodum, sed spirituale, impedire, scilicet, fraudes, et furta. Simile exemplum est de lege civili, quæ negat alimenta filiis illegitimis, quam reprobat lex canonica ut contrariam æquitati naturali, c. *Cùm haberet*, de eo qui duxit in matrimonium, etc. ut notant Glos. ibi, Panormit. et alii. Et Barthol. in Authenticâ, *Ex complexu*, C. de Incestis nuptiis; Covar. in 2 part. cap. 8, § 6; Anton. Gomez in legem 9 Tauri, n. 37.

8. Quare non mihi probatur quod tradit Felin. in capite, *Ecclesia*, de Constit. n. 45, nimirùm constitutionem illam Ecclesiæ obligare in temporaliter subjectis Papæ, non verò in terris imperii, et loquitur specialiter de illâ lege dandi alimenta filiis spuriis. Contrarium enim omninò dicendum est de omnibus his legibus, quæ licet in materiâ temporali versentur, respiciunt bonum vel causam pietatis, et ideò canonicæ sunt, et per universalem, et supernaturalem potestatem feruntur; talis autem est illa lex, quia causa alimentorum pia est, ut supra Covar. n. 6, cum Alex. in l. 1, ff. soluto Matrim. col. 6, et favent notata per eumdem Felin. in eodem cap. n. 51. Habebit autem locum illa doctrina Felini in legibus Pontificum, quæ directè, et purè disponunt in materiâ temporali: illæ enim non obligant universum orbem, sed illos tantum qui tempo-

raliter sunt sub Ecclesiæ dominio, ac jurisdictione civili, sicut in cap. sequenti dicemus de legibus imperatorum quoad regna non subjecta imperatori : est enim eadem proportionalis ratio. Unde etiam possunt tales reges Pontificis merè temporales non admitti in aliis territoriis, sed contrarium statui per leges imperatoris quoad terras illi subjectas, et per leges aliorum regnorum quoad sua territoria : et in eis tenentur judices judicare secundùm proprias leges, non secundùm Pontificias. Imò licet contingat deesse legem regni pro aliquo casu decidendo, non obligabit in tali loco talis lex canonica, nisi hoc ipsum per leges talis regni dispositum sit, ut ex dicendis in sequenti capite cum proportione constabit. Et ibi etiam dicemus, an in tali casu præferendum sit jus canonicum civili, vel è contrario. Excipit tamen ab hâc regulâ terras imperii Felin. supra n. 49, referens multos Canonistas dicentes, in terris imperii standum esse canoni in materiâ non decisâ per jus civile. Nullam autem ad hoc probandam afferunt legem imperialem, nec rationem; imò nec jura canonica, quæ inducunt, id probant, et ideò consulendam esse censeo consuetudinem, quia ubi per illam de hoc non constiterit, non video unde possit talis obligatio affirmari.

CAPUT VII.

Utrùm potestas universalis ferendi leges civiles obligantes totam Ecclesiam sit in imperatore.

1. Potest hoc loco tractari quæstio celebris inter juristas, an imperator jure sit dominus et princeps totius orbis, et consequenter an possit totum mundum suis civilibus legibus obligare, quamvis de facto ei non obediatur, et ideò suam universalem jurisdictionem actu non exerceat. Sed quia inter theologos quæstio hæc nullam, aut parvam dubitationem, vel difficultatem habet, et quæ in utramque partem afferri solent, satis vulgaria sunt, ideò breviter rem expedimus, attingendo solùm ea quæ ad intelligendam vim, et obligationem legum imperialium conduxerint. Fuit ergo antiquorum utriusque juris doctorum receptissima sententia, imperatorem habere jus, et dominium jurisdictionis in universum orbem. Quam tantâ asseveratione asseruit Barth. in L. *Hostes*, ff. de Captivis, ut hæreticum reputet, qui dixerit, imperatorem non esse dominum orbis. Quod de dominio jurisdictionis verum esse tradit Socin. cons. 127, et Paul. Castren. cons. 61, volum. 2. Et hoc fundamentum tanquàm certum supponit Panorm. 2 p. consil. consilio 6, n. 2, et sequuntur alii multi, quos refert et sequitur Restaur. Catald. tract. de Imperator. q. 52, et alii quàm plures.

2. Hæc verò sententia variis modis potest intelligi. Primò quòd imperatores Romani etiam ante Christi adventum obtinuerint totius mundi principatum legitimum, ac veram jurisdictionem in universum orbem, quæ postea per successionem, vel electionem derivata sit ad posteriores imperatores. At hoc modo videtur illam sententiam intellexisse Barth. et nonnulli alii. Nam in ejus suasionem adducunt verba Lucæ cap. 2 : *Exiit edictum à Cæsare Augusto, ut describeretur universus orbis.* Et verba Christi Matth. 12, et Lucæ 20 : *Reddite ergo quæ sunt Cæsaris, Cæsari, et quæ sunt Dei, Deo.* Nam illis verbis Christus videtur approbâsse imperium Cæsaris, quod Lucas dixit esse in universum orbem. Unde in L. *Deprecatio*, ff. ad leg. Rhodi. de jactu, imperator dicit : *Ego mundi Dominus.*

3. Hæc autem sententia si intelligat imperatorem Romanum fuisse aliquando verum principem totius mundi, habuisseque supremam jurisdictionem supra omnia regna mundi, est planè falsa, et prorsùs sine fundamento excogitata, ut latè ostendit Oldrad. cons. 96. cujus initium est, *consuevit dubitari*, et Joan. Igneus in disput. pro supremâ potestate regis Franciæ, et Alciat. in L. 1, C. de summâ Trin. Glos. 2, et Covar. in Reg. *Peccatum*, 2, § 9, n. 5 et 6; Soto l. 4 de Just. q. 4, art. 2. Ratio autem est, quia imperator Romanus nec à Deo ipso immediatè potestatem illam universalem in totum orbem consecutus est, nec ab hominibus totius universi electus est primus imperator Romanorum, ut ab illo potuerint alii succedere cum eâdem universali potestate, neque etiam per bellum omnia sibi subjecit, neque unquàm de facto tale dominium universale habuit; ergo nullus cogitari potest justus titulus talis potestatis, neque unde originem habuerit, quia illi sunt omnes tituli justè regnandi, neque alius excogitari potest. Quia homo non habet à se talem potestatem; ergo oportet ut habeat illam ab alio; ergo vel à Deo, vel ab homine aliquo ex dictis modis : constat enim ab Angelis non provenire : nullam enim jurisdictionem in homines habent.

4. Primum ergo membrum certum est, quia modus ille concedendi potestatem regiam supernaturalis esset; non enim spectat ad ordinariam providentiam Dei ut est auctor, et gu-

bernator naturæ; ergo non est asserendus sine fundamento, vel revelatione; nullibi autem hoc traditum, aut revelatum est. De solo enim Judæorum populo legimus, quòd priùs per Moysem, Josue et sequentes judices illum gubernaverit, et postea Saülem primum illorum regem constituerit. Secundum membrum per se notum est, quia nec de tali concordiâ et consensu nationum totius universi constat, neque humano modo videtur possibilis. Item constat ex historiis, et legibus civilibus, imperatorem Romanum ab ipso populo, et reipublicâ tantùm Romanâ accepisse potestatem, et dominium sui imperii, ut latè refert Covar. in Practic. capit. 1, concl. 3, seu nu. 3. Unde etiam constat tertium membrum: nam Romani nunquàm occupârunt totum orbem suis bellis et imperio; ergo nunquàm Romanus populus potuit in suum imperatorem transferre jurisdictionem in universum orbem, quia ipse populus, aut respublica illam non habebat, et in hoc rerum genere nemo dat quod non habet. Unde eleganter Prosper lib. 2 de Vocat. gent. cap. 16, aliàs 6: *Gratia christiana* (inquit) *non contenta est eosdem limites habere, quos Roma, multosque populos sceptro Crucis Christi subdidit, quos armis suis ipsa non domuit*. Cui consonat illud Leonis serm. 1 de sanctis Petro et Paulo: *Ut latiùs præsideres religione divinâ, quàm dominatione terrenâ*. Confirmatur, quia ipsimet imperatores fatentur esse aliquos populos sibi non subjectos, L. *Mercatores*, C. de Commerciis, ubi regnum Persarum dicitur non fuisse subjectum Romanis, et in L. 2, C. de Offic. Præf. Prætorem Africæ dicit imperator, pacem cum Persis in perpetuum confirmâsse, et in L. *Post liminium*, ff. de Captivis fit mentio regum et populorum, qui liberi erant à Romano imperio, id est, in quos Romanus imperator non habebat potestatem.

5. Alter ergo sensus illius sententiæ esse potest, ut saltem post Christi adventum imperator habeat universalem jurisdictionem legislativam in totum orbem, non jure sanguinis, belli, aut alio humano titulo, sed speciali institutione Christi. Et hoc etiam sentit Bart. in Extravag. *Ad reprimendum*, verb. *totius orbis*, et Castald. d. quæst. 32, num. 10 et sequent. Sed in hoc etiam sensu illa sententia probabilis non est, quia nec talis institutio est immediatè à Christo, nec per Pontificem. Prior pars patet ratione supra factâ, quia Christus nullibi contulit immediate, et per se temporale rerum dominium, aut jurisdictionem hominibus; ergo nec imperatori illam tribuit. Ubi enim est vestigium aliquod talis institutionis, vel in Scripturâ vel in ecclesiasticâ traditione? In his autem rebus (ut dixi) quæ supernaturales sunt, nihil credendum est, quod divinitùs revelatum non sit, et sufficienter nobis propositum. Unde manifestum est, post Christi ascensionem, et Evangelii prædicationem non statim defecisse reliqua terrena regna, vel imperia. Neque imperatorem Romanum cœpisse latiùs dominari quàm antea imperârat. Neque regem Persarum v. g. vel reges Indorum, aut Japoniorum, vel Chinæ, vel alios similes suam supremam potestatem temporalem amisisse. Altera verò pars de institutione mediatâ et per Pontificem, probatur ex dictis. Quia ostensum est Christum non dedisse Pontifici potestatem directam in temporalibus; ergo nec Pontifex ipse potuit illam per se conferre, quia non potest alteri jurisdictionem communicare, quam à Christo non recipit. Potestas autem indirecta, quam Pontifex habet circa temporalia, eadem est cum spirituali, ut ostendimus; sed Pontifex non communicat imperatori spiritualem potestatem, ut constat; ergo nec temporalem indirectam. Et quamvis illam communicaret, non esset potestas legislativa directè in materiâ civili, de quâ solâ potestate nunc tractamus.

6. Sit ergo inprimis certum, neque imperatorem Romanum, neque aliquem unum hominem, vel regem habere potestatem universalem ad ferendas leges civiles obligantes universum orbem. Rationes enim factæ de imperatore Romano, de quocumque alio rege, vel principe humano procedunt majori efficaciâ. Neque ullus auctor est, qui de alio principe extra Romanum imperatorem id cogitaverit, quia de cæteris nulla esse potuit suspicionis umbra. Nec verò pro imperatore Romano quidquam faciunt quæ ex Evangelio afferuntur. Nam inprimis in verbis Lucæ secundo, illa particula, *Universus orbis*, non significat universum terræ ambitum, aut omnes homines, aut regna, quæ in illo continentur, quia constat, nec totum orbem in hoc censu fuisse descriptum, nec edictum Cæsaris missum fuisse ad Indos, vel alias gentes, in quibus præfectos, et præsides Augustus non habebat. Significatur ergo ibi nomine totius orbis (ut omnes exponunt) per synecdochen pars illa orbis præcipua, et notissima, et maxima, cui imperatores Romani dominabantur, et per antonomasiam orbis appellatur. Vel ut ait Hie-

ronym. Isai. 13 : *Idioma est sanctæ Scripturæ, ut omnem terram illa significet provincia, de quâ sermo est.* Exempla sunt frequentia Daniel 2, 4 et 5, et sæpè aliàs ; verba autem Christi ex alio loco citata ad summum probant regibus solvenda esse tributa debita ; non verò probant uni Cæsari debuisse omnes homines totius mundi tributum, sed eos tantùm, qui illi subjecti erant. Addo neque ibi docuisse Christum imperium Cæsaris in Judæos fuisse legitimum et justum : nam ab eâ quæstione abstinuit, generatimque respondit reddendum esse Cæsari quod ei debebatur, id est, si quid ei debetur vel quod ei debetur jure, aut facto. Nam (ut benè ait Soto loco citato) Christus solum jus naturæ, non peculiare jus Romanorum imperatorum declaravit. Et ideò licet ex illis verbis rectè colligatur legitimis principibus solvenda esse justa tributa : nihilominùs inde non constat, quale fuerit jus imperatorum Romanorum in Judæos. Unde licet admittamus fuisse legitimum (quia licet magnâ ex parte per tyrannidem incœperit, postea nihilominùs consensione populorum, et legitimâ successione, vel electione à subditis acceptatâ firmatum est), nunquàm tamen in totum orbem dilatatum est.

7. Tertius sensus illius sententiæ esse posset, ut saltem imperator Christianus habeat jurisdictionem hanc universalem ad ferendas leges civiles in universum christianum orbem, seu in universam Ecclesiam ubicumque fuerit diffusa. Quam jurisdictionem habuerit, non jure belli, aut electionis, sed institutione Romani Pontificis, et postea per electionem legitimam juxta ritum ab eâdem Sede Apostolicâ ordinatum. Et hic sensus videri potest verisimilior. Primò, quia jura canonica hoc indicant: constituunt enim Pontificem et imperatorem, tanquàm duo suprema capita Ecclesiæ, unum in spiritualibus, et alium in temporalibus. Unde in cap. *Solitæ,* de Major. et obedientiâ comparantur soli et lunæ, et in cap. *Duo,* 96 dist. mundus dicitur principaliter regi auctoritate sacrâ Pontificum, et regiâ potestate. Unde Hieron. cap. *In apibus,* 7, q. 1, in omni ordine dicit esse debere principem unum, et subdit *Imperator unus.* Secundò favent jura civilia Christianorum imperatorum : nam in Leg. 2 de veteri Jure enucle. in fine ait Justinian. : *Tertia pars totius mundi accrevit nobis; post Europam enim, et Asiam, tota Lybia nostro imperio adjuncta est.* Unde in L. *Cùm multa,* C. de Bon. quælibet, *imperialis* (inquit) *fortuna omnes supereminet alias.* Et in Extravaganti ; *Ad reprimendum,* in principio : *Romanum imperium* (ait) *in cujus tranquillitate totius orbis* (utique Christiani) *regularitas requiescit.* Tertiò suadetur hoc maximè quia constat, imperatoriam dignitatem, ut nunc est in Ecclesiâ, à summis Pontificibus esse institutam, et ex vi illius imperatores esse supra omnes reges et principes Ecclesiæ : ergo habet jurisdictionem temporalem in totam Ecclesiam. Major patet ex translatione imperii, quæ à Græcis ad Germanos per Pontificem Romanum facta est, ut constat ex Clement. *Romani,* de Jur. jur. ubi etiam dicitur, imperatorem à Pontifice accipere approbationem, unctionem, conservationem, et coronationem. Idem sumitur ex capite, *Venerabilem,* de Electione, ubi etiam dicitur electores imperii à Sede Apostolicâ habere jus eligendi, et Gloss. ibi verb. *In Germanos,* addit : *Sic ergo regnum mundi translatum est ad Teutonicos,* et alia, quæ latè prosequitur, sentiens, ex tunc imperatores orientis non fuisse verè imperatores. Unde probatur consequentia primi argumenti cum minori, quia seclusâ jurisdictione, et dominio, nihil habet dignitas imperatoria, in quo regiam excellat.

8. Nihilominùs dicendum est, etiam in hoc sensu imperatorem Romanum non habere potestatem legislativam in totam Ecclesiam, nec jurisdictionem immediatam in omnes Ecclesiæ provincias, quæ ad hoc sufficiat. Probatur primò de toto imperio orientis prout fuit sub imperatoribus Græcis et Christianis, post translationem imperii occidentalis ad Græcos. Nam Irene, quæ tunc imperabat, post coronationem Caroli imperatrix orientalis mansit, et ad illam Pontifex, et Carolus legatos miserunt ad pacem inter utrumque imperium conservandum. Et quamvis postea multi ex orientalibus fuerint tyranni, et alii hæretici, nihilominùs qui fuerunt ritè electi, et catholici, ut legitimi imperatores habiti sunt, etiam à Romanis, neque unquam imperator occidentalis jus imperii in orientem sibi vindicavit, aut attribuit, ut ex omnibus historiis constat. Secundò idem est manifestum de principibus et regibus, si qui fortè extra ditionem Romani imperii regnantes ad fidem conversi sunt : ut sunt nunc Japonii, et alii in Indiâ, et possent esse plures, ut rex Chinæ, etc. In hos enim nullum jus dominandi vel imperandi habet Romanus imperator, solùm quia Ecclesiæ membra sunt, quia nulla est ratio, vel titulus subjectionis temporalis ; sicut ergo antea non erant subditi, ita etiam neque post conversionem.

9. Tertiò id probatur de regibus christianis intra fines antiqui imperii existentibus : nam inter illos multi sunt supremi in temporalibus; ergo in illos, et eorum regna non habet imperator jurisdictionem, nec potest eos suis legibus obligare. Consequentia clara est, quia repugnat esse supremum, et esse subditum in eodem ordine jurisdictionis. Antecedens patet, primùm in terris ipsis temporaliter subjectis Pontifici : ibi enim ipse habet supremam jurisdictionem temporalem directam, et ita Barth. in dictâ Extravag. *Ad reprimendum*, saltem illam partem orbis christiani excipit. Deinde de regno Galliæ ex cap. *Per venerabilem*, Qui filii sint legitimi, ubi dicitur rex Galliæ superiorem in temporalibus non recognoscere. Et licet Glossa ibi dicat intelligendum id esse de facto, repugnare videtur textui : nam inde infert Pontifex, *sine juris alterius læsione*, potuisse se subdere alteri, quàm imperatori, quod non ita esset, si esset jure imperatori subjectus. Et ita Glossam illam meritò contemnit Tiraquel de Jure Primog. q. 7, opin. 4, n. 20 et 21. Idem est certum de rege Hispaniæ, ut ostendit Covar. in Regula *Peccatum*, 2, § 9, n. 9, ex triplici titulo, scilicet, jure belli contra Saracenos gesti, jure præscriptionis et consuetudinis antiquissimæ, et jure pontificiæ concessionis, et ibi refert plures alios auctores. Idemque ferè habet Castald. tractat. de Imper. q. 53, n. 6, 13 et 14. Et Cabed. tom. 1, decis. 211, n. 3, dicens reges Hispaniæ habere jura imperii. Idem alii docent de rege Angliæ, et significatur in cap. *Caussam*, 2, Qui filii sint legitim. et in cap. *Novit*, de Indis. Respublica etiam Veneta eodem jure uti dicitur, et fortassè alia regna; ergo manifestum est non habere imperatorem supremam jurisdictionem temporalem ad ferendas leges civiles, obligantes universam Ecclesiam.

10. Quartò est ratio à priori, quia imperator etiam Romanus non habet directam jurisdictionem temporalem à Pontifice; ergo multò minùs potest illam habere in universam Ecclesiam. Consequentia est clara; quia aliunde illam non habet ut ostensum est. Antecedens autem patet ex dictis, quia Pontifex non habet à Christo jurisdictionem temporalem nec in universum orbem, nec in universam Ecclesiam, neque in aliquam partem ejus ex vi juris divini : nam regnum temporale, quod nunc habet, jure humano obtinuit, ut constat; ergo non potuit talem jurisdictionem directam imperatori conferre per pontificiam potestatem, sed solùm potuit illud imperium, quod antea erat, ab unâ personâ in aliam transferre. Unde hoc sensu verissimum est, regiam potestatem etiam in Ecclesiâ non ducere originem à sacerdotali, ut latè et benè confirmat Wald. lib. 2 Doctr. fidei, cap. 78.

11. Neque jura canonica in contrarium adducta aliquid probant : nam in cap. *Solitæ*, quando fit comparatio ad solem et lunam, non est sermo de imperatore, sed de regiâ potestate : sic enim dicitur ibi . *Ad firmamentum universalis Ecclesiæ fecit Deus duo magna luminaria, id est, duas instituit dignitates, quæ sunt pontificialis auctoritas, et regalis potestas.* Quod potest rectè intelligi de regali potestate secundùm se, sive sit in unâ personâ respectu totius Ecclesiæ, sive in multis respectu diversarum partium Ecclesiæ. Unde paulò antea loquendo de imperatore solùm dicitur : *Præcellit in temporalibus eos, qui ab eo suscipiunt temporalia.* Similiter etiam in cap. *Duo sunt*. Sermo est de regiâ potestate, non de imperatore. Unde statim in plurali de regibus dicitur, esse subditos sacerdotibus, qui pro illis sunt rationem reddituri. Denique cap. *In apibus*, solùm probat, in unoquoque regno debere esse unum principem supremum, sive ille sit imperator, sive rex. Ad leges civiles respondeo in d. L. 2 de veter. Jur. enucl. imperatorem loqui de mundo, et partibus ejus per synecdochen : nam ex aliis legibus ejusdem imperatoris constat, non habuisse sub potestate suâ omnes Ecclesiæ provincias, quæ jam erant in mundo, et partibus ejus, ut supra allegatum est. Ut autem imperialis fortuna tunc diceretur super alias eminere, satis superque erat, quòd amplissimam et supremam jurisdictionem exercebat in majorem partem mundi omnibus cognitam. Et ob eamdem potentiam et protectionem specialem Ecclesiæ, quæ ad illum semper pertinuit, dicitur etiam requiescere orbis christiani regularitas, id est, pax et defensio, ac debitus ordo.

12. Ad tertium in summâ negatur minor, quatenùs dicit, per translationem imperii auctoritate Pontificiâ factam, imperatorem esse constitutum supra omnes reges christianos, propriâ superioritate jurisdictionis, præsertim ordinariæ et legislativæ, sed ad summum obtinuisse specialem gradum honoris et dignitatis, ex speciali conjunctione ad Apostolicam Sedem, ejusque concessionem. Itaque imperator occidentis postquam facta est translatio et divisio imperii, non cœpit habere majorem

jurisdictionem temporalem, ac directam, quàm habeant imperatores orientales in occidentis provincias, quia nec Pontifex illam majorem jurisdictionem temporalem contulit, nec conferre poterat. Primùm patet ex juribus allegatis, et ex historiis quæ solùm asserunt Papam Leonem III transtulisse imperium, et in illo primum constituisse Carolum Magnum: transferre autem solùm est dominium, quod Irene v. g. habebat in terris imperii occidentalis, ablatum ab eâ fuisse, et collatum Carolo, ut perpetuò in occidentali imperatore eligendo juxta modum à Pontificibus ordinandum, permaneret; ergo ex vi illius translationis non est auctum illud imperium quoad jurisdictionem temporalem, et directam in eas provincias Ecclesiæ, in quas antea illam non habeat. Secundum autem, scilicet, hoc aliter fieri non potuisse, patet, quia Pontifex non potest pro suo arbitrio mutare regna, vel subjicere temporaliter ea, quæ libera sunt, sed solùm quando ratio spiritualis boni id postulet per supremam potestatem spiritualem, quæ hoc modo ad temporalia extenditur. Tunc autem nulla erat ratio mutandi ordinem jurisdictionum temporalium regnorum, nec subjiciendi imperatori regna libera, si quæ erant; ergo non est verosimile potuisse tunc Pontificem tantam mutationem facere, multòque minùs credibile est id fecisse.

13. Imò existimo, ex vi illius translationis non fuisse additam immobilitatem (ut sic dicam) dominio temporali, seu jurisdictioni imperatoris. Ac subinde fieri etiam potuisse, ut post illa tempora regna aliqua, quæ tunc non erant omninò libera, fuerint libera effecta, vel per jus belli, vel per legitimam præscriptionem, vel certè per ipsorum Pontificum concessionem ex justâ et rationabili causâ factam. Quia temporalis imperii jurisdictio de se subjecta est his mutationibus, et per solam translationem non est immobilior facta, quia in jurisdictione vel in dominio non est aucta, nec in se variata, sed solùm in applicatione ad talem personam, et ad talem modum successionis. Accessisse autem videtur imperatori quidam honoris et dignitatis gradus, qui licet simpliciter temporalis sit, indirectè participat excellentiam spiritualis ordinis per habitudinem ad pontificiam dignitatem. Quia specialiter ordinatus est, ut sit protector et defensor Ecclesiæ, et pontificiæ dignitatis, et ideò specialiter conjungitur Pontifici, et ab eo conjungitur, consecratur, et coronatur. Et fortassè in ordine ad eum finem defendi Ecclesiam, aliquam auctoritatem habet convocandi vel movendi principes catholicos, vel etiam similem auctoritatem habet ad componendas et dirimendas dissensiones inter illos, ubi ad vitanda bella, et damna Ecclesiæ necessarium fuerit. Sed si quid habet hujusmodi, à Pontifice id participat, pertinetque ad indirectam potestatem quasi ministerialem, et vicariam Pontificis, non ad directam temporalem jurisdictionem: et ita in usu talis auctoritatis semper à Pontifice pendet; imò sine interventu Pontificis credo esse valdè inefficacem, et vix posse obligationem inducere: in quâ re usui et consuetudini standum erit. Hæc verò auctoritas quidquid de illâ fit, non sufficit ad propriam jurisdictionem temporalem directam, nec ad leges civiles ferendas, quod nunc tractamus.

CAPUT VIII.

Corollaria ex præcedenti doctrinâ, quibus potestas imperatoris, et legum civilium juris communis magis explicatur.

1. Ex dictis concluditur primò, imperatorem quidem posse leges civiles condere; non tamen posse per illas obligare totam Ecclesiam, sed tantùm provincias imperio Romano subjectas. Prior pars certa est apud omnes, quia imperator in suis terris est princeps supremus quoad jurisdictionem temporalem directam; ergo maximè ferre potest leges civiles. Et hoc constat ex jure communi Cæsareo, quod auctoritate imperatorum institutum est: eamdem enim auctoritatem habet nunc imperator in terris sibi subjectis, quam olim habebant imperatores in suo latiori imperio: imperator autem non solùm hanc potestatem habuit, sed etiam *illi Deus leges subjecit, eumque legem animatam constituit,* ut dicit Justinian. in Authenticâ de Consulibus circa finem. Imò in l. 2, C. de veter. Jure enucle.: *Soli imperiali auctoritati* (ait) *leges condere, et interpretari esse concessum.* Et idem ferè habet in l. 1 et ult. C. de Legib. Loquitur tamen in ordine ad populos sibi subjectos (ut sæpissimè aliis locis declarat); nam in suo imperio se tantùm agnoscebat in temporalibus supremum; eadem ergo potestas nunc est in imperatore cum eâdem proportione. Unde facilè etiam patet altera pars ex dictis: nam ostensum est, non habere imperatorem Romanum propriam jurisdictionem temporalem in universam Ecclesiam; ergo non potest totam illam suis legibus obligare, sed tantùm provincias sibi subjectas.

2. Quòd si quis quærat, quænam sint hæ

provinciæ nunc subjectæ imperio, respondeo, in duplici esse posse differentia: quædam sunt in quibus ipse immediatè dominatur, ita ut nullum alium recognoscant proximum principem, sive sub nomine regis, sive ducis, vel alio simili, sed immediatè soli imperatori pareant tanquàm supremo principi. Et in his terris non solùm obligant imperiales leges; verùm etiam nullæ aliæ habere vim possunt, nisi ab ipso imperatore confirmatæ sint, quia ibi solus ipse habet summam potestatem, quæ ad ferendas leges civiles necessaria est, ut in capite sequenti ampliùs explicabimus. Aliæ sunt provinciæ, seu terræ imperatori quidem subjectæ tanquàm supremo principi, non tamen tanquàm immediato domino; cujusmodi esse dicuntur multi ducatus, marchionatus, comitatus, vel quolibet alio nomine nuncupentur, Germaniæ, et Italiæ. Nam sunt quidem proprii domini, et principes cum potestate quodammodo regiâ. Nam leges proprias ferre possunt, monetam cudere, et interdùm etiam bellum indicere; et nihilominùs imperatorem recognoscunt ut supremum dominum, vel jure feudi, vel alio simili: quia vel ab imperatore sub illâ conditione principatum acceperunt, vel consuetudine introducti sunt cum illâ recognitione et subjectione. Et in his provinciis obligant etiam leges imperatorum, quamvis non solæ, quia etiam possunt habere proprias leges à suis propriis principibus latas, quia supponimus habere potestatem gubernativam suo modo supremam, quoad immediatum regimen suarum terrarum, et ita quoad hoc æquiparantur regibus juxta dicenda capite sequenti. An verò isti principes subjecti imperio, possint suis legibus derogare imperatoriis legibus, ex modo donationis, vel ex consuetudine colligendum est. Utroque enim modo potuerunt hujusmodi principatus concedi ab imperatoribus vel consuetudine, et quasi præscriptione introduci, scilicet, vel cum obligatione parendi legibus imperatorum, ita ut proprias condere possint per modum additionis, non per modum derogationis, vel certè cum potestate derogandi illis, solùmque cum obligatione illas servandi, quamdiù per proprias derogatæ non fuerint. Qualis autem fuerit concessionis modus, usu ipso maximè constare posse videtur.

3. Atque hinc obiter intelligitur, in quibus provinciis, seu terris Ecclesiæ obligent leges civiles, quæ juris communis dicuntur, et in corpore juris civilis continentur solamque imperatoriam auctoritatem habent. Dicendum est enim per se, et ex vi talium legum tantùm obligare in terris imperii, altero ex duobus modis declaratis. In regnis autem supremis, quæ proprios habent principes supremos, non recognoscentes superiorem in temporalibus per se, et ex vi suâ non obligant propter rationem factam; quia jurisdictio imperatorum ibi non obligat, et extra territorium jus dicenti impunè non paretur. Et ita in paucis provinciis Christianorum servatur jus civile, ut latè refert Gigas tractat. de Crim. læsæ majestatis lib. 3, quæst. 23, n. 17 et sequentib. Poterunt autem tales leges obligare, quantùm per leges talium regnorum acceptatæ fuerint. Sic enim in terris subjectis Pontifici in temporalibus jus civile servatur, ubi canonicum defuerit, non vi suâ, sed quia Pontifices ita voluerunt, cap. 1 de Novi oper. nunc. Qui textus non de causis temporalibus, sed de ecclesiasticis loquitur, et quoad hoc servari debet in totâ Ecclesiâ, quia in his causis ubique subjecta est juri canonico, et ita etiam uti debet civili, quatenùs ibi est canonizatum, et favet cap. *si aajutorium*, dist. 10. In causis autem merè temporalibus, solùm habebit locum jus illud in terris temporaliter subjectis Ecclesiæ. Sic etiam in hoc regno Lusitaniæ, quod eisdem titulis supremum est, quibus regnum Hispaniæ, jus civile per se non obligat, eique per leges regni derogari potest, ac sæpè derogatur: ubi autem deest lex regni, servatur civile, non vi suâ, sed ex ordinatione propriâ ejusdem regni, ut habetur lib. 3 Ordin. tit. 64.

4. At verò in regno Galliæ aliter servatur, quia non solùm jus proprium præfertur civili, sed absolutè leges civiles non sunt in usu (1),

(1) Olim in Galliâ, ante promulgationem Codicis civilis et leges constitutionales, distinguebantur duæ species legum civilium: aliæ generales, ad quas tenebantur omnes subditi; aliæ peculiares quibusdam provinciis. Ad generales referebantur statuta, edicta et declarationes regis, quæ sine restrictione edebantur: ad leges specialis generis pertinebant consuetudines diversarum provinciarum, usu primùm innixæ, postea scripto mandatæ et à regibus approbatæ. Jus romanum per se in Galliâ nullam auctoritatem habebat, sed consuetudine introductum observabatur in quibusdam provinciis, in iis quæ contraria non erant dispositionibus juris gallici et statutis regum. Hodiernis diebus, ab anno 1804, omnes Galliarum provinciæ vel præfecturæ eodem jure, scilicet præscriptionibus Codicis civilis, reguntur. Leges romanæ, omnes consuetudines generales vel particulares, edicta seu statuta regum omnem auctoritatem legalem amiserunt in iis omnibus quæ definivit Codex civilis. Attamen, cùm agitur de quæ-

ut testatur Honor. 3. in cap. *Super specula*, de Privil. dicens : *In Francia, et nonnullis provinciis laici Romanorum imperatorum legibus non utuntur;* et tradit Bald. cap. ult. de Constit. circa finem. Idemque in Hispaniâ expressè cautum est legibus regni, part. 1, tit. 1, l. 15; et clariùs part. 3, tit. 4, l. 6, ibi, *Por las leys deste libro, e non por otras*, quibus locis id notat Greg. Lop. et refert Palacium Rubi. dicentem, Hispanos olim constituisse, ut qui leges imperatorum allegaret, capite plecteretur. Quod etiam Oldra. cons. 69, Joann. Andr. et alii referunt Gigas. supra, et Vargas, et Salced. infra citandi. Item in l. 1 Tauri refertur antiqua lex regis Alphonsi, quæ ibi confirmatur et renovatur, in quâ declaratur, quo ordine et modo judicandum sit per proprias leges Hispaniæ, nullaque ratio habetur juris civilis in ratione legis ac juris. Additur verò ibidem, permitti nihilominùs in Hispaniâ, leges civiles in publicis academiis doceri, et interpretari propter earum eruditionem et sapientiam, non quia per illas judicandum sit. Et in l. 2 Tauri adduntur illa verba, per leges regni, et non per alias judicandum esse, et omnia hæc novissimè confirmantur in novâ Recopilatione l. 1, ante librum 1, et lib. 2, l. 1 et 2. Ex quibus legibus manifestum est, leges civiles in Hispaniâ non habere vim legum, quatenùs leges positivæ sunt. Et ita si irritant contractum, qui per leges Hispaniæ non est irritus, talis contractus in Hispaniâ non erit irritus, vel si pro delicto imponunt pœnam, quam non imponunt leges Hispaniæ, non tenebitur judex ex rigore legis illam pœnam imponere, sed uti poterit prudenti arbitrio, idemque est in aliis dispositionibus, quæ pendent ex potestate jurisdictionis, et voluntate principis. Quatenùs verò illæ leges in multis continent, et declarant ipsam naturalem legem, servandæ erunt in vi legis naturalis, non in vi legis humanæ, ut rectè notavit. Gregor Lopez supra ex Panormit. In cap. *Ecclesiæ Sanctæ Mariæ*, de Constit. Item quamvis non contineant naturalem obligationem, nec etiam per se obligent, deservire possunt per modum exemplarium ad imitandam prudentiam et æquitatem, quam frequentiùs continent, sive in taxandis pœnis, sive in interpretandis testamentis, in conjecturandâ mente defuncti, et similibus.

5. Addunt verò aliqui, consuetudine receptum esse in Hispaniâ, ut jus civile servetur, ubi leges regni desunt. Ita tenet Burgos de Paz in l. 1 Tauri, n. 520, ubi etiam Anton. Gom. n. 10 sentit, leges civiles habere vim legis in Hispania, deficiente lege regni ; non tamen affert jus in quo id fundetur, nec consuetudinis mentionem facit, sed tantùm ait esse communem opinionem. Re tamen verâ non habet sufficiens fundamentum : nam constat ex dictis, illas leges ex vi suæ originis non habere vim in Hispaniâ. Constat etiam non accepisse illam ex vi alicujus legis Hispaniæ, imò per illas exclusas esse, ut allegatum est. De consuetudine autem sufficiente, quæ, consentientibus regibus, vel scientibus, et tacentibus, introducta sit, non constat. Præsertim cùm novissimè per Philippum II renovatæ in hâc parte sint superiores leges. Nec sufficit, quòd judices in similibus casibus frequentiùs judicent per leges civiles : nam credendum est id facere imitatione, non obligatione. Non credo tamen esse consuetudinem puniendi aliquem propter transgressionem talium legum, si actus non sit, vel contra legem naturalem, vel contra leges regni. Et eadem ratione non debent, nec possunt judices irritare contractum aliquem, eò quòd sit contra jus civile, si non sit irritus per leges regni, vel jure naturæ, aut mereatur irritari. Et ita sensit Gregor. Lopez supra, et Francisc. Varg. tractat. de Potestate Pontific. axiom. 7, n. 10 ; Bernard. Diaz in Pract. q. 144, circa finem, ubi Salsed. litt. C. alios allegat.

6. Ex quibus tandem potest definiri dubium, quod in fine capitis præcedentis hùc remisimus, an in regnis non subjectis temporaliter Papæ, nec imperio, sequendum sit jus Pontificium in materiâ merè civili, seu temporali ; vel imperiale, in casibus, qui per proprium jus regni decidi non possunt. Et per utrumque illud jus diverso modo deciduntur. Tunc enim jus Pontificium sequendum esse tenuit Joann. Lupus in Repetit. cap. *Per vestras*, de Donat. inter virum et uxor. in Rubr. seu introductione, quem refert, et sequitur Gregor. Lop. in l. 8, tit. 14, partit. 5, n. 2 ; et Salsed. supra referens plures alios hispanos scriptores. Verumtamen hoc intelligendum videtur per modum consilii et æquitatis. Nam ratio obligationis aut necessitatis, nulla potest assignari. Quia sicut in eo casu absolutè non obligant in hoc regno leges imperiales, ita neque etiam Pontificiæ merè temporales, ut capite superiori dictum est, et ex hic dictis cum proportione patet ; ergo etiamsi utrumque jus pontificium

stionibus in Codice prætermissis, possunt revocari ut ratio scripta, cui stabunt judices proùt ipsis visum fuerit.

et imperiale concurrant in eo casu, poterit utrumque omitti, et tertium arbitrium sumi; quia neutrum obligat: ergo etiam erit liberum judici eligere quod voluerit, si alterum illorum imitari velit. Quin potiùs in legibus hujus regni Lusitaniæ cautum est, ut in tali casu judicium feratur juxta imperiales leges, licet Pontificiæ contrarium disponant, lib. 3 Ordinat. tit. 64. Imò additur ibi, § 3, quòd si in aliquo casu jus regni et imperiale nihil disponit, et per jus canonicum disponitur uno modo, per Glossas autem, et interpretes legum civilium alio modo, non sunt canonica jura præferenda; sed rex ipse consulendus. Igitur in his eventibus, vel id servandum est, quod jura regni disponunt, vel si nihil disponitur, liberum erit eligere, quod juxta occurrentes circumstantias, rationi, et æquitati magis consentaneum judicabitur.

CAPUT IX.

Apud quos sit potestas condendi leges civiles inter fideles.

1. Hæc quæstio expedienda ferè est ex principiis positis in cap. 2 et 3, quia hæc potestas, prout est intra Ecclesiam, eisdem modis et titulis obtinetur, quibus ex naturâ rei haberi potest: nihil enim in hoc legimus fuisse à Christo Domino directè, et per se immutatum, licet indirectè, et per quamdam consecutionem aliquid speciale interdùm in Ecclesiâ fieri possit, ut ex dictis in duobus capitibus proximè præcedentibus facilè intelligi potest.

2. Primò ergo constat ex dictis, hanc potestatem esse in omnibus regibus supremis cum partitione accommodâ, id est, in unoquoque pro suo regno (1). Ita D. Thom. 1-2, q. 90, art. 3, 22, q. 51, art. 2.; canonistæ in cap. *Ecclesia*, de Constitut.; Barth. et alii in l. ult. C. de Legib. Bald. in cap. 1 de Constitut.; Navarr. in cap. *Novit*, not. 3, n. 110. Unde D. Thomas 2-2, q. 50, dixit principalem actum regis esse leges condere, et ideò (ut advertit in discursu illius articuli) eamdem prudentiam, quam Aristot. 6 Ethic cap. 8, legislativam appellavit, vocâsse propriam prudentiam principis, id est, regnativam, lib. 3 Polit. c. 3. Præterea hoc sensit August. tract. 6 in Joan. cùm dixit: *Divinum jus in Scripturis habemus, humanum jus in legibus regum.* Et infra: Quia ipsa jura humana per imperatores et *reges seculi Deus distribuit generi humano.* Et refertur in cap. 1, dist. 8. Denique colligitur hæc veritas etiam ex modo loquendi Scripturæ, in quâ sæpè cum regiâ dignitate potestas legislativa conjungitur. Proverb. 8, Isai. 33, et sumitur ex 1 Petr 2, sive *regi tanquàm præcellenti*. Ratio à priori est, quia potestas regia et suprema translata est à totâ communitate perfectâ in personam regis, ita ut tota potestas regendi communitatem, quæ in ipsâ erat in regem transmissa fuerit; sed potestas legislativa per se primò, et ex naturâ rei erat in communitate, ut supra ostensum est; ergo potestas regia legislativa est. Et confirmatur, quia in republicâ, quæ monarchicè regitur, necessaria est hæc potestas; ergo maximè esse debet in supremo principe et capite, ut argumentatur Justinianus in d. l. ult. C. de Legib.

3. Unde fit, hanc conclusionem non solùm habere locum in illis principibus supremis, qui reges nominantur, sed etiam in omnibus, qui non recognoscunt superiorem, quoad subordinationem temporalis jurisdictionis, sive duces, sive comites, aut quolibet alio nomine vocentur, quia hæc potestas in jurisdictione consistit, et nulla major requiri potest, quàm suprema. De principibus autem imperatori subditis jam diximus capite præcedenti, habere posse hanc potestatem, si jurisdictio in eo gradu perfectionis illis data sit et consuetudine, aut alio sufficienti modo id constet. Idemque cum proportione applicari potest ad principes (si qui sunt) habentes aliquo modo supremam potestatem in aliquibus rebus, ut sunt, judicia ferre ac terminare sine ullâ appellatione vel supplicatione ad superius tribunal temporale, monetam cudere, etc., etiamsi in aliis regem aliquem recognoscunt, ut superiorem, ac dominum, quia ab illo fortassè sub eâ conditione principatum habuerunt. Nam hi etiam juxta modum et conditionem potestatis acceptæ, vel poterunt leges ferre, vel in hoc pendere à superiori rege.

4. Atque hinc sequitur secundò, etiam in principe supremo esse hanc potestatem eo modo, et sub eâ conditione, sub quâ data est, et translata per communitatem. Ratio est clara ex superiùs dictis, quia hæc est veluti conventio quædam inter communitatem et principem, et ideò potestas recepta non excedit modum donationis vel conventionis. Qui

(1) Juxta constitutionem politicam nunc in Galliis vigentem, potestatem legislativam collectivè exercent rex, cœtus Parium (*la chambre des Pairs*), conventus Delegatorum à Præfecturis (*la chambre des Députés des Départements*), secundùm eum quem præscribit modum *Charta Constitutionalis* à Ludovico XVIII primùm edita, et anno 1830 emendata. Vide ab art. 15 usque ad art. 42 inclusivè.

autem ille modus fuerit, si scriptum non sit, ex consuetudine maximè colligendum est : nam ipsamet consuetudo solet esse sufficiens ad dandam jurisdictionem ; ergo multò magis sufficiet ad modum illius declarandum. Et juxta hoc etiam definiendum est, an requiratur consensus populi ad ferendas hujusmodi leges, quando scilicet, populus per reges gubernatur. Nam per se loquendo, et jure communi potestas legislativa propriè est in solo supremo principe, ut constat ex juribus et rationibus adductis : juxta consuetudinem autem requiri poterit consensus populi saltem quoad acceptationem, de quo infra videbimus.

5. Tertiò ex his intelligi potest, quid dicendum sit de principibus non supremis, et magistratibus, seu gubernatoribus, qui à regibus constituuntur. Quamvis enim ex jure civili colligi videatur, omnes, qui sunt principales magistratus, habentes regimen provinciarum, posse etiam condere leges civiles, quæ prætoriæ, seu jus prætorium appellari solent, de quo extant plures tituli in jure civili : nihilominùs de facto non possumus aliam regulam assignare, nisi concessionem vel permissionem principis supremi. Tantam enim potestatem ad hunc actum habent inferiores, quantam eis concedit supremus princeps, quia in illo est independenter; in aliis verò cum dependentiâ ab ipso. Cùm autem hæc potestas jurisdictio sit, sicut jurisdictio haberi potest vel ordinaria, vel delegata, ita etiam hæc potestas : nam eadem est ratio : nihil enim obstat, quominùs hæc potestas delegabilis sit. Quando autem uno, vel alio modo concedatur ex institutione officii vel muneris, juxta leges uniuscujusque regni, vel ex consuetudine, ut dixi, vel ex privilegio aut speciali voluntate, et concessione principis accipiendum est. Unde constat in Hispaniâ non posse duces, marchiones, comites, et similes dynastas leges ferre, quia soli regi hæc potestas reservata est. Nam in l. 12, tit 1, partit. 2, expressè dicitur, principes regni subditos regi, non posse leges ferre. Estque consentaneum legi naturali, et juri gentium, ut rectè deducit divus Thomas q. 90, art. 3, et ibi cæteri theologi. Et usus etiam hujus regni id servat. De quo videri potest Azeb. in leges Hispan. lib. 2, cap. 1 ; Gregor. autem Lopez conatur aliter illam legem interpretari, vel limitare; sed non est necessaria alia limitatio, præter eam, quam ponit lex ipsa, scilicet, nisi eis fuerit per leges specialiter concessum, ut dicemus etiam in ultimo dubio hujus capitis : nam quoad hoc eadem est ratio de his potestatibus, quæ de civitatibus regni, de quibus ibi dicemus.

6. Quartò concluditur ex dictis, potestatem hanc legislativam etiam esse in illis communitatibus perfectis, quæ per seipsas, et non per reges gubernantur sive aristocraticè, sive populariter regantur, illud intelligendo cum proportione et partitione accommodâ. Ita sumitur ex l. *Omnes populi*, ff. de justit et jur. et ibi docent omnes. Et ratio est etiam manifesta, quia hæ communitates in se retinent supremam potestatem gubernativam, cùm non transtulerint illam in aliquem principem ; ergo per illam possunt sibi leges condere. Unde fit, idem dicendum esse cum proportione de illis rebuspublicis, quæ supremam in se potestatem retinent, ut Veneta, Genuensis, et similes : quæ licet sibi unum ducem vel principem eligant, non tamen in eum transferunt omnem potestatem; et ideò in illis regimen esse mixtum, et suprema potestas neque est in principe solo, neque in solâ communitate, ut ab illo distinguitur, sed in toto corpore cum capite. Atque eodem modo in toto ipso residet potestas leges ferendi, ita ut nec communitas sine principe, nec princeps sine communitate illas ferre valeat. Posset tamen respublica eligere principem cum hujusmodi potestate, et tunc quoad actum ferendi legem habebit regimen monarchicum, et ita princeps solus tunc posset leges validas condere.

7. Duo verò hìc supersunt dubia explicanda, unum circa singulares personas, aliud circa communitates. Primum ergo est, an hæc potestas legislativa civilis possit esse in fœminâ seu reginâ hærede regni. Quando enim solùm habet illud nomen, et dignitatem propter matrimonium cum rege, certum est non habere ex vi illius potestatem ferendi leges, quia illa non est dignitas jurisdictionis, sed tantùm honoris. Unde non solùm non habet potestatem legislativam, verùm etiam nec aliquam propriam gubernationem, nisi ei specialiter concedatur. Difficultas ergo manet quando mulier est hæres, et per se, ac ratione propriæ successionis regina effecta est. Videri enim potest nihilominùs actum ferendi legem excedere facultatem et capacitatem fœminei sexûs. Dicit enim Paul. 1 Timoth. 2 : *Docere mulieri non permitto, nec dominari viro; sed sub illius essè potestate*, ut additur 1 Corinth. 2; ergo multò minùs potest leges ferre, et hunc

actum, qui supremi dominii est, in totam virorum communitatem exercere. Et confirmatur : nam in l. *Fœminæ*, ff. de Regul. jur. dicitur, fœminas ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotas esse, et ideò nec judices esse possunt, nec magistratus gerere : multò ergo minùs possunt imperare, ut infert August. lib. Quæstion. novi et veteris Testamenti q. 45, et refertur in cap. *Mulierem*, 33, q. 5.

8. Nihilominùs certum est, reginam dominam regni posse leges condere perinde ac regem. In duplici autem statu potest hæc regina considerari, primò in statu libero à matrimonii vinculo, vel quia nondùm nupsit, licet regnum possideat et gubernet, vel quia vidua est. Secundò, potest considerari in statu matrimonii. De priori statu est res manifesta, et extra controversiam. Quia supponimus esse verè dominam regni; ergo habet in se potestatem regiam, quæ legislativa est, et tunc in usu ejus à nullo superiore pendet, quia ex se nullum habet in temporalibus, ut supponitur, nec per matrimonium illum assumpsit, ut etiam ponitur; ergo potest liberè uti illâ potestate, et leges ferre. Item aliàs contra rationem esset, et contra legalem justitiam, jus regni et dominium fœminæ conferre, quia contra rationem est, ei potestatem dare qui non potest ejus actum potissimum exercere. Tandem fœmina capax est jurisdictionis etiam regiæ, ut supponitur in cap. *Ex parte*, 2 de Privil. et sumitur in cap. *Dilecti*, de Arbitr. ubi id notat Innoc. et Abb. n. 1 et 3; inde infert, fœminam habentem regnum posse, si velit, per se causam cognoscere, et ferre sententiam, et jurisdictionem in subditos exercere. Et idem tradit Anton. Corset. tractat. de Potestate regis p. ult. q. 98, n. 58; ergo quando fœmina habet jurisdictionem supremam, poterit illâ uti ad leges ferendas, quia est eadem ratio, nec est aliquid, quod specialiter impediat. Nam defectus scientiæ et prudentiæ per sapientùm consilium suppleri potest, ut notant dicti auctores : et ita quoad hoc eadem est ratio de cæteris actibus jurisdictionis.

9. Neque contra hoc obstant citata verba Pauli : nam ille loquitur de doctrinâ fidei, et de modo publicè illam tradendi et concionandi in Ecclesiâ : de hoc enim ibi tractat, et magis declarat, 1 Corinth. 14, dicitque, id fœminæ non permitti, non tam propter incapacitatem (hæc enim posset sæpiùs non deesse) quàm propter honestatem et decentiam. Quæ ratio non habet locum in actu ferendi leges; potest enim ex parte ferentis leges secretè, et cum summâ decentiâ fieri, etiamsi lex ipsa publicè postea promulganda sit. Alia autem verba Pauli propriè intelliguntur de fœmina matrimonio conjunctâ respectu mariti, de quâ statim dicemus. Nec valet argumentum à simili, quòd sicut mulier non potest dominari marito, ita nec possit dominari suæ reipublicæ, quia in ordine ad usum matrimonii et regimen familiæ, mulier est naturaliter inferior, ac subdita : in ordine autem ad regimen civile nihil est ex lege naturæ statutum, sed respublica potuit transferre potestatem in fœminam, vel in regem cum eâ conditione, ut ei posset fœmina succedere. Nec denique obstant leges civiles, seu jura humana, quia loquuntur de fœminis communibus (ut ita dicam) seu non habentibus propriam jurisdictionem; secùs verò esse de fœminis præcellentibus, et præsertim reginis supremis, quæ sunt supra ipsum civile jus; neque illas comprehendere potest in his, quæ illarum potestati repugnant.

10. Nonnulla major dubitatio est de reginâ habente maritum, qui ratione matrimonii rex appellatur, et ut rex honoratur et obeditur. In quâ re communis sententia jurisperitorum est, reginam etiam post contractum matrimonium retinere, et regnum, et liberam regni administrationem, ac subinde potestatem, et usum ferendi legem. Præcipuus auctor hujus sententiæ fuit Bald. in capite *Significavit*, de Rescrip. quem sequitur Tiraquell. de Nobilit. cap. 18, n. 3, referens Decium, Alciat. et alios. Idem Martin. Garatus, tractat. de Principib. q. 176; Gregor. Lop. in l. 1, Gloss. 9, et in l. 9, Gloss. 4, tit. 1, p. 2. Ratio Baldi fuit, quia regina per matrimonium non transfert regnum in maritum, illud à se abdicando, nec etiam illud ita confert marito, ut æquè maneat in utroque, nec retinet proprietatem in se, et administrationem præbet marito; ergo in se solâ utrumque retinet, scilicet, potestatem et administrationem; et ita per se potest sicut antea jurisdictionem exercere, ac proinde leges ferre. Consequentia clara est. Antecedens probatur quoad singulas partes. Prima ergo pars probatur, quia regnum non potest alienari, neque in dotem dari, ut ait Baldus, et ratio esse videtur, quia est veluti officium, et onus personale à regno collatum, et ideò non potest in alium transferri sine consensu regni, vel nisi

juxta conditionem inclusam in ipsâ regni institutione, quæ solet esse, ut transferatur per electionem vel successionem, non verò per alium modum alienationis. Adde, talem alienationem seu translationem regni in maritum, nec fieri voluntate reginæ, ut constat, nec aliquo jure, quia nec tale jus est naturale, ut per se notum est; nec de humano constat, nec posset ad hoc cogere reginam supremam dominam, quæ potestatem habet supra tale jus. Maximè quia nec in dominiis inferioribus, nec in aliis bonis per matrimonium amittit uxor dominium suorum bonorum, et illud in maritum transfert, sed ad summum administrationem. Denique aliàs, etiamsi talis regina moreretur sine liberis, maritus retineret dominium regni, quod est apertè falsum.

11. Secundum membrum antecedentis probari solet, quia est contra rationem naturalem, ut idem regnum sit æquè in duobus, quia esset unum corpus habens duo capita, quod est monstrosum, et rectæ gubernationi regni valdè perniciosum. Quia si inter se dissentirent, nihil fieret, nec pateret via, aut modus definiendi, quid agendum vel præcipiendum esset. Unde faciliùs posset esse gubernatio per tres simul, ut posset major pars vincere, quàm per duos tantùm, nisi inter eos alter aliquo modo præcederet, et qualitate vinceret in casu discordiæ, vel nisi in hoc haberent aliquam vicissitudinem, aut alio medio uti tenerentur, ut sortibus, vel compromissione, vel adjunctione alicujus tertii suffragii. Sed quidquid sit de possibili, certum est hoc non posse fieri in præsenti casu, etiamsi regina vellet, quia esset mutatio magna in regno, et in modo monarchiæ ejus, quæ sine consensu regni fieri non potest. Item illa multiplicatio duorum etiam illo modo facta esset magnum gravamen, et præjudicium subditorum; ergo fieri non potest, etiam vi matrimonii. Denique ad hoc, et superius punctum confirmandum valet axioma commune jurisperitorum, quòd suprema principis potestas nec abdicari potest, nec minui, de quo videri possunt, quæ congerit Franc. Vargas tract. de Potestate pontif. in principio.

12. Tertium item membrum patet, quia eadem ferè est ratio de administratione, quæ de dominio et proprietate. Nam duobus modis posset hoc intelligi. Unus est, ut illa administratio ita esset in rege, ut solus, ac repugnante uxore posset leges condere, et alios actus gubernationis exequi, et hoc planè esset quædam alienatio regni, ejusque translatio in alium saltem ad vitam, seu durante vinculo matrimonii : hæc autem fieri non potest sine consensu regni, et ad aliam applicari possunt omnia dicta in primo membro. Accedit, quòd in hoc non est comparandum regnum cum aliis bonis, seu cum administratione dotis, quia regnum est veluti quoddam officium, quod incumbit propriæ personæ, cui confertur, et non tam est propter ipsam, quàm propter eos, qui regendi sunt, et ideò non potest rex vel regina tale onus à se separare, nec in alium transferre, etiam quoad usum vel administrationem, ita ut non maneat apud ipsum suprema potestas, et obligatio regendi; non ergo transferri potest illo modo administratio regni in regem ratione matrimonii. Alter modus est, ut regina haberet quidem administrationem, sed dependentem à rege, ita ut sine ejus consensu, vel illo repugnante, non posset leges ferre, et aliter jurisdictionem suam exercere. Et hoc etiam dici non potest, quia incidimus in omnia incommoda, quæ in secundo membro tacta sunt : nam vel sequeretur continua perplexitas, et divisio, vel oporteret uxorem cedere marito, quod esset suâ jurisdictione privari. Unde sicut non potest regina suam administrationem à se auferre, invito regno, ita nec potest illam minuere, nec facere, ut suprema in suo genere non sit; ergo non potest facere usum ejus dependentem à consensu mariti.

13. Sed contra hanc communem sententiam objici potest lex Hispaniæ 9, tit. 1, part. 2, ubi in principio dicitur, quatuor modis posse jure obtineri dominium regni, et nomen regis. Et postea dicitur, tertium modum esse per matrimonium, quando aliquis privatus ducit uxorem reginam, et regni hæredem; ergo tunc vir obtinet jure dominium regni; ergo apud ipsum est potestas legislativa, non apud reginam. Et confirmatur, quia aliàs maritus esset uxori subditus, ac subinde teneretur parere ejus legibus, et consequenter etiam personalibus præceptis, ut, v. g., teneretur bellum gerere, præcipiente uxore, et similia, quæ videntur esse contra debitum naturæ ordinem, et contra sententias Pauli supra citatas. Confirmatur secundò, quia maritus habet jus et potestatem gubernandi uxorem in omnibus actionibus suis, et corripere illam non solùm in rebus ad se pertinentibus, sed absolutè in omnibus, quæ adversantur bonis moribus, quâ ratione multi censent, posse mari-

tum omnia vota uxoris irritare; ergo etiamsi uxor sit regina, habet maritus potestatem et superioritatem in omnes actiones ejus, etiam in eas, quas exercere potest, ut regina est; ergo necesse est, ut regina pendeat à marito in usu et administratione suæ jurisdictionis.

14. Propter hæc fortassè, et similia Montaltus, ut refert supra Greg. Lop., dixit, in eo casu jurisdictionem reginæ seu administrationem ejus transferri in maritum regem. Et Palac. Rubi., quem etiam refert, dixit, secundùm leges Hispaniæ, administrationem regni esse in utroque. Sed, ut idem Gregor. notat, nulla est lex in Hispaniâ quæ hoc disponat, nec esset conformis rationi, ut probatum est. Ad legem ergo citatam respondetur, in eâdem contineri limitationem, et declarationem, quia in illo tertio modo obtinendi regnum solùm dicit, ratione conjugii cum reginâ, posse maritum vocari regem, quod est consentaneum rationi naturali, quia vir et uxor ita fiunt unum ratione matrimonii, ut honores et dignitates sibi communicent. Et quamvis communiter soleat vir, quia caput est, trahere uxorem ad participationem conditionis suæ, sive nobilitatis, sive ignobilitatis, ut statuunt plures leges civiles, quas latè refert Tiraq. d. c. 18, n. 1 et 15, nihilominùs, quando tanta est excellentia uxoris, quanta est in reginâ, illa trahit ad se virum, ut illi communicet nomen, et honorem suæ dignitatis, ut idem auctor prosequitur à n. 39. Hoc ergo solum est, quod per illam legem Hispaniæ statuitur. Et quia nomen illud regis vacuum non est, dicitur etiam vir per matrimonium consequi dominium regni, non quoad jurisdictionem propriam, sed per quamdam communicationem cum reginâ, ratione cujus ut dominus habendus est, et honorandus ut rex. Imò probabile est, si aliquid disponat circa regimen regni, vel legem ferat, et regina videns taceat, parendum illi esse, quia regina tacendo censetur illi consentire, vel committere vices suas; quamvis in hoc consuetudini et communi modo sentiendi regni standum videatur.

15. Ad primam confirmationem respondetur, concedendo, in his, quæ pertinent ad communem reipublicæ gubernationem, regem in eo casu esse subjectum reginæ, quia re verâ illa sola est suprema domina quoad jurisdictionem politicam, unde sola est caput; rex autem est membrum illius reipublicæ; sub eâ ergo ratione subditum esse necesse est. Unde non est dubium quin obligetur legibus à reginâ latis, neque hoc est mirum, quia infra ostendemus, etiam ipsum legislatorem obligari suis legibus; et verisimile est, in hoc æquiparari virum uxori, quia tanquàm unum reputantur, argumento sumpto à fortiori ex l. *Princeps*, ff. de Legib. Neque hic modus subjectionis viri ad uxorem est contra rationem, aut contra verba Pauli, quia sub diversis rationibus, et in ordine ad diversos fines, fieri potest, ut vir, quatenùs habet potestatem jure conjugii, sit superior uxore etiam reginâ in his, quæ spectant ad usum matrimonii, gubernationem familiæ, custodiam uxoris, educationem filiorum, etc. Uxor autem quatenùs regina sit superior in ordine ad politicam gubernationem. Et juxta hæc dicendum etiam est ad secundam confirmationem, virum non habere absolutam potestatem in uxorem, sed tantùm in ordine ad œconomicum regimen, unde non potest disponere ad libitum de omnibus actionibus ejus, nec vota ejus indiscriminatim irritare, sed tantùm ea, quæ sibi, vel suæ familiæ, aut privato regimini præjudicant, et ideò non oportet, ut in eo casu actiones regiæ potestatis uxoris à marito in rigore pendeant; quamvis ex quâdam honestate debeat uxor etiam in his consilium mariti magni facere.

16. Aliud dubium pertinens ad communitates est, an quælibet civitas possit veras leges condere. Dividuntur autem civitates secundùm jus civile in maximas, majores et minores, juxta l. *Si duas*, ff. de Excusat. tutor. Maximæ dicuntur in illâ lege illæ, *quæ sunt metropoles gentium.* Ubi Glossa declarat, nunc esse ejusmodi omnes civitates archiepiscopales, quia habent metropolitanum, sic enim archiepiscopus appellatur. Majores autem dicuntur ibidem, *quæ habent forum causarum;* oportet enim ut civitas habeat jurisdictionem, et specialem auctoritatem, et modum se gubernandi. Et ita populi, in quibus sunt episcopales sedes, sunt ex his civitatibus, quamvis non sit de ratione civitatis, etiam propriè dictæ, ut habeat episcopum, ut notavit Panorm. in cap. *Perniciosam*, de Offic. ordin. n. 1, et latè Bart. in Extrav. *Qui sint rebelles*, verb. *Lombardiæ*, quia civitates antiquiores sunt episcopis; ergo episcopus supponit civitatem, non facit; imò olim non in pluribus civitatibus, sed solùm in frequentioribus erant episcopi. Minores verò civitates dicuntur illi populi, qui sub civitatibus sunt, et ab illarum foro judicantur. Quæ nunc non vocantur civitates, sed villæ, vel castra.

17. De populis ergo hujus tertii gradûs videtur res clara, eos non habere potestatem ferendi proprias leges. Ita docet Bart. in l. *Omnes populi*, ff. de Just. et jur. in principio. Et ratio est, quia supra ostensum est, non posse ferre legem, qui non habet jurisdictionem, imò nec quamcumque sufficere, sed valdè superiorem, ut mox etiam explicabimus; sed hi populi jurisdictionem talem non habent, quia nec forum causarum habent, ut supponitur in d. l. *Si duas*, vel certè si aliquem modum judicii habent, est tantùm in levibus causis, et cum magnâ subordinatione ad forum civitatis, vel similem superiorem judicem; ergo non est verisimile habere hos populos potestatem condendi leges. Et hoc ex aliis duobus membris magis constabit. Adhibet autem exceptionem Bart. dicens, posse facere statuta de his quæ pertinent ad suorum bonorum administrationem. Sed non est necessaria limitatio. Nam talia statuta si non sint confirmata ab habente potestatem, non possunt habere vim et rationem legis, quia de ratione legis positivæ est, ut procedat ab habente jurisdictionem, ut superiori libro ostensum est. Poterunt ergo esse, vel pacta quædam inter eos, qui sunt de communitate, vel præcepta humana temporalia, sicut sunt præcepta patrisfamilias in domo suâ, teste D. Thomâ q. 90, art. 3; non tamen poterunt habere legis perpetuitatem ac virtutem.

18. De civitatibus autem maximis videtur frequentiùs receptum posse condere leges. Nam in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et jure, dicitur, unumquemque populum posse sibi jus constituere. Quod etiam habetur in § *Jus autem civile*, Inst. de Jure natur. gentium, etc.; ergo maximè debet habere locum in his populis, qui sunt metropoles civitatum. Et juvat quod dicitur in l. 9, ff. de Legib. *Non ambigitur senatum jus facere posse.* Verumtamen nulla specialis ratio in rigore invenitur in his maximis civitatibus magis quàm in majoribus, quæ respectu illarum minores sunt; quod attinet ad potestatem ex vi juris, licet in facto et consuetudine possit assignari aliquod discrimen, ut dicemus. Igitur absolutè de omnibus propriis civitatibus est communis sententia, posse condere jus municipale, quod propriis legibus constet. Dummodò sint tales leges de materiâ proportionatâ unicuique civitati, id est, propriâ illius, et non communi cum aliis, nec contra bonos mores, nec reservatâ principi, aut juri civili contrariâ. Ita ferè Abb. in c. *Quod clericis*, de Foro compet. n. ult., ubi in eamdem sententiam refert Joan. Andr. et Speculat. Videtur etiam idem sentire Sylvest. verb. *Lex*, q. 4. Sed re verâ non persistit in illâ. In eam etiam inclinat Gregor. Lop. in l. 12, tit. 1, partit. 1, saltem quoad eas leges, quæ spectant ad rerum uniuscujusque civitatis administrationem. Probari autem solet præcipuè hæc sententia ex dictâ l. *Omnes populi*, quæ loquitur indistinctè (ut expendit Panormit.) et ideò de omnibus civitatibus intelligenda est. Idem probat § *Sed naturalia*, Instit. de Jure natur. ibi : *Ea quæ ipsa sibi quæque civitas constituit.* Et in § *Jus autem*, dictum fuerat, tale esse jus uniuscujusque civitatis, vocarique jus civile quasi jus proprium ipsius civitatis. Ratio reddi potest, quia unaquæque civitas indiget hàc potestate, quia per solum commune jus non potest sufficienter provideri necessitatibus omnibus, quæ in diversis locis pro eorum variâ qualitate et dispositione occurrunt; ergo oportet, ut hoc suppleatur per jus municipale. Confirmatur; nam quælibet civitas censetur communitas perfecta secundùm Arist.; ergo per se potest leges condere; sed circa res proprias meliùs potest leges condere; sed circa res proprias meliùs potest unaquæque civitas statuere; ergo rationi consentaneum est, ut illis fuerit relicta hæc potestas, quæ spectat ad rerum propriarum administrationem.

19. Sed in hoc puncto probanda videtur doctrina Baldi in dictâ l. *Omnes populi*, quam etiam refert, et sequitur Sylvest. supra, videlicet, unamquamque civitatem tantùm habere de potestate condendi legem, vel statutum, quantùm habet de jurisdictione. Et ratio sumitur ex dictis, quia potestas condendi leges (ut lib. 1, cap. 8, et lib. 2, c. 1, dixi) jurisdictionis est; ergo pro mensurâ jurisdictionis, quam civitas habuerit, judicandum erit de hâc potestate. Unde ad hanc resolutionem, per se loquendo, non multùm refert distinctio de maximâ vel majori civitate, quia fieri potest ut civitas secundi ordinis habeat hanc jurisdictionem, et non maxima civitas. Potiùs ergo spectandum est, an civitas retineat in se aliquam potestatem supremæ reipublicæ, et per illam se ipsam gubernet, vel illam transtulerit simpliciter in aliquem principem, vel quolibet alio justo titulo translata sit. Omnis ergo civitas prioris ordinis potest sine dubio condere leges, quia habet supremam jurisdictionem juxta principia posita in priori libro. Et de his po-

pulis liberis loquitur dicta l. *Omnes populi.* Nam loquitur de jure civili prout condistinguitur à jure gentium ; jus autem civile illo modo sumptum non est tantùm jus municipale, seu particulare alicujus populi, sed est quodlibet jus proprium unius gentis, vel provinciæ, vel regni, vel cujuslibet communitatis habentis supremam jurisdictionem temporalem. Tamen, quia hoc jus cœpit à civitatibus supremis, et ab illis nomen sumpsit, ideò in dictâ lege dicitur esse proprium uniuscujusque populi, *qui legibus et moribus regitur,* id est, qui potest sibi proprium jus constituere præter illud, quod omnibus est commune; loquitur ergo de populis liberis, ut erant Romanus, Atheniensis, et similes, in quibus posuit exemplum Imperator in § 2 et 3, Instit. de Jure naturali gentium et civili. Et de eisdem liberis populis locutus est etiam Isidor. in cap. *Jus civile*, dist. 1, ut ibi notat Cardin. Alexand. et Decius in cap. *Ecclesiæ*, de Constit. n. 24. Loquuntur enim illa jura de populis secundùm se spectatis, et secundùm suam primævam naturam.

20. At verò omnis civitas sive major sit sive maxima, quæ subdita est supremo principi, in quem populi potestas translata est, jam non potest condere leges per se sola, ex vi solius potestatis propriæ, quia jam se abdicavit potestate necessariâ ad ferendas leges perpetuas, et ad commune bonum ordinatas; oportet ergo ut vel à principio in creatione sui principatùs sub tali conditione vel limitatione collata fuerit principi potestas, ut civitas posset nihilominùs per se statuere de rebus ad suam peculiarem gubernationem et administrationem pertinentibus; vel certè ut postea ex particulari principis concessione talem potestatem receperit. Et de quolibet istorum modorum constare poterit, vel privilegiis antiquis, vel ex communi jure talis regni, vel quod est frequentius, usu et longâ consuetudine. Extra hos verò casus necesse est, ut statutum civitatis subditæ per suum superiorem expressè vel tacitè confirmetur, ut habeat rationem legis, sicut in § *Constat*, Instit. de Jure naturali dicitur, plebis scita cœpisse habere valorem legum per legem Hortensiam, scilicet, quia consentiente senatu illa facultas plebi data est. Idem ergo requiritur cum proportione in quâcumque communitate, quæ non est suprema. Et hoc etiam significatur in l. 3, C. de Legibus ibi : *Nec iis, quæ specialiter quibusdam concessa sunt civitatibus, vel provinciis, vel corporibus*, etc. Ubi clare supponitur omnes terras subjectas imperio indigere concessione imperatoris ad statuendas proprias leges, quod non solùm de civitatibus maximis, sed etiam de provinciis, et in universum de corporibus mysticis traditur.

21. Solùm constitui potest differentia inter maximas civitates et inferiores, quia verisimilius est potestatem hanc concedi maximis civitatibus potiùs quàm inferioribus, quamvis in utrisque necessarium sit, ut de tali concessione vel potestate sufficienter constet aliquo ex dictis modis. Nam ex jure communi non constat etiam pro civitatibus maximis subjectis imperio, quia nec Jureconsultus Caius in dictâ l. *Omnes populi,* de his populis locutus est, ut dixi, nec ipse poterat populis subjectis illam facultatem dare, ut per se constat. Nec etiam Justinian. imperator in eo sensu illam legem acceptavit in § 2 Instit. de Jure natur. quin potiùs in l. ult. C. de legib. expressè dixit : *In præsenti soli imperatori leges condere concessum est,* utique in suo imperio, et ex vi ordinariæ potestatis. Atque idem cum proportione est in regno Hispaniæ, ut statuitur in dictâ l. 12, tit. 1, part. 1, ubi etiam Gregor. Lop. refert Pragmaticam specialem hoc statuentem, quæ hodiè habetur in lib. 7 novæ Recopilat. tit. 1, l. 8, et idem significatur in legibus hujus regni Lusitaniæ lib. 3, tit. 75, § 1. Ultimò inquiri hîc poterat, an hæc potestas ferendi leges civiles delegabilis sit. Sed in hoc nihil occurrit addendum his quæ in libro superiori, cap. 4, in fine, diximus.

CAPUT X.

Utrùm potestas ferendi leges civiles pendeat ex fide, vel moribus principis.

1. Hanc quæstionem moveo propter hæresim Valdensium (ut refert Castro verb. *Potestas*) quos Viclef. et Joan. Hus secuti sunt, dicentes, principes iniquos vel infideles non habere civilem potestatem, et consequenter non posse suis legibus subditos obligare, quod etiam, ut referunt, sensit Armacanus lib. 10 de Quæstionib. Armenorum. Fundantur, quia potestas regia ordinatur ad bonum commune; esset autem valde contrarium bono communi, si in hujusmodi iniquis hominibus talis potestas inveniretur, aut perseveraret; et ideò Saül statim privatus fuit regno, postquàm Deo displicere cœpit, 2 Reg. 15, et de regibus iniquis, generaliter dicit Deus Oseæ 8 : *Regnaverunt, et non ex me,* id est, non legitimâ potestate. Hæc tamen sententia erronea est, et damnata in

concilio Constantiensi sess. 8, et 1, 5. Ut talem veritatem catholicam breviter explicem, dicam priùs de fide, postea de moribus.

2. Primò ergo certum sit, hanc potestatem, neque fidem, neque aliud donum supernaturale requirere in principe, seu in subjecto, in quo existit. Probatur; nam vel conditionem hanc postulat jure naturæ, vel divino positivo, vel ecclesiastico; nihil autem horum dici potest; ergo. Probatur minor quoad primam partem, quia hæc potestas pertinet ad purum jus naturale, ut supra ostensum est; unde futura esset in hominibus, etiamsi crearentur in puris naturalibus sine ullo ordine ad supernaturalem finem, et fuit in gentibus ante Christi adventum, et nunc est in infidelibus non baptizatis præsertim in gentibus. Et ratio clara est, quia fides, et reliqua dona sunt superioris ordinis; ergo non possunt jure naturæ requiri ad hanc potestatem.

3. Dicetur fortassè hoc argumentum rectè procedere de puro jure naturæ, quatenùs fundatur in solo lumine naturali : secùs autem esse de jure connaturali gratiæ, quod fundatur in lumine fidei, quia suppositâ elevatione naturæ humanæ ad finem supernaturalem, ipsum lumen supernaturale dictat, non esse homines regendos, etiam in civilibus et temporalibus, nisi per principes fideles, propter vitandum commune incommodum, quod ex contrario sequi potest. Sed hoc absque fundamento dicitur. Quia ordinatio ad finem supernaturalem per fidem, vel alia dona, non mutat naturam hujus potestatis, neque impedit actus ejus : ergo etiam posito lumine fidei non potest per veram rationem colligi potestatem hanc necessariò supponere fidem. Quamvis enim ex principiis fidei rectè colligatur, non esse obediendum magistratui temporali in his, quæ fidei, vel supernaturalibus præceptis repugnat, non inde colligitur, non posse esse verum principem eum, qui fide careat, aut ei obediendum non esse in his, quæ pertinent ad rectam gubernationem politicam, et fidei non repugnantem. Quod etiam apertè confirmat Scriptura Daniel. 2 : *Tu es rex, et Deus cœli tibi regnum dedit;* erat autem infidelis; et Genes. 47, Joseph fecit terram Ægypti tributariam Pharaoni, qui etiam erat infidelis. Constat ergo hanc potestatem ex naturâ rei in solâ naturali ratione fundari.

4. Et possumus obiter addere, quamvis ad actualem usum ejus requiratur usus rationis in habente illam, tamen ad ipsam potestatem non requiri, scilicet, quoad jus dominandi et regendi; potest enim esse in puero, etiam ante usum rationis, ut patet in eo qui jure hæreditario regnum obtinet, statim à principio nativitatis; ille enim, et ante rationis usum, et ante baptismum rex existit; habet ergo potestatem in habitu, licet per se illam exercere non possit. Et idem contingere potest in eo qui ad tempus incidit in amentiam; nam, si amentia sit perpetua, privandus est tali potestate propter commune bonum. De quo aliàs.

5. Secunda pars minoris, quæ est de jure divino positivo satis ex eo probatur, quia ostendi non potest tale jus, neque ex Scripturâ, neque ex traditione. Imò oppositum docent Paulus ad Roman. 13, et 1 Timoth. 2, et Petrus 1 canonicâ c. 2, ubi admonent fideles subditos esse regibus et principibus, qui tunc dominabantur, quos constat fuisse infideles. Nec dici potest hoc fecisse Apostolos ad vitandum majus malum; nam expressè aiunt illos esse ministros Dei, et ab illo habere potestatem, eisque obediendum esse, non tantùm propter timorem, sed etiam propter conscientiam. Ex quibus locis constat, stando in jure divino, hanc potestatem perseverare in infideli, non solùm respectu aliorum infidelium, sed etiam respectu Christianorum, qui aliàs justo titulo subditi erant illi; nam de his in particulari loquuntur Apostoli in illis locis. Congruentia autem reddi potest, quia tale jus non fuisset congruum ad fidei propagationem et conservationem; nam plurima scandala sequerentur, nec reges infideles permitterent, subditos ad fidem converti.

6. Atque hinc facilè constat illud membrum de jure ecclesiastico, quod auctoritate etiam negativâ sufficienter probatur, quia nullibi invenitur. Ad majorem autem intelligentiam distinguere possumus duplices reges infideles, quidam nunquàm baptizati, nec apostatæ à fide; alii sunt hæretici apostatæ; in priores non habet Ecclesia jurisdicionem directam, et ideò nec potest illos punire, nec per se regnis privare. Si autem sub se haberent fideles, et eos vel à fide averterent, vel ab obedientiâ Ecclesiæ, vel aliàs ad pravos mores manifestè inducerent, tunc Ecclesia haberet justum bellum contra illos, possetque eos in defensionem innocentium, potestate et regno privare; quàmdiù verò non privantur, suam retinent potestatem. In posteriores autem habet Ecclesia directam potestatem, et per se, ratione baptismi, et ideò in pœnam infidelitatis et hæresis

potest eos hâc potestate privare; hactenùs verò non privavit eos ipso facto, saltem quantùm ad retentionem et usum illius potestatis; imò nec de facto ab illâ dejici possunt, donec per sententiam ecclesiasticam declarentur, juxta caput, *Cùm secundùm leges*, de hæreticis, in 6, et latiùs traditur in materiâ de Fide.

7. Circa alteram partem de moribus dicendum est potestatem hanc in hominibus injustis et iniquis permanere posse, et ita simpliciter non pendere ex moribus honestis. Conclusio est etiam certa de fide, quæ satis constat ex discursu totius Scripturæ, in quâ legimus plures reges, tam in populo Israel, quàm inter gentes, fuisse iniquissimos, et nihilominùs fuisse veros reges, et David etiam ac Salomon, qui aliquando graviter peccaverunt, non statim privati fuerunt regno. Ratione ostendi potest discursu simili superiùs facto, quia hæc pœna privationis talis potestatis nullo jure lata est, ipso facto, contra reges iniquos, nec fuisset conveniens, quia infinita perturbatio inde sequeretur, et omnes subditi facilè contra reges insurgerent. Explicari deinde potest in hunc modum, quia vel rex, licet aliàs pravus sit, in legibus ferendis servat honestatem et justitiam, et tunc formaliter et in quantum rex, justus est; malitia autem illa se habet, quasi concomitanter, et ideò non refert ad hanc potestatem. Vel in ipsis legibus ferendis exercet injustitiam et iniquitatem, præcipiendo rem turpem, et tunc non inducit quidem obligationem per talem actum. Nam lex iniqua non est lex, nec potestas regia est data ad tales leges ferendas juxta ea quæ supra diximus de ratione legis. Possunt ergo tunc subditi, et debent non obedire regi in tali præcepto, si de re iniquâ sit, non tamen propterea possunt illi obedientiam absolutè negare in his quæ justa fuerint. Vel denique rex est iniquus etiam in usurpatione ipsius potestatis, quia tyrannicè illam occupavit, et tunc verum est illam iniquitatem excludere potestatem veram, non quia privet illâ, sed quia supponit carentiam ejus, eamque donare non potest, et tunc meritò tali homini non obeditur, quia rex non est, sed tyrannus.

8. Occurrit autem hìc incidens dubium circa hoc ultimum membrum, an in eo casu possint subditi licitè obedire hujusmodi principi, si alioqui ex parte materiæ justas leges ferat. Quòd enim non teneantur, per se loquendo, manifestum est, quia illæ non sunt leges, juxta supra dicta, cùm non procedant à legitimâ potestate. Quòd autem possint, videtur persuaderi, quia possunt facere quidquid bonum est, vel non malum, licet non teneantur, cedendo juri suo, et patienter vim alterius sustinendo. Imò addunt multi auctores, posse tunc subditos postulare ab hujusmodi principe et concessiones gratiæ et actus justitiæ, qui in se injusti non sint, quamvis ab illo injustè sint faciendi per usurpatam potestatem; quia tunc non inducunt ad malum, sed ad minus malum: minus enim malum est, sic gubernari, quàm omninò non gubernari. Ita docuit Cajet. in Summâ, verbo *Tyrannus*, quem sequitur Armilla eodem verbo, et Navar. cap. 14, n. 41. In contrarium autem esse videtur, quia obedire hujusmodi regi, etiam in his, quæ aliàs honesta sunt, videtur esse cooperatio ad malum, et favor injustitiæ, seu tyrannidis ejus.

9. Breviter dicendum censeo, quasdam esse actiones ita honestas, ut in nullius nocumentum cedant, neque indigeant potestate publicâ, ut rectè fiant, ut sunt deferre hæc, vel illa arma, vel aliquid simile, vel etiam solvere tributum, quod licet ex parte exigentis requirat potestatem, ex parte solventis illam non postulat, per se loquendo. Neque conditio tributi alteri affert nocumentum, nisi soli solventi, qui potest cedere jure, vel utilitati suæ. Aliæ verò sunt actiones, quæ involvunt nocumentum tertii, et ut justè fiant, requirunt potestatem publicam, ut occidere malefactorem, etiam dignum morte, et similes. In prioribus per se malum non est servare leges, vel præcepta à tyranno data, quia illæ actiones tales sunt, ut propriâ voluntate et auctoritate possint honestè fieri sine lege. Quod autem fiant positâ illâ injustâ lege, non habet circumstantiam, quæ reddat actum malum. Quia illa re verâ non est cooperatio, sed tolerantia quædam violentiæ, quæ nulli affert nocumentum; ergo per se non est ibi malitia. Dico autem *per se*, quia oportet scandalum vitare, et non dare occasionem tyranno, ut in suâ injustitiâ firmiùs perseveret, sed potiùs illi obsistere quando sine incommodo fieri potest. At verò in posterioribus actionibus contrarium videtur, quia honestas illarum omninò pendet ex verâ potestate publicâ, sine quâ nullus potest exequi, vel condemnare alium, etiam in pœnâ justâ, nisi habeat publicam potestatem, quam tyrannus dare non potest. Sed in hoc etiam advertendum, seu subdistinguendum est: nam hoc in rigore est verum, quantùm est ex parte tyranni: contingit autem ut respublica, quia non potest illi resistere, illum toleret, et ab

eo se gubernari sinat, et tacitè consentiat, ac velit, justitiam per ipsum administrari propter rationem tactam, quia minus malum est, per illum gubernari, quàm omninò carere justâ coactione et directione, et tunc non erit peccatum obedire, etiam in dictis actibus, quia reipublicæ consensus supplet defectum potestatis tyranni.

10. Ad fundamentum contrarii erroris respondetur, multò majora incommoda contra bonum commune sequi, si potestas civilis pendeat ex privatâ fide, vel bonis moribus ipsius principis, quia nulla esset pax, neque obedientia in republicâ, sed quilibet subditus vellet superiorem suum judicare, et consequenter illi obedientiam negare, quod absurdissimum est. Quocirca, licet peccator fortè mereatur privari regno, tamen quamdiù illo non privatur ab habente potestatem, verus rex perseverat, atque ita contigit in Saüle, donec permittente Deo occisus est. Quod autem dicitur Oseæ 8 : *Regnaverunt, et non ex me,* plures habet expositiones, de quibus videri possunt Origen. Homil. 4 in lib. Judicum, Hieronym. et expositores ibi. Verus sensus mihi videtur, ibi reprehendi reges iniquos Israel, non quia reges non essent, et gubernarent, sed, quia, cùm reges essent, malè gubernarent; hoc enim significat regnare non ex Deo, quod statim explicatur, quia inducebant populum ad idola colenda, et similia.

CAPUT XI.

Utrùm finis potestatis et legis civilis, prout nunc est in Ecclesiâ, sit alius à fine ejusdem potestatis, et legis, ut in purâ naturâ, vel in gentibus spectari potest.

1. Diximus dari in hominibus potestatem ad ferendas leges, atque adeò has leges esse possibiles; ut autem natura et necessitas earum magis declaretur, oportet finem illarum, ipsiusque potestatis generatim considerare, quod in hoc capite præstandum est. Statimque occurrit opinio Fortunii Garciæ tractat. de ultimo fine utriusque juris, ubi contendit suadere, finem juris civilis esse eumdem cum fine juris canonici, habereque eamdem originem, eademque principia. Unde multa infert, quæ postea examinanda sunt. Nam de hâc opinione quatenùs comparationem facit inter utrumque jus, in lib. sequenti dicendum ex professo est, quia non explicato priùs utroque extremo, non potest eorum comparatio fieri, aut intelligi. Hic ergo solùm de potestate, ac jure civili absolutè spectato in ordine ad suum finem opinio hæc tractanda est. Sentit ergo Fortun. finem juris civilis esse non solùm externam pacem, et justitiam reipublicæ, sed etiam veram et internam hominis felicitatem ac salutem. Ita significat ibi, n. 6, junctis quæ dixerat n. 2. Ubi eumdem finem juris canonici posuerat, et inde concludit, esse eumdem finem utriusque juris. Unde necesse est, ut vel sentiat, finem canonici juris esse tantùm externam politiam humanam, quod valdè absurdum est, vel oportet, ut sentiat, finem juris civilis non sistere in humanâ politiâ, et externâ pace, ac justitiâ reipublicæ, sed etiam tendere ad veram felicitatem humanam.

2. Quia verò hæc opinio statim apparet incredibilis intellecta de jure civili, et de potestate ferendi illud, prout esse potest in purâ naturâ, et in principio libri à nobis explicata est, ideò Navar. in Comment. de Finibus humanorum actuum, n. 29, ita illam interpretatur, ut intelligenda sit de jure civili, quatenùs est à christianis imperatoribus et regibus compositum, aut probatum; sic enim etiam ipse ait, veram felicitatem æternam, quam credimus et speramus, esse finem juris civilis. Quia licet ipsa potestas de se non tendat in illum finem, nihilominùs ut est conjuncta fidei, in illum referri potest et debet; et ita etiam ejus actus qui est lex civilis, à legislatoribus christianis in eumdem finem refertur. Quod suadet ipse Navar. ex inscriptione Codicis, et Procemii Digestorum à Justiniano editi, quæ sic habet : *In nomine Domini nostri Jesu Christi*, etc. Et eamdem habet in declaratione juris civilis, quæ habetur in fine legis 2, C. de veteri Jur. enucle. Et in Epistol. ad Tribonianum, quæ incipit, *Deo Auctore*, et in Codice est, leg. 1 de veteri Jure enucleando, ubi de *auctoritate legum*, dicit : *Quæ divinas et humanas res benè disposuit, et omnem iniquitatem expellit.* Addit Navar. probationem ex l. 1 et 2, Codice de Sum. Trinita. Ubi imperator præcipit omnes populos sibi subditos christianam fidem et religionem sequi, et hæreticos puniri, et ex multis legibus, quas ille imperator de rebus ecclesiasticis constituit per plures titulos usque ad 16, lib. 1 Codicis.

3. Verumtamen de hâc opinione Navarri per se spectatâ dicemus postea; nunc enim considerando fundamenta Fortunii, videtur simpliciter loqui de potestate civili secundùm se, et

in omni statu; probat enim sententiam suam ex Aristot. 1 Ethic. cap. 2 et 4, dicente, humanam felicitatem esse finem moralis doctrinæ, et lib. 5, cap. 1, dicit, ea dici justa, *quæ felicitatem societatis civilis efficiunt et conservant,* et ideò leges de omnibus virtutibus præcepta dare, quæ ad hanc felicitatem conferunt. Adducit etiam Ciceronem lib. 2 de Officiis dicentem: *Per leges benè beatèque vivitur.* Adducit item quod ex Demosthene refertur in leg. 2, ff. de Legib., *omnes debere parere legi, quia inventio quædam et donum Dei est.* Et ex Chrysippo, legem esse omnium divinarum et *humanarum rerum reginam, et justorum atque injustorum regulam.* Hæc autem omnia dicta sunt à philosophis ethnicis de lege civili, et ante leges imperatorum; ergo dicta sunt de lege civili secundùm se, et prout naturam humanam consequitur, seclusâ fide; ergo in eodem sensu videtur ille auctor locutus. Confirmat verò suam sententiam à fortiori ex legibus imperatorum, quas adduximus pro sententiâ Navar. Et addit Authent. *ut non luxurientur naturam.* Quia in eâ ostendit Justinia. sui muneris esse, curare, ut subditi sui benè vivant, et Dei placationem inveniant. Item Authent. *Quomodò oporteat episcopos,* etc., in princ. Ubi Justinianus ait: *Maximam habemus sollicitudinem circa veri Dei dogmata, et circa sacerdotum honestatem,* etc. Videtur ergo hic auctor utrumque statum potestatis, seu legis civilis amplecti, hoc fortassè discursu, quòd lex civilis intendit homines in veram eorum beatitudinem perducere. Unde quando potestas illa est sola, et separata à lumine fidei, dirigit in veram felicitatem naturalem, de quâ philosophi locuti sunt; quando autem conjungitur fidei manifestanti veram hominis felicitatem altioris ordinis, tunc etiam per fidem elevatur et extenditur ad ferendas leges, intendendo eamdem veram et supernaturalem felicitatem. Atque hoc modo nunc intra Ecclesiam eumdem esse finem legis civilis, et canonici. Et ad hoc tandem inducit divum Thomam, quia in primâ secundæ, quæstione 90, articulo 2, et q. 95, articulo 1, indifferenter loquens de lege humanâ, dicit, finem ejus esse felicitatem.

4. Nihilominùs hæc opinio Fortunii nova est, et singularis, ortaque est ex quâdam verborum confusâ, et indistinctâ significatione, seu æquivocatione, quâ sublatâ facilè rei veritas intelligetur. Duplex ergo felicitas hominis distinguenda est, una est vitæ præsentis, altera, futuræ, et utraque in naturalem et supernaturalem distingui debet secundùm receptam theologicam doctrinam, quam nunc supponimus. Dico ergo primò: Potestas civilis, et jus civile per se non respiciunt æternam felicitatem supernaturalem vitæ futuræ tanquàm finem proprium, vel proximum, vel ultimum. Probatur, quia talis potestas est merè naturalis; ergo naturà suâ non tendit in finem supernaturalem. Dices: Ipsa hominis natura ordinatur ad supernaturalem felicitatem, ut ad finem ultimum; ergo etiam potentiæ omnes naturales hujus naturæ ordinantur ad eumdem finem; ergo etiam potestas civilis. Respondeo dupliciter posse aliquid ordinari in illum finem ultimum; uno modo per intrinsecam habitudinem; alio modo per solam relationem vel imperium extrinsecum. Priori modo ordinatur fides infusa, v. g., ad supernaturalem beatitudinem; posteriori modo fides, vel alia virtus acquisita. Dico ergo potestatem civilem per relationem extrinsecam, vel Dei, vel hominis habentis illam, posse ordinari ad supernaturalem felicitatem ut ad finem ultimum. Et hoc ad summum probat ratio facta; nam ex parte Dei verum est omnia bona data hominibus, etiam naturalia, data esse propter felicitatem supernaturalem adipiscendam, et hoc modo etiam hæc potestas data est propter illum finem. Ex parte verò hominis non potest ipse referre actus hujus potestatis in illum finem per solum naturale lumen, sed oportet, ut supernaturaliter cognoscat illum finem, ideòque stando in purâ naturâ, non posset lex civilis etiam hoc modo ordinari ad finem supernaturalem.

5. Deinde addo legem civilem, prout est actus hujus potestatis, ex se non tendere in supernaturalem finem, et hunc esse sensum in præsenti præcipuè intentum. Declarari autem potest notando differentiam inter habitus, seu facultates, naturales, et supernaturales, quòd supernaturales, ut virtutes per se infusæ, ita ordinantur per se in supernaturales, et circa objectum aliquo modo supernaturale secundùm se proportionatum supernaturali felicitati. Idemque est suo modo in potestatibus moralibus supernaturalibus. Nam hoc modo character, v. g., ordinatur ad supernaturalem finem, et similiter potestas ecclesiasticæ jurisdictionis tendit in eumdem finem quasi connaturali modo, et operando ex se circa materiam supernaturalem, et per se relatam ad illum finem. At verò virtutes acqui-

sitæ de se non ita tendunt, nec operari possunt circa supernaturalem finem, sed solùm per extrinsecum imperium possunt in illum referri. Ita ergo se habet potestas civilis in ordine ad supernaturalem felicitatem; nam per se non tendit in illum finem ultimum ex vi propriæ naturæ, vel propriarum actionum, per quas nullo modo versatur circa talem finem, nec circa materiam, vel objecta supernaturalis ordinis. Et hoc modo dicimus potestatem civilem, vel leges ab illâ procedentes, non respicere felicitatem supernaturalem, ut finem ultimum : et in hoc maximè distingui à potestate ecclesiasticâ, ut in sequenti libro, cap. 1 et 8, latiùs videbimus. Et ideò dixit Nicol. Papa in cap. *Quoniam*, dist. 10, et in cap. *Cùm ad verum*, dist. 96, imperatores indigere pontificibus pro æternâ vitâ, et non debere, nec posse divinis rebus præesse, cùm sint negotiis secularibus implicati. Et imperator ipse in Authenticâ *Quomodò oporteat episcopos*, etc., in principio, dixit sacerdotium, et imperium esse maxima dona à Deo data. *Illud divinis ministrans, hoc autem humanis præsidens.* Et alia similia in citato loco afferemus.

6. Unde dico secundò, potestatem civilem non solùm non respicere felicitatem æternam vitæ futuræ ut finem ultimum proprium, verùm etiam nec per se intendere propriam spiritualem felicitatem hominum in hâc vitâ, et consequenter nec per se posse in materiâ spirituali disponere, aut leges ferre. Hoc colligitur ex juribus citatis. Item ex illis omnibus, in quibus leges civiles per canonicas aliquatenùs corriguntur, vel supplentur in ordine ad vitanda peccata, quia lex civilis, considerat honestam utilitatem temporalem reipublicæ humanæ; lex autem canonica principaliùs attendit saluti animæ, et ut peccata evitentur, ut dixit Glossa in cap. *Cùm contingat*, de Jurejur. verb. *Debent*, et colligitur ex illo textu cum concordantibus cap. *licet*, de Jurejur. in 6, et cap. ult. de Præscript. Et notant latè Joan. Andr. in Regulâ, *Possessor*, in Mercurial. et Panormit. in Proœm. Decret. n, 16, in cap. 1 de Juram. calum. n. 7. Ratione declaratur, quia spirituale bonum, seu felicitas hujus vitæ est dispositio per se ordinata ad ultimam felicitatem supernaturalem vitæ futuræ, vel potiùs est quædam inchoatio ejus; ergo potestas, quæ non ordinatur per se ad dirigendos homines in illam felicitatem, non potest per se referri ad spiritualem finem hujus vitæ, quia ejusdem potestatis est dirigere ad finem ultimum, et ad omnia, quæ per se ad illum disponunt. Potestas ergo civilis sicut non ordinatur ad æternam beatitudinem vitæ futuræ, ita nec ad spiritualem felicitatem præsentis. Unde etiam concluditur, per se non versari in spirituali materiâ, quia finis proximus, et materia cujuscumque potestatis proportionantur inter se, et fini ultimo ejusdem potestatis; sed potestas civilis non habet pro fine ultimo felicitatem supernaturalem vitæ futuræ, aut præsentis; ergo. Atque ideò in decretis, sæpè lex civilis comparatur corpori, et lex canonica animæ ac spiritui, ut auctores proximè citati notant, et apertè tradit Innoc. III in cap. *Solitæ*, de Majorat. et obedien. Hinc etiam dixit D. Thom. 1-2, q. 99, art. 3 : « Lex divina principaliter instituitur ad ordinandum « homines ad Deum, lex autem humana prin- « cipaliter ad ordinandum homines ad invi- « cem; et ideò leges humanæ non curaverunt « aliquid instituere de cultu divino, nisi in or- « dine ad bonum commune hominum. »

7. Addo tertiò, potestatem civilem legislativam, etiam in purâ naturâ spectatam, non habere pro fine intrinseco et per se intento felicitatem naturalem vitæ futuræ; imò nec propriam felicitatem naturalem vitæ præsentis, quatenùs ad singulos homines ut particulares personæ sunt, pertinere potest, sed ejus finem esse felicitatem naturalem communitatis humanæ perfectæ, cujus curam gerit, et singulorum hominum, ut sunt membra talis communitatis, ut in eâ, scilicet in pace et justitiâ vivant, et cum sufficientiâ bonorum, quæ ad vitæ corporalis conservationem et commoditatem spectant, et cum eâ probitate morum, quæ ad hanc externam pacem et felicitatem reipublicæ, et convenientem humanæ naturæ conservationem necessaria est. Hæc est mens Aristot. in locis in principio citatis, et D. Thomæ supra. q. 90, art. 2, junctis q. 95, art. 1, et 4, q. 96, art. 2 et 3, et q. 99, art. 3. In quibus docet ac declarat, finem humanarum legum esse commune bonum civitatis, et illa tantùm prohibere ac præcipere, quæ huic fini consentanea sunt. Ad idem faciunt quæ Fortunius adducit ex proœmio Decret. et cap. *Factæ sunt*, dist. 4; nam quæ ibi dicuntur, legibus etiam civilibus communia esse videntur. Ratio verò sumi potest ex dictis, quia hæc naturalis potestas condendi humanas leges non est in singulis hominibus per se spectatis, nec in multitudine hominum

aggregatâ solùm per accidens; sed est in communitate ut moraliter unitâ et ordinatâ ad componendum unum corpus mysticum, et ex illo resultat tanquàm proprietas ejus; ergo per se ordinatur ad bonum commune hujus corporis, ejusque felicitatem; nam finis est proportionatus principio; sicut ergo bonum naturale hujus corporis politici non extenditur ultra præsentem vitam, imò nec durat nisi in illâ, ita nec finis hujus potestatis, aut legis ultra præsentem vitam extenditur. Et eâdem ratione etiam pro hâc vitâ non intendit bonum singulorum, nisi in ordine ad bonum totius communitatis, in quo sistit tanquàm in ultimo fine proprio talis facultatis; ergo id, quod ita pertinet ad privatam felicitatem, ut non redundet in bonum communitatis, ad hanc potestatem vel legem civilem non spectat.

8. Confirmatur, ac declaratur: nam triplex potest distingui moralis gubernatio hominis; quædam politica, quæ pertinet ad regimen civitatis et communitatis perfectæ: alia œconomica, quæ spectat ad regimen unius familiæ, seu domûs; tertia dici potest propria uniuscujusque circa semetipsum, quæ dici potest monastica, quasi unius regimen continens. Potestas autem civilis per se ordinatur ad gubernationem politicam, ut ex superioribus constat, et ideò per se non dirigit œconomicum regimen, nisi in his quæ redundant in commune bonum civitatis, et illud possunt aut impedire, aut promovere: reliqua enim, quæ ad privatam familiam spectant, non per leges civiles, sed per uniuscujusque patrisfamilias prudentiam ordinantur. Ergo simili proportione ac ratione non spectat ad leges civiles monastica directio, seu privata honestas singulorum, ut tales sunt, sed solùm ea modò rectitudo per has leges constituitur, quæ bono civili vel necessaria, vel valdè utilis est. Ad felicitatem autem etiam naturalem uniuscujusque hominis, ut singularis persona est, non sufficit virtus illa civilis, sed necessaria est integritas morum cum debito ordine ad Deum, quantùm lumen naturale dictat; ergo non spectat felicitas privata ad finem proprium legis civilis, seu potestatis legislativæ merè naturalis. Accedit tandem, quòd hæc naturalis felicitas singulorum, ut tales sunt, principaliter consistit in actibus internis, vel speculativis, vel moralibus, et practicis cum integrâ rectitudine naturali. Potestas autem civilis non multùm curat de internis actibus, imò vix circa illos aliquid potest, ut infra dicetur; valdè etiam impotens et inefficax est ad dirigendos illos; ergo non intendit per hujusmodi felicitatem, sed solùm communem, prout explicatum est. Neque argumenta Fortunii ampliùs probant, ut facilè ex dictis constare potest.

9. Quartò, dico potestatem hanc civilem (etiam prout est in principibus christianis fidei conjuncta) non extendi in materiâ vel actibus suis ad finem supernaturalem, seu spirituale vitæ futuræ, vel præsentis, licet ipsi legislatores fideles in suis legibus ferendis intueri possint, et ex parte debeant, supernaturalem finem, et actum ipsum ferendi legem in supernaturalem finem referre. Utraque pars assertionis manifesta videtur. Prima quidem quia potestas hæc ut nunc est in principibus christianis, in se non est major, nec alterius naturæ, quàm fuerit in principibus ethnicis; ergo ex se non habet alium finem, nec aliam materiam. Sicut virtus acquisita temperantiæ in fideli et infideli, et justo et injusto non est alterius naturæ, nec actus suos efficere potest circa aliam materiam, vel propter alium proximum finem, seu motivum, aut intrinsecam honestatem. Denique jura canonica supra allegata, quæ hanc potestatem vocant terrenam, temporalem, ad corpora pertinentem, et similia, loquuntur de illâ, ut est in imperatore et regibus christianis, et inde concludunt non posse disponere in spiritualibus, neque de his, quæ per se spectant ad salutem animarum, vel cultum religionis; ergo etiam nunc secularis potestas talium principum eisdem terminis concluditur.

10. Dices: Nunc possunt principes seculares hæreticos punire, et alia vitia contraria religioni christianæ, ut talis est, prohibere, ut et blasphemia in Christum, circumcisio Judæorum, et similia, quæ non pertinuissent ad civilem potestatem, seclusâ fide. Respondeo in primis, aliqua ex his non tam per se pertinere ad secularem potestatem, quàm ex concessione ecclesiasticæ potestatis, et quasi per tacitam, vel expressam invocationem ejus postulantis auxilium brachii secularis. Et ita infra dicemus, universas leges civiles, quæ circa materias spirituales versantur, vel non esse leges, vel habere vim suam à superiori potestate. Deinde dicimus illa vitia et peccata, quæ dicuntur mixti fori, eatenùs puniri, et cohiberi per leges civiles, quatenùs supposito hoc statu reipublicæ christianæ, illam perturbant, et magna nocumenta illi afferunt etiam quoad suam pacem,

et externam felicitatem, ac conservationem : hunc enim finem semper intendit ipsa potestas quatenùs talis est, licet utens illâ possit perfectiùs operari. Et hoc modo Leo Papa Epist. 7 laudat Theodosium, quòd fide suâ præsidium afferret Ecclesiæ, et non solùm regium animum, sed etiam sacerdotalem ostenderet, et quòd curam haberet avertendi hæreses et schismata. *Quia tunc* (inquit) *est optimus regni vestri status, quando sempiternæ Trinitati unius Deitatis confessione servitur.*

11. Altera verò pars probari potest aliquibus argumentis Navarri, et fortassè ipse nihil aliud intendit secundùm suam privatam sententiam; immeritò tamen adducit ad illam confirmandam leges Codicis, quæ in materiâ spirituali versantur : nam illæ vel leges non sunt, nec fuère unquàm, vel nixæ fuerunt auctoritati Pontificum, ut lib. sequent. cap. 12 dicemus. Non rectè etiam ad hunc sensum accommodat opinionem Fortunii, quia sine dubio loquitur de legibus ipsis, ac potestatibus, et non tantùm de personis operantibus. Et ita illum latè impugnat Michael Ulcurruno tract. de Regim. mun. p. 1, q. 5, princip. Argumenta item ejusdem Fortunii probant hanc opinionem, et nihil aliud, ut facilè intuenti patebit. Denique res ipsa per se nota est : nam hæc legislatio civilis de se, et suo genere actio honesta est, licet ordinis naturalis et prudentiæ acquisitæ, ac rationi consentanea; ergo est de se apta referri ad finem supernaturalem; ergo princeps christianus facilè potest in eum finem illam referre, et optimè faciet illam referendo, juxta illud August. lib. 5 de Civitat. c. 24, ubi de regibus christianis ait : *Felices eos dicimus, si suam potestatem ad Dei cultum maximè dilatandum, majestati ejus famulam faciant.* Et quod in concil. Moguntino sub Stephan. cap. 2 de rege dicitur : *Meminerit se præ omnibus, ita sanctæ matris Ecclesiæ esse filium, ut ejus paci et tranquillitati per universum mundum suum prodesse faciat imperium.* Est autem observandum hanc relationem posse dupliciter fieri, primò per positivam ordinationem, et sic regulariter erit in consilio, nisi ubi speciale præceptum, vel necessitas ad illum obligaverit. Sic enim Leo Papa Epist. 75 ad Leonem Augustum inquit : *Debes incunctanter advertere regiam potestatem, tibi non solùm ad mundi regimen, sed maximè ad Ecclesiæ præsidium esse collatum*, etc. Secundò intelligi potest per negationem tantùm, seu per circumspectionem nihil statuendi per hanc potestatem, quod sit contrarium fini supernaturali, vel ejus consecutionem impedire possit, quæ observantia, et prudens cautio ex fide procedit, et virtualis quædam relatio in ultimum finem dici potest. Estque non tantùm in consilio, sed in præcepto maximè proprio christiani ac catholici principis, ut constat.

CAPUT XII.

Utrùm leges civiles in solâ materiâ honestâ versentur, virtutum omnium actus præcipiendo, vel vitia contraria prohibendo.

1. Hactenùs explicatæ sunt causa finalis et efficiens legis civilis, quoniam ad ostendendum hoc genus legis esse possibile, conveniensque et quasi naturale homini, fuit necessarium; nunc ad declarandam naturam et efficaciam hujus legis, de materiâ et formâ aliquid dicendum est. Non agimus autem de materiâ, ex quâ, seu subjectâ, quia de hâc satis dictum est in primo libro, tractando, an lex interna (ut sic dicam) sit in intellectu vel voluntate principis, aut subditi; et an lex externa debeat esse scripta, ve verba sufficiant. Inquirimus ergo materiam, circa quam legis civilis, id est, quid possit præcipere, aut prohibere : constat autem ex dictis in primo libro, legem tantùm esse posse de actibus humanis, qui sint in hominis potestate, unde etiam certum est, de his tantùm esse posse legem civilem; hi verò actus studiosi, pravi et indifferentes esse possunt, et in his potest magna varietas reperiri secundùm varias species virtutum et vitiorum; item quidam sunt externi, alii mentales tantùm, ac merè interni; quidam futuri, alii præteriti; quidam faciles, vel ordinarii; alii ardui, et valdè difficiles, seu extraordinarii, ideòque de totâ hâc varietate aliquid dicere necesse est.

2. Circa propositam ergo quæstionem duplex potest referri opinio, una est, potestatem laicam, et jus civile per se primò intendere statum politicum, ejusque conservationem et argumentum, ac subinde materiam legum esse illam, quæ statui politico inservit, et conservationi, vel augmento ejus. Et in ordine ad hunc finem has leges ferri, sive in eis vera honestas inveniatur, sive tantùm simulata, et apparens, dissimulando etiam illa, quæ injusta sunt, si reipublicæ temporali sint utilia. Hæc est doctrina politicorum hujus temporis, quam præcipuè persuadere conatus est principibus secularibus Machiavelus, solùmque fundatur in hoc, quòd non potest aliter temporalis respublica conservari. Unde illius judicium perversum est, non posse esse verum regem et stabilem, qui legibus virtutis astringitur, eisque

omninò subjicitur. Potestque hic error juvari ex legibus civilibus, quæ interdùm sustinent et fovent actus pravos, propter temporalem commoditatem, ut in l. *Dolo*, C. de Inutil. stipul. datur actio, non obstante dolo, et in § *Namque*, Instit. de actionibus conceditur actio fraudulenta, et in l. *Pacisci*, ff. de Pactis, pactum contra leges sustinetur: item præscriptio cum malâ fide per leges civiles commendabatur olim, ut constat ex cap. *Naviganti*, cap. ult. de Præscript. et ex Grat. 16, q. 3, § *Præscriptionem*, post cap. *Placuit*, cùm tamen illa præscriptio iniqua esset, et ideò per jura canonica reprobata sit. Et in multis aliis etiam aliqua approbantur jure civili, quæ in foro animæ non possunt subsistere, ut notat Covarr. in Regulâ *Possessor*, p. 2, § 9, n. 6, in fine. Et in regulâ *Peccatum*, p. 2, § 6, n. 3 et 4; et ex materiâ de matrim. juramento, usuris et aliis possunt multa exempla afferri, quæ omitto, et aliqua videri possunt in Azor. tom. 1, lib. 5, cap. 20 et 21.

3. Secunda sententia referri potest, quæ licet fateatur jus civile solùm versari in materiâ honestâ, limitat tamen illam ad materiam justitiæ, dicitque legem civilem solùm posse ferri in materiâ justitiæ præcipiendo justa, et prohibendo, ac puniendo injurias, non pertinere autem ad illam, vel ad potestatem civilem de actibus aliarum virtutum moralium disponere. Solet hæc sententia tribui Francisco Sarm. tract. de Redit. ecclesiast. p. 4, cap. 3. Sed ibi non solùm de lege civili loquitur, sed etiam de canonicâ; imò de hâc præcipuè, quia omnia, quæ adducit in illâ potissimum locum habent, et ideò infra tractando de lege canonicâ illi respondebimus. Nunc specialiter de civili jure id suaderi potest ex dictis capite præced. Nam finis potestatis civilis est pax, et felicitas temporalis reipublicæ humanæ: ergo solùm potest leges ferre in materiâ justitiæ ad pacem hanc et felicitatem conservandam, sed hujusmodi est materia justitiæ, et non aliarum virtutum; ergo tantùm in illâ materiâ potest leges ferre. Minor sumi potest ex Aug. lib. 2 de Civit. cap. 21, ubi ex Cicer. refert *concordiam esse arctissimum atque optimum in omni republicâ vinculum incolumitatis, eamque sine justitiâ nullo pacto esse posse;* significans cum illâ esse posse: et illam solam sufficere ad illum finem. Quod etiam colligitur ex definitione populi, quam ex eodem refert, scilicet: *Populum esse cœtum juris consensu, et utilitatis communione sociatum:* nam hoc totum habebit populus, si justitia inter cives versetur; ergo illa sola est propria materia legis civilis. Hoc item videtur suadere usus legum civilium; semper enim versantur in materiâ justitiæ, et de aliis non disponunt, nisi in ordine ad æquitatem inter cives servandam, et ut occasiones injuriarum evitentur. Argumento l. *Hàc lege*, C. de Pact.convent. ibi: *Quamvis enim bonum erat mulierem, quæ seipsam marito committit, res etiam ejusdem pari arbitrio gubernari; attamen quoniam conditores legum, æquitatis convenit esse factores, nullo modo volumus*, etc.

4. Prior ex his sententiis omninò falsa et erronea est. Unde dicendum primò est, leges civiles solùm posse versari in materiâ honestâ cum proportione, id est, vel præcipiendo honestum, vel prohibendo quod malum est, vel saltem illud non præcipiendo: loquor autem de potestate juris, non facti: nam per errorem sæpè magistratus civilis potest præcipere aliquid injustum, vel illicitum; jure tamen non potest; nec tale præceptum poterit veram rationem legis habere, quia lex injusta vel turpis, non est lex, ut supra lib. 1 dictum est cum Augustin. lib. 1 de libero Arbitrio. cap. 5. Vera ergo lex civilis non potest esse de turpi. Ratio à priori est, quia lex naturalis prohibet quidquid est turpe; lex autem civilis non potest legem naturalem auferre, nec homo potest simul obligari legibus contrariis; ergo impossibile est, ut talis lex civilis sit vera lex, aut obliget. Major constat ex dictis libr. 2; minor quoad posteriorem partem per se nota est. Quoad priorem verò, constat: tum quia inferior non potest abrogare legem superioris, nec illi derogare. Unde jus prætorium in jure civili non valet contra jus imperatoris l. 2, C. de Offic. Præfecti Prætor. Orien. et in universum lex inferioris non valet contra legem imperatoris l. *Cassa*, C. de Sacros. Eccles.; ergo nec lex imperatoris aut regis valere potest contra legem Dei, ut rectè colligit Augustinus serm. 6 de Verbis Domini, et Epistolâ 166, et habetur in capit. *Qui resistit*, cum sequentib. 11, quæstion. 3; cùm ergo lex naturalis sit lex Dei, ut supra ostensum est, non potest lex civilis contra illam prævalere; debet ergo esse de re honestâ, seu consentaneâ rationi naturali; aliàs lex non erit.

5. Addo, rationem hanc concludere de omnibus actibus, seu materiis contrariis legi divinæ, etiam supernaturali, vel etiam canonicæ, ut infra dicemus. In omnibus enim vera est illa sententia Apostolorum, Actor. 5: *Obedire opor-*

tet Deo, magis quam hominibus, sive Deus per lumen rationis, sive per lumen fidei loquatur : nam Apostoli de negotio fidei et religionis christianæ potissimè loquebantur. Quam veritatem tam manifestam esse supponebant, ut judicium illius adversariis committerent capite quarto, dicentes : *Si justum est in conspectu Dei, vos potiùs audire, quàm Deum, judicate*. Unde constat, politicos, qui doctrinam illam suadent principibus secularibus, si sentiant id eis licere, et jure posse talia ferre præcepta, quæ sint contraria religioni veræ (de his enim legibus illi potissimùm, loquebantur) hæreticos esse, vel certè atheos, quod verisimilius est. Nam qui credit Deum esse, non potest non credere præcepta ejus esse præferenda mandatis hominum, cùm Dei jurisdictio sit longè superior. De quo videri possunt multa apud Gratian. 11, q. 3; et optimè Urban. Papa in cap. ult. 15, q. 6; Bern. de Præcept. et disp. et Epist. 7; et Basil. Regul. 114, ex Brevior. Quod autem politici dicunt, non posse rempublicam temporalem, vel regnum temporale conservari, si in omnibus regulam honestatis aut divinæ legis sequatur, omninò falsum est. Nam si loquamur de honestate naturali potiùs, illa necessaria est ad pacem et felicitatem politicam reipublicæ humanæ, ut etiam ipsa jura civilia fatentur, quæ statim referemus. Si verò sit sermo de integritate fidei et religionis, ipsâ experientiâ constat, nullâ re meliùs conservari regna, etiam in temporali felicitate, quàm obedientiâ et conservatione catholicæ fidei ac religionis, de quo argumento videri possunt quæ copiosè scribit Bozius de Signis Eccles. præcipuè libr. 21 et seq.; Bellarmin. lib. 4 de Notis Eccles. cap. 17 et 18; et Petr. Ribaden. lib. 1 de Princip. Christ. cap. 13 et sequent., et ferè per totum illud opus prudenter satis ac eruditè.

6. Nullum ergo est illius erroris fundamentum. Ad illud autem, quod ex usu legum civilium afferebatur, dicendum est inprimis, nihil esse in legibus ibi citatis, quod directè adversetur æquitati naturali, vel honestati, quod latè tractat Fortun. in dicto tractat. de ult. fine, vindicans jus civile ab hâc notâ. Pro his verò, quæ adduximus, generalis regula notanda est, aliud esse præcipere iniquum, aliud permittere, aut non punire, vel non rescindere quod malè factum est; leges ergo civiles non præcipiunt iniqua; interdùm verò permittunt, aut tolerant ad majora mala vitanda, ut latè explicat Barbosa ff. Solut. matr. in Rubr. p. 2, n. 10 et seq. mox dicemus. Primò igitur in dictâ l. *Dolo*, datur actio in jure civili, non obstante dolo, in contractibus stricti juris, non quia jus approbet, sed quia vult judicari de illo per prætorem, et ita concedit ibi exceptionem doli, quod malum non est, et potest esse utile reipublicæ; nihilominùs tamen qui fecit dolum, in conscientiâ tenebitur abstinere. Ad secundum verò de actione publicianâ, de quâ loquitur § *Namque*, negatur illam esse actionem fraudulentam, quia et sine mendacio proponi potest, ubi Glossa latè, verb. *Dicit*, et bonam fidem requirit, ut latè Covarr. in Regulâ *Possessor*, 2 p. § 11, n. 6, ubi ostendit etiam jure canonico esse receptam. Ad tertium ex l. *Pacisci*, responderi posset, illam esse permissionem quamdam; veriùs tamen dicitur, pactum de quo ibi est sermo licitum esse, ut quòd emptor cum venditore conveniat, ut de vitiis rei venditæ non teneatur, nec possit moveri quæstio : hoc enim emptori licet, cùm per hoc renuntiet juri suo; ex parte autem vendentis necessaria erit bona fides, non solùm ex jure naturali, sed etiam ex civili, ut ibi notat Glossa. Ad quartum de Præscriptione respondetur necessariam esse bonam fidem, etiam secundùm posteriora jura civilia. Neque potuerunt unquàm jura civilia securum reddere in conscientiâ possessorem malæ fidei, sed ad summum potuerunt non admittere contra illum actionem, aut litem. Et idem cum proportione dicendum est de omnibus aliis casibus, in quibus jus civile dicitur non procedere in foro animæ. In quo etiam est considerandum, quòd licet magistratus civilis non teneatur semper cavere pericula peccatorum; interdùm tamen posse excedere, ferendo leges, quæ licet de peccatis non sint, pericula illorum involvant, vel illis aliquo modo favere, vel occasionem præbere videantur. Et in his casibus solent leges canonicæ corrigere civiles, ut infra videbimus : ille verò defectus est personæ, non officii, et prudentiæ, non potestatis : nam lex civilis, si prudenter feratur, non modò non debet præcipere turpe, verùm etiam nec morale periculum peccandi dare. Quomodò autem lex possit indifferentia præcipere, dicam in fine capitis.

7. Dico secundò : Leges civiles non solùm præcipiunt recta in materiâ justitiæ, sed etiam in materiâ aliarum virtutum moralium, et similiter vetare possunt vitia contra omnes virtutes. Hæc enim duo eamdem semper rationem seu proportionem servant, quia facere bonum, et vitare malum, partes sunt justitiæ non tantùm particularis, sed etiam generalis. Hæc as-

sertio sumitur ex D. Thom. q. 95, art. 3, et ubi de lege humanâ in communi loquitur, præcipuè verò id docet propter civilem : nam de canonicâ nulla poterat esse dubitatio, et ita confirmat assertionem ex Arist. 5 Ethic. cap. 1, dicente : *Ipsæ autem leges de omnibus dictant, conjectantes communem utilitatem;* et infra : *Præcipit autem lex et ea agere quæ ad virum pertinent fortem, ut non deserere locum in acie, non fugere, non abjicere arma. Et item ea quæ sunt temperantis, ut non adulterari, non libidine uti. Et illa etiam quæ sunt materia justi, ut non pulsare, non convicia dicere, et in cæteris virtutibus atque vitiis, alia jubens, alia vetans.* Plato etiam 1 de Leg. duos ordines bonorum distinguit, priora vocat divina, posteriora humana; et in prioribus ponit quatuor virtutes cardinales, in posterioribus bona fortunæ et corporis, et priora dicit esse præferenda, eorumque ordinem ac connexionem declarat et subjungit : *Quare oportet, ut legum quoque lator et ipse hunc ordinem sequatur, et mandet omnibus, ut semper hæc ipsa respicientes in singulis operentur.* Idem profitentur auctores legum civilium : nam in l. 1, ff. de Justit. et Jur. ait Ulpian. *Justitiam colimus,* etc. Declarat autem se loqui non tantùm de particulari justitiâ, sed de generali quæ respicit justum legitimum (ut Aristot. supra loquitur), unde subjungit Ulpian. : *Æquum ab iniquo separantes, licitum ab illicito discernentes, bonos efficere cupientes;* et infra in l. *justitia,* et in 6 *juris,* Inst. eod. dicitur : *Juris præcepta sunt hæc, honestè vivere, alterum non lædere, suum cuique tribuere;* ex quibus primum latiùs patet, quàm particularis justitia.

8. Ratio propria est, quia potestas legislativa civitatis non potest assequi finem suum, nisi in materiâ omnium virtutum præcipiat. Quod ut declarem suppono primò, sermonem hic esse de virtutibus moralibus : nam de theologalibus nihil agnoscit naturalis ratio, in quâ leges civiles fundantur; quanquàm eo modo, quo potest esse in naturâ aliqua remota imitatio illarum virtutum; illa etiam posset per leges civiles in officio contineri, ut ex dicendis constabit. De virtutibus ergo moralibus probatur assumptum, quia finis juris civilis est felicitas vera naturalis politicæ civitatis : hæc autem obtineri non potest sine observantiâ omnium virtutum moralium; ergo in omnibus potest præcipere jus civile. Major patet ex dictis cap. præced. Minor autem probari posset ex dictis libr. 1, c. 13, ubi ostendimus, leges civiles intendere cives facere bonos viros, quia non possunt aliter facere bonos cives. Ulteriùs verò potest idem probari inductione. Quia enim necessitas justitiæ per se clara est, ideò in illa materiâ multiplicantur magis leges civiles. Temperantia verò etiam est necessaria, ne natura ipsa nimiùm corrumpatur, aut conservatio, vel propagatio ejus impediatur : cujus rei cura etiam spectat ad leges civiles. Et hâc ratione prohibent, ac puniunt leges civiles vitia contra naturam : possunt etiam prohibere nimium abusum ciborum, vel in eis mensuram et modum ponere. Fortitudo etiam est necessaria ad defensionem reipublicæ, ut de se constat. De prudentiâ verò non videntur dari speciales leges distinctæ à legibus de actibus aliarum virtutum moralium, quia prudentia per se non operatur benè, vel moraliter, sine virtutibus moralibus voluntatis; tamen quia aliæ virtutes morales operantur sine prudentiâ, ideò leges de aliis virtutibus simul sunt de usu prudentiæ.

9. Alio item modo potest hæc inductio fieri, quia omnes virtutes morales aut sunt ad alterum hominem, aut sunt ad se, aut ad Deum; leges autem civiles secundùm omnes hos respectus præcipere possunt. Primò quidem, et maximè in ordine ad alterum, quod quidem possunt facere, non solùm ubi est debitum justitiæ, sed etiam ubi debitum fidelitatis, aut simplicis promissionis intervenit. Nam licet sæpè id non faciant, tamen non est extra potestatem earum, quia etiam observatio fidelitatis valdè conveniens est ad concordiam civium : unde in multis casibus de illâ disponunt. Item etiam respiciunt debitum gratitudinis, et propter ingratitudinem privant multis commodis ob eamdem causam. Opera etiam eleemosynæ, et communis amicitiæ, seu dilectionis ad proximum, et maximè ubi intervenit necessitas communis, præcipere possunt, et sic de aliis. Secundò, ex virtutibus ad se præcipere possunt observationem temperantiæ, et fortitudinis modo supra dicto. Possunt etiam præcipere moderationem in externis sumptibus, in deliciis, in cultu vestium, et nimio apparatu domorum, ac servientium, etc. Quæ omnia spectant ad honestatem personæ in usu propriarum rerum et actionum, et necessaria possunt esse reipublicæ civili, tum propter vitandum scandalum aliorum, et ne noxiæ consuetudines introducantur; tum etiam ne cives pauperiores fiant, quod est etiam reipublicæ noxium. Item possunt hæ leges interdùm imperare res arduas, et pericula, quæ sine fortitudine superari non possunt. Tertiò etiam de rebus pertinentibus

ad Deum, curam habuerunt leges civiles ductu naturæ, quia observantiam religionis putârunt semper ad incolumitatem reipublicæ maximè pertinere. Unde opinor in statu puræ naturæ, si in illo esset respublica, verum Deum naturaliter colens, potuisse leges civiles prohibere et punire docentes cultum falsorum Deorum, aut falsas opiniones de Deo, et similia. Denique potest hoc declarari ex connexione harum moralium virtutum, quia sæpè justitia servari non potest, nisi cohibeatur intemperantia, ut patet in adulterio; sæpè etiam ad cavendam injustitiam necessaria est mansuetudo, sapientia, aut fortitudo, et sic de aliis.

10. Potest verò aliquis dubitare de quibusdam virtutibus minùs perfectis, minùsve necessariis, ut sunt liberalitas, magnificentia, et similes. De actibus enim harum virtutum non videntur ferri posse leges ecclesiasticæ, nedùm civiles, quia necessariæ non sunt; imò videntur extraordinariæ, et ex se postulare carentiam obligationis, quia usus earum videtur esse consilii potiùs quàm necessitatis. Ad hoc verò responderi posset primò, assertionem seu distributionem intelligi de virtutibus cardinalibus præcipuis, quæ ad communem honestatem necessariæ sunt: nam de his maximè videntur loqui D. Thomas, et Aristot. et ordinariè videntur sufficere ad bonum regimen reipublicæ. Dico verò ulteriùs, licet leges civiles ordinariè non præcipiant exercitium actuum talium virtutum, posse nihilominùs imponere modum et mensuram, et hoc satis esse, ut illæ etiam virtutes sint materia legis humanæ. Denique dico, non esse impossibile inveniri casus, in quibus tales actus sint necessarii, aut valdè convenientes ad commune bonum reipublicæ, et hoc satis esse, ut aliquando, licet rarissimè, præcipi possint.

11. Tertiò dicendum est, leges civiles non posse ferri de omnibus actibus omnium et singularum virtutum. Hoc etiam docet D. Thomas dicto art. 3, et constat facilè inductione. Non enim potest præcipi virginitas, etiamsi optimus actus virtutis sit, et idem est de aliis actibus, qui propriè dicuntur consiliorum. Item de actibus difficillimis, quando ad commune bonum reipublicæ civilis non sunt simpliciter necessarii, ut esset v. g. frequenter jejunare, et similia. Ratio autem est, tum quia lex humana debet esse moderata, et de re moraliter possibili universæ communitati pro majori parte, ut lib. 2 in communi ostensum est, tum maximè quia ad finem legis humanæ non sunt necessarii omnes actus virtutum omnium; mensura autem potestatis ex fine illius sumenda est.

12. Et ob eamdem rationem non potest lex civilis prohibere omnia vitia contra omnes virtutes, ut simplicem fornicationem non scandalosam, nec aliter nocivam communitati. Imò nec in materiâ justitiæ prohibet omnia, ut deceptionem in emptione citra dimidiam, vel sine enormi læsione, et similia. Quod etiam tradit D. Thomas d. q. 96, art. 2, cum Aug. lib. 1 de liber. Arbitr. c. 5; et optimam rationem indicat, quia cavere omnia vitia, non est omnium, nec multorum, sed perfectorum: lex autem civilis esse debet accommodata communitati humanæ secundùm naturalem conditionem spectatæ, et ideò per leges civiles non prohibentur omnia vitia: sicut etiam potestas coactiva civilis non extenditur ad omnia, quia hoc esset supra conditionem humanam. Et propter hoc etiam diximus lib. 1, cap. 13, legem civilem, licet intendat facere hominem bonum moraliter, non tamen simpliciter bonum in illo genere, quia non est talis, nisi careat omnibus vitiis, quod lex civilis efficaciter non potest intendere, licet possit consulere.

13. Sed fortè quæret aliquis quinam sint actus uniuscujusque virtutis, aut vitii, quos lex civilis potest, vel non potest præcipere vel prohibere. Quidam dixerunt solum illum actum esse posse materiam legis humanæ, qui est materia legis naturalis, vel divinæ. Quod quidem duplicem potest habere sensum; unus est legem humanam nihil posse præcipere nisi quod est aliquâ lege naturali vel divinâ præceptum, ita ut humana lex solùm sit nova explicatio, et propositio legis naturalis, aut divinæ, et in hoc sensu solet hæc sententia Gersoni tribui, sed quid ille senserit postea videbimus. Nunc dico explicationem hanc in illo sensu esse erroneam et conformem doctrinæ hæreticorum hujus temporis: evertet enim veram potestatem civilem legislativam supra demonstratam. Item constat ex usu humanarum legum, multa per eas præcipi, quæ antea non erant necessaria. Unde etiam Arist. 5 Ethic. cap. 7, dixit: *Justum legitimum esse, quod à principio quidem nihil refert, sic an aliter habeat, cùm verò positum fuerit, refert.* Idque ex dicendis infra de obligatione legis civilis magis patebit.

14. Alio ergo modo potest illa regula explicari, videlicet, solum illum actum virtutis posse præcipi per legem humanam, quia cadit sub legem naturalem, sub aliquâ ratione generali,

ita ut à lege naturali præcipiatur saltem in communi; per humanam autem determinetur ad aliquem particularem modum, aut alias circumstantias, quæ non cadebant sub legem divinam, vel naturalem. Et hic sensus insinuatur à Gersone 3, p. alphab. litter. G. et sequentibus, videturque probabilis: nam si fiat inductio, ferè omnes leges humanæ invenientur esse hujusmodi, sicut in ecclesiasticis legibus, quia lex divina præcipit confessionem et communionem; lex ecclesiastica præcipit ut tali tempore fiat. Sic ergo in civilibus, quia jus naturæ præcipit Dei cultum, vel honorare parentes, vel servare æquitatem in rebus; lex humana determinat, ut hæc fiant tali tempore, vel tali modo. Ea verò, quæ tantùm sunt supererogationis ex vi legis divinæ, vel naturalis, non possunt præcipi per legem civilem, quia non recipiunt talem determinationem.

15. Sed licet hæc regula ordinariè vera sit, tamen non omninò satisfacit, quia illa etiam, quæ generatim præcepta sunt lege divinâ, vel naturali, possunt variis modis magis vel minùs perfectis determinari, et lex humana non potest præcipere quamcumque determinationem, ut temperantiam per jejunium in pane et aquâ, vel quid simile; ergo alia regula necessaria est ad discernendum quis modus observari possit, ac debeat in hâc determinatione legis naturalis aut divinæ. Et præterea positivum præceptum non semper est per modum determinationis alicujus præcepti divini aut naturalis, solùm quoad circumstantias, sed etiam quoad totum actum, quia lex humana non supponit semper naturale, vel divinum præceptum illius actûs, quem ipsa præcipit, sed ad summum supponit generalia principia, ut delicta esse punienda, pretia rerum debere esse justa, vel similia: lex autem humana prudenti arbitrio determinat genus pœnæ, vel taxam pretii, etc. Hoc autem modo omnis operatio studiosa in particulari determinatur per rationem et arbitrium humanum, et tamen non semper potest talis determinatio fieri per legem humanam, licet honestissimè fiat, proprio arbitrio, ut per se constat.

16. Dicendum igitur censeo nullam aliam regulam in hoc assignari posse, præter eam quæ ex conditionibus legis supra in communi positis colligi valeat: nimirùm, illum actum virtutis posse esse materiam legis humanæ, qui ad bonum finem talis legis moraliter necessarius, et ad commune bonum valdè utilis, et communitati hominum, eorumque ordinariæ facultati accommodatus sit: has enim conditiones diximus esse necessarias ad legem, et ideò ab illis etiam sumenda est mensura seu regula materiæ humanæ, ac civilis legis. Idemque cum proportione dicendum est de prohibitione vitiorum; illa enim vetanda sunt per civilem legem, quæ communitati humanæ noxia sunt, et cum morali utilitate reipublicæ prohiberi possint et puniri. Quando autem vitia non sunt noxia communitati, vel ex rigorosâ punitione illorum majora mala timentur, permittenda potiùs sunt, quàm cohibenda per leges civiles. Quapropter in particulari ad applicandam hanc regulam necessaria est prudentia legislatoris; neque aliquid aliud certum in hoc puncto dici aut affirmari posse existimo.

17. Superest verò difficultas de actibus indifferentibus: nam ex dictis sequitur non posse esse materiam legis humanæ, nec præcipientis nec vetantis. Primùm patet, quia non omnes actus moralium virtutum per hanc legem præcipi possunt; ergo multò minùs poterunt præcipi actus indifferentes, quia minùs utiles sunt ad commune bonum actus indifferentes, quàm actus boni, et valdè perfecti; sed hi propter suam excellentiam non cadunt sub humanam legem; ergo illi propter suam inutilitatem non poterunt per legem civilem præcipi. Et confirmatur, quia lex non potest præcipere, ut isti actus fiant manentes (ut sic dicam) in suâ indifferentiâ, quia sic essent mali in individuo; quod autem malum est, præcipi non potest; nec etiam potest lex præcipere, ut fiant propter aliquem finem extrinsecum honestum: nam finis operationis non cadit sub præceptum humanum, sed tantùm operatio ipsa, ut paulò post dicemus. Secundum verò de lege prohibente patet, quia non potest prohiberi nisi malum: in his autem actibus indifferentibus vel nulla est malitia, vel si in individuo aliquam habent ut indifferentes sunt, et fiunt, illa est minima, quæ non potest prohiberi per legem humanam, cùm dictum sit, non posse legem humanam prohibere omnem malitiam. Consequens autem videtur esse contra usum legum humanarum, quæ multa indifferentia vetant, vel præcipiunt. Quod videtur etiam supponere Aristot. in descriptione justi legalis supra relatâ. Item hâc ratione dicunt theologi quædam esse mala, quia prohibita per legem humanam, quia per se talia non erant; igitur ante legem erant indifferentia: nam si fuissent bona, non potuissent fieri mala per legem. Et eâdem ratione quædam erunt bona, quia præcepta; er-

go ante præceptum non sunt bona; erunt ergo indifferentia, quia si fuissent mala, præcipi non potuissent.

18. Respondeo actum indifferentem dupliciter considerari posse, primò secundùm se, quatenùs propter se fieri vel caveri potest, et ut sic concedo non esse materiam legis humanæ præcipientis aut vetantis, sed tantùm permittentis, ut probat ratio facta. Imò sentit divus Thomas quæst. 93, art. 2, nullius legis esse posse materiam, nisi quoad permissionem, quod verum est, loquendo de tali actu in suâ specie considerato, vel quantùm ad suam positivam rationem; si tamen in individuo consideretur quantùm ad carentiam honesti finis, seu quantùm ad omissionem ejùs (ut sic dicam) si propter se tantùm fiat, sic prohibetur per legem naturalem, juxta doctrinam ejusdem divi Thomæ 1-2, q. 18, art. 9. Verùmtamen sub hâc ratione non cadit sub prohibitione legis humanæ, ut etiam probat ratio facta, quia est ex minimis, de quibus lex civilis non curat. Alio verò modo potest considerari actus indifferens ex objecto ut utilis ad aliquod commune bonum reipublicæ, vel ad vitandum grave malum ejus, et ut sic clarum est posse præcipi aut vetari per leges civiles, tum quia potestas ad aliquem finem, consequenter est ad omninò necessaria ad illum finem, tum etiam quia actus indifferens sub eâ ratione, de se est consentaneus rationi et honestus. Si enim actus indifferens ordinatus ad commoditatem naturæ privatæ personæ non est otiosus, sed de se honestè fit; multò magis id habebit, si propter commune bonum fiat, intercedente verâ necessitate aut sufficienti utilitate, ut sæpè potest intervenire, ut de se constat. Unde tunc ex parte legislatoris justa est talis lex, quia est utilis communi bono, et non est de re malâ, sed quæ potest benè fieri. Ex parte verò subditorum, licet ad illam legem implendam necessarium non sit illos operari propter eumdem finem, quem legislator intendit; ob rationem factam, quòd finis legis non cadit sub lege, nihilominùs ad obligationem legis satis est, quòd ille actus de se non est otiosus, nec inutilis, et quòd potest honestè fieri, si subditus velit materiam talis legis exequi, observando omnes alias circumstantias, quas naturalis ratio postulat, ut actus in individuo honestus sit.

19. Unde tandem potest considerari differentia inter actum bonum et malum, quòd actus si per se, et intrinsecè malus sit, nunquàm potest per legem humanam præcipi, licet possit permitti, quia nunquàm est ab illo separabilis malitia, vel prohibitio superioris legis, ut patet ex dictis in primâ assertione. At verò actus bonus ex objecto, qui potest per se et propter se honestè fieri, seclusâ lege prohibente; nihilominùs potest prohiberi per humanam legem, etiam civilem, et fieri malus ratione prohibitionis, qui aliàs de se erat bonus. Ratio est, quia si actus sit malus in specie suâ, quandocumque exercetur, retinet illam malitiam, et ideò non potest præcipi, quia ad malum sufficit quicumque defectus: actus autem bonus, licet ex specie suâ talis sit, potest in exercitio esse malus, quia potest tale exercitium esse prohibitum, et ita jam deerit illi actui circumstantia aliqua debita ex vi legis, et ideò jam erit malus, quia malum ex quocumque defectu. Sic licet facere sacrum bonum sit, id facere in feriâ sextâ parasceves, non erit bonum, quia deest illi debita circumstantia temporis ratione prohibitionis; idem est de jejunio in die Dominicâ, de quo exemplo vide, si placet, quæ scripsimus tractat. 2 de Relig. lib. 2, cap. 4, n. 6; et quidem S. Thom. 2-2, q. 147, art. 5, ad 3, expressè asserit non esse à peccato immunem, qui die Dominicâ jejunaret. Et in legibus civilibus potest idem considerari: nam donatio liberalis de se bona est, et nihilominùs potest ex justâ causâ per legem civilem prohiberi, et fieri mala solùm quia prohibita. Et sic de aliis. Potest etiam hoc declarari ex alio principio, quòd leges humanæ possunt mediocritatem constituere in actionibus humanis. Unde fieri potest, ut actus, qui seclusâ lege positivâ, servaret medium virtutis, positâ lege prohibente, jam non servet medium, et peccet per extremum, sicut peccaret per defectum, si lex præciperet actum, et non fieret.

20. Et hinc etiam obiter intelligitur, quomodò lex humana dicatur constituere medium in materiis virtutum, id enim facit imponendo necessitatem operandi in talibus materiis juxta exigentiam earum. In quo est notanda differentia inter præcepta affirmativa et negativa, quòd affirmativa regulariter supponunt intrinsecam honestatem in actu, quem præcipiunt, et consequenter medium virtutis in materiâ ejus, ut patet in præcepto jejunii, et similibus, non tamen supponunt necessitatem, sed faciunt. Quia medium virtutis habet latitudinem et varietatem, et ideò non omne id quod est de se honestum, est per se necessarium: lex autem humana potest hanc necessitatem

ponere, quâ positâ, ille actus jam est necessarius ad honestatem talis virtutis. Et hoc sensu dicitur constitui per talem humanam legem in tali specie virtutis, utique quoad necessitatem, non quoad honestatem. Dixi autem *regulariter loquendo*, propter actus indifferentes, in quibus non videtur supponi honestas, quanquàm si sumantur, ut ordinati ad finem, propter quem lex eos præcipit, honesti sint, quam honestatem haberent sic facti, etiamsi sine lege fierent, non tamen haberent necessitatem. Atque ita in universum præceptum affirmativum humanum facit potiùs necessitatem, quàm honestatem. At verò præceptum negativum purè humanum, ex se non supponit malitiam in actu, quem prohibet, sed facit : sic enim dicuntur multa esse mala, quia prohibita, et ratio est, quia malitia consistit in carentiâ rectitudinis debitæ; ante præceptum autem hujusmodi nullum erat debitum et ideò carentia actûs erat negatio, non privatio moralis, ac proinde nec malitia erat : positâ autem lege, insurgit debitum, et carentia transit in rationem privationis, atque ita insurgit malitia ex vi legis positivæ. Ad ejus autem speciem intelligendam consideranda est materia legis, vel motivum virtutis, sub quo talis actus prohibetur per legem : nam tunc pertinet malitia ad vitium contrarium illi virtuti; ut, v. g., effusio sanguinis in Ecclesiâ, quatenùs per legem ecclesiasticam prohibetur, non pertinet ad injustitiam, sed ad sacrilegium, quia illa prohibitio fit intuitu reverentiæ debitæ loco sacro, quod ad religionem spectat. Et idem est in omnibus peccatis commissionis, quæ repugnant formaliter præceptis negativis, seu prohibentibus : nam in aliis malitiis omissionis, quæ repugnant directè præcepto affirmativo, ex honestate actûs contrariè oppositi, insurgit propria determinatio seu specificatio omissionis. Et ita etiam constat, quomodò leges humanæ habeant pro materiâ actus vitiorum secundùm species suas.

21. Posset præterea circa hanc materiam tractari an modus virtutis cadat sub præceptum, an actus difficiles et ardui possint præcipi per legem civilem. Sed hæc commodiùs dicentur infra explicando obligationem hujus legis, et modum implendi illam. De modo autem, quo lex civilis differat à canonicâ ex parte materiæ dicemus lib. seq., cap. 2.

CAPUT XIII.

An lex civilis tantùm possit externos actus præcipere, aut prohibere?

1. Actus humanus (de quo solo lex potest proximè ferri) duplex est, ut ex 1-2, q. 18 et sequentibus constat, interior et exterior, qui inter se ita comparantur, ut exterior non possit esse sine interiori : ab illo enim tanquàm à morali formâ habet, quòd humanus, et moralis sit. Unde exterior actus humanus est veluti compositum quoddam ex actu exteriori, corporis, v. g. (ita enim nunc loquimur), et ex interiori actu voluntatis tanquàm ex materiâ visibili, et formâ per se invisibili; sicut homo componitur ex corpore et animâ, et de hoc actu nulla est quæstio, quin possit esse materia humanæ legis. Tantùm ergo superest inquirendum, an solus ille sit materia humanæ legis; aut etiam interior esse possit vel per se, vel ut conjunctus exteriori. Unde simul etiam oportebit inquirere, utrùm actus exterior per legem humanam præcipiatur, ut voluntarius est, vel solùm ut actus quidam exterior est. Sub actu autem (ut sæpè monui) comprehendimus omissionem actûs humani ; constat enim, hanc etiam esse præceptum per legem negativam, vel prohibitam per affirmativam : nam qui actum præcipit, consequenter prohibet ejus omissionem.

2. Dico ergo primò : Lex merè humana non potest præcipere actum purè internum directè, et secundùm se. Hæc assertio in sensu statim explicando communiter recepta est, sumiturque ex l. *Cogitationis pœnam nemo meretur*, ff. de Pœnis, *pœnam*, utique civilem, quia, scilicet, jus civile per se non versatur circa internos actus. Nam quia illos naturaliter, ac per se punire non potest, ideò nec illos præcipere aut prohibere potest : nam potestas legislativa est etiam coactiva, ut diximus, et ita si coactiva esse non potest respectu interioris actûs, neque legem ferre circa illum potest. Dixi autem *actum purè internum;* quia oportet, ut in solâ mente sistatur. Nam si cupiens, v. g., occidere, aliquo modo intentet exteriorem actum, et in illo prodere incipiat, quamvis effectum non assequatur; sæpè aget contra legem, et incurret pœnam ejus. Quomodò aliquando dicitur in jure, aliquem puniri, *vel quia cogitavit*, scilicet, exteriùs inchoando, vel per consilium, vel per aliquam actionem, quæ casu non habuit effectum. Sicque intelligitur lex *Quisquis*, C. Ad leg. Juli. majestatis, et l. *Divus*, ff. ad leg. Cornel. de Sicariis. Quibus locis alia jura circa hoc Glossa et doctores adnotant, et latè Felin. tract. 1. Quando conatus puniatur, et Navar. in capite *Si quis non dicam*, de Pœn. dist. 1, num. 5. Ratio autem hujus limitationis est, quia jam tunc

est actus exterior, licet non consummatus, et ideò prohiberi potest à lege humanâ, et puniri vel leviori pœnâ, vel aliquando etiam ordinariâ juxta materiæ gravitatem.

3. Ratio verò principalis assertionis est, quia potestas humana legislativa solùm ordinatur ad exteriorem pacem, et honestatem communitatis humanæ, ad quam nihil referunt actus, qui in purâ mente consummantur. Item quia hæc potestas immediatè nascitur ab ipsâ communitate humanâ mediâ ratione naturali : nulla autem ratio dictat, quòd communitas humana possit dare potestatem immediatè, et per se super actus merè internos, cùm illi sint omninò extra cognitionem suam, ac proinde etiam sint extra forum suum. Denique hoc optimè declarat D. Thomas 2-2, q. 104, art. 5; ex Senecâ 3 de Benef. quia unus homo naturaliter non subditur alteri secundùm animam, sed secundùm corpus. *Errat enim* (inquit ille) *si quis putat, servitutem in totum hominem descendere, pars enim melior excepta est. Corpora obnoxia sunt, et adscripta dominis, mens sui juris est.* Solùm enim potest inveniri subjectio inter homines, quatenùs inter se communicationem habere possunt, et actiones unius possunt aliis esse utiles, vel nocivæ, et ideò solùm de his actibus possunt præcepta humana dari, qui ad exteriorem dispositionem rerum humanarum pertinere possunt.

4. Si quis autem has rationes attentè consideret, facilè intelliget, solùm procedere de lege humanâ, quatenùs per potestatem à solâ ratione naturali manantem, ferri potest, quæ lex cum civili coincidit; non verò procedere in lege ecclesiasticâ, quæ procedit à superiore potestate, ordinatâ ad altiorem finem, et habente altiorem originem. Manet ergo de illâ lege specialis difficultas, quæ ex speciali ratione illius nascitur, et ideò in librum quartum illam tractandam relinquimus. Et ob hanc causam locutus sum in assertione de lege merè humanâ : nam ecclesiastica quodam modo est divina, et in hoc sensu nulla est difficultas in assertione.

5. Sed objici potest; nam sequitur, non posse legem civilem prohibere aut præcipere actum externum omninò occultum, qui in judicio humano probabilis non sit; consequens autem est falsum : ergo. Sequela patet, quia talis actus non potest puniri per legem purè humanam; ergo nec prohiberi, quia potestas legislativa semper habet coactivam adjunctam, ut sæpè cum Arist. diximus. Antecedens patet, quia tale delictum non potest puniri per judicium humanum; ergo nec per legem humanam, quia eadem est potestas ad utrumque actum, et confirmatur, quia tale delictum non est probabile in humano judicio; ergo nec potest in illo judicari, quia judicium humanum non fertur, nisi secundùm allegata et probata. Primum autem consequens planè falsum est, quia aliàs non peccaret, qui legem humanam occultissimè non servaret, quod dici non potest, quia lex non tantùm prohibet, ne actus publicè fiat, sed simpliciter, ne fiat; tum etiam, quia non prohibet actum solùm ratione scandali, aut notorietatis, sed ratione suî, quia vel malus est, vel ex vi prohibitionis legis fit malus. Tum denique quia lex præcipiendo constituit actum in tali specie, vel mediocritate virtutis, et ideò qui ab illâ discrepat, quantùmvis occultè contra virtutem agit, ac subinde peccat. Ut si lex taxat pretium tritici, si quis cariùs illud vendat occultè, omninò contra justitiam agit, et sic de aliis.

6. Pro solutione supponenda est vulgaris distinctio de actu dupliciter occulto, scilicet, per se, et naturâ suâ; vel per accidens, ex defectu probationis, cujus quidem capax erat actus de se spectatus, de facto tamen defuit. Quam distinctionem benè tractat Cajet. 2-2, q. 11, art. 3; Castro lib. 2 de Legib. pœnal. cap. ult.; et Simanc. in Catholic. Instit. tit. 42. Actus ergo mentales, ac merè interni sunt per se, et naturâ suâ occulti aliis hominibus extra operantem, quia homines non cognoscunt naturaliter, nisi ministerio sensuum, et ideò quæ per sensibiles effectus, vel signa non manifestantur, per se et naturâ suâ sunt extra cognitionem humanam : hujusmodi autem sunt actus merè interni, et ideò dicuntur per se occulti. Actus verò qui exteriùs prodeunt, sensibus percipi possunt, et ideò non sunt per se occulti; contingit autem ignorari propter absentiam testium, et sic non posse probari, et tunc occulti quidem sunt, tamen per accidens, quia illa testium absentia est accidentaria. Assertio ergo posita procedit de actibus internis, ac subinde per se occultis : objectio verò procedit de actibus externis per accidens occultis, de quibus fatemur esse posse materiam legis humanæ, et per illam prohiberi, ut probant rationes factæ, et rectè docent auctores allegati, et Palud. 4, dist. 17, q. 2; Navar. de Pœnit. dist. 5, in princ. n. 27, ubi alios in eamdem sententiam refert. Allegat autem D. Thomam quodlib. 4, art. 12, significantem, peccatum occultum

etiam externum non cadere sub humanam jurisdictionem; sed D. Thomas non negat simpliciter, cadere sub jurisdictionem hominis, sed solùm quoad actum judicandi de illo inquirendo, vel alio simili modo, quia hic actus supponit notitiam aliquam humanam tanquàm fundamentum inquisitionis, et judicii : secùs verò est de actibus jurisdictionis, qui per sententiam generalem, et per leges exerceri possunt, quia illi optimè cadere possunt in actus per se cognoscibiles, etiamsi per accidens occultissimi sint.

7. Ad objectionem ergo negatur consequentia, et ratio differentiæ inter utrumque actum est, quia multùm refert ad morales effectus, quòd actio sit naturâ suâ insensibilis, vel sensibilis, quia jurisdictio hæc datur hominibus modo connaturali, ac subinde proportionato naturæ, et ideò datur super eas actiones, quæ per se, et naturâ suâ cognoscibiles sunt humano modo; non verò super alias per se occultas, quia ex se sunt extra humanum forum. Nec in prioribus considerari potest accidentalis ille status occultus in ordine ad universalem potestatem; tum quia lex generaliter datur de actibus secundùm conditionem naturalem eorum, et circumstantiæ accidentariæ non mutant, nec impediunt efficaciam legis; tum etiam, quia non deest modus humanus, quo possint tales actus dirigi, et cohiberi per legem abstrahendo ab illâ circumstantiâ.

8. Unde ulteriùs addimus, quoties lex absolutè disponit de hujusmodi actu, illum simpliciter præcipiendo aut vetando, comprehendere actum externum occultum, nisi addantur in lege verba limitantia illam ad actum publicum, vel notorium. Ratio est, quia lex indefinitè lata, et nihil distinguens, per se loquendo extenditur ad omnia, quæ sub verbis ejus comprehenduntur. Ad difficultatem autem in contrarium cum eâdem proportione et distinctione respondetur, actum talem per se esse punibilem per legem humanam, licet per accidens ex defectu probationis puniri per homines non possit. Cujus signum est, quia quâcumque ratione perveniat delictum ad sufficientem hominum notitiam, puniri poterit, licet in principio fuerit occultissimè commissum, quod non ita est de actu merè interno. Unde interdùm poterit lex humana per se ipsam punire delictum sic occultum, imponendo pœnam ipso facto sibi proportionatam, ut latiùs dicemus tract. de Lege pœnali, ideòque rectè potest oriri aliquando obligatio ad restituendum ex vi talis transgressionis humanæ legis, ut rectè in argumento dicebatur.

9. Dico secundò : Lex purè humana, seu civilis potest indirectè, seu per quamdam consecutionem præcipere actum interiorem voluntatis, et intellectûs, quatenùs connexi per se esse possunt cum actu exteriori præcepto vel prohibito. Hoc est certum apud omnes, et per se satis clarum, quia actus exterior præcipitur per legem ut humanus, et liber, sed non potest esse humanus, et liber sine interiori; ergo necesse est, ut actum interiorem saltem indirectè et consequenter præcipiat. Quomodò enim lex præcipiet homini, ut faciat, nisi possit præcipere, ut velit facere, cum voluntate facturus sit? Et proportionali ratione, si lex humana prohibeat facere aliquid, prohibet etiam velle efficaciter facere idem. Imò non solùm lex prohibens actum externum, consequenter prohibet aliquam voluntatem internam : sed etiam lex præcipiens actum externum pro aliquo tempore, consequenter prohibet habere pro illo tempore voluntatem non faciendi, seu nolitionem faciendi, vel etiam voluntatem faciendi alium actum incompossibilem, quia necesse est, ut prohibeat quidquid incompossibile est observationi legis : quilibet autem ex his actibus voluntatis est incompossibilis observationi talis legis, ut constat. Atque hinc etiam fit, ut eo ipso, quòd lex prohibet aliquid facere, prohibeat etiam habere propositum absolutum faciendi; et è converso si præcipit aliquid facere, consequenter prohibet propositum non faciendi debito tempore, licet propositum actus interior sit, quia eo ipso quòd actus exterior est prohibitus, est malum objectum respectu voluntatis, et ideò consequenter fit, ut talis voluntas ejus sit mala, ac subinde prohibita mediante objecto suo.

10. Dices : ergo eâdem ratione erit prohibitum omne desiderium etiam inefficax, omnisque complacentia circa tale objectum, quia etiam hi actus circa objectum malum mali sunt : consequens autem est falsum, quia illi actus non sunt per se connexi cum actu exteriori, nec impediunt per se executionem præcepti. Respondeo; quod attinet ad desiderium inefficax, illud ex parte objecti semper includit conditionem aliquam, quæ attendenda est ad judicandum de honestate vel turpitudine talis desiderii. Si ergo desiderium cadat in tale objectum non obstante prohibitione, et conditio solùm sit, si possem occultè facere, vel sine

discrimine pœnæ, aut alia similis, talis actus prohibitus est ex vi legis, propter rationem factam, quia versatur circa objectum prohibitum retentâ prohibitione, et formaliter est desiderium quoddam transgrediendi legem, quod malum est et prohibitum. At verò si conditio sit talis, ut removeat prohibitionem, non erit prohibitum, nec malum, quia jam non versatur circa objectum malum, ut, v. g., si quis habeat simplicem affectum faciendi hoc, si non esset prohibitum, per hanc conditionem removet malitiam et prohibitionem, et appetit actum illum secundùm se spectatum, qui, ut sic, malus non est. Et idem dicendum cum proportione est de simplici complacentiâ; seu delectatione in actu illo cogitato : nam si talis delectatio præscindat à prohibitione, ut ordinariè fieri solet in actibus, qui solùm sunt mali, quia prohibiti, eo ipso non est de objecto malo, et consequenter non prohibetur ex vi talis legis, quia nec directè nec indirectè, ut ex dictis constat. Si autem quis delectaretur de illo actu involvendo transgressionem præcepti, ut puta, quia delectatur cogitans, se id facere non obstante prohibitione legis; sic complacentia esset mala; imò esset quidam contemptus legis, vel formalis, vel saltem virtualis, et ideò indirectè prohibetur per legem.

11. Ex quibus intelligi potest, duobus modis posse legem humanam prohibere, vel præcipere indirectè internum actum, scilicet, vel ex parte actûs, comprehendendo illum tanquàm causam formalem, seu partem actûs humani completi, qui est compositus ex interiori et exteriori actu; vel ex parte objecti actûs interioris, reddendo illud pravum et contrarium rectæ rationi. Priorque modus præcipuè cernitur in actibus efficacibus et absolutis, qui ordinantur ad executionem operis præcepti, aut prohibiti, suntque causa ejus : posterior verò modus invenitur in actibus inefficacibus, et simplicibus, qui licet non sint causæ, suam tamen rationem sumunt ab objectis, et ratione illorum boni, vel mali fiunt. Denique in priori modo actus interior aliquo modo est materia legis, estque (ut sic dicam) compræceptus per legem, quia per se præcipitur actus humanus sensibilis; compræcipitur autem pars, et quasi forma ejus, etiamsi insensibilis et spiritualis sit, sicut per se generatur homo, et anima congeneratur suo modo, quatenùs forma hominis est, saltem quoad unionem cum materiâ. Et ideò secundùm hunc modum non solùm potest præcipi actus interior, qui est voluntas operandi, sed etiam omnis ille actus mentis, sine quo actus exterior præceptus esse non potest, ut si miles præcipitur custodire arcem, consequenter præcipitur vigilare et attendere, et si superior præcipit studere, attentionem et applicationem animi compræcipit, et sic de aliis, ut notat Sylvest. verbo *Hora*, q. 11, et dicemus infra latiùs, tractando de lege canonicâ. At verò in posteriori modo actus interior non est materia legis humanæ, sed versatur circa materiam legis humanæ, et ex mutatione morali, quæ per legem fit circa illam materiam, resultat malitia in interiori actu propositi, aut desiderii de tali materiâ prohibitâ, ad eum modum, quo unum relativum resultat ex mutatione alterius extremi, et ideò talis mutatio non excedit potestatem humanam. Solùm poterat hîc superesse difficultas, an possit alio modo prohiberi per legem humanam; vel præcipi actus interior cum exteriori, cum quo neutro ex dictis modis connexus sit. Sed hæc difficultas specialis esse videtur in legibus canonicis, et ideò in lib. 4 commodiùs tractabitur.

CAPUT XIV.

Utrùm actus præteritus possit esse materia legis humanæ.

1. In triplici statu possunt considerari actus humani, futuri, præsentes, et jam facti. De futuris nulla est quæstio, quia certum est, et pro illis maximè poni leges humanas cap. 2, et cap. ult. de Constit. et in l. *Leges, et constitutiones*, C. de Legib. Ratio est, quia lex ponitur ut regula operationis; regula autem supponi debet ad opus : est enim suo modo principium actionis, et ideò maximè datur propter futuram actionem. De præsentibus actionibus nihil distinguimus, sed cum præteritis eas numeramus, quia jam supponuntur factæ absque lege; etiamsi contingat, simul tempore existere; vel certè si ponamus fieri ex vi legis, in eodem momento, in quo datur lex, jam comparantur ad legem per modum futuri. Sed hic operandi modus in Angelis potiùs quàm in hominibus concipi potest. Igitur de præteritis est quæstio. Et ratio dubitandi oritur ex proximè dictis, quia materia alicujus regulæ non est effectus jam factus : nam ad illum nihil conferre potest; lex autem est regula actûs; ergo non potest habere pro materiâ actum præteritum. In contrarium verò est, quia dicta jura docent, posse legem humanam disponere de præteritis,

si legislator velit. Distinguenda est ergo duplex lex; quædam dicitur declarativa, alia constitutiva juris, quarum legum differentia ex ipsis vocibus satis nota est. Nam lex declarativa non condit jus, quatenùs talis est, sed declarat quid secundùm aliud antiquius jus fieri debeat, aut non fieri : lex autem constitutiva novum introducit jus, quantùm in ipsâ est. Deinde distinguere oportet effectus legis præcipuè tres, obligare, scilicet, pœnam imponere, et actum irritare.

2. Dico ergo primò : Lex declarativa, quantùm in se est, comprehendit non tantùm futura, sed etiam præterita. Est communis sententia Abbatis, Decii, Felin. et aliorum in cap. ultim. de Constit. Bartholi, et Legistarum in l. *Omnes populi.* ff. de Justit. et jur. et in dicta l. *Leges;* et sumitur ex Authenticâ de Filiis ante dotalia instrumenta natis, collat. 5. Exemplum sumi potest ex cap. *Ut lex.* 27, q. 1, ubi Innoc. Papa præcipit, separari clericos in sacris, et religiosos professos ducentes uxores, et subdit : *Hujusmodi namque copulationem, quam contra ecclesiasticam regulam constat esse contractam, matrimonium non esse censemus.* De quo textu dubitari potest, quia materia illa juris humani est, et verbum *Censemus* est ambiguum : nam potest significare, vel judicamus, vel statuimus, ut docet Gloss. in Clement. unic. de Concess. præben. Sed nihilominùs lex illa declarativa fuisse videtur; tum quia verbum *censeo* in rigore latino, et in frequentiori usu magis significat, arbitrari, et mentem suam aperire; tum maximè, quia Pontifex reddit rationem antiquam suæ decisionis, quæ est sufficiens signum legis declarativæ, ut ibi Glossa, et Panormit. notant, et sumitur ex Barth. in dictâ l. *Omnes populi,* n. 44. Quod maximè procedit, quando ratio non tantùm est motiva, sed etiam decisiva, id est, de se sufficiens ad ostendendam malitiam actûs, seclusâ novâ lege, ut benè notat Navarr. in cap. *Si quando,* de Rescript. except. 21, n. 4. Talis autem est ratio Pontificis in dicto cap. *Ut lex,* et ideò non videtur dubium, quin jus declarativum tradat, quod extendatur etiam ad matrimonia, quæ illud decretum antecesserunt, quia ante illud decretum talia matrimonia erant contra ecclesiasticam regulam. Unde in singulis legibus verborum proprietas, et materia, ac ratio legis diligenter expendenda sunt, ad discernendum an lex sit declarativa. Clarius exemplum est in cap. ult. de Sponsâ duorum, ubi matrimonium contractum et consummatum post aliud ratum, et nondùm consummatum, censetur nullum, quod ad præterita extenditur. Aliud est in cap. *Gaudemus,* de Divortiis.

3. Ratio verò est, quia lex declarativa non est regula actionis, sed supponit, et interpretatur illam; ergo ante legem declarativam erat lex, vel jus inducens obligationem, vel alium effectum; ergo lex quæ declarat tale jus, supponit semper habuisse talem effectum : nam effectus antiqui juris non pendet ex declaratione postea futurâ. Unde confirmatur, quia nova declaratio nihil denuò constituit, argumento l. *Hæredes,* § 1, ff. de Testam. ibi : *Nihil enim nunc dat, sed datum significat;* ergo lex declarativa ex se non habet novum effectum; ergo quantùm in se est, æquè comprehendit præteritum, ac futurum. Sed objici potest, nam si ratio est efficax, non solùm probat hanc legem extendi posse ad præteritum, sed necessariò ita esse, nec posse per legem humanam limitari, quia ad præteritum non est potentia. Consequens est falsum : nam leges declarativæ interdùm addunt has particulas : *Ex nunc*, *In posterum,* et similes, ut limitent legem, ne ad præterita extendatur. Assumptum patet ex cap. unic. de Postulatione Prælat. in 6, ubi prohibentur quædam formulæ eligendi et postulandi de se ineptæ, et tamen additur particula, *De cætero,* quæ indicat solam prohibitionem in futurum, ut ibi notat Glossa. Simile exemplum est in cap. *Aqua,* de Consecrat. Eccles. vel altaris, ubi declarat Pontifex, violatam Ecclesiam non posse reconciliari per sacerdotem, sed per episcopum tantùm, et nihilominùs addit particulam, *De cætero;* imò statim præcipit sustineri reconciliationes priùs factas à sacerdotibus.

4. Respondetur, argumentum convincere, sistendo in vi legis declarativæ, ut talis est, sicut de illâ locuti sumus, illam de se extendi ad præteritum tempus pro quo constat fuisse latam legem aliam quæ declaratur. Unde si declaratur aliquid esse contra jus naturale, ibi virtute decernitur, actus contrarios tali juri semper fuisse malos; si verò declaratur legem aliquam fuisse irritantem, consequenter declaratur, actus præteritos factos à tempore talis legis fuisse de se nullos, et sic de aliis. Oportet tamen advertere, aliquando non esse legem purè declarativam, sed habere aliquid admixtum legis constitutivæ ex potestate legislatoris declarantis. Et tunc quantùm ad id quod addit præter nudam declarationem, non extenditur ad præterita, sed ad futura tantùm, juxta ea

quæ inferiùs dicemus. Exemplum est in capite *Quantæ,* de Sentent. excomm. ubi per verbum *Interpretamur,* declarat Pontifex, sub percussoribus episcopi comprehendi, non solùm qui positivè cooperantur, sed etiam qui non obstant, cùm possint, quæ declaratio non est pura, sed per potestatem condendi legem, potiùs quàm per interpretationem facta. Et ideò talis interpretatio in rigore non extenditur ad præterita, nisi aliud expressè declaretur. Nam interdùm fieri solet extensio talis declarationis ad præteritum ex peculiari voluntate ipsius legislatoris satis expressâ, cujus rei inter alia est vulgatum exemplum in declaratione Sixti V, circa suum Motum proprium de Illegitimis, et de Receptione religiosorum.

5. Deinde oportet distinguere illos tres legis effectus, qui sunt obligatio in conscientiâ, cui respondet culpa in transgressione legis, item pœna, et irritatio actûs : nam in illis non procedit semper eadem ratio. Quando enim lex est purè declarativa obligationis antiquæ legis, negari non potest (per se loquendo) quin obligatio antea fuerit, et consequenter, nec vitari poterit, quin fuerit culpa contra illam agere. Per accidens autem potuit hic effectus impediri, quia fortassè ante illam declarationem jus ignorabatur, vel non ita intelligebatur etiam à viris doctis, quamvis reverà jam existeret, et quoad hoc habere potest magnam vim lex declarativa, ut postea sit culpa, quæ antea excusabatur per ignorantiam. Et hic videtur fuisse casus in d. c. unic. ut Gloss. ibi sentit, et ideò lex illa utitur verb. *Prohibemus,* quæ prohibitio, ut talis fuit, non potuit ad tempus præteritum extendi. Et fortassè actus ibi prohibiti non erant irriti ex naturâ rei, unde cùm antea non essent speciali jure ecclesiastico prohibiti, multò minùs erant irriti ex vi illius; et ideò in novo decreto irritante meritò additur particula, *De cætero,* pro solis enim futuris temporibus addebatur. Atque ideò observare oportet in omni novâ lege prohibente, vel puniente id, quod per se malum erat, vel antea prohibitum : nam licet posterior lex sit declarativa prioris juris, nihilominùs quantùm ad id, quod de novo statuit, vel addit, non extenditur ad præterita, ut ex dicendis patebit.

6. Quantùm ergo ad effectum pœnæ, si lex non addat pœnam de novo, sed declaret in tali actu incurri ipso facto ex vi antiqui juris, consequenter declarat per singulos actus incursam fuisse in præteritis temporibus : est enim eadem ratio. Hoc autem etiam est intelligendum per se loquendo : nam ratione ignorantiæ fieri potest, ut effectus pœnæ non extendatur ad præteritos actus, etiamsi lex sit declarativa quoad ipsam pœnam. Quia ut infra suo loco ostendam, qui excusatur à culpâ, in omni rigore excusatur à pœnâ, etiamsi ipso jure lata sit. Sed non obstante declaratione præteritæ actiones excusantur à culpâ ratione ignorantiæ, ut dictum est; ergo et à pœnâ. Loquimur autem de propriâ pœnâ : nam si solùm sit indecentia quædam, seu irregularitas, hæc non excusabitur propter ignorantiam, nisi sit verè in pœnam imposita. An verò ignorantia solius pœnæ illam excuset, infra tractabitur. Denique idem dicendum est de alio effectu, qui est irritare aliquem actum, vel effectum : hic enim effectus non impeditur propter ignorantiam totius legis, quando non est pœna propriè sumpta, quia non pendet ex culpâ, et lex per se habet efficaciam ad impediendum valorem actûs. Et ideò quoties lex declarat nullitatem actûs ex vi legis antiquæ, talis declaratio locum habet in actu præterito simili modo facto, etiamsi fortassè ignorantia intervenerit.

7. Circa hoc autem est ultimò observandum, hanc nullitatem aliquando esse ex defectu conditionis jure divino necessariæ ad valorem actûs, ut si lex declaret sacramentum, v. g., Confirmationis, datum sine balsamo non valuisse, et tunc lex declarans nullitatem illius actûs, et causam ejus, ita extenditur ad præteritum, ut non possit per se supplere, vel revalidare actum, quia pendet ex jure divino. Aliquando verò contingit nullitatem oriri ex jure humano, actum verò esse talem, ut pendeat ex efficaci consensu operantium, seu contrahentium, ut matrimonium contractum inter consanguineos intra quartum gradum est nullum, supposito jure ecclesiastico. Et hic etiam actus non potest per legem declarativam posteriorem suppleri quoad præcedentes actus; sed necesse est, ut ablato impedimento iterùm validè fiant per iteratum consensum contrahentium, quia ab illo pendet essentialiter talis actus, nec potest lex sola per se ipsam illum efficere. Interdùm verò nullitas actûs et pendet ex jure positivo, et per ipsummet refici potest, quia non dicit intrinsecum respectum ad alium consensum. Et tunc quamvis lex declarans nullitatem actûs comprehendat præteritos; nihilominùs auctor legis potest illum defectum auctoritate suâ supplere, vel dispensando, vel per se talem actum efficiendo. Et

hujusmodi videtur esse casus in d. c. *Aquam*. Nam illa benedictio, vel purificatio templi institutio est humana, et forma, vel necessitas ejus potuit per Pontificem vel dispensari, vel suppleri.

8. Dico secundò : Lex constituva juris perse, et quasi naturâ suâ non extenditur ad præterita, sed de futuris tantùm datur : quoad aliquos verò effectus extendi potest ex voluntate legislatoris satis expressâ, aut declaratâ. Tota assertio sumitur ex d. c. 2, et c. ult. de Consti. et ex d. l. *Leges*, ubi Glossa et doctores, Felin. c. 2, et Navar. in Comm. de Dat. et Promis. n. 6. Item Gloss. in c. 1. de Cleric. non resid. in 6, verb. *Receperint*, et in Clement. 1 de Testam. verb. *Deputatis*, et in Clement. 2 de Ætate et qualit. verb. *In posterum*, et in Clement. 1 de Concess. Præben. verb. *Concesso*. Ratio autem prioris partis generalis est, supra tacta, quia lex ponitur ut regula humanorum actuum ; quando autem constituit novum jus, introducit novam regulam operandi : ergo ex naturâ suâ fertur pro actibus futuris, quia præteriti jam non indigent regulâ ; imò nec sunt capaces illius. Confirmatur, quia præceptum ut tale est, non potest dari de præterito actu, sed de futuro, ut per se constat ; at lex ut est constitutiva, est præceptum quoddam ; ergo. Imò hinc etiam intelligitur, legem, ut legem absolutè loquendo, solùm cadere in futuros actus, non in præteritos, quia lex ut lex essentialiter est præceptum, ut ex supra dictis constat. Lex autem declarativa, ut sic, potiùs est doctrina quædam, quæ optimè cadit in præterita. Quòd si consideretur illa lex ut præceptum obligans ad sequendam illam declarationem ut authenticam, sic etiam præceptum illud versatur circa actus, per quos nunc judicatur de sensu præteritæ legis, et ita non inducit obligationem novam ad aliquem præteritum actum, ut per se constat, sed ad futuros.

9. Ad explicandam igitur, et probandam alteram partem assertionis, distinguendi sunt legis effectus supra numerati, quorum primus est obligatio, qui locum non habet in actibus præteritis, quatenùs præteriti sunt, ut per se, et ex dictis constat, et ideò quoad hunc effectum non potest legislator, etiam si maximè cupiat extendere novam legem ad actus præteritos, quia si illi facti sunt sine culpâ, non poterunt reddi culpabiles propter legem postea latam. At verò quoad effectum pœnæ potest lex per voluntatem legislatoris extendi ad actum præteritum, non solùm quatenùs habet respectum, vel tractum successivum in futurum (quod est per se manifestum, et expressum in c. *Cùm tu*, de Usur. et est frequens in censuris ferendis), sed etiam propter actum priùs commissum. Ut hoc autem locum habeat, necessariò supponendum est, talem actum fuisse malum, contra aliud jus antiquius vel naturale vel positivum, quia non est actus dignus pœnâ, nisi quatenùs per illum violatur aliquod jus ; per actum autem præteritum non violatur jus posterius conditum ; ergo ut possit per posteriorem legem justè puniri, necesse est ut supponatur fuisse contra aliquod jus antiquum. Hoc autem intelligendum est de propriâ pœnâ, sicut in simili nuper dixi : nam si sit sola irregularitas seu inhabilitas, potest ex præterito actu imponi, etiam sine culpâ ejus, cui imponitur. Idemque est de revocatione alicujus privilegii. Exempla sunt quoad primum in Motu proprio Pii V. de Illegitimis ; quoad secundum verò in concil. Trid. sess. 23, cap. 6 de Reformat. ubi disponit de ordinatis in minoribus, et comprehendit eos, qui ante illam legem erant ordinati.

10. Deinde supponere necesse est, legislatorem habere potestatem ad punienda delicta non tantùm commissa contra suas leges, sed etiam contra alias divinas, vel humanas, quod per se satis clarum est, quia ad eum pertinet cura ut omnes leges serventur, et consequenter potestas coercitiva ejus extenditur ad omnes transgressiones quarumcumque legum pertinentium ad convenientem reipublicæ gubernationem. Ex his ergo rectè concluditur posse principem novâ lege punire delicta priùs commissa contra alias leges priores. Et declaratur : nam potest punire præcedens delictum per sententiam postea datam ; ergo etiam potest per legem postea latam, quia sententia est quædam particularis lex. Oportet autem ultimò observare, duobus modis posse legem punire precedens delictum. Primò pœnâ ipso jure impositâ, et hoc rarissimè, vel nunquàm fit, quia esset nimis rigorosum, unde censuræ (quæ maximè solent ipso jure imponi) nunquàm imponuntur propter delictum præteritum, ut sic, de quo alibi. Alio modo designat lex pœnam inferendam à judice, et hoc faciliùs fieri potest, etiam in ordine ad delicta jam commissa, quando non habebant certam pœnam taxatam, nam tunc futura erat arbitraria, et hoc arbitrium potest lex definire. Si autem priùs erat pœna imposita per priores leges, vix potest augeri per posteriorem legem in ordine ad delicta jam commissa, quia jam illa induxerunt pro-

prium reatum pœnæ. Nihilominùs propter aliquam urgentem causam boni communis existimo id fieri posse à supremo principe, quia nunquàm sibi abstulit hujusmodi potestatem.

11. Atque eodem modo sentiendum est de alio effectu irritandi actum, rarò enim potest lex de novo irritans ad actus jam factos extendi, non tamen omninò repugnat. Quia ex justâ causâ potest judex irritare actum jam factum, et validum, per sententiam; ergo et legislator ex causâ proportionatâ poterit idem facere per legem, si tamen actus irritabilis sit. Quod dico propter matrimonium, et similes actus, qui sunt naturâ suâ, vel Christi institutione indissolubilis, et hoc ad minus sumetur ex c. *Ante triennium,* d. 31. Imò in his, qui ab hominibus irritari possunt, oportet advertere, quosdam fieri ita validos, ut sint etiam omninò firmi ex se; quia, videlicet, legitimè facti sunt, et secundùm omnes leges, quæ tunc vigebant, quando facti sunt, et hujusmodi actus semel facti moraliter loquendo, non possunt per subsequentem legem irritari, nisi fortè in pœnam alicujus novi delicti, vel propter tantam necessitatem boni communis, ut ad subveniendum illi possit quis suis bonis privari, quia per talem actum est jus acquisitum de se firmum et stabile. Alii verò sunt actus, qui licet sint validi, sunt tamen infirmi aliquo modo quia ex aliquâ parte contra legem facti, et hi possunt faciliùs per subsequentem legem irritari: nam in illis propriè habet locum ratio facta; quòd talis irritatio tunc est justa pœna, et ideò ex rationabili causâ potest per legem fieri.

12. Atque hinc tandem constat ultima pars assertionis, nimirùm ut hæc extensio legis ad actum præteritum tam in hoc, quàm in præcedenti casu admittatur, necessarium esse ut in lege ipsâ sit satis expressa. Quod docet Panorm. in c. *Cognoscentes,* de Constit. Angel. verb. *Lex.* n. 10. Sylv. n. 25. et sumitur ex d. c. 2. et ult. de Const. Unde si dubium fuerit, potiùs lex coarctanda est, ex generalibus principiis juris, quòd pœnæ et odia sunt restrigenda, et quòd leges modo maximè connaturali interpretandæ sunt; ostensum est autem extensionem legis novæ ad præteritum quodammodò esse præter naturam legis, quæ est regula futurorum. Advertere tamen hîc ultimò oportet, aliud esse legem simpliciter disponentem cadere in actus præteritos; aliud verò non includere ullo modo res præteritas, seu jam factas. Hîc enim solum primum affirmamus, et id probant jura, et rationes adductæ: secundum autem nec necessarium est, nec verum; nam lex prohibens usum talis libri aut vestis, prohibet quidem usum tantùm futurum, tamen prohibet illum, etiam circa librum aut vestem priùs factam, si absolutè, et simpliciter disponat, quia illa tantùm est quasi materia remota legis; lex autem nova optimè potest versari in re antiquâ, ut in materiâ remotâ. Item sæpè potest lex prohibendo aliquid futurum impedire, ne actus jam inchoatus consummetur, ut si lex denuò prohibeat illegitimum profiteri, potest extendi ad eum, qui jam erat novitius, quando lex nova edita est, quia etiam ille tantùm est materia remota illius legis. De quo puncto videri possunt multa, quæ in utramque partem eruditè tractat Navar. in dictâ except. 22, ferè per totam.

13. Sed quæret hîc aliquis, an lex expressè loquens de præterito extendatur ad præsentia, vel futura. Respondeo breviter, regulariter loquendo totum tempus comprehendere. Ita docent Bart. in l. *Cum lege*, ff. de Legib. Bald. et alii in l. unic. ff. de Cond. ex lege. Panormit. in cap. 2, de Constit. in princ. Angel. verb. *Lex,* n. 10. Sylv. n. 24. Et ratio est, quia lex semper loquitur l. *Arriani.* C. de Hæret., et ideò licet lex dicat, qui facit, vel fecit hoc, semper loquitur contra eum qui in quolibet tempore facit, vel quotiescumque de illo dici potest fecisse. Item cùm lex per se, et naturâ suâ versetur circa futura, ad illa maximè ferri censetur, etiamsi per verba præteriti, vel præsentis loquatur. Intelligendum autem hoc est, nisi materia legis obstet, aut aliquod absurdum sequatur, ut dicti auctores limitant ex l. *Cùm lex,* ff. de Legib. dicente: *Cùm lex in præteritum quid indulget, in futurum vetat.* Quia si indulgeret etiam in futurum, daret occasionem delinquendi, unde potiùs indulgendo supponit actum esse dignum pœnâ, et ideò limitat indulgentiam ad præteritum, ut in futurum prohibeat, aut prohibitum relinquat.

CAPUT XV.

Quæ forma externa, seu sensibilis servanda sit in ferendâ lege humanâ.

1. Diximus de materiâ legis civilis; superest dicendum de formâ, quæ potest duplex cogitari, una externa et sensibilis, quæ est veluti corpus legis; alia interna et quasi spiritualis, quæ est veluti anima, seu ratio legis. De hâc posteriori dicemus in cap. 17; nunc de priori. Supponimus autem ex dictis in cap. 1, legem civilem, quæ subditis datur, constitui in ge-

nere signi indicantis principis voluntatem. Unde necesse est, ut tale signum sit sensibile humanæ cognitioni accommodatum. De hoc ergo signo in generali constat, debere esse tale ut modo sensibili principis voluntatem indicet subditis, alioqui non esset signum humanum, et consequenter non esset lex humana; hæc ergo significatio est de substantiâ hujus legis. Quibus autem verbis exprimi debeat, dicemus paulò inferiùs. Unde inter conditiones legis ponit Isidor, ut sit manifesta, id est clara, *ne per obscuritatem quid in captionem contineat*, ut ait lib. 5 Etym. c. 21, etc. *Erit autem*, dist. 4, id est, ne obscuritas sit occasio deceptionum et ambiguitatum. Unde etiam convenientissimum esse solet, ut leges simplicibus, brevibus ac claris verbis ferantur: nam quando prolixiores sunt, plerùmque sunt magis perplexæ et ambiguitatibus expositæ.

2. Ex quibus colligo in formâ legis sensibili duo posse distingui, scilicet, materiale signum, ut vocem vel scripturam, et significationem, ex quibus, si inter se comparentur, scriptura, vel sonus materiale quid est, significatio autem formale; ex utroque verò completur forma sensibilis legem constituens, seu quæ est ipsamet lex: nam cùm lex sit actus humanus, est etiam quædam forma. Declarari potest exemplo formæ sacramentalis, quæ est in verbis, in eis tamen sonum verborum tanquàm materiale quid, et sensum, seu significationem tanquàm formale distinguimus, et ex utroque formam sacramentalem constitui dicimus. Ita ergo est suo modo in lege; consistit enim in signo externo, quod materiam aliquam requirit; ejus tamen essentia in significatione et sensu posita est. Unde quod Aug. lib. de Catechiz. rudi. c. 9, generatim dixit, et refertur in c. *Sedulo*, dist. 38: *Præponendam esse verbis sententiam, ut præponitur animus corpori*; et quod de Evangelio dixit Hieroni. ad Galat. 1: *Non in verbis scripturarum esse Evangelium, sed in sensu*, cap. *Marcion*. 1. q. 1, hoc ipsum cum proportione de lege humanâ dici potest. Nam materialia verba nec obligationem inducere, nec alium effectum legis habere possunt, nisi quatenùs indicant principis voluntatem, et imperium: est ergo de formali ratione legis, ut sit sensibile signum. Explicandum verò superest, quale esse debeat, et an solemnitatem specialem requirat, ut in ratione legis plene constituatur, ideoque ad externam legis formam pertineat. Distinguere autem possumus solemnitatem hanc, vel antecedentem, vel concomitantem, seu inexistentem ipsi legi, vel subsequentem, et de singulis inquirendum est.

3. Circa primam dubitari potest, utrùm ad ferendam legem præcedere necessariò debeat multorum consilium, atque suffragium, in quo breviter dicendum est hanc diligentiam esse moraliter necessariam, ut lex prudenter et rectè constituatur. Quia res est valdè gravis, et pendet ex multarum circumstantiarum consideratione, quæ faciliùs à multis quàm ab uno attenduntur, et ob eamdem causam necesse est, ut fiat lex suffragio virorum prudentum, qui et periti sint, et timorati, ut habetur in l. *Humanum*. C. de Leg. ubi Imperatores profitentur non aliter esse legem aliquam promulgaturos, quamvis indicent hoc non esse absolutæ necessitatis, sed prudentiæ et benignitatis. Unde in rigore loquendo hæc solemnitas non est de necessitate legis: nam si princeps solo arbitrio proprio ferat legem, valida erit, dummodò aliàs justa sit. Quia neque ex naturâ rei illa solemnitas est necessaria, neque aliquo speciali jure est præscripta. Antecedens quoad priorem partem de jure naturali patet, quia illa consultatio solùm requiri potest, ut lex sit justa et rationi consentanea; si ergo contingat, sine aliorum consilio principem attingere justitiæ æquitatem, et publicam utilitatem in lege ferendâ, non oberit valori ejus omissio præviæ consultationis, licet fortassè malè faceret princeps suam præcipitando sententiam, cum periculo errandi, et cum scandalo. Quoad alteram verò partem de jure positivo probatur, tum quia nullum extat, tum etiam, quia licet existeret, ipse princeps posset illud mutare, vel secum pro tunc dispensare validè, etiam si in hoc peccaret. De quo puncto videri potest Barth. in l. *Omnes populi*, ff. de Legib. et Jason in l. 1. ff. de Const. Prin. n. 1.

4. Atque hinc ulteriùs sequitur, ad legem constituendam non esse per se necessaria suffragia multorum, quia voluntas principis sufficit. Hoc autem, vel formaliter (ut sic dicam) intelligendum est, vel ad monarchiam est restringendum, in quâ potestas legislativa sit in unâ personâ: nam tunc sola voluntas ejus est de substantiâ legis. Ubi verò regimen est multorum constituentium unum tribunal, tunc multorum suffragium necessarium est, non per modum solemnitatis accidentariæ et præambulæ, sed propter substantialem constitutionem legis, quæ non pendet ex unâ tantùm personâ, sed ex congregatione constante ex multis. Tunc autem dicimus legem illam con-

stitui ab unâ personâ fictâ, et ita formaliter (ut sic dicam) uno consensu constitui. Et ideò necesse est ut omnes, qui suffragium decisivum habent, vocentur, quantùm commodè fieri possit, argumento l. 2. C. de Decur. lib. 10, vel sufficiet convocare eos qui in urbe suo loco tunc adsunt, dummodò duæ partes totius corporis præsentes sint, argumento l. *Nominationum,* eodem titul. et l. *Nulli,* ff. *Quod cujusque,* univers. Et ex eisdem juribus constat, oportere ut simul congregentur ad legem constituendam per modum unius corporis. Non verò oportet ut omnes consentiant, sed quod major pars curiæ fecerit, perinde habetur ac si ab omnibus factum fuisset, juxta l. *Quod major,* ff. Ad municip. quod rectè Glossa exponit de his qui convenerunt. Idem in l. *Aliud.* ff. de Regulis juris. In jure autem Canonico addi solet, ut consentiat etiam sanior pars cap. primo de iis, quæ Fi. à majori parte capit. Sed illud est speciale in rebus ecclesiasticis, ut ibi notat Abbas num. 3. et 11. secundùm civile autem jus illa censetur sanior pars, quæ est major totius consessûs, ut notavit Felin. cap. *Cùm omnes,* de Constitut. num. 17. et seq., ubi plura de hoc puncto videri possunt.

5. Circa secundam solemnitatem inquiri maximè solet an necesse sit legem humanam esse scriptam, in quo sciendum est, Juristas communiter distinguere legem humanam in scriptam, et non scriptam, sed per legem non scriptam communiter intelligunt consuetudinem, quæ vim habet legis: de illâ verò nunc non tractamus: infra enim de illâ specialiter dicendum est, sed agimus de propriâ lege, quæ expressè et directè à principe constituitur. Unde ex illâ distinctione potiùs videtur inferri legem propriam, de quâ modò agimus debere esse scriptam. Ita enim est illa distinctio intelligenda duplicem, scilicet, esse legem unam, quæ solùm introducitur per tacitum consensum communitatis, et principis, cujusmodi est consuetudo, aliam verò, quæ fertur per expressum imperium, de quâ procedit dubitatio propria. Cùm ergo Jurisperiti hanc posteriorem distinguant à priori, tanquàm scriptam à non scriptâ, videntur sentire de ratione hujus legis esse scripturam. Et alia multa in confirmatione hujus partis adduximus supra lib. 1, cap. 11.

6. Nihilominùs dicendum est, licet optimus modus ferendi legem sit in scripto, non esse tamen hoc de substantiâ et valore legis. Prima pars probatur primò ex communi usu. Secundò, quia oportet ut leges sint stabiles, ac proinde, ut signis permanentibus ferantur. Tertiò quia sæpè necessarium est expendere propria et formalia verba legis, quod non potest moraliter fieri, nisi sint scripta. Nihilominùs probatur altera pars, quia hæ rationes tantùm sunt congruentiæ, et majoris utilitatis; non tamen probant absolutam necessitatem ex naturâ rei. Quia expressum præceptum sufficienter potest verbo ferri, et publicè proponi, et per traditionem ab uno in alium conservari. Imò Christus Dominus ita tulit præcepta sua et aliqua non fuerunt in divinis litteris scripta. Hoc verò faciliùs ipse potuit agere quàm humani legislatores, quia potuit ea scribere in cordibus, et quia per Spiritum sanctum ita regit Ecclesiam catholicam, ut non sinat eam talium præceptorum oblivisci. Atque hæc resolutio, scilicet, scripturam non esse de substantiâ legis, communis est, ut patet ex Rotâ, tit. de Const. decis. 1. in novis, et ex Panormit. Decio, Felin. et aliis in titulo, seu Rubr. de Const. et Joan. Andr. in regulâ, *Nemo potest,* de Regul. jur. in 6, et sumitur ex Glossâ in cap. 1. § *Postquàm,* verb. *In scriptis,* de Censib. in 6, quatenùs numerat plures casus in quibus Scriptura requiritur, et inter eos non ponit legem. Probari tandem potest ex cap. *Institutionis,* 25, q. 2. ibi: *Sive quæ scripto decrevimus, sive quæ in nostrâ præsentiâ videntur esse disposita.* Idemque supponitur in cap. 1 de Renunt. in 6. Hoc verò intelligendum est, nisi oppositum fuerit consuetudine præscriptum, quia consuetudo facere potest jus. Oportet autem ut legislator non habeat potestatem derogandi consuetudinem: nam si hanc potestatem habeat, et suam voluntatem sufficienter exprimat, valida erit lex solo verbo præscripta, non obstante consuetudine.

7. Ulteriùs verò circa eamdem partem superest inquirendum quæ forma, vel expressio verborum necessaria sit ut lex sufficienter edita censeatur, sive illa scripta sint, sive voce prolata. In quo dubio generatim loquendo, solùm dicere possumus debere esse talia, ut sufficienter explicent intentionem principis esse ferre præceptum stabile et commune, habensque alias conditiones ad legem requisitas, et quocumque modo hoc fiat, illum sufficere. Primum patet, quia, ut in principio dixi, talis significatio est de substantiâ legis humanæ; secundum verò patet, quia nihil aliud est determinatum jure naturali, vel alicujus superioris.

Hei verò inferri potest, regulariter adhibenda esse verba præceptiva, quia solum præceptum inducit obligationem, et quia de ratione legis est, ut sit præceptum, et quia effectus obligationis odiosus seu onerosus est, ideòque ad verborum proprietatem restringendus est. Quapropter ut intelligatur superior ferre legem, non satis est ut dicat: rogo, peto, hortor, vel quid simile, nisi aliquid addat, quo magis explicet obligandi intentionem. Sic dixit Gloss. in cap. *Rogo* 11, q. 3, ibi positum esse verbum rogandi pro verbo mandandi contra propriam significationem, fortè quia ibi Pontifex rogat, hortatur et monet ad id quod sine peccato aliter fieri non poterat. Verùmtamen in his et similibus decretis, non oportet verba impropriè accipere, quia in eis Pontifex, vel princeps, hortatur subditos ut impleant, quod aliàs tenentur, tamen ex vi talium verborum, novam obligationem non imponit. Et hæc exhortatio solet à Juristis, ut supra dixi, vocari consilium reverentiæ, quod non est novum præceptum, sed modesta et paterna petitio observantiæ obligationis, quæ jam inerat, et sic loquitur Glos. in Clem. 1 de Testib. verb. *Exhortatur*. Estque optimum exemplum in Con. Trid. sess. 24, cap. 1 de Refor. ibi: *Sancta Synodus hortatur, ut conjuges ante benedictionem sacerdotalem in templo suscipiendam in eâdem domo non cohabitent*. Quæ verba legem obligantem non continent, ut omnes intelligunt.

8. Oportet ergo, ut verba legis constitutiva præceptiva sint; possunt autem distingui: nam quædam præceptum proferunt, quasi in actu signato, ut sic dicam; alia in actu exercito. Priora quoad præcepta affirmativa maximè sunt verbum *Præcipio*, vel *Impero*: hæc enim verba esse videntur, quæ de se maximè indicare possunt voluntatem obligandi, ut sumitur clarè ex Clement. *Exivit de paradiso*, de verb. significat. ubi Clemens V interpretatur verbum *Præcepti* indicare rigorosam legis obligationem. Et idem habet Nicolaus III in cap. *Exiit*, de Verborum significat. in 6. Quoad negativa verò præcepta, verba propria sunt *Inhibeo, prohibeo*, et similia, ut in eisdem decretis declaratur, et ex vi significationis talium verborum videtur per se manifestum. Verba item æquivalentia sufficiunt, ut ibidem declaratur; hujusmodi autem esse videntur hæc: *Omnes teneantur, nemini liceat*, et similia. De verbis autem imperandi in actu exercito, ut sunt: *Facite, abstinete, omnes solvant, nemo audeat*, et similia, de his, inquam, multi dubitant, quia frequenter proferri solent per modum consilii, aut simplicis directionis, et ita Castro supra reprehendit Panorm. qui dixit hunc modum imperandi sufficere ad legem obligantem constituendam. Sed certè opinio Panormit. valde probabilis est: nam præcepta superiorum ordinariè feruntur hoc modo, et censentur sufficienter ferri, quia illa verba sufficienter explicant imperium. Item Concil. Tridentin. sess. 13, cap. 7, de Sacerdote, qui urgente necessitate absque præviâ confessione celebrat cum conscientiâ peccati mortalis solùm dicit: *Quamprimùm confiteatur*, per quæ sola verba legem obligantem constituit, juxta communem intelligentiam, ut alibi ostensum est. Quapropter consideratâ proprietate illius locutionis, quando superior hoc modo loquitur ad subditum, et ex aliis circumstantiis, vel ex usu aliud non constat, præcipere censendus est, et cum proportione quando decretum superioris ita fertur, et inter jura seu leges, aut decreta præceptiva inseritur, sub ratione legis ferri videtur, nisi ex aliis conjecturis oppositum constare possit.

9. Præterea dubitari solet de quibusdam verbis in particulari, et inprimis de verbo *Mando*, quod interdùm solet significare idem quod committo, et sic multas differentias constituunt Juristæ inter mandatum et præceptum, de quibus videri potest Felin. in cap. *Eam te*, de Rescript. n. 9, sed nobis non sunt necessariæ, quia consistunt in solâ verbi æquivocatione. Mandatum enim illo modo idem significat quod delegatio vel commissio potestatis, per quam solet aliquis judex vel procurator constitui: hìc autem sumitur ut jussionem significat. Solet item verbum mandandi per urbanitatem poni pro verbo petendi aut rogandi, quo sensu utitur illo Sixtus Papa in c. *Mandàstis scriberem vobis*, 2, q. 5 et Sylve. in c. *Guilisartus, Patritius noster, mandavit me ad se venire pacificè*, 11, q. 3. id est, misit ad me petendo, etc. Unde Sylv. verb. Præceptum, q. 2, et Armil. n. 7, non putant sufficere simplex verbum, *mandamus*, nisi addatur geminatio, mandando præcipimus. Anto. autem 2. p. tit. 14, c. 2, § 3, ita videtur distinguere inter verbum mandandi et præcipiendi, ut prius levem tantùm obligationem, posterius gravem indicet: ait enim, mandatum, sufficere ad legem obligantem tantùm sub veniali culpâ: præceptum verò etiam sub mortali. Sed hoc nullum fundamentum habet in significatione verbi: nam si mandatum idem est quod jussio vel im-

perium, non est cur limitetur ad levem obligationem, sed pro capacitate materiæ obligabit sicut etiam verbum præcipiendi non inducet obligationem gravem, si materia non sit capax, ut infra dicetur. Dico ergo attendendum esse, quis cui loquatur, et quomodò: nam inter æquales verbum mandandi non solet usurpari ab eo qui rogat, vel petit, sed urbanitatis gratiâ solet usurpari ab eo qui rogatur: nam petitionem accipit tanquàm mandatum, et multò magis ita accipitur tale verbum, quando superior loquitur ad inferiorem, etiam passivè, ut sic dicam. At vero quando superior loquitur ad subditum activè mandando, sic verbum illud idem in rigore significat, quod verbum *Præcipio*, ut latè docet Fel. suprà. Atque ita quando ponitur in lege superioris per illud statuentis et ordinantis, in rigore sufficit ad legem constituendam, nisi ex adjunctis ejus significatio distrahitur. Quia in rigore significat proprium præceptum; nam est æquivalens verb. *Præcipio*, et alioqui in illâ occasione constat non poni gratiâ urbanitatis, nec in aliâ æquivocâ significatione.

10. Item solet dubitari de verbo *Oportet*. Aliqui enim putant sufficere ad legis imperium indicandum, quod sentiunt Navar. c. 23, n. 30, præsertim in legibus ecclesiasticis, de quibus infra; et Medin. tract. de Jejun. c. 7. Sed ex vi verbi contrarium videtur, tum quia verbum illud potiùs videtur indicare judicium de re ipsâ quàm imperium, tum quia etiam per modum judicii non declarat necessitatem, sed honestatem, ut rectè notavit Castr. lib. 1 de Leg pœn. c. 5, docum. 4. de Ver. item *Volumus*, dubitari solet, quia ex unâ parte videtur satis explicare voluntatem superioris, in quâ consistit substantia præcepti. Unde D. Th. 2-2, q. 104, art. 2, dicit quâcumque ratione constet subdito de voluntate superioris sufficere ad præceptum saltem tacitum. Aliundè verò verbum videtur valdè ambiguum, quia non omnis voluntas superioris sufficit ad obligandum, et in dubio sunt verba in mitiorem partem interpretanda in materiâ obligationis. Dico ergo ex circumstantiis considerandum esse an cadat super obligationem, ita ut superior exprimat se velle obligare subditos: nam hoc sine dubio satis est, quia in illâ voluntate est substantia legis, ut dixi. Si autem verbum, *Volo*, solùm explicet desiderium et affectum superioris, non satis est ad legem. Existimo autem absolutè prolatum in materiâ legis habere priorem sensum, nisi ex usu, vel materiâ, aut aliis circumstantiis aliud constet. De verb. autem, *Ordinamus*, et similibus, clarum est per se non sufficere ad propriam legem constituendam, nisi aliæ circumstantiæ cogant, ut sumitur ex D. Thomâ 2-2, q. 106, art. 9, ad 2; et ex ratione factâ, quòd in dubiis mitior interpretatio est adhibenda. Addendumque præterea est oportere, ut ex verbis vel circumstantiis constet, præceptum imponi, ut perpetuum, seu duraturum, donec revocetur, quia hoc etiam spectat ad substantiam legis, ut supra diximus. Ac denique necessarium esse, ut feratur per modum communis præcepti, quia sine hoc etiam non esset lex.

11. Hinc verò nascitur dubium, an oporteat legem ferri per modum legis, vel sufficiat ferri per modum sententiæ, quando ab illo fertur qui potestatem habet condendi legem. Communis enim opinio est, sententiam principis legem constituere. Ita tenet Jason l. 1. ff. de Constitut. Princip. num. 1; et in l. 1. ff. de Ferii. num. 23 et 24, ubi alios refert Ludovicus Gomez, in Proœmio ad Regul. Cancellarius, quæst. 2, ad primam cum Plateâ, quem refert in leg. *Neque*, Codice de Decur. libr. 10. Idem tenent communiter Canonistæ. in capit. *In causis*, de Re judicatâ, et Felinus in Rubricâ de Rescriptione, numer. 1, qui refert alios. Et probatur primò, ex lege ultimâ, Codice de Legibus, ubi expressè dicitur, sententiam inter partes cum cognitione datam ab imperatore, in unâ causâ constituere legem in omnibus similibus causis servandam. Idem significatur in lege primâ, ff. Constitutio. Princip. ubi inter modos ferendi leges unus est: *Quando Imperator cognoscens decrevit*, ubi addit Glossa, *dando definitivam sententiam*. Ratio reddi potest, quia sententia principis est veluti regula, ad quam omnes inferiores judices conformari tenentur, sed hæc est propria vis legis; ergo. Major insinuatur et probatur ab imperatore in dictâ lege ultimâ, his verbis: *Quid enim majus, quid sanctius imperiali est majestate? Vel quis tantæ superbiæ fastidio timidus est, ut regalem sensum contemnat?* Quasi dicat sententiam imperatoris tantam habere auctoritatem, ut subditos obliget, ne in simili causâ ab illâ discrepent, et quoad hoc virtuale præceptum obtinere, et ita habere vim legis. Potestque confirmari ex eâdem lege, quia decretum imperatoris habet vim legis, sed sententia ab ipso lata continet decretum jus; ergo.

12. Contra hanc verò sententiam objici potest l. 2. Codice de Legib. ubi Theodos. impe-

rator ait : *Quæ ex relationibus vel suggestionibus judicantium procerum, introducto negotio statuimus, etc. generalia jura non sint.* Unde conficitur argumentum; nam illud quod princeps communi consilio judicantium, seu procerum statuit, vel est sententia, vel plusquàm sententia, et tamen illa dicitur non habere vim generalis legis. Confirmatur, quia princeps ferendo sententiam in particulari causâ, non fungitur munere principis dicentis jus toti Reipublicæ, sed potiùs munus privati judicis in causâ particulari, de quâ potest judicare secundùm propriam opinionem; non ergo statim legem statuit. Unde Covarr. in 4, p. 1, cap. 7, § 4, num. 15, dicit legem ultimam Codice de Legib. intelligendam esse, quando princeps, qui potestatem habet ferendi legem occasione alicujus controversiæ, quæ inter privatos contingit, legem aliquam ejusque sensum explicat et interpretatur eâ mente, ut interpretatio vim legis universalis habeat : non autem procedere decisionem illius legis, si simpliciter rex jus dicens privatis, aliquam ferat sententiam, neque significans se illius interpretationem generalem facere, nec expressè legis verba interpretans, ut inde constet voluisse interpretationem illam legis vim obtinere; atque ita indicat Covarruvias illam legem ultimam intelligendam esse de sententiis, per quas princeps expressè interpretatur aliquam legem, utique suam, vel inferioris, cujus interpretatio ad ipsum pertineat, et ita esse limitandam communem sententiam. Aliam verò legem secundam procedere de aliis sententiis omnibus, quæ talem interpretationem non continent, et ita conciliantur illæ leges, et solvitur confirmatio addita ex sententiâ hujus auctoris. Quia quando princeps auctoritate suâ legem interpretatur, non est locus privatæ opinioni; quia princeps certò scit suam intentionem et mentem, quam per talem sententiam declarat. Et ideò illa interpretatio vim habet legis, seu è contrario lex ita declarata jam non obligat, neque habet vim, nisi juxta declarationem ab auctore datam, quia ejus est interpretari legem, cujus est condere, ut in eâdem l. ult. dicitur, et in l. *Leges Sacratissimæ,* eòdem. Quando autem talis interpretatio expressè fit per sententiam aliquam ab eodem legislatore datam, etiamsi sit in causâ particulari, necesse est ut generaliter declaret sensum legis, quia non potest lex in uno negotio unum sensum habere, et in alio omninò simili sensum alium, sed unius legis unus est legitimus sensus, et ille maximè est, quem auctor ejus declarat.

13. Sed licet hæc expositio, quoad partem hanc affirmantem sententiam continentem interpretationem propriæ legis habere vim legis, certissima sit, et in illâ lege ultimâ contenta; nihilominùs videtur nimia limitatio illius legis, et communis opinionis, si ad hanc solam sententiam restringatur. Quia auctores generaliùs loquuntur, et verba legis generalia sunt de sententiâ, nam de interpretatione legis postea agere incipit. Unde in illâ priori parte non fundatur in auctoritate interpretandi, sed absolutè in auctoritate decernendi. Deinde requirit causæ cognitionem, et præsentiam partium, quæ solent esse necessariæ ad cognitionem facti, non ad juris interpretationem : nam hæc æquè benè dari posset in absentiâ partium, et independenter à tali vel tali facto, quod postea per particularem judicem potest examinari ad applicandam facto juris interpretationem. Accedit quòd Glossa ibi potiùs intelligit legem illam procedere in his causis, quæ non sunt decisæ per leges : *Nam in aliis,* inquit, *legem servaremus scriptam.*

14. Unde eadem Glossa in dictâ l. 2, intelligit legem ultimam procedere in omnibus sententiis quæ feruntur ab imperatore in quâcumque causâ, illâ exactè cognitâ, et examinatâ in præsentiâ utriusque partis, ut in eâdem lege expressè cavetur, et consequenter in sententiâ latâ solùm in vi juris, quod ex cognitione causæ resultat : nam tunc sententia conferens jus uni parti, vim habet legis, sive declaret priorem legem (quod fortassè frequentiùs eveniet) sive constituat illam, si pro simili causâ non erat constituta. At verò dictam legem 2, intelligit eadem Glossa ibi de his statutis seu concessionibus, quas imperator facit per modum privilegii, vel in gratiam alicujus personæ propter peculiarem respectum, vel in tali tempore aut loco propter specialem occasionem : talia enim statuta non habent vim generalis legis, ut in eâdem l. 2 consequenter declaratur, et habetur etiam in l. 1. ff. de Const. Princ. et est consentaneum regulis juris 28 et 74, in 6, quòd privatæ concessiones non trahuntur in consequentiam, ut in simili notavit Gloss. dist. 19, in princ. estque in re vera hæc sententia, et satis conformis illi leg. 2.

15. Baldus verò ibi addit legem ultimam de legib. procedere in sententiâ definitivâ, sive sit juris dispositiva, sive declarativa. Non verò

in interlocutoriâ, de quâ loquitur lex secunda, ut ipse exponit, et expressiùs habetur in l. 3, et hàc distinctione utuntur etiam communiter Canonistæ in capite *In causis*, de Re jud. Sed ita eam limitant ut eam evertere videantur : nam fatemur, si interlocutoria sit in corpore juris inserta, habere vim legis : item si lata sit cum cognitione causæ, et in præsentiâ partium habere etiam vim legis, etiamsi non sit inserta in corpore juris. At verò has conditiones requirunt etiam in sententiâ definitivâ juxta dictam legem ultimam : non videtur ergo necessaria distinctio; maximè cùm in l. 1. ff. de Constit. princ. dicatur, etiam illud, *quod princeps de plano interlocutus est, legem esse;* si ergo cætera sint paria, non videtur esse differentia, quia, licet sententia sit interlocutoria respectu causæ principalis, de quâ tractatur, potest esse quasi definitiva, quantùm ad id quod princeps per illam proximè statuit, vel declarat, quia in eo continere potest ultimam, ut sic dicam, ejus resolutionem ; si ergo de mente principis æquè constat, per utramque sententiam eadem erit utriusque ratio. Differentia igitur solùm esse potest quasi materialis, quia faciliùs et frequentiùs solet de hàc mente principis constare per sententiam definitivam quàm per interlocutoriam. Atque hoc modo intellecta communis sententia verissima est.

16. Duo autem addenda occurrunt, unum est, necessarium semper esse ut ex verbis sententiæ constet, latam esse non solùm ex arbitrio prudenti et opinativo, ut sic dicam, sicut ferri solet ab inferioribus judicibus, sed etiam ex potestate et voluntate dicendi, et stabiliendi certum jus; nam alioqui privata sententia non sufficiet, ut confirmatio supra facta rectè probat, in quo etiam benè sentit Covarr. Hoc autem, ut dixi, frequentiùs contingit, quando princeps fert sententiam, interpretando aliquam legem propriam, vel æqualis, aut inferioris. Quando verò non interpretatur, sed condit novum jus, tunc necesse est ut hoc expressiùs significetur in sententiâ, quia sententia de se non est constitutiva juris, sed declarativa, quia de se cadit in factum præteritum, vel jus acquisitum, seu præexistens inter partes litigantes ; judicium autem cadens in præteritum, ordinariè est declarativum potiùs quàm constitutivum juris, nisi aliud explicetur. Unde sæpè etiam contingere potest, ut princeps per talem sententiam non interpretetur jus humanum, sed naturale; et tunc magis dubium erit an talis sententia legem constituat, quia princeps non habet majorem potestatem interpretandi jus naturale, quàm ratio ejus probaverit. Quia in hoc magnum est discrimen inter interpretationem legis naturalis et civilis : nam interpretatio legis civilis procedit non solùm ex scientiâ, sed etiam ex potestate et voluntate, quæ facit esse certam interpretationem, etiamsi minùs consentanea sit prioribus verbis, vel tantam mutationem facere, ut jus antiquum mutare videatur. Non est autem ita in interpretatione juris naturalis; procedit enim solùm ex vi rationis, quæ interdùm non est evidens, sed tantùm probabilis, et ideò non tam facilè datur cum obligatione et præcepto sequendi illam, et ideò oportet, ut in modo ferendi sententiam clariùs de hoc præcepto et obligatione constet. Et tunc si sententia principis apertum errorem contra justitiam vel rationem naturalem non contineat, illi standum est, quando per modum regulæ, et animo obligandi latam fuisse constiterit.

17. Alterum addendum erat, necessarium esse, ut talis sententia sufficienter proponatur, seu publicetur tanquàm communis regula decidendi similes causas, quia, ut dicemus, hoc pertinet ad complementum legis ? Magis autem spectat ad promulgationem legis, de quâ statim dicemus, quàm ad editionem seu constitutionem ejus, de quâ nunc tractamus. Unus autem modus magis usitatus constituendi talem sententiam in statu legis esse solet, quando inseritur in corpore juris, ut sumitur ex l. 1 c. de novo Codice faciendo, § penult. in fine, et in jure canonico est id maximè usitatum, ut infra videbimus. Non videtur autem hic modus publicationis adeò necessarius, ut nullus alius possit sufficere, quia nullo jure id cavetur, nec ex naturâ rei sequitur. Poterit ergo alio modo sententia aliter per publica rescripta, vel per publicam famam evulgari, ita ut in ratione legis constituatur, in quo cum proportione servandum erit, quod infra de promulgatione legis dicemus.

18. Quæri autem solet, an hoc intelligendum sit de sententiâ solius imperatoris, vel etiam aliorum inferiorum. Nam Glossa l. 1, ff. de Feriis, verb. *Derogare*, significat sententiam inferiorum magistratuum non facere legem, et loquitur in particulari de prætore, ubi id notat Jason numero 23, cum Angelo, et multis aliis, qui limitationem extendunt ad reges et alios inferiores principes, etiam habentes potestatem condendi leges. Et hoc etiam

secutus est Felin. in dictâ Rubr. de Rescript. Contrarium autem docuit idem Angel. in l. *Item veniunt*, § *Cæterùm*, ff. de Petit. hæredit. quem Jason supra, et in dictâ l. 1 de Const. princ. n. 6, posteriori loco refert, et non improbat. Felin. verò priùs reprobat, postea ex parte illius sententiam admittit, scilicet, quando sententia inferioris potentis condere leges in territorio suo, inserta est, inter constitutiones ejus. Sed hoc pertinet ad modum promulgationis, et supponit potestatem ferendi legem per sententiam : hoc autem posito, non est cur modus promulgationis limitetur ad illum modum magis in his inferioribus quàm in imperatore, servatâ proportione.

19. Quocirca distinctione utendum esse censeo, quâ positâ facilè intelligetur in quo sensu locum habere possit prior sententia, et quomodo Angelus docuerit contraria. Primò ergo si magistratus inferior, qui sententiam profert, non habeat potestatem condendi leges, clarum est multò minùs posse legem ferre, ferendo sententiam; tum quia semper est defectus potestatis ; tum etiam, quia modus ferendi legem per sententiam nihil habet speciale, sed potiùs pertinet ad extensioeum quamdam potestatis.

20. Deinde si is, qui tulit sententiam, potestatem habeat condendi legem, subdistinguendum est, quia vel est supremus princeps, non recognoscens superiorem in temporalibus, ac talis, ut non obligetur jure communi civili, seu imperialibus legibus. Et in illo procedit doctrina non minùs quàm in imperatore, sive ille sit rex, ut Hispaniæ, Galliæ, etc. sive dux supremus, sive respublica, ut Veneta, de quâ videtur loqui Angel. in posteriori loco supra allegato. Ratio autem est, quia doctrina data non fundatur in speciali dignitate imperatoris, aut regis; sed in jurisdictione legslativâ supremâ : nam ad omnem principem vel legislatorem habentem talem jurisdictionem, æquè spectat interpretari suam legem, ac condere, et potest per sententiam illam interpretari, sicut potest imperator, vel ferendo sententiam potest per illam legem condere, si velit, et id declaret; quis enim, aut quid prohibet.

21. Denique talis esse potest princeps, qui fert sententiam, ut licet possit legem ferre, superiorem nihilominùs habeat, cujus commune jus servare tenetur, et solùm ex concessione ejus possit aliquas leges condere, non contrarias juri communi. Et de hujusmodi sententiâ iterùm distinguendum est : nam si illa contineat interpretationem juris communis supremi principis, non poterit inducere legem, etiam pro particulari territorio inferioris principis. Quia non spectat ad illum interpretari legem superioris, etiam pro suâ provinciâ; tum quia esset in præjudicium superioris, tum etiam quia lex unica est pro toto regno superioris, ideòque unum universalem debet habere sensum, quem non potest dare inferior cum auctoritate : aliàs possent plures ex similibus inferioribus variis et contrariis modis interpretari legem pro suis provinciis. Unde constat, multò minùs posse talem sententiam, si sit contra jus superioris, habere vim legis privatæ, seu municipalis; tum quia non est concessum illi inferiori legislatori contra jus commune regni præcipere, ut supra ostensum est; tum etiam quia nec talis sententia justa esset, utpote juri contraria. Et in hoc sensu videntur locuti auctores ponentes discrimen inter supremum vel inferiorem. Quod etiam significavit Gregorius Lopez in l. 9, tit. 18, part. 3, n. 9, ubi ait quòd licet in supremo senatu fuerit judicatum, contra jus commune regni non est curandum, quia magistratus non potest inducere stylum in derogationem juris communis, et sumitur ex l. *Nemo*, C. de sentent. et interlocution. omnium judicum. At verò si talis sententia esset juri communi regni conformis, et aliquid adderet ad juvandum, vel magis confirmandum illud jus, quoad id posset legem particularem inducere, quia in hoc potest inferior legem ferre circa eamdem materiam cum lege superioris, ut supra cum communi sententiâ dictum est. Et eâdem ratione, si sententia talis principis inferioris versetur in materiâ circa quam nulla est lex superioris, in eâ locum habebit doctrina data, nec oportet distinctionem facere inter hæc inferiorem et supremum, quia in hujusmodi sententiâ se gerit ut supremus, et quia potest uti suâ potestate legislativâ in tali materiâ, et per sententiam potest satis explicare se velle illâ uti, et stylum se regulam inducere.

22. Tandem dubitari hìc potest an quod dictum est de sententiâ, locum habeat in rescripto seu epistolâ principis, quòd nimirùm vim habeat legis, quod maximè locum habet, quando per tale responsum interpretatur aliquam legem, vel suam vel naturalem, idemque erit, si rescribat, statuendo quid servandum sit in aliquo negotio, vel dubio. In hoc enim Barth. in l. 2, C. de legib. negat rescriptum principis

constituere generalem legem, et in hoc differentiam quamdam constituit inter epistolas pontificias et regales, sed de pontificiis postea suo loco dicemus. Sequitur Decius in Rubr. de Rescrip. in princip. et Paul. de Castro in l. 1, ff. de Constitut. princip. Fundantur in dictâ l. 2, C. de Legib. ibi, *vel consultatione*. Verius tamen est idem esse dicendum de Epist. vel rescripto interpretante dubium, quod de sententiâ. Quod docent Jason, Angel. Felin. et alii supra citati, et videri potest Burgos de Paz in Prœm. ad leges Taur. n. 450, et sumitur ex dictâ lege ult. C. de legib. in secundâ parte ejus, et est expressum in dictâ l. 1, ff. de Constit. princ. ibi: *Quodcumque imperator per epistolam et subscriptionem statuit, vel edicto præcipit, legem esse constat*. Hoc autem intelligendum et declarandum est modo dicto de sententiâ: nam est eadem ratio de quolibet responso principis, quod directè decidit aliquod dubium, constituens illud responsum tanquàm regulam operandi; oportet autem ut non sit concessum in peculiarem favorem, vel privilegium alicujus personæ, vel ob particularem circumstantiam occurrentem, et ita eodem modo conciliantur jura civilia, ut dictum est.

CAPUT XVI.

Quæ promulgatio necessaria sit ad perfectam constitutionem legis civilis.

1. Superest dicendum de tertiâ solemnitate legis, quam subsequentem appellavimus, comparatione factâ ad voluntatem principis, et exteriùs scriptam vel declaratam aliquo signo sensibili, exteriùs indicante illam, et circa quam suppono inprimis, non esse satis privatam principis locutionem seu expressionem, ut lex jam lata censeatur, donec voluntas et jussio principis solemni ritu edita, et subditis proposita sit: hoc enim et utroque jure humano est constitutum, ut supra libr. 1, cap. 11, ostensum est, et ipsa legis natura postulat. Tum quia est regula operationis, ad quam tota communitas se debet conformare: non potest autem habere talem rationem communis regulæ, nisi publicè sit edita, ita ut à totâ communitate observari possit. Tum etiam quia lex est signum voluntatis principis, quâ vult totam communitatem movere et obligare; ergo oportet ut tale signum publicum sit. Unde fit conditionem hanc ita esse necessariam et intrinsecam legi humanæ, ut non possit princeps, etiamsi velit legem condere sine aliquâ publicatione communitati accommodatâ, et de se sufficiente, quamvis modum ejus variare possit. Quia illud prius, generatim et absolutè sumptum est jure naturali necessarium, ut ostensum est. Estque communis sententia omnium quos referemus. Solùm inveni apud Selvam, de Benef. q. 22, n. 14, quòd sine scripturâ, *sine publicatione valet lex, et ligat statim, si conditor velit*, et citat Glossam in Clement. 2 de Hæreticis. At verò illa Glossa in verb. *Ex tunc*, non dicit sine publicatione, sed statim à promulgatione, quod longè diversum est, ut infra declarabo. Neque aliter loquuntur doctores in Rubr. de Constit. quos etiam Selva refert. Unde etiam ille fortè in eodem sensu locutus est, per publicationem intelligens illam quæ longo tempore, vel certâ solemnitate fit: hæc enim potest per principem immutari, ut dicemus. Explicandum verò est quæ et qualis debeat esse hæc solemnitas, seu publica propositio, quæ solet communiter promulgatio vocari.

2. In quo Panormit. in cap. 1 de Postulat. Prælat. n. 10, distinguit inter solemnem editionem, et publicam promulgationem, et priorem putat sufficere ad substantiam et obligationem legis, sine secundâ, quia in illo textu dicitur sub disjunctione: *Solemniter editur, aut publicè promulgatur*. Unde ait constitutionem obligare statim ac solemniter in publico consilio editur, antequàm sit publicè promulgata, ac subinde promulgationem publicam solùm requiri, quando lex sine solemnitate edita est. Meliùs tamen dicitur illa duo verba æquipollentia esse, et particulam, *aut*, positam esse pro, *seu*, ut frequenter fit. Unde fieri non potest ut lex humana incipiat esse lex, et vim obligandi habeat priùs quàm sit aliquo modo promulgata publicè. Nam si dicatur dicta solemniter, solùm quia in publico consilio regis, aut senatorum reipublicæ conscripta vel definita est, hoc non est satis ut sit lex, vel ut obligare incipiat etiam præsentes et scientes; quia solemnitas requisita ad legem, non tantùm est ex parte conditorum, sed etiam in ordine ad communitatem, et ideò non est lex, donec respectu communitatis habet statum legis, nec incipit obligare singulos, donec possit communitatem obligare. Quod optimè explicatur in legibus editis in generali concilio: nulla enim potest esse solemnior editio ante promulgationem, et nihilominùs non sufficit, nisi sequatur promulgatio. Quamvis ergo lex sit edita in regio concilio, et ibi omnium ore prolata, vel eorum auctoritate scripta, et imò licet sit

typis mandata, nondùm est lex, donec aliquo alio modo publico sit communitati proposita, et hanc vocamus promulgationem. Si verò solemnis editio legis sit in conspectu totius populi, ut Panormitan. loqui videtur, tunc solemnis editio includit promulgationem : immeritòque distinguuntur. Nunquàm ergo editio legis habet solemnitatem regis requisitam sine promulgatione; neque è converso promulgatio esse potest sine solemni editione, quia vel cum illâ fit, vel certè additur editioni legis priùs factæ, et solemnizat illam (ut sic dicam). Et ideò ubi illa duo distinguuntur, et diversis actionibus ac temporibus fiunt, necesse est ut utrumque concurrat. Et ita sentit Innocent. dicto cap. 1, num. 6 ; et Hostiens. num. 21 et 22, et alii qui copulativè intelligunt textum illum ; nos autem utrumque sub nomine promulgationis vel solemnis editionis comprehendimus.

3. Ut autem explicem clariùs (1) qualis promulgatio sufficiat, ac necessaria sit, distinguo inter promulgationem et divulgationem legis. Promulgationem appello illam publicam propositionem seu denuntiationem legis, quæ fit aut voce præconis, aut affigendo legem scriptam in publico loco, aut alio simili modo. Divulgationem autem appello applicationem illius primæ promulgationis ad notitiam, vel aures subditorum absentium, qui aut legere, aut audire primam illam promulgationem non potuerunt; utrumque ergo explicandum est; nam re verâ utrumque potest esse aliquo modo necessarium, et in utroque oportet aliquos dicendi modos extremè contrarios cavere.

4. Dico igitur primò. Ex naturâ rei non est positivè determinata certa solemnitas, vel promulgatio publica, sed hæc in legibus civilibus ex ipsomet jure civili, vel ex receptâ consuetudine, vel ex voluntate expressâ legislatoris determinanda est. Prima pars per se nota videtur, quia ex jure naturæ solùm habemus quod hactenùs diximus, legem humanam debere esse communitati sufficienter propositam; modus autem hujus sufficientiæ non est ex naturâ rei definitus ; ergo determinatio ejus non potest ex solâ ratione naturali determinari. Addidi autem non posse positivè determinari, quia negativè aliquid designari potest in particulari, quod ad promulgationem legis necessarium non sit, ut v. g., quod singulis subditis in particulari intimetur, necessarium non est, ut expressè dicitur in c. 1, de Postul. Prælat. ubi omnes id notant, non tanquàm in jure tantùm positivo præscriptum, sed ut ex naturâ rei consequens ; tum quia lex per se respicit communitatem, et ideò respectu illius postulatur necessaria promulgatio, non respectu singulorum ; tum etiam quia illa legis intimatio particularis ad singulas personas est moraliter impossibilis, et ex accidenti potest in multis impediri ; lex autem considerat ea quæ sunt per se, et quæ moraliter sufficiunt, et ideò licet particularis notitia, vel ignorantia legis possit requiri ad accusationem, vel excusationem uniuscujusque personæ : nihilominùs sufficiens promulgatio legis ex his circumstantiis non pendet. Sic ergo quoad aliquam negationem habet determinationem hæc promulgatio legis, scilicet, ut generalis sit, et modo publico fiat absque intimatâ privatione : quoad illum autem modum publicum non habet positivam determinationem hæc promulgatio ex solâ rei naturâ

5. Unde facilè colliguntur aliæ partes, quia de facto semper necessarium est, ut hæc promulgatio determinato modo fiat, qui ad legem constituendam et requiratur, et sufficiat; aliàs nunquàm posset subditis constare, quando lex sit sufficienter constituta, ita ut obliget : ergo, cùm hoc non sit ex naturâ rei determinatum, oportet per hominem potestatem habentem constitui ; ergo quoad leges civiles maximè id fieri potest per jus civile, juxta quod fieri debent hujusmodi leges, vel per consuetudinem quæ ad legem introducendum sufficit, ut infra dicemus, vel per voluntatem legislatoris : nam sicut potest legem ferre, ita et modum ejus determinare, ut statim dicemus.

6. Declarandum ergo superest quæ certa

(1) In Galliâ legis promulgatio fit per illius insertionem in tabulas legum (Bulletin des lois) ; hæc autem promulgatio publica censenda est, nempe, in Præfecturâ in quâ Rex suam sedem habet, unâ tantùm die postquàm ex regiâ Typographiâ delatæ sunt tabulæ legum ad Ministrum pro justitiâ, qui diem receptionis scripto consignari curat. In cæteris verò præfecturis, promulgatio est publica post idem temporis spatium, cui addideris totidem dies quot sunt dena myriametra, seu 20 leucæ circiter, inter præfecturæ cujusque urbem principalem et locum ubi promulgatio legis primùm facta fuerit. Vide art. 1. Cod. civ., et art. 1, 2, 3, Decreti regii 27 septembris 1806. Attamen, si Regi, in certis rerum circumstantiis, vel in certis locis, promulgationem magis accelerandam esse visum fuerit, tunc præfecti, statim post receptam legem, seu edictum regium, illam typis mandari decreto statuunt, et locis publicis affigi ; ex quâ quidem publicatione lex executionem suam sortitur. Art. 1 et 2 decreti regii 11 januarii 1807.

solemnitas promulgationis nunc sufficiat, vel necessaria sit pro legibus civilibus, et quo jure sit determinata. Et in particulari solet dubitari, an sufficiat unica promulgatio in curiâ principis, vel in metropoli totius regni, vel plures requirantur, et quot. Ut autem ad hoc clarè respondeamus, operæ pretium erit distinguere duplices leges. Quædam sunt inferiorum communitatum, seu minùs universalium, aliæ amplissimarum communitatum. Sub priori membro comprehenduntur municipales leges civitatum particularium; item leges unius provinciæ, vel etiam unius parvi regni, in quâ una tantùm est principalis civitas, seu metropolis, quæ est veluti caput omnium aliorum populorum. Sub alio capite continentur leges quæ feruntur à supremo principe habente sub se latissimam ditionem. Quod dupliciter contingit, uno modo per unionem plurium provinciarum in uno regno, ita ut singulæ provinciæ per se componant aliquo modo unum corpus, et unaquæque habeat suam civitatem præcipuam, et quasi metropolitanam, licet ex illis omnibus provinciis unum regnum coalescat, quod iisdem legibus gubernatur, et moraliter est quasi unum, et per se indivisibile. Quando autem provinciæ ejusdem regni censeri debeant esse ita distinctæ, et habere distincta capita provinciarum, ex usu et moribus populorum, et consueto regimine, et æstimatione illarum, credimus esse accipiendum. Alio modo contingit ditionem regiam non solùm ex multis provinciis, sed etiam ex multis regnis constare, quæ non habent inter se moralem unitatem per se, sed solùm per accidens in unâ personâ ejusdem regis, ad quem vel per successionem, vel alio titulo per accidens devenerunt: exempla omnium istorum membrorum inveniri possunt in imperio Hispaniæ, in quo sub uno principe sunt plura regna inter se distinctissima, quæ aliam unionem non habent, nisi in unâ personâ regis. Ex his autem regnis quædam sunt particularia, quorum singula unam habent metropolitanam civitatem, ut videtur esse Neapolitanum, regnum Aragoniæ, Valenciæ, etc.; aliqua verò sunt ampliora, ut Castellæ regnum, quod provincias valdè distinctas, et quasi metropolitanas complectitur, et hujusmodi etiam videtur esse regnum Galliæ, et similia.

7. De legibus ergo prioris ordinis omnes conveniunt sufficienter promulgari unicâ solemni publicatione factâ in curiâ, vel præcipuâ civitate, vel in loco secundùm morem patriæ consueto. Ratio est, quia illa sufficit ut lex dicatur publicè, ac solemniter edita, et ut moraliter valeat per totum territorium, seu districtum evulgari; ergo ex naturâ rei non potest cum fundamento aliquid ampliùs postulari: nec etiam jure positivo aliud præscriptum invenitur; ergo hoc sufficit. Et confirmatur, quia aliàs oporteret in singulis civitatibus vel populis promulgari, quia si una promulgatio non sufficit in capite, non est major ratio, cur exigatur in quibusdam quàm in omnibus aliis populis. Consequens autem est planè falsum, ut constat, tum ex usu, tum quia lex per se respicit communitatem et ita satis est, quòd toti communitati semel publicè proponatur. Et quâ ratione dicebamus supra non requiri privatam intimationem respectu personarum, vel familiarum, eâdem ferè ostendi potest non esse necessariam respectu singulorum populorum unius privatæ ditionis, sive civitatis, sive provinciæ particularis regni. Hæc autem intelligitur per se, et nisi in ipsâmet lege aliud præscribatur: nam interdùm id poterit expedire, et non est dubium quin fieri possit, et sæpè fiat, ut ex dicendis constabit, tam in præsenti quàm in legibus canonicis.

8. De legibus autem secundi ordinis sunt variæ opiniones. Prima affirmat in illis legibus necessarias esse plures promulgationes, quæ fiant in capitibus regnorum vel provinciarum, et factam in unâquâque metropoli solùm pro suâ provinciâ sufficere, vel si fiat in curiâ regis, solùm sufficere pro illâ provinciâ cujus est caput, vel in quâ existit. Ita tenet Glossa in authenticâ, ut facta novæ constitut. collat. 5, verb. *Hujusmodi lex,* et sequitur ibi Batholus, et Baldus in lege *Leges Sacratissimæ.* Codice de Legib. Joannes Andreas. Data sexti, Panormitanus capite secundo, de Constitut. numero septimo, et ibi Felinus numer. 7, et alii ibi, et Navarrus consil. 1 de Constit. quæstione quartâ, numer. 19 et 20. Soto lib. 1 de Justitiâ, quæstione primâ, artic. quarto; Angel. verbo, *lex,* quæstione sextâ, numero primo; Armilla numer. 11; Rosell. numero octavo; Ludovicus Gomez in Proœmio ad Regulas Cancell. quæstione secundâ, qui aliter sentiunt de legibus canonicis, de quibus sequenti libro dicemus. Fundata est hæc sententia in Authenticâ, *Ut factæ novæ constitutiones, et cæter.* quam omnes ita intelligunt; imò Navar. ait, hanc sententiam potissimùm fundari in jure scripto.

9. Difficultas verò contra hanc sententiam est, quia lex illa non est universalis pro om-

nibus legibus, sed solùm pro legibus disponentibus circa testamenta, quomodò condenda sint, et cæt., ut patet ex cap. 1 ejusdem authenticæ ibi : *Sancimus igitur ex illo nostras constitutiones, quæ pro testamentis fiunt, valere, ex quo in commune factæ sunt manifestæ ; in provinciis autem, ex quo directè per metropolitas palam factæ sunt.* Ex quibus satis constat, ex vi verborum constitutionem esse restrictam ad talem materiam. Nec verò eam licet extendere propter similitudinem rationis ; tum quia fortè non est similitudo rationis, quia testamentorum causæ sunt magis piæ, et in eis poterat esse magis nociva ignorantia legis obligantis, vel irritantis testamentum, et plures lites ob illam causam oriri poterant in illâ materiâ quàm in aliis ; tum etiam quia imperator ibidem semper reddit rationem ex peculiari causâ ultimarum voluntatum. *Non enim volumus* (ait) *deficientium infringi voluntatem,* tum denique quia illa extensio per similitudinem rationis rarò aut nunquàm in legibus admittenda est, ut infra dicemus. Unde propter hanc objectionem Vasquez 12. Disput. 156, cap. 2, dicit frustra Jurisperitos extendisse Authenticam illam ad omnes leges imperatorum, cùm de solis testamentorum legibus disponat, solùmque per argumentum à simili extendisse legem illam sine sufficiente fundamento.

10. Verùmtamen jurisperiti non tantùm similitudinem rationis, sed etiam verba Rubricæ illius authenticæ considerârunt, ut apertè constat ex Glossâ ibi, quia verba Rubricæ generalia sunt, scilicet : *Ut factæ novæ constitutiones post insinuationes earum, post duos menses valeant.* Quæ rubrica, ut ex ipsius verbis constat, est ex illis quæ à Juristis dicuntur perfectum sensum reddere, de quibus est apud illos dogma receptum, habere textûs auctoritatem in his, *In quibus nigro non repugnat,* ut ipsi loquuntur, id est, in his quæ non sunt contraria legibus sub rubro contentis. Unde concludunt, etiamsi lex strictiùs loquatur, extendendam esse juxta generalitatem Rubricæ, quando non est repugnantia, nec absurdum aliquod sequitur. Hæc regula sumitur ex Glossâ. 1. et Doctoribus in dictâ authenticâ, et in leg. 1 c. de Capitat. civium, et cæt. lib. 11, et in leg. 1 C. *Ne fide jussores,* vel. mandat. dot. dentur, ubi Glossa Magist. circa finem, et ex Anton. de Butrio in Proœmio Decret. Jason, et Decio in lege primâ ff. si certum petatur, et aliis quos refert, et sequitur Albertus Brunus tractat. de Stat. exclud. form. articul. 8, num. 95 ; et Joannes Bonius tractatu de Statutariâ urbis præscriptione Glossa 19, numer. 61 et sequentibus, et Rolandus à Valle in quæstionibus de Lucr. dotis quæstione nonâ. Ubi addit generalitatem Rubricæ sufficere ad decisionem causæ non obstante locutione legis magis restrictâ, quia Rubrica potest pro textu allegari, juxta notata per supra dictos doctores.

11. Hi verò doctores omnes nullam aliam probationem asserunt præter communem ipsorum consensum, et quasi traditionem, quæ in interpretatione jurium magnam sine dubio habet auctoritatem : nam si consuetudo est optima legum interpres ; ergo et hæc tot et tantorum doctorum testificatio, quæ consuetudinem necessariò habet adjunctam, sive illam induxerit, sive de illâ testificetur. Videntur autem dicti auctores supponere rubricas juris civilis esse eorumdem imperatorum, seu Jureconsultorum, quorum sunt leges, quod fundari potest in l. 1. ff. si certum det ; et fortassè in aliis. Unde dicere solent iidem doctores, Rubricas Decreti non habere auctoritatem, quia non sunt ab auctoribus canonum, sed à Gratiano vel aliis ; ita notant Joannes Andr. et Anton. in Procem. Decret. Ex hoc autem principio, valdè probabili illatione colligitur rubricam reddentem sensum perfectum habere legis auctoritatem, et non limitari per textum regulariter loquendo, nisi necessitas cogat, ne credatur talis tituli auctor frustra generalem illam propositionem protulisse ; sed potiùs leges specialiùs loquentes esse veluti membra illius generalitatis, vel quasi materialia exempla, in quibus cernitur, quod in Rubricâ generaliùs continetur.

12. Hoc ergo principium negari non potest à theologis cum probabilitate, quia in his quæ rationi contraria non sunt, nec legibus repugnant, multùm habet ponderis communis consensus peritorum in suâ propriâ scientiâ ; præsertim cùm sit illud principium per se verisimile et consentaneum rationi. Ex illo autem optimè infertur in præsenti, dictam authenticam extendendam esse ad omnes leges civiles, quia titulus Rubricæ generalis est, et sensum reddit perfectum, et ita habet textûs auctoritatem, et per illam explicanda est authentica, sicut unum jus per aliud explicatur. Ubi etiam considerari potest, quod notat Bald. Perusi tract. de Statut. verb. *Rubrica,* quoties Rubrica incipit per, *ut,* aut per, *ne,* decidere et habere vim textûs, quia completum sensum reddit ; ergo tunc per illam rectè textus explicatur.

Confirmatur hoc primò, quia in materià hujus authenticæ hæc extensio favorabilis est : si autem considerentur allegati auctores, etiam in materiis odiosis, et stricti juris illam doctrinam admittunt; ergo à fortiori est ad hanc authenticam applicanda. Confirmatur hoc secundò, quia alia pars illius constitutionis, quæ est de dilatione duorum mensium, generaliter intelligitur, ut infra videbimus, et sumitur ex quâdam Bullâ Pii IV, super declaratione temporis observationis concilii Tridentini, ibi : *Jure communi sancitum est, ut constitutiones novæ non nisi post certum tempus obtineant;* nullibi enim invenitur sancitum, nisi in illâ authenticâ ; ergo intellexit pontifex illam legem absolutè de novis constitutionibus, et non tantùm de pertinentibus ad testamenta. Denique non repugnant verba authenticæ, quia licet occasione testamentorum sit facta, et ideò de illis legibus in particulari loquatur, non est id tamen materialiter intelligendum, sed quasi gratiâ exempli, et formaliter sumendum est quod lex intendit, juxta Rubricam, quam auctor ejus proposuit. Cui intentioni consonant nonnulla verba, quæ rationem generalem indicant, ut sunt illa : *Cur enim culpabimus eos qui positas nostras ignoraverint constitutiones, si* (ut infra dicit) *eò quòd non fuerunt sufficienter propositæ ignorantur?*

13. Dicendum ergo est vi juris communis imperialis, seu civilis necessariam esse promulgationem legis in civitatibus provinciarum, aut regnorum, ut in singulis provinciis lex obliget, nec sufficere unam publicationem factam in curiâ principis. Ratio est, quia ita statutum est jure imperiali modo declarato, juvante etiam consuetudine imperii. Congruentia verò magna profectò est, ut hoc modo meliùs possit lex innotescere, et vitentur magna incommoda, et jurgia, seu lites, quæ ex ignoratione legis propter distantissimam promulgationem possunt provenire. Addunt Juristæ congruentiam, quia imperator non habet curiam stabilem, et immobilem, sed facilè hùc atque illùc transfertur, et ideò non potest esse tam certa et universalis promulgatio, quæ in illâ fit, præsertim pro regnis vel provinciis distantibus, quæ et magnam morum dissimilitudinem, et parvam communicationem inter se habere solent. Atque hinc fit ut omnes inferiores principes temporales, qui subduntur imperio et legibus ejus, juxta hanc regulam et conditionem leges suas particulares ferre teneantur, quia non possunt statuere contra jus commune, nisi consuetudine vel speciali jure sibi concesso exempti sint, ut supra est declaratum. Unde etiam fit, ut, licet hoc jus sit ordinarium, in aliquibus casibus possit sufficere alius modus promulgationis, ut quando lex fertur per sententiam, vel epistolam principis, quia secundùm aliud commune jus sufficit illam publicari successu temporis per publicam notitiam et famam, vel per incorporationem in commmuni omnibus satis notam, vel alio simili modo, qui vel consuetudine, vel aliquâ lege approbatus sit.

14. Tandem ex dictis colligitur hæc non habere locum in his regibus qui non subduntur legibus imperii, quia eos non obligat dicta authent.; oportet ergo consulere proprium regem, vel consuetudinem. Nam jure civili regio statui potest, ut una promulgatio in curiâ, vel in loco à rege designato sufficiat, quia (ut dixi) hoc non est contra jus naturale, non solùm quoad diversas provincias unius regni, sed etiam quoad varia regna, quæ tantùm ex accidenti sub uno rege militant. Regulariter autem credimus non ita fieri, quia raró etiam, vel nunquàm una, eademque lex simul pro omnibus regnis hujusmodi fertur. Quamvis ferri non repugnet, si alioqui pro omnibus justa sit. Nam de potestate absolutâ regis posset unâ publicatione pro omnibus regnis in curiâ regiâ publicari, quia non est intrinsecè injustum, nec contra naturam legis. Interdùm verò esse potest contra specialem institutionem, et forum alicujus regni, quod rex servare tenetur, quia sub eâ conditione videtur potestatem accepisse. Et generatim loquendo, convenientius est ut promulgatio suavi modo fiat in unoquoque regno. Intra idem autem regnum faciliùs potest una promulgatio sufficere pro omnibus provinciis, quia major est convenientia et communicatio inter illas. Unde in rigore id sufficit, nisi aliud sit consuetudine introductum. Quid autem de legibus canonicis censendum sit, lib. sequenti dicemus.

CAPUT XVII.

Quando et quomodò incipiat obligare ex naturâ suâ lex civilis, postquàm est sufficienter promulgata.

1. Quamvis lex in aliquo loco promulgata, consequenter sit in suo esse sufficienter constituta, et habeat vim ad obligandum, non inde statim constat, posse subitò totam regionem, pro quâ fertur, obligare. Nam licet agens sit in se perfectè constitutum cum ple-

nâ virtute agendi, non semper potest statim ac subitò operari in propinquis, et remotis partibus sphæræ suæ. Ob hanc ergo causam de lege jam sufficienter constitutâ inquirimus, an statim obliget in totâ suâ spherâ, vel quâ successione suam obligationem quasi diffundat. Suppono autem in præsenti solùm esse sermonem de lege præcipiente ut sic, quantùm ad effectum obligandi vel cogendi, quia de aliis effectibus irritandi actus, inhabilitandi personas, et revocandi priores leges, dandi, vel auferendi privilegia, sunt peculiares difficultates, quæ infra suis locis tractandæ sunt. Potest autem quæstio hæc tractari vel ex solâ rei naturâ, et secluso omni jure positivo, omniumque speciali voluntate legislatoris, vel adjunctâ hâc voluntate, aut communi jure positivo.

2. Primò igitur, loquendo ex naturâ rei, est opinio multorum, legem humanam statim ac publicè promulgatam in loco competente, obligare in toto territorio, in quo potest obligare juxta potestatem et jurisdictionem legislatoris, nisi per ipsum legislatorem suspendatur, vel differatur obligatio. Hoc videntur supponere communiter doctores statim citandi, qui temporis dilationem in hâc obligatione juxta voluntatem legislatoris, vel jus positivum putant esse regulandam; nam inde inferri videtur, seclusâ hujusmodi quasi suspensione positivâ, legem de se statim ubique obligare. Et ratio esse potest, quia lex sufficienter promulgata est perfecta lex, et habet omnia requisita ad obligandum, et est quasi agens naturale, quod statim agit, quantùm potest. Atque hinc à fortiori sequitur, si legislator expressè declaret, se velle statim obligare sine ullâ morâ à promulgatione, statim obligare illo modo, quia si taciturnitas, vel negatio suspensionis sufficit, ut lex obliget propter indefinitam et absolutam, ut sic dicam, voluntatem legislatoris; multò magis sufficiet illa voluntas ita expressa. Et è contrario etiam fit optimum argumentum; nam legislator potest hoc modo obligare, si id expressè velit, et declaret; ergo ille modus obligandi non est contra rationem naturalem; ergo eo ipso, quòd lex per voluntatem humanam non limitetur, nec impeditur, absolutè lata et promulgata ita obligavit. Atque hoc modo possunt etiam pro hâc sententiâ citari auctores dicentes, leges positivas expressè dicentes, *ex nunc*, vel *ex tunc*, aut aliquid æquivalens, post promulgationem statim obligare omnes, seu in toto territorio. Quod tenet Gloss. in Clement. 2 de Hæretic. verb. *ex tunc*, quam ibi sequuntur doctores, et Panormitanus in cap. 2 de Constit. n. 7, et ibi Felin. n. 7 Limitat. 5; Decius Imola, et alii, et Navar. consil. 1 de Constit. quæst. 4, num 15, et in Summâ cap. 25, n. 44.

3. Hæc sententia sic intellecta, ut explicata est, mihi semper difficilis visa est, quia planè videtur excedere potestatem legislatoris, et esse supra conditionem legis humanæ, quòd statim obliget ab instanti promulgationis pro toto territorio, seu principatu legislatoris; ergo ex naturâ rei non potest ita obligare; ergo non solùm absolutè lata non ita obligabit, verùm etiam si legislator id velit et declaret, non id efficiet, quia excedit potestatem; imò idem est cum proportione, etiamsi concedatur dilatio temporis, si illa sufficiens non sit. Declaratur antecedens, quia ad actualem obligationem legis per se est necessaria notitia ejus; ergo ut possit obligare, necessarium saltem est, ut per se loquendo possit ad notitiam devenire : nam ubi non est potestas ad media, neque etiam ad finem erit. Sed fieri non potest, ut factâ promulgatione in uno loco, lex statim sciatur ab omnibus subditis, et in toto loco jurisdictionis; ergo impossibile est ut lex statim obliget, nec ante elapsum sufficiens tempus, intra quod legis notitia in toto territorio, per se loquendo, possibilis sit. Confirmatur et declaratur, quia promulgatio legis, ut dixi, necessaria est ad sufficientem divulgationem; nam hæc requiritur ad obligationem; ergo præter promulgationem concedi debet necessariò, et juræ naturæ tempus sufficiens, in quo fieri possit talis divulgatio post promulgationem; ergo quantumcumque velit legislator statim à promulgatione omnes subditos obligare, non potest, quia repugnat naturali juri. Quomodò enim intelligi potest, ut lex hodiè promulgata Matriti, hodiè etiam obliget habitantes Conimbricæ? planè id videtur supra humanam potestatem, quia per se est impossibile, et non tantùm per accidens, consequi eâdem die notitiam talis legis.

4. Confirmatur secundò, quia eadem est proportio legis ad communitatem unius populi, in quo promulgatur, quæ est ad totam communitatem regni, vel populorum totius territorii, pro quo promulgatur; sed si lex in hoc populo privatim, vel submissâ voce proferatur in aulâ regis, non potest habere

vim obligandi communitatem totius populi, quia non est ita sensibiliter prolata, ut sit accommodata toti communitati talis populi; ergo similiter licet hîc sit promulgata, non satis est, ut possit obligare statim totam provinciam, aut regnum, quia tam impossibile est, legem hîc promulgatam statim sciri in totâ Lusitaniâ, sicut est, legem promulgatam in hoc cubiculo audiri à totâ Conimbricâ. Confirmatur tertiò ex D. Thomâ 1-2, q. 90, art. 4, ad 2, dicente : *Legem obligare in quantùm ejus promulgatio in omnium notitiam per se, vel per alios pervenire potest.* Et addit Cajetan., et meritò, hoc non intelligi de potentiâ logicâ, quæ non implicat contradictionem, sed de politicâ, id est, secundùm ordinem, vel cursum politicum. At publicatio in uno loco facta, non potest humano modo pervenire ad loca distantia; ergo nec lex statim obligat in omnibus illis locis.

5. Propter hæc ad hoc punctum explicandum dico primò : lex sufficienter publicata in loco debito, absque illâ limitatione temporis ex voluntate principis, aut determinatione juris positivi, statim incipit obligare ex naturâ suâ. Hæc assertio est consentanea communi sententiæ propositæ, et probatur sufficienter ex dictis circa illam. Declaratur præterea, quia si legislator non præscribit certum tempus ad obligandum, non est major ratio admittendi tantam dilationem, vel majorem, aut minorem; ergo nulla admittenda est; ergo statim incipit obligatio. Item ob hanc causam in hujusmodi rebus indefinita æquivalet universali, quia aliàs esset indeterminata, ac proinde inutilis. Universalitas autem in præsenti est, ut post promulgationem lex semper obliget; ergo statim obligare incipit. Item hâc ratione votum simpliciter factum, sine designatione temporis, pro quo obligaturum est, incipit statim obligare quantùm est ex se; ergo idem est de lege. Oportet autem in hoc notare nonnullam diversitatem inter præcepta negativa, et affirmativa : nam priora obligant pro semper, et ideò in eis verum est incipere obligare statim, et pro statim : affirmativa verò non obligant pro semper, et ideò licet statim etiam obligare incipiant, non tamen pro statim, sed pro tempore opportuno juxta exigentiam materiæ, et præsumptam, seu probabilem intentionem legislatoris, sicut in exemplo adducto de voto cum proportione dicunt omnes auctores.

6. Dico secundò : Lex sufficienter et absolutè promulgata in uno loco competente, licet statim obligare incipiat, non simul, et in eodem momento obligat in toto territorio, pro quo fertur; sed successivè, et intra tempus moraliter sufficiens, ut notitia legis, et promulgationis ejus per totum territorium diffundatur. Hanc assertionem videntur mihi convincere argumenta facta posteriori loco. Quæ licet videantur esse contra communem sententiam, non militabunt contra illam, si in hoc sensu explicetur, scilicet, ut lex promulgata absolutè, id est, à legislatore non impedita seu suspensa, statim naturâ suâ obliget, ubi moraliter sciri potest, id est, in illo proximo, et præsenti loco; inde verò quasi continuè extendatur obligatio ad loca distantia intra tempus, in quo prudenti arbitrio deferri ad illud potest notitia legis. Quem sensum non existimo esse alienum ab auctoribus allegatis pro priori sententiâ. Navarrus enim, cùm sibi objecisset quarto loco, quia durum est credere, legem Romæ promulgatam intra duos menses obligare Æthiopes, et Indos, respondet, concedendo durum quidem et gravissimum esse dicere, omnes existentes in illis partibus extra Romam peccare contra legem post illos menses. « Sed non esse, ait, durum dicere, quòd « obligantur post tempus, quod vir bonus, sive « judex arbitrabitur esse sufficiens, ut illi, de « quibus quæritur, sciant, attentâ distantiâ « provinciæ, et qualitate legis et frequentiâ « hominum illius provinciæ habitantium Ro- « mæ, et venientium ad eam, et redeun- « tium ab eâ, quod est aptissimum tempera- « mentum dictorum in dicto cap. 2 de Con- « stitut. » Hæc Navarr. Per quæ videtur clarè ita exponere communem sententiam, ut non intelligatur de obligatione, quæ in momento fiat pro omnibus locis distantibus, sed intra tempus prudenter existimandum. Quod profectò satis etiam indicant Panormit. supra, n. 7 et 8, et Felin. n. 7, et Barth. in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et Jur. q. 5. Nam, seclusâ legis determinatione certâ et sufficiente, dicunt, obligationem esse judicandam prudenti arbitrio, juxta tempus moraliter necessarium, ut notitia legis posset ad loca distantia pervenire. Idem videntur sensisse D. Thom. et Cajet. loco allegato; ad obligationem enim legis requirunt, ut notitia legis moraliter pervenire possit, ubi futura est obligatio. Et expressiùs ibi Medin. concl. 5, dixit, leges tunc, et non ante esse sufficienter promulgatas, quando sic propositæ sunt, ut moraliter loquendo in omnium notitiam pervenire valeant.

7. Potest præterea hæc assertio sumi ex cap. 1 de Concess. Præben. in 6, ibi : *Lex, seu constitutio, et mandatum nullos astringunt, nisi postquàm ad notitiam pervenerint eorumdem, aut nisi post tempus, intra quod ignorare minimè debuisset.* Quæ ultima verba notanda sunt : nam in eis satis significat pontifex legem non obligare, nisi post sufficiens tempus elapsum, intra quod moraliter sciri posset : nam illud est, in quo ignorare minimè debuisset. Neque contra hanc assertionem obstat ratio facta in primâ sententiâ, quia licet semel promulgata sit vera lex, et habeat vim obligandi perfectam, non tamen statim, vel simul applicatur sufficienter ad agendum, ut sic dicam, in loca distantia, et ideò debet successivè deferri et applicari. Neque propterea erit necesse, ut singulis provinciis fiat nova solemnis promulgatio (ut sine causâ colligit Medina etiam pro legibus pontificiis, de quibus infra dicemus); nam ex naturâ rei (ut nunc loquimur) sufficit illa prior, et per eos, qui eam audiunt, ad alios distantes deferatur, ut D. Thomas significavit dicens, satis esse, quòd notitia legis per alios possit comparari. Si autem non solùm non fiat nova publicatio in distantibus locis; verùm etiam nec concedatur sufficiens tempus, ut publicatio alicubi facta possit ad loca remota pervenire, non video, quomodò possint homines existentes in illis remotis locis obligari, cùm impossibile illis sit habere illius legis notitiam, et consequenter invincibiliter illam ignorent, non tantùm ex accidenti, sed etiam per se, moraliter loquendo.

8. Ex quibus colligo primò, quòd licet lex dicat *Ex nunc*, vel quippiam simile, non ideò incipit simul obligare in toto territorio, pro quo fertur, quia lex humana sicut non potest obligare ad impossibile, ita nec potest obligare modo impossibili, nec circa talem modum aliquid statuere, quod repugnet cum ratione naturali : ostensum autem est, illum modum obligandi esse impossibilem, et contra rationem naturalem; ergo non posset ille esse sensus talium verborum. Sensus ergo est, ut *ex nunc*, id est, ut statim, ac lex promulgatur in loco debito, sine ullâ morâ obligare incipiat omnes, ad quorum notitiam moraliter devenire potest, et *ex tunc*, etiam extendatur obligatio ad omnes, prout creverit etiam moralis potestas diffundendi notitiam ad omnes. Et ideò dixit Medina supra, promulgationem legis non fieri in instanti, aut in parvo tempore, sed in temporis spatio, quo possit ad notitiam omnium devenire. Quod sano modo intellectum mihi valdè placet : nam licet publicatio prima solemnis brevi tempore fiat, et finiatur physicè, ut sic dicam, tamen non censetur moraliter esse completa, donec sonus ejus possit ad loca distantia pervenire, quod non fit parvo tempore; imò nec certo ac determinato, sed prudenti arbitrio opus est, ut doctores supra allegati dixerunt. Hæc autem intelligenda sunt de obligatione legis, ut in principio dixi : nam si sermo sit de aliis effectibus, ut de irritatione actûs, vel de pœnâ ipso facto incurrendâ, potest esse speciale dubium de sensu illius particulæ, *Ex tunc*, de quo infra suis locis, et paulò inferiùs aliquid adjiciam.

9. Secundò infero, quòd licet legislator in ipsâ lege designet expressè certum tempus, *ut ex tunc* lex obliget, semper est id accipiendum vel quoad inceptionem obligationis, vel quoad illa loca, pro quibus tantum tempus moraliter sufficit; frequentiùsque illa dilatio ponitur ad suspendendam obligationem intra illud tempus, etiam pro illis locis, in quibus lex posset ex naturâ rei obligare à puncto promulgationis, nisi legislator illam restringeret : ut patet ex Authenticâ, *ut factæ novæ constitutiones*, quam statim tractabimus. Et tunc lex incipiet obligare finito illo tempore, simulque obligabit in toto territorio, si tempus illud sit sufficiens ad divulgationem legis per totum illud. Quia hæc est intentio talium legum, et nihil involvit repugnans legi naturali. Et ita sentit apertè Navarr. dictâ q. 4, n. 17. Si verò tempus illud non sufficit pro locis distantioribus, quoad illa servanda est regula data, et extendendum est tempus prudenti arbitrio, quantùm necesse fuerit, ut promulgationis notitia possit ad illas remotas partes pervenire, servatâ proportione ad initium obligationis. Tunc autem tempus illud computandum erit à primâ publicatione legis, quia id sufficit ad consummationem promulgationis. Quæ omnia ex his quæ de jure positivo dicemus clariora fient.

10. Tertiò infero legem indefinitè latam et promulgatam non obligare simul omnes subditos, pro quibus fertur. Ita sentit Navarr. n. 17, dùm ait, ideò juxta jus civile legem non obligare intra duos menses à promulgatione, ut lex non priùs liget quosdam subditos quàm alios; sed omnes incipiat simul obligare, et ita in hoc servetur major æqualitas; ergo per argumen-

tum à contrario, si ex jure communi, vel voluntate principis nulla fiat suspensio, vel determinatio temporis, lex priùs obligabit quosdam, quàm alios, scilicet propinquiores, quàm remotos. Ratio autem est, quia priùs est sufficienter promulgata pro vicinis, seu præsentibus, quàm pro distantibus. Et in eodem sensu dixit Medina supra, posse legem esse sufficienter promulgatam respectu quorumdam, et respectu aliorum non esse satis propositam.

11. Quartò infero, post elapsum sufficiens tempus à solemni publicatione legis, ut ejus notitia per totum territorium moraliter diffundatur, absolutè loquendo obligat in toto illo, et omnes de illo, etiamsi fortassè talis notitia ob incuriam hominum, vel casu aliquo ad plures subditos, vel etiam ad aliquam partem territorii non pervenerit. Hoc planè colligitur ex doctrinâ D. Thomæ supra citatâ, quia ad obligationem legis solùm requirit, ut notitia ejus habeatur, vel possit haberi, sed quando facta est solemnis publicatio, et tempus sufficiens elapsum est, poterat notitia legis ad omnes pervenire; ergo hoc satis est, ut obliget, licet casu non pervenerit. Præterea in illo casu cessat ratio à nobis facta, quia notitia legis non est tunc per se, et humano modo impossibilis; leges autem non considerant ea quæ per accidens sunt.

12. Dices: Quamvis notitia legis potuerit pervenire ad partes remotas, si de facto non pervenit, non obligat subditos ibi habitantes; imò licet illùc pervenerit, non tamen ad omnes personas, non obligat eos, qui nihil de eâ audierunt sine ipsorum culpâ; ergo non satis est potuisse pervenire notitiam legis ad partes illas, vel ad personas, nisi pervenerit. Antecedens patet, quia illi non peccant non servando talem legem, et consequenter non incurrunt pœnam ejus; ergo non obligantur lege. E converso autem si modo aliquo extraordinario, ut per angelos malos, vel bonos aliquis existens in Indiâ sciret, eodem die, vel mense legem promulgatam Matriti, seclusâ omni determinatione positivâ obligaretur illâ lege, et peccaret violando illam; ergo statim à principio est sufficiens virtus ex parte legis ad obligandum æqualiter in utroque casu, si post publicationem habeatur notitia, solùmque erit differentia, quia in uno tempore breviori est frequentior, ac quasi per se necessaria excusatio; in alio verò est per accidens, et rara, et ideò erit differentia quoad forum externum, quia quando tempus est breve, et insufficiens, præsumitur ignorantia invincibilis; non verò quando tempus est sufficiens, in re autem ipsâ, et in veritate nulla videtur esse differentia.

13. Respondeo, aliquos existimare, differentiam hanc reduci ad quæstionem de vocabulo, an in illo casu dicendum sit, legem non obligare, vel subditos ignorantes excusari. Dico tamen hoc fortassè habere locum, quando ignoratio est post tempus de se sufficiens ad habendam notitiam legis, de quo modo loquendi paulò post dicam. At verò quando tempus de se est insufficiens, dico, non in modo tantùm loquendi, sed in re ipsâ legem non obligare infra illud tempus pro remotissimis partibus, eodem planè modo, quo non obligaret in curiâ principis, si non fuisset in illâ publicè proposita, etiamsi esset edita cum pleno consilio ac deliberatione, quia æquè est impossibilis notitia legis pro talibus locis, servatâ proportione. Imò quodammodò est impossibilior notitia in partibus remotis statim post publicationem, quàm sit in eodem loco ante eamdem publicationem, quia facilius est nosse Matriti eodem die, quæ rex secretè statuit sine publicatione, quàm scire Neapoli, quæ eodem die Matriti publicè evulgavit. Itaque in eo casu non solùm est excusatio ex parte subditi, sed etiam insufficientia ex parte legis, et ideò simpliciter non obligat, vel quoad efficaciam, vel quoad sufficientiam (ut sic dicam). Quando verò notitia promulgationis legis potuit pervenire, et casu non pervenit, lex de se sufficienter obligat, licet de facto non liget ignorantes. Quæ differentia licet fortè quoad effectum obligationis non habeat in re morali diversitatem, ordinariè loquendo, nihilominùs quoad alios effectus, præsertim irritandi aut inhabilitandi, potest illam habere, ut infra in propriis locis dicetur.

14. Et præterea, in illo extraordinario casu, credo esse diversitatem etiam quoad obligationem. Nam si aliquis in Indiâ existens industriâ dæmonis haberet notitiam eorum quæ in Hispaniâ geruntur ante tempus, in quo posset humano modo talis notitia illùc pervenire, ille sciens legem in Hispaniâ promulgatam, infra illud non obligaretur illâ. Quia respectu illius reverà non est sufficienter promulgata, et illa notitia per angelum collata non pertinet ad promulgationem, nec ad humanam notitiam. Quod tamen secus esset, si post tempus sufficiens, et post promulgationem de se consummatam aliquis reciperet illo extraordinario modo divino, vel angelico notitiam legis; nam sine dubio obligaretur lege, quia lex de se jam suffi-

cienter obligabat, et impedimentum erat accidentale, quod sublatum est, et nihil refert, quòd per hunc, vel illum, hoc, vel illo modo auferatur. Et ita sufficienter responsum est ad objectionem, et omnia clariora fient in puncto sequenti.

CAPUT XVIII.

De tempore, in quo lex incipit obligare secundùm jus civile.

1. Superest ergo, ut dicamus, quando incipiat obligare lex civilis secundùm jus civile. Quidam enim moderni dicunt, statim à publicatione obligare, solùmque excipiunt leges pertinentes ad testamenta. Ratio est, quia illæ solæ exceptæ sunt in Authenticâ, *ut novæ constitutiones*, collatione 5. De cæteris autem nihil disponit jus civile et ideò succedit lex naturæ. Nihilominùs dicendum est primò : Leges imperatorum non incipiunt obligare intra duos menses à publicatione factâ in unâquâque provinciâ, et post duos menses statim obligant totam provinciam, nisi aliud in ipsâ lege expressum sit. Hæc assertio est communis doctorum utriusque juris, atque etiam theologorum, quos in hoc, et in præcedenti capite retuli. Et fundamentum primæ partis est, quia ita statuitur in illâ Authenticâ, cujus dispositio generalis est quoad omnes leges civiles imperatorum, ut in capite præcedenti fundatum est : ille enim discursus hîc est applicandus. Et apud me multùm confirmant hanc partem verba Pii IV in Bullâ pro concilii Trident. promulgatione, ubi inter alias rationes designandi certum tempus pro concilii obligatione hanc ponit : *Et jure etiam communi sancitum est, ut constitutiones novæ vim, non nisi post certum tempus obtineant.* Ubi clarè attendit ad dictam Authenticam, quia in jure civili non est alia lex, quæ jus commune circa hoc statuat.

2. Secunda verò pars constat, quia transactis duobus mensibus lex non impeditur, sed potiùs juvatur jure communi; ipsa autem de se habet vim obligandi; ergo statim obligat. Dices : Statim quidem incipere obligare, non tamen statim obligare totam provinciam. Respondeo negando consequentiam, quia incipit tunc tanquàm sufficienter promulgata et publicata per tempus illud duorum mensium, et ideò jam potest subitò, et in momento, ut sic dicam, totam provinciam obligare, et hoc significavit illa Authentica dicens : *Post insinuationem sufficienti hoc tempore omnibus manifestam eam constituere.* Est enim considerandum, legem illam civilem supponere insinuationem publicam in singulis provinciis faciendam. Et quia nulla provincia civilis est tam lata, quin bimestre tempus sufficiat ad deferendam per totam illam promulgationem factam in metropoli, ideò potest optimè lex civilis statim obligare totam provinciam elapsis duobus mensibus. Et hoc est, quod Navarr. dixit, illud tempus designatum esse non solùm propter tollendam ignorantiam, sed etiam ut lex simul incipiat omnes obligare. Nihilominùs tamen ubi non esset necessaria propria et publica insinuatio in singulis provinciis, et aliqua pars regni esset tam distans, ut tempus duorum mensium non sufficeret ad notitiam legis illùc deferendam, sicut est nunc Mexicana civitas respectu Matriti, tunc etiam post elapsos duos menses, non obligaret lex homines regionis illius, sed servanda esset regula legis naturæ supra declarata, quia alius modus excedit potestatem humanam, ut dictum est.

3. Tertia pars assertionis, quæ exceptionem continet, manifesta est, dummodò de eodem vel æquali legislatore intelligatur. Nam si sit inferior, ille non poterit immutare commune jus, etiamsi ex potestate sibi commissâ legem ferre posset; nam intelligitur data secundùm jus commune, nisi aliud exprimatur. Ipse verò princeps supremus potest derogare communi juri positivo, et ideò si velit obligare per legem ante duos menses, potest, sicut etiam potest majori tempore obligationem differre; oportet autem ut in suâ lege id satis declaret. Unde obiter intelligitur, quam vim possit habere in lege imperatoris particula *ex tunc*, vel *statim*, si dicat in lege, ut factâ publicatione ex tunc vel statim obliget. Posset enim quis similia verba referre ad tempus post completum spatium duorum mensium, quia est favorabilior expositio, et est consona juri communi, evitatque derogationem illius. Nihilominùs tamen probabilius est, leges sic loquentes derogare juri communi, et statim obligare, ut verba sonant, quia ad hoc ponuntur, aliàs superflua sunt, et nullum habent effectum, quia sine illis lex obligaret post duos menses statim, et sine morâ. Quod erat tam manifestum, ut non sit verisimile, addi illas particulas propter solam majorem declarationem, et ideò, quando adduntur, sine dubio id fit ad accelerandam obligationem. Quando verò lex simpliciter loquitur, generalis regula duorum mensium servanda est.

4. Sed quid si ante bimestre tempus elapsum aliqui sciant, legem esse in curiâ imperatoris, vel in metropoli solemniter promulgatam? Aliqui

dicunt, illos obligari lege, et malè agere, illam non servando, licet per jus civile non puniantur. Ita sentit Barthol. in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et Jur. q. 5, n. 57, et ibidem Bald. et in l. *Leges*, C. de Legib. Item Bald. Perusi. tract. de Statut., § *Ignorantia*, n. 2; Sylvest. verb. *Lex*, q. 6, dicto 5, in fine; Angel. n. 12. Nec dissentit Soto dicto art. 4, et idem sentiunt multi loquentes de ecclesiasticis legibus, quia major ratio est de civilibus. Ita Glossa in cap. 2 de rebus Ecclesiæ non alienan. in 6, verb. *Hactenus*, quam communiter sequuntur Canonistæ in Rubr., et in cap. 2 de Constit., ubi Panormit. n. 7, conjecturas et jura adducit. Primò quia frustra expectatur eventus, cujus nullus est effectus, cap. *Cùm contingat*, de Officio de leg. Secundò, quia, ut lex obliget, sufficit esse solemniter editam, ac promulgatam, cap. 1 de Postul. Prælat. Tertiò ex cap. *Cùm singula*, de Præben. in 6, junctâ Glossâ ibi verbo, *Pervenerit*. Quartò, quia, juxta regulam, *Qui certus*, de Regul. jur. in 6, eum qui certus est, non est necesse certiorem fieri; ergo similiter, etc.

5. Probabilius autem est, suppositâ constitutione Authenticæ, *ut factæ novæ constitutiones*, et generali ejus interpretatione, legem imperatoris neminem obligare infra duos menses à publicatione, sive notitiam habeant promulgationis ejus, sive non. Ita tenet Turrecrem. in § *Leges*, dist. 4, n. 4, cum Antonio, cap. 2 de Constit. ubi idem tenet Decius, et in capite 1 de Postul. Prælat. n. 19; Navar. in Summâ, cap. 23, n. 44, et dicto consil. 1, de Constit. q. 4, n. 17. Idem tenet Valencia, tom. 2, d. 7, q. 5, p. 5, dub. 3, et sentit Medin. q. 90, art. 4; nec dissentit Soto supra, sed sub distinctione loquitur; non erat tamen necessaria, quia Authentica satis clarè loquitur. Fundamentum ergo est, quia illud tempus duorum mensium non assignatur ab imperatore solùm pro foro externo (ut, scilicet, pro illis duobus mensibus admittatur, vel præsumatur ignorantia legis; non verò ultra illos menses); sed ponitur ad suspendendam obligationem legis, ut ante completum illud tempus non habeatur tanquàm sufficienter sancita; ergo intra illud tempus non obligat scientes. Patet consequentia, quia lex non obligat, antequàm sit sancita, et à legislatore proposita ad talem effectum. Antecedens autem patet ex verbis Authenticæ: *Ut autem adhuc apertiùs causa declaretur, sancimus, si scripta fuerit hujusmodi lex, hanc post duos menses dati ejus temporis valere.* Nam verbum *Valere*, nullâ ratione admittit distinctionem Soti, scilicet, valere in se, vel valere in judicio, aut præsumptione reipublicæ; nam absolutè prolatum, apertè refertur ad validitatem actûs; ergo ex intentione legis ante illud tempus non valet, id est, non habet vim et efficaciam legis; ergo obligare non potest, non solùm ratione ignorantiæ, sed ratione suæ conditionis, quia nondùm perfectè constituta est, quod inferiùs magis expressit imperator, addens: *Sufficienti hoc tempore omnibus manifestam eam constituere;* antea enim non censetur sufficienter manifestata, seu promulgata, et consequenter, nec perfectè constituta.

6. Confirmatur, quia si in particulari lege diceret legislator: Nolumus legem hanc valere usque ad tale tempus, certè ante illud non obligaret scientes, et, si quis voveret intendens, ut suum votum non valeret usque ad talem diem, non obligatur antea; idem ergo est in verbis illis juris communis: nam ex vi illorum promulgatio legis tota refertur ad tempus post duos menses, et ad hoc solùm promulgatur, ut post duos menses obligare incipiat. Et confirmatur tandem, quia aliàs ferè nullius fructûs fuisset illud indultum, quia si intra duos menses lex obligat scientes, et post illos non obligat ignorantes, quid concedit illa lex? Dices, immunitatem in judicio contentioso, propter præsumptam ex vi illius juris ignorantiam pro illo tempore. Sed certè hoc parvi momenti esset, si conscientia maneret ligata, et actus fortassè nullus; immeritòque ita restringitur lex, quæ absolutè loquitur, et favorem inducit. Præsertim quia lex civilis, licet interdùm valeat in foro externo, et non interno, quia non potest ampliùs extendi; quando autem, licet possit, non vult obligare in foro externo, multò minùs vult obligare in interno, quia per se primò intendit politicam obligationem, et internam efficit quasi consequenter, et in ordine ad illam, ut postea dicemus.

7. Fundamentum verò contrariæ sententiæ parvi momenti sunt. Hic enim non frustra expectatur lapsus duorum mensium, quia non expectatur, ut lex sciatur à singulis, sed ut accipiat vim obligandi, quam non aliter accepit à legislatore ex voluntate ejus, quæ potuit moveri ex illâ ratione, ut notitia legis posset priùs haberi ab omnibus. Quòd autem hæc ratio cesset in uno, non mutat vim legis, nec voluntatem legislatoris. Præsertim quia motivum etiam esse potuit, ut lex priùs sciretur ab omnibus, et non priùs obligaret hos, quàm

llos, ut Navarr. dixit. Caput autem 1 de Postul. Prælat. solùm dicit, legem promulgatam obligare scientes, licet eis non sit specialiter intimata; non excludit autem tempus requisitum ex vi juris, præsertim pro legibus civilibus. In cap. autem *Cùm singula*, nihil habetur, et Glossa, si attentè legatur, potiùs favet nostræ sententiæ. Denique tempus hoc non postulatur, ut promulgatio legis certior fiat, sed ut lex ipsa valida esse incipiat, quoad inferendam actualem obligationem.

8. Secundò principaliter dicendum est, leges regum, qui non recognoscunt superiorem in temporalibus, nec legibus imperatorum subjiciuntur, non esse regulandas per dictum jus civile commune, ac subinde statim incipere obligare, nisi vel in ipsâ lege aliud declaretur, vel per leges proprii regni alius modus determinatus sit, aut illud jus commune sit consuetudine saltem acceptatum. Tota hæc assertio est consentanea communi doctrinæ, et satis clara. Prima ergo pars patet, quia jus imperatorum non obligat in hujusmodi regnis supremis, ut supra ostensum est; ergo nec illa Authentica obligabit, nec habebit vim legis. At verò illâ seclusâ, et aliunde non additâ limitatione, lex relinquitur in suâ naturâ, quæ est, ut statim obligare incipiat, sicut declaratum est; ergo. Et ita probata relinquitur secunda pars. Tertia autem probatur, quia certum est, posse legislatorem designare tempus, pro quo vult obligare, et non antea. Et eâdem ratione potuerunt reges supremi in suis regnis definire tempus, pro quo leges promulgatæ obligare inciperent. Atque ita in hoc Lusitaniæ regno statutum est, ut lex promulgata in curiâ regni incipiat ibi post octo dies obligare; in toto autem regno post tres menses, lib. 1 Ordinat. tit 2, § 10. Quod jus istius regni ita est cum proportione exponendum, sicut jus commune declaratum à nobis est, et idem cum proportione dicendum est de legibus aliorum regnorum.

9. Dico tertiò, leges latæ à magistratibus inferioribus statim obligare, si non exprimunt aliam temporis determinationem. Ita Hostiens. in Sum. tit. de Constitut. § *Quando*; Abb. Deci. et alii in cap. 2 de Constitut.; Turrecremat, § *Leges*, post cap. *In istis*, d. 4; Sylvest. verb. *Lex*, q. 6; Angel. et alii, et Navarr. cap. 22, n. 44, et dicto cons. 1 de Constit. q. 4. Rationes variæ afferuntur, sed unica est solida, quia circa has leges, et tempus obligationis earum, nihil est jure humano dispositum, aut limitatum; ergo tunc obligant, quando ex naturâ rei possunt, sed ex naturâ rei obligant statim, ut ostensum est; ergo. Primum antecedens ab omnibus supponitur ut indubitatum, quia dicta Authentica de solis legibus imperatorum loquitur, et præter eam nullum tale jus invenitur scriptum : cætera verò evidenter inferuntur. Unde etiam sequitur, hanc obligationem quoad loca distantia intelligendam esse modo explicato, et ideò dicunt omnes Juristæ supra allegati, talem legem statim obligare præsentes; respectu verò absentium tempus esse arbitrarium, quod maximè intelligi debet de illis absentibus, qui ex naturâ rei scientiam legis habere non possunt in eodem momento, aut brevissimo tempore. Denique intelligendum hoc est, seclusâ consuetudine in contrarium : nam ubi per illam introductum fuerit, ut tales leges non obligent, nisi post hoc vel illud tempus à promulgatione, servandum est, quia tunc jam habent limitationem à jure positivo non scripto; hanc enim vim habet consuetudo; hæc tamen non est generalis; ubi ergo fuerit specialis, satis de illâ constare debet.

10. Unum verò superest hîc dubium commune omnibus legibus, an et quomodò obligent ignorantes, postquàm sufficienter promulgatæ et de se satis evulgatæ fuerint. Supponendum autem est sermonem esse de ignorantiâ invincibili; nam si ignorantia sit culpabilis, satis clara est obligatio. Non enim esset culpabilis obligatio legis, nisi lex ipsa jam obligaret ad notitiam suî habendam; ideò enim ita imputatur transgressio ignoranti, ac si sciret legem. Potest autem lex ignorari invincibiliter, ut suppono ex 1-2, q. 76, et latè tractat Castro libr. 1 de Leg. pœnal. cap. 1 et 3, et Cordub. lib. 2, q. 4. Quando verò talis sit judicanda ignorantia in foro conscientiæ, in dictâ 1-2, q. 6 et 76, dictum est. Quando item præsumatur talis in foro externo, tractant Panormitan. Et Felin. in dicto cap. 2 de Constit., Sylvest. verb. *Lex*, q. 7. Positâ ergo hâc ignorantiâ, omnes supponunt ignorantem non agere contra legem, licet illam non observet, ita ut sit dicendus ejus transgressor, vel ut talis puniendus.

11. Dubitant verò an lege obligetur : nam quidam aiunt, tunc legem non obligare ignorantes, Innoc. Panorm. Felin. et alii, cap. 2 de Constitut. Bald. in l. *Leges sacratissimæ*, c. de Legib., Glossa in cap. 2 de rebus Ecclesiæ non alienan. in 6, verb. *Hactenùs*, et Glossa

etiam in datâ lib. 6; sentit idem Cajetan. q. 90, art. 4, et Castro supra. Fundatur hic loquendi modus, quia ut causa operetur, debet esse non solùm in se sufficiens, sed etiam satis applicata; lex autem est quædam causa quæ applicatur per notitiam; ergo quamdiù ignoratur invincibiliter, non inducit obligationem. Contrario modo loquuntur, Soto q. 1, art. 4, lib. 1, et Medin. q. 90, art. 4, ubi favet D. Tho. ad 2. Fundantur, quia ignorans excusari dicitur à culpâ; excusatio autem supponit obligationem: nam qui non obligatur lege, non dicitur excusari, ut laicus, v. g., non dicitur excusari à recitandis horis canonicis, sed omninò non teneri. Dissensio autem, ut dixi, est de modo loquendi. Et concordia esse potest, legem, quantùm est ex se, obligare etiam ignorantes, si habeant omnia alia requisita, quæ potest dici obligatio in actu primo, quæ satis est ad propriam excusationem, et ita excluditur exemplum adductum; nam lex de recitandis horis canonicis, etiam de se non obligat laicos. In actu verò secundo reverà non exercet lex obligationem circa ignorantes ex defectu applicationis, et hoc probat ratio alterius sententiæ; imò hoc ipsum est, quod nomine excusationis significatur. Rectè ergo dici potest lex obligare ignorantes quoad sufficientiam; non verò quoad efficaciam. Quod significavit Sylvest. verb. *Lex*, q. 8, et Angel. n. 12 et 14, et in re fortè alii non dissentiunt. Quòd verò speciale in hoc habeant leges irritantes, vel ipso facto punientes aut revocantes alias, inferiùs in suis locis dicemus.

CAPUT XIX.

Utrùm acceptatio populi sit necessaria in lege civili, ut perfectè constituatur, et vim habeat obligandi.

1. Hæc esse potest ultima conditio ad valorem et efficaciam legis humanæ necessaria. Et circa illam variæ sunt opiniones. Prima dicit, legem civilem non obligare, si à populo non acceptetur, ac subinde acceptationem populi esse necessariam, ut lex habeat statum et efficaciam legis. Hæc videtur esse communis opinio Juristarum in c. 1 de Treg. et pac., ubi Felin. plures refert, et maximè videtur suam mentem hoc modo declarare in n. 12. Idem Domini. in § *Leges*, d. 4, Covarr. lib. 1 Variar. c. 16, n. 6, ubi plures etiam citat, et Navarr. in Sum. cap. 23, n. 41, et Consil. 1 de Constit. q. 5. Idem sentit Jason in l. *Rem non novam*, § *Patroni*, c. de Judi., ubi Glossa, verb. *Factis*, idem indicat, licet magis de consuetudine loqui videatur. Ex Theol. tenet idem Major in 4, distin. 15, q. 4, in argumentis contra secundam conclusionem, et Dried. lib. 1 de Libert. Christ. cap. 9, docum. 2. Tenet etiam Armil. verb. *Lex*, n. 11, Angel. n. 4, in fine, Sylvest. etiam ibi q. 6, dicto 4, priùs hoc absolutè affirmat, postea verò ita rem involvit, ut vix mens ejus percipiatur. Citari solet sententia Augustini in § *Leges*, dist. 4. Est tamen Gratiani asserentis, *leges promulgatione constitui, firmari autem usu*; nam hinc sequi videtur, accipere leges firmitatem, et vim obligandi ab usu et acceptione subditorum. Consonat etiam l. *De quibus*, ff. de Legib., dicens: *Ipsæ leges nullâ aliâ causâ nos tenent, quam quòd judicio populi receptæ sunt*. Et Aristot. libr. 2 Politicor. cap. 6, in fine, dixit: *Lex nullam vim obligandi habet, nisi ex more.*

2. Ratione potest dupliciter fundari hæc sententia; nam quia ad legem potestas et voluntas concurrere debent, potest acceptatio requiri, vel ex defectu potestatis ad legem aliter ferendam, vel tantùm ex defectu voluntatis. Primum ergo fundamentum sit, quia in principe seculari vel rege non est potestas ad obligandum populum per legem, nisi ipsemet populus illam acceptet: hoc enim in dictis juribus, et ab Aristot. significari videtur. Et ratio reddi potest, quia magistratus civilis habet à populo potestatem, ut supra vidimus; ergo potuit populus illam non dare, nisi sub hâc conditione, ut non obligaretur legibus principis, nisi ipse etiam populus per acceptationem in eis consentiret; ergo verisimile est, sub hâc conditione, non aliter illam dedisse. Patet hæc ultima consequentia; tum ex usu antiquissimo populi romani, quem referunt Alex. ab Alex. lib. 6, Geni. cap. 23, Rebuff. tom. 1 Comment. leg. Galli. in Præfat. Gloss. 1, n. 12, Covarr. in Pract. quæst. cap. 1, tum etiam, quià ita videbatur conveniens ad commune bonum, quia nullum signum melius esse potest, an lex communi bono totius populi conveniat, necne, quàm ipsius acceptatio, vel repugnantia. Atque hoc fundamento utitur Major supra, et hâc ratione dicit, rempublicam esse superiorem principe in his quæ ad supremum regimen spectant, ut est legislatio. Idem ferè sentit Castro lib. 1 de Leg. pœnal. c. 1. Aliter verò explicat hanc impotentiam Dried. videlicet, quia imperator non potest ferre leges bono communi contrarias; eo autem ipso, quòd totus populus, vel major illius pars legi resistit, non expedit illi talis lex, quia plus

damni et turbationis quàm commodi afferret, et ideò talis lex amittit vim obligandi, nec potest princeps illam firmare, etiamsi velit.

3. Secundum fundamentum est defectus voluntatis; nam licet princeps habeat potestatem, non præsumitur habere voluntatem obligandi populum per legem, donec illam acceptet: effectus autem agentium non excedunt voluntatem eorum, et ideò suppositâ illâ voluntate, certum erit, non oriri obligationem ante acceptationem, quia conditio non est impleta, et consequenter nec voluntas : sicut votum vel pactum conditionatum ante impletam conditionem non obligat. Major propositio, seu modus ille conditionatæ voluntatis principis asseritur ab auctoribus citatis, præsertim Felino, Navarr., Covarr., et Dominico, et Gerson. tom. 3, tract. de Vitâ spirit. lect. 4, Cordub. 13, et licet ab eis non probetur, conjectura esse potest, quia lex debet esse communis regula; ergo credendum est legislatorem nolle, ut habeat statum, et vim communis regulæ, donec à communitate acceptata sit, quia non est verisimile ut voluerit obligare et cogere totam communitatem invitam, aut aliquos in particulari, dùm alii majori ex parte resistunt. Et ad hunc sensum potest etiam accommodari conjectura Driedonis, quia præsumendum est legislatorem nolle obligare, si lex non sit conveniens bono communi; si autem non acceptatur, magnum signum est legem non esse convenientem communi bono; ergo. Confirmatur tandem, quia consuetudo potest abrogare legem, jam obligantem; ergo multò magis prævenire, ne obliget, maximè, quia videntur populi in hoc jam quasi præscripsisse, et ita acquisivisse jus non parendi legibus, donec acceptentur.

4. Secunda sententia extremè contraria est, acceptationem non esse necessariam ad legis obligationem vel perfectam institutionem, sed potiùs esse effectum, qui sequi debet ex lege jam institutâ sufficienter et obligante. Hanc sententiam tenet apertè cardinalis Zarabellus in Proœmio Clement. verb. *Universitati*, quæst. 2; ait enim, non receptionem indistinctè nihil operari, nisi transeat in consuetudinem à legislatore non ignoratam, et Turrecrem. in § *Ideò*, dist. 4, dicens cum Archid. et Hugone, legislatorem posse compellere subditos ad acceptandam legem, quia aliàs potestas ejus esset illusoria, et in § *Leges*, eod. dicit, leges accipere ex moribus firmitatem stabilitatis, non verò firmitatem auctoritatis, ubi etiam refert Laurent. et Archid. dicentes leges firmari moribus de facto; nam de jure satis firmatæ sunt ab ipsâ institutione. Idemque sentit ibi Præposit. et inclinat Sylvest. dictâ q. 6, quatenùs sentit non receptionem non tollere legem, nisi per modum consuetudinis, quando princeps scit et tolerat. Tenet etiam Greg. Lop. in l. 16, tit. 1, p. 1, n. 4, ubi plures refert, et dicit esse communem intentionem doctorum loquentium in hâc materiâ, et idem tenet Medin. c. de Restit. q. 36, ad 5; et si attentè legatur, idem tenet Castro lib. 1 de Lege pœnal. cap. 1.

5. Fundamentum hujus sententiæ est, quia lex sufficienter promulgata et proposita ab habente auctoritatem obligat ad suî observationem; ergo et ad suî acceptationem; ergo non est possibile, ut acceptatio sit conditio necessaria ad obligationem legis. Consequentiæ sunt claræ, quia fieri non potest, ut effectus causæ sit conditio necessaria in ipsâ causâ, vel ad esse, vel ad operari, quia talis conditio necessariò supponitur ad effectum. Et in præsenti declaratur, quia vel subditi tenentur acceptare legem ex vi et obligatione ipsius legis, et sic evidens est, acceptationem non requiri ad legem, sed sequi ex lege; vel est liberum subditis acceptare, et sic non obligabuntur ad legem acceptandam, cujus contrarium in primo antecedenti sumpsimus. Probatur ergo illud antecedens, quia in supremo legislatore non deest potestas, et potest non deesse voluntas, et judicandum est, non deesse, quando absolutè fert legem; tantùm enim ex his duobus principiis hæc obligatio pendet, ut rectè sumebat contraria opinio. Unde contra duo fundamenta ejus probandæ sunt duæ partes assumptæ.

6. In primâ notanter dixi : *In supremo legislatore,* quia inferior magistratus potest habere facultatem limitatam sub tali, vel tali conditione. Imò in aliquibus provinciis licet per reges gubernentur, dicitur non esse translata in regem absoluta potestas ferendi leges, sed solùm cum consensu regni in publicis comitiis ejus, ut dicitur esse in regno Aragoniæ. Et tunc verum est, requiri aliquo modo acceptationem regni ad valorem legis; tamen etiam in eo casu non est illa acceptatio, de quâ nunc tractamus, quia non est consequens ad institutionem et promulgationem legis, nec est à subditis, ut tales sunt, sed est consensus regni simul cum consensu regis, concurrens ad condendam legem, in quo regnum se habet tanquàm assessor cum rege ad legem instituendam, et postea sequi debet promulgatio, ac deinde ac-

ceptatio subditorum. Et ita cum proportione etiam in tali modo regiminis est verum, in supremo legislatore esse potestatem ad obligandum subditos, ut acceptent legem : nam ibi supremus legislator non est solus rex, sed rex cum regno. Ubi autem tale pactum non intercessit inter regem et populum, nec de illo potest, usu aut scriptâ lege constare, non est data principi potestas cum illâ limitatione, sed absolutè constituitur caput reipublicæ. Et ita servatur regulariter in perfectâ monarchiâ, in quâ suprema potestas est in imperatore, vel rege, vel quocumque alio, qui in temporalibus non habeat superiorem; nam in illum transtulit populus suam potestatem absolutè, et simpliciter, ut ex ordinario modo regiminis constat, nec aliud verisimiliter affirmari potest, nisi ubi ex consuetudine constiterit. Idemque est cum proportione in republicâ supremâ, quantùm ad senatum, in quem est translata potestas absolutè, nisi de aliâ limitatione ex consuetudine, vel alio modo constiterit.

7. Sic ergo declarata illa pars facilè probatur, primò: ubicumque regimen non est democraticum, populus transtulit supremam potestatem in principem, sive ille sit una persona, ut in monarchiâ, sive sit consilium procerum, ut in aristocratiâ, sive sit mixtum aliquod ex utroque, ut est dux cum senatu, vel rex cum comitiis regni; ergo in his omnibus, is, qui de facto supremam potestatem habet ad ferendam legem, habet etiam potestatem ad obligandum omnes de regno, ut illam acceptent. Probatur consequentia, primò ex illo Paul. Roman. 13 : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit.* Secundò, quia aliàs inefficax valdè esset illa potestas, et planè inutilis, si non posset cogere subditos ad acceptandam et observandam legem. Tertiò, quia usu constat reges, statim ac lex sufficienter est constituta, promulgata et proposita, punire transgressores, nullâ populi acceptatione spectatâ; imò pœnis cogunt ad observandam et acceptandam; hæc autem coerctio justa est, ut constat; ergo supponit obligationem. Unde licet fortassè fuerit consensus populi necessarius ad condendam legem, quando aliquâ ex parte regimen reipublicæ fuit democraticum; translatâ tamen potestate in verum monarcham, non est talis consensus populi necessarius, et consequenter nec ejus acceptatio, si princeps velit uti suâ potestate. Imò, si formaliter et propriè loquamur, post legem absolutè constitutam ab habente supremam potestatem, nunquàm fuit nova acceptatio necessaria sed in solâ democratiâ contingebat, ut idem esset condens et acceptans legem, et ideò simul fiebant.

8. Jam verò suppositâ potestate, quòd voluntas non desit, quando lex simpliciter fertur, probatur primò à posteriori indicio allato, quia principes cogunt per pœnam ad legis executionem, ut usu ipso constat. Neque in principio quando lex fertur, audebunt subditi coram judice excusationem afferre, quòd legem non servaverint, quia recepta non fuerit, nam hoc est, quod tunc agitur, et ad quod directè cogunt, et propter quod puniuntur, scilicet, quia illam non observant, et observando acceptant; neque alia prævia acceptatio necessaria censetur. Secundò id constat ex vi verborum legis, quæ simpliciter sunt præceptiva : præceptum autem absolutè latum non obligat, si subditus velit acceptare; quæ enim esset hæc obligatio? sed absolutè inducit necessitatem, teste Paulo Rom. 13, quia sufficienter indicat absolutam principis voluntatem. Quam enim ipse non limitat, quomodò possunt subditi limitare? Tertiò, si hæc potestas est in principe, certè non est vana, nec superflua, sed propter usum necessarium, aut saltem convenientem reipublicæ; ergo quoties princeps simpliciter legem fert, censendus est hâc potestate uti, quando aliud non declarat, nec ex aliis conjecturis morali certitudine constare potest.

9. Quocirca posterior sententia simpliciter afferenda, et pro regulâ habenda est, quia solidum habet fundamentum, et planè dissolvit contrarium fundamentum, ut ex proximè dictis constat. Et hoc confirmari potest ex Authenticâ, *Ut factæ novæ constitutiones*, ubi post publicationem legis, et lapsum temporis designati præcisè exigitur observanti legis, nec de acceptatione fit mentio. Et idem in actu exercito (ut sic dicam) servatur in modo ferendi singulas civiles leges. Deinde hoc confirmari potest ex dicto § *Leges* (quamvis non habeat canonis auctoritatem); nam ibi dicitur lex institui cùm promulgatur; ergo is jam est lex, jam habet vim obligandi. Dicitur autem firmari non solâ acceptatione, sed moribus et usu, non ut obligare incipiat, quia ipse usus ex obligatione nascitur, sed ut stabilior sit et non facilè abrogetur, ut supra tactum est

10. Unde consequenter dicendum est, post legem sufficienter promulgatam et propositam pro eo tempore, pro quo potest obligare, peccare subditos, qui in principio illam non observant, solùm quia illam acceptare nolunt. Hoc

docent communiter doctores, et sequitur necessariò ex dictis; nam lex obligat ad suì acceptationem; ergo qui legem statim violat, contra illam delinquit, et qui non acceptat, etiam in hoc legem transgreditur. Nihilominùs tamen fieri potest, ut si illa non receptio, seu violatio legis, valdè sit frequens, et in majori parte populi, et legislator sciens dissimulet, et non cogat ad observationem legis, lex facilè desinat obligare; non quia acceptata non fuit, sed quia ex tacito consensu principis revocata fuit, in quo ferè omnes doctores consentiunt, ut videre licet in Felino supra, et latiùs dicturi sumus infra libr. 7, tractando de consuetudine, ubi etiam dicemus, quod tempus sufficiat ad revocationem legis, et quæ scientia, tum in principe, tum in subditis non servantibus illam requiratur.

11. Hæc autem regula generalis pati potest nonnullas exceptiones. Una est, si lex sit injusta, sed hæc reverà non est exceptio; nam lex injusta non est lex. Præsertim quando ex parte materiæ est injusta, quia rem iniquam præcipit; tunc enim non solùm ad acceptandum non obligat, verùm etiam neque si sit acceptata. Quia non solùm non tenentur subditi acceptare illam, verùm etiam non possunt, quando est clarè et manifestè de re iniquâ. Quando verò tantùm est injusta respectu subditorum, quia illis infert gravamen injustum, etiamsi ab eis sine peccato servari possit; tunc etiam non obligat, ut acceptetur; tum quia excedit potestatem legislatoris, tum quia nemo patiens injuriam per legem, potest per illam obligari. Imò, etiamsi subditi acceptent, non obligabuntur lege, ut lex est; an verò possint obligari, vel per modum pacti, aut promissionis, vel donationis, aut tandem præscriptionis, quæstio est alterius loci, quam fortassè attingemus sequentibus.

12. Alia exceptio est, si lex, quamvis non sit injusta, sit tamen nimiùm dura et gravis, et talis communiter à populo seu republicâ judicetur; tunc enim verisimile videtur, non obligare populum ad acceptandum, nec peccare eos, qui incipiunt non servare legem. Quia tunc verisimiliter præsumitur, non esse latam legem illam à principe cum intentione absolutè obligandi, sed solùm experiendi, quomodò talis lex à populo recipiatur. Unde etiam subditi videntur, simili intentione posse incipere non servare legem, ne sibi gravamen inferant, vel certè unusquisque poterit licitè expectare, in quam partem communitas populi inclinet, et interim non servare legem. Quæ exceptio est probabilis, præsertim utendo in hoc sensu priori sententiâ, quia saltem sub hoc prætextu videtur multùm usu recepta. Tamen in rigore juris aliud videbatur dicendum, quia si lex censetur ita dura, ut excedat potestatem, jam est injusta, et procedit prima limitatio; si autem illa difficultas semper est intra latitudinem justæ legis, videtur parendum legi, juxta illud Ulpiani in l. *Prospexit*, ff. *Qui et à quibus: Quod quidem perquàm durum est, sed ita lex scripta est:* Nam licet durum sit superioris mandatum, obediendum est, ut dixit Glossa in capit. *Ex parte*, secundo de Offic. delegat. Quapropter in hujusmodi casu consultius erit instare coram principe, ut legem auferat, vel moderetur, interim servando illam, si tempus urgeat, et princeps interdùm tenebitur connivere; si tamen in sententiâ persistit, servanda est lex, et acceptanda, quia in rigore supponitur esse valida, cùm non supponatur injusta.

13. Tertia exceptio esse potest, si de facto major pars populi non servat legem; nam licet fortè illi peccaverint, qui incœperunt, et qui primùm secuti sunt; tamen postquàm res ad eum statum pervenit, ut de facto à majori parte non servetur; tunc alii sine peccato poterunt majori parti conformari et excusari, licet fortè lex nondùm plenè revocata sit, quia pro tunc non possunt pauciores commodè servare legem, et habent commodam causam excusationis (ut Navarr. ait), quia observantia privata talis legis jam non pertinet ad commune bonum, nec videtur velle princeps obligare unum vel alium, quando communitas non observat legem. Verùmtamen hoc etiam indiget magnâ moderatione; alioqui multæ leges humanæ non obligarent timoratos et justos, quia major pars reipublicæ eas non servat; quod absurdissimum esset; solùm ergo potest hoc habere locum, quando non solùm non servatur lex à majori parte, sed etiam ejus observantia perturbationem generat in republicâ cum periculo seditionis, vel scandali; tunc enim meritò excusabuntur particulares personæ, quia jam talis observantia non esset utilis communi bono, et princeps ipse tenebitur tunc legem tollere, saltem propter majora mala vitanda. Quando verò censenda sit lex derogata per hanc subditorum resistentiam, dicemus commodiùs in libro sequenti, cap. 16, quia in hoc communis est doctrina utrique legi canonicæ et civili.

CAPUT XX.

Utrùm intentio legislatoris seu ratio legis sit intrinseca forma ejus.

1. Explicuimus ea quæ externam formam legis concernere visa sunt; superest dicendum de his, quæ ad formam ejus internam, et quasi spiritualem pertinent; sic enim duo in lege esse distinguenda supra posuimus. Sumitarque ex communi modo loquendi jurisperitorum; distinguunt enim in lege verba, et mentem legislatoris, et primum dicunt esse quasi materiam et corpus legis, secundum esse spiritum et animam legis. Tradit Bald. in l. *Scire etiam,* ff. de excus. tut. Rogerius in tractat. de Jur. inter. q. 1, num. 16 et sequentib.; Stephan. de Frideri. tractat. de Interpretat. leg. p. 1, à nu. 2; Georgi Natham in tract. de Statuto, q. 4, n. 146; Tiraquel. in l. *Si unquàm*, verb. *Si libertus*, à num. 45. Nos autem supra in verbis ipsis duo distinximus, scilicet, materialia verba et significationem, per quam sensum reddunt, et mentem legislatoris declarant, et illa duo inter se comparando, diximus, significationem esse formale respectu materialium verborum; nunc autem verba ipsa etiam ut significantia comparamus ad interiorem mentem legislatoris, et sic dicimus, se habere, ut corpus et materiam respectu formæ, seu spiritûs.

2. Præter hæc verò in ipsâ mente legislatoris duo distinguimus, scilicet, voluntatem et rationem, quæ Bald. et auctores supra citati videntur confundere, et æqua de illis judicare. Quod etiam docet Barth. in l. *Cùm mulier,* ff. Solut. matrim. per textum ibi. Idem verò Barth. in l. 3, § *Si parens,* ff. de Legit. tut., præter verba distinguit in lege mentem et rationem, dicens, ex ratione colligi mentem, non tamen esse idem; sequitur Deci. in l. 1, C. de Edendo, nu. 12, et optimè in cap. *Secundò requiris,* de Appellat. num. 1, in fine. Et sine dubio in animo legislatoris hæc duo distincta sunt, scilicet, voluntas, seu intentio ejus, secundùm quam vult præcipere, et ratio ob quam movetur; hæc enim in omni personâ ex voluntate et ratione operante distincta sunt, ut per se, et ex philosophiâ constat, et ideò de utrâque dicendum est, quomodò in eâ consistat anima legis, seu quomodò pertineant ad intrinsecam formam legis. Hinc enim multùm pendet sensus et interpretatio legis, ut postea videbimus.

3. Dico ergo primò: Voluntas legislatoris est intrinseca forma, et anima legis. Probatur, quia lex essentialiter pendet in suo esse, ac institutione ab intentione legislatoris; nam licet ille proferat verba de se sufficientia ad præcipiendum, et cum omnibus exteriùs requisitis ad constitutionem legis, si non habeat intentionem ferendi legem, non feret illam, nec illa erit vera lex. Ratio est, quia omnis actus moralis pendet essentialiter ab intentione, sine quâ non est verus actus, sed fictus in suo ordine, seu in suâ specie. Sic votum exteriùs factum sine intentione non est votum, nec censura lata sine intentione est censura, nec sacramentum sine intentione collatum est sacramentum, et sic de aliis; idem ergo est cum proportione in lege. Atque hoc modo rectè intelligitur illud: *Quod principi placuit, legis habet vigorem,* Instit. de Jur. natur. gent. et civili, § *Sedet*, quia ex beneplacito principis tota lex pendet, et ideò etiam in L. *Non dubium*, C. de Legib. dicitur, *in legem peccare, qui verba legis amplexus, contra legis nititur voluntatem.* Utique quia voluntas est anima, et quasi substantia legis.

4. Duo autem possumus in hâc voluntate legislatoris considerare; unum est, quòd velit legem ferre, et per illam subditos obligare; aliud est, quòd velit obligare ad hoc vel illud, ad hunc vel illum modum, tali tempore, vel occasione, etc. Ex quibus primum commune est omni legi; secundum autem pertinet quasi ad speciem seu determinationem legis, et ideò utrumque esse potest de substantiâ legis tanquàm forma generica, et specifica, quæ est una et eadem, secundùm diversas habitudines spectata. Sic enim idem est actus voluntatis, quo legislator vult obligare subditum, et quo vult, illum hoc vel illud facere; utrumque ergo pertinet ad hanc formam intrinsecam legis. Præterea in priori actu generali duæ voluntates seu intentiones distingui possunt; una est intentio ferendi legem, alia est intentio obligandi per legem, quas in lib. 1 tetigimus, et de illis quæri potest, an utraque vel altera tantùm, et quæ illarum sit de essentiâ legis humanæ. Quæ interrogatio solet in simili de voto ferri, et eodem modo hìc definienda est. Unde breviter dico utramque intentionem esse de substantiâ legis, quia intentio ferendi legem est (ut ita dicam) directè ac formaliter necessaria, ut ostensum est; intentio autem obligandi est necessaria, ut lex inducat obligationem, quia actus morales non operantur ultra intentionem agentium; repugnat autem esse legem, et non inducere de se obligationem,

quia intrinsecè est vinculum quoddam, et obligatio est quasi formalis effectus ejus.

5. Addendum verò est, intentionem ferendi legem, et obligandi per illam, esse unam et eamdem, vel unam includere aliam, saltem implicitè, ideòque quamlibet sufficere ad constituendam legem. Probatur ex dictis in lib. 1, quia essentialis actus requisitus in voluntate legislatoris ad ferendam legem est voluntas obligandi subditos; nam hæc est voluntas præceptiva, sine quâ non potest intelligi obligatio, nec etiam alia voluntas cogitari potest, quæ per se necessaria sit ad legem. Igitur in lege humanâ hæc voluntas est necessaria; ergo voluntas ferendi legem non est alia, nisi voluntas insinuandi subdito voluntatem obligandi illum; ergo voluntas ferendi veram legem, includit voluntatem obligandi; et è converso voluntas obligandi, si efficax sit, includit voluntatem insinuandi et significandi exteriùs seipsam subdito, quia sine hâc significatione non potest esse obligatio; ergo illæ duæ voluntates, vel in unam coincidunt, vel mutuò se includunt; ergo sive legislator proferat verba legis cum intentione obligandi, sive cum intentione constituendi legem, illa intentio satis est.

6. Dices: Quid si habeat intentionem ferendi legem, cum intentione non obligandi per illam? Respondeo, si omnem excludat, posteriorem destruere priorem. Imò intentiones illas adeò esse contrarias, ut simul haberi non possint, nisi interveniente ignorantiâ, quia in ipsis objectis contradictionem involvunt. Quòd si per ignorantiam habeantur, nihil facient, tum quia sunt contrariæ, et ita se impediunt, et nihil efficiunt; tum etiam quia ignorantia causat involuntarium, et ita impedit effectum; tum maximè, quia in illâ intentione ferendi legem, involvitur repugnantia, quia est intentio ferendi legem quæ nullam obligationem inducat, quod repugnat, quia illa non est lex, sed consilium. Et ideò illa intentio non sufficit ad ferendam veram legem, quia per illam, vel non intenditur lex nisi solo nomine, vel quia, licet lex non obligans possit per ignorantiam intendi, non tamen fieri, quia intentio fertur in rem ut apprehensam; effectio autem terminari debet ad rem, ut in se possibilis est. Quæ omnia in materiâ de voto in simili declarata sunt.

7. Tandem est in hoc puncto addendum, intentionem hanc legislatoris semper præsumi, quoties verba legis illam sufficienter indicant, nisi aliunde contraria intentio manifestè constet. Hoc certum est, tum quia non possumus meliùs intentionem principis cognoscere, quàm ex verbis ejus, tum etiam, quia ad hoc refertur lex sensibilis, ut per eam voluntas principis innotescat, tum denique, quia semper præsumitur superior legitimè operari, nec credi potest fingere, nisi manifestè id aliunde pateat; aliàs frustra ferrentur leges; unicuique enim liceret similem excusationem fingere. Quin potiùs si verba legis clara sunt, licet ex aliis conjecturis intentio præcipientis reddatur dubia, parendum est legi, et recognoscenda est obligatio, tum quia hæc pars securior est, tum etiam quia quando lex in verbis est clara, quasi possidet jus obligandi, quo non potest in dubio privari, quia melior est conditio possidentis. Si autem quæratur, quando per legem sufficienter explicetur talis intentio, respondetur, non esse necessarium, ut declaretur quasi in actu signato, id est, ut superior dicat, se velle obligare, sed satis esse, ut absolutè præcipiat, quia præceptum satis significat voluntatem præcipiendi, et voluntas præcipiendi includit voluntatem obligandi, ut dictum est. Denique si contingat, in re ipsâ legislatorem non habere intentionem, quam indicat, et ideò non condere veram legem, ipsa quidem de se non obligabit; nihilominùs tamen subditi facilè poterunt obligari ex conscientiâ erroneâ, quia (ut dictum est) tenentur credere esse veram legem, donec oppositum constet; ex hâc vero existimatione oritur obligatio in conscientiâ, licet erroneâ, ut constat. Ideòque talis obligatio cessabit statim, ac constiterit de intentione fictâ legislatoris. Et tunc si aliqua pœna sit addita tali, in re ipsâ non incurretur, etiamsi sit aliqua censura ipso jure lata quoad exteriora verba; nec posset postea justè per judicem imponi, etiamsi esset comminata in lege, quia reverà non præcessit culpa condigna tali pœnâ, ut supra in simili notavit Castro libr. 1 de Lege pœnali, cap. 5, docum. 3.

8. Circa alium actum, seu circa determinationem hujus voluntatis ad talem, vel talem materiam, addendum occurrit, in voluntate illâ, ut sic spectatâ consistere propriè mentem legislatoris constituentem talem legem in ratione præcepti obligantis ad talem, vel talem actum, vel modum ejus. Nam sicut lex constituitur in ratione legis humanæ, quatenùs est signum voluntatis præceptivæ, seu obligantis, ita constituitur in ratione talis legis, quatenùs est signum talis voluntatis legislatoris de tali actu à subdito exhibendo, et ita hæc dicitur propriè mens legislatoris, quia illa est, quæ

immediatè insinuatur et notificatur per talia verba. Hæc ergo specialis mens est in unâquâque lege propria forma, et anima ejus, quia servatâ proportione tota virtus et efficacia legis in voluntate legislatoris posita est. Atque hoc docent jura, quando dicunt, legem non obligare, nisi secundùm mentem legislatoris, capit. *Si postquàm*, de Electione, in sexto, ibi : *Quoniam non solùm ut quis veniat, sed etiam ex suâ mente exigit, quòd usque ad finem negotium prosequatur.* Et idem probat lex, *Cùm mulier*, Digestis de Soluto matrimonio ibi : *Si tamen ex mente legis sumat aliquis, ut nec accusare possit, qui lenocinium uxori præbuerit, audiendus est.* Hoc etiam probant jura citata, quæ docent adversùs legem committere, qui facit contra mentem, quamvis verba custodire videatur, dictâ l. *Non dubium*, et l. *Scire leges*, ff. de Legib.

9. Dices : Per hæc omnia solùm probari posse, voluntatem legislatoris esse causam efficientem legis; non verò formalem. Item lex consistit in signo sensibili, cui voluntas legislatoris valdè extrinseca est; non ergo habet rationem formæ, sed efficientis. Denique intrinseca forma tantùm est una; hæc autem est significatio ipsa verborum, ut supra visum est; ergo non voluntas legislatoris. Respondeo hujusmodi formam non esse physicam, sed moralem, et ideò nihil repugnare, ut secundùm diversas rationes, actus imperans sit, et forma actûs imperati. Sicut actus exterior physicè spectatus procedit efficienter ab interiori voluntate, et nihilominùs in esse actûs moralis per illam formaliter constituitur, et cum illâ componit unum actum humanum, qui ab interiori actu habet totum suum esse morale. Ita ergo lex scripta, aut voce prolata, potest physicè procedere efficienter ab imperio, seu ab influxu voluntatis legislatoris; nihilominùs autem per illam moraliter constitui in esse legis, quia ab illâ constituitur in ratione talis vinculi obligantis. Unde, quemadmodùm Aristoteles dixit, ubi est unum propter aliud, ibi esse unum tantùm; ita dici potest in præsenti, significationem verborum legis, et voluntatem legislatoris tanquàm unum reputari; quoniam et voluntas legislatoris est in lege tanquàm in signo, et lex in tantum est vera lex, in quantum mentem et voluntatem legislatoris attingit, et ideò in dictâ lege, *Non dubium*, voluntas legislatoris legis voluntas appellatur, et statim eadem voluntas appellatur legis sententia, quæ eadem est cum mente legislatoris. Quoniam verò, ubi est unum propter aliud, illud est præcipuum et principale propter quod aliud est, secundùm commune axioma : *Propter quod unum tale, et illud magis*, ideò in omni lege præcipua est mens legislatoris, atque ita illa est intrinseca forma, reliquum verò est quasi corpus et materia.

10. Dico secundò : Ratio legis non est forma intrinseca legis humanæ, sed est quasi forma aut mensura extrinseca, tenens se quodammodò ex parte objecti voluntatis superioris. Suppono, sermonem esse de lege propriâ constituente, et inducente obligationem; quoniam si lex sit tantùm declarativa juris divini, aut naturalis, illa tota dependet ex ratione, seu ex priori lege; nam ab illâ est tota ratio obligationis. Sic ergo conclusio, præsertim quoad priorem partem, sumitur ex Barthol. et Decio supra allegatis. Et declaratur primò à simili de cæteris actibus moralibus; nam licet procedant à libero arbitrio, quod est voluntatis et rationis, nihilominùs exteriores actus morales non constituuntur formaliter ex ratione operandi, sed ex voluntate liberâ, et operatione ab illâ procedente; ratio verò se habet ut movens ex parte objecti, et ut regula ac mensura talis operationis. Sic etiam votum, licet prærequirat rationem aliquam moventem ad vovendum, tamen formaliter non consistit, nisi in promissione ut conjunctâ voluntati se obligandi, seu promittendi. Ita ergo de lege sentiendum est. Ratione item suadetur, quia ratio movens legislatorem est quid antecedens ad legem, et per se non habet rationem moventis alium, scilicet, subditum, sed ad summum movet et inducit ipsum legislatorem, ut legem ferat, quâ moveat subditum; ergo ratio legis intrinsecè non constituit, nec componit ipsam legem. Confirmatur, et declaratur ampliùs, quia subsistente totâ ratione legis, stat non sequi legem, quia princeps non vult secundùm talem rationem operari; è contrario verò stante voluntate principis efficaci, statim ponitur lex, quia si voluntas est efficax, statim se insinuat, suùmque signum exhibet; ergo ratio legis non ita pertinet ad formam legis sicut voluntas.

11. Dices : De essentiâ legis est, ut sit secundùm rationem; nam si sit irrationabilis, non est lex, ut supra visum est; ergo ratio aliqua legis est de essentiâ ejus. Confirmatur ac declaratur; nam duplex esse potest ratio legis; unam possumus appellare tantùm motivam, alteram non tantùm motivam, sed

etiam constitutivam legis. Prior est extrinseca, et dici potest quasi personalis ratio ipsius legislatoris, et de illâ clarum est non pertinere ad formam legis, quia nec per se est necessaria ad illam. Hujusmodi est, v. g., in præcepto jejunii corporis maceratio, vel mortificatio, vel satisfactio pro peccatis, et similia, quæ movere possunt legislatorem, per se tamen non sunt necessaria ad constitutionem talis legis. Unde eadem lex posset ferri sine his motivis, et ab uno legislatore ferri potest propter unum, et ab alio propter aliud, cùm tamen lex sit eadem. Imò interdùm potest legislator moveri ex motivo privato, vel rationabili, et lex nihilominùs erit valida, si ex suâ materiâ et objecto rationabilis sit; de hâc ergo ratione extrinsecâ rectè procedunt omnia dicta. Alia verò ratio est intrinseca, et constitutiva legis, quæ potest dici ratio juridica, et hæc videtur esse de essentiâ legis, ac subinde ipsius forma, quia constituit illam, ita ut sine illâ esse non possit. Ut in dicto exemplo de lege jejunii ratio intrinseca est, quòd ille actus est per se conveniens, et continens mediocritatem virtutis temperantiæ, et sic de aliis; ergo non est in universum verum rationem legis non esse formam ejus.

12. Respondeo, hâc objectione declarari posteriorem partem assertionis. Nam in hâc ratione intrinsecâ legis duo spectari possunt; unum est honestas, vel convenientia, quæ supponitur in materiâ illâ, vel actu, quem præcipit lex præcipiens, seu malitia, aut disconvenientia, quæ supponitur in materiâ legis prohibentis; aliud est lumen ipsum, et discursus intellectûs ostendens, talem convenientiam, vel disconvenientiam, in tali materiâ, vel actu, et utroque modo fatemur, rationem esse necessariam ad legem, quia debet esse rationabilis et justa. Verùmtamen neutro modo concurrit ratio per modum formæ constitutivæ legis; nam priori modo se habet, ut objectum, et veluti ratio, sub quâ, materiæ proximæ legis; præcipit enim lex actum convenientem, et prohibet disconvenientem; illa autem ratio convenientiæ vel disconvenientiæ objectivæ supponitur in illâ materiâ, et sub illâ præcipitur, vel prohibetur; est ergo ratio objectiva legis, non tamen formaliter constituens legem. Posteriori autem modo ratio solùm est ostensiva talis materiæ, et proprietatum ejus, et consequenter est directiva voluntatis legislatoris, et ita se habet, ut regula, seu mensura extrinseca legis, quoad justitiam et honestatem ejus, non verò ut intrinseca forma. Atque ex his multa possunt inferri de modo, quo ratio legis, vel mens legislatoris conferre possint ad intelligendum legis vigorem et obligationem. Sed hæc tractabuntur commodiùs in lib. 8, tractando de interpretatione legis.

CAPUT XXI.

Utrùm lex civilis possit subditos obligare in conscientiæ foro.

1. Explicatis causis legis, et omnibus conditionibus requisitis ad plenum valorem, et efficaciam legis, sequitur dicendum de illius effectibus, qui ferè omnes ad obligationem revocantur juxta superiùs dicta de lege in communi, et ideò hæc obligatio legis civilis potissimè à nobis explicanda est. Quia verò ex ratione communi legis constat, obligationem esse quasi formalem effectum legis, nec posse esse veram legem, quin aliquam obligationem inferat, et in superioribus ostensum est, potestatem civilem esse verè legislativam, ac subinde legem civilem esse veram legem; ideò non dubitamus in genere de obligatione, sed illam supponimus; inquirimus autem modum seu speciem ejus, et in hoc sensu quærimus, an humana lex præsertim civilis possit in conscientiâ obligare.

2. Ratio autem dubitandi esse potest, quia forum conscientiæ est forum Dei; sed homo non potest obligare in foro Dei; ergo nec in foro conscientiæ. Major declaratur explicando metaphoram vocis, *Forus;* nam ex primævâ impositione significat locum, in quo judicium exercetur, cap. *Forus*, de Verb. significat.; inde verò translata est ad significandum ipsum judicium, et ita distinguitur duplex forus, internus et externus; de externo fit mentio in cap. *Cùm episcopus,* de Offic. Ordin. in 6, et innuitur esse duplex, ecclesiasticum et civile. Internum autem est, quod intùs in mente hominis ubi conscientia residet, exercetur, et ideò forum conscientiæ appellatur, et ab Augustino dicitur, *forum Poli,* seu Dei, cap. ult. 17, q. 4; ergo idem est forum conscientiæ, quod forum cœli, seu Dei. Minor autem probatur primò, quia inferior non potest obligare in foro superioris. Secundò hoc maximè probatur de homine, ut habente solam potestatem temporalem, quia ab illâ non potest procedere spirituale vinculum, sed obligatio in conscientiâ est spirituale vinculum; lex autem civilis est à potestate temporali, ut talis est; ergo. Tertiò, leges civiles solùm ordinantur ad ex-

ternam politiam; ergo satis est, quòd in foro exteriori obligent. Quartò, quia nemo potest obligare in eo foro, in quo non potest cognoscere, quia non potest obligare, ubi non potest judicare, argumento l. ult. ff. de Jurisdict. omni judic. Sed homo non potest judicare de conscientiâ alterius, quia non potest illam cognoscere; ergo.

3. Quintò, quia nemo potest obligare ad pœnam quam infligere non potest, argumento l. ult. ff. de Officio ejus, cui mandata est jurisdictio; sicut judex secularis non potest præcipere sub pœnâ excommunicationis; ergo legislator humanus non potest obligare sub pœnâ inferni, vel purgatorii, quia non potest illam infligere; sed obligare in conscientiâ, est obligare sub reatu hujus pœnæ; ergo excedit hoc efficaciam legis humanæ. Sextò, nemo potest ligari in eo foro, in quo non potest solvere, quia illa duo sunt connexa, et quasi correlativa, ut sumitur ex cap. *Quod autem,* de Pœnit. et Remiss.; sed legislator humanus non potest solvere in foro conscientiæ, nec remittere culpam, quæ sit vera culpa coram Deo; ergo non potest legislator civilis obligare sub reatu veræ culpæ coram Deo; ergo neque in conscientiâ. Septimò, August., 22 contra Faust., cap. 27, definit, peccatum esse factum contra legem Dei; ergo factum contra legem hominis, ut sic, non est peccatum; ergo lex hominis, ut sic, non obligat in conscientiâ : nam si ita obligaret, transgressio ejus, quatenùs talis est, sufficeret ad constituendam veram rationem peccati. Octavò, servare divina mandata sufficit ad vitam æternam obtinendam, Matth. 19; ergo qui illa servaverit, quamvis non servet leges humanas, salvabitur; ergo signum est, illas leges non obligare in conscientiâ.

4. In hâc re fuit sententia negans, posse magistratus civiles per leges suas in conscientiâ obligare. Ita sentiunt à fortiori hæretici, qui negant esse in principibus veram potestatem ad leges ferendas, sed contra hos satis disputatum est. Inter Catholicos ergo videtur ita sentire Gerson in p. 3, tract. de Vit. spiritu. lect. 4, alphab. 62, ubi dicit, solum Deum posse dare præcepta affirmativa, vel negativa obligantia sub pœnâ mortis æternæ. Unde infert corollar. 5 et sequentib. quoties peccari videtur contra legem humanam, non incurri culpam ex trangressione legis humanæ, sed divinæ, quæ ibi conjungitur. Unde non videtur aliquid tribuere legi humanæ, nisi explicationem ejus obligationis, quæ continetur in lege divinâ, ut patet ex exemplo medici, quo utitur. Nam cùm medicus imperat alicui : Ne bibas vinum purum, aliàs morieris, statim oritur obligatio non bibendi, non quia illam medicus imponat, sed quia in ipsâ lege divinâ continebatur. Et quamvis de culpâ mortali semper loquatur, rationes tamen ejus, et omnia, per quæ discurrit, si quid valent, æquè probant de omni culpâ, et de omni obligatione in foro Dei, de quâ nunc loquimur; nam in speciali de obligatione sub mortali culpâ infra dicemus. Eamdem sententiam quoad leges civiles tenet Almain. de Potestat. Eccles. cap. 12, et inter canonistas inclinare videtur in eam sententiam Decius in cap. *Nam concupiscentiam,* de Constit., circa finem lectionis primæ, et Joan. Imol. cap. 2 de Majorit. et Obedient., et in cap. *Cùm contingat*, de Jurejur. et Roman. in l. *Is qui bonus,* ff. de Verbor. significat. Unde Mencha. lib. 1 illustr. Quæstionum cap. 19, n. 1, et Soto, Castro, et alii, non censent tam certum, leges civiles obligare in conscientiâ, sicut ecclesiasticas. Et rationes in principio factæ de illis maximè procedunt.

5. Dicendum verò est, legem humanam civilem habere vim et efficaciam obligandi in conscientiâ. Hæc est sententia communis Catholicorum, ut videre licet in D. Thomâ cum expositoribus 1-2, q. 96, art. 4; Anton. p. 1, tit. 18, cap. unic. § 2; Soto libr. 1 de Justit. q. 6, art. 4 ad 8; Castro lib. 1 de Lege pœnali, capit. 4 et 5; Salmer. tom. 4 in Evang. part. 3, tract. 12; Bellarmin. tom. 2, libro 3 de Laicis, c. 11; Turrian. lib. 5 advers. Madaburg. cap. 9; Covar. in regulâ *Peccatum,* p. 2, § 3; Navar. in Summ. cap. 23, n. 54 et sequentib. Felin. in cap. 1 de Sponsal. n. 18, referente Joan. Andr. Anchur. et Joan. Calderin. et Glos. in capit. *Quæ in Ecclesiarum,* de Constit. ibi, *jure poli.* Idem Tiraquel., qui alios refert in præfatione ad librum de utroque retractu, n. 74. Et videtur assertio vel de fide, vel proxima fidei; nam ferè apertè colligitur ex illo Pauli ad Roman. 13 : *Qui potestati resistit, Dei ordinationi resistit; qui autem resistunt, sibi ipsi damnationem acquirunt.* Quod de damnatione etiam apud Deum intelligit ibi Chrysost. hom. 23. Item additur ibi ratio his verbis : *Dei enim minister est,* unde colligitur, illi esse obediendum, *non tantùm propter iram, sed etiam propter conscientiam;* ac si apertè diceret, non solùm propter timorem pœnæ, sed etiam propter vitandam culpam : hoc enim in rigore

significat particula illa, *propter conscientiam*, ut Ambros. Anselm. D. Thomas, Theodor. et ferè alii intellexerunt. Et sumitur ex illo 1 Petr. 2 : *Hæc est enim gratia, si propter Dei conscientiam sustinet quis*, etc.; et priùs ibidem dicitur : *Subjecti estote omni humanæ creaturæ propter Deum, sive regi*, etc., *quia sic est voluntas Dei*, et facit illud Proverb. 8 : *Per me reges regnant*.

6. Ex quibus testimoniis et similibus supra citatis sumuntur variæ rationes hujus veritatis. Prima est, quia etiam legislator civilis fert leges ut minister Dei, et per potestatem ab ipso acceptam : ergo obligat in conscientiâ ad parendum : patet consequentia, quia qui resistit ministro regis in eo, in quo minister est, et quatenùs repræsentat personam regis, planè censetur resistere ipsi regi, ut patet ex consensu omnium hominum, et ex illo 1 Reg. 8 : *Non te abjecerunt, sed me*; ergo in transgressione talis legis intercedit Dei offensio, et injuria; ergo læditur conscientia; ergo lex ipsa in conscientiâ obligabat. Dicet aliquis : Potestas civilis non est immediatè à Deo, sed à communitate hominum; ergo potuerunt homines conferre hanc potestatem limitatam, nempe ad ferendas leges cogentes alio modo, non tamen in conscientiâ obligantes. Respondetur primùm, etiam admisso illo casu, non deesse in tali republicâ potestatem ad ferendas leges obligantes in conscientiâ, sed illam permansisse in tali communitate, et non fuisse translatam in principem. Inde verò potiùs sequitur, in illo casu eum non esse principem perfectum, nec habere potestatem gubernativam absolutè, et simpliciter, sed tantùm secundùm quid. Et ideò quoties respublica constituit sibi regem cum verâ potestate supremâ, necessariò confert illi hanc facultatem. An verò possit talis modus potestatis, et actus ejus intelligi sine aliquâ novâ obligatione in conscientiâ, patebit magis ex sequenti capite.

7. Secunda ratio principalis est, quia jus divinum, et naturale dictat, servandas esse justas leges à legitimis principibus positas; ergo qui illas non servat, agit contra divinam voluntatem, juxta citatum verbum Petri : *Hæc est enim voluntas Dei*, et juxta verbum Christi : *Quæcumque dixerint vobis, facite*; ergo illa transgressio est vera culpa et peccatum; atque adeò contra obligationem in conscientiâ. Atque hoc sensu dixit D. Thomas, legem humanam obligare in conscientiâ, quatenùs participat legem æternam et naturalem, id est, quatenùs in voluntate Dei, et in dictamine rationis naturalis nititur; hoc enim principium : *Obediendum est justis præceptis principum*, naturale est. Nec verò inde sequitur, vel culpam illam esse propriè contra legem naturæ, vel obligationem ad actum præceptum lege humanâ esse naturalem, quia ut in superioribus tetigi, lex humana se habet ut causa proxima et secunda, quæ nititur in lege æternâ tanquàm in causâ primâ; effectus autem, qui proximè est à causâ secundâ, ita ut à primâ non fieret, nisi per illam, secundæ simpliciter tribuitur, et ideò obligatio hæc, etiamsi sit in conscientiâ, simpliciter est à lege humanâ.

8. Tertia ratio fit, quia hæc potestas est necessaria ad convenientem gubernationem reipublicæ humanæ; ex fine autem rectè colligimus efficaciam causæ, præsertim in moralibus. Antecedens patet, quia etiam in inferioribus et imperfectis communitatibus est necessaria vis præcipiendi, obligando in conscientiâ; hâc enim ratione pater potest obligare filium, adeò ut Deuteron. 21, dignus morte judicaretur filius non obediens præcepto patris. Et similiter uxor in conscientiâ tenetur obedire marito, juxta illud Pauli ad Col. 3 : *Mulieres, subditæ estote viris, sicut oportet in Domino*, et ad Eph. 5, absolutè dicit : *Mulieres viris suis subditæ sint sicut Domino*. Et reddit rationem, *quoniam vir caput est mulieris*. Multò autem magis rex est caput reipublicæ temporalis. Similiter etiam servus tenetur in conscientiâ parere domino, ut planè docet Paulus locis citatis, et sumitur ex 1 Petri 2, ex cap. 1 de Conjugio servorum et de omnibus famulis in eo, quod ex officio facere tenentur idem est manifestum, et habetur in cap. *Si Dominus*, 11, q. 3, et in religionibus sine aliquâ obligatione hujusmodi, non posset consistere perfecta gubernatio; ergo signum est, multò magis esse necessariam in communitate perfectâ, etiam ad ejus temporalem gubernationem. Et ratio à priori est, quia gubernatio sine potestate cogendi inefficax est, et facilè contemnitur; coactio autem sine potestate obligandi in conscientiâ, vel est moraliter impossibilis, quia coactio justa supponit culpam, quod est valdè probabile, ut magis declarabitur in seq. et tractando de lege pœnali, vel certè est valdè insufficiens, quia per eam non posset in multis casibus necessariis sufficienter reipublicæ subvenire.

9. Ex his facilè constat, quid de opinione Gersonis censendum sit. Etenim si ille intellexit, ut Soto, Castro, et multi alii ex eo satis

apparenter colligunt, nihil posse præcipi per legem humanam, seu civilem, quod per legem naturalem præceptum non sit, saltem per discursum, et deductionem necessariam ex principiis naturalibus, sic assertio ejus erronea est, et bonis moribus valdè contraria, ut constat ex testimoniis et rationibus adductis, et ex communi sensu fidelium in praxi; et usu talium legum, ut magis ex sequenti capite constabit. Si verò solùm intellexit leges humanas non obligare in conscientiâ, nisi in virtute horum principiorum naturalium: *Obediendum est principibus humanis in licitis et honestis,* juxta illud: *Obedite præpositis vestris,* quod præceptum naturale est, et non tantùm positivum, et ideò dicit legem humanam non obligare ut humana est, sed ut pertinet ad quemdam gradum legis divinæ, ut apertè dicit dictâ lect. 4, corollar. 4, supponendo ea quæ dixerat in lect. 2, coroll. 7, sic fortassè de nomine disputat. Verùmtamen non sine scandalo discedit à communi modo loquendi theologorum, et introducendo modum loquendi ambiguum, qui potest sensum erroneum, et bonis moribus contrarium inducere. Et præterea semper indicat obligationem talium legum non fundari immediatè in potestate legislatorum, sed in deductione aliquâ ex principio aliquo evidente, vel revelato, subsumendo propositionem dubiam, piè tamen creditum, et ad morum ædificationem pertinentem, et in hâc deductione fundat practicam obligationem, ut patet ex dictâ lect. 2, corollar. 7, juncto corollario sexto lectionis quartæ. Hoc autem in rigore falsum est, quia nisi lex humana addat obligationem, illa probabilitas, vel pietas, quæ apparet in tali materiâ non sufficeret ad obligationem. Ut in exemplo de observatione quadragesimæ, quo utitur, etiamsi tale jejunium per se spectatum conferat ad pietatem, non satis esset ad obligationem, nisi potestas ecclesiastica illam imponeret, idemque cum proportione est in omni materiâ legis humanæ, etiam civilis. Itaque, licet verum sit obligationem legis humanæ fundari aliquo modo in principiis legis naturæ, et supponere aliquam naturalem honestatem, vel sufficiens fundamentum, et materiam, nihilominùs ipsa lex humana immediatè addit obligationem in conscientiâ, non contentam in principiis legis naturæ, nisi medio imperio potestatis humanæ.

10. Tandem intelligi potest ex dictis, quomodò in omni lege humanâ quoad obligationem ejus locum habeat, quod D. Thomas docet q. 95, art. 2 et 4, omnem legem humanam à lege naturali derivari. Duplex enim esse potest lex humana etiam civilis; una est declarativa tantùm obligationis naturalis, ut est lex civilis prohibens furtum, vel homicidium, vel usuras, et in universum omnis illa, quæ præcipit, vel prohibet aliquid, quod per necessariam illationem deducitur ex principiis legis naturalis tanquàm necessarium ad morum honestatem, ut notavit Soto lib. 2 de Instit. quæst. quintâ, articulo secundo; alia lex humana est quæ addit obligationem specialem, quæ ex solis principiis naturalibus deduci non posset, nec evidenter, nec probabiliter, ut est lex prohibens ne arma nocte deferantur, vel ne res tales è regno extrahantur, et similes. Item duplex est deductio ex lege naturali, ut idem D. Thomas notat; una est per modum conclusionis ex principiis, quæ satis nota est; alia est per modum determinationis, quia lex naturalis solùm præcipit aliquid in generali, ut, v. g., tributa esse solvenda, maleficia esse punienda, etc.; ex hoc autem principio colligit prudens ratio, oportere determinare certam quantitatem tributi aut pœnæ, etc.; quam determinationem addit legislator humanus prudenti arbitrio, et per potestatem sibi à Deo datam, mediâ ratione naturali quoad civiles leges, ut supra ostensum est, et ideò rectè dicitur talis lex humana derivari à naturali per modum determinationis. Priores ergo leges deducuntur priori modo, scilicet, per modum conclusionis ex lege naturali, quia reverà, secundùm se continentur sub totâ latitudine legum naturalium, ut ex lib. 2 constat, et ex vi rationis naturalis habent obligationem suam primariam, quam magis inculcat, seu proponit legislator humanus, et ex parte suâ aliquo modo auget obligationem illam saltem extensivè. Posteriores autem leges quæ propriissimè humanæ sunt, derivantur à lege naturali solùm posteriori modo, scilicet, per modum determinationis, et secundùm illam determinationem obligant immediatè ex vi potestatis legislativæ humanæ, quæ obligationem illam in conscientiâ potest addere supra obligationem legis naturalis, vel divinæ, ut ostensum est. Et quia illa potestas quoad leges civiles derivatur ad hominem mediâ ratione naturali, ut supra ostensum est, ideò rectè dicuntur tales leges humanæ deduci ex naturali per modum determinationis, seu additionis factæ per potestatem derivatam ab ipsâ lege naturali.

11. Superest ut argumentis in principio positis respondeamus: Ad primum sumptum ex

voce et distinctione fori, respondetur, etiamsi forum externum quoad executionem, et judicium distinctum sit à foro interno et conscientiæ, nihilominùs ex lege exteriùs positâ de aliquo actu redundare diversum judicium in foro conscientiæ de eodem actu, quia talis lex habet vim constituendi talem actionem, vel omissionem in materiâ necessariâ virtutis vel vitii, quâ morali mutatione factâ, conscientia dictat hoc facere, vel omittere esse peccatum. Item habet vim lex humana applicandi suo modo voluntatem Dei, et consequenter efficiendi obligationem in foro conscientiæ. Unde simpliciter negandum est homines non posse obligare in foro Dei, quia quando operantur ut ministri Dei, in foro ejusdem Dei obligant. Nec est inconveniens quòd inferior obliget in foro superioris, quando per potestatem ab ipsomet superiore datam operatur: nam ipse superior vult ut ei obediatur, juxta illud : *Qui vos audit, me audit;* unde etiam subjungit : *Qui vos spernit, me spernit.* Ad secundum respondetur potestatem civilem dici temporalem ex parte materiæ, et hoc modo est verum non posse ponere vinculum spirituale, scilicet, in materiâ spirituali, vel per se, ac directè in ordine ad spiritualem actum , vel effectum. Nihilominùs tamen quatenùs in materiâ temporali potest reperiri honestas, et obligatio ad illam servandam, eatenùs potest lex civilis ex parte materiæ hoc vinculum ponere, etiamsi aliquo modo spirituale videatur, quatenùs conscientia quid spirituale est, quia factâ mutatione in materiâ temporali, ipsa conscientia aliter dictat de honestate vel turpitudine talis materiæ. Potestas autem civilis potest facere illam mutationem in materiâ. Adde potestatem illam esse participationem divinæ potestatis, et sub eâ ratione posse includere vim quamdam, quæ spiritum ipsum et rationem liget.

12. Ad tertium respondetur, leges civiles etiam intendere honestatem morum in suâ materiâ et in ordine ad suum finem, et hâc ratione posse in conscientiâ obligare. Deinde dicitur ipsam obligationem in conscientiâ esse necessariam, ut potestas civilis per suas leges possit efficaciter consequi finem suum, quia nisi cives in conscientiâ teneantur ea facere, vel vitare, quæ lex civilis efficaciter præcipit, aut prohibet, non poterit pax et justitia reipublicæ conservari, quia homines proximè per conscientiam diriguntur in actionibus suis, et ideò necesse est ut ex lege civili redundet obligatio ad conscientiam. Ad quartum, de cognitione talis obligationis, respondetur aliud esse actum de quo fertur lex esse debere subjectum cognitioni humanæ; aliud verò obligationem ad talem actum debere esse eodem modo cognoscibilem: primum est verum per se loquendo, ac necessarium; et hâc ratione supra diximus has leges solùm dari de actibus externis; secundum autem non est per se necessarium, quia ut lex humana imponat obligationem in conscientiâ, non oportet ut per se ac directè de eâ judicet, seu de transgressione in illo foro, sed solùm de externâ actione vel omissione. Nihilominùs tamen verum est etiam legislatorem humanum posse cognoscere et judicare suam legem obligare in conscientiâ in tali materiâ, etiamsi in particulari ignoret an subditus operetur contra conscientiam, necne.

13. Ad quintum de obligatione ad pœnam respondetur dupliciter posse aliquem fieri reum pœnæ ex transgressione legis. Primò, quia lex illa, ut est à proximo legislatore, directè imponit talem pœnam. Secundò inferri potest reatus pœnæ solùm consecutione quâdam. Priori modo verum est non posse legislatorem obligare ad pœnam quam nullo modo potest infligere; posteriori autem modo falsum est. Lex autem civilis non obligat sub pœnâ inferni vel purgatorii priori modo, sed tantùm posteriori modo,et ideò ratio non procedit. Ut autem hujus rei ratio à priori intelligatur, advertendum est interdùm posse superiorem principem, seu legislatorem, imponere pœnam sibi propriam, seu reservatam suæ jurisdictioni pro transgressoribus legum suorum gubernatorum; et tunc, quamvis gubernator, seu legislator inferior per suam legem directè non imponat talem pœnam; nihilominùs ex transgressione illius legis, per necessariam consecutionem incurritur reatus illius pœnæ in virtute legis latæ à superiori principe; ita ergo est in præsenti. Nam Deus voluit observari leges à suis ministris latas, etiam sub pœnâ alterius vitæ, quia transgressiones earum continent veram culpam, et in offensionem ipsius supremi legislatoris redundant.

14. Ad sextum, de remissione culpæ, respondetur, in rigore falsum esse principium assumptum; nam illa duo, *obligare,* scilicet, et *remittere ,* non sunt per se ac necessariò connexa; nam homo potest se voto obligare, et non potest obligationem sibi auferre : maximè autem hoc verum est, quando obligatio non directè ponitur, sed consequitur aliunde: nam tunc non inducitur principaliter ex potestate

solius proximi legislatoris, sed maximè virtute Dei. Nihilominùs tamen in propriis legibus et legislatoribus potest aliquem verum sensum habere illa propositio : *Qui potuit obligationem legis ponere, potest et auferre,* quia pendet ejus voluntate, et ita sicut legislator humanus potest ponere obligationem in conscientiâ, ita etiam potest illam auferre, dispensando vel abrogando leges, ut postea dicetur. Hoc autem procedit ante trangressionem legis; nam postquàm transgressio legis facta est, non oportet ut legislator humanus possit remittere culpam in illâ transgressione commissam, quatenùs contra Deum est, quia, ut sic, est alterius ordinis, et maximè repugnat legi æternæ. Poterit autem idem legislator remittere illam transgressionem, quatenùs in suam offensionem et injuriam cedit, et consequenter etiam potest remittere reatum pœnæ per suam legem directè impositæ, quia hæc omnia permanent in eodem ordine, et pertinent ad proprium jus ipsius proximi legislatoris.

15. Ad septimum, de definitione peccati, solutio patet ex dictis. Nam quia vis obligandi legis humanæ principaliter nititur in lege æternâ, ideò qui illam transgreditur, virtute violat legem æternam, et divinam, et hoc modo convenit etiam illi transgressioni definitio peccati. Eademque est responsio ad ultimum; unum enim ex divinis præceptis est obedire superioribus et principibus humanis, et ideò qui non servat leges humanas, neque omnia Dei mandata servat, ac subinde damnationem sibi acquirit, ut dixit Paulus, quia reverâ non implet conditionem à Christo positam : *Si vis ad vitam ingredi, serva mandata.* Quamvis possint optimè verba illa universè intelligi de omnibus legitimis mandatis tam divinis, quàm humanis.

CAPUT XXII.

Utrùm omnis lex humana, seu civilis, obliget in conscientiâ, aut possit esse vera lex sine tali obligatione.

1. Diximus posse humanam legem in conscientiâ obligare; nunc autem inquirimus, an sit hoc intrinsecum tali legi. Supponimus autem sermonem esse de verâ et validâ lege, quia ut lex obliget, oportet, ut sit vera lex, quia quæ non est vera lex, neque obligare potest per modum legis. Ut autem aliqua sit vera lex, oportet ut habeat conditiones essentiales legis lib. 1 positas, et præsertim ut justa et rationabilis sit, quia lex injusta non est lex, et consequenter neque obligare potest in conscientiâ, juxta dicta in eodem libro primo. Necessarium etiam est, ut lata sit ex voluntate præcipiendi, et cum intentione obligandi, quia præceptum est de ratione legis, et verba sine intentione non operantur, et ita etiam lex lata sine intentione non est vera lex, sed ficta, vel apparens, vel ad summum erit simplex ordinatio et directio, per modum consilii. Item oportet ut sit sufficienter proposita, et non abrogata, et cætera, quæ supra dicta sunt.

2. Hinc ergo nascitur ratio dubitandi; nam videtur repugnare ferri ab homine veram legem, et non obligare in conscientiâ. Probatur, quia si est vera lex, fertur cum intentione obligandi, et ex potestate; ergo verè obligat, quia ad obligandum sufficit potestas cum voluntate; ergo repugnat talem legem non obligare in conscientiâ. Probatur hæc ultima consequentia, quia hæc obligatio sequitur intrinsecè, et ex naturâ rei et ex veritate legis, ita ut licet sit in potestate legislatoris velle ferre, aut non ferre legem, non tamen sit in ejus potestate velle legem ferre, et in conscientiâ non obliget. Sicut de voto et promissione aliàs diximus, esse quidem liberum voventi velle, aut nolle promittere, seu vovere; si tamen vult vovere, non esse in potestate ejus nolle obligari in conscientiâ; ita ergo est in præsenti. Et ratio à priori est, quia si superior vult legem ferre, vult præcipere; ex præcepto autem sequitur obligatio in conscientiâ ex vi divini juris : *Obedite præpositis vestris;* atque adeò ex vi divinæ voluntatis, ut obediatur ministris suis præcipientibus; ergo non potest voluntas hominis talem obligationem impedire. Confirmatur primò, quia si lex est posita, illa est regula honestæ operationis; ergo necessariò obligat subditum, ut juxta talem regulam operetur, nec ab illâ deficiat, quia deficere à regulâ intrinsecè malum est, et in moralibus actionibus talis malitia moralis est; ergo repugnat dari legem, et non ita obligare, ut deficere ab illâ sit turpe et moraliter malum; hoc autem est obligare in conscientiâ; ergo. Confirmatur secundò, quia vera lex differt à consilio; non habet autem in quo differat, nisi in hoc, quòd necessitatem in conscientiâ imponit, quam non ponit consilium; ergo hoc est de ratione legis.

3. In contrarium autem est primò, quia lex fundata in præsumptione est vera lex, et

justa, et cum intentione præcipiendi posita, et tamen non obligat in conscientiâ, ut communiter doctores sentire videntur in capite primo, de Constitut. Secundò, lex pœnalis est vera lex, ut constat, et tamen potest non obligare in conscientiâ; ergo non est de ratione legis, ut obliget in conscientiâ. Minor patet, tum quia ut sit lex satis est, ut aliquo modo cogat; tum etiam quia ita videbimus observari in multis religionibus, in quibus veræ leges seu statuta feruntur, et in eis declaratur non obligare ad culpam, sed ad pœnam. Tertiò licet obligatio aliqua sit de ratione legis, modus tamen obligationis pendet ex intentione præcipientis. Unde fit, ut licet materia legis gravis sit, possit legislator nolle obligare sub mortali; ergo eâdem ratione potest nolle obligare in conscientiâ, sed tantùm sub alio modo necessitatis seu coactionis.

4. Propter rationes priori loco positas aliqui existimant, non posse dari veram legem humanam, quin inducat obligationem in conscientiâ materiæ proportionatam. Ita videntur sentire omnes auctores, qui negant, posse dari legem obligantem ad pœnam, et non ad culpam, quod sentit Sylvest. verb. *In obedientiâ*, in fine, et Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 3. Idem sentit Joan. Eselius in expositione Decalogi Præcep. 4, cap. 56. Qui consequenter videtur asserere, regulas religionum non posse obligare ad pœnam, quin obligent ad culpam, quia pœna dicit intrinsecam relationem ad culpam, nec potest esse justa, nisi sit proportionata culpæ, ita ut *juxta mensuram delicti sit et plagarum modus*, ut dicitur Ruth 25, et consonat illud Apoc. 18: *Quantùm fuit in deliciis, tantum date ei tormentum.* Unde est illud Aug. lib. 2 de Bapt. cap. 6: Quis dubitaverit hoc esse sceleratiùs commissum, quod est graviùs vindicatum, cap. *Non afferamus*, 24, q. 1, ac denique in cap. 2. de Const. dicitur: *Rem, quæ culpâ caret, in damnum vocari non convenit.* Idemque sentiunt qui existimant non esse in potestate legislatoris, hoc vel illo modo obligare, sed tantùm præcipere, aut non præcipere; nam ex præcepto naturaliter sequitur obligatio in conscientiâ proportionata materiæ, quidquid velit legislator. Et additur conjectura, quia aliàs daretur occasio hypocrisis, quia servarent homines regulam vel legem, quando videri possent ab aliis; non autem ubi occultè possent illam transgredi.

5. In hoc verò puncto aliquid pertinere potest ad quæstionem de re, et aliquid ad modum loquendi. De re quæstio est, an ordinatio superioris, quocumque nomine appelletur, possit aliquo modo inducere, vel obligare ad actum sub aliquâ aliâ necessitate, non obligando in conscientiâ, ita ut transgressio illius ordinationis per se, et in rigore sumpta non sit peccatum coram Deo. De modo autem loquendi erit controversia, an talis ordinatio, si detur, vocanda sit lex, necne. Quoad priorem ergo partem negare non possumus, quin possint fieri tales ordinationes vel statuta, quæ immediatè non obligent in conscientiâ ad actus, quos præcipiunt, vel prohibent. Ita docuit expressè D. Thom. 2-2, q. 186, art. 9, ad 2. Sequitur Angel. verb. *Inobedientia*, n. 1; Henric. quodlib. 3, q. 22; Castro lib. 1 de Lege pœnali, cap. 5, 8 et 9. Et sumitur ex Clement. *Exivit de paradiso*, vers. *Non tamen*, de Verbor. significat. Constat etiam ex usu multarum religionum à summis pontificibus approbato, in quibus fundatores tradentes regulam disertè explicant, se nolle obligare ad culpam mortalem, vel venialem, sed solùm ad pœnam; est autem certum illa statuta sancta esse, et consentanea rationi, et transgressores eorum justè et rationabiliter puniri.

6. Quòd autem illi transgressores per se loquendo, non peccent, probatur, quia prudenter conformant dictamen suæ conscientiæ intentioni sui legislatoris; ille autem declaravit in illâ transgressione non esse culpam ex vi illius legis; ergo prudenter subditi formant judicium conscientiæ, quòd nullum ibi interveniat peccatum; ergo reverà non peccant, quia quod est ex legitimâ conscientiâ, peccatum non est. Dico autem *per se*, quia aliunde sæpissimè, et fortassè frequentiùs poterit ibi misceri culpa, quia difficile est ex motivo honesto, et cum omnibus circumstantiis requisitis id operari, quod est contra regulam. Sed hoc est accidentarium respectu regulæ, cujus solam vim nos consideramus, et absolutè loquendo, non repugnat, actum fieri cum omnibus illis circumstantiis, etiamsi aliàs discordet à regulâ. Idem contingere potest sine dubio in multis legibus civilibus, seu politicis, quæ non absolutè aliquid præcipiunt, sed quasi sub conditione statuunt, ut qui hoc fecerit, solvat hanc vel illam pœnam, de quibus latiùs infra disputando de lege pœnali. Præterea non repugnat fieri votum merè pœnale, quod absolutè non obliget in conscientiâ ad actum immediatè promissum; ergo idem facilè intelligi poterit in ordinatione superiorum.

Ratio denique est, quia hæc obligatio pendet ex intentione mandantis; ergo, si ille intendit non obligare in conscientiâ, reverà non obligat. Quòd autem possit ita intendere, patet ex usu, et quia non involvit repugnantiam, dummodò non omnis obligatio etiam ad pœnam excludatur. Quod patebit magis ex puncto sequenti, et ex responsionibus argumentorum.

7. Jam ergo succedit alia quæstio, an talis ordinatio sit vera lex. Pars enim negativa videtur sumi ex D. Thomâ citato loco; dicit enim, non omnia, quæ ponuntur in lege, poni per modum præcepti, sed aliqua esse per modum simplicis ordinationis, vel statuti, et ideò non omnia obligare in conscientiâ. Significat ergo, quidquid ponitur per modum præcepti obligare in conscientiâ, et è converso, quod non obligat in conscientiâ, non esse præceptum, et consequenter non esse legem, quia præceptum est de essentiâ, seu de substantiâ legis, ut in superioribus visum est. In contrarium autem est, quia si illa non est lex, erit tantùm consilium; non enim potest intelligi medium aliquod inter hæc duo, quia per quamdam contradictionem inter se distinguuntur: non possunt autem illa statuta reputari tantùm consilia, quia aliàs non magis adstringeretur Religiosus ad observantiam suarum regularum, quàm aliorum consiliorum, quæ in regulâ non continentur, nec magis esset dignus pœnâ non servans regulam, quàm non exequens alia consilia, quod est planè falsum; ergo.

8. Dico igitur, hujusmodi statuta, et leges pœnales, licet quoad proximum actum, de quo disponunt, non sint absolutè præcepta, et consequenter etiam non sint propriæ leges; tamen respectu omnium quæ includunt, veram rationem legis habere. Primam partem probat ratio desumpta ex D. Thomâ, et quia talis lex non est simplex, ut sic dicam, sed quasi hypothetica et conditionata. Unde, sicut in propositione conditionali antecedens non affirmatur simpliciter, sed illatio, ita neque hîc præcipitur simpliciter talis actus. Quod optimè declarat exemplum de voto; nam qui vovet, si luserit, dare eleemosynam, non promittit absolutè non ludere, sed illam conditionalem. Et ex hoc exemplo declaratur, et probatur facilè altera pars assertionis, quia respectu illius conjuncti illa est verè promissio, quæ licet non obliget absolutè ad priorem partem, obligat ad secundam; ita ergo est in præsenti; nam, licet hæc lex, de quâ agimus, non obliget ad hoc faciendum, vel omittendum absolutè, obligat tamen vel ad hoc, vel ad sustinendam pœnam, aut alium effectum legis, si in priori parte lex non servetur.

9. Ultimò hinc concluditur resolutio quæstionis. Dico enim omnem veram legem humanam necessariò resolvi in aliquam conscientiæ obligationem. Probatur, quia necesse est, ut lex vel absolutè obliget ad actum, vel saltem sub aliquâ pœnâ. Priori modo latè obligat in conscientiâ ad talem actum, ut ostensum est. Si autem feratur posteriori modo, ita ut sit lex purè pœnalis, obligabit vel ad solvendam pœnam, suppositâ transgressione, si cum eo rigore posita sit, sicut obligat votum pœnale, vel saltem ad sustinendam pœnam, ut rectè explicuit D. Antonin. parte 3, tit. 16, capite ultimo, in fine, et tandem consentit Joannes Eselius supra, et patet, quia nisi teneatur in conscientiâ sustinere pœnam, qui tale statutum transgressus est, non poterit superior habere jus ad puniendum illum, vel posset dari bellum justum ex utrâque parte. Atque hoc modo facilè explicantur leges omnes, quæ dicuntur purè pœnales. Idem verò dicendum est cum proportione de legibus irritatoriis, vel quæ dant formam substantialem contractibus, etiamsi supponatur non obligare immediatè in conscientiâ ad talem formam, vel modum, quod quidem in eis rarius et difficilius est, quia efficere actum sine his conditionibus, quæ necessariæ sunt ad finem et valorem ejus, contra prudentiam, et consequenter contra honestatem esse videtur; casu illo tamen admisso (de quo infra) semper lex illa resolvetur in aliquem effectum, ad quem obliget in conscientiâ. Nam qui fecit contractum jure humano irritum, ipso facto, in conscientiâ tenetur, vel rem apud se non retinere, vel alium non obligare, vel denique non uti illo contractu ad alios effectus, quos haberet, si irritus non fuisset. Idem censeo dicendum de aliis legibus, quæ ex intentione legislatoris dicuntur obligare in foro exteriori, et non interiori; illæ enim si referantur ad ipsos judices, illos obligant in conscientiâ, ut secundùm tales leges in foro exteriori judicent, et consequenter obligare possunt subditos, ut in eodem foro pareant iisdem legibus, et non resistant, et hoc modo semper lex obligat in conscientiâ, si sit propria lex præceptiva, seu ordinativa. Quod ideò addo, quia si sit tantùm lex permissiva,

talis lex respectu illius personæ, ad quam spectat permissio, non est propriè lex, ut in superioribus vidimus, et ideò mirum non est, quòd secundùm eam rationem, et respectu ejusdem non inducat obligationem in conscientiâ; inducet autem illam respectu aliorum, quibus imperat, ut talem actum non puniant vel impediant, juxta supra dicta de effectu talis legis. Et idem cum proportione dicendum est de lege concedente privatum privilegium, quia respectu ejus, in cujus favorem fit, non habet rationem legis, et ideò illum non obligat in conscientiâ, sed obligat alios, ut contra illius privilegium non agant. Atque ita in universum omnis vera lex humana aliquam obligationem in conscientiâ inducit.

10. Ex his ergo facilè patet responsio ad primam rationem dubitandi priori loco positam. Potest enim vera lex ferri sine intentione obligandi absolutè in conscientiâ ad actum vel omissionem immediatè ordinatam per legem, quamvis non possit ferri lex sine intentione ita obligandi, ut saltem resolvi possit in obligationem conscientiæ, saltem quoad pœnam aliquam, vec coactionem substituendam, vel aliquid simile. Atque in hoc sensu dixerunt multi auctores, legem non obligare in conscientiâ, quando legislator sufficienter declarat, hanc esse intentionem suam, ut tractat latè Castro supra, et admittunt Sylvest. verb. *Lex*, q. 9, casu. 1; Soto supra, dictâ q. 6, art. 4 et 5; Navarr. cap. 23, num. 48 et 49; Covarr. in Regul. *Peccatum*, p. 2, § 5; Dried. libr. 1, de Libert. Christ. cap. 3. Quia actus agentium non operantur ultra intentionem eorum, maximè quando non operantur naturaliter, sed voluntariè. Hi autem doctores supponunt, posse legislatorem habere voluntatem ferendi legem sine intentione obligandi in conscientiâ. Quod est verum quoad absolutam obligationem proximi actûs, non verò quoad obligationem quasi disjunctam, vel conditionatam faciendi, vel patiendi illud, si hoc non fecerit. Et hoc probat ratio dubitandi, et exemplum de voto, et non aliud. Unde etiam rectè concluditur, non posse intelligi veram legem sine obligatione, vel ad culpam, vel saltem quoad pœnam respectu actûs immediatè intenti. Quomodò autem interdùm possit lex pœnam injungere, licet non supponat in transgressione veram culpam, quod referendo contrariam sententiam tetigimus, tractabimus latè agentes de lege pœnali; nunc satis sit dicere, ad humanam pœnam, vel quasi pœnam, seu coactionem aliquam interdùm sufficere causam justam, licet culpa non sit. Propter quod cum tali limitatione dicitur in capit. 23 de Regulis juris in 6: *Sine culpâ, nisi subsit causa, non est aliquis puniendus.* Hæc autem causa, licet interdùm non sit culpa apud Deum, tamen apud humanam communitatem, quatenùs pars discordat à toto, saltem in exteriori, seu civili observantiâ, dici potest quædam culpa civilis, seu humana, ac proinde sufficiens ad levem pœnam humanam infligendam.

11. Atque eodem modo respondendum est ad primam confirmationem ibi positam, quòd lex est regula operationis; talis enim est regula, qualis est lex, et ideò si sit lex absolutè præcipiens actum, erit simpliciter regula, et de illâ procedent omnia, quæ ibi dicuntur: nam reverà obligabit in conscientiâ; si verò sit tantùm lex cum limitatione præcipiens sub tali conditione ad tale onus, et non majus, distinguendum est inter simplicem actum, quem primò lex intendit, et inter totam legis, seu regulæ obligationem. Nam respectu solius actûs non est illa lex absoluta regula honestatis, nec solus defectus à tali regulâ in tali actu est malus moraliter, sed est de se onerosus, quatenùs reddit obnoxium tali oneri, seu pœnæ; respectu verò totius materiæ talis legis, censeri potest regula honestatis, quia ita obligat ad totum disjunctum, ut non possit in utrâque parte committi contra talem legem quin turpiter et contra bonos mores peccetur, puta, si non solùm lex in priori actu non impleatur, sed etiam nolit quis parere pœnæ, et illi resistat.

12. Et per hoc etiam patet, quomodò talis lex differat à consilio; nam consilium per se nullam coactionem habet, nec obligationem, etiamsi non servetur, ut constat. Aliter verò Angelus verb. *Inobedientia*, distinguit duplex consilium; unum vocat perfectionis, ut est consilium paupertatis, etc.: *Vade, et vende omnia, quæ habes*, etc.; et aliud reverentiæ, quale esse dicit, quando subditus deberet facere, et nihilominùs superior solùm consulit, quod posset præcipere. Quam distinctionem habet etiam Glossa ult. in cap. *Ad aures*, de Ætat. et qualit., et Panormit. in cap 1 de Constit. n. 4, et citatur etiam Archid. in cap. *Testamentum*, dist. 6. Ait ergo Angel. in omissione consilii perfectionis, nullam esse culpam, juxta cap. *Quisquis*, 14, q. 1; consilium au-

tem reverentiæ non prætermitti sine aliquâ culpâ, saltem veniali. Hæc tamen distinctio nobis necessaria non est, quia non de voce, sed de re tractamus; consilium autem reverentiæ, si rectè explicetur, reverà non est consilium, prout à præcepto distinguitur, sed est declaratio quædam, et judicium de re aliàs necessariâ ex præcepto, quod consilium dari potest ab eo, qui jurisdictionem non habet; quando verò datur à superiore, dicitur consilium reverentiæ, ut benè exposuit Panormit. Et tunc non servando tale consilium, peccabitur quidem, non tamen ratione consilii, nec contra superiorem, qui illud dedit, sed ratione materiæ, quæ aliunde supponitur necessaria, unde pro qualitate illius poterit ibi intervenire, sicut veniale peccatum, ita et mortale. Est ergo tale consilium quoad modum (ut sic dicam), non quoad rem, seu materiam. Nos autem hìc loquimur de consilio quoad rem, seu ex parte materiæ, de quo in universum verum est, nullam coactionem inducere, nec obligationem, ideòque nullam esse culpam, illud non sequi, aut exequi, et in hoc partim convenire cum regulâ, seu lege non obligante ad suì observationem sub reatu alicujus culpæ; partim verò differre, quia talis constitutio addit aliquam coactionem pœnæ, et obligationis exequendi, vel patienter sustinendi illam.

15. Superest respondendum ad argumenta posteriori loco in contrarium objecta. Verùmtamen secundum illorum, quod erat de lege pœnali, ex dictis solutum est, et plura dicemus in particulari disputando de illâ lege. Primum autem, et tertium postulant prolixiora dubia, quæ in sequentibus capitibus commodiùs tractabuntur.

CAPUT XXIII.

Utrùm lex civilis in præsumptione fundata, obliget in conscientiâ?

1. Hanc dubitationem postulabat primum ex argumentis secundo loco propositis in præcedenti capite; et in eâ frequenter doctores docent, quando lex fundatur in præsumptione non obligare in conscientiâ, si veritas non concordet præsumptioni, quia conscientia nititur veritati, et quia non est intentio legislatoris tunc obligare. Ita Sylvest. verb. *Lex*, q. 9, casu. 2; Adrian. quodlib. 6; Soto dicto lib. 1, q. 6, art. 4, in fine, et in 4, dist. 22, q. 1, art. 3; Richard. in 4, dist. 28, art. 1, q. 3 et 4; Castro, dicto cap. 5. Indicant Navarr. in Sum. cap. 17, n. 284, et Covar. in cap. *Cùm esses*, de Testam. n. 9, et in Epitom. 4, p. 1, cap. 4, § 1, n. 9. Idem sentit Bald. in Authen. *Ingressi*, de sacros. Eccles. n. 49, ubi ait, dispositionem juris civilis, quæ non fundatur in præsumptione, procedere etiam in conscientiâ, et refert D. Thomam; expressiùs id docet idem Bald. in l. *Cùm quis*, C. de jur. et fa. igno. n. 19; Jas. in Rubr. ff. de Acq. hæred. n. 25, ubi alios refert. Idem Panorm. in cap. 1 de Constit. n. 10, et ibidem Felin. n. 3 et 40; Deci. lect. 1, n. 18, et sumitur ex Innoc. in cap. *Quia propter*, de Elect. Joann. Andr. in cap. *Is, qui fidem*, de Sponsal. quos cum aliis Felin. supra refert. Alleganturque pro hâc sententiâ cap. *Is, qui fidem*, et cap. *Tua nos*, de Sponsal. Quatenùs in priori dicitur, per copulam subsecutam post sponsalia, præsumi matrimonium contractum, et nihilominùs dicitur in posteriori, si reverà non adsit consensus, tale matrimonium in re ipsâ non esse validum. Hæc tamen jura nihil ad rem præsentem facere videntur, quia ibi non præcipitur, ut in eo casu matrimonium valeat, sed solùm dicitur, quòd præsumitur valere; certum est autem, actum non statim fieri validum, quia in jure præsumitur validus, nisi fortè talis sit actus, ut solâ juris auctoritate possit validus fieri, ut statim magis declarabitur. Matrimonium autem non est talis actus, qui possit fieri solâ efficacitate canonis sine consensu contrahentium, et ideò meritò in illis juribus dicitur, sponsalia consummata per copulam transire in matrimonium præsumptione juris et de jure, illam tamen præsumptionem non sufficere ad valorem matrimonii coram Deo, si reverà defuit consensus. Non potest tamen inde inferri legem in præsumptione fundatam non obligari in conscientiâ, quoties veritas non concordat præsumptioni.

2. Ut ergo vera resolutio intelligatur, advertendum est, præceptum superioris, vel legem in præsumptione fundatam duplicem esse posse. Una est, quæ servari non potest sine peccato, quando præsumptio legislatoris in veritate rei non subsistit; alia est, quando licet res ipsa non sit, ut præsumitur, nihilominùs lex potest sine peccato servari. In priori casu vera et necessaria est dicta sententia, quòd talis lex vel præceptum, non possit in conscientiâ obligare; imò verò nec possit in conscientiâ servari, ut rectè convincit dictum cap. *Tua nos*, de Sponsal. et cap. *Inquisitioni*,

de Senten. excommun. et ratio est clara, quia nemo potest obligari ad peccatum committendum, sed illud potiùs vitare tenetur, non obstante quocumque præcepto et præsumptione humanâ, quia potentior est lex veritatis naturalis, aut divina, quæ tunc obligat ad vitandum talem actum, ut in simili August. tradit, et habetur in cap. *Veritate*, dist. 8. Exemplum commune est; nam Ecclesia justè præsumit esse veros conjuges illos, qui in facie ipsius legitimè contraxerunt, et nullum verum impedimentum irritans, aut defectum consensûs ostendere possunt, ideòque illos suis legibus et censuris cogit ad cohabitandum et utendum matrimonio, et nihilominùs in eo casu, si reverà defuit consensus, vel adfuit impedimentum irritans, non possunt copulari conjuges, scientes postea tale impedimentum, quia agerent contra veram conscientiam. Idem ergo est, quoties præsumptio est contraria veritati necessariæ ad honestatem actûs.

3. Auctores verò allegati non solùm loquuntur in illo casu, sed etiam in alio, quando non obstante falsitate rei præsumptæ, lex potest sine peccato servari, et indistinctè docent (præsertim Abb. et Felin.) etiam in eo casu legem non obligare. Unde inferunt, etiamsi lex humana irritet talem actum, scilicet venditionem, electionem, vel similem ex simili præsumptione, nihilominùs actum esse validum, si reverà habeat illas conditiones, quæ ex jure naturæ sufficiunt ad valorem ejus, sed de legibus irritantibus in lib. 5, ex professo dicemus, nunc verò de solâ obligatione legum tractamus. Esse autem potest vulgare exemplum hujus sententiæ de lege civili, quæ jubet hæredem adeuntem hæreditatem, non confecto inventario, solvere debita etiam ultra vires hæreditatis, et nihilominùs communis interpretatio est, illum non teneri in conscientiâ solvere debita in eâ quantitate, quæ reverà superat vires hæreditatis. Quia lex fundatur in præsumptione, quòd ille, qui neglexit facere inventarium, usurpare voluit pinguem hæreditatem, et non integrè solvere debita, quæ præsumptio in eo casu cessat, et consequenter cessat etiam obligatio in conscientiâ, ut est communior sententia Bartholi, Baldi, et aliorum, quos refert, et sequitur Jason in Rubricâ, ff. de acquirend. Hæredit. à num. 23. Idem ergo erit in omnibus similibus. Fundamentum enim generale est, quòd veritas præfertur præsumptioni, et ideò intentio legislatoris, qui in præsumptione fundatur, non creditur extendi ad casum, in quo veritas non subsistit.

4. Sed nihilominùs doctrina hæc non potest indistinctè et generaliter approbari, quia sine dubio aliqua ex adductis exemplis falsa sunt, ut infra libr. 5 dicemus de aliquibus. De renuntiatione autem filiæ dote contentæ, et de alienatione fundi dotalis ab uxore factâ, et de similibus actibus per leges humanas irritos esse, quamvis fiant cum vero consensu, et aliis conditionibus ex vi solius juris naturalis sufficientibus, in tom. 2 de Relig. tractat. de Juramen. latiùs diximus. Denique (quidquid sit de particularibus exemplis) certum videtur, posse legem civilem, etiamsi (juxta modum loquendi illorum auctorum) in præsumptione fundetur, simpliciter ferri, ita ut obliget et habeat totum suum effectum, etiam in casibus in quibus præsumptio non subsistit, quando in observatione legis nullum intervenit peccatum, quia potest ad commune bonum pertinere, ut talis lex absolutè feratur, et obliget, etiamsi in particulari casu ratio ejus deficiat; ergo non potest generaliter et indistinctè defendi, quòd lex in præsumptione fundata nunquàm obliget, vel habeat effectum in conscientiâ, quoties veritas non consonat præsumptioni, licet fortassè sint aliquæ leges, quæ in hoc sensu ferantur.

5. Quapropter distinctione utendum videtur, quam sumere possumus ex divo Thomâ 2-2, q. 60, art. 4, ad 3. Ubi ipse loquitur de interpretatione alicujus rei in deteriorem partem, quam dicit, posse dupliciter fieri, scilicet, præsupponendo posse ita esse, vel definiendo ita esse. Ita ergo in præsenti duplicem præsumptionem legis distinguo, unam vocare possumus præsuppositionis, aliam definitionis, vel unam facti, aliam periculi moralis secundùm id, quod frequentiùs accidit, si tamen hæc posterior præsumptio, et non potiùs certa scientia dicenda est; loquimur tamen vulgari modo. Prior ergo modus est, quando præsumitur opus tali vel tali modo esse factum, ut in casu illo de matrimonio per sponsalia consummata, præsumitur copula facta affectu maritali, et cum vero consensu contrahendi matrimonium. Posterior autem erit, quando solùm præsumitur in tali modo contrahendi, v. g., inesse dolum aut timorem, vel imperfectionem consensûs ex defectu judicii, quia plerùmque ita accidit in simili eventu. Unde semper inest periculum morale, quòd ita sit, sicut præsumitur. Et hoc modo fundatur in præ-

sumptione lex irritans professionem ante legitimum tempus ætatis, aut probationis, et similes.

6. Dico ergo primò, leges fundatas in præsumptione ratione solius moralis periculi obligare in conscientiâ, et habere suos effectus, etiamsi in particulari casu, factum non sit consentaneum periculo, nec reverà interveniat, quod timeri poterat. Hoc probant quæ ultimo loco adduximus. Nam lex prohibens fieri professionem ante decimum sextum annum expletum, obligat etiamsi puer sit doli capax, et habet effectum irritandi professionem antea factam, ita ut in conscientiâ nullam obligationem inducat. Similiter lex statuens, ut votum factum à filio impubere ante decimum quartum annum possit irritari à parente, suam vim habet, etiam in conscientiâ, quamvis certò constet, talem puerum in tali ætate habuisse perfectum judicium. Et sic de aliis. Ratio verò est, quam notavit D. Thomas 2-2, q. 88, art. 9, quia leges humanæ attendunt ea quæ frequentiùs accidunt, et id satis est, ut generaliter obligent. Confirmatur primò, quia ob hanc rationem, deficiente fine legis in particulari, non cessat obligatio legis; sic autem se habet in præsenti defectus præsumptionis in particulari casu, quia ibi tantùm cessat ratio legis in particulari, et merè negativè, quandoquidem potest lex sine injustitiâ, vel aliâ malitiâ servari, ut supponitur.

7. Sed contra hoc objici potest, quia quando lex aliquid prohibet propter vitanda aliqua incommoda, si in particulari casu cessant, seu non inveniantur, illa incommoda, non obligat talis lex, etiamsi posset sine incommodo executioni mandari, ut sentit Panormit. in c. *Quoniam contra*, de Probat. n. 6. *Dummodò*, ait, *lex non contemnatur*. Et idem sentit Navarr. in Sum. cap. 16, n. 37, cum Cajetan. tom 1 Opusc. tract. 12, q. 2 de Matrimon., qui specialiter tractant de lege prohibente clandestina matrimonia, quam dicunt non obligare, quando cessant omnia illa incommoda, quæ lex illa vitare intendit. Et ratio reddi potest, quia tunc inutilis est observantia talis legis, nullamque honestatem habet : ergo similiter in præsenti, quando lex fundatur in præsumptione generali ratione periculi, potiùs quàm facti, non obligabit in particulari casu, ubi constiterit, nullum esse tale periculum : est enim eadem ratio.

8. Respondetur negando antecedens generaliter sumptum. Nam lex prohibens deferre arma noctu propter incommoda jurgiorum, vel injuriarum, quæ inde sequi solent, obligat omnes, etiamsi nulla rixa timeatur. Idem lex prohibens habere plura officia reipublicæ propter vitandum incommodum indebitæ administrationis, obligat etiam illum, in quo tale incommodum cessat, quia sufficiens est ad illa perfectissimè administranda. Unde potiùs potest retorqueri argumentum ad confirmandam assertionem. Nam si lex prohibeat aliquid propter incommoda vitanda, obligat in particulari casu, etiamsi in illo non inveniantur ; ergo similiter, etc. Præterea retorquetur ratio illius sententiæ, quia licet cessent pericula vel incommoda, semper est honestum, servare legem, et est utile ad majorem legis vigorem et observantiam. Item quia ut lex universaliter obliget, satis est, quòd ut in pluribus sequantur incommoda ex contrario actu. Quocirca, ut in aliquo casu cesset obligatio legis latæ ad vitanda incommoda, non satis est ut incommoda cessent, sed oportet ut occurrant aliqua gravia incommoda, quæ in tali casu sequantur, si lex servetur, et ideò per modum epiikiæ cessare censeatur. Et ita videtur interpretari Navarr. suam sententiam, de quo puncto plura dicemus infra, tractando de interpretatione vel cessatione obligationis legis.

9. Dico secundò : Quando lex fundatur in præsumptione definitivâ, seu facti, non obligat, non subsistente præsumptione seu veritate facti. Juxta hanc assertionem procedere potest communis sententia supra citata, eamque significare videtur Felin. dicto n. 40, verb. *Hanc fallentiam*, ubi numerat tres casus, in quibus lex non obligat in conscientiâ, et omissis secundo de lege injustâ, et tertio de lege pœnali quoad solutionem pœnæ, qui ad rem præsentem non pertinent, primus et unicus apud illum est : *Quando lex fundatur super præsumptis, et non super certis*, ut ille loquitur. Ut quando lex præcipit obedire sententiæ, quam præsumit justam; nam si constet, non esse justam, non obligat talis lex ad observandam illam sententiam, quia fundatur in præsumptione talis facti in individuo, scilicet, quòd talis sententia justa sit. Et idem significat Bald. in dictâ l. *Cùm quis*, in exemplis omnibus, quæ adducit. Quamvis alii utantur aliis exemplis, quæ plus indicant, et admittenda non sunt, ut in lib. 5 latiùs dicam. Exemplum autem de hærede non faciente inventarium, admissâ aliâ opinione, ad hunc sensum debet accommodari. Et habet fundamentum in Authenticâ de Hæred. et Falcid. cap. 2, ibi : *Et non per ea, quæ fortè surripiunt*,

vel malignanter introducere pertentant. Et infra: *Cùm utique si nihil malignati essent, non fortè competeret,* vel fortè illa lex quasi pœnalis est propter negligentiam faciendi inventarium, et ideò non obligat in conscientià ante judicis sententiam; poterit autem tunc justè cogi hæres per judicem, et tunc tenebitur in conscientià parere. Neque aliud disponi videtur per illam legem. Omissis verò exemplis, ratio assertionis est, quia quandò lex fundatur hoc modo in præsumptione, deficiente veritate, tollitur omninò fundamentum legis, et ideò necesse est, ut cesset obligatio ejus. In quo est magna differentia inter hanc legem et illam, quæ fundatur in præsumptione periculi, quia in priori, cessante veritate, deficit fundamentum legis; in posteriori autem minimè, quia semper est verum dicere, actum esse periculosum, etiamsi non eveniat effectus. Unde propriè loquendo, illa ratio periculi non tam ex præsumptione, quàm ex vero et certo judicio de tali periculo timetur; secùs verò est, quando præsumptio est de ipso facto, quod simpliciter incertum est, licet præsumatur, unde cùm non tantùm periculum, sed etiam ipsummet factum sit fundamentum talis legis, meritò cessante veritate facti, cessat obligatio legis. Accedit quòd etiam tunc cessat materia legis, ut in casu de matrimonio, si lex præcipiat permanere cum muliere cognità post sponsalia, et contingat, non fuisse cognitam affectu maritali, cessat in conscientià obligatio talis legis, quia reverà cessat materia ejus; nam intentio illius legis est præcipere accessum ad suam conjugem, et illa non est conjux; ita ergo est in omnibus similibus.

10. Solùm potest ulteriùs interrogari, quomodò discernendum sit, quando lex fundetur in præjudicio periculi tantùm seu in eo, quod frequentiùs accidit, vel etiam in præsumptione facti, quòd ita in re ipsâ esse supponatur. De hoc verò non possumus certam regulam in particulari assignare. Dicimus ergo ex materià et verbis legis, adjuncto usu, et interpretatione doctorum, id esse colligendum. Altera dubitatio de intentione legislatoris, quæ in illo argumento superioris capitis petebatur, post sequens caput commodiùs tractabitur.

CAPUT XXIV.

Utrùm lex civilis obliget, vel obligare possit sub reatu mortalis culpæ.

1. Præceptum (ut notat Cajet. 2-2, q. 104, art. 2, et in Sum. verb. *Præceptum*), interdùm generaliter sumitur pro imperio imponente necessitatem obediendi, ita ut peccetur, si non impleatur, juxta illud Hieronym. libr. 1 contra Jovin.: *Quod præcipitur imperatur, quod imperatur necesse est fieri,* cap. ult. 14, q. 1, aliquando verò accipitur antonomasticè pro imperio imponente necessitatem mortaliter peccandi, si non pareatur, et utroque modo præceptum includit obligationem in conscientià, et ita utraque ratio præcepti sufficit ad veram rationem legis, et aliqua earum necessaria est juxta supra dicta. Hinc ergo oritur quæstio, an lex civilis solùm includat rationem præcepti largè sumpti, vel etiam possit ex suo genere magis obligare, et necessitatem imponere, vel parendi, vel mortaliter peccandi. In quo puncto clariùs videntur loqui Gerson, et Almain. supra citati cap. 20, negantes magistratui civili hanc potestatem. Idemque à fortiori tenent qui de legibus ecclesiasticis hoc docent, quos libro sequenti cap. 18 commemorabimus. Aliqui etiam canonistæ docuerunt, non esse peccatum mortale, non parere legibus civilibus secluso contemptu, Imol. in Reper. cap. *Cùm contingat*, de Jur. jur. col. 17, cujus doctrinam in hâc parte valdè commendat Felin. in cap. 1 de Sponsal. n. 19; unde videntur supponere, ex vi talium legum non sequi per se talem obligationem. Hi verò auctores nullam novam rationem vel probationem afferunt, quâ ostendant, excedere efficaciam potestatis, ac legis civilis, attingere hunc gradum præcepti, seu obligationis, et omnes, quæ afferri possunt, reducuntur ad eas, quæ in cap. 20. positæ sunt. Quibus omissis,

2. Dico primò: Lex civilis ex genere suo obligare potest sub reatu mortalis culpæ. Dico autem, *ex genere suo,* quia certum est, in individuo, seu in singulis legibus non semper esse tam gravem obligationem, ut transgressio legis civilis reatum æternæ pœnæ inducat. Quia nec lex divina et naturalis in omni materià et actione cum tanto rigore obligant, ut ex 1-2, q. 88 et 89, nunc suppono. Dicitur ergo lex civilis ex suo genere obligare sub mortali, quia, si ex parte materiæ sit capacitas, et voluntas legislatoris interveniat, ex parte legis non deest efficacia, seu potestas ad obligandum. Ita docet apertè divus Thom. 2-2, q. 104, art. 6, juncto art. 1, q. 105, et q. 147, art. 3; Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 4; Castro, lib. 1 d. Leg. pœnal. cap. 4 et 5; Driedo lib. 2 de Libert. christian. cap. 1; Medin. C. de Pœnit. tract. 4 de Jejun. c. 7; Adria. quodlib. 6, art. 2; Major.

4, dist. 15, q. 4. præsertim ad 2; Navarr. in Sum. cap. 23, n, 55; Covarr. in Regul. *Peccatum*, p. 2, § 5, n. 2 et 5, ubi plures alios refert. Et probari potest ex Augustin. Epist. 50, non longè à principio, dicente : *Quicumque legibus imperatorum, quæ pro Dei veritate feruntur obtemperare non vult, acquirit grande supplicium.* Utique apud Deum, et ex contextu constat. Ostendi etiam potest assertio omnibus et testimoniis et rationibus adductis in cap. 20 ; nam obligatio in conscientiâ simpliciter dicta extenditur ex genere suo ad obligationem sub mortali. Unde ratio propria est, quia lex humana ex se obligat in conscientiâ ; ergo ex se etiam inducit obligationem materiæ proportionatam, si circa illam absolutè feratur ; ergo ex se inducere valet obligationem sub mortali. Confirmatur, quia ratio naturalis dictat talibus legibus esse obediendum, sicut dictat esse obediendum parentibus, et sicut dictat promissionem Deo factam esse servandam ; ergo sicut non servare vota, vel non obedire parentibus ex suo genere, est peccatum mortale, ita etiam non servare leges civiles, seu (quod perinde est) non obedire principi seculari ex suo genere est peccatum mortale; ergo leges civiles ex genere suo possunt obligare ad mortale.

3. Atque hinc infertur, potestatem hanc sic præcipiendi, cum tam rigorosâ obligatione non convenire principibus secularibus ex speciali Dei aut Christi concessione, sed ex naturâ rei consequi ad illam potestatem, quam habent à Deo ad gubernandam rempublicam in suo ordine. Probatur primò à simili de potestate, quam pater habet ad imperandum filio, imponendo ei gravem obligationem, quando materia illam postulat ; illa enim potestas non est ex speciali concessione, sed sequitur jure naturæ ex vi dominii paterni, et illius naturalis principii : Obediendum est parentibus justè præcipientibus. Idemque est cum proportione de obedientiâ, quam servus debet domino ; ergo idem est de obedientiâ debitâ legibus principum. Secundò, quia potestas principis ad constituendum actum ut necessarium ad honestatem illius virtutis, in cujus materiâ versatur, vel ad præscribendum medium in tali materiâ virtutis, non est ex speciali concessione distincta à potestate regendi rempublicam, sed est inclusa in illâ ex ipsâ rei naturâ ; sed ex hâc potestate, et actu ejus, sequitur intrinsecè, et ex naturâ rei, ut sit peccatum mortale transgredi talem legem ; ergo etiam potestas sic præcipiendi est inclusa ex naturâ rei in tali potestate, et non est addita per specialem concessionem. Minor declaratur (cætera enim clara sunt) in materiâ justitiæ, quando lex taxat pretium rei ; nam eo ipso illud est medium justitiæ, et transgressio est injustitia, quæ ex genere suo peccatum mortale est, et consequenter etiam violatio talis legis est ex suo genere peccatum mortale, et idem est cum proportione in reliquis. Tertiò probatur, quia hæc concessio non est specialiter data à Christo ; aliàs esset propria legis novæ, quod est frivolum, et sine fundamento, et apertè repugnat Paulo Rom. 13 dicenti : *Omnis anima*, etc., et tradit generalem doctrinam communem etiam ethnicis, ut in superioribus visum est, et constat apertè ex simili loco Petr. 1 canon. cap. 2, et Sap. 6 : *Audite, reges*, etc., *quoniam data est à Domino potestas vobis.* Quòd verò illa potestas, quæ communis est ethnicis, non sit ex speciali concessione addita naturæ, in superioribus ostensum est, et per se est evidens, tum quia in Scripturâ nulla fit mentio talis concessionis, sed illi potestati naturali tribuitur tanta vis imperandi, ut qui ei resistunt, sibi damnationem acquirant, Roman. 13, tum etiam, quia talis potestas inventa est in legitimis regibus infidelibus nullam revelationem, vel supernaturalem notitiam habentibus ; est ergo intrinseca potestati naturali, et divina dicitur per modum doni connaturalis, non per modum specialis concessionis.

4. Contra hanc autem veritatem videtur sensisse Medina tractat. de Jejunio, c. 7; sentit enim, seculares principes habere hanc potestatem ex speciali Dei concessione, ratione cujus dicit, eos uti auctoritate Dei, quando imperant sub reatu pœnæ æternæ. Et in hoc æquiparat principes seculares prælatis Ecclesiæ, qui potestatem suam habent ex speciali concessione Christi. Nititurque in illo fundamento Gersonis, quòd nemo potest sub reatu pœnæ æternæ imperare, nisi qui illam pœnam potest infligere, et ideò solus Deus id potest, vel qui ab illo habet talem potestatem specialiter commissam. Almain. verò d. c. 12 Moral. licet in principali assertione dissentiat à Medinâ, tamen in hoc fundamento convenire videtur. Putat enim, ad præcipiendum sub reatu pœnæ æternæ necessariam esse auctoritatem specialiter à Deo concessam, et quia putat, hanc esse datam Christi vicario, non autem principi temporali, ideò negat, leges civiles obligare sub mortali, licet de ecclesiasticis id concedat.

5. Sed profectò idem est cum proportione de utroque superiori seculari, et ecclesiastico in

hâc parte sentiendum. Nam, licet in hoc differant, quòd potestas gubernandi aliter data est vicario Christi, quàm imperatori (illi enim data est per specialem concessionem supernaturalem, huic per electionem hominum, vel alium modum dimanantem à Deo, ut auctore naturæ ex vi naturalis luminis rationis), nihilominùs in hoc conveniunt, quòd neutri data est peculiaris potestas imperandi in suâ materiâ et foro sub reatu pœnæ æternæ per specialem concessionem, sed solùm quatenùs ex naturâ rei includitur in potestate gubernandi unicuique concessâ. Nam Petrus non habuit hanc potestatem (ut infra videbimus) nisi ex vi illius concessionis : *Pasce oves meas*, et aliam specialiorem fingere vanum est, et sine fundamento. Idem ergo cum proportione est de rege, seu imperatore, quia in latitudine suæ materiæ potestas ejus includit hanc vim et efficaciam imperandi, ut declaratum est.

6. Neque fortassè Medina aliud sensit; nunquàm enim dixit, hanc esse specialem concessionem, sed solùm voluit explicare, non potuisse quamcumque ex his potestatibus extendi ad obligandum sub reatu pœnæ æternæ, nisi esset utraque aliquo modo divina, et per eam operaretur homo, ac præciperet, ut minister Dei. Quod est verissimum, tum quia id satis indicavit Paulus loco citato, tum etiam, quia aliàs transgressio talis legis non redundaret in Dei offensionem, et consequenter non mereretur æternam pœnam. Almain. autem immeritò constituit in hoc differentiam inter potestatem laicam et ecclesiasticam; nam, licet in multis aliis differant, in hoc servant proportionem, non æqualitatis, sed cujusdam proportionalitatis, ut satis explicatum est.

7. Secundò ex dictis infertur, non solùm posse peccari mortaliter contra legem civilem, quando ex contemptu formali non servatur, sed etiam quoties cum sufficienti cognitione ac deliberatione violatur, sive id fiat ex negligentiâ, sive ex quocumque alio pravo affectu. Hoc advertimus contra aliquos, qui etiam de ecclesiasticis legibus dixerunt, non peccari contra eas mortaliter, nisi formaliter contemnantur, qui à fortiori idem essent dicturi de legibus civilibus. Sed contra illos ex professo tractabimus lib. seq. Nunc probatur illatio, quia sine contemptu formali datur plena et consummata transgressio legis; ergo, si lex de se obligat sub reatu æternæ pœnæ, in transgressione ejus committitur peccatum mortale, etiamsi non fiat ex contemptu formali. Loquor autem semper de formali contemptu; nam virtualis, seu potiùs materialis, in omni transgressione legis includitur; formalis autem necessarius non est, ut patet inductione; nam ad peccandum contra justitiam, vendendo rem chariùs, quàm lege taxatum sit, non est necessarius formalis contemptus legis, sed satis est id facere voluntariè ex affectu pecuniæ, vel alio simili. Item ut judex peccet graviter transgrediendo juris ordinem in judicio non est necesse, ut ex contemptu id faciat, ut constat. Et idem in similibus quæ satis constant ex communi usu, et sensu fidelium. Imò hinc obiter infero posse peccari mortaliter contra legem humanam per unum actum, vel omissionem, omnibus illis modis, quibus potest peccari contra legem naturalem vel divinam, scilicet, vel per malitiam, seu ex certâ scientiâ, et pravo usu libertatis, vel ex passione, quæ sufficientem deliberationem non excludat, vel per ignorantiam crassam et supinam, seu ex notabili negligentiâ profectam. Patet, quia omnibus his modis potest esse actus sufficienter voluntarius, et nihil aliud requiritur, suppositâ obligatione legis. Et quoad hoc eadem est ratio de humanâ, quæ de naturali, vel divinâ lege. Quapropter sano modo intelligendum est, quod Cajetanus verb. *Præceptum*, in fine ait, in his, quæ sunt positivi juris, si absque contemptu peccetur ex purâ ignorantiâ, vel apparenti excusatione, cum animo non consentiendi contra præceptum obligans ad mortale, non peccari mortaliter. Hoc enim intelligendum est de ignorantiâ invincibili, et non crassâ, et de probabili existimatione excusationis. Unde idem dici possit de rebus juris divini positivi, licet in humano plures admitti possint similes excusationes. Atque ita explicuit illam doctrinam Sylv. verb. *Inobedientia*, ubi divum Thomam et alios refert.

CAPUT XXV.

Utrùm lex humana, ut obliget sub mortali culpà, gravem materiam requirat, et quæ illa sit.

1. Quoniam dictum est, legem posse de se obligare sub mortali, licet non semper ita obliget, et ideò necessarium est declarare, quando obligatio legis pertingat usque ad illum gradum, in quo tam rigorosè obliget. Quantùm autem ex communi doctrinâ doctorum in hâc materiâ colligi potest, tria capita designari solent ad hanc gravitatem obligationis in lege discernendam, nimirùm, qualitas, seu quantitas, aut gravitas materiæ, in quâ lex præcipit; verba, quibus lex profertur, sub quibus pœnam

in lege additam comprehendimus; et intentio præcipientis, de quibus sigillatim dicendum est.

2. Circa primum certum est, gravitatem materiæ præcepti esse necessariam ad gravem legis obligationem, ita ut non sit in potestate legislatoris humani obligare sub mortali in materiâ levi, etiamsi maximè id velit, et intendat. Ita docuit Driedo lib. 3 de Libert. Christ. c. 3, ad 5, et hâc ratione dixit idem auctor lib. 2, c. 1, in discursu secundæ propositionis: « Temerariæ mandantium intentiones pro quibuslidet rebus parvi ponderis non obligant subditos, ut teneantur obedire sub pœnâ criminis illius, quod ipsi volunt subditos incurrere. » Idem tenet Castro d. lib. 1 de Leg. pœnal. c. 5, docum. 4; inclinat Cord. in Sum. q. 118, p. 1, quatenùs ait, non esse in potestate superioris obligare sub mortali, aut veniali, sed hoc pendere ex quantitate materiæ. Et probatur primò, quia primum fundamentum hujus obligationis est materiæ capacitas, nec potest legislator facere ut actus excedat potentiam, id est, obligatio capacitatem materiæ. Secundò, quia esset injustum, imò stultum præceptum quoad illam partem. Quid enim magis inordinatum, quàm propter rem levem obligare ad pœnam æternam, aut (quod perinde est) in re levi constituere salutis viam, seu medium ad illam? Tertiò, quia lex naturalis et divina non obligant sub mortali in materiâ levi; ergo multò minùs potest id facere lex humana. Quartò, quia talis lex non esset in ædificationem, sed in destructionem, et scandalum, et occasionem ruinæ, et onus imponeret grave, et importabile; non ergo potest talem imponere obligationem. Quintò, quia aliàs possent principes aut prælati pro suo arbitratu imponere graves obligationes circa res minimas, quod est absurdum, et contra Christi reprehensionem: *Alligant onera gravia, et importabilia.* Matth. 23. Sextò, quia, si lex civilis pœnam mortis imponeret pro levi crimine, injusta esset, et nulla quoad illam partem; ergo multò magis erit injusta lex humana, quæ imponeret reatum pœnæ æternæ apud Deum in materiâ levi, secundùm rectam æstimationem apud eumdem Deum. Unde meritò dixit August. d. lib. 2 de Bapt. c. 6, iniquas esse stateras eorum, qui pro arbitrio suo dicunt: Hoc grave, hoc leve est. Ex quibus rationibus constat, hoc esse verum, sive materia levis sit totalis materia legis, sive partialis; nam est eadem proportio et ratio. Sicut aliàs diximus, votum de re levi non obligare sub mortali, sive materia sit totalis, sive partialis. Et in lege naturali idem reperitur; nam lex non mentiendi per se obligat tantùm sub veniali culpâ, et eodem modo obligat lex non furandi in materiâ levi, licet in priori lege materia levis et totalis sit; in posteriori autem partialis. Solùmque est differentia, quòd in priori lege obligatio est per se, et ex genere legis; in posteriori autem solùm ex accidenti, et in tali individuo. Idem ergo cum proportione in lege humanâ observandum est.

3. Contra hanc verò sententiam referri possunt varii auctores, qui frequenter dicunt, ex intentione legislatoris pendere, quòd præceptum obliget sub mortali, et si illa sciatur sufficere, quia ex illâ pendet legis vis. Ita sentiunt Angel. ver. *Lex*, n. 3; Syl. ver. *Præceptum*, q. 3; Arm. ver. *Lex*, n. 4, et Cajet. ver. *Præcepti transgressio*, qui addit, inveniri quædam præcepta humana obligativa sub mortali. Idem sentit Cordub. d. q. 188, p. 2, rat. 1, 2 et 3, et confirmat, tum quia in religionibus ponuntur præcepta obedientiæ, et sub excommunicatione de rebus minimis, quæ verè obligant, quia potestas superioris timenda est, tum exemplo Dei, qui leve præceptum Adæ imposuit sub obligatione æterni reatûs. Citari denique solet Anges in Moralib. cap. 9 et 10, in princ., ex quo solùm video posse induci, quod in d. c. 10, in princ. concl. 5, dicit, superiores posse prohibere dilectiones remissas ejusdem objecti sub majori obligatione, quàm intensas.

4. Sed nihilominùs assertio posita verissima est, et communis, sufficienterque demonstrata. Et fortassè dicti auctores contrarium non senserunt: nam Summistæ, cùm dicunt intentionem sufficere, intelligendi sunt de intentione rationabili et justâ; nam illa erit commensurata materiæ, et ideò, si fuerit de obligatione sub mortali, supponet materiam capacem talis obligationis. Et ita videtur intellexisse Covarr. in Reg. *Peccatum.* p. 2, § 3, n. 2, in fine, et in cap. *Quamvis pactum.* p. 2, § 2, n. 7. Sic etiam intelligunt communiter doctores dictum illud legis 1, ff. de Constitut. Princ. *Quod principi placuit legis habet vigorem*, utique de placito rationabili et justo. Addo etiam, voluntatem legislatoris declaratam graviter obligandi secum afferre præsumptionem, et quasi declarationem, quòd materia sit capax talis obligationis, et ideò moraliter ac regulariter timendam esse, ut dixit Corduba. Denique addo, sæpè materiam, quæ nudè spectata levis apparet, prout in tali occasione, et in ordine ad talem finem præcipitur, esse gravem, ut mox

explicabimus, et dixi latè in tom. 5 de Censur. disp. 4, sect. 6, n. 1, et quia sæpè potest latere superioris motivum, pro illo præsumitur. Nihilominùs tamen si veritas obstaret præsumptioni, et clarè constaret, materiam non esse gravem, nec dignam tali obligatione, tunc non induceretur obligatio. Neque ampliùs probat exemplum religionum ; nam doctrina data in eis etiam locum habet de necessitate materiæ gravis, quamvis in illis, propter altiorem finem perfectionis, frequentiùs possit accidere, ut res in specie levis in tali statu, et in ordine ad finem ei consentaneum, gravis meritò censeatur.

5. Ad exemplum autem de præcepto Adæ imposito respondet Corduba supra, illud præceptum obligâsse sub mortali ratione statûs, etiamsi materia esset levis. Rationem autem statûs in hoc ponit, quòd in illo non poterat peccari venialiter priùs quàm mortaliter. Sed hæc ratio probabilis non est. Aliàs etiam præcepta naturalia de rebus levibus obligarent sub mortali in illo statu, et ita verbum otiosum, et mendacium officiosum, aut jocosum essent ibi peccata mortalia, quod incredibile est, quia illa peccata sunt venialia, etiamsi plena libertate, et absque passione, vel ignorantiâ fiant; cur ergo in illo statu essent mortalia? Vel quam circumstantiam adeò gravem adderet ille status? Quamvis enim ex contemptu possint illa peccata fieri mortalia, tamen etiam in illo statu possent fieri sine contemptu, si tamen fieri possent. Quid enim ibi erat, quod ad contemptum cogeret? Quocirca supponendo primum peccatum in illo statu non potuisse esse veniale, ratio non est reddenda ex eo, quòd omne peccatum in omni materiâ quantumvis minimâ, ibi esset mortale; sed ex divinâ providentiâ, quæ custodiret hominem in levibus, quamdiù graviter non caderet, ne vel felicem illum statum propter peccatum veniale amitteret, vel in eo deordinationem aliquam, vel pœnam sustineret. Aliter verò responderi potest, licet legislator humanus non possit obligare sub mortali in materiâ levi, Deum ipsum posse. Verùmtamen cùm divinum præceptum non possit non esse justum, fieri non potest, quin sit materiæ proportionatum, ita ut si sub mortali obligat, cadat in materiam capacem talis obligationis, ac subinde gravem, saltem formaliter, et ut ordinatur ad finem à Deo intentum. Aliàs peccatum mortale et veniale differrent tantùm ex voluntate divinâ, et non ex naturâ rei, quod falsum est. Dico ergo, præceptum Adæ impositum fuisse de re gravi, quia illa abstinentia à cibo vetito imposita fuit in recognitionem obedientiæ Deo debitæ, et quasi in tributum humanæ subjectionis ad Deum, et ad reprimendam hominis elationem, quodammodò subjiciendo illum inferiori creaturæ in obsequium Dei, sub quibus rationibus præceptum illud gravissimum erat.

6. Sed quæres, an præceptum sub mortali impositum in re levi obliget saltem sub veniali. Videtur enim nihil omninò obligare, quia est injustum. Nihilominùs verius videtur obligare quantùm materia est capax, ac subinde sub veniali. Duo enim sunt in illo præcepto distinguenda, unum est talem rem præcipi, aliud est præcipi sub tali obligatione, vel pœnâ; primum, ut supponimus, non est injustum, quia ponimus materiam præcepti simpliciter honestam esse, et in suo gradu justam, et capacem præcepti; secundum autem injustum est. At verò, non obstante injustitiâ et nullitate, quoad secundum, potest præceptum valere quoad primum, quod justum est; tum quia illud est prius naturâ, ut sit dicam, et ex se separabile à secundo, tum etiam, quia in his, quæ hujusmodi sunt, utile per inutile non vitiatur. Neque intentio præcipientis intelligitur esse conditionata, ita ut nolit præcipere quod potest, si non potest obligare quantùm appetit, sed potiùs absolutè intendit præcipere, et volendo obligare plus quàm potest; consequenter etiam vult obligare quantùm potest. Et ita censeo tale præceptum esse validum quoad obligationem commensuratam et proportionatam materiæ ejus, quia quoad illam non deest intentio præcipientis, et nihil aliud est, quod ibi desideretur.

7. Secundò dicendum est, gravitatem materiæ sufficientem ad gravem legis obligationem prudenti arbitrio judicandam esse, nec posse certiorem regulam tradi. Hæc assertio in materiâ de peccatis tractanda est; nam est propria illius loci, eademque regula pro lege naturali et divinâ solet assignari, ut in materiâ etiam de Voto et Juramento dictum est, et dici solet in materiâ de Furto, et similibus. Quia reverà non potest alia specialior cogitari, quæ vel rem declaret, vel certa sit; eadem autem ratio est de materiâ legis positivæ, sive civilis, sive etiam ecclesiasticæ; nam quoad hoc eamdem rationem participant, ut constat, et apertè supponunt Cajet. et Sylvest. locis citatis, et alii statim citandi. Ad ferendum autem hoc prudentiale judicium, duo præcipuè in lege consideranda sunt; unum est finis legis præsertim

proximus, ratione cujus materia præcepta censetur constitui per legem in hâc, vel illâ specie virtutis; aliud æqualitas, seu proportio medii præcepti in ordine ad talem finem, et ex his duobus prudenti arbitrio spectatis colligenda est materiæ gravitas.

8. Itaque inprimis necessarium est, ut finis legis pertineat ad virtutem aliquam ex graviosibus. Multique indicant, hujusmodi virtutes tantùm esse illas, quæ respiciunt Dei amorem et cultum, vel etiam illas, ex quibus pendet moraliter loquendo amicitia inter proximos, vel pax, et commune bonum reipublicæ, ut sunt religio, justitia et charitas. Ita sentit Anton. p. 2, tit. 4, c. 2, § 5, ubi solam illam materiam præcepti censet esse gravem, quæ est necessaria ad charitatem, vel justitiam, vel divinam reverentiam. Idem sequitur Sylvest. verb. *Præceptum,* q. 3. Parùmque differt regula Cajet. tom. 1 Opusc. tract. 25, q. 1, dicentis, tunc materiam esse gravem, quando pertinet ac necessaria est ad charitatem Dei, vel proximi.

9. Sed hæc non satis rem explicant. Quia si dicti auctores sentiant, solas illas materias, quarum honestas formaliter ac proximè pertinet ad has virtutes esse graves, falsum docent, aliàs tantùm præcepta charitatis Dei vel proximi, vel religionis, et justitiæ, vel ad summum tantùm ea quæ formaliter dirigunt ad Deum, vel proximum, haberent materiam gravem, et possent obligare ad mortale; consequens est falsum, quia etiam virtutes, quæ non sunt ad alterum, habent materiam gravem, ut est jejunium in materiâ temperantiæ : nam juxta communem sensum Ecclesiæ, præceptum jejunii sub mortali obligat et gravem habet materiam. Idem contingit in materiâ castitatis et fortitudinis, ut constat. Si verò illi auctores intelligunt, illam materiam esse gravem, quæ saltem virtute repugnet charitati, sic vera est sententia, quia omne peccatum mortale est contra charitatem, saltem virtute, seu ultimatè; tamen non deservit ad declarandum, quando materia præcepti est gravis ; nam hoc est, quod inquirimus, quando scilicet materia est talis, ut ejus transgressio repugnet, saltem virtute, charitati Dei.

10. Eamdemque difficultatem habet quod Cajet. sentit in Sum. verb. *Præceptum,* dùm ait, tunc præceptum obligare sub mortali, quando actus contrarius præcepto tollit dispositionem animi virtuosam, et necessariam ad salutem. Quia destruitur finis, ad quem ordinantur omnes leges. Licet enim hoc verum sit, tamen rem non declarat; cùm enim dispositio virtuosa necessaria ad salutem non sit nisi charitas, hoc est, quod inquirimus, qualis scilicet materia legis sit necessaria ad hanc dispositionem conservandam, vel quando actus contrarius illam destruat. Dico ergo, materiam legis positivæ posse esse gravem in omnibus virtutibus, præsertim principalibus et cardinalibus, juxta doctrinam D. Thomæ et Cajet. 2-2, q. 104, art. 2, ad 1. In unâquâque autem virtute illam esse gravem, cujus omissio vel violatio notabilem habet deformitatem, seu turpitudinem in suâ specie, et tunc illa turpitudo virtute repugnat charitati Dei; gradus autem, seu gravitas talis turpitudinis prudenti arbitrio judicandus est, spectatâ communi æstimatione hominum, et graviorum doctorum, virorumque prudentium sensu et opinione.

11. Secundo loco dicimus considerandam esse proportionem medii ad finem lege intentum; oportet enim, ut multùm conferat ad illum; nam si leviter illum impediat, aut diminuat, quamvis finis in se gravis sit, læsio ejus per tale medium non potest gravis reputari. Sicut finis justitiæ in se gravis est, et necessarius reipublicæ; si tamen in re minimâ lædatur, nec multùm perturbat rempublicam, nec amicitiam inter homines moraliter dissolvit, et ideò non constituit materiam gravem, et è converso si defectus in aliquâ materiâ graviter lædit finem intentum à lege, licet in se aliquid minimum esse videatur, nihilominùs in ratione medii est quid grave, et ideò ut est materia talis præcepti, est materia gravis. Et in hoc sensu dixit Cajet. supra, interdùm de re minimâ dari præceptum obligans ad mortale; intelligit enim de re minimâ absolutè spectatâ, non tamen respectivè in ordine ad finem legis. Ut, v. g., ingredi talem domum absolutè quid leve esse videtur, tamen in ordine ad vitandam occasionem peccati grave quid est. Et in materiâ justitiæ, aliqua absolutè spectata levis est, quæ respectu talis personæ pauperis est gravis, quia multùm illâ indiget, vel ex carentiâ ejus sequitur illi nocumentum grave. Sic ergo ex proportione materiæ ad finem legis conjectari facilè poterit gravitas materiæ, cæteris paribus.

12. Dices: Finis legis non cadit sub lege; ergo, licet finis non obtineatur, imò impediatur, si materia servetur, non violatur præceptum, ut supra de naturalibus ostensum est, et est

eadem, vel major ratio de positivis; ergo ex majori vel minori læsione in ordine ad finem, non potest considerari gravitas materiæ, vel præcepti, vel peccati contra tale præceptum. Respondeo, assumptum esse verum de fine extrinseco legi, et materiæ ejus. Nos autem hic loquimur de fine intrinseco, sive ille includatur in ipsâ materiâ, ut quando propter se, et suam honestatem præcipitur, ut est in lege civili vendere rem tanti, et non pluris, et in ecclesiasticâ audire Missam, jejunare, etc., sive proximè respiciatur per præceptum, ut quando materia solùm præcipitur, ut medium ad talem finem, ut quando prohibetur ingressus in domum, propter vitandum scandalum, vel quid simile.

CAPUT XXVI.

An ex verbis legis colligatur obligatio ad mortale, et quæ verba ad hoc sufficiant.

1. Suppositâ doctrinâ capitis præcedentis, clarum est, nulla verba posse sufficere ad hunc effectum, nisi supponatur materia capax; nihilominùs tamen verba ipsa, si ex parte suâ sufficienter proponant talem obligationem, etiam declarant materiam esse gravem, et illis standum est, ut dixi, si aliud manifestè non constet, et ideò inquirimus, an ex verbis legis possit hoc interdùm colligi. Potest autem lex declarare obligationem suam, aut oratione aliquâ complexa, aut verbo simplici præcipiendi, et de utroque modo breviter dicemus.

2. Circa primum clarum est, posse legislatores humanos explicare in suâ lege se velle obligare sub reatu pœnæ æternæ, ut sit interdùm in ecclesiasticis legibus, ut infra videbimus; in civilibus autem hoc non est in usu, quia non spectat ad temporales principes discernere inter peccatum mortale, et veniale, unde ad summum solent explicare, se velle obligare quantùm possunt, vel interdùm etiam declarant christiani principes se velle obligare in conscientiâ. Hæc tamen, et similia verba generalia sunt, et ex parte suâ non declarant obligationem esse gravem absolutè, sed solùm quasi sub conditione, si materia sit capax, ideòque modus et gravitas obligationis ex qualitate materiæ determinari debet. Solent autem in legibus humanis addi comminationes pœnarum, quæ si spirituales sint, indicare solent modum obligationis legis in conscientiâ, sed illæ sunt propriæ ecclesiasticarum legum, de quibus libro sequenti dicemus. Aliæ sunt temporales, vel corporales pœnæ, de quibus hìc dicendum est, quia in quibuscumque legibus humanis addi possunt, præsertim verò in civilibus.

3. Multi ergo censent, hujus pœnæ adjectionem non solùm non esse signum gravis obligationis legis, verùm potiùs esse signum, legem non obligare in foro conscientiæ, sed tantùm in foro externo ad talem pœnam. Ita sentit Navarr. dicto cap. 23, n. 55, cum aliis. Ego verò cum communi sententiâ, quam infra tractabo, suppono, adjectionem pœnæ etiam temporalis vel corporalis non esse signum legis purè pœnalis, nisi in ipsâmet lege sufficienter explicetur, vel aliunde satis constet, quia non obstante transgressione legis in conscientiâ, et pœnâ illi respondente apud Deum, justè legislator humanus adjicit pœnam per homines infligendam. Et ideò si lex absolutè præcipiat, licet adjiciat pœnam temporalem, nihilominùs in conscientiâ obligat.

4. Hoc ergo supposito, dicendum est gravitatem pœnæ per se loquendo magnum signum esse gravitatis materiæ, de quâ lex fertur, et gravis obligationis ejus. Ratio est, quia gravis pœna non imponitur prudenter nisi pro re gravi; præsumitur autem legislator prudenter adjicere pœnam; ergo. Unde rectè docuit Scot. in 4, d. 1, q. 6, propè finem, quoties lex vetus comminabatur illis verbis: *Peribit anima illa de populo suo,* id est, quoties pœnam mortis imponebat transgressoribus alicujus legis materiam illius legis fuisse gravem, et de se sufficientem ad peccatum mortale. Cui consonat sententia Augustini lib. 2 de Bapt. cap. 6: « Afferamus, inquit, divinam stateram de Scri« pturis sanctis, et in illâ quid sit gravius ap« pendamus; » et infra: « Tempore illo, quo « Dominus priora delicta recentibus pœnarum « exemplis cavenda monstravit, et idolum fa« bricatum, atque adoratum est, et propheti« cus liber ita regis contemptoris incensus, et « schisma tentatum; idololatria gladio punita « est, exustio libri, bellicâ cæde, et peregrinâ « captivitate, schisma hiatu terræ, sepultis au« ctoribus vivis, et cæteris cœlesti igne con« sumptis. Quis jam dubitaverit hoc esse « sceleratiùs commissum, quod est graviùs « vindicatum? » In staterâ ergo divinâ colligit Augustinus gravitatem delicti ex gravitate pœnæ, non tantùm vitæ futuræ, sed etiam præsentis; ergo etiam in staterâ legis humanæ, quæ debet esse, quoad fieri possit, conformis rationi divinæ, ex gravitate pœnæ rectè colligitur gra-

vitas transgressionis legis, et consequenter etiam gravitas materiæ de se sufficientis ad mortalem culpam. Et quamvis non semper gravior culpa apud Deum puniatur graviori pœnâ hujus vitæ, maximè per judices humanos, nihilominùs, quando lex civilis imponit graviorem pœnam, signum est materiam talis legis humanæ, et custodiam ejus esse magis necessariam ad finem legis, et potestatis civilis, quàm sit alia materia aliàs honestior vel excellentior apud Deum, et ita in ordine ad obligationem legis humanæ, semper illud est optimum signum materiæ satis gravis, et sufficientis ad culpam mortalem, quando aliàs ex tenore legis constat, non esse purè pœnalem; et ita docent Summistæ verb. *Pœna,* et Covar. in Reg. *Peccatum,* p. 2, § 5, n. 3, in fine, et Medin. dictâ q. 7 de Jejunio, et Armil. verb. *Præceptum,* n. 6, et verb. *Lex,* n. 4, et Castro lib. 1 de Leg. pœn. c. 5, docum. 4.

5. Circa secundum punctum de verbis simplicibus dubitari potest, an sit aliquod simplex verbum præcipiendi, seu ferendi legem, quo hæc obligatio sub mortali sufficienter significetur. Et ratio dubitandi sumitur ex Clement. *Exivi,* de Verbor. significat. et cap. *Exiit,* eod. tit. in 6, ubi ex hoc, quòd lex fertur per verbum *Præcipimus,* vel æquivalens, colligitur obligatio legis sub mortali. Unde multi sentiunt verbum præcipiendi, vel æquivalens sufficere ad obligationem legis sub mortali culpâ. Ita Soto lib. 1 de Just. q. 6, art. 4, et idem sentiunt Sylvest. verb. *Præceptum,* q. 2; Armil. n. 7. Alii verò licet hoc admittant in legibus canonicis propter dicta canonica jura, non tamen in civilibus, quia in jure civili talis declaratio non habetur, nec ex consuetudine constat, sic esse verba illa intelligenda. Ita Medin. dicto cap. 7 de Jejun., Castro dicto lib. 1 de Lege pœnali, cap. 5, et idem in re sentit Navarr. dicto cap. 23, n. 50; nam, licet priùs absolutè dicat, verbum præcipiendi de se non significare satis præceptum obligans sub mortali, nihilominùs subjungit in legibus canonicis habere hanc vim ex usu et ex dictâ Clement. ubi oppositum sentit de civilibus. Alii denique existimant, in nullis legibus, nec civilibus, nec ecclesiasticis, ex verbo præcipiendi posse colligi talem obligationem. Ita Cajet. 2-2, q. 186, art. 9, circa ad 3. Quin potiùs ibi generaliùs loqui videtur, et negare verbum, *Præcipimus,* sufficienter indicare legem obligantem quocumque modo : nam aliquæ conjecturæ, quas adducit, ex usu illius vocis in Evangelio, et in regulâ Augustini, hùc tendere videntur, quatenùs inde elici potest, simplices ordinationes, directiones, ac regulas sæpè ferri per verbum præcipiendi, et vocari præcepta, sed nihilominùs ejus mens solùm fuit loqui de præcepto obligante ad mortale; postea verò quasi per antonomasiam hoc solùm vocat simpliciter præceptum, et ita negat, mendacium simplex prohiberi præcepto, et similia. Fundamentum ergo illius est, quia verbum, *Præcipio,* æquè ponitur (adde et cum eâdem proprietate) in rebus peccati venialis ac mortalis.

6. Mihi tamen dicendum videtur, aliud esse inquirere, an lex ex vi alicujus verbi in eâ positi absolutè et simpliciter obliget sub mortali culpâ, semper, ac independenter ab omni aliâ conditione legis; aliud verò esse quærere, an ex parte verborum legis sit aliquod verbum simplex, quod hanc obligationem sufficienter indicet. Loquendo priori modo vera est sententia Cajetani, nullum scilicet esse tale simplex verbum, et sufficienter probatur fundamento ejus. Nam, si aliquod esset tale verbum, maximè esset verbum, *Præcipio,* sed hoc non, quia etiam res levis per illud verbum propriissimè præcipitur; ergo non obstante illo gravitas vel levitas obligationis pendet ex materiâ, ut ostensum est; ergo. Et confirmatur à fortiori; nam etiam verba complexa ad hoc non sufficiunt, etiamsi dicatur sub interminatione æternæ pœnæ, etc., nisi supponatur capacitas materiæ, ut ostensum est; ergo multò minùs sufficiet simplex præcipiendi verbum. Quin potiùs in hoc potest constitui differentia, quia quando verba sunt complexa, et in illis fit illa exaggeratio, vel alia similis, ex illis sumitur magna probatio, quòd materia sit gravis, nisi aliud satis clarè constet; ex simplici autem verbo præcipiendi non sumitur talis prolatio, nec sufficiens præsumptio, quia de se est indifferens, et æquè propriè, ac univocè, ut sic rem explicem, cadit in materiam gravem et levem, quantùm est ex vi verbi.

7. At verò si in altero sensu loquamur, dicendum censeo simplex verbum præcipiendi, quantùm est ex formâ legis, sufficiens esse ad obligationem sub mortali judicandam, si materia legis sit capax illius. Et in hoc sensu existimo loqui auctores primæ sententiæ. Et probatur, quia eo ipso, quòd lex est vera lex, et non restringitur ad purè pœnalem, vel alio simili modo, obligat in conscientiâ, et quantùm potest pro capacitate materiæ; ergo obli-

gat sub mortali, si materia est capax, sed ex vi verbi præcipiendi constituitur præceptum in ratione veræ legis, quantùm est ex parte formæ seu verborum, quia ex vi illius satis exprimit princeps suum imperium et voluntatem obligandi, nec extrahi potest ab hâc propriâ significatione, nisi attentâ aliquâ consuetudine, et aliquibus circumstantiis, id sufficienter colligatur; ergo ex vi talis verbi absolutè propositi obligat sub mortali, si materia est capax. Consequentiæ sunt claræ, et secundum antecedens ostensum est supra cap. 13. Primum verò antecedens patet, tum quia obligatio est effectus quasi naturalis legis; ergo eo ipso quòd lex absolutè constituta est, obligat quantùm potest; tum etiam quia lex naturalis dictat, esse obediendum superioribus præcipientibus; hæc autem lex naturalis ex suo genere obligat sub mortali, et ideò si materia præcepti humani gravis sit, et humanum præceptum absolutè feratur, etiam obligatio illius legis naturalis est gravis, et ex vi illius etiam præceptum humanum graviter, et sub mortali obligabit. Denique quia aliàs non haberent leges civiles verba, quibus possent gravem obligationem declarare, et regulariter illam non satis declararent, quia non declarant expressè, se præcipere sub mortali, vel sub interminatione, etc.; nec hoc ad eas pertinet, ut dixi; consequens autem est absurdum, ut constat.

8. Unde colligo, immeritò secundam sententiam distinguere in hoc inter leges civiles, et canonicas, quia discursus factus etiam in legibus civilibus procedit; nam de illis ostensum est, verbum præcipiendi absolutè prolatum esse sufficiens ad constituendam formam legis. Item de eisdem ostensum est, obligare in conscientiâ quantùm ad id, quod absolutè præcipiunt. Denique de eisdem etiam verum est, quòd obligant quasi naturaliter, et quantùm possunt juxta capacitatem materiæ; ergo in eis verbum præcipiendi absolutè positum de se indicat obligationem sub mortali, si materia est capax illius. Secundò infero idem dicendum esse de verbis prohibendi, servatâ proportione, et de omnibus æquivalentibus juxta doctrinam supra datam de formâ legis humanæ, seu civilis, quæ hic applicanda est. Nam primò et præcipuè spectandum est, quæ verba constituant legem in esse legis, nam illamet constituunt illam in ratione præcepti habentis vim obligandi in conscientiâ, et consequenter ex parte verborum talis legis, si absoluta sint, et non limitentur, obligabit talis lex quantùm potest juxta materiæ capacitatem, et consequenter etiam sub mortali, si materia sit capax. Tertiò infertur, quomodò intelligenda sint dicta jura in Clement. *Exivit;* et cap. *Exiit*, cùm dicunt verba præceptiva in regulâ sancti Francisci indicare obligationem sub mortali; intelligunt enim hoc quantùm est ex se, seu suppositâ materiæ capacitate, quam ibi pontifices supponere visi sunt. Et ita regula, quâ ibi utuntur pontifices, generalis est ad alias leges non tantùm canonicas, sed etiam civiles; non enim utuntur illâ regulâ propter specialem rationem, quæ in regulâ sancti Francisci inveniatur, nec propter aliquam, quæ reperiatur in legibus ecclesiasticis, sed propter proprietatem verborum præcipiendi. Neque enim illa decreta constitutiva sunt novi juris, sed declarativa talis regulæ ex jure antiquo, naturali potiùs, quàm positivo canonico. Nunquàm enim pontifices addiderunt specialem vim verbis illis pro legibus canonicis, sed ex primævâ et propriâ significatione talium verborum, et ex communi usu illam supponunt.

CAPUT XXVII.

Utrùm obligatio legis humanæ quoad gravitatem ejus ex intentione legislatoris pendeat.

1. Supponimus intentionem obligandi esse de ratione legis, ut supra ostensum est; inquirimus autem, an gravitas obligationis, quoad mortale, aut veniale etiam pendeat ex legislatoris intentione. Deinde, ut intelligatur punctum quæstionis, supponimus variis modis posse legislatorem se habere in inferendâ lege, primò, ut simpliciter intendat legem ferre circa talem materiam, et non ampliùs. Secundò, ut definitè velit ferre legem, et per illam in conscientiâ obligare, non determinando quantitatem obligationis. Tertiò, ut velit ferre legem merè pœnalem, et non obligantem in conscientiâ. Quartò, ut velit definitè obligare sub peccato mortali, et non tantùm sub veniali, et è contrario ut velit tantùm sub veniali, et nullo modo sub mortali, et de hoc ultimo membro tantùm est aliqua controversia, cætera enim clara sunt ex dictis. Nam in primo modo sine dubio lex obligat in conscientiâ, quia vera lex naturâ suâ habet hunc effectum, si non excludatur; unde eo ipso, quòd intentio fertur ad veram legem, et hic effectus non excluditur, est sufficienter intentus, et efficitur per legem. Neque est semper necessa

ria formalis intentio obligandi in conscientiâ, vel sub mortali; imò verò hoc vix venit in mentem legislatoris civilis, et maximè in infidelibus, de quibus est eadem ratio. Item idem est in voto et promissione, quia si fiant, statim obligant in conscientiâ, licet promittens nihil de conscientiâ cogitaverit; idem ergo est in lege, neque est ulla ratio, cur expressior intentio necessaria sit.

2. Et idem cum proportione est dicendum in secundo modo intentionis; nam ibi etiam est implicitè intenta gravitas obligationis, et non impeditur, vel aliter excluditur efficacia illius intentionis; ergo satis est. Et ideò supra notavimus quòd si materia sit capax, et lex feratur absoluto verbo præcipiendi, et cum simili confusâ intentione, obligatio est ad mortale, argumento Clement. *Exivit*, quod etiam tradit Soto libr. 1 de Justit. q. 6, art. 4, versùs finem, quia si legislator vult obligare, et non determinat modum, ex materiâ determinatur, quia in re non potest fieri sine aliquâ determinatione, et hæc non potest aliunde sumi; tunc ergo talis intentio sufficit, quia materiæ accommodatur, ac per illam determinatur.

3. Præterea idem dicendum est cum proportione in tertio modo, quando intentio legislatoris expressè est de ferendâ lege purè pœnali; nam, ut supra dixi, illa intentio mutationem facit in materiâ legis, quæ mutatio est in potestate legislatoris; nam potest hanc vel illam materiam, aut determinatè, aut disjunctim, aut absolutè, aut sub conditione præcipere, licet non possit à totâ materiâ omnem obligationem in conscientiâ excludere, si veram legem ferre vult. Quando ergo dicitur intendere non obligare in conscientiâ, sed ad puram pœnam, hoc intelligitur respectu actûs immediatè præcepti vel prohibiti; tamen eo ipso talis actus non est adæquata materia illius legis, sed vel hoc disjunctum, aut facere tale opus, aut sustinere, vel exequi talem pœnam, vel (et in idem redit) est lex conditionata solvendi talem pœnam, si hoc fiat, et tunc à toto disjuncto non excluditur obligatio in conscientiâ. Imò eo ipso quòd legislator vult veram legem ferre, et non vult determinare obligationem in conscientiâ ad talem actum, vult obligare in conscientiâ ad disjunctum, de quo adæquatè fert legem, et tunc gravitas obligationis sic impositæ, et modus ejus ex materiâ determinanda est, juxta proximè dicta de quâcumque aliâ lege indefinitè latâ cum solâ intentione ferendi legem. In quarto etiam modo res erit clara, si intentio legislatoris sit conformis conditioni materiæ, id est, si materia sit gravis, et ipse velit graviter, et sub mortali obligare; vel si materia sit parvi momenti, et ipse velit tantùm sub veniali obligare; tunc enim nihil est, quod impedit effectum, ut constat. Item si indefinitè velit legislator obligare, determinatur obligatio ex materiâ, et ipse censetur velle obligare juxta materiæ conditionem; ergo à fortiori, quando intentio est determinata, et conformis capacitati materiæ, habebit effectum. Difficultas ergo superest, quando est difformitas inter intentionem et materiam, quæ difformitas potest esse duplex, una per excessum, quia intendit obligare sub mortali in materiâ levi, et de hâc jam dictum est, non posse habere effectum adæquatum intentioni, quia excedit potestatem agentis, et tunc intentio operatur, quod potest, non quod vult. Alia ergo disproportio est per defectum, quia legislator intendit obligare sub veniali tantùm in materiâ gravi. Et de hoc tantùm puncto dicendum superest, an possit legislator in materiâ capaci obligationis sub mortali, temperare obligationem per intentionem suam, quâ vult tantùm obligare sub veniali.

4. In quo puncto sunt opiniones contrariæ. Prima negat, esse hoc in potestate legislatoris, sed necessariò obligare sub mortali ferendo legem in tali materiâ. Ita tenet Vasquez 1-2, disput. 158, cap. 4, num. 32 et sequentibus, et tribuit Driedoni dicto libro 3 de Libert. christian. capite 3, ad 5, ex quo refert hæc verba: « Præcipientis intentio non facit præceptum habere majorem, vel minorem obligandi efficaciam, sed necessitas, dignitas, vel utilitas eorum, quæ præcipiuntur. » Sed in originali quo utor est dictio exclusiva, quæ potest sensum mutare, sic enim ait: *Sola præcipientis intentio non facit*, etc. *Sed et necessitas*, etc. Unde sensus esse potest, non pendere quantitatem obligationis legis ex solâ intentione legislatoris, sed etiam ex aliis principiis, et ita non favet dictæ sententiæ, sed solùm confirmat ea, quæ supra dicta sunt. Nihilominùs si sensus sit, quòd sola intentio præcipientis non sufficit, ut præceptum habeat minorem obligandi efficaciam, quàm materia postulet, sic favebit dictæ sententiæ; eamdem sententiam expressè tenet Salmeron, tomo 4 Evangel. p. 3, tract. 12, § *Differt autem*.

5. Prima ratio hujus sententiæ est, quia licet ferre, vel non ferre legem pendeat ex voluntate

præcipientis, tamen supposito præcepto vis ipsa obligandi ex jure naturæ nascitur, quia jus naturæ dictat parendum esse superioribus præcipientibus; sed jus naturæ in materià gravi graviter obligat; ergo non potest illa obligatio minui per intentionem præcipientis. Secundò, quia superior non potest rem levem ita præcipere, ut sub mortali obliget, etiamsi velit, ergo nec rem gravem sub veniali. Probatur consequentia, quia sicut est stulta voluntas legislatoris in priori casu, ita in posteriori; tam stultum enim est velle, ut transgressio præcepti de re magni momenti levis sit, sicut quòd de re levi transgressio sit gravis, sed in uno casu non habet effectum illa voluntas, quia stulta est; ergo nec in altero. Tertiò, differentia venialis et mortalis peccati ex naturâ rerum oritur, non ex voluntate alicujus legislatoris; ergo non pendet ex voluntate legislatoris, quòd transgressio legis sit venialis, si materia ipsa ad mortalem sufficit. Quartò, obligatio præcepti non est essentia præcepti, sed effectus ejus; ergo positâ lege necessariò habet effectum obligationis proportionatum materiæ, neque in eo pendet à voluntate superioris. Antecedens patet, quia præceptum consistit in intimatione voluntatis superioris, quæ est distincta ab obligatione, et prior illâ. Consequentia verò probatur, quia stante eâdem materiâ præcepti cum eisdem circumstantiis, et eodem fine rei præceptæ, non potest præceptum non esse idem; ergo non potest non inducere eamdem obligationem, quia non liberè sed naturaliter illam inducit.

6. Secunda sententia est, posse legislatorem, si velit, in materiâ gravi et capaci obligationis sub mortali, ferre legem, quæ tantùm sub veniali obliget, solùm quia non intendit, nec vult ampliùs obligare, atque ita obligationem legis positivæ esse sub mortali, pendere ab intentione legislatoris, ut à causâ necessariâ, licet sola non sufficiat. Hanc sententiam docet expressè et latè Castro dicto lib. 1, capit. 5, documento 4. Eamdem tenet, vel potiùs supponit Navarr. in Manuali cap. 23, num. 48, 49, et sequentibus. Idem sentit Medin. tract. de Jejun. q. 7, § *Superest*, et in eodem sensu videtur loqui Cajet. in Sum. Verb. *Præcepti transgressio*. Ac denique hic videtur esse communis sensus doctorum in hâc materiâ; omnes enim cùm de hâc obligatione tractant, primum omnium requirunt intentionem legislatoris; nam sine illâ esse non potest, licet sola illa non sufficiat, quod etiam intendit Driedo loco citato. Et hæc sententia mihi videtur vera, quam sequentibus assertionibus declarabo.

7. Dico primò: Quantumvis materia legis gravis sit, si legislator sufficienter declaret, se nolle obligare sub mortali, talis lex non obligat sub mortali. Probatur primò, quia hæc obligatio est effectus moralis ab homine faciendus, qui non potest fieri sine consensu voluntatis humanæ; sed ibi non adest consensus voluntatis superioris, quia ipse potiùs vult non obligare ad mortale, ut supponitur; ergo non inducitur talis obligatio. Probatur consequentia, quia ibi non intervenit alia voluntas humana, quæ possit illam obligationem inducere, et voluntas superioris, licet possit, non vult, et non operatur quod non vult, quia actus agentium non transcendunt intentionem eorum, ut sumitur ex l. *Si quis nec causam*, et l. *Non omnis*, ff. *Si cert. petat*. Dicetur fortè, voluntatem ferendi legem sufficere: nam illâ positâ, jus naturale cogit, ut obligatio legis gravis sit. Sed contra; nam illa voluntas ferendi legem non est absoluta, sed limitata, et quasi sub hâc conditione imponendi obligationem sub mortali; ergo ut ex illâ voluntate lex imponatur, oportet ut conditio impleatur; tum quia impossibile est voluntatem conditionatam habere effectum non impletâ conditione, cùm nihil ponat in esse, tum etiam quia aliàs illa voluntas involveret repugnantiam in objecto, et consequenter esset de re impossibili, et eo ipso non posset habere effectum. Unde argumentor secundò, quia vel est possibile, in tali materiâ dari legem humanam, et non obligantem sub mortali, vel est impossibilis talis lex; si est possibilis, in eo casu fiet, quia hæc est voluntas ferentis illam; si verò est impossibilis, eo ipso ex vi talis modi ferendi legem, talisque voluntatis nulla lex valida constituetur; ergo talis lex non obligabit ad mortale, quod nunc intendimus. Probatur hæc ultima consequentia, quia legislator talem legem vult facere, et non aliam; si ergo illa est impossibilis, vult legem impossibilem, et consequenter nihil facit. Confirmatur à simili: nam si vellet ferre legem circa materiam gravem, aut levem, et quod nullo modo obligaret, nec ad culpam mortalem, neque ad venialem, neque ad pœnam, profectò non ferret legem, sed consilium, aut simplicem ordinationem, et censeretur errare in nomine legis, quia si ille non ignorat naturam legis, non potest simul velle contraria, et si ignorat naturam legis, eo ipso non facit legem, quia habet repugnantem voluntatem, contra quam non potest prævalere volun-

tas ex ignorantiâ procedens; ergo idem cum proportione erit in præsenti.

8. Harum autem rationum efficacia ostendetur meliùs discurrendo per rationes in contrarium factas. Circa primam enim considerandum est, quòd licet obligatio legis humanæ radicaliter oriatur ex lege naturali; nihilominùs immediatè est à voluntate humanâ legislatoris; unde tunc obligat lex naturæ ad parendum superiori præcipienti, quando supponitur homo sufficienter, et validè præcipere. At in præsenti superior aut non validè præcipit, quia vult repugnantia et incompossibilia, vel non præcipit sufficienter ad obligandum ad mortale, quia non præcipit nisi mediâ suâ voluntate, et ipse non vult tali modo præcipere, quia non vult tali modo obligare. Unde convertitur argumentum, quia obligatio legis humanæ radicatur in illo principio naturali, obediendum esse superioribus; sed hic superior non vult obligare ad mortale; ergo nec jus naturale obligat ad mortale, quia in præsenti non operatur nisi mediante voluntate superioris, et quasi dando illi efficaciam; non dat autem efficaciam contra ipsam, sed ut ipsa impleatur in his, quæ vult.

9. Ad secundum negatur consequentia; est enim longè diversa ratio inter voluntatem præcipiendi rem levem sub mortali, vel gravem sub veniali. Quia prior voluntas est ad imponendam obligationem, et ideò cùm obligatio sit injusta et excedens potestatem humanam, non habet efficaciam; posterior autem voluntas ad minuendam, vel potiùs non imponendam talem obligationem, scilicet sub mortali (quoad hanc enim partem nunc illam consideramus); ad hoc autem non est necesse, ut aliquid efficiat, sed satis est, ut non efficiat; non efficit autem eo ipso, quòd non vult; unde si non vult obligare ad mortale, planè non obligat. Neque refert, quòd talis voluntas stulta sit (hoc enim permisso, et non concesso, ut infra dicam) non est eodem modo stulta, quo prior; nam prior est stulta et injusta; posterior autem non est injusta, esto sit imprudens; prior enim est ad imponendum gravamen ultra potestatem, posterior solùm ad non imponendum totum gravamen, quod posset, in quo non facit superior injuriam subdito, esto aliàs malè gubernet. Unde hîc etiam retorquetur argumentum; nam ut voluntas non imponendi onus de facto, illud non imponat, satis est, quòd de facto habeatur: estque impertinens, quòd prudenter, aut stultè habeatur. Ut si rex ferat legem sine causâ justâ, nihil facit; si verò auferat legem justam sine causâ justâ, factum tenet, licet malè faciat, quia plus ad ponendum quàm ad non imponendum, vel non conservandum onus requiritur. Sic ergo in præsenti.

10. Ad tertium de differentiâ venialis et mortalis peccati, dato antecedente in bono sensu, negatur consequentia. Nam in his, quæ non sunt per se mala, sed tantùm, quia prohibita, licet ratio peccati mortalis, aut venialis, non pendeat immediatè ex voluntate hominis, necessariò pendet remotè, in quantum à voluntate hominis pendet ponere, vel non ponere præceptum prohibens, et ponere tale, vel tale præceptum. Non est ergo satis, quòd materia sit gravis, quando tota illa de se, et non prohibita, esset indifferens : oportet ergo ut prohibeatur simpliciter, et adæquatè, ut sic dicam, secundùm totam capacitatem suam, et positâ tali prohibitione, jam non pendebit ex voluntate hominis, quòd peccatum sit mortale vel veniale, sed ex naturâ objecti sic propositi id sequitur, et ita in superioribus diximus accidere, quando materia est capax obligationis sub mortali, et legislator non limitat modum præcipiendi, sed simpliciter vult præcipere. At verò in nostro casu non supponitur prohibitio sufficiens, ut materia illa sit mala, quia prohibita, in gradu peccati mortalis, quia non sic prohibetur; ergo ex hypothesi talis præcepti impossibile est, actum illi contrarium esse peccatum mortale. Nam vel est tale per se, et hoc non, ut supponitur, vel est tale, quia prohibitum, et hoc etiam non, quia non est ita simpliciter prohibitum.

11. Ad quartum respondeo, obligationem quasi passivam, quæ in subdito moraliter consideratur, non esse essentiam legis, sed effectum, quamvis si consideretur ut effectus causæ efficientis, sed formalis, possit non immeritò intrinsecus et essentialis reputari. Omissâ tamen obligatione passivâ, de activâ obligatione, quæ potiùs est, quasi activitas obligationis passivæ, dico, hanc esse de essentiâ legis, et inseparabilem ab illâ, quia lex essentialiter est vinculum obligationis inductivum. Neque contra hoc obstat, quòd lex sit prior obligatione passivâ, et quòd consistat in intimatione voluntatis legislatoris; nam potiùs hinc sequitur, talem esse legem qualis est voluntas, quæ per illam intimatur, quia illa voluntas est quasi anima ejus, et ab illâ quasi formaliter habet vim obligandi; sed in nostro casu illa lex non intimat voluntatem obligandi sub mortali; ergo

nec ipsa potest sub mortali obligare; nam intimatio ut sic tantùm est in genere signi, quod solùm habet efficaciam ratione signati. Unde ad primam consequentiam, quòd positâ lege ex eâ naturaliter nascitur obligatio proportionata materiæ, respondeo distinguendo consequens: nam positâ lege adæquatâ materiæ, verum est; in nostro autem casu non ponitur lex adæquata materiæ, ut supponimus. Unde positâ hujusmodi lege inadæquatâ materiæ, falsum est illud consequens. Quapropter, si consequens illud universè intelligatur de quâcumque lege, negatur consequentia, quia vel involvit repugnantiam, vel supponit probandum, nimirùm, quòd lex necessariò sit adæquata, etiam contra voluntatem ferentis illam. Hoc enim hactenùs probatum non est, neque etiam est ostensum, quòd circa eamdem materiam cum eisdem circumstantiis, non possint esse diversæ leges magis vel minùs prohibentes juxta intentionem præcipientis. Et quamvis id gratis daretur, adhuc non probaretur inde in eo casu ferri legem obligantem sub mortali, sed potiùs nullam legem ferri, quia legislator nec vult ferre quam potest, nec potest quam vult.

12. Unde ad majorem rei explicationem dico secundò: Quamvis in eo casu lex non possit obligare ad mortale, ut ostensum est; nihilominùs non est omninò nulla, potestque obligare ad veniale juxta voluntatem legislatoris, quæ non semper irrationabilis est. Hanc assertionem intendunt auctores citati, probaturque prior pars ex usu religionum, in quibus plures sunt constitutiones cadentes in materias de se sufficientes ad obligandum sub mortali, si rigorosa præcepta de illis imponerentur, ut sunt, v. g., constitutio audiendi Missam quotidiè, vel jejunandi tali die, etc. Et nihilominùs quia in ipsismet declaratur non esse intentionem religionis obligare ad mortale, non ita obligant, sub quâcumque formâ verborum ferantur. Et nihil repugnat obligare ad veniale, si hoc etiam in ipsis constitutionibus declaretur, sicut potest; nulla enim afferri potest repugnantia, suppositâ priori negatione. Et fortassè in aliquibus religionibus ita obligat, ut sentit D. Thomas 2-2, q. 186, articul. 9, ad 1. Addo, quòd ubi neutro modo obligant, utrumque exprimitur in ipsis constitutionibus, ut de suâ religione retulit divus Thomas citato loco, et in nostræ Societatis constitutionibus idem habetur. In hoc autem ipso modo declarationis satis significatur, potuisse tales constitutiones in illis eisdem legibus obligare sub veniali, et non sub mortali; ideò enim utrumque exprimitur, ne solo mortali excluso, censeantur obligare sub veniali. Atque hinc sumitur argumentum aliud ex lege purè pœnali, quo utuntur Navarr. et alii; nam lex ex intentione legislatoris potest non obligare ad culpam, sed tantùm ad pœnam, etiam in materiâ de se gravi et sufficiente ad obligationem sub mortali, ut ex eisdem constitutionibus Prædicatorum constat, et in sequentibus generaliter disputabitur; ergo per eamdem intentionem legislatoris fieri poterit, ut lex obliget sub veniali, etiamsi materia capax esset majoris obligationis. Responderi potest, legem pœnalem tandem resolvi in aliquam obligationem conscientiæ. Sed contra; nam esto hoc verum sit, potest resolvi in solam obligationem sub veniali, ut si pœna esset levis, quam omittere non esset mortale; tunc enim quasi mediatè res gravis præcipitur sub culpâ veniali incurrendâ, nisi talis pœna impleatur; ergo etiam immediatè et simpliciter posset sic præcipi.

13. A priori verò probari hoc potest primò, quia talis lex non est injusta, neque illicita ex parte materiæ; nam præcipit rem honestam, neque excedit potestatem ferentis legem, sed potiùs est quasi inadæquatus actus ejus; cur ergo erit nulla? Unde parùm refert, quòd sit indiscreta, quia imprudentia in lege ferendâ, non facit illam nullam, nisi reddat illam turpem, inhonestam, aut injustam ultra potestatem ferentis illam. Nec etiam est, cur talis lex reputetur impossibilis, quia si materia est capax obligationis majoris, cur non erit minoris? quandoquidem utraque est quasi extrinsecus, adveniens illi per liberam voluntatem imperantis, sicut in censuris, v. g., licet pro contumaciâ in furto gravi possit rationabiliter imponi excommunicatio major; nihilominùs si feratur excommunicatio cum intentione non inferendi majorem, non inferetur major; inferetur autem minor, si prælatus eam intendat, etiamsi fortè negligenter et imprudenter faciat, non ferendo majorem; ita ergo in proposito præceptum quasi recipit majus et minus ex parte voluntatis legislatoris volentis graviter aut leviter obligare. Quæ dici etiam possunt præceptum simpliciter, et secundùm quid, sicut divus Thomas dixit, peccatum veniale non esse contra præceptum simpliciter, sed secundùm quid, et innuit sæpè Cajetan. 2-2, quæstion. 104, artic. 2, quæstion. 186, artic. 9, tom. 1 Opusc. tractat. 25, quæstion. 1. Sic ergo, licet materia sit capax præcepti simpliciter, potest legislator pro suâ libertate velle imponere præ-

ceptum secundùm quid, et non simpliciter, et sicut illa voluntas efficax est quoad objectum negativum, sicut est ostensum, ita etiam quoad affirmativum, quia nulla est repugnantia, nec rationes prioris sententiæ illam ostendunt, ut ex dictis patet. Et confirmatur; nam per sese videtur satis credibile, quòd sicut Ecclesia præcipit, jejunium, vel Missam sub mortali, potuit etiam præcipere sub solo veniali si expedire judicaret. Quia jejunare et audire Missam de se est opus honestum, et grave; nihilominùs non est sub necessitate salutis ante præceptum, sed voluntas prælati imponit necessitatem; ergo potest non omnem necessitatem imponere, cujus opus est capax, sed minorem, ita ut non simpliciter ad salutem, sed ad cavendam omnem culpam, etiam levem sit necessarium, sive ponendo solum præceptum obedientiæ in eo gradu, sive intra latitudinem religionis vel temperantiæ, faciendo talem determinationem, sive circumstantiam temporis sub levi obligatione imponendo, utendo illo medio ad finem talis virtutis, non ut gravi ac necessario, sed ut levi dispositione ad graviora præcepta, juxta doctrinam D. Thomæ, dictâ quæst. 180, art. 7 et 9.

14. Addidi tandem, talem voluntatem, talemque præcipiendi modum, non semper esse irrationabilem, aut habere malitiam aliquam. Id enim etiam persuadet consuetudo religionum, et ratio, quia in tali modo præcipiendi, nulla intrinseca indecentia ostendi potest, nec transgressio alicujus obligationis, quia superior non tenetur præcipere semper quantùm potest, neque etiam tenetur abstinere à præcipiendo leviori modo, quando non vult toto rigore præcipere. Ubi enim est talis prohibitio, aut in quo fundari potest? Alioqui verò potest habere finem et causam rationabilem ad non præcipiendum cum rigore, neque omittendum omninò præceptum, quia imponere aliquam moderatam obligationem, sine periculo gravis lapsûs, potest esse utile ad spiritualem directionem subditi. Nihil ergo obstat, quin modus hic præcipiendi, etiam in materiâ gravi possit esse validus et prudens. Confirmatur, quia eadem materia gravis prudenter potest esse aliquando sub consilio, vel simplici ordinatione ad nihil obligantis, aliquando sub lege tantùm pœnali, aliquando sub gravi præcepto, obligante quantùm potest sub mortali; cur ergo esse etiam non poterit sub levi obligatione, quæ timoratam conscientiam pungat, et in discrimen gravis lapsûs non adducat? Neque contra hoc video rationem urgentem. Solet autem fieri argumentum, et comparatio sumpta ex obligatione voti, et juramenti. Sed de his in libris de Religione, tract. 6, dictum est.

CAPUT XXVIII.

Utrùm lex humana et civilis obliget sub mortali, ut ex contemptu non violetur etiam in minimis.

1. Quamvis hæc quæstio tractari possit, non solùm de lege humanâ, sed etiam de naturali, nihilominùs, quia præcepta humana faciliùs contemni possunt, et ita modus peccandi ex contemptu frequentiùs in eis committi potest, ideò de illis solet hæc quæstio specialiter tractari. Et præsertim sumptâ occasione ex opinione asserente, transgressionem legis humanæ per se levem esse, factam verò ex contemptu esse mortalem; nam hujus opinionis auctores supponunt apertè, contemptum esse talem circumstantiam transgressionis legis, ut de veniali faciat mortalem. In quo alii auctores eis non contradicunt, etiamsi in priori parte dissentiant, dicentes, contemptum non esse necessarium, ut transgressio præcepti humani sit peccatum mortale, si materia sit gravis.

2. Itaque omnes in hoc conveniunt, quòd transgressio legis humanæ ex contemptu facta est peccatum mortale, etiam in materiâ minimâ; imò idem sentiunt de transgressione regulæ aliàs non obligantis ad aliquam culpam, vel etiam de consiliorum contemptu. Ita docet D. Thomas 2-2, quæst. 186, art. 9, ad 3; Bonavent. in Pharet. divin. amor. lib. 2, cap. 44; Gerson Alphab. 34, litter. M, et tertiâ parte, tractat. de Vitâ spiritual. lect. 5; Adrian. quodlib. 6, artic. 2; Panormitan. in cap. *Nam concupiscentiam*, de Constitut. num. 5, et in capit. *Relatum;* Necler. vel Monach. num. 6; Felin. in capit. *Cùm quidam,* de Jur. jur. num. 7; Archid. in cap. 1, d. 27, quæst. 1, et in capit. *Quicumque*, distinct. 18, et Domin. in cap. *Nullus,* distinct. 55; Navarr. in Sum. cap. 23, num. 41 et 42; Dried. libr. 2 de Libertat. christian. cap. 1; Covarr. in capit. *Alma mater,* part. 1, § 7, numer. 6, et in Regulâ *Peccatum*, part. 2, § 5, numer. 3, in fine; Cajetan. et Castro locis infra citandis, et plura congerit Henric. tractat. de Synod. post. p. 3, artic. 1, conclus. 16, n. 257. Fuitque aperta sententia D. Bernard. libr. 1 de Præcep. et dispens. c. 11, 12 et. seq., ubi de levioribus præceptis inprimis ait: *Non contemni sine cri-*

mine. Deinde subdit : *Porrò contemptus in omni specie mandatorum pari pondere gravis, et communiter damnabilis est.* Et iterùm dicit de contemptu : *Convertit in crimen gravis rebellionis culpam levis transgressionis.*

3. Sed licet hæc doctrina vera et communis sit, nihilominùs difficultate non caret, quia ex eâ sequitur, contemptum ipsum semper esse peccatum mortale, quod non videtur admittendum. Sequela patet, quia propter quod unumquodque tale, et illud magis; si ergo transgressio præcepti levis, seu in materiâ levi sit semper mortalis ratione contemptûs, multò magis ipse contemptus erit semper mortale crimen. Minor autem, seu falsitas consequentis probatur, quia contemptus non est majus peccatum, quàm inobedientia, vel sacrilegium et similia; sed hæc non sunt semper peccata mortalia; ergo nec contemptus. Declaratur præterea exemplis : nam si quis proximo dicat leve convicium ex contemptu ejus, non ideò statim peccat mortaliter, quia tota illa actio cum illâ formalitate contemptûs non transcendit rationem injuriæ, quæ in illâ materiâ levis est. Item si quis nolit obedire prælato in re minimâ, solùm ut ostendat, se parvi pendere illum, non videtur peccare mortaliter, quia tota illa potest esse levis injuria; item si quis mendacium proferat ex contemptu quodam, quia pro nihilo reputat illam deordinationem, non ideò videtur peccare mortaliter, quia in illo contemptu non apparet tam gravis deordinatio.

4. Ad solvendam hanc difficultatem, et intelligendum sensum, et rationem communis sententiæ, primùm generatim explicandum est quid sit transgredi legem ex contemptu, deinde quid et quotuplex sit contemptus, ac denique quando ad peccatum mortale sufficiat. Circa primum quidam dixerunt, peccare ex contemptu, esse peccare ex certâ scientiâ, et sine passione vel causâ, cui opinioni videtur favere Cajetan. in Summâ verb. *Contemptus,* condistinguens peccatum ex contemptu contra peccatum ex ignorantiâ, et ex passione. Unde videtur sentire esse peccatum, quod vocatur ex malitiâ; nam hoc communiter contra illa duo membra distinguitur, et dicitur esse ex certâ scientiâ. Favet etiam Glossa in cap. *Metropolitanum,* 2, quæst. 7, quatenùs ait, non parere ex contemptu, idem esse quod non parere sine causâ; divus Thomas etiam in 2, dist. 24, q. 3, art. 5, argum. 2, cum solutione videtur supponere, peccare ex contemptu, esse peccare ex deliberatione perfectâ. Indicat etiam Bernard. supra dicens, aliud esse non obedire, aliud velle non obedire, et hoc posterius dicit esse contemnere, et significat, semper esse peccatum mortale; vocat enim, *blasphemiam et repugnantiam non ferendam.*

5. Sed hæc explicatio contemptûs, non potest præsenti instituto accommodari, et in eo sensu falsa esset, et contra omnes auctores citatos et referendos. Quamvis enim, ut statim dicam, contemptus in latiori quâdam significatione interdùm ita sumatur, tamen in præsenti non potest in eo sensu accipi, quia etiam peccatum veniale potest fieri ex certâ scientiâ et perfectâ deliberatione; neque inde fit mortale, etiamsi passio non intercedat, sed mera libertas. Nam carentia passionis non dat per se novam speciem malitiæ, ut per se notum est, nec potest infinitè augere malitiam ex suo genere, vel ex aliis circumstantiis levem, imò ipsa per se non auget, sed solùm non minuit culpam, et quamvis major libertas, quæ inde relinquitur, augere possit peccatum; non tamen adeò, ut faciat esse mortale, quod aliàs tale non esset, cùm plena libertas possit etiam in levi peccato reperiri. Ergo ratione hujus circumstantiæ non potest esse peccatum mortale, quod ex proprio objecto et materiâ tale non esset. Et idem argumentum fieri potest de circumstantiâ scientiæ perfectæ; solùm enim ex se excludit ignorantiam, et ideò ex se non auget speciem malitiæ; quantitatem verò peccati auget, solùm quatenùs auget libertatem : hoc autem augmentum nunquàm excedit capacitatem materiæ et objecti per se loquendo; ergo nunquàm ex illo capite præcisè sumpto peccatum fit mortale, quod aliàs esset de se veniale.

6. Quod etiam inductione patet in mendacio levi, vel parvo furto : quantumcumque enim scientiâ et voluntate fiant, si in eorum objectis et materiâ sistatur, non addendo circumstantiam mutantem speciem, nunquàm erunt peccata mortalia; ergo hic modus peccandi non est peccare ex contemptu proprio et rigoroso, de quo tractamus. Et hoc potiùs docuit D. Thom. loco proximè citato, quatenùs concedit, peccatum veniale ex genere non fieri mortale, licet fiat ex perfectâ deliberatione, neque id satis esse ad contemptum, et ideò quæst. 15 de Verit. artic. 5, ad 2, dixit per peccatum veniale non contemni Deum, etiamsi ex perfectâ scientiâ fiat. De sensu autem Bernardi infra dicetur. Ad Glossam autem respondet Na-

varr. in cap. *Non inferenda*, num. 15, quando peccatur contra legem sine causâ, præsumi contemptum, non tamen esse, etiamsi ex causâ iniquâ peccetur, ut ex voluptate, ut sumitur ex Glossâ in cap. *Cùm illorum*, de sententiâ excommunicat. verb. *In contemptu*.

7. Secundò dixerunt alii, transgredi legem ex consuetudine esse illam contemnere, ac subinde peccatum ex consuetudine esse peccatum ex contemptu. Unde inferunt, transgressionem legis de se venialem fieri mortalem ex consuetudine. Hæc autem opinio dupliciter intelligi potest. Primò, ut adæquata causa contemptûs sit consuetudo. Et hoc à nemine asseritur, et est planè falsum, quia contemptus potest aliunde oriri, quàm ex consuetudine, nimirùm ex superbiâ vel indignatione, aut alio simili vitio. Item quia contemptus est simplex actus, ut statim explicabimus, et ita potest concipi per aliquem primum actum ante consuetudinem, ut superbia, et alia similia vitia. Secundò intelligi potest, quòd licet consuetudo non sit necessaria ad contemptum, nihilominùs illa sit unus modus peccandi ex contemptu, et hoc modo indicat hanc sententiam Glossa in cap. *Unum orarium*, § *Nunc autem*, verb. *Criminale*, dist. 25, et Ang. verb. *Inobedientia*, ubi hunc vocat contemptum interpretativum cum Richard. quodlib. 1, q. 19, et citatur pro hâc sententiâ Collectar. in cap. 1 de Const. Favet etiam Panormit. in cap. *Nam concupiscentiam*, de Constit. in fine, dùm ait, nullum esse veniale peccatum, quod consuetudine non fiat mortale; nam hoc verum esse non potest, nisi ratione contemptûs. Denique Bernard. dicto libr. de Præcep. et dispens. cap. 14, dicit, quædam esse venialia peccata, excepto, cùm per contemptum vertuntur in usum et consuetudinem.

8. Sed hæc sententia falsa est, ut meritò docuit D. Thom. et cum eo Cajetan. 2-2, quæst. 186, artic. 9 ad 3, et sequitur Angel. verb. *Contemptus*, et benè Navarr. in capit. *Tres sunt*, de Pœnit. distinctione primâ, num. 13, et Archid. in capit. *Quicumque*, 81 distinctione, et ratio est, quia consuetudo non est contemptus; ergo peccare ex consuetudine, non est peccare ex contemptu, formaliter, ac per se loquendo. Quod ideò addo, quia consuetudo potest disponere ad contemptum, et illum paulatim generare, ut divus Thomas supra dixit; ex illo Proverb. 18 : *Impius, cùm in profundum venerit peccatorum, contemnit*. Propter quod solent juristæ dicere, ut notat Navar. supra, ex consuetudine indici præsumptionem contemptûs, licet ipsa contemptus non sit. Probatur ergo antecedens, quia contemptus per se consistit in uno actu; consuetudo autem solùm dicit, vel multiplicationem talium actuum, vel habitum inde genitum; constat autem habitum non esse contemptum, nec etiam multitudinem actuum; nam illi actus per se loquendo sunt similes, unde sicut primus non est contemptus legis, licet sit transgressio legis, ita nec secundus, nec tertius, nec designari potest, in quo actu incipiat contemptus ex vi consuetudinis. Præterea peccatum ex consuetudine ad summum augetur quoad pronitatem, vel facilitatem, aut affectum peccandi; non verò quoad malitiam diversæ rationis, vel speciei; contemptus autem addit malitiam specie distinctam, ut ostendemus; ergo consuetudo per se non sufficit ad contemptum.

9. Unde infertur, falsum omninò esse quod Panormitan. ait nullum esse peccatum veniale, quod per consuetudinem non fiat mortale. Aliàs omnis consuetudo peccandi venialiter, constitueret homines in statu peccati mortalis, et ita consuetudo mentiendi leviter, vel loquendi otiosè, et similes, constituerent homines in morali periculo peccandi mortaliter, quia peccatum illud ratione consuetudinis esset peccatum mortale. Et cùm designari non possit numerus actuum, in quo tale peccatum incipiat esse mortale ratione frequentiæ seu consuetudinis, sequitur peccari mortaliter ex vi talis consuetudinis, et periculi perveniendi ad numerum actuum, in quo peccatur moraliter. Consequens autem est absurdissimum, et contra sensum totius Ecclesiæ, et omnium piorum, et contra omnes doctores, qui etiam in materiâ de juramento dicunt consuetudinem jurandi verum leviter et sine causâ, non constituere hominem in statu peccati mortalis, et idem dicunt de ludo superfluo non tamen pernicioso, et aliis similibus. Ratio verò à priori est, quia consuetudo peccandi venialiter per se solùm auget extensivè numerum peccatorum venialium et voluntarium in posterioribus peccatis; ex neutro autem argumento potest colligi peccatum mortale, quia multa peccata venialia non faciunt unum mortale, ut ex primâ secundæ suppono, nec major voluntas sufficit ad peccatum mortale, si materia, objectum et aliæ circumstantiæ peccati eadem sunt, ut in præsenti supponimus. Consuetudo ergo non transfert actum de veniali in mortale. Et ita inde

etiam concluditur peccare ex consuetudine, non esse peccare ex contemptu. Neque Bernard. id dixit, sed potiùs dixit, contemptum solere esse causam consuetudinis, et tunc verum est, actum de se venialem posse fieri mortalem, non ratione solius consuetudinis, sed ratione contemptûs à quo procedit.

10. Dices : Consuetudo furandi, etiamsi singula furta levia sint, constituit peccatum mortale, ut omnes fatentur. Idemque est si contra legem positivam taxantem pretium aliquis frequenter delinquat leviter, aliquid parvum ultra justum pretium accipiendo. Item consuetudo communicandi civiliter cum excommunicato est peccatum mortale, licet singuli actus communicandi per se sumpti sint peccata venialia; ergo idem erit in omnibus. Respondeo, si in his et similibus casibus tandem committitur peccatum mortale, non est ratione contemptûs, ut constat ex dictis, et ratione, quia possunt singuli actus ex eodem motivo, seu affectu, aut passione fieri, ut experientiâ constare potest in parvis furtis; multiplicantur enim ex eâdem cupiditate sine contemptu, sed potiùs ex quâdam vi passionis, et interdùm cum quâdam imperfectâ displicentiâ, et simplici affectu, seu velleitate servandi legem. Item si per illam consuetudinem pervenitur ad peccatum mortale, non est præcisè ac formaliter ratione consuetudinis; alioqui in omni consuetudine idem esset, quod planè falsum est, ut ostendi.

11. In primo ergo casu de furtis levibus ideò est, quia materia præcedentium furtorum retinetur semper contra eamdem legem, et semper augetur per sequentia furta, et ita tandem pervenitur ad aliquod, in quo, licet materia præsens sola sit levis, conjuncta præcedentibus constituit unam materiam gravem, et ita est illud peccatum mortale, quantùm est ex parte materiæ. Unde etiam oportet, ut ex parte peccantis voluntas feratur aliquo modo in illam materiam, ut gravem et congregatam ex multis levibus, et tunc peccabit mortaliter ratione materiæ gravis. Quando autem materiæ leves non ita copulantur, multiplicatio venialium non efficit unum peccatum mortale, ut latè declaravimus in libr. 5 de Voto, capit. 5, ubi de consuetudine committendi leves transgressiones locuti sumus, diximusque eamdem esse rationem de lege. Neque refert, quòd tunc videatur finis legis, ac voti frustrari magis, ac magis, ac subinde graviter lædi per plures illos actus; ex illo enim augmento non consurgit unum peccatum mortale, sed multitudo venialium, ut multis exemplis et rationibus ibi ostensum est. De alio verò exemplo de communicatione civili cum excommunicato, dixi in tom. 5 de Censur. disp. 15, sect. 2, n. 11, ibi esse specialem rationem, quia communicatio humana, licet successu temporis, et per varios actus fiat, tamen per excommunicationem prohibetur per modum unius actûs, seu materiæ gravis, et ideò si quis ita frequentet actûs leves, ut animo et voluntate expressâ, vel virtuali in perseverantem communicationem feratur, violat legem in materiâ gravi, et illi actus leves non spectantur tunc ut distincti, sed ut partes unius materiæ gravis per illos intentæ, et ut sic censentur graviter prohibiti, et per legem ex suo genere obligantem sub mortali. Et ita nunquàm ratione solius consuetudinis veniale peccatum efficitur mortale.

12. Dicendum ergo est, tunc committi contra legem humanam ex contemptu, quando ipsa transgressio exterior legis oritur ex imperio contemptûs interioris, ita ut illa exterior transgressio ex vi talis imperii fiat quidam contemptus exterior. Ita Cajetanus in Sum. verb. *Contemptus*, et 2-2, loco proximè citato, ubi divus Thom. idem indicat, et attigit Bernard. in dicto cap. 14, dicens : *Tunc non peccati species, sed peccantis intentio pensatur.* Ratio verò generalis est, quia actus exterior accipit malitiam formalem, et præsertim extrinsecam, et accidentalem ab actu interiori; sed transgressio legis in re minimâ, neque in actu exteriori neque in voluntate, quæ illum respicit ut objectum, habet de se malitiam mortalem; ergo si ex contemptu illam recipit, ideò est, quia imperatur ab aliquo interiori actu habente malitiam mortalem, qui actus contemptus appellatur, et ideò transgressio illa dicitur esse ex contemptu.

13. Sed tunc restat inquirendum quod secundo loco propositum est, quisnam sit hic actus interior, qui contemptus appellatur, et cur tam grave malum reputetur, ut reddat mortale peccatum, quod leve erat, vel etiam quod de se nullum erat. Circa hoc D. Bernard. supra capit. 12, indicat, hunc contemptum esse actum superbiæ, dicens : *Contemptus tumor superbiæ est.* Sumi etiam potest ex divo Thomâ citato loco 2-2, quæst. 186, artic. 9, ad 3, cùm ait, *contemnere esse nolle subjici legi.* Et peccare ex contemptu, esse peccare ex voluntate non se subjiciendi alteri. Docet autem idem D. Thom. 2-2, quæstion. 161, art. 2, ad 3, offi-

cium humilitatis præcipuum esse subjici Deo quod repetit art. 3, et q. 162, art. 5, et in 6, unde colligit superbiæ gravitatem; ergo si contemptus est voluntas non se subjiciendi formaliter, id est, solùm propter fugiendam subjectionem, est planè actus superbiæ. Et hanc interpretationem sequuntur ferè canonistæ in principio citati, et Adrian. ac Gerson dictâ lect. 5 de Vitâ spir.; Angel., Sylvest. et alii summistæ verb. *Contemptus*. At verò Cajetan. 2-2, q. 104, artic. 2, et q. 105, artic. 5, ad 2, hanc D. Thomæ sententiam videtur interpretari de formali inobedientiâ, quæ consistit in voluntate non servandi legem, propter non obediendum, et hanc voluntatem significat esse contemptum. Quod et aliqui moderni sequuntur, et favet D. Thom. dictâ quæst. 105, artic. 1, ad 1. Ex hoc verò sequi videtur, contemptum non posse versari circa consilia, quod est contra omnes, et planè falsum. Probatur autem sequela, quia obedientia tantùm est circa præcepta; ergo etiam inobedientia.

14. Potest ergo esse alius dicendi modus, contemptum esse injustitiam quamdam, quia contemptus est, *æstimatio minùs justo*, ut definit Altissiod. lib. 2 Sum. tract. 20, cap. 2, q. 1. Diminuere autem æstimationem alterius, contra justitiam est. Unde de contemptu proximi ita sentit Cajet. in Sum. verb. *Contemptus*; videtur autem esse eadem ratio de contemptu legis, vel legislatoris. Et ita Navarr. supra, et in Sum. cap. 23, num. 42, ait peccare ex contemptu esse, moveri ad peccandum, eò quòd legem, vel legislatorem aliquis parvi faciat; hoc autem ad injustitiam pertinere videtur. Ex his ergo incertum manet quodnam vitium sit contemptus, quia superbia, formalis inobedientia, et injustitia vitia sunt specie distincta. Quòd si contemptus in omnibus illis speciebus esse potest, et ideò vox æquivoca est, ut Altissiodor. supra sentit, ambiguum manet quomodò sumenda sit, cùm dicitur esse peccatum mortale, transgredi legem ex contemptu.

15. Ad hoc ergo explicandum adverto, contemptum partim esse posse in intellectu, partim in affectu interno, partim in opere externo, sub opere omissionem includendo, quod ferè notavit Altissiodor. supra. Primus ergo contemptus dici potest intellectualis, et consistit in judicio, quo res aliqua vel persona in minori æstimatione habetur, quàm par sit, ac dignitati ejus debeatur. Quamvis enim minùs æstimare unam rem, quàm aliam, soleat generaliter vocari contemptus illius; si tamen æstimatio sit prudens, non erit contemptus vitiosus, de quo solo tractamus; tunc ergo est inordinatus contemptus, quando respectu ipsiusmet rei, aut personæ, consideratâ ejus qualitate et dignitate, inordinata est talis æstimatio. Nam si una res sit vilior aliâ, illam contemnere præ aliâ non est vitium, sed virtus, ut contemnere divitias vel honores, propter virtutem. In affectu autem contemptus est, aut velle habere hanc vilem æstimationem de alio, aut certè velle illam verbo aut opere ostendere, et in aliis generare; in opere autem contemptus erit quidquid exteriùs fit intentione despiciendi alium, ut ab aliis parvi æstimetur, vel ut operans ostendat, se pro nihilo illum æstimare. Quæ omnia non aliter probantur, quàm ex ipsius vocis proprietate, et communi sensu, et conceptione, ac interpretatione doctorum, præsertim Altissiod. et Cajetani supra.

16. Ulteriùs autem adverto, contemptum posse referri vel ad personam, id est, ad Deum, aut proximum, vel ad res alias, ut divitias, et honores, actiones, etc. Si sumatur hoc posteriori modo, non videtur habere certam speciem vitii. Imò, ut dixi, si debitam proportionem servet ad rem quæ contemnitur, potest esse actus laudabilis modo explicato: si verò sit ultra proportionem debitam tali materiæ, vel objecto, pertinebit ad vitium contrarium illi virtuti, quæ inclinat ad servandum medium, et moderandum affectum circa talem materiam. Ut, v. g., nimius contemptus honoris, vel famæ, potest esse vitiosus, et contra illud: *Curam habe de bono nomine*; habebit ergo ille contemptus malitiam contrariam magnanimitati, vel humilitati, quæ constituunt medium in affectu honoris. Sic etiam contemnere plus justo divitias necessarias vitæ humanæ esse poterit contra liberalitatem, et in prodigalitatem declinare, et sic de aliis. Hic autem modus contemptùs non est propriè qui ad rem præsentem spectat, ut statim dicam. Contemptus autem personæ videtur mihi formaliter, et propriè pertinere ad injustitiam cum proportione sumptam. Quod ideò addo, quia contemptus Dei erit formaliter contra religionem, nam illa est justitia ad Deum, qualis in nobis esse potest; si verò sit contemptus parentis, erit contra pietatem; si prælati, contra observantiam et reverentiam illi debitam; si contra alios proximos, contra communem justitiam,

et hoc ultimum docuit Cajetan. supra; ex illo autem sequuntur cætera cum proportione. Et ratio est, quia per talem contemptum agitur contra jus alterius, et quantùm est ex parte contemnentis, infertur illi injuria, vel etiam nocumentum. Quia unusquisque habet jus, ut in æstimatione debitâ habeatur, ut convenienter ad illam tractetur; nam hoc ad honorem vel cultum unicuique debitum necessarium est, et inter homines habere potest magnam utilitatem, ideòque hujusmodi contemptus non parva injuria reputatur, ac subinde peccatum mortale est ex genere suo.

17. Est tamen animadvertendum tertiò, hujusmodi contemptum dupliciter committi posse, scilicet, materialiter, vel formaliter; cùm enim de facto aliquid fit, quo aliqua persona aliis postponitur, licet hoc directè non intendatur, materialiter contemnitur; si verò id etiam intendatur, tunc est contemptus formalis. Priori modo committitur contemptus contra Deum per omnia peccata mortalia, ut notavit D. Thom. in 4, dist. 9, quæstiunc. 3, et eodem modo transgressio humani præcepti voluntaria, etiamsi ex passione fiat, solet interdùm vocari contemptus, ut loquitur Gregor. in cap. *Honoratus*, 74 distinc. Et fortassè hoc sensu dixit Augustin., 14 de Civitate, cap. ult., amorem sui usque ad contemptum Dei ædificare civitatem Babylonis; sic etiam lib. de Natur. et Grat. cap. 29, refert idem August. ex quâdam objectione Pelagianorum, sententiam dicentem, *omne peccatum esse contemptum Dei*, quam ipse non reprobat, sed declarat, non omne peccatum esse formalem, seu propriam superbiam, aut contemptum superbiæ. Atque in eodem sensu videtur dixisse Isidor. lib. 2 de Differentiis spirit. cap. ult., *unum genus superbiæ esse eorum, qui per transgressionem culpæ, contemptui habent divina præcepta.* Idemque habet latiùs lib. 2 Sent. cap. 38. Denique hoc modo transgressores præceptorum divinorum dicuntur contemptores in sacrâ Scripturâ, Levit. 26, et sæpè aliàs. Sic etiam contra proximum peccatur hoc modo per omnia peccata, quæ diminuunt æstimationem ejus, etiamsi id non intendatur, ut per detractionem, quamcumque inhonorationem, etc.

18. Formaliter autem committitur hoc vitium, quando ex directâ intentione ad hoc aliquid fit, ut alter despiciatur, aut despici credatur, seu ostendatur; nam intentio est, quæ dat præcipuam formalitatem actibus moralibus. Quapropter quando hoc vitium tribuitur superbiæ, intelligitur causaliter, quia loquendo moraliter ac regulariter, contemptus, præsertim formalis, ex superbiâ nascitur, et ita numeratur ab Isidoro inter filias superbiæ, ut refert Altissiodor. et sumitur ex libr. de Conflict. vitiorum, et virtut. cap. de Superbiâ. At verò è converso dicitur aliquando contemptus formalis inobedientia, quia hæc nascitur ex contemptu, et est quasi medium quo subditus iniquus utitur ad contemnendum prælatum suum; directè enim vult non obedire, ut per hoc ostendat, nihili se æstimare prælatum. Atque hoc modo accipiendum videtur, quod Bernard. supra dixit, *nolle obedire esse intolerabilem blasphemiam;* id enim maximè habet locum in inobedientiâ formali. Quia tamen nemo intendens ad malum operatur, et in inobedientiâ, ut sic, nulla apparet ratio boni per se appetibilis, semper illa formalis inobedientia nascitur, aut ex superbiâ, et appetitu excellentiæ, aut ex indignatione, et abjectâ æstimatione prælati, quam subditus habet, et ratione illius præceptum ejus contemnit, et propterea illi non vult parere. Atque ita satis explicatum est, quotuplex sit contemptus, et quomodò ex illo legis transgressio nascatur.

19. Superest tamen explicandum, quod tertio loco proposuimus, an transgressio legis humanæ ex contemptu semper, et in quâcumque materiâ minima sit peccatum mortale. Et ratio dubitandi est, quam in principio posuimus. Propter quam Cajetan. in Sum. verb. *Contemptus*, in fine, apertè concedit, dari contemptum præcepti, et transgressionem præcepti ex contemptu, quæ sit tantùm veniale peccatum ex levitate materiæ, et ex levi modo contemnendi, ut sic dicam, quia scilicet, non contemnit simpliciter præceptum, sed hoc præceptum in re minimâ. Et ideò distinguit contemptum, etiam proprium et formalem, in contemptum simpliciter, et secundùm quid, et priorem dicit esse peccatum mortale; posteriorem autem esse tantùm veniale peccatum. Eamdemque sententiam sequitur Bart. de Medin. 1-2, q. 88, art. 4, in fine.

20. Huic autem sententiæ obstat, quia videtur repugnare communi sententiæ, quam supra retulimus. Nam omnes auctores ibi citati indistinctè damnant peccati mortalis inobedientiam præcepti ex contemptu, etiam in minimis, et Bernard. expressè dixit, contemptum *in omni specie peccatorum pari pondere gravem esse;* et loquitur de minimis præceptis, ut supra explicuimus. Responderi tamen potest ex mente

Cajetani, Bernardum, et alios auctores intelligendos esse de contemptu simpliciter, non secundùm quid. Et ita si contemptus sit simpliciter talis, id est, contemptus obedientiæ, vel præcepti, vel superioris absolutè, sic transgressionem semper, et in quocumque mandato, etiam minimo esse peccatum mortale, et ita procedere dictum Bernardi, et aliorum sine ullâ limitatione vel exceptione. Si verò contemptus sit secundùm quid, tunc illum esse posse tantùm veniale peccatum, et consequenter etiam transgressionem levis mandati ex intentione seu imperio illius. Sed hoc non videtur satisfacere, tum quia nec Bernardus, nec alii auctores cognoscunt medium inter hæc duo, scilicet, transgredi ex contemptu, vel sine illo, quomodò dixit Glossa in cap. *Quis autem*, distinct. 10 : *Aliud est contemnere, aliud non parere*, et primum absolutè damnatur peccati mortalis; ergo indistinctè id accipiendum est; tum etiam quia eodem modo dicere possumus, transgredi legem humanam, per se, et secluso contemptu, esse semper peccatum mortale, quia dicemus intelligendum esse de transgressione simpliciter : nam transgressio in levi materiâ, seu secundùm quid, imò præceptum in levi materiâ non est præceptum simpliciter, sed secundùm quid; sic enim divus Thomas dixit, peccatum veniale non esse contra præceptum, utique simpliciter. Nullum ergo erit discrimen inter nudam transgressionem præcepti, et transgressionem ex contemptu, quod est contra communem doctrinam.

21. Mihi ergo utendum videtur distinctione insinuatâ à Castro dicto cap. 5, in fine, licet alio modo; ille enim distinguit contemptum legis, et legislatoris; quia verò in præcepto duo sunt, scilicet, res præcepta, et præceptum ipsum; ego potiùs distinguo inter contemptum personæ, seu legislatoris, et contemptum operis, seu rei præceptæ. Neque oportet addere tertium membrum de contemptu præcepti, seu legis, quia lex solùm contemni potest, vel per respectum ad legislatorem, cujus potestas contemnitur, et sic ad contemptum legislatoris reducitur; vel potest lex contemni, quia res præcepta parvi æstimatur, et sic reducitur ad contemptum operis.

22. Dico ergo primò : Transgredi legem ex contemptu rei præceptæ non semper, et in individuo est peccatum mortale, et in hoc potest habere verum opinio Cajetani; et ratio ejus, quia res contempta potest esse minima, vel pertinens ad infimam aliquam virtutem, et quia tunc per se nec fit, nec intenditur injuria legislatoris. Duplici ergo ex capite potest esse hoc peccatum mortale. Primò, si involvat vel supponat errorem in doctrinâ. Sic peccant gravissimè, qui contemnunt consilia, quia existimant illa esse inutilia, aut infima bona. Sic etiam peccaret graviter, qui contemneret transgressionem ex se levem, quia existimaret, peccatum veniale non esse dignum pœnâ apud Deum, vel quippiam simile. Secundò potest hoc esse mortale ex materiæ gravitate, sicut in aliis vitiis contingit.

23. Dico secundò : Transgredi legem ex contemptu Dei legislatoris semper est peccatum mortale, etiam in individuo, et sine ullâ distinctione. Et hoc saltem modo indistinctè procedit communis sententia, et ita expressè Bernard. cap. 12 (quem alii sequuntur) distinguit mandatum à mandante, et gravitatem constituit in contemptu mandantis. Et quidem respectu Dei videtur res manifesta; agimus enim de contemptu formali, ut dixi; est autem magna irreverentia directè intendere contemptum Dei, seu quocumque signo ostendere indignam de Deo æstimationem. Unde licet talis transgressio in se quid minimum videatur; imò licet per se non sit culpa, sed consilii omissio, nihilominùs in ratione signi imperati ab interno contemptu, habet gravem inordinationem. Sicut omittere consilium, quod scimus per se magis placere Deo, ex objecto non est peccatum; tamen si quis illud omitteret ex hâc formali intentione deliberatâ, ne faciat hoc beneplacitum Deo, planè esset grave peccatum, quia indicat quoddam Dei odium, quod ex levitate materiæ nunquàm potest esse veniale peccatum. Et similiter contemnere præceptum minimum, vel consilium, solùm quia à Deo datum est, et ex illo contemptu illud omittere, gravissima inordinatio affectûs est, etiamsi materia consilii vel præcepti minima sit. Et quamvis ille affectus vel contemptus restringatur ad tale præceptum minimum, semper retinet gravem inordinationem. Sicut dicere leve mendacium eâ formali intentione offendi Deum etiam leviter, est profectò peccatum mortale, quia illamet intentio est gravis irreverentia, et continet deliberatum Dei odium. Quomodò intelligi potest illud, quod ex Augustin. refert Gratian. in cap. *Unum orarium*, § *Nunc autem*, dist. 15 : *Nullum peccatum est adeò veniale, quod non fiat criminale, dùm placet*, utique ex contemptu Dei.

24. Dico tertiò : Transgredi legem humanam ex contemptu formali humani legislatoris, etiam videtur esse semper, et in individuo peccatum mortale. Hoc non videtur æquè certum, quia legislator humanus non est persona tam excellens, et quia aliquod odium ejus potest esse veniale. Distinguere ergo possumus superiorem, vel formaliter, quatenùs prælatus, vel superior est, vel quatenùs quidam homo. Transgredi ergo illius legem ex contemptu ejusdem, quatenùs prælatus est, semper censeo, esse peccatum mortale. Et ita procedit conclusio posita. Ratio autem est, quia illud est contemnere potestatem ejus, et quia tunc contemnitur quatenùs repræsentat Deum, et vices ejus gerit, et ideò talis contemptus redundat in contemptum Dei, juxta verbum Christi Domini Luc. 10 : *Qui vos audit, me audit, et qui vos spernit, me spernit.* Cui consonat illud Bernardi, loco citato : *Sive Deus, sive homo mandatum quodcumque tradiderit, pari profectò obsequendum est curâ, pari reverentiâ deferendum.* Si verò contemptus solùm sit ipsius personæ, quatenùs homo quidam est, et habere potest aliquem defectum, sic non repugnat esse veniale peccatum ex levitate materiæ, et hoc etiam voluit Cajet. Probaturque sufficienter exemplis ejus. Et in idem redit alia distinctio, quam ibidem indicat, dicens, aliud esse nolle subdi, seu formaliter nolle obedire, aliud nolle consolari superiorem, et hoc posterius dicit esse posse solùm veniale peccatum, etiamsi ob eam formalem causam voluntas superioris non impleatur, quia non contemnitur ejus potestas, sed circa personam ejus quædam amaritudo animi ostenditur. Cavendum est autem, ne talis amaritudo erga personam redundet in contemptum potestatis, etiam circa minima, quia tunc jam erit contemptus formalis prælati, et peccatum mortale, juxta priorem partem, et quia hoc valdè contingens ac periculosum est; ideò talis modus resistendi præcepto superioris ex indignatione aliquâ, vel interiori despectu personæ illius, diligentissimè cavendus est.

25. Ex dictis sequitur, malitiam mortalem, quam habet transgressio levis præcepti ex contemptu, esse distinctæ speciei ab illâ, quam habet talis transgressio ex objecto suo, vel facta sine contemptu; ut si egrediar è cubiculo contra mandatum prælati, habebit illa actio simpliciter facta venialem malitiam, vel otiositatis, vel inobedientiæ; si tamen fiat ex contemptu, habebit mortalem malitiam irreverentiæ contra Deum, vel prælatum. Probatur, quia illa circumstantia est alterius speciei, et contra aliam virtutem. Item contemptus ipse est peccatum specie distinctum ab otiositate vel inobedientiâ, ut ostensum est, et illam tantùm participat actio illa, quatenùs à contemptu imperatur, ut etiam ostensum est. Denique illa malitia gravis ex contemptu additur actioni, etiamsi ex objecto mala non esset, ut patet in omissione consilii; ergo signum est addere malitiam specie distinctam. Et ideò ex hoc principio rectè supra collegimus, peccatum ex certâ scientiâ, seu ex malitiâ sine ignorantiâ vel passione, non esse peccatum ex contemptu, quia ille modus peccandi non addit malitiam diversæ rationis seu speciei, et ita non potest augere malitiam circa materiam levem usque ad gravitatem mortalem, stante eâdem materiâ levi, et non addito alio fine, unde talis gravitas sumi possit. Idemque intulimus de peccato commisso ex consuetudine, si per se, ac præcisè in consuetudine sistatur, ut satis explicatum est.

CAPUT XXIX.

Utrùm lex humana obliget ad modum virtutis, et consequenter quo actu impleatur.

1. Quæstionem hanc supra libro secundo tractavi de lege naturali, ubi notavi solùm habere locum, propriè loquendo in præceptis affirmativis, quia negativa non dantur de actibus, sed de negatione actûs, et ideò per se non requirunt actum, sed omissionem, ut impleantur; in omissione autem, ut sic, non invenitur modus virtutis, licet in positivâ voluntate abstinendi ab actu pravo esse possit; per se autem necessaria non est ad implendum præceptum negativum, ut à fortiori patebit ex dicendis. Præterea in eodem loco distinxi in actu morali tres modos, seu conditiones necessarias ad modum virtutis; una est operari ex cognitione, ac scientiâ; alia operari voluntariè; tertia operari intentione honestâ, et cum omnibus circumstantiis necessariis ad bonitatem moralem actûs, et omisi quartum de modo delectabiliter operandi, quia constat, non cadere sub præceptum, ut ibi generaliter ostendi. Omitto etiam hìc modum operandi ex dilectione Dei super omnia, de quo ibi etiam dixi, quia multò certius est, etiam hunc modum non cadere sub legem humanam. Imò etiam de primâ et secundâ conditione nihil ferè hìc addendum occurrit; habent enim eamdem ratio-

nem in lege positivâ, quam in lege naturali, quia leges humanæ etiam dantur de actibus humanis, qui à voluntate et ratione procedere debent, et ideò nisi fiant voluntariè, et consequenter ex scientiâ, non videntur sufficere, ut per eos lex humana impleatur, in quo doctores omnes convenire videntur.

2. Solùm video objici posse, hinc sequi, eum, qui toto die jejunii dormit, non implere præceptum, ac subinde si excommunicatio sit lata contra non servantes illud præceptum, incurri à sic dormiente. Idemque argumentum fieri potest de illo, qui dormiens recitat integrè psalmum, vel horam, et de hoc certus sit à circumstantibus; nam sequitur, illum non implevisse præceptum, et incurrere censuram, si lata sit, nisi iterùm recitet. Tertiò potest fieri idem argumentum de illo, qui nesciens esse diem festum Missam audit; nam sequitur non implevisse præceptum, sed teneri ad iterùm audiendam, et similiter incurrere censuram latam, nisi iterùm audiat. Quartò potest objici de illo, qui coactus detinetur audiens Missam, et interiùs non vult audire si posset, sed potiùs absolutè cupit non audire, et habet propositum non audiendi, nisi cogeretur vel duceretur timore servili.

3. Hæc ferè argumenta proponit Medin. q. 100, art. 9, et in priori docet, qui per solam vim et coactionem jejunat, quia violenter privatur cibo, cùm ipse non abstineat voluntariè, non implere præceptum, et ideò censuram incurrere, si imposita sit. Idemque eâdem ratione diceret de dormiente, quando cum eâ voluntate ivit dormitum. Sed quod ad censuram attinet, hoc probabile non est, quia præceptum jejunii negativum est, ut suppono, et ideò licet morali modo non impleatur, quando voluntas deest, tamen quoad effectum externum vel substantiam impletur, vel saltem non violatur, et hoc satis est, ut non incurratur excommunicatio, quia ibi non est transgressio exterior præcepti, quæ ad incurrendam excommunicationem necessaria est. Nec sufficit voluntatis conatus contra præceptum, si effectus non sequatur, etiamsi sit materialiter (ut sic dicam), ut ex materiâ de Censuris constat. Et idem est in alio exemplo, quod ibi Medina adducit de solvente decimas, aut debitum coactè, et habens propositum non solvendi, si posset, etiamsi habeat præceptum solvendi sub censurâ ipso jure latâ. Nam licet iila re verâ non excuset gravem culpam coram Deo, et moraliter non impleat præceptum, sed potiùs peccet interiùs contra illud; nihilominùs exteriùs non transgreditur, et liberatur à debito, et materia præcepti in posterum sublata est, et consequenter non incurrit censuram, quia cum effectu non omisit exteriùs quod lex præcipiebat, quod satis est ad non incurrendam censuram quâcumque ratione et modo id acciderit. Secùs verò est in exemplo recitandi posito in secundâ objectione; nam qui dormiens profert verba precationum, non orat; præceptum autem est de orando, et ideò in tali casu præceptum non impleretur, et incurreretur excommunicatio, non recitando iterùm in vigiliâ, si lata esset contra non orantes, quia ille verè non oravit.

4. Et ita ad secundam objectionem concedo sequelam, neque in consequenti est aliquod inconveniens. Ad tertiam verò dico, non esse simile, quia is, qui audit Missam, licet ignoret esse diem festum, verè audit Missam, quia attentè audit; imò etiam liberè et spontaneè audit. Et ita ille actus sufficit ad implendum præceptum, vel saltem ad non transgrediendum illud exteriùs, unde à fortiori etiam sufficit ad vitandam censuram. An verò ille postea, sciens esse diem festum tempore habili, teneatur aliam Missam audire, vel saltem habere animum satisfaciendi præcepto per priorem auditionem, tractavi latè in tom. 2 de Relig. lib. 4, de Orat. cap. 26. Denique idem cum proportione dicendum est ad quartam objectionem, in eo casu excusari materialem et exteriorem transgressionem præcepti, quod satis esset ad excusandam censuram, non tamen servari mente et animo totam obligationem præcepti, et consequenter non excusari gravem culpam. Et ita est intelligendus Antonin. statim citandus, dicens, non implere præceptum, *qui stant ad sociandum dominos, aliàs non audituri*. Et de his conditionibus hæc sufficiunt, de quibus in citato loco de Religione multa dixi.

5. Difficultas ergo solùm superest de proprio modo virtutis, qui consistit in bonitate morali actûs consurgente ex integrâ causâ, id est, ex bono objecto, rectâ intentione, et aliis circumstantiis. Aliqui enim sentire videntur, præcepta humana non impleri per hujusmodi actus, nisi includant rectam intentionem, sine quâ inquiunt non impleri humanam legem, etiamsi actus præceptus fiat. Ita tenet Dionys. Cisterci. 1, dist. 17, art. 3. Idem sentit Anton. p. 2, tit. 9, cap. 10, § 2, quatenùs ait, non implere præceptum audiendi Missam, *qui accedunt*

ad Ecclesiam, ut videant, vel videantur ab amatoribus suis; sed debent, ait, *accedere ad orandum, et tunc à se removere debent cogitationes temporales ad Deum orandum.* Fundari potest primò hæc sententia in regulâ 8, extrav. de Regul. juris: *Qui ex timore facit præceptum, aliter quàm debet facit, et ideò jam non facit.* Ex quâ argumentatur à simili, vel à paritate rationis; nam qui actum præceptum malè facit, aliter quàm debet facit; ergo non facit, seu non ita facit, ut servet præceptum. Et confirmatur primò, quia lex præcipit actum bonum; ergo si non fit actus bonus, non fit quod lex præcipit; ergo non servatur. Confirmatur secundò, quia lex præcipit, v. g., Dei cultum, vel temperantiam, etc. Actus autem non bonus non est cultus Dei, nec actus temperantiæ, vel alterius similis virtutis; ergo. Denique lex humana præcipiendo actum, constituit illum in certâ specie virtutis, juxta materiæ capacitatem, et rationem sub quâ præcipitur, ut est receptum dogma theologorum; ergo nisi verè fiat actus virtutis in tali specie, non fiet quod lex præcipit, nec servabitur lex; si autem actus non est bonus, non est actus virtutis; ergo.

6. Nihilominùs dicendum est, sufficienter impleri legem humanam per actum præceptum secundùm substantiam illius, etiamsi non sit simpliciter bonus moraliter, nec honestâ intentione fiat. Ita sumitur ex D. Thom. q. 100, art. 9, ubi idem docent Cajet. Conr. Medin. et alii, Soto lib. 2 de Justit. q. 3, art. 9, et 4, dist. 13, q. 2, art. 1, in fine, loquens specialiter de præcepto Missæ. Major 3, dist. 37, q. 5, et ibi Palud. q. 3, et Almain. 4, dist. 17, q. unicâ, circa finem, ubi refert Gersonem et Martin. additque in hanc sententiam ferè omnes doctores conspirare. Medin. tract. de Orat. q. 16 de Horis canoni. Navar. cap. 21, n. 7, et latiùs in Enchir. de Orat. cap. 20, n. 29, ubi refert etiam seipsum in cap. *Inter verba*, et Joan. Andr. et Abbatem in cap. *Quod quidam*, de Pœnit. et Remiss. Sed illi loquuntur de bonis operibus præceptorum factis in statu peccati mortalis, quod longè diversum est; nam opus factum in peccato mortali potest esse simpliciter bonum, quod est certum de fide, et ita est æquè certum per illud servari præceptum. Aliàs quomodo esset opus simpliciter bonum? At hic loquimur de opere malo, sive sit in peccatore, et sit peccatum mortale ex pravâ intentione, sive sit in homine justo, et sit peccatum veniale. et utroque modo dicimus, impleri præceptum positivum.

7. Hæc autem assertio duobus modis probari potest, scilicet, vel de facto, vel etiam de possibili. Prior est facilior, fundaturque in illo principio, quòd finis præcepti non cadit sub præceptum, quod tradunt doctores allegati, et sumitur ex D. Thom. 1-2, q. 96, art. 3, q. 100, art 9 et 10; 2-2, q. 44, art. 1, et art. 8, ad 1; et Cajet. 2-2, q. 122, art. 4, et patet clarè in præcepto jejunii, cujus finis est, vel satisfactio pro peccatis, vel corporis maceratio, et tamen si quis formam jejunii servet, licet lautè et deliciosè comedat, et in statu peccati jejunet, ita ut nec satisfaciat, nec maceretur, nihil peccat contra jejunii præceptum, ut est constans apud omnes, et idem est in similibus. Ratio autem est, quia actus solùm cadit in objectum, et circa illud operatur eo modo, quo potest; ergo etiam lex solùm obligat ad id quod præcipit; solùm autem præcipit materiam, in quam cadit, et non finem; ergo obligat ad materiam, non ad finem; ergo si materia executioni mandetur, servatur lex, quidquid aliunde peccetur. Probatur ultimum antecedens (reliqua enim per se nota sunt), quia solùm id præcipitur, quod in lege exprimitur per modum imperii; lex autem humana non imperat fieri hoc propter illud, sed ut fiat hoc. Quòd si aliquando in lege exprimitur finis legis, non est per modum objecti legis, sed solùm per modum rationis, vel motivi, propter quod modus præcipitur, et hæc quidem ratio sufficienter convincit de facto.

8. Auctores verò allegati etiam de possibili loqui videntur; nam commune illorum fundamentum est, quia lex humana non potest præcipere interiorem actum; ergo non potest præcipere, ut actus exterior tali intentione fiat; ergo si homo facit actum externum ab Ecclesiâ præceptum, licet pravâ intentione id faciat, implet præceptum hominis, licet aliâ ratione peccet; ergo eâdem ratione undecumque actus sit malus, si exteriùs habet quidquid lex humana jubet, sufficit ad non peccandum contra legem humanam. Sed objici potest contra hanc rationem, quia si est efficax, probat non tantùm de facto, sed etiam de possibili; non videtur autem esse supra potestatem humanam præcipere ut actus externus benè et ex honestâ intentione in generali, vel in speciali, ut tali intentione fiat. Probatur, quia illud non esset præcipere directè actum internum, sed externum ut manantem à tali interno, quod videtur

caderé sub humanam potestatem, etiamsi finis ipse extrinsecus et accidentarius sit respectu actûs externi præcepti. Quod patet ex lege prohibente; nam lex humana potest prohibere, ne actus humanus fiat ex intentione pravi finis extrinseci, ut ex odio vel avaritiâ, ut supra dictum est; ergo potest præcipere, ut actus bonus fiat ex intentione extrinseci finis honesti, ut ex amore. Estque accommodatum exemplum, si fiat constitutio dicendi Missam ex hâc vel illâ intentione, quæ planè est extrinseca ipsi sacrificio, ut sacrificium est, et nihilominùs talis constitutio obligat subditos, etiam quoad illam intentionem.

9. Nihilominùs probabilius censeo, hoc non posse cadere sub legem humanam, quando intentio re verâ est omninò extrinseca ipsi operi externo, ut cadit sub præceptum, prout planè docent doctores allegati. Ratio autem potest duplex reddi ex dictis. Prima est, quia tunc præciperetur directè actus internus. Patet, quia vel per tale præceptum priùs præciperetur intentio talis finis, ut tandem ex illâ sequeretur electio, quia intentio finis ex se antecedit electionem medii, vel certè si actus externus primò præcipitur, et additur ut fiat ex tali intentione, quæ ad complementum ipsius actûs necessaria non erat, planè per se præcipitur actus ille interior, qui addendus est exteriori. Secunda ratio est, quia lex humana, ut dixi, non potest præcipere omnem bonitatem, sed illam, quæ suo fini et exteriori gubernationi accommodata est; quòd autem actus exterior fiat hâc, vel illâ intentione extrinsecâ, non pertinet ad bonitatem accommodatam illi fini, sed ad Deum pertinet, qui scrutatur corda; non est ergo illa materia legis humanæ. Et ita responsum est ad fundamentum contrarium, negando assumptum.

10. Ad exemplum autem de præcepto negativo, primùm nego paritatem rationis. Nam potest multùm pertinere ad commune bonum, v. g., ad justitiam servandam in judicio, ut nemo ex odio, vel propter sordes illud munus assumat, et ideò in malis prohibendis potest ille modus habere majorem proportionem. Deinde supra dixi, tunc re verâ non prohiberi, aut puniri malitiam provenientem à tali intentione, sed ipsum actum externum absolutè; pœnam verò non imponi ipso jure, nisi dependenter à tali conditione. Unde est etiam differentia supra insinuata, quia si per affirmativum præceptum addatur intentio extrinseci finis, extenditur jurisdictio, et augetur obligatio ad novum actum interiorem; quando verò punitur actus exterior, si à tali interiori procedat, potiùs restringitur prohibitio, et jurisdictionis usus, quia non punitur omnis actus exterior, qui puniri posset. Ad aliud verò exemplum, de intentione offerendi sacrificium pro hâc, vel illâ causâ, aut personâ, dicitur inprimis, obligationem illam regulariter loquendo non fundari in solâ jurisdictione, sed vel in voto obedientiæ, vel in aliquâ obligatione justitiæ, per quam potest aliquis se obligare ad faciendum aliquid sub hâc vel illâ intentione, maximè si ad effectum actionis necessaria sit. Unde dicitur secundò, illam intentionem non esse omninò extrinsecam illi actioni, sicut supra dicebamus de intentione conficiendi sacramentum: nam licet in præsenti illa intentio non sit de necessitate sacrificii, ut sic, est tamen necessaria ad completam oblationem sacrificii, et ad fructum ejus, et ideò, qui potestatem habet præcipiendi sacrificium, totum id præcipere potest.

11. Ad rationes alterius sententiæ respondetur, inprimis in illâ regulâ juris sermonem esse de timore servili peccaminoso, quando quis ita voluntariè facit opus præceptum, ut animum habeat non faciendi, si posset pœnam effugere; nam in illo modo operandi deest voluntas necessaria ad implendum præceptum apud Deum, etiamsi exteriùs impleri videatur. Et ita negatur similitudo; nam qui facit totum id, quod lex humana præcipit, et cum omnibus externis circumstantiis, quas præcipit, licet pravâ intentione id faciat, non facit aliter, quàm debeat facere ex vi illius legis humanæ, licet faciat aliter, quàm alia lex divina præcipiat, et ideò non peccat contra legem humanam, licet aliàs peccet. Unde ad primam confirmationem respondetur legem humanam præcipere actum de se bonum, seu qui de se potest benè fieri, non tamen præcipere omnes modos necessarios, ut benè fiat. Et ita ferè respondet D. Thom. 1-2, q. 96, art. 3, ad 2. Et eadem est responsio ad secundam confirmationem. Nam lex humana præcipit actum in se continentem cultum Dei, vel mediocritatem aliquam temperantiæ, aut alterius virtutis; illam autem potest habere actus, etiamsi ex parte operantis malè fiat ex alio capite, quod per se non prohibet, nec præcipit lex humana.

12. Ad ultimam confirmationem admittimus communem et veram doctrinam, quòd per legem humanam actus præcepti determinantur ad certam speciem virtutis. Non est autem sen-

sus, quòd lex humana præcipiat illam virtutis speciem esse per se intentam ab operante, aut quòd purè fiat sine admixtione alicujus malitiæ; sed sensus est, legem humanam præcipiendo non imponere solùm obligationem obedientiæ, quæ generalis est, et in omni præcepto includitur, sed etiam præcipere de se actus singularum virtutum, quia, ut supra dixi, leges humanæ intendunt facere homines honestos in omni genere virtutis, et ideò præcipiunt secundùm omnes species virtutum. Non tamen inde fit, ut lex humana præcipiat actum studiosum simpliciter, et ut studiosè fiat, sed satis est quòd præcipiat studiosum ex genere, et constituendo tale medium in tali specie virtutis, ut patet clarè in materiâ justitiæ; præcipit enim actum ejus, constituendo medium in materiâ illius, quo servato, non peccatur contra illam legem, etiamsi ex avaritiâ vel alio vitio quis operetur.

CAPUT XXX.

Utrùm lex humana et civilis possit obligare ad sui observationem cum periculo cujuscumque nocumenti temporalis, etiam mortis.

1. Declaravimus modum obligationis legis humanæ quoad gravitatem ejus; nunc explicandus est quoad rigorem (ut sic dicam) vel lenitatem ejus, et consequenter explicabitur quoad durationem ejus, vel cessationem ratione occurrentis occasionis, quæ maximè esse solet, quando damnum aliquod grave, vel periculum ejus imminet ex observatione legis, et ideò inquirimus, an in hujusmodi occasione cesset obligatio legis, ita ut nullum peccatum sit, illam non servare.

2. Prima sententia absolutè docet, legem humanam non posse obligare cum morali periculo vitæ, vel alio simili. Tenet Almain. in Moralib. tract. 1, cap. 3. Inclinat Sylvest. verb. *Metus*, q. 7. Fundamentum est, quia dare vitam propter opus per se non necessarium ad salutem vel honestatem, est opus difficillimum, et supererogationis; lex autem humana non potest hujusmodi opera præcipere; ergo. Confirmatur, quia conservare vitam est de lege naturæ; ergo nulla lex humana potest contra hoc præcipere. Unde D. Thomas 2-2, q. 104, art. 5, dixit in his, quæ ad conservationem corporis spectant, hominem non teneri homini obedire.

3. Altera sententia est, legem humanam in universum obligare, non obstante quocumque periculo mortis. Ita docet Cajet. 1-2, q. 90, art. 4, et 2-2, q. 125, art. 3. Idem sentit Adrian. in 4, q. 3 de Clavib. Henric. tractat. de Syno. Episcop. post part. 3, art. 1, n. 271, in tom. 13 Tractatuum, p. 2. Fundamentum est, quia quod est contra legem humanam, est malum et peccatum, ut ex supra dictis patet; ergo etiam propter mortem vitandam faciendum non est, cap. *Itane*, 32, q. 5, ex Aug. Confirmatur primò, quia bonum commune præferendum est privato, et homo tenetur pro communi bono vitam perdere; sed humana lex propter commune bonum ponitur; ergo servanda est non obstante vitæ periculo. Tandem confirmatur inductione, quia non potest quis propter metum mortis contrahere cum consanguineâ in gradu prohibito per legem humanam; nec potest aliquis propter vitandam mortem sacrum facere sine vestibus sacris, cùm tamen id solùm sit de lege humanâ. Denique non potest quis communicare cum excommunicato propter vitandam mortem, cap. *Sacris*, de iis, quæ vi, etc.

4. Nihilominùs dicendum est primò, non deesse potestatem in magistratu civili (et idem à fortiori de ecclesiastico) ad obligandum suis legibus, et cum periculo vitæ, si necesse sit. Sententia est communis, et mihi certa, et præter auctores secundæ opinionis, tenent eam Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 4 in fine, et in 4, dist. 22, q. 1, art. 4, et Ledesma p. 2, q. 10, art. 5, et q. 25, art. 3; Covarr. qui alios refert in c. *Alma mater*, p. 1, § 3, n. 9, et alii infra citandi. Ratio est, quia in republicâ est potestas necessaria ad suam conservationem, et commune bonum: sed ad hos fines est moraliter necessarium præceptum obligans ad aliquid agendum, vel ad perseverandum in aliquo loco, non obstante periculo mortis; ergo cadit hoc sub humanam potestatem. Minor constat, quando necessarium est agere periculosum bellum ad defendendam rempublicam, vel perseverare tempore pestis in aliquo loco ad procurandam communem salutem, vel si necesse sit propter fidei honorem aliquid agere cum vitæ discrimine. Major autem per se nota videtur ex terminis, quia aliàs insufficienter provisum esset gubernationi et conservationi reipublicæ. Sed dici potest in his casibus legem naturalem obligare, et ideò non esse hanc obligationem præcepti humani, sed quasi coactionem ad servandam naturalem obligationem. Respondetur primò, licet fortassè præceptum naturale tunc obliget rempublicam, vel cives in communi, non tamen hunc, vel illum de-

terminatè; ergo applicare obligationem ad has vel illas personas, est potestatis humanæ, et ita ibi intervenit verum præceptum humanum. Dicimus etiam, non semper esse certam obligationem naturalem, sed sæpè esse posse rem dubiam, et dependentem ex judicio prudentiæ, an scilicet, communi bono expediat, hoc vel illo medio uti cum tanto periculo; tunc autem interveniente judicio principis seu prælati, ejusque præcepto inducitur certa obligatio, quæ non potest dici legis naturæ sed humanæ. Et confirmatur tandem, quia hic actus est fortitudinis; ergo si necessarius sit reipublicæ, vel valdè conveniens, potest lex humana illum præcipere; nam humana lex circa actus omnium virtutum versatur, ut in superioribus docuimus cum Arist. 3 Ethic. qui in specie loquitur de actu fortitudinis.

5. Dico secundò, legem humanam tunc maximè, et quasi per se obligare cum periculo vitæ, quando illud periculum per se est annexum, seu conjunctum actui præcepto, si alioqui lex justa sit, ut præsumi debet, quando oppositum non constiterit. Declarari potest exemplis positis de bello, de periculosâ navigatione, de curatione proximorum tempore pestis, et similibus. Ratio autem est, quia tunc periculum non reputatur accidentarium, sed veluti de substantiâ actûs moraliter considerati. Item non potest censeri præter scientiam vel intentionem præcipientis, cùm sit per se conjunctum actui; ergo eo ipso, quòd præcipitur talis actus, censetur præcipi non obstante tali periculo, et potestas non deest, ut ostensum est; ergo nascitur obligatio. Addidi verò conditionem justitiæ legis, quia hæc generaliter necessaria est, et in hujusmodi præcepta multa requiruntur, ut servetur, quia non potest res adeò difficilis justè præcipi, nisi ex justissimâ causâ pertinente ad commune bonum, vel ad aliquam personam valdè necessariam communi bono. Quia respublica vel magistratus ejus non habet dominium vitæ civium, sed convenientem usum, et ideò non potest ex levibus vel ordinariis causis cogere cives ad perdendam vitam. Quod etiam patet ex his, quæ supra diximus de lege humanâ, scilicet, debere esse moraliter possibilem et facilem. Denique hoc confirmant fundamenta prioris sententiæ. Nihilominùs tamen hìc etiam est vera generalis regula in superioribus posita, quando non manifestè apparet temeritas in lege, præsumendum esse pro justitiâ ejus, quia semper jus superioris præfertur, et licet homo jus etiam habeat in vitam suam, tamen in eamdem majus jus habet respublica, quia (ut in 5 Politic. dixit Philosophus) civis magis est reipublicæ, quàm suî ipsius. Itaque in dubio æquali servanda est lex, licet propter periculum proprii detrimenti curandum sit, ut certitudo aliqua de justitiâ legis habeatur.

6. Dico tertiò: Si mortis periculum non est per se conjunctum actui præcepto, sed contingenter adjungitur, lex humana per se non obligat ad suî observationem cum tanto periculo vitæ, imò nec alterius gravissimi nocumenti, quale est gravis infamia, aut magna jactura bonorum; ex accidenti verò, seu in aliquo casu obligare potest. Priorem partem sequuntur à fortiori auctores allegati in primâ opinione, et non repugnant allegati in assertione primâ, sed favent maximè et Gabr. in 4, d. 18, q. 3, et Ocham. in suo Dialog. p. 1, lib. 7, c. 57, quatenùs dicunt, Ecclesiam non posse suis legibus regulariter imponere tam rigorosam obligationem; nam idem est *regulariter*, quod *per se*. Et idem sentit Major. in 4, dist. 18, q. 4; insinuat etiam Navar. in Sum. c. 25, n. 48. Sumitur denique ex multis, quæ congerit, et allegat Felin. in c. 1 de Constit. n. 49. Probatur autem primò prior pars inductione, quia lex divina, quæ gravior est, non solet obligare in simili eventu. Exemplum commune est de Davide, qui propter necessitatem manducavit panes propositionis, 1 Reg. 21, quos laicis manducare non licebat, juxta legem, et tamen factum defendit Christus Matt. 12, ubi eodem modo excusat discipulos, qui die sabbati spicas colligebant. Et ita exposuit etiam D. Thom. p. 3, q. 40, art. 4, ad 3, et eodem modo declarat factum Machabæorum pugnantium die sabbati, 2-2, q. 100, art. 8. Idem constat in præcepto divino de integritate confessionis; nam grave periculum interdùm excusat ab illius executione quasi materiali (ut si dicam). In præceptis etiam ecclesiasticis potest fieri similis inductio; nam præceptum jejunii non obligat cum detrimento salutis, quod explicatum est in cap. *Consilium*, de observatione jejunii, et idem constat de præcepto audiendi Missam, recitandi horas, etc. Simili modo propter necessitatem famis licet communicare cum excommunicato procurando subsidium, cap. *Quoniam multos*, 11, q. 3, cap. *Inter*, de Sentent. excomm.; eadem autem ratio est in reliquis. Generalis autem ratio conclusionis est, quia talis necessitas ostendit, non fuisse in legislatore voluntatem obligandi in tali

eventu, vel etiam non fuisse potestatem; quàcumque autem illarum deficiente, cessat obligatio legis; ergo. Utraque præmissa constat ex supradictis, præsertim tractando de epiikiâ, quia potestas humana non se extendit ad omnia sine mensurâ; voluntas etiam prudens non vult obligare quantùm potest, sed cum moderatione et benignitate. Obligare autem ad quemcumque actum præcepti, non obstante quàcumque accidentali necessitate insurgente, esset supra potestatem legislatoris humani, quia talis obligatio communiter non est necessaria ad commune bonum reipublicæ, ut in communi observatione talium legum contingit; et quamvis aliquando non sit apertè injusta obligatio, vel supra potestatem, si sit nimis gravis et dura, censetur esse præter voluntatem legislatoris, quod maximè in divinis legibus positivis observatur, ut communiter doctores interpretantur; ergo.

7. Altera verò pars, scilicet, per accidens fieri posse, ut etiam in eo casu obligetur homo ad servandam legem, communis etiam est; talisque necessitas esse censetur, quando violatio legis propter talem metum cederet in contemptum, vel injuriam religionis, aut grave scandalum pusillorum; tunc enim bonum commune et religionis præferendum est privato etiam propriæ vitæ. Item quia tunc transgredi præceptum humanum, esset vel deficere in confessione fidei tempore debito, vel cooperari ad aliquid intrinsecè malum. Exemplum sit, si tyrannus cogat ad comedendam carnem die prohibito in contemptum illius observantiæ ecclesiasticæ; tunc enim consentire illi, esset significare, se idem sentire, et contemnere; imò etiam exteriùs dissimulare, et non planè resistere, ad minimum esset aliis scandalum dare, et ideò nunquàm licet, juxta illud Augustini lib. de Bono conjug. cap. 16: *Satiùs est fame mori quàm idolothytis vesci* (utique cum scandalo, vel injuriâ religionis), I Corinth. 10. Et ideò hæc obligatio non solùm in ecclesiasticis legibus locum habet, sed etiam in civilibus, quia etiam illæ contemnendæ non sunt, nec magistratus civilis, et in earum etiam violatione scandalum cavendum est. Nec satis erit in hujusmodi casu habere interiùs intentionem non scandalizandi vel non contemnendi, et exteriùs agere contra legem ad vitandam mortem. Hoc, inquam, non est satis, quia tenemur exteriùs non contemnere, nec contemnentibus consentire, vel cooperari, et similiter ad vitandum scandalum maximè necessarium esse solet, actum externum vitare; si autem protestatio aliqua exterior sufficeret ad tollendum scandalum, tunc cessaret illa necessitas, ut notavit Bonav. in 4, dist. 33, dub. 8, circa litteram, et latiùs in materiâ de scandalo tractatur.

8. Dices: Ergo in hujusmodi casibus, licet obligatio talis actûs quasi resultet occasione legis positivæ, nihilominùs propriè non oriri ex illâ, sed aut ex præcepto affirmativo confitendi fidem tempore opportuno, vel ex præcepto negativo non præbendi scandalum aliis, vel non contemnendi legem, aut superioris potestatem. Quæ sunt obligationes legis naturalis, pertinentque ad legem charitatis, aut religionis, vel confessionis fidei, vel justitiæ legalis, non ad particularem legem positivam. — Respondeo, licet probabile hoc sit, probabilius tamen videri, etiam in illo casu obligare legem humanam. Itaque non negamus, in illis eventibus obligare præcepta illa naturalia, seu aliquod illorum; dicimus tamen obligare ad servandam ipsam legem positivam, et ita etiam legem ipsam positivam obligare. Sicut in occasione necessariâ confitendi fidem, obligat fides ad sustinendum martyrium propter fidei confessionem, et nihilominùs, tunc etiam obligat fortitudo quasi imperata à fide; ita ergo est in præsenti. Unde è contrario, si quis in eo casu violet legem positivam in contemptum religionis, non solùm peccat in specie contemptûs, sed etiam in specie vitii contrarii illi morali virtuti, ad quam pertinet præceptum, ut in casu Machabæorum, si illi comederent carnes porcinas, non solùm contra religionem, sed etiam contra temperantiam peccarent, comedendo cibum vetitum. Et sic de aliis.

9. Sed quæret tandem aliquis, quomodò possit certum indicium ferri ad discernendum tempus et occasiones, in quibus obligat lex humana non obstante periculo mortis. — Respondeo, vix posse certam aliquam regulam designari, sed prudenti arbitrio utendum esse. Duo tamen, ad hoc prudens judicium ferendum, observari possunt. Primum est dupliciter posse homines incidere in hoc periculum, seu in metum mortis. Uno modo ab intrinseco, seu ex naturali, et ordinariâ conditione humanæ conditionis fragilis, sive oriatur ex ægritudine intrinsecâ, sive ex necessitate famis, aut sitis, sive ex tempestate maris, sive ex occasione belli aliâ de causâ occurrentis, sive ex quàcumque aliâ causâ etiam extrinse-

câ, quæ directè non intendat transgressionem legis. Alio modo potest hoc malum imminere ab extrinseco, id est, ab homine comminante tale malum, ut extorqueat legis transgressionem, unde prior dici potest quasi per accidens respectu talis effectûs; hic verò posterior quasi per se, moraliter loquendo, et ex parte causæ inferentis talem metum. Quando occasio est prioris modi, regulariter lex positiva non obligat cum tali periculo; sic Machabæi processerunt ad bellum die sabbati ratione periculi, 1 Machab. 2, quia periculum erat prioris generis, et intellexerunt, in illo legem sabbati non obligare. Quando verò metus infertur posteriori modo, regulariter non excusat, quia cedit in contemptum fidei, vel religionis, et sic Machabæi mortem sustinuerunt, ne legem violarent lib. 2, cap. 7, quia metus ille directè ad hoc inferebatur à tyranno. Dixi autem in utrâque parte *Regulariter,* quia non est regula adeò generalis, et infallibilis, quin possit aliquando deficere, et ideò semper sunt particulares circumstantiæ considerandæ ad ultimum judicium ferendum. Præsertim verò in posteriori modo contingere potest, ut licet directè inferatur metus ad extorquendam actionem legi contrariam, non tamen id fiat propter legis transgressionem in ejus contemptum, vel religionis, sed propter alias causas humanas, voluptatis, aut commodi, ut adnotavi in tomo 5, disp. 6, et tunc talis metus perinde reputatur, ac quilibet alius proveniens ex causis naturalibus, vel extrinsecis, quia non parit contemptum legis, vel aliud simile malum.

10. Secundò observandum est, aliud esse obligari ad observationem legis humanæ, non obstante mortis periculo, aliud verò posse licitè eam observare, eodem periculo non obstante. Plus enim ad prius requiritur, quàm ad posterius; licet enim ad utrumque necessaria sit aliqua ratio valdè gravis, et justa, quia non potest homo pro quâcumque levi occasione vitam prodigere; nihilominùs multò major causa requiritur, ut ad hoc possit obligari per legem, vel præceptum superioris humani, quàm ut id possit homo suâ spontaneâ voluntate honestè facere, quia non omnia honesta possunt nobis præcipi, quando sunt valdè ardua, nisi ex speciali necessitate, sine quâ non possumus illa liberè facere. Sic potest quis in casu necessitatis extremæ famis, vel naufragii licitè cedere suo commodo, et dare panem, vel tabulam amico æquali, ad quod tamen non posset lege humanâ obligari. Item propter utilitatem publicam potest aliquis aggredi opus cum magno periculo vitæ, etiamsi non sit tanta necessitas boni communis, in quâ posset obligari. Propter hoc ergo ad discernendam occasionem, in quâ lex humana obligat cum tali periculo, non tantùm ponderandum est, an bonum commune tunc præponderet vitæ propriæ, sed etiam, an tale sit, ut redundet in extremam, vel gravem necessitatem boni communis, vel è converso, an ex transgressione legis grave damnum commune, quale est contemptus religionis, fidei, aut ipsarum legum, sequatur; in his enim tantùm casibus obligat lex humana, et ultra non extenditur.

11. Ad fundamentum prioris sententiæ, respondetur, dupliciter posse aliquod opus dici supererogationis. Primò, quia lex naturalis vel divina, illud non præcipit, et hoc modo non est in universum verum, legem humanam non posse præcipere opera supererogationis, ut supra contra Gersonem ostensum est. Alio modo dicitur opus supererogationis; quod ex suo genere ita est sub consilio, ut de se non possit habere necessariam connexionem cum fine ultimo, vel cum communi bono reipublicæ temporali, vel spirituali, ut est, v. g., custodia virginitatis, et in hoc sensu verum est, bonum supererogationis non posse præcipi lege humanâ. Sic autem negamus, dare vitam pro republicâ esse opus supererogationis; aliquando enim cadit sub præceptum naturale. Et sic etiam potest interdùm præcipi lege humanâ. Nec refert, quòd sit difficile; nam circa hoc versatur virtus in actibus necessariis, juxta finem proportionatum, et ad idem extenditur potestas legis humanæ, quando non obstante illâ difficultate, observantia humanæ legis ad commune bonum necessaria est. Ad confirmationem autem respondetur, in præcepto conservationis vitæ duo includi; unum est negativum, quod obligat semper, et pro semper, scilicet, non se occidendi; et contra hoc nihil potest præcipere lex humana. Aliud est affirmativum, faciendi aliquid ad conservandam vitam, et ad evitandam mortem, et quoad hoc non obligat pro semper; sed prætermitti sæpè potest, non solùm propter observantiam legis, sed etiam propter bonum amicitiæ, vel propter alias honestas actiones, seu rationes. Et ita etiam potest lex humana obligare ad prætermittendam vitæ custodiam propter observantiam legis ad commune bonum necessariæ.

12. Ad fundamentum Cajetani respondetur, illationem fieri à sensu composito ad divisum ; stante enim obligatione legis, repugnat contra illam agere, ut rectè probat illa ratio ; non autem hoc dicimus, sed in casu necessitatis cessare obligationem, et ita etiam cessare rationem culpæ in illà materiali transgressione, vel potiùs in materiali non executione legis. Quod planè confirmat regula juris, dicens, necessitatem facere licitum, quod aliàs non esset. De quâ videri potest Alex. in l. *Si ex toto*, ff. de Legibus. Ad primam confirmationem fatemur, propter bonum commune contemnendam esse vitam propriam, quando necessarium est; negamus tamen esse semper necessarium ad bonum commune materialiter (ut sic dicam) exequi legem. Nam licet illa propter bonum commune posita sit, satis consequitur finem, si regulariter, ac per se, et extra hos casus extremos observetur.

13. Ad secundam confirmationem, et inductionem Cajetani primum exemplum erat de matrimonio contrahendo cum consanguineà, in quo primò supponendum est, quòd licet obligatio legis cesset ex occurrente periculo gravissimi nocumenti, si tamen lex est irritans, non cessat irritatio propter metum, ut infra dicemus, et omnes auctores supponunt, et constat ex praxi Ecclesiæ. Et ratio reddi potest, quia ad vitandum periculum satis est, exteriorem actum facere, etiamsi propter resistentiam legis validus non sit. Quòd si fortassè illâ occasione incurratur aliud periculum violandi aliquam legem naturalem aut moriendi, id est valde remotum, et accidentarium, et ideò id non attenditur in faciendâ absolutâ irritatione actûs. Accedit, quòd si in tali casu cessaret irritatio propter metum, liceret postea, vel etiam necessarium esset in tali actu persistere transacto metu; hoc autem est valdè contrarium bono communi, et fini talium legum. De quâ re plura dicemus infra, tractando in specie de lege irritante. Hoc ergo supposito, respondemus, in casu de matrimonio licitum esse, illud exteriùs contrahere, quia vel hoc non est prohibitum, vel si est, pro illo casu cessat prohibitio. Nihilominùs tamen dicimus, in eo casu, non obstante metu, manere obligationem abstinendi à matrimonii usu, non propter specialem obligationem legis positivæ, sed quia cùm non fuerit validum, esset contra naturalem legem illud consummare, quia esset fornicari, quod intrinsecè malum est.

14. Dices : Etiam primum videtur includere aliquid contra legem naturæ, et intrinsecè malum ; nam in primis si matrimonium consideretur in ratione contractûs, illud est fictum matrimonium, et ita includit malitiam mendacii, saltem officiosi; si verò consideretur in ratione sacramenti, videtur includere malitiam gravis sacrilegii, quia ministrare sacramentum personæ inhabili, vel tentare illud conficere sine requisitis ad valorem ejus, sacrilegium est. — Respondeo breviter neutrum esse necessarium, quia talis persona potest uti amphibologiâ, et non habere intentionem conficiendi sacramentum, sed solùm illum materialem actum faciendi ad vitandam mortem, et ita facilè potest à peccato gravi excusari, de quo in proprio loco, et videri potest Sanci. lib. 7 de Matrim. disp. 7. Solùm in præsenti adverto, etiamsi in illo casu committatur aliqua culpa, nihilominùs non incurri excommunicationem latam in Clement. unic. de consanguinit. et affinit., ut benè notavit Navar. in Sum. cap. 27, num. 41, quia si aliquid ibi peccatur etiam consummando, est contra legem naturalem, non contra Ecclesiæ præceptum; censura autem lata est contra contumaces in ecclesiasticam legem.

15. Secundum exemplum erat de celebratione sine vestibus sacris, in quo regulariter loquendo concedi potest, quod Cajet. assumit, quia talis actus vix fieri potest sine contemptu rerum sacrarum, nec talis metus solet incuti, nisi propter hunc finem, vel in odium religionis. Si tamen fingamus casum, in quo nec metus fiat propter illum finem, sed propter aliam indiscretam devotionem, vel existimationem, et quòd res fieri possit sine irreverentiâ et scandalo, non erit ille actus culpabilis ex vi solius legis positivæ, quod sensit Ledesm. supra, et Medin. 1-2, q. 96, artic. 4, et insinuat Navarr. dicto cap. 25, n. 84, dicens oppositum esse satis durum. De hoc etiam exemplo videri possunt dicta in 3 tom. 3 partis.

16. Tertium exemplum est de communicatione cum excommunicato propter metum, quod integram postulabat disputationem, sed est alterius loci. Breviter ergo respondeo, negando assumptum; seclusis enim circumstantiis dictis de scandalo, contemptu clavium, secluso etiam quòd communicatio non sit in crimine, nec in actu aliàs per se, et intrinsecè malo, non peccat, qui ex metu gravi communicat cum excommunicato, quæ est

magis recepta sententia fundata in principio posito in hâc quæstione, quamvis alii sentiant oppositum fundati in dicto capite *Sacris*. Ad quod respondet Soto, loqui de communicatione in crimine criminoso, Sylvest. verò ait, loqui de communicatione, quæ cedit in injuriam clavium; alii de utrâque exponunt; alii limitant textum ex parte metûs, ita ut loquatur de metu levi, et gravem comprehendat sub nomine violentiæ. Quæ omnia in se vera sunt, difficilè tamen ad textum accommodantur, quia pontifex simpliciter et absolutè loquitur, et non affertur ratio, cur hoc alio modo limitetur, et ideò alibi dixi, pontificem non assignare regulam universalem, scilicet, metum in illâ materiâ non excusari à culpâ mortali, sed constituere regulam indefinitam, scilicet, non semper metum excusare, ita ut in hoc ponat differentiam inter vim et metum, quòd vis semper excusat, metus autem non semper; quando autem excusat, vel, quando non, id non declarat, sed relinquit generali doctrinæ, quæ in aliis expositionibus continetur. Tandem dici possit, pontificem solùm esse locutum secundùm præsumptionem quoad forum externum; sed non ita placet, quia etiam in foro externo admittenda est probatio metûs, et excusationis sufficientis. Videantur dicta in 5 tom. de Censur. disp. 6, n. 10, sect. 3, et disp. 15, sect. 2, n. 13.

CAPUT XXXI.

Utrùm leges humanæ generaliter, et indifferenter omnes subditos obligent.

1. Quoniam obligatio legis respectum dicit ad eos, qui legibus obligantur, ideò postquàm explicuimus ea, quæ ad hanc obligationem absolutè pertinent, necessarium est, hunc respectum declarare, quod fiet ejus terminum declarando, id est, personas, ad quas talis obligatio pertinet. Possunt autem hæ personæ in quatuor ordines seu classes distingui; quidam enim sunt inferiores legislatore, id est, subditi; hic enim tantùm modus inferioritatis (ut sic dicam) ad præsentem considerationem refert; alii sunt superiores eodem modo, id est, prælatione seu jurisdictione, alii sunt indifferentes, seu liberi ex naturâ rei, id est, nec subditi, nec superiores, qui sub eâ ratione possunt dici æquales, quibus quarto loco addi potest legislator ipse. Ex quibus omittimus superiores; de illis enim nihil dicere necesse est, cùm sit per se notum, eos non obligari legibus inferiorum, si ut tales spectentur, an verò sub aliquâ ratione possint obligari, explicando alia membra dicetur. Igitur de reliquis ordinibus personarum dicendum est, et primò de subditis.

2. In propositâ ergo quæstione tres errores notari possunt. Primus hæreticorum dicentium, fideles seu christianos homines non obligari legibus humanis, quia per Christum liberi facti sunt. Unde dixit Paul. 1 ad Corinth. 6: ***Pretio empti estis, nolite servi fieri hominum***, et Christus ipse Matth. 23, reprehendit servantes mandata et traditiones hominum. Sed hic error generaliter refutatus est lib. 1, cap. 18, et specialiùs in principio hujus libri, ubi ostendimus esse in principibus potestatem legislativam civilem, et hanc perseverare in Christi Ecclesiâ, et circa fideles versari. Idemque cum proportione ostendemus in libro sequenti de ecclesiasticâ potestate, et ideò hic plura dicere non est necesse. Nam quod Paul. monet, ne efficiamur servi hominum, intelligit, quà homines sunt, id est, ne illis pareamus in iis, quæ Deo repugnant, nec servitutem illorum servituti Dei præferamus. Qui autem subjicitur legi humanæ justâ et legitimâ potestate latæ, magis Deo servit, quàm homini, quia et homo non fert legem, nisi ut minister Dei, et Deus ipse præcipit obedire principibus et prælatis, ut idem Paulus aliis locis docuit. Et eodem modo ac sensu, mandata hominum dicuntur per antonomasiam, quæ repugnant mandatis Dei, sicut propria voluntas dicitur, quæ à voluntate Dei vel superioris discordat, et ideò reprehendi solet, quamvis aliàs constet, propriâ voluntate et libertate utendum esse ad obediendum Deo. Sic ergo mandatis hominum obediendum est, quando sunt consentanea divinæ voluntati.

3. Secundus error est hæreticorum hujus temporis dicentium, saltem justos non obligari legibus humanis, qui utuntur eisdem fundamentis, propter quæ idem asserunt de omni lege, istis verò satis responsum est in dicto cap. 18, libr. 1, et ideò in hoc nihil hic addere necesse est. Videri deinde potest Augustin. in Epistol. ad Roman. cap. 27, ad finem, qui latè hunc errorem jam olim confutavit. Tertius error fuit, non quoscumque justos, sed eximiè perfectos exemptos esse ab obligatione legis humanæ, quod senserunt Begardi et Beghini, ut colligitur ex Clement. *Ad nostram*, de Hæret. Fundabantur autem, quia putabant, justos perfectos in hâc vitâ pervenire ad statum beatificum, in quo non obligantur beati legibus humanis. Sed hoc fundamentum planè est hæ-

reticum, neque est hoc loco tractandum; habet enim proprium in p. 1, q. 12, et 1-2, q. 3 et 4, et ideò contra hunc etiam errorem sufficere possunt superiùs dicta in allegato cap. 16, et de potestate ferendi leges humanas, et definitio concilii Trident. sess. 6, cap. 11, et can. 19 et 20, et videri potest Soto lib. 3 de Nat. et Grat. cap. 1, Veg. lib. 11 in concil. Trident. cap. 6 et 7.

4. Dicendum ergo est, omnem hominem viatorem et superiorem habentem, posse illius legibus obligari, ac subinde leges humanas obligare omnes subditos, ad quos loquuntur. Quæ assertio sumitur ex D. Thomà 1-2, q. 96, art. 3, et 2-2, q. 104, art. 1, et rectè declarata omninò certa est, et de fide. Probaturque sufficienter ex verbis Pauli Roman. 3 : *Scimus quoniam quæcumque lex loquitur, iis, qui in lege sunt, loquitur.* Illos ergo etiam obligat, quia loquitur imperando, et imperium obligat subditos, ut supra ostensum est, et convincit etiam illud Pauli Roman. 13 : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit*, cum similibus testimoniis supra citatis. Ratio autem generalis est, quia ratio naturalis docet servandas esse leges justas ab hominibus latas, et Deus etiam in Scripturà sæpè hoc præcipit; ergo maximè à subditis; nam illi sunt, qui suis superioribus obedientiam debent; ab hàc autem generali regulà, nulla exceptio nobis data est, vel de fidelibus, vel de justis, seu de perfectis, sive de cujuscumque alterius conditionis hominibus; neque enim per Scripturam, vel per traditionem, vel per aliquam probabilem rationem de tali exceptione constat; ergo nec secundùm fidem, nec secundùm rationem admitti potest; ergo omnes subditi obligatione legis humanæ tenentur.

5. Notanda verò est particula, *ad quos loquuntur*, ex quà pendet intelligentia conclusionis; non enim singulæ leges humanæ universos homines obligant, nec singuli homines omnibus his legibus onerantur, sed unusquisque obligatur legibus ad se pertinentibus; nullus verò est, qui ad aliquas leges humanas servandas non teneatur, si in terris recognoscit superiorem. Et ita omnes quidem subjiciuntur humanis legibus, non tamen absolute et indifferenter, sed respectivè. Explicandum verò superest, quomodò hic respectus seu distributio hujus obligationis facienda sit, ad quod explicandum duæ aliæ regulæ generales addendæ sunt.

6. Dico ergo secundò : Unaquæque lex humana obligat omnes personas, quæ sunt partes illius communitatis, pro quà lex fertur, si cætera concurrant. Hanc ultimam particulam addo, quia supponendæ sunt in lege omnes aliæ conditiones ad obligationem legis requisitæ, quæ in superioribus tractatæ sunt; nam hìc solùm agimus de conditione necessarià ex parte personæ, quæ obliganda est per legem. Deinde etiam supponimus, verba et rationem legis, quantùm est de se habere locum in tali personà; nam si lex ipsa determinatè feratur ad certa membra reipublicæ, non obligabit reliqua, quia tunc non fertur ad totam communitatem, seu ad partem ejus, quatenùs sub alià ratione minorem quamdam commutationem constituit, et ita servatà proportione ad illam, etiam poterit regula posita applicari. Sic ergo explicata assertio, communis et certa est, sumiturque ex Paulo priori loco allegato. Ratione declaratur, quia lex, ut in superioribus vidimus, per se primò fertur in communitatem, et inde descendit ejus obligatio ad singulos; ergo per se et quantùm est ex vi legis, descendit ad omnes, qui sunt partes communitatis, quia nec potest esse alia ratio hujus obligationis, neque est diversa, aut major in his, quàm in illis membris, quando materia uniformis est. Confirmatur, quia lex habet potestatem obligandi subditos, ut dictum est, sed membra communitatis sunt subjecta toti communitati, cujus virtute et potestate lex fertur; ergo lex obligat membra omnia communitatis.

7. Quæret verò aliquis, quænam sint censenda membra communitatis, quantùm ad præsens spectat. — Respondetur, in generali loquendo, sicut in naturali corpore actualia membra constituuntur per unionem proportionatam tali corpori, quà mediante subjiciuntur motioni totius corporis, ita in corpore politico membra constitui per moralem conjunctionem, quæ non est ejusdem rationis in omnibus communitatibus, sed cum proportione sumenda est. Nam in civili republicà, postquàm semel constituta est, ordinariè constitui solent membra per naturalem originem l. 1, ff. *Ad municip.* et l. *Cives*, de Incolis, lib. 10; in Ecclesià vero universali constituuntur membra per spiritualem originem, nempe baptismum, in particulari verò per mutationem vel acquisitionem domicilii, argumento cap. 3, de Tempor. ordin. in 6, et sumitur ex l. 1, C. de Incol. In aliis verò specialibus communitatibus, solent constitui membra per specialem receptionem, seu acceptationem in collegam, et per aliquam promissionem vel juramentum, ut constat in universitatibus, collegiis, capitulis,

religionibus, et similibus; hæc autem intelligenda sunt de unione et subjectione, quasi permanente; nam transeunter (ut sic dicam) possunt dari alii modi contrahendi subjectionem, ut inferiùs explicabitur.

8. Tertiò dicendum est, obligationem legis per se non extendi ad eos, qui omninò sunt extra communitatem, cui lex imponitur. Est etiam communis ex D. Thomâ supra, et Commentatoribus, et Summistis omnibus verb. *Lex*, et pluribus aliis, quos referemus cap. sequenti. Et eam confirmant verba Pauli 1 ad Corint. 5: *De his, qui foris sunt, nihil ad nos;* quæ ratio in omnibus communitatibus cum proportione procedit, et ita potest conclusio inductione confirmari; nam ob hanc causam, nec leges Hispaniæ obligant Gallos, neque è converso, et statuta unius communitatis non obligant religiosos alterius, neque è converso, et sic de aliis. Ratio denique est, quia nulla potentia extra suam spheram operatur: potestas autem uniuscujusque communitatis habet pro spherâ adæquatâ ipsam communitatem; ergo. Minor patet in potestate civili, quia civilis potestas manat à communitate, et sic non potest ultra illam extendi. Ubi verò potestas manat à superiori principio, datur cum proportione respectu illius communitatis, cujus caput vel princeps aliquis constituitur, sicut de potestate ecclesiasticâ infra dicetur. Et confirmatur, quia lex, ut dixi, est actus superioris; nullus autem legislator est superior, nisi illius communitatis, cui præpositus est; extra illam igitur non potest obligare. Et facit illud cap. 2 de Constit. in 6: *Extra territorium jus dicenti impunè non paretur.* Objectio autem, quî hîc fieri posset ab excommunicatione ad legem (quia excommunicatio obligat non subditos ad non communicandum cum excommunicato à suo superiore), facilè solvitur negando similitudinem, quia excommunicatio id operatur in vi juris communis, potiùs quàm ex vi jurisdictionis privati episcopi, aut superioris, ut latiùs dixi in 5 tom. de Censur. disput. 15, sect. 1.

CAPUT XXXII.

Utrùm leges propriæ alicujus regni vel territorii, obligent homines illius territorii, quando extra illud versantur.

1. Quatuor modis potest aliqua persona comparari ad territorium seu diœcesim. Primò, quia ibi est incola, et ibi etiam actu existit, et habitat. Secundò per contrarium extremum, quia neutrum habet in tali territorio. Tertiò, quia cùm sit incola illius territorii, et in eo habeat domicilium, in alieno actu versatur. Quartò, quòd in territorio habeat præsentiam, non tamen domicilium, aut originem. De primo et secundo nulla est disputatio; nam in primo maximè locum habent dicta in capite præcedenti, quia ibi concurrunt omnia necessaria ad actualem subjectionem, et consequenter ad obligationem legis; in secundo verò clarum est, non posse obligare legem, quia nullus est titulus subjectionis; in tertio autem et quarto puncto occurrunt duæ difficultates tractandæ.

2. Prima difficultas est in titulo proposita. Ratio autem dubitandi est, quia quamvis subditus actu versetur, seu peregrinetur extra territorium, semper manet subditus, dùm non mutat domicilium. Sed dictum est, legem obligare omnes subditos, et omnes partes communitatis; ergo etiam obligat in illo casu. Confirmatur primò sumpto argumento à contrario; nam incola alterius regni dùm in hoc versatur, non cogitur servare præcepta hujus regni, ut in legibus canonicis videtur expressè definiri in cap, *A nobis*, 1, de Sentent. excommunic.; ergo obligandus est servare præcepta sui territorii; alioqui propter solam absentiam maneret liber ab onere utrarumque legum, quod videtur absurdum. Confirmatur secundò; nam si episcopus hujus diœcesis faciat statutum, ut omnes sui subditi habentes beneficium in suo episcopatu, resideant tali tempore sub tali pœnâ, vel censurâ, obligat illos, ubicumque existant, ita ut si præscripto tempore non veniant, incurrant pœnam vel censuram, per se loquendo, et seclusâ ignorantiâ, et impotentiâ; ergo statutum provinciale obligat diœcesanos, etiam alibi peregrinantes; ergo idem est de quâcumque lege simili.

3. Nihilominùs dicendum est, legem non obligare extra terminum territorii illius superioris vel principis, à quo fertur, et ideò incolas illius territorii, per se loquendo, nihil peccare, etiamsi contra illam agant, dùm extra territorium existunt. Hæc est communis sententia doctorum in cap. 2 de Constitut. in 6, et in dicto cap. *A nobis*, 1, de Sentent. excom. Sylv. verb. *Excommunicatio*, 2, n. 7, ubi Ang. et alii summistæ verb. *Lex;* Covar. in cap. *Alma mater*, p. 1, § 10, n. 3, sumiturque ex dicto cap. 2, ubi dicitur, non incurrere sententiam latam per statutum episcopi, qui extra territorium existens illud non servat. Respondere autem quispiam potest, ibi non esse sermonem de obligatione præcepti,

sed de censurâ, et in eâ diversam esse rationem, quia impositio censuræ non pertinet ad vim directivam, sed ad coactivam legem, et ideò non extenditur extra territorium, quia superior, vel judex non potest extra territorium punire, licet possit præcipere, et obligare. Et hunc sensum videtur ibi indicare pontifex in ratione, quam subdit, *quia extra territorium jus dicenti non paretur impunè.* Nam jus dicere idem est, quod sententiam ferre. Nihilominùs mens pontificis sine dubio fuit, declarare, tale statutum non violari à subdito in illo casu, et ob eam causam non incurrere censuram; ergo etiam quoad vim directivam non obligat in eo casu. Item qui in eo casu non servat statutum, non est contumax contra obedientiam Ecclesiæ; ergo signum non est obligari per statutum, etiam quoad vim directivam. Antecedens patet, quia si tunc subditus esset contumax, posset etiam excommunicari, et consequenter incurrere censuram legis; nam excommunicatio, juxta veriorem sententiam, ferri potest in absentem, etiamsi in alieno territorio versetur, dummodò sufficiens causa censuræ supponatur; contumacia autem est sufficiens causa, juxta illud: *Si Ecclesiam non audierit, sit tibi tanquàm ethnicus et publicanus*, Matth. 18; ergo, sicut censura non ligat absentem, ita nec præceptum. Unde apertè fit, quòd licet tale statutum simpliciter latum esset sine censurâ, vel pœnâ in vi cujusdam legis directivæ obligantis in conscientiâ, non obligaret absentes, tum quia ejus obligatio in conscientiâ non magis extenditur ratione censuræ; nam potiùs censura supponit jurisdictionem et potestatem ad obligandum, et quando additur censura, ratione illius non extenuatur seu coarctatur jurisdictio. Atque ita ex illo textu optimum sumitur argumentum de quâcumque lege prodeunte à potestate limitatâ ad definitum territorium, sive illa canonica sit, sive civilis, servatâ proportione.

4. Ratio autem assertionis non eadem redditur ab omnibus. Quidam enim eam referunt ad intentionem legislatoris, quia tantùm intendit obligare subditos in suo territorio, unde consequenter aiunt, assertionem positam solùm procedere, quando lex solùm loquitur generalibus verbis; nam per ea non explicatur alia, seu major intentio statuentis. Quapropter, si expressis verbis legislator declaret se velle obligare subditos, ubicumque sint, tunc aiunt, legem obligare illos etiam extra territorium, et ita limitant dictum cap. 2. Pro quâ opinione communiter citatur Barthol. in leg. 1, c. de Sum. Trinit. n. 44 et sequentibus. Hanc verò rationem ut ex Barthol. sumptam reprehendunt Panormit. in dicto cap. *A nobis;* Navarr. cap. 27, n. 272; Sylvest., Covar. supra, et omnes. Et convincitur planè ex dicto cap. 2, ubi pontifex rationem suæ assertionis reddit, *quia extra territorium jus dicenti non paretur impunè.* Quæ verba non significant tantùm defectum voluntatis, sed etiam potestatis, ut per se constat, et ex l. ult. ff. de Jurisdict. omni judic. à quâ desumpta sunt, ubi etiam communiter interpretes in hoc conveniunt. Ratio ergo propria assertionis est, quia jurisdictio unius cujuscumque civitatis, vel particularis principis non extenditur quoad leges ferendas extra civitatem seu territorium, ut latiùs explicavi in tom. 5 de Censuris, disp. 5, sect. 4, ubi de hoc puncto alia, quæ ad censuras magis pertinent, tractavi. Neque ista ratio est aliena à mente Bartholi; nam illam attigit illo numero 44. Eamque colligit ex l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et jur., ubi lex dicitur jus proprium civitatis. Sicut ergo in philosophiâ dicere solemus, extra sphæram activitatis non sequi actionem; nimirùm ex defectu potestatis, non voluntatis; ita jurisdictionis activitas in ferendâ lege limitatur ad territorium, et ideò lex extra illum non obligat. Unde apertè concluditur, etiamsi legislator maximè velit, et suis verbis expressè id explicet, non posse obligare subditum extra territorium existentem.

5. Hoc autem intelligendum est de propriâ obligatione legis directivâ, et in conscientiâ; hic est enim proprius et immediatus effectus legis. At verò si sermo sit de coactione per pœnam, est opinio juristarum, posse principem punire subditum, qui deliquit extra territorium pœnâ impositâ per legem suam, et latam pro suo territorio, quando pœna non est ipso jure imposita, sed imponenda, et delictum extra territorium commissum, intra illud postea punitur. Ita docet Abb. in cap. 1 de Raptorib. num. 8, et reverà hoc solùm intendit Barthol. in loco citato, si attentè legatur. Et ratio est, quia tunc pœna non imponitur extra territorium, sed intra illud, quia supponitur per hominem imponenda, et judices non puniant, nec inferunt vim forensibus extra territorium existentibus, sed quando ad illud redeunt, et ita hoc non repugnat dicto cap. 2, tum quia loquitur de statuto ferente

sententiam censuræ, per quam sententiam censura ipso jure fertur, tum etiam quia tale statutum necessariò supponit, et requirit propriam vim obligandi in conscientiâ, ut possit transgressorem reddere contumacem et capacem censuræ. Et ob eamdem causam non obstat prædictæ limitationi ratio illius capit. 2, quia per talem legem designantem pœnam ferendam, etiam pro delicto extra territorium commisso, et per executionem ejus, non dicitur jus extra territorium.

6. Et hinc etiam constat ratio differentiæ inter legem ferentem pœnam ipso facto, aut solùm statuentem ferendam, quia prior lex debet extendere suam efficaciam quoad obligationem et executionem extra territorium, quia per seipsam exequitur pœnam, quod non potest aliter facere, nisi obligando delinquentem, ut in se pœnam exequatur quod facere non potest, ut probatum est, quia si non potest obligare ad actum, vel prohibere illum, multò minùs poterit obligare ad executionem pœnæ. At verò lex, quæ imponit pœnam ferendam per judicem, per se magis obligat judicem, ut secundùm ipsam judicet, quàm reum; judex autem intra territorium existit. Dices: Etiam subditus obligatur in conscientiâ ad sustinendam talem pœnam. — Respondeo subditum delinquentem propriè non obligari per illam legem, nisi post sententiam, quando jam in territorio esse supponitur. Unde rec è adnotat Panormitan. necessarium esse, ut delictum illud, quod per talem legem punitur, non sit tantùm malum quia illâ lege prohibitum, sed ut supponatur per se malum, aut aliàs sufficienter prohibitum, quia lex illa non poterat prohibere illud opus extra territorium, ut probatum est; ergo nec potest pro illo pœnam designare, nisi aliàs opus supponatur malum, vel sufficienter prohibitum.

7. Ad rationem dubitandi in principio positam respondetur ex dictis, subditum extra territorium existentem, licet non amittat subjectionem in habitu, ut sic dicam, seu radicalem, amittere tamen actualem, seu ejus usum in ordine ad leges territorii, quia constituitur extra terminos earum. In confirmatione autem primâ petitur difficultas de intelligentiâ illius cap. *A nobis*, quæ ad punctum sequens magis pertinet, et ideò breviter dico, ibi non esse sermonem de statuto vel lege, sed de sententiâ generali, seu præcepto personali, ac temporali; quæ autem differentia hinc nascatur, et quæ sit ratio ejus, dicam statim.

8. Propter secundam confirmationem addunt doctores limitationes aliquas assertioni positæ, ut videre licet in Sylvest. supra, et Angelo, verb. *Excommunicatio*, 1, n. 10, quia ad hoc principium illas reducunt, ut extra territorium non ligetur quis, quando et persona operans, et res, circa quam operatur, et actio ipsa omninò sunt extra territorium. Unde, si persona sit extra, res autem, circa quam peccatur, sit intra, poterit obligatio legis habere locum. Covarr. autem aliis verbis limitationem explicat, licet fortassè in idem redeat, scilicet, legem non obligare extra territorium, nisi materia ejus respiciat bonum ipsiusmet territorii, scilicet, ut vitetur injuria, aut nocumentum ejus, vel aliquid simile. Quam doctrinam veram censeo, et eam latiùs explicui in dicto loco de Censur. et ex ibi dictis colligo, per eam in rigore non limitari assertionem, quia delicta contraria tali legi, non extra, sed intra territorium fieri censenda sunt. Nam si præceptum, v. g., sit affirmativum, mandans aliquid fieri in territorio, omissio ejus ibi censetur consummari, ubi actus præceptus fieri debuisset, quia ibi videtur quis delinquere, ubi non facit quod debet, sicut è contrario ibi peccari, ubi facit quod non debet juxta legem, *Qui non facit*, ff. de Regul. jur. Si autem præceptum sit negativum, et commissio contra illud cedat in injuriam territorii, ibi planè consummatur delictum, ut si quis corpore existens extra terminum territorii vel regni, emissâ sagittâ occidat hominem intra territorium existentem, planè censetur peccare in territorio, ideòque contra legem ageret, et sic censuram, si in eo lata esset, incurreret, ut in citato loco dixi. Ita ergo contingit in casu illius confirmationis, cui per hoc est sufficienter responsum.

9. Dubitatio verò aliqua, an idem dicendum sit de locis exemptis, quando aliàs intra territorium continentur. Sed hoc dubium, et frequentiùs locum habet in legibus canonicis, quàm in civilibus, et illud sufficienter tractavi in dicto loco de Censuris. Et ideò breviter dico, idem cum proportione dicendum esse de hujusmodi loco, quæ est communis resolutio, ut ibi dixi. Quam tenent etiam Paludan. 4, distinction. 18, quæstion. 2, in part. 2 illius artic. 2, et ibi Gabriel quæstion. 2, artic. 2, conclus. 6; Anton. part. 3, tit. 24, cap. 75, § 1 et Sum.; Rosel. verb. *Excommunicatio*, 7, § 3, Armil. n. 30; Canonistæ in cap. *Cùm episcopus*, de Offic. ordin. in 6, et in Clement.

Archiepiscopo, de Privil. et ex illis juribus hoc comprobari potest, quatenùs ex eis colligitur, prælatum non posse exercere jurisdictionem suam in loco exempto, quod in omni superiore procedit. Inde ergo colligimus, locum exemptum quoad jurisdictionem esse extra territorium, quia exceptis casibus à jure expressis, non potest ordinarius superior territorii jurisdictionis actus ibi exercere; obligare autem per statutum vel legem in loco exempto, est jurisdictionem ibi exercere, ut constat ex dicto cap. 2 de Constit. in 6. Ergo est eadem ratio de illo loco, et ad illum optimè applicatur illud principium : *Extra territorium jus dicenti non paretur impunè.*

CAPUT XXXIII.

Utrùm leges propriæ alicujus territorii obligent advenas dùm ibi existunt.

1. Quæstionem hanc tractavi latè tom. 1 de Relig. tract. 2, lib. 2, de Festis, c. 14, occasione præcepti servandi festa, et ideò in præsenti absque repetitione perstringam breviter quæ ibi tradidi, et nonnulla addam huic loco magis accommodata. Tria ergo in lege distingui possunt, vis obligandi in conscientiâ, quam directivam voco, et vis coactiva, per quam fit, ut aliquis puniri possit secundùm legem, et vis ponendi formam in contractibus, et aliis actibus forensibus, per quam interdùm fit, ut actus aliter factus validus non sit, et quoad hæc tria explicanda est proposita quæstio, quia proprias habent difficultates.

2. Circa primum punctum variæ sunt sententiæ, quas citato loco retuli. Prima est absolutè negans, aliquem obligari legibus loci, nisi in eo habeat fixum et perfectum domicilium. Pro quâ ibi allegavi Palud. Medin. Archid. Hostiens. et alios, sed illam tanquàm improbabilem refutavi. Secunda dicit leges loci obligare exteros ita ibi permanentes, ut saltem quasi domicilium contrahant; non verò alios brevi tempore ibi existentes, vel illàc transeuntes. Pro quà Felin. Anton. et alios adduxi. Utriusque autem sententiæ idem ferè est fundamentum, scilicet, quia peregrini non sunt subditi; nam subjectio quoad morum directionem et obligationem non acquiritur, nisi per domicilium, vel saltem per quasi domicilium. Præter hanc rationem afferunt exempla de infidelibus, qui non obligantur legibus Christianorum, licet inter illos vivant, et de religiosis respectu secularium, et de novitiis respectu professorum. Sed hæc omitto, quia non sunt ad rem, cùm hæc exempla non solùm in transeuntibus, sed etiam in habentibus ibi domicilium locum habeant, et in sequenti libro capite ultimo de his dicemus. Confirmatur ab incommodis, quia aliàs tenerentur infideles, dùm transeunt per provincias fidelium, servare leges seu ritus eorum, abstinendo à carnibus diebus prohibitis, etc., quod est absurdum. Item obligarentur monachi hîc habitantes servare jejunia synodalia, quod esset grave onus, cùm ipsi habeant plura alia jejunia propria, ad quæ non obligantur laici propter ipsorum regularium statuta. Item sequitur teneri religiosum unius provinciæ ad servanda jejunia, festivitates, et similia statuta propria alterius provinciæ, quando est hospes in illâ, etiamsi non sint communia toti religioni. Et similiter novitius teneretur servare leges religionis, quamdiù ibi moratur, quæ admittenda non sunt.

3. Nihilominùs dicendum est, legem territorii obligare advenas et hospites, quamdiù ibi commorantur, in conscientiâ, et eo modo quo obligat incolas. Hæc est communis sententia interpretum in l. *Cunctos populos*, C. de Summâ Trinitate, et in capite, *A nobis,* 1 de Sentent. excommunicat., præsertim Innocen. Hostiens. et Panormitan. et in capite secundo, de Constitution. in 6, ubi latè Gemin. et Sylvest. verb. *Excommunicatio,* 2, n. 4, et plures alios in citato loco allegavi, eamque Augustini auctoritate, et Ecclesiæ consuetudine, variisque rationibus comprobavi. Propria verò ratio est, quia lex generaliter fertur pro tali territorio, ut supponimus; ergo obligat omnes actu ibi degentes pro tempore quo ibi commorantur. Probatur consequentia, primò ex parte causæ finalis, quia ad bonam gubernationem provinciæ, loci, seu territorii, est moraliter necessarium, ut leges pro illo latæ hanc vim habeant, quia ad pacem et bonos mores loci necesse est ut advenæ conformentur moribus populi, quamdiù ibi versantur, ut sæpè in jure insinuatur, cap. *illud*, distin. 12, c. *Quæ contra,* distin. 8, c. *In nonâ,* 16, quæst. 7, et experientia id satis docet, quia si aliter fiat, sequuntur dissidia et scandala. Cùm ergo leges ferantur propter commune bonum et pacem ac bonos mores loci præcipuè intendant, necesse est, ut hanc vim habeant. Secundò, idem probatur ex parte causæ efficientis, seu potestatis legislatoris, quia unusquique gubernator reipublicæ habet potestatem necessariam ad conservationem suæ rei-

publicæ, et ad ejus bonos mores tuendos; ergo habet potestatem ad ferendas leges, quas omnes ibi morantes servare tenentur. Hâc enim ratione habet potestatem puniendi advenas ibi delinquentes; ergo earum ratione habet potestatem obligandi per suam legem omnes ibi operantes, quatenùs ad bonum suæ reipublicæ necessarium est.

4. Tertiò, idem patet ex parte personarum advenarum, quia non deest in illis sufficiens titulus subjectionis, ratione cujus obligari possint legibus territorii: hæc autem subjectio tantùm desideratur; ergo. Major patet, tum quia potestas in uno, et subjectio in alio sunt correlativa; ostensum est autem in principe esse potestatem; ergo illi respondet subjectio ex parte alterius extremi: tum etiam quia, sicut illa obligatio est quasi transiens, et secundùm quid, ita ad illam sufficit quasi transitoria subjectio, ad quam satis est actualis commoratio et præsentia, licet diuturna futura non sit. Nam, sicut is qui transfert domicilium in aliquem locum, eo ipso vult obligari legibus loci permanenter, vel ex consequenti obligatur, etiamsi nolit; ita qui alicubi vult ad breve tempus morari, eo ipso vult, aut velle debet subdi pro tunc regimini illius loci quoad ea quæ ad generales mores et leges spectant. Quod confirmatur à contrario: nam incola discedens à territorio ad breve tempus, statim pro eodem desinit obligari legibus territorii, juxta dicta capite præcedenti, et consequenter pro tunc fit non subditus in actu; ergo idem erit è contrario: nam est eadem ratio, et æquitas postulat, ut in utroque paritas seu proportio servetur.

5. Fundamentum contrariæ sententiæ ex dictis solutum est: jam enim ostensum est, quomodò hîc nec jurisdictio nec subjectio desit, et in citato loco de Censur. sigillatim ostendimus, ad hanc obligationem sufficere inprimis quasi domicilium, deinde satis esse brevem moram aliquorum dierum, et hanc extendendam esse cum proportione ad viatores, qui ad breve tempus in hospitio commorantur, et quæ ibi diximus de lege servandi festa, possunt facilè ad omnes leges etiam civiles applicari, de quibus ibi etiam multa obiter tetigimus. Addo etiam obiter, eamdem doctrinam applicandam esse ad religiosos peregrinos, seu hospites in aliis provinciis vel domibus, quoad peculiaria statuta earum. Quod deò adverto, quia aliqui excipiunt religiosos peregrinantes ab hâc obligatione, quia non habent territorium proprium, eò quòd per totam ecclesiam potest diffundi religio. Sed hoc non obstat, quia nihilominùs possunt religiosi habere sua domicilia propria, argumento c. 1 de Privileg. in 6. Et quoad hoc possunt peculiaria monasteria et provinciæ habere proprias observantias, et ad has dicimus obligari advenas, quamdiù ibi sunt, servatâ proportione, quia est eadem ratio, nisi ipsamet consuetudo religiosa aliquam exemptionem illis tribuat.

6. Tandem ex dictis constat, non rectè aliquos dixisse teneri advenas ad has leges servandas solùm propter vitandum scandalum. Hoc enim verum non est, aliàs cessante scandalo, ac per se, et in occulto non obligarentur his legibus. Dicendum ergo est, licet interveniente actuali scandalo crescat accidentariè obligatio, non tamen esse scandalum proprium fundamentum obligationis, sed ad summum esse occasionem seu motivum, quod legislatorem movet ad ferendam legem, cujus obligatio non cessat, etiamsi in particulari cesset motivum. Sicut prohibentur arma tali loco vel tempore, ut vitentur rixæ, et prohibentur fœminæ hoc vel illo modo ornari ut non præbeant scandalum: et nihilominùs postquàm leges positæ sunt, obligatio non est tantùm scandali sed per se ratione talium legum. Sic ergo est in præsenti, necessitas enim vitandi scandala, et conservandi bonos mores reipublicæ, movet ad ferendas leges pro omnibus qui in tali loco versantur; et ideò postquàm lex est constituta, tenetur advena illi conformari, non solùm ratione scandali vitandi, sed etiam propter ipsam legem et sufficientem subjectionem, ut explicatum est.

7. Sed quæres, an possit ferri lex pro aliquâ civitate aut territorio, quæ solos advenas in illo existentes obliget. Nam Innoc. in dicto cap. *A nobis,* dicit talem legem non posse obligare peregrinos, sed solùm quando generalis est, et per se obligat incolas, et quasi concomitanter peregrinos. Et fortè motus est, quia tunc habet locum ratio uniformitatis, et accessorii, quod sequitur principale: hæc autem ratio non habet locum quando lex loquitur ad solos peregrinos, qui per se ac directè non sunt subditi talis reipublicæ, vel principis. Nihilominùs contrarium censeo verum, quod tenet Hostiens. ibi, cui magis adhæret Panormitan. et sequitur Sylvest. Ratio autem est eadem cum proportione applicata: nam

ad bonum civitatis vel reipublicæ spectat ordinare, quomodò peregrini se ibi gerere debeant, et statuere quæ ad hunc finem necessaria fuerint; alioqui non fuisset sufficienter provisum reipublicæ, nec talis potestas esse potest in alio quàm in ipsâ, vel ejus gubernatore; quia illi providentia et cura illius loci commissa est. Sicut ergo peregrini habent peculiarem modum vivendi, seu existendi in tali loco, ita in multis postulare possunt peculiaria statuta; ergo possunt per illa obligari, quia quoad hoc efficiuntur subditi per solam illam moram, ut declaratum est. Supponimus autem debere leges esse justas et accommodatas non solùm loco, sed etiam ipsis peregrinis, proportionem inter eos servando: sic enim nihil deest in illis legibus ad peregrinos obligandos.

8. Circa secundum punctum de vi coactivâ, an etiam secundùm illam lex obligat advenas, seu peregrinos, specialis ratio dubitandi sumitur ex cap. *A nobis*, 1. de Sent. excommun. ubi propositâ quæstione, an episcopus ferens in suâ diœcesi generalem sententiam: *Si quis furatus fuerit, excommunicatus sit*, obliget forenses, respondet pontifex tantùm obligare subditos, cujus rei ratio alia esse non potest, nisi quia talis episcopus non habet potestatem coactivam in forenses, sed tantùm in subditos. Respondet Gloss. ibi, etiam advenas comprehendi illâ excommunicatione, non quatenùs tales sunt, sed quatenùs sunt subditi ratione delicti, et ita putat esse textum intelligendum de subditis quocumque titulo. Sed reverà evertit responsionem pontificis, et frivolam, ac rediculam illam reddit. Nam hoc ipsum est, quod quærebatur, an illi forenses fiant subditi ratione delicti; non ergo loquitur hoc sensu de subditis, sed prout incolæ simpliciter subditi appellantur. Præterea involvitur in illâ responsione quædam repugnantia: nam in pœnâ excommunicationis non potest proxima ratio subjectionis esse delictum in tali loco commissum, sed necessariò supponi debet obligatio parendi prælato illius loci, quia ad excommunicationem necessaria est contumacia respectu Ecclesiæ, et non sufficit delictum contra legem naturalem, ut sic (quod suppono ex propriâ materiâ); ergo ante delictum supponi debet subjectio, ex quâ oriatur obligatio parendi præcepto prohibenti aliquid sub pœnâ excommunicationis; ergo cùm in illo textu sit sermo de hâc censurâ, non possunt advenæ ratione delicti comprehendi sub nomine subditorum, sed subditi vocantur, quia per se ante talem legem vel delictum hujusmodi erant. Atque ita intellexerunt textum illum Panormitan. et alii, qui consequenter fatentur advenas non comprehendi sub illâ censurâ per sententiam generalem latâ.

9. Nihilominùs dicendum est, legem pro territorio latam comprehendere peregrinos ibi morantes, etiam quoad vim coactivam, id est, puniri ibi posse propter transgressionem talis legis, vel per judicem, vel per ipsam legem, si pœnam ferat ipso facto. Ita sentiunt auctores supra allegati, et interpretes in eodem cap. *A nobis*. Et ratio est manifesta, quia idem titulus subjectionis seu potestatis intervenit quoad vim coactivam, quia demonstratus est de vi directivâ; imò directiva non esset efficax, nisi haberet adjunctam coactivam. Accedit præterea, quia si advena tenetur per se et in conscientiâ servare legem hujus reipublicæ, transgrediendo illam delinquit in hoc loco, et in hanc rempublicam; ergo etiam ratione delicti manet subjectus coactioni talis reipublicæ juxta authenticam, *Quæ in provinciâ*, C. ubi de crimine agi oportet.

10. Addi verò solet limitatio, nisi peregrinus sit superior respectu auctoris talis legis, quia nullus superior potest subdi inferiori quoad vim coactivam, ut si episcopus hic prohibeat aliquid clericis sub pœnâ excommunicationis ipso facto, metropolitanus etiam, si in hoc episcopatu contra talem legem agat, non poterit incurrere illam censuram. Quod notavit Sylvest. *Excommunicatio*, 1, n. 9, et Panor. in cap. 1 de Raptorib. n. 11, qui idem attigit in cap. ult. de Foro compet. Idem sentit Soto in 4. dist. 22. q. 2, ubi etiam ad æqualem hoc extendit, dicens neque archiepiscopum, neque alium episcopum delinquentem intra diœcesim suffraganei vel episcopi, posse ligari censurâ ejus; Panor. autem rectè hoc declarat de superiore quoad jurisdictionem. Nam licet aliquis sit æqualis, vel etiam superior in dignitate, dum existit in tali episcopatu, obligari potest legibus ejus; ergo etiam poterit ligar censuris, vel puniri propter delictum ibi commissum. Quod tam in ecclesiasticis legibus quàm in civilibus verum est, ut sensit etiam Innoc. in cap. *Cùm inferior*, de Majorit. et obedien. et sumitur ex l. 3. ff. de Offic. Præsid. et ratio est, quia dignitas sine jurisdictione non impedit subjectionem ratione delicti, sicut non impedit obligationem servandi talem legem. Unde illa dignitas est quasi per acci-

dens ad ordinem jurisdictionum. Hoc autem procedit secundùm ordinarium jus, et nisi persona ratione talis dignitatis sit exempta, nam ob hanc rationem unus episcopus non potest ab alio æquali puniri. At verò quando persona est jurisdictione superior, tunc clarum est, non posse ligari ab inferiori, cap. *Cùm inferior,* de Major. et Obed. Tunc autem sicut superior non subjicitur quoad vim coactivam, seu quoad pœnam, ita nec quoad vim directivam, seu obligationem, quantùm est ex vi præcepti, quia est eadem ratio, cùm etiam hoc pendeat ex jurisdictione. An verò possit aliâ ratione obligari, dicemus infra disputantes de ipsomet legislatore : nam quoad hoc est eadem ferè ratio.

11. Ad objectionem igitur factam ex cap. *A nobis,* dicendum est, ibi non esse sermonem de lege vel statuto, sed de præcepto seu sententiâ hominis, etiam generaliter latâ, ut ex textu constat, et omnes interpretantur. Oportet tamen differentiam reddere inter statutum et præceptum, seu sententiam generalem hominis. Panormitan. ibi hanc reddit, quòd sententia hominis operatur, cùm fertur, et ideò tantùm ligat illos quos tunc invenit habiles : lex verò semper loquitur, et ideò etiam semper ligat eos, qui de novo efficiuntur subditi. Sed hoc non placet, primò, quia juxta cap. *A nobis,* talis sententia generalis non comprehendit extraneos, etiamsi actu existant in territorio, quando profertur talis sententia, et tamen, si præceptum et sententia ferretur, per statutum comprehenderentur ; ergo etiam suppositâ æquali subjectione, seu præsentiâ, est reddenda differentia, et non tantùm in ordine ad futurum tempus. Secundò, quia etiam in ordine ad futurum illa differentia non subsistit. Nam si per præceptum ab homine sententia fertur pro futuro delicto, etiam pro illo tempore durat, et pro illo semper loquitur, et comprehendit eos, qui de novo ibi nascuntur, et eos qui domicilium denuò illùc transferunt, etiamsi non essent subditi tempore præcepti impositi. Item quia statutum, non solùm præcipit aut prohibet, sed etiam per se punit ipso facto, et in se continet sententiam jure latam, et nihilominùs tam obligatio præcepti quàm vis sententiæ juris extenditur ad eos qui post primam editionem talis statuti veniunt ad territorium, et ibi delinquunt ; ergo quoad hoc eadem ratio est de generali præcepto hominis includente sententiam generalem imponentem pœnam ipso facto contra futuros transgressores talis præcepti. Nam si in statuto consideratur illa permanentia, quâ semper loquitur, et ideò semper obligat, cur non considerabitur in præcepto hominis, quod etiam durat juxta intentionem ejus, quamdiù ipse vivit, seu in officio perseverat? Quòd si in statuto fictione juris intelligitur ferri sententia, quando fit delictum in territorio, etiamsi fiat ab extraneo, qui denuò illùc venit, cur non eadem fictio juris habebit locum in sententiâ latâ per hominis præceptum?

12. Dico ergo, differentiam sumendam esse ex naturâ legis, et puri præcepti hominis : nam lex perpetua est, ut lib. 1 dixi ; præceptum autem hominis transitorium et facilè mutabile. Unde fit, ut lex ratione suæ perpetuitatis æquiparetur consuetudini, et censeatur nota omnibus, et omnibus proposita, ut ab eis servetur : præceptum verò non ita æquiparatur consuetudini, nec illam introducit, cùm facilè mutetur, nec ita solet esse notum, et ideò præceptum de se solùm obligat incolas terræ, et subditos verè, ac permanenter : statutum verò omnes ibi degentes. Unde consideratur alia differentia, quòd lex fertur pro territorio; est enim *jus civitatis,* ut consideravit Bart. seu *lex territorii,* ut dixit Panorm. et ideò obligat personas quasi mediante loco, id est, quatenùs in tali loco versantur, ad eum modum quo interdictum locale ligat personam in tali loco, propter quod etiam statutum non obligat extra territorium personas aliàs subditas, ut supra dicebamus : at verò præceptum hominis, seu personale directè cadit in personas subditorum, ideòque prærequirit subjectionem, et ideò non obligat extraneos, etiam in loco existentes, et è contrario potest obligare subditos etiam extra territorium, ut dixi in 5 tom. de Censur. disp. 5, sect. 5, ubi de hâc difficultate plura dixi : hìc autem solùm indicare volui, quomodò illa doctrina ad omnes leges humanas, etiam civiles, applicari possit.

13. Tertium punctum supra positum est, an efficacia legis dantis formam judiciis, contractibus, aut aliis similibus actionibus, et irritantis aliter factas, extendatur intra territorium etiam ad non subditos. In quo breviter dicendum est, etiam quoad hoc servandam esse legem in suo territorio, et secundùm illam esse de actu judicandum. Ita Barthol. Jason, et alii in dictâ l. *Cunctos populos,* Felin. cap. 1 de Sponsal. num. 2 et num. 23, et sequentib.; et optimè Panormitan. 2. part. Consilior. in 52. Tiraquel. de Primogenitis, quæstion. 46 et 48.

Sensus autem assertionis est advenam, qui in hoc loco facit testamentum, aut contractum, debere in illis servare formam præscriptam per leges hujus regni; ac proinde si formâ illâ non servatâ contractus sit irritus ex vi ejusdem legis, etiam factus ab extraneo erit irritus, et sic de aliis. Ratio est, quia illa lex est regula talis actûs quoad vim obligandi ratione loci, ut dixi; ergo etiam ibi obligat ad servandam formam operandi, quam præscribit, et sicut ibi habet vim puniendi, ita etiam vim irritandi. Patet consequentia ex paritate rationis, et quia actus ille simpliciter est subjectus illi legi; ergo est subditus quoad totam efficaciam ejus. Et confirmatur, quia hi actus, qui certam formam et solemnitatem requirunt, non habent valorem sine adminiculo juris, l. *legitima*, ff. de Pactis : tunc autem jus non concurrit, sed potiùs resistit; ergo actus non habebit valorem. Denique in hujusmodi rebus et actionibus consuetudines locorum servandæ sunt; ergo etiam leges. Et hoc ipsa etiam jura civilia docent, quæ latè referunt allegati auctores, ad quos propriè pertinent, et ideò non immoror.

14. Hinc tamen nobis inferre licet, valorem talium actuum et obligationem in foro conscientiæ juxta hujusmodi leges spectandam esse, quia jus positivum impediendo valorem actûs, consequenter impedivit obligationem ejus. Idem dicendum est de judiciis; nam agenda sunt juxta formam et modum præscriptum per leges loci, in quo fiunt, quibus propterea debet forensis litigans accommodari; aliàs nihil validum efficiet, si per leges loci irritatum sit, et sic de aliis. Semper autem supponimus, et leges esse justas, et respicere bona in tali loco existentia, seu actiones ibi factas, quia ratione loci debent subdi jurisdictioni illius territorii, etiamsi persona secundùm se, et quoad conditiones personales, seu abstrahentes à loco, non sit subdita, ut latiùs dicti auctores prosequuntur. Hic occurrebat quæstio de tributis, an peregrinus teneatur ea solvere : ex eisdem tamen principiis definienda est. Nam si debeatur tributum ratione rei existentis in loco, vel actionis quæ in tali loco fit, etiam advena illud solvere tenebitur, per se loquendo, et suppositâ justitiâ tributi; non verò alia, quæ personalia sunt. De quâ re totâ plura in libro 5 dicemus.

CAPUT XXXIV.

Utrùm leges civiles justæ ecclesiasticas personas obligent.

1. Quæstio hæc pertinet ad materiam de immunitate ecclesiasticarum personarum : nam illam supponit, et in solâ illâ fundatur; non potest tamen hic omninò prætermitti, quia necessaria est ad explicandam limitationem, vel extensionem legum civilium et efficacitatis earum circa personas extraneas à jurisdictione civili. Ratio ergo dubitandi est, quia leges civiles procedunt à jurisdictione temporali; clerici autem exempti sunt à jurisdictione temporalium principum; ergo et ab eorum legibus; ergo illis non obligantur, quia leges solùm possunt obligare personas subditas potestati legislatoris. Confirmatur, quia si clericus obligaretur lege regiâ, inobediens esset regi, illam transgrediendo; ergo ab ipso vel ipsius ministro ac judice puniri posset propter hujusmodi transgressionem, quia unusquisque princeps vindex est suarum legum, et ideò omnis lex secum affert vim cogendi, ut Arist. dixit, quia alioqui valdè inefficax esset ad finem suum assequendum; at constat clericos, non posse puniri à regibus vel secularibus judicibus, etiamsi leges seculi non observent; ergo signum est illis non obligari.

2. Ut difficultatem hanc expedire possimus, supponendum primò est, personas ecclesiasticas exemptas esse à potestate civili quoad judicia, seu tribunalia causarum, non solùm ecclesiasticarum (quod indubitanter pertinet ad jus divinum), sed etiam temporalium, tam civilium, quàm criminalium, atque etiam à solutione tributorum; sive hæc exemptio sit absolutè de jure divino, sive ab illo trahat originem, et per pontificem consummetur (1). De quo fundamento inter verè catholicos non est controversia, et in præsenti non revocatur in dubium, et in proprio tractatu ex professo demonstratum est, et ideò in illius probatione non immoramur; sufficit cap. 2, cap. *Si dili-*

(1) Quidquid dicat Suarezius cum pluribus theologis extraneis, illæ exemptiones vel immunitates clericorum non absolutè proveniunt vel originem trahunt à jure divino, sed referenda sunt concessionibus principum secularium. Viri ecclesiastici subjiciuntur, sicut cæteri subditi, legibus civilibus quæ non sunt contrariæ immunitatibus quibus legitimè fruuntur. Quod si inveniantur in jure canonico, ait collator Andegavensis, quidam textus qui vix convenire videntur cum his principiis, et qui primâ fronte deprehenduntur insinuare laicos nullam habere potestatem in viros ecclesiasticos, et in rebus ad hos pertinentibus solutionem non esse quærendam in legibus civilibus, benigniori sensu explicandi sunt et intelligendi de materiis merè spiritualibus, quæ reipsâ non civili sed ecclesiasticâ lege ordinandæ sunt.

genti, cap. *Significâsti*, de For. compet, et optimè Concil. Trid. sess. 25, cap. 20 de Reformat. Nec solùm personæ ecclesiasticæ, sed etiam bona earum exempta sunt à temporalibus tributis et oneribus, ut constat ex cap. *Non minùs*, et cap. *Adversùs*, de Immunit. ecclesiast. cap. *Noverit*, de Sentent. excommunic. et cap. *Quanquàm*, de Censib. in 6.

3. Secundò ex hoc fundamento sequitur, hic non moveri quæstionem de legibus civilibus, quæ huic immunitati personarum ecclesiasticarum contrariæ sunt directè vel indirectè, quia tractamus de legibus justis, ut in titulo explicuimus: tales autem leges injustæ sunt, et reprobatæ, ut iniquæ, non solùm in jure canonico cap. *Ecclesia*, et cap. *Quæ in Ecclesiarum*, de Constit. et cap. *Noverit*, de Sententiâ excommun. et cap. ult. de Immunit. eccles. in 6, sed etiam in jure civili, C. de Sacros. Eccles. per plures leges. Est autem lex civilis directè contra immunitatem ecclesiasticam, quando vel de materiâ spirituali aut ecclesiasticâ directè disponit, aut circa personas ecclesiasticas in particulari, vel directè aut expressè versatur: indirectè autem est contraria, quando in propriâ materiâ ita disponit, ut ex ejus observatione redundet aliquid contra propria jura ecclesiarum, aut ecclesiastici ordinis, vel contra privilegia sibi à Deo, pontifice, aut imperatoribus concessa, ut dixit Innoc. in cap. *Non erit*, de Sentent. excommun. et sequuntur alii doctores statim citandi. Quia sicut non potest lex civilis directè imponere tale onus clericis, ita nec indirectè; tum quia in moralibus unum alteri æquivalet, tum quia utrumque per sacros canones reprobatum est, ut explicui latè in dicto tract. de Immunit. Eccles. lib. 1, cap. 15, et attigi in tom. 5 de Censur. disput. 21, sect. 2, n. 89 et sequentibus.

4. Omissis ergo his legibus iniquis, sermo noster est de legibus civilibus justis ac necessariis, quæ pro totâ communitate populi seu civitatis ponuntur, quarum materia communis est clericis cum aliis civibus, et æquè potest ab omnibus servari sine ullâ indecentiâ, vel iniquo gravamine clericorum. In quibus legibus duo distinguere possumus, scilicet, vim directivam, seu obligationem in conscientiâ ad servandas tales leges, et vim coactivam, seu reatum ad pœnam, quem legis transgressores contrahere solent, sive illa sit per legem imposita, sive arbitrio judicis imponenda, et de utrâque parte dicendum est.

5. Quoad priorem partem de vi directivâ et obligatione in conscientiâ, Navar. Consil. 3 de Constitut. n. 4, concl. 3, sentit legem civilem loquentem per verba præcipiendi vel prohibendi, non obligare in conscientiâ clericos, etiamsi in materiâ favorabili vel generali, et omnibus convenienti disponat; nullum verò fundamentum adducit, sed dicit esse magis receptam sententiam, solùm verò allegat Decium in cap. *Ecclesia*, de Constitut. n. 27, qui licet id dicat argumentando, postea in illâ sententiâ non persistit. Adducit tamen aliqua illius sententiæ fundamenta. Primum ac præcipuum est, quod in ratione dubitandi proposuimus: quia præceptum non obligat in conscientiâ, nisi ex potestate procedat; legislator autem civilis non habet potestatem in clericos; ergo quotiescumque præcipiendo fert legem, non obligat in conscientiâ clericos. Ac subinde nunquàm obligabit, quia lex non obligat, nisi quatenùs verbis præceptivis fertur, ut supra dictum est. Unde juxta sententiam hanc lex civilis solùm quatenùs commodum aliquod, vel privilegium concedens habere potest effectum in ecclesiasticis personis, non verò quatenùs præcipiens vel prohibens. Secundò ad hoc inducit Decius dictum cap. *Ecclesia*, ubi statutum prohibens alienare bona ecclesiarum à quodam Basilio laico factum, licet bonum et utile de se Ecclesiæ, reprobatur, quia non fuerat à pontifice approbatum; ergo generaliter idem dicendum est de omni lege civili ad personas ecclesiasticas comparatâ. Parùm enim refert, quòd in specie de clericis, seu rebus ecclesiasticis, vel in genere de civibus, aut agris feratur: quia etiam lex generalis applicata ad clericos fit specialis, et in eo ut sic invenitur idem defectus potestatis. Tertiò inducit jura canonica, quæ generaliter dicunt, laicis super personas, vel res ecclesiasticas nullam esse attributam potestatem in cap. *Benè quidem*, dist. 96, et specialiter allegat c. *Inter hæc*, 33. q. 2, ubi ait Nicolaus papa, sancta Dei Ecclesia mundanis nunquàm *constringitur legibus*.

6. Nihilominùs dicendum est, clericos teneri in conscientiâ ad servandas hujusmodi leges civiles. Hæc assertio communi consensu recepta est, unde illam dixit, esset certissimam Medina 1-2, q. 96, art 4, ubi illam tenet Vasquez disp. 167, cap. 4, et cæteri theologi moderni, cardinalis Bellarmin. lib. 1 de Clericis, cap. 28, et in novâ disputat. de Clericis cap. 1; Victor. Relect. 1 de Potest. Eccles. q. ult.; Sotò lib. 1 de Justit. q. 6, artic. 7, in princip. et in 4 dist. 25, q. 2, art. 2 in fine; Medin. c.

de Restitut. q. 36; Castro lib. 1 de Leg. pœnal. cap. ult., qui in specie loquuntur de legibus rerum pretia taxantibus. Consentiunt etiam Summistæ Tolet. lib. de Septem Peccat. mort. cap. 21; Sylvest. verb. *Lex,* q. 15; Angel. n. 5; et latiùs plures referens Sayrus in Clavi regiâ p. 1, lib. 3, capit. 4, n. 16. Idem docent juris canonici interpretes communiter in cap. *Ecclesia,* de Constitution. ubi Panormit. num. 13, Deci. num. 27, in fine Felin. à n. 37, maximè verò in 81 et 85, qui Cardin. et alios refert, et Salzed. referens alios in Pract. crimin. cap. 55, et de aliquibus legibus civilibus in specie loquens. Et similiter Covar. in Pract. capit. 33. Ac denique legistæ in l. *Cunctos populos,* C. de Summ. Trinit. præsertim Barth. à n. 28.

7. Probatur autem primò ex jure canonico, disponente hujusmodi leges civiles ab ecclesiasticis servari, ut primò colligitur ex cap. primo, de novi operis nuntiatione, ubi Papa vult causam inter clericos super capellæ constructionem post novi operis nuntiationem secundùm leges terminari, quia hoc non est contra bonum ecclesiarum, sed in earum juvamen, in quo textu est valdè considerandum, non videri in eo institui jus novum, sed antiquum proponi, et declarari, aliàs causa præterita non esset secundùm illud jus decidendum, quia jus novum non extenditur ad præterita; supponitur ergo in illo decreto esse regulam antiquorum canonum, ut jus civile servetur in ecclesiasticis, quando favorabile est, et toti communitati serviens, et canonibus non repugnans. Atque ita ex illo textu colligunt assertionem Panorm. et Deci. supra. Item Panormitan. in idem cap. Idemque sumitur ex capit. *Innotuit,* ibi: *Cùm legali sit provisione statutum,* de Arbitris, et ex cap. 1. et cap. *Si in adjutorium,* dist. 10. cum similibus, dicentibus, servandas esse leges civiles in his quæ nec sunt contra canones, nec clericis præjudicant. Unde in cap. *De capitulis,* dist. 10, ait Pontifex *se curare ut imperatoris leges serventur.* Et in cap. *Cùm ad verum,* dist. 96, dicit Pontifices pro cursu temporalium rerum temporalibus legibus uti. Quæ jura consuetudine optimâ legum interprete confirmata sunt. Nam communis Ecclesiæ usus habet, ut hujusmodi leges civiles â clericis serventur, non propter timorem, sed maximè propter conscientiam, contra quam omnes timorati ecclesiastici agere credunt, si tales leges non observent, et alii cives grave scandalum paterentur, si viderent tales leges à clericis non servari, ut triticum chariùs vendi quàm lege taxatum sit, vel quid simile. Quam consuetudinem antiquissimam esse colligitur ex Theodoret. lib. 4 Histor. cap. septimo, ubi de sanctis episcopis et sacerdotibus ait imperator: *Sanctè, et sincerè, tum mandatum præpotentis Regis Dei observant, tum meis legibus obsequuntur.* Ratio verò non facilè redditur. Prima est, quia licet lex civilis per se non obliget clericos, etiam quoad vim directivam ex defectu potestatis, ut videtur probare objectio facta, nihilominùs positâ lege civili, oritur obligatio id servandi, quod illâ lege præscriptum est, ex vi rationis naturalis dictantis, partem non debere discordare à toto. Et explicatur vis rationis, quia membra reipublicæ ratione naturali obligantur ad ea servanda, quæ ad convenientem ordinem et pacem reipublicæ sunt necessaria; sed clerici sunt membra reipublicæ civilis, sunt enim cives, ut latè disputat Felin. in dicto cap. *Ecclesia,* num. 69, quia etiam ipsi indigent communitate civili et politicâ ad hujus vitæ conservationem, et ad hunc finem uniuntur cum laicis in uno corpore politico, seu in unâ civitate; sunt ergo cives; ergo etiam ipsi tenentur jure naturæ ad ea quæ communi bono talis corporis necessaria sunt. At verò talium legum communis observatio etiam in clericis est necessaria ad prædictum finem, quia cùm materia talium legum communis sit omnibus, uniformitas in illis est necessaria ad bonam gubernationem, pacem, imò et ad justitiæ æquitatem. Nam postquàm lex civilis taxat, v. g., rei pretium, illa non plus valet; ergo naturalis justitia jam obligat omnes etiam clericos ad illam legem servandam. Item si lex civilis irritet testamentum minùs solemne, oportet, ut extra legata pia, in omnibus etiam clericis locum habeat, quia aliàs non esset laudibus et litibus sufficienter provisum.

8. Hæc ratio est probabilis, et in aliquibus materiis, præsertim in rerum pretiis taxandis posset fortè sufficere, tamen in universum non videtur posse esse adæquata. Primò, quia ratio naturalis non absolutè dictat partem corporis politici teneri confirmari in omnibus, seu in communium legum observatione, sed sub aliquibus conditionibus, nimirùm, nisi sit legitimè excusata, vel dispensata, et eâdem ratione addi poterit, nisi sit legitimè exempta, quia exemptio vel est quædam dispensatio, vel aliquid majus: sicut ergo dispensatus non tenetur conformari toti in legis observatione, ita

neque exemptus. Item quando in aliquo membro intercedit ratio vel conditio diversa, non tenetur conformari toti, ut nobilis non tenetur propter uniformitatem observare leges, à quibus propter nobilitatem censetur legitimè exemptus : aliàs superflua, et nullius momenti esset exemptio; ergo similiter clerici, si propter statum et specialem sanctificationem exempti sunt à legibus civilibus, non erunt propter uniformitatem ad eas servandas obligati, quia sunt membra alterius rationis seu conditionis, in quibus illa uniformitas non est necessaria. Accedit, quòd licet daretur in clericis obligatio servandi has leges propter solam uniformitatem, illa non esset gravis ex suo genere, quia non conformari toti communitati in his rebus, in quibus aliàs homo non tenetur, non est gravis culpa secluso scandalo, et ideò dispensatus in lege humanâ sine justâ causâ, non censetur peccare mortaliter, utendo dispensatione, et conservando legem, etiamsi absque causâ non conformetur toti; ergo idem erit à fortiori in clerico, qui ex causâ rationabili censetur exemptus. Præterea transgressio illius legis in clerico non erit inobedientia, quia non obligatur ex vi præcepti, et consequenter non est contra virtutem specialem, in cujus materiâ versatur lex, quia solùm ex vi legis civilis actus erat necessarius in tali materiâ virtutis, et lex civilis, ut supponitur, non habet illam virtutem suam respectu clerici, neque etiam est contra charitatem, quia supponimus vitari scandalum, nec contra justitiam legalem, quia nullum sequitur nocumentum commune; ergo non est unde culpa illa sit gravis.

9. Unde ulteriùs sequitur, clericum vendentem triticum chariùs quàm lex civilis præscribat, non teneri ad restitutionem, quod est falsum, et contra prædictos auctores. Et sequela patet, quia non peccat contra justitiam, ut probatum est. Quo argumento urgentur Castro et Joan. Medina, et respondent peccare contra justitiam, quia suppositâ lege, jam triticum non valet nisi tanti in tali loco, et ideò nullus sive exemptus, sive exterus potest justè chariùs illud vendere. Sed contra, quia licet triticum laicorum taxetur per efficaciam talis legis, non tamen triticum clericorum, tum quia etiam bona clerici sunt exempta, tum etiam quia non videtur limitari pretium rei per legem, nisi quatenùs dominus obligatur per legem, ne chariùs vendat; at clericus non potest ita obligari lege civili, ut supponitur; ergo nec ejus triticum potest limitari quoad valorem per talem legem. Neque est simile de exteris, quia illi non sunt exempti, sed dùm versantur in tali regno, legibus illius regni obligantur, cujus contrarium supponitur. Denique simile argumentum urgeri potest de legibus civilibus irritantibus contractus, vel testamenta aliter facta quàm leges disponant; non enim poterunt irritare tales actus factos à clericis: consequens est falsum, ut omnes fatentur, et sumitur clarè ex dicto cap. *Innotuit*, de Arbitris, ibi, *Talem sententiam denunties penitùs nullam esse;* ergo sequela patet, quia si lex non potest obligare clericum, prohibendo actum, multò minùs poterit irritare illius voluntatem circa talem actum, quià major efficacia, ut sic dicam, major jurisdictio, et potestas directa in voluntatem requiritur ad irritandum consensum ejus, quàm ad prohibendum illum. Neque sola illa turpitudo, quæ in hoc reperitur, quòd pars non conformetur toti, sufficit ad irritandum actum, ut patet clarè in eo qui dispensatus validè, licet sine causâ, et injustè in gradu irritante contrahit matrimonium, nam validè contrahit licet turpiter agat, discordando à toto. Denique non est contemnendum argumentum, quia si positâ lege civili clericus obligaretur graviter ex vi solius rationis naturalis, dispensatio illa concessa à principe vel prælato in tali lege, si daretur sine causâ, esset nulla, sicut infra de principe dicemus. Atque ita in hoc essent pejoris conditionis clerici, quàm laici, quod non videtur verisimile.

10. Propter hæc alii reddunt rationem hujus obligationis, quia clerici quoad hanc partem non sunt exempti à jurisdictione temporalium regum, et ideò per has leges civiles ita obligant clericos, sicut alios cives ratione obedientiæ potestatibus sublimioribus debitæ. Ita sentit Bart. ubi supra, et Panorm. quem imitantur Silvest. et Angel., licet immeritò soleant in contrarium allegari, nam distinguunt duplices leges civiles favorabiles Ecclesiæ, quædam disponentes in particulari de rebus vel personis ecclesiasticis, aliæ generaliter loquentes pro totâ communitate civili, et de prioribus dicunt non obligare ex defectu potestatis ferentis illam. Quod videtur expressum in dicto c. *Ecclesia Sanctæ Mariæ*, de Constit. Addunt verò limitationem, nisi talis lex sit fundata in ratione naturali, quòd pars debet conformari toti, quia hæc non habet locum in talibus legibus, sed oquuntur de ratione natu-

rali dictante in tali materiâ idem quod lex civilis præscribit, et tunc illa non est limitatio, quia illa obligatio non est legis civilis, sed rationis naturalis, quæ eadem esset, etiamsi lex civilis lata non esset. De aliis verò legibus communibus et omnibus utilibus, absolutè dicunt obligare clericos; intelligunt ergo in vi legis, et non tantùm in vi alicujus rationis. Et idem sentiunt Victor., Soto, Medin. et alii, dicentes obligare quoad vim directivam, licet non quoad coactivam. Denique alii multi allegatis modernis, dicunt clericos quoad hanc partem non esse exemptos, ut possint obligari his legibus. Et hanc sententiam videntur suadere omnia, quæ circa præcedentem adduximus.

11. Ac denique suaderi potest à priori hæc sententia, quia exemptio clericorum à jurisdictione civili, sive sit juris divini positivi, aut naturalis, sive non; nihilominùs non habet omnem determinationem à solo jure divino, ut suppono. Et saltem hanc non habet, quia nec ratio naturalis dictat esse indecens, clericos subjici potestati civili, quoad has leges, cùm potiùs dictet esse honestum, ut eas servent, nec ex divino jure positivo potest colligi talis determinatio, seu particularis exemptio, quia tale jus nec traditione constat, nec ex Evangelio colligitur. Quia potiùs verba illa Christi Matt. 17: *Ergo liberi sunt filii*, non possunt hìc accommodari, quia leges regum omnibus civibus communes etiam filios eorum obligant, si eorum statui specialiter non repugnant. Neque etiam invenitur hæc exemptio quoad has leges ex jure canonico; tum quia jura supra citata potiùs approbant has leges, et servari à clericis volunt; tum etiam quia canones solùm illas leges civiles rejiciunt, quæ sunt contrariæ libertati ecclesiasticæ, et clericis præjudicant, ut patet ex concilio Tridentino dicto cap. 20, et ex cap. *Noverit*, de Sentent. excommun. et eodem modo loquitur l. *Cassa*, C. de Sacros. Eccles.; ergo nihil obstat quominùs clerici virtute et efficaciâ talium legum obligentur. Et confirmatur, quia per se congruum est, ut clerici quatenùs cives sunt, his legibus directè, et per se obligentur, sicut alii cives, cur enim sub eâ ratione sine lege relinquentur? ergo obligantur hoc modo his legibus civilibus, quia non dantur aliæ per quas obligentur: nec possunt in hâc obligatione separari ab aliis civibus, cùm sub hâc ratione unum corpus componant, et in eumdem finem tendant; tum denique quia nullæ sunt leges ecclesiasticæ, quibus possint sub illâ ratione gubernari, quia potestas ecclesiastica nihil in materiâ civili directè disponit, nec pro clericis, nec pro laicis, ut constat.

12. Sed hæc etiam sententia non est simpliciter admittenda. Primò, quia multi canones sine limitatione, et universaliter dicunt, laicis super Ecclesiis et personis ecclesiasticis nullam esse potestatem tributam, ut habetur in dicto cap. *Ecclesia Sanctæ Mariæ;* et cap. *Benè quidem*, dist. 96, cap. *Cum laicis*, de Rebus Eccles. non alienan. cum similibus. Præsertim in Concilio Lateran. sub Leone X expressiùs sic dicitur: *Cùm à jure tam divino quàm humano laicis potestas nulla in ecclesiasticas personas attributa sit*, innovamus; etc. At potestas obligandi in conscientiâ per suas leges aliqua et magna potestas est; ergo neque illa relicta est laicis principibus in ecclesiasticas personas. Secundò, quia si rex posset suâ lege directè et ex vi suæ potestatis obligare clericos suis legibus, eâdem ratione posset transgressores earum punire, quod nullus concedet. Sequela probatur, quia, teste Arist., potestas directa inefficax est sine coactivâ, et ideò vel est una et eadem, utrumque actum comprehendens tanquàm finem et medium, vel moraliter non separantur. Et confirmatur, quia saltem posset legislator civilis obligare judicem ecclesiasticum, ut clericum suæ legis transgressorem puniat tali pœnâ, eâdem lege civili designatâ, quia hoc etiam potest reduci ad vim directivam, tanquàm pertinens ad bonum commune civitatis, et pacem civium: consequens autem admittendum non est, ut infra dicam. Tertiò est moralis, et practica ratio, quia princeps, et judices temporales valdè affectant, et extendunt jurisdictionem in clericos, et ideò si dicantur habere propriam et veram jurisdictionem in clericos ad obligandos eos suis legibus, facilè illam extendent, vel ad coactionem aliquam transgressorum talium legum, vel ad plures leges, quàm statui clericorum conveniat. Ergo non est verisimile Ecclesiam reliquisse, seu permisisse laicis similem in clericos potestatem. Adde hæreticos et schismaticos hujus temporis in odium pontificis et statûs ecclesiastici vehementer defendere, et exaggerare hanc potestatem temporalis principis in clericos, ideòque ut omnem occasionem illis auferamus, longiùsque ab eis discedamus, satius esse omnem ecclesiasticarum personarum obligationem ad potestatem ecclesiasticam revocare.

13. Est ergo tertia ratio, seu tertius modus explicandi originem hujus obligationis, clericos obligari ad servandas leges civiles, quia per canones approbantur, et quasi canonizantur quoad hunc effectum. Hanc rationem invenio apertiùs explicatam in Decio dicto cap. *Ecclesia*, n. 27, quàm in cæteris. Ibi enim post rationes quas contra communem opinionem objecerat, subjungit: *Sed tamen ne universalis machina hujus materiæ alteretur, quòd lex civilis approbata videatur, si favorabilis sit, et canonibus non contradicat.* Quod probat ex juribus in probationem assertionis, et communis sententiæ adductis, præsertim ex dicto cap. 1 de Novi oper. nuntiat. Ubi rectè expendit, ibi decidi casum ex dispositione legis civilis, non per singularem, vel novam approbationem, et extensionem legis, aliàs (ut supra dicebam) non decideretur per eam casus præteritus, et ideò supponi in eo textu tales leges approbari à jure canonico, eo ipso quòd non reprobantur, et de se utiles sunt, et convenientes Ecclesiæ aut clericis: ut ex aliis juribus (ait) efficaciter colligitur. Optimèque declarat, hoc intelligendum esse de legibus in communi loquentibus abstrahendo à clericis et laicis; nam si in specie disponat circa res vel personas ecclesiasticas, satis reprobatæ sunt in dicto cap. *Ecclesia*, cum similibus. Et ratio differentiæ est, quia quando disponunt in particulari circa ecclesiastica, præ se ferunt ac supponunt potestatem laicorum in illâ, quod repugnat ecclesiasticæ libertati. Quando verò in communi loquuntur, tantùm procedunt ex potestate gubernandi rempublicam in temporalibus, in quo libertas ecclesiastica non offenditur. Et ideò si aliunde leges illæ favorabiles sunt, ecclesiastica potestas pro suis rebus vel clericis illas acceptat, eo ipso quòd eas non reprobat. Denique addit, censeri favorabiles tales leges, eo ipso quòd sunt utiles toti communitati, et non nocent clericis per se loquendo; imò decet ab eis servari, quomodò explicant etiam hunc favorem Panorm., Sylv., Angel. et alii. Et hanc sententiam expressè et in propriis terminis sequuntur, et approbant hanc Decii doctrinam in eodem c. *Ecclesia*, Marcus Mantua, n. 23, et Petr. Greg. n. 16. Tenet etiam Fortun. Garc. de ultim. fine, illat. 10 principali, n. 155, et latiùs illat. 13, n. 223; Maranta disp. 8, n. 17 et 47; Rebuff. in Comm. ad constitut. Galli. tom. 1 in Procem. Glos. 1, n. 62, qui addit limitationem, ut doctrina intelligatur de legibus civilibus juris communis, non tamen de legibus particularium regnorum, quia illas non solet Papa approbare, cùm earum notitiam non censeatur habere, juxta c. 1 de Constit. in 6. Quod sequitur Valas. de Jure emphyt. p. 1, q. 20, n 6, § *Item quæro.* Hoc tamen cum limitatione intelligendum arbitror, ut procedat, quando lex regni est contraria juri communi, tunc enim lex juris communis censetur jure canonico approbata, at verò quando lex regni est solùm ultra jus commune, tunc etiam censetur approbata, non quidem absolutè (ut sic dicam) et in particulari, sed in generali, et sub illâ conditione, ut si lex justa, et toti communitati civium conveniens, et libertati ac decentiæ clericorum nihil derogans, ad hanc enim approbationem non est necessaria talium legum notitia, ut per se patet. Et ita sentiunt etiam Thom. Zerola episcopus Benaventan. in Praxi Episcopor., verb. *Pragmatica*, n. 3, § *Ad primum*, et Petr. Morla in Emporio jur. p. 1, tit. 1, n. 14.

14. Probaturque hæc sententia sic explicata. Primò ex dicto capite 1 de Novi. oper. nuntiat. Nam licet in particulari casu loquatur, supponit tamen jus generale, ut supra illud induximus, et Decius etiam indicavit. Idemque probat optimè dicto cap. *Innotuit*, de Arbitr. ubi non solùm causa canonica secundùm leges deciditur, sed etiam prior sententia ab ecclesiasticis judicibus non secundùm leges lata, nulla denuntiatur: quod apertè supponit leges in eo casu obligare. Secundò idem probant antiquiora decreta, quæ generaliter loquuntur. Ut cap. *De capitulis* dist. 10, ubi Leo Papa IV ad imperatorem scribit, effecturum ut constitutiones ejus serventur, *quantùm valuimus* (inquit) *et valemus.* Et Nicol. Papa cap. 1 ejusdem dist. solùm dixit: *Lege imperatorum non in omnibus ecclesiasticis controversiis utendum est.* Ubi non dixit, in nullis esse utendum, sed, *non in omnibus.* Quod in fine declarans, ait: *Non quòd imperatorum leges, quibus sæpè Ecclesia utitur, dicamus penitùs renuendas, sed quòd eis evangelicis, apostolicis, atque canonicis decretis, quibus postponendæ sunt, nullum posse inferre præjudicium asseramus.* Et in c. *Quoniam*, ait Gelas. Pap. pontifices uti legibus imperatorum tantummodò pro cursu temporalium rerum, utique ubi canones ecclesiastici desunt. Neque obstat, quòd hæc decreta de legibus imperatorum, seu communis juris civilis, loqui videantur. Tum quia interdùm generaliter loquuntur de constitutionibus seu legibus principum, ut in c. Constit. et c. *Quis autem*, d. 1

et quoad hoc reges imperatoribus comparantur in d. c. *Duo sunt*, unde leges universales alicujus regni, tanquàm jus commune ibi reputantur. Tum etiam quia naturalis ratio et æquitas, ob quam Ecclesia vult, has leges à clericis servari, eadem in legibus regnorum easdem conditiones habentibus locum habet. Tum præterea quia eadem consuetudo in his legibus reperitur, videntibus ecclesiasticis prælatis. De quâ doctores allegati, qui in diversis regnis scripserant, testificantur; est ergo sufficiens signum approbationis talium legum, saltem tacitæ. Sic ergo facilè intelligitur, leges civiles nunquàm obligare clericos virtute suâ, sed quoties clerici ad eas observandas tenentur, virtute canonum, et rationis naturalis obligari. Atque ita facilè solvuntur objectiones, et conciliantur omnia. Nam quod ad primam rationem attinet, admittimus quidem illam decentiam et convenientiam in observatione talium legum, tanquàm fundamentum obligationis, quæ per consensum et approbationem canonum consumatur, et ita facilè satisfit objectionibus contra illam rationem. Et ex eodem principio respondetur ad ea quæ in secundâ ratione adducebantur. Negamus enim has leges obligare, quia exempti non sint à jurisdictione civili quoad hanc partem, sed quia jus canonicum tales leges approbat, et dat illis eam vim obligandi, quæ convenienti gubernationi politicæ sufficiat.

15. Secundo loco dicendum est de vi coactivâ talium legum. In quo vera et certa resolutio est, has leges non comprehendere clericos quoad vim cogendi illos, nec quoad hoc per canones approbari, licet transgressores earum à suis prælatis, et eorum arbitrio puniri possint propter talia delicta. Prior pars duo includit, unum est auctores talium legum non posse cogere clericos ad illarum observationem; aliud est, non posse punire transgressores, et unum sequitur manifestè ex alio, quia utrumque fundatur in potestate jurisdictionis coactivâ, quam non habent principes vel judices laici in ecclesiasticas personas. Quod est certissimum, quia personæ ecclesiasticæ gaudent immunitate fori, maximè in criminalibus, quam immunitatem hìc supponimus ex alio tractatu, et est per se nota in sacris canonibus, atque etiam in jure imperatorum, et regum christianorum. Si autem ratione hujus immunitatis judicari non possunt clerici à magistratibus laicis propter delicta contra legem naturalem, ita neque propter delicta contra leges humanas, quæcumque illæ sint, quia privilegium fori absolutum est, et jura generaliter loquuntur, et est eadem ratio, et decentia statûs clericalis in omnibus. Et in hoc cernitur clara differentia inter vim directivam et coactivam legis: nam in priori nulla est indecentia, in posteriori autem esset maxima.

16. Alia differentia esse potest, quia lex quoad vim directivam fertur in cives, ut tales sunt, et per se est necessaria ad communem bonum, et ideò quoad hunc effectum statim acceptatur per jus canonicum; coactio autem fit civibus, ut delinquentes sunt, ideòque non est per se ita necessaria, nec acceptatur per canones quoad clericos, neque id decebat, sed multò magis, ut suorum tantùm prælatorum coactioni subdantur. Item coactio non fit in communi, sicut fit dispositio legis, sed fit in particulari circa personas, et ideò non potest ullo modo fieri à potestate laicâ circa clerici personam; nec per legem disponentem de illâ in particulari obligari posset, ut dictum est; ergo multò minùs per sententiam. Poterant verò hìc moveri difficultates de clericis delinquentibus contra leges prohibentes deferre arma tali tempore, aut loco, aut talis generis, an possint clerici illis privari per potestatem laicam. Item an custodes montium possint ab eis pœnam exigere. Sed hæc remitto in tractatum de Immunit. et simpliciter respondeo negativè stando præcisè in ratione pœnæ. An verò sub aliis rationibus possit talis actio, satis consueta, justificari, ibi tractatum est.

17. Atque hinc obiter colligitur, quòd licet lex civilis obligans clericos quoad vim directivam, interdùm addat pœnam ipso jure incurrendam, nihilominùs clericus transgressor legis, licet peccet, non tenetur in conscientiâ pœnam solvere, nisi per suum judicem ad hoc cogatur, ut fieri potest modo statim declarando. Probatur, quia licet pœna imponatur per ipsam legem, nihilominùs pertinet ad vim coactivam. Item illa lex prout fert pœnam, continet sententiam eo ipso à legislatore latam contra delinquentem; sed nulla potestas laica potest per sententiam punire clericum propter aliquod delictum; ergo nec per legem. Dices, hoc esse verum de sententiâ, quæ per hominem, et servato juris ordine ferenda est: nam illa prærequirit coactionem per hominem inferendam; secus verò de sententiâ latâ per legem, quæ processum, aut juridicam cognitionem causæ non requirit; sed tantùm consummationem delicti, quæ ipsi delinquenti in conscientiâ innotescat. Unde sine propriâ coactione imponi-

tur per obligationem in conscientiâ ad exequendam talem pœnam, si delictum fiat, ut infra tractando de lege pœnali videbimus. Respondetur de utrâque sententiâ procedere rationem factam; tum quia utraque pertinet ad vim coactivam, et quodammodò major coactio fit per sententiam legum latam, quia secum affert executionem, et non datur locus defensioni; tum etiam, quia omnis sententia lata à non judice nulla est; illa verò fertur à non judice respectu clerici. Quare licet legislator civilis possit imponere obligationem in conscientiâ quoad morum directionem communem omnibus civibus, non tamen quoad pœnarum inflictionem, quia hæ per alios competentes judices imponi possunt.

18. Et ideò addidimus alteram partem assertionis, scilicet, posse ecclesiasticas personas à suis prælatis puniri propter transgressiones talium legum, quæ facilè probatur, quia illa transgressio est delictum contrarium bono communi; ergo potest per potestatem aliquam puniri, non per civilem; ergo per ecclesiasticam. Item illa punitio est moraliter necessaria ad commune bonum: nam ad illud expedit, ne talia delicta maneant impunita; ergo per legitimum superiorem fieri potest. Dixi autem tunc esse imponendam pœnam arbitrio prælati, ut insinuarem, licet per leges civiles sit pœna designata pro tali delicto, non teneri prælatum ecclesiasticum illam imponere clerico transgredienti legem. Ita notavit Covarr. lib. Practicar. quæstion. cap. 33, in fine; et Salced. in Practi. crimin. cap. 66, et ratio est, quia lex illa quoad illam partem, quâ pœnam designat, jam pertinet ad vim coactivam, et ideò non habet vim in clericum. Et explicatur ampliùs, quia judices ecclesiastici non tenentur judicare secundùm leges civiles, sed secundùm canones, et ubi illi desunt, possunt suo arbitrio uti, accommodando pœnas canonicas, et non civiles: unde quia canones non ponunt determinatam pœnam pro tali delicto, ut constat, arbitrio judicis ecclesiastici imponenda erit. Quinimò nonnulli juristæ dicunt non posse tunc judicem ecclesiasticum imponere subdito pœnam legis civilis, ne videatur clericum judicare more laicorum, aut juxta laicorum judicium, contra cap. 2, de Judic. Sed in hoc nulla est prohibitio, nec obligatio per se loquendo: nam potiùs est prudens consilium et canonibus consentaneum, ut judices ecclesiastici imitentur leges justas civiles, ubi canones desunt. Solùm ergo id habebit locum, quando pœna esset corporalis, et non decens ecclesiasticam personam, vel quando per accidens sequeretur scandalum, vel suspicio agendi contra ecclesiasticam immunitatem.

19. Et juxta hæc facile est respondere ad alteram partem rationis dubitandi, seu objectionis positæ contra priorem assertionem. Negatur enim sequela quæ fit à vi directivâ ad coactivam, vel è contrario, de quo plura dicemus capite sequenti. Negatur etiam esse impossibile aliquem teneri præceptis alicujus, à quo non possit cogi per pœnam, aut puniri, si inobediens sit. Nam licet utraque potestas necessaria sit ad efficaciam legis, non est tamen necessarium, ut semper utraque sit in eâdem personâ. Quamvis enim regulariter, et attento solo ordinario jure, ita sit, nihilominùs propter commune bonum possunt interdùm separari, et ita factum est in hujusmodi legibus. Nam legibus civilibus relicta est directio necessaria etiam quoad personas clericorum in his quæ secundùm communem rationem civium necessaria sunt ad commune bonum civitatis, et omnibus civibus communia sunt. Et nihilominùs coactio necessaria etiam pro talibus legibus servandis reservata est ecclesiasticis judicibus, propter honorem et decentiam ecclesiastici statûs, et ad majora mala vitanda. Unde ad magistratus civiles pertinebit implorare auxilium prælatorum Ecclesiæ, ut cogant subditos suos justas leges servare, quod ipsi pro sui muneris obligatione facere tenebuntur.

20. Interrogabit autem fortassè aliquis quibus signis, aut regulis cognosci possit, quando leges civiles tales sint, ut ecclesiasticas personas obligent ad suî observationem. De hâc enim re multa scribunt jurisperiti, et non tam generalem regulam tradunt quàm per varios casus discurrunt, ut videri potest in Bartholo, Panormitano et Felino; sed illud penè infinitum est, et præterea difficile est ex illis aliquid certum colligere. Quantum ergo ad nos spectat, videri potest utilis distinctio legum supra data: nam quædam respiciunt bonum publicum immediatè et secundùm se, aliæ bonum singulorum, ex quo tandem resultat commune bonum. De prioribus ergo legibus generaliter affirmari potest obligare clericos, quando materia earum communis est omnibus civibus, ut tales sunt, et est justa, et honesta; et nihil continet contra decentiam, vel exemptionem ecclesiastici statûs, sed potiùs illam fovet, etiamsi interdùm non juvet ad utilitatem temporalem,

quæ in tali casu considerabilis non est. Hoc patet exemplis, in lege taxante pretium tritici, et similium rerum, in lege prohibente extrahi à regno res necessarias reipublicæ, vel prohibente deferre arma noctu, et similibus. Et ratio est clara, quia commune bonum civitatis, ut tale est, maximè cadit sub obligationem, et omnibus aliis præferendum est. Unde quia per has leges per se primò procuratur, et alioqui non sunt contra specialia jura, vel privilegia clericorum, ut supponitur; ideò in eis nulla est ratio exemptionis, sed omnia quæ diximus in illis maximè locum habent.

21. De cæteris verò legibus non est tam certa similis generalis regula : nam auctores citati variis distinctionibus utuntur, et præcipuè videntur requirere, ut tales leges redundent in commodum ecclesiasticorum : nam si præjudicium afferant, non valebunt. Aliqui etiam postulant, ut leges versentur circa contractus laicorum, saltem ex parte, id est, laici cum clerico, aut è converso; non verò si fiant inter ipsos clericos inter se. Mihi tamen videtur quoad priorem partem cavendum esse, ne lex directè vel indirectè tendat ad imponendum onus clericis, vel privandum illos aliquâ libertate, aut jure sibi concesso; nam tunc jam esset lex injusta, et contra immunitatem ecclesiasticam. Si autem lex re verâ sit justa et generalis, non est curandum de particularibus incommodis temporalibus, quæ sunt per accidens : nam tales leges interdùm juvant, interdùm impediunt temporalia commoda, ut quòd testamentum minùs solemne non sit validum, sæpè erit contra voluntatem testatoris : sæpiùs verò est illi utile propter fraudes, quæ committi solent. Unde meritò à Panormitano et aliis adnotatum est, non posse dici legem onerosam, quæ secundùm varias occasiones, et facti accidentia potest esse utilis vel damnosa, et in eâ generalitate lata est, prout moraliter, et frequentiùs expedit bono communi, atque etiam singulorum, ad evitandas fraudes et lites : ergo quoties lex talis fuerit, et habuerit alias conditiones honestatis, et justitiæ, ac universalitatis, obligabit clericos, non obstante particulari temporali incommodo accidentaliter occurrente. Quoad alteram verò partem non existimo esse necessariam limitationem, si in cæteris justitia legis servetur. Quia etiam clerici quando illo modo inter se contrahunt, non se gerunt ut clerici, sed ut cives, et communi jure civili uti debent. Ut explicatur in lege taxante triticum : nam licet clericus vendat clerico, servare debet legem, et idem credo esse in testamento, licet clericus instituat hæredem clericum : debet enim testamentum esse solemne, ut valeat, seclusâ speciali ratione piæ causæ, et sic de aliis.

22. Tandem interrogari potest, de quibus personis ecclesiasticis intelligenda sit resolutio prædicta. In quo breviter dico, excipiendam inprimis esse personam summi Pontificis, quæ jure divino in omnibus, et per omnia exempta est à potestate civili, ut nunc suppono, unde nullas leges civiles alterius principis servare tenetur, non solùm quia nunc ipse est supremus in temporalibus in suis terris, sed etiam ex vi suæ dignitatis spiritualis, ut in dicto tractatu ostensum est. Unde licet Pontifex versaretur in alieno regno, non teneretur leges civiles illius regni servare, quod existimo verum non solùm in vi præcepti, et obedientiæ, ut probat ratio facta, sed etiam ex titulo servandi uniformitatem cum tali communitate, quia est persona adeò excellens, ut ex vi rationis non cogatur sese accommodare statutis et legibus suorum inferiorum, ut in capite sequenti iterùm dicemus. Deinde excipiendæ sunt Ecclesiæ, seu communitates ecclesiasticæ ac pia loca, quatenùs aliquo speciali privilegio gaudent, ratione cujus dispositio legis non potest ad illa accommodari, ut est de institutione minùs solemni, et similia. Nam tunc est peculiaris ratio exemptionis, et ita non procedunt omnia quæ diximus. Idemque erit de quâcumque personâ in spirituali dignitate constitutâ, cui annexum sit simile privilegium : quod idem esset in personâ, et dignitate laicâ, si talem dari contingat. Tunc autem sicut talis communitas, vel persona non obligatur lege civili ex vi præcepti, et obedientiæ, ita etiam nec propter considerationem uniformitatis tenetur illas servare, quia justa exemptio tollit hanc obligationem, ut supra argumentando probatum est. In reliquis autem ecclesiasticis personis doctrina generaliter procedit, non tantùm in secularibus, sed etiam in religiosis, nec tantùm in personis veris, sed etiam in fictis, id est, communitatibus contrahentibus, vel operantibus per modum unius civis. Nam de omnibus est æqualis ratio, servando proportionem, et supponendo, quòd observatio talis legis unicuique justa sit, et non repugnet decentiæ, et immunitati uniuscujusque statûs.

CAPUT XXXV.

Utrùm legislator suis legibus obligetur.

1. Duplex potest esse legislator, scilicet, communitas aliqua, vel singularis persona unius

principis, aut prælati. Et quamvis respectu utriusque possit quæstio locum habere cum proportione, tamen potissimùm versatur in posteriori sensu. Nam in priori certum est legem latam à communitate obligare postea omnes personas illius communitatis, ut sumitur ex capite *Cùm omnes*, de Constit. Et ratio est, quia communitas est supra quascumque personas ejus. Et hâc ratione lex lata in capitulo generali, verbi gratiâ, obligat ipsum generalem, et sic de aliis. Si autem talis lex comparetur ad ipsum senatum, seu capitulum, sic eadem est ratio de illo, et de quocumque principe legem ferente.

2. Secundò supponendum est sermonem esse de legibus, quæ habent rationem et materiam de se universalem, et communem ipsi principi, ut est lex, verbi gratiâ, taxans pretia rerum, et similes, in quibus ratio justitiæ vel alterius virtutis eadem est in principe, et reliquis reipublicæ membris : nam si materia, vel ratio legis non sit communis, clarum est, non comprehendere principem. Commune exemplum est, si feratur lex, ut nemo noctu arma deferat, illa non obligat principem, quia nec decet, nec est accommodata statui ejus, et ideò ex intentione principis, et quasi ex naturâ talis legis imponitur communitati ut distinctæ à principe, et ideò illum non obligat. Sicut etiam potest fieri lex pro communi plebe, quæ nobiles non obliget, quia non est illis accommodata, ut per se constat, et tradit Aristoteles 3 Ethicorum capite 9 ; ergo multò magis id fieri poterit respectu principis. Tertiò distinguenda sunt in lege illa tria, scilicet, vis directiva, et coactiva, et irritans, seu dans formam contractibus et judiciis, et de singulis agendum est, licet prima sit præcipuè intenta.

3. Quoad vim ergo directivam difficultas est, an teneatur princeps in conscientiâ servare legem à se latam. Et ratio dubitandi est, quia princeps dicitur esse solutus legibus in l. *Princeps*, ff.de Legib. Et adjungi potest ratio, quia vel princeps obligat se ipsum suâ lege, vel obligatur ab alio. Non primum, quia nullus potest sibi ipsi præcipere, inducendo obligationem : per promissionem enim vel votum potest quis seipsum obligare, non autem per præceptum, quod sibi imponat. L. Penult. ff. de Recept. arbitr. Et ratio est clara, quia præceptum postulat jurisdictionem, vel dominium : nullus autem potest jurisdictionem in se habere, nec sibi ipsi esse subjectus. Secundum etiam dici non potest, quia legislator, ut sic, non est subditus, quia vel est princeps non habens superiorem, vel si sit aliàs inferior, nihilominùs ut legislator non imperatur ab alio, sed ipse aliis imperat ; ergo ut sic non potest ab alio homine obligari. Nec verò dici potest obligari tunc ab alio, scilicet Deo : nam sequeretur non obligari lege humanâ, sed divinâ, quod videtur absurdum ; tum quia non potest lex illa ostendi ; tum etiam quia aliàs non posset per hominem dispensari in eâ obligatione ; essetque pejoris conditionis ipse quàm omnes subditi.

4. Nihilominùs communis et constans sententia est teneri principem, seu legislatorem tam civilem quàm ecclesiasticum, ad servandas suas leges, quando materia communis, et ejusdem rationis est in ipso, et in aliis. Docet D. Thom. 1-2. q. 96, art. 5, ad 3 ; et libr. 3 Polit. lect. 9, in fin. Conrad., Cajet. et cæteri expositores dicto art. 5 ; Soto 1 de Just. quæst. 6, art. 7 ; Victor, Relect. de Potestate civil. numero 21, et de Papæ, et Concilii. n. 7 ; Anton. 2. part. titul. 17, numero 5 ; Sylvest. verb. *Lex*. quæst. 14 ; Covarr. in capite *Alma mater*, 1 p. § 1, numero 5 ; Navarr. in capite *Si quando*, de Rescrip. exceptio. 1, et in Apolog. de Reditib. Ecclesiasticis quæstione 1, numero 32, et consil. 18 de Pœnit. et remiss. ; Abulens. Matth. 23, quæstione 24 ; Dominic., Turrecrem. et alii in cap. *Justum est*, distinct. 9, et alii canonistæ in c. *Cùm omnes*, de Const. Glos. etiam, et doctores in dictâ l. *Princeps*, et Cujaci. l. 15 Observat. c. 3.

5. Probat hoc primò D. Thom. ex illo Matth. 23 : *Alligant onera, et digito suo nolunt ea movere*. Ubi Christus reprehendit prælatos qui multa jubent, et non faciunt. Et quamvis Christus specialiter loqueretur contra Pharisæos, qui per falsas interpretationes ea onera populo imponebant, tamen non solùm reprehendit eos ex deceptione, sed etiam ex inæqualitate. Unde rectè facit illud Prov. 20 : *Pondus, et pondus, mensura, et mensura, abominabile est Domino* ; et illud Mich. 6 : *Numquid justificabo stateram impii?* Secundò probatur ex utroque jure : nam in dicto c. *Cùm omnes*, de Constit. refertur et probatur illa sententia Catonis : *Patere legem, quam ipse tuleris*, et illud prætoris edictum, ff. : *Quod quisque juris in alterum statuerit, ipse eodem jure utatur*. De quo ait Ulpia. ibi in l. 1 : *Summam habere æquitatem, Quis enim* (ait) *aspernabitur, idem jus sibi dici, quod ipse aliis dixerit ?* Et inc. *Justum est*, d. 9, ex Isidor. l. 3 sentent. c. 51 : *Justum est* (dicitur) *principem legibus obtemperare suis* ; et infra dicitur, *principem teneri suis legibus*. Sic ad Va-

lentinianum scribit Ambros. epist. 32, aliàs libro 2. epist. 13, vel aliàs 3, loquens de quâdam ejus lege : *Quod cùm præscripsisti aliis, præscripsisti etiam tibi; leges enim imperator fert, quas primus ipse custodiat.* Unde in capite. *Non liceat papæ* 12 quæstione, Pontifex ipse legem fert, quæ verbis etiam expressis ipsum Pontificem comprehendat, et in l. *Digna vox*, C. de Leg, dicitur : *Digna vox majestate regnantis est legibus alligatum se principem profiteri.* Idem sumitur ex l. *Ex imperfecto*, C. de Testamentis, et ex § ult. Inst. Quibus modis testamenta infirmentur. Idemque habetur in Leg. Hispaniæ l. 16, tit. 2, p. 1. 6. Ut autem propriam rationem hujus veritatis reddamus, et simul explicemus, quàm gravis sit hæc obligatio, oportet inquirere, an hæc obligatio in principe intrinsecè oriatur à lege ab ipso latâ tanquàm ab immediatâ ratione operante ; an verò ex aliquo principio extrinseco. Nam ratio dubitandi in principio posita videtur probare non posse affirmari primum, et ideò auctores hanc obligationem deducunt ex principiis extrinsecis, ut videre licet præcipuè in Cajetano, et Soto supra. Unum est: *Quod tibi non vis alteri ne facias,* quo utitur Soto, sed non videtur rectè accommodari. Nam sensus illius principii est, ut nemo alteri inferat injuriam, quam non vult ab alio sustinere ; non autem est sensus, ut nemo alteri faciat quod sibi non facit : nam judex furem justè condemnat, et interficit, se autem ipsum non tenetur condemnare, etiamsi fur sit. Aliud principium est, *quia turpis est pars quæ discordat à toto,* sumptum ex Aug. l. 3 Confess. c. 8. habetur in cap. *Quæ contra mores,* dist. 8; legislator autem pars est reipublicæ, cùm sit caput ejus, et ideò turpiter agit, si in legum observantiâ à toto discordat. Verumtamen (ut capite præcedenti argumentabar) ex hoc principio non colligitur major obligatio, quàm sub veniali, ut declarabamus exemplo alterius civis, qui utendo dispensatione validâ, injustè tamen et sine causâ concessâ, discordat à toto, et tamen ad summum venialiter peccare, censetur : ergo similiter si princeps solùm obligatur hoc titulo, erit levis obligatio. Quod si fortassè in eo augeatur propter circumstantiam personæ, ad summum id erit ratione scandali, in quo interdùm fundari solet hæc obligatio, ut patet ex l. 16, tit. 2, p. 1, et Greg. Lop. ibi. Hæc autem obligatio est per accidens, unde cessante scandalo, non tenebitur princeps suam legem servare, saltem obligatione gravi. Consequens autem est et contra bonos mores reipublicæ, et contra doctores supra citatos : censent enim hanc obligationem non esse minorem in principe quàm in subditis. Quod de summo Pontifice notavit Covarr. in cap. *Alma mater.* p. 1, § num. 9, cum Decio in capite. *Sane* 1 de Officio deleg. et idem notat Victor relect. de Simon. numero 39.

7. Alia principia sunt illa : *Patere legem, quam ipse tuleris, et quod jus in alium quisque statuit, illud servare debet.* Verùmtamen hæc et similia axiomata aut petunt principium, aut non rectè accommodantur : nam variis modis possunt intelligi. Primò de jure, seu de lege humanâ declarativâ legis naturalis, et sic infallibile est, talem legem æquè obligare principem, et subditum, quia tunc jus naturale est, quod præcipuè obligat, et illa vis directiva legis humanæ, quatenùs est ostensiva juris naturalis, æquè operatur in principem, ac in alios, de quo videri possunt aliqua ex jurisperitis apud Tiraquel. de utroque retract. lib. 1, Gloss. 1, § 3. n. 39. Secundò potest intelligi aliquam pati legem à se latam, quando in statu subjectionis constituitur, ut contingit in eo qui fert legem, non ut caput, sed ut unum suffragium communitatis : nam postea ut persona privata pati debet legem, ut diximus, in quo sensu videntur afferri illa principia in dicto cap. *Cùm omnis.* Deinde habent locum illa principia, si contingat eum, qui magistratum gerebat, illum deponere, vel illo privari : nam postea subjectus erit legi quam ipse tulit, quia verè tunc est subjectus communitati, et consequenter legibus ejus non solùm quoad vim directivam, sed etiam quoad coactivam, et videtur illud axioma convenienter ita exponi; nam illud verbum, *Patere legem,* indicat subjectionem quoad utramque vim. Tertio verò modo potest intelligi in sensu quem tractamus de legislatore supremo in suâ dignitate permanente, et sic continet illud principium conclusionem, de quâ disputamus; non verò in eo redditur ratio quam inquirimus, nec explicatur titulus hujus obligationis.

8. Dicendum igitur censeo principem obligari ad servandam suam legem proximè ab ipsâmet lege, et ex virtute, et efficaciâ ejus. Quod ita explicatur, quia transgrediendo illam, committit peccatum ejusdem speciei cum subditis peccantibus contra illam. Ita sentit D. Thom supra, et reliqui doctores, neque enim existimo Cajet. et Sotum aliud voluisse, ut explicabo. Hoc etiam indicant jura citata, quia

dicunt, talem legem obligare ipsum principem; ergo ponunt ipsam legem positivam tanquàm proximam rationem illius obligationis. Hoc etiam confirmat discursus proximè factus, quia per principia extrinseca non potest sufficienter explicari hæc obligatio. A posteriori etiam declaratur, quia si rex statuit legem taxantem pretium rei, et ipse ut privatus dominus rem chariùs vendat, peccat contra justitiam, et tenetur ad restitutionem, ex communi sententiâ, quia hoc postulat naturalis æquitas; ergo signum est illam legem positivam habere suum effectum etiam respectu legislatoris. Similiter si absque causâ comedat carnes die prohibito, aut non jejunet in die præcepto, agit contra temperantiam; ergo obligatio ejus immediatè nascitur ex ipsâ lege positivâ. Atque hinc tandem concluditur ratio, quam indicavit Soto : nam lex positiva habet efficaciam constituendi materiam suam in tali specie virtutis, et præscribendi medium necessarium ad honestatem talis virtutis; ergo positâ lege, princeps ideò censetur peccare, non servando illam, quia non servat medium virtutis : postquàm enim illud medium constitutum est, absolutè in illo consistit virtus, et ideò ab illo recedere peccatum est; ergo proxima ratio illius obligationis etiam respectu principis nascitur ex ipsâ lege.

9. Adhuc verò manet difficultas, quia lex humana non constituit medium virtutis absolutè, et simpliciter respectu omnium, sed respectu subditorum; ipse autem princeps non est subditus. Respondent aliqui legem dupliciter considerari posse, scilicet, ut præceptum, et ut regulam rationis, et priori modo solùm referri ad subditos, posteriori autem modo etiam ipsum legislatorem obligare, quia tenetur secundùm rationem vivere, et consequenter regulam rationis servare. Sed hoc non expedit punctum difficultatis, quia regula rationis duplex esse potest, una consulens, seu ostendens aliquid ut honestum, non tamen ut omninò necessarium ad honestatem, et si de hâc regulâ sit sermo, non sufficit, quia discordare ab hâc regulâ non est peccatum : sic enim laicus, v. g., non utens regulâ rationis, quâ religiosus uti debet, non peccat, quamvis benè faceret, illâ utendo. Alia est regula rationis necessariò sequenda ad honestatem, et hæc non separatur à præcepto, quia necesse est, ut habeat vim obligandi, aliàs non inducet necessitatem. Si ergo lex non habet rationem præcepti respectu legislatoris, ad summum erit regula consulens, et ita non peccabit legislator non sequens illam : si autem est regula necessaria, non potest ab illâ excludi vis, seu ratio præcepti.

10. Dicunt ergo alii legislatorem obligari suâ lege ex voluntate totius reipublicæ, et ex virtuali pacto inter principem et rempublicam : nam eâ conditione accepit potestatem legislativam, ut ipse etiam obligaretur legibus à se latis : et ita indirectè quidem obligatur à se ipso, quatenùs obligando alios comprehendit se, directè autem censetur virtute obligari ab ipsâ communitate, à quâ habet potestatem sub eâ conditione. Hæc responsio est probabilis, sed illi obstant duo. Primum est, quia illud genus pacti ostendi non potest, neque est necessarium; nam licet respublica vellet, ut lex non obligaret legislatorem, si absque causâ id vellet, nihil efficeret. Unde etiam, si fingeremus à principio intervenisse contrarium pactum inter rempublicam et principem, nimirùm quòd ipse non esset obligandus suis legibus, nihilominùs obligaretur, quia pactum illud esset iniquum, et contra bonum commune, et ideò nullius esset valoris. Secundum est, quia illa ratio non habet locum in potestate ecclesiasticâ, quia non manat à communitate, sed à Christo, et tamen assertio etiam in ecclesiasticis legislatoribus vera est. Quòd si quis respondeat, Christum dedisse potestatem sub illâ conditione, ostendere oportet unde illa colligatur, quia ipse illam non expressit, nec possumus dicere ibi pactum intervenisse.

11. Respondeo igitur, Deum, qui est principalis auctor hujus potestatis, illam conferre sub conditione prædictâ, et non aliter, et hoc ipsum colligi ex ipsâmet ratione naturali, absque aliâ revelatione, vel pacto humano. Declaratur in hunc modum : nam omnis potestas legislativa est à Deo principaliter, vel immediatè, ut in potestate ecclesiasticâ, vel mediante republicâ, ut in civili. Unde licet homo immediatè legem ferat, in eo actu se gerit ut minister et dispensator Dei, ut ex Paulo in superioribus attulimus; ergo intentio et voluntas principis ferentis legem, debet conformari intentioni Dei dantis potestatem; imò efficacia legis ad obligandum magis pendet ex intentione Dei quàm particularis legislatoris. Deus autem non solùm ut auctor gratiæ, sed etiam ut auctor naturæ vult legislatorem humanum non habere potestatem ad ferendas leges, nisi cum universali obligatione illarum, quâ totam rempublicam ut constantem ex corpore et capite comprehendat; ergo. Probatur minor ex ipsâ

necessitate communis boni, ad quod hæc potestas ordinatur; datur enim in ædificationem, non in destructionem. Quòd autem ad hujusmodi bonum commune pertineat potestatem hanc ita esse datam principi, ut licet in voluntate ejus sit legem ferre, si tamen feratur, universalis sit, et ipsum comprehendat, declarant sufficienter testimonia Scripturæ, et rationes adductæ, et communis consensus non solùm Patrum, sed etiam philosophorum. Propter quam causam dixit optimè Arist. 3 Polit. c. 7, circa finem, legem debere in republicâ dominari. Nam (ut ibi rectè explicat D. Thomas) dùm non occurrit sufficiens ratio excipiendi aliquid à lege, etiam ipse princeps debet illi subjici, et secundùm illam legem, vel operari, vel judicare, quia aliàs inutilis redditur lex, et respublica perturbatur.

12. Ex quibus intelligitur, quomodò accipiendæ sunt rationes extrinsecæ, quæ ad ostendendam hanc veritatem afferuntur, scilicet, scandali, deformitatis morum, etc. Sunt enim optimæ ad declarandum quomodò pertineat ad commune bonum, ut potestas principis sit limitata modo supra dicto. Sicut enim in superioribus tractando de obligatione advenarum ad servandas leges territorii, dicebamus, scandalum esse extrinsecum motivum, non proximam, et intrinsecam rationem obligationis, ita in præsenti obligatio non oritur proximè ex illis rationibus extrinsecis, sed ex ipsâ lege: illæ verò rationes indicant necessitatem constituendi legem ita regularem, et inflexibilem, ut sic dicam, ut totum corpus cum capite obliget. Et hoc planè sensit Cajetan. cùm dixit, hanc obligationem principis et subditorum sequi ex principiis legis naturalis, diversis tamen. Nam in subdito sequitur ex illo principio : *Obediendum est superiori;* in principe verò ex illo : *Patere legem, quam ipse tuleris;* tamen sicut in subdito obligatio solùm radicaliter sequitur ex dicto principio; proximè verò ex lege, ita proportionaliter in principe intelligendum est.

13. Ex quo etiam constat, an hæc obligatio in principe dicenda sit naturalis, vel positiva, divina, vel humana : est enim naturalis in radice, quia sequitur ex ipsâ ratione naturali, quomodò dixit Bald. in l. 2, C. de Servit. n. 40, principem obligari ad servandam suam legem ex discursu rationis. Quod etiam habet Deci. in cap. 1 de Constitut. lect. 1, numer. 15. Proximè verò et formaliter illa obligatio est positiva, quia ex lege positivâ nascitur, ut dictum est, et eodem modo dici potest obligatio humana absolutè, licet dici possit divina ex hypothesi, id est, supposito, quòd lex feratur, et ob illam causam in eâ potest per hominem dispensari, etiam respectu principis, ut infra videbimus.

14. Quæret verò aliquis, an princeps superior teneatur etiam servare statuta, seu leges municipales provinciarum sibi subjectarum, saltem quando in illis provinciis moratur, vel in eis peregrinatur. Videri enim potest, tunc etiam esse obligandum propter uniformitatem morum, et ad vitanda scandala, etc. Nihilominùs dicendum est non teneri, quæ est communis resolutio, ut videre licet in Felin. cap. 1 de Constit. num. 30, qui refert Card. cons. 2. Idem Tiraquel. referens alios loco supra citato n. 38. Ratio est, quia talia statuta lata sunt ab inferiori potestate, et jurisdictione, et ideò non habent vim obligandi eum, qui in eodem loco habet superiorem jurisdictionem. Quâ ratione dicunt etiam communiter canonistæ, legatum Pontificis, dùm est in aliquo episcopatu, non obligari peculiaribus legibus illius episcopatûs. Imò addit Tiraquel. supra cum aliis, licet tale statutum particulare approbatum sit ab ipsomet principe, nihilominùs non obligare illum. Et ratio reddi potest, quia non approbat illud pro totâ suâ republicâ, sed tantùm pro determinato loco, et ideò nulla ratio cogit caput totius reipublicæ, ut illi subdatur. Hoc verò ego libenter limitarem, nisi talis locus esset quasi propria habitatio ipsius principis, ut est Roma, verbi gratiâ, respectu Pontificis, vel propria curia respectu regis : nam quæ ibi generaliter servanda statuuntur per supremam auctoritatem ipsiusmet principis, eum etiam obligare videntur, quia speciali ratione se habet tanquàm civis, et membrum illius loci.

15. Circa secundum punctum de vi coactivâ legis communis, resolutio est legem non obligare principem quoad vim coactivam. Ita docet D. Thomas, dictâ solutione ad 3, et ita exponit legem *Princeps,* supra citatam, et alias, quæ dicunt principem non ligari legibus, scilicet, quoad vim coactivam, quam sententiam, et interpretationem alii sequuntur. Ratio verò est, quia coactio ex intrinsecâ ratione suâ postulat ut ab extrinseco proveniat, ut constat ex philosophiâ; ergo princeps non potest cogere seipsum per suam legem. Nec etiam cogi potest à subditis, quia nullus inferior potest violentas manus injicere in superiorem, nec etiam

potest cogi ab æquali, quia non habet in illo jurisdictionem, nec denique à superiore, quia agimus de principe, qui superiorem non habet; ergo. Confirmatur hæc ratio, quia vis coactiva pertinet ad pœnæ impositionem et inflictionem : pœna autem per se, et ex ratione suâ fertur in invitum, et ideò ferri non potest, nisi ab habente superiorem potestatem in alium tanquàm sibi subditum; ergo non potest imponi à legislatore respectu suî ipsius, sed tantùm respectu subditorum.

16. Ut autem hæc sententia, quæ vera est, et ratio ejus ampliùs explicetur, objicitur, quia illâ ratione ad summum colligitur, non habere legislatorem, qui in ipso pœnam exequatur, non verò non esse obnoxium pœnæ, quantùm est ex vi legis; hæc autem duo valdè diversa sunt, ut per se constat; nam unum pertinet ad jus, alterum ad factum; ut autem lex verè obliget quoad vim coactivam, satis est, quòd quantùm est ex se reddat transgressorem obnoxium suæ pœnæ, etiamsi contingat, tunc non posse executioni mandari. Ut interdùm supremus prælatus in aliquo ordine, verbi gratiâ, generalis alicujus religionis, licet transgrediatur leges, tunc non punitur, quia non habet superiorem, postea verò finito officio solet puniri, quia tunc jam habet superiorem; ergo signum est, antea fuisse de se subjectum legi, etiam quoad vim coactivam.

17. Respondetur negando primum assumptum. Nam legislator ita est exemptus à vi coactivâ suæ legis, ut non teneatur sustinere pœnam in illâ statutam, quia licet simpliciter sit reus pœnæ, saltem apud Deum (quia hic reatus necessariò sequitur ex culpâ), tamen illud erit respectu pœnæ statutæ à Deo, non verò de pœnâ positâ ab ipsomet legislatore. Quod patet, quia ipse non intendit seipsum ad pœnam obligare, neque etiam obligatur à republicâ per modum alicujus contractûs, seu in virtute ejus, tum propter supra dicta, tum maximè quia quoad hanc partem nullum est indicium talis conventionis, nec per aliquem usum, nec per judicium sapientûm. Denique neque à Deo ipso, neque à lege naturæ obligatur, ut probat idem commune judicium sapientûm. Et ratio etiam differentiæ est optima, quia vis directiva ordinatur ad bonos mores, et ideò comprehendit etiam ipsum legislatorem; pœna verò solùm per accidens intenta, aut necessaria est, et cùm aliàs ex se postulet violentiam, non fuit conveniens illi subdi legislatorem; esset etiam superflua illa obligatio, cùm moraliter non posset ad executionem perduci. Declaratur denique quia vel legislator habet in terris superiorem, qui possit illum punire pro delictis suis, vel non habet; si non habet, nulli hominum tenetur parere in executione talis pœnæ circa seipsum; ergo neque est obnoxius ex vi suæ legis tali pœnæ, quia nihil aliud est esse obnoxium, quàm teneri ad parendum in sustinendâ tali pœnâ, si infligatur ab homine habente potestatem. Nam si infligatur à Deo, jam oritur obligatio ex altiori principio. Si verò legislator habet superiorem, ut est, verbi gratiâ, episcopus, poterit puniri à pontifice, etiam propter indebitam transgressionem suæ propriæ legis; tamen non erit necessarium, illi imponere pœnam in suâ lege statutam, sed hoc arbitrarium erit pontifici, quia non tenetur judicare secundùm legem inferioris; ergo signum est, pœnam illam ex vi legis non comprehendere ipsum legislatorem, sicut in simili dicebamus in capite præcedenti de clericis respectu pœnarum civilium legum.

18. Sed instabit aliquis; nam licet hoc verum sit de pœnâ per judicem imponendâ, non tamen de illâ, quæ ipso jure per legem imponitur; ergo saltem illa lex habebit effectum virtutis coactivæ etiam in ipso legislatore. Antecedens patet, quia illa pœna non requirit alterius hominis executionem, sed ipsiusmet rei; ergo etiam ex hâc parte ab ipso legislatore poterit executioni mandari, ut si pœna sit, v. g., pecuniaria, vel de aliquo actu virtutis, eleemosynæ, jejunii, etc. Aliunde verò, quatenùs talis lex obligat in conscientiâ ad talem pœnam absque aliâ condemnatione, videtur ex vi directivâ virtutis obligare ad pœnam illam; quia obligatio in conscientiâ pertinet ad virtutem directivam. Unde videtur esse eadem ratio de obligatione in conscientiâ ad hanc pœnam, et ad primam observantiam legis. Propter quod dixerunt aliqui, non repugnare simpliciter, legislatorem subdi legi quoad vim coactivam, sed tantùm quando ex parte pœnæ est aliqua repugnantia, vel indecentia, ut esset planè in pœnis corporalibus; tum quia esset indecens principem, aut legislatorem pœnâ corporali affici; tum etiam quia in his pœnis nemo potest obligari ad exequendam pœnam in seipsum, ut infra dicetur, et ab alio cogi non potest princeps, ut probatum est. Idem etiam certum est de aliquibus spiritualibus pœnis; omnes enim fatentur non posse legislatorem incurrere censuram à se impositam, ut est communis sen-

tentia, de quâ in propriâ materiâ. Ratio autem non videtur sufficienter sumi ex indecentiâ; quia censuræ in episcopis non sunt indecentes; sæpè enim contrahunt illas, et in pontifice ipso voluntaria quædam suspensio, et separatio à divinis in vindictam sui criminis publici non esset magna indecentia; meliùs ergo dici potest, in his pœnis esse specialem rationem, quia essentialiter requirunt contumaciam, et inobedientiam respectu prælati ecclesiastici, et ideò non possunt contrahi ab eo, qui illas imponit, quia non potest sibi ipsi esse inobediens. At verò in pœnis pecuniariis, vel quæ consistunt in operibus pietatis et virtutis, non est indecentia, nec repugnantia, et ideò quantùm ad has non videtur impossibile, legem obligare principem.

19. Sed nihilominùs de quâcumque pœnâ et de quocumque modo imponendi illam, vera est dicta resolutio, et communis. Ratio verò generalis est, quia omnis pœna, quomodocumque imponatur, pertinet ad vim coactivam, ut superiori capite explicatum est, et coactio ex suo genere et ratione petit distinctionem inter agens inferens coactionem, et qui illam patitur, et secundùm hanc generalem rationem indicandum est de virtute legis circa legislatorem etiamsi in particulari in executione alicujus pœnæ illa ratio cessare videatur. Deinde addi potest alia ratio, quia in lege ferente pœnam ipso facto, distinguenda est ratio legis, et ratio sententiæ, quam virtute includit. Nam ad actum directè præceptum, vel prohibitum obligat, ut lex, et ita comprehendit legislatorem; ad pœnam verò cogit ut sententia, quæ formaliter à judice ferri debet, et ideò non comprehendit nisi eum, qui possit esse judex in tali causâ, ut indicavit Glossa in cap. *Licet canon.* verb. *Executione*, de Elect. in 6. Nullus autem esse potest judex in suâ causâ, cap. *Inter querelas*, cum Gloss. ibi 23, q. 4, nec ligatur aliquis nisi à proprio judice, c. *At si Clerici*, de Judiciis, et ideò legislator ad talem pœnam non ligatur. Accedit tandem congruentia supra tacta, quia pœna non est per se intenta, neque per se necessaria ad honestatem morum, et ideò obligatio ad illam, etiamsi in conscientiâ oriatur respectu aliorum, non est tam universalis, sicut obligatio ad materiam per se intentam in lege.

20. Tertiò instari potest, quia vis directiva, sive coactiva est valdè infirma, et inefficax, propter quod nonnulli censent, non posse separari, quia est contra naturam legis; alii verò censent, quando separantur adeò esse infirmam puram virtutem directivam, ut non sufficiat ad obligationem sub mortali. Unde Cajet. tom. 2 Opusc. tract. 23, q. 2, quem sequitur Sotus lib. 10 de Justitiâ, q. 5, art. ult., in fine, dicunt religiosum factum episcopum non peccare mortaliter transgrediendo præcepta religionis distincta à tribus votis, licet talia sint, ut ante episcopatum obligent sub mortali, et rationem reddunt, quia episcopus jam non obligatur illis præceptis quoad vim coactivam, sed tantùm quoad directivam; ergo idem dicendum esset in præsenti, quod esset valdè absurdum.

21. Respondeo vim directivam legis esse separabilem à vi coactivâ legis, respectu aliquarum personarum, ut capite præcedenti dictum est de legibus civilibus respectu clericorum, et de statu innocentiæ universaliter, et probabiliter aliqui sentiunt, quòd licet in eo (si durâsset) futura fuissent præcepta humana obligantia, non tamen cogentia per pœnas, sicut nunc etiam sæpè lex præcipit, et verè obligat, licet nullam imponat pœnam. Denique illi actus sunt, ut sic dicam, realiter distincti, et non habent inter se essentialem connexionem; potest ergo unus sine alio fieri. Ad efficaciam igitur legis humanæ satis est, ut regulariter utramque vim exerceat, ubi specialis ratio exceptionis non intervenit; hæc autem ratio in præsenti manifesta est, quia cùm legislator, vel simpliciter, vel ut exercet illud munus, non sit subjectus sibi, non potest convenienter subdi legi suæ quoad vim coactivam; satis ergo est, quòd apud Deum possit, et debeat timere pœnam. Nihilominùs addendum est, vim directivam separatam etiam à coactivâ posse inducere gravem obligationem, ut ex dictis in capite præcedenti constat. Et ratio est, quia obligatio proveniens ex vi directivâ legis non ideò gravis est, quia habet conjunctam coactionem; nam hæc posterior est; et potiùs coactio gravis supponit obligationem gravem, quia ex materiâ, et ex fine legis præcipuè nascitur; ergo, si lex quoad vim coactivam ex parte materiæ et finis habet sufficiens fundamentum gravis obligationis, illam inducet, etiamsi separetur à coactione. Exemplum autem illud de religioso episcopo quoad veritatem rei incertum est; apud illos autem auctores, qui ita sentiunt, ibi vis directiva non propriè sumitur pro legis obligatione, sed solùm pro quâdam decentiâ, et honestate morali. Sed de illo puncto alibi latiùs.

22. Ultima objectio fieri potest, quia princeps obligatur civiliter; ergo potest etiam ci-

viliter cogi, nam hæc est efficacia obligationis civilis; ergo etiam poterit ad pœnam cogi. Antecedens patet ex priori assertione; nam princeps obligatur suis legibus civilibus; obligatio autem civilis est, quæ provenit ex lege civili, § 1, Instit. de Exceptionib. Circa hanc difficultatem jurisperiti inter se contendunt, an princeps obligetur civiliter ratione suæ legis. Decius enim in dict. cap. *Sanè*, et alii propter argumentum factum id negant, atque ita facilè expediunt objectionem. Felin. autem ibi num. 3, et in cap. *Ecclesia*, de Constit. cum Baldo, et aliis affirmat; qui consequenter negavit ad civilem obligationem sequi necessariò coactionem; nam ipsamet civilis obligatio potest esse tantùm directiva. Et hæc sententia mihi placet simpliciter, quamvis possit esse æquivocatio in verbis. Ad quam tollendam adverto, quòd obligatio in conscientiâ vocari potest interdùm civilis, quia non oritur ex solâ lege naturali, sed ex lege civili adjunctâ, ut verbi gratiâ: Si ex contractu cum minori facto non acquiritur dominium ratione legis civilis, tenetur quis in conscientiâ rem restituere; illa verò obligatio non est ex solâ naturâ rei, sed ex civili lege, et ideò civilis dici potest; idem videre licet in præscriptionibus, et similibus. Alio modo dici potest obligatio civilis, ex quâ oritur actio in civili judicio, ut debitor cogatur solvere obligationem, quomodò sæpè dicunt juristæ, ex aliquibus stipulationibus, vel aliis contractibus, oriri obligationem naturalem, et non civilem.

23. Priori ergo modo sine dubio princeps obligatur civiliter, quia tenetur in conscientiâ stare contractui habenti vires, et valorem ex adminiculo juris civilis, unde non potest ab alio auferre rem legitimè præscriptam contra ipsummet juxta jus civile, etiamsi antea fuisset ipsiusmet principis. Et ratio est, quia totum hoc nascitur ex vi directivâ legis, quæ in ipsum principem cadit, ut dictum est. At verò loquendo posteriori modo, subdistinguendum mihi videtur; nam si actio in judicio tendat ad cogendum verè debitorem; sic dari non potest, adversùs principem, et sic dici potest non obligari civiliter. Si verò tendat solùm, ut per judicis sententiam declaretur jus creditionis adversùs principem ut juridicè constet, ipsum teneri ad servandum illud, nec possit sine injustitiâ illud negare, sic dari etiam potest actio contra principem, ita ut in conscientiâ teneatur illam permittere, seu admittere. Atque in hoc etiam sensu civiliter obligatur sine coactione, per quod objectioni satisfactum est.

24. Superest expediendum tertium punctum de alio effectu legis, qui est irritare contractus, seu actiones. Et ratio dubii esse potest, quia hic effectus videtur pœnalis, et ita sæpè inter pœnas computatur à juris interpretibus; ergo sicut pœna non comprehendit principem, ita neque hic effectus. Confirmatur ex l. *Ex imperfecto*, C. de Testam., ubi dicitur, imperatorem jure imperii esse exemptum à solemnitatibus juris, id est (ut exponit Gloss.), quia licet in actibus suis non observet solemnia juris, nemo sit, qui ea possit infirmare. Aliunde autem videtur oppositum colligi ex eâdem l. *Ex imperfecto*, ubi etiam de imperatore dicitur, non consequi hæreditatem ex imperfecto testamento, quia scilicet, jure civili irritum est; ergo ille effectus fit à lege, etiam respectu principis. Idem sumi potest ex cap. *In causis*, de Sent. et re judic. quatenùs pontifex dicit, etiam in suis judiciis servandam esse judiciorum formam à canonibus statutam. Ratio denique est, quia hic effectus magis pertinet ad vim directivam, et est per se intentus in lege, et maximè refert ad bonum commune, ut princeps etiam in illo concordet cum toto corpore, ut, verbi gratiâ, quòd sacerdos sit inhabilis ad matrimonium, effectus est legis ecclesiasticæ irritantis; maximè autem expedit, ut illum habeat, etiam circa personam summi pontificis.

25. Breviter distinctione utendum censeo. Nam hic effectus aliquando est purè et propriè pœnalis, quia solùm in pœnam fit, ut quòd simoniacus per suum contractum nihil operatur, vel quando beneficiatus non facit fructus suos, quia non recitavit horas; aliquando verò, et sæpiùs hic effectus est per se intentus propter honestatem morum reipublicæ, ut solemnitas testamenti requiritur ad valorem ejus, ut securiùs servetur justitia. Priores ergo leges non comprehendunt principem propter primam rationem factam. Posteriores autem leges, per se loquendo, et nisi expressè derogentur, vel dispensentur, principem comprehendunt. Et hoc probant posteriora motiva. Nihilominùs tamen quando princeps ipse facit scienter actum sine solemnitatibus juris, censetur secum dispensare, et actum facere validum, juxta dictam legem *Ex imperfecto*, quod secùs est de actu seu testamento ab alio facto, etiam respectu imperatoris, quia tunc non est ulla ratio dispensationis, et ideò actus est invalidus. Et ita conciliat illas duas partes Glossa ibi, et consonat optimè § ult. Instituta quibus modis testamenta infirmentur. Quid autem necessarium

sit, ut derogatio, vel dispensatio quoad hunc effectum sit valida respectu principis infra dicemus; nam idem in hoc censendum est, quod de dispensatione in obligatione legis quoad eumdem principem, de quâ dispensatione in octavo libro dicturi sumus.

26. Ad rationem ergo dubitandi in principio positam ex dictis patet solutio; jam enim declaratum est, posse legislatorem suâ lege obligari, quia fert legem ut minister Dei, cujus auctoritas in illâ obligatione intervenit. Et quamvis non possit princeps obligari lege suâ tanquàm præcepto directè sibi imposito, potest nihilominùs pro totâ communitate, cujus ipse est pars, quia per tale præceptum constituitur certa regula virtutis, quam ipse ex vi rationis naturalis sequi tenetur, quia ita præscriptum est ab auctore talis potestatis, ut declaratum est. Unde alii dicunt, quòd licet idem non possit sibi ipsi imperare, tamen idem ut minister Dei potest se ut hominem obligare lege à se latâ, quia operatur aliquo modo divinam, id est, à Deo acceptam, quæ potest habere hanc efficaciam in ipsum habentem; quatenùs innititur divinæ potestati, à quâ manat, quod in idem redit; nam eodem modo, et ex eisdem principiis explicandum est.

27. Ad legem, *Princeps*, quidam moderni respondent, ibi non dici, principem esse solutum omnibus legibus, sed indefinitè legibus, intelligendum esse juxta Rubricam legis, quæ sic habet: *Idem Ulpianus in lib.* 14, *ad legem Juliam et Papiam.* Cùm ergo ibi dicitur princeps solutus legibus, intelligendum solùm est de lege Juliâ et Papiâ, quæ dicitur fuisse de caducis legatis, à quâ solutus erat princeps, idque non jure suo, sed beneficio senatûs. Hanc ego interpretationem non improbo quoad omnia, quæ assumit, quia non mihi constat, esse falsa omnia; ipsam verò in se non probo, tum quia nova est, et contra communem interpretationem, tum quia est parùm consentanea et verbis illius legis, et aliis legibus. Probatur primò, quia illa indefinita in rigore doctrinali æquivalet universali, et conjuncta cum verb. *solutus est,* habet majorem vim, quia verbum illud *solutus est,* includit negationem, scilicet, non est subjectus legibus; et in virtute est ille terminus distributus, tum etiam quia licet illa lex fuerit sumpta ex libro Ulpiani ad legem Juliam et Papiam, non ideò sequitur, in illâ sententiâ et verbis illius legis locutum fuisse de illâ solâ lege; potuit enim illud principium generale afferri occasione alterius legis, de quâ tractabat. Quod declaratur accommodatissimo exemplo sumpto ex § ult. Instit. *Quibus modis testamentum infirmetur,* ubi cùm dictum fuisset imperatorem non admissurum aliquid sibi relictum per testamentum non legitimum, etc. subditur: *Secundùm hoc divi Severus et Antoninus sæpissimè scripserunt; licet enim* (inquit) *legibus soluti simus, attamen legibus vivimus;* ubi non possunt illa verba limitari ad sola testamenta imperfecta, vel similia legata, quorum occasione ibi afferuntur, cùm referantur tanquàm sæpissimè in rescriptis imperatorum repetita: ita ergo potuit contingere in Ulpiani libro. Item inde colligo, sententiam illam tanquàm universalem, et non limitatam ad certam quamdam legem receptam fuisse, quandoquidem ab imperatoribus sæpissimè repetebantur quâcumq. oblatâ occasione. Deinde colligo, imperatorem intellexisse, se esse solutum legibus, non privilegio, aut beneficio senatûs, sed suo jure, et ex vi supremæ potestatis suæ, aut subinde sententiam illam Ulpiani intelligendam esse de supremo principe qui ex se et sine privilegio solutus legibus esse dicitur, quod in alterâ parte ejusdem legis significatur, dùm dicitur: *Augustam, licet legibus soluta non sit,* utique ex vi suæ dignitatis, *nihilominùs beneficio principis esse solutam.* Denique hoc maximè confirmant verba legis, *Ex imperfecto*, C. de Testamentis, *licet lex imperii* (id est dignitas, et suprema potestas) *solemnibus juris imperatorem solvit, nihil tamen proprium imperatori est, quàm legibus vivere.*

28. Vera ergo est communis interpretatio, quæ leges has intelligit de exemptione principis à vi legum coactivâ, quia simpliciter est inferior, et potest per principem cogi, et puniri, tamen gaudet illo privilegio, beneficio principis propter singularem dignitatem, et conjunctionem cum principe. Cùm autem in proximè citatis juribus imperatores addunt: *Attamen legibus vivimus,* recognoscunt directivam obligationem legum, et ideò eas se servare profitentur. Unde in l. *Ex imperfecto,* ff. de Leg. 3, sic dicitur: *Ex imperfecto testamento legata, vel fidei commissa imperatorem vindicare verecundum est, decet enim tantæ majestati ejus servare leges, quibus ipse solutus esse videtur.* Et ita intellexerunt illam legem non solùm D. Thom. et theologi, sed etiam jurisperiti in principio allegati. Supererat hoc loco dicendum de mutatione legis civilis. Sed hoc commodiùs tractabitur infra, libro 8, generaliter de omni lege humanâ.

Liber quartus.

DE LEGE POSITIVA CANONICA.

Diximus de lege civili in particulari, et quatenùs inter Christianos vim suam habere potest; reliquum est, ut de canonicâ lege disseramus. De quâ supponimus omnia, quæ illi cum civili lege communia esse possunt, et in libro 3 tractata sunt, ad quem illa remittemus, quandocumque occurrerint, solùmque explicabimus ea, quæ legi canonicæ sunt propria, et in quibus à civili distinguitur. Quoniam verò tota ratio hujus legis, ejusque cognitio maximè pendet ex potestate, à quâ procedit, ideò priùs de ipsâ potestate dicemus; tum absolutè, tum comparando illam ad potestatem civilem; postea verò de actu, seu lege ipsâ, et conditionibus illi propriis disseremus.

CAPUT I.

An sit in Ecclesiâ spiritualis potestas ad canonicas leges ferendas.

1. Vetus fuit error negans esse in Ecclesiæ pastoribus hanc potestatem; potestque tribui Ario quatenùs dixit, jejunia Ecclesiæ non esse servanda, ne sub lege esse videamur, ut sumitur ex Epiphan. Hæres. 75, August. in 55. Solet etiam tribui Marsil. Paduan. ut indicat Albert. Pighi. libro 5 de ecclesiast. Hierar. Verùmtamen neque Alvarus Pelag. libro 1 de Planctu Eccles. cap. 68, neque Castro, neque Prateol. referendo Marsilii errores, hujus meminerunt. Ille enim abstulit quidem fundamentum hujus potestatis, negando potestatem papæ, et vicarii Christi in terris; negavit etiam, habere episcopos majorem potestatem, quàm habeant presbyteri; inde tamen non necessariò sequitur, quòd negaverit, esse in clero potestatem ad leges ferendas. Refert tamen Anton. p. 4. Theol. tit. 11, cap. 7, § 5, extravagantem Joan 22, quæ incipit : *Dudùm ad audientiam,* quæ in corpore juris non habetur, in quâ Petrus de Corbariâ, et alii damnantur propter dictos errores, quibus addebant, omnem jurisdictionem, quam quidem prælati habent majorem, quàm alii, esse ab imperatore, et nullam habere à Christo, quod est negare ecclesiasticam potestatem ad leges ferendas. Fuit autem Marsilius Paduan. eodem tempore, et fautor illius Petri, qui fuit Antipapa, et ita sine dubio ille fuit principalis auctor illius erroris. Eumdem secuti sunt Waldenses, aliàs dicti pauperes de Lugduno, quorum meminit Anton. p. 4, tit. 11, cap. 7, § 2; licet hunc errorem non referat; eum tamen refert Prateol. Verb. *Pauperes de Lugduno,* num. 8 et 22, ex Æneâ Sylvi. de Origin. Bohemor. c. 33. Idem secuti sunt Wiclef. et Joan. Hus, ut constat ex concilio Constan. sess. 8 et 15, ubi istorum errores referuntur. Idem postea Luther. quem secuti sunt Melanchthon, Calv. Joan. Westphalus, et alii de quibus apud Prateol. et Bellarmin. lib. 4 de sum. Pontifi. cap. 13.

2. Fundamenta hujus erroris partim sumuntur ex his testimoniis Scripturæ, quæ libro 3, cap. 1, adduximus ad suadendum, homines præsertim christianos non debere subjici hominibus : nam illa possunt etiam ad prælatos ecclesiasticos applicari, cùm ipsi homines sint; sed ad illa eisdem locis satis responsum est. Præterea hîc maximè accumulant hæretici illa testimonia, quæ sunt de libertate christianâ, ex quibus, quæ ad justorum exemptionem à lege pertinent, in primo libro, cap. 16, tractata sunt; alia verò, quæ pertinent ad libertatem legis gratiæ, inferiùs de illâ tractando expendentur. Illis ergo omissis, possumus in favorem hujus erroris argumentari primò, quia in lege veteri non erat licitum addere humana præcepta divinis, quia Dominus fuerat illius populi proprius legislator, ut dicitur Isaiæ 33; ergo neq. in novâ lege licet. Consequentia supponitur, quia major est dignitas et libertas præsentis statûs quàm veteris. Antecedens autem probatur, quia Deut. 4 et 12, æquè prohibet Deus aliquid addere legi, sicut et minuere. Unde

Isai. 29, conqueritur Deus de Judæis, quòd colerent ipsum secundùm mandata hominum. Et 4 Reg. 21, reprehendit Manassem, quòd novas aras in templo Dei sine ejus mandato addidisset. Et similiter 4 Reg. 16, reprehenditur Achaz quia altare in templo addidit. Secundò Christus abstulit à suâ Ecclesiâ jugum legis veteris; nam saltem de hâc libertate legis gratiæ non est inter Catholicos et novos hæreticos controversia; ergo multò magis abstulit jugum legum ecclesiasticarum; non ergo dedit potestatem ad illas condendas. Probatur prima consequentia, quia onus tot legum canonicarum non minùs repugnat libertati christianæ, nec minùs onerosum reddit jugum Christi, quod ipse suave esse dixit, quàm id faceret onus veteris legis. Unde August. Epist. 119, dicit voluisse Christum religionem, *quàm paucissimis sacramentis esse liberam,* et subdit, *hanc libertatem premi humanis observantiis,* et cætera, quæ ibi videri possunt. Tertiò possumus argumentari, quia vel hæc potestas dirigit homines ad naturalem finem, vel ab supernaturalem; ad primum necessaria non est; sufficit enim potestas politica; ad secundum autem impossibilis est, excedit enim humanam capacitatem, quia nemo potest efficaciter movere hominem ad finem supernaturalem, nisi solus Deus; ergo nec leges condere, quæ ad illum finem perducant; nam ejusdem est ferre leges ordinatas ad aliquem finem, cujus est efficaciter movere in eumdem finem.

3. Dicendum verò est primò, esse in Ecclesiâ peculiarem potestatem ad regendam et gubernandam illam. Hæc assertio est de fide, quæ probatur præcipuè ex verbis Christi dictis Petro Matth. 16: *Tibi do claves, et quodcumque ligaveris, etc.,* et Joan. 21: *Pasce oves meas,* quæ verba inferiùs latiùs expendemus. Deinde probatur ex verbis, quæ generatim dixit Apostolis Lucæ 10: *Qui vos audit, me audit, et qui vos spernit, me spernit.* Quæ verba non solùm quantùm ad doctrinam, sed etiam quantùm ad præcepta intelligenda esse præter expositores ibi, declaravit optimè Cyprianus Epist. 69, et Basil. in Constit. Monast. cap. 22 et 23, et sumitur ex aliis verbis ejusdem Christi Joan. 20: *Sicut misit me vivens Pater, et ego mitto vos;* missus est autem Christus non solùm ut doctor, sed etiam ut legislator, et gubernator, juxta illud Psal. 2: *Dabo tibi gentes hæreditatem tuam; reges eos in virgâ ferreâ.* Et latiùs in lib. 10 videbimus; ergo etiam misit suos Apostolos cum sufficienti participatione illius potestatis. Regnum enim, et regimen Christi in Ecclesiâ militante non erat finiendum cum vitâ mortali ejus, aut cum præsentiâ visibili, et corporali in terris, sed perpetuò erat duraturum, juxta illud: *Dabit illi Dominus sedem David Patris ejus, et regnabit in æternum,* Luc. 1; ergo necessarium fuit, ut relinqueret in terris potestatem vicem ejus tenentem, per quam hoc regimen spirituale perpetuò duraret.

4. Secundò principaliter hoc probatur ex usu hujus potestatis. Nam primus actus hujus potestatis, qui in Scripturâ legitur, videtur fuisse decretum Apostolicum Actor. 15: *Visum est Spiritui sancto, et nobis, nihil ultra imponere vobis oneris, quàm hæc necessaria, ut abstineatis.* Ubi duo continentur humana præcepta canonica, unum imponens illud onus, ut necessarium, quæ duo verba clarè indicant prohibitionem sub præcepto. Aliud verò fuit vel declarativum, vel constitutivum, ut ex tunc nihil aliud cæremoniale legis Moysi observaretur ut necessarium onus. Et in fine capitis dicitur de Paulo: *Perambulabat præcipiens custodire præcepta Apostolorum, et seniorum.* Fuerunt ergo illa vera præcepta humana, de quibus plura dicemus infra, tractando de cessatione legalium. Unde constabit, illud priùs non obligâsse tunc ex vi legis veteris; constat autem non obligâsse ex propriâ prohibitione Christi; fuit ergo pro illo tempore mandatum Apostolicum. Deinde Paulus in suis epistolis sæpè commemorat potestatem, quam ait, *sibi dedisse Dominum in ædificationem, non in destructionem,* 2 ad Corinth. 13, et 1 ad Corinth. 4, interrogat: *Vultis ut in virgâ veniam ad vos? Virga* autem significat potestatem gubernativam, quæ quatenùs directiva est, dicitur *virga directionis,* Psal. 44, quatenùs verò est coactiva, dicitur *virga ferrea,* Psal. 2, ex August. exponente utrumque locum. Nam in priori ait: *Directionis virga est, quæ dirigit homines;* et infra: *Accede ad istam virgam, sit tibi Rex Christus; regat te ipsâ virgâ, ne frangat te. Virga enim illa est inflexibilis.* Et in posteriori loco exposuerat, *virgam ferream esse inflexibilem justitiam.* Unde in priori addit: *Alios regit, alios conterit, regit spirituales, conterit carnales.* Talis ergo erat virga Pauli à Christo participata; unde statim cap. 5, virgâ illâ ut ferreâ utens, ait: *Jam judicavi ut præsens eum, qui sic operatus est, tradere hujusmodi satanæ,* ut expendit Augustin. libro 3 contra Epistolam Parm. cap. 1; de virgâ autem directionis ait idem Paulus loquens de episcopis Actorum 20: *Quos Spiritus sanctus posuit regere Ecclesiam Dei;* et ad subditos fide-

les ait Heb. 13 : *Obedite præpositis vestris, et subjacete illis.* Denique 1 ad Timot. 5, sic ait : *Adversùs presbyterum accusationem noli recipere, nisi sub duobus, aut tribus testibus.* In quibus verbis supponit esse in Ecclesiâ judicium proprium, et tribunal, ex quo etiam potestas legislativa colligi facilè potest. Verba etiam illa, quatenùs constituunt talem formam servandam in judicio presbyteri, legem à Paulo latam continent. Item quod in eâdem Epistol. cap. 3, dicit : *Oportet episcopum esse unius uxoris virum,* legem Apostolicam continet de irregularitate bigamiæ, ut est constans apud omnes.

5. Tertiò constat hæc veritas ex Ecclesiæ traditione, et consuetudine, quam ex conciliis et pontificibus statim ostendam. Ex patribus videri potest Clemens Rom. Epist. 1 ad Jacobum fratrem Domini ad finem, B. Ignatius Epistol. 6 ad Magnesian. circa initium, et in Epistol. ad Trallian. Hieronymus Epist. ad Rusticum Monachum; Origenes hom. 20 in Lucam; Cyprian. lib. 1, Epistol. 3, et lib. 5, Epistol. 1, aliàs Epistol. 55 et 58; Epiphan. Hæres. 21; Leo serm. 2 de Jejun. Chrysost. Hom. 83 in Matth. et Epist. 1 ad Innocent. et Homil. 70 ad Populum, Augustin. serm. 42 et 46 de Verbis Domini, et Epistol. 76 ad Casulanum; Bernard. lib. de Præcepto et dispensat. Ratio denique manifesta est, quia Ecclesia est una tanquàm unum corpus Christi mysticum, ut ex Scripturis, et ex Symbolo suppono; ergo cùm à Deo sit constituta, perfectè et ordinatè instituta est, juxta illud ad Rom. 13 : *Quæ à Deo sunt ordinata sunt;* non esset autem rectè instituta, nisi haberet potestatem proportionatam, quâ regeretur et gubernaretur, ut à fortiori constat ex dictis supra in simili de politicâ communitate : esset enim corpus sine capite, et multitudo sine ordine, quæ non potest non esse confusa. Et ita ad hoc propositum dixit Leo papa Epist. 85, aliàs 87 : *In domo Dei nihil inordinatum esse debet,* referturque in cap. *Miramur,* dist. 61; ergo est in Ecclesiâ spiritualis principatus, ad quem pertineat Ecclesiæ gubernatio in spiritualibus. Ergo est etiam in eo principatu potestas præcipiendi. Probatur hæc ultima consequentia, quia impossibile est intelligere principatum, et potestatem gubernandi sine potestate præcipiendi, quia futilis esset gubernatio, nisi esset necessitas obediendi. Quia verò lex aliquid addit supra præceptum, ut de propriâ lege id ostendamus, secundam assertionem addemus.

6. Dico ergo secundò : Potestas hæc verè, ac propriè legislativa est. Hæc assertio est æquè certa, ac præcedens; nam ex eisdem principiis constat, et sequitur ex illâ manifestè, quia potestas legislativa nihil aliud requirit, quàm potestatem directivam et coactivam ordinariam, ac de se perpetuam supra communitatem aliquam perfectam ; hæc autem omnia in dictâ potestate inveniuntur, ut facilè constabit applicando quæ adduximus. Item gubernatio perfecta talis communitatis debet fieri per leges, ut supra ostensum est ; sed hæc est potestas gubernativa perfecta ; ergo. Item potestas, quæ potest talia præcepta ponere, ut durent, etiamsi persona præcipiens moriatur, est legislativa, ut constat ex dictis in libro 1 ; sed talis est potestas gubernativa Ecclesiæ ; ergo. Minor probatur, tum quia est nobilior, quàm potestas civilis, et civilis hoc habet, ut dictum est ; tum etiam quia illa potestas talis est, ut non moriatur ; etiamsi moriatur persona, quæ illam habet ; præceptum autem si feratur juxta efficaciam potestatis, imitatur illam in duratione ; tum denique quia Christus, cujus vicem gerunt, qui hanc potestatem administrant, semper vivit, et ideò potestas non deficit, licet vicarius Christi moriatur, et simili ratione leges ejus semper permanent, donec revocentur. Tandem hæc assertio evidenter confirmatur ex usu, sicut præcedens. Nam Apostoli per potestatem illam, quam habebant ad gubernandam Ecclesiam, leges tulerunt Actor. 15, ut satis declaratum est. Quæ ex parte confirmatæ sunt, et censuris munitæ in canon. 62 Apost. ut benè expendit ibi Turrec. lib. 1 pro Canon. Apostol. cap. 5, et lib. 6, in Const. Apost. Clem. cap. 13, ubi auctoritate Patrum hoc confirmat, quibus additur concil. Aurelianense 2, cap. 20; Chrysost. Hom. 33 in Acta ; Leo papa Epist. 79, cap. 5 ; August. Epist. 15. Aliud exemplum est de præcepto, quòd bigamus non ordinetur, quod latum creditur à Paulo 1 ad Timot. 3, et ad Titum 1, et tradit Innoc. I, Epist. 4, cap. 2. Ut autem in materiâ de irregularitate latiùs diximus, præceptum illud divinum non est, sed humanum ; unde et dispensationem admittit. Denique Paul. 1 ad Corint. 7, distinguit, quædam esse præcepta à Domino, quædam verò ab ipso Paulo. Atque similia exempla multa habemus ex canonibus Apostolorum, et in omnibus conciliis habentur, quæ nunc referre supervacaneum est.

7. Dico tertiò : Hæc potestas spiritualis et supernaturalis est ; quæ veritas est certa de fide, dummodò termini rectè intelligantur. Est enim

advertendum potestatem hanc non esse characterem aliquem, vel qualitatem, aut physicam entitatem inditam hominibus. Non enim datur hæc potestas per consecrationem aliquam ejus personæ, cui confertur; nam licet requirat, vel supponat ordinem, non consistit in ipsâ ordinatione, nec per eam datur, sed per electionem, vel deputationem voluntate hominis aut hominum factam, sive detur ab homine, tanquàm à ministro Dei, sive immediatè ab ipso Deo, ad præsentiam, ut sic dicam, electionis humanæ, de quo postea videbimus. Et ratio est, quia potestas hæc jurisdictio quædam est, pertinens ad externum forum ecclesiasticum, et ideò data est à Christo Domino, juxta modum jurisdictioni accommodatum. Jurisdictio autem, sicut et dominium, non consistit in qualitate physicâ, sed in jure, et potestate morali; ita ergo data est hæc potestas. Et ideò quando spiritualis et supernaturalis dicitur, non est quærenda entitas aliqua ordinis angelici, sed ex fine et mediis, in quibus hæc potestas versatur, illas proprietates vel denominationes recipit. Sic ergo intellecta conclusio facilè probari potest; nam finis hujus potestatis est æterna felicitas, et consequenter etiam hujus vitæ sanctitas quæ maximè spirituales sunt et supernaturales; ergo potestas ipsa spiritualis et supernaturalis est. Major est Nicolai papæ in Epist. ad Michaelem imperatorem, ubi inter alia inquit : *Imperatores indigere ecclesiasticis legibus pro æternâ vitâ*. Habetur in capite *Cùm ad verum,* 96 dist., ubi multa alia decreta idem continent, præcipuè cap. *Duo sunt,* et caput *Si imperator,* ubi hæc potestas ad civilem comparatur, sicut anima ad corpus, sicut cœleste ad terrenum, æternum ad temporale. Idem sumitur ex cap. *Solitæ,* de Majorit. et Obedient.

8. Et ratione patet, quia potestas Christi Domini præcipuè ordinata est ad finem spiritualem et supernaturalem, propter quem in mundum venit, et ideò ipse dicebat : *Regnum meum non est de hoc mundo;* ergo etiam hæc potestas, quæ est participatio illius, ad eumdem finem tendit, et propterea *clavis cœlorum* appellatur, vel sub eâ continetur. Idem argumentum fieri potest ex parte mediorum, quæ sunt veluti objectum, et effectus hujus potestatis; media enim sunt proportionata fini, et ideò ad finem prædictum spiritualia et supernaturalia media ordinantur. Potestas autem hæc circa hujusmodi media versatur, quæ possunt ad nonnulla capita reduci, scilicet, ad veram de Deo cognitionem supernaturalem, verum cultum præcipuè Sacramentorum, et sacrificii, et ad res alias, quæ per se pertinent ad honestos mores, et vitanda peccata hominum; tota autem hæc potestas in hâc materiâ versatur, ut infra dicemus, et ex ipso usu satis constat. Unde quatenùs directiva est, ordinat hominem ad actiones maximè spirituales, et quatenùs est coerciva, præcipuè utitur gladio spirituali, spirituales pœnas imponendo, ut in tom. de Cens. latè tractatum est. Atque in totâ hâc doctrinâ conveniunt catholici auctores; præcipuè videri possunt Victor. Relect. 1 de Potest. Ecclesiæ; B Barm. libro 4 de summo Pontifice capite 15 et seq. Salmeron tom. 4, in Evang. p. 3, tract. 12, ubi de hâc materiâ eruditè, Castro lib. 1 de Leg. pœnal. cap. 4; Dried. libro 1 de Libert. christian. Medin. C. de Pœn. tractat. 3, q. de Necessitate jejunii; Adrian. quod lib. 6; Antonin. p. 3, tit. 22, et juris canonici interpretes in Rubr. de Constitut. præsertim in cap. *Ecclesia sanctæ Mariæ,* et in Decreto dist. 15 et 96.

9. Ad primum igitur argumentum sumptum ex comparatione legis veteris, quidquid sit de antecedente (de quo in capite seq. dicendum est) negari potest consequenti. Est enim magna differentia inter veterem legem et novam; nam in illâ lege Deus ipse non solùm dederat præcepta legis naturæ, vel gratiæ, ipsi gratiæ connaturalia; sed etiam dederat innumera præcepta positiva, præsertim judicilia et cæremonialia, et ideò in illâ lege minùs necessariæ erant leges positivæ, præsertim ad religionem pertinentes (quales sunt canonicæ), quia omnes cæremoniales erant hujusmodi, et illæ erant quàmplurimæ. In lege autem gratiæ Christus paucissima dedit per seipsum positiva præcepta, ut infra suo loco videbimus, sed hoc reliquit dispositioni suorum ministrorum, quos reliquit ut dispensatores mysteriorum Dei, ut ait Paulus 1 Cor. 4, qui utens hâc potestate dicit in eâdem Epist. : *Cætera autem cùm venero disponam,* et in principio laudat eos dicens : *Laudo vos, quòd per omnia mei memores estis, et sicut tradidi vobis præcepta mea tenetis.* Hoc autem fecisse videtur Christus Dominus, tum propter majorem perfectionem hujus legis, et majus lumen Spiritûs sancti ad benè convenienterque omnia disponendum, quod vicario suo communicaturus erat, tum etiam quia Christi Ecclesia universalior est, et diuturnior, quàm Hebræorum populus. Ille enim populus in angulo terræ conclusus facilè poterat eisdem legibus particularibus gubernari

Ecclesia verò per universum orbem diffusa, licet in fide, et ritibus substantialibus religionis conveniat, in reliquis accidentalibus varietatem admittit, quæ ad ejus pulchritudinem et amplitudinem pertinet, et ideò talium rerum dispositionem Christus suis ministris commisit. Deinde verò addimus etiam assumptum esse falsum, et loca Scripturæ explicabimus c. seq.; exempla verò Achaz et Manasse ineptissimè ab hæreticis ad hanc causam afferuntur; nam uterque idolorum cultor fuit, et cultum illorum, ac ritum gentium in templum introducere voluit, ut ex Scripturâ evidenter constat, et latè exponit Abul. d. capit. 16, quæst. 12 et 13, et cap. 23, quæst. 1, 3 et 6.

10. Ad secundum respondetur negando consequentiam et probationem ejus; non enim est simile de præceptis legis veteris et præceptis ecclesiasticis positivis; nam illa erant innumera pro toto populo; hæc autem pro universâ Ecclesiâ solùm sunt quatuor, vel quinque, quæ solùm sunt determinationes quædam juris divini, moraliter necessariæ hominibus, ut patet de præcepto annuæ confessionis et communionis, de jejuniis et festis diebus, ac solvendis decimis. Reliqua enim omnia vel pertinent ad particulares status, qui voluntariè ab hominibus sumuntur, vel ad ordinem judicialem. Præcepta item legis veteris, præsertim cæremonialia, erant figuræ futurorum, et ideò veniente veritate, cessare debuerunt; erant etiam valdè onerosa, et quasi carnalia, ut latè August. libro 19 contra Faustum. Præcepta autem ecclesiastica feruntur quatenùs convenientia sunt ad bonos mores componendos, ut res sacræ cum debito honore fiant; consequenter verò interdùm habent significationem moralem, quæ homines excitet ad virtutem et spem gloriæ, ut latiùs in 3 tom. de Cæremoniis ecclesiasticis tractavi; Augustinus autem diminutè ibi citatur; nam ante illa verba hæc præmittit: « Omnia, quæ neque sanctarum Scripturarum auctoritatem continent, nec in conciliis episcoporum statuta inveniuntur, nec consuetudine universæ Ecclesiæ roborata sunt, ubi facultas fuerit, resecanda existimo. » Ex quibus verbis evidenter constat August. admittere ecclesiasticas leges, et statuta convenienti auctoritate lata; solùm ergo suspectos habet peculiares ritus, vel consuetudines particularium locorum, quando non sunt sufficienti ratione et auctoritate fundatæ; non ergo agit de potestate, sed prudentem ejus usum requirit.

11. Ad tertium respondetur homines suâ virtute non posse dirigere alios in finem supernaturalem; adjutos autem ab Spiritu sancto, à quo habent potestatem, posse id præstare, et quamvis semper Deus sit, qui per gratiam suam dat efficaciam et incrementum; tamen homines etiam possunt plantare et rigare, atque ita dirigere per leges in finem supernaturalem, et eâdem ratione possunt per spirituales pœnas, vel alias congruentes, eos cohibere à peccatis in ordine ad æternam salutem, quæ per peccata impeditur. Et quamvis humanæ coactiones, vel coercitiones per se non possint mutare internam voluntatem, in quâ peccatum propriè existit, nihilominùs necessaria est hæc coactio; tum quia vexatio solet dare intellectum, tum etiam quia sublatâ occasione, vel commoditate exercendi actum externum, multò faciliùs voluntas desistit ab interno affectu; tum denique quia ipsa exterior observatio ad commune bonum Ecclesiæ, et vitanda scandala, et dissensiones, ac similia, necessaria est. Ideòque pastores Ecclesiæ utrâque potestate directivâ, et coactivâ utuntur, et non solùm interiorem justitiam, sed etiam exteriorem honestatem, decentiam, et ornatum per suas leges procurant. Et juxta hæc intelligenda sunt aliqua, quæ hîc ex Patribus objici solent, quæ omitto, quia difficultatem non habent: non enim negant potestatem pastorum Ecclesiæ ad præcipiendum et vindicandum, sed consulunt modum suavem illâ utendi, et prudentem; ita ut præcipua cura sit de interiori correctione, quamvis exterior non sit omittenda. Et ita facilè intelliges Chrysostomum lib. 2 de Sacerdot., et alia, quæ tractat Turrecrem. lib. 2 de Ecclesiâ, cap. 45 et 47.

CAPUT II.

An hæc potestas sit propria legis gratiæ, vel sit etiam de lege naturæ, et fuerit inscripta.

1. Ratio dubitandi est, quia Ecclesia antiquior est lege gratiæ; cœpit enim ab Abel, et perpetuò duravit; ergo semper indiguit hâc potestate. Probatur consequentia, quia Ecclesia est, semperque fuit unum corpus mysticum, distinctum formaliter, ut sic dicam, à corpore politico, ordinatum, scilicet, ad diversum finem, nimirùm felicitatem supernaturalem, et unitum diverso vinculo, scilicet, unitate fidei, et exercens diversas actiones, illas, scilicet, quæ pertinent ad cultum Dei et sanctificationem animæ; ergo semper indiguit propriâ potestate, quâ in his omnibus accommodatè

regeretur; ali s non esset benè institutum, sed esset corpus truncum et confusum. In contrarium autem est, quia hæc potestas est supernaturalis, ut ostendimus; unde pendet ex supernaturali revelatione ut habeatur, et peculiari Spiritûs sancti influxu, ut exerceatur. Quod significârunt Apostoli Actor. 15, dicentes: *Visum est Spiritui sancto et nobis;* non constat autem de tali revelatione et assistentiâ ante legem gratiæ; ergo. Accedit quòd hæc potestas pertinet ad claves; claves autem regni cœlorum sunt propriæ legis gratiæ, Matth. 16; ergo.

2. Respondeo vestigium aliquod, seu participationem aliquam hujus potestatis ante legem gratiæ, atque adeò semper in Ecclesiâ fuisse; perfectam autem potestatem, prout nunc est in Ecclesiâ, propriam esse legis gratiæ, et à Christo Domino fuisse collatam. Hanc assertionem sumo ex communi sententiâ theologorum in materiâ de Clavibus in 4, d. 18. Quam distinctiùs et copiosiùs tractavit Victoria Relect. 1 de Potest. Ecclesiæ, quæst. 2 et 4. Ut autem singulas partes probemus, oportet discurrere per omnes status generis humani, præsertim legis naturæ scriptæ, et gratiæ.

3. Circa legem ergo naturæ recolendum est quod sæpè dixi, spectari posse vel in ordine ad puram naturam, seu ad rationem naturalem nudè sumptam, vel prout illuminatam lumine fidei. Priori modo intelligi potest in humano genere vestigium quoddam hujus potestatis, non quidem supernaturalis, ut per se notum est, quia natura ex se nihil supernaturale habet, sed naturalis cum quâdam proportione ad hanc potestatem spiritualem. Quod ita declaro, quia natura hominis per se requirit veram Dei cognitionem intra ordinem naturæ, ut in eodem ordine suam perfectionem, et beatitudinem naturalem obtinere possit, cui cognitioni accedere debet cultus Deo debitus, ne incidatur in reprehensionem Pauli: *Qui cùm cognovissent Deum, non sicut Deum glorificaverunt;* ergo respublica humana etiam in purâ naturâ spectata indigeret unione et conformitate in hujusmodi cognitione et cultu veri Dei; ergo indigeret etiam potestate, quæ illam gubernaret in ordine ad hunc finem, et præscriberet sacrificia, cæremonias, et alias circumstantias necessarias ad verum Dei cultum; ergo hæc potestas ex ipsâ ratione naturali convenit hominibus, non minùs quàm potestas politica. Et confirmatur; nam in omni natione, etiam falsos Deos colente, semper fuit potestas sacerdotalis, vel pontificia distincta à regali, saltem in suâ formali ratione, potestatis moralis, licet non semper essent in distinctâ personâ. De quo usu videri possunt multa apud Alexandrum ab Alexandro cum Tiraquello ibidem lib. 2 genialium dierum cap. 8. Hæc autem generalis consuetudo declarat instinctum naturæ; ergo hic multò magis invenitur circa cultum et cognitionem veri Dei, ad quem natura intrinsecè et per se ordinatur.

4. Unde consequenter fit, ita esse sentiendum de origine et subjecto illius potestatis præcisè sumptæ in eo gradu, sicut de potestate civili. Esset enim radicaliter à Deo, medio discursu rationis, et ex solâ rei naturâ esset immediatè in solâ communitate perfectâ, per illam verò conferri posset vel uni personæ, vel multis in unum congregatis, ut administraretur. Quæ omnia eisdem rationibus probanda sunt, quibus similia de potestate civili ostendimus. Unde etiam fit, potuisse hanc potestatem, et civilem constitui in diversis personis, et in eadem pro arbitrio hominum, quia natura, vel ratio nihil in hoc necessariò determinat. Semper autem servatum videtur ab hominibus, ut licet particulares magistratus civiles, et sacerdotales diversis hominibus tribuerentur, quia varietas actionum illam distinctionem postulabat; nihilominùs suprema potestas utriusque ordinis, præsertim quoad leges ferendas, in uno principe collocaretur. Et ita regibus, et imperatoribus semper fuit tributa, vel subordinata hæc potestas in Romanâ urbe, et imperio, ut ex historiis constat; idemque de aliis communitatibus verisimile est, ut videbimus etiam in sequenti membro. Rationem verò attigit D. Thomas 1-2. quæst. 99, art. 3, dicens, semper humanam rempublicam utentem solâ potestate naturali habuisse curam divini cultûs, et rerum omnium ad religionem pertinentium in ordine ad communem pacem, et politicam gubernationem, et quia hic est finis regiæ potestatis, ideò cætera omnia ei subordinata fuisse. Ubi Cajetanus significat, hoc non solùm habuisse locum in his gentibus, quæ falsos Deos colebant, de quibus mirum non est, quòd cultum Dei ordinarent ad commodum humanum, sed etiam in colentibus verum Deum solo lumine naturali; *quia illud,* inquit, *non est intrinsecè malum, quia non Deus ipse, sed cultus Dei ordinatur ad pacem, et unionem hominum inter se, quod non est malum, etiamsi non sit perfectum.* Unde, quia homo in purâ naturâ, vel absolutè non potest, vel difficilè potest diligere, et colere Deum perfectè propter seipsum, ideò po-

testas hæc in purâ naturâ considerata semper haberet illam imperfectionem adjunctam, ac propterea in supremo magistratu non esset separata à civili, moraliter, seu regulariter loquendo.

5. Loquendo autem de lege naturæ in ordine gratiæ, consequenter dicendum videtur, semper habuisse conjunctam potestatem aliquam sacerdotalem, in se quidem supernaturalem, et spiritualem; connaturalem autem ipsi gratiæ. Ita sentit Victor. supra, et probatur efficaciter ratione dubitandi in principio positâ. Item ex proportione inter naturam nudè sumptam ad naturalem finem comparatam, et naturam elevatam per gratiam collatam cum supernaturali beatitudine. Denique quia in illo statu esset in communitate humanâ exterior fidei professio, et cultus Dei, ut supernaturalis finis, quæ non essent determinata ex solo divino jure, quantùm ad modum, tempus, et alias circumstantias; determinanda ergo erant jure humano; ergo necessaria erat in Ecclesiâ potestas, et magistratus ecclesiasticus, ad quem illa cura pertineret.

6. Hinc autem fit, quoad subjectum et modum potestatis, ita esse judicandum de illâ potestate, sicut de aliâ naturali cum proportione. Habuit enim originem à Deo auctore gratiæ, non tamen per distinctam donationem (ut sic dicam, vel revelationem, sed mediâ infusione ipsius luminis supernaturalis, et quatenùs ex illo supernaturaliter sequitur, sine aliâ positivâ determinatione. Ideòque per se primò talis potestas esset in communitate perfecta, et per illam juxta arbitrium, vel traditionem humanam collocaretur in aliquâ personâ, vel congregatione plurium, per quam administraretur. Solùm superest in hoc advertendum, Ecclesiam in illo statu non habuisse tam perfectam unitatem, quàm nunc per Christum habet; solùm enim habebat unitatem fidei, et habitudinis ad eumdem finem supernaturalem, et eumdem mediatorem Christum; non tamen habebat unitatem subjectionis et obedientiæ ad unum caput in terris, nec necessariò habebat conformitatem in externis signis sacramenti, aut sacrificii, aut aliarum cæremoniarum. Unde fit, ut hæc potestas non fuerit tunc una et eadem numero, ac suprema pro totâ Ecclesiâ, sed in unaquâque republicâ perfectâ et totali poterat esse suprema potestas in hoc ordine, sicut erat suprema civilis, quia hoc totum pendebat ex determinatione hominum, et ideò unaquæque communitas ab aliâ independens in subjectione civili, etiam in hâc subjectione esset independens; quanquàm si homines vellent, possent alio modo conferre hanc potestatem, seu determinare, de quâ re nonnulla attigi in 1 tomo 3 partis disput. 47.

7. Superest dicendum de tempore legis scriptæ, de quo certum est fuisse à Deo institutum peculiare sacerdotium distinctum à dignitate regali, et ab illo sacerdotio, quod erat in lege naturæ, ut constat ex libro Levitici, et ex totâ Epistolâ Pauli ad Hebræos. Quanquàm illud sacerdotium non erat universale pro totâ Ecclesiâ, quæ tunc esse poterat in Judæis, et in gentibus, sed solùm pro Synagogâ. Secundò est certum pertinuisse ad illud sacerdotium potestatem gubernandi, et dirigendi ea quæ pertinebant ad res sacras, et ad declarationem dubiorum occurrentium circa legem, et circa judicia causarum; sic enim Deuteronom. 17 dicitur: *Qui superbierit nolens obedire sacerdotis imperio, moriatur.* Habebat ergo pontifex potestatem obligandi imperio suo; aliàs non imponeretur tam gravis pœna transgressoribus non obedientibus. Et ideò dicebat Christus Matth. 23: *Super cathedram Moysi sederunt Scribæ et Pharisæi; quæcumque dixerint vobis, servate, et facite.*

8. Nihilominùs dubitari potest, an pontifex tunc habuerit potestatem legislativam; nam rectè esse poterat jurisdictio ad gubernandum templum, et judicandum de his, quæ spectabant ad observationem legis Dei, sine potestate imponendi novas leges; quæ illo tempore non videntur adeò necessariæ fuisse, quia omnia pertinentia ad sacramenta, sacrificia, et cæremonias, satis in particulari erant determinata per præcepta divina, quæ tam multa erant, ut necessarium non esset alia adjicere. Et ideò videtur hoc fuisse prohibitum Deuteron. 4 et 12, ubi rigorosè prohibitum est aliquid addere, vel minuere de his, quæ præcepta erant. Unde Matth. 15, videtur Christus Dominus reprehendere traditiones seniorum, quas videlicet ipsi addiderant tanquàm novas leges. Quod ita videtur exponere Chrysost. ibi Homil. 52, sentiens, illos pontifices non habuisse potestatem condendi leges. Quòd si quis objiciat, apud Judæos fuisse novas aliquas festivitates ex præcepto humano institutas Esther 9, Judit. ult. 1 Machab. 4, responderi posset, illas non fuisse proprias leges solâ auctoritate pontificum latas, sed quædam vota communi consensu totius populi emissa. Unde ibi dicitur: *Statuit universa Ecclesia*, etc. Ex voto autem aliquid, vel ali-

quod tempus voluntate consecrare, semper illicitum fuit.

9. His verò non obstantibus, dicendum est, fuisse in illo populo potestatem legislativam. Ita tenent Bellarmin. libro 4 de Pontif. capite 17, et Victor. supra quæst. 4, num. 6, Salmeron. tom. 4 in Evang. part. 3, tract. 12, et est aperta sententia D. Thomæ lect. 2 et 3 in Epist. ad Galat. 1, exponens illa verba : *Abundantiùs æmulator existens paternarum mearum traditionum;* quæ intelligit de legibus humanis justè latis in eo populo. Et illud Deuter. 4, exponit de additione contrariâ, vel repugnante legi. Nam cap. 5 ejusdem Deuteron. ita illud declaratur : *Non declinabis neque ad dexteram, neque ad sinistram.* Additio ergo, quæ non declinat à lege, id est, quæ illi non repugnat, non erat prohibita. Atque ita Christus Dominus Matth. 15, reprehendit Judæos, dicens : *Irritum fecistis mandatum Dei propter traditiones vestras.* Et affert verba Isai. 29, quæ superiori capite objiciebantur, et ita illa exponit : *Sine causâ colunt me, docentes doctrinam, et mandata hominum,* utique quibus irritabantur, et contemnebantur mandata Dei, vel quæ superstitiosa et ad verum Dei cultum nihil conducebant.

10. Sed licet hæc vera sint, nihilominùs non constat, sacerdotium Leviticum, etiam summum, ex vi pontificatûs, et solius divini juris habuisse potestatem legislativam super universum populum, quia nullibi legitur, esse illi concessam. Nam Deuteronom. 17, solùm conceditur sacerdoti summo cum consilio aliorum potestas maxima in decisione dubiorum insurgentium in causis, vel circa interpretationem legis; potestas autem legislativa est valdè diversa. Unde probabile est ante tempora regum, vel illis deficientibus, fuisse illam potestatem in populo, et ita Esther 9, totus populus communi consensu statuit legem de solemnitate cujusdam diei. Idem Judit. ult. Nam tunc populus destitutus erat rege, si vera sunt, quæ de tempore illius belli conjectat Bened. Pereir. libro 1 in Daniel. Præterea libro 1 Machab. cap. 4, dicitur : *Et statuit Judas, et fratres ejus, et universa Ecclesia Israel,* etc. Tempore autem regum in eis videtur fuisse potestas legislativa, ut sumitur ex 1 Reg. 30, ubi David quamdam legem tulit, et inferiùs, cap. 10, magis constabit. Erat ergo potestas sacerdotalis, seu pontificalis longè inferioris rationis ab eâ, quæ nunc est in Ecclesiâ, non solùm quia limitata erat quoad populum, locum, et tempus, sed etiam quia nec in se supernaturalis erat, sed solùm quoad modum, quia ab ipso Deo fuerat immediatè instituta, id est, quia non erat ex se potestas illa supernaturalis in substantiâ (ut sic dicam), sed solùm in fieri et modo, quia Deus illam dedit; potuisset tamen populus illud sacerdotium instituere, si Deus non prævenisset, ut Corduba docet cum Victor. Relect. 1 de Potestate Ecclesiæ quæst. 3, proposit. 6. Nec etiam erat de ratione illius potestatis, ut esset legislativa, quia finis ejus non erat gubernare populum, sed ministrare Deo pro populo. Unde ex naturâ rei ad summum includebat potestatem præcipiendi, quæ necessaria essent ad usum illius ministerii, ut magis sentit Victor. quæst. 4, num. 6. Quòd autem Deus specialiter contulit pontifici legali potestatem leges ferendi solâ suâ auctoritate, non constat, nec ex Matth. 15 aut 23, aut Deuteron. 17, vel aliis similibus, id sufficienter colligi potest.

11. Ultimò ex dictis concluditur principalis pars assertionis, et præcipuè intenta, scilicet, potestatem hanc spiritualem, prout nunc est in Ecclesiâ, esse propriam ejus singulari dono à Christo datam. Hoc certum est ex Evangelio, in quo primùm promisit Christus hanc potestatem Matth. 16 : *Tibi dabo claves regni cœlorum, et quodcumque ligaveris,* etc. Deindè implevit promissum Joan. 21, ut latiùs videbimus capite sequenti; Paulus etiam affirmat se accepisse à Domino hanc potestatem, et idem est de aliis Apostolis, ut statim latiùs dicemus. Declaratur autem ex perfectionibus hujus potestatis, et ex modo ejus. Primò enim est universalissima pro toto mundo : nam sicut Ecclesia catholica totum mundum complectitur, ita etiam hæc potestas, ut ex illis Christi verbis : *Pasce oves meas,* rectè colligit Innocent. III, in cap. *Solitæ,* de Majorit. et Obedient., quia non dixit has, vel illas oves, sed simpliciter *oves meas;* ita ut non sit ovis Christi, nec in ejus grege numeretur, qui huic potestati non subjacet. Secundò, quia data est, ut perpetuò duret quamdiù mundus duraverit, quia sicut lex gratiæ ultima est, quam Deus est daturus, et sicut Ecclesia perpetua est; ita etiam hæc potestas, sine quâ non potest Ecclesia suam unitatem retinere. Et hoc significavit Christus cùm dixit : *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversùs eam,* Matth. 16, et cap. 18, adjecit : *Ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem seculi.* Tertiò, quia in se maximè supernaturalis est, non solùm per connaturalitatem ad gratiam, sed etiam per specialem perfectionem, et excellen-

tiam à Christo liberaliter additam propter perfectionem præsentis statûs.

12. Hoc etiam probat Victoria supra ex effectibus, quia per hanc potestatem consecratur corpus Christi verum, et sanctificatur corpus mysticum, cui etiam per illam remittuntur peccata, et gratia confertur. Sed si quis rectè consideret, hi non sunt effectus potestatis exterioris jurisdictionis, de quâ nunc agimus, sed potestatis ordinis, et quoad remissionem peccatorum potestatis jurisdictionis in foro pœnitentiæ. Hìc autem agimus de jurisdictione in foro externo ecclesiastico, in quo non videntur dari effectus, vel actus supernaturales in se. Nihilominùs dicendum est, hanc potestatem esse supernaturalem, primò ex conjunctione ad alteram, quia datur ut annexa, et conjuncta illi, et consequenter ad illam juvandam, et quodammodò exequendam. Unde per hanc potestatem ponuntur præcepta, quæ versantur circa sacramenta, et sacrificium, quæ supernaturalia sunt. Secundò est supernaturalis, quia plures effectus morales potest efficere ex concessione Christi, quam sine illâ potuisset, ut est, verbi gratiâ, dispensare in votis, aut in matrimonio rato, et similia; hæc autem perfectio colligitur ex illis verbis universalibus Christi : *Quodcumque ligaveris*, *et quodcumque solveris.* Tandem pertinet ad perfectionem hujus potestatis, quòd ex institutione suâ monarchica est, et hunc modum habet ex divino jure, et ideò immutabilis, ut constabit ex dicendis capite sequenti.

CAPUT III.

Quibus personis data fuerit, vel nunc etiam detur hæc potestas immediatè à Christo Domino?

1. Omissis hæreticis impugnantibus primatum Petri, contra quos in materiâ de Clavibus, et de fide latiùs disseritur, et videri potest Bellarmin. libris de Romano Pontifice à principio, dicendum est primò, hanc potestatem immediatè datam esse Petro à Christo Domino, et singulari, ac speciali modo. Hæc assertio est de fide, quæ præcipuè fundatur in illis duobus testimoniis Matth. 16 et Joan. 21 : nam licet Matth. 18, generaliter dixerit Christus : *Qui Ecclesiam*, id est, pastores Ecclesiæ, *non audierit*, etc., et subjunxerit etiam generaliter : *Quæcumque ligaveritis*, etc., tamen cap. 16, specialem promissionem fecit Petro, dicens : *Tibi dabo claves regni cœlorum* ; et : *Tu es Petrus, tsuper hanc petram ædificabo Ecclesiam meam* ; ergo singulari, et speciali modo hanc potestatem illi promisit. Postea verò implendo promissum, etiam ostendit hanc singularem concessionem, et ideò priùs illum publicè interrogavit Christus, an se diligeret plus quàm cæteri, significans, plus etiam fuisse accepturum, et deinde subjungit : *Pasce oves meas*, Joan. 21, ubi in verbo *pascendi*, potestas regendi et leges ferendi significatur, ut supra tetigi, et colligitur optimè ex 2 Reg. 5 : *Tu pasces populum meum Israel, et eris princeps super eum.* Dùm autem indefinitè dixit *oves meas*, ut supra dixi, ostendit potestatem esse supremam, et monarchicam etiam super alios Apostolos ; nam illi etiam erant oves Christi. Et ideò dicitur in cap. *In novo Testamento*, dist. 21, et cap. *Ita Dominus*, dist. 19, Petro esse datam potestatem ut capiti, cæteris ut membris. Idem habetur in capite *Cùm Beatissimus*, et cap. *Loquitur*, cum multis aliis, 24, q. 1. Ex quo loco, et ex dist. 96, et multis aliis locis Decreti, colligi potest evidens traditio pontificum, conciliorum, et Patrum hanc veritatem confirmans, quam Bellarmin. etiam supra copiosè prosequitur, et ideò illam omitto. Ratio verò propria fuit voluntas Christi; congruentia autem est, quia oportuit, et decuit in Christi Ecclesiâ esse perfectam unitatem mysticam, et perfectissimum regimen, et ideò instituit illam per modum monarchiæ, et supremam potestatem uni contulit, ad quam Petrum elegit suâ altissimâ prædestinatione.

2. Dicet aliquis ex his omnibus solùm probari, Petro datam esse potestatem universalem regendi Ecclesiam; non verò inde sufficienter probari datam fuisse illi potestatem leges ferendi, quia potuisset Christus unam potestatem dare sine aliâ. — Respondeo utrumque convinci ex dictis. Primò quia verba Christi universalia fuêre : *Quodcumque ligaveris ;* vinculum autem legum est unum ex præcipuis, quod supremus princeps injicere potest. Unde suprema potestas ligandi hunc etiam actum potissimè comprehendit. Idem colligitur ex verbo illo : *Pasce oves meas ;* nam ad officium pastoris pertinet oves custodire, et dirigere, ac coercere, quod per leges maximè fit ab humano pastore. Præterea ex naturâ rei includitur hæc potestas in munere capitis et principis, seu supremi pastoris. Et ideò etiam reges seculi, eo ipso quòd à republicâ ad illud munus eligantur, potestatem legislativam accipiunt; sed Petrus accepit simile munus, et principatum spiritualem; ergo et potestatem legislativam. Major est naturaliter evidens, quia repugnat, esse

superiorem et gubernatorem, et non posse præcipere, et suo præcepto obligare subditum. Aliàs posset subditus sine culpâ non facere jussa superioris, et consequenter posset illi resistere, et non posset justè cogi ad illa implenda, et ita non esset ordo, sed summa confusio, nec ille esset superior, nisi nomine tantùm. Et ideò principium hoc : *Obediendum est superioribus*, naturali lumine est evidens, imò et per se notum ex terminis.

3. Dices, hinc ad summum probari potestatem præcipiendi ; non verò leges ferendi, sicut magistratus inferior habet potestatem præcipiendi; non verò ferendi leges.—Respondeo, licet hæc sint separabilia in inferiori gubernatore, non verò in supremo, qui sit caput totius reipublicæ, loquendo saltem ex naturâ rei, quidquid sit de potentiâ absolutâ Dei. Probatur, tum quia potestas præcipiendi est proportionata principatui, ut de regibus diximus; tum quia hoc est ex naturâ rei necessarium ad convenientem reipublicæ, vel Ecclesiæ gubernationem. Nam lex ultra præceptum, in præsenti materiâ, non potest addere, nisi perpetuitatem; hæc autem est summè necessaria ad bonum regimen universale, quia perpetua mutatio et cessatio legum ad mutationem personarum regentium, infinitam confusionem pareret, ut per se notum est, et supra est ostensum. Unde à principio nascentis Ecclesiæ ita intellectus est primatus Petri, et potestas ejus, et idem constat de successoribus Petri, ut mox dicemus.

4. Secundò dicendum est, hanc potestatem aliis etiam Apostolis datam esse immediatè ab ipso Christo, quamvis diverso modo, et minùs perfecto, quàm Petro. Priorem partem tenet Durand. in 4, dist. 24, q. 2, num. 5, et sentit Cajetan. tom. 1 Opusc., Anton. p. 3, tit. 22, cap. 4, in princ. § 1, vers. 7, licet soleat in contrarium referri, quia inferiùs dicit, Apostolos non fuisse æquales in jurisdictione; sed hoc diversum est; potuit enim jurisdictio non esse æqualis, et esse immediatè à Christo; inæqualitas enim tantùm fuit, quia in Petro fuit tanquàm in capite, et ut ordinaria, ac perpetuò duratura; de quo aliàs. Pro eâdem parte refertur idem Anton. tract. de Schismat. q. 45. Tenet etiam Francisc. Varg. tract. de Auctorit. pontif. axiom. 4 ; Victor. in Relect. de Potestate Ecclesiæ, q. 2; Castro lib. 2 de just. hæret. Pun. cap. 24; Bellarmin. lib. 4 de Romano Pontifice cap. 23; et Sotus in 4, d. 20, quæst. 1, art. 2, et lib. 1 de Justit. q. 1, art. 3.

5. Et probatur, quia Matth. 18, dixit Christus Apostolis : *Quæcumque alligaveritis super terram* ; et tamen unus modus ligandi est per legem et præcepta, juxta illud Matth. 13 : *Alligant onera gravia*, etc. Christus autem cum distributione dixit : *Quæcumque alligaveritis.* Et licet probabile sit, tunc non dedisse, sed promisisse potestatem, tamen postea Joan. 20, dixit omnibus Apostolis : *Sicut misit me vivens Pater, et ego mitto vos.* Ex quibus verbis Patres colligunt, eos fecisse suos legatos generales pro universo mundo, juxta illud Pauli : *Pro Christo legatione fungimur*, et ideò ad omnes etiam dixit Matth. ult. : *Euntes in mundum universum*, etc. Idem colligitur ex aliis locis Pauli, quæ supra citavi; profitebatur enim se habere hanc potestatem, et illam à Domino accepisse 1 Corinth. 4, 2 ad Corinth. 10 et 13, et 1 ad Thessal. 4 : *Scitis quæ præcepta dederim vobis*, etc. Sumitur etiam illa pars ex dicto cap. *In novo*, dist. 21, et cap. *Loquitur Dominus*, cum aliis, 24, q. 1, et ex cap. *Nova*, de Pœnit. et remiss. ubi Innoc. ait, Christum Apostolis claves regni cœlorum commisisse, et ex cap. *Per venerabilem*. *Qui filii sint legit.* ubi Innoc. III ait, Paulum habuisse plenitudinem potestatis, eamque indicâsse cùm dixit : *Nescitis quia et angelos judicabimus, quantò magis secularia !* 1 Corinth. 6.

6. Ratio verò, seu necessitas est, quia ad exercendum munus Apostolicum, et ad fundandam Ecclesiam necessaria erat hæc potestas ; Christus autem immediatè contulit omnibus Apostolis dignitatem, et munus Apostolicum, ut ex Evangelio constat ; ergo etiam contulit dictam potestatem. Hoc autem adeò necessarium existimârunt Apostoli, ut deficiente Judâ, et prævaricante, non fuerint ausi alium substituere loco illius suâ auctoritate, sed divinâ, ut constat de Matthiâ Actor. 1, et similiter Paulus non ab hominibus, neque per hominem, sed ab ipso Christo Apostolatum accepit, ut ipse docet ad Galat. 1, et sentit Gelas. papa in cap. *Quamvis*, dist. 21, et habetur etiam in capite *Fundamenta*, de Elect. in 6 ; ergo reliqui etiam Apostoli ab eodem Christo acceperunt immediatè jurisdictionem ad suum munus necessariam. Unde etiam constat, Apostolos non tantùm collectivè, seu per modum unius collegii accepisse illam potestatem, sed divisim, ac personaliter, quia ex vi sui muneris, et vocationis separandi erant, et dispergendi per universum mundum ; ergo necesse erat, ut singuli irent cum potes-

tate plantandi Ecclesias, creandi episcopos, et ordinandi, ac præcipiendi omnia quæ essent necessaria; ergo etiam cum potestate legislativâ in solidum acceptâ, ut sic dicam. Et hoc significant verba Christi : *Euntes*, etc. *Mitto vos*, etc. Quocirca licet Actor. 15 Apostoli congregati fuerint in unum ad statuendum de legalibus, non id fecerunt, quia ad usum jurisdictionis suæ esset necessarium, sed ad majorem satisfactionem fidelium, præsertim eorum, qui ex Hebræis conversi fuerant; item ad majorem unionem, et pacem, et ad summam diligentiam, et inquisitionem ex parte suâ præstandam. Sicut Paulus ascendit Hierosolymam ad conferendum suum Evangelium cum Petro, et aliis, non quia illi necessarium esset ad non errandum; habebat enim infallibilem assistentiam Spiritûs sancti, sed propter exemplum, et ad majorem unionem, et præcipuè ut subordinationem ad Petrum ostenderet.

7. Posterior ergo pars assertionis sumitur ex capitibus supra citatis, asserentibus, hanc potestatem datam esse Petro ut capiti, aliis ut membris : nam sub his membris etiam alii Apostoli comprehenduntur, quia, ut notavi, Christus simpliciter dixit : *Pasce oves meas*, ubi inter oves Apostoli etiam numerantur. Fuitque hoc necessarium ad unitatem Ecclesiæ constituendam, quia nec poterat esse unum corpus sine capite, neque cum multis capitibus; illud enim imperfectum, hoc monstruosum fuisset, quod notavit Cyprian. lib. de Unitate Ecclesiæ, seu de simplicitate clericorum, et sumitur ex Augustino tract. 50 et ult. in Joan. lib. 1 de Doctrinâ christianâ c. 17, et Hieronym. lib. 1 contra Jovinian. et Leone papâ serm. 3 assumptionis suæ. Ex hâc autem diversitate et subordinatione colligit Richard. 4, d. 24, art. 5, q. 3, ad 4, Apostolos recepisse immediatè à Christo potestatem clavium, non tamen potestatem jurisdictionis. Sed hoc repugnat priori parti, et omnibus, quæ in illius confirmationem adduximus; et ad constituendam differentiam, et debitam subordinationem inter Petrum et alios Apostolos, necessarium non est, ut facilè ex dicendis patebit.

8. Consistit ergo illa diversitas primò, et præcipuè in hoc, quòd potestas data est Petro, ut in illâ ei succederetur, et ita per successionem perpetuò in Ecclesiâ duraret; aliis verò Apostolis solùm data est per modum cujusdam legationis, et personalis muneris finiendi cum vitâ eorum. Ita sumitur ex Patribus citatis, et confirmabitur pluribus testimoniis assertione sequenti, et ex ipso usu utraque pars satis constat. Nam Apostoli non creabant Apostolos, sed episcopos, neque eis successit aliquis cum jurisdictione in universum orbem; at verò Petro successit semper pastor universalis, cujus sedes propterea semper retinuit nomen Apostolicæ. Ratio etiam hoc convincit, quia cùm Ecclesia futura esset perpetua, ejus regimen et principatus ita constitui debuit, ut perpetuò duraret. Hic autem principatus Petro fuit promissus illis verbis : *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam;* sed ædificium Ecclesiæ perpetuò erat duraturum; ergo et fundamentum, quod erat Petrus, seu sedes Petri. Quod satis declaravit Christus subjungens : *Et portæ inferi non prævalebunt adversùs eam.* Unde dixit eleganter Innocent. IV in cap. 1 de Homicid. in 6, Christum ascensurum ad Patrem, *ne Ecclesiam suam sine pastore desereret*, eam Petro commisisse cujus successores sunt pontifices. Quia nimirùm, pro nullo tempore deseruit suam Ecclesiam Christus, et quantùm grex durat, tantùm necesse est durare pastorem. Implevit autem Christus illam promissionem, dicens Petro : *Pasce oves meas;* illi ergo tunc contulit potestatem in suis successoribus duraturam. Aliis verò Apostolis, nunquàm ita contulit, quia solùm fuerunt in illo initio Ecclesiæ necessarii, donec *in omnem terram exivit sonus eorum*, et ideò sufficienter fundatâ Ecclesiâ, cessavit illa dignitas; perseveravit autem Petri primatus. Atque ita hanc differentiam satis apertè indicavit Christus Dominus in eo singulari modo, quo Petrum aliis præposuit.

9. Secunda differentia notanda est, quia hæc potestas, quoad actum ferendi leges in Petro erat simpliciter superior, et independens; in aliis verò inferiori modo, et cum nonnullâ differentiâ, quantùm ad valorem, vel firmitatem actûs. Declaratur quia Petrus poterat suis legibus, vel præceptis alios etiam Apostolos obligare, et nullus poterat ejus leges revocare; alii verò Apostoli nec Petrum obligare poterant; neque fortassè se ad invicem, et Petrus in rigore poterat eorum leges non admittere, seu revocare. Quod totum satis probatur ex munere pastoris, et ex subordinatione necessariâ ad unitatem. Unde etiam mihi verisimile est, licet singuli Apostoli haberent potestatem ad ferendas leges obligantes universalem Ecclesiam, tamen ordinariè illas non tulisse, nisi

ex consensu, et acceptatione Petri; vel certè illas tulisse in eis provinciis, in quibus prædicabant, et postea non nisi sciente et consentiente Petro, ad totam Ecclesiam dimanâsse. Quod ex eodem fundamento facilè conjectamus. Quocirca, quando legitur apud Cyprianum, vel aliquem alium Patrem, aut pontificem ex relatis, vel referendis, omnes Apostolos fuisse pares, intelligendum hoc est formaliter (ut sic dicam) seu quantùm ad dignitatem apostolicam, et eam jurisdictionem in universum orbem, quæ præcisè ex vi illius dignitatis data est. Nihilominùs tamen Petrus excelluit in pontificiâ dignitate. Et juxta hæc, vel declaranda est, vel non admittenda Glossa in dict. cap. *In novo*, distinct. 21, licet eam simpliciter approbat Turrecr. in Summâ de Eccles. lib. 2, cap. 74, dùm significat, alios Apostolos fuisse pares Petro eo tantùm modo, quo episcopi sunt pares pontifici, scilicet in ordine, et consecratione. Non est enim in omnibus adæquata æquiparatio, nam de Apostolis constat ex dictis fuisse etiam pares Petro in dignitate apostolicâ, et consequenter in universalitate jurisdictionis in universum orbem. Magis verò errârunt, qui ex illo textu intulerunt Petrum ab aliis Apostolis fuisse electum in caput, quia in ipso textu dicitur, *Apostolos, alioqui pares in honore et potestate, Petrum principem suum esse voluisse*. Illud enim verbum non de voluntate antecedente, seu eligente, sed de voluntate consequente et acceptante intelligendum est. Quod de mente pontificis in eodem textu satis constat.

10. Dico tertiò : Summus pontifex immediatè accipit ab ipso Christo, et ex vi institutionis ejus potestatem legislativam in universam Ecclesiam. Conclusio est omninò certa : nam quòd hanc potestatem habeat, est de fide, ut constat ex traditione, et communi sensu Ecclesiæ, et ex his, quæ statim afferemus. Quòd autem habeat illo modo est conclusio adeò certa, ut sine errore negari non possit. Colligitur autem ex Scripturâ hoc modo : nam Christus dedit hanc potestatem immediatè Petro, non pro suâ tantùm personâ, sed ut per continuam successionem perpetuò duraret in Ecclesiâ; ergo idem Christus qui hanc contulit potestatem Petro, confert successori suo ex vi prædictæ institutionis, et illorum verborum : *Super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*, et : *Pasce oves meas*. Constat autem ex perpetuâ successione, summum pontificem esse successorem Petri; ergo ab eodem Christo immediatè habet potestatem. Unde Anacletus papa in capite 2, dist. 22 : *Romana Ecclesia non ab Apostolis, sed ab ipso Domino primatum obtinuit*. Et probat ex verbis illis : *Tu es Petrus*. Idem Gelasius papa in cap. *Quamvis*, 21, dist. Unde Innocent. I, in cap. *Quoties*, 24, quæst. 1, se ipsum Petrum appellat, dicens : *Non nisi ad Petrum, id est, ad sui nominis et honoris auctorem*.

11. Hinc etiam in cap. *Significâsti*, de Elect. dicitur, leges romani pontificis non pendere à conciliis, sed conciliorum ab ipso. Et insinuatur ratio, quia potestas illius Sedis eadem est cum potestate Petri, et cap. *Novit*, de Judiciis, de eâdem pontificis potestate dicitur : *Cùm non humanæ constitutioni, sed divinæ innitatur, quia potestas nostra non ex homine, sed ex Deo est*. Idem in capite *Quanto*, et ferè toto titulo de Translat. episcop. Hinc etiam in eodem textu pontifex dicitur Christi vicarius, non autem Petri, sed successor. Dicitur etiam solus habere plenitudinem potestatis; cap. *Ad honorem*, de Auctorit. et usu pallii, et cap. *Decreto*, 2, quæst. 6, eamque potestatem habere dicitur per principalem potestatem beatorum Petri et Pauli in cap. ultim. 9, quæst. 3. Ac denique ob hanc causam dixit Agatho papa in capite *Sic omnes*, dist. 19 : *Sic omnes sanctiones apostolicæ Sedis accipiendæ sunt, tanquàm ipsius divini Petri voce firmatæ sint*. Alia ex Patribus et conciliis videri possunt in Bellarmino supra.

12. Denique veritas hæc ratione declaratur in hunc modum, quia hæc potestas supernaturalis est, et propria Ecclesiæ Christi; ergo nulli convenire potest, nisi cui Christus illam contulit, vel confert; sed non contulit ut perpetuò duraturam, nisi Petro; ergo idem Christus est, qui eam confert successoribus ejus. Sicut enim à principio dependens fuit à donatione Christi, ut esse inciperet, ita perpetuò pendet ex simili influxu, seu donatione ejus, ut conservetur. Dices, donari quidem à Christo, non tamen immediatè, sed mediis hominibus. Respondeo, necessarium quidem esse aliquem hominum concursum, ut successorem eligant, quia hæc successio non est jure sanguinis, aut hæreditario, sed est morali modo per electionem. Nihilominùs tamen ipsa potestas non confertur per homines tanquàm per causam per se, ut ita dicam, quia nemo dat quod non habet, et Christus nunquàm contulit hanc potestatem Ecclesiæ, vel aliis

hominibus, ut illam possent in alium transferre; ergo Christus ipse immediatè confert. Unde Adrian. papa in Epistol. ad imperatorem, quæ refertur in septimâ synodo, acti. 2, in additione, quæ incipit : *Si verò*, etc., dicit, per continuam successionem in Sede Petri, impleri verbum Christi : *Tu es Petrus*, etc., et infra ait : *Ab ipso Redemptore mundi beato Petro Apostolo principatus, ac potestas data est, et per eumdem Apostolum catholica, et apostolica Ecclesia romana usque hactenùs tenet principatum et potestatis auctoritatem.*

13. Atque hinc facilè expeditur dubium quod solet à canonistis tractari, an papa solus sine consilio cardinalium, leges, præsertim graves et universales condere valeat. Quòd enim non possit, tenuit Laurentius in capite *Sunt quidam*, 25, quæst. 1, et Joan. monachus in capite *Super eo*, de Hæret. in 6, ubi idem sentit Anchar. cum Baldo in lege *Cùm multùm*, C. de Bonis quæ liber., dicente non posse papam infeudare castra pretiosa Ecclesiæ sine consensu cardinalium. Et latè hanc sententiam defendit Andr. Sicul. tract. de Præstant. cardinal. part. 1, quæstione 1. Fundamentum esse potest, vel quia jure consuetudinis, vel quasi præscriptionis cardinales habent acquisitum hoc jus, ut pontifex causas graves non determinet sine eorum consilio, inter quas causas meritò computatur legum latio. Vel quia jure divino sunt ad id munus instituti, et ideò non possunt illo privari, et ad hoc allegatur cap. *Per venerabilem*, qui filii sint legitimi, circa finem ibi : *Sunt autem sacerdotes levitici generis fratres nostri, qui nobis jure levitico in executionem sacerdotalis officii coadjutores existunt.* Confirmat hoc Andr. Sicul. ex cap. *Anastasius*, distin. 19, ubi Anastasius arguitur de eo, quòd sine consilio clericorum hæreticis communicaverit.

14. Nihilominùs certum est, in solo pontifice esse potestatem absolutam ferendi leges, ideòque posse validè illas ferre sine consensu, et sine consilio cardinalium, licet ex honestate ac decentiâ id regulariter non faciat. Hæc est communis sententia juristarum, ut affirmat, et sequitur Turrecremata in capite 2, § *Ideò*, art. 2, num. 4. Eamdem tenet abbas in cap. 2 de Clericis non residen. numero 4, latè Felinus, et multa referens in Rubricâ de Constitution. numer. 2, et ibi Decius lection.1, quæst. 3. Pluraque in hujus sententiæ confirmationem adducit Andr. Sicul. dictâ quæstione primâ. Sed res clarior est, quàm ut multis probationibus indigeat. Unde prior pars videtur mihi adeò certa, ut sine errore negari non possit. Primò, quia talis est hæc potestas in papâ, qualis fuit in Petro; sed in Petro fuit ita absoluta, ut posset leges condere, etiam sine consilio Apostolorum, nedùm aliorum inferiorum; ergo multò magis talis erit in pontifice, ut sine consilio cardinalium possit leges condere. Major certa est, et jam probata. Minor etiam est certa ex dictis in assertione primâ et secundâ, et ex verbis Christi : *Pasce oves meas;* ibi enim dedit illi potestatem etiam supra alios Apostolos; dedit ergo eam illi soli, et liberam, ac independentem ab illis. At in illâ potestate includitur potestas leges ferendi, ut etiam probatum est; ergo hanc habuit Petrus liberam, et independentem ab aliorum consensu, vel consilio, sicut absolutè illi promissæ fuerunt claves : *Tibi dabo claves*, et sicut ipse solus futurus erat petra, in quâ Ecclesia fundaretur. Sic ergo habet papa à Christo hanc potestatem; nullo ergo modo potest limitari, aut minui ab hominibus. Secundò hoc convincunt jura sæpè allegata, præsertim cap. *Cuncta*, 9, quæst. 3, ibi : *Apostolica Sedes, sine ullâ synodo præcedente, solvendi, et damnandi habuit potestatem; et hoc quidem pro suo principatu, quem beatus Petrus Apostolus Domini voce tenuit semper, et tenebit.* Item ex cap. ult. de Constit. ubi absolutè dicitur : *Constitutio Sedis apostolicæ omnes astringit*, et cap. *Sunt quidam*, 25, quæst. 1 : *Romano pontifici semper licuisse novas condere leges.* Quibus locis, et aliis similibus absoluta supponitur hæc potestas in solo pontifice. Unde tertiò possumus hoc confirmare ferè ex omnibus legibus pontificiis juris canonici; raro enim addunt illa verba : *Sacro approbante concilio*, vel illa : *De fratrum nostrorum consilio*, quæ sæpè in motibus propriis, vel rescriptis aliis extra jus ponuntur; in jure autem minimè, sed pontifices ferunt leges propriâ auctoritate, et in se solis agnoscunt absolutam potestatem, sicut imperator, aut rex suas leges ferre solet. Ex quo etiam magnum argumentum à fortiori sumitur. Tandem id confirmare possumus quia dignitas cardinalium, nec tam est antiqua, nec ita divina, et immutabilis, sicut dignitas pontificia; ergo. Ex quibus etiam concluditur, sine causâ dixisse Cardinalem, consil. 138, constitutionem factam à papâ sine consilio cardinalium non obligare successores, quia debet eorum consensum requirere;

nam hæc ratio falsum sumit. Unde in rigore non magis obligatur successor papæ unà constitutione sui prædecessoris, quàm alià, loquendo de proprià et rigorosà obligatione; loquendo verò de decentià, faciliùs mutabit factam sine consilio cardinalium, quàm cum illo editam.

15. Nec fundamenta alterius sententiæ sunt alicujus momenti. Ad priorem enim partem rectè respondent Abbas et alii, ex doctrinà Innocent. in capite *Bonæ*, 2, de Postulat. prælat., non posse valere consuetudinem, aut præscriptionem contra supremam papæ potestatem. Quod est veluti axioma receptum ab omnibus jurisperitis, et meritò, quia non potest consuetudo humana prævalere contra jus divinum; hæc autem potestas integra, et absoluta, seu plena (ut in jure vocatur) est de jure divino; ergo non potest diminui per humanum usum, aliàs etiam posset auferri: nam in hoc eadem ratio est totius et partis; diminueretur autem, si ex absolutà fieret dependens à cardinalibus, ut constat. Unde tota hæc consuetudo semper pendet à potestate, et voluntate pontificis, qui posset jura cardinalium immutare, vel aliter constituere, si expedire censeret. Unde facilè respondetur ad alteram partem (quidquid sit de dignitate cardinalium, an et quomodò sit, vel manet à jure divino) omnem potestatem eligendi pontificem, quæ in eis est, esse à jure humano, et pendere à pontifice, ut suo loco latiùs ostendemus. Nec cap. *Per venerabilem* aliquid in contrarium probat, solùm enim inde habetur, pontifices in lege gratiæ instituisse consilium cardinalium ad imitationem legis veteris; unde non sequitur hoc pertinere ad jus divinum. Minùs autem probat cap. *Anastasius*, tum quia apocryphum est, et nullius auctoritatis, ut in Decreto Gregoriano notatur; tum etiam quia ibi non agitur de usu potestatis legislativæ, sed de communicatione cum hæreticis, generando scandalum et suspicionem de se pravam, de quâ longè alia fuisset ratio, si vera fuisset historia, et non fabulosa, ut reverà est.

16. Dico quartò: Christus Dominus per se ipsum immediatè nulli alteri contulit unquàm hanc potestatem. Hæc assertio probatur auctoritate negativà, quæ in materià supernaturali et fidei est sufficiens. In Evangelio ergo non legimus alicui alteri illam contulisse extra Apostolos. Nam licet elegerit etiam septuaginta discipulos, longè tamen diverso modo, quàm Apostolos, et nullibi talem potestatem eis contulit, ut benè expendit Bellarmin. lib. 1 de Clericis cap. 14. Neque etiam ex traditione Ecclesiæ haberi potest, Christum vel ante, vel post Ascensionem suam aliis dedisse immediatè hanc potestatem. Suppono enim inter Apostolos comprehendi præcipuè Paulum, et probabile est, etiam Barnabam numerandum esse, ut sentit Glossa in cap. *In novo*, dist. 21, ex cap. *Quotidiè*, 75, dist. quod est Leonis papæ, Epist. 79, cap. 1. Duæ tamen hîc oriebantur difficultates, una de episcopis, alia de concilio generali, quæ in duobus capitibus sequentibus meliùs tractabuntur.

CAPUT IV.

Possitne unusquisque episcopus in suà diœcesi leges ferre, et quo jure?

1. Duobus modis solet potestas jurisdictionis, qualis est potestas ferendi leges, participari, scilicet, jure ordinario, et per delegationem. Prior est, ut ita dicam, per se, et omninò cadere potest sub scientiam, ac propterea de illo præcipuè dicemus; nam alius modus est magis per accidens, pendens ex voluntate hominis, et ideò de illo in fine capitis quinti pauca subjiciemus. Est autem pro generali regulà supponendum, potestatem hanc respectu totius Ecclesiæ, in nullo esse præter papam, quia non jure ordinario, ut patet ex capite præcedenti (quia non possunt esse in Ecclesià duo capita), nec etiam per delegationem, quia tam universalis delegatio nunquàm fit, nec fortè convenienter fieri potest, ut infra dicam.

2. Dicendum igitur censeo, episcopos habere potestatem legislativam in suis diœcesibus jure ordinario humano, fundato aliquo modo in divino. Tres partes habet hæc assertio. Prima est absoluta, quòd episcopi hanc habeant potestatem. Et hæc sine controversià recepta est, eamque tradunt canonistæ in Rubricà, et in cap. *Cùm omnes*, et cap. *Cùm accessissent*, de Constit., ubi Panormit. Deci. et Hostien. Item summistæ verb. *Lex*. Potestque fundari in cap. 1 de Consecrat. d. 3, ubi episcopi supponuntur habere potestatem præcipiendi festorum et jejuniorum observationem. Item in cap. 2 de Locato, ubi supponitur, episcopos posse statuta facere, ut ibi notat Gloss. Idem expressè habetur in c. 2 de Majorit. et Obedient. cap. 2 de Constit. in 6. Estque hæc potestas valdè consentanea muneri episcoporum, quibus dixit Paulus Actor. 20: *Posuit vos Spiritus*

sanctus episcopos regere Ecclesiam Dei. Item de illis maximè intelligit, quod Hebræor. 13 dicit : *Obedite præpositis vestris;* item potest adduci id Matt. 18 : *Quæcumque ligaveritis*, etc. nam sub verbo *ligandi* etiam legislatio includitur, ut supra dixi; loquitur autem ibi Christus ad omnes Apostolos, quibus episcopi succedunt, cap. *In novo*, distinct. 21, Tridentin. sess. 23, capite 4. Ex quibus concluditur ratio; quia episcopi sunt pastores ordinarii, et principes Ecclesiæ post summum pontificem, et ideò ex vi sui muneris egent potestate ferendi statuta suis subditis convenientia; illa verò potestas competit jure ordinario, quæ convenit ex vi proprii muneris; ergo.

3. Secunda verò pars, quæ affirmat, hanc potestatem convenire episcopis jure humano, magis controversa est. Aliqui enim contendunt, habere illam de jure divino, et immediatè à Christo, quamvis cum subordinatione, et dependentiâ à summo pontifice. Tribuitur Victor. Relect. 2 de Potestat. Ecclesiæ quæst. 2, in fine, sed reverà, si attentè legatur, nunquàm id expressè dicit, licet favere videatur, ut infra dicam. Apertiùs et nimiâ exaggeratione id tradit Castro de just. hæretic. Pun. cap. 24, dicens, oppositum esse contra omnium sacrorum doctorum sententiam, nullum verò designat. Ei verò adhæsit Gabriel Vasquez 1-2, disput. 152, cap. 3. Potestque hæc sententia suaderi ex principiis positis. Primò quia Apostoli habuerunt hanc potestatem immediatè à Christo; sed episcopi sunt Apostolorum successores; ergo succedunt in hâc potestate ex vi donationis Christi, ac subinde ab illo immediatè eam habent non à pontifice. Major posita est in capite præcedenti; minor autem proximè probata est ex jure, et ex concilio Trident. Consequentia item in simili probata est c. 3. Confirmant hoc ex verbis Christi Matt. 18 : *Quæcumque ligaveritis super terram*, etc., quæ non tantùm ad personas Apostolorum, sed etiam ad episcopos eorum successores dicta fuêre. Item inducunt verba Christi Luc. 10 : *Qui vos audit, me audit; et qui vos spernit*, etc. Nam illa ad Apostolos, et eorum successores pertinent, ut tradunt Cypri. lib. 4, Epist. 9, et Basil. in Constit. Monast. cap. 23, et eodem modo possunt induci verba Pauli Roman. 13 : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit.* Nam etiam ibi intelliguntur potestates ecclesiasticæ, ut omnes fatentur, quia sunt veræ potestates; inter has autem maximè intelliguntur episcopi, sub pontifice. Denique simile est illud ad Hebræos 13 : *Obedite præpositis vestris*, etc.

Secundò, quia munus episcopale est de jure divino, ut suppono; ergo quidquid est intrinsecè annexum tali muneri, est de jure divino; sed jurisdictio ad ferendas leges est necessariò conjuncta cum episcopali munere, quia non potest convenienter pastorale munus exerceri sine tali potestate; ergo. Ita enim supra colligebamus, Christum dedisse Apostolis jurisdictionem immediatè, quia dedit illis Apostolatum, cui est intrinsecè necessaria jurisdictio; ergo simili proportione procedit in episcopis, saltem quoad jurisdictionem eis proportionatam. Dices, episcopatum esse de jure divino quoad consecrationem, et potestatem ordinis; non verò quoad episcopatum ipsum, ut includit curam, et gubernationem. Sed contra hoc obstat primò; nam Paulus dixit : *In quo vos posuit Spiritus sanctus regere Ecclesiam Dei*, etc. Nam regendi verbum apertè dicit pastorale munus. Secundò quia episcopalis consecratio confert per seipsam episcopalem dignitatem; ergo confert jurisdictionem saltem in habitu, seu in actu primo, licet non conferat usum, donec applicetur illi materia. Sicut in ordinatione sacerdotis datur potestas absolvendi, quæ est jurisdictio in habitu.

4. Tertiò possumus argumentari ex usu antiquissimo Ecclesiæ, quia in principio Apostoli creabant episcopos, inconsulto Petro, et postea fiebant per electionem cleri, aut populorum, et statim censebantur esse episcopi sine speciali recursu ad pontificem, vel alium hominem; ergo signum est, potestatem illam dari immediatè à Deo, factâ designatione personæ per electionem, vel per alium legitimum modum, sicut de summo pontifice diximus. Et confirmatur, quia episcopus, cùm leges fert, non potest dicere, se ferre illas potestate sibi à papâ concessâ; sicut non potest hoc dicere, quando excommunicat, vel à censurâ absolvit : nam hoc pertinet ad delegatum, non ad ordinarium judicem, sed potest et debet dicere episcopus : Ego potestate utor à Christo acceptâ, vel quid simile; ergo signum est habere illam immediatè à Christo.

5. Nihilominùs dicendum est, hanc potestatem legislativam non dari immediatè à Christo, sed per summum pontificem; neque esse de jure divino, sed de humano. Similem assertionem posui in tomo 4 de Jurisdictione in foro pœnitentiæ, et in tomo 5 de Potestate absolvendi à censuris; consequenter ergo in præ-

senti idem assero de potestate legislativâ. Quam sententiam ex veteribus theologis colligimus, quatenùs asserunt potestatem clavium, aut jurisdictionis, quatenùs ad gubernationem Ecclesiæ spectat, ad omnes alios per Petrum et successores ejus derivari : nam clarum est, hanc potestatem legislativam sub illâ jurisdictione contineri ; imò major est ratio de illâ, ut ex discursu patebit. Illud autem principium sumitur ex D. Thomâ 4 contra Gentes, c. 76, ration. 4, ubi dicit, ideò Christum specialiter Petro promisisse : *Tibi dabo claves, ut ostenderetur potestas clavium per eum ad alios derivanda ad conservandam Ecclesiæ unitatem.* Idem sentit 2, dist. 44, in fine, circa expositionem litteræ. Et loquens de potestate concedendi indulgentias in 4, distin. 20, quæst. unicâ, artic. 4, quæstiunc. 3, dicens : *Papa habet plenitudinem potestatis pontificalis quasi rex in regno; episcopi verò assumuntur in partem sollicitudinis quasi judices singulis civitatibus præpositi.* Unde concludit habere potestatem secundùm ordinationem papæ, et non ampliùs. Idem sentit distinctione 24, articul. 3, quæstione 3, ad 4, et Durand. quæst. 2, n. 13; Soto dist. 20, quæst. 1, artic. 4; Cajetan. tomo 1 Opuscul. tractat. 1, cap. 19; expressè Antonin. part. 3, tit. 22, cap. 4, § 1, verb. *Septima*, cum Hervæo tractat. de Potestate papæ; latissimè Francisc. Vargas tract. de Auctoritate pontificis, quæst. principali ; Bellarmin. lib. 4 de romano Pontifice, c. 24; Salmeron tomo quarto part. 3, tract. 4.

6. Ut autem hanc sententiam sine vocum ambiguitate probemus, advertendum est, contrariam sententiam duobus modis solere explicari. Prior supponit inprimis id, quod certum esse credimus, scilicet, consecrationem episcopalem, et potestatem ordinis, quæ ex vi illius confertur, esse ex Christi institutione, et ita ex vi juris divini conferri, et rectè dici posse immediatè à Christo dari. Hoc in materiâ de ordine ex professo probandum est. Nunc breviter declarantur singulæ partes; nam, sicut Christus instituit, ut esset in Ecclesiâ sacerdotes ; ita etiam instituit, ut essent episcopi, qui in gradu ordinationis suæ essent superiores, et potentiores ; unde multa possunt efficere per potestatem ordinis, quæ non possunt vel omninò, vel ex vi tantùm suæ ordinationis, ut conferre ordines præsertim sacros, et maximè sacerdotium, confirmare, et alia. Hæc ergo potestas non potest esse, nisi ex Christi institutione, quia per illam datur character, et potestas consecrandi, absolvendi, et gratia sanctificans, quæ non possunt esse ex institutione humanâ. Ergo consecratio episcopalis, per quam talis potestas datur, de institutione Christi est. Item, quòd personæ sic consecratæ detur specialis potestas, de jure divino est, nec potest talis potestas impediri, aut limitari per homines, si consecratio valida est. Ac subinde rectè dicitur à Christo immediatè dari, quia licet intercedat actio ministri consecrantis alium in episcopum, ille solùm se gerit, ut minister applicans, seu efficiens sacramentum, seu consecrationem ; Christus verò ipse est et proximum et principale operans propriâ virtute ; ex vi ergo suæ institutionis tantùm confert illam potestatem quasi de suo, vel (ut ita dicam) de suo communicat participationem immediatam suæ potestatis.

7. Hoc supposito dicit Castro, hanc potestatem sic datam episcopo ex vi suæ consecrationis, non solùm esse potestatem ordinis, sed etiam jurisdictionis. Quia ex vi illius potest episcopus consecratus jus dicere, si ei applicetur materia. Ad eum modum, quo Navarrus et aliqui alii dixerunt, omnes sacerdotes ex vi ordinationis suæ recipere jurisdictionem in habitu (ut ipsi loquuntur) licet eâ uti validè non possint, nisi eis applicetur materia. Ita etiam explicat hanc sententiam Vasquez supra, utens eâdem similitudine et proportione, et declarans, illam applicationem materiæ non esse per solam approximationem præexistentis materiæ, sed esse per moralem effectionem ipsius materiæ, quæ simul fit, et approximatur. Quia materia illa sunt subditi, ut tales sunt; in præsenti ergo tunc applicatur materia, quando efficiuntur subditi, nec aliter applicantur, quàm faciendo in eis subjectionem. Hanc verò sententiam sic declaratam, non aliter probat hic auctor, nisi quia existimat hanc potestatem activæ jurisdictionis fuisse promissam Apostolis Matth. 18, illis verbis : *Quæcumque alligaveritis*, etc. Item ultimâ confirmatione supra positâ, quòd episcopus non potest dicere : *Ego excommunico per potestatem à papâ acceptam.*

8. Mihi autem in tom. 4, disp. 16, sect. 3, opinio illa Navarri (unde in præsenti sumitur proportio) valdè displicuit. Primùm, quia in re solùm mutat loquendi modum contra receptas locutiones conciliorum et scholasticorum, ut ibi ponderavi, et constabit clarè intuenti loca D. Thomæ et scholasticorum quæ proximè citavi. Qui appellant potestatem ordi-

nis eam quæ datur ex vi sacramenti, et præter illam requirunt potestatem jurisdictionis, quæ datur extra sacramentum per hominis concessionem nudam. Illa autem jurisdictio in habitu, quam Navar. sic nominat, non est nisi potestas ordinis in corpus Christi mysticum, nec plus potest operari sine aliâ, quàm potestas illa quam scholastici ordinis vocant. Deinde quia, si necesse est ut postea fiant homines subjecti tali personæ, ut per illam potestatem possit in illos operari, ut in præsenti Vasquez fatetur; ergo necesse est, ut sacerdos vel episcopus consecratus de novo fiat superior respectu talium subditorum, quia superior et subditus correlativa sunt, et ideò non potest unum fieri prius, quàm aliud, neque unum sine alio. Ergo cùm applicatur materia, et fiunt subditi, superior accipit novam potestatem et jus, et quasi dominium in illos, quia per talem potestatem formaliter constituitur superior; ergo illa est etiam potestas jurisdictionis; ergo ultra potestatem datam per ordinationem, requiritur potestas jurisdictionis data per homines; ergo in idem revolvitur, et immeritò prior vocatur potestas jurisdictionis etiam in habitu, quia est potestas omninò absoluta à subditis, quod repugnat jurisdictioni. Dicent fortassè, dicere habitudinem ad eos, qui possunt fieri subditi. At certè hoc modo quilibet homo habebit jurisdictionem activam regalem, quia habet rationem et voluntatem, quæ habet potestatem imperandi eis, qui fieri possunt subditi, quod ridiculum est; sic enim simplex sacerdos ex vi ordinationis nihil plus habet superioritatis, vel jurisdictionis, quàm veluti capacitatem proximam ad superioritatem, et jurisdictionem in foro pœnitentiæ exercendam, si detur; tunc autem sicut superior non est, ita nec jurisdictionem habere dici potest.

9. Verùmtamen, licet ille modus loquendi in illâ materiâ habere posset aliquam verisimilitudinem, in præsenti nullam habere potest: idcircò enim illam partem hîc repetii, et declaravi, ut ex comparatione magis innotescat falsitas illius sententiæ. Probatur ergo assumptum: nam actus proprius jurisdictionis in foro pœnitentiæ essentialiter pendet à potestate ordinis, scilicet, absolutio à peccatis, et consequenter omnis actus ligandi et solvendi in illo foro, eamdem dependentiam habet. Nam licet contingat, aliquam habere jurisdictionem per parochiale beneficium, si non sit sacerdos, non potest per se absolvere; unde fit, ut actus ille simul essentialiter sit consecrationis, ut sic dicam, et ordinis, et ideò potestas ordinis sacerdotalis est potestas per se requisita ad absolvendum, et principium per se absolutionis. Unde, quia absolutio est actus dicendi jus, potest aliquo modo illa potestas dici jurisdictiva, ut sic dicam. At verò in episcopo nullus est actus jurisdictionis, qui per se pendeat à consecratione, et ideò episcopus electus, et confirmatus potest efficere ea, quæ jurisdictionis sunt, juxta cap. 1 et 2 de Translat. episcop. et capite *Transmissum* de Elect., ubi id notat Glossa ult. ab omnibus recepta, ibidem. Unde etiam indulgentias concedere potest nondùm consecratus; imò nec ordinatus sacerdos, ut docuit D. Thom. in 4, distinct. 20, q. unic. artic. 4, quæstiunc. 2, et Panorm. in c. *Accedentibus*, de excess. Prælat. num. 4, cum aliis; cùm tamen indulgentiarum concessio videatur actus maximè spiritualis inter omnes, qui sunt jurisdictionis. E contrario verò episcopus consecratus, licet nullos subditos habeat, potest validè efficere omnes actus proprios ordinis episcopalis. Quamvis enim ut rectè fiant, necessaria sit licentia superioris, tamen, si absque tali licentiâ confirmet vel ordinet, valida est ordinatio, et confirmatio, ut est certum apud omnes. Ergo character, seu consecratio episcopalis non est principium per se alicujus actûs jurisdictionis; nullo ergo modo dici potest, quòd sit jurisdictio activa, neque actu neque habitu, quandoquidem sine illo principio fiunt omnes actus jurisdictionis episcopalis, et quando illud inest cum jurisdictione, solùm se habet quasi concomitanter respectu actionum puræ jurisdictionis, vel ut conditio quædam dignificans personam, et constituens habilem ad alias actiones magis sacras.

10. Et confirmatur primò, quia propter hanc causam tota jurisdictio episcopalis committi potest non episcopo, non solùm quoad potestatem, sed etiam ut illâ per seipsum uti possit; nec solùm potest delegari, sed etiam ut ordinaria dari, ut est certum de multis abbatibus, et de prælatis religionum, de quibus paulò infra dicemus; ergo signum est, consecrationem episcopi non dare ullo modo potestatem jurisdictionis, quia et esse potest sine ullâ jurisdictione, id est, sine episcopatu, ut dicitur in cap. *Inter corporalia*, de Translat. episcop. Et è contrario jurisdictio episcopalis potest esse et exerceri sine consecratione. Unde etiam colligitur, hanc jurisdictionem non consistere in

applicatione materiæ, quæ sit distincta à potestate verâ et morali, quæ datur episcopo per concessionem omninò distinctam à consecratione; per hanc enim potestatem ille fit superior, et alii fiunt subditi, neque alia materia ibi cogitari, aut desiderari potest.

11. Tandem confirmatur et declaratur ex potestate pontificiâ, quæ est veluti primum exemplar omnis potestatis spiritualis jurisdictionis; nemo enim negabit illam esse veram potestatem spiritualem activæ jurisdictionis; imò et supremam in ordine, quæ in puris hominibus esse potest; illa autem non datur pontifici per ullam consecrationem, sed per electionem, et nudam concessionem Dei. Quando enim dixit Petro: *Pasce oves meas*, nullam novam consecrationem vel characterem illi impressit, sed puram potestatem jurisdictionis illi præbuit. Sic etiam papa, cùm ritè eligitur, statim est verus papa, quoad talem potestatem, et nullam consecrationem inde accipit; imò, si non sit episcopus, vel sacerdos postea consecrandus est, vel etiam ordinandus, et interim nihilominùs potest omnes actus solius jurisdictionis externæ exercere. Ergo eodem modo conceditur aliis episcopis propria potestas jurisdictionis per electionem, vel puram concessionem, non per consecrationem; est enim eadem ratio. Tum quia episcopalis potestas non est, nisi participatio quædam papalis potestatis. Tum etiam quia sicut in constitutione papæ non est aliud applicare illi materiam, quàm facere illi subditam universam Ecclesiam; nec facere subditam est aliud, quàm dare illi veram et novam potestatem supra illam; ita quando episcopo consecrato tantùm datur episcopatus, non aliter applicatur illi materia, nisi quia aliqui denuò illi fiunt subjecti, nec fiunt subjecti, nisi dando illi novam potestatem superioris distinctam omninò à potestate ordinis, seu à consecratione. Tum denique quia sicut actus pontificiæ jurisdictionis, ut sic, non sunt actus ordinis, vel consecrationis, nec ab illâ manant; ita nec actus episcopalis jurisdictionis. Et simile argumentum sumi potest ex jurisdictione Apostolorum, ut consideranti facilè patebit.

12. Quapropter modus ille declarandi, et defendendi illam sententiam verisimilis non est. Nec rectè pro illo adducitur promissio Christi Matth. 18: *Quæcumque alligaveritis*, etc. Nam ex vi verborum ibi non fuit promissa potestas ordinis episcopalis, sed fuit promissa potestas judiciaria, et jurisdictionis coactivæ spiritualis, quæ de se dari posset, et interdùm datur sine consecratione personæ. Quamvis aliàs Christus voluerit, ut per se primò ac principaliter sit in episcopis. Ratio verò illius sententiæ non urget, quia solùm nititur in quodam modo loquendi, et gratis, ac sine probatione sumit, non potuisse usu introduci, ut episcopi etiam in actibus suæ jurisdictionis ordinariæ dicerent: *Auctoritate mihi à Vicario Christi concessâ*, vel quidpiam simile; sicut ordinarii judices et gubernatores regum dicere solent: *Præcipit majestas regia*, vel aliud æquivalens: his enim judicibus æquiparat episcopos D. Thom. 4, dist. 20, q. unic. art. 2, quæstiunc. 3. Quòd ergo hoc non sit in usu, non est, quia non possit esse, nec quia jurisdictio episcoporum detur immediatè à Deo, seu per consecrationem, quod patet, quia de inferioribus prælatis habentibus jurisdictionem episcopalem sine consecratione nemo dubitat, quin habeant illam jure humano, et à papâ; et tamen illi etiam non utuntur illo modo loquendi; non est ergo quia non possint, nec quia habeant jurisdictionem immediatè à Deo. Igitur in utrisque est, vel propter modestiam, et moderationem pontificum, qui licet dent potestatem, intelligunt illam esse principaliter à Christo, et in illum esse omnia referenda, quia ille est principale operans, ipsi verò sunt vicarii ejus. Vel certè id fit, ut distinctio servetur inter potestatem delegatam, et ordinariam, ne confundantur, vel ambiguitates oriantur. Vel certè, quia ordinaria potestas ita datur, ut postea prælatus suo jure utatur ad modum causæ primæ præcipientis, ideò necesse non est, ut exprimat in suo actu, quòd habeat potestatem ad illam; nam hoc ipso jure constat, et consequenter, nec oportet exprimere à quo receperit virtutem, quia hoc impertinens est ad effectum. Potestas autem delegata semper est veluti quid facti, et qui illâ utitur se habet ad modum instrumenti actu moti, et pendentis ab influxu causæ principalis, et ideò, ut de jurisdictione constet, conveniens est exprimere operantem, se illam habere, et consequenter unde illam habeat. Quæ differentia est moralis tantùm congruentia, ita ut necessarium non sit semper servari. Nam qui utitur potestate delegatâ, non semper id exprimit, et prælatus ordinarius potest, si velit, id explicare, et interdùm fortè propter aliorum ignorantiam poterit esse expediens.

13. Venio ad modum alium explicandi, et defendendi priorem sententiam, nimirùm Chri-

stum Dominum instituisse, ut essent in Ecclesiâ episcopatus sub pontifice; quia non poterat tota Ecclesia immediatè gubernari per unum episcopum universalem, qualis est summus pontifex; voluitque idem Christus Dominus, ut illi intermedii gubernatores essent non tantùm delegati, et quasi vicarii papæ, sed ut essent veri pastores ordinarii, et principes spirituales sub pontifice summo. Hoc enim ostendit ecclesiastica traditio. et sumitur ex verbis Pauli citatis: *In quo Spiritus sanctus vos posuit episcopos regere Ecclesiam Dei.* Hinc ergo ulteriùs fit, ut episcopatus ipse ex vi institutionis Christi jurisdictionem ordinariam, et principalem includat; imò quòd tota illa dignitas, ut distinguitur à consecratione in potestate jurisdictionis consistat, quia est dignitas prælationis, et regiminis, quæ sine jurisdictione intelligi non potest. Et consequenter, nec sine potestate præcipiendi; hæc enim, ut supra dicebam, adeò est intrinseca superiori, ut repugnet aliquem fieri superiorem, seu prælatum, et non recipere potestatem præcipiendi. Hinc ergo concludunt dicti auctores, hanc potestatem dari immediatè à Christo, et ex vi juris divini, quia datur ex vi muneris à Christo instituti. Et licet pontifex, vel per se applicet tale munus huic, vel illi personæ, vel possit instituere modum applicandi illud; nihilominùs tali muneri ex vi juris divini adhæret talis jurisdictio, et ipsum munus ex vi divinæ institutionis datur, et consequenter pontifex solùm se habet, ut designans personam; Deus verò est, qui per se, et immediatè tribuit munus, et consequenter potestatem.

14. Verùmtamen contra hunc modum explicandi hanc potestatem facilè potest recepta veritas demonstrari. Nam inprimis licet demus episcopatum esse de jure divino, non solùm quoad dignitatem ordinis, sed etiam quoad munus pastorale, non inde sequitur, institutionem, vel collectionem talis muneris, vel jurisdictionis esse immediatè à Christo, quia fieri rectè potuit, ut Christus docuerit et præceperit Apostolis, et præcipuè Petro, modum regendi monarchiam ecclesiasticam mediis episcopis tanquàm pastoribus ordinariis, et principibus sub Petro, et nihilominùs quòd commiserit Petro, et institutionem muneris cum tali jurisdictione, et collationem ejus, non tantùm designando personam, sed etiam potestatem ipsam impertiendo. Hæc enim duo valdè distincta sunt, et separabilia, præcipere aliquid fieri, vel facere illud. Et fieri etiam potuit, ut Christus Apostolis præceperit, ut ordinarent modum et ritum celebrandi sacrificium Missæ quoad accidentales cæremonias, et nihilominùs eis commiserit illas ordinare et instituere. Idemque dici potest de oratione publicâ Ecclesiæ, et similibus. Sic ergo potuit Christus præcipere, ut esset in Ecclesiâ pastorale munus episcoporum, et nihilominùs institutionem illius muneris committere Petro. Hoc autem posito (in quo nulla repugnantia, nec moralis incommoditas ostendi potest), planè sequitur, jurisdictionem episcoporum esse de jure humano, et per homines dari. Quia res est talis ex immediatâ institutione, non ex præcepto, quod ad illam movit. Nam præceptum remotè se habet, et est generale, et non determinat particulares circumstantias rei, sine quibus res ipsa non fit. Institutio verò proximè se habet, et constituit rem in particulari cum determinatis circumstantiis. Sicut in exemplis adductis cæremoniæ Missæ sunt de jure humano, esto præceptum generale ordinandi illas fuerit divinum, ut reverà est, sive fuerit divinum naturale, sive positivum; et sic in similibus. Idem ergo erit in præsenti ex dictâ hypothesi, quòd episcopatus inferiores pontificali dignitate non habent à jure divino nisi generale præceptum instituendi et conferendi talem dignitatem, ut si rex mittens proregem in Indiam, illi præcipiat constituere in provinciis ordinarios gubernatores, illi verò committat, et modum potestatis illis conferendæ, et munerum largitionem, non dicentur postea gubernatores illi habuisse munus à rege immediatè, sed à prorege, licet ex regis præcepto, quia proxima mensura potestatis est voluntas, ac judicium proregis, et ipse est etiam proxima causa, quæ ex vi suæ potestatis alia officia providet; ita ergo erit in præsenti, positâ prædictâ institutione.

15. Quòd ergo talis fuerit episcopatuum institutio, probatur primò ex modo loquendi canonum; ait enim Gregor. in cap. *Decreto*, 2, q. 6: *Romana Ecclesia vices suas ita aliis impertivit Ecclesiis, ut in partem sint vocatæ sollicitudinis, non in plenitudinem potestatis.* Ubi pondero verba illa: *Vices suas impertivit*; nam planè significant, aliarum Ecclesiarum pastores à Romano habere potestatem, et ideò suo modo vices illius gerere, sicut olim prætores vices imperatoris gerebant. Non intendit autem per hoc docere Greg. episcopos esse tantùm vicarios papæ, et non proprios pastores et principes, sed solùm voluit explicare emanationem

unius principatûs ab alio, à quo creantur episcopi, ut ejus coadjutores. Item Leo papa in capite *Ita Dominus*, 19, dist., loquens de potestate Petri, inquit in ipso fuisse à Christo principaliter collocatam, *ut ab ipso quasi quodam capite dona sua velut in omne corpus diffunderet.* Quod testimonium ita eludit Castro, ut particulam illam, *ab ipso*, interpretetur, dicere ordinem temporis, non causalitatis. *Nam Christus est* (inquit) *qui immediatè dedit Apostolis potestatem*, sed priùs Petro Matt. 16, et postea reliquis Apostolis Matth. 18. Sed inprimis semper ibi supponit falsum, scilicet, Christum dedisse Petro vel Apostolis potestatem, Matth. 16 et 18, quia tunc non dedit, sed promisit, ut constat ex verbis, et communi expositione. Unde falsum etiam est, Christum priùs tempore dedisse Petro Apostolatum, vel potestatem, quàm cæteris Apostolis; nam simul omnibus dixit: *Sicut misit me vivens Pater, et ego mitto vos*, Joan. 20, et cap. sequenti dixit Petro: *Pasce oves meas*, quod pertinuit ad singularem dignitatem ejus; postea verò iterùm quoad munus apostolatûs dixit omnibus: *Euntes in mundum universum prædicate Evangelium*, etc. Matth. ult. Potestas ergo Apostolorum, et jurisdictio illorum, ut tales erant non fuit, *ab ipso*, Petro, etiam ordine temporis; non ergo in hoc sensu locutus est Leo. Neque per illam particulam, *ab ipso*, refert solam personam Petri, sed etiam cum proportione ad suos successores, ut constat ex contextu. Priùs enim dicit, *Christum Dominum ita ordinâsse Apostolorum officium, ut in beatissimo Petro Apostolorum omnium summo principaliter collocaret.* Ubi non dixit priùs tempore, sed principaliter, quia nimirùm, in illo tanquàm in capite et ordinario pastore, cui succedendum esset, in aliis verò tanquàm in legatis vitalitiis, ut sic dicam, officium illud collocavit. Et addit rationem, et causam, *ut ab ipso*, id est, per ipsum, *dona sua diffunderet*, non in Apostolos, jam enim de illis non tractabat, *sed in corpus omne*, non uno tempore, sed perpetuo; ideò enim voluit dignitatem illam Petri esse perpetuam ut per Petrum et successores ejus omnis alia potestas ad alios diffunderetur.

16. Secundò potest adjungi ratio et congruentia, quia hic modus institutionis est magis consentaneus perfectæ monarchiæ, qualem esse Christi Ecclesiam Catholici intelligunt. Item est congruentior ad majorem unionem membrorum omnium etiam principalium cum suo capite, et perfectiorem subordinationem, et consequenter majorem Ecclesiæ pacem; ergo meritò credimus, ita fuisse Ecclesiam à Christo institutam. Præsertim quia de supremi capitis institutione cum plenitudine potestatis, et absolutâ pastorali curâ sine ullâ limitatione constat expressè ex Evangelio; de potestate autem immediatè datâ aliis prælatis, quibus perpetuò succederetur ex vi ejusdem donationis, non constat ex Evangelio, imò neque aliquod ejus indicium reperitur. Et aliunde ex usu colligi potest, mutationes et erectiones episcopatuum ad romanum pontificem semper spectâsse, ut sumitur ex cap. *Quanto*, et cap. *Salonitanæ*, 63, dist. et cap. *Pastoralis*, et cap. *Temporis*, 7, q. 1, et plura alia refert Vargas supra.

17. Tertiò declaratur eadem veritas ex differentiâ inter pontificiam dignitatem, et officium episcopi; nam pontificia dignitas habet certam et immutabilem qualitatem et potestatem ex vi suæ institutionis in his, quæ ad substantiam ejus pertinent, et ideò rectè intelligitur esse potuisse, ac debuisse ex immediatâ institutione divinâ. Nam ex parte subditorum, et territorii habet determinationem per modum universalitatis, ut scilicet extendatur ad universum mundum, et omnes Christianos baptizatos, et aliquo modo ad omnes homines, quantùm necesse est ad fidei propagationem, ac justam religionis christianæ protectionem; et similiter ex parte actionum solvendi et ligandi omnium modorum, et materiarum, in quibus versari possunt, habet eamdem determinationem per universalitatem, et in omnibus his habet immutabilitatem, quia nec augeri, nec minui ab hominibus potest, et ideò illius potestatis origo immediatè in Deum fertur, quia non est in hominibus potestas nec innata, nec extrinsecùs data, à quâ tanta celsitudo potestatis manare potuerit.

18. At verò munus episcopale non habet certam qualitatem aut determinationem ex vi juris divini, neque in territorio, neque in personis subdendis huic vel illi episcopo, neque in actibus regiminis, neque in materiâ illorum. Unde videbimus quoad territoria episcopatus esse inæquales, et eumdem nunc augeri, nunc minui, vel unum in duos dividi, vel è converso ex duobus unum fieri. Quoad personas etiam ex eâdem diœcesi aliquæ eximuntur à subjectione episcopi, et immediatè subjiciuntur papæ, vel alteri juxta voluntatem ejus, et sæpè contingit episcopum unius diœcesis habere Ecclesias subjectas sibi in alterius diœcesi, et aliquam exemptam in proprio ter-

ritorio. In ipsis etiam episcopatibus est ordo hierarchicus episcoporum, archiepisc. et patriarcharum, seu primatum, qui nullo modo potest in jus divinum referri, ut per se constat. Item in actibus jurisdictionis spiritualis aliqui sunt, quos non possunt episcopi ex vi sui officii, ut instituere irregularitates, ut in propriâ materiâ dixi, vel præscribere impedimenta irritantia matrimonium, ut ex propriâ materiâ suppono, vel relinquere suum episcopatum, aut ad alium transire, juxta caput. *Inter corporalia,* de Translat. episcopor. et cap. *Nisi cùm pridem,* de Renuntiat. et in universum graviorum causarum definitio juxta caput *Majores,* de Baptismo. In aliis verò actibus jurisdictionis, quos episcopalis potestas exercere potest, limitationem et reservationem sæpè recipit, vel certam mensuram, ut in absolutionibus, dispensationibus, indulgentiis, et aliis similibus; ergo non potuit convenienter tale munus habere divinam institutionem immediatam, quæ debet esse certa et præscripta. Qualis enim et quanta hæc fuerit, ex jure divino definiri non potest; ergo nec ipsum munus in potestate jurisdictionis consistens fuit immediatè institutum, et datum à Christo, sed solùm præceptum et commissum vicario suo.

19. Dicetur, ex vi juris divini habere episcopum integram potestatem jurisdictionis spiritualis, nisi à papâ in aliquibus rebus limitetur, et solùm in hâc dependentiâ esse inferiorem potestate papæ, atque hoc modo habere certam qualitatem, et præscriptum modum ex vi juris divini, variabilem tamen per humanum. Sed inprimis hic modus institutionis alienus est ab institutione divinâ; decet enim, ut ea, quæ immediatè à Deo præscripta sunt, immutabiliora permaneant, et ita videmus servari in institutionibus sacrificii, et sacramentorum. Deinde, cùm in illo munere tanta futura esset mutabilitas ac varietas, et nunquàm retenturum esset totam illam universalitatem, necesse fuit ita divinitùs institui, cùm jam esset data Ecclesiæ in Petro sufficiens potestas, per quam posset ordinari; Deus enim suaviter disponit omnia, operando per causas secundas, quando commodè potest. Denique ex illo modo institutionis videntur sequi aliqua absurda; unum est, episcopalem jurisdictionem de se, et ex vi juris divini extendi ad universum mundum, et ad omnes homines, nisi per pontificem limitetur ad modum jurisdictionis apostolicæ, quod per se incredibile est. Aliud est posse episcopos ex vi juris divini dispensare in matrimonio rato, nisi à papâ reservetur, quod est etiam incredibile. Tertium est posse relinquere episcopatum suâ auctoritate, nisi à jure humano esset prohibitum, quod est contra Innoc. III, in dicto c. *Inter corporalia.* Et similia possunt multa inferri; non fuit ergo talis institutio divina, sed solùm hæc, ut crearentur episcopi, qui essent ordinarii pastores principales animarum; ergo nihil aliud immediatè per jus divinum positivum institutum est. Ex illâ verò generali ordinatione sequitur statim, in creando illo munere, servanda inprimis esse, quæ jus divinum naturale postulat, supposito priori fundamento, scilicet, ut tale munus creetur cum omnibus necessariis ad convenientem usum ejus; in his verò, quæ prudentialia, vel arbitraria sunt, res tota commissa est Petro; ergo ab illo et per illum habent immediatè episcopi omnem suam potestatem.

20. Unde tandem concluditur, multò magis id dicendum esse de potestate ferendi leges, quia non solùm potest illa limitari, vel ampliari per pontificem, ut quotidiè fit, sed etiam possent particulares episcopatus institui, non conferendo episcopis potestatem condendi leges. Quia hæc potestas non est per se necessaria in omni gubernatore, nec in omni principe, ut patet in temporalibus principibus habentibus superiorem in illo ordine. Et ratio est, quia ad hujusmodi regimen, etiam ordinarium, principaliùs sufficit potestas præcipiendi pro tempore, pro quâ durat regimen, et obligandi, cogendi ac judicandi, quæ omnia possunt haberi sine potestate ferendi leges, id est, perpetua præcepta, et durabilia post mortem præcipientis. Vel saltem posset pontifex ordinare, ut statuta episcoporum non essent firma et durabilia, nisi ab ipso confirmarentur, vel nisi approbarentur à concilio provinciali, vel à metropolitano, aut patriarchâ, prout ipsi juxta regionum varietatem ac distantiam videretur expediens. Cur enim hoc non poterit pontifex? aut quæ est in his omnibus repugnantia? Imò usus ipse ostendit, potestatem hanc sæpè illis concedi cum aliquâ limitatione, ut patet ex cap. ult. de Fer. ibi, *Cum clero, et populo,* et ex cap. *Novit,* cum toto ferè titulo de his, quæ fiunt à prælat. sine consens. capit. Ergo ex divino jure naturali non repugnat episcopale regimen cum hâc limitatione instituti, quandoquidem episcopi in suo ordine non sunt supremi principes, sed superiorem habentes. Nec autem repugnat ex divino jure

positivo, ut a fortiori constat ex dictis. Quia nullum est verbum in sacrâ Scripturâ, nec ullum vestigium traditionis, unde colligi possit tale positivum jus, si ex naturâ rei non est illa potestas necessariò connexa cum episcopali munere. Habent ergo episcopi hanc potestatem, quia supremus Ecclesiæ legislator humanus, qui est pontifex, illam eis, vel expressè, vel tacitè concessit, suove muneri adjunxit. Sicut supra dicebamus de dynastis subjectis imperatori, vel alteri regi supremo in temporalibus, tunc posse leges civiles condere, quando eis concessum est, et non aliàs. Quòd autem episcopis sit hæc potestas concessa, ex usu, et ex juribus citatis constat.

21. Ad primum ergo et præcipuum fundamentum Castri, quòd episcopi sunt successores Apostolorum, respondetur uno verbo succedere illis ut episcopi fuerunt, non ut fuerunt Apostoli; sunt enim hæ dignitates diversarum rationum; Paulus enim Apostolus fuit, et nescimus fuisse episcopum alicujus certæ diœcesis, vel habuisse aliquam propriam ecclesiam, tanquàm ordinarium et proximum pastorem illius, licet haberet sollicitudinem omnium Ecclesiarum, 2 Corint. 11, et in multis creavit episcopos, ut Titum Cretæ, Timotheum Ephesi, Dionysium Athenis. De Joanne etiam Evangelistâ legitur rexisse universas Ecclesias Orientis, et in eis episcopos constituisse, non tamen propriam alicujus sedem privatum episcopum occupâsse. Fuerunt ergo omnes Apostoli episcopi immediatè facti à Christo quoad consecrationem, et quoad hanc succedunt illis omnes episcopi; fuerunt item Apostoli episcopi quasi universales totius Ecclesiæ ex immediatâ concessione Christi, et secundùm hanc rationem non habuerunt successores præter solum Petrum, qui altiori modo pontificatum habuit.

22. Aliqui etiam Apostoli (licet non omnes) habuerunt determinatas sedes episcopales, et quoad hoc non habuerunt episcopatum immediatè à Christo, sed per determinationem humanam. Sic Jacobus Alphæi creatus est primus episcopus Hierosolymitanus à Petro, ut testatur Chrysost. Hom. 87 in Joan. et Euseb. lib. 2 Historiæ cap. 1. Sic etiam ipse Petrus primus episcopus fuit Antiochiæ, quam sedem non immediatè à Christo habuit, sed suâ auctoritate accepit, et eâdem postea reliquit. Quoad hos ergo episcopatus succedunt Apostolis episcopi, propriè quidem, et in rigore solùm in illis Ecclesiis, quæ aliquem ex Apostolis habuerunt in primum episcopum, in reliquis verò solùm per quamdam imitationem, vel participationem, quam habent à Petro, non immediatè à Christo. Ad verba Christi, Matth. 18, jam dictum est, solùm fuisse promissiva. Modus autem quo talis potestas esset danda pastoribus Ecclesiæ, ibi non declaratur. Unde licet episcopi habeant per Petrum potestatem, verissimè in illos convenit : *Quodcumque ligaveritis*, etc., cum participatione et distributione accommodâ. Reliqua testimonia immeritò afferunt, quia non solùm de episcopis, sed etiam de omnibus superioribus, seu prælatis inferioribus verum habent. Et suo modo etiam in magistratibus, et principibus temporalibus, quamvis certum sit, non immediatè à Deo, sed per concessionem hominum habere suam potestatem. Nam postquàm illas habent, incipiunt esse ministri Dei, et ideò illis debetur obedientia.

23. Ad secundum patet responsio ex dictis; concessâ enim majori in bono sensu, negatur minor, quia potestas ferendi leges, non est de ratione intrinsecâ muneris episcopalis secundùm generalem rationem suam, secundùm quam habet originem aliquam à jure divino : et ideò non est apta comparatio, quæ fit ad dignitatem Apostolatûs : nam illa fuit dignitas universalis jurisdictionis respectu totius Ecclesiæ, et ab ipso jure divino fuit determinata ad illum gradum perfectionis. Episcopalis autem dignitas quoad jurisdictionem non est ita de jure divino, nec habet ab illo certum modum potestatis, et consequenter nec institutionem, sed solùm generale præceptum instituendi, et conferendi illam. Et hoc modo sufficienter explicantur verba Pauli : ***In quo vos Spiritus sanctus posuit episcopos regere Ecclesiam Dei;*** eò vel maximè quòd etiam reges dicuntur regnare per Deum, et habere potestatem à Deo, etiamsi per homines immediatè illis collata sint regna; ita ergo licet episcopi constituantur à Petro, verissimè dicitur, positos esse à Spiritu sancto ad regendam Ecclesiam, quia hæc est voluntas Spiritûs sancti, et non sine ipsius inspiratione, et cooperatione fit. Reliqua, quæ ibi adduntur, jam sunt expedita.

24. Ad tertium ex usu respondetur, post Apostolos semper fuisse episcopos creatos per homines, et non immediatè à Christo, et accepisse suam potestatem mediante pontifice summo aliquo modo, licet non semper fuerit idem modus servatus. Nam in principio nascentis

Ecclesiæ, licet Petrus suâ auctoritate quàm plurimos episcopatus erexerit, ut latè refert Baron. ann. 44, num. 11, 27, et sæpè aliis locis; tamen etiam alii Apostoli per potestatem sibi à Christo concessam Ecclesias erigebant, et episcopos in eis constituebant, ut de Paulo dictum est, et de se ipse testatur, et de Joanne Evangelistâ ait Hieron. de Scriptor. Eccles. : *Totas Asiæ fundavit, rexitque Ecclesias.* Et Tertullian. lib. 4 contra Marcionem : *Habemus,* inquit, *Joannis alumnas Ecclesias; nam etsi Marcion Apocalypsim ejus respuit, ordo tamen episcoporum ad originem recensus, in Joannem stabit auctorem.* Et de aliis similiter est notum, ac necessarium.

25. Nihilominùs verò credendum est, omnes episcopos ab Apostolis creatos habuisse successores, mediâ Petri auctoritate, mediatè, vel immediatè. Nam ordo hierarchicus episcoporum, archiepiscoporum, et patriarcharum à principio Ecclesiæ incœpit, et quia in Ecclesiâ perpetuò erat duraturus, non sine auctoritate Petri institutus est, ut alibi, Deo dante, latiùs dicemus. Tunc ergo in Asiâ, et aliis regionibus remotioribus per electionem aliquam usu, et tacito consensu romani pontificis fiebant episcopi et superiores prælati, et fortassè archiepiscopi confirmabant episcopos, in Oriente, et regionibus remotis, Patriarchæ autem episcopos; ipsi verò patriarchæ à principio fuerunt per Petrum instituti, et postea auctoritate romanæ Ecclesiæ, vel modo aliquo ab illâ præscripto constituebantur, et ad hunc modum semper potuerunt episcopi mediatè, vel immediatè per romanum pontificum creari. Et licet per electionem, vel postulationem cleri, aut populi fierent, potestas ipsa semper dabatur auctoritate capitis, vel per se, vel per alios operantes, quod usque hodiè servatur in Ecclesiâ catholicâ, semperque servatum fuisse credendum est. Nam, ut ait Irenæus, libro tertio, capitulo tertio : *Ad romanam Ecclesiam propter principaliorem principalitatem necesse est omnes convenire Ecclesias, hoc est, omnes undique fideles.* Quod licet maximè de doctrinâ fidei verum sit, tamen etiam locum habet in his omnibus, quæ ad universale regimen et graviores ejus actus pertinent, inter quos computatur creatio episcoporum, ut tradit Gregor. in cap. *Præceptum,* distinct. 12, et ibi Glossa, et alii notant, et sumitur ex cap. *Antiquis* 9, quæst. 3, quod sumptum est ex epistolâ Athanasii ad Felicem papam. Unde etiam notat Glossa in cap. *Quanquàm* de Elect. in 6, quòd de jure antiquo et dispositione Ecclesiæ potestas conferendi episcopatum pertinet ad papam, et notat Panormitan. in cap. *Verum,* de For. compet. n. 11.

26. Atque hinc tandem explicata et confirmata manet ultima pars assertionis, in quâ dicebamus, potestatem hanc episcoporum originem habere à jure divino, et præceptum Christi est, ut Ecclesia per episcopos gubernetur, et quòd à papâ vocentur in partem sollicitudinis, licet modus, determinatio et collatio potestatis per arbitrium et prudens judicium pontificum facta sit, et augeri vel limitari possit. Ut autem hæc omnia clariora fiant, et ad omnes singulares personas, quæ leges ecclesiasticas ferre possunt, meliùs applicentur, nonnulla peculiaria dubia in sequenti capite proponemus et exponemus.

CAPUT V.

Deciduntur nonnulla dubia quibus doctrina superioris capitis magis explicatur.

1. Primum dubium est, utrùm episcopus possit condere leges sine voluntate papæ, et quæ regula in hâc materiâ servanda sit, videlicet, an possit episcopus quidquid ei non prohibetur, vel solùm quod ei conceditur. In quo primò dicendum est, episcopos non posse leges ferre in rebus, quas papa sibi specialiter reservavit, illis videlicet aliquo modo repugnantes. Hoc est certissimum ex subordinatione debitâ. Habeturque in cap. 1 de *Translat. episcop.* et cap. 1 et 2 de *Reliquiis, et Venerat. sanctorum*, et cap. ult. de *religiosis Domibus*. Unde secundò certum est, non posse aliquid statuere contra jus commune, quia eo ipso repugnarent voluntati superioris, sumitur ex cap. secundo de Locato. Tertiò addendum, in gravioribus causis nihil posse statuere, quia per generalem regulam Sedi apostolicæ sunt reservatæ. Notat Glossa in capit. secundo de Majorit. et Obedient. Item Glossa in cap. secundo, § *Porrò,* dist. 3 et distinct. 18, in principio. Abbas in capite ultimo de Offic. legato, numero quinto, et sumitur ex cap. *Præceptis* distinct. 12, et cap. *Multis*, distinct. 17, et cap. *Majores*, de Baptismo. Probatur etiam ex generali principio, sub generali concessione non venire ea quæ in specie non essent verisimiliter concedenda cap. ultimo de Officio vicarii, in sexto, et optimè ad rem præsentem in cap. *Quòd translationem.* Ubi adnotant Panormitan. et alii, et Barthol. in l. *Omnes populi*, digest. de Justitiâ et Jure, numero 26. Dicuntur verò esse graviora, quæ ad novam fidei declarationem, vel promulgationem pertinent, vel quæ concer-

nunt statum universalis Ecclesiæ, ut, verbi gratiâ, continentia sacerdotum, aut quæ repugnant privilegiis, vel consuetudinibus universalibus, juxta caput, *Cùm dilectus*, de Consuetud., ubi Glossa verbo, *Constitutus*. Item unam Ecclesiam alteri subjicere, aut duos episcopatus, vel unum in duos dividere, ut dicitur in dicto cap. *Quòd translationes*, et simile esset quadragesimale jejunium mutare, vel quid simile. Extra hos verò casus pro generali regulâ habendum est, episcopum non agere positivâ approbatione, confirmatione, aut concessione papæ, ut possit statuta condere de se firma, ac perpetua, quia hoc convenit illi jure ordinario, capite secundo de Majorit. et Obedient. cap. secundo de Constitut. in sexto, et ex perpetuâ consuetudine, traditione Ecclesiæ, neque est ulla ratio ad limitandam hanc episcopi potestatem.

2. Secundum dubium est, utrùm episcopus possit sine consilio, vel consensu capituli, aut cleri, statuta efficere. Aliqui enim id affirmant ex Glossâ in capitulo, *Si quis*, de Majoritatibus et Obedient.; sed illa Glossa id non dicit, sed solùm ait posse episcopos constitutiones facere. Unde Panormit. cap. ultimo de Offic. legati absolutè id negat, citatque Joan. Andr. et id colligit ex cap. *Novit*, et cap. *Quanto*, de iis quæ fiunt à prælato sine consensu capituli. Quæ jura non loquuntur de statutis, sed de objectionibus bonorum Ecclesiæ, et aliis similibus negotiis, quæ ab episcopo sine capitulo facienda non sunt. Unde dicendum puto, eamdem ferè regulam hic esse servandam, quæ in proximo antecedenti puncto posita est. Nam regulariter episcopus non pendet in ferendis legibus à capitulo, quia non habet ab illo potestatem, sed à papâ, à quo in suo gradu constitutus est princeps habens regimen monarchicum, quia hoc erat magis consentaneum divino juri. Item, quia nullo jure adhibetur hæc limitatio potestatis episcopalis, nec talis dependentia prælati à subditis in legibus ferendis sequitur ex principiis naturalibus; ergo non est pro generali regulâ constituenda; solùm ergo dici potest, esse necessarium concilium, vel consensum cleri, aut etiam populi in casibus à jure expressis, vel in his rebus, quæ specialem rationem vel necessitatem præ se ferunt. Exemplum prioris partis habetur in capitulo ultimo de Feriis, et de illo latè dixi in tom. primo de Religione, tractat. 2, lib. 2, cap. 11, à num. 7. Exempla alterius partis sunt, si leges episcopi disponant de rebus, quæ possunt cedere in præjudicium capituli, aut cleri, proportione servatâ, ut si sint contra privilegium à superiore illis concessum, vel contra præscriptam consuetudinem. Et hoc ad summum potest colligi per argumentum à simili ex dictis capitibus *Novit*, et cap. *Quanto*, et magis ex cap. *Vestra*, de Locato; et est hæc communis sententia. Felinus cap. *Cùm omnes*, de Constitut. num. 11, et Archid. ex textu ibi cap. 1 de Consecr. dist. 3.

3. Tertium dubium est, quid dicendum sit de superioribus prælatis, ut sunt archiepiscopi, primates, seu patriarchæ. De quibus inprimis certum est, jure communi idem posse in suis particularibus diœcesibus, quod episcopus, quia illarum episcopi sunt. Deinde dicendum est, nihil amplius, vel intra, vel extra illas posse, nisi speciali jure, aut præscriptâ consuetudine, vel privilegio eis concessum sit. Ita sumitur ex cap. 4, usque ad caput *Conquestus*, 9, quæst. 3, et cap. *Duo simul*, de Offic. ordinarii. Ratio autem est, quia hæ dignitates, quatenùs superiores episcopis sunt, omninò sunt de jure humano ecclesiastico, et ideò nihil ratione illarum fieri potest, nisi quod specialiter concessum est; præsertim cùm ita sit in dictis juribus declaratum. Unde quod ait Glossa in principio distinct. 18, verbo, *Constituendum*, scilicet, episcopum posse condere canones episcopales, et archiepiscopum provinciales, intelligendum est de archiepiscopo cum concilio provinciali; aliàs juri repugnaret, ut constat ex juribus citatis, præsertim ex cap. *Nullus primus*, 9, quæstione 3. Ideòque æquiparatio illa archiepiscopi cum episcopo non est omnimoda etiam respectivè; nam episcopus solus potest facere canones episcopales, non sic archiepiscopus provinciales.

4. Atque ex his facilè intelligi, seu expediri potest quartum dubium, scilicet, quam potestatem habeant ad condendas leges cardinales, abbates exempti, habentes jurisdictionem episcopalem, vel alii similes prælati, aut etiam legatus pontificius. Primò enim de cardinalibus dicendum est, per se, et ratione suæ dignitatis solùm posse leges ferre in Ecclesiis suorum titulorum. Probatur, quia tantùm in illis habent jurisdictionem episcopalem, ut apertè sumitur ex cap. *His quæ*, de Majoritate et Obedien. et cap. *Quærelam*, de Elect. ubi id notat Panormit. citans Joan. Andr. et alios, et Hieron. Manfred. tractat. de Cardinalib. decis. 134. Secundò dicendum est, inferiores prælatos, licet cardinales non sint, si habent jurisdictionem episcopalem, posse jure communi

in suis quasi diœcesibus leges ferre, nisi eis sit specialiter prohibitum, aut ex consuetudine, vel peculiari institutione requirant communitatis, vel capituli consensum, quod tam ad regulares, quàm ad seculares extendi potest. Ratio est, quia hæc potestas est jurisdictionis, et per se, et jure ordinario est conjuncta cum jurisdictione episcopali. Tertiò idem dicendum est de legato summi pontificis; habet enim potestatem condendi leges in suâ provinciâ, quæ duret, etiam finito munere ejus, donec revocentur, vel à papâ, vel ab alio habente æqualem potestatem. Ita declaratur in cap. ultimo de Offic. legati, ubi Panormitan. et alii, Sylvester verb. *Lex,* num. 4. Ratio est, quia hoc munus ita institutum est à summis pontificibus, et quia illi legati habent jurisdictionem plusquàm episcopalem, et ordinariam, ut patet ex toto titulo de Officio legati.

5. Ultimò dicendum est, nullam aliam personam singularem, præter numeratas, habere in Ecclesiâ potestatem ferendi leges canonicas, quia nullibi concessa legitur, neque cum aliquo alio munere conjuncta est. Et ratio reddi potest, quia, ut supra dixi, potestas legislativa in quâlibet republicâ, de se est suprema; in inferioribus autem solùm esse potest, quatenùs à supremo principe communicatur; non solet autem communicari, nisi magis principalibus, et habentibus superiorem valdè gubernationem, et ideò in Ecclesiâ jure ordinario hæc potestas non est conjuncta, nisi cum principali jurisdictione, qualis in Ecclesiâ est episcopalis, et non inferior.

6. Quintò dubitari hìc solet, an sententiæ sanctorum Patrum, præsertim illæ, quæ in decreto habentur, vim legis habeant. Ratio dubitandi est, quia in decreto Gratiani ut tales inferuntur, et ita communiter, ut canones citantur. Imò Glossa in capite *Noli,* distinct. 9, verb. *In istis*, generaliter dixit, sententias Patrum, quæ probantur à Gelasio distinctione 15, cap. 3, esse canonicas usque ad minimum apicem. Sed hoc non habet fundamentum, quia nec Ecclesia hoc sentit, cùm Patres non fuerint canonici scriptores, nec infallibilem assistentiam Spiritûs sancti habuerint. Neque in illo textu id dicitur, nisi specialiter de quâdam epistolâ Leonis papæ, in quâ ut pontifex locutus est. Unde per vim exceptionis satis significatur, approbationem aliorum operum non esse in eo sensu factam, sed solùm ut de gravissimâ auctoritate humanâ illorum Patrum constaret. Quod ergo ad præsens spectat, dicendum est, sententias, seu dicta sanctorum, per se, et quatenùs nituntur auctoritate eorum, non habere vim legis, ut notat Glossa distinct. 20, in principio, et sumitur ex totâ illâ distinctione. Et ratio est, quia lex non est actus doctrinæ tantùm, sed potestatis; sancti autem Patres non habebant potestatem hanc, neque etiam hâc intentione talia scripta tradebant. Lege Panormitan. Deci. et Felinum cap. *Ne innitaris,* de Constitut. Dixi autem: *Per se, et quatenùs eorum auctoritate nituntur,* quia interdùm ipsi testificantur de præcepto, vel à Christo, vel ab Apostolis tradito, vel Ecclesiæ traditione introducto; et nunc ex illis colligitur præceptum tanquàm ex testibus, non tanquàm ab auctoribus. Unde juxta modum, quo de re aliquâ, seu obligatione testificantur, et juxta majorem, vel minorem consensum sanctorum inter se, eò majorem vel minorem fidem efficiunt; de quâ re vide Augustin. de Anchonâ libro de Potestate papæ quæst. 100, et Canum libro 7 de Locis, cap. 3.

7. Addo præterea, sententias Patrum non accipere vim legis, eò quòd à Gratiano in suo Decreto insertæ sint, nisi ab aliquo pontifice fuerint canonizatæ, ut inter decretales aliquando inveniuntur. Ratio est, quia nec Gratianus habuit potestatem dandi vim legum, neque pontifex aliquis pro legibus approbavit omnia, quæ in illo Decreto continentur. Quamvis aliqui canonistæ oppositum sentiant, quos refert, et sequi videtur Felinus in cap. 2 de Rescript. num. 45. Sed reverà non habent firmum fundamentum; nam consuetudo, quam allegant, non est in eo sensu (juxta conceptum communem sapientûm) introducta. Et ita sentiunt plures alii canonistæ, quos idem Felinus refert, et Decius ibidem, num. 15. Idemque dicendum est de aliquibus legibus civilibus, quas in suo Decreto Gratian. posuit, quia non eo ipso habent vim legis canonicæ, nisi ab aliquo pontifice sint canonizatæ, propter eamdem rationem; ut sentit Glossa in capite 1 de Rebus Ecclesiæ non alienandis in 6, verb. *Tractatus,* et videtur supponere Navar. de Reditib. Eccles. quæst 3, mon. 17, num. 5.

8. Denique obiter addo, nonnulla referri à Gratian. quæ in conciliis, vel Patribus, quibus ipse ea tribuit, non inveniuntur, de quibus meritò dubitari potest, an habeant vim legis. Nam aliqui putant, omninò esse credendum Gratiano, quia jura auctoritatem illi tribuere videntur, juxta Decium, et Felinum supra, cum Panormitan. cap. secundo, citato, de Re-

scriptis. Verùmtamen licet illa sit aliqua præsumptio, non tamen sufficiens, ut inducat legis auctoritatem, et sufficientem propositionem. Quia Gratianus (verisimile est) non omnia sumpsit ex propriis originalibus, sed multa ex antiquioribus decretis, seu collectoribus, et ita facilè potuit deceptio et mutatio fieri, præsertim in nominibus auctorum. Item in decreto Gregoriano multa emendata sunt. Quapropter consulenda semper sunt originalia; quando verò hæc non inveniuntur, inspiciendum est, an talia decreta usu saltem, et consuetudine sint recepta, vel in aliis certioribus decretis confirmata, alioqui ad jus constituendum non sufficient.

CAPUT VI.

Quæ communitates, seu congregationes ecclesiasticæ, habeant potestatem condendi leges.

1. Primum locum inter has communitates, seu congregationes habet generale concilium, quod tribus modis considerari potest; primò ut summum pontificem personaliter habeat præsentem, cujus auctoritate, et congregatum sit, et procedat; secundò quòd habeat auctoritatem papæ per legatos præsentes, non tamen personam; tertiò, ut omninò sine pontifice sit. De primo res est per se nota, quia si solus papa potest ferre leges pro universâ Ecclesiâ, à fortiori poterit simul cum concilio generali; et hujus rei exemplum habemus Actor. 15, ut supra notavimus. De secundo etiam concilio si à papâ postea confirmatum sit, est etiam manifestum habere eamdem potestatem, propter eamdem rationem, et hujus rei exemplum habemus ferè in omnibus conciliis generalibus extra urbem factis, et maximè in Tridentino.

2. Difficultas autem est, an hoc concilium habeat potestatem obligandi per suas leges, priùs quàm à papâ confirmetur. Aliqui auctores affirmant, significat Victor. in Relect. 2 de Potestate papæ quæst. 1, num. 6, et Sot. in 4, distinct. 20, quæst. 1, art. 4, ad 2. Suaderi potest, quia concilium illud habet infallibilem auctoritatem; ergo et supremam potestatem. Item quia aliàs superfluè convocaretur ad leges condendas, quia tandem solus pontifex illas conderet. Verior tamen sententia est, illas leges non obligare sine confirmatione papæ. Ita Cajet. Opusc. de Comparatione papæ, et concil. Turrecrem. libro 2 Summæ cap. 71. Navar. libro 1 Consil. titul. de Constitut. consil. 1, num. 4. Quod sufficienter probatur perpetuâ traditione et observatione conciliorum generalium; semper enim confirmationem à pontifice postulârunt, et antea non censebantur habere vim obligandi suis legibus, nec universè in Ecclesiâ recipiebantur. Quòd si aliquando provincia, vel Ecclesia aliqua particularis ante confirmationem admittit talem legem, id facit vel spontaneè, vel ex particulari præcepto suorum prælatorum, ut Navar. notat, specialiter circa decreta concilii Trident. quæ ante confirmationem cœperunt in Hispaniâ observari. Ratio autem est, quia concilium congregatum sub obedientiâ pontificis non habet immediatè ex jure divino jurisdictionem super universam Ecclesiam : nullibi enim illi concessa loquitur, sed Petro; tantùm ergo jurisdictionis habet, quantùm illi à papâ conceditur, sed papa non dat auctoritatem concilio ad ferendas leges obligantes priùs quàm ab ipso confirmentur, ut ex usu constat; ergo. Dices : Potest illam dare, et mittere legatos cum eâ potestate, et conditione, ut leges à concilio latæ statim sine aliâ confirmatione promulgari possint et obligare. Respondeo primò, si papa id faciat antecedenter, ut sic dicam, confirmare illas leges; cùm dicimus autem confirmationem esse necessariam, de consequente, vel antecedente intelligendum est. Addo verò, nunquàm id fieri, nisi quando papa in ipsâ instructione concilii in particulari declarat, quid præcipiendum sit; nam in communi, et indifferenter non est ita expediens, quia confirmatio papæ, ut certam habeat, et infallibilem assistentiam Spiritûs sancti, oportet, ut circa rem certam et determinatam versetur. Quòd verò concilium hujusmodi illam habeat, antequàm confirmetur, satis dubia res est, de quâ non est hîc dicendi locus.

3. Superest dicendum de concilio, quando papa, nec per se, nec per legatos adest. Et quidem si in Ecclesiâ sit certus aliquis, et indubitatus pontifex, talis congregatio, nec esset verum concilium, quia non esset legitimè coactum, utpote sine auctoritate pontificis romani; nam repugnare videtur, ut ejus auctoritate congregetur, et quòd desint in eo legati ejusdem, vel aliquis, qui ipsius nomine præsideat, et quòd sit concilium generale. Unde, si tale concilium fingatur, non poterit dici generale, quia omninò in illo deest Ecclesiæ caput, cùm tamen eo tempore, ut supponitur, non desit in Ecclesiâ. Unde etiam illo casu ficto admisso, constat, decreta et leges talis concilii

non posse obligare universam Ecclesiam ante confirmationem papæ, quia non est generale, et quia de illo à fortiori procedunt dicta in priori puncto.

4. Solùm ergo superest dubium, quando contingit tale concilium congregari deficiente pontifice propter exortum schisma, ut contigit tempore concilii Constantiensis. Et tunc dicendum censeo, tale concilium solùm habere eam potestatem, quæ necessaria est veluti ad defensionem Ecclesiæ, et ad pacificandam illam eligendo summum pontificem certum, et ideò solùm ea posse præcipere, et ordinare, quæ ad hunc finem necessaria sunt; non verò leges perpetuas pro universâ Ecclesiâ statuere. Hoc in primis probat usus. Deinde ratio, quia tale concilium non habet hanc jurisdictionem immediatè ab aliquo jure divino positivo, quia nec scriptum est, nec traditione constat; neque etiam habet à summo Pontifice, quia supponimus, illum non esse, et qui præcesserunt, illam non reliquerunt, quia nullum etiam decretum de hoc habemus; solùm ergo habet potestatem, quæ ex jure divino naturali consequitur in quolibet corpore mystico, ut possit se gubernare, et tueri per principes particulares unitos in unum corpus, quando deest supremum caput. Hæc autem potestas ex naturâ rei solùm consequitur ad prædictum finem; et cum dictâ moderatione. Unde, si tale concilium aliquas ferret leges, ad summum possent obligare ex vi acceptionis Ecclesiæ, vel quatenùs singuli episcopi possent illas in suis episcopatibus ferre, vel usque ad electionem pontificis.

5. Unde obiter intelligitur, quid dicendum sit de collegio cardinalium, vacante Sede; nullas enim ferre potest leges, quæ obligent totam Ecclesiam. Ratio est, quia nullibi est illi collegio concessa talis jurisdictio. Nam de jure divino est idem argumentum, quia nullibi constat. Nec collegium ipsum, seu cardinalium dignitas censetur esse de jure divino, juxta communiorem sententiam, quam nunc non definimus. De jure verò ecclesiastico potiùs colligitur prohibitio ex Clementinâ, *Nec Romani*, de Elect. in princ. ibi : *Irritum, aut inane decernentes quidquid potestatis, aut jurisdictionis ad romanum pontificem (dùm vivit) pertinentis, cœtus ipse duxerit exercendum.* Solùmque ibi excipiuntur, quæ in cap. *Ubi periculum,* de Election. in 6, cardinalibus conceduntur; ibi autem nihil eis conceditur, nisi quæ ad electionem pontificis, et ad defensionem Ecclesiæ, et quæ ad obviandum imminentibus periculis spectant. De reliquis verò potiùs dicitur, *quòd si nequaquàm de alio negotio intromittant.* Et in § *Certum,* additur : *Omni conatu, et sollicitudine prout possibilitas patitur, id acturi tantùmmodò, ut eorum ministerio acceleretur utilis, et pernecessaria totius mundi promissio.* Atque hæc sententia sumitur ex Glossâ in Clementinâ unicâ, de Schismatibus, verbo *Sede vacante,* in fine; expressiùs Abbas in caput, *Cùm te,* de Re judic. num. 13, et ibi Felinus num. 11, et Anton. de Butr. et Imola in cap. *Translato,* de Constit.

6. Contrarium verò tenuit Archidiac. cum Laurent. in cap. *Cùm constitueretur,* 50, dist. in fine, et sequitur Jacobat. libro primo de Conciliis, art. 12, p. 38. Alban. de Cardinal. quæstione 42, in fine, Manfred. de Cardinal. Decision. 6. Fundantur, quia senatus poterat condere legem, L. *Non ambigitur,* digestis de Legibus; collegium autem cardinalium habet auctoritatem senatûs, cap. *Ecclesia* 16, quæstione primâ, et cap. *Constantinus,* 96 distinctione : ergo. Confirmatur, quia collegium cardinalium habet potestatem creandi legislatorem; quid ergo mirum, quòd possit condere leges? Sic enim intulit Hugo in cap. *Nullus,* 79 dist., posse illum collegium creare cardinalem, quia potest eligere papam. Confirmatur secundò, quia illud collegium repræsentat universam Ecclesiam, quatenùs illius nomine potest eligere papam. Sed hæc sententia non habet firmum fundamentum, neque video quomodò intelligi aut defendi possit. Nam vel loquitur de cœtu cardinalium, vivente papâ, aut Sede vacante; neutro autem modo vera esse potest; ergo. Minor quoad priorem partem patet, quia vivente papâ, nullam jurisdictionem ordinariam habet illud collegium, ut collegium est; imò nec singulæ personæ ejus nisi in propriis titulis, ut supra dictum est. Quapropter, vivente papâ, nec congregari in unum possunt per modum talis collegii, nisi ex voluntate et auctoritate ejusdem papæ, præsertim ad disponendum de his, quæ ad Ecclesiæ regimen spectant, multòque minùs poterunt tunc condere legem sine papâ. Altera verò pars evidenter convincitur ex juribus allegatis, et discursu facto.

7. Unde illa æquiparatio cum senatu frivola est, quia nec in illis decretis habetur, et licet fieret, intelligenda esset quoad honoris et dignitatis titulos, non quoad jurisdictionem spiritualem. Hanc enim non potuit dare Con-

stantinus, nec est in communitate aliquâ ecclesiasticâ, nisi à papâ derivetur. Ad primam verò confirmationem negatur consequentia, quia potestas solùm est data cardinalibus ad actum eligendi, non ad alios, licet minùs nobiles. Unde etiam illa æquiparatio Hugonis falsum infert, quia collegium cardinalium reverà non potest creare cardinalem, quia nullibi datur illi hæc potestas, et potestas definita ad actum nobiliorem non potest extendi ad alium diversæ rationis, licet minùs nobilem, et ita notavit Glossa in Clement. 2, de Elect. verb. *Potestatis,* et Turrecrem. in dicto cap. *Nullus*. In secundâ denique confirmatione, in rigore falsum est, quod sumitur; nam potestas illa eligendi pontificem non est in illo collegio ab Ecclesiâ, sed à Christo, mediantibus præcedentibus pontificibus. Deinde, licet collegium illud repræsentaret Ecclesiam, non tamen simpliciter, sed ad præbendum illum consensum, sicut procurator destinatus tantùm ad unum actum. Sicut etiam concilium acephalum, Sede vacante, dicitur repræsentare totam Ecclesiam, non tamen omninò perfectam, sed carentem capite, et in ordine tantùm ad creandum illud, et tollenda impedimenta, vel incommoda, quæ interim solent Ecclesiæ advenire.

8. Secundo loco dicendum est de minoribus conciliis, de quibus statuitur regula, posse ferre leges accommodatas, et proportionatas jurisdictioni suæ, tam quoad territorium, quàm quoad materiam legum. Hanc sumo ex communi doctrinâ canonistarum in § *Porrò*, post cap. *Regula,* dist. 3; Hostien. in Sum. tit. de Constit.; Decio et aliis circa eamdem Rubricam; Innocent. in cap. *Grave,* de Præbendis. Declaratur, et probatur breviter: nam hæc concilia sunt triplicis ordinis; quædam dicuntur nationalia, ut in Hispaniâ ferè fuerunt Toletana, et generaliter sunt illa ad quæ conveniunt non solùm episcopi, sed etiam archiepiscopi alicujus nationis sub uno primate, vel patriarchâ. Alia sunt provincialia unius metropolis, in quibus conveniunt episcopi suffraganei cum suo archiepiscopo. Alia denique sunt synodalia, quæ ordinariè non vocantur concilia, sed synodi, et ad ea conveniunt abbates et parochi cum suis episcopis. Nullum ergo ex his potest per se ferre leges obligantes totam Ecclesiam, nisi pontifex illas efficiat suas, quia non habent universalem jurisdictionem, et eâdem ratione non possunt ferre leges in materiis gravioribus reservatis pontifici, juxta regulam supra positam. At verò in materiâ proportionatâ potest unumquodque in suo territorio leges ferre.

9. Conclusio ergo sic explicata sumitur ex cap. *Catholica,* dist. 11, et ex cap. *Concilia,* dist. 17, et ferè totâ dist. 18, et cap. *Penult.* dist. 92. Ratio autem hujus jurisdictionis sumi potest vel ex naturâ rei, suppositâ ordinariâ jurisdictione episcoporum et aliorum prælatorum superiorum, qui in ordine ecclesiasticæ hierarchiæ illis superiores sunt aliquo modo. Nam inde statim fit, ut quatenùs plures episcopi sub uno archiepiscopo vel patriarchâ constituuntur, possint etiam in unum congregari, et legitimum corpus mysticum efficere, in quo ex naturâ rei est potestas legislativa, eo ipso quòd à superiore non prohibetur. Et eadem ratio procedit in clero sub uno episcopo constituto, etc. Vel etiam potest hæc jurisdictio censeri ex institutione humanâ, quia summi pontifices voluerunt ad majorem unionem, et conformitatem diversarum nationum, vel provinciarum, aut episcopatuum respectivè, et ad magis suavem gubernationem, ut non solùm per ipsos episcopos, seu primates sigillatim, sed etiam per legitima consilia et synodos leges ferri possent. Quæ institutio constat ex traditione antiquissimâ, et insinuatur in citatis decretis, et novissimè in concilio Tridentino sess. 24, cap. 2 de Reformatione, quatenùs præcipit, synodalia et provincialia concilia frequenter fieri.

10. Unde fit, ut ad obligationem legum, quæ ab his conciliis fiunt, non sit necessaria confirmatio papæ. Quia hæc concilia intra se habent, vel habere debent caput sibi proportionatum, scilicet, patriarcham, aut primatem, vel archiepiscopum, vel episcopum respectivè; et ideò sufficiunt ad ferendas et confirmandas suas leges particulares. Item in his legibus per se sumptis non est illa infallibilis auctoritas, quæ in legibus conciliorum generalium, quia non feruntur pro totâ Ecclesiâ. Et hinc etiam constat limitatio posita, quia hæ leges non procedunt à supremâ jurisdictione, et ideò nec universales esse possunt, nec de rebus gravioribus, quæ vel totam Ecclesiam attingunt, vel summo pontifici reservatæ sunt. Hoc autem intelligendum est præcisè sistendo in auctoritate talium conciliorum secundùm se; nam, si in aliquo eorum adsit summus pontifex, vel ejus confirmatio postea accedat,

possunt tales leges omnem vim et efficaciam accipere juxta pontificis voluntatem. Quia potestas in eo non deest, ut supra dixi, et ideò ad majus auctoritatis robur, et ut leges immutabiliores sint, solent hæc concilia confirmationem suarum legum à pontifice postulare. Hæc autem confirmatio non satis est, ut tales leges ultra territorium suum extendantur, nisi hâc intentione à pontifice confirmentur, vel per traditionem, vel alium modum extendantur. Sic enim multa decreta conciliorum provincialium generaliter recepta, et canonizata sunt. Ad hoc autem non satis est inveniri in decreto Gratiani, ut supra tetigi, sed aliunde in particulari observandum est, ex usu et traditione, vel pontificum decretis.

11. Tertio loco dicendum est de inferioribus communitatibus, et primò de capitulo Ecclesiæ cathedralis, quod dupliciter considerari potest, scilicet, vel vivente episcopo, vel sede vacante. Item potest esse sermo vel de statutis obligantibus tantùm ipsummet capitulum, et membra ejus, vel de pertinentibus ad totum episcopatum, vel clerum. Primò ergo est certum, capitulum nihil posse vivente episcopo statuere de his rebus quæ ad alios pertinent, quia nullam habet jurisdictionem. Secundò conveniunt omnes, posse aliqua statuta facere pertinentia ad seipsum, seu capitulares suos. Dubitant autem doctores, an possit ea facere per se sine consensu episcopi, vel illum requirat. Cùm enim episcopus sit caput, non videtur corpus sine illo quidquam posse facere argumento capituli *Novit*, de his quæ fiunt à prælatis, etc. Aliunde verò videtur capitulum illud esse corpus distinctum, et habere suum proximum caput, scilicet, Decanum, et ut sic posse facere sua statuta. Sic enim aliquando in jure capitulum ab episcopo distinguitur, in quo significatur episcopum non esse partem capituli, etiamsi aliàs sit superior. De quo videri potest optima Glossa in Clement. 2, de Statu et qualit. verb. *In eisdem*, et quæ notantur in Rubricâ de his quæ fiunt à prælatis sine consensu capituli, in quâ sit clarè dicta distinctio, et in cap. *Unic.*, *Ne sede vacante*, in 6; communis tamen resolutio est, minora quædam, quæ solùm pertinent ad bonum ordinem et regimen capituli, posse ab ipso statui sine confirmatione episcopi, argumento capitis *Cùm omnes*, de Constit.; in gravioribus autem, quæ spectant ad suæ Ecclesiæ commoda, et ad observantiam antiquarum consuetudinum, necessarium esse consensum episcopi, argumento capitis *Cùm accessissent*, de Constit. Ubi in re gravi confirmatio papæ postulatur, argumento capitis *Cùm consuetudines*, de Consuetudine. Et rationes pro utrâque parte factæ utramque etiam partem probant. Et ita docuit Glossa in cap. 2, § 1, verb. *Statutum*, de verb. Signific. in 6; Sylvest. verb. *Lex*, quæstion. 4; Panormitan. cum Innocent. in dict. cap. *Cùm omnes*, num. 4, et latiùs ibi Felinus referens plures à num. 8.

12. Sed objicit Felin. ibidem num. 10, § *Quartò est advertendum*, quia capitulum nullam habet jurisdictionem, neque magnam, neque parvam; ergo nullam legem omninò facere potest, quia lex essentialiter est actus jurisdictionis, ut supra lib. 1 et 3 dictum est cum Barthol. in l. *Omnes populi*, ff. de Just. et Jur. q. 1, et aliis. Respondet autem Felin. quòd statuere in decisione causarum, et super his quæ pertinent ad jurisdictionem, est jurisdictionis propriè. At verò statuere non esse jurisdictionis, quia universalitates possunt facere statuta in negotiis ad eas spectantibus, licet jurisdictionem non habeant. Sed jam in superiori libro, cap. 2, dixi, sine jurisdictione non esse propriam legem, licet possit esse quædam regula operandi ex conventione partium, habens aliquam vim obligandi ex vi promissionis, vel pacti, non legis. Unde in præsenti dicendum est, vel capitulum habere jurisdictionem ad condenda statuta proportionata tali communitati, et tali materiæ, vel illa statuta non esse proprias leges, sed ordinationes quasdam sub aliquâ fidelitate obligantes. Et si primum dicatur, consequenter asserendum est, illam jurisdictionem manare à papâ, haberique ex consuetudine, favente jure communi, et tacito consensu pontificis. Neque id involvit aliquid repugnans, vel incommodum aliquod, sed potiùs valdè probabile est, quia capitulum clericorum capax est spiritualis jurisdictionis, et in eo, et in omnibus partibus ejus est sufficiens communitas, ut pro illâ possit ferri aliqua lex, et pontifex illam contulit episcopis; ergo etiam potuit illam conferre corpori capituli mystico in his quæ ad illud solùm spectant. Si verò dicatur secundum, quod etiam est satis probabile, dicendum consequenter est, talia statuta non obligare, nisi in vi juramenti, quod fieri solet, et in vi pacti et promissionis, quæ solet etiam intercedere.

13. Et hoc modo intelligendum regulariter est quod de universitatibus ait Felinus, posse

nimirùm facere statuta, quod etiam de universitate magistrorum, seu academiâ, vel studio generali affirmat Sylvest. verb. *Lex*, quæst. 4. Nam, deficiente jurisdictione in universitate, intelligendum hoc est de statuto fidelitatis, ut dixi, et est optimus textus in cap. *Ex litteris*, de Constit. in princip. ibi : *Licet à vobis fide præstitutâ fuerit constitutum*, ubi tota vis constitutionis ejusmodi ponitur in juramento, vel pacto, et ideò sustinetur, et ita exponitur, ut non contraveniatur juramento. Si qua verò est universitas, quæ nec jurisdictionem habet ad facienda statuta, nec pactum, aut compromissionem, seu juramentum membrorum ejus de his observandis, quæ ex communi consensu vel omnium, vel plurium constituta fuerint, illa neutro modo poterit statuere, ut constat de hâc nostrâ universitate Conimbricensi, et idem ferè existimo in aliis multis observari.

14. Superest dicendum de capitulo, sede vacante, an possit facere legem pro totâ diœcesi, non ut capitulum est, sed ut jurisdictionem episcopalem pro tunc administrat, juxta cap. *Cùm olim*, de Majorit. et Obedien. et cap. *Unic.* eodem in 6, et cap. *Si episcopus*, et capit. ultimo de supplend. Neglig. Prælat. in 6, et Trident. sess. 24, cap. 16. In quâ re duas invenio sententias. Prima et valdè communis est, posse capitulum leges episcopales ferre, quæ semper obligent, donec à succedente in episcopatu revocentur. Hæc fuit opinio Freder. Sen. in consil. 16, quod incipit, *Capitulum Ecclesiæ*, quam secuti sunt Ancharan. Imol. et Anton. quos refert et sequitur etiam Felin. in dist. cap. *Cùm omnes*, de Constit. num. 9. Sequitur etiam Abb. in cap. *Cùm olim*, de Majorit. et Obedient. num. 24; Sylvest. verb. *Capitulum*, quæst. 6, et Francisc. Pavin. tract. de Potest. capituli q. 6, referens plures alios, et addens, se non invenisse doctorem famosum dicentem contrarium. Fundamentum potissimùm est, quia capitulum succedit in jurisdictione episcopi quoad totam administrationem in spiritualibus et temporalibus, ut dicunt jura allegata; ergo potest quidquid episcopus potest, quòd illi non sit specialiter prohibitum, sed condere legem, est de potestate episcopi, et non invenitur prohibitum capitulo; ergo non est illi denegandum. Confirmatur, quia potest occurrere necessitas corrigendi aliquas pravas consuetudines; ergo potest capitulum per statuta pœnalia tali necessitati providere; erunt ergo de se perpetua, quia hoc est de ratione statuti, et quia nihil præjudicat futuro episcopo, cùm possit illa revocare, si expedire censuerit. Ex quo etiam addunt Pavin. Felin. et alii, posse capitulum revocare statuta præcedentis episcopi, si oporteat, et contraria statuere, quia est æqualis illi in jurisdictione, et est posterius, seu actu illam habet, quando alter jam illam amisit. Quòd si objicias, quia collegium cardinalium, vel concilium omnium episcoporum Ecclesiæ non potest, vacante Sede apostolicâ, revocare pontificum leges, nec novas universales facere pro totâ Ecclesiâ, ut supra dictum est; ergo idem erit cum proportione in capitulo : respondetur negando consequentiam, quia jurisdictio pontificis, illo mortuo, non devolvitur ad Ecclesiam, vel concilium, aut collegium cardinalium, quia illa jurisdictio datur secundùm institutionem divinam, et Deus hoc non instituit : episcopalis autem jurisdictio datur per homines, et jure humano statutum est, ut devolvatur ad capitulum, et ideò potest per illam leges ferre.

15. Secunda sententia negat, posse capitulum statuta propria condere, id est, durabilia, etiam post ablatam ab ipso capitulo jurisdictionem, Pro hâc sententiâ potest allegari Glossa in cap. *Si qua de rebus*, 12, quæst. 2, quatenùs ait, sede vacante, non posse capitulum immutare statutum episcopi; nam eadem est ratio de conditione novi statuti, quæ de immutatione statuti præexistentis. Et idem sentire videtur ibi Archid. Verum est, Glossam non dicere *statutum*, ut Felin. refert, sed statum; tamen ex uno videtur aliud inferri, ut infra explicabimus. Præterea Felin. supra n. 10, verb. *Secundò*, ita limitat priorem sententiam, ut illam evertere videatur. Dicit enim, quòd ubi non immineret necessitas statuendi, non posse capitulum, sede vacante, facere statuta, quia deficiente necessitate actus est voluntariæ jurisdictionis, juxta Glossam in dicto capite *Cùm omnes*, et Lapum, capite 1 de Constitutionibus in 6. At verò in jurisdictione voluntariâ, maximè si concernat totam diœcesim, non succedit capitulum, juxta Glossam in Clement. 1, § 1, de Hæreticis, verb. *Capituli*, quam in hoc sequitur Domin., 18 distinct. in Summâ. Quòd si hoc verum est, nunquàm poterit capitulum ferre legem sede vacante, tum quia nunquàm esse poterit necessarium, quia ad subveniendum omnibus necessitatibus occurrentibus, sufficit temporale præceptum, quod duret usque ad episcopi creationem; tum etiam quia semper erit morale du-

bium de valore talis legis, quia nunquàm potest de tantâ necessitate ferendi legem perpetuam, non expectato episcopo, constare.

16. Ratio verò à priori pro hâc parte esse debet, quia licet capitulum succedat in jurisdictione episcopali, non tamen simpliciter, sed juxta id, quod in jure est præscriptum; hoc autem non est in jure præscriptum; ergo. Majorem indicat dicta Glossa in dicto verb. *Capituli,* ubi in simili dubio de visitatione, an competat capitulo, sede vacante, sic argumentatur: *Hoc non est jure expressum; ergo nec attribuendum;* habetque hic modus argumentandi fundamentum in cap. 2: *Ne sede vacante,* ibi: *Cùm nusquàm inveniatur cautum in jure, quòd capitulum, vacante sede, fungatur vice episcopi in collationibus præbendarum.* Declaratur, quia capitulum succedit episcopo, solùm in administratione spiritualium et temporalium; at leges ferre non videtur ad hanc administrationem pertinere, sed altioris esse potestatis. Unde, licet generalior esset in jure concessio jurisdictionis episcopalis facta capitulo, sede vacante, non videretur extendenda ad hunc casum ferendi leges novas, et multò minùs mutandi antiquas, quia est casus valdè specialis, et moraliter non necessarius, et in quo potest periculum imminere, quia mutationes legum noxiæ esse solent. Unde etiam potest hoc confirmari, quia, sede vacante, nihil est innovandum, cap. 1: *Ne sede vacante,* sed leges novas ferre, vel mutare ab episcopis positas, magna esset innovatio; ergo non videtur hoc concessum capitulo; ergo. Major præter quàm quòd in jure habetur capite *Si episcopus,* de supplend. Negli. Prælat. est valdè consentanea rationi, quia jurisdictio non datur capitulo, ut in eo sit quasi per se, et durabiliter (ut sic dicam); sed solùm ut interim Ecclesiam regat, conservando res ejus, et bonos mores, ac pacem; non verò ad notabilem mutationem faciendam. Quòd autem hujusmodi sit legum conditio, vel mutatio, per se notum videtur. Et probabiliter persuadetur eàdem conjecturâ, quia sicut lex de se perpetua est, ita jurisdictio ad illam ferendam, nec datur, nec dari debet, nisi habenti illam stabili ac perpetuo modo, non verò capitulo, cui veluti per occasionem ad tempus committitur.

17. Propter has conjecturas videtur non improbabilis hæc posterior opinio. Nihilominùs tamen non est recedendum à communi sententiâ. Nec etiam videntur sine majori fundamento restringenda jura, quæ, sede vacante, capitulo tribuunt episcopalem jurisdictionem, et administrationem tam in spiritualibus quàm in temporalibus; nam ad utrumque finem multùm deservire possunt statuta, et sæpè esse necessaria. Neque in hoc potest esse aliquod grave præjudicium communitatis, vel episcopi futuri, quia omnes fatentur posse capitulum generalia præcepta ferre pro totâ diœcesi; quòd ergo illa ferantur per modum statuti, parùm refert, habito respectu ad tempus vacationis Ecclesiæ: postquàm autem Ecclesia habuerit episcopum, ille poterit revocare statutum, si expedire judicaverit; ergo neque illi præjudicium fit neque Ecclesiæ, cùm per hunc modum illi sufficienter subveniatur, si fortè præceptum illi est incommodum. Aliunde verò potest esse valdè conveniens, ut præceptum non cesset ipso facto, donec per novum episcopum recognoscatur et revocetur, si oportuerit, vel, si est utile, relinquatur; ergo in usu hujus potestatis nihil est periculi. Et ideò existimo priorem opinionem simpliciter esse probabiliorem et in praxi sequendam. Nisi fortè alicubi contrarium teneat consuetudo; nam hæc servanda est semper, quia et potest dare jurisdictionem, et auferre, et est optima legum interpres.

18. Superest dicendum de inferioribus communitatibus ecclesiasticis. De quibus idem ferè cum proportione sentiunt canonistæ, scilicet, de rebus universalibus et majoris momenti non posse facere statuta; de minoribus autem, quæ solùm ad suæ communitatis administrationem pertinent, posse illa ferre, ut videre licet in auctoribus allegatis, et Innoc. in cap. *Cùm accessissent,* num. 2, et ibi Hostiens. n. 8 et 9; Abb. et aliis, et Felin. in dicto cap. *Cùm omnes,* et Rota Decision. 167, aliàs 4, de Concess. præbend. in novis; et Alberic. tract. de Statutis q. 3 et 6. Qui etiam addunt, quòd licet capitulum cathedralis Ecclesiæ non possit facere statutum sine consensu episcopi, inferiores Ecclesiæ collegiatæ poterunt illud efficere sine consensu episcopi cum consensu sui proximi prælati. Distinguunt etiam inter statuta directiva tantùm, et coactiva, seu pœnam imponentia, et priora concedunt, posse fieri ab his communitatibus; non tamen posteriora, nisi habeant ad hoc specialem jurisdictionem, citantque caput *Conquestus,* de Feriis, et l. *Per iniquum,* c. de jurisdictione omnium judicum, et similia jura, quæ sanè parùm ad rem faciunt. Et tota resolutio valdè confusa est, et sine solido fundamento.

19. Quocirca utendum censeo, distinctione proxime tactâ de propriâ lege procedente ex

potestate legislativâ, vel de statuto latè sumpto pro regulâ operandi positâ ex conventione illorum, qui sunt de communitate per modum pacti. Dico ergo has communitates inferiores ecclesiasticas non posse ordinariè ac regulariter proprias leges ferre, sed solùm ubi constiterit eas habere propriam jurisdictionem spiritualem : tunc enim, juxta modum jurisdictionis, poterunt legem statuere, et non amplius. Prior pars constat, quia supra ostendimus, proprias leges esse actus jurisdictionis, et sine illâ ferri non posse ; at hæ communitates ordinariè non habent ecclesiasticam jurisdictionem, quia nec jure divino illâ habent, ut supra dictum est, nec jure communi canonico illis conceditur ; oportet ergo ut ex aliquâ speciali concessione, vel privilegio illam habeant, quod rarum esse credimus, et ideò necesse est, ut de illâ constet, vel ex speciali institutione, aut privilegio, aut ex præscriptâ consuetudine. Tunc autem clarum est, posse ferre statuta proportionata jurisdictioni, quia unaquæque potestas operari potest juxta modum virtutis suæ et non ampliùs. At verò, quando hæ communitates jurisdictionem non habent, possunt nihilominùs statuere aliquid per modum conventionis et pacti, seu promissionis, ut satis explicatum est. Et tunc non video esse necessariam differentiam illam de lege pœnali, vel non pœnali ; nam cum jurisdictione utraque fieri potest, et sine jurisdictione neutra ferri potest tanquàm vera lex ; in vi autem promissionis utroque etiam modo fieri potest ; sicut quotidiè fiunt pacta pœnalia, vel sicut per obedientiam potest quis si subjicere non tantùm imperio alterius, sed etiam correctioni. Verum tamen est, hanc privatam correctionem non posse extendi ad pœnas, quæ ex jurisdictione pendent, ut sunt censuræ.

20. An verò hæc statuta fieri possint ab his communitatibus sine consensu episcopi, vel illum requirant, dicendum est, quòd si sunt propriæ leges, id pendet ex modo jurisdictionis, et certè regulariter non possunt, nisi ubi prælatus proximus ex privilegio habet jurisdictionem episcopalem ; tunc autem consensus ejus sufficiet, et necessarius erit, quia in illo esse solet principaliter jurisdictio. Quoad alia verò statuta impropria, non poterit talis communitas sine suo proximo capite facere statutum, quia sine illo nec legitimè congregari potest, nec facere unum corpus perfectum ; nihilominùs tamen communitas cum capite congregata potest facere statutum, sine consensu speciali sui proprii prælati, quia poterit vincere major pars capituli contra suffragium prælati, qui tunc non operatur in se, et singulari potestate, sed ut pars communitatis præcipua. Sicut in capitulo Ecclesiæ cathedralis potest fieri statutum contra speciale suffragium Decani, seu præsidentis. Atque de his statutis verum est, quod Innoc. et alii dicebant, non esse necessarium consensum episcopi ; idem verò est, servatâ proportione, de capitulo Ecclesiæ cathedralis, ut supra dictum est. Semper tamen erit necessarium, ut episcopus non contradicat ; nam quoad hoc semper habet superiorem jurisdictionem. Ac denique in his omnibus multùm potest valere consuetudo.

21. Denique ex dictis constat, quid dicendum sit de religiosis communitatibus ; habent enim suam potestatem ferendi propria statuta, et leges, ut videri potest ex Innoc. in c. *In singulis*, de Statu monach. Quæ potestas utroque modo dicto intelligi potest ; nam in religionibus, et est obligatio ex vi promissionis, et voti obedientiæ, et est jurisdictio ecclesiastica à summis pontificibus, juxta uniuscujusque privilegia singulis concessa. In quo verò sit hæc potestas, scilicet, vel in supremo prælato, vel in capitulo generali aut provinciali, vel in utroque simul, non possumus idem de omnibus definire, sed consulenda est uniuscujusque regula, quia votum obedientiæ secundùm illam fit, et jurisdictio pontificia etiam datur unicuique ad regendum secundum illam, et ideò juxta modum in regulâ statutum erit hæc potestas in unâquaque religione. An verò ad essentiam religionis pertineat habere propriam jurisdictionem ecclesiasticam, vel sufficere possit potestas, quæ ex voto obedientiæ intrinsecè nascitur, in tractatu de Statu religionis dicendum est.

22. Ultimò interrogari potest in præsenti, quibus delegetur hæc potestas ecclesiastica ad leges ferendas. Quod potest vel de possibili, vel de facto quæri; verùmtamen hoc posterius non cadit sub scientiam, quia non est res juris, sed facti, pendetque ex voluntate hominis delegantis, quæ incerta et variabilis est. De jure autem nulla facta est delegatio hujus potestatis ; nam illa, quæ est in legato pontificis, non censetur esse delegata, sed ordinaria ; idemque est de potestate, quam diximus esse in religionibus, et similibus. De possibili autem erit quæstio, an hæc potestas delegabilis sit, quam expedivimus lib. 3, cap. 4, in fine, et illa resolutio hic applicanda est ; nam hæc potestas eò quòd supernaturalis sit, nihil habet repugnans

delegationi; nam etiam jurisdictio ecclesiastica delegabilis est, hæc autem potestas pars quædam est illius jurisdictionis. Solùm potest considerari, delegationem hanc respectu unius, vel alterius congregationis, vel provinciæ, facilè fieri posse: nam sicut pontifex suo legato dedit hanc potestatem ut ordinariam, ita potest eam delegare suo delegato, et idem est de prælatis religionum, et similibus; nihilominùs tamen respectu totius Ecclesiæ videtur hoc moderandum; nam quoad consultationem, et judicium de convenientià legis et modo ferendi illam, facilè etiam poterit talis delegatio fieri, ut per se constat. At verò quoad absolutam legislationem, per quam lex accipiat vim obligandi totam Ecclesiam absque speciali approbatione pontificis, non videtur talis potestas posse delegari, imò nec ullo modo alteri committi. Ratio est, quia leges canonicæ obligantes totam Ecclesiam proficisci debent à potestate quæ in rebus ad mores pertinentibus errare non possit; hæc autem potestas cùm pendeat ab speciali directione Spiritûs sancti pontifici promissâ, delegabilis non est, sicut nec potestas definiendi, ut ex propriâ materiâ suppono, et ideò nec potestas legislativa pro totâ Ecclesiâ est illo modo delegabilis, vel certè saltem non est illo modo deleganda, ne tota Ecclesia periculo alicujus erroris in re tam gravi exponatur.

CAPUT VII.

Utrùm potestas condendi leges ecclesiasticas ex moribus aut fide pendeat.

1. Ut ea quæ spectant ad subjectum hujus potestatis compleamus, hæc quæstio necessaria est; nam hæretici, qui civilem potestatem negant manere in peccatoribus, multò magis id negant de ecclesiasticâ potestate. Et quosdam alios hæreticos Bernardi tempore in eodem fuisse errore, eorem nomine tacito refert idem Bernard. serm. 66 in Cantic. Referri etiam solet pro hâc sententiâ Armacha. lib. 10 de Quæstion. Armen. cap. 4. Fundantur primò, quia hæc potestas est donum supernaturale Dei; ergo non debet in peccatoribus manere. Secundò, quia est ad regendam Ecclesiam Dei sponsam; ergo non debet inimicis Dei committi. Tertiò quia datur hæc potestas in ædificationem, non in destructionem; at in peccatoribus esset potiùs in destructionem, quàm in ædificationem; ergo non est verisimile illis concedi

2. Habere autem videntur rationes hujusmodi aliquam verisimilitudinem in carentiâ fidei, et ideò aliqui ex Catholicis dixerunt, hanc potestatem ita esse fundatam in fide, et ab illâ pendere, ita ut si prælatus Ecclesiæ (quicumque ille sit, etiam summus pontifex) incidat in hæresim, eo ipso potestatem, et dignitatem amittat. Hanc opinionem tenuit Turrecr. lib. 4, Sum. cap. 1. et c. 20. Eamque latè defendit Castro lib. 2. de justa. hæreticorum Punitione c. 23 et 24. Et præter rationes factas confirmari potest, quia jure divino tenemur vitare hæreticos, et non communicare cum illis; ergo etiam prohibemur illis obedire; ergo multò magis illi privantur potestate præcipiendi; alioqui esset perplexitas in subditis, et bellum justum ex utrâque parte. Confirmatur secundò, quia fides est fundamentum totius spiritualis ædificii: ergo etiam hujus potestatis; nam qui caret fide, nec Christi, nec Ecclesiæ membrum est, et ideò nec caput, nec pastor Ecclesiæ esse potest; nec per illum Christus influit; ergo nec potestatem spiritualem habere potest. Tandem confirmatur, quia aliàs Ecclesia nullum remedium habere posset adversùs summum pontificem hæreticum; quia non obstante hæresi, summam jurisdictionem retineret; ergo nullus illum cohibere posset, cogereturque Ecclesia semper habere tale caput, quod esset incommodissimum.

3. Contraria verò sententia vera est; non verò est æquè certa quoad fidem, et quoad honestatem morum, et ideò de his sigillatim dicemus. Dico ergo primò, potestatem hanc esse posse, et parmanere in homine fideli, et baptizato, licet iniquissimus sit, et in hoc sensu non pendere ex bonis moribus. Hoc est certum de fide, et oppositum damnatum est in concilio Constantiensi. Probari autem potest ex verbis Christi Matth. 23: *Super cathedram Moysi sederunt Scribæ et Pharisæi*, etc. Nam ibi docet Christus, prælatis benè præcipientibus obediendum esse, licet opera ipsorum non sint imitanda. Ubi licet loquatur de pontificibus legis veteris, tamen non refert, tum quia non tam loquebatur propter ipsos, quàm propter nos, ut omnes sancti intelligunt; tum etiam quia ex similitudine rationis sumitur efficax argumentum. Unde Cyprianus in Sermone de Baptismo Christi, ex hoc loco colligit, in homine iniquo manere plenam potestatem, et in eo honorari officium, non vitam.

4. Ratione declaratur, quia vel hæc potestas amittitur, amissâ gratiâ sanctificante, atque adeò per quodlibet peccatum mortale, vel per aliqua specialia peccata, vel per multitudinem,

consuetudinem, aut circumstantias eorum. Primum, quod intendunt hæretici, et eò tendunt eorum rationes, est prorsùs absurdum et incredibile, alioqui per peccata mentalia amitteretur hæc potestas, quia per illa amittitur gratia, atque ita omnia essent incerta et confusa. Deinde hæc potestas non habet connexionem cum sanctitate, quia non datur in sanctificationem, vel utilitatem habentis, sed aliorum, et ita potiùs imitatur gratias gratis datas, quæ non pendent semper ex propriâ sanctitate, ut constat ex propriâ materiâ. Secundum verò non minùs absurdum est. Quæ enim sunt illa peccata, quæ multitudo, consuetudo, aut circumstantiæ, quæ ex se vim habeant ad expellendam hanc potestatem? Nihil sanè cum fundamento responderi potest. Et præterea inde sequitur, ut subditi possint judicare prælatos, et eis obedientiam negare, eos de pravâ vitâ arguendo juxta sui arbitrii mensuram.

5. Denique talis pœna non est jure humano ordinariè imposita. Quòd si aliquando fertur aliqua similis pro aliquo delicto, præcedere ordinariè debet sententia judicis saltem declaratoria, ut infra attingemus, agentes de lege pœnali, et latiùs tractatur in materiâ de Censuris. Neque etiam talis pœna est jure divino imposita; nullibi enim est tale jus. Nec peccator privatur statim omnibus donis Dei supernaturalibus; retinet enim fidem, et spem, et multò magis potest retinere illa quæ ad aliorum commodum ordinantur. Neque est Deo difficile, uti homine sibi inimico tanquàm instrumento ad benè faciendum amicis suis. Et ideò etiam non sequitur, potestatem hanc esse in destructionem, si in peccatore maneat, quia potest justa præcipere, etiamsi ipse injustus sit; majorque destructio, et confusio sequeretur, si liceret non obedire prælatis dyscolis etiamsi justa præciperent. Et ideò Petr. 1 cap. 2, servis præcipit, obedire dominis, *non tantùm bonis, sed etiam dyscolis.* Quia nimirùm per pravos mores non amittunt dominium suum, neque ad malum inducunt, si justa præcipiant. Eadem autem ratio est de ecclesiasticis prælatis, ideòque obedientia prælatorum absolutè et sine distinctione inter bonos et malos, præcipitur Hebræor. 13. Atque ita sufficienter constat hæc veritas, simulque responsum est ad priores rationes dubitandi.

6. Secundò dicendum est, potestatem hanc non pendere essentialiter ex fide habentis illam, sed illam retinere, etiamsi fidem amittat, donec, mediante Ecclesiâ, illâ privetur. Hæc non est tam certa doctrina sicut præcedens, est tamen opinio theologica multò probabilior. Intelligenda verò est de fide ipsâ secundùm se, non de sacramento fidei, seu de baptismo, aut charactere ejus; nam de hoc supponimus esse necessarium ad hanc potestatem jurisdictionis ecclesiasticæ, quia est fundamentum totius Ecclesiæ, et janua ad illam. Loquimur ergo de fide propriâ, quæ in credulitate actuali, vel habituali et supernaturali consistit. Et sic tenet assertionem Cajet. tom. 1 Opusc. tract. 1 de Potest. papæ, cap. 19; Canus lib. 4 de Locis cap. ult. ad 12, et lib. 6, cap. ult.; Bellarmin. lib. 2 de Romano Pontifi. cap. 30. Ut verò eam clariùs probemus, distinguamus tres gradus hæresis; quædam est purè interna et mentalis, quæ vocatur occulta per se; alia est externa, sed ita secreta, ut non possit in judicio probari, quæ dicitur occulta per accidens; alia est externa et publica, vel probabilis, quibus omnibus commune est fidem expellere.

7. Jam ergo, si fides amittatur per solam interiorem hæresim, manifestum videtur tunc non amitti potestatem hanc. Ergo non pendet à fide secundùm substantiam, seu existentiam ejus. Consequentia clara est. Probatur ergo antecedens, primò ab incommodis supra insinuatis: nam esset gubernatio valdè incerta, si potestas penderet ex internis cogitationibus et culpis. Item, cùm Ecclesia sit visibilis, oportet, ut potestas gubernativa ejus sit suo modo visibilis, et ideò pendens ex actionibus externis, et non ex solis mentis cogitationibus. Ratio à priori est, quia in eo casu Ecclesia non aufert potestatem suo humano jure, quia non judicat de internis, ut dicemus infra. Neque etiam aufertur ex vi solius juris divini, quia vel hoc est naturale, seu connaturale ipsis donis supernaturalibus, vel est superadditum positivè. Primum dici non potest, quia ex naturâ rei non potest ostendi necessaria connexio inter fidem et hanc potestatem; item quia potestas ordinis magis supernaturalis est, et tamen est de fide, non amitti, ut in materiâ de Sacramentis in genere latiùs tractatur, et docet D. Thomas 2-2, q. 39, art. 3. Unde, licet fides sit fundamentum sanctificationis et donorum quæ ad illam pertinent; non tamen est fundamentum aliarum potestatum et gratiarum quæ propter alios dantur. Secundum autem sufficienter probatur, quia nec traditione nec Scripturâ ostendi potest tale jus positivum divinum. Denique rationi consentaneum est, ut sicut ecclesiastica jurisdictio non confertur, nisi mediâ

aliquâ actione hominis, sive illa sit tantùm designativa seu electiva personæ, ut in summo pontifice, sive collativa potestatis, ut in reliquis, ita etiam non auferatur, nisi mediâ aliquâ actione exteriori, quia in utrâque debet servari proportio ad hominis conditionem, et naturam, ut à fortiori ex sequenti puncto constabit.

8. De hæretico etiam exteriori occulto, seclusis censuris ecclesiasticis, de quibus statim dicemus, certum est, ex vi talis delicti non amittere hanc potestatem. Quod ferè eodem discursu ostendi potest, quia nec est jus divinum imponens talem pœnam, nec etiam ecclesiasticum, ita ut incurratur ipso facto, et ante sententiam. Unde sunt multa decreta, quæ præcipiunt hujusmodi homines deponi, et privari potestate, quod non habet locum, quando delictum est mentale, sed quando est externum. Imò oportet, ut sit probabile, si per hominem inferenda est pœna, seu privatio. Assumptum constat ex usu; nam ita observatum videmus in antiquis conciliis, Constantinop. I, Ephesino I, Chalced. et aliis, et sumitur ex cap. *Ad abolendam*, de Hæreticis, et ex cap. *Omnibus*, 24, q. 1, ibi : *Hanc domum si quis corripientem, corrigentemque contempserit, sit tibi, inquit, sicut ethnicus, et publicanus.* Ubi Augustin. loquitur de hæreticis recedentibus ab Ecclesiâ, et eos etiam significat esse privandos potestate et jurisdictione per sententiam prælatorum Ecclesiæ; ita enim illa verba Domini intelligit Glossa ult., quia inde colligit, hæreticum contumacem esse judicandum. Et potest sumi ex Aug. in fine cap. 51, lib. 7, de Baptismo. Colligi etiam hoc potest ex illo Pauli ad Titum 3 : *Hæreticum hominem post primam et secundam correptionem devita;* ergo saltem antequàm moneri et corripi possit, non est privatus ipso facto jurisdictione et potestate suâ; ut autem corripi possit, ita ut sit obligatio vitandi illum ut ab Ecclesiâ præcisum, necesse est, ut crimen non sit occultum. Denique hanc etiam partem probant multa ex his quæ adduximus.

9. Major difficultas est in tertio membro, quando Ecclesiæ prælatus publicè fidem deseruit. Nam multi viri docti loquentes de papâ docent, si fiat publicè hæreticus, eo ipso desinere esse papam. Quod si verum est, non potest id esse ex vi juris humani, quod non habet vim coactivam supra papam, et ita censent esse ex vi juris divini, quod Paul. declaravit in loco allegato ad Titum 3. Quod jus consequenter habebit effectum in quibuscumque prælatis ecclesiasticis. Et ita sentit Bellarmin. supra, et indicat Driedo lib. 4 Dogmat. c. 2, p. 2, sentent. 7. Contrarium verò tenet Cajet. supra. Quam rem gravissimam nolumus nunc perfunctoriè definire. Nam ferè pro solo papâ est necessaria, et tractabitur in materiâ de fide. De inferioribus autem prælatis nunc certum est, non solùm per hæresim publicam, sed etiam per omnem externam, etiam occultam per accidens (ut vocant) amittere, quantùm est ex se, usum omnis ecclesiasticæ jurisdictionis, saltem ratione excommunicationis, quam ipso facto incurrunt. An verò hæc excommunicatio sit de jure divino, vel humano, et quàm sit antiquum, et quomodò nunc servandum sit in publicis hæreticis nondùm nominatim excommunicatis, ac denuntiatis, seu declaratis, in materiam de hæresi remittimus. Quia in præsenti materiâ neutra opinio necessaria est. Dicimus ergo de facto hæreticum publicum, etiamsi denuntiatus non sit, non posse validas leges ferre, saltem ratione censuræ. Neque obstabit Extrav. *Ad evitanda*, quia illa constitutio non est in favorem excommunicati, sed fidelium, et ideò quamvis alii non teneantur vitare illum, nihilominùs si publicè constet, illum esse hæreticum, optimè possunt illi non obedire, nec ejus leges servare, quia reverà ille non habet usum potestatis ad coercendum, vel obligandum, et alioqui ipsi non coguntur communicare cum illo, licet possint id facere in his quæ honesta et commoda fuerint. Si autem subditi parere non teneutur, ipse non habet usum jurisdictionis coactivæ, et ideò leges ab illo latæ nullæ, seu invalidæ sunt.

10. Ad rationes ergo ultimo loco adductas pro opinione Castri responderi facilè potest. Ad primam dicitur, antecedens ad summum procedere de hæreticis publicis, et in illis esse dubium; tamen sive ex jure divino, sive ex ecclesiastico, fatemur, illos esse privatos potestate ferendi leges. Ad secundam negatur assumptum, quia character baptismalis potest sufficere ad retinendam hanc potestatem, præsertim si in publico ritu fidei et externo, nondùm quis discessit ab Ecclesiâ. Ad tertiam de summo pontifice possemus respondere, negando posse dari talem eventum juxta opinionem asserentem pontificem romanum ex divino privilegio non posse errare in fide, etiam ad particularem personam, quam opinionem probabiliter defendunt aliqui vindicando ab hâc notâ omnes pontifices, qui hactenùs præcesse-

runt. Nam videtur consentaneum suavi providentiæ Dei, ut non permittat eum falsa contra fidem sentire, quem permissurus non est, falsa docere. Et ita dicunt, utrumque complecti verba illa : *Ego rogavi pro te, Petre, ut non deficiat fides tua.* Quia verò hæc sententia non est admodùm recepta, et concilia generalia aliquando admiserunt casum illum, et consequenter supposuerunt, saltem esse possibilem, ideò dicendum est, si papa fiat hæreticus, non statim cadere à dignitate ipso facto ratione fidei amissæ, ut generaliter probatum est, quia nullum de illo habemus in hoc speciale jus divinum, neque fuisset Ecclesiæ conveniens propter pericula schismatum. Neque etiam ex vi censurarum ecclesiasticarum manet depositus ipso facto, quia pontifex nòn est capax censuræ, quamdiù pontifex est, quia nulli subjicitur in terris quoad potestatem coercivam, ad quam pertinent censuræ. Unum ergo superest Ecclesiæ remedium, scilicet, ut in concilio generali juridicè declaretur hæreticus; nam eo ipso cadit à dignitate, non tam potestate humanâ, quàm divinâ. Sicut enim quando eligitur, non accipit potestatem ab electoribus, sed à Christo, ita in eò speciali casu à Christo ipso deponitur post juridicam declarationem. Et quamvis fortè de hoc nòn habeàmus expressum jus divinum scriptum, tamen traditio Ecclesiæ sufficienter ostendit esse in Ecclesiâ hanc potestatem, quæ ferè debita illi erat jure defensionis, et ad providentiam Christi Domini maximè pertinebat. An verò hoc remedium sit semper necessarium, etiamsi contingat papam esse publicè hæreticum, disputabitur in locis præallegatis.

CAPUT VIII.

Utrùm potestas ecclesiastica ad leges ferendas sit excellentior civili in fine, origine, subjecto, et aliis proprietatibus.

1. Quamvis hæc quæstio magnâ ex parte in superioribus definita sit, nihilominùs ut excellentia hujus potestatis magis illustretur, et aliquibus difficultatibus occurramus, opportunam hoc loco illam judicavimus. Primò itaque certum statuimus, potestatem hanc ecclesiasticam in lege evangelicâ longè excellentiorem esse potestate civili. Hæc veritas facilè ostendi potest ex his quæ adduximus in cap. 1 hujus libri, præsertim conclus. 3, ubi doctores etiam allegavimus. Est etiam communis Patrum, Ignat. epist. ad Smyrnens. : *Ego autem dico : Honorate quidem Deum ut auctorem omnium et Dominum ; episcopum autem tanquàm principem sacerdotum, imaginem Dei ferentem, principatum quidem secundùm Deum, sacerdotium autem secundùm Christum, et post hunc honorare oportet etiam regem.* Ambros. lib. 2 de Dignitat. sacerdot. cap. 2 : *Honor et sublimitas episcopalis* (inquit) *nullis comparationibus poterit adæquari. Si regum fulgori compares, et principum diademati, longè erit inferius, quàm si plumbi metallum ad auri fulgorem compares, quippe cùm videam regum colla et principum committi genibus sacerdotum.* Quæ verba referuntur, et probantur à Gelas. in capite *Duo sunt*, distinction. 96. Innocentius autem in capite *Solitæ*, de Majorit. et obedient. soli et lunæ comparat dictas potestates. At verò Chrysostom. lib. 3 de Sacerdot. in principio : *Sacerdotium* (inquit) *tantò regno est excellentius, quantum spiritûs et carnis intervallum esse potest.* Quam sententiam latissimè prosequitur, et amplificat, in homil. 83 in Matthæum : *Sive* (inquit) *princeps diademate coronatus sit, indignè autem accedat, prohibe ; majorem illo potestatem habes.* Et similia multa habet homil. 4 et 5 in verba Isai. : *Vidi Dominum*, etc. et homil. 3 ad populum, aliquantulùm à principio, ubi loquens de Flaviano, eum præfert imperatori, dicitque habere gladium non ferreum, sed spiritualem. Et plura ex Patribus in sequenti capite referemus. In prædictis autem locis ferè semper loquuntur generatim de potestate sacerdotali secundùm totam amplitudinem suam, includendo potestatem ordinis, secundùm quam complectitur potestatem censurandi, remittendi peccata, creandi sacerdotes, etc., simulque potestatem jurisdictionis, quæ includit etiam dispensationem thesauri spiritualis Ecclesiæ, et potestatem ligandi ac solvendi per censuras, et alià multa. In quâ universalitate consideratâ hâc potestatè, luce clarius est, esse longè excellentiorem civili potestate. Hîc autem non tantùm hoc modo loquimur, sed etiam præcisè conferendo has potestates sub ratione legislativæ potentiæ. Et sic etiam dicimus, excellere ecclesiasticam potestatem, quod tradit apertè Bonifac. papa in Extravaganti *Unam sanctam,* de Majorit. et obedient. inter communes. Et ratio reddi potest ex dictis in c. 1, quia potestas hæc (etiam ut legislativa) est ordinis supernaturalis ; potestas autem civilis naturalis est, ut supra est ostensum ; ergo illa est excellentior in suo esse et substantiâ. Atque hæc potest constitui differentia inter has duas potestates, quæ ex dictis in

capite primo satis constat, et statim ampliùs explicabitur. Ut autem excellentia hujus potestatis illustrior fiat, aliæ etiam differentiæ assignandæ sunt ex parte causarum, et principiorum, et actuum utriusque potestatis.

2. Secunda ergo excellentia hujus potestatis sumitur ex parte: finis potestatis ecclesiasticæ supernaturalis est, civilis autem omninò intra naturæ ordinem continetur; ille spiritualis, hic materialis est; ille æternus, hic temporalis. Hæc enim omnia constant ex dictis in hoc libro, capite primo et secundo, et in libro superiori, capite sexto. Nam ibi ostendimus, finem potestatis, ac juris civilis non esse felicitatem æternam, ac supernaturalem, sed ad summum felicitatem naturalem hujus vitæ, eamque non exactam, et perfectam; sed quantùm in humanâ communitate perfectâ obtineri potest; ad vitam autem futuram post mortem, vel ad statum ejus per se, et intentione suâ non extendi illam potestatem. De potestate autem legislativâ ecclesiasticâ longè aliter sentiendum est; nam per se primò data est ad dirigendos homines in felicitatem æternam, ac supernaturalem vitæ futuræ; hic enim est finis ultimus per se primò intentus per hanc potestatem. Nam sicut Christus Dominus propter hunc finem sanguinem suum fudit pro hominibus, ita propter eumdem instituit Ecclesiam suam, et potestatem ad illam regendam in ordine ad eumdem finem hominibus contulit. Et hic est sensus illorum verborum: *Tibi dabo claves regni cœlorum;* etc., et illorum: *Posuit vos Spiritus sanctus episcopos, regere Ecclesiam Dei, quam acquisivit sanguine suo.* Et ita sæpè in legibus canonicis fit expressa mentio hujus finis, ut in cap. *Inter cætera*, de Offic. ordin.: *Inter cætera* (dicitur) *quæ ad salutem pertinent populi christiani*, etc., et in cap. *Quoniam*, dist. 10, dicitur, imperatores indigere pontificibus *pro æternâ vitâ*, idem in c. *Cùm ad verum*, dist. 96. Et hinc etiam est, ut hæc potestas per leges suas principaliter intendat animarum salutem, et ut peccata caveantur, ut ex multis juribus ostendi superiori libro c.6, et idem sumitur ex cap. 2 de Constit. in 6, ibi: *Ut animarum periculis obvietur*, et cap. ult. de Pœnit. et Remiss. ibi: *Ne pro dilatione pœnitentiæ periculum immineat animarum*, et in toto capite, *Omnis utriusque*, eodem, et præsertim ibi: *Diversis experimentis utendo ad salvandum ægrotum.* Item ex capite *Ut constitueretur*, dist. 50, ubi Augustinus ait, antiquam irregularitatem impositam agentibus publicam pœnitentiam propter enormia crimina inductam esse ex rigore disciplinæ pertinentis ad potestatem clavium, significans, hanc potissimùm datam esse ad spiritualem criminum correctionem, et ad salutem animarum procurandam. Denique ferè ex toto jure canonico, et epistolis decretalibus pontificum est id manifestum.

3. Ratio etiam est clara, quia potestas hæc supernaturalis est, ut supra, capite 1, latè ostendimus; ergo per se et naturâ suâ tendit in supernaturalem finem, sive futuræ vitæ, sive præsentis; hi enim ita sunt inter se connexi, et subordinati, ut non possit unus ab altero separari; ergo in hoc fine maximè differt hæc potestas à potestate civili, quæ merè naturalis est, et tantùm ad finem naturalem ex se tendere potest, ut supra ostensum est. Atque ita constat opinionem Fortunii tractatam supra lib. 4, cap. 6, quatenùs confundit fines harum potestatum, probabilem non esse, et occasionem posse præbere multis erroribus. Nam certè si utriusque potestatis idem est finis ultimus, eadem etiam erunt media, eademque materia, et consequenter iidem actus, et quidquid una potest, poterit altera, quæ sunt planè erronea. Ratio verò est, quia potestates hæ in suo esse plus quàm genere distinguuntur, ergo et in finibus distingui necesse est. Antecedens patet ex dictis, quia una est supernaturalis, non tantùm quia à Deo conceditur extraordinario modo, sed quia ex se, et naturâ suâ non potest inveniri in ipsâ naturâ, nec ex principiis ejus oriri, quod secus est de potestate civili. Unde etiam potestas regia prout in Saüle fuit, vel Davide, licet habuerit in eis quemdam modum supernaturalem, longè diversa fuit ab hâc potestate; nam illa fuit tantùm potestas civilis, ac de se naturalis in substantiâ suâ, licet modo præternaturali data fuerit; hæc autem est per se supernaturalis, et ordinis divini, quia nullo modo esse potest connaturalis hominibus. Prima verò consequentia patet, quia totum esse cujuscumque potestatis est in ordine ad suum finem et objectum; ergo si potestas supernaturalis est, necesse est ut ad finem et objectum supernaturale naturâ suâ tendat.

4. Dices: Sæpè leges canonicæ disponunt de rebus quæ merè exteriores sunt et naturales: nam jus etiam canonicum intendit externam pacem, et justitiæ conservationem, ut in proœmio Decretalium dicitur, et in hunc finem coercet et punit vitia. Multa etiam inveniuntur

in legibus canonicis, quæ solùm pertinent ad ordinem causarum et contractuum, ut patet ex libro 2, et ex magnâ parte libri tertii Decret.; ergo, licet potestas ecclesiastica, ut est potestas tradendi doctrinam fidei, et sacramentorum, et ut est potestas remittendi peccata, vel dispensandi spiritualia, supernaturalis sit, et finem supernaturalem respiciat; nihilominùs, ut est legislativa, videtur esse ejusdem rationis et ordinis cum potestate civili. Respondetur negando consequentiam. Primò quidem, quia etiam in materiâ fidei et sacramentorum multa supernaturalia et supernaturaliter præcipit, nimirùm, credere hoc vel illud, recipere talia sacramenta tali modo, vel tempore, offerre sacrificium supernaturale, vel illi assistere, et similia; in quibus omnibus se gerit, ut potestas legislativa est, juxta ea quæ tractat Joan. XXII, in Extrav. *Quia quorumdam*, de verbor. Significatione. Secundò, quia etiam in his omnibus, quæ statuit hæc potestas, pertinentque ad externam politiam ecclesiasticam, vel ad lites, contractus, etc., semper supernaturaliter præcipit, id est, sub ratione supernaturali, et in ordine ad finem supernaturalem. Nam eadem est potestas legislativa in quâcumque materiâ, et semper operatur sub propriâ ratione objecti sui. Quod potest à simili declarari ex actibus virtutum infusarum. Nam per fidem, verbi gratiâ, non tantùm credimus supernaturalia mysteria, sed etiam multa naturalia, ut Deum esse, vel animam esse immortalem; tamen prout fides circa hæc versatur, sub ratione supernaturali tendit, et supernaturaliter operatur; idem in charitate et spe videre licet, et maximè in virtutibus moralibus per se infusis; ita ergo se habet hæc potestas in his legibus ferendis, quæ politicæ et quasi civiles esse videntur; nam semper in illis habet respectum ad salutem animarum, et ad religiosum cultum Dei, ut ex tenore etiam ipsorum canonum regulariter constare potest. Estque optimum exemplum in c. *Qualiter, et quando*, 2, de Accusat., ubi tractando de ordine in judiciis, vel denuntiationibus servando, ipsum colligere nititur pontifex ex auctoritatibus novi et veteris Testamenti: *Ex quibus*, inquit, *postea processerunt canonicæ sanctiones*. Ratio verò est, quia cùm hæc potestas sit superioris ordinis, complectitur etiam inferiora, quatenùs aliquo modo superioribus deserviunt, vel per modum subjecti, vel per modum instrumenti, aut alio simili, ita potest etiam de rebus, seu materiis inferioris ordinis leges ferre, semper tamen sub ratione superiori et supernaturali.

5. Tertia excellentia hujus potestatis assignari potest ex parte causæ efficientis et originis: nam hæc potestas est quasi per se infusa, unde à solo Deo, ut auctor est, et gubernator supernaturalis, tanquàm à primo et principali principio manare potest immediatè; potestas autem civilis datur à Deo ut auctore naturæ, et non propriè per se confertur, sed per modum proprietatis manantis ab ipsâ naturâ, modo explicato in libro 3. Unde constat, etiam ex hoc capite longè excellentiorem esse hanc potestatem. Quod ampliùs ita declaratur; nam hæc potestas secundùm suam adæquatam rationem et excellentiam à Christo Domino collata est, et in illo fuit veluti proprietas manans ex unione hypostaticâ humanitatis ad Verbum, ut in 1 tom. 3 partis disput. 47, latè explicuimus. Unde constat, tantò excellentiorem esse hanc potestatem in suo fonte potestate civili, quantò unio hypostatica superat communitatem humanam. A Christo verò et per Christum derivata est hæc potestas ad vicarium per maximam quamdam participationem illius potestatis excellentiæ, quæ fuit in Christo, et sic habuit fundamentum non solùm in ipsâ incarnatione, sed etiam in meritis Christi Domini, et in sanguine ejus, quod non potest dici de potestate civili secundùm se spectatâ; ergo ex his omnibus manifestè apparet excessus ecclesiasticæ potestatis.

6. Quartò declarari potest excellentia hæc ex parte subjecti, quia potestas ecclesiastica multùm excedit civilem in primario, et veluti immediatè subjecto. Nam potestas civilis immediatè est in communitate humanâ; hæc autem potestas residet principaliter in Christo homine; unde fit, ut quoad subjectum proximum illa prior sit in eo homine, cui communitas illam commisit, vel in successoribus ejus; hæc verò sit in eo, cui Christus illam commisit, vel successoribus ejus; aut mediante ipso in aliis. Inter has autem personas sunt tres differentiæ notandæ. Prima, quòd potestas civilis potest esse in quolibet homine, etiam non baptizato, hæc verò ecclesiastica non nisi in habente characterem baptismi. Quia baptismus est janua Ecclesiæ, et ideò sicut ante characterem baptismi, nullus directè subjicitur Ecclesiæ, ita etiam sine illo charactere nullus est capax ecclesiasticæ potestatis; unde nec potestatem ordinis habere potest. Dices hinc posse inferri illa incommoda, quæ supra inferebamus

de hæretico mentali, quia si amissâ fide, amitteret potestatem, valdè incerta esset hæc potestas; ita enim in præsenti incertum est, an aliquis habeat characterem baptismi, quia multis modis contingere potest, Sacramentum non esse validum; ergo ex necessitate characteris eadem incertitudo sequitur. Respondetur tamen non esse simile, quia certitudo baptismi, quamvis non sit omninò infallibilis, habet nihilominùs eam moralem certitudinem, quæ in rebus humanis haberi potest, et character semel impressus nunquàm ampliùs deleri potest, fides autem facilè amitti potest.

7. Alia differentia est, quòd potestas civilis in viris, et fœminis esse potest; ecclesiastica verò in fœminis esse non potest, saltem ordinario jure. Loquimur de potestate jurisdictionis, ad quam legislatio spectat; nam de potestate ordinis certum est, fœminas illius incapaces esse, ut in materiâ de Ordine ex professo ostendendum est, contra novatores excitantes antiquam hæresim Papuzianorum, quam refellunt August. de Hæresi. in 27, et Epiphan. in 49, ex Paulo 1 ad Corinthios 14, et 1 ad Timot. 2. Ubi fœminas nec docere, nec loqui in Ecclesiâ permittit. Dixi autem: *Non potest*, quia hæc potestas, quatenùs immediatè à Christo datur, id est, summa et pontificia, non potest esse in fœminâ, quia illa non est capax ordinis, vel consecrationis episcopalis, et ideò nec pontificatûs potest esse capax. Quod autem de Joan. VIII quidam finxerunt, fabulosum est, ut ex Onuphrio ostendit Bellarmin. lib. 3 de roman. Pontific. cap. ult. et copiosè Baron. tom. 10, anno Christi 853, num. 56 et sequentibus, ubi alios refert. Et in n. 63 rectè advertit, quòd licet factum illud fabulosum ita ut narratur accidisset, illa fœmina non fuisset pontifex, sed vacâsset Sedes pro illo tempore, et postea in electione Benedicti fuisset continuata successio, de quo alibi latiùs. Hinc verò colligo extendendum esse verbum illud: *Non potest*, ad totam jurisdictionem ecclesiasticam ordinariam. Nec ille qui incapax est potestatis ordinis, etiam est incapax ordinariæ jurisdictionis ecclesiasticæ, quia ex divinâ institutione Ecclesiæ in spiritualibus debet per sacerdotes aut clericos ordinario jure gubernari. Et nihilominùs addidi, saltem ordinario jure, propter jurisdictionem ecclesiasticam, quatenùs per pontificem delegari potest, de quâ est controversia an aliquis actus hujus potestatis committi possit fœminæ. In quâ certum est, non debere committi, et magis receptum est, non posse, ut in materiâ de Censuris disp. 2, sect. 3, à num. 5, tractavi. Et quoad præsentem potestatem legislativam nunquàm visum est in Ecclesiâ, quod signum est, fieri non posse.

8. Ultimò est in hâc parte differentia, quòd potestas civilis esse potest in merè laicis; hæc autem non nisi in clericis, quæ eodem modo explicanda est, sicut præcedens. Quanquàm de pontificiâ potestate non sit ita certum, merè laicum esse omninò incapacem ejus, si alioqui ritè eligatur, ut statim ordinetur. Est autem certum, nunquàm esse factum in Ecclesiâ, nec fieri debere, propter novitatem et periculum. Et similiter est certum, non debere sic electum uti jurisdictionis potestate, nisi sit ordinatus, quamvis ante pontificiam consecrationem possit illâ uti, statim atque electus est, et in sede collocatus. De inferiori autem potestate ordinarium jus Ecclesiæ est, ut laicis non committatur, et ideò infra summum pontificem nullus potest illam committere laico. Unde licet aliquando visum sit, laicum eligi, aut postulari ad episcopatum, ut Ambrosium, etc., non tamen visum est, illi dari potestatis usum, donec aliquam ordinationem accipit. Ideòque summus pontifex ordinario jure utendo illam non præbet nisi homini constituto in aliquo gradu clericali, saltem primæ tonsuræ, quamvis de absolutâ potentiâ possit fortassè aliud facere. Aliæ denique excellentiæ possunt facilè ex supradictis in hâc ecclesiasticâ potestate considerari, scilicet, quòd sit multò universalior, et in suo gradu supremo sit unica pro toto orbe, et quòd sit maximè necessaria, et quòd suo modo sit Ecclesiæ fundamentum, ut dixit D. Thomas in 2, dist. 44, in ultimo dubio litterali; ac denique, quòd nobiliores habeat effectus, quod explicando leges ejus magis constabit.

CAPUT IX.

Utrùm potestas ecclesiastica sit ita superior civili, ut illam sibi subjectam habeat.

1. Quamvis superiori capite ostensum sit, ecclesiasticam potestatem esse excellentiorem in perfectione, non inde statim infertur, esse superiorem in subordinatione, et propriâ jurisdictione; nam potest facultas una esse minùs perfecta, quàm alia, et non illi subjecta, vel subordinata. Atque hinc sumi potest ratio dubitandi, quia subordinatio hæc non sequitur intrinsecè ex majori perfectione; neque etiam ostendi potest ex speciali Christi concessione;

ergo non datur. Major patet ex ratione factâ, et juvari potest exemplo legis veteris, in quâ etiam fuit potestas sacerdotalis, et regia, et nihilominùs regalis non erat subjecta sacerdotali; imò potiùs videtur posse contrarium sumi ex 3 Regum 2, ubi Salomon deposuit Abiathar à sacerdotio; et loco illius posuit Sadoc; ergo erat tunc sacerdotalis potestas sub regali potiùs quàm è contrario. Minor autem probatur, quia in novo Testamento non legimus instituisse Christum sacerdotium concedendo illi hanc superioritatem, quia Petrus, non obstante suâ potestate, præcipit omnibus fidelibus subjectos esse principibus, et regibus, 1 Petr. 2, et Paul. Rom. 13, idem pronuntiat de omni animâ. Neque etiam id habetur ex traditione; nam potiùs ex historiis colligi potest, imperatores judicium interdùm tulisse de pontificibus, eosque deposuisse.

2. Nihilominùs dicendum est, potestatem ecclesiasticam non solùm esse in se nobiliorem, sed etiam superiorem, et habere sibi subordinatam et subjectam potestatem civilem. Sunt enim hæc duo, ut dixi, valdè distincta, quod etiam divus Thom. in 2, in fine, dist. 44, declaravit. Est ergo conclusio hæc certa et communis apud Catholicos, de quâ videri potest D. Thom. ibi, et Bonav. tom. 2 Opusc. in 38, de eccles. Hierarch. part. 2, § 1, in fin.; Henric. quodlib. 6, q. 23; Victor. Relect. 2 de Potest. Ecclesiæ, et Relect. de Indis p. 1, numero 29, ubi dicit, hoc esse verum non solùm de potestate hâc, prout est in papâ, sed etiam prout est in quolibet episcopo. Quod jure ordinario et ecclesiastico, ac seclusis privilegiis, aut exemptionibus, verum est; in sequentibus verò ampliùs exponetur. Videri etiam possunt Driedo de Libertate christianâ lib. 2, cap. 2; Turrecrem. in Summâ, libro 2, cap. 113 et sequentibus; Walden. lib. 2 doctrinalis Fidei, cap. 76 et sequentibus; Albert. Pighius libro 5 de ecclesiast. Hierarch. cap. 14 et 15; Sander. lib. 2 de visibili Monarch.; Cajet. in Apolog. pro romano pontifice cap. 13, ad 8; Sot. in 4, dist. 25, quæst. 2, art. 3; Bellarm. de summo Pont. lib. 2, à capit. 6; Vellosillo Lucensis episcop. in Advertent. Theol. in 5 tom.; Hieronym. quæst. 5.

3. Præcipuum hujus veritatis fundamentum ratione simul et auctoritate declaratur; sumitur enim ex unitate Ecclesiæ Christi Domini in Evangelio satis significatâ, et per Paulum declaratâ 1 Corinth. 12, dicentem: *Omnes nos in unum corpus baptizati sumus*, etc., et ad Roman. 12: *Multi unum corpus in Christo*, etc.; idem ad Ephes. 4, et sæpè aliàs; igitur constituit Christus Dominus Ecclesiam tanquàm unum spirituale regnum, in quo unus etiam esset rex, et princeps spiritualis; ergo necesse est, ut ei subdatur temporalis potestas, sicut corpus animæ. Hoc enim exemplo explicat subordinationem harum potestatum Gregor. Nazianzen. orat. 17 ad populum timore perculsum. Et meritò, quia, sicut homo non esset rectè compositus, nisi corpus esset animæ subordinatum, ita neque Ecclesia esset convenienter instituta, nisi temporalis potestas spirituali subderetur. Potestque eadem ratio declarari et confirmari ex dictis supra de dominio indirecto, quod pontifex habet in universo orbe; nam hoc dominium non fundatur, nisi in subordinatione harum potestatum. Quia, ut ibidem dixi, non est in pontifice duplex potestas, sed una, quæ directè respicit spiritualia, et consequenter extenditur ad temporalia; hæc autem extensio solùm esse potest propter subordinationem temporalis potestatis ad spiritualem. Atque hâc ratione dixit Bernard. lib. 4 de Consid. cap. 3, pontificem habere simul gladium spiritualem et naturalem, quia vel unum habet directè, et alium indirectè, vel unum in se, et per se, alium sibi subordinatum, quod significat, cùm ait, spiritualem gladium ab Ecclesiâ exerendum esse; materialem verò à milite pro Ecclesiâ ad nutum sacerdotis, et jussum imperatoris. Unde in cap. ult. pontificem vocat, *fidei defensorem, Christianorum ducem, virgam potentium, malleum tyrannorum, regum patrem, legum moderatorem, Deum Pharaonis.* Sic etiam conclusit Bonifacius papa in Extravag. *Unam sanctam*, de Majorit. et Obed.: *Oportet gladium esse sub gladio, et temporalem auctoritatem spirituali subjici potestati.* Ex quo textu ampliùs roboratur ratio facta. Quia ubi est unum corpus, necesse est esse unum caput ad quod omnia aliquo modo revocentur, quoniam aliàs neque pax, neque perfecta unitas posset esse in corpore; Ecclesia autem Christi, unum corpus est, ut diximus; ergo quamvis in eo sint plures potestates, seu magistratus, necesse est, ut inter se habeant subordinationem, ita ut ad unum aliquo modo revocentur propter rationem factam; ergo, vel spiritualis potestas subordinatur temporali, vel è contrario. Primum dici non potest: nam, ut ibidem ex Paulo affert pontifex: *Quæ à Deo sunt ordinata*

sunt; esset autem perversus ordo, si spiritualia subjecta essent temporalibus; ergo secundum necessariò dicendum est.

4. Dicet fortassè aliquis, Ecclesiam ut perfectè una sit, sufficienter uniri in uno capite suo, quod est Christus. Hanc enim responsionem posset quis incautè sumere ex Wald. lib. 2 Doctr. Fidei, cap. 78, num. 4, ubi sic inquit: *Et quod arguunt quidam, Ecclesiam reducendam esse in monadem, verum est in Christum, qui solus in ore tenet geminæ potestatis suæ signum, gladium bis acutum. Cæterùm sub Christo sacerdos, et rex impermixtas continent potestates.* Respondetur ad priorem partem, illam sententiam in eo sensu sumptam, et hic applicatam non posse satisfacere. Quia Ecclesia militans est unum corpus visibile in hoc mundo existens, ac indigens gubernatione humanâ et externâ; ergo non potest solùm reduci immediatè ad caput invisibile hominibus, quale est Christus; ergo necesse est, ut etiam vicarius Christi habeat excellentiam potestatis, ubi fuerat necessaria ad conveniens regimen totius corporis; ipse ergo est simpliciter supremum caput. Neque Waldens. in contrario sensu locutus est, sed agit de reductione utriusque potestatis ad unum principium quoad originem, et participatione directè jurisdictionis, quam unaquæque illarum potestatum habet in suo ordine. Et hoc sensu dicit esse impermixtas, et reduci solùm ad Deum, vel Christum; non negat tamen, quin saltem indirectè potestas temporalis subordinetur spirituali, præcipuè in ordine ad vitandum peccatum, et divinam offensionem, ut in num. 6 expressè declaravit cum Hug. de Sancto Victor. lib. 2 de Sacram. cap. 4, 6 et 7.

5. Et hinc potest nova confirmatio addi fundata in verbis Gelasii papæ in cap. *Duo sunt*, dist. 69: *Quia pro animabus regum pontifices sunt reddituri rationem*, insinuans in verbis illis: *Pasce oves meas*, etiam reges, et imperatores Petro fuisse subjectos, quia sub Christi ovibus comprehendi debent; ergo etiam debent pasci et regi à Petro; jam enim explicuimus sub verbo, *pascendi*, etiam potestatem regendi contineri. Dices, hoc verum esse quoad spirituale regimen. Sed contra, quia regula regiminis temporalis, ut sit rectum et honestum, debet esse spiritualis; ergo necesse est, ut ipsamet potestas temporaliter regendi reguletur per spiritualem, et hoc est illi esse subjectam et subordinatam. Et hâc ratione pontifices reddituri sunt rationem pro regibus et imperatoribus, quia ad illos pertinet corrigere et emendare quidquid ipsi non solùm ut homines, sed etiam ut reges in usu suæ potestatis peccaverint.

6. Unde confirmatur, quia aliàs non esset sufficienter provisum Ecclesiæ, si non esset in eâ potestas, quæ reges et principes possit in officio continere, saltem utendo spirituali gladio. Dices: Hoc argumento probaretur necessariam etiam esse aliam potestatem, quæ spirituales pastores contineat in officio; nam etiam illi errare possunt, et fortassè majora damna ovibus inferre. Respondetur ita quidem esse, quoad omnes spirituales principes, seu pastores, infra supremum Christi vicarium, ad quem pertinet emendare, vel etiam punire reliquos; ipsum autem caput supremum non potuit alteri homini mortali subjici, quia vel procederetur in infinitum, vel tolleretur debita subordinatio et unitas. Et ideò alio altiori modo providit Christus Ecclesiæ suæ quoad hanc partem; nam quoad doctrinam et præcepta morum talem assistentiam suo vicario promisit, ut in his errare non posset, ita ut grave aliquod damnum inferret Ecclesiæ per abusum potestatis. Et hoc fuit sufficiens quoad potestatem legislativam, de quâ agimus. Alia verò incommoda, quæ interdùm sequi possunt ex pravis moribus vel operibus talis personæ, minoris momenti sunt, et aliquando sunt toleranda: nam hæc est hominum fragilitas et conditio, et si interdùm sint graviora et clarè injusta, jure defensionis possunt homines se tueri; non tamen jure vindicationis aut punitionis. Solùm in casu hæresis solet fieri aliqua exceptio, quam alibi tradendam et explicandam relinquimus.

7. Posset eadem assertio confirmari ex usu Ecclesiæ, ac variis exemplis, quæ ex parte connumerat Gelas. papa loco citato, sed quæ ad præsentem materiam pertinere possunt, inferiùs tractando de legibus canonicis attingemus; cætera videri possunt in historiis, et ea in summam redigit Bellarmin. supra, cap. 7. Ex quibus etiam expedita manet ratio dubitandi in principio posita. Nam ostensum est Scripturâ et traditione hanc institutionem esse à Christo Domino. Petrus verò et Paulus ibi allegati loquuntur de obedientiâ debitâ principibus, et potestatibus à suis subditis respectivè, non tamen in eis explicatur qualis sit subordinatio potestatum inter se. Neque est verum imperatores Christianos unquàm judicâsse pontifices, ut in tract. de Immunit. latè ostensum est.

8. Exemplum autem ibi adductum ex 3 Reg. 2, petebat specialem difficultatem de comparatione simili inter pontificem et regem sub statu legis veteris, sed hæc parùm refert ad præsens institutum, et in proprio loco tractando de romano pontifice disputabitur. Et ideò nunc solùm dico duo. Unum est, ex illo nihil sufficienter probari, vel quia ibi narratur factum, non jus, id est, narratur quid fecerit Salomon, non tamen an fecerit ex legitimâ, vel usurpatâ potestate, vel certè, quia (ut aliqui volunt) Salomon ex peculiari instinctu Spiritûs sancti id fecit, ut in eodem loco innuitur, et ideò non sequitur id fecisse ex ordinariâ potestate quam haberet. Alterum est, parùm referre ad præsentem causam comparationem illam veteris Testamenti, tum quia lex vetus in his cæremonialibus et judicialibus jam cessavit, ut libro 9 ostendemus : tum etiam quia longè altioris ordinis est pontificatus legis novæ quàm veteris, et ideò dato et non concesso, pontificatum veterem non habuisse illam excellentiam, non sequitur pontificatum à Christo institutum illam non habere. Sicut etiam Papa nunc habet potestatem remittendi peccata, quam non habuit sacerdos antiquæ legis; nunc Papa potest concedere indulgentias, quod alius non potuit. Denique Petro promissæ sunt claves regni cœlorum, et dictum illi est : *Pasce oves meas;* et : *Quidquid ligaveris super terram, erit ligatum et in cœlis,* quæ non sunt dicta veteri pontifici. Et ideò quidquid de illo sit, veritas posita inconcussa manet.

CAPUT X.

Utrùm potestas ecclesiastica ad leges ferendas possit in eâdem personâ conjungi simul cum civili.

1. Hæc sola comparatio nobis superest inter has duas potestates. Et in illâ inveniuntur errores contrarii : unus est, has duas potestates, prout sunt in Ecclesiâ, semper ac necessariò esse conjunctas, non quidem in eo sensu in quo aliqui dixerunt utramque potestatem esse in summo pontifice respectu totius orbis, et directè ac formaliter, ut sic dicam, ex divino jure; quamvis enim hoc non ita sit, non tamen est error in fide, sed opinio, de quâ satis dictum est. In alio sensu hæretico docent illam hæretici hujus temporis, quorum princeps quoad hanc partem videtur fuisse Henricus VIII, rex Angliæ, qui voluit unumquemque regem temporalem esse summum pontificem in suo regno, atque ita habere simul utramque potestatem. Hi hæretici nullum habent fundamentum præter affectum libertatis : videntur autem nihil altiùs sentire de hâc potestate spirituali in lege novâ, quàm habuerit in lege veteri, aut naturæ, et ideò quod illis temporibus servatum esse putant, ut reges essent supra sacerdotes, nunc etiam servandum esse existimant.

2. Alius error inventus etiam à novatoribus est potestatem civilem omninò repugnare pontificibus, seu personis in sacerdotali dignitate constitutis. Afferunt verba illa Christi Lucæ 22: *Reges gentium dominantur eorum*, etc. *Vos autem non sic.* Ex quibus verbis sic colligit Bernard. lib. 2 de Consider. cap. 6 : *Planum est, Apostolis interdicitur dominatus; ergo tu, et tibi usurpare aude, aut dominans apostolatum, aut apostolicus dominatum; planè ab alterutro prohiberis : si utrumque similiter habere voles, perdes utrumque.* Item illa Pauli 2 ad Timoth. 2 : *Nemo militans Deo, implicat se negotiis secularibus.* Ex quibus volunt colligere jure divino prohibitum esse sacerdotibus habere regimen temporale. Confirmari potest, quia Nicolaus papa in epistolâ ad Michaelem imperatorem dicit : *In lege naturæ eosdem fuisse reges et sacerdotes; Christum autem illas potestates superâsse.* Ratio etiam adjungi potest, quia non videtur una persona sufficiens ad utrumque regimen convenienter præstandum, præsertim si utrumque sit perfectum, quale requiritur in eo qui potestatem habet ferendi leges.

3. Nihilominùs veritas catholica est, potestates has nec necessariò esse conjunctas, nec necessariò separatas, quia neutrum est divino jure præceptum aut prohibitum. Prior pars satis patet ipso usu et experientiâ. Nam inprimis multo tempore fuit Ecclesia Christi sine ullâ temporali potestate quoad civile regimen reipublicæ, et priùs, scilicet, quàm reges cœpissent ad fidem converti, et tamen potestatem spiritualem semper habuit, ex quo Christus dixit : *Pasce oves meas.* Nunc etiam multi sunt episcopi qui nullam habent potestatem civilem ad ferendas leges, cùm tamen spiritualem habeant; ergo ex hâc parte separabiles sunt. Deinde quòd potestas civilis etiam suprema sine ecclesiasticâ inveniatur, eadem traditio ostendit. Nam Constantinus imperator in concilio Nicæno professus est se non habuisse potestatem ad judicandum inter sacerdotes. Idem de Valentiniano seniore refert Ambr. lib 2, Epist. 13 ad Valentin. juniorem, in quâ dignam refert catholico imperatore sententiam : *In causâ fidei, vel alicujus ecclesiastici ordinis, eum*

judicare debere, qui nec munere impar sit, nec jure dissimilis. Et ita etiam factis observâsse refert Niceph. lib. 11 Hist. cap. 5 et 30; et similia habet Theod. lib. 4 Hist. c. 6 et 7. Qui etiam cap. 16, cum Niceph. supra cap. 13, refert insigne dictum Eulogii sacerdotis, qui cùm à præfecto induceretur ad consentiendum Valenti Ariano imperatori, per ironiam interrogavit: *Numquid cum imperio est etiam sacerdotis dignitatem consecutus?* Denique ab omnibus catholicis regibus ita usque ad nostra tempora servatum est. Ratio verò clara est ex dictis, destruendo fundamentum contrarii erroris; nam in lege novâ potestas ecclesiastica non est naturalis, sed supernaturalis, et specialiter à Christo data, nunquàm verò data est terrenis regibus, nec alicubi Christus præcepit ut esset conjuncta cum potestate regiâ; nulla ergo est talis necessitas.

4. Quòd autem hæ duæ potestates in eâdem personâ conjunctæ esse possint, similiter probatur ex usu Ecclesiæ; nam summus pontifex simul etiam rex est temporalis in suis terris, quarum est dominus, quod à sanctis pontificibus inchoatum et conservatum est, unde cogitari non potest esse illicitum. Imò speciali Dei providentiâ factum esse affirmat D. Thom. in 2 sentent. in fine. Similiter multi episcopi simul habent civilem potestatem et dominium, ut constat præsertim in Germaniâ, et Hispaniâ et in Conimbricensi hoc episcopatu. Ratio verò est quia hoc non est per se malum, neque est aliquâ positivâ lege prohibitum, et aliunde potest multas rationes congruentiæ habere; ergo. Antecedens quoad primam partem probatur, quia contra nullam est virtutem. Item quia si aliqua esset per se malitia, maximè quia temporalis potestas impediret debitam curam et sollicitudinem circa administrationem spiritualis potestatis; hoc autem nec necessariò sequitur, quia per ministerium aliorum potest illa potestas executioni mandari, ita ut non multùm impediat. Præterea, si quid laboris, vel incommodi hinc sequi videatur, potest utilitatibus aliis compensari; tum quia verisimile est justitiam rectiùs esse administrandam per hujusmodi principes; tum etiam quia conjunctio illarum potestatum in eâdem personâ multùm deservire potest ad majorem pacem et unionem, et ut temporale regimen ad spirituale meliùs referatur; tum etiam quia hoc conciliat majorem reverentiam erga ecclesiasticum principem, qui etiam meliùs poterit resistere hostibus fidei, si potestatem habet temporalem, ut experientiâ comprobatum est. Atque ita simul probata est tertia pars antecedentis. Secunda autem probatur, quia nulla est talis lex divina, vel humana, quod patebit respondendo ad fundamenta contrarii erroris.

5. Ex verbis ergo Christi Domini: *Reges gentium dominantur eorum,* etc., talis prohibitio non colligitur; nam cùm subdit: *Vos autem non sic,* non est sensus, vos non habetis dominium temporale, sed sensus est: Non dominabimini sicut illi dominantur, id est, ad vestrum commodum, utilitatem et honorem, ubi non loquitur de regimine temporali Ecclesiæ, sed de spirituali, et formam ac modum ejus præscribit per comparationem ad temporale, quod in superioribus etiam tactum est. Et in eodem sensu loquitur Bernard. ut ex contextu est manifestum. Addo quòd, licet daremus Christum ibi loqui de dominio temporali, illa verba non continerent prohibitionem, sed solùm explicarent non dedisse Christum hominibus hanc potestatem, licet non prohibuerit, ut per homines dari possit ecclesiasticis principibus. Neque etiam ex loco Pauli talis prohibitio colligi potest. Expendendum etenim est illud verbum, *Implicat se:* potest namque ecclesiasticus princeps uti hâc potestate temporali, non se implicando negotiis secularibus, sed prudenter ac moderatè illâ utendo. Item est ponderandum illud verbum, *Negotiis secularibus,* quod propriè significat negotiationem, et nimiam sollicitudinem circa temporalia lucra, ut notavit Chrysost. Princeps autem ecclesiasticus non da hunc finem accipit temporalem principatum, sed ut Ecclesiæ utilitati et fidelium commodis magis inserviat; et ideò illud temporale ita conjunctum spirituali non est seculare omninò, sed aliquo modo sacrum; habere igitur talem potestatem civilem simul cum spirituali contra nullam legem divinam est, vel positivam, vel naturalem. Quòd verò contra humanam non sit, per se notum est, nec indiget probatione. Sic ergo responsum est ad fundamentum secundi erroris; Adrian. autem papa in epistolâ ibi citatâ solùm intendit, quod in priori puncto contra primum errorem diximus, nec enim potuit indicare esse prohibitum, quod ipsemet profitebatur. Plura de hoc argumento legi possunt in Bellarm. lib. 5 de Rom. Pont. cap. 9 et 10.

CAPUT XI.

An lex canonica habeat propriam materiam, in quâ honesta præcipiat, et prava prohibeat, distinctam à materiâ legis civilis.

1. Diximus de finali et efficienti causâ legis

canonicæ, dicendum sequitur de materiali, in quâ multa habet communia cum lege civili, quæ breviter supponenda sunt; nam inde oritur difficultas præsentis quæstionis, quæ in hoc versatur, ut distinctionem in materiâ inter utramque legem assignemus. Primò ergo convenit jus canonicum cum civili in hoc quod circa solam materiam honestam versari potest; nam hoc multò magis necessarium est ad finem ejus quàm ad finem legis civilis, ut per se constat. Item quia hoc spectat ad perfectionem legis; ergo multò magis debet convenire legi canonicæ quàm civili. Unde pro regulâ constitui potest quidquid perfectionis in hoc genere materiæ habet lex civilis, multò magis convenire legi canonicæ. Secundò ergo convenit lex canonica cum civili, quia præcipere potest in materiâ cujuscumque virtutis, quia ordinatur ad finem perfectiorem, magisque spiritualem, ad quem usus omnium virtutum magis necessarius est, et ita constat ex usu, quia Ecclesia determinat præcepta divina, vel addit nova, in sacramentis, jejuniis, orationibus, etc., ut latè et benè Navarr. de Reddit. Eccles. quæst. 2, Monit. ultimo, num. 2 et 3.

2. Tertiò conveniunt, quia lex etiam canonica non præcipit omnes actus omnium virtutum, licet præcipiat omnium virtutum actus; quia inter opera virtutum multa sunt consilii, quæ non possunt sub absolutam obligationem per Ecclesiam imponi, ut est perpetua castitas, et similia. Et ratio est, quia lex canonica, licet à divinâ potestate specialiter descendat, simpliciter humana est, et ferri debet modo hominibus accommodato, et ideò esse etiam debet moribus hominum accommodata, et moraliter possibilis, et utilis multitudini, sicut de lege in communi dictum est. Dixi autem absolutè præcipere; tum quia non absolutè, sed sub aliquâ justâ conditione potest Ecclesia interdùm præcipere opera consilii, sic enim imponit clericis in sacris necessitatem castitatis servandæ, quia non simpliciter, sed sub præviâ conditione voluntariâ illud onus imponit, scilicet, si velint in illo ordine constitui, quod illis voluntarium est; tum etiam, quia licet absolutè non præcipiat opera dura, et asperæ pœnitentiæ, supposito delicto, potest illa præcipere in vindictam ejus et correctionem. De regulâ autem servandâ in definiendâ hâc materiâ, quando excedat, vel non excedat limites potestatis Ecclesiæ, nihil occurrit addendum his quæ de lege civili dixi; sed prudenti arbitrio opus est, quod maximè accommodandum est usui Ecclesiæ, et morali necessitati talis materiæ, vel legis in ordine ad communem salutem animarum, in quo etiam considerandus est personarum status, pro quibus leges feruntur, ut illi etiam accommodentur.

3. Quartò similiter convenit lex canonica cum civili, quia non prohibet absolutè omnia vitia et peccata. Dico autem non prohibere omnia speciali coactione, aut censurâ, illâ utendo: nam absolutè cupit omnia evitari, et per doctrinam, et monitionem id procurat, pertinetque maximè hæc cura ad Ecclesiæ pastores. At per vim coactivam vel legislativam non omnia prohibet, quia esset nimis onerosum humanæ fragilitati, et potiùs esset in destructionem, quàm in ædificationem, quia majora mala sequerentur ex prohibitione adeò generali, quàm ex aliquâ tolerantiâ. Regula ergo posita generaliter à D. Thom. dict. q. 95, art. 2, et supra declarata specialiter in legibus civilibus, cum proportione applicanda est ad leges canonicas: prohibuit enim vitia, quæ graviora sunt, vel quæ scandalum et nocumentum spirituale aliis afferre possunt; alia verò minora tolerat, seu dissimulat cum moderatione autem, et modo statim explicando.

4. Ex his igitur oritur ratio dubitandi in præsenti puncto: videri enim potest nullum esse discrimen inter has leges in earum materiâ, quandoquidem utraque in materiâ omnium virtutum et vitiorum versatur. Accedit, non videri necessarium ut potestas civilis et ecclesiastica, licet distinctæ sint, in materiâ distinctâ versentur: sæpè enim contingit facultates, vel virtutes diversas in eâdem materiâ versari sub diversâ ratione, ut patet de intellectu, et voluntate, et temperantiâ acquisitâ et infusâ: sic ergo potestas civilis et ecclesiastica poterunt habere materiam communem sub diversis rationibus, ordinando illas ad suos fines diversos. Denique hoc videtur suadere usus ipse: nam leges civiles et canonicæ versantur circa matrimonia, juramenta, usuras et similia; et quod difficiliùs videtur, in Cod. Justiniani habentur leges de episcopis, de clericis, monachis, de Ecclesiis, quæ sunt materiæ in quibus maximè possunt leges canonicæ à civilibus distingui. Adde ipsos canones disponere leges civiles aliquando posse habere vim in foro Ecclesiæ, c. *Certum*, cum aliis dist. 10, c. 1 de Novi oper. nuntiat.

5. In contrarium autem est, quia unaquæque potentia debet habere materiam sibi proportionatam, maximè quando sunt diversorum

ordinum : ostendimus autem potestatem civilem et ecclesiasticam hoc modo esse distinctas, quia una est spiritualis et divini ordinis; altera materialis et naturalis ; ergo necesse est ut habeant materias proportionali modo diversas. Deinde, quia ad fines distinctos diversa media ordinantur, et accommodantur ; quæ media solent esse materiæ legum ; leges autem civiles et canonicæ habent fines longè diversos, ut ostendimus ; ergo media ; ergo et materias. Quod à fortiori exemplo declarari potest, quia intra latitudinem legum temporalium juxta diversos fines distinguuntur etiam materiæ diversarum legum, et ita distinguitur jus militare à jure proprio civitatis, ut significavit Isidorus 5 Etymol. c. 7, habetur in c. *Jus militare,* dist. 1, et sumitur ex Arist., 7 Polit. c. 8 et 9; et Platone lib. 2 de Repub. et 8 de Legibus : ita ergo à fortiori in præsenti. Denique constat illas leges civiles nullas esse, quæ mittunt falcem in messem alienam, ut in superioribus, ostendendo differentiam utriusque potestatis, demonstratum est.

6. Igitur dicendum est jus canonicum et civile in multis differre ex parte materiæ. Primò quidem ac præcipuè, quòd materia legis civilis temporalis est, canonicæ autem spiritualis. Ita sentiunt communiter canonistæ in cap. *Ecclesia,* de Constit. et legistæ in l. *Omnes populi,* ff. de Justit. et Jur. et sumitur ex cap. *Benè quidem*, cap. *Si Imperator,* et cap. *Duo sunt,* 96, dist. et cap. *Quoniam,* dist. 10, cap. *Solitæ,* de Majorit. et Obedientiâ. Ratio verò generaliter assignari potest ex dictis de potestate laicâ et ecclesiasticâ : ostendimus enim illam esse humanam, et temporalem : et hanc verò quodam modo divinam, et spiritualem ; omnis autem potentia debet habere materiam sibi proportionatam, et nulla excedit suos limites : ergo potentiæ spirituali spiritualis materia respondet, et civili temporalis : sic enim unaquæque servabit proportionem cum suâ materiâ, circa quam versatur. Neque obstabit huic diversitati, quòd utraque possit in materiis omnium virtutum imperare, quia virtutes omnes possunt aliquo modo versari in utrâque materiâ, et ideò quamvis utrumque jus possit attingere honestatem cujuscumque virtutis moralis, unumquodque tamen illam præscribit in materiâ sibi proportionatâ. Jam enim diximus, quamvis jus dirigat aliquam virtutem, non necessariò versari circa omnes actus, vel circa totam materiam talis virtutis.

7. Ut autem hæc differentia exactè intelligatur, oportet exponere quid nomine materiæ temporalis vel spiritualis intelligendum sit. Ad hoc autem declarandum adverto, in materiâ virtutis duo posse considerari, scilicet, actum ipsum virtutis vel vitii, et rem circa quam versatur, quæ potest esse vel res, vel persona circa quam fit operatio, vel etiam persona operans : ad quam actus ipse præceptus, vel prohibitus per legem, dicit aliquam habitudinem. Actus itaque virtutis, vel vitii est proxima materia legis, ut hactenùs diximus; tamen consequenter etiam alia pertinent ad hanc materiam legis ratione ipsius actûs. Loquendo ergo de materiâ proximâ legis spiritualis, materia præcipua, ac primaria est actus supernaturalis, ut est actus fidei, et ideò omnes leges, quæ pertinent ad fidem vel materiam ejus, sunt per se canonicæ, quia tota illa materia spiritualis est. Deinde in eodem ordine collocantur actiones sacramentorum, quia etiam illæ supernaturales sunt. Unde etiam factum est ut actiones quædam, quæ aliàs videbantur naturales (ut matrimonium quatenùs est contractus humanus, qui ad conservationem generis humani ordinatur) propter elevationem ad esse sacramentale, pertineant ad leges canonicas, juxta cap. penult. et ult. de secundis Nuptiis. Idemque dicendum est de aliis actionibus sacris, et de iis præsertim quæ proximè et directè ad cultum Dei ordinantur, ut sunt vota, juramenta, etc. Ex quo ulteriùs ortum est ut res omnes circa quas per se, et proximè versantur hæ actiones, sub eâ ratione ad materiam canonicam pertineant; hujusmodi sunt personæ sacræ, loca, templa, et vasa sacra, et consequenter etiam beneficia, et bona ecclesiarum, quæ inter res sacras computantur.

8. Consequenter etiam vitia contraria hujusmodi actibus, seu rebus per se pertinent ad canonicas prohibitiones, ut sumitur ex cap. *Ut inquisitionis,* cum duobus sequentibus de Hæret. in 6, ubi sermo est de crimine hæresis, de quo dicitur ad meram jurisdictionem ecclesiasticam pertinere. Quia verò omnia peccata avertunt hominem à supernaturali fine, ex eo capite in hoc spirituali ordine computantur, juxta cap. *Novit,* de Judi. tum quia opponuntur spiritualibus bonis, et ita reducuntur ad eumdem ordinem, quia contraria sunt quodam modo ejusdem generis : tum maximè, quia sunt injuriæ Dei, cujus honor et cultus est primarius finis canonicæ potestatis. Atque hâc ratione peccata quantùm est ex se sunt materia ecclesiasticæ potestatis, et quantùm est ex vi juris-

dictionis sub materiâ legis canonicæ continentur, si aliunde conditiones aliæ concurrant, u expediat de illis leges ferre. Denique, consequenter hinc fit ut res omnes inferiores, quatenùs possunt esse materia supernaturalium actuum vel virtutum, aut etiam vitiorum, sub hâc materiâ canonicâ comprehendantur. Atque ita ex declaratione materiæ canonicæ explicatum est, quæ sit materia temporalis, seu legis civilis. Illa enim materia apta ad legem humanam, quæ hunc gradum spiritualem non attingit, temporalis est, sub quâ proximè continentur actus morales, qui ad humanam societatem naturaliter necessarii sunt : remotè verò res omnes, circa quas tales actus versantur, et personæ, quatenùs ex eis civitas, seu humana politia componitur.

9. Secunda differentia inter utramque materiam assignari potest, quia canonica excellentior est, et universalior. Hæc sequitur ex primâ. Ratio enim prioris partis est, quia spiritus præstat corpori. Alterius verò partis ratio est, quia ferè tota materia temporalis ad spiritualem finem ordinari potest, et illi subest, et sub illo respectu induit quamdam rationem spiritualis materiæ, et ita potest ad leges canonicas pertinere. Sic enim supra dicebamus potestatem temporalem, seu civilem esse ecclesiasticæ subjectam, et eodem modo dicunt juristæ materiam peccati, id est, ubi agitur de illo vitando, seu de periculo animæ, canonicam esse et ad leges canonicas spectare ; sic Glossa per textum in Regulâ *Possessor,* de Regul. jur. in 6, ubi alia jura adducit, quibus locis id tradunt communiter doctores, ut notat Navar. Comment. c. *Si funeraveris,* num. 160, et idem tradunt Barthol. et alii quos refert, et sequitur Fortun. tract. de ultimo fine utriusque juris n. 151. Unde sicut in naturalibus potentiis superior interdùm versatur circa materiam inferioris sub altiori ratione, et ultra illam circa aliam excellentiorem, ut patet de intellectu respectu sensuum ; ita quodammodò lex canonica excellentiori modo materiam legis civilis, et aliam præterea altioris ordinis complectitur.

10. Unde etiam potest tertia differentia in primariis materiis considerari. Nam materia legis civilis principalior, et magis per se intenta est, quæ pertinet ad justitiam humanam : principalis autem materia legis canonicæ est, quæ pertinet ad justitiam, et religionem divinam, quia ferè reliqua omnia ad hanc refert et ordinat, ut constat ex dictis. Unde quoad hanc partem civilis potestas magis limitata nunc est in Ecclesiâ, quàm esset ante christianam religionem : nam olim cura religionis ordinabatur ad honestam felicitatem Reipublicæ, ut supra ex divo Thomâ notavimus : nunc autem religio, et spiritualis salus ac felicitas per se primò intenta est, et reliqua propter illam. Et ideò olim cura religionis, vel pertinebat ad potestatem regiam, vel cum illâ conjungebatur in eâdem personâ, vel illi subordinabatur : nunc autem cura religionis specialiter pastoribus Ecclesiæ commissa est. Unde materia primaria legis ecclesiasticæ est religionis materia, sub quâ comprehendimus omnem illam, quæ ad sanctificationem animæ spectat : indirectè verò, seu in ordine ad illam, ad alias etiam materias extenditur, ut declaratum est.

11. Et hinc intelligitur, quâ ratione contingat, ut lex canonica et civilis interdùm versentur circa eamdem materiam, quia nimirùm materia per se temporalis est, et sub eâ ratione potest lex civilis circa illam versari ; habet tamen aliquem respectum ad spiritualia, et sub eâ ratione potest ad legem canonicam pertinere. Atque hoc modo multa delicta dicuntur esse mixti fori, quia ad utramque potestatem pertinere possunt, et in eis datur locus præventioni. Et hoc tantùm probat secunda ratio dubitandi supra posita, quia diversæ facultates possunt interdùm circa eamdem rem materialiter versari, et eadem res potest esse utilis ad diversos fines, et è converso idem peccatum potest perturbare rempublicam, tam in temporalibus quàm in spiritualibus : ita ergo possunt hæ leges habere aliquam materiam communem, quamvis non totam, quia semper finis proprius, et præsertim excellentior aliqua media propria, et excellentiorem materiam habet, circa quam versari nullo modo potest inferior potestas.

12. Ultimò ex dictis intelligitur, posse aliquando pontificem determinare materiam aliquam, seu quasi reservare illam, ut tantùm canonica sit, non solùm declarando (ut sine dubio facere potest, quando materia ipsa ex se, et ex jure divino spiritualis est) sed etiam constituendo, et eximendo, sibique reservando aliquam materiam propter spiritualem rationem, etiamsi aliàs secundùm se posset esse materia legum civilium. Ratio est, quia illa potestas est superior, et ita in ordine ad suum finem potest disponere etiam de inferiori materiâ, prout expediens fuerit : ergo multò magis potest sibi appropriare materiam communem, si ad decentiam rerum sacrarum judicàrit opportunum.

13. Ad rationes dubitandi in priori loco positas in discursu capitis ferè responsum est. Solùm circa tertiam, quæ ex utriusque juris principiis sumebatur, tria notanda sunt. Primum est, usum legum civilium disponentium in materiis canonicis, solùm admitti posse in legibus civilibus, quæ aut versantur circa materiam mixti fori, vel disponunt circa materiam fori ecclesiastici, adjuvando ecclesiasticas leges, modo ab eis permisso. In quo inprimis observare oportet, ut leges civiles non repugnent canonicis : nam ubi repugnaverint, canonicæ præferendæ sunt, quia sunt à superiori potestate; quoniam verò non solùm non repugnant sed potiùs conveniunt, et lex civilis juvat, et suo modo ministrat canonicæ, utraque servanda est, unaquæque in suo foro, et juxta mensuram sibi proportionatam. Sicque leges civiles prohibent, et puniunt delicta, quæ per canones etiam puniuntur, ut sunt usuræ, matrimonia illicita, ut incestuosa, clandestina, et similia : nam hæc interdùm sunt contra naturalem justitiam, ut usura, vel sunt contra debitum modùm contrahendi etiam naturalem et convenientem ad pacem reipublicæ, et ideò sub eâ ratione possunt esse materia legum civilium in his quæ per canonicas non prohibentur. Interdùm verò leges civiles puniunt delicta, quæ sunt omninò fori ecclesiastici, ut est hæresis, blasphemia, et similia, quia etiam hæc vitia nocent valdè reipublicæ christianæ, etiam quoad externam pacem, et felicitatem temporalem, et aliàs Ecclesia id non prohibet; imò utitur ministerio talium legum in suum finem. Et hæc doctrina colligitur etiam ex citatis juribus, et ex capit. 2, 35, q. 2; et ex cap. 2 de Desponsa. impuber, et est valdè communis, ut videri potest in Glossâ in Authenticâ, *Quomodò oporteat episcopos*, etc., in princ. verb. *Tolli*, de Electio. quæ communiter approbantur tum ibi, tum alibi, ut videre licet in Felin. in caput *Ecclesia*, de Constit. latissimè, et ibi in Abbate, et aliis, et plura refert Covarr. in 4, cap. 6, in principio, numero 18, 19 et 20. Matienz. lib. 5 Recopil. tit. primo, l. 1, Glossa 7, num. 3 et 4. Gregor. Lop. in l. 5, titul. 3, partit. 4, num. 3. Ex quâ lege colliguntur duæ optimæ rationes supra insinuatæ, scilicet, per tales leges civiles intendi ut canonicæ meliùs impleantur, et ut alia damna, et perturbationes reipublicæ vitentur, et plura refert Sancius lib. 3 de Matrimon. disp. 47, num. 12.

14. Secundò observandum est, leges civiles interdùm admitti, non solùm in eâdem materiâ, sed etiam in usu fori ecclesiastici; quando autem hoc contingit, non fit ex vi jurisdictionis civilis, nam leges civiles non possunt ad hoc obligare, ut per se constat : sed fit ex voluntario usu potestatis ecclesiasticæ, quæ ubi desunt canonicæ leges, civiles sibi utiles admittit, et illis utitur. Illud autem fit duobus modis per canones. Unus est per generalem regulam, quòd leges civiles observantur in foro canonico, ubi canones nihil disponunt, et leges sunt usui Ecclesiæ accommodatæ secundùm similitudinem rationis. Ita enim profitetur Luc. 3 capit. primo de Novi Operi. nuntiat. ibi : *Sicut leges non dedignantur sacros canones imitari, ita et sacrorum statuta canonum principum constitutionibus adjuvantur.* Unde infra concludit : *Secundùm legem et canonum statuta negotium non differas terminare.* Ubi Glossa, et ferè omnes doctores id notant, et Panorm. in cap. 2 de Desponsat. impuber. et Bern. Diaz. in Pract. cap. 4, in fin. et ibi Salzed., qui advertunt in hujusmodi occasione leges proprii regni præferendas esse imperialibus, ubi canonicæ deficiunt, et referunt alios. Sed fortassè hoc magis est consilii quàm necessitatis, cùm per canones non inveniatur dispositum, nisi aliud ex consuetudine ecclesiasticorum judicum habeatur; illam enim observandam esse censeo.

15. Alter modus est, quando in particulari lex aliqua civilis est canonizata, ut aiunt, id est, canonica effecta ex acceptatione Ecclesiæ. Ad hujusmodi autem canonizationem non satis est, legem aliquam civilem esse insertam in Decreto authentico Gratiani, quia ille non habuit jurisdictionem quâ posset talem vim dare legi civili, sed necesse est ut pontificiâ auctoritate sit approbata, et inter canones recepta, ut fit in cap. 1 et 2. de Caus. possessionis, et c. *In primis*, § *Gloriosus*, dist. 11; et ibi notat Glossa verbo, *Capituli*. Item Glossa in c. 1 de Rebus Ecclesiæ non alienand. in sexto, verb. *Tractatus*, ubi Gemin. et alii. Abb. in capit. *Super eo*, primo de Testi. num. 4, et latiùs ibi Felin. num. 3, et in cap. 2 de Rescript. n. 29 et 43; et benè Rebuff. in tract. *Nominationum*, q. 5, n. 15; et Gutier. lib 1 canonic. quæstionum cap. 21, n. 32 et 33, qui refert Ripam in c. 2 de Rescrip. n. 80 et alios.

16. Tertiò observandum est circa leges illas Cod. à Justiniano imperatore editas circa personas, et res ecclesiasticas. Ad quas aliqui respondent eo tempore nondùm fuisse personas, et bona ecclesiastica exempta à jurisdictione imperatorum. Sed non potest admitti responsio,

tum quia id quod supponit, simpliciter falsum est; tum etiam quia saltem de rebus et causis ecclesiasticis est certum, semper fuisse exemptas, cùm tamen leges illæ etiam de his materiis multa disponant. Alii respondent fuisse factas illas leges ex consensu pontificum, sic enim non repugnat laicum spiritualia tractare, ut indicatur in cap. *Decernimus*, et c. *Cùm non ab homine*, de Judic., et ibi notatur, et Gloss. in c. *Imperium*, dist. 10 et 16, q. 7, in princ. Sed hoc non est verisimile, quia licet interdùm pontifices conferant secularibus pontificibus aliqua particularia, quæ sine spirituali jurisdictione exerceri possunt; non tamen illis conferunt spiritualem jurisdictionem, nec Ecclesiæ gubernationem committere possunt, et ideò non est verisimile illis contulisse potestatem ad illas leges ferendas. Et maximè cùm de illâ commissione non constet, et imperatores in eis propriâ auctoritate uti, et in eo sensu loqui videantur. Alii ergo excusant imperatores, quòd bonâ fide, et omninò juvando Ecclesiam illas leges fecerint, et fortè non ad obligandum, vel cogendum ecclesiasticas, vel in materiâ ecclesiasticâ; sed ad instruendum suos ministros de rebus ecclesiasticis, ut et servare illas, et juvare Ecclesiam possent, cùm oporteret. Et certè hoc animo videntur multæ similes leges positæ inter leges partitarum Hispaniæ. Utcumque verò sit, certum est illas non esse veras leges, nec obligare, juxta cap. *Litteras*, de Juram. calum., nisi in his in quibus fuerant canonizatæ; in aliis verò si fuerint contrariæ canonibus, contemnendæ sunt, ut etiam sumitur ex l. *Privilegia*, et l. *Bassa*, C. de Sacrosan. Eccles.; si verò non sint contrariæ, poterunt deservire per modum instructionis, non per modum juris. De quo videri potest Felin. in dicto cap. *Ecclesia*, de Constit. n. 36, et ibi Panorm. n. 15.

CAPUT XII.

Utrùm potestas ecclesiastica efficaciam habeat in actus merè internos, ita ut per legem canonicam per se præcipi, aut prohiberi possint.

1. Explicuimus hactenùs proprium principium, et finem legis canonicæ, sequitur, ut declaremus materiam ejus, et incipiamus à propinquiori, quæ est actus humanus, et quia de actu exteriori in genere nulla est difficultas, de interiori specialiter inquirimus: nam licet de lege humanâ in communi supra definierimus, non posse per se versari circa internos actus, in lege canonicâ habet illa resolutio specialem difficultatem, quam in hunc locum remisimus. Est autem generalis ratio dubitandi, quia potestas ecclesiastica est spiritualis, et ordinatur principaliter ad internum bonum animarum, et habet altius principium, scilicet, Deum ipsum supernaturaliter illam conferentem, et ideò ex utroque capite videtur posse immediatè versari circa interiores actus. Unde argumentor in hunc modum: nam Christus Dominus habet potestatem ferendi leges obligantes ad actus internos ut credendi, et similes, et ideò potuit præcipere confiteri etiam cogitationes internas; ergo potuit vicario suo relinquere participationem hujus potestatis: nulla est enim repugnantia; ergo relicta fuit ab eo.

2. Probo hanc ultimam consequentiam variis modis. Primò ex generalitate illorum verborum, *Quodcumque ligaveris*, etc. Cur enim à nobis limitatur, cùm principis concessio amplè sit interpretanda? Secundò ex congruentiâ insinuatâ, quia ad finem hujus potestatis materia proportionata est: nam interna salus animarum, quæ per hanc potestatem intenditur, magis pendet ex internis actibus quàm ex externis. Tertiò probatur inductione; nam primò potest Ecclesia remittere interiores culpas per absolutionem sacramentalem. Deinde potest dispensare in votis, etiam purè internis et mentalibus; ergo habet jurisdictionem in tales actus. Item potest similia vota irritare. Præterea potest pœnas pro peccatis debitas per indulgentias remittere, quod etiam requirit potestatem jurisdictionis, ut nunc suppono. Præterea aliquando excommunicat propter interiorem actum, ut propter hæresim mentalem, ut ex multis decretis conatur probare Medina statim citandus. Interdùm etiam videtur punire actum externum ob conditionem internam æquè hominibus occultam, quod perinde est. Tandem potest hæc sententia confirmari, quia homo potest se voluntariè subjicere alteri per votum obedientiæ etiam quoad internos actus; quid ergo mirum quòd Christus subjecerit fideles vicario suo, etiam quoad interiores actus?

3. Propter hæc, et similia argumenta nonnulli doctores affirmant, posse Ecclesiam ferre leges, quæ immediatè versentur circa interiores actus. Ita sentit Glossa in Clementinam 1 de Hæretic. § *Verum*, verbo, *Eo ipso*: Glossa etiam in cap. *Cogitationis*, de Pœnitent. distinctione primâ, Adrian. quodlibet. 8, artic. primo, litter. H. et sequent. Medin. Cod. de Orat.

quæstion. 15 de hâc re. Albert. Pighi. lib. 6 de ecclesiast. Hierarchiâ cap. 26. Et Summa Rosel. verbo, *Absolutio,* primo, n. 28 et 29, ubi plura allegat, sed non rectè, ut Sylvest. advertit.

4. Contraria tamen sententia communis est, quam tenet divus Thomas, 1-2. q, 91, artic. 4, q. 100, art. 9; et ibi Soto, et reliqui expositores: item Soto in distinct. 22, q, 2, artic. 3; Cajet. 2-2. q. 11, ar. 3, et Opus. de Auctoritate papæ cap. 19; et in Summâ, verb. *Hæresis;* Palud. in 4 distinct. 13, q. 3, artic. 1, n. 15; et dist. 15, q. 5, art. 2, n. 24; et dist. 17, q. 2, ar. 2; et q. 7, nu. 20; Major in 3, dist. 25, q. 3, dub. ult. Durand. in 4, dist. 15, q. 12; et dist. 17, q. 8; Antonin. 3. p. tit. 24, cap. 4; Almain. de Potestate Ecclesiæ, cap. 10; Castro libr. 2 de Justâ hæretic. punit. capit. 18, et libro 2 de Leg. pœnal. c. ult. Gabr. lect. 62 in Can. lit. K. Gerson. tract. de Vit. spirit. lect. 4, sub Alphab. 62, lit. G et H; Navar. in Sum. cap. 27, n. 56; et in dicto cap. *Cogitationis,* de Pœnit. dist. 1, n. 9; et in cap. *Si quis non dicat,* eâdem distinct. n. 8, ubi refert. Felin. Hippolyt. et alios; idem in princip. de Pœnit. distinct. 5, n. 23; Driedo l. 3 de Libert. christianâ c. 5; Simancas de cathol. Inst. tit. 42, n. 3; Angel. verb. *Hæreticus,* ubi refert canonistas; et verb. *Hora,* n. 27; Sylvest. *Excommunicatio,* 7, n. 3, ubi malè allegat Angel. in contrarium, ut infra videbimus, et verb. *Hora,* q. 11; et verb. *Hæresis,* 1, q. 8; Armil. eodem n. 1; et benè Tabien. *Excommunicatio,* 5, casu 4, numero 1.

5. Fundamentum potissimum D. Thomæ est, quia humana jurisdictio non potest ferre leges de actibus, de quibus non potest judicare, nec punire; sed potestas ecclesiastica humana non potest judicare de actibus merè internis, neque illos punire; ergo nec potest de illis leges ferre. Minor expressè asseritur in c. *Sicut tuis,* et cap. *Tua nos,* de Simon. *Nobis,* inquit Pontifex, *solùm datum est, de manifestis judicare.* Sumitur etiam ex cap. *Erubescant,* distinct. 32, et ratio est, quia judicium supponit causæ cognitionem: actus autem interiores sunt omninò extra cognitionem humanam, et ideò judicium de internis ad solum Deum pertinet. *Homo enim videt ea quæ parent, Deus autem intuetur cor,* 1 Reg. 16; et ideò dicebat Paul. 1 ad Corinth. 14: *Nolite ante tempus judicare quoad usque veniat Dominus, qui et illuminabit abscondita tenebrarum, et manifestabit consilia cordium.* Major autem sumitur ex Arist. 10 Ethicor. cap. 5, dicente, potestatem legislativam necessariò debere conjunctam habere potestatem coactivam, quia aliàs esset inutilis et inefficax. Unde fit, hominem solum posse eâ lege præcipere quæ potest punire, si aliter fiant; non punit autem nisi judicando; ergo circa ea tantùm versatur lex humana, circa quæ potest humanum judicium versari. Potest etiam idem probari à paritate rationis, vel etiam à fortiori, quia plus est, legem ferre quàm judicare, et quia lex esse solet regula humani judicii.

6. Hoc verò fundamentum difficultate non caret. Interrogo enim de quo judicio sit sermo in majori assumpta, aut de judicio, quod profertur ab homine per sententiam, aut quod proferri potest ab ipso legislatore per legem; interdùm enim ita fertur judicium. Quando videlicet, lex ipsa per se ipsam punit delictum, ferendo verbi gratiâ, excommunicationem ipso facto incurrendam, quæ propterea vocatur latæ sententiæ, quia fert lex ipsa sententiam. Si intelligatur priori modo, videtur falsa illa major, quia multa possunt prohiberi, et puniri per legem ecclesiasticam, quæ non possunt per sententiam hominis condemnari, ut sunt omnia ita occulta ut probari non possint. Et ratio est, quia ut homo judicet, indiget testibus, et probatione facti; ut autem lex judicet, et puniat, non semper hoc est necessarium, sed sufficit conscientia delinquentis, ut patet in exteriori hæretico omninò occulto, qui statim manet excommunicatus, et in conscientiâ tenetur abstinere. Si autem judicium in majori propositione sumatur posteriori, vel generali modo, sic in eâdem propositione petitur principium: nam hoc est de quo agimus, scilicet, an lex ipsa per se possit judicare de actibus occultis per se, sicut potest de per accidens occultis. Et sic facilè negabitur minor de eodem judicio intellecta: nam jura, quæ in probationem adducuntur, non sunt ad rem, quia loquuntur de judicio ferendo per sententiam hominis, Et præterea propositio illa, quòd potestas legislativa non possit esse circa aliquem actum sine coactivâ, non videtur per se necessaria, si sermo sit de coactione ut distinguitur ab obligatione in conscientiâ, quam fortassè Aristoteles ignoravit, et ideò postulavit externam coactionem, quæ det efficaciam legi. At verò si lex obligat in conscientiâ, ut maximè de ecclesiasticâ infra ostendemus, illa est sufficiens efficacia legis, imò pœnæ, vel censuræ, quæ ipso jure ab Ecclesiâ imponuntur,

maximè habent efficaciam ex ligamine conscientiæ; ergo non repugnat Ecclesiam habere potestatem ad ferendas leges, quæ in conscientiâ obligent pro actibus internis, etiamsi non posset ad illos exteriùs, et per hominis actionem cogere.

7. Priusquàm ad hæc respondeam, censeo præcipuam probationem hujus sententiæ non esse sumendam ex impossibilitate rei secundùm se, hanc enim planè non video, quod et argumentum proximè factum, et rationes in principio positæ persuadere videntur; potuisset enim Christus, si voluisset, hanc potestatem Ecclesiæ dare. Tractanda est ergo res de facto, et probandum est non dedisse; nam hoc mihi multò verisimilius est. Et primum argumentum sit, quòd in Scripturâ non est aliquod indicium hujus potestatis; sed hæc occulta interiora semper reservantur Deo, et ad hoc faciunt verba supra adducta ex Paulo. Neque etiam summi pontifices de hâc potestate mentionem aliquam fecerunt, sed potiùs ubique significant hæc esse extra forum suum; cùm tamen aliàs jurisdictionem suam totam sæpè explicent et tueantur. Est etiam magnum argumentum, quòd hactenùs non invenimus legem datam ab Ecclesiâ de his actibus merè internis; quod enim nunquàm factum est, signum est fieri non posse. Antecedens non potest probari directè, constabit tamen sufficienter respondendo ad decreta quæ Medina adducit, et reliqua argumenta solvendo.

8. Præterea addi potest congruentia, quia potestas legislativa per se primò ordinatur ad externum, et commune Ecclesiæ regimen, ut in eâ omnia convenienter, et ordinatè fiant; ergo per se versari debuit solùm circa exteriores actus; nam Ecclesia corpus est visibile, et ideò materia accommodata ad ejus communem et externam gubernationem, debet etiam esse sensibilis, et externa; illa ergo tantùm est proportionata potestati legislativæ. Et confirmatur, quia gratia accommodatur naturæ; postulat autem natura hominis ut in ordine ad regimen communitatis humanæ in solis actibus servetur communicatio, et debita proportio tam inferiorum ad superiores, quàm è converso, atque ipsorum membrorum inter se. Et ideò ait divus Thom. 2-2. quæst. 104, artic. 5, obedientiam humanam ad homines, solùm esse in his quæ per corpus fiunt, et non in omnibus, sed in his quæ pertinent ad dispositionem actuum, et rerum humanarum ac sensibilium: nam ea quæ sensibilia non sunt, non censentur humana, saltem in ordine ad communitatem humanam. Ergo Christus Dominus hoc modo contulit Ecclesiæ potestatem illam quæ ad hoc Ecclesiæ regimen pertinebat. Nam actus interiores propriè non pertinent ad communitatem, sed ad privatam uniuscujusque salutem, vel damnationem, quibus sufficienter provisum est per priorem potestatem ad internum forum pertinentem: hæc ergo est propria ratio hujus institutionis et veritatis.

9. Et juxta illam explicanda est ratio D. Thomæ, et communis. Non enim eò tendit ut persuadeat aliud fuisse omninò impossibile, sed solùm ut declaret hunc esse ordinem consentaneum naturæ hominis. Quo sensu verum est juxta rei naturam et ordinariam legem, solum illum actum posse humanâ lege præcipi, qui potest per homines judicari, ita ut sermo sit de judicio per sententiam hominis proferendo. Imò eâdem ratione verum est nihil posse per legem ipsam judicari, nisi quod de se etiam potest judicari per hominem. Nam ipsa sententia hominis dicitur esse quædam lex particularis, et è contrario lex imponens pœnam ipso jure est quædam sententia generalis. Unde in supremo pontifice sunt actus ejusdem potestatis. Quòd autem interdùm contingat aliquid quod prohibetur, et punitur per legem humanam, non posse puniri per sententiam hominis, accidentarium est ex occasione aliquâ extrinsecâ, quia nimirùm deficiunt testes, seu probationes, non verò ex naturâ talis actûs, qui reverà posset esse materia hujusmodi judicii, ut supra lib. 3, cap 5, declaravi. Similiter illa propositio, quòd potestas legislativa semper habeat potestatem coactivam conjunctam, vera est, et moraliter necessaria, ut inductione constat in quâcumque aliâ simili potestate, et quia utraque pertinet ad perfectam jurisdictionem. Nec sufficit per se loquendo posse obligare in conscientiâ, nisi interveniat etiam potestas cogendi ad hanc obligationem implendam, seu, quod idem est, ad puniendos transgressores hujus obligationis. Quamvis ergo speculativè rem considerando, sit una potestas separabilis ab aliâ, non tamen moraliter, et juxta convenientem institutionem, et ideò Christus Dominus non dedit potestatem hominibus ad ferendas leges de illis actibus, pro quibus non poterant transgressores punire, non solùm ex accidenti, sed per se, et ex naturali conditione talium actuum.

10. Ex his facilis etiam est responsio ad pri-

mam rationem in principio positam; concedimus enim Christum de absolutâ potentiâ suâ potuisse dare Ecclesiæ hanc potestatem; negamus autem dedisse. Et ad verba, *Quodcumque ligaveris*, etc. respondemus, distributionem illam intelligendam esse de omnibus requisitis ad convenientem Ecclesiæ gubernationem. Quæ autem hæc sint, quamvis ex discursu rationis magnâ ex parte possit intelligi, præcipuè sumendum est ex traditione, et communi doctrinâ Ecclesiæ. Ex utroque autem capite intelligimus illam potestatem ligandi quatenùs legislativa est, in materiâ tantùm externâ et sensibili versari. Dico præterea (respondendo ad alteram probationem sumptam ex fine) potestatem ecclesiasticam in totâ suâ latitudine sumptam, duplicem esse, scilicet, fori interni, et externi. Quas ita distinxit, ac declaravit D. Thomas, 4, dist. 18, q. 2, artic. 2, quæstiunc. 1, quòd in foro conscientiæ causa agitur inter hominem et Deum, in foro autem exteriori causa agitur hominis ad hominem. Hinc ergo fit, ut prior potestas possit versari circa actus interiores: imò illos potissimè respiciat, quia per illos maximè ordinatur homo ad Deum, et in illis consistit interna salus singulorum fidelium, propter quam maximè hæc potestas datur. Et ob eamdem causam actus hujus potestatis ad jurisdictionem pertinent, quam juristæ vocant voluntariam, quæ exercetur in commodum subditi, seu rei, et ad petitionem, vel consensum ejus, quia interior salus, et reconciliatio cum Deo voluntaria esse debet. Qui autem actus ad hanc potestatem pertineant infra dicetur; certum est autem legislationem non esse actum hujus potestatis, et ideò ab illâ nullum sumi argumentum. At verò potestas ecclesiastica, quatenùs gubernativa est totius communitatis, ut sic, habet etiam suam materiam proportionatam, nimirùm actus externos ad gubernationem etiam Ecclesiæ exteriorem pertinentes, et ad hunc ordinem pertinet potestas ecclesiastica, ut legislativa est. Nam licet ecclesiasticæ leges etiam ordinentur ad finem supernaturalem, et ad internum bonum animarum, non tamen immediatè operando illud, sed mediâ honestate actuum externorum, circa quos proximè versantur.

11. Ad inductionem, quæ in contrarium fiebat, facilis etiam est ex dictis responsio. Nam primò aliqua ex his, quæ ibi recensentur, non pertinent ad hanc potestatem legislativam, de quâ agimus, sed ad jurisdictionem fori interni, ut absolutio à peccatis, quæ maximè spectat ad jurisdictionem fori sacramentalis, quod est maximè internum, Quanquàm eo modo, quo fit inter homines, necessariò postulet, ut licet peccata sint omninò interna, per externam concessionem ad tale judicium deferantur. Quod solus Christus instituere, et primariò præcipere potuit. Quomodò autem ecclesiastica etiam lex in hâc materiâ versari possit, in capite sequenti dicetur.

12. Secundum exemplum erat de potestaste dispensandi in votis, etiamsi solâ mente interiùs facta sint. Ad quod respondeo non esse similem rationem. Primò, quia illa potestas non est coactiva, sed jurisdictionis voluntariæ, et ideò mirum non est quod etiam circa actus internos data sit. Secundò, quia hæc potestas magis respicit forum animæ, seu ejus bonum, quàm externam gubernationem Ecclesiæ, et ideò hâc parte meritò extendi potuit ad actus internos. Declaratur, quia hæc potestas data est à Deo ad remittendum nomine ejus obligationem illi factam per hominis promissionem, et ita ejus actus versatur tantùm inter hominem et Deum, ideòque in actum interiorem cadit. Imò, si attentè res consideretur, propria voti obligatio, quæ per ejus dispensationem tollitur, per actum internum inducitur: nam exterior prolatio voti magis est ut hominibus innotescat obligatio voti, quàm apud Deum illam inducat, quia Deus non indiget signo externo ut cognoscat, et acceptet promissionem, et ideò talis potestas per se respicit illam obligationem, sive per solum actum internum, sive cum externo inducta sit. Moraliter autem loquendo, semper necessarium est ut votum internum exteriùs proponatur superiori, ut illud valeat dispensare. Nam licet cogitari possit casus, in quo superior votum ignorans, sub conditione dicat: Ego tecum dispenso, si fortè votum emisisti, etiam solâ mente; tamen hoc non potest moraliter considerari, quia dispensatio voti requirit cognitionem causæ, et consequenter cognitionem materiæ ejus, et periculi, quæ vix potest intelligi moraliter sine notitiâ voti. Verum est tamen hoc non multùm referre, quia semper actus hujus dispensationis fertur in ipsum vinculum, et internum actum, licet exterior significatio illius præcedat.

13. Tertiò idem dicendum est de commutatione voti: nam est ejusdem potestatis, quatenùs jurisdictionem prælati requirit, aliqualemque dispensationem saltem partialem inclu-

dit, ut tract. 6 de Relig. lib. 6, cap. 9 et sequentibus dictum est. De irritatione verò alia est ratio, quia non necessariò est potestatis jurisdictionis, sed dominativæ, ut ibidem dixi. Fit autem dupliciter, scilicet, vel ex parte materiæ, vel ex subjectione voluntatis voventis. Prior modus tunc habet locum, quando materia est sub alterius dominio, et potestate, et ideò necesse est ut sit materia sensibilis : nam illa tantùm ita esse potest sub alterius potestate, ut possit liberè usum illius prohibere, et ita ex hâc parte talis irritatio directè versatur circa materiam sensibilem, et indirectè ; ac per consecutionem tollit internum vinculum voti. Si autem tale esset votum, ut non solùm actus ipse promittendi esset mentalis, sed etiam materia promissa esset interna, ut sancta cogitatio, vel mentalis oratio, non possit ex parte materiæ irritari, nisi remotè, præcipiendo nimirùm aliquod opus externum, quod aliud internum impediret. At verò per irritationem directam possunt hujusmodi vota irritari, eò quòd vovens quoad suam voluntatem et potestatem se obligandi firmiter pendet omninò à voluntate alterius, vel ob defectum ætatis, et naturalem subjectionem, ut in filio impubere, vel ratione religiosæ professionis, et voti obedientiæ, quod includit : hanc autem dependentiam habent vota, ut promissiones ad Deum sunt, ac subinde etiam, ut mentalia sunt, quia respectu Dei ibi consummantur. Denique vota hæc conditionem includunt, ratione cujus irritari possunt, non subsistente conditione. Et ita ex his actibus nullum potest sumi argumentum à simili, quia sunt valdè diversi, et à diversis non fit illatio.

14. Quartum exemplum erat de remissione pœnarum apud Deum per indulgentias, quod idem habet responsum. Nam potestas ad dispensandum thesaurum per concessionem indulgentiarum, magis reducitur ad potestatem fori interioris : nam illud negotium etiam versatur inter hominem et Deum, et ad perfectam liberationem animæ ab omni reatu ordinatur, ut in proprio tract. de Indulgent. dictum est. Denique quod ultimo loco ibi assumitur, falsum est, scilicet, excommunicationem ferri propter actum purè mentalem ; nam jura, quæ loquuntur de peccato hæresis, intelliguntur de illâ quæ prodit aliquo modo in actum externum, ut communiter doctores allegati docent, et in propriâ materiâ ex professo tractandum est et explicandum, et nonnulla de hoc puncto diximus in tom. 5 de Censur. disput. 4, sect. 2. De aliâ verò difficultate ibi tactâ de conditionibus occultis actuum externorum, dicemus commodiùs capite sequenti.

15. Ad ultimam confirmationem de subjectione quoad actus internos mediante voto, non desunt qui existiment, etiam ratione voti obedientiæ non posse superiorem præcipere actum merè internum, ut, verbi gratiâ, orationem mentalem, quia licet possit prohibere exteriores actus qui interiorem impedire possunt ; non verò directè obligare ad exercendum actum interiorem. Et videtur favere divus Thomas 2-2, quæstione 104, articulo 5, quatenùs generaliter ait, quoad interiores animi motus hominem soli Deo subjici. In contrarium verò est, quia homo potest vovere Deo immediatè, et absolutè actum merè internum, ut omnes in materiâ de voto absolutè fatentur, et est res clara, quia tale votum erit de meliori bono et possibili. Ergo potest etiam idem vovere sub conditione si prælatus præceperit, quia hoc nec difficilius est, nec minùs honestum quàm primùm : hoc autem virtualiter fit vovendo obedientiam in ordine ad talem actum; ergo supposito tali voto, potest superior præcipere talem actum.

16. Quocirca loquendo de possibili, hoc posterius censeo verum. Neque est simile de potestate legis, quia lex fundatur in jurisdictione, quæ solùm data est, quantùm expedit ad bonum commune, ut diximus : hoc autem præceptum fundatur in voluntate voventis, et pacto, seu promissione ejus, quæ quia Deo principaliter fit, de actu etiam merè interno fieri potest. Item quia materia voti latiùs patet quàm legis : nam votum maximè est de consiliis, de quibus non est lex. An verò de facto prælati religionum habeant hanc potestatem, et hæc sit intentio voventium obedientiam, pendet ex regulâ uniuscujusque religionis. Quia juxta doctrinam D. Thomæ, et communem, non omnes religiosi vovent eamdem obedientiam, sed singuli secundùm suam regulam, et ideò si regula præcipit, vel consulit actus mentales, vel significat, prælatos posse illos injungere; tunc eodem modo interpretandum est obedientiæ votum, ut, scilicet, possint prælati tales actus imponere ; rectè autem facient, nunquàm eos imponendo sub rigore præcepti, propter periculum vitandum; satis enim est exteriorem vacationem præcipere.

CAPUT XIII.

Utrùm lex canonica possit concomitanter præcipere aut prohibere actus internos simul cum externis.

1. Duobus modis potest interior actus cadere indirectè sub præceptum de exteriori actu, ut notavi lib. 3, cap. 12, in fine; unus est tantùm per quamdam consecutionem, quatenùs per legis prohibitionem exterior actus sit malus tam in ratione actûs quàm in ratione objecti moralis, et ideò ex vi illius legis consequenter fit malum internum propositum faciendi talem actum prohibitum, vel non faciendi talem actum præceptum pro tali tempore. Et de hoc modo non movetur quæstio, quia dicto loco ostendimus, ex omni lege humanâ justâ consequi hanc obligationem. Unde necesse est, ut majori ratione hanc vim habeat lex canonica. Quis enim dubitet esse peccatum mortale proponere non audire Missam in die festo; cùm sit de objecto pravo, et actus interior sumat malitiam suam ab objecto. Unde in cap. *Nulli*, distinct. 19, dicitur : *Nulli fas est, vel velle, vel posse transgredi apostolicæ Sedis præcepta.* Quanquàm illud non possit ab Ecclesiâ puniri, quia ad hoc oporteret, directè, et per se de illo ferre judicium, et ideò quæ de punitione in illo capite adduntur, necessariò sunt de voluntate in effectum prodeunte intelligenda. Alter modus indirectæ prohibitionis, vel præcepti actûs interioris per legem humanam est per quamdam concomitantiam cum actu exteriori, ita ut præcipiendo, vel prohibendo exteriorem, compræcipiatur, vel comprohibeatur actus internus, ita ut sit quasi pars actûs integri, et compositi, qui est propria materia illius legis, et de hoc modo prohibitionis intelligitur proposita quæstio.

2. Oportet autem satis distinguere hanc conjunctionem actûs interni cum externo sub eâdem lege, quæ per se versatur circa actum, ut externus est : fieri enim potest duobus modis. Prior est quando conjunctio est talis, ut internus actus per exteriorem manifestetur, tanquàm causa per effectum, ut voluntas audiendi Missam conjuncta est cum actu audiendi libero : alter est, quando actus interior conjungendus exteriori per illum non manifestatur, ut est in eodem exemplo attentio assistentis ad Missam audiendam, vel intentio audiendi illam propter turpem finem. De priori ergo modo nulla est quæstio, quia in dicto etiam loco ostensum est legem humanam ut sic posse præcipere indirectè hujusmodi actum internum, quia ad externum requiritur tanquàm necessaria causa ejus, quia lex præcipit actum externum humanum, et liberè exercendum : impossibile autem est hoc modo illum præcipere quin simul compræcipiat (ut sic rem explicem) talem actum. Reducitur ergo quæstio ad actus interiores posteriori modo conjunctos cum externis.

3. De his itaque actibus internis duas invenio opiniones extremè contrarias. Prima est posse legem humanam prohibere actum internum, ut conjunctum alicui exteriori, etiamsi illa conjunctio non sit per se, sed merè per accidens ex arbitrio operantis. Ita sensit Angel. verb. *Hæreticus*, n. 2. et sequitur Tabien. *Excommunicatio*, 5, casu 4, n. 4; Cajet. in Sum. verb. *Excommunicatio*, cap. 3; et verb. *Hora*, § 3; Soto lib. 10 de Justit. q. 5, a. 5, et videntur consentire Cordub. lib. 4, q. 13, et Covar. in regul. *Peccatum*, p. 2, num. 7. Fundantur in usu Ecclesiæ, afferuntque multa jura, quæ hoc modo videntur præcipere, aut prohibere actus internos simul cum externis. Primum sit cap. *Omnis utriusque*, de Pœnit. et Remis. quatenùs præcipiendo confessionem annuam, præcipit dolorem necessarium, et confessionem cogitationum merè internarum. Secundum est cap. *Dolentes*, de Celebrat. Missar. et Clement. 1 eodem, ubi præcipitur clericis recitatio attenta et devota. Tertium est cap. *Commissa*, § *Cæterum*, de Elect. in 6, ubi punitur qui recipit beneficia absque intentione suscipiendi debitum ordinem intra annum, nisi mutatâ voluntate ordinetur. Quartò ex Clement. 2, § *Verum*, de Hæret. ubi inquisitores, qui ex odio, vel intentione turpis lucri omittunt contra justitiam et conscientiam procedere contra aliquem in causâ fidei, excommunicantur. Quintò ex Clemen. 1 de Stat. Monach. ubi monachus Benedictinus sine licentiâ se conferens ad curiam, animo accusandi prælatum, excommunicatur, et non sine tali intentione. Sextò ex cap. *Si quis*, 8, dist. 30, ubi excommunicatur, qui ex contemptu, vel internâ superstitione jejunium ecclesiasticum non servaverit, et non aliàs; cùm tamen contemptus, interior actus sit. Et eodem modo solent jura canonica excommunicare facientes hoc, vel illud, *scienter* aut *temerè*, et cum aliis similibus particulis significantibus modos merè internos actuum externorum, qui nec sunt per se connexi cum illis, nec per illas manifestantur, et nihilominùs censura incurritur cum illo modo,

et non sine illo, ut est communis doctrina; ergo.

4. Secunda opinio negat posse Ecclesiam præcipere, prohibere, aut punire actum internum conjunctum merè per accidens cum externo; aut è converso punire externum propter talem internum, qui nec sit causa externi, nec per illum manifestetur. Referri solet pro hâc sententiâ Sylvest. verb. *Excommunicatio*, 7, in 2 excommuni. quatenùs impugnat sententiam Angeli, sed reverà non hoc sentit, ut ex dicendis constabit. Refertur etiam Almai. de Potest. civili, cap. 3, et probare videtur Navar. de Pœnit. dist. 5, in principio, n. 26, clariùs in Commen., c. fin. de Simon. n. 20. Ubi ex illo textu id confirmat : nam ideò ibi non punitur simonia mentalis in exterius opus prodiens, quia vitium illud non manifestatur in opere, sed in intentione tantùm mentis consistit. Allegat etiam cap. *Venerabilem*, § ult. de Sentent. excommunicat. in 6. Et hanc sententiam defendunt aliqui moderni in hâc materiâ. Et ex illâ inferunt primò, eum qui in quadragesimâ confitetur diminutè, tacendo et omittendo in confessione peccata cordis per se occulta, non incurrere sententiam excommunicationis latam contra eos qui non observant præceptum Ecclesiæ confitendi semel in anno, quia ille non transgreditur præceptum Ecclesiæ, sed divinum tantùm, quia non omittit circumstantiam confessionis externam, de quâ possit Ecclesiæ constare. Unde idem à fortiori dicent de illo, qui confitetur invalidè ex defectu interioris doloris necessarii. Secundò inferunt clericum beneficiarum recitantem horas exteriùs integrè et completè, quamvis sine ullâ attentione recitet voluntariè, non transgredi proprium ecclesiasticum præceptum, nec incurrere pœnas ecclesiasticas impositas transgressoribus illius præcepti, quia nihil omittit eorum, quæ exteriùs fieri debent, et de quibus possit Ecclesiæ constare. Secùs verò esset, si illa mentis distractio ex actione exteriori prohibitâ proveniret : nam tunc jam posset constare de transgressione. Tertiò inferunt non peccare contra prohibitionem Ecclesiæ inquisitores injustè agentes ex odio, nec censuram incurrere, nisi odium illud in ipso externo opere ostendant; et sic de aliis.

5. Mihi autem videtur distinctione utendum : nam interdùm actus internus conjungitur cum externo tanquàm necessarius ad aliquod esse morale, vel quasi artificiale, quod lex humana potest intendere, vel præcipere, esto ille actus externus ad materialem illam actionem sensibilem, prout exteriùs apparet, necessarius non sit. Ut, verbi gratiâ, intentio baptizandi necessaria est, ut fiat baptismus, licet non sit necessaria, ut fiat ablutio, neque ut verba exteriùs proferantur, et ideò non obstante priori necessitate, illa intentio baptizandi exteriùs non manifestatur evidenter per exteriores actiones abluendi, aut verba proferendi. Aliquando verò conjungitur internus actus exteriori omninò extrinsecè tam physicè quàm moraliter, id est, tam respectu actionis externæ materialiter sumptæ, quàm respectu ejusdem sub ratione sacramenti, vel contractûs vel alterius similis formalitatis moralis, quæ interdùm esse potest materia legis humanæ, vel præcipientis, vel prohibentis : ut erit in dicto exemplo intentio baptizandi gratis, et non propter pretium, vel alia similis, à quâ non pendet baptismus, nec ut ablutio, nec ut sacramentum. De his ergo duobus generibus actuum internorum censeo esse diverso modo loquendum, tam in præceptis affirmativis quàm in negativis, et ideò sigillatim de illis dicemus.

6. Dico ergo primò : Aliquando actus internus potest cadere sub obligationem legis, seu præcepti humani, etiamsi ex vi actûs externi innotescere non possit infallibiliter, id est, licet non sit necessarius talis actus internus ad efficiendum materialiter actum externum, dummodò sit necessarius ad aliquod esse morale externi actûs, quod sæpè potest esse materia legis humanæ. In hoc sentio cum priori sententiâ, et fortassè Sylvest. Almai. et Navar. non intendunt, hoc negare : imò videtur esse communis sententia theologorum, ut patebit. Et probatur primò inductione : nam ad verè contrahendum per exteriora verba necessarius est internus consensus, licet per exteriora verba contractus non evidenter apparet talis consensus, quia non est necessarius ad substantiam verborum, et tamen Ecclesia, imò et respublica, potest subditis suis præcipere in multis casibus, ut verè contrahant, et pro illis posset leges ferre; ergo ex vi talis præcepti obligatur homo ad contrahendum cum vero consensu, aliàs inutilis esset talis lex. Sic etiam Ecclesia præcipit omnibus recipientibus sacrum ordinem, ut castitatem voveant, quod facere non possunt sine internâ intentione vovendi, aut se obligandi ad castitatem, quæ per exteriorem ordinationem non innotescit. Idem argumentum sumi potest ex eo, quòd Ecclesia potest præcipere sacerdoti ut aliquando sacri-

ficet, quod facere non potest sine interiori intentione conficiendi; ergo ad illam obligatur ex vi illius præcepti; aliàs inefficax valdè et inutile esset præceptum, simileque est de omni præcepto ecclesiastico recipiendi aliquod sacramentum, et de c. ult. de Hæretic. in 6. Ubi præcipitur inquisitoribus, *ut puram ac providam intentionem habeant,* etc. Et de præcepto recitandi horas canonicas, nam (quidquid sit de attentione) saltem de intentione orandi omnes doctores conveniunt esse necessariam ex vi talis præcepti, quoniam sine intentione orandi non erit vera oratio, sed ficta.

7. Dicet fortè aliquis, in his omnibus casibus non præcipi actum internum ex vi juris humani, sed ex vi juris divini vel naturalis. Nam Ecclesia solùm præcipit exercitium illius actùs exterioris in ordine ad talem finem, et tunc præceptum divinum vel naturale obligat ad operandum cum tali intentione, vel consensu, etc. At hoc neque universaliter verum est, nec in aliquo ex dictis exemplis sustineri potest. Primùm patet in actu, verbi gratiâ, recitandi horas canonicas : nam legere omnia illa, quæ recitantur animo ad discendi, vel refricandi memoriam, non est per se malum, nec contra jus naturale, aut divinum, ut per se constat, et tamen qui sic legeret horas, et aliter non recitaret, non impleret Ecclesiæ præceptum secundùm omnes; ergo obligatio recitandi cum illà intentione est ex præcepto Ecclesiæ. Idem est de intentione recipiendi ordinem sacrum sine animo servandi castitatem, vel ad illam se obligandi : hoc enim non est intrinsecè malum, aut contra jus divinum, et tamen nunc est peccatum mortale ex vi præcepti Ecclesiæ. Idem licet considerare in præcepto dandi gratis titulos ordinis, aut officium temporale Ecclesiæ, vel aliquid simile, quòd non sit prohibitum vendi jure naturali, aut divino, sed tantùm ecclesiastico; nam intentio dandi gratis talem rem, nunc necessaria est ad vitandum peccatum, et non ex jure divino; ergo ex ecclesiastico : ergo ecclesiastica lex potest obligare ad similem intentionem. Imò in hoc et præcedenti exemplo lex Ecclesiæ non obligat simpliciter ad hoc, vel illud exteriùs efficiendum, sed obligat, ut si fiat gratis fiat, quod pendet omninò ex intentione internâ, quæ non est simpliciter necessaria ad actum externum, nec per illum sufficienter manifestatur; nam possit esse datio, et receptio, et utraque gratis fieri. In aliis etiam exemplis allatis non potest admitti illa responsio; tum quia sæpè est longè major obligatio habendi talem actum internum ratione præcepti ecclesiastici, quàm esset sine illo, ut interdùm fictè contrahere, vel proferre aliqua verba, esset tantùm veniale peccatum ex naturâ rei, et positâ lege humanâ præcipiente talem contractum, erit grave peccatum; tum etiam, quia peccatum, quod ibi solet committi contra jus naturale, solet esse peccatum commissionis, vel mendacii, aut fictionis, vel injuriæ in proximum, vel in Deum, quia actus exterior sic factus involvit injustitiam, vel aliam similem malitiam : at verò, stante lege positivâ præcipiente talem actum, contra illam peccatur per omissionem, ut statim declaratur.

8. Ratio autem à priori assertionis esse videtur, quia isti actus interni sunt necessarii ad humanum convictum, vel ad cultum religionis in Ecclesiâ necessarium, non solùm materialiter sumpti secundùm esse physicum, sed etiam formaliter accepti, ut sunt tales actus morales, vel quasi artificiales, id est, quatenùs sunt contractus, sacramentum, sacrificium, cultus, oratio, et similes; ergo ad rectam Ecclesiæ gubernationem necessaria illi fuit potestas ad præcipiendum usum et exercitium talium actuum secundùm tales formales rationes. Non possunt autem ita præcipi, quin præcipiantur actus interni, sine quibus rationes illæ consistere non possunt; ergo illo modo præcipi possunt, sive per actus externos sufficienter manifestentur, sive non, quia, ut præcipiantur satis est illa necessaria connexio, quia non præcipiuntur per se, sed compræcipiuntur, nec aliter possunt præcipi efficaciter tales actus externi. Confirmatur, ac declaratur, quia ratio potissima, ob quam potest simul cum actione materiali externâ præcipi voluntas faciendi illam, est, quia illa actio externa est necessaria ad commune bonum reipublicæ, et non potest humano modo præcipi, non præceptâ voluntate, sed etiam hi actus externi sunt necessarii communitati humanæ, secundùm dictas rationes morales, et secundùm illas subsistere non possunt sine internis; ergo hi etiam compræcipi possunt.

9. Accedit, quòd ubicumque actus interior hoc modo conjungitur cum externo, morali et humano modo per illum manifestatur, quia præsumitur homo habere debitam intentionem cùm operatur, licet non sit infallibilis indicatio, quia potest homo esse fictus, et mendax : ergo illud sufficit, ut talis actus in-

terior possit involvi (ut sic dicam) seu comprehendi sub adæquatâ materiâ, et obligatione legis humanæ. Denique confirmatur à contrario, quia sæpè superior potest obligare ad aliquid agendum, quamvis honestas, vel utilitas actionis exterioris præceptæ tota pendeat ex intentione præcipientis, argumento dicti cap. *Venerabilem*, 3, penult. de Sentent. excommu. in 6, juxta Gloss. verb. *Justitia*, quia non semper tenetur superior rationem sui præcepti subdito reddere : ergo eâdem ratione potest præcipere actum externum sub intentione, quæ pendeat à voluntate subditi operantis, etiamsi talis intentio videri non possit. Et multæ ex his rationibus probant idem de legibus civilibus, ut insinuavi lib. 3, c. 5, majorem autem probationem in hunc locum reservavi, quia hæc necessitas frequentiùs occurrit in materiâ canonicâ, quæ magis spiritualis est, magisque ex internis actibus pendet.

10. Ex hâc assertione infero primò, posse peccari graviter contra legem ecclesiasticam ex defectu aliquo in actu mentis, etiamsi in exteriori actione non appareat defectus. Probatur, quia Ecclesia præcipit illum actum externum non tantùm ut talis est materialiter et physicè, sed etiam ut est talis moraliter, id est, ut est sacramentum, contractus, vel aliquid simile, sed fieri potest ut propter solum defectum interioris actûs, actus exterior non sit talis, ergo tunc non implebitur præceptum Ecclesiæ, sed peccabitur graviter contra illud. Hoc constabit clariùs in particulari. Secundò infero, transgredi præceptum annuæ confessionis, qui in quadragesimâ ita confitetur exteriùs, ut sacramentum pœnitentiæ non percipiat, etiamsi hoc tantùm contingat ex solo defectu interiori. Ita dixi in 4 tom. 3 p. disp. 36, sect. 7, cum tutiori et communiori sententiâ, quam certiorem censui, quando defectus est in integritate. Unde Victor. in Sum. 4, q. de Confess. n. 150, licet credat satisfieri præcepto Ecclesiæ per confessionem sine dolore, requirit nihilominùs ut sit integra : imò etiam postulat, *ut iste confiteatur hoc ipsum, quòd non habet dolorem ;* cùm tamen defectus doloris solùm sit mentalis, et internus. Et eodem modo loquitur Ledesm. in 4, q. 80, art. 2, dub. 12. Et ratio particularis de defectu integritatis esse potest, quia licet peccatum omissum in confessione sit internum, tamen omissio ipsa est de actu externo : est enim omissio partialis confessionis exterioris; potest autem Ecclesia præcipere illum actum externum etiamsi materia ejus remota sit, seu circa quam sit actus internus : nam licet hoc excedat potestatem humanam in ordine ad forum externum ; non tamen est cur excedat potestatem ecclesiasticam in ordine ad forum internum, et salutem animæ.

11. Et potest hoc ab inconvenienti confirmari, quia aliàs fidelis habens conscientiam peccati mortalis tantùm interni et mentalis, non teneretur ex præcepto Ecclesiæ confiteri semel in anno ex vi præcepti confessionis, quod videtur absurdum : ergo. Sequela est manifesta; quia si præceptum Ecclesiæ non obligat ad partialem confessionem peccati mortalis interni, multò minùs obligabit ad confessionem totalem internorum peccatorum, etiam mortalium. Minor autem patet, tum ex universalitate præcepti, ex communi intelligentiâ illius ; tum maximè quia ille tenetur ex præcepto divino confiteri; Ecclesia autem indistinctè et absolutè determinavit tempus, pro quo tale præceptum obligat : ergo, posito præcepto Ecclesiæ, obligatur ille homo ad confessionem pro illo tempore. Et hæc est ratio generalis etiam pro defectu doloris, ut dicto loco dixi, quia Ecclesia præcipit sacramentum pœnitentiæ recipere semel in anno, quod Christus simpliciter præcepit aliquando recipere. Item quia Ecclesia præcipit ita confiteri, ut possit quis absolvi, ut ibidem dixi, et rectè notavit Navarr. in cap. *Placuit*, dist. 6, n. 183; cum Adrian, in 4. mat. de Confess. q. 5, dub. 4. Nec est, cur hoc excedat potestatem Ecclesiæ, cùm lex sic intellecta sit de usu externo cujusdam sacramenti pro tali tempore, et maximè conveniente communi bono Ecclesiæ. Et ideò semper probabilius credidi potuisse Ecclesiam hoc præcipere, suppositâ solâ institutione et utilitate talis sacramenti, etiamsi Christus usum ejus non præcepisset, ut latiùs tractavi in eodem 4 tom., disputat. 35, sect. 1.

12. Tertiò infero beneficiatum voluntariè recitantem sine attentione non implere præceptum Ecclesiæ, etiamsi nullum signum externum illius distractionis exhibeat, nec faciat actionem aliquam externam prohibitam, nec omittat aliquid externum præceptum in ordine ad attentionem, sed omnia exteriora plenè impleat, solùmque mente voluntariè distractus sit. Nam ille sine dubio peccat moraliter sic recitando, nisi iterùm recitet

intra tempus habile, et non contra jus divinum, quia nullum est præceptum divinum de tali recitatione, nec pro tali tempore, nec simpliciter; ergo illud peccatum quatenùs est omissionis mortalis est contra ecclesiasticum præceptum. Sed hæc latiùs à nobis tractata sunt tom. 2 de Relig. tract. 4, lib. 4, cap. 16 et sequentibus.

13. Quartò infero, sicut in his casibus peccatur contra præcepta Ecclesiæ, ita posse incurri censuras, vel alias pœnas ipso jure impositas non servantibus talia præcepta. Ratio propria est, quia illa transgressio non est purè mentalis, sed externa, quia est omissio orationis vocalis, vel susceptionis sacramenti sensibilis, licet per accidens occultetur per fictionem orationis, vel sacramenti. Item quia quidquid potest Ecclesia sub obligatione peccati mortalis præcipere, potest condignâ pœnâ, vel censurâ punire per ipsammet legem, absque aliâ sententiâ ferendâ per hominem, quando pœna apta est, ut hoc modo imponatur, et culpa est illâ digna. Denique de Censuris hoc ostendi in 5. tom., disp. 4, sect. 2. De pœnis verò impositis non recitantibus cùm teneantur ex obligatione beneficii, idem dixi dicto lib. 4 de Horis canon. cap. 26.

14. Dico secundò, quando actus internus nullo modo est necessarius ad esse physicum vel morale exterioris actûs, sed solùm conjungi potest ex libertate operantis, tunc non cadit sub ecclesiasticam legem, nec fortè cadere potest sub humanum præceptum, saltem regulariter loquendo. Prior pars, quæ loquitur de facto, videtur clara, quia (ut existimo) nullum probabile exemplum afferri potest indicans similem ecclesiasticam legem, ut patebit respondendo ad jura in principio allegata, et latiùs inferiùs explicando per quos actus impleantur præcepta affirmativa ecclesiastica. Loquendo autem de possibili non est mihi certa conclusio, sed probabilis; explicatur autem in hunc modum. Quia talis actus interior esse potest necessarius ad honestatem aliquam exterioris; hoc autem sufficit ut simul præcipi possint; ergo major patet, quia præcepta affirmativa non dantur, nisi de actibus virtutum, et in ordine ad aliquam honestatem, et ideò si actus interior præcipitur cum exteriori, erit propter aliquam honestatem; non autem propter solum interiorem, quia interior non potest ab Ecclesiâ præcipi propter suam honestatem per se, et absolutè spectatam, quia ut sic non est materia legislationis humanæ, ut capite præcedenti ostensum est: ergo si potest præcipi ut conjunctus exteriori, solùm erit ut communicans aliquo modo suam honestatem actui exteriori. Quòd autem hoc sufficiat declaratur, quia duobus modis potest requiri actus interior ad honestatem actûs exterioris. Primò simpliciter, quia sine tali actu, non potest actus exterior honestè fieri, ut quando actus exterior non potest honestè fieri sine aliquâ intentione honestâ, vel quia dignè fieri non potest sine interiori dispositione, ut si Eucharistia sumenda sit, et quia non potest dignè recipi, nisi à justificato, ideò sit necessaria contritio, vel attritio, cum confessione ad dignè communicandum. Secundò potest requiri actus interior solùm ad melius esse, scilicet, ut actus exterior sit honestus, seu pluribus modis bonus, licet sine tali actu possit esse bonus ex objecto, et circumstantiis propriis.

15. De utroque ergo ex his modis, verisimile videri potest posse cadere sub præceptum humanum. Nam de primo inquiro cur non possit Ecclesia præcipere ut talis actus dignè fiat, sive illa dignitas pendeat ex circumstantiis extrinsecis, sive ex intrinsecis. Nam illa honestas est simpliciter honestas actûs externi, seu compositi ex interno et externo, quod satis est ut internus compræcipiatur cum externo. Item jam ille actus internus est necessarius ad quoddam esse morale magni momenti actûs externi. Item potest esse valdè expediens communi bono Ecclesiæ, ut actus externus cum totâ illâ integritate, seu rectitudine morali præcipiatur. Maximè si Ecclesia sit in gravi aliquâ necessitate, et velit placare Deum per sacras actiones fidelium sanctè factas. Certè cùm potestas gubernativa Ecclesiæ sit maximè spiritualis, et ordinata præcipuè ad salutem animarum, non videtur hic modus præcipiendi improportionatus illi, cùm absolutè sit de actu visibili sancto, sicut Ecclesia visibilis et sancta est. De alio verò modo licet minùs videatur aptus ad præceptum, nihilominùs videri potest non omninò impossibilis. Nam interdùm præcipimur orare, verbi gratiâ, vel jejunare pro tali necessitate; ergo potest per tale præceptum directè injungi, ut dicatur litania, verbi gratiâ, pro tali necessitate in particulari; hoc autem pendet ex intentione interiori operantis, quæ intentio non est necessaria ad honestatem illius orationis, vel jejunii: nam sine illâ possent honestè fieri; ergo. Confirmatur, quia sæpè

conceditur indulgentia oranti, vel operanti cum tali intentione, et non alio modo; ergo si publica necessitas id postularet, posset etiam præcipi actus cum eâdem conditione.

16. Nihilominùs probabile satis est, utrumque modum excedere mensuram humanæ legis, etiam ecclesiasticæ, et de posteriori quidem videtur id clarius, quia per talem actum internum solum additur externo bonitas quædam accidentaria per extrinsecam relationem, vel imperium ab actu interiori omninò distincto; ergo non potest illa bonitas præcipi ex vi præcepti actûs externi, sed oportet ut distincto præcepto per se, et directè præcipiatur, quod esset præcipere directè actum internum, quod ostensum est fieri non posse. Secundò declaratur à contrario, quia si quis, non obstante tali præcepto, faceret actum externum benè ex objecto intrinseco, et circumstantiis per se requisitis, et omittendo alium actum interiorem, tunc solùm peccaret, omittendo actum internum, non autem faciendo externum actum tali modo : ergo signum est illa esse duo præcepta distincta, et unum per se versari circa solum actum interiorem, illudque tantùm non impleri per internam omissionem. At hoc fieri non potest, juxta dicta. Tertiò id potest ostendi ex usu Ecclesiæ, et illo eodem exemplo indulgentiarum : nam Ecclesia non consuevit cogere ad talem intentionem internam non necessariam ad substantiam moralium actuum, sed inducit ad illam offerendo spiritualia commoda, sub illâ conditione, et non aliter : qui modus semper judicatus est sufficiens ad subveniendum communibus necessitatibus Ecclesiæ. Ergo alius necessarius non est, neque etiam est conveniens, quia est de re occultissimâ, et periculis expositâ, et ideò verisimilius est non esse materiam ipsam ad legem humanam.

17. Atque hæc ultima ratio potest applicari ad priorem modum de quo minor est certitudo, quia licet ille modus operandi magis necessarius esse possit ad bonos mores fidelium; nihilominùs tamen ad generalem et convenientem Ecclesiæ gubernationem videtur sufficere, ut per leges præcipiantur actus externi de se boni, vel religiosi, cum conditionibus necessariis, ut sint tales actus morales : nam eo ipso naturalis ratio, vel jus divinum obligat ut honestè, seu dignè fiant; ergo non oportuit in hoc multiplicari ecclesiastica præcepta : maximè quando rectitudo pendet ex solo actu, vel dispositione interiori, de quâ Ecclesiæ constare non potest. Accedit quòd talis circumstantia per se non includitur in præcepto de tali actu externo substantialiter spectato, non solùm in esse materiali et physico, sed etiam in esse morali sacramenti, vel contractûs, orationis, etc. ergo ut talis rectitudo præcipiatur, necessarium erit directè et per se præcipi, quod esset directè præcipere actum interiorem.

18. Dico tertiò : Ecclesia non potest prohibere, vel punire actum externum de se bonum ex objecto, et circumstantiis externis, propter solum defectum, quem accipere potest ex affectu interno, vel intentione operantis. Ut esset, verbi gratiâ, punire per legem, dantem eleemosynam propter vanam gloriam, etiamsi exteriùs non demonstraretur, vel quippiam simile. Hæc est sententia Almaini, supra allegati. Assertio satis patet ex præcedenti, et ex rationibus in eâ factis, quia profectò talis prohibitio esset directè de actu interno : nam externus non ratione suî, sed ratione interioris tantùm prohiberetur, unde solus etiam internus verè puniretur. Item ad regimen Ecclesiæ visibilis necessarius non est, nec conveniens talis modus prohibitionis, vel pœnæ; est enim præter humanam conditionem, et ita nunquàm Ecclesia hoc consuevit, ut constabit ex dicendis. Denique, hoc benè probant capite ultimo de Simon. et capite *Tua nos,* eodem, ut paulò inferiùs dicam.

19. Unde infero et adverto, facilius esse prælato ecclesiastico prohibere alicui eleemosynam absolutè et simpliciter, et pœnam imponere, si fiat, quàm prohibere vel punire eleemosynam factam propter vanam gloriam. Quia cùm prohibetur absolutè, potest subesse aliqua ratio pertinens ad externam gubernationem et forum, propter quam præceptum sit humanum et justum, ut notavit Glossa supra citata in d. verb. *Justitia.* Neque est necessarium ut superior in suo præcepto suum motivum exprimat : nam præsumitur justum, dùm aliud non constat, et ita de transgressione talis præcepti sufficienter constat per solam effectionem extrinseci actûs. At verò si prohibeatur eleemosyna tantùm ob circumstantiam pravæ intentionis in lege expressam, eo ipso declaratur materiam prohibitionis non esse aptam nec rationem prohibitionis accommodatam potestati humanæ, nec de transgressione posse constare per actionem externam, quandoquidem licet illa fiat, non statim fit contra tale præceptum, quia de intentione non constat.

20. Dico quartò : Ecclesia potest prohibere et punire actum exteriorem cum dependentiâ ab interiori affectu, vel intentione accidentariâ tali actui, quoniam actus aliàs esset malus sine tali intentione, et dignus tali pœnâ. Juxta hanc assertionem, interpretor opinionem Cajet. et illam apertè docet Sylvest. sup. et res ipsa in se videtur satis clara, et usui conformis. Ratio verò à priori est, quia Ecclesia potest prohibere simpliciter talem actionem externam, et punire illam : ergo potest etiam prohibere et punire cum tali conditione, scilicet, si à tali intentione odii, vel simili procedat, et non aliàs. Antecedens patet ex ipsâ assertione : nam supponit actionem illam esse malam in se sine tali intentione, et consequenter esse dignam pœnâ, versarique in materiâ ecclesiasticâ, seu canonicâ : sic enim semper loquimur. Consequentia verò patet, quia per illam conditionem non extenditur potestas, sed restringitur usus ejus. Magis enim moderata, et restricta est prohibitio, et punitio cum eâ conditione, quàm si absolutè fieret, ut per se notum est. Et declaratur exemplo; nam Ecclesia potest, verbi gratiâ, excommunicare omnem illum qui grave sacrilegium commiserit; si ergo tantùm excommunicet eum qui scienter illud commiserit, non auget, sed temperat rigorem, et suæ jurisdictionis usum, et tamen particula illa *scienter* includit conditionem de actu interiori, id est, si sciens et volens directè hoc fecerit. Hinc etiam Ecclesia graviori (ut sic dicam) sed magis restrictâ irregularitate punit homicidium voluntarium quàm casuale, quæ tamen sæpè non differunt, nisi in cognitione et intentione internâ. Quia in rigore Ecclesia posset utrumque homicidium æquali irregularitate afficere; ex benignitate autem voluit rigorem temperare, quando homicidium non est per se intentum, seu directè voluntarium.

21. Est etiam optimum exemplum, quod totam doctrinam datam confirmat : nam certum est hæreticum externum non incurrere propriam censuram hæreticorum, nisi animo hæretico exteriùs se prodat : nam si solùm fingat et interiùs non dissentiat, non incurrit censuram ipso facto; ergo talis censura imposita est propter actum externum cum dependentiâ ab intentione internâ; cùm tamen actus externus quoad materialem actionem, vel significationem non pendeat ab illâ, nec possit exteriùs discerni an procedat ab animo ficto, aut verè hæretico. Similiter est imposita irregularitas rebaptizanti, quam tamen non contrahit, si fictè et sine intentione exteriùs rebaptizet, etiamsi Ecclesiæ constare non possit de tali fictione, nec de intentionis defectu. Potuissetque Ecclesia irregularitatem imponere propter externam rebaptizationem sacrilegam et scandalosam, etiam sine intentione factam; noluit tamen, sed temperavit rigorem; ergo signum est posse Ecclesiam hoc modo leges ferre circa actus externos, quando secundùm aliquam rationem moralem respicientem statum Ecclesiæ, pendent ab interiori actu, licet non pendeant in materiali actione externâ, nec ex aliquo sensibili signo; ergo eâdem ratione poterit simili modo prohibere et punire alia delicta externa, prout indicaverit expedire.

22. Nec contra hanc assertionem aliquid urget cap. ult. de Simon. citatum à secundâ opinione, quia loquitur, quando in actu externo nulla malitia apparet, nec præsumptio illius; et eodem modo loquitur expressè cap. *Tua nos*, eod. Imò ibi est sermo, quando actus exterior habet speciem boni, ut eleemosynæ, vel religiosi cultùs; animus verò est simoniacus, et ideò textus illi procedunt in specie tertiæ assertionis, et illam confirmant, huic autem quartæ nihil obstant. In c. autem *Venerabilem*, §. ult. quod Navar. allegat, nihil invenio, quod ad causam faciat. Et § autem ult. quem supra allegavi, solùm potest colligi, revocari posse in dubium, an sit justum præceptum superioris prohibentis actum de se bonum, quatenùs ibi permittitur, ut transgressor talis præcepti absolvatur ad cautelam; absolutè tamen potiùs supponitur tale præceptum præsumi justum, licet intentio præcipientis occulta sit. Corollaria autem, quæ ibi inferuntur, vera non sunt, ut de duobus primis jam diximus, et de tertio statim dicemus.

23. Fundamenta verò primæ opinionis, partim hanc, partim primam conclusionem confirmant, et nihil aliud probant. De cap. ergo *Omnes utriusque* et de cap. *Dolentes*, et Clement. 1 satis dictum est in corollariis primæ conclusionis. Ad tertium ex c. *Commissa*, multi intelligunt textum illum de recipiente beneficium parochiale, seu curatum sine intentione merè internâ recipiendi ordinem intra annum, dicuntque illum defectum intentionis puniri per privationem fructuum, propter conjunctionem cum opere exteriori, etiamsi exteriùs non ostendatur. Imò addit Soto d. lib. 10, q. 5, art. 6, quòd si principio quis non habuit illam intentionem, et post sex menses illam habere

incœpit, nihilominùs manet privatus fructibus illorum sex mensium, et è converso si à principio bonâ fide recipit beneficium, et post sex menses mutat illam, et decernit non ordinari, ex tunc incipit non facere fructus suos; ac denique generalem statuit regulam pro quocumque tempore anni, pro quo ille non habet intentionem sacerdotii, vel formalem, vel habitualem ex illâ relictam, et non retractatam, pro illo privari fructibus, etiamsi tandem intra annum ordinetur.

24. Sed profectò tantus rigor non habetur in textu, nec augendus est in lege pœnali. Et inprimis sensus ille de intentione merè internâ non videtur habere locum juxta nostram quartam assertionem, quia receptio beneficii per se non est malus actus, nec punibilis. Unde videtur potiùs textus ille in illo sensu procedere contra tertiam assertionem, et ideò dicere aliquis posset, textum illum intelligendum esse de intentione non merè internâ, sed signo aliquo manifestatâ vel saltem ita insinuatâ, ut rationabiliter possit ab Ecclesiâ præsumi. Sed hic sensus admittendus non est, tum quia est contra communem intelligentiam tam juristarum, quàm theologorum, cum Glossâ ibi; tum etiam quia est contra proprietatem verborum textûs absolutè dicentis: *Si promoveri ad sacerdotium non intendens*, etc. tum propterea quia est contra rationem textûs: *Cùm eos receperis fraudulenter*, hoc enim fit ex vi intentionis interioris; tum etiam quia textus addit, *Nisi voluntate mutatâ*, etc. ergo locutus fuerat de intentione voluntatis: tum denique quia declarat privationem fructuum ipso facto; non ergo agit de præsumptione, sed sufficere censet quòd interior desit intentio.

25. Respondent ergo alii, non esse illam pœnam impositam per legem humanam, sed esse obligationem restituendi, vel incapacitatem fructuum, quæ ex naturâ rei sequitur ex tali intentione, et per illam legem declaratur. Patet, quia beneficium curatum non datur nisi propter officium, quod exerceri non potest sine sacerdotio, et ideò non sacerdos, qui recipit beneficium sine animo suscipiendi sacerdotium, eo ipso injustè recipit fructus beneficii, et consequenter non facit illos suos. Quia tunc non recipit fructus propter officium, quod exercet, cùm sit incapax illius; ergo maximè posset recipere propter spem recipiendi quàm primùm, vel tempore præscripto: hanc autem spem aufert prava intentio; ergo reddit talem personam incapacem fructuum, nisi illam mutet, et tempore debito ordinetur.

26. Hæc verò responsio non habet solidum fundamentum. Nam sine dubio, si lex lata in dicto cap. *Commissa*, non addidisset illam privationem fructuum, non posset cum sufficienti fundamento dici, recipientem beneficium sine tali intentione non facere fructus suos, præsertim de fructibus totius beneficii. Primò, quia beneficium etiam curatum non datur propter solum officium proprium sacerdotis: nam datur etiam propter officium dicendi horas canonicas, et ille sic tenens beneficium, posset recitare horas. Datur etiam propter ministerium chori et administrationem Ecclesiæ, quæ possunt fieri sine ordine sacerdotali. Præterea non ita datur hoc beneficium propter officium dicendi Missam, et ministrandi sacramenta (propter quæ requiritur sacerdotalis ordo) ut omninò obliget ad facienda hæc ministeria per seipsum, nam possunt fieri per tertium, maximè ad tempus: quòd si ita fiant, sufficiet, et saltem ut faciat beneficiatus fructus suos sine obligatione restituendi, præsertim si personaliter resideat, et regat Ecclesiam; ergo hoc etiam modo posset beneficiatus non sacerdos, et intendens non ordinari, per annum ita satisfacere officio suo, ut suos faceret fructus, si per jus humanum non impediretur.

27. Confirmatur, ac declaratur: nam si sacerdos acciperet tale beneficium cum intentione non ministrandi in illo per annum quoad ordinem sacerdotalem, non ideò non faceret fructus suos, si aliàs integrè satisfaceret officio suo, partim per se, partim per alios, et similiter qui acciperet beneficium ante sacerdotium cum intentione accipiendi sacerdotium intra annum, non tamen ministrandi in illo per seipsum tam citò, nec post aliquod tempus, non propterea teneretur restituere fructus omnes, nec fortassè partem, si aliàs per alium suppleret, quod per se non faceret, et sufficientem curam habeat suæ Ecclesiæ: ergo secluso jure positivo, idem esset, licet quis reciperet beneficium sine intentione recipiendi sacerdotium intra annum. Probatur hæc ultima consequentia, quia non obstante tali intentione, posset satisfacere obligationi officii, propter quod dantur illi redditus beneficii, pro eodem tempore. Et ita ex solâ rei naturâ non deesset titulus ad recipiendos, et retinendos illos fructus sine injustitiâ, scilicet, titulus beneficii cum recitatione, administratione, et servitio sufficiente beneficii pro toto illo tempore, modo declarato.

28. Vera ergo responsio mihi esse videtur, illam non esse propriam pœnam propter interiorem culpam, etiam adjunctam externo actui de se non malo, nec etiam esse obligationem restituendi propter defectum in officio, vel servitio beneficii, sed fuisse prudentem ordinationem Ecclesiæ, quæ statuit ut non daretur beneficium homini non ordinato, nisi sub tali onere et conditione. Unde ex quo fuit conditus canon ille, eo ipso quòd talis persona acceptat beneficium, acceptat illud cum illo onere, et ideò si non implet conditionem, non facit fructus suos, quia Ecclesia illi non contulit jus ad illos. Nec est inconveniens quòd Ecclesia, licet non judicet de occultis, det beneficium sub conditione occultâ et internâ, quia ad hoc non est necessarium ut ipsa judicet de illâ conditione, sed satis est quòd recipiens beneficium de illâ judicet, et per judicium suæ conscientiæ teneatur ad restituendos fructus, quos non fecit suos sine alio judicio Ecclesiæ. Sæpè enim in collatione aliquâ exteriùs factâ includitur conditio interna ex parte suscipientis, ut cùm episcopus confert ordines alteri, ibi est conditio inclusa quòd ille habeat intentionem recipiendi illos. Et ego possum dare eleemosynam pauperi sub conditione explicatâ illi, quòd habeat intentionem orandi pro me, et si illam non habeat, non fiat dominus eleemosynæ? Quid enim vetat ita fieri? Cùm liberè possim disponere de re meâ prout libuerit. Ita ergo potuit Ecclesia disponere circa collationem beneficiorum parochialium, quia ita oportebat obligare recipientes, et nullus poterat esse convenientior modus illos cogendi ad habendam illam intentionem.

29. Quòd si objicias, quia jus illud etiam habuit locum in eos, quia jam ante illum canonem receperant beneficia, respondeo negando assumptum, quia lex non extenditur ad præterita per se loquendo, et ibi non explicatur, nec est extensio facienda in lege pœnali sine sufficienti causâ. Vel certè si dispositio illa habet locum circa beneficia priùs recepta, erit quatenùs à tempore illius legis cœperunt retineri cum malâ fide, et in eâ perseveratum est per reliquam partem anni juxta dicenda in sequenti puncto. Hoc igitur modo explicatus ille canon, nec facit pro conclusione quartâ, nec obstat tertiæ, sed continet limitationem alterius rationis, nam limitat modum, et conditionem conferendi talia beneficia talibus personis.

30. Aliter verò posset exponi juxta tertiam assertionem, illam esse pœnam impositam pro omissione externâ sacerdotalis ordinis, quem ex præcepto divino definito per Ecclesiam tenetur recipere intra annum, qui tale beneficium recipit, quoniam illa omissio processit ex tali intentione fraudulentâ. Ad hoc explicandum adverto circa illum textum, ibi non imponi conditionem illam: *Si recipiat beneficium sine intentione sacerdotii intra annum*, ut absolutè sufficientem ad contrahendam illam obligationem restituendi, sed cum illâ moderatione: *Nisi voluntate mutatâ promotus fuerit*. Unde fit, ut licet quis accipiat beneficium sine illâ intentione, et ita persistat per undecim menses, si tandem mutat intentionem, et intra ultimum mensem ordinatur, faciet fructus suos, vel confirmabit, ut sic dicam, dominium in retentione eorum, quia noluit Ecclesia aliter ponere illam conditionem, ut ex textu patet. Estque optima ratio, quia hoc modo meliùs lex illa obtinet effectum intentum, qui est, ut ille ordinetur et inserviat beneficio semel accepto, et ita per receptionem ordinis purgatur prior defectus, quia impletur conditio ab Ecclesiâ postulata, quæ in summâ est, ut non habeatur illa prava intentio à principio, vel saltem, ut non perseveretur in illâ usque ad effectum non recipiendi ordinem per totum annum. Unde quod Soto ait de restitutione faciendâ pro quocumque tempore anni, pro quo illa intentio debita non habetur, non habet locum si tandem mutatur voluntas, et recipitur ordo intra annum, quia tunc nulla restitutio facienda est, ut dixi, et ex textu constat. Signum ergo est, pœnam illam (si pœna est) non imponi intentionem propter tantùm internam secundùm se, sed prout annexam, et prodeuntem in omissionem externam totius anni, quæ omissio mala est, et posset puniri illâ pœnâ, etiam sine illâ intentione à principio conceptâ, sed per negligentem dilationem totius anni contractam. Atque hoc modo textus ille confirmat tertiam conclusionem, et nihil obstat quartæ. Alia verò, quæ attingit Soto, an ille textus loquens de receptione beneficii extendi debeat ad retentionem, et an loquens de beneficiis parochialibus extendendus sit ad episcopatus, et similia, ad præsentem materiam non spectant.

31. Circa quartum de censurâ impositâ inquisitoribus injustè procedentibus ex odio, vel turpi affectu in dictâ Clement. 1, § *Verùm*, aliqui dicunt, loqui de odio manifesto signis

externis, sed sine fundamento in textu, et sine causâ, quia illa excommunicatio non fertur propter aliud signum odii, sed propter effectum injustum ab illo procedentem. Et ita ille textus probat quartam assertionem, ut etiam dixi in tom. 5, dictâ disp. 4, sect. 2. Idem dicendum est cum proportione ad 5 ex Clement. V de Stat. monach. Et ad sextum ex dicto cap. *Si quis* : nam actiones illæ, quæ ibi puniuntur, et aliàs prohibitæ sunt, et pravæ, et moraliter loquendo sufficienter manifestant pravum animum à quo proficiscuntur. Reliqua in illâ opinione juxta quartam assertionem procedunt.

CAPUT XIV.

Quæ sit servanda forma, seu solemnitas in legibus canonicis ferendis.

1. Nihil in præsenti tractandum proponimus de formâ intrinsecâ legis canonicæ, quia omnia, quæ de hoc puncto diximus libro præcedenti cap. 13, communia sunt legi humanæ ut sic, nec aliquid speciale notandum occurrit in lege canonicâ. Imò etiam quæ de formâ extrinsecâ diximus de legibus civilibus, magnâ ex parte communia sunt canonicis, quia illis conveniunt, quatenùs humanæ sunt, et non quatenùs civiles, seu seculares sunt. Et ideò leges canonicæ in signo etiam sensibili consistunt, ut verba requirunt, quæ sufficienter explicent præceptum, seu voluntatem obligandi Prælati cum talibus conditionibus, quæ ad legem sufficiant, ut cum perpetuitate, communitate, et similibus, ut ibi explicatum est; ubi etiam sufficientia verba declaramus.

2. Ultra illa verò non est data determinata forma verborum in legibus canonicis ferendis, vel ex jure divino, vel ex ecclesiastico, præsertim quoad proprios canones, quorum conditor est Pontifex, qui semper est superior illis, et ideò non arctatur ad certam formam verborum. Inferiores verò Episcopi, et Prælati, vel capitula limitari possunt ad servandam certam verborum formam, vel solemnitatem. Sed de hâc etiam non constat saltem ex jure communi. Nam licet in quibusdam statutis requiratur consensus capituli respectu Prælati, vel è converso consensus Prælati respectu Capituli, vel aliquid simile : illud magis pertinet ad limitationem potestatis, quàm ad determinationem formæ servandæ in lege ferendâ. Præterea non est etiam de ratione legis canonicæ ut sit scripta : nam ea, quæ de hoc puncto allegavimus pro lege civili, maximè probant de canonicâ, et præcipuè de pontificiâ propter supremam potestatem, ut dixi. Inferiorum autem statuta semper feruntur in scriptis, et ita servandum est ad tollendam ambiguitatem, vel obscuritatem. Unde etiam oportet, ut ex tenore ipsius scripturæ constet, ex potestate legislativâ esse profectam, et continere actum ejus, aliàs non erit sufficiens signum voluntatis principis ferendi legem, vel obligandi subditos communi et stabili legis obligatione, quod in sequenti puncto declarabitur.

3. Hinc enim suboritur dubium supra tractatum de lege civili, an Epistolæ pontificiæ leges canonicas inducant, quoniam in eis respondent ad speciales interrogationes, aut consultationes. Canonistæ enim interdùm indicant hæc responsa Pontificum non introducere legem ; Abb. in cap. *Tuæ* de Sponsal. nu. 3. et ibi Alex. de Nevo num. 15; et Præposi. num. 4 ad 7, nam exponens illum textum, dicentem verba esse de necessitate matrimonii, quoad Ecclesiam, dicit non introducere legem, quia solùm continet responsum Pontificis ad privatam consultationem.

4. Contraria verò sententia vera est, à quâ dicti auctores non dissentiunt : est enim certa, et inter Jurisperitos communis : tenet Glossa in c. *Ex tuâ*, de Fil. Presbyt. verb. *Consultationem*, ubi Panormit. idem sentit, et tacitè declarat priorem sententiam, ut statim dicam. Idem Fel. Rubr. de Rescrip. in princip. cum Roman. cons. 260 ; et Archid. et Domini. in cap. *Ignorantia*, 38. dist. Imò juris civilis interpretes multò magis certam censent esse hanc sententiam de epistolis Pontificum quàm regum, aut imperatorum, ut constat ex Barth. et Paul. Castr. in l. 1 Cod. de Legib. Jasone, et aliis, quos retuli superiori libro cap. 13. Probatur apertè hæc sententia ex cap. 1. dist. 19, quod est Nicolai I in Epistol. ad episcopos Galliæ, quæ habetur in tertio tom. Bibli. Ubi in eamdem sententiam adducit Leonem I Epist. 1, in fine, et Gelasi. in cap. *Sancta Romana*, dist. 15, et ibi ex professo probat Nicol. hoc non solùm esse verum de epistolis in jure canonico insertis, sed etiam de omnibus aliis. Ratio autem sufficiens est, quia Pontifices habent auctoritatem ad ferendas leges hoc modo, et ipsimet declarârunt hoc sensu, et hâc potestate esse scriptas hujusmodi epistolas, vel responsa. Quomodò autem hoc intelligendum sit, et quid requiratur, ut hujusmodi epistolæ vim legis habeant, dicetur respondendo ad priorem sententiam.

5. Igitur ad cap. *Tuæ* de Sponsal. responde-

tur inprimis, potius ex illo probari, quando consultus Pontifex respondet, illud responsum habere vim legis, quatenùs directè satisfacit consultationi, licet consultatio privata fuerit. Et hoc supponunt et fatentur interpretes illius textûs supra allegati. Addunt tamen per hujusmodi responsa Pontificum ad interrogationes factas circa antiqua jura non introduci novam legem, quæ antea constituta non fuisset, sed solùm interpretationem ejus, de quâ fuerat Pontifex consultus, sive illa sit ecclesiastica, sive divina, aut naturalis. Ut in illo capite consultus fuit Pontifex, an verba sint necessaria ad matrimonium. Respondet autem, matrimonium mutuo consensu perfici, necessaria autem esse verba quantùm ad Ecclesiam. Unde colligunt dicti interpretes, per illud responsum non introduci novam legem, aliquid de novo præcipientem, sed tantùm declarari authenticè id quod antea erat jus divinum ac naturale, scilicet de substantiâ matrimonii, tantùm esse mutuum consensum, utique sufficientibus signis expressum, quia aliàs non posset esse mutuus, et datus simul et acceptatus. Unde in hoc sensu rectè inferunt noluisse ibi Pontificem introducere novam legem ecclesiasticam, quâ præciperet ut matrimonium fieret per verba, quando fieri potest, neque in hoc sensu dixisse, verba esse necessaria propter Ecclesiam, quia hoc præceptum ecclesiasticum non erat antea, nec Pontifex ibi illud ponit de novo, cùm tantùm respondeat consultationi. Unde concludunt, solùm explicâsse per illa verba moralem necessitatem seu utilitatem verborum in matrimonio, ut Ecclesia certior de illo fiat, ejusque clariorem probationem habeat.

6. Ex quibus apertè constat, non negare dictos auctores, epistolam pontificiam habere vim legis in eo quod decernit, sed proponere regulam ad intelligendum quid decernat. Ordinariè enim hujusmodi epistolæ continentes responsa consultationum sunt potiùs declarativa, quàm constitutiva juris, quia non solet consuli Pontifex an aliquid facere jubeat, necne, sed an aliquid faciendum sit secundùm jus divinum naturale, vel ab Ecclesiâ jam statutum. Et tunc respondendo Pontifex interpretatur jus, et in hoc habet ejus responsio auctoritatem legis obligantis ad illam interpretationem tenendam, vel ad servandum antiquum jus, secundùm illam interpretationem, et hoc est, quod in Decretis supra allegatis docetur. Non tamen solent per talia responsa condere Pontifices novas leges, non quia non possint, sed quia non hoc tunc agunt, nec de hoc consuli solent, ut dixi. Si tamen occasione sumptâ ex consultatione, ipsi velint novam legem introducere, sine dubio possunt illo modo id facere, dummodò suis verbis hoc sufficienter declarent.

7. Quocirca quando epistolæ non sunt responsivæ ad consultationem, sed directè scriptæ ad gubernationem, tunc faciliùs habere possunt vim legis constitutivæ de novo, quod ex tenore verborum spectandum est. Adjungendæ etiam sunt circumstantiæ temporis, et loci, et personarum, ad quas scribitur, ad intelligendum, an lex sit universalis pro totâ Ecclesiâ, vel pro aliquâ tantùm provinciâ, aut diœcesi. Denique necessarium est, ut talis epistola per traditionem, vel declarationem posteriorum Pontificum sufficienter sit nota, et in auctoritate habita; hoc enim necessarium est, ut obliget: licet non sit necessarium, ut sit in corpore juris inserta, quia ita cautum est in ipso jure, ut dixi, ac meritò, quia est valdè accidentarium, et non potest jus limitare auctoritatem Papæ. Quod maximè verum habet in his quæ spectant ad declarationem juris naturalis vel divini. Nam in his non potest esse mutatio, nec error, quando Pontifices ut Pontifices definiunt, quod possunt facere per has epistolas, et faciunt, quando ostendunt, se loqui ad docendam et instruendam totam Ecclesiam. Et ideò in his rebus sunt talia decreta generalia et perpetua, licet fiant respondendo ad particulares interrogationes, quia illa particularis materia est accidentaria, et solùm concurrunt per modum occasionis, doctrina autem ipsa generalis est. At verò, quando responsum concernit materiam juris positivi ecclesiastici, licet ut processit à Pontifice non potuerit continere errorem in moribus, per temporis successionem potest accipere mutationem, et quoad hoc potest multùm deservire, quòd tale decretum sit, vel non sit moribus receptum, vel etiam quòd sit in corpore juris insertum, vel extra vagetur, et tunc etiam oportet considerare an sit consentaneum juri communi, vel illi contrarium: nam in priori casu servanda est; in posteriori autem Pontifex est consulendus, juxta cap. *Pastoralis*, de Fide instrum. Quæ omnia usui esse possunt ad intelligendas decretales epistolas, et aliquid statim addemus solvendo objectionem, quæ in præsenti fieri posset

8. Præterea potest simile dubium de sententiis Pontificum hìc definiri, quod supra de sententiis imperatorum et regum tractavimus, nam ex ibi dictis à fortiori sequitur, sententiam latam à Papâ in particulari causâ introducere legem generalem pro omnibus similibus causis : nam major est auctoritas pontificia, quàm regia. Et hoc modo videtur magnâ ex parte esse constitutum jus canonicum; nam plura illius decreta sunt quædam sententiæ, Pontificum in singularibus causis latæ. Et in particulari videtur hoc declaratum in caput *In causis,* de Re. jud. ibi., *Cùm in similibus casibus cæteri teneantur similiter judicare.* Et ita docent ibi expositores. Dubitant autem an hoc intelligendum sit tantùm de sententiâ definitivâ, vel etiam de interlocutoriâ, dummodò de illâ satis constet, de quâ videri possunt ibi doctores, præsertim Panorm. n. 3 et 4; et Felin. n. 3 et seq., quia de hâc distinctione nobis sufficiant dicta circa legem civilem. Alia verò distinctio de sententiâ insertâ vel non insertâ in corpore juris, quâ utuntur etiam aliqui ex dictis doctoribus, in præsenti non est admittenda, quia repugnat juri canonico, quod expressè illam excludit in Epistolis Pontificum, ut vidimus; est autem eadem ratio de sententiis. Item quia ex dicto cap. *Pastoralis,* apertè colligitur, epistolam decretalem pontificiam, etiamsi sit contra jus commune, habere auctoritatem, solùmque limitatur modo supra dicto, quando est contra jus commune, nomine autem decretalis etiam sententia lata, et scripta à Papâ comprehenditur, ut omnes fatentur et constat ex usu decretalium; non est ergo conditio simpliciter necessaria ad rationem legis, quòd sententia sit inserta in corpore juris : licet ad promulgationem legis, et ad cognitionem ejus magis publicam, et certiorem multùm conferat.

9. Contra hanc verò resolutionem objici possunt verba Alexandri III, in cap. *Licet,* de Sponsâ duorum, ubi definit, matrimonium ratum non dissolvi per subsequens consummatum, et adjungit : *Quamvis aliter à quibusdam prædecessoribus nostris sit aliquando judicatum,* utique per sententiam, ut communiter videtur intelligi; ergo sententia Pontificis non potest facere legem, cùm tam gravem errorem continere possit. Similis objectio fieri potest ex cap. *Quanto,* de Divortiis, ubi Innocent. III docet matrimonium inter fideles baptizatos et Catholicos contractum non dissolvi per hæresim, seu apostasiam à fide, alterius conjugis, et subjungit : *Licet quidam prædecessor noster sensisse aliter videatur,* quod dixit propter Cœlestinum III, qui contrarium respondit, ut in cap. *Laudabilem*, aliàs 1 de Convers. infidelium, olim habebatur, ut ibi notat Glossa, et nunc habetur in collectionibus Antonii Augustini collect. 2, tit. 23, cap. 2.

10. Circa primum, Alexander III non designat qui fuerint illi Pontifices, qui aliter judicârunt, et Glossa ibi solùm allegat consuetudinem quamdam Mutinensem, cujus fit mentio in cap. ult. ejusdem tituli, quæ est impertinens : nam ibi non dicitur illam consuetudinem fuisse per aliquem summum Pontificem approbatam. Imò Innoc. III in illo capite ult. dicit : *Fuisse contra id quod sentit sancti Petri sedes,* et ideò non possumus certò dicere quale fuerit illud judicium illorum Pontificum. Responderi ergo potest, supponendo probabile esse posse Pontificem ex juxtâ causâ dispensare in matrimonio rato non consummato; fortè igitur illi Pontifices, quos Alexand. III commemorat, non tantùm sententiando aut respondendo, sed etiam faciendo, dissolverunt illa matrimonia, non quidem judicando ipso facto dissolvi (stando in solo jure divino) per subsequens consummatum, sed judicando illam fuisse causam sufficientem ad illam dispensationem concedendam, et licet fortè in hoc erraverint, erit error facti, et non juris. Non est autem verisimile, fuisse judicium illud ferendo generalem legem formaliter, et expressè, sed fortassè dispensando cum aliquo populo, aut saltem similem consuetudinem alicubi tolerando, vel approbando, nam hoc totum pertineret ad errorem facti, et particularem, id est, non redundantem in perniciem totius Ecclesiæ, et ideò non repugnat contigisse.

11. Quòd si fortassè judicium illud fuit per sententiam latam in aliquâ particulari causâ (licet id non constet) dicendum est illam sententiam non fuisse latam interpretando ex cathedrâ jus divinum, sed judicando de facto secundùm opinionem privatam, et ideò non potuisse inducere generalem legem. Atque ita respondet Covarr. 2. p. quæstione 7, § 3, numer. 15. Non est item necesse verbum, *judicandi,* referre ad sententiam alicujus causæ definitivam, sed ad privatum judicium, quod interdùm est per opinionem privatam, et ita potuit contingere in illis Pontificibus. Et ita exposuit Cano libr. 6 de Locis capite 8, ad 3: et Bellarmino libro 4 de Romano

Pontifice, capite 13, in princ. Imò etiam de Alexand. III dicit non definivisse, sed tantùm quid sentiret explicuisse, sicut prædecessores sui fecerant. Idque colligi potest ex verbis ejusdem Alexand. in concil. Later. p. 6, capite 8, ubi habetur integra epistola, quæ valdè familiaris est, et in eà solùm dicit se velle aperire quid sentiat, et postea non loquitur de omni matrimonio rato, sed multas adjungit circumstantias et solemnitates, ac tandem concludit: *Quamvis alii aliter sentiant, aliter etiam à quibusdam prædecessoribus nostris sit aliquando judicatum.* Sed licet hoc fortè ita in principio fuerit, nihilominùs postquàm responsio illa juri canonico per Gregor. IX inserta est, et pro generali lege tradita universæ Ecclesiæ, non est dubium quin sit universalis ac vera lex, ac subinde certam fidem faciat, quia non potest intolerabilem errorem continere.

12. Secunda objectio magis procedit contra priorem resolutionem de epistolis decretalibus, quàm contra hanc de sententià: nam illud dictum Cœlestini fuit responsio ejus ad quamdam consultationem, ut constat ex integrâ Antonii Augustini. Et eam se vidisse refert Castro lib. 1 contra hæres. cap. 4, et propter illam audet dicere, in eo errâsse Cœlestinum, non tantùm ex negligentiâ, ita ut illum errâsse dicamus velut privatam personam, et non ut Papam, quia in quâlibet re seriâ definiendâ tenetur consulere viros doctos, *quia hujusmodi definitio* (inquit) *habebatur in antiquis decretalibus.* Sed excedit, et videtur malè sentire de potestate infallibili Papæ ad definiendas res fidei. Meliùs ergo Cano, et Bellarmin. supra respondent non definiendo, sed opinando, Cœlestinum locutum fuisse, potuisseque, Castro ex verbis Cœlestini attentè perpensis id colligere: solùm enim ait: *Non enim videtur nobis, quòd si prior maritus redeat,* etc. quæ verba sunt privatum sensum aperientis, et cum formidine loquentis, non deficientis, aut certam doctrinam tradentis. Nunquàm ergo responsio illa habuit vim legis toti Ecclesiæ propositæ, quia nec in ipso hoc explicatum est, nec ita fuit recepta, aut recipi potuit. Dices, etiam Innoc. III suum responsum protulisse per illa verba: *Non credimus, quod in illo casu,* etc. respondeo etiam ex vi verborum id non fuisse ab Ecclesià definitum, ut etiam Bellarm. sensit; postea verò lex illa firmata est per Gregor. IX et usu ipso declarata, ac denique ut veritas fidei definita in concilio Trid. sect. 24, can. 5.

13. Tandem circa hæc duo puncta de sententiâ et epistolâ Pontificis dubitari potest, an idem censendum sit de episcopis cum proportione pro suis episcopatibus. Nam canonistæ communiter in hoc differentiam constituunt, ut patet ex Fel. dict. c. *In causis*, nu. 8; et in Rubr. de Rescript. et aliis quos allegat. Sed in hoc idem cum proportione sentio de episcopis, quod dixi de magistratibus civilibus habentibus potestatem ad ferendas leges cum subordinatione ad aliquem superiorem regem, vel imperatorem. Ita enim episcopi comparantur ad summum Pontif. et ad jus canonicum. Nam et leges ferre possunt pro suis episcopatibus et non possunt contra jus commune statuere, aut sententias dicere. Si ergo sententia vel responsum episcopi sit contra jus commune, non solùm non inducet legem, verùm etiam nihil valebit; si verò per sententiam interpretetur suum proprium jus, vim etiam proprii juris habere poterit sententia, quia quoad hoc habet eamdem potestatem, et idem est cum proportione de rescripto, dummodò aliæ conditiones concurrant, scilicet quòd ex verbis, et modo scribendi satis constet de animo statuendi, et quoad materiam, et sententiam, vel decretum episcopi sufficienter pro ratione suæ diœcesis promulgetur.

CAPUT XV.

Quæ promulgatio in legibus canonicis sufficiat, ut vim obligandi habeant.

1. Suppositis quæ communia sunt legi humanæ, ut talis est, et dicta sunt libro præcedenti, c. 14, hîc solùm superest quæstio, an pro quibus suis canonicis pontificiis sufficiat una promulgatio Romæ facta, vel in singulis diœcesibus, aut archiepiscopatibus, vel provinciis plures necessariæ sint. In hoc enim variè sentiunt auctores. Prima opinio est, in legibus canonicis servandam esse regulam datam de legibus civilibus latis pro amplissimis regnis, plures, ac principales, et distantes provincias comprehendentibus, videlicet, pro talibus legibus non sufficere unam promulgationem Romæ factam, sed necessariam esse singulas promulgationes in singulis provinciis ecclesiasticis, id est, in singulis episcopatibus fieri. Ita tenet Panormit. in c. 2 de Const. n. 7, ad finem; Feli. n. 7; Deci. lect. 2, n. 6; Navarr. in Summâ c. 23, n. 44; Angel. verb. *Lex*, n. 23; Medin. 1-2. q. 90, art. 4, qui illam tribuit Cajet. ibi, sed ille non dicit necessariam esse denuntiationem in provinciâ,

ut lex obliget, sed solùm excusari ignorantes, si lex propter incuriam pastorum ad eorum notitiam non deveniat, quod verum et longè diversum est, ut per se patet. Unde potiùs posset Cajet. in contrarium induci. Solentque pro hâc sententiâ citari aliqua jura canonica, sed nihil probant, et ideò illa omitto.

2. Fundamentum ergo sumi debet ex Authenticâ, *Ut factæ Constitutiones*, collat. 5, quæ de legibus civilibus hoc disponit, ut supra visum est. Addendo regulam supra etiam positam, quòd jus canonicum in hujusmodi rebus utitur jure civili, veluti tacitè acceptat illud, quando aliquid contrarium, vel diversum non disponit, et alioqui in re ipsâ nihil est repugnans bonis moribus, aut religioni. In præsenti autem jus illud civile quod requirit promulgationem in singulis provinciis, non est revocatum jure canonico, neque est contra bonos mores, imò est valdè consentaneum illis, ut leges suaviores sint, et ut tollantur occasiones allegandi, vel fugiendi ignorantiam. Acceditque hoc maximè necessarium videri in his legibus canonicis, quia pro toto orbe feruntur; ergo citata authentica extendenda etiam est ad canonicas leges.

3. Nihilominùs contraria sententia communiùs recepta est. Tenent Glossa, et Joannes Andr. in fine Sexti, circa datam ejus, Panormitanus mutans sententiam in c. *Noverint*, de sententiâ Excommunicationis in fine, Cardin. in Procemio Clementinarum, § *universitatis*, n. 4; Sylvest. verb. *Lex*, q. 6; Rosel. n. 4; Armil. n. 11; et verb. *Constitutio*, n. 3; Ludovicus Gomez in Procemio ad regulas Cancellariæ q. 2; Navar. non constans etiam in priori sententiâ, dicto consil. 1 de Const. n. 19; et idem sentit Soto l. 1 de Just. q. 1, art. 4; et Palacin. in tertio dist. 37, disput. 1. Ac denique Bartholus, Baldus, et alii allegati in præcedenti l. cap. 14, in hoc differentiam constituentes inter jus canonicum et civile. Adduci autem solet pro hâc sententiâ caput primum de Postulat. Prælatorum, quod reverà non cogit: nam ibi solùm concluditur necessarium non esse ut lex semel promulgata, *singulorum auribus intimetur per speciale mandatum, vel litteras*. Quando ubi promulgata esse debeat lex canonica, ibi non explicatur.

4. Item allegatur. cap. *Noverit*, de Sententiâ excommunicationis, cujus verba sunt: *Nisi ea de capitularibus suis infra duos menses post hujusmodi publicationem fecerint amoveri*. Non declaratur autem, quæ sit illa publicatio; verisimile autem est, loqui pontificem de publicatione Romæ factâ, et ita hic textus probabilis est. Responderi tamen posset, in illâ lege determinatum fuisse illum modum promulgationis; non verò fuisse latam legem, ut idem sufficiat in omnibus legibus. Certum est enim, quoties lex canonica præscribit modum promulgationis in eâ servandum, illum sufficere, vel esse necessarium, etiamsi ex jure communi, vel consuetudine aliud requiratur. Sicut è contrario posset argumentum sumi ex cap. *Cùm infirmitas*, de Pœnitent. et Remiss. ibi: *Postquàm per prælatos locorum fuerit publicata*, inde colligendo hunc modum publicationis esse necessarium in legibus pontificiis, quod tamen reverà inde colligi non potest, quia est speciale in illâ lege, et fortassè magis quoad inducendam pœnam interdicti ab ingressu Ecclesiæ, quàm quoad obligationem legis. Unde potiùs inde posset ab speciali argumentum retorqueri, ut benè notavit Navarr. supra numero 21. Simile est in concilio Tridentino sessione 25, quoad legem illam irritantem matrimonium clandestinum, in quâ specialem promulgationem postulat, quæ ordinariè non est necessaria in legibus ecclesiasticis. Ita ergo potuit in illo capite *Noverit*, assignari ut sufficiens illa unica promulgatio in favorem fidei, et immunitatis ecclesiasticæ, licet fortassè jure communi plures requirantur; nam semper potest pontifex commune jus positivum immutare prout expedire censuerit.

5. Fundamentum ergo proprium hujus sententiæ esse debet, quia ex naturâ rei illa promulgatio sufficit, nisi aliud Ecclesia statuerit; nihil autem aliud statuit, nec prædictam Authenticam acceptavit, aut in hâc parte suam fecit. Nullo enim jure scripto id ostendi potest in particulari, nec etiam in generali; quia canones solùm in judiciis causarum voluerunt, ut civiles leges servarentur, ubi canonicæ deessent; modus autem ferendi universales leges longè gravior est, et pertinens ad propriam pontificis actionem, et potestatem, et ideò non est illa generalis regula, ad præsentem casum extendenda. Nec etiam talis acceptatio potest consuetudine ostendi; nam potiùs contrarium potest consuetudine probari; illius enim varia sunt indicia. Primum est, quia in curiâ romanâ totius orbis lites definiuntur juxta leges pontificias Romæ publicatas, etiamsi alibi promulgatæ non sint, quod non esset justum, si in aliis pro-

vinciis illæ leges non obligarent absque speciali promulgatione in eis factâ, ut benè considerat Navarr. ubi supra. Potestque explicari exemplo adducto à Joanne Andreâ de quâdam electione factâ in unâ provinciâ contra constitutionem pontificiam, quæ Romæ, et non in tali provinciâ erat promulgata, et nihilominùs irrita facta est. Idemque servari in regulis Cancellariæ notat Anton. Gomez supra.

6. Præterea multa sunt decreta in jure canonico, quæ nunquàm fuerunt promulgata in singulis provinciis, sed tantùm Romæ. Et quamvis enim ipsa editio publica juris canonici habeat vim quamdam promulgationis, quæ in singulis provinciis fieri censetur, quia in singulis illi libri publicè circumferuntur, nihilominùs in rigore obligatio talium decretorum latiùs extenditur, quàm illa promulgatio. Deinde multa sunt rescripta pontificum, vel bullæ, aut motus proprii, qui non sunt inserti in communi jure canonico, et nihilominùs censentur obligare per solam publicationem Romæ factam. Quod etiam in bullâ Cœnæ videre licet: universaliter enim obligat; cùm tamen raró in singulis episcopatibus publicetur. Tandem magnum argumentum est, quia quando pontifices volunt necessariam esse promulgationem suæ legis in singulis episcopatibus, seu provinciis, hoc specialiter declarant; raró autem id faciunt, et in rebus majoris momenti, aut periculi; ergo signum est extra hos casus speciales in legibus absolutè latis, et Romæ promulgatis, illas speciales promulgationes non requiri. Item è contrario interdùm extendunt tempus, pro quo volunt differri obligationem legis etiam post promulgationem, ut Pius IV voluit, ut decreta concilii Tridentini non obligarent, nisi post tres menses à promulgatione, in quibus legibus supponunt, promulgationem in urbe factam sufficere, quia si aliæ particulares spectandæ essent, illa temporis dilatio necessaria non esset. Denique est optima congruentia, quia tota Ecclesia ut est sub uno pastore est propriè et perfectè unum corpus mysticum, et una respublica, et ideò pro toto hoc corpore satis est una promulgatio facta in metropoli hujus reipublicæ. Et ulteriùs considerant juristæ, Sedem pontificiam esse fixam Romæ, et pontificem non vagari per provincias, sicut solent reges, et idcircò inde accommodatissimè influere in universam Ecclesiam et ob eamdem causam romanam curiam esse aptum et sufficientem locum ad hujusmodi promulgationem.

7. Et ita solutum est fundamentum contrariæ sententiæ, et obiter reddita est differentia inter leges canonicas et civiles, tum quoad dispositionem earum, tum etiam quoad congruentiam, quia in Ecclesiâ est major unitas sub uno Christi vicario, quàm sit in regno sub temporali rege. Unde, licet ad faciliorem notitiam legis, et ad vitanda aliqua incommoda, videri potuerit magis accommodatum, ut speciales promulgationes etiam in legibus ecclesiasticis requirerentur, nihilominùs ob alias causas potuit oppositum esse congruentius, tum ad commendandam majorem Ecclesiæ unitatem, majoremque obedientiam pontifici debitam, tum etiam ne leges pontificiæ ab episcopis pendere videantur; denique, quia ubi aliud necessarium fuerit in specialibus casibus, ab ipsismet pontificibus statui potest, sicut interdùm fieri diximus.

8. Atque hinc facilè constat, quid dicendum sit de aliis legibus canonicis. Nam si sint leges concilii universalis, illæ per pontificem approbari debent, et ita eadem est de illis ratio. Nam eorum publicatio Romæ fieri solet, et illa sufficiet, nisi aliud in ipsâmet lege disponatur. Poterit etiam fieri in loco concilii, si pontifex contentus sit. De legibus autem episcoporum manifestum est sufficere pro toto episcopatu, eam, quæ fit in matrice, ut à fortiori patet ex dictis, tum in præsenti, tum de legibus civilibus civitatum aut regnorum particularium. Et cum eâdem proportione loquendum est de archiepiscopis et patriarchis, si aliquando possunt ferre leges pro toto archiepiscopatu, vel patriarchatu, quod tamen, ut supra dixi, jure ordinario non possunt sine concilio provinciali, de cujus legibus cum proportione etiam censendum est. De modo autem ipsius promulgationis nihil novi dicendum occurrit; nam potest fieri aut voce præconis, aut affigendo legem scriptam in loco publico ad hoc designato, ut Romæ sit, in quo servanda erit loci consuetudo, nam jus scriptum non invenitur.

9. Superest verò inquirendum, an lex pontificia Romæ promulgata statim incipiat obligare omnes, vel post aliquod tempus, quod de lege civili latè tractatum est, et in præsenti potest breviùs expediri. Dixit igitur Glossa in cap. *Proposuisti*, 82 dist. verb. *Non probatur*, leges canonicas non obligare nisi post sex menses. Idque colligit ex cap *Decernimus*, dist. 18. Sed ibi non agitur de promulgatione canonicarum legum, sed de modo, quo episcopi suas plebes docere debent omnia quæ in conciliis provincialibus acta fuerint. Nam episcopis præscribitur, ut intra

sex menses à concilio peracto suos clericos et plebes convocent, *et coram eis plenissimè referant, quæ in eodem anno in concilio acta vel definita noscuntur*. Quod non propter solam legum promulgationem, sed propter plenam instructionem et doctrinam tunc præcipiebatur; nihil ergo ex illo textu colligi potest de modo quo leges pontificiæ vel canonicæ universim obligare incipiant. Et ita illa sententia Glossæ ab omnibus reprobatur, quia in jure non habet fundamentum, et est contra consuetudinem, et contra vigorem ecclesiasticæ disciplinæ.

10. Duæ igitur sunt opiniones, una, quæ doctrinam datam de legibus civilibus censet esse applicandam ad canonicas, quia licet in canonibus hoc expressum non sit; Authentica, *Ut factæ constitutiones*, extenditur ad leges canonicas propter illam regulam generalem, quod non contradicit canonibus, et potiùs juvat illos, in quo casu jus canonicum juvatur civili, juxta cap. 1 de Novi oper. nuntiat., et cap. *Si in adjutorium*, distinct. 10. Et favent verba Pii IV in Bullâ pro Evulgatione concilii Tridentini, ut in superioribus allegatum est. Et ita sentiunt Panormit. Felin. et alii cap. 2 de Constit., Sylvest. Angel. et alii verb. *Lex;* Navarr. cons. 1 de Constit. quæst. 4; Soto, Medin. et alii citati, qui in hoc indistinctè loquuntur de legibus canonicis et civilibus. Et idem docuit Glossa in cap. 1 de Conces. præbend. verb. *Post tempus,* et Glos. ultima in Datâ Sexti, quæ adducit jura canonica parùm urgentia. Unum est cap. ult. : *Ne cleri, vel monachi*, ubi religiosi egressi ex suis claustris ad audiendam physicam, vel jus civile, nisi post duos menses ad claustra redeant, excommunicantur. Sed non est ad rem, quia illi duo menses non requiruntur ibi ad complendam legis promulgationem, sed dantur quasi pro sufficienti monitione ad incurrendam censuram, unde etiam post longissimum tempus à promulgatione illius legis necessarii sunt illi duo menses ad excommunicationem illam incurrendam, et ideò computantur non à die promulgationis legis, sed à die commissi criminis, ut dixi in 5 tom. de Censur. disput. 23, sect. 3. Aliud caput, quod citat, est cap. *Noverit*, de Sentent. excommunicat., sed est simile præcedenti : nam in eo excommunicantur, qui infra duos menses non delent de capitularibus statuta immunitati ecclesiasticæ contraria. Quod tempus non designatur propter legis promulgationem, sed pro admonitione sufficiente ad incurrendam contumaciam. Tertium est caput primum de Concession. præbend. in sexto. At ibi in textu nihil dicitur de duobus mensibus, sed in genere dicitur : *Nisi post tempus, infra quod ignorare minimè debuissent.* Quod non oportet referre ad duos menses, sed ad modum obligandi legis humanæ ex ipsâ rei naturâ, ut in præcedenti libro explicavi.

11. Quapropter contrariam sententiam tenent non pauci theologi moderni, scilicet, in legibus canonicis pontificiis non esse necessarium tempus duorum mensium. Quæ sententia mihi valdè probabilis videtur, et multùm consequens ad ea, quæ in priori puncto hujus capitis diximus. Nam, si illud tempus esset necessarium, maximè propter illam Authenticam, quia nec de jure naturæ, nec de canonico necessarium est, ut ex dictis constat; illa verò Authentica non rectè applicatur ad leges canonicas. Duo enim in illâ disponuntur; unum est de promulgatione iterandâ in singulis provinciis, aliud de dilatione duorum mensium, qui in unâquâque provinciâ computantur à promulgatione in eâ factâ. Sed illa lex quoad priorem partem non est acceptata à pontificibus pro suis legibus; ergo nec quoad posteriorem. Probatur consequentia, tum quia non magis constat de acceptatione posterioris partis, quàm prioris; in utrâque enim verum est, pontifices non declarâsse, velle se admittere leges civiles pro modo ferendi vel obligandi Ecclesiam per suas leges, sed solùm in judiciis forensibus, ubi leges canonicæ deessent; tum etiam quia consuetudine receptum non est, ut testantur graves auctores, et specialiter Vasquez disp. 156, cap. 3, cum emphasi dicit, se audere id affirmare. Navarr. autem dicit de consuetudine, et stylo in urbe servari, ut transgredientes legem papæ ante duos menses à promulgatione puniantur, non solùm qui probantur scivisse promulgationem, sed etiam qui non probavit, illam ignorâsse.

12. Addit verò Navarr. hæc verba : *Quæ consuetudo restringi fortè posset ad forum tantùm exterius et urbicolas.* Sed prior restrictio non videtur mihi rationi consentanea. Quomodò enim justè punirentur illi tanquàm legis transgressores, nisi supponeretur lex jam pro illo tempore obligare? Ibi enim non habet locum præsumptio : nam certò constat, nondùm esse elapsum tempus duorum mensium. Ergo, si sciens legem judicatur, ut transgressor, ex nullâ præsumptione judicatur, sed ex certâ probatione delicti, et si ignorans præsumitur transgressor dùm non probat ignorantiam,

hæc præsumptio supponit certam obligationem tum legis, tum etiam sciendi illam ante duos menses; aliàs immeritò præsumeretur culpabilis, vel quod perinde est, punibilis ignorantia; illa ergo consuetudo apertè supponit legem illam obligare Romæ ante duos menses. Nec potest suppositio esse falsa, quia non fundatur in præsumptione, sed in voluntate pontificis, quia neque hæc potest latere romanos judices, neque ipse pontifex potest ignorare qualiter suæ leges Romæ servari cogantur, et sciendo ac tacendo consentit, satisque ostendit, se nolle uti dispositione legis imperialis, sed suâ, saltem pro curiâ. Positâ autem verâ obligatione in illis legibus, impertinens est distinctio de foro interno et externo, quia lex canonica maximè obligat in foro interno, ut statim dicemus, et Ecclesia non punit nisi propter culpam, aut veram aut præsumptam; utraque autem supponit obligationem legis in conscientiâ.

13. Altera verò restrictio Navarri, scilicet, ad urbicolas, non est juris, sed facti, et ab ipso non probatur; imò nec simpliciter asseritur, sed sub particulâ, *Fortè*, nec per se est multùm verisimilis. Nam si lex publicata statim obligat Romæ, jam quoad hoc discrepat ab Authenticâ. Unde ergo constare potest, quòd papa acceptet illam pro omnibus locis extra urbem? Item cur non servabitur proportio ad loca distantia, ut quò sunt viciniora, eò intra brevius tempus obligentur, si urbs ipsa statim obligatur? Unde etiam sumitur optima conjectura; nam tempus illud duorum mensium erat aptum pro legibus civilibus publicandis in singulis provinciis, quia pro unâquâque erat sufficiens. At pro legibus pontificiis semel tantùm promulgandis Romæ minimè erat proportionatum, quia leges illæ obligaturæ sunt totam Ecclesiam, quæ totum universum de se occupat; impossibile autem est evulgari per universum orbem intra duos, imò nec per totam Europam moraliter loquendo; ergo non oportuit tale tempus acceptare pro reliquâ Ecclesiâ, si pro urbe receptum non est.

14. Denique hoc videtur supponi in capite *Cùm singula*, de Præbendis in sexto, quatenùs ait: *Intra mensem postquàm hæc constitutio pervenerit ad eosdem, unum* etc., *eligere teneantur; alioquin ex tunc pœnis subjaceant* supra dictis. Ubi Glossa fatetur, quòd licet illa lex pervenisset ad notitiam ante duos menses à publicatione, obligâsset; ergo supponit textus ille non esse necessarium tempus duorum mensium ad obligandum. Neque potest hoc dici speciale, quia textus nihil de hoc statuit, sed supponit, et potiùs pro speciali addit concessionem mensis ad exequendum actum ibi præceptum, et ad incurrendas pœnas; qui mensis semper inciperet currere à notitiâ præcepti, etiamsi post plures menses haberetur, ut Glossa etiam fatetur. Ergo signum est, legem de se obligâsse à publicatione independenter à lapsu duorum mensium.

15. Et ita sanè videtur in universum probabilius, leges pontificias statim obligare incipere, diffundere autem obligationem suam successivè, juxta id quod natura legis humanæ requirit, et superiori libro explicatum est. Nam eo ipso, quòd pontifex non addit specialem modum, seu temporis determinationem, nec jus canonicum illam ponit, vel acceptat, talis obligatio sequitur prout rei natura postulat. Unde etiam constat, idem esse à fortiori dicendum de reliquis legibus canonicis, ut episcoporum vel aliorum prælatorum inferiorum; tum quia etiam in his nulla facta est restrictio in jure, vel per papam; tum etiam quia ita dictum est de legibus civilibus inferiorum magistratuum; est autem eadem, vel major ratio de legibus canonicis, et ita docent omnes auctores, qui ibi videri possunt.

CAPUT XVI.

Utrùm lex canonica obliget fideles priusquàm ab eis acceptetur.

1. Hanc quæstionem facilè in præsenti expediemus ex his quæ de lege civili diximus, et hìc addemus ea quæ ibi in hunc locum remisimus. Multi ergo auctores, qui in lege civili ponunt dependentiam ab acceptatione subditorum, eamdem ponunt in lege canonicâ, et indifferenter de utrâque loquuntur. Ita Major, Driedo, Angel. Armil. Navarr. Covarr. Felin. et alii jurisperiti pro illâ opinione allegati, præsertim in cap. 1 de Treg. et pac. ubi Gloss. verb. *Frangere*. Et sequitur Henricus, tractatu de Synod. post. tertiâ parte, art. secundo, à n. 50, sed præsertim, numero 62, dicit ad integritatem legis et constitutionis tria requiri, primò ut constituatur. Secundò, ut promulgetur. Tertiò, ut moribus utentium approbetur, et si quid horum, inquit, desit, non debet dici lex, vel constitutio; et subjungit, cùm agitur de impediendo vinculo statuti novi, et non de præscribendo contra statutum, non peccare contravenientes statuto. Et refert Panormitan. in dicto cap. 1, et Decium in cap. *Nam concupiscentiam*, de Constitut. lect. 1. Fundamen-

tum hujus sententiæ totum videtur poni in præsumptâ voluntate prælatorum Ecclesiæ ponendi leges suas subintellectâ conditione, ut moribus subditorum probentur. Solus Major indicat etiam id esse ex defectu potestatis, quia non possunt aliter eas ferre. Et ad hoc suadendum dicit, Ecclesiam esse supra papam, et ideò si Ecclesia non acceptat legem papæ, non posse per illam obligari.

2. Dico verò primò : Pontifex potest obligare Ecclesiam ad acceptandum leges canonicas à se latas, et sufficienter promulgatas. Idemque est cum proportione de episcopis. Hanc conclusionem declaravit expressè Castro lib. primo de Lege pœnal. cap. primo, et Turrecrem. dicto § *Leges,* § secundo, qui licet in communi loquatur, tamen maximè loquitur de legibus canonicis, et idem est de omnibus auctoribus allegatis libro præcedenti capite 16, pro secundâ opinione. Quocirca prior pars conclusionis mihi videtur tam certa, ut secundùm fidem negari non possit, ex dictis supra tractando de potestate legislativâ pontificis, ubi ostendimus, Petro esse datam à Christo Domino supremam potestatem in Ecclesiam, et non alteri, ac subinde habere illam pontificem successorem Petri immediatè ab eodem Christo, à quo illam Petrus habuit, et non ab Ecclesiâ. Hinc ergo concludimus, Christum ita dedisse hanc potestatem vicario suo, ut per se possit validè et efficaciter operari sine dependentiâ à consensu populi ; ergo per illam potest ferre leges habentes efficaciam, et valorem ad obligandam Ecclesiam ad consentiendam, et acceptandam legem, vel præceptum. Patet hæc consequentia, quia aliàs potestas non esset absoluta et efficax. Prior verò probatur primò, quia aliàs illa potestas magnâ ex parte esset data populo christiano, quia tunc lex ecclesiastica non haberet vim, ut est à pontifice solo, sed ut est ab illo simul cum Ecclesiâ ; si enim lex non potest esse lex, nisi consentiente populo, profectò populus est conlegislator simul cum pontifice, quod absurdissimum dictu est.

3. Secundò, quia Christus absolutè dixit : *Quodcumque ligaveris*, et : *Pasce oves meas*, de populo autem nihil dixit, nec posuit conditionem : *Si populus acceptaverit*. Est ergo conclusio certa de hâc potestate, prout est in summo pontifice, quia in illo est immediatè à Christo, atque adeò cum eodem modo, et independentiâ, quo à principio data est. De inferioribus autem non est res ita certa, quia in illis potestas ab ipso papâ, à quo dari potest cum limitatione et supradictâ conditione, nihilominùs tamen illa non est admittenda, neque præsumenda, nisi de illâ satis constiterit, juxta dicta superiùs de potestate episcoporum ad ferendas leges. In quo etiam est notanda differentia inter pontificem et inferiores prælatos, quòd nulla consuetudo obstare potest, quominùs pontifex habeat dictam potestatem, quia consuetudo non potest prævalere contra jus divinum : respectu autem inferiorum, ubi esset consuetudo contraria, multùm valeret, quia in his quæ pendent à jure humano, multùm potest consuetudo. Unde et jurisdictionem augere potest, et minuere, quando per hominem concedi potest, ut notat Glossa ult. in cap. *Cùm olim,* de Cleri conjug.

4. Secundò dicendum est, suppositâ justitiâ legis canonicæ, per se loquendo, oriri ex illâ obligationem ad acceptandum eam, ita ut non careant culpâ, qui incipiunt illam non observare post sufficientem promulgationem. Dixi, *suppositâ justitiâ legis,* quia lex evidenter injusta, etiamsi canonica sit, non obligat juxta supra dicta de lege in communi, et sumitur ex capite *Ante triennium*, dist. 31, et prosequitur latè Corduba in quæstion. lib. 4, q. 7; Victor. in 3 Relect. de Potestate Eccles. ; Bellarmin. lib. 4 de Pontif. cap. 15; Panormit. in cap. *Cùm teneamus;* Felin. in cap. *Si quando*, de Rescrip. et cap. *Accepimus,* de Fide instrum. Et ita est assertio clara, præsertim quando lex est non solùm justa, sed etiam moderata et facilis; quia tunc potestas non deest, et voluntas contraria nullâ rationabili conjecturâ præsumi potest. Quod à fortiori patet ex dictis de lege civili. Addendum verò est ex dictis ibidem, etiam in legibus difficilioribus et durioribus, si in rigore justæ sint, idem esse servandum, ut declarat Corduba supra ex cap. *In memoriam*, dist. 19, ibi : *Licet vix ferendum ab illâ sanctâ Sede imponatur jugum, tamen feramus, et piâ devotione toleremus.* Quod censeo verum per se, et ex vi potestatis canonicæ, quæ major est quàm civilis; oportet autem, ut etiam de voluntate satis constet, tum ex verbis legis, et modo præcipiendi, tum etiam ex aliis indiciis et circumstantiis legis. Addo etiam oportere, ut verisimile sit, legislatorem non ignorâsse specialem rei præceptæ difficultatem pro tali loco, vel tempore, aut aliâ occasione. Nam si probabiliter credatur, hæc ignorâsse, credi etiam potest, noluisse cum tanto rigore obligare.

5. Sed tunc inquiri potest, an in simili casu liceat subditis à lege ad legislatorem supplicare et præsertim ad pontificem? Quidam omninò negant, imò dicunt, frivolam et inutilem esse talem supplicationem, et ex ignorantiâ profectam. Probatur, quia à lege non provocatur, seu appellatur, ut colligitur ex l. ult. ff. de Appellat. recip. et l. antepenult. ff. de verbor. Signific., ubi id notat Rebuff. adducens alios doctores et jura. Idem in Concordat. tit. de Constit. Ratio etiam assignatur ex differentiâ inter sententiam, rescriptum ac legem; nam sententia est, cùm fertur in negotio particulari, et pendet ex partium probationibus, et ideò in eâ admittitur appellatio, ut pars, quæ gravamen sensit, possit meliores vel clariores probationes afferre. Rescriptum etiam conceditur super factum singulare, in quo potest princeps decipi à collitigante, vel procurante suum commodum, et ideò in rescripto meritò admittitur appellatio in capite *Significavit*, de Rescript. At verò lex fertur in generali, et per universalem scientiam contra quam privata scientia subditorum non est admittenda, et ideò neque appellatio vel supplicatio admittenda est. Accedit, quòd in legibus civilibus à rege latis talis appellatio vel supplicatio non admittitur, neque est in usu; ergo neque in legibus canonicis admittenda est.

6. Dico tamen, si supplicatio fiat ex rationabili causâ, et licitè fieri posse, etiam in legibus pontificiis, et esse valdè utilem, ac rationi consentaneam. Hoc à fortiori sentiunt Panormit. Felin. et alii in cap. 1 de Treg. et pac. et in dicto § *Leges*, et citatur Anchar. cons. 214, et expressè ac indistinctè tam de lege civili, quàm de canonicâ id affirmat Castr. lib. 1 de Leg. pœnal. cap. 1. Et probatur primò, quia hoc nullo jure prohibetur, imò est juri consentaneum et rationi. Prima pars patet, quia in legibus ult. et antepenultimâ supra citatis solùm dicitur, non licere appellare à pœnâ impositâ secundùm præscriptum legis, nec à sententiâ, seu decisione datâ juxta legem seu perpetuum edictum; non verò dicitur non licere supplicare de totâ lege coram ipso principe. Sunt autem hæc duo valdè diversa, quia in prioribus casibus appellatio repellitur tanquàm planè injusta, quia illa non est appellatio à lege, sed à sententiâ justâ, utpote secundùm legem latâ. Quòd si appellatio eò tendat, ut legem arguat injustitiæ, est etiam iniqua, tum quia supponitur lex universalis, et servari solita, ac subinde justa, tum etiam, quia appellatio talis fit in particulari facto, in quo non licet à lege provocare, quamvis liceat appellare, vel à declaratione legis, vel ab applicatione ejus ad tale, vel tale factum; hìc autem agimus de lege nondùm receptâ, et de supplicatione factâ ex causâ rationabili, et à communitate, vel nomine ejus ab eo, qui auctoritatem habeat. Unde auctores citati non negant, licere supplicare à lege, sed de appellatione loquuntur, et hanc non simpliciter negant. Nam Rebuff. expressè ait: *Tunc à lege non appellari, quando ab eo est condita à quo appellare non licet, utpote à principe superiorem non recognoscente.* Unde sentit, ex parte legis non repugnare appellationem; nam si sit edita ab eo qui habet superiorem in eodem ordine, id est, in temporalibus, vel spiritualibus, et subditi gravari se intelligant, poterunt ad superiorem provocare, ut ab statuto episcopi ad summum pontificem, ab ipso autem supremo principe non est ad quem appellatur; supplicatio autem ad eumdem non repugnat. Imò addit Rebuff. in Concordat. quòd licet non appelletur à concessione litterarum regis, vel papæ, ab executione appellatur, seu supplicatur. Sic ergo de lege dicere possumus, quòd licet ab ipsâ propriè non appellatur, posse nihilominùs supplicari ab ejus executione, donec papa informetur.

7. Deinde est hoc consentaneum cap. *Si quando*, de Rescript., ubi papa declarat, licitum esse, non exequi rescriptum ejus, donec ipse pleniùs informetur, quando vera et rationabilis causa intercedit. Et simile habetur in capite *Cùm teneamur*, de Præbend. Nec differentia supra data satisfacit, quia eadem proportionalis ratio potest in lege intervenire. Quod patet, ratione ostendendo eamdem sententiam. Quia in eo ipso, quòd lex universaliter fertur, facilè fieri potest, ut non congruat moribus aut dispositionibus gentium omnium, pro quibus fertur, quod maximè contingere potest in legibus canonicis, et pontificiis, quæ pro universâ Ecclesiâ dantur; nam Ecclesia complectitur varia regna et provincias habentes varios ritus, et modos vivendi. Unde licet talis lex regulariter loquendo non sit disconveniens, vel nimis dura pro universâ Ecclesiâ, et ideò respectu totius non habeat locum supplicatio, nihilominùs in uno vel alio regno aut provinciâ potest esse nimis dissentiens à moribus ejus, et contra consuetudines ejus, quas non solent pontifices velle mutare, nisi id exprimant, sed potiùs conservare, juxta

cap. *Certificari,* de Sepultur.; in tali ergo casu ratio postulat, ut liceat supplicare pontificem, quia scientia ejus universalis non potest semper extendi ad hæc particularia. Et hoc ipsum est à pontificibus jure statutum in c. 1 de Constit. in 6, ex quo videtur colligi, absque aliâ supplicatione à lege pontificiâ, ipsam ex vi illius juris ipso facto non obligare in simili casu; nihilominùs tamen fieri potest, ut casus non sit ita clarus et certus, quin sit conveniens nova declaratio pontificis; ergo in tali casu licita est supplicatio, et juri consentanea.

8. Denique consuetudo videtur satis hanc assertionem confirmare; scimus enim, ita servari in multis provinciis Ecclesiæ, et pontificibus non displicere, quando causa est rationabilis, et cum debitâ moderatione ac obedientiâ fit supplicatio. Et fortassè in legibus civilibus non tam ordinariè fit hæc supplicatio, quia non sunt tam generales; et ordinariè una et eadem lex non fertur, nisi pro regno, vel provinciis in moribus civilibus multùm similibus. Unde in ipsis legibus pontificiis frequentiùs fiunt tales supplicationes à provinciis, vel regnis, quæ à romanâ Sede magis distant, quia faciliùs possunt earum propriæ consuetudines ignorari. Denique, in hujusmodi casu, pro tempore, pro quo durat supplicatio, cavendum est omne periculum peccati. Unde, si fieri potest, ut pro illo tempore nihil fiat contra legem pontificis, curandum omninò est, licet ejus executio suspendatur, quia ita magis cavetur omne periculum, et eo modo paretur legi, quo commodè fieri potest. Si autem non potest hoc modo suspensio executionis fieri sine magnâ rerum mutatione, vel periculo alicujus scandali, tunc ex benignâ interpretatione voluntatis pontificis, lex censetur pro tunc non obligare, et tali declaratione prudenter factâ, cessat etiam omne periculum peccati.

9. Dico tertiò: Lex canonica, si per consuetudinem toleratam non acceptatur, tandem non obligat, etiamsi fortassè in principio culpabiliter fuerit non observata. Ita procedit communis sententia supra citata, et sumitur ex capit. ult. de Consuetudin. ubi dicitur, legem etiam receptam posse ita consuetudine abrogari, ut non obliget; ergo multò magis poterit impediri, ne obliget, cùm ante acceptationem minorem firmitatem habeat, juxta dictum § *Leges.* Ratio autem est, quia tunc est magna causa præsumendi, legislatorem convenire, et nolle cum tanto periculo communitatem obligare, et hoc etiam ostendit usus totius Ecclesiæ. Oportet autem, ut consuetudo illa aliquam rationabilem causam habeat, ut dicitur in dicto cap. ult. et infra in suo loco latiùs explicabitur. Deinde necesse est, et sufficit, ut à majori parte populi non observetur. Nam si major pars legem servet, quamvis alii eam non acceptent, suam vim retinet, quia id requiritur ad consuetudinem, ut infra dicetur, et videri potest Panormit. in cap. *Cùm jamdudùm,* de Præbend. in fine, et in cap. *Quia circa,* de Consanguinitate et Affinitate, numero 8, ubi etiam Antonin. et alii. Item Abbat. in capit. *Cùm olim,* de Cleri. conjug. n. 4, et Angel. verb. *Constitutio*, num. 7. Et eâdem ratione è converso, si major pars resistat, introducet consuetudinem contra obligationem legis, quia in rebus moralibus consensus majoris partis censetur communitatis, et ideò sufficit ad consuetudinem, l. *Quòd major*, ff. *Ad municipalem.* Abbat. et alii supra relati.

10. Dubitari autem potest, quantum tempus necessarium sit, ut hæc consuetudo prævaleat contra legem, et an oporteat legislatorem scire, illam non servari; videri enim potest hoc necessarium, ut consentire censeatur. Et ita sentit Glossa in capite *Vir,* de secund. Nupt. Nihilominùs certum est, non esse necessariam scientiam legislatoris, in quo conveniunt auctores statim citandi, quia est res moraliter impossibilis, et præter consuetudinem et usum, ut à fortiori patebit ex dicendis. Et ideò quoad tempus distinguere solent doctores. Nam si lex non observatur, sciente legislatore, nullum certum tempus necessarium est, quia nullum est jus, quod illud præscribat; sufficiunt ergo tot actus contrarii majoris partis, communitatis qui moralem conjecturam efficere valeant de tolerantiâ legislatoris, quod prudenti arbitrio definiendum est.

11. At verò quando intervenit ignorantia principis, aliqui requirunt tempus 40 annorum, ut lex derogata censeatur; refert Felin. ex Panormitan. in capit. 1, de Treguâ et pac. Alii verò nullum requirunt tempus, sed solùm non observantiam subditorum per aliquos actus, qui prudenti arbitrio sufficiant. Itaque nihil distinguunt inter scientiam, vel ignorantiam principis. Ita tenet Henric. tract. de Synod. art. 2, n. 63, cum Felin. dicto cap. 1, n. 13, et aliis. Fundantur, quia subditi non peccant non recipiendo legem à principio. Hoc tamen fundamentum à nobis reprobatum est. Unde communis sententia affirmat, sufficere et necessarium esse tempus decem annorum, quam

multi tradunt, quos Felinus refert et sequitur Card. in dicto § *Leges*, et Jas. in l. *Rem non novam*, ff. de Judiciis. Fundamentum est, quia hoc tempus sufficit, ut dicatur consuetudo, seu præscriptio longi temporis juxta Gloss. in cap. ultim. de Consuetud. in 6. Ut autem lex censeatur absolutè non acceptata et derogata, sufficit consuetudo longi temporis, ut loquitur idem Panormit. in cap. *Cùm olim*, de Cleri. conjug. num. 4, et alii communiter. Denique quia brevius tempus postulandum est, ut lex nondùm recepta non obliget, quàm ut abrogetur lex jam usu præscripta, sed ad hoc posterius ad summum requiritur tempus 40 annorum, ut postea videbimus; ergo ad alium effectum non est tantum tempus postulandum; ergo sufficit decennium, quia nullum aliud cum fundamento præscribi potest.

12. Hæc verò opinio quoad primam partem, ut non requiratur longius tempus, quàm decennium, practicè mihi certa videtur; quoad alteram verò quòd requiratur decennium, licet sit securior, non videtur satis fundata, et ideò probabilis est sententia Felini et Henrici, qui tunc etiam non requirunt certum tempus, sed solùm repugnantiam per actus contrarios in numero sufficienti arbitrio prudentùm. Quæ etiam sumitur ex Glossâ in c. ult. de Consuet. l. 6, et Innoc. in c. *Cùm Petrus*, de Fide instrum. et Dominico in dict. § *Leges*, quatenùs dicit, ad hanc derogationem sufficere habitualem voluntatem principis non obligandi contra morem, argumento cap. 1 de Consuet. in 6, et Authent. de Fide juss. in principio. Nam licet princeps ignoret subditorum consuetudinem, semper retinet illam voluntatem. Et ita non requiritur novus ejus consensus; ergo nec scientia; ergo nec determinatum tempus. Probatur hæc ultima consequentia, quia nullum est jus, quod præscribat illud tempus decem annorum, neque ex naturâ rei est necessarium, et usus videtur esse in contrarium, quia ut lex censeatur non acceptata, non solet expectari illud tempus, sed solùm quòd pro majori parte per sufficientem consuetudinem repugnatum sit; hæc ergo sententia in conscientiâ et praxi videtur satis secura. Nihilominùs tamen, ut consequenter loquamur, aliqua differentia adhibenda est inter casus scientiæ, vel ignorantiæ principis. Nam quando princeps à principio scit repugnantiam, et non observantiam subditorum, et dissimulat, statim post nonnullos actus contrarios toleratos, censetur prudenter revocata lex. At verò quando princeps ignorat, oportet, ut longior sit consuetudo, ita ut jam prudenter judicetur, non esse utilem tali populo, et ideò justè præsumatur à pontifice vel principe revocata.

13. Ulteriùs verò quæri potest cum Navarro in dicto cons. 1, q. 7, an lex sic non observata per aliquod tempus sufficiens, censeatur ita revocata et nulla, ac si non fuisset lata, vel ac si fuisset directè renovata à legislatore; nam ex dictis videtur sequi pars affirmans, quia dicimus jam non peccari contra illam legem, quia revocata est. Nihilominùs placet mihi resolutio Navarri, non esse censendam illam legem omninò annullatam et derogatam, quia si communitas illa postea mutaret consilium, et inciperet illam legem recipere, et pro majori parte illam servare, reverà inciperet obligari tali lege sine novâ voluntate legislatoris. Unde dicendum est, illam solùm fuisse quasi suspensam, vel revocatam non simpliciter, sed quamdiù populus ille in illâ consuetudine et moribus persisteret.

14. Ultimò inquiri potest, si contingat, legem non servari ex ignorantiâ populi nescientis promulgationem ejus, an hoc sufficiat, ut desinat obligare. Aliqui respondent, in eo casu judicandum esse de ignorantibus juxta statum, quem lex habet apud non ignorantes. Nam si à scientibus pro majori parte observatur, hoc sufficit, ut pro ignorantibus suam etiam obligationem retineat, et è converso si à scientibus non servatur pro majori parte, etiam pro ignorantibus derogata est. Quæ sententia vera est, quando ignorantes et scientes sunt partes unius corporis. Difficultas verò est, quando totum aliquod corpus politicum moraliter distinctum ab aliis ignoravit promulgationem legis, et ideò illam non servavit per sufficiens tempus, seu per sufficientes actus contrarios. In quo casu respondet Navarr. dicto cons. 1, quæstione 6, legem illam amittere suam vim, non obstante ignorantiâ, quia ratio ob quam desinit obligare, non est scientia et voluntas quasi formalis non observandi legem; nam hæc potiùs posset impedire, quia non est digna tali indulgentiâ, sed ratio est mos ipse, et quasi præscriptio quædam. Dico tamen, legem sic non observatam propter solam ignorantiam in se non auferri, seu revocari, sed solùm pro tunc non obligare propter ignorantiam, et ita solùm etiam negativè non esse acceptatam, neque etiam ablatam. Quapropter, si postea tollatur ignorantia, manebit lex respectu talis populi in eo statu, in quo esset, si tunc fuisset primò edita, et pro-

mulgata, et ideò tunc incipiet obligare, si in eo sensu fuit lata, juxta doctrinam supra tactam.

CAPUT XVII.

Utrùm leges canonicæ obligent in conscientiâ.

1. Gerson (cujus opinionem tractavimus libro superiori capite 17 et 18), in tract. de Vit. spiritual. lect. 4, Alphab. 62, litt. C, dùm negat, legem humanam, quæ talis est, obligare in conscientiâ, non solùm de civili, sed etiam de ecclesiasticâ apertè loquitur; nam in legibus ecclesiasticis ponit exempla, et earum multitudinem, et rigorosam obligationem tanquàm necessariam ad salutem æternam præcipuè reprehendit, ut ex coroll. 7 constat. Potest tamen habere illum duplicem sensum supra declaratum in lege civili, scilicet, vel quòd lex ecclesiastica non possit obligationem inducere, sed tantùm explicare, vel proponere illam, quæ ex principiis revelatis colligitur certò vel probabiliter. Et hic sensus est omninò falsus multò magis in legibus ecclesiasticis, quàm in civilibus, ut Almain. notavit in Moral. cap. 12, et ex dictis in libro superiori satis convincitur, et statim ostendetur. Alter sensus esse potest, quòd licet leges ecclesiasticæ reverà obligent in conscientiâ, non dicantur obligare quatenùs ecclesiasticæ sunt, vel humanæ, sed quatenùs sunt aliquo modo divinæ per deductionem ex aliquibus principiis revelatis, et sic erit quæstio de vocabulo. In quâ etiam modus loquendi Gersonis probandus non est, ut ex dictis in libr. 3 à fortiori convincitur.

2. Dico ergo primò : Lex canonica, seu ecclesiastica obligare potest et ex se obligat in conscientiâ. Conclusio est certa, quam omnes doctores catholici docent, et sufficiunt supra relati lib. 3, cap. 17, et in præcedentibus capitibus. Nam ex ibi dictis de potestate ecclesiasticâ ad ferendas leges, planè convincitur hæc veritas. Quia si potestas ecclesiastica non posset obligationem novam imponere, sed tantùm divinam proponere, vel exponere, esset potestas declarativa tantùm superioris juris, non tamen legislativa. Hoc etiam à fortiori convincunt omnia, quæ de obligatione legis civilis diximus. Denique ex dicendis statim hoc evidentiùs confirmabitur. Circa hanc verò assertionem tractari posset an hæc obligatio in conscientiâ semper sequatur ex omni lege ecclesiasticâ, etiamsi pœnalis sit, vel in præsumptione fundetur. Sed hæ quæstiones tractatæ sunt de lege civili, et quæ de illâ diximus communia sunt legi humanæ, quâ talis est, ideòque omnia sunt cum proportione ad legem ecclesiasticam applicanda, neque aliquid novum aut speciale occurrit addendum, præter ea quæ infra de lege pœnali dicemus.

3. Sed objici solet, quia prælati religionum non possunt præcipere, nisi secundùm regulam religionis ; ergo nec prælati ecclesiastici possunt præcipere aliquid, nisi secundùm legem Christi ; ergo non possunt novas leges ferre obligantes in conscientiâ. Respondetur tamen facilè, etiam prælatos religionum posse novas leges condere obligantes in conscientiâ, ut in proprio tract. de Stat. relig. ostenditur. Unde potiùs potest retorqueri argumentum, quia in hoc servatur quædam proportionalis ratio inter utrosque prælatos. Nam utrique possunt præcipere quæ sunt consentanea suo fini, et regulæ sibi proportionatæ. Absolutè tamen est differentia, quia prælati Ecclesiæ possunt præcipere quæ sunt consentanea æternæ saluti consequendæ secundùm regulam vel institutionem à Christo traditam, id est, quæ juvent communiter omnes fideles ad legem Christi servandam, quæ est unica salutis via. Prælati autem religionum possunt præcipere quæ consentanea sunt ad perfectionem etiam assequendam. Sed quia multæ sunt viæ ad perfectionem, in unâquâque religione est potestas præcipiendi secundùm suam professionem et regulam, quia illa jurisdictio supponit voluntariam professionem cui accommodatur; jurisdictio autem ecclesiastica accommodatur voluntati Christi, à quo profecta est tam institutio, et professio christianæ religionis, quàm jurisdictio illi conveniens ac proportionata.

4. Dico secundò : Lex ecclesiastica ex se, seu ex genere suo obligat sub reatu mortalis culpæ, si absolutè feratur. Est communis assertio doctorum, quos retuli superiori lib. cap. 20, et Almain. de Potestat. ecclesiasticâ cap. 12 ; Panormit. cap. 1 de Constitut. num. 9 ; Felin. in cap. 1 de Sponsal. n. 17 et 19, ubi plures refert, et specialiter Gloss. in cap. *Matthæus*, de Simon. verb. *Consulis*, juncto textu, ex quo colligitur, præcepta ecclesiastica circa simoniam obligare sub reatu salutis æternæ. Quod etiam ibi notavit Joan. de Anagniâ. Probari autem potest primò à fortiori ex omnibus dictis de lege civili. Secundò potest ostendi omnibus testimoniis et rationibus, quibus ecclesiasticam potestatem ad cogendum per leges, et per spirituales pœnas, partim in principio hujus libri, partim in libro de Censuris copiosè ostendimus. Tertiò nunc sufficiunt verba Christi Domini

Luc. 10 : *Qui vos audit me audit, et qui vos spernit me spernit.* Et similia habet Paul. 1 ad Thessal. 4, ubi priùs commendat præcepta à se data, et postea dicit, Christum despicere qui ea negligit; constat autem spernere Christum non solùm contra conscientiam esse, sed etiam grave peccatum. Facit etiam illud Actorum 15, ubi apostolicum præceptum abstinendi à sanguine et suffocato, et alia præcepta similia vocantur necessaria, utique ad salutem, ut Chrysost. homil. 23, et alii declarant. Præceptum autem cujus observantia est ad salutem necessaria, sub mortali obligat. At verò præceptum illud positivum fuisse, illi tempori accommodatum, sententia est D. Thomæ q. 103, art. 4, cum August. 32 contra Faust. cap. 13, quam infra tractando de cessatione legalium, latiùs expendemus. Præterea constat, leges ecclesiassiasticas sæpè ferri sub excommunicatione majori, et ipso facto incurrendâ ; non potest autem talis excommunicatio incurri nisi per culpam mortalem, ut ex propriâ materiâ suppono ; ergo certum est, tales leges obligare in conscientiâ, cùm transgressio earum non fiat sine gravi culpâ. Denique constat ex communi sensu totius Ecclesiæ, et ex communi doctrinâ Patrum, leges ecclesiasticas de jejuniis, et servandis festis, et similes, ita obligare, ut transgressio earum sit peccatum, necessariò in confessione aperiendum, et qui hoc negaret, planè esset hæreticus ; ergo tales leges obligant de se sub mortali, cùm earum transgressiones voluntariæ tanquàm mortalia peccata in confessione aperienda sint.

5. Contra hanc assertionem præcipuè loqui videtur Gerson loco allegato, ubi indicat, in prædictis legibus et exemplis solam legem divinam esse quæ obligat ad talem culpam; ecclesiasticam autem legem solùm interpretari, et proponere nobis tempora, et circumstantias, cum quibus lex divina obligat, ut patet in præcepto confessionis vel communionis, et eodem modo exponit præcepta orandi, audiendi Missam, et similia. Sed hoc, intellectum ut sonat, nullâ ratione sustineri potest. Tum quia Ecclesia sæpè prohibet, etiam sub censurâ excommunicationis, res alioqui ita indifferentes, ut non essent malæ, nisi essent prohibitæ, ut comedere carnes tali tempore, audire jus civile clericos, vel monachos, et similia ; ergò non solùm prohibentur graviter quoad circumstantiam aliquam, sed etiam quoad substantiam (ut sic dicam). Tum etiam quia in iis, quæ præcipiuntur, determinando tempus, vel modum, plures actus præcipiuntur, vel prohibentur dicto modo ex vi juris ecclesiastici, quàm jure divino præciperentur, ut constat apertè in præcepto audiendi Missam singulis diebus festis, et in præcepto clericorum de recitandis horis canonicis, ex quibus præceptis resultat obligatio sub mortali ad singulos actus graves, ut ad Missam audiendam singulis diebus festis, jejunandum singulis diebus designatis, et ad recitandum singulis diebus officium canonicum, etc. Tum denique quia lex ecclesiastica potest ita determinare tempus, vel modos exercendi actus jure naturali, vel divino, ut actus contra solam legem Ecclesiæ propter omissionem in illâ circumstantiâ sit peccatum mortale ; ergo simpliciter potest Ecclesia præcipere sub mortali actum honestum ; aliàs non necessarium, si in tali lege concurrant necessitas, vel utilitas, et aliæ conditiones necessariæ ad justam legem. Antecedens patet in præcepto confessionis annuæ ; nam si quis eam omittat animo et proposito confitendi alio tempore arbitrario, in quo jus divinum per se obligaret, nihilominùs peccabit mortaliter, ut constat ex communi sensu Ecclesiæ, quia in re valdè gravi transgreditur justum præceptum ecclesiasticum, licet in rigore non transgrediatur divinum. Idemque est in præcepto solvendi decimas, si quis transgrediatur legem Ecclesiæ quoad quotam, volens alio modo implere divinam legem de ministrorum sustentatione, et sic de similibus. Consequentia autem prior probatur ex paritate rationis quæ non est minor in aliis actibus honestis, quàm in his circumstantiis.

6. Quòd si Gerson solùm intenderet, nunquàm præcipi ab Ecclesiâ actum honestum, qui aliquo modo non sit jure divino vel naturali præceptum saltem in generali, et abstrahendo à determinato modo, et circumstantiis, et ideò talia præcepta Ecclesiæ semper niti in jure divino, vel naturali ; non esset multùm cum eo contendendum, quia in bono sensu posset id admitti. Nam et D. Thomas ferè eodem modo loquitur 2 2, q. 147, art. 3. Sed non obstat, quominùs simpliciter verum sit legem ecclesiasticam obligare sub mortali, sicut etiam obligat lex positiva divina, quamvis præcepta ejus sint etiam quædam determinationes legis naturalis. Neque in hoc est de verbis contendendum, cùm satis in superioribus ostensum sit, obligationem humanarum legum immediatè oriri ex humanâ voluntate, per potestatem à Deo datam, quæ potestas speciali et

altiori modo data est principibus Ecclesiæ, et illà utuntur per humanam voluntatem leges ferendo, et ideò certum est, talem obligationem oriri ex istis legibus, ut humanæ sunt; ita enim loquitur Paul. 1 ad Corinth. 7, dùm distinguit quædam quæ proponebantur ut præcepta à Domino, et alia, quæ ipse præcipiebat, non Dominus.

7. Præter Gersonem solent alii referri, qui dixerunt, peccatum contra legem ecclesiasticam, non esse, per se loquendo, peccatum mortale, sed solùm quando fit ex contemptu legis. Ita tenuit Collectarius, ut refert Angel. verb. *Inobedientia*, et idem sentit Felin. in c. 1 de Sponsal. n. 19, et refert Gloss. in cap. *Quis autem*, dist. 10, quæ solùm dicit, *qui contemnit legem, peccare, non tamen peccare eum, qui non paret legibus, ubi de consilio loquuntur*, ex quibus verbis potiùs colligitur, etiam peccare illum, qui non paret legibus, ubi de præcepto loquuntur, licet non tam graviter, sicut qui eas contemnit. In eamdem verò sententiam inclinat Cajet. verb. Cleric. et c. § ult. et verb. *Jejunium*, cap. 4, qui non universaliter loquitur, sed de præcepto jejunii, et de quibusdam præceptis clericorum, tamen à paritate rationis videtur idem sentire de reliquis præceptis ecclesiasticis, ut illi tribuit Navar. in Sum. c. 23, n. 55. Item favere videtur huic sententiæ D. Bernard. de Præcept. et dis. cap. 11, ubi loquens de præceptis positivis prælatorum, quæ *factitia* vocat, ait inferre necessitatem longè disparem à præceptis naturalibus: *Cùm tamen*, ait, *nec sine offensâ negligi, nec contemni sine crimine queant*. Et infra: *Mandatum peccato obnoxium facit, non magno tamen, si contemptus defuerit* Loquitur autem de eodem genere mandati. Unde in cap. 12, generalem regulam constituit de his, quæ per se, aut propter se nec bona, nec mala sunt, nec divinâ institutione, aut propriâ cujusque professione sunt fixa: *Ut non jussa licitè admittantur, vel omittantur; jussa verò sine culpâ non negligantur, sine crimine non contemnantur: ubique enim et culpabilis neglectus, et contemptus damnabilis est*. Quibus in verbis dùm culpam à crimine distinguit, per crimen mortale peccatum, per culpam verò veniale intelligit; sentit ergo, non peccare mortaliter contra ecclesiastica præcepta, nisi ex contemptu, ac subinde tales leges per se non obligare sub mortali, sed tantùm ratione contemptùs.

8. Alii verò doctores, hanc sententiam ex parte sequentes, præter contemptum addunt consuetudinem, quia si præceptum ecclesiasticum ex consuetudine frangatur, peccatum erit mortale, eò quòd consuetudo illa tacitum contemptum includat. Si verò nec contemptus, nec consuetudo intercedat, non putant, peccatum esse mortale agere contra ecclesiasticam legem. Ita Angel. supra citans Richard. quodlib. 1, quæst. 19. Ubi de omissione Missæ præceptæ in particulari loquitur. Idem ex parte sentit Henric. quodlib. 3, q. 2, in fin.; refertur etiam Archid. in cap. *utinam*, d. 76, ubi nihil clarè dicit. Refert item Angelus quamdam Glossam, Panormitanum, et quædam jura, in quibus nihil, quod ad præsentem causam faciat, reperio. Adducitur denique Gemini. in cap. *Generali*, de Elect. in 6. Et tandem additur ratio, quia non est verisimile, intentionem prælatorum esse obligare sub mortali, quando ex consuetudine non peccatur contra eorum leges, cùm per unam, vel aliam transgressionem non ex toto frustretur finis suarum legum. E converso verò quia consuetudo peccandi potest officere, ut finis legislatoris graviter violetur, vel in totum frustretur, ideò fieri potest, ut propter consuetudinem peccatum sit mortale, quod aliàs non esset.

9. Verùmtamen prior sententia intellecta de contemptu formali improbabilis est, quia inductione constat juxta communem Ecclesiæ sensum, peccari mortaliter, transgrediendo multas leges ecclesiasticas, ut jejunii, Missæ, communionis, confessionis et similium, etiamsi nullus alius contemptus, sed sola voluntaria omissio intercedat. Deinde propter unam transgressionem similem incurritur aliquando excommunicatio major, etiamsi non ex contemptu, sed ex voluntate fit, ut rectè notavit Sylvest. verb. *Inobedientia*, et constat ex tract. de Censur. Ergo manifestum est, non esse necessarium contemptum ad peccandum mortaliter contra talem legem. Præterea hoc supra probatum est de legibus civilibus; ergo multò magis procedet in ecclesiasticis. Denique ratio est clara, quia præceptum Ecclesiæ per se inducit obligationem gravem, suppositâ materiæ capacitate; ergo transgressio ejus deliberata sufficit ad culpam mortalem, absque alio contemptu. Nec contraria sententia habet fundamentum, cui satisfactum non sit ex dictis hìc et supra, de legibus civilibus.

10. Solum testimonium Bernardi difficile apparet, quia non videtur loqui tantùm de præceptis rerum leviorum, sed simpliciter de præceptis positivis; nam loquitur de omnibus, *quæ*

à præpositis dispensationem admittunt, quæ omnia leviora esse censet. Item quia generalem regulam constituit de præceptis factitiis, ea distinguendo à naturalibus de se ingerentibus necessitatem, et deinde addit generalem regulam de omnibus, quæ per se nec bona nec mala sunt.

11. Nihilominùs tamen existimo, non fuisse mentem Bernardi loqui de omnibus præceptis positivis, quia præter ea quæ per se sunt bona, vel mala, ponit ea, quæ sunt ex institutione divinâ, aut quæ sunt *fixa uniuscujusque professione*, et in his omnibus sentit peccari graviter non solùm per contemptum, sed etiam per negligentiam. At verò illa præcepta, quæ sunt fixa uniuscujusque professione, positiva sunt et humana; per illa enim intelligit graviores constitutiones uniuscujusque religionis, et præcepta ecclesiastica dici etiam possunt fixa professione christianâ. Videtur ergo per *præcepta factitia* intelligere leviora quædam statuta religionum, quæ sunt de rebus levioribus, sicut ipse exemplis indicat, dicens: *Ex his, verbi gratiâ, dico esse, vel risum interdictum, vel indictum silentium.* Et hæc vocat dispensabilia, vel per antonomasiam, quia facilè dispensantur; alia enim graviora tanquàm immutabilia habentur in religionibus, ordinariè loquendo, vel certè, quia ordinariè per talia statuta vel regulas solùm ordinatur, ne hoc vel illud fiat sine licentiâ prælati, per quam licentiam quasi dispensatur facilè, unde etiam vocat *factitia*, quia facilè mutantur. De his ergo loqui videtur, cùm ait, in eorum transgressione non committi grave crimen, nisi contemptus interveniat. Et hoc fortassè intendit Sylvest. verb. *Inobedientia*, cùm ait, loqui Bernardum de mandatis, non de præceptis.

12. Unde etiam patet quid de alterâ sententiâ sentiendum sit. Nam inprimis falsum est, ad peccandum mortaliter contra leges Ecclesiæ, esse nessarium contemptum, vel consuetudinem; nam in uno actu, vel omissione invenitur sæpè peccatum mortale, ut probant inductio et rationes factæ. Et ab effectu constat, quia sæpè per unum actum, vel omissionem talem incurritur excommunicatio major, ut supra dicebam. Ergo satis est, quòd violetur præceptum in materiâ gravi, etiamsi non omninò destruatur finis ejus, quoad alios actus, qui postea fieri possunt, quod est per accidens. Imò adde consuetudinem interdùm posse minuere peccatum, quatenùs minuit libertatem, licet aliunde possit augere, augendo voluntarium, si ipsa voluntaria sit, quod augmentum nunquàm potest esse tale, ut augeat ad infinitum, transferendo actum de veniali peccato ad mortale. Si ex parte objecti et circumstantiarum cætera sint paria, ut lib. præced. cap. 24, ostensum est, ubi etiam tractavimus, an violare legem ex contemptu semper sit peccatum mortale, et doctrina ibi data communis est omnibus legibus ecclesisaticis, imò in his à fortiori locum habet, nihilque in præsenti addendum occurrit.

CAPUT XVIII.

Quando lex ecclesiastica obliget sub mortali culpâ et quomodò id discernendum sit.

1. Certum est legem ecclesiasticam, etiam absolutè latam, non semper obligare sub mortali culpâ, sed interdùm sub veniali; quia in materiâ cujuscumque virtutis potest esse gravis et levis obligatio, juxta materiæ capacitatem; ergo idem est in materiâ legis ecclesiasticæ. Item quoad hoc eadem est ratio de lege ecclesiasticâ, quæ de civili. Unde, sicut supra posuimus plures conditiones requisitas, ut lex civilis obliget sub mortali, quibus deficientibus ad summum obligat, ad veniale, etiamsi sit absoluta et vera lex; ita de ecclesiasticâ lege censendum est; nam quoad hoc (ut dixi) est eadem ratio. Tres autem conditiones necessarias esse diximus, ut positiva lex obliget sub mortali, quæ sunt gravitas materiæ, verba, seu signa præceptiva, et intentio præcipientis, de quibus ferè nihil occurrit addendum his quæ diximus de lege humanâ civili, sed applicanda hìc sunt omnia ibi dicta, præsertim circa tertiam conditionem de intentione legislatoris, et de primâ quoad necessitatem gravis materiæ, et quoad modum cognoscendi illam. In hâc verò conditione addi potest, materiam legis ecclesiasticæ ex suo genere magis spiritualem esse, et ad finem altiorem ordinari, et ideò faciliùs ac frequentiùs materiam ecclesiasticarum legum esse gravem, licet non raRò levis etiam in eo ordine inveniatur. In quo etiam est advertendum, aliter esse, hanc materiæ gravitatem expendendam, in communibus legibus Ecclesiæ, quæ ex solâ jurisdictione procedunt; aliter verò in præceptis religionum, quæ non solùm in jurisdictione, sed etiam in voto obedientiæ nituntur; unde fieri potest, ut materia, quæ secundùm se non esset gravis per se spectata in ordine ad nudam jurisdictionem et communem Ecclesiæ gubernationem, ut subest tali voto, et in ordine ad finem talis statûs gravis fit; ut latiùs tractando de Statu religionis diximus.

2. Circa tertiam verò conditionem de vi verborum supra distinximus verbum simplex ab oratione complexâ, et de verbo quidem simplici nihil occurrit addendum, quia in his etiam legibus nullum est verbum impositum, vel ex usu aut juris accommodatione applicatum ad significandam obligationem sub mortali. Nam si aliquod esset, maximè verbum *Præcipimus,* aut æquivalens; hoc autem, licet satis indicet vim præcepti, et obligationem in conscientiâ, non tamen sub mortali, nisi ut conjunctum gravitati materiæ, quæ semper consideranda est, et ita explicuimus supra Clementinam, *Exivit,* de verb. Signific. etc. *Exiit,* eodem tit. in 6.

3. Circa verba autem complexa duo modi judicandi hanc obligationem peculiares, ac proprii ecclesiasticarum legum adnotari possunt. Unus est, quando adduntur verba, quæ vel expressè, vel implicitè addunt comminationem æternæ pœnæ. Hujusmodi sunt, quando additur: *Sub interminatione mortis æternæ,* vel: *qui hoc fecerit divinam maledictionem incurrat,* aut, *indignationem sanctorum Petri et Pauli.* Item talis censetur esse forma præcipiendi, *in virtute obedientiæ,* quæ frequentiùs est in usu religionum, interdùm verò etiam pontifices illâ utuntur. Et ex eodem usu constat, in hoc sensu addi; imò in religionibus juxta communem usum non intelligitur rigorosum præceptum imponi, nisi quando illa verba, vel similia adduntur, vel gravis censura imponitur; juxta statim dicenda. Denique etiam hæc verba: *Strictè præcipimus,* implicitè censentur eamdem significationem habere, quia illa exaggeratio non sine causâ additur, et in rigore indicat superiorem velle obligare quantùm potest. Alter modus explicandi hanc gravitatem est per adjectionem alicujus gravis censuræ, quæ pœna solùm per ecclesiasticas leges ferri potest. Et licet in legibus civilibus etiam gravis pœna indicet gravem legis obligationem, ut supra vidimus, et quoad hoc sit aliqua convenientia inter utrasque leges, nihilominùs in censuris invenitur hoc peculiare, quòd sunt spirituales pœnæ, et sæpè contrahi non solent; vel fortassè non possunt, nisi propter peccatum mortale. Quando ergo pœna, seu censura talis est, et illa imponitur transgressori talis legis, evidens est, violationem illius legis esse peccatum mortale, si clavis non erret, ac subinde talem legem obligare de suo sub mortali, quia transgressio illius facit transgressorem tali censurâ dignum.

4. Statim vero insurgit quæstio, quænam censura sufficiens signum sit talis obligationis. Sed hoc spectat ad materiam de censuris, et de irregularitate, ubi copiosè tractatum est, et ideò hîc breviter expediendum est. Primò enim de excommunicatione, si minor sit, certum est, quocumque modo feratur, non esse de se sufficiens signum obligationis sub mortali, quia talis excommunicatio frequenter incurritur propter venialem culpam. Excommunicatio autem major dupliciter fertur, scilicet ipso jure lata, vel per homines ferenda. De priori ergo est certum, indicare obligationem sub mortali, quia incurritur ipso facto ex vi transgressionis talis legis, et non incurritur, nisi propter peccatum mortale, ut est notum. De posteriori autem controversia est; nam multi putant, etiam tunc esse sufficiens signum obligationis legis ad mortale. Ita Anton. cit. Joan. de Neapol. p. 2, tit. 4, c. 2, § 3, et sequitur Sylvest. verb. *Præceptum,* q. 3; Angel. verb. *Lex*, n. 3; Cajet. 2-2, q. 189, art. 3, circa ad 2. Alii verò censent, quando lex fertur sub excommunicatione tantùm ferendâ, non esse sufficiens signum obligationis sub mortali. Quam sententiam probabilem judicat Anton. supra, et idem sentit Armil. verb. *Lex*, n. 4 et verb. *Præceptum*, n. 6, quia solùm indicat, priorem sententiam esse securiorem, et pro hâc citat Cajet. in Sum. verb. *præceptum,* et solet referri Driedo lib. 2 de Libert. christian. cap. 1, et potest referri Navarr. cap. 23, n. 53. Hi enim Cajetanum in Sum. sequuntur.

5. Veritas ergo est, distinguendum esse de excommunicatione ferendâ. Nam dupliciter imponi potest, primò ut lex sufficientem monitionem contineat, ita ut pro illius transgressione statim sine aliâ hominis admonitione, possit excommunicatio major in transgressores ferri. Et nunc verissimum est, excommunicationem sic ferendam esse signum legis obligantis sub mortali, quia si transgressor potest statim excommunicari, supponitur peccâsse mortaliter in illâ transgressione; ergo supponitur lex obligare sub mortali. Et hoc etiam sentiunt auctores qui absolutè et indistinctè dicunt, excommunicationis pœnam per legem impositam esse signum obligationis sub mortali, ut sunt Medin. dict. cap. 7, de Jejun., Castro dicto cap. 5, de Lege pœnali, lib. 1, et Covar. in Regulâ *Peccatum*, p. 2, dicto § 5, n. 3, et Navar. Supponunt enim hi auctores, excommunicationis vocem absolutè prolatam pro majori sumi, ut constat ex jure, et tunc dicunt

ferri per legem, quando sola legis transgressio sufficit ad illam subeundam, sive per legem ipsam statim inferatur, sive per homines ex vi transgressionis legis; hæc enim diversitas parùm ad præsens refert, quia in utroque modo supponenda necessariò est mortalis culpa, ut talis censura inferatur.

6. Alio verò modo potest excommunicatio imponi per legem, quæ non solùm non inferat illam ipso facto, verùm etiam nec sufficienter admoneat subditum in ordine ad talem censuram, sed potiùs requirat superioris admonitionem, ut si post illam subditus legis transgressor adhuc contumax sit, excommunicetur. Et tunc excommunicatio sic ferenda non est sufficiens signum obligationis legis per se spectatæ sub mortali, quia fieri potest, ut ante monitionem prælati talis transgressio non sit peccatum mortale. Nam licet necessarium sit, ut post monitionem prælati contumacia in tali transgressione sit peccatum mortale, ut transgressor sit excommunicatione dignus, nihilominùs non potest inde colligi, legem per se spectatam obligare sub mortali, quia multùm augetur culpa ex inobedientiâ, et contumaciâ contra prælati monitionem : includit enim majorem contemptum non solùm legis, sed etiam superioris, per quem completur causa talis excommunicationis. Et hæc fuit mens Cajetani loco citato, et ita etiam exposuit Navarr. et sine dubio nihil aliud sensit Driedo. Quando autem lex quæ imponit excommunicationem ferendam, requirat postea hominis monitionem, vel illam per se faciat, licet quidam dicant nunquàm requirere monitionem hominis, nisi hoc exprimat, ego contrariam regulam statuere soleo, ut semper talis lex intelligenda sit, monitione præmissâ, nisi illam apertè excludat. Tum quia hic sensus mitior est, et ideò præferendus in lege pœnali; tum etiam, quia est juri conformior, quia excommunicatio prærequirit monitionem hominis, quando lex illam expressè non facit, tum quia juxta communem usum ita videntur intelligi similes comminationes legum. Et hoc videntur supponere auctores prioris sententiæ, et ideò dixerunt ex vi talis censuræ non satis colligi legem obligare per se sub mortali, utique regulariter loquendo, et nisi lex ipsa declaret, ut excommunicatio feratur, nullâ aliâ admonitione præmissâ.

7. Ex his constat, quid dicendum sit de aliis duabus censuris, suspensione et interdicto. Castro enim et Medin. absolutè negant, has duas censuras esse signum sufficiens transgressionis mortalis, et consequenter nec obligationis legis. Contrarium verò censent Angel. Sylv. Armil. et alii. Ego verò in materiâ de suspensione distinxi suspensionem in majorem et minorem, instar excommunicationis. Si ergo suspensio sit major, id est, totalis, vel partialis à gravi aliquo munere, seu officio, signum est gravis obligationis, et sub mortali, quia tam gravis pœna non imponeretur justè propter levem culpam; si autem suspensio sit minor, potest interdùm incurri propter levem culpam, et ita non potest esse sufficiens signum obligationis sub mortali. Idemque cum proportione dicendum est de interdicto; nam in illo etiam habet locum similis distinctio, ut ex propriâ materiâ suppono. Loquor autem de interdicto prout habet veram rationem pœnæ respectu ejus, qui dedit causam interdicto; sic enim non imponitur sine gravi culpâ ejus qui personaliter et specialiter interdicitur. Etiamsi universale interdictum soleat innocentes comprehendere, quia non est propria pœna respectu illorum, sed illius, qui dedit causam, et per quamdam redundantiam et moralem unionem redundat in alios; inde tamen evidentiùs concluditur, non posse tale interdictum imponi, nisi propter gravem culpam alicujus. Denique circa irregularitatem non habet locum propriè hæc doctrina, quia irregularitas non est censura; nihilominùs tamen, quia est gravissima, et suo modo spiritualis, signum esse censeo gravis obligationis, quando pœnalis est. Neque in illâ habet locum illa distinctio de majori aut minori; omnis enim irregularitas simpliciter talis, gravis est, et grave affert nocumentum, ideòque si sit pœna, gravis est pœna, et consequenter est indicium gravis obligationis legis, gravisque transgressionis ejus, quando propter illam imponitur per eamdem legem. Dixi autem : *Si sit pœna*, quia illa irregularitas, quæ est indecentia tantùm, requirit causam, non verò culpam, et ideò illa in præsenti non consideratur.

CAPUT XIX.

Quas personas obligent ecclesiasticæ leges.

1. Hanc materiam latè tractavimus de lege civili in præcedenti lib. à cap. 25, et omnia ibi dicta generalia ferè sunt legi humanæ, et ita in ecclesiasticam etiam conveniunt. Qualia sunt obligare omnes, et solos subditos, ad quos loquuntur, et hanc obligationem, extendi ad eos, qui in territorio versantur, etiamsi permanenter et quasi in habitu subditi non sint; è converso autem non extendi ad existentes

extra territorium, etiamsi aliàs in habitu subditi sint, quas quæstiones in speciali de legibus ecclesiasticis tractavi etiam in 1 tom. de Relig. tractando de diebus festis, et in 5 tomo de Censur. disputatione 5, sect. 4 et 5. Quæstio etiam illa, an princeps obligetur legibus, communis est prælatis ac legislatoribus ecclesiasticis, etiam summo pontifici. Solùm ergo supersunt adnotanda pauca circa personas inferiores, quæ legibus obligari solent, quæ propria sunt ecclesiasticarum legum.

2. Primò ergo dicimus, proprium esse legum ecclesiasticarum, ut tantùm homines baptizatos obligent; non verò infideles non baptizatos, etiamsi inter Christianos habitent, et principibus christianis subditi sint. Ratio est, quia infideles non sunt Ecclesiæ membra, neque sunt de communitate ecclesiasticâ, et ideò licet possint obligari legibus civilibus, vel suorum principum infidelium in suis regnis, vel principum christianorum, quatenùs possunt esse membra civitatis politicæ, et temporaliter subjecti principibus christianis, legibus tamen Ecclesiæ non obligantur, quia nec sunt membra Ecclesiæ, ut Ecclesia est, nec habent fundamentum subjectionis ad ecclesiasticam jurisdictionem. Dices : Ergo neque hæretici obligantur his legibus, quia illi etiam non sunt membra Ecclesiæ, neque habent fundamentum fidei, sine quo præcepta ecclesiastica, quæ ad salutem animæ et cultum Dei ordinantur, nec fructuosè, nec verè observari possunt. Respondeo negando consequentiam : supponimus enim sermonem esse de hæreticis baptizatis, qui generaliùs apostatæ dici possunt; sive ad judaismum, sive ad paganismum, sive ad propriam hæresim translati sint. De his ergo omnibus negatur consequentia, quia sunt verè subjecti ecclesiasticæ jurisdictioni; nam retinent characterem baptismalem, quod est fundamentum hujus subjectionis. Et licet secundùm præsentem statum non sint absolutè membra, tamen aliquando fuerunt membra, et contra jus Ecclesiæ acquisitum, deliquerunt, se ab illâ separando, semperque ad illam redire cogi possunt, quia signum ecclesiasticæ jurisdictionis semper in se retinent, et ratione illius veluti inchoationem quamdam habent membrorum Ecclesiæ. Unde fit, ut ejus præceptis obligentur, et contra illa peccent illa non servando. Neque refert, quòd non habeant fidem, sine quâ illa præcepta servari non possunt, quia fidem habere possunt, et per illos stat quominùs non habeant, et ideò ex eo capite non excusantur. Sicut peccator carens gratiâ non excusatur ab obligatione præcepti communicandi, quia potest se ad gratiam præparare. Præter quàm quòd multa præcepta ecclesiastica possunt quoad substantiam servari ab hæretico in eo statu permanente; potest enim jejunare, solvere decimas, et similia.

3. Secundò dicendum est, leges pontificias de se obligare Christianos omnes adultos, ubique terrarum degentes, et cujuscumque statûs seu conditionis existant. In hoc etiam est magna differentia inter leges ecclesiasticas et civiles : nam civiles nullæ sunt, quæ Universum obligent, ut superiori libro probatum est, nec etiam obligant omnes status hominum, quia clericos obligare non possunt, nisi quatenùs per canones permittuntur, et saltem summum pontificem nullo modo obligare possunt; leges autem canonicæ ex suo genere utriusque effectûs sunt capaces. Probatur ergo prior pars, quia potestas pontificis universalissima est supra totam Ecclesiam; sed Ecclesia per universum orbem de se diffunditur; ergo et potestas pontificis; ergo et leges ab eâ procedentes. Unde constat, hoc esse proprium legum pontificum, quia universalis potestas propria est illius. Sub his tamen comprehendimus canones conciliorum generalium, quia illi etiam à pontificibus approbantur, et eâ potissimùm ratione vim habent obligandi, et eâdem ratione comprehendi possunt canones conciliorum provincialium, si à pontificibus ita sunt approbati, ut in corpore Decretalium sint inserti, vel aliquo modo pro universâ Ecclesiâ acceptati, eique sufficienter propositi. Et ideò dixi, has leges pontificias de se obligare ubique, quia possunt etiam pontifices leges ferre pro certis provinciis vel regnis, et tunc ex intentione illorum limitabitur obligatio juxta tenorem legis.

4. Et eodem modo probatur facilè pars secunda, quia leges ecclesiasticæ obligare possunt clericos, et laicos, et non solùm inferiores homines, sed etiam principes, nec solùm seculares, sed etiam religiosos; ergo maximè habent hanc universalitatem leges pontificiæ cum eâdem limitatione, scilicet, *de se*, et nisi ab ipso pontifice limitentur. Quia potestas universalis est, nullusque hominum baptizatorum invenitur ab illâ exemptus. Hoc autem semper intelligitur juxta materiæ exigentiam. Quia non singulæ leges ecclesiasticæ, seu pontificiæ obligant omnes fideles; imò paucæ tales sunt, illæ videlicet, quæ respiciunt generalem statum Christianorum et viatorum, quos dirigunt

ad vitam æternam. Aliæ verò sunt accommodatæ diversis statibus Christianorum, et ita leges pontificiæ, ut sic, ad omnes spectant; non tamen singulæ ad omnes, sed partitione accommodâ. Intelligendum etiam illud est de statibus ecclesiasticis, seu aliquo modo spiritualibus ex materiâ et fine. Nam si christiani homines sumantur politicè et ut cives sunt, sic non subduntur ecclesiasticis legibus per se loquendo, ut supra tractatum est. Unde licet verè dicamus homines cujuscumque statûs obligari ecclesiasticis legibus, nihilominùs verè etiam dicimus, leges ecclesiasticas non posse de omnibus omninò statibus hominum disponere, ut patet in his quæ ad statum merè temporalem et civilem pertinent.

5. Tertiò dicendum est, leges episcoporum, seu synodales, licet ubique non obligent, tamen intra territorium obligare possunt de se homines cujuscumque statûs. Prima pars clara est, quia extra territorium jus dicenti non paretur impunè, l. ultimâ, Digest. de Juris. omnium jud. et c. *Ut animarum*, de Constit. in 6. Secunda item pars est certa, quia episcopus est generalis pastor in suâ diœcesi, et omnes homines cujuscumque statûs illi subditi sunt; omnes ergo potest suis legibus obligare in materiâ unicuique proportionatâ, et suæ potestati subjectâ, ut dictum est. Item in his omnibus, quæ non sunt propria pontificis summi, possunt episcopi in suis diœcesibus quidquid potest pontifex in universâ Ecclesiâ; ergo sicut leges pontificiæ de se obligant in totâ Ecclesiâ homines cujuscumque statûs, ita leges synodales obligant omnes intra proprium territorium. Ubi statim occurrebat quæstio, an hoc intelligendum sit de omnibus aliàs subditis, seu habentibus ibi domicilium, vel etiam de exteris brevi tempore commorantibus. Sed hæc quæstio satis tractata est in locis in principio capitis citatis.

6. Sub legibus autem episcoporum comprehendimus leges etiam conciliorum provincialium servatâ proportione ad territorium, seu ad totam provinciam, ad quam concilium pertinet; est enim eadem ratio, ut constat. Imò cum proportione applicari potest conclusio ad omnes prælatos et communitates ecclesiasticas habentes potestatem legislativam respectivè, et cum proportione. Nam uniuscujusque superioris leges obligant de se intra suam sphæram omnes intra illam contentos, quia omnes illi subditi sunt. Sed in hoc est observanda differentia inter pontificem, et inferiores, quòd à jurisdictione pontificis nemo potest esse exemptus; à potestate autem cujuscumque inferioris possunt plures eximi per ipsum pontificem, et ratione exemptionis poterunt non obligari legibus episcoporum. Et ita subintelligi debet in assertione, leges synodales obligare omnes, nisi per superiorem impediantur. Sicut enim regula illa, quòd episcopus potest in suo episcopatu quidquid potest pontifex in universâ Ecclesiâ, habet subintellectam conditionem, *Nisi prohibeatur*, ita in præsenti similis conditio subintelligenda est.

CAPUT XX.

An leges synodales personas religiosas exemptas obligent.

1. Aliqui absolutè negant; citatur Paludan. in 4, dist. 15, q. 4, artic. 3. Sed ille loquitur de consuetudine; videtur tamen eadem ratio, quia tanta est vis consuetudinis, quanta legis, ut infra dicetur, et ita idem sequitur Antonin. p. 2, tit 6, cap. 2, § primo. Citatur etiam Ledesma 2 p. quarti, quæst. 17, art. 3, § *Tertiò dico*. Hi autem auctores non videntur fundari in exemptione religiosorum, sed in diversitate statûs, et quia religiosi habent sua propria onera, ut jejunia, etc., et non debent gravari communibus legibus synodalibus: sicut è converso leges seu statuta religiosorum non obligant seculares. Alii sentiunt, religiosos teneri ad leges episcoporum servandas, quia non sunt exempti à lege jurisdictionis episcoporum. Ita sentiunt Glossæ et doctores statim citandi, qui supponunt distinctionem quamdam de duplici lege episcoporum; una dicitur lex jurisdictionis, alia diœcesana strictè sumpta. Solet enim interdùm lex diœcesana largè sumi pro toto jure episcopali, ut in cap. *Audistis*, de Præscriptionibus, et tunc comprehendit legem jurisdictionis. Alio verò modo sumitur strictè, et sic distinguitur à lege jurisdictionis, ut in cap. *Dilectus*, de Offic. ordin. et 10, q. 1, in Summâ, et cap. 1, ubi dicitur, religiosos esse exemptos à lege diœcesanâ, et supponitur non esse exemptos à lege jurisdictionis. Cùm ergo præcipere pertineat ad legem jurisdictionis, concluditur, religiosos non esse exemptos à præceptis episcoporum.

2. Ut autem hæc sententia intelligatur, oportet de illâ distinctione pauca præmittere; quid enim per illas voces significetur, non invenitur in jure satis declaratum. Glossæ igitur supra citata jura, ita illa explicant, ut lex jurisdictionis sit illa quæ consistit in agendo, guber-

nando, seu ministrando; lex autem diœcesana ea quæ consistit in recipiendo, id est, quæ statuit de his quæ sunt conferenda episcopo, et ab ipso sunt recipienda. Quod his exemplis declarant; nam ad legem jurisdictionis pertinent omnia quæ circa judicia aguntur, ut sunt citatio, causæ examinatio, decisio, punitio, vel absolutio, ut ex illo textu colligitur. Unde omnia etiam, quæ pertinent ad gubernationem diœcesis, ad hanc legem spectabunt, et consequenter etiam statuta condere et leges, ad eamdem legem pertinet. Addit etiam illa Glossa, Sacramentorum collationem, consecrationem Ecclesiarum, et confectionem Chrismatis, ac similia, etiam pertinere ad legem jurisdictionis. Quod Panormitano videtur difficile, quia si hæc essent jurisdictionis, possent delegari non habenti ordinem episcopalem. Sed hæc non dicuntur esse jurisdictionis, quia non requirunt potestatem ordinis episcopalis, sed quia requirunt jurisdictionem, ut debitè ministrentur. Et sic episcopus ratione suæ jurisdictionis potest illa omnia auctoritate suâ in suâ diœcesi, et suis subditis ministrare, et non aliis, et è converso subditi tenentur hæc recipere à suo episcopo, et non ab alio sine licentiâ illius, quæ subjectio debetur episcopo propter legem jurisdictionis, et ideò etiam in hoc religiosi subjiciuntur episcopis, cap. *Interdicimus*, 16, q. 1.

3. Ad legem autem diœcesanam, ait illa Gloss. pertinere cathedraticum, quartam decimationem, et mortuariorum, synodum, visitationem annuam, de quibus in c. *Conquerente*, de Officio ordin. Et videtur fundari in hoc, quòd ab hujusmodi juribus et oneribus eximuntur monasteria in jure, cap. *Inter alia*, 10, q. 3, cum aliis, quæ ibi à Glossâ citantur. Objici verò potest, quia licet quædam ex his consistant in recipiendo, non tamen omnia, et præterea nullo jure probatur, legem diœcesanam consistere semper in recipiendo. Primum patet, quia synodi congregatio non consistit in recipiendo, nam vocare ad synodum, agere est, et propriissimus actus jurisdictionis, et similiter illi præsidere; visitatio etiam annua jurisdictionis est, et in agendo consistit. Altera pars non aliter probatur, nisi quia Glos. nullum textum ad id probandum adducit. Nihilominùs explicatio Glossæ potest probabili suaderi conjecturâ, quoad episcopi jus spectant; unum est regere et pascere, et omnia quæ ad hoc munus spectant dicuntur esse de lege jurisdictionis. Aliud est pasci, seu debitum stipendium accipere, et ita omnia servitia et subsidia temporalia, quæ debentur episcopis ratione sui muneris, dicuntur pertinere ad legem diœcesanam, sic strictè sumptam.

4. Admissâ verò hâc declaratione in illo sensu, exempla debent cum debitâ proportione assignari, ideòque congregatio synodi, et visitatio annua ad legem jurisdictionis pertinebunt, ut probat ratio facta, licet jus recipiendi synodaticum (ut appellant) et procurationem, pertineat ad legem diœcesanam. Neque in jure est aliquid, quod repugnet, quia in jure non invenitur declaratum, qui actus ad hanc vel illam legem pertineant. Tunc autem difficile erit defendere duas illas generales regulas, quòd religiosi sunt exempti à lege diœcesanâ, non verò à lege jurisdictionis, ut ex his, quæ Panormit. latè prosequitur, facilè intelligi potest. Posset autem responderi, utramque verificari cum exceptione, nisi in casibus à jure expressis, ita ut sensus sit, religiosos esse exemptos à lege diœcesanâ, id est, à solvendo subsidio, vel quasi tributo episcopis, nisi in casibus à jure expressis, non tamen esse exemptos ab obedientiâ et lege jurisdictionis, nisi in aliquo casu speciali in jure expresso.

5. Aliter verò Panormitan. declarat illas voces, supponitque religiosos jure communi esse exemptos ab episcopis in quibusdam rebus, et non in aliis. Dicit igitur illa omnia, quæ in jure inveniuntur expressa, in quibus religiosi sunt exempti ab episcopali jure, appellari de lege diœcesanâ; reliqua verò omnia esse de lege jurisdictionis. Neque aliam adducit probationem vel rationem nominum, sed dicit fuisse potiùs magistralem applicationem, quàm juris impositionem, vel usum. Unde (quod ad rem spectat) sentit, religiosos non esse exemptos, nisi in his, quæ sunt in jure expressa, quæ sunt decem, vel undecim, quæ ibi sigillatim enumerat, et plura in tribuendo, aliqua verò in agendo consistunt. In eis tamen non continentur leges episcopales, nec subjectio illis debita, et ita etiam hoc modo concluditur, leges episcoporum obligare religiosos, quia in hoc non inveniuntur jure exempti, et ita pertinet ad legem jurisdictionis.

6. Ili tamen doctores canonistæ loquuntur de religiosis stando in jure communi, ut ex doctrinâ eorum constat, et quia sæpè excipiunt specialem exemptionem. Et hoc sensu eorum sententia videtur manifesta, saltem stando in jure antiquo, quia nullo jure inve-

niuntur exempti quoad synodales leges; ergo nisi aliàs specialiter sint exempti, tenentur illis parere. Patet consequentia, quia sunt subjecti ex vi ordinariæ jurisdictionis episcopalis. Item hâc ratione jura antiqua præcipiunt, ut monachi episcopis pareant, et ab eis corripiantur, cap. *Monasteria*, et cap. *Cognovimus*, 18, q. 2, et D. Thom. in 2, et dist. 44, in ult. dub. litter. ad 2, ait monachum teneri ad obediendum abbati plus quàm episcopo in illis quæ ad statum regulæ pertinent; in his autem quæ ad disciplinam ecclesiasticam pertinent, magis teneri episcopo, quia in his episcopus est superior abbatis. Ergo, si leges episcopales et synadoles non sint contra statum regulæ religiosæ, licet sint diversæ, et aliquid ei addant, tenentur religiosi eis obedire ex vi religiosi statûs, si aliàs exempti non sunt.

7. Nec contra hoc obstat motivum prioris sententiæ. Dico enim, religiosos, non obstante statu, priùs obligari ad servanda mandata Dei et Ecclesiæ, quàm sua statuta. Unde, licet per talia statuta specialia onera suscipiant, propter illa non excusantur à generalibus legibus, sed illa voluntariè suscipiunt ultra communia onera Christianorum. Inter hæc autem generalia onera Christianorum computantur ea quæ per leges episcopales aut synodales omnibus imponuntur, et in quocumque statu servari possunt, ut sunt jejunia, festivitates, etc. Et ideò ab his excusari non possunt propter specialia onera sui statûs. Neque comparatio ibi facta valet, quia statuta religiosorum non sunt generalia pro totâ diœcesi, sed sunt specialia talis communitatis, et professionis; ideò non possunt obligare seculares, sive clericos, sive laicos; leges autem episcopi generales sunt pro toto territorio, in quo morantur religiosi, et ideò illis obligantur, si exempti non sint.

8. De exemptis verò est speciale dubium, an obligentur ad obediendum legibus episcoporum. Videtur autem dicendum in rigore et ex vi legis non obligari. Primò, quia sunt simpliciter exempti à jurisdictione, tam episcoporum, quàm synodorum episcopalium; ergo maximè sunt exempti à primo actu jurisdictionis qui est legem ferre. Secundò, quia sunt extra territorium, argumento cap. 1 de Privileg. in 6, et juxta id, quod supra diximus, existentem in loco exempto esse extra territorium quoad effectum jurisdictionis. Tertiò, quia hi religiosi exempti non tenentur parere episcopis, nisi in casibus à jure expressis, ut colligitur ex dicto c. 1 de Privilegiis in 6, ibi: *Salvis casibus aliis, in quibus episcoporum jurisdictioni subesse canonica præcipiunt instituta*: nullum autem est decretum canonicum, quod præcipiat exemptos parere legibus episcoporum; quinimò in cap. *Nimis*, de Excessib. prælator. inter alia, quæ prohibentur episcopis, ponitur, quòd *suis constitutionibus subjicere cogunt religiosos*. Et licet ibi nominentur specialiter Prædicatores et Minores, tamen id est gratiâ exempli; sermo tamen generalis est de omnibus similibus, ut patet ex illis verbis: *Cùm quidam viri religiosi, ut puta fratres Prædicatores et Minores*, etc. Accedit quòd Tridentin. concilium sess. 25, c. 12, de Regul. specialiter præcipit, ut religiosi exempti obediant episcopis in censurarum et festorum observatione ab eis præceptis. In quo videtur supponere, antea non fuisse ad hoc obligatos, sed per illam legem eorum exemptioni derogatum iri. Et præterea inde sumitur argumentum ab speciali, quòd in aliis legibus episcopalibus, ut jejuniorum, verbi gratiâ, religiosi exempti obedire non tenentur. Denique hæc exemptio pleno jure concessa est, ut ex privilegiis talium religiosorum constat, et notat Felin. in cap. *Dilectus*, de Offic. ordin. in fine ex Panorm. et Cardinal. quos allegat; ergo tales religiosi prorsùs sunt exempti à jurisdictione episcoporum, ut in simili dicitur in cap. *Ex ore*, de Privilegiis; ergo et à legibus eorum in his omnibus quæ per sacros canones non sunt excepta.

9. Sed licet hoc verum sit ex vi præcepti et jurisdictionis, nihilominùs aliqui sentiunt, religiosos teneri ex vi juris naturalis ad servandas has leges synodales, seu episcopales, quando non derogant statui religioso, et spectant ad communem observantiam et devotionem totius populi, aut cleri. Ratio est, quia licet religiosi sint exempti, nihilominùs sunt pars istius communitatis, et ideò propter uniformitatem tenentur conformari in his legibus et moribus, quia turpis est pars quæ à toto discordat; ergo ex hoc principio lex naturalis obligat religiosos ad hanc uniformitatem, et consequenter ad observationem talium legum, saltem quoad vim directivam, seu in foro conscientiæ, quamvis non quoad vim coactivam, quia propter exemptionem cogi non poterunt per episcopos ad eas servandas, nec incurrunt censuras etiamsi per eas latæ sint.

10. Existimo tamen, solùm teneri religiosos

exemptos ad vitandum scandalum circa usum vel observantiam talium legum; illo autem secluso non peccare, illas non servando, nisi ubi usu et consuetudine illas acceptaverint, et suo juri cesserint. Et hoc apertè sentiunt Palud. et Anton. ubi supra. Ratio verò est, quia consideratio illa uniformitatis non sufficit ad hujusmodi obligationem. Et inprimis quòd non sufficiat ad obligationem sub mortali, ostendimus supra, et dicemus infra in terminis fortioribus, tractando de dispensatione harum legum. Quòd verò hìc nulla sit talis obligatio, patet ex diversitate statûs religiosi à reliquis secularibus; nam ex suâ naturâ, ut sic dicam, includit quamdam difformitatem; ergo non est cur requirat talem uniformitatem. Declaratur exemplo philosophico; nam in corpore heterogeneo non est necessaria uniformitas membrorum; hoc autem corpus civitatis constat ex laicis, clericis et religiosis tanquàm ex membris heterogeneis; ergo non postulat uniformitatem inter eos in his quæ propria sunt, sed tantùm in his quæ habent communia, ut sunt Christiani vel membra Ecclesiæ : hæ autem leges synodales per se dantur pro secularibus, vel pro his qui subduntur episcopis; non ergo oportet religiosos eis conformari. Declarari etiam potest exemplo morali de Novitiis religionum, qui licet communem vitam agant cum cæteris religiosis, nihilominùs non tenentur in vi præcepti ad servanda statuta religionum, etiamsi talia sint, quæ alios religiosos obligent in conscientiâ, quia per se non tenentur, quia religiosi non sunt, et ita deest in illis fundamentum illius obligationis, quod est vinculum professionis, et voti obedientiæ, nec tenentur ratione uniformitatis, quia ad hanc non tenentur ex vi statûs; sunt enim ibi ut probentur, non ut aliis in omnibus conformentur, sed secundùm modum suum. Multò ergo minùs tenentur religiosi conformari laicis etiam in operibus bonis et observantiis specialibus eorum. Tandem accedit, quòd ideò hi religiosi eximuntur, quia habent propria onera, et ne cogantur alia sustinere, nisi quæ pontifices, vel eorum prælati eis imposuerint; ergo hæc ipsa exemptio declarat, non esse necessariam illam uniformitatem. Nihilominùs ex decentiâ quâdam rectè facient religiosi, has leges servando, ubi sine magno onere potuerint. Et ubi fuerit consuetudo illas servandi tanquàm necessarias, obligabuntur ex vi consuetudinis, non verò ex aliis capitibus. Et hæc dixisse sufficiat de lege canonicâ; nam cætera, quæ desiderari possunt, communia sunt legi humanæ, quatenùs talis est, ideòque ex libro præcedenti petenda sunt, et ob eamdem causam de variâ illius mutatione in lib. 8 dicemus.

Liber quintus.

DE VARIETATE LEGUM HUMANARUM, ET PRÆSERTIM DE ODIOSIS.

Diximus hactenùs de lege humanâ in genere, tam civili, quàm canonicâ; quia verò in utroque ordine aliquæ sunt, quæ secundùm suas peculiares rationes, vel proprietates, speciali etiam declaratione indigent, quia proprias habent difficultates, idcircò operæ pretium duxi in hoc libro et duobus sequentibus de illis in particulari dicere. Doctrina tamen illorum communis erit civilibus et canonicis legibus, quia in his rationibus ferè uniformiter conveniunt; quòd si aliquid peculiare interdùm occurrit in aliquo ordine utriusque legis, facilè poterit per occasionem adnotari. Quoniam verò tam leges civiles, quàm canonicæ in plura membra solent dividi, quæ majori ex parte solo nomine, vel ad summum accidentali, et materiali differentiâ, quæ ad doctrinam moralem nihil confert, distinguuntur, idcircò in hoc initio partitiones illas et varias appellationes legum utriusque ordinis præ oculis ponere institui, et ex eis illas eligere, de quibus in hoc, et duobus sequentibus libris dicendum est.

CAPUT I.

De humanarum legum varietate.

1. Tradunt varias legum humanarum distinctiones, seu potiùs denominationes utriusque juris auctores et expositores, ut in jure canonico Gratian. d. 1, 2 et 3, per totas, ex Isidoro libro 5 Etymol. capit. 1 et sequent., et ibi expositores, et in Rubr. de Constitut. In jure autem civili Papinian. in l. *Jus civile*, ff. de Justit. et Jur. et Pompon. in l. 2 ff. de Orig. jur., et Julian. in l. *Neque leges,* ff. de Legibus, et Ulpian. in l. *Diuturno,* eod. et Justinian. imperator Instit. de Justit. et Jur. et de Jur. natur. gent. et civili, per plures textus et interpretes eisdem locis. Et ex theologis tractat latè Anton. p. 1, tit. 17, 18 et 19; breviùs D. Thom. 1-2, quæst. 95, art. 4, cujus methodum sequendo clariùs et expeditiùs nonnullis partitionibus omnia comprehendemus et elucidabimus.

2. Primò ergo D. Thomas dividit legem humanam in jus gentium et civile, seu humanum strictiùs sumptum. Nos autem in superioribus de jure gentium diximus, et ita illam divisionem omittimus, supponimusque sermonem esse de lege positivâ humanâ propriè sumptâ, ut esse solet distincta, et in diversis gentibus, provinciis, seu civitatibus, aut congregationibus unicuique propria. Hæc igitur lex primò dividi potest in scriptam et non scriptam. Prior intelligi solet nomine legis, quia licet utraque sit vera lex, nihilominùs nomen legis humanæ simpliciter prolatum pro lege scriptâ accipi solet. Unde Isidor. ait : *Lex est constitutio scripta :* altera verò consuetudo appellatur, quæ quoad substantiam et obligationem, veram legis rationem habet; quia verò habet peculiarem modum generationis, ut sic dicam, seu introductionis et efficaciæ, idcircò de illâ in particulari dicemus in libro 7, nunc verò de lege scriptâ tractamus. Quæ interdùm denominari solet à materiâ vel modo quo scripta est; sic enim solemnes fuerunt apud Romanos leges duodecim tabularum, quæ à decem, quæ fuerant apud Græcos, duxerunt originem, quibus Romani duas addiderunt, ut habetur in l. 1, ff. de Orig. jur. Decalogus etiam in duabus tabulis scriptus fuit; licet inde nomen non acceperit. Est ergo illa denominatio accidentaria, et ad rationem legis parùm confert.

3. Secundò dividi possunt leges humanæ, per habitudinem ad principia, à quibus procedunt; sic enim distinguuntur leges canonicæ à civilibus, et in utrisque invenitur eadem distinctio, vel subdivisio, quæ aliquando materialiter tantùm, ut sic dicam, datur, aliquando verò potest formaliter dari. Materialiter voco quando in auctoribus legum solùm consideratur diversitas personarum; formaliter autem voco respectu munerum, quando spectatur distinctio regiminum, ac potestatum, quamvis totum hoc tandem materiale ferè sit respectu obligationis ipsarum legum. Priori modo distingui solent in legibus civilibus, leges Trismegisti, Lycurgi, Solonis, Rhadamanthi, Minois, Cereris, et aliorum apud Isidorum supra, et Platon. in Dialog. *Minos,* et Plin. lib. 7 Histor. cap. 55, et Aristot. sæpè in libris Ethic. Imò interdùm denominantur hæ leges non solùm ab auctoribus, sed etiam à collectoribus, ut sumitur de jure Papyriano, et Flavian. ex. l. 2, ff. de Orig. jur. Sic etiam denominatur lex Hortensia, Papia, aut Juliana, et sic sunt varii tituli, ff. ad l. Falcidiam et similes. Posteriori autem modo distinguuntur leges secundùm varias rationes gubernandi civitates, vel simplices, vel mixtas, et sic in legibus Romanorum distinguuntur leges latæ à populo, et vocantur plebiscita, et latæ à senatu, et dicuntur senatusconsulta, et quia in senatu aliquis consul præsidebat, nomen ejus interdùm notatur in ipso legis nomine, ut cùm dicitur : Ad senatusconsultum Velleianum, aut Macedonianum, etc. Atque hùc referri etiam potest jus prætorium, quod à prætore ferebatur, et honorarium etiam dicitur in l. 7 et 8, ff. de Legibus. Item jus dictum Tribunitium, quia à tribunis erat latum, et sic de aliis, juxta potestatem unicuique magistratui concessam. Præterea hùc spectant responsa prudentûm, id est jurisconsultorum, quæ vim habebant legum, quando eis auctoritas principis, aut reipublicæ accedebat; vel antecedenter illam eis committendo, vel consequenter illam communiter acceptando, et hoc jus interdùm per antonomasiam vocatur jus civile. Leges autem, quæ ferebantur ab imperatoribus, et dicuntur constitutiones principum, dici possunt jus imperatorium. Nunc autem utrasque leges complectitur jus commune civile, quoad absolutè dictum solet accipi pro jure Romanorum, ut dicitur in § *Sed jus,* Instit. de Jur. natur.; illi verò respondet in singulis regnis jus regium.

4. Hæc tamen varietas vocum licet conferat ad intelligendum jus civile, ad formalem distinctionem legum parùm est necessaria, licet cum proportione ad varias communitates, prout diversimodè gubernantur, applicari possit. Et similiter cum proportione potest applicari ad leges canonicas; nam leges pontificiæ sunt

constitutiones principum, et interdùm nominantur à suis auctoribus, ut Clementinæ, etc.; leges autem episcopales censeri possunt quasi jus prætorium, vel honorarium; leges autem conciliorum quasi senatusconsulta; in legibus autem canonicis non habent locum plebiscita, quia potestas ferendi leges canonicas nec in populo est, neque ab illo manavit.

5. Tertiò dividi possunt leges ex parte eorum ad quos feruntur, et hoc dupliciter, scilicet, vel secundùm communitates omninò distinctas, vel secundùm partes ejusdem communitatis, quatenùs intra illam diversa habent munia, et suo modo distinctas communitates, magis particulares componunt. Priori modo distinguuntur leges Ægyptiorum, Lacedæmonum, Atheniensium, seu Græcorum, Longobardorum, et Romanorum, ut notatur in § *Sed jus*, Institut. de Jur. natur. gent. et civil. Et nunc etiam distinguimus leges Hispanorum à legibus Gallorum, etc. Posteriori autem modo intra idem regnum vel rempublicam distinguuntur leges per civitates, et intra eamdem civitatem, per communitates particulares, et sic distinguuntur jus municipale et commune; et municipalia dividuntur juxta modum et nomina civitatum aut communitatum. Hoc etiam modo dividuntur jura aut leges pro diversitate munerum seu personarum communi bono reipublicæ deservientium, et sic intra eamdem rempublicam distinguitur jus militare, quod pro militibus specialiter institutum est, jus patronorum, libertorum aut servorum. Item jus magistratuum, quod publicum etiam dicebatur. Dicebatur etiam apud Romanos jus publicum, quod erat de rebus sacris et sacerdotibus, cap. *Jus publicum,* dist. 1. Unde sacerdotale etiam dici poterat. Nunc autem hoc jus in Ecclesiâ separatum est à civili ac temporali, et canonicum denominatum est, ut supra vidimus.

6. In quo canonico jure potest aliquid proprium considerari, quia leges canonicæ in suâ generalitate universaliores sunt, quàm leges civiles ex parte eorum pro quibus ferri possunt, quia dari possunt universo orbi, quia per illud totum Ecclesia diffusa est. Atque ita communitas adæquata, ut sic dicam, legibus canonicis non multiplicatur, sed una tantùm est; ideòque leges canonicæ ex hâc parte universales sunt. et non recipiunt varias denominationes ex parte eorum pro quibus feruntur, sed simpliciter dici possunt canones ecclesiastici vel præcepta Ecclesiæ. At verò intra ipsam Ecclesiam, ex parte personarum vel communitatum particularium distingui possunt variæ leges, seu jura, et sic potest specialiter dici jus sacerdotale, vel clericale, quod non solùm canonicum est, sed specialiter pro statu sacerdotali vel clericali fertur; sic etiam dici potest jus monachale proprium religiosis. Item hoc modo distinguuntur jura synodalia secundùm varios episcopatus, diœceses, vel provincias, à quibus etiam sæpè denominantur, et appellari etiam possunt jura municipalia canonica.

7. Hinc etiam distinguere aliqui solent inter legem et statutum, quia lex dicitur propriè de lege pertinente ad totam communitatem alicui regi, vel supremo principi subjectam, statutum verò dicitur propriè de lege municipali. Sic enim leges universitatum, collegiorum, religionum, etc., statuta dici solent. Sed hoc solùm ad significationem vocabulorum spectat, et ideò communis usus observandus est. Nam sine dubio statuta municipalia sunt veræ leges; illis enim cum proportione conveniunt quæ hactenùs de lege in communi, vel de lege humanâ dicta sunt, et ita sæpè appellantur, et è converso leges communes et universales vocari possunt statuta, et frequenter ita vocantur, quia vis vocis non minùs in illas convenit, ut per se constat; solùm ergo per quamdam accommodationem solent illa vocabula ita distingui, præsertim in doctrinâ tradendâ, ut habeamus vocabula quibus breviter et distinctè loqui possimus. Ad eumdem modum censendum est de nomine constitutionis; aliqui enim putant legem simpliciter dic ide lege civili, non de canonicâ, constitutionem verò è contrario; sed hoc etiam non habet fundamentum in re; nam leges etiam civiles constitutiones principum appellantur, digestis de Constitut. principum; Isidorus in capite *Constitutio*, distinct. 2, ait, constitutionem esse edictum, quod rex vel imperator constituit, et è converso constitutiones canonicæ verè leges sunt, et ita etiam passim nominantur. Tamen per accommodationem ille modus loquendi videtur esse satis usitatus, et conformis Rubricæ de Constitutionibus in decretalibus, ubi videri possunt interpretes.

8. Alia verò sunt nomina magis propria legum ecclesiasticarum; vocantur enim canones, decreta Patrum, Decretalia (utique, jura, seu decretales epistolæ, ut constat ex titulo Decretalium, et ex capite primo et quinto, et de Constitut. et ex cap. primo et secundo, distinctione tertiâ, ubi Glossa in sum. rationem nominum declarat, et alia adjungit. Nos solùm advertimus illa tria nomina potissimùm

dici solere de legibus summorum pontificum vel conciliorum. Nam leges episcopales non solent canones, vel decreta appellari, de quo videri potest Felinus in capite primo de Constitution. Denique his nominibus addita sunt alia plura, quibus leges ecclesiasticæ significantur; dicuntur enim extravagantes, motus proprii, bullæ, etc. Hæ autem voces et similes solis quibusdam legibus pontificialibus attribui solent, et varias habent origines et etymologias, quæ nunc nobis necessariæ non sunt. Nam vis legum quæ per has voces significantur, eadem esse videtur, et quod occurrerit proprium, in sequentibus adnotabitur.

9. Quartò solent distingui leges ex rebus, seu materiâ, quam præcipiunt, estque hæc denominatio valdè usitata in jure civili, et interdùm fit interposito nomine auctoris, ut ad legem Juliam de Adulteriis, ad legem Corneliam de Sicariis, ad legem Juliam de Ambitu majestatis, etc. Sæpè verò fit simpliciter denominatio ex materiâ, ut lex frumentaria, agraria et commissoria, etc. Et ferè omnes tituli utriusque juris hoc modo distinguuntur. Sed hæc etiam divisio materialis est in ordine ad formalem rationem legis quam nos consideramus, et ideò licet in ordine ad usum, et ad practicam notitiam legum necessarium sit scire, quid per unamquamque legem præcipiatur, nobis tamen ad generalem doctrinam necessarium non est. Et ideò de his omnibus partitionibus, seu denominationibus legum nihil ampliùs dicere oportebit. Solùm enim illas proposuimus, ut illarum vocum significatio non ignoretur; id enim ad nostrum usum necessarium erat, ad eumdem verò sufficiunt, quæ dicta sunt.

CAPUT II.

De lege odiosâ et favorabili, earumque varietate.

1. Divisionibus legis traditis in superiori capite, addere possumus quintam ex effectibus sumptam, quæ instituto nostro maximè deserviet. Quintò ergo lex humana generatim sumpta dividitur in odiosam, seu onerosam, et favorabilem, seu beneficium conferentem, quæ divisio ex multis juribus colligitur. Nam interdùm dicunt jura odia esse restringenda, et favores ampliandos, cap. *Odia,* de Reg. jur. in 6, cum vulgaribus concordantibus; quæ regula præsertim intelligitur de favoribus, vel odiis in jure contentis, ac subinde de legibus favorabilibus et odiosis. Et ita divisionem hanc legum communiter doctores supponunt, ut constabit ex his quos in discursu capitis referemus. Tria verò ad intelligentiam hujus partitionis desiderari possunt. Primum est, unde sit sumenda distinctio inter illa membra. Secundum est, an sit sufficiens, ita ut illa duo membra adæquatè dividant legem humanam; tertium est quòd genera legum humanarum sub singulis illorum membrorum contineantur, ut de illis sigillatim in sequentibus dicamus.

2. Circa primum ratio dubitandi esse potest, quia nulla est lex quæ simpliciter favorabilis non sit; ergo non potest subsistere divisio. Antecedens patet, quia lex ut sit justa, et vera lex, debet esse communi bono utilis, et moraliter necessaria; sed utilitas boni communis maximus favor est, quia bonum commune præferendum est cæteris; ergo omnis lex simpliciter inducit favorem, et hoc est esse favorabilem, nulla ergo esse potest odiosa. Et confirmatur; nam si quæ esset lex odiosa, maximè illa quæ pœnam imponit; at hæc non est odiosa; ergo nulla. Probatur minor, tum quia alias omnis lex esset odiosa, quia omnis lex imponit reatum pœnæ transgressoribus; quòd autem illa pœna exprimatur vel determinetur in lege, parùm auget gravamen seu odium, cùm solus reatus æternæ pœnæ ad hujusmodi odium sufficiat, et comminatio illius reatùs in omni lege includatur, quæ gravis sit, et nomen præcepti simpliciter mereatur. Tum etiam quia pœna non est intenta per legem, sed potiùs apponitur, ut fugiatur, et ut saltem ex timore ejus servetur præceptum; ergo additio pœnæ non facit legem odiosam, quia qualitas legis pensanda est ex fine et bono per se intento per legem. Tum denique, quia licet pœna sit malum quoddam, est tantùm secundum quid, et ut est medium ad servandam legem, est maximum bonum; ergo est potiùs favor quàm odium. Eædemque rationes fieri possunt de quacumque ratione odii in lege considerabili.

3. In contrarium videri potest, nullam esse humanam legem, quæ odiosa dici non possit, ac debeat, eo modo, quo talis denominatio potest in veram legem cadere. Lex enim non potest dici odiosa, quia per se sit odio digna, nec quia per se habeat effectum qui reddat hominem odio dignum; sic enim solùm peccatum est per se odio dignum, et reddit peccatorem, ut talis est, odio dignum; lex autem nec peccatum est, nec ad peccatum inducit; non potest ergo hoc modo dici odiosa. Solùm ergo dici potest odiosa, quatenùs aliquod onus imponit, quod durum ac grave meritò reputatur; hoc autem modo omnis lex humana odiosa videri

debet, quia addit novum conscientiæ vinculum ultra omne vinculum divinæ legis, quod grave onus reputatur, præsertim quia potest esse occasio culpæ et æternæ mortis. Et confirmatur, quia si qua esset lex favorabilis, maximè privilegiativa, quia hæc est, quæ magis directè et ex instituto favorem concedit, et privilegium, quatenùs lex est, odiosum est, quia est onerosum illis quos obligat per modum legis, et quatenùs privilegium est, censetur odiosum, quia derogat juri communi, et inducit singularitatem in communitate, quæ odiosa esse solet, ut postea suo loco videbimus; ergo nulla est lex quæ quatenùs est talis, simpliciter favorabilis sit. Tandem hæ rationes pro utràque parte factæ videntur convincere omnem legem mixtam esse, et partim favorem, partim odium includere, quod satis est ut divisio non habeat locum, cùm omnis lex sub utroque membro comprehendatur. Quòd si dicatur, in hàc mixtione posse ex alterutrâ parte esse excessum, et secundùm excessum alterius partis illa membra distingui, tunc difficillimum erit, talem excessum expendere et declarare, vixque poterunt applicari regulæ, quæ de favoribus, et aliis in jure traduntur.

4. In explicandâ igitur distinctione illorum membrorum, variæ sententiæ referri possunt, de quibus videri potest Sarmient. lib. 1 Select. c. 12. Prima est, ex fine legis judicandum esse, an lex sit favorabilis, vel odiosa. Nam si lex intendit favorem; seu bonum aliquod conferre, favorabilis est, quidquid ex eâ sequatur; si verò intendit inferre malum, seu onus imponere, erit odiosa, etiamsi favor aliquis ex eâ sequatur. Hàc regulâ utuntur multi jurisperiti, citatur Glos. in c. *Si propter*, de Rescri. in 6; illa verò solùm in verb. *Intentionis*, advertit, in legibus ad intentionem scribentis recurrendum esse. Citatur etiam Glos. verb. *Alios*, in c. *Sciant cuncti*, de Elect. in 6, quatenùs dicit, legem illius text. esse favorabilem, quam ibi Dominic. et alii sequuntur, et in simili Panorm. in c. *Non dubium*, de Sent. excommun. n. 5, ubi Fel. n. 2, idem sentit: *Quia in omni dispositione*, inquit, *attenditur, quod principaliter agitur*, l. *Si quis nec causam*, ff. si certum petatur. Clariùs Panormit. in cap. 1 de Locato n. 10; item Navar. cons. 11, de Constit. et cons. 31, aliàs 32, de Regular.; Barth. Bald. Alexand. et alii, quos refert Tiraq. in Præfa. ad Retract. n. 59 et 65, et tract. 1, de Retract., § 30, Glos. 1, n. 5, ubi etiam nonnulla adducit jura ex quibus id colligi potest, et facit etiam c. 2, § 1, de Decim. in 6. Ratione item suaderi potest, tum quia finis est qui dat speciem actibus humanis, et consequenter etiam proprietates; ergo etiam in legibus finis est præcipuè attendendus, ut judicetur an lex sit favorabilis, vel odiosa. Tum etiam quia id quod est per se, præfertur ei, quod est per accidens; at lex intendens favorem, per se favorabilis est; ergo simpliciter talis est, licet ex accidenti inferat gravamen.

5. Verùmtamen hæc sententia, nisi aliquo modo limitetur aut explicetur, non potest simpliciter approbari. Primò ob generalem rationem, quòd proprietas legis magis est spectata ex intrinsecâ materiâ, et quasi naturâ talis legis, quàm ex intentione ferentis; quia talis intentio extrinseca est, et non potest mutare proprietatem intrinsecè inhærentem legi ex vi sui objecti, seu materiæ; ergo, si materia legis favorem continet, lex erit favorabilis, etiamsi legislator aliud intendat, et è contrario. Neque enim intentio legislatoris facere potest, ut quod suâpte naturâ odiosum est, sit favorabile, vel ut quod favorabile est, sit odiosum, ut rectè dixit Tiraq. in dictâ Præfat. n. 67. Secundò, quia vel est sermo de intentione finis ultimi, seu remoti, aut proximi; neutra autem sufficit; ergo. De priori patet ex ratione dubitandi propositâ, quia sic omnis lex esset favorabilis, quia per omnem legem intenditur commune bonum; aliàs enim non erit justa; commune autem bonum favorabile est. Item quia lex non potest esse ita odiosa, ut in odio sistat, nisi fortè feratur in odium alicujus vitii, quo per se et absolutè dignum est, et ideò tale odium inter favores computandum est. Eò vel maximè quòd per se refertur in amorem virtutis, et ita ex fine remoto favorabile est. Respectu verò personarum nunquàm lex intendit malum, nisi propter majus bonum; ergo, si finis remotus sufficit ut lex sit favorabilis, omnis lex quantùmvis gravis vel pœnalis erit favorabilis, si justa sit; hoc autem est contra communem omnium sensum, et contra principia juris. Si autem sit sermo de fine proximo, intento à legislatore, constat illum non satis esse, non solùm quando ille finis est extrinsecus et accidentarius, ut probat prior ratio facta, sed etiamsi videatur intrinsecus, quia potest aliunde vinci, ac superari. Quod patet exemplis. Nam dispensans proximè intendit concedere favorem, et tamen dispensatio non censetur favorabilis, sed odiosa, ut infra videbimus; ergo idem esse poterit in

lege. Et à contrario quando legislator infert gravamen, ut per illud obviet majori nocumento, dispositio ejus non censetur odiosa, sed favorabilis, juxta cap. 2, § 1, de Decim. in 6. Ex quo principio multi existimant, dispositionem capit. *Si quis suadente,* esse favorabilem, licet proximè facta sit ad gravem censuram imponendam; ergo ex solo fine proximo legislatoris non potest sumi certa regula in hâc materiâ.

6. Dici ergo potest, leges favorabilem et odiosam distinguendas esse ex materiâ, ita ut illa lex favorabilis sit, quæ favorem concedit; illa verò odiosa, quæ pœnam vel aliud simile gravamen infert. Quæ regula erit certissima, quando materia legis talis est, ut vel purum favorem, vel purum gravamen contineat, non solùm directè et per se, sed etiam indirectè, seu per quamdam consecutionem; tunc enim ex intrinseco fine lex talis est, et non habet unde contrariam denominationem accipiat. Nec verò repugnat dari hujusmodi leges. Nam inprimis sæpè potest concedi favor, aut beneficium alicui fieri sine ullo illius gravamine, vel aliorum præjudicio, ut de nonnullis privilegiis infra dicemus; tunc ergo erit lex et dispositio favorabilis; idem ergo erit in quâcumque lege communi habente similem conditionem. Sic enim per se valdè probabile est, omnem legem prohibentem aliquid per se malum, vel præcipientem aliquid honestum, non nimis grave, aut onerosum, sed moderatum, et communi modo vivendi hominum consentaneum, esse favorabilem, quia reverà est magnum beneficium hominum, dùm eos suaviter et efficaciter dirigit ad operandum bonum, et vitandum malum. Unde nec sola ratio obligationis, aut vinculi conscientiæ, nec periculum reatûs, quod ad præceptum sequi videtur, sufficit, ut censeatur lex non continere purum favorem, sed mixtum, tum quia hoc commune est omni legi, et ideò non mutat rationes particularium legum. Tum etiam quia difficultas intrinseca ipsi virtuti non impedit, quominùs virtus ipsa maximus favor sit; ergo eâdem ratione lex, quæ est regula virtutis, quatenùs vinculum imponit cum moderatione debitâ, gratia est, et favor secundùm rectam rationem spectata, licet inferiori portioni gravamen esse interdùm appareat. Tum denique quia si quid est periculi alicujus mali ob transgressionem legis, illud non nascitur ex ipsâ lege, sed ex hominis imperfectione, et ideò non impedit quominùs lex hujusmodi purum favorem contineat. Magis potest dubitari de lege odiosâ quomodò possit purum odium continere, cùm semper bonum intendat. Dicendum verò est, ex parte materiæ legis hoc non repugnare, etiamsi ex parte finis aliquid favorabile per omnem legem intendatur; et ita lex purè pœnalis, seu, quæ solùm fertur ad imponendam vel augendam pœnam, potest dici simpliciter odiosa, et leges tributorum, et aliæ hujusmodi sub eodem ordine continebuntur.

7. Difficultas verò specialis est, quando materia legis uno respectu videtur favorabilis, et sub alio gravamen continet, ut sæpiùs contingit, quomodò de illâ judicandum sit. Auctores enim in hoc etiam variè sentiunt: quidam enim dicunt omnem legem continentem præjudicium, vel gravamen alicujus, aut malum aliquod inferentem, simpliciter odiosam esse, etiamsi magnum favorem, vel favorem aliunde contineat. Ita sentit Tiraquel. in dictâ Præfa. n. 65, cum Joan. Andr. et aliis in c. ult. de verb. Signif. circa Glos. verb. *Similibus.* Qui dicunt, cùm concurrunt favor et odium, dispositionem esse odiosam. Fundari potuit Tiraq. in alio principio, quia existimat non posse eamdem dispositionem simul esse favorabilem et odiosam etiam respectu diversorum, vel secundùm diversas rationes, neque idem statutum posse esse partim favorabile, partim odiosum, tum quia non potest una et eadem res diverso jure censeri, l. *Eum qui ædes*, ff. de Usucap., tum etiam quia non potest idem statutum extendi in favorem unius, quin vertatur in odium alterius, et è converso. Ex hoc ergo principio inferri potest legem, in quâ simul concurrunt favor et odium, odiosam censendam esse, quia non potest simul esse favorabilis et odiosa, nec etiam potest dici favorabilis omninò, quia bonum ex integrâ causâ; ergo erit odiosa, quia malum ex quocumque defectu, et odium habet rationem mali. Item quia legem esse odiosam non includit negationem omnis favoris, sed solam dicit impositionem alicujus odii, seu gravaminis, quod verificatur simpliciter de tali lege; est ergo simpliciter odiosa. Denique quia talis lex simpliciter restringenda est, ne odium aliquâ ex parte augeatur; ergo est tantùm odiosa.

8. Alii verò existimant, ubi conjunguntur favor et odium in eâdem lege, vel statuto, talem dispositionem favorabilem omninò censendam esse. Fundari potest, quia ubi concurrunt favor et odium, favor prævalet et præfertur odio; ergo constituet dispositionem sim-

pliciter favorabilem. Antecedens sumitur ex l. 2, C. de in jus vocando, ut notat, et sequitur Panormit. in c. *In litteris*, de Restit. spol. n. 34; Anchar. et alii, quos refert Tiraq. supra n. 66. Et confirmatur, quia ubi concurrunt favor et odium, favor quoad fieri possit, ampliandus est, et odium restringendum est quantùm necesse fuerit, ut favor amplietur; ergo talis dispositio simpliciter judicanda est favorabilis.

9. Dico tamen, inprimis, non repugnare, eamdem legem diversis respectibus esse favorabilem et odiosam. Ita sentiunt communiter doctores, et expressè Glos. in dictâ l. 2, C. de in jus vocando, verb. *Litteris*, quam ibi Palud. Castrens. et alii sequuntur. Idem sentit Innoc. in c. *Quod dilectio*, de Consangui. et affi. et ibi Panor. n. 7, et communiter Summistæ verb. *Privilegium*. Potestque inductione ostendi in privilegio, dispensatione, lege pœnali, et similibus, quæ respectu diversorum, favorabilia sunt et odiosa. Ratione item patet, quia in hoc nulla ratio repugnantiæ ostendi potest: nam relationes quasi oppositæ possunt eidem rei convenire respectu diversorum, ut similitudinis ac dissimilitudinis, æqualis et inæqualis, majoris ac minoris; sed ita comparantur hæc duo: nam favor et odium respectiva sunt: favor enim alicujus est favor, et odium, similiter; ergo nihil repugnat eamdem dispositionem, respectu diversorum, uni esse favorabilem, alteri odiosam.

10. Dices, verum esse hoc non repugnare, illos tamen duos respectus ita esse inter se connexos, ut unus ex odio sequatur, ideòque, non posse secundùm unum ampliari legem, quin secundùm alium etiam amplietur, neque è converso secundùm unum restringi, quin secundùm odium restringatur; et idcircò necessarium esse de tali lege judicare tanquàm de favorabili absolutè vel odiosâ absolutè, ita ut vel nulla ratio odii habeatur propter favorem, vel nulla ratio favoris propter vitandum, seu minuendum odium. Exemplum optimum est in lege tributum imponente, quæ odiosa est ei cui tributum imponitur, favorabilis autem ei, pro quo imponitur, vel rei, propter quam imponitur, nec potest uno respectu augeri, et minui secundùm alium, et ideò necessarium est, ut alter respectus vincat, secundùm quem lex judicetur simpliciter favorabilis, vel simpliciter odiosa.

11. Respondeo concedendo interdùm illos duos respectus habere inter se illam connexionem, et tunc argumentum rectè procedere, quando favor unius augeri non potest sine damno alterius, neque è converso potest incommodum unius temperari, quin alterius commodum cesset aut minuatur. Sicut in motu physico non potest quis latiùs aut velociùs accedere ad unum terminum, quin cum eâdem proportione recedat ab opposito, nec potest homo plus donare ex propriâ pecuniâ, quin pauperior fiat, etc. Nihilominùs tamen non semper est necessaria illa connexio inter favorem et odium; sæpè enim potest fieri, vel augeri favor uni sine præjudicio aliorum, et è converso unus potest gravari, vel puniri propter commune bonum sine speciali favore aliorum, qui inde resultet. Eademque lex seu regula interdùm ampliatur respectu unius ob favorem, et restringitur in odium alterius ratione boni communis, ut est optimum exemplum in l. *Qui exceptionem*, ff. de Condict. indebiti. Quia potest fieri alicui beneficium sine diminutione bonorum alterius, et è converso. Item favor potest consistere in tempore, vel in modo, vel in honore, aut aliis rebus, quæ non subtrahuntur uni, ut dentur alteri. Denique hoc potest inductione ostendi in privilegiis, in dispensationibus, in pœnis, et aliis similibus.

12. Deinde addo, quando lex diversis respectibus est favorabilis et odiosa, non semper favorem odio, aut odium favori esse præferendum, sed prudenter pensanda esse omnia, scilicet, intentionem legislatoris, rationem boni communis, et alias circumstantias materiæ et verborum, ut illud præferatur, quod videtur esse gravius, et honestati ac justitiæ legis magis consentaneum. Hæc assertio quatenùs media est inter duas sententias allegatas, potest utriusque motivis suaderi, et per se quidem spectata valdè probabilis est. Quia favor magis per se intendi potest, odium verò, seu gravamen minimè, sed propter instantem necessitatem. Et ideò per se loquendo, ac cæteris paribus, favor est præferendus: nihilominùs tamen tanta esse potest necessitas imponendi gravamen ut imponendum sit, vel augendum propter majus bonum. Atque sic sentiunt qui censent, canonem, *Si quis suadente*, esse legem favorabilem, et esse extendendum, etiamsi censura extendi consequenter videatur, quia est favor religionis, et requirit illum rigorem, ut stabilis perseveret. Similiter in lege imponente tributum potest esse causa tam pia

et necessaria, ut non habeatur ratio odii, seu gravaminis, quominùs lex simpliciter favorabilis et extendenda sit. E contrario verò lex excludens fœminas ab hæreditate, licet intendat favorem masculorum, odiosa simpliciter est, et coarctanda, ut est communis doctrina juristarum, ut videre licet in Tiraquello supra dictâ Præf. n. 64, et aliis locis quæ ipse allegat, quia favor ille privatus est, et non admodùm necessarius, neque ad pacem, et honestatem morum multùm utilis, et ad hunc modum est de aliis judicandum.

13. Unde tandem assero, ubi res fuerit dubia, quia favor et odium videntur quamdam æqualitatem habere, vel quia ad invicem se habent, sicut excedens et excessum, tunc favorem esse præferendum, et ad ampliandam legem, esse judicandam simpliciter favorabilem. Ita sumitur ex Gloss. in l. 2, c. de his qui non possunt ad libert. perven. verbo *Interrogaverit*, ubi etiam Bald. et alii, idem Bald. in l. penult. c. de Pactis, circa finem, ubi etiam Roman. et Alex. lib. 7 Consilior. cons. 197. Et ratio est facilis ex dictis, quia lex per se et quasi sponte suâ inducit favorem, odium verò quasi ex accidenti, et coactè ob necessitatem; id autem quod est per se præfertur ei quod est accidentarium, cæteris paribus, ac subinde etiam in dubio. Explicatur hoc ampliùs, quia odium non intenditur, nisi ut tandem cedat in aliquod commodum, quod vel sit favor, vel ut favor reputetur; favor autem non est propter odium; imò ex genere suo est per se; ergo magis intenditur favor ex suo genere. Nam propter quod unumquodque tale, et illud magis; ergo in dubio, ac cæteris paribus favor præfertur. Et ita facilè conciliantur sententiæ adductæ, et solutæ manent omnes rationes dubitandi, ut facilè potest lector intelligere, et ideò non oportet circa singulas immorari.

14. Ex his resolvitur, quod secundo loco supra proposui de sufficientiâ prædictæ partitionis. Posset enim facilè dici, non oportere ut omnis lex, aut favorabilis sit, aut odiosa. Nam potest aliqua esse mixta secundùm diversos respectus, et aliqua fortè esse potest neutra, ita ut nec odium contineat, nec favorem, ut videntur esse præcepta morum generaliter proposita propter commune bonum. Meliùs tamen dicitur, divisionem esse adæquatam, quia lex, quæ videtur mixta, ab eâ parte denominatur, quæ in eâ prævalet: vel si est dubium, aut æqualitas, talis lex censetur absolutè favorabilis, ut declaratum est. Quod si lex sit, quæ nulli imponit speciale gravamen, nec ita est gravis et onerosa, ut propterea odiosa censeatur eo ipso quòd est justa, et propitia communi bono, censetur favorabilis, et amplianda intra limites favoris, et ita relinquitur partitio sufficiens et adæquata.

15. Tandem quod ad ultimum punctum attinet, plures numerari solent modi, aut quasi species legum odiosarum; tres autem, vel quatuor videntur esse præcipuæ. Videlicet lex pœnalis, lex tributum aut onus imponens, lex irritans factum, quod prohibet directè, vel indirectè, seu consequenter, lex exorbitans à jure antiquo vel à communi jure, aut illi derogans, vel limitans, aut corrigens illud. Et à fortiori lex posterior priorem abrogans, et de his omnibus in præsenti libro dicemus, quatenùs peculiares proprietates, et effectus habent, quos explicare necesse est. Aliæ verò leges omnes, quæ hujusmodi non sunt, inter favorabiles computantur. Verùmtamen ex vi hujus negationis non participant specialem rationem quæ propriâ consideratione indigeat; tantùm ergo illæ, quæ privilegii rationem habent, speciali indigent ratione, et ideò de illis dicemus in libro sequenti.

CAPUT III.

Utrùm leges pœnales obligent in conscientiâ ad actus quos proximè intendunt.

1. Duæ partes in lege pœnali distinguendæ sunt; una est de actu quem intendit fieri aut omitti, alia est de pœnâ quam imponit contra transgressores talis legis; et quamvis prior pars videri possit exposita tractando de lege humanâ, civili et canonicâ, tamen aliquid speciale habere potest in lege pœnali, et ideò prius de illâ priori parte dicemus, postea de posteriori, circa illam verò partem multa inquiri possunt. Primum, an leges pœnales possint obligare ad culpam: secundum, an de facto obligent; tertium, an possint non obligare ad culpam, sed ad solam pœnam: quartum, an de facto sic obligent. Et hæc duo puncta examinabimus capite sequenti, nunc reliqua examinanda sunt, et difficultas est de legibus imponentibus pœnam temporalem: nam de spiritualibus, ut sunt censuræ et similes, nulla est dubitatio, quin regulariter loquendo culpam supponant, ut ex dictis in libro 4 constat, et in sequentibus magis declarabitur.

2. Circa primum ergo, de potestate nulla est controversia, et ideò breviter dicimus non excedere humanam potestatem præcipere aliquid simul obligando in conscientià, et imponendo pœnam, ac subinde posse ab homine fieri legem obligantem in conscientià, et imponentem pœnam certam transgressoribus, quod etiam de principe seculari nullus Jurisperitorum negavit, ut fatetur Navarrus in cap. *Fraternitas*, 12, qu. 1, n. 22. Et probatur facilè : primò, quia talis lex potest esse valdè conveniens reipublicæ, imò experientia ostendit sæpè esse valdè necessariam, et alioqui nullam injustitiam continet ; ergo non est cur excedat potestatem humanam : neque ulla ratio probabilis ad hoc afferri potest. Secundò de legibus imponentibus spiritualem pœnam, excommunicationem, etc., nemo dubitat quin obligent in conscientià ad actus præceptos, vel prohibitos, ut in libro 4 diximus, quia spiritualis pœna maximè solet imponi propter contumaciam, quæ non est sine inobedientià, et culpâ, et quia spirituales pœnæ sunt medicinales, et præcipuè intendunt curationem animæ et correctionem culpæ; ergo, generatim loquendo, non excedit potestatem humanam obligare in conscientià sub certâ etiam pœnà per legem impositâ; ergo nec excedit hoc facultatem legis, seu potestatem civilem, etiamsi pœnas tantùm temporales imponat. Probatur consequentia, quia nulla sufficiens ratio differentiæ assignari potest, quia utraque potestas, sicut includit vim dirigendi in conscientià, ita etiam utraque includit vim coercendi per pœnas proportionatas, et sicut adjectio pœnæ spiritualis est moraliter necessaria in legibus ecclesiasticis, ita pœna temporalis est moraliter necessaria in civilibus, imò in utrisque legibus. Quia utraque obligatio simul magis cogit, quàm altera tantùm, et sensuales homines efficaciùs terrentur comminatione temporalium pœnarum, licet spirituales graviores sint. Tertiò, quia legislator humanus potest sine adjectione pœnæ temporalis obligare in conscientià per suas leges; ergo etiam cum illâ. Probatur consequentia, quia legislator humanus potest adjicere pœnam temporalem obligationi legis naturalis, ut pœnam mortis propter homicidium, vel furtum gravissimum, et similiter potest per posteriorem legem adjicere pœnam priori legi humanæ purè morali, et obliganti in conscientià, ita ut lex posterior non auferat obligationem prioris, ut latè probat Navarr. supra, dicens à nemine negari, et esse rem adeò claram ut non egeat probatione; ergo idem potest facere simul per unam legem, quia valdè accidentaria est unitas, vel pluralitas legum, neque variare potest rationem justitiæ aut potestatis.

3. Sed objici solet, quia videtur excedere justitiæ æquitatem, reatum duplicis pœnæ imponere propter unam transgressionem : nam in foro Dei *non insurgit duplex tribulatio*, propter idem delictum, ut dicitur Nahum 1, ubi Septuaginta legunt : *Non vindicabit bis in idipsum in tribulatione;* ergo multò minùs potest id facere legislator humanus; ergo dùm imponit pœnam temporalem, non potest imponere æternam, vel aliam alterius vitæ; ergo nec potest obligare in conscientiâ, quia ad hanc obligationem sequitur reatus pœnæ alterius vitæ. Respondetur, negando assumptum, et patet inductione, quia Deus præcepto imposito Adamo, obligavit illum in conscientiâ, et sub gravissimâ culpâ, et reatu pœnæ æternæ, et nihilominùs addidit pœnam mortis temporalis, idemque constat in multis præceptis legis veteris, quæ obligabant sub pœnâ mortis, et de illis est generalis regula, quòd obligabant in conscientià. Idem fit evidens ex dictis de lege addente pœnam excommunicationis, etiamsi supponat reatum pœnæ æternæ. Item de lege addente pœnam temporalem propter crimen contra legem naturalem, vel contra aliam priorem legem humanam, quia ibi etiam conjunguntur duæ pœnæ sine injustitià. Ratio verò est, quia vel peccatum propter suam infinitatem est capax utriusque pœnæ et plurium, vel quia transgressio legis humanæ non solùm est offensio Dei, sed etiam principis, et reipublicæ humanæ, et ideò ab utroque justè punitur. Unde etiamsi lex aliqua non imponat specialem pœnam, sed sit purè moralis, potest princeps punire temporaliter transgressorem talis legis, quamvis etiam in foro Dei habeat reatum suæ propriæ pœnæ; ergo signum est duplicem illam pœnam diversæ rationis, et distincti fori, divini et humani, non excedere meritum talis transgressionis. Nec locus Nahum aliquid facit ad causam, tum quia ibi non agitur de lege, aut ejus pœnâ, sed de quâdam promissione Dei respectu populi judaici, quem tunc secundò statuit non punire, non quia justè non potuit, sed quia ex benignitate noluit; tum etiam quia ibi est sermo de duplici tribulatione temporali, licet per figuram ibi significatum fuerit eos, qui ita affliguntur

semel in hâc vitâ, ut veram pœnitentiam agant, non esse passuros secundam vitæ futuræ afflictionem.

4. Suppositâ ergo potestate, de facto, seu de voluntate legislatoris humani, superest quæstio. In quâ est prima opinio asserens, leges humanas eo ipso quòd sanciuntur temporalibus pœnis, non obligare in conscientiâ de facto, et juxta præsumptam voluntatem legislatoris, nisi aliud ipsemet exprimat, quod rarò fit vel nunquàm in legibus civilibus. Hanc opinionem potissimùm defendit Navarr. supra, et in Summ. c. 23, n. 55; et pro illâ refert Matesilan. not. 78, quem etiam refert, et sequitur Decius in cap. *Nam concupiscentiam,* de Constit. lect. 2, n. 7, ubi refert Hostien. et Joan. And. in cap. *Relatum,* ne cleric. vel monach. Tamen hi specialiter loquuntur de quibusdam statutis religiosorum, ut Dominicanorum, nec putant id esse generale. Unde etiam Matesilanus eos referens, cum eis tantùm videtur sensisse. Item verò generaliùs sensit Imola in cap. 2, de Majorit. et obedient. et in cap. *Cùm contingat,* de Jurejur. quem refert et sequitur Decius supra lect. 1, n. 3. Sed illi loquuntur non tantùm de pœnalibus legibus, sed absolutè de humanis prohibentibus, vel præcipientibus res indifferentes, seu non necessarias ad honestatem ex lege naturæ, quorum opinionem quoad hanc partem improbabilem esse supra ostensum est lib. 3 et 4; et Navarr. etiam ab illis in hoc dissentit, quamvis in præsenti eorum auctoritate utatur, referens alios pro illâ sententiâ, qui reverà illam non docent, ut Felin. in cap. 1 de Spons. n. 12; et Cajet. de quo jam supra dictum est. Quod verò ad præsens spectat, dictam sententiam docuere priùs Jason in l. 2, C. de Jur. emphyt. n. 143; et Ludov. Gom. in cap. 2 de Constit. 1, in 6, n. 60.

5. Fundamenta Navarri sunt: primum, quia lex pœnalis est odiosa, et ideò interpretanda benigniùs quoad fieri possit: hæc autem intelligentia est benignior, et confert multùm ad tollendos laqueos, et pericula animarum, et potest sine inconvenienti sustineri. Secundum quia legislator addens pœnam temporalem, præsumitur excludere æternam, quia qui ex duobus unum exprimit, et aliud tacet, censetur illud excludere, juxta regulam text. in cap. *Nonne,* de Præsumpt. Tertiò, quia leges humanæ rarò explicant in actu signato obligationem in conscientiâ, vel certè civiles nunquàm hoc declarant: imò infideles principes nunquàm de tali pœnâ cogitârunt; ergo non est verisimile illam intendere, maximè quando pœnam temporalem exprimunt. Quartò allegat Navar. consuetudinem, testaturque communi consensu receptum esse, ut hæ leges in hoc sensu intelligantur. Tandem quia aliquæ leges pœnales non obligant in conscientiâ; ergo nullæ, nam est eadem omnium ratio.

6. Nihilominùs contraria sententia verior est et securior. Dicendum est ergo legem, quæ in verbis suis et modo, quo fertur, præceptum continet, etiamsi pœnam adjiciat, obligare in conscientiâ, vel sub mortali, vel sub veniali culpâ, juxta qualitatem materiæ, et alia signa data in superioribus libris, nisi aliunde constet de expressâ mente legislatoris. De hâc postremâ limitatione dicam in capite sequenti. Illâ ergo omissâ, assertio est communis theologorum, quam maximè defendunt Castro lib. 1 de Leg. pœnali cap. 8; et Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 4 et 5, qui allegat D. Thom. 2-2, q. 186, art. 9, ad 1. Tenet etiam Driedo lib. 2 de Libert. Christianâ c. 1; et lib. 3, c. 3, ad 5; Medin. C. de Restit. q. 12, aliàs 13; et q. 36, ad 6; et in Cod. de Pœnit. tract. de Jejun. Idem sentit Henr. quodlib. 3, q. 22. Nam licet variis distinctionibus utatur, tandem in hâc sententiâ persistit. Tenet etiam Tolet. de 7 peccat. mort. cap. 20; Bart. Medin. 1-2, q. 96, art. 4, dub. 3. Quæ est etiam communis canonistarum, tenet Glossa in cap. *Ut animarum,* de Constit. in 6, ubi idem sentit Domin. et in cap. *Perpetuo,* eodem tit. Idem habet Felin. in cap. *Nam concupiscentiam,* de Constit. n, 1; Sylvest. verb. *Inobedientia,* in fine, et ibi Angel. et Armil. n. 2, et verb. *Lex,* n. 4; Covarr. in Reg. *Peccatum,* 2 p. § 5, n. 3.

7. Fundari solet primò hæc opinio, quia lex pœnalis est vera lex; ergo obligat in conscientiâ. Probatur consequentia, quia vis obligandi in conscientiâ est de essentiâ legis et per hoc solum distinguitur à consilio, ut in superioribus dictum est, et insinuat D. Thom. 1-2, q. 91, art. 4. Hæc verò ratio non convincit, quia non est de essentiâ legis, ut determinatè obliget in conscientiâ ad actum, quem præcipuè intendit, ut in capite sequenti explicabo. Secundò fundari solet quia pœna dicit essentialiter ordinem ad culpam, nec aliter dici potest justa. Nam ut dicitur Deut. 25: *Secundùm mensuram delicti erit plagarum modus,* et significatur in cap. 2 de Constit. in 6, et in cap. *Non afferamus,* 24, q. 1. Unde August. 1 Retract. c. 9: *Omnis pœna, si justa est, peccati*

pœna est, et supplicium nominatur, et ideò culpam et pœnam correllativa esse dixit Gerson. tract. de Vitâ spirit. lect. 1, et insinuat D. Thom. 1-2, q. 87, art. 7, et q. 108, art. 8; ergo cùm lex pœnalis justè puniat, supponit culpam in trangressione ejus. Verùmtamen etiam hæc ratio non urget, nam licet pœna in quâdam significatione rigorosâ dicat ordinem ad culpam, tamen latiùs sumpta pro quocumque supplicio, vel damno, aut incommodo, potest justè inferri propter justam causam sine culpâ, ut latè ostendit Navar. in dicto cap. *Fraternitas*, n. 10, usque ad 14. Vel etiam dici potest, licet omnis pœna sit propter culpam, non tamen semper esse propter culpam contra Deum, sed interdùm sufficere culpam quasi civilem et humanam. Sed urgent aliqui, quia si quis ex ignorantiâ invincibili contra pœnalem legem committat, non fit reus pœnæ, ut infra dicemus; id autem non videtur esse, nisi quia ignorantia excusat culpam; ergo signum est talem pœnam supponere obligationem sub culpâ. Respondeo tamen, etiam hoc signum non esse sufficiens. Nam si ignorantia excusat pœnam (ut supponitur, et infra examinabitur), non est solùm quia excusat culpam, sed etiam quia reddit actum involuntarium, qui nec est culpa, nec justa causa pœnæ; maximè ubi pœna non ponitur, nisi ad inducendam, et quasi cogendam voluntatem ad aliquid, quæ coactio non habet locum, ubi voluntaria ratio ignorantiæ invenitur.

8. Unica ergo ratio assertionis est, quia lex continens præceptum obligat in conscientiâ, ut supra ostensum est, sed talis lex continet præceptum; ergo obligat in conscientiâ. Consequentia patet, quia major propositio universalis est, et quia adjectio pœnæ non obstat obligationi in conscientiâ, ut satis ostensum est. Eâdemque ratione probari potest minor, quia lex illa continet præceptum ex vi verborum, consideratâ qualitate materiæ, et aliis necessariis in superioribus declaratis; ita ut si non adderetur pœna, illa forma præcipiendi, tali modo prolata, et in tali materiâ, esset sufficiens ad inducendum præceptum, et indicandam talem intentionem præcipientis, hæc enim inprimis necessaria est; sed adjectio præcepti non evacuat hanc vim legis, et verborum ejus, nec etiam est signum intentionis non obligandi, aut præcipiendi in legislatore, quia non solent adjicere comminationem pœnæ, ut suum præceptum destruant, sed ut muniant, et quodam modo augeant obligationem, saltem extensivè, ut solvendo argumenta Navarri facilè constabit.

9. Et hinc confirmari potest assertio exemplo præcepti recitandi horas canonicas: nam habet adjunctam pœnam restitutionis in beneficiariis, et nihilominùs obligat in conscientiâ. Respondent autem aliqui, obligationem recitandi in conscientiâ, esse priorem illâ lege pœnali, ex priori præcepto morali, seu consuetudine, quæ non fuit ablata per posteriorem legem pœnalem, juxta doctrinam supra datam. Sed contra hoc instatur ratione supra factâ, quia si diversis legibus inducitur hæc duplex obligatio circa idem, cur non etiam eadem? Quia sicut lex posterior addens pœnam priori obliganti in conscientiâ, non revocat illam, nec ostendit talem esse intentionem imponentis pœnam; ita adjectio comminationis pœnæ addita præcepto, non revocat vim ejus, nec indicat talem esse intentionem præcipientis, imò potiùs solet indicare severitatem præcepti, et majorem voluntatem obligandi. Accedit in dicto exemplo, quòd lex recitandi officium Virginis impositum clericis pensionariis sub eâdem pœnâ obligat in conscientiâ, et tamen non est antiquior illa obligatio, sed per idem præceptum inducta.

10. Denique, leges justæ taxantes pretia rerum, licet ferantur sub comminatione pœnæ, obligant in conscientiâ, ut est in Hispaniâ lex taxans pretium tritici; ergo idem erit in quâcumque aliâ lege pœnali. Respondent aliqui, non esse eamdem rationem, quia per legem taxantem pretium fit ut merces non plus valeant, et ideò si chariùs vendantur, fit contra justitiam, et inde oritur ratio culpæ. Sed contra, quia lex taxans pretium rei, ideò facit ut non plus valeat, quia definit medium justitiæ, sed eodem modo per alias leges constituitur medium virtutis, vel in justitiâ, vel in religione, vel in aliis, quia hæc est efficacia legis humanæ, ut in superioribus ostensum est, unde consequenter contrarium actum constituit in specie vitii oppositi; ergo obligat etiam in conscientiâ ad servandum tale medium, vel vitandum tale vitium. Nec videtur posse assignari sufficiens ratio, ob quam lex lata in materiâ justitiæ, censeatur præscribere medium virtutis etiamsi pœnam adjungat, et non idem censendum sit de legibus præcipientibus sub pœnâ in aliis materiis.

11. Neque in contrarium urgent rationes Navarri. Ad primam enim respondeo, benigniorem interpretationem habere locum, ubi

res est moraliter dubia, et talem esse debere ut verba legis non corrumpat. At hic sensus legis non est dubius, quandoquidem supponuntur verba ex se sufficienter significantia præceptum, et sine fundamento recurritur ad intentionem, corrumpendo, seu enervando verba legis. Ad secundam dicitur primò, axioma illud, et cap. *Nonne*, ibi allegatum, habere locum quando vel duo, de quibus est sermo, sunt repugnantia, vel quando sunt ad eligendum proposita; tunc enim assumptio unius præsumitur esse exclusio alterius: si autem non sint hujusmodi, non est illa sufficiens conjectura, nisi aliæ adjungantur. At hic obligatio ad culpam et pœnam, non repugnant inter se; imò ex se habent quamdam connexionem, et ideò sola adjectio pœnæ nulla est conjectura excusationis culpæ. Deinde dicitur, in lege, de quâ tractamus, sufficienter contineri obligationem ad culpam in verbis præceptivis, et ideò dici non posse eam legem comminari pœnam, prætermissâ comminatione culpæ, quia non solet aliter culpæ reatus proponi, nisi præcipiendo.

12. Unde ad tertiam rationem negatur consequentia. Quæ si alicujus esset momenti, probaret, etiam leges humanas morales non adjicientes pœnam, non obligare in conscientiâ, quia hoc non exprimunt in actu signato; et leges principum infidelium non ligare conscientias, etiamsi pœnales non sint, quia tales principes nihil de pœnis alterius vitæ cogitârunt; utrumque autem absurdum est, ut constat ex lib. 3. Igitur, sicut in legibus moralibus sufficit naturalis vis præcepti ad inducendam obligationem conscientiæ, etiamsi princeps illam non exprimat, imò nec de illâ cogitet in actu signato, sed tantùm de præcepto imponendo; ita etiam sufficit in legibus pœnalibus. Et patet, quia præceptum morale regis infidelis obligat sub reatu pœnæ vitæ futuræ, etiamsi legislator illam non cognoscat, quia sufficit vis connaturalis præcepti; ergo etiam sufficit in lege pœnali, quæ simul moralis est: nulla enim ratio differentiæ in his casibus reddi potest. Ad quartum, negamus talem consuetudinem, quam doctores communiter non agnoverunt, nec ex communi usu, et sensu fidelium colligitur. De quintâ ratione in sequenti capite dicendum est.

CAPUT IV.

An dentur, vel dari possint leges pœnales non obligantes in conscientiâ, sed tantùm sub pœnâ, sine interventu culpæ.

1. Partem negantem tenet Sylvester supra, et sequitur Armilla, licet non videatur consequenter loqui, ut explicabo. Citatur pro hâc sententiâ Soto supra, sed si attentè legatur, non negat potestatem, nec in re dissentit à communi sententiâ, licet in usu verborum discrepare, et sine causâ contendere videatur. Citat etiam Sylvester pro hâc sententiâ D. Thomam, et auctores, qui indistinctè dicunt legem vel præceptum superioris obligare in conscientiâ. Eidem sententiæ adhærere videtur Bellarmin. lib. 3 de Laicis cap. 11, probation. 6. Fundamenta hujus sententiæ tacta sunt in præcedenti quæstione, et ferè soluta. Summa est, primò, quia de ratione legis est obligatio in conscientiâ; ergo repugnat esse veram legem pœnalem, quin obliget in conscientiâ. Secundò, quia aliàs esset injusta inferens pœnam sine culpâ. Tertiò, quia aliàs nulla esset ratio inferendi majorem, vel minorem pœnam per tales leges, quia pœna infertur major, vel minor, juxta proportionem ad culpam; sed ubi nulla est culpa, non potest esse major, vel minor culpa; ergo nec major, vel minor pœna. Quartò, quia nulla potest ratio reddi, cur quædam leges pœnales potiùs obligent in conscientiâ, quàm aliæ, nec declarari facilè potest, quo signo, aut modo discernendæ sint hujusmodi leges.

2. Nihilominùs dicendum est primò, dari posse leges cogentes, seu obligantes sub comminatione pœnæ, licet non obligent in conscientiâ ad actum, propter cujus transgressionem obligant ad pœnam. Hanc assertionem ut claram supponit Navarr. supra, eamque tenet Victor. Relect. de Potestat. civil. n. 20; eam etiam latè ostendit Castro, et sequuntur alii antiqui citati. Qui distinguunt duplicem legem pœnalem, puram, et mixtam, seu compositam, quibus membris additur tertium de lege humanâ non pœnali, sed purè morali, qualis est illa quæ obligat in conscientiâ, et pœnam non adjicit. Nec refert quod Navarr. ait, etiam ex hâc lege non servatâ incurri reatum pœnæ: nam hoc est semper verum in foro Dei, non verò in foro humano, unde ille reatus non oritur propriè ex lege humanâ, sed ex naturâ rei, vel ex divinâ lege, et ideò illa lex humana meritò dicitur moralis purè, id est, non pœnalis, quia ipsa nec taxat pœnam, nec

directè imponit illam. Mixta verò dicitur, quæ simul moralis est et pœnalis, et duo præcepta virtute includit, unum faciendi, vel vitandi talem actum, aliud sustinendi talem pœnam, si id non fiat; et de hâc intelliguntur omnia dicta in capite præcedenti. Lex autem purè pœnalis dicitur, quæ solùm habet unum præceptum quasi hypotheticum sustinendi talem pœnam, vel incommodum, si hoc vel illud fiat, etiamsi de actu substrato tali conditioni præceptum non imponatur. Et quamvis Navarrus supra novam dicat esse distinctionem illam, et Sylvester et Armilla illam contemnant ut puerilem, verbalem, et inutilem, nihilominùs nec nova, nec puerilis est, quia illâ utuntur graves doctores, non tantùm moderni, sed etiam antiqui, ut Henric., Angelus, Castro, et aliqui alii ex allegatis capite præcedenti pro nostrâ sententiâ. Nec etiam potest dici inutilis, aut verbalis: nam rem, quam tractamus, rectè declarat, et potest optimâ ratione fundari, quia simul etiam probabitur assertio posita.

3. Ratio autem est, quia legislator potest simul suâ lege obligare in conscientiâ, imponendo pœnam transgressoribus, ut in superioribus ostensum est, et potest etiam obligare in conscientiâ sine adjectione pœnæ: ergo etiam potest obligare solùm ad debitum pœnæ, et ita resultat distinctio trimembris respectu legis humanæ in communi, et bimembris respectu legis pœnalis. Solùm superest probanda prima consequentia: negari enim posset, quia culpa est prior quàm pœna, et ita potest ab illâ separari, et cum illâ conjungi: pœna verò cùm sit posterior quàm culpa, licet possit cum illâ conjungi, non tamen videtur posse ab illâ separari, quia fundatur in illâ. Sed nihilominùs probatur consequentia, quia ille modus præcipiendi non est contra rationem legis, nec contra rationem justitiæ; ergo potest legislator pro suo prudenti arbitrio illum tantùm intendere, et non alium; ergo, si ita faciat, constituet legem purè pœnalem, quæ in conscientiâ non obliget ad actum præceptum, sed tantùm sub pœnâ. Prior consequentia patet, quia cùm utraque obligatio cadat sub potestatem legislatoris, potest prout voluerit illâ uti, quantùm ratio legis justæ permittit. Posterior item consequentia clara est, quia obligatio legis pendet ex intentione legislatoris, et non potest illam excedere ex vulgari regulâ, quòd actus agentium non excedunt intentionem eorum.

4. Prior verò pars antecedentis probatur exemplo regularum religionum, quæ hoc modo obligant. Respondent aliqui illas non esse leges, sed vel consilia, vel conventiones quasdam, et quasi pacta. Sed hoc gratis dicitur: nam communiter veræ constitutiones, et statuta censentur, et ita à Pontificibus vocantur, cùm dant potestatem ad illa condenda. Item quia sunt actus jurisdictionis, et potestatis superioris imponentis necessitatem aliquam sic operandi; ergo excedunt rationem consilii, et non sunt tantùm conventiones. Nam licet illam supponant, quatenùs in principio fuit necessaria professio talis statûs; postea obligatio nascitur ex jurisdictione. Unde quidam existimant, ad rationem legis satis esse, quòd inducat necessitatem sive ad culpam, sive ad pœnam. Castro verò supra dixit, hujusmodi legem imponere obligationem in conscientiâ judici, ut transgressorem puniat, et ita fatetur habere magis proprietatem legis respectu judicis quàm respectu rei. Sed instari potest, tum quia præcepta religionis non magis videntur obligare in conscientiâ Prælatum quàm subditum; tum etiam quia hic agimus de lege respectu subditi. Et ita (ut ipse etiam fatetur), si lex pœnalis imponat pœnam ipso facto solvendam, obligat subditum in conscientiâ post transgressionem legis, ad solvendam pœnam. Et ideò in universum magis placet, hanc legem semper resolvi, ut sic dicam, in aliquam obligationem conscientiæ, ut lib. 3, cap. 18, declaravi, quia licet non obliget ad id quod immediatè præcipit, tamen si quoad illud non servetur, obligat in conscientiâ, vel ad solvendam pœnam, si sit latæ sententiæ, vel ad sustinendam illam, cùm imposita fuerit, ut sentit D. Thomas 2-2, q. 186, ad 1; ergo sufficienter salvatur in tali statuto vera ratio legis.

5. Altera verò pars, scilicet, hunc modum legis non repugnare cum æquitate, seu justitiâ, probari solet ex regulâ juris 23, in 6, quòd pœna interdùm incurritur sine culpâ, quamvis non sine causâ, ut etiam dixit D. Thom. 2-2, q. 108, art. 4, ad 2, afferens exempla irregularitatis, quæ sæpe incurritur sine culpâ, et idem est de interdicto. Ad hæc verò dici posset, irregularitatem illam non esse pœnam; interdictum verò nunquàm imponi sine culpâ alicujus, quamvis comprehendat innocentes propter aliquam unionem quam habent cum delinquente. Sicut pœna patris peccantis solet redundare in filios inno-

centes. Sed in hoc non est de nomine contendendum. Fatemur enim (ut dixi cap. præcedente) pœnam in maximâ quâdam proprietate sumptam includere rationem vindictæ, et dicere ordinem ad propriam culpam. Non est tamen necesse ita in præsenti sumi : nam generaliùs omne incommodum naturæ, ex quâcumque causâ nascatur, includitur sub malo pœnæ, et specialiter, ac morali modo loquendo, etiam dicitur pœna propria omnis afflictio, quæ sit per modum coactionis, ut lex aliqua servetur, et hæc potest sine culpâ contra Deum imponi, quamvis non sine aliquo defectu, vel imperfectione apud homines. Quòd ergo hic modus pœnæ possit sine injustitiâ imponi, probatur, quia superior potest cogere ad actum de se bonum, etiamsi in omissione talis actûs non sit culpa, quia illud potest expedire ad bonum commune, et nihil habet contra rationem, et contra debitum superioris officium ; ergo eâdem ratione potest superior onus aliquod, vel afflictionem ponere propter omissionem illius actûs, etiamsi culpa non fuerit apud Deum. Probatur consequentia, quia illa punitio tunc non est, nisi quædam coactio, ut fiat, vel non fiat talis actus, quæ necessaria est, ut timor illius antecedenter etiam cogat ad vitandam similem transgressionem. Et confirmatur; nam interdùm potest respublica alia onera imponere ex juxtâ causâ, et sine culpâ, ut probant exempla supra adducta, et alia, quæ adducit Glossa in cap. 2 de Constit. et ratio est, quia ad bonum regimen reipublicæ sæpè id necessarium est; ergo ita etiam fieri potest in præsenti, nam causa est sufficiens, seclusâ culpâ.

6. Denique sæpè potest expedire ad pericula animarum vitanda hoc tantummodò cogere ad actum aliàs convenientem communitati. Quia coactio aliqua est utilis, et quòd major non fiat, est etiam utile animabus, et pertinet potiùs ad suavem providentiam, quàm ad rigorem. Et hoc prudenti consilio fiunt statuta in religionibus, in quibus supponitur virtuale pactum in voto obedientiæ, et professione inclusum, acceptandi talem pœnam, si in hâc, vel illâ regulæ transgressione quis comprehendatur, ut notavit Anton. 3 p. tit. 16, c. 1, § ult. circa finem. Quod extendi etiam potest ad quamcumque communitatem, seu rempublicam, quia inter eam, et singula membra ejus intercedit, vel saltem supponitur talis conventio ad civilem unionem in uno corpore, illâ tamen suppositâ, ex vi potestatis jurisdictionis, quæ est in superiori, sequi potest talis modus imperandi, et imponendi talem obligationem, quia per se est justus, et utilis communitati, ut declaratum est.

7. Dico secundò : Aliquæ sunt leges purè pœnales, et in conscientiâ non obligantes, nisi ad pœnam, quæ ex materiâ et verbis aliisque circumstantiis à legibus pœnalibus mixtis discernendæ sunt. Prior assertionis pars clara est, eamque videntur supponere auctores allegati in priori assertione, et licet Castro dubitet an dentur tales leges, tamen non videtur cadere in dubium, tum, quia cùm possibiles sint, et sæpè possint esse aptiores ad regimen subditorum cum minori periculo et gravamine in aliquibus materiis, in quibus majus onus necessarium non est, videtur per se credibile, sæpè ferri hoc modo leges pœnales. Tum etiam quia in religionibus sunt clara exempla harum legum, ut supra dixi, et in legibus humanis, purè pœnalis censetur illa quæ pœnam imponit fugienti de carcere, scindenti ligna in sylvâ communi, etc.

8. Tota ergo difficultas est in posteriori parte assertionis explicandâ, quando, scilicet, lex pœnalis pura censenda sit. In quo dici communiter solet, hoc pendere ex intentione legislatoris, quod verissimum esse credo, ob rationem factam. Neque hoc pendet ex illâ quæstione, an obligatio præcepti, seu legis in conscientiâ, possit esse major, vel minor ex intentione legislatoris. Nam quidquid he hoc sit, stante jam præcepto, nihilominùs certum est, pendere ex intentione superioris, præcipere, et similiter duo præcepta, aut unum tantùm hypotheticum imponere, sicut pendet ex intentione voventis sub pœnâ aliquâ, vel utramque per se vovere, et expressè, aut tacitè duo vota emittere, vel unum tantùm hypotheticum; suppositâ ergo necessitate intentionis, inquirimus, quomodò cognoscetur, et unde constabit, intentionem principis fuisse, unum tantùm præceptum hypotheticum imponere. In quo etiam est clarum, maximè posse hoc constare per expressam declarationem ipsius legislatoris, sive hæc exprimatur in ipsam et lege particulari, sive per aliquam generalem regulam aliquarum constitutionum, in eis comprehensam, quæ hoc declaret, vel designet verba, per quæ sola significetur obligatio in conscientiâ, ut in aliquibus religionibus fit, sive denique de tali intentione constet per traditionem, consuetudinem, seu legem non scriptam. Quamvis enim talis

consuetudo non sit universalis in omnibus legibus pœnalibus, ut Navarr. volebat, potest in aliquâ republicâ, seu congregatione introduci, et illa erit optima interpres cujuscumque legis talis communitatis, nisi per ipsammet legem revocetur, exprimendo ut talis lex obliget, vel habeat vim præcepti, non obstante contrariâ consuetudine.

9. Ultra hos verò casus possumus generalem regulam negativam constituere. Quoties per verba legis pœnalis non declaratur sufficienter proprium præceptum obligans ad actum, vel omissionem ejus, præsumendum est, esse legem purè pœnalem, ita ut in hoc casu procedat opinio Navarri tractatâ cap. præcedenti. Quia procedit etiam ratio ejus ; nam si lex non satis explicat duplicem obligationem, seu præceptum, benignior pars est eligenda, cùm res sit dubia, et lex non satis explicet rigorem. Censebitur autem lex non satis explicare priorem obligationem conscientiæ, quando nec lata fuerit per verbum expressè præceptivum, quod in actum prohibitum vel imperatum cadat, nec ex circumstantiis, aut materiâ, vel pœnâ legis colligatur virtuale præceptum, seu intentio sufficiens præcipientis. In priori parte hujus documenti videtur fundata regula, quam generaliter admittit Castro, quoties lex non fertur per verbum imperandi, aut prohibendi, sed per verba conditionem tantùm significantia, legem esse purè pœnalem. Ut cùm lex dicit : Si quis inveniatur extrahens triticum ex regno, perdat illud, vel duplum, vel cùm dicit : Quicumque deprehensus fuerit venans in tali loco, solvat tale quid. Similes enim leges ex vi verborum non inducunt obligationem ad actum, vel omissionem, quia in rigore non præcipiunt.

10. Hæc autem regula indiget limitatione insinuatâ in posteriori parte nostri documenti. Nam si pœna legis intrinsecè supponat culpam, lex non est censenda purè pœnalis, etiamsi sub illâ formâ feratur, quia conditio pœnæ satis declarat mentem legislatoris, ut quando excommunicatio fertur sub hâc formâ : Si quis hoc fecerit, sit excommunicatus, vel : Qui hoc dixerit, anathema sit. Nam licet Navarr. dicat, has leges esse purè pœnales, supponere tamen culpam ex prioribus legibus divinis, aut humanis, nihilominùs verum non est. Tum quia sæpè non supponitur talis obligatio prior, ut quando novo statuto dicitur : Si quis ingressus fuerit talem locum, maneat excommunicatus, idemque cum proportione est, quando veritas aliqua de novo definitur sub illâ formâ : Si quis tale vel tale dixerit, anathema sit. Tum etiam, quia licet conditio apposita sit de re contra jus naturale, vel divinum, ut si quis percusserit, si quis furatus fuerit, etc., nihilominùs ad excommunicationem necessarium est præceptum ecclesiasticum, et contumacia contra illud, ut talis pœna incurratur. Quoties ergo leges imponunt hujusmodi pœnas, non sunt purè pœnales, etiamsi dictis verbis utantur. Idemque censeo, quando pœna est gravissima, etiam corporalis, ut si imponatur pœna mortis, vel mutilationis, aut alia æquipollens, idque non solùm ratione periculi, ut quidam volunt, nam illud sæpè vitari posset, sed ex morali æstimatione talis pœnæ. Nam lex censenda est prudens et justa : esset autem intolerabilis, si propter rem, quæ culpâ caret, pœnam mortis, vel mutilationis imponeret. Et ideò diximus in superioribus ex doctrinâ Augustini, omnia præcepta legis veteris, quæ pœnam mortis corporalis imponebant, induxisse obligationem sub mortali. Unde licet verba non sint expressè præceptiva, vel prohibitiva, satis est quòd virtute illam contineant, et ex adjunctâ pœnâ declaretur, qualis sit legislatoris intentio.

11. Objicies, quia satis gravis pœna est flagellationis publicæ, quæ imponitur frangenti carcerem, et nihilominùs ille non obligatur in conscientiâ servare illam prohibitionem, nec peccat fugiendo. Respondeo, vel illam pœnam respectu talis personæ non censeri nimiùm gravem, vel à republicâ judicatam esse proportionatam ad coactionem necessariam pro tali prohibitione, et quasi ad defensionem sui juris, et publicæ justitiæ, et ideò omnia esse prudenter consideranda.

12. Denique quamvis verba per se spectata, vel gravitas pœnæ, non satis ostendant obligationem in conscientiâ ad legem observandam, consideranda est materia legis ; nam si illa fuerit moralis, id est, pertinens directè ad bonos mores reipublicæ, et ad cohibenda vitia, et ad eos fines censeatur necessaria vel ad pacem ejus, vel ad vitandum magnum incommodum ejus, magna præsumptio est, legem poni sub intentione obligandi in conscientiâ, etiamsi modus præcipiendi non sit adeò expressus, et formalis, nec pœna nimiùm gravis. Ita sumitur ex Victor. et Covarr. supra. Et ratio est, quia credendum est, legislatorem in his casibus velle obligare modo magis conveniente, et necessario reipublicæ, in tali autem materiâ et

occasione maximè expedit, cogere obligando in conscientiâ; ergo. Quando verò nihil horum intervenit, sed materia est politica, vel non magni momenti, aut necessitatis ad bonos mores, et forma præcipiendi est tantùm conditionata, et pœna non nimiùm gravis, signum sufficiens est, talem legem non obligare in conscientiâ.

13. Ad primam rationem contrariæ sententiæ jam responsum est, legem pœnalem resolvi in aliquam conscientiæ obligationem solvendi vel sustinendi pœnam, et hoc satis esse, ut sit vera lex, etiamsi ad conditionem sub quâ pœnam comminatur, in conscientiâ non obliget, respectu cujus conditionis dicitur purè pœnalis, licet respectu ipsius pœnæ efficaciam habeat obligandi modo prædicto. Ad secundam negatur sequela, nimirùm, talem legem fore injustam, quia licet inferat pœnam (id est, gravamen aliquod, seu malum) sine culpâ, non tamen sine causâ, vel licet illud inferat sine culpâ morali, non tamen sine culpâ civili, seu politicâ, et hoc sufficit, Unde ad tertiam negatur etiam sequela, quia ratio inferendi majorem vel minorem pœnam, non solùm esse potest major vel minor culpa, sed etiam major et minor causa, seu necessitas inferendi majorem vel minorem coactionem. Et argumentum deficit planè in regulâ religiosâ, in quâ inæquales pœnæ inferuntur propter varias transgressiones regularum, quæ ad culpam non obligant. Ad quartum jam declaratum est, cur oporteat dari aliquas leges purè pœnales, et quibus signis à mixtis discerni valeant.

CAPUT V.

Utrùm lex humana pœnalis possit obligare in conscientiâ ad illam solvendam, vel exequendam, seu observandam ante, judicis condemnationem et executionem.

1. Diximus de obligatione legis pœnalis ad actum vel omissionem prohibitum; nunc superest dicendum de alterâ parte talis legis, quæ est impositio pœnæ; quæ scilicet, obligatio ex illâ nascatur, et dicemus priùs de possibili, deinde de facto, habetque locum quæstio, tam in lege purè pœnali, quàm in mixtâ, eâdemque proportione in utrâque definienda est. Prima igitur sententia docet indistinctè, legem humanam posse obligare in conscientiâ trangressorem ante omnem sententiam ad omnem pœnam quamtumcumque gravem exequendam, etiamsi actionem ipsius rei requirat, illâ tantùm actione exceptâ, quæ intrinsecam malitiam includeret, si ab ipsomet delinquente fieret, ut esset, v. g., occidere, aut mutilare seipsum. Hanc opinionem tenere videtur Castro toto lib. 2 de Lege pœnali, qui maximè loquitur in particulari de pœnâ confiscationis omnium bonorum. Putat enim obligare in conscientiâ delinquentem, qui illam ipso facto incurrit, ad tradenda omnia bona sua fisco, etiam ante sententiam declaratoriam. Ex quo exemplo planè sequitur dicta universalis regula, præsertim quoad pœnas, quæ corporales non sunt, et rationes quibus utitur, generaliter procedunt. Sequuntur hanc sententiam magnâ ex parte Panormit. Felin. et alii Canonistæ in c. 1 de Constit. et plures sumi possunt ex Tiraquel. in l. *Si unquàm* verb. *Revertatur*, n. 291 et sequentibus. Fundamenta hujus sententiæ sunt multa, quæ latè refert et solvit Simancas infra citandus.

2. Quibus omissis, quia in sequentibus attingentur, duæ partes distingui possunt in hâc sententiâ. Una est indefinita, scilicet, non deesse in lege humanâ potestatem obligandi ad pœnam, et ad pœnæ executionem, seu observationem ante omnem sententiam, et hoc tanquàm verum admittimus. Quia nulla in eo potest ostendi repugnantia, et præterea ex dicendis clarè constabit. Altera pars est, hanc potestatem extendi ad omnem pœnam cum solâ exceptione pœnæ includentis malitiam, quia non potest alia cum fundamento excipi. Quod probatur, quia lex humana potest directè præcipere quidquid honestum est, si sit necessarium ad bonum commune reipublicæ; ergo etiam potest id in pœnam præcipere dicto modo, quia potest etiam esse necessarium ad commune bonum. Neque obstabit acerbitas pœnæ, tum quia tale potest esse delictum, ut totam illam mereatur, tum etiam, quia lex humana potest obligare ad rem etiam difficillimam, si bono communi expediat; tum denique quia judex per sententiam declaratoriam potest ad hoc obligare, ut constat in pœnâ illâ de confiscatione bonorum; ergo lex poterit.

3. Nihilominùs sententiam hanc non probo quoad hanc unicam exceptionem, cum tantâ generalitate in cæteris pœnis. Quia ultra pœnas, quas ipse reus licitè in se non potest exequi, sunt aliæ ita acerbæ, et non repugnantes naturæ, ut præter humanam potestatem sit illas dicto modo imponere. Cujus non minimum signum est, nullam talem inveniri legem humanam. Nam quod dicitur de confiscante bona, quòd ratione illius reus teneatur illis se spo-

liare, verùm non est, tum quia consuetudo oppositum docet et tenet, et nullus vir aut confessor doctus obligat hujusmodi delinquentes ad se spoliandum suis bonis, priusquàm judicentur. Tum etiam, quia in cap. *Cùm secundùm leges*, de Hæretic. in 6, declaratum est, non licere fisco vel judicibus, usurpare bona hæretici, etiamsi de ejus delicto aliàs constet, donec per sententiam declaretur ; ergo signum est, ipsum non teneri in conscientià ad se spoliandum. Ex hoc autem usu satis probabiliter colligitur, non cadere hoc sub humanam potestatem, quia si hactenùs factum non est, etiamsi commissa fuerint delicta gravissima, quantùm esse possunt, et satis frequentia, signum morale est, fieri non posse. Item quod hactenùs non fuit necessarium nec expediens ad commune bonum, signum est, et nunquàm futurum, et naturà suà non esse tale ; ergo etiam est signum non esse materiam vel effectum accommodatum legi humanæ. Confirmatur; nam hâc ratione dicimus, materiam propriam consiliorum non esse accommodatam præcepto humano, quia licet actus sit bonus, tamen obligatio per absolutam legem est ultra humanam consuetudinem et utilitatem ; ergo similiter non satis est, quòd actio pœnalis non sit mala, vel quòd sit honesta, si obligatio est extra humanam consuetudinem, et utilitatem. Et hæc est ratio à priori hujus partis, quæ in sequentibus magis explicabitur.

4. Secunda opinio principalis est extremè contraria; nam simpliciter negat posse legislatorem humanum obligare in conscientià subditos delinquentes ad pœnam ante sententiam. Pro quâ referri possunt Covar. in Epitom. quarti, p. 2, c. 6, § 8, et alii infra citandi. Tamen nullus est, qui non addat aliquam exceptionem, et ita non videntur ita generatim loqui, quanquàm plures eorum rationes, si efficaces essent, id probarent. Potest ergo hæc sententia suaderi primò, quia contra justitiam est, ut aliquis non accusatus, et convictus condemnetur priusquàm audiatur, et ideò hoc damnant omnia jura; sed si quis obligaretur ante sententiam, damnaretur non auditus, et non convictus; ergo esset contra justitiam; ergo excedit omnem potestatem. Secundò, quia cogere ad observantiam legis est officium judicis, qui ab Aristotele propterea vocatur justum animatum; sed contra naturam est, obligare reum, ut in se exerceat officium judicis, et sibi inferat vim et coactionem; ergo etiam est contra naturam obligare illum, ut pœnam in se exequatur, quia per pœnam fit coactio. Unde argumentatur tertiò Soto; nam pœna consistit in passione; ergo natura abhorret ut aliquis cogatur eam in se exequi, quia non debet simul esse agens et patiens. Quartò argumentantur multi: lex humana debet esse tolerabilis, ut supra dictum est, imò et facilis, ut regulariter observari possit; non enim est præcipiendum multis, quod pauci possunt efficere; sed exequi in se pœnam ante omnem condemnationem, est res valdè difficilis, quam moraliter loquendo pauci implebunt ; ergo non est materia accommodata legi humanæ.

5. Hæc sententia non potest universaliter defendi, et ita à nullo doctore catholico, quem viderim, universaliter, vel sine limitatione asseritur. Quia excommunicatio est pœna, et gravissima, ut jura docent, et tamen certissimum est, sæpè imponi ipso facto, et incurri ante sententiam judicis, et idem est de aliis censuris. Ex quo exemplo constat, rationes factas non habere vim; nam qui excommunicatur ipso facto, condemnatur antequàm in exteriori judicio audiatur, accusetur et convincatur; ergo vel illa pœna injusta est, quod dicendum non est, vel hoc non est intrinsecè malum, nec per se injustum; ergo ex hoc capite non rectè probatur esse supra potestatem humanam obligare ad pœnam ante sententiam. Ratio autem hujus est, quia accusatio et cætera debent esse accommodata condemnationi; quando autem quis per legem pœnalem obligatur ipso facto, non condemnatur in foro exteriori, sed in conscientiâ; ergo in illo debet accusari, audiri et convinci. Hoc autem modo constat, eum, qui sibi conscius est delicti contra legem commissi, in suâ conscientiâ accusari, et si aliquam excusationem habet, audiri, et cùm rationabilis non appareat, convinci; ergo non est alienum à justitiâ, quòd tunc etiam in conscientiâ obligetur. Non ergo cogit prima ratio. Nec etiam secunda, quia licet judex ex officio debeat cogere ad leges servandas, tamen etiam legislator ipse potest aliquam coactionem per se adhibere, præsertim pro his casibus pro quibus viderit officium judicis non sufficere; et hoc facit Ecclesia, quando imponit censuras ipso facto; ergo etiam potest id facere quicumque alius legislator, si aliunde non repugnet. Ex tertio etiam capite agentis et patientis non repugnat; tum quia in viventibus, et præsertim in liberis non repugnat idem esse agens et patiens,

tum etiam quia interdùm potest pœna in actione consistere, si voluntaria est, tum denique quia sæpè lex ipsa secum affert executionem et imponit pœnam, unde ipsa est agens et homo patiens. Denique difficultas non est tanta, quæ superet conditionem humanam, nam excommunicatio satis gravis pœna est, et ad multa obligat satis ardua, ut sunt privari omni usu rerum sacrarum, omni humanâ communicatione, et fructibus beneficiorum, etc., et nihilominùs ad hæc obligatur homo ante sententiam; ergo imponere hoc onus non est supra potestatem legis humanæ, nec repugnat in omni pœnâ, licet in aliquâ repugnet, ut diximus.

6. Est ergo tertia sententia, quæ à priori solùm differt, quia excipit solas censuras. Ita sentit Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 6, et lib. 4, q. 6, art. 3. Qui singularis est in hoc, quòd licet fateatur, censuras posse per legem imponi ipso facto (id enim negare non poterat) de omnibus aliis pœnis id negat, solùm propter fundamenta proximè soluta in præcedenti paragrapho. Constituit autem differentiam, quia per censuras, inquit, privat Ecclesia fideles quibusdam bonis communibus, quod potest facere, quotiescumque ex parte illorum sufficiens causa fuerit, nullo spectato eorum consensu, neque interveniente aliâ actione præter ipsam sententiam legis. Sicut potest, inquit, rex non admittere ad publicum convivium de bonis suis eum qui hanc vel illam conditionem non habuerit, nullâ interveniente sententiâ, sed ipso facto. Alia item ratio, et fortassè probabilior reddi posset, quia censuræ non tam sunt pœnæ vindicativæ quàm medicinales; ut autem medicina adhibeatur, non est necessaria sententia judicis, sed unusquique tenetur eam assumere, maximè præcipiente medico, seu doctore; aliæ verò pœnæ sunt vindicativæ, et ideò majorem coactionem requirunt. Alia item ratio reddi posset, quia censuræ inducuntur per modum præcepti superioris vetantis talem actionem, receptionem aut communicationem, vel quid simile, et ideò non sequuntur conditiones pœnarum, sed præceptorum, quæ obligant virtute ipsius legis absque aliâ sententiâ.

7. Nihilominùs hæc sententia defendi non potest, ut opinor; sunt enim multæ aliæ pœnæ quæ non solùm de possibili, sed etiam de facto imponuntur per ipsam legem ante sententiam hominis, et consequenter imponunt aliquam obligationem in conscientiâ. Hoc patet inprimis in pœnâ irregularitatis, quæ non solùm potest ipso jure imponi, sed etiam hoc includit in ratione suâ, ut ex propriâ materiâ suppono, et consequenter ante omnem sententiam obligat in conscientiâ ad abstinendum ab omni usu et receptione ordinum. Scio, ipsum Sotum hanc irregularitatem pœnalem vocare censuram, sed in hoc etiam falsa est ejus sententia; et contra cap. *Quærenti*, de verbor. Significat. et contra communem usum rescriptorum, pontificum, et romanæ curiæ. Et in hoc exemplo deficit secunda ratio facta, quia irregularitas non est medicinalis pœna, sed vindicativa, et ideò est de se perpetua.

8. Idem est de privatione beneficii, etiam justè priùs possessi; nam potest imponi ipso facto ante omnem sententiam, ut fatetur Navar. in Summ. cap. 23, n. 67, ubi de possibili loquitur, tamen n. 110, versic. *Nota decimò*, notat duos casus simoniæ confidentialis, in quibus juxta decreta Pii IV et Pii V, quæ ibi refert, hæc pœna ipso facto incurritur. Et quamvis Sylv. Covarr. et alii dubitent de facto, maximè in intelligentiâ unius vel alterius textûs, tamen quòd id facere possit Ecclesia non dubitant. Estque casus satis expressus in cap. *Licet*, de Elect. in 6. Ubi id notat Glossa verb. *Privatus*, et Navar. cap. 25, n. 118, dicens, eum, qui intra annum post obtentum beneficium parochiale, non ordinatur, amittere illud ipso facto, ita ut non possit in conscientiâ illud retinere. Et eodem modo intelligit pœnam amissionis episcopi, qui intra sex menses non consecratur, in concil. Tridentino sess. 23, de Reformat. c. 2. Responderi autem potest ex eodem Navar. et Soto supra, illam non esse propriam pœnam, sed quasi conventionem, quia, v. g., qui recipit beneficium parochiale priusquàm sit sacerdos, sub hoc tacito pacto illud recipit, ut intra annum ordinetur; aliàs illud amittat, et hoc modo eludit Soto alia similia exempla; sed non satisfacit, tum quia similes leges non tantùm habent efficaciam in eos qui post illam legem receperunt beneficia, sed etiam in eos qui jam illa habebant, in quibus nulla conventio præcessit; tum quia licet is qui recipit beneficium ignoret talem legem, et nullo modo consentiat tali conventioni, manet noxius illi obligationi et pœnæ; ergo est ex efficaciâ legis, non ex conventione.

9. Tertium exemplum est in pœnâ confiscationis bonorum, quæ ipso facto imponit, cap. *Cùm secundùm leges*, de Hæret. in 6, cum similibus De quâ potissimùm disputant doctores relati, et ferendi, et inter eos est controversia, an reus teneatur in conscientiâ se spoliare bonis confiscatis, in quâ concedimus veriorem esse partem negantem, quæ communior est, ut videmus. Est etiam controversia, an reus ipso facto amittat dominium suorum bonorum, esto non amittat justam possessionem, usumfructum et usum; tamen fortassè est quæstio de modo loquendi, quia dubitari non potest, quin reus ipso facto amittat aliquod jus, quod antea in suis bonis habebat, et fiscus illud acquirat. Nam ratione illius juris, quando postea fertur sententia declaratoria criminis, retrotrahitur executio pœnæ, et fiscus recuperat omnia bona rei, ubicumque, et quomodocumque illa invenerit; ergo talis lex infert aliquam pœnam, statim ac sit crimen, ante omnem sententiam. Unde etiam ex illâ nascitur obligatio in conscientiâ ad non dilapidanda ea bona in detrimentum fisci, et ad non faciendos contractus, qui possint in damnum tertii redundare. Sed de hâc pœnâ in materiâ de Hæresi, Deo dante, latiùs dicturi sumus. Præter has denique sunt multæ aliæ pœnæ privationum fructuum, irritationum contractuum, et inhabilitatum, ad quas sæpè lex pœnalis obligat in conscientiâ, ut constat de aliquibus impedimentis ex delicto ita inhabilitantibus personam ad matrimonium, ut ante omnem sententiam irritent subsequens matrimonium; est recepta et indubitata sententia, quam ipse Soto in 4 amplectitur. Inhabilitas etiam ad donandum, acquirendum, vendendum, et similia, sæpè inducitur per legem humanam ipso facto, ut infra videbimus. Cur ergo, sicut hoc facit lex ipso facto, propter alias rationes, non poterit etiam id efficere propter delictum? non est ergo sufficiens illa exceptio, quam facit Sotus.

10. Accedit præterea, quòd generalis regula à Soto constituta nullâ sufficienti ratione probatur; nam potissimæ sunt, quas adduxi in primâ sententiâ, et ostendi nihil probare. Denique differentia quam adducit Soto, non est constans, tum quia censuræ etiam privant propriis bonis, ut fructibus beneficii, usu proprii muneris, seu officii, et aliquarum actionum, quarum homo est dominus. Tum etiam quia per alias leges inhabilitantes interdùm privatur homo bonis, seu jure proprio, ut est habilitas ad contrahendum matrimonium, vel quid simile, quod tamen per legem fieri solet in pœnam, ut dixi. Tum præterea, quia dùm Ecclesia privat bonis communibus, non se gerit ut domina, sed ut fidelis dispensator, et judex; ergo, sicut potest per legem ferre sententiam, quâ privet hominem bonis communibus, ad quæ habebat jus ab ipso domino, ita etiam potest privari bonis propriis, quia non plus aliquando æstimantur, nec magis utilia sunt bona propria, quàm communia, ut cathedræ suffragia, et similia; ergo de his omnibus possunt ferre leges pœnales operantis ipso facto, quod Soto negat. Et probatur consequentia ad hominem, quia in hoc æquiparentur censuris, et nulla alia ratio differentiæ ab eo redditur. Ad secundam verò, quam nos adduximus, respondetur, etiam alias pœnas esse posse medicinales, et è converso etiam censuras esse pœnas vindicantes delicta. Præterquàm quòd vindicatio respectu unius, est medicina præservativa respectu aliorum, et ideò postulare potest eamdem vim et efficaciam. Tertia item differentia nulla est, quia etiam inhabilitas ad matrimonium per legem imposita includit præceptum non contrahendi cum irritatione, et è converso privatio inducta per censuram, sæpè non solùm præceptum, sed etiam irritationem includit; est ergo eadem ratio.

11. Quarta sententia distinguit duplicem pœnam; una est, quæ in solâ passione consistit, nec requirit actionem, seu executionem hominis. Alia, quæ sine hominis actione, et executione fieri non potest. De priori affirmat hæc opinio, posse per legem ita imponi, ut ante omnem sententiam obligetur homo in conscientiâ ad servandam illam, de posteriori autem negat. Hæc fuit opinio Cajet. 2-2, q. 62, art. 3, et in Summâ verb. *Pœna*, ubi videntur ita sentire Angel. Armil. et alii summistæ. Approbat etiam distinctionem Cajet. Simanc. de Catholic. Instit. tit. 9, n. 31 et sequentibus, et inclinat Sylvest. verb. *Assassinus*, num. 4, in fine, tamen n. 4, in eâ non persistit. Citatur etiam Victor. in Relect. priori de Indis, nu. 14; Adrian. quodlib. 6, q. 1; Conrad. de Contract. q. 7; Cordu. lib. 1 Quæstion. q. 36, et plures ex jurisperitis, præsertim Barthol. in l. *Ejus qui delatorem*, ff. de Jure fisci; et Bald. in l. *Id quod pauperibus*, c. de Episcop. et Cleric. Joan. Andr. cap. 1 de Homicid. in 6, et Anchar. in cap. *Felicis*, de Pœnis, in 6. Sed hi auctores re-

verà non loquuntur generaliter, sed de unâ vel aliâ gravi pœnâ. Prior ergo pars hujus sententiæ de pœnis consistentibus in passione sufficienter probatur argumentis factis contra secundam opinionem. Aliqua verò ex fundamentis illius secundæ opinionis applicantur ad posteriorem partem suadendam. Sed illa jam soluta sunt, unde unicum superesse potest hujus partis fundamentum, scilicet, quia leges humanæ debent esse tolerabiles et accommodatæ humanæ conditioni, cap. *Cur autem lex*, dist. 4, *Alligant*, 26, q. 7, cum supra notatis de hâc re; sed lex, quæ obligaret hominem in conscientiâ ad exequendum in se pœnam, quæ propriam ejus actionem requirit, esset nimis gravis et intolerabilis, et aliena à communi hominum usu; ergo talis modus legis excedit humanam potestatem. De quâ ratione præter citatos videri potest Navarr. in Comment. de Datis et Promissis, num. 44.

12. Nihilominùs hæc sententia universaliter et distinctè sumpta probari non potest, nec distinctio data potest subsistere. Quod ita declaro, quia vel prior pars de pœnis purè passivis, seu negativis intelligitur universaliter, et sine ullâ exceptione, vel cum hâc moderatione: *Nisi pœna contineat nimiam acerbitatem repugnantem humanæ conditioni*. In priori sensu non est vera prior pars. Nam si quis per legem damnetur, ut fame pereat, non potest in conscientiâ obligari ad non comedendum, quamvis illud non requirat actionem, sed carentiam actionis, cujus manifestum argumentum est, quia etiam post sententiam judicis ad id non obligatur reus in conscientiâ, ut traditur 2-2, q. 64, et benè Victor. Relect. de Homicid. num. 28. Idem est, si per legem quis obligatur ad non fugiendum è carcere, in quo timet aliquod grave nocumentum; nemo enim ad hoc in conscientiâ obligatur, ut ibidem docet Victor. et infra attingemus, et tamen illa pœna non requirit actionem, vel motum, sed quietem. Idem est, v. g., de pœnâ non celebrandi aut non communicandi; nam si ex effectu secuto, v. g., infamia fiat nimis acerba, non obligatur quis in conscientiâ ad servandam illam. Propter quod dicunt omnes auctores, excommunicatum occultum posse licitè publicè communicare, quando sine gravi infamiâ id vitare non potest. Præterea ratio, quam dicta sententia pro se adducit, persuadet, in illâ priori parte necessariam esse hanc moderationem, quòd pœna licet sit purè passiva, nihilominùs debeat non esse nimis acerba et inhumana. At verò positâ hâc moderatione, etiam erit adhibenda in altero membro distinctionis, et sic erit falsum, et ruet tota distinctio. Nam pari ratione dicendum est, pœnam quæ requirit actionem, tunc solùm non posse dicto modo in conscientiâ imponi quando est nimis gravis et præter humanam fragilitatem; secùs autem esse, si intra latitudinem illius generis pœnæ moderationem retineat. Tum enim cessat fundamentum illius sententiæ; cessat etiam omnis ratio injustitiæ, quia lex humana potest præcipere quidquid nec malum est, nec nimis grave, aut repugnat naturæ, si aliunde possit habere æquitatem et utilitatem boni communis.

13. Superest tamen ut probemus hæc duo non repugnare, scilicet, pœnam requirere actionem ipsius rei, et nihilominùs esse moderatam et humanam; id autem multipliciter ostendo, primò quia dicti auctores fatentur per sententiam declaratoriam criminis incurri posse aliquam pœnam in conscientiâ, sine aliâ condemnatione, vel executione judicis, aut ministrorum ejus; ergo idem posset facere lex non postulando sententiam declaratoriam. Probatur consequentia, quia per sententiam declaratoriam non fit coactio physica, ut sic dicam, et reus ipse obligatur, ut sit executor pœnæ in seipsum, et nihilominùs mandatum ipsum non censetur intolerabile, ut procedit à judice; ergo nec respectu legis ille modus pœnæ est nimis acerbus, si aliàs ex parte materiæ boni communis sit sufficiens ratio utilitatis. Secundò, quia moraliter loquendo non minùs grave et onerosum est homini libero se privare aliquibus actionibus ad quas habet vel propensionem, vel jus, vel ex quibus sperat fructum, quàm aliquas actiones exercere, quæ pœnales vel sibi graves sint; ergo si non est pœna nimis rigorosa, obligare hominem in conscientiâ, ut se privet multis actionibus, ut communicatione humanâ et divinâ, usu sui officii, etiam cum privatione fructûs, non erit etiam nimis durum, quòd obligetur aliquando ad actionem pœnalem moderatam. Probatur consequentia, quia quòd sit actio positiva, non includit specialem malitiam, ut suppono, propter quam ab homine fieri non possit; in reliquo autem æqualis est ratio, præsertim cùm voluntaria omissio moraliter sit quædam actio, quatenùs non fit sine voluntate continendi seipsum. Unde confirmatur: nam secundùm æstimationem moralem plus vellet homo tantam pecuniæ quantitatem solvere, quàm privari suffragio activo,

vel passivo circa tale munus; sed potest per legem in conscientiâ privari suffragio activo, vel fieri inhabilis ad passivum; ergo etiam poterit imponi pecuniaria pœna ipso facto solvenda, etiamsi in actione consistat.

14. Tertiò, quia leges imponentes pœnas privativas, seu passivas, consequenter obligant ad multas actiones homini involuntarias, si necessariæ sint ad servandam privationem, vel ex illâ consequantur. Ut excommunicatus si sit in Ecclesiâ et Missâ, vel divinum officium inchoetur, tenetur egredi, vel si ei detur beneficium, tenetur non acceptare, quod licet videatur negativum, non fit sine positivâ actione, et (quod difficilius est) quando quis per legem privatur beneficio, obligatur in conscientiâ relinquere illud, secundùm multos. Respondent aliqui per legem auferri titulum beneficii, quia hæc est pœna quæ non requirit hominis executionem; inde autem sequi obligationem renuntiandi beneficium, quia ablato titulo perditur dominium beneficii, quia omninò pendet à titulo, argumento, Regul. 1, de Regul. jur. in 6, et cap. unic. *de Eo qui mittitur in poss.* in 6, et cap. *Relatum*, de jur. patronatûs. Hæc autem obligatio jam non est pœna legis humanæ, sed obligatio legis divinæ, quia nemo potest retinere quod suum non est. Sed hoc non enervat, sed confirmat potiùs rationem factam; nam si lex potest à se ipsâ auferre titulum beneficii, etiamsi inde sequatur nocumentum illud renuntiandi beneficium, cur non poterit directè obligare ad hoc ipsum nocumentum? Item quia eodem modo dicere quis posset legem privare omni dominio et jure in pecuniam, et illud in alium transferre, et inde sequi obligationem non retinendi rem alienam, sed tradendi illam vero domino, sicut in præscriptione lex privat priorem dominum omni jure, quod in re, vel ad rem habebat.

15. Concludo igitur ex omnibus his ferè opinionibus aliquid sumendum esse ex quo vera doctrina consurgat. Primùm itaque assero, posse legem humanam obligare in conscientiâ ad pœnam tam passivam quàm activam ante omnem sententiam, si aliunde servetur æquitas. Hoc probatur, quia legislator potest suo præcepto obligare non solùm ad sustinendam pœnam, sed etiam ad agendum quando pœnalis actio potest licitè ab ipso reo exerceri et non est nimis acerba et inhumana; ergo potest per legem ita hoc præcipere, ut statim obliget absque aliâ declaratione. Etenim superior potest propter alias rationes justas ita obligare subditum ad similem actionem; cur ergo non poterit propter justam causam ex delicto ortam? Certè non potest probabilis ratio reddi, ut ex dictis etiam contra alias sententias constat.

16. Secundò dicendum est, hunc modum obligationis habere locum in pœnis moderatis, non verò in quibuscumque gravissimis, præsertim quando requirunt hominis executionem; hoc etiam proximè probatum relinquitur. Tertiò dicendum est hunc modum obligationis faciliùs posse imponi in pœnis privativis quàm in his quæ requirunt actionem hominis qui punitur, et inter privativas faciliùs in censuris et irregularitatibus quàm in aliis. Hanc assertionem damus auctoribus secundæ et tertiæ sententiæ, et eam suadent rationes eorum, maximè tamen usus est, ut statim videbimus, et illius alias congruentias afferemus. Atque hæc sententia sic moderata est sine dubio communior inter modernos auctores, ut videre licet in Cordubâ dictâ q. 36, ferè in principio, Navar. citatis locis, et idem tandem dicunt expressè Covar. et Simanc. et existimo antiquos doctores nihil ab hâc sententiâ discrepare.

CAPUT VI.

Quando leges pœnales contineant sententiam ferendam, et non latam, et ideò non obligent in conscientiâ ad pœnam ante judicis sententiam.

1. Ostendimus non deesse potestatem legislatori humano ad obligandum subditos ad pœnam suæ legis absque interventu alicujus sententiæ per hominem latæ; superest dicendum de actuali obligatione, quando imponatur; quoniam certum est non semper uti legislatores hâc potestate, neque etiam nunquàm illâ uti, ideòque necessarium est exponere quando leges pœnales uno vel alio modo obligent. In hoc ergo capite dicemus de legibus quæ non statim obligant ad pœnam; in sequenti verò de his quæ obligant; ex quibus, priores dicuntur continere sententiam pœnæ ferendam per judicem; posteriores verò dicuntur esse latæ sententiæ, quia per se ferunt sententiam condemnatoriam de tali pœnâ, sive requirant sententiam declaratoriam criminis, sive non, ut postea explicabimus.

2. Quia verò tota hæc distinctio legum maximè pendere solet ex ipsorum verbis, ideò ad hoc declarandum adverto, duplici verborum modo solere uti leges ad pœnas imponendas;

unum possumus simplicem vocare, alium compositum; simplicem voco, quando lex solùm utitur verbo præcipiendi et imponendi pœnam; compositum verò quando illi verbo addit vel adverbium aliquod, vel aliam particulam aut clausulam per quam magis explicet modum imponendi pœnam. Et uterque modus est multiplex et varius. Nam in priori, primò fieri potest simplex comminatio pœnæ, ut cùm dicitur : *Prohibemus hoc fieri sub tali pœnâ*. Secundò, potest fieri per verbum de futuro significans actionem, ut : *Excommunicabitur, deponatur, irritabitur,* etc. Tertiò, per simile verbum de præsenti, ut : *Excommunicamus, irritamus.* Quartò, per verbum præteriti, quod rarò fit, nisi addito alio verbo, ut : *Noverit se privatum; sciat se esse inhabilem,* etc. Quintò, per verbum imperandi, ut : *Excommunicetur,* etc. Sextò, per verbum substantivum, *sum,* quod semper adjungitur alicui participio, et per dicta tempora, et modos variari potest, ut : *Privatus est,* vel *fuit, privatus erit, sit privatus,* et ex parte participii potest esse similis varietas præsentis vel futuri, ut : *Privandus est,* vel *privatus est*. In altero modo formæ legis composito distinguuntur etiam quàm plures particulæ et modi quibus jussio pœnæ solet urgeri, et quasi exaggerari, ut statim incurrantur, quales inprimis sunt omnes illæ particulæ, quæ indicant præsentaneum effectum, ut : *Eo ipso ; Ex tunc; Ipso facto ; Ipso jure,* et similes. Secundò sunt aliæ excludentes expressè necessitatem sententiæ, ut : *Ante sententiam ; absque aliâ declaratione ; nullâ monitione præmissâ,* etc. Tertiò sunt aliæ explicantes obligationem in conscientiâ, ut si lex dicat : *In conscientiâ teneantur,* etc. Quartò sunt quædam particulæ universales, quæ videntur hoc comprehendere, ut : *Omninò, penitùs, plenè,* etc., nullius momenti, et similes.

3. Præterea adverto, juxta communem usum et sensum doctorum, omnes ferè hos terminos habere majorem vim circa pœnas, quæ hominis actionem non requirunt, quàm in aliis involventibus talem actionem, et ideò hoc etiam considerari solere ad regulas in hâc materiâ constituendas. Quæ plures tradi solent. Antequàm verò illas constituamus, aliud supponimus fundamentum generale in hâc materiâ, quod posuit Gloss. in cap. *In pœnis,* de Regul. jur. in 6. Nimirùm, quoties talia sunt verba legis (quæcumque illa sint), ut ex vi illorum incertus sit sensus legis, an scilicet contineat sententiam latam, vel ferendam, de ferendâ interpretandam esse, et ideò per se non obligare in conscientiâ. Idemque tenet Glos. in cap. *Cupientes,* § *Si verò,* verb. *Priventur,* de Elect. in 6. Item Glossa in cap. 2, § 1, de Hæretic. in 6, verb. *Innodetur;* sequitur Castro dicto lib. 2, cap. 1; Tiraquel. de Pœnis temper. num. 245, plures referens. Fundanturque in illo principio juris, quòd pœnæ in partem mitiorem interpretandæ sunt. Et favent alia principia juris, quòd nemo præsumitur obligatus, nisi probetur; et quòd lex et sententia præcipuè condemnatoria debet esse perspicua, et quòd si legislator ampliùs intendisset, expressisset, cap. *Ad audientiam,* de Decim. His ergo positis

4. Prima regula sit : « Quoties lex tantùm « utitur verbis simplicibus comminantibus « pœnam, non obligat in conscientiâ ad talem « pœnam subeundam, cujuscumque generis « pœna sit. » Ut cùm lex dicit : *Sub pœnâ quadrupli*, vel, *sub pœnâ inhabilitationis*, etc. Et communis, ut de Censuris diximus tom. 5, et sumitur ex D. Thomâ. 2-2, q. 62, art. 3, et ibi Cajet. Tenent Soto, Cordub. et alii theologi, et juristæ etiam communiter cum Glossâ ult. in cap. *Fraternitas,* 12, q. 2, ubi etiam Navarr. et Tiraq. supra num. 254, referens multos. Ratio est, quia talis lex ex vi suorum verborum nullum præceptum ponit de executione pœnæ; solùm ergo instruit judicem, argumento cap. *De causis,* § 1, de Offic. deleg. Unde ad summum virtute, et quasi per necessariam illationem, præcipit reo ut pareat judici imponenti talem pœnam. Confirmatur primò, quia jura præcipiunt pœnas benignè interpretari Reg. *In pœnis,* de Regul. Jur. 1, penult. ff. de Pœnis. Confirmatur secundò, quia aliud est designare pœnam imponendam, aliud illam imponere; talis autem lex designat pœnam, et non imponit nec fert sententiam, quia nullum est in eâ verbum quod illam significet. Unde Castro adhibet limitationem, ut hæc regula procedat, nisi præter verbum designans pœnam addatur aliud declarans sententiam latam. Sed hæc limitatio non est nunc necessaria; nam pertinet ad caput sequens; in præsenti enim solùm agimus de lege simpliciter loquente, ut dixi, et ita ex parte verborum nullam habet limitationem. Ex parte autem pœnæ solet duplex limitatio adhiberi.

5. Prima est, ut non procedat in pœnâ conventionali, quæ in contractibus solet apponi. Quia violans contractum statim tenetur ad pœnam designatam in contractu solvendam,

licet in contractu tantùm dictum sit sub tali pœnâ, vel talem pœnam incurrat. Ita tenet Tiraquel. supra, num. 256, citans Paul. Castren. in l. *Ad diem,* ff. de verb. oblig. Expressè idem tenet Felin. in cap. 1 de Constitut. num. 46, et Deci. ibi lect. 2, n. 20, et sequitur Castro supra. Ratio præcipua est, quia pœna conventionalis debetur ex vi pacti; quod autem debetur ex pacto, debetur in conscientiâ ante judicis sententiam; ergo. Major videtur planè colligi ex l. *Rescriptum,* § *Si pacto,* ff. de Pact. dicente : *Si quis in pacto pœnam stipulatus est posse postea agere, vel ex pacto, vel ex stipulatione suo arbitrio*; ergo supponit illa lex, pœnam conventionalem deberi ex pacto et ex promissione. Uterque autem titulus inducit obligationem in conscientiâ, et ideò Glos. ibi differentiam in hoc constituit inter pœnam legalem et conventionalem, quæ non potest esse alia nisi quòd lex per se non obligat ad pœnam; conventio autem seu pactum obligat. Declaratur in votis pœnalibus; nam si quis vovit aliquid sub tali pœnâ, censetur vovisse pœnam, illamque in conscientiâ tenetur implere, si principale promissum non implevit; ergo idem est cum proportione in promissione vel pacto humano : nam est eadem ratio quæ in voto, in quo pœna censetur promissa Deo, vel in pœnam prioris transgressionis, vel in defectum alterius operis, quasi sub disjunctione promissi; idem autem est modus promissionis humanæ, ut constat.

6. Nihilominùs limitationem hanc non admittit Navarr. d. cap. 23, num. 68. Imò ampliat regulam positam, ut non solùm procedat in pœnâ legali, sed etiam in conventionali. Qui neminem pro suâ sententiâ allegat, nec probat illam aliquo textu, vel ratione juridicâ, sed tantùm ex consuetudine, quia hæ pœnæ conventionales communiter non solvuntur, nisi interveniat coactio, et ita ipsa consuetudo interpretatur, intentionem contrahentium esse ut talis pœna non aliter debeatur. Hanc opinionem sequitur Vasquez 1-2, disp. 173, cap. 1. Additque, Navarrum intellexisse, hanc pœnam conventionalem non deberi antequàm petatur coram judice, et debitor condemnetur, quod est verisimile, licet Navarrus id non explicaverit, quia alia non est propria coactio. Addit præterea, hanc sententiam procedere, etiamsi in contractu expressum sit, ut pœna ipso facto incurratur, quod Navarr. non dixit, nec ipse aliter probat. Denique allegat Covarr. in 4, 2 p. cap. 6, § 8, num. 11, cujus sententia longe diversa est; ait enim, pœnam conventionalem deberi in conscientiâ, si ab alterâ parte petatur, unde non requirit sententiam judicis, et ita interpretatur priorem sententiam et differentiam inter pœnam conventionalem et legalem. Nam in reliquo dicit servare proportionem, quia sicut non licet resistere judici imponenti pœnam, ita nec licet resistere petenti pœnam ex pacto debitam. Addit verò Covar. : Sicut pœna legalis non debetur ante sententiam, ita nec conventionalem deberi antequàm petatur. Ratio ejus est, quia quando alius pœnam non petit, ex justâ conjecturâ alter præsumit illam sibi remittere. Non exponit autem, quæ sit ista conjectura; potest autem afferri illa, quâ utitur Navarrus quia honestiores homines non decet has pœnas exigere, aut velle, argumento cap. *Suam,* de Pœnis, et cap. *Fraternitas,* 12, q. 2.

7. Neutra ex his sententiis potest à nobis simpliciter, et in universum probari. Dicere tamen possumus priorem esse veram de rigore juris, de facto verò posse contrarium contingere ex intentione contrahentium. Quod ergo de lege diximus, ita de pacto dicendum est, scilicet, aliud esse loqui de potestate, aliud de facto. Nam de potestate certum est, posse contrahentes convenire de pœnâ solvendâ in conscientiâ ab illo qui contractum, vel promissum non servaverit, etiam non expectatâ alterius petitione. Quod nemo negare potest, cùm hoc nullâ lege naturali, vel humanâ sit prohibitum, et non concedat liberam facultatem contrahentium. Loquor autem generatim de contractibus, in quibus non est prohibitum pœnam apponere; nam si quis est specialis contractus ubi hoc est prohibitum, ut de sponsalibus statuitur in cap. *Gemma*, de Spons. ibi, nec in conscientiâ, nec per sententiam debita est pœna. Quandocumque verò licitum est pœnam ponere, licitum etiam est, sese invicem contrahentes in conscientiâ obligare. Sicut etiam est certum, quòd si nolint se ita obligare, sed solùm ut cogi possint per judicem ad talem pœnam solvendam, ut etiam positum sit in eorum voluntate, quia nihil est quod eos necessitet ad se magis obligandum.

8. Ex his ergo colligo, in conscientiâ judicandum esse de obligatione contrahentium ex intentione ipsorum, quia ex illâ pendet obligatio, et quoad illam eorum confessioni standum est in foro conscientiæ. Si autem nesciant specialem intentionem explicare, sed solùm

generalem, contrahendi et obligandi se prout debebant; tum inprimis verborum vis perpendenda est; nam si illa contineant promissionem ipsius pœnæ in tali eventu, sine dubio oritur obligatio in conscientiâ, quia est promissio conditionata, quæ obligat impletâ conditione. Et hoc probat exemplum de voto et quæ de illo tradi solent; habent enim locum in promissione humanâ pœnali, quæ est quidam contractus. Et eâdem ratione procedent, in quocumque contractu similem promissionem includente. Atque idem erit, si contractus pœnalis resolvatur in disjunctivum, ut : Faciam hoc vel illud ; nam ex illis verbis sine dubio oritur obligatio ad unum ex illis, et consequenter ad secundum, si primum non impletur. Solet autem hoc fieri per modum pœnæ, quando unum est per se primò intentum per contractum, et aliud adjungitur in defectum illius, et quasi ad cogendum contrahentem, ne in principali deficiat. Denique ob eamdem causam, si verba contractûs satis significent obligationem ipso facto, vel eo ipso quòd aliquis fuerit pactum transgressus, non video cur non oriatur obligatio in conscientiâ, cùm ex verbis debeamus de voluntate judicare, et illa verba satis indicent hujusmodi voluntatem. Quapropter, nisi constet de contrariâ consuetudine (de quâ mihi non constat, præsertim pro tali casu), censeo sic contrahentes et transgredientes contractum obligari ad pœnam in conscientiâ, ante sententiam, saltem si ab alterâ parte petatur, ut magis ex sequenti puncto constabit.

9. Addo enim ulteriùs, licet in contractu solùm dicatur, sub tali pœnâ, quam solvere debeat contraveniens contractui, juxta commune jus, et attentâ rei naturâ, intelligendum esse solvendam esse pœnam, nullâ sententiâ vel coactione judicis exspectatâ. Hoc mihi suadent fundamenta prioris sententiæ, quia reverà tota illa obligatio intelligitur nasci ex obligatione pacti et promissionis humanæ mutuæ vel acceptæ ; pactum autem humanum obligat ex se, et sine ullo ordine ad coactionem judicis. Unde quamvis non repugnet pactum fieri sub illâ conditione, scilicet sub tali pœnâ per judicem imponendâ, vel post ejus sententiam saltem declaratoriam solvendâ ; talis tamen intentio non videtur consentanea promissioni vel pactioni humanæ ; nec etiam videtur præsumenda nisi in verbis declaretur vel de illâ certò constet paciscenti. Vel certè nisi certum sit, hanc esse communem consuetudinem; tunc enim censendus est unusquisque velle obligari secundùm communem consuetudinem. De tali autem consuetudine mihi non constat (quidquid Navarrus et alii dicant). Et fortassè ad summum consuetudo habet, ut talis pœna non censeatur debita, donec petatur, ut Covar. dicebat ; potuit autem consuetudo introduci ex probabili præsumptione supra notatâ. Neque hæc est propria limitatio regulæ supra positæ, quia illa procedit de pœnâ legis, quæ est simpliciter involuntaria et ex obligatione imposita, non assumpta : pœna autem conventionalis est voluntaria in suâ origine ; nam ex voluntario contractu nascitur. Item lex veluti naturâ suâ dicit ordinem ad judicem tanquàm ad motorem suum ; nam judex est quasi lex viva, seu anima legis ; pactum autem ex se per ipsosmet contrahentes executioni mandari debet ; et ideò per se non requirit judicem, etiam ad executionem pœnæ, sed solùm quòd in conscientiâ constet, tam de transgressione, quàm de voluntate alterius, et civili ac spontaneo modo exigentis pœnas.

10. Alia item limitatio ad dictam regulam adhiberi solet, ut scilicet non procedat in pœnâ testamentariâ, quæ solet poni in legato seu mandato testatoris imponentis talem vel talem pœnam, non impleatur. Nam licet testator solùm dicat sub tali pœnâ, non implens ejus voluntatem tenetur in conscientiâ. Quæ est communis sententia, Panormit. in cap. *Rainaldus*, de Testament. n. 25; Anton. 3 p. tit. 10, cap. 3; § 11, quæstiunc. 4 ; Cajet. in Summâ, verb. *Pœna;* Covar. in dicto cap. *Rainaldus*, § 1, n. 6, et in 4, p. 2, § 8, num. 17 ; Navar. dicto cap. 23, n. 67, et Castro dicto lib. 2, c. 1 ; Tiraquel. supra num. 54. Hæc autem limitatio licet veram doctrinam contineat, reverà non est limitatio regulæ positæ. Quia hæc non est vera pœna, sed conditio, ut rectè notavit Abb. supra ex Gloss. ibi, verb. *Adjiciens*. Testator enim, ait rectè Panorm., non habet jurisdictionem, quâ puniat et cogat, sed habet plenum dominium rei suæ, ratione cujus potest legare, prout vult ; et ideò quando videtur imponere pœnam, legat rem sub conditione, quâ non impletâ, non vult, rem suam detineri ab hærede vel legatario ; et in hoc sensu imponit pœnam, id est, onus non retinendi illam, quia in illo eventu non vult illam donare, et ideò talis pœna obligat in conscientiâ, quia cessat justus titulus retinendi illam, et quia voluntas testatoris ex justitiæ

obligatione implenda est. Secùs verò est de pœnâ legali, quæ per potestatem jurisdictionis imponitur, et per eam reus privatur re vel jure quod absolutè possidebat, ad reipublicæ satisfactionem et correctionem, et ideò non est de illâ similis ratio. Alia limitatio posset adhiberi ex parte materiæ, quam in regulâ sequenti, cui communis esse videtur, explicabimus.

11. Secunda regula est : quando lex fertur simpliciter per verbum futuri temporis tantùm, non obligat in conscientiâ ante sententiam. Est communis, ut de censuris dicto loco dixi, et generaliter doctores allegati, præsertim Tiraquel. supra num. 39, 40 et 41, ubi innumeros allegat doctores, et Glossas, adjiciens, solum Barbat. contradixisse levibus motum rationibus, quas ideò omittit. Ratio ergo regulæ clara est, quia verbum futuri temporis non solùm non fert sententiam in præsenti, sed etiam virtute includit negationem ejus, quia quod in futurum faciendum est, non fit. Ut si dicat : *Excommunicetur, irritetur*, nondùm excommunicat, nondùm irritat. Dices, hoc esse verum in verbis significantibus actiones, quæ non ab ipso reo, sed à superiore faciendæ sunt, ut sunt excommunicare, irritare; secùs verò fore, si verbum legis significet actionem ab ipso reo exercendam, ut si dicat : *Solvet, jejunabit*, etc. Nam tunc videtur imponere de præsenti obligationem ad actum postea futurum. Respondeo, tunc habere locum alia principia posita, quòd saltem verba illa sunt indifferentia ad instruendum judicem, vel obligandum reum, ac subinde in mitiorem partem assumuntur. Et ideò quidam dixerunt, quòd si ex tenore legis constet, verbum de futuro dirigi ad partem, et non ad judicem, continet sententiam latam, ut refert Tiraquel. supra n. 61. Probatio autem, quam adducit, procedit in gratiis, non in pœnis, et ideò non admitto in præsenti illam doctrinam. Nam, licet lex loquatur ad reum, si tantùm per verbum de futuro designat pœnam, intelligitur præcipere ut pareat tali pœnæ, quando illi fuerit juridice imposita; nam hic sensus est mitior, et juri ac consuetudini conformis.

12. Huic regulæ plures limitationes adhibet Tiraquel. supra; duæ tamen aut tres tantùm sunt examinandæ. Una est, quòd non procedat, quando verbum de futuro geminatur in lege, ut si dicat lex : *Cessetur et irritetur;* ita habet num. 46, ubi pro eâ refert Baldum, Roman. Jason. Decium, Felinum et innumeros alios. Qui solùm in hoc fundantur, quia verbum geminatum debet aliquid operari lege, *Balista*, digestis de Trebelian. adjunctâ Glossâ ibi, verbo : *Etiam fructus*. Nihilominùs hæc sententia mihi non probatur, quia nullo firmo fundamento nititur. Et ideò ab illâ meritò discedit Castro, quem alii theologi moderni sequuntur. Et ex juristis illam retractârunt Deci. in lege, *Cùm postea*, codice de Pactis, et Felin. in cap. ultimo de Offic. delegat. numero 1, in fine. Dico ergo, licet lex habeat duo verba de futuro, eamdem pœnam, seu effectum significantia, non obligare in conscientiâ, nec continere legem latam, sed ferendam. Ratio inprimis est, quia etiam in illo verbo geminato non continetur præceptum ipsi reo impositum exequendi seu observandi pœnam; ergo ad hoc non obligatur donec à judice per sententiam præcipiatur, ut si lex dicat : *Irritabitur et evacuabitur*, per utrumque verbum instruitur judex, non cogitur reus.

13. Nec fundamentum contrariæ sententiæ est alicujus momenti, quia licet geminatio verbi aliquid operetur, non tamen operatur novum effectum non significatum per mille verba similia. Quocirca, si verba significent distinctas pœnas, vel unum augeat aliud in ipsâ pœnâ, et utrumque sit de futuro, geminatio significabit augmentum pœnæ imponendæ, non verò pœnam ipso facto impositam. Quando autem verba sunt synonyma in significato, et utrumque est de futuro, non possunt significare aliquid de præsenti propter solam geminationem, quia hoc est ultra significationem verborum, et ita est ampliatio valdè voluntaria, quæ in omni materiâ cavenda est, maximè verò in pœnali. Illa ergo geminatio tunc solùm ostendit, vel majorem deliberationem legislatoris, vel majorem effectum, vel majorem criminis acerbitatem, vel indicat majorem firmitatem, vel immutabilitatem in pœnâ, ut judex non audeat illam minuere, non verò indicat novum effectum, quem verba non significent. Sicut in multis juribus constat, et in legibus etiam ferentibus pœnam ipso facto, ut postea videbimus, et admittit ipse Tiraq. ibi, num. 25, 48, et sæpè aliàs. Unde non video, cur illi sententiæ tam constanter adhæserit; nam multitudo doctorum non sufficit, ubi nec textus, nec ratio suffragatur.

14. Atque hinc etiam non probo limitationem aliam, quam idem Tiraq. adjungit num. 44, nimirùm, si pœna per verbum de futuro imponatur per duas leges, priorem et posteriorem,

tunc licet ex vi solius prioris legis fuerit pœna tantùm ferenda, ex vi posterioris esse latam, ac subinde secundam legem obligare in conscientià ad illam. Fundatur enim hæc limitatio in præcedenti, quia ibi geminatur verbum futuri. Nec impedit, imò juvat, quòd geminatio per duas leges fiat; nam juxta doctrinam juristarum, efficacior est geminatio quæ fit per actus distinctos, et per temporis intervallum, quàm quæ fit uno momento et contextu, ut tradit Felin. dicto cap. ult. de Offic. deleg., et idem Tiraquel. num. 49. Accedit, quòd ultima dispositio, seu lex idem statuens quod prima, aliquid debet operari, ne sit supervacua, ut ex multis idem auctor notat, num. 45, inde concludens secundam legem imponentem pœnam de futuro plus operari quàm primam, et ideò continere legem latam.

15. Nihilominùs, ut dixi, hæc limitatio admittenda non est propter rationem factam, quia verba posterioris legis non significant sententiam latam, nec mutant significationem propter priorem legem. Nec geminatio sufficit, ut ostensum est. Nec refert, quòd sit cum intervallo temporis, quando effectus et modus significandi verborum idem omninò est. Neque propterea secunda lex erit superflua, tum quia habere potest omnes effectus supra dictos, tum etiam quia potest deservire, ut si fortassè prior lex in dissuetudinem abiit, per posteriorem restauretur. Sic enim dixit Rota, decisi. 31, de Præben. in antiquis, aliàs 858, geminatam reservationem papæ non operari novum effectum, sed solùm efficere ut, revocatà priori, non censeatur sublata posterior. Item duplicata lex auget fortassè obligationem judicis, et magis illum movet ad talem pœnam imponendam.

16. Tertia et valdè notanda limitatio est, ut regula non procedat, quando talis est pœna, ut nisi ipso facto incurratur, illusoria reddatur lex, et nullius momenti; tunc enim licet lex simpliciter imponat pœnam, dicendo sub tali pœnâ, vel per verbum de futuro, tacitè subintelligit et includit actionem aliquam de præsenti factam virtute ejusdem legis, ratione cujus potest verificari in futurum, quod lex disponit. Ita sumitur ex Glos. in l. *Improbum*, cap. *Ex quibus causis infamia irrog.* Quam sequitur Castro supra, Tiraq. supra num. 40. Et ratio optima est, quia lex non est ita interpretanda, ut sit vana et inutilis; nam hoc cederet in injuriam legislatoris; ergo si talis reddatur, intelligendo pœnam imponendam, et non latam, non potest ita intelligi, etiamsi per verba de futuro, vel generalia loquatur. Exemplis magis declaratur.

17. Dicti ergo auctores ponunt exemplum in pœnâ infamiæ, ita interpretantes dictam l. *Improbum*, in quâ dicitur, usurario irrogandam esse infamiam, et nihilominùs intelligenda est ipso jure infamiam irrogare. Quam interpretationem et opinionem sequuntur ibi Bart. Bald. et alii, et rationem reddunt, quia nisi lex illa de infamiâ ipso jure irrogandâ intelligatur, non posset habere effectum, quia non posset per judicem imponi, et ita esset inutilis illa lex.

18. Hoc verò exemplum improbat Vasquez dictâ disput. 123, cap. 1, solùmque utitur ratione hujusmodi, quia sententia judicis sit necessaria ad incurrendam infamiam, solùm est necessaria ut conditio requisita; illâ verò positâ, lex est quæ per se infamiam infert, quatenùs statuit, ut condemnatus à judice de talibus criminibus, statim sit infamis.

19. Verùmtamen Glossa et doctores allegati non admittunt illud assumptum, et utuntur aliâ ratione, ut statim dicam, quæ non dissolvitur, et ita non satis improbatur illo modo eorum sententia. Deinde, etiamsi vera esset illa ratio, per illam non rectè improbatur exemplum, quia licet infamia non ponatur per judicem, nisi ut applicantem conditionem necessariam, nihilominùs talis pœna imponetur ipso jure; ergo, licet per verbum futuri exprimatur in lege, intelligenda erit lex de impositione ipso jure. Denique, quod caput est, infamia in totâ suâ latitudine sumpta non illo tantùm modo, sed etiam aliis potest imponi. Aliquando enim incurritur ex vi juris per sententiam declaratoriam; potest etiam aliquo modo incurri ante talem sententiam ex vi solius criminis, etiam occulti; atque etiam potest neutro modo incurri ipso jure, sed per judicem et sententiam condemnatoriam imponi; nullus enim modus ex istis repugnat tali pœnæ, ut probavi latè in 7 tom. de Censur. disp. 38, sect. 1, et pro legum varietate uno vel alio aut alio modo incurritur, vel imponitur; ergo non est universaliter verum, infamiam solùm ferri per sententiam, ut per conditionem necessariam; aliquando enim imponitur per illam ut propriam causam per se in suo ordine.

20. Atque hæc ultima ratio videtur efficaciter impugnare sententiam Glos. et receptam, nisi limitetur. Dico verò aliud esse loqui de infamiâ in genere, aliud verò de infamiâ quatenùs *pro-*

pter usuram potest à judice seculari imponi. Priori modo non est verum universaliter, infamiam esse talem pœnam, quæ non possit per judicem imponi, et ideò etiam necessarium non est, ut quoties lex fert pœnam infamiæ, vel per solam comminationem, vel per verbum de futuro, sit de pœnâ ipso jure intelligenda, quia cùm possit per judicem imponi, ut dictum est, non erit inutilis lex, etiamsi cum proprietate intelligatur, et ita erit intelligendu, si aliud non obstet. Loquendo autem posteriori modo de tali infamiâ usurarii, ut imponendâ per jus civile, dicunt citati juristæ, nisi incurratur ipso jure ex vi legis, non posse per judicem civilem imponi. Ratio autem eorum est, quia qui solvit usuram, non potest agere contra usurarium actione criminali, nec famosâ, ut ipsi loquuntur, sed actione civili, scilicet condictione indebiti, vel simili; ex vi autem hujus actionis non infamabitur usurarius per judicem, etiamsi condemnetur ad restituendas usuras, juxta l. *Cessat*, ff. de Action. et Obligat. Nec etiam potest criminaliter puniri ex vi talis actionis, et ideò ex vi talis sententiæ non infamaretur reus, et ideò ut infamis maneat, oportet, ut ex vi legis infametur, ideòque nisi lex loqueretur de pœnâ ipso jure, inutilis esset. Hoc ergo modo defenditur exemplum illud, licet sit valdè legale et mihi incertum, quia, licet sit verum et constans ex aliis juribus, usurarium esse ipso jure infamem, nihilominùs, licet non esset, non video cur per judicem possit fieri infamis ex vi illius l. *Improbum*, si in judicio de improbo fœnore convincatur, quâcumque actione contra illum agatur. Nam licet condictio indebiti per se non faciat infamem, nihilominùs, quia fundatur in crimine usuræ, poterit ad infamiam sufficere ratione alterius legis. Sed hoc jurisperitis omitto.

21. Clariora sunt alia exempla hujus regulæ. Unum est de pœnâ irregularitatis; nam licet canon tantùm dicat: *Sub pœnâ irregularitatis, vel irregularis fiet*, aut quid simile, intelligendum est sententiam latam continere, quia irregularitas est talis pœna, quæ non ab homine, sed à jure tantùm imponatur, ut suppono ex dictis in 5 tom. disp. 40, sect. 4. Nam licet interdùm aliqua irregularitas non incurratur, nisi suppositâ sententiâ criminis aliàs occulti, illud solùm est, quando irregularitas non imponitur immediatè ratione criminis, sed ratione infamiæ, non quia ad ipsam irregularitatem, per se loquendo requiratur sententia judicis, et ideò lex imponens irregularitatem ipso jure, eam imponere intelligitur, etiamsi per verbum de futuro vel simile loquatur.

22. Aliud exemplum esse potest de irritatione, seu annullatione vinculi indissolubilis. Nam si lex imponat in pœnam irritationem talis vinculi, licet per verba de futuro loquatur, intelligitur inducere inhabilitatem ipso facto, quia aliàs esset inutilis et frivola. Ut si lex prohibeat contrahere matrimonium viri cum feminâ quam polluit per adulterium, et addat: *Aliàs tale matrimonium irritetur*, censetur ipso jure impedimentum irritans imponere, quia nisi tale esset impedimentum, non posset postea irritari matrimonium semel validum. Sic etiam, cùm antiqui canones dicunt irritandum esse matrimonium virginum sacrarum, satis indicant eas esse inhabiles ad validum matrimonium. Idemque est de clericis et similibus. Et similis regula applicari potest ad impedimenta professionis religiosæ; nam si canon dixerit: *Si quis hoc commiserit, et postea profiteatur, ejus professio dissolvatur*, ipso facto introducit impedimentum, quia aliàs non potest habere effectum. Quando verò canones dicunt: *Si quis hoc commiserit, ejus ordinatio irritetur*, tunc non potest eodem modo regula applicari, quia collatio ordinis, quoad valorem suum, irritari non potest; intelliguntur ergo illa verba de irritatione quoad usum, et sic solent suspensionem significare, quæ per hominem inferri potest, et ideò non est necesse prædicta verba sub hâc regulâ comprehendi. Et ad hoc exemplum spectant alia quæ affert Tiraquel. supra num. 265.

23. Denique potest sumi tertium exemplum ex eodem, n. 264, de lege præcipiente aliquid sub pœnâ perjurii: nam eo ipso imponit illam ipso jure, non tam vi suâ, quam alterius. Immediatè enim ex vi talis legis fit, ut in transgressione ejus committatur perjurium; nam talis lex necessariò supponit aliquod juramentum in cujus virtute sic præcipit, et ideò transgressor talis legis contra præstitum juramentum peccat, et consequenter incurrit pœnam ipso jure propter perjurium impositam. Sed hoc exemplum non est propriè de lege pœnali. Nam verba illa sub pœnâ perjurii non tam imponuntur ad comminationem pœnæ, quàm ad declarandum modum præcipiendi, exigendo obligationem prioris juramenti, quod sufficienter illo modo significatur, juxta communem sensum illorum verborum. An verò illi perjurio imposita sit aliqua pœna ipso jure, ex tali lege non habetur, ut per se patet, et quamvis Tiraquel. id affirmet ex cap. *Cùm quidam*, de Jur. et l. 3,

§ *Si ad diem*, ff. de Re milit., tamen in illis juribus nihil tale habetur, et longam requirit disputationem, quam tradidi lib. 5 de Juram. cap. ult.

24. Tertia regula principalis sit, quando lex loquitur per modum imperandi, anceps est locutio, et ideò consideranda est materia circa quam proximè versatur imperium. Nam si fuerit actio hominis, lex continebit sententiam ferendam, et non obligabit statim in conscientiâ; si verò fuerit effectus aliquis quem legislator per suam legem potest efficere, sæpè continebit sententiam latam, et obligabit. Hanc sumo ex communi doctrinâ, eamque sic declaro; nam verbum imperandi interdùm est purè imperativum, ut sic dicam; aliquando verò est practicè effectivum. Priori modo sumitur, quando dirigitur ad alium hominem ad movendum seu excitandum illum, vel etiam ad illum obligandum; ut ibi : *Exurge, qui dormis; venite ad me omnes*, etc. Posteriori modo sumitur quando dirigitur ad aliquem effectum immediatè faciendum, ut ibi : *Fiat lux*, et in similibus locis, et ita solent solent theologi interpretari formam Græcorum in baptismo : *Baptizetur servus Christi;* nam illud verbum imperandi non est de futuro, nec dirigitur ad alium, qui baptizaturus sit, sed in actu exercito imperat receptionem baptismi, quem confert baptizans. His ergo duobus modis potest imperandi verbum sumi in lege pœnali. Priori modo sumitur, quoties cadit in actionem per alium exercendam, et tunc dicimus tantùm continere pœnam ferendam, quia vel imperium illud non dirigitur ad ipsum reum, ut cùm dicitur : *Expellatur, privetur*, vel si possit dirigi ad reum (ut cùm dicitur : *Solvat centum*, vel quid simile), et juxta materiam subjectam intelligendum est, vel certè secundùm ordinem justitiæ postquàm condemnatus fuerit, vel etiam tunc dirigitur immediatè imperium ad instruendum judicem : nam perinde est, ac si lex diceret : Condemnetur ad solvendum centum, et ita illa solvat. Hæc verò intelligenda sunt de pœnis judicialibus, seu fori externi; nam aliæ præcipiuntur interdùm in ordine ad salutem animæ, quæ possunt statim obligare, ut in decretis seu canonibus pœnitentialibus sæpe inveniuntur hæc verba : *Pœniteat tanto tempore, jejunet*, etc., in quibus etiam discernendum est an per modum consilii vel præcepti id statuatur, quod ex usu et circumstantiis colligendum est, capit. *Accepisti*, de Sponsâ duorum, cap. *Ut mensuræ*, de Empt. et Vendit. c. *Quicumque*, 6, q. 1.

25. Posteriori autem modo sumitur verbum imperandi, quoties cadit immediatè in effectum absque ministerio hominis, soletque tunc passivè usurpari, ut : *Amittat, privetur, subjaceat, incurrat, fiat.* Et tunc etiam non potest generalis regula constitui, primò quidem, quia sæpissimè solent hæc verba usurpari pro futuris, et ita de illis tractat latissimè Tiraquel. supra, nullamque specialem mentionem facit imperativi modi. Unde, quando ex adjunctis constiterit, tale verbum accipi in vi futuri, superior regula in illo servanda est, ut constat. Item quoties significatio fuerit dubia, in vi futuri accipiendum est verbum juxta primum fundamentum initio positum. Præterea, si verbum tale est ut possit et ad effectum ipsum immediatè, et ad ministerium hominis referri, etiamsi imperandi verbum sit, referendum potiùs est ad homines quàm ad effectus, et continebit tantùm sententiam, ut patet in verbo, *excommunicetur;* semper enim continet sententiam ferendam sine controversiâ. Idem sentio de verbo, *annulletur, irritetur, spolietur*, et similibus. De verbo autem, *Fiat*, solet esse major dubitatio; plerùmque autem videtur referri ad effectum ipsius legis, et illum imperare, et ideò inprimis considerandus est terminus cui adjungitur; nam si solùm significet reatum, seu obligationem, rectè exponi potest de pœnâ ferendâ, ut si lex dicat : *Fiat obnoxius tali pœnæ ; fiat reus; fiat debitor*, et similia; si autem cadat super ipsum effectum, verisimile est continere sententiam latam, ut si dicat : *Fiat inhabilis; fiat nullus; fiat irritus; fiat excommunicatus.* Et hoc videtur esse regulare, nisi ex materiâ et circumstantiis legis aliud colligatur. Idem ferè est de verbo, *subjaceat*, vel *incurrat;* nam si illi adjungatur ipsemet effectus in particulari, quem lex ipsa solet efficere, continebit sententiam latam, ut si dicat : *Subjaceat excommunicationi; incurrat inhabilitatem ;* si verò verba sint generalia, ut : *Subjaceat pœnæ;* vel : *Cadat in solum debitum pœnæ; incurrat reatum talis pœnæ*, vel quid simile, non inducent sententiam latam de pœnâ ipsâ, sed tantùm de obligatione ad ferendam pœnam. Unde etiam solent verba illa usurpari circa pœnas quæ per homines inferri solent, ut si dicatur : *Subjaceat flagellis, incurrat exilii pœnam*, etc.

26. Quarta regula est receptissima de verbo temporis præsentis et indicativi modi, nimirùm, legem, quæ pœnam ipsam fert per tale verbum, continere sententiam latam, ut si dicat : *Excommunicamus hoc facientem;* vel : *No-*

tam infamiæ illi inurimus, inhabilitamus, privamus, etc. Hæc regula est frequentiùs recepta, ut latè refert Tiraquel. supra n. 21; Castro et alii moderni illam sequuntur. Ut autem ratio reddatur, advertendum est illum modum loquendi et inferendi pœnam maximè habere locum in his pœnis quæ non solùm imponi, sed etiam fieri possunt immediatè ab ipso legislatore sine actione rei, sed cum solâ passione morali, seu privatione, ut sunt pœnæ censurarum, inhabilitatum, confiscationum, nullitatum, et similibus. Et tunc est facilis ratio, quia per verbum de præsenti significat sufficienter legislator se velle per seipsum, seu per suam legem, inferre talem pœnam, et potest id facere; ergo facit; ergo verba continent sententiam latam, imò etiam continent executionem ejus.

27. Confirmatur, quia aliàs verba legislatoris continerent mendacium, quia dicit, v. g.: *Inhabilitamus*, et non facit; hoc autem admittendum non est. Quapropter, quando legis pœna talis est ut non possit fieri immediatè per ipsam legem, sed per actionem vel ministerium hominis, fieri non potest ut lex hoc modo loquatur per verbum præsentis temporis, quod indicet ipsum effectum pœnæ, sed ad summum per verbum indicans obligationem, ut: *Mandamus restituere, solvere*, et tunc non credimus per hujusmodi verbum simplex significari sententiam latam, nec obligationem in conscientiâ, ante sententiam judicis, nisi aliquid amplius addatur: *Obligamus in conscientiâ*, vel aliquid æquivalens, juxta dicenda capite sequenti. Quia illud verbum præsentis indicativi non excedit vim verbi de præsenti in modo imperandi, ut, restituat quadruplum: solvat, etc. Dictum est autem hæc verba non significare sententiam latam; ergo idem est dicendum de aliis. Atque ita possent exponi auctores negantes hanc regulam, quos latè refert Tiraq. supra 24. Quòd si de prioribus verbis loquatur, admittenda non est. Neque obstat quòd in multis legibus, etiamsi pœnam ferant per illa verba de præsenti, adduntur aliæ particulæ exprimentes sententiam latam, ut: *Ex tunc eo ipso*, vel quid simile, in quo indicatur nuda verba præsentis non sufficere. Hoc, inquam, non obstat, nam sæpè adduntur plures ex his particulis ad majorem abundantiam, declarationem et firmitatem, et ad exaggerandam rei gravitatem, ut supra in simili dictum est, et sæpè repetit Tiraquel. supra n. 26 et sequentibus. Qui n. 32 addit similem regulam de verbo præteriti temporis. Verùmtamen vix potest per hujusmodi verbum pœna ferri, nisi utendo participio cum verbo substantivo, vel alio simili, ut: *Sit privatus; noverit se esse privatum*, vel, *sciat se amisisse*, vel similia, quæ in sequenti regulâ meliùs explicabuntur.

28. Quintò ergo dicimus superiores regulas applicandas esse ad verbum substantivum participio conjunctum; nam si participium fuerit temporis futuri, sententiam ferendam indicat, cujuscumque modi vel temporis sit verbum substantivum, ut si dicat lex: *Excommunicandus est*, vel, *inhabilitandus sit*, vel, *irritandus erit;* verbum autem præteriti cum tali participio non potest commodè conjungi in lege ferente pœnam, quia respicit futurum, non præteritum. Si autem esset dispositio declàratoria præteriti, posset in hunc modum proferri: *Qui hoc fecit, fuit excommunicandus;* et tunc etiam significaret pœnam ferendam per judicem, non latam; quoties ergo participium est de futuro, non est canon aut lex latæ sententiæ. At verò, si participium sit de præsenti cum verbo substantivo, *sit*, vel, *est*, indicatur lata sententia. Oportet autem ut per participium significetur pœna ipsa, quæ per legem immediatè ab ipso legislatore, sine interventu actionis alterius hominis fieri possit, ut cùm dicitur: *Privatus est; excommunicatus est*, etc. ut sumetur ex Glossâ in l. *Jubilemus*, 2, § *œconomus*, cap. de sacros. Eccles. verb. *Privetur*, cum aliis, quæ refert supra Tiraquel. num. 26. Et ratio est quia talis locutio ad suî veritatem requirit effectum de præsenti; ergo facit illum, cùm verba legis verificari debeant. Secus autem erit, si per participium non significatur pœna ipsa, sed obligatio ad illam, ut supra in tertiâ regulâ in simili dictum est. Idemque censetur, si ponatur verbum, *sit*, ut: *Excommunicatus*, vel *privatus sit*, quia denotat imperium efficax et faciens. Item habet eamdem vim, si adjungatur nominibus habentibus æquivalentem significationem, ut si lex dicat: *Est*, vel, *sit inhabilis* aut *sit*, vel, *est nullus;* nam hæc verba significant contractum annullari ipso facto. Imò tanta est vis illius negationis, ut etiamsi verbum, *est*, ponatur de futuro, significare censeatur nullitatem ipso facto, quanquàm non sit hoc omninò certum, ut videbimus capite sequenti, ubi omnia quæ pertinent ad pœnam ipso jure latam magis explicabuntur.

CAPUT VII.

Quando leges imponentes pœnam latæ sententiæ obligent in conscientiâ ad exequendum ante judicis sententiam pœnam, quæ in actione consistit.

1. Quæstionem hanc in materiâ de censuris in 5 tomo 5 p. disputat. sect. 11, succinctè et breviter expedivi, quoniam in illo genere pœnarum ferè nullam habet controversiam, ut statim attingam. Nunc autem, quoniam de omni genere legum et pœnarum disserimus, generaliùs, et accuratiùs tractanda est. Ut autem distinctiùs procedamus, supponenda est communis partitio pœnarum. Nam quædam sunt quæ requirunt ministerium hominis, ut executioni mandentur; aliæ, quæ per ipsas leges immediatè fieri possunt, inter quas hæc est differentia, quòd in prioribus pœnis lex non trahit secum executionem, id est, non infert pœnam ipsam, sed ad summum obligationem ad illam; nam lex quæ jubet hominem flagellari, non flagellat, et lex quæ præcipit solvere quadruplum, non solvit, nec spoliat hominem suâ pecuniâ, sed obligat, ut solvat. At verò in pœnis posterioris generis, lex ipsa per se potest, non solùm ferre, seu statuere pœnam, sed etiam inferre, seu exequi illam; lex enim canonica ferens excommunicationem latæ sententiæ, secum affert executionem; per se enim censuram imponit, idemque est in lege irritante, vel inhabilitante. Hæc autem differentia indicat aliam, quia priores pœnæ requirunt aliquem effectum physicum, ratione cujus requirunt actionem hominis; posteriores verò consistunt in effectu aliquo morali; lex autem autem per se non potest facere effectum physicum, potest autem efficere effectum moralem, quales sunt inhabilitationes, impedimenta, censuræ, privatio dominii, etc. Et hinc etiam est, ut hæ pœnæ quæ per legem immediatè inferuntur, semper consistant in privationibus moralibus, ut sunt inhabilitates, nullitates, etc., quia pœna est malum, et ut sic est privatio, et ideò lex per se puniens non confert potestatem moralem, sed aufert. Aliæ verò pœnæ positivæ dici possunt, quatenùs requirunt actionem positivam, ad quam sequitur aliqua privatio, in quâ malum illud pœnæ consummatur.

2. Ulteriùs vero possumus subdistinguere primum membrum. Nam pœnæ requirentes actionem hominis, quædam postulant actionem tertiæ personæ distinctæ ab eo qui punitur, aliæ per actionem ipsiusmet rei fieri possunt et solent, vel ex necessitate, ut comedere, ambulare, etc., vel juxta communem et usitatum hominum morem, ut solvere pecuniam. De priori genere pœnarum, quæ postulant actionem alterius, non oportet in præsenti dicere; regula enim generalis est illas nunquàm ferri per legem latæ sententiæ, quæ statim obliget in conscientiâ. Ratio est quia lex ad summum potest obligare reum ad sustinendam patienter seu obedienter talem pœnam, quod ipse facere non tenetur, nec potest, donec talis pœna ab alio inferatur; alius autem non potest illam inferre ex vi legis, nisi ut minister justitiæ, ideòque necessariò talis pœna requirit sententiam et mandatum hominis applicantis et exequentis pœnam legis. Quomodò autem reus teneatur parere legi post sententiam in susceptione talis pœnæ, attingemus capite sequenti. De hâc ergo pœnâ nihil ampliùs dicere necesse est. Non omittam autem advertere, non solùm censeri pœnam requirentem actionem alterius illam, quæ, physicè loquendo, non potest aliter fieri; vix enim reperitur aliqua quam non possit homo in se ipso exercere, spectando physicam potestatem; censetur ergo talis pœna omnis illa quam vel non potest homo honestè sibi infligere, ut est pœna mortis juxta multorum sententiam, vel certè quæ esset nimis acerba et crudelis, si homo cogeretur ad illam sibi infligendam, juxta doctrinam cap. 5 datam.

3. Subdistingui potest pœna requirens actionem ipsius rei, in eam quæ requirit positivam actionem, ut est solutio pecuniæ vel flagellatio, et in eam quæ requirit omissionem actionis; omissio enim moralis et humana solet quodam modo inter actus morales computari, et in præsenti non immeritò reputari potest per modum actionis, quia nec fit sine positivâ voluntate, moraliter loquendo, nec sine dolore et afflictione, imò sæpè cum majori quàm positiva actio. Hujusmodi enim pœna censeri potest jejunium, quia nullam requirit actionem, sed abstinentiam. Denique in hoc conveniunt hæ pœnæ cum pœnis activis, ut sic dicam, quòd non possunt inferri immediatè per legem quoad physicam privationem actionis, sed ad summum potest lex imponere obligationem in conscientiâ ad talem omissionem; nam lex imponens pœnam jejunii non potest per seipsam cogere hominem ut abstineat vel invitus; potest tamen obligare ad abstinentiam, et similiter lex privans suffragio non infert ipsam omissionem suffragii, sed ad summum potest imponere obligationem ad illam. Verùmtamen licet hæc consideratio et subdivisio

in corporalibus pœnis possit esse utilis ad intelligentiam legum, quia hæ corporales pœnæ ordinantur ad positivam corporis afflictionem, ut sunt jejunium, vel absoluta pœna non comedendi, vel non exeundi à carcere, vel à domo, aut civitate; nihilominùs in spiritualibus pœnis similes privationes actionum sub pœnis privativis computantur, ut patet in suspensionis pœnâ, et magnâ ex parte in excommunicatione, quæ privat communicatione, quæ in actionibus humanis consistit, et idem est de privatione suffragii, præsertim, quia simul solet lex invalidare illud, inhabilitando personam, quod pertinet ad moralem effectum ac privationem juris, seu facultatis moralis ad suffragium ferendum.

4. Tandem distinguere oportet varios terminos, quibus significari solet sententia lata per legem, præter eos quos capite præcedenti obiter tetigimus. Interdùm enim ipsum verbum, quo præcipitur pœna talis modi ac temporis est ut pœnam latam indicet, ut ibi diximus, et hìc ampliùs explicabimus: frequentiùs verbo præcepti adduntur aliquæ particulæ; vel circumlocutiones, vel clarissima verba, quibus sententia lata per legem indicatur; particulæ sunt: *Ipso facto; ipso jure; eo ipso; ex nunc*, vel, *ex tunc;* et æquivalentes circumlocutiones communiter esse solent per effectus legis, qnando statim fieri dicuntur, ut: *Vacare censeatur; sine dispensatione non eligatur; non faciat fructus suos, non possit eos retinere tutâ conscientiâ, non valeat*, etc.; clarioraque erunt verba, si addatur: *Teneatur ante sententiam*, vel, *ante declarationem*, vel, *ante omnem monitionem*. Clarissima denique erunt, si lex tot verba ex his accumulet, ut nullus tergiversationi detur locus, et præsertim si dicat: *Statim et ante omnem sententiam hoc facere in conscientiâ teneatur;* semper tamen sunt attentè spectanda verba pœnæ, cui hæ particulæ adjunguntur, ut illud tantùm gravamen intelligatur per leges ipso jure impositum, quod per talem vocem in propriâ significatione, vel secundùm jus, vel secundùm communem consuetudinem solet significari; ita enim debent pœnæ, et rigores restringi, quæ animadversio postea exemplis meliùs explicabitur.

5. Primò igitur de pœnis exequendis per actionem ipsius rei sit regula generalis, solùm ita imponi, quando per verba legis tam clarè explicatur lata sententia statim obligans in conscientiâ, ut vitari non possit sine corruptione, vel magnâ extorsione verborum legis. Hanc assertionem sumo ex communi sententiâ doctorum, quos cap. 5 retuli. Nam qui negant has pœnas posse imponi ipso facto, videntur loqui de potestate ordinariâ, ut sic dicam, seu de ordinario jure; nam absolutè fatentur, in casu raro posse id fieri, unde à fortiori dicent, nunquàm esse ita legem intelligendam, nisi quando omninò verba cogunt. Alii etiam aliarum opinionum auctores fatentur difficiliùs et rariùs imponi has pœnas ipso facto, quàm alias privativas, unde oportet, ut clarissima verba requirant. Nam si in hoc genere pœnæ sic imponendo major est acerbitas ex genere suo, et ideò minor est illius usus, certè necessarium est, ut talis modus puniendi omninò in lege declaretur, et aliàs non censeatur à legislatore intentus. Quando autem lex sufficienter declarat obligationem ad talem pœnam, sine dubio obligat, quia potestas non deest, ut probatum est. Supponimus autem legem esse ita moderatam, ut non contineat crudelitatem nec apertam injustitiam, et ideò regulariter tales pœnæ sunt pecuniariæ, et non de omnibus bonis, sed in quantitate moderatâ aut tolerabili. Denique supponimus legem esse receptam et non derogatam per consuetudinem contrariam quoad hanc partem, quod in omnibus legibus pœnalibus locum habet. Abrogari enim possunt per consuetudinem quoad pœnam, vel modum pœnæ, licet quoad reliqua observentur, ut notant Cajetan., in Sum. verb. *Excommunicatio*, cap. 75, et Navarr. cap. 27, n. 150, et infra dicemus. Et ita in præsenti posset lex non esse derogata quoad vim obligandi statim in conscientiâ ad pœnæ solutionem, quia consuetudo potest derogare legi in totum; ergo etiam in parte separabili ab aliis.

6. Ut autem hæc regula meliùs intelligatur, faciliùsque possit ad usum applicari, nonnulla illius exempla afferre oportet. Primum sit de legibus præcipientibus actiones afflictivas corporis, ut est flagellatio, quam potest homo in seipsum et sine peccato exercere. Hùc etiam pertinet pœna exilii, quam potest in se quis exequi exeundo à loco prohibito, se movendo, et agendo in seipsum sine ullo peccato vel indecentiâ. Ordinariè verò non solent cogi homines per solas leges ad hujusmodi actiones, licet non repugnet obligari. Ideòque in his maximè pœnis verum est, verba debere esse luce clariora, ut talem obligationem inducant. Harum verò legum exempla non habemus in jure civili vel canonico. In aliquibus autem religionibus dicuntur esse aliquæ regulæ pœna-

les, quæ licet non obligent in conscientiâ absolutè ad proximum opus, quod injungunt, vel ad cavendum, quem prohibent, obligant nihilominùs ad aliquam pœnam, quam transgredientibus talem vel talem regulam imponunt. Quæ pœna talis esse debet, ut non excedat disciplinam religiosam, et communiter esse solet brevis aliqua oratio, et posset extendi ad moderatam flagellationem propriam et secretam, vel etiam ad jejunium, ut infra dicam. Ut tamen intelligatur esse obligatio in conscientiâ ex vi legis et ante præceptum superioris, oportet ut lex dicat in virtute sanctæ obedientiæ, vel teneantur in conscientiâ, aut quid simile juxta consuetudinem religionis.

7. Secundum exemplum esse potest de legibus imponentibus pecuniarias pœnas, in quibus faciliùs potest hæc obligatio imponi, quia ex genere suo leviores sunt, et sine dedecore, vel infamiâ impleri possunt. Hujusmodi sunt aliquæ leges in regno Hispaniæ, quæ prohibent aliquid recipere quibusdam personis, et puniunt transgressores in quadruplo addendo, *ut in conscientiâ, et sententiâ non expectatâ reddere teneantur*. Ita referunt Covarr. Cordub. et alii ex lib. 2 Ordin. regal. tit. 9, l. 2, tit. 14, l. 4, tit. 15, l. 30, tit. 21, l. 15, ubi sic habetur: *In quibus pœnis ex nunc pro tunc eos condemnamus, ita ut in foro conscientiæ ad eas pœnas solvendas, etiam ante judicii sententiam teneantur*. Quia verò non dicunt hæ leges, *ante omnem sententiam*, vel *absque aliâ declaratione*, dubitari potest, an coarctari possint ad sententiam condemnatoriam, et sufficienter exponi, ut ante sententiam condemnatoriam judicis oriatur hæc obligatio in conscientiâ, non verò ante sententiam declaratoriam, sed immediatè post illam; nam condemnatoria satis apertè ponitur per legem, non tamen videtur excludere necessitatem juridicæ declarationis. Sed nihilominùs censeo ex vi illorum verborum indici dictam obligationem, nullâ expectatâ sententiâ judicis etiam declaratoriâ, tum quia aliàs inutilis fuisset tot verborum multiplicatio et exaggeratio, unde ipsamet extraordinaria forma præcipiendi, indicat satis extraordinariam et magis rigorosam obligationem ad talem pœnam, tum etiam, quia cùm dicit lex, *ex nunc pro tunc*, particula illa, *pro tunc*, non designat tempus post latam à judice sententiam declaratoriam criminis, de quâ lex mentionem non fecerat, sed tempus commissi criminis, de quo lex fuerat locuta, tum denique (quod notandum est), quia illa particula, *ante sententiam*, licet indefinita videatur, æquivalet universali in lege absolutè loquente, quia ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus, maximè quia illud verbum, *ante*, includit negationem sententiæ latæ à judice. Atque ita intelliguntur illæ leges à citatis auctoribus.

8. At verò Soto supra, ad 4, ausus est carpere aut reprehendere legislatorem civilem, eò quòd usurpet verba illa: *In conscientiâ*, quia non est, inquit, secularium principum, de conscientiâ judicare, et in jure communi exemplum simile non invenitur, et fortassè ob eam rem tales leges usu receptæ non sunt. Sed certè excessit Soto, quia leges, quæ magnâ consideratione conduntur, non possunt tam facilè reprehendi. Item quia princeps secularis potest obligare in conscientiâ, ut supra ostensum est; cur ergo peccat, explicando in actu signato usum illius potestatis ad superanda subterfugia, et tergiversationes hominum? Nec refert, quòd in jure communi non inveniatur exemplum, quia non tenetur supremus rex formam præcipiendi sumere à communi jure, sed potest novam addere, si expedire judicet. Quòd si illæ leges, ut fertur, usu, vel per posteriores leges, quoad hanc partem mutatæ sunt, non ideò fuit, quia essent injustæ, sed quia vel hominum protervia prævaluit, vel experientia docuit, aliud magis expedire. Et nihilominùs in novissimâ compilatione legum Hispaniæ lib. 2, tit. 18, l. 1, exstat lex quæ prohibet secretarios regios munera recipere sub pœnâ reddendi quadruplum, cum his circumstantiis, primâ ut jurent, hanc pœnam solvere, si in illam inciderint; secundâ ex nunc in illâ condemnantur; tertiò declaratur ut ad illam solvendam in conscientiâ teneantur, nullâ expectatâ condemnatione. De quâ lege etiam solet dubitari, an sit recepta quoad hanc partem, seu abrogata per contrariam consuetudinem, et an possit in illâ habere locum expositio, ut non excludat necessitatem sententiæ declaratoriæ, et quidem hoc posteriùs valdè probabile videtur. Tum quia non dicit, *ante sententiam*, absolutè, sed, *ante condemnationem*, seu, *non expectatâ condemnatione;* tum etiam, quia licet dicat, *ex nunc*, non addit, *pro tunc*, et ita licet lex ferat sententiam condemnatoriam, non designat tempus pro quo illam fert, nec excludit sententiam declaratoriam. Tum denique, quia etiam hoc modo tam juramentum, quàm reliqua verba habent magnos effectus; nam ratione juramenti tenetur quis

statim ac declaratur de crimine, solvere quadruplum sub pœnâ perjurii: nec potest occultare bona quibus potest solvere pœnam, imò nec potest negare quantitatem munerum, quæ recepit, etiamsi in sententiâ non declaretur, sed tantùm crimen recipiendi munera. Item ad hoc etiam obligat illa lex suâ propriâ vi præter obligationem juramenti; imò ita obligat, ut factâ declaratione delicti, nullus inferior judex possit illam minuere, qui est etiam magnus effectus illorum verborum. Et saltem hoc modo videtur mihi illa lex observanda, nec posse dici abrogata contrariâ consuetudine, quia nec talis consuetudo probari potest, nec tolerantia principis scientis illam.

9. Tertium exemplum afferri solet ex concilio Later. sub Leone X, et motu quodam Pii V, ubi clerici beneficiarii non recitantes divinum officium, fructus omnes omnium beneficiorum singulis diebus respondentes pro ratâ restituere obligantur in conscientiâ, statim et absque aliâ declaratione, seu sententiâ. (1). Ita enim esse illud præceptum, et pœnam in eo impositam intelligenda latè ostendi lib. 4 de Orat. cap. 29 et 30. Sed nihilominùs hoc exemplum non pertinet propriè et directè ad hanc regulam, quam modò tractamus, quia illa pœna privativa potiùs est, quàm activa, ut sic dicam. Lex enim illa immediatè impedit acquisitionem fructuum beneficii propter omissionem officii, quo posito impedimento ex naturâ rei sequitur obligatio respectu fructuum, quia nemo potest retinere sibi quod suum non est. Et ita interpretantur omnes illud præceptum, et colligitur apertè ex verbis concilii, tum ibi: *Beneficiorum suorum fructus suos non faciat*, tum maximè ibi: *Tanquàm injustè perceptos erogare teneatur*. Illud ergo prius factum est virtute illius legis; secundum autem sequitur ex vi justitiæ, non quia per se, et immediatè in pœnam impositum sit.

10. Dices: interdùm ex vi illius legis beneficiarius tenetur se spoliare fructibus jam perceptis, et quos verè fecerat suos, ut si quis grossam beneficii acquisierit et receperit, jure illam accepit et fecit suam; et nihilominùs si postea recitare desinat aliquibus anni diebus, tenetur partem grossæ illis diebus pro ratâ respondentem, restituere; juxta declarationem apertè factam à Pio V: ergo nascitur hæc obligatio immediatè ex punitione legis, non ex aliâ obligatione justitiæ. Sed hoc nihil obstat; nam hæc obligatio restituendi partem illam ex eodem fonte, et eodem modo nascitur. Cùm enim expressè concilium dicat: *Fructus suos non faciat, sed eos tanquàm injustè perceptos pro ratâ restituere teneatur*, et Pius V: *Non mutet, nec augeat hanc pœnam, sed tantùm ratam illam declaret*, non possumus nos ad aliquam restitutionem obligare ex vi illius legis, nisi eodem modo et titulo. Dico ergo, ex vi illius legis factum esse, ut in dicto casu non percipiat fructus omnes grossæ, nisi sub conditione, et onere non omittendi peccaminosè divinum officium. Unde si tunc recepisset grossam totam cum animo non recitandi decem diebus, injustè recepisset, suamque non fecisset partem illam, repugnante lege concilii. Quando ergo bono animo et proposito totam recipit quasi anticipatâ solutione, suam quidem facit, non tamen omninò plenè et absolutè, sed sub modo et conditione tali, ut illâ non impletâ amittatur dominium, ex vi legis, quæ illud à principio infirmavit, ut sic dicam, et fecit pendens à futuro eventu, qui effectus legis privativus etiam fuit, et ex illo nascitur postea ex naturâ rei obligatio restituendi.

(1) Jam non sunt in Galliis beneficia. Nam beneficium vulgò definitur, *jus perpetuum cuidam clerico ab Ecclesiâ concessum percipiendi aliquam partem ex proventibus bonorum Deo dicatorum, ratione alicujus officii spiritualis*. Porrò officia pastorum, canonicorum, episcoporum jam non conferunt jus istius modi, cùm pastores, canonici, et episcopi jam non sibi provideant ex bonis ad Ecclesiam pertinentibus propriis et Deo dicatis, quæ non ampliùs existunt. Attamen nunc in Galliâ, loco beneficiorum antiquorum, pensiones ex gubernio atque ex parochiis supplementa percipiunt clerici, ut scilicet omni sacri ministerii munere fungantur: idcircò eo sub respectu prædictæ pensiones supplementaque naturam beneficiorum induunt, correspondentesque obligationes, pastoribus, canonicis, et episcopis certè imponunt. An verò illud sit intelligendum etiam de obligatione canonicâ residentiæ atque superflui pauperibus expendendi, respondemus affirmativè, juxta S. Pœnitentiariæ responsionem. Quippè fuerat quæsitum: « An salaria quæ in Belgio « à gubernio solvuntur pastoribus et canoni- « cis, induant naturam beneficiorum seu bo- « norum ecclesiasticorum, et annexam habeant « obligationem inhærentem his bonis, scilicet « strictam et canonicam obligationem expen- « dendi superfluum pauperibus, seu piis cau- « sis residentiæ, sub pœnâ faciendi fructus « suos. » Responsum autem fuit: « Sacra Pœ- « nitentiaria, perpensis expositis, respondet « jam aliàs à sanctâ Sede, de consilio selectæ « congregationis, responsum fuisse affirmati- « vè. Datum Romæ, die 19 januarii 1819. » Hæc porrò decisio tam Galliæ convenit quàm Belgio, ob adæquatam statûs politici in utroque regno paritatem.

11. Quamvis autem hæc vera sint, nihilominùs ex illâ lege sumitur probabilis confirmatio dictæ regulæ; nam sicut lex humana imponit ipso facto pœnam privativam, ex quâ necessariò sequitur obligatio ad actionem pœnalem, ita potest obligare ad similem actionem pœnalem immediatè. Colligitur etiam ex illis decretis, ut lex obliget per se ad actionem pœnalem, sive mediatè, sive immediatè, non oportere, ut semper expressè declaret formalibus verbis obligationem in conscientiâ ante omnem sententiam, sed satis esse, ut id explicet per aliquem effectum, qui subsistere non possit sine tali obligatione, vel qui necessariò illam inferat, sicut ibi, ex effectu impediendi acquisitionem dominii, sequitur obligatio restituendi. Estque simile huic exemplum in concilio Trident. sess. 23, cap. 1, de Reformat., ubi de beneficiario non residente modo ibi præscripto dicitur: *Statuit sancta synodus, eum pro ratâ temporis absentis fructus suos non facere, nec tutâ conscientiâ, aliâ etiam declaratione non secutâ, illos omnes sibi detinere posse*, etc.

12. Atque ex dictis in hoc tertio exemplo intelligi potest, hanc regulam positam de pœnis consistentibus directè in actione hominis, cum proportione applicandam esse ad pœnas, quæ proximè privant actione humanâ, ex quâ privatione sequitur pœnalis afflictio corporis. Nam hæ pœnæ, ut supra dixi, moraliter æquivalent illis, quæ in actione consistunt, et ideò eadem doctrina ad illas est applicanda. Exemplum est in pœnâ jejunii, quæ non tam agendo, quàm carendo, seu abstinendo impletur. Hæc verò non tam est pœna civilis quàm canonica; et nihilominùs non invenio eam ipso jure impositam in jure canonico. Nam licet Cordub, dictâ q. 56, ad hoc alleget cap. *Quicumque,* 6, q. 1, et cap. *Ut mensuræ,* de Empt. et Vendit. et cap. *Accepisti,* de Sponsâ duorum; in his et similibus juribus nullum est verbum indicans talem obligationem, vel sententiam latam; solùm enim dicitur, *ut contrahens cum duabus, et perjurus, et defraudans justam mensuram, quadraginta dies in pane et aquâ pœniteat;* quæ verba non obligant statim ad illam pœnitentiam agendam, donec imponatur, ut de perjurio explicui lib. 4 de Juram. cap. ult. in fine, et eadem ratio est de reliquis. Igitur in jure communi non habemus hujus rei exemplum; tamen in regulis religiosis posset facilè reperiri, in quibus servanda sunt quæ supra de aliis actionibus pœnalibus diximus.

13. Aliud exemplum hujus pœnæ est de fame et carentiâ cibi sustinendâ usque ad mortem: hanc enim pœnam interdùm leges imponunt; tam acerba autem est, ut non possit ipso facto imponi. Imò etiam credo, nec per sententiam judicis obligari hominem in conscientiâ ad illam implendam, si comedere possit. Solet autem quæstio esse, an tunc possit non comedere, et sinere se mori, si facultas suppetat comedendi, quæ ad materiam de Homicidio spectat, 2-2, q. 64. Aliud denique exemplum est de pœnâ permanendi in carcere, vel aliquo loco; nam illa etiam sustinetur per privationem actionis, scilicet non fugiendo, et hæc etiam non solet imponi per legem, sed per mandatum hominis, de quo quando ponitur in solam pœnam, vel in ordine ad solam punitionem, dubium est, an possit obligare in conscientiâ, de quo aliàs. Nam quod ad nos attinet, leges per se ad hoc non obligant in conscientiâ, maximè quando grave damnum inde timetur; absolutè enim existimo, non esse in usu tales leges, et ideò nihil ampliùs de illis in præsenti dicere necesse est. Nam quæ tractari solent de justâ punitione rei fugientis è carcere in 2-2 habent proprium locum, q. 69, art. 4.

CAPUT VIII.

Lex imponens pœnam privativam ipso facto, quando obliget in conscientiâ ad executionem ejus ante sententiam.

1. Venio ad pœnas privativas (ut communiter appellantur) quæ per ipsam legem immediatè fieri possunt, quas in tres classes distinguo. In primâ pono censuras; in secundâ privationes quasdam, quæ non consequuntur suum plenum effectum sine actione hominis, ut sunt privatio beneficii acquisiti, vel propriorum bonorum. In tertiâ constituo quasdam privationes, quæ per legem solam integrè fiunt, et non requirunt per se aliquam actionem hominis, nec ad illam obligant, sed solùm ad abstinendum ab aliquâ receptione vel actione, ut inhabilitas ad matrimonium, ad beneficium, ad ferendum suffragium, et similia. Et in hoc tertio ordine posset comprehendi irregularitas; illam verò omitto, quia, ut supra dixi, irregularitas talis pœna est, ut nunquàm nisi ipso facto incurratur, et ideò quomodocumque feratur, ipso jure imponi censetur, et incurri ante sententiam declaratoriam, nisi necessaria sit, ut infamia compleatur, ut in propriâ materiâ latiùs dictum est. De cen-

suris etiam in particulari diximus tom. 5, in 3 p. disp. 5, sect. 3, ubi generaliter diximus, inter omnes pœnas privativas censuras esse quæ certiùs et faciliùs incurruntur quantùm ad conscientiam ipsius delinquentis ipso facto, et ante omnem sententiam declaratoriam criminis. Ideòque quoties in canone censuram ferente additur, *ipso jure*, vel, *ipso facto*, aut quid simile, esse canonem latæ sententiæ. Quæ est communis doctrina ferè sine controversiâ, et pro ratione sufficit, quòd verba illa in rigore sufficiunt ad hoc significandum, et quòd communis usus et sensus, ac observantia talium legum ostendit, in hoc sensu usurpari, neque in his canonibus temperatum esse aliquo modo rigorem talium vocum. Cujus ratio esse potuit, vel quia hæ pœnæ sunt spirituales et medicinales, et ideò animam statim ligare censentur, et cum hâc veneratione et timore semper susceptæ sunt, vel quia per censuras separatur quis à communibus bonis Ecclesiæ tanquàm indignus, et ideò statim obligatur in conscientiâ, ut se separet et abstineat. Pertinet enim ad pastorem Ecclesiæ separare indignos, et illis præcipere, ut se separent, quod præceptum in ipsâ censurâ includitur.

2. Omissis ergo censuris, ac irregularitate, de aliis privationibus et inhabilitationibus, sit prima generalis regula. Quoties in lege, per quam hujusmodi pœna imponitur, aliqua ex his particulis, *ipso facto, ipso jure, ex nunc, eo ipso*, vel alia æquivalens ponitur, pœna fit aliquo modo per ipsam legem, et hoc continet sententiam latam quoad aliquid, et quoad illud vim habet obligandi in conscientiâ ad pœnam. Hanc regulâm sumo ex communi sententiâ doctorum, quos allegavi in cap. 5, et refert etiam Tiraq. dicto verbo *Revertatur*, n. 259, et potest sumi ex c. ult. de Præscript. in 6, ubi duobus modis dicitur quis privari bonis in pœnam, scilicet, vel per sententiam, vel ipso jure. Inde enim colligimus, particulam, *ipso jure*, semper efficere aliquid in quo non expectetur sententia ferenda. Unde ratio regulæ est, quia verba illa in lege non sunt superflua, nec falsa; non possunt autem esse vera et utilia, nisi aliquid operentur ante sententiam; ergo aliquem effectum habet lex ex vi talium verborum circa pœnam, quam imponit. Dices, poni ad terrorem, vel ad movendum judicem, ut cum rigore pœnam exequatur. Sed contra, quia hoc modo enervari possent, et frustrari omnes leges pœnales; nam semper dici posset, verba poni ad terrorem. Est ergo absurda illa interpretatio, et contra communem usum verborum, quæ synonyma non sunt, et potiùs est verborum corruptio. Quamvis enim legislator interdùm multiplicet synonyma verba, quia nec repugnat veritati et efficaciæ legis, eumdem effectum multis modis significare, nec est omninò superfluum, quia fit ad indicandum rigorem, et ad majorem certitudinem et claritatem; nihilominùs, quando verbum propriam vim et significationem habet, etiamsi unum tantùm signum ponatur de se sufficiens ad indicandam voluntatem legislatoris, satis erit ad effectum legis, quia non sunt cogendi legislatores ad exaggerationem verborum semper adjungendam; hoc enim contra rationem est, et frequenter non expedit. Sit ergo certum, hujusmodi leges semper operari aliquid ratione talium verborum; quid verò illud sit in his pœnis privativis, explicandum superest.

3. Sit ergo secunda regula: Quoties lex fert pœnam privationis rei propriæ, et jam obtentæ, quæ sine actione hominis non potest plenè mandari executioni, tunc talis lex, licet aliquem effectum pœnalem per se faciat, non tamen inducit statim absolutam privationem, nec obligat in conscientiâ ad illam exequendam, quæ ex actione rei pendet, ante sententiam declaratoriam criminis, nisi ex aliis verbis legis, vel ex materiâ aut consuetudine aliquid amplius colligatur. Hæc regula sumpta est ex doctrinâ magis receptâ scribentium in hâc materiâ. Prima ergo pars affirmans, illam legem aliquid per se operari, probatur sufficienter ex proximâ præcedenti regulâ; ostendetur autem clariùs declarando quid operetur. Nam primò ex vi illius legis ad incurrendam talem pœnam et obligationem ejus, non est necessaria sententia condemnatoria, sed sufficit declaratoria; nam condemnatoria per legem ipsam fertur. Quia ex vi dictorum verborum aliqua sententia fertur, et non declaratoria criminis, ut per se patet; ergo condemnatoria pro tali tempore, vel sub tali conditione, si de delicto juridicè constet. Confirmari hoc potest ex l. *Ejus, qui delatorem*, ff. de Jur. fisci, ubi Bart. id advertit, et latè Felin. referens plures in c. ult. de Rescrip. n. 37. Secundò hinc fit, ut talis condemnatio post factam declarationem extendatur, seu retrotrahatur usque ad diem commissi criminis, quia ex tunc lata est sententia, et propter hunc effectum posita est illa particula, et ita sumitur ex l. ult. c. Ad leg. Juli. majest. et tradunt doctores citati et re-

ferendi. Tertiò hinc etiam fit, ut licet talis lex non obliget in conscientiâ ante declarationem delicti ad dimittendam rem, quâ privat, vel abstinendum ab usu ejus; nihilominùs aliquo modo diminuat et infirmet jus circa talem rem, et potestatem utendi illâ : hoc patet, quia eo ipso, quòd potest pœna illa retrotrahi postea usque ad diem commissi criminis, necesse est, ut postestas utendi illâ re non maneat tam libera, et absoluta, sicut antea erat, et consequenter, ut jus in illâ fuerit diminutum, ut statim exemplis magis declarabitur. Sumiturque ex c. *Cùm secundùm leges*, de Hæret. in 6, cum ibi notatis, et ex his, quæ notant, et latè referunt Tiraquel. dict. § *Revertatur*, n. 267 et 268, et Covar. in 4, 2 p. cap. 6, § 8 et 9; et alii statim allegandi.

4. Secunda verò pars negativa controversa est inter doctores. Nam communiter juristæ asserunt, ex vi talis legis teneri delinquentem in foro conscientiæ ad relinquendam rem, quâ per legem privatur, sive sit beneficium, sive officium, sive bona temporalia etiam omnia, quæ aliquis possidet, si pœna de omnibus universè loquatur. Ita tenent Abb. in c. 1 de Constit. et Felin. in cap. *Rodulphus*, et ult. de Rescriptis, n. 38, Matthæ. de Afflict. et alii relati per Tiraquel. supra n. 291, quos et ipse sequitur, et Navarr. in Sum. cap. 23, n. 67, ubi in hoc æquiparat privationem beneficii, et similes privationes censuris et irregularitati. Inclinat etiam Cordub. dictâ q. 36. Sequitur Castro lib. 2 de Leg. pœnal. c. 6, et lib. 3, c. 10, et Anton. Gom. tom. 3 Variar. c. 2, n. 5. Fundamentum est, quia verbum *ipso jure*, vel, *ipso facto*, in rigore hoc significat, et est efficax; ergo inducit talem obligationem, quia nihil est, quod impediat; nam supponimus fore justam pœnam, etiamsi cum hoc rigore feratur. Antecedens probatur exemplo censurarum; nam si in eis illud idem verbum habet hanc significationem et efficaciam, ubique illam habebit. Neque refert, quòd simplex illud verbum sine aliâ adjunctione vel exaggeratione ponatur. Nam, ut dicebam, non tenetur legislator multiplicatis verbis suam mentem indicare, sed satis superque est, quòd uno simplici et sufficiente illam manifestet.

5. Nihilominùs regula posita non solùm secura, sed etiam probabilior est, cui multùm favet Innocent. in capite *Cùm nostris*, de Concess. Præbend. num. 1. Citari etiam potest Decius in cap. 1 de Constit. lect. 1, numer. 20. Sed non rectè sentit, quia generaliter de pœnâ loquitur, et non distinguit inter legem imponentem pœnam simpliciter, et ipso facto, sed illam æquiparat. Felinus etiam in cap. *A nobis*, de Simon. dubitat de sententiâ Panormitan. quam priùs tenuerat, et cogitandam relinquit. Possuntque in favorem hujus sententiæ adduci multa, quæ idem Felinus accumulat in dicto capite *Rodulphus*, num. 37. In eamdem inclinat Bald. in lege 2, cod. de Vectigal. e commis. num. 2, dùm ait eum qui cadit in Commissum, non teneri in foro animæ, etiamsi moriatur; tenet etiam Cagnol. in leg. *Si quis major*, codice de Transact. act. num. 160, et ibi Alexand. de Imol. Idemque sentit Jul. Clar. lib. 5, q. 73, num. 4; tenent etiam Archid. et Joan. Andr., quos refert et sequitur Sylvester verb. *Assassinus*, num. 4, et verb. *Hæresis*, 1, q. 8, n. 12 et 13; Covarr. dicto § 8, numero 10; Conrad. tract. de Contract. quæst. 7. Penna referens alios in direct. Inquis. part. 3, comment. 153, ad qu. 129. Multi autem ex his fundantur in generali principio, quia talis lex esset nimis acerba, vel iniqua; cogeret enim homines ad se prodendum, et ad exequendam in se acerbissimam pœnam, ad quod nulla lex obligat. Sed hæc omnia non sunt universaliter vera, ut constat ex dictis et dicendis, et ideò probatio non est efficax.

6. Ratio ergo solùm est, quia particula illa, *ipso facto*, vel, *ipso jure*, in his legibus posita, sufficientem effectum habet, juxta priorem hujus regulæ partem; ergo non est ampliùs extendenda in his temporalibus pœnis. Probatur consequentia tum ex principio generali, quòd pœnæ temperandæ sunt potiùs quàm augendæ; tum etiam quia alias sæpè tales leges essent nimis rigorosæ, et ferè inhumanæ; tum præterea, quia communis usus ita interpretatur hujusmodi leges, et ideò jura ipsa, quando majorem obligationem imponere volunt, plura etiam verba addunt, et magis rem explicant, ut videbimus. Denique confirmari hoc potest, quia in ipso jure videtur ita temperatus rigor talium legum in capite *Cùm secundùm leges*, de Hæretic. in sexto. Nam ibi explicatur, in pœnâ confiscationis bonorum, quæ propter hæresim imponitur, simul conjungi, quòd sit ipso jure imposita, et quòd ad actualem privationem requiratur sententia declaratoria criminis; ergo habemus ex jure particulam illam, *ipso jure*, in hujusmodi pœnis non excludere necessitatem sententiæ declaratoriæ. Rectè enim infert Sylvester supra, si in crimine læsæ majestatis divinæ recipit illa particula illam

moderationem, ut non excludat sententiam declaratoriam, à fortiori dicendum esse idem in inferioribus delictis.

7. Responderi verò potest, in illo textu non dici, non teneri reum in conscientiâ ad exequendum in se talem pœnam ante sententiam declaratoriam criminis, sed solùm non posse ab aliis cogi ad illam, seu bonis suis privari. Quod quidem longè diversum est, et distinctam valdè rationem habet. Nam qui deliquit conscius est sui delicti, et ita quoad se jam habet prolatam sententiam sui criminis, et sine injuriâ, vel scandalo potest pœnam sustinere à seipso; quoad alios verò non est delictum de se sufficienter notum, donec per sententiam declaretur; unde si aliis daretur licentia exequendi pœnam ante talem declarationem, esset occasio inferendi injurias, aliaque scandala inde orirentur. Fateor equidem decisionem illius juris non esse formaliter et expressè de quæstione, quam tractamus, aliàs nulla fuisset de bonis hæreticorum controversia. Nihilominùs tamen valdè probabile sumitur inde argumentum, quia lex puniens ipso jure in bonorum confiscatione, non dat jus fisco ad usurpanda illa bona ante sententiam declaratoriam criminis, etiam non auferre ipsi possidenti jus retinendi illa, unde fit, ut non obligetur in conscientiâ se illis privare ante sententiam. Confirmarique hoc potest exemplis quæ adducemus post sequentem regulam. Nunc affero unum ex concilio Trident. sess. 22, c. 11, de Reformat. ubi fertur ipso jure pœna privationis juris patronatûs contra laicos patronos, et beneficiorum contra clericos usurpantes bona Ecclesiarum. Et tamen certum est, per illam legem non obligari hos delinquentes ad se spoliandos, quia verba non cogunt ad interpretationem adeò rigorosam.

8. Fundamentum autem contrariæ sententiæ facilè dissolvitur ex dictis. Particula enim, *ipso facto*, vel quælibet æquivalens, capax est amplissimæ significationis sententiæ latæ absque ullâ necessitate declarationis judicialis, ut probat exemplum de censuris. Oportet autem ut vel ex ipsomet jure, vel ex communi usu constet, in hoc sensu, et hâc intentione poni in lege à legislatore. Hoc autem in censuris invenitur, et fuit congruum propter rationem supra factam; in aliis verò pœnis nec locum habent prædictæ rationes, nec etiam ex jure, vel consuetudine constare potest ille sensus, quando major declaratio in lege non additur, imò contrarium constat consuetudine, et insinuatur in jure, ut dixi. Possuntque multa exempla afferri legum, et canonum, in quibus, non obstante illâ particulâ, non statim oritur obligatio ad pœnæ executionem, quatenùs ex ministerio hominis pendet, ex quibus exemplis nonnulla statim afferemus, explicando sequentem regulam. In quâ simul exponemus ultimam partem hujus regulæ; per quam illam limitamus, nisi ex materiâ vel adjunctis verbis aliud colligatur.

9. Tertia igitur regula sit: Leges pœnales imponentes privationem ipso facto, inducunt absolutam privationem bonorum quam intendunt, et obligationem in conscientiâ ad exequendam totam pœnam indesubsecutam, etiamsi ex actione hominis delinquentis pendeat, quando adduntur alia verba in lege, quæ hanc intentionem legislatoris satis explicant, vel quando lex esset inutilis et inefficax, nisi hunc effectum et obligationem induceret. Juxta hanc assertionem mihi valdè placet communis opinio Panormit. et aliorum, quam in proximo puncto priori loco retuli, et eam admittunt alii allegati pro nostrâ sententiâ, uno vel alio excepto, ut in sequentibus exemplis ostendam. Ratio autem assertionis facilè reddi potest. Nam posterior pars probata est in simili in capite præcedenti, ubi ostendimus, non esse interpretendam legem cum ipsius injuriâ et vilipendio, et ideò extendendam esse ad sententiam latam, si necessarium sit ad vitandum hoc incommodum; ergo idem in præsenti à fortiori dicendum est, et omnia ibi dicta possunt hîc cum proportione accommodari, neque ea repetere oportet. Ratio verò prioris partis et totius regulæ est quia legislator humanus potest hoc modo per se et suâ voluntate efficere talem privationem ex justâ causâ, et obligare ad similes actiones vel omissiones ex simili causâ, ut inhabilitat personam ad matrimonium, vel prohibet ferre suffragium quando expedit, vel aufert bona reipublicæ necessaria; ergo idem potest efficere in pœnam justam; ergo, si hanc voluntatem satis explicet, reverà id facit. Neque obstabit, quòd inde necessitate quâdam morali sequantur actiones pœnales exequendæ ab ipso reo; tum quia ostensum est has etiam actiones posse directè imponi in pœnam ipso facto, et ante omnem declarationem, sicut possunt præcipi ob alias rationes justas, tum etiam, quia semper supponimus tales debere esse hujusmodi actiones, ut non excedant rationem justæ pœnæ, consideratâ qualitate delicti, et reipublicæ necessitate, et

humanæ naturæ morali conditione ac possibilitate. Unde etiam per se loquimur de hâc obligatione; nam si per accidens interdùm non potest talis executio ab ipso reo fieri sine magno scandalo, vel sine magnâ infamiâ, aut alio gravi incommodo, quod vix potest homo sibi ipsi inferre, tunc excusabitur quis ab obligatione seu executione legis; id tamen est per accidens, nam lex per se obligat.

10. Magis autem explicabitur hæc regula, adductis nonnullis exemplis, non ut illa quæ ad alias materias pertinent hic ex professo tractemus, sed solùm ut attingamus ea quæ ad generalem doctrinam legum intelligendam fuerint opportuna. Primum ergo exemplum sit de legibus canonicis, quæ propter aliqua delicta privant omninò titulo et dominio beneficii legitimè antea obtenti et possessi, et consequenter obligant ad resignationem beneficii jam obtenti, quæ resignatio actio positiva est, et satis onerosa ac pœnalis. Sumiturque ex capite *Licet canon*, de Elect. in 6, ubi recipiens beneficium parochiale absque ordine sacerdotali, si intra annum non ordinetur suâ culpâ, ad illud renuntiandum obligatur. Quòd autem hæc obligatio sit statim in conscientiâ, his verbis apertissimè declaratur: *Quòd si intra idem tempus promotus non fuerit, Ecclesiâ sibi commissâ, nullâ etiam præmissâ monitione, sit præsentis constitutionis auctoritate privatus.* Hinc enim constat, hanc pœnam immediatè esse privativam; ad illam verò sequi obligationem renuntiandi, quia nemo potest retinere beneficium, quod suum non est. Unde etiam obiter colligitur legem non solùm posse ipso facto imponere pœnam privativam rei nondùm habitæ, impediendo illius dominii acquisitionem, sed etiam rei habitæ, privando dominio jam acquisito: nam in illo casu jam ille erat dominus beneficii, et tamen illo privatur ante omnem monitionem, et à fortiori ante omnem sententiam declaratoriam, ut ibi sentiunt Glossa et doctores, et Navarr. in Summâ cap. 25, n. 118.

11. Dicunt verò aliqui illam non fuisse pœnam impositam per legem ecclesiasticam, sed fuisse declarationem legis naturalis; nam ordo sacerdotalis necessarius est ad officium propter quod datur beneficium, et ideò qui non ordinatur debito tempore, eo ipso ex naturâ rei amittit titulum beneficii, quod in illâ lege fuit declaratum. Sed hoc est contra verba illius canonis: *Sit præsentis constitutionis auctoritate privatus;* non est ergo illa lex tantùm declarativa, sed etiam constitutiva et effectiva. Deinde falsum est quod assumitur; nam licet ex naturâ rei sequatur ex beneficio parochiali obligatio ad sacerdotium, et ideò graviter peccet qui est in morâ notabili recipiendi illum ordinem; non tamen idcircò privatus est beneficio ex naturâ rei, quia semper potest emendari et retinere beneficium, si ordinetur, stando in naturali obligatione. Unde licet in illo capite determinetur tempus implendi obligationem illam ad annum, quæ determinatio non erat ita certa, nec universalis ex naturâ rei, etiam quoad obligationem, nihilominùs si canon ille non addidisset pœnam illam, sed solam obligationem suscipiendi ordinem ad tale tempus definisset, non teneretur transgressor illius legis dimittere beneficium, sed posset post annum, vel etiam post plures annos ordinari, et retinere beneficium sine novâ collatione, aut novo titulo; quia in hoc nihil invenitur contra legem naturalem; fuit ergo illa pœna ipso jure lata per illam legem.

12. Aliter verò dici posset illam non fuisse propriam pœnam legalem, sed conventionalem, quia ex vi illius legis datur beneficium sub eâ conditione et dependentiâ ab illius complemento. Sed hoc licet non multùm referat, gratis dicitur, tum quia lex illa effectum habere potuit in beneficiis acceptis et possessis ante illam legem; tum quia etiam nunc operatur lex illum effectum in pœnam negligentiæ, et virtute suâ sine respectu ad conventionem. Quia licet is, qui recipit beneficium ignoret pœnam illius legis, nec velit acceptare beneficium sub conditione, sed absolutè, nihilominùs lex operatur illum effectum.

13. Secundum exemplum præcedenti simile sumi potest ex concilio Trid. sess. 23, cap. 2, de Reformat. ubi simili modo punit episcopos, qui intra sex menses à confirmatione suâ non consecrantur, privando illos episcopatibus. Hanc enim legem æquiparat præcedenti Navarr. in Sum. cap. 25, num. 118, et eodem modo ait obligare episcopum ad renuntiandum episcopatui jam vacanti virtute illius legis. Sed adverto ibi non haberi omnia verba, quæ in superiori canone, sed tantùm dici: *Sint ipso jure privati,* omittuntur verò illa: *Nullâ etiam præmissâ monitione,* et ideò, licet verba illa contineant sententiam latam, tum propter verbum præteriti, tum propter particulam, *ipso jure,* nihilominùs sufficienter verificantur de sententiâ condemnatoriâ, et limitari possunt, ut non obligent, nec habeant suum effectum ante sententiam declaratoriam criminis. Nam in his

pœnis rigorosis subintelligenda semper est necessitas hujus sententiæ, quoties in lege expressè non excluditur, ut in præcedenti regulâ diximus, et ita hoc exemplum meliùs accommodatur ad præcedentem regulam, quàm ad præsentem.

14. Tertium exemplum sumitur ex Extrav. *Ambitiosæ*, de Reb. ecclesiast. non alien., ubi inferiores prælati et rectores Ecclesiarum, qui suorum beneficiorum bona contra præscriptum illius legis alienaverint, privantur suis beneficiis, per verba de præterito : *Privati existant*, et additis præterea his particulis : *Ipso facto;* et, *absque aliâ declaratione vacare censeantur.* Quæ ultima verba nullam patiuntur tergiversationem, quia non vacat beneficium, nisi quando amittitur titulus et dominium ejus; ergo ex vi talis legis ante omnem sententiam etiam declaratoriam amittitur beneficium, unde fit ut statim oriatur obligatio in conscientiâ renuntiandi illud. Et ita intelligunt pœnam illam Cajet. in Summ. verb. *Excommunicatio*, cap. 75; Navarr. in Summâ cap. 27, num. 150; Corduba dictâ qu. 36, et alii. Quamvis addant, legem illam, quoad talem pœnam contrariâ consuetudine derogatam esse, vel multis in locis, vel ubique, quod ad præsens institutum non refert.

15. Quartum exemplum sumi potest ex c. *Pro humani*, de Homicid. in 6, ubi occidentes alios per assassinos privantur beneficiis ipso facto, et eodem tenore, et eisdem verbis, quibus excommunicantur, hoc modo : *Excommunicationis et depositionis à dignitate, honore, ordine, officio, beneficio incurrat sententias ipso facto.* Et præterea additur : *Et illa liberè aliis per illos, ad quos eorum collatio pertinet, conferantur.* Ubi etiam est ponderanda illa particula, *liberè*, quæ indicat beneficia illa vacare ipso facto, et ideò posse aliis conferri *liberè*, id est, non vocato possessore, nec admissâ aliquâ exceptione, ut Glossæ exponunt, et ita utitur hoc exemplo Corduba d. qu. 36. Verùmtamen, licet exemplum vix possit ad praxim reduci, juxta illa, quæ de illo delicto diximus in 5 tomo, disp. 23, sect. 5, num. 46, nihilominùs ut vim talium verborum explicemus, reverà illud exemplum magis ad præcedentem regulam confert, quàm ad præsentem. Nam ibi non infertur privatio beneficii ante judicis declarationem de delicto; quia in textu ipso expressè additur : *Postquàm probabilibus constiterit argumentis, aliquem tam execrabile scelus commisisse*, non esse necessariam aliam sententiam; ergo ad incurrendam priorem pœnam, et ut beneficia liberè possint conferri, necesse est, ut priùs de scelere constet probabilibus argumentis. Quod maximè videtur intelligendum, debere constare judici, ut judex est, ac subinde per ipsum debere declarari. Quod sentit Felin. in capite 2 de Fid. instrumentor. num. 9. Addit tamen sufficere ad hoc declarandum vehementem præsumptionem ex indiciis et conjecturis quæ rem faciant moraliter indubitabilem. Potest etiam hoc extendi ad notitiam facti publicam, ita ut si delictum sit ita publicum, ut nullâ tergiversatione celari possit, omnes illæ pœnæ in actu incurrantur. Quod est probabile saltem quoad pœnam excommunicationis. Contrarium verò est probabilius quoad omnes, quia de omnibus textus loquitur, et verba illa magis propriè et juridicè referuntur ad probationem delicti in judicio, et non sunt extendenda in lege odiosâ, maximè, quia pœnæ sunt multæ et gravissimæ, quæ meritò requirent notitiam juridicam delicti. Unde obiter adverto duo; unum est, quòd in illo textu ex vi illorum posteriorum verborum etiam sententia excommunicationis non incurritur ante declarationem judicis de delicto, quod est ibi speciale, quia particula ipso facto expressè limitatur per posteriora verba. Aliud est, quòd licet verba illa ultima non adderentur, nihilominùs privatio beneficii non incurreretur ante sententiam ex vi priorum verborum, quia verbum, *ipso facto*, non sufficit, et illud, *liberè conferatur*, requirit actum hominis, et consequenter debitum ordinem per sententiam, saltem declaratoriam criminis.

16. Quintum exemplum sumi solet ex motu proprio Pii IV contra committentes simoniam confidentialem, quem refert Navarr. cap. 23, num. 110, et concedit, in eo casu contrahi hanc pœnam statim, et sentit legem illam obligare ad renuntianda beneficia ante omnem sententiam, quia pontifex dicit : *Præsentium auctoritate privamus.* Ego verò in tomo 1. de Religione, libro 4, de Simon. cap. 43, in fine, censui pœnam illam non ita incurri ante sententiam declaratoriam criminis, ut cogatur quis se spoliare beneficio, aut fructibus postea perceptis, quia illa verba tantùm continent sententiam condemnatoriam, et æquivalent simplicibus verbis, *ipso facto*, et non additur expressè particula excludens necessitatem sententiæ declaratoriæ, et ita exemplum hoc videtur magis pertinere ad proximè præcedentem re-

gulam, quàm ad præsentem. Nunc verò attentiùs considerando initium illius clausulæ de illâ resolutione dubitare cœpi. Præmiserat enim pontifex plures cautiones et circumstantias, quibus facilè concederet viam ad probandum in judicio hoc delictum, etiamsi magnâ cautelâ et sollicitudine à delinquentibus occultaretur; et deinde subjungit : *Sed ne quisquam vanâ fiduciâ fretus non intendendi contra se judicii, in crimine perseveret, omnes et singulos,* etc. In quibus verbis apertè declarat pontifex, voluisse omninò præcludere viam permanendi in tali delicto, vel committendi illud spe subterfugiendi judicium, et consequenter pœnas; et ideò statuisse tali modo omnes illas pœnas, ut ad illarum effectum planè contrahendum judicium necessarium sit, et consequenter, nec sententia declaratoria. Ergo, ne frustretur intentio pontificis, et lex illa in hâc parte vana et inutilis reddatur, necesse est fateri pœnas illas omninò contrahi et obligare ante omnem judicis sententiam declaratoriam; quia hæc etiam sententia non fertur sine ordine judiciario et requisitis probationibus. Quapropter in rigore loquendo, et spectatâ mente legislatoris, ita mihi dicendum videtur, et ita hoc exemplo rectè explicatur posterior pars hujus regulæ. Probabile autem est, pœnam illam non esse in hoc sensu communiter receptam, et ideò fortassè esse illi derogatum in hâc parte per communem consuetudinem, quæ tolerabilis judicari potest, quia reverà pœna est valdè rigorosa.

17. Sextum exemplum hìc addo ex concilio Tridentino sess. 24, cap. 18, de Reformat. ubi examinatores beneficiorum, simoniam in examine committentes, videntur ita privari beneficiis priùs obtentis, ut ad illa dimittenda statim in conscientiâ obligentur, quia ibi dicitur, ut absolvi non possint à peccato simoniæ : *Nisi dimissis beneficiis, quæ quomodocumque antea obtinebant :* ibi enim apertè videtur loqui concilium de absolutione à culpâ in foro sacramentali, tum quia loquitur de absolutione à vitio simoniæ, non à censurâ; tum etiam quia si loqueretur de absolutione in judicio externo, non diceret : *Nisi dimissis beneficiis* (quæ verba significant voluntariam dimissionem) sed diceret : *Nisi ablatis beneficiis,* utique, per judicem, à quo esset absolutio danda. Præcipit ergo concilium, ut tales non absolvantur sacramentaliter, nisi dimissis beneficiis; ergo obligat illos in conscientiâ ad dimittenda beneficia, quia aliàs non posset præcipere, ut non absolvantur, quia si non tenentur dimittere beneficia, peccant non dimittendo; ergo possunt agere pœnitentiam de priori delicto, et sufficienter disponi, ut absolvantur; cur ergo poterit illis negari absolutio? Nec enim dici potest, illam fuisse quamdam reservationem peccati, quia neque ibi est verbum indicans reservationem, nec reservatio fieri solet præcipiendo simpliciter negationem absolutionis, nec conditio illa adhiberi solet in similibus legibus, nisi quia absque tali conditione homo non potest benè disponi ad absolutionem, propter obligationem in conscientiâ, quam habet ad talem conditionem implendam; hanc ergo obligationem habent examinatores simoniaci ex vi illius legis; nam aliunde illam habere non possunt. Illa ergo forma puniendi planè inducit ipso facto hanc obligationem, ut sensit etiam lib. de Simon. cap. 58, num. 3. Unde etiam videtur posse inferri, per illam legem privari delinquentes beneficiis suis, quia possent aliàs in conscientiâ teneri ad illa dimittenda, nec actio dimittendi beneficium proprium solet directè præcipi, sed solùm quatenùs consequitur ex privatione tituli et carentiâ beneficii. Quod est quidem probabile, sed incertum, quia non sunt ampliandæ pœnæ adeò graves, minùsque onerosum est, ut quis solùm obligetur dimittere suum beneficium, quàm ut ipso facto illo spolietur, cogaturque illud dimittere tanquàm non suum; nec posset illud retinere sine novâ oblatione et titulo, neque fructus ejus, si fortè illos aliquo tempore percepit. Videtur ergo limitanda illa pœna ad vim verborum, et quoad hoc potest illud exemplum acceptari.

18. Septimum exemplum sumi potest ex ult. concilio Lateran. sess. 5, sub Julio II, ubi contra cardinales simoniacos in electione summi pontificis fertur pœna privationis beneficiorum sub hâc formâ : *Eo ipso absque aliâ declaratione privatus existat.* Circa quam formam non est nunc tractandum an illo particulari casu vel usu revocata sit (hoc enim in proprio loco actum est); sed inquiri non immeritò potest, ac debet, an forma illa ferendi talem pœnam sufficiat ad obligandum beneficiatum ad spoliandum se beneficio, illud renuntiando ante omnem judicis sententiam, et consequenter an faciat fructus suos, si illud retineat, vel teneatur illos restituere in conscientiâ similiter ante omnem sententiam. Aliqui enim dixerunt, non obstante illo rigore verborum, expectandam esse sententiam declaratoriam

criminis. Ita sentit Covarr. in 4, 2 p. § 8, num. 3, illat. 5. Fundatur, quia etiam post sententiam condemnatoriam, quando leges pœnales illam requirunt, non tenetur in conscientiâ reus condemnatus privare se suis bonis, aut illa reddere fisco, sed judex debet exequi pœnam, cui reus non potest resistere; ergo multò minùs obligatur in conscientiâ quis propter solam legem, etiamsi maximè dicat, *ante omnem declarationem,* sed ad summum in foro exteriori poterit puniri, quia illam non servat. Hoc enim ultimum etiam insinuat Covar. respondendo ad Sylvestrum, licet non satis apertè loquatur. Unde etiam indicat, si aliquid operatur illa particula : *Ante omnem declarationem,* esse in ordine ad forum externum, non quoad obligationem conscientiæ. Atque hanc opinionem sequitur Vasq. 1-2, disp. 168, cap. 4, num. 15. Solùm quia plures leges habent illam loquendi formam, essetque nimis asperum, omnes illas ita interpretari. Quis verò sit effectus illius particulæ ne inaniter in lege posita videatur, ibi non explicat, sed explicaturum promittit, non tamen invenio ab ipso declaratum, nisi fortassè id intendat in loco infra citando.

19. Contraria sententia communis est; nam à fortiori illam tenet communis opinio canonistarum supra citata, et Navarr. et Cordub. et maximè Castro. Imò etiam Soto dicto loco citato ad 8, fatetur, hanc esse vim illius particulæ : *Ante declarationem;* confugit tamen ad pœnas conventionales, et tandem dubitat de usu, propter rigorem talium legum. Expressiùs verò magisque in particulari hanc opinionem docuit Sylvest. verb. *Assassinus,* in fine., et ver. *Emphyteusis.* Ratio verò est, quia illa verba ex vi particulæ ; *ipso facto,* continent sententiam condemnatoriam, et addendo alteram, scilicet : *Absque aliâ declaratione,* expressè excludunt necessitatem sententiæ declaratoriæ, et ita relinquitur condemnatio absoluta, et sine ullâ conditione, vel morâ; ergo statim operatur, et per se exequitur talis lex pœnam quam imponit. Probatur consequentia, quia nec deest potestas in legislatore, ut supra probatum est, nec voluntas, cùm per illa verba satis explicetur, ut ostensum est.

20. Et declaratur ampliùs, ac confirmatur, quia aliàs verba illa essent inania, neque efficerent quod significant, imò nec effectum aliquem moralem habere possent. Nam quod Covarr. respondere videtur, nimirùm, in foro conscientiæ non habere effectum, habere tamen posse in ordine ad forum externum, hoc, inquam, non video quomodò subsistere possit. Quia multò minùs potest quis incurrere pœnam in foro exteriori ante declarationem, quàm in interiori, quia non potest judex exequi pœnam in aliquem priusquàm declaret illum commisisse delictum ; et ita non solùm ad id non obligatur, verùm etiam nec justè potest id facere. Reus autem ex se potest licitè, et per legem illam videtur obligari; non esset ergo ullius momenti obligatio, nisi esset in conscientiâ.

21. Diceret fortassè Covarr. particulam illam operari in ordine ad forum externum, non quia det licentiam judici exequendi pœnam ante declarationem delicti, ut benè probat ratio facta, sed quia facit, ut ante omnem declarationem delinquens censeatur incurrere pœnam, non quidem tunc exequendam, sed postea subsecutâ declaratione. At hoc duobus modis potest intelligi. Primò ut ex vi talis legis delinquens postea puniri possit speciali pœnâ, eò quòd statim ac deliquit non solvit pœnam, vel non renuntiavit beneficium nullâ expectatâ declaratione. Et hic modus probabilis non est nec sibi constans, tum quia si ille reus non obligatur statim ad exequendam pœnam ex vi talis legis, nullâque expectatâ sententiâ declaratoriâ, cur debet postea puniri, quia id non fecit? vel si tenebatur ex vi legis, et ideò postea justè punitur tanquàm fractor legis, cur illa obligatio non erit in conscientiâ, cùm per legem præcipientem imponatur? Deinde (quod caput est) in illis legibus non agitur de punitione talis moræ in exequendâ pœnâ, sed tantùm de imponendâ tali modo pœnâ pro alio delicto; ergo ficta est et voluntaria talis interpretatio. Quocirca, licet in similibus casibus possit fortassè judex ecclesiasticus postea punire beneficiatum, qui post tale delictum beneficium retinuit, et in illo ministravit, hoc solùm erit ex officio suo et aliâ pœnâ fortassè arbitrariâ, et ad hoc ipsum necesse est supponere obligationem relinquendi beneficium ex vi talis legis pœnalis, quod nunc agimus.

22. Alio ergo modo potest exponi illum privari ante declarationem, quia postea declaratione secutâ, pœna retrotrahitur à die commissi criminis, ac si tunc fuisset executioni mandata, atque hunc solum effectum tribuit illis verbis Vasquez disp. 173, cap. 2, neque alium apud ipsum reperio. Mihi autem non satisfacit ; nam hunc effectum habet lex ponens similem pœnam ipso facto, vel ipso jure, etiamsi ulteriorem particulam non addat; ergo per hunc effe-

ctum non explicatur quid denuò faciat illa additio : *Absque aliâ declaratione*, vel, *nullâ monitione præmissâ*. Nec enim dici potest talia verba addi ad exaggerationem vel majorem declarationem præcedentis vocis ipso facto. Tum quia est contra manifestam intentionem legislatorum, qui optimè noverunt, particulam, *ipso facto*, juxta communem interpretationem usu receptam, non excludere in his pœnis necessitatem sententiæ declaratoriæ, et ideò ad excludendam illam addunt particulam prædictam, et rectè intelligitur ex dicto loco concilii Tridentini sess. 23, cap. 1, de Reformat. ibi : *Nec tutâ conscientiâ, aliâ etiam declaratione non secutâ, illos sibi detinere posse;* nihil enim aliud per illa interposita verba efficere voluit, nisi excludere necessitatem sententiæ declaratoriæ. Tum etiam quia, ut supra dixi, illa interpretatio legum habet locum, quando verba reverà sunt synonyma, et aliâ ratione multiplicari non possunt in eàdem lege; hìc verò voces non sunt synonymæ, et in omni proprietate intelliguntur addi propter proprios effectus et significationes; ergo non sunt eludenda, et interpretanda, ut vana et inutilia reddantur.

23. Fundamentum autem Covar. falsum sumit : nam, ut ostendam capite sequenti, in his etiam pœnis, quæ per judicem imponendæ sunt ex virtute legum, post latam sententiam tenetur reus pœnam exequi juxta præscripta verba sententiæ, et justam judicis mentem, et hoc ipsum de lege dicimus, quando non solùm fert sententiam, sed etiam præcipit executionem; hoc autem facit per verba prædicta, ut declaratum est. Dices : Quamvis demus legem per illa verba : *Sit privatus beneficio*, aut, *bonis ipso facto, et ante omnem declarationem*, tollere dominium rei, aut beneficii, non tamen inde sequi obligare delinquentem in conscientiâ ad spoliandum se re suâ, vel beneficio, quia hoc est durissimum præceptum, et in eis verbis nec formaliter continetur, ut constat, nec virtute; quia possessio et usus rei aliud est à dominio, et ita potest quis retinere possessionem rei et usum, quamvis dominio privetur. Multi enim ita sentiunt fieri in confiscatione bonorum, quæ per legem ipso facto fit. Et hoc modo habet sufficientem effectum illa particula, *ante omnem declarationem*, quia ex vi illius statim vacabit beneficium quoad titulum et proprietatem, licet quoad possessionem et usum retineri possit.

24. Respondetur inprimis, quidquid sit de aliis bonis temporalibus, in beneficiis ecclesiasticis hoc non habere locum, et idem esse existimo servatâ proportione in officiis publicis. Ratio autem est, quia beneficium ecclesiasticum non potest in conscientiâ retineri, sine vero titulo; qui autem privatur beneficio, eo ipso privatur vero ejus titulo. Item quia beneficium datur propter officium; qui autem est privatus beneficio omninò, ita ut beneficium vacet, jam non potest licitè exercere officium proprium talis beneficii, et ideò non potest licitè illud retinere, aut illo frui. Imò tales effectus sic facti, quando requirunt jurisdictionem, erunt invalidi per se loquendo, et licet sustineatur propter titulum coloratum, possunt postea irritari, si aliàs irritabiles sunt, quia sententia retrotrahitur ad omnia : hæc autem sunt valdè absurda. Item est ratio à priori, quia hæc beneficia non dantur principaliter propter recipientes, sed propter ministerium et propter fideles quibus ministrari debet, et ideò qui privatur beneficio, removetur ab illo ministerio, ac subinde illud ampliùs retinere non potest. Quæ ratio in quibuscumque officiis publicis locum habet. Præterea sequetur absurdum de fructibus beneficii : nam vel illos faciet suos, qui sic retinet beneficium, vel non; primum dici non potest, quia nemo potest justè accipere fructus rei non suæ, neque sine vero titulo potest quis facere fructus suos; si autem dicatur secundum, quî fieri potest, ut quis possit justè retinere fructus non suos? Vel si non potest retinere, quomodò potest justè accipere? Vel si neque accipere illos justè potest, quomodò potest justè retinere beneficium cui debentur tales fructus? Igitur, si leges illæ per verba prædicta privent titulo et dominio beneficii, profectò etiam obligant in conscientiâ ad dimittendum illud, et hanc consequentiam in beneficiis omnes admittunt.

25. De aliis autem bonis fortunæ est magna quæstio, quam in materiam de fide reservamus ut supra dixi. Nunc ergo solùm dico non esse de illis eamdem rationem. Tum quia leges civiles et canonicæ videntur ita interpretari pœnam illam, et concedere delinquenti naturalem retentionem talium bonorum, et usum in suum commodum et sustentationem, quamdiù non judicatur de crimine, ut sumitur ex capite, *Cùm secundum*, de Hæret. in 6, et ex l. ult. cap. ad l. Jul. Majest. et expressiùs in l. Hispaniæ part. 7, tit. 2, l. 4. Neque in hoc est repugnantia, et si demus dominium transferri in fiscum, transfertur enim sub eâ conditione et limitatione, ut interim dùm non profertur

sententia declaratoria, antiquus dominus retineat possessionem naturalem et administrationem, ac certum quemdam usum talium bonorum. Quod etiam non repugnat conditioni talium bonorum temporalium, quæ ad privata commoda possidentis ordinantur, et pravis etiam hominibus facilè concedi possunt; in beneficiis autem ecclesiasticis nunquàm hoc leges declarârunt, nec esset consentaneum illorum naturæ et institutioni, ut declaratum est.

26. Ad fundamentum autem secundum ejusdem sententiæ respondeo, majus inconveniens esse omnes leges sic loquentes ita exponere ut inutiles fiant, et severitatem fortassè ad commune bonum necessariam amittant. Deinde dico, licet videatur durum ita interpretari leges omnes ponentes illam particulam, tolerandum nihilominùs esse, quia ita scriptum est, ut de legibus canonicis dicitur in cap. *In memoriam,* dist. 19, et de civilibus in l. *Prospexit,* ff. *Qui et à quibus*, eò vel maximè quòd leges punientes cum tanto rigore raræ sunt, et in gravissimis criminibus. Et præterea in bonis temporalibus quando omnia confiscantur, in jure ipso habent limitationem, et declarationem supra explicatam; in aliis verò bonis beneficialibus poterit etiam prudens moderatio secundùm rationem naturalem adhiberi, nimirùm, ut hæc obligatio sit per se, per accidens verò excusari possit, seu impediri illius executio, vel quando sine gravi infamiâ et publicatione delicti fieri non potest, vel quando necessarium esset ab statu cadere, et in gravi necessitate pro vitâ sustentandâ constitui; tunc enim licitum erit suspendere executionem, dummodò ad superiorem fiat recursus, ut remedium adhibeat, et beneficium aut officium restituat, et pœnam commutet aut temperet, quod sine infamiâ potest occultè fieri consilio viri prudentis, quo in similibus casibus semper utendum est.

CAPUT IX.

Quæ obligatio oriatur in conscientiâ ad executionem pœnæ privativæ ex lege imponente illam ipso facto, quando executio pœnæ actionem non requirit.

1. Ex regulis superiori capite propositis prima communis est omnibus pœnis privativis, et ideò de illâ jam non tractamus; secunda verò et tertia tantùm propositæ sunt de pœnis quæ licet proximè privationem inducant, in actione consummantur. Et ideò superest dubium quâ ex his regulis utendum sit in pœnis purè privativis, quæ ad plenam executionem nullam hominis actionem requirunt. De quibus certum à fortiori est, quòd si in lege dicatur, *ipso jure*, et addatur: *Absque aliâ declaratione*, vel quid simile, statim absque morâ lex ipsa exequitur pœnam, quia potest, et nihil est quod expectetur, ut probatum est. Dubium ergo solùm est an simplex verbum: *Ipso facto,* sufficiat in his pœnis. Quæ distingui possunt; nam interdùm sunt quasi passivæ, ut esse ineligibilem, esse incapacem bonorum, et similes, quæ tollunt passivam capacitatem, seu habilitatem; aliæ verò dici possunt activæ, quæ privant voce activâ, seu reddunt inhabilem personam ad ferendum suffragium, ad eligendum, et similes.

2. De his ergo est valdè recepta sententia, quoties lex pœnalis cum additione: *Ipso facto,* vel simili, imponit hujusmodi inhabilitatem, etiamsi non addat: *Absque aliâ declaratione;* vel aliud æquivalens, inducere statim illam inhabilitatem ante omnem sententiam, etiam declaratoriam, criminis. Ita tenent apertè Cajet. 2-2, q. 62, art. 2; Sylvest. verb. *Assassinus;* Navar., Cordub. et alii in cap. 1 de Constit., et Tiraq. supra. Consentit etiam Medin. 1-2, q. 96, art. 4, et in his pœnis idem sentit Covarr. in 4, p. 2, cap. 8, § 5, n. 8, loquens de incapacitate ad hæreditatem paternam, quæ illegitimis spuriis imponitur ipso facto per leges, quamvis illa non tam sit filiorum pœna, quàm parentum. Idemque ait in Regulâ, *Peccatum*, p. 2, § 6, de lege, quæ in pœnam impedit acquisitionem dominii alicujus rei, ut ex concilio Lateran. supra retuli, et ex Trident. sess. 25, cap. 1 de Reformat. et simile habetur in sess. 22, cap. 3; Soto lib. 10 de Justit. q. 5, art. 6, non audet hoc negare saltem de impedimento purè passivo; semper tamen reducit has pœnas ad conventiones, quia beneficia vel officia dantur sub his conditionibus. Quod, ut sæpè dixi, voluntarium et insufficiens est; tum quia illæ leges generaliter feruntur, etiam pro his qui ante illas beneficia vel officia obtinebant; tum etiam quia non pendent ex pacto, vel conventione, nec illo intuitu feruntur, nec requirunt scientiam aut consensum talis pacti, sed ex merâ potestate legislativâ feruntur.

3. Probaturque ex c. *Cùm singula*, de Præbend. in 6, ibi: *Ex tunc eo ipso efficiatur ineligibilis*, et in fine: *Reddantur ineligibiles ipso jure*, ubi omnes intelligunt cum Glossâ, illam pœnam statim incurri, ita ut electio de tali personâ facta nulla sit, et tamen inhabilitas illa, seu ineligibilitas non nascitur ex aliquo

pacto, vel conventione, sed purè ex efficaciâ legis Aliud exemplum hujus assertionis sumi potest ex motu proprio Pii V contra simoniacos, ubi recipiens beneficium per simoniam redditur inhabilis ipso jure ad beneficia, quæ pœna statim etiam incurritur ante omnem sententiam, ut proprio loco dixi, stante illâ lege in suâ vi. Hùc etiam spectant canones qui in pœnam alicujus delicti, ut uxoricidii, reddunt personam inhabilem ad matrimonium, ut constat ex cap. 1, et cap. *Super eo*, et cap. *Significari, de eo qui duxit in matrimonium, quam polluit*, etc. Verum est in his juribus non haberi particulam, *ipso facto*, vel similes, sed ex effectu colligi inhabilitatem ipso facto, quia talia matrimonia censentur irrita, et ita illa jura non probant an alia jura per solas particulas prædictas censeantur illam inferre.

4. Præterea de privatione quasi activâ est optimum exemplum in Clement. *Ut is qui*, de Stat. et Qualit., ubi præbendati in ecclesiis cathedralibus, qui sine justâ causâ non promoventur intra annum ad ordines suis præbendis annexos, *ex tunc*, privantur voce activâ in capitulo. Quod intelligitur ante omnem sententiam juxta Glossam, Cardinal. Bonifac. et omnes; plura afferemus infra, tractando de legibus irritantibus contractus. Ratio denique est, quia hic effectus est aptus fieri integrè et perfectè per solam legem, et ita potestas non deest; voluntas autem legislatoris sufficienter significatur per illam vocem, neque est ullum juridicum fundamentum ad limitandam illam. Item quia in hoc videntur hæ inhabilitates comparari censuris et irregularitatibus, nec sufficiens ratio differentiæ assignari potest, neque ex usu aliud constat.

5. Ab hâc verò sententiâ dissentit Soto libro 1 de Justit. q. 6, art. 6, ad 4, et libro 4, q. 6, art. 3, circa finem. Ledesm. in 4, p. 2, q. 18, art. 2, § *Postremò hæsitat*, qui loquuntur de inhabilitate quasi activâ ad ferendum suffragium; tractant enim specialiter de legibus universitatum, per quas pœna inhabilitatis imponitur scholasticis hoc vel illud committentibus, et docent tales pœnas non incurri, donec ipsi condemnentur. Et Ledes. quidem non addit expressè: *Licet lex dicat, ipso facto*, vel *ipso jure*, sed indefinitè loquitur, supponitque legem pœnalem nunquàm aliter obligare ad pœnam, et eisdem ferè verbis loquitur Soto in posteriori loco; tamen in primo, ubi ex professo rem tractat, apertè loquitur de legibus punientibus ipso facto, et extendit sermonem ad omnes electiones et suffragia. Et præter rationes generales, quas supponit, addit aliam, scilicet, quia aliàs vix esse posset totus aliquis electus, vel qui cathedram per suffragia scholarium obtinuit, quia multi electo suffragantes fortassè inhabiles erant ipso facto, licet occulti. Hi verò auctores inprimis excedunt, quatenùs indicant has leges in priori sensu intellectas, aut fore injustas, aut omninò excedere potestatem legislatoris humani; hoc enim satis improbatum est in superioribus, et ideò necesse non est, hic ad rationes generales respondere; hoc enim satis in superioribus actum est. Deinde ratio quam Soto addit non est magni momenti. Negatur enim sequela, et primò dici posset de occultis Ecclesiam non judicare, et ideò meritò approbari hujusmodi electionem, seu collationem, et electum esse omninò tutum et securum, quia non tenetur malum præsumere, et præsertim contra se. Verùmtamen, etiamsi electo constet aliquem sibi suffragantem fuisse inhabilem pœnali inhabilitate, et solùm ratione illius cathedram obtinuisse, nihilominùs dico electionem fuisse validam, quia licet ille esset inhabilis reipsà et quoad se, nihilominùs erat minister toleratus, et publicâ auctoritate suffragium tulit, et ideò acta ejus tenuerunt, juxta regulam l. *Barbarius*, ff. de Offic. Prætor. Et saltem, quoad leges ecclesiasticas imponentes hanc pœnam, habet in eis locum moderatio Extravag. *Ad evitanda*, ut ille censeatur prohibitus quoad se, non quoad alios, et ideò ipse peccat suffragio ferendo, nihil verò nocet electioni, quatenùs ad alios pertinet.

6. Ex quo potest communis sententia confirmari, quia nisi ex vi hujusmodi legis obligetur talis homo inhabilis factus ad non eligendum, seu ad non ferendum suffragium, inutilis esset talis lex ipso facto imposita quoad particulam, *Ipso facto;* nullum enim moralem effectum inde haberet, quod admittendum non est, ut supra ostendi. Dices etiam tunc operari ut sufficiat postea sententia declaratoria criminis sine condemnatoriâ. Sed contra; nam tunc differentia erit verbalis, potiùs quàm realis. Declaratur, quia tunc non poterit sententia retrotrahi, quia non poterit irritari suffragium jam datum, vel electio ratione illius facta, quia reverà fuit actus validus ut ostensum est; ergo condemnatio non habet effectum, nisi ex quo fertur sententia, et quoad futuros effectus, quod pertinet ad sententiam conde-

mnatoriam: et ita differentia erit de vocabulo, et vix etiam talis erit, quia, ut notavit Simancas, tit. 9, n. 163, nullus judex profert sententiam declaratoriam criminis, quin declaret delinquentem reum pœnæ legis; quod est condemnare, imò hoc requiritur ad justitiam sententiæ definitivæ, juxta l. *Præses*, cap. de Sentent. et Interlocut. Ut ergo sit aliqua differentia in re, oportet ut sententia retrotrahatur, et quòd illa retrotractio per se habeat aliquem effectum, quo puniatur delinquens à die commissi criminis, quod in genere pœnæ locum non habet; ergo oportet ut habeat suum effectum etiam ante sententiam declaratoriam, Accedit quòd aliàs moraliter illa lex esset inutilis, tum quia sæpè non punit, nisi prohibendo et inhabilitando ad unum actum, qui ordinariè sit ante sententiam declaratoriam, et vix potest aliter fieri, moraliter loquendo, quia hæ inhabilitates vix possunt sufficienter probari. At sententia postea lata inutilis esset, quia jam non habet locum dictâ pœnâ, et alia non imponitur per legem, nec videtur posse imponi etiam arbitrio judicis, quia ille non peccavit sic ferendo suffragium, quia non erat inhabilis, sed inhabilitandus; ergo juxta materiæ capacitatem verisimillimum est, intentionem harum legum, quando addunt, *ipso facto*, esse pœnam inferre ante omnem sententiam extra conscientiam ipsius personæ.

7. Quod autem diximus de valore suffragii, non obstante inhabilitate contractâ, ipso jure, inprimis locum habet in activâ inhabilitate, non in passivâ; nam rationes factæ non habent locum in eo qui per legem ipso jure factus est ineligibilis, vel inhabilis ad cathedram; nam ille non exercet actum aliquem publicâ auctoritate, sed ut privata persona suum commodum quærit, et ideò cùm iniquè sese immisceat, non debet ejus malitia illi suffragari. Unde in illo etiam cessat altera ratio, quia, licet illa inhabilitas sit occulta, nihilominùs quoad ipsum inhabilem, habet totum suum effectum, et ita facit electionem vel provisionem nullam, quia per hoc non nocet aliis, sed sibi, sicut de excommunicato vel irregulari dicitur.

8. Deinde, quoad activam inhabilitatem, debet id intelligi de inhabilitatibus pœnalibus, non de illis quæ tantùm sunt ex defectu conditionum necessariarum, ut alicui detur potestas ferendi suffragium, ut est in hâc universitate, ætas quatuordecim annorum, habere cursum integrum juxta morem universitatis, audivisse lectiones oppositorum, vel saltem sufficientem habere notitiam, seu informationem eorum, et ad hanc conditionem pertinet, ut opinor (quidquid Soto et Ledes. contradicant), conditio ut quis sit inscriptus in matriculâ universitatis juxta illius statuta; nam ille qui non est inscriptus privetur suffragio non in pœnam prioris omissionis, sed quia tunc non se gerit ut membrum hujus communitatis, et ideò ad illam non pertinet electio ejus, et idem est de similibus. Quoties enim inhabilitas est ex defectu cujuscumque conditionis, ex prædictis suffragium erit omninò nullum, etiamsi defectus sit occultus, quia illa inhabilitas non est privatio potestatis priùs habitæ, ut sic dicam, sed est perpetua carentia nunquàm acceptæ potestatis. Nam hæc potestas non est ab intrinseco, ut sic dicam, sed est ex concessione principis, patroni aut superioris, qui illam non vult concedere nisi personæ habenti tales vel tales qualitates; ideò sicut supra dicebamus de legato relicto sub conditione, eâ non impletâ, non obtineri, ita hîc dicendum est de habilitate ad ferendum suffragium. Et hoc planè significat lex, cùm dicit: Qui non fuerit quatuordecim annorum, non habebit suffragium, seu *no sera voto*, ut nostra habent statuta. Quæ eodem tenore loquuntur de aliis casibus.

9. Hinc autem difficile est discernere, quando inhabilitas sit pœnalis, quando verò substantialis, ut sic dicam, et ex defectu conditionis necessariæ; id tamen ex qualitate conditionis et materiæ discerni poterit, maximè tamen ex usu. Illæ enim conditiones, quæ per se eò tendunt, ut persona habeat qualitates moraliter convenientes, ut sit idonea ad talem actum, et sine quibus ei non datur jus suffragii; possunt censeri substantiales; et carentia illarum non habet rationem pœnæ, sed cujusdam inidoneitatis. At verò, quando inhabilitas ponitur non obstante idoneitate personæ propter actiones incongruas et disconvenientes rectæ electioni, tunc censetur pœnalis. Quæ discretio maximè perfici potest consuetudine, quæ est optima legum interpres. Et ita solent in hâc universitate distingui duplices inhabilitates; quasdam vocant juris, alias facti; priores sunt quas ego substantiales voco, et fortè dictæ sunt juris, quia omninò impediunt obtinere jus ad ferendum suffragium, vel quia extra omne dubium inducunt ipso jure inhabilitatem, et annullant actum, vel quia non fundantur in facto personæ, sed in jure requi-

rente talem conditionem ut essentialem in personâ, ut sit capax suffragii. Aliæ verò dictæ sunt facti, licet etiam per jus introductæ sint, quia in facto fundantur, et ad illud cohibendum positæ sunt. Et ideò de his posterioribus inhabilitatibus dicimus esse pœnales, ac subinde, licet inhabilitent personam ipso facto, posse sustineri actum, si aliàs persona habeat omnes conditiones per se et jure requisitas ad potestatem ferendi suffragium.

10. An verò in hàc universitate istæ inhabilitates quæ dicuntur facti incurrantur ipso facto, ita ut obligent personam ad abstinendum à suffragio ante omnem sententiam declaratoriam, dubia res est. Quia partem negantem suadet, quòd in statutis non habetur particula, *ipso jure;* vel, *ipso facto;* affirmantem verò suadet ille modus loquendi : *No sean voto*, non habeant suffragium, qui videtur æquivalens, et habere vim negationis de præsenti, seu imperii practici denegantis, seu non concedentis jus suffragii. Et fortassè in rigore verborum, et attentâ serie capitulorum, omnium sub illo titulo contentorum, hoc posterius probabilius est; tum si aliud habet consuetudo, sustineri potest, quia est interpres et moderatrix legum. Et cum hoc temperamento moneo esse accipiendam sententiam hanc, quâ docemus inhabilitates has statim incurri ex vi legum loquentium per verbum, *ipso facto*, scilicet nisi ubi aliud fuerit in aliquâ lege consuetudine receptum. Et hoc modo limitanda sunt, quæ loquendo de particularibus vitiis et pœnis in aliis locis scripsimus.

11. Sed tunc occurrit aliud dubium, quod etiam Soto et Ledes. attingunt, an scholaris, v. g., sub juramento à superiore interrogatus, an hoc vel illud fecerit contra statuta inhabilitantia, teneatur veritatem respondere, etiamsi occultè fecerit, vel possit sine perjurio negare, saltem quando non laborat infamiâ, nec habetur semiplena probatio contra illum. Soto enim et Ledes. supra, absolutè respondent non teneri, quando nec infamia præcedit, nec semiplena probatio, quia non interrogatur juridicè; supponunt enim, non incurrisse inhabilitatem ipso facto, et ita non posse jure repelli, donec legitimè convincatur, et consequenter nec posse interrogari juridicè, donec præcedat aliqualis probatio. At verò, si supponamus hanc inhabilitatem ipso facto incurri, necessariò dicendum est subditum à rectore interrogatum teneri veritatem confiteri, et ad mentem interrogantis respondere sub perjurii pœnâ, etiamsi nulla præcedat probatio vel infamia. Ratio est, quia tunc non interrogatur per se et præcipuè ad punitionem, sed ad cavendum peccatum et injuriam tertii. Ille enim subditus, suppositâ inhabilitate et privatione vel suspensione quam incurrit, peccat graviter se immiscendo, et tendit ad faciendam alteri injuriam, usurpando judicium vel electionem ad se non pertinentem; ad hos autem fines habet superior jus interrogandi occulta, etiamsi nulla præcesserit infamia; et subditus tenetur simpliciter veritatem fateri. Ut est certum in jure cap. ult. de clandestin. Desponsal. cum similibus, et est communis sententia Innoc. Panormit. et aliorum in cap. *Qualiter et quando*, 2, de Accusat. Angeli, Sylvest. et aliorum summistarum verb. *Inquisitio*, et Navar. in cap. *Inter verba*, concl. 6, num. 255 et sequentib., et tenet ipse Soto, Relect. de Secreto, memb. 2, q. 6, concl. 3. Quòd si hoc fuerit grave onus, sibi imputet, qui se immiscuit; nam ante omnem interrogationem tenebatur abstinere. Et declaratur in aliis inhabilitatibus juris quas non pœnales, sed substantiales appellavimus; de illis enim interrogati electores tenentur simpliciter veritatem fateri, tum quia agitur de cognitione necessariâ ad legitimam electionem, tum etiam quia intercedit ibi pactum tacitum, ut habeat suffragium qui tales conditiones habuerit, et non alias; ergo omnes de his conditionibus legitimè interrogantur, ne iniquè se ingerant qui ad illud munus non sunt admissi, nec jus habent eligendi, et ideò in his non est necesse ut præcedat aliqua probatio, vel infamia, quia non agitur de illorum punitione, sed de cavendâ injustitiâ; ergo idem est dicendum in cæteris inhabilitatibus, si verum est ita esse contractas ipso facto, ut graviter peccent qui tale judicium seu suffragium usurpant.

12. At verò ubi inhabilitas non est contracta ipso jure, donec per sententiam declaretur, probabilis est opinio Soti, nimirùm, subditum sic interrogatum de actu occulto, de quo nulla infamia vel semiplena probatio præcessit, non teneri veritatem aperire, etiamsi juret, sed uti posse amphibologiâ, respondendo ad mentem suam, non ad mentem superioris interrogantis, quia tunc qui fert suffragium ante sententiam non peccat, per se loquendo, quia suum jus retinet, dùm non judicatur inhabilis, et ita jure suo utitur ferendo suffragium; ergo non peccat. Nec obstat dicere, quòd per legem fuerit prohibitus, quia illa prohibitio non

obligat illum nisi per judicem, et ita directè instruit judicem, non obligat reum, donec condemnetur, atque ita non peccat juxta illam sententiam; ergo nec tenetur respondere superiori interroganti ad mentem ejus, et occultum suum factum aperiendo, nisi legitimè interrogetur, quia præcessit infamia vel semiplena probatio. Probatur consequentia, quia jam tunc illa interrogatio non tendit ad vitandam culpam vel injuriam tertii, quia ostensum est nullam committi, etiamsi ille suffragium ferat; ergo tendit ad punitionem; ergo debet in eâ juridicus ordo servari.

13. Addunt verò Soto, et Ledesm. supra, quòd si quis juridicè interrogetur, non solùm peccat, et est perjurus negando veritatem, sed etiam tenetur restituere damna, quæ fortassè ob eam causam patitur non electus. Sed hoc secundum valdè incertum est, et contrarium fortassè est probabilius, supposito illo principio, quòd ille non est inhabilis ipso facto. Nam tunc ille negando veritatem non peccat contra justitiam commutativam respectu eligendi, sed contra obedientiam respectu judicis, vel contra justitiam legalem respectu reipublicæ, vel contra juramentum et religionem. Neque etiam ferendo suffragium post negatam veritatem ille peccat contra justitiam, quia non amisit ipso facto jus ferendi suffragium, etiam postquàm veritatem negavit, donec reipsà condemnetur, quia illa est pœna ferenda, ut supponitur; talis autem pœna non aliter incurritur. Et ideò reus, qui negando iniquè veritatem evitat condemnationem pœnæ aliàs ferendæ, non tenetur illam restituere, juxta probabiliorem sententiam, quam nunc suppono ex Navarro in Sum. cap. 18, num. 49, et aliis modernis.

14. Alterum verò de culpâ regulariter verum est, suppositâ interrogatione legitimâ, quia non potest dari bellum justum ex utrâque parte, et quia lex illa justa est, et non in vanum tales interrogationes præcipit; ergo obligat, saltem quando juridicè fiunt. Hoc autem videtur intelligendum per se; nam ex accidenti posset à culpâ excusari, qui non potest respondere verum sine magno scandalo, vel infamiâ propriâ, vel inimicitiâ, vel aliâ simili gravi jacturâ, et tunc licet interrogatio per se sit juridica, quia tamen ex accidenti respondens mpeditur, licet respondeat, se non fecisse, habet locum subintellecta interpretatio, scilicet *non ita feci*, ut *tenear propalare*, et ita excusatur à mendacio et perjurio. In his etiam legibus contingere potest, ut in præsumptione fundentur, et ideò juxta doctrinam satis receptam, si is qui aliàs verè habebat jus suffragii, habeat animum servandi justitiam et favendi digniori, poterit excusari ab obligatione confitendi suum factum occultum, quia lex id jubens fundatur in præsumptione, quæ tunc cessat, et intentio legis servatur. Hæc tamen posterior excusatio moraliter non est admittenda. Quia illa non est lex propriè fundata in præsumptione, sed fundata in morali periculo, quod imminet reipublicæ seu academiæ ex hujusmodi subornationibus et muneribus, quibus electores corrumpuntur, et justæ electiones impediuntur, quod fundamentum non est præsumptum, sed verum, et licet in particulari cesset effectus ejus, non ideò cessat obligatio legis. Ideòque non excusatur quis ab obligatione respondendi verum, etiamsi intentionem habeat faciendi justitiam. Eò vel maximè quòd facilè hi decipiuntur et formant conscientiam juxta suum affectum, quem habent ad alteram partem propensum. Prior etiam excusatio, licet in rigore sufficiat, et contingere possit, tamen moraliter loquendo rarissima est, tum quia ferè semper potest quis se subducere et coram rectore non apparere; tum etiam quia potest ita moderari responsionem, ut ad inhabilitatem confitendam sufficiat, et infamiam non inducat, quâ sublatâ, alia incommoda levia esse solent.

15. Denique sincerè spectato tenore statutorum et legum, et præcipuè hujus academiæ, sentio, teneri scholares, qui ad suffragia ferenda se offerunt, et coram rectore præsentantur, veritatem fateri, sive præcedat infamia, sive non. Tum quia illa interrogatio non est primariò propter punitionem, sed propter morale bonum commune reipublicæ, et (ut ita rem explicem), non oritur ex affectu justitiæ vindicativæ, sed ex affectu justitiæ distributivæ et legalis, et hoc est satis ut interrogatio sit justa, etiamsi infamia non præcedat. Quia non est necesse ut semper interrogatio fiat ad impediendum peccatum futurum, sed satis est ut fiat propter communem utilitatem, et ad tollendam materiam et communes occasiones peccatorum, ut benè notavit Navar. in dict. c. *Inter verba*, concl. 6, n. 258 et 264 et 265. Tum etiam quia lex illa indifferenter præcipit exigere juramentum, et sub eodem tenore in omnibus illis articulis, sive pertineat ad conditiones quasi substantiales ad jus suffragii habendum, sive ad alias quæ tendunt ad cavenda mala et occasiones injustitiæ publicæ et acce-

ptionis personarum. Et similiter ponuntur pro omnibus personis, nullâ habitâ ratione infamiæ, nec alterius ordinis judicialis; ergo supponit illa lex, interrogationem illam esse justam, et æquè posse omnes et in omnibus casibus obligare; aliàs lex ipsa non esset justa, quod dici non potest; ergo, sicut tenentur omnes respondere veritatem in inhabilitatibus juris, seu substantialibus, quantumvis occultæ sint, ita in reliquis. Tum præterea quia sub hâc lege et conditione admittuntur omnes ad suffragium ferendum, ut illis interrogationibus verè respondeant juxta mentem interrogantis (hæc enim sine dubio est intentio legis), et has conditiones accipiunt electores sine ullâ limitatione vel discrimine; ergo tenentur illas servare, vel non dare suffragium.

16. Unde est magna differentia inter hanc interrogationem et illam quæ tendit ad vindictam; nam in hâc posteriori, interrogatio et responsio est quasi coacta, et in malum interrogati; illa verò prior est magis voluntaria ei qui vult ferre suffragium, et per se ordinatur ad cavendam injustitiam in electionibus, et ideò non est necessarius alius ordo juridicus in hâc interrogatione præter illum quem statuta præscribunt, cui electores voluntariè subduntur. Nec etiam facilè admittenda est excusatio consuetudinis, per quam dici solet hic rigor talium legum temperatus. Nam consuetudo illa videtur potiùs corruptela, quæ est contra bonos mores, et præbet occasionem innumeris malis, nec etiam talis consuetudo censeri potest tolerata à principe sciente illam; nam semper reprehenditur et reprobatur, et si contingat aliquem convinci de mendacio, punitur. Atque hoc maximè observandum est in gravioribus actibus et transgressionibus, ut sunt emptio et venditio suffragiorum, et alia illicita pacta, et ad mores publicos; in rebus verò levioribus, ut sunt loqui, ingredi domum, et similes, faciliùs admitti posset probabilitas contrariæ sententiæ, maximè favente consuetudine, quæ quoad hæc leviora magis tolerata esse videtur.

CAPUT X.

Utrùm omnis lex pœnalis obliget reum ad pœnæ executionem, saltem post sententiam judicis.

1. Hæc quæstio videri potest pertinere potiùs ad potestatem et vim præcipiendi explicandam in judice quàm in lege; tùm quia sæpè pendet ex solâ lege, et semper ad illam cooperatur lex; ideò breviter hoc loco explicabitur. Duo igitur distingui possunt in omni pœnâ, scilicet pati et agere. In passione videtur consistere pœna per se, ac formaliter de illâ loquendo ut pœna est, quia consistit in privatione alicujus commodi; privatio autem, ut sic in passione, vel quasi passione consistit. Quòd si aliquando pœnæ positivæ esse videntur, ut verberatio et combustio, et similes, non habent rationem pœnæ, nisi ut passiones et receptiones quædam sunt, tali subjecto disconvenientes, et ideò nulla est pœna sine aliquâ passione ejus qui patitur. Actio verò requiri solet quasi antecedenter ad pœnam, et ideò interdùm inferri potest pœna per actionem transeuntem alterius sine cooperatione patientis, interdùm fieri potest à solo patiente quasi immanenter in se operante, aliquando ab utroque, id est, partim à patiente, partim ab alio. Addit etiam Cajet. 2-2, q. 62, art. 3, aliquando fieri sine ullâ actione, ut in censuris, irregularitatibus, etc. Et ita communiter loquuntur alii. Si quis autem rectè consideret, sicut ibi non est actio physica, ita neque passio, et sicut est passio quædam moralis, ita etiam est actio moralis, quæ est excommunicatio activa, v. g., vel immissio talis inhabilitatis, etc., quæ in virtute est veluti quoddam præceptum legis vel hominis imponentis obligationem abstinendi ab hoc vel illo munere, fructu, vel communicatione, vel etiam inhabilitantis personam ad aliquid. Et ita meliùs fortassè dicitur hanc pœnam non postulare aliam actionem propter illam, quam lex et sententia facere potest.

2. Primò ergo, quod attinet ad passionem pœnæ, nulla est difficultas. Dicendum est enim, legem, etiam post sententiam latam, non obligare per se et immediatè ad passionem, obligare tamen per se loquendo, ad sustinendam passionem pœnæ patienter, et sine propriâ resistentiâ, vel obligare ad ea quæ secum affert privatio pœnalis semel illata. Priorem partem pono præcipuè propter pœnas, quæ consistunt in physicâ privatione, seu passione. Et probatur facilè, quia pati, ut sic, immediatè et per se non cadit sub obligationem; nam obligatio cadit in actum liberum; passio autem, ut sic, non est libera, nisi ratione actionis. Potest autem sub obligationem cadere non resistere passioni, seu ne passio inferatur. Et quoad hoc certum est legem pœnalem obligare post sufficientem sententiam latam, quia tunc habet judex jus resistendi; aliàs daretur bellum justum ex utrâque parte. Loquor autem de propriâ resistentiâ positivâ; nam impedire pœnam

per fugam non est prohibitum in conscientiâ, quando pœna corporalis et gravis est. Dixi autem : *Post sufficientem sententiam*, quia debet esse justa et secundùm leges lata; aliàs non potest conferre jus ad suî executionem.

3. Ubi statim occurrebat quæstio quid dicendum sit, si sententia sit justa in exteriori foro secundùm allegata et probata; re tamen verâ non habebat fundamentum veritatis. Sed hæc quæstio magis pertinet ad potestatem judicis quàm legis, habetque proprium locum in 2-2, q. 60, art. 5, et quæst. 67, art. 2, et q. 96, art. 4. Ubi à commentatoribus tractatur, et Soto lib. 3 de Justit. q. 4, art. 5. Et de Censuris tractata est à nobis latè quantùm materia illa postulabat, tom. 5, disput. 4, sess. 7, num. 8 et sequentibus. Videri etiam possunt quæ supra diximus de lege injustâ, et de vi quam habere potest ad obligandum. Resolutio ergo brevis est, quòd licet illa sententia per se non obliget reum ad executionem pœnæ, quando illam commodè vitare aut fugere potest sine publicâ resistentiâ, vel scandalo; nihilominùs obligare ad parendum executioni judicis vel legis, quando sine resistentiâ violentâ vel scandalosâ vitari non potest; hæc enim resistentia nunquàm licet, quando sententia est justa secundùm allegata et probata, quia tunc judex legitimè utitur potestate suâ, cui subditus parere tenetur.

4. Secundò, nulla relinquitur quæstio de pœnâ quæ per solam actionem solius judicis aut legis inferri potest. Hoc patet quia si pœna sit physica et efficienda per actionem judicis, illum obligare poterit, aut ministros ejus, non autem reum, nisi modo dicto in præcedenti assertione. Si verò sit moralis privatio, sive fiat per solam legem, sive mediante sententiâ per seipsam operante, ut in excommunicatione et similibus, ibi nulla est necessaria obligatio respectu solius passionis talis pœnæ, quam immediatè facit lex vel sententia, quia illa operatur etiam in invitum. Unde non est in potestate patientis illi resistere; nam prolatâ sententiâ excommunicationis justâ per canones vel homines, reus necessariò relinquitur excommunicatus, nec potest resistere, licet maximè velit, et idem est in similibus. Ideòque quoad hoc non habet locum obligatio parendi, quia ubi non potest esse resistentia, non est libertas in non resistendo, et ideò nec potest esse obligatio parendi propriè quoad receptionem talis privationis. Ipsa tamen privatio, seu censura, aut inhabilitas, affert secum obligationem ad patiendas vel exequendas alias privationes, seu carentias, quæ aliquo modo pendent ex hominis libertate, et necessariam connexionem habent cum primariâ privatione, ut non communicare, non contrahere, et similes. Hoc etiam est per se clarum, quia quoad hæc pœna illa includit præceptum legis vel judicis, in cujus observantiâ consistit executio talis pœnæ; sed tenetur quis obedire præcepto justo, et exequi pœnam quoad hanc partem, et hoc satis constat ex dictis capite præcedenti.

5. Tertiò ergo superest quæstio, quando pœna vel requirit actionem, aut cooperationem ipsius rei, vel saltem per illam fieri potest, an tunc obligetur reus ad operandum vel cooperandum, saltem post sententiam judicis. Multi enim affirmant, post latam sententiam teneri reum ad exequendam pœnam lege statutam, si actio illa non includit intrinsecam malitiam, vel nisi hoc modo pœna reddatur injusta, ut esset, se occidere, vel mutilare. Tribui solet D. Thom. 2-2, q. 62, art. 3, ubi negat teneri reum ad pœnam ante sententiam, post sententiam verò judicis condemnantis ad pœnam dicit teneri, et eodem ferè modo loquendi Cajet. ibi clariùs id docet, 2-2, q. 69, art. 4, et Soto lib. 1 de Justitiâ, q. 6, art. 6, conclus. 5; Castro lib. 2 de Lege pœnal. c. 3; Navarr. in Summâ cap. 23, n. 66; Ledesm. in 4, p. 2, q. 18, art. 2; Anton. Gom. 3 Variar. c. 14, n. 3; Cordub. dictâ q. 36; Feli. cum Bald. et Anchar., quos refert in cap. 1 de Constit. n. 46, et plures adducit Tiraq. in l. *Si unquàm,* verbo *Revertatur,* num. 291. Ratio hujus sententiæ est quia lex habet vim obligandi ad pœnam pro aliquo tempore, vel statu; sed nullum potest esse magis opportunum quàm post latam sententiam judicis; (quid enim aliud spectandum superest?) ergo. Item quia sententia, quam justam supponimus, habet vim præcepti; sed subditus tenetur obedire superiori præcipienti; ergo.

6. Secunda opinio negat teneri reum, etiam per sententiam damnatum, exequi pœnam in se, vel actionem aliquam exercere, quâ illam exequatur, vel ad illam cooperetur. Ita sentit Covar. lib. 1 Variar. c. 2, n. 10, et in 4, p. 2, c. 6, § 8, n. 10, illat. 2, et num. 11, et tribuit Cajet. de quo jam dixi. Citat etiam Adri. quodlib. 6, art. 1, illat. 3. Sed ille apertè loquitur ante sententiam, et potiùs inferiùs refert Paulum in Clement. *Pastoralis*, de Re judicat., dicentem, quòd filii, quorum pater incidit in crimen læsæ majesta-

tis, possunt subtrahere de bonis ejus, et nunquàm restituere. Ipse verò ait : *Sed hoc non assero,* sentiens teneri ad restituenda illa bona, si pater de crimine damnetur. Et ita ille Paul. videtur opinioni Covar. adhæsisse. Et pro eàdem potest allegari Deci. in c. 1 de Constit., quia licet in illà postea non persistat, quia putat, legem pœnalem etiam ante sententiam obligare, nihilominùs ex hypothesi tenet, quòd si lex non obligat ante sententiam, neque post sententiam obligabit ad pœnæ executionem. Solet ad hoc allegari c. *Suam* de Pœnis, ubi papa prohibet, ne quidam clerici in pœnâ molestentur etiam post condemnationem. Ratio autem præcipua est quia ad officium judicis spectat, non tantùm proferre sententiam, sed etiam exequi; reus autem non tenetur subire officium judicis, nec fieri minister ejus contra seipsum; ergo per sententiam non obligatur ad talem actionem, sed ad solam passionem sine resistentiâ. Et ita solvit hæc sentent. fundamentum præcedentis; tum quia negat, legem pœnalem inducere hanc obligationem, etiam pro illo tempore; tum etiam quia putat, præter sententiam aliquid aliud esse expectandum à judice, scilicet, executionem. Unde etiam negat, in sententiâ justâ includi tale præceptum, sed solùm sustinendi pœnam, quod probari potest argumento quodam in superioribus facto, quia non plus potest præcipere judex quàm lex, vel saltem non intendit plus præcipere, quia judicat secundùm legem; sed lex non præcipit actionem executivam pœnæ, sed tantùm sustinentiam; ergo.

7. Verùmtamen controversia hæc facilè componi poterit; nam si res ipsa distinctè explicetur, parva esse potest dissensio, nisi fortassè in uno vel altero exemplo diversarum pœnarum. Primò ergo ex parte sententiæ distingui potest inter sententiam condemnatoriam vel declaratoriam; nam de utrâque potest quæri, an post illam latam oriatur prædicta obligatio. In hoc autem puncto necesse est, ut ex parte legum distinctio cum proportione fiat. Nam si lex continet tantùm pœnam ferendam, nec operari potest, nec locum habere sententia tantùm declaratoria criminis. Primum patet ex dictis capite præcedenti; nam hoc specialiter operatur particula, *ipso facto;* ergo illâ deficiente, cessat effectus. Ratio etiam est evidens, quia sententia tantùm declaratoria, ut talis est, non præcipit aliquid de novo, sed solùm dat publicam et juridicam notitiam delicti; at neque lex ipsa in illo casu præcipit, quia non fert pœnam ipso facto, ut suppponimus; ergo non est, unde oriatur obligatio. Secundum autem, scilicet, non esse locum tali sententiæ in eo casu, patet, quia in illo maximè locum habet dictum supra citatum ex l. *Præses,* cap. de Sentent. et Interlocut., *legem definitivam non absolventem, vel condemnantem reum, pro justâ non haberi.* In eo autem casu si daretur sententia purè declaratoria criminis, nec absolveret, nec damnaret, nec formaliter, ut supponitur, nec virtute, quia nec lex ipsa damnaret; esset ergo sententia injusta, imò et ridicula, et adeò stulta ut moraliter non sit possibilis.

8. Secundò aliter dicendum est, quando lex imponit pœnam ipso facto; si ex parte rei aliqua actio vel cooperatio necessaria est, ad illam obligatur statim in conscientiâ post latam sententiam declaratoriam criminis. Probatur contrariâ ratione, quia licet talis sententia non præcipiat, lex tamen præcipit illâ sententiâ positâ, seu pro illo statu, ut capite præcedenti declaratum est. Supponimus autem præceptum esse justum, id est, pœnam esse talem, quæ etiam hoc modo imposita non excedit debitam moderationem, vel æquitatem humanam; ergo tale præceptum statim obligat. Unde propter hanc causam nunquàm illa particula ponitur in lege, nisi ubi pœna adjuncta talis est, ut possit et licitè et convenienter mandari executioni, et observari ab ipso reo; ergo signum est legem intendere obligare eo ipso, saltem postquàm sententia declaratoria profertur. Confirmatur ac declaratur; nam si lex dicat, *ipso facto,* et, *absque ullâ declaratione,* per se obligat in conscientiâ ad executionem pœnæ; ergo, quando ponit, *ipso facto,* solamque sententiam declaratoriam requirit, non postulat aliam judicis executionem, cùm ab illo solùm sententiam declaratoriam criminis requirat; ergo, post illam sententiam prolatam, statim obligat reum ad executionem pœnæ.

9. Contra hanc verò assertionem objici potest ex Covar. supra, illat. 3. Nam etiam post sententiam condemnatoriam, non tenetur reus pœnam exequi, nisi judex illam exequatur; ergo multò minùs tenebitur post solam sententiam declaratoriam, etiamsi lex condemnare censeatur, ipso facto. Respondeo inprimis antecedens non esse in universum verum, ut statim dicam. Quia verò interdùm potest esse verum, ut etiam dicam, et inde potest argumentum confici, addo esse differentiam inter legem punientem ipso facto, et judicem condemnantem, quòd lex puniens ipso facto, statim præcipit quid-

quid necessarium est ad executionem pœnæ, solùmque permittit transgressori expectare judicis declarationem, et nullum aliud ministerium judicis vult esse necessarium ad talem executionem. Et quia lex semel lata semper eodem modo præcipit, ideò semper etiam eodem modo obligat post declaratoriam sententiam. Judex autem, dùm condemnat, non semper utitur eisdem verbis, et ideò non semper obligat, vel non obligat ad executionem immediatè faciendam per actionem ipsius rei absque aliâ executione suâ, sed uno et altero modo potest condemnare, ut jam dicam.

10. Quanquàm autem hæc sit regula generalis de se, dubitari nihilominùs potest an patiatur aliquam exceptionem, et in particulari solet quæri de pœnâ confiscationis omnium bonorum, an per eamdem regulam obligetur reus in conscientiâ ad illam exequendam statim ac fertur sententia declaratoria criminis. Nam multi ex auctoribus citatis affirmant, ut Soto, Medin. Cord. Anton. indicat Simanc. dicto tit. 6, n. 165. Nituntur in fundamentis positis. Alii putant, in hoc casu habere locum priorem sententiam Covar. et hoc magis sentit Simanc. n. 163, et mihi etiam magis probatur; tum quia illa pœna est gravissima, et consequenter ille modus executionis esset nimis arduus; tum etiam quia in c. *Cùm secundùm leges,* non imponitur hæc positiva obligatio, sed judici datur potestas ad auferenda omnia bona à die commissi delicti post declaratoriam sententiam; tum denique, quia hæc est communis praxis, et consuetudo. Sed de hâc pœnâ confiscationis in materiâ de fide ex professo tractamus.

11. Venio ad alteram partem de lege, quæ tantùm continet pœnam ferendam, et de statu ejus, in quo jam est per sententiam judicis imposita. In quo puncto oportet distinctionem adhibere ex parte pœnarum; nam quædam sunt corporales, aliæ pecuniariæ. Et inter corporales quædam sunt contra vitam, vel integritatem, vel gravem dolorem, et ignominiam inferunt, ut mors, mutilatio, et publica, acerba et vilis flagellatio. Aliæ sunt, quæ in corpore, vel per corpus exercentur sine crudelitate, ut abire in exilium, domi contineri, peregrinari, etc.

12. Primò ergo dicendum est. Reus damnatus ad priores pœnas corporales, regulariter non tenetur in conscientiâ ad propriam executionem earum, sed hanc debet facere judex per ministros suos. In assertione ferè omnes conveniunt. Probari solet, quia non licet reo talem pœnam in seipso exequi, quia esset occidere vel mutilare se, quod est intrinsecè malum. Sed hæc ratio, et dubia est circa has pœnas, quia in eis non legeret reus ut privata persona, sed ut minister judicis, et ideò non videtur esse hoc intrinsecè malum, de quo in 2-2, q. 64, et non est universalis, quia aliæ sunt pœnæ corporales, quæ sine peccato possent ab ipsomet qui punitur fieri, et tamen ad illas neque obligatur quis post sententiam, nec forsan obligari potest, ut est infamis et publica verberatio, et si quæ sunt aliæ similes. Ratio ergo est supra tacta, quia est nimis violentum quod idem sit agens et patiens in pœnâ tam acerbâ; quâ igitur ratione hoc non imperatur per legem ipsam, eâdem non præcipitur per sententiam. Et ita constat ex communi usu; nam in hujusmodi sententiis, verba passionem potiùs quàm actionem significant respectu rei.

13. Dubitari autem solet, an, dùm judex exequitur sententiam præsertim mortis, possit quis, vel teneatur aliquas actiones exercere, ut ambulare, ascendere, et extendere manum, vel præparare collum, etc. Aliqui absolutè negant, teneri ad aliquid agendum, sed solùm ad patiendum. Et ratio esse potest, quia quidquid agat cooperatur morti suæ, quod non licet, vel est adeò durum, ut nemo videatur posse ad hoc obligari. Maximè, quia nulla videtur actio rei necessaria ad executionem pœnæ, v. g., mortis, quia si ipse non ambulaverit, vel ascenderit, poterit per violentiam ferri; ergo vel non potest obligari ad aliquam actionem similem, quia cooperatur suæ morti, vel certè non debet obligari, quia esset nimis acerba et non necessaria obligatio.

14. Communis tamen responsio est, neminem obligari ad eas actiones quæ commodè fieri possunt per ministros justitiæ, quia per se solùm tenetur ad patiendum; ad aliquas verò actiones, quæ per alios commodè exerceri non possunt, et alioqui sunt necessariæ ad illum effectum, obligari, quia aliàs non posset justa pœna executioni mandari. Unde repugnare illis actionibus esset justitiæ resistere. Neque moraliter censetur cooperatio ad mortem, quia est actio valdè remota, et de se indifferens, id est, non intrinsecè afferens mortem, ut est actio ambulandi, ascendendi, etc. Unde confirmatur, quia sic condemnatus potest tutâ conscientiâ ex parte suâ exhibere hujusmodi actiones; quia non continent intrinsecam malitiam, tum quia dici possunt exerceri ab ipso reo, non ut privatâ personâ, sed ut

ministro justitiæ, tum maximè, quia sunt actiones de se indifferentes, et propter bonum fieri possunt, saltem propter vitanda majora incommoda et acerbiores coactiones, et propter vitandum scandalum, quod ex contrariâ resistentiâ nasceretur. Ergo etiam potest illa actio præcipi à judice, quia potest præcipere actiones honestas, moraliter convenientes ad executionem pœnæ, et quæ non continent inhumanam crudelitatem vel acerbitatem; ergo ex vi sententiæ et condemnationis censetur judex obligare reum ad easdem actiones, cùm morali et ordinario modo ad executionem pœnæ requirantur. Non est tamen hæc ratio ita accipienda, ut credatur judex posse præcipere quidquid potest reus licitè exercere : hanc enim regulam non censeo veram, quia potest quis severiùs in seipsum agere, quàm possit cogi ab alio per justum præceptum, ut potest quis damnatus ad moriendum fame non comedere, etiamsi fortassè ad id non possit obligari. Procedit ergo illa ratio in actionibus communibus, quæ et licitæ sunt, et non sunt nimis acerbæ et crudeles; quæ autem hæ sint, prudenti arbitrio ex communi usu et sensu hominum judicandum est. Aliæ verò quæstiones de possibili, an possit quis condemnari, ut seipsum jugulet, vel ut bibat venenum, pertinent ad materiam de Homicid. 2-2, qu. 64, ubi Soto et alii, et Victoria, Relect. de Homicid.

15. Secundò dicendum est, reum justè damnatum ad pœnas corporales secundi generis, ut sunt exilium, detentio in carcere, flagellatio moderata et honesta, ac similes, teneri ad exequendas, seu servandas hujusmodi pœnas eo ipso, quòd per sententiam condemnatur. Est communis opinio, quam tenent omnes supra allegati, et consentit Covar. supra, et lib. 1 Variar. cap. 14, et sequitur Dried. lib. 2 de Libert. christian. cap. 6; Navar. Comment. 4 de Regular. num. 65; Salced. in Pract. cap. 137, litter. B. Ratio generalis est, quia sententia judicis condemnatoria, vel lex pœnalis post talem sententiam obligat in conscientiâ ad pœnam impositam, quando non involvit injustitiam, per crudelitatem aut aliquid simile; sed talis est in illâ pœnâ dicto modo impositâ, ut constat ex qualitate illius et ex communi usu et judicio hominum; ergo tenetur reus servare, quia reverà est hæc intentio judicis, et præceptum quod imponit est justum.

16. Deinde declaratur discurrendo breviter per aliquas ex illis pœnis. Una est detentio in carcere, seu certo loco præscripto, quæ quidem pœna non indiget positivâ executione, sed solùm privatione alicujus actionis, ut est, v. g., non egredi, aut non fugere ex carcere, et ex hâc declaratione videtur clarum, posse hæc facilè præcipi. Et ita exercere contrariam actionem, esset resistere judici justè cogenti, quod nunquàm licet, cap. *Qui resistit*, 2, p. 3. Denique talis pœna potest sine peccato observari; ergo debet. Dices, hanc rationem non cogere, quia, ut diximus, non solùm est attendendum an liceat, sed etiam an pœna sic imposita sit humano modo tolerabilis ; potest autem esse crudelis obligatio ad pœnam, non solùm quando includit actionem, sed etiam quando includit acerbam cessationem ab actione, ut est obligatio ad non comedendum, vel non fugiendum, etiamsi instet mors. Dicendum verò est illam rationem procedere per se loquendo, et juxta materiæ capacitatem; sic enim permanentia in certo loco, seu carcere, non est res adeò acerba, et gravis, ut non possit sub obligationem imponi, et tantò erit facilior, quantò latior fuerit locus, et paucioribus incommodis expositus. Secùs verò esset si esset carcer nimis acerbus, tristis et insalubris; tunc enim durum esset obligare reum, sic condemnatum, ad non fugiendum, etiamsi posset. Multòque durius id erit, si quis non solùm detineatur, sed etiam nimis malè et acerbè tractetur, ita ut paulatim ad mortem disponatur, vel certè cogatur ferre vitam doloribus et afflictionibus plenam. Tunc ergo non obligabitur in conscientiâ ad ibi suâ sponte permanendum. Et ideò credere non possum quod Navarr. ait, damnatos ad triremes teneri in conscientiâ ad non fugiendum, etiamsi possint. Nam hoc nimis violentum est; et ad ministros justitiæ spectat illos custodire. Excipio tamen casum in quo fuerit data fides, præsertim jurata; nam tunc justa promissio servanda est, et maximè est implendum juramentum, juxta ea quæ latè dixi lib. 2 de Jurament. cap. 10. Et hâc ratione specialiter possunt obligari religiosi puniti ad carcerem, ad servandum illud, quia voto obedientiæ obligantur, et specialiter obligari possunt ad talem clausuram servandam juxta regulam, vel in pœnam justam et suo statui consonam.

17. Ex eisdem principiis judicandum est de pœnâ exilii; ad illam enim obligari potest reus in conscientiâ, postquàm condemnatus est, quia non habet injustitiam vel crudelitatem ex hoc præcisè quòd per actionem ejusdem hominis executioni mandetur; et ita fatetur etiam

Covarr. cum cæteris. Oportet autem ut per verba sententiæ hæc obligatio satis exprimatur. Nam si aliquis condemnetur ut deportetur in exilium, non tenetur exire, donec deferatur; postea verò tenebitur non redire intra tempus præscriptum. Si autem simpliciter condemnetur ad exilium, videtur utrumque præcipi. In quo attendendum maximè est ad communem usum et modum quo solet talis pœna præcipi, vel executioni mandari, et ad promissionem et pacta quæ in hoc intervenire solent, et ad modum quo leges loquuntur : inde enim facilè colligitur, quanta sit hæc obligatio. In universum tamen loquendo, delatio extra territorium solet per coactionem, et ministerium judicis fieri; commoratio autem extra regnum, seu non reditus ad illud solet sub obligationem imponi. Sicut è contrario in pœnâ carceris perpetui, delatio ad locum constitutum solet esse coacta, seu per executionem judicis; detentio autem sub obligatione relinqui. Regulariter enim faciliùs præcipiuntur hæ quasi privationes quàm actiones, et ordinariè solent judices constituere reos in statu, ut sic dicam, talis pœnæ, et illis imponere, ut sub illâ permaneant. In rigore autem utrumque possunt committere reo, præcipiendo illi, ut totum exequatur, quod etiam sæpè faciunt. Et licet addant comminationem aliarum pœnarum, nisi priores observent, nihilominùs etiam obligant in conscientiâ, quia præceptum est justum, et comminatio pœnæ non minuit obligationem, ut supra dictum est. Altera pœna corporalis potest esse flagellatio moderata et non turpis, neque infamis, et ad hanc etiam obligabitur reus post sententiam latam, si constet in eo sensu ferri, propter eamdem rationem, quòd talis pœna, ut proponitur, non sit per se injusta nec inhumana. Non solet tamen talis pœna esse in usu, nisi in religionibus, et aliquando in foro ecclesiastico, ut in sancto officio inquisitionis. Frequentiùs tamen mandatur executioni per ministerium personæ ab ipso reo distinctæ. Denique idem cum proportione dicendum est de pœnâ jejunii et similibus, quæ in ecclesiastico foro interdùm solent imponi.

18. Tertiò dicendum est, in pœnis pecuniariis faciliùs posse obligari reum in conscientiâ ad solvendas illas, eo ipso, quòd condemnatus est, quando pœnæ sunt ordinariæ et moderatæ. Ratio est, quia nec repugnantia, nec nimia difficultas in hoc invenitur. Solùm sunt attendenda verba sententiæ; nam, si reus simpliciter condemnatur ad talem pœnam, satis erit, si illam solvat, quando fuerit postulata, ut Covarr. dixit, et mihi placet, quia pœnæ sunt leniendæ, ubi contrarium non constat. Unde si absolutè condemnetur reus, ut ipse solvat, tenebitur sponte suâ facere, quia est satis clarum præceptum et justum. Et in hoc reverà non dissentit Covar. à communi sententiâ. At hinc obiter colligitur, si reus post hujusmodi sententiam moriatur, non solutâ pœnâ reali, teneri hæredem ad solvendam illam eo modo, quo reus tenebatur, quia succedit in eodem onere, Baldus in l. *Id, quod pauperibus,* cap. de Episcop. et Cleric. q. 9; Castro dicto lib. 2, cap. 3. Quod autem dicitur in l. *Si pœna*, ff. de pœnis, pœnam ad hæredem non transire, vel intelligitur de pœnâ corporali, vel de pœnâ quæ nondùm fuit debita, vivente reo, quia nondùm erat sententia lata, nec per judicem, nec per legem; tunc enim pœna etiam pecuniaria non transit ad hæredem. Sed habet locum alia regula, quòd morte finiuntur delicta quoad humanum forum, juxta cap. *Quorumdam*, d. 32, l. 2, cap. *Si reus, vel accusator,* etc. Solùm quando pœna est ipso jure lata et incursa ipso facto, potest agi post mortem ad declarationem delicti et executionem pœnæ, ut fit in crimine hæresis, ut notant Castro lib. 2 de justâ hæretic. Punitione, c. 19, et Simanc. de cathol. Instit. tit. 18. Estque expressum in cap. *Accusatus*, § *In eo,* de Hæret. in 6. Unde fit, ut etiamsi post mortem innotescat delictum, et per sententiam declaretur, confiscentur bona, et auferantur ab hærede, quia cum illo onere ad illum pervenerunt, nisi per quadraginta annos bonâ fide illa præscripserit. Nam tunc titulo præscriptionis confirmatum est dominium, et illud onus sublatum, cap. *Si qui,* de Præscript. in 6. De quâ re in materiâ de hæresi latiùs.

19. Ex his ergo sufficienter responsum est argumentis aliarum opinionum. Nam rationes primæ opinionis probant non excedere officium et potestatem judicis, hanc obligationem imponere. Ratio autem posterioris sententiæ ad summum probat, aliquas pœnas esse ab hâc generali regulâ excipiendas. Solùm oportet pauca dicere de cap. *Suam*, quod immeritò ad præsentem causam adducitur. Nam inprimis in illo non agitur de pœnâ ipso facto impositâ, sed solùm de secundâ pœnâ, ut sic dicam, imponendâ non solventi priorem pœnam intra certum terminum, de quâ solùm dicitur : *Essetque pœna triginta librarum apposita, nis eas solverent in termino constituto.* Ubi nullus

terminus additur significans impositionem talis pœnæ ipso facto. Unde inferiùs dicitur : *Eos in præfatis triginta libris tibi per delegatum judicem condemnari obtinuisti.* Ex quibus verbis constat, auctores non tantùm sententiam declaratoriam, sed etiam condemnatoriam procurâsse, et ita textus ille non potest applicari contra superiùs dicta de pœnâ impositâ ipso jure per legem, et jam debitâ post sententiam declaratoriam.

20. Ultra hoc verò textus ille nullo modo facit ad causam, quia ibi non simpliciter reprehenditur episcopus, quia petebat reum damnari in pœnâ impositâ per legem, sed *quia veritate tacitâ litteras contra clericos impetraverat.* Nam pœna illa imposita illis fuerat, nisi intra certum tempus quadraginta libras solverent; illi autem triginta tres solverant intra terminum, et episcopus occasione residuarum septem librarum contra eos impetraverat litteras, *veritate tacitâ*, ut ibi dicitur, tacendo nimirùm solutionem triginta trium librarum, et simpliciter debitum triginta librarum, vel aliquid simile narrando. Quæ fuerat manifesta surreptio, quia non erat æquum integram pœnam postulare, cùm tarditas in solvendo tantùm in minimâ parte fuisset. Ultra hoc, fortassè ille episcopus non declaraverat modum et causam illius novæ exactionis triginta librarum, scilicet, quòd fuisset occasione alterius pœnæ non solutæ, sed solùm quòd clerici erant debitores illarum librarum, quæ erat nova surreptio, quæ colligitur ex illis verbis : *Quia igitur te non decet tantùm pontificalis modestiæ oblivisci, ut inhonestis quæstionibus anhelando, desideres cum alienâ jacturâ ditari.* Nam hinc colligitur, pontificem non intellexisse modum illius quæstûs, et non fuisse concessurum litteras pro tali causâ, si fundamentum illius sibi narratum fuisset. Et ideò quasi in pœnam surreptionis imponit silentium episcopo quoad petitionem illius secundæ pœnæ triginta librarum.

21. Non potest igitur ex tali responso colligi, non teneri in conscientiâ eum qui damnatus est ad justam pœnam, eam persolvere, sed potiùs inferri potest, illos clericos non fuisse justè damnatos, tum quia sententia fundata fuerat in litteris subreptitiis, tum etiam quia non debebatur integra pœna pro tam levi parte non in tempore solutâ, et hoc multùm indicat Gloss. ibi. Addo etiam, ex illo textu non posse absolutè colligi, esse injustum aut inhonestum agere contra aliquem ad condemnationem pœnæ contractæ, ex eo quòd incidit in commissum, sed ad summum id non decere per similem surreptionem, vel propter tam parvam transgressionem totum petendo. Nam aliàs per se loquendo non est malum nec semper indecens agere contra alium ad solutionem pœnæ justæ obtinendæ, ut videri potest in Fortunio tractatu de ultimo Fine, illat. 18; Covarr. 2, parte 4, capite 6, § 8, numero 11; Sarmient. libro 3 Selectar. capite 6, num. 4, et Navarr. cap. 23, num. 67; Simancas de catholic. Instit. titulo 9, num. 178.

CAPUT XI.

Utrùm lex pœnalis obliget judicem ad pœnam in eâ præscriptam imponendam.

1. Duos respectus habet lex pœnalis; unus est ad subditos quorum facta prohibet aut præcipit, de quo hactenùs dictum est; alius est ad judicem, de quo dubitatur, an imponat illi obligationem. Nam in superioribus solùm diximus, pœnam legi apponi ad instruendum judicem, et hoc sonant jura; ergo non est cur addamus obligationem, quæ longè diversa est. Præsertim quia in his legibus non solent apponi verba præceptiva respectu judicum, sed tantùm subditorum; ergo saltem, ubi non fuerint expressa, non erit talis obligatio. Item, quia si esset talis obligatio, non liceret interpellare pro reo, rogando judicem, ut remittat pœnam, quia non licet petere ut agat contra obligationem suæ legis; consequens est contra communem morem timoratorum et religiosorum, quem fuisse à sanctis et antiquis Patribus observatum, constat ex Sozomeno lib. 1 Histor. cap. 13, ubi de sancto Antonio loquitur, et simile de D. Ambrosio refert Nicephor. lib. 2 Histor. cap, 41, et Sozomen. lib. 7 Histor. capit. 24, et de antiquis monachis refert Cassian. collat. 14, cap. 4. Constat denique ex D. Augustino epistolâ 54, 127, 258 et sequenti, et refertur in Decretis, 23, q. 5, cap. 1 et sequentibus.

2. Nihilominùs dicendum est hujusmodi legem obligare judicem, ut secundùm illam judicet et puniat reum sufficienter de crimine convictum. Est communis conclusio cum D. Thomâ, 2-2, q. 66, art. 5, et q. 67, art. 3; tradit Soto lib. 3 de Justit. q. 4, art 5, et sumitur ex jurisperitis, quos statim referemus, et ex Arist. 5 Ethic. cap. 6, et 3 Politic. c. 10. Estque sententia D. Augustini lib. de verâ Relig. cap. 31, et refertur in cap. *In istis,* dist. 4 : *Non licet,* inquit, *judici de legibus judicare, sed secundùm ipsas;* et Gregor. in cap. *Summoperè,*

11, q. 13 : *Divina et humana lex revolvatur, secundùm quod ibi definitum est, proferatur sententia.* Ratio etiam rei d. potest primò, quia si lex pœnalis imponat pœnam ipso facto, ad judicem propriè non spectat pœnam imponere, sed sententiam super delictum proferre, et executioni pœnæ incumbere; utrumque autem horum manifeste cadit sub obligationem judicis. Primum quidem, quia tenetur secundùm veritatem probatam proferre sententiam; secundum autem, quia est minister et executor justitiæ. Et quamvis hæc obligatio magis ex munere ipso et lege naturali quàm ex lege puniente reum, oriri videatur, nihilominùs etiam dici potest oriri ex tali lege, quia nonnisi ratione illius determinatur obligatio exequendi talem pœnam, potiùs quàm aliam.

3. At verò si lex imponat pœnam ferendam obligat judicem, ut illam imponat, et inde etiam sequitur altera obligatio, scilicet, ut post condemnationem illam exequi faciat, ne inutilis et frivola sit condemnatio. Et ita hoc posterius per se notum est. Primum autem ostenditur quia lex imponens pœnam ferendam, etiam sub eâ ratione est vera lex, et ut sic magis fertur ad judicem quàm ad reum, adeò ut Castro supra dixerit solùm habere rationem legis respectu judicis, quia antequàm ipse judicet, non obligat in conscientiâ reum, regulariter loquendo; ergo saltem necesse est, ut ipsum judicem obliget ad imponendam pœnam; aliàs talis lex in ordine ad hunc effectum, valdè esset inefficax; ergo ita instruit judicem, ut obliget etiam illum sive expressè sive tacitè; nam ex naturâ rei ad judicem diriguntur verba legis. Secundò explicari potest ratio, quia eo ipso, quòd lex taxat pœnam, tenetur judex ex vi sui muneris ad imponendam illam. Probatur, quia tenetur servare æquitatem in pœnâ imponendâ cùm sit judex justitiæ; hæc autem æquitas resultat positâ lege : nam ante illam solùm erat æquitas naturalis, quam prudenti arbitrio discernere et servare tenetur judex; positâ autem lege, resultat æquitas legalis, quam etiam servare debet, quia est custos et executor legum, et quasi animata lex.

4. Per hæc igitur satisfactum ferè est rationibus dubitandi in principio positis. Ut autem ultimam et rem totam magis explicemus, advertendum est, duo posse in hâc æquitate pœnæ considerari, et distingui. Unum est, ut pœna non excedat terminum præscriptum a lege. Aliud est, ut ab illo non deficiat. In primo horum est manifestior obligatio, quia non solùm justitia legalis et obligatio proprii muneris respectu reipublicæ, sed etiam ipsa justitia commutativa respectu rei, obligat judicem ad vitandum illum excessum. Ratio est, quia non potest à reo justè exigi plus quàm debeat, sicut neque à quolibet debitore; positâ autem lege taxante talem pœnam, qui contra illam committit, fit reus, et debitor talis pœnæ, et non majoris; ergo quidquid mali ultra illam infertur hujusmodi reo, non est pœna, sed injuria. Unde fit, ut in eo casu teneatur judex satisfacere, seu restituere reo damnum, vel nocumentum quod ex illo excessu ipsi evenerit, quia justitia commutativa obligat ad restitutionem.

5. Dices : Lex taxans pœnam non excludit prudens judicis arbitrium, ut si ratione circumstantiarum viderit reum esse dignum graviori pœnâ, possit illam augere. Quod usu etiam observari videtur. Respondeo, imò ad hoc præcipuè poni hujusmodi pœnas in legibus, ut non maneant arbitrariæ, sicut taxantur pretia rerum, ut tollatur arbitraria æstimatio, saltem quoad augmentum pretii. Per hoc autem non tollitur, quominùs si delictum habuerit extraordinarias circumstantias, quæ illud atrox, vel gravissimum reddant, possit judex prudenti arbitrio illas specialiter punire, quia dignæ sunt speciali pœnâ, et hoc non excluditur per legem, quæ loquitur de delicto, ut ordinariè committi solet, et non excludit providentiam ad bonum commune; et ad aliorum exemplum necessarium est, ut sumitur ex lege, *Quidquid ergo*, § Pœna, ff. de his qui notantur infam., ubi Glossa, verbo, *onerâsset*, id notat.

6. Circa diminutionem autem pœnæ ulteriùs advertendum est, aliquando esse pœnam legis, quæ in aliorum utilitatem et commodum cedit, ut est pœna pecuniaria, quæ interdùm applicatur parti læsæ, interdùm fisco, vel aliis. Aliquando verò pœna tantùm est in vindictam ad satisfactionem reipublicæ, et præservationem aliorum, ut est pœna corporalis. Quando igitur pœna est prioris rationis, intervenit obligatio non solùm legis, sed etiam justitiæ ad non diminuendam illam. Quod maximè verum est, si talis pœna ipso facto per legem imposita sit : nam tunc acquiritur jus alteri, cui talis pœna per legem applicata est, quia post latam sententiam declaratoriam criminis, statim lex ipsa transfert jus in illum ; ergo injustitia illi fit, si tali jure privetur. Idem autem esse existimo, etiamsi pœna legis non sit ipso facto, quia ali-

quod jus acquiritur alteri ad pecuniam illam, et justè petit à judice, ut illud sibi servet, teneturque judex ex officio reddere illi jus suum; ergo contra illum injustus est, si talem pœnam ei non applicet. At verò quando pœna tantùm est vindicativa, seu corporalis, non intercedit hoc genus injustitiæ respectu tertii, quamvis pœna minuatur.

7. Nihilominùs tamen duplici aliâ ratione illud non licet. Primò, quia est contra commune bonum, atque adeò contra legalem justitiam, quòd delicta maneant impunita, aut non satis punita, quia est moralis occasio, ut multiplicentur. Secundò quia judex ex officio suo, ac proinde ex justitiâ tenetur observare leges justas, quæ ad bonum commune ordinantur; imò et facere, et procurare, ut serventur : lex autem quatenùs imponit justam pœnam, justa est, et ad commune bonum necessaria; ergo. Tandem dici potest respublica acquirere speciale jus in talem personam delinquentem, ut ab illâ sumat justam vindictam; ergo non potest voluntate judicis illo jure privari.

8. Solet autem hæc generalis doctrina limitari, ut locum habeat in ordinariis judicibus, non autem in supremo principe vel rege, quia illi licitum est, pœnam reo remittere. Docet D. Thom. 2-2, q. 67, artic. 4, quem alii communiter sequuntur, et idem tradunt juristæ in leg. *Nulla juris ratio,* ff. de Legibus. Quæ doctrina in exteriori foro facilè admittetur, quia princeps impunè id faciet; inferior autem judex puniri ob eamdem causam poterit, si in casibus non permissis id faciat. At verò in foro conscientiæ videtur difficilis ea differentia, et ita Soto supra indifferenter de utroque loquitur, quia vel est sermo de remissione ex solâ voluntate sine ratione, vel ex causâ justâ; prior modus etiam principi non licet in conscientiâ, quia supra dictum est, legem justam obligare principem quoad vim directivam; posteriori autem modo, etiam inferior judex potest interdùm remittere pœnam legis, ut notat Glossa citata in dicto verbo, *onerâsset,* et Felinus multa referens in cap. 1 de Constit. numero 49, et sumitur ex Decio ibid. lect. 2, n. ult. Possunt enim occurrere plures legitimæ causæ hujus remissionis, quibus occurrentibus, judicibus hæc potestas committitur. Ut sunt ætas ad tolerandam pœnam insufficiens, qualis esse potest senectus et pueritia, ut patet ex l. *Divus Adrianus,* ff. de Termino moto, et l. *Auxilium,* ff. de Minoribus, ibi : *Nisi quatenùs interdùm miseratio ætatis ad mitiorem pœnam judicem perduxerit.* In pœnâ autem pecuniariâ causa remissionis solet esse paupertas, in l. *Illicitas,* § ult. ff. de Offici. præsid. Multùm etiam refert modus probationis; nam si reus non est omninò convictus, temperanda est pœna. Item modus peccandi considerandus, ut si ex passione, etc. l. *Absentem,* ff. de Pœn. De quâ re videri potest Felinus, in c. *Qualiter et quando,* 2, de Accusat. à n. 29, et latissimè Tiraquel. tract. de Pœnâ temperandâ.

9. Respondetur, utrumque quidem verum esse, scilicet, et inferiores judices posse justis ex causis temperare pœnas, et principem non posse mero arbitrio, et sine ullâ prorsùs causâ indulgere peccantibus; nam sine dubio esset magnum reipublicæ nocumentum. Nihilominùs tamen aliquod intervenit discrimen; nam faciliùs hoc facere potest princeps quàm judex. Nam inferior solùm id potest, vel in casibus jure expressis, vel consuetudine receptis, aut certè per modum epiikiæ, quando non est facilis recursus ad superiorem. At verò princeps habet supremam potestatem, et ad interpretandam legem, et ad dispensandum, quotiescumque prudenter judicaverit causam esse sufficientem, vel rationabilem. Unde inferior judex vix potest aliquando minuere pœnam, nisi quando etiam tenetur, quia nimirùm lex vel consuetudo disponit, ut in eo casu minuatur, aut ratio æquitatis necessariò id postulet. Princeps autem sæpè potest dispensare, etiamsi non teneatur. Item aliquando potest justè id facere in gratiam subditorum, ut se illis ostendat benignum et liberalem, ut eos benevolos et obsequentes habeat. Sicut pontifex sæpè censetur justè indulgentiam concedere ob similem causam. Item potest facere remissionem in gratiam alterius principis id postulantis; nam hæc beneficentia mutua necessaria est, redundat etiam in bonum commune. Item propter utilitatem personæ, quæ deliquit, vel propter priora obsequia, potest interdùm justè cum illo in pœnâ dispensare. Et facile est alias similes rationes excogitare, quæ in inferioribus judicibus non sufficiunt. Estque alia differentia, quòd princeps potest antecedenter, ut sic dicam, concedere privilegium, ut aliquis non possit tali pœnâ puniri, quod non possunt inferiores judices. Alia etiam notatur à Glossâ et doctoribus citatis, quòd judex, licet ante latam sententiam possit interdùm illam temperare, post latam sententiam nihil potest, quia jam functus est officio suo. Princeps autem inter-

dùm potest, dummodò non redundet contra jus alteri quæsitum, seu in damnum tertii. Nam hoc non potest justè princeps inferre, nisi tantùm intersit bono communi, ut propter illud privari possit particularis persona jure suo.

10. Hinc ergo facilè intelligi potest, quid ad ultimam rationem dubitandi respondendum sit. Nam inprimis cavendum est, si pecuniaria sit pœna certæ personæ applicanda, ut illius remissio non procuretur cum detrimento tertii, quod vel sit injustum, vel charitati non consentaneum. Ut enim dixit Ambros. 3 Offic. cap. 9 : « Si non potest uni subveniri, nisi alter lædatur, commodius est neutrum juvare, quàm « gravare alterum, ideòque in causis pecuniariis intervenire non est sacerdotis, quia frequenter fieri non potest, quin alter lædatur. « Sacerdotis ergo est, nulli nocere, prodesse « velle omnibus, posse autem solius Dei est, » cap. *Denique*, 14, quæst. 5. Unde Augustinus supra : *In hujusmodi casibus,* inquit, *non cum judice, sed cum alio tertio intercedendum esse, ut remittat pœnam.* Deinde in aliis pœnis, quæ tantùm ad bonum commune ordinantur, habenda etiam est ratio boni communis. Nam si delicta sunt frequentia, vel delinquens obstinatus est, vel incorrigibilis, aut scandalosus, vitanda est intercessio ; ita enim est indigentibus subveniendum, ut justitia non lædatur. Quomodò exponit divus Thomas 2-2, quæstion. 62, artic. 4, ad tertium, illud Exod. 13 : *Pauperis non misereberis in judicio,* scilicet, contra justitiam, multòque minùs contra commune bonum. Duo igitur justè postulari possunt, unum est, ut si res fuerit aliquo modo dubia, mitior interpretatio fiat ; id enim, et rationi, et regulæ juris consentaneum est, cap. *In pœnis,* de Regul. juris in 6, cap. *Alligant,* 26, quæst. 7, ubi inter alia inquit Chrysostomus : *Melius est propter misericordiam rationem reddere, quàm propter crudelitatem,* ubi Glossa limitat hanc regulam, nisi reus obstinatus sit, et incorrigibilis, et spem emendationis non præbeat ; tunc enim etiam in casu arbitrario, rigore potiùs quàm benignitate cum illo utendum est. Secundò, ut ait divus Augustinus supra, generatim postulari potest, ut tantùm de pœnâ remittatur, quantùm intra latitudinem justitiæ fieri potuerit, sive in gravitate pœnæ, sive in modo aut tempore ejus, vel in aliis circumstantiis, quæ frequenter ex voluntate judicis pendent.

11. Posset autem hic consequenter tractari, an judex iniquè agens, remittendo pœnam legis, teneatur ad aliquam restitutionem, vel ratione nocumenti inde secuti reipublicæ, aut tertiæ personæ, aut ratione carentiæ lucri, quod in pœnis pecuniariis solet accrescere illi, cui talis pœna esset applicanda. Sed hæc quæstio pertinet ad materiam de Restitutione et de Officio judicis, ex quo nasci potest talis obligatio, si quæ est, et ideò illam remitto in 2-2, quæst. 62 et 67. Deinde posset etiam inquiri, quando pœnæ multiplicantur in distinctis legibus, an sint omnes imponendæ, seu exequendæ, vel altera tantùm, quod tractant Juristæ, ad quos hoc magis pertinet, ut Bartholomeus in legibus, 2, ff. de Vi bon. raptor. ; Anania in capite. *Quòd olim,* de Judæ. ; Navarr. in consil. 10, de Constit., et attingit in capite *Ita quorumdam,* de Judæ. Gloss. ultim. num. 24, 29 et 30. Breviter tamen dico, si leges ipso facto imponant diversas pœnas, tunc omnes incurri per idem delictum, vel ante, vel post declarationem, juxta verba legis. Probatur, quia non est major ratio de unâ pœnâ, quàm de aliâ ; ergo vel neutra, vel utraque incurritur. Primum autem dici non potest, ut per se constat ; ergo secundum. Nec etiam dici potest, incurri solam pœnam impositam à posteriori lege, quia posterior lex pœnalis non revocat diversam pœnam positam à priori lege, nisi ubi ex verbis aut modo legis constat, hanc esse mentem legislatoris, ut supra Navar. ex multis tradit, et dicemus infra tractando de abrogatione legum. At verò quandò pœna est ferenda per judicem, juristæ frequentiùs dicunt, in arbitrio judicis esse unam vel alteram pœnam legum imponere, non verò debere imponere plures simul, Quod etiam intelligendum puto, nisi sufficienter constet de mente posterioris legislatoris, voluisse addere pœnam pœnæ, illas multiplicando, quod fieri sæpè solet ad coercendam delictorum frequentiam, et delinquentium contumaciam.

CAPUT XII.

Utrùm ignorantia excuset pœnam legis.

1. Dupliciter potest quis excusari à pœnâ legis sustinendâ, vel quoad executionem tantùm, vel quoad reatum et debitum ; priorem modum attigimus capite præcedenti, scilicet, per dispensationem, remissionem in integrum, vel in parte, vel per commutationem. Ita enim reverà fit, quando delinquens contraxit totum debitum pœnæ, postea verò vel propter paupertatem, vel debilitatem virium, aut alias justas causas,

vel non potest pœna executioni mandari, vel non expedit, et ideò vel remittitur, vel commutatur. De alio ergo modo dicendum est in præsenti, videlicet, quando ex circumstantiâ vel modo operandi excusatur quis, ne fiat etiam debitor pœnæ, vel saltem non tantæ pœnæ, etiamsi fuerit legis transgressor. Et quamvis ex pluribus causis possit hæc excusatio oriri, nihilominùs quia ignorantia frequentiùs allegari vel intercedere solet, ideò de illâ in particulari dicemus, et per similitudinem rationis, poterit doctrina ad alias excusationes facilè applicari. Oportet autem nonnullas distinctiones ignorantiæ præ oculis habere, quæ latiùs in 1-2, q. 6 et 76 traduntur. Nam ex parte modi est vulgaris distinctio ignorantiæ in probabilem, quæ invincibilis, et inculpabilis, et antecedens dici solet, et in improbabilem, seu culpabilem aut vincibilem, seu consequentem (concomitantem autem omitto), quia, ut talis est, meâ sententiâ, neque accusat, neque excusat quoad exteriorem actum. Solet autem ignorantia culpabilis distingui in affectatam, crassam et generaliter vincibilem. Verumtamen de affectatâ non loquor, quia nihil excusat : omnis verò alia, si talis sit, ut non excuset à culpâ mortali, crassa et supina in universum dici potest; si autem solùm habeat admixtam negligentiam venialem, non est culpabilis, nisi secundùm quid, rectèque dicetur ignorantia levis. Loquor autem theologicè; nam juristæ in ordine ad aliquos effectus juris aliter solent hanc ignorantiam culpabilem distinguere in illam, quæ ex latâ, levi vel levissimâ culpâ procedit, ut videri potest in Covar. in 4, p. 2, c. 6, § 8, n. 12, et in Reg. *Possessor*, p. 2, § 7, n. 7. Quæ distinctio nunc nobis necessaria non est.

2. Ulteriùs ex parte rei ignoratæ potest dari ignorantia, vel totius legis et prohibitionis ejus, vel solius pœnæ, ut quando quis non ignorat esse prohibitum, v. g., hodiè comedere carnes, ignorat tamen aliquam censuram, vel pœnam esse illi peccato annexam. Et deinde quando ignoratur prohibitio ipsius legis humanæ, potest actus esse aliàs intrinsecè malus, vel divinâ lege prohibitus, quod non ignoratur; aut potest tantùm esse malus quia prohibitus; ac proinde, si probabilis ignorantia humanæ legis interveniat, erit non malus, ac subinde bonus, vel indifferens. Denique nullâ interveniente ignorantiâ juris, potest intercedere ignorantia facti, quia nimirùm opus non putatur esse tale quale per legem prohibitum est. Hæc de ignorantiâ. De excusatione verò distingui potest, utrùm sit in foro conscientiæ, vel in externo, vel in utroque simul. Et ad utramque excusationem intelligendam, conferet animadvertere, an pœna sit ipso jure lata, vel tantùm ferenda.

3. His positis, est prima generalis regula : Omnis ignorantia, quæ excusat factum, ne peccatum sit, excusat etiam debitum pœnæ in utroque foro. Est communis sententia doctorum in c. 2 de Constit., et videri potest Castro libr. 2 de Leg. pœn. c. 14 ; Tiraquel. lib. 1 de utroque retract., § 15 ; Gloss. 4, n. 27, qui refert alios, et probatur ex d. c. 2 de Constitut. dicente : *Quod culpâ caret, in damnum vocari non debet,* et facit regula : *Cessante causâ, cessat effectus,* cap. *Cùm cessantes, de* Appellat. Probatur etiam ex cap. *Apostolicæ,* de Clerico excommunicato ministrante, et cap. *Ut animarum,* de Constit. in 6, cap. *Proposuisti,* dist. 82 : *Ignorantibus,* inquit, *non est venia deneganda.* Et idem sumitur ex cap. *Si vir,* de Cognat. spirit. Ubi id notat Gloss., et ideò in l. ult. ff. de Decretis ab ordine faciendis, dicitur pœnam non imponi propter ignorantes. Ratio à priori est, quia lex justa non imponit pœnam, nisi ut pœnam, sed ablatâ culpâ non habet locum pœna, ut pœna; ergo nec debitum ejus ; ergo talis ignorantia, quæ tollit culpam, excusat omninò à pœnâ.

4. Statim verò occurrit instantia de lege purè pœnali, sed ex dictis superioribus facilè solvitur : nam vel illa non est rigorosa pœna, sed veluti pars disjunctivi præcepti, et ideò incurri potest sine culpâ ; vel est talis pœna, quæ solùm requirit culpam civilem et legalem. unde cum proportione etiam in illâ locum habet prædicta regula. Quia ut pœna illa debeatur, necesse est ut præcedat voluntarius actus, vel omissio contra legem. Quapropter si intercedat ignorantia, quæ culpam excuset, aut excusare sufficeret, si actus esset prohibitus, illa reddit actum involuntarium, et ideò etiam excusat illam pœnam. Atque similis responsio applicanda est ad similem instantiam, quæ fieri potest de irregularitate vel aliâ simili inhabilitate, quando non imponitur sub propriâ et rigorosâ ratione pœnæ, sed propter indecentiam. Tunc enim excusatio culpæ non impedit talem irregularitatem, quia non propter culpam, sed propter ipsum factum imponitur. Regulariter autem, quando actus, propter quem illa quasi pœna imponitur, est opus ipsiusmet personæ, quæ defectum contrahit, oportet, ut sit illi voluntarius, nisi aliud in lege exprimatur ; interdùm enim sine ullâ voluntate pro-

priâ, et propter factum alienum incurritur irregularitas, quæ non est pœna. Dices : Etiamsi simili modo solet aliquando incurri pœna propter factum alienum, non obstante ignorantiâ ejus, qui pœnam sustinet, ut in simoniâ constat. Respondeo primò regulam intelligi per se, et nisi aliud in lege exprimatur, quam limitationem expressè addit Decius in dicto cap. 2 de Constit. lect. 2, n. 5. Secundò dici potest, etiam in eo casu non incurri illam pœnam sine culpâ alicujus, ut in simoniâ, licet ignoret accipiens, peccat fortassè, dans beneficium, vel intercessor simoniacus. Quomodò enim actio erit simpliciter simoniaca sine culpâ alicujus ? Tunc ergo pœna illa non cessat, quia nec culpa omninò deest. Quòd verò redundet pœna in eum qui non peccat, est per accidens : redundat enim non ut pœna, sed ut incommodum, quod tolerandum est propter commune bonum, quia non sine causâ imponitur. Unde si contingeret, aliquid simile imponi per legem etiam ignorantibus omnibus, qui in facto interveniunt, ac subinde cessante omni culpâ, tunc haberet locum limitatio : quamvis etiam tunc dici posset illam non imponi ut pœnam, sed ut remedium ad tollendas occasiones, vel ad indecentiam vitandam, sicut dictum est de irregularitate non pœnali. Et ita in rigore non erit limitatio regulæ, quæ de propriâ pœnâ loquitur.

5. Sed licet hæc regula in facti ignorantiâ communiter recepta sit in utroque foro, nihilominùs ignorantia juris habet nonnullam dubitationem. Nam aliqui auctores absolutè negant hanc ignorantiam excusare. Ita sentit Scotus in 4, d. 8; et Turrecr. in c. *Quibus*, de Consecr. dist. 4, n 8. Qui videntur maximè loqui de ignorantiâ juris humani, quando cadit in actum prohibitum jure divino vel naturali, quam dicunt non excusare pœnam legis humanæ. Generaliùs verò loquitur Glos. in c. ult. de verb. Signific. in 6, verb. *Scientes*, ex regul. 13 juris in 6 : *Ignorantia facti, non juris, excusat*. Nihilominùs regula data cum proportione applicata, etiam in ignorantiâ juris locum habet, ut latè ostendit Castro lib. 1 de Leg. pœn. c. 1, ad fin., et lib. 2, c. 14. Idem sentit Soto in 4, d. 3, art. 9, et ad 22, q 1, art. 2; Covar. in Regul. *Possessor*, p. 2, § 7, n. 7. Et declaratur breviter in hunc modum ; nam contraria vel fundatur in hoc quòd ignorantia juris nunquàm est invincibilis, vel in hoc, quòd licet sit invincibilis, non excusat à pœnâ ; neutrum dici potest ; ergo.

6. Minor quoad priorem partem clara est, quantùm spectat ad jus positivum humanum ; imò etiam quoad divinum positivum. Nam licet fortassè in hoc rariùs contingat ignorantia inculpabilis, tamen neque repugnat, nec videtur esse nimis rara inter homines rudes. Quin potiùs etiam de jure naturali ostendimus supra, interdùm ignorari invincibiliter quoad aliquas conclusiones, quæ per se notæ non sunt. Et ratio omnium est quia sæpè homo per se non valet scientiam omnium præceptorum consequi, et interdùm ac sæpè etiam deficiunt occasiones vel opportunitates ad comparandam illam notitiam sine hominis culpâ, aut voluntate, quia non habuit unde aut quomodò excitaretur ad illam notitiam procurandam. Dices : Licet fortè talis ignorantia aliquando non sit in se culpabilis, nihilominùs est culpabile applicari ad opus cum tali ignorantiâ propter periculum transgrediendi. Respondeo facilè, in primis non semper intercedere aliam applicationem ad opus, præter omissionem actûs præcepti. Deinde dicitur, quando intervenit opus factum ex ignorantiâ invincibili, extendi etiam ignorantiam illam ad applicationem ad opus, quia neque de illo periculo cogitatum est, nec dubium aliquod de tali obligatione in mentem venit. Et ita facilè probatur altera pars minoris, quia ignorantia invincibilis, etiamsi juris sit, excusat à culpâ, quia excusat à voluntariâ transgressione legis ; ergo et à pœnâ, juxta rationes factas pro conclusione.

7. Contingit autem interdùm actum prohiberi duplici lege, divinâ et humanâ, et humanam invincibiliter ignorari, cùm tamen divina non ignoretur, et tunc homo non excusatur simpliciter à culpâ, ideòque in eo casu probabile est, non excusari regulariter loquendo à pœnâ legis humanæ, in quo sensu Scotus et Turrecrem. locuti sunt. Et ratio est quia tunc non cessat causa pœnæ ; lex enim humana non solùm intendit punire transgressionem suam voluntariam, sed etiam culpam contra legem divinam commissam. Item, quia scientia pœnæ, ut statim dicam, non est necessaria ad incurrendam illam. Sicque rebaptizans fit irregularis, etiamsi ignoret legem ecclesiasticam de hoc latam, si non ignorat invincibiliter divinam, ut latiùs dixi in tomo tertio, part. 3, disputat. 31, sect. 6. Ubi etiam notavi excipiendas esse censuras quæ non contrahuntur quando lex ecclesiastica invincibiliter ignoratur, etiamsi aliàs actus sit malus contra legem Dei, quia requirunt contumaciam, ut sumi-

tur ex cap. *Ut animarum,* de Constit. in 6.

8. Igitur illa regula juris, si intelligatur quoad forum conscientiæ, debet intelligi regulariter, seu frequenter, quia ignorantia juris rarò est invincibilis, quia unusquisque tenetur scire leges ad se pertinentes, ut tradit D. Thomas 1-2, quæst. 76, articul. 4. Et sumitur ex cap. 1 de Constitution. et ex leg. *Leges sacratissimæ,* cod. de legib. et ex leg. *Constitutiones,* cod. de juris et facti ignorant. Si autem illa regula intelligatur in foro externo (ut faciliùs exponitur), intelligit secundùm præsumptionem juris propter jura proximè citata; et nihilominùs, si talis ignorantia sufficienter probetur inculpabilis (quod difficile est), etiam in illo foro excusabit à pœnâ, propter alia jura pro assertione allegata, quæ indifferenter loquuntur. Unde etiamsi lex ponat pœnam ipso facto ante omnem declarationem, non tenetur quis in conscientiâ illam implere in eo casu. Quòd si per judicem condemnetur, quia deficit in probatione, et ipse sit certus in conscientiâ de suâ inculpabili ignorantiâ, licet exteriùs teneatur parere, tamen in conscientiâ non tenetur exequi pœnam, potestque illam omittere cavendo scandalum.

9. Secunda regula est : Quando ignorantia non excusat à culpâ gravi, propter quam pœnâ legis lata est, non excusat simpliciter à pœnâ, nisi in lege addatur verbum quod scientiam aut dolum requirat. Prior pars communis est; tradit illam Panormitan. in capite 2 de Constitutionib. numero 6, ubi Decius lect. 1, numer. 8, Felin. numer. 4, Barthol. in leg. *Quòd Nerva,* ff. *Depositi,* numer. 20, et alii moderni relati et referendi. Et sumitur ex leg. 1, ff. de legibus, ubi dicitur, non solùm scientes, sed etiam ignorantes esse transgressores legum, quod debet intelligi quando ignorantia est vincibilis, quæ non excusat à culpâ, quia non tollit omninò voluntarium. Unde sumitur ratio, quia hæc ignorantia non tollit causam pœnæ, quæ est culpa, quia non tollit omninò voluntarium; ergo nec pœnam excusat. Dixi autem esse necessarium, ut talis ignorantia non excludat culpam propter quam imposita est pœna, quia interdùm potest ignorantia non excusare ab omni culpâ mortali, et nihilominùs excusare à pœnâ, quia excusat ab speciali gravitate ortâ ex speciali circumstantiâ, quam peccati gravitatem lex principaliter punire voluit. Ut, v. g., si quis adulteretur, invincibiliter ignorans matrimonium complicis, quamvis non ignoret non esse suam, excusabitur à pœnâ positâ contra adulteros, licet in eo facto mortaliter peccaverit, quia illud peccatum tantùm est in illo homine simplex fornicatio. Sic etiam, qui interficit hominem clericum, ignorans invincibiliter esse clericum, non tamen ignorans esse hominem, non incurrit pœnam canonis : *Si quis suadente,* licet aliàs homicida sit, et canonem non ignoret.

10. Sed quæret aliquis, an hæc ignorantia crassa diminuat saltem pœnam, esto non excuset à totâ illâ. In hoc duo distinguenda sunt, scilicet, damnum ob eam causam alteri illatum, quod reparandum et restituendum est, et propria pœna vindicativa. Quoad primum non habet locum diminutio, sed integrè resarciendum est damnum; ut sumitur ex l. *Quòd Nerva,* ff. *Depositi,* et l. 1, ff. *Si mensor falsum modum dixerit,* et benè Glossa in lege *In actionibus,* ff. de *in litem jurando*, verbo, *Non etiam,* et plura congerit Tiraquel. tractatu de Pœnâ temperand. causâ 14. Et ratio est, quia illa obligatio nascitur ex justitiâ commutativâ, quæ respicit æqualitatem rei ad rem. Loquendo autem de propriâ pœnâ, substinguere oportet, an contrahatur per legem ante omnem sententiam, vel imponenda sit per judicem. Nam in priori casu non habet locum diminutio, quia lex ipsa infligit pœnam simpliciter et sine moderatione, et semper eodem modo loquitur, et ita nunquàm diminuit illam; ergo nec reus auctoritate suâ potest diminuere, tum quia ad hoc requiritur potestas publica, tum etiam quia esset suspectus dispensator in propriâ causâ. Quin potiùs probabile existimo, quoties lex ponit pœnam ipso facto, quamvis requirat declarationem judicis, non esse in potestate illius diminuere pœnam, si absolutè per sententiam declaret reum commisisse delictum, quia tunc non ipse imponit pœnam, sed legislator, et fortassè hæc est una ex potissimis differentiis inter sententiam declaratoriam et condemnatoriam. Atque ita videmus usu servari in pœnâ confiscationis. At verò quando pœna est imponenda per judicem, tunc potest in eo casu illam moderari, quia causa minor est, et quia hoc ei jure conceditur, juxta dicta in capitulo præcedenti.

11. Et ex hâc regulâ colligitur, ignorantiam solius pœnæ regulariter non excusare ejusdem pœnæ reatum. Ita docet Covarr. supra, et videtur necessariò admittenda à doctoribus pro secundâ regulâ citatis. Multi tamen nihilominùs dissentiunt, ut Joan. Andr. in capite 2 de Constitution. in 6, et Felinus supra numer.

6, et alii quos Covarr. refert. Quibus assentire videtur Menochius libro 2 de Arbitris, cent. 2, causâ 185, numer. 45, dicens, legem requirere notitiam quoad pœnam, non quoad commodum. Quod dictum probat Sancius lib. 5 de Matrimon. disputat. 56, n. 5, in fin. Fortassè verò intelligunt de notitiâ legis quoad prohibitionem, vel præceptum, non quoad pœnam; sic verò dubia erit pars alia de præmio, de quâ in lib. seq. Mihi ergo videtur illatio facta necessariò colligi ex regulâ positâ, quia ignorantia pœnæ quantumcumque sit antecedens, non excusat culpam in transgressione legis, ut per se constat, quia ut lex obliget in conscientiâ, non oportet ut addat pœnam; ergo, ut quispiam agat contra conscientiam, violando legem, non oportet, ut sciat pœnam; illa ergo ignorantia non excusat culpam; ergo nec pœnam, quia non cessat effectus. Item quia illa ignorantia ad summum facit, ut illa pœna non sit voluntaria; hoc autem nihil refert, quia pœna potiùs postulat, ut involuntaria sit. Atque ita videmus servari tam à Deo quàm ab hominibus; puniet enim Deus æternâ pœnâ etiam illos qui ignorabant suis peccatis deberi talem pœnam; et ab hominibus suspenditur fur, etiamsi pœnam ignoravit. Neque in contrarium video rationem alicujus momenti. Dixi autem, *regulariter,* propter censuras, præsertim excommunicationis, de quibus est magna controversia, an ignorantia censuræ excuset illam, quam tractavi in alio loco, ubi dixi admittendam esse exceptionem; nam ratione contumaciæ requisitæ est ibi specialis ratio. Denique intelligendum hoc est per se, ac præcisè: nam si ignorantia pœnæ redundet in ignorantiam obligationis legis, quia nimirùm, existimat talis persona legem non imponentem pœnam gravem, non inducere gravem obligationem, tunc jam illa ignorantia excusare posset culpam, et consequenter pœnam.

12. Dicti autem jurisperiti in hoc differentiam faciunt inter legem punientem actum jam damnatum, et legem de novo damnantem et punientem actum, ut doctrina data procedat in priori, non in posteriori: sed non est necessaria distinctio, quia in utroque casu ignorantia solius pœnæ non excusat illam, extra censuras. Quia, licet lex puniat factum aliàs damnatum, nihilominùs punit illum, ut culpabilem simpliciter; sed hæc culpa non excusatur per ignorantiam solius legis punientis; ergo nec pœna. Item si eadem lex prohibet actum aliàs non damnatum, et simul punit illum qui committit illum actum ut damnatum per talem legem, quam ut prohibentem non ignorat; incurrit pœnam ejus, licet ignoret eamdem legem ut punientem, sicut dictum est; ergo idem erit etiamsi actus damnetur per aliam legem, si talis damnatio et malitia actûs non ignoratur. Patet consequentia, quia valdè accidentarium et per accidens esse videtur quòd damnatio et punitio fiant per eamdem legem, vel per diversas, quia lex non punit culpam præcisè et quasi formaliter ut à se prohibitam, seu ut est contra suam prohibitionem, sed absolutè punit talem culpam. Sicut modò dicebamus de lege puniente furtum, et idem est de lege puniente simoniam contra jus divinum: nam incurritur, licet quis ignoret pœnam vel prohibitionem juris humani. Eademque ratio est de similibus. Nec video objectionem alicujus momenti, et ita docet Panormitan. in cap. *A nobis,* de sentent. excommun., et latiùs Deci. in dicto cap. 2 de Constit. lect. 1, num. 13, et alii multi, quos Felin. suprà refert. Neque etiam oportet distinguere inter pœnam latam ipso facto per legem, vel per judicem imponendam, licet ita distinguat Bart. et alii, prout refert idem Felin. dicentes, pœnam lege latam ipso jure excusari per illius ignorantiam, non verò ferendam. Hæc enim distinctio nec jure nec ratione fundatur. Rationes enim à nobis factæ generaliter procedunt, et probant pœnam simpliciter latam, simpliciter etiam incurri, non obstante ignorantiâ pœnæ, quia hæc non excusat causam pœnæ, et ita non potest excusare pœnam vel pœnæ reatum.

13. Secunda pars assertionis posita est propter quasdam leges quæ expressè addunt verbum, *scienter,* aut, *præsumpserit,* aut, *qui temerè hoc fecerit,* vel aliud æquivalens, quod dolum requirit, ut Juristæ loquuntur. De quibus legibus dixit Glossa citata cap. ult. de Offic. de legati, verè *scientes,* non obstante tali formâ legis, incurrere pœnam ejus, qui ex ignorantiâ crassâ illam violat. Idem tenet Glos. in cap. 1 de Consanguinit. et Affinit. verb. *scienter,* quas secuti sunt multi quos refert Tiraquel. in dicto tract. de Pœnis temperandis causâ 13, n. 22. Fundantur in dictâ l. 1, ff. *Si mensor falsum modum dixerit,* quæ dicit ignorantiam crassam æquiparari dolo, et ratio esse potest, quia non excusat culpam gravem contra talem legem.

14. Sed nihilominùs assertio posita certa est, et pro materiâ de Censuris necessariâ, quam ibi sequuntur communiter doctores, præsertim Cajetan. verb. *Excommunicatio,* expli-

cando ferè singulas excommunicationes, et Navar. in Sum. cap. 27, et sequitur Tiraquel. supra n. 23 et sequentibus, referendo plures. Ratio autem est, quia pœnæ, ut in jure dicitur, leniendæ sunt potiùs quàm exaggerandæ, cap. *Pœnæ*, de Pœnit. dist. 1, et l. *Pœnæ*, ff. *de Pœnis*. Sed quando lex addit talia verba, ipsamet moderatur pœnam, nec vult illam incurri, nisi quando peccatum habet talem circumstantiam; ergo non est extendenda, ut sine illâ circumstantiâ incurratur. Et confirmatur, quia paulò superiùs dixi, quamvis ignorantia non excuset culpam mortalem, si excuset modum, aut circumstantiam, aut speciem peccati, quam lex respicit, satis esse ut excuset pœnam, quia reverà tollit causam ejus; ita verò est in præsenti; nam peccare ex certâ scientiâ, est circumstantia quæ multùm aggravat culpam et injuriam, quam gravitatem respicit lex, quando similia verba addit; ignorantia autem licet sit crassa, excusat illam gravitatem, esto non excuset culpam mortalem; ergo id satis est ut excuset pœnam talis legis.

15. Atque ita patet responsio ad rationem in contrarium. Nam licet talis ignorantia non excuset absolutam gravitatem peccati, excusat nihilominùs ab illo modo gravitatis peccati, sine quo noluit lex peccatum punire, ut verba dicta significant. Ad dictam autem l. 1, respondetur, spectando rem ipsam, et in conscientiâ, et quoad gravitatem culpæ, solam ignorantiam affectatam æquiparari scientiæ, quia sola illa voluntarium directum includit, ut benè notavit Glossa ex textu satis expresso in cap. *Eos*, de Tempor. ordin. in 6. Quin potiùs non defuerunt qui dixerint etiam ignorantiam affectatam sufficere ad excusandum in simili casu pœnam legis, quia est minor quàm scientia, argumento cap. *Cùm inhibitio*, § 1 de clandestin. Desponsal. ibi : *Non expertes scientiæ, vel saltem affectatores ignorantiæ*. Quod sensit Crotus in cap. *Ut animarum*, de Constit. in 6. Sed reverà ignorantia affectata in jure æquiparatur scientiæ, quia et sufficit ad directam intentionem, temeritatem et præsumptionem, et includit scientiam saltem periculi et dubitationis, et hâc ratione quodam modo videri potiùs augere culpam, quàm minuere, ut in 1-2 latiùs traditur. Seclusâ ergo ignorantiâ affectatâ, alia crassa et negligens non æquiparatur scientiæ. Illa verò lex 1 intelligenda est de æquiparatione non in culpâ, vel pœnâ, sed in obligatione ad reparandum damnum inde subsecutum : nam qui negligenter vel ignoranter crassè exercet ministerium suum, tenetur restituere damna secuta, non minùs quàm si certâ scientiâ fecisset. Quod ita benè explicuit alia Glossa in l. *In actionibus*, verbo, *non etiam*, ff. de *in litem jurando*. Possunt etiam æquiparari in pœnâ impositâ ipso jure, quando lex non addit particulam *scienter*, vel similes, sed simpliciter punit transgressores; at verò quando addit particulam *scienter*, nullo modo æquiparantur, nec incurritur talis pœna propter actum ex ignorantiâ crassâ factum, ut dictum est.

16. Tertia et ultima regula est, ignorantia, quæ excusat culpam mortalem, licet non excuset culpam venialem, excusat à pœnâ gravi legis. Ita sentit Soto lib. 5 de Justit. q. 1, art, 9, ad finem; Medin. cap. de Pœnit. tract. de Jejun. q. de *Necessitate servandi jejunium*. Ratio est, quia talis ignorantia verè tollit causam et fundamentum talis pœnæ, quia pœna gravis non solet imponi per leges humanas, nisi propter culpam mortalem, ut supra dictum est. Unde hìc potest à fortiori applicari illud principium, quòd ignorantia excusans circumstantiam quam respicit lex, excusat pœnam, etsi maneat culpa mortalis; nam multò magis excusabit, si maneat tantùm culpa venialis, quia leges humanæ non solent ita punire veniales culpas, præsertim illas quæ non fiunt directâ voluntate, quales sunt illæ quæ fiunt ex tali ignorantiâ. Unde talis actus imperfectè voluntarius et humanus dici potest; meritò ergo excusatur sic delinquens à tali pœnâ. Secùs verò esset si pœna esset levis, quæ justè in culpam venialem cadere possit : nam tunc verba legis servanda sunt. Inde verò oriri poterant variæ quæstiones de Censuris et Irregularitatibus, an propter veniales negligentias incurrantur. Sed illæ in locis propriis tractatæ sunt. Supererat hoc loco dicendum de interpretatione strictâ legis pœnalis; sed hoc reservamus in libro 6, ubi de interpretatione legis humanæ dicemus. Reliquum ergo est ut ad alias onerosas leges transeamus.

CAPUT XIII.

An leges per quas tributa imponuntur, purè pœnales sint?

1. Quòd hæ leges tributorum onerosæ sint, et inter odiosas computentur, notissimum est, tum ex communi sensu non solùm jurium et doctorum, sed etiam omnium hominum, tum etiam ex ipsis terminis, ut illos exponendo statim patebit, ideòque ad hunc locum spectant, et meritò cum lege pœnali conjunguntur, quia

sunt adeò similes, ut earum differentiam priùs explicare necessarium sit. Priùs verò circa nomen tributi advertere oportet, aliquos existimâsse illud derivari à tribubus, ut scilicet, quia pecuniæ olim tributim imperabantur, inde tributa sunt appellata. Alii verò putant è contrario tribum à tributo esse appellatam. Nam quia tributa exigebantur à singulis partibus, in quas totus populus dividebatur, ideò partes illæ tribus sunt appellatæ. Et hoc videtur verisimilius; sequitur Gregor. Lop. in l. 25, tit. 13, p. 5, Gloss. 2, cum Joan. de Plateâ in Rubr. cod. de Annon. et Tribut. Unde etiam videtur verisimilius tributum à verbo *tribuo*, derivatum esse, ut sensit etiam Ulpianus in l. *Ager*, § *Stipendium*, ff. de verb. Signif. Juxta hanc autem vocis etymologiam quæcumque pensio aut portio determinata, quæ alteri ex jure aliquo persolvitur, poterit tributum appellari, et generali significatione, sive pensio illa ad jus privatum pertineat, sive ad publicum. Verumtamen jam vox illa, sive ex usûs accommodatione, sive per antonomasiam, significat pensionem publicam, quæ ad regios sumptus, seu communes reipublicæ operas per singulos de populo distribuitur, et statâ lege persolvitur. Sunt autem alia etiam nomina, quibus tributa significantur, ut vectigal, pedagium, et similia, quæ quasi specificas rationes tributorum indicant, licet interdùm generaliùs usurpentur, et ideò eorum significationes breviter exponere necessarium existimo.

2. Ut autem commodiùs fiat, oportet priùs distinctionem tributi adnotare, in reale, personale et mixtum, quæ sumitur ex l. ult. ff. de Muner. et Honor. Reale dicitur, quod pro rebus immobilibus et de fructibus earum quotannis persolvitur, quomodò decimæ ecclesiasticæ possunt dici tributa realia, quamvis nec sub hâc voce comprehendi soleant, nec de illis nunc disseramus. Solent igitur ita vocari pensiones quædam, quæ penduntur regibus et principibus ex terris et agris quæ à principio ad eorum sustentationem illis applicata fuerunt, ipsi verò in emphyteusim, vel feudum aliis ea donârunt sub certâ pensione annuâ, quæ in jure civili solet *Canon* appellari, quia certâ regulâ et lege præscripta erat, l. 1, cod. de Indictionibus lib. 10. Solet etiam hæc pensio appellari *vectigal*, et agri ei subjecti *vectigales*, ut patet ex l. 1 et 2, ff. *Si ager vectigal.* Alia verò significatio hujus vocis statim tradenda magis propria et usitata est. Personalia tributa dicuntur, quæ ratione tantùm personæ solvuntur, et vocantur *census*, juxta illud Matthæi 22: *Licet censum dare Cæsari an non?* Nam census ille tributum personale erat, propter quod imponendum facta est descriptio, quam narrant Lucas capit. 2, et Actor. 5, ut probabilior fert sententia ex Josepho lib. 18 Antiquit. cap. 1, et expositoribus ibi. Quod tributum generali nomine tributi appellatur Lucæ cap. 20, à Matthæo verò speciali, vel fortassè illæ voces synonymæ sunt respectu principis, licet respectu privatorum soleant distingui, ut notat Panormit. in cap. *Innovamus*, de Censib. n. 5, quod solùm pertinet ad usum vocis, ut dixi. Propriè item personale tributum vocatur à juristis *capitatio*, in l. ult. § ult. ff. de Muneribus et Honoribus, et l. *Sacrosancta*, cod. de Sacrosanctis Ecclesi., quia scilicet, per capita solvuntur. Mixta dicuntur quæ pro rebus præsertim mobilibus et personis solvuntur; hujusmodi sunt *gabella*, quæ solvitur de rebus aut venditis, hispanè *alcavalla*. Item *vectigal*, quo nomine, in jure significat tributum debitum ex mercibus invectis in provinciam, vel ex illâ evectis, seu, quæ per pontes aut portus vehuntur, juxta l. *vectigalia*, ff. de Publican. et de Vectigal., et l. *Ex præscriptione*, cod. de Vectigal. Et ita distinguitur vectigal à tributo tanquàm species à genere, licet interdùm videantur condistingui tanquàm duæ species, ut apud Paul. Roman. 13: *Cui tributum, tributum; cui vectigal*, etc., ut tributum videatur significare pensionem debitâ ratione personæ vel possessionis; vectigal autem ratione mercium vel rerum quæ portantur. Et hoc habet etiam fundamentum in jure l. 1, § 1, ff. de Publi. et Vecti. et ibi notat Glossa verb. *pendant*. Ordinario verò usu nomen *tributi* generale est, *vectigalis*, speciale, quod solet etiam appellari *portorium*, l. 5, cod. de Vectigal.

3. Alia vocantur *angaria*, l. *his oneribus*, ff. de Vocat. et Excusat. mun. et l. *Neminem*, cod. de Sacrosanctis Eccles., ubi Glossa inquit: *Angaria sunt quæ sunt in operis personarum.* Alia vocantur *pedagia* et *guidagia*, quorum significatio nota est, et de illis videri potest Gloss. in cap. *Super quibusdam*, de verbor. Significat. Item Glos. in l. *Cùm qui*, ff. de verbor. Significat., ubi pedagium pro vectigali ponitur; vide etiam Sylvest. verb. *Gabella*, in princip.; Navar. in cap. *Fraternitas*, à num. 41. Et de his posterioribus tributis sub nomine pedagii dicitur in cap. *Quanquàm*, de Censib. in 6, regulariter esse in jure reprobata, non quia semper injusta sint, sed quia solent esse suspecta,

Omnis autem hæc tributorum varietas, quantùm ad præsens spectat, materialis est; sumitur enim vel ex rebus super quas imponuntur, vel ex fine et causâ impositionis; formalis autem ratio obligationis eadem est in omnibus, et ideò de illis tantùm generatim loquemur. Alii verò explicant illa tria membra ex parte oneris, seu pensionis alicui impositæ; aliquandò enim est opus, seu labor personæ, et ideò personalis dicitur; interdùm verò est res aliqua vel usus ejus, ut pecunia, triticum, gallinæ, vel usus equi, aut domûs; nonnunquàm verò utrumque includit, ut si quis certis temporibus teneatur servire principi, personæ et sumptibus suis. Quæ explicatio habet etiam fundamentum in dictâ l. ult. Tamen etiam est valdè materialis, et magis habet locum in privatis oneribus, seu muneribus, quàm in tributis, quæ frequentiùs solent in pecuniâ exigi, quamvis aliquando etiam alia onera exigantur, de quibus quod spectat ad justitiam legum, eadem est proportionalis ratio.

4. Ex his ergo facilè intelligitur quæstionem propositam non habere locum in tributis realibus; nam, ut benè dixit Navar. supra, sunt maximè naturalia, et præ se ferunt justitiam, quia exiguntur de rebus propriis, et in contractu justo fundata sunt. Et ideò leges per quas talia tributa solvi præcipiuntur, etiamsi in illis addatur pœna, sine dubio purè pœnales dici non possunt, sed morales, sicut sunt aliæ de servandis contractibus, et implendis promissis, et in universum de reddendo debito, quod unicuique ex justitiâ debetur. Unde etiam certum est tales leges obligare in conscientiâ ad solvenda talia tributa, integrè, et spontè, et sine ullâ diminutione, ac fraude, etiamsi non petantur: quia sunt debita ex justitiâ commutativâ, quæ secum affert hanc intrinsecam obligationem, nisi ex consuetudine vel scripturâ constet aliam fuisse conditionem pacti, seu oneris rebus ipsis impositi; nam tunc illæ servandæ sunt, et ita de his tributis nihil amplius hìc dicemus; pertinent enim ad materiam de feudis et aliis regalibus, ut vocant.

5. Circa alia verò tributa ratio dubitandi esse potest, quia hæc tributa poni ordinariè solent sine verbo præcipiendi, sed statuendi sub aliquâ conditione pœnali; ergo leges quibus præcipiuntur merè pœnales sunt. Probatur consequentia, quia per talem conditionem indicatur tributum non poni sub reatu conscientiæ, sed sub reatu talis pœnæ, ut supra de lege purè pœnali dictum est. Confirmatur ac declaratur, quia interpretando has leges in hoc sensu servatur æquitas justitiæ, quæ ad talem obligationem necessaria est; hoc enim modo non defraudatur rex pensione sibi debitâ, quia per adjectionem pœnæ compensatur sufficienter quidquid de bonis ejus per denegationem tributi diminui potest; ergo pœna imposita est ad resarciendum vel potiùs vitandum nocumentum regis, quo cessante, cessat etiam obligatio in conscientiâ solvendi tributum vel ex ipsâ rei naturâ, quia nulla sit inæqualitas; vel ex intentione legislatoris, rationabiliter præsumptâ, quæ præsumptio confirmatur; nam sic explicatæ leges tributorum erunt moderatæ et tolerabiles, quæ in majori rigore erunt nimis duræ, et fortassè injustæ. Et pro hâc sententiâ referri possunt auctores, qui dicunt tributa non deberi in conscientiâ, priusquàm petantur, quos capite 15 referemus. Atque ita tenet apertè Angelus verbo, *Pedagium*, numero 6, et possunt citari omnes qui legem pœnalem negant in conscientiâ obligare, sicut consequenter tenuit Navarrus in Sum. c. 23, num. 60, loquens specialiter de vectigalibus et portoriis. Declarat tamen, postquàm aliquis cecidit in commissum, non posse res defendere vi et armis, quia justè impeditur et punitur, posse tamen fugere, vel modo alio licito evadere, si potest.

6. Dicendum nihilominùs est, leges tributorum ex genere suo, seu ex vi materiæ, nec per se habere ut pœnales sint, neque etiam esse merè pœnales ex eo tantùm quòd in eis pœna adjiciatur, nisi ex verbis aut circumstantiis legis aliud constet. Hanc doctrinam existimo esse communem, eamque latè tradit Covar. in Regulâ, *Peccatum*, p. 2, § 5. Eamdemque supponunt omnes, qui dicunt, leges tributorum obligare in conscientiâ, quos infra cap. 15 referemus. Sensus autem est, nihil speciale in hoc habere leges tributorum, ac subinde sicut alias leges, ita et has posse tribus modis ferri, scilicet per purum præceptum sine adjectione pœnæ, et præcipiendo simul, et adjiciendo pœnam non solventibus, et imponendo tributum sub onere tantùm pœnæ sine interpositione præcepti. Ratio generalis est, quia materia harum legum est capax omnium horum modorum, et nulla est ratio ob quam aliquem illorum excludamus. Quod ita breviter declaratur et probatur, quia in lege tributi duæ partes distingui possunt, et debent. Una est imperans, seu imponens tributum: alia est imponens pœnam non sol-

ventibus tributum; hæc autem pars non est per se ac necessariò conjuncta cum primâ, sed pendet ex arbitrio principis, ut per se notum videtur. Tum quia secunda pars est posterior, et re omninò distincta à primâ, et prior non pendet essentialiter à posteriori; ergo potest poni sine illâ. Tum etiam quia posset lex comminari tantùm pœnam in genere non solventibus tributum, nimirùm, quòd dignè puniantur, nisi solvant, non taxando pœnam, sed relinquendo arbitrio judicis, sicut in aliis rebus non minùs gravibus sæpè fit; ergo etiam potest nullam omninò mentionem pœnæ facere, sed simpliciter imperare tributum; nam ibi implicitè includitur, transgressorem fieri reum pœnæ, et posse puniri saltem arbitrio judicis; est ergo possibilis ille prior modus; de aliis verò res est manifesta.

7. Hinc ergo apertè concluditur prima pars assertionis; nam leges tributorum ex genere suo et ex vi materiæ suæ tantùm habent, ut tributa imponant, ut declaratum est, sed ut sic non sunt pœnales; ergo. Probatur minor, quia licet tributum sit aliquando onerosum, vel laboriosum, non tamen supponit culpam; nec transgressionem aliquam, etiam civilem, propter quam vindicandam vel coercendam imponatur; ergo nullam habet rationem pœnæ; ergo ex hoc capite non habet talis lex, quòd pœnalis sit. Confirmatur, quia multæ aliæ leges possunt imponere graviora onera, vel imperare res difficiliores, quæ non propterea sunt pœnales, ut in legibus militiæ et similibus manifestum est. Denique materia talium legum est materia justitiæ, commutativæ, continetque veluti justum stipendium seu subsidium reddendum regibus ad sustentanda onera muneris sui, juxta illud Pauli Roman. 13 : *Solvite omnibus debita; cui tributum, tributum*, etc. Et rationem reddit, *quia ministri Dei sunt, in hoc ipsum servientes*. Ideò enim (inquit) *tributa præstatis*. Ergo hæ leges, ut tales sunt, nullo modo possunt dici pœnales, sicut leges taxantes pretia rerum, vel stipendia operariorum, aut militum, non possunt dici pœnales respectu eorum, qui talia stipendia solvere coguntur, quia in eorum utilitatem, vel commodum illæ res vel munera fiunt vel conferuntur.

8. Dixi, interdùm tributum aliquod potest imponi in pœnam, ut rectè docuit Victor. Relect. de Jur. belli, num. 57, et colligitur ex Deuter. 20, et patet quia rex potest punire civitatem rebellem, vel aliud regnum, aut rempublicam, quæ injuriam sibi intulit, postquàm illam expugnavit; ergo potest justo arbitrio eligere aliquod tributum, quod illi in pœnam imponat. Respondeo, nos formaliter loqui de tributo, ut tributum est secundùm proprium finem, et quasi intrinsecam naturam ejus, et sic manifestum est, non esse pœnam. Nihil tamen obstat, quominùs similis impositio fiat in pœnam. Tunc autem sequetur naturam pœnæ quoad obligationem; solùm est considerandum in istis casibus, et similibus, tributum non imponi propter delictum futurum, sed propter jam factum, et post justam condemnationem, ut supponitur; et ideò ita obligari homines ad illud tributum solvendum, sicut obligatur reus ad solutionem pecuniariæ pœnæ, postquàm ad illam est justè condemnatus.

9. Ex his ulteriùs infertur, leges tributorum spectatas præcisè secundùm id, quod per se et intrinsecè requirunt, esse veras leges morales obligantes in conscientiâ. Probatur, quia si lex hæc imperat tributum sine adjectione pœnæ, imponit necessitatem solvendi tributum, et non imponit necessitatem pœnalem, quia, ut supponimus, illam non exprimit; ergo imponit necessitatem in conscientiâ. Probatur ultima consequentia, quia aliàs esset lex inutilis et inefficax; nullo enim modo cogeret transgressorem. Quia si non obligaret in conscientiâ, neque postea posset quis propter transgressionem puniri, quia neque sub tali conditione fuit posita. Secundò quia lex superioris absolutè posita obligat in conscientiâ juxta capacitatem materiæ; sed illa materia est capax obligationis rigorosæ; nam est materia justitiæ et justi stipendii solvendi, ut declaratum est; ergo. Quin potiùs licet talis non contineret alia verba præceptiva præter taxam quantitatis solvendæ principi in tributum, obligaret in conscientiâ, quia debitum alendi et sustentandi onera regis, naturale est; ergo eo ipso, quo lex humana taxat quantitatem et modum, obligat in conscientiâ ad servandam illam, quia illud statim est medium justitiæ, ut in aliis pretiis rerum, quæ lege taxantur et in decimis ecclesiasticis, quoad quotam taxatam per Ecclesiam, est manifestum videre.

10. Jam ergo probatur secunda pars assertionis ex dictis de lege pœnali in communi; nam adjectio pœnæ non tollit obligationem, quam eadem lex præcisè lata sine pœnâ indu-

ceret; sed ostensum est, legem tributorum ut moralis est, præcisè latam, obligare in conscientiâ; ergo, licet illi addatur pœna, obligabit per se ad tributum persolvendum, vel restituendum (cùm contra justitiam non sit solutum), absque ullâ condemnatione, vel sententiâ, etiamsi tunc nemo obliget ad pœnæ solutionem ante sententiam, juxta generalem doctrinam datam de lege pœnali. Quæ non minùs habet locum in legibus tributorum quàm in aliis, suppositâ paritate in verbis legis : nulla enim ratio discriminis excogitari potest. Declaraturque in hunc modum, quia in tali lege mixtâ, seu quasi compositâ ex tributo et pœnâ, ad diversos fines ordinantur impositio tributi et adjectio pœnæ : tributum enim est ad sustentationem principis, seu ad satisfaciendum naturali obligationi dandi stipendium justum laboranti in nostram utilitatem; pœna verò est ad cogendum, ut prior obligatio impleatur, vel puniendum delictum, si omittatur; ergo, licet tributum sit justum et adæquatum fini suo, et obligatio ejus integra maneat, justè additur comminatio pœnæ, et executio ejus, si culpa intercedat, ultra integram tributi exactionem. Sicut in pœnis conventionalibus, quæ addi solent inter contrahentes, justè exigi potest pœna à violatore contractûs, etiam ultra interesse, et satisfactionem damni illati, ut supra dictum. Idem ergo est in præsenti; intercedit enim veluti contractus inter principem et subditos, ut ille gubernet, hi verò ipsum alant per tributorum solutionem, et ad soliditatem hujus contractûs pœna potest adjungi, quæ non minuat vim aut obligationem contractûs, sed novam coactionem adjungat. Unde etiam potest ita declarari, quia propter adjectionem pœnæ non conceditur libertas, seu optio vassallo, ut vel tributum solvat, vel pœnam patienter sustineat, si illi imponatur; sic enim adjectio pœnæ non augeret efficaciam legis, sed minueret, quod planè est contra intentionem talium legislatorum; ergo, addendo pœnam, non tollunt præceptum, sed confirmant et urgent illud; ergo semper lex per se obligat, licet illi addatur pœna, et reverà hoc est maximè consentaneum fini talis legis, et, ut sic dicam, quasi connaturale illi, ut in puncto sequenti magis explicabo.

11. Superest ergo explicanda tertia pars assertionis, nimirùm, quando ex verbis et formâ legis constiterit, mentem legislatoris esse non absolutè imperare tributum, sed solùm sub conditione, nisi quis malit fieri pœnæ obnoxius, seu (quod perinde est) sub disjunctione, vel solvendi tributum, vel pœnam ob non solutionem, si de illâ feratur judicium, sustinere; tunc leges non obligare in conscientiâ determinatè d solutionem tributi, sed solùm per modum pœnæ, seu simul cum illâ, quando exigatur; in quâ parte duæ includuntur. Una est posse tributum sic tantùm imponi, et hoc est per se notum; nam pendet ex voluntate principis, et non continet injustitiam, nec rigorem, sed potiùs lenitatem; nam in eo videtur princeps potiùs ex parte cedere juri suo, quàm in alio excedere. Ac denique non magis repugnat hic modus legis in hâc materiâ quàm in aliis : nulla enim ratio discriminis afferri potest, ut de aliis argumentati sumus. Altera pars est, quòd, positâ tali lege, illa non obligat in conscientiâ statim, seu determinatè ad solutionem tributi. Et hæc etiam est evidens eisdem ferè rationibus, tum quia obligatio hæc pendet ex voluntate principis; ipse autem princeps satis per talia verba declarat, nolle se obligare absolutè, sed tantùm sub prædictâ conditione, seu disjunctione: tum etiam quia non est major ratio de hâc materiâ quàm de aliis; in aliis verò lex illa non obligat in conscientiâ, nisi modo dicto, ut supra ostensum est; ergo, neque in istâ.

12. Statim verò insurgit dubitatio supra etiam de lege pœnali generatim tractata, an leges tributorum adjicientes pœnam, ut regulariter feruntur, intelligendæ sint juxta hanc ultimam partem, vel juxta secundam. Sed de hoc puncto dicemus plura paulò post in cap. 15. Nunc breviter censeo, leges has pœnales imponentes tributa sub pœnâ, esse mixtas, ac subinde per se obligare in conscientiâ ad solutionem tributi. Ratio est quia verba legis ordinariè sunt præceptiva, sicut sunt communiter in aliis legibus moralibus, quæ ad bonum regimen reipublicæ ordinantur, ideòque obligant in conscientiâ, non obstante adjectione pœnæ. Secundò, quia intentio talis esse præsumitur, nisi aliud certò constet morali certitudine, quia (ut dicebam) per pœnam volunt principes augere efficaciam legis, non minuere. Et quia per se primò intendunt in effectu consequi tributum sibi, et communi bono reipublicæ, necessarium. Unde est tertia ratio, quia materia talium legum maximè postulat hujusmodi obligationem, quia est materia justitiæ, et in re gravissimâ ac perti-

nente ad commune bonum; imò necessaria moraliter ad reipublicæ conservationem et gubernationem; ergo illi materiæ quasi debetur, et connaturale est præceptum per se et absolutè obligans, non tantùm sub conditionali pacto sustinendi pœnam, quod est valdè per accidens, et de se sufficiens ad gravissimum tributorum finem. Ideòque censeo, non esse regulandas has leges per illas, quæ sub pœnâ prohibent venari aut ligna cædere, aut aliquid è regno extrahere: nam hæ prohibitiones et similes sunt multò minoris momenti, ordinariè loquendo, et extra causas gravis necessitatis regni, et ideò ad illas sufficit illa coactio, vel compensatio quasi contingens per pœnam. Tributorum autem impositio et solutio est per legem intenta tanquàm per se debita et necessaria reipublicæ ac principi, et ideò ex se postulat proprium ac directum præceptum, per se et absolutè obligans, etiamsi pœnæ accumulentur. Quapropter non existimo sufficere, quòd lex loquatur conditionali modo, si quis non solverit tale tributum, tali pœnâ puniatur, ut illo modo intelligatur. Nam talis lex supponit necessariò tale tributum esse debitum, et ideò moraliter nunquàm ponitur illa conditionalis, nisi post impositionem tributi, quæ fit per absolutum præceptum, vel saltem per taxationem quantitatis solvendæ, quâ factâ, naturalis lex justitiæ obligat ad tributum solvendum, etiam ante adjectionem pœnæ; illa autem obligatio non adimitur propter conditionalem illam adjunctam, ut ex dictis constat. Illa ergo non sufficit in tali materiâ ad præsumendum legem esse purè pœnalem; sed oportet ut vel clarioribus verbis declaretur, vel ex aliis circumstantiis, aut certâ consuetudine colligatur.

13. Ad fundamentum ergo contrariæ sententiæ respondetur, ad summum probare tertiam partem assertionis nostræ; quia verò simpliciter procedit contra secundam, et intendit ex adjectione pœnæ inferre ablationem absolutæ obligationis in conscientiâ, respondetur negando hanc consequentiam. Quia non est hoc necessarium ad æquitatem justitiæ, ut ostensum est; quin potiùs ad providendum sufficienter justitiæ et æquitati quæ debet servari inter principem et subditos, necessarium est, ut subditi simpliciter et absolutè obligentur in conscientiâ ad justa tributa solvenda, et ut rebelles distinctâ pœnâ puniantur. Alia enim est justitia vindicativa à commutativâ, et prior obligatio ad commutativam pertinet, et transgressio ejus constituit novum reatum, seu debitum in ordine ad justitiam vindicativam. Neque etiam de intentione legislatoris aliud præsumi potest ex vi solius comminationis pœnæ, ut ostensum est, neque ulla inæqualitas vel nimius rigor resultat in his legibus ex illo solo capite magis quàm in aliis omnibus, quæ præcipiendo, pœnam transgressoribus minantur, vel quàm in contractibus justis et æqualibus, quibus nihilominùs adjicitur pœna, ultra interesse, ut dictum est.

CAPUT XIV.

De potestate necessariâ ut lex tributum imponens justa sit.

1. Quoniam obligatio legis ex illius justitiâ maximè pendet, et justitia tributorum multas conditiones requirit, ideò illas explicare necessarium est, quod discurrendo per causas tributorum optimè fiet. Quod ergo ad efficientem spectat, certum est, necessarium esse potestatem ad imponendum tributum in eo qui hujusmodi legem statuit; alioqui non erit justa, sed tyrannica. Conclusio est clara, quia ubi deest potestas, actus non potest esse validus, nedùm justus. Item quia superior non potest præcipere, nec inferior tenetur obedire; hæc enim correlativa sunt. Denique quia prima conditio necessaria ad justitiam legis est potestas ferendi illam, ut supra visum est; ergo eadem requiritur cum proportione in lege imponente tributum. Imò hìc considerandum est non omnem potestatem, quæ sufficit ad condendam legem in aliis materiis, sufficere ad imponenda tributa; nam leges potest interdùm condere princeps non supremus, aut civitas, vel aliquis magistratus juxta sui muneris institutionem; tributum autem imponere non potest, nisi supremus princeps non recognoscens superiorem in suo ordine, ut ex dicendis constabit, et ideò specialiter requiritur hæc conditio in legibus tributorum, præter conditionem omnibus legibus generalem.

2. Statim verò occurrit inquirendum, quinam habeant in republicâ hanc potestatem (1). Respondeo, quod attinet ad leges civiles, primum omnium esse hanc potestatem in impe-

(1) In Galliis, juxta præsentem rerum ordinationem, nullum tributum constitui vel exigi potest, nisi à duobus cœtibus legislativis concessum fuerit, et à rege confirmatum; et lex omnis imponens tributum debet primùm expendi et approbari in cœtu delegatorum ex præfecturis (Chambre des Députés). Vide Constit. 1830, art. 15 et 40.

peratore, lege primâ et secundâ, codice, *Nova vectigalia* institui non posse. Ubi in lege secundâ additur, civitates non habere hanc potestatem, et idem habetur in l. *Vectigalia*, ff. de *Publican.* et *Vectigal.* Intelligendum autem est nunc durare hanc potestatem in imperatore in terris imperii, in quibus supremam potestatem retinet, non tamen in aliis regnis seu provinciis in quibus illam amisit, juxta dicta in libro præcedenti. Unde consequenter addendum est secundò hanc potestatem esse in regibus, qui in supremâ potestate æquiparantur imperatoribus, ut supra dictum est, et ita habetur etiam in legibus horum regnorum, et utrumque dicitur apertè in cap. *Super quibusdam*, de verb. Significat. licet Hostiens. ibi id neget, et per reges exponat regem Romanorum, contra vim verborum, et contra Glossam, et sine ullo fundamento; imò ulteriùs extendi hoc debet ad principes, ut habetur in c. *Innovamus*, de Censib., et sentit Glossa ibid. in l. *Vectigalia*, et in c. *Si quis Romipetas*, 24, q. 3. Intelligi autem debet de his principibus, qui licet reges non appellantur, tamen habent supremam jurisdictionem in temporalibus. Et sic est facilis ratio, quia ad ponendum tributum magis attenditur jurisdictio quàm nomen, vel alia dignitatis conditio. Item quia hi principes possunt indicere bellum et administrare rempublicam independenter ab alio superiori temporali; sed ad hoc sunt necessaria tributa; ergo etiam habet potestatem imponendi tributa. Quartò verò addimus, reliquos omnes, qui recognoscunt superiorem in temporalibus, non posse tributa imponere, ut eisdem legibus colligitur, et docent Deci. cons. 534, et Rebuffus in expositione bullæ Cœnæ, articulo 3. Et ratio esse videtur quia potestas agentis debet esse proportionata fini; finis autem tributorum est commune bonum reipublicæ, et ideò potestas imperandi illa ei tantùm data est, qui supremam curam habet totius reipublicæ. Item hæc potestas per se primò et ex naturâ rei erat in republicâ, unde illæ respublicæ, quæ nunc sunt supremæ, illam potestatem in se retinent, quia inter reges et principes computantur; ergo, ubi respublica transtulit suam potestatem in principem, solùm invenitur hæc potestas in illo principe, qui supremam reipublicæ potestatem habet.

3. Sed quæret aliquis an pontifex, vel concilium, vel alia potestas ecclesiastica habeat hoc jus. Aliqui enim dicunt concilium generale habere hanc potestatem quia potest eam alii concedere, ut significatur in capite *Super quibusdam*, § *Præterea*, de verborum Significat. Respondetur tamen pontificem, quatenùs temporalis princeps est, posse in suis terris imponere tributa, quia reverà ibi est supremus in temporalibus per directum dominium et potestatem. In aliis vero regnis, sicut non habet dominium vel temporalem jurisdictionem directè, ita nec potest per se et directè imponere temporalia tributa, quia hic est actus illius potestatis. Quod à fortiori verum est de quocumque inferiori prælato ecclesiastico, vel concilio etiam generali, cujus potestas ex pontifice maximè pendet. Nihilominùs tamen, si ad spiritualem finem sit necessarium, ut ad defendendam Ecclesiam ab infidelibus vel hæreticis, potest summus pontifex imponere temporalia tributa, quia sub eâ ratione habet supremam potestatem etiam in temporalibus. Potest autem directè summus pontifex propter eumdem finem, vel in subsidium sibi necessarium, tributa imponere super Ecclesiæ bona, sicut tractando de Decimis, diximus posse partem decimarum sibi reservare, quia in illo ordine per se et directè est supremus princeps totius Ecclesiæ, et supremus dispensator bonorum ejus, et ideò supremam in hoc habet potestatem. Aliqui verò episcopi hoc non possunt, capit. *Prohibemus*, de Censib. Concilium autem etiam generale in tantum id poterit, in quantum fuerit à pontifice concessum vel approbatum. Potest præterea Ecclesia declarare qui principes temporales possunt imponere tributa, et prohibere ne alii imponant, ut fecit concilium Lateranens. in dicto capit. *Innovamus*, et ita etiam intelligitur dictum cap. *Super quibusdam*. Et singulis annis sub gravissimâ censurâ fit similis prohibitio in bullâ Cœnæ.

4. Additur verò in dicto capit. *Super quibusdam*, non solùm illa esse justa tributa, de quibus constat esse imposita à regibus vel principibus supremis, sed etiam illa de quibus non constat à quo imposita sint, dummodò, *ex consuetudine, de cujus initio non extat memoria, sint introducta*. Cujus ratio est quia ubi nec constat, nec constare potest de injustitiâ, secundùm jus, præsumitur justitia; in hujusmodi autem casu constare non potest tale tributum sine legitimâ potestate esse impositum, imò, cùm adeò prævaluerit ut per longissimum tempus à totâ communitate solutum sit, præsumitur justè incœpisse. Item, quia præscriptio præsertim immemorialis dat jus sufficiens; illa autem consuetudo inducit præscriptionem,

et ideò diximus requiri bonam fidem, quia in omni præscriptione necessaria est.

5. Occurrit autem hic grave dubium, an idem dicendum sit de potestate imponendi novum tributum, ex immemoriali consuetudine, etiamsi is, qui illud imponit, non sit supremus in temporalibus. Est enim attentè considerandum hæc duo esse valdè distincta, imponere tributum, vel exigere jam impositum, et similiter aliud esse habere consuetudinem immemorialem exigendi aliquod tributum, quod ex eâdem consuetudine supponitur jam impositum; aliud verò habere consuetudinem immemorialem imponendi nova tributa, et consequenter illa postea exigendi. Hæc enim potestas sine dubio est multò major, ut benè notàrunt Castro dicto lib. 1, c. 10; et Medin. dicto c. 13, § *Sed fortè*, tum quia est potestas legislativa et dominativa, et extenditur ad plures actus et ad novas impositiones faciendas; alia verò est quoddam particulare jus obtinendi seu lucrandi pensionem, quæ supponitur jam imposita. Unde etiam certum mihi est, ex hâc posteriori consuetudine non benè inferri priorem. Multi enim principes inferiores, imò et privatæ personæ, habent ex consuetudine jus exigendi aliqua tributa antiqua, vel à rege imposita, vel de quorum initio aut auctore non constat, qui non habent potestatem vel consuetudinem imponendi nova tributa. Ideòque licet ratio facta probet antiquum tributum, de cujus initio non est memoria, reputari justum et legitimâ potestate introductum, et ideò exigi justè posse à quocumque habente titulum vel consuetudinem legitimam obtinendi talem pensionem, adhuc superest quæstio, an nova impositio tributi fieri justè possit à non supremo principe allegante consuetudinem immemorialem imponendi tributa.

6. In quâ dubitatione Medin. dicto cap. de Restit. c. 13, § *Ut igitur*, affirmat tale tributum justum esse. Fundatur præcipuè in dicto cap. *Super quibusdam*, quod longè aliter intelligit quàm à nobis declaratum sit. Ex illo enim capite colligit auctoritatem imponendi tributa esse in imperatore, rege, papâ, concilio, et in antiquâ consuetudine. Et ita sentit pontificem in eo textu principaliter loqui de novis tributis qui imponuntur ex vi potestatis præscriptæ per consuetudinem sine alio titulo, licet paulò inferiùs, § *De veteribus*, fateatur, etiam esse licitum exigere tributa antiqua in solâ immemoriali consuetudine fundata, quia tunc pro recipientibus justè præsumitur, et in § *Sed fortè*, objiciendo contra hoc dictum cap. *Super quibusdam*, respondet, non esse contrarium, sed potiùs approbando illa nova tributa, *innuere*, ait, *etiam hæc antiqua justè recipi posse.* Potest pro hâc sententiâ citari Panorm. in dicto cap. *Innovamus*, n. 6, quatenùs dicit potestatem hanc imponendi tributa posse præscriptione acquiri, et jura principis posse consuetudine obtineri, de cujus initio non extet memoria, juxta doctrinam Barthol. in l. *Infamem*, ff. *de Publi. jud.* et Innoc. in cap. *Ego*, P. § de Fide instrum. Expressiùs id docet Panormit. in dicto cap. *Super quibusdam*, n. 1 et 2. Ex quo videtur Medin. sumpsisse illius textûs interpretationem. Eamdem sententiam tenet D. Antonin. in p. 2, tit. 1, c. 13, § 8, in fin., ubi in speciali loquitur de quibusdam impositionibus particularibus, quas aliquæ civitates facere solent pro suis tantùm membris, ut ad communes necessitates contribuant; *quia licet hoc*, inquit, *ordinariè non possint facere sine licentiâ principis, secùs erit si ita facere consueverint ante hominum memoriam.*

7. Ratione potest hæc sententia suaderi, primò, quia eadem ratio esse videtur quoad præscriptionem de jure petenti tributum antiquum, et de potestate imponendi novum, quantùm spectat ad possibilitatem acquirendi illud per consuetudinem; nam utrumque est proprium principis; ergo si unum comparatur præscriptione, cur non aliud? Nam quòd differant secundùm magis et minus, parùm refert, cùm hæc differentia accidentalis sit, et in multis aliis reperiatur, quæ contra principem præscribi possunt. Ut sunt jurisdictio, quæ per consuetudinem acquiritur, etiamsi propria regis sit, et potestas legitimandi spurios, restituendi famam infamibus, creandi rebelliones, et similia, quæ Innocen. supra notat, præscribuntur contra principem, cùm non videantur minora quàm potestas imponendi tributum. Unde confirmatur, quia præscriptio temporis immemorialis æquiparatur privilegio concesso à principe ex certâ scientiâ, teste Bald. sub titulo, *Quæ sint regalia in usibus feudor.*; sed per privilegium principis potest inferior imponere tributum, ut ex allegatis juribus colligitur, quæ dicunt neminem posse imponere tributum, nisi principem, vel qui ab eo habuerit facultatem; ergo eadem potestas poterit per immemorialem præscriptionem acquiri. Probatur consequentia simul cum majori, quia per talem consuetudinem præsumitur illam fuisse ortam ex aliquo simili privilegio;

et ita vel ipsa consuetudo confert potestatem, vel saltem probat sufficienter illam quatenùs est ratio sufficiens ad præsumendam justam originem ejus. Unde Glossa etiam in dicto c. *Super quibusdam,* verb. *Non extat,* dixit, consuetudinem, cujus non extat memoria, jus, sive privilegium inducere.

8. Contrariam nihilominùs sententiam tenet Castro lib. 1 de Lege pœnal. cap. 10, dicitque antiquam consuetudinem, de cujus initio non extet memoria, valere ad exigendum tributa, quæ ab illo tempore antiquo sunt introducta, non verò ad nova imponenda. Probat primò quia dictum c. *Super quibusdam*, loquitur de antiquis tributis, non de novis per antiquam consuetudinem impositis. In quo fundamento duo consideranda et distinguenda mihi videntur. Unum est intelligentia illius textûs; aliud est illatio, quæ ex illo fit. In primo hæc posterior interpretatio verior videtur; nam in textu non dicitur, consuetudinem sufficere ad imponendum tributum, nec ad potestatem imponendi tributum, sed dicitur illa tributa esse interdicta, *quæ non apparet imperatorum, vel regum, vel Lateranensis concilii largitione concessa, vel antiquâ consuetudine, cujus non extet memoria, introducta.* Loquitur ergo apertè pontifex in his ultimis verbis de tributis introductis per antiquam consuetudinem, et de illis solis. Unde non video cur dixerit Medina hoc innui in illo textu, et non potiùs hoc solùm expressè affirmari; et quidquid aliud inde affirmetur, esse per illationem, non quia in textu contineatur. Nec etiam video cur dixerit idem auctor cum Panormit. numerari in eo textu quatuor habentes auctoritatem ad imponenda tributa, scilicet imperatorem, regem, concilium (utique cum pontifice) et consuetudinem; nam ibi non dicitur consuetudinem dare auctoritatem ad imponendum tributum, sed dare auctoritatem tributo, quod hodiè impositum invenitur, quod sine dubio longè diversum est, ut rectè dixit Castro; Medina etiam non negat hæc duo esse diversa; malè autem conatur litteram illius textûs ad utrumque accommodare, et magis in eo fallitur quòd textum principaliter accommodat ad eam partem quæ in litterâ ejus non continetur.

9. Alterum verò, quod ex hâc verâ interpretatione colligit Castro, non videtur mihi ex illo textu probari positivè, sed ad summum negativè, quia, licet ibi non affirmetur consuetudinem immemorialem posse dare potestatem imponendi tributa, non tamen negatur; ergo inde non potest colligi testimonium positivum contra priorem sententiam, sed solùm negativum; hoc modo nemo habet potestatem imponendi tributa, nisi qui in illo textu numerantur, sed ibi non datur hæc potestas consuetudini; ergo. Et simile videtur esse aliud argumentum, quod Castro sumit ex dicto cap. *Innovamus*, quamvis ipse dicat quòd in eo *auctoritas imponendi nova tributa apertè negatur antiquæ consuetudini, quia expressè ibi dicitur, solùm regibus et principibus esse concessam.* Unde ex illâ exclusivâ, *solùm*, videtur colligere negari hoc consuetudini. Sed in rigore non est solida illatio, tum quia dictio exclusiva non excludit ea quæ sunt paria, sicut ibi non excluditur concilium; tum etiam quia dictio exclusiva non excludit concomitantia; hujusmodi autem dici potest consuetudo, quia illa in tantum habet vim in quantum præsumitur in auctoritate principis fundata. Unde addo in illo textu non haberi verba nec modum loquendi, quem Castro intendit, sed verba ejus sunt: *Nec quisquam alicui novas pedagiorum exactiones sine auctoritate et consensu regum aut principum statuere præsumat.* Qui autem imponit nova pedagia ex vi consuetudinis, non præsumit illa imponere sine auctoritate regum vel principum, sed allegat et præsumit talem consuetudinem in auctoritate regum esse fundatam; ergo non potest dici apertè excludi in illo textu; ergo ad summum dici poterit ibi non probari talem consuetudinem sufficere. Quod argumentum negativum ex utroque textu leve est, et utrumque retorqueri potest. Primum quidem argumentando à paritate rationis, et negando talem consuetudinem omninò omitti, quia in alterâ includitur, vel in potestate regum, vel in concessione concilii. Aliud verò, quia actus proprius principis, si fit ab inferiori, ex immemoriali consuetudine, censetur fieri auctoritate principis, sed illo textu approbatur tributum novum positum auctoritate principis; ergo et positum ex immemoriali consuetudine, quia hæc includit auctoritatem principis.

10. Alio ergo modo possumus illa jura in favorem hujus sententiæ inducere, etiam quatenùs auctoritatem tantùm negativam continent. Quia nulla potestas potest per consuetudinem seu præscriptionem acquiri, nisi virtute alicujus legis civilis aut canonicæ; sed nulla talis lex est quæ det auctoritatem præscribendi hanc potestatem imponendi tributa; ergo non potest præscriptione acquiri, et consequenter nullus

princeps recognoscens superiorem potest justè tali potestate uti, prætextu consuetudinis etiam immemorialis. Major constat, quia præscriptio non est jure naturali introducta, imò quodammodò videtur ab illâ discordare, vel saltem omninò illi addi; nec etiam constat esse de jure gentium, quia omnes gentes illâ utuntur, neque eodem modo; oportet ergo ut fundetur in jure humano, civili vel canonico, quia sine auctoritate juris non esset præscriptio, sed iniqua usurpatio rei alienæ. Probatur ergo minor, quia nulla invenitur civilis lex quæ talem præscriptionem approbet, neque etiam canonica, quia maximè illa duo capita supra tractata; ostensum autem est, in illis nihil de hâc consuetudine caveri, et alioqui generaliter damnari omnia tributa non concessa à regibus, principibus, vel pontifice, seu concilio, et in textu originali concilii Lateranensis sub Alexand. III, p. 1, cap. 22, additur: *Ut nemo audeat, tales exactiones statuere, aut statutas de novo tenere.* Item ibi videtur postulari ad justitiam tributorum, ut constet auctoritate supremi principis esse imposita, si sint nova, vel quòd ex consuetudine immemoriali præsumatur, si sint antiqua; de præsumptione autem vel præscriptione pro potestate imponendi illa nullum ibi est verbum. Nec etiam valet aliquid argumentum, quod à simili sumebatur, tum quia hæc translatio vel usurpatio alieni juris per consuetudinem odiosa est, et ideò non debet extendi, sed restringi; tum etiam quia non est æqualis ratio, cùm ostensum sit, hanc potestatem esse majorem; tum denique, quia præscriptio talis potestatis multò magis potest cedere in perniciem reipublicæ, et ideò multò minùs potest præsumi, à principibus approbari; ergo, ubi non est expressa lex, non licet per solam conjecturam vel æquiparationem illam colligere.

11. Et confirmatur hæc ratio ex alio principio jurisperitorum; nam ea quæ ita conveniunt supremæ potestati, ut ad propriam illius rationem pertineant, non possunt à subditis consuetudine præscribi; sed talis est potestas imponendi tributa; ergo. Major habetur ex communi sententiâ juristarum Bald. in l. *Comperit*, cod. de Præscrip. triginta, etc. Panormit. cap. *Cùm nobis*, et cap. *Ad audientiam*, de præscript. et aliorum, quod refert et sequitur Covarr. in Regul. *Possessor*, num. 8 et 9, et in Practic. cap. 4, num. 1, et Velasc. de Jur. Emphyteut. q. 8, num. 29 et sequent. Cujus ratio à priori est, quia nullum jus humanum favet tali præscriptioni; imò illi resistit, ut in jure civili constat ex dictâ l. *Comperit*, et in jure Hispaniæ l. 1, tit. 15, lib. 4 novæ recopilat.; et idem sumitur ex l. 5, tit. 29, p. 3. Resistit etiam jus Lusitaniæ lib. 2 Ordinat. tit. 26, in princ., et § 15. Congruentia verò est, quia præsumi non potest principem consentire in hujusmodi præscriptione, imò nec jure posse, quia esset valdè perniciosa reipublicæ, et ipsimet principi, quia ex parte privaretur regiâ potestate. Minor item propositio in argumento sumpta colligi potest ex dictis cap. *Innovamus*, et *super quibusdam*, quatenùs docent jus imponendi tributa, esse reservatum regi, et imperatori, ac similibus principibus supremis, et eodem modo sumitur ex l. *Vectigalia*, ff. de *Publi. et Vectig.* et l. 1, cap. Nov. vect. et ex l. 9, tit. 7, p. 5, ubi Glossa 2 notat esse hoc ex reservatis principi.

12. Sed fortè dicet aliquis, aliud esse, quòd actus sit reservatus principi, aliud verò quòd sit quasi de intrinsecâ ratione supremæ potestatis ejus, vel signum quasi proprium, et quasi potestativum supremæ excellentiæ illius. De actibus ergo hujus secundi ordinis est vera prima propositio; non verò de actibus prioris ordinis, ut probant adducta pro contrariâ opinione; imponere autem tributum, tantùm probatur esse principi reservatum priori modo. Neque aliud colligitur ex juribus citatis, et ideò non procedit ratio, quia multa similia reservata principi possunt contra illum præscribi, ut supra inductione ostensum est.

Sed contra hoc ostendo esse proprium principis posteriori et stricto modo. Et primùm expendo verba pontificis in cap. *Tributum*, 23, quæst. 8, ibi: *Quod constitutum est pro pace et æquitate, quâ nos tueri debent et defensare, imperatoribus persolvendum est.* Quibus verbis significatur titulum ob qnem tributa debentur fundari in eâ obligatione, quâ rex tenetur regnum suum in pace defendere; sed hæc obligatio requirit supremam potestatem, et in illâ fundatur; ergo tributum intrinsecè respicit illam potestatem, et inter alia habet ut sit veluti signum exhibendum in signum supremi dominii. Hoc etiam confirmat quod D. August. ait lib. 22 contra Faust. cap. 74: *Ad hoc tributa præstantur, ut propter bella necessariò militi stipendia præbeantur.* Nam licet non sit hæc adæquata causa imponendi tributa, est una ex præcipuis, et ostendit quòd sicut potestas indicendi bellum est propria supremi principis, nec potest acquiri per præscriptionem ab infe-

riore principe habente superiorem, ita etiam potestas imponendi tributum. Præterea ex citatis legibus sumitur magnum argumentum, quia expressè definiunt, neminem posse præscriptione eximi à tributis solvendis, ut patet ex citatâ l. *Comperit*, et aliis horum regnorum. Et ex Panormitan. in dicto cap. *Cùm nobis*, num. 11, ubi reddit rationem, quia tributum debetur in signum subjectionis; sed multò plus est præscribere potestatem imponendi tributa quàm præscribere exemptionem à tributis, quia majus etiam signum supremæ potestatis est tributa imperare quàm exigere; ergo.

13. Et declaratur hoc ampliùs quia rex habet potestatem imponendi tributa in toto suo regno, etiam in terris subjectis alicui inferiori principi ipsi subjecto; quando ergo ille inferior princeps acquirit per consuetudinem potestatem imponendi tributa in suis terris, vel rex illam amittit, vel uterque retinet illam, primum est intrinsecè contra dignitatem regiam; eam enim magnâ ex parte convellit, quod per præscriptionem fieri non potest, ut ostensum est. Est etiam contra naturalem obligationem, quâ vassalli tenentur recognoscere regem ut supremum dominum. Secundum autem est etiam contra justitiam respectu populorum; ita enim supra modum gravarentur. Utrumque sic explico, quia populi ex naturali justitiâ per se primò tenentur tributa pendere regi, tum quia ille est supremus dominus, tum quia illius potestas censetur esse immediatè à populo, et ideò etiam populi subditi inferiori principi subdito regi, quatenùs sunt pars quædam regni, tenentur per se contribuere ad sustentationem regis, et statûs, ac dignitatis, omniumque munerum et onerum ejus; quod faciunt populi tributa solvendo. Ergo contra justitiam esset quòd etiam inferior et quasi proximus princeps posset suâ auctoritate imponere eidem populo nova tributa, et quòd populus obligari posset à duobus principibus, et præsertim ab illo cum quo à principio non contraxit, neque ei potestatem contulit. Isti enim inferiores principes non à populo, sed à regibus vel imperatore, suum statum ac dignitatem acceperunt, et ideò non à populo, sed à rege, vel juxta regis præscriptum possunt certos reditus à vassallis accipere. Atque hæc videtur esse ratio propria cur hic actus imperandi tributa est proprius supremi principis quæ consequenter optimè videtur ostendere, esse hoc tam intrinsecum illi supremæ potestati, ut contraria consuetudo illam destruat et justitiæ multùm repugnet, ideòque non sit admittenda contra principem, neque sufficiat ad justificanda nova tributa, sine certâ facultate à regibus concessâ.

14. Hæc ergo sententia mihi videtur verior et securior, quia est magis consentanea juri et rationi, et quia impositio tributorum est gravissima, et multâ consideratione indiget, ut justè fiat, et ideò non est facilè committenda voluntati eorum qui in temporalibus habent superiorem, nec consuetudo aliud inducens honesta censenda est. Neque præsumendum est quòd bonâ fide sit introducta, vel per scientiam et patientiam regum. Oportet tamen advertere, aliud esse quòd princeps aliquis inferior præscribat potestatem imponendi tributa retentâ subjectione ad superiorem et sine licentiâ ejus; aliud verò esse quòd princeps, qui priùs recognoverat superiorem, per consuetudinem et præscriptionem eximatur à tali subjectione, et fiat supremus, et sic acquirat potestatem imponendi tributa. Hactenùs ergo de priori modo locuti sumus, et ita dicimus fieri non posse, tum propter jura citata, tum propter repugnantiam, quam involvit contra justitiæ æquitatem, et debitum ordinem, qui servandus est, stante subjectione.

15. At verò si in posteriori modo supponamus illam potestatem supremam, et exemptionem posse præscriptione acquiri, ut juristæ communiter docent cum Bart. in l. *Infamem*, ff. de *Publi. jud.* in fine, et in l. *Hostes*, ff. de *Capti.* et aliis quos refert et sequitur Covar. in dictâ Reg. *Possessor*, p. 2, § 2, n. 8, § *Ex his verò*, et in Regul. *Peccatum*, § 9, n. 9; hâc, (inquam) sententiâ suppositâ consequens erit ut talis princeps acquirat etiam potestatem imponendi nova tributa, quia jam non est subditus, sed supremus, et ita ad illum pertinet regula textûs in dicto cap. *Innovamus*, et dicto c. *Super quibusdam;* Panor. verò in cap. *Cùm non liceat*, de Præscrip. n. 16, sentit non posse supremam regni potestatem illo modo acquiri, quia non potest inferior eximi à potestate superioris, consuetudine solâ etiam longissimâ. Sed hæc quæstio nunc ad nos non pertinet; tantùm enim ex hypothesi loquimur, quæ sine dubio vera est, quidquid sit de veritate suppositionis, quamvis etiam illa satis probabilis sit, et fortassè etiam praxi comprobata sit. Nam multa regna censentur hanc potestatem usu ipso et præscriptione acquisivisse, præcedente aliquâ probabili occasione et titulo,

16. Ad rationes ergo contrariæ sententiæ nego esse parem rationem de consuetudine imponendi tributum, vel exigendi, tum quia prior consuetudo nullibi in jure censetur sufficiens ad acquirendam potestatem imponendi tributum; posterior verò invenitur approbata, ut sufficiens ad justitiam tributi. Quia prior potestas multò major est, magisque perniciosa reipublicæ, si indebitè usurpetur; tum etiam quia per illam consuetudinem derogatur supremæ potestati regiæ; per posteriorem autem minimè, imò fundatur in præsumptione contra subditos solventes tributum antiquum, etiamsi non constet quâ potestate vel causâ impositum sit. Unde ex hâc parte consuetudo illa et præscriptio favet principibus. Quòd si sit sermo de consuetudine accipiendi tributum, per quam solet præscribi contra regem (quod maximè intendunt juristæ ibi allegati); sic etiam neganda est consequentia, quia utilitas tributi potest facilè à rege donari aliis, et ita nihil est quod vetet præscriptionem in illam, quia per illam non derogatur dignitati et potestati regiæ, sed tantùm cuidam temporali utilitati, quod secus est in consuetudine imponendi tributa, ut ostensum est. Et ita etiam responsum est ad alia exempla, quæ ibi afferuntur; nam licet sint de actibus reservatis principi, non tamen sunt propria signa excellentiæ ejus, vel actus qui veluti intrinsecè includant dependentiam à supremâ potestate, ut est tributorum impositio.

17. Ad confirmationem respondeo posse quidem principem committere inferiori, ut nomine et auctoritate suâ tributum imponat in particulari casu, et examinatâ causâ, ratione et modo, ut in eisdem juribus significatur; non tamen posse justè concedere inferiori generale privilegium imponendi tributum independenter à suâ approbatione, et redundans in solam utilitatem ipsius inferioris; esset enim tale privilegium valdè perniciosum reipublicæ ac communi bono, et valdè repugnans supremæ potestati ejusdem principis et justitiæ æquitati, ut ostensum est. Ideòque ex vi consuetudinis quantumcumque longævæ, nunquàm præsumitur esse fundatam in aliquo privilegio vel justo titulo. Et hæc est ratio sufficiens ut per eam non possit talis potestas comparari.

CAPUT XV.

De ratione et causâ finali ad justitiam tributi necessariâ.

1. Secunda conditio ad justitiam tributi necessaria est causa finalis, seu ratio. Ita sumitur ex cap. *Pervenit*, de Censib., ubi etiam significatur necesse esse causam esse notam, quia *census ignorantiæ*, ut ibi dicitur, id est, cujus causa justa ignoratur (ut ibidem exponit Glossa), *nullo jure divino vel humano probatur*. Et ideò, inquit pontifex, *oportet, ut census omnis, ad quid et quomodò persolvi debeat, præsciatur.* Quod intelligendum est de censibus noviter impositis vel imponendis, ut ibi sentit Glossa, ut notat Medin. supra q. 14. Nam de antiquis præsumitur causa, licet non sciatur, ut dicemus. Imò etiam in tributis novis (ut infra dicam), non est necessarium ut causa sit nota omnibus et singulis de populo; oportet tamen ut sit nota principi et consiliariis ejus, vel procuratoribus regni, aut aliis ad quos pertinet justitiam tributi examinare. Quia nisi principi constet justam intervenire causam, vel probabilibus rationibus, vel fide dignâ, auctoritate et judicio suorum consiliariorum, non poterit justè imponere vel exigere tributum, quia temerè agendo non habet jus exigendi. Et ideò nec retinere potest, quod sic exegit, nisi postea examinatâ causâ invenerit justum fuisse tributum in re, licet temerè fuerit impositum.

2. Ut autem causa sit justa, dicunt doctores omnes necessarium esse ut tributum imponatur propter commune bonum, non propter privatum ipsius principis. Sed in hoc oportet duo distinguere, unum est id quod debetur principi ratione sui muneris et laboris, quod dici potest pertinere ad utilitatem ejus; nam datur ad sustentationem, et quasi stipendium. Aliud est quod necessarium est ad subveniendum reipublicæ in occasionibus necessariis occurrentibus. Si ergo de utilitate principis priori modo spectatâ sit sermo, justè imponuntur tributa propter usum et utilitatem principis. In hoc enim sensu dixit Paulus ad Roman. 13: *Ideò enim tributa præstatis*, et subdit: *Minister enim Dei est.* Quasi diceret: Solvitis stipendium principibus, quia ministri Dei sunt, *in hoc ipsum servientes*, ac subinde propter eorum ministerium. In hâc autem utilitate servanda est æqualitas, ut scilicet detur principi quantùm necesse est, et quantùm decet juxta statum et labores ejus, non verò sine mensurâ juxta concupiscentiam ejus. Addi verò potest hanc utilitatem principis non esse omninò privatam, sed communem, quia ipse est persona publica, et sustentare illum et statum illius bonum commune est. Præter hunc

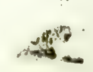
autem finem imponuntur sæpè aliqua tributa propter insurgentes occasiones et causas, et de his verum est causam esse debere non commodum principis, neque alicujus personæ privatæ, sed communitatis bonum.

3. Duplex ergo immediata causa in tributis spectanda est, una pertinens ad personam principis, ut talis est; alia spectans ad sumptus communes. Et hæc potest esse multiplex: una, et valdè communis, est bellum, et ideò dixit Augustin. 22 contra Faust. cap. 74, tributa solvi ut habeat rex unde militibus stipendia solvat. Alia causa esse solet refectio pontium et viarum, atque earum custodiæ, et aliæ similes, quæ in totius communitatis commodum cedunt. Sic igitur explicatâ causâ tributi, non potest esse justa, nisi ad commune bonum pertineat; nam cùm onus tributi commune sit, etiam finis seu fructus ejus debet esse communis; alioqui non servaretur æqualitas. Hoc autem præcipuè locum habet in tributis, quæ per se ut tributa imponuntur. Nam imponi etiam possunt in pœnam alicujus delicti, vel in recompensationem alicujus nocumenti illati, ut supra dictum est. Tunc ergo non oportet, ut ad communem utilitatem specialiter ordinentur. Nam si ponantur in pœnam, poterunt sicut aliæ pœnæ applicari fisco, vel pauperibus, vel aliis piis, aut etiam publicis operibus, aut ministris justitiæ arbitrio regis imponentis. Si verò sint ad damna recompensanda, in eorum commodum redundare debent, qui damnum passi sunt, ut per se constat.

4. Atque hinc sequitur, quantitatem tributi non posse justè excedere conditionem seu indigentiam causæ. Quia sicut causa justa est necessaria, ita etiam proportio tributi ad causam ejus necessaria est ad æqualitatem justitiæ commutativæ, quæ est rei ad rem, quia tantùm tributum justè potest imponi, quantùm ad finem ejus est necessarium et sufficiens: nam si plus imponatur, jam in eo non habet causam, et excedit æqualitatem justitiæ, ut in simili dicetur in c. *Quia plerique*, de Immunit. ecclesiasticâ. Atque ita sub hâc conditione includitur alia, quam Cajet. ponit in Sum. verb. *Vectigalia*, quam vocat usum, id est, quòd tributum expendatur in illum usum propter quem est impositum, et sumitur ex divo Thomâ lib. 2 de Regim. princ. cap. 12. Nam ut justè exigatur tributum, et ex debito solvatur, tanquàm necessarium requirit, ut id fiat propter quod imponitur, eumque imitatus est Gregor. Lop. in l. 2, tit. 1, part. 2, n. 9.

5. Circa hanc verò conditionem est considerandum, si loquamur de tributis, quæ penduntur ipsi regi ad suos sumptus, et propter suos labores et vigilias, talium tributorum justitiam non pendere ex usu; nam sive malè, sive benè, rex postea expendat tales reditus, non erit injustus accipiendo tributa, quia verè est dominus illorum, et de illis potest liberè dispensare sine injustitiâ, dummodò suo muneri satisfaciat, gubernando et defendendo rempublicam, sicut tenetur. Alioqui, si in hoc deficiat, injustè accipiet et retinebit hæc tributa, quæ propter officium dantur, et sunt tanquàm merces operis quam injustè accipit qui non laborat. Si verò loquamur de tributis impositis ad opera communia reipublicæ, de his clarum est debere expendi in talia opera; aliàs committi fraudem et injustitiam, quæ potiùs est in acceptione et retentione illius quàm in impositione. Nam hæc potuit esse justa, si reverà causa suberat; postea verò acceptio vel retentio fit injusta ex defectu debiti usûs. Necessarium ergo est ut tributum expendatur in opus propter quod impositum est; nam illius tributi non fit propriè rex dominus, sed dispensator. Unde ad summum poterit interdùm, quando vera necessitas occurrerit, commutare illud in aliud opus, pertinens etiam ad communem regni, vel populi utilitatem. Nam quoad hoc habet supremam potestatem et administrationem.

6. Ex quo ulteriùs infertur tributum pendere, ut sic dicam, à causâ in fieri et conservari. Nam si causa est necessaria ad justitiam tituli, non potest plus durare tributum quàm causa. Quia cessante causâ (utique necessariâ, et in suo genere adæquatâ) cessat effectus, cap. *Cùm cessante*, de Appellat. Quod ita ferè explicat Glossa, citans varia jura in capite *Post translationem*, de Renuntiat verb. *Cessante*, et notant doctores in l. *Cùm Pater*, § *Dulcissimi*, ff. de Leg. 2. Sed in præsenti causa est necessaria ad justitiam tributi, ut dictum est; ergo, illâ cessante, cessat justitia, et consequenter debet cessare tributum. Et confirmatur, quia si cessante causâ tributum exigatur, jam plus exigitur quàm sit necessarium; ergo in eo non servatur æquitas, nec justitia, quia, ut diximus, proportio inter quantitatem tributi et exigentiam causæ est necessaria ad justitiam tributi; ergo, si causa sit perpetua, tributum poterit esse perpetuum; si autem sit causa temporalis, tributum debet etiam esse temporale, ita ut illâ cessante, hoc etiam cesset.



7. Hoc autem intelligendum est cum limitatione seu declaratione, ut intelligatur formaliter de causâ potiùs quàm materialiter. Nam licet cessaverit determinata causa, pro quâ positum fuit tributum, si alia æquivalens loco illius substituatur, poterit non cessare tributum, quia tunc non cessat simpliciter causa, sed talis causa, quæ non est simpliciter necessaria, et est in potestate principis, ut dixi, illam mutationem facere, sicut posset novum tributum imponere, novâ insurgente causâ. Item oportet advertere interdùm causam tributi consistere in uno actu, sed effectu quo absoluto omninò cessat causa, ut ædificato tali ponte, finito tali bello, et similibus, et in hujusmodi causâ maximè procedit doctrina data, quòd cessante illâ, cesset justitia tributi. Sæpiùs verò causa tributi est permanentior, et occasio ejus cessat pro aliquo tempore, semper tamen manet occasio vel periculum ejus. Ut, v. g., causa imponendi pedagium fuit securitas itineris, et commoditas quam rex procurare tenetur. In his ergo et similibus causis, licet pro aliquo tempore cesset actualis necessitas expensarum in tali opere, nihilominùs cessat tributum, nec justitia est, tum quia illud est accidentarium, et in re morali non potest esse tanta dependentia; aliàs quotidiè fieret mutatio juxta occurrentes occasiones, quod sine dubio non expedit. Tum præcipuè quia illa causa de se est permanens, et princeps semper tenetur esse paratus, et habere curam securitatis viarum aut maris, quæ obligatio est digna stipendio. Tum denique quia, sicut cessat interdùm necessitas expensarum in uno vel alio opere, ita sæpè occurrunt aliæ occasiones expendendi, quæ loco aliorum operum possunt succedere. Et ita, ut in hoc etiam sumatur æqualitas, tenebitur princeps non pro quâcumque exurgente occasione novam facere impositionem, etiam temporaneam, sed prudenter pensare, an pro illis sufficiant antiqua tributa, in quibus actualis necessitas faciendi expensas cessavit, vel suspensa est.

8. Quæri verò ulteriùs potest an in aliquo casu possit justè exigi tributum cujus causa cessavit, saltem ratione antiquæ consuetudinis, quæ suppleat vicem causæ. Hoc dubium tangit Cordub. in Summâ Hispan. q. 95, et absolutè negat quia non putat posse bonam fidem in tali consuetudine intervenire. Contrarium tenet Medin. dicto cap. 14, qui non solùm affirmat sufficere consuetudinem ad præsumptionem justæ causæ, quando de illâ est ignorantia negativa, ut sic dicam, verùm etiam si constet causam, propter quam impositum fuit tributum, cessâsse, atque adeò jam non subsistere legitimam causam; putat nihilominùs, consuetudinem antiquam, et bonâ fide, ac sufficienti tempore præscriptam, sufficere, ut tributum justè exigatur. Ratio est, quia præscriptio dat sufficientem titulum, et supplet defectum quemlibet, etiamsi proveniat ex defectu causæ. Quòd si objicias quia tunc non potest consuetudo esse bonâ fide continuata (nam eo ipso, quòd scitur causam cessâsse, non potest exactio tributi bonâ fide continuari) respondet posse durare bonam fidem, quia licet prior causa cessaverit, loco illius successit præscriptio, quæ dat sufficientem causam justam ad exigendum tributum.

9. Sed hoc non videtur satisfacere. Nam consuetudo antecedit titulum præscriptionis; nam est causa ejus; ergo bona fides consuetudinis non potest fundari in præscriptione, quia ante acquisitum titulum præscriptionis, oportet ut consuetudo bonâ fide continuetur; ergo toto illo tempore non potest fundari bona fides in titulo acquisito per præscriptionem. Neque tunc potest fundari in aliâ causâ justâ; nam supponimus illam cessâsse, et hoc constare principi exigenti tributum; ergo non potuit illa consuetudo bonâ fide continuari. Et declaratur ampliùs quia dùm justa causa tributi durat, consuetudo exigendi non servit ad præscribendum jus exigendi etiam cessante illâ causâ; aliàs omne tributum positum propter causam temporalem duraturam tamen longo tempore quadraginta aut centum annorum, præscriberetur per illud tempus, ut perpetuò peti possit, etiamsi constet causam cessâsse, quod est apertè falsum, quia esset inæqualitas magna inter tributum et causam ejus; quin potiùs eo ipso quòd consuetudo exigendi continuatur tantùm propter durationem causæ, præscribitur (ut sic dicam) contra solutionem talis tributi, si cesset talis causa. Et ita dùm causa durat, et propter illam durat etiam exactio tributi, non potest inchoari præscriptio ad exigendum illud sine tali causâ; ergo deberet inchoari postquàm cessavit causa, et nihilominùs continuata fuit exactio; at tunc non potuit esse bona fides, quia nec potuit fundari in causâ, quæ cessavit, et non ignorabatur, ut supponitur, neque in præscriptione, quæ nondùm erat; ergo talis consuetudo nunquàm potest dare titulum præscriptionis.

10. Alio ergo modo censeo esse possibilem

bonam fidem in hujusmodi consuetudine, et ita esse explicandam et præsumendam, ut præscriptio judicari possit legitima. Nam licet causa prima, propter quam fuit impositum tributum, cessaverit, potuit loco illius alia et alia succedere, et ita bonâ fide tributum continuari; nam hoc est in potestate principis, ut diximus. Si ergo constaret, non solùm primam causam cessâsse, sed etiam nullam aliam extra præscriptionem fuisse loco illius subrogatam, non video quomodò possit bonâ fide continuari consuetudo exigendi tale tributum, ut probat ratio facta. Si verò quamvis constet primam causam cessâsse, non tamen constet an alia fuerit loco illius subrogata, tunc potest facilè locum habere bona fides. Et ideò distinguenda sunt tempora. Aut enim sumus intra tempus nondùm consummatæ præscriptionis, et tunc dicendum est, quamprimùm constiterit causam omninò cessâsse, ita ut neque prima subsistat, neque alia justa subvenerit, cessandum esse ab exactione tributi, quia tunc nec per se est justum, ut ex dictis patet, nec ratione præscriptionis, quia non fuit consummata. Aut loquimur de tempore post consummatam præscriptionem, et tunc poterit tributum sustineri, quidquid sit vel fuerit de causâ in re ipsâ spectatâ; nam præsumitur fuisse justa. Neque est moraliter possibile ut post talem præscriptionem incipiat positivè constare (ut sic dicam) quòd nulla subsit causa, sed ad summum negativè potest non constare de illâ, et ita semper est locus præsumendi non deesse.

11. Præsertim quia est tanta varietas in statu et sumptibus principum, et in valore rerum, ut facilè credi possit, antiqua tributa, quæ propter alias causas imposita fuêre, illis cessantibus durâsse, quia judicata sunt necessaria ad honestam principis sustentationem. Quod etiam attigit Medin. supra, et propter hoc Castro supra, in his tributis antiquis non requirit has conditiones, sed pro illis dicit sufficere immemorialem consuetudinem. Et ita mihi probabile est, ad hanc consuetudinem, quæ suppleat causam justam, non sufficere certum tempus etiam diuturnum, sed oportere ut excedat hominum memoriam, argumento dicti cap. *Super quibusdam*, à paritate rationis, et quia tributum nunquàm potest justè exigi, nisi per respectum ad causam justam, nec aliter potest præscribi, quia hic respectus intrinsecè includitur in ipsâ consuetudine, ut justa et bonæ fidei esse possit; ergo oportet ut causa illa sit nota, vel præsumpta; ubi autem ignoratur, non potest ita præsumi, nisi consuetudo excedat hominum memoriam; ergo talis consuetudo necessaria est ad hunc effectum, et ita etiam sentit Medina supra.

CAPUT XVI.

De formâ et materiâ in legibus tributorum servandis.

1. Tertia conditio ad justitiam tributi necessaria est forma, ut Cajet. loquitur, seu proportio, ut loquitur Castro; hæc enim duo in idem coincidunt, ut significavit Medin., quia illa forma nihil aliud est quàm proportio servanda inter tributum et subditos quibus imponitur. Nam præter proportionem inter quantitatem totius tributi et causam ejus, quæ pertinet ad æqualitatem rei ad rem, seu justitiæ commutativæ, de quâ jam dictum est, servanda est proportio tributi ad personas quibus imponitur, et hæc proportio vocatur forma tributi, pertinetque ad justitiam distributivam respectu communitatis, sed redundat in commutativam respectu singulorum. Non est enim justum ut omnes æqualiter solvant, sed juxta facultatem et conditionem uniuscujusque; plus enim à divite, quam à paupere exigendum est, cæteris paribus. Unde fit, ut juxta proportionem, quam personæ inter se servant quoad facultatem, seu conditiones alias requisitas ad tributum, servanda sit proportio inter eas in impositione tributi, et hæc est proportio distributiva, justitiæ et ita declaratur hæc conditio à D. Thom. 2-2, q. 63, art. 4. Est autem talis proportio necessaria, ut à nullo subdito plus exigatur quàm justè possit et debeat contribuere, et quoad hoc resultat æqualitas commutativæ justitiæ. Atque hinc etiam est necessaria proportio ad res super quas imponitur tributum, quas vocamus materiam tributi. Nam si imponatur super rem immobilem, non debet excedere quantitatem moderatam, consideratis fructibus ejus et laboribus ac expensis, quæ circa illam fiunt: nam si in hoc tributum sit nimis onerosum, planè erit injustum; si autem imponatur super res mobiles, quæ venduntur et emuntur, vel arte fiunt, observari debet ne tales sint hujusmodi res, vel tantum et tam magnum tributum, ut redundet in majus onus pauperum et artificum, aut mercatorum, quàm possint sustinere commodè ad vitam et familiam sustentandam.

2. Atque ex hâc conditione inferunt multi injusta esse vectigalia, quæ pro rebus quæ ad proprium usum portantur, imponuntur,

solùmque imponi posse in rebus quæ causâ negotiationis deferuntur, sicut statutum est in l. *Universi*, et l. *Omnium*, c. de *Vectigal.*, et idem habetur in l. 5, tit. 7, partit. 5. Ita tenet Cajetan. verb. *Vectigalia*, et hâc ratione addit duas conditiones necessarias ad justitiam tributi scilicet, ut materia sit apta ad illud; hæc autem non est apta materia. Ratio est, quia in eâ non servatur forma debita, et justa distributio oneris impositi per tributum; nam si imponatur in rebus necessariis ad proprium usum, pauperes plus gravantur, quàm divites. *Quia radix usûs* (ait Cajet.) *est indigentia, et ita qui magis indiget magis utitur. Et pauper, qui est oneratus filiis, pluribus rebus indiget, et ita plus solvit ex vectigalibus.* Et hæc videtur fuisse antiquorum opinio, ut Glossa et Hostiens. in cap. *Super quibusdam*, et sequitur Summa Pisan. et Sum. Confessor. et Driedo lib. 2 de Libert. christ. cap. 5. Qui addit hæc tributa esse prohibita jure civili et canonico. Priorem partem probat ex l. allegatâ; posteriorem verò ex bullâ Cœnæ, in quâ excommunicantur imponentes vectigalia prohibita, et ita sentit incurrrere in censuram bullæ Cœnæ exigentes hæc vectigalia, quod apertè tradit etiam Tolet. lib. 5 Summæ c. 79, n. 1, licet postea, n. 2, sententiam limitet. In eamdem sententiam inclinat Soto lib. 3 de Justit. q. 6, art. 7, ubi priùs explicans quid sit vectigal, portorium et pedagium, solùm ponit pro materiâ ejus res quæ vehuntur negotiationis gratiâ, et postea dicit esse injusta tributa prohibita in dictâ l. *Universi*, scilicet, quæ pro his rebus quæ ad proprium usum pertinent, exiguntur. Et inde videtur damnare injustitiæ gabellam, quam *alcavallam* vocant, quatenùs exigitur de rebus quæ ad propriam necessitatem sublevandam venduntur, quia tunc etiam plus solvit qui plus eget, non qui plus habet, vel lucratur. Idem ferè sentit Ledesm. cap. 2, p. 4, q. 18, art. 3, quatenùs damnat quoddam tributum in Lusitaniâ usitatum, quod solvitur ab ementibus res ad suum usum necessarias, et à vendentibus res, ut suis necessitatibus subveniant, quod tributum vulgò *sisa* vocatur, quod idem ferè est, quod *alcavalla*, licet in Lusitaniâ non solvatur à solo venditore, ut in Castellâ, sed partim ab emptore. Itaque sentiunt hi auctores, tantùm peti posse ex lucris vel fructibus, seu in rebus quatenùs vel fructiferæ sunt, vel ordinantur ad lucra et ideò injustè exigi ex rebus emptis, vel venditis, vel transportatis ad proprium usum.

3. Nihilominùs dico illam conditionem materiæ, quam ponit Cajet. prout ab ipso explicatur, non esse necessariam, quia non est injustum tributum imponere de rebus quæ ad proprium usum feruntur, aut vendentur, vel emuntur. Hæc est communior sententia, et sumitur ex D. Anton. p. 2, tit. 1, cap. 10, § ult.; nam licet loquatur de particularibus impositionibus civitatum, eadem est proportionalis ratio de generalibus tributis. Et idem omninò sequitur Gabriel. 4, d. 15, q. 5, art. 2, concl. 2, in fine; Sylvest. *Gabella*, 3, q. 5, ubi nonnullam differentiam in hoc constituit inter externos et incolas, de quâ statim dicam. Eodemque ferè modo loquitur Angel. verb. *Pedagium*, n. 3; Armill. verb. *Gabella*, n. 11; Tabien. verb. *Pedagium*, n. 4. Idem tenet Medina dicto c. de Restit. q. 15, in fine; Navarr. cap. 17, n. 202; Molin. tom. 3, disp. 669. Supponendum autem est ad probandam hanc sententiam, sermonem esse de impositione tributi, habente alias conditiones ad justitiam tributi requisitas; nimirùm quòd ab habente potestatem, et propter causas justas et proportionatas imponitur, et solùm tractari, an eo ipso quòd impositam super talem materiam, sit injustum vel iniquum.

4. Probatur ergo non fieri injustum, neque iniquum ex illo capite. Quia vel est injustum, quia prohibitum, vel quia per se et naturâ suâ est intrinsecè malum; auctores enim primæ opinionis interdùm uno fundamento, interdùm alio utuntur, et in hoc satis confusè loquuntur; neutrum autem fundamentum solidum est. Probatur ergo propter solam humanam prohibitionem non posse dici simpliciter malum, id est, ubique et in omnibus regnis vel provinciis christiani orbis, quia non invenitur prohibitum jure canonico, et civile ad hoc non sufficit. Prior pars declaratur, quia in bullâ Cœnæ non fit specialis prohibitio, sed supponitur et fertur specialis modus censuræ contra imponentes tributa prohibita. Nec etiam in corpore juris canonici invenitur speciale jus, quod designet materiam vectigalium, seu pedagiorum, ut justa sint. Neque hoc rectè ab aliquibus ex cap. *Quanquàm*, de Censibus in 6, colligitur, quia in eo dicitur, *pedagiorum exactiones, tam jure canonico quàm civili regulariter meritò esse damnatas.* Nam, ut ex Gloss. ibi Joan. Andr. et aliis constat, jus canonicum, quod ibi citatur, non est aliud nisi quod habetur in concilio Lateranensi, cap. *Innovamus*, de Censibus et in Innoc. 3, in cap. *Super qui-*

busdam, de verbor. Significat.; ibi autem non prohibentur talia tributa ratione materiæ, sed quatenùs non feruntur ab habentibus potestatem, vel ex consensu illorum. Et eodem modo intelligit Glossa ibi prohibitionem juris civilis, citando legem, *Non solent*, cap. *Vectigalia nova*, etc.; significat etiam posse id referri ad prohibitiones pedagiorum, respectu ecclesiasticarum personarum, dùm allegat L. *Placet*, cap. de Sacros. Eccles. et cap. *Generaliter*, 16, q. 1. Denique in illo capite non fertur prohibitio, sed supponitur, et non simpliciter, sed cum illo addito, *regulariter*, et fortassè id dictum est propter violentias et excessus qui regulariter fiunt in exactionibus pedagiorum.

5. Altera verò pars de prohibitione juris civilis probatur in hunc modum, quia licet non negemus vectigalia in rebus ad proprium usum esse prohibita jure codicis, tamen illa lex non obligat in Hispaniâ, Lusitaniâ, Franciâ et aliis similibus regnis, vel rebuspublicis, quæ superiorem in temporalibus non recognoscunt, quia, ut supra ostensum est, leges imperatoriæ ibi non obligant. Unde miror cur dixerit Tolet. reges et temporales dominos non posse de his rebus usualibus pedagia exigere propter prohibitionem illius legis, pontificem autem in suo dominio temporali id posse, quia non subditur legibus imperatoris, cùm non minùs sint supremi in temporalibus alii reges numerati in suis regnis, quàm sit pontifex in suâ ditione temporali, quod attinet ad potestatem et dominium directum, de quo tractamus. Neque etiam video cur Hostiens. in Sum. tit. de Censib. § *Ex quibus causis*, versic. *Quòd si quis* (quem multi alii sequuntur) dixerit, non posse justificari hæc pedagia, etiam ratione immemorialis consuetudinis, nisi supponant legem illam non prohibere rem de se indifferentem, sed rem per se malam, quod probare non possunt, ut statim ostendam. Ideòque concludo, legem illam nunc non obligare, nisi in terris imperii, et nisi ibi sit per contrariam consuetudinem abrogata, ut facilè fieri potuit.

6. Probatur igitur ultima pars, videlicet, hoc non esse prohibitum, quia malum, quia nulla sufficiens ratio intrinsecæ injustitiæ in hâc materiâ tributi invenitur. Nam si quæ esset, maximè quia in tali materiâ non potest servari debita forma et proportio tributi, quia pauperes plus gravantur, quàm divites; at hoc non ita est per se loquendo ac moraliter; ergo. Probatur minor, primò tollendo quamdam æquivocationem, quæ latet in verbis Cajetani, et eadem ferè est in aliis auctoribus. Ait enim Cajetan. quòd indigentia est radix usûs, et ita qui magis indiget, magis utitur, et ita magis gravantur pauperes indigentes. At profectò vox illa *indigentia* æquivoca est, et aliter in antecedenti, et aliter in consequenti sumitur. Indigentia enim interdùm significat necessitatem, et de hâc indigentiâ verum est quòd est radix usûs, et quòd qui plus indiget, magis utitur, utique quando subvenit indigentiæ suæ seu necessitati. Hæc verò indigentia communis est divitibus cum pauperibus; imò in divitibus est major, vel propter suum statum, vel propter suas delicias, et quia voluptates reputant indigentiam. Quapropter, stando in eâdem significatione, non rectè infertur pauperes qui sunt indigentes plus uti et plus gravari, quia non sunt hoc modo plus indigentes. Alio ergo modo indigentia significat paupertatem, et sic falsum est hanc indigentiam esse radicem usûs; nam potiùs pauper sæpè indiget veste, et non utitur illâ, quia eget pecuniâ; et consequenter etiam est falsum quòd qui plus indiget, plus utitur, quia multò magis utuntur rebus usu consumptibilibus divites, quàm pauperes, et plures ac pretiosiores ex illis emunt. Et similiter pauperes non solent res portare ex distantibus locis, ubi solent vectigalia exigi, sed divites frequentiùs hæc portari sibi faciunt ad proprium usum. Unde ex vi paupertatis non video, quomodò hinc sequatur illa improportio. Quòd si contingat, pauperem habere plures filios, et ideò plura emere, illud est accidentarium, quod in re morali considerari non potest. Præsertim quia etiam divites possunt filiis abundare, et ita quoad hoc est æqualitas, et aliunde pluribus et pretiosioribus rebus uti solent ad eorum sustentationem, et præterea regulariter divites habent majorem familiam servorum et familiarum, quam alunt, præter expensas equorum, etc.; et ita plura emunt ad suum usum, et consequenter plus solvunt ex tali tributo.

7. Et hic discursus, licet in vectigalibus seu portoriis si evidentior propter illam considerationem quòd pauperes raro deferunt ex locis remotis res propter suum usum, absque adminiculo negotiationis; nihilominùs etiam procedit de tributo imposito propter solam emptionem aut venditionem in rebus necessariis ad victum et vestitum, quia etiam ex his rebus plures emunt divites per se, ac moraliter materiam expendendo. Nam contingit quidem diviti, licet plura consumat, pauciora emere,

quia vel ex fructibus suarum possessionum multa colligit, et alia domi alit, vel suâ industriâ comparat; licet hoc autem ita sit, hoc totum est accidentarium, et in re morali impossibile est infallibilem regulam constituere, quæ non sæpè deficiat. Quòd si fortassè Cajet. et alii velint, eo ipso esse formam tributi injustam, quòd pro asportatione, aut emptione ejusdem rei ad usum necessariæ, æquale tributum pauperi et diviti imponitur: immeritò id asserunt; alioqui etiam esset injusta forma tributi impositi pro rebus causâ negotiationis allatis, quia æquale tributum ponitur pauperi negotianti pro vitâ sustentandâ, et mercatori diviti, in eâdem materiâ, et cæteris paribus. Imò et decimarum distributio esset injusta, quia eadem quota pro pauperibus et divitibus ponitur. In his ergo rebus non potest semper tam exacta distributio fieri. Præsertim quia hæc improportio potest compensari aliunde, scilicet, quia divites plura et pretiosiora consumunt et transvehunt.

8. Quapropter dicendum est inprimis conditionem illam ex parte formæ tributi, scilicet, ut cum proportione distribuatur quantitas oneris, juxta vires facultatis uniuscujusque, moraliter accipiendam esse, quantùm videlicet suaviter possit servari et haberi ratio illius proportionis sine vexatione populorum, et sine magnâ difficultate principum. Unde, si hæc diligentia adhibeatur, nihil obstabit quòd aliqua improportio sequatur, quia illa est moraliter inevitabilis, et non est intenta, nec censetur volita, sed permissa, sicut videmus in decimis ecclesiasticis, quòd uniformiter imperantur, etiamsi per accidens contingat aliquos pauperes nimiùm onerari. Deinde dicimus, conditionem aliam ex parte materiæ sumptam, scilicet, ut tributa hæc non imponantur in rebus, quæ ad usum proprium portantur, emuntur aut venduntur, non esse simpliciter ac per se necessariam ad justitiam tributi, qui nec involvit intrinsecè inæqualitatem in formâ tributi, ut ostensum est, nec per accidentales eventus fit injusta, ut etiam est declaratum, nec etiam propter leges civiles est iniqua, nisi ubi lex illa obligaverit in terris nunc subditis imperatori. Solùm ergo necesse est observare, ut sit justa causa imponendi talia tributa, quia nimirùm alia non sufficiunt, et publica necessitas urget, et alia ratio commodior illi succurrendi non suppetit. In quo etiam tenebitur princeps moralem diligentiam adhibere, ut modum magis æquum et subditis magis proportionatum, ac suaviorem eligat, quâ diligentiâ præmissâ securè potest eligere modum hunc, si probabiliter credit esse aptiorem. Accedit quòd nemo dubitet esse justa vectigalia quæ imponuntur oneribus, seu rebus, quæ gratiâ negotiationis asportantur, at hæc tandem redundant in onus ementium; nam mercatores ob eam causam chariùs illas vendunt, et ita in re non videtur esse magna differentia inter hæc tributa, quantùm est ex parte oneris quod in pauperes redundat, quia non redundat in illos ut pauperes sunt, sed ut ementes sunt, etiamsi illas ad suos usus à mercatoribus emant.

9. Quapropter non existimo, civilem legem prohibuisse illam vectigalium materiam, quia sit onerosa pauperibus, sed quia videtur asperum et durum gravare homines in his rebus quibus quotidiè nutriuntur et indigent, et similiter visum est grave, difficilem ac onerosam reddere asportationem rerum ad proprium usum pertinentium. Sed hæc difficultas non facit, rem esse per se malam, et superarí potest ex aliis commoditatibus vel necessitatibus occurrentibus, propter quas potest aliud statui ab habente potestatem supremam, quæ non subditur illi legi. Nihilominùs tamen propter rationem et fundamentum illius legis, et quia hæc tributa malè audiunt et odiosa sunt communitati pauperum, rectè facient principes, illa excusando quoad fieri possit. Multòque congruentius esset, in rebus, quæ ad usus non necessarios, sed ad delicias, vel nimium ornatum, vel curiositatem deferuntur, similia onera et graviora imponere, dùm tamen illa sufficiant ad indigentiam, justamve necessitatem regni aut principis sublevandam.

10. Unde infero hæc vectigalia et pedagia, si generalia sint et propria tributa, justè exigi non solùm ab incolis, sed etiam ab extraneis peregrinantibus in tali regno. Sicut vectigalia mercium solvuntur à mercatoribus etiam extraneis. Tum quia hoc consuetudine servatur in omnibus regnis, quia fortassè non poterat commodè fieri personarum distinctio, et quia aliàs occasio fraudibus daretur, et ita fit virtualis compensatio, veluti quodam jure gentium introducta. Tum etiam quia extranei multa commoda recipiunt à principe illius regni, in quo versantur, scilicet viarum securitatem, et expeditionem, et pacis conservationem, et administrationem justitiæ; tum denique quia dùm ibi degunt, sunt aliquo modo subditi, quatenùs tenentur illius regni legibus parere. Illa ergo exceptio, quam aliqui ex allegatis do-

ctoribus addunt, necessaria non est. Dixi autem, *si tributa sint propria et generalia :* nam si sint particulares impositiones civitatum ad propria commoda particularia introductæ, magis ex quâdam civium conventione, et voluntate, ac pacto tacito, vel expresso, tunc non obligabuntur externi, et in hoc casu videntur loqui citati auctores. Non video tamen cur specialiter hoc doceant de vectigalibus positis in rebus ordinatis ad proprium usum, cùm eadem sit ratio de omnibus, si servatur proportio. Ratio autem est, quia illi non consenserunt in illo pacto et conventione, nec commoditas intenta in eos redundat. Nam, si redundaret, et ex consensu principis impositio generaliter fieret, tunc jam induceret rationem tributi suo modo generalis.

CAPUT XVII.

Utrùm aliqua alia conditio, præsertim subditorum consensus, ad justitiam tributi requiratur.

1. Pars negans satis videtur ex dictis concludi; ex illis enim colligi possunt tres conditiones tributorum, scilicet, legitima potestas, justa causa ac debita proportio, quæ planè videntur sufficientes ad justitiam tributi, et ita illas tantùm ponunt Castro et Medin. Et probatur : nam aliæ, vel necessariæ non sunt, vel nonnisi quatenùs in his continentur, ut dictum est de usu et materiâ. Idemque est de personis quibus imponitur tributum ; debent enim esse subjectæ principi secundùm eam potestatem quâ tributum imponit. Hæc enim conditio vera est, sed includitur in primâ de principe habente potestatem : nam superior et subditus correlativa sunt, et ideò eo ipso quòd requiritur potestas principis, manifestum est non extendi nisi ad subditos. Ubi statim offerebatur occasio explicandi quomodò ecclesiasticæ personæ exemptæ sint à tributis principum secularium, sed hoc alio loco ex professo tractatum est, et ad præsentem non spectat. Quomodò item privilegia exemptionum in hâc materiâ dari possint personis laicis, vel semel data servanda sint, alterius etiam est considerationis.

2. Non omittam tamen advertere excogitatam esse à quibusdam conditionem aliam ut simpliciter necessariam ad justitiam tributi, nimirùm ut cum consilio et consensu regni imponatur. Putant enim principem etiam supremum non posse nova tributa imponere in regno suo sine consensu regni. Fundanturque in quâdam lege Hispaniæ, quæ hodie habetur in lib. 6 novæ recopil. tit. 6, l. 1, ubi statuitur, ut in Hispaniâ rex non possit novum imponere tributum, nisi priùs convocato regno per procuratores, et illis consentientibus et acceptantibus tributum. Volunt autem hanc legem non tam constituere novum jus positivum quàm declarare jus gentium, seu naturale, et dare modum et formam quâ illud servetur. Tum quia non est verisimile, reges Hispaniæ tam liberaliter voluisse cedere juri suo, vel ligare ac diminuere potestatem suam, si antea ex vi regiæ potestatis omninò liberam illam haberent. Tum etiam quia nisi hæc potestas ita sit restricta in regibus, facilè verget vel in tyrannidem, vel certè in notabile incommodum vel gravamen regnorum. Quia principes valdè propensi sunt ad imponendas subditis hujusmodi exactiones, semperque causantur antiqua tributa sibi non sufficere ad suos eximios sumptus, sive illi necessarii sint, sive superflui. Unde si suâ solâ potestate tributa possent imponere sine consensu regni, plus justo, vel certè nimiùm populos gravarent. Accedit regula juris : *Quod omnes tangit, debet ab omnibus approbari*, cap. 29 de Regul. jur. in 6, quæ regula est valdè consentanea juri naturali; ergo maximè debet servari in re tam arduâ, quàm est tributorum impositio.

3. Hanc verò sententiam sic explicatam non invenio in jure communi, canonico, vel civili, neque in auctoribùs antiquis, et ideò non censeo hanc conditionem esse necessariam ex vi juris naturalis aut gentium, neque etiam ex jure communi; imò neque ex jure antiquo Hispaniæ. Probo singulas partes, et primò de jure naturali videtur per se evidens, quia constitutio regnorum et potestas regum non est immediatè de jure naturali, sed mediante concessione populorum, ut supra ostensum est; ergo amplitudo vel restrictio potestatis circa ea quæ per se mala vel injusta non sunt, non potest esse de jure naturali, sed pendet ex arbitrio hominum, et ex antiquâ conventione vel pacto inter regem et regnum. At verò potestatem ad imponendum tributum intra limites justitiæ absolutè residere in solo principe non est intrinsecè malum, nec contra bonos mores, vel è converso quòd requiratur consensus populi, non est per se necessarium ad justitiam et æquitatem; ergo neque illud prius est contra jus naturale, neque hoc posterius est de ejusdem juris præcepto. Neque sufficit dicere, hoc esse magis conveniens populis et regnis, tum quia ex majori convenientiâ non potest colligi necessitas præcepti; tum etiam, quia illud non

est certum, quia si conjecturis et congruentiis utendum est, possunt facilè pro utràque parte afferri.

4. Nam constat ex supra dictis, monarchiam posse utroque modo constitui, scilicet, vel ita ut princeps in condendis legibus pendeat à consensu populi, seu senatûs, tanquàm ab habentibus suffragium definitivum, vel ita ut potestas simpliciter sit in solo principe, licet uti debeat suorum consilio. Et hunc posteriorem modum diximus esse magis consentaneum monarchico regimini, et magis usitatum, satisque consonum prudentiæ et justitiæ, et convenienti regimini, et obedientiæ subditorum. Si ergo hæc potestas est data solis regibus in aliis legibus ferendis, etiamsi gravissimæ sint, cur non poterit esse etiam in legibus tributorum, vel cur hoc repugnabit juri naturali? Item princeps supremus ad inducendum bellum, non indiget consensu populi, neque ad reficiendos pontes, vias, castra, mœnia, etc.; cur ergo ex naturâ rei erit illi necessaria populorum acceptatio in tributorum impositione, cùm propter has causas præcipuè fieri soleat? Denique monarchia integra et perfecta non est contra jus naturale, ut per se notum est; sed non est perfecta et integra monarchia, nisi habeat potestatem plenam ad imperanda tributa justa, tum quia quantùm pendet in hoc à consensu regni, tantùm deficit à perfectâ monarchiâ; tum etiam, quia si in hoc pendet illo modo, consequens est ut etiam pendeat in omnibus aliis, quæ sine tributis fieri non possunt; ergo monarchia cum tali potestate non potest esse contra jus naturæ, ac subinde, neque illa conditio, seu dependentia potest esse ex dictamine necessario juris naturæ.

5. Atque hæ rationes idem convincunt de jure gentium, eò vel maximè quòd creatio regum et potestas eorum non est de jure gentium, sed est potiùs de jure civili, vel nationali (ut sic dicam) uniuscujusque regni, vel provinciæ. Unde licet in communi dici possit de jure gentium divisio regnorum, civitatum, et magistratuum, aut regiminum; modus tamen constituendi regimen vel per plures, aut paucio-res, vel per unum cum tantâ, vel majori potestate, et cum his vel illis conditionibus, non est de jure gentium, sed ex proprio jure singularum communitatum, et à principio fuit aut ex pacto voluntario, aut ex justo bello, vel consuetudine introductus; ergo non potest hæc necessitas fundari in jure gentium. Multò autem minùs potest fundari in jure positivo communi: nam (ut vidimus) in jure canonico hæc potestas conceditur simpliciter imperatoribus ac regibus, et principibus supremis, qui illis æquiparantur, et nulla limitatio additur, neque postulatur regni consensus. Eodemque modo loquitur jus civile, ut etiam citavimus; ergo illa conditio non solùm non potest fundari in jure communi, verùm etiam illi repugnat, dùm simpliciter loquitur; nam limitandum non est sine alio jure vel ratione cogente. Et ita doctores interpretantes illa jura absolutè dicunt, esse in principe hanc potestatem, nullâ factâ mentione consensûs populi, ut patet ex Innoc. in d. cap. *Quòd super his*, et ibidem Panorm. et in dicto cap. *Innovamus*, Barthol. et aliis in dictâ l. *Vectigalia*, et in l. 1 et 2, cod. *Nova vectigal.* etc. Bart. etiam in l. unic. ff. Ad l. Juliam, de Ambitu.

6. Tandem neque ex antiquo jure Hispaniæ talis dependentia regis à regno, seu necessitas talis conditionis ad justitiam vel valorem tributi colligi potest. Nam in l. 2, tit. 1, p. 2, priùs dicitur absolutè, imperatorem habere supremam potestatem et absolutam imponendi justa tributa, et postea subditur, hanc potestatem, in his regnis translatam esse in regem. Similiter in l. 9, tit. 8, p. 5, hæc potestas soli regi tribuitur, idemque supponitur in l. 5, tit. 10, partit. 7. Relinquitur ergo, concursum regni, seu populi consensum per se, vel per procuratores suos, non esse conditionem necessariam ad justitiam tributi. Imò etiam sequitur, justitiam tributi esse priorem ex naturâ rei tali consensu populi, ideòque supremum principem suâ potestate posse imponere tributum justum, lege latâ, et consequenter posse obligare populum ad consentiendum et acceptandum tributum, modo explicando in capite sequenti. Aliàs tributum non posset imperari per modum præcepti et legis, nisi priùs acceptaretur à subditis per modum novi pacti et donationis, quod non potest esse verum ex naturâ rei, cùm tributum pertineat ad obligationem justitiæ, non in novâ, et liberali donatione fundatam, sed in naturali jure, quo tenemur dare laboranti mercedem, et gubernanti subsidium ad onera muneris sui sustentanda.

7. Lex ergo illa, et consuetudo Hispaniæ requirendi consensum regni, quando tributa imponenda sunt, specialis institutio regum fuit ex illorum benignitate, non ex necessitate justitiæ concessâ ante ducentos annos, vel circiter. Et ideò non est extendenda ad omnia re-

gna, sed in unoquoque servanda erit sua lex, vel consuetudo, et ubi nulla specialis determinatio fuerit, servanda est æquitas justitiæ naturalis. Illa verò Hispaniæ institutio in hoc fundata videtur, quòd eo tempore, in quo illa stabilita est, jam erant in Hispaniâ imposita multa tributa, quæ ad onera regni sustentanda videbantur sufficere, et ideò ne novis oneribus gravaretur populus sine magnâ et publicâ causâ, et ut majori ac suaviori providentiâ id fieret, quando fieri oporteret, ideò rectissimè id institutum est. Et post concessionem illam à regibus factam, et moribus confirmatam, servanda est. Non est autem ita intelligenda, ut sit in arbitrio procuratorum, suum consensum non præstare, etiamsi justitia tributi, ejusque necessitas nota sit; tunc enim consentire tenentur, sicut etiam tenentur fortiter resistere, quando injustitia tributi est manifesta, vel quando ex multitudine tributorum tam graviter onerantur populi, ut æquitatem justi stipendii et auxilii principi debiti excedat.

CAPUT XVIII.

Utrùm leges tributorum obligent in conscientiâ ad illorum solutionem, etiamsi non petantur.

1. Quæstio hæc locum habere potest etiamsi lex tributi pœnalis non sit, ut diximus, quia licet tributum non sit pœna, et ideò ad illius solutionem non sit necessaria sententia condemnatoria, imò nec declaratoria; nihilominùs potest requiri exactio, ita ut sine illâ nemo cogatur spontaneè offerre tributum. Sicut etiam pœna pecuniaria legis post sententiam debita est sine aliâ novâ sententiâ, et nihilominùs Covarr. et alii sentiunt, non deberi, nisi petatur; simili ergo modo potest accidere in tributis, et hoc est, quod inquirimus. In quâ etiam quæstione adverto, non posse habere controversiam, si de possibili loquamur. Quid enim vetat tributum imponi cum hâc moderatione, et postulatum solvatur, et non aliàs? non est ergo dubium, quin possit hoc modo ferri, et quòd sic lata lex non plus obliget, quia obligatio non est major, quàm legis verba postulent, per quæ animus imperantis cognoscitur. Et similiter dubitare nemo potest, quin princeps possit imperare solutionem tributi, nullâ expectatâ petitione vel monitione. Quia etiamsi imponatur hoc modo, et cum hâc expressâ conditione, potest esse justum tributum secundùm omnes conditiones supra numeratas, ut patebit facilè discurrendo per eas; ergo justè potest sic imponi; ergo sic etiam obligabit; nam quoad hoc totum lex illa est moralis, et procedunt omnia dicta in cap. 11. Item tributum imponitur ut stipendium justum, et debitum ex lege justitiæ; sed præcipere solutionem debiti, non spectatâ petitione, non est onus injustum; imò nec nimis grave; ergo talis lex ex hoc capite nec injusta nec nimis gravis censeri potest, cur ergo non statim obligabit?

2. His ergo existentibus certis, solùm de usu et de efficaciâ legum imponentium tributa, seu de sensu verborum, quibus utuntur, esse potest controversia. In quâ varias invenio opiniones. Prima negat, leges tributorum obligare in conscientiâ ad illa solvenda, nisi petantur, imò neque ad declarandum contractum, aut vectationem mercium, aut aliam similem actionem fundantem debitum tributi; quin potiùs nec obligare ad non occultandum simile debitum, seu fundamentum ejus; ac subinde non esse contra justitiam occultè vel palliatè venditionem facere, ne gabella petatur, vel transire limina regni per loca in viâ, aut intempestivis horis, propter non solvenda vectigalia. Ac denique solùm obligare has leges ad solvenda hæc tributa, si exactor seu publicanus occurrat, et petat, vel ad summum ad non decipiendum illum si interroget præsertim cum juramento. Hanc sententiam à fortiori tenent Angel. et Navar. allegati c. 11, et latiùs ac expressiùs idem Nav. in c. *Fraternitas*, 12, q. 2, à n. 21, verum est, ibi magis procedere argumentando, quàm definiendo, quia non perfecit opus, satis tamen indicat sententiam suam. Eamdem tradit latè Tab. verb. *Pedagia*, n. 8 et 9. Medin. 1-2, q. 90, art. 4; Henr. tom. 1, lib. 7 de Indulg. cap. 36, § 5, litterâ D. ubi refert Soncinat. et Parladorium. Inclinat etiam Soto lib. 3 de Justit. q. 6, art. 7, in fin. Fundamentum præcipuum hujus sententiæ est consuetudo, quæ potest interpretari et moderari legem, et eâdem ratione potest moderari quotam stipendii taxatam per legem, sicut videmus in quotâ decimarum; nam licet pars decima sit, quam lex canonica statuit, nihilominùs ipsamet lex canonica declarat, id intelligendum esse, nisi obstet consuetudo, quæ prævalere potest; ergo multò magis potest in præsenti.

3. Confirmatur, quia aliàs omnes, qui in casibus insinuatis non solvunt tributa, obligandi essent ad restitutionem, quia peccarent contra justitiam; consequens est gravissimum onus, et moraliter impossibile, imò etiam est contra consuetudinem, non tantùm pœnitentium, sed etiam confessorum eruditorum, ut Navar. re-

fert. Confirmatur secundò, quia hoc modo fiunt leges istæ tolerabiles et humanæ, quæ alioqui essent nimis onerosæ, et difficiles ad observandum, et aliunde hoc etiam sufficit ad finem talium legum; nam principes hoc modo recipiunt sufficientia stipendia et subsidia, et si interdùm defraudantur, postea per executionem pœnarum fit compensatio; ergo.

4. Secunda opinio esse potest distinguens inter leges obligantes ad solvenda pedagia, seu vectigalia. Nam quædam procedunt ex antiquâ consuetudine, cujus initium ignoratur, et hæ indistinctè obligant in conscientiâ ad solutionem talis tributi sine fraude vel occultatione, licet non petatur, quia præsumuntur omni ex parte justæ, juxta cap. *Super quibusdam*, de verbor. Signific. et propter alias rationes, quas in sequenti sententiâ afferemus, et in his tributis maximè sunt efficaces, et in hâc parte conveniunt auctores statim allegandi in hâc et sequenti opinione. Aliæ verò sunt leges imponentes nova pedagia, sive scriptæ sint, sive ex consuetudine, de cujus initio constet. Et de his subdistinguitur; nam si certò constet, talia tributa esse justa ex omni parte et conditione, tunc etiam obligabunt illæ leges ad solutionem absque prævià exactione vel petitione, propter idem fundamentum; si verò non constet de justitiâ earum, non obligabunt cum illo rigore. Quin potiùs si certò constiterit esse injustas non obligabunt ullo modo, per se loquendo, sed ad summum ratione scandali vitandi, quando aliter solutio tributi caveri non potest. Si autem nec de justitiâ, nec de injustitiâ constet, tunc etiam non obligant in conscientiâ ad solutionem, saltem si tributum non petatur, et absque violentiâ vel deceptione vitari non possit.

5. Hæc sententia licet non tam distinctè explicetur ab auctoribus statim citandis, meritò tamen potest illis tribui, quia simpliciter asserunt ad solvenda hæc nova pedagia neminem obligari, nisi cui constiterit de illorum justitiâ, satisque esse ad excusationem, ut de illâ non constet, ac subinde, ut res sit dubia. Quod ego moderor et interpretor, donec petantur, vel ubi eorum exactio sine vi aut fraude vitari non potest. Tenet autem illam sententiam Gabr. 4, d. 15, q. 5, concl. 7; et Sylvest. verb. *Gabella*, 3, q. 3, n. 9, et q. 14, n. 29; Cajet. verb. *Vectigal*, in fine; inclinat etiam Driedo d. lib. 2 de Libert. christia. c. 5, versùs finem; Armill. verb. *Gabella*, n. 18; Aragon. 2-2, q. 62, art. 3. Inclinat Cordub. in Sum. q. 95, dub. 1, Medin. d. c. 13. Fundantur primò hi auctores, quia nova pedagia, et vectigalia in jure præsumuntur injusta, et reprobata c. *Quanquàm*, de Censib. in. 6; ergo, si certò non constet de illorum justitiâ, unusquisque potest præsumere de illorum injustitiâ, ac subinde tutâ conscientiâ illa non solvere, saltem nisi petantur. Confirmatur, quia in dubio melior est conditio possidentis; sed subditi possident res suas; ergo in dubio non tenentur offerre tributum, cùm autem non sunt certi de injustitiâ tributi, eo ipso dubitant de justitiâ tributi; ergo.

6. Tertia sententia sine distinctione affirmat, has leges tributorum justas obligare ad solvendum tributum, etiamsi non petatur. Ita tenet Hostiensis in Summâ tit. de Censibus, § *Ex quibus causis*, in fine, et reprobat distinctionem de antiquis et novis vectigalibus, quam dicit fuisse Raimund. Idem Anton. part. 2, titul. 1, cap. 13, § 8, Bertachin. referens plures in tractatu de Gabellis, p. 9, n. 1 et 3. Sequitur Covarr. in Regul. *Peccatum*, part. 2, § 5, num. 5, et dicit esse communem canonistarum in capite *Innovamus*, de Censibus; tenet etiam Castro libr. 1 de Lege pœnal. cap. 10; Medin. C. de Restitution. quæst. 13 et 15; Ledesm. 2, p. 4, q. 18, art. 3, dub. 10, in fine; Navarr. libr. 3 de Restitution. cap. 1, n. 263. Fundamentum est, quia lex justa obligat in conscientiâ, ut impleatur, nullo admonente; sed lex tributum imponens est justa, ut supponimus; ergo obligat ad solutionem, nullo etiam petente. Sed ait Barthol. de Medin. non teneri externos scire leges regni. Respondeo inprimis hîc non tractari, an ignorantia excuset vel an intervenire possit, sed explicari obligationem, quam per se imponit talis lex. Deinde dico, extraneos teneri saltem ad procedendum viâ regiâ sine fraude, et tunc si nullus petat, probabiliter poterunt præsumere, nullum deberi tributum, et inde excusari; regulariter verò res est adeò nota in hujusmodi locis, ut vix possit probabilis ignorantia intervenire.

7. Secundò probatur eadem sententia, quia tributum justum est ex justitiâ debitum; sed unusquisque tenetur solvere debitum justitiæ, etiamsi non petatur; ergo. Dicet fortè aliquis, non esse debitum ex justitiâ, sed ad summum ex obedientiâ legis. Sed hoc planè falsum est, et contra omnes doctores, qui fatentur, hanc obligationem solvendi tributa, ubi intervenit, esse justitiæ. Et supra id probatum est ex Rom. 13, et idem sumitur ex illis verbis Christi: *Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari*, Matth. 22,

Agebat enim de redditione tributi, et significat esse reddendum instar rei alienæ. Item quia tributum est debitum per modum stipendii justi, quod ex justitiâ debetur, sicut de decimis suo loco diximus; est autem eadem ratio cum proportione in præsenti. Denique lex humana non obligat immediatè ex solâ virtute obedientiæ, sed reponit actum in propriâ specie virtutis juxta materiæ capacitatem et motivum, seu rationem præcipiendi; hîc autem materia legis imponentis tributum est materia justitiæ, et ratio præcipiendi est, ut servetur æquitas subditorum ad principem, et ad onera ejus, ac regni sustentanda; ergo talis lex non ex obedientiâ tantùm, sed ex justitiâ obligat. Præsertim quia principes intendunt obligare quantùm possunt secundùm exigentiam materiæ; possunt autem ex justitiâ obligare; ergo.

8. Dices, hoc esse verum, si lex ipsa expressè præcipiat solvere tributum, nullâ expectatâ petitione; leges autem tributorum non ita ferri, et ex benignâ et consuetâ interpretatione non id præcipere, sed tantùm ut petita solvantur. Sed contra hoc est primò, quia etiam id quod assumitur, non est universaliter verum. Nam. in l. 5, tit. 7, partit. expressè præcipitur mercatoribus, ut viâ rectâ incedant per loca, ubi solent tributa exigi, et veritatem aperiant, nihil occultando, et multæ leges similes habentur in novâ Recopilatione lib. 9, tit. 19, l. 13, 14, 18 et 32, ubi afferentes merces obligantur per certas vias incedere, et per definitas partes ingredi, et emptori præcipitur manifestare contractum, vel certum fieri de solutione gabellæ, et in l. 9 et 10, tit. 1, lib. 6 Ordinat., statuitur, ut transmittens merces per loca publica, si nullum inveniat custodem petentem vectigal, non incurrat pœnam, etiamsi transeat sine solutione vectigalis, et nihilominùs teneatur ad illud solvendum; ubi satis apertè declaratur, legem obligare ad solvendum tributum, etiamsi non petatur.

9. Præterea dicimus, etiamsi lex non declaret expressè, ut tributum non petitum solvatur, sed simpliciter ut solvatur, id satis esse, ut in conscientiâ sit reddendum, etiamsi non petatur, quoties lex non concedit expressè hanc moram, vel coarctat, ac limitat expressè præceptum, quod certè nunquàm facit. Assumptum probatur primò, quia sine dubio hæc est mens principum; nam intendunt plenè et integrè obtinere tale tributum, et intendunt obligare quantùm possunt. Secundò, quia materia ipsa postulat hoc genus obligationis, ut ostensum est, quia est materia justitiæ et debiti solvendi; ergo si lex simpliciter præcipit, simpliciter etiam obligat. Nec licet nobis aliquid addere legi, quod ipsa non addit, neque in materiâ legis habet fundamentum; supponimus enim tributum sine tali conditione esse æquum et justum; aliàs nulla esset quæstio. Denique neque consuetudo sufficit ad talem moderationem admittendam. Quia illa consuetudo, si est, non est talis ut possit derogare legi, quia non est vidente et connivente principe, sed potiùs resistente et puniente omnes, qui se occultant, aut alio modo vectigalia defraudant.

10. In hoc puncto, cùm jus videatur clarum, difficillimum est de facto ipso definitum judicium ferre, et inter omnes auctores vix est unus, qui generaliter loquatur, sed ferè omnes vel addunt limitationes plures, vel loquuntur sub conditione, et ita vix potest absoluta resolutio ex illis colligi. Varios ergo gradus justitiæ in his legibus distinguo. Primus sit legum, de quarum justitiâ ex omni parte certò constat, moraliter loquendo. Secundus extremè contrarius earum legum, de quarum injustitiâ certò, vel probabilioribus conjecturis constat, quia nimirùm constat deficere in tributo aliquam ex conditionibus necessariis ad justitiam ejus. Hæc enim est differentia inter justitiam et injustitiam, quæ solet esse inter bonum et malum, quia bonum ex integrâ causâ, malum ex quocumque defectu; et ita ut constet, legem tributi esse justam, necesse est, ut constet omnes conditiones in illo concurrere; ut autem constet esse injustam, satis est, ut constet unam deficere. Tertius gradus est medius, scilicet, quando non constat de injustitiâ, neque de justitiâ tributi, quod potest contingere dupliciter, scilicet, vel negativè omninò, quia nec est ratio ad præsumendam justitiam, neque etiam de injustitiâ constat, vel quia pro utrâque parte sunt conjecturæ et probabiles rationes; neutra tamen constat.

11. Dico ergo primò: Leges justæ simpliciter imponentes tributa, licet non declarent, quomodò solvenda sint, per se, et naturâ suâ obligant ad solvendum tributum, etiam non petitum; quando de justitiâ legis sufficienter constat morali modo. Hanc conclusionem præcipuè intendunt auctores secundæ sententiæ, et eam planè confitentur ac præmittunt, Cajetan. Gabr. Sylvest. Soto, Dried. Cordub. et Aragon. Et convincitur rationibus factis in probatione tertiæ sententiæ; neque contra illam aliquid objicitur in priori opinione, quod alicujus mo-

menti sit, quodve inter probandam tertiam sententiam non sit solutum. Imò certè etiam Angel. Navarr. et alii non videntur hoc jus negare, quia non negant in principe potestatem ad præcipiendum hoc modo tributum ; nec etiam dicunt, absolutum imperium ut solvatur tributum, non sufficere quoad vim verborum ad hanc obligationem, quæ in ipsâ materiâ talis imperii intrinsecè inclusa est, nisi ob eam causam aliunde excedatur in æquitate justitiæ. Et hæc est ratio à priori hujus partis, videlicet legem hanc simpliciter latam, simpliciter obligare suppositâ potestate ferentis legem, et æquitate ex parte materiæ; nam ex parte verborum nihil amplius requiritur, neque ex vi significationis eorum alia conditio intelligitur, nec ex declaratione juris, neque ex vi alicujus consuetudinis justæ et toleratæ à principe, maximè in his tributis, de quorum justitiâ constat. Neque in terminis hujus conclusionis invenio aliam differentiam inter antiqua et nova tributa, nisi quòd antiqua, quorum initium ignoratur, supponuntur esse talia, ut de eorum justitiâ satis constet, nec possint rationabiliter in dubium revocari, quia pro illis stat præsumptio juris et de jure. Imò potiùs videntur ipso jure approbata, in dicto capit. *Quod super his;* nam quâ ratione sunt approbata quoad auctoritatem, eâdem censeri debent approbata quoad causam et formam. At verò tributa nova, qualia censentur omnia, quorum initium cognoscitur, non sunt semper justa, nec esse supponuntur, nisi probentur; si tamen de eis constet sufficienter esse justa, in eis procedit assertio eodem modo, quia procedit in eis eadem ratio.

12. Dico secundò : Leges tributorum, quando constat esse injustas, non obligant ad solvenda tributa, non solùm antequàm petantur, sed etiamsi exigantur. In hoc omnes conveniunt, et ratio est clara, quia si lex est injusta, etiam petitio tributi; ergo non potest magis obligare petitio, quàm lex. Imò hinc sequitur primò, peccare graviter, et teneri ad restitutionem, non solùm principes ferentes tales leges, et accipientes talia tributa, sed etiam ministros illa exigentes, si illis constat de injustitiâ legum. Sequitur secundò, omnes illos incurrere in censuram bullæ Cœnæ Domini, ut circa illam alibi declaravimus. Tertiò sequitur, personas illas, à quibus talia tributa exiguntur, posse licitè non solvere tributum, tum se occultando, tum etiam resistendo aliquo modo, quantùm sine gravi rixâ et scandalo possint, quia jus defensionis naturale est. Possunt etiam uti amphibologiis ad non revelandam veritatem, quia injustè interrogantur, et non tenentur respondere ad mentem interrogantis. Mentiri autem non possunt, et multò minùs pejerare; si autem id faciant, licet peccent contra veritatem vel religionem, non tamen contra justitiam, et ideò nihil restituere tenentur. Sequitur quartò, eos, qui coguntur solvere talia tributa, posse aliâ viâ reparare damnum, vel non solvendo alia tributa justa, si occasio detur, vel alio simili modo occulto, sine vi et rapinâ, recompensationem faciendo ex bonis principis, vel ejus qui per injustitiam tributum extorsit. Hæc omnia patent ex generalibus regulis de restitutione, quæ in suo loco latiùs tractantur.

13. Est autem circa hanc assertionem distinguendum inter justitiam tributi ex parte imponentis, vel ex defectu alterius conditionis. Quando enim lex ita est injusta ex parte imponentis tributum, ut constet, illum nullam habere potestatem nec facultatem ad imponendum tributum, tunc tributum omninò est nullum, et maximè reprobatum et injustum, et ideò talis lex, nec ad totum, nec ad partem obligare potest. Si autem in imponente sit absoluta potestas, et injustitia legis posita sit in abusu et excessu talis potestatis, tunc consideranda est qualitas excessûs, et quoad id non obligabit lex, quoad alia verò, quæ separabilia et divisibilia sunt, poterit obligare; sic enim utile per inutile non vitiatur. Unde si excessus solùm sit in extensione ad personas exemptas, lex non obligabit illas; poterit tamen alias habiles obligare, ut si rex in suo regno justâ ex causâ tributum ponat, præcipiatque ab omnibus etiam clericis solvi, non obligabit clericos, obligabit tamen alios. At verò si excessus sit in defectu causæ, considerandum est, an omninò causa desit, vel solùm excedatur in proportione tributi respectu causæ quoad quantitatem, quia scilicet plus exigitur quàm necessarium sit. Et in priori casu quando causa omninò deest, omninò etiam nulla est obligatio; quandò verò injustitia tantùm est in excessu oneris, tunc obligat lex ad solvendum tributum in quantitate moderatâ arbitrio boni viri; excessus verò poterit sine peccato subtrahi, vel compensari, interim solvendo totum, et interim totum negando, prout necessarium fuerit ad recuperandum excessum. Idemque cum proportione servandum est, si injustitia solùm sit in proportionali distributione ; nam tunc poterit, qui plus justo gravatur, minuere

tributum in eâ parte in quâ gravatur injustè; tenebitur tamen aliquid solvere secundùm debitam proportionem, si in reliquis conditionibus constet tributum esse justum, quia lex injusta solùm non obligat in eo in quo facit injustitiam, in alio verò potest obligare, quia non est omninò nulla, et unum est ab alio separabile.

14. *Quid agendum in dubio.* — Dico tertiò: Quando tributum est novum, et non constat principes habere potestatem ad imponendum tributum, quamvis non constet carere illâ, non obligantur subditi illâ lege ad solvendum tributum; si verò constet, principem habere potestatem ad imponenda tributa generatim, licet in particulari tributo non constet servari omnes conditiones ad illius justitiam requisitas, lex tributi obligabit subditos ad solutionem tributi, dummodò non constet de aliquâ injustitiâ tributi, sed de defectu alicujus conditionis ad illius justitiam requisitæ. Prior pars hujus assertionis est juxta mentem auctorum secundæ sententiæ, eamque à fortiori admittent auctores primæ; de auctoribus autem tertiæ sententiæ solùm dicere possumus, illi non contradicere, quamvis nec illam affirment. Ratio igitur illius partis est, quia primum fundamentum justitiæ in tributis est potestas principis, et obligatio, quæ inde in populo resultat ad contribuendum pro illius stipendio; ergo, si dubitatur de justitiâ tributi in hoc fundamento, cessat omnis ratio præsumendi justitiam in illo, ac subinde talia tributa præsumuntur injusta. Et in eis maximè procedunt rationes tertiæ opinionis; procedit etiam illa regula: *In dubiis melior est conditio possidentis,* quia tunc subditi possident sua bona, et suam libertatem, et non sunt certi de subjectione, in hâc parte debitâ principi. Posset autem hic casus contingere præcipuè in quibusdam principibus temporalibus, qui non sunt supremi, sed recognoscunt superiorem, et nihilominùs sibi usurpant potestatem imponendi tributa titulo consuetudinis, vel alio simili. Si enim non constet, talia tributa esse approbata à supremo principe, vel cum illius facultate et licentiâ esse imposita, non est, cur præsumatur justa, et ita in his credo maximè procedere tertiam sententiam. Hæc verò pars non minùs procedit ante petitionem tributi, quàm post illam; semper enim est eadem ratio excusationis, nec petitio præsumitur magis justa, quàm impositio, et ideò non mutat rationem justitiæ.

15. Altera pars videtur esse contra plures auctores allegatos in secundâ sententiâ; verùmtamen in illâ particulâ, *non constet,* potest esse multiplex sensus, et inde fortassè est varietas in modo loquendi auctorum. Primò ergo dicitur non constare quod non scitur clarâ et evidenti ratione vel physicâ, vel morali, et in hoc sensu certa videtur illa pars, quia non oportet, ut subditi cum evidentiâ vel certitudine sciant, principem observâsse omnes conditiones justitiæ in ferendo tributo, ut teneantur illi parere; tum quia, licet princeps habeat hanc certitudinem et evidentiam, est moraliter impossibile, ut omnes subditi illam assequantur; contra rationem autem esset, aliquid moraliter impossibile postulare, ut lex justa obliget; tum etiam, quia si hoc verum esset, ferè omnes possent excusari à solutione tributorum. Non est ergo satis ut non constet per evidentiam. Potest verò latiùs illa particula sumi, et cum hâc negatione alia conjungi, scilicet, ut neque per rationem probabilem constet de justitiâ tributi, et dicatur non constare, quod nec certò, nec probabiliter cognoscitur, ex quâ negatione oritur dubium negativum. Et in hoc sensu dico, aliud esse loqui de principe, aliud de subdito, et aliud de solutione tributi. Princeps ergo si cum simili dubio tributum imperet, agit injustè, ut supra dixi, quia agit temerè, et onerat subitos sine justâ causâ. Et ita in illo maximè habet locum, quod dicitur in capit. *Pervenit,* de Censibus, quòd census ignorantiæ nullo jure probatur; princeps itaque debet nôsse justam causam tributi, et illam reddere quando oportuerit. Unde, si subditis constet, principem cum illo dubio imperâsse tributum, non tenebuntur solvere, etiamsi nesciant, an reipsà intercesserit sufficiens causa, necne, quia satis est, quòd sciant, tributum esse injustum. Unde tunc non potest dici tantùm negativè, non constare subditis de justitiâ tributi; nam positivè etiam constat illis de injustitiâ tributi, et ideò talis casus non ad præsentem consuetudinem, sed ad præcedentem spectat.

16. At verò subditus qui nescit, principem non habuisse causam, vel dubitâsse de causâ, sed solùm ignorat, an habuerit causam, vel quam habuerit, et consequenter solùm est dubius negativè de causâ vel justitiâ tributi, tenetur ad solvendum tributum. Probatur ex generali regulâ quòd subditus tenetur obedire prælato præcipienti, non solùm quando certus est, non esse contra Dei præceptum, quod homo jubet, sed etiam quando, *utrùm sit, cer-*

tus non est, ut dixit Aug. 22 contra Faust. cap. 75, cap. *Quid culpatur*, q. 1. Nec video, cur sint ab hàc regulà excipiendæ leges tributorum, cùm aliæ possint esse, vel æquè, vel magis onerosæ, et cùm possit esse æquè onerosum principi, si illi non solvantur tributa, et cogatur militare, vel alio modo servire reipublicæ sine necessariis tributis. Ad quod maximè juvat, quod de apostolicâ Sede dixit Carolus imperator, licet vix ferendum ab illâ sanctâ Sede imponatur jugum, *tamen ferendum est*, cap. *In memoriam*, d. 19. Hæc enim sententia in quolibet principe superiore cum proportione et intra suam mensuram locum habet; præsertim cùm tributum non possit dici intolerabile jugum, solùm quia causa ejus à subditis ignoratur. Præterea sæpissimè potest causa tributi esse occulta, et tamen esse justa, neque tenetur semper rex causam propalare, imò interdùm tenebitur occultare ad negotii expeditionem. Regulariter etiam non potest causa innotescere omnibus et singulis subditis, quia vel non sunt capaces, vel quia non omnibus vacat causas tributorum examinare, et agnoscere; imò de facto fortassè sunt multa tributa justa, quorum causas non agnoscunt multi viri prudentes, et docti, nedùm omnes rustici. Atque hæc ratio eodem modo urget de justitiâ tributi, quatenùs pendet ex formâ. Quî enim fieri potest, ut omnes subditi informentur, et cognoscant, an in tributo sit aliqua inæqualitas ratione improportionis, seu injustæ distributionis, cùm hoc vix possit à sapientibus judicari, et pendeat ex innumeris circumstantiis? Ergo, ut lex tributi obliget, postulari non potest passiva scientia, vel probabilis cognitio de justitiâ tributi, quoad has omnes conditiones, sed satis est, quòd constet esse imperatum à legitimo principe, et quòd non constet injustitiam continere.

17. Et confirmari hoc potest ex cap. *Super quibusdam*, de verbor. Signif., ubi quatuor genera tributorum dicuntur non prohibita, scilicet, imposita ab imperatore, rege, concilio, seu papâ, et antiqua ante hominum memoriam; sed in hoc quarto membro, si constat tributum esse ita antiquum, præsumitur legitimum ex parte causæ, etiamsi ignoretur, ut supra dictum est, et est communis sententia ibi, et in capit. *Pervenit*, de Censib.; ergo eodem modo reliqua præsumenda sunt habere justam causam, eo ipso, quòd ponuntur à principe legitimo, nisi contrarium constet. Probatur consequentia, quia illa quatuor æquiparantur quoad hoc, ut non sint interdicta. Ratio etiam hoc suadet, quia præsumptio est pro superiore, dùm contrarium non constat, præsertim quando constat, vel creditur, principem non temerè processisse, sed consueto consilio usum fuisse; tunc enim magna ratio est præsumendi justam habuisse causam, licet à privatis subditis ignoretur. Et ita non obstat huic sententiæ dictum capit. *Pervenit*, dùm reprobat census ignorantiæ, tum quia loquitur de ignorantiâ ejus, qui tenetur scire, et causam reddere; tum etiam quia non potest dici omninò causam ignorare, qui scit, legem tributi esse latam à principe, de quo tenetur præsumere ex causâ moveri, dùm sibi aliud non constat. Et hoc videtur mihi sensisse ibi Panormit. cum Innoc. dùm ait, quando constat de debito censûs, licet causa ignoretur, esse solvendum. *Et idem*, inquit, *ubi constaret de statuto vel privilegio indulto habenti potestatem; sufficit enim confessio, et haberi potest pro causâ.*

18. Et similiter non obstat dictum cap. *Quanquàm*, de Censib. in 6, quia in eo non dicitur, nova tributa, vel pedagia præsumi injusta, sed regulariter reprobari jure canonico et civili, quod dictum est propter pedagia non imposita legitimâ potestate, ut supra cum Glossâ declaravimus ex ipsis juribus canonicis et civilibus, in quibus pedagia reprobantur. Pedagia autem à legitimo principe imposita; nullo jure canonico vel civili reprobantur ullo modo, nedùm regulariter. Neque est verisimile, jus canonicum vel civile hanc notam inurere principibus legitimis, ut præsumat, regulariter esse iniqua nova pedagia ab eis imposita; ergo ex vi dicti capitis *Quanquàm*, non possunt talia tributa præsumi injusta; ergo nulla est probabilis ratio id præsumendi; quando autem nulla subest ratio præsumendi legem esse injustam, et constat latam esse à legitimo prælato, profectò obligat. Unde etiam non rectè applicatur hic illud principium, quòd in dubiis melior est conditio possidentis, quando duo possident aliquo modo, et in casu dubio alter est necessariò privandus re, quam possidet, vel jure suo, melior est conditio ejus, qui habet majus jus, et pro quo magis præsumitur; ita verò est in præsenti casu: nam, sicut subditus possidet suam pecuniam, ita princeps possidet suum jus imperandi et obligandi subditum, quod est majus et excellentius, et pro illo magis præsumitur, et hæc est ratio, ob quam præceptum superioris præfertur dubitationi subditi, licet videatur possidere

res suas, aut libertatem suam, vel actiones suas; ita ergo in præsenti dubio præfertur princeps subdito, cùm eadem ratio militet, nec possit respublica aliter convenienter gubernari.

19. Tertio modo potest illa particula : *Non constat,* excludere tantùm evidentem scientiam, manente probabili judicio et cognitione, et ita erit difficilior assertio, quia licitum est unicuique homini operari juxta probabile judicium, ut est communis doctrina, quia non potest homo, regulariter loquendo, certiorem cognitionem de rebus assequi; ergo, si subditus habet probabiles rationes de injustitiâ tributi positi à legitimo principe, potest illud non solvere, et se indemnem servare; et ita sentiunt allegati auctores, et declarat expressiùs Navarr. lib. 3 de Restit. cap. 1, n. 267, et sequitur Lessi. lib. 2, cap. 33, dub. 8, num. 64. Sed non videtur posse hoc indistinctè affirmari. Et inprimis suppono, in ipso principe non requiri evidentiam causæ, seu tributi, ut illud justè imperet, sed satis esse, ut post prudentem consultationem probabiliter judicet, causam et impositionem esse justam, ut iidem auctores fatentur, eò quòd frequenter impossibile sit hominibus certiorem assequi, et maximè in his rebus moraliter, quæ ex conjecturis et innumeris circumstantiis pendent. Duobus ergo modis potest subditus contrarium probabiliter opinari. Primò habendo definitum judicium probabile de injustitiâ tributi ex defectu causæ, vel formæ, et ignorando omninò, an contrarium probabile sit, vel an princeps ductus fuerit probabili judicio in lege ferendâ. Et quando subditus hoc modo est affectus et instructus, verum censeo, posse sequi suum probabile judicium, quia tunc humano et morali modo loquendo, illi constat, legem esse injustam, cùm de illâ habeat definitum judicium opinativum, seu probabile, sine resistentiâ contrarii, ut sic dicam. Neque in eo casu tenetur præsumere pro justitiâ principis, quia non tenetur tantùm deferre auctoritati principis, ut contra proprium judicium probabili ratione fundatum, sine aliâ ratione probabili pro illâ præsumat.

20. Alio verò modo potest subditus ita opinari injustam esse tributi impositionem, ut nihilominùs judicet contrarium etiam esse probabile, et tunc censeo, non posse excusari ab obligatione legis propter illam probabilem opinionem. Primò, quia licet illud judicium sit probabile speculativè, nihilominùs practicè potest certè judicare, legem esse justam, quia, ut hoc sit certum, satis est, ut constet, legislatorem ductum esse, vel certè duci potuisse probabili ac sufficiente ratione ad illam ferendam; ergo obligatur subditus ad parendum tali legi, quia non potest dari bellum justum ex utrâque parte. Neque obstat, quòd interveniente ignorantiâ dari possit, quia hoc habet locum ubi cætera sunt paria; hîc autem non est ita, quia cæteris paribus præfertur jus superioris, maximè quando practicè constat, illum justè præcipere. Confirmatur primò ex dictis, quia quando dubium est negativum, est etiam ignorantia æqualis justitiæ et injustitiæ, et nihilominùs subditus cogitur obedire, ut ostensum est; ergo, à fortiori, quando est judicium speculativum æquale pro utrâque parte, debet practicè præferri jus superioris; est enim eadem ratio, vel major, quia in præsenti certò constat practicè de justitiâ legis; ibi autem neutrum constat practicè vel speculativè, sed præsumptione tantùm agitur. Confirmatur secundò, quia aliàs in omnibus legibus idem esset dicendum, et ita quotiescumque subditus probabiliter judicaret, prælatum injustè præcipere, etiamsi sibi constaret prælatum duci judicio probabili et sufficiente, posset illi non obedire, quæ esset nimia licentia, et multam confusionem, et scandala pareret. Tandem illud principium de usu opinionis probabilis hîc non rectè applicatur, quia non semper opinio probabilis speculativa de qualitate materiæ, vel de causis aut effectibus ejus, sufficit ad licitum usum ejus in praxi, quando in cæteris non est æqualitas, ut quando in re ipsâ semper subest periculum, quod imprudenter suscipitur, vel quando sit contra aliquod majus jus. Ut licet quis probabiliter opinetur, rem quam alius possidet esse suam, non potest suâ auctoritate illam surripere, quando conscius etiam est, alteri non deesse rationem probabilem ad retinendam illam, quia tunc non potest applicare ad opus prius illud judicium probabile, cùm sciat in simili eventu meliorem esse conditionem possidentis; ita ergo est in præsenti, quia superior est hîc præferendus tanquàm possidens principalius jus, ut declaravimus. Ut ergo contraria sententia in praxi sit secura, videtur intelligenda, quando rationes contra justitiam tributi sunt valdè urgentes, et præsertim si juvantur publico rumore, et famâ, vel suspicione etiam virorum sapientium, vel quando aliæ circumstantiæ concurrunt, de quibus in sequenti conclusione dicam.

21. *Possitne aliquando non solvi tributum nisi*

petatur. — Dico quartò : Regulariter ac per se loquendo, quoties lex tributi obligat in conscientiâ, etiam obligat ad illius solutionem antequàm petatur, et è converso, quando non obstante lege, justè excusatur subditus, non solvendo tributum, si non petatur, potest etiam se occultare, ne petatur, vel non fateri veritatem, si absque mendacio valeat ; imò licet mentiatur, vel pejeret, aut resistat, non aget contra justitiam denegando tributum, etiamsi aliàs peccet. In aliquo verò casu accidere potest, ut lex, licet simpliciter imperet solutionem tributi, non obliget, donec petatur, et tunc reverà obligat in conscientiâ ad solvendum sine resistentiâ, vel etiam ad veritatem prodendam, si de illâ quis interrogetur ab exactore tributi. Tota hæc assertio ferè sequitur ex dictis, solùmque ultima pars aliquam declarationem postulat. Probantur ergo reliquæ partes, quia, si constat sufficienter, tributum esse omni ex parte justum, lex per se obligat ad solutionem nullâ exspectatâ petitione, ut in primâ assertione dictum est; si verò constat de injustitiâ tributi, lex non obligat etiamsi petatur, ut probant adducta in assertione secundâ. Si verò sit status medius, seu dubius, inspiciendum est, per quæ principia possit et debeat reduci ad certitudinem practicam, vel obligationis, vel excusationis, juxta dicta in tertiâ assertione. Et quando non obstante dubio manet practica obligatio, non solùm est ad solvendum petitum tributum, sed simpliciter ad solvendum, quia est obligatio ad servandam legem, et lex per se ad hoc obligat. Si verò è converso ex dubio nascitur excusatio, non solùm erit ad non solvendum quod non petitur, sed etiam licet petatur, si commodè fieri possit, quia excusatio illa simpliciter est ab obligatione legis; ergo, loquendo per se, ac regulariter, non est differentia inter obligationem ad solvendum tributum post petitionem, vel sine illâ.

22. Nihilominùs declaratur ultima pars; nam contingere potest, ut aliquod tributum absolutè spectatum censeatur nimis grave, et in suspicionem injustitiæ veniat, ita ut communiter subditi malè de justitiâ illius opinentur, et nihilominùs, quòd cum illâ moderatione, scilicet, quòd tributum peti debeat, et aliàs non censeatur obligare reputetur tolerabile, et facilè admittatur. Ergo nihil obstat, ut in tali casu lex non obliget ad ferendam solutionem, obliget autem ad parendum exigenti. Duobus autem modis hoc accidere potest; unus est, si tributi quantitas, vel aliæ circumstantiæ ejus cogant ad ita interpretandam legem, ut justa sit arbitrio virorum prudentûm consideratâ proportione tributi ad res super quas imponitur, et ad personas, quibus imponitur. Neque obstabit, quòd verba legis id non declarent, aut quòd de tali intentione legislatoris non possit ex verbis legis constare, quia ut lex non sit exorbitans, licitum est restringere verba ejus juxta materiæ exigentiam, et ita tunc talis interpretatio fit exigente justitiâ, ut sic dicam. Et ita videntur sentire de gabellâ, seu alcavalâ, Soto, Medina, et alii. Neque etiam huic moderationi obstabit, quòd tributi contributio sit cujusdam debiti solutio. Nam hoc debitum non habet ex naturâ rei certam quantitatem, sed hanc taxat lex humana, et fieri potest, ut taxata cum absolutâ obligatione sit nimia, et cum illâ moderatione sit accommodata.

23. Alio modo potest intelligi talis moderatio facta vi consuetudinis, in quâ (ut dixi) Navarr. maximam vim facit, et potest habere magnam, quando constat, vel probabilius est juxta publicam formam, nimiùm esse gravatos subditos. Tunc enim consuetudo illa non potest dici irrationabilis, nec contra legem naturalem, quia non eò tendit, ut rex privetur debitis et abundantibus stipendiis, sed ut non sint nimia, et ut populus commodè possit illa solvere. Cur ergo talis consuetudo non habebit vim moderandi legem quoad moderationem tributi solvendi, quæ per eam fit? Neque etiam in eo casu obstabit defectus consensûs taciti in principe, qui semper resistit, et punit se occultantes, ne solvant. Hoc, inquam, non obstat, quia licet princeps per moderatas pœnas semper resistat, ne subditi nimiam licentiam sumant, præsumi meritò potest, illam coactionem esse purè pœnalem, et ad recompensandam illo modo tributorum diminutionem; nihilominùs verò consuetudo habebit vim remittendi obligationem legis in conscientiâ, et princeps vel non potest, vel non debet in hoc ei resistere, quia leges humanæ debent esse moribus utentium accommodatæ.

24. Addo præterea, contingere posse, ut de nullo tributo in particulari judicari possit esse nimis grave vel injustum, etiamsi lex obliget ad solvendum illud absolutè et absque petitione ; et nihilominùs, quòd tot sint multiplicata tributa, ut ex eorum cumulo resultet onus nimis grave pro communi populo subditorum, et quòd hoc moraliter constet ex ef-

fectibus, et ex publico clamore populi, et communi etiam prudentùm judicio. Tunc ergo habere poterit etiam locum dicta moderatio, quia si onus est nimium, parùm refert quòd unâ vel pluribus legibus ac viis exigatur. Ergo tunc poterunt subditi illâ moderatione uti in unâ vel alterâ occasione, cùm commodè potuerint, non ut sufficientia tributa non solvant (hoc enim nunquàm licere potest, quia est contra naturalem justitiam), sed ut cum moderatione justâ solvant, seque indemnes observent, ut habere possint unde semper justa tributa persolvant.

25. *Praxis in solvendis tributis declaratur.* — Ultimò (quia potissima hujus materiæ difficultas et utilitas est in applicatione hujus generalis doctrinæ ad praxim) addendum est, ad judicium ferendum in singularibus factis et personis, necessarium esse in particulari ponderare conditiones personæ, an scilicet, dives sit, vel pauper, et an unum vel alterum tributum, vel multa ex diversis capitibus seu titulis solvere teneatur. Deinde conferre oportet facultatem et conditionem personæ cum onere tributi, vel tributorum, et expendere an respectu talis personæ onus sit nimis grave, quia excedit facultatem ejus et lucra, vel reditus quibus indiget ad sustentationem, vel personæ, vel familiæ, vel statûs convenientis ac moderati, attentâ ejus conditione et qualitate. Quibus spectatis, juxta conditionem inde resultantem, poterit formari judicium circa excusationem vel obligationem solvendi tributa integrè, vel ex parte, et sub conditione, si petantur, vel absque illâ. Nam inprimis nunquàm debet quis excusari ab omnibus tributis solvendis, nisi tanta sit paupertas, ut impotentia excuset; regulariter verò obligatio pendendi tributum principi adeò naturalis est, et per se orta ex ratione justitiæ, ut non possit quis omninò excusari propter apparentem injustitiam, aut nimium gravamen tributorum. Nam esto aliqua essent injusta, alia erunt justa, et saltem antiqua semper præsumuntur justa, et in cumulo tributorum semper includitur illa generalis ratio contribuendi ad dandum principi justum stipendium et auxilium ad publicas expensas sui muneris.

26. Quia verò hæc contributio debet esse proportionata personis, et non est eadem quantitas absoluta justa respectu omnium, ideò, si in particulari constet respectu hujus esse nimis gravem et improportionatam, excusabitur quis à tanto, licet non à toto, et ita poterit, vel tantùm solvere ea tributa quæ petuntur, si moraliter judicatur illa sufficere juxta proportionem debitam, vel poterit solvere ea quæ sine dubitatione sunt justa, et alia vitare, non propter solam dubitationem de illorum justitiâ, sed quia omnia simul continerent improportionem, quæ meritò vitatur non solvendo ea quæ minùs certa sunt. Quamvis, si ordo iste commodè servari non potuerit, et facilius sit occultare alia tributa, et ea solvere quæ minùs certa sunt, satisfaciet quis suæ obligationi, illa solvendo, dummodò justa quantitas tributorum persolvatur; nam ibi quædam tacita recompensatio intervenit. Ubi autem ex improportione ad personam, non apparet excessus, et solùm agitur de justitiâ vel injustitiâ tributi, regulæ assignatæ servandæ sunt. Neque obstabit huic justæ considerationi et prudenti judicio, quòd tributa pendantur publicano, qui illa conduxit, seu emit, quia propter contractum publicani cum rege, non augetur debitum subditorum, et publicanus subrogatur loco regis, et ideò eo modo, et cum illis limitationibus vel moderationibus ad illum transeunt, quo debebantur regi. Denique est optimum consilium, et moraliter necessarium, ut hoc judicium practicum non fiat ab unoquoque de ipso, tum quia non solet quis esse æquus judex in propriâ causâ, tum quia non solent esse singuli subditi sufficienter instructi ad hoc judicium ferendum; unusquisque ergo sequi debet consilium viri docti et prudentis, seu confessoris. Qui regulariter, ac cæteris paribus debet inclinare subditum ob solutionem tributi præsertim ante factum, quia jus regis de se et majus et certius est, post factum verò facilius est convenire, ubi utrinque fuerit dubitandi ratio, et dixit Sylv. verb. *Gabella*, 3, q. 14, et ferè alii sequuntur.

CAPUT XIX.

Utrùm leges humanæ irritantes contractum pœnales, vel onerosæ sint.

1. Unus ex effectibus legis humanæ est irritare contractus, ut in superioribus diximus, et nunc supponimus tanquàm manifestum ex usu utriusque juris civilis et canonici. Sic enim in conficiendis testamentis, et in contractibus minorum et mulierum, et in bonis ecclesiasticis, et in ipso etiam sacramento matrimonii aliquæ conditiones sunt jure humano requisitæ, sine quibus contractus non est validus ex vi ejusdem juris humani. Ratio autem cur hoc possit facere lex humana est quia non re-

pugnat legi naturali, et alioqui expedit ad commune bonum reipublicæ, ut talis potestas sit in republicâ, seu ejus principe. Prior pars constat, quia licet potestas contrahendi validè sit naturalis homini, tamen potest illâ privari, sicut potest privari libertate, neque id est contra jus naturæ præceptivum, sed negativum, ut supra, lib. 2, declaratum est. Posterior autem pars constat experientiâ, quia ad vitandas fraudes et alia incommoda, sæpè hoc est necessarium, et ideò, sicut data est reipublicæ potestas præcipiendi, ita et irritandi actus. Item, quia pars communitatis est magis reipublicæ, quàm sua, et ideò habet operationes suas dependentes à republicâ, quando tales sunt, ut in commune bonum vel damnum cedere possint; ergo caput reipublicæ habet potestatem in membra sua, ut possit operationes eorum irritare, vel modum eis præfigere, sine quo invalidæ sint, quoad morales effectus, qui per eas fieri possent. Ab hoc ergo effectu leges aliquæ irritantes denominantur, quæ secundùm illam rationem specialem considerationem habent, quæ in hunc locum optimè cadit; nam propter illum effectum inter onerosas, et odiosas leges computantur, quia valdè onerosum est homini, ejus voluntatem ita ligare, ut neque licitè, neque validè facere possit quod vult, et facere posset, nisi in lege impediretur. Ad explicandam igitur harum legum obligationem oportet declarare quale sit hoc onus, et an subeat rationem pœnæ; inde enim constabit, an hæ leges obligent ad modum pœnalium legum, vel moralium; nam quòd aliquo modo obligent, dubitari non potest, cùm veræ leges sint, et intrinsecè includant omnia, quæ legi humanæ conveniunt ex vi generis, seu quatenùs vera lex est.

2. In quæstione igitur propositâ multi jurisperiti censent, leges irritantes esse pœnales. Ita tenet Glos. in c. *Decet*, § *Ordinarii*, verb. *Processus*, de Immunit. Eccles. in 6; sequitur Panorm. in c. ult. de Fer. n. 18. Idem habet Bart. in l. *Sanctio*, in princ. ff. de Pœnis, et plures alii. Et potest sumi ex c. *Super litteris*, de Rescrip. ibi : *In suæ perversitatis pœnam*, et ex l. *Turpia*, ibi : *Odio scribentis*, ff. de Legat. 1, ubi id notat Bald. imò aliqui vocant hanc pœnam naturalem et intrinsecam, ut videre licet in Decio, c. 2 de Constit. lect. 1, n. 5, cum Imol. in cap. ult. de Rescript. circa Gloss. verb. *Personalibus*. Et ratio reddi potest, quia irritatio actûs, quem homo suo jure et naturali libertate posset validè facere, est non parvum gravamen et nocumentum subditi; ergo non potest nisi in pœnam justè imponi. Et declaratur, quia hæc annullatio non fit nisi inhabilitando personam ad talem actionem; sed omnis inhabilitas personæ per legem inducta est quædam pœna; ergo. Confirmatur, quia, si lex irritans non esset pœnalis, non esset restringenda, sed potiùs extendenda; consequens est contra communem omnium sensum. Atque hinc inferunt aliqui eo ipso, quòd lex addit aliam pœnam, censeri non irritare, ne bis eumdem actum punire videatur, de quo puncto in cap. 23 dicemus.

3. Aliorum verò sententia est, leges irritantes non esse pœnales, sed morales, seu per se directivas communitatis. Ita tenet Joan. And. in c. ult. de Elect. in 6, Regulâ, *Odia*, de Regul. jur. in 6, in Mercurial. Fundatur quia pœna solùm est, quando lex diminuit patrimonium, aut tollit jus acquisitum, quod non fit in actûs irritatione. Idem tenet Domin. in dict. c. ult. de Elect. in 6, et idem sentit Felin. in d. c. 2, de Constit. n. 3, citans Innoc. in c. *Si verè*, de Sent. excom., ubi dixit, annullationem actûs non esse naturalem pœnam. Sed dictum illud alium fortassè sensum habet, ut infra dicam. Ratio autem pro hâc sententiâ, præter eam quam tetigit Joannes Andr. esse potest, quia pœna non est, nisi præcedat culpa; sed annullatio actûs fit sine culpâ præviâ; ergo non est pœna. Dices, pœnam interdùm imponi sine culpâ, licet non sine causâ, ut supra dicebamus de lege purè pœnali. Sed contra hoc, quia etiam loquendo hoc modo de pœnâ latè sumptâ, requirit culpam etiam lato modo, scilicet, civilem, seu in eo foro in quo imponitur pœna, esto non sit necessaria culpa in foro Dei; at hîc nulla culpa requiritur, etiam legalis. Vel aliter, quando ad pœnam non requiritur culpa, sed causa, necessarium saltem est, ut illa causa sit actus liber punibilis ex justâ causâ, quia pœna non est nisi propter actionem vel omissionem liberam; at nulla talis causa est necessaria ad irritandum actum, sed alia, quæ consideratur ex parte boni communis; ergo illa non sufficit ut sit pœna. Confirmatur, quia aliàs omnis irregularitas esset pœna, quia est gravamen quod non imponitur sine rationabili causâ; consequens autem est planè falsum.

4. Vera tamen resolutio est, irritationem actûs in proprio ac necessario conceptu non includere, quòd sit pœna, et ita sæpiùs non

esse pœnam, interdùm verò posse veram rationem pœnæ habere. Hæc est resolutio communis, ut videre licet in Bald. in l. *Non dubium*, c. de Leg. Panorm. in c. 2 de Constitut. et meliùs Dec. ibi lect. 1. Ut autem distinctè et in specie declaretur, adverto, duobus modis posse irritari actum, primò directè aliquid constituendo et præcipiendo, et solùm per consecutionem, seu indirectè prohibendo, et irritando ; ita videre licet in lege dante formam actui, et per consecutionem irritante actum factum sine tali formâ. Exemplum optimum est in decreto Trident. sess. 24, circa contractum matrimonii : nam pro formâ contractûs posuit, ut fieret præsente parocho, et duobus testibus, et aliter factum irritavit. Simile exemplum est de lege requirente ad valorem testamenti talem numerum testium. Item de lege dante formam alienationibus rerum ecclesiasticarum, Clem. 1 de Reb. eccl. non alienan. et c. *Sine exceptione*, 12, q. 2. Item de dante formam eligendi, c. *Quia propter*, de Elect. Alius modus directè irritandi actum est negativus, seu prohibitivus actûs cum verbis sufficientibus ad irritandum illum; talis est lex prohibens matrimonium inter consanguineos vel affines intra quartum gradum, et irritans matrimonium clerici in sacris, aut religiosi professi, similes. Hæc autem prohibitio ob triplicem causam seu finem fieri potest. Primò per se, propter commune bonum, quia ita expedit ad divinum cultum, vel ad decentiam religionis. Secundò in favorem aliquarum personarum, ut ad subveniendum fragilitati earum, ut fit per leges irritantes aliquos contractus minorum. Tertiò in odium personæ, seu actionis ejus, ut in legibus irritantibus acquisitionem dominii in aliquibus donationibus vel acceptationibus. Aliqui addunt tertium irritandi modum per inhabilitatem personæ, sicut solent theologi explicare impedimenta matrimonii et professionis, et sicut conc. Trid. expressè declaravit factum ab ipso esse in decreto edito contra clandestina matrimonia. Sed hic modus, licet verissimus sit, in duobus præcedentibus includitur, nec potest ab illis separari, si respectivè sumatur. Nam, quoties lex irritat actum, reddit subditi voluntatem inefficacem et impotentem ad contrahendum, vel transferendum, aut acquirendum dominium, vel quid simile, et hoc est inhabilitare actum ad contrahendum vel sic contrahendum. Aliquando enim lex inhabilitat simpliciter personam ad actum aliquem in specie, ut inhabitat clericum in sacris, vel religiosum professum ad contrahendum matrimonium; aliquando inhabilitat respectivè tantùm, ut ad contrahendum cum consanguineâ, vel ad donandum extraneis; aliquando solùm inhabilitat, *ad sic contrahendum*, ut dixit conc. Trid. in dicto decreto. Et in his omnibus respectivè irritatur actus ipse, et voluntatis consensus redditur inefficax ad talem effectum faciendum. Per hoc autem, et non aliter persona inhabilis fit ad eumdem effectum. Quia, sicut actus humani voluntate perficiuntur, ita inhabilitas personæ ad tales actus in voluntate spectari debet, quatenùs actus ejus redditur inefficax. Et è converso, non potest actus irritari, vel voluntas fieri inefficax, quin persona eo ipso inhabilis reddatur cum proportione, ut dictum est. Et ideò nobis sufficit duos illos modos irritationis distinguere, quia interdùm distinctam doctrinam requirunt; tertius verò in illis includitur et non habet aliquid speciale, quod oporteat declarare.

5. Dico primò : Lex irritans actum indirectè tantùm, et per consecutionem ad institutionem formæ servandæ in aliquo contractu, non est pœnalis. Ita sentiunt auctores allegati, et plures quos refert et sequitur Matien. lib. 4 Recopil. tit. 4, l. primâ, Gloss. 10, num. 35. Et alios refert Sanc. lib. 3 de Matr. dist. 4, num. 9 et 10. Et ratio est clara, quia ibi nulla præcedit culpa, nec sufficiens causa pœnæ ex parte ejus, cujus actus irritatur : verbi gratiâ, quando quis condit testamentum minùs solemne, quod ex illo defectu irritum est, nihil peccavit, nec aliquid fecit punitione dignum, quia sicut liberè posset testamentum non condere, et non ideò esset dignus pœnâ, ita etiam liberè potuit minùs solemne testamentum facere sine maculâ vel causâ pœnæ ; ergo nullitas illa non est pœna ; ergo nec lex est pœnalis, sed directiva tali modo, et cum tali efficaciâ ut constituat illam formam tanquàm substantialem actui, etiamsi inde consequatur alteri incommodum ex nullitate talis actûs. Et confirmatur, quia intentio talis legis non est punire actum vel negligentiam alicujus, cujus signum est, quia in dicto casu detrimentum, quod ex nullitate testamenti sequitur magis cedit in damnum hæredis, quàm testatoris, neque id reputatur inconveniens, quia reverà lex neutrum punire intendit, sed communi bono providere; non potest ergo talis lex pœnalis reputari. Nec obstat, quòd interdùm in jure videatur hic effectus, prout fit per has leges, vocari nomine pœnæ, et in l. 1, cod.

de Posthum. hæred. inst. ibi : *Ne pœnam patiatur præteritionis, qui suos non præteriit*; nam ibi lato modo sumitur pœna pro incommodo vel damno quocumque.

6. Dico secundò : Lex prohibens actum, et irritans illum intuitu boni communis, vel privatorum, non est pœnalis. Hæc etiam assertio est communis, ut patet ex Gloss. communiter approbatâ in Clem. 2, de Hæret. verb. *Ex nunc*, et Abb. c. 2, de Constit. n. 7; Deci. n. 14; Felin. n. 7; Sylvest. verb. *Lex*, q. 6; Rosella, n. 6; qui omnes hanc irritationem à pœnâ distinguunt. Exempla illius sunt in legibus irritantibus matrimonia inter consanguineos vel affines, vel inter cognatos spiritualiter; illa enim irritatio non est introducta in pœnam contrahentium, sed per se, propter decentiam religionis vel conjugalis honestatis. Item hùc spectant leges irritantes professiones minorum, vel annum professionis, vel similes. Ratio verò est, quia illa irritatio non fit in odium alicujus, nec in vindictam delicti, quod ad pœnam in rigore sumptam necessarium est, juxta l. *Sancimus*, cod. de Pœnis, nec etiam fit in recompensationem alterius transgressionis politicæ, ut explicatum est. Denique declaratur in hunc modum, quia pœna solùm per accidens introducitur, seu per occasionem ad cohibendum vel vindicandum; hæc autem irritatio per se imperatur et fit, quia per se excedit bono communi, vel privatorum. Neque obstabit, quòd talis irritatio cedat in nocumentum alicujus, quia hoc est indirectè et per consecutionem; non verò est illud damnum intentum à legislatore, ut ille puniatur. Unde multi censent talem legem non solùm non esse pœnalem, verùm neque odiosam esse, sed potiùs favorabilem, quod sentit supra Dec. cum Alex. in l. 1 de Liber. et Posthum. Sed hoc ex principiis positis in principio hujus libri judicandum est.

7. Dico tertiò : Aliquæ leges irritantes pœnales sunt, scilicet, quæ irritationem inducunt in odium alterius transgressionis, seu culpæ. Ita docent Bald. Panorm. et Deci. supra. Ut autem in proprio sensu intelligatur, oportet advertere, aliud irritationem esse pœnam, aliud verò effectionem actûs irritè puniri pœnâ : contingit enim legem irritare actum, et adjicere pœnam in eum qui talem actum irritum facit, sicut notant Bart. in l. *Prætor ait*, § *Interdictum*, ff. de Oper. nov., nunc. n. 5; Abb. Fel. et alii in c. 2 de Testib., et constat ex usu jurium in l. *Jubemus*, 2, § *Sanè*, cod. de sacros. Eccl. et ex l. 1, ff. de his, quæ pro non scrip. hab. et in Extravag. 2 de Simon. cum aliis punientibus illud delictum ultra irritationem. Et ex conc. Trid. sess. 25, ubi irritat matrimonium contractum sine parocho et testibus, et insuper præcipit puniri sic contrahentes, et posset pœnam designare, licet non faciat. Denique ex c. 2 de Reb. eccles. non alien., ubi contra eos qui res ecclesiastic. à dominis temporalibus impetrant et obtinent, dicitur : *Irrita habeantur quæ obtinent, et à communione Ecclesiæ excludantur*, quæ lex pœnalis est, quoad pœnam excommunicationis ferendam, quoad priorem verò partem de irritatione non est pœnalis, sed moralis. Imò neque est institutiva irritationis, sed declarativa, quia illa obtentio fuerat rapina quædam. Nam, ut ibi dicitur, qui sic obtinent bona Ecclesiæ egentium substantiam rapiunt, quia dominus temporalis non potest illa validè conferre; ergo quòd obtentio sit irrita non fit, sed declaratur per illam legem. Quando ergo actus irritus sic punitur per legem, clarum est, legem esse pœnalem quoad novæ pœnæ impositionem, sed id quasi accidentarium est, seu adventitium irritationi, et ideò illam pœnam hîc non consideramus, sed per generalem doctrinam de lege pœnali metienda est. Agimus ergo priori modo de ipsâ irritatione, quæ interdùm in pœnam præcipuè introducitur.

8. Sic autem probari potest conclusio inductione; nam inter impedimenta matrimonii illa, quæ sunt ratione delicti pœnalia sunt, ut sunt uxoricidium cum promissione, adulterium cum aliquo vivente conjuge cum promissione futuri matrimonii, ut habentur in toto titulo de eo qui duxit in matrim. quam poll. per adult. et cap. *Si vivente*, 31, q. 1; sic etiam electio religiosi ad prælationem cui ipse consentit sine superioris sui licentiâ irritatur in pœnam suæ præsumptionis, ut expressè dicitur in cap. *Si religiosus*, de Elect. in 6. Idem colligitur ex cap. *Dispendio*, de Rescript. in 6, ibi : *Simili pœnâ, si contra hoc fecerit, puniendus*, scilicet, irritatione cujusdam rescripti, et alia plura jura citantur à prædictis auctoribus, aliaque exempla de irritatione donationum, vel acquisitionum, largitionum, aut fructuum frequentia sunt, et aliis locis tractata. Denique quoties in jure additur particula, *in pœnam*, vel, *in odium*, vel, *in injuriam*, ut in cap. *Cùm secundum*, de Præbend. censetur irritatio fieri in pœnam; aliquando verò sine his particulis, et ex modo quo fertur satis intelligi potest, sub

illâ habitudine ferri. Ratio verò clara est, quia irritatio actûs est magnum gravamen, et potest nocumentum afferre; ergo de se esse potest sufficiens pœna, et aliquando est valdè accommodata delicto; ergo potest per legem intendi sub ratione pœnæ; tunc ergo vel illa quatenùs irritans habebit simul rationem legis pœnalis. Nec obstabit quòd per irritationem non minuatur patrimonium, aut tollatur jus quæsitum; nam satis superque sufficit, quòd impediatur acquirendum, vel quòd privetur homo potestate quam habet ad efficiendum validè actiones suas. Nam hoc modo inhabilitas ad beneficium est magna pœna, et in l. *Senatus*, ff. de Acquiren. empt. irritatio venditionis dicitur pœna venditoris, etiamsi re suâ non privetur, et similes pœnæ numerantur in l. *Minoris*, ff. de Pœnis.

9. Ex his ergo possunt facilè sententiæ adductæ conciliari; nam indefinitè utraque verum dicit; neutra autem universaliter. Unde quæ dicit, legem irritantem esse pœnalem, ut sit vera, permissivè, seu potentialiter est intelligenda, id est, potest esse pœnalis. Quæ verò negat esse pœnalem, intelligenda est formaliter, seu ex necessitate, quia lex irritans, ut talis est, non postulat, quòd sit pœnalis, neque hoc est illi intrinsecum. Et ita etiam facilè solvuntur fundamenta illarum opinionum, si contra ea quæ diximus, applicentur. Jura enim allegata in primâ opinione solùm probant, irritationem interdùm esse pœnam. Ratio verò ibi facta probat, hanc posse esse pœnam, non tamen necessarium esse respectum pœnæ, ut fiat, quia per accidens est, quòd respectu alicujus sit gravamen, propter bonum commune multa gravamina toleranda sunt sine culpâ, sine personali causâ, seu defectu. Unde non est verum omnem inhabilitatem personæ esse pœnam; interdùm enim ad perfectionem et statum religiosum pertinet; aliquando verò est quid indifferens. Ad confirmationem verò ibi additam de interpretatione legis irritantis, dicemus latiùs in lib. 8; nunc solùm respondemus, legem irritantem, si fuerit simul pœnalis, restringendam esse; aliàs verò interdùm extendi posse, prout favorem vel utilitatem communis boni prospexerit; et aliquando restringi posse, nisi inde resultet aliquid contra commune bonum, quia ad hoc sufficit ut sit onerosa, licet pœnalis non sit. Argumenta verò, et jura allata in secundâ sententiâ, probant rectè irritationem posse, et sæpè induci in pœnam, non tamen hoc illi esse intrinsecum, nec in universum illi convenire. Et hoc tantùm convincitur exemplo irregularitatis ibi adducto, quod etiam probat, posse dari inhabilitatem, ac subinde irritationem, quæ non sit pœna. Discursus denique ibi factus convincit in illis casibus ubi irritatio fit sine culpâ alicujus, et sine causâ, ut sic dicam, personali, non posse irritationem esse pœnam. Sæpè autem imponitur irritatio præcedente culpâ, et ratione illius, et ideò tunc meritò imponi potest in pœnam.

10. Addo denique aliquando accidere posse, ut in eâdem lege irritatio actûs feratur, et per se propter commune bonum, et simul in pœnam. Quia isti duo respectus non repugnant simul conjungi in eodem effectu, vel respectu ejusdem, vel respectu diversorum. In exemplum adduci possunt impedimenta irritantia matrimonium propter delictum introducta; nam illa pœnalia sunt, ut vidimus, et tamen etiam per sese erant expedientia ad commune bonum, ut securitati et fidelitati conjugum consuleretur. Unde, licet aliâ pœnâ tale delictum condignè puniretur, nihilominùs posset justè irritatio simul persistere sine duplicatione pœnæ, quia per se expediebat, etiamsi non adjiceretur in pœnam. Dices, hinc sequi, nunquàm fieri irritationem in pœnam, quin etiam propter se et propter suam utilitatem fiat, quia semper talis irritatio confert ad commune bonum, et propter illud fit.—Respondeo, negando sequelam, quia hìc non consideratur tantùm communis utilitas, quæ invenitur in pœnâ, ut pœna est, quæ est vindicare delictum, et per illum modum coactionis præcavere, ne similia fiant, quod est commune omni pœnæ; sed ulteriùs consideratur utilitas medicinæ, ut sic dicam, auferendo occasiones perpetrandi similia delicta, quæ utilitas non est communis omni pœnæ, nec de ratione ejus, ut ad vindicationem spectat. Hoc ergo modo dicimus, per irritationem illam matrimonii in prædictis casibus auferri occasiones perpetrandi similia delicta, et hanc causam fuisse sufficientem ad imponenda talia impedimenta, etiam sine vindicatione delicti, quod per aliam pœnam fieri potuisset, sicut de facto etiam fit. Aliquando verò imponitur in pœnam inhabilitas ad beneficia, propter rebaptizationem, v. g., vel aliud simile delictum, ad quod vitandum nihil confert illa inhabilitas, nisi per modum comminationis et vindictæ, sicut quælibet alia gravis pœna prodesse posset.

CAPUT XX.

Utrùm leges irritantes actus illos in conscientiâ prohibeant.

1. Ratio dubitandi esse potest, quia hæ leges sunt vera præcepta superiorum; sed de ratione veri præcepti, seu legis est, ut obliget in conscientiâ, ut supra ostensum est; ergo necesse est, ut hæ leges in conscientiâ obligent aliquo modo. Et confirmatur, quia supra dictum est, etiam leges purè pœnales resolvi aliquo modo in obligationem conscientiæ, quia aliàs non salvaretur in eis vera ratio legis; sed leges irritantes non minùs sunt veræ leges, quàm pœnales; ergo. In contrarium verò potest fieri inductio : nam lex irritans testamentum minùs solemne, nullam obligationem in conscientiâ inducit, quia neque testatorem obligat ad servandam solemnitatem, cùm possit de rebus suis validè et invalidè disponere, sicut potest aliter eas consumere, si velit; nec etiam obligat hæredem, cùm illi nihil præcipiat. Similiter lex irritans contractum factum à minore non obligat illum in conscientiâ, cujus signum est, quia potest illum juramento confirmare, quod non posset, si esset peccatum, et sic de aliis.

2. Ad resolutionem hujus quæstionis (cum proportione ad ea quæ de lege pœnali diximus) oportet distinguere duas partes in hâc lege, una est effectio vel omissio actionis quam lex ista præcipit; alia est irritatio actionis quam lex ipsa jubet vel facit. Circa primum advertere oportet ex dictis, tripliciter ferri hanc legem, scilicet, per modum affirmativi præcepti, vel per modum negativi, vel neutro modo, sed tantùm quasi conditionaliter ad modum legis purè pœnalis. Primus modus habet propriè locum in legibus, qui dant formam contractibus, ut patet in decreto Tridentini de Matrimonio, quo præcipitur, ut matrimonium cum tali solemnitate fiat. Item in canonibus dantibus formam in electionibus, in alienationibus ecclesiasticis, et similibus; præcipiunt enim talem formam servari, et quoad hoc habent formam affirmativi præcepti. Si quis autem rectè consideret, talia præcepta, ut affirmativa sunt, non sunt absoluta, sed conditionata : non enim præcipiunt alienationem fieri, v. g., sed ut si fiat, tali modo fiat, quia nimirùm tales leges non præcipiunt exercitium actûs, ut sic dicam, sed solùm formam seu modum servandum in actu, quando fit. Unde talia præcepta resolvuntur tandem in negativa, scilicet, ut talis actus sine tali solemnitate non fiat; sic Tridentinum, sess. 25, cap. 15, de Regular., priùs prohibet, professionem fieri ante expletum decimum sextum annum ætatis, et annum probationis, et deinde irritat professionem aliter factam. Quocirca secundus modus legum negativarum prohibentium, scilicet, absolutè actus, et irritantium illos, frequentior est. Sic enim prohibentur matrimonia inter consanguineos vel affines, vel cum religioso professo, aut clerico in sacris, vel prohibetur, aut irritatur datio vel acceptio simoniaca, et alia similia. Tertius autem modus potest interdùm cum quolibet ex superioribus conjungi. Aliquando enim lex dans formam actui, priùs præcipit sic fieri, seu non aliter fieri, et postea irritat aliter factum, ut in exemplis ex concilio adductis satis patet; nonnunquàm verò nihil præcipit, vel circa actum ipsum, vel formam ejus, sed tantùm conditionaliter statuit, ut si absque tali formâ fiat, non valeat, ut patet in lege de solemnitate testamenti, et similibus, et similiter in legibus directè irritantibus actus aliquos, non propter defectum formæ, sed propter alias causas, sæpè fertur priùs absoluta prohibitio actûs, et additur irritatio, ut patet in exemplis adductis de matrimonio; aliquando verò nihil simpliciter prohibetur, sed irritatur actus si fiat, ut in casu cap. ***Quamvis,*** de Pact. in 6, cum similibus, de quibus infra.

3. Circa alteram partem istarum legum, scilicet, irritationem, advertendum est, dupliciter posse per legem statui; nempe, vel ipso facto, vel ut faciendam. Nam sicut lex pœnalis interdùm imponit pœnam ferendam, interdùm per se illam infert ipso facto, seu ipso jure, ita irritatio utroque modo fieri potest per legem quia uterque modus est possibilis, et uterque pendet ex arbitrio legislatoris, et consequenter ex mente ejus, quæ uno et alio modo per verba legum significari solet. Sæpè enim dicunt, talem actum, si fiat, vel aliter fiat, esse irritum, vel non valere, ut in l. ***Stipulatio non valet***, ff. de verbor. Oblig. cum similibus; aliquando verò solùm dicunt, ut actus irritetur, ut de venditione ultra dimidiam justi pretii in l. 2, cap. de rescind. Vendit. His autem duobus ordinibus legum solent jurisperiti addere tertium, earum legum quas vocant nec assistentes, nec resistentes contractui, quia non dant actionem civilem alicui contrahentium. Sed hæ leges non solùm irritantes non sunt, verùm etiam nec prohibentes actus, quia nec irritant,

nec confirmant contractum, nec prohibent, nec præcipiunt, et ita versari possunt, et circa actus injustos, ut est lex negans actionem contra venditionem injustam citra dimidiam, et circa actus justos, ut est lex negans actionem propter solam obligationem naturalem ortam ex simplici promissione. Qui modus legum præsertim inter civiles reperitur, et licet irritantes non sint, ut dixi, earum notitia aliquid conferre potest ad obligationem legum irritantium intelligendam, ut ex dicendis patebit.

4. Jam igitur dico primò : Lex dans formam actui, licet non obliget ad exercitium actûs, nihilominùs ex se obligare potest in conscientiâ, vel ad servandam formam in tali actu, si fiat, vel (quod perinde est) ad non faciendum actum sine tali formâ, et de facto ita obligat, quando vel materia legis id ex naturâ suâ postulat, vel in lege satis exprimitur, et non aliàs. Assertio est clara ex dictis. Primò enim jam ostensum est, per tales leges nullum actum absolutè præcipi, ut est per se notum; nam lex dans formam matrimonio, aut testamento, non præcipit contrahere matrimonium, aut facere testamentum; ergo talis lex non inducit obligationem ad faciendum actum, quia hæc non oritur, nisi ex præcepto affirmativo absoluto. Secunda verò pars etiam est per se clara de possibili, quia illa potestas non excedit limites justitiæ, et pertinere potest ad convenientem reipublicæ gubernationem, et ab usu ostendi potest multis exemplis supra adductis, quæ statim necessariò repetemus. Quia verò talis lex non semper inducit talem obligationem, ut inductio in principio facta convincit, ideò difficultas tota est, quando hæc lex ita obliget in conscientiâ, ut omissio formæ in tali actu peccaminosa sit, vel, quod perinde est, ut contrahere, vel alium similem actum facere sine debitâ formâ per legem humanam præscriptâ, peccatum sit, vel non sit.

5. Duo ergo signa præbuimus ad dignoscendam hanc obligationem, unum est, quando actus ex vi sui objecti et naturæ talis est, ut velle illum facere, quando validè fieri non potest, turpe sit, et contra rectam rationem. Quod maximè videtur contingere in materiâ religionis, et in actibus sacris, et in materiâ justitiæ; nam efficere actionem sacram modo irrito, et invalido, sacrilegium est, quia est contra reverentiam debitam rei sacræ, ut facere sacramentum irritum, et sine debitâ formâ et materiâ. Et hâc ratione, etiamsi concilium Tridentinum expressè non prohibuisset, sed tantùm irritâsset matrimonium factum sine parocho et testibus, esset grave peccatum illud sic contrahere, quia esset contra reverentiam sacramenti; idemque est de quolibet alio matrimonio contracto cum impedimento irritante, et de professione in religione factâ, omissâ formâ, seu conditionibus ab Ecclesiâ requisitis ad valorem ejus. Idem videre licet in materiâ justitiæ; nam electionem facere, prætermissâ substantiali formâ, grave peccatum est, quia necessariò involvit injustitiam, et ideò graviter punitur in Trident. sess. 25, cap. 6, de Regular. Idem est quoties quis ex officio tenetur facere actum; nam consequenter tenetur facere validum, et ideò prætermittendo debitam formam contra justitiam faciet, ut si judex proferendo sententiam, substantiales circumstantias omittat, et sic de aliis.

6. Videri autem potest hæc obligatio in hujusmodi casibus non provenire propriè ac formaliter ex lege positivâ, sed esse de jure naturali, quamvis non resultet, nisi positâ institutione talis formæ, quam invenit lex positiva, sicut profanatio calicis consecrati sacrilegium est contra legem naturalem, licet supponat consecrationem ex positivâ institutione. Sed licet verum sit tale peccatum esse contra legem naturalem, etiam est contra legem positivam; nam eo ipso quòd præfinit talem formam in tali materiâ, constituit in illâ medium justitiæ, vel religionis, et ideò qui debitam formam prætermittit, etiam legem humanam violat, quia lex illa, instituendo talem formam, ponit illam ut necessariam ad honestatem, et consequenter prohibet actum sine illâ factum; sicut lex quæ taxat pretium rei, necessariò prohibet chariùs vendere, etiamsi verbis formaliter prohibentibus id non explicaret. Aliud signum erat, quando prohibitio actûs aliter facti ponitur in lege, et additur irritatio; nam tunc lex illa continet præceptum negativum ratione cujus obligat ad vitandum, seu non intentandum talem actum. Quod interdùm fit directè prohibendo, ut patet in concilio Tridentino sess. 25, c. 15. Ubi priùs prohibet, fieri professionem ante expletum tempus professionis, vel ætatis, et deinde irritat illam. Unde interdùm lex addit specialem pœnam præter irritationem propter actum sic factum; nam pœna est signum prohibitionis, ut in eodem concil. cap. 6 ejusdem sess. videri potest.

7. Quando verò neutrum ex his signis in lege

invenitur, talis lex non obligat in conscientiâ ad servandam formam præscriptam in actu, seu ad non faciendum actum sine tali formâ, et in hoc sensu talis lex dici potest purè irritans. Hoc videtur sufficienter probari exemplo de testamento solemni. In quo id expressè asseruit Matiens. in lib. 5 Recopil. tit. 4, l. 1; Gloss. 10, n. 18, et refert Navarr. in Man. c. 25, n. 56, qui loquitur de lege purè pœnali; tacitè tamen videtur sumere argumentum à simili; idem ergo est in similibus. Ratio autem est, quia efficere testamentum, vel similem actionem validè, non est de jure naturæ, nec etiam præcipitur per legem dantem formam substantialem actui; ergo non est peccatum, per se loquendo, facere actum illum invalidum, quia quod non est contra præceptum, non est peccatum; ergo nec facere illum sine solemnitate præscriptâ erit peccatum, quia si omittere solemnitatem esset peccatum, maximè id esset, quia fieret actus invalidè, et sine fructu, vel effectu; quæ enim alia deformitas ibi potest cogitari? Prima verò pars antecedentis probatur, quia sicut jus naturæ non obligat ad illam actionem absolutè exercendam (ut suppono), ita etiam non obligat ad effectum ejus, ut v. g., ad transferendum dominium mearum rerum in alium, vel quid simile; ergo etiam non obligat jus naturæ ad efficiendam illam actionem validè, supposito, quòd fiat, seu non prohibet illam facere invalidè, quia ex hoc quòd fiat invalidè, tantùm sequitur, ut non habeat effectum, quod non est contra præceptum.

8. Dices : Ex tali actu invalido sequi potest deceptio alterius, vel inimicitia, vel simile inconveniens, vel saltem ille actus sic factus erit otiosus et impertinens. Respondeo inprimis, licet hoc totum concedatur, non sequi, quòd sit lege humanâ prohibitus. Deinde dico hæc non per se sequi, sed esse accidentalia, quia potest interdùm ratio aliqua, vel finis honestus movere ad testamentum faciendum, etiam sine solemnitate, ut, si aliter non possit constare de voluntate morientis, saltem illo modo constet; vel certè ut sic exteriùs satisfaciat testator importunis precibus alicujus extranei, volens, ut alius ab intestato habeat hæreditatem; tunc enim neque mentitur, neque alicui facit injuriam, sed utitur jure suo, et fortassè redimit vexationem suam. Et ita ibi non intervenit deceptio, vel si sequatur, erit passiva (ut sic dicam), non activa, et idem est de inimicitiâ, et aliis incommodis. Altera denique pars antecedentis ex dictis planè sequitur, quia nec ex formâ, seu verbis legis positivæ, nec ex materiâ ejus colligitur tale præceptum humanum, ut suppono; ergo non est, nec cum fundamento potest affirmari.

9. Dico secundò : Leges negativæ, quæ directè prohibent actum, et ad majorem firmitatem, seu exaggerationem prohibitionis, irritant illum, obligant in conscientiâ ad talem actum vitandum. Conclusio est clara, de quâ videri potest Navarr. supra, et probatur, quia talis lex est justa in tali prohibitione præcisè spectatâ, et continet præceptum negativum; ergo obligat in conscientiâ ad vitandum talem actum. Patet consequentia, quia hic est intrinsecus effectus legis justæ, sive prohibentis, sive præcipientis; hic autem effectus non impeditur propterea quòd lex addat irritationem prohibitioni, sicut supra dicebamus, additionem pœnæ non auferre obligationem in conscientiâ legis pœnalis; est enim cum proportione eadem ratio. Quin potiùs in præsenti auget obligationem, tum quia ex suo genere gravius est, magisque à rectâ ratione exorbitat facere actum prohibitum et irritum, quàm tantùm prohibitum, tum etiam quia ille modus prohibendi indicat majorem gravitatem prohibitionis, tum ex parte necessitatis vitandi talem actum, tum ex parte intentionis legislatoris; satis enim significat se velle obligare quantùm possit.

10. Statim verò occurrit inquirendum, quo modo cognosci possit quando lex hoc modo obliget, seu (quod idem est) quando contineat prohibitionem ante irritationem. Respondeo utendum esse principiis ac regulis supra datis. Nam primò consideranda sunt verba; si enim præceptiva sunt, seu prohibitiva absolutè, tunc sufficiunt ad hanc obligationem inducendam, ut ex dictis constat, et est exemplum in cap. *Decet*, 89 dist. Præter verba verò etiam ex materiâ poterit obligatio colligi, ut si lex irritet matrimonium cum adulterâ machinatrice, etiam prohibet illud, et sic de aliis. Præterea quoties irritatio imponitur in pœnam ejusdem actûs, signum est maximè prohiberi ipsum actum; nam talis lex non solet esse purè pœnalis : non enim rectè accommodatur huic materiæ, seu pœnæ, et ideò admittenda non est, nisi aliud evidenter constet, quod erit rarissimum. Et ideò moralis regula est, talem legem continere prohibitionem actûs in conscientiâ, vel saltem supponere illam, aut ex lege naturali, aut ex aliâ lege positivâ; sic lex irritans collationem beneficii per confidentiam

in conscientiâ prohibet illam, et lex irritans electionem religiosi ad episcopatum acceptatum sine licentiâ sui prælati, prohibet talem acceptionem: sic etiam turpia legata dùm irritantur in odium scribentis, prohibentur, vel saltem prohibita esse supponuntur in l. *Turpia*, ff. de Legat. 1, et per hæc facile erit de similibus judicare. In legibus autem irritantibus actus in favorem alicujus, vel communitatis, vel privatæ personæ, non est hæc regula ita universalis : nam interdùm prohibent simpliciter actum, et tunc obligant in conscientiâ ad illum vitandum juxta conclusionem positam, et rationem illius; secùs verò dicendum erit, quando non ita prohibent præcipiendo, sed tantùm irritant juxta dicenda in sequenti assertione.

11. Dico tertiò : Quamvis lex simpliciter et absolutè irritet actum, si fiat, non necessariò obligat in conscientiâ ad non faciendum illum de facto, seu materialiter, ut sic dicam, sed interdùm est lex purè irritans, et non prohibens actum. Hæc assertio in generali probari potest, quia hoc non repugnat, et interdùm sufficit ad intentionem legislatoris. Item suaderi potest exemplo legis purè pœnalis cum proportione applicato. Denique convincitur aliquibus exemplis, ut legis irritantis venditionem fundi dotalis factam ab uxore, etiam cum licentiâ mariti, cùm tamen illam non prohibeat in conscientiâ; vel irritantis renuntiationem hæreditatis paternæ, quam facit filia, cùm nuptui traditur, dote contenta; et tamen licet illam faciat, non peccat, quia cedere potest juri suo. Quæ videtur esse ratio à priori, ob quam in talibus legibus fit irritatio actûs sine prohibitione illius, quia hujusmodi leges beneficium intendunt conferre illi cujus actum irritant, et ideò nolunt aliam coactionem vel obligationem in conscientiâ illi imponere.

12. Hìc verò statim se offert inquirendum, quomodò possint discerni hæ leges purè irritantes ab aliis, quæ in conscientiâ prohibent actus. Sed de hoc puncto disputavi latè in materiâ de Juramen. lib. 2, cap. 20 et sequentibus, ubi varias retuli distinctiones et opiniones doctorum, easque examinavi, et in summâ dixi, primum omnium respiciendum esse ad verba legis, an dirigantur ad personam præcipiendo, vel prohibendo; an immediatè versentur circa actionem, seu contractum illum, qualificando, seu infirmando; nam priores ex vi suæ formæ præcipiunt, et consequenter obligant; posteriores verò non prohibent actum ex vi talium verborum, licet irritent illum in favorem alicujus, nisi aliunde ex materiâ, fine, vel circumstantiis contrarium colligi possit. Et ideò ulteriùs considerandam esse dixi materiam legis, et an ordinetur ad bonum publicum, vel privatum, et an ad talem finem non solùm irritatio, sed etiam prohibitio expediat. Atque ita ex omnibus ritè pensatis, colligi poterit, an lex sit purè irritans, vel etiam prohibens.

13. Dico quartò : Quando lex non irritat actum ipso facto, sed præcipit irritationem ejus, tunc ad irritationem non obligat, nisi, fortassè, judicem. Explicuimus obligationem harum legum quoad vitandum actum, superest explicanda obligatio quæ specialiter ex irritatione oriri potest; et quoniam lex irritans potest esse duplex, scilicet, vel præcipiens irritationem, vel faciens, ideò de priori hanc ponimus assertionem, de posteriori verò dicemus in sequenti. Conclusio ergo est clara, quia irritatio actûs est effectus publicæ potestatis; ergo, si non fit per legem, debet fieri per judicem; ergo antequàm fiat, non potest obligationem inducere, quia non est. Item talis lex vel est præceptiva, vel punitiva, in tali irritatione imponendâ : si ergo consideretur ut punitiva, non obligat ante sententiam, quia non ponit pœnam ipso facto, quia solùm jubet actum irritari; unde non obligat partes, seu privatas personas ad efficiendam irritationem, seu ad dissolvendum contractum, vel quid simile, ante sententiam condemnatoriam judicis, quia solùm ad patiendum obligat, juxta supra dicta de lege pœnali. Si autem talis lex spectetur ut præceptiva, judici præcipit per se loquendo; ergo alios non obligat. Et hinc relinquitur probata ultima pars, scilicet, quòd obliget judicem, quia ad illum loquitur, qui tenetur secundùm leges judicare, sicut supra dictum est de lege pœnali, et juxta ibi dicta hæc assertio cum proportione explicanda est, neque alia difficultas circa illam occurrit.

14. Dico quintò : Ex lege irritante ipso facto, si suum consequatur effectum, sequitur obligatio in conscientiâ ad omnia quæ intrinsecè ex irritatione nascuntur; secus verò erit, si effectus impediatur. Supponit hæc assertio hanc legem non obligare ad irritationem ipsam faciendam, quia illam non facit homo, sed ipsa lex, et ita quoad hoc non obligat lex, sed operatur. Solùm ergo potest obligare ad susti-

nendam, seu executioni mandandam irritationem à lege factam. Et hoc est quod per hanc conclusionem intenditur, quæ duas continet partes, et utraque est satis clara et universalis ad omnes leges irritentes, sive in odium, sive in favorem, sive in publicum, sive in privatum fiant. Prior ergo pars probatur, quia, si lex illa consequitur effectum suum, actus est nullus; ergo nullum confert jus; ergo, si actus ille sit acceptio vel acquisitio alicujus rei, ex tali lege sequitur obligatio non utendi nec fruendi illà re tanquàm proprià, nec contrectandi eam illo modo quo rem alienam contrectare non licet. Ut si talis actus sit matrimonium, non licet ad conjugem accedere, neque alia jura conjugis aut mariti usurpare. Si sit professio religiosa, non licet actus proprios religiosorum efficere, et sic de aliis quæ fundari poterant in actûs validitate; nam, sublato fundamento, ruunt omnia quæ ex illo oriri aut in illo fundari poterant. Et potest hoc confirmari ex verbis concilii Lateran. sub Leone X, sess. 9, ubi beneficiatis non recitantibus imponitur pœna irritans acquisitionem fructuum beneficii his verbis : *Beneficiorum suorum fructus pro ratâ omissionis suos non faciant.* Unde subjungit : *Sed eos tanquàm injustè perceptos erogare teneantur,* etc. Ergo proportionalis obligatio sequitur ex omni lege irritante, et consequente effectum, quocumque titulo vel ratione irritatio fiat, quia obligatio non sequitur ex titulo irritationis, sed ex effectu ipso, et effectus idem est, quocumque titulo fiat.

15. Dices, ex illis verbis probari quidem obligationem naturalem ex vi justitiæ; non tamen probari aliquam obligationem ipsius legis irritantis. Respondeo inprimis ideò in assertione non esse dictum, legem positivam obligare ad hoc, sed ex illà cum effectu ejus sequi talem obligationem, quod erit verum, sive hæc obligatio, quæ sequitur, naturalis sit, supposito effectu positivæ legis, sive sit etiam specialiter inducta per ipsam legem. Addo verò probabilissimum esse, etiam ipsam legem irritantem actum obligare ad non utendum illo actu ut valido, ac subinde per contrarium usum non solùm peccari contra legem naturalem, sed etiam contra ipsam legem irritantem, quia intentio irritantis principalis est, ne talis actus utilitatem habeat, seu moralem usum, et ideò irritando prohibet usum illius actûs ut validi. Et ideò etiam solet talis usus speciali pœnâ puniri; non solùm attentâ malitiâ contra legem naturalem, sed etiam spectatâ inobedientià contra legem positivam irritantem, propter quam solent censuræ imponi per ecclesiasticas leges, cùm ad talem pœnam requiratur inobedientia et contumacia contra ecclesiastica præcepta.

16. Posterior verò pars assertionis ex tenore prioris constat : nam illa prior sub conditione tantùm posita est, scilicet, si effectus legis irritantis sequatur; ergo, cessante conditione, non procedet illa prior pars assertionis, nec habebit locum legis obligatio. Et patet ratione, quia, cessante causâ adæquatâ, cessat effectus; sed adæquata causa hujus obligationis est nullitas actûs facta per legem, seu lex irritans efficaciter et cum effectu, ut discursus facti satis ostendunt; ergo, cessante illo effectu, cessat causa obligationis, et consequenter etiam obligatio ipsa. Posita autem est illa conditio et hæc posterior pars, quia interdùm potest impediri hic effectus. Quibus autem modis impediri possit in capite sequenti dicam.

CAPUT XXI.

Quibus modis impediri possit irritatio actûs, quem lex præcipit pro infecto haberi.

1. Duobus modis potest actus fieri irritus per legem, uno modo mediante sententiâ judicis, vel condemnatoria, vel saltem declaratoria criminis; alio modo immediatè per ipsammet legem statim ac fit, seu intentatur actus. In quibus modis manifestum est, difficilius esse impedire irritationem solius legis, quàm illam quæ requirit sententiam judicis, quia facilius est impedire judicem ne sententiam proferat, quàm legem ne operetur, et ideò hìc dicemus de irritatione per judicem inducendâ, et in sequenti de alterâ. Et quamvis dupliciter possit irritari actus per sententiam judicis, scilicet, vel per sententiam condemnatoriam et hominis executionem, vel per declaratoriam tantùm, quâ positâ statim lex operatur, inter quos modos est magna differentia, ut infra videbimus, tamen in præsenti non multùm interest, quia satis nunc est, quòd actus non sit irritus ante sententiam; quòd si aliquid speciale occurrerit, adnotabitur.

2. Regula ergo generalis sit, quoties lex irritat actum dependenter à sententiâ judicis, licet actus à principio irritabilis sit ratione legis, ut per se constat, nihilominùs ejus irritatio multis modis impediri potest; et dùm non irritatur actus, permanet validus, sive justè sive injustè irritatio impediatur; utroque enim modo id contingere potest. Primò enim

impeditur sine injustitiâ, si actus sit occultus, ita ut in judicio probari non possit, quia ex vi talis legis nemo tenetur actum suum irritare, vel contractum dissolvendo, vel spoliando se rebus acceptis, ut capite præcedenti dictum est. Et ideò nihil peccat qui talem actum occultum tanquàm omninò firmum et validum perpetuò conservat, quia reverà talis est, quamdiù à judice non irritatur. Neque etiam peccat, etiamsi actum occultum retineat ne irritetur, quia ex hoc capite non violatur lex, nec alicui fit injuria. Cavendum est autem ne in ipsomet actu aliqua commissa sit; nam illa rescindenda est. Ut licet venditio rei ultra dimidiam justi pretii non sit irrita, sed rescindenda, licet non rescindatur de facto, quia est occulta, tenetur venditor in conscientiâ et absque ullâ coactione judicis restituere partem illam pretii in quâ excessit justitiæ æquitatem, et omnia damna quæ ob eam causam, vel propter dilationem restitutionis iniquam emptor passus est. Et è converso, si emptor fuit injustus in parvitate pretii, tenebitur supplere quod abstulit, et damna quæ ex illâ diminutione alteri secuta sunt; nihilominùs tamen potest rem emptam retinere, et fructus ejus similiter, quia cùm actus fuerit validus, factus est dominus rei emptæ, cum solâ obligatione resarciendi injuriam.

3. Secundò potest hæc irritatio actûs (etiamsi publicus, seu probabilis sit) sine injustitiâ impediri, aut ex consensu partium, quia neutra vult actum rescindere, aut quia illa pars, cujus interest, non vult litem movere, nec rescissionem intentare. Tunc enim nihil agitur contra legem, cùm ipsa non imperat partibus, ut actum rescindat, nec etiam sibi faciunt injuriam, vel quando ex mutuo consensu actum conservant, quia volenti et consentienti non fit injuria, vel quando is qui habet jus non intentat actionem, quia ipse potest cedere juri suo, et alter non obligatur ad irritationem procurandam. Semper tamen tenebitur ad recompensationem faciendam, si injuriam intulit, juxta proximè dicta in præcedenti puncto. Atque hinc etiam fit ut possit hæc irritatio impediri per legitimam præscriptionem adversùs actionem seu actorem, qui fuit negligens in petendâ irritatione; nam si contra illum præscriptum sit, consequenter est omninò firmatus actus, et irritatio exclusa, quia hæc non potest fieri nisi mediante actione, et actio fuit per præscriptionem exclusa. Quòd verò tempus ad præscribendam actionem sufficiat, non est hujus loci exponere. Vide Molin. tract. 2 de Justit. disp. 71.

4. Tertiò potest irritatio hæc impediri, licet actus sit publicus et probabilis, et ad judicem delatus, ut illum irritet, quia judex cum effectu illum non irritat, seu sententiam non profert: nam sive jure, sive injuriâ id facere omittat, quamdiù cum effectu actum non irritat, ille valorem suum retinet cum omnibus effectibus, qui ab illo nascuntur. Probatur, quia si omittatur irritatio sine injustitiâ alicujus, tunc manet res in eodem statu in quo antea erat, et nulla ratio novæ obligationis intervenit: si verò irritatio injustè denegata est, tenebitur quidem ad recompensandum damnum qui injuriam intulit, sive ille fuerit judex, injustè judicando contra allegata et probata, sive fuerit falsus testis, sive alia tertia persona, injustè cooperando, sive ipsemet reus, injustè se defendendo; nihilominùs tamen actus semper conservabitur validus, et effectus ejus, scilicet, dominium acquisitum, vel quid simile, semper permanebit, quamdiù cum effectu actus non irritantur. Unde etiam fit, ut si lex non irritet ipso facto, sed solùm præcipiat irritari actum, tunc solùm irritetur tempore latæ sententiæ condemnatoriæ. Unde, si contingat actum rescindi aliquo tempore postquàm factus est, non retrotrahetur rescissio ad initium actûs, sed solùm tunc incipiet, cùm fit, quia antea actus fuit validus, et fructus, v. g., illo tempore accepti ex re acquisitâ per talem contractum justè accepti sunt, et cum absoluto et perfecto illorum dominio. Tantùmque manere poterit obligatio recompensandi damna, si quæ alteri injustè allata fuère, vel in actu ipso in principio, vel in morâ faciendi talem recompensationem, ut dictum est. Quæ omnia ex principiis justitiæ necessariò sequuntur, et non possunt habere controversiam, et ideò longiori probatione aut disputatione non indigent. Secùs verò erit si lex irritet actum ipso jure cum ordine ad sententiam declaratoriam, nam tunc retrotrahetur irritatio, ut infra dicam.

5. Quæri verò potest, si pars ipsa, quæ rem alterius per contractum irritabilem validè comparavit, per injustitiam novam impediat ne contractus irritetur, vel per vim et metum alium cogendo, ne rescissionem contractûs petat, vel subornando iniquum judicem, aut falsos testes, etc., an in eo casu teneatur ex justitiâ rescindere contractum, etiamsi per judicem irritatus non fuerit. Quando enim per alios poni-

tur tale impedimentum sine injustâ cooperatione ipsius partis, seu rei, non tenetur ipse spoliare se re suâ, vel contractum suâ voluntate solvere, magis quàm antea teneretur, quia nulla nova ratio obligationis in eo invenitur. Alii verò, si injusti fuerunt, tenebuntur ad recompensationem, non verò ad restituendum in specie per rescissionem contractûs, quia hæc non est in eorum potestate, cùm pendeat ex alterius voluntate, scilicet, ipsius rei. At verò quando ipsamet pars, seu reus fecit talem injuriam, videtur teneri ad reparandum damnum quod intulit in eâdem specie, quia potest, et ex solâ suâ voluntate pendet; nam damnum illatum fuit privare actorem debitâ irritatione contractûs, et hanc potest facere reus suâ voluntate; ergo tenetur illam facere.

6. In contrarium verò objici potest, quia hæc est quædam pœna; at verò nullus reus obligatur ad restituendam pœnam ad quam condemnandus esset secundùm legem, si de facto non condemnatur, etiamsi per iniquam et injustam tergiversationem, vel subornationem, condemnationem impediverit. Ut probabiliter tenet Navarr. cap. 18, num. 48, quem sequitur Vasq. in præsenti disput. 175, cap. 2; ergo neque hic tenetur ad rescindendum contractum, etiamsi dolo evitet condemnationem ad hujusmodi pœnam. Licet alii auctores contrarium opinantur cum Soto lib. 1 de Justit. quæstion. 6, art. 6. Sed quidquid de hoc sit, probabilius mihi videtur in præsenti puncto, hunc reum teneri in conscientiâ ad rescissionem contractûs alio volente, ut ad reddendam rem priori domino, recuperato pretio, vel quid simile Et ratio priùs facta apud me convincit, quam hoc modo ampliùs declaro Nam, vel ille tenetur restituere aliquid actori in illo casu, vel non; hoc secundum videtur incredibile, quia planè irrogat illi injuriam, cùm per media iniqua illum impediat à consecutione juris quod per leges illi competit. Item, si falsus testis per iniquam deceptionem illum impediat, tenebitur ei satisfacere; ergo et actor tenetur. Quòd si restituere tenetur, profectò debet in propriâ specie illud restituere quod injustè impedivit, quandoquidem potest. Nam ubi restitutio in propriâ specie fieri potest, non habet locum recompensatio pro voluntate debitoris, quia alter habet jus in suam rem propriam. Imò in præsenti casu, cùm agitur de rescissione contractûs, præcipuè videtur intenta recuperatio rei propriæ in propriâ specie; ergo.

7. Propter rationem verò in contrarium factam limito hanc sententiam, ut procedat, quando actus præteritus, qui rescindendus seu irritandus est, fuit privatus, pendens ex voluntate contrahentium, per quam res unius in alterum translata est, et postea per irritationem actûs, intendit prior dominus peculiare emolumentum sibi debitum virtute legis. Tunc enim illa rescissio contractûs non habet propriam rationem pœnæ, vel saltem in tali causâ, per quam actor ille jus suum petit, non consideratur præcipuè ratio pœnæ, sed res actoris, et reparatio illius, et ideò cùm ab illâ consequendâ per iniqua media impeditur, illi fit injuria contra justitiam commutativam, quæ ad restitutionem obligat in propriâ specie, ut dixi, quando debitor in illâ solvere potest. Et ita ad objectionem quatenùs contra hoc procedit, negatur consequentia, quia in pœnâ, licet per fraudem impediatur, non fit contra justitiam commutativam, ut est probabile. Unde, si contingat actum, qui irritandus est, solùm titulo pœnæ esse irritandum, et non propter speciale jus quod actor priùs haberet in rem, quæ per talem actum fuit in alium translata, sed solùm quia intendit ut pœna illi applicetur, quia cedit in ejus utilitatem; in tali casu non est improbabile, reum non teneri ad restitutionem, etiamsi per iniqua media se defendat. Quia tunc non peccat contra justitiam commutativam respectu privati actoris, sed solùm contra justitiam legalem respectu communis boni, vel contra obedientiam et justitiam quâ tenebatur judici et reipublicæ. Ut, v. g., si quis sit consecutus beneficium validè, non per resignationem vel donationem alicujus privatæ personæ, cujus antea beneficium esset, sed quia beneficium vacabat, et ordinario modo, fuit ad illud electus, vel provisus, cum aliquo tamen defectu, ratione cujus potest et debet collatio cassari; tunc licet alius impetret jus ad beneficium, et agat ad irritationem collationis, et possessor se iniquè defendat, vel defectum occultet, et irritationem collationis impediat, non videtur teneri in conscientiâ ad relinquendum beneficium, quia non fecit alteri injustitiam, sed solùm egit ad excusationem pœnæ, ad quam alter non habet speciale jus justitiæ commutativæ, quia non propter illius commodum imposita est, sed tantùm propter vindicationem delicti, quæ ad justitiam legalem seu boni communis spectat.

CAPUT XXII.

Utrùm lex ipso jure irritans actum impediri aliquo modo possit, ne actum nullum reddat.

1. Agimus de lege, quæ per se et ante om-

nem sententiam actum irritat, et loquimur de illâ permanente in suâ vi et statu, ita ut nec per abrogationem, nec per dispensationem sublata sit ejus obligatio. Videtur enim tunc fieri non posse, ut talis effectus legis impediatur, positâ materiâ ejus. Ratio est, quia talis irritatio fit per efficacitatem moralem ipsiusmet legis, et ita fit in eodem momento in quo actus fit; nullus autem potest legis actionem impedire. Quia solus princeps conditor legis potest vim legis auferre, et consequenter solus etiam potest effectum illius impedire; at legislator non potest in ipsomet tempore in quo actus fit illum irritare, nisi præcedat ejus dispensatio seu decretum quo declaret se nolle ut in eo casu lex non obliget, nec habeat vigorem, de quo casu non loquimur, sed de lege integrâ et immutatâ, ut dixi; ergo non videtur posse impediri talis effectus. Et confirmatur : nam si impediri posset, maximè per ignorantiam invincibilem; sed non potest impediri per ignorantiam; ergo. Major cum consequentiâ patet, quia nulla est potentior excusatio, nec quæ magis causet involuntarium, quàm ignorantia. Minor verò patet, quia, licet ignorantia excuset culpam, non verò tollit vires legis tam in obligando, quantùm est de se, quàm in efficiendo.

2. In hoc puncto distinctione utendum est inter irritationem propriè pœnalem, quæ in odium alicujus peccati principaliter imponitur, et illam quæ per se inducitur propter bonum, et favorem, aut communitatis, aut membrorum ejus, sive directè per prohibitionem aut irritationem actûs, sive consequenter per institutionem formæ necessariæ ad valorem actûs inducta sit.

3. Primò igitur dicendum est : Quando irritatio tantùm in pœnam imposita est, per ignorantiam vel aliam similem, quæ à culpâ excusat, impeditur. Docent Card. in Clement. 1, de Elect. q. 18, Bologn. in l. *Omnes populi*, ff. de Just. et Jur. n. 153, ubi alios refert. Probatur, quia cessante causâ (utique per se, et adæquatâ), cessat effectus; sed in præsenti casu culpa est causa per se, et adæquata talis irritationis, quia hoc modo est causa pœnæ et illa irritatio pœna quædam est, ut supponitur; ergo. Unde confirmatur ex generali principio, quòd ignorantia excusans culpam, excuset etiam pœnam, quod supra traditum est, et probatum; sed non est minor ratio in hâc pœnâ irritationis actûs, ut cessare debeat, cessante culpâ, quàm in aliis; ergo idem in illâ dicendum est. Et potest hoc confirmari ex his quæ diximus lib. 4 de Orat. c. 30, n. 17, scilicet, eum qui ex oblivione naturali omittit divinum officium, facere fructus suos, non obstante lege pœnali irritante acquisitionem fructuum, contra non recitantes latâ, quia per illam oblivionem cessat culpa, et consequenter etiam pœna; ergo idem erit in omnibus similibus. Dices : Collatio beneficii simoniacè facta irrita est, quæ irritatio est pœnalis, et nihilominùs tenet, etiamsi ignoranti invincibiliter simoniam beneficium collatum sit, ut lib. 4 de Simon. c. 57, n. 35, ostensum est. Respondetur, illud esse speciale, quia fuit in illâ lege expressum in detestationem illius delicti. Addo etiam ibi semper intervenire aliquam culpam, vel collatoris, vel alicujus tertii, quæ sufficit ad sustinendam illam pœnam, etiamsi recipiens excusetur; nam ad punitionem alterius ipse etiam per accidens patitur. Dici etiam potest, illam irritationem non tantùm esse pœnalem, sed etiam per se inductam propter vitandam omnem indecentiam rerum sacrarum, quæ ex simoniâ provenit, et propter vitandam omnem notam et infamiam illius in his qui ecclesiastica beneficia validè consequuntur.

4. Tandem circa hanc conclusionem occurrebat quæstio an ignorantia irritationis, et non prohibitionis, quæ culpam contra legem excusare valeat, impediat irritationem actûs. Sed hoc etiam pendet ex quæstione supra tractatâ, an ignorantia solius pœnæ excuset illam, etiamsi contra legem peccatum sit. In quâ partem negantem veriorem esse censuimus. Unde consequenter in præsenti dicendum est, quando lex humana prohibet actum, addendo irritationem per modum pœnæ, si lex non ignoratur, ut prohibens, licet ignoretur ut irritans, actum contra legem factum esse irritum, quia talis ignorantia non excusat peccatum contra legem et consequenter nec excusat pœnam, licet ignoretur; ergo neque excusat irritationem, quia irritatio non est talis pœna, quæ requirat specialem contumaciam, sicut excommunicatio, et similes censuræ. Item hoc modo incurritur irregularitas pœnalis, licet ignoretur ipsa pœna, si non ignoratur prohibitio, neque excusatur culpa; ergo idem est de quâcumque inhabilitate personæ, ergo et de irritatione. Denique inductione hoc ostendi potest in beneficiato non recitante culpabiliter, qui non facit fructus suos, etiamsi pœnam ignoret, et sic de aliis. Quæ doctrina etiam procedit indifferenter, sive actus irritans per legem esset jam damnatus, sive de novo per illam damnetur,

quia hoc valdè extrinsecum et accidentarium est, ut de pœnâ etiam dixi. Et hoc magis constabit ex puncto sequenti.

5. Dico secundò : Quoties lex, constituendo formam substantialem servandam in actu, consequenter irritat illum, qui fit sine tali solemnitate, impediri non potest ille effectus prout à lege præscribitur, stante tali defectu, ideòque non potest esse validus actus factus contra talem legem. Supponimus sermonem esse stante lege in suâ vi, et non interveniente dispensatione principis. Probatur ergo primò ratione generali quasi philosophicâ, quia forma sic statuta per legem est substantialis tali actui sub tali vel tali ratione, scilicet, contractûs, professionis, testamenti, vel aliâ simili; sed absque formâ substantiali non potest res subsistere ; ergo neque actus ille potest suum esse habere sine tali formâ ; ergo, tali formâ deficiente, non potest impediri defectus nullitatis. Secundò, lex illa resistit valori talis actûs ; ergo, si voluntas principis non derogat legi (ut supponitur), non potest privata voluntas alicujus illi resistere, vel illam impedire; ergo nullum impedimentum cogitari potest ad hoc sufficiens. Atque hæc assertio magis confirmabitur simul cum sequenti ; nam hæc lex in tantum irritat, in quantum virtute prohibet vel non admittit actum sine solemnitate factum quoad valorem ejus, et ideò eadem est ferè ratio de illâ, et de lege directè, et per se prohibente, et irritante actum.

6. Dico ergo tertiò : Quando lex absolutè et simpliciter prohibet et irritat actum, non potest irritatio illa per causam inferiorem, vel propter particularem occasionem impediri, seclusâ principis dispensatione formali, vel præsumptâ, ut nunc loquimur. Hæc assertio communis est, ut ex his, quæ statim allegabimus, constabit. Et probatur sufficienter illâ generali ratione, quòd lex est quæ operatur hunc effectum, et de se semper est efficax, nec potest impediri ab inferiori voluntate aut potestate, quando ipsa absolutè loquitur, et prohibet. Explicaturque in hunc modum, quia, ut effectus sit validus, non obstante tali lege, necesse est ut intercedat aliqua sufficiens ratio interpretandi legem illam non procedere in illo casu, id est, non fuisse mentem legislatoris obligare ad servandam talem formam in tali opportunitate; sed hæc interpretatio admittenda non est in tali lege irritante, quando illa exceptio in ipsâ lege, vel in alio jure non habetur ; ergo. Major evidens est ex dictis, quia contra legem resistentem non potest valere actus ; ergo, è contrariò, ut valere possit in aliquo casu, necesse est ut pro illo non sit posita lex. Minor autem probatur, quia tres tantùm, vel quatuor causæ, vel occasiones excogitari possunt, ob quas in particulari casu possit illa interpretatio fieri in tali lege. Una est defectus voluntatis in eo qui facit contra talem legem per ignorantiam ; alia erit similis defectus propter metum ; tertia esse potest, quia contrahens, seu operans cedit juri suo. Quarta esse potest necessitas aliqua, quæ cogat per epiikiam interpretari, non fuisse mentem principis pro eo casu obligare. Quintò addi potest cessatio causæ et rationis legis. Sed de his duabus dicemus meliùs capite sequenti, quia, si veræ sunt, in eis intervenit quædam interpretativa dispensatio legis. Ex aliis verò tribus causis nulla est sufficiens.

7. Et inprimis quòd ignorantia legis irritantis non impediat irritationem actûs, sive ignorantia sit de solâ vi irritandi legis, sive absolutè de totâ lege, indubitatum est apud omnes, ut patet ex Glossâ in Clement. 2, de Hæretic. verb. *Ex tunc,* quam Cordub. et alii communiter ibi sequuntur; Decius in capit. 2 de Constitut. lect. 2, numer. 5, et ibi Abbas, Felinus et alii ; Soto lib. 1 de Justitiâ, quæstion. 1, art. 4, cum multis, quos infra referemus tractando de promulgatione legis irritantis necessariâ ad effectum irritandi, et plures etiam refert Sanci. lib. 7 de Matrimonio, disput. 9, numer. 10. Probaturque sufficienter ex capit. 1 de Concess. præbend. et ex cap. *Dudùm,* et cap. *Quoddam,* de Præbend. in 6. Ratio autem est supra tacta, quia ignorantia solùm potest excusare à culpâ ; hæc autem irritatio non pendet à culpâ, quia non est pœna, ut cap. 19 dictum est, quia non in odium, seu vindictam peccati ponitur, sed per se propter commune bonum; ergo ignorantia non potest obstare huic effectui. Dices : Quando actus simpliciter prohibetur per legem, tunc irritatio pœnæ est ejusdem actûs contra legem facti. Respondeo, etiam illam non esse propriè pœnam ex primariâ intentione legis ; nam per se intendit irritationem propter bonum commune, ut patet de lege irritante matrimonium inter consanguineos, et aliis similibus. Quæ etiam quoad hanc partem leges morales sunt, et directivæ, ut supra dixi, et ideò ignorantia non impedit talem effectum. Unde etiam auctores qui hanc vocant pœnam, dicunt esse adeò intrinsecam, ut per ignorantiam non impediatur,

ut ex multis refert Sanc. lib. 3 de Matrimon. disput. 17, num. 10. Quanquàm plures ex illis potiùs condistinguant hanc irritationem à pœnâ, ut supra retuli. Confirmatur à simili : nam irregularitas, quæ non est pœna, incurritur, non obstante ignorantiâ, ut ex propriâ materiâ constat, et idem est de inhabilitate, quæ non est pœna, ut patet de inhabilitate ad matrimonium contractâ ex affinitate, vel cognatione; ergo idem erit in præsenti.

8. Denique patet conclusio inductione in testamento minùs solemni, et similibus. Unicum tamen exemplum pro multis sufficit de solemnitate requisitâ ad valorem matrimonii per concilium Tridentinum. Est enim certissimum, si absque illâ nunc fiat matrimonium inter ignorantes, ubi concilium est promulgatum, illud esse nullum, ut omnes moderni de Matrimonio scribentes docuerunt, et Medin. 1-2, q. 90, art. 4; et omnes theologi consentiunt, quia verba concilii absolutissima sunt, et illam addere exceptionem valdè temerarium esset. Imò, ideò concilium voluit necessariam esse promulgationem illius decreti in singulis parochiis ad effectum irritandi, et post illam unius mensis tempus concessit, ne matrimonia ulla inter ignorantes fieri contingeret. Ignorantia ergo non impedit hanc nullitatem. Idem videre licet in aliis impedimentis irritantibus, vel matrimonium, vel professionem, et similia. Dices : Hæc irritatio sæpè fit in gratiam contrahentis; at beneficium non confertur invito, qualis est ignorans; ergo. Respondeo primò, per potestatem superiorem etiam invito conferri beneficium, quando illi, vel communi bono expedit. Secundò dico, illum non esse invitum, sed ad summum non volentem, quod valdè diversum est, ignorantia enim præcisè sumpta non causat involuntarium positivè, ut sic dicam, sed solùm non voluntarium, et sæpè fit beneficium ignoranti, et sine consensu ejus expresso vel tacito. Dici item potest, nunquàm deesse præsumptum consensum. Quamvis reverà nec ille necessarius sit, quia per has leges per se consulitur communi bono.

9. Deinde quòd metus non impediat, eodem exemplo facilè ostendi potest, quia si quis per metum mortis cogatur nunc contrahere matrimonium sine paracho et testibus, nihil efficiet, et idem in universum esse de contrahente per metum cum impedimento irritante, docet Cajeten. 1-2, q. 96, artic. 4, et ibi Medin. et alii moderni; Soto lib. 1 de Justitiâ, q. 6, art. 4, et in 4, d. 22, q. 1, art. 4; Navarr. cap. 27, n. 141. Idem ergo erit in quâcumque aliâ lege irritante. Dices, in matrimonio illud inveniri, quia ipse metus irritat contractum, et ideò operari non potest ad alias irritationes impediendas. Respondeo primò, illam irritationem esse accidentariam ad id de quo agimus; nam licet daremus, metum non irritare matrimonium, nihilominùs matrimonium inter consanguineos metu factum esset irritum. Et ita ibi interveniunt duo impedimenta, ut rectè notavit Sanc. lib. 7 de Matrim. disput. 5, n. 4. Et declarari potest ex opinione dicentium, matrimonium contractum ex metu gravi, illato non solùm ad contrahendum, sed etiam ad consummandum, non irritare matrimonium, ne vertatur in damnum quod pro favore concessum est; nam illi, ut existimo, non concederent, matrimonium inter consanguineos fore validum, licet fiat ex metu gravi illato ad contrahendum et consummandum. Neque post concilium Tridentinum dici potest validum fore matrimonium factum sine parocho et testibus, ex timore simili, ut benè etiam docet Sanc. supra; ergo tota ratio est, quia metus gravis non sufficit impedire efficaciam legis irritantis.

10. Denique ratione sic declaratur, retorquendo objectionem factam, quia metus de se solùm minuit voluntatem et libertatem; at hoc impertinens est ad impediendam irritationem actûs, quæ per legem fit, quin potiùs de se juvat, ut magis irritet, quia lex non favet his violentiis, sed potiùs resistit illis. Item magis impedit voluntarium ignorantia quàm metus, et nihilominùs ignorantia non impedit irritationem; ergo nec metus impediet. Dices, rectè probari, metum per se, et ex vi intrinseci effectûs non impedire irritationem; nihilominùs tamen, propter vitandum gravissimum damnum mortis, posse impedire, quia lex humana non obligat cum tanto rigore, et ideò, licet prohibeat et irritet actum, si imminet gravis mortis metus, nisi fiat actus, non obligabit humana lex, nec impediet quominùs validè fiat. Respondeo, aliud esse considerare legem quoad prohibitionem actûs, aliud quoad irritationem. Nam quoad primum fieri potest ut metus excuset à culpâ faciendi actum contra legem, saltem ex eâ parte quâ est contra humanam legem, ut patet, si quis ex timore profiteatur ante impletum annum professionis, vel si contrahat exteriùs cum affine ad vitandam mortem; tunc enim probabile est, non peccare contra prohibitionem Ecclesiæ, quidquid sit, an peccet contra sacra-

menti reverentiam, quod ad præsens non refert. Quoad aliam verò partem irritantem, non est necesse, ut legis efficaciam impediatur, quia illa non pendet ex culpâ, quæ ibi committatur, ut dictum est. Neque est necessaria validitas actûs ad vitandam mortem, quia per comminationem mortis non cogitur aliquis, nisi ut faciat, quod in ipso est; non enim ipse irritat actum, sed lex; ergo nulla est ratio, cur tunc cesset efficacia legis.

11. Urgebis, quia interdùm potest esse necessaria validitas actûs ad vitandam mortem comminatam, ut si quis metu cogatur ducere consanguineam, et statim consummare, tunc valor contractûs necessarius est, ut possit matrimonium consummari sine peccato mortali. Respondeo, metum mortis posse excusare ab obligatione legis humanæ, quæ ab illâ nascitur; non tamen excusare ab obligatione legis naturalis, quæ nascitur, præsupposito aliquo effectu legis humanæ, quem effectum non potuit metus impedire, quia non pendet ex hominis voluntate. Ut, v. g., si quis simoniam committat circa rem consecratam ex institutione Ecclesiæ, non excusabitur propter metum, neque etiamsi injustitiam committat, vendendo rem ultra taxam legis. Sic ergo in præsenti non excusatur quis in eo casu ratione metûs, quia reverà per illum non inducitur ad agendum contra legem Ecclesiæ, sed ad committendam fornicationem. Per legem enim Ecclesiæ immediatè fit, ut hæ personæ sint inhabiles, ut idem concilium ait, quæ inhabilitas non est in potestate hominis, ut per metum auferatur; hinc verò consequenter fit, ut copula inter personas sic exteriùs contrahentes semper sit fornicaria, et ideò cùm quis ad illam cogitur, non inducitur ad agendum contra legem humanam, sed contra naturalem, et ideò metus talis non excusat. Quòd si inquiras unde constet, Ecclesiam tam absolutè imposuisse illam inhabilitatem, ut non cesset etiam in tanto discrimine, et quæ ratio hujus rigoris reddi possit, respondeo id constare ex sensu et usu totius Ecclesiæ, et communi consensu doctorum. Ratio verò est, quia esset contra efficaciam et finem ipsius legis, hujusmodi exceptionem in ipsâ ponere vel admittere. Maximè cùm illud periculum sit valdè remotum, quod à lege non debuit considerari; nam inde sumerent homines occasionem incutiendi hujusmodi metum circa usum, qui sine transgressione prioris legis irritantis licitè fieri non potest, ad legem ipsam eludendam.

12. Sed instabis; nam interdùm aliquis incutit alteri hunc metum, ut ex nullitate actûs commodum reportet, cum magno alterius detrimento, qui per violentiam cogitur ita facere actum; videtur ergo tunc alienum à ratione, ut lex faveat illi, qui injuriam infert in damnum illius, qui injuriam patitur; favebit autem, si is qui infert alteri injustum metum, obtineat nullitatem actûs quam ipse iniquè intendit, et alteri injuriam passo perniciosa esset. Exemplum esse potest in testamento minùs solemni, si per metum gravem quis cogatur in suo testamento non servare solemnitatem requisitam ad valorem ejus, ne transeat hæreditas ad eum quem ipse vult instituere, sed ad alium, et fortassè ad ipsum qui incutit metum. In eo enim casu consequetur ille iniquus virtute legis, quod iniquè intendit, si actus non sit validus, quod videtur absurdum. Item solemnitas illa introducta est in favorem testatoris, ut tollantur occasiones defraudandi mentem ejus; ergo non debet ita servari, ut redundet in ejus incommodum juxta regulam juris 61, in 6 : *Quod in alicujus gratiam conceditur, non est in illis dispendium retorquendum;* ergo in illo casu non operabitur suum effectum. Et idem erit quoties metus redundaverit in fraudem legis, seu contra finem ejus. Respondeo, hæc omnia nihil obstare quominùs actus ille sine legis solemnitate factus invalidus sit, quia caret substantiali formâ, sine quâ subsistere non potest. Et quòd per iniquitatem et injustitiam illâ privetur, parùm refert, quia nullitas formaliter provenit ex carentiâ formæ, accidentariumque est, quòd ab hâc vel illâ causâ proveniat. Nec lex cooperatur ad alterius iniquam vim, sed illâ non obstante, effectum suum operatur, quia ita expedit communi bono. Et ideò etiam non consideratur privatum incommodum hujus vel illius personæ, quod per accidens sequitur, et non potest semper à lege impediri. Et ita non procedit tunc regula juris citata, quia cum proportione est intelligenda, vel quando aliquid conceditur propter privatum commodum, et respectu ejusdem cessat, vel quando erat propter commune bonum, et generaliter cessat, et in commune dispendium convertitur. In illo tamen casu particulari manebit, qui injuriam intulit, obligatus ad restitutionem damni illati, tam in conscientiâ quàm in exteriori foro, si metus et injuria in illo probari possit.

13. Atque hinc ulteriùs constat, quid de tertio membro dicendum sit, scilicet, an hæc irri-

tatio cesset, quando is, cujus interest, cedit juri suo. Dicendum est, nihil hoc referre, vel obstare quominùs lex effectum suum operetur. Et ratio à priori est, quia lex respicit commune bonum in tali irritatione, et hoc non cessat, etiamsi privatum incommodum per cessionem personæ voluntariè cessare videatur. Nec potest quis renuntiare aut derogare communi bono, cedendo proprio, sicut non potest quis renuntiare privilegio communitati per se primò concesso, et sibi ratione totius corporis communicato, ut latè dixi lib. 2 de Juram. cap. 25, princip. et cap. 26, num. 6; talis ergo cessio in præsenti casu frivola est, et nulla, unde non potest irritationem legis impedire. Quod etiam inductione ostendi potest in utroque modo irritationis supra posito. Nam licet testator dicat, se cedere juri suo, et velle, ut testamentum sine debitâ solemnitate sit validum et efficax, nihil efficiet, ut nunc suppono, et videtur esse extra controversiam quoad valorem testamenti, ut tale instrumentum est, etiamsi de efficaciâ voluntatis ad dandum dominium in conscientiâ sit controversia, quæ nunc tractanda non est. Magis verò indubitatum est in solemnitate præscripta per concilium pro matrimonio contrahendo; nam, etiamsi contrahentes maximè velint cedere juri suo, et aliter contrahere, non poterunt, etiamsi ex tali contractu in tali casu nullum sequeretur incommodum, quia generalis lex hoc non considerat. Idem est de lege irritante matrimonium metu contractum; nam licet is, qui metum patitur, velit cedere juri suo, et validè contrahere, ut possit licitè consummare, et sic mortem evadere, non poterit, ut verior habet opinio, quam rectè tractat Sanc. lib. 4 de Matrimon. disp. 18, à num. 13, quia ita expedit ad commune bonum per legem illam intentum, et quia formalis dispositio legis, et ratio ejus semper subsistit, etiamsi persona illa particularis velit cedere juri suo propter irritandum privatum incommodum, quod lex non considerat.

14. Sed objici potest, quia lex postulans annum integrum probationis ad validitatem professionis generalis erat ante concilium Tridentinum, et tamen poterat aliquis cedere juri suo, et cessabat irritatio; ergo idem erit in quâcumque simili lege quamdiù ipsa expressè non excludit hanc facultatem cedendi juri suo, expressè disponendo, ut tale jus non possit remunerari, sicut nunc in illo casu dispositum est per Tridentin. sess. 25, cap. 15, de Regular. Deinde objici possunt jura canonica et civilia, quæ dicunt sustinenda esse juramenta contra leges civiles irritantes, quando sine dispendio animæ impleri possunt, juxta cap. *Cùm contingat,* de Jur. jur, c. *Quamvis,* de Pactis, in 6, Authent. *Sacramenta,* c. *Adversùs venditorem.* Supponunt enim hæc jura, posse aliquem cedere juri suo, etiam contra legem irritantem, et ita licitè implere quod juravit; ergo tunc cessat irritatio legis per renuntiationem proprii juris. Et ratio est, quia hæ leges sæpè continent privatum favorem, cui unusquisque renuntiare potest, cap. *Ad Apostolicam,* de Regular.

15. Ad priorem partem respondeo, illam legem antiquam non fuisse simpliciter irritantem, sed sub illâ conditione, nisi utraque pars, scilicet novitius et conventus, cederet juri suo, seu liberè consentiret in professionem antea factam. Unde nec lex illa continebat absolutam prohibitionem, ut professio antea non fieret, sed tantùm sub eâdem conditione. Nec erat tunc posita primariò propter bonum statûs religiosi absolutè, sed in commodum contrahentium, et dependenter ab eorum renuntiatione. Quæ omnia manifestè colliguntur ex cap. *Ad Apostolicam*, de Regular. Imò ibi significatur, tunc aliquo modo fuisse prohibitam illam renuntiationem, non simpliciter, sed ne passim fieret, vel ne indiscretè admitteretur talis renuntiatio anni probationis, *qui in subsidium fragilitatis humanæ noscitur institutum.* Itaque illa lex non erat irritans, vel non erat ex illis de quibus nunc loquimur, quia nec dabat formam substantialem contractui, sed præfigebat tempus, nec prohibebat absolutè contrarium, sed cum certo modo. Concilium autem Tridentinum absolutam legem prohibentem statuit, et clausulam absolutè irritantem addidit, et ideò jam non est locus renuntiationi proprii juris, etiamsi hoc ipsum concilium non expresserit. Unde potest potiùs retorqueri argumentum, quòd ubi lex dat formam absolutè præcipiendo vel prohibendo, et irritando simpliciter actum, non habeat locum privata renuntiatio, nec actûs nullitatem impedire debet.

16. Tunc verò occurrit altera pars in objectione posita, circa quam institui posset longa disputatio de vi et modo obligationis illarum legum, et quomodò juramentum quodam modo contra illas prævaleat. Sed quia de hâc re disputavi latè in tractat. de Juram. lib. 2, à cap. 20, ideò breviter dico, inprimis leges illas non esse simpliciter prohibentes, sed tan-

tùm purè irritantes, imò nec absolutè irritantes, sed quasi sub conditione, nisi ille, ob cujus favorem latæ sunt, juri suo renuntiaverit. Est enim magna differentia inter legem simul prohibentem et irritantem, et purè irritantem; nam prior non solùm irritat actum, si fiat, sed etiam prohibet, ne fiat, et ita regulariter talis lex non fertur in favorem privatorum, sed intuitu communis boni, et ideò nihil conferre potest ad impediendum effectum ejus, renuntiatio privatæ personæ. Et patet, quia illa renuntiatio non potest impedire quominùs peccatum sit facere actum contra legem prohibentem absolutè, quia voluntas privata non potest facere ut lex prohibens non obliget; neque respectu obligationis legis habet locum renuntiatio; ergo neque respectu irritationis habere potest locum aut vim, quia non est verisimile legislatorem voluisse irritationem facere tantùm sub eâ conditione, prohibendo actum sine conditione. At verò lex purè irritans non prohibet actum absolutè, sed fertur in favorem privatorum, cui possent ipsi renuntiare. Et ideò dixit Panormit. in cap. *Ad Apostolicam*, de Regular., quòd lex cujus favori renuntiare quis potest, non tam est prohibitio quàm exhortatio, utique respectu illius; nam respectu aliorum potest continere vim prohibitionis. Sicut de privilegio dicimus, non habere rationem legis respectu ejus cui conceditur, sed respectu aliorum. Tales ergo videntur esse illæ leges; nos autem de legibus prohibentibus et irritantibus absolutè loquimur. Quòd si fortassè leges illæ continent absolutam irritationem, ut est probabile, dicendum est non impediri irritationem talis actûs per juramentum, sed sustineri effectum ejus qui non erat per legem prohibitus, et ita formaliter et in se non confirmari actum per legem absolutè irritatum propter renuntiationem privatæ personæ, sed solùm virtute formari aliâ viâ sustinendo eumdem effectum, ut in dicto loco latiùs tractatum est.

CAPUT XXIII.

Utrùm in lege irritante actum ipso facto, et ante omnem sententiam habet locum epiikia.

1. Ratio dubitandi est, quia interpretatio voluntatis legislatoris videtur posse habere locum in legibus irritantibus non minùs quàm in prohibentibus tantùm, vel præcipientibus; ergo poterit cessare irritatio per conjecturatam mentem legislatoris, sicut cessat obligatio. Probatur æquiparatio, quia sicut lex generaliter prohibens potest in particulari casu non solùm non esse utilis, sed etiam nocere, ita etiam lex irritans quatenùs talis est, seu (quod idem est), sicut in priori lege potest cessare ratio legis in particulari, non solùm negativè, sed etiam contrariè, ita etiam in lege irritante, ut si ex irritatione contractûs hìc et nunc sequantur absurda intentione legislatoris contraria. Accedit, quòd hâc ratione multi jurisperiti docent, legem annullantem actum in favorem alicujus, non sortiri effectum, si irritatio in ejus nocumentum cedat, quia tunc cessat ratio legis contrariæ, quia vertitur in damnum, quod propter commodum fuerat concessum, et ita est contra intentionem legislatoris, et contra regulam juris supra citatam. Quod tradit absolutè Felin. in capit. *Tuis*, de Testib. n. 1, cum Roman. cons. 32, dicente alienationem factam à minori, quamvis annulletur per jus, sustineri nihilominùs, si in utilitatem minoris cedat. Sic etiam dixit Navarr. comment. 2 de Regul. n. 32, contractum factum à religioso sine licentiâ prælati, licet per se non valeat, si tamen cedat in utilitatem religionis, sustineri, quia in ejus favorem irritatio facta est. Atque eodem ferè modo idem Navarr. in Comment. de Alienat. rer. ecclesiasticar. à num. 15, dicit, alienationem rerum ecclesiasticarum, non servatâ formâ Ecclesiæ, et contra legem irritantem factam, esse validam, si est utilis Ecclesiæ, et in eâ servatur forma jure naturali debita. Idemque dicit de electione factâ contra formam juris. Denique ex hoc principio aliqui ausi sunt dicere, per epiikiam posse nunc aliquando valere matrimonium inter Catholicos factum sine parocho et testibus, etiam in locis ubi est concilium promulgatum, scilicet, in casu extremæ necessitatis, ubi non adest parochus, et periclitatur salus æterna hominis concubinarii agentis animam, nisi priùs matrimonium cum concubinâ contrahat, et necessitas etiam magna urget, ut filii legitimi efficiantur.

2. Nihilominùs censeo, in legibus irritantibus, quæ vel formam substantialem humanis contractibus præfigunt, vel absolutè prohibent actus quos irritant, non esse admittendam exceptionem quoad irritationem actûs per solam epiikiam, moraliter loquendo. In his enim rebus, quæ ex variis circumstantiis pendent, vix potest tam universalis regula constitui, quæ non patiatur aliquam exceptionem, si fingendi et excogitandi casûs detur licentia; et ideò moraliter loquimur de humanis rebus, prout

secundùm ordinarium cursum contingunt, et sic dicimus, actum irritatum per legem simpliciter et absolutè, non posse unquàm validè fieri contra verba legis, per solam epiikiam. Probatur primò, quando lex inducit substantialem formam, quia in nullo casu potest res subsistere sine tali formâ; ergo in nullo etiam casu potest irritatio cessare, quæ oritur ex defectu talis formæ. Dices, non subsistere rem tunc sine formâ substantiali, sed desinere formam illam substantialem esse, sicut si in eâ dispensatum esset. Sed contra, quia forma substantialis, cùm constituat rei essentiam, debet esse semper eadem, quoad fieri possit; debet etiam esse immutabilis in suo ordine, ita ut saltem solus ipse illam mutare possit qui illam instituit. Et hâc ratione dicimus, nullum præter Christum Dominum posse facere ut sacramentum sine substantiali formâ validè fiat, neque in hoc admittitur epiikia, neque dispensatio per alium quàm per ipsummet Christum; ergo idem cum proportione dicendum est in omni formâ substantiali per legem introductâ.

3. Secundò de omni irritatione prohibente actum est efficax ratio, quæ lex irritans voluntatem ad actum aliquem, inhabilitat personam, vel simpliciter, vel ad contrahendum nisi juxta formam legis, sicut in principio capitis præcedentis declaratum est; sed inhabilitas per legem inducta non potest restitui per modum epiikiæ, quia epiikia ad summum potest conducere ad excusationem obligationis; ad dandam autem potestatem quam homo non habet, aut restituendam ablatam, non sufficit, quia ad hoc requiritur positivus actus, qui tunc non fit, nec à superiore, nec ab aliquo, qui vim habeat restituendi potestatem ablatam, vel auferendi inhabilitatem inductam. Nec cogitari potest, quòd per se cesset inhabilitas, vel quòd sub eâ conditione inducta sit, ut in casu necessitatis auferatur, vel quasi suspendatur; id enim est veluti contra naturam inhabilitatis absolutè et sine restrictione inductæ; est etiam contra morem talium legum, quoties talem inhabilitatem simpliciter inducunt, ut patet de inhabilitate ad contrahendum cum consanguineâ in gradu prohibito, quæ in nullo casu cessare potest sine dispensatione.

4. Et hâc ratione dicunt communiter doctores, personam inhabilem ad matrimonium non posse propter quodcumque periculum vel metum mortis contrahere matrimonium, et consummare, quia nunquàm erit illud matrimonium validum propter inhabilitatem, quæ non restituitur per metum, vel similem occasionem. Ita docuit Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 4, in fine, et sequuntur Medin. 1-2, q. 96, art. 4, dub. 2, ad 2, et alii moderni; ergo idem erit in quâcumque simili inhabilitate. Idem videre licet in irregularitate, quæ de se perpetua est; licet enim in casu possit suspendi usus ejus circa actum quem prohibet, et non irritat, non tamen potest ipsa auferri, nisi dispensatio intercedat. Et idem est in excommunicatione, et aliis censuris, quæ non auferuntur propter extrinsecas occasiones, ut sic dicam, nisi per absolutionem auferantur, vel nisi in ipsâ lege habeant terminum præfixum, quo absoluto cessent. Quod etiam in irritationibus et inhabilitatibus locum habet, ut constat. Nam interdùm imponuntur usque ad certum tempus, ut patet, quando requiritur tanta ætas, etc.; interdùm per alias leges fit acceptio, ut in extremâ necessitate mortis, quilibet minister sacramenti confessionis quantumvis inhabilis fit habilis, non per epiikiam, sed virtute legis scriptæ, vel traditæ.

5. Contra hanc sententiam referri potest Molin. tract. 2 de Justit. disp. 81, § *Sunt verò*, ubi sentit, aliquando hunc juris rigorem esse moderandum, quando non tota solemnitas, sed aliqua parva circumstantia bonâ fide omissa est, servatâ æquitate naturali. Nam tunc ipsamet naturalis æquitas postulare videtur, ut actus sustineatur. Sed de hoc puncto dicemus in cap. 26. Nunc solùm dico, regulæ propositæ standum esse, eamque eò certiorem esse futuram, quò materia legis fuerit gravior, ut sunt materiæ sacramentorum, aut statûs religiosi, atque ita per modum regulæ moralis universaliter censeo esse veram, quia rationes factæ universales sunt. Et licet possit fortassè habere exceptionem recurrendo ad conjecturatam mentem legislatoris, mihi tamen nunc talis exceptio non occurrit, quæ moraliter sit admittenda. Quia si contractus est jam factus, et reverà fuit invalidus propter solemnitatem prætermissam, non habet postea locum epiikia, vel æquitas, propter effectus postea subsecutos, vel utilitates, quæ alteri parti accesserunt: id enim accidentarium est. Si verò agitur de contractu faciendo, qui habeat effectum validum et permanentem, tunc semper est res valdè gravis, quæ intentari non potest contra legem irritantem propter solam extrinsecam necessitatem, sine adminiculo alicujus legis. Ita enim intelligenda est assertio posita, ut per se constat. Nam, si in virtute alterius legis

fiat exceptio, jam non erit epiikia, sed jus. Et sic intelligenda sunt quæ tractat Felin. in cap. *Ex parte,* de Constit. n. 1, vers. *Recepistis,* ubi ait, ratione periculi validum esse actum contra formam mandati, in omissione consilii. Ita enim in jure fundatum est, in cap. unic. § ult., *Ne sed. vacan.* in 6. Et ad eumdem modum sunt similes exceptiones admittendæ.

6. Et ita responsum est ad rationem dubitandi in principio hujus puncti positam; negatur enim æquiparatio inter prohibitionem et irritationem, quia prohibitio naturâ suâ admittit excusationem, vel ignorantiæ, vel moralis impotentiæ, et ideò in casu morali frequenter cessat, nam (si quis rectè consideret) ferè in omni interpretatione legis per epiikiam moralis quædam impotentia intervenit. Irritatio verò non fundatur in obligatione, nec requirit voluntatem, vel potestatem subditi, sed potiùs inducit impotentiam quamdam, vel inhabilitatem in illo, ipso etiam invito, quæ per solam excusationem auferri non potest. Deinde in legibus simpliciter præcipientibus vel prohibentibus, non est tam necessaria ad commune bonum uniformitas in observatione legis, quin moraliter possit sæpè expedire, non observare legem; in legibus autem ponentibus formam substantialem, vel inducentibus inhabilitatem, magis necessaria est uniformitas, quia ordinariè sunt graviores, et in earum transgressione est majus periculum, et ideò magis expedit bono communi, quòd inviolabiliter serventur, quàm quòd in uno vel alio casu aliquod incommodum vitetur.

7. Ad regulam à Felino positam dico vel esse intelligendam de legibus non irritantibus ipso jure, sed præcipientibus irritari actum aliter factum; tunc enim cùm actus sit validus, licet fortassè prohibeatur fieri, non est mirum, quòd per epiikiam possit licitè fieri. Nam tunc penes judicem erit arbitrium, an irritandus sit postea talis actus, cùm ex necessariâ occasione fuerit factus. Vel certè, si illi auctores loquuntur de actu irrito ipso facto per legem, solùm habebit locum eorum regula, quando irritatio non est absoluta, sed conditionalis, ut solet esse quando principaliter fit in favorem alicujus privatæ personæ, quæ includit conditionem, si illa non cesserit juri suo, vel si cedat in illius incommodum. Et ita contingere in obligatione minoris, sensit clarè Gloss. in l. 2, ff. de Acceptilat. Et idem existimo esse dicendum de contractu religiosi; suppositâ illâ sententiâ Navarri, de quâ in proprio loco latiùs disputabimus. Atque ita in his casibus non sustinetur actus propter epiikiam contra legem absolutè irritantem, sed propter formam legis non irritantis simpliciter. Aliud item exemplum ex Navarro sumptum, si verum est, non fundatur in epiikiâ, sed in hoc, quòd lex illa fundata est in præsumptione, de quo dicemus in puncto sequenti. Denique exemplum illud de matrimonio sine parocho et testibus, probabile non est, unde retorqueri potest argumentum, quia in illo casu non valet matrimonium contra legem irritantem, ut rectè sensit Navarr. in cons. 6, de clandestin. Despon. dicens, in nullo casu posse recedi à formâ concilii, tum quia verba ejus expressa et præcisa sunt, tum quia si daretur licentia in uno casu, ostium aperiretur ad alios, quod esset magnum incommodum contra vim et intentionem legis. Quæ ratio in gradu suo in omnibus legibus irritantibus locum habet. Idem latè docet Sanc. lib. 3 de Matrim. disp. 17, n. 4.

CAPUT XXIV.

Utrùm lex irritans interdùm privetur suo effectu, quia in præsumptione fundatur.

1. Multorum opinio est, sæpè, legem non irritare actum in re ipsâ, quia fundatur in præsumptione, et sæpè veritas non est conformis præsumptioni. Ita sentiunt doctores, qui dicunt, legem præcipientem in præsumptione fundatam non obligare in conscientiâ, quando veritatis fundamentum in re ipsâ deficit; idem enim consequenter dicunt de lege irritante, sive substantialem formam actûs prescribat, sive absolutè prohibeat actum. Quos auctores latè retuli lib. 3, cap. 22, et aliquos adducit Navar. in Comment. de Alienat. rer. ecclesiast. num. 16, ubi ipse idem sentit, et in Comment. de Spoli. num. 6, et ex hoc principio deducit alienationem rerum ecclesiasticarum prætermissâ formâ juris, licet à jure annulletur, validam esse in conscientiâ, si in re servetur naturalis justitia, et Ecclesiæ utilitas. Quod tenuerunt etiam Anton. in cap. *Quia plerique,* de Immunit. Eccles. et ibi Panorm. et in c. 1, de in integrum restit. n. 19, et alii. Idem infert idem Navarr. de Electione factâ sine solemnitate à jure requisitâ ad valorem ejus, scilicet, validam esse in conscientiâ, si justa alioqui sit, et cum formâ jure naturæ sufficienti fiat. Quæ fuit etiam sententia Innocent. in capit. *Quia propter,* de Election. et in cap. *Si celebrat,* de cleric. Excomm. minis. et Archidiac. in Regul. *Beneficium,* de

regul. jur. in 6, Panormit. et Felin. in cap. 1 de Constit. Domin. in cap. 1 de Sponsal. in 6.

2. Sic etiam dicunt multi, testamentum inofficiosum, seu minùs solemne validum in conscientiâ esse, et securum reddere hæredem institutum, si constet illi de voluntate liberâ testatoris, et quòd nulla vis, vel fraus, aut deceptio intercesserit. Quam esse magis communem sententiam multis relatis tradit Covar. in cap. *Cùm esses,* de testam. num. 5, et tenet Medin. cap. de Restitut. num. 23, in fine, et ex parte Soto lib. 4 de Justit. q. 5, art. 3, ubi mediam tenet sententiam, scilicet, talem actum validum esse in conscientiâ, posse tamen irritationem ejus etiam in conscientiâ per judicem postulari, quam nunc examinare nostrum non est. Nec etiam potest ad omnes actus applicari; aliqui enim, si semel valent, irritari non possunt, ut matrimonium, et professio, ad quos interdùm illa sententia extenditur ab auctoribus. Nam Felin. in dicto cap. 1 de Constit. num. 39, cum Panormit. in cap. *Porrectum,* de Regul. num 13, dicit, professionem factam sine solemnitate juris in conscientiâ ligare, et validam esse, si cum sufficienti libertate et justè facta est et acceptata; per dictum cap. *Porrectum,* cum Gloss. 2, ibi. Ratio autem generalis est, quia deficiente fundamento, deficit etiam quidquid in illo fundamentum erat; in tali autem irritatione fundamentum est res præsumpta; ergo illâ non existente, non procedit irritatio, nec legislator videtur posse justè illam intendere.

3. Hæc verò sententia si in eâ generalitate sumatur, quam adducta exempla postulant, sustineri profectò non potest; quia ex illâ multa sequuntur valdè absurda. Nam si leges ponentes solemnitatem certam ut necessariam in testamentis, alienationibus, electionibus, et aliis similibus actibus humanis, in præsumptione fundantur, idem dicendum erit de omnibus legibus, quæ circa professiones, matrimonia et vota similem solemnitatem ut necessariam introducunt, et in universum de omnibus quæ circumstantias speciales postulant non necessarias jure naturæ, ut est licentia tutoris in pupillo, etc., quia omnes istæ leges fundantur in periculis deceptionum, vel in periculo seu timore deceptionis, coactionis, aut alterius injustitiæ; ergo regula illa generaliter applicanda erit ad omnes has leges. Et ita nunc matrimonium clandestinum factum honestâ ratione aut necessitate, et sine ullâ iniquitate præsumptâ, esset validum; similiter professio facta ante legitimam ætatem, si constat de perfectâ intelligentiâ et consensu profitentis, idem de professione factâ ante expletum annum probationis, si constet, novitium in minori tempore plenè fuisse expertum asperitatem regulæ, et ex utrâque parte fuisse omnia jure naturæ necessaria, quia etiam illa lex lata est ex simili præsumptione, quòd in tali ætate vel tempore non fit professio cum perfecto judicio, deliberatione, seu experientiâ. Hæc autem et similia absurda sunt, et nulla probabilis ratio differentiæ reddi potest, cùm negari non possit, has etiam leges latas esse ex illo genere præsumptionis. Item idem dicendum esset de legibus irritantibus acceptiones, vel donationes etiam gratuitas propter periculum corruptionis justitiæ, ut in judicibus, tabellionibus, etc.; nam, si quis esset certus de suâ voluntate, et animo servandi justitiam, nec timeret corrumpi, posset validè et tutâ conscientiâ contra legem irritantem recipere, quæ magna esset morum corruptio.

4. Quapropter censeo, potiùs contrariam regulam esse generaliter constituendam, scilicet actus factos contra leges instituentes substantialem solemnitatem tanquàm simpliciter necessariam ad eorum valorem, esse nullos ex defectu talis solemnitatis, etiamsi in re fiant ex vero consensu, et sine ullo defectu contra legem naturalem. Probatur primò ratione factâ, quia in multis casibus necessariò ita dicendum est, et eadem est ratio de omnibus. Est autem generalis ratio, quia illa forma est substantialis ex institutione humanâ justâ; ergo sine illâ actus est invalidus, quia non potest aliquid subsistere sine substantiali formâ. Vel clariùs, lex humana ex justâ causâ potest inhabilitare, seu impotentem reddere voluntatem subditi, ut non possit tranferre dominium, nisi tali modo, et cum talibus circumstantiis; ergo, si lex ita hoc absolutè disponit, et est justa, semper id operatur, nec possumus nos eam limitare ad casus particulares, in quibus reverà invenitur malum, quod timetur, cùm lex ipsa hoc non distinguat, nec ex ratione, in quâ justitia ejus fundatur, id colligi possit, ut mox explicabitur. Et confirmatur, quia aliàs tales leges essent valdè inefficaces, et parùm utiles; vix enim posset aliquid contra illas fieri, quod non posset aliquo colorato titulo sustineri, facilèque formarent homines dictamina conscientiæ de talibus titulis ad suas conscientias

pacandas, vel fortassè fallendas. Atque hæc regula eàdem ratione procedit in legibus absolutè irritantibus actus, quos simpliciter prohibet, etiamsi in particulari non intercedant ea mala quæ lex timet, quia eodem modo procedit ratio, nimirùm, quòd lex non nititur in particulari eventu, sed generalem rationem considerat, quæ semper subsistit, licet in particulari cesset. Et ita incidimus in axioma commune, quòd legis effectus non impeditur, licet ratio ejus in particulari cesset, quando ratio generalis subsistit, et lex potest in particulari sine animæ discrimine servari, ut rectè notavit Covar. in dicto cap. *Cùm esses*, n. 8.

5. Unde duo sunt maximè consideranda in hoc puncto, unum est, has leges, de quibus tractamus, reverà non fundari in præsumptione, sed in solidâ veritate, et ideò semper consequi effectum suum. Quod judicavi dicto lib. 3, c. 22, et nunc explico in hunc modum, quia præsumptio potest in legislatore cogitari, vel ad ferendam legem, vel ad irritandum hunc actum in particulari, in quo cessant incommoda, quæ lex timebat; in neutro autem modo invenitur præsumptio à veritate discordans. De priori patet, quia aliud est periculum mali, aliud malum ipsum; lex autem, licet feratur, ne mala eveniant, non tamen fertur ex præsumptione illorum, sed ex certâ scientiâ periculi illorum; præsumptio autem non dicit certam scientiam, sed conjecturam; ergo ratio illius legis non est præsumptio, sed certa scientia periculi. Et confirmatur, quia præsumptio propria versatur circa facta particularia; lex autem illa generaliter lata de nullo facto particulari præsumit, sed tantùm in generali periculum considerat, quod in omnibus invenitur, sive in singulis perveniat ad effectum, sive non, et ideò de periculo non est præsumptio, sed certitudo. Sic igitur lex illa, quatenùs à principio fertur, non fundatur in præsumptione. Neque etiam postea in effectibus particularibus, quando irritat singulos actus, in præsumptione fundatur, sed in eo, quod certum est, nimirùm, hunc actum carere solemnitate à jure requisitâ. Nec enim talis actus irritatur à lege, quia in eo intervenerunt fraudes, etc., nec quia hoc de his contrahentibus hîc et nunc præsumatur, sed solùm quia caret solemnitate, quidquid sit de modo naturali in eo servato, vel omisso. Item ille actus non irritatur nisi in virtute legis latæ, et juxta rationem ejus; illa autem non fuit lata ex præsumptione, sed ex justâ causâ certâ, quæ causa etiam in hoc actu particulari invenitur, etiamsi in illo cessent fraudes, quia de se erat expositus periculo illarum, quod solùm lex consideravit, et justè potuit irritare actum aliter factum independenter à futuro eventu. Ergo etiam in tali actu particulari id facit, quia lex est justa, et ratio ejus non cessat, et quamvis cessaret in particulari, non impediretur effectus ejus.

6. Et declaratur à simili; nam lex canonica, quæ prohibet actum aliquem, quia habet speciem vel periculum simoniæ, propter vitanda pericula simoniæ, obligat in particulari, etiam ubi certò constat, nullam simoniam fieri contra legem naturalem, et talis actus erit simoniacus ex vi legis positivæ, et consequenter irritus, si per legem fuerit irritatus, quia lex illa non fundatur in præsumptione facti, sed in certâ scientiâ periculi, et in generali ratione vitandi pericula; sic ergo est in legibus, de quibus loquimur. Et hoc rectè videtur considerâsse Anton. Gom. in l. 3 Tauri, n. 123, in fine, cùm dixit, has leges non fundari in præsumptione, sed in re, de quâ certò constare poterat, quod sequitur ibi Burgos de Paz. n. 1471, et idem apertè sentit Molin. tract. 2 de Just. disp. 81, in rationibus secundæ opinionis, quas in hâc parte admittit, et in re idem sentit Covar. in dicto cap. *Cùm esset*, et Ledesm. 2, p. 4, quæst. 18, art. 1, dub. 12, ad 1, et sentiunt omnes, qui tenent, hos contractus esse nullos in utroque foro, qui à citatis auctoribus latè referuntur.

7. Secundò considerandum est, quòd licet proposita regula generaliter vera sit, in applicatione ejus ad particulares leges, necessarium est, verba legum, intentionem, et materiam considerare, quia non omnes ad eumdem effectum ordinantur, et quædam irritant simpliciter et absolutè contractus intuitu communis boni, in quibus indistinctè procedit regula data. Ut maximè constat de lege concilii Tridentini irritante matrimonia clandestina, et idem est de similibus. Quædam irritant non simpliciter, sed in favorem unius partis, et quasi optionem illi relinquendo, ut eligat, quod sibi melius fuerit vel utilius, ut fortassè est in contractibus minorum, ecclesiarum, religiosorum, etc. Aliæ possunt respicere commodum utriusque contrahentis, et irritare contractus quasi sub conditione, nisi partes mutuò sibi invicem remittant, et cedant juri suo. Aliquando etiam potest lex non irritare voluntatem hominis operantis, nec effectum ejus impedire, sed so-

lùm irritare scripturam, ut testamentum, vel aliam similem, ut valorem non habeat ad illos effectus præstandos, quos talis scriptura valida solet efficere. In omnibus ergo his legibus generaliter verum est, operari suum effectum independenter à præsumptione propriè dictâ, id est, quæ fit de fraude vel injustitiâ, quæ in tali facto particulari intervenisse præsumatur, non tamen semper irritatio est ejusdem modi, sed juxta verba legis, quæ in particularibus quæstionibus consideranda sunt; nostrum enim nunc non est, ad singulas leges doctrinam applicare.

8. Atque ex his tandem patet, quid de communi sententiâ citatâ sentiendum sit; nam quatenùs sentit, has generales leges irritantes esse fundatas in præsumptione, mihi non placet quoad modum loquendi, ut explicavi. Ne tamen hæreamus in verbis, si intelligat, leges has fundari in præsumptione particulari non solius periculi, sed etiam facti, quam supra vocavi definitivam, sic falsum est, tales leges fundari in præsumptione, et ideò etiam falsum est, cessare effectum earum, quando in particulari cessant fraudes, vel similia mala. Si autem per præsumptionem intelligant generalem timorem, et opinionem periculorum, quæ imminent in tali actu sine debitâ solemnitate facto, sic damus, leges has fundari in præsumptione, negamus tamen deesse veritatem præsumptam, etiamsi in particulari facto fraudes non interveniant, quia præsumptio illarum in eo sensu non fuit fundamentum legis. Tunc ergo dici posset cessare præsumptio legis, quando generaliter cessarent pericula et rationes timendi fraudes in totâ communitate, et tunc cessaret quidem lex non solùm in particulari actu, sed absolutè, quia esset inutilis et irrationabilis; non est autem timendum, quòd in naturâ corruptâ cessent hoc modo præsumptiones talium legum, quia non sunt præsumptiones reverà, sed certa judicia.

9. Unde ad exempla adducta respondeo, nullum illorum esse simpliciter admittendum. Alienationes enim rerum ecclesiasticarum sine substantiali solemnitate factas censeo esse nullas, cum Innoc. in d. c. *Quia plerique*, et aliis; an verò sit in potestate Ecclesiæ confirmare illas, et addere solemnitatem etiam altero renuente, alterius est considerationis. Idem censeo de electionibus non ritè factis, quantùmvis electus dignus sit, nec puto posse bonâ conscientiâ retinere munus, vel præbendam, nisi defectus aliquo modo suppleatur. Sic etiam testamentum minùs solemne prorsùs irritum est; an verò voluntas testatoris irritetur etiam per leges, alterius considerationis est. Denique quod de professione religiosâ dicebatur, improbabile omninò est; nam si defectus solemnitatis substantialis contra leges ecclesiasticas interveniat, valida non erit, etiamsi optimâ fide, et cum omnibus circumstantiis jure naturali sufficientibus facta fuerit, ut apertè nunc constat ex concilio Trid. Neque jam ullus hoc negat. Imò nec Glos. vel Panorm. in d. c. *Porrectum*, loquuntur de defectu formæ substantialis, sed accidentalis solemnitatis, ut legenti constabit.

CAPUT XXV.

Utrùm omnis lex prohibens purè ac simpliciter actum, eo ipso irritet illum, ita ut omnis actus factus contra legem prohibentem nullus sit.

1. Distinximus in superioribus duos modos legum irritantium; quædam enim irritant, directè prohibendo, aliæ præcipiendo, seu dando certam formam actui; in utrisque ergo necessarium est exponere, quando vel quibus verbis id faciant. In præsenti autem solùm de prohibentibus agimus; in eis enim specialis est difficultas, quæ præcipuè oritur ex l. *Non dubium*, cap. de Legib., ubi imperator declarat, omnes contractus et actus similes, qui fiunt contra legem prohibentem, esse invalidos, inutiles, et pro infectis haberi; et subjungit, hoc procedere, etiamsi lex non dicat ut actus non valeat, sed solùm ut non fiat. Dicetur fortassè hanc legem esse civilem, et non obligare in conscientiâ. Sed contra hoc est, primò, quia etiam lex civilis obligat in conscientiâ; deinde, efficaciter operatur quod intendit, et ex ipso effectu irritationis sequitur ex naturâ rei obligatio in conscientiâ, ut explicatum est. Præterea lex illa canonizata est per Gregor. papam lib. 7, in dict. 2, epist. 7, habetur in cap. *Imperiali*, 25, q. 2, et concordat regula juris canonici, 64, in 6: *Quæ contra jus fiunt, debent pro infectis haberi*. Quæ sumpta videtur ex l. *Pacta, quæ contra*, cap. de Pactis. Secundò arguitur inductione; nam inprimis lex naturalis prohibendo actum facit illum irritum, ut supra visum est. Deinde leges Ecclesiæ prohibentes matrimonia inter consanguineos, irritant illa, quamvis non habent talia verba præter simplicem prohibitionem. Idem videre licebit in antiquis decretis prohibentibus matrimonia religiosorum usque ad Innoc. II, quæ non habebant verba irritantia præter simplicem prohibitionem. Tertiò argumentamur ratione, quia

voluntas inferioris non potest esse efficax contra voluntatem superioris; sed quando lex simpliciter prohibet actum, resistit illi voluntas superioris; ergo non potest esse efficax. Et facit cap. *Venientes,* de Jurejur. ubi dicitur, non posse juramentum inferioris obligare contra voluntatem seu decretum superioris. Idem colligitur ex c. 2 de Testib. Quod præsertim verum habet in contractibus, et similibus actionibus, quæ sine adminiculo juris validæ non sunt; nam jus non cooperatur his actibus, qui contra legem fiunt. Tandem ex actione peccaminosâ non potest aliquis consequi fructum, neque effectum; sed hæ actiones prohibitæ, si fiant, sunt gravia peccata; ergo eo ipso sunt etiam irritæ.

2. Propter hæc, sententia plurium jurisperitorum est, legem simpliciter prohibentem actum, etiamsi nihil aliud addat, irritare illum. Ita sentit Barth. in d. l. *Non dubium,* ubi Jason plures alios refert. Idem Bart. in l. *Cùm lex,* ff. de Fidejussorib. n. 4 et 6; Glos. 1, in c. *Licet canon,* de Elect. in 6; Panorm, cum aliis in c. *Nulli,* de Reb. Ecclesiæ non alienan.; idem in c. *Ad Apostolicam,* de Regular. n. 10; Tiraq. referens plures in l. ult. Connubialium. Glos. 4, n. 5 et 6; et in hanc sententiam inclinare videntur Covar. in c. *Quamvis pactum,* p. 2, § 4, n. 6; Gregor. Lop. in l. 28, tit. 11, partit. 5, n. 7, ubi eodem modo intelligit illam legem. Et alios in sequentibus referemus.

3. Hæc sententia ita indistinctè sumpta difficilis est; nam ei obstat aliud principium satis receptum in jure: *Multa fieri prohibentur, quæ tamen facta tenent,* c. *Ad Apostolicam,* de Regular. Quod multis etiam exemplis facilè confirmari potest. Nam matrimonium prohibetur habenti votum simplex castitatis, et tamen validum est, cap. *Rursùs,* qui clerici, vel voventes, c. unico *de Voto,* in 6. Item qui habet votum ingrediendi strictam religionem, prohibitus est in laxiori profiteri; si tamen id faciat, professio valida est, c. *Penult.* de Regular. in sexto. Et in universum prohibitum est, donari uni rem alteri promissam, et tamen donatio valida est, et multa sunt similia, quæ prædicta communis sententia non negat. Et ob eam causam variæ limitationes et distinctiones ab ejus auctoribus inventæ sunt ad explicandam tam assertionem, quàm dictam legem, *Non dubium,* ut videri potest in Angel. verb. *Lex,* n. 18, et Sylvest. q. 28, ubi quatuor adhibet limitationes ex quibus secunda, quæ est de favore privatæ personæ, in capite præcedenti tractata est; tertia verò spectat ad leges assignantes formam actibus, de quibus in capite sequenti dicetur; aliàs verò hîc expendere necesse est.

4. Primò dicunt multi, quoties lex prohibet simpliciter sine adjectione pœnæ, irritare, si tamen pœnam adjiciat, non irritare. Ita Sylvest. verb. *Lex,* quæst. 28, cum Panormit. et Cardin. in Clementinâ primâ de Rescript. et Joan. Andr. in cap. *sicut,* ne clerici vel mona. et plures refert Felin. in cap. secundo de Testib. Prioremque partem supponunt ex dictâ lege, *Non dubium,* cum communi sententiâ. Ad posteriorem autem suadendam inducunt legem ultimam, ff. de Repudiis, ubi ex pœnâ adjectâ colligit Jurisconsultus actum non esse irritum. Item affertur lex, *Sanctio,* ff. de Pœnis. Ratio autem est, quia pœna adjecta indicat, non fuisse mentem legislatoris duplici onere gravare subditos, et pœnâ, et irritatione.

5. Verumtamen in neutro membro videtur satisfacere hæc sententia; nam contra primum procedunt principium, et exempla adducta, et multa alia, quæ postea dicemus. In altero autem membro non est in universum verum, legem imponentem pœnam non esse irritantem; ad summum enim posset ea regula præscribi de lege purè pœnali, quæ cùm non prohibeat simpliciter actum, sed solùm quasi conditionaliter imponat pœnam facienti illum, clarum est non irritare, nisi id expressè declaret, quia cùm absolutè non prohibeat actum, nullum irritationis signum in eâ relinquitur. Loquendo verò de lege propriâ seu directivâ, prohibente simpliciter actum, non est dubium, quin possit, et irritare actum, et adjicere pœnam, ut cap. 14 ostensum est. Dici verò potest, hoc habere locum, quando utrumque expressè ponitur in lege, quæ potest duas pœnas injungere; sed quia hoc non præsumitur, quando non exprimitur, ideò secus est, quando solùm prohibet, et pœnam adjicit.

6. Sed contra hoc est, quia sola pœnæ adjectio non est sufficiens judicium quòd actus prohibitus non irritetur, si aliàs absoluta verba prohibentia ad irritandum sufficiunt, ut expressè notavit Anchar. in cap. *Sicut,* ne cleri. vel monac. et ibi Panormit. num. 10, referens alios. Et patet primò, quia irritatio non est pœna, ut supra diximus, et ita licet addatur alia pœna, non est duplex, nec immoderata pœna. Et quamvis sint duo onera, sunt diversarum rationum, et habent diversas causas, et ideò meritò conjungi possunt; nam irritatio

per se fit, quia expedit ad bonum commune ; pœna verò imponitur propter culpam. Et ita lex *Sanctio,* quæ in contrarium afferebatur, non est ad rem, tum quia loquitur de duplici pœnâ propriâ, tum etiam quia loquitur de pœnis non impositis per eamdem legem, sed per diversas, et unam generalem, et aliam specialem, de quibus est longè diversa ratio. Nam hìc loquimur de eâdem lege irritante et puniente, quæ in rigore potest etiam imponere duplicem pœnam. Quia violans legem irritantem non minùs, imò per se loquendo graviùs peccat, quàm violans legem prohibentem, et non irritantem ; ergo retentâ irritatione, meritò potest lex adjicere pœnam ; ergo pœna nullum est indicium, quòd lex prohibens non irritet. Nisi fortè in aliquo casu speciali, in quo ipse modus pœnæ supponat valorem actûs, ut contingit in casu illius legis ultimæ, ut eam Bart. supra interpretatur, et infra iterùm expendemus. Atque ita responsum est ad fundamenta illius sententiæ. Unum verò addere non omittam, videlicet, quando ipsa prohibitio legis est pœna alterius delicti, tunc non irritare, nisi expressis et evidentibus verbis id declaret. Ratio est, quia tunc lex illa non est, directiva, nec per se intendit, ut talis actus non fiat, sed in odium et vindictam alterius peccati, et ideò non est interpretanda juxta rigorem legis prohibentis et irritantis, sed juxta regulas legum pœnalium, quarum una est ut eas mitiori modo interpretemur. Accedit, quòd pœna non incurritur ante sententiam, nisi in ipsâ lege satis exprimatur.

7. Secundò est alia distinctio satis communis, considerandam, scilicet, esse causam prohibitionis legis ; nam si causa temporalis est, signum est, legem prohibentem non irritare ; si autem est perpetua, signum est irritationis. Ita Bald. in dictâ l. *Non dubium,* n. 18, ex Gloss. in Clement. 1 de Jure Patronat. verb. *Inhibentes.* Prior pars probatur quia effectus non excedit causam, et ideò solet actus restringi juxta exigentiam causæ, l. *Si stipulator,* ff. de verbor. Obligat. Sic lex prohibens matrimonium fieri certis diebus, non irritat, ut constat ex titulo de Matrim. contra interdictum Ecclesiæ, quia temporalem habet causam. Posterior verò pars relinquitur ut probata omnibus rationibus in principio adductis ; nam tunc maximè potest lex prohibens irritare, cum habeat causam proportionatam.

8. In hâc sententiâ possumus prius membrum pro nunc acceptare ut favorabile et verum, quando lex utitur tantùm verbo prohibente, non tamen illud admittimus ut sufficiens ad rem explicandam, nec ut rectè deductum ex illo fundamento. Ratio prioris partis est, quia si prohibitio absoluta sufficit ad irritandum, quòd prohibitio, vel causa ejus sit temporalis, non sufficit ut lex non censeatur irritare. Probatur hoc simul cum alterâ parte, quia non repugnat causam esse temporalem, et legem prohibentem irritare, si id exprimat. Probatur, quia minor ætas temporalis est ; brevi enim discursu temporis finitur, et tamen sunt multæ leges irritantes actus ex illo capite. Annus etiam probationis temporalis causa est, et tamen defectus illius irritat professionem. Item adulterium vel homicidium cum machinatione, transitoria causa fuit, et tamen ratione illius data est lex irritans. Dices : Licet actus fuerit transiens, impedimentum quod reliquit est permanens et perpetuum. Sed hæc est petitio principii : nam illud impedimentum non est causa legis, causa enim fuit peccatum commissum ; sed est illud impedimentum effectûs legis, quia non ex naturâ rei, sed veritate legis fuit introductum ; ergo ex causâ temporali potest lex irritare actum, et reddere personam perpetuò inhabilem ad illum. Et ratio est, quia actus, licet temporalis sit, est dignus tali irritatione per legem introductâ, vel certè si irritatio non sit pœnalis, quæ ob præteritum actum imponatur, habere potest rationabilem causam temporalem, ut est ætas, quæ ex certo tempore pendet, et sufficit, ut pro tunc expediat, non solùm prohibere, sed etiam irritare actum tali tempore factum ; ut patet etiam in sententiâ die festo vel noctis tempore prolatâ. Ergo in lege prohibente non debet attendi an irritet necne, ex parte causæ temporalis, nisi alia verba pensentur.

9. Aliud item membrum de quo est propria controversia, non potest indistinctè defendi. Nam votum simplex castitatis vel religionis de se perpetua causa est prohibendi matrimonium, et tamen non irritat. Item cognatio, quæ ex catechismo contrahitur, perpetua est, et nihilominùs lex prohibens matrimonium ratione illius non irritat actum, capite, *Per Catechismum,* de Cognat. spirituali, in 6. Ratio autem est, quia sola causa, etiamsi sit perpetua, non irritat actum sine voluntate legislatoris, quæ voluntas debet per legem sufficienter exprimi ; non exprimitur autem sufficienter per solam prohibitionem, ut probant exempla adducta, et principium illud:

Multa fieri prohibentur, quæ tamen facta tenent.

10. Tertius modus explicandi, seu limitandi prædictam sententiam est, ut locum habeat, quando lex prohibet actum ratione suæ substantiæ, non verò quando prohibet ratione circumstantiarum, ut quòd fiat hoc tempore, hoc loco. Ita Baldus cum Paul. Castrens. in dictâ lege, *Non dubium*, ex Glossâ in Authenticâ, *Decernit,* codice de Reception. arbit. verbo, *Sacramenti;* Angelo et Sylvestro supra, et ferè reliqui. In quâ distinctione admittimus posteriorem partem, quæ favorabilis est. Non est autem intelligendum, non posse irritari actum, etiamsi tantùm ratione circumstantiarum, vel quoad solas circumstantias prohibeatur, dummodò prohibitioni addatur irritatio. Sic enim irrita est professio facta intra annum probationis, licet non prohibeatur professio absolutè, nec ratione suî, sed in tali tempore, et ratione circumstantiæ. Sic etiam acta judicialis prohibita in die festo irrita sunt, ut vidimus tract. 2 de Religion. libro 2, cap. 30, licet solùm ratione circumstantiæ temporis prohibeantur, et idem est de similibus prohibitis fieri in loco sacro, ut in eodem tractatu diximus lib. 3, cap. 4, n. 13; irrita enim sunt, licet solùm propter loci circumstantiam talis prohibitio fiat. Hæ tamen irritationes in legibus exprimuntur, quod si non fieret, non censerentur irritæ ratione prohibitionis, ut in eisdem locis diximus de contractibus factis in loco aut in die sacro contra Ecclesiæ prohibitionem. Illa ergo pars vera est, non tamen propter rem prohibitam, sed propter simplex verbum prohibendi; et ita parùm confert pars illa ad expediendam difficultatem. Imò ex illâ nonnullum sumitur judicium, verbum prohibendi de se non esse sufficiens ad irritandum, quamvis illud solùm non cogeret.

11. Aliud autem membrum non videtur posse universaliter defendi, ut patet primò in prohibitione matrimonii, quæ fit propter impedimentum voti simplicis castitatis aut religionis; nam ibi prohibetur substantia matrimonii, et actus ipse in se et ratione suî, et tamen non irritatur ex vi talis prohibitionis. Ad hoc argumentum eludendum addunt aliqui aliam particulam, seu limitationem, scilicet, non satis esse quòd prohibeatur substantia actûs, nisi etiam prohibeatur directè, quod non ita fit per votum; nam ibi directè præcipitur reddere Deo promissum, et inde per quamdam veluti resultantiam prohibetur matrimonium, quod est prohiberi indirectè. Sed hoc displicet, inprimis quia sine ratione et probatione adduntur istæ limitationes et particulæ ad fugiendam difficultatem. Unde etiam fit ut in quocumque exemplo possit alia similis evasio inveniri, et ita res gravissima confusa maneat, et sine certâ regulâ ad discernendum quando prohibitio irritet. Deinde urgeo exemplum adductum, quia licet prohibitio matrimonii, comparata ad legem naturalem servandi vota, indirecta, vel potiùs remota videatur, quia lex illa abstrahit ab hâc vel illâ materiâ, et à præcepto negativo et affirmativo, ut alibi dixi, nihilominùs lex obligans ad non faciendum actum, cujus carentia, seu privatio Deo est promissa, satis directè prohibet talem actum, et prohibitio matrimonii est contenta sub illâ lege tanquàm species sub genere, quod satis est ad prohibitionem, de quâ loquitur lex, *Non dubium*, ut ex illius tenore constat; ergo erit illa prohibitio directa. Et præterea licet demus ex solo jure naturæ talem prohibitionem esse indirectam, nihilominùs lex ecclesiastica directè prohibet tali personæ matrimonium. Nihil autem refert, quòd prohibeat ob illam conditionem voti; nam etiam prohibet matrimonium cum consanguineâ ob talem conditionem; imò hîc non prohibet simpliciter matrimonium tali personæ, sed cum tali, ibi autem prohibet simpliciter, quia habens votum respectu omnium prohibitus est. Unde quoad prohibitionem æqualia sunt votum simplex et solemne, ut dicitur in dicto capite, *Rursùs*, et nihilominùs differunt in irritatione, quæ per Ecclesiam reddita est voto solemni, et non simplici; ergo signum est prohibitionem, ut sic, quantùmvis directam et specificam, non irritare. Denique, si rationes communis sententiæ in principio adductæ essent validæ, non multùm referret prohibitionem esse directam, vel indirectam, quia utroque modo resistit voluntas principis, et actus est deficiens graviter; ergo, vel uterque modus prohibitionis sufficit, vel neuter.

12. Præter hanc verò sunt aliæ prohibitiones Ecclesiæ de matrimonio contrahendo satis directæ, quæ non irritant, ut sunt omnes quæ constituunt impedimenta prohibentia et non irritantia, et signatim in c. 1, et c. *Ex litteris*, de eo, qui cognovit consang. etc., directè prohibetur incestuosis matrimonium contrahere, quæ prohibitio perpetua, et absolutè ac directè fit, et tamen non irritat; ergo solum verbum prohibendi non satis indicat voluntatem legislatoris resistentem valori actûs, ac subinde necessarium esse aliquid aliud quo talis voluntas

ostendatur, cùm esse possit prohibens, et non irritans. Extra materiam etiam matrimonii inveniuntur exempla; nam lex prohibens ludum alearum satis directè et simpliciter prohibet illum, non quoad circumstantias loci, aut temporis, sed quoad substantiam actùs, et nihilominùs non irritat illum actum; ergo. Major supponitur. Minor verò constat, quia lucrata per talem ludum non sunt obnoxia restitutioni in conscientiâ. Licet enim detur actio ei qui perdit, ad petendum illa coram judice, nihilominùs ante latam sententiam, alter restituere non tenetur; signum ergo est acquisivisse dominium, ac proinde actum fuisse validum, licet postea revocari possit, quæ est communis sententia theologorum in 4, dist. 15, et Summistarum verb. *Ludus;* Navar. in Sum. cap. 20, n. 19; Soto lib. 4, de Justit. q. 5, art. 2, et Covarr. in regulâ *Peccatum,* 2 p. § 4, qui alios refert, estque sententia communiter recepta in materiâ de Restitut. Quæ in hoc potissimùm fundatur, quòd jura prohibentia ludum, simpliciter prohibent, et clausulam irritantem non addunt, ut patet ex toto titulo, ff. de Aleator. et in cap. *Episcopis*, dist. 35; sed ad summum dant actionem ad repetendum, ut patet ex l. *Alearum*, cap. de Religiosis, et sumpti. fune. et ex l. 2 et ult. tit, 7, lib. 8 novæ Recopilat.

13. Denique est optimum exemplum, quod sumitur ex l. 1, § *Biduum,* ff. Quando appellata sit, et habetur in cap. *Biduum,* 2, q. 6, ubi sic dicitur: *Sanè quidem non est sub conditione ferenda sententia; sed si facrit dicta, quid fiet? Et est utile, statim tempora ad appellandum computari debere;* ubi constat, ut Gloss. in verb. *Non est,* notat, prohibitam esse talem sententiam, factam tamen tenere. Et tamen illa prohibitio est satis directa et absoluta, ac de se habet causam perpetuam fundatam in illâ regulâ, *quòd actus legitimi non recipiunt conditionem, neque diem,* ubi id notat Glossa. Dices sententiam non simpliciter prohiberi, sed tantùm ne sub conditione feratur. Sed quid, quæso, hoc refert, cùm sententia sic lata sit simpliciter prohibita? Imò ille modus prohibitionis videri posset magis inducere nullitatem, quia videtur pertinere ad formam actûs, scilicet, quòd sententia absolutè feratur, et inde oriri prohibitionem sententiæ sub conditione, qui modus prohibitionis solet annullare actus, de quo dicemus in capite sequenti. Adde, quòd prohibitiones circa contractus, de quibus loquitur lex *Non dubium,* non solent esse absolutæ de non contrahendo, sed de non contrahendo hoc vel illo modo, vel sine hâc aut illâ conditione. Ut prohibetur minor alienare sine licentiâ tutoris, vel sine decreto judicis, vel ne uxor contrahat sine licentiâ mariti, et sic de aliis; ergo vel per similes exceptiones et additiones eluditur illa sententia, ut nunquàm verificari possit, quòd lex directè prohibens actum irritet illum, vel gratis, et sine ratione ad quosdam actus applicatur, et in aliis negatur.

14. Quarta distinctio, seu limitatio est, quam tradit Gregor. Lop. supra; ait enim procedere sententiam illam, quando nullitas actûs est in præjudicium tantùm contrahentium, vel alicujus ex illis; non verò si cedat in præjudicium tertii. Ponit exemplum hujus posterioris membri ex cap. *Sicut,* ne clerici, vel monach. ubi clericus in sacris prohibetur officium tabellionis exercere, et nihilominùs dicit ex sententiâ Joan. Andr. ibidem, instrumentum ab eo confectum non esse nullum, quia tunc pœna illa nullitatis cederet in damnum contrahentium, qui nihil peccârunt. At verò Joan. Andr. non fuit motus illâ ratione, sed aliâ tactâ in primâ limitatione; illa verò sententia et ratio fuit Petri de Anchar. ibi, quam Panormit. ibi n. 10, non reprobat, licet in casu illo particulari aliis distinctionibus utatur. Aliud exemplum adducit ex Bald. in l. *Placet,* cap. de Episcop. et Cleric. quia licet *prohibitum esset doctoribus salariatis advocare*, si contra prohibitionem agerent, acta eorum non essent irrita.

15. Verùmtamen hæc sententia quoad generalem regulam, quam admittit, non satisfacit difficultatibus hactenùs propositis. Quantùm ad exceptionem verò non videtur fundata, nec satis consequenter loqui. Primò, quia quando actus prohibetur, vel irritatur, non in pœnam, sed per se propter aliquam rationem virtutis, vel communis boni, non spectatur an nullitas actûs cedat in privatum nocumentum, necne, sed simpliciter irritatur, quidquid inde sequatur; ergo si prohibitio absoluta sufficit ad irritandum, non obstabit, quòd nullitas actûs cedat in alterius præjudicium sine culpâ ejus, quia hoc est per accidens, et non consideratur à lege. Antecedens patet inductione, quia testamentum minùs solemne irritatur à lege, etiamsi cedat in magnum incommodum hæredis instituti, et sententia modo indebito lata sæpè irritatur, etiamsi aliàs justa sit, et irritatio illa cedat in detrimentum partis habentis justitiam, quæ ad sententiæ nullitatem nullo modo cooperata est. Et in simili materiâ, si lex prohibeat ne quis exerceat tabellionis officium ante exa-

men, potest, imò et solet irritare actum antea factum, etiamsi fortassè solam prohibitionem ponat, ut postea videbimus, et tamen ex parte præjudicii tertii eadem est ratio; ergo illa non est sufficiens ad impediendam irritationem, si aliàs verba prohibitionis de se illam sufficienter significant. Denique in stipulatione, quæ fit per tertiam personam, intervenit præjudicium illius pro quo alter stipulatur, et nihilominùs talis actus, quatenùs prohibetur vel irritatur jure civili, nullam obligationem inducit respectu alterius, quamvis ille nihil fuerit an illum actum cooperatus; ergo ad nullitatem actûs hoc non consideratur. Unde cùm lex, *Non dubium*, generalissimè loquatur, sine fundamento illi additur hæc exceptio, si generalis regula ejus admittitur, ut Gregor. admittendum putat, et in hoc dicimus, non consequenter loqui. Neque in eo, quòd in exemplis quæ adducit, negat actum irritari, si absoluta est prohibitio. Neque in posteriori exemplo id docet Baldus, sed solùm ait doctores illos posse puniri juxta illam legem. In priori autem casu de clerico in sacris officium tabellionis exercente, si verum est, acta illius non esse irrita, ut communis habet opinio, magis consequenter diceretur, hoc non esse simpliciter prohibitum in illo jure, sed solùm præcipi ut interdicatur, ut Panormit. notat.

16. Est ergo quinta limitatio, seu distinctio de legibus prohibentibus; nam quædam simpliciter prohibent, nullo adjecto verbo, quo actum sustineant, et illæ censentur irritare, aliæ cum prohibitione addunt aliquid, quod sine valore actûs non rectè adderetur, nec habere posset locum circa actum invalidum, et tales leges non possunt irritare, ne contraria et repugnantia continere convincatur. Ita docent Cyn. Barth. Bald. et ferè alii in dictâ l. *Non dubium*, et latè Sylvest. supra. Sed profectò distinctio non sufficit ad satisfaciendum difficultatibus propositis. Nam contra primum membrum etiam sic limitatum, procedunt exempla allata; quia in eis leges prohibentes simpliciter loquuntur, neque verba addunt, quibus specialiter actum sustinere aut irritare videantur. Contra secundum verò membrum objici potest, quia suppositâ illâ sententiâ non videtur posse evitari repugnantia in illis legibus. Nam, si verbum *prohibendi* est sufficiens ad irritandum, ergo ex vi suæ propriæ significationis significat irritationem, quam facit; ergo repugnantia continet lex, quæ priùs prohibet actum, et postea sustinet. Verùmtamen hoc non concludit contra illam sententiam; nam responderi potest, verbum quidem prohibendi absolutè sumptum habere hanc vim, non tamen repugnare, quin illi addatur aliquid, quo ejus significatio et vis limitetur. Et ita dixit Sylvest. dictâ quæst. 28, vers. *Ego verò*, quando fit talis additio, non esse prohibitionem simpliciter, sed secundùm quid, et ex parte: *Nam talis lex*, inquit, *ex parte prohibet, et ex parte concedit*, et ita non est lex simpliciter prohibens, de quâ loquitur lex, *Non dubium*.

17. Sed adhuc possumus instare, quia nunquàm ferè talis lex sustinet actum directè, id est, concedendo, vel faciendo aliquid, sed potiùs præsupponendo, ut cùm præcipit actum prohibitum hoc vel illo modo irritari, vel cùm effectum ejus agnoscit, et præcipit observari, aut alio simili modo; talis ergo lex non confirmat actum positivè, sed negativè se habet, quia non irritat; ergo quoad prohibitionem simpliciter et absolutè prohibet, neque aliquid addit, quo prohibitionem limitet aut extrahat à propriâ significatione, sed solùm non addit irritationem, et quòd non addat indicat ex aliis effectibus quos præsupponit. Ergo signum est prohibitionem de se quantumcumque absolutam non irritare, et consequenter non esse pro regulâ assignandum, ut lex prohibens irritet, nisi expressè sustineat actum, sed potiùs è contrario, quòd non irritet, nisi vel expressè addat clausulam irritantem, vel aliquid quo illam sufficienter indicet. Et confirmatur; nam ille modus sustinendi actum lege prohibitum, non solùm contingit fieri per eamdem legem, sed etiam per diversas, ita ut una prohibeat, alia verò illum sustineat, vel in modo puniendi illum, vel præcipiendo, ut irritetur, ut expressè dicit Joann. Andr. in Gloss. ad regulam, *Quæ contra jus*, 64, de Regulâ jur. in 6. Tunc autem posterior lex sustinens actum, quem prior simpliciter prohibebat, non derogat aliquâ ex parte priori legi, nec concedit, quod illa abstulerat, sed tantùm supponit priorem legem non irritâsse prohibendo, et ideò aliquid disponit circa illum actum, sustinendo illum, id est, supponendo tenuisse; ergo verbum prohibendi in priori lege absolutè propositum, non fuerat sufficiens id irritandum.

18. Tandem ad omnia dicta confirmanda utor argumento sumpto ex antiquâ lege Ecclesiæ, quæ prohibebat matrimonia clandestina, cap. *Aliter*, cum multis, 30, quæst. 5, capit. *Cum inhibitio*, de clandest. Dispensat. Illa enim

lex directè, in specie, et absolutè, et cum omni exaggeratione intra latitudinem prohibitionis, vetabat illum actum, ut patet ex illis verbis *Penitùs inhibemus,* et nihilominùs non irritabat illum usque ad concilium Tridentin., ut est certa sententia theologorum in 4, q. 28. Quam idem concilium in principio illius decreti approbavit. Suntque ejus verba ad præsentem causam plurimùm notanda. Simil enim docet, *matrimonia clandestina libero contrahentium consensu facta rata, et vera fuisse matrimonia, quamdiù Ecclesia illa irrita non fecit.* Et subjungit : *Nihilominùs sancta Dei Ecclesia ex justissimis causis illa semper detestata est, atque prohibuit.* Ergo absoluta prohibitio cum quâcumque exaggeratione et detestatione actûs non irritat illum ex mente concilii.

19. Quare hoc argumento convicti aliqui respondent, esse speciale in materiâ matrimonii, eamque excipiendam esse à regulâ legis, *Non dubium,* quod asseruit Decius in cap. 2 de Testib. n. 7. Sed quamvis verum sit in matrimonio propter materiæ gravitatem, et periculum, magis specificam et indubitatam requiri irritandi formam, tamen non est proprium jus, quòd sola prohibitio ad irritationem non sufficiat. Nam extenditur ad omnes actus irretractabiles, seu initerabiles, ut dixit Rota tit. de desp. Impub. decis. unic. aliàs 450. Unde consequenter videtur etiam extendi ad alios actus, qui licet irritari possint, non tamen irritantur ex vi solius prohibitionis, quia jam constat, prohibitionem ex se non habere hanc vim, nisi aliud ei addatur. Nam quod aliqui dicunt, spiritualia difficiliùs solvi quàm temporalia, parùm juvat, tum quia licet hoc verum sit de his quæ per humanam potestatem irritari non possunt, ut quòd sacerdos consecret quantùmvis prohibeatur, etc., tamen de aliis non est ita, præsertim quando est sermo de irritatione antecedente, id est, quæ impedit ne actus valeat; tum etiam quia matrimonium, quatenùs contractus humanus est, potest irritari per legem Ecclesiæ, ut constat ex Tridentino; ergo, si absoluta prohibitio sufficit ad irritandum contractum, cur antea non fecit in matrimonio clandestino ?

20. Respondent ampliùs juxta ultimam limitationem positam, ideò non irritâsse, quia per alias leges canonicas sustinebatur. Sed contra, quia lex canonica nunquàm fecit ut talis actus esset validus, sed supposuit validum, et ad summum declaravit, validum esse quamdiù per legem humanam non irritatur. Solùm ergo declarabatur validum eo tempore, quia per legem prohibentem non irritabatur, et non quia per aliam legem sustentaretur, vel potiùs, quia per naturalem legem sustentabatur, ut sic dicam, et hoc solùm declarari poterat per legem humanam, et declaratum fuit per Tridentinum, quæ declaratio non addebat valorem actui, sed illum supponebat.

21. *Resolutio auctoris.* — Ut ergo, quod verum esse censeo, breviter declarem, adverto, posse nos loqui uno modo de lege purè prohibente ex solâ rei naturâ, seu, quod idem est, attentâ solâ verborum vi, suppositâ significatione propriâ, et rigorosâ verbi prohibendi, sine additione, extensione, aut interpretatione aliquâ juris positivi. Alio verò modo loqui possumus de verbo prohibendi ut ampliato, seu extenso per legem aliquam humanam constituentem regulam generalem sic interpretantem juridicè sensum legis prohibentis, ut vim habeat irritantis, etiamsi per solum verbum *prohibendi* sine additione clausulæ irritantis feratur. Opinio ergo communis supra relata videtur hoc posteriori modo procedere, et potest fundari in dictâ lege *Non dubium,* vel in aliis juribus civilibus, aut canonicis, de quibus oportet sigillatim dicere in capitibus sequentibus; nunc solùm in priori sensu quæstioni satisfaciendum est.

22. Dico ergo, ex solâ rei naturâ legem purè prohibentem non irritare actum, nisi alio modo talis effectus, seu intentio legislatoris sufficienter declaretur. Hæc assertio videtur esse specialiter contra Baldum in capit. *Nam concupiscentiam,* de Constitut. in princip. ubi nullitatem actûs prohibiti vocat pœnam naturalem ejus ; *quia omne,* inquit, *quod est prohibitum, naturaliter est invalidum.* Quod dictum probat Deci. in cap. 2 de Constit. lect. 1 num. 5. Sed contrarium rectè docuit Felin. ibi. n. 5, cum Innoc. in cap. *Si verè,* de Sentent. excom. et aliis ; quos refert. Unde hanc assertionem existimo esse communiter receptam, quia juristæ, ut dixi, qui oppositum sentire videntur, fundantur in jure positivo ; alii verò hanc assertionem ut certam supponunt, et ex omnibus adductis convinci videtur, et confirmabitur ampliùs ex dicendis in sequentibus. Ratio verò ejus ita potest explicari, quia prohibere actum, et irritare illum, sunt effectus valdè diversi, ergo, ut per legem fiant, debent per ejus verba sufficienter explicari ; sed per solum verbum *prohibendi* non explicatur effectus irritandi ; ergo non fit ex naturâ rei per legem utentem purè et simpliciter verbo *prohibendi,* quantum-

vis directè, et specificè actum prohibeat. Antecedens clarum est, tum quia prohibere solùm est præcipere et obligare, ut actus non fiat; irritare autem non est præcipere, sed facere, scilicet inefficacem reddere voluntatem, vel consensum ejus, aut inhabilitare personam; tum etiam quia illi duo effectus sunt invicem separabiles; nam sæpè prohibetur actus, et non irritatur, ut per se et ex dictis constat; imò sæpè prohibetur actus, qui irritari non potest, ut cùm alicui sacerdoti præcipitur ne sacrificet, aut episcopo ne ordinet. E contrariò etiam interdùm irritatur actus, si fiat, licet non prohibeatur, ne fiat, ut de lege purè irritante dictum est. Sunt ergo illi duo effectus diversi.

23. Prima verò consequentia, nimirùm, necessarium esse utrumque significari per verba legis, ut per illam fiant, constat ex naturâ et potestate legis, et voluntatis humanæ. Nam, licet apud Deum voluntas sufficiat ad operandum, inter homines non sufficit, nisi exteriùs sufficienter exprimatur, ut in principio hujus materiæ, et in materiâ de Censuris ostensum est, et est vulgare in omni materiâ de judiciis et contractibus. Et ideò verba humana non plus operantur quàm significent. Si ergo verba legis non significant illum duplicem effectum, non possunt utrumque efficere. Quòd autem verbum solùm præceptivum aut prohibitivum non significet effectum irritandi, manifestum etiam videtur, tum ex primævâ impositione talis verbi; non est enim impositum ad significandum effectum, quem lex per se efficiat, sed moralem obligationem, quam imponit subdito, quem movere intendit, ut aliquid faciat, vel cohibere, ne faciat; tum etiam ex communi usu illius verbi, quem usum satis probant omnia quæ contra communem sententiam adduximus. Rectè ergo concluditur, legem latam per solum illud verbum ex naturâ rei non irritare actum, quem prohibet.

24. Et confirmari potest hæc ratio ex illo principio valdè consentaneo naturali lumini, quòd in materiâ odiosâ verba sunt restringenda, quoad fieri possit intra eorum proprietates, potiùs quàm extendenda; sed irritatio actûs est valdè odiosa, et valdè repugnans naturæ, quia quodammodò aufert quoddam naturale jus, modo in superioribus explicato; ergo non debet extendi verbum *prohibendi* ad hunc effectum, quem de se non significat, nisi alia verba, vel materiæ necessitas cogat. Juvat etiam ad hoc secundò confirmandum regula 75, in 6 : *Contra eum, qui legem dicere potuit apertiùs, est interpretatio facienda*, quæ juvari etiam in præsenti potest ex regulâ 30 : *In obscuris minimum est sequendum*. In præsenti enim non est dubium, quin potuisset legislator exprimere clariùs irritationem, si eam intendebat; debuit ergo id facere, quia solum verbum prohibitionis ad minimum est ambiguum; ergo si id non fecit, meritò interpretamur, id non intendisse, et minimum sequimur, tribuendo illi legi minimum effectum, quem ex vi talis verbi habere potest. Confirmari hoc etiam potest, quia irritatio, quæ propter legem violatam incurritur, pœnalis est; pœna autem non incurritur ipso facto, nisi in lege exprimatur; ergo nec irritatio. Nam, ut rectè dixit Innocent. in cap. *Si verè*, de Sentent. excommun. n. 2, non est naturalis pœna contrahentium contra legem, vel contra mandatum principis, ut irritum sit factum contra jus. Quod verissimum est, quidquid Deci. et Bald. supra citati dicant, tum quia nulla ratio talis connaturalitatis hujus pœnæ reddi potest, tum etiam quia lex naturalis multa prohibet fieri, quæ non irritat; imò, ut irritet, necesse est, ut materia cogat, ut supra visum est; ergo idem dicere debemus de lege positivâ ex naturâ rei loquendo.

25. Neque contra resolutionem hanc procedit prima ratio dubitandi in principio posita, quia tota fundatur in jure positivo, de quo postea dicendum est. Ad inductionem autem, quæ fit in secundo argumento patebit responsio ex duobus capitibus sequentibus. Ad rationem verò tertio loco propositam respondetur, voluntatem inferioris non prævalere contra voluntatem superioris in eo in quo illi resistit, sed solùm in eo in quo superior non resistit; ut in præsenti, quia superior prohibet actum, non potest illi subditus resistere, quin peccet, et similiter, si superior irritaret actum, non posset inferior illum validè efficere. Tamen, quia per legem purè prohibentem ex naturâ rei superior resistit honestati et libertati actûs, non tamen valori, ideò, licet actus malè fiat, validus est. Quia, ut actus valeat, non est necessarium, per se loquendo, ut superioris voluntas, vel humanum jus juvet vel assistat illi positivè, sed satis est quòd non resistat irritando. Quia voluntas humana ex jure naturæ habet hanc potestatem contrahendi, donandi, et alia similia faciendi, quamdiù per superiorem ejus facultas non est ablata, vel impedita etiam quod ipsam potestatem et valorem actûs. Et ideò non obstat quòd actus malus sit : nam per actum malum possunt similes effectus validè

fieri, ut per se constat; imò sæpè jus, et Deus ipse assistit actui quoad valorem et effectum ejus, licet non assistat malitiæ, sicut patet in consecrationibus, matrimoniis, et professionibus peccaminosè factis. An verò interdùm malitia actûs impediat valorem ejus, ex capitibus sequentibus constabit.

CAPUT XXVI.

Quibus verbis aut modis lex prohibens actum irritet illum.

1. Priusquàm ad jus positivum declarandum accedamus, oportet exponere, quid sit necessarium ex naturâ rei ultra prohibitionem, ut lex prohibens actum, irritet. Cùm enim dictum sit, solum verbum *prohibendi* non sufficere, oportet exponere quæ verba legis sufficiant, ut per ea explicetur irritatio actûs prohibiti; et non agimus de prohibitione actûs propter defectum formæ, de hâc enim dicemus in capite sequenti, sed de irritatione actûs simpliciter prohibiti. Ad hoc ergo explicandum, necesse est distinguere inter irritationem pœnalem et non pœnalem, sed per se intentam propter bonum commune. Itemque in pœnali distinguendum est inter illam quæ est tantùm ferenda, quia solùm fieri præcipitur, et quæ ipso facto imponitur. Circa irritationem ergo tantùm ferendam in pœnam, nihil ferè novi est quod dicamus. Quia talis irritatio nullo modo statim fit per legem, sed per judicem fieri debet, et per se loquendo solùm fit à tempore sententiæ latæ; et tunc non retractantur præterita, nisi specialem injustitiam contineant, aut delictum aliquod dignum majori pœnâ, vel nisi lex addat particulam, *ipso facto*. Quia sine illâ lex non obligat ad retrotrahendam sententiam, per quam actus irritatur. Aliàs lex imponens ipso facto irritationem pœnalem, nihil adderet ultra illam, quæ solùm præcipit irritare actum, quod verisimile non est. Igitur talis lex nullam obligationem in conscientiâ inducit usque ad sententiam latam, et tunc eadem est ratio de illâ quæ de aliis pœnalibus legibus. Quando verò hæc pœna imponitur ipso facto, duplici modo supra insinuato imponi potest, scilicet, vel ita ut requiratur sententia judicis, priusquàm in effectu actus sit nullus, etiam quoad naturalem obligationem, vel ita ut statim ante sententiam sit in se omninò irritus. Et quidem hic posterior modus frequentiùs traditur ab auctoribus; tamen quòd prior sit etiam verus, et maximè observandus, satis videtur in superioribus probatum, idque supponit Molin. in disput. 88, tract. 2, de Just., et sumitur ex regulâ generali satis receptâ, quòd omnis pœna ipso jure imposita, intelligitur regulariter media sententia declaratoria criminis, quæ supra tractata est, et declarata, eamque allegando multa, confirmat Felin. in cap. ult. de Rescript. n. 35.

2. Quocirca, ad cognoscendum modum pœnalis irritationis, non oportet novas regulas, vel indicia tradere, sed applicari debent, quæ de lege pœnali diximus; nam eadem est ratio de hâc pœnâ, quæ de aliis. Itaque si non explicatur sufficienter *ipso facto*, vel, *ipso jure*, formaliter, aut æquivalenter, actus simpliciter valet, et irritatio est ferenda. Si verò additur, *ipso facto*, aut, *jure*, aut aliquid æquivalens, ut, *non valeat, careat robore firmitatis*, cap. *Decet*, § *Ordinarii*, de Immunit. ecclesiast. in 6, et nihil adjungitur, irritatio quidem est ipso facto, non tamen obligat usque ad sententiam judicis, et ita non statim annullat actum quoad effectum suum, nec quoad obligationem naturalem, donec sententia feratur, et retrotrahatur, ut explicatum est. Ut ergo omninò annulletur actus, aliquid ultra addere necesse est. Quid autem illud sit, vix certâ regulâ comprehendi potest; maximè autem hoc significari solet per verba quæ impediunt acquisitionem dominii, vel obligationem ad restituendum statim, ut, *non faciat suum*, *teneatur statim restituere;* nam ad hujusmodi effectus, necesse est impedire statim valorem contractûs. Idemque censeo, si ex parte ejus qui obligatur, lex dicat, *ad nihil teneatur,* vel quid simile; nam respectu illius non est pœna, sed favor, et ita statim potest illo frui, nisi velit illi renuntiare, et ita tunc in rigore impeditur naturalis obligatio, et consequenter actus est statim nullus. Secus verò est si lex dicat : *Non cogatur solvere*, vel : *Actor non audiatur*, vel quid simile, quia tunc lex non statim resistit valori actûs.

3. Præterea est consideranda materia: nam si lex dicat, irritari actum ipso facto, et actus sit irritabilis antecedenter seu priusquàm fiat, et non consequenter, seu postquàm validus est, tunc lex statim irritat actum, ut videre licet in legibus irritantibus matrimonia, vel professiones. Si verò actus non sit irritabilis, nec in fieri, nec postquàm factus est, et nihilominùs lex dicat irritari talem actum, intelligitur quoad usum, vel aliquos effectus ejus, quomodò dicuntur aliquando in jure canonico irritari ordinationes contra prohibi ionem Ec-

clesiæ factas, ut alibi latiùs explicatum est. Præterea solet hæc irritatio actûs in se, et ante omnem sententiam explicari per effectus, ut cùm de matrimonio dicitur, posse conjuges ad alia vota transire, vel non obstante tali contractu, prolem esse illegitimam, vel debere perpetuò separari; his enim modis solent in jure non solùm canonico, sed etiam civili explicari impedimenta irritantia matrimonium, ut patet ex cap. *Super hoc*, de eo, qui duxit, etc., cum aliis ejusdem titulis, et similibus.

4. De irritatione autem non pœnali dicendum est, induci efficaciter, et statim, nullàque expectatâ sententiâ, vel declaratione judicis, quoties lex ipsa declarat irritationem ipso facto, vel quòd non valeat actus ex tunc, vel quid simile. Hoc patet, quia hæc irritatio non est pœna, ut supra ostensum est; ergo non est necessaria sententia judicis, ut incurratur; ergo, si lex declarat irritationem ipso facto, non est quid amplius spectetur. Item lex directiva statim obligat in conscientiâ absque interventu alterius præcepti judicis, vel simile; sed talis lex etiam ut irritans est directiva et per se necessaria ad commune bonum; ergo. Tandem posset id confirmari inductione legum irritantium matrimonia, professiones, etc. Sed quia res videtur esse certa, et extra controversiam, non immoror. Quæ autem verba ad hoc sufficiant, satis intelligi potest ex proximè dictis, et supra de lege pœnali. Et videri potest latè Felin. qui alia multa refert in cap. ult. de Rescript. n. 23 et sequentib.; Tiraquell. in l. ult. Connub. Gloss. 4, à princ.; Covarr. in capit. *Quamvis pactum*, p. 2, § 4. Certum autem in generali est, verba prohibentia non sufficere, ut sæpè dictum est, sed necessarium esse, ut vel per expressa verba, vel per effectus, vel per ipsam rationem legis sufficienter declaretur. Et ita cessant instantiæ, quæ in principio c. 25 asserebantur, de Matrimonio et Professione. Nam potiùs in his maximè necessaria est declaratio irritationis propter materiæ gravitatem et periculum, ut benè tractat Sanc. lib. 7 de Matrim., disput. 2. Verum tamen est antiqua decreta sæpè hoc explicare per effectus irritationis, ut sunt perpetua separatio, illicitus concubitus, et similes, de quibus in suis materiis dicendum est.

CAPUT XXVII.

Utrùm aliquando sola prohibitio vi et naturâ suâ irritet actum, sine adminiculo alterius legis humanæ.

1. Hactenùs solùm diximus legem prohibentem non irritare actum vi suâ, et quasi solâ rei naturâ consideratâ. Oportet ergo exponere, an hæc regula sit indefinitè sumenda, id est, ut lex purè prohibens non semper irritet, vel generaliter, et nunquàm se solâ irritet, et hoc posteriori modo intellecta, an aliquam exceptionem patiatur. Nam si ratio facta in c. 25 valida est, videtur probare puram legis prohibitionem nunquàm irritare actum, quia verbum *prohibendi* nunquàm significat nullitatem, sed tantùm obligationem non faciendi; sed verba legis nunquàm possunt plus efficere, quàm significant; ergo.

2. In contrarium verò est, quia sæpè leges purè prohibentes videntur habere hunc effectum per sese, et non in virtute legis, *Non dubium*. Hoc inprimis probatur de lege naturali: nam supra dictum est, interdùm irritare actum, et tamen in illâ non possumus distinguere verba irritantia à verbis prohibentibus, neque etiam in eâ locum habet decisio legis, *Non dubium*, cùm illa sit merè positiva, et non declaret tantùm jus naturale; ergo convenit hoc alicui legi naturali ex parte materiæ habentis eamdem indecentiam in continuatione seu conservatione actûs, quam habuit in primâ effectione; ergo idem poterit contingere in lege positivâ probibente actum. Nam, si eadem ratio, vel indecentia inveniatur in ipso actu in facto esse, quæ fuit in fieri, intelligetur per talem legem non solùm prohiberi, sed etiam irritari, quia in perseverantiâ circa talem actum semper fieret contra legem. Et confirmatur primò, quia in hoc sensu videtur optimè intelligi, et defendi communis sententia supra relata, quæ asserit, quando prohibitio habet causam perpetuam, habere vim irritandi; scilicet, si perpetuitas illa non referatur ad quamcumque causam motivam, sed ad intrinsecam rationem pertinentem ad indecentiam quam lex in actu consideravit, ad prohibendum illum. Confirmatur secundò : nam quoties lex prohibet actum intuitu justitiæ, tunc prohibitio facit esse injustum actum prohibitum; ergo semper talis lex irritat actum, quia semper obligat ad tollendam injustitiam factam, et consequentur obligat in conscientiâ ad restituendum, et ad habendum pro infecto, quod factum fuerat, quod est annullare actum. Denique hoc modo videntur irritare actum multæ leges civiles, quæ ita prohibent actum, ut si fiat contra legem, cedat in injuriam tertii, ut lex prohibens meliorare filium ultra tertiam, aut similes; illæ enim in conscien-

tiâ obligant, et impediunt valorem actûs, etiamsi lex per verba tantùm prohibentia loquatur.

3. Propter has posteriores rationes videri potest necessarium, aliquam exceptionem addere generali regulæ supra positæ in primâ assertione. Et ita sentit Vasq. dictâ disp. 164, cap. 3, ubi aliquas regulas constituit ad discernendum, quando ex parte materiæ, vel ex motivo legis prohibentis colligi possit nullitas, aut valor actûs, ex quibus duæ tantùm ad rem nostram facere videntur. Una est, quando lex prohibet actum, non intuitu justitiæ, sed alterius virtutis ut religionis, vel liberalitatis, aut similis, et non addit clausulam irritantem, tunc nunquàm annullare actum. Unde per argumentum à contrario inferet aliquis, si lex prohibeat actum intuitu justitiæ, hoc ipso irritare illum; quod tamen nec ab illo auctore conceditur, nec verum est, ut statim dicam. Et ita ex illâ regulâ non habetur, quando actus sit nullus propter solam prohibitionem, sed quando sit validus, non obstante illâ, quod jam habemus ex generali regulâ positâ in capit. 25. Per hanc verò additur, illam universalem regulam nunquàm pati exceptionem in legibus, quæ non constituunt actum in materiâ justitiæ. Quod licet fortassè verum sit, non tamen solvit objectionem factam de lege naturali, quæ interdùm reddit nullum actum prohibitum, etiamsi prohibitio non pertineat ad materiam justitiæ, sed honestatis, vel pietatis, aut observantiæ, ut est prohibitio matrimonii inter fratres, vel inter patrem et filiam, etc. Unde etiam relinquitur difficultas, cur non sit idem in lege positivâ latâ, v. g., intuitu religionis, si contingat habere causam perpetuam, seu eamdem rationem in ipsâ duratione actûs, seu effectûs ejus, quæ fuit in ipso fieri.

4. Alia regula ejusdem auctoris est. Quoties lex ita prohibet simpliciter actum certo generi personarum, ut designet legitimum auctorem illius, consequenter irritare actum contra illam prohitionem factum, etiamsi nihil aliud præter prohibitionem explicet. Non assignat autem generalem rationem hujus regulæ, sed variis exemplis legum pertinentium ad testamenta, et alienationes, illam confirmat. Ut sunt illæ quæ prohibent aliquibus personis testari, vel designant partem legitimam, de quâ testari possunt. Item leges, quæ prohibent alienare propter incapacitatem, judicatam secundùm aliquem modum à lege præscriptum. In hâc verò regulâ inprimis desideratur propria ejus ratio. Et præterea in multis legibus videri potest hæc regula repugnare præcedenti. Nam juxta hanc regulam lex prohibens minorem sexdecim annorum profiteri, irritaret actum contra illam factum ex vi prohibitionis, etiamsi ampliùs non procederet, quia est lex prohibens actum certo generi personarum, ut regula dicit. Consequens autem est falsum, ut constat ex jure antiquo, et repugnat priori regulæ, quia illa prohibitio non fit titulo justitiæ, sed religionis. Quòd si hæc regula restringatur ad legem prohibentem intuitu justitiæ, sic non erunt ad rem exempla, quæ afferuntur de prodigo, qui prohibitus est alienare, quia illa prohibitio non fit titulo vitandi injustitiam, sed vitandi prodigalitatem et dissipationem bonorum. Et similiter lex prohibens minori, ne testamentum faciat, non irritabit testamentum, quia etiam illa lex non fit intuitu justitiæ, sed convenientis dispositionis talium bonorum. Cur ergo prohibitio pura testamenti personæ minori facta irritat testamentum, prohibitio autem professionis facta eidem non irritat professionem?

5. Unde Mendoza infra citandus, sentiens, legem civilem purè prohibentem aliquando irritare actum in conscientiâ, aliam distinctionem ac regulam constituit. Distinguitque tres ordines legum; quædam sunt, quæ respiciunt utilitatem ejus, cujus actus prohibetur; aliæ, quæ respiciunt utilitatem alterius tertii; quædam, quæ publicæ utilitati consulunt. De primis affirmat, non irritare actum in conscientiâ, non solùm purè prohibendo, sed etiam si addant clausulam irritantem, quam putat solùm operari in ordine ad dandam vel tollendam actionem in foro exteriori. De secundis verò, et tertiis legibus, ait irritare actus contra legem factos, etiam in foro conscientiæ, et per exempla, quæ adduxit, indicat, loqui de illis legibus, etiamsi purè prohibeant. Verùmtamen primum membrum quoad posteriorem partem falsum est, ut constat ex capit. præcedenti. Quoad secundum verò facilè potest admitti, juxta generalem regulam nostram c. 25 positam, quæ in talibus legibus non est cur patiatur exceptionem, cùm sint juris privati, nisi fortè prohibitio pertineat ad defectum substantialem in formâ actûs, juxta dicenda in cap. seq. In secundo autem membro de legibus respicientibus utilitatem alterius, non video, quomodò fundari possit, quòd pura prohibitio annullet actum; nam lex de se indifferens est, ut prætendat utilitatem tertii, vel

tantùm prohibendo actum vel etiam irritando. Ut si lex prohibeat clerico facere donationes profanas ob utilitatem pauperum, potest id facere, vel tantùm prohibendo, vel etiam irritando; ergo ex illo fine non satis colligitur irritatio per solam prohibitionem, nisi addatur in lege aliquod verbum, quo significetur aliquid aliud operari, ut contingit in exemplo de lege prohibente meliorare filium ultra certam quantitatem, ut cap. seq. dicam. Multò verò minùs potest sustineri illa generalis regula in legibus prohibentibus aliquid propter commune bonum, quia etiam propter illum finem potest fieri prohibitio sine irritatione, ut patet in prohibitione ludi, vel donationum, quæ fiunt ministris justitiæ. Et idem invenitur in exemplo, quo utitur ille auctor de lege taxante rei pretium, et prohibente chariùs vendere; nam actus contra illam legem non est nullus; valet enim venditio, licet injusta sit, et relinquat obligationem restituendi excessum.

6. Dico ergo, legem purè prohibentem nunquàm irritare actum, nisi vel ex eâ constet, non solùm prohibere actum, sed etiam impedire effectum, seu obligationem, quæ per talem actum induci poterat, vel aliquo modo constituat, aut supponat substantialem formam actûs, et ob illius defectum actum prohibeat. Hæc assertio quoad regulam generalem satis est probata in primâ assertione cum omnibus quæ in superioribus dicta sunt. Quoad priorem verò exceptionem declarabitur statim, respondendo ad rationes dubitandi; quoad posteriorem verò in cap. sequenti. Et ratio in summâ est, quia neque affertur exceptio, quæ ad illa duo capita non revocetur, neque alia regula occurrit, quæ constans esse videatur ad discernendum per legem prohibentem, quæ irritet, vel non irritet ex vi prohibitionis. Et hoc etiam confirmat ratio dubitandi in c. 25 posita, quæ semper habet vim, quamdiù non datur alia ratio ob quam sola prohibitio ad irritandum sufficiat, quando non habet locum adminiculum legis, *Non dubium*. Denique patebit hoc magis, respondendo ad rationes dubitandi secundo loco positas.

7. Ad comparationem ergo quæ fit cum lege naturali, negatur similitudo. Quia lex naturalis non tantùm dictat, quid sit honestum vel turpe in actione aliquâ, sed etiam dictat quid tale sit in usu illius vinculi, vel effectûs, quem talis actus post se relinquere posset. Nam si talis usus habet turpitudinem intrinsecam ejusdem rationis cum turpitudine prioris actionis, tunc necesse est, etiam illum usum prohiberi ex vi ejusdem legis naturalis, et consequenter impediri effectum, seu vinculum, quod solùm propter talem usum induci poterat. Nam si induceretur, esset etiam turpe, et contra rationem, quia esset iniquitatis vinculum, ut in exemplo de matrimonio inter consanguineos in primo gradu videre licet. At verò in lege positivâ non procedit hæc ratio eodem modo, nisi sit tantùm declarativa juris naturalis; tunc enim reputatur tanquàm eadem lex, et ideò eadem erit utriusque ratio. Ut quando lex prohibet promissionem turpem ex parte objecti, eo ipso annullat illam, vel potiùs declarat esse nullam, quia eadem turpitudo quæ est in actu promittendi, esset in obligatione ad rem turpem, si per illam induceretur, et ideò in præsenti non agimus de lege positivâ declarativâ juris naturalis, sed de constitutivâ novi juris. Hæc autem lex non prohibet actum, quia malum, seu prohibendo facit, ut sit malus. Potest autem prohibere actum, et non prohibere, sed tolerare effectum ejus, vel quia causa prohibitionis, quæ fuit in actu, cessat in effectu, vel quia licet duret, non ita movet ad prohibendum effectum, sicut actum, quia non apparet tanta indecentia, vel deformitas in uno, sicut in alio. Hoc patet exemplis supra adductis; nam lex prohibens contrahere matrimonium contra interdictum Ecclesiæ, non irritat illum, quia vinculum permanens, seu matrimonium in facto esse non est ita contra interdictum Ecclesiæ, sicut in fieri. Lex verò prohibens matrimonium inter cognatos ex solo catechismo prohibet actum, et non impedit effectum, etiamsi ille modus cognationis semper duret inter conjuges, quia lex humana solùm reputavit illam, ut aliqualem indecentiam ad contrahendum de novo, non verò ad permanendum in matrimonio semel contracto.

8. Hinc verò colligimus, ubi constiterit, legem positivam prohibere non solùm actum, sed etiam obligationem, et vinculum ex illo resultans, habere vim irritandi actum, quia tunc non solùm actus, sed etiam obligatio erit mala, quia prohibita; obligatio autem prava seu turpis esse non potest valida, quia esset vinculum iniquitatis; nam lex, quæ prohibet obligationem, prohibet multò magis, vel actum, ad quem est obligatio, vel saltem prohibet, ne ex obligatione fiat. Tunc ergo locum habet prima exceptio in assertione insinuata, si tamen illa dicenda sit exceptio, cùm talis lex

jam non sit purè prohibens actum, sed ultra progrediens ad effectum ejus impediendum. Et ideò necesse est, ut talis extensio in lege sufficienter declaretur. Potest autem (quantùm nunc occurrit) duobus modis declarari, unus est per verba expressa, et talis modus est sine ambiguitate, aut scrupulo; illa tamen verba regulariter coincidunt cum illis, quibus solent irritari contractus, vel formaliter, et æquivalenter, et tunc talis lex non potest dici prohibens tantùm, sed absolutè irritans. Alius modus erit, quando ratio legis prohibentis magis, aut æquè respicit effectum actûs, quàm ipsum actum, quia nimirùm actus prohibetur solùm propter vitandum talem effectum; nam tunc signum est magis prohiberi ipsum effectum, juxta illud: *Propter quod unumquodque tale, et illud magis.* Exemplum esse potest in lege prohibente apponere pœnam sponsalibus; ratio enim illius prohibitionis est, ut matrimonia sint libera capit. *Gemma*, de Sponsal., et ideò lex prohibens appositionem talis pœnæ non solùm negat actionem civilem ad talem pœnam extorquendam, sed etiam impedit absolutè, ne ulla obligatio ad pœnam ex tali contractu nascatur, quia semper talis obligatio obstaret libertati matrimonii. Aliud exemplum est de lege civili, prohibente promissionem revocandi testamentum, vel instituendi hæredem, quæ lex censetur irritans ex vi rationis prohibendi, quæ est, quia testamenta debent esse libera, juxta l. 1., cap. de sacros. Eccles. et ita intelligitur communiter lex *Stipulatio hoc modo*, ff. de verbor. Obligat. Et similia exempla videri possunt in Barth. et aliis in l. *Si quis pro eo*, ff. de Fidejus., et Covarr. in capit. *Quamvis pactum*, p. 2, in princ. n. 2 et 3. Est ergo verus etiam hic irritandi modus; necessarium autem est, ut satis constet de modo et ratione prohibitionis; nam in dubio semper præsumitur pro actûs validitate. Et hanc partem suadet etiam confirmatio prima supra posita, cui propterea aliter respondere non est necesse.

9. Circa secundam autem confirmationem oportet advertere, aliud esse actum esse injustum; aliud verò esse nullum; nam venditio ultra justum pretium injusta est, et tamen non est nulla, etiam quando excessus est ultra dimidiam; non satis est ergo, quòd lex prohibeat actum intuitu justitiæ, ut illum irritet. Et ratio est, quia non obstante injustitiâ potest actus fieri cum sufficienti voluntate ad valorem ejus, et postea conservari potest removendo injuriam, seu resarciendo injustitiam factam, et ideò sola injustitia contra legem prohibentem non sufficit irritare actum, licet sufficere possit talis lex ad inducendam obligationem ad aliquam restitutionem faciendam. Sic lex taxans pretium rerum, licet prohibeat chariùs vendere, non potest dici irritans actum factum contra illam prohibitionem, quia, ut dixi, venditio valida est cum obligatione restituendi excessum. Solùm videri posset probabile tunc legem prohibentem intuitu justitiæ irritare actum injustum, quando injustitia aliter resarciri non potest, nisi annullando actum; tunc enim valor actûs esset vinculum iniquitatis; daret enim licentiam permanendi in injustitiâ, et ideò videtur prorsùs impediri. Sed neque hoc potest in universum affirmari, quia si quis duxit unam contra sponsionem alteri factam, injuriam priori facit, quæ resarciri non potest, si matrimonium subsequens validum sit, et tamen non propterea lex prohibens tale matrimonium, irritat illud. Idem contingit in venditione et traditione rei priùs promissæ, vel venditæ alteri sine traditione; nam posterior contractus validus est, licet sit prohibitus et injustus, sive injuria possit aliter resarciri, sive non. Et ratio est, quia posterior contractus cum traditione est posterior priori, et dissolvit illum, et ita licet in ipso actu committatur injustitia, nihilominùs non continuatur, sed cessat. Et illa, quæ semel facta fuit restituenda est, eo modo, quo fieri poterit; quòd si non potuerit, est per accidens, nec sufficit ad annullandum actum. Igitur ex ratione justitiæ, vel injustitiæ per se tantùm spectatâ non potest colligi an lex annullet actum, sed spectandum est semper, an verba et ratio legis id requirant. Aliæ verò leges, de quibus in ultimâ confirmatione fit mentio, pertinent ad ultimam partem assertionis, quæ in sequenti capite explicanda est.

CAPUT XXVIII.

Utrùm ex vi juris communis civilis, omnis actus factus contra legem prohibentem irritus sit ipso jure.

1. In hoc capite explicanda est decisio legis, *Non dubium*, et doctrina juristarum illam explicantium; ad illam ergo breviter declarandam, dico primò: Lex civilis prohibens actum simpliciter et quoad substantiam ejus, etiamsi purè prohibeat, et aliam clausulam irritantem non addat, irritat illum. Hæc assertio videtur satis clara ex dictâ l. *Non dubium;* nam in eâ

expressè annullantur omnes contractus contra legem facti, et postea extenditur decisio illa ad omnium legum, tam antiquarum, quàm novellarum interpretationes : *Ut*, inquit, *quæ lege fieri prohibentur, si fuerint facta non solùm inutilia, sed pro infectis etiam habeantur, licet legislator fieri tantùm prohibuerit, nec specialiter dixerit, inutile esse debere, quod factum est.* Quid clarius ?

2. Verùmtamen non obstante hâc verborum evidentiâ, quidam modernus jurista conatus est hanc legem limitare, ut non intelligatur de omnibus actibus contra legem prohibentem, sed solùm de factis in fraudem legis. Distinguit enim ille duos modos violandi legem, unus est apertè, et clarè agendo contra verba legis, qui simpliciter dicitur contra legem ; alius est servando verba legis et fraudulenter agendo contra intentionem et prohibitionem ejus, qui dicitur in fraudem legis. Dicit ergo, imperatorem in l. *Non dubium,* solùm de actibus in fraudem legis factis loqui, et illos irritare, non verò cæteros actus omnes, qui contra legem prohibentem fiunt. Ducitur ex principio ejusdem legis : *Non dubium est in legem committere eum, qui verba legis amplexus, contra legis nititur voluntatem.* Ubi apertè loquitur lex de actu qui fit in fraudem legis, et ad hoc principium conatur cætera verba omnia accommodare. Et ideò (inquit) non dixisse imperatorem : *Quod ad omnes leges trahi imperamus*, sed dixisse : *Quod ad omnes etiam legum interpretationes trahi generaliter imperamus.* Non ergo constituit regulam pro omnibus legibus prohibentibus apertè et nudè in ipsis verbis, sed pro quâcumque lege prohibente secundùm veram interpretationem, vel è contrario pro quocumque actu facto contra legem, non apertè, sed secundùm falsam et fraudulentam interpretationem.

3. Denique hoc confirmat ex lege originali, quæ fuit Theodosii imperatoris, et habetur in cap. Theodos. in lib. 1 Novellar. Theodos. qui habetur post finem codicis tit. 4. Ibi enim constat, Theodosium condidisse illam legem per occasionem quorumdam curialium, qui cùm essent prohibiti, ne ad procurationes rerum alienarum accederent, ipsi conducebant illas, fingentes conductionem non esse procurationem, quæ erat fraudulenta transgressio legis, cùm conductio species quædam procurationis sit. Et ideò de illis subjungitur in dictâ lege originali, *pristinæ legis laqueis fuisse irretitos ;* et postea ex illâ occasione decernuntur reliqua, quæ in C. Justitiano leguntur in dictâ l. *Non dubium.* Rectè ergo limitatur ad transgressiones fraudulentas. Quòd si objicias, quia non minùs, imò magis videtur violare legem, qui apertè agit contra illam, quàm qui sub dolo et fraudulenter, et ideò si lex illa irritat actum fraudulenter contra legem, multò magis irritare, quæ apertè contra illam fiunt, respondent inprimis negando assumptum, vel quia in transgressione est æqualitas, quia utroque modo agitur contra voluntatem legislatoris, et in fraudulentiâ est excessus ; vel quia id est magis perniciosum reipublicæ, quia illo modo multiplicantur transgressiones, et minùs vindicantur. Deinde respondet, quidquid sit de comparatione transgressionum, imperatorem ibi de fraudulentâ tantùm egisse, quæ ad suum institutum spectabat ; aliud verò genus transgressionum reliquisse dispositioni aliarum legum, quia satis esse poterat ex verbis manifesta.

4. Sed licet hoc ingeniosè excogitatum sit, tamen non solùm non habet fundamentum in illâ lege, sed etiam intentioni et verbis ejus repugnat, sive integra spectetur, ut habetur in C. Theodosiano, sive concisa, ut in Justiniano. Hoc ita declaro, quia licet verum sit, occasionem illius legis sumptam esse ex illo facto curialium, et ideò initium ejus sumptum esse à detestatione eorum, quæ fiunt in fraudem legis, nihilominùs in l. Theodosii de ipsis curialibus statim subjungitur : « Attamen ne fraudis suæ velamine legis lateant contemptores, neve eis fucata suæ calliditatis excusatio relinquatur, hâc perpetuâ lege valiturâ sancimus, conducendi quoque fundos alienos licentiam curialibus amputari, locatas res fisci viribus vindicari. Conductor itaque locatori, vel contra locator conductori contra hanc legem nullâ tenebitur actione. » Et deinde subjunguntur verba, quæ aliis prætermissis Justinianus immediatè subjunxit : « Nullum enim pactum, nullam conventionem, nullum contractum inter eos videri volumus subsecutum, qui contrahunt, lege contrahere prohibente. » In quo contextu prout apud Theodosium habetur, expendo, quòd ante datam hanc regulam generalem Theodosius expressè prohibuit curialibus conductionem. Unde agendo postea contra illam legem, jam non agerent fraudulenter, sed apertè, et nihilominùs statim annullat contractum, et utrique contrahentium denegat actionem, et pro ratione reddit regulam generalem : *Nullum enim pactum,* etc. Ergo non agit jam solùm de

agente fraudulenter contra legem, sed etiam de violante illam contra expressa et specifica verba ejus, ut apertè etiam illa verba sonant : *Qui contrahunt, lege contrahere prohibente*, quæ durissimè detorquentur, ac limitantur ad solam transgressionem fraudulentam contra mentem legis, maximè cùm in eàdem lege sæpiùs repetantur, et ad prohibita expressè et implicitè extendantur.

5. Unde ulteriùs expendo contextum Justiniani; ille enim, videns hanc fuisse mentem Theodosii, prætermisit omnia, quæ ad casum particularem de curialibus pertinebant, et regulam generalem tantùm, ut nullus contractus contra legem prohibentem validus videatur, posuit; contractus autem contra legem prohibentem magis dicitur ille, qui est contra verba et mentem legis, quàm ille, qui est contra mentem verbis retentis. Et ideò in utroque textu extensio ad dita est *ad omnium legum interpretationes*, etc., quæ non ideò ita posita est, ut restringeretur ad fraudulentas legum transgressiones, sed potiùs ut ad illas ampliaretur. Cùm enim decrevisset imperator, omnem actum contra legem prohibentem esse invalidum, declarat, illud decretum trahendum esse ad omnium legum interpretationes, id est, ad omnia, quæ secundùm veram mentem legum in eis intelliguntur comprehensa, licet verbis non satis exprimantur. Qui sensus manifestè patet ex ratione, et verbis subjunctis : *Ut legislatori, quod fieri non vult, tantùm prohibuisse sufficiat*, *cæteraque quasi expressa ex legis liceat voluntate colligere*. Primum ergo omnium pro fundamento ponit, quòd prohibitio sufficiat; ergo maximè sufficit, quando est expressa. Item totam efficaciam ponit in voluntate legislatoris; hæc autem magis resistit in prohibitione expressâ. Denique ideò actus per fraudulentiam factus censetur irritus, quia ex legis voluntate reputatur quasi expressè prohibitus; ergo irritatio per se primò tendit ad expressè prohibita, et extenditur ad reliqua, in quantum censentur sub his comprehensa. Semper ergo, et ante omnia intelliguntur comprehensa sub illâ lege, quæ contra legem expressè prohibentem fiunt, et ad instar illorum declarantur etiam irrita, quæ per fraudulentiam fiunt. Et ideò iterùm in eàdem lege reperitur, inutile esse debere, quod factum est contra legem prohibentem, etiamsi legislator prohibuerit tantùm, et non specialiter dixerit, si quid contra fiat, inutile esse debere. Et iterùm præcipitur, ut quod fuerit subsecutum ex eo, quod lege interdicente factum est, cassum et inutile sit.

6. Et ita etiam concluditur ratio hujus interpretationis, quia propter quod unumquodque tale, et illud magis; sed implicitè prohibita irritantur per hanc legem, quia continentur in expressâ prohibitione; ergo multò magis per eamdem legem irritantur expressè prohibita. Neque contrariæ sententiæ fundamentum quidquam urget, quia hic sensus non minùs colligitur ex originali lege Theodosii, quàm ex compendiosâ Justiniani; nam licet occasio illius legis ferendæ sumpta fuerit ex fraudulentâ cujusdam legis transgressione, non propterea sola fraudulenta trangressio punita est, sed potiùs pœna transgressionis apertè extensa est ad fraudulentam. Et hoc ipsum tantùm in initio legis significatum est, cùm dicitur : *Nec pœnas incertas legibus evitabit*, *qui se contra legis sententiam sævâ prærogativâ verborum fraudulenter excusat*; non videtur ergo dubium, quin ex vi illius legis irritentur actus facti contra legem prohibentem, ubicumque lex illa obligare potest.

7. Nihilominùs dico secundò : Quamvis ex vi illius legis actus sit irritus ipso jure, nihilominùs talis irritatio non obligat in conscientiâ, nec fit cum effectu, donec per judicem declaretur. Quod probo primò ex principio supra posito de lege pœnali, quòd pœna etiam ipso facto imposita non incurritur ante sententiam. Nam hæc irritatio in illâ lege lata pœnalis est; ergo non incurritur ante sententiam, ita ut contrahentes obligentur ad irritationem contractùs, vel ad alios effectus in illâ contentos. Minor patet, tum ex illis verbis ejusdem legis : *Nec pœnas insertas legibus evitabit*. Nam hoc positum fuit, tanquàm fundamentum eorum, quæ dicenda erant. Item, quia illa irritatio posita est in odium transgressionis legis; ergo est pœna; ergo in eâ servanda est conditio pœnæ. Secundò idem persuadetur ex verbis ejusdem legis. Nam inprimis Theodosius loquens priùs in particulari casu de curialibus conducentibus res alienas, præcipit, *locatas res fisci viribus vindicari*, unde potest rectè colligi, ex vi talis legis non omninò annullari locationem, sed quasi confiscari. Deinde addit, « nec locatorem conductori, nec conductorem locatori actione teneri; » negat ergo actionem, non statim irritari in conscientiâ. Rursùs consequenter subjungit : *Nullum talem contractum videri volumus subsecutum inter eos, qui lege contrahunt prohibente*; pondero enim verba illa : *Videri volu-*

mus, quia ad actum hominis convenientissimè referuntur, et ideò in benigniori sensu sunt interpretanda; non enim dicunt actum absolutè esse nullum, sed ita *videri*, id est, declarari et judicari debere. Et eumdem sensum habent illa : *Non solùm inutilia*, *sed pro infectis etiam habeantur*, utique in judicio; nam hæc et similia verba ad judicium hominis referri solent. Denique huic interpretationi consonant verba Joannis papæ in cap. *Vides*, dist. 10 : *Quod contra leges accipitur, per leges dissolvi meretur.* Et in hâc expositione illius legis consentit nobiscum quoad hanc partem Mendoz. supra, et inclinat Molin tract. 2 de Justit. disp. 88, ad confirmationem primi argumenti. Alii verò antiqui confusè loquuntur; aliquando enim exponunt illam legem de nullitate ipso jure, aliquando verò de nullitate ope exceptionis, et si hoc posteriori modo intelligatur, clarum est, non esse actum omninò nullum in conscientiâ, donec per exceptionem irritetur; in priori autem sensu videtur dicendum statim inducere obligationem in conscientiâ.

8. Unde objicere possumus contra assertionem positam, quia videtur contradictionem involvere, quòd lex irritet actum ipso jure, vel facto, et quòd non statim obliget in conscientiâ. Nam si contractus, v. g., est ipso jure nullus, ergo nec transfert dominium, nec dat jus; ergo non reddit tutum in conscientiâ eum qui aliquid possidet ex vi talis contractûs; ergo inducit obligationem in conscientiâ. Respondeo, negari non posse, inspectis verbis illius legis, quin indicent pœnam ipso jure latam, juxta dicta supra de lege pœnali. Quod patet ex illis : *Non solùm inutilia, sed etiam pro infectis habeantur.* Et ex illis : *Sed et si quid fuerit subsecutum ex eo, illud quoque cassum atque inutile esse perspicimus.* Nihilominùs tamen dico, contrahentes non obligari illâ lege ad exequendam in se talem pœnam, nec ae rescindendum contractum ante sententiam. Idque clarius est, quando contrahentes consentiunt, et neuter ab altero petit dissolutionem seu annullationem actûs, quia hic neuter alteri facit injuriam, et uterque videtur juri suo cedere. Verùmtamen, etiamsi unus privatim petat, alius non tenebitur in conscientiâ, quia neuter tenetur in conscientiâ pœnam subire, vel admittere, donec per judicem cogatur, ut in simili rectè dixit Castro lib. 2 de L. pœnal. cap. 2, corol. 3. Neque repugnant illa duo, scilicet, nullitatem ipso facto imponi, et non obligare in conscientiâ ante sententiam; nam in pœnis privativis, maximè quando requirunt actionem ejus, qui punitur, frequenter hæc duo conjunguntur, ut in superioribus visum est.

9. Dico ergo, talem actum dici esse nullum ipso facto, vel ipso jure, quia eo ipso quòd fit contra legem prohibentem, est subjectus retractationi, et nullitati ab ipso puncto, in quo fit, ita ut licet multo postea tempore feratur sententia contra valorem actûs, nihilominùs sententia retrotrahatur usque ad illud tempus, in quo factus est, et consequenter revocet, et annullet omnes effectus ejus, et auferat omnes effectus et utilitates, quas contrahens ex illo actu toto illo tempore consecutus est, quos tamen posset in conscientiâ retinere, si contra illum actum nihil in humano judicio fieret. Quòd autem hic modus irritandi actum ipso facto sit possibilis per legem humanam, per se notum videtur ex dictis de pœnâ ipso facto impositâ per legem; nam hæc irritatio, de quâ nunc loquimur, pœnalis est, ut declaravi. Quòd verò de hoc saltem modo irritationis ipso facto loquatur lex *Non dubium*, colligo primò ex illis verbis, quæ sunt in lege Theodosii, *locatas res fisci viribus vindicari*, quæ planè indicant, res illas locatas, eo ipso manere confiscatas; confiscatio autem ipso facto incurritur, ejusque vis est, ut sententia declarativa talis delicti usque ad tempus commissi delicti retrotrahatur, licet ante sententiam nec possessionem auferat, nec omninò dominium tollat, seu impediat, et consequenter neque actum omninò annullet in conscientiâ. Secundò id colligo ex illis verbis utriusque codicis : *Nullum pactum*, etc., *videri volumus subsecutum.* Quæ ad minus habent hunc sensum, quòd judex ita debet judicare et declarare illum actum, ac si nullus contractus aut conventio per illum facta esset, et consequenter declarare debet, nullam obligationem, nullumve effectum habere potuisse; necesse est ergo ut talis sententia retrotrahatur, quia declaratio fertur de ipso actu absolutè, et consequenter ab eo puncto, in quo factus est.

10. Tertiò id magis declaratur in illis verbis : *Hujusmodi facta non solùm inutilia, sed pro infectis etiam habeantur.* Dicuntur autem inutilia, quia nullum fructum parere possunt; revocanda sunt ergo à principio; aliàs non parùm utilia esse possent. Et hoc explicatur, cùm additur : *Sed et si quid fuerit subsecutum ex eo, vel ob id, quod interdicente factum est lege, illud quoque cassum atque inutile esse perspicimus.* Et eâdem ratione dicuntur pro infectis haberi,

quia ita de illis judicandum est, ac si non essent facta, et consequenter omnes fructus auferendi sunt, etc. Atque hoc modo explicatur verbum illud in l. *Jubemus*, § *Sanè*, cap, de Sacros. Eccles., ubi alienatio bonorum ecclesiasticorum indebito modo facta, his verbis irritatur : « Qui hoc tentaverit omnem fructum propriæ temeritatis amittat, et pretia lucris Ecclesiæ acquirantur, et prædia cum fructibus, pensionibus, vel accessionibus totius medii temporis vindicentur, ut tanquàm penitùs à nullo empta, vel vendita teneantur. » Ergo habere aliquid pro infecto, nihil aliud est, quàm incurrisse ipso facto nullitatem, saltem fictione juris. Nam, ut advertit Barth. in dictâ l. *Non dubium*, hæc verba : *Pro infectis haberi*, *censeri*, et similia, secundùm juris fictionem significant, et ideò non repugnant naturali valori actûs, imò illum supponunt, non solùm quoad materialem actionem externam, ut Bart. interpretari videtur, sed etiam quoad moralem valorem, seu naturalem obligationem, si alia via non excludit, quia verba rigoris limitanda sunt ad proprium et sufficientem effectum. Rectè ergo exponitur illa lex de irritatione ipso facto, etiamsi actus non sit omninò nullus in se et quoad naturalem obligationem, et consequenter optimè conciliantur, quòd sit irritus ipso facto fictione juris, et nihilominùs non inducatur obligatio in conscientiâ ad dissolutionem ejus usque ad judicis sententiam.

11. Sed objici potest secundò, quia isto modo jam erant irriti actus facti contra legem prohibentem per antiquum jus ante tempora Theodosii; ergo majorem irritationem addidit lex, *Non dubium;* aliàs superflua fuisset; ergo non tantùm inducit irritationem fictione juris, seu in ordine ad sententiam judicis, sed absolutè et in se, in ordine ad judicium conscientiæ. Antecedens patet ex dictâ lege, *Pacta quæ contra*, c. de Pactis, ubi dicitur, pacta, quæ contra legem fiunt, *nullam vim habere indubitati juris sit*. Nam licet illa etiam sit lex codicis, fuit lex Antonini imperatoris multò antiquioris, et adhuc in eâdem lege significatur, jus illud esse antiquius, cùm dicitur, *explorati juris esse*. Neque dici potest, legem, *Non dubium*, tantùm fuisse declarativam juris antiqui, et non constitutivam novi juris. Nam oppositam indicant multa verba ejusdem legis, ut illud apud Theodosium : *Hâc perpetuâ lege valiturâ sancimus;* et illud : *Nullum pactum videri volumus subsecutum;* et illud : *Generaliter imperamus;* illa enim verba : *Volumus*, *imperamus*, manifestè sunt condentis novum jus.

12. Ad similem objectionem latè respondet Mendoza, suppositâ suâ interpretatione, et in summâ dicit, ex vi juris antiquioris fuisse irrita facta contra legem expressè prohibentem, non tamen facta in fraudem legis tantùm, et non contra verba ejus, ut ipse longè petito principio declarat, legem autem, *Non dubium*, addidisse irritationem actuum, qui in fraudem legis fiunt, et ita necesse superfluam, nec declarativam tantùm, sed constitutivam novi juris. Quæ responsio subsistere posset, etiam non admissâ priori interpretatione, dicendo, legem, *Non dubium*, et renovâsse antiquum jus, et illud ampliùs declarâsse, et præterea illud extendisse dicto modo. Verùmtamen existimo, responsionem illam neutro modo esse necessariam. Non enim pœnam illam, et irritationem, prout lata est ipso facto per legem, *Non dubium*, in antiquiori jure reperiri, nimirùm, cum illo addito : *Ut ea*, *quæ contra legem fiunt*, *inutilia et pro infectis habeantur*, *licet legislator prohibuerit tantùm*, *nec specialiter dixerit*, *inutile esse debere quod factum est*. Hoc enim est proprium additamentum illius legis, propter quod principaliter condita videtur; quod in nullo jure antiquiori reperitur. Nam quod attinet ad jura Digestorum, licet sæpè dicant, *turpes stipulationes nullius esse momenti*, *L. Generaliter*, ff. de verbor. Obligat. et pacta contra bonos mores inutilia esse, l. *Stipulatio hoc modo*, L. *Titia*, eodem tit., et L. *Si quis inquilinos*, § ult. ff. de Legat. 1, ubi etiam additur : *Si quis scripserit contra legem aliquid*, *vel contra edictum prætoris*, *non valere;* licet hæc, inquam, et similia, sint antiqui juris, in eis tamen nunquàm explicatur, solam prohibitionem legis sufficere ad irritandum actum ipso jure, modo explicato, tum quia cùm dicunt, esse inutilia, vel non valere, intelligi possunt, solùm in ordine ad civilem obligationem, vel ad dandam actionem civilem; tum etiam quia illa jura semper loquuntur de actibus includentibus turpitudinem, ut sunt illi, qui respiciunt obligationem in futurum, et obligant ad aliquid agendum, quod sit turpe, vel lege prohibitum; talis enim pactio etiam ex naturâ rei irrita est, non in pœnam, sed quia materia ipsa est incapax talis obligationis. Quod patet ex l. *Veluti*, quæ subjungitur post dictam l. *Generaliter*, ff. de verbor Obligat., ubi ponuntur exempla turpis pacti : *Veluti si quis homicidium vel sacrilegium se commissurum*

promittat. Et similia sunt pacta contra bonos mores, de quibus aliæ leges loquuntur.

13. Solùm oportet advertere, aliquando esse posse promissionem contra bonos mores naturales, et tunc omninò nullam esse, aliquando verò contra civiles tantùm mores, et tunc satis esse, quòd sit nulla civiliter; cum proportione enim intelligendum est. Et sic etiam in dicto § ult. (quod de testamentis et legatis tractat) tunc dicitur aliquid esse scriptum contra legem, quando testator jubet aliquid fieri contra legem, quod mandatum nullius momenti est. Et ita in his juribus non habetur irritatio pœnalis, sed quasi intrinseca, et naturalis explicatur. Et eodem modo intelligo legem, *Pacta quæ contra*, C. de Pactis, in quâ ideò hoc dicitur esse indubitati juris, quia est magis naturale, quàm positivum, et quia non est pœnale, sed intrinsecum actui. Et ita videntur exponi similia jura in cap. ult. Extra. de Pact., ubi Gloss. latè id declarat, et rectè advertit, pactum turpe dici, vel quia est de re turpi quoad factum ipsum absolutè, vel quia est de re quam non decet nec expedit fieri ex pacto vel obligatione, ut datio rei spiritualis, et similes, de quibus latè diximus in lib. 2 de Juram. Irritatio ergo pœnalis ipso facto inducta per legem tantùm prohibentem non est antiqui juris, sed per legem, *Non dubium*, inducta est, quæ quoad hoc, et nova, et constitutiva, et non tantùm declarativa fuit. Et ad hoc confirmandum valere possunt dicta jurisconsultorum, quæ latè refert Mendoz supra: censebant enim legem imperfectam, quæ aliquid fieri vetabat, et factum non rescindebat, vel aliâ pœnâ puniebat. Ergo signum est, ex vi juris antiqui solam prohibitionem non induxisse pœnam irritationis, nisi illam expressisset; fuit igitur hoc novum jus.

14. Tunc verò occurrit tertia objectio: nam ex dictâ explicatione sequuntur duo incommoda extremè contraria. Unum est, omnes contractus factos contra legem prohibentem præcisè esse irritos ex vi juris civilis ipso facto, saltem modo explicato, quod videtur durum, et incredibile. Sequela patet, quia lex illa generalissimè loquitur, et extendit decisionem suam ad omnium legum, tam antiquiorum, quàm novarum interpretationes, sub quibus videtur comprehendere leges omnes etiam post illam futuras. Nos etiam impugnavimus omnes limitationes et distinctiones, quas juristæ adhibent; ergo erit regula indistinctè intelligenda de omni lege prohibente, scilicet, irritare actum saltem ex institutione et interpretatione juris civilis. Aliud incommodum est, quia sequitur nullum contractum irritari ipso facto in foro animæ, seu conscientiæ, sed ad summum in ordine ad sententiam judicis, quod non videtur etiam admittendum, ut de aliquibus contractibus uxorum, minorum, tutorum, et aliis similibus communiores et probabiliores ferunt opiniones. Sequela patet, quia nulla lex civilis potest expressiùs irritare contractus, quàm illa lex, *Non dubium;* ergo, si illa non irritat dicto modo, neque aliæ id facient. Hæ objectiones postulabant multas et graves quæstiones, quas hîc ex professo tractare non possumus, et ideò nunc breviter respondebimus, in fine autem regulas aliquas trademus, quæ aliis quæstionibus decidendis utiles esse possint.

15. Ad priorem ergo partem objectionis Vasq. disp. 164, fatetur ex vi illius legis, omnes contractus lege humanâ prohibitos esse etiam nullos, et omninò irritos ipso jure, quod ipse, ut videtur, intelligit in conscientiâ, et statim absque aliâ declaratione, vel sententiâ judicis. Unde à fortiori idem diceret de irritatione ipso facto, prout à nobis est explicata. Tres verò limitationes adhibet, prima, ut hoc intelligatur tantùm in terris imperii, quæ vera est, ut in quartâ assertione dicam. Unde consequenter dicendum est, interpretationem illius legis, prout ad alias extenditur, solùm adaptari posse his legibus, quas imperator interpretari potest, ideòque ex vi illius non cadere interpretationem illam in jura canonica, neque in leges latas à supremo principe non subdito imperatori, ut in assertione tertiâ et quartâ explicabimus, et ita evitantur multæ instantiæ, et exempla superiùs adducta.

16. Secunda limitatio est, ut hoc intelligatur, ubi lex illa viguerit; nam si per consuetudinem abrogata sit, non habebit effectum. Quam etiam veram censeo: nam suppono, leges, etiam irritantes, posse consuetudine abrogari, ut infra, lib. 6, dicemus, et ita potuit in hâc contingere, imò ita de facto esse, et consuetudinem contra legem illam præscripsisse, opinatur Molin., ubi supra. Sed oportet advertere hanc consuetudinem non esse colligendam ex usu illorum regnorum, seu provinciarum, in quibus lex illa per se non obligat, quia consuetudo illarum regionum nihil operatur in terris imperii, ut per se constat, et ideò nobis incerta est derogatio talis legis, quia usum et mores illarum provincia

rum ignoramus. Solùm ergo dicere possumus, facilè fieri potuisse, ut derogata fuerit, quia est nimis rigida, et multa nimis complectitur, cùm leges prohibentes humanas actiones et contractus plurimæ sint. Unde etiam fieri potuit, ut pro aliquibus actibus gravioribus fuerit recepta, et pro aliis derogata, sed hoc ad factum pertinet.

17. Tertia limitatio est, ut intelligatur de lege prohibente simpliciter actum quoad substantiam ejus, vel, ut ita dicam, quoad exercitium ejus, non tamen de lege prohibente circumstantiam ejus, præcipuè temporis, aut loci, quæ valdè extrincesæ sunt. Quam etiam admittendam censeo cum communi sententiâ, quia pœnæ restringendæ sunt, et quia solæ priores leges dici possunt simpliciter prohibere actum; aliæ enim solùm prohibent, ne hic vel nunc fiat. Neque per hoc tollitur, quin possit lex irritare actum ratione talium circumstantiarum, sed dicimus id non fieri ex vi legis, *Non dubium*, ac subinde per alias leges solùm tunc fieri, quando id sufficienter explicaverint; nam per solam prohibitionem circumstantiarum id non faciunt. Et ita supra circa tertiam limitationem hoc approbavimus. Instantiæ verò quæ ibi fiebant contra alteram partem universalem, ferè omnes sumebantur ex legibus canonicis, quæ non procedunt contra legem, *Non dubium*, quæ civilis est, et de illis dicemus in capite sequenti. Aliæ verò, de ludo et de sententiâ conditionali, videntur mihi probare (quod diximus) actum non ita irritari per legem, *Non dubium*, ut in se nullum valorem habeat, antequàm per sententiam declaretur, seu annulletur.

18. Limitatio autem, quæ ibi additur de directâ vel indirectâ prohibitione, non mihi videtur magni momenti, quia parùm hoc referre videtur, si actus in se verè est prohibitus; imò hoc ipsum videtur excludi per ipsam legem, *Non dubium*, quatenùs decisionem suam extendit ad omnes legum interpretationes, omnesque fraudulentos modos violandi illas. Dixi denique sermonem esse de legibus prohibentibus actum quoad suum usum, seu exercitium, quia si lex permittat actum, et designet modum, solùmque prohibeat actum aliter factum, jam illud pertinet ad aliud genus prohibitionis, quod nos vocamus quoad specificationem, seu conditionatum, de quo dicendum est in cap. 31. Denique dixi intelligendum hoc esse de circumstantiis, quæ sunt extra substantiam actûs; nam, si tantùm sit circumstantia personæ, non sufficiet. Quamvis enim lex prohibeat actum tali vel tali generi personarum, simpliciter prohibet actum, etiamsi non prohibeat omnibus personis, et habet locum interpretatio legis, *Non dubium*, ut patet etiam ex casu particulari, occasione cujus lata est, scilicet, de lege prohibente curialibus tantùm, et non omnibus, quia respectivè ille actus simpliciter est prohibitus in se, et in substantiâ suâ.

19. Addo præterea, suppositâ nostrâ interpretatione ad dictam legem, acceptari etiam posse primam limitationem communem, ut habeat locum circa leges purè prohibentes, et non adjicientes aliam pœnam. Nam, si legislator aliam pœnam addidit, videtur illâ fuisse contentus; ostendimus autem irritationem introductam per legem, *Non dubium*, pœnalem esse; non ergo existimandum est, voluisse imperatorem multiplicare pœnas, sed locutum fuisse de lege tantùm prohibente. Atque hoc modo favet regula legis *Sanctio*, ff. de Pœnis, quod *in hujusmodi pœnis generi per speciem derogatur;* lex autem, *Non dubium*, quoad hoc generalitatem quamdam continet per universalem quamdam interpretationem aliarum legum; ergo, si in aliâ lege est pœna specialis imposita, impedit generalem pœnam, seu interpretationem. Et ita censuit etiam Rota tit. de Appellat. in novis, decis. 64, n. 7, cum Cyn. Dyn. Barth. et aliis. Neque contra hoc obstant superiùs objecta contra primam limitationem, quia illa videntur procedere ex naturâ rei, et supponendo, irritationem hanc non esse pœnalem, non autem fatemur, verbum *Prohibendi*, ex se non inducere hanc irritationem, et ut inducitur virtute legis, *Non dubium*, esse pœnalem, et ita pœnam hanc oriri ex lege distinctâ ab alterâ prohibente, et non imponente aliam pœnam. Et ideò rectè accommodatur prædicta limitatio.

20. Atque ita etiam in bono sensu sustinenda est altera limitatio de lege, quæ addit alium modum dissolvendi actum, vel verbum, quo magis valere significetur, quam lex, *Non dubium*, permittat. Nam tunc standum est speciali legi, quæ derogat generali, tum ratione specialitatis, tum etiam quia eo ipso non est tam perfecta, absoluta, et pura prohibitio, qualis in l. *Non dubium*, desideratur. Neque contra hoc obstant objectiones factæ contra quintam limitationem communem, quia illæ, vel procedunt contra eos, qui dixerint legem prohibentem ex se irritare, et non ex inter-

pretatione et additione generali cujusdam legis civilis, vel certè sumuntur ex legibus, et materiâ canonicâ, quæ non sunt ad rem, ut diximus.

21. Præterea secunda distinctio communis, quatenùs generalem regulam admittit in lege habente perpetuam causam prohibitionis improbari non potest, dummodò intelligatur non ex naturâ verbi *Prohibendi*, nec ex quocumque jure, sed tantùm ex civili, et communi, et ex vi dictæ l. *Non dubium*. Nam, si in aliquâ lege habere potest suum effectum, maximè in lege habente causam perpetuam. Nec instantiæ in contrarium procedunt contra hunc sensum, quia ex juribus canonicis desumptæ sunt. An verò perpetuitas hæc conferre per se possit ad irritationem, absque aliâ declaratione positâ in lege, dictum jam est. Limitatio verò, quæ altero membro, de legibus prohibentibus, et habentibus temporalem causam, ut in eis non procedat interpretatio legis, *Non dubium*, non video quo sufficienti fundamento probari possit. Quia licet consideratâ solâ vi prohibitionis illud sit verum modo supra explicato, tractando de lege naturali, tamen stante jure positivo, non est necessarium, quia lex, *Non dubium*, non consideravit causam prohibitionis, sed absolutam prohibitionem; potest autem esse absoluta prohibitio, licet causa sit temporalis. Item omnes tales transgressiones generaliter et indistinctè punit lex *Non dubium*, et licet causa legis sit temporalis, nihilominùs transgressio ejus potest esse gravis, et digna tali pœnâ; ergo. Denique hoc probat discursus factus contra illam limitationem secundam circa primum membrum ejus. Nam licet instantiæ ibi adductæ sint sumptæ ex jure canonico, tamen possent similes prohibitiones fieri per leges civiles, et certè prohibitio facta curialibus in eâdem lege, *Non dubium*, causam temporalem habuit, scilicet, ne sollicitudo et cura in illo munere impediretur, aut rectitudo everteretur; poterat enim officium esse temporale, et ita etiam causa esse temporalis. Quòd si dicatur perpetua, quia quamdiù durat officium, durat causa, hoc modo quælibet lex prohibens dicetur habere causam perpetuam, quia quamdiù causa durat, ratio etiam prohibitionis permanet. Illam ergo limitationem quoad illam partem non admitto, sicut illam in simili non admittit lex *Stipuletur*, 35, ff. de verbor. Oblig. Similiter etiam non admitto quartam à Gregor. Lopez positam de præjudicio contrahentium, vel tertii, quia nec fundamentum habet, nec ad l. *Non dubium*, et verba ejus rectè accommodatur.

22. Alia verò limitatio addi posset, scilicet, ut illa dispositio procedat in actibus, qui introducunt vincula dissolubilia, et effectus habent revocabiles; non verò in his, qui semel validi irritabiles non sunt, ut sunt matrimonium, professio religiosa, et similes. Verùmtamen hæc limitatio esset fortassè utilis, si dispositio illius legis ad jus canonicum extenderetur; nam in materiâ illius juris inveniuntur hujusmodi actus indissolubiles. In actibus autem merè civilibus et humanis non sacris non invenitur illa irrevocabilitas, et ideò non est accommodata limitatio, cùm dictum sit, dispositionem illius legis tantùm ad materiam civilem extendi. Præterquàm quòd, licet esset possibilis, non habet fundamentum in lege, nec fundamentum sufficiens; et contra illam procedit ratio, quam statim proponam. Alia denique limitatio esse potest, ut lex illa restringatur ad materias graves, in quibus prohibitiones sunt etiam graves, et ideò actus contrarii sunt digni tam gravi pœnâ : nam injusta esset lex tam graviter puniens leviores actus. Quæ limitatio probabilis quidem est, non videtur tamen necessaria, quia si actus prohibitus continetur in generalitate verborum dictæ legis, non est cur excipiatur à pœnâ, quia si transgressio fuit levis, etiam irritatio ejus erit pœna levis, et ita semper servatur proportio, et æqualitas; si autem actus non est absolutè prohibitus, quia non est materia ad civilem prohibitionem, tunc omninò est extra materiam illius legis, nec oportet de illo specialem exceptionem facere.

23. Ad secundam partem objectionis, Mendoza supra dicit inprimis in dubio censendum esse, leges civiles non irritare actus simpliciter, et in se quoad naturalem obligationem, seu in foro conscientiæ, sed tantùm dare, vel auferre actionem in ordine ad judicium civile, et eodem modo irritare aliquos actus in ordine ad judicis sententiam. Nec tamen negat posse leges civiles illud facere, sed potiùs expressè id affirmat; requirit autem, ut satis clarè lex declaret illam mentem suam, et illum effectum, quia, si res maneat dubia et obscura, semper interpretabimur, legem irritare meliori modo. Quam regulam ego veram censeo, sufficienterque posse probari ex dictis circa interpretationem legis *Non dubium*. Objectio autem facta videtur urgere, quia nunquàm lex civilis censenda erit explicare sufficienter irritationem

absolutam actûs, id est, quoad totum valorem, et obligationem naturalem, si lex, *Non dubium*, hanc non explicavit. Respondeo tamen breviter negando sequelam, quia in multis legibus civilibus potest esse multò major ratio intelligendi omnimodam irritationem, etiam quoad naturalem obligationem. Quæ ratio discernendi has leges partim ex verbis, partim ex materiâ desumenda est, ut supra explicuimus.

CAPUT XXIX.

Utrùm ea quæ fiunt contra legem canonicam prohibentem purè sint ipso jure invalida.

1. Ratio dubitandi posita est in cap. 25. Quâ non obstante dicendum est, actum hujusmodi non esse ipso jure irritum, quia leges canonicæ prohibentes actum directè, et in substantiâ ejus, non irritant illum ipso facto, nisi ex aliis verbis, vel aliis particularibus signis constet de tali effectu; hæc assertio sumi potest ex Glossâ ult. in cap. penult. de Desponsa. impub. et videtur esse nunc communis sententia theologorum, imò et jurisperitorum; nam hâc ferè regulâ utuntur ad explicanda decreta pontificum. Item hâc regulâ utimur in explicandis pœnis, quæ ipso facto incurruntur; hæc autem irritatio annexa prohibitioni ordinariè pœna quædam est, et ubi non est pœna, est grave onus, quod non præsumitur in lege, nisi illud declaret. Ostensum est autem ex naturâ rei non declarari sufficienter per verbum prohibendi; nulla est lex canonica, quæ aliam vim vel significationem illi verbo tribuerit; ergo. Atque hæc ratio probat de omni irritatione ipso facto, sive incurrendâ per sententiam declaratoriam, sive ante illam. Denique hâc ratione diligentissimè observant pontifices et concilia in suis decretis, ut quando irritare volunt, clausulam irritantem adjiciant, per quam etiam modum et tempus irritationis declarent. Estque optimum exemplum in cap. *Statutum*, de Rescript. in 6, ubi cùm in § *Insuper* et sequentibus acceptio munerum distinctè prohibeatur legatis apostolicis, postea in § *Si quid autem*, additur irritatio acceptionis per obligationem in conscientiâ ad restitutionem, quia, nimirùm, censuit pontifex solam obligationem non sufficere ad illam obligationem.

2. Dicunt verò aliqui, non hâc ratione addi clausulam irritantem, sed ne contrahentes possint renuntiare juri suo, quod facere possent, si lex tantùm prohiberet, et prohibendo irritaret quasi in actu exercito, et non in actu signato, sicut per clausulam irritantem fieri videtur. Sed hæc ratio sine fundamento excogitata est, quia reverà additur illa clausula ad explicandum irritandi effectum, ut ex exemplo proximè allato manifestè patet. Est etiam falsa illa diversitas, quia sæpè non possunt contrahentes renuntiare prohibitioni, etiamsi clausula irritans non addatur, ut patet in prohibitione concilii Trident. de non contrahendo matrimonio, non præmissis denuntiationibus; non enim licet sine dispensatione aliud facere, etiamsi contrahentes maximè velint suo juri renuntiare, quia illa lex non est favor illorum, sed ipsius sacramenti, et boni communis. Cur ergo concilium ibi non addit clausulam irritantem, et addidit illam in necessitate præsentiæ parochi, et testium, nisi quia hîc voluit irritare actum, et non ibi? Idem explicatur optimè ex capite, *Non solùm*, de Regular. in 6, ubi prohibentur quidam religiosi, aliquem ad professionem admittere ante elapsum probationis annum, et professio aliter facta expressè irritatur, non tamen omninò, sed quoad talem religionem. Unde nec ex vi prohibitionis actus erat irritus, nec postea irritatur plus quàm exprimatur, et nihilominùs tunc poterat illi legi renuntiari.

3. Præterea declaratur ex duabus constitutionibus à Sixto V et Clemente VIII editis. Sixtus enim priùs prohibuit, professionem fieri, nisi certo modo, et quia aliter factam valere noluit, clausulam irritantem addidit. Clemens autem postea prohibitionem confirmans irritationem abstulit; supponit ergo prohibitionem nudam non irritare, atque etiam supponi prohibitionem sine clausulâ irritante posse sufficere, ut illi renuntiari non possit; nam in illâ prohibitione ita est, ut per se constat. Idem videre licet in canonibus, qui prohibent aliquid recipere; nam, quando volunt irritare receptionem, id explicant; quando verò non explicant, non censetur irritatio, etiamsi talis sit prohibitio, ut partes illi renuntiare non possint. Exemplum quoad legem irritantem sumi potest ex lege irritante receptionem simoniacam, de lege verò tantùm prohibente ex prohibitione non recipiendi in ordinatione in Tridenti. sess. 21, c. 1 de Reformat., cui legi non possunt partes renuntiare, quia pro bono communi introducta est. Non est ergo illa ratio addendi clausulam, sed quia sine illâ non fieret effectus. Nam potestas renuntiandi aliunde nascitur, scilicet ex eo quòd lex sit in privatum beneficium et favorem facta, cui renuntiare

quis posset, dùm non impeditur, quod non tantùm in lege prohibente, sed etiam in irritante locum non habet.

4. Contra hanc verò conclusionem urget objectio supra facta, quia lex, *Non dubium*, canonizata est per Gregorium. Respondemus tamen, negando assumptum, quia Gregor. nunquàm acceptavit illam, ut in canonico jure habeat effectum, sed utitur illâ ad effectum alterius legis etiam imperialis. Nam in illâ Epist. 7, contra quoddam testamentum cujusdam abbatissæ allegaverat Gregorius legem Justiniani imperatoris prohibentis, monachos testari, et consequenter jubet retractari omnia per illud testamentum facta, et bona monasterio restitui, et ad hoc mandatum confirmandum subjungit : *Quia imperiali constitutione apertè sancitum est, ut ea, quæ contra leges fiunt, non solùm inutilia, sed etiam pro infectis habenda sint*, ubi clarè alludit ad legem, *Non dubium*, et illi tribuit effectum à nobis supra explicatum, non tamen circa canones, sed circa alias leges imperiales.

5. Sed instari potest ex cap. *Quæ contra*, 64, de Regul. jur. in 6, ubi pro regulâ statuitur, quæ contra jus fiunt pro infectis haberi debere. Atque ita videtur ibi canonizata regula legis, *Non dubium;* unde, licet inde non colligatur irritatio omnium similium actuum ipso facto, et statim in foro conscientiæ, saltem sequitur, debere secundùm jus canonicum omnes tales actus per sententiam judicis ita tractari, ut ab initio pro infectis habeantur et revocentur omnia quæ ex illis processerant. Atque ita videntur intelligere regulam illam Dinus ibi, et Glossa, et alii canonistæ. Alii verò declarant illam regulam de his, quæ sunt contra jus dans formam substantialem actui, ut Sanci. lib. 3 de Matrimon. disp. quintâ, n. 4, ad 4, advertit. Sed hæc restrictio videtur nimia, et in textu non fundata ; major autem videtur rigor prioris sententiæ, qui etiam in regulâ non explicatur, sed valdè generaliter loquitur. Et ideò censeo, esse quidem applicandam ad omnia, quæ contra jus fiunt, non tamen uniformiter, sed cum proportione juxta modum quo acta fuerint juri contraria, seu juxta modum prohibitionis juris, cui actus contrariatur. Per illam ergo regulam magis videtur institui judex, quàm privata persona, quia, ut supra ex Barth. dixi, actus factus contra jus per fictionem juris pro infecto habetur : fictio autem juris maximè solet in ordine ad judicium externum fieri, et ideò dùm regula dicit, talem actum pro infecto habendum, judicem instruit, ut videat, in quo gradu actus sit contra jus, et ita illum puniat, vel retractet.

6. Potest autem actus esse contra jus, non solùm cùm fit, sed etiam postea cùm impletur, et tunc omninò est declarandus actus nullus. Et fortassè de hoc maximè loquitur illa regula, sicut supra explicavimus legem, *Pacta quæ contra*, unde hæc regula videtur desumpta. Et ita nullam facit difficultatem ; nam retractatio talis actûs non est ex vi legis positivæ, sed ex naturâ rei, quam lex declarat, ut supra dixi. Potest etiam esse actus contra jus irritans ipso facto, et tunc etiam retractandus est actus ab initio, vel nullus declarandus. Potest denique esse jus tantùm prohibens, et tunc poterit fortè judex dissolvere actum, et quoad hoc habere illum pro infecto, id est, à tempore, quo per sententiam irritatur, non tamen poterit retrotrahi sententia usque ad initium actûs, nisi lex talem pœnam per modum confiscationis ipso facto explicuerit. Intelligi etiam hoc debet de irritatione, cujus actus capax fuerit. Interdùm enim actus est indissolubilis quoad vinculum, qui irritari non potest, ut matrimonium, et tunc si fiat contra legem tantùm prohibentem, non potest postea in se irritari ; solet tamen secundùm quid dissolvi, separando conjuges ad tempus, juxta cap. 1 de Matrimonio contracto contra interdictum Ecclesiæ, et similiter ordinatio recepta ab episcopo suo, et sine legitimâ licentiâ, licet sit prohibita, valet ; irritatur tamen aliquo modo quoad usum ordinis ad tempus, juxta cap. *Episcopus in Diœcesim*, 7, quæst. 1. Alii verò actus, qui irritabiles sunt, licet validè fiant contra legem prohibentem, poterunt ratione delicti dissolvi, et ita habere pro infectis ex vi illius regulæ. Quia tamen hæc irritatio non fit nisi in pœnam, quæ non designatur in illâ regulâ, tanquàm ex necessitate omninò imponendâ, sed tanquàm consentaneâ tali delicto, juxta cap. *Vides*, distinct. 10, ideò semper erit in prudenti arbitrio judicis spectare gravitatem culpæ, et an talis pœna illi sit proportionata, vel magis alia, juxta occurrentes circumstantias, et tunc poterit sustinere actum, et punire delictum.

CAPUT XXX.

Utrùm in regnis non subditis imperio, contractus humani contra legem civilem purè prohibentem facti, sint irriti ipso jure.

1. Respondeo breviter : Ubi non obligat jus civile commune, seu imperatorium leges civiles

prohibentes actus directè, et in se ipsis, ac simpliciter per se non irritant ipso facto actus contra ipsas factos. Hæc assertio sequitur ex præcedentibus, quia talis irritatio, vel esset ex naturâ rei ex vi verborum talium legum, et hoc non, ut in primâ assertione ostensum est; ex vi legis *Non dubium* et hoc etiam non, quia non obligat in dictis regnis, ut supponimus, vel ex vi juris canonici, et hoc non, tum quia non datur tale jus faciens illam generalem interpretationem, tum etiam, quia licet esset, non obligaret in materiâ civili, nisi in terris propriis Ecclesiæ, vel denique ex vi alicujus legis talis regni facientis illam generalem interpretationem, et hæc ostendenda est; aliàs non est credenda; ubi autem fuerit, habebit in suo territorio illam vim, quam lex, *Non dubium*, habet in terris imperii.

2. Hinc verò colligere possumus, in nostro Hispaniæ regno leges purè prohibentes, non irritare actus, nisi per specialem clausulam id sufficienter declarent. Et cum proportione judicandum erit de aliis regnis juxta illorum leges et consuetudines. Atque ita de nostro regno sensit Molin. tract. 2 de Justit. q. 88 : Vasq. disp. 164, c. 3. Ratio generalis esse debet, quia nulla lex est in Hispaniâ, quæ ita generaliter interpretetur simplicem legum prohibitionem; ergo, cùm ex naturâ rei illa non sufficiat ad irritationem, non est ullum fundamentum ad talem interpretationem faciendam. Potestque hoc duplici usu confirmari; unus est ipsorum regum, quia cùm volunt annullare actum, non sunt contenti prohibitione, sed specialiter declarant irritationem. Est accommodatum exemplum in lib. 5 Recopil. tit. 2, l. 1, ubi postquàm nonnullæ prohibitiones in dotibus et donationibus inter sponsos latæ fuerant, subditur in hæc verba : *Et ut fraudes evitentur præcipimus, ut omnes contractus, pacta, et promissiones factæ vi hujus legis, nulla in se sint et nullius effectûs.* Immeritò autem Mattienz. ibi in Gloss. ult addidit, idem fore, etiamsi hæc posteriora verba non adderentur; nullam enim legem regni ad hoc confirmandum adducit, sed tantùm l. *Non dubium*, de quâ jam dictum est. Et l. *Fraus*, ff. de Legibus, ubi solùm dicitur, peccari in legem per fraudem, de irritatione autem nihil dicitur. Addita ergo fuêre illa verba in illâ lege, quia necessaria erant ad dictum effectum. Alia consuetudo est ipsius regni; ita enim communi usu accipiuntur leges prohibentes accipere munera, vel ludere aleis, vel solvere amissa in ludo, pecuniâ creditâ, et similes, quando non addunt clausulam irritantem, quando illam addunt, verba ita observantur, ut non major intelligatur esse irritatio, quàm per illa significetur; et solùm censeatur incurri per modum pœnæ, ac subinde cum modo et restrictione legis pœnalis juxta exigentiam verborum ejus, ut supra dictum est.

3. Objici tamen potest ex legibus Hispaniæ, l. 28, titul. 11, part. 5, ubi in fine dicitur, omnem promissionem, seu conventionem factam contra legem regiam, vel contra bonos mores, observandam non esse, etiamsi in illâ fuerit addita pœna, vel juramentum. Ubi Gregorius Lopez, num. 7, videtur, legem illam intelligere juxta l. *Non dubium;* ergo illa lex operatur in regno Hispaniæ, et in illo inducet generalem interpretationem ad omnes leges prohibentes, quam lex *Non dubium*, introduxit pro terris imperii. Respondeo tamen, illam interpretationem non esse necessariam. Nam idem Gregorius Lopez ad declarandam legem illam citat l. *Si stipuler*, 35, ff. de verbor. Oblig. in quâ manifeste sermo est de promissione contra legem, vel contra bonos mores objectivè, id est, de promissione faciendi aliquid turpe, vel prohibitum per legem; hæc autem promissio dicitur non obligare, non quia prohibitio legis irritet actum, sed quia facit, ut actus sit pravus, et consequenter, quia naturâ suâ promissio actûs pravi est nulla, inde fit, ut talis promissio ex naturâ suâ non obliget. Et hic sensus optimè confirmatur ex eo quòd etiam addito juramento dicitur lex illa non obligare, quia nimirùm juramentum non est vinculum iniquitatis, neque obligat ad rem turpem. Si autem sermo esset de lege tantùm prohibente actum promittendi, vel pasciscendi, non esset universaliter verum, non obligare, etiam addito juramento, ut alibi ostensum est. Accedit, quòd in illâ lege non solùm dicitur, tale pactum non obligare, sed etiam dicitur : *Non debe ser guardado*, id est, observari non debet, quæ verba, significare videntur etiam obligationem non observandi; signum ergo est, loqui legem illam de promissione operandi contra legem, et ita nihil ad causam facit.

CAPUT XXXI.

Utrùm lex dans formam actui humano semper irritet illum, qui fit sine tali formâ, etiamsi clausulam irritantem non addat.

1. Diximus de modo cognoscendi irritationem per legem directè prohibentem; nunc su-

perest, ut explicemus, quando lex, quæ dat formam actui, vel contractui, irritet consequenter actum sine tali formâ, ac subinde contra talem legem factum. Aliqui enim sine limitatione vel declaratione respondent, quoties lex aliquid præcipit pro formâ contractûs, irritare actum aliter factum, etiamsi clausulam irritantem non addat. Fundari hoc potest, quia forma est, quæ dat esse rei, quod principium cum proportione verum est, de formâ morali respectu actuum moralium, *quia defectus formæ propè substantiam rei destruit*, ut dicitur in lege *Julianus*, § *Si quis*, ff. Ad exhibendum. Unde est commune proverbium juristarum : *Ex formâ non servatâ resultat nullitas actûs*. Quod sumi potest ex l. 1, 2 et 3, c. Quando provocare non est necesse, quas latè refert Gratianus, § *Diffinitiva*, 2, quæst. 6. Et ex aliis juribus, quæ infra referemus. et ex Glossâ juncto textu in capit. *Cùm dilecta*, verbo *Irritam*, de Rescript. Panormitan. in capit. *Nulli*, de Rebus eccles. non alienand. num. 7, et in capit. *Si quis*, eodem num. 4, et in capit. *Prudentiam*, de Officio delegat. num. 5, et aliis doctor. eisdem locis, et Decius cons. 261, n. 4. Aliaque refert Tiraquel. in l. *Si unquàm*, verb. *Revertatur*, num. 64.

2. Hæc tamen sententia non potest indistinctè accipi; non enim omnis forma actûs, etiam per legem ordinata, substantialis est. Sæpè enim est accidentalis solemnitas, ut in sacramentis constat, et in matrimonio cap. *Nostrates*, 30, quæst. 5, et in sententiâ ferendâ ex lege primâ, Cod. de Appellat. et in electionibus, ut capit. *Quia propter*, de Elect. Omissio autem formæ accidentalis non tollit substantiam actûs, et consequenter annullat illum. Ergo non omnis corruptio formæ seu non omnis formæ corruptio annullat actum. Sed cum distinctione de formâ substantiali, vel non substantiali. Atque ita tota difficultas quæstionis eò revocabitur, ut sciamus, quando forma lege præscripta sit substantialis, vel tantùm accidentalis; non enim id distinguere facilè semper est præsertim cùm contingat in eodem decreto, aut lege aliqua poni quæ accidentalia sunt, et alia quæ ad substantiam pertinent, ut in dicto capit. *Quia propter*, notat Glos. verb *Sanior*, et verb. *Viris*. Et in capit. 1 de Election. in 6, verb. *Formam*. Propter quod doctores varias regulas assignant ad has formas discernendas; quare præcipuas commemorabimus, quæ licet singulæ non sufficiant, omnes tamen conferunt, ut ex omnibus simul formæ qualitas cognosci possit.

3. Prima regula est : Quando forma præscripta per legem continet naturalem æquitatem, tunc omissio ejus reddit actum invalidum, non verò aliàs si lex non habeat clausulam irritantem. Exemplum esse potest in formâ judiciali, quæ habet, ut sine præcedenti infamiâ contra aliquem non procedatur, de illo in particulari inquirendo, vel quòd accusatio in scriptis fiat, et denuntiatio præcedente monitione cap. *Inquisitionis*, de Accusat. et cap. *Licet*, Heli. de Simon. cum similibus. Nam illa omnia nascuntur ex naturali æquitate, et ideò omnia substantialia reputantur. Potest autem prior pars hujus regulæ duplicem habere sensum; unus est, ut intelligatur de æquitate necessariâ ex se ad valorem actûs, ita ut ejus omissio impediat ex naturâ rei valorem actûs, et tunc à fortiori lex positiva ponens formam præcisè fundatam in illâ æquitate, ponit illam ut substantialem, ita ut omissio illius reddat actum nullum, quod est ex se notum, quia talis lex non tam esset constitutiva, quàm declarativa juris naturalis, quando ibi intercedere supponitur. Unde ad cognoscendam talem legem, et ejus æquitatem, utendum est regulis supra positis de lege naturali. Et ideò hic sensus non propriè spectat ad formam positivam, de quâ agimus.

4. Alius ergo sensus esse potest de formâ institutâ in lege moraliter necessariâ ad observandam æquitatem, quia licet non intrinsecè, neque necessariò ex se illam contineat, nihilominùs sine illâ, vel nunquàm, vel frequentiùs non servabitur æquitas, et cum illâ frequentiùs servabitur. Et in hoc sensu est probabilis regula, maximè quando periculum illud fraudis, seu iniquitatis non solùm imminet in ipso actu, sed etiam in valore, et effectibus ejus. Nihilominùs tamen etiam hoc modo regula per se non est ineffabilis, nec sufficiens; nam licet hoc sit magnum judicium, quòd lex constituat illam formam, ut substantialem, solùm non sufficit sine aliis conjecturis, vel majori fundamento in verbis legis, ut ex dicendis magis constabit. Unde certior est secunda pars negativa regulæ. Nam si forma non est de re per se admodùm necessariâ ad æquitatem, sed ad ornatum, vel ad melius esse, et alioqui non adduntur verba irritantia, non est unde illa forma possit judicari substantialis. Secus verò erit, si lex addat clausulam irritantem, quia legis efficacia ad hoc extendi potest, et per illa verba satis significatur ille effectus, ut videbimus.

5. Secunda regula est : Quando forma talis

est, ut renuntiari non possit, substantialis est; si verò possit renuntiari, non erit de substantiâ. Insinuat Gloss. in cap. *De causis,* verb. *Consensu partium,* de Offic. de legat.; sequitur Felin. in cap. *Tuis,* de Testib. n. 1, ubi refert Baldum et alios qui posteriorem tantùm partem ponunt expressè. Cujus ratio esse potest, quia substantia et essentia rei est immutabilis, et ideò si per voluntatem partis cedentis juri suo potest actus valere sine tali solemnitate, signum est, illum non esse de substantiâ. Et consequenter è contrario, quando est tam necessaria, ut etiam per voluntatem contrahentium auferri non possit, magnum argumentum est substantialem esse.

6. Tamen hæc etiam regula generalis non est, et quantùm attinet ad res morales parùm habet utilitatis. Nam inprimis circa priorem partem multæ sunt solemnitates actuum accidentales tantùm, quæ tantâ necessitate sunt præceptæ, ut non possint licitè omitti, etiam ex voluntate operantium. Ut constat de solemnitate sacramentorum accidentali, vel sacrificii missæ, et de publicis denuntiationibus matrimonio præmittendis, et de formâ pro excommunicatione præscriptâ in cap. 1, de Sentent. excommunic. in 6, Et ratio est, quia etiam præceptum de formâ accidentali potest non respicere privatum commodum operantis, sed commune, vel rei decentiam, et æquitatem secundùm se, et ideò non potest privatus operans illi renuntiare. Dices, quamvis non possit ita renuntiare ut licitè illam omittat, posse tamen, ita ut validè. Sed hoc nihil juvat, quia illa renuntiatio nulla est, nullumque effectum habet; nam sive fiat, sive non fiat, idem erit; nam factâ et non factâ renuntiatione actus est validus, et utroque modo est peccaminosus. Si ergo tunc actus est validus, non est quia forma renuntiari possit, sed quia supponitur esse accidentalis, quod aliunde colligere necesse est.

7. Alteram etiam partem hujus sententiæ impugnat Panormitan. in dicto capit. *Tuis,* de Testib., quia juramentum est de substantiâ testimonii judicialis capit. *De testibus,* eodem, et tamen per partes renuntiari potest dicto capit. *Tuis.* Respondent Felin. et alii, juramentum esse quidem necessarium ad valorem testimonii, si partes non renuntient juri suo, nihilominùs tamen non esse de substantiâ, quia absolutè loquendo separari potest ab actu. Sed hæc speculatio parùm refert ad rem moralem; hîc enim de substantiâ vocamus quidquid tam necessarium est ad valorem actûs, prout hîc et nunc fit, ut ejus omissio reddat actum nullum; loquendo autem hoc modo, argumentum convincit, aliquam circumstantiam posse esse necessariam, cui renuntiari possit, sicut erat annus probationis ante concilium Tridentinum. Unde in illo exemplo verum quidem est, juramentum non esse de substantiâ, seu necessitate omnis testimonii validi, quia potest aliquando esse validum, saltem de consensu partium. Nihilominùs tamen loquendo de re secundùm se spectatâ, et integro persistente jure utriusque partis, sic dici potest juramentum de substantiâ testimonii, quia necessarium est ad valorem ejus. Sicut etiam tempus præfixum à delegante, ut intra illud terminetur causa, absolutè dici potest de substantiâ, quia post illud nihil valet processus, nisi partes consenserint intra dictum tempus in ejusdem prorogatione, ut dicitur in dicto cap. *De causis.*

8. Tertia ergo regula est: Quando lex instituit actum cum solemnitate ab ipsâmet lege inventâ, signum est formam esse substantialem, et absolutè necessariam; secùs verò quando forma illa additur actui priùs instituto. Exempla esse possunt in formis sacramentorum, quæ sunt de substantiâ eorum, quia particulariter à Christo Domino denuò institutæ. Item in legibus humanis sunt frequentia exempla de solemnitate alienationum in Clementinâ unicâ de Rebus eccles. non alienand. capit. *Sine exceptione,* 12, quæst. 2, vel de solemnitate electionum in capit. *Quia propter,* de Election. et similibus. Hæc verò regula in universum non satisfacit, tamen in uno sensu potest esse valdè utilis. Prior pars declaratur, quia etiam accidentalis solemnitas potest aliquando simul cum substantiali institui, ut mixtio aquæ cum ipsâ institutione Eucharistiæ incœpit; et in consecratione altaris aut calicis fortè non tantùm substantialis, sed etiam accidentalis solemnitas simul ab Ecclesiâ inventa et præcepta est. Et è converso licet actus non instituatur de novo, forma substantialis ei de novo additur, ut in testamentis, alienationibus et electionibus constat; et novissimè in contractu matrimonii per concilium Tridentinum id factum est. Et similiter forma antiqua, quæ antea substantialis non erat, potest per novam legem substantialis fieri. Annus enim probationis non ita erat de substantiâ professionis ante concilium Tridentinum, sicut modò est; erat tamen jam institutus, et suo modo necessarius; ergo in universum lo-

quendo, signum illud nec necessarium est, nec sufficiens.

9. Explicatur verò altera pars, possetque esse nova regula. Quia quando legislator, qui invenit et præcipit formam, dat etiam potestatem ad efficiendum actum, servatâ tali formâ, magnum argumentum est, et secundùm jus ferè infallibile, talem formam esse de substantiâ actûs; quando verò supponitur potestas, et nova solemnitas additur, non censetur esse substantialis, nisi per specialem clausulam declaretur. Prior pars valdè communis est, tenet Glossa in Clementin. 1, de Jure patronat. verb. *Inhibentes*, ubi ait, quando à principio datur potestas sub tali formâ, defectum formæ irritare actum. Et idem sentit Felin. in cap. *Ex parte*, de Constit. in princ. Nam quia ibi pontifex dat facultatem quibusdam personis conferendi certas præbendas cum consilio episcopi, si conferant sine consilio episcopi, dicit, collationem esse nullam, quia non servata est forma, cum quâ data est potestas. Et idem habet in capit. *Cùm dilecta*, de Rescript. Et rectè probatur ex l. *Cùm hi*, § *Si prætor*, ff. de Transact. Et hoc confirmat optimè exemplum sacramentorum: nam quia potestas, quæ in sacramentis exercetur, data est ab ipsomet auctore sacramentorum, forma ab eodem data substantialis est; solemnitas verò postea ab Ecclesiâ addita accidentaria est. Hinc etiam, quando potestas delegatur, et datur forma procedendi in causâ, defectus talis formæ censetur actum vitiare, ut probat dictum cap. *Cùm dilecta*, de Rescrip. ibi: *Propter quod processum ipsorum contra nostri formam rescripti, ac juris ordinem attentatum, irritum decernimus, et inanem*, et cap. *Venerabili*, junctâ Glossâ, de Officio delegat. ibi: *Quorum processus cassavimus, quia contra mandati nostri tenorem*, etc., ubi Glossa, *cassavimus*, exponit, id est, *cassos, et irritos denuntiavimus*. Idem in capit. ult. de Restitut. spoliat. ibi: *Irritum judicavimus*, utique propter defectum in formâ commissum. Ratio verò est, quia potestas limitatur juxta formam præscriptam ab eo qui potestatem dat. Et ideò actus, in quo forma non servatur, excedit potestatem, et ita est nullus, tanquam sine potestate factus; ac proinde forma censetur substantialis. Quod intelligitur etiamsi non addatur speciale verbum irritans. In hoc enim est differentia inter hanc formam et alias, quæ supponunt potestatem, quia ex speciali modo suo affert secum limitationem potestatis, et ideò non indiget aliâ particulâ irritante.

10. At verò, quando supponitur potestas, et præcipitur forma, seu specialis modus procedendi, si non addatur clausula irritans, forma consequitur accidentalis, et omissio illius non censetur irritare actum. Et ita tradit Gloss. in dicto verb. *Inhibentes*, et Felin. cum aliis in dicto cap. *Ex parte*, Limitat. 2. Et sumi potest ex cap. *Dilectus*, 2, de Præbend. et ex l. 1, codice de Appellat., ubi sententia à prætore lata, non servato ordine, dicitur injusta, non nulla. Idem sumo ex l. penult. cod. de Sentent. ex brevi recitat., ubi sententia recitata sine scripto, licet antea esset contra formam, non censebatur nulla, donec ibi clausula irritans addita est. Quod optimè fundatur in hâc regulâ, quidquid dicat Tiraquel. in lege ultim. Connub. Gloss. 4, n. 6. Sic etiam forma servanda in ferendâ excommunicationis sententiâ, cap. 1 de Sent. excommun. in 6, accidentalis est, quia datur pro his qui jam habent potestatem excommunicandi, et non additur aliquid, quo major necessitas in tali formâ significetur. Ratio verò est opposita priori parti, quia hæc forma supponit absolutam potestatem, quæ poterat validè operari sine tali formâ, et ideò, si nova lex expressè non tollit aut minuit potestatem, censetur actus ab antiquâ potestate manare, et ita esse validus, licet indebito modo fiat propter solemnitatem, vel formam novam non servatam. Ut ergo talis forma substantialis censeatur, necesse est, ut in lege exprimatur. Et fortassè ita factum est in cap. *Novit*, de his, quæ fiunt à prælato sine consensu capituli.

11. Declarari autem potest hæc regula ex aliâ, quam frequenter tradunt juristæ (potestque etiam ad ea, quæ de legibus prohibentibus dicta sunt, deservire) nimirùm, ubi lex formam constituendo, addit, actum aliter fieri non posse, inducere formam substantialem, sine quâ actus non valet. Quæ regula si vera est, habebit locum, etiamsi supponatur potestas ante formam institutam, quia per additionem illius negationis: *aliter non possit*, etc., non solùm fertur simplex prohibitio, sed etiam limitatur ipsa potestas, vel potiùs aufertur respectu actûs facti sine tali formâ. Et hâc ratione potest extendi hæc regula ad omnes leges prohibentes actum sub illâ verborum formâ: *Et aliter non possit*, vel simpliciter: *Nemo possit*, etc. Exemplum esse potest in lege prohibente maritum alienare dotem invitâ muliere, ut in § 1, Instit. Quibus alienare liceat, etc., ubi ponitur verbum, *non posse*,

Simile est de lege prohibente patrem meliorare filium ultra talem portionem hæreditatis, et in similibus, quæ loquuntur per verba potestativa, *possit*, vel, *non possit*, ut videre licet in toto titulo 6, lib. 5 Recopilat. legum Hispaniæ. Et idem est de legibus, quæ statuunt, minorem impuberem non posse contrahere, vel etiam puberem, si habeat curatorem, ut in l. 4, tit. 11, part. 5, et lib. 17, tit. 16, et similes sunt leges, quæ taxant quantitatem rei, quæ donari potest, vel similes, quæ vel formaliter, vel virtute addunt clausulam, ut amplius non possit donari. Et ideò dixi in capite 22, interdùm legem prohibentem irritare actum prohibitum, licet non addat propriam clausulam irritantem, quia intelligitur prohibere propter defectum formæ, quam supponit, vel virtualiter constituit. Hoc enim intelligitur facere lex, quæ prohibet per verbum, *non possit*, quia cùm potestas sit primum fundamentum valoris actûs, qui negat potestatem, tollit radicem valoris, et consequenter excludit substantialem formam, quæ adhiberi non potest, nisi ab habente potestatem.

12. Hanc autem regulam de verbo *non possit*, tradit Bart. in l. *Cùm lex*, ff. de Fidejuss. et in l. ult. num, 6, ff. de Feriis, et sequitur Felin. in dicto cap. *Cùm dilecta*, de Rescript. n. 6, verb. *Septimum signum*, et latissimè locupletat Tiraquel. in l. ult. Connub. Gloss. 4, per totam. Constituit autem Bart. quamdam differentiam inter verbum *non potest*, quod est de præsenti, et *non possit*, quod respicit futurum; nam in hoc posteriori dicit esse validam regulam, quia tunc negatur potentia etiam in futurum, quæ tamen non negatur per verbum præsentis. Sed hæc differentia nullius momenti est, ut notat Tiraquel. supra n. 9, et Covar. in cap. *Quamvis pactum*, p. 2, § 4, n. 4, cum Jason. in l. *Gallus*, ff. de Lib. et Posthum. Et ratio reddi potest, quia lex semper loquitur, et ideò licet per verbum de præsenti dicat, *Non potest*, semper hoc dicit, quando postea contractus fit, quia semper lex durat et ita semper resistit actui auferendo potestatem; illa ergo distinctio nullius momenti est.

13. Potest tamen non immeritò circa hanc declarationem dubitari, quia verbum, *non potest*, ambiguum est; sæpè enim non significat negationem potentiæ facti, ut sic dicam, sed juris. Nam id simpliciter possumus, quod jure possumus, unde simpliciter dicimus, non posse, quæ licitè facere non possumus; ergo ex verbo *non possit*, non satis colligitur impotentia annullans actum, sed tantùm prohibitio faciens, ut actus non liceat. Et sanè Gloss. quæ ad hoc frequenter citatur in cap. 1 de Regul. jur. in 6, verb. *non potest*, solùm dicit negationem additam verbo *potest*, inducere necessitatem, quod est verum quia inducit necessitatem obligationis; non tamen inde fit, ut inducat necessitatem impotentiæ ad oppositum actum quoad valorem ejus. Unde cùm in illo primo capite dicitur: *Non potest licitè*, Gloss. in verb. *licitè* notat illud additum *licitè* superabundare, quia idem dictum fuerat per verbum, *non potest*, quia id possumus, quod jure possumus. Nam quæ contra bonos mores fiunt, nec facere nos posse credendum est, ut dicitur in l. *Filius qui*, ff. de Condition. Instit. Unde in cap. *Faciat*, d. 22, ait August. debere facere hominem pro salute alterius, quod potest, non tamen debere peccare pro alterius salute, quia, nimirùm, illud non potest, quod non liceat. Et ita in capit. *Litteras*, de Restit. spoliat. dicitur, conjugem conscium de impedimento consanguinitatis, non posse alteri commisceri, quia licitè non potest. Ergo cùm verba legis, quæ rigorem continent, benigniùs sint interpretanda, licet lex dicat, non *possit*, sufficienter intelligitur, id est *licitè;* non ergo id sufficit ad irritandum, sed ad prohibendum. Unde Barth. et alii citati pro illâ declaratione videntur apertè fundari in regulâ legis, *Non dubium*, quòd facta contra legem prohibentem, sunt nulla. Suppositâ autem nostrâ sententiâ, et ubi lex, *Non dubium*, non operatur, non videtur illa interpretatio admittenda. Atque ita ex vi illorum verborum non constituetur forma substantialis ad valorem actûs, sed solùm forma seu modus necessarius ad honestatem actûs, sive in ordine ad valorem substantialis sit, sive accidentalis.

14. Hæc objectio apud me convincit, doctrinam et regulam datam de verbo, *non potest*, non esse infallibilem, neque sufficientem, si præcisè et nudè spectetur, sed esse materiam, et alias circumstantias considerandas, ut plenum judicium de sensu illius verbi feratur. Quod etiam sensit Covarr. in dicto cap. *Quamvis*, p. 2, § 4, n. 10, qui aliam etiam ambiguitatem insinuat. Nam licet verbum, *non possit*, in lege positum, referatur ad factum ipsum, seu valorem ejus, et non ad conscientiam, potest esse dubium, an tollat potentiam solùm civilem, seu ad se obligandum civiliter, vel etiam naturaliter. Et ideò necessariò sunt alia verba legis expendenda, et ubi illa defuerint,

materia erit consideranda. Potestque inprimis considerari, an actus, cui forma præscribitur, pendeat ex potestate concessâ à principe, vel republicâ, vel ab auctoritate juris, ut est sententia, electio, alienatio bonorum communium, vel ecclesiasticorum, et quælibet administratio publica, vel quæ publicâ auctoritate fit, ut est officium tutoris, seu curatoris, et similia; an verò sit actus propriæ auctoritatis, et dominii, ut est facere testamentum, alienare res proprias, etc. In priori enim genere actionum valdè probabilis præsumptio est, ubi lex prohibet actum, vel modum actûs cum clausulâ *non possit*, vel *non possit aliter*, etc., limitare ipsam potestatem, ita ut actus aliter factus sit invalidus, tum quia videtur lex loqui de potestate, quam ipsa, vel princeps concedit, tum etiam, quia idem qui dat potestatem, censetur tunc ponere formam, et ita procedit regula supra data, quòd illa forma sit substantialis. Exemplum saltem à simili sumi potest ex l. ult. c. de vendend. Reb. civit. lib. 11, ibi : *Non aliter, nisi imperiali auctoritate venduntur*, etc., ubi Barth. notat, illam esse formam substantialem.

15. At verò quando actus est privati dominii, qui de se non pendet à potestate concessâ à lege, vel republicâ, diversa ratio est, tum quia ibi non est auferenda potestas, quæ à lege vel republicâ proveniat, sed quæ unicuique, vel jure naturæ, vel jure gentium convenit; tum etiam quia ibi lex supponit potestatem ad actum, cui formam præbet, et ideò ex vi verborum non videtur esse forma substantialis, nisi per verba satis expressa declaretur, qualia non videntur esse sola illa, *aliter non possit*, nisi aliunde constare possit, intentionem legis esse limitare simpliciter potestatem operandi, et non tantùm licitè operandi, et ideò ordinariè addi solent verba irritantia ad hoc explicandum. Item si addantur, aliæ circumstantiæ spectandæ sunt. Et inprimis tota series verborum consideranda est, et præcipuè an verbum, *non posse*, cadat super effectum seu obligationem, quæ induceretur, si actus valeret; nam tunc signum est formæ substantialis. Ut cùm dicitur, *sine expressione causæ non posse constitui obligationem*, L. *Juris gentium*, § *Non posse*, ff. de Pact. Deinde inspiciendum est, an juxta materiæ qualitatem et usum per talia verba soleat auferri administratio bonorum, vel ita limitari, ut sine alterius consensu, vel sine facultate judicis fieri non possit. Nam tunc etiam censetur lex præscribere substantialem formam, vel auferre simpliciter potestatem moralem. Et ita contingit in legibus testamentorum et alienationum, quas supra afferebamus. Nam licet dominia rerum sint de jure gentium quoad rerum divisionem in genere, nihilominùs in particulari modus acquirendi vel transferendi dominia, pendet multùm ex jure humano, et ideò quando lex tollit potestatem donandi, aut absolutè, aut sine alterius licentiâ et consensu, vel negat facultatem testandi, vel instituendi hæredem, vel è converso tollit potestatem instituendi alios præter istos, aut ex illis meliorandi, nisi in tali parte, et similia, censetur substantialem formam præscribere, et simpliciter auferre potestatem, ac subinde invalidare actum. Denique consuetudo et communis acceptatio legis in hoc, vel in illo sensu multùm in hujusmodi dubio valere potest.

CAPUT XXXII.

Quomodò lex dans formam actui, et addens clausulam irritantem, impediat valorem actûs.

1. Regula recepta et moraliter loquendo generalis est : Si lex det formam, et addat clausulam, ut actus aliter factus non valeat, vel sit irritus, aut inutilis, vel quid simile, tunc forma est substantialis et necessaria simpliciter ad valorem actûs. Hæc regula communiter recepta est, et sumitur ex Gloss. in cap. 1, verb. *Ipso jure*, et in cap. *Statutum*, in principio verb. *Committantur*, de Rescript. in 6. Tradit Felin. in capit. *Cùm dilecta*, de Rescript. n. 6, verb. *Quintum signum*, ubi alios refert. Et constat ex dictis de virtute legis simpliciter prohibentis cum clausulâ irritante actum; nam perinde est prohibere cum eàdem clausulâ ne aliter fiat. Undè solùm oportet advertere, necessarium esse, ut verba contineant irritationem de præsenti, seu ipso jure, quia aliàs non explicabunt necessitatem simpliciter ad valorem actûs, ut statim magis explicabitur.

2. Adhibetur enim communiter huic regulæ declaratio, videlicet, ut procedat, quando solemnitas præscribitur, ut observanda in ipsâmet affectione actûs; tunc enim substantialis est; secùs verò erit, si solemnitas supponat actum jam factum, quia tunc signum est, esse tantùm accidentalem. Hanc declarationem posuit Barthol. in l. *Universa*, C. de Precib. imperatori offerend. et in l. *Si ita quis*, 135, § *Eâ lege*, n. 5, ff. de verbor. Obligat., ubi in Scholiis multi alii referuntur. Sequitur Panormit. in dicto cap. *Quoniam frequenter*, ut lite non contestatâ, n. 10, et ibi Felin. n. 4, qui alios

refert. Alios etiam refert Tiraquel. supra n. 4, præsertim Bald. in Rubr. C. de rescind. Vendit. Exempla prioris partis sunt, de solemnitate requisitâ in testamento efficiendo, cap. *Cùm esses*, de Testamentis, l. *Hâc consultissimâ*, C. Qui testamenta facere possunt. Ubi certus modus, et numerus testium ad testamentum postulatur in ipsomet actu. Idem est de solemnitate ad electionem requisitâ dicto cap. *Quia propter*. Alterius verò partis exemplum est in lege postulante, ut donatio facta insinuetur, vel quòd ex re venditâ talis gabella solvatur, aliàs non sit venditio. Ratio autem prioris partis est, quia quando forma in ipsomet actu postulatur, et additur, ut actus aliàs factus *non valeat*, ipsa immediatè resistit valori actûs. Et ideò talis forma substantialis censetur, prout nunc loquimur. Alterius verò partis ratio est, quia quando conditio est posterior, supponit actum factum sine resistentiâ legis, et consequenter validum, ac proinde, licet postea videatur illum irritare propter subsequentem omissionem, illud est per modum cujusdam pœnæ. Et ideò non statim habet effectum, donec applicetur pœna, nisi lex expressis verbis majorem rigorem declaret, juxta regulas supra positas de lege pœnali.

3. Et propterea dixi, hanc declarationem intelligendam esse, quando lex addit absolutè verb. *Aliter non valeat*, aut aliud simile, quia si non addat hujusmodi verbum, etiamsi in ipsomet actu solemnitatem apponat, non sequitur esse substantialem; non etiam forma accidentalis potest interdùm requiri in ipsâmet rei effectione. Exemplum esse potest de juramento à judicibus præstando in principio litis, juxta legem, *Rem non novam*, C. de Judicibus. Quod in ipso actu postulatur, et tamen, licet omittatur, actus est validus, ut ibi Gloss. ultim. notat. Idem est de formâ servandâ in ferendâ sententiâ excommunicationis juxta cap. 1, de Sentent. excommunic. in 6, et ita loquuntur citati auctores. Qui tamen videntur aliud membrum omisisse; nam interdùm solemnitas requiritur ante actum, ut in alienatione rerum ecclesiasticarum prærequiritur tractatus; in electione verò inquisitio, vel informatio. Existimo autem juxta mentem horum auctorum, hanc solemnitatem antecedentem comprehendi in primo membro tanquàm pertinentem ad substantiam actûs. Quod sensit Bart. supra, et in l. *Ita quis*, § *Ex lege*, ff. de verborum Obligat. expressè Felin. in dicto cap. *Cùm dilecta*, n. 6, verb. *Et hinc est*. Et ratio est, quia tunc actus censetur moraliter incipere à tali solemnitate antecedente, et jam tunc lex resistit actioni, si aliter fiat. Sic ergo declarata hæc limitatio et doctrina probanda videtur, et quoad secundum membrum de conditione subsequente, est favorabilis, et non indiget novâ expositione.

4. Circa alterum autem membrum de formâ requisitâ in ipsomet actu cum clausulâ irritante, occurrere possunt quæstiones. Una est, an irritatio illa intelligatur ipso jure induci statim, et ante omnem sententiam, vel requiratur sententia saltem declaratoria talis defectûs. In quâ breviter dicendum est, irritationem hanc regulariter non esse pœnalem, ut per se constat, quia per se imponitur, vel potiùs sequitur ex defectu formæ, etiamsi culpa non intercedat, nihilominùs aliquando posse esse in pœnam. Exemplum sumi potest ex capit. *Novit*, de iis quæ fiunt à prælat. sine, etc. Ubi præcipitur episcopis, ne instituant vel destituant abbates sine suorum fratrum consilio, et assensu, et postea irritantur actus illi, si aliter fiant, ubi Gloss. ult. notat, illas irritationes esse ipso jure; malè autem illas fundat in l. *Non dubium*, quia (ut supra dixi) parùm illa confert ad canones interpretandos; sunt ergo ipso jure, quia ibi satis exprimitur. Quòd autem illa irritatio fuerit pœnalis, clariùs colligitur ex Integrâ in collect. 1, lib. 3, tit. 9, cap. 4, ubi sic dicitur: *Quòd si fortè contra prohibitionem nostram attentare præsumpseris, nos tales institutiones*, etc., *auctoritate apostolicâ cassamus, et omni robore et stabilitate carere decernimus*. Pondero enim verbum *præsumpseris*; ex illo enim satis constat, irritationem ferri in odium inobedientiæ, et transgressionis.

5. Quando ergo irritatio non est pœnalis, clarum est, non esse necessariam sententiam ullam, ut actus sit nullus, eo modo, quo per legem irritatur. Quia ad illam nullitatem per se non requiritur culpa, sed defectus formæ sufficit, nec est ulla ratio, cur sententia necessaria sit, nisi in ipsâmet lege formaliter, vel virtute postuletur, juxta ea quæ in sequenti quæstiunculâ dicentur. At verò, quando est irritatio pœnalis, videri potest probabile, applicandam esse regulam legis pœnalis, scilicet, non incurri ante sententiam declaratoriam, etiamsi ipso jure lata sit, licet retrotrahenda sit postea sententia usque ad initium actûs. Nihilominùs tamen, quia hæc pœna non est pura pœna, sed includit etiam defectum substantialis formæ, ideò regulariter

loquendo, probabilius videtur incurri statim ex illo capite, licet ratio pœnæ non sufficeret. Dico autem, *regulariter*, quia ex verbis legis poterit fortè interdùm exceptio fieri, ut in dicto cap. *Norit*, verbum illud, *præsumpseris*, indicat (juxta communem doctrinam) pœnam illam non incurri, si defectus committatur sine præsumptione, ex ignorantiâ, vel aliâ simili negligentiâ, et consequenter indicat, illam solemnitatem non esse substantialem, sed esse tantùm requisitam sub illâ pœnâ, et ideò probabile est, tunc non incurri ante sententiam declaratoriam.

6. Alia quæstio esse potest, an hæ leges irritantes ex defectu formæ, irritent omninò actum, etiam quoad obligationem naturalem in conscientiâ, vel tantùm in foro exteriori. Sed de hâc quæstione multa sunt tacta in superioribus, et in tractatu de Juramen. lib. 2. Et vix potest in eâ generalis regula statui, quia possunt leges utroque modo ferri, et ideò verba earum, et materia, ac circumstantiæ consideranda sunt, ad discernendum irritationis modum. Ut sumi potest ex Covarr. in cap. *Quamvis*, p. 2, § 4, et Molin. tractat. 2 de Justit. disput. 81 et 88. Quod maximè locum habere censeo in legibus civilibus: nam leges divinæ positivæ instituentes substantiales formas aliquorum actuum, clarum est consequenter irritare statim, ac ipso facto, et in conscientiâ actum, cui deficit talis forma integra, ut patet ex materiâ de Sacramentis et sacrificio. Deinde idem sentio de legibus canonicis, quatenùs instituunt formas similes, maximè si attingant sacramentorum materias aliquo modo, vel etiam sacramentalium, proportione servatâ. Ita videre licet in solemnitate substantiali requisitâ ad contractum matrimonii ex institutione concilii Tridentini. Idemque sæpè disponunt jura in ordinationibus, quas irritant si absque tali vel tali modo fiant, cap. *Alienationes*, 12, q. 2, cum similibus. Sed ibi irritatio accommodanda est materiæ; nam est tantùm quædam suspensio, ideòque si ipso facto imponitur, statim sine aliâ sententiâ incurritur tanquam censura. Idem etiam observari potest in consecrationibus aut benedictionibus ab Ecclesiâ institutis, ut in primâ tonsurâ, in consecratione altaris aut calicis, quia si non serventur formæ ab Ecclesiâ institutæ, nullæ erunt, et iterandæ sunt absque aliâ declaratione, nec antea licebit uti talibus rebus u benedictis, aut consecratis. De aliis verò actibus magis temporalibus, vel externis, ut sunt alienationes, et electiones, et judicia, etc., videri potest res magis dubia; nihilominùs idem dicendum censeo, quia hæ leges non fundantur in propriâ præsumptione, ut dixi, et ita directè intendunt veritatem, aut nullitatem actûs in se, non in ordine ad solam probationem aut actionem in humano judicio.

7. In legibus autem civilibus faciliùs id potest accidere, quia in illo jure præcipuè intenditur exterior pax, et gubernatio, quæ per judices exhiberi solet. Nihilominùs tamen frequentiùs verum esse existimo, contractus, et actus irritos jure civili ex defectu formæ in conscientiâ irritos esse, præsertim quando pertinent ad publicam administrationem, ut sunt sententiæ, electiones, et similes, quæ à legibus ipsis, et potestate publicâ multùm pendent, et ideò, si lex ipsa resistit irritando, statim operatur, quia non fundatur in falsâ præsumptione, sed quia ita expedit communi bono. In aliis verò legibus, quæ magis consulunt commodis singulorum, et ponunt formam contractibus, testamentis, et similibus, aliquando solent leges non irritare obligationem internam, nec impedire naturalem valorem actûs, sed tantùm vel negare actionem in judicio, vel irritare instrumentum sic factum, vel scripturam, ut non faciat fidem in judicio, aliquando verò omninò irritant actum, etiam quoad valorem naturalem. In quo verba legis rigorosè pensanda sunt, et strictè semper sunt interpretanda, quia materia est odiosa. Semper tamen verum existimo, esse licitum in conscientiâ, uti his legibus ad irritandos actus, et eum, qui ab aliquâ obligatione, vel promissione excusatur, vel rem aliquam per sententiam justam, secundùm illam legem latam, obtinet, tutâ conscientiâ rem obtinere, et à solutione obligationis excusari, quamdiù lex civilis per canonicam non est derogata, et tanquàm justa in suo foro servatur. Quia licet fortassè lex per se solam non tollat omninò obligationem naturalem, dat potestatem judici, ut omninò irritet actum, et consequenter tollat illam, vel mutet rei dominium: nam hoc non excedit potestatem legis civilis, et suppositâ tali lege necessarium est, ut servari possit sine occasione injustitiæ et peccati, ut, v. g., in lege statuente solemnitatem testamenti, licet demus, per se solam irritare testamentum, non tamen voluntatem defuncti, et ideò posse hæredem institutum in testamento minùs solemni tutâ conscientiâ retinere hæreditatem, quamdiù ab illo non evincitur, quia moraliter certus est de voluntate

defuncti; nihilominùs is, qui ab intestato deberet succedere, poterit tutâ conscientiâ litem movere, et postulare hæreditatem, et si obtinuerit, retinere illam, quia lex hoc illi concedit, et saltem per sententiam efficaciter applicatur. Et per hæc alia similia, in quibus magna est varietas opinionum, probabiliter conjectari possunt.

8. Ultima quæstio esse potest, quanta corruptio substantialis formæ sufficiat, vel necessaria sit ad annullandum actum; est enim talis forma divisibilis, et plura verba, actiones, aut testes, vel quid simile requirit. Unde omitti potest vel in totum, vel in parte, aut gravi, aut levi. Et quidem si omittatur omninò, vel in parte gravi, certum est, annullari actum. Dubium verò esse solet, quando id, quod omittitur, leve est, aut minimum. Aliqui enim existimant, tunc actum non irritari, quia in moralibus parùm pro nihilo reputatur. Ita sentit Molin. tract. 2 de Justit. disp. 81, in fine, et refert Molinam lib. 2 Primogen. cap. 6, n. 53, cum Barth. et aliis dicentem, omissionem modicæ solemnitatis non vitiare, et idem sentit Alvar. Valas. tom. 1 Consil. in 52, n. 8, ex l. unic. § ulti. ff. de Ventre inspici. ibi: *Quale est enim, si quid ex iis, quæ leviter observanda prætor edixit, non sit factum.* Et hanc sententiam referens Greg. Lop. in l. 5, tit. 6, partit. 6, Gloss. 4, eam non improbat. Hoc etiam videtur supponere Felin. cum multis, quos refert in capite *Ex parte*, de Constit. n. 5, in princip. Quòd si inquiras, quæ omissio solemnitatis sit levis censenda, respondent, hoc esse arbitrio prudentis relinquendum.

9. Contrariam sententiam, scilicet, actum vitiari, et irritari ex quâcumque omissione formæ substantialis, vel partis ejus, tenent plures antiqui, quos supra refert Greg. Lop. sup. Albert. Angel. Joan. Andr. in quorum sententiam ipse inclinat. Tenet etiam Azor. tom. 1, lib. 5, cap. 28, § *Animadvertendum*. Exempla verò ponit, si in testamento unus testis, vel in electione unus ex electoribus deficiat. Quæ quidem indubitata sunt, ut per se constat, et tradunt Deci. in l. *Hàc consultissimâ*. c. Qui testam. fac. pos. n. 12; responderi tamen non immeritò potest, illam non judicari prudenter levem solemnitatem, sed valdè gravem. Aliud exemplum est, quia inversio ordinis præscripti ad procedendum, ut in petendo consilio ante, vel post actum; nam videtur levis defectus, et nihilominùs irritat actum, juxta cap. *Cùm dilecta*, de Rescrip. Sed hæc etiam non reputabitur levis omissio, quia propter consilium potuisset sententia mutari, ut notavit Felin. in cap. *Ex parte*, supra citato. Aliud exemplum potest sumi ex l. *Cùm hi*, § *Si prætor*, ff. de Transact., ubi non solùm dicitur esse transactio nulla, quando prætor eam permittit sine causæ cognitione, *sed etiam*, inquit, *si non de omnibus inquisierit, quæ oratio mandat, hoc est, de causâ, de modo, de personis, quamvis de quibusdam quæsierit.* Ergo quidquid prætermittatur de formâ substantiali, vitiatur actus. Et ad hoc facere potest, quòd essentia rei consistit in indivisibili, ut philosophi dicunt; sic ergo forma consistit in integritate, et ideò parvus defectus vitiat illam, ut significavit etiam Bald. in cap. *Cum alio*, de Rescrip. n. 4.

10. Hæc ergo sententia videtur practicè securior, maximè quia si hoc relinquitur arbitrio prudentis, multùm enervantur leges formam substantialem instituentes; vix autem potest alia regula dari, si semel datur locus, seu licentia aliquid excipiendi. Non displicet autem distinctio, quam tradit Felin. ex Barth. et Imol. in cap. *Cùm dilecta*, de Rescrip. n. 6, § *Tertium signum*, scilicet, ubi constat ordinem esse substantialem, omissionem ejus indistinctè vitiare actum, sive leve, sive grave præjudicium parere videatur; si autem sumus in dubio, tunc posse distingui inter leve et grave præjudicium. Idem enim meritò dici potest in omni dubio de formâ substantiali. Applicari etiam in præsenti potest cum porportione doctrina, quæ de mutatione in formâ sacramenti tradi solet; nam si sit formalis, ut sic dicam, semper vitiat actum, id est, si mutet, vel corrumpat sensum verborum, etiamsi hoc contingat per unius tantùm litteræ mutationem; si verò sit merè materialis, non vitiat, id est, si verba eamdem significationem retinent. Tunc enim semper mutatio, vel omissio gravis est, etiamsi circa rem parvam esse videatur; è contrario verò posterior mutatio dici potest levis, etiamsi in re sensibili major appareat. Ita ergo in præsenti, si omissio in re, quæ videtur parva, sit contra intentionem, et mentem legis, tunc semper vitiat, et non est censenda levis, sed gravis, quia multùm interesse potest; si autem non solùm est materialiter levis circumstantia, sed etiam parùm videtur referre ad finem legis, tunc non videtur vitiare, quia quasi nihil reputatur. Et ita possunt conciliari dicti auctores; nam, si attentè considerentur exempla, quæ afferunt, seu occasiones in quibus loquuntur, videntur in prædicto sensu fuisse locuti.

CAPUT XXXIII.

Quando lex irritans incipiat efficere hunc effectum irritandi actus.

1. Quamvis superiùs dictum sit de promulgatione legis, tamen, quia nonnullæ leges irritantes censentur in hoc habere aliquid speciale, explicandum in præsenti breviter est. Primò ergo suppono, legem irritantem non annullare actum, donec solemniter promulgata sit. In hoc omnes conveniunt. Et ratio est, quia ante talem promulgationem non est lex. Dices, hoc esse verum quoad vim obligandi, quia obligatio fit mediante notitiâ, quæ per promulgationem datur; non est autem idem de virtute irritandi, quia irritatio non pendet à notitiâ, et ideò fit etiam contra ignorantes, ut supra diximus. Respondetur, quamvis in hoc sit aliqua diversitas, quia irritatio in particulari non fit per applicationem conscientiæ, sicut obligatio, nihilominùs in hoc conveniunt, quòd utraque fieri debet per publicam et notoriam regulam, et consequenter omnibus propositam, quod non fit, nisi per promulgationem. Et ratio est, quia etiam lex irritans est generalis regula actionum humanarum, et ideò per se loquendo debet esse justa, ac subinde publicè posita, etiam ut irritans, quia necessarium est, ut homines sciant, quomodò possint, ac debeant actiones suas facere, ut validæ sint; alioquin infinita incommoda in communitate sequerentur, et ideò ex naturâ necessaria est promulgatio legis, etiam ad hunc effectum.

2. Secundò suppono, per se et ex vi talis effectûs unam promulgationem sufficere factam in curiâ principis, vel in metropoli regni cum proportione hoc applicando ad leges civiles, et canonicas, juxta superiùs dicta de utrisque. Et probatio etiam inde sumenda est, quia neque ex naturâ rei, seu solâ ratione, neque ex jure aliquo positivo aliud postulatur in his legibus. Aliqui verò moderni oppositum sentiunt, quoad leges canonicas irritantes, nimirùm, non habere hunc effectum post romanam promulgationem, donec in singulis provinciis promulgentur. Sentit Medina 1-2, q. 90, artic. 4; citatur etiam Soto, sed immeritò, ut dicam. Fundamentum est, quia irritationes ecclesiasticæ sunt de rebus gravioribus et majoris momenti, et ideò non expedit aliter fieri. Respondetur, solam conjecturam non sufficere ad certam regulam constituendam, sine positivâ lege, in re quæ ex solo jure naturæ necessaria non est. Illa ergo ratio ad summum declarat convenientiam quamdam, ob quam potest interdùm expedire alium modum promulgationis statuere; inde verò solùm inferri potest, ad prudentiam prælatorum et pontificum pertinere, ut juxta materiæ qualitatem, modum etiam promulgationis in suâ lege determinent; non tamen ex naturâ rei esse necessarium, si in lege non exprimatur. Exemplum optimum est in concilio Tridentino sessione 24, ubi in lege irritante matrimonium clandestinum expressè declaravit, necessariam fore promulgationem in singulis diœcesibus, quia materia erat gravissima, et multa possent incommoda sequi, si aliter fieret. Tamen inde per argumentum ab speciali potiùs sumitur conjectura, id non esse necessarium, nisi in lege exprimatur, quod à fortiori patebit ex dicendis.

3. Tertiò, supponendum est, post factam promulgationem in curiâ principis, sufficere ordinarium tempus duorum mensium, ut postea lex irritans incipiat habere suum effectum. Ita sentiunt omnes, et colligitur ex authentico, *ut novæ constitutiones,* quod planè loquitur de lege irritante. Et ratio est, quia nulla lex est, vel constitutio, quæ majoris temporis lapsum in legibus irritantibus postulet, quàm in aliis. Neque etiam ex solâ rei naturâ est necessarium, quia quod sufficit ad obligandum, sufficit etiam ex hâc parte ad irritandum. Unde fit, ut tempus illud eodem modo in his legibus declarandum sit, quo in aliis juxta ea quæ superiùs diximus. Intelligitur enim quoad leges summi principis, et respectu earum regionum, ad quas illud tempus sufficiens est: nam si longiùs distent, majus tempus est concedendum prudentis arbitrio, quod maximè in his legibus necessarium est, propter incommoda, quæ ex irritatione sequi possent.

4. Hinc quartò dicendum est, in legibus civilibus illud tempus necessarium esse, ut lex incipiat irritare actum contra eam factum. Ita docent omnes doctores, quos statim referam. Et ratio est, quia nulla etiam lex est civilis, quæ ad hunc effectum minori tempore sit contenta. Quin potiùs dictum authenticum, quod tempus bimestre concedit, loquitur de legibus testamentorum, quæ includunt irritationem. Item quia ante lapsum illud tempus lex illa non habet vim legis respectu talis loci, pro quo illud tempus necessarium est, vel saltem non est illi sufficienter applicata; ergo, sicut non obligat, ita neque irritat ibi. Tandem si lex irritat actum, obligat ad non faciendum illum modo superiùs dicto: sed ante lapsum illud

tempus non obligat; ergo neque irritat.

5. Solùm superest difficultas de legibus canonicis; nam multi canonistæ sentiunt, eas habere effectum irritandi statim ac fit Romæ promulgatio solemnis. Ita tenent Panormitanus, Decius, Felinus, et ferè alii in capite secundo de Constitution. et in cap. *Noverit,* de Sententiâ excommunicationis, Joan. Andr. in fine libri sexti super datam ejus, et Gloss. juncto textu in capite primo de Concession. Præbend. in 6; Turrecrem. in capite, *In istis*, distinct. 4, artic. 4; Joan. Staphilus libro de Gratiis et expectativis, formâ 8, numero 8; Navarr. in Summâ cap. 23, numer. 44, et consil. 31, de Regular. numero 5; et Soto libro 1 de Justitiâ, quæstione 1, articul. 4; Sylvest. verb. *Lex,* quæstione 6, dicto 3, et Rosel. n. 6. Fundantur in aliquibus decretis, quæ videntur supponere, constitutiones apostolicas habere statim hunc effectum, cap. *Dudùm*, cap. *Si postquàm*, cap. *Cùm singula*, de Præbend. in 6; Unde ratio solùm est, quia pontifices possunt hoc facere, et declarârunt, se velle; ergo faciunt.

6. Est autem inprimis observandum, hanc sententiam non esse intelligendam absolutè de omnibus legibus canonicis, quia in hoc sensu neque ullo jure probatur, neque esset conveniens, propter rationes factas in secundo et quarto fundamento, quæ hic etiam locum habent. Quocirca, quando lex ecclesiastica irritans, simpliciter fertur sine adjectione alicujus particulæ, quæ sufficienter excludat illud tempus, planè illa non irritat ante lapsum ordinarium tempus in singulis provinciis ad obligandum necessarium. Probatur, quia dùm lex nova non excludit ordinarium jus antiquum, nec repugnat illi, consenda est secundùm illud ferri, quia semper juris derogatio vitanda est, quoad fieri possit, ut infra dicam; sed ex jure communi, et antiquo requiritur illud tempus; imò quatenùs necessarium est ad humanam notitiam, videtur esse ex naturâ rei necessarium; ergo, si lex nova illud non excludit, secundùm illud intelligenda est. Atque hoc etiam confirmant superiores rationes. Unde à fortiori constat, quando lex canonica expressè concesserit majus tempus ad obligationem, consequenter etiam concedere illud ad irritationem, nisi aliud clarè exprimat, quia etiam est ordinarium jus, ut lex non priùs irritet, quàm obliget.

7. Prædicta ergo sententia ad summum habet locum in legibus pontificiis habentibus illam particulam, *ex nunc*, vel similes: nam illæ videntur excludere omnem temporis dilationem, quia aliàs essent superfluæ, et ita de illis loquuntur expressè Panormitanus, et alii supra allegati. Et eodem modo loquitur Glossa ibi communiter approbata per Cardinal. Bonifac. et alios in Clement. 2, de Hæretic. verb. *Ex tunc*, et sequuntur moderni theologi communiter, 1-2, quæst. 90, artic. 4; Sanci. qui alios refert, lib. 3 de Matrimonio, disput. 17, numer. 10, à quorum sententiâ recedendum non est. Quia reverà hæc videtur esse mens pontificum. Observandum autem est, hujusmodi leges, in quibus tales particulæ apponuntur, regulariter loquendo esse de quibusdam rebus, vel actionibus, in quibus pontifex potest liberè disponere, et dispensare, ut sunt beneficia et collationes eorum, et ideò in his sæpè inhabilitat personas, vel impedit valorem collationis à die promulgationis. Ut novissimè fecit Clemens VIII, in hoc regno Lusitaniæ, constituendo novum impedimentum ex defectu generis ad quædam ecclesiastica beneficia; et Sixtus V hoc etiam fecit, et declaravit in professionibus religiosorum, quia etiam valor professionis pendet ex acceptatione Sedis apostolicæ.

8. At verò in aliis rebus, quæ non ita pendent ex voluntariâ institutione pontificum, sed supponunt aliquod naturale jus, quod per humanam legem interdùm modificatur, id nunquàm fit sine concessione sufficientis temporis, ut lex ad notitiam deveniat, tum quia regulariter esset nocivum bono communi, tum etiam quia videretur aliquo modo juri naturæ repugnare, ut declaratum est exemplo legis concilii Tridentini irritantis matrimonia clandestina. Quamvis autem hoc ita sit, nihilominùs semper pro lege est præsumendum, et ideò quandocumque lex canonica habuerit similem clausulam, quamprimùm ad notitiam deveniat, servanda est, ut nullitatis periculum evitetur. Quòd si per ignorantiam aliquid contra illam factum fuerit, et habet esse permanens, à cujus subsistentiâ et veritate alii effectus pendent, supplendus est defectus, propter eamdem causam periculi evitandi.

9. Sed quid si lex ita intellecta nimis gravis videatur et bono communi contraria, licebitne ab illâ supplicare ad ipsum pontificem, et interim legem non servare? Respondetur: Licet in rescriptis particularibus admittatur hoc genus appellationis, vel suspensionis, cap. *Significâsti,* de Rescriptis, cum his, quæ ibi notan-

tur, quia talia rescripta sæpè pendent ex facto, cujus ignorantia in pontifice admittitur. In legibus autem communibus non admittitur ille modus appellationis, vel suspensionis, ut notant doctores in capite *Consuluit*, 3, de Appellation. et in lege *Res*, Digest. eodem. tradit Rebuffus in lege *Scevola*, § *Si qua pœna*, Digest. de verborum Significatione, quia ignorantia juris et boni communis non præsumitur in pontifice, et lex communis licet in uno loco afferat incommodum, non ideò cessat efficacia ejus. Quapropter in eo casu supplicari quidem potest pontifici ; interim tamen servatur lex, quia semper poterit sine malitiâ servari, et alioqui de se obligat, etiamsi aliquod incommodum aut difficultatem contineat.

10. Quæret verò aliquis tam circa leges civiles, quàm canonicas irritantes, an pro eo tempore, pro quo nondùm obligant, neque efficiunt suum effectum annullandi actum, vel inhabilitandi personas non consentientes, saltem efficiant illum, volente, et acceptante irritationem, vel inhabilitatem, eo ad quem commodum vel incommodum talis irritationis spectare potest. Videri enim potest, posse aliquem uti lege irritante sibi favorabili, etiam ante tempus à lege præscriptum ad obligandum, tum quia illud tempus conceditur in gratiam et beneficium contrahentium, cui potest quisque renuntiare, tum etiam quia licet legislator nolit obligare, verbi gratiâ, intra duos menses, nihilominùs placitum erit illi, si lex antea servetur à quolibet sciente illam ; ergo pari ratione credendum est, velle, ut actus sit irritus, si subditus etiam velit statim subdi legi. Et huic parti videtur favere Barthol. in lege *Omnes populi*, Digest. de Justitiâ et jure, quæstione 5 principali, numero 17, ubi ait, quòd licet statuta, quæ afferunt præjudicium non operentur ante præfinitum tempus, nihilominùs illa, quæ afferunt commodum, statim suum operantur effectum. Et eâdem distinctione utitur Turrecrem. in § *Leges*, d. 4, num. 4.

11. Nihilominùs dicendum est, quoties lex irritans differt effectum irritandi vel inhabilitandi usque ad certum tempus, et post factum certum modum promulgationis, non posse legem effectum illum antea efficere, neque hoc pendere ex voluntate subditorum, sive commodum, sive incommodum illis differat ; nam hoc est valdè accidentarium, et lex respicit commune bonum, cui expedit certam regulam in hoc præscribi. Exemplum evidens est in decreto irritante matrimonium clandestinum ; nullibi enim potuit habere effectum, nec inhabilitare aliquam personam ad illo modo contrahendum, etiamsi ipsæ maximè vellet, nisi servato ordine et modo à concilio Tridentino præscripto, quia legislator noluit illam legem habere illum effectum aliter, vel alio modo, quia ita expediebat ad commune bonum Ecclesiæ. Idem ergo est in omnibus similibus legibus, quando in eis modus promulgationis, et tempus inchoandi irritationem designatur. Idem autem dicendum est, quando lex nihil speciale declarat, sed secundùm jus commune obligare et operari incipit ; nam eadem est ratio de tempore præscripto à jure communi respectu talis legis, quæ est de tempore specialiter designato à lege, quando in eâ exprimitur, quia etiam prior suspendit suum effectum usque ad tale tempus, nec illud ponit in voluntate subditorum, tum quia non considerat privatum commodum, sed commune bonum, tum quia possent inde sequi deceptiones, et alia incommoda, et scandala, tum denique quia lex indistinctè loquitur pro omnibus.

12. Quapropter nunquàm hæc lex incipit operari priùs circa volentem, quàm circa invitum : nam si lex est sufficienter promulgata, et tempus sufficiens ad operandum cucurrit, operatur etiam in ignorantes, et invitos ; si verò nondùm est completa promulgatio cum tempore sufficiente ad evulgationem ejus, nihil operatur etiam circa volentes, quia hoc non pendet ex voluntate eorum, sed principis. Quod autem afferebatur de obligatione legis, partim simile est, partim dissimile. Est quidem simile, quatenùs non potest subditus, etiamsi velit, esse obligatus à lege ante simile tempus, quia legislator noluit antea obligare. Est autem dissimile, quoad executionem legis in actu præcepto, vel prohibito ; nam hunc potest subditus sine obligatione facere, si velit, irritationem autem non potest facere, quia non est ab ipso, sed à lege. Neque Bartholus aut Turrecremat. de legibus irritantibus loquuntur, sed de privilegiis, quæ ad privatum commodum conceduntur.

CAPUT XXXIV.

Utrùm leges punientes aliquos actus, illos comprehendant, qui invalidè fiunt.

1. Hæc quæstio legibus pœnalibus, et irritantibus communis esse potest, et ideò librum hunc, in quo de utrisque disputavimus, in illius investigatione et resolutione convenienter absolvemus. Contingit ergo legem pœnalem

fieri contra eum qui tale sacramentum confert, vel qui matrimonium sic contrahit, vel qui testamentum, vel alium similem actum facit, quem postea quispiam exteriùs facit, cum aliquo tamen impedimento actum irritante. Dubium ergo est, an sic faciens actum prohibitum sub tali pœnâ, pœnam incurrat. Ratio dubitandi est, quia si actus est nullus, non nisi æquivocè talis actus nominatur: baptismus enim nullus, non est baptismus, sed falsa effigies baptismi, et testamentum solemnitate substantiali carens non est testamentum; at verò lex pœnalis non punit actum apparentem, sed verum; ergo non comprehendit talem actum. Confirmatur primò, quia verba legis pœnalis strictè, et in rigorosâ proprietate accipienda sunt; ergo non sunt extendenda ad actum fictum, sed ad verum restringenda. Confirmatur secundò inductione. Nam qui exteriùs negat fidem timore pœnarum, animo illam retinens, non incurrit pœnas hæreticorum, quia licet appareat hæreticus, reverà non est. Item qui percutit alium lethaliter, si cum effectu alter non moriatur etiam per miraculum, non incurrit pœnas homicidii, ut irregularitatem, etc., solùm quia ille actus non pervenit ad effectum; ergo idem erit in omni actu, qui propter nullitatem non inducit effectum. Item tabellio inducens falsitatem in aliquo instrumento publico, si contingat illud instrumentum aliàs esse invalidum, et nullum, non incurrit pœnas falsarii, lex 1, Codic. de Sepulcr. violat. in fine.

2. In contrarium verò est, quia licet actus sit nullus quoad effectum moralem, nihilominùs est verus actus realis exteriùs factus in tali materiâ contra prohibitionem legis; ergo non minùs propter illum incurritur pœna legis, quàm si esset validus. Antecedens constat in exemplis adductis; nam qui facit scripturam falsam, reverà facit illam exteriùs, et in eâ ponit falsitatem; quòd autem illa scriptura postea valeat, vel non valeat, est per accidens quoad animum transgrediendi legem. Idem est in matrimonio clandestinè contracto, si contingat esse inter affines, vel quid simile. Et ratio est, quia lex de se prohibet illum actum externum ut procedentem à tali animo agendi contra legem, et hoc totum ibi invenitur; ergo pœna legis etiam comprehendit sic operantem. Et confirmatur, quia actus ille sic factus est dignus talis pœnæ, quia est pravus, et quantùm in se est repugnans intentioni legis; ergo. Confirmatur tandem, quia aliàs per actum nullum nunquàm incurretur pœna legis, quia non est major ratio de uno quàm de alio, et si priores rationes efficaces sunt, in omnibus procedunt; consequens autem est falsum: aliàs excommunicatus absolvens sacramentaliter non fieret irregularis, quia absolutio, quam præbet est nulla, idemque esset de rebaptizante scienter, quia etiam secundus baptismus est nullus, et sic de aliis.

3. In hâc re nonnulla sunt certa, unum est, actum intentatum contra legem prohibentem, etiamsi contingat nullum esse, pravum esse, et dignum pœnâ, atque adeò justè posse per judicem condignè puniri. Hoc probant rationes secundo loco factæ, quia ille est actus humanus, et moralis, et rationi contrarius, quia quantùm est ex animo operantis legi contrarius est; ergo est pœnâ dignus, et consequenter etiam potest per judicem puniri, quia est vindex transgressorum legum, et non solùm actus consummati, sed etiam intentati contra legem, digni sunt pœnâ. Et in hoc omnes conveniunt, dubitant autem, an ille actus reputandus sit consummatus, vel solùm intentatus, et consequenter, an debeatur illi ordinaria pœna legis, vel extraordinaria, et quod ad nos magis spectat, si lex imponat pœnam, vel censuram ipso facto, an incurratur per talem actum.

4. Secundò certum est, aliquando per actum nullum incurri pœnam legis; hoc etiam probant nonnulla exempla adducta in posterioribus rationibus. Tertiò verò non minùs certum est, non semper incurri hujusmodi pœnam per actum nullum; hoc persuadent etiam nonnulla exempla priori loco posita, et alia statim afferemus. Difficultas ergo superest in explicando, quando actus nullus sufficiat ad pœnam legis, quando verò non sufficiat, et quæ regula in hoc possit observari.

5. In quo puncto regula communiter recepta est, inspiciendam esse primariam intentionem legis; nam si principaliter intendat punire purum factum externum, et pravum animum facientis, non respiciendo ad juris effectum, tunc per actum nullum incurritur pœna legis, juxta l. *Quid ergo*, § *Cùm autem*, de his, qui not. infam., ubi Glossa verb. *Cùm ea*, et alii id notant. Si verò lex principaliter respicit effectum, et propter illum punit actum, tunc non secuto effectu, cessabit pœna legis, et consequenter non incurretur per actum nullum, quia per illum non inducitur effectus, propter quem præcipuè ponitur pœna legis. Hanc regulam sumo ex Bartholo in lege *Continuus*, §

Cùm quis, num. 5, ff. de verborum Obligatione. Et eam tradit Felin. in capite *Ex tenore*, de Rescript. n. 9 et sequentibus, ubi alios allegat, et varia adducit exempla, in quibus non conveniunt omnes doctores, quos allegat; et plures adducit declarationes, et limitationes, quæ ostendunt, regulam esse satis obscuram. Nam licet membra ejus veritatem continere videantur, quia lex operatur juxta præcipuam intentionem ferentis illam; nihilominùs obscurum remanet, quando lex intendat punire purum factum, vel effectum, et quæ regula in hoc servanda sit. Ad hoc ergo explicandum breviter nonnullas assertiones, seu regulas subjiciam.

6. Dico ergo primò: Quoties una et eadem lex, et irritat actum, et ponit pœnam facienti, talis pœna per actum nullum incurritur. Hæc assertio sumitur ex Barthol in lege, *Non dubium*, Codice de Legibus, numero 20, et in lege, *Prætor ait*, § 1, ff. de Oper. nov. nunti., numero 2, et ex Felino supra, et aliis, quos refert Tiraquel. de utroque retract. libro 1, § 26, numero 8. Estque satis consentanea priori parti regulæ præcedentis, quia tunc satis manifestè apparet intentio legis. Nam, si irritando actum punit illum, satis apertè ostendit, velle punire actum, etiamsi non habeat juris effectum, cùm ipsamet lex illum impediat. Neque contra hoc obstat ratio Baldi in lege *Ea quidem*, Codice *Si mancipium*, arguentis, per actum nullum pœnam non incurri, quia ex nihilo nihil fit; hoc, inquam, non obstat, quia actus nullus non est omninò nihil; nam, licet in ratione venditionis, v. g., sit nullus, est tamen venditio intentata ex pravo animo profecta, ideòque meritò puniri potest, et de facto punitur per talem legem. Neque etiam erit inconveniens, quòd lex simul irritet actum, et puniat, quia irritatio potest non esse pœna, sed per se convenire, aut propter commune bonum, aut ad resarciendum aliquod damnum, ultra quam restitutionem est actus punibilis, vel licet sit pœna, potest actus esse dignus eâ multiplici modo. Priori modo irritavit matrimonium clandestinum concilium Tridentinum, et nihilominùs jubet puniri sic nulliter contrahentes. Posteriori autem modo irritatur à jure venditio simoniaca beneficii, et nihilominùs multiplici aliâ pœnâ punitur. Et consonat optimè lex 1, Codice de Sepulcro violat., dicens, eum qui vendit rem sacram, licet jure venditio non subsistat, læsæ tamen religionis incidere in crimen. Idem confirmari potest ex lege, *Si quis legatus*, in princ., ff. Ad l. Corneli. de de Falsis, et ex cap. *Si religiosis*, de Elect. in 6, et ex Clement. 1, de Consanguinit. et Affinit.

7. Objici verò potest lex *Ea quidem*, c. Si mancipium ita fuerit, etc. Ubi dicitur, quòd si quis vendidit servum sub conditione, ut non posset ei libertas concedi, pœna adjecta non servanti conditionem, licet postea dominus manumittat, non tenebit factum, nec servus consequetur libertatem; prior autem venditor servi non poterit exigere pœnam à manumittente, quia actus fuit frustratorius. Ibi autem fuerat posita pœna in eodem contractu annullante manumissionem, et ita Bartholus ibi inde colligit, non satis esse de facto contra fieri, ad pœnam contrahendam. Respondeo, ibi non esse sermonem de lege annullante et puniente, sed de privato pacto prohibente concessionem libertatis sub tali pœnâ, quod pactum ex vi formæ suæ potiùs videbatur non annullare actum, sed punire tantùm, juxta dicta de modo irritandi legum prohibentium. Unde, quia illa lex hoc non obstante declaravit, manumissionem esse nullam, noluit pœnam adjectam exigi, non quia factum inefficax, seu frustratorium non possit puniri, sed quia illo modo pactum fuisset nimis rigorosum et inæquale.

8. Dico secundò: Quando lex punit actum sub nomine includente nullitatem ex vi alicujus legis, aut institutionis, tunc pœna legis incurritur per actum irritum, et effectu carentem. Conclusio est clara, et sequitur apertè ex vi prioris partis regulæ communis in principio positæ, quia tunc satis ostendit lex voluntatem puniendi purum factum ex malo affectu procedentem, cùm loquatur de actu, qui juris effectum habere non potest. Item quia aliàs lex illa frustratoria esset; nunquàm enim puniri posset malefactor ex vi illius, quia actus, de quo talis lex loquitur, ut supponitur, nunquàm potest non esse nullus, vel ex se, vel ex efficaciâ prioris legis; ergo, ut lex talis utilis sit, et habere possit effectum, necesse est, ut actum nullum puniat. Præterea, quia eadem est ratio hujus et præcedentis assertionis. Ideò enim lex irritans expressè actum, et adjiciens pœnam punit actum nullum, quia supponit illum nullum, et nihilominùs punit, sed in præsenti etiam lex pœnalis supponit actum nullum, et de illo loquitur; ergo illum punit non obstante nullitate; nam quòd hæc nullitas supponatur ex aliâ lege, vel per eamdem fiat, nihil omninò refert. Denique declaratur exem-

plis: nam pœna legis contra rebaptizantem lata, sine dubio incurritur per actum nullum, quia per rebaptizationem non potest fieri actus validus; similiter pœna legis punientis secundas nuptias, vivente primo conjuge, incurritur per matrimonium nullum ex eodem capite, quòd secundum matrimonium non potest esse validum durante primo, et similiter pœna legis punientis clericum in sacris, vel religiosum professum uxorem ducentem, per matrimonium irritum incurritur, quia non potest aliter ab hujusmodi personis fieri. Idem ergo est in omnibus similibus, in quibus eadem ratio militaverit.

9. Unde etiam colligo, ampliando assertionem, non solùm incurri tunc pœnam per actum irritum, verùm etiam non posse incurri per actum validum; nam, si contingat, actum, qui putabatur nullus, esse validum, non incurretur pœna legis, quod mirum videri potest, est tamen verum. Explicatur: nam, si quis putans, aliquem esse baptizatum, illum iterùm baptizaret animo rebaptizandi, et postea in re constaret illum non fuisse baptizatum, vel priorem baptismum habuisse essentialem defectum, et fuisse invalidum, ille talis non incurreret pœnam legis punientis rebaptizantes, quia ille non fuit rebaptizator verè, et in re, sed tantùm putativè, seu ex conscientiâ erroneâ; lex autem punit verum rebaptizantem, non putatum. Idem cum proportione est de illo, qui contrahit alterum matrimonium, putans esse secundum, et postea intelligit primum fuisse nullum; nam tunc non incurrit pœnas. Idem dixi in materiâ de Censuris de illo qui celebrat, vel solemniter ministrat, sacramentum putans se esse excommunicatum; nam, si postea intelligat priorem excommunicationem fuisse nullam, non est factus irregularis, quia hæc pœna non est imposita excommunicato putato ministranti, sed verè ligato. Ita ergo est cum proportione in præsenti. Atque ita ampliatur etiam primum membrum regulæ communis supra positæ, quia hæ leges, de quibus tractamus, non solùm non puniunt propter effectum, sed etiam desinunt punire, quando actus habet effectum. Unde directè et quasi formaliter puniunt actum quatenùs nullus est, et quia fit cum illo defectu irritante, qui per ipsum nomen delicti exprimitur, scilicet, rebaptizationis, secundarum nuptiarum, et similium. Et ita facilè tollitur admiratio, quia hujusmodi lex intendit punire tale delictum verum, et non tantùm putatum; non est autem tale delictum in re, quando actus non est irritus, sed verus, et habens suum effectum.

10. Quæri autem potest, circa hanc et præcedentem assertionem, an procedant, si actus intentatus, ex alio capite præter id, quod lex punire intendit, nullus sit: v. g., accipit quis secundam uxorem, vivente primâ, putans non intervenire ibi aliud impedimentum; postea verò invenitur, secundum matrimonium fuisse etiam nullum ex alio capite, v. g., quia secunda uxor erat consanguinea vel affinis in gradu irritante, incurreturne tunc pœna legis punientis secundas nuptias? Idem est de rebaptizante, si in secundo baptismo fuit alius defectus. Videtur enim in his et similibus casibus incurri pœna, quia ibi fit actus exterior purus, et ex pravo affectu, quem lex intendit punire; ergo invenitur quidquid necessarium est ad pœnam talis legis incurrendam. Declaratur, quia si secunda nullitas non tollit primam, ergo neque additio novæ nullitatis potest pœnam prioris impedire. Nihilominùs dico, tunc non incurri pœnam legis punientis actus propter specialem nullitatem, et pravitatem resultantem ex illâ circumstantiâ, quam importat nomen, sub quo lex punit talem actum. Itaque lex puniens rebaptizantem intendit punire illum, qui, quantùm ex se facit, seu facere intendit baptismum secundum validum, et ita faceret, si primum non obstaret. Idemque est cum proportione de secundis nuptiis. Et hâc ratione dixi in materiâ de baptismo, eum, qui exteriùs rebaptizat hominem baptizatum sine intentione baptizandi, non incurrere pœnas, quia reverà non facit ex se propriam rebaptizationem, sed fictam; idemque est de contrahente exteriùs cum secundâ sine consensu et voluntate, etiam quantùm ex se. Idem ergo erit etiamsi cum intentione idem facit, si à parte rei intervenit alius defectus etiam ignoratus, quia tunc solùm ex conscientiâ erroneâ intendit facere secundas nuptias in re autem ipsâ eas verè non intentat, qui intentat nuptias alias nullas. Unde etiam fit, ut si religiosus contrahat matrimonium cum eâ quam ignorat esse consanguineam, animo contrahendi quantùm ex se est, et in re illa non sit consanguinea, non incurrit pœnas latas contra religiosum ducentem uxorem, sed potiùs incurret pœnam legis prohibentis matrimonium cum consanguineâ, quatenùs ignorantia talis impedimenti culpabilis fuit, quia matrimonium illud prout intentatum à religioso ex alio capite jam non erat verum, sed appa-

rens. Ex juxta hanc doctrinam intelligendam puto priorem partem regulæ generalis supra positæ, cùm supponit tales leges punire actum purum cum pravo affectu; intelligi enim debet de puro actu aliàs sufficiente de se ad effectum, si non intervenit impedimentum, propter quod solùm intendit talis lex punire talem actum; et similiter intelligi debet de pravo affectu, cui in re subest talis actus, et non tantùm in cogitatione, vel erroneâ conscientiâ.

11. Declaratur et confirmatur; nam si quis scienter rebaptizaret in aquâ rosaceâ, sciens in illâ non posse perfici baptismum, non incurreret pœnas rebaptizantis; ergo, licet ex ignorantiâ putet sufficere, non incurret: nam conscientia erronea non sufficit ad pœnam humanæ legis, si in re non subest actus quem lex punire intendit. Atque hanc doctrinam sumo ex jurisperitis, qui dicunt, notarium facientem instrumentum falsum, non incurrere pœnam falsarii, si instrumentum illud ex alio capite falsum inveniatur, sed alio modo extraordinario esse puniendum. Quia licet lex illa puniat actum ratione falsitatis, quæ sufficit ad annullandum instrumentum, non tamen punit illum, nisi quatenùs aliàs validus esset, si falsitas non interveniret. Ita docuit Bald. in l. 1, c. de Sepulcro violato in fine, licet contrarium sentiat in dicto cap. *Ex tenore*, num. 9, in principio, citans Barth. in l. *Si quis legatus*, ff. Ad l. Cornel. de Falsis. Qui non simpliciter id affirmat, sed cum variis distinctionibus, et nunquàm dicit, illum notarium incurrere pœnam ordinariam falsi, sed esse puniendum propter atrocitatem delicti, quod potest intelligi de pœnâ extraordinariâ, ut dixit etiam Baldus. Simile est quod dixit idem Bald. in l. 2, c. de Episcop. audiend. Emphyteutam, qui inconsulto domino rem vendit, non cadere in commissum, si venditio aliàs fuit nulla ex defectu solemnitatis, vel ex quâcumque aliâ causâ extra illam, quòd inconsultò domino facta sit. Ut explicuit rectè Tiraquel. de utroque Retract. lib. 1, § 1, Gloss. 2, n. 6, cum Cardin. et multis aliis, quos refert, et latiùs idem prosequitur in legibus connub. Gloss. 8, q. 24, à n. 205, ubi in n. 217, generalem constituit regulam, quando lex punit actum nullum, intelligendam esse de actu, qui non aliunde est nullus, nisi ex illo defectu, quem lex punire intendit.

12. Dico tertiò: Quando lex punit actum qui tempore talis legis validus erat, licet malè fieret, et postea fit nullus per legem posteriorem, pœna prioris legis non habebit locum in illo actu postea nulliter facto. Ratio sumenda est ex secundâ parte regulæ supra positæ, quia tunc prior lex pœnam imponens, dirigebat suam intentionem ad actum validum, et solùm intendebat punire malitiam, quæ in aliquo modo faciendi talem actum adjungebatur; ergo postquàm annullatus est actus, deficit materia illius legis; nam postea actus, qui exteriùs fit, reverà non est ille de quo lex prior loquebatur, nec malitia ejus est eadem, sed longè alia; valdè enim diversum est, actum validum inordinatè facere, vel intentare facere actum nullum. Et licet interdùm fortassè hoc secundum sit gravius, tamen simpliciter est diversum, et ideò ad illud non extenditur pœna prioris legis, præsertim quia licet sit gravius, potest non esse ita nocivum, nec habere illa incommoda, quæ prior lex considerabat. Et præterea ipsa irritatio est quædam incommoditas, quæ vicem pœnæ supplere potest. Exemplum esse potest in matrimonio clandestino, quod ante concilium Tridentinum validum erat, licet esset prohibitum sub aliquibus pœnis, nunc autem irritum est ex vi decreti dicti concilii, et ideò illud invalidè contrahentes non incurrunt antiquas pœnas, ut aliqui moderni probabiliter opinantur, et latè tractat Sanci. lib. 3 de Matrim. disp. 2. Quibus favet concilium Tridentinum, quatenùs præcipit, ut clandestinè et irritè contrahentes arbitrio ordinariorum puniantur; sentire enim in hoc videtur, illos non incurrere alias pœnas per leges, vel constitutiones præscriptas. Est autem hoc valdè probabile, loquendo de pœnis, quatenùs per leges antiquiores concilio erant statutæ; nam, si aliquæ sunt postea per noviores leges statutæ, vel renovatæ, in eis non procedet in rigore hæc conclusio, sed ex aliis principiis de illis erit judicandum.

13. Dico quartò: Quando lex prohibet actum, qui validè fieri potest, non obstante prohibitione, et adjicit pœnam, illa non incurritur regulariter, nisi per actum validum. Ratio est, quia tunc lex principaliter respicit actum secundùm substantiam suam, et effectum, et non tantùm secundùm externam apparentiam, ut, v. g., si lex prohibet venditionem principaliter respicit ad alienationem, atque adeò ad venditionem validam; ergo illam etiam directè punit; ergo per venditionem invalidam non incurritur illa pœna. Idem ergo intelligendum est in similibus. Quod etiam confirmat vulgaris regula, quòd verba cum effectu sunt intelli-

genda, ut dicitur in cap. *Relatum*, de Cler. non resi., ubi Glossa multa refert, et habetur in l. 1, ff. *Quòd quisque juris*, ubi etiam dicitur, non nocere conatum, si nullum habuit effectum, utique quando verba legis de se actum perfectum significant. Et plura refert Tiraquel. lib. 1, de Retract. § 1, Gloss. 2, n. 5 et 6, et Rebuff. in l. *Boves*, de verb. Signif. limit. 2 et 3. Juvat etiam generalis regula, nomen simpliciter dictum significare veram rem, et non fictam, et consequenter si actum significet, significare actum validum, non nullum. Ut nomen *sententiæ*, significat sententiam validam, cap. ult. et Clem. ult. de Re judic. et *condemnationis* verbum illam significat, quæ rata est l. 4, § *Condemnatum*, ff. de Re judic.; nomen *exhæredatio* illam indicat, quæ rectè fit l. *Non putavit*, § *Non* quævis, ff. de bonor. Possess. contra tabulas. Et ratio est, quia actus validus et nullus non nisi analogicè tales sunt, et ideò simpliciter vox sumpta stat pro valido, de quo vide Rebuf. in d. l. *Boves*, limit. 1, num. 9, et Ripa in dicto § *Condemnatum*, d. n. 4. Et augetur ratio : nam maximè hoc debet procedere in pœnis, quia restringendæ sunt, et ad verborum proprietatem, et rigorem coarctandæ.

14. Sed objici potest : nam sequitur, sacerdotem excommunicatum, ac denuntiatum ministrantem alicui sacramentum pœnitentiæ, non incurrere irregularitatem; consequens est falsum ; ergo. Sequela patet, quia illud sacramentum est nullum ex defectu jurisdictionis ergo per illum actum non incurritur irregularitas, quæ est pœna sacerdotis excommunicati ministrantis sacramenta. Propter hanc et similes exceptiones dixi in assertione, accipiendam esse regulariter, non infallibiliter. Illum ergo casum de sacerdote excommunicato absolutè tractavi in tom 5, disp. 11, sect. 3, n. 13, et probabiliùs judicavi, non obstante nullitate absolutionis, incurri irregularitatem in eo casu, et idem nunc etiam videtur. Quia consideratà intentione canonum, sub illà prohibent excommunicato omnem usum potestatis ordinis, etiamsi fiat cum illo defectu, quem necessariò habere debet, prout fit ab excommunicato. Itaque lex, quæ fert talem pœnam, jam supponit defectum in tali actu facto ab excommunicato, et illum intendit punire, et ideò etiamsi nullus sit, dummodò illam nullitatem habeat ex vi excommunicationis, punit illum. Et hoc est maximè in legibus attendendum, reduciturque ad regulam in secundà assertione positam, quia si lex explicitè vel virtute supponit nullitatem in actu, vel defectum, unde illa solet oriri, licet non semper oriatur, censetur punire etiam actum illum qui nulliter fit ex vi censuræ, vel alterius similis defectùs; quando autem nullitas provenit ex alio capite, cessat prædicta ratio, et procedit generalis regula, quòd lex loquens de actu, intelligitur de actu valido, quia solùm ille simpliciter talis existimatur.

Liber sextus.

DE INTERPRETATIONE,

CESSATIONE ET MUTATIONE HUMANARUM LEGUM.

Diximus in tribus libris proximè præcedentibus de omnibus quæ spectant ad rationem et efficaciam legis tam civilis quàm canonicæ, et ad quasdam earum generales species, quæ omnes mutationem admittunt, et ideò priùsquàm de jure humano non scripto, vel de privato dicamus, de mutatione legis humanæ scriptæ dicendum est, simulque canonicam et civilem comprehendemus, quoniam utraque mutationem admittit, et doctrina quoad hanc partem communis est, ac ferè uniformis. Distinguendæ autem sunt variæ mutationes, quæ in humanâ lege fieri possunt : potest enim mutari interdùm quasi ab intrinseco, et de se, aliquando verò ab extrinseco agente, et utraque mutatio accidere potest, vel in parte solùm, vel in totâ lege. Dico autem legem mutari ex se et ab intrinseco, quando ex defectu materiæ, vel finis, aut rationis ejus obligatio cessat. Et quando hoc contingit tantùm in parte, seu in particu-

lari occasione, dicitur legis interpretatio, seu æquitas, aut epiikia; quando verò integra mutatio accidit, cessatio dici potest, et ita à nobis appellatur. Ab extrinseco autem mutatur lex quando per contrariam actionem aufertur ejus obligatio, etsi quidem id fiat ex parte, vocatur dispensatio, sub quâ commutationem comprehendo; si autem fiat in totâ lege, vocatur abrogatio, seu irritatio, aut ablatio legis. Ex quibus quatuor membra consurgunt sigillatim pertractanda, interpretatio, cessatio, dispensatio et abrogatio legis. Quibus addi solet mutatio legis per additionem, ut constat ex D. Thomâ q. 97, art. 1. Verùmtamen, si additio legis fiat sine diminutione vel abrogatione præexistentium legum, magis pertinet ad introductionem novæ legis, quàm ad mutationem, de quâ tractamus, et ideò nihil de mutatione illâ nobis dicendum superest. Si autem lex nova antiquioribus deroget, jam non est pura additio, sed mutatio, quæ sub abrogatione comprehenditur, et ita quatuor illa membra sufficiunt. Et quod ad primum spectat, licet sola interpretatio, per quam lex declaratur in speciali casu non obligare per epiikiam, ad legis mutationem pertinere videatur, nihilominùs, ut illa meliùs intelligatur, et propter materiæ complementum, operæ pretium erit aliquid de interpretatione humanarum legum generaliter præmittere.

CAPUT I.

De ratione rectâ interpretandi legem humanam quoad legitimum sensum ejus.

1. Triplicem legis interpretationem distinguere possumus ex Glossâ in l. *Si de interpretatione,* ff. de Legib. et Panormit. et Deci. in cap. 1, de Postul. Prælat., Sylvest. verb. *Interpretatio,* scilicet authenticam, usualem et doctrinalem. Authenticam voco, quæ fit auctoritate illius qui potest legem condere; usualem, quæ consuetudine et ipso usu fit, et doctrinalem, quæ fit per doctrinam, et auctoritate interpretum. Hìc de hâc tertiâ præcipuè loquimur, et ideò breviter alias duas expediemus. Dicta verò Glossa aliud membrum addit, illius interpretationis, quæ fit per sententiam judicis. Sed hæc sub consuetudine includitur, ut patebit inferiùs loco suo.

2. Primò ergo certum est, dari posse interpretationem aliquam legis, quæ auctoritatem legis habeat, hanc verò fieri non posse, nisi vel ab ipsomet legislatore, vel successore, vel superiorem jurisdictionem habente (1). Tota assertio facile probatur, quia interpretatio hæc sæpè est necessaria ad bonum commune, et non excedit potestatem legislatoris; potest ergo cum auctoritate legis ab eo fieri, non verò ab inferiori, qui legem ferendi non habet potestatem, vel non talem, ut cadat in actum superioris. Et hoc est, quod dicitur in l. ult. c. de Legib., omnem legis interpretationem ab imperatore datam, *ratam, et indubitatam habendam esse.* Et reddit rationem, *quia si leges condere soli imperatori concessum est, etiam leges interpretari, solo dignum imperio esse oportet.* Quod necesse est intelligi de hâc interpretatione, quam authenticam vocamus, de quâ etiam dicitur in capit. *Inter alia,* de Sentent. excommunicationis. *Ut unde jus prodiit, interpretatio quoque procedat.* Estque optimum et novum exemplum in motibus propriis Sixti V, de Illegitimis; nam per priorem de illis disposuit, per posteriorem verò priorem interpretatus est, et uterque eamdem legis auctoritatem habet. Est autem advertendum, non tantùm eamdem personam posse hoc modo legem suam interpretari, sed etiam eamdem sedem, ut ita dicam, seu successorem in eâdem potestate, ut clarè probatur in dicto cap. *Inter alia.* Et ratio est, quia lex non procedit à personâ, nisi ut habente potestatem, et lex semper pendet ab eâdem potestate, in quâcumque personâ fit; ergo qui in eâdem potestate succedit, semper potest prædecessorum leges interpretari. Verum quidem est, eumdem hominem posse certiùs explicare suam mentem, et sensum, quem reverà habuit, quando legem condidit, quia solus ipse voluntatem suam certò cognoscit; successor verò solùm potest illam conjectare. Nihilominùs tamen potest successor interpretari sensum, in quo lex recipienda est, et observanda, et hoc modo dicitur hæc authentica interpretatio. Unde etiam manifestum est, posse superiorem hoc modo legem inferioris interpretari, quia non est necesse, ut attingere certò possit personalem, ut ita dicam, sensum, et mentem ejus, quia hoc neque in successore est nesessarium, sed satis est, ut possit definire, ac statuere, quomodò talis lex accipienda sit, et custodienda, quod meliùs potest facere per jurisdictionem superiorem,

(1) Juxta legem editam 30 julii 1828, lex dubia vel obscura, quæ diversis sententiis tribunalium ansam præbuit, debet explicari per aliam legem, à rege cœtibus deliberantibus propositam. Quod huic principio consentaneum videtur : interpretationem scilicet legis authenticam, seu vim habentem subditos obligandi, dari non posse nisi ab auctoritate sufficiente ad legem ferendam.

quàm per æqualem, ut constat. Superiorem enim voco non tantùm in dignitate, vel extrinsecâ perfectione, sed in subordinatione, et prælatione. Quomodò jurisdictio regis est superior jurisdictione præfecti, aut proregis, et jurisdistio papæ jurisdictione episcopi; non verò ita comparatur archiepiscopus ad episcopum, unde non potest sic interpretari legem ejus.

3. Unde etiam intelligitur, frequenter contingere, ut hæc interpretatio non sit nuda declaratio sensûs prioris legis, sed mutatio etiam aliqua, vel addendo, vel minuendo, quia totum hoc cadit sub potestatem ejus, cujus auctoritate fit talis interpretatio, et potest esse ad commune bonum necessarium. Unde licet contigat, interpretationem non videri omninò adæquatam proprietati verborum legis, non est dubitandum de auctoritate et efficaciâ interpretationis, quia cùm auctor ejus possit aliquam mutationem facere, sæpè cum interpretatione illam miscet sub eodem interpretationis nomine illam comprehendendo, fortassè per modestiam et comitatem, ut videre licet in cap. 1, de Juram. calum. et cap. unic. de Cleri. conjug. in 6, cum similibus. Denique observare oportet, hæc omnia intelligenda esse de lege, quæ directè fit ad interpretandam priorem. Sæpè enim unam legem per aliam interpretamur, licet neutra ad hunc finem condita sit, sed ex certo sensu unius veriorem alterius sensum colligimus, aut conjectamus, vel propter consonantiam, vel propter verborum usum, vel propter similitudinem rationis, aut aliquid simile; tunc autem interpretatio non est authentica, sed sub doctrinali comprehenditur, quia non habet legis auctoritatem, ut per se constat. Ut ergo authentica sit interpretatio, oportet, ut habeat omnes legis humanæ conditiones, atquè adeò ut sit justa, procedens à legitimâ potestate, sufficienter promulgata, etc. Unde consequenter fit, ut hæc ipsamet lex humana interpretativa alterius, exposita sit dubiis et obscuritatibus, ac subinde ut etiam propter illam aliæ interpretationes necessariæ sint. Ideòque observant doctores, quòd constitutio declarans aliam, in his, quæ non exprimit, recipit omnes interpretationes, quas constitutio declarata, ut sumitur ex Glossâ in Clementin. *Statum*, verb. *Consuetudo*, de Election. et in cap. *Is qui*, verb. *Vel electi*. de Elect. in 6, et habetur expressè in Authent. de Filiis ante dotal. instrument. natis in fine collation. 3, ubi id notant Gloss. et Barth. et alii, quos referunt Matienz. libro 5 Recop. titul. 4, l. 2, Glos. 9, num. 10; Burg. de Paz. l. 1 Tauri, num. 288.

4. Secundò dicendum est, multùm valere interpretationem ex usu desumptam ad legis obligationem præscribendam, et interdùm talem esse posse, ut authentica sit, et pro lege habenda. Hæc assertio communis doctorum est, ut sumitur ex c. *Cùm dilectus*, de Consuetud., quatenùs in eo dicitur, consuetudinem esse optimam legum interpretem, quod etiam habetur in l. *Si de interpretatione*, ff. de Legib. Pertinet autem ad materiam de consuetudine, et ideò illam prosequemur in capite 7 libri sequentis ad finem.

5. Tertiò dicendum est, leges humanas etiam admittere doctrinalem interpretationem, quæ licet per se non inducat obligationem, quia non habet potestatem introducendi legem, habet tamen suum auctoritatis gradum, qui potest interdùm esse tam certus, ut inducat necessitatem. Hoc totum adeò notum est, ut probatione non indigeat: nam hæc est humana conditio, ut vix possit homo tam perspicuis verbis sensum suum explicare, quin ambiguitates et dubia nascantur, præsertim quia lex humana loquitur breviter, et in generali, et in applicatione ejus ad varios casus in particulari oriuntur frequenter dubia, propter quæ judicium prudentûm et declaratio doctrinalis necessaria est. Denique ex hâc necessitate orta est juris civilis peritia, cujus præcipuus finis est, verum sensum, veramque interpretationem legum humanarum tradere. Quod munus commendatur in l. uni. c. de Professor. qui Constantin. lib. 12, quatenùs honorari jubet eos qui illo munere probè utuntur.

6. De hâc igitur interpretatione certum est, non habere vim legis, quia non procedit à potestate jurisdictionis, sed à scientiâ et judicio prudentûm, et ideò dicimus per se non inducere obligationem. Quia verò in omni arte judicium peritorum in illâ magnam inducit probabilitatem, ideò etiam in hâc legum humanarum interpretatione doctrinalis interpretatio magnum habet auctoritatis pondus. In quo varii gradus esse possunt; nam, si in alicujus legis intelligentiâ omnes interpretes conveniant, faciunt humanam certitudinem, et regulariter loquendo, etiam inducent obligationem servandi legem, et utendi illâ in praxi juxta talem interpretationem, tum quia tanta consensio doctorum indicat communem acceptationem, et observantiam legis in illo sensu, tum etiam quia vix potest accidere, ut contra communem omnium doctorum interpretationem, tam efficax ratio occurrat, ut in conscientiâ reddat

securam contrariam intelligentiam. At verò, ubi variæ sunt doctorum interpretationes, juxta pondus rationum, et doctorum auctoritatem, judicandum est; occurrebat hic disputatio de electione opinionum, illa verò ad materiam de Conscientiâ spectat.

7. Sed circa hanc interpretationem interrogari potest, quibus principiis, seu regulis utendum sit ad verum sensum et obligationem legis colligendam. In quo puncto latissimè scribunt juris interpretes, quia propriè ad illos spectat; quia verò etiam theologis aliqua directio in legum ac canonum intelligentiâ necessaria est, eam breviter comprehendemus. Tria igitur capita observanda sunt quæ supra tractando de formâ legis distinximus, scilicet, verba legis quatenùs significativa sunt, mens legislatoris, et ratio, et de singulis aliquid est dicendum, quoniam ex his omnibus pendet vera interpretatio legis. Circa verba dicendum est, in omni lege humanâ primum omnium spectandam esse verborum proprietatem, id est, propriam significationem; nam ex illâ maximè sumenda est vera interpretatio legis, semperque est præferenda, nisi aliquid obstet. Sic enim de testatore dicitur in l. *Non aliter*, ff. de Legat. 3: *Non aliter a significatione verborum ejus recedi, quàm cùm manifestum est, aliud ipsum sensisse;* ergo multò magis de verbis legislatoris idem asserendum est. Unde in l. 1, § *Si is, qui navem*, ff. de exercitoriâ Action. dicitur, *in dubiis non esse recedendum à verbis edicti;* et in l. *Prospexit*, ff. *Qui et à quibus*, verbis inhærendum esse, etiamsi res gravis esse videatur; *quod quidem*, ait, *perquàm durum est, sed ita lex scripta est.* Hinc etiam in cap. 2, § *Sed neque*, de Translat. episcop. concessâ cessione episcopatûs, non censetur concessa translatio. Et ratio redditur; *nam si circa translationem idem fieri voluisset, quod de cessione dixerat, et de translatione poterat expressisse*, significans, non esse recedendum à proprietate verborum, quoad fieri possit; similia habentur in cap. *Ad audientiam*, de Decim.

8. Ratio verò clara est, quia verba in communi sermone usurpantur in propriâ significatione; nam idcircò illam recipiunt; ergo multò magis hoc intelligendum est servari in legibus, quia debent esse claræ, et non expositæ circumventionibus et falsis interpretationibus, ut supra diximus. Unde confirmatur ab incommodo, quia aliàs nihil esset certum in legibus, neque per illas possent regulari actiones hominum, quia unusquisque posset suo arbitrio ad improprios sensus illas derivare. Confirmatur secundò, quia propter hanc regulam docent Patres, verba Scripturæ in proprio sensu esse accipienda, nisi ex circumstantiis vel aliis locis aliud constet, quod maximè observandum est, ubi dogmata fidei aut morum traduntur; idem ergo est cum proportione in lege, quæ est regula morum. Denique etiam dialectici dicunt, analogum simpliciter sumptum accipi pro principali significato; verba autem; si præter sensum proprium habere possunt improprium, sunt quasi analoga, et in eis sensus proprius est quasi principale analogatum; ergo absolutè posita in lege accipienda sunt in proprio ac principali statu. Atque hanc regulam tradunt jurisperiti communiter, ut latè refert Tiraquel. in l. *Si unquàm*, § *Libertis*, n. 45 et sequentib. et attingit breviter Constanti. Rog. tractat. de Jur. interpret. q. 2, n. 20. Quando autem, vel quomodò hæc regula deficiat, ex dicendis patebit.

9. Observandum est autem in hoc puncto in verbis juris, seu legum, duplicem proprietatem solere distingui; unam naturalem vocant, aliam civilem. Prior non sic appellatur, quia significatio aliqua verborum legis sit à naturâ (constat enim omnia verba humanarum legum ad placitum et ex impositione significare), sed quia quædam significatio est ex simplici et primævâ verborum impositione, et in eà solent significari res prout verè ac naturaliter sunt, sicut dictio, *mors*, significat naturalem mortem. Significatio autem *civilis* dicitur, quæ est per extensionem, parificationem, vel fictionem juris, ut dictio, *mors*, significare solet civilem, qualis fit per religiosam professionem et filius adoptatus dicitur filius, et sic de aliis. Quibus addi posset tertia significatio, quæ vocari potest usualis, quia est ab usu et consuetudine loquendi, quæ magnam vim habere solet in significatione vocum interpretandâ; adeò ut in legum expositione proprietati etiam verborum usus præferendus sit, ut jurisperiti cum Barth. docent in l. *Non dubium*, Codice de Legib. in l. *Labeo*, ff. de Supellectile legat., et in l. 1, ff. de suis et legitimis Hæred. Panormitan. in Procem. Decretalium, ubi latissimè Felinus plurima congerit. Ne verò tot membra multiplicemus, hanc significationem ad duas præcedentes revocamus: nam, si usus verbi sit communis totius populi in vulgari modo loquendi, jam illa significatio est facta magis propria magisque naturalis, quàm primæva, quia usus habet vim derogandi institutionem, et mutandi impositionem humanam. Si autem usus sit solius juris, talis significatio sub civili continetur.

10. Regula ergo proposita de priori proprietate est intelligenda, per se loquendo, et nisi circumstantiæ occurrentes, vel alia jura cogant extensionem vel limitationem facere, ut in sequentibus prosequemur. Atque ita sumitur ex lege ultimâ, Codice de his, qui veniam ætatis, et cætera. Ubi perfecta vel legitima ætas simpliciter dicta accipi dicitur pro naturali, non pro illâ *quæ imperiali beneficio suppletur*. Idem sumitur ex cap. *Susceptum*, de Præscript. in 6, ubi id notat Glossa verb. *Non morte,* citans alia jura, et latiùs Tiraquel. dictâ l. *Si unquàm*, verb. *Susceperit*, num. 17. Sed observandum circa hoc est, regulam hanc potissimùm habere locum in vocibus usualibus, ut sic dicam, quas leges, seu jura accipiunt ex communi lege hominum; sunt verò aliæ voces, quæ sunt propriæ ipsius juris, et ab ipso inventæ, sicut unaquæque ars propria habet vocabula, quibus utitur, ut in jure canonico tales sunt vox, *censura*, *excommunicatio*, et similes, et in jure civili *usucapio*, *præscriptio*, et similes; in his ergo vocibus significatio civilis, seu secundùm jus, est significatio naturalis illarum; nam est ex primævâ impositione et res per talem vocem significata non habet aliam naturam, nisi quam habet ex institutione juris, et ideò secundùm eam significationem sunt tales voces in legibus accipiendæ, et proprietas illarum ex jure sumenda est.

11. Sed quid si vox habeat plures significationes proprias in naturali proprietate? Respondeo, tunc utendum esse regulâ, quæ in omnibus sermonibus ambiguis, seu æquivocis prudenter observari solet, videlicet, ut legis materia, aliæque circumstantiæ attentè ponderentur; nam ex illis determinabitur facilè verborum significatio. Maximè verò legis initium considerare, et cum illo sequentia conjungere necesse est, quia ad illud debent trahi sequentia, nisi aliquid obstet. Nam in proœmio constitutionis solet causa finalis et principaliter movens contineri, et ideò illud maximè spectandum est ad legis intelligentiam, ut communiter tradunt jurisperiti, quos latè refert Tiraquel. in tractat. *Cessante causâ*, limitat. 1, num. 64 et 65, et Molin. libro 1 de Primog. cap. 5, à num. 3, et Gutierr. in Practicis libro 3, quæst. 17, num. 90. Unde etiam in contractibus initium et causa spectantur, l. *Si procuratorem*, in principio, ff. *Mandati;* ergo multò magis in legibus observandum est initium, ut ad illud cætera accommodentur. Quin potiùs additur in leg. 24, ff. de Legib. *in civile esse*, *nisi totâ lege perspectâ, unâ aliquâ ejus particulâ propositâ judicare*. Itaque ex antecedentibus et consequentibus cum materiâ et aliis circumstantiis determinanda est æquivoca verbi significatio. Quòd si verba legis adeò essent æquivoca, ut neque ex antecedentibus neque ex subsequentibus, nec ex materiâ, aut ratione legis constare posset definitus sensus ejus, illa non esset lex, quia non solùm non esset clara, verùm etiam neque mentem legislatoris satis significaret. Vix autem fieri potest, quin altera significatio sit rei de quâ tractatur, magis accommodata, et illa ferenda est juxta regulam legis 68, ff. de Regulis juris: *Quoties idem sermo duas sententias exprimit, ea potissimùm accipiciatur, quæ rei gerendæ aptior est.* Idem à simili sumitur ex leg. *Si servus plurium*, § ultimo, ff. de Leg. 1.

12. Circa intentionem, seu mentem legislatoris considerandum est ab illâ potissimùm pendere tam substantiam, quàm efficaciam legis, quia, ut probatum est in lib. 3, mens legislatoris est anima legis; unde sicut in vivente substantia et operatio vitæ ab animâ maximè pendet, ita in lege à mente legislatoris. Illa est ergo vera interpretatio legis, per quam mentem et voluntatem legislatoris assequimur, et ideò quâcumque ratione de mente legislatoris constare possit, secundùm illam maximè erit lex interpretanda. Quod potest confirmari ex principio generali quod ex Gregor. traditur in cap. *Humanæ aures*, 22, quæst. 5: *Non debet aliquis verba considerare* utique nuda, *sed intentionem et voluntatem, quia non debet intentio verbis deservire, sed verba intentioni.* Quæ verba non inveniuntur in Gregorio, sed sunt Cœlestini, ut infra videbimus. Denique confirmatur ex usu jurium, considerantium utique mentes legislatorum cap. *Si postquàm*, de Elect. in 6, ibi: *Ex sui mente exigit*, etc., et in cap. *Secundò requires,* de Appellat. ex intentione legislatoris verba extenduntur, quia *verba intentioni deserviunt*, ut ibi allegatur. Sic etiam in l, *Cùm mulier*, ff. Solut. matrim. ex mente legis negatur marito propter lenocinium accusatio uxoris de adulterio. Idem probatur optimè ex l. *Scire etiam*, § *Aliud*, ff. de Excusat. tutorum, ibi: *Sed etsi maximè verba legis hunc habebant intellectum, tamen mens legislatoris aliud vult.* Simile etiam de testamentis dicitur in lege, *Non aliter*, in princip. ff. de Legat. 3.

13. Quæret verò aliquis quî possit fieri ut mens præter verba aliquid conferat ad legem interpretandam, quia homines non possunt mentem alterius hominis percipere, nisi ex ver-

bis ejus; nam, ut Gregor. dicit 26 Moral., et infertur in dicto cap. *Humanæ aures*, initio, *apud homines cor verbis, apud Deum verò verba pensantur ex corde;* hìc autem agimus de humano judicio et intelligentiâ; quomodò ergo potest sensus legis, quæ in verbis consistit, ex mente sumi, cùm ipsa mens per verba tantùm nobis possit innotescere? Et confirmatur; nam, si legislator per verba legis suam mentem non declararet, non constitueretur lex, nec oriretur obligatio, etiamsi ex aliis conjecturis possemus aliquo modo voluntatem legislatoris cognoscere, quia, ut supra dictum est, lex non constituitur voluntate principis, nisi per verba legis sufficienter expressa, quia voluntas sola non sufficit per se ad obligandum, nec etiam est satis, quòd aliunde privatim innotescat, sed necesse est ut in ipsâ lege sufficienter contineatur; ergo non possumus è contrario per voluntatem cognoscere verborum sensum.

14. Ad interrogationem respondetur, cùm dicimus mentem legislatoris deservire ad interpretandam legem, non esse sensum, ipsam voluntatem legislatoris merè æternam, vel secundùm se spectatam esse posse regulam interpretandi legem; contra hunc enim sensum rectè procedunt objectiones factæ; sed sensus est, verba nudè sumpta sæpè esse ambigua, et ex variis intentionibus ac voluntatibus posse procedere, et ideò ex adjunctis, id est, ex materiâ, aut circumstantiis prudenter pensandum esse ex quâ voluntate et intentione processerint, et tunc ad intentionem legislatoris accommodandam esse verborum significationem et interpretationem. Ita sumitur ex sententiâ Hilarii lib. 4 de Trinit. dicente: ***Intelligentia dictorum ex causis est assumenda dicendi**, **quia non sermoni res**, **sed rei est sermo subjectus***, cap. ***Intelligentia,*** de verborum Significatione. Verum est igitur homines judicare de mente loquentis ex verbis, non tamen ex illis nudè et abstractè sumptis, sed ut conjunctis omnibus circumstantiis, à quibus determinari possunt ad hanc mutationem potiùs quàm aliam judicandam. Unde ad confirmationem fatemur legem non constitui per internam voluntatem, nisi in lege ipsâ sufficienter manifestetur, ut probat ratio facta. Nihilominùs tamen ut verba legis sufficienter indicent intentionem et voluntatem legislatoris, non est necesse ut abstractè et nudè sumpta illam indicent, sed possunt ac debent ex omnibus adjunctis determinari,

15. Secundò interrogari hìc potest an mens legislatoris plus conferat ad veram interpretationem legis, quàm verba, vel è converso. Nam ex dictis videtur sequi plus menti esse tribuendum quàm verbis, quia mens est præcipuum in lege, nam est vita ejus. Item, propter quod unumquodque tale, et illud magis; sed verba sunt propter mentem, et non è contrario; ergo præferenda est mens verbis. Unde in capite, *In his*, de verborum Significatione, dicitur: *Non debet aliquis considerare verba*, *sed voluntatem*, *cùm non intentio verbis*, *sed verba intentioni debeant deservire*. In contrarium verò facit, quia licet ordine intentionis mens sit prior verbis (sic enim dicuntur verba esse propter mentem, quia ad illam indicandam instituta sunt), nihilominùs ordine executionis, seu in genere causæ instrumentalis priora sunt verba, nam per illa devenimus in cognitionem mentis et voluntatis legislatoris; ergo præferenda est verborum vis in legis interpretatione. Et confirmatur; nam illud est præferendum, quod certius est; sed verborum proprietas est certa et clara; mens autem legislatoris solùm per conjecturas cognoscitur, in quibus sæpè homines falluntur; ergo præferenda sunt verba per se loquendo, vel saltem regulariter. Quod videtur sentire Tiraquel. in dictâ l. *Si unquàm*, verb. *Libertis*, n. 23, cum Bald. in cap. *Licet*, de Elect.

16. Respondeo hanc comparationem non posse fieri inter verba legis et voluntatem legislatoris, ut in se merè est interna, cùm voluntas non hoc modo cognoscatur, neque ut sic deservire possit ad intelligendam legem. Potest ergo fieri comparatio, vel inter verba ex unâ parte, et alias conjecturas, quibus mentem legislatoris indagamus, ex aliâ, vel inter vim et proprietatem verborum, et mentem legislatoris sufficienter conjectatam per varia signa simul sumpta. Priori ergo modo dicendum videtur verba per se loquendo esse potissimum signum voluntatis legislatoris, et illo maximè utendum esse ad mentem legis perspiciendam, non tamen illo solo, sed simul cum aliis, à quibus interdùm vinci ac superari potest. Primum horum intendunt doctores allegati, et constat, quia significatio verborum est magis expressa et certa. Item quia verba sunt, quæ ex intentione legislatoris potissimùm assumuntur ad declarandam voluntatem suam; ergo illa etiam primò ac principaliter consuli debent ad eamdem voluntatem cognoscendam. Altera verò pars sufficienter probata est in principali regulâ et in declaratione præcedentis dubitationis. Unde constat, in secundo sensu comparationis

mentem legis, utcumque sufficienter cognita sit, esse verbis præferendam, quod satis probant rationes priori loco factæ. Probatur etiam ex l. *Non dubium*, codice de Legibus dicente, *contra legem agere, qui per occasionem verborum contra legis nititur voluntatem;* est ergo voluntas verbis præferenda. Item in l. *Nominis*, de verborum Signific. dicitur, *ex lege esse tam quod est ex sententiâ legis, quàm quod ex verbis*, ubi Glossa exponit, *tam quod est ex sententiâ præter verba, quàm quod est ex verbis et sententiâ*; nam quod est ex verbis sine sententiâ, non est lex, ut visum est. Hoc denique modo dicitur in dictâ l. *Non aliter*, ff. de Leg. 3, à verbis legis recedi, ubi de mente legislatoris constat. Dicimus autem à verbis legis recedere, quando illa extendimus, vel restringimus, vel multò magis quando à proprietate verborum aliquantulùm recedimus; quod etiam facere licet, quando necessarium est ut à mente legislatoris non recedamus, quia tunc verba reverà non significant voluntatem legislatoris secundùm suam proprietatem, sed secundùm aliquam translationem, unde est illud Gregorii in cap. *Præterea*, de verborum Significat.: *Plerùmque, dùm proprietas verborum attenditur, sensus veritatis amittitur.*

17. Tandem verò interrogari potest, quibus modis vel conjecturis utendum sit ad mentem legislatoris indagandam præter nudam vim verborum. Respondeo multa assignari à jurisperitis, præcipua verò capita sunt hæc: primò materia legis; nam illi maximè debent verba deservire, juxta sententiam Gregorii supra citatam. Sic in cap. 2 de Translat. episcop. § *Sed neque*, exponitur, *Ecclesiam dici viduatam*, etiamsi habeat episcopum non consecratum, vel inutilem, quia materia talem sensum postulabat. Sic etiam in l. *Si verò*, ff. *Locati*, verbum *donationis* per verbum transactionis exponitur, *materiâ exigente*. Secundò, quoties verborum proprietas induceret injustitiam, vel similem absurditatem, circa mentem legislatoris, trahenda sunt verba ad sensum etiam improprium, in quo lex sit justa et rationabilis, quia hæc præsumitur esse mens legislatoris, ut multis juribus declaratum est in tit. de Legibus ff. Et in eis ratio ostenditur. Nam in l. 18 dicitur: *Benigniùs leges interpretandæ sunt, quò voluntas earum conservetur.* Ergo, si necessaria sit etiam impropria interpretatio, ut voluntas sit, vel præsumatur justa, in eo sensu accipienda est lex, quia aliàs non conservabitur voluntas legislatoris, cùm lex injusta non sit lex. Et in l. 19 additur: *In ambiguâ voce legis ea potiùs accipienda est significatio, quæ vitio caret, præsertim cùm voluntas legis ex hoc colligi possit*, quia nimirùm sine vitio esse præsumenda est. Quod habet verum, etiamsi illa ambiguitas sit per analogiam, vel improprietatem, et idem sumitur ex l. *Nulla juris ratio*, eòdem.

18. Tertiò ex comparatione ad alia jura potest indagari mens legislatoris in aliquâ lege, etiam præter vim et proprietatem verborum ejus, idque dupliciter, primò ex repugnantiâ et contrarietate aliarum legum, quæ oriretur in uno verborum sensu et vitatur in alio; tunc enim interpretamur mentem legislatoris non fuisse derogare superioribus legibus, aut illas corrigere, et ideò usum fuisse verbis in eâ significatione, quæ cum aliis juribus stare possit. Quia non receditur à jure antiquo, nisi quatenùs in novo exprimitur, l. *Præcipimus*, in fine, Codice de Appellationib. et notat Glossa in capite, *Cupientes*, § *Quòd si*, verb. *Petere*, de Elect. in sexto. Correctio enim, et mutatio legis odiosa est, et de se non admittitur, nisi ubi omninò vitari non potest. Unde addunt jurisperiti, vitandam esse, etiamsi opus sit verba posterioris legis minùs propriè interpretari. Ita docent Anton. de Butr. in cap. *Cùm dilectus*, de Consuet. n. 15, et ibi Imol. n. 12, et Felin. in cap. *Non potest*, de Re judic. num. 8, § *Limita dupliciter*, cum Panormitan. in cap. *Cùm olim*, de Re judic. in fine, qui ad hoc etiam inducit Glossam ult. interpretantem illum textum juxta hanc regulam. Nam cùm textus ille requirat concordiam eligentium, et concordia in rigore significare videatur, ut nullus discrepet, nihilominùs sufficere censet, ut fiat majori parte consentiente; nam hæc est concordia juridica, de quâ intelligenda est illa lex, cùm non declaret, se velle communi juri derogare. Unde colligo, ita licere ob eam causam verba legis impropriè interpretari, ut tamen servetur aliqua proprietas verborum, saltem secundùm consuetudinem juris, ut in exemplo adducto constat, et idem invenitur in aliis, quæ afferri solent. Estque valdè consentaneum rationi, quia esto non semper legislatores loquantur juxta naturalem proprietatem verborum, semper tamen videntur loqui saltem secundùm aliquam juris proprietatem, aut consuetudinem, quando materia aliud non postulat. Neque major extensio videtur admittenda, ne detur occasio et licentia corrumpendi jura, quod est majus incommodum, quàm admittere aliquam juris correctionem. Altera via colligendi men-

tem legislatoris per comparationem ad alia jura, est per concordiam. Ubi enim conveniens sensus legislatoris sumi non potest ex verbis in rigore ac naturali proprietate sumptis, et alia significatio suppetit, in quâ sensum accommodatum reddunt, multùm juvabit, si talis significatio verborum consentanea sit aliis juribus, in quibus similia verba in illo sensu accipiuntur, vel æquiparantur; tunc enim valdè probabilis fit talis interpretatio ex mente legislatoris, quia secundùm jus loqui præsumitur. Et hoc maximè habet locum, quando talis interpretatio benigna est, et nullum alium habet incommodum; nam benigna interpretatio legis, cæteris paribus præferenda est, juxta l. *Benigniùs,* ff. de Legibus.

19. Ultimò circa rationem legis addendum est, illam quidem non sufficienter continere mentem legislatoris, si tamen de illâ constet multùm valere ad eamdem mentem legislatoris investigandam. Ita docuit Baldus in c. *Licet* de Elect. et Decius in cap. *Secundò requiris,* de Appellationibus, et plures alii apud Tiraquel. in dictâ l. *Si unquàm,* § *Libertis,* num. 25, et prior pars constat, tum quia ratio legis non est textus legis, tum etiam quia multa per legem humanam statuuntur arbitrio potiùs quàm certâ ratione, et ideò, *non omnium, quæ per leges statuuntur, ratio reddi potest,* ut dicitur in l. *Non omnium,* de Legib. Quamvis enim lex semper sit rationi consentanea, nihilominùs electio inter ea quæ rationabilia sunt, sæpè non habet rationem, et ideò non semper est investiganda, ut dicitur in l. *Et ideò*, ff. eodem; ergo sola ratio legis non continet legislatoris voluntatem, quia pro suo arbitrio potuit non in omnibus illi conformari, sed solùm quatenùs voluit, et suis verbis explicavit. Unde intulit Bald. supra, majoris momenti esse verba quàm rationem, *etiam magistralem,* ut ipse loquitur, quia verba sunt quasi legis substantia, et immediatè continent voluntatem legislatoris; ratio autem solùm remotè illam indicat.

20. Nihilominùs tamen posterior etiam pars verissima est. Oportet tamen circa illam advertere, duplicem esse posse rationem legis, unam in lege non expressam, sed ab interpretibus excogitatam. Aliam in lege ipsâ explicatam. Prior ergo ratio licet aliquid conferat ad assequendam legislatoris mentem, non est tamen certum judicium, sed probabilis tantùm conjectura, tum quia sæpè ratio non est certa, sed in opinione doctorum posita est, tum etiam quia multò minùs certum est, illam fuisse rationem, quæ movit ipsum legislatorem, cùm possint esse aliæ, à quibus moveri potuerit, et consequenter est incertum, ad quam rationem magis accommodandus sit sensus legis. At verò, quando ratio legis in ipsâ lege continetur, magnum indicium esse potest mentis legislatoris, et post verba ipsa, videtur secundum certitudinis locum obtinere, quia tunc ratio legis est aliquo modo pars ejus, nam in eâ continetur et supponitur. Unde necesse est, ut præceptum et voluntas legislatoris sit rationi suæ accommodata, et consequenter, ut verba significantia actum præceptum, si ambigua sint, ex ratione ibi expressa determinationem accipiant; ergo ex tali ratione efficaciter probatur mens legislatoris. Quod ideò manifestum visum est Bartholo et multis aliis jurisperitis, ut sæpè non distinguant inter hanc rationem et mentem legislatoris, et utramque pariter vocant animam legis, ut supra, libro 3, dixi, et attigit Decius loco proximè citato. Verùmtamen, licet illa duo sint valdè propinqua, in rigore sunt distincta, ut ibi probavi, et ideò ratio est medium ad indagandam mentem, et moraliter certum, quando est in lege expressa, non tamen ita infallibile, quin aliæ etiam circumstantiæ ponderandæ sint, quia etiam ipsius rationis sensus potest esse ambiguus, et ex aliis circumstantiis certior redditur. Et contingere etiam potest, ut ex eâdem ratione voluntas variis modis, et ad diversa moveatur, et ideò ad plenè cognoscendam legislatoris voluntatem, quæ est propria mens ejus, non sufficit sola ratio, etiam in lege expressa, sed omnia expendenda sunt, et attentè consideranda.

CAPUT II.

Quando, et quomodò habeat locum extensio in legibus humanis per earum interpretationem.

1. Legis interpretatio, si præcisè ac secundùm vocis rigorem sumatur, solùm consistit in declaratione, et intelligentiâ proprii, et (ut sic dicam) immediati sensûs ipsius legis, sistendo tantùm in usitatâ et propriâ significatione verborum, et in sensu legis ex illis sic intellectis resultante, et hanc interpretationem videtur vocâsse declarativam Barthol. in l. *Omnes populi,* ff. de Justit. et Jure, q. 6, principali, et de illâ tractat in quæstiunc. 3; nobis verò nihil de illâ dicendum superest, præter dicta in capite præcedenti. Alio ergo modo sumitur interpretatio prout aliquid specialiter operatur circa legem, quæ multiplex est secundùm va-

rios effectus; unus est correctio, vel abrogatio legis, de quâ infra dicemus, quia specialiter fit per unam legem circa alias, vel per posteriores circa præcedentes; alii verò sunt, qui in unâquâque lege secundùm se spectari possunt, ut sunt extensio, restrictio, exceptio vel excusatio, seu cessatio obligationis legis, vel aliorum effectuum ejus, et de singulis aliquid dicendum est, ut generales regulæ habeantur ad decidendos casus ex legum intelligentiâ pendentes.

2. Primò igitur circa extensionem adverto, quadruplicem extensionem in lege posse cogitari. Una est intra verborum proprietatem secundùm naturalem significationem; alia est ultra proprietatem naturalem, et intra proprietatem civilem, sive per communis juris usum, sive per aliquam juris fictionem; tertia esse potest ultra utramque proprietatem per aliquam improprietatem, sive in significatione alicujus verbi, aut nominis, sive in connexione verborum, sive in subintelligendâ, vel supplendâ aliquâ particulâ non expressâ in lege. Et ita in hoc tertio membro potest esse infinita varietas, et inæqualitas per majorem vel minorem improprietatem. Quartò potest cogitari extensio ultra omnem significationem verborum etiam impropriam, solùm propter rerum vel casuum similitudinem, aut identitatem formalem in ratione legis. Quintò addi potest extensio ultra mentem legislatoris. Sed hanc non admittimus, ut infra dicemus, nec ultra dictos modos extensionis videtur alius possibilis per comparationem ad verba, vel rationem legis, quæ est veluti terminus, à quo procedit extensio. Potest autem extensio fieri ad personas, ad res, seu casus, ad loca, vel ad tempora, et ita ex parte termini ad quem (ut ita dicam) possunt etiam extensiones multiplicari.

3. Dico ergo primò : Omnis lex non odiosa per se loquendo, extendenda est ad omnia, quæ verba in significatione propriâ ac naturali comprehendunt, non verò ultra illa, nisi alia specialis ratio id requirat. Exempla sunt, si lex loquatur de filiis, ut filias etiam comprehendat, quia illa vox in significatione propriâ communis est, non verò ita comprehendit nepotes ex vi significationis, nisi alia ratio cogat. Et ideò dixi, *per se loquendo*, nam ex accidenti possunt verba intra illam significationem coarctari, ut si ex amplâ intelligentiâ, etiam propriissimâ, sequatur aliquod absurdum, vel correctio alterius legis, vel aliquid simile, ut in capite sequenti explicabimus. Sic ergo explicata assertio communis est in câp. 1 de Constit., ubi benè Deci. lect. 1, n. 23 et sequentib.; Panormit. num. 14, et sumitur ex Glossâ in l. *Non possunt*, ff. de Legib., in fine. Prior ergo pars affirmans patet, quia tunc nulla est ratio extendendi legem ultra naturalem proprietatem verborum; ergo non debet fieri, quia regulariter homines loquuntur secundùm proprietatem verborum, et si absolutè et indefinitè loquuntur, de toto significato verborum loqui intelliguntur. Et hoc maximè habet locum in legibus, in quibus indefinitus sermo æquivalet universali, quia sunt regulæ generales, et doctrinalem sermonem continent, ut optimè probari potest ex lege *Prospexit*, ff. Qui et à quibus, et tradit Bart. in l. 1, § *Sed etsi*, ff. de Vent. in possess. mitten. n. 3, ubi in scholiis multa referuntur. Et confirmatur, quia lex, quæ non continet odium, aut speciale gravamen, inter favores reputari potest, ut in principio libri præcedentis dixi; ergo intra prædictos saltem limites extendenda est.

4. Altera verò pars negativa cum suâ moderatione exceptivâ, etiam est clara, quia per se loquendo ac regulariter homines utuntur verbis in significatione maximè propriâ; multò ergo magis id est observandum in legibus. Et hoc etiam confirmant multa ex his quæ in superiori capite adduximus, et nonnulla juris principia, ut quòd *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*, quod sumitur ex dictâ l. *Prospexit*, et l. 1, ff. de Legat. præst. Cui æquivalens est, ut, *quod absolutè dicitur, simpliciter, et sine diminutione accipiatur*, l. *De pretio*, ff. de Publicanâ, etc., cui consonat l. *Cùm prætor*, 170, ff. de Reg. jur..; juvat etiam quòd *simplicibus legibus est amica*, ut dicitur in § *Cæterùm* Inst. de Legat. agnat. succ., et alia similia. Et hæc assertio ex sequentibus magis declarabitur; quando verò specialis ratio majorem extensionem postulet, quando verò tantam non patiatur, dicemus capite sequenti.

5. Dico secundò : Quando lex est favorabilis, vel specialis aliqua ratio juris intercedit, extendenda est ad omnem proprietatem verborum, non solùm naturalem, sed etiam civilem, seu juridicam, non verò ultra illam, nisi major necessitas id postulet. Hæc posterior pars latiùs tractabitur in assertione sequenti, nunc verò sufficienter constat ex dictis in capite præcedenti, quia verborum proprietas tenenda est, nisi necessitas cogat, quia aliàs nihil erit certum, et constans in dispositione legum. Prior ergo pars assertionis, quæ præcipuè nunc

intenta est, communis est et clara. Et in communi suaderi potest, quia unaquæque ars utitur verbis sibi propriis, et juxta propriam consuetudinem, vel institutionem; ergo multò magis id servandum est in legibus. Nec enim cogendus est legislator, ut quoties loqui vult de filiis naturalibus, et adoptivis, specificè id faciat, sed aliquando uti poterit voce communi; ergo in legibus habere potest locum extensio secundùm totam significationem propriam verborum, non solùm naturalem, sed etiam civilem; ergo maximè ita sunt accipienda verba in favorabilibus legibus, juxta vulgata principia juris. Quod tamen semper est intelligendum per se, et nisi aliud obstet, juxta alia principia, et regulas, quas proponemus. Idemque erit, quando eadem omninò ratio in lege expressa in omnibus illis significationibus inventa fuerit; tunc enim satis indicat eadem ratio, intentionem legislatoris fuisse de omnibus illis loqui.

6. Atque ad hanc regulam spectant variæ quæstiones, quæ de hâc extensione tractantur à doctoribus, quarum resolutio ab illâ pendet, et à posteriori, et quasi per inductionem illam confirmat. Una, et satis celebris, est, an lex loquens verbis propriè significantibus casum verum, extendatur etiam ad fictum, quem sub latâ significatione verba comprehendere possunt, modo explicato. Quam quæstionem tractant Barth. et alii legistæ, in l. *Si is, qui pro emptore*, ff. de Usucap., et in l. *Omnes populi*, ff. de Justi et jur., et in l. *Cùm ex oratione*, ff. de Excusat. tutor., et in l. 3, § *Hæc verba*, ff. de Negot. gest.; nam ex his et aliis juribus inter se collatis constat, interdùm legis verba extendi ad casum fictum, interdùm verò non extendi. Unde ordinaria regula est, in materiâ strictâ, id est, odiosâ, correctoriâ, et similibus, non admitti extensionem illam; in materiâ autem amplâ, id est, favorabili, admitti. Ut cùm lex loquitur in favorem filiorum, adoptivi etiam venire solent, ut docent Baldus et alii apud Menoch. libro 4, præsumpt. 89, num. 36, et lex loquens de legitimis, legitimatos comprehendit, teste Barth. in dictâ l. *Si is, qui pro emptore*, num. 30, et Menoch. supra num. 22. Unde potest hic notari alia regula, scilicet, quando lex omninò æquiparat fictum cum vero, tunc quoad dispositiones, seu effectus ejusdem juris, ordinariè habere locum extensionem legis secundùm totam proprietatem civilem, seu legalem, quia lex disponere censetur secundùm ejusdem juris usum et institutionem. Ut, verbi gratiâ, dicit lex, legitimatum nihil differre à legitimo, utique quoad dispositiones juris, vel secundùm jura factas, authent. *Quibus modis nat. effi.* etc., cap. 1 et 3. Inde ergo fit, ut nomine legitimorum ordinariè veniant etiam legitimati, nisi aliud constet aliunde de mente legis. In quo etiam considerandum occurrit, hoc maximè habere locum, quando effectus per legem inductus est quasi dispensatio in aliquo defectu non à naturâ, sed ab hominibus introducto, ut est ingenuitas concessa contra servitutem; nam servitus non est conditio naturæ, et ideò servus factus ingenuus per legem, simpliciter venire solet in legibus nomine ingenui, ut patet ex dictâ l. *Cùm ex oratione*, maximè verò in materiâ favorabili. Et alia exempla afferemus in sequentibus.

7. Dico tertiò: Extensio legis per improprietatem, seu ultra proprietatem verborum, tam naturalem quàm civilem, raró locum habet; admittenda verò est, quando aliàs vel lex fieret illusoria et nullius momenti, vel injustitiam aut aliam absurditatem contineret. Hanc conclusionem in terminis posuit Abb. in cap. 1 de Constit. num. 14, et sequitur ibi Deci. et alii, et Felin., referens alios in cap. *Translatio*, de Constit. num. 14; Covarr. 3 Variar. cap. 3, n. 9; Navarr. in Sum. cap. 27, num. 51, et in cap. *Pœnæ*, de Pœnit. dist. 1, num. 16 et 21, et sumitur ex Gloss. penult. in cap. 2 de Usur. in 6; qui omnes præcipuè loquuntur de posteriori parte assertionis. Nam prior, scilicet, quòd hæc licentia extendendi legem ad improprium sensum, per se non liceat, sed tantùm necessitate cogente, per se nota est, et ex dictis in capite præcedenti satis probatur. Quòd verò propter dictam causam liceat, optimè probatur ex l. *Scire etiam*, § *Aliud*, ff. de Excusat. tutor., ubi propter vitandum absurdum lex ibi dicens: *Vel intra centum milliaria*, extenditur, ut etiam intra quatuor centum locum habeat. Et à simili etiam sumitur ex l. *Nam absurdum*, ff. de Bon. libert., et optimè in l. *Si stipulatio*, ff. de Oper. liber. Et confirmari hoc potest ex c. *Si civitas*, de Sententiâ excommunic. in 6, ubi interdictum civitatis extenditur ad suburbia, ne vilipendi valeat sententia interdicti. Idem probatur ex c. *Significavit*, de Judæis, ut illud benè expendit Navar. in Sum. c. 27, n. 51. Ratio autem est, quia est vulgaris regula, omnem dispositionem ita esse interpretandam, ut valeat potiùs quàm pereat; ergo multò magis lex, quæ magno consilio fit; at verò, si in-

justitiam contineret, non esset lex; ergo ita est interpretanda, ut et sit lex, et non sit injusta, etiamsi ad hoc necessarium sit verba extendere usque ad improprietatem. Et eâdem ratione vitanda est omnis absurditas à lege per ejus interpretationem, quia, si esset absurda, irrationabilis esset, et consequenter non esset lex. Idem denique erit si sit inutilis, et nullius momenti, quia etiam hoc modo nihil ad commune bonum conferet, ac subinde non erit lex. Et præterea, cùm lex auctoritate publicâ fiat, et magno consilio, non potest præsumi facta in eo sensu, ut sit injusta, absurda, vel inutilis. Unde etiam de statuto dixit Albert. cons. 20, n. 11, non esse ita interpretandum, ut elusorium fiat, et sequitur Mascard. concl. 596, n. 2. Imò etiam in lege odiosâ fit hæc extensio, ne fiat fraus legi, et ita fiat inutilis, ut in l. 4, ad Macedon. sub mutuo comprehenditur venditio pecuniâ creditâ. Et ad id valet l. *Cùm quis*, 126, de Reg. jur. et Glos. ult. in c. ult. de Usur. in 6, ubi nomen testamenti ad codicillum extendit in materiâ pœnali, ne lex fiat illusoria, estque ibi communiter probata. Et plures alios in eamdem sententiam refert Tiraquel. in l. connub. Gloss. 5, n. 115, et Sarmien. l. 1 Select. cap. 12, n. 7. Atque in his assertionibus non videtur esse controversia inter auctores; nam in his generalibus regulis conveniunt, licet alii plures, alii pauciores limitationes adhibeant, quas nunc non expendimus, quia pendent magis ex particularibus materiis, seu ex applicatione generalis doctrinæ ad illas, quàm ex formali ratione interpretandi leges.

CAPUT III.

Utrùm lex extendi possit ad casum non comprehensum sub aliquâ verborum significatione, propter solam rationis similitudinem, vel identitatem.

1. Quæstio hæc valdè controversa est inter auctores, et non parvam habet difficultatem, et ideò specialiter tractanda est. Multi ergo sentire videntur, tantam extensionem fieri non posse. Et potest suaderi primò, quia ratio legis non est lex, nec formaliter illam constituit tanquàm forma substantialis ejus, quia hæc est voluntas legislatoris significata per verba; ergo, si verba in aliquâ significatione non extenduntur ad aliquem casum, quamvis fortassè ratio in eo militet, non est de illo lata lex. Dices, voluntatem legislatoris esse rationi conformem, et ideò tantùm extendi, quantùm ratio ejus. Sed contra hoc argumentor secundò, quia stante eâdem ratione potest princeps velle unum et non aliud, vel pro solâ libertate, vel certè, quia non expedit multa præcipere, aut prohibere, neque omnia omittere, et ideò eligit unum pro arbitrio suo, quod sæpè potest facere sine culpâ, imò etiam interdùm propter aliquam rationem. Nam licet nos lateat, fortassè non defuit legislatori aliquod motivum propter quod unum præciperet, et non aliud, non obstante aliquâ similitudine rationis. Unde confirmatur tertiò, quia ipsa determinatio expressa verborum ad unum casum, et taciturnitas alterius, indicat potiùs legislatorem unum voluisse præcipere, vel prohibere, et non aliud, ex illâ conjecturâ juridicâ, *quia si voluisset, expressisset*, cap. 2 de Translat. episcop. c. *Ad audientiam*, de Decim. Unde potiùs solet interdùm sumi argumentum ab speciali, quia dùm hoc in speciali prohibetur, et alia tacentur, signum est alia non prohiberi. Denique lex non est ultra totam significationem extendenda sine necessitate, aut ratione cogente; hìc autem nulla est, sed sola conjectura similitudinis rationis, quæ et infirma est, quia nunquàm potest illa similitudo omnimoda satis probari, cùm non oporteat, legislatorem omnem rationem exprimere, quæ ipsum movit; et per alias conjecturas, quas adduximus, illa sufficienter eluditur, argumento c. *Verisimile*, de Præsumptionibus; ergo propter solam rationem non est lex extendenda ultra verba. Et hanc sententiam significat Gloss. in cap. *In fidei*, verb. *Inquisitionis*, de Hæret. in 6; tenet Anton. in cap. ult. de Consuet. n. 57; Domin. in c. 1 de Tempor. ordin. in 6, n. 9; Adrian. in 4 Mater. de Excommunic. q. 3, excep. 8, et Cordub. lib. 1, q. 11, opin. 2, ad 3; multi alii apud Tiraquel. in l. *Si unquàm*, verb. *Libertis*, à n. 2, ubi infinita penè congerit et allegat usque ad n. 30, et præcipuè in n. 20 et 21.

2. Multi verò alii affirmant, tantam esse vim rationis legis, ut propter illam comprehendere censeatur casus in lege omissos, si in eis par ratio militet, licet aliter sub verbis legis non contineantur. Pro quâ sententiâ multa etiam congerit Tiraquel. supra, à n. 42, ubi etiam plures auctores allegat. Idem Constanti. Roger. in tract. de Jur. interpret. § 1, à num. 21; Molin. lib. 1 de Primog. c. 5, n. 7 et sequentib.; Covarr. in c. *Alma*, p. 2, § 4, n. 7, vers. *Secundò*; Angel. verb. *Lex*, n. 6 et 8, cum Imol. et Gemi. Sylvest. q. 18, cum Pa-

normit in c. *In insulis,* de Regular. n. 5, ubi ait, dispositionem legis extendi propter rationem expressam in lege, etiamsi verba id non patiantur. Idem ferè habet in cap. 1 de Juram. calum. n. 8. Fundamentum potissimum est, quia ratio legis, præsertim in ipsâ expressa, indicat sufficienter, intentionem legislatoris esse prohibere aliquid, non quatenùs materialiter, ut sic dicam, tale est, sed ut subest tali rationi, ac subinde prohibere quidquid talem rationem æqualiter induit; ergo dispositio talis legis tam universalis est, quàm ejus ratio, etiamsi verba ejus id non exprimant. Et confirmatur, quia hoc modo decisio unius casûs per sententiam principis censetur habere vim legis pro omnibus similibus, quia, nimirùm casus ille particularis materialiter sumptus solùm censetur esse tanquàm quoddam exemplum, in quo ratio decisionis exerceatur; quia verò ratio est, quæ fundat decisionem, ideò universalis esse censetur pro casibus similibus; ergo idem est cum proportione in quâcumque lege. Et ad hoc confirmandum allegantur varia jura, quæ non licet sigillatim expendere, quia intellectâ generali doctrinâ potest unusquisque juxta eam singula interpretari.

3. In hâc re difficile est judicium ferre, propter varia dicta doctorum et jurium, quæ ab ipsis allegantur. Ut tamen quod sentio dilucidè, et breviter explicare valeam, suppono, sermonem esse de lege humanâ propriâ, id est, disponente et inducente novam obligationem, quæ ex solâ ratione naturali non oriretur; nam si lex hominis tantùm sit declarativa rationis naturalis, sine dubio tantùm extendetur, quantùm ipsa ratio. Nec de hoc esse potest controversia. Deinde differentiam constituo inter paritatem rationis et identitatem. Paritatem rationis voco, quando licet rationes sint diversæ, habent inter se æqualitatem, ut sunt, verbi gratiâ, ratio amicitiæ, aut gratitudinis, quæ inter se diversæ sunt, possunt autem æquiparari, et moraliter æquales judicari. Identitatem autem voco, quando in diversis materiis una et eadem ratio pietatis promovendæ, aut nocumenti evitandi intercedit. Quam distinctionem attingunt juristæ allegati, et paritatem vocant similitudinem rationis, aliam identitatem, ut videre licet in Baldo et aliis, quos Tiraq. citat. et expressiùs Rochus Curt. tract. de Consuetud. ad cap. ult. sol. sect. 4, num. 25, ex Alex. cons. 75 et Petro de Castr. cons 358, et in cons. 84, ut illum refert, et sequitur Tiraquel. in dictâ l. *Si unquàm*, verb. *Libertis*, num. 45.

4. Primò igitur censeo, solam similitudinem rationis per æquiparationem, seu æquivalentiam sine identitate non sufficere, ut legis obligatio ex uno casu ad similem extendatur, ut ex personâ ad personam, aut alio simili modo, quando sub verbis legis, in aliquâ significatione non comprehenditur. Ita opinantur inprimis auctores citati in primâ opinione. Deinde idem planè sentiunt Paul. Castrens. Alex. et Rochus proximè citati. Ad idem potest citari Glossa in cap. 1 de Temporib. ordin. in 6, verb. *Italiæ*. Nam licet in principio videatur repugnare, in ultimis verbis tandem exponit illum textum, non admittendo extensionem propter similitudinem rationis, verum est, non fundari in hoc, quòd similitudo rationis non sufficeret, sed in hoc, quòd ratio aliqua dissimilitudinis excogitari potuit. Verùmtamen etiam hinc sumi potest argumentum pro conclusione, quia, si verba legis nullo modo casum comprehendunt, sola similitudo rationis non potest sufficere, ut dispositio legis censeatur habere locum in alio casu simili, quia nunquàm potest similitudo esse tanta, quin facile sit aliquam rationem differentiæ invenire. Sed ulteriùs declaratur, incipiendo à certioribus. Nam inprimis ferè omnes fatentur, hanc extensionem per similitudinem rationis non habere locum, ubi alia lex aliter disponit in alio casu, quantumcumque simili, ut expressè docent Barthol. in Authent. *Quas actiones*, c. de Sacros. Eccles. n. 8 et 9, et in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et Jur. q. 6, principali, quæst. 4; consensit Abb. cons. 29, n. 4, vol. 2, et in cap. *Translato*, de Constitut. n. 4, ubi clarè loquitur de ratione simili, non eâdem, ut Barth. etiam loqui videtur, ut illum etiam Rochus exposuit. Idem Felin. in dicto c. *Translato*, de Constit. num. 13. Et ratio est, tum quia legum correctio est juris strictissimi, ut infra dicemus, et ideò non habet in illâ locum extensio propter solam similitudinem rationis, tum etiam quia fortius vinculum est legis expressæ, quàm sit ratio alterius legis propter solam similitudinem; ergo non potest hæc lex contra alteram prævalere. Ex quo obiter colligo solam similitudinem rationis non sufficere, ut casus sit comprehensus in lege ex mente legislatoris; nam, si esset comprehensus, reverà eximeret illum à contrariâ lege antiquiori.

5. Deinde in legibus pœnalibus est facilior.

magisque recepta assertio (idemque intelligatur cum proportione in irritantibus et omnibus odiosis). Ut autem caveatur æquivocatio, quæ in hoc committi potest, distinguenda sunt in lege pœnali duo, scilicet, præceptum, vel prohibitio, et pœnæ impositio. Quod ergo attinet ad pœnam, certum existimo, non posse legem pœnalem quoad pœnam extendi propter solam similitudinem rationis, quantacumque ista sit. Quod præter auctores proximè allegatos sensit Gloss. in cap. *In pœnis*, 49, de Regul. jur. in 6, dicens : *Quod de pœnis, non arguimus ad similia, quia pœnæ non excedunt proprium casum.* Idem docuit Antonius de Butr. in capit ult. de Consuet. numer. 57 et 58, et benè Castr. libro 1 de Lege pœnal. capit. 7, documen. 3. Eamdem opinionem tenet, et communem doctorum esse dicit Molin. tractat. 2 de Justit. disputat. 176, § *Quartò*. Emman. Roder, tom. 1 Quæstion. regular. quæst. 11, artic. 6, regulâ 14; Sanci. lib. 10 de Matrimonio disp. 4. Probari autem potest primò ex generali regulâ juris, in pœnis benigniorem interpretationem esse faciendam; at extensio pœnæ propter solam similitudinem non fit per interpretationem benignam, sed nimis rigorosam; ergo. Secundò, quia hæc extensio vel fieri posset à casu ad casum similem æqualem, vel graviorem, vel à personâ ad personam, vel à pœnâ ad pœnam, vel à loco ad locum, aut aliâ simili circumstantiâ; nihil autem horum potest dici cum probabilitate; ergo.

6. Probatur prima pars de casu ad casum, quia pœnæ impositio licet secundùm generalem rationem æqualitatis, seu proportionis fundetur in ratione justitiæ, tamen in determinatione talis pœnæ ad talem casum pendet ex voluntate legislatoris, magis quàm ex ratione, ut constat, quia nulla certa ratio cogebat principem ad imponendam hanc pœnam pro tali delicto; posset enim imponere aliam, vel nullam per legem imponere, sed committere judici; ergo rationis similitudo ex parte delictorum non sufficit ad extendendum pœnam ad casum similem, quia præter rationem necessaria est voluntas legislatoris, quæ ibi non intervenit. Declaratur et confirmatur hæc pars, quia in pœnis, quæ ipso facto imponuntur, manifestum est, neminem obligari in conscientiâ ad exequendam, vel observandam in se pœnam legis, nisi commiserit illud specificum delictum, propter quod est imposita, ut in censuris, irregularitatibus et aliis impedimentis canonicis manifestum est, ut constat ex doctrinâ sæpè repetitâ in materiâ de Censuris. Imò doctores omnes in illâ ponderant non solùm specificam rationem delicti, sed etiam modum et consummationem ejus, juxta rigorosum sensum verborum esse necessarium. Unde ridiculum esset dicere, parricidam, vel incendiarium templi aut imaginum, incurrere censuram canonis *Si quis suadente*, quia hæc delicta æquiparantur in gravitate percussioni clerici; ergò idem dicendum est in pœnis imponendis per judicem; eadem enim ratio militat, quia lex imponens pœnam certam pro furto, in rigore non obligat judicem ad imponendam illam pœnam pro alio delicto, etiamsi simile vel æquale sit. Quando verò possit judex, vel etiam debeat ex alio principio uti eâ similitudine, seu imitatione legis punientis unum delictum ad puniendum aliud, paulò post explicabo.

7. Atque hæ rationes convincunt in aliis extensionibus secundùm alias circumstantias, quando variatâ circumstantiâ, variatur factum quod lex consideravit. Ut patet inprimis in variatione personæ; nam, si lex definitè punit religiosum concionantem hoc vel illud, non punit clericum secularem idem delictum committentem, quia, licet sit in specie idem, non tamen est idem, quod lex voluit et expressit. Item hìc procedit illa ratio, quòd punire hanc, vel illam personam pendet ex voluntate legislatoris, et ideò non sufficit similis ratio, quia nec semper homo vult omnia quæ participant similitudinem rationis, nec semper expedit omnia velle, sed unum præ alio eligitur arbitrio legislatoris, vel propter alia motiva, quæ apud se habere potuit. Et hæc est juridica ratio exponendi omnes canones pœnales, et destructo hoc generali fundamento, tollitur certitudo in his legibus explicandis. Et idem discursus fieri potest de loco : nam, si lex punit delictum factum in tali loco, ita ut ex illâ constet habuisse respectum ad illum, non extenditur ad alium, licet eadem vel similis ratio in eo esse videatur. Quod quidem dixit Barth. in Authent. ult. c. de Sacrosanct. Eccles. quando cum illâ extensione inducitur correctio legis; ego verò censeo absolutè, ac per se idem esse dicendum ex vi mutationis loci et facti, quod lex consideravit. Et idem est de malo peccandi; nam, si lex punit peccantem scienter, non extenditur ad peccantem ex ignorantiâ, etiamsi contingat delictum ex aliis circumstantiis esse gravius, et sic de aliis,

propter eamdem rationem. Denique idem est evidentius de extensione à pœnâ ad pœnam; nam si certa pœna imponitur per legem, non potest judex illam mutare, aliam similem imponendo, quia astringitur lege ad solvendum, ut ita dicam, in tali specie, nisi per modum dispensationis ex justâ causâ aliud ei permittatur, ut supra dictum est. Et in pœnis, quæ incurruntur ipso facto, non potest quis mutare pœnam in aliam similem, quando potest pœnam lege præscriptam exequi; imò, licet non possit, non tenetur aliam æquivalentem præstare, ut in superioribus dictum est, et in aliis legibus est certum, in eis non habere locum commutationem proprio arbitrio factam, ut infra dicetur; nulla ergo extensio vel argumentatio per similitudinem rationis habet locum in pœnis, quoad proprium reatum earum, etiamsi maxima congruentia vel similitudo intercedere videatur, ut etiam alibi dixi.

8. Superest dicendum de alterâ parte legis pœnalis, quæ est prohibitio, vel præceptum; nam Joan. Andr. in cap. *Dispendia*, de Rescript. lib. 6, dixit, per similitudinem rationis extendi dispositionem legis pœnalis, licet non extendatur pœna. Et potest suaderi, quia eadem est ratio de hâc lege, quæ de quâlibet aliâ obligante per vim directivam, quia etiam lex pœnalis ut præcipiens, vel prohibens habet suam vim directivam; solùm hoc potest in eâ considerari speciale, quòd ratione adjunctæ pœnæ videtur potiùs restringenda quàm extendenda, quoad hoc ut pœna restringatur, et non extendatur. Sed hoc non cogit, quia pœna est quid accessorium, et directio legis est principale, et ideò non est habenda ratio accessorii, si principale per se spectatum petit vel admittit extensionem; sed lex directiva non adjiciens pœnam extenditur propter similitudinem rationis; ergo et lex pœnalis quoad dispositionem et directionem. Sed hæc sententia inprimis in eo displicet, quòd separat pœnam à dispositione legis; nam, licet verum sit pœnam legis non posse extendi ad eum qui illam legem non violat, cui adjecta est, etiamsi aliam similem violet, ut probant omnia dicta in superiori puncto, nihilominùs, si propter rationis similitudinem extenditur dispositio legis pœnalis, consequenter dicendum est, violari legem illam per actum illum in quo similis ratio militat; aliàs quomodò lex extenditur ad illum actum? Si autem lex violatur, pœna ejus incurritur, quia adæquata est ipsi legi, et sequitur transgressionem ejus, tanquàm accessorium principale. Deinde displicet ipsa assertio, quia licet æquiparatio facta cum aliis legibus directivis, non pœnalibus, videatur probabilis, nihilominùs fundamentum etiam in aliis legibus censeo esse falsum.

9. Dico ergo, nullam legem extendi quoad vinculum obligationis in conscientiâ, quod per se imponit, propter solam similitudinem, vel paritatem rationis ad casum omissum, et nullo modo comprehensum sub significatione verborum legis, etiamsi de tali casu nihil per aliam legem dispositum sit, et sive lex pœnam addat, sive non addat. Ut hanc assertionem probem, suppono distinctionem quamdam, quâ utuntur Imol. Gemin. Tiraquel. et Sylvest. locis citatis, qui dicunt, duplicem esse mentem legislatoris, vel potiùs intepretationem mentis legislatoris, unam comprehensivam, aliam extensivam, quod ego intelligo purè extensivam, generale nomen imperfectiori membro applicando. Comprehensiva interpretatio, vel extensio est, quando per illam declaratur, talem casum, vel personam comprehensam fuisse in mente legislatoris, licet verbis non satis eam declaraverit, ut est casus in cap. *Si postquàm*, § *Si verò*, de Elect. in 6, ibi : *Quæ non solùm, ut quis veniat, sed etiam ex sui mente exigit, quòd usque ad finem negotium prosequatur*, cum similibus. Purè verò extensiva mens, seu interpretatio, dicitur illa, per quam extenditur dispositio legis ad casum non comprehensum sub mente legislatoris, propter similitudinem vel paritatem rationis.

10. Hoc posito sic argumentor : Interpretatio purè extensiva, et non comprehensiva, nunquàm sufficit, ut dispositio legis obliget in casu ad quem fit extensio, ex vi talis legis; sed extensio quæ fit per similitudinem rationis sine adminiculo verborum, nunquàm est comprehensiva, sed pura extensio; ergo ratione illius tantùm nunquàm lex obligat per vim directivam. Quæ ratio procedit tam in lege favorabili, quàm in pœnali, correctoriâ, et quomodocumque odiosâ, ut per se patet. Majorem videntur planè supponere Imol. et Gemin. Imò etiam Sylvest. et probatur, quia formalis ratio constitutiva legis est mens legislatoris, sub quâ voluntatem ejus præcipuè intelligo; ergo quod non fuit sub mente legislatoris comprehensum, non potest sub lege comprehendi; ergo non potest cadere sub legis obligationem ; ergo, si interpretatio fit purè extensiva, non potest sufficere ad obligationem legis. Probatur consequentia ultima (nam cætera omnia per se nota videntur) ex datâ declaratione terminorum,

quia illa dicitur pura extensio, quæ fit ultra totum id, quod sub mente legislatoris comprehenditur. Quòd autem talis sit extensio, quæ fit per solam similitudinem rationis, quod in minori sumebatur, probatur, quia sola similitudo rationis non ostendit, sub voluntate legislatoris comprehensa fuisse omnia quæ similitudinem rationis inter se habent, ut probant omnia dicta de pœnis. Nam, sicut obligatio ad pœnam talem non nascitur ex solâ ratione, sed ex voluntate legislatoris, quæ stante simili ratione potest velle hanc vel illam pœnam, et non aliam, ita obligatio directiva nascitur ex voluntate, et hæc non semper tantùm extenditur, quantùm rationis similitudo, ut in pœnis probatum est, et in rationibus pro primâ sententiâ adductis.

11. Respondet autem Sylvest. verb. *Lex*, quæst. 18, sicut physicè est impossibile, esse eamdem causam, quin sequatur idem effectus, ita loquendo juridicè, esse impossibile, esse eamdem rationem, et non esse idem jus, cùm ratio ipsa sit formaliter jus et lex, nisi hoc sit ex voluntate legislatoris, quam tamen sequi non tenemur, nisi exprimatur. Verùmtamen hæc objectio, ablatâ quâdam æquivocatione, quam involvit, magis confirmat nostram sententiam, quàm eam oppugnet. Æquivocatio ergo sæpè committitur in illo verbo, *eadem ratio;* nam, si rigorosè sumeretur pro verâ identitate rationis, prout à similitudine distinguitur, non procederet ratio contra nos, qui hæc duo distinximus, et nunc de solâ similitudine tractamus; Sylvester autem latiùs loquitur de ratione eâdem, prout antea dixerat: *Si ratio sit par simpliciter, seu eadem, aut certè major.* Sic ergo loquendo de ratione eâdem, pro simili, pari, vel majori, falsa est major, et inepta comparatio, quæ fit causæ physicæ, quæ naturaliter agit, ad rationem, quæ moraliter inducit liberam voluntatem legislatoris; quod ipsemet Sylvest. vidit, cùm addidit: *Nisi hoc sit de voluntate legislatoris:* si ergo legislatoris voluntas potest efficere, ut lex non tantùm extendatur, quantùm par ratio, non est juridicè impossibile, esse eamdem rationem, et non esse idem jus. Falsumque est dicere, quòd talis ratio sit formaliter jus et lex; nam talis ratio per se non sufficit, jus aut legem constituere sine voluntate legislatoris; aliàs non posset legislatoris voluntas facere, ne lex tantùm extendatur, quantùm illa ratio, quia non potest tollere ab illâ ratione quod illi est intrinsecum et formale. Nam ob hanc causam non potest voluntas legislatoris humani facere ut illa ratio naturalis, quæ per se inducit obligationem naturalis legis, et est quasi formale jus naturale, non extendatur, quantùm naturâ suâ potest. Secùs verò est de ratione congruitatis, seu convenientiæ, quæ in lege humanâ reperitur; illa enim ratio per se non est formaliter jus aut ratio, sed potiùs est voluntas, vel saltem non sufficit ratio sine voluntate. Unde libenter admittimus illud principium, quod Sylvest. sumit, quia non tenemur sequi voluntatem legislatoris, nisi exprimatur; nihil autem illum juvat, quia licet legislator non exprimat se nolle ut lex extendatur ad omnia in quibus similis ratio invenitur, non ideò ratio sola per se obligat, ut ostensum est, nisi accedat voluntas legislatoris. Unde retorquetur ratio, quia per talem legem non exprimitur voluntas legislatoris obligans ad talem extensionem; ergo nulla est talis obligatio. Probatur consequentia, quia voluntas legislatoris non obligat, nisi exprimatur; at illa non exprimitur; ergo ex illâ non potest esse obligatio, nec etiam ex solâ ratione; ergo ex nullo capite.

12. Sed dici potest, quòd licet ratio sola non sit lex sine voluntate, tamen est signum voluntatis, præcipuè quando in ipsâ lege exprimitur; ergo tunc tantùm extenditur voluntas, quantùm ratio, et ita ex ratione resultabit interpretatio non tantùm purè extensiva, sed etiam comprehensiva, et sic etiam procedit, quod Bald. et alii dicunt, rationem esse ipsam legem, quia involvit voluntatem, et ideò æquè extendi legem ipsam, ac rationem ejus. Sed hoc, licet possit habere apparentiam aliquam in propriâ identitate rationis, de quâ statim, non tamen in rationis paritate, aut similitudine, quia de illâ falsum est assumptum; nam ratio per se non est sufficiens, nedùm adæquatum signum voluntatis, etiamsi in lege exprimatur, quia est tantùm signum honestatis, vel utilitatis, quam legislator in tali materiâ respicit, ut in illâ per legem ac voluntatem suam necessitatem inducat. Et ideò necessarium non est, nec moraliter verum, aut ordinarium, quòd voluntas legislatoris extendatur ad omnia in quibus potest inveniri similis ratio. Quia, ut dicebam, voluntas pro suâ libertate potest circa unam materiam disponere, et non circa aliam, licet in utrâque inveniatur similis ratio, quia fortassè non expedit in omnibus disponere, et pro suo arbitrio legislator eligit unam materiam potiùs quàm aliam. Exemplum morale est, quia in lege taxante pretium panis aut vini eadem pro-

fectò, vel potiùs similis ratio considerari potest, et nihilominùs lex positiva interdùm taxat pretium panis, et non vini, vel olei, et sic de aliis. Item aliquando lex canonica disponit aliquid in unâ religione mendicante, quod posset simili ratione generaliter disponere, et tamen si lex specialiter loquatur de Prædicatoribus vel Minoribus, non extenditur ad alios, ut patet ex capite *Constitutione*, cum cap. *Non solùm*, de Regular. in 6. Nam prohibitionem factam Minoribus et Prædicatoribus recipiendi novitios ante annum probationis elapsum, eòdem extendit Bonifac. VIII ad aliorum mendicantium ordines, et addit : *Nos pari similitudine rationis inducti*, planè ostendens, antea non habuisse locum extensionem illam, non obstante similitudine rationis.

13. Atque ita ex illo textu fatetur Sylvest. probari sententiam hanc quoad leges pœnales, et dispositiones, seu prohibitiones earum, et in hoc esse communem sententiam, eamque aliis in locis docuisse Joan. Andr. scilicet, in regulâ *Odia*, in 6, et in Clementin. 1, de Elect.; Imol. et Gemin. in dicto cap. *Statutum;* Panormitan. etiam in cap. 1 de Re judic. n. 15. Nam licet dicat, legem pœnalem extendi ad limites rationis expressæ, statim subdit : *Secùs ubi allegaretur simile sub facilioribus terminis, vel paribus*, et citat Innoc. in cap. *Cùm speciali*, de Appellat., apud quem nihil invenio. Atverò, in legibus non pœnalibus, nec correctoriis, plures ex dictis juristis admittunt extensionem, sed nec rationem sufficientem afferunt, nec differentiam sufficientem inter leges pœnales, quoad vim directivam assignare possunt, ut supra dicebam, quia, si leges pœnales non admittunt hanc extensionem, non est propter pœnam adjunctam, quæ est quid accessorium, sed quia voluntas legislatoris ex vi solius rationis similis non comprehendit casus omissos, quæ ratio eamdem vim habet in legibus non pœnalibus, præsertim quia obligatio in conscientiâ etiam est res gravissima, quæ non est extendenda sine majori fundamento, quandoquidem ratione adjunctæ pœnæ similis extensio non admittitur. Denique dicti auctores nullo modo rationibus factis satisfaciunt.

14. Adverto autem, assertionem à nobis positam procedere tantùm ex vi ejusdem legis, et de rigore obligationis, in ordine ad observationem vel transgressionem ejus; hoc enim modo censemus, legem non obligare ad aliquid quod sub verbis ejus aliquo modo non comprehenditur, quantumcumque similis, et æqualis, vel major ratio in illo locum habeat. Quod advertо, quia juristæ sæpè in hâc quæstione loquuntur de usu legum in ordine ad externa judicia, et ad sententiam in eis ferendam, vel ordinem servandum. Et ita dicunt, deficiente lege, procedendum esse à similibus ad similia, et utendum esse lege disponente in uno casu, ex ratione simili illi, quæ in alio casu invenitur, in quo lex nihil disponit. Et in hoc sensu dicere solent, casum similem expresso, non censeri omissum, cùm in utroque par ratio militare videtur, ad quod multa allegat Tiraq. de Retract. consanguin. § 2, Gloss. 1, n. 19. Hæc autem duobus modis possunt intelligi. Primò ut procedatur ex prudenti arbitrio, et rationali conjecturâ, ac præsumptione, quidquid sit de obligatione legis. Et in hoc nullus prudens dubitare potest, tum quia nihil est magis consentaneum rationi et prudentiæ, quàm præcedentum vestigia imitari, et præcipuè per leges superioris approbata, tum etiam, quia jura omnia ad hoc inclinant. Unde dicitur in leg. *Nam*, ff. de Legibus : *Quando lex in uno disponit, bonam esse occasionem, cætera, quæ tendunt ad eamdem utilitatem, vel interpretatione, vel certâ jurisdictione supplendi*, ubi Glossa addit : *Procedendo de similibus ad similia*, et aliis juribus id confirmat. Imò sæpè supremus legislator movetur ex similitudine æquitatis alterius legis, latæ etiam à principe inferiori, ad aliam legem similem, vel proportionalem edendam, qui est casus proprius cap. *Cùm dilecta*, de Confirmat. utili, ubi Glossa, verb. *Similitudine provocati*, alia jura refert, et multa ad hoc congerit Felin. in cap. *Translato*, de Constit. a num. 10, ubi cum Bald. dicit, hanc extensionem habere locum etiam in pœnis procedendo à similibus ad similia, scilicet, in casibus non provisis in jure, quod verissimum est, et usu receptum. Et potest etiam assignari ratio, quia judex debet secundùm leges judicare, juxta doctrinam D. Thom. 2-2, q. 60, articul. 5. Ergo, ubi deest lex expressa, optimè faciet, utendo similitudine rationis. Et sic dixit Menoch. libro 1 de Præsumpt. q. 5, num. 8, quando præsumptio, licet non sit scripta expresse in lege, magnam cum scriptâ affinitatem vel similitudinem habet (quod maximè contingit ob majorem, vel eamdem rationem), de illâ judicandum esse, ac de ipsâ scriptâ, et ita inquit : *Cùm casus omnes lege comprehendi non potuerint, procedimus de similibus ad similia.*

15. Secundò potest id intelligi, ut ad hoc teneantur judices, etiam ex obligatione legis; quod non est tam certum, est tamen valdè

probabile. Si tamen id verum est, non oritur obligatio ex solâ lege disponente in casu simili per se spectatâ, sed ex aliis legibus approbantibus consuetudinem illam, et ordinantibus, ut servetur, ut sumi potest ex l. *Non possunt*, ff. de Legib, ibi : *Is, qui jurisdictioni præest, ad similia procedere, atque ita jus dicere debet*, ubi verbum, *debet*, licet ambiguum sit, satis indicat obligationem, maximè concurrente communi consensu et consuetudine. Dici etiam potest, hoc extensionis genus esse necessarium secundùm jus, quia se habet sicut præsumptio juris et de jure, contra quam non admittitur directa probatio, et ideò judices eam sequi in judicando tenentur, nisi contingat oppositum aliunde evidenter constare. Ita ergo in præsenti, ubi aliàs non constiterit manifestè de contrariâ mente legislatoris, tenebitur judex uti extensione legis secundùm rationem similitudinis, ubi casus aliter non potest aperto jure decidi.

16. Secundò principaliter dicendum est, ex identitate rationis rectè fieri extensionem comprehensivam legis ad casum non comprehensum in verbis, si constiterit rationem illam esse adæquatam, solùmque animum legislatoris induxisse, quod ex materiâ, et circumstantiis, ac verbis legis inspiciendum est. Hanc assertionem pono propter sententiam valdè communem, asserentem, ex identitate rationis extendendam esse legem, quam in aliquo sensu veram esse negare non possumus, primò propter auctoritatem canonistarum, et legistarum, qui ferè in hâc assertione conveniunt; nam, licet differre soleant in majori vel minori illius extensione, ut infra dicam, tamen in generali ferè omnes illam admittunt; secundò propter varia jura quæ hoc indicant, quanquàm (si attentè expendantur) ferè nunquàm separant omninò rationem à verbis, quia non colligunt ex identitate rationis mentem legislatoris fuisse comprehendere aliquem casum non satis expressum in verbis, nisi vel extendendo verba in aliquâ significatione saltem lata, vel impropria, vel quia alia necessitas cogit, ut, quòd aliàs lex esset injusta, vel absurda.

17. In hoc ergo solet assertio probari primò ex ultimâ regulâ juris in 6 : *In legem committit, qui verba legis complexus, contra legis nititur voluntatem*. Quæ habetur in leg. *Non dubium*, c. de Leg. et sumitur ex leg. *Scire*, et l. *Contra*, ff. de Legib.; tamen, ut eisdem locis Glossæ advertunt, ille dicitur amplecti verba, et non voluntatem legis, qui non accipit verba in eâ significatione, quam legislator intendit, quamque posset facilè ex legis ratione intelligere, et ita licet verum sit, legem comprehendere quidquid ratio ejus exigit, non tamen sine aliquo significato verborum, cui ratio accommodetur. Et ita Glossæ in omnibus dictis locis exempla ponunt in eo qui fraudulenter adhæret materialibus verbis, et ab intentâ significatione recedit, ut si prohibetur agere, non agit per se, agit autem per alium; si prohibetur mutuare non mutuat, sed vendit pecuniâ creditâ, et sic de aliis. Deinde afferri potest dictum cap. *Si postquàm*, § *Si verò*, de Elect. in 6, ubi lex præcipiens alicui, ut ad curiam veniat, extendit, ut etiam præcipere intelligatur, ut ille à curiâ sine licentiâ ante finitum negotium non discedat. Quod dicitur esse ex mente, licet non videatur esse ex verbis, quia ratio præcipiendi adventum non est propter ipsum tantùm, sed propter negotium præsentialiter peragendum. Nihilominùs tamen hæc extensio, quæ comprehensiva sine dubio est, licet sit ultra expressam et rigorosam significationem verbi *veniendi*, consideratâ nihilominùs materiâ et circumstantiis, non est omninò extra latam et usitatam significationem verbi *veniendi;* nam qui dicit se ire aliquò ad aliquod negotium, virtute dicit, se ire ad permanendum ibi, quamdiù negotium postulaverit, quod moraliter magis intelligitur in eo qui venit ex præcepto, quia magis pendet ex voluntate præcipientis.

18. Tandem facit cap. *Quia in insulis*, de Regul., quod de monachis loquitur, et extenditur secundùm omnes ad omnes religiosos in insulis habitantes, ut ante decimum octavum annum non admittantur, ob rationem textûs, scilicet, quia in illis locis durior est monachorum congregatio. Sed datâ hâc extensione, constat ex usu nomen monachorum sæpè in latâ significatione pro religiosis sumi, et sic invenitur in multis aliis. Aliquando autem videtur fieri extensio omninò præter verba, imò quodam modo contra illa, ut in dictâ l. *Scire etiam*, § *Aliud;* sed ibi cogebat alia necessitas vitandi absurdum, ut supra dixi. Aliud exemplum sumo ex lege *Illud*, ff. Ad leg. Aquil. ubi dispositio quædam loquens de furto, ad omne damnum injuriosum extenditur, et subditur probatio, quia ratio, quæ in furto movit, eadem in damno injuriæ invenitur, unde sequitur, ut idem debeat existimari. Sumitur etiam optimum exemplum ex leg. *Cùm mulier*, ff. solut. matrimon. Dixerat enim lex : *Cùm mulier adulterata fuerit viri lenocinio, non privatur dote ;* et subjungit, *audiendum esse, qui dixerit ex mente legis, virum non*

posse accusare uxorem in eodem casu, utique ex ratione legis, quæ attentâ justitiâ æquè utrumque postulat, nimirùm, quia tunc uxor non intendit injuriam marito, quia volenti non fit injuria, quæ ratio tam excludit maritum ab accusatione, quàm à retentione dotis. Quamvis dici etiam possit, hoc virtute fuisse comprehensum in verbis legis, licet non expressè, sed per quamdam consecutionem, quia qui justè puniri non potest, profectò nec accusari potest, utique servatâ proportione et respectu ejusdem.

19. Atque hinc facilè exponitur ultima pars assertionis, videlicet, ut hæc extensio comprehensiva ex identitate rationis locum habeat, necessarium esse, ut ratio sit adæquata legi. Duo autem ad adæquationem necessaria sunt, unum, ut ratio per se sola moveat sufficienter et efficaciter ad legem condendam; aliud, ut sit veluti finis unicus integrè intentus per legem. Ratio prioris partis est, quia, si illa ratio per se spectata et sola non moveat, sed conjuncta cum aliis, ergo licet in aliis casibus inveniatur, non potest ex illâ inferri, fuisse comprehensos sub mente legislatoris, quia potuit non moveri ad illos ex defectu aliarum rationum, vel circumstantiarum. Ratio verò alterius partis est, quia si ratio non sit integrè et adæquatè intenta, non oportet, ut comprehendat omnia, quæ illam participare possunt. At verò quando sic est adæquata, et integrè intenta, oportet salvari integrè, et ideò ex vi illius fit omnis ampliatio, quæ necessaria est ad vitandam omnem fraudem, et circumventionem legis. Et ita procedunt vulgaria jura in hâc materiâ l. *Adigere*, § *Si patronus*, juncto § *Si verò*, ff. de Jure patronat., et optimè in l. *Cùm pater*, § *Dulcissimis*, ff. de Legat. 2, et alia, in quibus ex ratione extenditur lex ad eos casus in quibus fieret fraus legi, nisi lex ita ampliaretur.

20. Addo verò ulteriùs, ut regula data procedat, necessarium esse, rationem legis esse adeò intrinsecam, et universalem ad casus omnes, qui ex vi illius in lege comprehendi dicuntur, ut in eâ habeant connexionem necessariam in ordine ad justitiam, et prudentiam legis, id est, ut sit contra rectam rationem, vel contra prudentiam, in quibusdam casibus ob talem rationem disponere, et non in omnibus eamdem rationem æquè participantibus. Nam, si talis non sit ratio, non potest sola illa cogere ad talem extensionem faciendam, nisi aliunde sumatur ex verbis ejusdem legis, vel ex aliis juribus. Probatur ratione sæpè factâ, quia lex pendet ex voluntate; voluntas autem pro suâ libertate potest unum velle, et non aliud, etiamsi in utroque sit eadem ratio volendi. Et quando non intercedit dicta connexio, poterit etiam id fieri sine injustitiâ, vel etiam sine imprudentiâ, quia fortè non expedit, vel non oportet omnia velle, seu de omnibus similibus æquè disponere, et quando non est disparitas inter illos, libera est electio, etiam secundùm prudentiam, vel certè licet in propriâ ratione legis sit æqualitas, ex aliis circumstantiis potest in aliquâ materiâ magis movere.

21. Exemplum sumi potest ex cap. 1 de Tempor. ordin. in 6, ubi priùs ponitur ratio generalis vitandi periculum imminens, quòd indigni ordinentur, si extra patriam in locis remotis ad ordines admittantur, et nihilominùs postea non fit prohibitio generalis, sed per illa verba : *Ut nullus episcoporum Italis*, etc., ubi Glos. quærit, an extendatur prohibitio ad episcopos Germaniæ quoad Italos ibi peregrinantes, et priùs dubitat propter rationis identitatem; tandem verò ait non esse admittendam extensionem. Quod mihi certè verissimum semper visum est, tum quia non frustra pontifex in specie locutus est de episcopis Italiæ, et de clericis ultramontanis, qui ab eis ordinantur sine litteris dimissoriis, et de illis tantùm loquitur, applicando ad illos specialiter rationem generalem, quod facere potuit, vel quia magis in eâ provinciâ periculum imminebat, quia frequentiùs ad illam confluunt ultramontani, quàm è converso Itali ultra montes, vel quia faciliùs poterat ultramontanus habere remedium in Italiâ existens, quàm è contrario, ut ibi Glossa notavit. Et ita, licet ratio sit eadem, tamen applicatio non est eadem, et potuit prudenter ad unam materiam fieri, et non ad aliam. Et ideò illa ratio ut generalis non fuit adæquata illius legis, sed illa secundùm specialem gradum et modum periculi in tali regione imminentis. Quæ doctrina potest facilè ad alia exempla applicari; nam in præceptis Ecclesiæ possunt multa inveniri similia.

22. Atverò, quando ratio legis est talis, ut in eâ habeant connexionem, tam quæ in lege exprimuntur, quàm quæ videntur omissa, tunc rectè ex vi rationis intelliguntur omnia comprehensa, ut probat optimè exemplum adductum ex l. *Cùm mulier*, et similia. Et ratio est, quia lex præsumitur esse justa, et prudenter,

ac debito modo à legislatore lata; non esset autem talis, nisi esset adæquata rationi suæ. Inde verò fit, quod sæpè indicavimus, hunc modum extensionis legis ex vi rationis semper fieri, aut mediante ampliatione et extensione verborum in aliquà significatione, saltem minùs proprià, aut ad vitandam absurditatem aliquam vel injustitiam legis, ut sufficienter patet ex discursu et exemplis adductis. Et specialiter declarari potest, quia ex vi rationis non potest fieri extensio comprehensiva, nisi sufficienter per illam indicetur voluntas legislatoris, quia voluntas mente retentà et non manifestatà non obligat; ergo vel manifestatur per verba, quia ratio cogit, ut sic illam interpretemur, vel si omninò desunt verba, quia eadem ratio cogit, ut ea suppleamus, vel alio modo ad talem sensum illa accommodemus. Hoc autem nunquàm licere potest, nisi quando id necessarium est ad vitandum aliquod absurdum in lege, cujus optimum exemplum est in dicto § *Aliud*.

23. Quapropter non probo regulam datam à Panormit. in cap. *Quia in insulis*, de Regular. n. 3, quòd legis dispositio ampliari debet, vel restringi ad limites rationis expressæ, etiamsi verba non patiantur, nec sit alia necessitas præter applicationem ejusdem rationis. Unde infert textum illum, licet expressè loquatur de monasteriis insularum, quia pro ratione reddit, quòd *ibi est dura congregatio*, extendi ad omnem duram religionem ubicumque existentem. Quod profectò mihi incredibile est, quia illo modo infinita esset extensio in legibus facienda, et quia regula illa nullâ ratione nititur, ut ostendi, et quia in illo particulari exemplo pontifex non consideravit quamcumque asperitatem religionis, sed illam quæ ex tali situ loci nascitur, et illa est propria et, ut ita dicam, identica ratio legis; durities verò aliunde proveniens alterius est considerationis. Unde magis est ibi similitudo rationis, quàm identitas, et procedunt omnia dicta in priori puncto. Nec jura, quæ Panormit. allegat, illi quidquam favent; nam ferè omnia in discursu capitis longè aliter explicata sunt, et l. *Pater*, § *Fundum*, ff. de Leg. 3, quam etiam adducit, potiùs probat oppositum; nam quia testator expressè dixit : *Quoad vixerit*, non extenditur dispositio ad successores hæredis, etiamsi ratio sumpta nudè id postulare videretur, ut Glossa etiam advertit.

CAPUT IV.

Expediuntur nonnulla dubia circa extensionem legis ob identitatem rationis, vel aliis modis.

1. Circa superiorem doctrinam nonnulla dubia supersunt, quæ breviter expedienda sunt. Primum est in quibus legibus locum habeat prædicta extensio. Multi enim auctores dicunt, hanc extensionem per identitatem rationis habere locum in lege favorabili, et maximè si cedat in salutem animæ. Quod tradit Panormit. in cap. *Ex tenore*, Qui fil. sint legit. et ibi Joan. Andr. Hostiens. et omnes. Item Felinus et alii in capite *Translato*, de Constitu., et in capit. ultimo de Præscrip. Bart. Authent. *Sacramenta puberum*, Cod. *Si advers. vendit*, ubi in scholio multi alii referuntur, et alios refert Covar. in 4, p. 2, cap. 6, n. 12; Flami. de Resignat. beneficior. lib. 11, q. 2, n. 17. Potest verò hoc intelligi, vel quando extensio fit ex vi solius rationis propter necessariam connexionem aliorum casuum cum illâ, seu propter injustitiam aliquam, vel absurditatem legis vitandam, vel quando fit non ex necessitate, sed ex congruitate, quia verba facilè illam extensionem complectuntur. In priori sensu non est illud proprium legis favorabilis, sed ampliùs extenditur, ut jam dicam. Unde non est exclusivè id accipiendum, sed tanquàm magis certum et faciliùs admittendum. Idemque dicendum erit de lege favorabili animæ comparatâ ad alias favorabiles. In posteriori autem sensu est hoc proprium legis favorabilis, quia generatim, et quasi per antonomasiam convenit ei quæ animæ favorem continet. Est autem intelligendum de extensione intra aliquam proprietatem verborum, ut jam declaratum est.

2. Unde infero, eo modo, quo lex recipit extensionem comprehensivam ex solâ identitate rationis, non solùm habere locum in lege favorabili, aut non pœnali, sed etiam in pœnali. Ita docent plures ex citatis auctoribus, præsertim Sylvest. et Angel. cum Imol. et Gemin. in dicto cap. 1, de Tempor. ordi. in 6, et in dicto cap. *Si postquàm*, Panormit. frequenter, cap. ult. de Rescrip. num. 10 et 11, et in cap. *Nihil*, de Elect. n. 9, ubi etiam de correctoriis loquitur, et in Clement. 1 de Rescrip. n. 2, et in Clem. 1 de Elect. n. 8, quibus locis varia in utramque partem adducit, ipse autem non solùm est constans in illâ sententiâ, sed etiam valdè illam extendit. Idem tenet alios referens Rochus Curt. de Consuet. sect. 4, n. 23. Item Navar. in cap. *Pœnæ*, de Pœnit. d. 1, ubi pluribus modis hoc extendit. Item Covarr. in

cap. *Alma*, p. 2, § 4, num. 7; Anton. Gom. 1 Variar. cap. 5, num. 1, et cap. 11, num. 12; Gutier. lib. 1 canonicar. Quæstion. cap. 10, n. 13. Debet autem hoc intelligi, non de extensione solius pœnæ; hæc enim nunquàm fieri potest, ut dixi, nec in illâ potest inveniri identitas rationis, cùm magis pendeat ex voluntate quoad determinationem, seu qualitatem pœnæ. Nec etiam debet intelligi de extensione quoad solam obligationem præcepti (ut aliqui ex dictis auctoribus sentire videntur), quia, si obligatio extenditur, consequenter extendetur pœna, quia absolutè ponitur contra legis transgressores, et quia est accessorium, quod sequitur suum principale, nisi ipsâ lege expressè restringatur ad certum peccandi modum. Tunc enim ex defectu illius poterit non incurri pœna, ut in materiâ de Censuris sæpè dictum est. Et ideò cum proportione intelligitur assertio de totâ lege etiam pœnali. Præterea debet intelligi quando talis comprehensio ex vi rationis necessaria est ut verè et integrè impleatur ratio legis, vel ut sit justa et rationabilis, ut explicatum est, tunc enim est evidens necessitas, quia non minùs efficax, et justa, ac rationabilis debet esse lex pœnalis, quàm quælibet alia.

3. Et hinc facilè solvuntur contraria, quæ objici possunt ex illis regulis, quòd pœnæ sunt restringendæ, et leniendæ, et benignè interpretandæ. Hæc enim omnia de extensivâ interpretatione intelligi possunt, ut Gemin., Imol., Sylvest. et alii volunt. Sed non placet expositio, quia etiam in non pœnalibus illa interpretatio locum non habet, saltem quoad propriam legis obligationem, de quâ nos præcipuè tractamus. Dico ergo, extensionem comprehensivam duplicem distingui, unam necessitatis, aliam congruitatis; sicut enim præsumptio duplex distinguitur à juristis, una necessaria, alia probabilis, seu voluntatis; ita etiam extensio comprehensiva ex vi rationis duplex esse potest, una omninò necessaria ad justitiam, vel rectitudinem, et in gratiam observantium leges, alia non necessaria, seu voluntaria, quia licet in uno sensu possit lex multa comprehendere justè, et sine inconvenientiente, alia minor comprehensio sufficit ad justitiam legis et proprietatem verborum cum ratione etiam legis servandam. Dico ergo, generales illas regulas de non ampliandis legibus pœnalibus, intelligi de interpretatione (ut ita dicam) voluntariâ, id est, sine quâ potest conservari prudens dispositio et justitia legis, quia infra hanc latitudinem benignè semper est interpretanda lex pœnalis. Quando verò extensio est necessaria ad justitiam legis, secùs est, et ita intelligenda est Gloss. in Clement. 2, de Ætat. et Qualit., verb. *In his*, ideòque meritò dicunt multi ex dictis auctoribus, hanc comprehensivam non esse propriam extensionem, sed adæquatam legis interpretationem, quæ in pœnalibus etiam servanda est. Propter quod etiam supra dicebamus, per se loquendo debere pœnalem legem ampliari ad omnia comprehensa sub aliquâ propriâ significatione verborum, licet amplectenda sit minùs ampla, dummodò propria sit.

4. Atque ex prædicto fundamento sequitur, idem esse dicendum etiam in lege correctoriâ, ut apertè dicunt Panormit. Rochus, et alii supra allegati, et Tiraquel. cum multis dicto § *Libertis*, n. 45, et sumitur ex Gloss. in Clem. 1 de Elect. verb. *Eligatur*. Imò idem sequitur, etiamsi simul pœnalis, sive odiosa et correctoria sit, ut ex eisdem sumitur, et ex aliis, quos refert Matienz. lib. 5 Recop. tit. 11, l. 19; Gloss. 2, n. 5; Gutier. de Juram. p. 3, cap. 2, n. 8. Et de lege exorbitante generaliter; idem tradit Bart. in l. *Si constante*, ff. Solut. Matrim. 44; Jason n. 73; Menoch. lib. 4, præsum. 89, n. 37; Tiraq. in dictâ l. *Si unquàm*, § *Libertis*, n. 44 et 61. Denique in quâcumque lege, quantùmvis gravis cogitetur, dummodò æquitatem legis retineat, ratio facta procedit, rectè applicatâ et explicatâ rationis identitate, eritque semper multò facilior extensio, si verba in aliquâ significatione, licet latissimâ, possint casum comprehendere, ut per varia exempla exponit Rochus dictâ sect. 4, n. 12.

5. Quidam autem hoc limitare videntur, dùm dicunt, hanc extensionem in pœnalibus, correctoriis, et exorbitantibus, habere locum, quando alioqui sunt favorabiles, ut dicit Tiraq. supra dicto n. 61, vel quando sunt propter utilitatem animæ, ut ait Felin. in cap. *Translato*, n. 13, de Constitut., vel in favorem Ecclesiæ, ut dixit Glossa in cap. *Sciant cuncti*, de Elect. in 6, vel in favorem boni publici, ut ait idem Felin. infra num. 14, et Navarr. in dicto cap. *[illegible]*, et sentiunt alii, quos refert Rochus dictâ sect. 4, n. 20. Hæc verò et similia vel dicta sunt de extensione non necessariâ, vel non exclusivè, seu restrictivè intelligenda sunt, sed quasi per antonomasiam, et ob majorem certitudinem, sicut in similia paulò ante explicuimus. Nam, si extensio

est comprehensiva et necessaria ad justitiam, et plenam observantiam legis juxta vim rationis ejus, tunc generaliter servanda est regula in quâcumque lege quomodocumque exorbitante, dummodò vera lex sit; si vera ratio non cogat similiter ad talem extensionem, tantamque comprehensionem, tunc licet in aliis pœnalibus vitanda sit extensio, in his privilegiatis (ut ita dicam) admitti potest, et interdùm debet, quia (ut supra dixi) licet lex pœnalis sit, vel odiosa ex uno capite, potest ex alio tantùm continere favorem, tantique momenti, ut in eâ servanda sint principia legis favorabilis, potiùs quàm odiosæ. Et juxta hæc possunt non difficilè varia dicta doctorum conciliari, quæ in specie verborum non solùm diversa, sed etiam contraria sæpè videbuntur, non tamen sunt, quia de diversâ extensione, et de diversâ rationis unitate, seu similitudine, aut identitate loquuntur, licet hæc omnia pauci distinguant.

6. Quærunt verò dicti auctores, an hæc intelligenda sint tantùm de ratione expressâ in lege, vel etiam de non expressâ, sed ab interpretibus excogitatâ. Sæpè enim auctores videntur doctrinam datam restringere ad rationem in lege expressam. Ita Panormit. in cap. 1 de Jurament. calum. n. 8, et in cap. *Nihil* de Electio. n. 9, et idem sentit. Bart. in dictâ Authent. *Quas actiones*, et alii; ibi præsertim ubi extensio fit in materiâ non favorabili, ut pœnali, vel correctoriâ. Et ad hoc induci potest lex *Præter*, § *Julius*, ff. de Legat. 3, ibi : *Cùm hoc nudum præceptum esset*, et indicat ibi Glossa. Nihilominùs contrarium docent multi, videlicet, sufficere rationem subintellectam, licet expressa non sit, dummodò satis certò constet, illam et non aliam potuisse esse rationem legis. Ita sentit. Barth. in l. *Item quæritur*, § *Qui impleto*, ff. Locati, n. 10, et Bald. in l. *Maximum*, C. de Lib. præter. n. 4, et Cyn. in l. *Non dubium*, C. de Legib. et Panormit. in Clement. 1 de Rescriptis, cum Glossâ ibi; idem in cap. Fin. de Rescrip. Felin. in cap. *Translato*, de Constitut. ultimo notab. Angel. verb. *Lex*, num. 8; Sylvest. q. 18; Anton. Gom. Variar. cap. 11, n. 12. Fundamentum est, quia potest sufficienter constare de ratione legis, etiamsi scripta non sit; ergo idem operabitur. Probatur consequentia, quia non habet dictum effectum, quia scripta est, sed quia in se talis est. Nihilominùs tamen quia quando est scripta, pars est legis, et de illâ certissimè constat, et per contextum constare etiam potest, quomodò determinet alia verba legis; ideò regulariter vix habet locum cum obligatione hæc extensio ex vi rationis, nisi scripta sit. Quando verò non est scripta, juxta legis qualitatem et materiam poterit extensio fieri cum majori vel minori certitudine præsumptionis, et interdùm poterit esse tam evidens, vel communiter recepta, ut ad obligationem legis sufficiat.

7. Ulteriùs inquiri potest, an præter dictos modos extensionis legis, alii dari possint; solent enim recenseri alii peculiares modi extendendi leges, etiam pœnales et onerosas, qui attinguntur à Navar. in dicto c. *Pœnæ*, ex Franc. et Dominic. in c. 1. de Tempor. ordin. Sed si rectè spectentur, omnes ad superiores reducuntur, et juxta illos intelligi debent ut veri sint. Quod breviter declaro, attingendo præcipuos. Unus est, ut fiat extensio legis ad correlativa ex Glossâ, Barth. et Bald. quos ibi citat Navarr. supra, et idem dicit in Sum. cap. 22, num. 72, et Rochus dictâ sect. 4, n. 15 et 16, et Ripa in l. *Ait prætor*, § *Si judex*, ff. de Re judic., ubi alii. Intelligendum autem hoc est inprimis de correlativis, ut talia sunt, ut maritus et uxor, pater et filius, mensura et mensuratum, ut se respiciunt; nam si materialiter spectentur, non habent connexionem. Deinde necessarium est, ut eadem ratio in eis vigeat, ita ut non possit in uno procedere, nisi attingat aliud, vel certè, ut ratio justitiæ postulet, ut dispositum de uno habeat locum in alio; alioqui relatio parùm refert ad extensionem. Exempla varia in dictis auctoribus videri possunt.

8. Alius modus extensionis est per radicationem plurium casuum in eodem principio, seu radice; nam unâ etiam lege prohibentur, juxta illud Justiniani imperatoris in l. ult., C. de Nuptiis : *Cùm ex unâ radice vitium nascitur, consequens est, ut eâdem lege tollatur*. Qui modus etiam debet intelligi quando ratio et radix prohibitionis una et eadem est in utroque casu, ut exposuit Glossa in cap. *Fraternitatis*, de Testib. verb. *Novis*. Item explicandus est de identitate rationis eo modo, quo illam declaravimus. Erit autem res evidentior, si radix ipsa sit materia legis; nam, si lex excludat radicem, quidquid ex eâ oritur, videtur exclusum, ut dixi Bald. in dictâ l. *Maximum*, C. de Lib. præter. n. 4. Similis modus extensionis est inter ea quæ se consequuntur, seu connexa sunt, quem modum posuit Anton. de Butr.

in c. ult. de Consuet. limitat. 4, et latè Rochus ibi sect. 4, n. 16, et attingit Navar. dicto cap. *Pœnæ*, n. 11 et 12, ex Glossis, quas allegat. Et varia exempla adducunt, quæ majori indigebant examine, sed non possumus ad singula descendere. Existimo igitur, secundùm eadem principia posita esse de extensione judicandum, scilicet, ut connexio tanta sit, ut non possit, v. g., unum prudenter vel justè prohiberi, quin prohibeatur aliud, sicut de correlativis dictum est. Contingere etiam poterit, ut unum sub alio contineatur, tanquàm imperfectum sub perfecto ejusdem rationis, ut affinitas sub consanguinitate, vel tanquàm pars sub toto, vel commutatio sub dispensatione, et tunc procedit regula à minori, non è contrario, et sic intelligit Panormit. in cap. *Dilecti filii*, de Arbit. n. 4 et 5, et colligitur ex illo textu. Item potest fieri, ut ratione connexionis unum comprehendi censeatur sub alio secundùm communem usum, et tunc non fiet extensio ex vi solius rationis, sed etiam propter significationem verborum, in quâ plurimùm valet communis usus, ut latè Felin. Procem. Decret. n. 3 et sequentibus.

9. Alius præterea modus extensionis est per æquiparationem casuum per aliam legem priùs factam; nam tunc dispositum in uno per aliam legem consequenter censetur dispositum in aliâ, juxta Glossam et doctores in l. *Si quis servo*, Cod. de Furtis, et Bart. et alios in l. *Ut tantùm*, ff. de Serv. corru. et notat Abb. alia referens in c. *De multâ*, de Præl en. n. 18; Roch. dictâ sect. 4, n. 14; Jas. in l. *Transigere*, c. de Transact.; Navarr. dicto cap. *Pœnæ*, n. 14, et idem ferè num. 15. Hic verò modus extensionis, si in solâ ratione legis fundetur, juxta prædicta moderandus est; si autem fundatur in dispositione alterius legis, tunc ponderanda sunt verba legis facientis æquiparationem, et in eo servanda est regula, in quo facta est æquiparatio, et non ultra, ut attingit Sylvest. verb. *Pœnæ*, q. 4, et ibi Angel. et latiùs Crottus in l. *Si constante*, 2 lect., ff. Solut. matrim. et Bernar. Diaz regul. 429. Et tunc propriè non fit extensio in eâdem lege, sed una extendit effectum alterius, et ideò solet hæc extensio vocari à juristis passiva, et non activa, ut videre licet in Bart. supra, et Rocho, n. 9.

10. Alius item modus addi potest, quando lex loquitur in determinato casu gratiâ exempli; nam tunc extendenda est ad casus similes. Quem modum ponunt Sylvest. verb. *Lex*, q. 20, verb. *Quartò*, et Angel. ibi n. 7. Sed hic etiam modus locum habet juxta distinctionem datam de identitate, vel similitudine rationis; nam sola similitudo, nisi sit etiam in identitate specificâ, non sufficit, cum hâc verò identitate sufficit, ut patet ex multis decisionibus canonum; et in legibus, quæ ferri possunt per sententiam principis in particulari casu, ut supra dictum est, et nihilominùs intelliguntur esse generales leges. Identitas autem illa optimè explicatur per motivum et rationem virtutis, sub quâ talis actus prohibetur, vel præcipitur; nam, si fuerit lex lata in tali casu intuitu religionis observandæ, vel sacrilegii vitandi, ubi in simili casu eadem specifica ratio religionis, vel sacrilegii intervenerit, lex extendetur, et idem est de ratione justitiæ. Et hoc declaratur benè ex l. 1, ff. uti possi. juncto § *Nam interdictum prætoris*, loquens de possessione domûs, extenditur ad possidentem agrum, vel quamcumque rem similem, quia nimirùm eadem est ratio justitiæ in illis omnibus, cujus intuitu interdictum latum est. Et ita ex materiâ, vel ex ratione legis, vel ex aliâ lege, vel ex naturali ratione, non erit difficile intelligere, quando lex loquatur in particulari casu, gratiâ exempli, vel per aliam occasionem. Et sic etiam procedit alia sequens regula, quòd lex loquens in speciali casu, quia frequentiùs accidit, extenditur etiam ad similes, licet rariores sint, dummodò ejusdem rationis sint in ratione virtutis, aut vitii, ad quam respexit lex. Quod notavit Glossa in 1, c. de his qui ad Eccles. verb. *Judæi*, et in l. unic. c. de Rapt. virg. verb. *Sponsam*. Idem Rebuff. in tract. Nominat. q. 5, num. 25; Ugol. de Excommun. tab. 2, cap. 23, § 6, n. 6. Et eâdem regulâ usus sum alibi explicando cap. *Quoniam multos*, 11, q. 3. Omnia verò fundantur in identitate rationis, quæ attentè et secundùm omnes circumstantias positas spectanda est, ut explicavi.

11. Ultimò inquiri potest, an hujusmodi extensio locum habeat non solùm in casibus, seu actionibus, sed etiam in personis, locis, ac temporibus, etc. Ad quod potest generaliter responderi affirmando, si ratio, aut verba legis, servatâ proportione talem extensionem, vel ampliationem requirant. Addo tamen propriè et immediatè hanc extensionem fieri ad casus, seu actiones, quia illæ sunt proxima materia legum, et ideò de his præsertim locuti sumus; consequenter verò etiam fieri ad pœ-

nas, quatenùs fieri potest ad maleficia, seu delicta. Addo etiam propriissimè fieri ad personas, tum quia etiam lex loquitur ad personas, et illas obligat, tum etiam quia actiones per respectum ad personam variari possunt. Et ideò etiam de hâc ampliatione legis frequentissimè loquuntur auctores, et varia ejus exempla videri possunt in Rocho, supra dictâ sect. 4, n. 12; Tiraq. in dicto § *Libertis*, n. 28 et sequentib.; Anton. Gabr. lib. 6, tit. de verbor. Significat., ferè per totum.

12. Ad loca verò potest quidem fieri extensio intra latam vocis significationem, quando saltem sub illâ potest nomen loci in lege positum extendi ad alia loca, vel quia nomen est ambiguum, et ex frequentiori usu, vel ex materiâ aut ratione legis determinatur, vel quia per connexionem unus locus sub alio continetur, ut suburbia nomine populi, vel populi subjecti sub nomine civitatis, juxta l. *Qui ex vico*, ff. Ad municip. et quæ insimul docent Barth. in l. 2, c. Quæ sit longa consuet. q. 36; Roch. dictâ sect. 4, n. 17. Seclusis autem omninò verbis, aut nunquàm, aut rarissimè potest fieri talis extensio. Et ratio in generali reddi potest, quia si locus sit extra territorium legislatoris, clarum est, non posse ad illum fieri extensionem legis, quoad obligationem ejus, juxta regulam cap. 2, de Constitut. in. 6. Sed ad summum per imitationem poterit ad unum locum applicari lex alterius per modum exempli, vel auctoritatis. Si autem extensio fiat ad alium locum contentum in territorio, non verò comprehensum ullo modo sub loco pro quo legislator expressè voluit legem ferre, non poterit esse extensio comprehensiva, cùm intentio legislatoris satis limitetur per definiti loci expressionem, ut supra attigi cap. 1 de Tempor. ordin. in 6; nam ratio ibi adducta videtur generaliter procedere, moraliter loquendo.

13. At verò extensio legis ad tempus fieri non potest, nisi ad præteritum, vel futurum; nam de præsenti semper lex loquitur, ut constat, et non sunt plures temporis differentiæ. De extensione autem ad præteritum dictum est lib. 3, cap. 14, tractando, quomodò lex feratur circa præterita, declarando, non disponendo, et ideò talis extensio rectè fit per vim rationis in lege expressæ, quando ex illâ colligi potest, legem esse declarativam, et non tantùm constitutivam; idemque erit, quoties ex quolibet alio verbo, vel ex materiâ id constare potuerit, nec aliter fit illa extensio. Respectu autem futuri temporis non est vera extensio; nam hæc est propria legis natura, ut ad futura feratur, juxta l. *Leges et constitutiones*, c. de Legib., et ideò potiùs regula erit, legem de se comprehendere futurum tempus, nisi restringatur, quia lex semper loquitur, et ideò licet de præsenti loquatur, semper in quolibet futuro tempore, quando est præsens, idem disponit. Addit verò Panormit. in cap. 2 de Constitut. n. 2, quòd si lex remittat delictum, tunc non extenditur ad futura, ne det materiam delinquendi. Plus verò dicitur, in l. *Cùm lux*, ff. de Legib., videlicet, *cùm lex in præteritum quid indulget, in futurum vetare*, utique ex mente legis, et ita ibi fit quædam extensio ad futura, quia indulgendo præterita, supponit, illa esse mala, vel prohibita, quam prohibitionem non revocat indulgendo præterita, sed potiùs tacitè confirmat.

CAPUT V.

Quando et quomodò possit lex per interpretationem restringi.

1. Materia hujus capitis eadem ferè est, quæ præcedentis; nam cùm restrictio opponatur extensioni, eamdem ferè doctrinam cum proportione admittit; sic enim oppositorum eadem solet esse ratio; nam quot modis unum dicitur, tot dicitur reliquum. Quia verò materia solet esse obscura, et perplexa, ideò aliqua in particulari dicere, necessarium visum est. Restrictio ergo, sicut extensio, accipi solet, vel per comparationem ad verba juxta varias eorum significationes supra positas, scilicet, aut propriam naturalem, aut propriam civilem, aut impropriam, vel per comparationem ad rationem legis; per comparationem autem ad mentem non potest dari restrictio, nimirùm, quæ aliquid eximat ab obligatione legis, quod fuerit comprehensum sub mente legislatoris; id enim repugnantiam involvit, stando in vi interpretationis, nisi intercedat dispensatio, quæ superiorem potestatem requirit, ut infra dicetur. Nam mens legislatoris, seu voluntas est ipsa lex, seu unde habet lex vim obligandi; ergo impossibile est per interpretationem aliquod eximere à lege, quod non eximatur à mente legislatoris Igitur omnis restrictio legis eò tendit, ut mentem ipsam legislatoris ad pauciora coarctet, quàm verba, vel ratio legis præ se ferre videantur. Ad majorem autem claritatem distinguere possumus, aliud esse non extendere legem, aliud restringere illam; nam inter extensionem et restrictionem potest medium intelligi, per adæquationem ad verba

secundùm eorum proprietatem et rationem. Hæc autem non potest habere locum, ubi et verba legis non possunt nisi unam propriam significationem habere, naturalem, vel civilem; nam si utramque habeant, eo ipso, quòd secundùm alteram tantùm intelliguntur, est restrictio, et si ad utramque amplientur, est extensio, et ideò rara est hæc adæquata interpretatio sine restrictione, vel ampliatione, ideòque nihil de illâ specialiter dicere oportet, quia in capitibus præcedentibus, explicando quomodò liceat extendere leges, simul declaravimus, intra quos terminos contineri debeat quælibet extensio, et consequenter declaravi, quæ extensio, seu ampliatio non liceat.

2. Atque hinc etiam facilè explicari potest quando restrictio legis non liceat. Dùm enim restrictio extensioni contraria sit, quoties ampliatio legis secundùm regulas datas necessariò facienda fuerit, tunc non licebit restringere legem, utique secundùm idem; nam si ampliatio fiat in uno, et restrictio in alio, non erunt contraria, et sic non repugnabit simul fieri circa eamdem legem diversis respectibus. Atque eàdem ratione quoties non licet extendere legem ultra verborum proprietatem, tunc licita est, imò, et necessaria restrictio, quando verba alia significata minùs propria habere possunt, quia tunc non extensio legis est illius restrictio. Nunc ergo pauca addenda supersunt in particulari ad majorem declarationem, quamvis magnâ ex parte per proportionem ad extensionem accipienda sint.

3. Dico ergo primò : Restrictio legis fieri potest ac debet, ad vitandam injustitiam, seu iniquitatem, vel aliam absurditatem in ipsâ lege. Ita docent omnes, et est clarum ex eâdem ratione factâ in simili de extensione, quia ita debet lex intelligi, ut sit justa et honesta, et præsumi debet ex mente facta, quæ nullam absurditatem complectatur; ergo, quantùm fieri possit, ita restringenda est ad vitanda similia incommoda, quando ad eum finem restrictio necessaria fuerit. Quod optimè probat ratio textûs in cap. *Suggestum*, de Appellat. ibi : *Quia decretalem epistolam, quâ tales muniri videntur, non ad deprimendam cujusque justitiam, sed removendum gravamen, nos fecisse cognoscat.* Ubi Panormit. n. 2, advertit, legem posse restringi secundùm rationem naturalem, etiamsi non sit in lege expressa. Et idem repetit in cap. *Proposuit*, eodem num. 4. Unde rectè dixit Glossa in Authent. *Ut sine prohibitione*, etc., verb. *Existimamus*, *ineptum esse*, *dicere, non fallere regulam, ubi æquitas id suadet.* Est autem hoc intelligendum de ratione naturali ostendente injustitiam, vel absurditatem in lege, si absque restrictione intelligatur; nam si solùm ostendat esse æquam, vel rationi consonam restrictionem, posse tamen sine illâ legem esse justam, et rationalem, talis ratio non erit sufficiens ad restringendam legem contra proprietatem verborum ejus, ex alio principio in superiorib. declarato, quòd legis obligatio cessat in particulari, licet ratio ejus negativè deficiat, si non deficit contrariè; nam eadem est ratio in præsenti. Dico autem hoc intelligi de restrictione contra proprietatem verborum; nam si in aliquo sensu proprio lex possit talem restrictionem admittere, tunc ratio ostendens in restrictione æquitatem, licet non ostendat præcisam necessitatem, poterit sufficere ad restrictionem faciendam, si alioqui materia juvet, et restrictio cedat in favorem et majorem benignitatem juxta l. *Semper*, ff. de Regul. jur.

4. Atque ex hoc principio infertur, dispositionem legis indistinctè loquentis, ita esse restringendam, ut non cedat in præjudicium innocentis; nam inferre innocenti nocumentum, alienum esse præsumitur ab intentione legislatoris, quia injustitiam involvit, ut rectè probatur ex l. 2, c. de Novalib. et favet cap. *Super eo*, de Offic. deleg. ubi: *Non tamen est nostræ intentionis diœcesano præjudicium generare.* Ubi sermo quidem est de delegatione, et Glossa ibi illud extendit ad omnia rescripta; tamen eadem ratio est in legibus, quia hæc restrictio in naturali justitiâ fundata est. Et ita docet Alb. in c. *Causam quæ*, de Rescrip. Et idem solet dici de consuetudine, quæ legi æquiparatur; Felin. in cap. *Auditis*, de Præscrip. verb. *Quinta declaratio;* et Innoc. in cap. *Dilecto*, de Offic. Arch. num. 7.

5. Dico secundò : Quando ratio legis non est adæquata verbis legis, restringenda est ad terminos suæ rationis, et non est secundùm totam verborum generalitatem intelligenda. Hæc assertio satis communis est, ut constat ex allegatis in cap. 2 et 3; nam quoad hoc idem cum proportione sentiunt de extensione et restrictione, et specialiter docet Abb. in cap. *Quia in insulis*, de Regular. et in cap. *Post translationem*, de Renunt. et in cap. *Suggestum,* de Appellat., et ibi Deci. notab. 1 et 2; Anton. de Butr. in cap. *Post translationem*, de Renuntiat. num. 34, et latissimè Tiraq. referens multos, in tract *Cessante causâ*, p. 1,

num. 144, ubi multa repetit ex his quæ etiam habet in dictâ l. *Si unquàm*, § *Libertis*. Hæc autem regula necessariò intelligi debet de ratione expressâ et scriptâ in lege, quia ubi lex non exprimit rationem, nemo potest prudenter talem rationem legis excogitare, quæ non sit adæquata dispositioni legis, et ita nunquàm potest lex restringi ex ratione tantùm cogitatâ, vel præsumptâ, quantumcumque verisimilis appareat. Quia licet fortè doctores aliam adæquatam rationem legis non inveniant, fortassè legislator illam habuit, satisque est, quòd per verba legis significavit, se ita generaliter voluisse, et quòd nullum signum restrictionis ostenderit, quia *quod principi placuit legis habet vigorem*, lege 1, ff. de Constitut. principis, et fieri etiam potest, ut lex illa sit ex his, quarum ratio non potest inveniri, ut dicitur in lege, *Non omnium*, ff. de Legibus. Nisi fortassè lex inveniretur injusta, si ultra talem rationem, etiam cogitatam, obligaret; nam tunc incidemus in casum præcedentis assertionis. Hæc ergo assertio de ratione expressâ in lege necessariò intelligenda est, et sic fundari potest, tum quia licet verba legis generalia sint, per adjunctam rationem limitantur, *in civile autem est, nisi totâ lege perspectâ, unâ aliquâ particulâ ejus proposita judicare, vel respondere*, ut dicitur in l. 24, ff. de Legib.; ergo non est judicandum de tali lege, ejusve obligatione ex solis verbis præceptivis secundùm se spectatis, sed ex illis ut limitatis per rationem, quæ est veluti anima ejus, ut superioribus dictum est. Et confirmatur, quia voluntas principis rationabilis est: voluntas autem non vult rationabiliter, nisi quæ sub ratione comprehenduntur, præsertim quando illam habet et proponit pro expresso motivo et fine adæquato. Tandem confirmatur, quia limitata causa limitatum parit effectum; sed ratio est sola causa volendi; ergo volunta[illegible] juxta limites rationis, etiamsi verba plus sonare videantur.

6. Hæc verò assertio difficultate non caret, quæ inprimis sumitur ex Glossâ in l. *Non omnium*, ff. de Legib. in fine, dicente, interdùm legem obligare [illegible] i non habet locum ejus ratio. Allegat l. 1, [illegible] de Populat. § *Secundo loco*, verb. *Sexus*. Sed illa lex parùm cogit; nam ibi proponitur [illegible] casio legis particularis; ratio autem universalis est. Magis ergo urget lex *Prospexit*, ff. [illegible] quibus, in quâ expressè dici videtur, [illegible] verba legis universalia sunt, illis standum esse, etiamsi in aliquibus ratio legis non ita procedere videatur. Ut si lex prohibet mulieri de adulterio accusatæ alienare servos, ne quæstioni subducantur, dicitur comprehendere omnes, etiamsi sint extra ministerium domûs in agro, vel alibi, imò et postea comparatos, quia licet ratio legis non videatur illos comprehendere, verba id faciunt. *Quod*, inquit, *perquàm durum est, sed ita scriptum est*. Ratio autem reddi potest, quia ratio legis non est lex, imò nec proxima virtus legis, sed hæc est voluntas legislatoris; hæc autem non est semper adæquata rationi, nam sæpè generalior est voluntas, nec propterea erit irrationabilis, aut imprudens, quia ad majorem securitatem, aut cautelam potest voluntas ultra rationem extendi. Et confirmatur, quia supra dictum est, interdùm posse voluntatem esse magis restrictam, quàm sit ratio, et ideò non semper extendi legem ad omnia ad quæ extenditur ratio; ergo pari ratione è contrario potest voluntas esse generalior, quàm ratio; ergo non est lex restringenda ex ratione, quia lex pro ratione indicat legislatoris voluntatem. Confirmatur tandem, quia aliàs cessante ratione legis in particulari, cessaret obligatio legis; hoc autem non ita est, ut infra dicam; ergo.

7. Respondeo breviter, assertionem esse intelligendam de ratione legis adæquatâ, et intrinsecâ, et, ut ita dicam, constitutivâ proximi objecti ejus, et hoc probare objectiones proximè factas, et ita intellectâ assertione illas solvi. Itaque, sicut diximus, non quamcumque identitatem rationis sufficere ad extensionem legis, sed oportere ut ratio sit adæquata, et ita intrinseca, ut in illâ connexionem habeant omnia comprehensa sub lege, quia per illam aliquo modo constituuntur sub tali objecto; ita cum proportione de restrictione censemus. Quia si ratio non sit adæquata, licet sit minùs universalis, quàm verba, ex aliâ ratione, vel aliquid rationi adjungendo, potest comprehendere sub lege omnia quæ absolutè significat. Deinde etiam necessarium est, ut ratio sit quasi constitutiva objecti legis, quia aliàs non potest censeri adæquata, ut licet Ecclesia præcipiat jejunium propter comprimenda vitia, non est illa ratio adæquata, unde licet illa deficiat, ratio legis adæquata potest subsistere, quæ est honestas temperantiæ in tali actu, seu materiâ. Quòd si materia legis non sit propter se intenta, sed tantùm propter aliud, tunc oportebit, ut ratio contineat proximum et adæquatum finem legis, quia tunc censebitur tanquàm intrinsecus. Ut in dictâ l.

Prospexit, ratio illis verbis contenta : *Ne mancipia quæstioni subducantur*, non fuit intrinseca et constitutiva objecti legis; nam materia ejus absolutè fuit servorum alienatio, seu distractio, quæ materia in se non habebat rationem intrinsecam, ob quam prohiberetur; fuit ergo illa ratio finis extrinsecus prohibitionis, qui licet fuerit præcipuus, et ideò exprimatur, potuit non esse adæquatus; nam potuit absoluta prohibitio fieri ad tollendas occasiones fraudum, et deceptionum, et ad comprehendendos casus omnes moraliter contingentes. Unde, si velimus illam rationem interpretari, ut sit adæquata legi universaliter loquenti, sumenda erit non tantùm secundùm actum, sed etiam secundùm præsumptionem, et secundùm potentiam, vel moralem contingentiam. Quamvis enim mancipia, quæ sunt in agro, vel postea emuntur, ordinariè non possint esse testes in tali crimine, nihilominùs fit absoluta prohibitio, ne illo colore subducantur, qui possunt esse testes, fingendo, fuisse in agro, vel absentes, vel postea emptos; nam qui ordinariè in agro habitant, potuerunt inveniri in domo præsentes tempore delicti, et sic potest ratio ad omnes extendi. Quod cum proportione applicari potest ad alias leges, ut non facilè absoluta earum verba ex ratione limitentur; hoc enim servandum esse, optimè ex illâ lege, *Prospexit*, probatur.

8. Hoc etiam suadet ratio in objectione facta; nam si ratio legis contineat intrinsecum motivum virtutis, vel vitii, cujus intuitu actus præcipitur, aut prohibetur, sine dubio lex non comprehendet casum, in quo talis ratio inventa non fuerit, quia est adæquata; constituit enim materiam legis, et lex non loquitur extra propriam materiam, et ita illa ratio dici potest virtus legis, non per modum principii efficientis, aut formæ extrinsecæ, sed per modum proprii objecti et materiæ, quæ in suo genere est causa legis, et necessaria ad illam. Si verò ratio legis contineat finem intrinsecum, sic vel non erit adæquata ratio, et sic non procedet contra regulam, vel certè si accipiatur secundùm omnem habitudinem, quam participare potest in ordine ad majorem cautelam, securitatem, vel utilitatem legis, sic non poterunt extendi verba legis ultra rationes in totâ hâc latitudine sumptas, quia jam voluntas legis omni ratione careret, quod præsumi non potest. Et ita etiam patet facilè responsio ad primam confirmationem; concedo enim servari aliquo modo commutatam proportionem inter extensionem et restrictionem per rationem legis, ut satis declaratum est; tamen in hoc est aliqua diversitas, quòd voluntas potest etiam prudenter non velle omnia in quibus eadem ratio militat, quia non semper expedit, quando aliàs non sunt necessariò connexa; non potest autem voluntas aliquid prudenter velle sine aliquâ ratione, et ideò ubi constiterit rationem legis esse adæquatam, non est verisimile extra illam extendi mentem legislatoris.

9. Ad ultimam confirmationem, Panorm. in d. cap. *Quia in insulis*, sentit etiam esse legem restringendam pro omnibus casibus, in quibus cessat ratio legis, prout in lege exprimitur, ut in illo textu, quia pro ratione redditur: *Quia in insulis dura est congregatio monachorum*, ait decisionem ejus non habere locum in insulis in quibus non fuerit dura congregatio monachorum. Sed quidquid sit de illo textu particulari (cujus decisio, ut credo, magis pendet ex significato illius vocis, *Insulæ*, quale sit) generaliter loquendo, non potest admitti doctrina, nisi intelligatur de cessatione rationis contrariâ, et quæ tollat objectum legis, ut infra dicetur. Respondeo igitur, negando sequelam intellectam de cessatione rationis legis merè negativæ, et in particulari. Et ratio est, quia licet ratio sic cesset quasi in actu, nihilominùs potuit movere ad prohibendum actum, quia de se erat obnoxius illi rationi, et ita ille actus fuit absolutè comprehensus sub ratione legis, etiamsi postea in illo cessaverit. Et si rectè res consideratur, tunc non omninò cessat ratio legis. Quod in dicto cap. magis exponemus.

10. Dico tertiò, legem restringi aliquando ex subjectâ materiâ, et præsertim per comparationem ad aliam legem. Sub hâc assertione breviter comprehendo varios modos restringendi leges, qui ab auctoritatibus traduntur. Unus ex subjectâ materiâ, quia verba legis juxta subjectam materiam intelligenda sunt, et ideò etiam secundùm illam coarctari possunt. Exemplum sumitur ex l. *Adigere*, ff. de Jur. patronat., ubi prohibetur patronus, ne libertum jurejurando cogat, ne uxorem ducat; et nihilominùs dicitur inferiùs, qui tale juramentum exigeret à libero eunucho, non peccaturum contra legem. Nam juxta materiam subjectam lex loquitur de libertis, qui possint liberos procreare. Verum est, optimè posse restrictionem illam reduci ad rationem legis, quia ferè semper hæc restrictio ex materiâ est conjuncta cum ratione, et ideò nihil ampliùs de illâ dicere necesse est.

11. Aliquando verò fit restrictio legis generaliter loquentis, ut locum non habeat in casu aliquo speciali præpter speciales circumstantias vel prærogativas rerum, aut personarum. Quia, juxta generalem regulam juris, *in generali concessione non veniunt ea quæ quis non esset in specie verisimiliter concessurus,* 81, num. 6, et in c. *Si episcopis*, de Pœnit. et Remiss. in 6. Eodem enim modo in præsenti dicere possumus, in generali prohibitione, vel præcepto legis non venire ea quæ princeps non esset in specie verisimiliter præcepturus, quia sicut concessio, ita et lex ex voluntate pendet. Hæc autem restrictio dupliciter fieri potest, uno modo ex speciali jure determinante, ut tales personæ non veniant sub generali clausulâ, ut in c. *Quia periculosum*, de Sent. excomm. in 6, et tunc est clara ratio et restrictio, solùmque verba legis specialis expendenda sunt, et servanda. Contingere item hoc potest, quia in speciali casu est aliter per legem statutum, aut privilegium dispositum, et generalis lex contraria illis non derogat, juxta regulam juris, quòd generi per speciem non derogatur. Et de hoc modo specialiter dicturi sumus tractando de legum correctione et derogatione.

12. Denique contingere potest, illam restrictionem sine speciali jure, solùm ex conjecturatâ mente legislatoris, verisimiliter applicando regulam illorum canonum, non comprehendi sub generali lege ea quæ in specie non esset quis voliturus. Et sic est difficilis restrictio, et inter jurisperitos multùm controversa, ut videre licet in Anton. Gabr. lib. 6, tit. de Legib. cons. 1, ubi refert contrarias opiniones, et earum auctores. Illa tamen communior est, quæ affirmat, etiam hoc modo posse hanc restrictionem fieri, quia generalis illa præsumptio, quòd nemo in generali sermone comprehendit id, quod in specie esset voliturus, in jure fundata est, et in ratione naturali, quia illa præsumptio fundatur in defectu voluntatis, quæ præsumitur ex incogitantiâ talium circumstantiarum. Sub hâc autem regulâ fieri potest applicatio ad casum sub lege contentum, arbitrio prudentis de illo judicando. Neque potest in hoc certior regula constitui, quia sine dubio usus hujus restrictionis in particulari difficilis est. Unde Socin. in Regul. juris. 284, ponens regulam, quòd lex generaliter loquens, generaliter est intelligenda, 55 limitationes ponit, quæ ad hoc genus restrictionis pertinent, et in eo videri possunt, et in tomo 2 Regular. verbo, *Lex*. Hìc verò statim occurrebat dicendum de casu dubio, de quo in capite sequenti tractabimus.

CAPUT VI.

Utrùm interdùm cesset obligatio legis in particulari, contra verba legis, etiamsi per principem non tollatur.

1. Hactenùs explicuimus interpretationem legis humanæ, quoad generalem sensum ejus, quo obligationem inducit; nunc dicendum est de mutationibus, quæ in eâ contingunt, propter quas desinit obligare. Duplex autem modus mutationis potest in lege intelligi, unus veluti ex se, et ab intrinseco ex defectu alicujus causæ conservantis, vel alicujus conditionis necessariæ ad obligationem ejus; alius modus est ab extrinseco per actionem superioris agentis, facientis in lege mutationem. Nam, sicut lex humanâ voluntate introducta est, ita per similem voluntatem potest mutari. Unde prior mutatio contingit, quando perseverante eâdem principis voluntate propter mutationem aliarum rerum lex desinit esse, vel obligare; posterior verò è contrario fit, quando stantibus omnibus aliis ad obligationem legis requisitis, per voluntatem principis lex mutatur, et prior generaliter dici potest cessatio, posterior verò ablatio legis vocari potest. Et utraque mutatio potest dupliciter accidere, scilicet, vel partialiter in aliquo actu, vel occasione, aut tempore, vel personâ particulari, perseverante lege in generali; vel totaliter per ablationem totius legis, et ita quatuor resultant mutationes, scilicet, cessatio legis partialis, quæ dici potest exceptio à lege, vel totalis, et dicetur absolutè et simpliciter cessatio, vel ablatio partialis, quæ generaliter comprehenditur nomine dispensationis, et solet etiam dici derogatio, et totalis ablatio, quæ dicitur revocatio, seu abrogatio legis. De his ergo quatuor mutationum generibus sigillatim dicendum est; et priùs de cessatione partiali, deinde de totali, postea verò eodem ordine de utrâque ablatione.

2. Primum igitur omnium quæremus, an contingat cessatio legis universalis in particulari eventu, etiamsi ab alio non auferatur ejus obligatio. Quæ quæstio coincidit cum illâ quam sub alio titulo proponit D. Thom. 1-2, q. 96, art. 6, scilicet, an liceat subdito interdùm contra verba legis agere; constat enim, hoc non posse licere, durante obligatione legis, quia tunc non potest subditus ab eâ discordare suâ auctoritate, sed ei parere tenetur; ergo, si interdùm licet, est quia cessat obligatio ejus; est

ergo una et eadem illa quæstio. Et similiter est eadem cum quæstione tractatâ à D. Thom. 2-2, q. 120, quando liceat uti epiikiâ in usu, seu executione legum. Ut autem intelligatur sensus quæstionis, et distinguatur ab aliis, quæ in superioribus capitibus tractata sunt, et non confundatur epiikia cum generali interpretatione legum, adverto, aliud esse inquirere de sensu verborum, an universalia sint, et hos, vel illos casus comprehendant, seu an in hâc vel illâ significatione accipiantur, et hoc pertinet ad generalem doctrinam datam capitibus præcedentibus, et magis ex professo ad jurisprudentiam. Non verò spectat hoc ad epiikiam, quia epiikia (ut Arist. dixit) est emendatio legis propter universale; ibi autem non agitur de emendatione legis, sed de ejus sensu, nec supponitur universalitas legis, sed inquiritur, qualis et quanta sit. Aliud ergo est, supposito sensu legis quoad verborum universalitatem, et quòd ex vi suæ significationis universalis, prout in lege usurpatur, hunc actum comprehendant; nihilominùs in particulari eventu propter circumstantias occurrentes cesset obligatio legis circa talem actum, quia pro tunc non potuit cadere sub potestatem, vel non cecidit sub voluntatem legislatoris, sed ab illâ excipitur, et hæc exceptio est emendatio legis, quæ per epiikiam fieri dicitur, et in hoc sensu tractatur præsens quæstio.

3. Videtur ergo nunquàm posse hoc modo cessare obligatio legis universalis in casu particulari, primò quia, si id posset accidere, maximè cessante ratione legis in aliquo particulari eventu; sed tunc etiam non licet; ergo nunquàm. Major patet, quia duo tantùm sunt in lege, ex quibus tertium, id est, voluntatem legislatoris, ac subinde obligationem legis, vel ejus cessationem cognoscere valeamus, scilicet, verba et ratio, ut ex hactenùs dictis constat; sed verba de se non cessant in casu de quo tractamus, imò illum comprehendunt; aliàs non ageretur in illo contra verba legis; ergo solùm superest ratio, ut ex ejus cessatione, legis cessatio in particulari oriatur. At hoc verum non est, quia, ut supra dixi, voluntas legislatoris potest esse universalior, quàm ratio ejus, imò interdùm quoad nos omninò cessat ratio, quia non cognoscitur, et nihilominùs lex suam vim retinet; ergo. Secundò, argumentari possumus, quia aliàs posset subditus suâ auctoritate interpretando legem, illam non servare, quod videtur esse contra legem 1, c. de Legib., ubi dicitur ad solum principem pertinere, declarare, an in aliquo casu lex servanda non sit propter æquitatem, unde multi doctores hanc interpretationem dispensationem vocant; ergo sine illâ lex nunquàm per se cessat. Tertiò, argumentor testimonio Glossarum et jurisperitorum, qui ita sentire videntur. Nam Glossa in cap. *Post translationem*, de Renuntiat. verb. *Cessante*, dicit, si jus commune statuitur ex causâ, non cessare, licet cesset causa, nisi aliunde in ipso jure sit expressum. Idem sentit Glos. in l. *Non dubium*, c. de Legib., verb. *Ampleaus*, dicens, non licere agere contra verba scripta legis propter mentem legislatoris, nisi hæc mens in aliâ lege sit in scriptis redacta, et citat Placenti. pro illâ sententiâ, et l. *Prospexit*, ff. Qui et à quib., cum aliis similibus, et in eamdem sententiam quamplures refert Tiraquel. in tract. *Cessante causâ*, numero 165 et sequentibus.

4. Nihilominùs res certa est, interdùm cessare obligationem legis in particulari, etiamsi verba legis illum casum comprehendere videantur, et in nullâ lege exceptus sit, nec à principe sit in lege dispensatum. Ita docet D. Thom. dictâ p. 96, art. 6, et 2-2, q. 60, art. 5, ad 2, et q. 120, per totam, et his locis Cajet. et alii expositores, et Soto lib. 1 de Justit. q. 6, art. 8. Idem supponunt tanquàm manifestum Theol. in 3, d. 37; Scot. Gabr. et alii; est etiam apud juristas receptissimum, ut latè refert supra Tiraq. à n. 130. Hanc etiam veritatem tanquàm evidentem lumine naturæ tradit 5 Ethic. cap. 10, ubi hâc ratione inter partes justitiæ ponit æquitatem, quam Arist. definit esse *emendationem legis eâ ex parte, quâ deficit propter universale.* In quibus verbis comprehendit rationem nostræ assertionis, quam paulò superiùs latiùs explicuerat, dicens, necessarium esse, ut lex humana interdùm desinat obligare in particulari aliquo eventu, quia lex universaliter fertur, et fieri non potest, ut universalis dispositio legis humanæ in omnibus particularibus ita sit recta, quin aliquando deficiat, quia res humanæ, circa quas humanæ leges versantur, innumeris subsunt mutationibus et casibus contingentibus, quos nec legislator humanus semper prævidere potest; nec si posset, illos omnes posset convenienter in particulari excipere, quia infinitam confusionem et prolixitatem in legibus induceret, quod esset multò majus incommodum; ergo necesse est, ut lex humana generaliter lata in aliquibus casibus non obliget propter mutationem rerum in eis contingentem. Neque inde fit, ait Arist.

legem non esse rectam, quin potiùs recta non esset, si in talibus casibus obligaret; et ad ejus rectitudinem sufficit, *quòd acceperit id, quod plerumque accidit*, ut dicitur etiam ff. de Legib. l. 3 et sequentib. *Defectus ergo*, ait idem philosophus, *non est in lege, neque in legislatore, sed in naturâ*, id est, in materiâ mutabili, nec potuit legislator aut lex totam contingentem mutabilitatem distinctè explicare propter rationem explicatam. Et ideò ex naturâ rei in lege humanâ subintelligitur illa conditio, vel exceptio, licet non explicetur distinctè, quia aliàs non esset lex justa, et rationabilis. Ergo ex ipsâ justitiâ legis humanæ, consideratâ naturali conditione materiæ, in quâ versatur, sequitur necessariò, ut ejus obligatio aliquando in particulari cesset, non per extrinsecam ablationem, sed ex solâ materiæ, seu rerum mutatione.

5. Atque propter hanc legum humanarum contingentiam posuit Arist. supra specialem virtutem, seu partem justitiæ, quam epiikiam appellavit, et à multis Latinis vocatur æquitas; nam, licet hæc vox interdùm pro justitiâ, interdùm pro animi moderatione et aliis etiam modis sumatur, tamen aliquando condistinguitur à jure utique scripto et rigoroso, ut explicavi supra libro 1, c. 2, etsi idem est, quod epiikia, vel parùm ab illâ differt. Et ita etiam juristæ sæpè de æquitate loquuntur, quam Barth. in l. 1, c. de Legib. in fine, *convenientiam quamdam*, seu *benignitatem juris*, appellavit. Panor. verò in cap. ult. de Transact. num. 6, cum Speculatore, et Joannes Andr. dicit, esse *justitiam dulcore misericordiæ temperatam*. Est autem considerandum (ut hoc obiter explicemus) in hâc æquitate præstandâ concurrere, et judicium intellectûs proferentis sententiam, hîc et nunc non obligare legem, etiamsi universaliter loquatur, et actum voluntatis parentis huic judicio, et operantis contra verba legis. Uterque ergo in suo ordine est actus virtutis, probabiliterque existimo, propter illos non multiplicari virtutes, seu non esse necessarium addere aliquam specialem virtutem. Nam prior actus si sit in principe seu superiore interpretante legem, erit actus prudentiæ regalis, vel politicæ; si verò sit in ipsomet subdito, erit judicium communis prudentiæ, præsupponens regulariter generalia principia juris naturalis vel etiam humani, quatenùs ab eis tale judicium in particulari pendet. Quod judicium in omni materiâ prudentiæ necessarium est, illudque (ut opinor) Arist. 6 Ethic. cap. 11, *sententiam* appellavit, græcè γνώμη. Et in præsenti materiâ cum proportione invenitur, nec habet specialem difficultatem, vel rationem propter quàm proprium habitum postulet, distinctum ab eo, quo in aliis materiis virtutum prudentia sententiam profert. An verò in quâcumque prudentiâ judicium et imperium pertineant ad eumdem, vel ad diversos habitus, alterius considerationis est.

6. Alius verò actus voluntatis, qui ex tali judicio sequitur, non semper ad unam virtutem pertinet, sed pro materiæ capacitate, et motivi, seu rationis operandi variari potest. Nam in principe, v. g., ex illo judicio sequi potest actus volendi ita interpretari legem, et hic potest pertinere ad justitiam legalem, quia per se ad commune bonum ordinatur. Potest etiam pertinere ad commutativam, si procedat ex motivo non gravandi talem subditum contra æquitatem illi debitam. Et utroque modo potest intelligi, quod Arist. ait, epiikiam esse partem justitiæ; nam in fine capitis concludit, esse justitiam, et non alium quemquam habitum. Quòd autem ibi præfert æquum justo legali, respectivè intelligendum est; intelligit enim per justum legale illud quod consistit in observatione, vel impositione legis, et respectu illius præfertur in particulari casu id quod in illo æquum judicatur, quia in illo vel nimis rigorosum, vel injustum esset obligationem legis imponere. Absolutè verò non est minùs justum, legem justam ferre absolutè, quàm excusationem ejus per epiikiam admittere. Imò illud majorem prudentiam requirit, et universaliorem justitiam. At verò in subdito non potest sequi ex illo actu intellectûs proprius actus justitiæ in voluntate, quia non est necessarium, ut ex carentiâ obligationis unius legis sequatur actus justitiæ, sed sequi potest actus temperantiæ, ut si per epiikiam quis comedat carnes in die jejunii, vel quid simile. Si autem epiikia versetur in materiâ justitiæ, tunc actus ille poterit pertinere ad materiam justitiæ, ut per se constat. Et in universum poterit ille actus deservire generali justitiæ, et ex motivo illius fieri, si quis secundùm epiikiam operetur, quia per hoc non recedit à mente principis, nec ab eo quod æquum est; quomodò etiam obedientia potest ibi intercedere, vel operando secundùm tacitam voluntatem superioris, vel saltem ita operando, quia tunc obedientia legis non læditur, et alia honesta ratio operandi occurrit.

7. Sed quæret aliquis, an hæc excusatio seu

cessatio obligationis, et epiikia habeat locum in præceptis tantùm negativis, vel etiam in affirmativis. Nam de negativis non potest esse dubium, quia cùm obligent semper, et pro semper, in eis est maximè necessaria hæc excusatio, et potest facilè accidere occasio non servandi præceptum in tempore, pro quo obligat, et ita propriissimè erit excusatio, seu cessatio obligationis. At verò præcepta affirmativa non obligant pro semper, sed pro opportuno tempore, et ideò licet pro aliquo tempore occurrat occasio, in quo exequendum non sit affirmativum præceptum, non erit vera excusatio ab obligatione præcepti, nec cessatio obligationis ejus, cùm ipsum non obliget pro singulis temporibus, sed dicetur potiùs dilatio obligationis, quia nondùm occurrit occasio pro quâ tale præceptum obligat. Nihilominùs tamen æquè solet epiikia attribui præceptis affirmativis ac negativis, quod rectè explicatum verum quidem est. Videtur autem mihi id propriùs dici (nisi sit quæstio de modo loquendi) in præceptis affirmativis, quæ habent certum tempus designatum pro quo impleri debent; nam si eodem tempore veniat non cogitatum impedimentum, habet locum propriissimè epiikia. Idemque erit in quibusdam præceptis affirmativis, quæ propter negationem, quam involvunt, vel in quâ fundantur, obligant pro semper, seu ad statim moraliter. Ut est præceptum restituendi, et similia. In his enim quælibet dilatio per occasionem justam dici potest excusatio, et epiikia. Quando autem præceptum affirmativum nec pro statim obligat, nec pro certo tempore, sed arbitrario, tunc non videtur in illâ habere propriè locum excusatio, vel epiikia propter argumentum factum, quamvis lato modo interdùm appelletur.

Superest ad rationes in principio positas respondere; pendent autem ex quibusdam dubiis, quæ in capitibus sequentibus commodiùs expedientur.

CAPUT VII.

Quando habeat locum excusatio ab obligatione legis per epiikiam, seu æquitatem.

1. In hoc capite explicandum est, quid sit necessarium, ut obligatio generalis legis in particulari casu cesset. Aliqui putant sufficere, ut ratio legis in tali casu particulari cesset negativè, id est, quòd in eo non inveniatur ratio, quæ legislatorem movit ad ferendam legem. Citatur pro hâc sententiâ D. Thom. 2-2, q. 147, art. 1, ad 1 et 2, quia significat, præceptum jejunii non obligare eos, in quibus necessitas, propter quam præceptum est jejunium, non invenitur. Sed immeritò allegatur D. Thomas, quia ibi ad obligationem præcepti solùm requirit generalem rationem, quæ communiter, et ut plurimùm communitati conveniat, ad excusationem autem in particulari requirit causam rationabilem. Potest autem hæc opinio tribui Cajetano tom. 1 Opusc. tract. 1, q. 2, et Navarr. in Sum. cap. 16, n. 37, qui specialiter hoc admittunt in lege, quæ aliquid præcipit vel prohibet solùm propter vitanda incommoda; nam eo ipso, quòd in particulari non sequantur illa incommoda, dicunt, cessare obligationem legis, etiamsi ex observatione legis nulla incommoda sequantur. Et Cajet. ponit exemplum in lege prohibente matrimonium clandestinum ante concilium Trident. Sed de hoc exemplo, et de hoc genere legum, quæ solùm dantur propter vitanda incommoda, dicam commodiùs in sequenti capite. Eamdem sententiam tenet Panorm. in cap. *Quoniam,* de Probat. num. 6, ubi doctrinam extendit ad legem jejunii, et alias similes leges Ecclesiæ, et allegat Archid. in cap. *Utinam,* 76 d. *Post B. Thomam* (ut ait), alludens ad locum citatum D. Thomæ; illum enim Archid. adducit. Idem latiùs docuit Panormit. in cap. *Quia in insulis,* de Regul. generalem regulam constituens, cessante ratione legis in particulari, cessare legis obligationem, et ita exponit caput illud. Cùm enim in monasteriis monachorum existentibus in insulis requirat ætatem annorum 18 ad professionem, *quia in insulis durior est congregatio monachorum,* ait Panormit., ubi non fuerit durior, etiamsi monasterium sit in insulâ, non requiri illam ætatem; sequitur Angel. verb. *Lex,* n. 4, casu 7; inclinat etiam Sylvest. ibi, q. 8, et q. 9, verb. *Octavò,* et Adrian. quodlib. 6, post secundam conclusionem.

2. Fundari solet hæc sententia in assertione tertiâ positâ in quarto capite, et in omnibus juribus et rationibus, quæ ad illam confirmandam adducta sunt, et in Reg. *Cessante causâ cessat effectus,* cap. *Cum cessante,* de Appellat. quæ ita potest applicari. Nam ratio legis adæquata, et qualis dicto capite explicata est, est in suo genere causa adæquata obligationis legis; ergo illâ cessante, in quocumque casu particulari, cessat obligatio legis. Antecedens probatur, tum quia ratio legis est anima legis; ergo non minùs est causa adæquata obligationis, quàm

ipsa lex, quia sicut corpus sine animâ movere aliud non potest, ita nec lex sine ratione potest subditum obligare; tum maximè, quia justitia legis pendet ex ratione, et ita deficiente ratione, deficit justitia, et consequenter vis obligandi; tum denique quia lex ordinari debet ab bonum commune; ergo non descendit ad particulares casus, nisi mediante influxu communis boni, sed ubi cessat ratio legis, non influit commune bonum, quia ibi non participatur; ergo nec lex ibi obligat, quæ deficiente influxu causæ primæ, seu universalis, secunda, seu particularis non operatur.

3. Hoc verò fundamentum debile est, ideòque prædicta sententia, nisi sano modo explicetur, defendi non potest. Dicendum ergo est, ut obligatio generalis legis in particulari casu cesset, non satis esse, quòd ratio legis negativè deficiat, sed necessarium esse, ut deficiat contrariè aliquo modo. Hanc doctrinam tradidit Cajet. 2-2, q. 120, et sequitur Soto dicto art. 8, et q. 7, art. 3, vers. *Sed argues,* et lib. 3, q. 4, art. 5, in fine; Ledes. p. 2, q. 17, art. 2, dub. 3, in fine, et q. 18, art. 2, dub. 12 et 14; Navarr. supra; Covarr. in 4, p. 2, § 9, n. 8; Medin. de Contra. q. 14. Et eam indicat D. Thomas, dùm semper exempla epiikiæ ponit in casibus, in quibus lex deficit contrariè, ut si redditio depositi sit ad nocendum innocenti, vel si observare præceptum non aperiendi portas civitatis noctu, sit in perniciem plurium civium, quos hostes persequuntur, et ita in 2-2, q. 120, art. 1, requirit casum, in quo legem servare, sit nocivum, et subdit : *In his ergo, et similibus casibus malum est sequi legem positam,* ubi Cajetan. sic declarat rationem epiikiæ, quia *sequi verba legis, in quibus non oportet, vitiosum est.* Et eodem modo loquitur in 1-2, q. 96, art. 6, et idem sentit 2-2, q. 147, art. 3, ad 2, ubi generaliter ait : *Præcipuè si casus sit talis, in quo si legislator adesset, non decerneret esse legem servandam.* Et idem sumitur ex Arist. supra, ut statim explicabo. Duas autem partes habet hæc sententia; una est affirmans, cessare obligationem legis, quando ratio legis cessat contrariè, et hanc supponimus ut claram, tum à sufficienti partium enumeratione, tum quia lex obligare intendens pro tali eventu esset iniqua, vel inhumana, ut magis ex puncto sequente constabit.

4. Altera ergo pars est negans, sufficere, quòd ratio legis negativè cesset. Et hæc probatur primò contrariâ ratione, quia si solùm negativè ratio legis cesset, non erit malum servare legem, nec etiam erit injustum, vel inhumanum ad eam servandam obligare; ergo non est cur cesset ejus obligatio. Consequentia probatur ex Aristot. dicente, tunc epiikiam habere locum, quando lex *peccat,* id est, peccaret, et injusta esset, si in tali casu obligaret, et ideò etiam dicit, *epiikiam esse directionem legis,* utique ne à recto deficiat. Unde sic concluditur, sicut epiikia, ita etiam cessatio obligationis solùm habet locum, ubi obligatio ipsa esset contra rationem justitiæ, vel debitam legislationem, si ad talem casum extenderetur; sed obligando in casu, ubi tantùm negativè deficit ratio legis, non peccaret lex, quia nec malum aliquod, nec quidpiam inhumanum præciperet; ergo. Major patet quia tunc nulla superest sufficiens ratio, cur cesset legis obligatio; nam cessante ratione illo modo, potest manere justa voluntas obligandi. Minor autem, et primum antecedens patet, quia potest actus esse de se bonus, etiamsi ratio legis in eo cesset, ut jejunium erit bonum, etiamsi non sit necessarium alicui ad macerandam carnem, vel satisfaciendum pro peccatis, et carentia actûs poterit esse bona, etiamsi finis legis prohibentis illum cesset, ut abstinere à clandestinâ dispensatione, etc., idem est in similibus.

5. Unde argumentor secundò inductione, quia innumera sequentur absurda, si tanta licentia detur non servandi leges in casibus particularibus, solùm quia in eis negativè cessat ratio legis. Sic enim in præceptis Ecclesiæ possent viri perfecti excusari à jejunio, quia non sentiunt illius necessitatem ad fines ab Ecclesiâ intentos. Imò fornicatio posset censeri non prohibita in casu, in quo evidenter cessaret ratio talis prohibitionis, ut si nullum omninò esset periculum malæ educationis prolis, propter quam vitandam concubitus vagus prohibitus est. Et in materiâ obedientiæ possunt facilè similia exempla multiplicari. Unde est optima ratio à priori, quia licet ratio legis in particulari cesset negativè, semper manet aliqua universalior ratio, ob quam expedit etiam tunc servari legem, tum quia esset valdè contrarium bono communi, si propter illam solam causam possent leges non servari; tum etiam quia per se est honesta ratio servandi legem uniformitas partium cum toto, ubi sine commodo servari potest.

6. Atque hinc retorquetur ratio contrariæ sententiæ, quia licet ratio legis cesset in hâc

personâ quoad particularem necessitatem, vel utilitatem intentam per legem, non tamen cessat quoad vim obligandi illam per legem, quia licet illa ratio tantùm ut plurimùm locum habeat, est sufficiens, ut lex justè feratur pro omnibus, qui illam servare possunt, etiamsi ratio illa in eis cesset. Quod sic declaro; nam licet legislator advertat, et prævideat rationem defecturam in aliquibus, vel distinctè, vel tantùm confusè cogitatis, nihilominùs potest justè velle, ut indistinctè obliget omnes, dùm contrarium impedimentum æquitati repugnans non obstiterit; ergo ita est interpretanda voluntas legislatoris; ergo ex vi illius obligabit lex. Antecedens patet, quia voluntas in illâ universalitate suâ nititur in aliâ ratione generaliori, quia ita expedit ad commune bonum, et privato non nocet, quia semper est illi utile obedire, et justitiam legalem servare, quam in tali observatione legis intueri potest. Prima verò consequentia clara est, tum quia verba generalia legis hanc voluntatem indicant, et nulla est sufficiens ratio exceptionis; tum etiam quia illa voluntas est prudentior et rationabilior; ergo illa præsumenda est. Denique secunda consequentia constat, quia voluntas justa legislatoris est anima legis, et quia lex obligat ad materiam præceptam, non ad finem præcepti, ut supra dictum est.

7. Et ita expenditur contrarium fundamentum, quia jam declaratum est, quomodò hæc obligatio in eo casu pertineat ad bonum commune, quia licet tunc subditus non participet illam utilitatem intentam per legem, participat generalem utilitatem, quæ est in observandâ lege, et in uniformitate cum suo corpore, et ex hoc capite lex illa est justa, et fundatur in ratione altiori. Et hinc patet responsio ad primam rationem in principio præcedentis capitis positam; procedit enim quando ratio tantùm negativè cessat, non tamen quando cessat contrariè. Solet autem instari contra hanc resolutionem ex præcepto correctionis fraternæ. Sed de hoc puncto dicam commodiùs infra, cap. 8, ubi hæc assertio magis confirmabitur.

8. Ut autem magis explicetur, oportet ampliùs declarare, quid sit necessarium, ut ratio, vel finis legis cesset contrariè. Et specialiter an sit necessarium, ut in tali casu servare legem sit malum, et peccatum. Cajet. enim dictâ q. 120, art. 1, ex professo contendit, tunc solùm habere locum epiikiam, quando lex ita deficit, ut servare illam sit iniquum. Putatque esse sententiam D. Thomæ in 3, dist. 37, q. 1, art. 4, ubi docet, epiikiam tunc solùm habere locum, *cùm observando legem discreparet quis ab intentione legislatoris,* quod solùm videtur contingere, quando discederet à rectitudine. Clariùs tamen favet in aliis locis allegatis; indicat enim, tunc solùm cessare in particulari legis obligationem, quando observantia illius mala esset, imò interdùm solum excipit casum, in quo esset nociva reipublicæ. Ad idem inducit Cajet. Aristot. dicentem, epiikiam esse directionem legis, *qui peccat propter universale;* solùm autem peccare posset, si obligaret ad actum iniquum. Item epiikia est pars justitiæ; ergo materia ejus est operatio, quæ non esset recta, si secundùm legem universalem fieret, et non secundùm æquitatem epiikiæ. Tandem argumentor ab inconvenienti, quia aliàs fornicatio posset esse licita, si necessarium non esset, rationem legis contrariè in dicto sensu deficere. Et cum hâc sententiâ Cajetani transeunt ferè Soto et alii posteriores theologi.

9. Videtur tamen hæc sententia nimis rigida et limitata, quia sæpè potest homo excusari ab observantiâ legis generaliter loquentis, etiamsi posset licitè actum per illam præceptum facere, vel prohibitum omittere; ergo non tantùm cessat obligatio legis in particulari, nec solùm habet locum epiikia, quando observare legem esset iniquum, sed aliquando, ac sæpè illum habebit, etiamsi iniquum non sit, solùm quia est nimis grave, aut difficile. Consequentia clara est, quia si epiikia solùm haberet locum, quando servare legem esset iniquum, quoties licita esset epiikia, esset etiam sub obligatione, quia vitare id quod iniquum est, semper cadit sub obligationem; ergo è contrario, si absque tali obligatione potest interdùm non servari lex, potest etiam licita esse epiikia, etiam in casu, in quo sine peccato posset lex observari. Antecedens autem manifestum est ex supra dictis de obligatione legis humanæ cum periculo vitæ, vel alio magno incommodo; nam inde constat, propter vitandum magnum gravamen licitum esse non servare legem, quamvis si velim cedere juri meo, possim facere actum præceptum illo gravamine; ergo excusatio non semper est cum obligatione non faciendi actum præceptum; nec oritur semper ex iniquitate actùs, sed ex alio jure, quod homo habet, ut non tam serviliter, ut sic dicam, obligetur. Deinde fit res clara exemplis; nam interdùm potest homo

qui per se obligatur ad confessionem integram peccatorum, excusari à confessione alicujus, quia non potest illud aperire sine gravi periculo infamiæ, et nihilominùs poterit confiteri illud licitè, si suà sponte velit se exponere periculo illius infamiæ; hoc enim nullum peccatum est. Item damnatus ad justam mortem famis, non tenetur abstinere à cibo, si copiam illius habeat, et tamen potest sine peccato abstinere, si velit; ergo idem esse potest in præsenti. Ut in statu Carthusianorum abstinendi à carnibus, etiamsi esset propria lex obligans de se in conscientià, posset sine peccato non servari propter periculum mortis, et nihilominùs probabilissimum est, posse etiam servari, si quis velit secum illo rigore uti. Et in jejuniis, aliisque ordinariis obligationibus Ecclesiæ sæpè est licita excusatio propter ægritudinem, vel similem causam, et nihilominùs si quis actum præceptum faciat, non obstante excusatione, non solùm non peccabit, verùm sæpè etiam opus supererogationis faciet.

10. Quapropter mihi certum videtur, ad virtutem et prudentiam pertinere, non solùm discernere, quando observatio præcepti quoad verba mala sit, sed etiam judicare, quando non obliget, etiamsi absque peccato ad litteram servari possit. Unde, si quis dixerit, utrumque spectare ad materiam et munus epiikiæ, nihil fortassè ab scopo aberrabit. Nec contra hoc urgent rationes Cajetani. Omnes enim facilè solvuntur, advertendo, non solùm esse alienum à prudenti legislatore iniqua præcipere, sed etiam inhumana, et graviora, quàm humana conditio patiatur, vel quàm ratio communis boni postulet, ut ex dictis supra in communi de lege manifestum est. Ergo non solùm peccaret lex præcipiendo, quod non debet, id est iniquum, sed etiam præcipiendo, quando, vel quomodò non debet, id est, obligando cum majori rigore, quàm par sit. Utrumque ergo peccatum legis emendat epiikia, et in utroque habet locum definitio. Arist. et discursus ejus, et eodem modo est intelligendus D. Thomas. Nam intentio legislatoris non solùm est recta præcipere, sed etiam rectè, et ideò qui observat legem tanquàm obnoxius illi, quando per illam non obligatur propter occurrentem causam excusantem, ab intentione legislatoris discrepat, etiamsi actus, quem facit, malus non sit. Ad rationem autem, quòd epiikia est pars justitiæ, respondeo, etiam hìc intervenire rationem justitiæ ex parte legislatoris non obligandi in tali casu per suam legem, etiamsi exequi illam malum non sit, ideòque, si ad ipsum legislatorem fieret recursus in tali casu, deberet secundùm justitiam interpretari, legem tunc non obligare. Unde ex parte subditi satis est, quòd possit justè, et non declinando à rectitudine, non servare legem in tali casu, si velit, etiamsi ad hoc non obligetur; nam ad hoc etiam specialis prudentia necessaria est. Sicut in materià justitiæ, ex æquitate aliquando judicamus, aliquem non obligari ad restituendum, cadendo à statu suo, licet si id faciat, peccati argui non possit. Ad ultimam verò sequelam, de fornicatione, negatur illatio, quia non dicimus ad epiikiam sufficere, ut ratio legis negativè cesset, in quâ illatio illa fundatur, sed dicimus posse cessare contrariè, etiamsi observantia legis prava non fiat, si nimis intolerabilis fiat; nam tunc etiam est contra legislatoris intentionem, et hoc est cessare contrariè.

11. Constat ergo, epiikiam non solùm habere locum, quando aliàs lex in tali casu præciperet rem iniquam, sed etiam quando præciperet rem acerbam, et nimis difficilem; in utroque enim casu peccaret lex, præcipiendo injustè, vel quia malum præciperet, vel quia immoderatè et ultra potestatem legislatoris. Addo verò ulteriùs habere locum epiikiam in casu in quo non deesset potestas in legislatore ad obligandum, sed ex circumstantiis judicatur, non fuisse hanc mentem ejus. Quia non semper prælatus vult obligare cum toto rigore, et in omni eventu in quo posset obligare. Ut, verbi gratiâ, non solùm censetur quis excusari à præcepto jejunii propter ægritudinem gravem, in quâ non posset superior obligare, sed etiam propter minorem debilitatem, quâ non obstante potuisset Ecclesia obligare; sed nihilominùs creditur ex benignitate noluisse, quæ intentio legislatoris colligi potest ex aliis circumstantiis temporis, loci et personarum, et ex ordinario modo præcipiendi cum illâ moderatione subintellectâ, licet non exprimatur. Et hunc certè modum videtur significâsse Arist. cùm dixit, epiikiam emendare legem, quod et ipse legislator, si adesset, hoc modo dixisset, id est, ita esset moderaturus, et interpretaturus legem suam. Sic etiam dixit D. Thom., munus epiikiæ esse, prætermissis verbis legis, intentionem legislatoris sequi. Ergo ad epiikiam non est necesse, interpretari casum non comprehendi sub lege, quia legislator non potuit suâ lege illum comprehendere; sed etiam

sufficiet, si interpretemur, noluisse illum comprehendere, licet potuerit, nam et hoc sufficit ad excusationem ab obligatione legis, et sæpè contingit, aliam esse legislatoris voluntatem ab eâ, quam nuda verba præ se ferunt, ut ex præcedentibus capitibus constat. Et ita ibi etiam intervenit emendatio legis, quatenùs plus verbis videtur comprehendere, quàm fuerit in voluntate legislatoris. Igitur rectè vocatur hæc epiikia. Et ita tres modi, vel rationes utendi epiikià distingui possunt, ut unus sit propter cavendum aliquid iniquum, alius propter vitandam acerbam et injustam obligationem, tertius propter conjectatam legislatoris voluntatem, non obstante potestate.

12. Quòd si quis inquirat, quibus regulis utendum sit ad faciendas hujusmodi exceptiones, repondeo breviter, in primo modo præcipuè considerandum esse, an in eo casu occurrat aliud præceptum, præsertim juris divini et naturalis, cui repugnet executio legis humanæ secundùm verba ejus, et consequenter, an actus tunc habeat injustitiam vel malitiam inseparabilem, vel saltem contra præceptum gravius et magis obligans, et juxta hæc principia debet fieri judicium. In secundo modo consideranda sunt supra dicta de modo obligandi legis humanæ, et juxta illa judicandum erit, an hoc factum particulare cum his circumstantiis excedat potestatem legis humanæ. In tertio verò magis est utendum conjecturis, ex circumstantiis desumptis, et præsertim ex usu et modo regiminis, et ex more interpretandi similes leges.

13. Unum tamen in particulari inferam ex dictis propter opinionum varietatem, non solùm posse cessare obligationem legis, quando in particulari eventu esset contra bonum commune, servare legem, sed etiamsi sit tantùm contra bonum particularis personæ, dummodò sit nocumentum grave, et nulla alia ratio communis boni obliget ad illud ferendum, vel permittendum; nam tunc justitia, vel charitas jubet evitare tale nocumentum proximi, cui non potest lex humana rationabiliter opponi. Ita Soto supra, et omnes, nec refragatur D. Thomas; nam licet, in dicto artic. 6, loquatur de detrimento communis boni, sub illo comprehendit detrimentum particularium civium; nam in damnum civitatis redundat, ut manifestè patet in exemplo, quo utitur, et alia sunt facilia; nam propter subveniendum proximo graviter infirmanti interdùm licere potest, missam omittere in die festo, et sic de aliis. Dicunt vero aliqui hoc solùm habere locum quando tale est detrimentum proximi, ut non possit cedere juri suo, ut est in periculo vitæ, vel simili, non autem quando potest cedere juri suo, ut erit in bonis temporalibus, quia tunc detrimentum privatum non vergit in damnum communitatis; si enim vergeret, non posset privatus illi renuntiare. Sed hoc verum non est, tum quia propter vitandum grave nocumentum proximi temporale, quod ipse posset voluntariè sustinere, si vellet, licitum est interdùm non observare præceptum, ut, verbi gratià, si incendium domûs imminet, vel quid simile, quia lex nec obligat illum, qui patitur damnum ad cedendum juri suo, nec alium ad non succurrendum illi ipso invito propter audiendam missam, verbi gratià. Item quia illud damnum semper redundat in communitatem, cujus interest, ut bona civium non dilapidentur.

14. Aliter limitant juristæ dictam assertionem ut procedat, quando detrimentum vel proprium, vel proximi est in bonis acquisitis, non verò in acquirendis; nam ex hoc sumi non potest sufficiens excusatio, quia illud non est verum detrimentum, seu damnum emergens, sed tantùm lucrum cessans; quod non consideratur; aliàs possent homines non servare præcepta, ut suis lucris attenderent. Ita ferè Barth. in l. *Non dubium*, C. de Legib. n. 9, quem alii multi secuti sunt, quos latè refert Tiraquel. in dicto tract. n. 151. Statim verò, n. 152, refert Salicet. contradicentem, et plura contra illam distinctionem congerit Felin. in cap. *Si quando,* de Rescrip. n. 11. Nobis ergo non servit distinctio; nam si damnum sit leve, licet sit in bonis acquisitis, potest non sufficere ad excusandum ab obligatione legis; si verò lucrum cessans sit justum et grave, sæpè æquiparatur damno, moraliter loquendo, ut constat ex l. unic., C. de Sentent. quæ pro eo quod interest, profer. in fi. Et usu receptum videmus, excusari aliquem ab observatione festi, ne currentem et transeuntem occasionem magni lucri amittat. Igitur licet vitatio damni emergentis ex genere suo justior et gravior causa sit, tamen etiam alia potest sufficere, et in universum loquendo, omnia sunt consideranda, ut prudens judicium in contingenti casu feratur.

CAPUT VIII.

Quomodò de excusatione occurrente constare debeat, ut epiikià uti, et legem non servare liceat sine recursu ad principem.

1. Hæc omnia postulantur in posteriori ra-

tione dubitandi c. 5 propositâ, et inter se sunt connexa, ideòque simul tractanda ac definienda sunt. Variis ergo modis occurrere potest casus excusationis, scilicet, cum evidentiâ et certitudine, quòd tunc malum sit et iniquum servare legem. Secundò cum simili certitudine, quòd lex non obliget, licet servari possit sine peccato. Potest autem contingere, ut hoc secundum non sit æquè certum, sed tantùm probabile, vel etiam dubium. Tertiò potest esse casus tantùm probabilis in utroque. Quartò dubius in utroque. Quintò potest esse certum, in observatione legis nullum esse peccatum, excusationem autem ejus esse tantùm probabilem, aut dubiam. Primò ergo dicendum est, quando certò constet, materiam legis ex accidenti eventu, vel circumstantiâ factam esse iniquam, seu contrariam alteri præcepto, aut virtuti magis obliganti, tunc cessare obligationem legis, et propriâ auctoritate posse omitti sine recursu ad principem. Sumitur ex D. Thom. dictâ q. 120, art. 1 ad 3, dicente: *In manifestis non est opus interpretatione, sed executione.* Idem ferè habet dicta q. 96, art. 6, ad 2; ubi etiam Cajet. et omnes. Et ratio est, quia ibi superioris auctoritas nullum effectum habere potest; nam, etiamsi post recursum ad illum vellet, et subditus legem servaret, non posset illi obedire, quia obediendum est Deo magis quàm hominibus; ergo impertinens est in eo casu licentiam postulare. Dices: Interdùm propter bonum servandum, necessaria est licentia petita, etiamsi non sit necessaria obtenta; ergo saltem ob hanc causam erit consulendus princeps in hujusmodi casu, quando periculum non imminet, et datur locus ac tempus ad id præstandum. Respondeo ex communi sententiâ, etiam hoc non esse necessarium in tali casu; quia nulla est lex, quæ obliget ad illam facultatem petendam, nec ex naturâ rei est necessaria, quia subordinatio subditi ad legislatorem per se illam non postulat. Si autem in aliquo casu publico id judicetur necessarium ad vitandum scandalum, vel propter aliam similem causam, id est accidentarium.

2. Secundò dicendum est: Quando certò constat, legem non obligare, etiamsi possit sine peccato servari, subditus propriâ auctoritate potest illam non servare. Probatur eâdem ratione, et ita doctores de his duobus casibus indistinctè loquuntur; solùm ergo illos distinguo, ut notem differentiam, quia in priori casu non solùm potest subditus, sed etiam tenetur, legem non servare, sive petat licentiam a superiore, sive non petat; at verò in hoc posteriori casu, licet possit agere contra verba legis, ad hoc non obligatur, quando certus est in observantiâ legis non committi peccatum. At si de hoc dubitet, pro ratione dubii judicandum erit. Nam si dubium sit tantùm formidinis, et probabiliter judicet non esse peccatum conformari verbis legis, liberè poterit id facere si velit, quia judicium probabile tollit practicè dubium. Si autem dubium sit proprium et negativum, tenebitur subditus partem securiorem sequi, et abstinere ab opere, licet videatur conforme verbis legis, quia tunc nullum habet principium, quo expellat practicum dubium, quia tunc ille est certus, se non peccare, non observando legem, cùm supponatur esse certus, quòd illa non obliget; ergo tenetur illam viam certam sequi, et relinquere dubiam. Patet consequentia, quia tunc nec juvari potest auctoritate legis, seu superioris ad deponendam conscientiam dubiam, quia jam illi certò constat, legem non comprehendisse opus illud, de quo est dubium, ut supponitur, nec etiam potest juvari judicio probabili, quia nullum habet, ut etiam supponitur; ergo nullo modo licet operari cum tali dubio, quod necessariò esse debet practicum.

3. Tertiò dicendum est: Qui probabiliter judicat, legem non comprehendere casum illum securè potest excusari ab obligatione legis, etiamsi formidet, vel utrinque habeat rationes probabiles dubitandi. Ita tenent Cajet. et Soto supra, et Medina, et alii moderni in dicto art. 6. Sumitur ex Sylvest. verb. *Papa*, q. 6, in fine, saltem juxta distinctionem infra dandam. Idem Cordub. Henriq. et Sanci. infra referendi, et idem sentit Navarr. in Summâ, prælud. 9, num. 16, et cap. 23, n. 43, dicens, excusari à peccato mortali, qui transgreditur legem humanam bonâ fide, et ex justâ causâ; illam verò esse causam justam, ob quam legislator, si adesset, eum pro excusato haberet. Utrumque autem concurrit in præsenti, ut constat. Unde fundamentum assertionis est, quia licet sequi judicium probabile, conscientiam dubiam practicè deponendo.

4. Hanc verò assertionem limitant Cajetanus, et Soto supra, ut locum habeat, quando occasio est subita, et urgens periculum, ita ut non detur tempus consulendi superiorem; alioqui dicunt, in illo casu recurrendum esse ad superiorem. Et ita exponunt D. Thomam utentem illâ distinctione, quia non potest in alio dubio

verificari, ut statim dicemus. Hæc verò doctrina aliquibus modernis non placet, neque putant, distinctionem illam D. Thomæ de casu in quo potest vel non potest conveniri superior, posse applicari ad casum formidolosum cum judicio probabili, quia quòd superior possit vel non possit conveniri, nihil refert ad certitudinem judicii de tali casu, an sub lege comprehendatur, necne. Ideòque distinguunt duos modos epiikiæ supra tactos, scilicet, vel excipiendo casum à potestate legislatoris, vel à solâ voluntate. Et in priori dicunt posse subditum ex probabili judicio, quòd talis casus non comprehendatur sub potestate legis, excusari à legis observatione, nullâ expectatâ interpretatione superioris, non solùm in casu subito, et urgente, sed etiam in quolibet alio. Probatur, quia tunc non agitur de interpretandâ superioris voluntate, sed de potestate, quam non tenemur interpretari ex judicio ipsius principis, quando ipse illam non declaravit, sed ex principiis theologiæ, aut juris. Et declaratur ampliùs; nam licet pontifex possit suam potestatem declarare per clavem scientiæ, nihilominùs, quamdiù illâ non utitur, non tenemur illum consulere de potestate suâ, sed regulis doctrinalibus uti; ergo etiam in particulari casu, qui à potestate legislatoris excipitur secundùm aliquas doctrinas probabiles, non est necessarium ad interpretationem principis recurrere, etiamsi tempus detur, sed licitum erit probabili judicio juxta probabilem opinionem uti. Confirmatur, quia si subditus judicat, nunc verba legis non obligare, quia probabiliter judicat, esse peccatum in tali facto, tunc utrinque videtur esse periculum speculativum, vel faciendi contra hanc legem, vel contra aliam; ergo licitum est subdito servare aliam, quam probabiliter judicat esse graviorem, et magis obligare, neque ad hoc indiget interpretatione superioris. Si verò judicium probabile est, superiorem excedere potestatem suam, præcipiendo rem graviorem, vel cum majori periculo, quàm possit, tunc subditus probabiliter credit non potuisse ferri præceptum pro tali casu, et aliàs suam libertatem possidet; ergo potest jus suum anteferre, et contra verba legis pro suâ libertate operari absque aliâ interpretatione.

5. At verò in altero modo epiikiæ, in quo casus excipitur à solâ voluntate, et non à potestate legislatoris, ait hæc opinio, non solùm esse recurrendum ad superiorem, quando fieri potest in casu probabili, sed etiamsi casus sit moræ impatiens, nec det tempus recurrendi ad superiorem, non licere uti judicio probabili ad non servandam legem, sed omninò esse ad litteram servandam. Ratio est, quia tunc est certum, nihil peccari servando legem; itemque est certum verba legis de se comprehendere casum illum, et à legislatore comprehendi potuisse; ergo quamdiù non constat certò, legislatorem casum illum excipere voluisse, non licet à verbis legis recedere, propter solùm probabile judicium. Probatur consequentia, tum quia verba legis suam vim et auctoritatem habere debent, et quasi jus suum possident, et ideò præferenda sunt, tum quia hæc est tutior pars, quæ semper præferenda est; tum etiam quia tunc non peccat lex, etiamsi casum illum comprehendat; ergo non potest per epiikiam emendari; tum denique quia si hæc licentia detur, infinita sequentur incommoda. Et ideò jurisperiti dicunt, cùm verba legis sunt clara, non esse ab illis recedendum in casu dubio, ut patet ex Panormit. in cap. 1 de Constit. n. 14. Denique hìc applicari potest illa ratio, quia in casu in quo potest conveniri superior, non licet uti illo probabili judicio; ergo nec tunc etiam quando non potest conveniri, quia quòd possit vel non possit conveniri non facit, ut sit magis certum judicium.

6. Nihilominùs sententiam Cajetani et Soti censeo esse practicè certam quoad hanc partem, ut quando non potest conveniri superior, liceat ex probabili sententiâ, aut judicio epiikiâ uti, sive casus excipi judicetur à potestate legislatoris, sive à solâ voluntate. Ratio est, quia judicium probabile in rebus moralibus sufficit ad prudenter operandum, præsertim ubi regula certa applicari non potest, ut ex materiâ de Conscientiâ suppono. Item quia alius modus operandi est ultra humanam conditionem et prudentiam, cùm omnis ferè cognitio humana conjecturalis sit, et præsertim in rebus agendis. Item quia imponeretur gravissimum onus hominibus, si nunquàm liceret eis uti epiikiâ ex judicio probabili, quando non patet aditus ad superiorem. Quis enim auderet unquàm excusari à lege positivâ propter necessitatem occurrentem? cum nemo sit tam certus de sufficientiâ causæ, quin dubitet, vel formidet. Item in his casibus non possent simplices sequi consilium hominis docti et pii, nec ipse posset tale consilium dare, quia nunquàm ferè ducitur, nisi judicio probabili. Constat autem contrarium esse in usu totius Ecclesiæ, et approbari ab omnibus doctoribus. Addo, sine

causâ constitui in hoc differentiam inter epiikiam per exceptionem à potestate, vel à voluntate; nam licet in hoc sit verum discrimen, quòd in priori modo possit ordinariè esse major certitudo quàm in secundo, quia certiùs cognoscitur potestas, quæ libera non est, quàm voluntas, quæ libera est, nihilominùs stante æquali incertitudine, cum probabilitate in judicio, eadem est ratio, saltem ubi certò constiterit, legem posse servari sine peccato, quia tunc etiam verba legis retinent vim suam, et ferè applicari possunt aliæ rationes in posteriori membro allatæ, maximè, quia quoties epiikia non fundatur in judicio certo, licet excipiat casum à potestate legislatoris, semper debet etiam inniti in conjecturatâ mente ejusdem legislatoris, quòd scilicet noluerit talem casum comprehendere. Nam cùm non est certum, superiorem non posse hoc præcipere propter rei arduitatem, aut inordinationem, si ipse superior nihilominùs ex certâ scientiâ id præcipiat, declarans, se posse, et judicans in tali actu non esse inordinationem, vel nimiam gravitatem, subditus tenetur obedire, dùm non est certus, etiamsi probabiliter judicet, quia prævalet jus superioris, et subditus debet suum judicium deponere, ut est communis doctrina, et in praxi necessaria; ergo in illo casu de epiikiâ non sufficit probabile judicium de defectu potestatis, nisi accedat etiam judicium, quòd superior in eo casu sic dubio noluerit obligare; ergo cùm hoc tantùm sit probabile, non sufficit, vel certè si sufficit judicium probabile de potestatis et voluntatis defectu, sufficiet etiam judicium probabile de defectu solius voluntatis.

7. Ultimò posset sufficienter confutari illa opinio quoad hanc partem, quia rationes ejus non sufficiunt ad imponendum gravissimum onus; deberent enim convincere, vel illud sufficientissimè probare, maximè contra communem sententiam. Ad principale ergo fundamentum negatur consequentia; ad primam probationem respondeo, verba legis sine voluntate non habere vim, nec auctoritatem ad obligandum. Verba enim legis secundùm se tantùm sunt ad ostendendam voluntatem legislatoris tanquàm signum expressum ejus; non est tamen hoc signum tam certum, quin possit ex circumstantiis limitari et extendi, ut supra visum est; ergo quando ex circumstantiis occurrentibus probabiliter limitantur verba, ut non comprehendant casum aliquem, jam ex vi verborum non est certum, casum talem comprehendi sub lege, licet sit certum comprehendi sub significatione verborum legis. Unde, cùm dicitur, verba legis quasi possidere jus obligandi, respondeo, inde solùm probari in casu omninò dubio, vel cæteris paribus præferenda esse verba legis, et secundùm illa esse judicandum de voluntate, non verò ubi est in contrarium judicium probabile. Ad aliud autem de parte tutiori respondeo, satis esse sequi practicè tutam, ut alibi dixi. Deinde dico, magis cavendum esse, ne recedatur à voluntate legislatoris, quàm à verbis ejus, ut jura docent. Ad illud, quòd tunc non peccat lex, respondeo, licet non peccet præcipiendo malum, vel nimis arduum, peccare posse, plus significando, quàm legislator voluerit, et hoc posse per epiikiam emendari. Neque hinc sequentur incommoda, si re verâ judicium probabile et prudens servetur; quòd verò sequi possint per abusum, impertinens est multòque majora sequentur, si homines non possint, in hujusmodi eventibus judiciis probabilibus uti. Panormitanus autem, et juristæ loquuntur de judice, qui tenetur secundùm leges judicare, et inter partes justitiam distribuere, et ideò debet sequi verba legis, quando sunt clara, nisi in eodem judicio possit sufficienter probari, aliam fuisse voluntatem principis; nam tunc secundùm illam posset judicare.

8. Major mihi difficultas est circa aliam partem opinionis Cajetani, quòd stante judicio probabili, non liceat illo uti sine interpretatione, vel consensu superioris, quando non est periculum in morâ, sed conveniri potest. Quia in interpretandâ etiam lege naturali utimur sententiâ probabili sine recursu ad papam, vel prælatos; ergo in legibus humanis potest etiam id fieri quoad particularem usum. Sic enim dicunt juristæ, posse judicem ad ferendam sententiam probabiliter interpretari legem in casu dubio, nec oportere, ut ad superiorem recurrat ex Barthol. in l. 1, C. de Legib. n. 8 et 9, et aliis ibi, et in cap. 1 de Constit. Dices, id esse verum, quando agitur de interpretatione legis quoad sensum ejus. Sed contra, nam cur non erit idem, quando aliter conjecturamus mentem, seu voluntatem legislatoris? vel cur potiùs erit necessarius recursus ad superiorem, quando probabiliter constat de voluntate ejus præter ejus verba, quàm cùm probabiliter tantùm constat de sensu ejus in ambiguâ significatione verborum? Denique in quolibet alio eventu licet uti in conscientiâ probabili sententiâ sine recursu ad superiorem, etiamsi ab illo

posset expectari certius responsum ; ergo.

9. Nihilominùs in hoc etiam non est recedendum à communi sententiâ, quæ videtur usu omnium piorum et prudentum confirmata. Et ad hoc suadendum valere possunt rationes factæ in secundo membro præcedentis sententiæ. Et præterea, quia inordinatum est uti conjecturis, et propter illas solas relinquere verba legis, ubi potest certò constare de mente et voluntate legislatoris. Et ideò in omni epiikiâ solùm probabili debet hic ordo servari. Et quamvis ordinariè magis necessarius sit in epiikiâ, quæ est de solâ voluntate legislatoris, quàm in illâ, quæ circa potestatem versatur, nihilominùs in utràque servandus est, juxta materiæ necessitatem, vel probabilitatis gradum, quia, ut dixi, semper ibi miscetur conjectura de voluntate legislatoris. Neque contra hoc obstat illa ratio, quòd judicium non redditur certius ex hoc, quòd sit vel non sit recursus ad superiorem. Hoc enim est verum de certitudine speculativâ, non verò de certitudine practicâ. Nam, cùm potest consuli superior, cessat necessitas utendi judicio probabili de voluntate ejus, quod secus est, quando est periculum in morâ, et ideò tunc potest illud judicium probabile ad praxim applicari ex principiis certis, quòd in necessitate uti possumus judicio probabili ad evitandum aliquod gravamen, vel ad convenientem observationem legum, ut in casu magis difficili et dubio explicabitur in puncto sequenti.

10. Quartò dicendum est de casu dubio, in quo judicari non potest probabiliter, an casus comprehendatur sub legis obligatione, necne. In quo sententia communis est, recurrendum esse ad superiorem, si fieri possit, vel si non possit, servandam esse legem. Ita D. Thom. dictâ q. 120, art. 1, ad 3, et dicto art. 6, ad 2. Idem Conrad. Cajet. et Medin. et Soto supra, Medin. C. de Pœnit. tract. de Jejun. cap. de his qui tenentur ad jejunium. Quæ sententia per se evidens est in casu patiente moram, ut consulatur princeps; nam si in casu tantùm formidoloso et probabili hoc fieri debet, multò magis in casu dubio. Item tunc impossibile est operari cum conscientiâ certâ practicè, quia ex tali dubio nascitur practica dubitatio, an tunc lex violetur, necne, agendo contra verba ejus, et nullum est morale principium, quo possit practicè deponi illa conscientia dubia, inconsulto superiore, quando ille potest consuli; ergo nunquàm licet cum illo dubio agere contra verba legis, quia operari cum conscientiâ practicè dubiâ, semper est malum. Denique tunc lex possidet suum jus, et in aliis melior est conditio possidentis; ergo.

11. Difficultas verò est, an idem sit dicendum in casu urgente, in quo superior consuli non potest. Multi indistinctè dicunt, etiam tunc non licere uti epiikiâ, sed servandam esse legem et ejus verba. Ita Cajet. 1-2 q. 96, art. 6, qui ita interpretatur D. Thomam ibi ad 2, indistinctè loquentem. Idem Soto dicto art. 8; Med. dicto art. 6, ad fin. dist. 3; et alter Medina supra, et omnes moderni, et Sanct. lib. 2 de Matrimon. disp. 41, n. 37. Ratio est, quia impotentia consulendi principem non potest in eo casu dare certitudinem practicam, cùm dubitans nec judicium probabile habeat de cessatione obligationis legis in illo casu. Item in casu dubio præsumptio est pro lege, quia verba ejus per se sufficiunt ad obligationem, unde ad minimum se habet tanquàm possidens in casu dubio, cujus melior est conditio; ergo. Contrarium nihilominùs tenet Sylvest. dicto verb. *Papa*, q. 16, dict. 2, in fine; cùm enim dixisset in dubiis interpretationem legis pertinere ad superiores, subdit : *Quod limitat, si commodè possunt haberi; aliàs secùs, ut cùm in repentinis periculum est in morâ.* Item cum majori extensione habet verb. *Dispensat*, q. 4; sequitur Cordub. l. 3, q. 13, ante regulam. 1; Henriq. l. 14 de Irreg. c. 3, n. 3, litter. X. Duci videntur ex illo vulgari principio, quòd necessitas caret lege; hoc enim allegat Sylv. ex Gratian. in § *Sed notandum*, post cap. *Remissionem*, 1, q. 1, et habetur in cap. 2 de Observat. jejun. Illa autem videtur gravissima necessitas, cùm res sit dubia, et non detur locus consulendi superiorem; nam videtur nimis grave obligare hominem propter solum dubium, quando non est in potestate ejus dubium expellere. Item qui dubitat de lege, vel de voto, non obligatur, quando non potest expellere dubium; ergo neque qui dubitat, an hîc et nunc lex obliget.

12. Mihi prior sententia vera videtur, adhibito moderamine. Dico ergo, si dubium nascatur ex concurrentiâ legum, quæ pro eodem tempore simul impleri non possunt, et homo dubitat, quid facere debeat, tunc licitè posse agere contra verba unius legis, implendo eam, quam tunc, factâ diligentiâ morali, juxta personæ et temporis capacitatem, bonâ fide judicat esse graviorem, et magis obligare, quia ille homo non debet esse perplexus, nec ne-

cessariò peccare, et faciendo quod in se est, satisfacit uni legi, et aliam non transgreditur. Et hunc casum absque ullo dubio non excludunt priores auctores, sed ut tritum et vulgarem illum supponunt. Unde loquuntur de casu in quo certò constat, legem sine peccato impleri posse, et dubium est de obligatione. Et tunc certitudo practica fundatur in illo principio, quòd in dubio satisfacit quis eligendo partem tutiorem; tunc etiam rectè applicatur illud principium, quòd necessitas caret lege. Deinde tunc non est epiikia voluntaria, ut sic dicam, sed necessaria, quia in eo casu non solùm potest quis non servare legem positivam, sed etiam tenetur, ut servet aliam naturalem, quam reputat graviorem. Unde etiam rectè potest in eo casu proferri judicium positivum, non solùm probabile, sed etiam certum, in eo casu legem positivam non ligare, quanquàm hæc certitudo magis sit practica, quàm speculativa.

13. At verò, quando ex aliâ parte non est periculum peccati, et subdito constat, posse sine peccato servare verba legis, nullo modo potest in casu dubio de obligatione, agere contra legem, quia manifestè se exponeret periculo peccandi transgrediendo legem, de quâ judicium probabile formare non potest, quòd cessaverit obligare, ut planè ostendunt rationes prioris opinionis. Et fortassè auctores secundo loco allegati non loquuntur de hoc dubio, sed dubio formidinis, juxta dicta in præcedenti puncto. Nec tunc allegari potest necessitas sufficiens, quia illa non est necessitas vitandi aliud peccatum, ut supponitur; nulla autem alia potest esse sufficiens ad non servandam legem, nisi etiam sufficiens sit ad probabiliter judicandum, legislatorem in tali necessitate, vel non potuisse, vel noluisse obligare; nam si tantùm sufficit ad dubitandum, profectò et parva est necessitas, et major est necessitas servandi legem, vitando periculum peccati, et quasi conservando illam in possessione suâ. Nec est simile, quando dubitatur de totâ lege, an sit lata, necne, quia tunc lex nondùm possidet, sicut in simili dixi de vot. lib. 4 de Vot. c. 5 et 6.

14. Atque ex his tandem responsum est ad secundam rationem dubitandi capite 5 positam. Nam l. 1, C. de Legibus intelligitur primò de interpretatione authenticâ, quæ vim habeat obligandi, et necessitatem inducat ita intelligendi legem. Ita Bart. ibi num. 8, et sentit Bald. in leg. *Cùm de novo,* C. eodem. Secundò etiam intelligitur de interpretatione in casu dubio, in quo subditus non potest restringere legem contra verba ejus, ut dictum est et ita, exponit Panormitanus cap. 1 de Constitut. numer. 14, et insinuat Bald. in lege secundâ, C. de Legib. num. 2, et sumitur ex leg. *Cùm de novo*, cod. eodem, ubi id notat Cynus. Glossæ verò et auctores relati ibidem in tertiâ objectione ad verum sensum facilè trahi possunt; nam prima Glossa loquitur quando ratio legis negativè tantum cessat, et non contrariè. Altera verò Glossa intelligenda est in casu dubio, in quo non licet æquitatem sequi contra jus scriptum inconsulto principe, nisi ipsamet æquitas scripta sit, ut dicitur in l. *Placuit*, C. de Judici., juxta vulgatam lectionem ejus. Et in eodem sensu videntur locuti auctores in eâdem objectione allegati.

CAPUT IX.

Utrùm aliquando lex tota per seipsam cesset, causâ ejus cessante.

1. Cum lex sit de se perpetua, et pro communitate feratur, manifestum est, non posse cessare ex defectu causæ efficientis; non enim finitur per mortem ferentis, vel successoris, ut ex dictis in lib. 1 constat, et consequenter nec per solam temporis successionem tollitur, quia indefinitè constitui debet. Quòd si aliquando potest ad certum tempus ferri, illud extraordinarium est, et tunc in suâmet constitutione habet talis lex quasi annexam revocationem pro tali tempore, quæ pertinet ad alium modum ablationis legis infra tractandum. Præterea non cessat lex ex defectu eorum pro quibus fertur; nam communitas civitatis, aut populi de se perpetua est; nam per continuam successionem conservatur, et licet civitas, vel populus omninò deleri possit, id rarum est, et non habet moralem considerationem. Igitur solùm potest lex cessare per mutationem objecti circa quod versatur, quæ (physicè loquendo) potest multipliciter contingere; tamen in præsenti solùm oportet considerare mutationem in materiâ legis quoad rationem propriam, ob quam sub obligationem legis constituitur, nam si illa perseverat, non cessabit lex ex illo capite, ac subinde simpliciter non cessabit, nisi revocetur, quia non habet aliam causam mutabilem, à quâ in suâ conservatione pendeat, ut declaratum est. Si autem in objecto sub eâ ratione spectato fiat mutatio, undecumque illa mutatio proveniat, eadem est quæstio, an ex vi talis mutationis materiæ legis

desinat ipsa lex; idem enim est quærere, an cessante omninò et totaliter ratione vel fine legis, cesset etiam lex, ita ut omninò extinguatur, et de medio tollatur. Dico autem *cessante omninò et totaliter ratione legis*, quia jam hìc non consideratur cessatio in uno, vel alio actu, nec alia similis mutatio partialis, quæ solùm contingit in unâ occasione, vel in aliquâ parte materiæ legis pro aliquo tempore; nam de hâc partiali mutatione satis dictum est in capite præcedenti. Quamvis aliter possit in præsenti considerari partialis mutatio, vel perpetua in aliquâ notabili parte materiæ legis, vel temporalis in totâ materiâ, de quibus in fine dicam.

2. Altera verò distinctio tradita capite præcedenti de duplici cessatione rationis, vel finis legis, scilicet, contrariâ et negativâ, hìc etiam valdè necessaria est, tum ut videamus, an utraque locum habeat respectu integræ legis, tum ut explicemus, per quam illarum desinat esse lex. Tunc ergo dicitur mutari contrariè objectum legis, quando propter mutationem materiæ, vel rerum, seu circumstantiarum fit, ut sit injustum, vel quocumque modo turpe servare legem, vel si fiat impossibile, aut saltem ita difficile et arduum, ut moraliter judicetur impossibile respectu totius communitatis, vel denique si fiat prorsùs inutile et vanum respectu boni communis. Mutatio autem negativa erit, si in totâ materiâ legis jam non inveniatur ratio ob quam lex posita fuit, licet eâ sublatâ, adhuc materia per se mala non sit, nec impossibilis, nec inutilis, aut injusta.

3. Quando ergo mutatio fit contrariè in totâ materiâ legis, nulla est difficultas, nec controversia; omnes enim fatentur, tunc legem ipso facto cessare, quia eo ipso incipit non esse justa; ergo incipit non esse lex, quia, ut sæpè ex Augustino diximus, lex injusta non est lex. Antecedens patet, quia lex de re iniquâ, impossibili, vel non conferente aliquid ad bonum commune, est injusta et nulla, ut ex dictis in lib. 1 constat; sed per mutationem contrariam in objecto factam res præcepta incipit esse iniqua, impossibilis, vel inutilis, ut explicatum est; ergo si lex ulteriùs duraret, jam esset de re iniquâ, ac subinde ipsa esset iniqua, aut esset de re impossibili, vel inutili, et consequenter ipsa esset injusta. Unde fit, in hujusmodi eventu, non esse necessarium, ut princeps illam revocet, ut licitè possit non servari; neque etiam ut consuetudine tollatur; nam priusquàm consuetudo introducatur, justè incipiet non observari; et ideò dixi, *ipso facto cessare*. Hoc autem per se notum est, quando incipit esse iniqua ipsa observatio legis, quia repugnat durare obligationem ad aliquid iniquum faciendum. Idem autem est si fiat impossibilis, quia ad impossibile nemo obligatur, et respectu communitatis sufficit, quòd sit impossibilitas moralis; ergo cessabit tunc lex ipso facto respectu communitatis; ergo etiam respectu singulorum. Eademque ratio est, si fiat materia inutilis et vana respectu boni communis; nam eo ipso fit incapax obligationis legis respectu communitatis, et consequenter etiam respectu singulorum. Oportebit autem, ut talis mutatio universaliter facta in totâ materiâ legis manifesta sit et evidens; nam in dubio semper lex retinet jus, et quasi possessionem suam, semperque pro illius justitiâ præsumitur, præsertim quia, quando mutatio non est evidens et manifestè nota omnibus, signum est non esse tantam, nec tam universalem, et ideò hìc non videntur necessariæ aliæ distinctiones de majori vel minori dubio, sed simpliciter exigenda est notitia certa; satis verò erit, quòd ex publicâ et constanti populi opinione consurgat.

4. Solùm ergo superest nonnulla difficultas, quando ratio legis tantùm negativè cessat generaliter; videtur enim id satis non esse, ut tota lex cesset, primò quia eadem videtur esse ratio et proportio totius ad totum, quæ partis ad partem; sed, cessante illo modo ratione legis in particulari, non cessat obligatio legis; ergo nec cessante in generali, tota lex perit. Secundò, quia, cessante negativè ratione legis, non constat statim cessare voluntatem principis; ergo non est necesse statim cessare legem. Patet consequentia, quia lex à voluntate principis habet suam efficacitatem ad obligandum. Antecedens autem supra probatum est, quia voluntas potest vel à principio pluribus rationibus moveri, et princeps potest præcipuam vel notiorem exprimere, et non omnes, vel certè potest voluntas in principio unâ ratione moveri, et deinde aliâ continuari, ut supra de tributis dicebamus. Tertiò, quando ratio vel finis tantùm negativè desinit, adhuc potest lex sine peccato servari; ergo servanda est ex eâdem obligatione donec revocetur. Antecedens ex declaratione terminorum supponitur. Consequentia verò probatur, quia tunc nullum est periculum in observatione legis, et potest esse magnum in illius transgressione, tum quia non potest esse statim certum, voluntatem principis cessâsse, tum quia possunt

sequi magna moralia incommoda, si tanta licentia populo tribuatur. Denique pro hâc sententiâ referri possunt auctores dicentes, legem non cessare, licet ejus ratio cesset, quos in principio capitis præcedentis retuli.

5. Nihilominùs communis consensus est, cessante ratione legis generaliter seu frequentiùs in totâ communitate, legem cessare. Ita censent inprimis omnes qui affirmant, cessante ratione legis in particulari etiam negativè tantùm, cessare in illo particulari obligationem legis; nam à fortiori coguntur id dicere in universali, et ita possunt pro hâc sententiâ allegari Panor. in c. *Quia plerique*, de Immunit. ecclesiast. Ubi idem planè sentiunt Innoc. Anton. et alii cap. præced. allegati. Clariùs verò hoc docent Ledesm. p. 2 quarti, q. 17, art. 2, dub. 3, ad 4, et q. 18, à dub. 12, post secundam conclusionem, et dub. 14, post 3 conclus.; Covarr. in p. 4, § 9, numer. 8, et in cap. *Cùm esses*, de Testam. n. 9, ubi refert Fortun. de Ultim. Fin. illat. 15 et 16. Idem Castro lib. 1 de Legib. pœnal. cap. 5, docum. 3; Cajet. 2-2, q. 147, art. 5, et in aliis locis supra citatis et communiter expositores D. Thomæ dict. artic. 6, q. 96, in 1-2; et Soto eodem modo loquitur, addit tamen limitationem, quam expendere necesse est, priusquàm veram rationem et resolutionem ejus tradamus.

6. Dubitari ergo potest, an intelligendum ut cessante ratione legis in universali cesset lex ipso facto, ita ut possit à subditis licitè non servari, nullâ expectatâ principis declaratione vel revocatione, vel solùm dicatur cessare, quia deficiente causâ, tenetur princeps legem tollere. Reliqui enim auctores (Soto excepto), licet punctum expressè non attingant, planè loquuntur de cessatione ipso facto. Et potest hoc confirmari, quia aliàs non esset hic modus peculiaris desitionis legis, distinctus ab illius revocatione, sed ad summum assignaretur per hoc quædam legitima causa abrogandi legem. Sicut possunt etiam aliæ plures assignari. Item quia pro fundamento sumitur cessante causâ, cessare effectum, quod intelligitur de cessatione ipso facto, ut sumitur ex c. *Etsi Christus*, de Jurejur. Et ideò solet explicari de causâ propriâ et adæquatâ, à quâ effectus in conservari pendeat, ut ubi Glossa sentit, et clariùs Gloss. in c. *Post translationem*, de Renuntiat. verb. *Cessante*, et in § *Sed sciendum*, post cap. *Statuimus*, distinct. 61, verb. *Causa*, in fine et in cap. *Quod pro remedio*, 1, q. 17, per textum ipsum. Cùm autem hîc loquimur de cessatione causæ, vel rationis, vel finis legis, de adæquatâ causâ loquimur; alioqui non dicetur simpliciter cessare causa; ergo illâ cessante debet ipso facto cessare lex, quia ab illâ pendet tam voluntas principis, quàm utilitas legis. Unde, si talis ratio à principio non fuisset, non posset lex justè ferri; ergo nec potest sine illâ justè conservari.

7. Nihilominùs Soto contrarium apertè sentit; nam in lib. 1 de Justit. q. 6, art. 8, sic ait: *Si in toto genere causa cessaverit, tunc et lex quoque cessare debet; verumtamen antequàm princeps vel consuetudo illam abroget, vim suam non amittit* Ubi loquitur clarè de cessatione causæ negativæ, nam eâ interveniente in particulari negat sufficere, ut obligatio legis in particulari cesset. Idem ferè repetit in lib. 2, q. 3, art. 5, ad 1. *Nam licet principi*, inquit, *incumbat illam mutare, tamen subditis non licet contra facere, dùm jus naturæ id permittit*, utique quod erat per legem præceptum, *nisi jam esse inciperet contra ipsum*. Itaque quamdiù ratio legis non ita cessat, ut quod præcipit incipiat esse contra jus naturæ, non putat cessare legem ipso facto, donec abrogetur. Non declarat autem Soto, quo fundamento ductus fuerit; insinuat autem, quamdiù materia legis est capax obligationis, tamdiù durare legem, nisi revocetur. Per solam autem cessationem rationis, etiam in universali non fit materia legis incapax obligationis, quia potest non esse mala, et esse utilis reipublicæ, etiamsi fortassè non sit talis, vel necessaria, sicut antea; hoc enim non est satis, ut statim per se censeatur lex ablata. Confirmari hoc potest ab incommodis, quia contra debitum ordinem est, ut lex à superiori posita sine consensu illius non servetur, dùm licitè et facilè servari potest: nam inde etiam scandala et perturbationes, vel fraudes in republicâ oriri possunt. Unde posset media via excogitari, nimirùm, cessante causâ vel ratione legis in universali, cessare quidem legem in se ipso facto, nihilominùs tamen non posse subditos licitè incipere agere contra illam, donec princeps declaraverit cessâsse, quia ita expedit ad commune bonum, ad eum modum, quo diximus in superiori libro, pœnam incurri sæpè ipso facto, ante sententiam verò declaratoriam non obligare.

8. Ut meam sententiam explicem, suppono ex supra dictis, duplicem esse materiam legis humanæ. Quædam enim talis est, ut per se spectata sit honesta, et contineat actum virtutis, ut est præceptum jejunii, orationis, etc.;

alia est materia per se indifferens, ut portare vel non portare arma, extrahere à loco has res vel illas, et similia. Et hinc oritur alia differentia inter ipsas leges ; nam cùm omnes leges humanæ constituant actum, vel omissionem in aliquà specie virtutis, aut vitii, ut supra visum est, quando materia legis in se et per se habet honestatem, per legem constituitur proximè in illâ specie virtutis, ad quam per se et intrinsecè pertinet illa materia, ut jejunium ponitur in specie temperantiæ, et omissio ejus intemperantia est, et sic de aliis. Et idem est, quoties medium virtutis in tali materià potest per efficaciam legis constitui. Ut est in lege taxante pretium ; nam ante legem illud non erat medium justitiæ ; postquàm verò lege definitum est, in illo consistit medium, et ideò actus illius legis in specie justitiæ constituitur, et illius violatio injustitia est. At verò quando actus est indifferens de se, et à lege non præcipitur, constituendo in illo intrinsecum medium virtutis, sed solùm propter utilitatem ad aliquem finem extrinsecum, lex illum præcipit aut prohibet, tunc tota honestas actùs ex illo fine sumenda est, et sub illâ accipit propriam obligationem, et necessitatem ex vi legis. Unde tandem fit, ut in prioribus legibus finis extrinsecus materiæ præcepti nunquàm sit adæquatus legi ; nam semper intrinseca honestas et ratio virtutis habet rationem finis proximi, et intrinseci ; imò hic finis est per se sufficiens, licet omnis finis extrinsecus cesset ; at verò in posterioribus legibus finis extrinsecus est adæquatus, quia materia per se et propter se non est capax præcepti, sed tantùm propter utilitatem in ordine ad aliquem finem extrinsecum.

9. Dico ergo primò : Lex præcipiens actum de se bonum, constituendo illum intrinsecè in aliquâ materiâ virtutis, non cessat deficiente universaliter quocumque fine extrinseco legis, etiamsi in illo genere fuerit adæquatus respectu intentionis legislatoris, et fortassè ita spectatus, quòd sine illo legem non tulisset. Probatur ratione factâ pro opinione Soti, quia cessante omni fine extrinseco, materia talis legis manet per se honesta et capax legis propter solum intrinsecum finem, id est, propter honestatem talis actûs, et hic finis intrinsecus semper est intentus à legislatore, quandoquidem in tali genere virtutis constituit necessitatem et medium illius actùs ; ergo, cessante quocumque fine intrinseco, habet lex illa unde sufficienter subsistat ; ergo non evacuabitur. Et confirmatur, nam, si attentè res consideretur, tunc non cessat causa adæquata legis ; nam potissima causa finis, et ratio quasi proxima illius legis, est honestas actûs ; ergo non est cur cesset lex. Denique quamdiù durat materia præcepta cum suâ ratione formali, manet obligatio præcepti. Quia, ut D. Thomas tradidit 1-2, q. 100, art. 9, ad 2, aliud est, quod legislator intendit præcipere ; aliud, ad quod intendit præcipere, unde sicut præceptum de se obligat ad primum, et non ad secundum, ita è contrario, quamdiù durat primum, si in eo perseverat ratio sufficiens præcepti, durat præceptum, licet finis extrinsecus cesset. Exemplis res declaratur ; nam lex de jejunio licet feratur propter macerationem carnis, et fingatur communitas non indigens illo medio ad illum finem, quia habet multa alia, vel quid simile ; nihilominùs lex jejunii obligabit, ut est certum ; at si actus desineret esse actus temperantiæ, ut in casu necessitatis extremæ, tunc cessaret lex. Similiter, si lex taxaret pretium tritici, quamdiù in illo permanet æquitas justitiæ, ita ut non fiat evidenter inæquale, legis obligatio durat, etiamsi rationes omnes extrinsecæ, vel aliæ utilitates cessent ; si autem ita res mutaretur, ut quantitas pretii evidenter esset iniqua, cessaret lex, et sic de aliis.

10. Unde infertur, si in lege cesset adæquatus finis tam intrinsecus, quàm extrinsecus, tunc cessare legem ; si quis tamen advertat, tunc cessatio finis non est tantùm negativa, sed transit in contrariam, quia materia jam non manet materia virtutis, sed fit vitiosa, et ideò non potest esse materia legis obligantis. Et signum est, quòd tunc non solùm in generali, sed etiam in particulari cessabit obligatio legis in tali actu, vel materiâ ejus. Unde etiam fit, ut tunc lex cesset ipso facto sine aliâ recordatione, vel declaratione, quia deest fundamentum ejus, nec potest ejus obligatio cadere in materiam inhabilem. Solet esse vulgare exemplum in lege imponente tributum ad certum opus, vel finem, quo finito lex per se cessat, quia tunc non solùm negativè, sed etiam contrariè cessat ratio legis, quia ex tunc incipit tributum illud esse injustum. Quando verò non cessat intrinsecus finis licet extrinseci cessent, sicut non cessat lex ipso facto, ita neque necessarium est, ut debeat per principem abrogari. Quia materiæ honestas potest esse sufficiens ad sustentandam legem, nisi aliunde fieret lex nociva reipublicæ, vel intolerabilis ; nam tunc ex alio capite posset esse obligatio revocandi

legem, imò etiam posset lex per se cessare, si nocumentum vel gravamen esset generale et nimium, quia tunc non esset cessatio negativa, sed contraria, ut constat. Ultimò tamen adverto circa hanc assertionem, sermonem esse de propriâ lege; nam si sit sermo de præcepto ab homine et ex solâ obedientiâ, sic fieri sæpè potest, ut cessante fine, vel causâ præcepti, cesset obligatio ejus etiamsi actus præceptus sit aliàs intrinsecè honestus, ut jejunium, vel oratio, ut si superior præcipiat jejunare semel in hebdomadâ hoc mense, si constat, præceptum imponi propter specialem necessitatem, vel occasionem, et illa ante mensem finitur, intelligimus cessâsse præceptum, quia respectu illius præcepti tota ratio præcipiendi est finis extrinsecus, non extrinseca honestas, licet hæc præsupponatur; cujus signum est, quia transgressio talis præcepti non est intemperantia verbi gratiâ, sed inobedientia; secùs verò est in lege propriâ per quam primò intenditur honestas virtutis, sub quâ actus quasi essentialiter constituitur.

11. Dico secundò: Quando lex præcipit actum de se indifferentem propter finem extrinsecum, tunc cessante in generali adæquato fine talis legis, per se, ipso facto cessat talis lex, et obligatio ejus. Ratio est, quia tunc cessatio finis negativa transit in contrariam, quia facit materiam incapacem legis. Probatur, quia actus de se indifferens nunquàm potest per se, vel propter se præcipi, quia ut sic non est per se amabilis honestè, imò si ita fiat, non honestè fiet, et quod certius est, talis actus non est materia legis, nisi propter aliquam communem utilitatem, ad quam possit prodesse, vel esse necessarius, præcipiatur. At verò cessante fine legis in generali, actus ille necessariò incipit esse inutilis ad commune bonum; ergo eo ipso fit incapax obligationis legis humanæ, ac subinde cessat ipso facto lex. Consequentiæ cum majore satis patent ex dictis. Minor autem est evidens ex hypothesi; nam ponimus cessare finem adæquatum propter quem præcipiebatur ille actus; non potest autem cessare ille finis, nisi vel quia bonum proximè intentum per illum actum desinit esse commodum ad commune bonum reipublicæ, vel quia ipsemet actus desinit esse utilis ad tale commodum; utroque autem modo fit ille actus inutilis, et otiosus respectu communis boni, et consequenter desinit esse materia legis. Dices, fieri posse, ut, licet actus sit inutilis ad finem à lege intentum, ad alios fines utilis sit. Respondeo, illud esse per accidens, et materiale, quia lex non consideravit in tali actu, nisi talem rationem commodi, et publici boni, et ideò illâ ablatâ non manet materia illius legis, et consequenter nec lex. Nam licet actus possit esse utilis sub aliâ consideratione, de illo non est lex lata illo intuitu, et ita illa utilitas nondùm censetur necessaria reipublicæ, donec de illo actu illo intuitu feratur lex.

12. Et hinc sequitur primò in hujusmodi eventu non esse necessarium decretum principis, ut liceat non servare legem postquàm sic cessavit; nam in ipso facto desiit lex; solùm ergo est necessarium, ut de tali cessatione publicè et manifestè constet per evidentiam facti generaliter noti in tali republicâ, seu communitate, quia eo ipso, quòd lex cessat dicto modo, non est lex; ergo ex se non obligat; ergo, ut cesset cum effectu, respectu communitatis, satis est, quòd illi sit publicè nota. Nec datur sufficiens ratio, cur necesse sit expectare decretum principis, quia vel esset necessarium per modum revocationis, et hoc non, quia lex per se desiit; vel per modum authenticæ declarationis, et hoc etiam dici non potest cum fundamento, quia nec ex naturâ rei hoc est necessarium, nec in jure positivo invenitur illud esse specialiter præceptum. Neque in hoc debet cessatio legis cùm pœnâ comparari, quia pœna est de se violenta, et ab extrinseco illata, et ideò ex se requirit actionem, vel influxum judicis, nisi contrarium expressè per legem disponatur, et ideò non incurritur ipso facto, nisi lex hoc declaret, et licet incurratur ipso facto, non excluditur sententia declaratoria delicti, nisi ubi lex illam excludit vel aliàs constat, quia semper est favor rei, quòd non sit obnoxius pœnæ, donec condemnetur. At verò cessatio legis in illo casu non est violenta, imò per illam quasi restituitur respublica ad pristinum statum, et ad suam libertatem, et in favorem ejus cedit, et ideò nulla est necessitas talis decreti per modum sententiæ declaratoriæ. Dices, esse necessariam per modum promulgationis; nam hæc necessaria est in ablatione legis, cùm à principe revocatur. Respondeo, esse diversam rationem; nam revocatio pendet ex voluntate principis, quam oportet omnibus proponi; cessatio autem legis, cessante causâ ejus, non pendet ex voluntate principis, sed ex facto ipso, et ideò satis est, factum esse omnibus notum. Ut, si per legem fuit impositum tributum ad ædificationem pontis, et publicè constat, opus esse

finitum, et jam nihil in eo expendi, satis per hoc promulgatum est, tributum cessâsse, et sic de aliis. Sufficit ergo publica notitia, et satis certa de generali cessatione causæ, et hæc ad minimum necessaria est, nec existimo sufficere, ut uni, vel alteri in particulari sit nota, quia donec lex cessat respectu communitatis, non cessat respectu particularium personarum, ut est, causam ita cessâsse, ut hoc possit communitati constare ac subinde ut res sit publicè nota. Et hoc maximè locum habet, quando observatio legis incipit esse injusta; nam tunc evidentiùs constat de cessatione legis; potest autem dici injusta, non solùm quando confert speciale nocumentum, sed etiam quando est omninò inutilis, et sine ratione.

13. Secundò potest ex dictis intelligi, quam probabilitatem habeat distinctio, quam nonnulli juristæ tradiderunt, inter legem quæ fertur propter tollenda inconvenientia, quæ ex aliquo facto frequenter sequuntur, et legem quæ per se fertur propter aliquod bonum et utilitatem. Nam priorem dicunt cessare, licet cesset ratio utilitatis. Ita insinuat Gloss. in dicto cap. *Et si Christus*, de Jurejur. verb. *Cessante*, In principio, et priorem partem probat ex illo textu exemplo juramenti, quod prohibetur tantùm ratione periculi pejerandi, et ideò cessante periculo, licet. Alteram verò partem probat ex cap. *Dixit Dominus*, 32, q. 1, et cap. *Tantùm*, 32, q. 7, quæ jura nihil ad rem faciunt; nam loquuntur de matrimonio, quod est vinculum indissolubile, de quo alia est ratio. Eamdem distinctionem indicat Navarr. in Sum. cap. 16, num. 36 et 37, ubi sentit cum Cajet. clandestinum matrimonium (saltem ante Tridentinum concilium) potuisse licere cessantibus inconvenientibus, propter quæ prohibetur; et nihilominùs ait cessante fine legis in particulari, non cessare legis obligationem quando finis ille erat bonum aliquod acquirendum per medium à lege præscriptum. Unde ibi non solùm loquitur de cessatione legis in universali, sed etiam in particulari, ut supra notavit.

14. At certè formaliter loquendo, nulla videtur esse differentia, quia si lex datur propter vitanda incommoda, pro fine habet remotionem incommodorum; ergo eadem est ratio de cessatione illius finis, et de aliis tam in universali, quàm in particulari. Solùm ergo potest esse differentia quædam quasi materialiter; nam lex, quæ ponitur tantùm propter incommoda vitanda, non solet præcipere actum per se propter bonitatem ejus, vel prohibere propter malitiam, sed solùm propter occasionem mali vitandam, et tunc cessante fine generaliter negativè, cessat etiam contrariè, quia actus fit inutilis et incapax materiæ legis. Sicut diximus alibi de voto facto non ingrediendi talem domum propter vitandam occasionem jam non obligare votum, quia tunc non ingredi talem domum, est materia indifferens et impertinens ad religionem; ita ergo, proportione servatâ, erit in lege. At verò lex quæ præcipit actum propter se, et propter aliquem bonum finem, non statim desinit, cessante fine, quia in ipso actu potest manere intrinseca honestas, propter quam præcipiatur; si autem non reperiatur, sed sit actus de se indifferens, idem prorsùs dicendum erit de lege, quæ illum præcipit propter bonum acquirendum, quod de lege prohibente illum propter incommodum vitandum, ut ex dictis satis patet. Et è contrario, si lex præcipiens vel prohibens aliquid propter vitandum incommodum, habeat materiam per se honestam, et convenientem, ultra vitationem incommodi, tunc non cessaret lex, etiamsi necessitas vitandi incommodum cessaret; tunc enim procedunt omnia in primâ assertione dicta. In quo etiam attentè considerandum est, an aliquid prohibeatur ratione periculi, vel tantùm ratione futuri effectûs: nam ordinariè prohibitio fit propter periculum, quod per se inest actui, et ideò licet certè constet, non futurum effectum, seu damnum, nihilominùs non cessabit obligatio legis, et effectus ejus, quia semper actus est de se obnoxius illi incommodo, ut præced. libro latiùs dixi cap. 23. Unde non mihi probatur exemplum de clandestino matrimonio, quo Cajet. et Navarr. utuntur; nam illi actui ita est annexum periculum, ut nec in universali, nec in particulari possit ab eo separari, et ideò nunquàm cessat obligatio ejus, eò quòd certissimum sit, omnia incommoda esse præcavenda. Unde eo modo, quo nunc matrimonium factum coram parocho, et testibus potest esse clandestinum ex defectu denuntiationis, juxta cap. ult. § 1, de Clandestin. Despons. non est licitum tale matrimonium etiamsi negativè cesset finis præcepti, nisi aliæ causæ legitimæ occurrant, ob quas per epiikiam judicetur, præceptum hîc et nunc de illâ accidentali solemnitate non obligare; et hoc modo videtur tandem explicare exemplum illud Navarr. ubi supra.

15. Tertiò hinc obiter expeditur difficultas

in capite præcedenti hùc remissa de præcepto correctionis fraternæ, cujus obligatio etiam in particulari cessat, cessante spe utilitatis correctionis; ac subinde per cessationem negativam rationis legis, unde cùm illa spes, ut plurimùm generaliter cesset, consequenter dicendum erit totum præceptum cessare. Ad quod Medin. Ledesm. et Covarr. supra respondent, legem correctionis fraternæ datam esse propter privatum bonum singulorum, et ideò in unoquoque posse cessare, quoties in particulari cessaverit finis ejus, etiam negativè tantùm; secùs verò esse in legibus, quarum finis communis est, et universalis, ut sunt præceptum jejunii, et similia. Sed ut verum fatear, non satis intelligo distinctionis sensum, aut rationem; nam omnis lex est propter commune bonum, licet illud non in communitate immediatè, sed in singulis intendatur, et acquirendum sit. Sic enim lex jejunii est propter Ecclesiæ bonum, tamen utilitas ejus exercetur in singulis. Ita verò etiam est commune præceptum de correctione fraternâ; ejus autem fructus in singulis in particulari procuratur; nulla est ergo differentia. Faciliùs ergo respondetur, ut attigit etiam Ledesm. supra, in correctione fraternâ non intervenire epiikiam, nec cessationem obligationis propter cessationem finis, quia est præceptum affirmativum, quod non obligat pro semper, nec etiam habet determinatum tempus, pro quo obliget sine quâ determinatione, ut supra dixi, non habet locum epiikia. Quando ergo non est spes fructûs, non cessat obligatio præcepti affirmativi corrigendi fratrem, sed solùm illa obligatio, quæ de se indefinita est, non coarctatur ad hoc tempus, quia recta ratio dictat, pro tunc non obligare, quia non est tempus utile, neque subjectum est dispositum. Sicut præceptum eleemosynæ obligat ad subveniendum indigenti; si tamen subventio futura esset nociva, vel si certò constaret, indigentem non usurum eleemosynâ, non obligaret præceptum, non per cessationem, aut epiikiam, sed quia non est talis occasio, pro quâ obliget illud præceptum, quod naturale est, et non tantùm positivum. Addo eo modo, quo dici potest, cessare ibi rationem præcepti, non cessare tantùm negativè, sed etiam contrariè, quia tunc correctio non esset actus virtutis, sed otiosus, et inutilis, et potest esse nocivus proximo potiùs quàm utilis.

16. Tandem ex his facile est respondere ad rationes dubitandi in principio positas. In quarum primâ petebatur difficultas, quia ex dictis videtur sequi, non esse differentiam inter cessationem legis in universali, vel in particulari, propter cessationem finis, tantùm negativè cum proportione, scilicet, in universali, vel particulari; hoc autem videtur esse contra communem sententiam supra relatam. Sequela patet, quia in universali nunquàm cessat lex, cessante fine ejus purè negativè, sed oportet, ut cesset contrariè, saltem hoc modo, quòd fiat actus inutilis, et consequenter incapax materiæ legis; ac si hoc modo cesset in particulari, etiam cessabit obligatio legis; ergo. Respondeo, differentiam in hoc consistere, quòd cessante adæquato fine legis modo explicato, consequenter cesset absoluta ratio constituendi legem, quia cum illâ cessatione finis est necessariò conjunctum, ut materia reddatur inutilis ad legem. At verò si finis in universali subsistat, etiamsi in particulari actu cesset, manet ratio integra communis legis, quæ non respicit ad singula, sed ad id quod frequentiùs accidit; et ideò licet in particulari cesset negativè ille finis, non fit inutilis actus, nec in eo cessat contrariè ratio legis, quia semper ratio illa communis potest movere ad illum actum propter commune bonum, et propter conformitatem ad legem, et ad totum corpus, ut capite præcedenti explicatum est.

17. Ad secundam rationem de voluntate principis facilè respondetur ex dictis, cùm cessante ratione legis in generali, eo ipso fiat inutilis lex, et materia ejus fiat incapax obligationis justæ, consequenter necessarium esse, ut cesset voluntas legislatoris; tum quia solùm voluit justè obligare, et quantùm licitè posset, neque aliud præsumendum est; tum etiam quia factâ mutatione in materiâ legis, non posset obligare, etiamsi vellet. Quòd si fingatur (ut in eodem argumento additur) cessante priori ratione aliam succedere, ut in tributis dici solet, responsum jam est, priorem legem cessâsse, et aliam non esse latam. Unde, si velit princeps obligare ad eumdem actum propter novam rationem insurgentem, oportet, ut denuò legem ferat, seu illam voluntatem promulget; aliàs non poterunt subditi, ex vi prioris legis obligari. Tertia verò ratio, vel probat primam assertionem, si cessante fine extrinseco legis adhuc materia ejus honesta sit, et propter se conferens ad bonum commune, vel si ratio illa procedat, quando omninò cessat finis legis, negatur, tunc posse legem licitè servari, quia esset actus vanus et

otiosus, et licet illemet actus possit fortè honestè fieri propter aliam commoditatem particularem intentam ab operante, illud est valdè extrinsecum, et accidentarium, ut lex prior perseveret, quæ non obligabat ad operandum illo modo, vel propter illum finem. Neque ex tali non observatione legis, quæ jam evidenter, et publicè cessavit, possunt sequi moralia incommoda, sicut non timentur ex eo, quòd lex evidenter, et publicè injusta non servetur, et majora ex contrariâ obligatione sequerentur.

18. Denique, juxta hæc quæ diximus de totali cessatione legis, judicari poterit de cessatione alicujus partis legis non respectu personæ, vel casûs particularis, sed respectu totius communitatis. Potest enim lex plura præcipere, vel varia membra continere, et quoad unum fieri inutilis, et non quoad alia. Et tunc idem judicium est de illâ parte, cujus ratio cessavit, quando est ab aliâ separabilis, quod de totâ aliquâ lege, nam est eadem ratio. Imò illa lex, quæ videtur una, in re est multiplex, et ita cessat una, licet non cessent aliæ. Si verò lex ita contineret multa, ut essent inseparabilia, et ita esset quasi indivisibilis obligatio, quia bonum ex integrâ causâ, et malum ex quocumque defectu, attentè considerandum est, an propter defectum in unâ parte, tota lex reddatur injusta, vel inutilis, vel magis nociva, quàm proficua, et tunc cessabit tota lex; si verò non obstante illo defectu, lex justa permaneat, et magis utilis, quàm nociva, non cessabit ipso facto, donec revocetur. Illud etiam est considerandum, ut lex simpliciter cesset, necessarium esse, ut ejus ratio perpetuò cesset generaliter; nam si ad tempus tantùm sic cessare videatur, tunc potiùs suspendetur obligatio legis, quàm ipsa extinguatur, quia non sit simpliciter inutilis, vel injusta, sed tantùm pro hoc tempore, et ideò limitata causa limitatum parit effectum; ergo suspenditur lex, non extinguitur.

CAPUT X.

Darine possit dispensatio in lege humanâ, et quid illa sit.

1. Postquàm de cessatione legis dictum est, sequitur dicendum de mutatione ejus, seu ablatione per actionem extrinseci agentis habentis potestatem ad tollendam, quæ duplex etiam esse potest, scilicet, partialis, quam nunc comprehendimus nomine dispensationis, et latiùs dici potest derogatio legis, et totalis quæ dicitur legis abrogatio. De hâc posteriori dicemus postea, hîc verò de priori tractamus, et non de omni, quia non omnis derogatio legis est propria dispensatio, ut explicabimus, sed de illâ tantùm, quæ propriam dispensationis rationem habeat, sub quâ nunc commutationem comprehendimus; nam ad dispensationem reducitur, ut capite sequenti declarabo. Unde supponere oportet, dispensationem, de quâ tractamus, diversam omninò esse ab interpretatione, quæ per epiikiam fit, sive in casu evidente aut probabili, sive in casu dubio, in quo auctoritas superioris postulatur. Licet enim hæc nomina soleant confundi, distingui nihilominùs debent, ut in discursu latiùs et commodiùs explicabo. Epiikia enim non est actus jurisdictionis, sed doctrinæ et prudentiæ, ut supra visum est; dispensatio autem, de quâ tractamus, est actus jurisdictionis, ut videbimus. Interpretatio autem in casu omninò dubio, licet præter prudentiam, jurisdictionem requirat, non supponit obligationem legis certam, sed potiùs in dubio declarat, illam cessâsse, non autem in rigore aufert illam. Dispensatio autem de quâ tractamus supponit obligationem legis, etiam certam, et fertur ad tollendam obligationem, etiamsi præexistat. Unde fit, ut in lege divinâ habeat locum interpretatio hominis, etiam in casu dubio, non verò dispensatio, ut infra, lib. 1, dicam: at verò in lege humanâ non interpretatio tantùm in casu dubio, sed etiam propriissima dispensatio in casibus, in quibus de præexistente legis obligatione nulla poterat esse dubitatio, concedi per hominem potest.

2. Et quidem quod ad rem spectat, nullus dubitare potest, quin obligatio legis humanæ certò præexistens, et ligans talem personam, possit per superiorem ex casu auferri manente obligatione legis in reliquâ communitate. Ita communiter doctores, et primùm allegari possunt omnes, qui de voto hoc asserunt, quos retuli lib. 6 de Voto cap. 9. Deinde de lege idem tradunt Durand. in 1, d. 47, q. 4, n. 6; Richard. in 4, d. 17, art. 2, q. 7; Scot. in 3, dist. 37, et ibi Gabr. not. 3; Soto lib. 1 de Justit. q. 7, art. 3; Ledesm. in 4, d. 2, q. 5, art. 6, et q. 17, art. 3; optimè Turrecrem. in cap. *Sicut quædam*, d. 14, et in § *Nisi rigor*, post cap. *Requiritis*, 1, q. 7; Rebuf. in Pract. p. 2, tit. de Dispensat. n. 1 et 2, ubi alios canonistas refert; Covarr. in 4, p. 2, cap. 6, § 9, n. 42, ubi alios etiam refert, et idem supponit Navar. in Sum. prælud. 9, n. 17. Et

res est manifestissima, tam in jure quàm in usu. Hâc enim ratione August. Epist. 50, dispensationem vocavit, *vulnus contra integritatem severitatis*, et habetur in capite *Ipsa pietas*, § *Si inquirat*, 23, q. 4, et Gelas. papa in cap. *Necessariâ rerum dispensatione*, 1, q. 7, vocat illam relaxationem, moderationem, ac temperamentum canonum paternorum, quæ fieri potest diligenti consideratione adhibitâ; sic etiam dixit Cyril. in Epistol. ad Gennadi.: *Dispensationes nonnunquàm cogunt parùm à debito exire*, et infra: *Dispensationum modus nulli sapientum displicuit*, cap. *Dispensationes*, 1, q. 7, prout in decreto Gregoriano habetur, et similia sumuntur ex cap. *Tanta*, et cap. *Si qui*, eademque et apertè ex cap. *De multâ*, de Præbend. ubi post rigorosam prohibitionem de pluritate beneficiorum, subditur: *Circa sublimes tamen, et litteratas personas, quæ majoribus sunt beneficiis honorandæ, cùm ratio postulaverit, poterit per Sedem apostolicam dispensari.*

3. Unde etiam apertè hoc confirmat usus: nam certè cùm papa dat licentiam alicui habendi plura beneficia, non declarat in illo cessâsse legem ex præexistente causâ, idemque in lege jejunii, in modo observandi censuras, et in aliis privilegiis evidenter quotidiè fit. Unde incredibile est, D. Thomam 1-2, q. 97, art. 4, intellexisse, in legum relaxatione solùm habere locum interpretationem in casu dubio, non verò rigorosam dispensationem per ablationem obligationis certò præexistentis, ut aliqui illi imponunt, et in eamdem sententiam allegatur Cajetan. ibid. et Anton. p. 1, tit. 17, § 20; incredibile, inquam, est, in re tam clarâ tales theologos, et præsertim D. Thomam hallucinâsse. Unde D. Thom. quodlib. 19, art. 15, expressè dicit: *Dispensatio humana non aufert ligamen legis naturalis, sed positivæ.* Auferre autem ligamen non est interpretari. Item hoc modo etiam potest interpretatio humana authentica auferre ligamen juris naturalis in casu dubio, et in dictâ quæst. 96, art. 6, ad 3, negat cadere in jus divinum dispensationem, cùm tamen id non posset de interpretatione negare. Idem latiùs quodlib. 4, art. 13; denique in 4, d. 38, q. 1, art. 4, expressè distinguit dispensationem per modum relaxationis juris, vel per modum declarationis, et primam etiam admittit in voto, et in dicto cap. 9, ostendi, nunquàm D. Thomam mutâsse illam sententiam et modum loquendi ejus in illâ materiâ declaravi. Idem ergo à fortiori sensit de lege, et ita etiam in dicto articulo 6, exponendus est, ut magis statim exponam. Et Antonin. clarè idem sentit. Nec Cajet. aliud docuit, quàm D. Thom. Adde, fateri Cajet. dispensationem in lege humanâ sine causâ datam esse validam; at illa non potest fieri per declarationem, ut est per se evidens; ergo. Unde omnes, qui idem tenent, quos infra referemus, hoc idem necessariò sentiunt.

4. Quod ergo ad rem spectat, certum est, propriam dispensationem legis cadere in legem obligantem, et tollere obligationem ejus in particulari casu, vel personâ. Et ratio est clara, quia lex humana à voluntate humanâ orta est, ita per eamdem tolli potest, et quia ad humanam gubernationem erat hæc potestas necessaria in hominibus, ut infra latiùs dicetur. Quod verò spectat ad nomen dispensationis, negari non potest, quin latè soleat etiam interpretationem significare; nam communis usus sapientum id observat, ut constat ex D. Thom. et Bonavent. 4, d. 38, Scot. Gabr. Dur. Ant. et aliis, et ex Specula. tit. de Dispensatio., § 1, et ferè ex communi usu canonistarum. Hoc autem nihil obstat propositæ veritati, quam de re ipsâ explicuimus.

5. Ut autem hæc resolutio, et tota materia exactiùs declaretur, ratio propria dispensationis accuratiùs declaranda est. Et inprimis supponimus, dispensationis vocem ex primariâ impositione distributionem, seu administrationem significare; nam dispensator in latinâ proprietate administratorem domûs, vel familiæ significat, cujus est dispensatio; quæ significatio non solùm in jure civili, l. *Dispensatori*, ff. de Solut. et l. *Urbana*, 166, ff. de verbor. Significat.; sed etiam in Testamento veteri est valdè usitata, Gen. 43, 44, et 3 Reg. 18. In novo autem Testamento translata est hæc vox ad significandum specialem, et ecclesiasticum administratorem, ut Lucæ cap. 12: *Quis putas, est fidelis dispensator, et prudens, quem constituit Dominus super familiam suam?* Hoc est ergo munus dispensatoris; actus verò declaratur, cùm subditur: *Ut det illis in tempore tritici mensuram;* distributio ergo munerum, actionum et bonorum domini inter eos, qui sunt de familiâ, generaliter dici potest dispensatio. Et sic Apostoli et eorum successores dicuntur dispensatores mysteriorum Dei, 1 Corinth. 4, et 1 Pet. 4, et actus respondens illi muneri, dicitur dispensatio, 1 Corinth. 9: *Dispensatio mihi credita est*, in quâ significatione etiam Evangelii prædicatio dispensatio dicitur, ut ex eodem loco constat, et ex Michaele

papâ in capite, *Dispensatio*, distinct. 43, et sacramentorum ministratio, et tota Ecclesiæ gubernatio dici potest dispensatio multiformis gratiæ Dei. Unde Petrus, postquàm dixit: *Sicut boni dispensatores*, subdit: *Si quis loquitur quasi sermones Dei; si quis ministrat tanquàm ex virtute, quam administrat Deus.* Sic etiam indulgentiarum distributio dicitur dispensatio thesauri in Extravagante, *Unigenitus*, de Pœnitentiâ et Remissione.

6. Ex hâc ergo generalitate applicata est vox *dispensatio* ad significandum actum quo quis ab obligatione legis eximitur, et quia unus modus esse potest per interpretationem, ideò potuit etiam in eâ significatione usurpari. Tamen in hâc etiam significatione sumpta non quamcumque interpretationem legis, sed illam solam quæ in casu dubio et per potestatem superioris datur ad liberandum subditum ab obligatione legis, significat. Quia hæc tantùm est actus administrationis et potestatis à Deo commissæ. Et illa tantùm tollit aliquo modo onus legis, quod sine tali potestate auferri non posset. Unde meritò dixit Rom. cons. 525, n. 12, dispensationem esse actum jurisdictionis, ubi in scholio hoc latè confirmatur. Denique multò magis certum est, nomen dispensationis in jure tractum esse ad significandam ablationem vinculi legis in aliquo particulari casu. Quin potiùs in materiâ legum et juris illa vox simpliciter dicta quasi per antonomasiam significat hujusmodi relationem. Et ita nunc illâ utimur, nec timemus Latinorum reprehensionem, qui hanc vocem barbaram esse dicunt; nam unaquæque ars habet facultatem instituendi propria vocabula, quæ suo usui deserviant. Advertit autem Deci. in c. *At si clerici*, § *De adulteris*, de Judic. n. 3, hanc vocis usurpationem jure canonico introductam esse; nam in jure civili non invenitur, prætérquàm in l. *de Pace constant.* in princ. ubi pro gratiâ aut remissione pœnæ sumitur, quæ solet in jure civili indulgentia appellari, ut notavit Bald. in dicto c. *At si clerici.* Verumtamen, quia nomen indulgentiæ secundùm ecclesiasticum usum jam habet aliam accommodationem, ut suo loco explicuimus, et liberatio à lege, quæ per interpretationem puram fit, alia nomina habet æquitatis, epiikiæ, vel interpretationis, ideò meritò nomen dispensationis in dictâ significatione nunc usurpatur.

7. Atque hinc facile est definire dispensationem, de quâ tractamus. Ex definitionibus autem quæ circumferri solent, hæc videtur sufficiens. Dispensatio est *legis humanæ relaxatio.* Nam licet dispensatio latiùs pateat, tamen ut de illâ nunc tractamus, ad illam definitionem coarctanda est, et per illam sufficienter explicatur. Quædam verò Glos. addit esse relaxationem juris communis factam cum causæ cognitione ab eo qui jus habet dispensandi in § *Cum causæ cognitione*, esse de necessitate dispensationis, et potest sumi ex Panor. in c. 2 de schismat. n. 4, et sentit Navar. in Sum. prælud. 9, n. 15, et alii, quos latè refert Sanci. l. 8 de Matrim. disp. 1, n. 2. Sed absque dubio illa particula non est ponenda in definitione; nam datur vera dispensatio sine causæ cognitione, ut postea dicemus, et tandem fatetur Panorm. supra, et ideò particulam abstulerunt Bart. cons. 18, vol. 2; Deci. in dicto § *De adulteriis*, et Oldrad. cons. 327, et Freder. Sen. cons. 30, qui omnes absolutè sic definiunt: *Dispensatio est juris communis relaxatio.* Atque ita omittunt etiam causam efficientem, nec immeritò, tum quia est intrinseca, tum etiam quia in relaxatione ipsâ continetur; si enim non fit à potestatem habente, non erit relaxatio, tum denique quia quædam nugatio committitur, cùm dispensatio definitur, per potestatem dispensandi, et meliùs diceretur ab habente potestatem supra ipsum jus.

8. Præterea meliùs dici videtur, *juris humani*, quàm *juris communis*, quia dispensatio, de quâ tractamus, etiam potest cadere in statuta et quascumque alias leges, licet in jure communi non contineantur. Responderi autem potest ex Rebuff. tit. de dispens. n. 20, dispensationem dari in jure communi, in statutis verò, et regulis dari indultum; per illud enim non dicitur jus solvi, imò sæpè redditur ad commune jus. Sed non video rationem horum verborum; nam relaxatio statuti re verâ est dispensatio, et relaxatio juris communis dici potest indultum, nam hoc nomen genericum est, ut infra de privilegiis dicemus. Et sæpè statutum non est contra jus commune, unde per relaxationem ejus non redditur ad jus commune; item statutum simpliciter est jus pro tali communitate; ergo relaxatio ejus est propria dispensatio. Imò licet statutum sit contra jus commune, ejus relaxatio erit dispensatio respectu eorum qui ligantur statuto, licet sit dispensatio magis favorabilis, quàm aliæ, quæ omni modo juri repugnant. Denique quamvis dari possit dispensatio in votis, in juramentis, et in matrimonio rato, quæ videntur attingere jus divinum, nihilominùs illas dis-

pensationes nunc excludimus, et omnes, quæ in jus divinum, vel naturale, sive à Deo, sive ab homine dari, aut cogitari possunt, quia (ut dixi) de illis nunc non tractamus. In propositâ ergo definitione relaxatio ponitur loco generis, quia dispensatio re verà est solutio quædam, et remissio; quia verò aliæ sunt species remissionum, additur per modum differentiæ particula *juris humani*, ad excludendas omnes alias relaxationes, et per eamdem excluditur indulgentia ecclesiastica, quæ licet sit relaxatio alicujus vinculi, et reatûs, non est relaxatio juris humani, sed est remissio cujusdam reatûs, quæ primò ac per se fit, apud Deum, quamvis ex illâ sequi possit ablatio alicujus præcepti positi ab homine injungentis pœnitentiam, ut ex materià de Indulgentiis constat.

9. Deinde (quod notandum est) per illam particulam distinguitur dispensatio ab absolutione à censuris, vel aliâ simili; quamvis aliqui interdùm ita illas confundant, ut putent dispensationem esse absolutionem, et in rescriptis apostolicis sub illâ comprehendi, quia absolutio à censurâ, verbi gratiâ, est relaxatio vinculi per legem humanam introducti et impositi. Hæc verò sententia falsa est, quia in indultis pontificiis hæc duo distinguuntur, et concessâ potestate absolvendi, non censetur concessa potestas dispensandi, nec è contrario; ergo illa duo longè differunt. Absolutio enim non datur contra jus, sed secundùm jus, unde in illâ nulla fit juris relaxatio; dispensatio autem datur contra jus, ut ex dictis constat. Rectè ergo dicimus, in definitione illâ per posteriorem particulam, absolutionem excludi, quia non est relaxatio juris humani, sed alterius vinculi, quod licet sæpè per jus humanum sit inductum, vel impositum, per absolutionem non tollitur contra jus, sed secundùm jus, et ita per absolutionem non relaxatur jus. Et hoc sensit Gloss. in cap. *Cupientes*, § *Cæterùm*, de Elect. in 6, verb. *Suspensos*, dicens de absolutione à censurâ: *Verè loquendo ibi pœna non removetur* (utique contra jus), *sed quod jus statuit removetur*, quamvis paulò superiùs eadem Glossa impropriè utatur nomine absolutionis pro remissione pœnæ ad certum tempus impositæ, ante tempus impletum; nam illa re verà potiùs est dispensatio. Et idem in re sentit Panormit. in c. *Tam litteris*, de Testibus n. 3, licet voces non explicuerit.

10. Potest res ipsa facilè declarari, quia absolutio sive à peccatis, sive à censuris seu pœnis, non datur nisi suppositâ dispositione ex parte pœnitentis, et potestate ex parte absolventis. Tunc autem nulla lex per talem actum relaxatur; nam potiùs lex præcipit pœnitentem absolvi eo eventu, ut est manifestum in absolutione à peccatis. Idem autem cum proportione est in absolutione à censurâ, quia censura de se non est pœna perpetua, vel ad definitum tempus, sed donec à contumaciâ recedatur, quia est pœna medicinalis, et ideò in suâ intrinsecâ ratione includit ut, ablatâ contumaciâ, ipsa etiam tollatur, et ita jura disponunt; illa ergo ablatio non est dispensatio in aliquâ lege, sed potiùs legis executio. Ergo absolutio in hoc rectè distinguitur à dispensatione, quòd illa est sententia quædam, per quam (si clavis non erret), non vulneratur lex, nec minuitur jus, sed potiùs executioni mandatur; dispensatio verò non est sententia, sed actus quidam jurisdictionis voluntariæ, quo vulneratur lex, dùm ex parte tollitur, ut optimè docuit divus Thomas in 4, dist. 20, q. 1, art. 5, quæstiunc. 4, ad 3, inde colligens aliam differentiam inter absolutionem et dispensationem, quòd idem non potest absolvere seipsum, potest tamen idem secum dispensare, ut infra dicetur; possumus etiam ex dictis aliam differentiam colligere inter dispensationem et absolutionem, quòd illa est stricti juris, ut infra dicetur; hæc verò est juris favorabilis et ampliabilis, quia est secundùm jus.

11. Præterea per eamdem particulam definitionis excluditur simplex licentia, quæ non potest dici dispensatio, nec contra jus, sed secundùm jus. Illam enim voco simplicem facultatem, per quam reverà non aufertur obligatio legis, sed conceditur operatio, ut fiat juxta modum à lege præscriptum. Quod etiam est necessarium advertere, quia in multis legibus potest aliquis facultatem concedere, qui non potest dispensare, et valdè diversa causa solet requiri ad similem facultatem concedendam, vel ad dispensandum. Exempla esse possunt, verbi gratiâ, in voto paupertatis; nam prælatus religionis potest dare licentiam ad aliquid donandum, non tamen potest dispensare in paupertate, capit. *Cùm ad monasterium*, de Statu monach. Similiter episcopus potest dare facultatem ad ingrediendum monasterium monialium ex legitimâ causâ, non tamen potest dispensare, quia nihil in eo genere potest concedere, nisi juxta tenorem et rigorem legis. Et similiter sunt multæ leges, vel statuta, quæ non prohibent aliquid simpliciter, sed ne fiat sine tali facultate, tali modo concessâ; tunc ergo dare

facultatem non est dispensare, sed servare et exequi legem. Et ideò etiam hæc licentia non est tam stricti juris, sicut dispensatio; debet tamen esse intentioni juris accommodata. Imò probabile est, per se non esse actum jurisdictionis, sed dominii, vel superioritatis cujusdam, et potest esse tantùm conditio quædam requisita ex voto, vel alio simili modo; longè ergo differt à dispensatione.

12. Adhuc tamen non videtur adæquata illa definitio, primò quia convenit abrogationi legis humanæ, quia illa est multò major relaxatio humanæ legis. Propter quod dicere aliquis potest, meliùs definiri dispensationem, ut sit derogatio humanæ legis; nam per genus ille excluditur, ut non sit abrogatio; nam, ut dicitur in l. 120, de verborum Significat., *derogatur legi, cùm pars detrahitur; abrogatur legi, cùm prorsùs tollitur*. Unde etiam dixit Lactant lib. 6, cap. 8, de lege naturali: *Neque ex hâc derogari aliquid licet, neque prorsùs tolli*, ex Cicer. lib. 3 de Republi. Sed hoc etiam potest impugnari, quia licet omnis dispensatio sit quædam juris derogatio, non tamen è contrario omnis derogatio legis humanæ videtur esse dispensatio; nam, si pars aliqua legis pro totâ communitate auferatur, est propria derogatio; et tamen non dicetur dispensatio, quia de ratione dispensationis legis esse videtur, ut eadem lex, prout per dispensationem relaxatur, circa quosdam tollatur, in se verò maneat. Nomen autem relaxationis optimè retineri potest, quia in ipsomet indicatur, vinculum quod aufertur non auferri aut prorsùs tolli, sed relaxari tantùm, et ideò abrogatio non dicetur propria relaxatio, ideòque etiam ablatio legis ex parte, licet, si perpetua sit, et pro totâ communitate, non dicitur propriè dispensatio, sed derogatio; è contrariò verò, si lex tota relaxetur, etiam pro totâ communitate, ad unum tantùm actum, vel ad certum tempus, illa propriè dicetur dispensatio, quia per illam non tollitur lex, sed suspenditur, et illa etiam est quædam relaxatio.

13. Altera objectio esse potest, quia privilegium etiam est relaxatio juris humani, et tamen non est dispensatio. Propter hoc aliqui varias tradunt differentias inter privilegium et dispensationem: sed meliùs illa comparatio tractabitur in lib. 8, ubi de privilegiis dicetur. Nunc ergo breviter dici potest privilegium, quod fuerit contra jus, et illud relaxaverit, esse dispensationem; illud autem privilegium, quod non fuerit contra jus, non esse relaxationem juris; ideòque nec dispensationem esse, et ita nihil contineri sub definitione, quod dispensatio non sit. Vel etiam dicere possumus dispensationem esse relaxationem juris per modum actûs secundi, seu transeuntis, privilegium autem concedere aliquod jus per modum actûs primi et permanentis, et ideò non esse propriè ipsam relaxationem, sed esse jus utendi aliquâ re vel facultate, suppositâ relaxatione factâ à principe, ideòque non tam esse, quàm supponere dispensationem. Sed hæc posterior responsio obscurior est, et de illâ dicemus loco citato; nunc prior nobis sufficit, quia nullum est inconveniens dispensationem vocare privilegium, et aliquod privilegium dispensationem, nec jura repugnant, nec communis modus loquendi.

14. Tandem objici potest, quia relaxatio non est dispensatio, sed dispensationis effectus; ergo non rectè per illam definitur. Sicut lex non dicitur esse obligatio, quamvis hæc sit legis effectus, nec votum etiam dicitur esse obligatio, sed promissio ex quâ obligatio nascitur. Sed hæc objectio parvi momenti est, quia solâ vocis interpretatione dissolvitur; posita autem est ad explicandum magis actum, in quo dispensatio consistit. Ad objectionem ergo respondetur, relaxationis nomine intelligi actum illum, quo superior relaxat subdito legis obligationem et effectum, unde perinde est dicere dispensationem esse relaxationem, ac dicere esse actum quo lex relaxatur. Potest etiam distingui relaxatio in activam et passivam, et responderi activam relaxationem esse ipsam dispensationem, passivam verò esse dispensationis effectum. Et idem revolvitur; nam activa relaxatio nihil aliud est quàm actus quo vinculum legis solvitur. Unde obiter intelligitur dispensationem, quoad effectum suum tantùm privativè opponi effectui legis, quia non inducit positivum effectum, sed tollit vinculum. Et ideò statutum speciale vel privatum, derogans universali legi, licet dici possit relaxatio juris, non potest dici dispensatio, quia non est relaxatio pura, ut sic dicam, nec per se primò, sed quasi consequens ad aliam obligationem; definitio autem debet intelligi de purâ relaxatione, et per se primò intenta; talis enim est disputatio. At verò dispensatio ipsa positivum quid est, et contrariè opponitur legi; est enim actus legi contrarius, non integrè, sed ex parte tollens effectum ejus. Ex quo poterat hic excitari quæstio, quisnam sit hic actus in quo dispensatio consistit, et an sit rationis, vel voluntatis actus; sed non oportet in hoc immorari, nam ap-

plicari possunt cum proportione dicta de lege Et hìc multò clarius est, dispensationem non esse nisi actum voluntatis principis, quo vult liberum esse subditum à jugo legis suæ, aliquo exteriori signo sufficienter manifestatum.

CAPUT XI.

De effectibus dispensationis humanæ legis.

1. Quia dispensationem per jus effectum descripsimus, ideò illi statim annectimus explicationem effectûs dispensationis ante causas ejus, quia hic effectus habet quodammodò rationem objecti, et ita illo cognito perficietur dispensationis cognitio, et quia materia est facilis, breviter expedietur. De divisionibus autem dispensationis specialiter non tracto, quia inter causas et effectus dispensationis melius explicabuntur. Primò ergo ex definitione constat, quasi adæquatum effectum dispensationis esse, tollere vinculum legis ex parte; nam hoc modo relaxat legem, non aufert, aliàs non esset dispensatio legis, sed ablatio. Potest autem hic effectus esse ex parte, vel ratione personæ, vel ratione temporis. Et ita potest primò dividi dispensatio in suspensionem legis et exemptionem à lege. Potest enim princeps concedere toti communitati, ut pro uno anno præcisè legem non servet, quæ sine dubio est propria dispensatio, quia est relaxatio legis, et non ablatio; nam transacto tempore, statim per se obligat sine aliâ constitutione vel promulgatione, et ideò rectè dicitur suspensio legis, sicut etiam privilegia interdùm suspendi solent, et non auferri, ut infra videbimus. Frequentiùs verò princeps concedit uni personæ vel alteri, ut non servet legem, et illam voco exemptionem à lege, quando sine temporis determinatione, perpetuò vel ad vitam conceditur; nam si concedatur ad definitum tempus, erit utroque modo partialis ablatio vinculi, et ita est quasi mixta ex suspensione et exemptione. Aliquando verò dispensatio datur ad unum tantùm actum, et tunc etiam est per modum suspensionis ab obligatione legis pro brevissimo tempore, nisi actus habeat effectum permanentem ac perpetuum, ut legitimatio, ac similes, quæ propriè sunt exemptiones à lege, et inter privilegia numerantur.

2. Ex quo ulteriùs sequitur, quot sunt effectus legis, tot posse dispensationi cum proportione attribui, tum quia quot modis dicitur unum oppositorum, tot dicitur et reliquum; tum etiam quia dispensatio absolute et indefinite dicitur juris humani relaxatio; ergo, quid quid lex humana ligat, potest dispensatio absolvere. Primus autem ac præcipuus effectus legis est obligare in conscientiâ, sub quo duo concluduntur, qui sunt præcipere et prohibere, ut supra visum est; igitur primus ac præcipuus effectus dispensationis erit obligationem in conscientiâ tollere, quia, ut diximus, non supponit obligationem ablatam, sed illam aufert. Et ideò recte dicit Geminian. cons. 106, n. 6, et cons. 58, n. 9, dispensationem esse actum qui facit de illicito licitum, quia respectu dispensati tollit legem, per quam res erat mala, tantùm quia prohibita. Sic etiam rectè dixit Turrecrem. in cap. ult. d. 14, n. 3: Omne dispensabile, ait, est illicitum illi cum quo dispensatur, factibile autem licitum per alterius potestatem. Non est tamen necessarium ut omnis dispensatio hoc faciat, ut statim dicam, sed satis est hunc esse præcipuum effectum dispensationis, quemque semper efficit, si dispensatus illo indiget.

3. Alius effectus legis dicitur esse permittere; sed jam supra diximus, propter puram permissionem, non esse necessariam legem, sed quatenùs ipsa permissio ponitur sub præcepto, ut sic, posse esse effectum legis. Sic ergo videri potest, non posse permissionem esse effectum dispensationis; nam per dispensationem in illâ lege permittente potiùs fiet, ut permissio tollatur, vel saltem, ut præcepta non sit, et consequenter, ut licitè tolli possit. Aliunde verò omnis dispensatio videtur habere hunc effectum permittendi, quia eo ipso, quòd aufert obligationem legis, v. g., jejunii, permittit non jejunare, licet non cogat. Et sic de aliis omnibus cum proportione. Quod verè dictum est; oportet tamen cavere æquivocationem; nam dispensatio plus est quàm permissio, et permissio propriè sumpta, et secundùm communem usum, non est dispensatio. Aliquando enim permittere non aliud significat quàm voluntariè non impedire; quod non est dispensare. Nam Deus permittit peccatum, in quo non dispensat. Aliter verò permittere significat idem, quod sinere impunè operari malum, ut in republicâ dicuntur aliqua peccata permitti, et quando id fit ex decreto legis, dicitur permissio esse legis effectus; illa verò non relaxat legem, quandoquidem non relaxat culpam, quam propria dispensatio tollit. Et ideò neque illa dicetur dispensatio. Solùm ergo potest dici dispensatio permittere, quia licet reddat actum bonum, seu non malum, necessitatem illius non imponit. Posset

verò hîc inquiri an dispensatio interdùm possit obligare actum contrarium illi, in quo fit dispensatio. Sed breviter dico, non posse, formaliter loquendo, licet concomitanter cum dispensatione, verbi gratiâ, in irregularitate, possit simul imponi præceptum suscipiendi ordines, vel quid simile. Aut etiam è contrario potest fieri statutum speciale obligans, et derogans juri communi; sed illa etiam non est dispensatio, ut supra declaravi. Dispensatio ergo, ut talis est, non inducit obligationem, et idem dicam in l. 8 de Privilegio, ubi plura de hoc puncto trademus.

4. Alius effectus legis est pœna, et hanc etiam relaxat dispensatio consequenter ad primarium effectum, nisi alia limitatio in eâ exprimatur, quia ablatâ culpâ transgressionis, consequenter tollitur reatus pœnæ. Aliquando verò potest dispensatio habere suum effectum circa solam pœnam, idque duobus modis. Primò antecedenter ad reatum ejus, ut si alicui conceditur, ut non incurrat pœnam legis, licet committat contra illam non auferendo ab illo legis obligationem; illa enim est dispensatio in pœnâ, et non in culpâ. Hæc autem videri potest permissio quædam potiùs quàm dispensatio; tamen non est propria permissio, nam licet quis fiat immunis à pœnâ legis, non ideò permittitur impunè peccare; poterit enim aliter puniri, et licet sub illâ ratione videatur permissio, quatenùs est ex parte, exemptio à lege est propria dispensatio. Sicut solet abrogari lex quoad pœnam, et non quoad vim directivam, quæ non est absoluta permissio, quia transgressio illius poterit aliter puniri, et quatenùs aliqualis permissio est, per abrogationem tollitur. Et simili modo potest è contrario fieri dispensatio in lege quoad obligationem culpæ, et non quoad pœnam incurrendam. Quamvis enim hæc dispensatio rarior sit in usu, non est impossibilis. Nam, sicut dari potest lex purè pœnalis respectu totius communitatis, ut supra visum est, ita potest lex, quæ est mixta respectu communitatis, fieri per dispensationem purè pœnalis respectu alicujus, et ita auferet vinculum conscientiæ, licet non tollat gravamen pœnæ.

5. Alio modo potest dispensatio per se fieri in pœnâ jam contractâ per præcedentem culpam, ut quando fit remissio pœnæ per legem impositæ; nam illa etiam est quædam legis relaxatio, ut constat. Et interdùm fit hæc dispensatio post contractum reatum pœnæ, cùm nondùm est pœna ipsa incursa, ut quando est tantùm ferenda, et nondùm est lata sententia; aliquando verò fit indulgentia post pœnam illatam, vel per ipsam legem, vel per sententiam; et tales sunt dispensationes in irregularitatibus, et in aliis pœnis, quæ non sunt censuræ. Nam censuræ non dispensantur postquàm incursæ sunt, sed absolvuntur, ut capite præcedenti explicavi. Possunt autem dispensari priori modo, scilicet, antequàm incurrantur, sicut fit per privilegia, ut aliquis non possit excommunicari, vel sub pœnâ excommunicationis obligari, etiamsi præcepto simplici obligari possit. Et quæ dicta sunt de pœnâ applicari possunt ad irritationem actûs et ad taxationem pretii, et similes effectus; nam, prout sunt à lege humanâ, per dispensationem auferri possunt, vel simul cum aliis, vel etiam per se soli, quando ab aliis separabiles sunt.

6. Atque hinc facilè declarari potest alia divisio dispensationis, quam attigit Glossa ult. in cap. *Non consuetudinem*, d. 12, quæ in specie loquitur de dispensatione irregularitatis ad ordines, et distinguit in semiplenam et plenam. Imò addit etiam pleniorem, et plenissimam. Nos autem generaliter dividere possumus in plenam, seu totalem, ac puram, et partialem, seu mixtam. Prior est, quando per dispensationem tota obligatio legis, omnisque effectus ejus tollitur, nullo onere superaddito. Posterior autem contingit duobus modis; prior est, quando lex non in toto, sed in parte dispensatur, ut in exemplo de irregularitate, si quis dispensetur tantùm ad ordines minores, est partialis dispensatio, quæ ab illâ Glossâ semiplena vocatur. Si autem dispensetur ad ordinem sacrum infra sacerdotium tantùm, à dictâ Glossâ vocatur plena comparatione prioris. Unde pleniorem vocat, si sit ad sacerdotium, plenissimam si ad episcopatum. Tamen in rigore omnis dispensatio, quæ totum impedimentum non aufert, semiplena est, et partialis. Unde, si auferatur obligatio ad pœnam, et non ad culpam, partialis etiam est dispensatio, et valdè diminuta; si verò fiat è contrario, major quidem est, sed nondùm est perfecta et integra, et ita dicendum est in aliis effectibus explicatis.

7. Alio verò modo potest partialis dici, quæ licet auferat totam obligationem, loco illius imponit aliam, quæ proprio nomine vocatur commutatio. Et quando onus impositum est pecuniarium, seu eleemosynæ, vocatur redemptio. Quæ voces in votis magis usitatæ sunt. Tamen cum proportione in præsenti accommodantur. Solùm notanda est differentia inter votum et legem, quod in voto fieri potest com-

mutatio propriâ auctoritate, si sit in melius, vel si sit in æquale, juxta probabilem opinionem. In lege verò non potest fieri commutatio in quantumcumque meliùs, nisi interveniat auctoritas dispensantis. Et ratio differentiæ est, quia votum propriâ voluntate factum est, et per se primò solùm respicit divinum cultum, et ideò, si respectu Dei major est cultus, intelligitur satisfieri promissioni illi factæ, ideòque per voluntatem promittentis potest commutari. Lex autem, et materia, ac obligatio ejus determinatur per voluntatem superioris, et per illam constituitur actus in tali specie virtutis, tanquàm necessarius ad honestatem ejus, et ideò nisi obligatio auferatur auctoritate dispensantis, non potest opus præceptum in quodcumque opus consilii commutari, neque una pœna in aliam, et ideò hæc commutatio in lege magis inducit rationem dispensationis, et servatâ proportione, in omnibus illam imitatur.

8. Quæri verò potest, quando dispensatio incipiat habere effectum suum, in quâ quæstione, ut locum habeat, supponendum est, absolutè, et sine expressâ dilatione esse à dispensante concessam; nam si concessa sit sub aliquâ conditione, clarum est non habere effectum. Difficultas ergo est de dispensatione perfectè concessâ ex parte principis per absolutum *fiat*. Hæc verò quæstio habet connexionem cum simili quæstione de privilegio, et ideò simul illam disputabo infra lib. 8, cap. 25. Nunc breviter resolutio mea est, dispensationem legis quoad obligationem in conscientiâ, et quoad omnem effectum, qui ex illâ pendet, non concedi de facto, et moraliter loquendo, ita ut suum effectum habeat, priusquàm ad notitiam dispensati perveniat, et illam per se ipsum acceptet. Ratio est, quia ante notitiam talis dispensationis non potest esse licitus usus ejus, et ideò verisimile non est, aliter concedi. Quando verò dispensatio non tollit obligationem conscientiæ, sed alia onera, non repugnat, statim à concessione acceptatâ saltem per procuratorem, vel per epistolam, habere de se suum effectum, in quo tenor dispensationis, et intentio concedentis attendenda est.

9. Hic autem advertere oportet, in dispensationibus sæpè distingui proximum effectum dispensationis à remoto, qui possunt etiam dici effectus per se, et per accidens; nam dispensatio per se, ac proximè solùm tollit vinculum aliquod, seu incapacitatem, et hunc voco effectum per se, quia per ipsammet dispensationem fit; inde verò sequitur vel contractus matrimonii, vel receptio valida beneficii, qui non immeritò censentur dispensationis effectus, quia sine illâ fieri non possunt, sunt tamen remoti, et per accidens, quia solùm pendent à dispensatione tanquàm à removente prohibens. Igitur quæ diximus, de prioribus effectibus intelliguntur, nam illi, ut dixi, fiunt per influxum dispensantis circa dispensatum, vel acceptantem, vel non repugnantem, juxta exigentiam effectûs. Alii verò postea fiunt per solam voluntatem dispensati, quando in solâ actione ejus consistunt, vel per voluntatem alterius, ut quando recipiendo consummantur. Hic verò occurrebat statim quæstio, an ad hos posteriores effectus necessarium sit, dispensationem alteri manifestare, ut si irregularis dispensetur ad ordines, vel ad beneficia, an ad consequendum effectum necessarium sit, dispensationem allegare. Aliqui enim ita affirmârunt, quod habebit locum, si defectus seu impedimentum sit publicum, aut notum alteri; per se autem id non est necessarium, quia dispensatus jam est habilis, seu capax beneficii, ut talis operari potest, non explicatâ causâ habilitante, neque declarato modo inhabilitatis, id enim impertinens est, quia neque ex naturâ rei est necessarium, neque in jure postulatur. Ita Panormit. in cap. penult. de Præscrip. num. 14; Rebuff. in Pract. tit. de Dispensat. n. ult. cum Joan. Andr. et aliis, quos allegat in cap. 2 de Filiis presbyterorum.

10. Alia item quæstio circa hos effectus tractari potest, scilicet, an quoad illos largè vel strictè sit dispensatio interpretanda; illa verò coincidit cum aliâ simili de privilegiis, quam infra, lib. 8, cap. 27, tractabo, et omnia quæ de rigoroso privilegio dixerimus, in dispensatione cum proportione procedunt. Et ideò nunc solùm supponimus, dispensationem, per se loquendo, ac regulariter, restringendam esse, quia à jure exorbitat, et jus vulnerat, et ita procedit in illâ regulâ, *Quæ à jure*, de Regul. jur. in 6, et sumitur ex cap. 1 de Filiis presbyter. in 6. Hæc verò restrictio non debet esse ultra proprietatem verborum juxta supra dicta cap. 2 et 3, nec debet esse tanta, ut excludat ea quæ necessaria sunt ad valorem et effectum dispensationis, quæve cum illo sunt necessariò connexa, seu ad illam necessaria, ut rectè advertit Angel. verb. *Dispensatio*, n. 9, et Sylvest. q. 5, n. 9, qui allegant Glossas et doctores. Et ratio est per se clara; nam qui dat formam, dat consequentia ad formam, aliàs esset fru-

stratoria dispensatio. Denique esse non debet tam universalis restrictio, ut de omnibus dispensationibus indifferenter intelligatur. Nam excipiendæ sunt illæ, quæ ratione materiæ, vel gravissimæ, aut piissimæ causæ, omnibus pensatis, censentur favorabiles, juxta principia posita in capite primo, et dicenda de privilegiis, et videri potest Panormit. in cap. *Ad aures*, de Rescrip. n. 8, et in cap. *Ac si clerici*, § *De adulteriis*, de Judici., ubi etiam Felin. n. 16, et in capit. *Causam quæ*, de Rescrip. n. 25, cum Dominic. in cap. *Nos consuetudine*, d. 12.

11. Denique addit Covarr. in 4, p. 2, cap. 8, § 8, n. 11, hoc præcipue intelligi de dispensatione ab homine, non à lege, quia lex jam constituit jus. Quod duobus modis potest intelligi, primò, ut si lex aliqua specialis dispenset interiori lege universali, illa dispensatio censenda sit favorabilis, quod verum est, quando talis lex inserta est in corpore juris, sicut de simili privilegio infra dicemus. Alio modo potest intelligi, ut quoties lex ipsa expressè concedit, vel permittit dispensationem, talis dispensatio non sit strictè interpretanda, et hoc modo non est id simpliciter verum, quia illa dispensatio cùm fit, ab homine est, et vulnerat jus. Potest ergo intelligi non absolutè, sed comparatè; nam illa non tam rigorosè restringenda videtur, sicut illa, quæ est contra legem absolutè prohibentem, nullâ factâ mentione dispensationis, quia hæc magis videtur exorbitare à jure. Et in his comprehenduntur breviter omnes limitationes, quæ ad prædictam regulam adhiberi solent. De quibus videri potest Sanci. lib. 8, disput. 1, et quæ de privilegiis dicemus.

CAPUT XII.

De materiali causâ dispensationis.

1. Explicatâ ratione et effectibus dispensationis, causas ejus explicare incipimus. Et inprimis materialis occurrit, in quo soleo veluti duas partes distinguere in his actibus, quæ ad alterum tendunt, scilicet, rem vel actionem circa quam opus versatur, et personam ad quam ordinatur; hæc ergo duo in dispensatione distinguenda sunt, quia dispensatio actio est, quæ de se ad alterum tendit, et ita in eâ hæc duo inveniuntur, quod dispensatur, et cui dispensatur. Utrumque ergo explicandum est, quod breviter in hoc capite expediemus, quia est res partim facilis, et ferè jam in dictis explicata, partim connexionem habens cum his quæ de privilegiis dicenda sunt. Priorem ergo partem de materiâ proximâ dispensationis tractat latè Turrecrem. in cap. *Sicut quædam*, dist. 14; ille verò latiùs ibi agit de dispensatione, quàm nos in præsenti; sub illâ enim comprehendit etiam interpretationem, quæ in jus divinum aut naturale cadere potest, et ita etiam latè loquitur de materiâ dispensabili, et ab eâ excludit solùm bona necessaria ad salutem, et mala intrinsecè talia, et reliqua omnia comprehendi dicit sub materiâ dispensabili, quam distinguit in tres ordines. In uno sunt bona, quæ ex naturâ rei bona sunt ac necessaria, ut in pluribus, interdùm verò propter circumstantias non expediunt, ut reddere depositum. In alio ordine sunt ea quæ è contrario per se mala sunt regulariter, aliquando verò propter circumstantias expediunt, ut occidere hominem. Et hæc ait esse dispensabilia per modum interpretationis, vel epikiæ, non per modum relaxationis, et (quod mirum est) sub his conditionibus comprehendit vota, et similia. In ultimo verò ordine ponit actiones de se indifferentes, quæ per leges fiunt bonæ aut malæ, et hunc ordinem dicit complecti materiam propriè dispensabilem.

2. Sed quod ad primos duos ordines spectat, ego inprimis censeo vota et juramenta non esse sub his ordinibus constituenda, nam præcepta illorum potiùs continentur sub materiâ indispensabili; ipsæ verò promissiones aliud genus dispensabilitatis habent, ut jam dicam. Deinde addo hos duos ordines actuum, si rectè sumantur, nullo modo comprehendi sub materiâ dispensabili, non tantùm ab homine, sed simpliciter. Quia priora bona, licet per se bona sint, non tamen sunt pro semper necessaria; et determinatio temporis, pro quo necessaria sunt, nullo modo potest dici dispensatio; imò nec epiikia, ut in superioribus dixi. Illa verò mala, quæ in secundo ordine collocantur, prout intrinsecè, seu ex se mala sunt, dispensationem aut interpretationem non admittunt, abstractè autem sumpta sine certis circumstantiis, aut habitudinibus, non sunt mala ex se, et ideò licet fieri possint benè, non per dispensationem, vel interpretationem, sed per determinationem ad aliam speciem actûs in genere moris talia fiunt.

3. Pro explicandâ ergo quasi adæquatâ materiâ dispensabili, de quâ tractamus, adverto, aliud esse vinculum legis positivæ (naturalem enim omitto, quia indispensabilem esse suppono), aliud verò esse vinculum contractûs, sub quo promissiones, sive ad Deum, sive ad hominem comprehendo; utrumque enim vin-

culum dispensabile est per potestatem superiorem, alio verò, et alio modo. Nam promissiones, vel contractus non dispensantur, tollendo obligationem alicujus legis; sed quasi abrogando factum, seu remittendo promissionem, ut in materià de Voto, lib. 6, fusè explicavi, et illa doctrina tam in juramento quàm in humanà promissione, et in matrimonio rato (si dispensabile est) locum habet. Tota ergo illa materia illo modo dispensabilis, ad præsentem materiam non spectat; tractamus enim de solâ dispensatione in vinculo legis positivæ, quæ alterius rationis est, ut constat. De hâc verò ulteriùs subdistinguendum est; nam, sicut duplex est lex positiva, divina una, altera humana; ita duplex est materia dispensabilis, una à vinculo legis divinæ, altera à vinculo legis humanæ; in præsenti autem non tractamus de priori materiâ, quia solùm tractamus de vinculo legis humanæ, et de modo quo potest in particulari auferri, et ideò æquata materia hujùs dispensationis est lex humana, aut vinculum ejus, aut omnis obligatio quæ ex lege humanà præcisè nascitur.

4. Unde omnes effectus morales, qui ex hujusmodi lege nasci solent, et de se sunt perpetui, vel tempore definito per legem necessariò durant, sub hâc materià dispensabili comprehenduntur. Atque ita omnia impedimenta matrimonii, sive impedientia tantùm, sive etiam irritantia, et omnes irritationes actuum per leges introductæ, et irregularitates, infamiæ, et aliæ pœnæ, vel debita pœnarum ex lege orta, sub materiâ dispensabili continentur, quatenùs à lege pendent. Quia non fit in eis mutatio, nisi derogando legi, et è contrario auferendo vinculum legis, ipsa tolluntur, quia à lege pendent (ut sic dicam) in fieri et conservari. Et ideò dixi, *quatenùs à lege pendent*, nam, sub quâcumque aliâ ratione considerentur, non erunt materiæ hujus dispensationis, de quâ tractamus, etiamsi alio modo sint mutabilia, vel auferibilia per humanam potestatem. Ut, verbi gratiâ, filius spurius ante mortem patris per dispensationem legitimari potest, ut sit hæres tanquàm legitimus, quia illud impedimentum, et ille effectus pendet ex lege pro eo tempore, et ita non aliter tollitur, nisi tollendo vinculum legis. Si autem pater jam sit mortuus, et alii acquisierunt hæreditatem, jam non poterit talis filius dispensari quoad illum effectum, quia jam non impeditur solà lege, sed alio titulo justitiæ, quia jam alii fratres facti sunt domini omnium bonorum patris. Quòd si in aliquo casu possit princeps aliquid de bonis paternis ab aliis tollere, et illi conferre, non erit illa dispensatio in lege, sed erit ex aliâ potestate quasi superioris dominii in bona subditorum, ad distribuendum illa, prout communi bono fuerit expediens.

5. Hic verò occurrere posset quæstio, an omnes leges, quæ sunt in Ecclesiâ, et à Deo immediatè non manârunt, sub hâc materiâ dispensabili comprehendantur, id est, an traditiones apostolicæ dispensabiles sint, quando ab ipsis Apostolis immediatè originem traxerunt. Aliquando enim jura canonica, et eorum interpretes, videntur hoc negare, ut de jejunio quadragesimæ, de quotâ decimarum, de irregularitate bigamiæ, et similibus, de quibus generaliter dicitur in capite *Contra statuta*, 25, q. 1, et in cap. *Sicut quædam*, dist. 14, aliqua esse à Patribus statuta, quæ omninò sunt immutabilia. Sed hæ quæstiones et similes attingunt generalem disputationem de Potestate papæ, de quâ quantùm ad præsens spectat, in cap. 11 aliquid dicemus. Nunc dico generalem esse regulam et sine exceptione, omnem materiam necessariam tantùm ex lege humanâ, à quocumque puro homine, vel hominum congregatione lata sit, esse materiam dispensabilem per potestatem hominibus datam. Hanc ponit D. Thomas, quodl. 4, art. 13. Et ratio est, quia ex parte materiæ non est repugnantia, ut constat, quia voluntas humana mutabilis est, et circa materiam mutabilem versatur. Et potestas non deest, ut dicto cap. 11 dicam. Dicta autem jura, et similia, loquuntur de dogmatibus fidei, et de institutionibus ac præceptis divinis, ut sunt de sacramentis et sacrificio, ut ex Glossis, et doctoribus constat, et ratio ipsa ac contextus faciiè demonstrant.

6. Circa alteram partem hujus materiæ, scilicet, personam cui concedi potest dispensatio, supponendum est, dispensationem esse actum potestatis jurisdictionis, sine quâ validè concedi non potest, ut tradit Roman. cons. 325, *Quod primum*, n. 12, verb. *Ex quibus verbis*, ubi in scholio alii referuntur, et dicitur esse communis sententia. Et ratio est manifesta, quia ejus est solvere, cujus est ligare, cap. *Inferior*, dist. 21; sed ligare imponendo legem ad jurisdictionem pertinet; ergo etiam auferre obligationem ejus quod per dispensationem fit, quia oppositorum eadem est proportionalis ratio. Solet autem constitui differentia, quòd imponere legem est actus jurisdictionis quasi involuntariæ, quia lex imponitur etiam nolenti,

dispensatio autem est actus jurisdictionis voluntariæ, quia conceditur volenti, vel etiam petenti; nam superior ex officio suo non solet derogare juri, sed ad justam instantiam alicujus. Hoc tamen non impedit, quominùs dispensatio sit verus actus jurisdictionis, tum quia voluntaria jurisdictio vera jurisdictio est, tum etiam quia potestas ligandi et solvendi eadem est, licet respectu subditi actus ligandi soleat esse coactus, et solvendi voluntarius. Aliquando etiam (ut supra dicebam), si dispensationi præceptum adjungatur, potest subditus compelli ad dispensationem acceptandam, si ad commune bonum expediat.

7. Atque hinc colligitur, personam jurisdictioni alicujus subjectam, esse, quantùm est ex parte suâ, seu statûs sui, capacem dispensationis, quia nulla alia conditio potest cogitari necessaria ex parte personæ, ut sit capax dispensationis. Item omnis superior respectivè potest cum suis subditis dispensare in legibus, vel præceptis à se positis, ut infra dicemus; ergo et è contrario omnis persona subdita, quatenùs alterius legibus, vel præceptis subest, capax est dispensationis. Neque in hâc generali resolutione ratio dubitandi occurrit. Solùm notanda est obiter differentia inter legem et dispensationem, quòd lex ferri non potest, nisi ad communitatem, ut lib. 1 dictum est; dispensatio autem per se primò versari potest circa personam privatam, quia solùm est particularis exceptio à communi lege; potest autem etiam ferri circa communitatem aliquam, quæ sit pars majoris communitatis, sicut uni religioni, vel Ecclesiæ, aut civitati conceditur privilegium, per quod excipitur à lege communi. Item potest dispensatio concedi toti communitati pro uno actu, vel pro certo tempore per modum suspensionis, ut supra dictum est.

8. Solùm ergo superest difficultas, an è converso omnis persona capax dispensationis, debeat esse subdita, ac subinde an dispensatio necessariò versari debeat circa personam subditam. Videtur enim hoc etiam sequi ex illo principio, quòd dispensare est actus jurisdictionis, jurisdictio enim tantùm exercetur circa subditos, cap. *Cùm inferior*, de Majorit. et Obedient. quia nulla potestas agit extra sphæram suæ activitatis; ergo etiam è contrario sola persona subdita est capax dispensationis. In contrarium autem est, quia inde sequeretur, pontificem non esse capacem dispensationis, quia non est persona subdita, idemque sequitur de supremo principe temporali in ordine ad dispensationem in legibus civilibus, quibus ipse ligatur, et respectivè eadem difficultas est de omni prælato respectu legum suarum, quatenùs eis ipse ligatur. Tota ergo difficultas ad hoc revocatur an legislator possit secum dispensare in suis legibus, quatenùs illis etiam ipse ligatur. Hoc dubium attigi, de Indulgentiis in tom. 4, disp. 52, sect. 1, n. 20, et de votorum Dispensatione tom. 2 de Relig. lib. 6, c. 11, in principio, breviterque definivi, pontificem posse indulgentias sibi applicare, seu thesaurum pro se etiam dispensare, sive dispensando pro totâ communitate, cujus ipse est præcipuum membrum, sive sibi soli immediatè, et directè indulgentiam concedendo. Et simili modo posse secum in legibus, et in votis dispensare, vel committendo alteri potestatem, ut secum dispenset, si justum esse judicaverit (quod meliùs, et consulendum esse judicavi) sive per sese rem judicando, et dispensationem sibi concedendo. Quæ sententia in summo pontifice communis est, ut eruditè refert Sanct. lib. 8, disp. 3, n. 6, eademque resolutio locum habet in quocumque supremo principe, seu rege temporali quoad leges civiles, quia servat eamdem proportionem, et sumitur ex cap. *Per venerabilem,* Qui filii sint legitimi. Et apertè docet Cajet. 1-2, q. 95, art. 5, in fine, et Sylvest. verb. *Lex,* q. 14; Cordub. lib. 5, q. 31. Idemque sentiunt priores auctores, qui de pontifice hoc affirmant, et de regibus non negant.

9. Ratio verò est, quia non omnis actus jurisdictionis requirit distinctionem personalem inter eum qui jurisdictionem exercet, et eum circa quem exercetur, sed tantùm illi actus qui requirunt coactionem, vel propriam sententiam, per quam dicitur jus inter partes, et ideò requirit tertiam personam distinctam ab illis. Atverò dispensatio per se est actus jurisdictionis voluntariæ respectu ejus cum quo dispensatur, et ideò ex eâ parte non requirit personam ab illo distinctam. Respectu etiam ipsius legis, aut legislatoris, vel boni communis, quibus potest aliquo modo præjudicare dispensatio, non potest requiri persona à legislatore distincta; nam ad ipsum pertinet suam legem tueri, et communi bono consulere; ergo non repugnat ex naturâ rei, supremum legislatorem secum dispensare in lege à se latâ, quia circa se exercet voluntariam jurisdictionem, et contra rempublicam etiam non est coactio, sed prudens administratio cujusdam rei communis. Unde confirmatur primò; nam

supremus princeps potest distribuere bona communia inter membra communitatis, comprehendendo etiam se ipsum, et ita ipse imponit tributa sibi solvenda, prout ratio justitiæ exigit; sed dispensatio in lege est quasi commune bonum distribuendum, et applicandum membris prout expedierit; ergo non minùs potest princeps hoc facere circa se ipsum, quàm circa alios. Confirmatur secundò, quia princeps seipsum ligat suâ lege; ergo multò magis potest se solvere, quia ligare magis spectat ad jurisdictionem involuntariam et coactivam, et ideò non potest seipsum immediatè, et (ut ita dicam) privatim per legem ligare, sed solùm concomitanter cum communitate, cui legem imponit, idque non solâ voluntate propriâ, sed adminiculo juris naturalis, ut supra vidimus; solvere autem seipsum potest directè, et privatim, quia dispensatio et est actus, qui per se exercetur circa unam personam, et est jurisdictionis voluntariæ, ideòque magis potest princeps seipsum immediatè eximere à legis suæ obligatione ex justâ causâ. Denique, si hoc non repugnat ex naturâ rei pontifici, aut supremo principi, nec ex jure positivo potest repugnare, tum quia nullum tale jus reperitur, tum quia ipse est supra jus, servatâ proportione, atque ita non potest per tale jus suâ potestate privari, sed potiùs per illam posset in tali jure dispensare, et consequenter in quâcumque lege à se latâ.

10. Non desunt tamen qui contra hanc resolutionem opinentur, pontificem non posse secum dispensare in communibus legibus Ecclesiæ. Idem enim tenet Supplementum Gabr. 4, distinct. 38, quæst. 1, art. 5, circa finem, verb. *Si quas rationes*, et aliqui canonistæ, quos Sanci. supra refert numero 4. Verumtamen eorum fundamentum solutum est ex dictis; solùm enim argumentantur, quia actus jurisdictionis requirit distinctionem personarum. Ad quod jam dictum est, non esse universaliter verum, sed solùm in actu jurisdictionis involuntariæ, vel in actu sententiæ, per quam dicitur jus inter partes, quâ ratione etiam in absolutione sacramentali, quia est vera sententia et absolutio; ideò ita instituta est jure divino, ut non possit exerceri ab aliquo (etiam summo pontifice) erga seipsum. At verò in actu dispensandi, et aliis, qui sunt jurisdictionis voluntariæ, non invenitur talis repugnantia, nec institutio specialis, ut declaratum est, et ideò optimè potest princeps secum dispensare. Et tunc etiam ille est actus jurisdictionis, et suo modo exercetur circa subditum, quia eadem persona, ut homo subditus legibus, est inferior sibi ipsi ut est princeps, et conditor legum, quæ distinctio formalis sufficit, ut possit talem actum circa se ipsum exercere, ut in citatis locis dixi, et Sancius supra latissimè declarat et confirmat.

11. Superest verò explicandum, an idem dicendum sit de aliis episcopis, et prælatis, et cum proportione de aliis civilibus magistratibus, qui leges condere, vel in eis dispensare possunt. De quibus loqui possumus, aut respectu legum, quas ipsi condunt, quatenùs eis obligantur, aut respectu legum suorum superiorum, seu juris pontificii, aut regis. Loquendo enim priori modo sine ullâ controversiâ dicendum est, posse secum dispensare in suis legibus, sicut papa, vel rex in suis. Est enim eadem proportio, ac subinde eadem ratio, quia scilicet, talis lex principaliter ac per se pendet ab episcopo; ergo distributio obligationis ejus, ut sic dicam, ab eâdem voluntate et potestate pendet; ergo non minùs potest dispensare secum, quàm cum aliis. Probatur consequentia, quia per se loquendo, ejus est solvere, cujus fuit ligare, et res per easdem causas tolli potest, per quas fuit constituta, nisi aliud obstet. Hic verò solùm obstare posset identitas personæ dispensantis et dispensatæ; hæc autem non obstat ex naturâ rei, ut ostensum est; nec etiam est speciale jus, quo hoc prohibeatur episcopis, aut similibus legum conditoribus, et earum dispensatoribus; ergo. Atque ita sentiunt auctores supra allegati, quia vel loquuntur absolutè de legislatoribus, ut Cajetan., vel de principe, ut Sylvest. d. q. 14, et isti planè intendunt loqui de omnibus, qui ligantur legibus suis, vel loquuntur de papâ, et sic dùm alios non excludunt, comprehendunt eos in quibus eadem proportio servatur. Una verò difficultas hic superest de modo quo legislator posset secum dispensare, quam infra meliùs tractabo capit. 14.

12. Loquendo autem alio modo de his prælatis, vel magistratibus inferioribus, qui potestatem habent dispensandi in legibus superiorum, major est difficultas, sed spectat ad caput 11. Nam quod ad præsens attinet, certum est, dispensationem non repugnare propter identitatem personæ; nam quoad hoc est eadem ratio; tamen in potestate activâ dispensandi potest esse diversitas. Nam respectu propriæ legis ex naturâ rei sequitur, ut qui

illam tulit possit in eâ dispensare, nisi prohibeatur; in lege autem superioris hoc non sequitur ex naturâ rei, sed pendet ex modo potestatis à superiori concessæ, de quâ potestate in dicto cap. 11 dicemus. Nunc ergo solùm dicimus, quotiescumque constiterit, potestatem datam esse sub hâc amplitudine, prælatos posse secum dispensare, sicut de prælatis religionum sensit D. Thom. 2-2, q. 185, art. 8, in fine corporis, ubi ait, prælatos religionum posse secum dispensare in præceptis, seu ordinationibus suæ regulæ. Idemque posse episcopos regulares quoad eadem præcepta regulæ. Quod eodem modo docent Anton. p. 3. tit. 20, c. 2, § 7, et Sylvest. verb. *Religio*, 6, q. 1 et 7, q. 12; Tabien. verb. *Episcopus;* q. 6; Turrecrem. in c. *De monachis*, 16, q. 1. Constat autem, præcepta regulæ non esse lata ab ipsis prælatis ordinariis, sed vel à totâ religione, quæ superior est, vel à generalibus; aliqui verò dicunt D. Thomam non loqui de propriâ dispensatione, sed de licentiâ, quæ non est dispensatio, ut supra dixi. Verumtamen D. Thomas, et alii clarè loquuntur de propriâ dispensatione derogante legi prohibenti, vel præcipienti absolutè. Quamvis doctrina à fortiori vera sit de licentiâ, si tamen illa est prælato necessaria, nam fortassè proprius diceretur, quoties regula statuit, ut aliquid non fiat sine licentiâ, ad subditos tantùm loqui, non ad prælatos; nam illi non indigent licentiâ, sed discretione et prudentiâ. Nisi ubi regula apertè disposuerit, ut prælatus inferior aliquid non agat sine licentiâ majoris prælati; tunc enim id agere non posset, ipse sibi ordinariè licentiam concedendo, quia esset contra regulam. Quòd si in casu urgente occurreret causa justa sic operandi, tunc posset secum dispensare ad id agendum sine licentiâ, et hoc possunt etiam religiosi facti episcopi; illa verò non esset mera licentia, vel impropria dispensatio (ut alii loquuntur), sed esset propria relaxatio legis in particulari casu, et ita esset propriissima dispensatio.

CAPUT XIII.

De formâ dispensationis in lege humanâ.

1. Sermo est de formâ externâ et sensibili; nam interior actus non habet aliam formam insensibilem, sed ipse est quædam forma spiritualis, de quo actu quis, vel qualis sit jam dictum est; quia verò exteriùs manifestari debet, ut inter homines operari possit, ideò signum illud, quo manifestatur exteriùs, vocatur forma ejus, sicut in lege ipsâ diximus. De hoc ergo signo inquirimus, quale esse oporteat. Ad hoc autem explicandum præmittenda est alia divisio dispensationis in expressam et tacitam; expressa dicitur, quæ propriis et apertis verbis conceditur, tacita verò, quæ aliis signis vel factis indicatur. Et explicando hæc duo membra, et sufficientiam illorum, hanc formam sufficienter explicabimus.

2. Circa expressam dispensationem inprimis adverto, licet ad illam regulariter requirantur verba, nulla tamen esse determinata, vel ex naturâ rei, vel in jure ad dispensationem concedendam, ac subinde illa sufficere, quæ juxta communem usum, et dispensantis voluntatem, et effectum dispensationis, satis indicare valeant. Unde licet aliqui dicant, illam esse expressam dispensationem, quæ per verbum *dispensandi* datur, ut patet ex Rebuffo in Pract. p. 2, tit. de Dispensat. num. 19, nihilominùs non est intelligendum illam solam esse expressam, id enim nullo jure probatur, et sunt alia verba, vel æquivalentia, vel sufficientia, licet non sint tam clara, ut, *damus licentiam, indulgemus*, et interdùm posset sufficere verbum, *permittimus*, cùm ex materiâ constiterit, de quo genere permissionis sit sermo. Verbum ergo proprium *dispensandi* est regulariter usitatum in jure et rescriptis pontificum; et ideò ponitur quasi exemplar aliorum, quæ ad expressam dispensationem sufficiunt, non ut simpliciter necessarium.

3. Deinde, adverto, ad hanc dispensationem expressam necessarium esse, ut materia ejus sufficienter exprimatur, id est, de quâ obligatione, lege, aut impedimento, vel inhabilitate detur dispensatio, et cui detur. Quia aliàs verbum *dispensandi* non haberet satis determinatam et individuam significationem, et ita nihil posset operari. Non est autem necesse, ut materia dispensationis specificè semper declaretur, sed potest sufficere generale verbum, ut, *dispenso tecum in quâcumque irregularitate, vel in impedimento, si quod habes*, vel quid simile. Nam id, quod in generali verborum significatione comprehenditur, censetur etiam expressum, licet non sit specificum, juxta Gloss. in l. *Lucius*, ff. de Vulgar. verb. *Non ad matrem*, et notat latè multa allegando Tiraq. post leges connubiales, Gloss. 7, n. 86, 87 et sequentibus. Et in præsenti est manifestum, quia expressa dispensatio distinguitur contra tacitam, seu præsumptam; constat autem generalem

concessionem verbis expressam non esse præsumptam, aut tacitam respectu specierum sub generali significatione verborum indubiè contentarum; igitur ex parte materiæ sufficit generalis expressio. Et idem erit cum proportione de personâ cui fit concessio, si dispensatio simul concedatur multis; nam tunc expressa erit dispensatio pro singulis, si omnes uno generali verbo comprehendantur. Si autem dispensatio uni tantùm concedatur, tunc oportebit ut persona illa in particulari designetur, ad quam dirigitur dispensatio, sive id fiat nomine proprio, sive circumlocutione aliquâ, sive pronomine demonstrativo, juxta varias scribendi aut loquendi formas.

4. Unde est tertiò supponendum, ad valorem et substantiam dispensationis, etiam expressæ, non requiri scripturam, sed verba ore prolata sufficere. Nam si in lege ipsâ non est necessaria scriptura, multò minùs erit necessaria in dispensatione legis. Item infra ostendemus, scripturam non esse de substantiâ privilegii; ergo nec erit de necessitate dispensationis. Denique nullum est jus, quod scripturam requirat, et vocale verbum non est signum minùs expressum quàm scriptum; ergo. Dico autem non requiri scripturam ad substantiam dispensationis, quia ad probationem pro foro externo poterit esse necessaria, et regulariter illa postulatur; illâ verò deficiente aliæ probationes poterunt sufficere, nisi in aliquo casu plus in jure requiratur. Imò aliquando etiam potest esse necessaria dispensatio scripta, ut in conscientiâ liceat illâ uti; sed hoc non habet locum, nisi in casibus in jure expressis, de quibus videri potest Glossa in cap. 1, § *Postquàm*, verb. *In scriptis*, de Censib. in 6. Idemque est quando pontifices in aliquibus bullis requirunt licentiam in scriptis obtentam, ut habemus exemplum in Trid. sess. 25, c. 5, de Regular.; extra hos verò casus verba dispensantis sufficiunt. Tunc ergo satis est designare personam, cui fit dispensatio per signa quælibet determinativa et designativa individui, ut, *concedimus huic*, *tibi*, etc. In scripturâ verò ordinariè necessarium est nominare personam, vel ad illam semel nominatam sufficientem facere relationem. Persona autem dispensans in formâ scriptâ necessariò est nominanda; in verbali autem concessione satis est, quòd ipsa loquatur et verbum de præsenti proferat, ut ex materiâ etiam de Sacramentis constat.

5. Quartò adverto, nonnullos auctores dixisse, de necessitate hujus formæ esse, ut à petitione dispensationis inchoetur, quia dispensatio non datur motu proprio, sed tantùm postulata. Quia, cùm dispensatio sit juris relaxatio, non debet princeps proprio motu eam concedere, sed rogatus, et quasi coactus, argumento l. 4, § 1, ff. de Damn. infect., quod sentit Mendos., designatur. grat. tit. de Dispens., et sequitur Roder. tom. 1, q. 22, art. 3. Imò multi existimant, ad valorem dispensationis necessarium esse, ut vel ab ipso indigente petatur, vel ex ejus mandato, ac subinde esse nullam, si ab aliquo tertio sine mandato impetretur. Ita Panorm. per illum textum in c. *Innotuit*, de Elect. n. 10; idem in cap. *Nonnulli*, § *sunt et alii*, de Rescript., ubi idem tenet Hostiens. Fundamentum sumitur ex dicto cap. *Innotuit*, ubi negatur dispensatio, quia fuit petita sine mandato.

6. Utrumque autem censeo esse falsum. Assero itaque inprimis, dispensationem impetratam ad petitionem amici, sine mandato partis dispensandæ ex se validam esse, et operari posse, si ab eo cui concessa est acceptetur. Ratio est, quia nullum est jus, quod pro formâ validæ dispensationis illam conditionem requirat; sine jure autem nullum est fundamentum ad id asserendum, quia ex naturâ rei quodlibet donum vel eleemosyna, vel gratia potest validè per amicum impetrari ei qui nihil procurabat. Consequentia est evidens. Antecedens autem patet, quia in jure civili nihil est, quod obstet, et potiùs in l. *Universis*, c. de Precib. imperatori offerend. dicitur, rescriptum per quemcumque impetratum valere; ergo, etiamsi impetrator non sit procurator constitutus, valebit ex vi illius legis, quia absolutè, et sine ullâ restrictione loquitur. In jure autem canonico dictum cap. *Innotuit*, nihil probat; tum quia ibi non dicitur, dispensationem futuram fuisse nullam, si absque mandato fuisset concessa, sed solùm dicitur, pontificem ob eam causam noluisse illam concedere, quod longè diversum est; tum etiam, quia ibi non negatur dispensatio, quia petebatur sine mandato personæ dispensandæ, sed quia petebatur sine mandato capituli, quod personam illam elegerat in episcopum, et confirmationem, non dispensationem petebat, et ideò utraque ei denegatur. Unde potiùs supponitur, potuisse peti à capitulo sine mandato ejus pro quo petebatur, et tunc fuisse concedendam, et futuram fuisse validam.

7. Neque etiam obstat cap. *Nonnulli*, § unic.

de Rescrip., ubi annullatur rescriptum impetratum sine mandato, et impetrans punitur. Nam caput illud apertè loquitur de rescriptis justitiæ, seu ad lites, non de rescriptis ad gratias, seu beneficia. Nam et verba textûs, et ratio ejus ad priora tantùm rescripta accommodantur, ut ibi notat Glossa penult. in fine, et Felin. ibi num. 10, referens alios. Qui etiam hoc extendit ad impetrationem privilegiorum et immunitatum, quod ex Glossis, et doctoribus, et ex identitate rationis confirmat, quæ sine dubio eadem est, quæ in dispensationibus. Præterea partem hanc apertè supponunt doctores, qui docent, privilegium per mandatarium obtentum statim esse validum, non verò si absque mandato obtineatur, in quo idem de dispensatione indicant, ut infra, l. 8, sufficienter videbimus. Denique consuetudo curiæ hanc partem sufficienter confirmat, ut sumitur ex Rebuff. in Praxi, tit. de Disp. n. 25, juncto tit. de Differentiis inter rescriptum gratiæ et justitiæ, et optimè Navar. cons. 2 de Rescr. et cons. 4, n. 4.

8. Deinde assero, nullam petitionem, vel supplicationem necessariam esse in rigore ad formam et valorem dispensationis, sed posse à prælato proprio motu concedi. Hoc sequitur ex præcedenti, et ita potest eisdem doctorib. attribui. Nam, si tertia persona sine mandato potest amico dispensationem impetrare, cur non poterit prælatus proprio motu, ex suâ tantùm providentiâ illam indigenti indulgere? Deinde ratio facta hic etiam procedit, quia neque naturâ suâ hoc malum, neque ullo jure prohibetur, non solùm pontifici, aut principi, ut est per se notum, verùm etiam nec episcopo, aut prætori. Neque lex illa 4 ad causam facit, quia non de gratiâ, vel dispensatione loquitur, sed de justitiæ executione inter partes constituendæ, quibus non solet providere judex nisi alterâ postulante. Quanquàm interdùm ex officio possit judex subvenire, quando aliquis damnum patitur, et impeditur ne possit postulare, ut in eodem tit. de Damno infect. l. *Hoc ampliùs*, 9, dicitur. Multò autem faciliùs potest hoc facere princeps, aut prælatus in concessione dispensationis, quæ est quædam gratia, quam potest suâ sponte facere. Nec obstat quòd relationem juris contineat, nam etiam privilegium illam continet, et nihilominùs sæpè conceditur motu proprio. Item ipsa relaxatio potest esse in casu necessaria, vel ad commune bonum, vel ad privatum particularis personæ, cui potest superior ex officio providere, si ipsa sit indigens. Imò non solùm potest dispensare, sed etiam præcipere subdito, ut dispensatione utatur, ut paulò antea dixi.

9. Ex his ergo notari potest quintò, aliquam dispensationem expressam necessariò postulare expressa verba superioris, ut quando illam proprio motu concedit, juxta c. *Si motus*, de Præbend. in 6; aliquam verò esse posse expressam etiam sine proprio verbo superioris. Et est illa, quæ fit ad petitionem alicujus. Hanc enim semper esse expressam sentit Rebuf. d. tit. de Dispens. n. 19, et licet de illâ, quæ est apertè postulata, res fit clarior, tamen idem est, si putatur à quocumque alio intercessore, seu postulatore. Nam cap. *Innotuit*, quod allegat, potiùs loquitur de postulatione factâ à tertio, ut supra notavi. Ratio autem est, quia cùm postulatio expressa dispensationis procedit, necessariò concessio illi conjuncta facit expressam dispensationem. Unde, licet post subditi petitionem superior nihil scribat, vel loquatur, sed nutibus tantùm annuat, demonstrando consensum, est dispensatio satis expressa, quia superior suum consensum ostendendo facit sua verba petentis, super quæ cadit; præterquàm, quòd nutibus solet consensus satis clarè et expressè indicari. Sicut matrimonium satis expressè contrahitur, quando procedit interrogatio per verba, et nutibus explicatur consensus. Quando autem non præcedit expressa petitio, tunc non semper est dispensatio expressa, imò nec videtur esse posse per nutus, aut alia signa, præter expressa verba; ubi autem hæc intercesserint, possunt sufficere, etiamsi postulatio non præcedat, ut ex dictis constat.

10. Est autem ultimò observandum, regulariter dispensationem concedi ad postulationem alicujus, quia raró occurrit tanta necessitas dispensationis, ut etiam non petentibus offeratur, et quia mens concedentis ex postulatione optimè intelligitur, ideò in ordinariis instrumentis dispensationum quasi pro ordinariâ formâ servantur, ut præmissâ postulatione subjungatur concessio. Aliquando verò non obstante postulatione dicitur concessio fieri motu proprio, quæ duo quomodò cohæreant, et quam vim habeat illa clausula, *motu proprio*, et quando subintelligenda sit, dicemus infra, tractando de privilegiis, ubi etiam explicabimus ferè æquivalentem clausulam, *ex certâ scientiâ*, et alias similes, et varias etiam formas concedendi privilegia, quæ in dispen-

sationibus possunt habere locum, sed quia mag's sunt propriæ privilegiorum, in eum locum eas reservamus.

11. Venio ad aliud membrum tacitæ dispensationis, quæ difficilior est ad explicandum, quia non consistit in apertâ significatione voluntatis, sed tantùm in præsumptâ, quæ obscurior est. Et ideò multi jurisperiti non admittunt hanc tacitam dispensationem, ut ex Calder. et Oldrad. refert Anton. Gabr. dicto tit. de Præsump. concl. 8, n. 6 et sequentib., qui dicit secundùm stylum curiæ esse veriorem sententiam. Communiter verò ferè omnes tanquàm certum supponunt, esse possibile et sufficiens hoc genus dispensationis. Sed in hoc est magna varietas; nam in supremo principe omnes admittunt dispensationem tacitam in omnibus, quæ ad jus humanum pertinent, quia supremus princeps intra suam sphæram est supra humanum jus, et potest in illo, ut voluerit, dispensare, saltem quoad valorem dispensationis. Secùs verò docent de eodem ut dispensante in votis, et aliis quæ jus divinum attingunt; nam respectu illorum ita se habet sicut inferiores in lege superioris, de quibus etiam sunt opiniones.

12. Aliqui enim absolutè negant, inferiorem posse tacitè dispensare in lege superioris, sed tantùm expressè. Quod videtur sentire Innoc. in cap. *Veniens*, de Filiis præsb. et Panorm. in c. *Diversis,* de Cler. conjug. n. 4. et in cap. *Cùm in cunctis*, § *Inferiora*, de Elect. n. 8. cum Gloss, in c. unic. de Ætat. et Qualit. in 6, Rebuff. referens plures in Practic. tit. de Dispens. n. 15 et 16, et plures refert Anton. Gabr. supra, et plures Menoch. de Præsumpt. lib. 2, præsumpt. 20, n. 24 et 25, et plures Sanci. lib. 8. de Matrim. disp. 4, n. 15. Et rationem differentiæ assignant, quia princeps potest validè dispensare sine causæ cognitione, non verò inferior; in dispensatione autem tacitâ non intercedit causæ cognitio, et ideò tunc non præsumitur voluntas, quia esset temeraria, et licet admitteretur, non esset sufficiens. Quia verò dicta ratio universalis non est, ideò alii subdistinguunt in inferioribus dispensantibus; nam vel dispensant in proprio jure, vel in jure superioris: in priori casu absolutè possunt per tacitam dispensationem jus suum relaxare, quia eamdem proportionem ad illud habent, quam princeps supremus ad commune jus, et eorum dispensatio valet, etiam sine causâ, ut infra dicemus. In posteriori autem casu aiunt, non posse tacitè dispensare propter rationem factam. Ita Supplementum Gabr. in 4, dist. 38, q. 1, art. 5, dub. penult., et sequitur Navar. in Summ. prælud. 9, n. 15, et c. 25, n. 74. Ubi hoc limitat, ut procedat in foro exteriori; *nam in foro conscientiæ aliud*, inquit, *fortassè verum est*. Sequitur Azor lib. 5, c. 15, q. 10, in tom. 1, extendens hoc ad forum conscientiæ. Aliter Sylv. verb. *Dispensatio,* q. ult. indicat, non repugnare dispensationem esse tantùm tacitam, et fieri cum causæ cognitione, et ideò, inquit, si episcopus procedat cum causæ cognitione dispensando tacitè in lege superioris, esse validam dispensationem. Qui ita videtur limitare, et exponere superiorem communem opinionem. Et eamdem sententiam indicavit Cajet. 2-2, q. 104, art. 5, in fin.

13. Alii verò et plurimi auctores indifferenter dicunt, dispensationem tacitam habere locum in quocumque potente dispensare sive in jure suo, sive in jure superioris dispenset. Et hanc opinionem ego tenui in tom. de Censur. disp. 41, sect. 3, in fine, cum Palud. in 3, d. 38, q. 4, art. 4, concl. 2; Anton. p. 2, tit 11, cap. 2, § 9. Et idem tenet Angel. verb. *Dispensatio,* n. 12; Medin. in Sum. p. 1, c. 11, § 12, dicens, si prælatus religionis det litteras dimissorias ad ordines suscipiendos, subdito, quem scit esse irregularem, eo ipso dispensare cum illo, cùm possit, ut supponitur. Idem Ludovic Lop. in Instruct. p. 1, c. 4. Denique hoc latè defendit Sanci. supra referens plures auctores. Et sanè, consequenter loquendo, ita dicendum est, si præcisè sistamus in ratione tacitæ dispensationis, quia in omnibus est eadem ratio; nam in omnibus supponitur potestas dispensandi, et est eadem præsumptio voluntatis, et nulli prælato est præscripta in jure certa forma dispensandi, neque etiam ut per verba expressa dispenset.

14. Ut autem hæc ratio declaretur, advertendum est, aliud esse tractare, quo signo debeat voluntas dispensantis indicari, ut ad dispensandum sufficiat, aliud verò quæ conditiones debeant concurrere, ut illa voluntas sit efficax; hìc enim non hoc posterius agimus, sed illud tantùm prius. Unde, licet verum sit ad dispensandum in jure superioris esse necessariam justam causam, et sine illâ non esse validam dispensationem, ut infra trademus, tamen hæc differentia impertinens est ad quæstionem de tacitâ dispensatione, quam tractamus, quia et tacita dispensatio potest fieri ex justâ causâ, tam in lege superioris,

quàm in propriâ seu juris æqualis, ut sic dicam, et è converso expressa dispensatio potest dari sine justâ causâ, et tunc etiam erit nulla, si ab inferiori detur in lege superioris. Et confirmatur, quia si dispensatio tacita non posset esse ex justâ causâ, nunquàm præsumeretur etiam in supremo principe, quia consequenter præsumeretur concedi sine justâ causâ, et sic in eâ præsumeretur peccatum, quod admittendum non est, maximè quando non est necessarium ad vitandum majus peccatum, ut hic esse potest. Potest ergo dispensatio esse tacita, et ex justâ causâ; ergo potest esse in inferiori, etiam in lege superioris. Tunc enim optimè procedit ratio facta, quòd in eo non deest potestas ad dispensandum absolutè, ut supponitur, et indicium tacitæ voluntatis esse potest idem, vel æquale, nec præsumitur peccatum, quia potest talis dispensatio esse ex justâ causâ, et consequenter justa et valida, quantùm est ex parte causæ. Nec etiam est invalida ex defectu formæ, quia nulla est præscripta in jure, etiam pro inferioribus dispensantibus, nec etiam invenitur eis præceptum, ut per verba expressa dispensent, sed oppositum potiùs invenitur per argumentum à contrario sensu in c. 2 de Bigam.

15. Dices, aliud esse dispensare ex justâ causâ, aliud dispensare cum cognitione causæ, et illud prius posse optimè simul esse cum dispensatione tacitâ, non verò hoc posterius. Quia cognitio causæ requirit ut juridicè inquiratur, et constet intercedere sufficientem causam ad dispensandum, cum decreto, seu sententiâ de sufficientiâ causæ. Quod videtur significâsse Angelus, verb. *Dispensatio*, n. 12, dum ait, requiri causam esse notam prælato tanquàm judici. Quando autem hæc cognitio præmittitur, satis expressè significatur voluntas dispensandi, quæ significatio consummari potest per aliquod factum postea subsecutum, et ideò licet postea non interponatur verbum *dispensandi*, censebitur expressa dispensatio. In inferioribus autem requiritur, ut dispensent non solùm ex justâ causâ, sed etiam ex causæ cognitione, maximè quando dispensant in jure communi, seu superioris, et ideò non possunt in eo, nisi expressè dispensare.

16. Sed hoc etiam non satisfacit; nam inprimis in foro conscientiæ non est necessaria illa juridica cognitio causæ, sed satis est, quòd subsit justa causa, quæ dispensanti quomodocumque nota sit. Imò subdito satis erit, quòd bonâ fide procedat, et præsumat, superiorem suum justè procedere, et habere justam causam, quando non habet fundamentum contrarium existimandi; quin etiam in dubio potest suam conscientiam deponere; secùs verò esset, si illi constaret, nullam subesse justam causam. Quod tamen totum æquè locum habet in expressâ, ac in tacitâ dispensatione. Deinde etiam, quoad forum externum existimo, satis esse causam esse notam prælato, ut homini, ut asseruit Sylvest. verb. *Dispensatio*, in fine, cum Bart. in lege *Barbarius*, ff. de Offic. Prælat. n. 8, quia nullâ ratione probatur esse necessarium ad valorem dispensationis, ut præcedat illa juridica examinatio et cognitio causæ. Quamvis enim verum sit, in illo foro non fore admittendam talem dispensationem, nisi legitimè probetur ex causâ justâ esse concessam, nihilominùs, si post factum hoc probetur, sufficiens esse videtur, ut sit valida, etiam in illo foro. Ergo absolutè loquendo, qui potest dispensare expressè, potest etiam tacitè, si in reliquis necessaria occurrant.

17. Jam verò explicandum superest (in quo major difficultas consistit) quibus modis, vel signis hæc tacita dispensatio sufficienter præsumatur, ita ut conscientiæ dispensati satisfacere possit, illam quietam et pacificam reddendo, et in foro etiam externo admittenda sit, si legitimè probetur. In quo duo modi hujus tacitæ dispensationis tradi solent, unus est per scientiam et patientiam prælati rationabilem (ut aliqui loquuntur). Hic ergo modus contingit, quando prælato vidente subditus contra legem operatur, verbi gratiâ, matrimonium contrahit impedimentum habens, vel quid simile, et superior non impedit, nec contradicit, cùm facilè posset, sed tolerat; tunc enim consentire præsumitur dispensando. Ratio est, quia præsumitur, id permittere sine peccato suo et subditi, quoad fieri possit; at, si non taceret ex voluntate dispensandi, et subditus peccaret, ut constat, et ipse etiam peccaret contra officium suum, cùm teneatur subditum corripere, ac impedire, ne frangat legem; ergo illud est sufficiens signum tacitæ dispensationis. Et confirmatur, quia illa taciturnitas est quædam ratihabitio de præsenti, quæ mandato comparatur, ut dicitur in cap. *Ratihabitio*, de Regul. jur. in 6. Et ideò sufficit etiam ad delegandam jurisdictionem, et ad alios similes actus, ut multi opinantur, quos refert et sequitur Sanci. l. 3 de Matrim. disp. 35, n. 20; ergo multò magis ad dispensandum sufficiet. Accedit etiam

regul. 43 juris in 6 : *Qui tacet consentire videtur*, nam maximè habet locum in eo ad quem spectat ex officio non tacere, nisi consentiat, et approbet factum; ergo, etc. Atque hoc signum, et genus tacitæ dispensationis admittunt simpliciter, et sine distinctione Palud. et Anton. et indicant Navarr. et Azor, et idem sumitur ex Panorm. in c. *Quia circa*, de Consang. et affinit. in fine, ubi ex illo textu id colligit, quamvis possit etiam aliter exponi. Idem Panor. l. 2 Consil. cons. 55, n. 5, et Alex. l. 2 Consil. in 1, in fine.

18. Nihilominùs contrarium sentiunt communiter canonistæ cum Innoc. et Hostiens. in c. *Venientes*, de Filiis præsbyter. Et Gloss. in Clement. unic. de Sentent, excommun., verb. *Approbamus*, quam communiter sequuntur his locis Panorm. Anton. Cardin. et Immol. et ferè alii, et Felin. in c. *Gratum*, de Offic. deleg. n. 9, et in c. *Præterea*, de Testib. cog. n. 8; Cardin. in cap. *Olim*, de Censib.; Anton. Gabr. supra n. 18; Selva de Benef. p. 3, q. 8, n. 49, et q. 10, n. 25; Menoch. l. 2 Præsumpt. 20, num. 32; Sayrus lib. 7 Thesau. cap. 14, n. 18, et hanc sententiam in simili tenui, licet illam non satis explicuerim. Et sumitur ex Glossâ cum textu in cap. *Cùm jamdudùm*, de Præbend. ibi : *Cùm multa per patientiam tolerentur*, quæ si deducta fuerint in judicium, exigente justitiâ non debent tolerari. Unde Glos. colligit patientiam prælati scientis non esse signum consensûs, nec dispensationis. Facit etiam c. *Super eo*, de Cognat. spirit. ibi : *Id in Ecclesiâ tuâ dissimulare poteris ita quòd nec contradicere, nec tuum videaris præstare assensum*. Ex quibus colligitur fundamentum hujus sententiæ, quia sola patientia non est sufficiens signum consensûs. Nam licet dicatur quis consentire indirectè, quando tenetur impedire, et non impedit, non tamen inde colligi potest directa voluntas, qualis ad dispensandum requiritur. et hoc est quòd canonistæ aiunt : *Illa, quæ tantùm in patiendo consistunt, non esse sufficiens signum dispensationis, quæ actum positivum requirit.*

19. In hoc puncto distingui solet triplex ratihabitio, de futuro, præterito et præsenti. Prima est per solam præsumptam voluntatem, seu dispensationem prælati, ita ut quando subditus contra legem operatur, prælatus nihil sciat, aut velit, sed credatur postea consensurus cùm sciverit, et quòd si nunc consuli posset, dispensaret, de præsenti dicitur præsumptus consensus, vel ratihabitio, quando prælatus est præsens actioni, quæ sit contra legem et tacet. De præterito autem erit, si præcessit tacitus consensus in actum postea futurum, et retractatus non est. Verumtamen, si quis rectè attendat, hic tertius modus in præsenti locum non habet, nisi priùs de præsenti decesserit, et liquerit dispensationem validam, etiam pro actibus futuris. Quia licet scientia esse possit de actu præterito, taciturnitas propriè non est, nisi de actu præsenti, qui potest impediri; nam præteritus actus non potest, sed ad summum potest non puniri; quod non est signum dispensationis in ordine ad futuros actus, ut per se notum est. Circa actum ergo præteritum secundùm se non est tolerantia voluntaria, sed necessaria, et ita non est signum consensûs, nec etiam talis actus secundùm se dispensationis est capax; nam si fuit contra legem, non potest non fuisse; poterit autem dispensari quoad pœnam, et sic cadet dispensatio in aliquid præsens, vel futurum; si verò dicatur ex taciturnitate in aliquo actu præterito, quando fuit præsens, induci dispensationem in ordine ad sequentes actus similes, et illa dicatur ratihabitio de præterito, jam hæc reducitur ad aliam de præsenti, et ideò ex illâ pendet, ut videbimus.

20. Præterea de primâ ratihabitione de futuro certum existimo, non sufficere ad propriam dispensationem, neque ad agendum licitè contra legem, nisi quando talis est casus, ut necessitas cogat, censeaturque locum habere epikia. Ratio est, quia quamdiù obligatio legis per se non cessat ratione occurrentis necessitatis, vel occasionis, durat, donec per voluntatem superioris auferatur, per voluntatem autem præsumptam in futurum non aufertur de præsenti obligatio; ergo non satis est ad operandum contra legem. Quâ ratione alibi dixi (et est communis sententia) hujusmodi ratihabitionem de futuro non esse satis ad actus jurisdictionis in præsenti exercendos. Sicut etiam è contrario præceptum præsumptum in futurum, vel sub conditione, quòd si superior adesset, prohiberet, non satis est in rigore ad inducendam præcepti obligationem. Unde in hoc invenio differentiam inter simplicem facultatem, et propriam dispensationem, quòd in illâ interdùm sufficit voluntas præsumpta ad licitè operandum; quomodò dicunt communiter auctores, non agere contra paupertatem, religiosum dantem aliquid ex voluntate præsumptâ superioris, quando non potest facilè obtinere expressam, quod tamen in dispen-

satione non admittimus. Et ratio differentiæ est, quia ibi actio non est simpliciter prohibita, sed solùm ut non fiat absque superioris voluntate, quæ conditio extenditur ad voluntatem præsumptam ex communi usu, et prudenti ratione. Hic autem actio supponitur absolutè prohibita, et ob eam rationem mala, et ideò de præsenti necessaria est aliqua voluntas, quæ prohibitionem, et consequenter malitiam auferat.

21. Igitur opiniones propositæ de ratihabitione, seu tacito consensu, de præsenti loquuntur. Inter quas posterior videtur maximè procedere in foro exteriori, in quo majorem profectò videtur probabilitatem habere, et secundùm eam omninò judicandum esse moraliter, ac regulariter loquendo, tum quia est valdè communis inter graviores juris interpretes, quorum auctoritas in illo foro præferenda est, tum etiam quia illa præsumptio in nullo jure fundata est, imò aliqua jura non parùm illam diminuunt ut ex allegatis constat, et ex Clement. ult. de Sentent. excommunic.; tum denique quia ipsum indicium taciturnitatis prælati videntis factum, est valdè incertum et de se solùm indicat permissionem, non consensum. Et sæpè potest illa permissio esse sine peccato prælati, quia ita se gerit ad vitandum majus malum, vel propter indispositionem, quam in subdito timet, vel propter scandalum aliorum, quando factum est publicum, vel quia aliud grave nocumentum timet. Sæpè etiam potest esse illa permissio ex quâdam negligentiâ, et nimiâ conniventiâ prælati, vel ex pusillanimitate nimiâ, et ideò, licet superior non excusetur à culpâ, non ideò præsumitur dispensatio, quia fortassè major esset culpa, ita temerè dispensare. Quod maximè habet locum, quando dispensatio esse deberet in aliquo defectu permanente, ut in irregularitate, vel alio simili. Est enim incredibile, propterea quòd episcopus sciat, subditum irregularem celebrare, et dissimulet, statim præsumi, dispensare cum illo in irregularitate, etiamsi aliàs posset. Nisi ex aliis certioribus conjecturis de illius voluntate et justâ causâ dispensandi constet, quæ conjecturæ in foro exteriori difficillimè probari possunt, et fortassè non admittentur.

22. At verò in foro conscientiæ non censeo esse omninò rejiciendam priorem sententiam, dummodò prudenter limitetur. Nam sola taciturnitas dicta, nunquàm videtur mihi sufficiens indicium voluntatis positivæ dispensandi propter discursum factum. Si tamen aliæ circumstantiæ adjungerentur, posset consummari præsumptio, ut si causa dispensandi tam subdito et superiori sigillatim, quàm alteri de altero invicem nota esset, et intercederet aliqua occasio justa non petendi expressum consensum, et ex consuetudine, vel necessitudine inter subditum et superiorem præsumi prudenter posset talis voluntas superioris. In quo est maximè advertendum pro conscientiæ foro, ut subditus in eo casu honestè operetur necessarium esse, ut ante factum præsumat secum esse dispensatum; nemo enim potest honestè operari contra legem spe futuræ dispensationis, sed necessarium est, ut præcedat notitia dispensationis, ut infra in materia de Privil g. latiùs dicemus. Ergo impossibile est, quod hæc dispensatio tacita fundetur in scientiâ et patientiâ operis jam facti; alioqui jam esset factum opus ante dispensationem; ergo cum peccato esset factum; ergo ex illo nulla conjectura sumi potest dispensationis; oportet ergo, ut, antequam subditus inchoet opus, habeat rationes alias præsumendi prælatum præsentem esse contentum, et tacitè secum dispensare, ut tale opus faciat. Unde etiam colligo, hanc præsumptionem non esse extendendam ultra opus illud, quod sit coram prælato; nam licet in illo censeatur dispensare, non ideò censetur tacitè dispensare ad similia, nisi fortè tanta sit consuetudo, ut intelligatur concessa perpetua dispensatio, et quasi privilegium, ut infra suo loco dicetur. Quocirca si talis esset dispensatio, ut non posset dari pro actu præsenti, nisi habilitando personam in futurum ad similes actus, ut de irregularitate dixi, tunc difficilior erit præsumptio, et vix potest dari licentia utendi postea tali dispensatione tacitâ, non requirendo expressam declarationem voluntatis prælati, cùm possit facilè fieri.

23. Alius modus tacitæ dispensationis est, quando superior ex certâ scientiâ aliquid præcipit, vel concedit subdito, quod sine dispensatione fieri, aut valere non potest, ut si pontifex det beneficium alicui, quem scit, esse irregularem, vel si præcipiat comedere carnes die prohibito. Ita docent Innocent. Hostiens. Panormit. et alii in locis citatis, et hunc solum modum posuit Rebuff. in dicto tit. Dispens. à n. 3, ubi alios allegat., et Ant. Gabr. et alii supra allegati. Et colligitur ex l. Quidam, ff. de Re judic. ibi: *Princeps enim, qui illi dignitatem dedit, omnia gerere decrevit*. Idem in l. *Barbarius*, ff. de Offic. prætor. Ratio est, quia

princeps non præcipit repugnantia, nec præsumitur præcipere iniquitatem, vel facere actum invalidum; ergo intelligitur, concedendo aut præcipiendo tollere impedimentum. Et ita hæc conjectura est multò efficacior, quàm præcedens, quia hæc requirit actum positivum, qui virtute includit alium; nam qui introducit formam, censetur præmittere dispositiones, et qui dat potestatem, dat omnia necessaria ad illam; unde ita est hæc dispensatio tacita, ut possit dici virtualis, quod non ita est in præcedenti indicio. Et hæ rationes procedunt de quolibet prælato potente dispensare, sicut de supremo principe, neque invenitur in hâc parte specialis prohibitio, et ideò necessarium non est inter eos distinguere, ut supra dixi.

24. Oportet autem prælatum procedere in eo actu ex certâ scientiâ defectûs, seu vinculi, in quo tacitè dispensat, quia si illud ignoret, non poterit voluntas ad illud tollendum extendi, quia voluntas non fertur in incognitum, et ita etiam cessabit dispensatio, quæ sine voluntate esse non posset. Dubitant autem doctores, quomodò constare debeat de hâc scientiâ principis dispensantis. Verumtamen, quod attinet ad conscientiæ forum, satis est, quòd quâcumque ratione constet ipsi dispensato, ut quia ipsemet defectum aperuit prælato, vel quia certò sciebat, illi esse notum. Quia in foro conscientiæ veritas attenditur, non præsumptio, nec requiritur scriptura, vel aliquid simile. In foro autem exteriori incumbet, et qui dispensationem tacitam allegat, probare, prælatum ex certâ scientiâ processisse, quia est scientia facti, quæ ordinariè non præsumitur, ut docet Felin. in c. *Præterea*, de Testib. cogen. n. 9, cum aliis. Quod maximè verum censeo de principe, qui nec tenetur, nec potest facta subditorum nosse, juxta cap. 1 de Constitut. in 6. In episcopo autem aut prælatis particularibus, qui ex officio tenentur scire vitam subditorum, contrarium fortassè dicendum esset, quia in facto alieno, quod quis indagare tenetur, præsumitur scientia, ut tradit Abb. in c. *Innotuit*, de Elect. n. 9, quod ex textu ibi, et Gloss. colligit, et ex cap. penult. extra de Reg. juris, ubi dicitur: *Non potest esse pastoris excusatio, si lupus oves comedit, pastor nescit*. Sed censeo verum respectu ipsius pastoris; nam, si ipse se excuset, tenebitur probare ignorantiam inculpabilem; aliàs præsumitur in eo scientia, vel saltem negligentia. Unde non est cur præsumatur scientia in prælato respectu subditi allegantis dispensationem, quia simpliciter est res facti, quæ facilè ignoratur, sive absque culpâ, sive cum illâ, parùm enim id in præsenti refert; maximè quia dispensatio odiosa est, et restringenda, et ideò etiam non præsumitur, nisi probetur, ut Panormitan. etiam tradit in dicto cap. *Præterea*.

25. Dubitant autem ulteriùs juristæ de modo probationis hujus scientiæ, an scilicet, necessarium sit, ut de illâ constet, ex narratis in ipso indulto dispensationis, vel ex clausulâ, *ex certâ scientiâ*, in illo positâ, vel admittatur aliud genus probationis, si hæc deficiant. De quo dubio, quia ad nos non spectat, videri possunt auctores allegati in principio hujus puncti. Mihi tamen videtur non esse necessarium, ut ex instrumento dispensationis constet, sed sufficere, ut aliâ ratione sufficienter probetur, per testes, vel alio modo quæ est etiam communior sententia. Et ratio est, quia nullum est jus quod restringat probationem ad scripturam indulti, seu dispensationis. Imò infra, de privilegio, dicemus totum privilegium posse probari per testes, si scriptura sit amissa; ergo idem est in dispensatione. Nec etiam hæc conditio scientiæ in principe est tam occulta, ut non possit per testes, vel ex rei notorietate probari. Plura de hoc puncto videri possunt in Sancio supra; nam accuratè illud disputat.

CAPUT XIV.

Apud quos sit potestas ordinaria dispensandi in legibus humanis.

1 Post materiam et formam dispensationis dicendum sequitur de causâ efficiente, in quâ duo ad efficiendum requiruntur, potestas, scilicet, et voluntas, et de voluntate, quæ libera est, nihil dicendum superest, præter ea, quæ diximus de formâ per quam talis voluntas explicanda est. Superest ergo dicendum de potestate. Quæ in ordinariam et delegatam distingui potest; nam his duobus modis solet haberi, vel participari jurisdictio, ad quam hæc potestas pertinet, ut dixi; uterque ergo modus in præsenti locum habet. Nam inprimis constat, necessarium esse, ut hæc potestas sit ordinaria in aliquo, quia potestas delegata manat ab ordinariâ, in quâ sistendum est, tum quia non proceditur in infinitum, tum etiam quia potestas ordinaria convenit ratione officii, et qui habet officium, seu munus legislatoris, vel pastoris, eo ipso ratione illius habet potestatem dispensandi. E converso etiam nihil est in hâc potestate, cur delegari aut committi non possit. Non enim

postulat ex intrinsecâ ratione, ut superior per seipsum illam exerceat, nisi aliunde speciali jure cum eâ restrictione et modo concessa sit; hìc ergo de potestate ordinariâ dicemus, et postea de delegatâ.

2. Primò igitur certum est, eum habere ordinariam potestatem dispensandi, qui legem tulit, quia ab ejus voluntate et potentiâ pendet (1). Idemque dicendum est de superiore ipsius, dummodò formaliter sit superior in jurisdictione, ut in superioribus declaravi, itàque potest papa dispensare in lege episcopi, quia inferior potestas, et actus ejus semper pendet à superiori. Idemque dicendum est de æquali in eâdem Sede, et jurisdictione, qualis est successor, quia illa potiùs est identitas, formaliter loquendo. Atque hoc modo potest pontifex dispensare in toto jure canonico, quia si jura sint ab aliis pontificibus constituta, est æqualitas; si verò à conciliis, ipse est superior, etiam concilio generali per se spectato; si verò includat pontificis auctoritatem, est etiam æqualitas, et ita loquitur Innoc. in c. *Innotuit*, de Elect. Imò addit Cordub. lib. 4, q. 48, etiam illos auctores, qui dixerunt, concilium esse supra papam, non fuisse ausos hoc negare. In quo prudenter fecerunt; quàm verò consequenter possent id defendere, ipsi viderint, nobis enim necessarium non est, cùm certum existimemus, concilium etiam approbatum non posse potestatem pontificis limitare. Imò etiam addimus, posse pontificem dispensare in quâcumque lege apostolicâ humanâ (nam de divinâ infra dicam). Quod optimè docuit D. Thomas quodlibet 4, art. 13, et Victor. in Relect. de Potest. papæ, Covar. cum multis, quos refert in 4, p. 2, cap. 6, § 9, n. 6. Et ratio est, quia licet Apostoli in aliis prærogativis et gratiis fuerint excellentiores, in potestate jurisdictionis pontifex non est inferior illis, nec Petro, cujus est successor. De quo alibi. Et cum proportione loquendum est de aliis episcopis respectu suarum diœcesum et legum, et de aliis principibus respectu suarum.

3. Superest verò difficultas gravis, an inferior, jurisdictione ordinariâ, possit ex vi sui muneris dispensare in lege superioris. Quod solet quæri de episcopo respectu papæ, seu juris communis, idemque est cum proportione in omni inferiori gubernatore, an possit dispensare in omnibus legibus pontificis, quando non est specialiter prohibitus. Quòd enim pontifex possit ita legem ferre, ut reservet sibi dispensationem, et consequenter prohibeat ne ullus inferior in eâ dispenset, irritando dispensationem ab alio datam, certissimum est, quia ab illo pendet potestas inferioris. Dicunt tamen multi, quoties pontifex expressè non prohibet dispensationem, sed simpliciter legem fert, episcopum posse in eâ dispensare. Potest sumi ex D. Thom. dicto art. 4, q. 91, quatenùs simpliciter ait, rectorem multitudinis posse dispensare in legibus. Expressèque id affirmat D. Anton. p. 1, tit. 17, § 20; Soto in 4, dist. 27, q. 1, art. 4, § *At quo tandem;* indicat etiam Victor. in Relect. de Potestate Eccles. num. 18. Qui hanc regulam constituunt, unumquemque episcopum posse in suâ diœcesi quoad dispensationes, quidquid potest papa in universâ Ecclesiâ, nisi ab eodem papâ prohibeatur. Quam regulam multi canonistæ sequi videntur in cap. *At si clerici;* § *de Adulteriis*, de Judic., ut ibi licet videre per Felin. et alios. Et potest probari primò ex cap. *Nuper*, de Sentent. excommun., ubi dicitur, eo ipso quòd legislator sibi non reservat absolutionem, eam inferiori concedere; ergo similiter eo ipso, quo non reservat dispensationem, illam concedit. Secundò gravius est et difficilius dispensari in votis, quàm in legibus superioris, quæ merè humanæ sunt, vota autem attingunt divinum jus; sed episcopus potest in votis omnibus dispensare sibi non prohibitis, seu non reservatis; ergo, etc. Tertiò ex usu; nam leges jejuniorum et festorum pontificiæ sunt, et tamen in eis dispensant episcopi, quia non sunt prohibitæ; ergo idem erit in omnibus similibus. Quartò denique quia dispensatio in his legibus est unus ex actibus moraliter necessariis ad populi gubernationem; ergo cui hæc gubernatio committitur, consequenter datur hæc potestas, nisi peculiariter excipiatur; sed episcopus ex vi sui muneris habet totam gubernationem sui episcopatûs; ergo.

4. Nihilominùs dicendum censeo, non posse episcopum dispensare in lege pontificis, vel concilii, nisi in casibus sibi concessis. Ita sentit Gloss. ult. in cap. *In quibusdam*, de Pœnis; clariùs tenet Gloss. in cap. *Cùm singulæ*, § ultim., verb. *Canonicè*, de Præbend. in 6; In-

(1) Cùm in Galliâ, juxta hodiernam constitutionem politicam, rex non habeat nisi partem quamdam potestatis legislativæ, non potest dispensare nisi in casibus à lege præfixis. Sic potest dare dispensationes ætatis vel consanguinitatis in matrimonio: Cod. civ. art. 145 et 164. Sed non posset dispensare, v. g., in legibus quæ spectant successiones vel validitatem contractuum.

noc. in cap. *Dilectus*, de Tempor. ordinat. num. 2 et 3, et cap. 2 de eo, qui furtivè ordines suscipit. Panorm. in cap. *Tam litteris*, de Testib. n. 3, et in dicto § *De adulteriis*, n. 13, ubi hæc sententia communiter approbatur, ut notavit Covarr. in 4, p. 2, cap. 6, n. 15; Gutierr. lib. 1 canon. Quæst. cap. 5, num. 10; Rebuff. in tract. Nominat. qu. 5, num. 32 et sequentibus, et in Pract. part. 1, tit. de Translat. monachor. num. 9. Et sine dubio est sentent. D. Thomæ dicto art. 4, ad 3, ut ibi advertit et planè sequitur Cajetan. et Sylvest. verb. *Dispensatio*, n. 14. Probatur primò ex Clement. *Ne Romani*, et de Elect., ubi dicitur, inferiorem non posse tollere legem superioris, et statim explicatur, *Abrogando*, *dispensando*, etc. Idem sumitur ex cap. *Inferior*, de Majorit. et Obed., et cap. *Inferior*, dist. 21, cap. *Sunt quidam*, et cap. *Ideò*, 25, qu. 1, et ex l. 1, C. de Legib. Et ratio est, quia inferior non potest irritare, vel impedire voluntatem superioris, non solùm ipso invito, sed etiam ipso non consentiente; ergo non potest dispensare in lege ejus propter solam non prohibitionem specialem; sed necessaria est positiva concessio per voluntatem expressam, vel saltem tacitam aliquo sufficienti modo significatam. Antecedens patet tum ratione physicâ, quia inferior virtus non potest impedire superiorem, tum ratione morali, quia rectitudo gubernationis postulat, ut voluntas superioris prævaleat contra voluntatem inferioris, nisi superior ipse cedat. Ad hoc autem necesse est, ut tollat priorem voluntatem, quod non fit, nisi per positivum consensum, vel concessionem. Consequentia verò clara est, quia dispensatio aufert voluntatem superioris, seu impedit effectum ejus in particulari materiâ. Confirmatur, quia dispensatio est actus jurisdictionis; sed inferior, ut sic, non habet jurisdictionem circa legem superioris, nec circa personas illi subditas, formaliter in eis talem subjectionem considerando, quia est altioris rationis, ut sic dicam; ergo non habet inferior potestatem dispensandi in lege superioris, nisi ei concedatur.

5. Dices, ratione officii concedi, eo ipso quòd officium datur. Sed hoc est, quod contendimus, falsò et sine fundamento dici, quia illa implicita concessio, seu consecutio, neque ex naturâ rei habetur, ut probant rationes factæ, quia illud munus, seu officium absolutè inferius est, et subordinatum superiori; neque in illâ intelligitur concessa virtus supra actionem, vel effectum superioris. Neque etiam illa consecutio habet in jure fundamentum, quia potiùs generales regulæ juris sunt in contrarium, ut ex allegatis constat. Et optimum argumentum est, quia quando jura volunt concedere hanc potestatem inferiori, id declarant, ut statim dicemus. Et è converso multæ irregularitates, suspensiones, etc., non possunt ab episcopis dispensari juxta receptam doctrinam, de quibus non invenitur prohibitio, sed tantùm quia non inveniuntur concessæ; ergo signum est, requiri concessionem præter officium, ut inferior possit in lege superioris dispensare.

6. Hoc autem fiet evidentius, et explicabitur ampliùs respondendo ad fundamenta contraria. Et inprimis axioma illud : *Episcopus potest in suo episcopatu, quidquid papa in Ecclesiâ, nisi prohibeatur*, et nullo jure fundatum est, et in rigore censeo esse falsum, nisi multis modis limitetur. Nam inprimis supponit, episcopos habere ex jure divino absolutam et universalem jurisdictionem intra suas diœceses, limitabilem tamen à summo pontifice. Ego verò existimo immediatè habere ab ipso summo pontifice, ad quem etiam spectat, gradum et modum illius jurisdictionis definire, ut supra in hâc materiâ tetigi, et latiùs in tom. de Pœnitent. et Censur. Deinde multa sunt, quæ potest papa in universâ Ecclesiâ, quæ in rigore nunquàm potuerunt episcopi, saltem eo modo, quo illa potest pontifex, ut, v. g., committere presbytero ministerium sacramenti confirmationis, vel ordinis, saltem quoad minores; dispensare in matrimonio rato, non consummato, vel in voto solemni; concedere indulgentias absolutè pro vivis et defunctis usque ad plenariam remissionem; instituere censuras, approbare religiones, canonizare sanctos eo modo quo à pontifice fit. Quæ nunc suppono, quia non possumus omnia persequi. Denique si in aliquo sensu id tolerari potest, solùm est quoad ea quæ pertinent ad ordinariam et gubernationem moraliter necessariam, vel convenientem ad salutem animarum, et considerando potestatem episcoporum, priùs quàm pontifex aliquid agendum statuat, vel prohibeat; sic enim intelligitur unusquisque episcopus habere in totâ suâ diœcesi totam potestatem, quia ex vi muneris conceditur, et ut sic spectata non habet unde limitetur. Postquàm verò pontifex aliquid particulare per suam legem præscribit, aut prohibet, eo ipso excipit illud ab ordinariâ jurisdictione inferioris. Et ideò nisi aliunde ei

concedatur potestas dispensandi, non habet illam ex vi solius ordinariæ potestatis. Denique dici potest, legem ipsam eo ipso, quòd superioris est, secum afferre prohibitionem, ut nullus inferior audeat in eam falcem mittere, nisi ei concedatur, neque præter hanc virtualem, et quasi innatam prohibitionem, alia formalis et expressa per se requiritur. Unde illud axioma vel falsum est, vel malè ad præsentem materiam applicatur, quia in dispensatione legis superioris, vel involvit repugnantiam, vel aliquid superfluum, et sine fundamento requirit, et limitatum, ut dixi, nihil in proposito deservit.

7. Ad c. *Nuper*, respondetur, sermonem ibi esse de absolutione à censuris, de quâ longè diversa ratio est quàm de dispensatione. In quo multi errant ab unâ ad aliam argumentantes, non considerando differentiam inter illas, quam supra posuimus. Absolutio enim non est contra aut præter legem superioris, sed secundùm illam, et ideò nihil mirum, quòd possit ab inferiori dari, quamdiù non reservatur. Præterea absolutio à censurâ, præsertim ab excommunicatione, ordinatur ad bonum animæ, et est necessaria ad usum sacramentorum, et ideò meritò concessa intelligitur, quando non reservatur. Quod secus est de dispensatione ab irregularitate, v. g., et similibus; hujus etiam evidens argumentum est, quia in d. c. *Nuper*, non solùm episcopo, sed etiam parocho censetur concessa absolutio à censurâ canonis non reservantis. Nemo autem dicet, parochum posse dispensare in omni lege, vel pœna non specialiter illi reservatâ.

8. Circa alias verò rationes explicandum superest, quando, seu quibus modis, vel in quibus casibus censeatur episcopis concessa potestas dispensandi in lege superioris. Quam rem benè tractat Cajetan. in d. art. 4, et Sylvest. d. num. 14. Primus ergo modus, et cæteris clarior est, quando jus ipsum concedit talem dispensandi potestatem, quod sæpè fit, vel per aliquam clausulam generalem, ut in concil. Trident. sess. 24, c. 6, de Reformat., vel in aliquo casu speciali, de quo lex loquitur. Advertendum est autem ex communi sententiâ canonistarum, quoties in lege pontificiâ additur, ut in eo possit dispensari, eo ipso intelligi dispensationem committi episcopo, tum quia aliàs verba illa essent superflua, cùm per se constet talem legem esse à pontifice dispensabilem, tum quia potestas dispensandi amplè est interpretanda. Hæc fuit sententia Innocentii in c. *Dilectus*, de Temporib. ordina. n. 2, quem canonistæ communiter secuti sunt in cap. *At si clerici*, § *De adulteriis*, de Judi., ubi Felin. plures refert Glossas. Præcipuè verò allegatur Glossa ult. in dicto c. *In quibusdam*, de Pœnis. Nam quia textus dicit: *Nisi cum eis fuerit misericorditer dispensatum*, Glossa colligit posse dispensari ab episcopo. Verumtamen non fundatur in dicto principio, sed in alio generali, quòd papa censetur concedere dispensationem, quam non reservat. Sed hoc modo nec ratio, nec inductio textûs erit efficax, juxta supra dicta, nisi intelligatur, non sufficere, ut papa merè negativè non reservet, sed necessarium esse, ut positivè permittat, seu concedat dispensationem, non reservando illam sibi, nec determinando personam, qui committitur, tunc enim censetur episcopo, seu prælato ordinario illam permittere, ne in vanum similem promissionem, vel concessionem addidisse videatur. Et ita est probabilis ratio et inductio textûs, quam ibi probant Abb. n. 5, et alii communiter. Unde rex Alphonsus in l. 8, tit. 18, partit. 1, referens illud decretum, addidit: *Nisi cum eo episcopus loci dispensaret*. Et similis est textus cum Glossâ in c. *Postulàstis*, de Cleric. excom., ubi etiam Innoc. et Panorm. et alii communiter illam probant, et Covar. in c. *Alma mater*, p. 1, § 7, num. 8, expendens illum textum. Item Angel. verb. *Dispensatio*, n. 5, et ibi alii summistæ. Solent autem variæ limitationes ad hanc regulam assignari, ut videri potest in Decio in dict. § *De adulteriis*, num. 7, et Felin. n. 1, et latiùs in Sancio lib. 8 de Matrim. disp. 5, usque ad num. 5, sed illas omitto, quia non judico esse necessarias.

9. Secundò intelligitur facta hæc concessio ex rectâ ratione interpretante voluntatem superioris, et quoad hoc ponit Cajet. tres casus: Primus, quando materia est levis et parvi momenti, ita ut lex non obliget ad mortale, vel quando præceptum non est rigorosum (ait Cajetan.), sed simplex statutum, utique solùm obligans per modum regulæ, ut solet esse in religionibus. Quod est per se verisimile, vel quia in moralibus parùm pro nihilo reputatur, vel quia cui committitur gubernatio in majoribus, videntur hæc minora concessa, vel etiam quia superior nolens ponere rigorosam legis obligationem, hoc ipso indicavit, voluntatem suam non esse adeò definitam circa illam materiam, quin particulares casus committat gubernatori. In secundo ordine ponuntur ea quæ frequenter occurrunt, quia non est verisimile

superiorem velle, ut in singulis rebus frequenter et ad ordinarium regimen necessariis, ad illum recurratur. Et hoc probant exempla adducta de voto et de jejuniis, et similibus, ut notârunt etiam Cajetan. 2-2, q. 143, art. 4, et in Sum. verb. *Jejunium;* Ledesm. in 4, p. 2, q. 17, art. 3; Navarr. cap. 21, n. 21. Unde in his frequentibus admitti posset illa regula, *episcopum posse dispensare in omnibus sibi non prohibitis.* Quod maximè verum habet, quando talis dispensatio ordinatur ad bonum animæ, et ad tollendum vinculum conscientiæ aut periculum peccandi. Nam si sit tantùm dispensatio in pœnis, vel in aliis impedimentis, non tam facilè est extendenda facultas, nisi consuetudo etiam juvet.

10. In tertio ordine ponit Cajet. ea quæ vocat propria, id est, eas leges, quæ licet manent à pontifice, non sunt pro universâ Ecclesiâ, sed pro tali provinciâ, episcopatu, aut congregatione; nam in his censet posse dispensare prælatum illius loci, vel congregationis. Quod alii etiam sequuntur. Et ratio esse videtur, quia quæ sunt propria et particularia, minùs sunt nota supremo principi, argumento cap. 1 de Constit. in 6. Et ideò credendum est, committi proprio gubernatori illius communitatis. Hic verò casus mihi non videtur certus, sed valdè dubius, quia neque in jure, neque in usu video illius sufficiens fundamentum, et ratio illa non cogit; sicut enim pontifex habuit sufficientem notitiam illius particularis communitatis ad ponendam legem, ita habere potest ad dispensandum in illâ. Quapropter nisi concurrat etiam frequentia, aut consuetudo, non existimo hoc esse admittendum, quando sine incommodo potest dispensatio peti ab auctore legis. Ultimò enim addendum est, etiam intelligi hanc potestatem concessam in casibus extraordinariis, quando necessitas re verâ magna est, et est periculum in morâ, vel impotentiâ adeundi pontificem; tunc enim ex rationabili interpretatione voluntatis pontificis, censetur episcopus habere potestatem dispensandi, ut tradunt Panor. in dicto § *De adulteriis,* n. 9, et ibi Deci. n. 10, et Felin. n. 3, qui alios allegat; Rebuf. in Pract. tit. de Dispens. ad plura benef., n. 30 et 31; Felin. in c. 1 de Constit. n. 49, cum Rotâ decis. 262, in novis; aliàs de Jur. patronat. decis. 5, n. 2, in novis; Sylvest. verb. *Dispensatio*, q. 14, n. 15, et ibi Angel. n. 5, et Armill. n. 19; Navarr. c. 22, n. 85, et communiter doctores, præsertim Sanc. lib. 2 de Matrim. disp. 40, et lib. 8, disp. 9, n. 22, et alii recentiores, tractantes de Voto, de Matrimonio et de Censuris. Quibus omnibus addenda est consuetudo, quæ est optima legum interpres, et ad jurisdictionem acquirendam sufficit. Atque hinc constat, quid dicendum sit de parochis, et aliis rectoribus animarum non habentibus jurisdictionem episcopalem, utrùm possint dispensare in legibus superiorum. Multi affirmant, quando non potest adiri episcopus commodè, quod latè tractat Sanc. l. 8, disp. 9, n. 17, qui videri potest. Resolutio est, de jure non posse parochos dispensare, quia non habent ordinariam jurisdictionem fori externi, etiam voluntariam, ad quam pertinet hæc dispensatio, nec invenitur jus illam tribuens. De consuetudine autem solent dispensare in casibus particularibus occurrentibus in quibusdam frequentioribus præceptis, ut jejuniis, in festorum observatione quoad vacandum ab operibus, quæ consuetudo, ubi fuerit, servari potest in legibus circa quas fuerit introducta, non verò extendi ad similes, quia est juri contraria.

CAPUT XV.

Nonnulla dubia circa potestatem inferiorum ad dispensandum in legibus superiorum explicantur.

1. De potestate, quam unusquisque princeps, vel prælatus habet ad dispensandum in suâ propriâ lege, vel sui inferioris, nihil specialiter dubitandum, vel declarandum occurrit, præter ea quæ de causâ dispensandi infra dicemus; circa potestatem verò inferioris ad dispensandum in lege superioris, nonnulla supersunt explicanda. Primum est, an hæc potestas dicenda sit ordinaria, vel delegata, quia non est innata proprio muneri et jurisdictioni, sed per superioris voluntatem conceditur; ergo non est ordinaria potestas; nam hæc solùm est illa quæ jure proprio habetur; erit ergo delegata. Sed hoc nullam controversiam habet aut difficultatem. Dicendum est enim, hanc potestatem esse ordinariam in episcopis, et idem est in similibus. Ratio est quia, licet hæc potestas commissa sit à superiore, ut à papâ, v. g., confertur ex vi muneris; ita enim est illud munus institutum, ut radicatam in se habeat totam illam jurisdictionem ex vi suæ collationis et institutionis, sive hæc institutio et concessio sit ex vi juris divini, sive per pontifices facta, vel consummata sit, hoc enim parùm ad rem præsentem refert, ut constat, et videtur apertè declaratum in cap. ult. de Offic. ordinar., ubi Felin, in princip. id advertit, dicens, licet dispensatio à jure concessa, intelligatur solis

episcopis commissa, nihilominùs posse episcopum illam committere inferiori, quia nimirùm in illo jam est potestas ordinaria. Quod etiam dixit Dominic. in c. *Cum eo*, de Elect. in 6, et Feder. cons. 56. Imò addit generaliter idem Felin. in c. *Licet*, de Offc. ordin. cum Bald. in l. 1, ff. de Offic. consul. qu. 9, jurisdictionem in perpetuum commissam esse ordinariam. Et sic etiam dixit Glossa ult. in dicto c. ult. potestatem datam ex privilegio, si sit concessa ex peculiari institutione, et tanquàm perpetuò annexa dignitati, ordinariam censeri. Quæ est sententia communis, ut referens plures tradit Covar. lib. 3 Variar. c. 20, n. 6 et 10, et plures refert Sanc. lib. 2 de Matrim. disp. 40, n.14. Et est optimâ ratione fundatum, quia eo ipso, quòd jurisdictio perpetuò est concessa, et annexa dignitati, in illâ manet radicata, et cum illâ confertur, et ideò ordinaria relinquitur, et qui illam habet, delegare eam potest. Et sic potestas, quam habet legatus *à latere* papæ ad dispensandum in legibus ordinaria est, sicut de votis alibi diximus, et tradunt Speculat. in tit. de *Dispensatione*, § *Consequitur;* et Panor. in c. ult. de Transact. n. 5; quia legatus est ordinarius in suâ provinciâ, et major omnibus post papam. Unde dispensare potest in omnibus quæ non sunt papæ reservata, ut sumitur ex c. *Quòd translationes*, de Offic. legati.

2. Secundum dubium est, an episcopus, vel archiepiscopus possit dispensare in legibus concilii provincialis tanquàm in lege propriâ, vel tanquàm in lege superioris, hoc enim multùm interest, ut constabit ex infra dicendis de causâ dispensationis. Et idem dubium cum proportione est de patriarchali seu nationali concilio respectivè. In quo inprimis supponendum est, sermonem esse de prælatis illius provinciæ, seu archiepiscopatûs, ubi concilium celebratum est; nam ibi tantùm obligant illius leges, et constat, extraneos prælatos non posse in illis dispensare ordinariâ jurisdictione, quæ extra territorium non extenditur. Deinde supponimus non solùm archiepiscopum, sed etiam episcopos suffraganeos posse in talibus legibus dispensare, nisi specialiter sint alteri reservatæ; quod intelligendum est respectivè, id est, ab unoquoque pro suis subditis, et pro suâ diœcesi quatenùs in illâ obligant tales leges. Neque archiepiscopus jure ordinario ampliùs potest, sed cum proportione pro suâ diœcesi, nam in diœcesibus, suffraganeorum nihil immediatè et ordinariè potest, sicut de dispensatione in votis suo loco diximus. Quòd autem hoc modo possint dispensare, constabit ex dicendis.

3. Dubitari ergo potest, an unusquisque dispenset in tali lege tanquàm in suâ propriâ, an verò tanquàm in lege superioris. Videri enim potest illud prius, quia unusquisque solùm dispensat in tali lege in suâ diœcesi; ergo solùm dispensat in eâ tanquàm à se latâ; ergo tanquàm in suâ, et non alicujus superioris. Declaratur, quia in concilio provinciali non videtur esse specialis jurisdictio, quæ sit una supra omnes diœceses archiepiscopatûs, vel provinciæ. Quis enim illam contulit illi communitati? Neque enim de jure divino est, nec de humano ostendi potest; solùm ergo videtur esse in tali concilio aggregatio jurisdictionum plurium episcoporum, qui in talibus legibus ferendis quasi communi pacto conveniunt, et ita unusquisque episcopus illas fert pro suo episcopatu, et omnes simul pro totâ provinciâ; ergo postea unusquisque pro suo arbitrio in illis dispensat tanquàm à se latis, et non tanquàm ab aliquo superiore.

4. Nihilominùs respectu singulorum episcoporum certum est illas leges censeri leges à superiore latas, et ita solùm posse in illis dispensare, quatenùs illis concessum est expressè, vel tacitè, aut consuetudine. Ratio est, quia re verâ in concilio provinciali, ut est unum corpus mysticum, est vera jurisdictio quasi per se una moraliter (ut sic rem explicem), et non tantùm est aggregatum jurisdictionum. Quod quidem tanquàm certum supponimus ex materiâ de conciliis, quam Deo dante, alibi tractabimus, in quem locum totum ordinem ecclesiasticæ hierarchiæ explicandum reservamus. Nunc id satis constat ex communi usu et perpetuâ Ecclesiæ traditione, quæ constat ex dist. 18, per totam. Item ex 9, q. 3, cap. *Salvo*, cum multis sequentibus, et ex c. *Grave nimis*, de Præbend. et ex cap. *Sicut olim*, de Accusat., ubi supponitur, hujusmodi concilium posse statuta condere, quæ episcopi et servare debent, et facere ut serventur, idemque renovat conc. Trid. sess. 24, cap. 2, ex quibus etiam constat, posse hujusmodi concilium singulos episcoporum judicare, atque adeò habere in illos vim directivam, et coactivam quam habere non posset, nisi haberet propriam jurisdictionem, distinctam à jurisdictione singulorum episcoporum, et superiorem illis. Nam licet plures episcopi in unum aggregarentur, sine capite non facerent unum

corpus, nec in illis simul sumptis daretur jurisdictio supra singulos. Longè ergo aliter judicandum est de concilio provinciali. Hinc ergo concluditur, leges ab eo latas esse leges superioris respectu singulorum episcoporum, et consequenter unumquemque episcopum tantùm posse in illis legibus dispensare, quantùm illis concessum est, vel permissum, quod etiam à fortiori constabit ex his quæ de archiepiscopo dicemus. Denique inde etiam concluditur quòd licet episcopus possit in tali lege dispensare in suâ diœcesi, non tamen potest illam abrogare, etiam pro suâ diœcesi, quia est lex superioris quæ ab inferiori etiam ex parte abrogari non potest, ut infra dicetur.

5. An verò idem sit dicendum de archiepiscopo, videtur esse dubium, quia archiepiscopus videtur esse supra tale concilium, sicut papa est supra concilium generale; nam est caput in illo concilio, et ideò ipse cum concilio potest punire episcopos, concilium autem non potest punire archiepiscopum, ut significatur in cap. *Grave,* de Præbend. Et in c. *Multis,* distinct. 17, significatur appellari à concilio provinciali ad metropolitanum. Nihilominùs dicendum est, archiepiscopum non aliter posse dispensare in legibus concilii provincialis, quàm cæteros episcopos; est enim etiam ipse inferior tali concilio, ut sensit Glossa ultima in cap. *Sicut*, 2, qu. 7. Et sumitur etiam ex Gloss. ult. in cap. penult. de Appellat. in 6, quatenùs ait, appellari à metropolitano ad concilium provinciale, quod est signum distinctæ et superioris jurisdictionis in concilio. Id autem colligit ex dicto cap. *Multis;* nam priùs ibi dicitur, quòd si episcopi alicujus provinciæ aliquam inter se controversiam habeant, *ad majorem sedem,* id est, metropolitanam illam referant, et subditur: *Si illic facilè et justè non discernuntur, ubi fuerit synodus regulariter congregata, canonicè et justè judicentur. Synodus,* inquit, utique provincialis, quia nec episcopalis sufficit, nec generalis est necessaria; ergo clarè ponitur recursus à metropolitanâ Sede ad concilium provinciale tanquàm ad superius. Et ita etiam sentit Navar. in cons. 6, de Majorit. et Obedi. cum Paulo de Eleazar, et Cardin. in Clement. 1, § *Quod etiam interdictis*, de Sentent. excommun., ubi idem tenet Anchar. num. 5.

6. Ratio autem est, quia jurisdictio illa quæ est in concilio provinciali, non est eadem, quæ est in archiepiscopo, neque etiam est ab illo; sed est altior et universalior quàm illa. Quod patet, tum quia ad plures effectus extenditur, quia archiepiscopus per suam jurisdictionem non posset de episcopis suffraganeis judicare, vel eos punire, nec leges pro eorum diœcesibus ferre, cap. *Nullus,* cum aliis 9, q. 3, c. 1, de Offic. legat., quæ tamen potest concilium; tum etiam quia talis est jurisdictio concil. provincialis, ut actus ejus communi consensu, seu majoris partis fieri debeant, ut apertè colligitur ex dicto c. *Nullus,* et ex usu, et ordine talium conciliorum, prout ex Isidoro describitur in 1 tom. Conciliorum, ubi etiam dicitur constitutiones edi à toto concilio et ab omnibus debere subscribi. Neque posset archiepiscopus, etiamsi id tentaret, tale jus sibi usurpare. Signum ergo evidens est, jurisdictionem concilii non esse illius, nec ab illo, sed esse superiorem illo. Et ita non sedet archiepiscopus in concilio tanquàm major jurisdictione toto concilio, sed tanquàm præsidens, ut major dignitate et potestate, ut rectus ordo servetur. Unde autem concilium illud habeat jurisdictionem, an à jure divino quasi naturali gratiâ, vel à pontifice summo, alterius considerationis est; utrumque autem potest probabiliter defendi.

7. Hinc ergo concluditur archiepiscopum ligari legibus concilii provincialis tanquàm unum ex membris ejus, et inferiorem illo. Unde consequens est, ut non dispenset in illius legibus tanquàm in suis, sed tanquàm in legibus sui superioris. Atque ita quoad hoc eadem est ratio de archiepiscopo, quæ de aliis. Omnes ergo eatenùs possunt in talibus legibus dispensare, quatenùs illis permissum est, vel concessum. Unde si concilium reservâsset suæ legis dispensationem, nullus posset in eâ dispensare suâ auctoritate, nisi summus pontifex, vel concilium generale, vel idem provinciale iterùm congregatum. Ordinariè verò cùm fit talis reservatio, intelligitur commissa episcopis potestas dispensandi, unicuique respectivè pro suâ diœcesi, et archiepiscopo etiam pro suâ tantùm, et non diœcesibus suffraganeorum, quia (ut dixi) non habet ibi ordinariam jurisdictionem immediatam, nisi quoad aliqua, dùm visitat. Colligitur autem dicta concessio tum ex usu, tum quia est moraliter necessaria, ne oporteat vel summum pontificem adire, vel aliud concilium expectare pro singulis dispensationibus, quod esset grave incommodum. Dices: Potuit committi dispensatio talium legum archiepiscopo. Respondeo, potuisse quidem ab eodem concilio committi, consentientibus omnibus episcopis, vel à pontifice, per

commune jus; neutro autem modo ei committitur, quia neutrum ex usu constat, nec est verisimile episcopos suffraganeos velle tantam potestatem archiepiscopo concedere. Nec etiam jure communi, vel pontificio fit illa commissio archiepiscopo magis quàm aliis, tum quia non potest ostendi tale jus, tum etiam quia esset in præjudicium episcoporum maximè quia statuta talium conciliorum solent esse de rebus ordinariis, et ad singularum diœcesum commune regimen pertinentibus. Adde quòd dispensationes in jure communi, vel in votis, non committuntur archiepiscopo pro diœcesibus suffraganeorum, ut ostendi lib. 6 de Voto, c. 10; ergo nec dispensatio in legibus concilii provincialis.

8. Tertium dubium simile præcedenti est de singulis episcopis respectu constitutionum propriarum singulorum episcopatuum. Duplicia enim esse possunt hujusmodi statuta seu leges, quædam conditæ à solo episcopo, suâ auctoritate, et voluntate, et de his clarum est, posse in illis dispensare ex intrinsecâ potestate et voluntate, à quâ solâ pendent. Aliæ solent esse leges synodales, quæ fiunt ab episcopo cum synodo episcopali, et respectu talium legum videtur se habere episcopus tanquàm inferior, sicut de archiepiscopo diximus, quia istæ leges sunt conciliares, et sic sunt à potestate superiori. Nihilominùs tamen contrarium verum est, quia, juxta veriorem sententiam, in episcopali synodo non est jurisdictio propria et legislativa distincta à jurisdictione episcopi, quia inferiores, qui cum episcopo in eâ synodo conveniunt, non habent jurisdictionem propriam episcopalem, aut legislativam, sicut habent episcopi convenientes in conc. provinciali, et ideò inferiores clerici cum episcopo convenientes ex se non habent potestatem conferendi illi synodo specialem jurisdictionem ab episcopali distinctam, et illa superiorem quasi ex naturâ rei resultantem in tali conventu ex consensione omnium. Quia hoc non habet fundamentum in supernaturali jurisdictione singulorum, ut ex dictis constat. Nec etiam Christus immediatè illam confert, neque etiam pontifex, nullo enim jure aliquid istorum ostendi potest. Et ideò jurisdictio illius synodi non est alia, nisi solius episcopi, et synodus tantùm congregatur, ut majori consilio, et maturitate, ac suaviori modo res ordinentur. Quod significavit Bellarm. lib. 1 de Concil. cap. 4, dicens diœcesanas synodos vix posse concilia appellari, cùm in eis ordinariè nullus sit, qui jurisdictionem habeat, præter unum episcopum. Quapropter ita potest episcopus dispensare in constitutione synodi, sicut in suâ propriâ, ut expressè docuit Navarr. in Sum. cap. 25, num. 74, in fine, et in Comment. de Simon. n. 4, et sequitur Sanc. lib. 8, disp. 17, n. 34, ubi allegat quosdas modernos contrarium sentientes, quia supponunt synodum esse supra episcopum, et excommunicationem latæ sententiæ latam in tali synodo, ligare etiam episcopum. Sed hoc sine dubio falsum est, et sine fundamento dicitur, quia per se loquendo in eâ synodo non est alia potestas excommunicandi, nisi potestas episcopi, qui non potest ligare seipsum, et ideò leges in tali synodo factæ, licet obligent episcopum quoad rem directivam, non tamen quoad coactivam, in quo etiam differunt à legibus concilii provincialis, ut sensit etiam Navarr. Cons. 6 de Majorit. et Obed. n. 5, in fine. Est ergo magna differentia etiam quoad dispensationem; nam episcopus dispensat in lege concilii provincialis tanquàm in lege superioris, in synodali autem tanquàm in suâ, et ideò longè aliter requiritur justa causa in utrâque dispensatione, juxta doctrinam inferiùs tradendam.

9. Quartum dubium est, an episcopus possit solus in legibus canonicis dispensare, vel indigeat consensu, vel consilio sui capituli. Aliqui enim canonistæ dixerunt, non posse episcopum dispensare in his legibus sine consensu, vel consilio capituli. Videntur autem loqui tam de dispensatione in jure communi, seu pontificio, aut conciliari, quàm etiam synodali; nam indefinitè, imò et universaliter loquuntur, ut patet ex Glossâ ult. in c. ult. q. 5, et ex Glossâ in cap. *Si qui sine*, d. 81, et in c. *Ex pœnitentibus*, dist. 50, ubi Turrecrem. sentit, de jure veram esse hanc sententiam, quam etiam tenet Archid. in cap. 1 de Filiis presbyter. in 6, et Oldrad. cons. 326, num. 6. Fundamentum est, quia dispensatio est actus solemnis, et inter ardua et graviora negotia reputatur, ut dicitur in cap. *Didici*, in fine, 1, q. 7; hujusmodi autem negotia non potest episcopus sine suo capitulo expedire, juxta cap. penult. 15, q. 7, et cap. *Quanto*, de iis, quæ fiunt à præl., etc Aliter verò Hostiens. in Summ. lib. 3, tit. de iis quæ fiunt à prælat. n. 1, distinctione utitur, *Nam in magnis* (inquit) *beneficiis, dispensare non potest sine consensu capituli, secùs in minimis;* sequitur Sylvest. verb. *Dispensatio*, q. 4, et refert plures, et Turrecrem. in dicto c. 1, *Si qui sine*.

10. Dico verò inprimis, indubitatum videri, posse episcopum solum, et sine consensu capituli, dispensare in suis legibus et constitutionibus. Probatur, tum quia talis dispensatio inter minores meritò computatur, tum etiam quia talis lex potest ferri ab episcopo sine capitulo, ut supra dixi; ergo multò magis dispensari. Deinde dico, saltem ex consuetudine, posse episcopum dispensare in quocumque casu suo sine capitulo; ita fatetur etiam Turrecrem. supra cum Archid. in dicto cap. *Ex pœnitentibus*, et idem tenet Gloss. in cap. *Cùm ex eo*, de Elect. in 6, verb. *Episcopi*, cum Hostiens. in c. *Dilectus*, de Tempor. ord.: nam de facto ita observant episcopi, et consuetudo posset jus dare, etiam derogando juri. Dico verò ultimò, etiam de jure non habere in hoc actu episcopum dependentiam à capitulo. Ita sentit dicta Gloss. in cap. *Cùm ex eo*, quam alii ibi sequuntur, et Angel. verb. *Dispensatio*, n. 6. Ratio autem est, quia nec jure divino, aut naturali est necessarius concursus capituli cum episcopo ad dispensandum, nec ex jure positivo Ecclesiæ; ergo. Antecedens quoad jus divinum patet, quia jurisdictio episcoporum, vel non est absolutè de jure divino, et ita neque habet modum præcriptum ex divino jure, vel eo modo, quo est de jure divino pertinet ad monarchicum regimen immediatum. Unde non est cur fingatur data cum illà limitatione, neque etiam in jure naturali id potest habere fundamentum.

11. De jure autem ecclesiastico probatur, quia ubicumque jura canonica committunt dispensationem episcopo, de illo solo loquuntur, nullà factà mentione capituli, cap. *At si clerici*, § *De adulteriis*, et c. *Cùm ex eo*, cum similibus, quæ ibi Glossa refert. Et eodem modo loquitur concil. Trid. in sess. 14, c. 7, sess. 24, c. 6, et frequenter. Quod verò dicunt aliqui, subintelligendam esse conditionem de concursu capituli, gratis dicitur, cum id nullibi sit expressum. Et declaratur tandem; nam tribus modis potest intelligi concursus capituli, scilicet, per solam præsentiam, per consensum et per consilium. Doctores enim allegati ambiguè nunc de uno, nunc de altero modo loquuntur. Primum significat Glossa quædam, et alii dùm dicunt, requiri ad solemnitatem actûs, et ut de illo possit sufficienter constare. Sed hoc frivolum est, quia nec dispensatio per se requirit tantam solemnitatem, nec ullo jure postulatur, et aliis modis potest sufficienter de dispensatione constare. Secundum verò nimium est, quia etiam in dicto c. *Quantò*, non dicitur, *cum consensu*, sed, *cum consilio*, et eodem modo loquitur c. *Novit*, de iis, quæ fiunt à prælat. etc. Et ita non requiritur consensus, nisi in casibus expressis, qui ordinariè spectant ad jus, vel indemnitatem Ecclesiæ, seu capituli. Tertium verò de consilio fortassè habet aliquam probabilitatem de antiquo jure, et in rebus arduis. Sed jam non est necessaria talis forma, ut consuetudo et posteriora jura probant. Maximè quia dispensatio per se non reputatur ex rebus arduis, quæ requirunt consilium capituli, ut notat Federic. de Senis cons. 40, in fine, et indicat Sylv. supra. Qui solùm excipit dispensationes, quæ possent cedere in præjudicium Ecclesiæ, quod intelligendum puto de præjudicio contra jus proprium Ecclesiæ, vel capituli. Unde non placet exemplum de dispensatione ad ordines, quo utitur Sylv.; nam talis dispensatio per se nullum præjudicium affert.

CAPUT XVI.

Utrùm habentes potestatem ordinariam ad dispensandum in legibus habeant etiam ad commutandum.

1. Sensus quæstionis est, an liceat legislatoribus, vel prælatis, quando relaxant vinculum legis, onus aliquod, vel personale, vel pecuniarium imponere, id enim videtur in usu esse, et tamen non est facile rationem illius reddere, et justitiam, vel potestatem explicare. Primò ergo de pontifice summo (et idem erit cum proportione in quolibet principe supremo in suo ordine), omnes fatentur posse hoc modo leges suas dispensare, et commutare, quia hoc non est per se malum, ut constat, et in sequentibus declarabitur, nec potest esse prohibitum papæ, cùm supremam potestatem habeat. Nec alicubi invenitur talis prohibitio, ut etiam ostendetur à fortiori. Imò habemus talis dispensationis exemplum in cap. *Licet*, de Feri., ubi pontifex dispensat in quàdam piscatione in die festo cum onere cujusdam eleemosynæ. Nam licet quidam summistæ dixerint, illud onus esse consilii, non necessitatis, vim faciunt textui, et verbis ejus. Quia illa indulgentia sub tali conditione, vel modo conceditur per hæc verba: *Ita quòd post factam capturam, Ecclesiis circumpositis, et pauperibus congruam faciant portionem.* Concessio autem sub conditione, vel modo inducit necessitatem adimplendi conditionem, si quis dispensatione utatur, ut rectè viderunt ibi Panormitan. Anton. et alii, ut Navar. in Sum. cap. 3, num. 9, cum Angelo

et Cajetan., et idem dixi in tom. 1 de Relig. tract. 2, libr. 2, cap. 19, num. 7, et latiùs cap. 33, à num. 5. Et in dispensationibus, præsertim in matrimonii impedimentis, et aliis similibus hoc observat consuetudo romana, ut latè explicui dicto tomo 1 de Religion. tract. 3, libr. 4; de Simon. cap. 20, num. 11 et 12.

2. Secundò, videtur etiam extra controversiam positum, posse episcopos, seu alios inferiores legislatores dispensare in suis legibus, non purè, sed per modum commutationis, aut compensationis. Ita supponit ut manifestum Sanci. libr. 8 de Matrim. disp. 14, num. 1, licet neminem alleget, quia non videtur fuisse hoc in controversiâ positum. Rationem reddit, quia hujusmodi leges à voluntate episcopi, vel similis legislatoris pendent; ergo ex justâ causâ potest eâdem voluntate relaxare legem, vel omninò, vel partim, in aliud opus illam obligationem commutando. Item quia eadem est proportio inter episcopum, et suam legem, quæ est inter pontificem et suam; nam in utroque pendet obligatio legis à propriâ voluntate respectivè, et in neutro deest potestas ad imponendum novum onus loco alterius; eadem enim potestas, quæ fuit sufficiens ad legem ferendam, erit etiam sufficiens ad aliam obligationem loco illius imponendam.

3. Nihilominùs tamen de episcopis, seu inferioribus dispensantibus in lege superioris, negant aliqui, posse dispensare commutationem miscendo, seu conpensationem exigendo, sed solùm purè relaxando legem, si causa exigat, vel justè id permittat. Ita tenet Sanc. supra n. 2, et latiùs lib. 3, disp. 10, à n. 8, ubi refert Sotum 4, dist. 28, q. 1, art. 2, ubi specialiter loquitur de dispensatione in denuntiationibus matrimonii, dicitque ubi justa causa dispensandi subest, iniquissimum esse, aliquam mulctam imponere, etiam pro Ecclesiæ fabricâ. Et potest ad idem allegari Navar. cons. 18 de Pœnit. et Remiss. n. 3, dicens, peccare prælatum concedentem dispensationem subdito, quæ jure communi competit, pro aliquo adjutorio temporali, et intellige etiam pro eleemosynâ faciendâ, ut ex n. 4 constat, quia non est pecuniâ dandum, quod jure communi gratis debetur, juxta l. 2. ff. de Condict. ob turp. caus. Fundamentum esse potest multiplex: Primum, quia illa actio est injusta, si dispensatio habet justam causam, quod judicant Navar. et Soto. Secundum, quia in episcopis vix potest excusari à labe simoniæ, ut ait etiam Navar. et indicat Tabien. verb. *Simonia*, n. 51. Tertium, et magis proprium, quia hoc excedit potestatem episcopi, aut similis dispensantis in lege superioris; nam ipse non posuit obligationem talis legis, nec fortassè potuisset illam ferre; ergo nec potest aliquam obligationem ponere loco obligationis talis legis. Probatur consequentia, quia à superiore solùm illi commissum est, ut tollat vinculum legis suæ, quando justum fuerit, non verò ut aliud onus imponat, et prælatus non plus potest in illo actu, quàm ei sit commissum. Neque habet aliquem justum titulum ad imponendum tale onus. Et confirmatur, quia aliàs posset episcopus suâ voluntate, et sine aliâ causâ commutare opus legis in aliud opus pium, sicut potest in votis facere, quod sine dubio falsum est. Confirmatur secundò ex Trid. sess. 25, c. 18, de Reform., præcipiente dispensationes gratis dari; non fit autem gratis, quod fit onere imposito, etiamsi titulo eleemosynæ imponatur.

4. Hæc verò sententia ita indefinitè et nudè prolata mihi probari non potest, et ita contrarium absolutè docui in d. tomo 1 de Relig. tract. 2, lib. 2, cap. 33, n. 10, et tract. 3, lib. 4, cap. 20, n. 15, estque sententia Panormit. in dicto cap. *Licet*, n. 4, et in Rubr. de Observat. jejun. n. 9, ubi alii doctores communiter, in dispensatione jejunii factâ per episcopum, vel alios prælatos, non solùm approbant compensationem, sed etiam consulere videntur. Et idem habet Innocen. ibi cap. 1, quem refert, et sequitur Palud. in 4, distin. 15, q. 4, art. 13, et omnes summistæ, et doctores tractantes de jejunio. Et idem tenet Cajet. 1-2, q. 97, art. 4. Est præterea consuetudo valdè communis tam in jejuniis, quàm in dispensationibus circa opera servilia in die festo, et circa præceptum recitandi horas canonicas, et similia. Ratio verò esse potest, quia hoc non est per se malum, nec est prohibitum inferioribus prælatis; nec excedit illorum facultatem; ergo possunt id facere et licitè, et validè. Antecedens quoad primam partem patet facilè respondendo ad duas primas rationes. Quia in tali commutatione non intercedit injustitia. Nam licet detur causa justa relaxandi legem, potest illi satisfieri miscendo aliquam compensationem, quæ ex parte suppleat intentionem legislatoris, quia non impeditur ex vi talis causæ. Imò interdùm contingere potest, ut causa sit justa et sufficiens ad relaxandum hoc modo, et non ad puram remissionem, sicut in votis dicere solemus; quoad hoc enim ferè eadem est ratio, ut ostendam. Ac denique, licet causa sit talis,

ut propter illam possit justè dispensari purè, nihilominùs potest non obligare ad sic dispensandum, et ita sine injustitià poterit aliqua recompensatio imponi, dummodò justo titulo imponatur, ut declarabo. Deinde potest in tali remissione nulla simonia, nec umbra ejus committi, ut in dicto cap. 20 latè declaravi, et est manifestum in commutationibus votorum. Item est clarum, quando non intercedit pecunia, nec fit compensatio per modum redemptionis sed puræ commutationis, imponendo opus orationis, aut simile. Denique etiamsi onus pecuniarium imponatur, si nullo modo in utilitatem imponentis, sed ad pia opera purè et sincerè applicetur, cessat omnis suspicio simoniæ; ergo talis modus recompensationis non est per se, seu intrinsecè malus, nulla enim deordinatio intrinseca cogitari potest.

5. Secunda verò pars antecedentis, nimirùm, hoc non esse malum, quia prohibitum his prælatis, probatur, quia nulla potest ostendi lex ecclesiastica hoc prohibens; et enim, si qua esset, maximè decretum illud concil. Trid. sess. 25, c. 18. At illud inprimis non loquitur de dispensationibus tantùm episcoporum, seu inferiorum prælatorum, sed simpliciter de dispensatione legum. Unde tota illa doctrina sine dubio generalis est, etiam de dispensationibus papæ, ut patet ex principio capitis, et ex absoluto loquendi modo, et ex illâ distributione positâ in fine capitis: *A quibuscumque ad quos dispensatio pertinebit;* at pontifices, quando dispensant imponendo similia onera, non derogant illi decreto; aliàs non rectè facerent, passim, et sine speciali causâ illud transgrediendo. Deinde lex illa etiam comprehendit dispensationes episcoporum in propriis legibus, ut ex eàdem verborum consideratione, et ponderatione constat, et tamen in illis non censetur prohibitus hic modus compensationis; ergo nec in aliis. Denique qui commutat votum, gratis commutat, sive imponat onus personale, sive reale, dummodò non propter temporalem utilitatem, sed propter operis pietatem compensationem faciat. Unde in illo decreto hoc solùm intenditur, ut nihil temporale exigatur propter dispensationem, non solùm per modum pretii, verùm etiam nec per modum stipendii, aut congruæ sustentationis, ut in dicto cap. 20, num. 14 et 15, latè explicavi, ubi etiam sic exposui sententiam Navarri, Tabienæ, et aliorum. In compensatione autem, vel commutatione, de quâ loquimur, non imponitur unum opus loco alterius eo titulo, id est, propter dispensationem, sed purè propter opus pietatis, vel divinum cultum, ut supponimus; ergo prohibitio illa concilii nihil ad rem præsentem spectat, et præter illam nulla alia affertur, nec ego illam hactenùs inveni; non est ergo hoc malum, quia prohibitum.

6. Tertia denique pars antecedentis, scilicet, quòd potestas non desit, patet, quia auctor legis habet potestatem hoc modo dispensandi in lege, ut supponitur; ergo potest committere inferiori, ut eodem modo dispenset, quando illi videbitur expedire. Quid enim obstat, quominùs id possit? Si autem potest, ergo quoties absolutè et simpliciter committitur dispensatio sine ullâ declaratione, vel limitatione, intelligitur, ut eo modo possit fieri, quo commissarius prudenter judicaverit expedire; ergo non limitatur potestas ad relaxationem per puram ablationem, sed extenditur ad mixtam cum aliquâ recompensatione; nam hæc sæpè esse potest non solùm justa, sed etiam melior, et utilior animæ, ac subinde magis secundùm intentionem legislatoris.

7. Unde optima est etiam illa ratio, quâ usi sumus in lib. 6 de Voto, cap. 12, potestatem dispensandi esse majorem, quàm commutandi, et virtute illam includere, et ita concessâ potestate dispensandi, intelligi concessam potestatem commutandi, quod saltem in potestate ordinariâ omnes admittunt; ergo ita est in præsenti dicendum. Respondent, licet ita sit in voto, secùs esse in lege. Nam in voto, quando commutantur, non aufertur obligatio voti, nec aliqua de novo imponitur, sed fit tantùm mutatio in materiâ, et ideò minùs fit, quàm cùm per dispensationem aufertur tota obligatio, ideòque major est potestas dispensandi. At verò in præsenti major est potestas commutandi, quàm potestas auferendi unam obligationem legis, et imponendi aliam alterius rationis; potestas autem purè dispensandi solùm est ad auferendam obligationem. Sed hoc non rectè dicitur, quia etiam in voto aufertur per commutationem una obligatio, et ponitur alia; non enim possunt esse una numero, mutatâ materiâ et promissione, licet fortassè ibi sint ejusdem speciei, et in commutatione legis mutetur species virtutis, quod parùm refert ad intentam differentiam. Et deinde potestas dispensandi non dicitur major respectu plurium effectuum, sed respectu relaxationis obligationis, et sic negari non potest, quin sit major ablatio obligationis simpliciter, illa,

quæ fit per puram relaxationem, quàm quæ fit per recompensationem. Et hoc modo dicimus, legislatorem, qui committit absolutam dispensationem, à fortiori committere commutationem, et hanc in illâ includi, quia respectu legis et legislatoris minor relaxatio est. Denique, sicut in commutatione voti, obligatio, quæ relinquitur, non inducitur sine consensu dispensati, et per modum cujusdam pacti, et ideò non excedit potestatem dispensantis, ita in præsenti commutatio illa non fit sine consensu dispensati acceptantis unam obligationem loco alterius, et ideò non excedit potestatem dispensantis, sive obligatio acceptata sit ejusdem, sive alterius rationis. Declaratur exemplo patrisfamilias committentis œconomo potestatem remittendi debitoribus, si oportuerit; nam à fortiori censetur dare potestatem componendi, vel commutandi debitum, etiamsi species debiti vel obligationis mutetur, semper enim domini negotium meliùs agitur. Et licet fines servandi sint, *melior causa mandantis fieri potest*, ut dicitur in l. *Diligenter*, ff. Mandati; ergo similiter in præsenti.

8. Ex dictis ergo satis responsum est ad fundamentum contrariæ sententiæ; solùmque superest neganda sequela, quæ in primâ confirmatione fit, nimirùm, posse episcopum sine causâ mutare obligationem legis, et aliud opus loco illius imponere, sicut in votis fieri potest. Negatur ergo sequela, et inprimis si sermo sit de opere minori, vel etiam æquali, etiam in votis id non est verum, ut in libr. 6 de Voto, cap. 19, probavi. Si verò sit sermo de opere evidenter meliori, sic est diversa ratio in voto, et in lege. Nam votum etiam propriâ auctoritate voventis potest commutari in opus evidenter melius, ut ibidem, cap. 18, probavi, quod de lege dici non potest. Et ratio differentiæ est, quia voti obligatio oritur ex voluntariâ promissione factâ Deo, qui semper intelligitur acceptare in solutione quidquid melius est; at verò legis obligatio est necessaria, ut ab alio imposita, et ideò præcisè est ad solvendum in tali specie. Nec inferiori committitur potestas mutandi hanc obligationem quomodocumque, sed per modum relaxationis, quando fuerit necessaria, vel maximè conveniens, et ideò, quando nulla est necessitas, nulla est etiam potestas mutandi obligationem, etiam in opus melius. Neque est ulla ratio præsumendi hoc esse magis gratum legislatori, quia licet opus fortassè sit melius, magis per se loquendo expedit communi bono, ut lex, quæ communis est regula, immutabiliter et uniformiter observetur. Unde fortassè neque ipse legislator potest prudenter talem commutationem facere sine justâ causâ, erit tamen sufficiens si intelligat fore utiliorem subdito, præsertim ad bonum animæ, et sine ullâ offensione aliorum posse observari.

9. Ultimò tamen temperanda est dicta resolutio, ut locum habeat in legibus, per quas subditi obligantur ad aliqua onera, à quibus per dispensationem eximuntur, non verò in illis legibus, quæ non feruntur per se ad imponenda onera subditis, sed propter alios justos fines pertinentes ad commune bonum propter servandum debitum ordinem, vel vitanda aliqua incommoda. In prioribus enim legibus optimè cadit dispensatio mixta commutationi, quia onus cum onere servat proportionem ad compensationem faciendam, ut si lex imponat talem pœnam, et subsit causa non imponendi illam in specie, vel tollendi illam jam incursam, justissima esse poterit commutatio, et in hoc casu canones sæpè docent, esse faciendam, vel præmittendam, ut sumitur ex dicto cap. *At si clerici*, § *De adulteriis*, et ex Tridentino sess. 24, cap. 6, cum similibus, et interdùm poterit justæ dispensationi misceri pecuniaria compensatio. Sic ergo in legibus, quæ præcipiunt aliqua onera virtutis, vel religionis, poterit justa dispensatio fieri cum commutatione in aliud opus facilius, et cui non obstet causa dispensationis, et sic procedunt omnia dicta. At verò sunt aliquæ leges, quæ per se non imponuntur propter onus exhibendum à subdito, sed præcisè propter utilitatem ad aliquem finem particularem; et in his non videtur, per se loquendo, justa recompensatio, nisi fiat in aliquid, quod ad finem per legem intentum conferat.

10. Talis mihi videtur lex præcipiens denuntiationem publicè fieri ante matrimonium; ille enim actus non postulatur propter se, sed propter vitanda pericula, et ideò, si causa subest justa ad dispensandum, ut matrimonium fiat omissis denuntiationibus, impertinens est commutatio per impositionem mulctæ pecuniariæ, etiam in opus pietatis, quia hoc nihil deservit ad finem talis legis, et ideò in illo casu probabilissima mihi videtur opinio Soti et Sancii, quòd tunc injusta sit talis impositio. Secùs verò esset, si loco denuntiationum imponeretur onus abstinendi à copulâ post matrimonium factum, donec denuntiatio, vel alia æquivalens diligentia fiat, etiamsi oporteat ali-

quibus expensis fieri; nam tunc justissima esset compensatio. Simile exemplum est in dispensatione circa interstitia ordinum; nam propter illam imponere pecuniarium onus, etiam sub specie eleemosynæ, vel religionis, planè videtur omninò improportionatum, atque adeò injustum, quia nihil deservit intentioni talis legis, nec subest rationabilis titulus illud imponendi; secùs verò esset, si ob talem dispensationem imponeretur onus serviendi aliquo tempore in priori ordine, qui est onus proportionatum legi, et non iniquum. Idem dico de licentiâ, et quasi dispensatione concedendi dimissorias ad ordinem suscipiendum ab alio episcopo; nam pro illâ imponere onus pecuniarium pro fabricâ Ecclesiæ, èsset profectò absurdum, et non parùm redolens simoniam. Et de his legibus, et in hoc sensu censeo locutos esse Sotum, Navarr. Tabien. et alios, ut etiam in dicto cap. 20 significavi. Si quis tamen rectè advertat, hæc omnia æquè procedunt in episcopis respectu suarum legum, et aliorum sacrorum canonum, quia ratio injustitiæ, vel species simoniæ eadem est, et ideò in illis nullam inter hæc differentiam constituo. Pontifex verò interdùm potest hæc onera imponere, non tantùm per modum commutationis, sed etiam per modum oneris, vel tributi propter alias superiores rationes, et propter supremam potestatem illi peculiarem, ut eodem capite dixi, et ideò non sunt hæc, quæ specialia sunt, ad inferiores extendenda.

CAPUT XVII.

De potestate delegatâ ad dispensandum in legibus humanis.

1. Ex dictis in duobus præcedentibus capitibus duo ut clara supponimus. Unum est, potestatem dispensandi in legibus humanis posse per delegationem committi, quia dispensatio ex genere suo est actus jurisdictionis satis communis, et frequenter necessarius, et nihil habet speciale, quod illius delegationem impediat. Unde in votis etiam delegatur; ergo à fortiori in legibus. Alterum est, hanc delegationem non fieri per legem, sed per hominem, quia commissio jurisdictionis per legem facta non est propria delegatio, sed transit in institutionem ordinariæ jurisdictionis, quia perpetua de se est, sicut et lex est perpetua; ergo delegatio hujus potestatis semper est ab homine. Unde fit, ex parte delegantis supponendam esse potestatem ordinariam; nam ab illâ, per se loquendo, procedit delegatio, l. *More*, ff. de jurisdict. omni. judi. Sub ordinariâ autem comprehendimus æquivalentem ordinariæ, ut solet esse commissio universalis causarum, juxta l. 1, § *Ab eo*, ff. Quis, et à quo, comprehenditur etiam potestas delegati habentis specialitatem in subdelegando, ut est in delegato papæ, seu principis, juxta cap. ult. de Offic. deleg., vel habentis specialem extensionem suæ delegationis ad subdelegandum, juxta sententiam communiter receptam, et l. *Non distinguemus*, § ult. ff. de Recept. arb. Præter potestatem autem necessaria est voluntas ejusdem superioris, ut delegatio in actu fiat, quæ voluntas signo aliquo externo manifestari debet, ut constat, et ordinariè fit per rescriptum principis. Quod moraliter necessarium est in ordine ad forum externum, ut possit de delegatione, et de qualitate ejus constare, de quo videri potest Panorm. in cap. 2 de Schismat. n. 2. et Gloss. 1, in cap. *Si qui*, d. 81, Simpliciter autem, et in foro conscientiæ non est necessaria scriptura, quia nullo jure præscribitur, et secluso speciali jure, quidquid fit per scriptum potest fieri verbo, sicut infra tractando de Privilegio latiùs dicemus.

2. Hinc ergo præcipuum dubium circa hanc potestatem delegatam ad dispensandum est, an scriptum, seu verba, per quæ illa conceditur, sint stricti juris, vel favorabilis. Et ratio dubitandi est, quia hæc potestas duplici titulo odiosa est, et ideò restringenda. Primò, ratione generis, quia delegata est; nam eo ipso derogat ordinariæ; ergo consequenter est odiosa, juxta Gloss. in c. 1 de Rescrip. in 6, verb. *Processus*, et in cap *Solet*, de Sententiâ excommunicationis in 6, verb. *Per superiorem*, quæ dicit, potestatem delegatam esse stricti juris. Quam sequitur Gemini. in cap. *Præsentium*. de Testibus, et Angel. Sylvest. et plures summistæ verb. *Delegatus.* Secundò, ratione differentiæ, seu speciei, quia dispensatio est stricti juris, ut diximus; ergo et potestas data ad dispensandum, quia talis est potestas, qualis est actus, cùm ab illâ speciem sumat, et quia si actus est odiosus, non potest potestas non esse odiosa, quia virtute continet actum, et quia ampliatâ potentiâ, necesse est, actum ampliari, quia ad plura vel plures actus extendetur. Et ita sentit Anton. de Rosel. tract. de Legitimat. lib. 2. § De causâ materiali, num. 10. In contrarium verò est, quia potestas delegata ad dispensandum non est juri contraria;

et est beneficium principis; ergo est favorabilis; ergo non est stricti juris, sed extendenda.

3. In hoc puncto eadem ferè doctrina, quæ in dispensatione votorum data est libr. 6 de Voto cap. 16, in dispensatione legum locum habet, et infra de Privilegiis ferè in simili ex professo tractanda est, et ideò brevissimè est hoc loco expedienda. Duplex ergo distinctio præmittenda est circa hujusmodi delegationem, et varios modos, quibus fieri potest. Una est, quia interdùm immediatè datur directa jurisdictio ipsi delegato; aliquando verò datur facultas ei, qui dispensandus est, ut eligat personam, à quâ possit dispensari, ut in delegatione jurisdictionis pro sacramento confessionis, et dispensatione votorum diximus; eadem enim est ratio in præsenti, ut per se constat, et frequens usus confirmat. Nam hoc modo conceduntur quotidiè dispensationes irregularitatum, impedimentorum matrimonii, et similes. Non enim ordinariè papa ipse dispensat, sed dispensationem committit, et quando tantùm conceditur in foro conscientiæ, solet ordinariè indifferenter committi personæ hujus, vel illius qualitatis, quam dispensandus elegerit. Unde inter hæc duo genera delegationum hæc est differentia, quòd illa, quæ fit ex parte supplicantis, dando illi facultatem eligendi, est favor illius, non personæ delegatæ. At verò quando commissio fit immediatè ipsi delegato, non semper est favor dispensati, sed distinctione opus est.

4. Unde est secunda distinctio. Nam hæc delegatio aliquando fit ad dispensandum in hâc, vel illâ lege cum determinatâ personâ; interdùm verò absolutè delegatur facultas dispensandi in tali lege, nullâ nominatâ personâ, cum quâ possit dispensari, sed indifferenter; et prior modus regulariter fit ad petitionem partis, posterior verò minimè, sed vel ad petitionem commissarii, vel motu proprio delegantis. Et ideò quando priori modo conceditur delegatio, non censetur favor delegati, sed ejus, propter quem delegatio fit, et cui concedenda est dispensatio, tum quia ad petitionem ejus censetur concedi, tum quia ad illum dirigitur principalis intentio, quæ in his rescriptis inprimis consideranda est, juxta supra dicta de interpretatione legum, et infra dicenda de interpretatione privilegiorum. At verò delegatio facta posteriori modo, censetur favor ejus, cui fit delegatio, ut religiosis conceduntur similes facultates in eorum favorem. Hoc autem limitandum est, nisi ex indulto constet, intentionem delegantis dirigi principaliter ad favorem eorum, qui dispensandi sunt; nam tunc illorum principaliter censetur esse gratia; etiamsi in particulari non determinentur, ut patet in bullis Cruciatæ, et in Jubilæis similes gratias continentibus.

5. Dicendum ergo est primò, delegationem dispensationis, quæ fit mediâ facultate datâ alicui supplicanti ad eligendam personam, quæ secum dispenset, esse odiosam, ac subinde strictè interpretandam. Hanc assertionem posui in dicto lib. 6 de Voto cap. 16, et eam à fortiori tenent auctores omnes citandi in assertione sequenti. Ratio assertionis est, quia illa facultas, quantùm est ex parte pontificis, seu principis, est concessio dispensationis; sed dispensatio est stricti juris, et odiosa, ut supra ostensum est, et de privilegiis dicetur; ergo. Dices : Reverà illa facultas non est dispensatio; hæc enim postea concedenda est à commissario postquàm electus fuerit, et ideò actus antea factus non erit licitus aut validus, si ejus valor ex dispensatione pendeat, ut si dispensatio sit futura in impedimento irritante; ergo non est, cur restringatur illa facultas, seu mandatum, sicut dispensatio. Antecedens certum est ut rectè admonet Navar. in Sum. cap. 12, n. 79, § *Duodecimo*, et additio ad Rotam, tit. de Fil. presbyt. decis. 2, in novis, et latiùs Covarr. in 4, p. 2, cap. 6, § 9, in fine, ubi refert Præpositum contrarium sentientem in cap. *Qui circa*, de Consanguin. num. 20. — Respondeo concedendo assumptum, quod adeò est certum, ut Navarr. supra dixerit, solùm aliquos simplices in eo esse errore. Præpositus autem solum dixit, mandatum illud habere vim dispensationis, utique quantùm est ex parte pontificis. Unde videtur dici posse quasi conditionata dispensatio, quæ suspensa quidem est, et non habet effectum, donec conditio impleatur, ac subinde donec commissarius dispenset, quia illa fuit conditio in mandato posita. Et quidquid sit de sensu Præpositi, et de modo loquendi, in re verum est quòd illa concessio pontificis est quasi dispensatio in fieri; jam enim ab illo procedit tanquàm approbata in se, et in causâ propositâ; si tamen causa vera est, quod alteri examinandum committit. Et juxta hoc respondetur ad objectionem negando consequentiam, quia licet illa non sit consummata dispensatio, et formalis, est inchoata, et virtualis, ut sic dicam, ideòque æquè odiosa censetur, ac propria dispensatio,

6. Sed instabis; nam licet hoc sit valdè apparens et probabile in commissione, quæ fit per mandatum, non tamen in illâ quæ tantùm per modum facultatis datur. Nam in priori procedunt omnia dicta, et ideò illa dici solet dispensatio necessaria, quia ita est à pontifice concessa sub illâ conditione: *Si preces veritate nitantur*, ut post exploratam et inventam veritatem non possit dispensatio negari, et ideò non immeritò de tali modo concessionis et mandati, perinde ac de dispensatione judicatur quoad restrictionem, vel odium. At verò in posteriori fit commissio libera, ita ut simpliciter relinquatur dispensatio in arbitrio commissarii, propter quod talis dispensatio voluntaria appellari solet. Illa ergo non est, cur æquiparetur dispensationi, qui nec absoluta dispensatio est, nec conditionata, nec ex necessitate dispensationem infert, etiam verificatâ narratione; non est ergo cur æquiparetur dispensationi, sed tanquàm sola potestas dispensandi judicanda est, juxta communem doctrinam distinguentem in hoc inter dispensationem et potestatem dispensandi. — Respondeo, argumentum convincere, non esse tam certam assertionem in hoc secundo membro, sicut in priori. Dico tamen inprimis, moraliter ac regulariter loquendo, dispensationem concessam ad postulationem supplicantis nunquàm dari per modum liberæ facultatis respectu commissarii, sed per modum necessarii mandati, sive commissio fiat determinatæ personæ sub proprio nomine, sive nomine alicujus dignitatis, vel officii; sive optio personæ ipsi supplicanti conceditur, ut ex usu constat, et ita eodem modo procedit conclusio, et moraliter verificatur juxta prius membrum declaratum. Si autem contingat, secundo modo fieri concessionem ad petitionem supplicantis, etiam censeo, assertionem in illâ esse veram; ratio verò ejus aliter urgenda est juxta dicenda in puncto sequenti.

7. Dico ergo secundo: Quoties conceditur facultas ad dispensandum cum aliquo in particulari, sive fiat delegatio ad petitionem partis, sive ad petitionem delegati, et sive fiat determinatæ personæ, sive electio personæ committatur dispensando, stricti juris est concessio, seu delegatio, aut dispensatio. Hæc videtur esse communis sententia doctorum in cap. *At si clerici*, § *De adulteriis*, de Judic. et in cap. ultim.; de Simon. aiunt enim, potestatem dispensandi cum certis personis expressis esse strictè interpretandam. Idem Angel. verb. *Dispensatio*, n. 9, Sylvest. q. 5, n. 9, et idem sensit Gambara, de auctorit. legat. lib. 10, num. 200; Franc. in cap. *Is qui*, de Filiis presbyter. in 6, dicens, quando potestas dispensandi derivatur in aliquem, utique in particulari, non esse latè interpretandam. Quod etiam sequitur Tabien. verb. *Beneficium*, 2, num. 16, et Sayrus tom. 1 Thesauri cap. 11, num. 8, in fine. Et solet probari hæc assertio ex cap. *Si cui nulla*, de Præbend. in 6, quia ibi dicitur, gratiam concessam ad providendum de beneficiis, nullâ factâ personarum expressione, non expirare per mortem concedentis, etiam re integrâ, facultatem autem gratiosè concessam alicui super provisione certæ personæ faciendâ, expirare per mortem concedentis, si res sit integra. Hinc ergo colligitur communiter, hanc facultatem ad dispensandum datam pro certâ personâ, vel personis, non esse favorabilem, sed stricti juris, quo argumento in materiâ de Voto usus sum. Unde, quia in illo textu non absolutè, sed cum limitatione id dicitur, scilicet: *Si non ob suum*, id est, ejus, cui facultas datur, *sed ejus, qui provideri mandatur, gratiam, vel favorem.* Ideò etiam solet limitari assertio nostra, ut procedat, quando commissio dispensationis facta est in gratiam personæ dispensandæ, secus verò esse, si in gratiam personæ dispensantis, seu dispensaturæ, quia in dicto textu hic casus non excipitur, sed potiùs per argumentum à contrario conceditur, ut etiam tunc gratia non expiret, vel etiam quia exceptio particularis firmat regulam in contrarium. Ergo etiam in præsenti, licet in facultate dispensandi exprimatur persona, cui danda est dispensatio; si tamen data est in favorem ejus, cui conceditur, erit favor ampliandus. Atque ita referendo aliquos tenet Sanci. dicto lib. 8, disp. 2, num. 6. Censetur autem dari facultas in gratiam dispensaturi, quando obtinetur ad petitionem dispensandi, seu ipsiusmet commissarii, vel quando ex aliis verbis concessionis id sufficienter colligitur. Alioqui in casu dubio quoties facultas datur pro personis nominatis, præsumitur favor earum, et ideò restringendus.

8. Sed ut verum fateatur, non satis capio rationem hujus distinctionis. Cur enim eadem facultas dispensandi data in favorem dispensaturi, favorabilis est, et amplianda, et data in favorem ejus, cui concedenda est dispensatio non est favorabilis, sed odiosa, et restringenda? Nam illa facultas in se eadem est, et semper habet illos duos respectus, et fieri potest, ut

persona indigens dispensatione non sit minùs digna illo favore, quàm persona volens dispensare. Imò petitio illius facultatis ex parte personæ indigentis dispensatione, videtur magis favorabilis, quia est personæ indigentis, et sub eâ ratione miserabilis, et humiliantis se, ac confitentis fortassè defectum suum. Petitio verò activæ dispensationis facta ab ipso, qui dispensaturus est, videtur magis ambitiosa, nisi principiliter fiat in gratiam ejus, cui subvenire desiderat, et tunc etiam censeri potest gratia principaliter facta illi cum quo dispensandum est. Vel certè licet fiat ipsi delegato, non apparet, cur sit magis favorabilis, quàm factâ indigenti dispensatione, præsertim quando utroque modo facultas conceditur ad usum voluntarium ipsi commissario. Nam tunc talis facultas data ex intentione conferentis propter commodum dispensandi, non magis continet virtualem dispensationem quamdam in favorem dispensantis; ergo vel utroque modo restringenda est, si reputatur virtualis dispensatio, vel utroque modo est amplianda, si talis non existimetur, sed solummodò potestas dispensandi.

9. Secundò, dictum cap. *Sic cui nullum*, non videtur rectè in contrarium induci, quia longè aliud est gratiam esse mansuram, vel non esse mansuram mortuo concedente, re integrâ, aliud verò esse favorabilem, aut restringendam in aliis, quæ ad durationem non pertinet; à diversis autem non rectè fit illatio, maximè quando neque sunt necessariò connexa, neque ex eisdem principiis oriuntur. Tali autem sunt illa duo; nam mandatum dispensandi cum tali supplicante dispensatione necessariâ, ut vocant, permanet mortuo mandante, etiam re integrâ, ut probabilior opinio fert, quam latè defendit Sanc. dict. lib. 8, disput. 28, num. 72, et nihilominùs stricti juris est, ut in primâ assertione ostendi, et fatetur idem Sanc. supra cum aliis; ergo illæ duæ proprietates, scilicet, indultum durabile esse post mortem concedentis, et esse favorabile, vel è contrario expirare per mortem, et esse restringendum, non sunt connexæ, per se loquendo; ergo, licet facultas dispensandi cum personâ expressâ data in gratiam delegati sit permansura, non sequitur esse latè interpretandum, et è contrario, licet eadem facultas data in gratiam ejus, cum quo est dispensandum, non sit permansura, non sequitur ex vi illius proprietatis esse restringendam. Et ratio est, quia illa duo possunt oriri ex diversis principiis; nam gratia habet, quod non expiret, ex eo quòd est plenè facta ante mortem concedentis, unde sive sit favorabilis, sive exorbitans, permanebit, si plenè fuit concessa; è contrario verò, quando gratia est in fieri, et non plenè facta ante mortem concedentis, censetur expirare, si re integrâ concedens moriatur, quod etiam habebit, etiamsi favorabilis sit, ut constat de mandato conferendi alicui, et in favorem ejus beneficium, vel gratiam quantumvis favorabilem ex parte materiæ, et aliarum circumstantiarum; nihilominùs tamen expirabit per mortem concedentis, re integrâ juxta dictum cap. *Cui nulla*. Ergo, licet ex illo textu colligatur mandatum providendi tali personæ, vel dispensandi cum illâ factum in favorem executoris non expirare, non sequitur, esse latè interpretandum in aliis, et è contrario licet factum in gratiam providendi expiret in dicto casu, non sequitur, esse restringendum in aliis, nec in se odiosum esse nisi aliunde id ostendatur.

10. Ratio ergo, ob quam facultas dispensandi cum personâ in particulari expressa stricti juris censetur, non est, quia facultas illa datur in gratiam indigentis dispensatione, vel in favorem delegati, sed quia moraliter perinde reputatur, ac ipsa dispensatio; nam quod est ex parte superioris jam fit dispensatio, licet executio et modus alteri committatur; quoad autem hæc commissio fiat in favorem commissarii, vel alterius, non mutat naturam actûs, nec moralem illam æquivalentiam, seu æstimationem. Nec etiam multùm refert, quòd illa commissio fiat cum mandato dispensandi, vel cum liberâ facultate, quia respectu legis idem odium continet talis commissio; nam eodem modo illi derogatur, licet intercedente mandato rigoroso ex parte superioris, efficaciùs fieri videatur. Atque ita Felinus dicto capite ult. de Simon. n. 8, limitat. 3, generaliter docens, esse dispositionem odiosam, quoties persona, cum quâ dispensandum, nominatur, rationem reddit, *quia tunc non est una simplex facultas dispensandi, sed quasi dispensatio in esse producta, solam executionem spectans*. Et hæc ratio ex dicendis in sequenti assertione magis declarabitur.

11. Dico tertiò: delegatio potestatis dispensandi in aliquâ lege generaliter facta quoad personas sine illarum expressione, favorabilis est, et latè interpretanda. Hæc est communis sententia juris canonici interpretum in eisdem locis, scilicet, dicto § *De adulteriis*, et dicto

cap. ult. de Simon. et doctorum juris civilis in leg. *Gallus*, § *Et quid si tantum*. ff. de lib. et post. et in leg. 2, ff. de verbor. Obligat. et alia referunt Covar. in 4, part. 2, cap. 8, § 8, n. 6 et sequentibus, et Sanci. lib. 8, disp. 2, n. 1. Solet etiam hæc assertio probari ex cap. ult. de Sim. et cap. *Per venerabilem*, Qui filii sint legit.; sed in his locis non videtur esse sermo de potestate delegatâ, sed de potestate ordinariâ, maximè in cap. *Per venerabilem*; nam de alio potest esse controversia, quam, omitto, quia hæc assertio magis nititur ratione et communi sensu doctorum prudenter judicantium, hanc potestatem sic concessam esse favorabilem. Possumus verò ex illis textibus sic argumentari, quia potestas ordinaria ad dispensandum in lege non censetur odiosa, sed favorabilis et amplianda; ergo etiam potestas concessa dignitati ex privilegio, vel per legem juris communis est favorabilis, quia jam est ordinaria, ut supra dixi; ergo etiam potestas delegata generaliter ad dispensandum est favorabilis. Probatur consequentia, primò quia modus concessionis per delegationem, vel per legem, aut viam ordinariam non variat rationem potestatis, sed solùm pluribus conceditur, et pluribus modis; hoc autem non facit illam odiosam, si secundùm se favorabilis est. Secundò, quia ideò illa potestas ordinaria favorabilis est, quia non est contra jus, sed potiùs secundùm jus, nec per se potest censeri odiosa, aut nociva, cùm sit simpliciter necessaria ad commune regimen, et ad convenientem usum legum; sed potestas etiam delegata generaliter non est contra jus, nec alicui nocet, sed ad commune etiam commodum ordinatur; ergo similiter est favorabilis. Tertiò, per hanc potestatem sic concessam per se primò solùm intenditur favor communitatis et illius cui talis potestas communicatur, quod totum est beneficium principis; ergo est latè interpretandum. Et hinc etiam intelligitur differentia inter potestatem generatim concessam, vel per respectum ad expressam personam; nam prior non respicit bonum privatum, sed commune; posterior verò necessariò respicit privatum commodum cum exceptione à communi jure, et ideò hæc posterior ex se est invidiosa, et restringenda, prior verò minimè.

12. Jam verò occurrebat hìc explicandum, quomodò hæc restrictio, vel extensio, facienda sit in rescriptis has delegationes continentibus. Sed hæc materia coincidit cum simili de privilegiis, et ideò, lib. 8, ex professo tractabitur. Nunc solùm dico in hâc ultimâ assertione extensionem potissimùm faciendam esse contra delegantem; nam si contingat, delegationem esse in præjudicium tertii, aut minuere aliquo modo jurisdictionem ordinarii prælati, quando delegatio fit à superiori et remoto tunc ex hâc parte poterit restringi concessio. Et ita docent auctores omnes citati. In reliquis verò constat, verborum proprietatem retinendam esse, et intra illam tantùm esse amplicationem faciendam juxta principia posita in cap. 2 et 3, quæ in præsenti etiam applicari possunt. Tandem, in usu hujus potestatis, servanda est forma rescripti, ut, si persona sit eligenda, habeat omnes qualitates, quæ in rescripto postulantur; si verò jam est electa, vel in rescripto est determinata, ipsa servet in dispensando formam in rescripto traditam; nam si excedat fines mandati, nihil faciet, juxta dicta supra in lib. 5, quæ latiùs ad materiam de Privilegiis in libr. 8 applicabimus. Et multa etiam dixi in lib. 6 de Voto, cap. 16.

CAPUT XVIII.

Utrùm ad justam dispensationem causa justa necessaria sit.

1. Incipimus dicere de finali causâ dispensationis; à fine enim maximè sumitur justa dispensationis causa. Hæc autem causa postulari potest vel ad honestatem actûs dispensandi, scilicet, ut licitè petatur ex parte subditi, et justè etiam, ac licitè ex parte superioris concedatur, vel etiam ad valorem dispensationis, et usûs ejus. Nunc ergo solùm de justitiâ, seu honestate agimus; in sequenti verò capite de valore dicemus. Intelligitur autem quæstio præcipuè de ipsomet legislatore dispensante in lege suâ; inde enim à fortiori constabit resolutio de inferioribus dispensantibus in legibus superiorum per potestates sibi commissas; nam si superiori non licet talis dispensatio, multò minùs licebit inferiori, ut à fortiori ex sequenti capite patebit.

2. Ratio ergo dubitandi generalis esse potest, quia si justa causa esset semper necessaria ad dispensandum, non esset necessaria auctoritas superioris dispensantis. Probatur consequentia, quia justa causa per se est sufficiens ad excusandum ab obligatione legis humanæ, de quâ tractamus. Vel certè ad summum esset necessarius actus superioris per modum interpretationis authenticæ, ut constet, talem causam esse justam et sufficientem ad excusan-

dum à lege, ipse verò superior non tolleret obligationem, et consequenter non dispensaret. Secundò, est specialis ratio dubitandi in ipso legislatore, quia lex sola illius voluntate posita est ; ergo per eamdem auferri potest licitè absque aliâ causâ. Probatur consequentia, tum quia superior est dominus suæ voluntatis, tum etiam quia non subditur legi, tum denique quia potest suâ voluntate totam legem auferre, ergo etiam ex parte. Tertiò, quia dispensare sine causâ in lege non est intrinsecè malum, nec est malum, quia prohibitum respectu legislatoris ; ergo nullo modo. Major patet, tum ex usu, quia papa sæpè dispensat sine causâ, idque scienter, et expressè ; non est autem præsumendum, malè facere ; ergo signum est, illud non esse intrinsecè malum, aliàs nunquàm liceret ; tum etiam, quia nulla potest assignari virtus, cui intrinsecè repugnet talis actus ; non est enim contra justitiam, vel contra charitatem, quia talis dispensatio prodest accipienti, et nemini est nociva. Altera verò pars patet, quia vel hoc est prohibitum per eamdem legem, in quâ fit dispensatio, et hoc non, quia tantùm obligat circa suum actum, quem prohibet, vel præcipit ; unde dici non potest legislator transgredi legem, in quâ sine causâ dispensat, quia non agit contra obligationem ejus, sed tollit illam ; vel hæc prohibitio est per aliam legem positivam, et hoc etiam dici non potest, quia nulla talis assignari potest, præsertim respectu ipsius principis, seu legislatoris.

3. Propter hæc opinari posset aliquis, non esse (per se loquendo) peccatum dispensare in propriâ lege sine causâ, sed ad summum ex accidenti, quando id generaret scandalum vel perturbationem in republicâ, aut daret occasionem aliis subditis violandi legem, aut si ob talem dispensationem gravamen injustum in alios redundaret, quæ omnia intrinseca sunt, et separari possunt à tali actu ; hoc ergo modo reputari potest ille actus per se non malus, sed indifferens, ac subinde honestari posse ex quocumque alio fine, sine justâ causâ, quæ specialem rationem præbeat dispensandi. Sicque aliqui auctores dixisse videntur, in supremo principe non esse necessariam causam ad dispensandum, Gloss. ultim. in l. *Relegati*, ff. de Pœnis ; nam cùm lex dicat, neminem posse dispensare in pœnâ exilii, *nisi imperatorem ex aliquâ causâ*, addit Gloss. : *Magna et justa causa est ejus voluntas*, quam ibi Barth. approbat. numer. 4. Eamdem opinionem videtur tenere Innocent. in c. *Cùm ad monasterium*, de Stat. monachor. num. 3 et 4, quem alii ibi sequuntur, et Panormitan. in capit. *Diversis*, de Clericor. Conjug. numer. 4, in capit. 2 de Schis., numer. 4; Deci. in capit. *Quæ in Ecclesiarum*, de Constitut. numer. 29 ; Rosel. verb. *Dispensatio*, numer. 6 ; Felin. referens plures in capit. 2 de Constitut.; Fallent. 4, numer. 23, ubi Anton. de Butrio dixit, solam liberalitatem papæ sufficere pro causâ dispensationis, quod approbat Felin. in cap. *Ad audientiam*, 2, de Rescript. numer. 4. Qui clariùs quam alii declarat hanc sententiam procedere non solùm in foro contentioso, sed etiam in foro conscientiæ; existimo tamen etiam in hoc committi æquivocationem, ut infra dicam. Citatur etiam Turrecrem. in cap. *singula*, distinct. 89, num. 14, circa finem, et plures alios pro hâc sententiâ refert Sanct. libr. 8 de Matrim. disput. 18, num. 2. Verumtamen hi auctores, si attenti legantur, non tractant punctum hujus quæstionis, an possit legislator licitè, sed simpliciter an possit dispensare in suâ lege sine causâ, et hoc modo affirmant, et interdùm declarant, talem dispensationem reddere tutum dispensatum apud Deum, et in conscientiâ, ut patet ex Felin. supra, et Sylvest. verb. *dispensatio*, qu. 3; Angel. n. 3, et Palud. 4, d. 38, qu. 4, art. 4, n. 40. Existimo ergo vel nullos, vel certè paucos auctores tenuisse sententiam illam in dicto sensu, quod est maximè attendendum, ne alicui propter auctoritatem tot doctorum probabilis fortassè videatur.

4. Dicendum ergo est, legislatorem, etiamsi princeps supremus, vel summus pontifex sit, non posse licitè dispensare in lege suâ sine causâ justâ, vel proportionatâ legi, in quâ dispensat. Est communis theologorum; tenet D. Thom. 1-2, qu. 97, art. 5; Cajetan. qu. 96, art 4, et alii expositores ibi, et Soto lib. 1 de Just. qu. 7, artic. 3. Ex juris autem peritis idem declarant Hostiens. in Sum. tit. de Filiis presbyt., in fine, verb. *Non omitto*, Panormitan. in cap. *Quæ in Ecclesiarum*, de Constit. num. 17, et cap. *Extirpandæ*, § *Qui verò*, de Præbend. in Repet. n. 14, et in capit. *Per venerabilem*, Qui filii sint legit. num. 4, ubi ita exponit sententiam Innocent. supra allegatam, et dicta doctorum, qui illum sequuntur. Idem ex professo Turrecrem. sententiam D. Thomæ ad litteram sequens in capit. *Consequens*, distinct. 11; Rebuff. in Concordat. tit. *Forma mandati*, verb. *Dispensationes*, et in Praxi tit. de Dispensation. in plural. benef. num. 55, ubi, num. 56, dicit, hanc esse com-

munem sententiam theologorum et ferè omnium juris canonici interpretum, et idem tenet Navarr. in cap. *Si quando*, de Rescript. except. 8, num. 13, et alii communiter, quos supra Sanc. refert, num. 3, et in sequentibus alios designabimus.

5. Atque hæc sententia est consentanea juri canonico 1, quæstione 7, cap. *Necessaria* et sequentibus, ubi tunc solùm permittitur à Patribus dispensatio, quando justa causa intercedit, et dicitur, illâ cessante, debere etiam indulgentiam cessare ibidem, in capite *Quod pro remedio*. Multùm etiam juvat Tridentin. sess. 25, capit. 18, de Reformat., ubi indicat, dispensare sine justâ causâ, *Nihil aliud esse, quàm unicuique ad leges transgrediendas aditum aperire*. Et ideò sess. 24, capite 5, de Reformat. statuit, ut in contrahendis matrimoniis dispensationes non dentur, nisi ex causâ. Secundò, consonat dicta lex *Relegati*, de Pœn.; nam de imperatore dicens, posse dispensare in pœnâ jure impositâ, addit: *Ex causâ aliquâ*. Perperàmque addidit Glossa voluntatem principis esse magnam causam; nam per se manifestum erat, imperatorem non dispensare, nisi ex suâ voluntate; ergo lex illa ultra voluntatem requirit causam. Nisi fortè Gloss. illa intelligatur de voluntate rationabili; nam hæc causam involvit. Ad idem induci potest lex 4, in princip. ff. de Damn. infect., quatenùs dicit, prætorem, *posse definitum terminum ex causâ dare*.

6. Tertiò ac præcipuè probatur assertio ex naturali jure, quod D. Thomas colligit ex verbis Christi, Luc 12: *Quis putas est fidelis dispensator, et prudens?* Nam princeps, etiamsi sit auctor legum, non est dominus (ut sic dicam), sed dispensator illarum; ergo etiam quando in illis dispensat, se gerere debet ut fidelis dispensator et prudens, et non ut absolutus dominus. At si absque causâ unum vel alium liberet ab obligatione legis, nec prudenter, nec fideliter dispensat; ergo abutitur suo munere, et peccat. Primum antecedens probatur, quia pontifex, vel etiam rex non est absolutus dominus communitatis sibi subditæ, sed pastor et rector, et ideò non potest leges ponere in suam privatam utilitatem, sed pro communi civium utilitate, ut supra dictum est, et propterea legislatores à Paulo vocantur ministri et dispensatores Dei; ergo ipsa legislatio est quædam fidelis administratio, seu distributio obligationis, quæ per legem imponitur. Prima verò consequentia probatur, quia ejusdem potestatis est in legislatore actus dispensandi in lege, cujus est actus ferendi legem, ut constat; ergo est actus non dominii absoluti, sed administrationis, et (ut ipsum nomen præ se fert) est actus dispensatoris, ut sic; ergo etiam debet esse fidelis et prudens. Quòd autem dispensatio sine causâ facta non sit prudens, per se notum videtur, quia non est consentanea rectæ rationi, nec fini potestatis, à quâ procedit; nam illa per se est propter bonum commune; illa autem dispensatio est tantùm propter privatum commodum, vel affectum, et ita est abusus potestatis; item quia lex est commune bonum, et illa vulneratur sine causâ. Denique quia uniformitas, ac proportio inter membra corporis per se spectat ad totius corporis bonum, quod etiam per tales dispensationes læditur et deformatur. Ut hæ rationes probant etiam, illum actum non esse fidelitatis debitæ à dispensatore, quia tenetur ex vi fidelitatis debitæ ratione sui muneris convenienter uti suâ potestate ad finem ejus, et conservare, ac promovere commune bonum. Nam (ut Paulus ait 2 Corinth. 10) potestas non est data in destructionem, sed in ædificationem. Et ita soluta manet secunda ratio dubitandi, quæ fortassè probat talem dispensationem esse validam, non tamen justam, quia princeps non est ita dominus suæ voluntatis, ut non subdatur legi naturali, et propriæ. An verò idem sit de ablatione totius legis, infra dicetur.

7. Sed objici potest contra hunc discursum; nam sequitur, malitiam hujus actûs dispensandi sine causâ in lege, tantùm esse contra fidelitatem, ac subinde tantùm esse ex suo genere venialem; consequens est creditu difficile; ergo. Sequela declaratur, quia ex hoc quòd actus sit contra prudentiam, non habet actus specificam malitiam; nam ille defectus generalis est omni peccato; speciem autem sumit ex materiâ virtutis, vel vitii moralis, in quâ versatur. Illa ergo malitia imprudentis dispensationis tantùm est contraria fidelitati morali; fidelitas autem ex suo genere tantùm obligat sub veniali, sicut et veritas; ergo illa malitia ex suo genere tantùm est venialis. Hæc objectio duo petit inter se connexa, unum est, ad quam virtutem pertineat obligatio hæc non dispensandi in lege nisi ex causâ justâ; aliud est, quàm gravis sit ex genere suo transgredi hanc obligationem.

8. Et incipiendo ab hoc posteriori puncto, Navarr. in Summ. Præhud. 9, num. 14, docuit, hoc tantùm esse peccatum veniale, citatque Ca-

jetan. 1-2, quæst. 96, articul. 5, ubi Cajetan. solùm dicit, malè facere principem, se vel alium eximendo ab obligatione legis sine causâ, non tamen peccare contra legem, in quâ dispensat, sed contra alia principia naturalia, præsertim contra illud : *Turpis est pars, quæ non consonat suo toti.* Quia verò hæc turpitudo videtur levis, ideò Navarr. videtur Cajetanum allegâsse pro hâc sententiâ, et in eamdem inclinat Soto libr. 1 Justit. quæst. ultim., artic., ultim., licet non declaret apertè. Eamdemque secuti sunt aliqui moderni, quos refert et sequitur Sanci. dictâ disput. 18, numer. 7. Non explicant autem hi auctores, cujus speciei sit malitia, quam habet actus mala dispensandi ex objecto suo, sed dicunt, ex circumstantiâ extrinsecâ posse esse mortalem ratione scandali, vel notabilis nocumenti, vel injusti gravaminis aliorum, extrinseco autem objecto, quatenùs præcisè est exemptio à lege sine causâ, non videri rem tanti momenti ut ad peccatum mortale ex genere sufficiat.

9. Ego verò censeo, in principe esse peccatum mortale ex genere suo, dispensare in lege suâ sine causâ. Ita sentit Cajetan. in Sum. verb. *Dispensatio,* dùm ait, esse hoc peccatum veniale in parvis, unde videtur supponere in magnis esse mortale, ac subinde ex genere esse tale. Postea verò ita id explicat, ut potiùs significet, tantùm esse mortale, quando dispensatio redundat contra jus divinum, vel naturale, et consequenter est invalida, et illum imitatur Armil. ibi, n. 13. Clariùs hoc sentit Valent. p. 2, d. 7, q. 5, punct 9, qui etiam ad hoc inducit Cajetan. 1-2, quæstion. 96, art. 5. Apertiùs tradit Covar. in 4, part. 2, c. 6, § 9, num. 7, et inclinat Soto in 4, d. 39, articul. 2, in fine corporis ibi : *Fas non est*, et sequuntur quidam alii summistæ, quos refert Sanci. et eamdem supponere videntur omnes, qui tenent, talem dispensationem esse invalidam, quos capite sequenti referam. Ac subinde hoc fatentur de inferiori dispensante in lege superioris sine causâ; ut sumitur ex Navar. in Sum. cap. 25, numer. 5, ubi rationem reddit, quia hæc est injustitia gravis, quæ est peccatum mortale. Hæc verò ratio potest cum proportione, licet non cum æqualitate, ad præsens accommodari, ut sensit Covar. supra, et simul per hanc rationem explicatur primum quæsitum, scilicet, ad quam virtutem pertineat, hanc circumstantiam in dispensatione observare, nimirùm, ut non nisi ex justâ causâ fiat, seu cujus speciei sit malitia contraria.

10. Ratio ergo est, quia legislator ex justitiâ tenetur non dispensare in suâ lege sine justâ causâ ; ergo peccat contra justitiam aliter dispensando ; ergo illud peccatum est mortale ex genere suo ; nam violatio cujuscumque justitiæ ex suo genere mortale peccatum est, juxta doctrinam omnium ; ergo. Consequentiæ claræ sunt. Primum verò antecedens probatur, quia triplicis justitiæ obligatio in præsenti videtur concurrere. Primò commutativæ, quia princeps ex officio tenetur talem dispensationem non dare ; obligatio autem ex officio maximè spectat ad justitiam commutativam. Secundò justitiæ legalis, ex quâ tenetur princeps nihil agere contra commune bonum ; talis autem dispensatio ex se multùm nocet communi bono, et est illi contraria. Tertiò distributivæ, et hæc videtur esse proxima, et contra illam videtur esse propriè specifica malitia talis actùs ; nam directè est acceptio personarum, ut rectè docuerunt Abulens. Matt. 22, q. 117, et Soto 3 de Justit. q. 6, art. 5, ad 3, et Anton. p. 2, tit. 1, cap. 20, § 2, in fine. Acceptio autem personarum opponitur justitiæ distributivæ, ut constat ex 2-2, quæst. 63. Unde ex suo genere est peccatum mortale, maximè quando radicatur in obligatione officii, ut ibidem tractatur. Ita verò est in præsenti. Et declaratur : nam à principio ferre legem non simpliciter pro totâ communitate, sed excipiendo aliquos ad libitum sine causâ, contra justitiam distributivam est, et de se mortale contra totam illam communitatem ; hoc autem fit virtute per talem dispensationem ; ergo. Confirmatur ; nam illud peccatum est mortale ex genere, quod intra propriam speciem potest esse mortale ex materiæ gravitate ; ita verò est in præsenti, ut patet exemplis. Quis enim dicat, non esse mortale dispensare in observatione quadragesimæ sine causâ, vel cum sacerdote in onere recitandi officium pro libito, et similia ? certè statim actus apparet adeò gravis et deformis, ut peccatum mortale judicetur. Item licet fortassè de facto ex illo non sequatur scandalum, quia occultè fit, de se est scandalosum, et offendit Ecclesiam, seu rempublicam, quod est indicium, in se, ac de se esse rem gravem. Et hanc rationem indicat Valenc. supra.

11. Confirmatur hæc resolutio, simul expendendo quæstiunculam aliam hìc occurrentem, an scilicet, hæc doctrina locum habeat etiam in principe secum dispensante. Respondendum enim est affirmativè, nam, suppositâ doc-

trinâ suprà datâ lib. 3, principem suis legibus obligari : consequenter sequitur, eum peccare, secum dispensando in tali lege ; alioqui inutilis et ridicula esset talis obligatio, si posset princeps illam à se tollere sine peccato suâ voluntate solâ, et sine causâ. Et ita fatentur Cajet. Soto, Navar. et omnes. Addo verò, hanc culpam in principe esse gravem, et ex suo genere peccatum mortale. Probatur eâdem ratione, quia aliàs nunquàm obligaretur suâ lege sub culpâ mortali ; nam etiam esset ridicula obligatio in illo gradu, si suâ voluntate et sine causâ posset auferre à se obligationem illam sine peccato mortali. Quis enim est qui volens non servare aliquam legem non priùs auferat à se obligationem gravem ejus, si potest, etiamsi in illâ ablatione peccet venialiter, ut caveat peccatum mortale? Denique nullius momenti est obligatio, quam potest quis à se auferre suo arbitrio, et sine causâ ; ergo, ut illud prius dogma, quòd princeps obligatur suis legibus juxta gravitatem earum, solidum sit, necesse est, fateri principem non posse à se auferre pro suâ voluntate talem obligationem sine gravi causâ, quin in tali dispensatione peccet mortaliter. Hinc ergo concludimus tales dispensationes sine causâ esse peccatum mortale ex genere suo, quia in principe respectu sui non est ita gravis ex aliquo extrinseco accidente, sed præcisè ex vi suæ specificæ malitiæ, quia est contra justitiam distributivam, quæ in illâ acceptione personæ graviter læditur, etc. Idem ergo erit respectu dispensationis subditorum ; nam malitia est ejusdem speciei, et licet ex circumstantiâ personæ circa quam aggravetur in principe dispensante, tamen (ut indicat Cajet. dictâ qu. 96, artic. 5) hoc non obstat, quominùs etiam circa subditos peccatum sit mortale ex genere, et possit esse in individuo mortale ex gravitate materiæ, licet in levioribus legibus, vel circumstantiis earum sæpè possit esse peccatum veniale ex levitate materiæ, ut in aliis rebus contingit.

12. Et hinc etiam expeditur aliud dubium hîc occurrens, quantùm scilicet peccet subditus petendo dispensationem sine causâ. Nam quòd peccet, omnes allegati auctores fatentur, estque manifestum suppositâ dictâ resolutione, quia petit rem irrationabilem et communi bono contrariam, et quia vult discrepare à toto corpore sine causâ. De quantitate verò culpæ eædem sunt opiniones. Dico autem breviter illam actionem subditi dupliciter considerari posse. Primò, præcisè ut est actio propria subditi, et voluntas cujusdam inordinati objecti, alio modo, ut est inductio superioris ad actionem iniquam et consequenter est cooperatio ad illam. Priori modo potest excusari subditus à culpâ mortali etiam ex genere, quia non tenetur propriâ obligatione justitiæ ad illam conformitatem cum toto, ut capite sequenti magis declarabimus. At verò posteriori ratione peccat ex suo genere mortaliter, quia cooperatur peccato mortali, et est causa illius; in individuo autem ita peccabit sicut superior, quem inducit. Et ita sentit Covar. supra. Poterit tamen accidere, ut subditus ignorantiâ excusetur, et tunc poterit ipse nihil peccare, putans prælatum nihil peccare, et nihilominùs fieri etiam potest, ut prælatus non excusetur, quia vel non ignorat, vel ignorantia, quæ in subdito est invincibilis, in prælato est culpabilis propter majorem occasionem et obligationem sciendi. Quocirca, si subditus bonâ fide procedat, et petat dispensationem, putans se habere causam, vel fideliter narrans factum, et remittens superiori judicium causæ, nihil peccabit, etiamsi non sit certus, non peccare prælatum, quia in dubio pro illo præsumere debet, ut sæpè dictum est, et in materiâ de voto in simili diximus cum D. Thom. 2-2, q. 88. art. ult., ad 2, et tradit etiam Navar. dicto prælud. 9, n. 13.

13. Sic etiam è contrario, si subditus malâ fide procedat, et decipiat prælatum falsam causam allegando, ipse peccabit, et prælatus esse poterit à culpâ immunis, et hanc culpam existimo esse mortalem in subdito ex genere suo, quia de se gravem injuriam prælato infert, nisi ex levitate materiæ minuatur. An verò, si prælatus offerat dispensationem sine causâ subdito non petenti, ille peccet, acceptando, Sanc., supr., n. 8, ait, peccare eo modo, quo prælatus, id est, vel venialiter, vel mortaliter, prout prælatus peccaverit, quia cooperatur peccato illius, cùm dispensatio non sortiatur suum effectum, donec acceptetur. Sed dicendum censeo, tunc subditum non peccare, ex vi cooperationis, quia illa non est vera cooperatio, quia dispensatio à solo superiori datur, et ad illam, ut procedit à superiori, subditus non concurrit, sicut cooperatur, quando superiorem excitat, vel inducit. Nec refert, quòd acceptatio sit necessaria ad effectum, tum quia non est necessaria, ut concausa, sed ut conditio necessaria, quam pônere, solùm est permittere effectum, non facere ; tum etiam quia, positâ dispensatione

ex parte superioris, ponitur tota malitia gravis illius actionis, et quòd sequatur effectus, non habet novam malitiam, et ideò acceptare, aut velle illum effectum, non est in subdito cooperatio ad malum. Potest verò cogitari ibi aliqua malitia in voluntate talis effectûs, sine cooperatione, quæ venialis ad summum est, si tamen aliqua est, quod nunc non definio, donec dicam de culpâ ejusdem subditi in usu talis dispensationis, quam in sequens caput reservo, quia supponit aliam de valore talis dispensationis, et ibi etiam dicemus an teneatur prælatus talem dispensationem revocare.

14. Superest respondere ad rationes dubitandi in principio positas, et expedire alia brevia dubia, quæ in eis petuntur. Prima ergo ratio dubitandi petit generatim, qualis debeat esse causa justa ad licitam dispensationem sufficiens; triplex enim causa potest intelligi, una per se sufficiens ad excusandum, vel certò, vel sub dubio; alia per se non excusans, sufficiens tamen ut possit tolli obligatio; alia quæ licet per se non tollat obligationem, et reddat justam dispensationem, et obliget prælatum ad dispensandum. Dico ergo non esse necessariam primam causam. Et hoc solùm concludit illa prior ratio dubitandi. Nam, si certò constet, causam, seu necessitatem esse talem ut per se excuset, tunc non solùm dispensatio vera, sed etiam nec interpretatio prælati necessaria est; si verò sit talis, quæ rem faciat dubiam, et dubium non possit per doctrinam, vel aliam diligentiam expelli, tunc ad superiorem recurrendum erit, si fieri possit, ut interpretetur potiùs quàm dispenset, licet interpretatio in illo casu soleat largè dispensatio vocari. Ad propriam ergo dispensationem non est necessaria tam rigorosa causa. Nec etiam est necessaria tertia, quæ superiorem obliget, sed sufficiet media, quæ nimirùm satis sit ut sine acceptione personarum possit pars excipi à generali onere, et regulâ totius corporis. Sæpè enim occurrere potest causa sufficiens ad prudenter judicandum, posse fideliter, et justè subditum eximi ab aliquo onere, vel quia in eo non ita militat ratio legis, sicut in aliis, vel quia aliæ occasiones, vel impedimenta occurrunt, quæ licet cogant, prudenter inducunt ad misericordiam, vel benignitatem, aut liberalitatem cum illo ostendendam, ut canones frequenter loquuntur, et paulò post magis explicabimus.

15. Quæri autem hìc potest, quæ sit causa justa ad dispensandum in humanâ lege, quam quæstionem tractavi de Dispensatione voti libr. 6, cap. 17, et doctrina ibi data potest in præsenti cum proportione applicari. Unde breviter adverto, quæstionem hanc posse tractari et comparatè, et absolutè. Priori modo quæri solet, an sit necessaria tam gravis causa ad dispensandum in legibus humanis, sicut in juramentis, aut votis, aut aliis, quæ dicuntur attingere jus divinum, aut naturale. Quam comparationem attingit Navarr. in Sum. cap. 12, n. 57, et simpliciter dicit, difficiliorem esse dispensationem in his, quæ jus divinum attingunt, ac subinde majorem causam ad illam postulari. Soto verò lib. 7 de Just. qu. 4, artic. 3, § *Hoc autem*, quæsitum hoc de voto proponens, putat non habere unum responsum; nam interdùm lex difficiliùs relaxatur, quàm votum, interdum verò è contrario. Hæc ergo quæstio supponit aliam, quam tractavi libr. 1 de Voto, cap. 3, quæ sit major obligatio, legis humanæ, an voti, et dixi pro materiæ qualitate interdùm unam, interdùm aliam esse graviorem; ita ergo dicendum est de causâ dispensationis; nam ubi fuerit major obligatio, ibi major causa postulatur.

16. Absoluta præter ea interrogatio, scilicet, quàm gravis causa sufficiat, vel quomodò possit de illâ judicium ferri, non potest etiam certâ responsione definiri, sed prudentis arbitrio definienda est, ut etiam de voto dixi. Capita verò, seu loca, ex quibus hæc causa sumenda est, numerantur à Gratiano in § *Nisi rigor*, 1, qu. 7, dicente : *Pro tempore, pro personâ, intuitu pietatis, necessitatis, vel utilitatis, et pro eventu rei*, quæ per discursum totius quæstionis variis canonibus comprobat. Sed si attentè considerentur, omnia continentur in illis tribus capitibus, *necessitas, utilitas et pietas*, hæc tamen secundùm alias circumstantias variantur. Nam temporis conditio facit, ut tunc ocurrat necessitas, vel utilitas, et idem suo modo est de conditione personæ, et rei eventu, sub quo continetur quælibet occasio, et ad hæc etiam reducitur opportunitas loci; nam ex his omnibus consurgere solet necessitas, vel utilitas, ut et ex se constat, et ex decretis à Gratiano ibi inductis, et ex cap. *Fraternitas*, d. 34, et optimè ex cap. *Necesse est*, dist. 29, cap. *Ipsa pietas*, 23, q. 4, et in universum loquendo, interdùm hæc causa potest sufficienter oriri ex uno vel altero capite, aliquando verò ex multis simul; nam singula, quæ non prosunt, simul collecta juvant, ut constat.

17. Atque ex hâc numeratione causarum

colligi possunt tres aliæ divisiones dispensationis. Prima est in illam, quæ est boni publici, vel privati. Sicut enim lex licet sit propter commune bonum, nihilominùs interdùm est juris publici, interdùm privati, ut supra tradidimus, ita dispensatio, quando pro immediatâ causâ habet publicam utilitatem, dicitur juris publici; quando verò est proximè propter utilitatem personæ petentis dispensationem, dicetur juris privati. Unde etiam colligitur, quomodò intelligendum sit, quod D. Thom. dictâ q. 95, art. 4, ait, ad fidelitatem dispensatoris pertinere, ut intentionem habeat ad commune bonum; indicare enim videtur, necessarium esse ad justam dispensationem, ut causa ejus sit necessitas aliqua publica, vel communis utilitas. Unde Soto dicto art. 3, intulit, dispensationem non posse esse justam, nisi in commune bonum cedat; nam sicut lex pro communi bono constituitur, ita pro illo dispensanda est. Et Panormit. in cap. *De multâ,* de Præbend. num. 8, referens eumdem locum D. Thomæ ait, dispensationem non propter privatam causam, sed propter publicam debere concedi. Ac denique Tridentinum sess. 25, c. 18, de Reformat, leges dicit tantùm debere relaxari, ut communi utilitati satisfiat.

18. Non est autem intelligendum, ad justam causam dispensationis necessarium esse, ut immediatè pertineat ad commune bonum; satis enim est, ut immediatè contineat tale bonum illius personæ, cum quâ dispensatur, vel propter quam dispensatur, quod redundet in commune bonum; nam bonum partis in bonum totius corporis redundat, quod patet ex usu, et ex ratione, quia legislator ita debet communi bono prospicere, ut etiam habeat curam singulorum quoad fieri possit; ergo ita etiam debet dispensare obligationem legis, ut necessitatibus singulorum subveniat, salvo communi bono, et ideò rectè dixit Gratian. dispensationem concedi pro tempore et personâ. Et D. Thomas dixit dispensationem rectè dari, quando lex, quæ communitati expedit, huic personæ non expedit propter periculum mali, vel impedimentum majoris boni; tunc ergo subvenire per dispensationem, redundat in commune bonum, et ita est justum; erit autem injusta dispensatio, si sit propter privatum commodum, quod in commune bonum non redundat.

19. Secunda divisio dispensationis, quæ ex dictis colligitur, est in voluntariam, et necessariam, seu justam, et debitam, vel non debitam, licet justam. Aliqui enim auctores in hoc nihil distinguunt, sed quoties intercedit justa causa dispensandi, putant dispensationem esse debitam. Ita Sylv. verb. *Dispensatio,* q. 1, et hoc sequuntur aliqui canonistæ in c. *At si clerici,* § *De adulteriis,* de Judic. et favet Gloss. in cap. *Domino Sancto,* d. 50, verb. *Necesse,* quæ priùs colligit ex illo textu aliquam dispensationem esse debitam, postea verò generaliter infert, *peccare episcopum negando dispensationem, ubi patet ratio dispensandi,* et sequitur ibi Turrec. n. 9. Qui tamen in c. *Cùm constitueretur,* d. 50, n. 9, triplicem distinguit dispensationem, debitam, prohibitam, permissam. Et nihilominùs subjungit, omnem dispensationem, quæ ex justâ causâ datur, esse debitam. Quam distinctionem ac doctrinam sequuntur Anton. p. 1, tit. 17, § 20; Rosel. verb. *Dispensatio,* n. 4. Videtur tamen repugnantiam involvere cum tertio membro distinctionis. Quia non dicitur dispensatio permissa per modum actûs illiciti, sed quæ non datur per modum juris, ac legis, sed ex misericordiâ in casibus permissis, et non præceptis in jure, ut idem cum Archidiacon. exponit; at dispensatio talis licita est; ergo habet justam causam. Unde videtur esse aliqua æquivocatio in verbis illis, quia non est verisimile, in verbis tam paucis dici contradictoria. Videtur ergo Turrecrem. tacitè distinguere causam justam, id est, ex justitiâ obligantem, à causâ honestâ ex misericordiâ, vel pietate, aut rationabili liberalitate.

20. Sit ergo certum, non omnem dispensationem, quæ potest licitè concedi, esse debitam ex justitiâ, vel præcepto, aliquando tamen esse posse. Ita Panormitan, Deci. Felin. et alii in dicto § *De adulteriis.* Idem Abbas in cap. *Consilium,* de Observat. jejun. num. 4, et in cap. *Ex parte,* de consuetud. in fine. Qui auctores specialiter advertunt, justam, seu rationabilem dispensationem aliquando esse debitam, tanquàm supponentes pro certo, non semper esse debitam, et ita etiam dixit Glossa in cap. *Dispensationes,* 1, q. 7, dispensationem non esse jus, interdùm tamen esse debitam. Idem repetit eadem Glossa in cap. *Exigunt,* eâdem causâ et quæstione. Idem Roderi. tom. 1, q. 24, art. ult., in fine; Sanci. lib. 3 de Matrim. disput. 10, q. 1, qui alios referunt. Et potest satis colligi ex Trident. sess. 14, cap. 7, de Reformat., ubi in casu per se justo, ut est occisionis alterius in propriæ vitæ defensionem, dicitur esse dispensatio quodammodò indebita. Potest

etiam facilè probari explicando titulos, ob quos potest dispensatio esse debita, extra quos non erit debita, licet possit esse justa.

21. Primò ergo potest esse dispensatio debita ex juris præcepto, ut quoties assignando aliquam causam justam dispensationis, utitur verbis præceptivis ordinando, ut existente tali causâ concedatur dispensatio, quod maximè fieri solet in dispensationibus circa pœnas post condignam satisfactionem, ut in dicto capit. *Domino Sancto,* ubi id notant Gloss. et Turrecr. Item Gloss. in cap. *Si quis,* et cap. *Condemnandum,* distinct. 50, propter verbum *Debet,* quod est in textu, quod non cogit, sed consideranda sunt alia verba et materia. Quando verò lex solùm concedit, ut possit dispensari, non est debita dispensatio, ut notatur in dicto § *De adulteriis,* ex ipso textu. Intelligendum autem hoc est permissivè, seu negativè, id est, ex vi illius concessionis non esse debitam dispensationem, non tamen absolutè, ut non possit esse aliunde debita. Quia sæpè denotatur per illum modum loquendi concessio potestatis, non verò excluditur obligatio, si aliunde oriri possit, ut notatur in capit. *Cùm ex eo,* de Elect. in 6, per ipsum textum. Secundò, potest esse debita dispensatio per præceptum ab homine, ut in dispensationibus, quas concedit pontifex, remittens causas ordinariis, vel discreto confessori, mandans, ut dispensent, si preces veritati nitantur; tunc enim impletâ conditione dispensatio debita est.

22. Tertiò, ex naturâ rei potest esse debita de justitiâ dispensatio, quando est necessaria ad commune bonum, vel vitandum publicum scandalum, vel quid simile. Ita notatur in dicto capit. *Ut constitueretur,* per illum textum, ubi Gloss. et Turrecr. supra, Panormitan. et alii supra citati. Quartò, potest esse debita dispensatio ex officio, ac subinde ex justitiâ, ubi fuerit necessaria ad spirituale bonum postulantis, vel ad vitandum grave periculum animæ. Ratio est, quia prælatus ex officio tenetur providere in his casibus saluti subditi, et hoc maximè sentiunt auctores primo loco citati; hujusmodi enim (ut existimo) vocant *justam causam dispensationis.* Quintò, aliquando licet causa non inducat debitum justitiæ, potest inducere debitum charitatis et misericordiæ. Aliquando enim dispensare est opus misericordiæ, ita enim interdùm jura loquuntur, c. *Postulâsti,* de cler. Excom. ministr.; at opus misericordiæ interdùm est debitum, quando proximus graviter indiget, et sine dispendio potest illi concedi; ergo. Unde tandem fit, ut extra hos casus possit esse justa dispensatio, et non debita. Patet, quia potest esse ex misericordiâ, vel liberalitate sine gravi necessitate subditi, et sine præcepto positivo; ergo erit justa, quia ratio misericordiæ cum concessione juris positivi illam justificat, et non erit debita, quia nec jure naturæ, nec ex præcepto humano. Confirmatur, quia privilegium sæpè est justum hoc modo, et non debitum; ergo et dispensatio. Denique hæc dispensatio dicitur in jure gratia, ut auctores supra citati advertunt.

23. Unde etiam intelligitur, quod supra etiam diximus, posse dari justam causam dispensationis, quæ per se non sufficiat ad excusandum ab observatione legis. Et consequenter etiam sequitur, si existente tali causâ, subditus petat dispensationem, et illi denegetur, non ideò posse statim agere contra præceptum, quia sola justa causa non excusat, et ideò non requiritur tantùm dispensatio petita, sed etiam obtenta, quia aliàs non tollitur vinculum legis. Atque hoc maximè locum habet in dispensatione non debitâ ex justitiâ, etiamsi sit debita ex solâ charitate, vel misericordiâ. De dispensatione autem debitâ ex justitiâ posset quis dubitare, sed quia illa justitia non est propriè commutativè respectu particularis subditi, sed est respectu communitatis, vel legalis, et communis, ideò per se loquendo, et pro regulâ statuendum est, etiamsi dispensatio sit debita de justitiâ, vel præcepto, et denegetur, non posse subditum contra legem agere, quia injustitia prælati non tollit legis vinculum. Quare, si lex est superioris, et inferior abutitur potestate sibi concessâ, ad superiorem recurrendum est (si non est periculum in morâ) qui poterit compellere, ut dispenset, ut docet Panorm. in cap. *Pastoralis,* de Appellat. n. 17. Quomodò autem sit recurrendum, an per appellationem, vel implorando officium ejus, et supplicando, tractant juristæ supra allegati, ad eos enim pertinet. Veritas autem est, hanc non esse materiam appellationis, sed supplicationis. Quòd si sit periculum in morâ, et grave nocumentum immineat, tunc epiikiâ uti licebit, interpretando voluntatem superioris, quando materia est capax illius. Nam juxta doctrinam supra datam, etiam hoc posset licere ante petitam dispensationem à proximo prælato, si peti non posset sine eodem detrimento. At verò si sit princeps supremus, qui negat dis-

pensationem, quæ judicatur debita, standum est judicio, seu voluntati ejus, nisi nocumentum tam grave immineat, ut non possit lex humana obligare cum tanto discrimine, quia extra hanc necessitatem lex non relaxata per dispensationem semper obligat.

24. Tertia divisio dispensationis, quæ ex dictis colligitur, est in eam, quæ attentâ ratione legis, ab intrinseco necessaria vel justa est, alia, quæ solùm per extrinsecam causam justificatur. Intrinsecam causam appello, quæ directè opponitur observationi legis, illi impedimentum afferens; vel gravem, et onerosam reddens ejus obligationem. Extrinsecam autem appello, quæ ab aliis circumstantiis extrinsecis sumitur, ut ex nobilitate personæ, ex meritis ejus, vel aliis similibus occasionibus. Prius ergo genus causæ sine dubio est maximè proprium, in quo principaliter debet attendi, an ratio legis saltem negativè cessaverit in tali personâ; nam si cessat, licet per se non sufficiat, ut lex obliget, nec etiam ut per dispensationem tollatur, si nulla alia ratio suppetat, tamen suppositâ illâ cessatione causæ finalis legis in particulari, qualibet ratio adjuncta utilitatis, vel pietatis, etiamsi nimis gravis non sit, sufficere poterit ad honestandam dispensationem, ut sentit Soto dictâ q. 7, art. ult., § *Sed arguis,* ponens exemplum in præcepto jejunii. Si verò ratio seu finis legis in tali personâ non cessavit, major quidem causa necessaria erit, tamen etiam poterit esse intrinseca, ut est debilitas corporis ad jejunandum, etiamsi aliàs indigeat jejunio ad corporis macerationem, etc.

25. Posterius verò genus causæ, quod extrinsecum appellavi, etiam conferre potest multùm, imò interdùm esse sufficiens, ut notavit Panormit. in cap. *Innotuit,* de Elect. n. 5, per illum textum, in quo *personæ scientia, morum honestas, et bona fama,* considerantur ad honestandam dispensationem. Et addit Panormitan. solam prærogativam meritorum posse sufficere ad inducendum principem ad dispensandum, licet non concurrat Ecclesiæ necessitas, vel utilitas, utique proximè ; nam remotè et ultimatè personæ merita vel sunt utilia Ecclesiæ, vel illorum remuneratio in magnam Ecclesiæ utilitatem redundat. Et etiam D. Thom. 2-2, q. 63, art. 2, ad 2, dixit, conditionem personæ, quòd dives sit, interdùm considerari ad dispensationem, ob communem utilitatem. Et sic etiam concilium Tridentinum dicto cap. 18, sess. 25, dixit, in dispensando habendum esse, *rerum, personarumque delectum,* et in sess. 24, cap. 5, de Reformat., inter causas dispensandi ponit *nobilitatem personarum,* quod etiam in jure frequens est. Aliquando verò dispositio personæ confert etiam ad intrinsecam rationem dispensationis, ut in cap. 1, qui cleric. vel voventes.

26. Denique ex his patet responsio ad tertiam rationem dubitandi in principio positam ; dico enim, dispensare in lege sine causâ justâ, non solùm esse malum, quia prohibitum, sed ex se, et ex naturâ rei, ac subinde semper esse malum : jamque declaratum est, contra quam virtutem sit illa malitia. Solùm superest, unum verbum addere de consuetudine concedendi aliquas dispensationes sine causâ. Dici autem inprimis potest, concedi quidem sine causâ intrinsecâ, non tamen sine aliquâ saltem extrinsecâ, consideratâ ex parte legislatoris ad ostendendam benignitatem suam, vel misericordiam in occasione opportunâ. Deinde dicitur, licet non antecedat causâ, per ipsam dispensationem et modum ejus sæpè consummari; nam quando datur dispensatio sine causâ, imponitur aliqua satisfactio vel multa in pium opus vel in aliam communem Ecclesiæ utilitatem, per quod opus consurgit causa dispensationis, quæ tunc sit per modum commutationis, sicut etiam in 4 tomo disp. 54, in concessione indulgentiarum fieri diximus, et in dispensationibus id notavit Pedesma 2, part. 4, q. 17, art. 5, in ultimis verbis ejus, dicens, ad justam dispensationem non semper requiri causam intrinsecam ex parte ejus, cui conceditur, sed sufficere extrinsecam, ut eleemosynam, aut contributionem aliquam in subsidium belli contra hostes Ecclesiæ, vel aliud simile pium opus.

CAPUT XIX.

Utrùm dispensatio legis humanæ sine justâ causâ data valida sit.

1. Distinguere inprimis oportet inter dispensationem datam à legislatore in lege suâ, et datam ab inferiori in lege superioris. Nam de hâc posteriori omnes fatentur, datam sine causâ non solùm esse illicitam, sed etiam esse invalidam, quia excedit potestatem dispensantis; non enim est efficax voluntas inferioris ad tollendum effectum per superiorem voluntatem constitutum, nisi quatenùs ab ipso superiore est concessum ; non est autem verisimile esse concessum, ut hoc possit inferior sine causâ.

Et ideò tunc inferior excedit formam mandati, et operatur sine potestate, et ideò actum nullum facit. Quod latiùs probavi lib. 6 de Voto cap. 17, ubi sufficienter auctores allegavi, et omnes statim allegandi in hoc conveniunt; et ideò non est necesse in hoc immorari.

2. Solùm oportet advertere, communiter jurisperitos docere, necessarium esse ad valorem dispensationis ab inferiori datæ, ut dispenset, causâ cognitâ. Sed hoc dupliciter potest intelligi, primò de cognitione judiciali causæ, id est, ut secundùm ordinem juris de illâ inquiratur, et ea probetur. Alio modo potest intelligi de cognitione causæ, quæ in re sufficiens sit, quâcumque viâ, seu diligentiâ adhibitâ. Quod igitur ad forum conscientiæ spectat, censeo hanc posteriorem cognitionem sufficere, quia ex naturâ rei sufficit, et nullum est jus positivum annullans dispensationem datam, non servatâ formâ juridicâ in cognitione causæ. Cujus signum est, quia non solùm in dispensationibus inferiorum, sed etiam in dispensatione supremi principis requiri solet cognitio causæ, ut patet Trident. sess. 25, c. 8, et tamen stat apud omnes in dispensationibus pontificiis non requiri illam formam cognitionis causæ, ut validæ sint. Igitur solùm potest illa forma esse necessaria, ut in foro exteriori censeatur valida dispensatio, quia ubi non præcedit illa causæ cognitio, surreptitia præsumitur dispensatio, ut idem Trident. dixit. Imò existimo posse hanc præsumptionem elidi in foro externo, si sufficienter probetur, causam legitimam interfuisse, quia tunc per sufficientem probationem constabit in foro externo, dispensationem esse validam; ergo nulla ratio superest, cur possit nulla præsumi, aut pronuntiari; neque etiam cur possit irritari, quia nullum est jus, quod hoc præcipiat, vel quod talem pœnam imponat.

3. Hoc ergo supposito, difficultas est de dispensatione principis in lege suâ, et eadem est de quocumque legislatore in suâ lege, etiamsi supremus simpliciter non sit, quia eamdem proportionem servat ad legem suam. Videtur ergo talis dispensatio semper esse nulla, primò, quia semper est injusta, ut supra probatum est; ergo semper est nulla. Probatur consequentia, quia lex injusta non est lex; ergo nec dispensatio injusta est dispensatio, juxta dictum Bern. lib. 3, de Consid. c. 4, in fine, ubi numeratis causis justæ dispensationis ait: *Cùm nihil horum est, non planè dispensatio, sed crudelis dispensatio est.* Secundò, talis dispensatio etiam excedit potestatem dispensantis; ergo est nulla; ergo actus sine potestate factus nullus est. Antecedens patet ex supradictis, quia superior dispensans etiam in lege suâ, non operatur ut dominus, sed ut dispensator fidelis, et prudens; ergo operatur per potestatem à supremo rectore, ac legislatore Deo concessam; sed non minùs Deus, imò multò magis, quàm humanus princeps, præsumitur dare suam potestatem adstrictam legibus justitiæ, et illius formam postulare tanquàm essentialem in actu talis potestatis, quia, *quæ à Deo sunt, ordinata sunt;* multò certè magis, quàm ea quæ sunt ab humano principe, et ideò dicitur Deus non dare potestatem in destructionem, sed in ædificationem, 1 Corinth. 10; ergo illa dispensatio, quæ dissipatio est, et in destructionem, non est à potestate datâ à Deo, ac subinde est nulla.

4. Tertiò, illa dispensatio non reddit tutum dispensatum, si de defectu causæ illi constet; ergo non est valida. Probatur consequentia, quia si esset valida, tolleret obligationem legis, et sic redderet subditum tutum in conscientiâ, quia non violaret legem. Probatur autem antecedens, quia non obstante tali dispensatione peccat subditus, utendo illâ, ut ferè omnes fatentur; ergo non est tutus. Respondet Cajet. peccare quidem, non tamen contra obligationem legis positivæ, quæ per dispensationem ablata fuit, sed contra legem naturæ præcipientis uniformitatem partis cum toto corpore. Sed contra; nam lex naturæ non obligat ad uniformitatem in opere, in quo non est uniformis obligatio, sed positâ dispensatione validâ, jam non est uniformis obligatio, respectu talis operis; ergo nec jus naturæ obligabit ad servandam uniformitatem, in illo, vel si obligat non obstante tali dispensatione, signum est, non esse validam illam dispensationem Quartò, si princeps posset validè dispensare cum subdito sine causâ, et pro suâ voluntate; ergo multò magis secum, quia sicut voluntate suâ posita est lex respectu aliorum, ita et respectu suî; ergo eâdem absolutâ voluntate poterit à se obligationem talis legis auferre, quâ potest à subdito. At consequens est falsum, aliàs nunquàm princeps obligaretur illâ lege, quia obligatio, quæ sine causâ, et propriâ voluntate tolli potest, nulla profectò est, vel nullius momenti, ut supra argumentabar.

5. Propter hæc, vel similia argumenta aliqui dixerunt, dispensationem datam, etiam à papâ

in lege canonicâ esse nullam, nullumque effectum habere, ac subinde æquè peccare sub litum, non servando legem post illam dispensationem, ac si illam non haberet, et si lex irritet actum, etiam fore æquè irritum post dispensationem. Ita tenet Fortunius Garc. in l. *Gallus*, § *Et quid si tantùm*, ff. de Lib. et Posthum., sequitur Mendoz. de Pactis libro 1, quæst. 2, num. 35, et in foro conscientiæ idem esse dicendum, censuit Loazes de Matrim. Reg. Angli. dub. 4, num. 14 et 15, et quandò dispensatio affert præjudicium tertio; idem censuit Mincha. lib. 1 Quæstionum illustr. cap. 25, n. 16, et cap. 26, n. 26, de cujus sententiâ dicam, solvendo argumenta. Ex theologis verò solus Vasq. inclinat in hanc sententiam 1-2, disp. 178, c. 4, quamvis in fine dicat aliis judicium relinquere. Refert etiam pro hâc sententiâ Glossam, Jas. et alios asserentes, talem dispensationem non reddere tutum in conscientiâ eum, cum quo dispensatur; sed illi in alio sensu locuti sunt, ut in solutionibus argumentorum dicam.

6. Nihilominùs dico, talem dispensationem esse validam, ac subinde habere illum effectum, ad quem datur. Hanc assertionem nunquàm satis expressit D. Thom.; indicat tamen in eo, quod solùm ubique dicit, peccare legislatorem sine causâ dispensando, vel non debere dispensare sine causâ, ut patet 1-2, q. 97, art. 4, et quodlib. 4, art. 13, et sæpè aliàs. Alii verò theologi, qui quæstionem attigerunt, in hâc assertione conveniunt, ut Cajetan. dictâ q. 96, art. 5, Soto dictâ quæst. 7, art. 3, et alii noviores theologi tam generatim ad dictam q. 97 D. Thomæ art. 4, quàm in particularibus locis, quos congerit Sancius supra. n. 24, ubi etiam refert summistas et jurisperitos quàm plures. Maximè verò tractari solet in cap. *Quæ in Ecclesiarum*, de Constit., ubi videri possunt Deci. n. 17, et Felin. n. 15, et in § *De adulteriis*, sub cap. *At si clerici*, de Judici. et in cap. *De multâ*, de Præbend. et in cap. *Ad monasterium*, de Stat. monach. et in cap. *Non est*, de Voto. Quibus locis videri præcipuè possunt Innoc. et Panormit. et alii allegati capite præcedenti in principio, et præsertim Covar. in 4, p. 2, cap. 6, § 9, n. 8 et sequentibus, et Gigas de Pensio. q. 6, n. 9.

7. Fundamentum hujus assertionis est, quia lex pendet ex voluntate imponentis illam; ergo si ipsemet voluntate suâ fert illam respectu alicujus, re ipsâ ablata manet, licet fortassè superior peccet auferendo. Nam, ut Glossa dicit in lege *Relegatum*, ff. de Pœnis, ut lex non obliget, est in principe pro ratione voluntas, quia à voluntate ejus pendet lex, ut in fieri, ita et in conservari. Confirmatur; nam hâc ratione, licet princeps abrogando legem sine causâ, peccet, nihilominùs subditi jam non obligantur lege, quia in effectu pendet à voluntate legislatoris; ergo idem est, si ex parte tantùm respectu alicujus tollat legem. Declaratur etiam, nam, si dispensatio non esset cum unâ personâ tantùm, sed cum totâ communitate pro unâ, vel alterâ vice, re verâ esset valida dispensatio, quia esset ablatio præcepti pro tali die; ergo idem est, si sit ablatio præcepti pro tali personâ. Item si à principio princeps tulisset legem, excipiendo ab illâ Petrum, vel Paulum, illi nunquàm essent obligati lege, quia de facto illis nunquàm est imposita, sive legislator cum ratione exceperit, sive non; ergo idem est, si semel posita auferatur. Denique confirmatur, quia absolutio à censurâ data injustè, et sine causâ ab auctore censuræ, valida est, cap. *Venerabilis*, § *Sanè*, de Sentent. excommunic. in 6; ergo idem est de dispensatione; nam quoad hoc par est ratio.

7. Ut autem hoc fundamentum solidius appareat, objici contra illud potest, quia interdùm est in potestate voluntatis habere, vel non habere actum, et impedire effectum ejus, ut in voluntate meâ est promittere, vel non promittere; non est autem in potestate meâ promittere, et non me obligare. Sic ergo licet in voluntate legislatoris sit ponere, vel auferre legem, tamen si vult per legem obligare totam communitatem, non potest, etiamsi velit, eximere aliquem ab efficaciâ legis sine causâ, quia lex per se primò respicit communitatem, et ideò quamdiù durat, necessariò, et quasi naturaliter, seu ex vi juris naturæ obligat omnes, qui sunt de communitate, et uniformiter participant causam, seu rationem legis; ergo exemptio ab illâ obligatione, jam non potest effici solâ voluntate, sed per potestatem dispensativam, quæ respicit causam. Nam quodammodò læditur jus naturale, sine causâ diminuendo obligationem legis, perseverante lege. In quo cernitur clara differentia inter abrogationem et dispensationem legis; nam per abrogationem tollitur omninò lex, et ideò licet irritationabiliter fiat, valet, quia legem esse, vel non esse absolutè pendet à voluntate legislatoris; at verò per dispensationem non tollitur lex, sed manente lege per talem dispensationem fieri tentatur, ut obligatio legis non uniformiter descendat

ad eos in quibus eadem causa et ratio reperitur, quod est contra legem naturalem; et ideò non ita pendet ex nudà voluntate legislatoris, etiam ut factum teneat, sed oportet, ut inæqualitas, vel disparitas sit in causâ. Et hanc objectionem confirmant duæ rationes in principio factæ. Et per eamdem videntur facilè dilui exempla pro assertione adducta. Nam de abrogatione jam dictum est, non videri similem rationem. Idemque videtur de absolutione, quia non est actus, qui versetur circa communitatem, sed circa particularem personam. In alio verò exemplo poterit facilè negari quod in eo supponitur.

8. Hæc verò objectio supponit, legem esse aliquam indivisibilem regulam, quæ semel posita necessariò et quasi naturaliter obliget omnes, ita ut non possit ab aliquibus auferri, etiamsi pro communitate permaneat. Hoc autem falsum est; nam hæc regula re verà non est nisi voluntas legislatoris; nam illa eadem est ipsa lex, vel certè ab illâ omninò pendet obligatio legis. Voluntas autem legislatoris libera est, in obligando tam communitatem totam, quàm singulos de communitate, et ita ex parte objecti non est indivisibilis, sed extensionem habet, ratione cujus potest perseverare circa communitatem obligando illam, et mutari circa unum vel alium de communitate, nolendo illum obligare. Quod manifestè patet, quia etiam dispensatio ex causâ supponit hanc extensionem ex parte objecti, et partialem diminutionem (ut sic dicam) ex parte voluntatis obligandi; ergo quod attinet ad possibilitatem, potest eodem modo mutari, seu diminui voluntas legislatoris, etiam sine justâ causâ, solùm cum hâc differentiâ, quòd mutatio ex justâ causâ est licita, sine causâ autem erit illicita. Nihilominùs tamen suum effectum habebit, quia voluntas superioris dispensantis absoluta est, et efficax; vult autem tollere obligationem ab eo, cum quo dispensat; ergo tollet illam. Probatur consequentia, quia nihil est, quod irritam faciat illam voluntatem dispensantis, quia nec datur jus positivum irritans illam; nullum enim assignari potest, maximè respectu supremi legislatoris; nec etiam jure naturæ ostenditur irrita, ut patebit facilè respondendo ad argumenta Et declaratur optimè argumento facto, si à principio feratur lex, excipiendo aliquem indebitè à vinculo legis; tunc enim aut tota lex erit nulla, quod verisimile non est, aut exceptio erit valida, quia non minùs fit per absolutam voluntatem legislatoris, quàm ipsamet lex. Et idem etiam confirmat exemplum de abrogatione legis utilis sine causâ factâ; nam certè non est minùs injusta, imò magis, quàm dispensatio iniqua, et nihilominùs facta tenet; ergo etiam dispensatio. Neque obstat differentia assignata, quia licet factâ dispensatione maneat lex, non tamen æquè integra sicut antea, sed vulnerata. Quòd si contrarium assumitur in differentiâ assignatâ, falsum est assumptum, et in illo petitur principium, quia licet lex maneat circa communitatem, non sequitur necessariò manere circa singulos de communitate, in quibus eadem ratio reperitur, quia hoc pendet ex liberâ voluntate legislatoris, sive justâ, sive injustâ.

9. Unde ad primum argumentum concedo, talem dispensationem esse injustam, et nego, inde consequi esse nullam, quia multa injustè fiunt, quæ nihilominùs facta tenent, donec annullentur. Quod maximè locum habet in his, quæ tantùm sunt contra justitiam legalem (ut ostendit exemplum de iniquâ abrogatione legis) vel contra solam distributivam, ut patet in electione digni, prætermisso digniori, quæ valida est, licet sit injusta. Vel etiam si actio sit contra justitiam commutativam potest esse valida, si injustitia potest aliter tolli, quàm per actûs nullitatem, ut patet in venditione rei injusto pretio citra dimidiam. Hæc autem omnia habent locum in præsenti, quia dispensatio sine causâ per se tantùm est contra justitiam distributivam, vel remotè contra legalem, et quatenùs est contra obligationem justitiæ commutativæ ratione officii, debet retractari, quamdiù verò non revocatur, valida permanet. Unde mihi valdè probabile est, quòd licet illa dispensatio sit valida, semper tenetur legislator illam licentiam auferre, quia semper pendet ab ejus voluntate, in quâ perseverare inordinatum est, durante eodem defectu causæ, quia semper repugnat communi bono, et obligationi officii.

10. Addo præterea, interdùm ex tali dispensatione sequi injustum nocumentum tertii repugnans commutativæ justitiæ, et tunc ex illo capite dispensationem posse esse invalidam, quia non potest dare licentiam ad actum injustum, et quoad hoc tantùm rectè æquiparatur dispensatio injusta cum lege etiam injustâ. Oportet tamen advertere, duobus modis posse nocumentum injustum tertii conjungi cum dispensatione. Primò per actionem ipsius principis, ut si princeps sine causâ eximat aliquem à lege tributi, et nihilominùs à communitate exigat eamdem pecuniæ quantitatem, plus justo

onerans reliquos, et hoc non est satis, ut dispensatio sit nulla, quia illa injustitia non fit à subdito dispensato, neque est intrinsecè connexa cum dispensatione, sed fit ex injustà voluntate principis, et ab eodem debet resarciri, et non à subdito exemplo, nisi ad talem injustitiam cooperatus fuerit. Alio modo potest fieri injustitia per actionem ipsius subditi obtinentis dispensationem, ut si ratione illius vendat rem chariùs quàm valeat secundùm communem æstimationem, et tunc procedit, quod dictum est dispensationem ex eo capite esse nullam.

11. Ad secundum respondeo, hanc dispensationem excedere potestatem juris (ut sic dicam), non facti. Distingui enim debet duplex potestas in legislatore, una est naturalis, volendi, vel nolendi, quam voco potestatem facti; alia superaddita, seu jurisdictionis ad obligandum alios. Dispensatio ergo sine causà data magis est à priori potestate, à quà habet substantiam et valorem suum, quia superior volens sic dispensare, operatur ut dominus suæ voluntatis, et quoad hoc non operatur ultra suam potestatem, et hoc est satis, ut sit validus actus, etiamsi non sit secundùm usum debitum alterius potestatis jurisdictionis suæ. Nam si quis rectè advertat, ille abusus talis jurisdictionis omissivus potiùs est quàm activus (ut ita dicam); nam qui vult dispensare, solùm vult non obligare subditum suà lege, et ita potiùs vult non uti circa illam jurisdictione suâ, quàm uti, et ideò talis actus validus est, etiamsi sit extra talem potestatem, id est, extra positivum ejus. Quia potestas jurisdictionis quoad usum essentialiter pendet à voluntate habentis illam, et ideò ut non influat, vel non obliget, satis est, ut superior nolit suà jurisdictione uti, etiamsi malè faciat, non utendo. Ita ergo se habet, cùm vult dispensare sine causâ: nam licet verbum *Dispensare*, significet per modum effectùs positivi, re verà est privativus, et ideò non tam propriè dicitur ille actus excedere potestatem jurisdictionis, quàm deficere à debito usu ejus; actus autem habens similem defectum validus est ex vi absolutæ voluntatis, ut patet in abrogatione legis, et idem est in remissione pœnæ sine causâ factâ, et similibus.

12. In tertio argumento petitur, an liceat subdito uti in tali dispensatione, multi enim auctores negant, ut expressè Rebuffus in Practic. titulo de Dispensation. ad plura beneficia num. 55: ait enim, nec papam dispensantem sine causâ esse tutum, nec dispensatum. Idem Covarr. supra, ubi refert plures canonistas ex supra allegatis, indicatque dispensationem hanc solùm esse validam quoad tollenda impedimenta irritantia, vel inhabilitates legales, ita ut actus in virtute ejus factus teneat, et in foro exteriori, et in re ipsâ, non verò esse validam talem dispensationem quoad tollendam obligationem legis, et ideò non reddere tutam conscientiam dispensati. Existimo tamen, Covarruviam non fuisse locutum in hoc sensu, sed in alio intento à Cajetan., quem allegat. Itaque consequenter ad dicta certum est, dispensationem hanc esse validam, etiam quoad tollendam obligationem legis, de quâ conceditur, ut expressè declaravit Cajetan. dictâ quæst. 96, artic. 5, in fine. Et patet ex dictis, tum quia non minùs pendet obligatio à voluntate legislatoris, quàm alii effectus legis humanæ, quales sunt inhabilitates, vel irritationes actuum; tum etiam quia nulla major repugnantia potest in uno ostendi, quàm in alio; tum præterea quia multæ dispensationes conceduntur in legibus prohibentibus sine irritatione, vel in legibus purè directivis, et nihilominùs eodem modo censentur validæ, propter idem fundamentum, quòd pendent ex voluntate dispensantis.

13. Hinc ergo necessariò sequitur, subditum sic dispensatum non peccare contra legem, in quà cum illo dispensatum est; quia ablata est illius obligatio, ut si erat lex de jejunio, ablata fuit obligatio temperantiæ, et ideò non jejunando, non est intemperans. Neque etiam dici potest inobediens, cùm non agat contra voluntatem superioris. Quæ ratio in universum probat, legem illam tunc non obligare, quia obligatio legis humanæ nititur in illo principio: *Obediendum est superioribus*, quod non habet locum ubi voluntas superioris deest; ergo nec obligatio legis; ergo non peccatur contra illam; quoad hunc ergo effectum etiam est valida dispensatio. Nihilominùs tamen Cajetanus putat, subditum peccare, utendo tali dispensatione, quia licet non agat contra legem humanam relaxatam, agit contra principium illud naturale, quòd pars non debet discordare à toto sine causâ. Quia turpis est pars, quæ toti non convenit; est enim rationi dissonum, ut aliquis in communitate vivat, et non utatur eodem jure cum aliis, sine justâ excusatione. Atque in hoc sensu loqui videntur Covarr. Rebuff. et alii antiquiores canonistæ, quos ipsi referunt, dicentes, sic dispensatum non manere tutum

in conscientiâ, et idem sequitur Navarr. in Summâ prælud 9, num. 14. Qui hoc temperat, ut intelligatur de obligatione sub culpâ veniali, non mortali, quod placet multis modernis, quos refert et sequitur Sancius dictâ disp. 18, n. 12 et 13, et est valdè probabilis opinio.

14. Mihi verò probabilius videtur, in usu talis dispensationis nullum esse peccatum, per se loquendo, ac secluso scandalo, prout tenet Angel. verb. *Dispensatio*, numer. 3, et Sylvestr. quæst. 3; Soto etiam lib. 1 de Justitiâ, quæst. 7, artic. ultim., in fine, satis propensus est in eamdem sententiam; nam ejus ratio ad hoc tendit, quamvis postea solùm concludat, cessante scandalo, non esse culpam pejorem, quàm venialem. Absolutè verò non esse culpam dixit Navarr. in Summâ capite 12, numer. 57, citans Adrianum in 4 in materiâ de Restitutione, et sequitur Aragon. 2-2, quæst. 89, art. 9, in fine, et Medin. in Summâ lib. 1, cap. 14, § 10; Palacius in 4, distinctione 15, disputat. 8, column. 17, et distinctione 38, disputat. 2, column. 2; Gigas de Pension. quæstion. 6, num. 15, et idem videtur sequi Felin. in capite *Ad audientiam*, 2, de Rescript. num. 4, ubi ita intelligit Innocentius, Cardinal. Speculator, et alios simpliciter dicentes, sic dispensatum manere tutum in conscientiâ. Ratio verò est, quia inprimis subditus utens tali dispensatione non cooperatur peccato dispensantis, sed utitur effectu talis dispensationis, in quo effectu nulla est malitia. Imò, licet fortassè subditus peccaret petendo dispensationem, licet postea illâ utatur, non prosequitur, vel quasi continuat priùs peccatum, quod jam præteriit. In quo magnam invenio differentiam inter dispensantem et dispensatum, sine causâ; nam qui dispensavit, potest revocare dispensationem, quoad usum futurum, et tenetur id facere, ut supra dixi, et ideò quoties sciens et videns id non facit, quasi prosequitur priùs peccatum, seu de novo illud repetit, sicut dici solet de illo, qui furatus est, dùm non restituit. Atverò subditus postquàm obtinuit dispensationem, sive in eo peccaverit, sive non, postea non potest illam revocare; imò neque illi potest renuntiare semper, ut infra dicam, et quamvis posset, non tenetur, quia non spectat hoc ad officium ejus, et ideò nullo modo perseverat mortaliter in peccato, si quod fortassè commisit, obtinendo talem dispensationem, etiamsi illâ utatur, imò cum tali usu stat vera pœnitentia prioris peccati. Et ex hâc parte est mihi certum, non esse deformitatem gravem in illo usu. Quòd verò nec levis, seu venialis sit per se, et ex objecto, probatur, quia tunc ille subditus non potest dici turpiter agere discordando à toto in tali opere, quia etiam est dispar in obligatione legis, neque apparet unde oriatur obligatio ad tantam uniformitatem in opere, ubi est difformitas in obligatione legis. Item non apparet, cujus speciei esse possit malitia illius culpæ, quia non est contra justitiam, ut per se notum videtur, nec etiam contra charitatem, quia secluso scandalo, nulla intervenit ratio talis obligationis. Est ergo verisimilius nihil peccare eum, qui secretè et sine scandalo utitur suâ dispensatione, quando alioqui ille usus, seu actus utendi de se non est malus, et fit propter honestum finem, quia illud nec est novum præjudicium legis, neque etiam bono communi præjudicat.

15. Quartum argumentum petit, an legislator ipse possit hoc modo secum dispensare validè in suâ lege sine causâ. In quo Cajet. supra affirmat, et prorsùs eodem modo censet de ipso legislatore, ac de subdito dispensato; ait enim non peccare postea contra legem suam, peccare autem contra naturalem obligationem, quam caput habet non discrepandi à corpore. Et quidem Cajet. consequenter loquitur, supponendo, legislatorem obligari suâ lege propriè, et per se, seu immediatâ obligatione legis positivæ humanæ; nam tunc procedunt rationes supra factæ, quòd talis obligatio efficaciter tollitur per absolutam voluntatem ejus qui illam posuit. Nihilominùs tamen in usu talis dispensationis necessariò est constituenda differentia inter legislatorem et subditum; nam in legislatore talis usus peccaminosus est, etiamsi in subdito possit esse sine peccato, vel licet demus in subdito esse peccatum veniale, in legislatore est mortale ex suo genere. Et ratio differentiæ sumitur ex dictis, quia superior peccat graviter secum dispensando sine causâ, ut supra ostendimus, et potest, consequenterque tenetur, illam dispensationem revocare, et quotiès voluntariè in eâ permanet, peccatum illud prosequitur, seu repetit, ut jam declaratum est. Utendo autem tali dispensatione virtute illam confirmat, imò iterùm illam sibi concedit; ergo saltem hoc titulo peccat mortaliter in illo usu. Et in hoc est dispar ratio in subdito, ut declaravi. Neque est mirum, quòd in hoc sit majus gravamen principis, quàm subditi, quia princeps tenetur ex officio, et ex justitiâ distributivâ vitare illam improportionem

quæ est in tali dispensatione, quâ obligatione subditus non tenetur. Et confirmatur, quia aliàs vel nullius, vel parvi momenti esset obligatio principis per suam legem, quia solâ voluntate potest validè auferre à se obligationem illam, et postea non peccare, saltem graviter, illam legem non custodiendo. Consequens autem est contra superiùs dicta lib. 3, cap. ultim. Quamvis ergo dicatur illa dispensatio valida, quia dùm durat, aufert vinculum legis, juxta prædictam opinionem, nihilominùs non transit in factum (ut sic dicam) omninò præteritum, sed semper pendet ex voluntate ipsius principis, qui potest et debet illam retractare, et ideò in usu illius non minùs peccat, quàm in ejusdem dispensationis usurpatione. Et idem dicendum est juxta hanc sententiam, si princeps à principio ferret legem, animo obligandi alios, et non seipsum; nam exceptio de facto valida esset; peccaret tamen graviter in illâ voluntate, et semper teneretur eamdem retractare, et ob id semper graviter peccaret, non contra ipsam legem positivam, sed contra naturalem.

16. Id verò, quod hæc sententia supponit, nimirùm, obligari principem suâ lege ex vi suæ voluntatis, difficillimum creditu est, quia obligatio legis, quatenùs fundatur in voluntate ferentis illam, est obligatio manans ab imperio. Unde est obligatio subditi ad superiorem; hæc enim relatio est intrinseca proprio imperio morali. Unde licet dicatur quis sibi ipsi imperare physicè se movendo, seu impellendo, non tamen moraliter se obligando, sicut etiam promittendo, vel contrahendo non potest se obligare sibi, sed alteri; ergo etiam in præsenti non potest illa obligatio legislatoris per legem suam à propriâ ejusdem voluntate manare. Et confirmatur; nam obligatio legis humanæ, ut est ab humanâ voluntate, est obligatio obedientiæ, vel saltem illam intrinsecè includit, seu in illâ radicatur; non potest autem ejusdem ad se ipsum esse vera obedientia; ergo. Propter quod supra libr. 3, cap. ult., censui, hanc obligationem legislatoris ad opus præceptum per legem suam, suppositâ voluntate ferendi talem legem, non pendere ex speciali voluntate ejusdem legislatoris comprehendendi seipsum sub tali lege, quia necessariò obligatur, etiamsi nolit, ex vi legis naturæ præcipientis illi, ut observet illud medium virtutis, quod per legem suam statuit pro totâ communitate, quando materia legis communis est, et uniformitatem postulat in capite cum corpore, ubi nulla ratio justa exemptionis intervenit.

17. Hoc igitur veriori principio supposito, consequenter dicendum est, dispensationem, quam sibi legislator concedit in suâ lege sine causâ justâ, nullam esse, nullumque effectum in ipso habere. Probatur, quia per dispensationem datam sine causâ non aufertur obligatio legis naturalis, sed obligatio principis ad observantiam legis suæ est de jure naturali, et non à voluntate humanâ; ergo non aufertur per illam dispensationem; ergo valida non est. Et confirmatur, nam dispensatio data ab inferiori in lege superioris sine causâ, non est valida; sed quando princeps secum dispensat circa observantiam seu executionem suæ legis, non dispensat re verâ in lege suâ, quia non obligatur per illam ut sua est, sed dispensat in superiori lege; ergo nisi id faciat ex justâ causâ, non erit valida dispensatio. Dices: Imò nec ex justâ causâ valebit, quia non potest princeps dispensare in jure naturali. — Respondeo, negando sequelam, quia ipsum jus naturale dictat, principem debere suam legem servare, nisi ex justâ causâ secum dispenset, quia non debet in hoc esse pejoris conditionis, et magis ita servatur debita proportio. Et confirmatur secundò, quia si à principio princeps legem ferat animo non se obligandi sine causâ, sed solâ voluntate, nihilominùs manebit obligatus ex vi legis naturæ, ut ostensum est; si autem ex justâ causâ se eximeret, valeret exceptio; ergo idem in dispensatione.

18. Atque ita patet responsio ad quartum argumentum; negatur enim sequela, nimirùm, posse principem sine causâ validè se eximere ab obligatione, quam habet servandi suam legem. Neque in hoc est æquiparandus cum subdito; nam in subdito obligatio manat immediatè et per se à lege et voluntate hominis, qui potest illam efficaciter mutare quâcumque ex causâ; obligatio autem principis non est per se à lege suâ, sed à rationi naturali, ejusque auctore, et ideò, nisi princeps auferat suam legem respectu communitatis, non potest solâ voluntate propriâ auferre à se obligationem, quæ in ipso naturaliter resultat positâ tali lege. Neque mirum videri debet quòd in hoc quodammodò sit durior conditio principis, quia etiam status ejus requirit altiorem obligationem, cùm non possit directè per suum jus humanum obligari, et ideò in principe naturalis obligatio ad uniformitatem servandam in legis executione, ex parte illius immediatè fundatur in dignitate et officio suo; in subditis

verò fundatur potiùs in obligatione legis positivæ, ut supra declaravi. Et ideò etiam est in principe longè gravior illà obligatio servandi conformitatem, quàm in subditis, quia et ad exemplum subditorum, et ad communem observantiam legis multò magis necessaria est.

19. Solùm superest in hàc resolutione difficultas de effectu legis humanæ irritandi actus, seu, quod perinde est, inhabilitandi personam ad contractum, etc.; nam sequitur ex dictis, si princeps secum dispenset in tali lege sine causà, nihilominùs actum ejus non esse validum, quod verisimile non est; constat enim, contractum irritum jure positivo, si scienter fiat à principe, validum esse; imò eo ipso dispensare cum alio secum contrahente, ut validè contrahat, ut sumitur ex his quæ tradit Navarr. in Sum. cap. 23, num. 103; Covar. in cap. *Quamvis pactum*, p. 1, § 3, num. 5. Respondetur ergo negando sequelam, quia probabilius est, legem humanam non habere hunc effectum circa voluntatem et personam ipsius legislatoris, quia ordinariè est pœnalis, vel quando talis non est, in hoc ei assimilatur, quòd includit quamdam veluti coactionem voluntatis, quatenùs ejus consensus irritus fit, quod requirit efficaciam superioris voluntatis, nec potest fieri ab aliquo circa se ipsum. Nec naturalis obligatio servandi conformitatem extenditur ad hos effectus, quasi coactos et violentos, sed solùm versatur circa mores humanos, neque plus dictat naturalis ratio. Imò, licet quis contendat, etiam personam principis esse inhabilem, quando lex ejus inhabilitat subditos ad aliquem contractum, nihilominùs negare non possunt, dispensando secum, etiam sine causâ tollere à se illam inhabilitatem, quia nunquàm est immediatè à lege naturali, sed à lege humanâ, sicut si papa dispenset sine causâ impedimento habente obligationem ex naturali lege, et irritationem ex humanâ, valebit dispensatio quoad tollendam irritationem, licet non valeat quoad obligationem auferendam. Exemplum est, si papa dispenset sine causâ cum clerico in sacris, ut uxorem ducat, validum est matrimonium, quamvis peccet mortaliter contrahendo illud, quia obligatio voti auferri non potuit per talem dispensationem; impedimentum autem irritans, quod merè humanum est, validè ablatum fuit, sine causâ.

20. Atque ex his tandem concluditur, quid dicendum sit de dispensatione sine causâ datâ à superiore in lege inferioris, an valeat, necne. Nam, licet ex majori potestate videatur necessariò fore validam, aliunde ex diversitate voluntatum videtur hoc difficile, quia non tam facilè mutat quis voluntatem alterius, etiam inferioris, sicut suam. Dicendum verò est, hoc pendere ex modo superioris potestatis, quia si tantùm sit potestas superior quasi remota, quia videlicet, solùm in gradu appellationis, vel supplicationis, aut alterius similis recursûs potest versari circa subditos inferioris prælati, tunc certè dispensatio non valebit, data sine justâ causâ, quia tunc nulla est ratio recurrendi ad talem superiorem, et consequenter neque illius jurisdictio ibi locum habet. Et ita dispensatio data ab archiepiscopo in lege episcopi sine causâ, nulla erit. Atverò, si potestas superior se extendat immediatè ad regimen subditi per modum causæ universalioris etiam immediatè, tunc valida erit talis dispensatio papæ in lege episcopi, et dispensatio generalis in præcepto provincialis, et sic de similibus; quia, licet superior propriè non mutet voluntatem inferioris, potest mutare, seu tollere effectum ejus per jurisdictionem superiorem, quæ de se non pendet ab inferiori. Sicut etiam potest talis prælatus superior reservare sibi immediatum regimen talis subditi. Quod semper intelligendum est, nisi ejus potestas per aliquam legem limitata sit, et tunc, ut dixi, solùm valebit dispensatio juxta gradum et modum concessæ potestatis.

CAPUT XX.

Utrùm cessante causâ dispensationis, cesset dispensatio, vel aliter interdùm amittatur.

1. Quoniam in præcedentibus capitibus diximus, causam esse necessariam, ut dispensatio justa, vel etiam interdùm valida sit, consequenter oportet exponere, an hujusmodi causa adeò sit necessaria, ut illâ cessante cesset dispensatio, quæ est effectus ejus secundùm regulam: *Cessante causâ, cessat effectus*, cap. *Cùm cessante*, de Appellat. cum similibus. Et hàc occasione simul dicemus de omnibus modis, quibus potest dispensatio amitti, quam materiam (quæ latissima est) in hoc capite quasi remissivè perstringemus, ne omninò prætermitti videatur; nam plenam disputationem in lib. 8 reservamus, ubi commodiùs de privilegio generaliter tractabitur, et ita poterit facilè ad dispensationem applicari, quæ parùm à privilegio differt, et lato modo sub illo comprehendi potest. Oportet autem imprimis præ oculis habere distinctionem supra datam inter adulta, breves, facultates, aut mandatum dispensandi, sive absolutè, sive sub illâ conditione:

Si preces veritati innitantur, vel aliâ simili, et dispensationem ipsam. Nam illud indultum, licet vulgò *dispensatio* appelletur, re verà non est dispensatio, ut supra dixi, quia non re axat legem, nec tollit vinculum per se ipsum, seu ipso facto, sed requirit actionem hominis per quam fiat dispensatio. Deinde in dispensatione ipsâ oportet distinguere duos effectus supra relatos, unum immediatum, et per se, qui est relaxatio legis, auferendo vinculum vel effectum ejus, ut inhabilitatem, irritationem, etc.; alium remotum, et quasi per accidens respectu dispensationis, qui est executio ejus, ut est contrahere, jejunare, vel alium actum efficere per dispensationem concessam.

2. Ex quibus consurgit triplex status, in quo potest dispensatio existere, sub illâ indultum dispensandi comprehendendo. Primus est, quando jam indultum dispensandi est concessum, nondùm tamen est dispensatio facta; et habuit suum proximum effectum, nondùm secundus est, quando dispensatio est jam facta, tamen habuit remotum, neque est executioni mandata; tertius est, quando jam est executioni mandata, suumque ultimum effectum habuit. Quando ergo dispensatio ad hunc statum ultimum pervenit, nec cessare potest, cessante causâ, neque etiam potest amitti quocumque modo. Utrumque potest facilè probari inductione, quia si dispensatio data est in gradu consanguinitatis ad contrahendum matrimonium, et matrimonium jam est contractum, clarum est, non posse cessare, aut revocari dispensationem, et idem est in dispensatione circa jejunia, vel similes actus, imò etiam in dispensationibus votorum. Intelligendum tamen semper est de dispensatione, quatenùs ad illum statum tertium pervenerit; nam contingit, dispensationem habere tractum successivum, seu habere posse plures effectus, vel actus, et quoad aliquos esse executioni mandatam, non verò quoad alios, et tunc partim est in tertio statu, partim in secundo, vel primo, et ideò solùm ex eâ parte, quâ pervenit ad tertium statum comprehenditur sub prædictâ regula; quoad alteram verò, quæ respicit futurum, comprehendetur sub sequentibus. Et sic est facilis ratio assertionis, quia si dispensatio jam habuit consummatum effectum, ille non potest esse non licitè factus, vel validè juxta exigentiam dispensationis, quia ad præteritum non est potentia; ergo dispensatio quoad illum effectum nec cessare potest, nec amitti.

3. Potestque hoc inductione simul et ratione ostendi. Nam si actus fuit merè transiens, et nullum relinquens effectum, non potest ampliùs sub legem cadere, neque indigere dispensatione. Item si fuit actus relinquens effectum permanentem et irrevocabilem, ut est matrimonium, religiosa professio, et ordinis susceptio, constat retractari non posse, non solùm quoad vinculum, seu ordinem, verùm etiam nec quoad usum ejus respectivè, quantum est ex parte dispensationis, quia actus fuit legitimè factus, et jus plenè acquisitum. Denique idem est, etiamsi sit effectus permanens, et de se revocabilis, ut est alienatio rei, vel alii contractûs; nam semel factus legitimè in virtute dispensationis, de se perpetuò manet, nec potest cessare propter defectum vel cessationem causæ, aut retractionem dispensationis, quæ jam præteriit, et suum effectum consummatum reliquit: supponimus enim dispensationem fuisse simpliciter factam ad talem actum absolutè præstandum; nam si solùm fuisset data ad alienandum, v. g., cum tali conditione, vel durante tali causâ, tunc cessare posset effectus, cessante causâ, non quia ex eo capite cesset dispensatio, sed quia à principio non fuit dispensatio aliter concessa. Hoc autem ordinariè non fit, quia esset valdè onerosum, et periculosum, et ideò nunquam est præsumendum, nisi sit adeò expressum, ut nullam aliam interpretationem admittat. Et in hoc sensu dicunt juris interpretes, postquam effectus est consummatus, cessante causâ, non cessare effectum, ut videre licet in Decio in cap. *Quæ in Ecclesiarum*, de Constit. et Barth. et aliis, quos ipse allegat, et plures referunt Tiraquel. tractat. *Cessante causâ*, limit. 12, et Menoch. lib. 4, præsumpt. 189, n. 197.

4. Difficultas ergo est de aliis statibus, ad quam explicandam, suppono, variis modis posse intelligi, dispensationem vim suam amittere, sicut etiam de lege, et de privilegio infra dicemus; quatuor autem modi nunc nobis sufficiunt, ad quos possunt alii revocari. Primò, per defectum causæ efficientis, id est, per mortem concedentis, secundò per revocationem ejusdem; tertiò per renuntiationem dispensati; quartò per defectum causæ finalis, de quo præcipuè tractamus, et ideò alios modos breviter expediemus. Et quidem circa primum modum manifestum est, si dispensatio pervenit ad secundum statum, non amitti propter mortem concedentis, quia jam gratia est perfecta, et consummata; jam enim dispensans

fecit quidquid ad ipsum pertinebat; nam usus dispensationis non ad dispensantem, sed ad liberam voluntatem dispensati pertinet, et ideò ille usus non requiritur ut gratia sit consummata; constat autem gratiam perfectam non expirare per mortem concedentis, ut est vulgatum principium juris. De primo autem statu grave dubium est, an dispensatio in eo statu persistens extinguatur per mortem concedentis; illud verò remitto in c. 21, l. 8, quia connexum est cum simili dubio de privilegio.

5. Circa secundum modum amissionis dispensationis per revocationem concedentis, nulla est difficultas, sive dispensatio sit in primo, sive in secundo statu; nam in utroque revocari potest per voluntatem concedentis, à quâ semper pendet, quamdiù non habuit ultimum et consummatum effectum. Quod quidem est clarius in primo statu; nam in illo, ut dixi, non est facta dispensatio, sed est delegata potestas dispensandi, vel ad summum est concessa dispensatio sub conditione; potest autem delegans jurisdictionem suam tollere, et delegationem revocare et qui consensum tantùm conditionatum tribuit, dùm non est impleta conditio, illum revocare potest. Unde fit, ut hæc revocatio in eo statu valida sit, sive fiat ex novâ causâ, sive ex solo arbitrio concedentis, et sive licitè fiat, quia jurisdictio delegata semper pendet ex absolutâ voluntate concedentis, moraliter saltem permanente, id est, non retractatâ.

6. De secundo verò statu non est res tam clara, quia talis dispensatio videtur esse tunc quasi donatio consummata. Nihilominùs tamen satis certum est, posse principem revocare dispensationem, etiam in secundo statu constitutam et concessam, sicut potest privilegium revocare, ante consummatum ultimum effectum. Et ratio est, quia per talem dispensationem nullum speciale jus subditus acquisivit, sed solùm liberatus est à vinculo legis; potest autem princeps iterùm illum legi subjicere, seu legem ad pristinum statum restituere, ut omnes indifferenter obliget; potest ergo etiam dispensationem revocare. Et quidem si justa causa interveniat, non solùm validè, sed etiam licitè fieri potest, quia princeps utitur jure suo, nullique infert injuriam, et ex justâ causâ honestatur mutatio. Si autem id fiat sine rationabili causâ, non erit quidem actus laudabilis; inducet autem suum effectum; quia potestati et voluntati principis nihil tunc est quod resistat. An verò hæc resolutio aliquam limitationem vel declarationem recipiat, circa privilegia dicemus.

7. De tertio modo amissionis per renuntiationem, brevis etiam resolutio est, posse unumquemque renuntiare dispensationi sibi concessæ, per se loquendo, quia est gratia, et favor privatus, seu proprius talis personæ; hujusmodi autem favori unusquisque renuntiare potest juxta cap. *Ad Apostolicam*, de Regular. cum similibus; ergo. Atque hæc ratio probat de dispensatione, tam in primo, quàm in secundo statu. Duobus autem modis potest intelligi hæc renuntiatio, primò quoad solum usum; secundò, etiam quoad potestatem utendi dispensatione. Prior modus nullâ indiget declaratione, quia consistit tantùm in facto, vel potiùs in libero non usu. Et ita constat positum esse in libertate ejus, qui à pontifice impetravit litteras dispensationis, id est, continentes mandatum, ut cum eo dispensetur, v. g., in impedimento matrimonii, non uti illis litteris, et ita renuntiare per non usum fructui illarum: nam per hoc fiet, ut semper maneat ligatus et impeditus, quia de facto non fuit dispensatus. Et similiter qui ad secundum statum pervenit, et actualem dispensationem obtinuit, licet jam possit licitè matrimonium contrahere, pro suâ libertate potest nunquàm illud contrahere, quod est renuntiare dispensationi quoad ejus usum, quæ satis impropriè renuntiatio dicitur; nam illa propriè fit, quando aliquis ita à se abdicat jus dispensationis, ut jam et ampliùs non liceat illo uti. Et hic modus renuntiationis difficiliùs explicatur.

8. Dico autem breviter, duobus modis id fieri posse, scilicet, expressè et tacitè. Expressa renuntiatio præter voluntatem renuntiandi requirit verba, quibus illa voluntas sufficienter explicetur, existimoque necessarium esse, ut talis renuntiatio ipsi dispensanti fiat nota, et quòd ab illo acceptetur; nam quamdiù acceptata non fuerit, poterit prior voluntas non utendi dispensatione à tali personâ retractari, et consequenter semper erit illi integrum suâ dispensatione uti, sicut de privilegio latiùs dicemus; nam, ut sæpè dixi, intercedit eadem ratio. Implicata renuntiatio censetur fieri per aliquod factum judicans voluntatem renuntiandi, quale esse censetur in privilegiis non usus, vel usus contrarius ut infra suo loco tractabitur. Hîc autem censeo, solùm non usum nunquàm esse sufficiens signum voluntatis renuntiandi potestati utendi dispensatione, quia nec per se, et ex naturâ

rei datur talis significatio, cùm possit aliquis velle retinere potestatem, licet illâ non utatur, neque etiam invenitur jus, in quo talis præsumptio fundetur, quia nec de privilegio generaliter invenitur, sed ad summum specialibus casibus, qui etiam in propriâ dispensatione locum non habent, ut infra dicam. Imò etiam in actibus positivis vix potest actus ita continere usum contrarium dispensationi, ut sufficienter indicet animum abdicandi illam, et potestatem ejus omninò, quod patebit discurrendo breviter per aliqua exempla, quæ adduci solent.

9. Primò, dicunt aliqui, quòd si quis habens dispensationem circa jejunium, v. g., postulet secundam circa idem, quia fortè de primâ dubitavit, eo ipso censeri renuntiare primæ, adeò ut, obtentâ secundâ, non possit redire ad priorem, etiamsi fortassè illa magis ampla et favorabilior sit; imò, si contingat posteriorem esse invalidam propter aliquam surreptionem, putant etiam primam amitti propter animum renuntiandi in manibus papæ, qui maximè sufficit ad gratiam amittendam ut sumitur ex cap. *Veniens*, de Præscript. Sed mihi hæc sententia non placet; nam inprimis, si secunda dispensatio non fuit valida, prior dispensatio non potuit per renuntiationem amitti, quia non potest præsumi animus absolutè renuntiandi, sed ad summum sub conditione, si secunda obtineatur validè, et ideò non impletâ conditione, non potest sequi effectus, ut rectè notavit Bald. in dicto cap. *Veniens*, num. 12, ex l. *Si jure*, ff. de Legat. 3. Deinde, absolutè loquendo, petitio secundæ dispensationis non indicat animum renuntiandi primæ, sed obtinendi aliam magis certam, vel magis favorabilem; unde, si talis non obtineatur, non amittetur prior, nec consummabitur renuntiatio propter rationem proximè factam; nam ibi etiam includitur conditio melioris dispensationis, quæ non impletur. Quòd si aliquando contingat, posteriorem, et validam esse, et favorabiliorem (de quo dicam in capite sequenti), tunc probabile est, per secundam dispensationem destrui priorem, sive hoc sit propter animum renuntiandi, sive (quod magis credo) quia non videtur esse animus dispensantis, duas dispensationes circa idem concedere. Et idem est, si quis post primam dispensationem, impetret aliam repugnantem priori, ut si priùs quis postulet dispensationem ad ducendum unam consanguineam, nolitque eâ uti, et ideò obtineat dispensationem ad ducendam aliam; tunc enim probabile est, non posse reverti ad priorem; nam per posteriorem extincta fuit, ut benè docet Sanci. lib. 8, disp. 22, n. 19.

10. Aliud exemplum est, si is, qui dispensationem obtinuit, faciat actum incompossibilem cum usu talis dispensationis, vel valido, vel illicito, ut si quis postquàm obtinuit dispensationem ad ducendam consanguineam, ducat aliam, tacitè censetur renuntiare priori dispensationi: nam usus ejus non potest esse licitus, aut validus, subsistente alio matrimonio. Item, si quis post talem dispensationem circa matrimonium, faciat votum castitatis, eo ipso censetur renuntiare dispensationi, cùm non possit eâ licitè uti, stante tali voto. Sed neque sententia, neque exempla placent, quia licet actus sit incompossibilis cum usu dispensationis, non est tamen incompossibilis cum ipsâ dispensatione, nec cum proximo ac per se effectu ejus, qui est ablatio impedimenti. Ut in priori exemplo, licet dispensatus ad contrahendum cum consanguineâ, contrahat cum aliâ, istâ mortuâ poterit consanguineam ducere, cum quâ fuerat dispensatus, quia jam fuit impedimentum ablatum, et non rediit propter prius matrimonium, quia nulla ratio talis reditûs, nec causa ejus assignari potest, quia impedimentum semel ablatum à solo superiori habente potestatem, iterùm potest imponi. Imò, licet dispensatio non pervenisset ad secundum statum, etiam mandatum dispensandi non periisset propter prius matrimonium; sed posset qui indultum obtinuit, illo uti post mortem primæ uxoris, quia delegatio per illud facta non fuit revocata, nec facta fuit sub tali conditione, aut temporis limitatione, ut supponimus. Similiter in alio exemplo de voto non est repugnantia intrinseca inter votum et dispensationem obtentam, seu effectum per se ejus; nam votum non restituit impedimentum quod dispensatio abstulerat; ergo, quoad hoc, non videtur habere locum renuntiatio tacita. Et idem cum proportione est de mandato dispensandi, etiamsi in primo statu perseveret, quantùm est ex parte renuntiationis. Nam aliunde probabile est, in eo casu non posse delegatum dispensationem concedere, propter mutationem in rebus factam, ratione cujus jam esset subreptitia dispensatio, juxta dicenda capite sequenti. Unde in hoc differentiam aliquam invenio pro illo casu inter primum et secundum statum dispensationis; quando enim jam est concessa dispensatio, facta permanet,

etiamsi votum superveniat; unde, si quis voti dispensationem obtineat, licitè uti poterit priori dispensatione matrimonii; imò, licet sine dispensatione voti contrahat matrimonium et in hoc peccet, nihilominùs matrimonium validum erit, quia impedimentum irritans fuit sublatum, et non rediit, ut diximus. At verò, si commissarius nondùm dispensavit, nec licitè nec validè poterit dispensare, quia excedit terminos sui mandati, et aget contra intentionem mandantis, existentibus rebus in illo statu. Non tamen ideò existimandum est, tunc fuisse per votum extinctam dispensationem, aut revocatam commissionem, sed impeditam; nam obtentâ dispensatione voti, licitè et validè posset commissarius suâ potestate uti, quia jam esset res ad priorem statum restituta, et ablatum impedimentum, quod illam posset subreptitiam facere. Ergo per hujusmodi actus non satis ostenditur tacita renuntiatio dispensationis, sicut infra etiam ostendam, unum actum contrarium usui privilegii non esse sufficiens indicium tacitæ renuntiationis totius privilegii, neque id ex jure probari. Ubi alia jura exponam. Nunc verò non obstat dictum cap. *Veniens*, tum quia in eo non est sermo de renuntiatione dispensationis, seu privilegii, sed præscriptionis; tum etiam quia actus petendi privilegium, et utendi illo, de quo ille textus loquitur, erat contrarius non solùm usui præscriptionis, sed etiam ipsimet titulo præscriptionis, et ideò multò major erat præsumptio renuntiationis, præsertim in foro externo, de quo ibi est sermo

11. Tertium indicium renuntiationis tacitæ esse solet, scindere instrumentum, seu indultum dispensationem continens. Quod quidem quoad forum externum erit magnum indicium voluntatis nolendi talem dispensationem, ac subinde renuntiandi jus illius, quia cùm dispensatio non possit esse utilis in foro externo sine litteris authenticis, profectò qui illas voluntariè rumpit, satis indicat animum renuntiandi. Nihilominùs tamen in foro conscientiæ duo sunt attendenda, tam in hoc casu, quàm in cæteris: unum est, an actio illa externa verè procedat ex animo renuntiandi; nam si desit hic animus, nunquàm in conscientiâ amittitur dispensatio, propter quamcumque externam præsumptionem, quia veritas, quæ in conscientiâ attenditur, illi non consonat, et specialiter in prædicto casu, quia scriptura non est de substantiâ gratiæ, ut in lib. 8 ostendam. Aliud est, non sufficere animum cum signo externo ex parte renuntiantis, nisi accedat acceptatio principis dispensantis, quia solus ille potest vel superimponere vinculum legis per dispensationem ablatæ, vel revocare delegationem à se factam; tum etiam propter alia multa, quæ infra de privilegiis adducam. Hæc autem acceptatio debet ab homine fieri, ut sic dicam, quia non invenitur aliter in jure declarata, ut aliquando censeri possit ipso jure facta. Propter quæ omnia censeo hanc tacitam renuntiationem moraliter loquendo non habere locum in dispensationibus, quia, ut consummetur renuntiatio, oportebit ut factum indicans animum renuntiandi, sit notum principi, et judicatum sufficiens signum voluntatis renuntiandi, et ut tale acceptatum, quæ omnia vix possunt moraliter concurrere. Et ob hanc etiam causam, licet rumpantur litteræ dispensationis ex animo renuntiandi, quamdiù à principe non est acceptata renuntiatio, potest dispensatum pœnitere sui facti, et uti dispensatione in foro interno, vel pro externo obtinere novas litteras, ac si priores fuissent involuntariè amissæ, et illæ sufficient sine novâ gratiæ concessione, quia renuntiatio, ut dixi, effectum non habuit.

12. Venio ad cessationem dispensationis propter cessationem causæ. Et ut omittamus vulgarem distinctionem de causâ finali, et motivâ, vel de causâ principali, aut secundariâ, suppono, sermonem esse de causâ justificante (ut sic dicam), dispensationem, quia illâ non existente, dispensatio, etiam à principe data, non esset justa, et ab inferiori concessa non esset valida. Et ideò meritò dubitatur, an cessante tali causâ cesset dispensatio, etiamsi concessa sit, dùm causa durabat. Nam videtur esse eadem ratio de concessione et de duratione; quia dispensatio debet esse justa, non solùm cùm fit, sed etiam quamdiù durat; ergo non potest durare, nisi quamdiù durat causa justa; ergo istâ cessante, illa cessat Nihilominùs aliter respondendum censeo, si dispensatio solùm existit in primo statu; aliter verò si ad secundum transiit, etiamsi ad tertium non pervenerit.

13. Dico ergo primò: Quamvis mandatum, seu facultas dispensandi concessa fuerit ex legitimâ causâ tunc existente, si causa interim cessavit ante concessam dispensationem, cessat etiam usus talis facultatis, nec potest ex vi illius, actualis dispensatio justè aut validè fieri; si tamen causa rediret, etiam dispensatio

posset concedi. Ratio prioris ac præcipuæ partis est, quia talis dispensatio in eo casu non esset justa; ergo esset contra intentionem principis dispensantis, seu delegantis; ergo etiam esset invalida. Hæc posterior consequentia clara est, quia talis dispensatio excederet facultatem et formam mandati, et consequenter esset nulla ex defectu potestatis. Prior item consequentia clara videtur, quia præsumi non potest, principem velle concedere dispensationem injustam, aut ad hoc dare facultatem. Item quia ipse non vult dare tale mandatum, nisi suppositâ causâ justâ; ergo multò minùs vult, ut concedatur dispensatio deficiente causâ justâ. Atque hinc facilè probatur primum antecedens, quia per mandatum dispensandi non est facta dispensatio, ut sæpè dictum est; ergo, si postea fiat, jam non existente causâ justâ, fit indebito modo, et sine legitimâ causâ; ergo erit injusta. Confirmatur, et declaratur, quia si princeps ipse, rebus existentibus in illo statu, dispensationem concederet, malè faceret; ergo etiam commissarius ejus injustam dispensationem concederet, et consequenter nullam, ut dixi. Quocirca, quando in hujusmodi mandatis apponitur, vel subintelligitur conditio : *Si preces veritate nitantur*, non solùm refertur ad tempus, in quo dispensatio petitur, et facultas conceditur (quod est manifestum), sed etiam ad tempus in quo dispensatio conceditur, seu concedenda est, quia, ut justum sit mandatum, hoc totum necessarium est.

14. Altera verò pars assertionis ex dictis facilè probatur, quia si cessatio causæ non fuit perpetua, et iterùm redeat, jam tunc dispensatio etiam erit justa, ut contrario discursu facilè probari potest; ergo nihil est, propter quod non possit tunc esse licitus et validus usus prioris facultatis, et consequenter poterit esse valida dispensatio. Unde colligitur, per talem cessationem causæ temporalem non omninò extingui mandatum illud, seu commissionem, quæ per talem dispensationem fit, sed suspendi, ut exerceri non possit, quamdiù causa cessat, quandoquidem, ut dixi, redeunte causâ dispensatio potest consummari, quod fieri non posset, si jurisdictio fuisset omninò sublata. Et confirmari hoc potest, quia deficiente causâ, non possunt tempore dispensationis verificari verba rescripti, et conditio in eis contenta; redeunte autem causâ, vera inveniuntur; ergo, licet in priori tempore non possit concedi dispensatio, poterit in posteriori ex vi ejusdem indulti, quia in eo non postulatur, ut causa illa toto tempore duret, sed solùm, ut subsistat, quando datur dispensatio, quia illud sufficit ad justitiam dispensationis.

Dices : ergo, licet in principio, quando fuit postulata et obtenta commissio, dispensationis causa non extitisset, si postea, cùm de facto datur dispensatio, causa existat, id satis esset, ut dispensatio esset valida. — Respondetur, negando sequelam, quia, si in principio causa non existeret, dispensatio fuisset subreptitia, ac subinde invalida quoad ipsam delegationem, juxta dicenda in c. sequenti, et consequenter dispensatio postea subsecuta non posset esse valida ob defectum potestatis in proximo dispensante, seu commissario. Secus verò est, quando narratio in principio fuit vera; nam tunc delegatio valida fuit, et postea cessante causâ non extinguitur omninò, nisi causa etiam perpetuò cesset. Et hæc doctrina circa hanc conclusionem explicata, ut censeo, est communis doctorum, quos statim referam.

15. Dico secundò : Si dispensatio ad secundum statum pervenit, in quo vinculum legis simpliciter sublatum est, etiamsi causa cesset ante tertium statum, id est, ante executionem dispensationis, non cessat, neque tollitur dispensatio, sed licitum est eâ uti. Probatur, quia gratia dispensationis consummatur, et perficit in relaxatione legis, seu ablatione vinculi, aut impedimenti per legem introducti; ergo non revocatur propter cessationem causæ. Probatur consequentia, quia licet causa postea cesset, nihilominùs dispensatio manet justa et valida; ergo et effectus ejus permanet, quia ille effectus non pendet in suo esse à tali causâ. Et confirmatur, ac declaratur exemplis. Nam irregularis dispensatus ad ordines propter paupertatem propriam, vel parentum, vel propter indigentiam ministrorum Ecclesiæ, licet postea cesset illa causa ante susceptos ordines, nihilominùs potest licitè ordinari ex vi illius dispensationis, quia per illam fuit irregularitas simpliciter et absolutè sublata, neque est, unde redire valeat propter solam cessationem causæ, quia nec ab aliquâ lege, vel homine fit, nec est verisimile, solùm fuisse sublatam quasi sub conditione, si causa illa duraret usque ad ordinum susceptionem. Talis enim restrictio ex formâ dispensationis colligi non potest, nam absolutè conceditur neque est necessaria ad justitiam dispensationis, quia non tenetur dispensans prævenire

effectus contingentes et accidentarios, sed satis est quòd eo tempore, quo fit dispensatio, habeat justam causam. Nam dispensator legis, sicut et legislator, non tenetur considerare rarum et contingentem eventum, sed ea quæ in plurimum accidunt, et ideò illa restrictio est nimis dura et scrupulosa; ergo admittenda non est.

16. Alioqui eâdem proportione dici posset in eodem exemplo, illum irregularem sic dispensatum, et jam ordinatum, cessante causâ dispensationis, debere cessare ab usu ordinum, quod nemo dicet. Et sequela patet, quia etiam ille usus ordinum est effectus dispensationis, et quoad illum nondùm fuerat consummata dispensatio usque ad tertium statum. Quòd si dicas, esse effectum remotum, et quasi per accidens, idem dici potest de ipsâ ordinis susceptione; parùm enim refert, quòd in ordine executionis propinquior sit ordinis susceptio, quàm usus ejus, quia in ordine intentionis usus est prior, et maximè intentus per dispensationem; ergo, si talis usus absolutè conceditur virtute dispensationis priùs factæ, sive causa cessaverit, sive non, etiam potuit justè concedi absoluta facultas ad ordines, seu ablatio irregularitatis, quæ duret quoad omnem suum effectum, sive causa dispensationis duret, sive non. Quòd si potest ita justè fieri, sine dubio ita fit, cùm hoc sit magis conforme verbis dispensationum, ut dixi, et ad providentiam magis benignam et suavem pertinere videatur, ut dixi. Simile exemplum esse potest in dispensatione neophyti, v. g., ut sit capax alicujus dignitatis, aut beneficii intuitu virtutis, seu honestorum morum, quos reverà habebat, cùm dispensatus fuit: nam licet postea mutet mores, et graviter peccet, non amittet dispensationem. Quis enim hoc dicat? Ergo cessante illâ causâ etiamsi sola illa dispensationem justificaverit, non cessat dispensatio. Quòd si dicas, præexistentia merita potuisse justam causam conferre ad absolutam et permanentem dispensationem tribuendam, idem meritò dici poterit, quoties causa præsens prudenter judicatur sufficiens ad concedendam dispensationem simpliciter, et absolutè, prout de facto concedi solet in impedimentis matrimonii, et in votis. Ex quibus possunt plura exempla et argumenta desumi ad hanc assertionem confirmandam, quæ latiùs prosequar infra libro 8, ubi similis quæst. de Privilegio occurret.

17. Atque hanc sententiam videtur tenere Glossa in Regul. *In argumentum*, de Regulis jur. in 6, et clariùs Gloss. in c. *Ex tuâ*, de Filiis presbyt. verb. *Irritare*, quatenùs dicit, dispensationem semel concessam non esse revocandam ex superveniente facto; ergo multò minùs per se cessabit. Et idem sequitur Feder. 78, et Angel. verb. *Dispensatio*, n. 14, qui expressè id declarat de dispensatione datâ, quæ nondùm pervenit ad ultimum effectum, et idem habet Sylv. verb. *Dispensatio*, q. 6, n. 11. Præterea idem sentit Panorm. in cap. *Post translationem*, de Renuntiat. n. 17; ait enim, post jus acquisitum, non cessare dispensationem etiamsi causa cesset; est autem jus acquisitum per dispensationem, quæ jam contulit suum proximum, et per se effectum, ut explicat, et sequitur Tiraq. in d. tract. *Cessante causâ*, n. 92 et 94; et Gutier. lib. 1 canon. quæst. c. 15, n. 22, et lib. 2, cap. 15, n. 30 et 32, et plures pro hâc sententiâ refert Sanc. lib. 8 de Matrim. disp. 30, n. 13. Nihilominùs verò ipse, n. 14, contrariam opinionem sequitur, multos etiam referens, et varia fundamenta adducit, quæ magis ad privilegium spectant, et ideò in loco citato expendentur. In præsenti verò præcipuum fundamentum esse videtur, quia dispensatio, ut sit justa, necessariò includit hanc conditionem, si causa perseveret, quando executioni mandanda est; aliàs iniquus est dispensans, dans licentiam ad operandum contra legem, etiam sine causâ. Et maximè hoc declaratur exemplo; nam dispensatio concessa alicui ad comedendum carnes in quadragesimâ propter specialem ægritudinem, cessabit, quotiescumque in quadragesimâ talis ægritudo cessaverit, quia aliter non esset justa dispensatio; ergo idem dicendum est in omni dispensatione.

18. Sed licet hæc sententia probabilis sit, assertio posita videtur satis secura, et simpliciter probabilior, quia fundamentum positum parùm cogit; negamus enim, dispensationem simpliciter et absolutè concessam, et statim habentem suum proximum, et per se effectum, includere illam conditionem, seu limitationem, ut effectus non duret, non durante causâ; oppositum enim ostensum est. Unde etiam negamus, dispensationem fore injustam nisi illam conditionem includat, ut etiam probavimus, quia causa præsens potest esse sufficiens ad tollendum vinculum, vel impedimentum, ita ut semel ablatum non redeat, etiamsi contingere possit, in rebus fieri aliquam mutationem. Ad exemplum verò respon-

deo, dispensationem illam non esse talem, quæ simul et in præsenti tota fiat, quia materia ejus non est indivisibilis, sed successionem habet. Nam lex jejunii quadragesimalis, licet per modum unius concipiatur, reverà virtute est multiplex, et singulis diebus quasi novam obligationem imponit, et ideò dispensatio in illâ lege non fit absolutè tota simul, et virtute est multiplex dispensatio, et pro singulis diebus veluti singulæ dispensationes conceduntur, et unaquæque propriam causam pro suo tempore, seu die requirit. Atque ita quamvis in eo casu videatur dari simul pro totâ quadragesimâ, non ita datur, ut statim auferat totum vinculum legis pro totâ quadragesimâ, sed ut successivè illud auferat, prout successivè obligaverit, si eadem ratio excusationis perseveret. Neque in illâ materiâ potest aliter considerari causa justificans dispensationem, nisi ut habentes tractum successivum cum ipsâ lege, et ideò in talibus dispensationibus regulariter solet explicari illa conditio; quòd si interdùm non exprimitur, ideò est, quia vel duratio causæ tanquàm moraliter certa supponitur, vel quia ex qualitate materiæ tanquàm nota relinquitur. Et idem est in similibus præceptis habentibus tractum successivum, secùs verò est in dispensatione, quæ statim tota simul conceditur, et habet quasi indivisibilem effectum, tollendo inhabilitatem, impedimentum, aut votum; nam illa simul habet totum effectum, et simul etiam habere potest causam, propter quam absolutè concedatur.

19. Aliæ quæstiones hìc tractari poterant, nimirùm, quando liceat uti dispensatione, scilicet, an ante, vel post notitiam ejus, et an ad illam vel illius usum requiratur acceptatio. Item, an extinguatur per primum usum ejus. Item, an liceat illâ uti extra territorium concedentis. Sed hæ et similes quæstiones tractabuntur commodiùs de privilegiis, nam communem habent doctrinam.

CAPUT XXI.

Quibus modis possit esse nulla, seu invalida dispensatio.

1. Ex dictis in superioribus capitulis sumi potest alia divisio dispensationis: quædam enim esse potest valida et justa, alia valida, licet injusta; tertia nulla, seu invalida, quam non oportet distinguere in licitam, vel illicitam, quia dispensatio invalida semper etiam illicita est, per se loquendo, quia continet abusum potestatis contra rationem et prudentiam, nisi per ignorantiam excusetur. Duo igitur membra hujus partitionis ex dictis in superioribus manifesta sunt; declaravimus enim in dispensante necessariam esse potestatem et causam, ut valida et justa sit, si sufficienti voluntate, et illius significatione concedatur, et consequenter declaravimus, quando possit esse valida dispensatio propter potestatem et absolutam voluntatem, licet ex defectu causæ justa non sit. Solùm ergo de invalidâ dispensatione, et de causis nullitatis ejus aliquid dicendum superest. Triplex autem cogitari potest defectus, ex quo dispensatio invalida fiat, scilicet, defectus potestatis, justitiæ, aut voluntatis. Nam hæc tria tantùm requiri possunt ad valorem dispensationis, et ita ex quocumque defectu illorum, et ex solis illis potest nullitas dispensationis oriri. Ex his autem defectibus duo primi in superioribus explicati sunt, et solùm de tertio aliquid addendum superest.

2. Primus itaque defectus per se notus est, quia sine potestate, seu jurisdictione non potest fieri validè actus, qui ab illâ per se et essentialiter pendet. Quibus autem modis contingat hic defectus potestatis, ex dictis de ipsâmet potestate, et de modis habendi illam accipiendum est. Nam hic defectus esse potest, vel potestatis ordinariæ, vel delegatæ. Prior est in omnibus, qui non habent munus, cui proprio jure talis potestas conveniat; posterior verò erit in omnibus non habentibus potestatem ordinariam, quibus nulla delegatio facta est, vel non est validè facta. Et quidem si nulla omninò facta sit delegatio, res est per se nota. Solet autem fieri, vel per privilegia generalia data in favorem hominum, quibus committitur, in quibus observandum est, ne forma, et tenor delegationis excedatur, neque hìc possumus ad particularia descendere, nonnulla verò attingemus in l. 8 tract. de Privilegiis. Aliquando verò committitur hæc potestas per particularia rescripta dispensationum, quæ solent etiam, ut supra dixi, dispensationes vocari, quia in eis virtualiter, et quasi conditione continentur, et ideò, si tale rescriptum, vel dispensatio in primo statu invalida sit, à fortiori erit invalida subsequens dispensatio virtute illius facta. Diverso tamen modo; nam dispensatio ipsa erit invalida ex defectu potestatis; commissio autem seu delegatio priùs facta non erit nulla ex hoc capite, quia supponimus à principe concedi, ex aliis autem esse potest eodem

modo, quo dispensatio ipsa, et ideò nunc sub dispensatione totum cursum ejus seu omnes illius status co prehendimus.

3. De secundo defectu constat ex dictis, non semper esse irritantem, seu annullantem dispensationem, cùm possit esse aliquando dispensatio valida, licet malè concessa. In duobus ergo casibus, qui ad unum ferè revocantur, defectus justitiæ est contra valorem dispensationis. Primus est, si inferior dispenset in lege superioris sine causâ justâ, ut in c. 19 satis declaratum est. Secundus est, si dispensatio data etiam à supremo principe attingat aliquo modo jus divinum, aut naturale, et sit contra jus acquisitum tertio, sive Deo, sive homini absque causâ justâ, ut de dispensatione in voto dixi lib. 6 de Voto, cap. 17. Eademque ratio est de omni aliâ simili, et dispensatione continente injuriam alterius contra commutativam justitiam, ut supra etiam in c. 16 sufficienter tactum est, et ideò de hoc defectu nihil novi dicendum superest. Præsertim, quia hic defectus semper est conjunctus cum defectu potestatis, quia nec inferiori data est tanta potestas supra legem superioris, ut supra etiam tetigi, nec supremo principi data est similis potestas in his quæ attingunt naturalem, seu divinam justitiam, quia etiam ipse est longè inferior Deo juris divini naturalis auctore.

4. Tertius autem defectus voluntatis inveniri potest sine defectu potestatis, aut justitiæ, ut per se constat; potestque variis modis contingere; primò, si reverà in dispensante desit interior voluntas ac intentio dispensandi; hic autem defectus constare non potest, nec præsumi, nisi per verba vel signa externa sufficienter manifestetur, et ideò de hoc defectu interioris voluntatis in se spectato nihil aliud dicere possumus. Præter voluntatem autem internam requiritur significatio ejus externa, ut dispensatio fieri possit, et ideò, si voluntas dispensantis exterior non significetur sufficienter, ex illo etiam capite erit dispensatio invalida, quem defectum comprehendimus sub defectu voluntatis, utique sufficientis, ut aliquid inter homines operetur. Quid verò dicendum sit, si voluntatis significatio sit ambigua, vel dubia, in superioribus tactum est, et infra tractando de privilegiorum interpretatione latiùs dicetur. Contingit autem interdùm dispensationem satis clarè et expressè concedi, et ex verâ voluntate absolutâ dispensantis, cum admixtione tamen alicujus involuntarii, ratione cujus difficultas nascitur, an illud involuntarium impediat valorem dispensationis.

5. In quâ re ulteriùs considerandum est, ex duplici capite posse hoc involuntarium oriri, scilicet, ex metu, seu coactione, vel ex errore, seu ignorantiâ. Prior modus rarò contingit in dispensationibus, et ideò fortassè nihil in speciali de hoc jura disponunt in materiâ dispensationis, nec à doctoribus ferè hoc punctum tractatur; ego verò illud attigi de dispensatione voti dicto lib. 6, cap. 27, n. 17 et 18, et in summâ dixi, metum non impedire valorem dispensationis voti, si de facto detur cum absolutâ voluntate, et ex causâ legitimâ; idem ergo à fortiori censeo de dispensatione in lege humanâ, quæ facilior est. Imò in hoc potest addi differentia, quia si dispensatio sit in propriâ lege dispensantis, etiamsi propter metum detur sine justâ causâ, valida erit, juxta generalem doctrinam supra datam, sicut etiam revocatio legis facta ex metu est valida, si absolutâ voluntate fiat, et independenter à causâ. In quo etiam potest considerari, ex ipso metu posse sumi justam causam dispensandi, quantùm ad ipsum dispensantem, id est, ut non peccet, sic dispensando, quia, ut dixi, ex causâ intrinsecâ potest interdùm honestari dispensatio.

6. Quòd si objiciatur, incommodum videri, ut iniquus subditus ex iniquâ violentiâ commodum reportet, respondetur, primùm fieri posse, ut vis non ab illo, sed ab alio inferatur; deinde fieri etiam posse, ut metus non inferatur ad illum finem, sed aliunde nascatur, etiam sine culpâ, ut si sit per bellum justum. Si verò metus sit injuriosus, et directè illatus ad obtinendum consensum, et injuria fiat ab eodem, qui dispensationem desiderat, quæstio generalis est, an tunc ratione injuriæ irritetur consensus. Et certè in præsenti probabile est irritari, quando dispensatio extorquetur sine justâ causâ, propter rationem factam, et quia non est verisimile, aliquem liberari à jugo legis, violando illam, et vim ac injuriam illi inferendo. Item quia illa judicari potest potiùs permissio, quàm dispensatio, et ideò subditus in eo casu vix potest excusari à transgressione legis, cùm præsumere possit ac debeat, illum consensum superioris permissivum esse potiùs quam approbativum. Addo denique, si oppositum admittatur, facile esse remedium; nam dispensator, quamprimùm sit suæ libertati restitutus, potest justè sine novâ causâ dispensationem revocare. In quo est alia differentia

notanda inter dispensationem legis, et voti, quando effectum sortita est, quia dispensatio voti semel data non potest revocari, quia obligatio voti non potest iterùm imponi, nisi persona dispensata voluntariè iterùm voveat. Dispensatio autem legis revocari potest, quia obligatio legis potest iterùm imponi sine consensu subditi per voluntatem legislatoris, et ita revocatâ dispensatione, statim redit illa obligatio.

7. Circa aliam causam hujus involuntarii, scilicet, ignorantiam et errorem, duo principia ex jure desumpta proposui in dicto capite 27 ; unum est, dispensationem interdùm fieri nullam ex falsâ narratione propositâ ad dispensationem obtinendam ; aliud est, dispensationem aliquando esse nullam ob diminutam narrationem veritatis, tacendo aliquam causam, vel circumstantiam necessariam. Ratio utriusque est, quia dispensatio per surreptionem obtenta est nulla ; sed dispensatio fit surreptitia per taciturnitatem veri, et à fortiori per expressionem falsi ; ergo ex his duobus capitibus fit dispensatio nulla. Consequentia est evidens. Totum autem antecedens sumitur ex capite 2 de Filiis presbyter. in 6. et cap. *Quòd super his,* de Fide instrumentor., cum aliis juribus et doctoribus quos in prædicto loco allegavi. Quia verò non omnis occultatio veritatis aut falsitatis expressio invalidam reddit dispensationem, ideò ad hoc discernendum, multa à doctoribus scribuntur, quæ in citato loco pro captu meo in summam redegi, duas regulas circa illa duo principia assignando, et explicando quæ in dispensatione legis eâdem, seu proportionali ratione locum habent, neque illis nunc aliquid addendum in generali occurrit circa falsitatis expressionem. Circa occultationem autem veritatis tria puncta occurrunt, quæ ad hujus materiæ complementum necessaria visa sunt.

CAPUT XXII.

Utrùm obtenta dispensatio, priùs petita, et non concessa, surreptitia sit propter taciturnitatem illam.

1. Frequenter contingit, ut dispensatio semel petatur, et denegetur et postea iterùm petatur, tacitâ priori denegatione, et obtineatur ; inde ergo nascitur dubium, an talis dispensatio sit nulla ob priorem taciturnitatem, et ratio dubitandi esse potest, quia verisimile est, superiorem non concessurum dispensationem, si prioris denegationis memoriam, vel notitiam haberet. Et ita dispensationem esse nullam, indirectè asseruit Menoch. lib. 2 de Arbitrar. casu 205, n. 6. Contrarium tamen opinatus est Sanct. lib. 8 de Matrim. disput. 22, num. 14, quia hoc nullo jure disponitur, neque ab aliis auctoribus asseritur, nec sufficienti ratione probatur. Quæ sententia mihi etiam placet, quia illa præsumptio nullo jure fundata est, nec per se spectata est sufficiens. Et quidem si in secundâ petitione plures rationes et causæ allegentur, quæ dispensationem magis honestent, et superiorem magis movere prudenter possint, tunc nec probabilis est illa præsumptio, nec in eo casu superior esset rationabiliter invitus. Si autem nihil de novo additur, sed eadem repetitio, et cum eisdem circumstantiis, vel causa prior erat sufficiens, ut dispensatio esset valida, si concederetur, et ita in secundâ vice erit sufficiens, quia prior denegatio nihil ad causam refert, et ob eam solam causam denegare dispensationem non videtur rationi consentaneum ; nam si justa causa subest, potiùs decet priorem rigorem temperare ; aut verò justa causa dispensandi non subest, et tunc neganda esset dispensatio, etiamsi priùs negata non fuisset. Hæc ergo circumstantia præcedens, vel memoria ejus impertinens est ad valorem dispensationis postea subsecutæ.

2. Atque hæc resolutio procedit, tum in eâdem personâ, quando propter mutationem temporis prioris denegationis oblita est, nam de illâ maximè procedit discursus factus, tum in successore respectu prædecessoris in eâdem sede, quia habet eamdem potestatem et non regitur per judicium, et voluntatem sui prædecessoris, et ita in illo multò minùs probabilis est illa præsumptio involuntarii, præterquàm, quòd hìc etiam nihil ad causam refert. Tum præterea idem procedit in superiore respectu inferioris, ut si episcopus neget dispensationem alicujus voti non reservati, et à papâ postea obtineatur, non factâ mentione prioris recursûs ad episcopum, valida erit dispensatio, quia multò magis videtur impertinens illa circumstantia respectu superioris ; minùs enim regitur inferioris judicio, aut ex eo pendet, multòque minor præsumptio involuntarii est in superiore, minùsque ad causam refert.

3. At verò è contrario nonnulla difficultas est, si superior dispensationem negavit, et postea inferior inscius illius negationis illam concedat. Quia inferior tenetur præsumere, superiorem justè negâsse dispensationem ; ergo de illo etiam meritò præsumitur, non fuisse concessurum dispensationem, si sciret fuisse à superiore denegatam ; ergo illa taciturnitas,

seu ignorantia, causat in inferiore justum involuntarium ; ergo illâ ratione erit invalida talis dispensatio. Unde in hoc casu dispensationem inferioris esse invalidam tenet idem Sanci. dicto lib. 8, disp. 14, num. 5, quamvis propter aliam rationem, scilicet, quia eo ipso, quòd pontifex denegavit, videtur facultatem auferre inferiori in illo casu particulari dispensandi, nisi novâ causâ emergente, seu propositâ. Juxta quam rationem non fundatur hæc nullitas in defectu voluntatis, sed in defectu potestatis. Unde fit juxta hanc sententiam, ut licet episcopo declaretur, pontificem in tali casu noluisse dispensare, licet dispensare tentet, nihil efficiat, quia privatus est potestate. Sicut postquàm pontifex aliquem condemnavit, non potest episcopus illum absolvere, licet fortassè potuisset, si causa priùs ad illum delata fuisset.

4. Hæc verò ablatio potestatis præsertim ordinariæ mihi non videtur sufficienter probari, quia illa præsumptio nullo jure fundatur, neque ex illo facto sufficienter colligitur, consideratâ naturâ dispensationis, quæ est quædam gratia. Cùm enim dispensatio non sit debita, potest denegari à pontifice ex solâ voluntate ; ergo per hoc non est, cur censeatur auferre ab inferiori potestatem illam concedendi, si velit. Deinde denegatio dispensationis potest provenire ex particulari judicio, quòd talis causa non sufficiat ad justam dispensationem ; sed episcopus non tenetur conformari pontifici in hoc judicio ; ergo neque in eo casu tenetur præsumere fuisse mentem pontificis in illo casu, sibi auferre potestatem dispensandi. Imò potest præsumi, voluisse se exonerare, tacitè subditum ad suum ordinarium remittendo. Consequentia cum majori videtur clara. Minor autem patet, quia licet papa non soleat dispensare ex aliquâ causâ, neque admittere illam ut sufficientem, potest episcopus dispensare ex illâ, si probabiliter judicet esse legitimam. Quod concedit idem Sanci. supra, quando de illâ consuetudine, seu judicio pontificis ex aliis casibus in generali constat, non verò, quando in particulari casu præcessit denegatio dispensationis.

5. Sed non video, quid hoc referat, aut cur inde censeatur ligata potestas inferioris, cùm illa denegatio tantùm sit applicatio propriæ voluntatis ad operandum juxta proprium judicium, cui non repugnat, ut alteri relinquatur sua potestas, et arbitrium operandi etiam juxta judicium suum. Neque per hoc derogatur potestati pontificis, quia inferior, dùm non prohibetur, potest in suo foro uti suâ potestate, ut judicaverit expedire ; hic autem nulla facta est prohibitio. Nec petitio priùs oblata pontifici operatur præventionis effectum, ne liceat postea id ab inferiori petere, tum quia in usu jurisdictionis voluntariæ non habet locum hæc præventio, cùm liberum sit postulanti recedere à priori petitione, et aliam intentare, ut sensit Navar. cons. 1 de Offic. deleg. et idem Sanc. supra in 3, tum etiam quia superior negando dispensationem, jam quodammodò à se abjecit casum illum. Unde etiam non est simile, quod de condemnatione à superiori factâ afferebatur, quia condemnatio fit per sententiam, quæ includit præceptum, et imponit obligationem, quam non potest inferior auferre ; negatio autem dispensationis non fit per sententiam juridicam, nec præceptum aliquod, vel obligationem superior per illam imponit ; sed solùm relinquit præexistens vinculum, denegando usum propriæ potestatis ; ergo non est cur inde censeatur ligata et diminuta inferior potestas.

6. Censeo igitur, in illo casu posse episcopum dispensare, et consequenter, si id faciat non ignorans priorem denegationem, et judicans causam esse legitimam, dispensationem esse validam, quia neque habet defectum potestatis, nec voluntatis, nec justitiæ. Imò, si dispensatio esset in lege propriâ, sufficerent potestas et voluntas, juxta superiùs dicta. Unde ulteriùs in nostro casu, quando episcopus ignorat priorem recursum ad pontificem, etiam existimo, taciturnitatem illam non reddere dispensationem surreptitiam, vel nullam, quia suppositâ potestate, quoad voluntatem eadem est ratio in inferiori, quæ in æquali, vel superiori, ut ex dictis facilè constat.

7. Et hæc resolutio, ut dixi, maximè procedit in inferiori ordinario, quia ordinaria potestas difficiliùs tollitur, et majorem causam requirit, et ideò in delegato ad dispensandum videri potest magis verisimile, quòd privetur potestate dispensandi in casu, et ex causâ, quæ delegantem non movit, aut certè, quòd non præsumatur à principio delegata potestas pro similibus casibus. Sed nihilominùs etiam in delegato contrarium censeo, quia potestas generaliter, et sine restrictione commissa non est restringenda sine majori fundamento, et rationes factæ etiam probant, ex solâ denegatione non posse colligi diminutionem prioris potestatis, etiam delegatæ. Nam sæpè superior committit alteri potestatem delegandi, quia ipse non vult, vel non audet suâ uti, et quia

quando potestatem delegat, prudentiæ delegati committit judicium causæ justæ. Suppositâ autem potestate in delegato, quod pertinet ad voluntatem, rationes eodem modo procedunt, et ideò indistinctè verum est, in eo casu non committi surreptionem, quæ dispensationem reddat invalidam.

CAPUT XXIII.

An taciturnitas prioris dispensationis obtentæ reddat posteriorem invalidam.

1. Multi jurisperiti indistinctè affirmant, sicut impetratio secundi beneficii, vel secundi rescripti justitiæ facta sine narratione prioris beneficii, vel rescripti jam obtenti est subreptitia et nulla, ita secundam dispensationem obtentam sine mentione primæ esse subreptitiam. Ita notat Glossa in cap. 2 de Filiis presbyt., quæ ibi ab expositoribus, et communiter à juristis approbatur, ut notat Rebuff. in Pract. tit. de Dispensation. num. 24 et 25, et tit. de Dispensat. super defectu natalium, n. 59, et Covar. libr. 1 Variar. cap. 20, num. 8, vers. *Quartò*, in fine; Molin. lib. 2 de Primogen. c. 4, num. 50 et sequentib. et Gutier. lib. 2 canonicar. Quæst. cap. 15, n. 91, et plures refert Sanci. libr. de Matrim. disp. 22, num. 2. Quæ sententia præcipuè fundatur in dicto cap. 2 de Fil. præsbyt. in 6, et in cap. penult. de Præscrip. Ratio verò, seu congruentia est, quia pontifex vel non concederet, vel difficiliùs concederet dispensationem secundam, si de priori mentio facta fuisset.

2. Hæc verò sententia variis modis limitatur, ac declaratur. Primus est, ut procedat, quando dispensationes ad diversum finem tendunt, et sunt obtenta propter diversos effectus; secùs verò si propter eumdem, quia, cùm una sufficiat, non est necesse facere mentionem de aliâ. Ita habetur in additione ad Rotam in decis. 2 de Filiis presbyter. in novis n. 5; aliàs in novissimis tom. 3, libr. 2, decis. 47, et sequitur Mandosi. de Signaturâ gratiæ, tit. de Dispensat. in fine. Quam sententiam referens Sanci. supra, num. 5, dicit penitùs illam non intelligere, neque sine magnâ occasione. Quia potiùs ferè omnes auctores declarant, et limitant sententiam communem, ut intelligatur, quando secunda dispensatio versatur circa idem cum primâ, et tendit ad tollendum eumdem defectum, impedimentum, aut vinculum; nam si cadunt super diversas materias, et tendant ad fines, seu effectus omninò disparatos, omnes fatentur, non esse necessarium, in secundâ dispensatione facere mentionem prioris. Ita Panormitan. in dicto cap. penult. de Præscript. et Navarr. cons. 6 de Rescrip. et cons. 8 de Consanguinit. et Affinit. num. 6; Sanci. supra referens alios. Estque verissima sententia quoad hanc partem de dispensationibus omninò diversis, ut sunt dispensatio in recitatione horarum, v. g., et in voto castitatis. Nam, si quis alteram impetravit, nullam surreptionem committet, petendo alteram sine mentione prioris, et ita secunda sic obtenta erit valida, et idem est in omnibus similibus. Et hoc satis confirmat generalis consuetudo; frequenter enim ita dispensationes successivè petuntur juxta occurrentes casus ac necessitates. Ratio autem est, quam tetigit Panormit., quia nullo jure cavetur, ut fiat mentio talis dispensationis prioris, neque ex naturâ rei necessaria est; nam illa taciturnitas per se non causat involuntarium, ut videtur ex se manifestum. Quid autem potuerit additio ad Rotam intendere in prædictis verbis, infra prout potuero conjectabo, ubi alteram partem hujus sententiæ examinabo.

3. Secundò, limitata hæc sententia ad dispensationes, quæ circa idem versantur, ampliùs declaratur, ut procedat quando secunda dispensatio petitur ad extendendum effectum prioris circa idem vinculum, seu defectum tollendum. Idem tenet Sanci. supra numer. 6, cum multis aliis, quos refert, et præsertim id explicat Panormitan. in dicto capit. penult. num. 17. Hæc verò sententia, et declaratio tam generaliter facta mihi est creditu difficilis, quia neque jure, nec ratione video sufficienter probari. Primò enim fundatur, ut dixi, in dicto capit. 2 de Filiis præsbyt. in 6; inde autem non probatur, quia in illo textu dicitur, si illegitimus dispensationem obtinuit ad unum beneficium, et non factâ mentione sui defectûs natalium, obtineat secundam dispensationem ad plura beneficia, posteriorem dispensationem esse subreptitiam, ac nullam. Ponderanda ergo sunt illa verba : *Tacito prædicto defectu*, juxta quæ non erat necessarium in secundâ dispensatione facere mentionem primæ, sed tantùm de personæ defectu, quia hæc duo diversa sunt, et textus tantùm de uno loquitur. Et ita intellexerunt textum illum ibi Dominic. et Franc. Unde colligunt, quòd si ille illegitimus declarando se esse illegitimum peteret dispensationem secundam, nullâ factâ mentione primæ, valida esset dispensatio.

4. Et hæc sententia quoad hanc partem mihi

probabilissima videtur, tum quia ille impleret quidquid ex vi verborum illius textûs ad non committendam surreptionem necessarium est, ut ponderavi; ergo aliquid aliud exigere, et onus adjungere in materiâ odiosâ et restrictâ, contra omne jus est; tum etiam ex ratione textûs, scilicet, quia verisimile est, pontificem non fuisse concessurum dispensationem ad plura beneficia, si defectus illegitimitatis ille fuisset manifestatus. At verò non est hoc minùs verisimile, manifestato solo defectu sine priori dispensatione, quàm illâ manifestatâ. Imò quodammodò difficilior redderetur secunda dispensatio, simpliciter proposito defectu, ac si non esset diminutus, ut sic dicam, per priorem dispensationem, quia de se facilius est successivè et per partes defectum tollere, quàm totum simul; tum denique, quia juxta hunc sensum optima ratio redditur illius decisionis. Nam irregularitas ex defectu natalium orta reddit personam inhabilem ad unum et plura beneficia, et ablata respectu unius non est ablata respectu plurium, et ideò non explicato hoc defectu, dispensatio petita ad plura beneficia meritò censetur subreptitia. At verò, si textus ille extendatur ad necessitatem exprimendi priorem dispensationem, nec ratio textûs illi accommodatur, ut ostendi, nec alia satis probabilis adduci potest, ut paulò post dicam. Et confirmatur, quia si in illo casu prior dispensatio non fuisset limitata et partialis, sed integra natalium restitutio, tunc secunda dispensatio esset valida, etiamsi obtenta esset non expresso defectu natalium, nec legitimatione, quia jam prior defectus fuisset sublatus etiam respectu plurium beneficiorum, et procederet regula legis 16, ff. de ædilitio Edicto: *Quod ita sanatum est, ut in pristinum statum restitueretur, perinde habendum est, quasi nunquàm morbosum fuisset.* Et ita intellexit textum illum Covarr. in 4, p. 2, cap. 8, § 8, n. 5, vers. *Septimò*, cum Joan. Andr. et Dominic. in dicto cap. Ergo signum est, ex vi illius solùm esse necessarium declarare defectum, quatenùs ablatus non erat. Et hunc sensum verum et legitimum esse censeo, ideòque ex illo textu non probari illam sententiam.

5. Secundò, probari solet ex dicto capit. penult. de Præscript., ubi dicitur, esse subreptitium privilegium amplioris exceptionis, obtentum sine mentione prioris privilegii exemptionis magis restrictæ, eidem, et in eâdem materiâ, et respectu ejusdem concessi; ergo idem censendum est in dispensationibus, quæ versantur circa idem, quotiescumque posterior tollit, seu ampliat moderationem prioris. Et videtur ampliare illum textum Panormit. ibi, num. 17, ad omnia privilegia, etiamsi non attingant jus tertii, de dispensationibus autem expressè non loquitur; videtur autem esse eadem ratio, ut alii supra citati opinantur. At verò Innoc. ibi num. 4, restrictè intelligit textum illum in materiâ de quâ loquitur, scilicet, quoties primum privilegium cedit in præjudicium tertii, et concessum est cum aliquâ limitatione moderante præjudicium tertii, et conservante aliquod jus, quod illi de jure communi competit. Nam tunc si obtineatur secundum privilegium amplians primum, et plus derogans juri tertii, necessarium est in secundo facere mentionem de primo, ne sit subreptitium. Ita enim textus ille loquitur, et locum habet ubicumque eadem ratio formalis materiæ seu justitiæ versatur, ut esse solent materiæ decimarum, beneficiorum, et similes, in quibus jus vel præjudicium tertii intercedit. Inde autem non potest ampliari illa regula ad alias materias non ita odiosas, nec cedentes in præjudicium tertii, quia, cùm simus in materiâ stricti juris, non est illa decisio extendenda, præsertim cùm non sit eadem ratio in aliis materiis. Et ita sentit Innocent. ut dixi, et approbant ibidem Cardin. et Felin. num. 2, et Bald. num. 10.

6. Et confirmari hoc potest ex verbis ejusdem textûs, ibi: *Non obstante privilegio Clementis papæ, per quod privilegiis suorum prædecessorum non extitit derogatum, cùm de ipsis nullam fecerit mentionem.* In quibus adverto, ibi non dici, posterius privilegium non faciens mentionem prioris fuisse simpliciter subreptitium, sed solùm quoad hoc ut non deroget privilegiis prioribus, quorum mentionem non facit, et specialiter conservantibus jus tertii, quod illi jure communi competebat. Unde meâ sententiâ ex illo textu solùm colligitur quædam regula notanda. Ut enim videbimus infra tractando de Privilegiis, controversum est, an privilegium deroget juri communi, cujus mentionem non facit per clausulam, *Non obstante*, et communior resolutio est, derogare. Ex dicto ergo cap. penult. colligitur regula limitans hanc doctrinam, nimirùm, si jus commune conservatur alicui, seu in aliquo, per prius privilegium illi concessum, tunc posterius privilegium non derogare juri communi redacto in formam et tenorem privilegii, et rationem reddit Bald., quia jus commune per principem specialiter conservatum fortius est, et plus

operatur. Et sine dubio hic est casus proprius illius textûs, et specialis ejus decisio; ergo non est extendenda ad omnes dispensationes absolutas, ut sic dicam, id est, quæ non versantur circa jus alterius, nec illi præjudicant.

Denique affertur ratio ad probandam illam surreptionem in omni tali dispensatione, quia meritò præsumitur, non fuisse principem concessurum absolutam dispensationem, vel abundantius privilegium in eâdem re, si illi fuisset propositum, ipsummet, vel prædecessorem priùs concessisse dispensationem, cum majori moderatione, quia tam facilis et levis mutatio non debet præsumi de constantiâ principis. Unde inferunt, si nova ratio, et major causa ad dispensandum proponatur, tunc dispensationem posteriorem fore validam, quia tunc cessat dicta præsumptio levis mutationis. Quæ illatio optima est, consideratâ vi solius rationis propositæ; tamen ego non admitterem consequens in terminis dicti cap. penultim. et ex vi juris communis. Existimo enim, si posterius privilegium redundet in præjudicium alterius, etiamsi ex novâ causâ petatur, non derogare priori privilegio specialiter conservanti illud jus tertio, si illius non faciat mentionem, idque non ex vi illius præsumptionis, sed ex dispositione illius juris, quæ, ut existimo, non fundatur in præsumptione, sed in hoc, quòd privilegium posterius non derogat priori privilegio quatenùs ad tertium quovis modo spectat, nisi illius mentionem faciat. Quod est certum, quando prius privilegium fuit directè datum tertio, ut infra, libr. 8, dicam; tamen in illo capite videtur extendi etiam ad privilegium priùs concessum eidem privilegiario, quatenùs per illud specialiter jus tertii reservatur. Et hoc verum censeo secundùm jus canonicum; an verò idem sit secundùm jus civile, aliis remitto.

8. Secluso autem jure positivo, illa ratio, et præsumptio videtur non esse magni momenti, quia inprimis si persona concedens secundam dispensationem sit diversa, ut est successor, non potest dici illa levis mutatio, cùm non sit idem qui operatur. Quod inde etiam patet, quia si in casu omninò simili successor aliter dispenset cum eâdem, vel aliâ personâ, quàm suus prædecessor, non potest dici leviter mutare qualitatem dispensationis, seu modum dispensandi, sive sciat, sive ignoret quid egerit suus prædecessor; ergo idem erit, etiamsi in eodem casu, et cum eâdem personâ aliter dispenset. Deinde idem ferè est, quamvis persona dispensantis sit eadem, quia sine animi levitate potest contingere, ut in casu omninò simili idem princeps dispenset, vel gratiam faciat, nunc liberaliùs, et postea moderatiùs, vel è converso in diversis temporibus, non ideò præsumitur, aut imponitur ei levis mutatio, eò vel maximè quòd illa mutatio non est in casu proposito per revocationem gratiæ, sed potiùs per additionem liberalitatis, et benignitatis, quæ semper decet principem intra latitudinem causæ sufficientis et justæ. Unde licet id faciat ex certâ scientiâ, non ignorans priorem gratiam limitatam, non ideò judicabitur leviter mutare consilium; ergo inde nulla sumitur præsumptio, quòd non concederet secundam dispensationem, si prioris facta mentio fuisset. Denique ex concessis ab aliis auctoribus videtur mihi sumi efficax argumentum contra dictam rationem, et assertionem; nam quando prima dispensatio postulata à principe, fuit negata, et iterùm postulata cum eâdem causâ fuit concessa, major fit mutatio in judicio, vel voluntate principis, quàm cùm priùs concedit limitatam, et postea amplam dispensationem, et nihilominùs in priori casu secunda non est subreptitia, nec ibi admittitur præsumptio, quòd princeps non esset tam leviter mutandus, si prioris denegationis recordaretur, ut supra probatum est, et admittit Sanci. ibi citatus cum aliis; ergo multò minùs valet illa præsumptio in præsenti casu.

9. Quapropter aliter censeo esse limitandam, et declarandam communem sententiam in principio hujus puncti positam. Dico enim, solùm habere locum vel in casibus in jure expressis, vel quando necessaria est commemoratio prioris dispensationis, ut princeps non ignoret totum, et proprium vinculum, seu impedimentum, quod aufert; neque etiam ignoret qualitatem, seu quantitatem gratiæ, quam facit per unam, vel per plures dispensationes. Prima pars præcipuè ponitur propter dictum cap. penult. cujus decisio habet locum in omnibus privilegiis, vel dispensationibus, quarum variatio sive per diminutionem, sive per augmentum cedit in præjudicium tertii. Nam tunc secunda dispensatio illam mutationem faciens sine mentione prioris, quantùm ad id seu subreptitia est, seu invalida ex vi illius juris. Quod est valdè consentaneum rationi, quia omnis gratia cum præjudicio tertii valdè otiosa est, et ideò nunquàm censetur valida, nisi ex sufficienti notitiâ principis pro-

cedat. Atque hàc ratione qui dispensationem habet non solvendi decimas ex vineâ, v. g., si deinde obtineat privilegium non solvendi illas ex areâ, vel fundo, nullâ factâ mentione prioris, non poterit uti secundo privilegio, quia subreptitium est: quia cedit in præjudicium tertii, quod papæ non satis fuit illo modo propositum, quamvis hîc etiam alia surreptio intercedat, ut statim explicabitur.

10. Secunda pars sumpta est ex dicto capite 2 de Filiis præsbyter. in 6; nam dispensatio secunda ibi obtenta ideò subreptitia judicatur, quia non fuit sufficienter propositum judici totum impedimentum, quod illi obstare potuisset. Et ratio est manifesta, quia tunc voluntas dispensantis non potuit extendi ad id quod latebat; ergo ex eâ parte impedimentum mansit integrum, ac subinde dispensatio effectum habere non potuit. Unde colligitur, tunc per se non esse necessariam declarationem prioris dispensationis, si alio modo impedimentum totum sufficienter referatur, quia tunc cessat ratio facta, et textus ille non plus requirit, ut probavi. Interdùm verò poterit esse necessaria expressio prioris dispensationis, si aliter non possit materia, seu vinculum tollendum per secundam dispensationem sufficienter explicari, ut statim declarabo. Dices: Ergo, si in exemplo posito de privilegio decimarum aliquis postulet secundum privilegium, exprimendo, et quasi de novo petendo exemptionem in vineâ, et areâ, vel fundo simul, non factâ mentione prioris privilegii, erit validum secundum, quia in illo expressè proponitur totum vinculum per dispensationem tollendum; ergo illud sufficiet sine declaratione prioris petitionis. Respondetur negando consequentiam, tum quia ibi surreptio ex alio jure nascitur, propter præjudicium tertii, ut declaravi, tum etiam quia ibi est necessaria notitia prioris dispensationis, ut qui concedat secundam, plenè intelligat nocumentum Ecclesiæ. Nam qui postulat exemptionem à solutione decimarum ex tot possessionibus, nullâ factâ mentione prioris privilegii, tacitè indicat antea nullas decimas ex illis possessionibus retinuisse, et ita papa non intelligit præcedentem diminutionem fructuum Ecclesiæ, et consequenter non percipit totum præjudicium ejus, ideòque non censetur habere voluntatem inferendi illi novum nocumentum. Quæ ratio optima est, et accommodari rectè potest ad causam textûs in dicto cap. penult. de Præscrip.; ibi enim religiosi, qui priùs fuerant exempti cum quâdam moderatione, postea obtinuerunt exemptionem simpliciter nullâ factâ mentione prioris, nec moderationis in eâ contentæ, quod totum cedebat in majus præjudicium episcopi, quam posset ex simplici posteriori supplicatione intelligi, ideòque meritò subreptitia judicatur, quod magis ex sequenti puncto declarabitur.

11. Addidi ultimam partem regulæ, quia licet in dictis juribus non contineatur expressè, necessariâ ratione colligitur: nam si princeps non satis intelligat qualitatem et quantitatem gratiæ, quam confert, non potest illam velle; ergo, si ex taciturnitate prioris dispensationis sequatur illa ignorantia, clara est surreptio: nam est in re valdè substantiali. Declaratur exemplis. Primum sit de beneficiato, qui obtinuit dispensationem non residendi per quinquennium cum perceptione fructuum, qui expleto quinquennio, aliam similem postulavit, nullâ factâ prioris mentione; tunc enim secunda dispensatio subreptitia est, ut rectè dixit Joan. Andr. quem refert et sequitur Felin. supra n. 2. Quod intelligendum puto quando tempus illud est continuum propter ea, quæ infra dicam. Posset autem ratio ex dictis reddi, quia ibi intervenit præjudicium tertii, quod non satis declaratur; tamen optima ratio est, quia papa nunquàm concipit se dispensare in decennio residentiæ, quia concipiendo priùs unum quinquennium, et postea aliud sine recordatione prioris, nunquàm concipit decennium, quod verisimiliter non concessisset, si intellexisset. Sic enim qui furatur per minima, quando pervenit ad ultimum, in quo gravis quantitas consummatur, si illud advertat, longè graviùs peccat, quàm si ignoret; ergo signum est, illam circumstantiam multùm variare voluntatem. Rectè ergo dicimus tunc esse necessariam expressionem prioris dispensationis, ut princeps intelligat quod concedit, et totam relaxationem, quam in lege facit.

12. Secundum exemplum esse potest, si quis habens votum castitatis obtineat dispensationem ad unum matrimonium contrahendum, et mortuâ uxore, iterùm petat dispensationem ad matrimonium tacitâ priori; existimo enim posteriorem esse subreptitiam, propter rationem proximè factam, quia non potest pontifex concipere quantam relaxationem faciat in illo voto. Tertium exemplum sit, si aliquis semel obtinuit dispensationem ad matrimonium in impedimento uxoricidii cum machinatione, et postea iterùm simile crimen

committat, et aliam dispensationem de illo petat, non factâ mentione prioris, argumento l. 3, c. de episcopali Audient. dicentis, *ut remissionem veniæ crimina, nisi semel commissa, non habeant*, etc. Ratio ergo est, quia secundum crimen ejusdem rationis præsertim adeò grave commissum post remissionem primi magis pœnam meretur, et difficiliùs remissibile est. Ita ergo in præsenti secunda dispensatio est longè difficilior in secundo crimine post dispensationem in primo crimine, et ideò neque gravitas impedimenti, neque gratia, quæ conceditur, sufficienter concipitur sine expressione prioris dispensationis, et ideò meritò posterior subreptitia judicatur, ut benè notavit Sanci. supra n. 20, et sumitur ex auctoribus, quos citavi.

13. Ex his ergo videtur satis declarata, et probata tota assertio, regulâ positâ. Ubicumque autem non intercesserit aliqua circumstantia ex dictis, seu similis connexio inter posteriorem dispensationem cum priori, non erit necessarium priorem exprimere, ut posterior valida sit. Et hoc modo intelligo Panormit. in dicto cap. penult. n. 13, dicentem: *Quoties conceditur privilegium super separatis, vel super eisdem, vel quasi super executione primæ gratiæ, non esse necessarium, ut de primâ fiat mentio;* nam illa particula, *vel super eisdem,* ut non repugnet aliis dictis ejusdem auctoris, ita intelligi debet, ut per se loquendo, non sit necessarium, priorem dispensationem exprimere, propter solam pluralitatem dispensationum, etiamsi circa idem versentur, sed solùm in casibus in jure expressis, vel quando aliunde non potest satis explicari gravitas rei, cujus dispensatio postulatur, nisi priorem dispensationem commemorando. Et ita exponit Panorm. Innocentium, et alios; ita ergo intelligenda erit prior sententia, ut vera sit. Ratio autem non est alia, nisi quæ insinuatur ab eodem Panormit. et quam sæpè tetigimus, scilicet, quòd nullum sit jus requirens per se hanc conditionem ad valorem secundæ dispensationis, etiam circa eamdem rem, neque est ratio, quæ illam probet, nisi quando concurrunt aliæ circumstantiæ explicatæ, ut satis ostensum est, magis autem declarabitur, aliqua exempla, et quasi corollaria afferendo.

14. Primum sit, quando aliquis propter scrupulum, vel dubium prioris dispensationis, petit aliam de eâdem lege, impedimento, defectu, aut voto, et illam obtinet æqualem quoad gratiam, certiorem verò quoad circumstantias. Existimo enim secundam esse validam, etiamsi non declaretur, peti propter dubium prioris dispensationis, neque hujus fiat mentio, sed absolutè proponatur gratia, seu relaxatio vinculi, quæ postulatur, et vera, ac legitima causa dispensationis. Ratio est, quia contra nullum jus positivum est, nec in se continet taciturnitatem, quæ verisimiliter reddat involuntariam posteriorem dispensationem, neque ingerit deceptionem, vel ignorantiam relinquit, quæ faciat ad causam. Et hoc modo posset intelligi quod decisio Rotæ supra citata dicit, quando posterior dispensatio ad unum et eumdem finem tendit cum primâ, non esse necessarium, facere istius mentionem, et reddit rationem, quia tunc una dispensatio sufficit, utique obtenta cum sufficienti rei et causæ declaratione et cognitione. Et ideò etiam non est inconveniens, tunc utramque dispensationem manere validam, quia quando secundum privilegium petitur ad corroborationem primi, utrumque valet, ut dixit Innocent. in dicto cap. penultim. num. 5, et sequitur Bald. ibi n. 13; nam effectus utriusque simul sumpti non excedit intentionem concedentis.

15. Secundum exemplum esse potest de dispensatione secundâ petitâ ad extensionem, seu ampliationem primæ sine præjudicio tertii, et explicando totum vinculum dissolvendum cum toto effectu desiderato; tunc enim nulla surreptio committitur, propter idem fundamentum. Ut, v. g., si irregularis petat dispensationem ad ordines minores recipiendos, et eâ obtentâ antequàm illâ utatur, petat aliam ad omnes ordines, eamdem irregularitatem declarando, non verò primam dispensationem; nihilominùs valida erit secunda, quia neque agit contra aliquod jus, neque aliquid occultat, quod verisimiliter posset voluntatem pontificis mutare, aut impedire. Quòd si ille jam esset usus priori dispensatione, et postea postularet secundam ad ordines tantùm sacros, multò magis valeret, quia explicando irregularitatem, necessariò supponit, jam esse dispensatum ad ordines minores. Similiter, si iste irregularis dispensatus ad omnes ordines postea petat dispensationem in interstitiis, v. g., nullâ factâ mentione prioris, credo secundam esse validam, etiamsi non declaret defectum irregularitatis, quia ille jam est sublatus per dispensationem, et per se non refert ad interstitia, nec difficiliorem reddit illorum dispensationem, et idem est in similibus.

16. Simile videtur esse in dispensatione voti,

v. g., castitatis, si post primam dispensationem datam cum aliquo onere, et commutatione petatur secunda ad majorem remissionem obtinendam, nullâ factâ mentione primæ, sed petendo puram dispensationem voti castitatis; videtur enim ex dictis sequi secundam dispensationem fore validam. Aliqui verò hoc non admittunt, nisi cum duplici distinctione. Solet enim ex stylo curiæ communiter concedi talis dispensatio cum quibusdam limitationibus ordinariis et solitis. Quando ergo prior dispensatio fuit tantùm hujusmodi, dicunt posteriorem esse validam, non obstante taciturnitate prioris, quia cùm illa limitatio soleat jure ordinario poni, et pontifex in posteriori dispensatione illam prætermittat, signum est, ex voluntate, et non ex aliquâ ignorantiâ eam omittere, cùm stylus curiæ ipsum non lateat. Si autem prior dispensatio cum majori moderatione data est, additur altera distinctio. Nam, si posterior petatur, propositâ novâ, et majori causâ, dicunt esse validam, non obstante prædictâ taciturnitate, quia major causa tollit omnem fraudem. At verò si posterior obtineatur ex eâdem causâ, et tacitâ priori dispensatione, dicunt esse nullam, propter fraudem pontifici factam. Ego verò in hoc præcisè, quòd prior taceatur, nullam fraudem invenio, quandoquidem totum votum auferendum proponitur, et pontifex ignorare non potest, peti puram dispensationem sine limitationibus solitis et insolitis, et ideò ex hoc capite non video surreptionem, aut nullitatem. Aliunde tamen dubito de hâc dispensatione, quia non videtur continere veritatem in proponendo vinculo, quod per dispensationem auferendum est, quia per priorem dispensationem sublatum fuit votum; ergo jam falsò petitur dispensatio in voto, quod non subsistit, et quamvis fuerit commutatum in alia onera, jam illa obligatio non pertinet ad votum castitatis, sed ad aliud votum distinctum quoad materiam.

17. Dico ergo in multis casibus etiam ex hoc titulo dispensationem illam esse validam. Primò, quando prima dispensatio simpliciter non abstulit votum, sed tantùm ad determinatum usum, ut ad primum matrimonium, vel ad petendum debitum durante matrimonio. Nam tunc vera est narratio, cùm votum maneat. Secundò, si prima dispensatio non fuit acceptata, licet data esset ad tollendum simpliciter votum cum commutatione, quia non habuit effectum propter non acceptationem, seu renuntiationem. Et idem erit, quoties per ignorantiam, vel aliâ viâ impeditur effectus prioris dispensationis, et à fortiori si prior fuit invalida, quia *non præstat impedimentum, quod de jure non sortitur effectum*, ut dicitur de Reg. jur. in 6, cap. 52. At verò, si prior dispensatio fuit acceptata, et simpliciter abstulit votum, quamvis reliquerit obligationem ad jejunia, vel alia pia opera, valdè probabile videtur, non posse peti secundam dispensationem de voto castitatis ut nondùm dispensato, primò, propter rationem factam. Nam licet responderi possit, peti dispensationem de voto emisso, et ita esse veram narrationem, nihilominùs moraliter intelligitur peti de voto permanente; secundò, quia aliàs non proponitur specificè vinculum auferendum, scilicet, obligationem ad talia opera pia, quæ licet remotè duxerit originem à voto castitatis, et fortassè sit minor, nihilominùs est diversa, et ideò necesse est specificè cognosci, ut per dispensationem auferatur. Tertiò, quia in secundâ dispensatione, necessarium erit proponere causam proportionatam obligationi, et materiæ substitutæ loco voti castitatis. Neque enim sufficiet proponere majorem causam, quæ difficiliorem, vel periculosiorem reddat obligationem castitatis, quia jam tunc hæc causa est impertinens: ergo signum est, secundam dispensationem debere cadere specificè in aliam obligationem, quæ satis explicari non potest, nisi factâ mentione prioris dispensationis, et ideò in illo casu probabilius censeo esse necessariam.

18. Ultimum exemplum esse potest, quoties duæ dispensationes versantur circa eamdem legem, quasi secundùm diversas partes, quarum una non unitur alteri, nec cedit in præjudicium tertii. Tunc enim valida erit posterior dispensatio sine mentione primæ, quia nullam habet speciem surreptionis juxta doctrinam datam. Exempla esse possunt, primò, in dispensationibus circa jejunia; nam si quis dispensationem obtinuit ad comedendum cibos prohibitos in unâ quadragesimâ, ut similem in aliâ validè obtineat, non oportet facere mentionem prioris, quia licet versentur circa eamdem legem, materiæ non uniuntur inter se, neque una aggravat aliam, et unaquæque potest habere suam propriam causam. Secundò, idem est in dispensationibus circa præceptum laborandi in die festo, vel non recitandi, et similibus. Imò etiam in exemplo supra posito de dispensatione residendi pro aliquo tempore; nam si diversis temporibus, et non continuis, occurrat necessitas similis dispensationis, non oportebit

semper in posteriori facere mentionem prioris, quia hoc et præter hominum consuetudinem esse videtur, et est magnum gravamen, quod sine jure aut evidenti ratione imponendum non est. Ibi autem cessat ratio supra facta, quia ibi unum tempus non conjungitur alteri, neque fit quasi continuatio subreptitia ejusdem dispensationis, sed sunt omninò diversæ, quarum una non fit gravior, aut difficilior ratione alterius; ergo utraque est valida, licet in neutrâ fiat alterius mentio.

19. Denique idem est in lege, v. g., prohibente matrimonium inter consanguineos; nam licet quis obtineat unam dispensationem cum unâ cognatâ, et illâ mortuâ, secundam petat pro aliâ in eodem, vel diverso gradu conjunctâ, valida erit secunda, licet obtineatur sine mentione primæ, quia sunt de rebus distinctis, et una non habet connexionem cum aliâ, neque aggravat illam, aut difficiliorem reddit, et unaquæque potest habere propriam causam sufficientem, non obstante aliâ, et independenter ab illâ. Unde sequi videtur, idem esse dicendum, etiamsi talis persona non fuerit usa priori dispensatione quâcumque ex causâ, et petat secundam, non factâ mentione prioris. Nam eædem rationes procedunt, ut hæc posterior sit valida. Et ita fatetur Sanc. dictâ disput. 22, num. 13. Sed obstare videtur, quia sequitur, talem personam habere simul duas dispensationes validas, per quas possit eligere, et ducere, quam maluerit ex illis duabus cognatis, quia prima dispensatio valida fuit et non potest elidi, vel irritari per secundam. Consequens autem videtur absurdum, quia est præter scientiam, et consequenter præter intentionem concedentis; ergo talis facultas et dispensatio non potest esse valida.

20. Responderi potest negando sequelam, quia qui petit secundam, eo ipso renuntiat primæ, ideòque obtentâ secundâ evanescit prima. Et ita sensit idem auctor supra, n. 19. Sed non caret difficultate responsio, primò, quia etiamsi demus ex parte petentis secundam dispensationem, renuntiari primæ, nihilominùs papa non potest illam renuntiationem acceptare, cùm illius cognitionem non recipiat. At renuntiatio non acceptata non habet suum effectum; ergo ex hoc capite non evanescit prima dispensatio. Deinde, aut agimus de renuntiatione præsumptâ, aut verâ; prior non sufficit, ut in conscientiâ habeat effectum, ut constat; posterior autem non semper invenitur; potest enim quis petere secundam dispensationem, non intendens renuntiare primæ; ergo tunc non est cur excludatur per secundam; ergo ambæ simul manebunt. Nam licet non possint simul mandari executioni, satis est, quòd in usu earum possit esse optio, ut possint esse simul. Item satis est, quòd successivè possit utraque habere suum usum. Imò hinc fieri videtur, nec præsumptam renuntiationem ibi intervenire; sicut habens dispensationem ad contrahendum cum consanguineâ, licet ducat extraneam, non censetur renuntiare dispensationi, quia potest post viduitatem illâ uti; ergo similiter in præsenti.

21. Propter quod probabilius censeo, in illo casu posteriorem dispensationem esse subreptitiam, et necessarium esse exprimere priorem dispensationem, ut vel pontifex ejus renuntiationem acceptet, vel illam irritet, vel utramque simul validam esse concedat. Alioqui enim verissimum censeo, sine scientiâ et consensu pontificis non posse illas duas dispensationes validas simul permanere, quia est indulgentia quædam nimis extraordinaria, et parùm rationi consentanea, et longè verisimilius est, non fuisse pontificem eam concessurum, si proponeretur. Deinde clarum etiam censeo, unam illarum dispensationum non expellere aliam quasi per repugnantiam formalem; quia illam reverà non habent, ut probat ratio facta; imò posset pontifex utramque simul concedere si vellet. Tertiò, existimo primam non excludi per renuntiationem sine animo renuntiandi, quia est repugnantia, et tamen etiam tunc non erunt ambæ simul validæ; ergo oportet, ut secunda sit nulla. Præterea, etiamsi adsit animus renuntiandi, censeo non habere effectum ex defectu acceptationis; nec enim dici potest, pontificem, concedendo secundam, acceptare renuntiationem primæ, quia ab illo non petitur secunda, ut secunda, cùm non habeat notitiam vel memoriam primæ; ergo talis petitio dispensationis absolutè non est signum externum alicujus renuntiationis; ergo nec concessio papæ potest habere vim acceptationis; ergo, ut duæ illæ dispensationes simul non maneant, necessarium omninò est, posteriorem esse invalidam; non enim invenitur modus, quo excludatur prima, quæ semel valida fuit, et aliunde non fuit extincta. Ratio autem surreptionis est clara ex principiis à nobis positis, quia tunc secunda dispensatio conjungitur primæ, et ex utrâque simul resultat una gratia exorbitans, quæ non cadit sub intentionem pontificis, et ideò ad valorem

secundæ necessarium est exprimere priorem, quo illud incommodum vitetur. Et ideò non est simile, quando prior dispensatio suum usum habuit per quem extincta est; nam tunc non conjunguntur dispensationes, sed quælibet est unica pro suo tempore. Esset autem simile, si absque usu prior dispensatio fuisset extincta per mortem alterius partis, vel aliud impedimentum perpetuum; nam tunc ex defectu objecti evanesceret prima dispensatio, et ideò est impertinens ejus memoria, atque ita formaliter procedit doctrina data, quæ ad similes casus cum proportione applicanda est.

CAPUT XXIV.

An dispensatio in uno vinculo, tacitis aliis obtenta, subreptitia et nulla sit.

1. Hæc quæstio tractatur optimè circa impedimenta matrimonii à Patre Thomâ Sanc. in dicto libr. 8, disput. 23; habet autem locum cum proportione in aliis dispensationibus et legibus, et ideò breviter expedienda est. Duæ ergo sunt opiniones, prima simpliciter affirmat, talem dispensationem esse validam quantùm ad effectum, ad quem impetratur, ut si quis habens duas irregularitates ad ordines, petat dispensationem unius, v. g., illegitimitatis, tacitâ bigamiâ, concessâ dispensatione tolletur impedimentum illegitimitatis, manebit tamen aliud, ratione cujus non sufficiet illa dispensatio, nisi addatur alia de alterâ irregularitate; et simile exemplum facilè potest poni in matrimonio. Ita tenet Navar. cons. 6 de Rescript. et cons. 7 et 8 de Consang. et Affinit., et sæpè aliàs in suis consiliis, quem secuti sunt multi moderni, quos supra refert Sanc. n. 1. Ex antiquis verò solùm refert Joan. Andr. in Arbore affinitatis § 2, n. 5, in tom. 9, Tract. n. 5, dicentem, qui habet simul impedimentum affinitatis et publicæ honestatis, si petat dispensationem primi, tacito secundo, illud tolli, isto manente. Fundamentum est, quia potest tolli unum impedimentum sine alio; sicut et potest esse; ergo ex hàc parte non repugnat, talem dispensationem esse validam, et habere suum effectum. Nec ratione surreptionis, quia nulla est lex, quæ præcipiat expressionem plurium defectuum, ut tollatur unum. Nec ex naturâ rei est necessarium, quia ut princeps habeat justam et efficacem voluntatem tollendi aliquem defectum, vel vinculum, satis est, ut illud perfectè narretur cum causâ sufficiente ad dispensationem; hoc autem totum sufficienter narrari potest, explicando unum impedimentum sine aliis. Et addit Navarr. ita observari ex stylo curiæ.

2. Secunda sententia universaliter affirmat, esse irritam et subreptitiam dispensationem unius impedimenti, quando occultantur alia, quæ erant conjuncta cum illo. Hanc opinionem censet esse longè probabiliorem Sanc. supra numer. 2, citatis multis auctoribus loquentibus circa impedimenta matrimonii. Frequenter enim dicunt doctores, non valere dispensationem in uno impedimento, tacito alio, ut patet ex Panormitan. in capit. *Non debet,* de Consanguinit. et Affinit. numer. 12, quem multi summistæ imitantur, et Supplement. Gabriel. in 4, d. 41, art. 3, dub. 7, et in simili Covar. in 4, part. 2, cap. 6, § 4, num. 11. Possent autem hi auctores exponi, ut intelligant non valere, id est, non sufficere, seu non valere ad matrimonium contrahendum, an verò valeat ad unum impedimentum tollendum, non definire. Sed est difficilis et dura expositio, quia non dicunt, non valere matrimonium, sed non valere dispensationem, et Covar. dicit, esse irritam. Denique multi alii auctores in propriis terminis dicunt, talem dispensationem esse subreptitiam. Fundamentum hujus sententiæ reducitur ad principium positum, ut dispensatio legitimè obtineatur, necessarium esse proponi pontifici totum vinculum dissolvendum secundùm totam gravitatem, quæ intrinsecè potest dispensationem difficiliorem reddere; unum autem impedimentum censetur moraliter habere majorem gravitatem in illo genere, quando est conjunctum aliis, quàm solitariè sumptum; ergo. Minor probari solet primò ex cap. *Ex tuarum,* de Auctoritat. et Usu pallii, quod allegat Panormitan., sed judicio meo, nihil, vel parùm probat. Item citatur capit. *Pastoralis,* de Privileg. quod nihil etiam juvat, nec plus valet caput *Postulâsti,* de Rescription., quod Covarr. allegat; nam regula ibi constituta in beneficiis, non habet locum in dispensationibus, ut supra notatum est cum Panormitan. in capite penultim. de Præscriptione. Denique allegatur caput 1 de Treg. et pace, quoniam ibi dicitur: *Funiculus triplex difficilè rumpitur.* Responderi autem potest, in præsenti etiam cumulum impedimentorum difficiliùs tolli, quia vel requirit unam dispensationem difficiliorem, vel cumulum dispensationum. Ratione igitur probatur illa minor, quia impedimenta simul juncta sine dubio reddunt personam minùs dignam dispensatione, etiam in singulis, unde etiam simul proposita magis

avertunt animum principis ad concedendum tale matrimonium, vel habilitandam talem personam, ut experientia ipsa docet, et per se videtur prudentiæ consentaneum. Unde in remissione pœnarum, cùm in aliquâ personâ plura sunt atrociora delicta, singula difficiliùs remittuntur in humano judicio. Confirmatur, quia aliàs aperitur via fraudibus, obtinendo per plures dispensationes, quod sæpissimè pontifex, re totâ intellectâ, per unam non concederet.

3. Inter has sententias hæc posterior securior est. Et in materiâ saltem matrimonii est practicè probabilior, et servanda, tum propter consensum plurium auctorum, tam ex antiquis, quàm ex modernis, tum propter praxim romanam, quæ hoc observat, exceptis quibusdam casibus occultis, ut Sancius notat, quæ exceptio potiùs firmat regulam in contrarium; tum præterea propter periculum, quod est in efficiendo matrimonio nullâ ratione dispensationis malè impetratæ. Denique quia talis dispensatio directè videtur peti, et concedi ad contrahendum matrimonium, et ideò intentio dispensantis non videtur esse tantùm tollere unum, vel aliud impedimentum, sed simpliciter habilitare personam; quapropter, si narratio ad hoc non sufficiat, tota dispensatio censetur irrita ex mente concedentis. Essetque hoc longè certius si pontifex directè interrogaret, an talis persona haberet aliud impedimentum. Nam per hoc magis ostenderet animum non aliter dispensandi, et ideò qui habens plura impedimenta, illa negaret, nihil obtineret propter gravem deceptionem contra intentionem pontificis satis insinuatam per dictam interrogationem. Usus autem non habet, ut talis interrogatio fiat, et ideò res est minùs certa. Nihilominùs tamen ipsemet usus non faciendi similem interrogationem indicat, pontificem simpliciter accipere verba talium supplicationum, et intelligere personam non habere aliud impedimentum ad matrimonium, nisi quod proponitur, et ideò qui unum proponit, et aliud tacet, virtualiter illud negat, et pontificem decipit. Ac denique experientia etiam ostendit, longè aliter, et cum majori onere, vel gravamine dari dispensationem, quando plura impedimenta concurrunt, et sæpè propter eam causam negari; signum ergo est nolle pontificem dispensare in singulis impedimentis, nisi omnia, quæ simul sunt, simul proponantur. Et præter experientiam potest alia ratio reddi, quam in puncto sequenti commodiùs explicabo.

4. Hæc autem regula non videtur posse tam generaliter constitui de omnibus aliis dispensationibus et vinculis. Nam inprimis de dispensatione voti castitatis rectè docet Sanci. supra num. 4, si priùs petatur dispensatio ejus, quàm alterius impedimenti, verbi gratiâ, consanguinitatis, validam fore, etiamsi solùm illud sine alio impedimento proponatur. Quod ego intelligo esse verum, etiamsi habens tale votum habeat intentionem ducendi consanguineam, obtinendo postea aliam dispensationem, quia hoc accidentarium est, et dispensatio voti per se non ordinatur ad tale matrimonium, sed generaliter, ut liceat usus conjugalis, quem votum castitatis impediebat. Tunc autem non immeritò dubitari potest, an quando ulteriùs proceditur ad petendam dispensationem impedimenti consanguinitatis, necessarium sit, prioris dispensationis mentionem facere. Nam licet immediatè sint circa diversa, reverà ordinantur ad eumdem finem, et ex utràque resultat quædam major concessio, quàm fortassè concederetur, si de utroque impedimento simul fuisset aliquando facta mentio. Item quia videtur inconveniens admittere, posse illam personam habilitari ad matrimonium cum consanguineâ per plures dispensationes, incipiendo à dispensatione voti, et non incipiendo à dispensatione consanguinitatis, cùm ex parte pontificis nulla sit ratio præsumendi magis involuntarium in uno casu, quàm in alio; est ergo hoc valdè probabile, et accommodatum ad impediendas fraudes.

5. Nihilominùs tamen si reverà detur sufficiens causa dispensationis voti, independens à matrimonio cum tali consanguineâ, rectè poterit obtineri dispensatio de solo voto, ut dixi, et postea etiam ad obtinendam dispensationem circa consanguinitatem, non oportebit prioris mentionem facere, quia jam impedimentum voti non existit, sed legitimè fuit sublatum absolutè, et sine ordine ad matrimonium, quantùm est ex se, et ex vi causæ; intentio autem operantis est per accidens, et non mutat dispensationis naturam. Neque est inconveniens, ut aliqua certo ordine licitè fiant; quæ commutato ordine debitè fieri non possunt; id enim sæpè contingit, ut alio exemplo statim declarabo, et ratio est, quia ordo agendi sæpè spectat ad honestatem, propter diversam dependentiam unius rei ab aliâ. Et ideò etiam dixi, necessarium esse, ut causa dispensationis voti non pendeat ex matrimonio cum tali personâ; nam si pendeat, necessarium erit, omne aliud

impedimentum matrimonii cum eâdem personâ explicare, quia non potest aliter judicium ferri de tali causâ, et quia tunc unum impedimentum colligatur cum alio in ordine ad dispensationem.

6. Quod autem dixi de voto castitatis, eamdem rationem habet in voto religionis, et ideò eadem doctrina ad illud applicanda est. Imò licet eadem persona utrumque votum habeat, poterit validas dispensationes utriusque obtinere, non factâ mentione aliorum impedimentorum matrimonii, quia neutra ex illis dispensationibus, neque utraque simul dicit habitudinem ad matrimonium cum impedimento contrahendum. De ipsis autem votis, quando sunt simul, meritò dubitari potest, an ad obtinendam dispensationem alterius, debeat alterum narrari, et è converso. Hinc enim videtur, id non esse necessarium, quia sunt vincula omninò distincta, et inter se non colligata; nam unum obligat ad castitatem servandam, et non aliud, et hoc obligat ad religionis ingressum, ad quod non obligat alterum. Inde verò apparet contrarium, tum quia non videntur illa vincula minùs inter se connexa in ordine ad statum, seu viam perfectionis, quàm duo impedimenta matrimonii in ordine ad illud; tum etiam, quia unum videtur difficiliorem reddere dispensationem alterius, et è converso.

7. Breviter mihi videtur, in eo casu validam fore dispensationem voti religionis, si ab eo inchoetur, nullâ etiam factâ mentione alterius. Moveor ex prioribus rationibus, et quia votum castitatis faciliorem potiùs quàm magis difficilem facere potest dispensationem voti religionis; nam faciliùs dispensari solet cum eo qui perpetuam castitatem est conservaturus, quia in hoc aliquam participationem religionis retinet. E converso autem votum religionis non est connexum cum voto castitatis, nisi tanquàm addens habitudinem ad majorem perfectionem, quæ tota sufficienter explicatur sine alio voto. Et præterea potest per se dari causa sufficiens ad tollendum votum religionis relicto alio; tunc ergo rectè poterit postulari pura ejus dispensatio, sine mentione alterius voti. Secùs verò esset, si causa honestans dispensationem voti religionis sumeretur ex ordine ad matrimonium contrahendum, etiam in generali; nam tunc oporteret, votum castitatis explicare, quatenùs impedimentum est ad quodlibet matrimonium contrahendum.

8. At verò è contrario, si dispensatio inchoetur à voto castitatis, necessarium semper existimo, simul explicare votum religionis propter rationes posteriori loco factas. Habenti enim votum religionis, irrationabilis planè videtur liberatio ab obligatione castitatis, cùm nec ad matrimonium contrahendum illi sufficiat, neque etiam liberet à vinculo religionis, et quia maximè decet, ut qui religionis obligationem habet, castitatem interim servet. Propter quæ non est verisimile, pontificem fuisse concessurum talem dispensationem solam, si alterius voti conscius fuisset. Accedit, quòd non videtur posse dari causa justa ad dispensandum in voto castitatis cum eo qui ligatus est voto religionis, tum quia votum religionis etiam obligat ad non nubendum, et licet non obliget statim ad castitatem, obligat ad promittendam illam; tum etiam, quia talis persona licet difficultatem habeat in servandâ continentiâ, non potest illi succurrere per matrimonium ratione alterius voti, et secluso hoc medio, tenetur absolutè vincere illam; ergo tunc causa est insufficiens et irrationabilis ad talem dispensationem. Et quoad hoc benè æquiparantur hæc duo vincula cum aliis impedimentis matrimonii.

9. Et similiter potest hæc ratio ad ea quæ diximus de matrimonio adaptari : nam cùm quodlibet impedimentum impediat totum matrimonium, de se inutilis et irrationabilis est dispensatio unius sine aliis; non enim potest deservire, nisi fortassè ad decipiendum dispensantem, ut per partes faciat quod fortè simul non faceret, si totum cognosceret, et ideò semper talis dispensatio meritò judicatur extra intentionem dispensantis. Et præterea non videtur posse habere causam legitimam, vel non posse ferri de illâ legitimum judicium sine cognitione aliorum impedimentorum, quia talis causa sumi debet ex necessitate, vel utilitate talis matrimonii, de quo judicari non potest, non cognitis omnibus impedimentis ejus. Et hæc ratio videtur mihi satis efficax et notanda.

10. In dispensationibus autem irregularitatum, et aliarum inhabilitatum, ac pœnarum, existimo non habere locum rationem istam, neque regulariter doctrinam datam, sed potiùs, per se loquendo, unam irregularitatem posse tolli sine aliâ, præsertim quando illæ irregularitates sunt omninò disparatæ, et una aliam non aggravat. Ut, verbi gratiâ, esse illegitimum, et casu hominem occidisse, et similes. Et quoad hoc videntur mihi efficaces rationes

Navar. in cons. 1 de Constit. quæst. 19; nam, licet de impedimentis matrimonii tractet, rationes sunt generales. Præcipua est, quia inter has irregularitates et pœnas non est connexio, nec taciturnitas unius aliquid confert ad dispensationem alterius, nisi quatenùs tollit aliquam majorem difficultatem, quam fortassè haberet princeps in dispensando, si omnes cognosceret; hoc autem non sufficit ad surreptionem, nisi vel jus aliquod cogat, vel aliæ circumstantiæ, et rationes concurrant, ut dixi in libro 6 de Voto cap. ult. et affirmat Navarr. cum Rotâ, Ægidio, et Felin. Hìc autem nullum est jus, nec ostendi potest. Quod enim quidam dicunt, hoc contineri in jure, quia jus præcipit explicare omnem veritatem conferentem ad dispensationem, frivolum est, et principium petit; nam hoc est, quod inquirimus, an cognitio alterius irregularitatis, vel inhabilitatis, aut criminis sit intrinseca dispensationi, quæ circa aliud crimen, vel irregularitatem versatur. Hoc autem ex jure probari non potest; ergo verum est, hanc surreptionem non fundari in jure.

11. Altera verò pars de ratione probatur, quia multitudo irregularitatum, vel similium vinculorum ad summum reddit personam magis inhabilem, ut sic dicam, extensivè, et minùs dignam quocumque beneficio; hoc autem non satis est ad surreptionem. Et rationes omnes in contrarium, quæ solùm fundantur in solâ hâc indignitate, et quasi resistentiâ ex parte personæ, reverà sunt inefficaces, quia cum illâ stat, quòd dispensatio fiat cum plenâ voluntate, et cum cognitione omnium, quæ ad valorem actûs necessaria sunt. Et patet à simili : nam qui plures habet excommunicationes, minùs dignus est quâcumque absolutione, et tamen si impetret absolutionem unius tacitâ alterâ, valebit, ut est certum apud omnes, quia nullo jure plus postulatur. At nec in irregularitatibus postulatur. Item qui plura habet crimina, minùs dignus est beneficio, et si essent cognita, difficiliùs illud obtineret, vel fortè non obtineret, et nihilominùs collatio est valida, secluso alio majori impedimento. Item qui propter distincta crimina obnoxius est multis pœnis, minùs dignus est cujuslibet remissione, et difficiliùs illam obtineret, si omnia simul remittenda proponeret, et nihilominùs valida est remissio uniuscujusque tacitis aliis, nisi ubi lex aliud disponit, vel unum non potest sine alio sufficienter explicari, quia quando sunt omninò diversa, nullam connexionem habent in remissione, et illa difficultas, quæ per taciturnitatem evitatur, non causat involuntarium, nisi valdè accidentarium, et diminutum, quod non impedit valorem actûs. Idem ergo est in irregularitatibus et aliis similibus pœnis.

12. Regula ergo observanda est, ut, per se loquendo, valeat dispensatio unius sine expressione alterius, nisi gravitas unius non possit satis sine aliâ explicari. Ad eum modum, quo Navar. cons. 18 de Rescript. dixit dispensationem irregularitatis contractæ occidendo clericum, non esse validam explicato homicidio, nisi explicetur sacrilegium. Et similiter censeo, qui plura homicidia commisit, si uno tantùm narrato velit dispensationem unius irregularitatis obtinere, nihil faciet, quia licet illæ censeantur irregularitates numero diversæ, moraliter quasi efficiunt unam graviorem, vel certè nulla illarum satis explicatur sine aliâ, ac denique tunc ferè procedunt rationes de matrimonio factæ. Extra hos verò et similes casus valida est dispensatio unius vinculi, tacito alio omninò diverso, quoties per se habere potest sufficientem causam et rationem, ut auferatur, etiamsi cætera non tollantur. Et hactenùs de dispensatione.

CAPUT XXV.

Quando et ex quibus causis possit lex abrogari.

1. Declaravimus relaxationem legis, quæ per dispensationem legis ex parte fit; solùm superest dicendum de mutatione, quæ per abrogationem fit; sic enim appellari solet in jure totius legis ablatio, l. *Derogatur,* ff. de verbor. Signific. Distinguunt autem aliqui inter abrogationem et irritationem legis, ut irritatio sit, quando tota lex impeditur, ne vires obligandi accipiat, priusquàm plenè constituta sit, ut si lex postulans confirmationem principis, ut obligare possit, ab eo non confirmetur, vel si lex lata à principe, à populo non acceptetur, juxta opinionem existimantem acceptationem esse necessariam. Sed hoc posterius exemplum falsum supponit: nam lex principis ante acceptationem populi est vera lex, et illa mutatio per resistentiam subditorum pertinet ad mutationem, seu abrogationum per consuetudinem, de quâ in libro sequenti dicturi sumus. Altera verò abjectio, seu non admissio legis per resistentiam principis non est propria mutatio legis, quia non mutatur propriè nisi quod præexistit, imò nec irritari propriè dicitur, nisi

quod jam erat ratum et validum, sicut aliàs de voto diximus, et ita non acceptatio legis in illo casu non est legis mutatio; quòd si dicatur irritatio quasi antecedens, non est de voce contendendum, nec enim est inusitata illa significatio vocis, ut constat ex dictis de lege irritante. Nullam verò specialem explicationem in præsenti requirit, quia solùm est quædam negatio institutionis legis, quæ erit valida, si ex sufficiente potestate fiat, et justa, si causam habeat honestam, et ad bonum commune pertinentem. Solùm ergo nunc agimus de propriâ legis abrogatione. Advertimus autem, licet abrogatio propriè dicatur de integrâ legis ablatione, sub illâ tamen nunc comprehendi illam diminutionem legis, per quam in perpetuum lex tollitur, et licet non in totum, sed quoad aliquam partem, illa enim non est propriè dispensatio, ut in superioribus tetigi, sed dici solet derogatio. Verùmtamen, servatâ proportione, eamdem habet rationem et doctrinam quam integra legis ablatio, et ideò sub abrogatione nunc comprehenditur.

2. Ex dictis ergo concluditur legem tunc abrogari, quando supponitur esse vera lex, et permanens toto tempore, priusquàm abrogetur, et consequenter debet etiam supponi justa, rationabilis et utilis; nam, si priùs fiat injusta, nociva, aut inutilis, priùs per se desinet esse, quàm abrogetur, et ita jam non habebit locum abrogatio, quia cessatio legis distinctus modus desitionis est, ut supra vidimus. Hinc ergo sumi potest ratio dubitandi, quomodò sit possibilis valida et justa abrogatio legis; nam, si lex quæ supponitur, non est justa, nec utilis, ablatio ejus non erit abrogatio juris, sed facti, vel potiùs declaratio nullitatis legis; si verò sit justa, abrogatio erit iniqua. Quid enim magis iniquum, quàm legem justam et utilem abolere? ergo consequenter etiam erit invalida; nam, sicut lex injusta non est lex, ita abrogatio injusta nocere non debet communi bono, cùm sit ex potestate data ad ædificationem, non ad destructionem. Dici verò potest ex divo Thomâ, et aliis statim referendis, legem justam in uno tempore posse per temporum mutationem fieri injustam, et ideò illius abrogationem posse esse justam. Sed contra hoc est, quia si mutatio temporis fecit legem injustam, jam non habebit locum abrogatio, sed per se desinet lex, et ita nunquàm erit necessaria, imò nec possibilis.

3. Nihilominùs dicendum est primò, humanam legem interdùm abrogari posse et validè, et justè. Est certa et communis sententia, quam tradit divus Thomas 1-2, q. 97, art. 1, et ibi omnes, et Sylvest. verb. *Lex*, q. 25, et ibi alii summistæ et juristæ, quos refert et sequitur Covarr. in cap. *Alma mater*, p. 2, in princ. Et sumitur ex Aug. lib. 1 de liber. Arbitr. cap. 6, ubi hâc ratione legem humanam vocat *temporalem*, quia licet justa sit, pro temporum varietate mutari potest et debet. Sumitur etiam ex Arist. lib. 2 Politic. capit. 6, ubi, agitatâ quæstione pro utrâque parte, eam indecisam relinquere videtur; nihilominùs tamen absolutè hoc sentit, licet indicare voluerit, hanc legum mutationem non debere esse frequentem. Idem tradit Plato Dialog. 16, qui *Civilis*, seu de Regno inscribitur longè post medium, et dialog. 6 de Legib. Sumitur etiam ex utroque jure l. unic. cap. de Caducis tollend. in princ. ubi ferè omnes causæ hujus mutationis attinguntur, et ex cap. 2, dist. 14, et aliis, quæ statim afferemus. Denique sumitur ex Dei exemplo, qui legem suam abrogavit; si enim hoc potuit facere Deus immutabilis propter hominum et temporum mutationem, ut latè expendit August. contra Faust., multò magis id erit concessum hominibus. Atque hinc concluditur ratio assertionis; nam in lege humanâ inveniuntur omnia principia mutationis, tum ex parte auctoris proximi, qui mutabilis est, et in intellectu, quia paulatim cognitionem acquirit, et in voluntate, quia finita et potentialis est; tum ex parte actionum circa quas proximè versatur, quia nec sunt intrinsecè malæ, neque ita bonæ, ut sint per se necessariæ ad morum honestatem, et ideò lex humana non est hoc capite immutabilis sicut lex naturalis. Aliunde verò etiam quoad utilitatem, per mutationem temporum possunt hujusmodi actiones variari; nam quæ uno tempore utiles sunt, vel expediunt, in alio fiunt inutiles, aut nimis graves. Denique etiam ex parte subditorum, quibus leges humanæ imponuntur, habet locum hæc mutatio, quia etiam ipsi homines mutabiles sunt, et propter morum, vel aliarum rerum mutationem, illis nunc non expediunt leges, quæ antea expediebant; constat ergo hanc mutationem possibilem esse.

4. Ut autem explicemus quomodò possit esse justa, dicendum est secundò: ut lex humana justè ac licitè abrogetur, necessarium est ex justâ causâ, propter commune bonum abrogari. Ita divus Thomas supra, et omnes, et tradit benè Plato dialog. 7 de Legib. parùm à principio. Ubi pro fundamento sumit mutationem omni-

bus in rebus præter quàm in malis, esse periculosissimam, et inde concludit, maximè hoc esse verum in mutatione legis, et ideò magnam considerationem ad illam requirit, sicut etiam in dialog. 6 latè docuerat. Sumitur etiam ex cap. *Non debet,* de Consang. et Affinit., et ex cap. *Alma mater,* de Sentent. excommun. in 6, et ex l. 2, ff. de Constit. princip., ubi *urgens necessitas,* vel *magna utilitas* postulatur. Ratio verò est primò, ne contemnantur leges frequenti mutatione. Secundò, ait divus Thomas, quia consuetudine firmantur, et ideò nisi ita durent, ut earum observatione, et consuetudo fiat, et quasi habitus acquiratur, nunquàm pro dignitate servabuntur. Postquàm autem consuetudine firmatæ sunt, non facilè est ab honestâ consuetudine recedendum, præsertim cùm leges humanæ esse debeant moribus et consuetudinibus accommodatæ. Tertiò quia, sicut lex non debet poni nisi propter commune bonum, ita nec auferri; nam uterque est actus publicæ potestatis et jurisdictionis, quæ ad commune bonum ordinatur. Unde ita concluditur; nam vel lex posita erat rationabilis, et ad commune bonum utilis, et in eo statu perseverabat, vel non : si primum, irrationabiliter tollitur, quia contra bonum commune fit. Si secundum, jam intercedit causa justa ad legem tollendam.

5. Unde intelligitur dupliciter posse fieri hanc mutationem. Primò solùm propter mutationem legislatoris, quæ potest esse vel in solâ voluntate, vel in intellectu. Quando est tantùm ex parte solius voluntatis, regulariter irrationabilis est, ut statim dicam, quia negotium publicum, ut justè administretur, non tam voluntate, quàm ratione gubernari debet. Unde nisi constiterit, priorem voluntatem fuisse irrationabilem, non fit honestè mutatio. Quando verò etiam dictamen rationis mutatum est, potest esse mutatio legis justa, etiamsi in rebus nulla facta sit. Supponit tamen humanum defectum sæpè inculpabilem, quia homo non statim nec semper assequitur veritatem, præsertim practicam, et prudentiæ. Et ita sæpè experientia ostendit legem non fuisse convenientem, etiamsi fuerit lata sine culpâ, vel quia, si fuit injusta, ex ignorantiâ invincibili lata est, vel quia, licet fuerit justa et reputata conveniens, postea experientiâ compertum est aliam magis expedire. Sic concilium Trident. sess. 24, cap. 2 et 4 de Reformat. matrim. ad mutandum leges aliquas circa impedimenta matrimonii, moveri se dicit, quia experientia ostendit aliqua gravia incommoda, quæ ex prioribus legibus sequebantur, quamvis malæ non essent. Aliquando verò fit mutatio in lege, etiamsi suo tempore justa, optima et utilissima fuerit, quia in rebus ipsis facta est mutatio, ratione cujus jam non expedit, et tunc fit justissimè, et sine propriâ, seu formali mutatione, seu contrarietate in judicio rationis, quia prudenter judicatur, aliquid esse conveniens uno tempore, et esse disconveniens in alio, mutatis rebus.

6. Non est autem necessarium hanc rerum mutationem tantam esse, ut legem effecerit aut injustam, aut prorsùs inutilem, sed satis est, ut vel nimis rigorosa, vel minùs utilis esse videatur, seu quòd major fructus ex ejus revocatione speretur, vel quòd majora pericula, aut mala illo modo evitentur. Et ita solvitur facilè ratio dubitandi in principio posita. Nam licet ad tollendam, vel abrogandam legem causa justa necessaria sit, nihilominùs non est necessaria tam urgens, et gravis, ut propter illam lex ipsa statim cesset, sicut etiam ad dispensandum requiritur causa justa, quæ per se solam legis obligationem auferre non valet. Neque repugnat abrogationem esse justam, licet lex non fuerit injusta, quia justum etiam potest omitti, vel mutari propter magis justum, sicut aliquid etiam omitti potest, quamvis non sit inutile propter aliud utilius. Ac denique multa hujusmodi sunt, quæ ex humano arbitrio pendent, ita ut et justè statuantur, et, si derogentur, injustitia non fiat, quia prudenti aliquâ ratione abrogari possunt, ut Covar. citato loco advertit.

7. Ex hâc verò assertione intulit Soto lib. 1 de Justit. q. 7, art. 1, in fine, summum pontificem non posse errare in abrogandis legibus canonicis sine justâ causâ, quando leges illæ necessariæ sunt populo christiano, quia non potest errare in his quæ ad fidem et mores pertinent. Quod est piè et prudenter dictum, quantùm ad leges quasi fundamentales, et maximè necessarias, et quantùm ad universalem abrogationem earum. Est autem sciendum, pontificem non posse errare in ferendis legibus approbando, seu proponendo Ecclesiæ quod malum est, vel bonis moribus contrarium. Et cum eâdem proportione non potest errare abrogando legem, reprobando tanquàm malum, quod bonum est, vel bonis moribus utile. Potest tamen aliquando esse excessus in multitudine legum, quia hoc pendet ex prudentiâ humanâ in particulari judicante. Et eâdem proportione possent leges nimiùm di-

minui, vel aliqua abrogari eo tempore, quo erat utilis, quia hoc etiam pendet in particulari ex arbitrio prudentiali. Nunquàm tamen, ita providente Spiritu sancto, id fiet cum notabili Ecclesiæ detrimento.

8. Atque ex his potest facilè intelligi, utrùm legis mutatio ut licita sit, debeat esse rara, et longo tempore post legem latam. Et ratio dubitandi esse potest, quia lex non debet poni, ut modico tempore duret, ut dixit D. Thom. 1-2, q. 96, art. 1, et patet, quia supra ostensum est, legem de se debere esse perpetuam; ergo non debet intra breve tempus mutari. Item quia, ut supra dicebamus, consuetudo est necessaria ad firmandam legem; talis autem consuetudo requirit diuturnum tempus; ergo ratio postulat, ut intra breve tempus mutatio legis non fiat. Præterea hæc mutatio legis tunc præcipuè rectè fit, quando experimento constat legem non expedire; hoc autem experimentum non nisi longo tempore sumitur. Denique ob has et similes rationes frequens mutatio legum communiter perniciosa censetur; ergo oportet, ut leges non nisi post longum tempus mutentur, ne hujusmodi mutatio frequenter contingat.

9. Breviter autem dicendum est, in hoc non posse certam et universalem regulam constitui. Cùm enim dictum sit, legem ex juxtâ causâ justè mutari quotiescumque causa justa contingat, justa erit mutatio, sive sit post breve, sive post longum tempus à lege conditâ; nam hoc accidentarium est, et utrumque sine dubio potest contingere. Regulariter verò loquendo, sicut est vitanda, ita etiam est differenda mutatio, quantùm fieri possit. Unde in casu dubio, vel tantùm probabili, et quoties utrinque sit æqualitas, conservanda potiùs est lex, quàm mutanda, tum quia postquàm est lata, quasi est in possessione, et in dubio melior est conditio possidentis; tum etiam, quia semper præponderat damnum mutationis, et hoc etiam suadent rationes factæ. Nihilominùs tamen duabus ex causis fieri potest justa mutatio legis intra breve tempus, primò, si ex aliquo errore, vel inconsideratione, sive culpabili, sive inculpabili lata sit; nam error, quocumque tempore cognoscatur, emendandus est, et præsertim quando in commune incommodum redundare potest; secundò, quando legum materia multùm variabilis est, ut contingit in legibus taxantibus pretia rerum, quia valor earum ex copiâ, vel inopiâ earum pendet, et in his solet esse frequens mutatio propter frequentem temporum varietatem. In his ergo legibus non erit injusta, nec imprudens mutatio, etiamsi frequenter fiat. Et ob eamdem causam potest mutatio fieri intra breve tempus, ut intra annum propter accidentem sterilitatem, vel intra brevius tempus, si ex aliquo casu contingente similis mutatio fiat.

10. Ultimò dicendum est, abrogationem legis humanæ à supremo principe factam sine causâ legitimâ validam esse, licet injustè fiat. Dixi, *à supremo principe*, quia si fiat ab aliquo inferiori ex commissione ejus, invalida judicanda erit talis abrogatio, propter supra dicta de dispensatione, quæ hìc evidentiùs procedunt, quia vel hæc potestas non solet committi inferioribus, vel non nisi per modum dispensationis, vel ad summum per modum partialis revocationis, de quâ eadem est ratio. Ideòque de solo principe solet ista conclusio statui, quæ communis est, et ab illis etiam auctoribus admittitur, qui similem de dispensatione negant. Ratio autem eadem est, quia legis obligatio pendet ex voluntate principis; voluntas autem illa, licet mala sit, absoluta et efficax est; ergo tollit imperium et obligationem. Dices: Voluntas ponendi legem sine justâ causâ non facit legem validam, etiamsi ex parte legislatoris sit absoluta, quia non potest quidquid vult; ergo idem est è contrario.

11. Respondetur negando consequentiam, quia multò difficilius est imponere, quàm tollere leges. Nam, si impositio sit injusta, aut erit de materiâ, cui repugnet obligatio legis humanæ, ut si sit de re iniquâ, aut certè erit de materiâ, quæ excedat potestatem, sine quâ voluntas nihil potest efficere. At verò ad auferendam, vel impediendam legis obligationem (quod fit per abrogationem legis), non potest materia conferre, quia quantumcumque sit bona et honesta, potest non adjungi illi obligatio humana, vel licet sit intrinsecè mala, potest non addi prohibitio humana. Et quantumvis contineatur sub potestate legislatoris, potest ipse circa illam non operari, quia illa potestas non agit naturaliter, sed mediâ voluntate. Si autem non operetur, non obligabit, etiamsi ipse peccet. Denique hinc etiam fit, ut ponendo legem injustam, peccet contra justitiam, et non tantùm legalem, sed etiam commutativam; tollendo autem legem justam, non facit contra justitiam commutativam singulorum subditorum, et ideò valida est obligatio, licet imprudens sit, et contra justitiam legalem.

CAPUT XXVI.

Quis possit legem abrogare.

1. In præcedenti capite et materiam hujus abrogationis, et causam finalem attigimus; in hoc efficiens causa breviter explicanda est, de quâ tres regulæ constitui possunt. Prima est : Conditor legis illam abrogare potest. Ratio est clara, quia res per quas causas nascitur, per easdem dissolvitur; sed voluntas et potestas legislatoris sunt principia, à quibus lex pendet; ergo per ea potest abrogari. Atque ita maximè procedit assertio in supremo principe, qui superiorem in suo ordine non recognoscit, et ideò semper habet eamdem potestatem, et mutare potest voluntatem. Sub conditore autem legis successorem comprehendimus, quia ejusdem est potestatis, argumento cap. *Innotuit,* de Elect. et sumitur ex cap. 1 de Constitut. in 6. Estque res facilis, et cum proportione applicari potest ad inferiores legislatores; an verò in eis recipiat aliquam limitationem, paulò inferiùs dicam.

2. Secunda regula est : Superior etiam potest legem inferioris abrogare. Est etiam recepta, et facilis, quia res magis pendet à causâ universali, quàm à proximâ ; lex autem inferioris pendet à superiori tanquàm ab universali causâ ; ergo. Item hâc ratione diximus, posse superiorem dispensare in lege inferioris; ergo et legem illius abrogare potest ; nam est eadem ratio. Imò potestas legislativa ex suo genere est magis propria supremi principis, quàm dispensativa, et ideò magis etiam est in inferiori dependenter à supremo principe, ideòque semper hic potest legem subditi abrogare. Hâc verò occasione potest hìc dubitari, an lex ecclesiastica possit civilem abrogare, etiamsi à supremo principe temporali lata sit, quia lex canonica superioris potestatis est. Sed quæ de hoc puncto dici poterant, in tertio et quarto libro dicta sunt explicando subordinationem utriusque potestatis.

3. Dicendum ergo, legem canonicam et civilem absolutè spectatas non habere inter se subordinationem; nam licet canonica sit dignior, formaliter non est à superiori jurisdictione : nam etiam civilis est suprema in suo ordine. Nihilominùs tamen in ordine ad bonum animæ lex civilis subordinatur ecclesiasticæ, et ideò sub hoc respectu potest illam abrogare. Hoc autem contingit duplici titulo. Unus est, si lex civilis versetur circa materiam, quæ licet secundùm se temporalis videatur, ad spiritualem ordinem evecta est, ut est contractus matrimonii, dispositio ad pias causas, bona ecclesiastica et similia. Alius est, si lex civilis etiam in propriâ materiâ sit contra bonos mores, vel inferat periculum animæ, et utroque modo inveniuntur leges civiles per ecclesiasticas, vel reprobatæ tanquàm per se malæ, vel etiam abrogatæ tanquàm minùs convenientes, quas referre, necessarium non judico, videri autem possunt apud apud Azor. 1 tom. l. 5, c. 20 et 21, 25 et 26.

4. Tertia regula sit, inferiorem non posse abrogare legem superioris. Ita habetur in Clement. *Ne Romani,* de Elect. et est manifestum ex ratione contrariâ supra positâ, quia potestas superior non pendet ab inferiori, neque indiget illâ in his quæ per se ipsam facit : nec etiam potest inferioris voluntas voluntatem superioris mutare, ut per se constat, et probari potest ex cap. *Cùm inferior,* de Majorit. et Obed., estque res per se satis clara; nihilominùs tamen duo gravia dubia circa illam occurrunt.

5. Primum dubium est, an inferior possit interdùm abrogare legem superioris, saltem in suo territorio, seu in ditione suâ. Clarum est enim, adæquatè et totaliter non posse inferiorem revocare legem superioris, cùm inferior non habeat potestatem ordinariam in totam provinciam superioris, nec etiam delegata soleat tam ampla concedi, quia multùm repugnat dignitati supremæ ipsius principis. Quòd si fingamus, superiorem de facto delegare tantam potestatem, jam non fieret revocatio ab inferiore per se, sed in virtute ipsiusmet principis superioris. Igitur de inferioribus habentibus potestatem aliquam legislativam in particularibus civitatibus, provinciis, seu territoriis, dicunt aliqui, aliud esse in legibus canonicis, aliud in civilibus. Nam in canonicis non potest inferior statuere in suo territorio contra jus superioris, et derogando illi, ut provinciale concilium contra generale, vel episcopus contra jus pontificium, aut conciliare, generale, aut provinciale, et sic de aliis. At verò, inquiunt, in civilibus, inferior civitas, v. g., potest statuere contra jus commune. Ita Panormit. in cap. ult. de Consuet., ubi distinctionem illam ut certam supponit, et rationem diversitatis inquirit. Sequitur Jason in l. *Omnes populi,* ff. de Justit. et Jur. Et Felin. in cap. *Quòd super his,* de Majorit. et Obed. n. 2, licet in reddendâ differentiæ ratione, non conveniat cum Panormit., in distinctione autem convenit. Idem in cap. *Cognoscentes,* n. 2 de Con-

stit. Idem Alberic. tract. de Statut. p. 1, q. 7, ubi latè impugnat eos, qui dicunt laicos non posse statuere contra jus civile. Item Roch. Curt. tract. de Consuet. sect. 3, num. 7, ubi addit, laicos non solùm contra civiles leges, sed etiam contra canones posse statuere, quando eorum statuta non sunt peccati nutritiva ex Felin. et aliis in cap. *Ecclesia Sanctæ Mariæ*, de Constit., et Panormit. per illum textum, et in capite, *Quod Clericis,* de Foro competente, in fine, per caput *Venientes,* de Jurejur. Aliter verò Azor. 1 tom. lib. 5, c. 25, q. 11, quærens, an statuta contra jus commune condita valeant, sine distinctione inter jus civile et canonicum videtur affirmare, idque variis exemplis prosequitur usque ad finem capitis, et per totum caput sequens varia exempla proponit.

6. Ego verò nullum video fundamentum ad asserendum, inferiores posse per suas leges derogare legibus superiorum, seu municipale posse derogare juri communi, ubi jus commune obligaverit, idemque est de abrogatione, cum proportione loquendo. Ratio est, quia inferior non habet potestatem supra legem superioris, nisi quatenùs illa concessa est ab eodem superiore, vel alio supremam potestatem supra utramque habente; sed nullibi legitur data potestas inferioribus ad statuendum, vel ferendum leges contra leges superiorum, derogando illis; ergo nullus inferior habet hanc potestatem. Consequentia evidens est. Major etiam est per se nota, quia inferior tenetur superiori parere, et ab illo pendet in suâ voluntate; ergo non potest ex se mutare voluntatem superioris; ergo nec legem ejus. Unde supra ostendimus, non posse dispensare inferiorem in lege superioris, nisi quatenùs illi fuerit concessum. Imò in lib. 3 ostendimus, civitates, vel principes non supremos, sed aliis supremis subjectos, non posse leges condere, nisi quatenùs illis est privilegio vel consuetudine concessum; ergo multò magis hoc verum est de legibus derogantibus juri ipsorum superiorum, vel ex parte abrogantibus illas. Superest probanda minor, quæ per sequentes illationes meliùs explicabitur.

7. Sequitur ergo primò, inferiores prælatos, vel communitates ecclesiasticas non posse condere decreta, aut statuta contra jus canonicum, vel contra canones suorum superiorum respectivè. In hoc conveniunt omnes citati doctores, et sumitur ex cap. *Quod super his,* de Majorit. et Obedien, ubi supponitur episcopum in suâ synodo nihil posse statuere, *quod canonicis obviet institutis.* Idem sumitur ex cap. *Institutionis,* c. *Amputato*, c. *Ecclesiastica*, 25, q. 2, et optimè ex dictâ Clement. *Ne Romani*, de Elect. Ratio propria est, quia nullibi legitur inferioribus concessa talis potestas, nec erat expediens, tum propter unionem, et debitam subordinationem in Ecclesiâ servandam, tum etiam quia canones ex fine maximè proprio tendunt ad spirituale bonum animarum, et ideò quæ per illos à majoribus condita sunt, non ita facilè sunt à minoribus mutanda. Omitto specialia privilegia religionum, vel aliquarum Ecclesiarum; illa enim in generali semper intelliguntur excepta, in particulari verò sciri ab omnibus non possunt, cùm ad factum, seu jus privatum pertineant. Et præterea in eis continetur auctoritas superioris concedentis illa.

8. Sequitur secundò, multò minùs posse laicos statuere propriè contra canones, derogando illis, seu eorum obligationem aliquâ ex parte minuendo. Ratio est, quia multò magis inferiores sunt laici respectu omnium legislatorum canonum, quàm inferiores prælati ecclesiastici respectu superiorum, multòque minùs legitur laicis data talis potestas; ergo multò minùs possunt laici contra quoslibet canones, vel statuta ecclesiastica, etiam infirmorum prælatorum, legem condere, vel eis quovis modo derogare. Tantùmque abest, ut oppositum colligatur ex dict. c. *Ecclesia Sanctæ Mariæ*, ut potiùs ille textus hoc convincat, in quo dicitur, laicis nullam esse attributam potestatem super Ecclesiis, et statutum ab eis factum etiam in favorem Ecclesiarum nullius esse valoris, nisi ab Ecclesiâ fuerit probatum. C. autem *Venientes,* de Jurejur. non loquitur de statuto municipali, sed de consuetudine, et illa nihil derogabat canonibus, ut in textu manifestum est.

9. Unde doctores canonistæ, qui contrario modo loqui videntur, reverà non contradicunt, sed in diverso sensu loquuntur. Dicunt enim, laicos posse leges ferre contra canones, non secundùm propriam contrarietatem, sed secundùm proportionem ad suum forum, id est, laicos in foro civili et temporali, posse contrario modo disponere, quàm canones in suo foro disponant. Quod verissimum est, quia illi canones non obligant laicos pro foro suo, nec leges illæ derogant canonibus in foro suo. Et ita dixit. Panorm. in d. cap. *Quod clericis*, quòd leges possunt disponere contra canones, in rebus concernentibus ipsos laicos,

ubi nec canones legibus resistunt, nec illæ sunt contra honestatem morum, aut contra reservata principi. Et hoc modo etiam canones disponunt contra leges civiles respectu clericorum, alium utique ordinem, et jus statuendo, ut constat in judicialibus, et similibus.

10. Tertiò infero, etiam magistratus civiles, aut respublicas inferiores et civitates subjectas alicui principi, non posse abrogare, aut quidquam detrahere de jure communi, ut est lex superioris, aliquid propriè contra illa statuendo. Hæc etiam sequitur ex dicto principio, et ex regulâ textûs in dictâ Clement. *Ne Romani,* quòd lex superioris per legem inferioris mutari non potest. Respondent dicti auctores per ipsum jus commune datam esse hanc potestatem laicis potestatibus inferioribus. Allegant autem solam l. *Omnes populi,* ff. de Just. et Jur. Reddimtque rationem, quia imperatores acceperunt potestatem legislativam à populis, et ideò quasi ex gratitudine illis concesserunt illam potestatem. Atque hinc colligunt multi differentiam, ob quam laici possunt contra leges imperatorum statuere, et non clerici contra leges pontificum, nimirùm, quia imperator habet potestatem à populo, pontifex autem minimè, sed à Deo.

11. Sed præterquàm quòd illa lex, *Omnes populi,* habere potest alias interpretationes, ut supra, l. 3, tactum est, etiamsi intelligatur de civitatibus imperatori subjectis, in eâ non dicitur posse ferre leges contra leges imperatorum, sed solùm habere potestatem condendi leges proprias, et suis moribus accommodatas, quod potest satis intelligi de legibus ultra jus commune non contrarias illi, sed diversas, et aliquid illi addentes; ergo non est, cur illa lex extendatur ad potestatem statuendi contra jus superioris. Accedit, quòd concessio talis potestatis esset inordinata et contra debitam subordinationem, atque adeò contra dignitatem propriam ipsius imperatoris, contra quam non solet ipse vel alii reges aliquid concedere. Unde differentia illa impertinens est, quia si tractemus de absolutâ potestate, etiam pontifex posset illam potestatem communicare inferioribus, licet illam habeat à Deo et non ab illis, sicut communicat plures alias; si verò consideremus convenientem usum, etiam imperator non debuit illam potestatem concedere, neque fuisset ordinata gratitudo, sed nimia prodigalitas. Unde etiam non refert, quod Panormitanus considerat, quia leges canonicæ ordinantur ad bonum animæ, civiles autem ad temporalia commoda. Nam hoc non impedit, quin in utrisque servandus sit debitus ordo; alioqui et ad neutrum finem expedit illa potestas in inferioribus.

12. Adde, exempla omnia, quæ adducuntur statutorum civilium contra jus commune, non ostendere contrarietatem, sed additionem, et ita non continere propriam positivam derogationem juris superioris per jus inferioris, sed veluti determinationem, aut additionem. Ut, verbi gratiâ, jus commune non permittit, aliquem puniri in propriis bonis propter culpam alterius, nisi illius sit particeps, et nihilominùs aliqua statuta municipalia id statuunt in certis casibus, quæ justa censentur et valida. Tamen reverà hæc non est contrarietas, et derogatio, quia jus commune non statuit positivam et generalem legem id prohibentem, sed solùm negativè, non imponit talem modum pœnæ, et ita solùm prohibet imponi ex vi juris communis, non tamen excludit, quin alicubi aliud statui possit, si expediat. Quomodò interdùm dicuntur quædam esse introducta jure gentium contra jus naturæ, ut servitutes, privata dominia, etc., non quia jus naturæ hæc prohibeat, sed quia ex vi solius juris naturæ hæc non erant, ex quo non sequitur derogatio juris naturalis, sed additio. Ita ergo possunt illa statuta dici contra jus commune. Quòd si in hoc sensu loquuntur juristæ prædicti, non est de nomine contendendum; tamen nec inde sequitur derogatio legis superioris per legem inferioris, nec ferè est differentia inter laicos, et clericos respectivè. Nam etiam episcopi possunt statuere hoc improprio modo contra jus commune, id est, ultra illud, videlicet reservando casus, quos jus commune non reservat, vel addendo censuras, aut alias pœnas in casibus, in quibus jus commune illas non præscribit.

13. Addo denique, si per jus commune intelligamus jus civile proprium, posse nunc civitates non subjectas imperio, contra illas leges statuere, quia illis non obligantur, cùm non sint subjectæ imperatori, à quo jus illud habet auctoritatem. Unde respectu talium civitatum jus commune erit jus totius regni, et non jus civile imperatorum, nisi quatenùs per jus regni fuerit acceptatum, et contra illud jus regni non poterunt civitates, vel principes regi subjecti statuere, derogando illi communi juri, quod verè est lex superioris, in quam non habet potestatem inferior. Nec cum fundamento dici potest, esse à rege alicui conces-

sam talem potestatem, nisi ubi fortassè de speciali privilegio constiterit.

14. Secundum dubium est, an statutum inferioris confirmatum à superiori possit nihilominùs ab eodem inferiori, qui illud condidit, revocari, non expectato beneplacito superioris, qui illud confirmavit, ut sæpè contingere potest in aliquâ congregatione ecclesiasticâ respectu pontificis, et civitate respectu regis. Hinc enim videtur non posse, *quia illa nostra facimus, quibus auctoritatem impertimur*, ut dicit pontifex in c. *Si Apostolicæ*, de Præben. n. 6, et facit cap. *Pro illorum*, et cap. *Dilecto*, de Præben.; ergo statutum confirmatum auctoritate apostolicâ, factum est apostolicum; ergo non potest inferior illud revocare juxta regulam datam. Et confirmatur, quia per illum modum jam est constitutum jus publicum, quod non possunt privati derogare, l. *Jus publicum*, ff. de Pactis, c. *Si diligenti*, de Foro compet.

15. In contrarium autem est, quia interdùm legimus in jure statuta facta ab inferiori, et confirmata à pontifice posse validè tolli ex consensu eorum, qui statuta fecerunt. Ita habetur in capite, *Cùm accessissent*, de Constitutionibus, et in dicto capite *Dilecto*, solùm negatur, id fieri posse quando in confirmatione apostolicâ expressè additur clausula, *ut quidquid in contrarium factum fuerit, irritum sit;* ergo confirmatio apostolica per se non tollit illam potestatem. Sic etiam in l. *Omnium*, c. de Testament. dicitur, testamentum confirmatum ab imperatore posse revocari à conditore. Unde sumitur ratio, quia hæc confirmatio solùm est quasi conditio, vel solemnitas adjecta tali actui, quæ non immutat naturam ejus, quia non destruit illum; ergo relinquit illum cum eâdem dependentiâ à proximo conditore, quia pontifex non intendit ponere talem legem, nisi suppositâ voluntate proximi institutoris. Unde talis confirmatio gratia et favor esse videtur, non coactio, respectu eorum quibus conceditur; ergo eâ non obstante, possunt illi renuntiare tali favori, et consequenter legem abrogare.

16. In hoc puncto variæ sunt opiniones. Prima negat absolutè, tale statutum, seu legem inferioris confirmatam à superiore posse revocari ab inferiori, nisi superior revocationem approbet. Ita tenet Bald. in l. *Omnium*, c. de Testament. num. ult.; nullam verò novam probationem adducit. Secunda opinio est, posse inferiorem revocare suam legem, non obstante confirmatione superioris; sentit Barthol. in dictâ l. *Omnium*, et latiùs declarat in l. *Omnes populi*, ff. de Justit. et Jur num. 33, ubi duas limitationes adhibet, de quibus statim. Tertia opinio est Panorm. in cap. *Cùm accessissent*, de Constit. n. 2, et in dicto c. *Dilecto*, n. 10, qui distinctione utitur, quia, vel lex inferioris concernit propriam utilitatem statuentium, et tunc dicit, posse ab eisdem revocari, et talem putat esse casum dicti capit. *Cùm accessissent*, et similis est in cap. *Pro illorum*, de Præben. ubi talis confirmatio indulgentia reputatur, seu gratia, cui unusquisque potest renuntiare. Et ita hoc membrum videtur satis probari ratione posteriori loco factâ. Vel statutum pertinet ad publicum bonum aliorum, pro quibus conditum est, et tunc inquit, non posse revocari, nisi auctoritate pontificis, postquàm illâ fuit confirmatum. Hoc enim videntur priora jura et rationes probare. Et hæc distinctio videtur communiter probata per doctores eisdem locis, qui partim referuntur in scholiis ad Panorm. et Barth., partim à Felin. in dicto cap. *Cùm accessissent*, n. 3 et 4. Idem Sylvest. verb. *statutum*, q. 15, et alii summistæ.

17. Mihi autem inprimis videtur præmittenda distinctio insinuata à Barthol. et Bald., et magis declarata ab eodem Bald. et in l. *Ex placito*, c. de rer. Permut. n. 12, 13 et 15, scilicet, duplicem esse confirmationem legis, unam essentialem, aliam accidentalem. Essentialis vocatur, quando est veluti forma dans esse legi, ut quando inferiores non habent potestatem statuendi, seu ferendi legem, quæ vim habeat obligandi, nisi priùs à superiore confirmetur. Accidentalis autem vocatur quando inferior habet potestatem ferendi veram legem, quæ talis sit, et vim habeat obligandi, et nihilominùs ad majorem auctoritatem, et robur, confirmationem petit. Quando ergo statutum confirmatum est primi generis, videtur generalis regula, tale statutum non esse revocabile sine auctoritate principis confirmante abrogationem, et in hoc sensu loquitur apertè Bald. et idem tenet Salicet. in dictâ l. *Omnium*, et in l. ult., c. de Jurisdict. omni. judic., et Felin. dicto cap. *Cùm accessissent*, n. 5, ubi alios refert. Ratio verò est, quia tunc lex illa verè est condita auctoritate superioris; nam tunc inferior non condit legem, sed quasi postulat à superiore talem legem; ergo non potest revocari, nisi eâdem auctoritate, quâ fuit condita. Quia eadem auctoritas requiritur in destruen-

do, quæ in construendo, ut dictum est, et sumitur ex Authent. *E contra,* c. de Repud.

18. Hanc verò partem non simpliciter admittit Barth. supra, sed aliâ subdistinctione utitur. Aut enim, inquit, habentes statutum confirmatum à principe, volunt illud revocare condendo aliud illi repugnans, et tunc non possunt sine auctoritate, aut solùm volunt, tollendo statutum, redire ad jus commune, et tunc possunt sine auctoritate superioris. Et primum membrum est evidens ex suppositione, in quâ loquimur, scilicet, de communitate, quæ non potest facere legem validam sine confirmatione superioris : nam inde necessariò sequitur, quòd si talis communitas velit priorem legem confirmatam per posteriorem revocare, necessarium sit, ut posterioris etiam confirmationem obtineat, aliàs non erit lex, et consequenter nec poterit abrogare priorem. Posterius autem membrum probatur à Panormitano in dicto capit *Cùm accessissent*, inducendo quasdam leges de testament. Sequitur etiam Bald. in dictâ leg. *Ex placito*, num. 12, ex alio fundamento, scilicet, quòd statutum est favor populi, et ideò potest populum pœnitere, et redire ad jus commune. Idem sequitur Felin. supra num. 5, verb. *hanc declarationem*, et variis exemplis et argumentis illam confirmat. Quibus addi potest, quòd jus commune etiam est ex auctoritate principis, sicut statutum ab eodem principe confirmatum, et ita cùm relinquitur speciale statutum propter jus commune, non relinquitur sine auctoritate principis, quâ princeps, per se loquendo, vult potiùs commune jus servari, quàm specialia, quæ sunt quasi dispensationes, et exceptiones à jure communi, et ideò regressus ad commune jus favorabilis censetur, et voluntati principis consentaneus.

19. Sed quid, si statutum sic confirmatum tollatur sine novo statuto, et sine reditu ad jus commune? hoc enim membrum reliquerunt Barth. et alii, cùm tamen sit facilè possibile. Nam sæpè statutum speciale est præter jus commune, et non contra; tùnc ergo poterit abrogari sine reditu ad jus commune, nisi largè et impropriè per solam negationem additionis ad illud, quæ videtur ita favorabilis, sicut positivus reditus ad jus commune. Nihilominùs tamen ex fundamento Baldi erit tunc illud statutum revocabile, quia confirmatio data est in favorem, cui possunt cedere illi, in quorum gratiam data est. Tunc autem necessarius erit consensus totius communitatis, cujus commodum publicum princeps intendit.

20. Adhuc verò superest difficultas in illo secundo membro; nam statutum confirmatum essentialiter, ut sic dicam, per papam, est papale, quia ibi intervenit auctoritas papæ, non tantùm ut causa universalis, sed ut specifica et propria, ut rectè exponit Bald. dicto n. 12; ergo nullo modo potest talis lex auferri, nisi per auctoritatem papæ, sive auferatur per solam oblationem legis, sive transeundo ad aliud jus commune. Probatur consequentia, quia iidem auctores pro regulâ statuunt, quoties statuentes fecerunt statutum, non propriâ auctoritate, sed vice et auctoritate superioris, non posse tollere statutum sed solùm superiorem, cum Barth. et aliis tradit Felin. supra num. 9, et sequitur Navarr. cons. 8, de Constitut. num. 1. Responderi potest, statutum confirmatum dicto modo, nunquàm auferri sine auctoritate principis, sed solùm renuntiari ex subintellectâ illius voluntate, et in hoc esse differentiam inter legem factam ab inferiori postulante confirmationem ejus à principe, et legem datam à principe quasi motu proprio, sive per se, sive per alium, cui suam potestatem commisit. Nam prior censetur solùm confirmata in gratiam petentium, vel populi, in cujus commodum cedit, et ideò habet subintellectam conditionem, si ipsi consenserint. Posterior verò lex inducitur ex purâ potestate legislativâ principis, et ideò non habet in illâ locum renuntiatio, sed eâdem potestate revocanda est.

21. Hæc responsio, et sententia probabilis fortè est, mihi verò non satisfacit, quia nulla est lex, quæ non feratur propter bonum publicum communitatis, et nihilominùs non potest communitas eam tollere, quasi renuntiando favori suo; ergo idem erit in lege datâ per necessariam confirmationem principis : nam tunc reverà à principe fertur, licet præcedat constitutio facta ab inferiori senatu, vel consilio, et principi præsentata, ut ab eo confirmetur. Nam illa solùm est veluti excitatio potestatis principis, et propositio legis convenientis communi bono; ergo, postquàm rex illam confirmat, tam stabilis permanet, ac si ab ipso per se lata fuisset. Declaratur, et confirmatur, quia in illo statuto, vel lege, præter principem confirmantem, oportet distinguere consilium, seu congregationem statuentium, et totam communitatem integram, pro quâ lex fertur, ut est in religione capitulum repræsentans religionem, et tota religio in se spectata. In illo

igitur casu capitulum, seu statuentes non possunt revocare legem sic confirmatam à principe, juxta doctrinam Abbatis supra relatam, quia non est facta in eorum favorem, sed totius religionis. Ergo neque religio potest illam tollere, nec cedere suo favori, quia non operatur per modum unius, nisi mediante capitulo; unde non potest intelligi quomodò tota civitas, vel religio renuntiet tali legi, nisi per contrariam consuetudinem, quam oportebit esse toleratam à principe, juxta dicenda in sequenti libro. Unde vix aliquam invenio differentiam inter legem sic latam per confirmationem necessariam principis, vel per propriam ipsius editionem, ideòque censeo non posse tolli à subditis, nisi ubi constiterit solùm confirmari cum illâ amplitudine, vel per modum favoris, cui possit renuntiari. Et tunc verisimilius erit talem renuntiationem fieri posse per capitulum, seu per congregationem statuentium, quia repræsentat communitatem, et favor ille debet intelligi concessus modo accommodato tali communitati. Et in eo casu nihil obstabit objectio facta, quia cùm dicitur, eum, qui vice principis legem posuit ejus auctoritate, non posse postea illam revocare, intelligendum id est, quando potestas solùm ad legem ferendam est commissa. Nam si absolutè sit data ad gubernandum cum potestate legislativâ, poterit idem, qui legem tollit auctoritate apostolicâ, verbi gratiâ, eam revocare, quia in hoc etiam auctoritate apostolicâ utitur, et sic legatus papæ fert legem per potestatem papæ sibi commissam, et idem potest illam revocare. Idemque est suo modo in religionibus, et consequenter idem erit cum proportione in dicto casu.

22. Superest dicendum de lege propriâ inferioris confirmatâ à principe, non ex necessitate, sed ad majorem auctoritatem, et approbationem. De illâ ergo regulariter videtur procedere sententia Bartholi, quòd talis lex, non obstante confirmatione principis, potest tolli ab his qui potestatem habent condendi talem legem. Et hoc etiam videtur sentire Baldus in lege, *Ex placito*, cùm ait, talem legem, etiam à papâ confirmatam, non esse papalem, sed semper manere in propriâ specie statuti, vel (ut sic dicam) legis quasi municipalis; ergo per talem confirmationem non est lex illa facta irrevocabilis à propriis auctoribus, quia non mutavit naturam suam; nec procedit per se à jurisdictione papali. Item confirmatio illa non est constitutiva talis legis, sed potiùs supponit illam constitutam, et addit quamdam solemnitatem accidentalem ad majorem statuti approbationem et auctoritatem; ergo statuentes semper poterunt constitutionem suam tollere, et tunc desinet etiam confirmatio, quasi ad desitionem fundamenti, seu subjecti. Hæc ergo sententia videtur mihi vera per se loquendo, id est, nisi aliud constiterit de voluntate principis, quia licet ejus confirmatio non petatur ut necessaria, nihilominùs poterit ipse, si velit, legem facere suam, et ita illam confirmare, ut suo nomine subsistat, et tunc non erit revocabilis ab inferioribus; oportebit autem, ut de tali voluntate principis satis expressè constet.

23. Ex quibus tandem intelligi potest, quid sentiendum sit de distinctione Abbatis; ad utramque enim confirmationem tam essentialem, quàm accidentalem potest accommodari, rariùs tamen ac difficiliùs in accidentali, maximè tamen ad essentialem. Quia juxta proximè dicta, etiamsi lex ad bonum publicum pertineat, per se non fiet irrevocabilis propter confirmationem accidentalem; nam de illâ etiam lege procedit ratio facta. Quia tamen princeps, ut dixi, sic confirmando legem potest illam suam facere, magis id præsumi potest in lege pertinente ad publica commoda, quàm de pertinente ad proprium commodum statuentium. In neutrâ autem est id facilè admittendum, nisi ex verbis confirmationis constet.

24. In alterâ confirmatione essentiali magis servari poterit illa distinctio, et de illâ videtur loqui Panorm. Nam de eâdem sermo est in dicto c. *Cùm accessissent*, quia capitulum Ecclesiæ non potest extinguere dignitatem aliquam sine confirmatione papæ, et nihilominùs ibi supponitur, potuisse capitulum renuntiare tali statuto à papâ confirmato. Addendum verò est, licet hoc procedat, consideratâ materiâ, et quasi ordinario jure, nihilominùs, si pontifex addat illa verba irritantia : *Quidquid in contrarium factum fuerit irritum sit*, censetur tale statutum fieri irrevocabile sine auctoritate pontificis. Ita enim habetur in dicto capite *Dilecto*, ubi statutum, de quo sermo est, sine dubio erat favorabile his qui confirmationem petierant. Ratio verò est, quia potest pontifex plus concedere, quàm petatur, et velle, ut illamet commoditas et utilitas talis communitatis per legem ejusdem communitatis introducta ita per suam confirmationem stabiliatur, ut mutari non possit ab ipsâmet communitate sine suo

consensu, quia ad ipsum ut ad superiorem spectat inferiorum commoda prospicere et conservare per legem suam, et potest ita illam confirmare, ut faciat suam. Hoc tamen in tali materiâ non præsumitur, nisi per aliqua verba declaretur.

25. E converso verò contingit in alio membro de lege publici commodi; nam si fertur cum confirmatione essentiali principis, ex vi materiæ est lex superioris, et irrevocabilis, et hæc præsumitur esse intentio principis aut pontificis confirmantis. Nihilominùs tamen non est id ita necessarium, quin possit pontifex confirmare illa statuta, non imponendo necessitatem retinendi illa, sed per modum favoris, cui possit communitas per se, vel per suum senatum, vel capitulum renuntiare, si velit, ut dictum est, ita ut sit potiùs concessio potestatis ferendi illam legem, cum potestate etiam tollendi, quàm absoluta legislatio. Id autem (ut ego sentio) non præsumitur, nisi in ipsâ confirmatione declaretur. Oportet ergo verba confirmationis diligenter expendere, sæpèque mens pontificis ex petitione intelligitur; nam regulariter ita confirmat, sicut postulatur, nisi plus exprimat. Si tamen ex verbis aliud non colligitur, et materia pertinet ad bonum publicum, et confirmatio necessaria est, censetur confirmando facere legem illam suam, et irrevocabilem à subditis, ut sententia communis habere videtur.

CAPUT XXVII.

Quibus modis fiat abrogatio legis, et quos effectus habeat.

1. In hoc capite explicabimus formam servandam in abrogatione legis, simulque de effectibus ejus dicemus, quia res est facilis, et breviter explicari potest. Suppono igitur, duplicem distingui posse legis abrogationem; unam vocare possumus non scriptam, quæ per dissuetudinem, vel contrariam consuetudinem fit, de quâ in libro sequenti dicturi sumus; hîc autem de abrogatione scriptâ tractamus, quæ licet generaliter fieri possit per verba ore prolata ab habente potestatem, nihilominùs regulariter scribitur sicut humana lex, propter certitudinem et durationem, aliasque scripturæ utilitates.

2. Circa hanc ergo revocationem inprimis advertendum est, variis modis fieri posse. Primò purè abrogando legem, id est, tollendo obligationem ejus, et nullam aliam imponendo, et hæc abrogatio est omnium facillima, quia et oportet fieri per declarationem contrariæ voluntatis, et minorem requirit causam, quia non imponit onus, sed tollit. Aliter verò fit revocatio unam obligationem tollendo, et oppositam inducendo. Quæ oppositio potest esse, vel negativa tantùm, et quasi contradictoria, obligando, scilicet, ad non faciendum id quod antea præceptum erat, quod propriè habet locum, quando lex prior affirmativa erat; nam, si esset prohibens, formalis contradictio esset, præcipere postea eumdem actum, qui antea erat prohibitus. Et hoc etiam genus abrogationis est satis expressum, et formale, quod nullà ferè indiget interpretatione. Aliquando verò oppositio inter priorem et posteriorem legem, est per positivam repugnantiam, et quasi contrarietatem, quæ propriè invenitur inter leges affirmativas præcipientes actus repugnantes, quarum posterior non facit mentionem prioris, illam formaliter abrogando, additâ particulâ : *Non obstante,* vel in speciali, vel saltem in genere. Et hæc potest dici abrogatio implicita et virtualis, quæ habet locum, non solùm quando utrumque præceptum est affirmativum, sed etiam quando alterum est negativum, si non sit immediatè et formaliter oppositum, sed solùm sub aliquâ ratione magis generali. Quando ergo in novâ lege repugnante priori additur clausula formaliter revocativa, tunc solùm sunt consideranda verba revocationis, an sint specialia, vel saltem sufficienti modo generalia ad comprehendendam priorem legem; alterum enim horum necessarium est, ut formalis revocatio facta intelligatur; alioqui erit tantùm implicita, et ferè ejusdem rationis cum alterâ, in quâ nulla clausula expressa derogationis additur, quæ non parvam difficultatem apud auctores habet, illam tamen breviter expediam.

3. Dico ergo primò : Lex inferior interdùm abrogat præcedentem, etiamsi nullam ejus mentionem faciat. Hæc assertio communis est, et certa. Sumitur ex c. 1 de Constit. in 6, cum Glossâ ibi, verb. *Revocare*, et verb. *Noscatur*, et ex l. *Sed posteriores*, ff. de Legib. ibi : *Nisi contrariæ sint*. Ratio est, quia voluntas posterior supposita potestate vincit et revocat priorem. Posterior autem lex, quando concordari non potest cum priori, sufficienter indicat voluntatem priori contrariam, saltem virtualem, quæ formali æquivalet; ergo sufficit ad abrogationem.

4. Dico secundò : Hæc abrogatio restrin-

genda est quoad fieri possit regulariter loquendo. Hæc etiam conclusio communis est, de quâ videri potest Bart. in l. *Si constante*, ff. solut. Matrim. n. 59, et in Repetit. l. *Cæsar*, ff. de public. Vectigal., colum. 8; Decius in capite 1 de Constitut. lect. 1, num. 11; Felin. in cap. *Nonnulli*. de Rescript. n. 6 et sequentib.; Tiraquel. in Præfat. ad Retract. n. 62. Sumitur ex cap. *Cùm expediat*, de Elect. in 6, ubi doctores, et ex l. 1, c. de inoffici. Dotibus, l. *Non est novum*, cum sequentibus, ff. de Legibus. Item ex aliis juribus, quæ asserunt correctionem jurium esse vitandam, quoad fieri possit, ut sumitur ex cap. *Cùm dilectus*, de Consuetudin., et leges posteriores sæpè ad anteriores trahi, et similia. Facit etiam regula juris, *quæ à jure exorbitant, non esse extendenda*. Nam constat, legem revocatoriam ex suo genere exorbitantem esse. Ad idem facit regula, *quòd odia sunt restringenda*, quia monstravimus cap. 18, mutationem legis de se nocivam esse. Unde sic concluditur : Abrogatio legis, per se loquendo, non expedit reipublicæ, nisi necessitas cogat, quia ex se infert nocumentum; ergo restringenda est quoad fieri possit. Et confirmatur, nam ob hanc causam legis abrogatio magnâ consideratione facienda est; ergo non est verisimile (ait Decius) *voluisse principem uno verbo, et quasi aliud agentem, revocare legem observatam;* non est ergo admittendum, nisi necessitas summa sit.

5. Atque hinc sequitur, idem esse dicendum de quâcumque correctione, seu derogatione legis, etiamsi non sit in totum, sed in parte. Sumitur ex Barthol. in dictâ l. *Si constante*, ff. solut. Matrimonio num. 59, et Tiraq. supra, et passim ita loquuntur juristæ, ut supra de dispensatione dictum est, et infra de privilegiis dicetur. Et rationes adductæ cum proportione applicari possunt : nam licet minus nocumentum sit correctio, vel derogatio, quàm abrogatio, nihilominùs non parvum est, et ideò si fieri potest, vitandum est. Verùmtamen sæpè difficillimum erit, omnem prioris legis derogationem, et abrogationem vitare, quando posterior repugnare videtur, et ideò, si utraque excusari non potest, derogatio potiùs quàm abrogatio admittenda est, ut ex duobus malis minùs eligatur. Tamen, si aliqua probabilis ratio, aut via occurrerit an concordanda jura, etiam sine derogatione, præferenda est. Quod verò aliqui addunt, legem posteriorem, etiamsi non deroget priori, eo ipso, quòd aliquid addat, odiosam esse, et restringendam, verisimile non est; aliàs omnes leges de novo editæ essent odiosæ, quod dici non potest. Consideranda ergo est additio, et juxta materiæ capacitatem, et regulas positas in principio hujus libri judicandum erit an talis dispositio odiosa sit, vel favorabilis. Addit denique Barth. supra, quem Tiraquel. sequitur, distinguendam esse limitationem legis à correctione. Nam correctio propriè est, quando lex præcedens ex parte tollitur, quia quoad illam minùs utilis invenitur; limitatio verò intelligitur inesse ipsi legi, ex quo condita fuit; nam postea solùm per declarationem adhibetur. Et ideò dixit idem Bartholus limitationem etiam in jure divino locum habere, in lege primâ, ff. de Constitut. princip. et in lege primâ, Cod. *Si contra jus, vel utilitatem publicam*. Unde limitatio sic sumpta, quæ potiùs interpretatio censenda est, non est exorbitans, nec odiosa, quia explicat verum sensum legis, et potiùs favorabilis est dicenda, etiamsi fortassè alicui minùs utilis sit, ut sumitur ex capite secundo de Decimis in 6.

6. Solent verò addi huic assertioni limitationes plures, duæ tamen videntur præcipuæ. Una est, legem correctoriam extendi propter similitudinem, vel identitatem rationis, ut est apud Antonium Gabr. tom. 2 Comm. opin. lib. 17, et Matienz. in lege 10, titul 11, l. 5 Recopil. Gloss. 2, numer. 5 et sequentibus. Sed hoc exponendum est juxta dicta supra cap. 2 et 3 hujus libri, et omninò restringendum, vel non admittendum, nisi ubi tanta sit identitas, ut non possit sine gravi absurditate vitari extensio. Alioqui multò magis incerta est utilitas extensionis legis propter rationis similitudinem, quàm sit nocumentum in correctione legis, imò satis dubia res est, an talis extensio aliquando expediat; de correctione autem legis constat, minimè expedire, si vitari potest. Ac denique non invenio illam limitationem esse in jure fundatam; restrictio autem correctionis legum in jure fundata est, semper quæ antiqua lex melioris est conditionis, et jus suum quasi possidet, quando de correctione expressè non constat. Unde oritur regula l. *Præceptum*, in fine, C. de Appellationibus : *Quidquid in posteriori lege specialiter non fuerit expressum, id veterum legum, constitutionumque regulis relictum esse, intelligendum est.*

7. Alia limitatio est, nisi per correctionem legis redeatur ad antiquum jus; nam tunc illa correctio censetur favorabilis, quia est (ut ita dicam) revocatio prioris correctionis, quæ

fuerat odiosa. Ita notat Tiraquel. dict. Præfat. ad Retract. n. 58, cum Bart. Felin. Deci. et Gozad., quos allegat, et favet quod Hieronym. l. 1 contra Jovin. sentit, abrogationem legis veteris per novam favorabilem fuisse, quia nos ad principium, seu ad priorem statum revocavit, ut habetur in cap. *Ab exordio*, 35 dist. Hoc etiam principium repetit idem Tiraquel. de Primogen. q. 24, n. 2 et 6, et Covar. lib. 3 Variar. cap. 6, n. 4; Navarr. in c. 1, § *Laboret*, de Pœnit. dist. 6, num. 16 et 17, qui allegant Glossam in cap. *Statutum*, de Præben. in 6, verb. *Numeranda*, cum multis antiquis, et idem sentiunt alii moderni. Et pro ratione reddunt, quia sicut unaquæque res facilè reducitur ad naturam suam, ita etiam lex revertitur ad jus commune, quod videtur esse magis naturale.

8. Contra hanc verò limitationem objicit Tiraquel. in dictâ Præfatione ad Retract. numer. 59, qui sæpè contingit, antiquiorem legem priùs revocatam, fuisse odiosam; ergo reditus ad illam non debet censeri favorabilis. Quod multò magis procedit, si illa lex antiqua iniqua fuit, vel licet justa fuerit, et utilis, si altera revocans illam erat melior et utilior; nam tunc derogatio hujus propter reditum ad antiquiorem, non est judicanda favorabilis. Non potest ergo talis regula generalis constitui, sed videtur considerandum, quale fuerit illud jus antiquius priùs revocatum, et juxta qualitatem ejus judicandum fore de reditu ad illud. Verùmtamen hæc objectio fieri etiam potest contra assertionem secundam; nam ob eamdem causam non potest pro regulâ statui, revocationem legis esse odiosam, quia si lex abrogata odiosa erat, vel si erat nimis rigida, aut parùm utilis ad bonos mores, certè abrogatio illius non debet censeri odiosa, sed potiùs favorabilis, quia moderari rigorem, vel tollere odium, favorabile est. Quod quidem in particulari loquendo, quando cætera sunt paria, non videtur mihi posse negari; nam ratio facta videtur ex terminis nota. Et ideò in secundâ assertione addidi, *Regulariter loquendo*, unde conclusio ipsa intelligenda est ex vi revocationis, seu ex suo genere, aut cæteris paribus, et ita procedunt rationes, quibus probata est. In eodem ergo sensu sustineri potest limitatio posita, scilicet, reditum ad antiquam legem ex suo genere favorabilem esse.

9. Aliter verò objici potest, quia lex abrogata jam non est lex, quia destructa est per alteram, quæ postea condita est, et permanet, quamdiù non revocatur; ergo ex tunc mutatio posterioris legis est simpliciter odiosa, et restringenda ex genere suo. Probatur consequentia, tum quia jam nihil obstare potest lex illa antiquior, vel resistere alteri legi, quia quod non est, non potest alteri resistere, tum etiam quia jus actu existens præferendum est illi, quod jam præteriit, et non est; ergo favorabilior esse debet conservatio præsentis juris, quàm reductio ad præteritum, eò vel maximè quòd cùm illud præteritum jus jam non sit lex, non potest dici, esse jus commune. Tum denique quia mutatio legis eò est magis odiosa, quò multiplicatur sæpiùs, quia eò magis derogat naturæ, et utilitati legis; ergo non minùs, imò magis restringi debet mutatio secundæ legis abrogantis priorem, quàm ipsamet, quæ priorem abrogavit. Propter hæc censeo, illud vulgare principium non esse intelligendum de lege universali universaliter abrogatâ, quia tunc apud me argumenta convincunt, non esse habendam rationem ejus, neque illam posse ampliùs vocari jus commune, nec reductionem ad illam posse reputari reductionem ad rei naturam. Intelligendum erit ergo illud principium de generali lege, quæ universaliter quidem perseveret, in particulari autem derogata sit per statutum, aut legem particularem. Tunc enim cessat objectio facta: nam lex illa post derogationem durat, et de se constituit jus commune, et ita de illo procedit rectè communis ratio et doctrina.

10. Dico tertiò: Lex posterior non habens clausulam derogantem, vel abrogantem priorem, non revocat illam, nisi quando illi directè opponitur, ita ut nisi priori deroget, fiat inutilis. Ita docent communiter auctores citati, et inprimis, quòd illa duo sufficiant ad derogationem, manifestum est, quia aliàs nunquàm posset fieri abrogatio legis sine formali clausulâ derogatoriâ, quia nihil aliud requiri aut cogitari potest: consequens autem est apertè falsum, tum ex capit. 1 de Constit. in 6, cum Glossâ ibi, et doctoribus, tum etiam quia voluntas posterior, quæ ex vi objecti non potest consistere cum præcedenti, mutat illam, etiamsi formaliter et expressè non intendat ipsam abrogationem; ergo, etc. Quòd verò illa duo sunt necessaria ad hanc abrogationem quasi virtualem, seu indirectam, patet ex præcedenti assertione, quia si leges possunt conciliari, non est admittenda correctio, sed quando utraque potest habere effectum, conciliari possunt, ergo. Et declarari hoc potest

duobus exemplis. Unum est, quia lex posterior imponens novam pœnam, non censetur eo ipso revocare aliam pœnam per priorem legem positam, teste Barth. in l. 1, ff. de Vi bonor., quem sequitur Navarr. in cap. *Ita quorumdam*, notab. 11, num. 14 et 30. Ratio autem est, quia non repugnat, idem delictum duabus pœnis puniri, et ita illæ leges possunt simul subsistere quoad pœnas, si aliunde pœnæ ipsæ inter se repugnantes non sint. Aliud exemplum est: nam lex posterior dans aliquod remedium, vel concedens aliquid, non aufert eo ipso remedium datum per priorem legem; habet enim eamdem rationem, quando remedia aliàs inter se non pugnant. Et ita notat Navar. cons. 8 de Offic. ordin., et sumitur ex leg. *Quoties*, ff. de Action. et Obligat., ubi dicitur, legem dantem novam actionem, non auferre antiquas, nisi eas expressè excludat.

11. Addunt verò aliqui, si potest vitari contrarietas legum, alterius verba impropriè intelligendo, tunc posteriorem esse impropriandam, ut vitetur prioris correctio. Ita docent absolutè ex modernis referendo aliquos antiquos, Gutier. lib. 3 Practicar. q. 15, num. 34, et Sanc. lib. 1 de Matrim. disputat. 17, num. 6. Sed non video sufficiens fundamentum tam generalis regulæ, quia si illa licentia absolutè accipi posset, vix admittenda unquàm esset correctio, vel abrogatio inter leges, propter contrarietatem, quia improprietas verborum tantam habet latitudinem, ut si propter hanc solam causam illâ uti liceat, ferè semper facile sit contrarietatem vitare; consequens autem est falsum, aliàs nihil esset firmum et stabile in legibus. Unde confirmatur, quia majus inconveniens est, admittere improprietatem in posteriori lege, quàm derogationem in priori, præsertim quia nulla est major ratio impropriandi priorem quàm posteriorem. Confirmatur secundò ex Glos. in l. *Non possunt*, ff. de Legib., dicente, in dubio de benignitate legis proprietatem verborum esse tenendam, et in superioribus generaliter diximus restrictionem legis semper esse intelligendam intra proprietatem verborum, nisi contineat iniquitatem, vel absurditatem, ut tradit Barth. in l. *Omnes populi*, ff. de Just. et Jur. n. 57 et 58; Panorm. Deci. Felin. et alii communiter in c. 1 de Constitut.; derogare autem priori legi, neque iniquum est, neque absurdum; ergo per se loquendo, non sunt verba legis posterioris impropriè intelligenda, ne derogent priori. Posset autem illud admitti, quando improprietas non est tanta, quin secundùm communem usum soleant verba in illâ significatione usurpari, vel quando secundùm usum juris censeri potest illa significatio propria, licet attentâ primâ significatione videatur impropria. Ut patet in particulari exemplo, in quo loquuntur Panorm. in cap. *Cùm olim*, de Re judic. n. ult. et Felin. in c. *Non potest*, eod. tit. num. 8, scilicet, de electione factâ in concordiâ, quæ in jure solet dici etiam de illâ, in quâ major tantùm pars consentit, ideòque ad vitandam contrarietatem poterit interdùm vox illa ita exponi. Major autem improprietas verborum non videtur admittenda, nisi ubi abrogatio ipsa, vel contrarietas, aliud speciale incommodum vel absurditatem contineret.

12. Ex hâc ergo assertione sequitur primò, legem generalem posteriorem omninò abrogare priorem, etiam generalem dicto modo illi contrariam. Ita docent omnes, et sumitur ex cap. 1 de Cognatione spirituali, et ex dicto cap. 1 de Constit. in 6, et ex l. *Non est novum*, ff. de Legib. et notat Glossa penult. Ratio autem est, quia tunc lex posterior non potest simul subsistere cum priori, nec etiam potest ex parte valere, et ex parte derogare alteri, tum quia universaliter loquitur, tum etiam quia non est major ratio de unâ parte, quàm de aliâ. Secundò sequitur, idem esse dicendum, quando utraque lex prior, et posterior est specialis, et includunt similem contrarietatem, quæ contradictionem involvat; tunc enim posterior abrogat priorem, propter eamdem rationem. Et ita docuit Barth. in dictâ lege, *Omnes populi*, num. 29 et 33. Intelligitur autem de legibus specialibus, aut in jure communi contentis, aut de statutis, quæ fiunt à particularibus communitatibus, vel legislatoribus, qui scire possunt, et debent sua statuta. Secus verò erit de particularibus legibus concessis à principe extra commune jus: nam tunc clausula revocatoria requiritur, ut infra de Privilegiis latiùs dicemus. Tertiò sequitur, quando lex prior est generalis, et posterior specialis illi contraria, posteriorem derogare priori, quamvis illam non abroget. Hoc enim posterius facere non potest, quia non est illi adæquatè contraria; illud autem prius necessariò sequitur ex dictis, quia posterior lex quoad id, quod specialiter disponit, non potest subsistere simul cum priori; ergo necessarium est, ut ex parte illam revocet, quod est illi derogare. Nam aliàs esset inutilis; supponimus autem esse factam ab habente potestatem et sine

ignorantiâ prioris juris, quia non præsumitur princeps ignorare jus commune, seu generale, juxta cap. 1 de Constitut. in 6.

13. Quartò infertur ex dictis, si lex prior sit specialis, et posterior generalis, posteriorem, etiamsi sit contraria priori, non abrogare illam, sed potiùs secundùm illam limitari, seu derogari. Hæc est communis jurisperitorum in cap. 1, de Rescript., ubi Panormitan. num. 2, et alii, et Bart. in l. *Quæsitum*, § ult., ff. de Fide instrumentor. n. 12. Et sumitur ex regulâ juris in 6 : *Generi per speciem derogatur*, ubi Glossa, et omnes intelligunt, etiamsi species antecedat, juxta cap. *Quamvis tibi*, de Præbend. in 6, ubi etiam id notat Glossa, idemque habetur in cap. 1 de Rescript. Ratio verò est, quia princeps præsumitur ignorare particulare statutum, quando illius mentionem non facit, et ideò licet universalem legem faciat, non censetur velle, particulare statutum tollere. Quæ ratio, et decisio habetur in dicto cap. 1, de Constit. in 6, ubi est sermo de particularibus statutis quoad loca; eadem verò ratio est de specialibus statutis quoad materias, vel personas, ut probant alia jura, et similitudo rationis. Unde in his etiam habet locum illa ratio, quia tunc potest utraque lex habere effectum cum aliquâ concordiâ in jure usitatâ; ergo vitanda est correctio prioris legis, et credendum potiùs, intentionem legislatoris esse, posteriorem legem generalem ferre cum illâ particulari limitatione et exceptione, ut infra latiùs de consuetudine et de privilegiis dicemus. Et hanc regulam variis modis declarant, et amplificant doctores, quos congerit Sanci. libro 2 de Matrim. disp. 24, n. 6 et sequentibus.

14. Atque ex dictis etiam facile est definire dubium hìc incidens, an promulgatio sit necessaria, ut abrogatio legis plenè facta sit, et suum effectum consequatur. In hâc enim re theologi præsertim moderni non consentiunt. Quidam enim absolutè affirmant, ad revocationem legis necessariam esse promulgationem. Ita tenet Vasq. 1-2, disp. 156, c. 4, et sequuntur aliqui moderni. Fundari potest hæc opinio, primò quia servari debet proportio inter legem, et revocationem ejus, quia opponuntur quasi privativè; privatio autem reducitur ad genus formæ contrariæ, et ex parte subjecti requirit omnes conditiones requisitas ad positivum oppositum; aliàs propria privatio non erit. Secundò, quia sicut lex est regula humanarum actionum, ita etiam revocatio legis est suo modo regula, saltem permittens oppositum ejus, quod lex vetabat, vel præcipiebat; ergo sicut lex non potest habere rationem regulæ, nisi promulgata sit, ita nec legis abrogatio.

15. Alii nihilominùs censent constituendam esse differentiam inter legem, et revocationem ejus, quòd ad revocationem non est necessaria promulgatio sicut ad legem ipsam. Ita tenet Capreol. in 4, d. 1, q. 3, ad 1, contra primam conclusionem; sequitur Conrad. 1-2, q. 90, art. 4, ubi idem tenet Medin. circa finem articuli. Tenet etiam Cordub. lib. 4 de Indulgen. q. 36. Fundari potest hæc opinio primò, quia plus requiritur ad ponendam obligationem, quàm ad auferendam : nam ad primum requiritur concursus omnium conditionum necessariarum ad veritatem, et subsistentiam legis; ad secundum autem sufficit defectus cujuslibet conditionis ; sed revocatio legis non ponit, sed aufert obligationem; ergo non est, cur ad illam requirantur omnes conditiones, quæ ad legem. Unde supra dicebamus, cessante evidenter justitiâ legis, cessare legem, et obligationes ejus sine aliâ promulgatione; ergo similiter, cessante voluntate principis de obligatione legis, revocabitur lex sine aliâ promulgatione. Unde intulit Medin. supra, posse revocari legem per solum actum internum voluntatis principis nolentis, ut lex ampliùs duret. Quod potest fieri verisimile, quia si in principio princeps ferret, et promulgaret legem sine intentione obligandi, licet exteriùs putaretur lex lata, nihilominùs illa non esset vera lex, nec per se obligaret, sed ad summum ex conscientiâ erroneâ. Ac denique licet demus, debere hanc voluntatem principis exteriùs ostendi, nihilominùs non erit necessaria promulgatio, sed sufficiet, ut quocumque modo de illâ sufficienter constet.

16. Mihi distinguendum videtur inter revocationem puram, et per se tantùm factam, et revocationem mixtam cum aliquâ obligatione contrariâ, et quasi consequentem ad illam. Et primò dicendum est, ad revocationem quæ ex obligatione contrariâ sequitur, necessariam esse promulgationem, quod procedit, sive illa obligatio sit ad actum repugnantem priori legi, sive sit præcisè ad non utendum priori lege, seu ad illam non servandum. Probatur, quia illa obligatio imponitur per novam legem; ergo ad illam legem requiritur promulgatio, quia eadem est ratio de illâ, quæ de cæteris, cùm promulgatio sit de ratione legis, ut talis est. Ergo ad dictam abrogationem eadem promulgatio necessaria est. Probatur consequentia, quia talis revocatio est effectus propriæ legis,

imò est quasi accessorius et consequens ad alium primarium; qui est contraria obligatio legis; ergo requirit legem plenè constitutam, atque adeò promulgatam. Unde fit, hanc promulgationem eodem modo, et cum eisdem conditionibus hic postulari, sicut ad legem necessaria est. Unde sicut lex ante promulgationem non obligat, licet privatim sciatur, ita in præsenti talis lex ante promulgationem cum tempore sufficiente ad obligationem ejus non deobligat ab aliâ, quia non priùs habet secundarium effectum, quàm primarium. Et è converso, sicut post promulgationem, et tempus sufficiens, lex obligat, etiam privatim ignorata, quamvis ignorans invincibiliter excusetur; ita in præsenti lex hæc promulgata tollit obligationem prioris legis, per se loquendo, quamvis si ignoretur, ex conscientiâ erroneâ obligare possit.

17. Dico secundò: Pura revocatio legis per se, et essentialiter non requirit promulgationem. Probatur argumento secundæ sententiæ. Et quia talis revocatio non fit per aliquam legem, ad quam solam est necessaria promulgatio. An verò talis revocatio per se requirat saltem signum externum, incertum est. Videtur enim probabile, esse necessariúm, quia sicut voluntas humana non potest habere effectum positivum circa alium hominem, nisi illi intimetur, ita etiam neque effectum privativum, seu ablativum obligationis: nam videtur esse eadem ratio. Unde, si hoc concedatur, distinguenda erit manifestatio voluntatis principis, à promulgatione; nam hæc requirit peculiarem solemnitatem, quam negamus esse necessariam ad puram revocationem legis. Quia sufficiet quælibet manifestatio voluntatis pro his, quibus immediatè fit, pro aliis verò satis erit divulgatio illius notitiæ per sufficientem famam, aut testificationem, ita ut quamprimùm aliquis illam notitiam consequatur, priori lege revocatâ non obligetur. Supponimus enim principis decretum dicto modo manifestatum fuisse, ut lex ex tunc non obligaret. Aliunde verò probabile est, internam retractationem voluntatis per se posse sufficere ad tollendam legem, si supponatur princeps absolutè velle, ut ex tunc non obliget, quia statim cessaret obligatio ex defectu causæ conservantis; nam sicut lex in fieri pendet ab internâ intentione, ita et in conservari, et ita procedit ratio supra pro Medinâ facta. Et tunc consequenter dicendum est, obligationem, quæ relinquitur in subditis, esse merè per accidens ex solâ ignorantiâ, et fictione legislatoris: nam si de voluntate ejus constaret, etiam per revelationem, lex per se non obligaret; talis autem voluntas principis omninò irrationabilis esset, et contra debitam gubernationem.

18. Unde dico tertiò: Ut abrogatio legis etiam pura debito modo fiat, publicè proponenda est, prudenti arbitrio legislatoris. Hoc suadent aliquo modo rationes primæ sententiæ. Et quia nisi revocatio sit publica, possunt facilè sequi scandala, dùm aliqui propter privatam notitiam legem non servant. Unde sicut expedit, communem obligationem de se simul incipere in eodem loco, ita expedit obligationem communis obligationis esse jam publicam, et communem quoad omnes, quantùm commodè fieri possit. Et ideò nunquàm præsumendum est, principem voluisse antea, vel aliter legem revocare, nisi evidentissimè constet. Dixi autem, modum hujus promulgationis relinqui arbitrio principis, quia in jure non est certus, nec definitus, nec videtur necessarium in revocatione servari omnem temporis dilationem; quæ pro legum promulgatione præscribitur. Quia non est æqualis ratio, neque oportet, quod in favorem introductum est, extendere ad rigorem. Stabitur ergo consuetudini, vel actuali principis dispositioni. Atque ita constat etiam quando incipiat hæc abrogatio legis habere suum effectum: nam in hoc dependet à principis voluntate, ordinariè verò incipit à sufficienti publicatione; applicatur autem in particulari, cùm primùm pervenit revocatio ad uniuscujusque notitiam, quamvis hæc magis propter conscientiam, quàm propter revocationem legis secundùm se, necessaria sit.

19. De effectibus autem hujus abrogationis nihil dicendum superest; nam per se solùm consistit in ablatione legis. Unde quot fuerint effectus positivi prioris legis, tot erunt effectus privativi abrogationis ejus. Si ergo prior lex erat prohibens, et irritans, abrogatio utrumque tollet, modo tamen utrique accommodato. Quia quoad obligationem pendet aliquo modo in particulari à notitiâ; nam propter ignorantiam poterit in aliquo durare obligatio, quod non ita est in irritatione; nam abrogatâ lege irritante, etiamsi abrogatio ignoretur, et actus cum malâ conscientiâ fiat, poterit esse validus, si fiat cum sufficienti voluntate. Et eâdem proportione judicandum est de revocatione legis pœnalis quoad pœnam, ut sunt excommunicatio, irregularitas, et similia. Poni etiam potest inter effectus abrogationis, quòd lex semel abrogata non potest redire per voluntatem subditorum,

nisi iterùm à legislatore feratur, quia jam substantia ejus periit. Quod notavit Navar. constituens hoc discrimen inter abrogationem, et non acceptationem legis, et cons. 1 de Constit. q. 7. Et hùc etiam spectat quod dicunt juristæ, legem abrogatam non posse allegari, utique in vi legis, quia nulla est, secùs in vi exempli, aut rationis. De quo videri potest. Barth. in l. *Omnes populi,* ff. de Justit. et Jur. n. 68, et Deci. in cap. 1 de Const. lect. 1, n. 11, et lect. 2, n. 5. Denique, etsi abrogatio non sit pura, habebit per quam fit suos proprios effectus sibi accommodatos, qui ad præsentem considerationem non spectant.

INDEX.

FINIS TOMI XII THEOLOGIÆ.





MIGNE, J.P.
Theologiae cursus
completus.
BQT
507
.M5
v. 12.

